




3 1761 11970432 8



Digitized by the Internet Archive
in 2023 with funding from
University of Toronto

CAI XC 31

Government
Publications

B84

Canada. Parliament House of Commons.
Standing Committee
on Broadcasting, films and assistance
to the arts.

Proceedings 1968-69 no. 22-42

OFFICIAL BILINGUAL ISSUE
HOUSE OF COMMONS
First Session
Twenty-eighth Parliament, 1968-69

FASCICULE BILINGUE OFFICIEL
CHAMBRE DES COMMUNES
Première session de la
vingt-huitième législature, 1968-1969

STANDING COMMITTEE
ON

COMITÉ PERMANENT
DE LA

BROADCASTING,
FILMS AND ASSISTANCE
TO THE ARTS

RADIODIFFUSION,
DES FILMS ET DE L'ASSISTANCE
AUX ARTS

Chairman

Mr. John M. Reid

Président

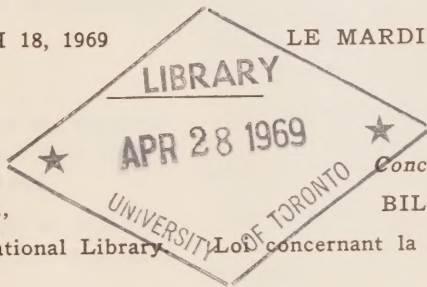
MINUTES OF PROCEEDINGS
AND EVIDENCE

PROCÈS-VERBAUX ET
TÉMOIGNAGES

No. 22 - 42

TUESDAY, MARCH 18, 1969

LE MARDI 18 MARS 1969



Respecting

BILL C-171,

Concernant le

BILL C-171,

An Act respecting the National Library.

Loi concernant la Bibliothèque nationale.

Appearing:

The Honourable Gérard Pelletier,
Secretary of State.

A comparu:

L'honorable Gérard Pelletier,
secrétaire d'État.

WITNESSES—TÉMOINS

(See Minutes of Proceedings)

(Voir le procès-verbal)

The Queen's Printer, Ottawa, 1969
L'Imprimeur de la Reine, Ottawa, 1969

STANDING COMMITTEE ON
BROADCASTING, FILMS AND
ASSISTANCE TO THE ARTS

Chairman
Vice-Chairman
and Messrs.

Comeau,
De Bané,
Dinsdale,
Givens,
Guilbault,
Hymmen,

La Salle,
Matte,
McCleave,
McCutcheon,
Nystrom,
Osler,

Le secrétaire du Comité,
M. Slack
Clerk of the Committee

COMITÉ PERMANENT DE LA
RADIODIFFUSION, DES FILMS ET DE
L'ASSISTANCE AUX ARTS

Président
Vice-président
et MM.

Paproski,
Perrault,
Schreyer,
Stafford,
Stanbury,
Sullivan—(20).



MINUTES OF PROCEEDINGS

(Text)

TUESDAY, March 18, 1969.

(25)

The Standing Committee on Broadcasting, Films and Assistance to the Arts met this day at 9:35 a.m. The Chairman, Mr. John M. Reid, presided.

Members present: Messrs. Comeau, Dinsdale, Givens, Hymmen, La Salle, Nystrom, Osler, Paproski, Reid, Schreyer, Stafford, Stanbury, Sullivan—(13).

Member also present: Mr. Broadbent, M.P.

Appearing: The Honourable Gérard Pelletier, Secretary of State.

Witnesses: Mr. Lewis Levy, Legal Advisor, Secretary of State Department; and Mr. Guy Sylvestre, National Librarian.

Agreed.—That the list of Board Members of the Canadian Film Development Corporation be printed as an appendix to the proceedings of March 13 (*Note: See Appendix "M" of March 13 proceedings*).

The Chairman advised that the Committee would tour the National Arts Centre on Wednesday, March 19, 1969.

The Committee proceeded to the consideration of Bill C-171, An Act respecting the National Library.

The Minister, after introducing Messrs. Sylvestre and Levy, made a statement relating to Bill C-171 and was examined thereon, assisted by Mr. Levy.

At 10:25 a.m., the Minister retired in order to attend a Cabinet meeting.

The Committee reviewed the Bill, clause by clause, and Messrs. Levy and Sylvestre were examined thereon.

PROCÈS-VERBAL

(Traduction)

Le MARDI 18 mars 1969.

(25)

Le Comité permanent de la radiodiffusion, des films et de l'assistance aux arts se réunit ce matin à 9 h. 35, sous la présidence de M. John M. Reid.

Présents: MM. Comeau, Dinsdale, Givens, Hymmen, La Salle, Nystrom, Osler, Paproski, Reid, Schreyer, Stafford, Stanbury, Sullivan—(13).

De même que: M. Broadbent, député.

A comparu: L'honorable Gérard Pelletier, secrétaire d'État.

Témoins: M. Lewis Levy, conseiller juridique, secrétariat d'État; et M. Guy Sylvestre, bibliothécaire national.

Il est convenu.—Que la liste des membres du conseil d'administration de la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne soit imprimée en appendice au compte rendu des délibérations du 13 mars (*Remarque: Voir Appendice «M» du compte rendu des délibérations du 13 mars*).

Le président annonce que le Comité visitera le Centre national des Arts le mercredi 19 mars 1969.

Le Comité passe à l'examen du Bill C-171, Loi concernant la Bibliothèque nationale.

Le Ministre, après avoir présenté M. Sylvestre et M. Levy, fait une déclaration relative au Bill C-171 et répond, avec l'aide de M. Levy, à des questions.

A 10 h. 25 du matin, le Ministre se retire afin d'assister à une réunion du Cabinet.

Le Comité examine le Bill article par article, et MM. Levy et Sylvestre répondent à des questions.

Mr. Dinsdale proposed, seconded by Mr. Schreyer, that clause 4 of the Bill be deleted and that the subsequent clauses be renumbered accordingly.

The consideration of Bill C-171, still continuing, at 11:45 a.m., the Committee adjourned until 9:30 a.m. on Thursday, March 20, 1969.

M. Dinsdale propose, appuyé par M. Schreyer, que l'article 4 du Bill soit supprimé et que les articles suivants soient renumérotés en conséquence.

L'examen du Bill C-171 se poursuivant, à 11 h. 45 du matin, le Comité s'ajourne jusqu'au jeudi 20 mars 1969, à 9 h. 30.

Le secrétaire du Comité,

M. Slack,

Clerk of the Committee.

[Texte]

EVIDENCE

(Recorded by electronic apparatus)

Tuesday, March 18, 1969

● 0937

The Chairman: Gentlemen, I see a quorum for the purpose of hearing witnesses, and today we have with us the Secretary of State. We will be discussing Bill C-171, An Act respecting the National Library.

First of all, I would like to have permission of the members of the Committee to print the list of the members of the Board of the Canadian Film Development Corporation as an appendix to the Proceedings of March 13. Is it agreed?

Some hon. Members: Agreed.

The Chairman: This Wednesday, at 5.10 p.m., members of the Committee are invited with their wives to tour the National Arts Centre. This is in anticipation of the appearance before this Committee of the officials of the National Arts Centre on Tuesday next.

I now ask the Honourable Gérard Pelletier, Secretary of State, to introduce his officials and to make a short statement; then we shall have questions as usual.

L'hon. Gérard Pelletier (secrétaire d'État): Monsieur le président, je crois que vous connaissez M. Guy Sylvestre, Bibliothécaire national et M. Lewis Levy qui est le représentant du ministère de la Justice au Secrétariat d'État.

Il y a un certain nombre de remarques que j'aimerais faire, pour clarifier peut-être certaines positions, avant de passer à l'échange des questions et réponses.

Ces remarques portent sur certaines suggestions et propositions qui ont été faites devant le comité et sur lesquelles j'aimerais exposer la position du Ministère.

On a parlé, par exemple, de faire de la Bibliothèque nationale une société de la Couronne. Je ne crois pas, pour ma part, que cette suggestion doive être retenue. Le Comité sait avec quelle conviction j'ai défendu

[Interprétation]

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Le mardi, 18 mars 1969.

Le président: Messieurs, nous avons le quorum pour l'audience des témoins, et, aujourd'hui, nous avons avec nous le secrétaire d'État.

Nous allons examiner le Bill C-171, Loi concernant la Bibliothèque nationale.

Tout d'abord, je voudrais obtenir des membres du Comité la permission de faire imprimer la liste des membres du conseil d'administration de la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne en appendice du compte rendu des délibérations du 13 mars. Êtes-vous d'accord?

Des voix: D'accord.

Le président: Demain, mercredi à 5 h. 10 de l'après-midi, les membres du Comité sont invités, ainsi que leurs femmes, à aller visiter le Centre national des Arts. Ceci en prévision de la comparution devant notre Comité, mardi prochain, des représentants du Centre national des Arts.

Je vais maintenant demander à l'honorable Gérard Pelletier, secrétaire d'État, de nous présenter ses collègues et de faire une brève déclaration; nous passerons ensuite aux questions, comme d'habitude.

Hon. Gérard Pelletier (Secretary of State): Mr. Chairman, I believe you know Mr. Guy Sylvestre, the National Librarian, and Mr. Lewis Levy, the representative of the Department of Justice to the Secretary of State. There are a certain number of remarks that I would like to make, to clarify certain points, before we proceed to the question and answer period.

These remarks are with respect to certain suggestions and proposals made before the Committee and about which I would like to state the Department's point of view.

For instance, there is the question of making of the National Library a Crown Corporation. I, for my part, do not think that this is a good suggestion. The Committee knows the degree of conviction with which, last Fall, I defended before you the autonomy of the CBC, for instance. I would do the same if we were dealing with the Canadian Film Development Corporation, or the Canada Council, or

[Text]

devant vous, l'automne dernier, l'autonomie de Radio-Canada, par exemple. Je ferais de même s'il s'agissait ou de la Société de développement de l'industrie cinématographique du Canada, ou du Conseil des arts, ou d'autres institutions du même genre, parce qu'il s'agit d'institutions qui ont un rôle créateur, d'institutions aussi qui mettent en cause la liberté d'expression, d'institutions enfin, où l'ingérence partisane constitue un danger véritable. Mais ce n'est là le cas ni de la Bibliothèque nationale, ni des Archives publiques, par exemple, qui sont des services dont l'efficacité ne serait ni augmentée, ni améliorée, si elles devenaient des sociétés de la Couronne.

Quand il n'existe pas de raisons sérieuses pour modifier le contrôle démocratique le plus rigoureux, la sagesse et la pratique veulent qu'on s'y tienne.

On a conclu, si j'en crois certains commentateurs, que l'article 4 du projet de loi à l'étude donnait au ministre une autorité plus grande sur la Bibliothèque, plus grande que l'autorité qu'il possédait en vertu de l'ancienne loi, ce qui n'est pas le cas.

Une lecture attentive du nouveau texte révélera que le ministère de la Justice a voulu seulement uniformiser dans tous les nouveaux projets de loi, la formule qui définit l'autorité ministérielle. Mais le contenu de la formule est cependant le même que celui de l'ancienne. Je parle de la formule où il est dit:

4. Le Ministre préside à la gestion et à la direction de la Bibliothèque et en a la surveillance.

Si on regarde l'ancienne loi, on se rend compte qu'en substance il disait la même chose.

Une troisième question s'est posée, relative à la représentation des associations de bibliothécaires au Conseil consultatif de la Bibliothèque nationale.

I might say that my reaction to this suggestion should not be interpreted as ignoring the professional abilities of the people represented by these associations but rather my opinion is that it is difficult to name specific private organizations such as this one in an Act as the most stable of such organization can change. For example, should two organizations merge or should one dissolve or be split, the government would be put in the embarrassing position of not being able to fulfill the Act.

[Interpretation]

other institutions of this type, because these are institutions that have a creative role, which put in question freedom of speech, and where partisan interference would constitute a true danger.

But this is not the case of either the National Library or the Public Archives, for instance, which are services whose efficiency would neither be improved nor increased if they became Crown corporations.

When there are no serious reasons to change the strictest kind of democratic control, it is wise and practical to stick with it.

Secondly, some have concluded, if I am to believe certain comments that have been made, that clause 4 of the bill under consideration gave the Minister a greater authority over the National Library, greater than he already had under the former Act, which is not the case.

On reading the new text over carefully, you will see that the Department of Justice just wanted to make more uniform in all new bills, the formula which defines ministerial authority. But the contents or the formula is the same as that of the former formula. I am speaking of the formula where it is said that:

4. The Minister shall preside over and has the supervision of the management and direction of the Library.

If you check the former Act, you will see that in substance the same thing was said.

A third question has arisen concerning the representation of librarians' associations on the Advisory Board of the National Library.

Je dois dire que ma réaction à cette proposition ne doit pas être interprétée comme une méconnaissance, de ma part, des aptitudes professionnelles des gens que représentent ces associations. C'est plutôt qu'à mon avis, il est difficile de nommer des associations privées particulières comme celle-ci dans une loi, étant donné que même l'association la plus stable pourrait changer. Par exemple, si deux associations fusionnaient ou si l'une était dissoute ou se dissociait, le gouvernement se trouverait dans une situation embarrassante, car il ne pourrait respecter les dispositions de la Loi.

[Texte]

I would like to assure the Committee, however, that in making appointments to the Advisory Committee I would consult as widely as possible, and most definitely with the professional organizations in the field, because this is our policy with other Crown corporations and there is no reason to suggest a change of policy at this time.

Maybe some of you might find it difficult to see any difference between the AUCC and the other professional bodies, but I think the AUCC represents an association of institutions and not of individuals, at least the major user, and one of the main reasons d'être for a National Library and in particular for the changes that have been suggested in the National Library Act. As such it is a rather stable organization and it is envisioned that it would remain as such.

There was another suggestion, too; to relieve the National Museums of an automatic position on the Advisory Board. I have discussed this matter within the Department and I am told that the original reason for including the National Museums was in order to facilitate co-ordination between the National Museum's library and, in particular, the National Gallery Library and the National Library. The purpose was to eliminate duplication.

However, after examination the consensus now is that an amendment that would free the Board from inviting the representative of the National Museums would not create any serious difficulties. An amendment could be entertained to that effect.

On a proposé, enfin, que le président du Conseil consultatif devrait être choisi par les membres de ce même conseil et qu'on ne devrait pas faire du Bibliothécaire national le président ex officio du Conseil consultatif. Cette suggestion paraît acceptable pour tout le monde à commencer par le Bibliothécaire national lui-même, dont le souci principal, me dit-il, est que le Conseil se donne un président capable d'assurer la marche des travaux de façon efficace et ordonnée.

Enfin, je dois relever ici une erreur qui s'est glissée dans la version française du projet de loi, à l'article 8. Pour que les deux versions coïncident, il faudrait ajouter à la cinquième ligne de la version française de l'article 8, les mots:

et d'éducation

après les mots

s'occupant de bibliothèques

[Interprétation]

Je tiens à assurer au Comité, toutefois, qu'avant de faire des nominations au Comité consultatif, je consulterais autant de gens que possible, et assurément les associations professionnelles, car c'est la politique que nous suivons dans le cas des autres sociétés de la Couronne, et il n'y a aucun raison de proposer maintenant un changement d'attitude. Peut-être certains d'entre vous ont-ils du mal à voir une différence entre l'AUCC et les autres associations professionnelles; mais à mon avis, l'AUCC est un groupement d'institutions et non de personnes, et elle est le principal bénéficiaire et l'une des principales raisons d'être d'une bibliothèque nationale et, en particulier, des changements qui ont été proposés dans la Loi sur la Bibliothèque nationale. C'est actuellement une association assez stable, et l'on prévoit qu'elle le restera.

On a aussi fait une autre proposition, à savoir, de ne pas obliger automatiquement les Musées nationaux à jouer un rôle dans le Conseil consultatif. Je me suis entretenu de cette question avec le Ministère, et l'on m'a dit qu'à l'origine, si l'on avait inclut les Musées nationaux, c'était dans le but de faciliter la coordination entre la bibliothèque des Musées nationaux, et en particulier la bibliothèque de la Galerie nationale, et la Bibliothèque nationale. On voulait éliminer le double emploi.

Toutefois, après avoir examiné la question, on s'accorde maintenant pour dire qu'une modification qui libérerait le Conseil de l'obligation d'inviter les représentants des Musées nationaux ne créerait aucune difficulté sérieuse. On pourrait songer à proposer une modification en ce sens.

Finally, it was proposed that the Chairman of the Advisory Board should be chosen by the members of said Board, and that the National Librarian should not become the ex-officio chairman of the Advisory Board. This suggestion seems acceptable to all, starting with the National Librarian himself whose main consideration, so he tells me, is to have a good Chairman for the Board so as to ensure the smooth and efficient running of operations.

Finally, there is an error which appears in the French version of the bill, in clause 8. So that the two versions be the same, we should add to the 5th line of the French version of clause 8, the words:

«et d'éducation»

after the words

«s'occupant de bibliothèques»

[Text]

L'article 8 se lirait donc désormais, et doit se lire, pour coïncider avec la version anglaise, de la façon suivante:

Le directeur général de la Bibliothèque nationale peut, selon les modalités approuvées par le Ministre, conclure, avec des bibliothèques et des associations et institutions s'occupant de bibliothèques et d'éducation au Canada et ailleurs, des accords portant sur les services de bibliothèque, notamment les services mentionnés au paragraphe (2) de l'article 7.

Pour corriger cette erreur, toutefois, je dois prévenir le Comité qu'il faudra un amendement en bonne et due forme.

Those are the remarks I had to make, Mr. Chairman. I thought some time might be saved in the exchange of questions and answers if the members knew where the Department stood on the various issues.

The Chairman: Thank you, Mr. Pelletier. I should inform members of the Committee that Mr. Pelletier has to attend a Cabinet meeting at 10.15 a.m. at which he will be the star witness, I am told, so perhaps if we direct our questions of policy to the Minister we could complete them and then go into the details with the officials.

Mr. Dinsdale: Mr. Chairman, most of the points I had to make in connection with this very important Bill have already been made in the general debate in the House on Second Reading, and I noticed that the Secretary of State this morning dealt with the points that were raised at that time.

However, I would like to have some further clarification of what I regard as a very fundamental issue in the further development in the long, drawn-out process of establishing Canada's National Library which, I think, has been under way since away back in 1948—that is, the role of the Minister in the day-to-day ongoing operations of what actually is the fundamental educational and cultural process in Canada. While the mass media have the starring role in communication in the world of today it is still the resources of the library that are the basis for the continuation of our way of life and our culture.

I raised this point in the general debate in the House because it seems to me that there is a new emphasis in the Bill before the Committee on the participation of the Minister in

[Interpretation]

Clause 8 would therefore read, in order to correspond with the English version, as follows:

The National Librarian may, on terms and conditions approved by the Minister, enter into agreements with libraries and library and educational associations and institutions in and outside Canada in respect of library services, including library services referred to in subsection (2) of section 7.

I must warn the Committee, however, that an amendment drawn up in due form will be necessary to correct this error.

Voilà les observations que je voulais faire, monsieur le président. Je pensais que l'on pourrait gagner un peu de temps dans l'échange des questions et des réponses si les membres du Comité connaissaient le point de vue du Ministère sur divers aspects du problème.

Le président: Merci, monsieur Pelletier. Je veux informer les membres du Comité que M. Pelletier doit assister à une réunion du Cabinet à 10 h. 15; il paraît qu'il y sera le témoin principal. Nous pourrions donc peut-être poser dès maintenant au Ministre toutes nos questions relatives à la politique, et nous traiterons ensuite des détails avec les représentants.

M. Dinsdale: Monsieur le président, la plupart des réflexions que j'avais à faire relativement à ce bill très important ont déjà été faites lors du débat général à la Chambre, au moment de la deuxième lecture, et je constate que le secrétaire d'État a traité ce matin des questions qui avaient été soulevées alors.

Toutefois, j'aimerais avoir quelques précisions supplémentaires au sujet de ce qui est, à mon avis, un élément fondamental dans le progrès du long processus de l'établissement de la Bibliothèque nationale du Canada, qui se poursuit, je crois, depuis 1948: je veux parler du rôle du Ministre dans l'activité quotidienne continue de ce qui est, en fait, le processus éducatif et culturel fondamental au Canada. Si les grands organes d'information ont le rôle de vedette, dans le domaine des communications, dans le monde d'aujourd'hui, il n'en demeure pas moins que les ressources de la Bibliothèque sont le fondement de la continuation de notre mode de vie et de notre culture.

J'ai soulevé cette question lors du débat général à la Chambre, car il me semble que l'on insiste maintenant, dans le Bill que nous sommes en train d'étudier, sur la participa-

[Texte]

the operations of the Library. I have the old Act and the proposed new Act before me, and while it is true there is some provision for the over-all supervision of the Minister in what you might call the administration of the Act, nowhere in the old Act is there a specific clause, as is the case with Clause 4, which emphasizes specifically in the following words:

The Minister shall preside over and has the supervision of the management and direction of the Library.

That is Clause 4 in Bill C-171 and it is set aside as a distinct and separate clause. There are no conditions whatsoever, no subclauses. It states that:

The Minister shall preside over and has the supervision of the management and direction of the Library.

Now, the old Act was much less direct and specific. Section 9 of the old Act says:

The Governor in Council may direct that any books in the care and custody of any department or agency of the Government or Parliament of Canada shall be transferred from such department or agency and placed in the care and custody of the National Librarian.

That is taken care of in a later section of the new Act and then Clause 10, with several subsections, goes into the duties of the Minister in the following terms:

10. Subject to the direction of the Minister, the National Librarian may
(a) undertake the collection, by purchase or otherwise, of books for the Library,
(b) compile and maintain a national union catalogue in which the contents of the principal library collections throughout Canada may be listed,
(c) compile and publish a national bibliography in which books produced in Canada, written or prepared by Canadians or of special interest or significance to Canada may be noted and described,

It goes on with:

(d) lend, sell or otherwise dispose of books forming part of the Library, and enter into exchange agreements with libraries and other institutions both in Canada and elsewhere, and
(e) generally supervise and direct the work of the National Library in such a

[Interprétation]

tion du Ministre à l'activité de la Bibliothèque. J'ai sous les yeux l'ancienne Loi et la nouvelle loi proposée, et, bien que l'ancienne Loi prévoit que le Ministre exerce une surveillance générale sur ce que l'on pourrait appeler l'exécution de la Loi, on n'y trouve aucune disposition précise à cet égard, alors qu'il y a une insistance nette dans l'article 4 du Bill, que je cite:

Le Ministre préside à la gestion et à la direction de la Bibliothèque et en a la surveillance.

Il s'agit de l'article 4 du bill C-171, qui se détache comme une disposition distincte et séparée. Il n'y a pas de paragraphe, et aucune condition n'est imposée. On dit clairement:

Le Ministre préside à la gestion et à la direction de la Bibliothèque et en a la surveillance.

L'ancienne Loi était beaucoup moins directe et précise. On peut lire, à l'article 9 de l'ancienne Loi:

Le gouverneur en conseil peut ordonner que tous livres aux soins ou à la garde de quelque département ou organisme du gouvernement ou du Parlement du Canada soient transférés de ce département ou de cet organisme et confiés aux soins et à la garde du bibliothécaire national.

On en parle dans un autre article de la nouvelle Loi, et l'article 10, qui comprend plusieurs paragraphes, définit les attributions du ministre en ces termes:

10. Sous réserve des instructions du Ministre, le directeur général de la Bibliothèque nationale peut
a) collectionner, par acquisition à titre onéreux ou gratuit, des livres pour la Bibliothèque;
b) compiler et tenir un catalogue collectif national dans lequel peut être inscrit le contenu des principales collections de bibliothèques du Canada;
c) compiler et publier une bibliographie nationale dans laquelle peuvent être notés et décrits les livres produits au Canada, écrits et préparés par des Canadiens ou présentant un intérêt spécial ou une importance particulière pour le Canada;

Et l'on poursuit:

d) prêter ou vendre des livres de la Bibliothèque ou autrement en disposer et conclure avec les bibliothèques et autres institutions du Canada ou d'ailleurs des accords pour l'échange de livres
e) gérer et diriger la Bibliothèque de façon à la mettre à la disposition du gou-

[Text]

manner that the facilities of the Library may be made available to the Government and people of Canada to the greatest possible extent consistent with the sound administration of the Library.

That is all under Clause 10, and the only reference to the Minister is:

10. Subject to the direction of the Minister, the National Librarian may

In other words, the focus is on the National Librarian as opposed to the new Act where the focus is on the Minister. The Minister shall preside over and has the supervision of the management and direction of the Library. Now this, I think, is a new emphasis in ministerial responsibility in these sensitive areas of information and education in Canada, and I would think if we were going to carry on the same principle as is present in the old Act, it is covered adequately by Clause 7 of the new Act under the general heading of

Powers and duties of Librarian

Subsection (1) says:

7. (1) Subject to the direction of the Minister, the National Librarian shall generally manage and direct the Library

which is much the same as Clause 10 of the old Act. And then subsection (2) of Clause 7 of the new Act has these words:

7. (2) Subject to the direction of the Governor in Council, the National Librarian may coordinate the library services of departments, branches and agencies of the Government of Canada including

et cetera. Now, my question is why have we this Clause 4 which, sitting by itself, specifically

• 0955

cally indicates that:

4. The Minister shall preside over and has the supervision of the management and direction of the Library.

The Chairman: I am told, Mr. Dinsdale, by officers in law that the new formula might be more modern drafting in the new Act, and that the Library is regarded as a departmental corporation and that the difference in phrasing does not make any difference in substance, does not add to the power of the Minister in spite of appearance to the contrary. I am not a lawyer and I would not

[Interpretation]

vernement et de la population du Canada dans la plus large mesure compatible avec sa bonne administration.

Tout cela constitue l'article 10 et la seule référence au ministre est la suivante:

10. Sous réserve des instructions du Ministre, le directeur général de la Bibliothèque nationale peut

Autrement dit, on insiste plutôt sur les attributions du directeur général de la Bibliothèque plutôt que sur celles du ministre, comme dans la nouvelle Loi. Le ministre préside à la gestion et à la direction de la Bibliothèque et en a la surveillance. Je crois que c'est une façon de mettre l'accent sur la responsabilité ministérielle en matière d'information et d'éducation au Canada, et je pense que si nous devions garder le même principe que l'on trouve dans l'ancienne Loi, l'article 7 de la nouvelle Loi l'exprimerait parfaitement, sous la rubrique:

Attributions du directeur général de la Bibliothèque nationale

Le paragraphe (1) est rédigé comme suit:

7. (1) Sous réserve des instructions du Ministre, le directeur général de la Bibliothèque nationale gère et dirige la Bibliothèque

ce qui est assez semblable à l'article 10 de l'ancienne Loi. D'autre part, le paragraphe (2) de l'article 7 de la nouvelle Loi est rédigé en ces termes:

7. (2) Sous réserve des instructions du gouverneur en conseil, le directeur général de la Bibliothèque nationale peut coordonner les services de bibliothèque des ministères, départements, directions ou organismes du gouvernement du Canada, notamment

et cetera. Je voudrais donc savoir pourquoi nous gardons l'article 4 qui indique clairement par lui-même que:

4. Le Ministre préside à la gestion et à la direction de la Bibliothèque et en a la surveillance.

Le président: Des juristes m'ont dit que le libellé de la nouvelle formule était plus moderne dans la nouvelle Loi, que la Bibliothèque était considérée comme une société du ministère et que les différences de forme n'entraînent pas des différences de fond et n'ajoutent rien à l'autorité du Ministre, en dépit d'une apparence contraire. Je ne suis pas juriste et je ne me lancerai pas dans une

[Texte]

engage in a legal argument with you. I take it that in legal terms it could not be demonstrated that the new formula adds any power, and that the "Subject to the direction of" and this new formula are exactly equivalent in the powers that we give to the Minister. I humbly confess that under my own legal competence which is nil, I cannot support this any more strongly than I do now, and perhaps you would like to discuss this with experts in drafting legislation.

Mr. Osler: What can the words "preside over" mean in this context? What is the act of presiding?

Mr. Dinsdale: This is what I am trying to discover, Mr. Osler, and the reasons for the inclusion of this separate clause in a bill that deals with the very sensitive area in any democratic government, particularly in Canada, of education and cultural dissemination. In all other bills in areas of this kind, the CBC, the National Museum, and so on, we lean over backwards to avoid offence, and here they are rushing into it and spelling it out in specific and elaborate detail.

The Chairman: Mr. Levy.

Mr. Lewis Levy (Legal Advisor): Mr. Dinsdale, the Library is a departmental corporation under the Financial Administration Act. With the exception of the two top positions, all the employees are appointed under the Public Service Employment Act by the Public Service Commission. This wording is just more modern drafting, to put it up at the head of the clause rather than have it placed further on in different positions, although it does appear further on for clarity. All I can really say is that it does not change anything from what the Library has already been. It is a departmental corporation. Ministers always preside over departmental corporations. The National Library is considered to be more of an arm of the Public Service, in the sense of capital P and capital S, than the Crown corporations. The Library is not a Crown corporation.

Mr. Dinsdale: I take it, Mr. Chairman, that Mr. Levy is an expert. You of course referred to the old Act. Everything in the old Act, as I understand it, is covered in the new Act, Clause 7, subsections (1) and (2).

[Interprétation]

discussion juridique avec vous. Je suppose qu'en jargon juridique il serait impossible de démontrer que la nouvelle formule ajoute une quelconque autorité et que l'expression «sous réserve des instructions» est l'exact équivalent de cette nouvelle formule pour ce qui est des pouvoirs accordés au Ministre. J'avoue bien humblement qu'en raison de ma compétence juridique qui est absolument nulle, je ne puis défendre ce point de vue plus avant; sans doute aimeriez-vous en parler avec les rédacteurs du projet de Loi.

M. Osler: Qu'entend-on par «présider à» dans ce contexte? En quoi consiste l'acte de présider?

M. Dinsdale: C'est précisément ce que je me demande, monsieur Osler; je me demande également pourquoi on a inséré cet article dans un bill touchant à un sujet très délicat pour tout gouvernement démocratique, surtout au Canada, celui de l'éducation et de la diffusion de la culture. Dans tous les autres bills concernant ces choses-là—Radio-Canada, le Musée national, etc.—on fait l'impossible pour éviter d'éveiller les susceptibilités, mais ici on s'y précipite tête baissée en donnant force détails précis et élaborés.

Le président: Monsieur Levy.

M. Lewis Levy (Conseiller juridique): Monsieur Dinsdale, la Bibliothèque nationale est une société du ministère aux termes de la Loi sur l'administration financière. À l'exception des deux fonctionnaires les plus haut placés, tous les employés sont nommés par la Commission de la Fonction publique, comme le prévoit la Loi sur l'emploi dans la Fonction publique. Cette formule n'est qu'un libellé plus moderne: la disposition en question figure au début de l'article plutôt qu'ailleurs sous une forme différente, bien qu'elle soit formulée plus loin pour plus de clarté. Tout ce que je puis dire, c'est que rien n'est changé en ce qui concerne la Bibliothèque nationale. C'est toujours une société du ministère. Les Ministres président toujours les sociétés des ministères. La Bibliothèque nationale est considérée davantage comme un instrument de la Fonction publique, à l'inverse des Sociétés de la Couronne. La Bibliothèque nationale n'est pas une Société de la Couronne.

M. Dinsdale: Monsieur le président, je ne doute pas que M. Levy soit un expert. Vous parlez évidemment de l'ancienne Loi. Si je comprends bien, toutes les dispositions de l'ancienne Loi se retrouvent aux paragraphes 1) et 2) de l'article 7 de la nouvelle Loi.

[Text]

Mr. Levy: Clause 7 does not appear in the new Act any more because that is not necessary where you do not have a Crown corporation.

Mr. Dinsdale: I am referring to Clause 7 of the new Act and Clause 10 of the old Act.

Mr. Levy: That was drafted in the same style by the draftsmen. It really means that

• 1000

the National Librarian has the management and direction of the Library in lieu of any instructions from the Minister. The situation is that the Minister can give instructions, as he could under the old Act, to do certain things or not to do certain things, but if no instructions are given, the National Librarian has free reign under that Clause, but subject to the direction of the Minister.

Mr. Dinsdale: The Canadian Library Association, in conjunction with *Association canadienne des bibliothécaires de langue française* were very strong on the point in their brief last fall, and I notice that a good deal of the new bill is based on the recommendations in that brief that the Library be regarded as a national institution rather than as an arm of government, because it is dealing in the information, education and cultural field. They went so far as to recommend that, as in the case of the CBC, it be a Crown corporation.

Mr. Pelletier: If I might interject here, Mr. Dinsdale, and say that while this was in their brief—I am told that we had a discussion with the association on this—it was not brought up before this Committee. Apparently they had been persuaded that their view was not the wisest that they could hold.

I made in my initial remarks a sharp distinction between institutions attached to the Department which have a problem of freedom of expression and freedom of creation, or where the danger exists of detrimental interference. So any comparison of these institutions of course is out of the question as far as I am concerned. I would absolutely not make the same case with the CBC. As you said, I think Parliament has always leaned backwards to assure the fullest measure of autonomy. But in dealing with service, I think the questions or the issues really do not exist in the Library as they do in these other creative organizations or regulating bodies.

I think the distinction is that between the two kinds of institutions I believe that the

[Interpretation]

M. Levy: L'article 7 ne figure plus dans la nouvelle Loi étant donné qu'il ne s'agit pas d'une société de la Couronne.

M. Dinsdale: Je parlais de l'article 7 de la nouvelle Loi et de l'article 10 de l'ancienne.

M. Levy: Cet article a été rédigé dans le même style. Il stipule en fait que le directeur

général de la Bibliothèque nationale assure la gestion et la direction de la Bibliothèque d'après les instructions du Ministre. De fait, le Ministre peut donner des instructions, comme il le pouvait aux termes de l'ancienne Loi, visant à faire ou ne pas faire telle ou telle chose; cependant, s'il ne donne pas d'instructions, le directeur général de la Bibliothèque nationale jouit d'une entière liberté aux termes de cet article, mais il reste quand même soumis aux directives du Ministre.

M. Dinsdale: L'Association canadienne des bibliothèques, en collaboration avec l'Association canadienne des bibliothécaires de langue française... Ils ont insisté fortement sur ce point dans leur mémoire l'automne dernier, et je remarque qu'une bonne partie du nouveau projet de loi est fondé sur les recommandations faites dans ce mémoire, de considérer la Bibliothèque comme une institution nationale plutôt que comme un service de l'État, parce qu'elle est du domaine de l'information, de l'éducation et de la culture. Ils ont même été jusqu'à recommander que, comme dans le cas de Radio-Canada, en fasse une corporation de la Couronne.

M. Pelletier: Si vous me permettez d'intervenir, monsieur Dinsdale. Je dirais que bien que ce soit indiqué dans le mémoire, et on m'a dit que nous en avons discuté avec les associations, on n'en a pas discuté au Comité. Il semble qu'on les a persuadés que leur solution n'était pas la meilleure.

Dans mes remarques préliminaires j'ai fait une distinction entre les institutions du ministère où l'on rencontre un problème de liberté d'expression et celles où il y a un risque d'intervention préjudiciable. À mon avis, il ne pourrait y être question de comparer ces institutions. Ce ne serait évidemment pas le même cas pour Radio-Canada. Comme vous l'avez mentionné, je crois que le Parlement a toujours fait un effort pour leur assurer le plus d'autonomie possible. Quant au service, je crois que ces problèmes ne se posent pas de la même façon pour la Bibliothèque que pour les autres organismes créatifs ou de contrôle.

Je crois que c'est là la distinction entre les deux types d'institutions. Je crois que la

[Texte]

National Library is a great national institution. There is no question of that in my mind. But it does not serve the same function and it is not subjected to the same kind of dangers. It does not have the same need for the same kind of autonomy. That is the point I am trying to make.

Mr. Dinsdale: Mr. Chairman, the Minister said the National Library Association and the Association canadienne des bibliothécaires de langue française were persuaded to drop their suggestion that the National Library be a Crown corporation. Persuaded by whom?

Mr. Pelletier: We had a discussion when the librarians came to see the Minister. We had a discussion on this, the same kind of discussion that we are having this morning. We did not know what impact this discussion had had on them, but I am told this point was not brought up when they appeared before the Committee, which seems to indicate that they were persuaded, although it might be a false

• 1005

assumption. I take it that they do not insist on this point any more, for some reasons which might be the reasons that we gave them when we met them for a discussion of their brief.

Mr. Dinsdale: They were also asking for a representation on the Advisory Board. Is there any consideration given to that representation?

Mr. Pelletier: There was.

Mr. Dinsdale: But is there any change contemplated in this regard? Are there going to be representatives of the National Library Associations on the Advisory Board?

Mr. Pelletier: Yes, not as much, but as far as the Minister is concerned. I am ready to say that they will be consulted and they will be asked to put forward some candidates. I think the Secretary of State should take the same attitude, roughly speaking, as the Minister of Justice takes towards the law associations in the provinces for the appointment of judges. They are not mentioned in any act as having to be consulted or to present candidates as such, but there is a process of consultation and I will certainly do the same thing as we do in the other institutions attached to the Department when we have an appointment to make.

Mr. Levy: If I may add to this, Mr. Dinsdale, the institutions which are specifically

[Interprétation]

Bibliothèque nationale est une institution nationale importante. Je n'ai pas de doute à ce sujet. Mais elle ne joue pas le même rôle et n'est pas soumise aux mêmes risques. Elle n'a pas un tel besoin d'autonomie. C'est ce que je tenais à vous faire remarquer.

M. Dinsdale: Monsieur le président, le Ministre a dit qu'on a persuadé la *National Library Association* et l'Association canadienne des bibliothécaires de langue française de laisser tomber leurs propositions visant à faire de la Bibliothèque nationale une corporation de la Couronne. Qui les a persuadés?

M. Pelletier: Nous avons eu une discussion lorsque les bibliothécaires sont venus rencontrer le Ministre. Nous avons discuté de ce sujet tout comme nous le faisons ce matin. Nous ne savions pas quelle avait été l'incidence de cette discussion sur eux, mais on me dit qu'il n'a pas été question de cette proposition lorsqu'ils ont comparu devant le Comité, ce qui semble indiquer qu'ils ont été persua-

dés de la laisser tomber, mais cette hypothèse peut être erronée. Je constate simplement qu'ils insistent moins sur cet aspect pour des raisons qui pourraient bien être celles que nous leur avons exposées lorsque nous avons eu une réunion pour discuter de leur mémoire.

M. Dinsdale: Ils demandaient également d'être représentés au Conseil consultatif. Est-ce que vous étudiez cette possibilité?

M. Pelletier: Oui.

M. Dinsdale: Mais est-ce que vous envisagez des changements à cet égard? Est-ce qu'il y aura des représentants de la *National Library Association* au Conseil consultatif?

M. Pelletier: Pas en tant que tel, en ce qui concerne le Ministre. Je peux vous assurer qu'ils seront consultés et qu'on leur demandera de présenter des candidats. Je crois que le Secrétaire d'État pourrait, en général, prendre la même attitude que le ministre de la Justice envers les associations de droit des provinces lorsqu'il s'agit de nommer un juge. Il n'est pas indiqué dans la Loi qu'il faut les consulter ou leur demander de présenter des candidats. Mais il existe une procédure de consultation et je suivrai certainement la même ligne de conduite que pour les autres institutions du ministère lorsqu'il s'agira de faire une nomination.

M. Levy: Permettez-moi d'ajouter, monsieur Dinsdale, que les institutions énumérées

[Text]

mentioned in Clause 9(2) are all incorporated by an Act of Parliament of Canada. We can ensure in any changes that might be made in any of those Acts, that there is no conflict as to the provisions of Clause 9(2). But if, in Clause 9(2), you name associations who are not under the control of the Parliament of Canada and they change their structure, or they cease to exist, or they merge, or something else happens to them, you are in a position where you have words in the statute that become dead letters. If you named l'Association des bibliothécaires canadiens de langue française, which is not incorporated under an Act of Parliament and it ceases to exist, then these words become meaningless in our own statute.

Any institution mentioned in here falls under the jurisdiction of the Parliament of Canada, which is the same as if it were incorporated by an Act of Parliament.

Mr. Dinsdale: I was not able to attend those meetings when the associations were before the Committee, but I see they have come back to this theme that they felt that they should be specifically represented on the Advisory Board because they are intimately involved with the library process in Canada and they felt that they would be in the best position to offer advice to the Minister.

Mr. Pelletier: I am told that they changed their original position, I mean that which was mentioned in their brief, and that the position they take now is presented in the following form, that a panel of people be presented to the Minister, and the Minister be asked to choose two names from the panel. This would be their present position, the one they took for the Committee, as I understand it.

Mr. Dinsdale: Yes, a panel of names representing the association, which is much the same thing in slightly different wording.

It is a major shift in emphasis in govern-

• 1010

ment involvement in this sensitive area of the media, and I still feel that the printed word is, in the long run, more powerful than the impact of the electronic media which has a powerful immediate impact. But, in the long run, the printed word is the basic means of communication in Canada.

The Chairman: I wonder, Mr. Dinsdale, if I could interrupt. The Minister can spend only about 10 minutes more. If there is anybody else who has questions on policy to direct to the Minister, I would recognize him now.

[Interpretation]

à l'article 9 paragraphe 2, sont toutes constituées par une Loi du Parlement du Canada. On pourrait s'assurer que tout changement apporté à ces Lois n'entre pas en conflit avec les dispositions de l'article 9 paragraphe 2. Mais si, à l'article 9, paragraphe 2 vous énumérez des associations qui ne tombent pas sous le contrôle du Parlement du Canada et qu'elles modifient leurs structures, cessent d'exister, se fondent avec une autre, ou quelque chose leur arrive, vous vous retrouvez avec une partie de la Loi qui est inapplicable. Si vous mentionnez l'Association des bibliothécaires canadiens de langue française, qui n'est pas constituée en vertu d'une Loi du Parlement et quelle cesse d'exister, alors cette partie de la Loi n'a plus aucun sens.

Toutes les institutions mentionnées ici tombent sous la juridiction du Parlement du Canada, ce qui revient à dire, qu'elles sont constituées en vertu d'une Loi du Parlement.

M. Dinsdale: Je n'ai pas pu assister aux réunions du Comité lorsque ces associations ont comparu, mais je vois qu'elles ont réitéré leur désir d'être représentées sur le Conseil consultatif parce qu'elles participent intimement au travail des bibliothécaires du Canada et qu'elles se sentent bien placées pour conseiller le Ministre.

M. Pelletier: On me dit qu'elles ont modifié leur proposition initiale, c'est-à-dire celle qui était présentée dans leur mémoire et qu'elles proposeraient donc de présenter une liste de personnes au Ministre, afin qu'il choisisse deux noms sur cette liste. C'est leur proposition actuelle, celle qu'elles ont présentée au Comité, si je le comprends bien.

M. Dinsdale: Oui, une liste de noms de personnes qui représentent l'Association; cela revient à peu près au même.

Il y a là une modification importante de

l'orientation que prendrait la participation du gouvernement à ce domaine délicat des moyens de diffusion. Selon moi, la presse est, à longue échéance, plus puissante que les moyens de communication électroniques dont l'influence immédiate est plus forte. Mais, à longue échéance, la presse constitue le moyen de communication de base au Canada.

Le président: Excusez-moi, de vous interrompre, monsieur Dinsdale. Le Ministre doit partir dans dix minutes. Si quelqu'un d'autre a des questions à lui poser directement sur la politique de son Ministère, je pourrais lui donner la parole.

[Texte]

Mr. Dinsdale: I would like to serve notice that I am going to move for the deletion of Clause 4 from the bill because I think that everything that is required is covered by clause 7, subclauses (1) and (2).

The Chairman: Thank you, Mr. Dinsdale. Mr. Osler?

Mr. Osler: I would like to ask the Minister questions relating to Clause 15 on page 8, dealing with the Copyright Act. As presently written the publishers are required to deposit books in the Parliamentary Library. By changing the Copyright Act they are going to be relieved of that responsibility and it will be covered somewhere else in here. They will have to put books into the National Library instead. I was told the Parliamentary Library has no objection to this because they do not want all the books that they now get anyway. Now, in order to get books they previously received under the Copyright Act, they will need money and I wonder if the Minister, will go on record on that point so that the Library will know where it stands.

Mr. Pelletier: This has been agreed to.

The Chairman: Are there any further questions? Mr. Hymmen?

Mr. Hymmen: One question, Mr. Minister. My concern is the definition of a publisher and I am aware, of course, of the standard publishing houses. In the interpretation of the Act, would publications produced and distributed by or for industrial and commercial firms, which might contain articles of interest to the National Library, be included in the section referring to material published in Canada?

Mr. Pelletier: Your question is whether this would cover pamphlets or things that could not be defined as books? For the purposes of the Act, I think the term "book" means everything that is published for public distribution. Of course, you can get something printed for yourself and keep it in your house, if you wish, and you would not face the obligation of filing it with the National Librarian.

Mr. Hymmen: I am thinking, actually, not of books but of pamphlets or a small book—a volume of some kind that may be published by an industrial firm, not strictly for its own advertising but for general distribution, that

[Interprétation]

M. Dinsdale: Je tiens à avertir le Comité que je vais proposer qu'on supprime l'article 4 du projet de loi, car je crois que l'article 7 paragraphe S(1) et (2) couvre tous les aspects importants.

Le président: Merci, monsieur Dinsdale. Monsieur Osler?

M. Osler: J'aimerais poser une question au ministre au sujet de l'article 15 de la page 8, se référant à la *Loi sur les droits d'auteur*. Tel que mentionné actuellement, les éditeurs doivent déposer les livres à la Bibliothèque du Parlement. Si l'on change la *Loi sur les droits d'auteurs*, ils ne seront plus obligés de faire ce dépôt et cette disposition sera couverte dans un autre article de la Loi. Ainsi, ils devront déposer les livres à la Bibliothèque nationale. On m'a dit que la Bibliothèque du Parlement n'avait aucune objection à cet effet car ils ne désirent pas garder tous les livres qu'ils reçoivent actuellement. Ainsi, aux fins de recevoir les livres qu'ils recevaient précédemment, en vertu de la *Loi sur le droit d'auteur*, ils auront désormais besoin d'un certain montant et je me demande si le ministre fera une déclaration à ce sujet afin que la Bibliothèque sache où elle va.

M. Pelletier: Un accord a déjà été conclu.

Le président: D'autres questions? Monsieur Hymmen?

M. Hymmen: Une question, monsieur le ministre. J'aimerais savoir quelle est la définition d'un éditeur et j'aimerais bien aussi connaître les normes des maisons d'édition. Dans l'interprétation de la Loi, les publications seront-elles produites et distribuées par les industries et les sociétés commerciales, qui pourraient éventuellement contenir des articles d'un intérêt certain pour la Bibliothèque nationale, afin d'être inclus dans la section se référant aux publications éditées au Canada.

M. Pelletier: Votre question traite donc, à savoir si les pamphlets ou autres objets qui ne peuvent pas être définis comme des livres en vertu de la loi, pourraient être inclus dans la liste des publications destinées au public. Évidemment, lorsque vous avez quelque chose qui est imprimé pour vos propres besoins, et que vous gardez dans votre propre maison, vous n'aurez aucune obligation de déposer un document semblable à la Bibliothèque nationale.

M. Hymmen: Je pense, en ce moment, non aux livres mais plutôt aux pamphlets et aux petites publications. Un genre de volume qui pourrait être édité par une société industrielle non seulement pour sa propre publicité mais

[Text]

might contain articles of interest to people using the library facilities. I do not know whether this would come under the term "publisher", because when I think of publishers I think of people whose main object is printing and publishing books.

Mr. Levy: Excuse me, sir, do you mean a pamphlet or paper distributed by a firm only to its own employees?

Mr. Hymmen: Or distributed to the general public.

Mr. Levy: That would be covered.

Mr. Dinsdale: I would like clarification on a point I raised during the general debate on the state of the National Science Library. They are represented on the Advisory Board inasmuch as the Librarian of the National Science Library is an ex-officio member of the Advisory Board. There is a highly specialized body of information in the National Science Library. The emphasis at the National Library will be on the humanities and social sciences. Is it intended to incorporate the National Science Library in the National Library or would it remain as a separate entity? It is an excellent library, very highly developed, and to maintain its co-ordination with the National Library through its representation on the Advisory Board, what is the intention of the Minister in this respect?

Mr. Pelletier: The library of the National Research Council was given the status of a National Science Library in 1964 when the then Secretary of State, on the advice of the National Librarian, wrote to the President of the National Research Council to suggest that the responsibility of providing nationwide library services in the field of science and technology be formally delegated to the library of the National Research Council. This was accepted and close co-operation exists between the two libraries in order to avoid any unnecessary duplication. Such co-operation should be maintained in the development of compatible systems of information retrieval and communications.

I am told that the National Librarian and the librarian of the NRC have already discussed common problems in these areas and that they have both agreed that the closest co-operation should be maintained in the

[Interpretation]

pour une distribution générale, et qui pourrait contenir des articles d'un intérêt certain pour les personnes qui ont accès aux installations de la bibliothèque. Je ne sais pas si ceci entre dans la définition du mot «éditeur», car je pense que les éditeurs sont les personnes dont l'objectif principal est l'imprimerie et la publication des livres.

M. Levy: Pardonnez-moi, monsieur, mais vous parlez d'une brochure ou d'un pamphlet qui serait distribué par une société uniquement à ses propres employés?

M. Hymmen: Ou distribué au public en général.

M. Levy: Ceci sera couvert.

M. Dinsdale: J'aimerais avoir une clarification d'un sujet que j'ai soulevé au cours du débat général sur l'état de la Bibliothèque scientifique nationale. Cet organisme est représenté au comité consultatif, car le bibliothécaire de la Bibliothèque scientifique nationale est un ex-membre du Comité consultatif. Cet organisme est un média d'information hautement spécialisé à l'intérieur de la Bibliothèque scientifique nationale, tout particulièrement en ce qui concerne les humanités et les sciences sociales. On projette d'incorporer la Bibliothèque nationale elle-même ou alors restera-t-elle une institution autonome? C'est une excellente bibliothèque très documentée et pour maintenir ses liens avec la Bibliothèque nationale, il lui faut une représentation au Comité consultatif. Quelle est l'intention du ministre à ce sujet?

M. Pelletier: La bibliothèque du Conseil national de recherches a été érigée en Bibliothèque scientifique nationale en 1964, lorsque le secrétaire d'État du temps, sur l'avis du Directeur général de la Bibliothèque nationale, a écrit au Président du Conseil national de recherches afin de lui suggérer de prendre sous sa propre responsabilité la diffusion à l'échelle nationale des documents concernant la bibliothèque dans le domaine scientifique et technologique, et ces pouvoirs ont été délégués officiellement à la bibliothèque du Conseil national de recherches. Cette suggestion a été acceptée et une coopération existe entre les deux bibliothèques afin d'éliminer tout chevauchement. Une telle coopération devrait subsister dans l'expansion d'un système de média compatible d'information et de communication.

On m'a dit que le Directeur général de la Bibliothèque nationale et le bibliothécaire du Conseil national de recherches ont déjà abordé les problèmes communs dans ces domaines, et ils se sont mis tous les deux

[Texte]

development of new programs or techniques, not only for their own benefit but for that of all other government and Canadian libraries as well.

I think it is fairly clear that the National Science Library has a status of its own as a national library of science distinct from the National Library.

The Chairman: Mr. Osler?

Mr. Osler: On this pseudo copyright business, there are a great many cases in which the Canadian publisher really acts only as an agent for American and British books. Sometimes these books are of direct interest to Canadians. A classic illustration is Bruce Hutchison's first book on Canada. What was it called? It came out during the war.

The Chairman: The Unknown Country?

Mr. Osler: The Unknown Country. I think it was published by Longmans, Green and Co. Limited in the U.S.A. if I remember correctly. Longmans I know is his publisher; yet I do not think it was ever published in Canada, and yet it is of direct interest to Canadians. There must be a lot of books like that because after all if you are trying to write a book, if you are trying to get a book published, you are trying to break into the English-speaking market, and that being the case, it is more advantageous to deal with a British or an American publisher. You get more numbers. It would not seem unfair to me to demand that those who are making money as agents should be required to deposit a book here just the same as if they are doing it as publishers.

Mr. Levy: If you look at the definition of "published in Canada," you will see that there is a definite difference between "published" and "printed". "Published" means released in Canada. In the case of any book which is released for public distribution in this country, whether or not it is printed here, the requisite number of copies has to be deposited with the National Library. This is a matter of arrangement between the printer of the book or, as he is wrongly termed, the publisher in New York who, in fact, may not print it but may have some printing shop do

[Interprétation]

d'accord pour que cette coopération soit maintenue dans l'expansion du nouveau programme et des techniques modernes, non seulement pour leur propre bénéfice, mais aussi pour ceux du gouvernement et des bibliothèques canadiennes dans leur ensemble.

Je crois qu'il est très clair que la Bibliothèque scientifique nationale a un statut particulier en tant que Bibliothèque scientifique séparée de la Bibliothèque nationale.

Le président: Monsieur Osler?

M. Osler: Dans ce commerce des pseudo droits d'auteur, il y a un grand nombre de cas où l'éditeur canadien agit, en somme, uniquement comme agent pour des éditeurs américains ou britanniques. Quelquefois, ces livres sont d'un intérêt direct pour les Canadiens. Un exemple classique de ce sujet est le livre de M. Bruce Hutchison sur le Canada; je ne me rappelle plus comment il s'appelle; il a été édité au cours de la guerre.

Le président: Le titre était-il *Unknown Country*?

M. Osler: C'est cela, *The Unknown Country*. Je pense qu'il a été publié par la *Société Longmans, Green and Company Limited* qui, si je me souviens bien, est une maison d'édition américaine. Je sais que Longmans est un éditeur, cependant, je pense qu'il n'a jamais publié quoi que ce soit au Canada, et il est cependant intéressé directement au marché canadien. Il doit y avoir ainsi nombre de livres dans le même cas car, après tout, lorsque vous essayez d'écrire un livre, si vous essayez de publier ce livre, vous essayez à tout prix d'entrer sur le marché des livres publiés en anglais. Et dans ce cas, il est plus avantageux de faire affaire avec un éditeur britannique ou américain. Vous obtenez un plus grand nombre de copies, et il me semble qu'il ne serait pas déloyal pour nous de demander à ceux qui font leur argent en tant qu'agents, de déposer un livre auprès de la Bibliothèque nationale de la même façon qu'ils le feraient s'ils étaient éditeurs.

M. Levy: Si vous regardez la définition de «édité au Canada», vous verrez tout de suite qu'il y a une différence définitive entre «publié» et «imprimé». «Publié» veut dire distribué au Canada. Dans le cas d'un livre qui est publié au Canada et mis en circulation dans le public, qu'il soit ou non imprimé dans ce pays, le nombre d'exemplaires qui doivent être déposés à la Bibliothèque nationale est défini par la loi. Ceci est un arrangement entre l'imprimeur du livre et, comme il a été souvent mal défini, l'éditeur à New-York, qui, en fait, ne l'imprime pas mais a une imprime-

[Text]

it, and his agents here. But in so far as the law is concerned, if a company in Canada imports a certain number of volumes or books and proceeds to distribute them here, we will look to them to comply with the Act and we can hold them responsible.

Mr. Osler: So, my objection is overruled.

The Chairman: Mr. Broadbent. This will be the last question to the Minister, who is a little late for Cabinet now.

Mr. Broadbent: I will be very brief, Mr. Chairman. I suspect this question has already been asked by Mr. Dinsdale. The question was with reference to Clause 4, Mr. Pelletier, and if Mr Dinsdale has already gone into this and you have given an answer, then I will just read the minutes on it.

The Chairman: Are there any further questions?

Mr. Osler: Well, sir, all that would happen,...

Mr. Broadbent: Thank you very much, Mr. Pelletier.

Mr. Osler: ...if your fears were well founded, is that we would have a lousy library. Is this not so? I do not think there would be anything sinister behind it.

Mr. Dinsdale: Mr. Chairman, I would like to formally move the deletion of Clause 4 of the bill—this is seconded by Mr. Schreyer—and I do this because, as I understand it, Clause 4 is a reversal of the principle that we have followed with respect to government involvement in the media. We are dealing with a national library service, which is a national educational service. We are about to establish an educational television broadcasting service in which the Minister is almost invisible, and in the National Library Act we are spelling out in precise detail in Clause 4 the Minister's direct involvement in this national, educational, informational and cultural dissemination role.

Mr. Levy: Excuse me, if I may speak to that, Mr. Dinsdale. Unfortunately I do not have my book of statutes with me, but you will find if you look at a lot of these that the ones that have been drafted more recently refer to "under the direction of the Minister", and if my memory serves me correctly I

[Interpretation]

rie qui se charge de ce travail. Si l'agent au Canada, en autant que la Loi est visée, importe un certain nombre de volumes au Canada et procède à leur distribution, nous allons donc voir à ce que ces agents se conforment à la Loi et nous pouvons donc les tenir responsables.

M. Osler: Ainsi mon objection est inadéquante.

Le président: Monsieur Broadbent. Ceci sera la dernière question qui sera posée au ministre qui est déjà en retard pour son rendez-vous avec le Cabinet.

M. Broadbent: Je serai très bref, monsieur le président. Je pense que M. Dinsdale a déjà posé cette question. Elle a trait à l'article 4, monsieur Pelletier, et si M. Dinsdale en a déjà parlé et que vous ayez donné une réponse, je me contenterai de lire le compte rendu des délibérations.

Le président: Y a-t-il d'autres questions?

M. Osler: Monsieur, tout ce qui se produirait...

M. Broadbent: Merci beaucoup, monsieur Pelletier.

M. Osler: ...si vos craintes étaient justifiées, c'est que nous aurions une bibliothèque sans aucune valeur. N'en est-il pas ainsi? Je ne pense pas qu'il y aurait quoi que ce soit de terrible à cela.

M. Dinsdale: Monsieur le président, j'aimerais proposer officiellement que l'on supprime l'article 4 du Bill—et M. Schreyer appuie ma motion—car, d'après ce que je crois comprendre, l'article 4 est contraire aux principes que nous avons suivis relativement à l'ingérence du gouvernement dans les moyens d'information. Il s'agit d'une bibliothèque nationale, qui constitue un service éducatif national. Nous sommes sur le point d'établir un service de télévision éducative dans lequel le Ministre ne joue pour ainsi dire aucun rôle, et, dans la Loi concernant la Bibliothèque nationale, nous indiquerons avec précisions, à l'article 4 du Bill, le rôle direct du Ministre dans cette diffusion nationale, éducative, informative et culturelle.

M. Levy: Pardon, monsieur Dinsdale, permettez-moi de dire quelque chose à ce sujet. Je n'ai malheureusement pas les Statuts ici, mais, si vous les consultez, vous verrez que, dans bien des cas, on emploie, dans les lois rédigées assez récemment, l'expression «sous la direction du Ministre»; et je crois bien, si

[Texte]

believe the National Film Act says the same thing.

The National Library is more than a disseminator of information, it is part of a government service. As I mentioned before, under the Financial Administration Act it is a departmental corporation, which is sort of a halfway house between a department and a Crown corporation. These are all directly subject to the direction of the Minister. Incidentally, although you might regard the National Library as a separate department it has its own chief executive officer who has the status of a deputy minister and he reports to the Secretary of State, as any deputy would report to his minister.

The National Librarian has a number of powers under this Act which were not in there before and which were put in to improve government library services. Clause 7, subsection (2), for instance, reads:

Subject to the direction of the Governor in Council, the National Librarian may coordinate the library services of departments, branches and agencies of the Government of Canada including

In my view this must be done by an institution which is under the direct control of the government; otherwise it would just not work. If you had something like a separate Crown corporation going in you could say in the statute that the National Library is a Crown corporation and it has the right to go in and tell other government libraries what to do, coordinate their work, end expensive duplication and ensure that for the money that is spent on them they will provide the best possible service to those departments, but it would just not work.

In practice you could not have a Crown corporation going in and telling any other department to do this, so it has to be set up along these lines, which is along the lines it was set up before, and if you have a departmental corporation it is subject to the direction of the Minister. Clause 4 is only modern drafting; it is put in all bills of this type.

Mr. Schreyer: On the same subject, what powers does Clause 4 give the Minister that Clause 7 does not? If Clause 4 were deleted would Clause 7 not provide the same powers to the Minister?

[Interprétation]

ma mémoire est bonne, que l'on dit la même chose dans la Loi nationale sur le film.

La Bibliothèque nationale est plus qu'un instrument de diffusion des connaissances; elle fait aussi partie d'un service gouvernemental. Comme je l'ai déjà dit, en vertu de la Loi sur l'administration financière, c'est une société ministérielle, qui se situe, en quelque sorte, à mi-chemin entre un ministère et une société de la Couronne. Tous ces organismes relèvent directement du Ministre. A propos, bien que vous considériez peut-être la Bibliothèque nationale comme un ministère distinct, elle a son propre agent exécutif en chef, qui a rang de sous-ministre et fait directement rapport au secrétaire d'État, comme n'importe quel autre sous-ministre.

Cette loi donne au bibliothécaire national un certain nombre de pouvoirs qu'ils n'avait pas auparavant, et que l'on a introduit afin d'améliorer les services de bibliothèque du gouvernement. Par exemple, on peut voir, au paragraphe 2 de l'article 7 du Bill:

Sous réserve des instructions du gouverneur en conseil, le directeur général de la Bibliothèque nationale peut coordonner les services de bibliothèque des ministères, départements, directions ou organismes du gouvernement du Canada, notamment

A mon avis, cela ne peut être fait de façon satisfaisante que par une institution qui soit placée sous la surveillance directe du gouvernement. S'il s'agissait, par exemple, d'une société de la Couronne distincte, on pourrait dire dans la Loi que la Bibliothèque nationale est une société de la Couronne et a le droit de donner des directives aux autres bibliothèques du gouvernement, de coordonner leurs travaux, de mettre fin au double emploi et aux dépenses qu'il occasionne, et de veiller à ce que, pour l'argent dépensé, on assure aux divers ministères un service aussi bon que possible. Mais cela ne marcherait pas.

En pratique, il n'est pas question qu'une société de la Couronne aille donner des directives à un autre ministère, et il faut donc que les choses soient établies selon ce principe, comme elles l'étaient auparavant; et une société ministérielle relève forcément du ministre. L'article 4 du Bill correspond simplement à la façon moderne de régider les lois; vous trouverez le même genre de disposition dans tous les projets de loi de ce genre.

M. Schreyer: Toujours à ce sujet, pourriez-vous me dire quels pouvoirs l'article 7 du Bill donne au Ministre, en plus de ceux que lui donne l'article 4? Si l'on supprimait l'article 4, l'article 7 ne donnerait-il pas au Ministre les mêmes pouvoirs?

[Text]

Mr. Levy: Clause 7...

Mr. Schreyer: The very first line thereof.

Mr. Levy: Subject to the direction of the Minister, Mr. Schreyer, if the Minister does not make any direction the National Librarian can go on and do the job. The Minister intervenes under that clause only when he wants something to be done or he does not want something to be done. Clause 4 is the usual clause where you have a deputy, which is the National Librarian, reporting to his minister on what he is doing and how he is running his department. However, under Clause 7 he has a statutory right to do certain things either by himself or if the Minister directs him to do these things or directs him not to do them.

The same thing applies to Clause 7, subclause (2) where, because it involves going into other departments, we put in "Subject to the direction of the Governor in Council", so a National Librarian or his Minister could not say, "You will go in and do that over opposition". It would be a cabinet decision confirmed by the Governor in Council.

The Chairman: According to your interpretation there are three layers of authority.

Mr. Levy: Yes, there are. There is the National Librarian, who has his own authority and he reports to his minister. There is the authority of the Minister to direct the National Librarian in the subclauses of Clause 7 which as I recall, are primarily the same as they were in Section 10, subsection (1), and Clause 7, subclause (2), which is new, provides for a direction by the Governor in Council in dealing with other departments, if a direction is required. It could be a direction to do something or a direction not to do something.

Mr. Dinsdale: Mr. Chairman, because of the inter-departmental function of the National Library with reference to government services I can see the reason for subclause (2) of Clause 7. This would perhaps require the advice of the Minister, as it is provided for in Clause 7 and as it was provided for in Section 10 of the old Act. I think the new provision goes far beyond the reasonable role of politicians in the operation of an information service.

[Interpretation]

M. Levy: L'article 7...

M. Schreyer: La toute première ligne.

M. Levy: La Bibliothèque nationale est soumise, monsieur Schreyer, à la direction du Ministre: si le Ministre ne donne aucune directive, le bibliothécaire national peut faire ce qu'il veut. En vertu de cet article, le Ministre n'intervient que lorsqu'il tient à ce que quelque chose soit fait, ou au contraire ne soit pas fait. L'article 4 est l'article habituel, qui stipule qu'un sous-ministre, qui est, dans ce cas particulier, le bibliothécaire national, fait rapport à son ministre sur ses travaux et sur la façon dont il gère son ministère. Toutefois, l'article 7 lui donne le pouvoir statuaire de faire certaines autres choses, soit de son propre chef, soit selon les directives du Ministre.

Il en est de même du paragraphe 2 de l'article 7 du Bill, où, étant donné qu'il s'agit ici d'intervenir dans l'activité d'autres ministères, on précise «sous réserve des instructions du gouverneur en conseil», afin qu'un bibliothécaire national ou son ministre ne puisse dire: «Vous allez faire cela, que cela plaise ou non». Il y aurait une décision du Cabinet, confirmée par le gouverneur en conseil.

Le président: Selon votre interprétation, il y a trois paliers d'autorité.

M. Levy: Oui, en effet. Il y a le bibliothécaire national, qui dispose d'une certaine autorité et fait rapport à son Ministre. Il y a ensuite le Ministre, qui a le pouvoir de donner des instructions au bibliothécaire national, conformément aux paragraphes de l'article 7 du Bill, qui, pour autant que je m'en souviens, sont essentiellement les mêmes qu'au paragraphe (1) de l'article 10 de la Loi. Quant au paragraphe (2) de l'article 7 du Bill, qui n'existait pas auparavant, il prévoit, en cas de besoin, la direction du gouverneur en conseil, dans les rapports avec les autres ministères. Il pourrait s'agir, pour ce dernier, de donner ordre de faire ou de ne pas faire quelque chose.

M. Dinsdale: Monsieur le président, étant donné le rôle interministériel de la Bibliothèque nationale en ce qui concerne les services gouvernementaux, je comprends l'utilité du paragraphe (2) de l'article 7 du Bill. Peut-être les conseils du Ministre seraient-ils nécessaires, comme le prévoit l'article 7 du Bill et comme le prévoyait l'article 10 de l'ancienne Loi. Je pense qu'en vertu de la nouvelle disposition, on dépasse de beaucoup le rôle raisonnable des hommes politiques dans l'administration d'un service d'information.

[Texte]

Mr. Levy: All I can say, sir, is that this is a matter of policy and not a matter for lawyers.

Mr. Dinsdale: I know it is.

Mr. Levy: And Clause 4 is the standard clause where you have a department. You have a deputy minister who is presided over by a minister. It does not mean that the minister interferes with everything.

• 1030

The Chairman: What does the word "preside" mean in this case?

Mr. Levy: Theoretically "preside" means to watch over and direct—the big brother—as required. It does not mean to go out and do the work.

Mr. Osler: We have to follow Mr. Dinsdale's line of discussion here, though, on the sort of gray areas. I can see nothing sinister about having this as a department of government, which I gather is what it is.

The Chairman: No, it is a departmental corporation.

Mr. Osler: Well, that is the same thing.

Mr. Levy: Well it is a sort of half-way house; it is an in-between.

Mr. Osler: Yes. Well it either then turns out to be a good library or a lousy library, and if some Minister in his wisdom tries to turn it into a propaganda agency he will surely be wasting a lot of people's time and money. But I do not really find it very sinister. However, it does not seem to me that the term "library" is defined any where in this Bill. For instance, you have the CBC; somewhere or other in the Broadcasting Act it says the Canadian Broadcasting Corporation shall be the President and the Board.

Mr. Levy: That is because it is not a corporation.

Mr. Osler: And that is what the CBC is. What is a library?

Mr. Levy: Well this is because the Canadian Broadcasting Corporation and a number of the others are actually bodies politic and corporate and the usual language is something to the effect that there shall be a corporation called the XYZ Corporation consisting of a president and six directors appointed by the Governor in Council or something like that.

[Interprétation]

M. Levy: Tout ce que je peux dire, monsieur, c'est qu'il s'agit là d'une question de politique, qui n'a rien à voir avec les juristes.

M. Dinsdale: Je le sais bien.

M. Levy: Quant à l'article 4, qui est l'article normal dans les cas où il s'agit d'un ministère, il y a un sous-ministre, qui relève d'un ministre. Cela ne veut pas dire que le ministre joue un rôle dans toute l'activité du ministère.

Le président: Que signifie, dans ce cas particulier, le terme «présider»?

M. Levy: Théoriquement, «présider» signifie surveiller et diriger lorsqu'il y a lieu. Cela ne veut pas dire exécuter tout le travail.

M. Osler: Il nous faut, toutefois, reprendre ici les idées de M. Dinsdale relativement aux domaines plus ou moins vagues. Je ne vois pas pourquoi il serait terrible que la Bibliothèque nationale soit un ministère: c'est ce qu'elle est en fait, je suppose.

Le président: Non, c'est une société ministérielle.

M. Osler: Mais cela revient au même.

M. Levy: C'est une formule à mi-chemin entre les deux.

M. Osler: Oui. Il s'agit soit d'une bonne soit d'une mauvaise bibliothèque. Si un ministre dans sa sagesse essaie d'en faire un organisme de propagande, il gaspillera certainement beaucoup de temps et d'argent du public. Mais je ne le trouve pas vraiment sinistre, ce qui ne veut pas dire que le terme «bibliothèque» est défini par le bill. Prenez par exemple Radio-Canada; quelque part dans la loi on dit que la société Radio-Canada en assurera la présidence et la direction.

M. Levy: Parce qu'il ne s'agit pas d'une société constituée.

M. Osler: Mais, c'est ce qu'elle est, la société Radio-Canada. Qu'est-ce qu'une bibliothèque?

M. Levy: C'est parce que la Société Radio-Canada et d'autres sont en fait des organismes politiques et constitués et il y aura une société constituée nommée XYZ qui consistera d'un président et de six directeurs nommés par le gouverneur en conseil. Mais ici, il ne s'agit justement pas d'une société de la Couronne mais d'une régie ministérielle, qui

[Text]

This is not a Crown corporation. This is the whole point. This is really a departmental corporation—it is closer to a department than anything else. Now I cannot explain why in the Financial Administration Act we have all sorts of weird and wonderful animals, but we do, and for very good and valid reasons. If you look at the Financial Administration Act you will see the way that they are broken down. In that connection there is a whole list of them in Schedule B. These are departmental corporations. They are things that look like departments or other bodies that are set up and, theoretically, they are under ministerial control, as any other department would be.

Mr. Osler: It seems to me, going to Clause 7, that the National Library is, the instrument whereby certain things are done, and this is never spelled out anywhere. It seems to me that the National Library is a vacuum and, therefore, it could be defined to be almost anything.

Mr. Levy: Well, we talk about the National Librarian who has the management and direction of the library, and he does these things with the people who are appointed by the Public Service Commission to work for him.

Mr. Osler: The Minister, under Clause 4, has the supervision of the management and direction of the Library.

Mr. Levy: Well, Clause 5 (2) says:

The National Librarian has the rank and status of a deputy head of a department and, subject to section 4, has the management and direction of the Library.

The Chairman: Mr. Schreyer.

Mr. Levy: The Minister presides over this management and direction.

Mr. Schreyer: Mr. Chairman, I just want to say that for my part I would prefer it if the National Library had a quarter of the status of a non-proprietary Crown corporation. I take it that this is what Mr. Dinsdale has in mind, or something similar to that. I really cannot say that I feel that there is anything dangerous or sinister about the inclusion of Clause 4, but I do think it is redundant, not really preferable and that we should delete it. There are other provisions in the bill, in Clause 7 as well as in Clause 5, which spell out the relationship of authority between the National Librarian and the Minister.

To sum up, I think it would be best if we would conceive of this and so establish the

[Interpretation]

se rapproche plus d'un ministère que d'autre chose. Mais je ne peux expliquer pourquoi dans la Loi sur l'administration financière nous avons tant de choses bizarres et étonnantes mais c'est un fait et pour des raisons valables. Si vous examinez l'administration financière, vous allez voir qu'il y a une certaine ventilation. Vous allez trouver toute une liste à l'annexe b). Il s'agit de sociétés sous la régie ministérielle, c'est-à-dire des organismes qui ressemblent à des ministères et qui théoriquement tombent sous la direction d'un ministre, comme tout autre ministère.

M. Osler: En ce qui concerne l'article 7, il me semble que la Bibliothèque nationale, est un moyen pour faire certaines choses dont on ne parle jamais. Il me semble que la Bibliothèque nationale est un vacuum et par conséquent elle peut être définie comme presque n'importe quoi.

M. Levy: Nous parlons ici du bibliothécaire national qui gère et dirige la Bibliothèque en collaboration avec un personnel nommé par la Commission de la Fonction publique.

M. Osler: Le ministre assume la surveillance de la direction de cette Bibliothèque en vertu de l'article 4.

M. Levy: L'article 5(2) dit:

5. (2) Le directeur général de la Bibliothèque nationale a rang de sous-ministre et, sous réserve des dispositions de l'article 4, il gère et dirige la Bibliothèque.

Le président: Monsieur Schreyer?

M. Levy: Le ministre préside sur la gestion et la direction.

M. Schreyer: Quant à moi, je préfère de beaucoup que la Bibliothèque nationale ait le statut d'une société de la Couronne sans buts lucratifs. Je crois que c'est cela, ou à peu près cela que M. Dinsdale a à l'esprit. Je ne peux vraiment pas dire que ce soit dangereux ou sinistre à l'article 4, mais je crois que c'est superflu, et je crois qu'il vaudrait mieux de supprimer cette disposition. Il y a d'autres dispositions dans le bill à l'article 7 ainsi qu'à l'article 5 qui décrivent ce rapport d'autorité qui doit exister entre le directeur général de la Bibliothèque nationale et le ministre. Pour résumer, je pense qu'il sera mieux de l'envisager et établir la Bibliothèque nationale qui relève du Secrétaire d'État qui en est respon-

[Texte]

Library with the Secretary of State, the minister reporting for it rather than one who had direct supervision and control over it.

Mr. Levy: If you look at the Public Archives Act I think you will find the same provisions in there. Now, again, we are into a matter of policy on which I really should not be speaking at all. But the Archives are set up the same way. I can see problems arising because what we have tried to do with this legislation is modernize it and bring it more in line with current drafting. But that does not solve your basic policy matter, if you disagree on that.

• 1035

The Chairman: Mr. Broadbent.

Mr. Broadbent: Mr. Chairman, surely it is not just a matter of current or non-current drafting procedures. It seems to be a rather important question of policy, at least in analytic distinction if not in practice. The suggestion made by Mr. Dinsdale and also the one made by myself in the House was that it might be—and I put it in the form of a question because I was uncertain myself—better, given the desire for complete intellectual integrity in the Library, to keep it as far removed as possible in one sense from daily political considerations. It might be better to have a body analogous to the position of the CBC—I do not know.

Mr. Levy: Well, all I am saying is that deletion of Clause 4 is not going to make any difference with respect to responsibilities under this Act in the practical sense of the word, except that in my humble opinion it will not be as good drafting to do it that way. It appears to me that what you are objecting to is the basic concept.

Mr. Broadbent: Yes, and I wanted to go on and say that if it were decided that you really wanted a much more autonomous body then this might entail revision of the Act in a rather substantial way rather than just one clause. But prior to my reaching that conclusion I have a question concerning other national libraries. For example, does the British Museum have any legal tie-in with the British government? I do not know how the British Museum is run or how the National Library of France is established. Is there a direct connection with Monsieur Malraux, for example, in France?

[Interprétation]

sable au lieu de quelqu'un qui surveille et dirige directement.

M. Levy: Mais, si vous regardez la situation des Archives nationales, vous allez voir les mêmes dispositions. Nous revenons ici à la question de ligne de conduite dont je ne devrais pas du tout parler. Mais les archives sont établies de la même façon.

Je vois le problème que vous soulevez, parce que ce que nous allons faire ici avec le bill, c'est de le moderniser, de le mettre à jour, mais cela ne répondra pas à la question fondamentale de la ligne de conduite, si vous n'êtes pas d'accord.

Le président: Monsieur Broadbent?

M. Broadbent: M. le président, ce n'est pas une question de méthodes actuelles ou non-actuelles de rédaction, mais un problème assez important de politique du moins théoriquement si non en pratique. La proposition faite par M. Dinsdale et aussi celle que j'ai faite moi-même à la Chambre des communes, a été présentée sous forme de question car je n'étais pas tout à fait sûr. Je crois qu'il vaudrait mieux, vu le désir d'une intégrité intellectuelle pour la Bibliothèque, que la Bibliothèque soit aussi éloignée que possible dans un certain sens, des questions politiques quotidiennes. Il vaudrait mieux peut-être avoir un organisme semblable à celui de la Société Radio-Canada.

M. Levy: Tout ce que je dis, en supprimant l'article 4 ne règlera pratiquement rien à l'égard des responsabilités aux termes de la mesure, sauf qu'à mon avis ce ne serait pas une rédaction aussi bonne. Il me semble que c'est le principe général même auquel vous opposez.

M. Broadbent: Oui, et je voulais encore ajouter que, si l'on décidait que désirer vraiment un organisme beaucoup plus autonome, il faudrait peut-être réviser la loi d'une façon beaucoup plus approfondie que juste un amendement apporté à un article en particulier. Mais avant d'arriver à cette conclusion, j'ai une question au sujet des autres bibliothèques nationales. Prenez, par exemple, le musée britannique qui n'a aucun lien légal avec le gouvernement anglais. Je ne suis pas au courant de l'administration du musée britannique ou la Bibliothèque nationale de France. Y a-t-il là un rapport direct avec M. Malraux, par exemple, en France?

[Text]

Mr. Guy Sylvestre (National Librarian): No, it comes under the Department of Education.

Mr. Chairman, this is a policy matter and as an official of the government I may not be the best person qualified to speak on this point.

I wonder whether it would not be useful for the Committee to be reminded of the frame-work within which we operate in the government, at the moment at least—and I do not see any reason why this should change. The procedure that is followed now for the administration of departments or agencies—unless you are an independent Crown corporation which is to all intents and purposes a separate employer—is that every year a program must be drafted and this will be the basis on which you will justify your budget. When you draft your program you cannot, under the present Act, decide for yourself that you are going to do a, b, c, and d. You have to justify your program, because if you do not do that you are not going to receive the money to implement it.

So the procedure that is normally followed is that the Deputy Minister prepares a program for the next five years, more emphasis of course being put on the coming year; this is discussed with your Minister and if he approves the program it goes before Treasury Board. Treasury Board looks at it and either approves it, asks you to revise it, or asks for further clarification and so on. Once this is approved you can then try to assess how much money you are going to require to operate or to implement this program.

• 1040

So to all intents and purposes I think the purpose of Clause 4 here—at least this is the interpretation that I was given by officials of the Department of Justice—is to provide you with a spokesman at the Cabinet level and at any Cabinet committee, such as Treasury Board, where you must have someone who can speak for the department or agency and who accepts responsibility for the program that has been drafted and for the appropriations that are required. I think this is to all intents and purposes the meaning of this clause.

As far as the question of policy is concerned, Mr. Chairman, I am not competent to say anything.

Mr. Broadbent: But it seems to me, Mr. Chairman, that the bill suggests that the Minister is intended to play the leading policy role in the National Library. Is that not the intention?

[Interpretation]

M. G. Sylvestre (Directeur général de la Bibliothèque nationale): Non, cela relève du ministère de l'Éducation. C'est une question de principe et comme fonctionnaire du gouvernement, je ne suis peut-être pas le meilleur qualifié pour parler de ce sujet.

Je me demande si ce ne serait pas utile au Comité de se faire rappeler le cadre dans lequel la Bibliothèque fonctionne actuellement au sein du gouvernement. Je ne vois pas pourquoi ce cadre changerait. La ligne de conduite que l'on suit pour l'administration des ministères et des organismes, à moins d'être une société de la Couronne indépendante, qui est à tout point de vue un différent employeur, est d'établir, chaque année, un programme sur lequel vous basez vos prévisions budgétaires. Et, lorsque vous élaborez votre programme, vous ne pouvez pas, aux termes de la mesure législative actuelle, décider de vous-mêmes que vous allez faire A, B, C, D. Il faut justifier le programme; autrement, vous ne recevrez pas les fonds nécessaires pour le mettre en opération.

Alors, ce qu'on fait maintenant est le suivant: le sous-ministre prépare son programme pour les prochaines cinq années, mettant l'accent, bien entendu, sur l'année immédiate, l'année à venir. Vous discutez de la question avec votre ministre et, si vous recevez son approbation, votre programme est présenté au Conseil du Trésor qui l'examine, l'approuve ou vous demande de le reviser en donnant de plus amples explications. Une fois que cela est approuvé, vous pouvez estimer l'argent qu'il vous faudra pour appliquer le programme.

Donc, à mon avis, l'article 4, du moins c'est l'interprétation qu'on m'en ont donné des fonctionnaires du ministère de la Justice, est que cela prévoit un porte-parole au niveau du Conseil des ministres, et tout comité du Cabinet, comme le Conseil du Trésor, où il faut avoir quelqu'un qui parle au nom du ministère ou de l'organisme, et qui assume la responsabilité du programme qui a été établi et des crédits qui sont nécessaires. A mon avis, c'est cela que l'article veut dire. Quant à la politique je n'ai pas la compétence voulue pour en parler.

M. Broadbent: Il me semble, monsieur le président, que le bill propose que le ministre, justement, a l'intention d'assurer une fonction de direction quant à la politique de la Bibliothèque nationale. N'est-ce pas son intention?

[Texte]

Mr. Sylvestre: My understanding is that this was the new way that the departmental bills were being drafted. I have not checked that, but I understand that a number of bills are coming up every year for revision and that this is the standard clause that they put in every bill that comes before the Parliament of Canada for the reorganization of departments.

Mr. Broadbent: With all respect, that does not answer my question, which was whether it is intended that the Minister play a leading policy role in representing the National Library?

The Chairman: I am afraid that is a question which neither Mr. Levy nor Mr. Sylvestre can be expected to answer. That is one that the Minister will have to answer. Perhaps we will have to invite him back to deal with this on Thursday when we meet again. In the meantime, Mr. Schreyer, you had a question on this point.

Mr. Schreyer: Yes; which I should have asked at the outset, Mr. Chairman. Very bluntly, I would like to ask the witness what are the practical reasons which dictate that the Minister instead of simply reporting on behalf of the National Library shall exercise direct and close administrative control?

The Chairman: I am afraid we will have to reserve that question for the Minister, too.

Mr. Schreyer: No. I take it both of the witnesses are involved within the...

The Chairman: Yes, they are involved...

Mr. Schreyer: But I want to know if there are any practical reasons which have a bearing on this relative to the actual operation of the library?

Would it be a realistic proposition that the arrangement should simply be that the Minister report to Parliament on behalf of the National Library and to remove the Minister from any other kind of involvement with that institution?

Mr. Sylvestre: That could be, but that would be a matter of policy; and it would amount to giving the National Librarian a great deal more power than he has under the present arrangement. Parliament would certainly have much less control over what we are doing than it would under the present bill.

Mr. Levy: It would give the National Librarian more power than has any deputy minister, and the only situation that I can

[Interprétation]

M. Sylvestre: Si je comprends bien, j'ai cru que c'était la nouvelle méthode pour rédiger les projets de loi ministériels. Je ne l'ai pas vérifié mais je crois qu'un certain nombre de projets de loi son revisés, chaque année, et c'est la formule normalisée que l'on utilise pour chaque projet de loi présenté au Parlement en vue de réorganiser les ministères.

M. Broadbent: Sauf le respect que je vous dois, cela ne répond pas à ma question. Est-ce que l'on envisage que le ministre doit jouer un rôle décisif en tant que représentant de la Bibliothèque nationale.

Le président: Je regrette mais on soulève ici une question à laquelle ni M. Sylvestre, ni M. Levy ne peuvent répondre. C'est au ministre d'y répondre et il faudra peut-être le convoquer de nouveau pour traiter de ce sujet. Je pense que nous le reverrons jeudi. Entre-temps, M. Schreyer, s'il vous plaît, vous aviez une question.

M. Schreyer: C'est une question que j'aurais dû poser au tout début, monsieur le président. J'aimerais demander au témoin quelles sont les raisons pratiques qui prescrivent que le ministre au lieu de faire rapport au nom de la Bibliothèque nationale, doit exercer une surveillance ministérielle assez étroite.

Le président: Voilà encore une question qu'il faudra poser au ministre.

M. Schreyer: Non, je crois que les deux témoins sont engagés.

Le président: Oui, ils sont engagés.

M. Schreyer: Mais je voudrais savoir s'il y a des raisons pratiques qui influent sur le vrai fonctionnement de la Bibliothèque? Serait-il une proposition réelle que le ministre fait simplement rapport au Parlement au nom de la Bibliothèque nationale et qu'il ne porte plus la responsabilité de tout autre engagement à l'égard de la Bibliothèque nationale.

M. Sylvestre: C'est bien possible, mais ce serait une question de principe et aurait pour résultat d'attribuer au directeur général de la Bibliothèque nationale beaucoup plus de pouvoir qu'il a aux termes de la loi actuellement. Le Parlement aurait certainement moins d'influence sur nos activités qu'il en a à l'heure actuelle.

M. Levy: J'attribuerais plus de pouvoir au directeur général de la Bibliothèque nationale qu'à n'importe quel sous-ministre. Vous ne

[Text]

recall where you have such a thing is in the case of a Crown corporation.

The Chairman: I am not too sure it is desirable that we reduce our powers at the present time. This is what you are asking for.

Mr. Schreyer: In the electronic media, in the case of the CBC, there is now a very definite and known relationship between the Minister and the Corporation and Parliament. I am suggesting that there is enough of a parallel here that there should be a very similar arrangement.

The Chairman: Mr. Hymmen?

Mr. Hymmen: Mr. Chairman, one thing that bothers me is the suggestion that there be a Crown corporation. Of course, in certain circles the suggestion is that Crown corporations are the solution to all our problems.

I am bothered by Clause 7 subclause (2) which suggests that the National Library and the National Librarian could correlate the library services of many government departments. I could foresee a problem if a Crown corporation were given the authority to correlate various government departments. This is also referred to in Clause 10. I think there is probably a good reason for not having a Crown corporation for this operation.

• 1045

The Chairman: Is there any further discussion on this point? Mr. Dinsdale, then Mr. Stanbury.

Mr. Dinsdale: Mr. Sylvestre, I presume that Canada's National Library is going to perform what have now become the normal functions of any national library. I am going to go through a list of some of these as they are carried out by other national libraries in democratic countries: Collection of national literature; as a museum of books for the Archives; to provide public access to the library facilities by means of a lending operation; to provide an informational service to those who write in for such information; as a training agency for librarians—and we have a big shortage of professional librarians in Canada; and also for national library planning, which would involve co-ordination with provincial libraries across the country.

If these are the functions of Canada's National Library they are trespassing very, very directly into the educational and informational area. This is why I keep coming back to the inconsistency of this proposed act as opposed to other acts dealing with informational services.

[Interpretation]

trouvez cette situation que dans le cas d'une société de la Couronne.

Le président: Je ne pense pas qu'il soit souhaitable de réduire nos pouvoirs à l'heure actuelle. C'est ce que nous proposons.

M. Schreyer: En ce qui concerne le domaine électronique, par exemple, la Société Radio-Canada, le rapport entre le ministre et la Société et le Parlement est très bien défini. Je pense qu'il y a un parallèle assez bien établi pour pouvoir prendre des dispositions semblables.

Le président: Monsieur Hymmen?

M. Hymmen: Monsieur le président, ce qui m'inquiète est la proposition de créer une société de la Couronne. Bien sûr, certaines gens pensent qu'une société de la Couronne représente la solution à tous nos problèmes. Ce qui m'inquiète c'est l'article 7 (2) qui propose que la Bibliothèque nationale et son directeur pourraient coordonner les services bibliothécaires de plusieurs ministères. Je pense qu'il y aurait un problème si une société de la Couronne avait le droit de coordonner divers ministères. Il en est également question à l'article 7. Je crois qu'il y a une très bonne raison pour ne pas avoir une société de la Couronne pour cet organisme.

Le président: Avez-vous d'autres commentaires à faire à propos de cet article? M. Dinsdale ou M. Stanbury?

M. Dinsdale: Monsieur Sylvestre, je crois que la Bibliothèque nationale du Canada remplira des fonctions normales de toutes les bibliothèques nationales. Je vous les énumérerai telles qu'elles sont effectuées par d'autres bibliothèques nationales dans d'autres pays démocratiques. La direction de la littérature du pays, comme un musée de livres pour des archives; qui fournit l'accès à la bibliothèque, en empruntant des livres; fournit des renseignements à ceux qui les demandent; comme organisme de formation pour les bibliothécaires et, il y a une pénurie de bibliothécaires au Canada; et également pour la planification de la Bibliothèque nationale ce qui comprendrait la coordination avec les bibliothèques provinciales de tout le pays. Si cela constitue les fonctions de la Bibliothèque nationale du Canada, cela signifierait une ingérence dans le domaine de l'éducation et de l'information. C'est pour cela que je reviens justement au manque de logique de ce projet de loi comparé avec d'autres lois qui portent sur les services d'information.

[Texte]

Mr. Hymmen has stated that this function of co-ordination would be giving a Crown corporation too much power. By the same token, however, it is giving the national government too much power if it comes directly under the Minister, as specified in Clause 4.

The Chairman: I do not think Mr. Hymmen said that the Crown corporation would have too much power. He was suggesting that the co-ordination function would not work if the National Library was a Crown corporation—that there would be no way of directing it.

Mr. Dinsdale: It has got to work under the ETV legislation which is going to be on the same basis.

The Chairman: We will have a great deal to say about the ETV legislation. Mr. Stanbury?

Mr. Stanbury: Mr. Chairman, does either Mr. Levy or Mr. Sylvestre know what is the relationship of the National Research Council to Parliament? What is the provision for supervision and reporting to Parliament for the National Research Council?

Mr. Sylvestre: I believe there is a Minister who is the spokesman to Parliament for the National Research Council. But usually, the National Research Council being a Crown corporation like the CBC, in many respects, the kind of reply you would get is that it is not in the public interest to divulge this or that.

Mr. Stanbury: It is a Crown corporation, is it?

The Chairman: I have a recollection, having served on the Industry Committee, that it is not a Crown corporation.

Mr. Stanbury: I did not think it was.

The Chairman: That it was a sort of departmental corporation, with its director having the rank of deputy minister, or thereabouts.

Mr. Stanbury: I had the impression that it was much the same relationship as that of the National Library to a minister.

Mr. Levy: You could be right, Mr. Stanbury. I just cannot remember, frankly.

Mr. Stanbury: What about the Archives, about which Mr. Schreyer asked?

[Interprétation]

M. Hymmen a dit que cette fonction de coordination donnerait aux sociétés de la Couronne trop de pouvoir, et par conséquent, donne trop de pouvoir au gouvernement s'il est exercé par le Ministre comme il est précisé à l'article 4.

Le président: Je ne crois pas que M. Hymmen ait dit que les sociétés de la Couronne auraient trop de pouvoir; il voulait dire que le système de coordination ne fonctionnerait pas si la Bibliothèque nationale était une société de la Couronne, car nous n'aurions pas les moyens de la diriger.

M. Dinsdale: Il faudra bien qu'il fonctionne, en vertu de la loi relative à l'ATV qui s'inscrira dans le même esprit.

Le président: Il y aurait beaucoup à dire là-dessus. Monsieur Stanbury?

M. Stanbury: Monsieur le président, je me demande si M. Levy ou M. Sylvestre sont au courant des rapports qui existent entre le Conseil national de recherches et le gouvernement fédéral. Quelle est la disposition qui traite de la surveillance et de la responsabilité du Conseil national de recherches devant le Parlement?

M. Sylvestre: Je crois qu'il y a un ministre qui représente au Parlement le Conseil national de recherches. Le Conseil national de recherches étant une société de la Couronne, comme Radio-Canada, vous répondra souvent que ce n'est pas dans l'intérêt public de divulguer telle ou telle chose.

M. Stanbury: C'est une société de la Couronne?

Le président: Ayant fait partie du Comité de l'Industrie, je croyais savoir qu'il ne s'agirait pas d'une société de la Couronne.

M. Stanbury: Je le pensais également.

Le président: Je croyais que c'était une société relevant d'un ministère, dont le directeur a rang de sous-ministre.

M. Stanbury: Il me semblait que les rapports étaient les mêmes que ceux qui existent entre la Bibliothèque nationale et le ministre.

M. Levy: Vous avez peut-être raison, monsieur Stanbury. A vrai dire, je ne me souviens pas.

M. Stanbury: Et les Archives? M. Schreyer l'a demandé tout à l'heure.

[Text]

Mr. Levy: The Archives would be the same as the National Library.

Mr. Stanbury: It is the same as is proposed here.

Mr. Sylvestre: In the case of the National Research Council they are now under the Public Service Act. They are a separate employer, which neither the National Library nor the Public Archives are.

The Chairman: Mr. Givens?

• 1050

Mr. Givens: Mr. Chairman, I ask Mr. Dinsdale to elaborate on something he said previously. He put forward an argument that intrigued me. I understood him to say that he thought that the written word was more powerful than the electronic word, and I think that that was his reason for saying that consequently it would be more advisable if the Minister kept his "cotton-picking" hands off something like the Library? Is that paraphrasing you?

Mr. Levy: Not quite.

Mr. Stanbury: That is a liberal interpretation.

Mr. Dinsdale: Let me repeat. I said that in its long-term impact the printed word is the basic medium for dissemination of information. I would certainly say, and I said this in my remarks, that electronic media is the star of communications at the moment, and certainly in the short-run TV and radio, et cetera, have a powerful impact.

In fact McLuhan says they create a reality of their own, but the reality has nothing in common with the actual situation, with the actual facts. It is folklore. It is a myth which in the long-run is dissipated and you have to come back to the printed words for the basic facts.

The Chairman: Any historian would tell you, Mr. Dinsdale, that mankind lives on myths.

I wonder if we could go back to Clause 1 and run through the bill quickly, clause by clause, just to point out any...

Mr. Dinsdale: We have a motion before the Committee.

The Chairman: No, there is no motion at the present time. You served notice, but...

Mr. Dinsdale: No, I have moved the motion, seconded by Mr. Schreyer.

[Interpretation]

M. Levy: Les Archives sont sur le même pied que la Bibliothèque nationale.

M. Stanbury: Comme on l'a proposé ici.

M. Sylvestre: Le Conseil national de recherches relève de la loi relative à la Fonction publique. Il est un employeur distinct, ce que ne sont ni la Bibliothèque nationale ni les Archives publiques.

Le président: Monsieur Givens?

M. Givens: Monsieur le président, j'aimerais que M. Dinsdale précise ce qu'il disait tout à l'heure. Il a dit quelque chose qui m'a laissé perplexe. J'ai cru comprendre que le langage écrit a plus de force que le langage électronique, et que par conséquent il serait préférable que le ministre se tienne à l'écart de la bibliothèque. Vous ai-je mal interprété?

M. Levy: Pas tout à fait.

M. Stanbury: C'est une interprétation assez large.

M. Dinsdale: Je répète. J'ai dit qu'à long terme, le langage écrit était le principal moyen de diffusion de l'information. Et à courte échéance, peut-être, je dirais certainement et je l'ai fait observer déjà, que le médium électronique est la vedette des télécommunications pour l'instant et, certainement la radio et la télévision ont un pouvoir très grand.

En fait, au dire de Marshall McLuhan, elles créent une réalité bien à elles, qui ne partagent en rien la situation actuelle. C'est du folklore. C'est un mythe qui à la longue disparaît et vous devez revenir à la typographie pour en comprendre les fondements.

Le président: Un historien vous dirait, monsieur Dinsdale, que l'homme s'entoure de mythes. Pouvons-nous revenir à l'article 1 et parcourir rapidement le projet de loi article par article?

M. Dinsdale: N'y a-t-il pas eu une proposition?

Le président: Il n'y en a pas.

M. Dinsdale: J'ai déposé une motion qui a été secondée par M. Schreyer.

[Texte]

The Chairman: The motion has not yet been put. What I am suggesting that we do is run through the bill, clause by clause, to pick out other areas where there is some controversy. Then I would ask for motions to be put. We have requested the Department of Justice to provide us with a witness for next Thursday, so that when we run through this we will have the benefit of a second legal opinion on the clause and this will probably be the other person who worked on the actual drafting of the legislation. This will be the draftsman of the legislation.

An hon. Member: We do not care. It does not matter.

An hon. Member: Mr. Chairman, how can you say that this motion has not been put?

The Chairman: Well, motions are not put until the Chairman puts them, and what we have been doing has been going through the bill and Mr. Dinsdale served notice of the motion. All I would like to do is to run through the bill to pick out those areas where there is disagreement and then we could go back to them and discuss them so that all of them would have a proper detailed study.

Mr. Comeau: Mr. Chairman, what do you have to do to put a motion to the Chair? I mean, the Chairman can refuse any motion. This motion has been moved and seconded. What else do you require to put a motion?

The Chairman: Well, we have to go through it in an orderly way. We went directly from a discussion with the Minister on policy matters to Mr. Dinsdale giving notice that he wished to move a motion on Clause 4, and we discussed that matter. Now I am suggesting we go back to the other clauses and if you wish to stand them as we go through, that is fine.

That is what I would prefer to do if we could, because we will have the draftsman of the legislation coming on Thursday. I tried to get him to come today but the department does not have enough staff and this is why it could not be done.

I would like to put these to him so that we can discuss the technical details, and then put the motions on Thursday and report the bill if there is agreement.

Mr. Schreyer: On a point of order, Mr. Chairman. Not that it matters to me, but are you ruling that a motion to amend a clause is not in order unless we are proceeding sequentially through the clauses? Is that right?

[Interprétation]

Le président: La motion n'a pas encore été déposée. Je propose que l'on parcoure le bill, article par article, pour trouver d'autres points où il y aurait controverse.

Je demanderai ensuite que l'on fasse des propositions. Nous avons demandé au ministère de la Justice de nous envoyer un témoin pour jeudi prochain. Et, pendant que nous examinerons le bill, nous pourrions consulter un deuxième avocat. Ce sera probablement l'autre personne qui a travaillé à la rédaction du texte actuel du bill. Ce sera le rédacteur de la Loi.

Une voix: Peu importe. Ça n'a pas d'importance.

Une autre voix: Monsieur le président, comment pouvez-vous dire que la motion a été présentée?

Le président: Les motions ne peuvent être déposées à moins que le président ne le fasse. Nous avons examiné le bill et M. Dinsdale a donné un avis de motion. Tout ce que j'aimerais faire serait de revoir le bill en vitesse, de relever les points où il y a désaccord et ensuite nous y reviendrions pour en discuter. De cette manière, chaque point ferait l'objet d'une étude détaillée.

M. Comeau: Qu'est ce qu'il faut faire maintenant pour proposer une motion si le président peu la refuser? Cette motion a été proposée et appuyée. Alors qu'est-ce qu'il faut de plus?

Le président: Il faut procéder avec ordre. Nous sommes partis d'une discussion avec le ministre sur des questions de politique ensuite, un avis de motion sur l'article 4 a été reçu de la part de monsieur Dinsdale et nous en avons discuté. Maintenant, je propose que nous retournions aux autres articles et vous avez le loisir de les faire réserver à mesure que nous avancerons.

J'aimerais que l'on procède ainsi si c'était possible, car le rédacteur du bill viendra jeudi. J'ai essayé qu'il vienne aujourd'hui, mais comme l'effectif du Ministère est très petit et qu'il y a trop de travail, cela n'a pu être fait. Nous pourrions alors débattre avec eux les questions d'ordre technique et jeudi, déposer les motions et reporter le bill s'il y a entente.

M. Schreyer: Un rappel au règlement, monsieur le président. Ce n'est pas que ça me dérange, mais est-ce que vous voulez dire qu'une proposition en vue de modifier un article n'est valide que si l'étude suit l'ordre des articles?

[Text]

The Chairman: Yes, when we start moving through the clauses. I understood that we were still on general discussions.

Mr. Schreyer: When you come to Clause 4, he can move it?

The Chairman: Oh, by all means.

Mr. Paproski: Let the other three clauses stand and let us go on with Clause 4.

The Chairman: I will read them out then first of all, but there are other people who have given me notices of amendments that they wish to move as well.

Mr. Paproski: The problem, Mr. Chairman, if I may suggest here, is that we are on other committees. We have to be at other committee meetings at this stage of the game. There is another one at 11 o'clock, another at 3:30 p.m., and another at 8:00 p.m. We cannot all wait until the Chairman decides when he can put the motion. If there is a quorum, we can go ahead and settle this problem. We should be able to settle it right now.

• 1055

The Chairman: The meeting was called for the purpose of hearing witnesses and we called the meeting for Thursday for the purpose of clause-by-clause discussion and voting. So I will proceed down through the clauses.

Clause 2 stood.

On Clause 3—*National Library continued.*

The Chairman: Perhaps, Mr. Levy, you could tell us what this clause means.

Mr. Levy: The intent of Clause 3 is to preserve the institution which was established under the old Act. Section 3 of the old Act reads:

A National Library is hereby established, consisting of all books placed in the care and custody of the National Librarian or delivered to or otherwise acquired by the National Librarian in accordance with this Act.

So in bringing it up to date, all we need say is:

The National Library established under section 3 of the Act referred to in section 16...

which is the Act we are repealing,
... is hereby continued.

It is just to continue the institution.

Clause 3 stood.

On Clause 4—*Minister.*

[Interpretation]

Le président: Oui. Quand commencerons-nous l'étude article par article. Je pense que ce n'est qu'une discussion générale.

M. Schreyer: Lorsque nous examinerons l'article 4, il pourra déposer la motion?

Le président: Oh, je veux bien.

M. Paproski: On pourrait réserver certaines dispositions et continuer avec l'article 4.

Le président: Je devrais les lire d'abord, mais d'autres personnes m'ont dit qu'elles déposeraient aussi des avis de modification.

M. Paproski: Le problème, monsieur le président, c'est que nous devons nous rendre à d'autres séances de comités, ce matin, à onze heures, à 15h30 et à 20h. Voilà pourquoi nous ne pourrions pas tous attendre que le président décide du moment où il déposera la motion. S'il y a quorum, nous pouvons aller de l'avant et régler ce problème. Nous devrions pouvoir le faire dès maintenant.

Le président: La réunion a été convoquée pour entendre les témoins et celle de jeudi pour étudier et adopter le bill. Je reprends donc les articles.

L'article 2 est réservé.

Sur l'article 3—*Maintien de la Bibliothèque nationale.*

Le président: Monsieur Levy pourrait peut-être nous indiquer le sens de l'article 3.

M. Levy: L'article 3 a pour but de préserver les institutions créées en vertu de l'ancienne loi. L'article 3 de l'ancienne loi se lisait ainsi:

Est par les présentes établir une bibliothèque nationale, composée de tous livres confiés aux soins et la garde du bibliothécaire national ou remis au bibliothécaire national ou par lui acquis d'autre manière, en conformité de la présente loi.

En la mettant à jour, nous n'avons qu'à dire:

La Bibliothèque nationale créée en vertu de l'article 3 de la Loi mentionnée à l'article 16...

C'est cette loi que nous abrogeons.

est par la présente maintenue...

C'est tout simplement pour maintenir l'institution.

L'article est réservé.

Sur l'article 4—*Ministre.*

[Texte]

The Chairman: Mr. Dinsdale, do you have your motion?

Mr. Dinsdale: Yes, I have already moved Mr. Chairman, that Clause 4 be deleted, and the motion was seconded by Mr. Schreyer.

The Chairman: Could we ask for an elaboration because if that motion is carried we would have to renumber all following clauses. Would you have any objection to us putting that in?

Mr. Dinsdale: Well, that follows automatically if there is any change in the bill and it goes without saying, I think. I have elaborated to a great extent. In fact I think the Chairman thought I was elaborating at too great a length at one stage of the proceedings this morning.

The Chairman: Only when we had the Minister. Are there any further comments on Clause 4?

Mr. Stanbury: Are we going to debate that motion?

The Chairman: Yes, I would like to have a debate on this motion, if there are any further comments to make. I do not want to call a vote today until we have had the draftsmen appear before us.

Mr. Broadbent: I wonder, Mr. Chairman, if it might be advisable, if everyone would be in agreement, to postpone the debate until Thursday as there has been some discussion on it already. We would then have the draftsman before us.

The Chairman: That would be agreeable.

Mr. Broadbent: Also I would like to have presented to us some information from the witnesses about what is done, say, in France and England with their national libraries. Maybe there is a parallel situation in England, for all we know, that has worked out very well under a similar kind of legislation. If we could have that kind of information presented on Thursday I suspect most of us would be in a much better position to discuss this question.

The Chairman: That would be agreeable.

Mr. Levy: I think Mr. Sylvestre has already mentioned...

The Chairman: We will call Mr. Sylvestre on Thursday again to discuss this point and we will probably want to have the Minister as well.

Mr. Schreyer: I think that we should have the Minister because it does come down to a question of policy.

[Interprétation]

Le président: Voulez-vous déposer votre motion, monsieur Dinsdale?

M. Dinsdale: J'ai déjà demandé, monsieur le président, que l'article 4 soit annulé et ma motion a été appuyée par monsieur Schreyer.

Le président: Pouvons-nous demander de développer le sujet, car si la motion est adoptée, il faudra numéroter à nouveau tous les articles qui suivent. Vous n'avez pas objection à nous l'expliquer?

M. Dinsdale: C'est tout naturel de numéroter à nouveau si le bill est modifié. J'ai développé le sujet assez longuement. En fait, je pense que le président a trouvé que je parlais trop ce matin.

Le président: Seulement lorsque le ministre était parmi nous. Avez-vous d'autres remarques à formuler à propos de l'article 4?

M. Stanbury: Allons-nous discuter de cette motion?

Le président: J'aimerais qu'il y ait discussion si vous n'avez rien à ajouter... Je ne voudrais pas de vote aujourd'hui, avant que les rédacteurs du bill viennent.

M. Broadbent: Je me demande, monsieur le président, s'il ne serait pas bon de suspendre le débat jusqu'à mardi, étant donné qu'on a déjà commencé à discuter. Les rédacteurs y seraient, alors.

Le président: Acceptable.

M. Broadbent: Les témoins pourraient peut-être nous dire comment les bibliothèques nationales fonctionnent en Angleterre ou en France.

La situation était peut-être identique en Angleterre, et, à l'aide d'une mesure législative du même genre, ils sont peut-être arrivés à s'en sortir très bien. Je me demande si on ne pourrait pas nous fournir de tels renseignements jeudi. Nous serions alors plus en mesure de discuter de la question.

Le président: Acceptable.

M. Levy: Je crois que Monsieur Sylvestre a déjà fait remarquer...

Le président: Nous demanderons à monsieur Sylvestre de discuter de nouveau de la question jeudi prochain et le Ministre reviendra probablement aussi.

M. Schreyer: Il me semble qu'il devrait être là, surtout qu'il s'agit d'une question de politique.

[Text]

The Chairman: That is correct. I agree with you and I will undertake to have the Minister here.

Mr. Stanbury: Mr. Chairman, I suppose there were other duties that prevented the attendance of the member when the Minister came this morning, but the Minister was here for almost an hour and dealt with this matter of policy at some length. It is too bad that Mr. Schreyer did not have the opportunity to hear him and question him on that point.

Mr. Schreyer: Mr. Dinsdale did. Perhaps he could indicate to us what great clarification the Minister gave us on that point.

Mr. Dinsdale: Mr. Chairman, I hesitate to speak on behalf of the Minister.

The Chairman: I do not think you could.

Mr. Dinsdale: No, no. The subsequent questioning and answering has been along much the same lines. The basic point that has been put forward for the inclusion of the ministerial powers in specific terms has been that it is a nice tidy way of drafting. It is the new look.

• 1100

I have been reading, while the discussion has been going on, a little book entitled *National Libraries* which gives a summary of national libraries in various democratic bodies around the world. This is a British reaction to a ministry of cultural affairs, and I quote from page 27,

There is, of course, in this country... that is in the United Kingdom,

...nothing remotely like the Danish Ministry of Cultural Affairs, and such is our instinctive distrust of bureaucratic dictation, especially in matters where intellectual and aesthetic freedoms may be involved, that, in spite of its many obvious advantages,...

and I interpolate here, a convenient way of drafting and so forth, and it is nice and neat and tidy, and I go back to the quote,

...there would probably be tremendous sales resistance from the British public to the creation of any such thing.

I think you would get the same sales resistance from the Canadian body politic and this is why we have been so careful in the past not to trespass bureaucratically or even politically into this field of information cultural dissemination.

[Interpretation]

Le président: C'est exact. Je partage votre opinion et je ferai en sorte que le Ministre y soit.

M. Stanbury: Monsieur le président, je présume que d'autres engagements ont empêché le député d'être présent lorsque le Ministre est venu ce matin. Le ministre est pourtant resté avec nous pendant presque une heure et il a parlé assez longuement de cette question de politique.

C'est regrettable que Monsieur Schreyer n'a pas eu la possibilité de l'entendre et de l'interroger à ce sujet.

M. Schreyer: Monsieur Dinsdale l'a fait. Il pourrait peut-être nous indiquer quels éclaircissements le ministre a apportés à ce sujet.

M. Dinsdale: Monsieur le président, j'hésite à parler au nom du ministre, mais...

Le président: Je ne crois pas que vous puissiez...

M. Dinsdale: Mais, les questions et réponses qui ont été échangées, ensuite, suivaient à peu près la même idée. La raison première qui a été avancée en faveur de l'inclusion des pouvoirs ministériels, en termes précis, c'est une façon bien ordonnée de rédiger. C'est la nouvelle mode, la conception la plus nouvelle en matière de rédaction.

Pendant la discussion, j'ai lu un livre intitulé *National Libraries* sur les bibliothèques nationales dans les différents systèmes démocratiques du monde. C'est une réaction britannique à la création d'un ministère des affaires culturelles et, à la page 27, on lit: «Il n'existe naturellement dans le pays», à savoir le Royaume-Uni, «rien qui ne soit aussi loin du ministère des Affaires culturelles que celui du Danemark, et c'est notre méfiance instinctive à l'égard des ordres bureaucratiques, spécialement pour les questions qui impliquent des libertés intellectuelles et esthétiques qui, en dépit de nombreux avantages évidents...» J'ajoute ici, une manière facile de rédiger et ainsi de suite, et, c'est beau, net et ordonné, je reviens au texte—«il y aurait probablement une résistance incroyable de la part du public britannique face à la création d'une chose de ce genre.»

Il me semble qu'on verrait la même résistance de la part de l'organisme politique canadien.

Voilà pourquoi nous avons fait très attention jusqu'à maintenant de ne jamais empiéter sur le plan bureaucratique et politique dans le domaine de l'information et de la culture.

[Texte]

An hon. Member: Are we talking about...**The Chairman:** We are suppose to be talking about Clause 4.**Mr. Sullivan:** Well, Mr. Chairman, the Minister was here and he left, and I understood that was all finished for those of us that were here and I do not see any reason to bring him back. He left and I understood there were no more question. We can go on like this indefinitely. We are all pretty busy and.**Mr. Stanbury:** We cannot keep calling him back for people who do not come at the beginning of the meetings.**The Chairman:** Order please! Order please! I will undertake to put the matter to the Minister and ask him if he would be prepared to come back for half an hour at 9.30 on Thursday morning. If he agrees, that is fine; if he does not, that is fine—it is potluck.**Mr. Dinsdale:** This is democracy by delayed reaction. We are an extension of the Committee of the Whole—in fact, we are a substitution for the Committee of the Whole—and I have never seen a Committee of the Whole function in this way—delayed reaction. We deal with issues as they come along.**The Chairman:** Well, Mr. Dinsdale, if you wish to put it in this way, that we do not invite the Minister back, the Chair would be prepared to take a consensus of the members. I am prepared to do what I can to assist Mr. Schreyer in satisfying himself as to the questions he wishes to put. If it is the mood of the meeting that this not be done, then the Chair is prepared to go along with that.**Mr. Paproski:** Provided you are willing to put the questions today.**The Chairman:** The problem with that is, again, that we have another witness to come.**Mr. Paproski:** We are not concerned with another witness. There is no need for a further witness as far as this clause is concerned.**Mr. Schreyer:** Mr. Chairman, I gather that there is a majority opinion that we proceed now with the vote and that we not call the Minister back. If there are just one or two of us, proceed now. Frankly, I doubt that the Minister would be able to answer in a very direct way to the question, as I put it, of what are the practical reasons which dictate that the National Library cannot be established under a form whereby the Minister merely reports.

[Interprétation]

Une voix: Parlons-nous de...**Le président:** Nous sommes censés parler de l'article 4.**M. Sullivan:** Monsieur le président, le ministre est venu et est parti. Je croyais que pour ceux qui étaient présents, c'était une question réglée et je ne vois pas la raison de le rappeler, je croyais qu'il n'y avait plus de question. On peut continuer à parler indéfiniment, nous sommes tous très occupés...**M. Stanbury:** Nous ne pensons pas toujours le rappeler pour des gens qui arrivent en retard aux réunions.**Le président:** A l'ordre! Je m'engage à en parler au ministre, lui demander ce qu'il en pense, s'il est disposé à revenir jeudi matin pendant une demi-heure, à 9 h. 30. S'il accepte c'est très bien sinon, c'est à la fortune du pot.**M. Dinsdale:** C'est la démocratie par retardement. Nous sommes des prolongements du comité plénier, ne fait, nous remplaçons le comité plénier. Je n'ai jamais vu un comité plénier travailler comme ça, à retardement. Nous traitons les questions à mesure qu'elles viennent.**Le président:** Monsieur Dinsdale, si vous voulez mettre les choses ainsi, que nous n'invitions pas le ministre à revenir, le président est disposé à chercher l'unanimité des députés. Je suis prêt à faire tout en mon pouvoir pour satisfaire la demande de monsieur Schreyer. Si le Comité estime qu'il ne faut pas faire revenir le ministre, le président est prêt à l'accepter.**M. Paproski:** Si vous voulez mettre les questions aux voix.**Le président:** Le problème qui se pose, c'est que nous avons un autre témoin.**M. Paproski:** Il n'est pas nécessaire d'avoir un autre témoin pour cet article.**M. Schreyer:** Monsieur le président, je crois que la majorité est d'avis qu'on passe maintenant à la mise aux voix et que nous ne rappelons pas le ministre, parce que je doute que le ministre soit en mesure de répondre de façon directe aux questions que j'allais poser, concernant les raisons d'ordre pratique qui empêchent que la Bibliothèque nationale soit créée sous une forme que le ministre rapporte à peine.

[Text]

Mr. Sullivan: Mr. Chairman, I would like to speak about that. If we are talking about Clause 4 and about drafting, then surely to goodness we should hear the man that drafted it, the Minister of Justice man.

The Chairman: It seems to me that if you remove Clause 4 then you must also make substantial amendments to Clauses 7 (2), 7 (1) and to Clause 10. This is not a simple problem of removing one clause; you are completely changing the whole format of the what the National Library is to be. In other words, you are saying that it is not to be a departmental corporation, it is not to be a department of government, it is to be a Crown corporation and this requires a whole new act. You cannot go around chipping out clauses that do not appeal to you; you must also make sure that the act that you pass does stand on its own feet, and for this purpose I would prefer not to call the vote at this time but to discuss it with the draftsman to find out just what are the implications of blocking out Clause 4.

• 1105

Mr. Broadbent: Mr. Chairman, not being a member of this Committee I do not want to take too much time from the proceedings but it seems to me that it is a very important institution we are dealing with here, and I think the Chairman has correctly pointed out the implications if we delete Clause 4, but is it expecting too much for us to take another half hour, if we can get it, of the Minister's time on Thursday and bring in the people who are responsible for drafting the legislation and spend some time discussing the general question of whether we want it so well integrated into the department, or whether we want to give it a quasi-autonomous status.

I would certainly prefer us to spend further time on this question.

The Chairman: If I might point out one thing to the Committee, I attempted to provide for this by approaching the Department of Justice to provide us with the draftsman, but there are a number of bills being considered and there are only about three or four people who hold this position and we were unable to get one. We have been guaranteed this for Thursday morning.

Mr. Osler: I agree. I may be very naive and maybe I have no feeling for freedom, but it seems to me that we can spend a lot of time shadowboxing here. Whether this is a Crown corporation, a department or a quasi-department it is rather academic. If it is a Crown corporation and it is showing an independence that Parliament does not like, all you do

[Interpretation]

M. Sullivan: Si nous parlons de l'article 4 et de rédaction, alors nous devrions entendre la personne qui l'a rédigé, un employé du ministère de la Justice.

Le président: Si on supprime l'article 4, il faudra apporter d'autres modifications assez importantes aux alinéas 1 et 2 de l'article 7 et à l'article 10. Il ne s'agit pas seulement de supprimer un article. On change complètement la constitution de la Bibliothèque nationale. Autrement dit, vous dites: ce ne sera pas une société du ministère. Ce ne sera pas un ministère du gouvernement. Ce sera une société de la Couronne et cela exige toute une loi nouvelle. Vous ne pouvez pas simplement supprimer certaines dispositions qui ne vous plaisent pas. Vous devez aussi vous assurer que la loi est cohérente et pertinente. Voilà pourquoi j'ai proposé de ne pas mettre cette motion aux voix mais d'en parler au rédacteur du bill pour voir ce que la suppression de l'article aurait comme répercussions.

M. Broadbent: Monsieur le président, n'étant pas membre du Comité, je ne veux pas parler trop longuement, mais il me semble que nous traitons d'une institution importante, et monsieur le président a très bien indiqué les répercussions que pourrait avoir la suppression de l'article 4. C'est vraiment trop nous demander que de prendre une autre demi-heure. Si vous pouvez faire en sorte que le ministre et les rédacteurs du texte du bill viennent jeudi, pour discuter de la question en général et pour trouver, par voie de discussion, si vous voulez que la bibliothèque soit vraiment intégrée au ministère ou qu'elle jouisse d'un statut quasi-autonome.

Je préférerais que nous passions plus de temps à l'étude de la question.

Le président: J'ai cherché en m'adressant au ministère de la Justice à trouver des témoins, les rédacteurs du bill, mais comme il n'y en a que trois ou quatre, nous n'avions pu en obtenir un. On nous a pourtant assuré que jeudi matin, cela serait possible.

M. Osler: Je suis d'accord. Je suis peut-être naïf, je n'ai peut-être pas de sentiment à l'égard de la liberté, mais il me semble que l'on peut passer beaucoup de temps ici à démêler des chimères. Le fait que ce soit une société de la Couronne, un ministère ou un quasi ministère me semble une question plutôt scolaire. Si c'est une société de la Couronne et si

[Texte]

is cut its water off; you have a complete and direct control over the policies and the management of the Library no matter which way you want to do it.

The Chairman: Here is some argument about the Crown corporation called the CBC.

Mr. Osler: All that has happen to the CBC is for Parliament as a whole to want to cut its water off if you want to do it that way. There is nothing in the law that prevents you from doing so. You can cut it down to \$1 as Mr. Cowan wanted to do and that fixes the CBC.

Mr. Broadbent: But the Minister cannot tell the CBC what programs to show.

Mr. Osler: Thank God.

Mr. Broadbent: The way this is set up it could tell the Library what books to buy.

The Chairman: No, it does not, because it is set out in the statute. Books must be deposited. The Library has no control over that at all.

Mr. Broadbent: Right.

The Chairman: The Parliamentary Library, on the other hand, has some control.

Mr. Osler: Mr. Chairman, I would like to ask a question of the legal counsel. It reads that the Minister has power to supervise the management of the Library. It seems to me that means just what it says, which is that the Library be managed in accordance with the provisions of the Act, so I do not see what is so sinister about anything here. The Act is there and it is our instrument of Parliament and the Librarian has to perform certain functions. If he does not perform certain functions, the Minister has the power to rap his knuckles.

Mr. Levy: Really, the Minister is just the Minister of this department, the same as any minister is a minister of his department. It does not bring the National Library under the Secretary of State Department. The Secretary of State happens to be the responsible minister for the National Library. His function, as you pointed out, Mr. Stafford, is just to insure that everything is run according to hoyle.

Mr. Osler: The only thing wrong with that is that I am not Mr. Stafford.

[Interprétation]

elle manifeste une indépendance qui ne plaît pas au Parlement, tout ce qu'on fait, c'est qu'on supprime les fonds. Vous avez le contrôle immédiat sur la politique et l'administration de la bibliothèque quelle que soit la façon que vous voulez procéder.

Le président: On discute beaucoup de la société de la Couronne appelée Radio-Canada.

M. Osler: Tout ce qui peut arriver avec Radio-Canada, c'est que le gouvernement lui supprime les fonds. Si vous voulez, on peut le faire de cette façon. Dans la loi, rien n'empêche de procéder ainsi. Vous pouvez descendre jusqu'à \$1 comme M. Cowan désirait le faire et Radio-Canada serait mise à sa place.

M. Broadbent: Mais le ministre n'a aucune autorité pour dire à Radio-Canada quelles émissions elle doit faire.

M. Osler: Dieu merci.

M. Broadbent: De cette manière, on pourrait dicter les achats de livres de la Bibliothèque.

Le président: On ne peut pas le faire parce que d'après le statut, les livres doivent être déposés. La Bibliothèque n'a aucun contrôle là-dessus.

M. Broadbent: D'accord.

Le président: La bibliothèque Parlementaire pour sa part a quelque contrôle là-dessus.

M. Osler: Je voudrais demander au conseiller juridique, le ministre a le pouvoir de surveiller l'administration de la Bibliothèque. Il me semble que cela veut dire ce que ça dit? La Bibliothèque doit être administrée conformément aux dispositions de la Loi. Je ne vois pas ce qu'il y a de sinistre là-dedans. La Loi existe et elle est un instrument du Parlement et le bibliothécaire doit remplir certaines fonctions, sinon tel ministre a le droit de lui taper sur les doigts.

M. Levy: Le ministre est simplement le ministre de ce ministère, tout comme tout ministre d'un autre ministère. Cela n'oblige pas la Bibliothèque nationale à relever du Secrétariat d'État. Le Secrétaire d'État est simplement le ministre responsable de la Bibliothèque nationale. Il doit tout simplement voir à ce que tout soit conforme au règlement.

M. Osler: La seule chose à mon désavantage est que je ne suis pas monsieur Stafford.

[Text]

Mr. Levy: Oh, excuse me, Mr. Osler.

Mr. Osler: Mr. Stafford would resent that.

Mr. Levy: I am sorry.

The Chairman: I am informed at the present time that the Minister will be in Paris on Thursday but that his Cabinet Committee meeting will be over by 12.30. We are going to attempt to bring him back here for the last half hour if that is acceptable.

Mr. Paproski: Why do we not adjourn and go to Paris and meet him there?

The Chairman: In the meantime, then would you agree that we move from Clause 4 to Clause 5 and let the motion to delete Clause 4 stand?

Mr. Osler: The motion includes the provision to change that?

The Chairman: That is right. Is there any discussion, then, on Clause 5?

• 1110

Mr. Dinsdale: Have we agreed to the suggestion that we stand Clause 4 until we have another innings with the Minister? When the Minister left here I understood that the questioning was concluded and the next stage would be to proceed to the consideration of the Bill.

The Chairman: Well, under normal circumstances...

Mr. Dinsdale: The reason I make an objection is because our Committee system, as has been pointed out by many people, becomes a charade.

The Chairman: We juggled; the Minister was scheduled for an advance in the equivalent Cabinet Committee meeting. If anybody is at fault it would be the Privy Council.

Mr. Dinsdale: But I understood that questioning...

The Chairman: Under normal circumstances, while we were dealing with clause by clause discussion of the various points of the Bill, the Minister would have been here and would have been in a position to answer the points that were raised concerning Clause 4, particularly by you; but because of the unusual circumstances and the interference by the Privy Council Office in this case we did not have that option.

The second aspect was that we had also asked for the draftsman to be here but because of the overload on the Department of

[Interpretation]

M. Levy: Oh! excusez-moi, monsieur Osler.

M. Osler: Monsieur Stafford s'offenserait de cette remarque.

M. Levy: Je m'excuse.

Le président: On me dit que le ministre sera à Paris jeudi, mais que la séance du Cabinet à laquelle il assiste sera terminée à 12.30 heures. On cherchera à l'amener pour une demi-heure, si c'est possible.

M. Paproski: Pourquoi ne pas ajourner et aller à Paris pour le rencontrer?

Le président: Entre-temps, est-ce que nous pouvons passer de l'article 4 à l'article 5, et laisser en suspens la suppression de l'article 4.

M. Osler: La motion comprend la disposition pour changer cela?

Le président: Avez-vous quelque chose à dire à propos de l'article 5?

M. Dinsdale: Sommes-nous d'accord pour réserver l'article 4 jusqu'à ce que nous ayons la possibilité de reprendre la discussion avec le ministre? Lorsque le ministre est parti, j'ai cru comprendre que l'interrogatoire était fini, et que l'on pourrait passer à l'examen du bill.

Le président: Dans des conditions normales...

M. Dinsdale: La raison pour laquelle je présente une objection, c'est qu'en raison du système des comités, comme l'on dit bien des personnes, notre travail devient une charade.

Le président: Le ministre devait assister à une séance du Comité du Cabinet. Si quelqu'un se trompe, ce sera le Conseil privé.

M. Dinsdale: Je croyais que les questions...

Le président: Dans des circonstances normales, lorsque nous examinons les différents articles d'un bill, le ministre aurait été ici et aurait pu répondre aux questions soulevées concernant l'article 4, mais étant donné les circonstances exceptionnelles et l'intervention du Conseil privé dans ce cas, nous n'avons pas pu avoir ce choix.

Nous avons aussi demandé aux rédacteurs du bill d'être présents, mais à cause du surcroît du travail du ministère de la Justice, et

[Texte]

Justice because of the committee system they did not have staff to provide us with so we were forced to do it in a way which I just do not like, but I have to deal with the realities of time and space.

Mr. Dinsdale: And not democracy.

The Chairman: We are trying to provide every opportunity, Mr. Dinsdale, for members to get all the information they can from the relevant officials. I consider that to be the democratic way of proceeding.

Mr. Dinsdale: We are proceeding clause-by-clause and as we go from clause to clause the answer we get is, "Sorry, this is policy". How can we proceed clause-by-clause without someone here who can answer for policy?

Mr. Nystrom: I feel that this is more a question of policy than just a mechanical problem that could be solved by a draftsman.

The Chairman: That is correct; but the Minister did indicate there were about three areas in which he had no objection to an amendment, and in those three areas I know for certain there are motions to be moved.

What we would like to do is to get these motions on the record in order that we be in a position to check the draftsmanship of them and the implications in the legislation, so that when we come to vote we will have an idea of what is involved. Sometimes a simple amendment can have far-reaching effects on the legislation.

Mr. Sullivan: I agree with that. We just cannot say we will chop out Clause 4, without some alternative, and amend the rest of the Act. Are you going to ask us to take out Clause 4?

The Chairman: I do not know. I want to find out. The indication we have from the departmental legal adviser is yes, that we will have to amend the act quite extensively.

Mr. Dinsdale: The information we have had from the departmental legal adviser this morning is that it is merely spelling out what follows in subsequent clauses and that it is a new form of draftsmanship which re-inforces what was in the former act. This is what I understand was the interpretation of the legal adviser.

The Chairman: And your argument, Mr. Dinsdale, and that of Mr. Broadbent and Mr. Schreyer, is that this should be not a depart-

[Interprétation]

du système de comités il n'avait pas le personnel qu'il nous aurait fallu, voilà pourquoi nous avons dû procéder d'une façon que je n'aime pas du tout, mais je me dois d'être réaliste.

M. Dinsdale: Que faites-vous de la démocratie?

Le président: Nous cherchons à donner toutes les occasions aux députés de poser les questions aux hauts fonctionnaires intéressés. Je crois que c'est là une façon démocratique de procéder.

M. Dinsdale: Nous examinons la loi article après article et, au fur et à mesure, les réponses que nous obtenons sont: «Je regrette, mais ceci touche à la ligne de conduite».

Comment pouvons-nous examiner chaque clause, si personne ici ne peut répondre pour cette ligne de conduite?

M. Nystrom: J'estime qu'il s'agit là d'avantage d'une question de ligne de conduite que simplement d'un problème technique qu'un rédacteur de loi pourrait résoudre.

Le président: Exact. Le ministre disait pourtant qu'il y avait trois secteurs à propos desquels il ne s'opposerait pas à des modifications et je sais que, dans ces trois secteurs, il y a des motions à présenter. Nous voudrions faire enregistrer ces motions pour pouvoir en vérifier la rédaction, pour être en mesure de venir voter avec une idée de ce qui est en jeu. Une simple modification peut avoir quelquefois des répercussions très importantes sur la loi.

M. Sullivan: Je suis d'accord. Nous ne pouvons dire que nous supprimerons l'article 4, sans solution de rechange, et modifier le reste de la loi. Allez-vous nous demander d'éliminer l'article 4?

Le président: Je ne sais pas, je veux m'informer. D'après le conseiller juridique du ministère, oui, nous devons modifier considérablement la Loi.

M. Dinsdale: Le conseiller juridique disait ce matin que cela ne fait qu'énoncer ce qu'on retrouve dans les articles suivants et que c'est une nouvelle rédaction qui renforce ce qui existait dans la loi précédente. Sauf erreur, telle était l'interprétation du conseiller juridique.

Le président: Et votre argument, Monsieur Dinsdale et celui de MM. Broadbent et Schreyer est qu'il ne devrait pas y avoir une

[Text]

mental corporation but a Crown corporation. If this is the position you take, then you have to...

Mr. Dinsdale: I have not said that at all. I have never made any recommendation about a Crown corporation. All my motion does is to move the deletion of Clause 4 as being redundant to the Bill, as has been indicated by the law officers of the Crown, and as the new form of drafting to tidy things up.

The objection I have raised on several occasions this morning is that it is spelling out in specific detail functions of ministerial responsibility in the area of information and education that we have shied away from in all other departments of this kind; and that is not good enough.

Mr. Levy has made the point that this is the form of other departments, but this is an informational, cultural and educational department and I have raised the objection and recommended the deletion of Clause 4 because it has overtones which fly in the face of established principles and practice in dealing with informational services at the national level.

Mr. Sullivan: Mr. Chairman, I think that argument is self-defeating. Mr. Dinsdale says it is redundant and then he says it is giving the Minister...

Mr. Dinsdale: No; that was what the law officer of the Crown said.

Mr. Sullivan: Mr. Schreyer says it is redundant, too, and then you repeated that it was redundant.

Mr. Dinsdale: We were quoting the law officer of the Crown.

• 1115

Mr. Sullivan: I do not think you were, with respect; and Mr. Schreyer quite definitely said that in his judgment Clause 4 was redundant. That is a self-defeating argument—to say it is redundant and it is giving the Minister more power. It cannot give him more power if it is redundant. As I understand it “redundant” means doing the same thing over again.

Mr. Osler: Mr. Chairman, I am a little perplexed at the use Mr. Dinsdale made of the word “democracy”. If I thought we were being undemocratic I would have to object just as bluntly as anybody else, but what is undemocratic about laying aside clauses that we do not feel competent to talk about now because we have not have the appropriate people before us, but at the same time considering others? We are discussing Clauses 4 and 7, I presume?

[Interpretation]

corporation ministérielle, mais une société de la Couronne. Si c'est votre position, vous devrez alors...

M. Dinsdale: Je n'ai rien dit de tel. Je n'ai fait aucune recommandation dans ce sens. Ma motion vise à proposer la suppression de l'article 4 parce qu'il est redondant, comme l'ont dit les juristes de la Couronne, et comme la nouvelle formule de rédaction pour arranger les choses. L'objection que j'ai soulevée plusieurs fois ce matin, c'est qu'on définit en détail le rôle ministériel dans le domaine de l'information et de l'éducation que nous avons évité dans tous les autres ministères de ce genre, et cela n'est pas suffisant.

M. Levy a dit que c'est une fonction qui incombe à d'autres ministères, mais il s'agit-là d'un ministère d'information d'éducation et de culture, et j'ai soulevé cette objection et recommandé la suppression de l'article 4 parce qu'il a des implications qui vont à rebrousse-poil des principes établis de traiter des services d'information à l'échelon national.

M. Sullivan: Monsieur le président, je crois que cet argument se réfute de lui-même. M. Dinsdale dit que c'est redondant, puis il dit qu'il donne au ministre...

M. Dinsdale: Non. C'est ce que le juriste de la Couronne a dit.

M. Sullivan: M. Schreyer a dit que c'est également redondant, puis vous l'avez répété.

M. Dinsdale: Nous citons le juriste de la Couronne.

M. Sullivan: Je ne le crois pas, sauf votre respect; et M. Schreyer a dit, j'en suis sûr, qu'à son avis, l'article 4 était redondant. C'est un argument qui se réfute de lui-même que de dire qu'il est redondant et qu'il donne davantage de pouvoirs au ministre. S'il est redondant, il ne peut lui donner davantage de pouvoirs. Si je ne m'abuse, «redondant» veut dire refaire indéfiniment la même chose.

M. Osler: Monsieur le président, je suis un peu perplexe de l'usage que M. Dinsdale fait du mot «démocratie». Si je croyais que nous n'étions pas démocratiques, je devrais m'élever aussi catégoriquement que d'autres, mais mettre de côté des articles que nous ne nous sentons pas aptes à examiner maintenant faute des témoins voulus, mais, par ailleurs à en examiner d'autres? Il s'agit des articles 4 et 7, je suppose?

[Texte]

The Chairman: Clauses 4, 7 and 10.

Mr. Osler: Why can we not get on with the rest of it, then?

The Chairman: Would there be an agreement to our going on to Clause 5?

Mr. Dinsdale: For the specific reason, under parliamentary practice, Mr. Chairman, that we cannot deal with with legislation clause-by-clause unless the Minister is here and can answer for policy. Otherwise we are just wasting our time.

This is an extension of the Committee of the Whole, and, as I said previously, it is a substitution for the Committee of the Whole and in the Committee of the Whole at this stage of legislation the Minister always has to be present to answer questions.

Mr. Stanbury: Mr. Chairman, that is nonsense. In all committees bills are being processed without the Minister being present for the whole period of the committee hearings.

The Minister was here this mornig. You asked two or three times if there were any further questions of the Minister on any clause, and there were none. Mr. Dinsdale asked some pertinent questions and presumably he got his answers although perhaps not to his satisfaction; and there were no other questions.

The Chairman: I might also point out that it has been known for bills to have been piloted through the House of Commons with the parliamentary secretary in charge.

Mr. Osler: Last Friday it seems to me a bill went through when they could not find the Minister.

Mr. Schreyer: First of all, I am not the one insisting that the Minister be here. I think that anyone can answer on matters of policy, including the parliament secretary, and if arrangements can be made whereby we could raise questions relative to the policy implications in the bill, that is fine with me.

The second point I want to make is that surely Mr. Stanbury will concede that during the course of discussion of a bill new aspects in their more refined nature arise during a discussion after the Minister has left. Why should he express such surprise that we now have questions for the Minister after he has left?

Mr. Stanbury: I would not be surprised if they were new aspects, but they are not. They are the same old aspects which were responded to at the time.

[Interprétation]

Le président: Des articles 4, 7 et 10.

M. Osler: Alors, pourquoi n'abordons-nous pas l'étude des autres?

Le président: Sommes-nous d'accord pour aborder l'article 5?

M. Dinsdale: Pour la simple raison qu'en vertu de la coutume parlementaire, Monsieur le président, nous ne pouvons étudier une mesure article par article sans la présence du ministre pour répondre à nos questions sur la ligne de conduite. Autrement, nous perdons tout simplement notre temps.

Nous sommes une ramification du Comité plénier et, comme je l'ai dit précédemment, nous sommes les substituts de ce Comité et là, à ce stade de l'étude d'une législation, le ministre doit toujours être présent pour répondre aux questions.

M. Stanbury: Monsieur le président, c'est ridicule. Dans tous les comités, on examine des bills, en l'absence du ministre, pendant toute la période des audiences du comité. Le ministre était ici ce matin. Vous avez demandé deux ou trois fois s'il y avait d'autres questions au ministre sur quelque article que ce soit, et il n'y en pas eu. M. Dinsdale a posé des questions pertinentes, et je suppose qu'il a obtenu les réponses qu'il voulait, même s'il n'a peut-être pas été satisfait; et on ne lui a pas posé d'autres questions.

Le président: Je dois aussi signaler que des bills ont déjà été défendus à la Chambre des communes par la diligence du secrétaire parlementaire.

M. Osler: Il me semble que vendredi dernier, un bill a été passé et qu'on n'a pas trouvé le ministre.

M. Schreyer: Tout d'abord, ce n'est pas moi qui demande la présence du ministre. Je crois que n'importe qui peut répondre à des questions de politique, y compris le secrétaire parlementaire, et si on peut bien s'entendre pour poser des questions ayant trait aux implications du bill sur la ligne de conduite, je suis bien d'accord.

Deuxièmement, M. Stanbury admettra sûrement qu'au cours de l'étude du bill, on a abordé des questions plus nuancées après le départ du ministre. Pourquoi s'étonne-t-il qu'on ait maintenant des questions pour le ministre après son départ?

M. Stanbury: Je ne serais pas surpris s'il s'agissait d'aspects nouveaux, mais ce n'est pas le cas. Ce sont les mêmes auxquels on a déjà répondu.

[Text]

The Chairman: Would the Committee agree to taking notice of Mr. Dinsdale's motion and going on to discussion of Clause 5?

Mr. Dinsdale: In relation to Clause 5, we are obviously working in the dark in the committee system.

The Chairman: Mr. Dinsdale, the committee system is no more in the dark than are the members who make up the committee.

Mr. Dinsdale: Exactly; and Mr. Ben Malkin in an article in the *Ottawa Citizen* the other day indicated that the committee system is going to bog down unless we have some rules and procedures...

The Chairman: I thought the gist of Mr. Malkin's article was that the committee system is going to bog down because the members were not doing their work. That is another argument.

Mr. Dinsdale: We are trying to do our work and we cannot because we have not got the people here who can give us the answers.

Mr. Sullivan: I resent that, on behalf of the Minister. He was here and for the third time and you asked three times, Mr. Chairman, whether there were any further questions. There were none, and the Minister left.

The Chairman: Perhaps we could go on to Clause 5.

Mr. Dinsdale: We were not referring to the Minister. We were referring to the law officer of the Crown who could not be here this morning. This is what the Chairman has told us.

On Clause 5—*National Librarian*.

The Chairman: Are there any comments on Clause 5?

If you were to delete Clause 4, I take it, Mr. Levy, there would have to be considerable changes in Clause 5?

Mr. Levy: There would have to be some consequential changes in Clause 5; there would have to be some consequential changes in Clause 2; and there might have to be some others throughout the Act that I do not know at the moment.

• 1120

The Chairman: As we proceed, Mr. Levy, could you take note of them so that in case Clause 4 should carry we would be prepared

[Interpretation]

Le président: Le comité consent-il à ce que l'on accepte la motion de M. Dinsdale et que l'on passe à l'étude de l'article 5?

M. Dinsdale: Évidemment, à propos de l'article 5, nous travaillons dans l'obscurité dans notre système des comités.

Le président: Le système des comités n'est pas plus dans l'obscurité que les membres qui composent le comité.

M. Dinsdale: Exactement. M. Ben Malkin a dit dans un article de l'*Ottawa Citizen*, l'autre jour, que le système de comités s'empêtrerait à moins de définir des procédures et des règlements...

Le président: Il a dit, je crois, que le système s'empêtrait parce que les membres ne faisaient pas leur travail. C'est autre chose.

M. Dinsdale: Nous essayons de faire notre travail, mais nous ne le pouvons parce qu'il n'y a pas les gens pour nous fournir les réponses.

M. Sullivan: Je n'aime pas cette remarque, pour le ministre. Il était ici et, pour la troisième fois, il a demandé s'il y avait d'autres questions.

Vous avez posé la question trois fois, monsieur le président. Il n'y avait pas d'autres questions, et c'est alors que le ministre est parti.

Le président: Nous pourrions peut-être passer à l'article 5.

M. Dinsdale: Nous ne parlions pas du ministre, mais du juriste de la Couronne qui n'a pu venir ce matin. C'est ce que le président nous a dit.

Article 5—*Bibliothécaire national*.

Le président: Y a-t-il des commentaires à propos de l'article 5?

Monsieur Levy, si on devait supprimer l'article 4, il faudrait alors apporter des modifications considérables à l'article 5?

M. Levy: Il pourrait y avoir des modifications par voie de conséquence qui porteraient sur l'article 5, sur l'article 2, peut-être aussi d'autres paragraphes dans toute la loi. Je ne sais pas en ce moment.

Le président: Au fur et à mesure, monsieur Levy, pourriez-vous les noter pour que, si l'article 4 est adopté, nous puissions apporter

[Texte]

to make the necessary consequential amendments?

Are there any further comments on Clause 5?

May we go on to Clause 6 then? There would not have to be any changes in this one.

On Clause 7—*Powers and duties of Librarian.*

Mr. Dinsdale: I would like to comment on Clause 7 subclause (1). This is pretty well the language of Section 10 of the old Act and covers the situation nicely without carrying it to the extremities of Clause 4.

Mr. Sullivan: Mr. Chairman, I am having trouble following Mr. Dinsdale and I would like to ask him, if I may, if he thinks that Clause 4 gives the Minister any more power than in Clause 7?

Mr. Dinsdale: This is what we are trying to find out.

Mr. Sullivan: I am asking you.

Mr. Dinsdale: I do not know; I am not responsible for policy.

Mr. Sullivan: I am asking you: do you think there is any more power given to the Minister by Clause 4 than he has in Clause 7? That is not a matter of policy.

Mr. Dinsdale: Well, in fact, yes, because it separates and isolates under Clause 4 the specific point that the Minister presides, supervises, and manages the Library.

Mr. Sullivan: You tell me one thing he could do under Clause 4 that he could not do under Clause 7.

Mr. Dinsdale: Legislation is not so much in the wording, as you know, as it is in the spirit of the law—l'esprit de la loi.

The Chairman: Mr. Dinsdale, no court in the land would accept that.

Mr. Dinsdale: Just one moment, please. The Constitution of the Soviet is an inspired document, but in practice it lacks a lot of inspiration.

The Chairman: I do not think we can accept your analogy of a constitution.

Mr. Dinsdale: Mr. Chairman, you are not a neutral Chairman and this is why our committee system is not functioning. The chairman of parliamentary committee is supposed to be a neutral person. You are constantly debating with members, particularly if they

[Interprétation]

les modifications, par voie de conséquence, nécessaires?

Y a-t-il des questions à poser sur l'article 5? Pouvons-nous passer à l'article 6 alors? Je ne pense pas que des changements soient nécessaires ici.

Article 7—*Pouvoirs et fonctions du bibliothécaire*

M. Dinsdale: J'aimerais commenter le paragraphe 1, de l'article (7). Le texte est à peu près le même que celui de l'article 10 de l'ancienne Loi, et il couvre bien la situation sans aller aux extrêmes comme l'article 4.

M. Sullivan: Monsieur le président, j'ai de la peine à suivre M. Dinsdale. Puis-je lui demander s'il pense que l'article 4 donne au ministre plus de pouvoirs que l'article 7.

M. Dinsdale: Mais c'est ce que nous essayons de découvrir.

M. Sullivan: Je vous le demande.

M. Dinsdale: Je l'ignore. Je ne suis pas chargé d'élaborer la politique.

M. Sullivan: Je vous demande si vous pensez qu'il y a plus de pouvoirs accordés au ministre par l'article 4 que par l'article 7? Ce n'est pas une question de politique.

M. Dinsdale: Bien sûr, oui, parce qu'on sépare le point spécifique que le ministre préside, surveille et dirige la bibliothèque et que l'on confine ce point à l'article 4.

M. Sullivan: Nommez-moi une initiative qu'il pourrait prendre en vertu de l'article 4 et qu'il ne pouvait pas prendre en vertu de l'article 7.

M. Dinsdale: Vous savez très bien que le texte d'une mesure législative importe peu. C'est l'esprit de la loi qui compte.

Le président: Monsieur Dinsdale, aucun tribunal du pays n'accepterait cela.

M. Dinsdale: Un moment, s'il vous plaît. La constitution de l'Union soviétique est un document bien inspiré, mais qui, dans la pratique, manque beaucoup d'inspiration.

Le président: Je ne crois pas que nous puissions accepter votre analogie d'une constitution.

M. Dinsdale: Monsieur le président, vous devriez être neutre. Voilà pourquoi le système des comités ne fonctionne pas. Le président d'un comité parlementaire est censé être neutre. Vous discutez toujours certains points avec les députés, surtout avec ceux des partis

[Text]

come from other than the government party, on points. Now this is why our committee system is breaking down. This does not happen in the Committee of the Whole with the Speaker in the Chair. I have never seen a Speaker debate with a member of the Opposition on a point he is trying to raise. He might interrupt him because he is irregular, but to...

The Chairman: Irrelevant.

Mr. Dinsdale: Irrelevant, yes, but he does not debate. I am not the one who has criticized the committee system in the first instance; it is Mr. Steve Otto and others who are becoming very rapidly disillusioned with the committee system as it is functioning at the present time, where we are pretty well at the mercy of the government majority.

The point I was trying to make concerned the letter of the law as spelled out here and the interpretation of the letter of the law, which might be one step further towards bureaucratic control, and my main objection is that it is contrary to the principle that we have established for all other legislation dealing with communications and educational services. That is my main point.

Mr. Sullivan: Mr. Chairman, through you to Mr. Dinsdale, are you suggesting that because it clarifies we should not put it in?

Mr. Dinsdale: It clarifies, it expands; it could possibly expand.

Mr. Sullivan: I want to hear the expand; let us hear the expand.

Mr. Dinsdale: Well, it sets it apart...

Mr. Sullivan: We have been here for three quarters of an hour now. Let us hear the expand—let us get on with this thing.

Mr. Dinsdale: It sets it apart and mentions specifically three very crucial words: preside over, supervise and manage and direct the Library.

Mr. Sullivan: And tell us how that has anything to do with it any more than the old Act had?

Mr. Dinsdale: My legal adviser is not here. I just state it is a new...

• 1125

Mr. Sullivan: We have had all this talk and now you say that your legal adviser is not here so you cannot answer either. You talk about the breakdown of the committee system. I

[Interpretation]

autres que le parti ministériel. Et voilà qui cause l'effondrement de notre régime de comités. Cela ne se passe pas ainsi au Comité plénier lorsque le président du Comité est au fauteuil. Je n'ai jamais entendu le président du Comité plénier interrompre un député de l'opposition, lorsqu'il soulève une question. Il peut l'interrompre s'il est irrégulier, mais...

Le président: A côté du sujet.

M. Dinsdale: A côté du sujet, oui; mais il ne prend pas part aux délibérations. Je ne suis pas celui qui a critiqué le système des comités, en premier lieu; M. Steve Otto l'a fait, et d'autres, qui sont bien vite déçus de l'orientation actuelle aux comités, où nous sommes à la merci de la majorité officielle.

Ce que je voulais soutenir concerne la lettre de la loi telle que définie ici, et l'interprétation de la lettre de la loi qui peut nous entraîner vers le contrôle bureaucratique. Je m'oppose en disant que c'est contraire au principe que nous avons établis pour régir d'autres mesures législatives visant les services d'éducation et d'information. C'est là mon point principal.

M. Sullivan: Monsieur le président, je m'adresse à M. Dinsdale par votre entremise, est-ce que vous avancez qu'on ne devrait pas l'introduire, parce qu'il clarifie?

M. Dinsdale: Il clarifie, il étend; il peut probablement étendre.

M. Sullivan: Je veux entendre parler de l'extension. Parlez-nous de l'extension.

M. Dinsdale: Cela le met à part...

M. Sullivan: Cela fait trois quarts d'heure que nous sommes ici. Parlons de l'extension... Abordons ce sujet.

M. Dinsdale: Il le met à part et cite trois mots critiques: préside, à la gestion et à la direction de la Bibliothèque et en a la surveillance.

M. Sullivan: Dites-nous de quelle manière cela s'y rapporte plus que l'ancienne Loi.

M. Dinsdale: Mon conseiller juridique est absent. Je déclare simplement que c'est un nouveau...

M. Sullivan: Nous avons déjà entendu tout cela et à présent que votre conseiller juridique n'est pas ici, vous ne pouvez pas répondre. Vous parlez de l'effondrement du système

[Texte]

think you have done a pretty good job yourself this morning. You talk, and you talk, and you talk, and all we want to know is why and you cannot tell us why.

Mr. Dinsdale: All I am asking for is the deletion of Clause 4. I put the motion before the Committee and we want a vote on it.

The Chairman: Are there any further comments on Clause 7, subclause (1), paragraphs (a), (b), (c), (d), (e) and subclause (2)?

On Clause 8—*Agreements respecting library services*

The Chairman: There will be an amendment moved to that to clarify the French text.

Mr. Givens: Mr. Chairman, is there any particular reason why in Clause 7, subclause (1) it is under the direction of the Minister, and under Clause 7, subclause (2) it is under the direction of the Governor in Council? Is it not really one and the same thing?

The Chairman: Yes. As it was explained by the Minister the difference is that subclause (2) has to do with the co-ordination of all government informational services, and this was an argument that was used against the possibility of a Crown corporation because a Crown corporation would not be able to exercise the same functions as a departmental corporation.

There will be an amendment moved to Clause 8, but not today, as the Minister outlined in his comments.

On Clause 9, subclause (1)—*National Library Advisory Board*

The Chairman: There will be an amendment moved on Clause 9, subclause (2), paragraph (a). I believe the effect of it will be to allow the Board to elect its own Chairman.

On Clause 9, subclause (2), paragraph (b).

Mr. Sylvestre: Technically (b) would be included in (a). If the National Librarian were not the Chairman of the Board then there would be no separation and it would read: shall consist of the National Librarian, the Parliamentary Librarian and so on, so you would have to reword this.

The Chairman: Yes. Thank you very much.

On Clause 9, subclause (2), paragraph (c).

The Chairman: The Minister indicated that he had no objection to an amendment on this

[Interprétation]

de comités. Je pense que vous y avez bien contribué ce matin. Vous parlez et vous ne pouvez pas nous expliquer pourquoi, alors que c'est tout ce que nous voulons savoir.

M. Dinsdale: Tout ce que je demande c'est la suppression de l'article 4. J'en fais la proposition au Comité et nous voulons qu'elle fasse l'objet d'un vote.

Le président: Y a-t-il d'autres commentaires à faire à propos des alinéas a), b), c), d) et e) du paragraphe (1) de l'article 7? Et du paragraphe (2)?

Sur l'article 8—*Accords concernant des services de bibliothèques.*

Le président: On devra proposer une modification à cet article pour clarifier le texte français.

M. Givens: Monsieur le président, j'aimerais savoir pourquoi au paragraphe (1) de l'article 7, on parle de la direction du ministre et au paragraphe (2) du même article, on parle de la surveillance du gouverneur en conseil. N'est-ce pas vraiment la même chose?

Le président: Oui. Le ministre a bien expliqué la différence en disant que l'article 2 vise à assurer la coordination des services d'information du gouvernement. Et c'était l'argument qui militait contre la possibilité d'une société de la Couronne qui ne pourrait pas exercer le même rôle qu'une régie ministérielle.

Il y aura une modification proposée à l'article 8, mais pas aujourd'hui, comme le ministre l'a expliqué dans son commentaire.

Sur l'article 9 (1)—*Conseil consultatif de la Bibliothèque nationale.*

Le président: On proposera une modification à l'alinéa a) du paragraphe (2) de l'article 9, dont le but sera de permettre au Conseil d'élire son propre président.

Sur l'alinéa b) du paragraphe (2) de l'article 9.

M. Sylvestre: En pratique, l'alinéa b) serait inclus dans l'alinéa a). Si le directeur général de la Bibliothèque nationale n'était pas le président du Conseil, il n'y aurait pas alors de séparation et l'alinéa se lirait comme suit: ...se compose du directeur général de la Bibliothèque nationale, du bibliothécaire parlementaire, et ainsi de suite, et ainsi, vous auriez à refaire le texte.

Le président: Oui, merci beaucoup.

Sur l'alinéa c) du paragraphe (2) de l'article 9.

Le président: Le ministre a laissé entendre qu'il ne s'opposerait pas à une modification à

[Text]

Clause if anybody wanted to bring it forward concerning the National Museums of Canada.

Mr. Stanbury: If that were done, Mr. Chairman, that would add one to paragraph (d) so that there would still remain the same number of members on the Board.

The Chairman: That is correct.

On Clause 9, subclause (2), paragraph (d).

Mr. Sylvestre: It would read "nine other persons".

The Chairman: Yes, if the amendment to paragraph (c) is carried, that is if we want to do this.

On Clause 9, subclause (3)—*Eligibility for re-appointment*

On Clause 9, subclause (4)—*Remuneration*

On Clause 9, subclause (5)—*Expenses*

Mr. Schreyer: What is "reasonable travelling and living expenses"?

The Chairman: What is reasonable? Do you know? Is it the standard set for the senior civil service, the middle civil service, the lower civil service, or members of Parliament?

Mr. Levy: I think the usual situation is \$20 or \$30 a day for out-of-town living expenses.

Mr. Schreyer: Is there in existence a schedule that is approved by Treasury Board and which exists for a year and is revised annually or biennially?

• 1130

Mr. Levy: The figure is standard in all the Crown corporations that I have seen. Where it originates from, I assume, is the Treasury Board.

On Clause 9, subclause (6)—*Rules*

On Clause 10, subclause (1)—*Transfer of Books*

On Clause 10, subclause (2)—*Surplus books*

On Clause 10, subclause (3)—*Application of Surplus Crown Assets Act*

Mr. Schreyer: I guess this is important enough to ask why the provisions of the Surplus Crown Assets Act do not apply specifically to books of the National Library.

[Interpretation]

cet alinéa, qui porterait sur les musées nationaux du Canada, si quelqu'un veut le proposer.

Mr. Stanbury: Si cela se fait, monsieur le président, cela ajoutera une modification à l'alinéa d) afin qu'il reste le même nombre de membres au Conseil.

Le président: C'est juste.

Sur l'alinéa d) du paragraphe (2) de l'article 9.

M. Sylvestre: Alors on lirait «neuf autres personnes.»

Le président: Oui, si la modification à l'alinéa c) est adoptée, c'est-à-dire si nous voulons l'adopter.

Sur le paragraphe (3) de l'article 9—*Condition à remplir pour pouvoir être nommé de nouveau.*

Sur le paragraphe (4) de l'article 9—*Rémunération.*

Sur le paragraphe (5) de l'article 9—*Dépenses.*

M. Schreyer: Quelle est la définition de «frais raisonnables de voyage et de subsistance»?

Le président: La définition de raisonnable? Le savez-vous? Est-ce que ce sont les normes établies pour les hauts fonctionnaires intermédiaires, les fonctionnaires subalternes ou les députés?

M. Levy: Généralement on accorde entre 20 et 30 dollars par jour pour les frais de subsistance à l'extérieur de la ville.

M. Schreyer: Existe-t-il une échelle approuvée par le Conseil du Trésor pour une année, et qui est révisée chaque année ou tous les deux ans?

M. Levy: C'est le chiffre normal dans toutes les sociétés de la Couronne que je connaisse. Je suppose que ce chiffre est fixé par le Conseil du Trésor.

Sur le paragraphe (6) de l'article 9—*Règles.*

Sur le paragraphe (1) de l'article 10—*Transfert de livres.*

Sur le paragraphe (2) de l'article 10—*Surplus de livres.*

Sur le paragraphe (3) de l'article 10—*Application de la Loi sur les biens de surplus de la Couronne.*

M. Schreyer: Il vaut la peine de demander pourquoi les dispositions de la Loi sur les biens de surplus de la Couronne ne s'appliquent pas spécifiquement aux livres de la Bibliothèque nationale.

[Texte]

Mr. Sylvestre: The Surplus Crown Assets Act provides that material that is surplus to departments should be turned over to them for disposal. It is felt that this would not really be a good procedure for books. We do collect them in the National Library. We list them and offer them to other libraries who need them. We do provide a national service that way also. The Crown Assets Disposal Corporation would have to offer them for sale.

The Chairman: These are offered for no charge.

Mr. Sylvestre: No charge.

The Chairman: Is there further discussion?

On Clause 11—*Legal deposit of new books*

Mr. Schreyer: This is the same provision that applies to the Library of Congress in the United States. Two copies of every book or publication published in the United States automatically go into the Library of Congress.

The Chairman: This is a continuation of the Copyright Act.

Mr. Levy: No, it was in The National Library Act before. You had Section 52 of the Copyright Act providing that two copies of every book published in Canada shall be delivered to the Library of Parliament. There was a provision in the National Library Act saying that two copies of every book published in Canada shall be delivered to the National Library and another provision which said that if you complied with the Copyright Act you did not have to comply with the National Library Act, which was just sort of straightening out the mess.

The Chairman: The consequence of this amendment then will be that books will no longer be sent to the Parliamentary Library.

Mr. Sylvestre: As a matter of fact, they have not been sent to the Library of Parliament since the fire of 1952. The Library of Parliament had requested at that time that the National Library take over this responsibility of receiving copyright copies and keeping them, which has been going on. But as Mr. Levy just mentioned, since we can get them under the National Library Act, it is a much simpler procedure to have only one system for the deposit of books.

Mr. Levy: I might mention that books would include railway timetables, telephone books, comic books—as long as it is published.

On Clause 11 (3)—*Regulations*

[Interprétation]

M. Sylvestre: La Loi sur les biens de surplus de la Couronne prévoit que les biens de surplus des ministères lui soit confiés en vue de la vente. On croit que ce ne serait pas une bonne façon de procéder pour les livres. Nous les envoyons à la Bibliothèque nationale où ils sont catalogués et nous les offrons à d'autres bibliothèques qui en ont besoin. C'est un service national. La Corporation de disposition des biens de la Couronne doit les mettre en vente.

Le président: Vous les donnez gratuitement.

M. Sylvestre: Gratuitement.

Le président: D'autres questions?

Article 11—*Dépôt légal de nouveaux livres.*

M. Schreyer: Il s'agit de la même disposition que pour la Bibliothèque du Congrès aux États-Unis. On y envoie automatiquement deux exemplaires de ce qui est publié.

Le président: C'est un prolongement de la Loi sur le droit d'auteur.

M. Levy: Non, elle était dans la Loi de la Bibliothèque nationale. L'article 52 de la Loi sur le droit d'auteur prévoyait que deux exemplaires de tous les livres publiés au Canada seraient envoyés à la Bibliothèque du Parlement. Il y avait une disposition dans la Loi sur la Bibliothèque nationale qui disait qu'il fallait envoyer deux exemplaires de tous les livres publiés au Canada à la Bibliothèque nationale et une autre disposition selon laquelle on observe automatiquement la Loi de la Bibliothèque nationale si l'on observe la Loi sur le droit d'auteur, ce qui mettait en quelque sorte les choses au clair.

Le président: Selon cette modification, les livres ne seront plus envoyés à la bibliothèque du Parlement, est-ce exact?

M. Sylvestre: En effet, ils ne sont plus envoyés à la bibliothèque du Parlement depuis l'incendie de 1952. La bibliothèque du Parlement avait alors demandé que la Bibliothèque nationale se charge de recevoir les livres pour lesquels on avait accordé des droits d'auteur, et de les conserver. Mais comme M. Levy vient de le dire comme on peut les obtenir en vertu de la Loi de la Bibliothèque nationale, cette procédure est beaucoup plus simple pour le dépôt des livres.

M. Levy: Je pourrais faire remarquer qu'il s'agit de tous les livres publiés, l'horaire des chemins de fer, l'annuaire téléphonique, les illustrés, et ainsi de suite.

L'article 11 (3)—*Règlements.*

[Text]

The Chairman: Clause 11(3)(c) would look after your lower quality materials such as timetables and comic books.

Mr. Levy: Yes, and the *Playboy* magazines, if nobody wanted them.

Mr. Sylvestre: At the moment, comic books are under the Copyright Act and they are coming in by the thousands. This is what we want to get away from.

The Chairman: They are a very interesting aspect of the subcoat.

Mr. Dinsdale: Do they go into the archives, Mr. Chairman, as a part of Canadian culture?

Mr. Sylvestre: There are very very few which are produced in Canada. What we do get in fact are all these comic books which are published in the United States and they are deposited by the publishers' agents in Canada. As I have said, they come by the thousands, it is a very costly operation, and it really does not serve any purpose as far as we are concerned.

• 1135

Mr. Dinsdale: Does the Library accept copies of all books published in the United States? Would not this be the function of the Library of Congress.

Mr. Sylvestre: No. We do receive copies of foreign books which are deposited under the Copyright Act by the agent in Canada. I should not say "agent." When books are published simultaneously in say, England, New York, Australia, and in Toronto—and there are a great many of them—the books which are published in Canada as such and produced here we would still get under the National Library Act. However, we would not automatically get the foreign material which is published in Canada, only technically, because there is a Canadian imprint on the publications really produced abroad.

Mr. Dinsdale: Therefore the comic books are coming in voluntarily without any prescription under the National Library Act.

Mr. Sylvestre: They are coming under the Copyright Act.

Mr. Levy: Under Section 52 and the National Library is receiving them on behalf of the Library of Parliament.

[Interpretation]

Le président: L'article 11(3) c) couvre ce matériel de qualité inférieure comme les horaires, les illustrés.

M. Levy: Oui, et les magazines *Playboy* que personne ne désire.

M. Sylvestre: Les illustrés tombent actuellement sous le coup de la loi sur le droit d'auteur, et ils nous arrivent par milliers. C'est ce que nous voulons éliminer.

Le président: C'est un des aspects intéressants de cet alinéa.

M. Dinsdale: Est-ce qu'on les dépose aux archives comme une partie de la culture canadienne?

M. Sylvestre: Il y a très peu de ces livres qui sont publiés au Canada. En fait nous recevons beaucoup d'illustrés qui sont publiés aux États-Unis et qui sont déposés par les agents canadiens de ces distributeurs. Ils nous parviennent par milliers. Ce travail est très onéreux et ils ne servent à rien en ce qui nous concerne.

M. Dinsdale: La bibliothèque accepterait-elle des exemplaires de toutes les œuvres publiées aux États-Unis? Ne serait-ce pas le rôle de la bibliothèque du Congrès?

M. Sylvestre: Non. Nous ne recevons pas d'exemplaires des livres étrangers qui ont été déposés en vertu de la *Loi sur le droit d'auteur* par l'agent canadien. Je ne devrais pas parler d'agent lorsque les livres sont publiés en même temps en Angleterre, aux États-Unis, ou en Australie et à Toronto par exemple et c'est très souvent le cas. Mais, les livres qui sont publiés au Canada, nous les obtenons en vertu de la *Loi sur la bibliothèque nationale* mais nous n'obtenons pas automatiquement les œuvres étrangères qui ne sont publiées au Canada que d'un point de vue juridique car même s'il y a un sceau canadien dans la publication, elle est en réalité imprimée à l'étranger.

M. Dinsdale: Alors, les bandes dessinées nous arrivent volontairement sans qu'il ne le soit précisé dans la *Loi sur la bibliothèque nationale*?

M. Sylvestre: Ils nous arrivent en vertu de la *Loi sur le droit d'auteur*.

M. Levy: En vertu de l'article 52, et la Bibliothèque nationale les reçoit au nom de la bibliothèque du Parlement.

[Texte]

Mr. Sullivan: Mr. Chairman, I am not trying to be facetious but we do have in the National Library all the comic books?

Mr. Sylvestre: I am afraid we do.

Mr. Sullivan: Are these available? Can children come up and look at them?

Mr. Sylvestre: No, because we do not serve children. We serve only adults.

Mr. Sullivan: If I wanted to come up, could I take them out?

Mr. Sylvestre: No, we do not lend to individuals. We lend them to other libraries. You could get them through an interlibrary loan, or you could come to the National Library and read them on the spot.

The Chairman: Mr. Sullivan, that is the best invitation you have had all day.

On Clause 11 (4)—*Offence and punishment*

The Chairman: May I ask why the fine for noncompliance is so apparently low?

Mr. Levy: Actually, it was increasing. Section 11 (5) of the old act, or the present existing act, said \$25. What we have done is make it more expensive to pay the fine than to comply with the requirements of the act. We tied it to Clause 11 (1). In respect of any book that costs less than \$50 you have to send two copies to the National Librarian. Where the retail value exceeds \$50 the publisher only has to send one copy. It would have been rather ridiculous to have a fine that was less than the value of the book, so we just worked on a multiple rate. I have no objections if you want to raise it \$5,000. Some people might.

The Chairman: That is something we might consider.

Then follows Clause 12, Clause 13 and Clause 14.

Are there any questions? If not, we will proceed to Clause 15.

On Clause 15—

The Chairman: What is Section 52 of the Copyright Act?

Mr. Sylvestre: I have the text here. It is short. May I read it, Mr. Chairman?

The Chairman: Please do so.

Mr. Sylvestre:

52. The publisher of every book published in Canada, within three months

[Interprétation]

M. Sullivan: Je ne veux pas faire le malin, mais est-ce que nous avons tous les illustrés à la Bibliothèque nationale?

M. Sylvestre: Je crains que oui...

M. Sullivan: Est-ce qu'on peut les emprunter? Est-ce que les enfants peuvent les consulter?

M. Sylvestre: Non, parce que nous n'avons pas de service pour les enfants, seulement pour les adultes.

M. Sullivan: Si je me présente, puis-je les emprunter?

M. Sylvestre: Non, nous ne prêtons pas aux particuliers, seulement aux autres bibliothèques. Vous pourriez les obtenir au moyen d'un prêt entre bibliothèques, ou vous pourriez venir à la Bibliothèque nationale et les lire sur place.

Le président: C'est la meilleure invitation qu'on vous ait faite aujourd'hui, monsieur Sullivan.

Article 11 (4)—*Infractions et peines.*

Le président: Pourquoi est-ce que les amendes sont si faibles?

M. Levy: La peine est plus forte en fait. L'article 11 (5) de l'ancienne Loi, ou la Loi actuelle, parle de \$25.00. Nous avons donc fait en sorte qu'il soit plus coûteux de payer l'amende que de s'en tenir aux dispositions de la Loi. Il est mentionné à l'article 11 (1) qu'il faut envoyer deux exemplaires de tout livre qui coûte moins de \$50 au Bibliothécaire national. Si le livre coûte plus de \$50, un seul exemplaire suffit. Il serait un peu ridicule d'avoir une amende inférieure à la valeur du livre, nous l'avons donc établie proportionnellement. Je ne m'oppose pas du tout à ce que vous haussiez l'amende à \$5,000. Certains seraient portés à le faire.

Le président: Nous pourrions y penser. Il y a ensuite les articles 12, 13 et 14. S'il n'y a pas de questions, nous pourrions passer à l'article 15.

L'article 15.

Le président: Quel est l'article 52 de la Loi sur le droit d'auteur?

M. Sylvestre: J'ai le texte ici. Puis-je le lire?

Le président: Je vous en prie.

M. Sylvestre:

52. L'éditeur de tout livre publié au Canada doit remettre ou faire remettre, à

[Text]

after the publication thereof, shall deliver or cause to be delivered, at his own expense, to the Librarian of Parliament, who shall give a written receipt therefor, two copies of the first edition and two copies of each subsequent edition if such subsequent edition contains additions or alterations either in the letter press or in the maps, prints or other engravings thereto belonging.

● 1140

The Chairman: That is covered by Clause 11.

Mr. Sylvestre: Well, copies of books published in Canada which could now be deposited under the Copyright Act would be required to be deposited under the National Library Act. So we would get under the act the publications published in Canada. But, again, under the Copyright Act we were receiving a great many foreign publications through the Canadian agencies.

The Chairman: Are there further questions on Clause 15? If not, Clauses 16 and 17 follow. Are there any questions?

I have noted there will be an amendment to delete Clause 4 and to change Clause 9 (2) (a) and consequent upon that, to combine Clauses (a) and (b) with the necessary renumbering of the subclauses. There will also be a technical amendment to Clause 8.

Does anyone have any further questions on any aspect of the bill?

Mr. Sylvestre: Yes, I have one. Clause 9 (2) (c), which deals with the National Museums of Canada being represented on the Board.

The Chairman: If somebody felt strongly about it.

Mr. Sylvestre: Yes, and the same thing with regard to Clause 9 (2) (a).

Mr. Levy: That is right.

Mr. Sylvestre: The Minister said it would be acceptable but he did indicate whether there would be a motion or not.

The Chairman: I have been told that a motion will be moved on Clause 9 (2) (a) but not necessarily on subclause (b). If there are no further questions we will adjourn until 9.30 a.m. on Thursday. We will have the draftsmen from the Department of Justice with us and we will go through and vote on each section of the bill with the idea of reporting it that afternoon to the House.

[Interpretation]

ses propres frais et dans un délai de trois mois à compter de la publication du livre, au bibliothécaire du Parlement, qui en donnera récépissé, deux exemplaires de la première édition de ce livre, et deux exemplaires de chaque édition subséquente, si l'édition subséquente contient des adjonctions ou des modifications, soit dans le texte imprimé, soit dans les cartes, estampes ou autres gravures y insérées.

Le président: Tout cela est couvert à l'article 11, n'est-ce pas?

M. Sylvestre: Les exemplaires de livres publiés au Canada qui sont présentement déposés au titre de la *Loi sur le droit d'auteur* seront déposés aux termes de la *Loi sur la Bibliothèque nationale*. Les publications faites au Canada seront donc déposées aux termes de la loi. D'un autre côté, en vertu de la *Loi sur le droit d'auteur*, nous recevions bon nombre de publications étrangères par l'entremise des agences canadiennes.

Le président: Est-ce qu'il y a d'autres questions au sujet de l'article 15? Si non nous passerons aux articles 16 et 17. Est-ce qu'il y a des questions? J'ai noté qu'on proposera un amendement pour supprimer l'article 4 et changer l'article 9 (2) a), et, conséquemment, combiner les sous-alinéas a) et b) et renuméroter les alinéas en question. Il y aura aussi un changement d'ordre technique à l'article 8.

Quelqu'un a-t-il des questions à poser au sujet du projet de loi?

M. Sylvestre: Oui, j'en ai une. L'article 9 (2) c) se rapportant à la représentation des Musées nationaux du Canada au Conseil.

Le président: Si on le recommande énergiquement.

M. Sylvestre: Oui, et c'est la même chose pour l'article 9 (2) a).

M. Levy: C'est exact.

M. Sylvestre: Le ministre a dit que la chose est acceptable, mais il n'a pas dit que cela fera l'objet d'une motion ou non.

Le président: Je crois qu'il y aura une motion de proposer relative à l'article 9 (2) c), mais pas nécessairement relative à l'alinéa b), S'il n'y a pas d'autres questions nous allons ajourner jusqu'à 9 h. 30 à jeudi. Nous aurons avec nous les rédacteurs du ministère de la Justice et nous allons étudier et mettre aux voix chaque article du Bill en vue d'en faire rapport à la Chambre jeudi après-midi.

[Texte]

Mr. Schreyer: I understand the Minister is not going to be present.

The Chairman: The Parliamentary Secretary will be here.

Mr. Schreyer: I was going to suggest that if you feel that the Minister did not deal specifically with the questions this morning he could prepare a memorandum.

The Chairman: That could be done. The Parliamentary Secretary can also be prepared to deal with that as well. Meeting adjourned.

[Interprétation]

M. Schreyer: Je crois comprendre que le ministre n'y sera pas.

Le président: Son secrétaire parlementaire sera ici.

M. Schreyer: J'allais proposer que si vous avez l'impression que le ministre n'a pas répondu précisément aux questions ce matin, on pourrait lui demander de préparer un mémoire.

Le président: On pourrait le faire. Le secrétaire parlementaire pourra s'occuper de tout cela.

La séance est levée.

OFFICIAL BILINGUAL ISSUE

HOUSE OF COMMONS

First Session

Twenty-eighth Parliament, 1968-69

FASCICULE BILINGUE OFFICIEL

CHAMBRE DES COMMUNES

Première session de la

vingt-huitième législature, 1968-1969

STANDING COMMITTEE

ON

COMITÉ PERMANENT

DE LA

**BROADCASTING,
FILMS AND ASSISTANCE
TO THE ARTS**

**RADIODIFFUSION,
DES FILMS ET DE L'ASSISTANCE
AUX ARTS**

Chairman

Mr. John M. Reid

Président

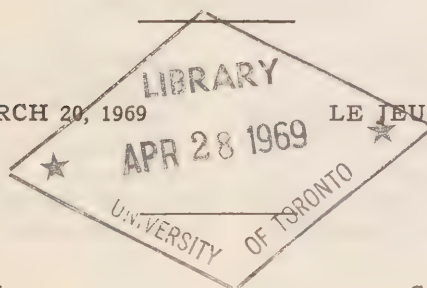
MINUTES OF PROCEEDINGS
AND EVIDENCE

PROCÈS-VERBAUX ET
TÉMOIGNAGES

No. 23

THURSDAY, MARCH 20, 1969

LE JEUDI 20 MARS 1969



Respecting
BILL C-171,

Concernant le
BILL C-171,

An Act respecting the National Library.

Loi concernant la Bibliothèque nationale.

WITNESSES—TÉMOINS

(See Minutes of Proceedings)

(Voir le procès-verbal)

The Queen's Printer, Ottawa, 1969
L'Imprimeur de la Reine, Ottawa, 1969

STANDING COMMITTEE ON
BROADCASTING, FILMS AND
ASSISTANCE
TO THE ARTS

Chairman
Vice-Chairman

Mr. John M. Reid
M. J. A. Mongrain

and Messrs.

COMITÉ PERMANENT DE LA
RADIODIFFUSION, DES FILMS ET DE
L'ASSISTANCE AUX ARTS

Président
Vice-président

et MM.

Comeau,
De Bané,
Dinsdale,
Givens,
³ Guilbault,
Hymmen,

La Salle,
¹ Marchand (*Kamloops-
Cariboo*),
Matte,
McCleave,
McCutcheon,
Nystrom,

Paproski,
Perrault,
² Roy (*Timmins*),
Schreyer,
Stanbury,
Sullivan—20.

Le secrétaire du Comité,
M. Slack,
Clerk of the Committee,

¹ Replaced Mr. Guilbault March 19.

² Replaced Mr. Osler March 19.

³ Replaced Mr. Marchand (*Kamloops-
Cariboo*) March 20.

¹ Remplace M. Guilbault le 19 mars.

² Remplace M. Osler le 19 mars.

³ Remplace M. Marchand (*Kamloops-
Cariboo*) le 20 mars.

(Note: Mr. Marchand (*Kamloops-Cari-
boo*) replaced Mr. Stafford March 20.)

(Nota: M. Marchand (*Kamloops-Cariboo*)
remplace M. Stafford le 20 mars.)

REPORT TO THE HOUSE

FRIDAY, March 21, 1969.

The Standing Committee on Broadcasting, Films and Assistance to the Arts has the honour to present its

FOURTH REPORT

Your Committee has considered Bill C-171, An Act respecting the National Library, and has agreed to report it with the following amendments:

Clause 8

In the French version of the Bill, strike out line 5 on page 4 and substitute the following:

«institutions s'occupant de bibliothèques et d'éducation au»

Clause 9

(a) Strike out lines 20 and 21 on page 4 and substitute the following:

“(a) the National Librarian;”
and

(b) Renumber sub-clauses (3) to (6) of Clause 9 as sub-clauses (4) to (7);
and

(c) Insert immediately after sub-clause (2) of Clause 9 on page 4, the following new sub-clause:

“(3) The Board may, with the approval of the Governor in Council, elect one of its members to be Chairman of the Board.”

Clause 9(2)

(a) Strike out lines 27 to 31 on page 4 and substitute the following:

“(c) two other persons, one each representing and nominated by the Canada Council and the Association of Universities and Colleges of Canada; and”
and

(b) Strike out line 32 on page 4 and substitute the following:

RAPPORT À LA CHAMBRE

Le VENDREDI 21 mars 1969.

Le Comité permanent de la radiodiffusion, des films et de l'assistance aux arts a l'honneur de présenter son

QUATRIÈME RAPPORT

Le Comité a étudié le Bill C-171, Loi concernant la Bibliothèque nationale, et est convenu d'en faire rapport avec les modifications suivantes:

Article 8

Dans la version française, retrancher la ligne 5, à la page 4 et la remplacer par ce qui suit:

«institutions s'occupant de bibliothèques et d'éducation au»

Article 9

a) Retrancher les lignes 22 à 24, à la page 4 et les remplacer par ce qui suit:

«a) du directeur général de la Bibliothèque nationale;»

b) Renuméroter les paragraphes (3) à (6) de l'article 9 du bill, qui deviennent les paragraphes (4) à (7);
et

c) Insérer, immédiatement après le paragraphe (2) de l'article 9 du bill, à la page 4, le nouveau paragraphe suivant:

«(3) Le Conseil peut, avec l'approbation du gouverneur en conseil, élire un de ses membres à la présidence du Conseil.»

Article 9(2)

a) Retrancher les lignes 30 à 35, à la page 4 et les remplacer par ce qui suit:

«c) de deux autres personnes représentant respectivement le Conseil des Arts du Canada et l'Association des universités et collèges du Canada et respectivement désignées par ces organismes; et»

et

b) Retrancher la ligne 36, à la page 4 et la remplacer par ce qui suit:

“(d) nine other persons, at least four of”

A copy of the Minutes of Proceedings and Evidence relating to this Bill (*Issues Nos. 18, 22 and 23*) is tabled.

«d) de neuf autres personnes dont quatre»

Un exemplaire des procès-verbaux et témoignages relatifs à ce Bill (*fascicules n° 18, 22 et 23*) est déposé.

Respectfully submitted,

Respectueusement soumis,

Le président,

JOHN M. REID.

Chairman.

(Text)

MINUTES OF PROCEEDINGS

THURSDAY, March 20, 1969
(26)

The Standing Committee on Broadcasting, Films and Assistance to the Arts met this day at 10.05 a.m. The Chairman, Mr. John M. Reid, presided.

Members present: Messrs. Comeau, De Bané, Dinsdale, Givens, Guilbault, Hymmen, Marchand (*Kamloops-Cariboo*), Mongrain, Nystrom, Perrault, Reid, Roy (*Timmins*), Schreyer, Stanbury, Sullivan (15).

Witnesses: Mr. J. G. Sylvestre, National Librarian; Mr. L. Levy, Legal Adviser, Secretary of State Department; Miss E. I. MacDonald, Senior Advisory Counsel, Legislation Section, Department of Justice.

The Committee proceeded to the consideration of Bill C-171, An Act respecting the National Library.

Mr. Levy made a correction relating to his evidence at the March 18 sitting. (*See Evidence*).

Messrs. Sylvestre, Levy and Miss MacDonald were examined on various clauses of the Bill.

Clause 1 was allowed to stand.

Clauses 2 and 3 were carried.

On Clause 4:

Mr. Dinsdale moved, seconded by Mr. Schreyer, that Clause 4 be deleted and that the subsequent clauses be renumbered accordingly.

The amendment was negatived on division.

Clause 4 was carried.

Clauses 5 to 7 inclusive were carried.

On Clause 8:

Moved by Mr. Stanbury,
Resolved,—That the French version of

(Traduction)

PROCÈS-VERBAL

Le JEUDI 20 mars 1969.
(26)

Le Comité permanent de la radiodiffusion, des films et de l'assistance aux arts se réunit ce matin à 10 h. 05, sous la présidence de M. John M. Reid.

Présents: MM. Comeau, De Bané, Dinsdale, Givens, Guilbault, Hymmen, Marchand (*Kamloops-Cariboo*), Mongrain, Nystrom, Perrault, Reid, Roy (*Timmins*), Schreyer, Stanbury, Sullivan—(15).

Témoins: M. J. G. Sylvestre, bibliothécaire national; M. L. Levy, conseiller juridique, secrétaire d'État; M^{lle} E. I. MacDonald, avocat-conseil senior, Section de la législation, ministère de la Justice.

Le Comité passe à l'examen du Bill C-171, Loi concernant la Bibliothèque nationale.

M. Levy apporte une correction au témoignage qu'il avait donné lors de la séance du 18 mars. (*Voir Témoignages*).

MM. Sylvestre et Levy, ainsi que M^{lle} MacDonald, répondent à des questions relatives à divers articles du Bill.

L'article 1 est réservé.

Les articles 2 et 3 sont adoptés.

Sur l'article 4:

M. Dinsdale propose, appuyé par M. Schreyer, que l'article 4 soit supprimé et que les articles suivants soient renumérotés en conséquence.

La modification est rejetée à la majorité des voix.

L'article 4 est adopté.

Les articles 5 à 7 inclus sont adoptés.

Sur l'article 8:

Sur la proposition de M. Stanbury,
Il est décidé—Qu'on modifie la version

the Bill be amended by striking out line 5 on page 4 thereof and substituting the following:

«institutions s'occupant de bibliothèques et d'éducation au»

Clause 8, as amended, was carried.

On Clause 9:

Moved by Mr. Hymmen,

Resolved,—(a) That lines 20 and 21 of sub-clause 2(a) of Clause 9 on page 4 thereof be struck out and the following substituted therefor:

“(a) the National Librarian;”

(b) That sub-clauses (3) to (6) of Clause 9 be renumbered as sub-clauses (4) to (7).
and

(c) that, immediately after sub-clause (2) of Clause 9 on page 4 thereof the following new sub-clause (3) be inserted:

“(3) The Board may, until the approval of the Governor in Council, elect one of its members to be Chairman of the Board.”

Moved by Mr. Mongrain, seconded by Mr. Sullivan.

Resolved,—(a) That lines 27 to 31 of sub-clause 2(c) of Clause 9 be struck out and the following substituted therefor:

“(c) two other persons, one each representing and nominated by the Canada Council and the Association of Universities and Colleges of Canada; and”
and

(b) That line 32 on page 4 be struck out and the following substituted therefor:

“(d) nine other persons, at least four of”

Mr. Mongrain moved, seconded by Mr. De Bané, that paragraph (d) of sub-clause (2) of Clause 9 be amended by adding the following at the end of paragraph:

“After consultation with at least two national associations of librarians of which at least one should be French”.

After discussion, Mr. Mongrain withdrew his amendment.

française en retranchant la ligne 5, à la page 4, pour la remplacer par ce qui suit:

«institutions s'occupant de bibliothèques et d'éducation au»

L'article 8 modifié est adopté.

Sur l'article 9:

Sur la proposition de M. Hymmen,

Il est décidé—(a) Que les lignes 22 à 24 du paragraphe 2(a) de l'article 9, à la page 4, soient retranchées et remplacées par ce qui suit:

«a) du directeur général de la Bibliothèque nationale;»

b) que les paragraphes (3) à (6) de l'article 9 du bill soient renumérotés paragraphes (4) à (7);
et

c) que, immédiatement après le paragraphe (2) de l'article 9 du bill, à la page 4, on insère le nouveau paragraphe (3) suivant:

«(3) Le Conseil peut, avec l'approbation du gouverneur en conseil, élire un de ses membres à la présidence du Conseil.»

Sur la proposition de M. Mongrain, appuyé par M. Sullivan,

Il est décidé—(a) Que les lignes du paragraphe 2(c) de l'article 9 soient retranchées et remplacées par ce qui suit:

«c) de deux autres personnes représentant respectivement le Conseil des Arts du Canada et l'Association des universités et collèges du Canada et respectivement désignées par ces organismes; et
et

b) Que la ligne 36, à la page 4 soit retranchée et remplacée par ce qui suit:

«d) de neuf autres personnes dont quatre»

M. Mongrain propose, appuyé par M. De Bané, que l'on supprime l'alinéa (d) du paragraphe (2) de l'article 9 et qu'on le remplace par ce qui suit:

Mr. Mongrain moved, seconded by Mr. De Bané, that paragraph (d) of sub-clause (2) of Clause 9 be deleted and the following substituted therefor:

- “ d) four other persons;
(i) who shall be professional librarians,
(ii) one of whom shall be appointed after consultation with a national French-speaking library association;
(iii) one of whom shall be appointed after consultation with a national English-speaking library association, and
(iv) each of whom shall be appointed by the Governor in Council to hold office for a term of not more than four years, and
e) five other persons each of whom shall be appointed by the Governor in Council to hold office for a term of not more than four years.”

The amendment was negatived on the following division: YEAS: 5; NAYS: 6.

Clause 9, as amended, was carried.

Clauses 10 to 17 inclusive were carried.

Clause 1, the Title and the Bill, as amended, were carried.

Ordered,—That the Chairman report the Bill, as amended, to the House.

At 12:15 p.m., the Committee adjourned until 11:00 a.m. on Tuesday, March 25, 1969.

«d) de quatre autres personnes:

- (i) qui sont des bibliothécaires diplômés,
(ii) dont l'une est nommée après consultation avec une association nationale de bibliothèques de langue française,
(iii) dont l'une est nommée après consultation avec une association nationale de bibliothèques de langue anglaise, et
(iv) qui sont toutes nommées par le gouverneur en conseil pour un mandat de quatre ans au maximum, et

e) cinq autres personnes qui sont toutes nommées par le gouverneur en conseil pour un mandat de quatre ans au maximum».

La modification proposée est rejetée par 6 voix contre 5.

L'article 9 modifié est adopté.

Les articles 10 à 17 inclus sont adoptés.

L'article 1, le titre et le Bill modifié sont adoptés.

Il est ordonné—Que le président fasse rapport à la Chambre du Bill modifié.

A midi 15, le Comité s'ajourne jusqu'au mardi 25 mars 1969, à 11 h. du matin.

Le secrétaire du Comité,

M. Slack,

Clerk of the Committee.

[Texte]

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

Thursday, March 20, 1969

● 1004

The Chairman: Gentlemen, we have a quorum. Mr. Guilbault who was temporarily removed has returned to our midst, and this gives us 11 bodies.

Mr. Levy would like to make a correction of a statement he made at the last meeting. Mr. Levy?

Mr. L. Levy (Legal Adviser, Secretary of State Department): Mr. Chairman, it occurs to me that on Tuesday I may have referred to the National Library as being a departmental corporation under Schedule B of the Financial Administration Act. I am not sure that I did because I have not seen the Minutes, but if I did so say it was an unintentional slip; the National Library is a branch designed as a department for the purpose of the Financial Administration Act and if I called it a departmental corporation it was an accident. I just wanted to clear the record in case I left anybody under misapprehension.

● 1005

The Chairman: If members agree I suggest we run through the Bill clause by clause, take a vote on each clause, and any amendments members may have could be submitted at that time.

On Clause 2—Definitions

M. Mongrain: Monsieur le président, j'aurais une petite suggestion à faire. Je trouve que la traduction française du paragraphe e) de l'article 2 est parfaitement correcte, mais peut prêter à équivoque chez les gens très peu avertis. On dit:

... autrement que par Sa Majesté du chef d'une province...

On sait que cela veut dire au nom d'une province. Je me demande s'il ne serait pas mieux d'écrire: «au nom d'une province».

Monsieur Sylvestre, qu'en pensez-vous? Le texte est correct. Il n'y a pas de doute, mais...

[Interprétation]

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Le jeudi 20 mars 1969

Le président: Messieurs, nous avons atteint le quorum. M. Guilbault, qui a dû nous laisser temporairement est revenu parmi nous, ce qui nous donne maintenant 11 personnes. M. Lewis Levy (conseiller juridique) aimerait faire une correction à la déclaration qu'il a faite la dernière fois. Monsieur Levy?

M. Lewis Levy (conseiller juridique, Secrétaire d'État): Monsieur le président, je m'aperçois que mardi j'ai peut-être parlé de la Bibliothèque nationale en disant que c'était une Société relevant du ministère aux termes du Programme de la Loi sur l'administration financière. Je ne suis pas certain de l'avoir dit parce que je n'ai pas vu le Procès-verbal, mais si c'est ce que j'ai dit, ce n'était pas intentionnel. La Bibliothèque nationale est une Direction désignée comme étant un département aux fins de la Loi sur l'administration financière et si je l'ai appelée société ministérielle c'était simplement par mégarde. Je voulais mettre les choses au clair au cas où j'aurais induit quelqu'un en erreur.

Le président: Que pensez-vous si nous étudions le bill, article par article, approuver chaque article, et tout amendement que les membres auraient à proposer pourrait être soumis au fur et à mesure.

Article 2—Définitions.

Mr. Mongrain: Mr. Chairman, I would like to make a minor suggestion. I find that the French translation of subsection (e) of clause 2 is perfectly correct yet could be misleading to anyone who is not an expert. It states as follows:

... otherwise than by Her Majesty in right of a province...

Of course, we know that this means on behalf of a province I wonder whether it would not be better to write: "on behalf of a province".

What do you think about it, Mr. Sylvestre? The text is correct. There is no doubt about that, but...

[Text]

M. J.-G. Sylvestre (Bibliothécaire national): Je présume que c'est la traduction habituelle utilisée dans tous les statuts.

M. Mongrain: Très bien, je n'insiste pas.

Mr. Dinsdale: Mr. Chairman, on a point of information, did we not go through the Bill the other day? What was the exercise the other day?

The Chairman: The exercise the other day was to try to clear up questions that Mr. Mongrain asked because we did not have a quorum when we went through the Bill. It was to go through it clause by clause, so that members who had questions in detail, like Mr. Mongrain, could ask them at that time.

Mr. Dinsdale: So we are going through the same process again.

The Chairman: We are going through the process, hopefully to pass the Bill.

Clauses 2 and 3 agreed to.

On Clause 4—Minister.

Mr. Dinsdale: This is the Clause that I was interested in the other day. Those who were present will recall that I made the motion that Clause 4 be deleted from the Bill because it is redundant to its purpose. It trespasses in a territory in the field of communication which is breaking new ground, in that it specifically underlines the points that we discussed the other day. Incidentally, I take it the Minutes are not available to the Committee this morning from our discussion the other day?

The Chairman: You are correct, Mr. Dinsdale.

Mr. Dinsdale: I will have to be repetitive to a certain extent. I will just underline what Clause 4 says:

The Minister shall preside over and has the supervision of the management and direction of the Library.

In the course of our discussion the other day, it was pointed out that this is merely a tidying-up process from the standpoint of the law officers of the Crown and that all legislation that is put before Parliament now has this new procedure where the specific functions of the Minister are gathered together in separate clauses.

[Interpretation]

Mr. J.-G. Sylvestre (National Librarian): I presume that it is the usual translation used in all statutes.

Mr. Mongrain: Fine, I won't insist.

M. Dinsdale: Je voudrais une information. N'a-t-on pas étudié le Bill article par article l'autre jour?

Le président: Il s'agissait l'autre jour de régler les questions posées par M. Mongrain, parce que nous n'avions pas le quorum quand nous avons étudié le bill. Je devais étudier le bill article par article, pour que les membres qui voulaient poser des questions détaillées, comme dans le cas de M. Mongrain, puissent les poser à ce moment-là.

M. Dinsdale: Donc, nous allons répéter le même procédé.

Le président: Nous allons répondre, avec l'espoir que le bill sera approuvé.

Les articles 2 et 3 sont approuvés.

Article 4—Ministre.

M. Dinsdale: C'est l'article qui m'intéressait l'autre jour. Ceux qui étaient présents se souviendront que j'ai fait la motion suivante: que l'article 4 soit supprimé du projet de loi, parce qu'il est redondant quant à son but. Il empiète sur un territoire dans le domaine des communications, qui s'engage dans une nouvelle voie, du fait qu'il met spécifiquement l'accent sur des points que nous avons discutés l'autre jour. Incidemment, je crois comprendre que le compte rendu ne sera pas mis à la disposition du Comité ce matin, celui des délibérations de l'autre jour?

Le président: C'est exact, M. Dinsdale.

M. Dinsdale: Donc, il faut que je répète jusqu'à un certain point ce que j'ai dit l'autre fois. Je vais simplement souligner ce que dit l'article 4:

4. Le Ministre présidera à la gestion et à la direction de la Bibliothèque et en aura la surveillance.

Au cours de notre discussion de l'autre jour, on a fait ressortir que c'est simplement une question de mettre de l'ordre, si vous voulez, au point de vue des représentants de la loi de la couronne, et tous les projets de loi déposés à la Chambre prévoient cette procédure particulière d'après laquelle les fonctions spécifiques d'un ministre sont réunies dans des articles séparés.

[Texte]

During the course of the discussion it was also indicated that the powers that will be enshrined in Clause 4 are much the same as those that were given to the Minister in the old Act of 1952. Unfortunately, I have not my copy of the Act with me this morning. I think it is still in the hands of the Debates people so I cannot quote from it, but as I recall the important clause in the old Act was Clause 10 which specifies the functions of the Minister and the Governor in Council.

The reason I am making an issue of this I think is obvious to the Committee. The National Library is perhaps the most important communications media, a source of cultural and educational dissemination in Canada.

• 1010

The National Library has been operating for only the past two years as an entity in a special building, and so forth, and it might be that this sort of legislating indicated in Clause 4 arises from the fact that the Parliamentary Library has hitherto carried on many of the functions of the National Library because we had no National Library as such, and what National Library services were available were carried on through the facilities in the Parliamentary Library and, of course, a minister should have very close interest and supervisory control over a parliamentary library.

Now we have a National Library and this is going to be the centre of information, cultural and educational dissemination of the printed word, and this is the specific enshrining of rather extraordinary powers of the minister in the words that I have already outlined—"preside over, supervise and manage; have the management and direction of the Library". This is contrary to the usual attitude that Parliamentary has taken towards the cultural and educational affairs in Canada.

We lean over backwards with respect to the electronic media—radio and TV. We will be doing precisely the same when we get to educational television and yet, in this respect we are ignoring those precedents that have been established in the realm of communications.

The Chairman: Would you like to move a motion at this time?

[Interprétation]

Au cours de la discussion, on a également indiqué que les pouvoirs qui seront contenus dans l'article 4 sont essentiellement les mêmes que ceux qui ont été conférés au Ministre aux termes de l'ancienne loi de 1952. Malheureusement, je n'ai pas mon exemplaire de la loi avec moi, ce matin. Il est encore entre les mains des gens des Débats, donc je ne peux pas citer un seul extrait, mais je me rappelle bien que l'article important de l'ancienne loi était l'article 10 qui précise les fonctions du ministre et du gouverneur en conseil.

La raison pour laquelle je soulève la question, je pense que le comité le comprendra facilement. La Bibliothèque nationale est probablement le moyen de communication le plus important. C'est une source de diffusion culturelle et éducative à travers le pays.

Au Canada, la Bibliothèque nationale ne fonctionne que depuis deux ans, à titre d'entité, dans un édifice spécial, etc. etc. C'est possible que ce genre de mesure législative telle qu'indiquée à l'article 4 provient du fait que la bibliothèque parlementaire avait jusqu'ici rempli toutes les fonctions de la Bibliothèque nationale, parce que n'avions évidemment pas de Bibliothèque nationale comme telle.

Alors les services de bibliothèque nationale que nous avons jusque-là nous étaiens fournis grâce aux installations de la bibliothèque parlementaire, et évidemment le ministre devrait avoir des intérêts assez suivis dans ce secteur. Il devrait avoir un certain contrôle et exercer une certaine surveillance sur la bibliothèque parlementaire.

Maintenant nous avons une Bibliothèque nationale et elle va devenir le centre d'information, de diffusion, d'information, de culture et d'éducation, sous forme imprimée, et ceci est la reconnaissance des pouvoirs assez extraordinaires du ministre dans le libellé que j'ai déjà cité: «présidera à la gestion et à la direction de la Bibliothèque nationale et en aura la surveillance». Ceci va à l'encontre de l'attitude normale qu'a prise le Parlement en ce qui concerne les affaires culturelles et éducatives au Canada.

Nous faisons l'impossible pour encourager le développement des moyens électroniques, la télévision et la radio. Nous ferons précisément la même chose quand il s'agira de télévision éducative, et pourtant, nous ignorons les précédents qui ont été établis dans le domaine des communications.

Le président: Désirez-vous présenter une motion maintenant?

[Text]

Mr. Dinsdale: I am recapitulating, Mr. Chairman, because the Minutes are not before us and there are some members here this morning who were not present the other day.

The point was raised that if we delete Clause 4 we will have to revamp the whole Bill which might be so, but Mr. Levy, our advisor on these matters, indicated that Clause 4 gave the Minister no more powers than are given in the subsequent clauses—Clause 5, as I recall, and Clause 7 subclauses (1) and (2).

I moved the other day, and I think the motion is before the Committee, that Clause 4 be deleted.

The Chairman: No.

Mr. Dinsdale: I put it before the Committee the other day and it was seconded at that time by Mr. Schreyer.

The Chairman: Do you wish to second that Mr. Schreyer?

Mr. Schreyer: Yes, I will second that, Mr. Chairman, and add very briefly that I do not feel very strongly about Clause 4 nor the amendment proposed. It is just that in weighing it, on balance I do come down slightly in favour of the amendment.

The Chairman: It has been moved by Mr. Dinsdale and seconded by Mr. Schreyer that Clause 4 be deleted and the appropriate renumbering take place. I wonder if I might ask Miss MacDonald from the Department of Justice to explain briefly why the clause is there and the background to it.

Miss E. I. MacDonald (Senior Advisory Counsel, Legislation Section, Department of Justice): First of all, I might say that it is a matter of evolution of the Library. I think the Library started out as a branch of the government and then it was desired to give it more status. On April 30, 1963, an Order in Council was passed declaring it to be a department pursuant to the Financial Administration Act, so that it had a little more status than a mere branch.

It has continued as a branch with the status of a department since 1963 to date. However,

• 1015

the Act being an old Act, the usual clauses that more or less made it clear that it was a branch in the nature of a department were not included and therefore, when we were

[Interpretation]

M. Dinsdale: Je résume, monsieur le président car on n'a pas le compte rendu et certaines des personnes présentes ici ce matin, ne l'étaient pas l'autre jour.

On a fait remarquer que si nous supprimons l'article 4, il va falloir repenser le bill en entier, ce qui serait peut-être justifiable, mais M. Levy, notre conseiller en cette matière, nous a signalé que l'article 4 ne donnait pas plus d'autorité au ministre que n'en donnaient les articles suivants, l'article 5 par exemple, et l'article 7, paragraphes (1) et (2).

J'ai proposé l'autre jour, et je crois que le comité est saisi de la motion, que l'article 4 soit supprimé.

Le président: Non.

M. Dinsdale: Je l'ai proposé au comité l'autre jour et j'ai été appuyé par M. Schreyer.

Le président: Est-ce que vous appuyez de nouveau cette nation?

M. Schreyer: Je réitère mon appui, mais l'article 4 ne me tracasse pas tellement, pas plus que l'amendement proposé. Somme toute, je suis légèrement en faveur de l'amendement.

Le président: Il a été proposé par M. Dinsdale, appuyé de M. Schreyer, que l'article 4 soit supprimé et que l'ordre des articles soit rétabli en conséquence. Est-ce que je pourrais demander à M^{lle} MacDonald, du ministère de la Justice, d'expliquer brièvement le pourquoi de cet article et de préciser les données de base qui s'y rapportent.

Mlle E. I. MacDonald (conseiller juridique senior, Section de la législation du ministère de la Justice): Je dois dire tout d'abord que c'est une question reliée au développement de la bibliothèque. Je crois que la bibliothèque a débuté comme succursale du gouvernement et qu'à un moment donné, on a voulu lui donner un statut plus élevé. Le 30 avril 1963, un décret du conseil a été adopté qui faisait de la bibliothèque que un ministère aux termes de la loi sur l'administration financière, de sorte que son statut devenait légèrement supérieur à celui d'une simple direction.

La bibliothèque est demeurée une direction ayant le statut d'un ministère de 1963 à

aujourd'hui.

Toutefois, comme la loi est une ancienne loi, les articles habituels qui spécifiaient plus au moins que c'était une direction ayant

[Texte]

asked to draft a new bill, we understood that the library was to continue on the same basis as before; it would continue as a branch in the nature of a department.

Naturally we drafted it in the same way that we draft departments, except that we showed it to be a little bit different from a department.

The standard clause is: "The Minister has the management and direction of the department." In this case, to show it was a wee bit different, we said: "the Minister has the supervision of the management and direction of the Library." If you look through the Government Organization Act you will see that every single department starts: "There shall be a department". That is what we did here.

First of all, under the Government Organization Act we create the various departments; then we name the Minister and then the Deputy Minister. The National Librarian has the status of a deputy minister and therefore presumably this is a direct line branch and there would be a minister who would preside over the department of which the National Librarian is deputy minister. So it really reads almost the same as the Departmental Act except that the Departmental Act says, "The Minister shall preside". I did it just a wee bit differently—has the supervision of the direction of the management, rather than the management and direction. So that is it. It is just a usual departmental draft.

Mr. Schreyer: The format is slightly different but the substance is not any different. The Minister is to have supervision over the management and the direction of the Library. It really comes to the same thing, does it not?

Miss MacDonald: Yes, it is just a little bit less direct than having the management and direction and the supervision of it. It just makes it seem to be a little bit further away. That is all.

The Chairman: A little weaker.

Miss MacDonald: Yes.

Mr. Dinsdale: Mr. Chairman, I thank Miss MacDonald for her explanation. The reason why I have queried this clause is that it was my feeling that the legislation in its present form came about by an evolutionary process, as I indicated earlier. The functions of the National Library have been carried out by

[Interprétation]

le statut d'un ministère n'étaient pas inclus. C'est pourquoi lorsqu'on nous a demandé de rédiger un nouveau projet de loi, nous avons compris que la bibliothèque devrait continuer à fonctionner sur la même base qu'avant, c'est-à-dire qu'elle serait toujours une direction, entendue dans le sens d'un ministère.

Donc, nous avons rédigé le projet de loi comme on rédige ceux qui visent les autres ministères mais nous l'avons rédigé de façon à indiquer qu'il y avait une légère différence.

L'article de la loi dit: «le Ministre préside à la gestion et à la direction de la Bibliothèque». Nous avons cherché à apporter une nuance en disant: «le Ministre préside à la surveillance de la gestion et de la direction de la bibliothèque». Si vous regardez la *Loi sur l'organisation du gouvernement*, vous verrez que chaque ministère commence par les mots: «Il y aura un ministère». C'est ce que nous avons fait dans le cas présent.

D'abord, conformément à la loi sur l'organisation du gouvernement, nous avons créé divers ministères; ensuite nous nommons le ministre et le sous-ministre. Le bibliothécaire national a le statut de sous-ministre, par conséquent, c'est vraisemblablement une direction en ligne directe. Donc, c'est le Ministre qui serait responsable de ce Ministère dont le bibliothécaire national serait au niveau d'un sous-ministre. Ainsi, ça se lit presque de la même façon que la loi ministérielle, à la seule différence que la loi ministérielle dit: «Le Ministre préside». Je l'ai fait un tout petit peu différemment—«préside à la direction et à la gestion» plutôt que la gestion et la direction. Il n'y a que ça. Ce n'est qu'un simple projet du ministère.

M. Schreyer: La composition est légèrement différente mais la substance est la même. Le Ministre préside à la gestion et à la direction de la bibliothèque. C'est essentiellement la même chose, n'est-ce pas?

Mlle MacDonald: Oui, c'est un tant soit peu moins direct que d'être chargé de la gestion, de la direction et de la surveillance de la bibliothèque.

Le président: Un peu plus faible.

Mlle MacDonald: Oui.

M. Dinsdale: Je remercie mademoiselle MacDonald de l'explication qu'elle nous a donnée, monsieur le président. La raison pour laquelle j'ai élucidé cet article est qu'il me semblait que la législation, sous sa forme actuelle, a été le résultat d'une lente évolution. Comme je l'ai indiqué plus tôt. Les fonctions

[Text]

the Parliamentary Library and there has been very close governmental and parliamentary control but we are now moving into a national library as such.

As I have already indicated, it is going to have the very important function of being the centre of influence for the whole library structure of Canada, and our libraries are actually the real grass-roots information service. We have just unconsciously drifted into a situation where we are giving the government and the minister very close supervision over a grass-roots informational, educational, cultural service which is contrary to the principle that we have applied to other information media in Canada.

The library movement was slow in developing in Canada. I know in Manitoba it is only in the last decade that the provincial government has established a program for local and regional library service, and I think the Canadian Library Association, when it was before the committee as I read the evidence—unfortunately I was not able to be present at that meeting—was concerned about the same process and this is why it was asking for direct representation on the Advisory Board.

As indicated in the evidence, there are 900 English-speaking libraries which come under their jurisdiction and I think it was 500 French-speaking libraries. This is a real grass-roots educational process and it is evolutionary. It has evolved from the Parliamentary Library. Actually I suppose it is revolutionary in the sense that we are putting one means of communication, the printed word, very strongly in the hands of the government,

• 1020

and with respect to electronic media we are moving in the opposite direction. There is a basic contradiction in our approach to this problem and it is for this reason that I have found it advisable to bring it to the attention of the members of the committee by suggesting the deletion.

It was suggested the other day that I might want to redraft the whole legislation but that is not my function. That is for the law officers of the Crown. I think the functions of members of Parliament sitting on this committee in

[Interpretation]

de la Bibliothèque nationale ont été remplies par la Bibliothèque parlementaire sous l'étroite surveillance du gouvernement et du parlement, mais nous nous dirigeons présentement vers une bibliothèque nationale comme telle.

Comme je l'ai déjà souligné, cette bibliothèque est appelée à devenir le centre d'influence de toute l'organisation des bibliothèques au Canada, et nos bibliothèques constituent en fait le cœur même du réseau d'information au Canada. Nous avons glissé, sans le vouloir, dans une situation où nous confions au gouvernement et au ministre la responsabilité d'une étroite surveillance d'un service d'information, d'éducation et de culture, ce qui est contraire aux principes que nous avons appliqués à d'autres moyens d'informations au Canada.

Le développement des bibliothèques s'est fait très lentement au Canada. Je sais qu'au Manitoba, c'est seulement durant cette dernière décennie que le gouvernement provincial a établi un programme assurant un service de bibliothèque local et régional; et je pense que l'Association canadienne des bibliothécaires, qui a témoigné devant le Comité, comme en fait foi le procès-verbal sur lequel j'ai dû me fier, car je n'ai pas pu assister à la réunion mercredi, s'inquiétait de cette lenteur et c'est pourquoi cette association demandait d'être représentée directement au conseil consultatif.

Comme il a été mentionné dans la déposition, il y a 900 bibliothèques anglophones qui sont membres de l'Association si je me rappelle bien, 500 autres de langue française. C'est un processus éducatif vraiment populaire et qui ne cesse de se développer. Ce processus d'évolution a eu ses débuts à la bibliothèque parlementaire. Je suppose que c'est en fait un processus révolutionnaire, en ce sens que nous confions un organe d'in-

formation entre les mains du gouvernement et pour ce qui est des moyens d'informations électroniques, nous allons exactement dans la direction opposée. Notre façon d'aborder ce problème est fondamentalement contradictoire et c'est pourquoi j'ai cru bon d'attirer l'attention des membres du comité en proposant la suppression de cet article.

L'autre jour, on m'a dit, que j'avais peut-être l'intention de rédiger de nouveau tout ce projet de loi. Heureusement, cela ne fait pas partie de mes attributions. C'est aux conseillers juridiques de la Couronne qu'incombe

[Texte]

relation to this matter is merely to point out the inconsistency in our approach to various kinds of communications media in Canada.

Mr. Givens: Mr. Chairman, I wonder whether Mr. Dinsdale realizes that he is contradicting himself. On the one hand he says he is moving the motion to delete Clause 4 because it is a redundancy, and on the other hand he develops a philosophy which indicates that he is basically opposed to the whole concept of this ministerial presiding over and supervising of the management and direction of the library. Now it is either one or the other. Personally I think he is right the second time and wrong the first time. If it is a mere redundancy then it is not worth all the fuss and bother that we have been giving it for the last two meetings.

I take the diametrically opposite view that Clause 4 is critical to this Act because this is the clause which clothes the minister with the precise, specific, necessary authority. It is like the fuel pump of an engine it is that from which the other things and the other clauses flow.

I suggest with great respect that it is not enough to move a motion to say that you delete Clause 4 but that you have to substitute something in lieu thereof. It has nothing to do with the solicitor. The lawyer for the department can draw anything you want him to draw, but if you delete this clause you have to make specific changes *pari passu* consistent with this deletion. It is not enough to say that you delete Clause 4. And as I say, this precisely and specifically clothes the minister with authority and I do not see how you can change this without other ramifications to the other clauses of the bill, and consequently, Mr. Chairman, I will vote for legal reasons, not for political reasons, consistent with the policy of this bill, to oppose the amendment which Mr. Dinsdale has moved.

Mr. Stanbury: Mr. Chairman, I should like to make a few comments, largely as a result of a request by Mr. Schreyer to know the attitude of the Secretary of State on this amendment. The Secretary of State does not favour deletion of Clause 4.

As has been said here this morning the recommendation for it came not from his department but from the law officers of the Crown, whose advice it was that this is the standard opening clause for an Act establishing a department. I am advised that the National Library is a branch designated as a

[Interprétation]

cette tâche. A mon avis, les membres du Comité n'ont qu'à signaler les défauts qui peuvent exister dans la façon dont nous abordons les diverses questions portant sur les moyens d'information au Canada.

M. Givens: Monsieur le président, je me demande si M. Dinsdale, ne se rend pas compte qu'il se contredit. D'abord, il propose de supprimer l'article 4, parce qu'il y a redondance; d'autre part, il laisse entendre qu'il s'oppose essentiellement à toute la version de la responsabilité ministérielle quant à la surveillance de l'administration de la Bibliothèque. Il s'agit de se mettre d'accord, c'est l'un ou l'autre. Personnellement je pense qu'il a raison en premier lieu et qu'il se trompe pour la seconde. S'il y a simplement redondance, ce n'est vraiment pas la peine d'avoir longuement discuté de cette question durant les deux dernières réunions.

Je suis d'avis que l'article 4 du bill est très essentiel parce que c'est celui qui confère au Ministre l'autorité spécifique précise. C'est comme le distributeur d'essence d'un moteur, c'est de cet article que se ramifient tous les autres éléments. Par conséquent, je pense respectueusement qu'il ne suffit pas de présenter une motion disant que vous supprimez l'article 4 du bill, il vous faut aussi le remplacer par autre chose. Cela n'a rien à voir avec le conseiller juridique, les avocats ou les juristes qui peuvent rédiger tout ce que vous voudrez; mais si vous supprimez cet article, vous devez le remplacer par quelque chose d'équivalent. Il ne suffit pas de dire que vous supprimez l'article 4. Et comme je l'ai déjà dit, cet article confère au ministre une certaine autorité, et je ne vois pas comment vous pouvez changer ce texte sans modifier d'autres ramifications aux autres articles du projet de loi. Par conséquent, monsieur le président, pour des raisons juridiques et non politiques, et en accord avec l'esprit de ce bill, je voterai contre l'amendement proposé par M. Dinsdale.

M. Stanbury: Quelques commentaires que j'aimerais faire surtout pour répondre à la question de M. Schreyer lequel voulait connaître l'attitude du secrétaire d'État à l'égard de cet amendement. Le secrétaire d'État n'est pas en faveur de la suppression de l'article 4.

Comme il a déjà été dit ce matin, la recommandation ne provenait pas de son Ministère mais des conseillers juridiques de la Couronne lesquels conseillaient que c'était là l'article normal d'une loi établissant un ministère. Je sais que la bibliothèque nationale est une direction qui est désignée comme étant

[Text]

department for the purposes of the Financial Administration Act. Other agencies with similar status presided over by a minister include the Public Archives, the National Film Board, the Dominion Bureau of Statistics and the RCMP, among others.

A suggestion has been made that the National Library should be independent of its minister, perhaps as a proprietary Crown corporation. However, unlike the CBC, for instance, the National Library does not originate information but merely collects it and makes it available in its original form on request only to other libraries, educational institutions and government departments. In the latter respect the National Library is somewhat analogous to the proposed new Department of Supply and Services. An important consideration here is that the new co-ordinating function of the National Library would seem most difficult to achieve if the institution were removed from ministerial supervision. The National Librarian is to go into government departments, branches and agencies, provide advice, supervision and co-ordination of their information storage and retrieval services. In co-operation with the

• 1025

Public Service Commission, librarians may be trained in the National Library and then transferred to departmental libraries. It is doubtful that such functions could be carried out effectively by a Crown corporation.

I understand that there are three instances when it is considered desirable to establish a Crown corporation: first where the institution is engaged primarily in a business or industrial type operation where managerial decisions have to be taken on short notice—for instance the Polymer Corporation, the Mint, the Canadian Film Development Corporation; secondly, where it is desired to provide a guarantee that communications media originating information will not be used for partisan political purposes; for instance the CBC.

Third, in areas where subjective judgments have to be made as to quality; for instance the National Gallery, the Canada Council, the National Arts Centre Corporation.

Now unless there appear to be compelling reasons to remove a government agency from the usual ministerial and parliamentary con-

[Interpretation]

un département aux fins de la Loi sur l'administration financière. D'autres organismes qui sont régis par un statut de ce genre et présidés par un ministre comprennent les Archives publiques, l'Office national du film, le Bureau fédéral de la statistique, la Gendarmerie royale du Canada et autres.

On a proposé que la Bibliothèque nationale ne relève plus du ministre, comme, par exemple, une société de la Couronne. Cependant, à la différence de la Société Radio-Canada, par exemple, la Bibliothèque nationale ne crée pas les renseignements, mais simplement les recueille et les fournit sur demande et dans leurs formes originales aux autres bibliothèques, établissements scolaires et ministères gouvernementaux. En ce qui concerne les autres ministères, la Bibliothèque nationale ressemble quelque peu au nouveau ministère des Approvisionnements et des Services. Il est important de noter que la nouvelle fonction coordinatrice de la Bibliothèque nationale serait difficilement réalisable si l'institution était soustraite à la surveillance ministérielle. Le bibliothécaire doit traiter avec les divers ministères, les directions et les organismes et dispenser des conseils, surveiller et coordonner le stockage et la récupé-

ration des données. En collaboration avec la Commission de la Fonction publique les bibliothécaires reçoivent leur formation dans la Bibliothèque nationale pour être placés dans les autres bibliothèques. Il est fort douteux qu'une société de la Couronne puisse s'acquitter convenablement de tâches de ce genre.

Il y a trois cas où il est considéré souhaitable d'établir une société de la Couronne. D'abord là, lorsqu'il s'agit d'une situation où l'institution s'occupe essentiellement d'une affaire ou d'une exploitation industrielle qui requièrent des décisions administratives à court terme. Par exemple, la Société Polymer limitée, la Monnaie royale du Canada et la Société de développement de l'industrie cinématographique; deuxièmement, lorsqu'il s'agit de garantir que des organismes qui initient l'information, ne se prêtent pas à des buts politiques partisans comme, par exemple, Radio-Canada.

En troisième lieu, lorsqu'il s'agit d'émettre des jugements subjectifs quant à la qualité, par exemple, la Galerie nationale, le Conseil national des arts, le Centre national des arts, etc.

A moins qu'il y ait des raisons qui nous obligent à enlever au contrôle parlementaire et ministériel les différents organismes de la

[Texte]

trols it would seem desirable to preserve these traditional controls. Now careless proliferation of Crown corporations would not seem to be desirable. All departments are presided over by ministers and Section 4 of this bill, as has been mentioned, is similar to the relevant provisions of Bill C-173, the government organization bill setting up new departments—with one significant exception.

Mr. Dinsdale has referred to the fact that the wording has perhaps a psychological impact as well as a legal impact and for that very reason in Bill C-171, in order to give the National Librarian somewhat more independence, instead of providing that the Minister has the management and direction of the National Library this bill provides that the Minister

...has the supervision of the management and direction of the Library.

This represents a somewhat different emphasis from an ordinary branch or a regular department. It makes the minister more remote from the actual day-to-day operations of the library than in the usual case of a minister presiding over a department or a branch in the nature of a department.

I might mention in passing that at the same time this bill gives the library of parliament a greater independence in that, under Section 9 of the former act, the Governor in Council could direct that any books in the care or custody of the Parliament of Canada could be transferred to the National Library. And in new Section 10 the library of parliament is not mentioned specifically, so that it will have a greater independence than previously—although of course it can transfer its surplus books to the National Library on its own initiative, if it wishes.

There are, as I have outlined, a number of reasons for the National Library's present statutory relationship with the Secretary of State and for continuation of this relationship. I believe the librarians' professional associations have accepted this aspect of the bill. They made no objection to it when they appeared before this Committee. The National Librarian has indicated that he is content with it.

Clause 4 seems consistent with the objective of preserving the existing legal status of the National Library, which has proved satis-

[Interprétation]

Couronne, il semble qu'il serait souhaitable de conserver ce contrôle traditionnel. Une prolifération des sociétés de la Couronne ne serait pas très souhaitable. Tous les ministères sont présidés par des ministres et l'article 4 de ce projet de loi, comme on l'a mentionné, est conforme aux dispositions pertinentes du bill C-173, le bill concernant l'organisation du gouvernement et établissant les nouveaux ministères, à une exception importante.

M. Dinsdale a dit que la phraséologie avait peut-être un effet psychologique aussi bien que juridique et pour cette raison même, dans le projet de Loi C-171, afin de donner à la Bibliothèque nationale un peu plus d'indépendance, au lieu que prévoir que le ministre administre et dirige la Bibliothèque nationale ou gère la Bibliothèque nationale, on prévoit dans ce projet de loi que le ministre

... préside à la gestion et à la direction de la Bibliothèque.

Ceci déplace légèrement l'accent si on fait la comparaison avec une division ordinaire de ministère ou un ministère ordinaire. Le ministre est un peu moins près des activités quotidiennes d'administration de la Bibliothèque par opposition à la fonction qu'a un ministre dans le fonctionnement ou les activités d'un ministère ou d'une division ministérielle.

Soulignons en passant que dans ce projet de loi, on donne à la bibliothèque du Parlement plus d'indépendance en ce sens, en conformité de l'article 9 de l'ancienne loi, le gouverneur en conseil pouvait ordonner que tout livre au soin de la bibliothèque du Parlement du Canada pouvait être transféré à la Bibliothèque nationale. Et dans le nouvel article 10, la bibliothèque du Parlement n'est pas mentionnée spécifiquement de sorte qu'elle aura plus d'indépendance qu'autrefois bien qu'elle puisse évidemment transférer son surplus de livres à la Bibliothèque nationale de sa propre initiative si elle le désire.

Comme je l'ai signalé, il y a différentes raisons qui expliquent les relations à l'échelle de la Bibliothèque nationale avec le Secrétaire d'État et il y a des raisons qui justifient que ces relations se poursuivent. L'Association professionnelle des bibliothécaires a accepté cet aspect du projet de loi, je crois. Ils n'ont présenté aucune objection lorsqu'ils ont témoigné devant le Comité. Le directeur de la Bibliothèque nationale a déclaré qu'il en était satisfait.

L'article 4 semble être conforme à l'objectif de sauvegarder le statut juridique actuel de la Bibliothèque nationale qui s'est prouvé

[Text]

factory since its establishment in 1953. At the same time it satisfies the drafting preference of the law officers of the Crown. The Secretary of State, therefore, Mr. Chairman, feels that this clause should remain in the bill.

Mr. Comeau: I have a question which might have been answered earlier and probably was dealt with in some detail by Mr. Stanbury. I would like to ask again, for my own clarification anyway, the real difference between Clause 4 and Clause 7, particularly Clause 4 where it says,

...shall preside over and has the supervision of the management and direction of the Library.

And Clause 7 where it says,

7. (1) Subject to the direction of the Minister...

Does not Clause 7 satisfy government control?

Mr. Stanbury: As I have mentioned, Mr. Chairman, Clause 4 has been recommended not by the Minister or his department but by the law officers of the Crown as the standard opening clause from which these other powers will flow in the Act. The Minister has taken the advice of the law officers of the Crown that this is a desirable clause, although the Minister has not requested it.

The Chairman: May I refer that to Miss MacDonald.

Mr. Comeau: Yes, I was going to ask her.

Miss MacDonald: First of all, as I say, we created the department in the normal sense of minister, deputy head, then powers, duties and functions. If this was a normal department act Section 7 would start "The Minister shall" but, again, because of there being more emphasis on the National Librarian, the deputy head, this one starts

7. (1) Subject to the direction of the Minister, the National Librarian shall...

In other words, whereas in a normal department the function is in the minister, in this case it is in the deputy minister with just a slight bow in the direction of the fact that the minister presides over the department.

Mr. Dinsdale: Does not Clause 4 supersede because it says "The Minister shall"? It is

[Interpretation]

satisfaisant depuis l'établissement de la Bibliothèque en 1953. En même temps il est conforme aux préférences de rédaction des officiers de la Couronne. Le Secrétaire d'État, par conséquent, monsieur le président, estime que cet article devrait être préservé dans le projet de loi.

M. Comeau: Je voudrais poser une question à laquelle on a peut-être répondu plus tôt et qui a peut-être été expliquée très bien dans certains détails par M. Stanbury. Toutefois, je voudrais encore une fois, personnellement, savoir quelle est la différence entre l'article 4 et l'article 7:

...préside à la gestion et à la direction de la Bibliothèque.

et l'article 7:

7. (1) Sous réserve des instructions du Ministre...

est-ce que l'article 7 satisfait au contrôle du gouvernement?

M. Stanbury: Comme j'ai déjà dit, monsieur le président, l'article 4 a été proposé non pas par le ministre ou par le ministère, mais par les conseillers juridiques de la Couronne comme étant l'article type d'où découleront ces pouvoirs dans la Loi. Le ministre s'est fié aux conseils des conseillers juridiques de la Couronne, à savoir que c'est un article souhaitable, même si le ministre ne l'a pas demandé.

Le président: Puis-je me référer à M^{lle} MacDonald.

M. Comeau: Oui, j'allais lui demander.

Mlle MacDonald: Premièrement, nous avons essayé de créer un ministère normal doté d'un ministre, d'un sous-ministre qui ont des pouvoirs et des fonctions particulières. Si c'était une loi normale se rapportant à un ministère, l'article 7 commencerait par: «Le ministre fera» mais comme on accorde davantage d'importance au directeur général de la Bibliothèque nationale, le sous-ministre, cet article débute:

7 (1) Sous réserve des instructions du Ministre, le directeur général de la Bibliothèque nationale...

En d'autres termes, alors que la fonction normale réside dans le ministre, dans ce cas, elle réside dans le sous-ministre avec un petit salut dans la direction du fait que le ministre préside au ministère.

M. Dinsdale: Est-ce que l'article 4 a préséance parce qu'il dit «Le Ministre préside»?

[Texte]

giving him more powers than he has under Clause 7 then.

Mr. Stanbury: It is the basis for proceeding to the other section. Is that not the theory?

Miss MacDonald: Yes.

Mr. Dinsdale: The form in Clause 7 (1) is recognizing the pre-eminent position of the National Librarian. But I would say that Clause 4, which stands by itself, supersedes Clause 7, Sub-section (1) because Clause 4 says "The Minister shall preside over", with no reference to the National Librarian at all.

Miss MacDonald: Yes sir, but that is the usual opening and what Clause 7 does is give the deputy head possibly a little more status than the normal deputy minister.

Mr. Schreyer: Mr. Chairman, if it is only a matter of status then I suggest it is not very important.

Miss MacDonald: I should have used "powers" probably.

Mr. Schreyer: But again, whatever powers the National Librarian shall exercise, when it really counts it shall be subject to the supervision of the minister. Now I do not know about that. To me it does not seem very important to continue the discussion about a slight nuance in form, a difference in the form of drafting between this bill and other bills putting forth the relationship of the minister to his department.

It is clear enough to me that with the provisions of Clauses 4 and 7 that whatever

• 1035

slight difference in status there may be the fact remains that when it really counts the minister shall exercise the same kind of authority and power as a minister does in conventional departmental setting—and that seems to be the fact of the matter.

Mr. Mongrain: Mr. Chairman I am surprised to see the attitude of the opposition. At least with a clause like that they will know who they have to blame when there is something wrong, whereas when talking about the CBC you never can tell.

Mr. Dinsdale: Mr. Chairman, as I have indicated, I have raised this issue because it is a fundamental departure in Parliament's handling of informational and educational dissemination bodies connected with the gov-

[Interprétation]

Il lui donne plus de pouvoirs qu'il en a aux termes de l'article 7 est dit:

M. Stanbury: C'est le fondement qui conduit à l'autre article. N'est-ce pas ça en théorie?

Mlle MacDonald: Oui.

M. Dinsdale: Dans la forme, l'article 7 (1) reconnaît l'importance du directeur général de la Bibliothèque nationale. Mais je dirais que l'article 4 est plus important et prend préséance sur l'article 7, paragraphe (1) parce que l'article 4 dit «Le Ministre préside à la gestion», sans mention aucune du directeur général de la Bibliothèque nationale.

Mlle MacDonald: Oui monsieur, c'est ainsi qu'on commence et l'article 7 apour effet de donner au sous-ministre un peu plus de pouvoirs qu'en aurait un sous-ministre généralement.

M. Schreyer: Monsieur le président, si c'est seulement une question de statut, je suggère que ce n'est pas très important.

Mlle MacDonald: J'aurais probablement dû dire «pouvoirs».

M. Schreyer: Mais, une fois de plus, quelle que soit l'autorité que le directeur général de la Bibliothèque exerce, ce qui compte c'est qu'il soit assujéti ou placé sous la surveillance du ministre. Pour moi, il n'est pas très important de poursuivre la discussion sur une légère différence de forme de style, de dispositions se retrouvant dans ce bill ou dans d'autres bills concernant le rapport du ministre avec son ministère.

Mais il me semble qu'avec les dispositions des articles 4 et 7, quelle que soit la diffé-

rence de statuts, il n'en demeure pas moins que ce qui compte vraiment c'est que le ministre exercera le même genre d'autorité, il faut que le ministre exerce le même genre d'autorité et de pouvoirs que dans un ministère normal.

M. Mongrain: Monsieur le ministre, ceci laisse la porte ouverte à l'opposition, ils sauront au moins qui blâmer, tandis qu'avec Radio-Canada, on ne peut jamais dire qui est à blâmer.

M. Dinsdale: Monsieur le président, comme je l'ai dit tout à l'heure, je soulève cette question parce que c'est une nouvelle façon de traiter de la question des organismes de dissémination de l'information et des renseigne-

[Text]

ernment, and once you make a fundamental departure then of course all sorts of things enter into the consideration of the operations of these very sensitive areas of education, culture and information dissemination. Now, Mr. Givens has said that I am facing both ways, and maybe it is true in this respect because I have been rather shocked to see the strong emphasis that isolates, for the first time, the ministerial responsibilities in a separate clause and clearly and specifically enunciates them. This is a fundamental departure. Mr. Givens has said that this is the engine of the whole business...

Mr. Givens: The fuel pump.

Mr. Dinsdale: ...the fuel pump of the whole business; this is true. Once we trespass into one area of communications, once the door is open, then we are headed in the direction of what you might call a cultural ministry. It is quite true that cultural ministries operate in some countries, but they have not operated in Canada up to the present time. This is why I am taking the opportunity to raise the issue by suggesting the deletion of Clause 4. It might not solve the whole problem, but it does provide the vehicle whereby members of the Opposition can bring to the attention of Parliament and the people of Canada that the government is moving in a new direction in handling cultural, educational and informational services.

The Chairman: Questions?

Mr. Stanbury: I think it has to be said, Mr. Chairman, that Mr. Dinsdale is presenting an argument, as he is entitled to do. But his statements should not be taken as fact but rather as opinion. The law officers of the Crown have told us that it is not a departure, that it is simply a wrapping-up, into a leading section, of the powers that exist in the Act. If there is any departure, it must have been made in 1952 when this Act was passed. The relationship between the Minister and the National Library is intended, as has been said, to continue basically as it has been in the past.

I agree with Mr. Givens that if this clause is redundant it can hardly, in itself, trespass on any principles, but it does not trespass on any principles that were not trespassed on in 1952. If Mr. Dinsdale wishes to move some constructive amendments, on the basis of the principle he is enunciating, presumably they would amount to making the National Library a Crown corporation.

As I mentioned before, the Library Associations seem to have abandoned this

[Interpretation]

ments relevant du gouvernement et une fois qu'on procède d'une façon nouvelle, il y a toute sorte de considérations qui entrent en jeu dans l'administration de ces questions très sensibles de l'éducation, de l'information et de la divulgation des renseignements. M. Givens me dit qu'il faut voir le pour et le contre de la médaille. Je suis frappé de voir toute l'importance de l'accent qu'on met pour isoler les compétences du ministre dans un article séparé et les énoncer clairement. Apparemment, selon M. Givens, c'est le moteur de toute l'affaire.

M. Givens: La force motrice.

M. Dinsdale: Il s'agit ici de quelque chose de nouveau. Lorsqu'on fait une exception dans un domaine de communication, une fois qu'on ouvre la porte, on se lance dans la création de ce qu'on pourrait appeler un ministère de la culture; il est vrai que certains pays en sont dotés, mais jusqu'à maintenant le Canada n'en a pas eu. Voilà pourquoi je saisis cette occasion pour soulever cette question en proposant la suppression de l'article 4. Cela ne règlera peut-être pas toute la question mais ceci donne la possibilité aux membres de l'opposition de soulever la question et de signaler au pays que le gouvernement se lance dans un nouveau domaine, celui des services relatifs à la culture, à l'éducation et à l'information.

Le président: Y a-t-il des questions?

M. Stanbury: Il faut dire, monsieur le président, que monsieur Dinsdale présente une thèse, il a droit de le faire, mais en fait c'est plutôt une opinion, ce n'est pas un fait, qu'il expose. Les juristes de la Couronne nous disent que ce n'est pas quelque chose de nouveau, mais simplement le résumé ou le groupement de toutes les compétences dans un seul article principal du Bill. S'il y a eu nouveauté, c'était bien en 1952, lorsqu'on a adopté la Loi. Le rapport entre le ministre et la Bibliothèque nationale doit se poursuivre comme dans le passé.

Je conviens avec M. Givens que si cet article est répétitif, il ne peut pas empiéter sur un principe. Mais en fait, si un article semblable existait déjà en 1952, le principe existait aussi à ce moment-là. Si M. Givens voulait proposer des amendements, à ce moment-là ce serait en fonction du principe qu'il a soulevé et ceci reviendrait à faire de la Bibliothèque nationale une société de la Couronne.

Comme je l'ai dit tout à l'heure, les associations des bibliothécaires semblent abandonner

[Texte]

suggestion, having looked at all the difficulties involved. I have explained that this is in no way an information-creating body, like the CBC, but rather a collecting and distributing • 1040

service like the Archives, like the Dominion Bureau of Statistics.

Mr. Dinsdale: Is the CBC a propaganda bureau?

Mr. Stanbury: There is no comparison between such a service as the National Library and a body which is dealing in the area of information creation. So I think that Parliament will be continuing the same attitude as it has always taken to the National Library if it accepts Clause 4 as it has been proposed by the Department of Justice.

Mr. Dinsdale: Mr. Chairman, may I ask Mr. Sylvestre what the functions of the National Library are? They have been outlined in the book I referred to the other day, arising from a conference of the national libraries which was held in 1963. In a statement at that gathering, these were the functions of national libraries as agreed to by that international gathering: collecting national literature, collecting foreign literature, serving as a book museum, giving the public access to their collections, carrying out information service and bibliographical activity, functioning as a training centre, and participating in national library planning.

Would that be a fair summary?

Mr. Sylvestre: Yes, I believe it is, Mr. Chairman. I may mention one difference here that may exist between the role, say, of the National Library in Canada as opposed to a national library in a country which is not a federation. You inquired, Mr. Dinsdale, the other day about the status, for instance, of the National Library of France which, as you know, is a highly centralized country, and the national librarian in France has a great deal to do in the direction of all library services at all levels. Now, obviously this is not possible in Canada with the constitutional arrangement we live under. Most libraries come under provincial jurisdiction either directly or through municipalities. This is why you have, for instance, Clause 8—if I may refer to it—which says:

The National Librarian may...enter into agreements with libraries and library and educational associations and institutions in and outside Canada...

It is because you cannot here do that unless

[Interprétation]

cette position, ayant examiné toutes les difficultés que cela comportait. J'ai expliqué qu'il ne s'agit pas d'un organisme créant l'information, comme Radio-Canada, mais plutôt un service de dissémination et de rassemblement comme les archives, comme le Bureau fédéral de la statistique.

M. Dinsdale: Radio-Canada est-il un organe de propagande?

M. Stanbury: Il n'y a aucune comparaison entre la Bibliothèque nationale et un organisme qui a pour but de créer l'information. Ainsi, je pense que le Parlement continuera à avoir vis-à-vis de la Bibliothèque nationale la même attitude qu'il a toujours eue, s'il acceptait l'article 4 du Bill dans la forme proposée par le ministère de la Justice.

M. Dinsdale: Monsieur le président, puis-je demander à M. Sylvestre quelles sont les autres fonctions de la Bibliothèque nationale. Elles nous sont données dans l'ouvrage dont j'ai saisi des passages l'autre jour, publié lors de l'Assemblée générale qui a eu lieu en 1963. Lors de cette réunion internationale, les fonctions des bibliothèques nationales ont été fixées comme ceci: Grouper la littérature nationale; grouper la littérature internationale; servir de musée du livre; donner au public l'accès aux livres; agir comme service d'information et se livrer à l'activité bibliographique; être un centre de formation; prendre part à la planification nationale des bibliothèques.

Est-ce là un bon résumé?

M. Sylvestre: Oui, mais il y a une différence à relever, monsieur le président, entre le rôle de la Bibliothèque nationale au Canada et le rôle de Bibliothèque nationale des autres pays. Vous avez posé des questions l'autre jour à propos du statut de la bibliothèque nationale de la France, qui est un pays très centralisé. Le bibliothécaire national de France a beaucoup de compétence et a beaucoup à faire quant à tous les services de bibliothèques, de tous les niveaux. Ceci n'est pas possible ici actuellement étant donné la constitution du Canada. La plupart des bibliothèques relèvent des compétences provinciales ou directement ou par le truchement des municipalités. Voilà pourquoi vous avez l'article 8:

8. Le directeur général de la Bibliothèque nationale peut, selon les modalités approuvées par le Ministre, conclure, avec des bibliothèques et des associations et institutions s'occupant de bibliothèques au Canada et ailleurs, des accords...

Parce qu'on ne peut donner aux Bibliothèques

[Text]

people agree to your giving some direction and only on terms that are agreeable to them. So I think that the statement you made about the duties of national libraries as they exist generally is correct and complete.

The Chairman: The motion is that Clause 4 be deleted and the following clauses be renumbered accordingly.

Motion negatived on division.

Clauses 4, 5, 6 and 7 agreed to.

On Clause 8—*Agreements respecting library services.*

The Chairman: Mr. Stanbury has an amendment to this clause.

M. Stanbury: Monsieur le président, je propose:

Que la version française du Bill C-171 soit modifiée par le retranchement de la ligne 5 de la page 4 et son remplacement par ce qui suit:

«institutions s'occupant de bibliothèques et d'éducation au»

• 1045

The Chairman: The motion is:

That the French version of Bill C-171 be amended by striking out line 5 on page 4 thereof and substituting the following:

“institutions s'occupant de bibliothèques et d'éducation au”

This is to clean up an oversight in the French translation.

Mr. Mongrain: It is just a question of translation?

The Chairman: That is correct.

Mr. Mongrain: Okay.

Amendment agreed to.

Clause 8 as amended agreed to.

On Clause 9—*National Library Advisory Board.*

Mr. Mongrain: Mr. Chairman, Clause 9 (2) (c) reads:

(c) three other persons, one each representing and nominated by the Canada Council, the National Museums of Canada and the Association of Universities and Colleges of Canada; and

I mentioned the other day that I do not really see why Canada Council or National Museums should be there. I see why the Association of Universities and Colleges should be there. I would like to move that the representatives of the Canada Council and

[Interpretation]

ques provinciales des directives à moins qu'on ne s'y soumette, et encore selon leurs exigences. Je crois que votre déclaration au sujet des fonctions des bibliothèques nationales comme elles existent était juste et complète.

Le président: La motion porte sur la suppression de l'article 4 et que les articles suivant soient numérotés en conséquence.

La motion est rejetée, sur division.

Les articles 4, 5, 6 et 7 sont adoptés.

L'article 8, *Accords relatifs aux services bibliothécaires*

Le président: Monsieur Stanbury propose un amendement.

Mr. Stanbury: Mr. Chairman, I move:

That the French version of Bill C-171 be amended by striking out line 5 on page 4 thereof and substituting the following:

«institutions s'occupant de bibliothèques et d'éducation au»

Le président: La motion porte «que la version française du Bill C-171 soit modifiée par le retranchement de la ligne 5 de la page 4 et son remplacement par ce qui suit: «institutions s'occupant de bibliothèques et d'éducation au» pour corriger une inadvertance qui s'est glissée dans le texte français.

M. Mongrain: S'agit-il seulement d'une question d'interprétation?

Le président: Oui.

M. Mongrain: Bon.

L'amendement est adopté.

L'article 8 modifié est adopté.

Article 9—*Conseil consultatif de la Bibliothèque nationale*

M. Mongrain: Monsieur le président, l'alinéa c) du paragraphe (2) de l'article 9 se lit:

c) de trois autres personnes représentant respectivement le Conseil des Arts du Canada, les Musées nationaux du Canada et l'Association des universités et collèges du Canada et respectivement désignées par ces organismes; et

Je disais l'autre jour que je ne voyais pas pourquoi le Conseil des Arts du Canada et les Musées nationaux du Canada devraient figurer à ce conseil. Je vois pourquoi on y trouve l'Association des universités et collèges. Je voudrais proposer que les représentants du

[Texte]

the National Museums be deleted and perhaps replaced by members of our National library associations...

The Chairman: I wonder, Mr. Mongrain, if we might go back? Mr. Hymmen has an amendment to subclause (2)(a). After that I would recognize you; this is so as to take it in proper order.

Mr. Mongrain: All right.

Mr. Hymmen: Mr. Chairman, I would like to move:

That Bill C-171 will be amended by

(a) striking out lines 20 and 21 on page 4 thereof and substituting the following
“(a) the National Librarian;”

(b) by renumbering sub-clauses (3) to (6) of clause 9 as sub-clauses (4) to (7).
and

(c) inserting immediately after sub-clause (2) of clause 9 on page 4 thereof the following sub-clause:

“(3) The Board may with the approval of the Governor in Council elect one of its members to be Chairman of the Board.”

The Chairman: The effect of this amendment as I understand it would be to leave subclause 2(a) reading “the National Librarian” as a member of the Board. It would permit the Advisory Council to elect, with the permission of the Governor in Council, the Chairman of the National Library Advisory Board.

Is there any discussion of this motion?

Mr. Mongrain: I would like to have some more information about that, Mr. Chairman.

Mr. Stanbury: This was recommended by the library associations when they were here, as I recall, and the Minister said when he was here on Tuesday that he had no objection. I believe the National Librarian indicated similar agreement.

Mr. Sylvestre: That is correct.

Mr. Dinsdale: The only comment I would make, Mr. Chairman, is that you have indicated the Canadian library associations, both French and English, recommended this. I was amazed to see in reading the Minutes that they did not press harder on some of the points they had raised in their original brief. I think this is at least a concession to some of the points they raised. Because the National

[Interprétation]

Conseil des arts et des Musées nationaux soient supprimés pour être remplacés par les membres de l'Association des bibliothécaires.

Le président: Monsieur Mongrain, pouvons-nous revenir? M. Hymmen voudrait proposer un amendement à l'alinéa a) de l'article (2). Ensuite, je vous passerai la parole. Ceci pour procéder de façon systématique.

M. Mongrain: C'est bien.

M. Hymmen: Monsieur le président, je voudrais proposer:

Que le Bill C-171 soit modifié de la façon suivante:

a) Retrancher les lignes 22 à 24, à la page 4 et les remplacer par ce qui suit:

«a) du directeur général de la Bibliothèque nationale;»

b) Renuméroter les paragraphes (3) à (6) de l'article 9 du bill, qui deviennent les paragraphes (4) à (7);

et

c) Insérer, immédiatement après le paragraphe (2) de l'article 9 du bill, à la page 4, le paragraphe suivant:

«(3) le Conseil peut, avec l'approbation du gouverneur en conseil, élire un de ses membres à la présidence du Conseil.»

Le président: Cet amendement aurait pour effet de faire du directeur général de la Bibliothèque nationale un membre comme un autre du Conseil, permettant au Conseil consultatif d'élire, avec la permission du gouverneur en conseil, le président du Conseil consultatif de la Bibliothèque nationale.

Quelqu'un conteste-t-il cette motion?

M. Mongrain: Je voudrais avoir davantage de renseignements là-dessus, monsieur le président.

M. Stanbury: Ceci a été recommandé par les associations de bibliothécaires lorsqu'elles vinrent ici, si je me souviens bien. Et le ministre a dit qu'il n'y voyait pas d'objection. J'imagine que le directeur général de la Bibliothèque nationale est du même avis.

M. Sylvestre: Exact.

M. Dinsdale: La seule remarque que je ferais, monsieur le président, c'est que vous avez dit que les associations des bibliothécaires, tant de langue française que de langue anglaise, l'ont recommandé. J'ai été étonné en lisant le procès verbal qu'elles n'aient pas insisté davantage sur certains points soulevés dans leur mémoire. C'est du moins une concession qu'on peut leur faire. Parce que la

[Text]

Library is dealing in grass roots information, there should be very continuing contact with the associations most concerned in this field.

Clause 9(1) agreed to.

Mr. Schreyer: Mr. Chairman, I have just a technical point. I think the amendment is all right, but are you, Mr. Hymmen and Mr. Chairman, quite sure that the lines to be deleted were correctly specified?

The Chairman: That is subclause (2) (a).

Mr. Schreyer: Yes, yes, but lines 20...

Mr. Hymmen: Lines 20 and 21, which read:
(a) the National Librarian, who shall be the Chairman of the Board;
and substituting "the National Library."

• 1050

Mr. Schreyer: All right; pardon me.

The Chairman: Shall the amendment moved by Mr. Hymmen to Clause 9 (2) carry?

Amendment agreed to.

The Chairman: Now, Mr. Mongrain, you were next.

Mr. Mongrain: I am not insisting on having representatives of the two library association, French and English. I think it would be a natural thing to do though, but before moving it formally I would like to have the reaction of Mr. Sylvestre, if I am not being indiscreet.

Mr. Sylvestre: I am sorry, Mr. Chairman...

Mr. Mongrain: From subclause (2) (c) I would like to delete

de trois autres personnes représentant respectivement le Conseil des Arts du Canada, les Musées nationaux du Canada et l'Association des universités...

Je suggère que ce soit: de trois autres personnes représentant respectivement l'Association des bibliothécaires de langue anglaise du Canada, je ne sais pas si c'est le terme exact, l'Association des bibliothécaires de langue française, il faudrait trouver le terme exact, et l'Association des universités et collèges du Canada.

Car, monsieur le président, je ne vois pas très bien ce que viennent faire ici les représentants du Conseil des Arts du Canada et des Musées nationaux du Canada. Je trouverais

[Interpretation]

Bibliothèque nationale est à la base des renseignements, elle devrait avoir des contacts permanents avec les associations professionnelles.

Paragraphe (1) de l'article 9, adopté.

M. Schreyer: Monsieur le président, je n'ai qu'un point d'ordre technique. Je pense que l'amendement est correct, mais êtes-vous sûr, monsieur Hymmen et vous-même, monsieur le président, que les lignes à supprimer ont été bien indiquées?

Le président: Oui, c'est l'alinéa a) du paragraphe (2).

M. Schreyer: Oui, oui, mais lignes 22...

M. Hymmen: Les lignes de 22 à 24 qui se lisent:

a) du directeur général de la Bibliothèque nationale, qui est président du Conseil;

M. Schreyer: Ça va, excusez-moi.

Le président: Adoptons-nous l'amendement au paragraphe (2) de l'article 9 proposé par M. Hymmen?

Amendement adopté.

Le président: Maintenant à vous M. Mongrain.

M. Mongrain: Je n'insiste pas pour que des représentants des deux associations des bibliothécaires anglophones et francophones soient représentés, mais ce serait la chose naturelle à faire, mais, avant de le proposer officiellement, je voudrais avoir la réaction de M. Sylvestre, si je ne suis pas indiscret.

M. Sylvestre: Je regrette, monsieur le président...

M. Mongrain: De l'alinéa c) du paragraphe 2, je voudrais supprimer:

(c) three other persons, one each representing and nominated by the Canada Council, the National Museums of Canada and the Association of Universities and Colleges of Canada;

I would suggest that it be as follows: three other persons, one each representing the English-speaking Library Associations, I do not know whether this is the exact name, l'Association des bibliothécaires de langue française, we could have to look up the exact title, and the Association of Universities and Colleges of Canada.

Mr. Chairman, I do not see why we should have representatives from the Canada Council and the National Museums of Canada. It would be more normal to have official repre-

[Texte]

[Interprétation]

plus normal que ce soit plutôt les représentants officiels de nos deux associations nationales, l'une de langue anglaise et l'autre de langue française. J'aimerais avoir votre opinion, monsieur Sylvestre. Si vous avez une meilleure formule, je suis prêt à l'accepter.

M. Sylvestre: Monsieur le président, je voudrais dissocier deux choses complètement différentes. Lorsqu'il est venu comparaître devant le Comité mardi matin, le Secrétaire d'État a indiqué qu'il était prêt à s'engager, pour la nomination des huit autres personnes qui sont nommées par le gouverneur en conseil, à consulter les deux associations nationales des bibliothécaires, comme cela se fait, par exemple, pour les nominations des juges, alors qu'on consulte les Barreaux.

Les deux associations, a souligné le ministre, sont des associations professionnelles qui représentent des individus. Il lui a paru difficile de les mettre, sous l'alinéa c), dans la même catégorie que des organismes qui représentent des institutions et non pas des individus et sur lesquels le Parlement exerce un contrôle. Le Conseil des Arts, comme vous le savez, est une institution gouvernementale, de même que les Musées nationaux, et l'Association des universités est une corporation qui coordonne l'activité des universités et des collèges au Canada. Par conséquent, je crois que discuter de la représentation des Musées et du Conseil des Arts n'est pas un problème du même ordre que celui de discuter de la représentation des associations des bibliothécaires. Je puis difficilement me prononcer sur une question de politique, parce que je suis un fonctionnaire. Mon devoir est d'appliquer la loi telle qu'elle existe. Tout ce que je puis faire au sujet des associations des bibliothécaires, c'est de rappeler le point de vue exprimé par le ministre, mardi.

Au sujet de la représentation du Conseil des Arts, des Musées nationaux et de l'AUCC, j'aimerais faire une distinction. Le ministre a déjà indiqué que, si quelqu'un proposait d'éliminer les représentants des Musées nationaux du Canada, il n'aurait pas d'objection. Pour le Conseil des Arts, je crois que nous en aurions.

• 1055

La raison principale pour laquelle nous estimons que le conseil des Arts du Canada devrait être représenté au Conseil consultatif de la Bibliothèque nationale, c'est parce que le Conseil des Arts est l'organisme, au Canada, qui, dans le domaine des humanités, des lettres, des arts, des sciences de l'homme, est le plus au courant des besoins des chercheurs. Cet organisme, comme vous le savez,

sentatives of our two national associations, one being French-speaking and the other English-speaking. I should like to have your opinion, Mr. Sylvestre. If you have a better formula, I am ready to accept it.

Mr. Sylvestre: Mr. Chairman, I want to disassociate two things which are not at all similar, if I may. Last Tuesday morning, when the Secretary of State appeared before the Committee, he said that he was ready to consult, for the appointment of the eight other persons appointed by the Governor in Council, the two national library associations as is done, for instance, for appointing judges, when the members of the Bar are consulted.

The Minister emphasized that both associations are professional associations representing individuals and it appeared to him difficult to put them, under paragraph (c), in the same category with organizations that represent institutions and not individuals, and over which Parliament exerts control. As you know, the Canada Council is a governmental institution, along with the National Museums of Canada, and the Association of Universities and Colleges is a corporation which co-ordinates the activities of the colleges and universities in Canada. Therefore, to discuss the representation of the Canada Council or the National Museums of Canada is not a problem of the same nature as discussing the representation of the library associations. As far as policy is concerned I can hardly be expected to take a position on that, because I am a civil servant. My duty is to apply the law as it exists. All I can do regarding the library associations, is to repeat what the Minister said on Tuesday.

As far as the representation of the Canada Council, the National Museums of Canada, and the AUCC is concerned, I should like to make a distinction. The Minister has already indicated that if someone proposed to eliminate the representatives of the National Museums of Canada, he would not object. I believe we would object in so far as the Canada Council is concerned.

The main reason why we believe that the Canada Council should be represented on the Advisory Board of the National Library, is because it is the organization in Canada which, in the field of the humanities, letters, the arts, and human sciences, is the most aware of the needs of researchers. As you know, it gives sizeable bursaries to Canadian researchers and also grants subsidies to the

[Text]

accorde des bourses considérables aux chercheurs canadiens et accorde aussi des subventions à des institutions universitaires, ou autres, pour la recherche dans ces domaines.

Nous estimons qu'il serait très utile pour nous, d'avoir au sein du Conseil, un représentant du Conseil des arts, afin de pouvoir bénéficier des renseignements qu'il possède sur les besoins des chercheurs dans ces domaines.

M. Mongrain: Je remercie M. Sylvestre. Il me donne des renseignements que je n'avais pas, puisque je n'étais pas à la dernière réunion.

Would Mr. Stanbury answer another question? Are you under the impression, Mr. Stanbury, that the Minister would have any objection to an addition to Clause 9 Subclause (2) (d) below, after the information we were just given by Mr. Sylvestre?

eight other persons, at least four of whom shall be professional librarians and each of whom shall be appointed by the Governor in Council to hold office for a term of not more than four years.

I would like to add somewhere, "after consultation with the two national library associations".

Mr. Stanbury: Mr. Chariman, the Secretary of State was anxious to find some formula by which consultation with professional librarians could be assured. He outlined on Tuesday, though, the difficulty that the existence of these two associations presented in attempting to place in the Act some requirement for representation or consultation.

I believe he mentioned, as Mr. Sylvestre has here, that they are associations of individuals, not of institutions. They are not, as are the other organizations mentioned in paragraph (c), incorporated by Act of Parliament. They do not have the same permanence as those institutions mentioned in paragraph (c). There is the possibility that they may subdivide further or that they may unite; they may change their names or their make-up; they may become more or less representative of the profession of librarian, and it was the feeling of the Minister, which he expressed on Tuesday, that the best approach would be for him to state, as he did then, that it was his firm intention to consult with them and it is his hope that this will be the tradition as it has become the tradition in the case of appointment of judges.

In that case there is no statutory provision for consultation with a private association of lawyers in any province, but that consultation has been recognized publicly by the Minister

[Interpretation]

universities, or other institutions, for research in those fields.

We think it would be very helpful for us to have on the Board a representative of the Canada Council, in order to benefit from the information he has regarding the needs of researchers in those fields.

Mr. Mongrain: I thank Mr. Sylvestre. He gave us information I was not aware of, since I was not at the last meeting.

Puis-je poser une question à M. Stanbury? Avez-vous l'impression, monsieur, que le ministre accepterait d'ajouter quelque chose à l'alinéa d) du paragraphe 2 de l'article 9, après les renseignements que M. Sylvestre vient de nous donner?

De huit personnes dont quatre au moins sont des bibliothécaires diplômés et qui sont toutes nommées par le gouverneur en conseil pour un mandat de quatre ans au maximum.

Je voudrais ajouter quelque part: «après avoir consulté les deux associations nationales de bibliothécaires.»

M. Stanbury: Le ministre désirait vivement trouver une formule qui garantirait la consultation des bibliothécaires diplômés. Il a pourtant exposé, mardi, les problèmes que l'existence de ces deux associations présentait en cherchant à insérer dans la loi une exigence relative à la représentation ou à la consultation.

Je crois qu'il a dit, comme M. Sylvestre, tout à l'heure, que ce sont des associations de personnes et non pas d'institutions. Elle ne sont pas dûment constituées par une loi votée par le Parlement, comme les autres organismes mentionnés à l'alinéa c). Elles n'ont pas la même stabilité que celles qui figurent à l'alinéa c). Elles ont la possibilité de s'unir, de se subdiviser, de changer de nom ou de composition. Elles peuvent représenter plus ou moins la profession des bibliothécaires. Le ministre estimait mardi dernier, que la meilleure façon de procéder serait à son avis, de déclarer, comme il l'a fait, qu'il avait la ferme intention de les consulter. Et il espérait en faire une tradition comme pour la nomination des juges.

Il n'existe aucune disposition juridique au sujet de la consultation d'une association privée de juristes d'une province mais cette consultation a été reconnue officiellement par le

[Texte]

of Justice as being the proper procedure and that consultation is followed.

A similar kind of arrangement is intended here but the Minister has stated that in his opinion it would not be practical to try to incorporate it into the statute.

M. Mongrain: Monsieur le président, il y a, en français, un dicton qui dit que: «L'enfer est pavé de bonnes intentions.» Je suis bien heureux de voir que le ministre a l'intention de consulter les associations professionnelles concernées. Mais nous savons tous que les ministres ne sont pas inamovibles: ils ne le sont pas éternellement. Il y aura d'autres ministres qui, éventuellement les remplaceront. Et ce n'est pas porter un jugement téméraire que de penser qu'il pourrait s'en trouver, éventuellement, qui ne soient pas aussi bien disposés que l'actuel ministre.

Moi, je fais bien plus confiance aux textes de lois écrits en noir sur blanc qu'aux bonnes intentions des ministres. Et remarquez bien, je le répète, pour le moment, le ministre actuel ne me cause aucun souci dans ce domaine.

J'aimerais qu'on trouve une formule quelconque pour que les associations professionnelles soient représentées. M. Stanbury apporte une objection légale, à savoir que ces associations-là n'ont pas l'incorporation nationale voulue. Inscrivons donc dans l'amendement que: «les associations nationales dûment incorporées, par exemple, «seront consultées.» Si elles ne sont pas incorporées, elles auront envie de s'incorporer au plus vite pour être véritablement représentatives. Évidemment, je ne connais pas la situation de tout le Canada, mais dans la partie que je connais, je crois que ces associations sont véritablement représentatives des bibliothécaires.

Et, j'insisterais pour avoir l'opinion de mes collègues à ce sujet. Sommes-nous satisfaits d'un texte de loi où le ministre dit: «j'ai bien l'intention de consulter les professionnels»? Ne serait-il pas plus sûr de penser que dans dix ans, vingt ans ou trente ans, il y aura d'autres ministres qui pourront peut-être oublier, et faire des nominations sans prendre la précaution de consulter ces gens-là.

M. Comeau: Je veux simplement appuyer bien fortement ce que M. Mongrain vient de dire, parce que la même situation s'est présentée au comité des Pêcheries. Certains membres du comité voulaient que les pêcheurs soient représentés au Comité consultatif. Cette proposition a été rejetée en comité et finalement adoptée en Chambre.

[Interprétation]

ministre de la Justice, comme étant la seule façon de procéder, et elle se maintient d'ailleurs.

On cherche une solution du même genre mais le ministre a déclaré qu'à son avis, il ne serait pas pratique d'essayer de l'incorporer à la Loi.

Mr. Mongrain: Mr. Chairman, in French we say that the road to hell is paved with good intentions. I am pleased to see that the Minister has the intention of consulting the professional associations concerned. But we all know that Ministers are not immovable. They are not there forever. There will be others eventually who will replace him. It is not bold to say that there might be some ministers eventually who are not as well disposed as the present one.

I have more confidence in laws that are written in black and white than in the good intentions of a minister. And mind you, I repeat that right now, our present minister does not cause me any concern in that respect.

I would like us to find some kind of formula so that professional associations are represented. Mr. Stanbury puts forth the legal objection that these associations do not have the required national incorporation. So, let us put in the amendment that "the national associations duly incorporated will be consulted." If they are not incorporated, they will want to be incorporated as soon as they can in order to be truly representative. Of course, I do not know exactly what the situation is throughout Canada, but in the part that I do know, I believe that these associations are truly representative of the librarians.

I would insist on getting the opinion of my colleagues on this. Are we satisfied with a piece of legislation where the minister says: "I do intend to consult professionals"? Would it not be more sure to think that 10, 20 or 30 years from now there will be other ministers who may forget and make appointments without taking the precaution of consulting those people.

Mr. Comeau: I simply want to support strongly what Mr. Mongrain has just said because the same situation developed in the Fisheries Committee. Certain members of the Committee wanted the fishermen to be represented on the Advisor Board. This proposal was rejected by the Committee and finally passed in the House.

[Text]

Il y a sûrement moyen d'inclure dans le Bill une disposition à l'effet qu'ils soient représentés à ce Conseil comme on l'a fait pour l'Office de commercialisation du poisson d'eau douce.

Mr. Mongrain: Mr. Chairman, would you allow me to ask Mr. Stanbury another question?

«Pour un mandat de quatre ans, au maximum, après consultation avec les porte-parole accrédités de deux Associations canadiennes de bibliothécaires, respectivement de langue française et de langue anglaise?»

Mind you I am not a lawyer and there are times when I am awfully sorry not to be a lawyer. Some other times I boast of not being a lawyer, but I need your help.

M. Stanbury: Monsieur le président, à mon avis, cela ne serait pas exact. Je demande l'avis du conseiller.

The Chairman: Perhaps I should ask Mr. Levy and then Miss MacDonald to comment on that.

Mr. Mongrain: Maybe I could say just a word to clarify the situation. Spokesmen for an organization that represents 900 libraries in Canada, or spokesmen for an organization representing 500 libraries in Canada.

Mr. Stanbury: Librarians, not libraries.

Mr. Mongrain: Librarians. If they feel they do not conform to the law they will probably want to improve the situation but they are really representative of their own profession, I should say, and I am very anxious to have the reaction of Mr. Levy.

Miss MacDonald: It is possible to make a general reference, as Mr. Comeau suggested. It has been done. It was done, as he mentioned, in the Salt Fish Board Act recently. I do not think one should mention particular associations by name because they are not organizations created by act of Parliament. Their names might change and it is in a rigid form and they would not be the proper organizations that you would be required to consult with. But it is possible to put something into general effect after consultation

[Interpretation]

There must surely be a way of including a provision in the bill to the effect that they be represented on this Board as was the case for the Freshwater Fish Marketing Corporation.

M. Mongrain: Monsieur le président, me permettriez-vous de poser une autre question à monsieur Stanbury?

“For a term of not more than four years, following consultation with the certified spokesmen of the two Canadian library associations, one of which shall be French-speaking and one English-speaking.”

Je ne suis pas avocat mais parfois je regrette beaucoup de ne pas l'être. En d'autres moments, je m'en flatte. J'ai pourtant besoin de votre aide.

Mr. Stanbury: Mr. Chairman, in my opinion, that would not be accurate. I would like to ask the legal adviser about this.

Le président: Je devrais peut-être demander à M. Levy et ensuite à M^{lle} MacDonald d'apporter leurs commentaires.

M. Mongrain: Puis-je ajouter quelques mots pour éclairer la situation. Des porte-parole d'un organisme qui représente 900 bibliothèques au Canada ou d'un organisme qui n'en groupe que 500.

M. Stanbury: Bibliothécaires et non bibliothèques.

M. Mongrain: Bibliothécaires. S'ils ont l'impression qu'ils ne se conforment pas à la loi, ils voudront probablement améliorer la situation, mais, j'oserais dire, qu'ils représentent vraiment leur profession. Je suis très curieux de connaître la réaction de M. Levy.

Mlle MacDonald: Il est possible comme l'a proposé M. Comeau de faire une référence générale. Cela a été fait récemment, comme il l'a dit, dans la Loi sur l'Office du poisson en conserve. Je ne crois pas qu'on devrait mentionner le nom de certaines associations parce que ce ne sont pas des organismes créés par une loi votée par le Parlement. Elles pourraient changer de nom et vous ne consulteriez pas les organismes pertinents. Il est possible, par contre, de mettre quelque chose en vigueur après avoir consulté les associations

• 1105

with appropriate library associations along the lines of the Salt Fish Board Act. If you want to do an amendment like that I would appreciate it very much if I could take it as notice and draft it after looking at prior

de bibliothèques appropriées, dans la même ligne d'idée que la Loi sur l'Office du poisson en conserve. Si vous voulez faire une modification de ce genre, j'aimerais beaucoup prendre connaissance et le rédiger après avoir

[Texte]

drafts in the Department. May I say one more thing. Paragraph (d) reads:

eight other persons, at least four of whom shall be professional librarians. . .

This proposed amendment would require a little drafting job if the Committee decided they wanted this sort of amendment as I presume they would only want this consultation with respect to the four who are professional librarians.

Mr. Mongrain: That is perfectly all right. You can put it any way you want but I would insist on having French and English representatives because there are two kinds of libraries in this country.

Mr. Sullivan: Mr. Chairman, I would prefer to adopt the reasoning of the Minister. Supposing a third organization starts up and then a fourth or fifth. It is going to be almost impossible to operate. I think if you read the rest of the section, certainly the professional librarians are well protected. And I certainly would adopt the reasoning of the Minister in preference to other reasoning that I have heard here.

Mr. Dinsdale: I would like to clarify the status of the two library associations that have been referred to, the Canadian Library Association and l'Association canadienne des bibliothécaires de langue française. It is my understanding that they are recognized, legally, as the representatives of librarians across the country, and that they were consulted quite closely in the initial stages of preparation of the bill. In fact as I read their initial brief on this matter, the form of the bill follows very closely many of their recommendations, with the exception of the fundamental recommendation of organizing the National Library on the basis of a Crown corporation. The suggestion has been made that they are fly-by-night organizations.

Mr. Stanbury: No one made that suggestion.

Mr. Dinsdale: The suggestion is that they might change their form overnight. I would think that in view of the importance of the bill before us and the new directions in which we are going in government handling of information media, that we should enshrine in the Act the closest possible consultation with the professional associations who are in contact with the grass-root situation.

All the other associations or organizations named under Subclause (2) are closely con-

[Interprétation]

consulté des ébauches du ministère. Mais, encore une chose avant de terminer. A l'alinéa d), on lit:

de huit autres personnes dont quatre au moins sont des bibliothécaires diplômés . . .

La modification proposée va nécessiter un petit travail de rédaction, si le Comité a décidé d'apporter ce genre de modification. Je suppose qu'on veut seulement une consultation au sujet des quatre bibliothécaires professionnels.

M. Mongrain: C'est tout à fait exact. Rédigez-le comme vous voulez, mais j'insisterais pour qu'il y ait des représentants francophones et anglophones parce qu'il existe deux sortes de bibliothèques dans le pays.

M. Sullivan: Monsieur le président, je préfère adopter le raisonnement du ministre. Imaginez qu'une troisième organisation ou une quatrième ou une cinquième est créée. Il nous sera alors presque impossible de poursuivre nos activités. Je pense que si on lit le reste de l'article on voit que les bibliothécaires sont fort bien protégés et je préférerais le raisonnement du ministre à n'importe quel autre raisonnement entendu jusqu'ici.

M. Dinsdale: Je voudrais préciser le statut des deux associations relatives à la bibliothéconomie qu'on a mentionnées, soit l'Association canadienne des bibliothèques et l'Association canadienne des bibliothèques de langue française. Je crois comprendre que ces deux associations sont reconnues sur le plan juridique comme étant les représentantes des bibliothécaires à travers tout le pays et qu'elles ont été consultées au cours des premières étapes de la préparation du projet de loi. En fait, en relisant le mémoire initial sur cette question, la présentation du projet de loi suit de très près plusieurs de leurs recommandations, à l'exception de la recommandation fondamentale comme une société de la Couronne. On a suggéré que ce sont des organisations passagères.

M. Stanbury: Personne n'a insinué une telle chose.

M. Dinsdale: On a dit qu'elles pourraient changer du jour au lendemain.

Je crois qu'étant donné l'importance du bill dont on est saisi et de la nouvelle orientation du gouvernement en matière d'information, que nous devrions consacrer par une loi, la consultation la plus intime avec les associations professionnelles qui sont en contact avec la situation première.

Toutes les autres associations nommées ou organisations nommées en vertu du paragra-

[Text]

nected with the government with the exception of the Association of Universities and Colleges of Canada. I think it would be highly desirable if this Committee would render a courtesy to the people most concerned by accepting Mr. Mongrain's amendment.

Mr. Mongrain: I would like to answer further to the objection that was raised.

The Chairman: I would like to recognize Mr. Levy first, and then I will recognize you, Mr. Mongrain.

Mr. Levy: By way of explanation, there is a legal problem in naming the two library associations, that is the one representing the English-speaking librarians and the one representing the French-speaking librarians. There is a problem in naming them by specific name because they are both—and we have checked this—incorporated under Part II of the Companies Act, that is, under the section which deals with non-profit organizations for charitable or educational purposes, and so on. It would be very easy for these two organizations to amalgamate, to multiply, to split up, to change their constitutions. The only point I want to make is that from a legal point of view if you name these two organizations in the statute and they do change their

• 1110

construction, you will be stuck in the statute perhaps with two names that are meaningless, and you cannot comply with it.

Mr. Mongrain: First I would like to answer our colleague there. He says there might be two, three, four or five different national associations. It does not matter too much. The Minister might be allowed to choose two that are more representative of Canadian libraries. There will never be two, three or four of equal strength.

I am not asking that we name the proper names of the library associations. I am just suggesting that we have an amendment here that foresees that the Minister will consult the English and the French national representatives of librarians. Put it in a legal way. Do not put in a proper name because they can change their name any time. I understand that.

Mr. Dinsdale: Mr. Chairman, I would like some legal advice now. Would it not be quite logical to put in the Act the names of the associations that are officially incorporated and if they change their incorporation then, of course, the Act would have to be changed accordingly.

In the Act you have already the Association of Universities and Colleges of Canada.

[Interpretation]

phe 2 sont étroitement liées au gouvernement, sauf l'Association des universités et des collèges du Canada. Il me semble qu'il est fort souhaitable que le Comité soit assez courtois envers le public intéressé pour accepter la suggestion de monsieur Mongrain.

M. Mongrain: J'aimerais répondre à l'objection qui a été soulevée.

Le président: J'aimerais donner la parole à monsieur Levy et ensuite à monsieur Mongrain.

M. Levy: Le fait de nommer les deux associations pose un problème juridique dont l'une représente les bibliothécaires français et l'autre, les bibliothécaires anglais. Un problème se pose en précisant les noms, car, on l'a vérifié, et elles sont toutes deux incorporées en vertu de la Partie II de la *Loi sur les compagnies*. Cet article traite des organismes sans but lucratif, destinés à des fins de charité et d'éducation et ainsi de suite. Il serait très facile pour ces deux organismes de se fusionner et de se multiplier, de se diversifier, et de changer de constitution. Ce que je veux dire, c'est que du point de vue juridique, si on indique le nom de ces deux organismes dans le texte de la Loi et qu'ils changent par la suite, on aura, dans le texte de la

Loi deux noms qui n'auront pas de sens, qui ne correspondraient pas à une réalité.

M. Mongrain: Premièrement, je voudrais répondre à notre collègue d'en face qui dit qu'il pourrait y avoir deux, trois, quatre ou cinq différentes associations nationales. Peu importe. Le ministre pourrait avoir le droit d'en choisir deux qui représenteraient plus les bibliothèques canadiennes. Il n'y en aura jamais deux, trois ou quatre d'influence égale.

Je ne propose pas qu'on indique les vrais noms des associations de bibliothèques mais qu'on y insère une modification qui prévoit que le ministre consulte les représentants nationaux des bibliothécaires de langue française et de langue anglaise. Utilisez la forme juridique, n'insérez pas les vrais noms parce qu'ils peuvent changer de nom en n'importe quel temps.

M. Dinsdale: Monsieur le président, j'aimerais vous demander quelques conseils juridiques. Ne serait-il pas tout à fait logique d'insérer dans la Loi les noms des associations qui sont officiellement constituées et que, si elles changent leur constitution, alors, la Loi devrait être modifiée en conséquence. L'Association des universités et des collèges du Canada, figure déjà à la Loi. Est-il garanti

[Texte]

Would it be guaranteed that they will not change their form, particularly with reference to the ferment that is going on in universities today? What is to guarantee that?

Mr. Levy: Mr. Dinsdale, with respect to the AUCC, I have not looked at this recently, but unless my memory fails me it is incorporated under a special Act of Parliament. There is therefore parliamentary control. As you well know it is not too easy to amend statutes. It is quite easy to change the name of an incorporated body, incorporated under the Companies Act, if there is no good reason why they should not. But it would not be as easy to amend the statute each time. This is the objection to naming this type of association.

Mr. Schreyer: Mr. Chairman, I certainly understand Mr. Mongrain's suggestion and I think I understand the objections that have been put up against it by the legal draftsmen, by the law officers. But it seems to me it should not be difficult to rephrase Clause 9 (2) (d) in such a way that it reads

(d) eight other persons, at least four of whom shall be professional librarians nominated by their respective librarian associations and each of whom shall be appointed...

and so on.

Mr. Stanbury: What if there are eight associations at some given point.

The Chairman: Mr. Sylvestre, if there are four professional librarians in Canada at the present time who do not belong to either one of the two associations, could they be on this board?

Mr. Sylvestre: The reason given why there should be spokesmen for the two national library associations was that they were not sure—this is what they said when they appeared before the Committee—that the four professional librarians provided for in the Act would really be the four that they would care to have. In other words, they say the government may appoint professional librarians for other than professional reasons. For that reason the library associations suggested—if my memory serves me well—that they had expressed the desire to be consulted so that they could submit to the Minister a list of names from which at least two would be appointed, one English-speaking and one French-speaking.

I am not a lawyer, but I think anyone would find it extremely difficult to find the

[Interprétation]

qu'elle ne changera pas de statut, si l'on regarde l'aspect des universités aujourd'hui?

M. Levy: Monsieur Dinsdale, en ce qui concerne l'AUCC, si je me souviens bien, cette association est constituée en vertu d'une loi spéciale votée par le Parlement. A ce moment-là, il y a donc un contrôle parlementaire. Comme vous le savez très bien, il n'est pas facile de modifier des lois. Il est très facile de changer le nom d'un organe dûment constitué ou d'un organisme, en vertu de la *Loi sur les compagnies*, mais il n'y a pas de raisons excellentes pour les en empêcher. Voilà l'objection relative à la nomination de ce type d'association.

M. Schreyer: Monsieur le président, je comprends très bien la proposition de monsieur Mongrain et je crois saisir les objections soulevées par les rédacteurs des lois, par les agents juridiques. Mais, il me semble qu'il ne serait pas difficile de formuler à nouveau le libellé de l'alinéa d) du paragraphe 2 de l'article 9, de façon à ce qu'on puisse lire:

d) de huit personnes dont quatre au moins sont des bibliothécaires diplômés qui sont toutes nommées par leur association respective de bibliothécaires et qui sont toutes nommées par...

M. Stanbury: Qu'arrivera-t-il s'il y a huit associations à un moment donné?

Le président: Monsieur Sylvestre, s'il y a actuellement quatre bibliothécaires diplômés qui n'appartiennent à aucune des deux associations, pourraient-ils siéger à ce Comité?

M. Sylvestre: La raison pour laquelle il devrait y avoir des porte-parole des deux associations nationales de bibliothèques c'est qu'ils n'étaient pas certains, d'après ce qu'ils ont dit lorsqu'ils ont comparu devant le Comité, que les quatre bibliothécaires diplômés prévus par la Loi seraient justement ceux qu'ils aimeraient rencontrer. Autrement dit, le gouvernement peut nommer des bibliothécaires diplômés pour d'autres raisons que pour des raisons professionnelles. C'est pourquoi, les associations de bibliothèques ont suggéré, si je me souviens bien, qu'ils avaient exprimé le désir qu'on les consulte pour qu'elles puissent présenter au ministre une liste de noms d'où au moins deux nommés, dont l'un de langue française et l'autre de langue anglaise.

Je ne suis pas avocat, mais je crois que n'importe qui trouverait extrêmement difficile

[Text]

proper wording, if this is what the Committee desires, to provide for this type of consultation under those terms.

• 1115

Mr. Dinsdale: I am sure the law officers of the Crown are ingenious enough to do it.

Miss MacDonald: The more you go into details, the more rigid you become in that it says, "at least four of whom shall be professional librarians". This does not prohibit the appointment of more professional librarians. Is there to be consultation with respect to those? How is that consultation to be...? I am starting to ask questions.

Mr. Schreyer: I will ask directly of Miss MacDonald. As I say, I understand why it would be difficult to put into statute form a specific reference to a specific association of librarians, by name.

But is there any difficulty in drafting paragraph (d) to say that the four professional librarians to be appointed shall come by way of nomination from their association to the Minister. Is there any difficulty because you are not specifying any actual name of an association?

Miss MacDonald: It could be done and I could have it ready, if you are going to have another meeting.

Mr. Stanbury: The difficulty there, Mr. Chairman, is that the Minister will never know, except from receiving representations from such associations, who he must consult. Under the Companies Act it is possible that any group of librarians could incorporate another association, and if you leave it that loose the Minister may be under the obligation to consult an unknown quantity.

That is the very reason, Mr. Chairman, why he came to the conclusion that he should follow the same procedure as is followed by the Minister of Justice in the appointment of judges, which procedure I think now is accepted by the profession and is working very well.

It is most difficult to put into the statute a satisfactory method of consultation, unless you are prepared to go to the point which the Association said they did not want us to do and that was the actually have them appoint representatives.

Mr. Dinsdale: For information, Mr. Chairman, is it possible to be a professional librarian without belonging to an association? Does

[Interpretation]

de trouver un libellé approprié, si c'est ce que le Comité désire, pour ce genre de consultation en vertu de ces termes.

M. Dinsdale: Je suis certain que les effets juridiques de la Couronne sont assez ingénieux pour le faire.

Mlle MacDonald: Plus vous entrez dans les détails, plus vous devenez exigeants et vous dites: « quatre au moins seront des bibliothécaires diplômés ». Cela n'exclut pas la nomination d'un plus grand nombre de bibliothécaires diplômés. Seront-ils consultés? Quelle forme doit prendre une éventuelle consultation de ce genre? Je commence par poser des questions.

M. Schreyer: Alors, je poserai la question directement à mademoiselle MacDonald. Je comprends la difficulté qu'il y aurait à faire dans une loi une référence spécifique à une association donnée de bibliothécaires en les nommant.

Mais, quelle difficulté y a-t-il à rédiger l'alinéa d) comme il suit: Ces quatre bibliothécaires professionnels seront nommés par leur association. Y a-t-il des difficultés parce que vous ne précisez pas le nom d'une association?

Mlle MacDonald: Je pourrais le faire et préparer le texte si vous vous réunissez encore une fois.

M. Stanbury: La difficulté, monsieur le président, vient du fait que le ministre ne saura jamais à qui s'adresser à moins de recevoir des instances de ses associations. En vertu de la Loi sur les compagnies, il est possible que n'importe quel groupe de bibliothécaires peut incorporer une autre association, et si on le laisse si vague que cela, le ministre sera obligé de consulter un nombre inconnu.

C'est exactement pour cela, monsieur le président, que nous sommes arrivés à la conclusion qu'il devrait procéder de la façon que suit le ministre de la Justice lorsqu'il nomme les juges. Cette méthode a été acceptée par la profession et fonctionne très bien. Il est extrêmement difficile d'incorporer dans une Loi une méthode de consultation satisfaisante à moins qu'on adopte la méthode qui serait inacceptable par l'association, c'est-à-dire que eux ils nomment leurs représentants.

M. Dinsdale: Je voudrais juste savoir, monsieur le président, est-ce possible d'être bibliothécaire diplômé sans être membre d'une

[Texte]

the relationship of librarians to the Canadian Library Association have the same status as the relationship of medical doctors to the medical association? In other words, is it a completely professionalized field?

Mr. Sylvestre: In reply to this question, Mr. Chairman, I would not say "many" but there are several professional librarians who do not belong to either national association and, on the other hand, the two associations do include a great many members who are not professional librarians.

The Chairman: Mr. Hymmen?

Mr. Dinsdale: What determines whether a librarian is professional or non-professional?

Mr. Sylvestre: Well there is a difference between say, the Canadian Library Association and the Association canadienne des bibliothécaires de langue française and the Institute of Professional Librarians of Ontario which is a corporation that includes only professional librarians.

But the two national associations include among their members many people who have been, say, practising librarians, if you want to use that word, for many years and in many instances it includes publishers, members of boards of trustees of public libraries and so on. It really includes members who represent all areas in what you could call the book industry. But to answer the question, there are professional librarians who do not belong to either of the two associations.

Mr. Dinsdale: Is the Ontario Institute that you mentioned restricted only to Ontario or is there a similar body for each province?

Mr. Sylvestre: Not for each province. There are several. I was told only yesterday, for instance, that there would be such an institute incorporated in the Province of Quebec I believe at the end of this week. I think it is before the assemblée nationale at the moment.

• 1120

The Chairman: Mr. Hymmen?

Mr. Hymmen: Mr. Chairman, I just wanted to clarify my position and I think it has been well explained by Mr. Sullivan. I do not think that Sub-clause (d) should be too specific, and while I do not wish to introduce a contentious matter into this meeting, we all are aware of

[Interprétation]

association? Le rapport entre les bibliothécaires et l'Association canadienne des bibliothèques a-t-il le même statut que le rapport entre les médecins et l'Association canadienne des médecins. Autrement dit, est-ce qu'il s'agit d'un secteur entièrement professionnel?

M. Sylvestre: Pour répondre à la question, monsieur le président, je ne dirai pas beaucoup mais il y a certainement plusieurs bibliothécaires diplômés qui n'appartiennent pas à des associations nationales et, d'autre part, les deux associations comprennent beaucoup de membres qui ne sont pas des bibliothécaires diplômés.

Le président: M. Hymmen?

M. Dinsdale: Qu'est-ce qui définit un bibliothécaire diplômé et non diplômé?

M. Sylvestre: Bien, il y a une différence entre l'Association canadienne des bibliothèques et l'Association canadienne des bibliothécaires de langue française et l'Institute of Professional Librarians of Ontario, une société comprenant seulement des bibliothécaires professionnels.

Toutefois, les deux associations nationales comprennent bien des gens qui ont exercé le métier de bibliothécaire depuis un bon nombre d'années et dans bien des cas, cela embrasse des éditeurs, des membres des conseils d'administration des bibliothèques publiques, etc. Il y a des représentants de tous les domaines de ce qu'on peut appeler l'industrie du livre. Mais pour répondre directement à votre question, il y a des bibliothécaires diplômés qui n'appartiennent pas à ces deux associations du tout.

M. Dinsdale: L'Institut ontarien, vise-t-il seulement la province de l'Ontario ou existe-t-il un organisme du même genre dans chaque province?

M. Sylvestre: Pas dans toutes les provinces. Il y en a plusieurs. On m'a dit, par exemple l'autre jour que l'on constituera en société un institut de ce genre dans la province de Québec. Je pense que cela sera vers la fin de cette semaine. Je pense que la question est étudiée par l'Assemblée nationale en ce moment.

Le président: M. Hymmen?

M. Hymmen: Monsieur le président, je voudrais juste préciser mon point de vue et je pense qu'il a été bien expliqué par M. Sullivan. Je ne pense pas que l'alinéa d) devrait être trop précis et quoique je ne désire pas présenter une motion contentieuse ici, je

[Text]

a very important labour statute which has caused all kinds of problems because it was too specific when it was drafted. Also—and I think Mr. Sylvestre mentioned this—you are taking about two professional librarians associations—the English and the French.

I am interested in knowing if there is or there might be in the future an association of libraries made up of many thousands and thousands of libraries, municipal and otherwise, in the country who would have a direct interest in the National Library and who actually employ or would employ professional librarians.

I certainly agree with the clause as drafted and I certainly do not think that we should be specific in any way in the composition of the representation to this Board.

M. De Bané: Monsieur le Président, je pense qu'on perd beaucoup de temps sur la question légale. Je pense qu'il n'y a aucun problème pour mettre en termes légaux la suggestion de M. Mongrain. Je propose de voter sur le principe de la suggestion, quitte ensuite, s'il est accepté, à mettre la suggestion en termes légaux. En d'autres mots, au lieu de se demander s'il est possible de mettre cela en termes légaux, ce qui est une question académique, commençons par savoir si tous sont d'accord sur le principe.

Si tous sont d'accord, alors on mettra la suggestion en termes légaux. Je le ferai moi-même, si vous le voulez; ce n'est pas si compliqué.

The Chairman: At this time, Mr. De Bané, Mr. Mongrain has not moved a precise amendment to the clause because he has been unable to find the proper legal terms to do what he wishes to do.

Mr. Mongrain: It is not exactly my point.

The Chairman: I think perhaps what we had better do is ask you to move an amendment.

Mr. Mongrain: I wanted to consult my colleagues first before moving anything. I do want to move a motion, Mr. Chairman, I might not be perfectly in order but I would like to ask our legal minds to help me do it the right way.

Je voudrais proposer qu'à l'alinéa c), le représentant des Musées nationaux du Canada soit supprimé, et qu'à l'alinéa d), on ajoute: «de neuf autres personnes dont quatre au moins sont des bibliothécaires diplômés et qui sont toutes nommées par le gouverneur

[Interpretation]

pense que nous sommes tous au courant d'une loi très importante sur le travail qui a causé toutes sortes de problèmes parce qu'elle était trop précise lors de la rédaction. D'autre part, je pense que M. Sylvestre l'a mentionné. On a parlé de deux associations de bibliothécaires diplômés soit une de langue anglaise, soit une de langue française. Je suis intéressé à savoir: s'il y a ou s'il y aura peut-être à l'avenir une association des bibliothèques, dont des milliers et des milliers de bibliothèques, municipales et autres, font partie et qui pourraient avoir un intérêt direct dans la bibliothèque nationale en employant des bibliothécaires diplômés.

Je trouve que l'article tel qu'il est, est acceptable et qu'il n'y a pas de raison d'être plus précis en ce qui concerne la composition des représentants au sein de ce conseil.

Mr. De Bané: Mr. Chairman, I think we are wasting a lot of time on the legal aspect. I think that there is no problem to put Mr. Mongrain's proposal in legal terms. I move that we vote on the principle of the suggestion and later on, if it is agreed to, we can put the suggestion in legal terms. In other words, instead of wondering whether it is possible or not to put it in legal terms, which is an academic question, let us first see if we all agree on the principle.

If we all agree, then let us put the suggestion into legal terms. I will do it myself if you want; it is not that complicated.

Le président: Monsieur De Bané, monsieur Mongrain n'a pas proposé un amendement spécifique à l'article parce qu'il n'a pas pu trouver les termes juridiques appropriés qui traduisaient son objectif.

M. Mongrain: Ce n'est pas mon point de vue.

Le président: Je pense qu'il vaudrait mieux de vous demander de proposer un amendement.

M. Mongrain: Je voulais d'abord consulter mes collègues avant de faire une proposition.

Bon maintenant, je voudrais proposer quelque chose, monsieur le président. Je ne suis peut-être pas dans l'ordre mais je demande à nos collègues juridiques de m'aider à le faire correctement.

I would like to make a motion to the effect that in paragraph (c), the representative of the National Museums of Canada be removed, and that in paragraph (d), we add: "nine other persons, at least four of whom shall be professional librarians and each of whom

[Texte]

en conseil pour un mandat de quatre ans au maximum, après consultation avec des associations nationales de bibliothécaires, dont une devra être de langue française et l'autre de langue anglaise.

S'il y a quatre ou cinq associations, le ministre les choisira, ou bien les consultera toutes; il n'y a pas d'inconvénient à ce qu'il en consulte quatre ou cinq.

The Chairman: Could you go back and re-read that amendment so that we can get it down?

Mr. Mongrain: I hope I can rely on our legal minds to help me put that in perfect legal terms.

Je propose qu'à l'alinéa c) du paragraphe (2), les mots: «les Musées nationaux du Canada» soient supprimés et qu'à l'alinéa d), au lieu de dire: «de huit autres personnes», on dise: «de neuf autres personnes dont quatre au moins sont des bibliothécaires diplômés et qui sont toutes nommées par le gouverneur en conseil pour un mandat de quatre ans au maximum, après consultation avec deux associations nationales de bibliothécaires, dont l'une devra être de langue anglaise et l'autre de langue française.»

Je devrais dire plutôt: «avec au moins deux associations nationales de bibliothécaires, dont l'une devra être de langue anglaise et l'autre de langue française.» Ainsi, s'il y en a trois ou quatre, le ministre pourra toutes les consulter, s'il le veut; ensuite, il pourra nommer qui il veut.

He is not bound to name those that have been suggested by those associations. He may have some special reasons for not doing it.

• 1125

Mr. Sullivan: Mr. Chairman, I would like to move a subamendment, if I may. Is this the proper time to do it?

The Chairman: Yes.

Mr. Roy (Timmins): Before that, Mr. Chairman, by eliminating

...«les Musées nationaux du Canada», il faudra dire, monsieur Mongrain, «de deux autres personnes représentant», plutôt que «trois».

M. Mongrain: Vous avez raison: «de deux autres personnes représentant respectivement le Conseil des Arts du Canada et l'Association des universités et collèges du Canada».

Mr. Sullivan: Mr. Chairman, will I move (c) and (d) at the same time, or do you want those separate?

[Interprétation]

shall be appointed by the Governor in Council to hold office for a term of not more than four years, after consultation with the national associations of librarians, one of which shall be French speaking and one English speaking”.

If there are four or five associations, the Minister can choose among them, or he can consult all of them. There is nothing to stop him from consulting four or five of them.

Le président: Est-ce que vous pourriez relire l'amendement, s'il vous plaît, pour que nous puissions le noter.

M. Mongrain: Alors je vais faire confiance à nos conseillers juridiques pour m'aider à l'exprimer en termes juridiques.

I wish to move that in paragraph (c) of subsection (2), the words “the National Museums of Canada” be removed, and in paragraph (d), instead of saying “eight other persons”, that we say: “nine other persons, at least four of whom shall be professional librarians and each of whom shall be appointed by the Governor in Council to hold office for a term of not more than four years, after consulting with two national associations of librarians of which one shall be English-speaking and the other French-speaking.”

I should rather have said: “with at least two national associations of librarians of which one shall be English-speaking and the other French-speaking.” This means that if there are three or four, the Minister can consult them all if he wants, and then he can appoint whom he wants.

Il n'est pas limité à ceux qu'on a proposés par ces associations. Il a peut-être des raisons particulières de ne pas le faire.

M. Sullivan: Monsieur le président, je voudrais proposer un sous-amendement, si possible. Est-ce que cela vous convient?

Le président: Oui.

M. Roy (Timmins): Je crois qu'à l'article (c), en supprimant les mots “the National Museums of Canada”, we will have to say, Mr. Mongrain, “two other persons, each one representing”, rather than “three”.

Mr. Mongrain: You're right: “two other persons, one of each representing and nominated by the Canada Council and the Association of Universities and Colleges of Canada.”

M. Sullivan: Monsieur le président, est-ce que vous voulez que je propose (c) et (d) ensemble, ou voulez-vous les séparer.

[Text]

The Chairman: Yes, you could do that.

Mr. Sullivan: Then I would move that in Clause 9 (2) (c) the word "three" be changed to "two"; that "the National Museums of Canada" be deleted; and that in (d) the word "eight" be changed to nine. I move this following the reasoning, of the Minister and others that have spoken here.

The Chairman: Then I wonder if it would be agreeable to the Committee to take the amendment to (c) first. There seems to be general agreement that "the National Museums of Canada" should be deleted and that the number of people to be appointed in Clause (c) would be two. Would that be agreeable?

M. Comeau: Quelle est votre opinion au sujet des Musées nationaux? Pour moi, ils sont assez près des bibliothèques du Canada. Qu'est-ce que vous en pensez? Est-ce qu'il y a une relation? Bien souvent, on trouve une relation assez étroite entre un musée et une bibliothèque.

M. Sylvestre: Oui, il y a des associations entre des musées et des bibliothèques. Par exemple, en Angleterre, *The British Museum* est un musée et, en même temps, la bibliothèque nationale.

Mais, je crois que ce n'est pas le problème ici. Le problème, c'est que les Musées nationaux du Canada relèvent du gouvernement fédéral et, par conséquent, ne font pas double emploi avec ce que nous faisons. Ils ont des responsabilités très déterminées, comme les Archives en ont, comme la Bibliothèque nationale en a. Ils ne sont donc pas intéressés, naïve, pour qu'il soit désirable de leur donner nécessairement un représentant d'office dans notre Conseil consultatif.

Mais le problème qui se pose est de savoir si les Musées nationaux du Canada ont un statut tel, par rapport à la Bibliothèque nationale, pour qu'il soit désirable de leur donner nécessairement un représentant d'office dans notre Conseil consultatif.

A la suite d'autres discussions qui ont eu lieu récemment avec les personnes concernées, il a été établi que l'administration des Musées nationaux du Canada ne tenait pas tellement à faire partie du Conseil consultatif, et qu'elle n'avait pas non plus d'objection à en faire partie. C'est une question qui doit être laissée à la discrétion du Comité, parce que, d'un côté comme de l'autre, les vues ne sont pas très bien tranchées.

The Chairman: The motion before us is by Mr. Mongrain on Clause 9 (2) (c).

[Interpretation]

Le président: Oui, vous pouvez le faire.

M. Sullivan: Alors, je propose qu'à l'article (c), le mot «trois» soit changé à «deux», que «les Musées nationaux du Canada» soient supprimés et qu'à l'article (d), le mot «huit» soit changé à «neuf». Je le propose conformément aux opinions exprimées par le ministre et par d'autres.

Le président: Est-ce qu'on pourrait prendre, selon le comité, l'amendement à (c) d'abord, puisqu'il y a un consentement général que «les Musées du Canada» doivent être supprimés et que le nombre de personnes à nommer aux termes de l'article (c) soit deux. Est-ce que vous êtes d'accord?

Mr. Comeau: What is your opinion on the national museums? In my opinion, they are rather closely linked with libraries in Canada. What do you think about it? Do you think there is a link? Quite often, a rather close link exists between a museum and a library.

Mr. Sylvestre: Yes, there are associations between museums and libraries. For example, in England, there is The British Museum, which is a museum, and at the same time, the national library.

But I feel that this is not the problem here. The problem here is that the national museums of Canada are under the federal government and, consequently, do not duplicate what we do. They have very specific responsibilities, like the Public Archives, and the National Library. Therefore, they have no interest in collecting the same things as we are. We have relations with all cultural institutions.

But the problem here is to find out whether the status of the National Museums of Canada is such, with respect to the National Library, that it is advisable to give them of necessity an *ex officio* representative on our Advisory Board.

Following other discussions held recently with the various persons concerned, it was established that the administration of the National Museums of Canada was not terribly keen on being represented on the Advisory Board, and neither did it object to being part of it. This is a question that must be left to the Committee's discretion, because, on either side, viewpoints are not clearly determined.

Le président: M. Mongrain propose à l'article 9(2)(c)...

[Texte]

Mr. Dinsdale: Before you put the motion, if one of the functions of the National Museum is to serve as a museum of books, would not the advice of...

Mr. Sylvestre: Under the terms of the Act they do not collect books. This is the responsibility of the National Library and...

Mr. Dinsdale: Excuse me. I say if one of the functions of the National Library is to collect books, would not the advice of the authorities in the National Museum be useful in this regard?

Mr. Sylvestre: The advice of a great many institutions interested in collecting material for research would, of course, always be useful and there are very many ways in which you can obtain the advice of a great many people through means other than participation in the activities of an advisory board. We do have on a day-to-day basis all sorts of relations with all the cultural agencies, federal and provincial and private. But one of the reasons why it was felt that the National Museums could possibly be dropped—if I may be very frank, this is a point that has not been made but I think I will make it. There are some people who believe that the advisory board is already what we could call “Ottawa-heavy”, that there are a great many spokesmen for federal agencies on the board. If you dropped the National Museums, it would make it possible for the government to appoint probably one more person from some other area of Canada which might not be represented otherwise.

• 1130

Mr. Dinsdale: I certainly agree that the advisory board is Ottawa-heavy. Do you have—what do they call them—a “professional museologist” on your staff? Museum experts. I know there is a shortage of such personnel in Canada. Where would you get your advice as to the value of books for museum purposes?

Mr. Sylvestre: We do not use what you call museum experts. We have an expert in exhibitions. I remember that you attended the openings of some of our exhibitions, Mr. Dinsdale, and we do have a specialist who prepares these exhibitions. And he does consult people in the museums, both in Ottawa and elsewhere.

[Interprétation]

M. Dinsdale: Avant de le proposer, si la fonction du musée national est de servir de musée de livre, le conseil des...

M. Sylvestre: D'après les dispositions de la loi, le musée ne fait pas de collection de livre, ce qui relève de la bibliothèque nationale.

M. Dinsdale: Je m'excuse, j'ai dit si l'une des fonctions de la bibliothèque nationale consiste de faire une collection de livre, le conseil de la direction du musée nationale ne serait-il pas utile?

M. Sylvestre: Le conseil d'un bon nombre d'institutions intéressées à collectionner de la documentation pour la recherche est, bien sûr, toujours très utile et il y a bien des façons d'obtenir les avis d'autres personnes de manière autre que la participation aux activités d'un conseil consultatif. Nous avons sur une base d'un jour à l'autre toute sorte de relations avec tous les organismes culturels, au niveau fédéral, provincial et au secteur privé. Mais des raisons pour lesquelles on était d'accord que les musées nationaux peuvent être supprimés, c'est une question qui n'a pas été mise au clair et je pense que j'essaierais de le faire. Certaines personnes pensent que le conseil consultatif a déjà un très grand nombre de porte-paroles d'Ottawa, c'est-à-dire, beaucoup parmi eux sont des fonctionnaires des organismes fédéraux. Si on laisse tomber les musées nationaux, le gouvernement serait en mesure de nommer une autre personne d'une région extérieure à Ottawa qui ne serait pas représentée autrement.

M. Dinsdale: Je suis certainement d'accord avec vous que le conseil consultatif est trop représenté par des organismes d'Ottawa. Est-ce que vous avez des conservateurs de musée diplômés? Des spécialistes? Je sais que le Canada souffre d'une pénurie de spécialistes en matière de musée, qui pourraient se prononcer sur la valeur des livres destinés aux musées.

M. Sylvestre: Nous n'avons pas de spécialistes en matière de musée. Nous avons un spécialiste qui prépare les expositions. Je me souviens que M. Dinsdale a assisté à plusieurs vernissages de nos expositions et nous avons un spécialiste qui les prépare. Il consulte les responsables des musées à cette fin à Ottawa et ailleurs.

[Text]

The Chairman: The motion is moved by Mr. Mongrain and seconded by Mr. Sullivan that:

That Bill C-171 be amended by
(a) striking out lines 27 to 30 on page 4 thereof and substituting the following:

'(c) two other persons, one each representing and nominated by the Canada Council and the Association of Universities'

and

(b) striking out line 32 on page 4 thereof and substituting the following:

'(d) nine other persons, at least four of

Mr. Mongrain: Etc. in both cases.

The Chairman: Etc. in both cases, yes, but we are taking it in reasonable order.

Mr. Mongrain: Are we taking the two together?

The Chairman: No, we are voting on Clause 9 (2) (c) with the consequent amendment to (d) to make the person we are taking off (c) added to the appointments in (d). So the number of people on the Board remains the same. Is that clear? We are taking three compulsory appointments and making it two and adding it to paragraph (d).

Amendment carried.

Clauses 9 (2) (c) and (d) agreed to as amended.

The Chairman: I have an amendment from Mr. Mongrain, seconded by Mr. De Bané on Clause 9 (2) (d) adding at the end of the paragraph, "after consultation with at least two national associations of librarians of which at least one shall be French".

Now I shall read you the Clause as amended:

nine other persons, at least four of whom shall be professional librarians and each of whom shall be appointed by the Governor in Council to hold office for a term of not more than four years, after consultation with at least two national associations of librarians, of which one at least shall be French.

Miss MacDonald: May I make a comment on that?

The Chairman: Please.

Miss MacDonald: That means all nine have to be appointed on consultation with the librarians. That is what it says.

Mr. Mongrain: We have no objections. If you prefer we can...

[Interpretation]

Le président: Il est proposé par M. Mongrain, appuyé par M. Sullivan

que le bill C-171 soit modifié a) par le retranchement des lignes 30 à 32 à la page 4 et leur remplacement par ce qui suit:

«c) de deux autres personnes représentant respectivement le Conseil des arts du Canada.»

b) le retranchement de la ligne 36 à la page 4 et son remplacement par ce qui suit:

«d) de neuf autres personnes dont quatre»

M. Mongrain: Il faut ajouter «etc» dans les deux cas.

Le président: Oui, dans les deux cas, mais nous en parlons l'un après l'autre.

M. Mongrain: Est-ce que l'on considère les deux ensemble?

Le président: Non, nous nous prononçons sur l'alinéa c) qui entraîne un amendement de l'alinéa d), afin d'ajouter la personne représentée à c) à l'alinéa d). Le nombre de personnes au Conseil sera le même. Nous prenons 3 nominations, en faisons deux en l'ajoutant à l'alinéa d).

L'amendement est adopté.

L'article 9(2) (c) et (d) amendé est adopté.

Le président: J'ai un amendement proposé par M. Mongrain, appuyé par M. De Bané, concernant 9(2)d) qui ajoute à la fin de l'alinéa: «après consultation avec aux moins deux associations de bibliothécaires, dont une au moins est française». Je vais relire l'article tel qu'il a été modifié:

de neuf autres personnes dont quatre au moins sont des bibliothécaires diplômés et qui sont toutes nommées par le gouverneur en conseil pour un mandat de quatre ans au maximum, après consultation avec au moins deux associations de bibliothécaires diplômés dont une au moins est de langue française.

Mlle MacDonald: Puis-je me prononcer?

Le président: Oui.

Mlle MacDonald: Cela veut dire que toutes les personnes devront être nommées après consultation avec les bibliothécaires. C'est ce que cela veut dire.

M. Mongrain: Nous n'avons pas d'objections. Si vous préférez nous pouvons...

[Texte]

The Chairman: I think I would object very strongly. We would not like to see the library profession go the way of the legal societies.

Mr. Stanbury: Mr. Chairman, I have the feeling that this amendment is in one sense too specific and in another sense not exact enough. We have the Minister on the horns of a dilemma. He is from time to time subject to determining what the associations are in this field, to defining in his own mind which ones are national, to coping with the possible changes of organizations in the field. In that sense it is not exact enough and yet the amendment does not go so far as to specify whom he is to consult, which I have said is undesirable and I think most members agree it is undesirable. I would oppose the amendment, Mr. Chairman.

• 1135

M. Mongrain: Monsieur le président, je n'accepte pas l'explication de M. Stanbury, parce que les conseillers légaux nous ont dit tantôt qu'il n'était pas sage de nommer les associations par leur nom, au cas où il y aurait des changements et au cas où il s'en ajouterait une troisième. On dit tout de même que le ministre consultera au moins deux associations nationales de bibliothécaires.

Mr. Stanbury: What if there is only one?

Mr. Mongrain: Well, if there is only one he will consult only one. Not even by a legal text can you force him to consult somebody who does not exist.

The Chairman: But you do force him to consult one that does not exist if it is written in the law.

Mr. Mongrain: We know now that there are at least two and their problem seemed to be a few minutes ago that it might be three or four or five, you see.

Mr. Stanbury: Or one. Or none.

M. Mongrain: Le point sur lequel j'insiste, monsieur le président, c'est le fait que nous légiférons sur les bibliothèques et, puisse qu'on parle tellement de démocratie participative, je crois qu'il est nécessaire que les bibliothécaires aient l'occasion de se prononcer. Si vous ne voulez pas que le ministre nomme neuf bibliothécaires au Conseil qu'il consulte les associations mentionnées pour la nomination d'au moins quatre de ces membres. Mais il est important, si nous passons une loi concernant la Bibliothèque nationale, que les associations de bibliothécaires professionnels puissent avoir l'occasion de dire leur mot à ce sujet. Il nous faut donc prévoir une provision à cet effet.

[Interprétation]

Le président: Je m'oppose rigoureusement à cela. Nous ne voudrions pas que les bibliothécaires prennent le ton des sociétés juridiques.

M. Stanbury: M. le président, j'ai le sentiment que cet amendement est, dans un sens, trop précis, et dans un autre sens, pas assez précis. Nous mettrons le ministre dans un dilemme. Périodiquement, il doit déterminer quelles sont les associations dans ce secteur, décider lui-même quelles sont celles qui ont une portée nationale, de régler la question découlant des changements intervenus dans ces organisations. Dans ce sens, le libellé n'est pas assez précis et pourtant, l'amendement ne précise pas qui il devra consulter. Ceci, je le répète, n'est pas souhaitable, et vous conviendrez tous que ce n'est pas souhaitable. Je m'oppose à cet amendement.

Mr. Mongrain: Mr. Chairman, I cannot accept Mr. Stanbury's explanation because the legal advisers told us a while ago that it was not wise to name the associations specifically, in case there are changes, and in case a third one is to be added. It is said, indeed, that the Minister will consult at least three national associations of librarians.

M. Stanbury: Et s'il n'y en a qu'une.

M. Mongrain: S'il n'y en a qu'une seule, il n'en consultera qu'une seule, même un texte juridique ne peut l'obliger à consulter quelqu'un qui n'existe pas.

Le président: Mais vous le forcez à en consulter une qui n'existe pas si la loi le prescrit.

M. Mongrain: Nous savons qu'il en existe deux. Le problème qui se posait il y a quelques minutes c'est qu'il semblait y en avoir quatre ou cinq.

M. Stanbury: Ou bien une, ou pas du tout.

Mr. Mongrain: Mr. Chairman, the point that I wanted to emphasize, is the fact that we are considering a bill which concerns libraries and, since there is so much talk about participatory democracy, I think it is necessary that librarians should have the opportunity to express their views. If you do not want the Minister to appoint nine librarians to the Board, let him consult the aforementioned associations regarding the appointment of at least four of these members. But it is important, if we pass a bill concerning the National Library that the associations of librarians have a chance to have their say in this. A provision should therefore be drafted to this effect.

[Text]

The Chairman: Mr. Hymmen and then Mr. Dinsdale.

Mr. Hymmen: Mr. Chairman, just a short comment. I do not want to be repetitive here, but I think when you put in restrictions to preserve rights as we did in section (d), that at least four shall be professional librarians, then practically automatically you will have four professional librarians. Mr. Mongrain's amendment mentioned these two associations, and I believe that at least one shall be French-speaking. Then the Minister will consult with one professional association. I feel it is much better to leave the discretionary power to the minister to consult as many bodies as he wishes, to receive as much representation as the people want to make to him, and get the correct appointments and not put these restrictions into the Act. I feel very strongly about it.

The Chairman: Mr. Dinsdale.

Mr. Dinsdale: I would like some further clarification on the status of the library associations who appeared before this Committee and who have made representations to the Minister and the government. We seem to be very sensitive on this point that they should not be recognized as officially representing the professional libraries in Canada.

The Chairman: No, no. Not the libraries, Mr. Dinsdale.

Mr. Dinsdale: The professional librarians in Canada?

The Chairman: That is right. There is a distinction.

Mr. Dinsdale: My word was wrong. I meant the professional librarians in Canada. According to the evidence, as I read it, when these people were before the Committee there were some 800 librarians in the Canadian Library Association and 500 in the Association canadienne des bibliothécaires de langue française, and these are professionally accredited. Mr. Sylvestre has indicated that there are members who are not accredited or professional members of the associations. Are they librarians, or are they what you would call clerical staff?

[Interpretation]

Le président: M. Hymmen, puis ensuite M. Dinsdale.

M. Hymmen: Je ne veux pas me répéter, mais je crois que lorsqu'on insère des restrictions pour préserver un droit, comme on l'a fait dans l'article (d) en disant: ... dont quatre ou moins sont des bibliothécaires diplômés..., vous aurez alors presque automatiquement quatre bibliothécaires professionnels. L'amendement de M. Mongrain mentionnant deux associations, dont l'une ou moins sera de langue française. Le ministre consultera ensuite une des deux associations. J'estime qu'il vaut beaucoup mieux laisser à la discrétion du ministre la possibilité de consulter autant d'associations qu'il voudra, de recevoir autant d'instances qu'on voudra bien lui présenter et de faire des nominations justifiées, mais non pas d'insérer toutes ces restrictions dans la Loi. J'y tiens énormément.

Le président: Monsieur Dinsdale?

M. Dinsdale: Je voudrais une plus ample explication sur le statut des associations de bibliothécaires, qui ont témoigné devant le Comité et qui ont formulé des demandes au gouvernement et au ministre. On semble tenir à ce que ces associations ne soient pas considérées comme représentantes officielles des bibliothèques professionnelles du Canada.

Le président: Non, pas les bibliothèques.

M. Dinsdale: Les bibliothécaires professionnels du Canada?

Le président: C'est cela. Il y a une légère différence.

M. Dinsdale: Je me suis trompé. Je voulais parler des bibliothécaires professionnels. D'après les dépositions faites au Comité, il existait environ 800 bibliothécaires groupés dans l'Association canadienne des bibliothécaires et environ 500 dans l'Association canadienne des bibliothécaires de langue française. Tous ont un statut professionnel. M. Sylvestre nous disait que certains membres ne sont pas reconnus ou ne sont pas reconnus comme membres diplômés de l'Association. Est-ce que ce sont des diplômés de l'Association. Est-ce que ce sont des bibliothécaires ou simplement du personnel de soutien?

• 1140

Mr. Sylvestre: Mr. Chairman, there are in the Canadian Library Association as well as in the Association canadienne des bibliothécaires de langue française two types of membership. It can be an institutional member or it can be an individual member.

M. Sylvestre: Monsieur le président, il y a dans l'Association canadienne des bibliothécaires, ainsi que dans l'Association canadienne des bibliothécaires de langue française, deux catégories de membres: des institutions et des individus.

[Texte]

In the Canadian Library Association you have about 700 or 800 institutional members, that is libraries which are members and pay a fee. And you have, I believe, over 2,000 members in the Canadian Library Association. Unfortunately I do not know how many institutional members there are in the Association canadienne des bibliothécaires de langue française, but I understand that the total membership, both institutional and individual, is of the order of 800 to 900. But the membership is really open to anyone who works in a library and is recognized as a librarian...

Mr. Dinsdale: Professional membership?

Mr. Sylvestre: No. There is no professional membership.

Mr. Dinsdale: What is this category you mentioned?

Mr. Sylvestre: It is institutional, that is, the library can be a member, or the person, the individual. There are two types, but the individual member need not necessarily be a professional librarian. I have not checked, but I believe that there are probably as many members in the Canadian Library Association who are not professional librarians, or very close. This used to be the case, but it decreases as the years go by.

Mr. Dinsdale: You are saying then that libraries are actually members, that institutions are members of the Association.

Mr. Sylvestre: That is right.

The Chairman: But not necessarily.

Mr. Dinsdale: There are 800 who are members, because this point was made a moment ago that the 800 figure referred to librarians and not to libraries?

Mr. Stanbury: That is what was said by the representatives, that the people...

Mr. Dinsdale: But now we are hearing that actually the 800 are libraries.

Mr. Stanbury: No. He did not say that. He said that some members of the Association were libraries and some were individuals.

Mr. Dinsdale: There are 800 institutional members, I understand, which must mean there are 800 libraries.

Mr. Sylvestre: That is right.

The Chairman: Mr. Marchand.

Mr. Marchand (Kamloops-Cariboo): I think this business of professionalism that is being

[Interprétation]

L'Association canadienne des bibliothécaires comprend 700 ou 800 institutions, c'est-à-dire des bibliothèques qui sont membres et paient une cotisation. Je crois que l'association comprend près de 2,000 membres individuels. Malheureusement, je ne sais pas combien d'institutions et de membres individuels il y a dans l'Association canadienne des bibliothécaires d'expression française, mais le nombre de ses membres est de 800 à 900. Oui, mais quiconque travaille dans une bibliothèque et est reconnu comme bibliothécaire peut devenir membre...

M. Dinsdale: Membre professionnel?

M. Sylvestre: Non, il n'y a pas de membre professionnel.

M. Dinsdale: Quelles sont ces catégories dont vous parlez?

M. Sylvestre: Une bibliothèque peut être membre, ou bien un individu, mais l'individu n'est pas forcément un bibliothécaire professionnel. Je crois, en effet, qu'il y a autant de membres dans l'Association canadienne des bibliothécaires qui ne sont pas professionnels. Il semble que c'était le cas il y a quelques années, mais c'est une situation qui change avec le temps.

M. Dinsdale: Alors, vous dites que beaucoup d'institutions sont membres de l'Association.

M. Sylvestre: C'est exact.

Le président: Mais pas nécessairement.

M. Dinsdale: Il y en a 800 qui sont membres et on a dit il y a un instant que le chiffre 800 se rapportait aux bibliothécaires et non aux bibliothèques.

M. Stanbury: C'est ce que les représentants ont dit, c'est-à-dire que les gens...

M. Dinsdale: Mais on nous dit maintenant que le chiffre 800 se rapporte en réalité aux bibliothèques.

M. Stanbury: Non, on a dit que certains membres de l'Association étaient des bibliothèques, et qu'il y avait aussi des individus.

M. Dinsdale: Il y a 800 institutions membres, ce qui doit vouloir dire 800 bibliothèques.

M. Sylvestre: Exact.

Le président: Monsieur Marchand.

M. Marchand (Kamloops-Cariboo): Je pense que cette question de professionnalisme n'est

[Text]

bandied about is not really clarified. Is the Canadian Library Association, in law, recognized on the same basis as, let us say, professional associations like The Canadian Bar Association or the Agricultural Institute of Canada?

Mr. Sylvestre: No, it is not.

Mr. Sullivan: I think The Canadian Bar Association is a voluntary organization.

An hon. Member: The Law Society of Upper Canada is not.

The Chairman: I think, if there is agreement, I will put the motion. Mr. Mongrain, seconded by Mr. De Bané...

Mr. Stanbury: There is just one other point, if you would permit, Mr. Chairman. There is one other point about stated government policy which is touched on by this amendment and that is that, as I understand it, in no statute is there provision set out for a certain representation of the French language and the English language. I think we dealt with this principle under the Ottawa Railway Act a year or so ago at some length, and the National Arts Centre, and Parliament came to the conclusion that there were too many difficulties attached to this kind of definition being placed in the statutes.

So that is another factor that I would have to object to as a specific part of the amendment.

M. Mongrain: Monsieur le président, je voudrais faire remarquer à notre collègue M. Stanbury, qu'il y a tout un monde de différence entre exiger une représentation au conseil d'une compagnie de chemin de fer ou d'une compagnie minière, et légiférer sur l'organisation de la bibliothèque nationale, quand on reconnaît qu'il y a ici deux peuples fondateurs, et donc deux langues différentes. Oui, il y a tout un monde de différence, je crois qu'il est très important de le spécifier. Et, je répète encore ce que j'ai dit plus tôt, monsieur le président: on nous dit que le ministre est bien intentionné et je le crois. Mais il y en a d'autres ministres, et c'est depuis 100 ans que nous avons des chicanes de races, parce que, justement, les textes légaux ne sont pas assez clairs. Mettons donc ces exigences en noir sur blanc, et il n'y en aura plus de chicanes de races, nous aurons un pays uni.

Je ne suis pas d'accord avec ce que vient de dire M. Stanbury. Au contraire, dans le cas d'une bibliothèque, où il s'agit de culture, d'information, enfin de langues, il faut que ces exigences soient spécifiées.

[Interpretation]

pas très claire. Est-ce que le *Canadian Library Association* est reconnue en droit comme une association professionnelle à l'instar du Barreau canadien ou de l'Institut agricole canadien?

M. Sylvestre: Non.

M. Sullivan: Je crois que le Barreau canadien est une association volontaire.

Une voix: La Law Society of Upper Canada ne l'est pas.

Le président: Alors, je vais proposer la motion de M. Mongrain, appuyé de M. De Bané...

M. Stanbury: Il y a un autre aspect de la politique de la part du gouvernement qui est visé par cet amendement. Si j'ai bien compris, aucune loi ne prévoit spécifiquement qu'il y ait représentation des deux langues, anglais et français. Nous avons étudié ce principe en détail il y a environ un an dans la Loi sur les chemins de fer d'Ottawa et le Centre national des Arts et le Parlement a conclu qu'une disposition de ce genre comportait trop de difficultés pour qu'on l'insère dans une loi quelconque.

C'est un autre facteur faisant partie de l'amendement et auquel je dois m'opposer.

Mr. Mongrain: Mr. Chairman, I would like to point to my colleague, Mr. Stanbury, that there is a world of difference between demanding representation on the Board of a railway company or of a mining company, and to legislate on the organization of the National Library, when you recognize that there are two different founding peoples, and therefore two different languages. Yes, there is a world of difference, and I think it is very important to specify it. And I repeat again what I said a while ago, Mr. Chairman, that we are told the Minister's intentions are right and I believe it. But there are other Ministers, and we have had racial squabbles here for the past 100 years precisely because the legal texts are not clear enough. Let us therefore put those demands down in black and white and racial squabbling will cease, and we shall have a united country.

I do not agree with what Mr. Stanbury has just said. On the contrary, in the case of a library, when we are dealing with culture, information, languages indeed, these demands must be specified.

[Texte]

Mr. Stanbury: I have not said anything about not being specific when we come to making appointments. What I said is that it is not the policy of the government, nor of Parliament so far, to specify this in an act. That is my only point, Mr. Chairman. I thought it should be mentioned.

The Chairman: The motion is to amend Clause 9 (2) (d) so that it will read as follows:

(d) nine other persons, at least four of whom shall be professional librarians and each of whom shall be appointed by the Governor in Council to hold office for a term of not more than four years after consultation with at least two national associations of librarians of which one at least should be French.

• 1145

Motion agreed to.

Mr. Stanbury: Just so that we will have the advice of the...

The Chairman: Apparently there was no quorum for that vote. There now is a quorum for the vote. Mr. Perrault was out of the room at the time. We will have to take the vote again.

Mr. Stanbury: Just for clarification, if the government is put in the position of having to introduce an amendment to this bill in the House at the report stage, may we have an understanding as to whether or not the wording of the amendment as just put is a workable legal wording?

Miss MacDonald: It means that for every appointment to this Board there will have to be consultation with two national library associations on all nine appointments.

Mr. Mongrain: Could we put it another way, Mr. Chairman.

Mr. Marchand (Kamloops-Cariboo): Why not leave it the way it is? It is good the way it is. We are wasting time.

Mr. Mongrain: We will leave it the way it is, but you will understand my point. Just to prove our goodwill, if our legal advisers think that the text is not what it should be, let them put it in proper legal literature. They know what we want.

Mr. Stanbury: We can propose an amendment which would carry out your intention, Mr. Mongrain. I have made it clear that there are two aspects of this amendment which I would have to oppose. One is that it

[Interprétation]

M. Stanbury: Je n'ai pas dit qu'on ne devait pas préciser quand il s'agissait de nominations. Mais j'ai dit que ce qui va à l'encontre du gouvernement, c'est de préciser ce genre de choses dans une loi. C'est tout ce que je voulais dire, monsieur le président. Je pense que je devais en parler.

Le président: L'amendement est mis aux voix afin de modifier l'article 9 (2) (d), qui serait ainsi conçu:

d) de neuf autres personnes dont quatre au moins seront des bibliothécaires diplômés et qui seront toutes nommées par le gouverneur en conseil pour un mandat de quatre ans au maximum, après consultation d'au moins deux associations nationales de bibliothécaires, dont une au moins sera de langue française.

L'amendement est adopté.

M. Stanbury: Seulement pour que nous ayions le conseil...

Le président: Oh, je regrette, nous n'avions pas le quorum pour ce vote. Mais, maintenant, nous l'avons. Monsieur Perrault était hors de la pièce au moment du vote. Nous devons reprendre le vote.

M. Stanbury: Si le gouvernement est mis dans la position où il se doit de nous présenter un amendement à ce projet de loi devant la Chambre, lors d'une étape ultérieure, pouvons-nous savoir si l'amendement ainsi proposé contient les dispositions juridiques appropriées?

Mlle MacDonald: Cela veut dire que toute nomination à ce Conseil devra se faire après consultation. Les neuf membres ainsi nommés auront dû faire l'objet de consultation entre les deux associations de bibliothécaires.

M. Mongrain: Pouvons-nous rédiger cela d'une autre façon?

M. Marchand (Kamloops-Cariboo): Pourquoi ne pas laisser le texte tel qu'il est? Il est très bien comme cela. Nous perdons notre temps.

M. Mongrain: Restons-en où nous en sommes. Vous avez compris ce que je voulais dire. Seulement pour prouver notre bonne volonté. Si le conseiller juridique pense que le texte que j'ai proposé ne convient pas, il connaît son métier, qu'il propose un texte conformément à mes intentions.

M. Stanbury: Nous pouvons proposer un amendement selon vos idées, monsieur Mongrain. J'ai dit clairement qu'il y a deux aspects de son amendement auxquels je devrais m'opposer. Premièrement, le Ministre

[Text]

puts the Minister in a straitjacket in having to deal with associations which may or may not exist from time to time. And secondly, it creates a specific requirement for a language division, which has always been contrary to the policy of the government in terms of framing statutes. This policy has been confirmed by Parliament several times. There should not be written into the statute that kind of language division.

Mr. Mongrain: And why not?

Mr. Stanbury: I can refer you to many debates in Parliament on the subject and then you can satisfy yourself as to the reasons. But the fact is that that has been the policy of the government and of Parliament and I simply point it out. You can judge for yourself whether or not you wish to make that departure in this Committee.

Mr. De Bané: Mr. Stanbury, I would like to make a suggestion which might answer your two objections, namely that first the question of language is going to be taken in; and secondly, that those associations might not exist some day. And another is that the nine people are going to be named after consultation. It would run this way. "Nine other persons, at least four of whom shall be professional librarians after consultation with the librarian associations of which they are members, and all of whom shall be appointed by the Governor in Council".

The Chairman: You would then be restricting the appointment of the four professional librarians to only members of the associations.

Mr. De Bané: Yes, to meet Miss MacDonald's objection and then to meet Mr. Stanbury's objection. First, we are not speaking of any association and we are not dealing with any language division.

• 1150

«Neuf autres personnes dont quatre au moins sont des bibliothécaires diplômés, après consultation des associations dont ils sont membres, et qui sont toutes nommées par le gouverneur en conseil, etc.»

Mr. Stanbury: Apart altogether from the drafting problem raised by that suggestion, Mr. Chairman, it goes far beyond what the associations asked for. They did not ask that there be consultation on all these appointments with them, but on only two. I am sure there are legal difficulties with that wording as well as difficulties in principle.

[Interpretation]

est dans une camisole de force. Il devra traiter avec des associations qui peuvent ou non exister de temps à autre. Deuxièmement, l'amendement donne lieu à une exigence particulière édifant une division linguistique, ce qui a toujours été contraire à la politique du gouvernement, à l'intérieur de ses statuts. Cette politique a été confirmée par le Parlement à plusieurs reprises. On ne doit écrire dans les statuts de pareils sujets de discorde.

M. Mongrain: Pourquoi pas?

M. Stanbury: Je peux vous citer bien des débats qui se sont déroulés au Parlement à ce sujet. Vous n'êtes peut-être pas convaincu, mais néanmoins, le gouvernement a eu cette politique et je peux simplement le souligner. Vous pouvez juger par vous-même si vous devez commencer ce genre de dispute au sein de ce Comité.

M. De Bané: Puis-je faire une proposition? Elle répondra à vos deux objections. Premièrement, que cette question des langues soit sanctionnée; deuxièmement, que ces deux associations n'existeront peut-être plus. La troisième proposition serait que les neuf membres soient nommés après consultation. Puis-je proposer ceci: «neuf autres personnes, dont au moins quatre devront être des bibliothécaires diplômés, seront nommés par le gouverneur en conseil, après consultation avec l'association dont ils sont membres».

Le président: Vous voulez ainsi réduire les nominations des quatre bibliothécaires aux seuls membres des associations?

M. De Bané: Oui, pour répondre à l'objection de mademoiselle MacDonald et à l'objection soulevée par M. Stanbury. Ainsi nous ne parlons ni de la division des langues ni des associations.

«Nine other people, at least four of whom shall be professional librarians, after consultation with the associations of which they are members, and each of whom shall be appointed by the Governor in Council,» and so on.

M. Stanbury: A part les problèmes de la rédaction soulevée par cette suggestion, Monsieur le président, cette dernière va beaucoup plus loin que les demandes présentées par les deux associations.

Elles n'ont pas demandé à être consultées sur toutes les nominations, mais seulement sur deux d'entre elles. Je suis certain qu'il y aura des difficultés génériques avec un tel texte autant que les difficultés d'application.

[Texte]

The Chairman: Miss MacDonald, could you give us an opinion on the difficulties of that proposal?

Mr. Levy: Excuse me, if I may say something with respect to the legal difficulties which would arise from that and resultant administrative difficulties, supposing there is a professional librarian who is a real expert in his field and a top man, and for some reason or other he does not want to belong to any of the library associations but the Governor in Council would like to appoint him to this Board. It would seem to me that it would become impossible because if you put in the words "after consultation with the associations of which they are members", you would be barred from appointing anybody as a professional librarian who is not a member of one of these library associations, which are voluntary associations.

Mr. Mongrain: The Minister is not bound to choose the names that have been submitted to him. He consults them and then nominates whom he wants.

The Chairman: That is not the effect of your amendment and if that is what you mean it is not necessary to put it into law.

Mr. De Bané: It applies to only four out of nine.

Mr. Stanbury: Mr. Chairman, we had a meeting on Tuesday to find out what the points of amendment might be, to learn what the wishes of the members of the Committee were for amendments so that the Department of Justice might, in the meantime, work on suitable drafting, and it is unfortunate that these matters were not raised then. Now we are in a position of spending a meeting trying to do the job of the Department of Justice.

I would ask, Mr. Chairman, that you either dispose of the matter now or adjourn the meeting until the Department of Justice has had a chance to work on drafting if the Committee wishes to give them some direction as to its wishes. As I say, no matter how well it is drafted on the principles put forward by Mr. Mongrain I would have to oppose it because I do not think it would be practical.

Mr. Sullivan: I think we should hear the question on the motion now Mr. Chairman, and get on with it.

The Chairman: Mr. Sylvestre has a comment to make on this, then Mr. Marchand. Then I will put the motion.

[Interprétation]

Le président: Mademoiselle MacDonald, pouvez-vous nous donner votre opinion au sujet de difficultés soulevées par cette proposition?

M. Levy: Pardonnez-moi, mais j'aimerais ajouter quelque chose au sujet des difficultés génériques qui pourraient survenir vis-à-vis de ce texte, et comme résultante, des difficultés administratives qui s'en suivront. Supposons que nous ayons un bibliothécaire qui est réellement expert dans son domaine et qui pour une raison ou une autre ne veut pas appartenir à l'une ou l'autre des deux associations, mais que le gouverneur en conseil voudrait le nommer membre de ce conseil. Il me semble qu'une telle chose deviendrait impossible si vous introduisez les mots «après consultation avec les associations dont ils sont membres». Vous serez ainsi empêché de nommer tout bibliothécaire qui n'est pas volontairement membre de ces associations.

M. Mongrain: Le ministre n'est pas lié quant au choix des noms qui lui ont été soumis. Il consulte les associations et ensuite nomme qui il veut.

Le président: Ce n'est pas le sujet de votre amendement, et si cela l'était, il n'est pas nécessaire de l'inclure dans la loi.

M. De Bané: Cela s'applique uniquement à quatre nominations sur neuf.

M. Stanbury: Nous avons eu une réunion mardi afin de savoir quel est le bon plaisir du Comité pour que le Ministre de la Justice puisse établir une rédaction convenable.

Voici que nous sommes rendus au point où nous essayons de remplacer le Ministère de la Justice ici en Comité. Alors, je demanderais au président, ou bien qu'on en dispose tout de suite, ou bien qu'on ajourne cette réunion pour que le Ministère de la Justice puisse se pencher sur la rédaction éventuelle du bill.

Comme je l'ai dit, aussi bien que puisse être rédigée la proposition sur les intentions de M. Mongrain, je dois m'y opposer, car je les crois impropres.

M. Sullivan: Je pense que nous devrions prendre un vote, monsieur le président, et poursuivre...

Le président: M. Sylvestre, puis M. Marchand. Puis nous prendrons un vote.

[Text]

Mr. Sylvestre: Mr. Chairman, I am not a lawyer but I just want to ask a question perhaps of Miss MacDonald for purposes of clarification.

My understanding is that if you vote the subamendment as proposed by Mr. De Bané, that is including at the end the words "of which they are members", I think this means in fact that all four professional librarians to be appointed would necessarily have to be members of one or the other of the two national associations.

You realize that the National Librarian would not be making appointments, but I just want to point out—and this is no reflection on individuals or on associations, but you can very well conceive that at some given time the government may wish to appoint four professional librarians of which three are members of one association or the other, or both, but there may be a very first-rate professional librarian in the country who, for some reason—and I know that there are some at the moment—does not belong to either association. Would not this amendment, Miss MacDonald, make it impossible for the government to appoint anyone among the four appointees as mentioned, unless he is a member of an association? This is my understanding at any rate.

•1155

Mr. De Bané: Yes, but only four have to be members of an association. There are five who are at the discretion of the Minister. Nine persons, of which four are members of associations.

Mr. Stanbury: Even this was not requested by the associations.

The Chairman: I think I should put the motion so that we can vote on it. We have a quorum again. The motion. . .

Mr. Mongrain: I insist on raising a point of order, Mr. Chairman, if you will allow me.

Devant la tournure de la discussion, je voudrais suggérer que l'article 9 soit laissé en suspens et que nos conseillers légaux étudient ma proposition et nous présentent une formule qui serait acceptable. J'insiste pour que les associations de bibliothécaires soient consultées, au moins pour 4 personnes, et pour qu'une de ces associations soit de langue française. Je diffère d'opinion avec M. Stanbury.

C'est la politique du gouvernement de favoriser le bilinguisme. Je suis de son avis quand il dit que tous les textes de loi ne doivent pas être tels, puisque il y en a qui ne tirent pas à conséquence. Mais le cas de la Bibliothèque

[Interpretation]

M. Sylvestre: Je ne suis pas avocat, je voulais simplement poser une question pour obtenir une explication.

Si je comprends bien, si vous insériez le sous-amendement proposé par M. De Bané, à savoir d'inclure les mots «dont ils sont membres», cela veut dire que les quatre bibliothécaires professionnels à désigner, devront nécessairement être membres d'une des deux associations nationales.

Vous pensez bien que je ne pourrais pas faire de nominations moi-même et je ne me prononce pas sur des individus, des associations, mais on peut très bien concevoir qu'à un moment donné le gouvernement voudra nommer quatre bibliothécaires diplômés dont trois sont membres d'une ou de l'autre association nationale. On peut avoir un bibliothécaire éminent dans le pays, qui pour des raisons qui lui sont particulières, ne fait pas partie d'une des associations.

Cet amendement, mademoiselle MacDonald, empêcherait le gouvernement de nommer qui que ce soit à moins qu'il ne fasse partie de l'une ou de l'autre association?

M. De Bané: Non, et il n'est pas nécessaire qu'il fasse partie d'une association. Il y en aura 5 autres. 9 membres, dont 4 sont membres d'une des deux associations.

M. Stanbury: Même si ce n'a pas été demandé par les deux associations?

Le président: Je vais mettre la modification aux voix afin qu'on puisse se prononcer. Nous avons quorum.

M. Mongrain: J'insiste, monsieur le président, et j'invoque le Règlement.

In view of the turn the discussion is taking I should like to suggest that Clause 9 be stood, and that our legal advisers study my proposal and submit to us a formula that would be acceptable. I wish to insist that the associations of librarians be consulted, for at least four persons, and to see to it that one of these associations be French-speaking. I disagree with Mr. Stanbury.

It is government policy to encourage bilingualism. I agree with him when he says that all legal texts should not be that way, since some are of no consequence. But the case of the National Library is important and has an

[Texte]

nationale tire à conséquence, et influe sur tout le principe du bilinguisme des deux nations. Alors je propose, si je peux, que l'article 9 soit réservé pour que nos conseillers juridiques aient le temps de l'étudier et de nous soumettre. . .

Mr. Dinsdale: Mr. Chairman, may I speak on a point of order?

The Chairman: If it is on a point of order, yes.

Mr. Dinsdale: I think what we are trying to get at here is the principle of consultation with librarians and libraries across the country, and there are technical difficulties in the way. I would think that these can only be sorted out by the law officers of the Crown to get the intent that the Committee is trying to achieve here today.

Consultation is what we are after. As Mr. Sylvestre says, the Advisory Board is Ottawa-heavy, and I think we all agree that there should be some means whereby the Minister could consult with the associations active in this field. Perhaps the suggestion that Mr. Mongrain has made, that we delay until such time as the drafters can come up with a clause or a subclause that meets the wishes of the Committee, would perhaps be the best way to proceed.

Mr. Sullivan: Mr. Chairman, I would just like to say let us dispose of it today. The Committee has heard these people, and is ready to vote on it.

The Chairman: Miss MacDonald has a more or less rough draft of perhaps a suitable amendment. I will ask her to read it, and perhaps if it is acceptable we could vote on it. If it were to pass, then we would have the approval of the Committee that we would insert as the official motion the revised legalistic one that would satisfy the law officers of the Crown.

Mr. Stanbury: That is to say, Mr. Chairman, it is an attempt to state in satisfactory legal terms what Mr. Mongrain has put forward as a proposition. I have looked at that draft and I have the same objections to it as I have to the previous suggestions. It just happens to be in better legal language.

The Chairman: I will ask Miss MacDonald to read it.

[Interprétation]

influence on the whole principle of bilingualism of the two nations. Therefore, I propose, if I may, that clause 9 be stood so that our legal advisers have the time to study it and submit to us . . .

M. Dinsdale: Monsieur le président, puis-je parler sur une question de principe.

Le président: Si c'est sur une question de principe, oui.

M. Dinsdale: Je pense que nous essayons ici d'en venir au principe de la consultation avec les bibliothécaires et les bibliothèques dans tout le pays, et l'on y rencontre des problèmes techniques. Alors j'ai bien l'impression que ces problèmes ne peuvent être résolus que par les conseillers juridiques de la Couronne pour en arriver au but que le Comité essaie d'atteindre aujourd'hui.

C'est la consultation que nous recherchons. M. Sylvestre dit bien que le comité consultatif compte trop de représentants fédéraux et je crois que nous sommes tous d'avis qu'il doit y avoir des moyens pour permettre au ministre de consulter des associations actives dans ce domaine. Peut-être que la proposition de M. Mongrain, en vue de différer la question jusqu'à ce que les rédacteurs en arrivent à formuler un article ou un paragraphe qui satisfasse le Comité, serait la meilleure façon de procéder.

M. Sullivan: Monsieur le président, je n'ai qu'une chose à dire, c'est qu'on en finisse aujourd'hui avec cette question. Le Comité a entendu ces personnes et est prêt à prendre le vote.

Le président: M^{lle} MacDonald a préparé un projet de modification sans doute convenable. Elle pourrait peut-être nous en donner lecture et s'il est acceptable, nous pourrions passer au vote. S'il était adopté, nous aurions alors l'approbation du Comité d'insérer, comme proposition officielle, la modification légale révisée qui satisferait les conseillers juridiques de la Couronne.

M. Stanbury: C'est donc dire, monsieur le président, que c'est une tentative d'énoncer en terme juridique satisfaisant ce que M. Mongrain a avancé comme proposition. J'ai lu le projet et j'ai contre lui les mêmes objections que j'avais contre les suggestions antérieures. La seule différence est simplement que le texte légal est meilleur.

Le président: Je demande à M^{lle} MacDonald de lire son texte.

[Text]

• 1200

[Interpretation]

Miss MacDonald: I suggest that this needs a little polishing, but it is something that perhaps could be voted on:

- (d) four other persons,
- (i) who shall be professional librarians;
- (ii) one of whom shall be appointed after consultation with a national French-speaking library association;
- (iii) one of whom shall be appointed after consultation with a national English-speaking library association; and
- (iv) each of whom shall be appointed by the Governor in Council to hold office for a term of not more than four years; and
- (e) five other persons each of whom shall be appointed by the Governor in Council to hold office for a term of not more than four years.

The Chairman: Mr. Mongrain, would you withdraw your motion and move that motion.

Mr. Mongrain: That is what I was looking for.

The Chairman: I will read this so that we will know what we are voting on. It is moved by Mr. Mongrain that paragraphs (d) and (e) read:

- (d) four other persons,
- (i) who shall be professional librarians;
- (ii) one of whom shall be appointed after consultation with a national French-speaking library association;
- (iii) one of whom shall be appointed after consultation with a national English-speaking library association; and
- (iv) each of whom shall be appointed by the Governor in Council to hold office for a term of not more than four years, and
- (e) five other persons each of whom shall be appointed by the Governor in Council to hold office for a term of not more than four years.

All those in favour of the motion as read?

All those opposed?

The Chairman is not very happy in the position that he is, and will vote against the motion.

Amendment negatived on division.

Clause 9 subclause (2) (d) agreed to.

Clause 9 subclauses (3), (4), (5) and (6) as renumbered agreed to.

Mlle MacDonald: Il a besoin d'être repoli, mais vous pouvez peut-être prendre le vote.

- d) quatre autres personnes
- (i) qui seront des bibliothécaires professionnels;
- (ii) dont l'une sera nommée après consultation avec une association nationale de bibliothécaires de langue française;
- (iii) dont l'une sera nommée après consultation avec une association nationale de bibliothécaires de langue anglaise;
- (iv) dont chacune sera nommée par le gouverneur en conseil pour un mandat ne dépassant pas quatre années;
- e) cinq autres personnes dont chacune sera nommée par le gouverneur en conseil pour un mandat ne dépassant pas quatre années.

Le président: Monsieur Mongrain, est-ce que vous voulez retirer votre proposition et proposer celle-ci?

M. Mongrain: C'est ce que je cherche à faire.

Le président: Je voudrais relire le texte pour que nous sachions ce sur quoi nous votons. Il est proposé par M. Mongrain que les alinéas d) et e) soient modifiés comme il suit:

- d) quatre autres personnes,
- (i) qui seront des bibliothécaires professionnels;
- (ii) dont l'une sera nommée après consultation avec une association nationale de bibliothécaires de langue française;
- (iii) dont l'une sera nommée après consultation avec une association nationale de bibliothécaires de langue anglaise;
- (iv) dont chacune sera nommée par le gouverneur en conseil pour un mandat ne dépassant pas quatre années; et
- e) cinq autres personnes dont chacune sera nommée par le gouverneur en conseil pour un mandat ne dépassant pas quatre années.

Tous ceux qui sont en faveur de la motion telle qu'elle a été dite sont priés de lever la main.

Tous ceux qui s'opposent?

Le président n'aime pas beaucoup la position dans laquelle il se trouve. Nous allons donc voter contre la proposition.

La modification est rejetée sur division.

L'alinéa d) du paragraphe (2) de l'article 9 est adopté.

Les paragraphes (3), (4), (5) et (6) tels que renumérotés sont adoptés.

[Texte]

Clause 10 agreed to.

On Clause 11 (1)—*Legal deposit of new books.*

Mr. Dinsdale: Hitherto I think the Parliamentary Library was the repository for these new publications. Parliamentarians depend very heavily and increasingly so on the services of our Parliamentary Library. As new publications appear, the National Library becomes the repository.

What access do Members of Parliament have to these new publications? Is there any special reciprocity between the two libraries with a view to providing maximum service to Members of Parliament?

Mr. Sylvestre: Well, there is the closest co-operation at all times between the two libraries, and it works both ways. As far as depositing books, two classes of deposits are being done at the moment, one under the Copyright Act and one under the National Library Act. Under the Copyright Act, Section 52, Canadian publishers must deposit with the Library of Parliament two copies of every book that is published in Canada.

Under the National Library Act every publisher has to comply with the same type of provision, that is, to deposit two copies. And there is a section, I do not remember the number, which provides that if you have complied with the Copyright Act, you are deemed to have complied with the National Library deposit regulation, which means that you never have to deposit four copies.

● 1205

But the fact is that after the fire of 1962 the Library of Parliament, for reasons of emergency at the time, asked the National Library to assume the responsibility of receiving the copies deposited under the Copyright Act. But it had the privilege of claiming copies back if it wanted to, which happens from time to time. When this was discussed I know that the Parliamentary Librarian felt that he should have some compensation for the loss he was suffering by not having available such free copies.

The Minister, when he appeared before the Committee on Tuesday morning, did say it had been decided in Cabinet that an amount of money about equivalent to the loss suffered as an effect of the amendment would be

[Interprétation]

L'article 10 est adopté.

Sur l'article 11 (1)—*Dépôt légal de nouveaux livres.*

M. Dinsdale: Je pense que la Bibliothèque du Parlement était, jusqu'à présent, le dépositaire de toutes ces nouvelles publications. Les parlementaires dépendent beaucoup et de plus en plus des services de notre Bibliothèque du Parlement. Lorsque de nouvelles publications paraissent, la Bibliothèque nationale en devient le dépositaire.

Quel accès à ces nouvelles publications les députés ont-ils? Y a-t-il un échange spécial réciproque entre les deux bibliothèques en vue d'assurer un service maximum aux députés?

M. Sylvestre: En tout temps, il y a évidemment une collaboration très étroite entre les deux bibliothèques, ceci dans les deux sens. Pour ce qui est du dépôt de livres, il y a deux catégories de dépôts de livres, qui se font à présent, l'une en vertu de la Loi sur le droit d'auteur et l'autre, en vertu de la Loi sur la Bibliothèque nationale. Dans le premier cas, en vertu de l'article 52 de la Loi sur le droit d'auteur les éditeurs canadiens doivent déposer à la Bibliothèque du Parlement, deux exemplaires de chaque livre qui est publié au Canada.

En vertu de la Loi sur la Bibliothèque nationale, chaque éditeur doit se conformer au même genre de disposition, à savoir, déposer deux exemplaires. Et il y a un article, je ne sais plus lequel, qui stipule que lorsque vous vous conformez à la Loi sur les droits d'auteur, on juge que vous vous conformez au règlement sur le dépôt à la Bibliothèque nationale. Ce qui veut dire que vous n'avez jamais à déposer quatre exemplaires.

Le fait est qu'après l'incendie de 1962, la Bibliothèque du Parlement pour des raisons d'urgence à ce moment-là, a demandé à la Bibliothèque nationale d'assumer la responsabilité de la réception des exemplaires déposés aux termes de la Loi sur les droits d'auteur, mais avec privilège de réclamer le renvoi des exemplaires si elle le voulait, ce qui est arrivé de temps à autre. Au moment de la discussion de cette question, je sais que le bibliothécaire parlementaire croyait qu'il devait avoir une certaine compensation pour la perte qu'il subissait en n'ayant pas à sa disposition ces exemplaires gratuits.

Lorsque le Ministre a comparu devant le Comité, mardi matin, il a dit que les membres du Conseil des ministres avaient décidé qu'un montant d'argent à peu près équivalent à la perte subie par suite de la modification

[Text]

added to the book budget of the Library of Parliament. So in this way it would not suffer.

Clause 11 agreed to.

M. De Bané: Les paragraphes 1 et 2 de l'article 11 établissent d'une façon claire quels sont les livres pour lesquels on doit faire un dépôt légal.

Et je lis au paragraphe (3):

(3) Le ministre peut établir des règlements

b) prescrivant les catégories ou genres de livres dont il suffit d'envoyer un seul exemplaire...

Alors que c'est le paragraphe 2 qui traite de ce sujet.

M. Sylvestre: Monsieur le président, il faut se reporter à l'article 2 qui définit:

b) «livre» désigne les articles de bibliothèque de toute sorte, de toute nature et toute désignation—

Le Bill donne au ministre le pouvoir d'établir des règlements pour n'exiger qu'un seul exemplaire de certaines catégories de publications, au lieu de deux, mais cela ne veut pas dire «livre» au sens habituel du mot. Nous réclamons toujours deux exemplaires des livres sauf si le prix de détail excède \$50. Mais nous ne voulons pas nécessairement recevoir deux exemplaires, par exemple, de tous les journaux qui paraissent au Canada ou de toutes les revues.

Par conséquent, le ministre a, et cela se fait sur la recommandation du directeur général de la Bibliothèque nationale, le pouvoir de dire que si l'on ne dépose qu'un seul exemplaire de certaines catégories de publications, on ne viole pas la Loi.

Mr. De Bané: I am not satisfied with that answer. Subclause (2), Mr. Sylvestre, states that if the book, as defined in Clause 2 (b), costs more than \$50, one copy is enough. Subclause (3) (b) adds discretionary power to the Minister. In subclause (2) there is no discretion; if it costs more than \$50, one is enough. Subclause (3)(b) says that perhaps some other books can go under this article.

Mr. Sylvestre: The purpose for the distinction here is the following: you have a general provision which says that publishers shall deposit two copies of books.

Mr. De Bané: Yes.

Mr. Sylvestre: Now, the government did not want to impose upon some publishers who do produce a very limited number of copies of very expensive books, the obligation

[Interpretation]

serait ajouté dans le budget du fonds de la Bibliothèque du Parlement de sorte qu'il y ait une indemnisation.

L'article 11 est adopté.

Mr. De Bané: Subsections 1 and 2 of clause 11 state clearly what books are subject to a legal deposit.

Subsection (3) states as follows: follows:

(3) The Minister may make regulations (b) prescribing the classes or kinds of books in respect of which only one copy is required to be sent. . .

So, it is subsection 2 which deals with this subject.

Mr. Sylvestre: Mr. Chairman, we have to refer to section 2 which defines the following:

(b) "book" means library matter of every kind, nature and description. . .

The bill gives the Minister the power to make regulations that only one copy is required rather than two in certain categories of publications, but this does not mean "book" in the usual sense of the word. We go on requesting two copies of books except when the retail price exceeds \$50. But we do not necessarily want to receive two copies, for instance, of all newspapers in Canada or all magazines.

Consequently, the Minister has the right to state—and this is done on the recommendation of the National Librarian—that if only one copy is deposited of certain categories of publications, this is not contrary to the Act.

M. De Bané: Je ne suis pas satisfait de la réponse. Le paragraphe (2), M. Sylvestre, indique que si le livre vaut plus de \$50, un seul exemplaire suffit. L'alinéa b) du paragraphe (3) donne au ministre des pouvoirs discrétionnaires. Au paragraphe (2), il n'y a pas de pouvoirs discrétionnaires; si c'est plus de \$50 un seul exemplaire suffit. L'alinéa (3) b) indique que d'autres catégories de livres peuvent rentrer dans cette catégorie.

M. Sylvestre: Voici où est la différence, il y a une disposition générale qui prévoit que l'éditeur doit fournir deux exemplaires.

M. De Bané: Oui.

M. Sylvestre: Le gouvernement n'a pas voulu imposer à certains éditeurs qui produisent des éditions très limitées et extrêmement coûteuses le dépôt de deux exemplaires parce

[Texte]

of depositing two copies, because in some instances it would not be fair. This is a distinction which is made on the basis of the cost of the book.

In addition to that, you do not want to do this in the Act; you want to do it under regulations because there are a great many categories of library material deposited. You want to leave it to the Minister who acts on the advice of the National Librarian to decide whether certain categories of books are going to be required in only one copy for reasons other than cost; that is, newspapers, calendars, phonograph records, films, and so on. It does not apply to what you normally call a book, Mr. De Bané.

● 1210

Mr. De Bané: What I wanted to suggest in that Clause 11(2) states only one hypothesis where one copy is enough—where the value of the book is more than \$50.

Mr. Sylvestre: That is on the basis of cost.

Mr. De Bané: All right. Clause 11(2) says that where the retail price is more than \$50, one copy is enough. Now, I am asking what is the usefulness of subclause (3)(b) which says that the Minister can make rules in other cases where one copy would be enough? I do not think you get my point.

Mr. Sylvestre: Yes, I do, and I am going to explain this. There are being published in Canada, in the usual sense of the word—that is, released for public distribution—all sorts of publications which are not normally considered to be books in the common sense. These are, for instance, annual reports of companies, drawing or colouring books, comic books, publications in the nature of calendars. I am using the regulations...

Mr. De Bané: Let us take up subclause (2) and subclause (3)(b) where the Minister can make regulations to state in what cases one book would be enough and then he would make a ruling that one copy of a book priced at \$50 would be enough.

Mr. Sylvestre: This would be very different, because under the present Act it means that the Minister, through the Library, cannot claim more than one copy of a book that costs

[Interprétation]

que dans certains cas, ce serait injuste. Alors, on établit une distinction sur la base du coût.

De plus, vous ne voulez pas faire ceci dans la Loi: vous voulez le faire par des règlements car il y a de nombreuses catégories de matériel de bibliothèque. Vous voulez vous en remettre au ministre, qui agit sur recommandation du directeur général de la Bibliothèque nationale, pour décider si certaines catégories de livres vont être demandées en un exemplaire seulement pour des raisons autres que celles du coût; à savoir journaux, calendriers, disques, films, ainsi de suite. Ceci ne s'applique à ce qu'on appelle habituellement un livre, M. De Bané.

Mr. De Bané: Ce que je voulais suggérer, c'est que le paragraphe 2 de l'article 11, ne donne qu'une seule raison pour laquelle on ne peut fournir qu'un exemplaire, c'est le cas où la valeur du livre dépasse \$50.

Mr. Sylvestre: C'est sur une base de prix.

Mr. De Bané: Parfait. Le paragraphe (2) de l'article 11 dit que lorsque la valeur au détail excède cinquante dollars un exemplaire suffit. Maintenant, je voudrais savoir quelle est l'utilité du paragraphe (3) de l'article 11 qui dit que le Ministre peut établir des règlements, dans d'autres cas où un seul exemplaire est suffisant. Je ne pense pas que vous m'ayez compris.

Mr. Sylvestre: Oui je vous ai compris et je vais vous expliquer la situation. Au Canada, on publie dans le sens habituel du terme, c'est-à-dire qu'on édite pour la distribution publique toute sorte de publications qui ne sont pas normalement considérées comme des livres au sens habituel du terme. Par exemple, les rapports annuels de compagnies, des livres à colorier, ou à dessiner, des bandes dessinées des publications comme les calendriers. Il faudrait que je me serve du règlement...

Mr. De Bané: Reprenons le paragraphe (2) et l'alinéa b) du paragraphe (3) où le ministre peut établir un règlement pour dire dans quels cas un exemplaire serait suffisant et ensuite il déclare établir un règlement que pour les livres à plus de \$50 un exemplaire suffit.

Mr. Sylvestre: Mais ça changerait tout, parce qu'aux termes de la loi actuelle, le ministre, par l'intermédiaire de la bibliothèque ne peut pas demander, ne pas réclamer

[Text]

more than \$50, and for other reasons he has the discretionary power.

Mr. Stanbury: May I ask a question?

The Chairman: Yes.

Mr. Stanbury: Is this not virtually the same as the previous section, with the exception that it is \$50 instead of \$25?

Mr. Sylvestre: It is exactly the same.

Mr. Stanbury: There is no change in the principle.

Mr. Sylvestre: No.

Clauses 12 to 17 inclusive agreed to.

Clause 1 agreed to.

Title agreed to.

The Chairman: Shall I report the Bill as amended?

Some hon. Members: Agreed.

The Chairman: Thank you, gentlemen. Thank you Miss MacDonald, Mr. Levy and Mr. Sylvestre. This meeting is now adjourned.

[Interpretation]

plus d'un exemplaire d'un livre qui coûte plus de \$50; et pour d'autres raisons il a des pouvoirs discrétionnaires.

M. Stanbury: Puis-je poser une question?

Le président: Oui.

M. Stanbury: Est-ce que ce n'est pas essentiellement la même chose que l'article précédent, à ceci près qu'il s'agit de \$50 au lieu de \$25.

M. Sylvestre: C'est exactement la même chose.

M. Stanbury: Le principe est le même.

M. Sylvestre: Oui.

Articles 12 à 17 inclus, adoptés.

Article 1, adopté.

Titre, adopté.

Le président: Dois-je faire rapport du bill tel qu'amendé.

Des voix: Oui.

Le président: Merci messieurs.

Merci M^{lle} MacDonald, MM. Levy et Sylvestre. La séance est levée.

OFFICIAL BILINGUAL ISSUE
HOUSE OF COMMONS

FASCICULE BILINGUE OFFICIEL
CHAMBRE DES COMMUNES

First Session
Twenty-eighth Parliament, 1968-69

Première session de la
vingt-huitième législature, 1968-1969

STANDING COMMITTEE
ON

COMITÉ PERMANENT
DE LA

BROADCASTING,
FILMS AND ASSISTANCE
TO THE ARTS

RADIODIFFUSION,
DES FILMS ET DE L'ASSISTANCE
AUX ARTS

Chairman

Mr. John M. Reid

Président

MINUTES OF PROCEEDINGS
AND EVIDENCE

No. 24

PROCES-VERBAUX ET
TÉMOIGNAGES

JUL 22 1969

UNIVERSITY OF TORONTO

TUESDAY, MARCH 25, 1969

LE MARDI 25 MARS 1969

Respecting

Concernant

Main Estimates 1969-70 of National Arts
Centre Corporation.

Budget principal des dépenses de 1969-1970
de la Corporation du Centre national
des arts.

WITNESSES—TÉMOINS

(See Minutes of Proceedings)

(Voir le procès-verbal)

STANDING COMMITTEE ON
BROADCASTING, FILMS AND
ASSISTANCE TO THE ARTS

Chairman
Vice-président

and Messrs.

Comeau,
De Bané,
Dinsdale,
Givens,
Guilbault,
Hymmen,
La Salle,

Mr. John M. Reid
M. J. A. Mongrain

Marchand (*Kamloops-
Cariboo*),
Matte,
McCleave,
McCutcheon,
Nystrom,

COMITÉ PERMANENT DE LA
RADIODIFFUSION, DES FILMS ET DE
L'ASSISTANCE AUX ARTS

Président
Vice-Chairman

et MM.

¹Osler,
Paproski,
Perrault,
Roy (*Timmins*),
Schreyer,
Stanbury—20

Le secrétaire du Comité,
M. Slack
Clerk of the Committee

Pursuant to S.O. 65(4) (b)

Conformément à l'article 65(4) (b)
du Règlement

¹ Replaced Mr. Barrett March 25, 1969.
Mr. Barrett replaced Mr. Sullivan March
25 1969.

¹ Remplace M. Barrett le 25 mars 1969.
M. Barrett remplace M. Sullivan le 25
mars 1969.

[Text]

MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, March 25, 1969
(27)

The Standing Committee on Broadcasting, Films and Assistance to the Arts met this day at 11.10 a.m. The Chairman, Mr. John M. Reid, presided.

Members present: Messrs. Comeau, De-Bané, Dinsdale, Givens, Guilbault, Hymmen, McCleave, McCutcheon, Osler, Paproski, Perrault, Reid, Schreyer, Stanbury (14).

Witnesses: From the National Arts Centre Corporation: Messrs. G. Hamilton Southam, Director General; David Haber, Director of Programming; Jean-Marie Beaudet, Director of Music; Jean-Guy Sabourin, Artistic Director, Le Théâtre du Capricorne; Bruce Corder, Director of Operations.

The Committee proceeded to the consideration of the Estimates of the National Arts Centre Corporation, Item 50.

The Chairman called Mr. Southam who introduced his officials.

Messrs. Southam, Haber, Beaudet and Sabourin made statements relating to their operational budget, 1969-70, and commented on the Opening Festival as well as on programmes planned for the opening year of the National Arts Centre.

Mr. Southam was examined on various aspects of the National Arts Centre operations, assisted by Messrs. Beaudet, Haber and Corder.

*Agreed,—*That the budgetary document for the Opening Festival of the National Arts Centre be printed as an appendix to the proceedings of this day. (*See Appendix "N"*).

The examination of the witnesses being concluded, at 1.20 p.m., the Committee adjourned until 11.00 a.m. on Thursday, March 27.

[Traduction]

PROCÈS-VERBAL

Le MARDI 25 mars 1969
(27)

Le Comité permanent sur la radiodiffusion, films et assistance aux arts s'est réuni aujourd'hui à 11 heures 10 du matin, sous la présidence de M. John M. Reid, président.

Présents: MM. Comeau, De Bané, Dinsdale, Givens, Guilbault, Hymmen, McCleave, McCutcheon, Osler, Paproski, Perrault, Reid, Schreyer, Stanbury (14).

Témoins: De la Corporation du Centre national des arts: MM. G. Hamilton Southam, directeur général; David Haber, directeur de la programmation; Jean-Marie Beaudet, directeur de la musique; Jean-Guy Sabourin, directeur artistique du théâtre du Capricorne; Bruce Corder, directeur de l'exploitation.

Le Comité entreprend l'étude du budget de la Corporation du Centre national des arts, article 50.

Le président introduit M. Southam qui présente ses fonctionnaires.

MM. Southam, Haber, Beaudet et Sabourin font des déclarations relatives à leur budget d'exploitation 1969-1970 et commentent le festival d'ouverture et les divers programmes prévus pour l'année d'ouverture du Centre national des arts.

M. Southam a été questionné sur les divers aspects d'exploitation du Centre national des arts, il a répondu à ces questions en collaboration avec MM. Beaudet, Haber et Corder.

Il est convenu que:—Que le document concernant le budget du festival d'ouverture du Centre national des arts soit imprimé en annexe au compte rendu de ce jour. (*Voir annexe «N»*)

L'audition des témoins s'est terminée à 1 heure 20 de l'après-midi. Le Comité s'est ajourné jusqu'au jeudi 27 mars à 11 heures du matin.

Le secrétaire du Comité,

M. Slack,

Clerk of the Committee.

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

Tuesday, 25 March 1969

• 1109

The Chairman: Gentlemen, I see a quorum. Today we have officials from the National Arts Centre. I will call upon the Director General, Mr. Hamilton Southam, to introduce his officials and to make a brief statement. Then we will have a question and answer period. Mr. Southam.

Mr. G. Hamilton Southam (Director General, National Arts Centre): Mr. Chairman, I would like to present in the usual order my colleagues from the National Arts Centre who are seated at the table with me. Mr. Bruce Corder, on the extreme right, is our Director of Operations; Mr. Robert Montpetit, Comptroller and Director of Finance; Mr. Jean-Guy Sabourin, the Artistic Director of our French theatre company; Mr. Jean-Marie Beaudet, the Director of Music and Mr. David Haber, Director of Programming.

In a moment, Mr. Chairman, with your permission I will be asking several of these gentlemen to speak in regard to the work of their departments.

Monsieur le président, je suis très heureux de rencontrer votre commission aujourd'hui pour la troisième fois. Cette fois, enfin, nous allons discuter ensemble du programme artistique du Centre national des Arts, et pas d'autre chose. Les prévisions budgétaires placées devant vous sont celles qui s'appliquent à notre première année d'animation culturelle dans la région de la Capitale nationale. La dernière fois que vous m'avez fait l'honneur de me recevoir, en octobre dernier, nous avons plutôt parlé de l'édifice du Centre, de son corps. Cette fois, parlons plutôt de son âme, c'est-à-dire, de ses artistes et de ses programmes artistiques. Vous serez d'accord avec moi, messieurs, j'en suis sûr, qu'il faut juger de la valeur de quelque chose beaucoup moins d'après l'aspect de son corps matériel que d'après la grandeur et la beauté de son âme.

There is just one point I would like to make about the building of the National Arts Centre before we pass on to our programs. I have been assured by the Department of Public Works as late as this morning that the construction is on time and within budget. That means that we shall be opening the Cen-

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Le mardi 25 mars 1969

Le président: Messieurs, je vois que nous avons un quorum aujourd'hui. Nous avons ici un responsable du Centre national des arts. Je demanderais à M. Hamilton Southam de présenter ses collaborateurs, puis de faire une brève déclaration, et ensuite nous passerons aux questions. Monsieur Southam.

M. G. Hamilton Southam (Directeur général du Centre national des arts): Je voudrais vous présenter, dans l'ordre habituel, mes collègues du Centre national des arts qui sont à la table avec moi. Il y a d'abord M. Bruce Gordon, se trouve à l'extrême droite, directeur des Opérations; M. Robert Montpetit, Directeur des finances, M. Jean-Guy Sabourin, Directeur artistique de notre troupe de théâtre française, M. Jean-Marie Beaudet, Directeur de la musique, et M. David Haber, Directeur des programmes.

Dans un instant, avec votre permission, je vais demander à plusieurs de ces personnes de nous parler des fonctions de leur propre service.

Mr. Chairman, I am extremely happy to meet your Committee today for the third time. This time, at last, we shall discuss together the artistic program of the National Arts Centre and of nothing else. The estimates that you have before you are those which are applicable to our first year of cultural animation in the National Capital area. The last time that you made me the honour of receiving me, last October, we discussed mainly the centre building, about its body. This time, let us talk about its soul instead, that is, about its artists and its artistic programs. You will agree with me gentlemen, I am sure, that we ought to judge the value of something much less from the aspect of its material body than from the greatness and beauty of its soul.

Il y a simplement une observation que je voudrais faire au sujet de la construction du Centre National des Arts avant de passer à nos programmes. J'ai été assuré par le ministère des Travaux publics, d'ailleurs ce matin, que la construction se fait dans le délai prévu et selon le budget prévu. Cela signifie que

[Text]

tre as we had planned with a ceremonial hand-over and open house on Saturday, May 31, and launching therein a two-week Canadian festival of the arts on the evening of Monday, June 2. Moreover, the construction program will be completed within the limits of the \$46.4 million estimate which we discussed at such length last October.

Several members of this Committee were able to take advantage of our invitation to tour the site last Wednesday. Unfortunately I was unable to be present on that occasion. I can only hope that those concerned were as pleased with what they saw as our other visitors have been in recent weeks. There is a growing feeling, gentlemen, and I would like to place it on the record today, that in the National Arts Centre we Canadians are going to have one of the finest buildings of the kind in the world.

Let us now turn to our operational estimates for 1969-70. I am guided, as I expect members of the Committee are, by the Blue Book. As you will see, these estimates are based on a federal subsidy of \$2.5 million. This may appear to be a considerable sum, but not so for anyone who reads the \$12 billion federal estimates for 1969-70 in the Blue Book now before you with the attention I paid to them last evening. I hope it is not indiscreet, Mr. Chairman, if I reveal to the Committee that the Centre wanted more than \$2.5 million for its opening year. We had originally hoped for something on the order of \$3 million, an amount that was reflected in the answer I gave to a question asked by a member of the Committee last October. When push came to shove, however, as it so often does in questions of this kind, and when we submitted our request to the Treasury Board last November, we asked for more than \$2.8 million. In any event, as the Blue Book Estimates show, we were given \$2.5 million.

• 1115

Before my colleagues and I go into the details of how the Centre plans to lay out this sum of \$2.5 million across our various programs for our opening year, I think you might like to know something about the programs we cannot carry out because we were cut back last November from \$2.8 million.

First, the Centre has abandoned the hope which I expressed to the Committee last October that the sort of Canadian Festival of the Arts with which we are opening in June can be repeated every year or every two years thereafter. Second, the annual contract given to members of our orchestra has been cut back from 43 weeks—the figure which I

[Interpretation]

l'ouverture se fera comme prévu, avec cession officielle et porte ouverte, le 31 mai; ensuite il y aura un festival canadien des arts, dont le lancement aura lieu au Centre le soir du 2 juin. En outre, le programme de construction s'en tiendra aux 46.4 millions de dollars dont on a tant parlé en octobre dernier.

Plusieurs membres du Comité ont profité de notre invitation à visiter les lieux mercredi dernier. Malheureusement, je n'ai pas pu être là. Je puis simplement espérer que ceux qui sont venus ont été aussi satisfaits que les autres visiteurs que nous avons eus au cours de cette semaine-là. Messieurs je voudrais qu'on porte ceci au procès verbal: on pense de plus en plus que le Centre National des Arts, sera l'un des bâtiments les plus remarquables de son type dans le monde entier.

Passons maintenant à notre budget d'exploitation pour 1969-1970. Je me fonde, comme vous sur le Livre bleu. Comme vous verrez, ces prévisions reposent une subvention fédérale de \$2.5 millions. Cela semble être une somme considérable mais ce n'est pas si on a lu les prévisions fédérales de 12 milliards pour 1969-1970, dans le Livre bleu que j'ai lu attentivement hier soir. J'espère ne pas être indiscret, Monsieur le président, si je révèle au Comité que le Centre désirait plus que \$2.5 millions pour sa première année. Nous avions d'abord espéré recevoir une somme de l'ordre de \$3. millions. Ce montant était traduit dans la réponse que j'ai donnée à une question d'un membre du Comité en octobre dernier. Mais finalement, comme cela arrive souvent, lorsque nous avons soumis notre demande au Conseil du Trésor en novembre dernier, nous n'avons demandé que \$2.8 millions, et nous n'avons à la fin, obtenu que \$2.5 millions, comme il est inscrit dans le Livre bleu.

Avant que mes collègues et moi-même passions aux détails des projets du Centre pour l'utilisation de cette somme de \$2.5 millions pour le programme de l'année d'ouverture, vous aimeriez peut-être savoir quelque chose au sujet des programmes que nous ne pouvons entreprendre à cause du resserrement financier.

Premièrement, le Centre a abandonné l'espoir que j'avais exprimé au Comité en octobre dernier, que le type de Festival des arts canadiens que nous allons inaugurer en juin puisse se répéter chaque année ou à tous les deux ans par la suite. Deuxièmement, le contrat annuel accordé aux membres de notre orchestre a été réduit de 43 semaines, chiffre

[Texte]

mentioned to the Committee last October—to 40 weeks. Third, the support which we can give to the winter program of the Stratford National Theatre has been exactly halved, with the result that we must now consider it the Centre's most important visiting, rather than one of our resident companies and we have abandoned all direct concern for its winter program elsewhere in Canada or abroad.

Quatrièmement, le Théâtre du Capricorne, notre troupe de théâtre d'expression française, se voit obligé également de réduire la variété sinon la qualité des œuvres qu'il prépare pour le public de la région.

Fifth our two resident companies, our orchestra and Capricorne, will have to stick close to home and forego the sort of national or international touring which they could have taken under the Centre's auspices had we had the necessary funds. Sixth, the Centre will not be able to invite during our opening year all the Canadian companies and artists which we should have liked to see perform for us. To that extent the Centre will simply be a less satisfactory national showcase for the performing arts than it might have been in its inaugural year. Seventh, the Centre will not be able to recruit the staff we had hoped for to organize a meaningful program of film presentations. We are trying to find ways and means of encouraging other bodies to do so for us, as we shall report to you in a moment, but I cannot claim that arrangements so far worked out are entirely satisfactory.

Eighth, we have been obliged to drop a plan on which we have been working for several years to create within the Centre a national information service covering the performing arts, somewhat along the lines of the Lincoln Center Library and Museum of the Performing Arts, though on an appropriately Canadian scale. Instead, we are turning over the area in the Centre which had been provisionally allocated for such a function for commercial, revenue-producing activities such as English and French book shops, a boutique, a record shop and a coffee shop.

Ninth and last, the funds available to our Public Relations Department will suffice only to carry our story throughout the National Capital Region, and not very far beyond. Putting all these considerations together, gentlemen, we are forced to the conclusion that the National Arts Centre, at least in its inaugural year, will be somewhat less national in scope, will be more carefully restricted to the

[Interprétation]

que j'avais donné au Comité en octobre, à 40 semaines. Troisièmement, le soutien que nous pouvons donner aux programmes d'hiver du Théâtre National de Stratford a été diminué exactement de la moitié, et partant, nous envisageons que ce sera plutôt le groupe visiteur le plus important du Centre plutôt que l'une des compagnies résidentes. Nous avons abandonné tout intérêt aux programmes d'hiver ailleurs au Canada ou à l'étranger.

Fourthly, le Théâtre du Capricorne, our French language theatre company, finds itself compelled also to reduce the variety, if not the quality, of the work it intends to show the public of the area.

Cinquièmement, nos deux troupes résidentes, notre orchestre et le Capricorne, devront rester à proximité de leur siège principal et ainsi abandonner les tournées nationales et internationales qu'elles auraient aimé entreprendre avec l'appui du Centre si les fonds nécessaires avaient été disponibles. Sixièmement le Centre ne sera pas en mesure d'inviter au cours de l'année d'inauguration, toutes les compagnies canadiennes que nous aurions aimé voir jouer ici. Dans cette mesure, le Centre sera simplement un point de mire nationale moins satisfaisant pour les arts d'expression qu'il aurait pu l'être. Septièmement, le Centre ne pourra pas recruter le personnel que nous avions espéré avoir pour organiser un programme intéressant de présentations cinématographiques. Nous avons cherché des moyens pour encourager d'autres organismes à le faire pour nous, comme nous allons vous en parler dans un instant, mais je ne puis dire que ce que nous avons accompli jusqu'à présent est entièrement satisfaisant.

Huitièmement, nous avons dû abandonner un programme que nous avions préparé au cours de plusieurs années, et qui était de créer dans le Centre un service d'information national portant sur les arts d'expression, quelque chose de semblable à la Bibliothèque du Centre Lincoln et au Musée des Arts d'expression, à une échelle canadienne. Au lieu de cela, la partie prévue dans le Centre à cet effet va servir à des installations commerciales, sources de revenus, boutique, librairies de livres en français et en anglais, restaurant et magasin de disques.

Neuvièmement, les crédits accordés au Service des relations publiques suffiront seulement à transmettre nos programmes dans la région de la capitale et pas beaucoup plus loin. Tout cela, messieurs, nous force à conclure que le Centre national des Arts, du moins dans son année inaugurale, sera d'ampleur un peu moindre à l'échelon national et sera limité à la région de la capitale natio-

[Text]

National Capital Region than we had hoped, or perhaps than you had expected.

Nevertheless, we hope that within the limitations of a \$2.5 million federal grant the Centre has been able to come up with artistic programs that will deserve your approbation.

With your permission I shall ask my colleagues to outline them to you in the following order. First, I shall ask Mr. David Haber, our Director of Programming, to give you our plans for our opening festival from June 2-14, and for the various attractions which we plan to book into the Centre during the summer. Then we come to the autumn and to the launching of the artistic activities of our own companies. My second colleague to speak to you will be M. Jean-Marie Beaudet, our Director of Music, who will tell you about our plans for the National Arts Centre orchestra.

Troisièmement, M. Jean-Guy Sabourin, le Directeur artistique du Théâtre du Capricorne, vous parlera des projets de notre troupe d'expression française.

• 1120

Finally, I shall call once again on Mr. Haber, who will tell you about our plans for the extended Ottawa season of the Stratford National Theatre, and for the other distinguished Canadian companies which he will be booking into the Centre during the 1969-70 winter season. If all goes well, these gentlemen should take no more than five minutes or so for each of the presentations I have mentioned, following which we shall be delighted to reply as best we can to any questions which you may wish to put to us. Is that a satisfactory method of proceeding, Mr. Chairman?

The Chairman: By all means.

Mr. Southan: Thank you, Mr. Chairman. I will ask Mr. Haber to lead off with our opening festival and summer plans. Mr. Haber.

Mr. David Haber (Director of Programming, National Arts Centre): Thank you. Mr. Chairman, may I draw your attention first and foremost to a copy of *Prologue*, the National Arts Centre's latest publication. On the third or fourth page you will find the entire Opening Festival listed.

Rather than carry through, I just want to draw your attention to this Festival as listed in the latest edition of *Prologue*. As you will see, the Opening Festival is entirely Canadian and there are quite a few commissioned works. The National Ballet of Canada will be presenting a commissioned work for the opening night. The Théâtre du Nouveau Monde

[Interpretation]

nale, plus que nous ne l'avions envisagé, ou plutôt plus que vous ne vous y attendiez.

Il n'en reste pas moins que nous espérons que dans les limites des subventions fédérales de \$2.5 millions que le Centre s'est vu octroyer, on pourra mettre au point des programmes artistiques qui mériteront votre approbation.

Si vous le permettez, je vais demander à mes collègues de vous les exposer dans l'ordre suivant: d'abord M. David Haber, qui est Directeur des programmes, va vous décrire les programmes que nous envisageons pour le festival d'inauguration du 2 au 14 juin, et ensuite les attractions au cours de l'été; nous passons ensuite à l'automne et au lancement de nos propres troupes. Mon deuxième collègue qui vous parlera sera M. Jean-Marie Beaudet, notre directeur musical, qui vous dira quels sont les plans que nous avons pour l'orchestre du Centre national des Arts.

Thirdly, Mr. Jean-Guy Sabourin, the Artistic Director of the Théâtre du Capricorne, will talk to you about the projects of French language company.

Finalement, M. Haber vous dira quels sont nos projets pour le prolongement de la saison, à Ottawa, du Théâtre National de Stratford et d'autres troupes importantes du Canada qui seront engagées pour la saison 1969-1970. Si tout va bien, ces personnes ne passeront pas plus de cinq minutes à vous faire leur présentation à la suite desquelles nous serons heureux de répondre, dans la mesure du possible, à toutes les questions que vous voudrez bien nous poser. Est-ce que cela vous va, monsieur le président?

Le président: Je vous en prie.

M. Southan: Je laisse la parole à M. Haber, qui va nous parler du festival d'inauguration et des projets pour l'été. Monsieur Haber.

M. David Haber (Directeur des programmes, Centre national des Arts): Monsieur le président, j'aimerais tout d'abord attirer votre attention au document que vous avez sous les yeux, *Prologue*. Vous avez à la troisième et à la quatrième page, le programme complet du festival.

Plutôt que de passer cela en revue, j'aimerais parler du festival tel qu'il est présenté dans le dernier numéro de *Prologue*. Comme vous voyez, il s'agit d'un programme entièrement canadien et il y a un certain nombre de travaux qui ont été commandés. Le Ballet national du Canada présentera une œuvre commandée le soir de l'inauguration, le Théâtre

[Texte]

is presenting a commissioned version of *Lysistrata* which again is a completely new Canadian adaptation of the Greek play with music, using entirely Canadian creators.

The Studio opens with a Canadian play by the Toronto playwright Jack Winter, again commissioned by the National Arts Centre. Canada's two major symphony orchestras participate in the opening festival, the Toronto Symphony and the Montreal Symphony. The Montreal Symphony features a goodly number of Canadian soloists.

In the popular field you will notice Gordon Lightfoot giving two recitals in the Opera House, and I ask you to look at Friday, June 13, which the program states simply is "to be announced". We can now announce the participation of Madame Monique Leyrac in a recital in the Opera House. Unfortunately the contract had not been signed prior to the publication of *Prologue* and we could not very well announce an artist without a contract.

Also participating in the Opening Festival is, as you can see, the Vancouver Playhouse in a Canadian play by George Ryga, *Ecstasy of Rita Joe*, and a chamber opera on the electronic side by Gabriel Charpentier from Montreal in the Studio. Canadian chamber groups are participating; the Manitoba Consort from Winnipeg, the Orford Quartet from Toronto, The Duo Pach from Fredericton, New Brunswick and the Cassenti Players from Vancouver.

Not listed in the Opening Festival activities in *Prologue* are also two film festivals—one a retrospective of Canadian films, all of which have won awards of one kind or other since the Canadian film industry was born. We go back to the nineteen-forties when the first film produced by a Canadian won an academy award. It is "Churchill's Island", produced by the National Film Board.

We will also have a modern Canadian film festival under the umbrella of "Underground Film" which will be shown in the theatre following regular performances of *Lysistrata* for the first week and *Ecstasy of Rita Joe* for the second week, so we have a good coverage of film.

The Festival itself runs only two weeks. We have, as I mentioned earlier, four commissioned works and all-Canadian participation. Immediately following the Opening Festival, the Arts Centre will continue on its festival-like participation and presentation in the National Capital Region. We will fall immediately into our summer presentation which will be on the light and popular level. The type of

[Interprétation]

du Nouveau Monde va nous donner une nouvelle version faite sur commande de la pièce grecque «*Lysistrata*» qui est une nouvelle adaptation canadienne de la pièce, une création musicale exécutée uniquement par des Canadiens.

La première création du Studio sera une pièce canadienne, de l'écrivain de Toronto, Jack Winter, encore une fois commandée par le Centre national des Arts. Les deux orchestres principaux de Canada, les orchestres symphoniques de Toronto et de Montréal vont participer au festival d'inauguration.

Dans le domaine populaire, Gordon Lightfoot donnera deux récitals dans l'amphithéâtre de l'Opéra; puis, le vendredi 13 juin, le programme dit «à communiquer». Et nous pouvons vous annoncer que Monique Leyrac donnera un spectacle dans la même salle. Malheureusement, nous n'avons pas pu signer le contrat avant que *Prologue* soit publié de sorte que nous n'avons pas pu l'indiquer dans le programme.

Il y a également la compagnie *Vancouver Playhouse* qui va présenter une pièce de monsieur George Ryga *Ecstasy of Rita Joe*, ainsi qu'un opéra de chambre avec musique électronique de Gabriel Charpentier de Montréal. Nous aurons également des orchestres de chambres un groupe de Winnipeg, un groupe de Toronto, un groupe du Nouveau Brunswick et un groupe de Vancouver.

Dans ce *Prologue*, il y a également deux festivals du film qui ne sont pas indiqués: l'un est une rétrospective de films canadiens qui ont été primés à un moment ou à un autre dans l'histoire de l'industrie cinématographique canadienne. On remonte aux années 1940, époque où le film «*Churchill Islands*» de l'Office national du film a été le premier film canadien à obtenir un Oscar.

Nous allons avoir également sous le couvert du cinéma dit «underground» un festival de films modernes qui seront présentés après les présentations ordinaires de *Lysistrata* et *Ecstasy of Rita Joe*. Le film ne fait donc pas figure de cousin pauvre.

Le Festival ne va durer que deux semaines. Comme je l'ai indiqué, nous avons passé quatre commandes et une participation entièrement canadienne. Juste après le Festival, le Centre des arts va poursuivre sa participation et ses présentations genre festival dans la région de la capitale nationale. Nous allons passer immédiatement à notre programme d'été qui sera de nature populaire. Nous

[Text]

attractions that will be participating in our summer presentation are things like the Charlottetown Festival Company in two plays out of their regular musical repertoire, *Johnny Belinda*, which has never been seen here and *Anne of Green Gables*, which was seen for three performances during 1967.

We will also be presenting various other Canadian attractions along with some American attractions. We are in negotiation with various companies in Montreal, one in English, one French for some presentations in the Theatre. We are also talking to Les Feux Follets with a view to their coming here for a week or ten days during the summer. We are talking to various big-name commercial artists in French and in English. We are negotiating with the Canadian company of a

• 1125

very successful show called "Jack Brel is alive and well and living in Paris". We will be presenting some films in the form of film festivals and also a world premiere of a Canadian film.

In the 300-seat Studio, especially for our visitors to the National Capital Region in the summer, we are producing or co-producing with the Canadian producer a musical review which is written entirely by Canadians, French and English, performed by Canadians, French and English and as far as we know it will be for the first time a totally bilingual revue, not only in concept, but in presentation and performance. This revue will be presented in the Studio, which will be set up as a sort of theatre cabaret during the entire summer from the first week of July right through to the end of August.

I think this covers our Opening Festival and the summer season of 1969. Thank you.

Mr. Southam: Mr. Chairman, we will now move to the autumn when the activities of our resident companies begin and first of all I will ask Mr. Beaudet to talk to you about the National Arts Centre orchestra.

M. Jean-Marie Beaudet (Directeur de la musique, Centre national des Arts): Monsieur le président, cette année, le département de la musique s'est naturellement employé à la création de l'orchestre résident du Centre.

Cent trente-neuf candidats ont été entendus à Winnipeg, Ottawa-Hull, Toronto, Montréal, San Francisco, Londres (Angleterre) et Bloomington (Indiana). Tous ces musiciens sont canadiens ou travaillent au Canada

[Interpretation]

avons prévu, notamment, la *Charlottetown Festival Company* qui présentera deux pièces de leur répertoire, «*Johnny Belinda*» qu'on n'a jamais présenté ici et «*Anne of Green Gables*» qui est venu en 1967 pour trois représentations.

Également, nous allons présenter plusieurs autres spectacles canadiens ainsi que certains spectacles américains. Nous sommes en train de négocier avec certaines troupes de Montréal, une anglaise, une française, en vue de faire quelques représentations théâtrales. Nous sommes en négociation avec les «*Feux Follets*» également pour qu'ils viennent passer une semaine ou dix jours ici au cours de l'été. Nous sommes en contact avec des vedettes anglaises et françaises. Nous négocions égale-

ment avec la compagnie canadienne dont le spectacle actuel est très populaire «*Jacques Brel is alive and well and living in Paris*». Nous espérons également avoir des festivals du film et une première mondiale d'un film canadien.

Dans le Studio de 300 places, nous envisageons de produire ou de co-produire du moins, spécialement pour les visiteurs de la Capitale nationale, une revue musicale qui est écrite et jouée uniquement par des Canadiens anglais et français, et nous pensons que ce sera la première revue entièrement bilingue, non seulement dans sa conception mais également dans sa représentation. Cette revue sera présentée dans le Studio qui sera en quelque sorte transformé en cabaret théâtral tout au long de l'été depuis la première semaine de juillet jusqu'à la fin d'août.

Je pense que c'est là tout notre Festival d'ouverture et le programme d'été 1969. Merci.

M. Southam: Monsieur le président, nous allons maintenant passer au programme d'automne où les activités de nos troupes résidentes vont commencer. Je vais d'abord demander à monsieur Beaudet de nous parler de l'Orchestre du Centre national des arts. Monsieur Beaudet.

Mr. Jean-Marie Beaudet (Director of Music, National Arts Centre): Mr. Chairman, this year the Department of Music, of course, concentrated its efforts on the creation of the centre's permanent orchestra. One hundred and thirty musicians were auditioned in Winnipeg, Ottawa-Hull, Toronto, Montreal, San Francisco, London, England and Bloomington, Indiana. All these musicians are either Canadians or have worked in Canada

[Texte]

depuis quelque temps. Nous avons dans nos dossiers autant de demandes, provenant de candidats des États-Unis, d'Europe et d'Asie que nous n'avons pas auditionnés, mais que nous conservons au cas où nous ne trouvons pas suffisamment de candidats qualifiés au Canada.

Une dernière session d'auditions a eu lieu à Montréal le 13, et une autre est projetée à Vancouver et à Winnipeg, les 26 et 27, c'est-à-dire demain et jeudi, pour nous permettre d'entendre environ seize autres candidats afin de remplir les quelques positions encore vacantes dans la section des cordes.

Ces auditions nous ont permis de créer un nouvel orchestre sans faire appel à des musiciens faisant déjà partie de nos principaux orchestres canadiens, sauf pour quelques rares exceptions. Elles ont également permis à plusieurs musiciens de continuer leur carrière au pays plutôt que d'émigrer à l'étranger. Il faut attribuer cet excellent résultat au choix de M. Mario Bernardi comme chef attitré de notre nouvel orchestre.

M. Bernardi et moi-même avons également préparé les programmes qui seront présentés durant la première saison.

L'orchestre présentera deux séries de concerts: une série de dix avec des solistes instrumentaux et une série de huit avec solistes chanteurs, plus chœur ou sans chœur. Ces programmes ont été conçus de manière à faire entendre la musique des époques classique, romantique et contemporaine afin de dissiper la conception qu'un tel orchestre devra se limiter au répertoire de Haydn, Mozart et leurs contemporains. Une place sera évidemment réservée aux compositeurs canadiens. Trois œuvres sont déjà commandées, dont une sera jouée au concert inaugural le 7 octobre. Des chefs canadiens ont été invités à diriger durant la première saison et nous entendrons plusieurs solistes canadiens dont, entre autres, Ronald Turini, Steven Stryk, Lois Marshall et Maureen Forrester.

Pour ce qui est de la vente des abonnements à nos concerts, des discussions ont été amorcées avec le département des relations publiques, le gérant des guichets et le directeur de l'exploitation afin d'assurer le succès de la vente des billets.

En plus des deux séries présentées aux abonnés, parce que les deux séries d'orchestre seront vendues par abonnements, nous projetons une série de musique de chambre, de neuf concerts dans le Studio, des concerts dans les écoles, des visites dans les villes environnantes et une série de concerts populaires à la fin de la saison.

[Interprétation]

for some time. We have in our files as many applications from candidates from the United States, Europe and Asia, who were not auditioned, but whom we shall keep in our files in case we do not find the necessary people in Canada.

A last series of auditions was held on the 13th in Montreal and we shall have another series tomorrow and Thursday, March 26 and 27, in Vancouver and Winnipeg so as to hear about sixteen other candidates in order to fill the few vacant positions in the strings section.

These auditions enabled us to set up a new orchestra without calling on musicians who were already members of our main Canadian orchestras with a few exceptions. They also made it possible for a few musicians to continue their career in Canada rather than emigrating abroad. This excellent result must be attributed to the choice of Mr. Mario Bernardi as Permanent Conductor of our new orchestra.

Mr. Bernardi and myself also prepared the programs which will be presented during the first season.

The orchestra will present two series of concerts: one series of ten with instrumental soloists and one series of eight with singing soloists with or without chorus. These programs were set up in such a way as to show the music of classical, romantic and contemporary periods, so as to dispel the impression that such an orchestra must limit itself to the music of Haydn, Mozart and their contemporaries. There will of course be a place for Canadian composers. Three works have already been commissioned, one of which will be performed at the opening concert on October 7. Some Canadian conductors have been invited and we shall hear several Canadian soloists such as, among other, Ronald Turini, Steven Stryk, Lois Marshall and Maureen Forrester.

With regards to the sale of subscriptions to our concerts, talks have been held with the Public Relations Department, the Box office Manager and the Director of Operations to ensure the success of the sale of these tickets. In addition to the two series presented to the subscribers, because the two orchestra series will be sold by subscription, we intend to have a series of chamber music programs, concerts in schools, visits to neighbouring cities as well as a series of popular concerts at the end of the season.

[Text]

L'orchestre présentera des concerts en matinée au Centre et des récitals par des groupes de membres de l'orchestre seront donnés dans les écoles. M. Ron Singer du département de la programmation a déjà ouvert la voie à une coopération très efficace entre l'orchestre et les écoles, autant en Ontario qu'au Québec.

L'orchestre ne fera pas de tournée d'envergure pour la première année et se contentera de visiter des villes assez près d'Ottawa. Le gérant de l'orchestre a déjà visité quelques-unes de ces villes pour trouver des commanditaires locaux et il a reçu une réponse enthousiaste là où il est allé. Une demande a été adressée au Conseil des Arts de la province d'Ontario afin de combler le déficit de ces courtes tournées.

Le succès de l'Orchestre du Centre des Arts dépendra largement de l'attitude des résidents de notre région et du plaisir qu'ils auront à parler de leur orchestre. C'est notre intention, avec l'aide de tous les départements impliqués, de n'épargner aucun effort afin de permettre qu'une telle fierté puisse les animer. Merci.

Mr. Southam: Mr. Chairman, I will now ask Mr. Jean-Guy Sabourin, the artistic director of the Théâtre du Capricorne, to talk about the plans of his company during our first season. Mr. Sabourin?

• 1130

M. Jean-Guy Sabourin (directeur artistique du Théâtre du Capricorne, Centre national des Arts): Monsieur le président, le Théâtre du Capricorne, centre dramatique français du Canada, commencera ses activités en mai prochain avec la préparation d'un spectacle pour enfants, pour le Portage, théâtre ambulant du Centre national des Arts et terminera sa première saison en juin '70.

Après ce spectacle pour enfants, le Capricorne offrira, à compter de septembre prochain, au public adulte et scolaire, cinq spectacles. En plus il présentera dans les écoles de la région quatre spectacles s'intégrant au curriculum scolaire. Ces productions couvriront les groupes scolaires de la maternelle à l'université.

Ainsi le Théâtre du Capricorne donnera plus de deux cents représentations de six productions. Le prix des billets variera de \$1.50 à \$4.00 et deux tiers des billets de la salle seront en bas de \$2.50.

En vue de développer le public intéressé aux productions d'expression française, nous avons mis sur pied une équipe de développement du public dont les premiers résultats nous laissent entrevoir que le théâtre d'expression française est aimé et désiré.

[Interpretation]

The orchestra will give matinée concerts at the Centre and recitals by groups of orchestra members in the schools. Mr. Ron Singer, Director of Programming has already opened the way to a good co-operation between the orchestras and the schools in Ontario as well as in Quebec.

The orchestra will not make any major tour during the first year and will visit cities around Ottawa. The Manager of the orchestra has already visited a few cities in order to get local sponsors and has been greeted with enthusiasm wherever he went. A request has been made to the Arts Council of the Province of Ontario in order to cover the deficit of those short trips.

The success of the National Arts Centre Orchestra will depend largely upon the attitude of the people of our area and of the pleasure they will get in speaking about their orchestra. We intend with the help of all departments involved to spare no efforts to make sure that they will be justly proud centre. Thank you.

M. Southam: Je vais maintenant demander à M. Jean-Guy Sabourin, directeur artistique du Théâtre du Capricorne de vous donner un aperçu de ce que va faire sa troupe.

Mr. Jean-Guy Sabourin (Artistic Director, Le Théâtre du Capricorne, National Arts Centre): Mr. Chairman, the Théâtre du Capricorne, the French drama centre of Canada, will start its activities during the month of May by preparing a program for children, for le Portage, the itinerant theatre of the National Arts Centre, and will end its first season in June 1970.

After this play for children, the Capricorne will present, starting next September, five plays for adults and school children. In addition, it will present, in the schools of the area, four plays that will be integrated into the curriculum. These productions will cover students from nursery schools to universities.

Thus, the Théâtre du Capricorne will give over 200 representations of ten productions. Prices will vary between \$1.50 and \$4.00 and two-thirds of the seats will be sold at less than \$2.50.

In order to develop a public interested in French productions, we have set up a publicity team whose first results lead us to believe that French theatre is appreciated and wanted.

[Texte]

Mr. Osler: May I ask a question at this point, Mr. Chairman?

Mr. Chairman: No, we will hear the presentation first and then we will have questions.

Mr. Osler: I wonder what the average scale would work out to on those figures?

M. Sabourin: Les deux tiers des billets de la salle seront en bas de \$2.50.

Mr. David Haber: With regard to English theatre in the National Arts Centre during the 1969-70 season we have reached an agreement with the Stratford National Theatre of Canada for presentations in the Theatre, in the Studio and in the National Capital Region.

Immediately following the 1969 season in Stratford the company will move to Ottawa in its entirety and present in our 800-seat theatre two plays from their 1969 summer repertory, and the two plays are to be chosen from *Hamlet*, *Tartuffe*, *The Alchemist* and *Measure for Measure*. These two plays will play for a month in repertory, which will take us into the middle of November. A part of the Stratford National Theatre will then remain in residence in Ottawa. The Studio company will produce two additional plays for presentation in the 800-seat Theatre. These plays will be by Canadian playwrights. The Company will be augmented for these two major plays. The Studio company will also present three productions in our 300-seat Studio. These will again be Canadian, highly creative, using multi-media and presenting theatre of today.

The Studio company will also present a special Christmas show in our 800-seat theatre over the Christmas holidays for students and children, as well as three National Capital Region tours of French and English-speaking schools in the Ottawa-Hull area. These three tours will each last three weeks. At the end of the season the Festival Company will return to Ottawa and present, prior to the 1970 summer season in Stratford, two plays from the 1970 season. These plays will be performed from the end of March until the end of April, which is again four weeks, two weeks each in repertory.

• 1135

The English theatre combined with the French theatre already gives us a total of confirmed dates in our 800-seat theatre of 245 performance days, plus 51 rehearsal days, leaving only 60 open days during the 1969-70 season in our 800-seat theatre.

[Interprétation]

M. Osler: Puis-je poser une question à ce moment, monsieur le président?

Le président: Non. Nous allons d'abord terminer l'exposé et nous aurons une période de question ensuite.

M. Osler: Je me demande quels seraient le tarif moyen selon ces chiffres?

Mr. Sabourin: Two-thirds of the tickets will cost less than \$2.50.

M. David Haber: Pour ce qui est du théâtre de langue anglaise, en 1969-1970, il y a eu une entente avec le *Stratford National Theatre of Canada*, en vue de la présentation de pièces dans le Théâtre, le Studio et dans la région de la capitale nationale.

À la fin de la saison théâtrale 1969-1970 à Stratford, la troupe entière viendra présenter deux pièces tirées de son répertoire de l'été. Il faudra donc choisir entre *Hamlet*, *Tartuffe*, *The Alchemist* et *Measure for Measure*. On jouera ces deux pièces durant un mois, soit jusqu'au milieu du mois de novembre. Une partie de la troupe demeurera alors en permanence à Ottawa. La troupe du Studio présentera deux autres pièces dans le théâtre de 800 places. Ce seront des pièces écrites par des auteurs canadiens, pour lesquelles on devra compléter la troupe. Cette troupe présentera également trois pièces dans le petit théâtre de 300 places, soit des pièces canadiennes, très artistiques, qui auront recours aux diverses techniques de communication et qui représenteront le théâtre contemporain.

La troupe du Studio présentera également un spectacle de Noël dans le grand théâtre. Il y aura également trois tournées dans les écoles de langue française et de langue anglaise de la région de la capitale nationale. Chacune de ces tournées durera trois semaines. À la fin de la saison, la troupe de Stratford reviendra à Ottawa et présentera avant la saison de 1970, deux pièces qui seront données à Stratford au cours de l'été. Ces pièces seront présentées de la fin de mars à la fin d'avril, soit quatre semaines, deux semaines pour chaque pièce.

Le théâtre de langue anglaise de même que celui de langue française ont déjà fixé des dates précises pour les présentations du grand théâtre, soit 245 jours de présentation et 51 jours consacrés aux répétitions, de sorte qu'il n'y aura que 60 jours de libres pendant l'année 1969 pour ce qui est du théâtre de 800 places.

[Text]

If I may now jump to the balance of the 1969-70 season in the National Arts Centre. To augment our English-speaking program, to augment the musical program presented by the National Arts Centre Orchestra and to augment the French theatre presented by our Théâtre du Capricorne we will bring various other artistic elements into the National Arts Centre, both Canadian and international. First of all, there will be ballet and opera, neither of which are resident in the National Arts Centre. Les Grands Ballets Canadiens, the National Ballet of Canada and the Royal Winnipeg Ballet are already held for performances in the Opera House of the National Arts Centre.

For the first time the Canadian Opera Company will move in its entirety from Toronto to Ottawa for the presentation of two operas, with only two performances each, in the Opera House. The only other time the Canadian Opera Company moved in its entirety was when it went to Expo 67 in Montreal in October of 1967.

The touring company of the Canadian Opera Company will also present the Barber of Seville in the Opera House with special performances for students.

Pour ce qui est du théâtre français, nous sommes en négociation présentement avec le Théâtre du Nouveau-Monde, le Théâtre du Rideau-Vert de Montréal et aussi les autres troupes de théâtre de langue française de Montréal.

Nous sommes aussi en négociation avec des troupes françaises de la France et de la Belgique, pour qu'elles viennent se produire dans notre Centre national des Arts.

The same applies to English-speaking theatre. We are in negotiation with some of the very fine regional English theatre companies which we have in Canada, such as the Shaw Festivals, the Neptune Theatre and the Manitoba Theatre Centre, and we are inviting them to come and perform in the National Arts Centre. Our program will also be augmented by various road companies, musicals, musical presentations and star personalities, and it will be very much on an interational level. The Theatre, the Opera House and the Studio are being held for rentals as well. Tremblay Concerts Ltd. will be presenting their entire 1969-70 season in the Opera House. We have been in negotiation with Mr. Harvey Black of the Treble Clef, with country and western presentations and with rock and roll presentations. In other words, there will be something for everybody in the Opera House, in the Theatre and in the Studio. Thank you, Mr. Chairman.

[Interpretation]

Si vous me permettez de passer au reste de la saison 1969-1970 du Centre national des arts, afin d'augmenter le nombre de programmes de langue anglaise, de programmes musicaux présentés par l'orchestre du Centre national des arts, et le nombre de présentation du théâtre de langue française par le Théâtre du Capricorne nous ferons venir d'autres éléments artistiques canadiens et étrangers. Il y aura d'abord le ballet et l'opéra, dont il n'y a pas de troupe permanente au Centre. Les Grands Ballets Canadiens, le Ballet national du Canada et le *Royal Winnipeg Ballet* ont déjà accepté de se produire dans la salle d'opéra.

Pour la première fois, une troupe canadienne d'opéra se déplacera au complet de Toronto à Ottawa, pour présenter deux opéras, aux deux représentations de chacun. La seule fois que cette troupe s'est déplacée dans son ensemble, c'était lors de l'Expo en octobre 1967.

La troupe de tournées de la *Canadian Opera Company* présentera également le Barber de Séville dans la salle d'opéra, avec des représentations spéciales pour les étudiants.

As far as French theatre is concerned, we are now negotiating with Théâtre du Nouveau-Monde, Le Théâtre du Rideau Vert in Montreal, and other French theatrical groups from Montreal.

We are also negotiating with French and Belgian theatrical groups, in order to have them perform in our National Arts Centre.

Il en va de même du théâtre de langue anglaise. Nous négocions avec les meilleures troupes régionales de langue anglaise du Canada, le *Shaw Festival*, *Neptune Theatre* et le *Manitoba Theatre Center*, et nous les inviterons à venir se produire au Centre national grâce à des troupes en tournée, des opérettes, des présentations musicales, des vedettes et des spectacles internationaux. Le Théâtre, la Salle d'opéra et le Studio pourraient être également loués. Les Concerts Tremblay présenteront tous leurs spectacles de 1969-1970 dans la Salle d'opéra. Nous avons communiqué avec M. Harvey Black, de Treble Clef qui organise des spectacles de chants populaires de ye-ye et de rock-and-roll autrement dit, il y en aura pour tous les goûts. Je vous remercie, monsieur le président.

[Texte]

The Chairman: May I ask the first question to find out when the tickets are going on sale?

Mr. Southam: Mr. Chairman, the answer to that question is that we are sending out a broadsheet announcing the opening festival in the middle of April, I think on April 14, and we will be putting advertisements in the local and regional newspapers, I think on April 24, inviting people to write in for tickets. I believe our box office opens on May 3.

However, as the question was asked by a member of Parliament I might say that I have been in discussion with the hon. Speaker of the House and of the Senate and it is our intention to allocate a number of tickets to the two Speakers for distribution as they see fit.

I would add, however, that all the tickets are to be paid for. This applies to everyone from His Excellency the Governor-General, who has graciously signified his intention of being with us the first three evenings, down to the office boy at the National Arts Centre, who I hope will also find a place there that night. I would like to further add that the

● 1140

prices are reasonably scaled to make that great occasion accessible to all.

The Chairman: Will you have subscription rates, group tickets, and...

Mr. Southam: Yes, we will be running a subscription series for our orchestra, for Capricorne and for Stratford, and announcements about subscription rates and subscription programs will be going out in late April.

The Chairman: Mr. Perrault.

Mr. Paproski: Mr. Chairman, I feel that as the official opposition we should have the first privilege of asking questions on this side of the House.

The Chairman: The normal procedure in this Committee is that the person who indicates first is recognized, and we try to match it back and forth.

Mr. Paproski: I find that you are making the rules as you go on. This is the second or third time we have been involved in this.

Mr. Perrault: Mr. Chairman, if it will contribute toward the harmony of this Committee I would be pleased to yield my place to Mr. Paproski. I hope he will not take too long in asking his question.

Mr. Paproski: Thank you, Mr. Perrault, but I feel that Mr. McCutcheon, who is the head

[Interprétation]

Le président: Puis-je poser la première question afin de savoir quand les billets seront mis en vente?

M. Southam: Nous enverrons un bulletin annonçant les activités du Festival d'inauguration, le 14 avril, et nous allons publier des annonces dans les journaux locaux et régionaux, le 24 avril, demandant à la population d'écrire pour obtenir des billets. C'est le 3 mai qu'on mettra les billets en vente au bureau de location.

Mais comme il s'agit d'une question posée par un député, disons que j'ai parlé avec le président de la Chambre et le président du Sénat et que nous avons l'intention de mettre un certain nombre de billets à la disposition des deux présidents qui pourront les distribuer à loisir.

Je dois ajouter, toutefois, que tous les billets devront être payés. Cela vaut pour tous, à partir du Gouverneur général jusqu'au commis du Centre des Arts qui pourra, je l'espère, participer à ces spectacles d'ouverture. Toutefois, le prix des billets est raisonnable et nous espérons que ces spectacles seront accessibles à tout le monde.

Le président: Est-ce que vous avez des taux d'abonnement, des billets de groupe?

M. Southam: Il y aura des abonnements pour les représentations orchestrales, pour le Théâtre du Capricorne et le Théâtre de Stratford. Nous allons annoncer ces taux et ces programmes d'abonnement à la fin d'avril, je pense.

Le président: Monsieur Perrault.

M. Paproski: Je crois qu'en tant qu'opposition officielle nous devrions être les premiers à vous poser des questions.

Le président: Selon la procédure normale, nous accordons la parole à la première personne qui lève la main. Nous essayons de donner à chacun l'opportunité d'en poser.

M. Paproski: Je crois que vous faites les règlements au fur et à mesure. C'est la deuxième ou la troisième fois que cela se produit.

M. Perrault: Si cela peut contribuer à l'harmonie du Comité, je suis prêt à céder ma place à M. Paproski. J'espère qu'il fera vite.

M. Paproski: Merci, monsieur le président, mais je crois que c'est M. McCutcheon, le

[Text]

of our committee, should have the first privilege.

Mr. McCutcheon: I defer to Mr. Perrault. My questions were comments.

Mr. Perrault: I do not think there is much point in disputing a matter of this triviality.

Mr. Dinsdale: I would like to say a brief word on this point. I do have some questions to ask. I think if we follow the normal procedures of the House of Commons with reference to dealing with matters in the Committee stage we will have no problems whatsoever. I think from long usage the procedure has been to alternate both sides of the House with, I believe, the Opposition having the first word. So there is no dispute because it is laid down by procedures and well established under our House rules.

The Chairman: In the House of Commons.

Mr. Dinsdale: Yes.

The Chairman: If this is the way the Committee would prefer it be done the Chair has no hesitation in doing it. I will now recognize Mr. Dinsdale.

Mr. Dinsdale: I think Mr. Paproski has raised a reasonable point: We have to operate within the framework of long established House rules or the present uneasy state of affairs with respect to our Committee system will not improve.

Mr. Perrault: Well let us have a question.

The Chairman: Mr. Dinsdale, the floor is yours.

Mr. Dinsdale: I just want to establish beyond a shadow of a doubt that we are operating—

The Chairman: But we have agreed to that and this will be the procedure that will be followed.

Mr. Dinsdale: Fine, but we have to keep making this point every time the Committee meets.

Mr. Osler: It has never been made before; you have been making it for five minutes and five minutes ago you were granted permission to proceed.

Mr. Paproski: I disagree. This thing has been happening in this Committee, particularly in the last meeting that we had. It seems the Chairman makes his own rules as he goes along. It is just like getting into a poker game

[Interpretation]

chef de notre parti au Comité, qui devrait avoir le privilège de poser la première question.

M. McCutcheon: Je me retire en faveur de M. Perrault. Je n'avais que des commentaires à faire.

M. Perrault: Je crois que c'est enfantin de se quereller pour des questions aussi triviales.

M. Dinsdale: Je voudrais dire quelques mots. J'ai des questions à poser. Si nous suivons la façon normale de procéder à la Chambre des communes au sujet de l'étude des questions à l'étape du comité, je pense que nous n'aurons aucun problème. Une procédure de longue date a été de permettre aux deux côtés de la Chambre d'exposer leur point de vue, à tour de rôle, en donnant d'abord la parole à l'Opposition. Il n'y a donc pas de conflit parce qu'imposé par la procédure et établi en vertu des règlements de la Chambre.

Le président: Dans la Chambre des communes.

M. Dinsdale: Oui.

Le président: Si c'est la façon avec laquelle le Comité veut procéder, le président n'y voit d'inconvénient. Je donne la parole à M. Dinsdale.

M. Dinsdale: Monsieur Paproski a soulevé une objection qui est raisonnable: il faut nous en tenir au Règlement établi depuis très longtemps par la Chambre des communes ou le malaise qui existe à l'heure actuelle au sujet du système des comités ne se dissipera pas.

M. Perrault: Eh bien, posez une question.

Le président: Monsieur Dinsdale, vous avez la parole.

M. Dinsdale: Je veux tout simplement établir au-delà de tout doute que nous fonctionnons...

Le président: Mais nous sommes tombés d'accord sur ce point et c'est la procédure qui sera suivie.

M. Dinsdale: C'est bien, mais il faut insister là-dessus à chaque réunion.

M. Osler: Ca n'a jamais été fait auparavant; pendant cinq minutes, vous avez insisté là-dessus et ça fait cinq minutes que vous avez la permission de procéder.

M. Paproski: Je ne suis pas d'accord. C'est ce qui s'est produit au cours des dernières réunions du Comité. Il semble que le président invente ses propres règlements avec le temps. C'est comme une partie de poker où le

[Texte]

and the dealer saying, "I am going to call the shots of this game and this is the way we are going to carry on."

Mr. Perrault: Mr. Chairman, I have never heard that kind of accusation before in this Committee.

The Chairman: Order please. In justice to Mr. Paproski, he has made that statement before in this Committee.

Mr. Paproski: Thank you.

Mr. McCutcheon: On a point of order, please. I think this can all be settled to my satisfaction if you will indicate to me where I am on your list.

The Chairman: Yes, you follow Mr. Dinsdale and Mr. Perrault.

Mr. McCutcheon: Thank you.

Mr. Dinsdale: We have started out on a very happy note and I think we should give Mr. Beaudet a chance to set it to music.

It has happened on this Committee before—I raised the point last October when we first started to sit—and the comments that have been raised indicate that the spirit that prevailed then has not improved.

An hon. Member: We all agree.

Mr. Dinsdale: I would like to raise a point
● 1145

by way of clarification. I think Mr. Southam will agree that there is a tone of disappointment about his statement inasmuch as the centre for the performing arts is not going to be able to carry out its functions as laid down in the Act at the level in the initial stages that it had contemplated, particularly with respect to having the Centre act as a show-piece for the best in Canadian performances as well as international performances, and also from the standpoint I suppose of what is regarded as the second most important function—the creative role of a national centre for the performing arts.

Now there has been a cut in budget and I want to point out that this occurred before the matter come before this Parliamentary Committee.

I want to refer to an article by Mr. Eric McLean that was published in the *Montreal Star* on Saturday, December 7, 1968, which was kindly supplied to me by the Information Centre of the National Arts Centre. This makes one or two general criticisms which I think will have to be more specific. It says:

ANOTHER THING OF equal importance that is called for is the total support of

[Interprétation]

donneur dit: «C'est moi qui mène le jeu et c'est de cette façon que nous procéderons.»

M. Perrault: Je n'ai jamais entendu une accusation de ce genre dans ce Comité.

Le président: A l'ordre. En toute justice, monsieur Paproski, il a déjà fait cette déclaration au Comité.

M. Paproski: Merci.

M. McCutcheon: Un rappel au Règlement. Je pense que tout ceci sera réglé, à ma satisfaction, si vous voulez me dire où je figure sur votre liste.

Le président: Oui, vous suivez M. Dinsdale et M. Perrault.

M. McCutcheon: Merci.

M. Dinsdale: Nous avons commencé sur une bonne note et nous devrions demander à M. Beaudet de la mettre en musique.

Le problème s'est posé déjà au Comité et j'ai soulevé cette objection en octobre dernier lorsque nous avons commencé à siéger et il semble d'après les commentaires énoncés ici que l'esprit qui existait à ce moment-là ne s'est pas amélioré.

Une voix: Nous sommes tous d'accord.

M. Dinsdale: Je veux toutefois obtenir des éclaircissements. Je pense que M. Southam admettra qu'il y a une note de déception dans sa déclaration car le Centre des arts ne pourra pas remplir ses fonctions, telles que prévues par la Loi, au niveau qui avait été prévu, surtout relativement à son rôle comme lieu d'exécution des meilleurs talents canadiens et étrangers, et aussi du point de son deuxième rôle important, la fonction créatrice d'un centre national des arts.

On a maintenant réduit le budget et je dois faire remarquer que la chose s'est produite avant même que la question ne soit envoyée au Comité.

Je veux mentionner un article publié par M. McLean dans le *«Montreal Star»*, édition du 7 décembre 1968, que m'a remis le bureau d'information du Centre des arts. Cela fait une ou deux critiques que l'on devrait préciser davantage, à mon avis. L'article dit:

Une autre question qui est essentielle c'est l'appui total du gouvernement fédé-

[Text]

the federal government. There are those who have raised their hands in horror at the forty-six-million-dollar price tag (a little investigation would have told them it was a record bargain in comparison with similar projects elsewhere), and these same people will probably try to hamstring the Centre by slashing its operation budget—which is something like buying a Rolls-Royce and refusing to pay the gas bills.

The same article goes on and deals with the same subject in these words:

Many of us mistrust committees in the field of the arts. There is some justification for the joke about a camel being a horse designed by a committee. But the National Arts Centre stands as proof that the exception is possible: the group under Mr. Southam and the architects led by Fred Lebensold have come up with a group of buildings that are uniquely beautiful and functional.

That is the end of the quote.

Now I think that the reason Treasury Board has cut back on the operational budget in the initial season of operation is because the Committee did come up with a camel instead of a horse. We raised this point before and indicated that the lavish expenditure on the building itself would curtail some of the important functions that were originally conceived as being essential to a successful centre for the performing arts. The point I want to clarify here this morning is that this Committee—I suppose I cannot speak for the Committee—is heartily in favour of the functions of a national centre for the performing arts in the nation's capital.

I quote again from Mr. McLean's article:

There are those who have raised their hands in horror at the forty-six-million-dollar price tag...

I suppose that would refer to this Committee. We do not raise our hands in horror because of the fundamental purpose of providing an adequate centre for the performing arts but at the problem that has been created by the Committee building a camel instead of a horse before the actual Centre gets to the

• 1150

functioning level.

We discovered last fall that the business methods in handling the National Arts Centre were irregular, to say the least, and perhaps this is one of the reasons that we have found ourselves in this difficulty. I would ask Mr.

[Interpretation]

ral. Certaines personnes ont levé les bras d'horreur en apprenant que le Centre avait coûté 46 millions de dollars, une petite enquête leur aurait montré que c'est une aubaine par rapport à semblables projets ailleurs. Ces gens tenteront probablement de limiter le Centre en coupant son budget. C'est à peu près la même chose qu'acheter une Rolls-Royce et refuser de payer l'essence.

L'article continue ainsi sur le même sujet:

Beaucoup d'entre nous n'avons pas confiance dans le travail des Comités dans le domaine des arts. Il paraît que le chameau serait un cheval conçu par un comité. Mais, il y a toujours une exception, à preuve le Centre des Arts. Le groupe sous la direction de M. Southam et les architectes dirigés par M. Lebensold ont pu créer un bloc d'édifices très beaux et très pratiques.

Je pense que la raison pour laquelle le Conseil du Trésor a limité les frais d'exploitation, pour la première saison, c'est que le Comité a présenté un chameau à la place d'un cheval. Nous avons déjà soulevé ce point et indiqué que les dépenses considérables pour la construction diminueraient les tâches conçues comme étant essentielles pour la réussite d'un centre des arts. Le point que je veux éclaircir ce matin est si ce Comité, puisque je suppose que je ne peux pas parler en son nom, est entièrement en faveur du rôle d'un centre des arts dans la capitale nationale.

Je cite de nouveau l'article de M. McLean:

Il y a ceux qui ont levé les bras d'horreur en apprenant le coût de 46 millions...

Je suppose qu'il s'agit des membres du Comité. Nous n'avons pas levé les bras au ciel, parce que l'objectif fondamental est de créer un centre des arts convenable, mais parce qu'on a créé un chameau au lieu d'un cheval, avant même que le Centre ne commence à fonctionner.

Nous avons découvert, à l'automne dernier, que les méthodes administratives de traiter le Centre des arts étaient irrégulières, pour dire le moins, et c'est peut-être une raison de nos difficultés. Je demanderais à M. Southam si on s'est occupé du problème, maintenant que

[Texte]

Southam if this problem has at least been partially dealt with now that the door has been locked after the horse has been stolen, or the camel, as the case may be.

For instance, in respect of methods of amortization, is it still true that the maintenance of the building is all a part of the operational cost or is there a separation between functional costs, the actual costs and the expenditures in carrying on the purposes of a national centre for the performing arts? Are they still intertwined with the maintenance costs of the building?

Mr. Southam: Our annual budget does include an important item for maintenance, by which we mean cleaning, heating and lighting. Is that an answer to the question, sir?

Mr. Dinsdale: Has this matter of amortization now been taken care of? Last fall our information was that the business methods were quite irregular. I think this is why the Centre has got into the very difficult position of having created astronomical expenditures for the actual accommodation. The result has been that the government has now moved in and at the operational level has restricted the budgeting to such an extent that the whole spirit of Mr. Southam's presentation relative to the festival to open the Centre is one of disappointment. Each item indicates that there has had to be a cutback on the plans originally contemplated in making this the showcase of, and the centre of creativity for, the performing arts.

Mr. Southam: Mr. Chairman, I think Mr. Dinsdale's remarks were made more in the style of a statement, or comment, than as questions, but I detect two there which, if I may, would like to deal with.

I do not believe it is the practice of any government department, or any government agency, which has the care of a building—or I suppose, in the case of the Department of National Defence, of a ship—to charge amortization against the operating costs. It was established very early in our case that our operating budget would not carry the amortization cost of the capital budget.

My second point relates to your suggestion that because the building cost \$46.4 million the government is economizing on the operating budget.

Again, I do not think the record of government finance shows any example of this. If a ship costs the Department of National Defence such-and-such to build the Department of National Defence is not usually cut

[Interprétation]

la porte a été verrouillée après le vol du cheval, ou du chameau, selon le cas.

Par exemple, au sujet des méthodes d'amortissement, est-il toujours vrai que l'entretien de l'édifice fait des frais d'exploitation? Est-ce qu'il y a une séparation entre les frais de fonctionnement, les coûts actuels et les dépenses afin de poursuivre les objectifs d'un centre national des arts. Sont-ils toujours mêlés aux frais d'administration?

M. Southam: Notre budget annuel contient un chapitre important pour l'entretien, c'est-à-dire le nettoyage, le chauffage et l'éclairage. Cela répond-il à votre question, monsieur.

M. Dinsdale: Est-ce que la question de l'amortissement a été étudiée? L'automne dernier, nos renseignements indiquaient que les méthodes de travail étaient quelque peu bizarres. Je pense que c'est la raison pour laquelle le Centre des Arts s'est trouvé dans une position difficile après avoir fait ces dépenses astronomiques pour les bâtiments actuels. Le résultat, c'est que le gouvernement a maintenant pris l'affaire en main et qu'il a tellement réduit l'indépendance budgétaire au niveau directionnel que l'impression de M. Southam pour sa présentation du Festival d'inauguration du Centre, est une impression de décapotement. A chaque article il a fallu rogner sur les projets prévus à l'origine pour faire de ce Centre un modèle et un centre de création pour les arts d'interprétation.

M. Southam: Monsieur le président, je pense que les remarques de M. Dinsdale sont plus des commentaires que des questions, mais, j'en découvre deux auxquelles j'aimerais, si je peux me le permettre, essayer de répondre. Je ne pense pas qu'il y ait un seul ministère ou agence gouvernementale, ayant la charge d'un bâtiment, ou d'un navire s'il s'agit du ministère de la Marine, qui ajoute les frais d'amortissement aux frais d'entretien. Au tout début, il avait été décidé que notre budget de fonctionnement ne comprendrait pas les frais d'amortissement de notre capital.

Ma deuxième remarque se rapporte à votre suggestion selon laquelle le bâtiment ayant coûté \$46.4 millions, le gouvernement économise sur le budget de fonctionnement. Une fois encore, je ne pense pas que les registres des finances gouvernementales puissent fournir un autre exemple de cela. Si un navire coûte à la Marine nationale tant de millions à construire, le ministère de la Défense nationale ne

[Text]

back on its operating costs. The same is the case with us.

What I would like to add is that if I detect a note of sympathy in Mr. Dinsdale's voice about our budget I would welcome it.

Mr. Stanbury: Or a motion to increase the estimates!

Mr. Southam: I would confirm his impression of our statement. All of us concerned with the National Arts Centre were disappointed that we were cut back in our opening year. However, we are aware that the country is passing through a difficult financial period. We are aware that the other cultural agencies, those which are closest to us in their field of interest—the Canada Council, the CBC, the museums, the National Gallery—have all been cut back. Misery may not like company, but we have plenty of it, and we are prepared to do our best with what we have.

If you wish to look at the matter more positively, the programs which my colleagues have outlined to you are a good beginning.

Mr. Dinsdale: If I may lead up to a further question, I think Mr. Southam indicated that I did show some positivism in my statement. It was the negativism in his statement to which I was referring, to the effect that there has been a drastic cut-back in the actual basic

• 1155

functions of the Arts Centre, as laid down by the Act approved by Parliament, because of the extraordinary expenditures in the building itself.

As we recall, the formula then, was that excellence and quality were to take precedence over economy. Now, according to Mr. Southam's statement, the formula is reversed, and economy is to take the place of excellence and quality. It is the actual functioning of the Arts Centre as a centre of creativity for the performing arts in Canada that should have had the emphasis rather than the bricks and mortar. This is the dilemma with which we are faced, and it will have to be sorted out in due course.

I have been interested in this centre for the performing arts for a number of years. I know that the original estimate of \$9 million was with a view to emphasizing the actual functions of the centre rather than the accommodation in which these functions were to be carried out. Here lies our problem.

Therefore, it is positivism on my part relative to the functions, negativism on the part of the Director, I think, in this statement, and disappointment with respect to the functions.

[Interpretation]

va pas se voir imposer des restrictions sur les frais de fonctionnement. C'est la même chose pour nous.

Ce que je voudrais ajouter, c'est que s'il y a une note de sympathie dans la voix de M. Dinsdale à propos de notre budget, je voudrais l'en remercier.

M. Stanbury: Ou une motion pour accroître le budget!

M. Southam: Je confirmerais ses impressions sur notre exposé. Tous ceux d'entre nous qui s'occupent du Centre national des arts ont été désappointés de voir que nos crédits avaient été réduits dans notre année même d'inauguration. Nous ne contestons pas que toutes les autres organisations culturelles qui ressemblent à la nôtre, le Conseil canadien, Radio-Canada, les musées, la Galerie nationale, ont vu elles aussi leurs crédits diminués. La misère n'aime peut-être pas la compagnie, mais nous en avons partout, et nous sommes prêts à faire de notre mieux avec ce que nous avons. Si vous désirez voir la question d'une façon plus positive, les programmes que mes collègues vous ont présentés constituent un bon début.

M. Dinsdale: Si je puis me permettre de continuer sur une autre question, M. Southam a indiqué que j'ai fait preuve d'une certaine attitude positive dans ma déclaration. Je parlais plutôt de son attitude négative en ce qui concerne les réductions dans les fonctions de base du Centre des Arts, telles qu'elles ont été fixées par la Loi et approuvées par le Parlement, en raison des dépenses extraordinaires pour la construction de l'édifice. On disait, lors de la construction de l'édifice, l'excellence quel qu'en soit le prix. Il semble maintenant que la politique ait été renversée et que l'économie va avoir la préséance sur la qualité. Le Centre national des Arts devait être un organisme où la créativité dans le domaine des arts d'interprétation devait avoir la priorité sur les briques et le mortier. C'est le dilemme auquel nous nous heurtons, et il va falloir le résoudre.

Je m'intéresse à cette question depuis plusieurs années. Je sais que les prévisions générales de \$9,000,000 visaient à insister d'avantage sur les fonctions du Centre que sur l'édifice lui-même. Je crois qu'il s'agit d'une attitude positive de ma part au sujet des fonctions et je constate que le directeur semble avoir une attitude plutôt négative au sujet des fonctions du Centre.

[Texte]

The Chairman: Are there any further questions on this point? Mr. Osler?

Mr. Osler: I would ask Mr. Dinsdale to clarify his position a little. Is he advocating that we go back to the government and try to increase the budget for the Arts Centre? If so, I think that is something we are not able to do. We could, however, take under consideration going to the government and seriously asking them to increase the amount of money allocated to the Arts Centre for this year.

The Chairman: If it were the wish of the Committee to do this it would be possible for us to make a report to the House on the estimates, recommending that there be an increase in the amount of money for the Centre.

Mr. Dinsdale: Mr. Chairman, I think the question was directed to me and not to you.

The Chairman: I was explaining to Mr. Osler what the Committee can do. You may wish to explain your position to satisfy Mr. Osler.

Mr. Dinsdale: If Mr. Osler wants to make that motion that is his responsibility.

Mr. Osler: I have no desire to make the motion. I wanted to know what we were considering.

It seemed to me that we had had quite a long discourse on the fact that the Arts Centre needs more money, and if that is a good point then it is one that we should consider.

The Chairman: We are dealing with operating expenses at the present moment.

Mr. Osler: That is right.

Mr. Dinsdale: The point I raised for Mr. Osler's benefit was simply the misunderstanding created by Mr. McLean's article in the *Montreal Star*, as I read it to this Committee. It inferred that it was this Committee, because of its criticism of the \$46 million price tag on the actual building, that was responsible for the cut-back. I merely wanted to clarify that point.

The Chairman: Mr. Perrault, on the same subject?

Mr. Perrault: Yes; it relates to the operating budget for the National Arts Centre.

First of all, I want to say that the opening festival program is most impressive. It is good to see that some consideration is given to the fact that the regions of Canada are producing excellent companies, be they theatrical or musical. I am pleased to see that The Playhouse Theatre Company from Vancouver is on the program; and I hope the Vancouver Symphony makes it to the opera house at

[Interprétation]

Le président: Y a-t-il d'autres questions à poser là-dessus? M. Osler?

M. Osler: Je voudrais demander à M. Dinsdale d'éclairer sa position. Croit-il qu'il faudrait demander au gouvernement d'accroître le budget du Centre des arts? Ce n'est pas quelque chose que nous pouvons faire me semble-t-il. Nous pourrions cependant y songer; nous pourrions demander au gouvernement d'accroître les sommes d'argent allouées au Centre des arts cette année.

Le président: Si le Comité le désire, nous pouvons faire un rapport à la Chambre sur le budget, en recommandant une augmentation de la somme allouée au Centre.

M. Dinsdale: Monsieur le président, je pense que la question m'était adressée.

Le président: J'expliquai à M. Osler ce que pouvait faire le Comité. Vous pouvez expliquer votre position à M. Osler.

M. Dinsdale: Si M. Osler désire proposer cette motion, c'est sa responsabilité.

M. Osler: Je n'ai aucunement l'intention de proposer une motion. Je voulais savoir ce que nous considérons. Il me semble que nous avons discuté pendant pas mal de temps du fait que le Centre des arts n'avait pas assez d'argent et si c'est vrai nous pouvons étudier la question.

Le président: A l'heure actuelle, nous parlons des dépenses de fonctionnement.

M. Osler: C'est exact.

M. Dinsdale: La question que j'ai soulevée pour le bénéfice de M. Osler résulte tout simplement de la confusion créée par l'article de M. McLean dans le *Montreal Star*, tel que je l'ai lu au Comité. Il laissait supposer que ce Comité, par ses critiques des 46 millions du coût de la construction, était responsable de la réduction des crédits. Je voulais éclaircir ce point, c'est tout.

Le président: M. Perrault, sur le même sujet?

M. Perrault: Oui, ça se rapporte au budget du Centre national des arts. Tout d'abord je voudrais dire que le programme d'inauguration paraît extrêmement intéressant. Il est encourageant de voir qu'on s'est rendu compte que les régions du Canada avaient d'excellentes compagnies, qu'elles soient théâtrales ou médicales. Je suis heureux de constater que la «Playhouse Theatre Company» de Vancouver figure au programme et j'espère qu'un jour ou l'autre, l'orchestre symphonique

[Text]

some time. I think it is rather a good company, as well.

I cannot help but feel, Mr. Chairman, that the capital region, certainly in the coming months, will enjoy a diet loaded with cultural calories, but, quite frankly, I am concerned about the rest of Canada. I think that some sections of Canada may perhaps be like the figurative *Oliver Twist*. They will say, "Please, sir, another bowl of porridge" but there does not seem to be enough money to provide them with the cultural bowl of porridge.

That brings me to my point. I am concerned about what this Centre can do to bring to Canadians everywhere greater appreciation of the arts. We have heard about these exciting plans for the opening festival, but, with respect, I point out to you that cities such as Vancouver, for example, and Burnaby, the area I represent, at least in part, are geographically closer to Soviet Russia than they are to Ottawa.

• 1200

An hon. Member: But not to Moscow.

Mr. Perrault: It is exciting, Mr. Chairman, to hear plans for this Arts Centre extending its cultural resources to the schools of the Ottawa area, but I cannot help but be concerned about the schools of British Columbia, Alberta, and Manitoba. I would like to feel that there are plans, either proximate or long-range, to bring to Canadians, including school children, in the Maritimes and Western Canada some of the resources of the performing arts that are being assembled here.

I would like to ask whether it is anticipated that there will be sponsorship of touring companies at some point; whether there is going to be a positive, regional development program to develop talent from British Columbia to Newfoundland, talent which can be brought here to this showcase? Even on a limited budget, at least a portion surely should be dedicated to a development program, a program which is going to emphasize the national nature of this exciting enterprise. That is the first question I have to ask, Mr. Chairman. I have a couple of others that are relevant to the main point.

The Chairman: Mr. Southam?

Mr. Southam: Mr. Chairman, in answer to Mr. Perrault's question, the act of Parliament which established our Corporation clearly states that our Board of Trustees is responsible for the development of the performing arts in the National Capital Region, and for

[Interpretation]

de Vancouver viendra à l'opéra. Je pense que c'est également une bonne compagnie.

Je ne puis m'empêcher de penser, monsieur le président, que la région de la capitale nationale va bénéficier dans les prochains mois, d'un programme artistique intéressant, mais franchement, ce qui me préoccupe, c'est la situation du reste du Canada. Je pense que certaines régions font vraiment figure de parent pauvre. Elles en sont à la mendicité, mais il n'y a pas assez d'argent pour subvenir à leurs besoins. Cela m'amène aux faits. Je me demande ce que le Centre des arts pourrait faire pour mettre l'art à la portée de tous les Canadiens. Nous avons entendu parler de cet intéressant festival d'inauguration, mais ces villes, comme Vancouver et Burnaby que je représente en partie, sont plus proches de la Russie que d'Ottawa.

Une voix: Mais pas plus proche de Moscou.

M. Perrault: C'est très intéressant, monsieur le président, de voir que le Centre des arts projette de mettre ses ressources culturelles au service des écoles de la région d'Ottawa, mais je ne peux pas m'empêcher de penser aux écoles de Colombie-Britannique, de l'Alberta ou du Manitoba. J'aimerais que l'on parle de plans, même s'ils sont approximatifs ou lointains, pour fournir à tous les Canadiens, y compris les enfants des écoles, des provinces Maritimes ou de l'Ouest quelques-unes des ressources des arts d'interprétation qui sont montées ici.

J'aimerais savoir si l'on envisage de patronner les troupes en tournée dans une certaine mesure. Y aura-t-il un programme de développement régional qui puisse encourager les talents de Terre-Neuve à la Colombie-Britannique, des talents qui pourront être exposés ici. On devrait consacrer une partie au moins de ce budget, même limité à un programme de développement, c'est-à-dire un programme qui fait ressortir le caractère national de cette entreprise captivante. C'est là la première question que je voulais poser, monsieur le président. J'en ai d'autres qui portent sur le sujet principal.

Le président: Monsieur Southam.

M. Southam: Monsieur le président, en réponse à la question de M. Perrault, je dis que le Parlement, qui a créé notre Société, a déclaré clairement que notre Conseil d'administration est chargé d'encourager les arts d'expression dans la région de la capitale, et

[Texte]

assisting the Canada Council in the development of the performing arts elsewhere in Canada.

Our Board has interpreted this in a quite straightforward manner. Most of our programs, as you have said, sir, are intended to develop the performing arts in our National Capital Region at every level, from the adult public down to school children. However, we stand ready, on the invitation of the Canada Council, to develop programs for the rest of the country, and even in the year or two before we have opened, we have done that.

During our centennial year we organized the Festival Canada for the Centennial Commission which toured companies across the country, a program which I think was considered to be a very great success and has whetted the appetite of the Canadian public for more of the same. Since then, at the invitation of the Canada Council, we have organized a tour of a young company of players, the young company of the Théâtre du Nouveau Monde called Les Jeunes Comédiens, who have just this last winter toured Canada from British Columbia to Newfoundland.

Our ability to develop programs of this kind is conditioned not only by the fact that we must be activated by the Canada Council, but Canada Council funds must be used for these programs and the Canada Council, like us, has been considerably cut back. But our disposition is excellent, Mr. Perrault. Any of us who were involved with Festival Canada two years ago realized the importance of and interest in this, and provided the Canada Council wishes to ask us to do this kind of thing and gives us the funds we could do so.

The Chairman: I might add, Mr. Perrault, that we will be hearing from the Canadian Conference of the Arts on April 15, which is probably a more appropriate body to ask such questions.

Mr. Perrault: Well, Mr. Chairman, the point I attempted to raise is that this is a fantastic investment in the National Arts Centre, and I think we should make certain that it benefits as many Canadians as possible and not merely confers this gourmet range of artistic dishes on the people of the Capital region.

In connection with the costs of this, Mr. Chairman, what percentage of seat occupancy do you anticipate for the Opening Festival? Let us take the opera house as our example. What percentage occupancy do you expect and what are your ticket scales?

[Interprétation]

d'aider le Conseil des arts du Canada à développer les arts d'expression dans le reste du Canada.

Notre Conseil a interprété ce mandat très carrément. Comme vous l'avez dit, monsieur, nos programmes visent à développer les arts d'expression dans la région de la capitale nationale à tous les niveaux, depuis le public adulte jusqu'aux écoliers. Néanmoins, nous sommes disposés, si le Conseil des arts nous invite à le faire, à développer d'autres programmes pour le reste du Canada. Nous l'avons déjà fait, d'ailleurs, dans les deux années avant l'ouverture du Centre. Au cours de l'année du Centenaire, notamment, nous avons organisé le Festival Canada, pour la Commission du Centenaire, qui a organisé des tournées de troupes partout au pays. Le programme a été considéré comme un succès. Ceci a aiguisé l'appétit pour ce type de chose. En outre, à la demande du Conseil des arts, nous avons organisé une tournée pour une jeune troupe du Théâtre du Nouveau-Monde, Les Jeunes Comédiens. Cette troupe a fait le tour du Canada l'an dernier, de la Colombie-Britannique à Terre-Neuve.

Nous sommes capables d'organiser des programmes de ce genre non seulement dans la mesure où nous sommes soutenus par le Conseil des arts, mais, également, dans la mesure où les moyens du Conseil, comme les nôtres, ont été réservés. Nous sommes parfaitement disposés à le faire, Monsieur Perrault, et tous ceux qui ont participé à ces activités, il y a deux ans, se sont rendu compte de l'importance et de l'intérêt de ces programmes. Nous le ferons à condition que le Conseil des arts nous demande de faire ce genre de choses et nous donne des crédits pour le faire.

Le président: Monsieur Perrault, je dois ajouter que nous allons entendre les représentants de la Conférence du Canada sur les arts le 15 avril, et ce sera peut-être l'organisme intéressé.

M. Perrault: Monsieur le président, ce que je voulais faire ressortir, c'est qu'il s'agit là d'un investissement énorme dans le Centre national des arts, et nous voulons être certains que ces mets artistiques profitent à autant de Canadiens que possible et non pas aux gourmets artistiques de la région de la capitale.

Maintenant, en ce qui concerne le coût, quel est le pourcentage de places que vous avez envisagées à l'ouverture et pendant la durée normale d'une saison, c'est-à-dire, par exemple, pour l'opéra? Quel pourcentage de places seront occupées, par exemple, à l'opéra, et quel pourcentage de ventes de billets prévoyez-vous?

[Text]

● 1205

Mr. Southam: For the Opening Festival we are basing our estimate of likely revenues on 70 per cent occupancy.

Mr. Perrault: Seventy per cent occupancy; and what will the ticket scale be, approximately?

Mr. Southam: It ranges from \$7.50 for the opening performance in the Opera House and I think for one or two of the Saturday performances down, at the lower end of the scale in the Opera House, to \$2.00. In the Theatre...

Mr. Perrault: Are there special student prices available at any time?

Mr. Southam: Not for the Festival.

Mr. Perrault: During your regular season will there be special ticket prices for young people?

Mr. Southam: Yes.

Mr. Perrault: Does this ticket range apply to your fall program, we will say for a symphony concert by Toronto Symphony Orchestra.

Mr. Southam: No.

Mr. Perrault: The top will not be \$7.50; it will be lower than that.

Mr. Southam: If you are speaking of our own companies, we have established ticket scales for our orchestra, for Stratford and for the Capricorne.

Mr. Perrault: What will those be?

Mr. Beaudet: The orchestra is \$5 down to \$2.

Mr. Perrault: \$5 down to \$2?

Mr. Beaudet: Right.

Mr. Perrault: Do you estimate 70 per cent seat occupancy also for the fall program?

Mr. Southam: Excuse me, Mr. Chairman; the gentleman is asking questions more rapidly than we can answer them. Do you want the price scales?

Mr. Perrault: I have the answer; \$5 to \$2. That was the last question.

Mr. Beaudet: That is for the orchestra.

Mr. Southam: For Stratford, for example, which I think also interested you, it is from \$4.50 to \$1.75.

Mr. Perrault: What would that average per ticket? In other words, if you say 70 per cent

[Interpretation]

M. Southam: Pour le festival d'ouverture nous nous fondons sur 70 p. 100 d'occupation des places prévues.

M. Perrault: Et la vente des billets, à peu près?

M. Southam: Le prix des billets est de \$7.50 pour l'ouverture à l'opéra et, je pense, pour quelques représentations du samedi, jusqu'à \$2.00. Au Théâtre...

M. Perrault: Y a-t-il des tarifs spéciaux pour les étudiants?

M. Southam: Non, il n'y en a pas pour le Festival.

M. Perrault: Au cours de la saison, y aura-t-il des prix spéciaux pour les jeunes?

M. Southam: Oui.

M. Perrault: Est-ce que cet éventail de prix est valable pour le programme d'automne, pour l'orchestre symphonique, par exemple.

M. Southam: Non.

M. Perrault: Ce ne sera pas \$7.50 le maximum, ce sera moins que ça?

M. Southam: Si vous parlez de nos propres troupes, nous avons prévu des gammes de tarifs pour l'orchestre, pour Stratford et pour le Capricorne.

M. Perrault: Que seront-ils?

M. Beaudet: De \$5.00 à \$2.00, pour l'orchestre.

M. Perrault: De \$5 à \$2?

M. Beaudet: Oui.

M. Perrault: Sur la base de 70 p. 100, pour l'automne, n'est-ce pas?

M. Southam: Je m'excuse, mais vous posez des questions plus rapidement que je puis répondre.

M. Perrault: Bon, j'ai eu la réponse.

M. Beaudet: Pour l'orchestre.

M. Southam: En ce qui concerne Stratford, par exemple, ce qui peut vous intéresser également, je pense, les prix vont de \$4 à \$1.75, n'est-ce pas?

M. Perrault: Vous dites, 70 p. 100 d'occupation des places. Alors, quel est le prix du

[Texte]

occupancy what is your average ticket price? This could be worked out from your figures, presumably.

Mr. Corder: Something in the region of \$3.20.

Mr. Perrault: \$3.20; that is for the Opening Festival?

Mr. Corder: The Stratford.

Mr. Perrault: My final question, Mr. Chairman, is whether there is going to be a pass list for the Centre, and if so, how many are going to be on that list? Are civic officials, for example, granted a block of 30 tickets? They are some centres, and I just wanted to find out how many Annie Oakleys are going to be around.

Mr. Southam: I believe I can say, none, sir.

Mr. Perrault: No pass list has been established?

Mr. Southam: The critics of working press as in any theatre of this kind will be given tickets. It is a precedent accepted in the theatre of the world as a whole, but the working press are the only exceptions. As I say, all other officials, whether federal, provincial or municipal will be asked to pay the reasonable prices, I think, we are charging for our attractions.

Mr. Perrault: Speaking of critics, do you intend to bring in any critics from New York, Los Angeles, or Britain for the Opening Festival and assist with any of their transportation costs?

Mr. Southam: We are inviting them and we are giving them tickets, but we are not paying transportation costs. We expect the newspapers or magazines to do so.

Mr. Perrault: Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. Schreyer on a supplementary.

Mr. Schreyer: Mr. Chairman, I wonder if Mr. Southam would elaborate just a little on the relationship between the National Arts Centre and the Canada Council in making available to other parts of the country the benefits of the Centre's experience, savoir faire, and so on.

I ask that because I detected—and perhaps I read too much into your answer—a note in your reply which suggested that you were not perhaps quite happy with the wording of the statute at the present time which puts the Centre in a sort of ancillary role.

Mr. Southam: No, Mr. Chairman. I think anyone who has watched the work of the

[Interprétation]

billet moyen? Je pense qu'on peut faire le calcul rapidement, n'est-ce pas?

M. Corder: Ça fait \$3.20, à peu près.

M. Perrault: Pour le festival d'ouverture?

M. Corder: Pour Stratford.

M. Perrault: Une dernière question, monsieur le président, maintenant. Est-ce qu'il va y avoir une liste de laissez-passer pour certaines personnes, et si oui, combien de noms y figureront? Par exemple, est-ce que les fonctionnaires municipaux vont recevoir des laissez-passer?

M. Southam: Non, non. Il n'y a aucune liste de laissez-passer prévue.

M. Perrault: Il n'y a donc pas de liste?

M. Southam: Il y a simplement la presse active, comme dans tout théâtre du genre, qui va recevoir des billets. Cela se fait partout dans le monde. La presse active est la seule exception. Les fonctionnaires fédéraux, provinciaux et municipaux, devront payer de toute façon, leur place, aux prix, si j'ose dire, raisonnables.

M. Perrault: En parlant de critiques, avez-vous l'intention d'attirer des critiques de New York, de Los Angeles et de Grande-Bretagne pour l'ouverture, et de payer leurs frais de transport?

M. Southam: Nous les invitons et nous leur donnons des billets, mais ne payons pas leurs frais de transport. Nous pensons que leurs journaux ou leurs revues pourront le faire.

M. Perrault: Merci.

Le président: Monsieur Schreyer, question complémentaire?

M. Schreyer: Monsieur le président, je me demande si M. Southam pourrait décrire plus en détail la relation entre le Centre national des arts et le Conseil des arts quant à faire profiter le reste du pays de l'expérience et du savoir-faire du Centre d'Ottawa.

Je pose cette question parce que j'ai cru déceler dans la réponse, la suggestion que les termes de la loi ne vous satisfaisaient pas en ce moment, ce qui donne au Centre le rôle ancillaire.

M. Southam: Non, monsieur le président. Je pense que quiconque a surveillé les travaux

[Text]

Canada Council over the last ten years is very pleased and satisfied with their performance and I consider it perfectly normal that where the development of the performing arts generally across the country is concerned we should be the handmaiden of the Canada Council.

That role is reflected not only in the Act, but I might say in the composition of our Board of Trustees. The Director of the Canada Council is an *ex officio* member of our Board of Trustees and of our Executive Committee and we have the closest and the best relations with the Canada Council at that and every other working level.

We really were as disappointed by the cut-backs in the Canada Council program as in our own because they affect the kind of programs we can carry out with the Canada Council. Is that the answer?

• 1210

Mr. Schreyer: It goes part way, yes. I realize it is a kind of question that is difficult to answer because it is sort of peering into the future. One really does not know to what extent the Centre will have an opportunity to do something tangible and concrete along the lines Mr. Perrault is suggesting. I might add that I think Mr. Perrault's initial question is very basic and very important.

Mr. Southam: Mr. Chairman, I think the importance of a national role for the National Arts Centre, given the enormous national investment in the building and in the programs, is very present in our minds at all times. I think there are various ways in which this national role can be played. Mr. Perrault referred only to one, an important one, which is the organization of tours across the country which, as I explained, we will do to the extent that—

Mr. Perrault: And a talent development program. I mentioned that as well.

Mr. Southam: A talent development program is a purely Canadian—a Canada Council program. They have programs of support for the development of artists which I think are excellent and can safely be left to the Canada Council. To return to the National Arts Centre I think that our national role can be played in ways other than by simply organizing tours at the request of the Canada Council.

First of all, I think we are making an important contribution to our national life by raising the cultural level of our National

[Interpretation]

du Conseil des arts au cours des dix dernières années, a été très heureux et très satisfait de leur rendement. Et, pour ma part, je considère qu'il est normal qu'en matière de développement des arts d'expression au Canada, le Centre soit l'assistant du Conseil. Cela est d'ailleurs prévu, non seulement dans la loi, mais dans la composition de notre Conseil d'administration, parce qu'il y a un membre qui fait partie de notre Conseil d'administration qui est un ancien membre du Conseil. Nous nous entendons très bien avec le Conseil.

Nous sommes toutefois déçus des réductions de fonds aux programmes du Conseil ainsi que dans nos propres opérations parce que cela affecte les programmes mixtes que nous entreprenons. Cela répond-il à votre question?

M. Schreyer: Oui, en partie, je sais que la réponse est difficile à donner, car cela comporte la prédiction de l'avenir. On ne sait pas dans quelle mesure le Centre aura la possibilité de faire quelque chose de tangible et concret à la lumière de ce qui a été proposé par M. Perrault. Je puis dire que la première question de M. Perrault est fondamentale et importante.

M. Southam: Monsieur le président, je pense que l'importance d'un rôle national pour le Centre national des Arts, étant donné les investissements nationaux énormes pour la construction du bâtiment et les programmes ne quitte pas notre esprit. Et il y a, je pense, différentes façons de jouer ce rôle national. M. Perrault a parlé d'un seul, qui est important, c'est-à-dire l'organisation de tournées à travers le pays, ce qui, je vous l'ai dit, nous allons faire dans la mesure où...

M. Perrault: Et un programme pour le développement de talents. J'ai aussi parlé de cela.

M. Southam: Le programme de développement de talents est quelque chose de purement canadien, du Conseil des arts du Canada. Ils ont des programmes visant à favoriser la naissance d'artistes, et je pense que c'est quelque chose d'excellent et que le Conseil peut très bien les gérer lui-même. Pour en revenir au Centre national des arts, je crois que notre rôle national peut être joué autrement qu'en organisant simplement des tournées faites à la demande du Conseil des arts du Canada.

D'abord, je pense que l'on apporte quelque chose de positif au pays en haussant le niveau culturel de notre capitale nationale. Et il faut

[Texte]

Capital. I think this is worth insisting on. It has been wrong, very wrong, that for so many years Canadian artists appearing in the National Capital have had to do so in deplorable circumstances. I think it is in the interests of Canadian artists and Canadian artistic companies from wherever they may be to be able to come here and to play before the audience of the National Capital, and that includes the Members of Parliament—

The Chairman: They are the ones who drop the level, I am afraid.

Mr. Southam: —and officials of the federal government and present their works in circumstances, in conditions which enable them to do their best. And only after the National Arts Centre is opened will they be able to do this.

I think in the early years of our planning we noticed that other Canadian companies were perhaps somewhat jealous of these facilities, but to the extent that they now know that they are coming here for the opening festival or during our opening year, we detect a changing attitude on their part—a feeling of involvement and a growing satisfaction, perhaps not yet entire, but a growing satisfaction in the recognition that is being given to them in this way.

Secondly, I think that by broadcasting, many of the activities in the National Arts Centre will go out across the country, and to the extent that Canadians everywhere should feel a proper pride in activities in the National Capital, this will be fostered I think by our broadcasts.

I think also we will serve as a clearing house for development in the performing arts field. We are increasingly being consulted and contacted by performing arts groups across the country who have problems that we can help them solve, partly in our programs and partly perhaps in the representations we can make on their behalf or in advice that we can give.

I think in these various ways the National Arts Centre will have a growing national role as well as the marked local role it will have.

The Chairman: Mr. Schreyer.

Mr. Schreyer: One more supplementary, Mr. Chairman, thank you. Mr. Southam, would it be possible to segregate out of the first year's operating estimates an amount showing what is being spent by the National Arts Centre on what one might call its

[Interprétation]

insister là-dessus. Je pense qu'il a été mauvais, très mauvais, que, pendant longtemps, les artistes canadiens aient dû, dans la capitale nationale, faire leurs représentations dans des circonstances très défavorables. Je pense que c'est dans l'intérêt de tous les artistes canadiens et des compagnies artistiques, d'où qu'ils soient, de leur permettre de venir jouer devant un auditoire de la capitale nationale, notamment les députés...

Le président: Je crains qu'ils ne fassent baisser le niveau.

M. Southam: ...et les fonctionnaires du gouvernement fédéral, et de présenter leur spectacle dans les meilleures conditions possibles. Et cela sera possible au Centre national des arts.

Je pense qu'au début, lorsque nous avons préparé ce Centre, nous avons constaté que d'autres troupes canadiennes étaient peut-être un petit peu jalouses, mais disons que, dans la mesure où elles savent qu'elles pourront venir ici, participer au Festival d'ouverture, au cours de la première saison, nous avons décelé un changement d'attitude, un sentiment de participation et de satisfaction, de satisfaction croissante. Ce n'est pas encore complet, mais c'est en développement, dans la mesure où elles sont reconnues.

Deuxièmement, je pense que, par la radio, beaucoup d'activités du Centre national des arts vont pouvoir atteindre le pays tout entier et, dans la mesure où les Canadiens de tout le pays se sentiront fiers des activités du Centre national des arts, et bien, je pense que cela sera stimulé par nos programmes radiophoniques.

Je pense également que cela pourra servir, en quelque sorte, de centre de prix pour le développement de talents et de programmes artistiques. Sans cesse, des troupes de tous les pays, qui ont des problèmes, nous consultent, et elles viennent nous demander de les aider à les résoudre, en partie avec nos programmes, en partie grâce aux représentations qu'on peut faire en leur nom, ou aux conseils que nous pouvons donner.

Je pense donc que, dans ce sens, le Centre national des arts jouera un rôle de plus en plus grand, tant à l'échelle du pays qu'à l'échelle locale.

Le président: Monsieur Schreyer.

M. Schreyer: Une dernière question complémentaire, monsieur le président. Monsieur Southam, est-ce qu'il serait possible de tirer des prévisions pour la première année, une somme qui représente ce qu'on dépense dans le Centre national des arts sur ce que l'on

[Text]

• 1215

national role, quite apart from its role as a centre for the performing arts for this part of Canada? And if so, how much?

Mr. Southam: I think, Mr. Chairman, that would be very difficult to establish. I would like to say that in one way or another everything that we do has a national interest. The creation of this new orchestra of ours, for instance, rounds out the musical organization of our country. It adds an element—a kind of orchestra which has never existed before. The coming into being of Le Théâtre du Capricorne is going to add a dimension to the French culture of our National Capital region which I think is of national interest.

There are the possibilities that our program gives to Stratford to go on a year-round basis. If you take Stratford as a national company—and I think it has now gained the right to be considered a national company—the fact that we have enabled them to go on a year-round basis is of national interest in the development of English theatre in this country.

I think the opening festival for two weeks is a great national occasion. As Mr. Haber explained, it is composed entirely of visiting companies from one end of the country to the other. I think what Mr. Haber said about his program of visiting attractions during next winter, the fact that the Canadian Opera Company has its season extended, that the Montreal Symphony and the Toronto Symphony, the Shaw Festival, the Théâtre du Nouveau Monde and other companies will be able to extend their seasons, is of interest to them. But it is a little difficult to break it down dollarwise.

Mr. Schreyer: Thank you.

The Chairman: Mr. McCutcheon.

Mr. McCutcheon: Thank you, Mr. Chairman. I will not belabour these points very long. Mr. Perrault asked many of the questions that were in my mind relative to the regional benefits that one might expect from this Centre.

May I read on page 3:

...and we have abandoned all concern for its winter programme elsewhere in Canada or abroad.

And this is in reference to the Stratford National Theatre. Just what do you mean here?

Mr. Southam: This has been a complicated story—our relationship, our negotiations with

[Interpretation]

pourrait considérer comme son rôle national, en dehors de son rôle de centre des arts du spectacle pour cette partie-ci du Canada? Et si c'est le cas, quel est ce montant?

M. Southam: Monsieur le président, je pense qu'il serait difficile de vous donner ce montant, ce chiffre. J'aimerais dire que d'une façon ou d'une autre, tout ce que nous faisons représente un intérêt national, par exemple, la création d'un nouvel orchestre symphonique ajoute un élément nouveau au pays et c'est un orchestre symphonique qui n'existait pas encore sous cette forme, et avec la naissance du théâtre du Capricorne, nous ajoutons également une nouvelle dimension à la vie, à la culture française de la région de la Capitale nationale qui, je pense, représente un intérêt pour l'ensemble du pays.

Il y a la possibilité de donner une base annuelle à la troupe de Stratford. Je pense qu'on peut considérer la troupe de Stratford comme une troupe nationale, et le fait que nous avons pu leur permettre de faire un déplacement de toute l'année est quelque chose de positif pour le développement du théâtre anglais dans le pays.

Je pense que le Festival d'ouverture de deux semaines est également une grande occasion pour le pays. Comme M. Haber l'a dit, il est composé uniquement de troupes de l'extérieur qui viennent de tous les coins du pays. Je pense que ce que M. Haber a dit au sujet des troupes de l'extérieur qui vont venir ici, l'hiver prochain, le fait que la Canadian Opera Company a prolongé sa saison, que l'Orchestre symphonique de Toronto, l'Orchestre symphonique de Montréal, le Shaw Festival, le Théâtre du Nouveau Monde et autres compagnies vont pouvoir prolonger leur saison est quelque chose de très appréciable. Mais c'est difficile de citer des chiffres.

M. Schreyer: Merci.

Le président: Monsieur McCutcheon.

M. McCutcheon: Merci, monsieur le président. Je ne vais pas m'imposer très longtemps au Comité. M. Perrault a posé beaucoup de questions que j'avais à l'esprit, en ce qui concerne les avantages régionaux que l'on pourrait attendre de ce Centre. Est-ce que je pourrais lire ceci à la page 3:

...et nous avons abandonné tout projet de programme d'hiver, ailleurs au Canada ou à l'étranger.

Ce texte concerne le Stratford National Theatre. Qu'est-ce que vous voulez dire par là?

M. Southam: C'est là quelque chose de très compliqué, nos rapports, nos négociations

[Texte]

Stratford, Mr. McCutcheon, but I shall try to simplify it. When we first began our negotiations our earliest plan was that Stratford, which as you know has a six-month summer season in Stratford, would become a resident company in the National Arts Centre for the six-month winter season. That program was going to be rather expensive. It was going to cost something of the order of \$1 million, I think.

At that time we were going to be responsible but it was never our plan that they would play every night in Ottawa for six months. At that time the plan was that they would give us a season of plays here but that we would then put them on the road. We would be responsible for their appearances in Toronto, Montreal and, as they are now beginning to tour the United States, they have just been three weeks in Chicago recently.

The original plan was that we would be responsible for everything that they did during the six winter months. Our budget was cut back, and partly for that reason and partly for certain legal considerations that were advanced by the Department of Justice and our own legal counsel relating to whether a company like Stratford could have two residences or not—partly for financial reasons, partly for legal reasons, it was decided that Stratford could only have one residence, its residence in Stratford, and that the Centre would be responsible only for that part of its winter program which took place in the Centre and that Stratford itself would make its

• 1220

own arrangements to appear in Montreal, Toronto, Chicago or elsewhere.

What I meant—and perhaps I expressed myself badly—was not that we have abandoned all concern, because we are naturally concerned, but direct administrative responsibility for their work in the winter elsewhere than in the Centre.

Mr. McCutcheon: On the Théâtre du Capricorne, how large a proposition is this in dollars?

Mr. Southam: In dollars? Our net investment in the Théâtre du Capricorne during 1969-70 will be of the order of \$300,000. Its program will be more expensive than that but it will be receiving grants and revenue from the box office which we estimate at \$175,000 more, so they are putting on a program here of the order of \$475,000, of which \$300,000 is a charge on our Centre's budget.

Mr. McCutcheon: And you say that there is a cut-back in it as well, proportionately as it

[Interprétation]

avec Stratford, monsieur McCutcheon, mais je vais essayer de simplifier. Au début, ce que nous voulions, c'est que Stratford, qui, comme vous le savez, a une saison de six mois, une saison d'été, à Stratford, devienne une compagnie résidente, en hiver, au Centre national des arts, pendant les six mois d'hiver. Ce programme devait coûter très cher, de l'ordre d'un million de dollars, je crois.

A ce moment-là, nous n'avions jamais eu l'intention qu'ils jouent tous les soirs. Certainement, ils pouvaient nous donner une série de représentations, mais ensuite, on les enverrait faire des tournées, soit à Montréal, soit à Toronto, etc. dont nous serions toujours responsables. Comme ils viennent de commencer leur tournée aux États-Unis, ils ne sont restés que trois semaines à Chicago, récemment.

On envisageait d'abord d'être responsable de tout ce qu'ils faisaient pendant les six mois d'hiver. Notre budget, alors, a été réduit et, en partie pour cette raison, et en partie pour des raisons d'ordre juridique qui ont été avancées par le ministère de la Justice et par notre Conseil juridique pour savoir si une société comme Stratford pouvait avoir deux résidences officielles, donc en partie pour des questions financières, en partie pour des questions juridiques, il a été décidé que Stratford ne pouvait avoir qu'une seule résidence, et c'est Stratford, et que le Centre ne serait responsable que de la partie du programme d'hiver qui se déroulerait dans l'enceinte du Centre et que Stratford se débrouillerait pour ses représentations à Montréal, Chicago, Toronto ou ailleurs.

Ce que je voulais dire, c'est que nous n'avons pas pour autant perdu tout intérêt, mais disons que nous avons moins de responsabilités administratives à leur égard.

Mr. McCutcheon: Maintenant, en ce qui concerne le théâtre du Capricorne, qu'est-ce que cela représente en dollars?

Mr. Southam: En dollars? Notre investissement net dans le théâtre du Capricorne, pour 1969-1970, sera de l'ordre de \$300,000. Le programme sera plus coûteux que cela, mais il va bénéficier de subventions et des recettes des guichets, ce que nous chiffons à \$175,000; donc, le total sera de l'ordre de \$475,000, dont \$300,000 déjà imputés à notre budget.

Mr. McCutcheon: Et vous dites qu'il y a eu une réduction ici? Est-ce que cette réduction

[Text]

is great in the others, or is this since it is new?

Mr. Southam: It is a little difficult to compare it to Stratford, if that is the comparison you wish to establish. Stratford, of course, is an enormous company which has been in existence 15 years and our original estimate for the Stratford operation was in the order of a million dollars. It has been cut back now. That part of its winter program which is going to be put on in Ottawa will cost about what Le Théâtre du Capricorne will, which is on a year-round basis.

Mr. McCutcheon: May I direct my next question to Mr. Beaudet relative to the music. How much are we going to save by cutting back three weeks on the members of our orchestra?

Mr. Beaudet: I will calculate it.

Mr. McCutcheon: While you are calculating, what is the normal season for professional musicians in a symphony for example?

Mr. Beaudet: It varies.

Mr. McCutcheon: It is normally 40 weeks, is it not?

Mr. Beaudet: It varies, Mr. McCutcheon. Some orchestras in the States are on a year-round basis. In Europe they are on a year-round basis. In Canada, I would say the average in Montreal and Toronto is about 40 weeks. I would say the cost in musicians alone has not been terribly high, but it is all the other related matters, guest conductors, soloists, publicity, et cetera. I would say that it would be in the order of \$25,000 to \$30,000.

Mr. McCutcheon: I listened with interest to the projected program. Quite frankly, I am the first to admit that I am not a student of the ballet, but I am a bit of a jazz buff and I am distressed to note that there is no reference here whatsoever to a jazz festival.

Mr. Haber: Mr. Chairman, jazz will definitely be included. As a matter of fact, we have started negotiations with Canadian Oscar Peterson and his trio, and jazz just like rock and roll and all other kinds of music will definitely be included in our over-all program during the first season.

Mr. McCutcheon: Fine. A further question. Is Pop Electronique a nice way of saying a rock and roll group, four guitars and a drum?

[Interpretation]

est aussi importante, proportionnellement, que les autres réductions? Ou l'est-elle parce que cela est nouveau? Est-ce que c'est une question juste?

M. Southam: Il est difficile de le comparer avec Stratford si c'est la comparaison que vous désirez établir parce que Stratford est une compagnie énorme qui existe depuis 15 ans et les prévisions d'origine pour Stratford étaient de l'ordre d'un million de dollars. Cela a été réduit maintenant. Cette partie du programme d'hiver que l'on va présenter à Ottawa va nous coûter autant que le Théâtre du Capricorne pendant toute l'année.

M. McCutcheon: Puis-je poser la question suivante à M. Beaudet? En ce qui concerne la musique, qu'est-ce qu'on va économiser en réduisant de trois semaines le contrat des membres de l'orchestre.

M. Beaudet: Attendez un instant, je vais faire le calcul.

M. McCutcheon: Pendant que vous faites vos calculs, quelle est la saison normale de musiciens professionnels dans un orchestre symphonique, par exemple?

M. Beaudet: Cela varie.

M. McCutcheon: 40 semaines d'habitude, n'est-ce pas?

M. Beaudet: Ça varie, monsieur. Certains orchestres des États-Unis fonctionnent toute l'année. En Europe, ils ont des saisons d'une année. Au Canada, je pense que la moyenne pour Montréal et Toronto est d'environ 40 semaines. Disons que le coût pour les musiciens seulement n'a pas été très élevé mais ce sont les autres dépenses, les chefs d'orchestres invités, les solistes, la publicité, etc. Disons de l'ordre de \$25,000 à \$30,000.

M. McCutcheon: J'ai entendu avec grand intérêt le programme prévu. Très franchement, je dois dire que je suis le premier à dire que je ne suis pas connaisseur en ballet mais par contre je suis un amateur passionné de jazz et je suis peiné de voir qu'on a prévu aucun festival de jazz.

M. Haber: Monsieur le président, le jazz est certainement compris dans le programme. Nous avons déjà entamé des négociations avec Oscar Peterson et son trio, et le jazz comme le rock'n roll, et autres genres de musique feront partie de notre programme général au cours de la première saison.

M. McCutcheon: C'est bien. Une dernière question. Est-ce que «Pop Electronique», est une manière agréable de décrire un groupe rock'n roll, quatre guitares et une batterie?

[Texte]

Mr. Haber: No, it is a bit more than that. I can give you a bit of explanation what Pop Electronique will actually be. It is a multimedia show, total involvement audience with sound and light, strobe light, and lighting effects all over the place. There will be rock and roll; there will be jazz; there will be quieter moments of string quartet or rather a recorder quartet; and strangely enough a mime with absolutely no sound. You run the full gamut from A to Z of the loudest possible and visually the most exciting to the absolute nothing.

Mr. McCutcheon: I can hardly wait. I have one further question. How come the Montreal Symphony cost us \$74,500 and the Toronto Symphony which I would rate as one of the pretty good ones in Canada is only \$21,500?

Mr. Haber: I could explain that.

Mr. McCutcheon: I wish you would.

Mr. Haber: First of all, there are three performances by the Montreal Symphony and only one by the Toronto Symphony, which is really three times the cost as far as the extension is concerned, the per diem for the musicians because they will be staying here overnight. They have rehearsals daily. You will notice on the schedule on June 9 there is no performance because there is a special rehearsal for Jon Vickers, Régine Crispin and Richard Cross for *Die Walkure*. Also, the Montreal Symphony includes the Montreal Choir for Mahler's Second Symphony with Maureen Forrester and Sylvia Saurette. The Montreal Choir is approximately 80 voices, and there is also their transportation and their per diem according to Union des Artistes, plus their fees. The program is completely different.

The Toronto Symphony is strictly the Toronto Symphony and Seiji Ozawa; the Montreal Symphony is conductor, plus all the soloists, plus the choir, plus the three performances.

Mr. McCutcheon: Thank you very much.

The Chairman: Mr. De Bané?

M. De Bané: Je comprends que le déficit sera d'environ \$400,000 pour environ deux semaines.

M. Haber: Oui, le déficit sera de \$398,000 pour les deux semaines du Festival.

M. De Bané: Ne trouvez-vous pas que c'est exagéré?

M. Haber: Nous avons quatre œuvres qui ont été commanditées: le Ballet de Roland Petit qui sera produit par le Ballet national

[Interprétation]

M. Haber: Non, c'est un peu plus que cela. Si vous voulez que je vous donne une explication, «Pop Electronique» est une représentation à plusieurs médias, participation totale de l'auditoire avec sons et lumières, lumière stroboscopique et effets lumineux dans toute la salle. Il y aura du jazz, du rock'n roll, il y aura également un quatuor à cordes ou plutôt un quatuor de flageolets; et chose étrange, un mime sans aucun son. Vous avez la gamme complète de A jusqu'à Z du plus bruyant possible et visuellement, du plus excitant jusqu'à l'absolument rien.

M. McCutcheon: J'ai hâte de le voir. Une dernière question. Comment se fait-il que l'Orchestre symphonique de Montréal nous coûte \$74,500 et celui de Toronto que je considère comme un des meilleurs au Canada ne coûte que \$21,500?

M. Haber: Je peux vous l'expliquer.

M. McCutcheon: Je l'espère.

M. Haber: D'abord il y a trois représentations par l'orchestre de Montréal et il n'y en a qu'une de prévue pour l'orchestre de Toronto, ce qui, donc, triple le coût. Il y a aussi les indemnités de séjour pour les musiciens, puisqu'ils vont séjourner ici pendant la nuit. Ils vont répéter à chaque jour. Par exemple, il n'y a pas de représentation le 9 juin à cause d'une répétition spéciale pour Jon Vickers, Régine Crispin et Richard Cross dans *Die Walkyrie*. L'orchestre de Montréal comprend également le Chœur de Montréal pour la Symphonie n° 2 de Mahler avec Maureen Forrester et Sylvia Saurette. Le chœur se compose de quelque 80 voix et il faut aussi prévoir leur indemnité de séjour et leurs frais de transport d'après l'Union des artistes, en plus des cachets. Le programme est complètement différent.

L'Orchestre symphonique de Toronto ne comprend que l'orchestre et Seiji Ozawa alors que l'autre comprend le chef d'orchestre, les solistes, le chœur, en plus des trois représentations.

M. McCutcheon: Merci.

Le président: Monsieur De Bané.

Mr. De Bané: I understand that the deficit will be about \$400,000 for about two weeks.

Mr. Haber: That is right, the deficit will be \$398,000 for the two weeks of the Festival.

Mr. De Bané: Do you not think that this is exaggerated?

Mr. Haber: We have four productions that have been commissioned: the Roland Petit Ballet that will be produced by the National

[Text]

du Canada; «Lysistrata» du Théâtre du Nouveau Monde. Le montage de «Lysistrata» lui-même nous coûte \$98,000 et nous avons seulement six représentations dans un théâtre de 800 places.

Il y a aussi l'opéra de Gabriel Charpentier ainsi que la pièce de Jack Winter. Il faut que ces gens vivent en attendant d'écrire leurs pièces et puissent faire les répétitions de leur chef d'œuvre écrit expressément pour être représenté à Ottawa.

M. De Bané: Mais, ne pensez-vous pas qu'un programme aussi prestigieux est tout à fait en désaccord avec nos moyens financiers? Je vois qu'il s'agit d'un programme éblouissant, mais je me demande réellement si nous pouvons supporter un déficit de \$400,000.

J'étais l'un de ceux qui étaient d'avis que nous n'avions pas les moyens de construire l'une des plus belles salles en Amérique du Nord et je suis d'avis aujourd'hui que ce programme d'inauguration est encore hors de proportion avec nos moyens.

M. Southam: Je crois, monsieur le président, que c'est l'avis de monsieur, et nous ne le partageons pas. Ce n'est pas une question de la part de monsieur, c'est une constatation.

M. De Bané: Monsieur le président, j'aimerais essayer de comprendre quels ont été les critères qui vous ont amenés à considérer que nous devons supporter un déficit de \$400,000 pour deux semaines.

Pourquoi n'êtes-vous pas allés jusqu'à \$600,000 de déficit au lieu de \$400,000? Comment êtes-vous arrivés à ce chiffre de \$400,000? A quel moment avez-vous décidé que \$400,000 de déficit était assez pour deux semaines? Je veux essayer de comprendre votre point de vue.

M. Southam: Nous avons commencé notre planification de la première année avec l'idée assez simple que l'inauguration du Centre devrait être une occasion intéressante pour les artistes du pays entier. Depuis le commencement, nous avons cru que, peut-être, un Festival inaugural de deux semaines avec la participation de nos meilleurs orchestres et de nos meilleures troupes de théâtre serait raisonnable. Nous avons demandé le coût aux troupes et aux orchestres en question: le résultat était, au début, très supérieur à \$400,000. Nous avons coupé et coupé, nous sommes arrivés à... Je n'aime pas le mot «déficit» en ce qui concerne les arts; c'est plutôt un investissement.

Le gouvernement fédéral a investi 2.5 millions de dollars dans les opérations du Centre national des Arts pendant sa première année.

[Interpretation]

Ballet of Canada; Lysistrata by the Théâtre du Nouveau Monde. Lysistrata itself will cost us \$98,000 to produce, and we have only six performances in an 800-seat theatre.

There is also the opera by Gabriel Charpentier as well as the play by Jack Winter. These people have to live while waiting to write their plays and have rehearsals of their masterpiece written expressly to be performed in Ottawa.

Mr. De Bané: But do you not think that a program as prestigious as this one is totally in contradiction with our financial means? I see that it is a glamorous program, but I wonder really if we can afford a deficit of \$400,000.

I was one of those who thought that we did not have the means to build one of the most beautiful theatre houses in North America, and I am still convinced today that this inaugural program is still out of proportion compared to our means.

Mr. Southam: Mr. Chairman, I believe that this is the opinion of this gentleman, and I am afraid that we do not share it. The gentleman was not asking a question, but just making a statement.

Mr. De Bané: Mr. Chairman, I would like to try and understand what were the criteria which led you to consider that we had to meet a \$400,000 deficit for two weeks.

Why did you not go as high as \$600,000 instead of \$400,000? How did you reach that figure of \$400,000? When did you decide that \$400,000 was enough for two weeks? I would like to understand your point of view in this respect.

Mr. Southam: We started our planning for the first year with the simple idea that the opening of the Centre should be an excellent opportunity for the artists from all over the country. From the outset, we believed that, perhaps, an opening Festival for two weeks with the participation of our best orchestras, and our best theatre groups, would be reasonable. We asked what it would cost to the theatrical groups and the orchestras concerned, and the result was at the beginning much higher than \$400,000. We cut, and cut, and we reached—I do not like the word "deficit" in regard to the Arts. It is rather an investment.

The federal government has invested \$2½ million in the operation of the National Art Centre for its first year. We took the decision,

[Texte]

Nous avons pris la décision, et je crois que c'est la bonne, de consacrer une partie, un sixième je crois, au Festival inaugural.

J'attire l'attention de monsieur sur le fait que nous avons quand même réussi à organiser pour le reste de l'année des activités artistiques, celles de nos troupes permanentes en résidence et celles des troupes qui vont nous visiter, à la hauteur de nos responsabilités.

M. De Bané: Soit. Mais lorsque vous dites que le fait que le Conseil du Trésor ait réduit votre budget prévu de 300 mille dollars va limiter vos activités au moins dans dix domaines différents au moins, qui, tous incluent des activités nationales, je me dis: Si le fait de voir son budget coupé de 300 mille dollars seulement cause toutes ces limitations, on aurait pu essayer de réduire le déficit de 400 mille dollars pour deux semaines.

M. Southam: Monsieur le président, il faut que j'explique à monsieur De Bané la chronologie de notre démarche de planification. L'organisation d'un festival de l'envergure du nôtre, prend au moins deux ans. Nous avons conçu le plan de ce festival il y a deux ans. Déjà, il y a un an, nous avons envoyé des lettres aux troupes et aux artistes intéressés. Nous nous sommes déjà engagés il y a un an. Cette coupure dans notre budget est arrivée au dernier moment, c'est-à-dire en novembre dernier seulement. A ce moment il n'était plus possible de rompre nos engagements.

M. De Bané: Je comprends. Merci, monsieur. Pouvez-vous nous dire quel est le degré, le pourcentage d'assistance prévu durant ces deux premières semaines, en d'autres termes, *occupancy of the seats*.

M. Southam: Pour des fins budgétaires, nous avons prévu vendre 70 p. 100 de nos sièges. Nous espérons naturellement vendre toutes les places, mais cette prévision plutôt sévère nous semble raisonnable.

M. De Bané: Et vous prévoyez que l'assistance viendra de la région ici.

M. Southam: Nous espérons que tous les Canadiens qui s'y intéressent viendront. Évidemment, nous allons faire de la publicité partout pour le festival inaugural. Le Conseil d'administration m'a autorisé à inviter certaines personnalités artistiques et politiques du pays entier leur indiquant que nous aurons des places à leur disposition s'ils veulent les accepter et les payer.

M. De Bané: Je comprends, monsieur Southam, mais il est réaliste de prédire que la presque totalité des gens viendront de la région de la capitale.

[Interprétation]

and we believe it is the right decision, to devote part—one-sixth, I believe—to the inaugural Festival.

I wish to draw the attention of the honourable member upon the fact that we managed nevertheless to organize, for the rest of the year, a number of artistic activities—those involving our permanent groups and also those which will visit us—on a level with our responsibilities.

Mr. De Bané: But when you say that the fact that the Treasury Board reduced your budget by \$300,000 will limit your activities in at least ten separate ways at the national level. I say to myself: If the cut of only \$300,000 causes all these limitations you could have tried to limit the deficit of \$400,000 for two weeks.

Mr. Southam: Mr. Chairman, I have to explain the chronology of our planning. The organization of a festival as big as ours takes at least two years. We made our plans two years ago. Already, one year ago, we sent letters to the groups and to the artists involved. We have committed ourselves one year ago. These cuts in our budget were made at the last moment during the month of November. At that time, it was impossible to break our contracts.

Mr. De Bané: I understand, thank you, sir. Could you tell us what is the proportion of occupancy during these first two weeks, in other words, the occupancy of the seats?

Mr. Southam: For budget purposes we believe we will be selling 70 per cent of our seats. We do hope, naturally, to sell everything, but this rather conservative estimate seems reasonable to us.

Mr. De Bané: You expect that the people who will attend will be people from this area.

Mr. Southam: We hope all interested Canadians will come here. Evidently, we will advertise this inaugural festival everywhere. I have been authorized by the Board of Directors to invite certain artistic and political personalities across the country telling them that we will have seats at their disposal if they want to accept them and pay for them.

Mr. De Bané: I understand, Mr. Southam, but, it is realistic to anticipate that it will be mainly for people of the Capital Region.

[Text]

M. Southam: Oui, mais nous avons eu des expressions d'intérêt de montréalais qui trouvent assez facile de se rendre à Ottawa. Nous considérons que notre région s'étend à 100 milles autour d'Ottawa et de Hull sur les deux rives.

M. De Bané: Une dernière question, et là, je me base sur le dernier rapport du Conseil économique du Canada sur le pourcentage de Canadiens qui vivent dans la pauvreté. Est-ce que ces 30 p. 100 de la population auront accès au Centre national des Arts, c'est-à-dire est-ce qu'ils auront les moyens financiers d'y aller? Les tarifs seront-ils assez bas pour leur permettre d'en profiter eux aussi, étant donné que c'est l'argent du public qui a financé le Centre et les opérations? Une politique est-elle établie pour favoriser cette partie de la population?

M. Southam: Monsieur le président, monsieur De Bané a touché un point très important de la politique d'animation culturelle du Centre national des Arts. Notre Conseil d'administration est tout à fait d'accord avec ce qu'a dit récemment dans ses discours M. Gérard Pelletier, le Secrétaire d'État, au sujet de la démocratisation de la culture, ou plutôt, c'est une expression que j'aime mieux, l'accès du plus grand nombre à la culture. Oui, la réponse est nette.

Nos tarifs sont établis au plus bas niveau possible. Je crois que si le Centre national des Arts était une corporation à fins purement commerciales, nos places se vendraient beaucoup plus cher. Si cela intéresse monsieur De Bané, nous pouvons lui donner certaines indications sur les prix des billets qui je crois, le rassureraient.

Mr. Schreyer: A supplementary.

M. Comeau: Au festival d'ouverture, toutes les salles seront occupées à peu près à capacité. Mais pendant le reste de l'année, votre programme occupe-t-il à peu près toutes les salles comme pendant les deux semaines du festival? Si oui, pour suivre la ligne de questions de M. De Bané, si c'était le problème, il pourrait y avoir un déficit de 400 mille dollars toutes les deux semaines.

M. Haber: Premièrement, les places seront-elles occupées, je peux vous en donner une idée par exemple pour le mois d'octobre 1969. Dans la grande salle, la salle d'opéra, il y aura vingt et un jours où on présentera un spectacle. Il y a deux jours où on tiendra des répétitions et quatre jours consacrés seulement au montage des décors. Enfin, quatre jours sont complètement ouverts: on ne présente rien dans la salle d'opéra.

[Interpretation]

Mr. Southam: Yes, but people from Montreal have shown interest and it is easy for them to come to Ottawa. We consider that our region covers a radius of a hundred miles around Ottawa and Hull on both sides of the river.

Mr. De Bané: One last question and I refer to the last report of the Economic Council of Canada on the percentage of Canadians who live in poverty. Do you think the 30 per cent of the Canadian population who live in poverty will be able to attend the National Arts Centre, in other words, will they be able to afford it? Will the prices be low enough to allow them since it is public money that financed the whole thing? Has a policy been established to benefit this part of the population?

Mr. Southam: Mr. Chairman, Mr. De Bané has mentioned a very important point of the policy of cultural animation of the National Arts Centre. Our Board of Directors is in agreement with what Mr. Gerard Pelletier, the Secretary of State, has said recently about the democratization of culture, or rather, I like the expression better, the access to culture of the greatest number. I wish to answer yes.

Our rates are fixed at a low level and if the National Arts Centre was a strictly commercial corporation, the seats would cost much more money and if Mr. De Bané is interested, we can give him certain details about the tickets and he will, I think, find it very reassuring.

M. Schreyer: Une question supplémentaire.

Mr. Comeau: At this opening festival, all the halls will be nearly filled. But during the rest of the year will most of the halls be used to the same extent as during the two weeks of the festival? If such is the case, to carry on the line of questioning of Mr. De Bané, if it was a problem, there might be a deficit of \$400,000 every two weeks.

Mr. Haber: First of all, as far as occupancy is concerned, I will give you an example for the month of October, 1969. In the great hall, the opera hall, spectacles will be given on 21 of the days. Two days will be for rehearsals and four days only for the setting of decor. Finally, four days will be completely free: nothing will be shown in the opera hall.

[Texte]

De ces 21 représentations, 15 sont déjà confirmées. Quant aux autres, nous attendons une confirmation. Il ne faut pas oublier qu'il y a quelques journées où le théâtre est loué. Alors, ce ne sont pas des représentations du Centre national des Arts. Le Centre sera loué 16 fois, durant le mois d'octobre ce qui constitue encore un revenu. Quant au déficit de 400 mille dollars chaque deux semaines, il n'en est pas question; nous allons aussi donner des représentations commerciales et nous allons faire de l'argent, espérons-le.

Mr. Chairman: Mr. Schreyer.

Mr. Schreyer: Mr. Southam, you say on page 2 of your brief that you hope it is not indiscreet to point out that you asked for 2.8 million from the Treasury Board and you got 2.5. Now it seems to me, as I go through pages 3 and 4 where you enumerate what programs you had to cut back on, that, to use a colloquial term, you cut back on a hell of a lot to effect this \$300,000 saving. It would be helpful if you would take these items *seriatim* and indicate what the reduction cost would be to the Centre. We have been given one or two figures already. For example, the Musical Director has indicated that by cutting back three weeks on the orchestra a saving of about \$20,000 or \$25,000 was realized. I am wondering if you could do that *seriatim* starting on page three in respect of the seven or eight items. I do not want precise figures but as close as you have them.

Mr. Chairman: May I suggest, Mr. Schreyer, as that is a bit more than a supplementary question that you hold it and I will recognize you after Mr. McCleave.

Mr. Schreyer: Fine.

Mr. McCleave: My first question, Mr. Chairman, arises out of a question that Mr. McCutcheon asked. It seems to me that the program, at least for the original or opening period, is directed more to what I call the gleaming alabaster bosom or white tie crowd, and I wondered if there is going to be anything for the young people in sweaters fairly early on besides the jazz festival.

Mr. Haber: There are, first of all, two performances by Gordon Lightfoot on the first Sunday of the Festival. He is very much a young Canadian folk singer-cum-writer who attracts chiefly the high school and university crowd. I think the same applies to Monique Leyrac who appears on the following Friday and also to Pop Electronique. *Lysistrata*, which Théâtre du Nouveau Monde is doing, is very much a play of today. It is subtitled "Make

[Interprétation]

Of these 21 performances, fifteen are already confirmed. As for the others, we are awaiting confirmation. You should not forget that some evenings will be rented. In that case, these are not performances of the National Arts Centre. The Centre will be rented 16 times in October, which constitutes a revenue. As far as the \$400,000 deficit every two weeks, it is not involved. We will also give some commercial performances and we will make money, we hope.

Le président: Monsieur Schreyer.

M. Schreyer: Monsieur Southam, vous dites à la page 2 de votre mémoire que vous espériez deux millions 800 mille dollars, et le Conseil du Trésor vous a remis seulement \$2.5 millions. Cette coupure dans votre budget—et je me reporte aux pages 3 et 4 où vous exposez les programmes que vous avez dû éliminer—vous coupez un très grand nombre de programmes pour épargner 300 mille dollars. J'aimerais bien que vous nous disiez ce que chacun des postes épargne au Centre. On nous a déjà donné un ou deux chiffres. Je songe par exemple au directeur musical qui a dit qu'en éliminant trois semaines du contrat de l'orchestre, on pouvait épargner 20 ou 25 mille dollars. Pourriez-vous faire cela en commençant à la page 3 et en prenant dans l'ordre les sept ou huit programmes. Je ne veux pas de chiffres très précis, mais le plus près possible.

Le président: Puis-je proposer, monsieur Schreyer, que puisque c'est un peu plus qu'une question supplémentaire, que vous attendiez, et je vous donnerai la parole après M. McCleave.

M. Schreyer: Très bien.

M. McCleave: Ma première question découle d'une question posée par M. McCutcheon. Il me semble, monsieur le président, que le programme—du moins dans la période de début—est orienté plutôt vers la haute classe cultivée. Je me demandais s'il y aurait au début quelque chose pour les jeunes à part le festival du jazz.

M. Haber: Il y aura deux spectacles de Gordon Lightfoot le premier dimanche du festival. C'est un jeune auteur-compositeur et interprète canadien qui attire surtout les étudiants. On peut dire que la même chose s'applique également à Monique Leyrac qui va donner un spectacle le vendredi suivant, ainsi qu'à Pop Electronique. Il y aura *Lysistrata* jouée par le Théâtre du Nouveau Monde, qui est une pièce contemporaine dont le sous-titre

[Text]

Love Not War" which is the cry of the students of today and is being presented although in the original...

Mr. McCleave: That is their cry when they are not making war.

Mr. Haber: But it has got tonality of today and the music is very much pop and slightly electronic as is the music of Orphée—again the same philosophy, the same principle, the said love affair between Orpheus and Ulysses but in the electronic idiom of today.

The ballet "Kraanerg" is again an electronic sound which the youth of today identify with much more than people of our own era.

"Swan Lake" and "Romeo and Juliet"—if the film is any criterion "Romeo and Juliet" is one of the greatest commercial successes now attended only by the high school and college students and not by the more mature crowd, and is a phenomenal box office success. The ballet as presented by the National Ballet has proved this in the past, playing specifically to a young audience.

Mr. McCleave: Will there be room for such things in the future as *Spring Thaw*? Will those productions make the round?

Mr. Haber: We very much hope that *Spring Thaw* will be appearing in our 800-seat theatre in 1970.

Mr. McCleave: May I ask whether there are plans to include performances by foreign groups?

Mr. Haber: Yes.

Mr. McCleave: Such as?

Mr. Haber: We do not have any contracts yet, but we are negotiating with various foreign organizations on the folkloric level, on the popular level, on the individual star basis—American, French, European and English. In the future, for instance the next time the Ballet Folklorico de Mexico comes around—they are playing in Montreal now—we certainly hope that they will come to the National Arts Centre.

The Russian Festival, which will be playing at the Capitol Theatre next month, we should be playing in the Opera House. Yes, we will be inviting—certainly sponsoring—foreign attractions as well.

Mr. McCleave: Is it policy to go out and recruit these performances or do you welcome suggestions from outside? By "outside" I mean within Canada or outside Canada.

[Interpretation]

est «Faites l'amour et non la guerre». C'est le slogan des étudiants d'aujourd'hui. La pièce est présentée même si dans l'original...

M. McCleave: C'est leur slogan lorsqu'ils ne font pas la guerre.

M. Haber: Mais la musique est légèrement électronique et très contemporaine comme celle d'Orphée où l'on retrouve le même principe, la triste histoire d'amour entre Orphée et Ulysse, mais exprimée au moyen de l'électronique d'aujourd'hui.

Le ballet «Kraanberg» est aussi une musique électronique que la jeunesse d'aujourd'hui peut identifier plus facilement que les gens de notre génération.

Il y a aussi «Le lac des cygnes» et «Roméo et Juliette», et si le film peut servir de critère, c'est un des plus grands succès commerciaux auquel assistent les étudiants du secondaire et les universitaires seulement et non les personnes d'âge mûr. Ce film connaît un succès phénoménal au guichet. Le Ballet, tel que présenté par le Ballet national du Canada, a prouvé cela en jouant surtout devant une audience jeune.

M. McCleave: Est-ce qu'on va plus tard présenter des spectacles comme «Spring Thaw»? Ces spectacles feront-ils la tournée?

M. Haber: Nous espérons présenter ce spectacle dans notre théâtre de 800 places en 1970.

M. McCleave: Est-ce qu'on a prévu des représentations qui seront données par des groupes étrangers?

M. Haber: Oui.

M. McCleave: Un exemple, s'il vous plaît.

M. Haber: Nous n'avons pas encore signé de contrats. Nous sommes à négocier à l'heure actuelle avec divers groupes folkloriques et populaires, et avec des acteurs américains, français, britanniques. Nous espérons que le Ballet Folklorique de Mexico, qui joue actuellement à Montréal, pourra venir au Centre national des Arts.

Nous voulons avoir à la salle de l'Opéra le festival russe qui jouera au théâtre Capitol le mois prochain. Il est certain que nous allons commanditer des artistes ou des spectacles de l'étranger.

M. McCleave: Avez-vous l'habitude d'aller recruter ces artistes ou est-ce que les suggestions de l'extérieur sont les bienvenues? Par «extérieur» je veux dire au Canada et hors du pays.

[Texte]

Mr. Haber: It is a little bit of a two-way street. We go after specific things that we want at a specific time and these attractions are also submitted by agents, by managers and by impresari elsewhere.

Mr. McCleave: This arises out of an answer given earlier, I think, perhaps to Mr. Perrault. It was mentioned that there would be some broadcasting performances. Is this apt to be a potential source of revenue to televise or radio broadcast some of these performances? Have you counted that as money in, instead of money out and how much?

Mr. Beaudet: I think it is included there from the CBC "for services rendered." For radio we may get up to \$100,000.

Mr. McCleave: And for television?

Mr. Beaudet: Nothing has been set for television. It will depend on what programs the CBC requires. It is very difficult to plan in advance.

Mr. McCleave: Have you been in negotiation with them to tell them what sort of thing will be shown there?

Mr. Beaudet: Oh yes; CBC is au courant of what our plans are.

● 1245

Mr. Southam: May I just add this, Mr. Chairman: We have the same effective day-to-day working relationship with the CBC and the National Film Board as we have with the Canada Council. The President of the CBC and the Government Film Commissioner are members of our Board and we do keep them informed of our programming.

Television is a matter we frequently discuss with the CBC. The CBC prefer to organize television shows in their own studios with very few exceptions I think Stratford has discovered this already. I do not know if you saw on "Festival" the other night *The Three Musketeers*. This was done by Stratford at Stratford, but when the CBC picked it up they moved the company into their studios in Toronto to project it.

We asked the CBC whether they wanted any particular facilities in the Centre for television broadcasting and they said, no; just put conduitry through the building. They do not want specific sites for their cameras because they say, by and large, if we like something you are doing we will invite you to move over to our studios for televising.

[Interprétation]

Mr. Haber: Je crois que cela va dans les deux sens. Nous essayons de recruter les artistes précis que nous voulons à une date précise, et ces spectacles sont aussi recommandés par des agents, des gérants et des impresarii ailleurs.

Mr. McCleave: Ceci fait suite à une réponse qui a déjà été donnée à M. Perrault, je crois. On a dit qu'il y aurait radiodiffusion des spectacles? Est-ce que ceci va permettre d'obtenir des revenus? Est-ce que cela a été calculé comme revenu ou comme dépense? Combien cela peut-il représenter?

Mr. Beaudet: Je crois que Radio-Canada a inclus cela dans les «services rendus». Pour la radio, nous pourrions aller jusqu'à \$100,000.

Mr. McCleave: Et la télévision?

Mr. Beaudet: Rien n'a été prévu. Tout dépendra des exigences de Radio-Canada. C'est difficile de prévoir exactement tout ce qui va se produire.

Mr. McCleave: Vous êtes-vous entendu avec Radio-Canada pour les informer des spectacles qui seront présentés?

Mr. Beaudet: La Société Radio-Canada est au courant de nos projets.

M. Southam: Nous avons à peu près les mêmes rapports quotidiens de travail avec la Société Radio-Canada et l'Office national du film qu'avec le Conseil des arts du Canada. Les représentants de ces organismes font partie de notre commission de direction. Nous les tenons au courant de nos programmes.

Pour ce qui est de la télévision, c'est une question dont nous discutons souvent avec la Société Radio-Canada. La Société Radio-Canada préfère organiser des spectacles dans ses propres studios et à quelques exceptions près, Stratford procède de la même façon. Je ne sais pas si vous avez vu l'autre jour à Festival, la représentation des «Trois Mousquetaires». Ceci a été fait à Stratford. Lorsque la Société Radio-Canada a diffusé le spectacle, elle a déménagé la compagnie à ses studios de Toronto.

On a demandé à la Société Radio-Canada si elle voulait des installations spéciales pour la télédiffusion. La Société Radio-Canada nous a répondu que «non». Ils ne veulent pas qu'il y ait des endroits spéciaux pour les caméras. Mais il y a des spectacles spéciaux qui les intéressent, ils nous inviteront plutôt à nous rendre à leurs studios pour la télédiffusion du spectacle.

[Text]

Mr. McCleave: I noticed in the initial program that a distinguished violinist and pianist have been found from Atlantic Canada. Are there other groups that are going to be asked from there to take part in this National Arts Centre performance?

Mr. Perrault: Don Messer?

Mr. Haber: Eventually, yes. You see, the Festival is only two weeks and it is rather difficult to fit everything in, which is why Charlottetown in repertory is moving in immediately following the Festival for two weeks in the Opera House. We wanted to include them in the opening festival but they just could not make it because they had commitments in Toronto, but they are coming up immediately after that. Talking about the Atlantic Provinces, we have talked to the Neptune Theatre and are hoping to be able to invite them at the end of their 1969-70 season or immediately preceding their 1970-71 season.

Mr. McCleave: Finally, who will be opening this glittering pageant in this glittering structure? Has an invitation been sent to the Queen to do this?

Mr. Southam: No, sir. The opening will be honoured, as I mentioned earlier, by the presence of the Governor General and the Prime Minister of Canada and members of the House of Commons and the Senate. It was never to my knowledge put to us—the movements of Her Majesty are a little beyond our sphere. As you know, Her Majesty unveiled a superscription for the Centre on the occasion of her last visit here which will find its place in the foyer, and which will record that royal occasion but the question of Her Majesty appearing at our Opening Festival has not been raised with the Corporation.

Mr. McCleave: I thought she might be interested in coming back and seeing the plant in operation, Mr. Southam.

Mr. McCutcheon: Mr. Southam, you mentioned that there were no free tickets. I think this Committee should go on record as recommending that the Governor General, at least on the opening night, be granted a free pass.

The Chairman: Mr. Osler and then Mr. Schreyer.

Mr. Osler: This is not my main subject, but arising out of that I suggest that if you are going to have paper, which you are going to have to have sooner or later somewhere, I think there are more worthy people to give paper to than civic officials and government

[Interpretation]

M. McCleave: J'ai constaté que dans le programme initial, on a invité un violoniste et un pianiste de l'Atlantique. Va-t-on inviter d'autres groupes à participer à ce spectacle du Centre national des Arts?

M. Perrault: Don Messer?

M. Haber: Éventuellement, le festival ne dure que deux semaines. C'est difficile d'insérer tous les spectacles. C'est pourquoi Charlottetown est inscrit pour deux semaines à la salle de l'Opéra, immédiatement après le festival. Nous voulions les avoir pour le festival d'ouverture, mais ils avaient déjà un engagement à Toronto. Ils viendront immédiatement après cela. En parlant des provinces de l'Atlantique, nous espérons avoir le Théâtre Neptune à la fin de leur saison 1969-70 ou au début de leur saison 1970-71.

M. McCleave: Qui présidera l'ouverture du pageant? Est-ce que l'on a invité la Reine?

M. Southam: Non. Nous serons honorés par la présence du gouverneur général et du premier ministre et des membres de la Chambre des Communes et du Sénat. A ma connaissance, on n'a jamais même songé à inviter Sa Majesté. Sa Majesté, bien entendu, est trop occupée. Sa Majesté a dévoilé une plaque qui sera exposée au Centre des Arts mais il n'y est absolument pas question que Sa Majesté assiste au festival d'ouverture.

M. McCleave: J'aurais cru qu'elle serait intéressée à voir comment fonctionne ce Centre des Arts.

M. McCutcheon: Monsieur Southam, vous avez dit qu'il n'y aurait pas de billets gratuits. Je crois que le Comité devrait recommander que l'on accorde au gouverneur général un billet gratuit, du moins pour le soir d'ouverture.

Le président: Monsieur Osler, et ensuite, monsieur Schreyer.

M. Osler: Si vous voulez donner des billets gratuits—et il vous faudra le faire tôt ou tard—je crois qu'il y a des personnes, comme les enfants handicapés et les retraités, à qui ces billets profiteraient plus qu'aux représentants gouvernementaux et civiques.

[Texte]

officials, including the Governor General and people like that. For handicapped children and old age pensioners this sort of thing would be great.

However, the thing I wonder about Mr. Chairman, is that the costs per night seem to vary greatly. The National Ballet is getting \$46,400 per night, for instance. I have in each case added the Canada Council grant because it seems to be shoved against the box office revenues as another expense with the others. The Montreal Symphony and the Toronto Symphony are pretty much in line, especially

• 1250

as you have guest artists with the Montreal Symphony. The Théâtre du Nouveau Monde is getting a lot more per night than the Vancouver Playhouse—substantially more—and I am wondering if its production is a bigger, more costly type of thing?

Mr. Haber: Yes, Théâtre du Nouveau Monde is doing a new creation with music. There are 30-odd in the cast plus an orchestra of approximately 15. The writers, the creators, the musicians, the composers, the designers are all included in this total fee of the creation. Whereas Vancouver Playhouse is a play that has been written, has been produced in Vancouver which is being restaged for our theatre. But, basically, the physical production is there. Also they do not have to go through six months of rehearsals, the play having already been presented.

Mr. Osler: Arising out of that then, when you are commissioning a new work such as the National Ballet's and the Théâtre du Nouveau Monde's—I do not know whether you have commissioned this one yet but you said you have commissioned the National Ballet's are you paying for the total cost of the new work and, if so, are you retaining any royalties? In other words, I think it should be either a joint venture or nothing. They cannot have it both ways or you are subsidizing something.

Mr. Haber: First, if I may clarify one thing, we commissioned the National Ballet of Canada to commission a new work. We wanted a new creation for the opening, but it is the National Ballet of Canada which commissioned the work themselves. We did commission Théâtre du Nouveau Monde for a play with music of their choice, as we commissioned Jack Winter to write a play and Gabriel Charpentier to write a small studio opera.

Yes, we do partake in royalties and in future profits. It is a sharing kind of contract with the producers, in which case the Théâtre du Nouveau Monde for the production of *The Lysistrata*, also Jack Winter as the author of

[Interprétation]

Cependant, ce qui m'inquiète, c'est que les coûts par soirée semblent être très différents. Le Ballet national du Canada reçoit \$46,400 par soirée. Dans chaque cas, j'ai ajouté la subvention du Conseil des arts du Canada parce que cela semble inscrit aux dépenses. Il en va à peu près de même pour l'Orchestre symphonique de Montréal qui reçoit des artistes invités et celui de Toronto. Le Théâtre du nouveau monde reçoit beaucoup plus par représentation que le Vancouver Playhouse. Je me demande si ce genre de productions coûte plus cher?

M. Haber: Le Théâtre du Nouveau Monde présentera une nouvelle création en musique. Il y a 30 acteurs et un orchestre d'environ 15 personnes. Les auteurs, les créateurs, les musiciens, les compositeurs et les décorateurs sont tous compris dans cette somme globale de la création, alors que le Vancouver Playhouse présente une pièce qui a déjà été créée et mise en scène à Vancouver et sera adaptée à notre théâtre. Mais en principe, la réalisation existe déjà. Ils n'ont pas de répétitions pendant 6 mois, car la pièce a déjà été présentée.

M. Osler: Il s'ensuit que lorsque vous demandez la création d'une nouvelle œuvre, comme dans le cas du Ballet national et du Théâtre du Nouveau Monde—je ne sais pas si vous les avez déjà commandés—vous défrayez le coût total de la nouvelle œuvre, ou gardez-vous une partie des redevances. N'est-ce pas ainsi? En d'autres mots, je pense que cela devrait être soit une entreprise collective soit rien du tout. Il ne peut y avoir les deux sans accorder une subvention.

M. Haber: Je voudrais mettre au clair quelque chose. Nous avons demandé au Ballet national du Canada d'assurer la création d'une nouvelle œuvre. Nous voulions une nouvelle création pour l'ouverture, mais c'est le Ballet national du Canada qui s'en est occupé lui-même. Nous avons demandé au Théâtre du Nouveau Monde de présenter une nouvelle pièce avec la musique de leur choix parce que nous avons demandé à Jack Winter d'écrire le scénario et à Gabriel Charpentier de composer un opéra. Oui, nous participons aux redevances et aux profits futurs. C'est un genre de contrat de partage des bénéfices avec les réalisateurs, comme dans ce cas-là avec le Théâtre du Nouveau Monde pour la

[Text]

his play, and Gabriel Charpentier as the author of his opera.

Mr. Osler: You keep a piece of the action, in other words.

Mr. Haber: We have a piece of the action of all future performances.

Mr. Osler: Thank you. I do not know whether \$46,400 a night is high or not high for the National Ballet. Is that about what it costs them when they are going around the country?

Mr. Haber: No. When they are touring the country they are on tour, which means the company is geared for travelling. It has its machinery together, it has its transportation together, the truck is hired on a weekly basis, as are the buses if they are travelling by bus and truck. This is a specific engagement coming up to Canada, to Ottawa, for the presentation, putting together the program specifically for us.

Mr. Osler: It should be cheaper than it would be on a tour because most of the stuff they are taking is old stuff to them—it is in their repertoire.

Mr. Haber: Yes, the stuff that they are bringing, "Swan Lake" and "Romeo and Juliet", they have had in their repertoire. It has never played Ottawa. On the new work of course they go into rehearsal on April 20, which means a six week rehearsal period prior to the performance here and also the brush-up rehearsals for "Swan Lake" and "Romeo and Juliet".

Mr. Osler: So it should be the only one that is expensive. The rest should be the same sort of rate as you would pay if they went to Hamilton or Montreal?

Mr. Haber: If we were just doing "Swan Lake" and "Romeo and Juliet" the cost would of course be less because there is not a new creation involved. It is just a touring thing.

Mr. Osler: What I am trying to get at, Mr. Chairman, is that when we look at our estimates here, without any mention of Canada Council, the figures come very close to balancing your estimates on the sheet that you have given us, within \$1,000, but on your sheet the Canada Council is pumping \$100,000 in whereas on the estimates there is no mention of Canada Council at all. It is a box office revenue, as a matter of fact. Specifically, \$20,000 worth of grants and the rest is box office,

[Interpretation]

production de Lysistrata, ainsi qu'avec Jack Winter, l'auteur de la pièce et avec Gabriel Charpentier, le compositeur de la musique.

M. Osler: Vous en gardez une partie.

M. Haber: Oui, de toutes les représentations futures.

M. Osler: Merci, je ne sais pas si cette somme de \$46,000 par soirée est élevée pour le Ballet national. Lorsqu'ils font une tournée, est-ce que c'est à peu près ce montant?

M. Haber: Non. Lorsqu'ils font une tournée dans le pays, la compagnie est équipée pour voyager. Ils ont leurs appareils, préparent le transport, le camion est loué à la semaine comme les bus d'ailleurs s'ils voyagent en bus ou en camion. Ils se sont spécialement engagés à concevoir la représentation tout spécialement pour Ottawa.

M. Osler: Ceci devrait coûter moins cher que lorsqu'ils vont en tournée, parce qu'ils présentent des anciennes pièces qui sont déjà dans leur repertoire.

M. Haber: Oui, ils l'avaient déjà dans leur repertoire comme «Lac des cygnes» et «Romeo et Juliette». Ils ne l'ont jamais présenté à Ottawa. Pour la nouvelle œuvre, il y aura bien sûr des répétitions à partir du 20 avril, c'est-à-dire six semaines avant la présentation à Ottawa. Il y aura des répétitions pour rafraîchir ces deux pièces.

M. Osler: Le reste, donc, ne devrait pas coûter tellement cher. Ce serait le même prix que si ces troupes se rendaient à Hamilton ou à Montréal.

M. Haber: Si ce n'était que le cas du «Lac des cygnes» et de «Romeo et Juliette», ce serait bien sûr moins cher parce qu'il ne s'agit pas d'une nouvelle création. C'est juste pour la tournée.

M. Osler: Je veux essayer de découvrir, monsieur le président, si, lorsque nous regardons les prévisions budgétaires, sans parler du Conseil des arts du Canada les chiffres sont sur le point d'en arriver aux prévisions établies à près de \$1,000. Sur la feuille en question, le Conseil des arts du Canada donne \$100,000, alors que dans votre budget on n'en fait pas du tout mention. C'est au fond un revenu de la vente des billets. \$20,000 de subventions et le reste est le revenu selon nos

[Texte]

according to our estimates on pages 358 and 359.

The one thing that I wondered about last fall and that I still wonder about now is whether it is going to be possible to keep separated the function of the Canada Council and the function of the National Arts Centre on a financial basis, otherwise we will not

• 1255

know where the heck we are after a very short time. We will not know if the Canada Council is pumping \$100,000 in to subsidize our opening festival or is dividing the \$100,000 up between these individual companies for their normal work?

Mr. Haber: The Canada Council has chosen to contribute directly to the companies. In other words, \$40,000 is going to the National Ballet of Canada, \$20,000 to Théâtre du Nouveau Monde and \$20,000 to the Vancouver Playhouse. The \$20,000 in grants shown in the estimates are \$10,000 for Gabriel Charpentier and \$10,000 for Jack Winter which Canada Council has chosen to give directly to the National Art Centre to aid in the amount of \$10,000 each for each of these new commissions.

Mr. Osler: Well, I wonder how the figures can come so close when they are approached in entirely different ways. I am not being critical, I am just being bewildered. In one case you have pumped \$100,000 into the figures and in the other case you have not and yet they come within \$1,000 of balancing. I refer you to pages 358 and 359.

Mr. Southam: The reason that the figures given on this sheet for our festival costs read the way they do and include the \$100,000 from Canada Council is that we were asked to tell the Committee exactly what we thought the festival was going to cost as a whole, and it does in fact cost \$633,000, from which you can deduct the grants and box office.

The Chairman: I might say, Mr. Osler, that Mr. Stewart made the request last November that we should be provided with a detailed breakdown of the costs of the festival programs as well as the various sources of revenue. I think your confusion comes because of the \$40,000 to the National Ballet, \$20,000 to the Théâtre du Nouveau Monde, \$20,000 to the Vancouver Playhouse, which amounts have been given directly to those companies, not to the Art Centre, but which are shown

[Interprétation]

prévisions à la page 358 et 359. Je me demande s'il va être possible de séparer les frais, les cachets des artistes et le coût du Centre des arts et du Centre national des arts. Autrement, après très peu de temps, on ne saurait pas où on en est. Nous ne saurons pas si le Conseil des arts du Canada va nous donner \$100,000 pour subventionner les frais

de notre Festival d'ouverture ou s'il va les distribuer entre les différentes compagnies pour leur travail courant.

M. Haber: Le Conseil des arts du Canada a décidé de donner ces \$100,000 directement aux compagnies. Autrement dit, \$40,000 seront accordés au Ballet national du Canada; \$20,000 au Théâtre du Nouveau Monde et \$20,000 au *Vancouver Playhouse*. Les subventions de \$20,000 qui figurent dans les prévisions seront réparties à Gabriel Charpentier (\$10,000) et à Jack Winter (\$10,000). Le Conseil du Canada a décidé de donner cela directement au Centre des arts pour aider à défrayer au montant de \$10,000 chacune de ces nouvelles commandes.

M. Osler: Je ne vois vraiment pas comment les chiffres peuvent être aussi bien apparentés, alors que vous y arrivez de deux façons différentes? Ce n'est pas une critique mais je ne sais vraiment pas quoi en penser. Dans un cas vous avez ajouté \$100,000 et dans l'autre vous ne l'avez pas, et pourtant il n'y a qu'une différence de \$1,000. Je me réfère aux pages 358 et 359.

M. Southam: La raison pour laquelle les chiffres indiqués à ce chapitre pour les frais de l'ouverture se lisent de cette façon et comprennent les \$100,000 du Conseil des arts du Canada est qu'on nous a demandé de dire au Comité exactement ce que le Festival va coûter dans son ensemble, et le Festival coûte en effet \$633,000, dont vous pouvez déduire les subventions et les recettes.

Le président: Je dirais, M. Osler, que M. Stewart a fait la demande au mois de novembre de nous présenter une ventilation détaillée des coûts des programmes du festival d'ouverture de même que les différentes sources de revenus. Je crois que ce qui provoque une certaine leur de confusion, ce sont ces sommes de \$40,000 dans le cas du Ballet national et de \$20,000 dans le cas du Théâtre du Nouveau Monde et du Vancouver Playhouse. Les montants ont été donnés directe-

[Text]

here as part of the revenue which is financing the festival.

Mr. Schreyer: Is the amount shown under the "Canada Council" column the amount granted by the Canada Council to each of the companies specifically and only for its work in the opening festival?

Mr. Southam: Yes.

Mr. Hymmen: On a supplementary, Mr. Chairman, on page 359 there are three items of grants. There is \$154,000, \$60,000 and \$20,000. Are those three all Canada Council grants?

Mr. Southam: No, sir. The grants here, in each case, for the orchestra, for "Capricorne", for our opening festival, are some of what we know that we are receiving from the Canada Council and what we are still in a position of only hoping we can receive during the opening year from provincial and municipal levels of government.

Mr. Hymmen: Further to that, Mr. Chairman, we know that for the opening there is a \$100,000 Canada Council grant. Is that the limit of the Canada Council grant for the year's operation? Also, is there any Canada Council grant to Stratford, for example?

Mr. Southam: Oh, yes. On this page you see the \$100,000 involvement of the Canada Council in our opening festival complete, some of it going to companies and some of it coming to us. But in addition to that the Canada Council is continuing to support Stratford, as it has over the last few years. But negotiations on the degree of support in 1969 and 1970 are being carried out directly between the Canada Council and Stratford and I do not think they have yet been terminated. We do not know to what extent it will be supported. In addition to that, "Capricorne" and

• 1300

our orchestra have both applied to the Canada Council for grants for 1969-70, with some assurance of receiving them.

Mr. Hymmen: So the \$300,000 you mentioned as the budget for "Le Théâtre du Capricorne" would be exclusive of the Canada Council grant then.

Mr. Southam: That is the net figure. It is the total cost of "Capricorne" less grants and box office.

[Interpretation]

ment à ces compagnies, spécialement et seulement pour leur travail pour le festival d'ouverture.

M. Schreyer: Est-ce que le montant sous la rubrique «Conseil des arts du Canada» est accordé à chaque troupe seulement pour le festival d'ouverture?

M. Southam: Oui.

M. Hymmen: Une question supplémentaire, monsieur le président. A la page 359 se trouvent trois sortes de subventions: \$154,000, \$60,000 et \$20,000. Est-ce qu'il ne s'agit que des subventions du Conseil des arts du Canada?

M. Southam: Les subventions s'appliquent à l'orchestre, au «Capricorne» et au Festival d'ouverture. Il y a certaines sommes que nous attendons définitivement du Conseil des arts et il y a également d'autres sommes que nous comptons obtenir des divers niveaux de gouvernements au cours de l'année de l'ouverture.

M. Hymmen: Il y a donc cette subvention de \$100,000 du Conseil des arts. Est-ce la limite de la subvention pour toute l'année. Et je voudrais également vous demander s'il y a une subvention du Conseil des arts à la troupe de Stratford?

M. Southam: Oui, sur cette page, vous voyez \$100,000 par le Conseil des arts du Canada dans le Festival d'ouverture. Une partie sera donnée aux compagnies, et une partie à nous. Mais en plus de cela, le Conseil des arts du Canada continue d'apporter une aide financière à Stratford, comme au cours des dernières années, mais ces négociations sur l'importance de cette aide en 1969 et 1970 ont eu lieu directement entre le Conseil des arts et Stratford, et je ne pense pas que ce soit déjà terminé. On ne sait pas encore jusqu'où cela va aller. Mais, en plus de cela, le

«Capricorne» et l'orchestre ont fait une demande au Conseil des arts concernant les subventions pour 1969-1970 et il est assez probable qu'ils les recevront.

M. Hymmen: Alors, les \$300,000 que vous avez mentionnés en étant le budget pour le théâtre du Capricorne seraient donc indépendamment de la subvention du Conseil des arts?

M. Southam: C'est le chiffre net, c'est le coût total du Capricorne moins les subventions et les recettes.

[Texte]

Mr. Osler: Mr. Chairman, getting on to the box office end of it. Some of this appears to be purely arithmetic progression, and I think you would have a terrible time doing it otherwise. But I wonder if there is much justification for thinking that the box office revenue figure really means anything at all. You have, for instance, four evenings of symphony here and you have an arithmetic progression to show how much "take" you expect from the symphonies.

I may be entirely wrong, and I hope I am, but it strikes me that it will be very difficult to fill the hall for four evenings, or in ten days or whatever the festival takes.

Mr. Haber: Well, first of all, there are four different programs, each one as exciting as the next. And each one has a special gimmick because of which we think people will return. For instance, it is the last time that Seiji Ozawa will be conducting the Toronto Symphony as Musical Director, which is a good promotional thing. The first program of the Montreal Symphony features John Vickers, Régine Crespin and Richard Cross in Act I of *Die Walküre*. The second Montreal Symphony Orchestra concert will have the entire Montreal Choir with Maureen Forrester and Sylvia Saurette in a work that has never been heard in Ottawa, Mahler's Symphony No. 2. The third MSO program is an all-French music program, and we think that 70 per cent of the house is a conservative estimate.

Mr. Osler: But pardon me for saying that Ottawa has never been known as a sophisticated patron of the arts, the people of Ottawa, and comparing Ottawa with say Winnipeg, purely for the reason that they come relatively close to being the same size—Winnipeg perhaps being a third larger, but you have a lot of area to draw from here that we would not have in Winnipeg—

The Royal Winnipeg Ballet, for instance, will perform twice, perhaps, or three times a year. But if it performs for more than three days at a time, it is dead. It can fill houses for three days, and that is it. Ballet lovers have had it up to the neck by the time the three days are over. And I would suggest the same thing with symphony. I would love to go to the symphony one night or maybe two nights, but I would not go for four nights, because although I like orchestra I would have had it by the time four nights were gone. And I wonder if these figures are the least bit realistic. You know, they are all arithmetic progressions and if some very active way is not found of bringing people in by the bus-

[Interprétation]

M. Osler: Monsieur le président, pour parler des recettes, il semble que bien souvent, c'est une question purement arithmétique, et je reconnais que cela peut être difficile de faire autrement. Mais je me demande s'il est justifié de penser que les recettes représentent vraiment quelque chose. Par exemple, quatre soirées de spectacles symphoniques et vous avez une progression arithmétique pour indiquer ce que l'on espère tirer de ces représentations.

Je me trompe peut-être, et je l'espère, mais je crains qu'il ne soit difficile de remplir la salle quatre soirées de suite, ou même dix jours, enfin, peu importe la durée du festival.

M. Haber: Tout d'abord, il y a 4 programmes différents, chacun aussi intéressant que les autres, et chacun a un petit truc en quelque sorte, qui nous permet de penser que les gens vont revenir. Par exemple, ce serait la dernière fois que Seiji Ozawa dirigera l'orchestre symphonique de Toronto ce qui attirera les gens. Le premier programme de l'orchestre symphonique présentera Jon Vickers, Régine Crespin et Richard Cross dans le premier acte de *Die Walküre*. L'orchestre symphonique de Montréal présentera comme deuxième spectacle tout le chœur de Montréal avec Maureen Forrester et Sylvia Saurette, une œuvre sans précédent à Ottawa, la symphonie n° 2 de Mahler. Le troisième programme est un programme musical entièrement français, et nous pensons qu'environ 70 p. 100 des places seront occupées, c'est une estimation prudente.

M. Osler: Permettez-moi de le dire, on n'a jamais considéré les gens d'Ottawa comme des gens particulièrement amateurs d'art à la différence de Winnipeg, par exemple; Winnipeg et Ottawa sont à peu près de la même taille, sauf que Winnipeg est d'un tiers plus grand mais la région est plus grande ce qui n'est pas le cas pour Winnipeg.

Mais disons que le Ballet Royal de Winnipeg pourra se présenter deux ou trois fois par année. Mais s'il se présente trois jours de suite, au bout de trois jours, c'est fini. Cela peut remplir la salle trois jours de suite, mais après, c'est terminé. Les amateurs du ballet en ont été saturés au bout de trois jours. Je pense que c'est la même chose avec les orchestres symphoniques. Je veux bien y aller une fois, deux fois, mais je ne pense pas y aller quatre fois parce que, même si j'aime l'orchestre symphonique, j'en aurais jusqu'au cou. Je me demande si ces chiffres sont véritablement réalistes.

Il y a des progressions arithmétiques et si on ne trouve pas un moyen de faire venir les

[Text]

load, I think you will have an empty hall.

Mr. Haber: Well, this is being done as well, and also we are counting on the newness of the building, the curiosity of the public, that people will come. It has been proven in Winnipeg with the new Centennial Concert Hall.

Mr. Osler: But, you know, once they have seen it, they have seen it.

Mr. Haber: It is a two-week festival, and I think maybe you are under-estimating the potential in Ottawa a little bit. Ottawa presents a good music audience, a very good music audience in fact.

The Chairman: Mr. Schreyer had a question. I wonder if you have an answer for that now, Mr. Southam.

Mr. Schreyer: Mr. Chairman, I have other questions which I will forego because of the hour, but I would appreciate if Mr. Southam would, to the best of his judgment and ability, give us estimates as to how much it is felt is being saved in each of the items enumerated that is being cut back.

Mr. Southam: With all respect, Mr. Chairman, I would like to ask notice of that. It is more complicated than it might appear because when our program was cut back by the \$300,000 which I mentioned in this opening statement, to the extent that our programs were cut back we lost box office as well. Consequently we lost more than \$300,000. The \$300,000 that we were to have received would have generated box office revenue.

We went through this exercise last November, but it would take some reflection and research to break down the sum of \$300,000

• 1305

plus the lost box office into the nine headings which I dreamed up last night when I was preparing my opening statement. But if it is the Committee's wish, naturally we will apply ourselves to this and I could circulate possibly a note to the Committee in a day or two.

Mr. Schreyer: I was going to suggest that rather than bother you to come back, if that is the only reason, a memorandum would suffice.

The Chairman: A memorandum could be provided and circulated to all the members.

Mr. Southam: Thank you.

Mr. Osler: I have just one more quick question.

[Interpretation]

gens par autocars entiers, je pense que la salle sera vide.

M. Haber: On pense que cela peut être vrai, mais malgré tout la nouveauté du Centre, le curiosité du public attirera les gens. Cela a été prouvé à Winnipeg avec le nouveau «Centennial Concert Hall».

M. Osler: Mais, une fois qu'ils l'ont vu, ils l'ont vu.

M. Haber: Cela dure deux semaines et je pense que vous sous-estimez en fait, les possibilités d'Ottawa. Les gens d'Ottawa sont de bons auditeurs de musique, très bons même.

Le président: M. Schreyer vous avait posé une question. Vous pouvez répondre peut-être, monsieur Southam.

M. Schreyer: Monsieur le président, j'ai d'autres questions que je vais garder parce que l'heure est trop avancée. Mais j'aimerais que M. Southam me dise combien, à sa connaissance, on peut épargner sur chaque montant énuméré qui a été réduit.

M. Southam: Je dois prendre des renseignements là-dessus. C'est un peu plus compliqué que cela ne paraît, monsieur le président, parce que lorsque le programme a été réduit de \$300,000, comme je l'ai indiqué au début, dans la mesure où nos programmes ont été réduits, on a perdu des recettes en puissance. Donc on a perdu plus de \$300,000. Le montant qu'on aurait dû recevoir auraient entraîné des recettes supplémentaires, si vous voulez.

Et nous avons fait le calcul en novembre dernier, et il faudrait bien étudier la question, et faire beaucoup de recherches pour

ventiler les \$300,000 plus les pertes sèches de recettes en neuf rubriques que vous avez là sous les yeux. Mais si le Comité le veut, on pourrait s'y attaquer et je pourrais vous distribuer peut-être un document à ce sujet dans un jour ou deux.

M. Schreyer: C'est ce que j'allais vous dire. Au lieu de revenir, vous pourriez peut-être nous envoyer un aide-mémoire, ce serait suffisant.

Le président: On pourrait faire circuler un mémoire à tous les membres.

M. Southam: Merci.

M. Osler: Une question simplement.

[Texte]

The Chairman: Mr. Stanbury is before you.

Mr. Osler: I am sorry. This is on my original line, that is all.

The Chairman: Go ahead

Mr. Osler: Thank you. Would it be possible to prepare a memorandum—I was not going to suggest a memorandum, but I think it would save time instead of getting into a discussion on the subject—on the ways and means that you are going to use to attack the local audience problem on a continuing basis. I am completely convinced that unless you get real involvement, and by that I mean financial involvement, you are going to have a very tapering-off and waning audience. Everybody else has had to go out and put on very large schemes to get the local people involved, and I would like to see how you are going to attack the problem.

Mr. Southam: We have plans Mr. Chairman, and I would be glad to try to reduce them to paper for the Committee.

Mr. Osler: Thank you.

The Chairman: Mr. Stanbury.

Mr. Stanbury: Mr. Chairman, may I ask first of all if the mailing list for your bulletin *Prologue* includes Members of Parliament.

Mr. Southam: Yes, all Members of Parliament should be receiving *Prologue*. I would like to say, however, that the third issue of *Prologue* is the last. It was intended as a prologue. We are now laying plans for a regular monthly bulletin after the opening of the Centre of a slightly different kind which will concentrate more on what we are actually presenting rather than what we as prologue did in the construction period. But certainly Members of Parliament will continue to be on our mailing list for that purpose.

Mr. Stanbury: Members of Parliament can be wrong and they can have a great deal of material on their desk that they do not notice, but I have been told by a number of members that they have never seen this. I think that we should be kept well informed because in public relations terms I should think that Members of Parliament are among your most important publics. On the question of revenue, Mr. Chairman, I wonder what efforts are being made to seek public support other than governmental support.

[Interprétation]

Le président: C'est à M. Stanbury d'abord.

M. Osler: Pardon, c'est à propos de ce que j'ai déjà dit.

Le président: Continuez.

M. Osler: Merci. Serait-il possible de préparer un aide-mémoire? Je ne veux pas parler d'aide-mémoire, mais disons que ce serait préférable que d'avoir une discussion: un aide-mémoire sur les modalités que vous allez utiliser pour attaquer le public local, parce que, pour ma part, tant qu'il n'y aura pas de participation véritable, et je parle de participation financière locale, vous aurez une diminution progressive du public. Il faudra faire un programme bien complet pour attirer les gens, et je voudrais savoir comment vous allez vous y prendre.

M. Southam: Nous avons des projets à ce sujet, et j'aimerais les présenter par écrit au Comité.

M. Osler: Merci.

Le président: Monsieur Stanbury.

M. Stanbury: Monsieur le président, je voudrais tout d'abord demander si la liste de distribution du bulletin *Prologue* comprend les députés.

M. Southam: Oui, tous les députés devraient en recevoir. Mais je dois ajouter toutefois que le troisième numéro du *Prologue* et le dernier, il était prévu que ce soit un prologue et rien d'autre. Donc après l'ouverture du Centre, nous envisageons d'avoir régulièrement un bulletin mensuel de type un peu différent qui insistera davantage sur ce que nous représentons vraiment plutôt que, comme un prologue l'a fait sur la période de construction. Et de toute façon, les députés continueront de bénéficier de cet envoi gratuit.

M. Stanbury: Les députés peuvent se tromper et pourraient avoir beaucoup de documents sur leur bureau qu'ils ne remarqueraient pas. Plusieurs de mes collègues m'ont dit qu'ils n'ont jamais reçu ce document. Je pense qu'il faut que nous restions bien au courant parce que, du point de vue des relations publiques, je pense que les députés sont les membres du public les plus importants, en quelque sorte.

Maintenant pour en revenir à la question de recettes, monsieur le président, je voudrais savoir quelle démarche a été faite pour obtenir l'appui du public, en plus de l'appui du gouvernement.

[Text]

Mr. Southam: As I think I mentioned to the Committee last October, we plan to create a support organization, a popular community-based support organization like the National Gallery Association which was created some years ago to link the National Gallery with the community. We have received from the public a number of expressions of interest in such an organization, and as of last week in fact some of our friends in the community have struck a steering committee which hopefully will be making its program and plans known to the wider public within a month or so. Naturally we count on community support, particularly for the activities of our resident companies, our orchestra, (Le Théâtre du Capricorne) and Stratford. Their programs begin only in October. We hope that by the time October arrives, this organization will be in the field and strongly active in support of our activities.

Mr. Stanbury: You welcome contributions.

Mr. Southam: Indeed we do.

Mr. Stanbury: And the question of free tickets for people like handicapped children, for instance, could be dealt with perhaps more effectively by groups who wanted to sponsor organizations. They might sponsor such groups rather than you trying to decide who should have free tickets. Would that make sense?

• 1310

Mr. Southam: Yes, there are a number of privileges or special arrangements which we could make for a support organization to encourage people to join and to lend their moral and financial support to our activities. Certainly one of the fields in which this organization could be active would be the social service area. We would hope to interest the service clubs here, for instance, in developing special programs of the kind you mention.

Mr. Stanbury: Good. You have mentioned school groups. There will be charges made for the admission of students payable either by them or by the boards of education of the particular areas from which they come.

Mr. Haber: Correct, sir.

Mr. Southam: May I say that the school programs are of two kinds. We will be organizing special student matinees in the Centre, but we are also sending groups of actors and musicians out to the schools. There will be

[Interpretation]

M. Southam: Je pense que, comme je l'ai indiqué en octobre dernier au Comité, nous avons l'intention d'établir une société de soutien sur une base communautaire, comme l'association des galeries nationales, par exemple, qui a été créée il y a quelques années pour relier les galeries nationales avec les collectivités locales. Et nous avons reçu du public un certain nombre de témoignages d'intérêt à ce genre d'organisation. La semaine dernière, d'ailleurs, certains de nos amis sur place, locaux, ont formé un Comité directeur qui, nous l'espérons, fera connaître ses projets et ses plans au grand public dans environ un mois. Bien sûr, nous comptons sur le soutien de la collectivité, notamment pour les compagnies locales, notre orchestre, le «Théâtre du Capricorne» et Stratford. Leur programme ne commencera qu'en octobre, et nous espérons que jusqu'au mois d'octobre, cet organisme sera déjà sur place et agira beaucoup en faveur de nos activités.

M. Stanbury: Donc vous acceptez toute participation.

M. Southam: Oui, bien sûr.

M. Stanbury: Et la question des billets gratuits pour, par exemple les enfants handicapés, cette question-là pourrait être réglée par des groupes de patronage. Ils pourraient prendre ces groupes en charge au lieu de vous, décidant qui bénéficiera des billets gratuits. Est-ce que cela a du sens?

M. Southam: Oui. Il y a un certain nombre de privilégiés ou d'arrangements spéciaux que nous pourrions prévoir pour encourager les gens à apporter leur soutien moral et financier à nos activités. Et, certainement, l'un des domaines dans lequel cet organisme pourrait agir activement, serait celui des services sociaux. Nous pourrions espérer intéresser les clubs sociaux à augmenter des programmes spéciaux du genre que vous mentionniez.

M. Stanbury: Bien. Vous avez parlé des groupes scolaires. Il y aura un prix d'entrée pour les étudiants qui sera payé par les étudiants ou par les conseils scolaires des régions d'où ils viennent.

M. Haber: C'est exact, monsieur.

M. Southam: Disons que les programmes scolaires appartiennent à deux catégories. D'une part, nous allons organiser au Centre, des matinées spéciales pour les étudiants mais nous enverrons également des comédiens et

[Texte]

both in-Centre and in-school programs. These are being worked out by a very energetic young man on our programming staff who is in touch daily with school boards which are very keen on these programs on both sides of the river, and I think our student programs are going to work very well. They will be, as you say, paid for, however, and this is one important way in which the municipal level of government can support the National Arts Centre.

Mr. Stanbury: Good. On the question of recognition of the various regions of Canada outside of the national capital, have you allotted blocks of seats to different regions of Canada for the opening festival so that there will not be a particular advantage enjoyed by the people of the capital in obtaining tickets?

Mr. Southam: We have established a first nights committee to advise us on this delicate matter. The problem will be really for the first night, the National Ballet performance on Monday, June 2, in the 2,100-seat house. I cannot say that we have divided the seats up geographically, but we are trying to see that one third of the seats, roughly, will go to the official national representation. I would take it that members of Parliament and senators are representative of areas of Canada.

Mr. Stanbury: Is some announcement being made in provincial dailies so that people, for instance in Vancouver or in St. John's, will know of the event if they want to obtain tickets in time?

Mr. Southam: Yes, as I mentioned in my opening statement, our program of national publicity is one of the victims of last autumn's cut and we will not be advertising either the opening festival or the rest of our programs nationally on the scale that we had hoped. To continue with the allocation of tickets for the opening night, apart from the one third that will be going to national official representation from this area, we are trying to make sure that the participating companies are given tickets for distribution in the areas from which they come. We also have worked out a quite elaborate list of artistic companies and organisations across the country that will be given tickets if they wish to use them.

Mr. Stanbury: May I ask whether the Festival Singers of Canada are going to be here during the first year?

[Interprétation]

des musiciens dans les écoles. Il y aura des programmes au Centre et des programmes dans les écoles. Et pour cela, un jeune homme très dynamique de notre service de programmation est en contact tous les jours avec les conseils scolaires qui, des deux côtés de la rivière, sont très emballés par ces programmes et qui pensent que tout marchera bien. Comme vous l'avez dit, il faudra les payer bien sûr et c'est là un moyen très important pour le gouvernement municipale de soutenir les activités du Centre.

M. Stanbury: En ce qui concerne la reconnaissance des différentes régions du Canada en dehors de la capitale nationale, est-ce que vous avez alloué des billets à différentes régions du Canada, à l'occasion du festival d'ouverture, pour que la région de la capitale ne soit pas privilégiée par rapport aux autres régions, dans l'obtention des billets?

M. Southam: Nous avons créé un comité sur les premières représentations pour nous conseiller dans cette question délicate. Le problème va se poser, en fait, vraiment pour la soirée d'ouverture, c'est-à-dire le spectacle du Ballet national, le 2 juin, dans la salle d'opéra et de concert. Je ne peux pas dire que nous avons réparti les sièges d'après la géographie, mais nous essayons de voir à ce qu'un tiers des places environ soit accordé aux représentants officiels nationaux. Les sénateurs et les députés sont des représentants des différentes régions du Canada.

M. Stanbury: L'a-t-on annoncé dans les journaux des provinces afin que les gens de Vancouver ou de Saint-Jean soient au courant de cette manifestation et puissent se procurer des billets à temps.

M. Southam: Comme je l'ai indiqué au début, notre programme de publicité nationale est l'une des victimes de notre réduction de l'automne dernier. Par conséquent, nous n'allons pas commencer le festival d'ouverture ou le reste des programmes artistiques sur une échelle aussi grande que nous l'espérons. Mais pour en revenir à la question de la distribution des billets pour la soirée d'ouverture, à part le tiers qui est réservé aux représentants officiels du pays, nous essayons de nous assurer que les troupes participantes reçoivent des billets qu'elles pourront distribuer dans leurs régions d'origine. Et, nous avons également préparé une liste assez détaillée des compagnies et organisations artistiques du pays, qui recevront des billets si elles le désirent.

M. Stanbury: Est-ce que je pourrais savoir si les *Festival Signers of Canada* vont venir au cours de la première année?

[Text]

Mr. Haber: We have spoken to this group and we are waiting to find out what their own touring plans are for the 1969-70 season.

Mr. Stanbury: You are trying to arrange it.

Mr. Haber: Yes.

Mr. Stanbury: Very good. May I just say, Mr. Chairman, that having attended the opening of the ballet last night in Toronto, I found that the members of the National Ballet Company are looking forward with great excitement

• 1315

ment to being the first artists to perform in your Centre and, contrary to the opinion of some that it is something in the nature of a camel, I think that those who have seen it at least regard it as a real thoroughbred, and I think they are more excited about that opening night perhaps than the people who will be in the audience.

The Chairman: Before we go on, I wonder if I might have agreement from the Committee to print the document Mr. Southam provided for us on the cost of the opening festival as an appendix to the minutes. Is it agreed?

Some hon. Members: Agreed.

The Chairman: Mr. Perrault?

Mr. Perrault: I want to lend my support to Mr. Osler's suggestions with respect to the development of audience for the festival. I have a rather specific knowledge of some of the problems of the Vancouver Festival, and I know how tragically wrong audience estimates can be. This is over a number of years, and you gentlemen are well aware of the situation. I think it is awfully important and a very excellent suggestion offered by Mr. Osler.

Finally, will you invite and encourage bequests and grants from sources other than Canada Council and the public treasury? The Metropolitan Opera in New York has an extensive program to encourage donations and bequests from its patrons. In this connection, as far as the general public is concerned, will a program be evolved perhaps in co-operation with the Canadian Broadcasting Corporation to invite low-cost associate membership participation in all parts of Canada in the activities of the Centre, as is done in the case of the Metropolitan Opera? I think it would be an excellent idea to establish something equivalent to the *Metropolitan Opera News* which was touched on, at least by

[Interpretation]

M. Haber: On a parlé de ce groupe et on attend de connaître leurs projets de tournée pour la saison 1969-1970.

M. Stanbury: Vous essayez d'arranger une soirée.

M. Haber: Oui.

M. Stanbury: Très bien. Puis-je simplement dire, monsieur le président, qu'après avoir assisté hier soir, à la première du ballet à Toronto, je dois dire que les membres du Ballet national du Canada attendent avec

impatience d'être les premiers artistes à se produire sur votre scène. Et, contrairement à l'opinion de certains qui pensent que c'est un éléphant blanc, je pense que ceux qui l'ont vu le considèrent au moins comme un vrai chef-d'œuvre et qu'ils sont peut-être plus enthousiastes à propos de cette soirée d'ouverture que les gens qui seront dans la salle.

Le président: Avant de poursuivre, je me demande si je pourrais avoir l'accord du comité pour faire imprimer le document que nous a présenté monsieur Southam à même l'argent réservé au festival d'ouverture du programme, en annexe au procès-verbal. Êtes-vous d'accord?

Des voix: D'accord.

Le président: Monsieur Perrault?

M. Perrault: Je voudrais appuyer la proposition de monsieur Osler concernant l'augmentation de l'auditoire pour le festival. Je connais assez bien certains problèmes qui se sont passés au festival de Vancouver et je sais comment on peut se tromper de façon tragique sur la réaction du public. Cela remonte déjà à plusieurs années et vous connaissez très bien les détails de l'histoire. Je crois que c'est un élément très important et que la proposition de monsieur Osler est très pertinente.

Également, est-ce que vous allez encourager les legs et les subventions en dehors du Conseil national des Arts et du gouvernement? Le *Metropolitan Opera House* de New York a un programme complet qui encourage les dons et les legs de son public. Ainsi, pour ce qui est du public, le programme évoluera-t-il pour être de concert avec la société Radio-Canada, afin d'inviter la participation à bas prix de sociétaires dans toutes les parties du Canada, aux activités du Centre comme pour le *Metropolitan Opera*? Je crois que ce serait une excellente idée que de faire quelque chose d'équivalent à la *Metropolitan Opera News* par exemple, qui a d'ailleurs été mentionnée par monsieur Stanbury et d'inviter les Cana-

[Texte]

inference, by Mr. Stanbury, and invite Canadians from coast to coast to send in their \$2 or \$3 a year, and then they would have a greater sense of identification with this Centre. They are sending in more than \$2.50 through their taxes, of course.

Mr. Stanbury: Many can afford more.

Mr. Perrault: That is right. But is anything being done in this direction?

Mr. Southam: Mr. Chairman, Parliament in its wisdom wrote into our Act, very fortunately, a provision which will enable us to receive donations as a charitable organization—whatever the reference in the Act was—and bequests.

Mr. Perrault: With receipts for income tax purposes.

Mr. Southam: That is correct. We have, in fact, received our first cheque through the mail from somebody who read *Prologue* and liked it and sent us a cheque.

Mr. Perrault: Is there any corporate interest in the work of the Centre as yet?

Mr. Southam: We have not approached corporations as yet. We thought that this would be a legitimate field of activity for our support organization which will be our community arm, which certainly has on its list of projects a regular annual fund-raising drive in which, of course, they will be approaching corporations as well as members of the general public.

Mr. Perrault: Thank you.

The Chairman: How much was that first donation worth, if I may ask?

Mr. Southam: Well, it was very charming; it was spaced over a month—two five-dollar bills.

The Chairman: Very good and very kind.

Mr. Southam: That is right.

The Chairman: If there are no further questions then, we will adjourn this meeting.

I would like to thank Mr. Southam and his colleagues for their attendance and for answering our questions directly.

Mr. Osler: Could I ask one question? I do not want to get into it very far, but there was quite an interesting and provoking interview by the chap who is running the Town Theatre recently—and I do not want to get into policy as to whether or not people

[Interprétation]

diens à envoyer \$2 ou \$3 par année, ce qui leur permettrait de s'identifier un peu plus au Centre. Ils en envoient déjà plus de \$2.50 en impôts, naturellement.

M. Stanbury: Plusieurs peuvent se permettre beaucoup plus.

M. Perrault: C'est exact, mais est-ce que vous faites quelque chose en ce sens?

M. Southam: Monsieur le président, le Parlement dans sa sagesse a inscrit dans la loi, et très heureusement, je dois dire, une clause qui nous permettra de recevoir des dons et des legs en tant qu'organisation de charité, peu importe le terme employé.

M. Perrault: Les échanges de reçus aux fins de l'impôt.

M. Southam: C'est exact. Nous avons déjà reçu en fait notre premier chèque par le courrier, d'une personne qui a lu *Prologue*, l'a aimé et qui nous a envoyé cet argent.

M. Perrault: Est-ce que le Centre ne s'intéresse pas aux entreprises?

M. Southam: Nous n'avons pas encore contacté les entreprises. Nous avons pensé qu'il reviendrait plutôt à votre organisation de soutien qui sera notre bras communautaire, qui a déjà sur sa liste de projets une campagne annuelle pour ramasser des fonds et pour laquelle ils entrent en contact avec les entreprises et avec le public en général.

M. Perrault: Merci.

Le président: Puis-je vous demander quelle était la valeur de ce don?

M. Southam: Eh bien! c'était quelque chose de très gentil. Réparti sur un mois, deux chèques de cinq dollars.

Le président: Très bien et très gentil.

M. Southam: En effet.

Le président: S'il n'y a pas d'autres questions, nous levons la séance. Je voudrais remercier monsieur Southam et ses collègues d'être venus et d'avoir répondu à nos questions.

M. Osler: Puis-je poser une autre question. Je ne voudrais pas aller trop au fond des choses mais il y a eu récemment une interview très intéressante, et assez provocatrice, du directeur du Town Theatre. Je ne veux pas entrer dans des questions de politique

[Text]

like him are being frozen out, because I do not think there is time.

But the Manitoba Theatre Centre made a bad mistake and alienated itself from amateur and semi-amateur theatre by booking its own theatre in such a way that nobody else could get into it. I wonder if there is going to be lots of room left for people to get into your facilities when they have something to put in there?

Mr. Southam: Yes, Mr. Chairman. The Town Theatre was mentioned—we have been in negotiation with the Town Theatre for at least two years. Anticipating a question of this kind, I brought the file with me and was prepared to make a rather long statement on it but there is hardly time left now. We hope that the Town Theatre will be able to produce the program that we have invited them

• 1320

to do in the summer of 1970, but I would like to add that our board of trustees is very jealous of the artistic standards to be maintained in this building and we would like to ensure that they are achieved either by professional or amateur organizations performing there.

Mr. Osler: Yes, okay. Thank you very much.

The Chairman: The meeting is adjourned. Thank you, gentlemen.

[Interpretation]

pour savoir si oui ou non des gens comme lui sont victimes d'une politique de gel de subventions, parce que je ne crois pas que nous en ayons le temps.

Le Centre théâtral du Manitoba a fait une grave erreur et s'est aliéné les groupes de théâtre amateur ou semi-amateur, par un programme tel que personne d'autre ne pouvait entrer. Je me demande s'il y aura beaucoup de places pour des gens qui voudront utiliser vos installations quand l'espace sera libre.

M. Southam: Oui, monsieur le président. On a mentionné le Town Theatre et nous négocions avec ce théâtre depuis au moins deux ans. Prévoyant une question de ce genre, j'ai apporté le dossier avec moi et j'étais prêt à faire une assez longue déclaration à ce sujet mais on n'a plus beaucoup de temps pour le faire. Nous espérons que le Town Theatre sera en mesure de présenter au

cours de l'été 1970, le programme que nous leur avons proposé. Je voudrais ajouter que notre Conseil d'administration est très jaloux des normes artistiques qu'il entend maintenir dans son enceinte et nous aimerions nous assurer que ces normes soient respectées, que ce soit par les professionnels ou par les amateurs.

M. Osler: Merci.

Le président: La séance est levée. Merci, messieurs.

APPENDIX "N"
NATIONAL ARTS CENTRE—OPENING FESTIVAL

COMPANY OR ARTIST	Company and Artist Costs	Plus NAC costs	Canada Council	Box Office Revenue
	\$	\$	\$	\$
National Ballet of Canada.....	185,000	7,000	40,000	54,500
Toronto Symphony.....	21,500	3,000	—	6,000
Montreal Symphony.....	74,500	5,000	—	18,000
Pop Electronique (tentative).....	9,552	8,335	—	9,000
Théâtre du Nouveau Monde.....	98,000	15,000	20,000	12,000
Vancouver Playhouse.....	57,204	13,000	20,000	12,000
Jack Winter's Production.....	44,813	10,000	10,000	3,500
Orphée.....	46,896	10,000	10,000	3,500
Other Artists.....	15,300	—	—	—
Monique Leyrac.....	—	2,000	—	5,000
Gordon Lightfoot.....	—	4,000	—	10,000
Cassenti Players.....	—	750	—	300
Orford Quartet.....	—	750	—	300
Duo Pach.....	—	750	—	300
Manitoba Consort.....	—	750	—	300
	552,765	80,335	100,000	134,700
	633,100		234,700	
Total Costs.....				\$633,100
Total Revenue.....				234,700
NAC Deficit.....				\$398,400

March 19, 1969

APPENDICE «N»
CENTRE NATIONAL DES ARTS—FESTIVAL D'OUVERTURE

Compagnie et artiste	Déboursés aux Compagnies et Artistes	Dépenses du C.N.A.	Conseil des Arts	Recettes du Guichet
	\$	\$	\$	\$
Ballet National du Canada.....	185,000	7,000	40,000	54,500
Toronto Symphony.....	21,500	3,000	—	6,000
Orchestre Symphonique de Montréal.....	74,500	5,000	—	18,000
Pop Electronique (tentatif).....	9,552	8,335	—	9,000
Théâtre du Nouveau Monde.....	98,000	15,000	20,000	12,000
Vancouver Playhouse.....	57,204	13,000	20,000	12,000
Jack Winter.....	44,813	10,000	10,000	3,500
Orphée.....	46,896	10,000	10,000	3,500
Autres Artistes.....	15,300	—	—	—
Monique Leyrac.....	—	2,000	—	5,000
Gordon Lightfoot.....	—	4,000	—	10,000
Cassenti Players.....	—	750	—	300
Orford Quartet.....	—	750	—	300
Duo Pach.....	—	750	—	300
Manitoba Consort.....	—	750	—	300
	552,765	80,335	100,000	134,700
	633,100		234,700	
Taux Total.....				\$633,100
Recette Totale.....				234,700
Déficit C.N.A.....				\$398,400

le 19 mars, 1969

OFFICIAL BILINGUAL ISSUE

FASCICULE BILINGUE OFFICIEL

HOUSE OF COMMONS

CHAMBRE DES COMMUNES

First Session

Première session de la

Twenty-eighth Parliament, 1968-69

vingt-huitième législature, 1968-1969

STANDING COMMITTEE

COMITÉ PERMANENT

ON

DE LA

MAY - 7 1969

BROADCASTING,
FILMS AND ASSISTANCE
TO THE ARTS

RADIODIFFUSION,
DES FILMS ET DE L'ASSISTANCE
AUX ARTS

Chairman

Mr. John M. Reid

Président

MINUTES OF PROCEEDINGS
AND EVIDENCE

PROCÈS-VERBAUX ET
TÉMOIGNAGES

No. 25

THURSDAY, MARCH 27, 1969

LE JEUDI 27 MARS 1969

Respecting

Concernant

Annual Report of National Film Board
(1967-68)

Rapport annuel de l'Office national
du Film (1967-1968)

(ASSOCIATION OF MOTION PICTURE PRODUCERS AND LABORATORIES OF CANADA)

(L'ASSOCIATION DES PRODUCTEURS DE CINÉMA ET LABORATOIRES DU CANADA)

WITNESSES—TÉMOINS

(*See Minutes of Proceedings*)

(*Voir le procès-verbal*)

[Texte]

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

Thursday, March 27, 1969

• 1111

The Chairman: Gentlemen, I see a quorum. We have with us today the Association of Motion Picture Producers and Laboratories of Canada. They are headed with their President, Mr. Heinz A. K. Drege, and I would ask Mr. Drege to introduce his impressive lineup of colleagues. Then I would turn the floor over to Mr. John Ross, a Past President of the Association, and he is Chairman of the Special Projects Committee which drafted the brief which we have before us.

Before doing that I would like to have agreement from the Committee to accept the brief as read.

Some hon. Members: Agreed.

(See Minutes of Proceedings)

This letter is submitted on behalf of the "Active" privately-owned members of this Association, a nation-wide group of motion picture producers and film laboratories. Our Association is now in its twentieth year and its current membership is shown at Addendum "A".

We respectfully ask that the simple convictions in this short brief be reviewed by The Standing Committee on Broadcasting, Films and Assistance to the Arts, as they are of vital and urgent concern to all elements of the Canadian Film industry from coast to coast.

We suggest that the National Film Board monopoly in the field of Government film production should be terminated; and that the National Film Act should be amended to permit free competition between the Board and the Canadian private film industry.

Over the years, the National Film Board has itself produced 97% of all Federal Government motion pictures, while contracting only 3% to the entire private Canadian industry.

Within its own budget limitations and with the concurrence of the Treasury Board, a Government Department or Agency can contract direct for all other forms of informational media. It can purchase space in news-

[Interprétation]

TÉMOIGNAGES

[Enregistrement électronique]

Le jeudi 27 mars 1969

Le président: Messieurs, je vois que nous avons le quorum. Aujourd'hui nous avons avec nous l'Association des producteurs de cinéma et laboratoires du Canada. Ils sont accompagnés de leur président, M. Heinz A. K. Drege. Je vais demander à M. Drege de présenter ses collègues. Ensuite, je donnerai la parole à M. John Ross qui est l'ancien président de l'association et qui est président du comité des projets spéciaux qui a rédigé le mémoire que nous avons en main.

Avant cela, j'aimerais que le Comité accepte le mémoire tel qu'il a été lu.

Des voix: Accepté.

(Voir procès-verbal)

Cette lettre est soumise au nom des membres «actifs» de cette Association formée de producteurs de cinéma et de dirigeants de laboratoires de cinéma, indépendamment constitués à l'échelle nationale. Notre Association existe depuis quelque 20 ans et la liste de ses membres apparaît à l'appendice «A».

Nous demandons respectueusement que les suggestions formulées dans ce court mémoire soient étudiées par le Comité permanent car elles sont d'importance capitale pour tous les éléments de l'industrie canadienne du cinéma partout au pays.

Nous suggérons que le monopole de l'Office National du Film dans le domaine de la production cinématographique gouvernementale soit aboli et que la Loi nationale sur le film (National Film Act) soit amendée de façon à permettre la libre concurrence entre l'Office et l'industrie canadienne du cinéma d'entreprise privée.

Au cours des années, l'Office National du Film a produit 97 pour 100 de tous les films du gouvernement fédéral n'accordant que 3 pour 100 de ses contrats à l'industrie canadienne du cinéma d'entreprise privée.

Selon ses propres allocations budgétaires et avec l'approbation du Trésor, un ministère ou agence du gouvernement peut signer des ententes contractuelles avec tout autre médium d'information. Il peut acheter de l'es-

[Text]

papers and magazines, buy time on television and radio, purchase billboard space, bus cards, etc. Two important exceptions are printing and motion pictures—and we understand that as a matter of policy the Department of Public Printing and Stationery places some 50% of its requirements with the private graphic arts industry.

We contend that after three decades, no monopoly can be completely healthy, even under Government auspices. We ask only that Government Departments and Agencies be freed from this restriction and be allowed (within their own budgets and with Treasury Board approval) to purchase motion picture production on the open market.

Further, we suggest that such a newly flexible policy would result in at least five distinct advantages to the taxpayer:

1. Better value because of competition for quality and price, in lieu of the present monopolistic situation.

2. More effective use of the powerful film medium for public information. At the moment, there is little incentive for private producers to come to Government Departments with fresh ideas and proposals. Many Departments have not been taking advantage of the film medium because they have no freedom of choice when it comes to a "supplier".

3. A broadening of the base of Canadian motion picture production, making it more truly representative, instead of concentrating Government expenditure under the control of one studio group.

4. A strengthening of the private film industry in Canada. To quote the Royal Commission on Government Organization: "Film-making is an internationally competitive industry. Canadian producers can compete in foreign markets and thereby obtain economic distribution of their films only if they are supported at home. This is a clear illustration of a special responsibility which ought to influence the Government's purchasing policies."

In almost every other country, the largest customer of the domestic film industry is the national government with its

[Interpretation]

pace dans les journaux ou publications, du temps à la télévision et à la radio, des panneaux-réclame, pancartes dans les autobus, etc. Deux importantes exceptions sont l'imprimerie et le cinéma et on nous informe que l'Imprimerie du gouvernement canadien a pour politique de confier quelque 50 pour 100 de ses travaux à l'industrie des arts graphiques d'entreprise privée.

Nous avançons qu'après trois décennies, aucun monopole ne peut être complètement viable, même sous les auspices du Gouvernement. Nous demandons que les Ministères et Agences gouvernementales soient libérés de cette restriction et qu'on leur permette (selon leurs allocations budgétaires et avec l'approbation du Conseil du Trésor) d'acheter la production cinématographique sur le marché libre.

De plus, nous soumettons qu'une telle politique, plus flexible, serait avantageuse pour le contribuable et ce, d'au moins cinq façons différentes:

1. Un produit de plus grande valeur, résultat de la concurrence créée quant à la qualité et au prix, plutôt que le monopole actuel.

2. Un usage plus efficace de ce puissant médium qu'est le cinéma pour renseigner le public. A l'heure actuelle, rares sont les stimulants qui incitent les producteurs indépendants à présenter des idées nouvelles aux divers ministères. Plusieurs ministères ne se prévalent pas des avantages du cinéma parce qu'il n'existe pour eux aucun libre choix quant aux «fournisseurs».

3. Un élargissement de la production cinématographique canadienne à la base qui rendrait cette production plus représentative, plutôt que de concentrer les dépenses gouvernementales sous le contrôle d'un seul groupe de production.

4. Le renforcement de l'industrie canadienne d'entreprise privée. Nous nous permettons de citer partiellement le rapport de la Commission royale sur l'organisation du gouvernement: "La production cinématographique est une industrie concurrentielle internationale. Les producteurs canadiens ne peuvent rivaliser sur les marchés étrangers et s'assurer une distribution économique de leurs produits que s'ils sont appuyés chez eux. Ce fait met en évidence une responsabilité spéciale qui devrait se refléter dans la politique d'achat du gouvernement."

Dans presque tous les autres pays, le gouvernement et ses agences constituent le plus important client de l'industrie

[Texte]

departments and agencies. If this policy were followed in Canada, it would strengthen the industry and enable it to compete better abroad, thus helping to reduce the present unrestricted flow of motion picture dollars to Hollywood, New York, London, Paris, etc.

5. A revitalization of the National Film Board itself. In addition to all the unsponsored films which the National Film Board produces from its own vote, the Board would be forced to compete to produce sponsored films for Government Departments and Agencies.

The Canadian motion picture production industry is not asking for a preferred position, but merely for the same freedom enjoyed by other Canadian manufacturers—the opportunity to make competitive proposals directly to Departments and Agencies of the Government of Canada, which proposals, if acceptable, can then be implemented.

Respectfully yours.

Heinz A. K. Drege, President,
Association of Motion Picture Producers
and Laboratories of Canada.

ADDENDUM "A"

MEMBERSHIP LIST AS AT FEBRUARY 15,
1969

"ACTIVE" PRIVATE MEMBERS
(Producers and Laboratories)

ADS Film Productions, Toronto, Ontario;
AKO Productions Ltd., Toronto, Ontario;
ASP Productions Ltd., Toronto, Ontario;
Advertel Productions Limited, Toronto,
Ontario; Robert Anderson Associates Ltd.,
Aylmer East, Quebec; Associated Screen
Industries Ltd., Montreal, Quebec; Atlantic
Films & Electronics, Ltd., St. John's Nfld.; S.
Banks (in-television) Ltd., Toronto, Ontario;
Berkeley Studio, Toronto, Ontario; David
Bier Studios and Film Laboratories, Mont-
real, Quebec; Briston Films Limited, Mont-
real, Quebec; Canawest Film Productions,
Vancouver, B.C.; Chetwynd Films Ltd.,
Toronto, Ontario; Jack Chisholm Film Pro-
ductions Ltd., Toronto, Ontario; Cine Audio
Limited, Edmonton, Alberta; Crawley Films
Limited, Ottawa, Ontario; Drege Audio
Limited, Toronto, Ontario; EDITCOMM,
Toronto, Ontario; Peter Elliott Services Ltd.,
Toronto, Ontario; Film House Limited,
Toronto, Ontario; Film Optical of Canada
Limited, Toronto, Ontario; Film Technique

[Interprétation]

domestique du cinéma. Si cette politique était adoptée au Canada, elle renforcerait l'industrie et lui permettrait de rivaliser plus sérieusement avec celle des pays étrangers. Par le fait même, elle réduirait le flot illimité des sommes consacrées à la production dont bénéficient Hollywood, New York, Londres, Paris, etc.

5. Une vivication de l'Office National du Film. En plus de tous les films non commandités que l'Office produit lui-même, il serait alors obligé de produire des films commandités pour le gouvernement et ses agences.

L'industrie canadienne du cinéma ne demande pas de passe-droit. Elle ne veut que jouir de la même liberté dont jouissent les autres manufacturiers canadiens et l'occasion de soumettre aux ministères et agences du gouvernement canadien des offres concurrentielles qui, une fois acceptées, seront exécutées efficacement.

Respectueusement vôtre,

Heinz Drege, Président.
L'Association des producteurs de cinéma
et laboratoire du Canada.

Addendum «A»

LISTE DES MEMBRES AU 15 FÉVRIER
1969

MEMBRES «ACTIFS» PRIVÉS
(Producteurs et Laboratoires)

ADS Film Productions, Toronto, Ontario;
AKO Productions Ltd., Toronto, Ontario;
ASP Productions Ltd., Toronto, Ontario;
Advertel Productions Limited, Toronto, Onta-
rio; Robert Anderson Associates Ltd., Aylmer
East, Québec; Associated Screen Industries
Ltd., Montréal, Québec; Atlantic Films &
Electronics, Ltd., St. John's, Nfld.; S. Banks
(in-television) Ltd., Toronto, Ontario; Berke-
ley Studio, Toronto, Ontario; David Bier
Studios and Film Laboratories, Montréal, Qué-
bec; Briston Films Limited, Montréal, Qué-
bec; Canawest Film Productions, Vancouver,
B.C.; Chetwynd Films Ltd., Toronto, Ontario;
Jack Chisholm Film Productions Ltd.,
Toronto, Ontario; Cine Audio Limited,
Edmonton, Alberta; Crawley Films Limited,
Ottawa, Ontario; Drege Audio Limited,
Toronto, Ontario; EDITCOMM, Toronto
Ontario; Peter Elliott Services Ltd., Toronto,
Ontario; Film House Limited, Toronto, Onta-
rio; Film Optical of Canada Limited,
Toronto, Ontario; Film Technique Ltd.,

[Text]

Ltd., Toronto, Ontario; Ford Film Associates (Canada) Ltd., Toronto, Ontario; Dan Gibson Productions Ltd., Toronto, Ontario; G.M.C. Films, Toronto, Ontario; Grattan Productions Inc., Montreal, Quebec; Michael Jacot Productions Ltd., Toronto, Ontario; Robert Lawrence Productions (Canada) Ltd., Toronto, Ontario; Lesser Studio Limited, Toronto, Ontario; John Lowry Productions, Toronto, Ontario; Medallion Film Laboratories Limited, Toronto, Ontario; Moreland-Latchford Productions Ltd., Toronto, Ontario; Motion Picture Centre Limited, Toronto, Ontario; Northern Motion Picture Laboratories Ltd., Toronto, Ontario; Omega Productions, Inc., Montreal, Quebec; Oscar Films Limited, Toronto, Ontario; Palette Productions, Toronto, Ontario; Lew Parry Film Productions Ltd., North Vancouver, B.C.; Pathé-Humphries of Canada Limited, Toronto, Ontario; Peterson Productions Limited, Toronto, Ontario; Productions 8-16 Inc., Montreal, Quebec; Rabko Television Productions Co., Ltd., Toronto, Ontario; Rose-Magwood Productions (Canada) Ltd., Toronto, Ontario; Douglas Sinclair Productions Ltd., St. Jovite Station, Que.; Spaulding Taylor Hall Ltd., Willowdale, Ontario; Stellart Productions Limited, Montreal, Quebec; Summit Film Productions Ltd., Hespeler, Ontario; TDF Film Productions Limited Toronto, Ontario; Tandem Productions Limited, Toronto, Ontario; Thatcher Film Productions, Toronto, Ontario; Tolea Film Productions, Inc., Ville LaSalle, Quebec; Trans-Canada Films Ltd., Vancouver, B.C.; Sonolab Inc., Montreal, Quebec; Van de Water Films Inc., Montreal, Quebec; Western Films Limited, Winnipeg, Manitoba; Westminster Films Limited, Toronto, Ontario; Don Wilder Limited & Co., Toronto, Ontario.

"ASSOCIATE" MEMBERS

(Suppliers of Goods and Services)

Adfilms Limited, Toronto, Ontario; Association-Industrial Films, Toronto, Ontario; Atlas Customs Brokers Limited, Toronto, Ontario; Bonded T.V. Film Service (Canada) Ltd., Toronto, Ontario; Braun Electric Canada Limited, Malton, Ontario; Canadian Kodak Sales Limited, Toronto, Ontario; Alex L. Clark Limited, Islington, Ontario; Comprehensive Distributors Ltd., Toronto, Ontario; Educational Film Distributors Ltd., Toronto, Ontario; Graham Gordon Equipment Ltd., Toronto, Ontario; Mackenzie Equipment Company Ltd., Toronto, Ontario; Minnesota Mining and Mfg. of Canada Ltd., London, Ontario; Modern Talking Picture Service Inc., Don Mills, Ontario; Photo Importing Agencies Limited, Toronto, Ontario.

[Interpretation]

Toronto, Ontario, Ford Film Associates (Canada) Ltd., Toronto, Ontario; Dan Gibson Productions Ltd., Toronto, Ontario; G.M.C. Films, Toronto, Ontario; Grattan Productions Inc., Montréal, Québec; Michael Jacot Productions Ltd., Toronto, Ontario; Robert Lawrence Productions (Canada) Ltd., Toronto, Ontario; Lesser Studio Limited, Toronto, Ontario; John Lowry Productions, Toronto, Ontario; Medallion Film Laboratories Limited, Toronto, Ontario; Moreland-Latchford Productions Ltd., Toronto, Ontario; Motion Picture Centre Limited, Toronto, Ontario; Northern Motion Picture Laboratories Ltd., Toronto, Ontario; Omega Productions, Inc., Montréal, Québec; Oscar Films Limited, Toronto, Ontario; Palette Productions, Toronto, Ontario; Lew Parry Film Productions Ltd., North Vancouver, B.C.; Pathé-Humphries of Canada Limited, Toronto, Ontario; Peterson Productions Limited, Toronto, Ontario; Productions 8-16 Inc., Montréal, Québec; Rabko Television Productions Co., Ltd., Toronto, Ontario; Rose-Magwood Productions (Canada) Ltd., Toronto, Ontario; Douglas Sinclair Productions Ltd., St-Jovite-Station, Qué.; Spaulding Taylor Hall Ltd., Willowdale, Ontario; Stellart Productions Limited, Montréal, Québec; Summit Film Productions Ltd., Hespeler, Ontario; TDF Film Productions Limited, Toronto, Ontario; Tandem Productions Limited, Toronto Ontario; Thatcher Film Productions; Toronto, Ontario; Tolea Film Productions, Inc., Ville LaSalle, Québec; Trans-Canada Films Ltd., Vancouver, B.C.; Sonolab Inc., Montréal, Québec; Van de Water Films Inc., Montréal, Québec; Western Films Limited, Winnipeg, Manitoba; Westminster Films Limited, Toronto, Ontario; Don Wilder Limited & Co., Toronto, Ontario.

MEMBRES «ASSOCIÉS»

(Fournisseurs de marchandises et services)

Adfilms Limited, Toronto, Ontario; Association-Industrial Films, Toronto, Ontario; Atlas Customs Brokers Limited, Toronto, Ontario; Bonded T.V. Film Service (Canada) Ltd., Toronto, Ontario; Braun Electric Canada Limited, Malton, Ontario; Canadian Kodak Sales Limited, Toronto, Ontario; Alex L. Clark Limited, Islington, Ontario; Comprehensive Distributors Ltd., Toronto, Ontario; Comprehensive Distributors Ltd., Toronto, Ontario; Educational Film Distributors Ltd., Toronto, Ontario; Graham Gordon Equipment Ltd., Toronto, Ontario; Mackenzie Equipment Company Ltd., Toronto, Ontario; Minnesota Mining and Mfg. of Canada Ltd., London Ontario; Modern Talking Picture Service, Inc., Don Mills, Ontario; Photo Importing Agencies Limited, Toronto, Ontario.

[Texte]

The Chairman: Mr. Drege, would you introduce your colleagues?

Mr. Heinz A. K. Drege (President, Association of Motion Picture Producers and Laboratories of Canada): Mr. Chairman, honourable gentlemen, it is my pleasure to introduce to you this morning, on my right, Mr. John Ross, whom we have elected to be our spokesman today. He is a Past President of our Association and has been involved in what we call Special Projects work with his Committee. He heads up Robert Lawrence Productions (Canada) Ltd. in Toronto. Sitting next to him is Mr. Graeme Fraser, a Past President of the Association also. He is affiliated with Crawley Films Ltd., in Ottawa. And around the corner is Mr. Henry Michaud. Henry Michaud comes from Montreal. He also is a Past President of the Association and is presently connected with Stellart Drege Audio Ltée. In Montreal. Next to him, going down the table, is Mr. Roger Beaudry, a Past President of our Association. He is General Manager of the film laboratory, Pathé-Humphries of Canada Ltd. in Toronto. Next to him is Mr. F. R. Crawley, Past President of the Association and, of course, President of Crawley Films Ltd. in Ottawa. Sitting next to him is Mr. Al Dancy, a Director of our Association. He is affiliated with TDF Film Productions Ltd. in Toronto. And last but not least is Mr. Frank Young. He is General Executive Secretary of our Association.

We appreciate the opportunity, Mr. Chairman and honourable gentlemen, of having the chance to talk to you and elaborate, and this is my introduction of my delegation.

The Chairman: Fine. I now call on Mr. John Ross to present the general argument and then we will have questions.

• 1115

Mr. John Ross (Past President, Association of Motion Picture Producers and Laboratories of Canada and Chairman of Special Projects Committee): Mr. Chairman, honourable gentlemen, we have been asked by the Chairman not to read our brief and it has been accepted as read. I would like to point out to the Chairman and members that our Association represents approximately 80 per cent of the independent private motion picture film producing companies, laboratories and film supply companies across Canada.

We feel, Mr. Chairman, that we would like to answer questions on the specific aspects of our brief which you have in your possession. We are also prepared for, and hope that you will ask questions on any other aspect of our

[Interprétation]

Le président: M. Drege, voulez-vous nous présenter vos collègues, s'il vous plaît?

M. Heinz A. K. Drege (Président de l'Association des producteurs de cinéma et laboratoires du Canada): Monsieur le président, messieurs, c'est un plaisir pour moi de vous présenter ce matin, à ma droite, M. John Ross, qui sera notre porte-parole aujourd'hui. C'est l'ancien président de notre association et il s'occupe de ce que nous appelons des projets spéciaux au sein de son Comité. Il est président de Robert Lawrence Productions (Canada) Ltd. A ses côtés, M. Graeme Fraser, lui aussi ancien président de notre association, il est affilié à Crawley Films Ltd. à Ottawa. Ensuite, M. Henri Michaud qui vient de Montréal. Il est aussi un ancien président de notre association. A l'heure actuelle, il travaille pour Stellart Drege Audio Limitée à Montréal. A côté de lui, M. Roger Beaudry, ancien président de notre association. Il est directeur général du laboratoire de cinéma de Pathé-Humphries of Canada Ltd. à Toronto. A sa droite, M. F. R. Crawley, ancien président de l'Association et, bien sûr, président de Crawley Films Ltd. à Ottawa. A sa droite, M. Al Dancy, un des directeurs de notre association qui travaille pour la TDF Film Productions Ltd. de Toronto. Et finalement le dernier et non le moindre, M. Frank Young, notre secrétaire exécutif général.

Nous sommes donc très heureux, monsieur le président, messieurs, d'avoir l'occasion de converser avec vous et c'est la présentation que je voulais faire.

Le président: Bien. Je donne donc maintenant la parole à M. John Ross qui expliquera le mémoire, après quoi nous pourrions poser nos questions.

M. John Ross (Ancien président de l'Association des producteurs de cinéma et laboratoires du Canada et président du Comité des projets spéciaux): Monsieur le président, messieurs, le président nous a demandé de ne pas lire notre mémoire et vous l'avez accepté comme tel. Je tiens à signaler au président et aux députés que notre association représente environ 80 p. 100 des compagnies de cinéma, des laboratoires et des compagnies d'accessoires de l'industrie privée dans tout le Canada.

Nous pensons, monsieur le président, que nous aimerions répondre aux questions sur différents aspects du mémoire que vous avez en main. Nous espérons que vous nous poserez des questions sur d'autres aspects de

[Text]

industry and any other kind of film making. We would remind you, sir, that we are a group of member companies, and I make that distinction as opposed to independent, individual, film makers. We are employers for the most part, we have substantial capital investment all across Canada, and we are interested in every aspect of the motion picture industry from the shortest 10-second television commercial to the longest and, hopefully, excellent feature film.

Mr. Chairman, I would now suggest that members direct any questions.

The Chairman: Fine, I have Mr. Schreyer, then.

Mr. Schreyer: Mr. Chairman, I would like to ask the witness whether he could indicate what the ratio of size is of the National Film Board to, let us say, the largest of the companies involved in his Association—whichever company that might be.

Mr. Ross: Mr. Chairman, I think that the National Film Board...

Mr. Schreyer: I am sorry. When I say to give an indication of the size relationship, I suppose you could take it two ways—in terms of volume of production per year and in terms of number of employees.

Mr. Ross: Perhaps I might explain that in 1968, by our approximate calculation the private motion picture industry accounted for between \$18 million and \$20 million, including laboratory. You know, sir...

Mr. Schreyer: You mean capital investment?

Mr. Ross: No, I am talking about sales. I have to relate the sales because it is the only way we can come up with any proper assessment of our particular industry to compare it to the Film Board. It is about \$20 million divided down to approximately \$6 million in the informational-type film, approximately \$8 million in the television commercial field, and the balance spread across the film laboratory and supply field. The odd feature film and television film program series make up the balance.

The National Film Board appropriation, if we are talking about the vote, is a little bit more than \$6 million, I believe.

Mr. Frank Young (Executive Secretary, Association of Motion Picture Producers and Laboratories of Canada): It is more than \$6 million, plus what they get from government departments, taking it up to \$9 million perhaps.

[Interpretation]

notre industrie. Nous tenons à vous rappeler, monsieur, que nous sommes un groupe de compagnies-membres et je fais cette distinction par opposition aux réalisateurs de films individuels. Nous sommes presque tous des employeurs, nous avons des investissements dans tout le pays. Nous nous intéressons à tous les aspects de l'industrie du film depuis les films publicitaires de dix secondes pour la télévision jusqu'aux longs métrages.

Monsieur le président, je pense que maintenant les députés peuvent poser leurs questions.

Le président: Alors très bien, je donne la parole à M. Schreyer.

M. Schreyer: Monsieur le président, je voudrais demander au témoin s'il pourrait nous dire quel est l'importance, par exemple, de l'Office national du film comparé à la plus grande société privée qui est membre de votre association?

M. Ross: Je pense, monsieur le président, que l'Office national du film...

M. Schreyer: Lorsque je parle de proportions et de comparaisons, vous pouvez l'exprimer de deux façons, soit en fonction du volume de réalisations par année et soit en fonction du nombre d'employés.

M. Ross: Je pourrais peut-être expliquer qu'en 1968, l'industrie privée représentait entre dix-huit et vingt millions de dollars, y compris les laboratoires. Vous savez...

M. Schreyer: Vous parlez du capital investi?

M. Ross: Non, je parle de ventes. Je dois m'en remettre aux ventes, car c'est la seule façon d'évaluer de façon précise ce que nous représentons par rapport à l'Office national du film. C'est environ 20 millions de dollars divisés en 6 millions pour les films d'information, 8 millions pour la publicité faite à la télévision et le reste pour les laboratoires et les films. Une partie provient également de quelques rares longs métrages ou émissions de télévision.

L'office national du film, par contre, si nous parlons des crédits accordés doit avoir une production de l'ordre de \$6 millions.

M. Young (Secrétaire exécutif de l'Association des producteurs et laboratoires du Canada): C'est plus de 6 millions de dollars, il faut ajouter ce qu'ils reçoivent des ministères, c'est peut-être jusqu'à 9 millions.

[Texte]

Mr. Schreyer: The point is that it would be difficult to attach a figure to the value of their productions?

Mr. Ross: It would be difficult to attach a figure other than knowing, as you do, the vote annually.

Mr. Schreyer: How about the estimates? The appropriation by Parliament to the Film Board does not give you any idea of the value of its film production, does it?

Mr. Ross: No, correct. We are concerned, sir, in the area of the informational film, and therefore I would like to restrict our comparisons to the areas of film making done by the private sector and done by the Film Board, and I exclude, therefore, certain types of film such as television commercial. We happen to know with relative accuracy, and the Minister has acknowledged that we are in the right ball park, that the informational films done for federal government departments approximate \$3 million annually.

It did not seem like a lot of money at the time to the Minister until he found out that our total volume in that particular sector—and I keep repeating informational films—is \$6 million. Then he understood from us that we wanted the right to sell directly to government departments. I think he recognized that it was quite a substantial consideration on our part in the event we could do so.

The Chairman: A supplementary, Mr. Osler?

• 1120

Mr. Osler: What does "our" mean—our total volume?

Mr. Ross: Our total volume—I am talking of the private motion picture segment of the industry in Canada; that is to say non-film Board, non-CBC, private companies.

The Chairman: Mr. Schreyer?

Mr. Schreyer: Quite frankly the purpose of my line of questioning, since it is opened up, is to try to establish what the mix is or the proportion of private to public effort in the film industry in Canada. And if I understand you correctly, the private film industry is producing films that are worth about \$20 million at the time of sale, and the Film Board has produced films worth \$3 million for government departments. Do you have any idea what the value of films produced by the Film Board, other than for government departments, might be? Or would this \$3 million be pretty well the total?

[Interprétation]

M. Schreyer: Il est assez difficile de fixer une valeur à leurs réalisations?

M. Ross: Il est difficile de donner des chiffres autrement qu'à partir des prévisions budgétaires de chaque année.

M. Schreyer: Mais le budget? Cela ne donne pas une indication de la valeur de leur réalisations?

M. Ross: Non. Nous ne nous occupons que du film d'information et en conséquence, je voudrais limiter la comparaison à des domaines où le secteur privé et le secteur public jouent à peu près le même rôle. C'est pour cela que j'exclus, par exemple, la publicité à la télévision. Nous savons par exemple, et le ministre l'a confirmé, que les films d'information pour les ministères du gouvernement représentent environ 3 millions par année.

Cela ne semblait pas une somme énorme à première vue, jusqu'à ce que le ministre se rende compte que notre production totale pour les films d'information est de 6 millions. Alors, il a compris que nous voulions avoir le droit de vendre directement aux ministères du gouvernement. Le ministre a vu que c'était une question fort importante pour nous.

Le président: Une question supplémentaire, M. Osler?

M. Osler: Qu'entendez vous par «notre» production totale.

M. Ross: Il s'agit des films qui sont faits dans le secteur privé, c'est-à-dire ni par Radio-Canada ni par l'Office national du film.

Le président: M. Schreyer?

M. Schreyer: Je voudrais connaître le rapport qui existe entre la valeur des films réalisés dans les secteurs public et privé au Canada. Et si je comprends bien ce que vous avez dit, l'industrie privée réalise des films représentant une valeur de 20 millions, tandis que l'Office national du film a réalisé pour 3 millions de films pour les ministères. Quelle est la valeur des films produits par l'ONF, en dehors de ceux pour le gouvernement?

[Text]

Mr. Ross: Well, the \$3 million is not part of their vote, sir. The \$3 million is paid for by government departments directly.

Mr. Schreyer: Yes I understand this. This would give some indication as to the value of films produced by the National Film Board. I would like to know whether this \$3 million is pretty well exhaustive of the value of films produced by the Film Board.

Mr. Ross: Oh, it is just a small segment to the best of my knowledge; a very small segment.

Mr. Schreyer: How small?

Mr. Ross: I may ask my colleague, Mr. Fraser, if he would like to answer that.

Mr. Graeme Fraser (A Past President of the Association of Motion Picture Producers and Laboratories of Canada (affiliated with Crawley Films Ltd.): I am sorry, sir, that we do not have with us a copy of the National Film Board's last annual report. Speaking just from memory, I think their sponsored production is about one-third of their total production. The other two-thirds comes out of their own vote. That is subject to checking with their last annual report.

Mr. Schreyer: So one could say, in a rough and ready way, that the National Film Board's annual value of production of films is somewhere around \$9 million?

Mr. Ross: That would be the conclusion.

Mr. Schreyer: Compared with the private sector's \$20 million.

Mr. Ross: Made up of all kinds of films.

Mr. Schreyer: Yes; would you say this \$9 million of the National Film Board for the most part would be restricted to informational type films?

Mr. Ross: Oh, no, sir. As you know they did two feature films two years ago at considerable cost. It was well over a million dollars for both of them. In their own fashion they do certain work with foreign governments. There is a whole combination of lend lease and so on that would be difficult for me to calculate in terms of dollars. They do considerably more. They work with CBC on some kind of intra-account basis. I am not sure how they do it.

Mr. Schreyer: If government departments spent about \$3 million last year to purchase films from the Film Board, according to your

[Interpretation]

M. Ross: La somme de 3 millions de dollars n'est pas une partie du budget mais est payée directement par les ministères du gouvernement.

M. Schreyer: Oui, je comprends. Cela nous donne une indication de la valeur des films de l'Office national du film. Je voudrais savoir si cette somme de \$3 millions représente vraiment la valeur des films produits par l'Office national du film.

M. Ross: Ce n'est qu'une petite partie, je pense, une très petite partie.

M. Schreyer: Jusqu'à quel point?

M. Ross: Je demanderais à mon collègue, M. Fraser, de vous répondre s'il veut bien.

M. Graeme Fraser (Ancien président de l'Association des producteurs de cinéma et laboratoires du Canada affiliée à Crawley Films Ltd.): Je regrette de ne pas avoir d'exemplaire du dernier rapport annuel de l'O.N.F., mais je pense que les réalisations patronnées représentent le tiers de leur production. L'autre tiers provient de l'O.N.F. même. Il faudrait vérifier ceci dans leur dernier rapport annuel.

M. Schreyer: On pourrait donc dire *grosso modo* que les réalisations totales de l'O.N.F. représentent environ \$9 millions par année.

M. Ross: Ce serait la conclusion.

M. Schreyer: Comparé au secteur privé, qui a \$20 millions.

M. Ross: Et qui produit toutes sortes de films.

M. Schreyer: Les 9 millions de dollars dépensés par l'O.N.F. ne sont-ils pas toujours pour des films d'information?

M. Ross: Non. Il y a deux ans, l'O.N.F. a fait deux longs métrages, pour plus d'un million de dollars. L'O.N.F. fait aussi des films en collaboration avec les gouvernements étrangers. Cela se fonde sur un système de prêt-bail et il serait difficile de le calculer en dollars. Ils travaillent en collaboration avec la Société Radio-Canada. Ceci se fait en comptabilité conjointe, mais je ne sais pas exactement comment on le fait.

M. Schreyer: Si les ministères ont dépensé trois millions l'an dernier pour acheter des films de l'O.N.F., selon ce que vous avez dit

[Texte]

brief you would like to see a far greater proportion of this put in the direction of your member groups. Frankly speaking, how much of this \$3 million would you have liked to have seen diverted to private sectors?

Mr. Ross: Well, the answer is obvious. Let me just explain to you. We are essentially private enterprise companies. We look for no favours from government departments. We are specifically asking for a revision of the film act to enable us to sell direct to government departments in the kind of film making that we feel was demonstrated so widely at Expo' 67, a great participation by the private sector of our industry. A place to Stand, The Bell Telephone film, the CNR and many other films all would be done by our private sector.

I could not answer your question other than, if I had the right to go to government; I might give them an idea they never even thought of yet. I contend that the National Film Board is not really interested in the basic aim of certain government departments, which is to sell a given message, so much better done often by private sectors. I draw the analogy in advertising. When you want to get across something to do with income tax at a given time of the year, the best people to do it—and you do it—are your chosen advertising agencies. They have the people.

• 1125

Mr. Schreyer: I am not suggesting that your member companies could not bring new and fresh ideas to government departments, and therefore I would be somewhat sympathetic to the idea that the practice should be changed to allow for greater use of your member companies by the various government departments, but I think it is important to try to reach some understanding as to the mix or the proportion. It seems to me that if you have \$20 million in sales annually now, and that if you could get about half of the \$3 million, that would be more than enough, would it not?

Mr. Ross: Are you promising, sir?

Mr. Schreyer: No, no; I am just speculating what the ideal ought to be.

Mr. Ross: Well, I think it would be impossible to answer what the ideal would be other than my facetious remark earlier. But the right to sell requires a change of the film act, and thereafter one would have to assume that as the result of the enterprise, or lack of it, our private people would not get a single nickel of the \$3 million, or we would get 10 per cent, 15 per cent, 80 per cent or all of it.

[Interprétation]

dans votre mémoire, vous voudriez qu'une plus grande proportion des groupes membres de votre association en prennent la direction. Quelle est la proportion de ces trois millions que vous auriez aimé qu'on consacre au secteur privé?

M. Ross: Laissez-moi vous expliquer que nous sommes essentiellement dans l'entreprise privée et nous ne cherchons pas les faveurs du gouvernement. Nous demandons qu'on revise la loi sur les films pour qu'on puisse vendre directement aux ministères du gouvernement des films d'un type, par exemple, qu'on a montré à l'Expo 67. Il y avait un film pour le Bell Telephone, un pour le C.N. et d'autres, qui avaient été réalisés dans le secteur privé. Si j'avais le droit de me présenter au gouvernement, je leur donnerais peut-être une idée à laquelle il n'avait pas encore songé. L'O.N.F. ne s'intéresse pas vraiment aux objectifs de certains ministères du gouvernement, qui est de communiquer un message. Souvent le secteur privé y réussit mieux.

Par exemple, dans la réclame, lorsqu'on veut expliquer quelque chose au sujet de l'impôt sur le revenu, il faut vous adresser à vos agences de publicité, qui savent le faire.

M. Schreyer: Je ne dis pas que les compagnies privées ne pourraient pas apporter des idées nouvelles au gouvernement et j'approuve cette idée. Je pense toutefois que la pratique devrait être changée pour permettre d'utiliser plus de films réalisés dans le secteur privé, mais je pense qu'il est nécessaire aussi de s'entendre sur les proportions qu'on devrait adopter. Si vous vendez vingt millions de dollars de films par année, et si vous obteniez la moitié de ces trois millions, ce serait plus que suffisant.

M. Ross: Le promettez-vous, Monsieur?

M. Schreyer: Non, j'essaie de prévoir quel serait l'idéal.

M. Ross: Je pense qu'il serait impossible de fixer cet idéal, mais le droit de vendre exige que l'on modifie la Loi sur les films; il faut supposer alors que si nous ne pouvons pas obtenir un seul cent des trois millions grâce aux efforts, ou à l'absence d'efforts, du secteur privé, nous pourrions peut-être avoir 10, 15 ou 20 p. 100. Nous savons aussi, d'après les entretiens avec les chefs de l'information des

[Text]

We happen to know too, from discussions with many of the information heads of government departments while they are going through the task force at the present time looking into this whole business of information, that they would very much welcome the approach of three or four different companies with multi-media presentations, all the new things that are coming out in this whole business of communication, and we are talking essentially of communication, whether it be on film in the traditional sense or whether it be a combination of films and slides and all the selling tools we feel we are experts in.

If we could convince them, one at a time, we might find a year from now when sitting here that we have succeeded in getting all \$3 million—or, sir, more important, perhaps the volume would be \$4 million.

Mr. Schreyer: Mr. Chairman, I will try to conclude with three more questions.

According to your brief, I understand that the Queen's Printer diverts about 50 per cent of his requirements to private sector printers. Is this what you meant?

Mr. Ross: The Chairman has corrected us in that particular claim and it may be appropriate for him to make a comment.

The Chairman: Yes; I took this matter up with the Minister of Supply and Services and the information he gave to me was that the Queen's Printer operates now on the basis of approximately three-quarters of the needs. The basis is that there are peaks and valleys of demand for printing. The plan is to utilize the Queen's Printer to capacity and to contract out that volume of business above their capacity. The practice has been that over the last five or six years the proportion being contracted out has fallen from 50 per cent to about 25 per cent, and he said they are aiming for about 80 per cent with 20 per cent contracted out.

Mr. Schreyer: That is interesting. My next question is whether you can give some indication of the size in terms of the number of personnel in the largest of your member companies and the Film Board.

Mr. Ross: Vis-à-vis the Film Board?

Mr. Schreyer: Yes.

Mr. Ross: The Film Board has over 1,000, and I think our largest company probably has less than 100. May I be corrected, Mr. Beaudry?

Mr. Roger Beaudry (A Past President of the Association of Motion Picture Producers

[Interpretation]

ministères, travaillant à étudier cette question de l'information, que ces chefs seraient en faveur d'avoir les services de trois ou quatre compagnies intéressées à tous les moyens de communications. Il s'agit principalement de communication, qu'il s'agisse de films, de combinaisons de diapositives ou de toute autre chose qui constitue notre spécialité. Si nous pouvons les convaincre de cela nous pourrions peut-être obtenir ces 3 millions de dollars en entier, ou même 4 millions, ce qui serait l'idéal.

M. Schreyer: Trois autres questions. Selon votre mémoire, l'Imprimeur de la Reine confie 50 p. 100 de ses contrats au secteur privé. Est-ce bien ce que vous dites?

M. Ross: Le président nous a corrigés. Peut-être aurait-il des observations à faire à ce sujet?

Le président: Oui, j'en ai parlé au ministre de l'Approvisionnement et des Services qui m'a dit que l'Imprimeur de la Reine satisfait aux trois quarts des besoins à peu près. Il y a des périodes de pointe et de relâche dans l'imprimerie. On se sert de l'Imprimeur de la Reine autant que possible et, en période de pointe, on adjuge les contrats au secteur privé. Ceci se fait depuis 5 ou 6 ans et, au cours de cette période, la proportion du travail forfaitaire est passée de 50 à 25 p. 100 et on veut en arriver à une proportion de 80 p. 100 du travail adjugé à l'extérieur.

M. Schreyer: Très intéressant. Je voudrais savoir si on peut nous donner le nombre des employés dans la plus grosse compagnie privée et le personnel de l'Office.

M. Ross: Par rapport à l'O.N.F.?

M. Schreyer: Oui.

M. Ross: L'Office compte plus de 1,000 employés et notre plus grosse compagnie compte moins de 100 employés, n'est-ce pas, monsieur Beaudry?

M. Roger Beaudry, (ancien président de l'Association des producteurs de cinéma et

[Texte]

and Laboratories of Canada (affiliated with Pathé-Humphries of Canada Ltd.): We employ about 107 in our laboratory and sound recording. If you compare the Film Board with this, with their huge distribution and complete setup, this is not a fair comparison. I think in our sector in our particular area we employ as many people as does the Film Board.

Mr. Schreyer: Taking them all together?

Mr. Beaudry: No; In our respective areas, laboratory and sound recording.

Mr. Schreyer: Oh, I see.

Mr. Ross: Mr. Young may have some definite figures.

Mr. Young: All I wanted to point out in that according to the DBS report for 1966, the total number of employees in the private sector, the whole private industry, was 944, and you said the Film Board itself employs more than 1,000.

Mr. Schreyer: That is helpful; thank you. My last question is a sort of digression to ask why it is that your Association is so weak in terms of membership from Western Canada? Is it because the industry itself is so weak in Western Canada, or are the companies so engaged not interested in your Association?

• 1130

Mr. Ross: That is a loaded question, but I think...

The Chairman: Parochial, too.

Mr. Ross: Yes, it is. But I think the answer essentially is that the industry is not strong enough for more companies to survive in that particular segment of the country.

Mr. Young: Excuse me; Is this in Western Canada? I did not think we were all that weak, if I may say so. There have been one or two emerging companies. In the throes of competition, the odd time they cannot even afford to pay their membership dues they are that small. We have managed to retain the major ones in the West as members, I think.

Mr. Schreyer: Would you concede it is a reflection of the fact that since private film makers really exist to serve the needs of industry—advertising, promotion, and so on—and because industry is so concentrated in Ontario and Quebec you have a concentration of private film making companies in Ontario and Quebec?

[Interprétation]

laboratoires du Canada, affiliée à la Pathé-Humphries of Canada Ltd.): Dans notre secteur, nous employons 107 personnes, au laboratoire et dans l'enregistrement. Cela ne souffre pas la comparaison avec l'O.N.F., qui à une grosse distribution et une immense organisation. Dans notre domaine, cependant, il est possible de se comparer favorablement, toutes choses étant égales.

Mr. Schreyer: Tout compris.

Mr. Beaudry: Je veux dire dans nos secteurs, production et les laboratoires.

Mr. Schreyer: Je comprends.

Mr. Ross: M. Young aura peut-être des chiffres exacts.

Mr. Young: J'aimerais signaler que dans les rapports du BFS, on voit que le nombre total d'employés était de 944 pour l'industrie cinématographique privée, alors qu'il y en a plus de 1,000 pour l'Office national du film.

Mr. Schreyer: Ma dernière question est en quelque sorte une digression. Pourquoi votre Association a-t-elle une participation si faible de l'Ouest du Canada? Serait-ce que l'industrie est faible dans l'Ouest du Canada, si les compagnies cinématographiques ne s'intéressent pas à votre Association?

Mr. Ross: C'est une question-piège, mais...

Le président: C'est une question intéressée.

Mr. Ross: La réponse, c'est que l'industrie n'est pas assez solide pour permettre à bon nombre de compagnies de faire affaires profitablement dans cette région du pays.

Mr. Young: Pardon, mais s'agit-il de l'Ouest?

Je ne croyais pas que nous étions si faibles dans ce domaine. Il y a eu deux ou trois compagnies qui se développent à cause de la concurrence, elles ne peuvent pas payer leurs droits d'adhésion, tant elles sont petites. Nous avons pu conserver l'adhésion des compagnies importantes dans l'Ouest, je crois.

Mr. Schreyer: Cela traduit-il le fait que, puisque les producteurs privés ne visent qu'à servir les industries privées pour les annonces et la publicité et puisque l'industrie se concentre surtout dans l'Ontario et au Québec il y a concentration des compagnies cinématographiques en Ontario et au Québec?

[Text]

Mr. Ross: That would be true, sir. I think the major companies such as MacMillan Bloedel, Ltd., and a few others in the far West would commission sufficient films to keep one or two, or possibly three, companies going in that sector. Going down the ladder, possibly one or two in Calgary. Certainly the concentration seems to be in Toronto and Montreal.

Mr. Schreyer: Could I ask this, finally. Do any of your member companies, headquartered in Ontario or Quebec, frequently get job requests or commissions—as you put it—from some of the large Western-based corporations? You mention MacMillan Bloedel, one of the Alberta oil companies, the Saskatchewan potash company, Manitoba Abitibi Pulp and Paper, and so on.

Mr. Ross: I would ask someone to answer that.

Mr. Fraser: Yes, this is correct. From time to time one of the larger eastern companies may have a job in one of the Western provinces for a company headquartered there.

Mr. Schreyer: Thank you.

Mr. Comeau: Mr. Chairman, might I ask the witness if his association is concerned at all with still photography?

Mr. Ross: No, sir, not specifically.

Mr. Comeau: You do not do any type of . . . this is strictly a motion picture association?

Mr. Ross: It is for all intents and purposes motion picture.

Mr. Comeau: Therefore you would not be doing, let us say, any work as far as promoting ads in magazines or that sort of thing?

Mr. Ross: Well, sir, I could answer by citing specifics. Mr. Dancy's company, TDF Productions Limited, in this particular case, is a member of a large organization that he belongs to which specializes in still photography and all the latest advertising graphics, and so on. And this would be true of several of our companies in the association. The motion picture side is a division.

Mr. Comeau: Would you then say that the still photography business is facing the same dilemma or complaints that you people are facing?

Mr. Ross: I could ask Mr. Dancy to answer that. He is very close to it.

[Interpretation]

M. Ross: C'est bien cela. Je crois que les compagnies importantes par exemple la MacMillan Bloedel Ltd., et d'autres dans l'extrême-Ouest, pourraient commander une quantité suffisante de films pour occuper jusqu'à trois compagnies dans cette région, peut-être une ou deux à Calgary.

M. Schreyer: En dernier lieu, pourrais-je vous poser cette question. Parmi les compagnies qui vous sont associées et qui ont leur siège social en Ontario ou au Québec, y en a-t-il qui reçoivent fréquemment des commandes ou des commissions, selon votre expression, de grandes sociétés établies dans l'Ouest. Vous mentionnez MacMillan, Bloedel, une des sociétés pétrolières de l'Alberta, la Saskatchewan Potash Company de l'Alberta, l'Abitibi Pulp & Paper, etc.

M. Ross: Je demanderais à un de mes collègues de répondre à cette question.

M. Fraser: Oui, c'est exact. De temps à autre une des importantes compagnies de l'Est peut faire exécuter une commande dans une des provinces de l'Ouest à l'intention d'une compagnie ayant son siège social là.

M. Schreyer: Merci.

M. Comeau: Votre association se consacre-t-elle à la photographie?

M. Ross: Non, pas particulièrement.

M. Comeau: Faites-vous d'aucune sorte de . . . c'est strictement une association de cinématographie?

M. Ross: Nous sommes strictement consacrés à la cinématographie.

M. Comeau: Alors vous ne feriez pas, disons de photographie destinée à la publicité dans les magazines ou du travail de ce genre.

M. Ross: Je peux répondre concrètement. Prenons la compagnie de M. Dancy, la TDF Productions Ltd. de Toronto dans le cas qui nous occupe, fait partie d'une vaste organisation qui se spécialise dans la photographie fixe et toutes les techniques graphiques de publicité les plus récentes etc. Ce serait aussi le cas de plusieurs compagnies appartenant à l'association. La partie cinématographique ferme une division.

M. Comeau: Diriez-vous donc que la photographie fixe fait face aux mêmes dilemmes ou aux mêmes plaintes que vous rencontrez?

M. Ross: M. Dancy peut vous répondre. Il connaît bien la question.

[Texte]

Mr. Al Dancy (Director, TDF Film Productions Ltd., Toronto): Mr. Chairman, members, I do not think certainly in our case we have any indication of that being a problem. A lot of still photography is done through advertising agencies, more specifically the tourist bureau and the travel bureau. And a lot of special booklets put out by governments are subcontracted to still photographers.

Mr. Comeau: As I understand it, you would like to get a bite at this governmental budget as far as motion pictures are concerned. What I would like to know is do you cater, as far as still photography is concerned, to these governmental departments?

Mr. Dancy: Yes, sir, in a limited capacity.

Mr. Comeau: Limited capacity. Does it compare with the work that the National Film Board is doing? I understand that they do a little bit of this, do they?

Mr. Dancy: I think this is probably a very nebulous area for most still photography houses, in that most brochures and pamphlets are subcontracted as far as I know to a place like TDF and the printing is then done by the Queen's Printer, which is another area that sometimes becomes a bit of a problem. I do know we quoted on one book for still photography six or eight months ago and the complete assembly of it—the design of it—evenually the Queen's Printer did it all through their own facilities in some manner. I never followed through on it so I cannot give you a very detailed answer on that, I am sorry.

Mr. Comeau: Therefore the budgets of your membership would be very limited as far as still photography is concerned?

Mr. Dancy: That is right.

Mr. Comeau: That is all for now, Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. Mongrain.

Mr. Mongrain: Mr. Chairman, I would like first to congratulate those who submitted this brief. It is concise. It is well presented. It is businesslike and it has another quality—they seem to agree on something.

I would add something else to it. Getting that kind of fine literature from Toronto in such good French brings me also to present some more congratulations to those gentlemen. It is so seldom we have the opportunity

[Interprétation]

M. Al Dancy (Directeur de TDF Film Production, Toronto): Je ne pense pas que dans notre cas on peut considérer que c'est un problème. Une grande partie de la photographie fixe se fait par l'intermédiaire des agences de publicité, plus spécifiquement dans le cas des bureaux de Tourisme et des agences de publicité. Quantité de brochures spéciales publiées par les gouvernements sont données à des photographes sous-entrepreneurs.

M. Comeau: Je crois comprendre que vous aimeriez avoir une tranche de ce budget du gouvernement pour ce qui est des films cinématographiques. Ce que j'aimerais savoir, c'est si vous approvisionnez ces départements du gouvernement en photographies?

M. Dancy: Oui, monsieur, de façon limitée.

M. Comeau: D'une façon limitée. Est-ce comparable au travail réalisé par l'Office national du Film? Je crois que l'Office en produit un peu, n'est-ce pas?

M. Dancy: Je crois que c'est un domaine très nébuleux pour la plupart des entreprises de photographie, du fait que la plupart des feuillets et brochures, autant que je sache, sont donnés à des sous-traitants comme TDF, et l'imprimerie est ensuite faite par l'Imprimeur de la Reine, ce qui est un autre domaine qui donne parfois lieu à certaines difficultés.

Je ne sais pas si nous avons fixé un prix pour les photographies contenues dans un livre il y a six ou huit mois, pour la conception et la réalisation du bouquin. Éventuellement, le tout a été réalisé par l'Imprimeur de la Reine, de quelque façon. Je n'ai pas suivi l'affaire et je regrette de ne pouvoir vous donner une réponse détaillée à ce sujet.

M. Comeau: Les budgets de votre association seraient donc très limités en matière de photographie?

M. Dancy: C'est exact.

M. Comeau: C'est tout pour le moment, monsieur le président.

Le président: Monsieur Mongrain.

M. Mongrain: Je tiens, tout d'abord, monsieur le président, à féliciter l'Association de son mémoire. C'est un mémoire concis, bien présenté et pratique sur le plan des affaires. Une autre qualité, c'est que les gens de la profession semblent s'entendre sur un point.

J'ajouterai quelque chose. Le fait de recevoir de Toronto une documentation rédigée en si bon français me porte à féliciter encore ces messieurs.

[Text]

to say something good about Toronto, and meet with witnesses who are so numerous and who agree on some kind of conclusions, especially on this subject, that I think they deserve it.

Mr. Stanbury: I think it is the third largest French-speaking city in North America, is it not!

Mr. Mongrain: Yes, it has been improving in the last few years.

Je vais revenir à ma langue maternelle, si vous voulez.

Those of you who do not speak French, you will have the interpretation there.

Parmi toutes les compagnies qui font partie de votre association y en a-t-il qui, tout en étant sous incorporation canadienne, sont des filiales de compagnies étrangères, américaines, britanniques ou autres.

M. Ross: Monsieur le président, je vais demander à M. Michaud de répondre.

M. H. Michaud (ancien président de l'Association des producteurs de cinéma et laboratoires du Canada): Je crois, monsieur Mongrain, que la grande majorité des compagnies représentées ici sont des compagnies où le bureau d'administration est contrôlé par des Canadiens. Il y a probablement quelques compagnies affiliées à des compagnies étrangères, pour leur permettre d'avoir un service plus diversifié et plus étendu. Mais la majorité sont des compagnies canadiennes, contrôlées par des Canadiens.

M. Mongrain: Vous dites: «la majorité». La minorité représente à peu près quel pourcentage du nombre de compagnies affiliées à votre association?

M. Ross: Pas plus de 15 p. 100.

M. Mongrain: Et elles sont, j'imagine, pour la plupart, américaines?

M. Ross: Américaines.

M. Michaud: En grande partie.

M. Mongrain: En grande partie américaines.

M. Ross: Aucune ne vient d'Angleterre.

M. Mongrain: Mes questions vous semblent peut-être disparates, mais c'est que je ne voudrais pas revenir à deux ou trois reprises. Quelqu'un d'entre vous pourrait-il me dire, par exemple, qui a produit le film du pavillon du Téléphone à l'EXPO 67?

M. Ross: C'est moi, monsieur.

[Interpretation]

C'est rare que nous pouvons dire quelque chose de louable au sujet de Toronto à voir des témoins si nombreux qui ont pu tirer une conclusion unanime sur une question, je crois qu'ils méritent nos félicitations.

M. Stanbury: Je crois que c'est la troisième grande ville d'expression française en Amérique, n'est-ce pas?

M. Mongrain: La situation s'est améliorée au cours des dernières années.

I shall switch back to my mother tongue, if you prefer.

Ceux d'entre nous qui ne parlent pas français n'auront pas d'interprétation ici.

Among all the companies in your Association, are there any which, although incorporated in Canada, are subsidiaries of foreign companies?

Mr. Ross: Mr. Chairman, I would like Mr. Michaud to answer that question.

Mr. H. Michaud (A Past President of the Association of Motion Picture Producers and Laboratories of Canada): I think, Mr. Mongrain, that the majority of the companies represented here are companies whose Board of Directors is controlled by Canadians. There are probably a few companies which are associated with foreign companies in order to enable them to have a wider and more diversified service. But the majority are Canadian companies controlled by Canadians.

Mr. Mongrain: You say "the majority". What percentage would the minority represent out of the number of companies affiliated with your Association?

Mr. Ross: Not more than 15 per cent.

Mr. Mongrain: And I imagine that most of them are American?

Mr. Ross: Yes, American.

Mr. Michaud: Mostly.

Mr. Mongrain: Mostly American.

Mr. Ross: None of them are from England.

Mr. Mongrain: My questions may seem rather ill-assorted, but it is because I do not wish to have to come back to them again. Are there some of you here who could tell me, for instance, who produced the film for the Bell Telephone Pavilion at Expo '67?

Mr. Ross: It was I, Sir.

[Texte]

M. Mongrain: Une production canadienne, alors. Vous remontez dans notre estime, messieurs, parce que c'était une belle réalisation.

M. Ross: Merci, monsieur.

M. Mongrain: Votre association, l'Association des producteurs de cinéma et laboratoires du Canada est-elle incorporée sous charte canadienne ou est-ce simplement une association de...?

M. Ross: Nous avons une charte canadienne.

M. Mongrain: A la deuxième ligne, vous dites:

...indépendamment constitués à l'échelle nationale.

Je voudrais savoir ce que vous entendez par le mot «indépendamment»?

M. Ross: Voulez-vous répondre à cela...

M. Mongrain: Voulez-vous dire «librement», ou affirmer votre indépendance avec...

M. Michaud: A quel paragraphe cela se trouve-t-il?

M. Mongrain: A la deuxième ligne de votre mémoire.

M. Michaud: Non, j'ai formulé...

M. Mongrain: Vous voulez probablement dire que... Je viens de lire le texte anglais et je comprends mieux. Je n'ai pas besoin d'insister. Monsieur le président, ce sera tout pour le moment. Merci.

The Chairman: Mr. Stanbury.

Mr. Stanbury: I wonder if the visitors could explain briefly the purpose of their association.

• 1140

Mr. Ross: Well, Mr. Chairman, our association is a paid annual member organization devoted solely to fostering and developing a healthier private motion picture industry in this country, taking into account the fact that we are not only film producers, but we can use the term "film makers", and you have heard that many times. We are a group of incorporated companies, almost without exception.

We serve pretty well the whole broad range of film making in this country, as I said earlier in my opening remarks, from the 10-second television commercial, a very important and vital part of our industry, right through to the oldest form of film making in this country which is the informational film, often referred to as "sponsored film", right

[Interprétation]

Mr. Mongrain: So it was a Canadian production. Now you are rising in my esteem, gentlemen, because it was a very good production.

Mr. Ross: Thank you, sir.

Mr. Mongrain: Is the Association of Motion Picture Producers and Laboratories of Canada incorporated under a Canadian charter or is it simply...

Mr. Ross: We have a Canadian charter.

Mr. Mongrain: In the second line, you say you:

...are constituted independently on the national scale.

What do you mean by "independently"?

Mr. Ross: Would you care to answer that...

Mr. Mongrain: Do you mean "freely", or do you want to assert your independence with...

Mr. Michaud: What paragraph?

Mr. Mongrain: In the second line of your brief.

Mr. Michaud: No, I stated...

Mr. Mongrain: You probably mean that...

I have just read the English text and it gives me a better idea. I shall not insist any further. That will be all for now, Mr. Chairman. Thank you.

Le président: Monsieur Stanbury?

M. Stanbury: Je me demande si on pourrait nous expliquer brièvement le but, l'objectif de cette Association?

M. Ross: Monsieur le président, nous visons... c'est une organisation qui a des membres qui paient une cotisation annuelle, et qui vise à promouvoir et à intensifier l'industrie cinématographique au pays, compte tenu, que nous ne sommes pas seulement des producteurs de films, mais des «fabricants de films» comme vous l'avez souvent entendu dire. Nous sommes un groupe de compagnies à charte, presque sans exception.

Notre association couvre assez bien toute la gamme de la production cinématographique comme je l'ai dit au début, à commencer par les commerciaux de 10 secondes pour la télévision, une partie très importante et vitale pour notre industrie, jusqu'à la forme de film la plus ancienne dans notre pays, le film d'information souvent appelé le film «comman-

[Text]

through the television films of latter day and of course the emerging feature film industry which we hope will be successful. Therefore, in the area of taxation, in the area of such items in the income tax field as amortizations, speeding them up and so forth on certain pieces of capital equipment—all the things that dull businessmen's accountants have to contend with, which require a concerted effort, and an organized front are looked after by Mr. Young, a professional executive secretary.

Mr. Stanbury: Do you consider yourself a trade association?

Mr. Ross: In essence, that would be correct.

Mr. Stanbury: Do you carry on any functions of an educational or developmental nature within your industry? In a professional sense, do you aid in the training of new producers and so on?

Mr. Ross: Sir, we have a very active annual program with the Ryerson Institute of Technology in Toronto which is headed up by Mr. Drege. We have a series of seminars, a combination of field trips, discussions on all aspects of film making, laboratory sound, the optical area of the business and so forth.

This is a major effort on our part, being a relatively small organization, and we cannot really undertake any great research projects. As Mr. Young pointed out, sometimes it is a little difficult collecting the dues.

Mr. Stanbury: You are interested in doing more than protecting the interests of your members in relation to government. I gather that as an association you make some investment in the advancement of the industry and its profession.

Mr. Ross: Yes we do, very much.

Mr. Stanbury: I also gather there are various associations within your industry. We have heard about some of them and I think we are anxious to make sure we know about all of them. Could you tell us briefly what other associations you know of in your industry?

Mr. Ross: It will be off the top of my head. The Society of Film Makers may be a foreign name to you. These are all individual organizations—that is to say the members are individuals and not companies. There is the Directors Guild of Canada, the Canadian Society of Cinematographers—these are the camera men ranging across the country, the Society of Film Makers which appear to be

[Interpretation]

dité. Je ne vois pas ça par les films télévisés qui ont vu le jour récemment et l'industrie du long-métrage que nous espérons voir couronnée de succès. C'est pourquoi, dans des domaines tels que l'impôt, l'amortissement, et l'immobilisation, c'est-à-dire toutes les questions que les hommes d'affaire doivent examiner avec leur comptable, lesquelles questions doivent faire l'objet d'un effort concerté et organisé, sont la responsabilité de M. Young, un administrateur exécutif très compétent.

M. Stanbury: Vous considérez-vous comme étant une association commerciale?

M. Ross: Dans un certain sens, oui.

M. Stanbury: Entreprenez-vous au sein de votre industrie des travaux de nature éducative ou de mise en valeur? Participez-vous à la formation de nouveaux producteurs, de nouveaux metteurs en scène?

M. Ross: Nous avons un programme annuel très efficace avec le *Ryerson Institute of Technology* de Toronto; nous avons des séries de séminaires d'études, un ensemble de voyages à l'extérieur, des discussions sur tous les aspects de la cinématographie, du bruitage, de l'optique, etc.; c'est un effort très dynamique de notre part, compte tenu de notre organisation relativement modeste, et nous ne pouvons vraiment entreprendre des travaux de recherche d'envergure. Comme l'a souligné M. Young, il est même un peu difficile de recouvrer l'argent qui nous est dû.

M. Stanbury: Mais, vous faites plus que de protéger l'intérêt de vos membres par rapport au gouvernement. En tant qu'association, vous vous efforcez pour le progrès de l'industrie de la profession.

M. Ross: Oui; assez.

M. Stanbury: Je pense également qu'il y a un bon nombre d'associations au sein de votre industrie. Nous avons entendu parler de certaines d'entre elles et nous serions intéressés de les connaître toutes. Pourriez-vous nous dire quelles sont les autres associations que vous connaissez?

M. Ross: Je ne peux vous le dire avec précision. Il y a la Société des producteurs qui vous est peut-être étrangère. Ce sont tous des organisations individuelles dont les membres sont des personnes, et non des compagnies. Il y a la gilde des metteurs en scène du Canada, la société canadienne des cinéastes, ce sont des caméramen de toutes les parties du Canada, la Société des producteurs dont les

[Texte]

mostly from the Montreal area, l'Association des producteurs du Québec, and les cinéastes du Québec. We have associate members in our association comprising the supply companies—the people who sell cameras and equipment of all kinds. I may have missed one.

Mr. Young: There is ACTRA.

Mr. Ross: I am sorry, there is ACTRA, and the French Canadian equivalent.

Mr. Michaud: L'Union des Artistes.

Mr. Ross: These are the ones that I can recall offhand.

Mr. Schreyer: I have a supplementary question, Mr. Chairman. I do not find it difficult to understand the relationship between your association and, let us say, the Canadian Society of Cinematographers or ACTRA and so forth. However, in the case of the first one you mentioned.

Mr. Ross: The Society of Film Makers?

Mr. Schreyer: That is right. Does their function not overlap with your own?

Mr. Ross: No sir. I must make a qualification on that. Subject to reading the minutes of your meeting with that group, which we had not done having just received it this morning, I must qualify any statement that might have represented that it included all segments of the industry. I do not say that it might not include it, but I cannot assume that it does. There is quite a distinction between the fellow who pays and the fellow who receives, and we are the ones who usually pay.

Mr. Schreyer: Is the film maker not the one who produces?

Mr. Ross: By and large he is covered by trade guilds and unions and whether the film makes money or whether it loses its shirt, we are the ones who pay, regardless. There is a bit of a distinction.

Mr. Stanbury: Are there certain unions that you deal with as employers apart from ACTRA, if you can call it a union.

Mr. Ross: Indeed.

Mr. Stanbury: What are they?

[Interprétation]

membres sont pour la plupart de la région de Montréal, l'Association des producteurs du Québec, ainsi que les cinéastes du Québec. Nous avons aussi des membres associés qui comprennent les fournisseurs et qui nous vendent des appareils photographiques et du matériel de tout genre. J'ai pu oublier peut-être un.

M. Young: Il y a ACTRA.

M. Ross: Il y a aussi ACTRA, et l'équivalent canadien-français.

M. Michaud: L'Union des artistes.

M. Ross: Ce sont ceux dont je peux me rappeler.

M. Schreyer: Une question supplémentaire monsieur le président. Je comprends sans difficulté les rapports entre votre Association et disons ceux de la Société canadienne des cinéastes professionnels ou ACTRA et ainsi de suite. Cependant, dans le cas de la première association que vous avez mentionnée.

M. Ross: La Société des producteurs?

M. Schreyer: C'est ça. N'y a-t-il pas chevauchement entre leurs attributions et les vôtres?

M. Ross: Non, monsieur, je dois apporter quelques réserves à ce sujet. Sous réserve de lire le compte rendu de votre réunion avec ce groupe, lecture dont nous n'avons pu prendre connaissance vu que le texte ne nous est parvenu que ce matin, je ne peux tenir pour acquises les déclarations qui prétendent comprendre tous les secteurs de l'industrie. Je ne dis pas que ces déclarations ne les englobent pas, mais je ne puis affirmer qu'elles comprennent tous les secteurs. Il y a une distinction très nette entre la personne qui paie et celle qui reçoit, et dans ce cas, c'est nous qui payons.

M. Schreyer: N'est-ce pas le producteur qui produit?

M. Ross: En général il est protégé par des syndicats et des gildes, et que le film rapporte ou accuse des pertes, c'est nous qui payons, de toute façon. Il y a quand même une différence.

M. Stanbury: Y a-t-il d'autres syndicats avec lesquels vous traitez en tant qu'employeurs, exception faite de l'ACTRA, si vous pouvez qualifier celle-ci de syndicat?

M. Ross: Certainement.

M. Stanbury: Pouvez-vous les nommer?

[Text]

Mr. Ross: We deal with the International Association of Theatrical Stage Employees, commonly referred to as IATSE, we deal with ACTRA of course, Union des Artistes, we deal in certain segments—in one member's case with NABET, we have the American Federation of Musicians in some instances, the Directors Guild of Canada—again in some instances depending whether we have signatories to them by individual companies. The Association does not by charter sign a collective agreement. It negotiates in certain instances but leaves to the individual members...

Mr. Stanbury: But your members negotiate with those groups. I do not think you listed the Cinematographers among the unions.

Mr. Ross: For the most part they are members of IATSE.

Mr. Stanbury: The Canadian Society of Cinematographers is not a union?

Mr. Ross: That is correct.

Mr. Stanbury: I think that gives us a fairly exhaustive list of the different organizations which are interested in your industry.

Your Association is an association of companies. As individuals do the heads of your member companies belong to some of these other organizations?

Mr. Ross: Yes sir, it is quite possible and, in fact, it is true that some do. In respect of the Directors Guild, there are some directors. Some of these companies are formed from the talent side of the business. I happen to be nontalent in that sense. There are others who start off in directing or on the cameraman's side and form their own companies. We have some members in both categories who retain their affiliation with their guilds. For the most part, however, they are inactive when it comes to negotiations—they have to be.

Mr. Stanbury: May I ask, as an example, whether any of you who are here this morning belong to any of these other organizations?

Mr. Ross: Mr. Drege, I believe, belongs to the Directors Guild of Canada—Mr. Crawley?

Mr. F. R. Crawley (Past President, Association of Motion Picture Producers and Laboratories of Canada): The Directors Guild and the Cinematographers.

[Interpretation]

M. Ross: Il y a l'ATSE, l'ACTRA, l'Union des artistes et nous traitons dans le cas d'un membre avec NABET; dans certains cas, nous avons aussi des relations avec la Fédération américaine des musiciens; également dans certains cas, avec la Gilde des metteurs en scène du Canada, au cas où nous avons des signataires par des compagnies individuelles. En vertu de sa charte, l'Association ne signe aucune entente collective. Elle négocie dans certains cas, mais laisse les membres libres de...

M. Stanbury: Mais vos membres négocient avec ces groupes-là. A mon avis, vous n'avez pas inclus les cinéastes dans ces syndicats.

M. Ross: Pour la plupart, ils sont membres de l'ATSE.

M. Stanbury: Mais la Société canadienne des cinéastes professionnels n'est pas un syndicat?

M. Ross: C'est juste.

M. Stanbury: Ça nous donne une idée assez complète des divers organismes qui s'intéressent à votre industrie. Alors votre association est une association d'entreprises cinématographiques. En temps qu'individu, est-ce que les chefs de vos entreprises membres appartiennent à ces autres organismes?

M. Ross: Oui, cela se peut fort bien, monsieur Stanbury, et certaines le sont effectivement. En ce qui concerne la Gilde des metteurs en scène, certains metteurs en scène le sont. Certaines de ces compagnies sont formées par les éléments artistiques de l'industrie. Je viens moi-même du côté non artistique. Il y en a d'autres qui débute dans la réalisation ou comme caméraman et fondent leur propre compagnie. Nous avons certains membres dans les deux catégories qui retiennent leur affiliation aux associations professionnelles. Cependant, quand il s'agit de négociations, ils sont passifs, pour la plupart, ils sont obligés.

M. Stanbury: Est-ce que je pourrais vous demander, à titre d'exemple, s'il y en a d'entre vous qui appartiennent à ces organismes?

M. Ross: M. Drege appartient à la Gilde des metteurs en scène du Canada. Monsieur Crawley?

M. F. R. Crawley (Association des producteurs de cinéma et laboratoires du Canada): La Gilde des metteurs en scène et des cinéastes.

[Texte]

Mr. Ross: Which is not a union body. The Cinematographers is not a union body.

Mr. Stanbury: Of the organizations which you mentioned, Mr. Drege belongs to the Directors Guild of Canada, Mr. Crawley belongs to the Directors Guild of Canada and the Canadian Society of Cinematographers. Mr. Michaud?

Mr. Michaud: L'Association des Producteurs du Québec.

Mr. Stanbury: Maybe I could ask you if you have had an opportunity to read the proceedings of this Committee on March 13 and the submission made to the Committee at that time. It was not too clear to me whether anyone at that time was speaking for the Directors Guild of Canada. May I ask Mr. Drege and Mr. Crawley if, as members of the Directors Guild of Canada, they know of any authorization whereby the submissions made that day were to be subscribed to or approved by the Directors Guild of Canada.

Mr. Drege: To the extent that I can give an answer to your question, sir, I think that the decision to participate in that presentation at that date was initiated not by the Directors Guild. However, the decision to participate was made by the executive. It is a little difficult to say—I do not know. But I am sure that the executive made the decision to participate and join forces in that particular incident, although they did not initiate it.

Mr. Stanbury: As a member of the Directors Guild, can you tell me whether or not you personally are aware of any authorization of the person who was here from the Directors Guild to speak for your Guild on that occasion? Do you know anything about it?

Mr. Drege: I must answer no, although, may I qualify my answer? Of course it is very possible, and I think this probably has been the case, certain committees or certain chairmen of committees carry on certain activities which do not necessarily always call for ratification or for membership vote. So it is probably a decision of the executive.

Mr. Stanbury: But you do not know whether or not there was any decision by the executive either?

Mr. Drege: I cannot say that, no.

[Interprétation]

M. Ross: Ce qui n'est pas un corps syndical. Les cinéastes ne sont pas un corps syndical.

M. Stanbury: M. Drege appartient à la Gildes des metteurs en scène du Canada, M. Crawley appartient à la Gildes des metteurs en scène du Canada et à la Société canadienne des cinéastes professionnels, Monsieur Michaud?

M. Michaud: L'Association des producteurs du Québec.

M. Stanbury: Alors c'est tout. Est-ce que je pourrais vous demander si vous avez eu l'occasion de prendre connaissance des comptes rendus de la séance du 13 mars ainsi que des propositions formulées au comité à ce moment-là?

Je ne savais pas si quelqu'un à ce moment-là parlait au nom de la Gildes des metteurs en scène du Canada. Est-ce que je pourrais demander à M. Drege et à M. Crawley si, en tant que membres de cet organisme, ils sont au courant d'une autorisation selon laquelle les propositions faites ce jour-là étaient supposées avoir reçu l'assentiment ou l'approbation de la Gildes des metteurs en scène du Canada.

M. Drege: En autant que je sache, monsieur, il me semble que les décisions de participer à ce mémoire, à ce moment-là, n'étaient pas prises par la Gildes des metteurs en scène, cependant la décision de participer a été prise par l'exécutif.

Je ne sais pas, à vrai dire, mais je suis certain que c'est l'exécutif qui a fait la décision de participer et de joindre les efforts à ce moment-là, bien qu'il n'en ait pas pris l'initiative.

M. Stanbury: En tant que membre de la Gildes des metteurs en scène, est-ce que vous savez si la personne qui est venue ici de la part de la Gildes était autorisée à représenter votre organisme à cette occasion? En savez-vous quelque chose?

M. Drege: Non, je dois vous répondre que non, mais je désire préciser un peu ma réponse. Il se peut fort bien que certains comités du conseil ou bien que certains présidents de conseil se livrent à certaines activités qui ne doivent pas nécessairement être ratifiées par le conseil. Il se peut que ce soit une décision de l'exécutif.

M. Stanbury: Alors, savez-vous si l'exécutif a pris cette décision, ou non?

M. Drege: Non, je ne peux pas vous répondre.

[Text]

Mr. Stanbury: And Mr. Crawley says he does not know anything about it either. Mr. Crawley is also a member of the Canadian Society of Cinematographers. May I ask the same question about that?

Mr. Crawley: I am not a very active member of either. I have other preoccupations.

Mr. Stanbury: You do not know anything about any decision being made by the general membership of the Society with respect to any submission.

Mr. Crawley: I do not know but that does not mean...you know. I am not an active member.

Mr. Stanbury: You are not aware of it, though. May I ask, then, if this Association has any opinions to offer on the propositions put forward to this Committee on March 13?

Mr. Ross: Sir, it is unfortunate because, as I said, we just received the minutes this morning through the kindness of the Clerk. Therefore we have not read them and it would be difficult to comment.

Mr. Mongrain: Will you allow a supplementary?

The Chairman: If I may interrupt here before your supplementary, Mr. Mongrain, the minutes were only provided to the Committee yesterday as a result of the heavy translation burden that had to be undertaken because of the submissions from the Montreal Cinematographers.

Mr. Stanbury: Mr. Chairman, I have taken some time so I think I will pass and if there is time I will come back.

The Chairman: Mr. Mongrain, on a short supplementary.

Mr. Mongrain: This might seem repetitious, Mr. Chairman, but I will ask these eight gentlemen if this Committee can take for granted that they all agree on this brief that they have presented to us this morning.

Mr. Ross: Without a question of a doubt, sir.

Mr. Mongrain: Good. Thank you very much.

Mr. Osler: Thank you, Mr. Chairman. I would like to follow up on Mr. Stanbury's line of questioning, if I might. No mention is made in your brief of the subject but I think it is a relevant point. Have you any strong feelings one way or another about the

[Interpretation]

M. Stanbury: M. Crawley non plus. Il est aussi membre de la Société des cinématographes, peut-être le sait-il?

M. Crawley: Je ne suis pas membre actif de ni l'une, ni l'autre. J'ai d'autres occupations.

M. Stanbury: Alors, à votre connaissance, il n'y a pas eu de décision de la part de la société.

M. Crawley: Non, pas que je sache. Je ne suis pas un membre actif.

M. Stanbury: Puis-je vous demander si cette association veut formuler des opinions sur les propositions avancées devant ce Comité le 13 mars?

M. Ross: Monsieur, c'est bien malheureux, mais je dois dire que nous n'avons reçu le compte rendu que ce matin, de la part du secrétaire. Nous n'avons donc pas eu le temps d'en prendre connaissance et il me serait difficile de vous offrir des commentaires.

M. Mongrain: Pourrais-je poser une question supplémentaire?

Le président: Puis-je vous interrompre avant votre question supplémentaire? Le Comité n'a pas reçu le compte rendu hier en raison du lourd fardeau de traduction qu'il y avait, en raison du travail exigé par les cinématographes de Montréal.

M. Stanbury: Alors, je vais différer ma question, car j'ai déjà consommé beaucoup de temps.

Le président: M. Mongrain.

M. Mongrain: Alors, au risque de me répéter, est-ce que je pourrais demander à ces huit messieurs s'ils sont d'accord sur le mémoire qu'ils ont présenté ce matin. Le Comité peut-il prendre cela pour acquis?

M. Ross: Oui, sans la moindre réserve.

M. Mongrain: Merci.

M. Osler: Merci, monsieur le président. J'aimerais faire suite aux questions de M. Stanbury. Le mémoire a été muet sur cette question mais c'est une question importante. Avez-vous des opinions arrêtées sur les qualités et les défauts de la société de développe-

[Texte]

Canadian Film Development Corporation and its good points or its bad points—any recommendations to us as to what should be done about it?

Mr. Ross: Well, sir, I think again I can say that what I will say next will be unanimous, that we have a very strong view at the moment. It could be changed subsequently but at the moment we believe that it is too early to criticize the Canadian Film Development Corporation or its officers in the conduct of their business to date despite the cries about being slow in getting it off the ground.

I think probably the reason we are so clear about that—and we really are clear—is that being on the employment side and having to know the financing business and the risks involved, the Canadian Film Development Corporation of necessity, with a relatively small fund of \$10 million, has got to be very cautious in the way it sets up its rules and procedures. I am sure we could criticize certain aspects of its organization in terms of not appointing the Director soon enough and a whole flock of nitpicks of that nature, including perhaps the appointment of the Advisory Committee that they had set out in the Act originally. But I think in general terms we are in absolute, unanimous agreement that it is too early to simply throw stones at a very good intention until they have had more experience. There is great difficulty in raising the necessary funds on the private side to make films. There is great risk involved constantly. The government has gone to a certain extent to minimize that risk and it behooves us in due course to find out whether we can do the same on the other side.

Mr. Osler: Do you feel that it has a legitimate role as primarily a banker?

Mr. Ross: Yes, sir, we do.

Mr. Osler: It would be very helpful if you would give us some comments on your opinion of distribution problems.

Mr. Ross: Well, sir, again the distribution problem is immense and it happens to be the one single largest item of concern in the feature film area and this is not restricted to Canada. It can be true of any country. There have been criticisms that it is a shame that the Canadian government sets aside funds, puts on certain conditions such as the establishment and the obtaining of a distribution agreement prior to receiving its funds and that the result of that condition is that one must go to New York City, for instance, to obtain a distribution contract from Paramount or Universal Pictures, etc., as opposed

[Interprétation]

ment de l'industrie cinématographique? Avez-vous quelques recommandations à faire à ce sujet?

M. Ross: Ce que je pourrais dire, pour vous donner une opinion unanime, c'est que nous avons en ce moment des opinions très fixes. Il est trop tôt pour critiquer la Société de développement ou les agents dans leurs opérations jusqu'ici, bien que l'entreprise ait été lente à se mettre en mouvement.

Si nous sommes catégoriques là-dessus, c'est que nous sommes des employeurs et nous devons aussi connaître les affaires financières et les risques à courir. Avec un budget limité de 10 millions la Société doit choisir avec prudence ses règles et procédures, nécessairement. On pourrait critiquer le fait qu'on n'a pas nommé d'administrateurs assez tôt, ou d'autres négligences semblables, comme par exemple la formation du conseil consultatif qui était prévu dans la Loi au début. Mais d'une façon générale, nous sommes d'accord d'une façon unanime pour dire qu'il est trop tôt pour s'en prendre à de bonnes intentions avant de voir la marche des choses. Il y a beaucoup de problèmes dans le rassemblement des fonds du secteur privé. Les risques financiers sont toujours là. Le gouvernement a beaucoup fait pour atténuer ce risque, mais on devrait savoir si nous pouvons faire la même chose.

M. Osler: Pensez-vous qu'elle doit avoir un rôle en tant que banquier?

M. Ross: Oui, nous l'estimons.

M. Osler: Pourriez-vous nous exposer votre opinion sur les problèmes de distribution.

M. Ross: Le problème de distribution est grave, et c'est le seul gros problème de la cinématographie et pas seulement au Canada, mais dans tous les pays. Il est déplorable, dit-on, que le gouvernement canadien ait réservé les fonds et établi des conditions, par exemple l'établissement d'une entente de distribution, avant même de recevoir ces fonds. Il en est découlé qu'on doit se rendre à New York pour signer un contrat de distribution avec Paramount ou Universal parce qu'on ne peut pas obtenir un tel contrat ici au Canada. Nous devons faire preuve de réalisme à ce sujet. Il s'agit du marché mondial, et à moins

[Text]

to being able to get one right here in Canada. I think we have to be very realistic about that. We are dealing in a world market in feature films. Until somebody can make one, a good one, for the kind of money that one can get from Canada alone, one has to assume that world distribution is the prerequisite. And if the state of things today is such that those people who are distributing world wide are in New York City, then it must be a condition for the time being until we can prove we can make the films.

Mr. Osler: Have you any strong feelings one way or another about the establishment of an at least part-government-owned distribution facility across the country?

Mr. Ross: If I may speak personally now—anybody here can speak on this particular item if he wants to—at the Couchiching Conference last summer when I spoke there, I felt very strongly at the time that if one could divert some of the funds going to the National Film Board for some of the areas that are not really productive, in my opinion, and come up with some kind of method of helping in distribution... They have offices all over the world but the Film Act prohibits them from handling any private films, interestingly enough, even though they have an office at some expense in Karachi or some place—a bad example; change that—in England or elsewhere. As a basic tool in revitalizing, the National Film Board might amend its Act and its charter to do new things. Certainly the prime thing would be distribution. I would have no feeling about that any more than I do about Air Canada.

Mr. Osler: How would you suggest they go about distribution? You are thinking internationally, I take it.

Mr. Ross: Well, we know that 3 per cent of the world's box office is Canada. It does not give one much hope to be a winner locally.

The Chairman: Do you have a supplementary, Mr. Schreyer?

• 1200

Mr. Schreyer: A supplementary on this very point. Even if one were inclined to view favourably public agency entry into film distribution, would you not say that a public agency, semipublic, half and half, is particularly ill-suited to the distribution end of this business? After all it is dealing with private entrepreneurs, theatre chain owners, etc.

Mr. Ross: Well, I suppose I like the idea but...

[Interpretation]

qu'on ne puisse produire un film excellent avec l'argent disponible au Canada, nous devons supposer que la distribution mondiale est un critère essentiel. Si les choses sont telles que les distributeurs mondiaux sont à New York, cela doit demeurer jusqu'à ce que que nous puissions produire les films.

M. Osler: Quelles sont vos opinions quant à la création d'un service de distribution officielle dans le pays, qui appartiendrait au gouvernement, du moins en partie?

M. Ross: Je vais répondre pour moi-même, mais quiconque veut le faire peut exposer sa propre opinion. A la conférence de Couchiching l'été dernier, j'avais dit qu'on pourrait détourner certains crédits consacrés à l'Office pour aider certains secteurs moins productifs, à mon avis, et aussi le service de distribution. Il existe des bureaux partout dans le monde, mais la loi les empêche de s'occuper des films privés, chose intéressante, même s'ils ont un bureau assez coûteux en Angleterre, par exemple, ou ailleurs. Afin de rénover, on pourrait changer la Loi de l'Office national du film pour lui permettre d'entreprendre de nouvelles activités. La distribution serait la première.

M. Osler: Qu'est-ce qu'on devrait faire sur le plan de la distribution? Vous parlez sur le plan international, je suppose.

M. Ross: Les recettes sont très minimes au Canada par rapport au marché mondial, à peu près 3 p. 100. Il y a là peu d'espoir.

Le président: Vous avez une question supplémentaire, Monsieur Schreyer?

M. Schreyer: Une question supplémentaire, et justement à ce sujet-là. Même si on est en faveur de voir une régie d'État pénétrer dans le domaine de la distribution, cela ne serait-il pas malvenu dans le domaine de la distribution? Après tout, il s'agit ici d'entrepreneurs privés, de propriétaires de cinémas et ainsi de suite.

M. Ross: Cela serait bien accueilli, mais...

[Texte]

Mr. Schreyer: I am afraid it would not work.

Mr. Ross: Well, I have been abroad, as you have, sir, and I have seen Air Canada's counter opposite PanAm but I have not noticed any particular dinginess about it, as has so often been claimed. Their advertising is pretty hip. I suppose it would depend on who runs it. It gets pretty stodgy when they get the guy from the Film Board to run it. And I am not suggesting that that would be the right way to do it.

Mr. Osler: Well it has been suggested that considerable money for instance, be supplied by government to sort of set up a wonderland. I forget the figure—it was in the brief—this one organization gave to provide facilities for the production of film, and somehow or other it got into the distributing business as well. Not only does it seem extraordinarily risky, because I do not know what standards you can apply other than money standards when you are talking about feature films which are essentially for pleasure, but how are you going to build a theatre chain across Canada?

Mr. Ross: Well, sir, that is not even the first problem. The first problem is that you cannot legislate people—I do not care where—to go to a movie in the first place.

Mr. Osler: That is right.

Mr. Ross: If we are still all in the dark about whether we can—and I am not being humble in this respect, I am being realistic—and we have not yet demonstrated an ability to compete in world markets in the feature film area, which is precisely why the Canadian Film Development Corporation is here at this point, then I do not think we can go to the second, third, fourth or fifth steps until we have seen acceptability. There can be all kinds of refinements thereafter and with great lessening of risk.

Mr. Osler: Let us turn to the sort of ancillary but probably bread and butter aspect of your trade, such as your advertising work, chiefly. You made your point about the type of thing you might do that the National Film Board is now doing, but I am speaking about advertising in particular. We have heard complaints that advertising is increasingly being brought into Canada, doctored up to make it look Canadian and put on the television networks, radio, and this sort of thing. Would this not represent a fair loss of revenue to you?

[Interprétation]

Mr. Schreyer: J'ai peur que cela ne fonctionne pas.

Mr. Ross: Je suis allé à l'étranger, comme vous, et j'ai vu la concurrence entre Air Canada et son rival, *Pan American*; je n'ai pas remarqué d'infériorité chez Air Canada et leur réclame est très «dans le vent». Cela dépend, je suppose, de la direction. Les choses se compliqueraient si on laissait quelqu'un de l'O.N.F. prendre cela en main. Je ne propose pas que cela serait sage.

Mr. Osler: On a proposé que des sommes énormes soient affectées à la création d'un «paradis du cinéma». J'ai oublié les chiffres exacts, c'était dans le mémoire fourni par cet organisme au sujet des argents qui seraient consacrés aux installations cinématographiques et d'une manière ou d'autre, il s'est lancé aussi dans la distribution. Cette entreprise est non seulement très risquée car je ne sais pas quelles normes, sauf les normes financières, qu'on pourrait observer lorsqu'il s'agit de productions de longs métrages qui servent surtout de divertissements, mais comment allons-nous installer des chaînes de cinémas à travers le Canada?

Mr. Ross: Ce n'est pas là la première difficulté. Le premier problème, c'est qu'on ne peut pas forcer les gens, par mesures législatives d'aller voir un film, peu m'inporte où.

Mr. Osler: C'est vrai.

Mr. Ross: Si nous ne savons pas encore si nous le pouvons, ce n'est pas fausse modestie, je suis réaliste, nous n'avons pas démontré la capacité de concurrencer sur le marché mondial dans ce domaine. C'est pourquoi la Société de développement de l'industrie cinématographique est présente. Alors je ne pense pas que nous puissions procéder à la deuxième, à la troisième, à la quatrième ou à la cinquième étape jusqu'à ce que nous en ayons vu la valeur. Il peut y avoir toutes sortes d'améliorations plus tard avec le minimum de risques.

Mr. Osler: Abordons maintenant l'aspect auxiliaire de votre entreprise, peut-être vos moyens de subsistance, tels que la réclame surtout. Vous avez fait ressortir le genre de chose que vous pourriez faire et que l'Office national du film fait déjà, mais je parle de la réclame en particulier. On se plaint de ce que la réclame est de plus en plus importée au Canada, qu'on lui donne un aspect canadien et qu'on la diffuse sur les réseaux de télévision et de radio. Cela représenterait-il une perte de recettes pour vous?

[Text]

Mr. Ross: Yes, sir, it would. It does. Before I answer that, may I go back to your very first remark. Did I make my point on the National Film Board?

Mr. Osler: I thought you did.

Mr. Ross: I just wanted to make sure we did not get off on something else. We came here to make sure we got that point home.

Mr. Osler: I thought you had made your point.

Mr. Ross: I am not looking for plaudits, I just want to make sure we are clear on our point.

Mr. Osler: I thought you had made it. On this other matter, what do you recommend the government could do to help?

Mr. Ross: I do not think it is a stupid suggestion when you take the television commercial industry into account. It really has been an innovative area for cameramen, directors and young people both here and abroad—in the States and in England and what have you. It has been a great springboard to other things. I think it would not be an unreasonable thought—and we could develop it further at some other time if you were interested—that when you talk about \$8 million to \$10 million of television commercial production out of a total of \$20 million that it should be well looked after and taken care of in terms of its growth.

We know that in the past the 55 per cent Canadian content regulation which has been in existence for some years has been totally useless and ineffective—and almost an insult, really—but a one-minute commercial in one of those ghetto program hours with someone playing the organ for an hour costs considerably more than the whole hour. Not only does it cost more, it contains more creativity, it contains more technological advances and it pays a great deal more in talent fees because these go on continuously.

• 1205

Unfortunately you may not like the idea but they do, and this is a part of television. I feel that when they are examining this whole area of Canadian content at the CRTC that a very vital factor will be to examine whether or not one can include the television commercial made in Canada as something to be encouraged in material terms such as percentages or whatever. That would really go a long

[Interpretation]

M. Ross: Certainement. Avant de répondre à cette question, je tiens à revenir à votre première remarque. Est-ce que j'ai bien expliqué ce que je pensais à propos de l'Office national du film?

M. Osler: Je pensais que vous l'aviez fait.

M. Ross: Je voulais simplement m'assurer que nous ne nous éloignons pas du sujet. Nous sommes venus ici pour s'assurer que nous avons bien compris le problème.

M. Osler: Je croyais que vous l'aviez fait.

M. Ross: Je ne cherche pas les applaudissements mais je veux simplement m'assurer que nous nous entendons sur cette question.

M. Osler: Qu'est-ce que vous pourriez recommander au gouvernement de faire, à cet autre sujet?

M. Ross: Je ne pense pas que c'est une proposition idiote si on tient compte de l'industrie de la réclame à la télévision. Cette industrie a été un domaine d'innovation pour les caméramen, les producteurs, les jeunes d'ici ou à l'étranger, aux États-Unis, en Grande-Bretagne et autres. Cela a été un bon tremplin vers d'autres domaines. Ce ne serait pas déraisonnable de penser, on pourrait élaborer davantage la chose plus tard, si vous êtes intéressés, lorsqu'on parle d'une production d'annonces de 8 à 10 millions de dollars sur une production totale de 20 millions de dollars, c'est une question qu'on devrait examiner sérieusement en tenant compte de sa croissance.

Nous savons que dans le passé les règlements prévoyant un contenu canadien de 55 p. 100 ont été inutiles et vains, presque une insulte, mais une annonce d'une minute coûte plus cher que ces programmes où il y a quelqu'un qui joue de l'orgue pendant une heure. Non seulement coûte-t-elle plus cher, mais elle fait preuve de plus de créativité, de plus de progrès technologique, il y a des cachets plus énormes à cause de la continuité.

Malheureusement, vous n'aimez peut-être pas l'idée, mais c'est ce qui se passe et ça fait partie de la télévision. Je crois que lorsque le CRTC étudie la question du contenu canadien, un facteur essentiel serait d'examiner s'il y a lieu d'inclure aussi les annonces pour la télévision produites au Canada comme un effort qu'on devrait intensifier en termes matériels, tels les pourcentages. Cette situation

[Texte]

way towards getting the broadcaster, rather than opposing us on some of these things on the bandwagon, and if he can get another credit in terms of time, or something, for having Canadian-produced commercials on his station he is going to be getting something to do at his local level, or they will be done nationally more often.

Mr. Osler: I believe there is a duty now on films coming in?

Mr. Ross: Yes.

Mr. Osler: It is a very insignificant duty and it has not been looked at or revised for some years. Would you recommend taking a look at that?

Mr. Ross: Yes. We have already done that. We have talked to the Department of National Revenue about this. I would say, just so I will again make it clear, that our Association is not entirely clear as to our best route in this area. We do not know whether we should try to implement additional duties, and what have you, or whether that is a negative way of going about it, or whether we should approach the thing from the standpoint of stopping commercials coming in from the United States or encourage them to be made locally by some really tangible encouragements. There is a duty but it is negligible. If a \$50,000 commercial is made in New York City for General Motors for the U.S.A. market it can be brought in here for \$100, or something.

Mr. Osler: They pay six cents a foot duty on it, do they not?

Mr. Ross: It is based on an evaluation of 12 per cent of \$9 a foot. One minute comes to \$40, \$50 or \$60.

The Chairman: Mr. Osler, I wrote to the Minister of National Revenue and asked him for the relevant tariff items and an explanation of how it works, and when I receive that information it will be circulated to all members.

Mr. Osler: Thank you. Do you have any other suggestions? You mentioned one and I suggested another. Do you have any other suggestions as to how film industry business which is generated by advertising can be encouraged?

Mr. Ross: Other than the Canadian content or the imposition of additional duties, which I think are really very different in philosophical as well as practical terms. The only other possibility would be CRTC legislation similar to what they have in Australia, where you

[Interprétation]

viserait davantage le radio-diffuseur plutôt que de s'opposer à nous et s'il peut se voir accorder plus de temps pour plus d'annonces faites au Canada diffusées par son poste, ça lui fera quelque chose à faire au niveau local, ou les annonces se feront beaucoup plus au niveau national.

Mr. Osler: Il y a des droits qui s'appliquent aux films importés?

Mr. Ross: Oui.

Mr. Osler: C'est un droit très peu important qu'on n'a pas révisé depuis quelques années. Recommanderiez-vous qu'on examine ce droit?

Mr. Ross: Nous l'avons déjà fait et parlé au ministère du Revenu national à ce sujet. Et je dois établir catégoriquement que notre association ne sait pas encore quelle serait la politique idéale à ce sujet. Nous ne savons si nous devons tenter d'augmenter les droits ou de freiner l'importation d'annonces des États-Unis, ou de réellement encourager une production locale de façon tangible. Il y a un droit mais il est négligeable. Si une annonce de \$50,000 est faite à New-York pour la General Motors pour le marché américain, elle peut être importée à \$100 par exemple.

Mr. Osler: Est-ce que le droit n'est pas de six cents le pied?

Mr. Ross: Le droit est fixé d'après une évaluation de 12 p. 100 de \$9 le pied. Une minute donne \$40, \$50 ou \$60.

Le président: J'ai écrit au ministre du Revenu national et je lui ai demandé les numéros tarifaires pertinents et une explication de la modalité de l'application de ce droit, et tous les membres recevront ces renseignements lorsque je les aurai obtenus.

Mr. Osler: Avez-vous d'autres recommandations à faire sur la façon d'intensifier l'entreprise commerciale qui découle de la publicité?

Mr. Ross: Pour ce qui est du contenu canadien, ou l'imposition de droits supplémentaires, qui sont, d'après moi deux notions différentes, théoriquement et pratiquement, la seule autre possibilité serait que la Loi régissant la CRTC soit comme ce qu'ils ont en

[Text]

could not run something on Canadian television unless it is produced in this country.

Mr. Osler: We are a lot closer to the United States than Australia and we are probably more dependent in terms of trade than Australia. Do you see any disadvantage in a...

Mr. Ross: I have not recommended it, sir.

Mr. Osler: I know you have not. I thought your statement on that subject was really rather neutral. It was a possible suggestion.

Mr. Ross: The fact that it exists in a Commonwealth country is an alternative that was considered at one time. It is an alternative. If I had to make a personal comment I would suggest that it tends to eliminate some of the competition that makes for better advertising.

Mr. Osler: Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. Hymmen?

Mr. Hymmen: Mr. Chairman, I apologize for my late arrival. I did not hear the original presentation and I do not want to be repetitive in any questions I ask. I was very impressed to note in the brief the number of members of the Association, and I have a couple of questions I would like to ask.

In the first place, what do you consider to be a feature film? This may be defined under the Canadian Film Development Corporation regulations, I am not sure, but what do you consider to be feature film?

Mr. Ross: In the general terms of the industry a feature film would be a film longer than 60 minutes.

Mr. Hymmen: Longer than 15 minutes?

Mr. Ross: Sixty minutes.

Mr. Hymmen: Sixty minutes.

Mr. Ross: Sixty minutes being the magic number that eliminates it from being a one-hour television special.

Mr. Hymmen: Are there any members of your group, provided financing could be arranged, who could produce a feature film?

Mr. Ross: Yes, sir.

Mr. Hymmen: There are?

Mr. Ross: Yes, sir. We have done some. "The Luck of Ginger Coffey" and others have been done in Canada by our members. I think

[Interpretation]

Australie, c'est-à-dire rien qui ne soit pas produit au Canada peut être présenté à la télévision canadienne.

M. Osler: Nous vivons plus près des États-Unis que l'Australie et nous sommes plus dépendants qu'eux du côté commerce. Voyez-vous un inconvénient à...

M. Ross: Je n'ai pas fait cette recommandation.

M. Osler: Je sais que vous ne l'avez pas fait. Je pensais que votre position était neutre sur la question. C'était une proposition possible.

M. Ross: Le fait que cette disposition existe dans un pays du Commonwealth est une option qu'on a déjà examinée. Je vous dirais que cela pourrait tendre à éliminer la concurrence qui donne une meilleure publicité.

M. Osler: Merci, monsieur le président.

Le président: Monsieur Hymmen.

M. Hymmen: Monsieur le président, je m'excuse de mon retard. Je n'ai pas entendu le début de la séance et je ne tiens pas à répéter ce qui a été dit. Je suis fort impressionné de voir dans le mémoire qu'il y a un grand nombre de membres dans l'association, et j'ai quelques questions à poser.

En premier lieu, qu'est-ce qu'un long métrage pour vous? Comment le définissez-vous? Il y a peut-être une définition dans les règlements touchant le CRTC, mais à votre avis, quelle est la définition?

M. Ross: De façon générale, un long métrage est un film de plus d'une heure.

M. Hymmen: Plus de 15 minutes?

M. Ross: Soixante minutes.

M. Hymmen: Soixante minutes.

M. Ross: Soixante minutes est ce chiffre magique qui empêche le long métrage d'être une émission spéciale de la télévision d'une heure.

M. Hymmen: Y a-t-il des membres de votre groupe qui pourraient réaliser des longs métrages, s'ils en avaient les moyens?

M. Ross: Oui, monsieur.

M. Hymmen: Il y en a?

M. Ross: Oui, monsieur. Nous en avons déjà fait. «The Luck of Ginger Coffey» et autres ont été réalisés au Canada par des membres

[Texte]

we are realists about feature films, and I am not going to make any statement which would make it seem as if it is just a ball and easy to do. It is highly competitive. There are some excellent feature films on the market today. I do not know about Ottawa but there certainly are in Toronto. If you go down the listings of films today you will see there are some excellent ones.

• 1210

One has to recognize the fact that to drag a person off the street and into your house as opposed to somebody else's requires a tremendous amount of initiative and what have you—not to mention money, and a lot of that money has to come from our side. This is really why we are here, and I am so glad you asked, sir. We badly need to have all the foundations and underfittings of our industry secure, and if we can do that we can make a profit. Surely to goodness that is exactly what the feature film industry springs from, that pin money that you can take from your R and D, as most big firms can do and little outfits cannot, and say, all right, this is our fun time for our first feature film.

The history of the feature film industry is that the first time seldom works. Consequently, it would be a foolish man who banks his whole future and his company, his wife and house on making a big click the first time round. It cannot happen. We feel very strongly here that the sponsored film—the National Film Board area, government department, the television commercial, all these things have got to be healthy or we are not going to have a feature film industry no matter what the government does.

Mr. Hymmen: The reason I asked the question is that of course, aside from the feature film which you have defined in a movie theatre, there are other parts of the program—for example, travelogues. I have watched so many American travelogues that I just wondered whether the National Film Board or anybody else in Canada was providing this type of thing because of the natural beauty we have in this country, for circulation in the United States, for example.

Mr. Ross: Well, all over the world the market went soft in the short theatrical film and today, rather than the entertaining short film that people produce for profit, they are adjuncts usually for other purposes. The distributor today does not pay you for a short subject. He will take on distribution; he will order the prints necessary for it and you can use it, as the case may be, if you have a Shell

[Interprétation]

de notre association. Je pense que nous sommes réalistes au sujet des longs métrages et je ne veux pas faire de déclarations qui montrent que c'est quelque chose de facile. Il y a beaucoup de concurrence. Il y a d'excellents films sur le marché aujourd'hui. Je ne sais pas à Ottawa, mais il y en a à Toronto.

Il faut se rendre compte qu'il faut énormément d'initiative sans mentionner l'argent, pour amener quelqu'un à son théâtre plutôt qu'à celui d'un autre, et une bonne partie de l'argent vient de nous. C'est pour cela que nous sommes ici et je suis très content de votre question, monsieur. Nous avons vraiment besoin d'avoir plus de sécurité dans notre industrie. Dans ce cas seulement, nous pouvons réaliser des bénéfices. C'est exactement ce qu'en retire l'industrie du long métrage, cet argent de poche que vous pouvez retirer de la recherche et du développement, comme la plupart des grosses compagnies peuvent le faire, mais non les petites, puis dire : « nous avons bien réussi notre premier long métrage ».

L'histoire de l'industrie du long métrage le prouve: ça marche rarement la première fois. Conséquemment, il serait bien fou d'embriger son avenir, sa compagnie et sa famille, pour faire de grands débuts. C'est impossible. Nous croyons fermement que les films parrainés par le gouvernement, l'ONF, les commerciaux de télévision, tous ces domaines, doivent être sains, sans ça nous n'aurons jamais d'industries de long métrage, peu importe ce que fait le gouvernement.

M. Hymmen: Je pose cette question, car à part les longs métrages, dans nos cinémas, il y a autre chose, par exemple, les récits de voyage. J'ai vu tant de récits de voyage américains que je me demande si l'ONF ou d'autres, au Canada, en font aussi, car il y a des paysages extraordinaires au Canada, qu'on pourrait montrer aux États-Unis, par exemple.

M. Ross: Dans le monde entier, la demande de courts métrages sur le théâtre est faible, et au lieu de faire des films de court métrage pour réaliser des bénéfices, on en fait à d'autres fins. Les distributeurs, aujourd'hui, ne paient pas pour les courts métrages. Ils s'occupent plutôt de distribution. Ils commandent les copies nécessaires et on peut montrer ces films, selon le cas, si on voit à l'arrière-plan

[Topic]

truck going by in the background of some particular short subject and you feel that it is worth while to get that kind of exposure.

Some of the exceptions, of course, are the ancillary uses of *A Place to Stand*, that TDF did which went into the motion picture theatres across the country for those who did not come to Expo. But as an industry in the States, England, France, and so on, it is dead, unfortunately. It is a great training ground. Many of the great avant garde film producers and directors in the world came from the short film.

Mr. Hymmen: You answered a question a short while ago to Mr. Osler about Canadian Film Development Corporation being a banker and having an important role as a banker. In your opinion, they have another role?

Mr. Ross: I do not know exactly what you are referring to, but I think their most important role in addition to banking is that carefully handled area of influence in distribution.

I do not think we are prepared to make any recommendations. We are not talking about quotas, we are not talking about all these things, but we are suggesting perhaps that when a government agency thinks it is important enough to allocate \$10 million to the development of a feature film industry, and knowing the facts as they are about distribution, then perhaps one would assume that they would ensure more attention was being paid to the distribution aspect if it happened to occur in foreign countries.

After all, there is a great business going on in this country in the feature film industry from foreign distributors, and I am sure that in time a little persuasion might do a lot of things, but we have still to prove that we have to make good films.

Mr. Hymmen: I would like to refer to the last recommendation in your brief which may have been referred to before. I gathered there is a general negative approach concerning the National Film Board. I was rather surprised, I might say, to learn from the first part of your brief that the National Film Board contracts only 3 per cent to the entire private Canadian industry. I was quite surprised because I thought they were contracting more than that.

This is one of the problems of the Crown corporation. In many committees and even in the House we were told that the answer to all our problems is Crown corporations. I do not hold this view at all. I think there must be a great deal of encouragement to the private sector in so many things. Now, I do not know

[Interpretation]

un camion-citerne, et que vous croyez qu'il vaut la peine d'avoir ce genre d'image.

Il y a des exceptions, bien sûr. Il y a «A place to stand», tourné par la compagnie TDF, film qui a été montré à l'Expo et dans les cinémas pour ceux qui ne sont pas venus à l'Expo. Mais aux États-Unis, en Angleterre, en France et ailleurs, c'est une industrie qui n'existe plus, malheureusement. C'est dommage, car bien des grands directeurs et réalisateurs d'avant-garde ont commencé comme ça.

M. Hymmen: Vous avez déjà répondu à cette question, posée par M. Osler, selon qui la Société de développement de l'industrie cinématographique joue le rôle d'un banquier. A votre avis, est-ce que cette société joue un autre rôle?

M. Ross: Je ne sais pas exactement à quoi vous faites allusion, mais je pense que son rôle le plus important, en plus d'un rôle de financement, est d'avoir une zone d'influence importante pour la distribution.

Je ne pense pas que nous soyons disposés à faire des recommandations. Nous ne parlons pas du contingentement, ou autres choses du genre, mais lorsqu'un organisme gouvernemental pense qu'il est important d'accorder 10 millions pour développer l'industrie du long métrage, et connaissant tous les facteurs qui se rattachent à la distribution, on peut alors supposer qu'on s'occupera plus de l'aspect distribution, surtout si cela se passe dans un pays étranger.

Après tout, pour l'industrie du long métrage, aujourd'hui, c'est un débouché important, et peut-être qu'un peu de persuasion pourrait aider. Mais il faut prouver avant qu'on peut réaliser de bons films.

M. Hymmen: Je voudrais revenir à la dernière recommandation de votre mémoire. On en a peut-être déjà parlé. Il y a, semble-t-il, une attitude assez négative face à l'ONF. J'ai été assez étonné de voir que, puis-je dire, dans la première partie de votre mémoire, l'ONF n'a que 3 p. 100 des contrats de toute l'industrie privée canadienne. J'ai été très étonné car je pensais que les contrats représentaient plus.

C'est un des problèmes de la société de la Couronne. Sans plusieurs comités, et même à la Chambre, on nous a dit que la société de la Couronne pouvait répondre à tous nos problèmes. Mais je ne suis pas d'accord. Il faut beaucoup d'encouragement dans le secteur privé. Je ne sais pas si c'est parallèle ou non,

[Texte]

whether this is a direct parallel or not, but I feel that CRTC, for example, in addition to providing controls over the television and radio media, also has a role in providing encouragement to the development of the private sector. Do you agree with this view?

The Chairman: Of the film industry?

Mr. Hymmen: No, not the film industry; television and radio.

Mr. Ross: Are you talking about the television commercials, for instance?

Mr. Hymmen: Yes.

Mr. Ross: Yes, I think that is very true. Of course, we know the television exists only on advertising. I mean, it is really what it is all about, and therefore if television is to be healthy in this country and innovative—good programs, and so on—there is no way it is going to happen without the advertiser, and the advertiser has got to be a very important part of our industry, the television commercial.

Mr. Hymmen: I have a final question, and perhaps this was asked before. You suggest a revitalization of the National Film Board. Have you any further general comments to make in regard to that recommendation?

Mr. Ross: Well sir, we feel—and this goes back to many years of many film commissioners over the years, all honourable gentlemen—that the National Film Board is a very paternalistic organization. It is really not in the twentieth century in terms of recognizing some of the tremendous advances made technologically and creatively in the motion picture industry across the country.

I go back to Expo, 67. Eighty per cent or more of the films shown there were made by private companies, many of them brand new ideas technically and in every other way. You can imagine a child, actually, driving a car. The film Board has never seemed to be able to imagine that it is possible for someone on the outside to make a film for the Department of Trade and Commerce that might actually sell some goods.

In the first place they do not care about selling anything; it is not their mandate. They are not out there to get repeat business. We are; if we do not sell the Department of Trade and Commerce's plan the way we think it can be put across in Ghana or some other place, we do not get any more business from them. That is very important to us, and I think if the country is in a mood today to put itself across the map in goods and services I can think of no better group to assist

[Interprétation]

mais je pense que le CRTC, par exemple, en plus de contrôler la télévision et la radio, a aussi un rôle à jouer pour encourager l'expansion du secteur privé. Êtes-vous d'accord là-dessus?

Le président: L'industrie cinématographique?

Mr. Hymmen: Pas l'industrie cinématographique, mais la radio et la télévision.

Mr. Ross: Vous parlez des commerciaux pour la télévision, par exemple?

M. Hymmen: Oui.

M. Ross: Oui, c'est bien vrai. La télévision ne vit qu'avec les commerciaux, et par conséquent, si la télévision est saine et pleine d'innovations, si les émissions doivent être bonnes, nous avons besoin d'un commanditaire, et les commanditaires jouent un rôle important dans notre industrie de la télévision commerciale.

M. Hymmen: Une dernière question qui a peut-être été posée déjà. Vous parlez de redonner de la vitalité à l'ONF. Avez-vous des commentaires à faire sur cette recommandation?

M. Ross: Eh bien, nous pensons—et cela remonte à plusieurs années d'ici, et à plusieurs commissaires de l'ONF—l'organisation de l'ONF est très paternaliste, elle n'est pas vraiment arrivée au 20^e siècle, pour reconnaître les grands progrès de la technique dans l'industrie cinématographique.

Remontons à l'Expo 1967, où 80 p. 100 ou plus des films avaient été faits par des sociétés privées. Il y avait beaucoup d'idées nouvelles au point de vue technique et à tout autre égard, mais l'ONF est comme une mère qui regarde un enfant conduire une voiture; l'ONF n'a jamais imaginé qu'il est possible que quelqu'un de l'extérieur de l'ONF fasse un film pour le ministère du Commerce, qui peut vendre des choses.

Tout d'abord, ce n'est pas leurs fonctions, ce n'est pas ce qui les intéresse. Nous voulons avoir des clients et vendre. Si nous ne pouvons pas vendre, par exemple, au Ghana et ailleurs, eh bien, on perd notre clientèle. Cela compte pour nous. Et si un pays, aujourd'hui, veut être sur la scène mondiale, dans le domaine des biens et services, je pense que le meilleur groupe qui peut lui aider dans le domaine des moyens de communication, c'est notre association.

[Text]

them in the communications media than our association without any interference whatever.

Mr. Hymmen: I would not like to suggest another baby, but assuming that the National Film Board, for example, is directly involved in its own productions and its own facilities, do you see any room for any other body which might correlate not only the efforts in the public sector but the efforts in the private sector?

Mr. Ross: I do not think I quite understand the question. I am sorry.

Mr. Hymmen: The National Film Board is a Crown corporation established to produce films for government departments and agencies and also to distribute these films in other countries of the world. At the same time, to the indicated 3 per cent they have used the private sector on a contract basis. Now, initially we had the CBC and other bodies, and now we have the CRTC which has been given direct supervisory control and also, I feel, has a role to provide encouragement in both the public and private sectors.

I think you made your point about the National Film Board. The National Film Board which itself is directly involved in the production of films as such has difficulty, of course, in its own role in providing the proper encouragement to the private sector. I just inquired whether some type of new coordinating body might provide the assistance you were looking for, aside from the Canadian Film Development Corporation.

Mr. Ross: Has anybody any ideas on that? I do not know; we are rather against it. We have tried in the past to get together, as it were, in big councils, and what have you. It never seems to really work. We are a bunch of mavericks, I suppose, in a sense. We are individuals, independents looking to sell our goods and services. I do not think it is very complicated.

I think all someone has to do is simply to change the Act. The change would simply say that the Film Board is no longer in the monopoly position that it is at present and that under certain terms a Canadian company with a Canadian charter and Canadian directors and Canadian capital has the right to solicit business direct from government departments. If you think that the \$3 million is not important, I go back to my original statement earlier that it is approximately 50 per cent of the current business being done of that kind. That is very important.

[Interpretation]

M. Hymmen: Je ne voudrais pas suggérer autre chose, mais si nous supposons que l'ONF a ses propres réalisations, pensez-vous qu'il y en a d'autres qui pourraient relier les efforts, non seulement du secteur privé, mais aussi ceux du secteur public.

M. Ross: Je pense que je ne comprends pas très bien la question, je regrette.

M. Hymmen: Eh bien, voici. L'ONF est une société de la Couronne créée pour produire des films pour le gouvernement, ses organismes et ses ministères, et aussi pour les distribuer dans d'autres pays du monde. En même temps, 3 p. 100 se servent du secteur privé sur une base contractuelle. Alors, je reviens au parallèle. Autrefois, il y avait la société Radio-Canada et d'autres organismes. Maintenant, nous avons le Conseil canadien de la radio et de la télévision qui a le contrôle et la surveillance à exercer et qui doit aussi encourager les secteurs privés et publics.

Je pense que vous avez dit ce que vous pensiez de l'ONF, et l'ONF s'occupe de la réalisation de films comme telle, et il est difficile de jouer ce rôle. Il faut encourager aussi le secteur privé. Je voudrais savoir si un nouvel organisme de coordination pourrait accorder l'aide voulue en plus de la Société de développement de l'industrie cinématographique.

M. Ross: Qui a des idées là-dessus? Je ne sais pas; nous sommes plutôt contre cela. Nous avons essayé de nous grouper dans le passé, et cela n'a jamais rien donné. Nous sommes sûrement une bande d'individualistes qui veulent vendre leurs marchandises, leurs biens et services. Ce n'est pas très compliqué.

Je pense qu'il suffit de modifier la loi et la loi dirait tout simplement que l'ONF n'exerce plus un monopole, mais que tout le monde au Canada, n'importe quelle compagnie canadienne avec des directeurs canadiens, etc, ou des capitaux canadiens, a le droit de chercher des débouchés directement auprès des ministères du gouvernement. Et si vous pensez que la somme de trois millions n'est pas importante, je reviens à dire que c'est environ 50 p. 100 de ce qui se fait dans ce genre, et c'est très important.

[Texte]

Mr. Hymmen: Mr. Chairman, I am finished.

Mr. Stanbury: Mr. Chairman, just on this point. I wonder if Mr. Ross is exactly correct in suggesting that the Act specifies the monopoly of government business for the Board. I think Mr. Hymmen may be getting at the root of that effect which is that the Government Film Commissioner is the Chairman of the National Film Board and perhaps he is suggesting that there should be something separate from the National Film Board as a producer to oversee the film industry generally or to advise the government on its film policies.

Mr. Ross: I see your point, sir, but would it not be true that one would have to at the same time also re-examine the role of the National Film Board?

Mr. Stanbury: I am simply trying to get clarified what you feel would be required to accomplish the end you feel is worthwhile. If I remember correctly, there is no provision in the Act that the National Film Board has a monopoly over all government business.

Mr. Ross: No, that is true, sir.

Mr. Stanbury: If you are suggesting an amendment to the Act, it would be something other than that. Have you given any consideration to a specific amendment to the Act that you would like to propose? You are giving us a general goal, but I gather you have not considered a specific amendment that you could propose.

Mr. Ross: To read out as if it was going to go into a...

Mr. Stanbury: How to accomplish the goal of opening up the government business.

Mr. Ross: Let me ask my colleague, Mr. Fraser.

Mr. Fraser: No, I think perhaps in our thinking, and perhaps wrongly, we have always felt it was presumptuous to present to this Committee the wording of an amendment to an Act. Perhaps we were wrong in this, and we have never really decided on the actual words to be used. Our aim is very clear. It is contained in our brief. If this is an invitation, our committee would obviously be delighted to sit down with the National Film Act and quickly place in your hands the words that we suggest, but we felt that was probably presumptuous on our part.

Mr. Stanbury: Mr. Chairman, I am sure you and all of us would appreciate any kind

[Interprétation]

M. Hymmen: J'ai fini, monsieur le président.

M. Stanbury: Sur ce point, je voudrais savoir si M. Ross a raison de dire que la Loi précise que toute la production gouvernementale doit se faire à l'ONF? Je pense que M. Hymmen veut souligner que le Commissaire du gouvernement à la cinématographie est aussi président de l'Office national du film, et il suggère peut-être qu'un tel état de choses devrait être supprimé; et que l'on devrait avoir un organisme particulier pour superviser l'industrie du film de façon générale ou pour conseiller le gouvernement.

M. Ross: Oui, je vois ce que vous voulez dire. Mais, n'est-il pas vrai qu'en même temps il nous faudrait réexaminer le rôle de l'ONF?

M. Stanbury: Je voudrais savoir ce qu'il faut faire pour en arriver à l'objectif que vous vous proposez? Si je me souviens bien, d'après vous, il n'y a pas de disposition dans la Loi, disant que l'ONF exerce un monopole.

M. Ross: C'est vrai.

M. Stanbury: Si vous suggérez une modification à la Loi, ce sera quelque chose d'autre. Avez-vous songé aux amendements précis que vous voulez apporter à la Loi? Est-ce un but général? Mais, je pense que vous n'avez pas étudié un amendement d'une façon précise.

M. Ross: De le lire comme s'il devait figurer dans la Loi?

M. Stanbury: Comment pouvoir donner accès à l'industrie privée aux productions du gouvernement?

M. Ross: Monsieur Fraser pourra vous répondre.

M. Fraser: Je pense, peut-être à tort, nous avons toujours pensé qu'il était présomptueux de présenter au Comité un amendement tout préparé. Nous avons peut-être tort; nous n'avons jamais parlé d'une rédaction éventuelle. Notre objectif est clair, il est exposé dans notre mémoire. S'il s'agit d'une invitation, notre Comité serait ravi d'étudier la Loi nationale sur le film et de suggérer ce libellé. Nous avons pensé qu'il aurait été présomptueux de notre part, de déposer un amendement déjà rédigé.

M. Stanbury: Je suis sûr que nous apprécierons tous des conseils de ce genre. Je

[Text]

of advice of that kind. What I am getting at is that the suggestion that you amend the National Film Act to remove a government monopoly, an NFB monopoly in government film making, is not a valid suggestion in itself. It is a goal that you want to accomplish, but the amendment would have to be something other than that. And I think it would be helpful if we knew what you suggest in the way of an amendment to accomplish that goal. Would it be separating the functions of the Chairman of the National Film Board from that of the Government Film Commissioner? Would it be to have something other than a Government Film Commissioner, or perhaps have nothing at all in his place?

• 1225

Mr. Ross: It would certainly help to have the Government Film commissioner separated.

Mr. Stanbury: Perhaps at some future time the association might submit their ideas on this point, on the accomplishment of the goal which they have set before us.

The Chairman: This could be done by letter which we could make part of our proceedings at a later date.

Mr. Schreyer: I have a number of questions, some to try to allow the witness to tie up some loose ends, and then some questions on new aspects.

The first question has to do with Mr. Stanbury's last question. As I understand your brief, you are suggesting that there is a statutory restriction placed on the private sector as regards departmental purchase of films. If that is so, would it not be possible to simply remove that statutory restriction?

Mr. Stanbury: That is the correction I was trying to suggest should be made. I do not think there is any statutory restriction on the private sector, but that is the effect apparently of the Chairman National Film Board being the same person as the Government Film Commissioner.

Mr. Schreyer: It is important to note then, that it is not a formal restriction but rather practice that has to be changed.

Mr. Ross: May I describe what happens in the normal course of Mr. Fraser getting an idea to present to a government department. He sends it to the government department. After some discussion, the information chap, perhaps at the Department of Trade and Commerce, is very enthused with the idea.

[Interpretation]

pense que votre suggestion, en vue de modifier la Loi nationale sur le film afin d'éliminer un monopole gouvernemental dans le domaine du film, n'est pas une suggestion valide en soi; c'est un objectif que vous voulez réaliser, mais l'amendement devrait être formulé autrement afin d'atteindre ce but. S'agirait-il de séparer les fonctions du président de l'ONF de celles de commissaire du Gouvernement à la cinématographie? S'agirait-il de quelque chose d'autre qu'un commissaire ou rien du tout, peut-être, pour le remplacer?

M. Ross: Il serait certainement utile de séparer la présidence de l'ONF du travail du commissaire du Gouvernement à la cinématographie.

M. Stanbury: Peut-être que l'association pourrait nous soumettre leurs idées à ce sujet.

Le président: Cela pourrait être expliqué dans une lettre que nous pourrions inclure plus tard dans nos comptes rendus?

M. Schreyer: J'ai une question supplémentaire pour essayer d'avoir quelques explications supplémentaires, et aussi je parlerai de nouveaux aspects.

La première se rapporte à la dernière question de M. Stanbury. Vous suggérez dans le mémoire qu'il y ait des restrictions statutaires imposées au secteur privé, en ce qui concerne l'achat de films par les ministères. S'il en est ainsi, pourrait-on tout simplement éliminer ces restrictions?

M. Stanbury: Il n'y a pas de restrictions statutaires vis-à-vis du secteur privé, mais il semble que c'est la conséquence du fait que le président de l'ONF est la même personne que le commissaire du Gouvernement à la cinématographie.

M. Schreyer: Il faut noter cela; ce n'est pas une restriction mais plutôt une pratique, qu'il faut changer.

M. Ross: Permettez-moi de vous expliquer ce qui se passe. Par exemple, lorsque M. Fraser présente une idée au gouvernement, il la transmet à un ministère. Peut-être que le ministère du Commerce est très enthousiaste, cela lui convient très bien. Mais il doit l'envoyer au Commissaire à la cinématographie,

[Texte]

He thinks it really fits the bill. I believe by statute now he has to send it to the Government Film Commissioner, not the National Film Board, and in the course of a bias or a conflict of interest it either gets lost somewhere in the shuffle, or gets shovelled down to a few unimaginative characters somewhere and it never comes back, and there is literally nothing that anybody can do.

Mr. Schreyer: Are you suggesting that a wilful and determined Minister of any department, if he did not like the product being given, being served up by the National Film Board, could not if he so wished approach the private sector?

Mr. Ross: If he had the time or the inclination, I suppose so, but he has a lot of other things to do, presumably.

Mr. Crawley: I could be wrong, Mr. Stanbury, but I think that by the Act a government department is precluded from purchasing without the permission of the Government Film Commissioner.

Mr. Stanbury: The difficulty, as I understand you to argue it, is not really that everything must go through the Government Film Commissioner, but that he in his capacity as Chairman of the National Film Board has biases which prevent your members from obtaining these contracts.

Mr. Ross: Let me say that he may not have a bias. He may not even look at it. The nature of the animal is that it goes into his organization and gets lost.

Mr. Stanbury: He has responsibilities also to see that the Board's facilities are used to capacity.

Mr. Ross: Right.

Mr. Schreyer: Mr. Ross, would you regard it as a logical division of function if government departments engaged in promoting Canadian goods abroad were to be allowed to make use of the private film making sector, and leave the other departments that are not engaged in promoting goods for sale, in other words, a non-commercial responsibility, to largely make use of the National Film Board? Would this be a logical division of function?

Mr. Ross: Sir, I do not acknowledge anything not being commercial. I think even religion has to be sold, and when you are talking about putting a program of any kind out, be it on agricultural improvement, or the ARDA plan or any other plan, as opposed to selling Polymer-made goods down in Sarnia, I do not

[Interprétation]

et, à cause de conflits d'intérêts, cela se perd en route, cela est perdu et ne revient jamais. Et rien n'arrive et nous sommes tous impuissants devant une telle façon d'agir.

M. Schreyer: Pensez-vous qu'un ministre pourrait, s'il ne veut pas que ces projets soient remis à l'Office national du Film, contacter le secteur privé?

M. Ross: Oui, s'il avait le temps et le goût de le faire, mais il a certainement d'autres chats à fouetter.

M. Crawley: Monsieur Stanbury, j'ai peut-être tort, mais les ministères du gouvernement ne peuvent rien acheter sans la permission du Commissaire à la cinématographie.

M. Stanbury: Si je comprends bien, la difficulté est que tout doit passer par l'entremise du Commissaire à la cinématographie mais, à titre de président de l'Office national du Film, il peut avoir des idées préconçues qui empêchent vos commettants d'obtenir des contrats.

M. Ross: Il n'est peut-être pas partial; mais peut-être qu'il ne s'en occupe même pas. Il entre dans son organisation et s'y perd lui-même.

M. Stanbury: Il est aussi responsable de voir que les installations de l'ONF soient utilisées à plein rendement.

M. Ross: C'est vrai.

M. Schreyer: Monsieur Ross serait-ce pour vous une répartition logique des fonctions si les ministères du gouvernement qui se consacrent à stimuler la vente des produits canadiens à l'étranger pourraient utiliser le secteur cinématographique privé et laisser aux autres ministères qui ne se consacrent pas à promouvoir la vente des produits canadiens de s'assurer les services de l'Office national du Film.

M. Ross: Ce n'est pas une question d'être commercial, même s'il s'agit de vendre un produit. Qu'il s'agisse de programmes pour l'amélioration du secteur agricole, de l'ARDA, par exemple, cela a très peu d'importance. Je ne citerai pas M. McLuhan. Il s'agit de message quelconque, il ne s'agit pas seulement de

[Text]

think it really has much bearing. I think it is a message. I will not quote Mr. McLuhan. The point is that there is always a message of some kind, and that is our business. And I do not want to restrict it to goods and services in any hardware terms.

• 1230

Mr. Schreyer: I am a little disappointed in your answer. But I am looking for frank answers, so I thank you in any case. Also, Mr. Ross, I wanted to ask whether your Association is anticipating any increase in the demand for your services once ETV becomes operational?

Mr. Ross: We are very concerned that ETV, in the provincial sense, has not become another National Film Board, and the tendency is that it will. The tendency is that it can be another National Film Board, in terms of hardware and large studios, and so on. To date, not having all those things, there is a certain amount of work going out.

Mr. Schreyer: Mr. Stanbury or Mr. Osler can correct me, but my impression is that as far as the federal government is concerned ETV will provide the facilities and the provinces would be free to look after the programming. One supposes that the provincial departments of education and the other ETV programming authorities will want to obtain films in large volume, and obviously they will not go into the business themselves.

Mr. Ross: I would suggest, sir, that, as part of the Act, that might be included as a prohibition.

Mr. Osler: Mr. Chairman: I do not think that would be possible, because the operational end of educational TV, as I understand it, would certainly be in the hands of the provinces.

Mr. Ross: The hardware is also what we are concerned with, in this instance. Hardware, in the National Film Board sense, of having to use that place and having to justify those 4,800 rooms with editing machines in them, can become our greatest enemy. I would suggest that if they did not have 4,800 rooms with editing equipment there would be a great many producers across the country, small or whatever, getting a lot more work from the National Film Board.

Mr. Stanbury: I think this point should be clarified, Mr. Chairman. There is nothing in

[Interpretation]

biens et de services, en quelque langage que ce soit.

M. Schreyer: Je suis un peu déçu par votre réponse, mais je voulais avoir des réponses franches, c'est pour cela que je vous remercie.

Je voudrais aussi savoir si votre association prévoit un surplus de demandes lorsqu'on mettra en service la télévision éducative.

M. Ross: Nous ne voudrions pas que la télévision éducative dans le contexte provincial devienne un autre Office national du film et il y a tendance à ce qu'elle le devienne. La tendance qu'elle puisse être un autre Office national du film du point de vue des appareils, des grands studios, etc. Jusqu'ici, dépourvus de ces installations, une certaine quantité de travail est fait à l'extérieur.

M. Schreyer: M. Stanbury ou M. Osler peuvent me corriger, mais mon impression est que pour la télévision éducative le gouvernement fédéral assumera les frais des installations et ce sera aux provinces de déterminer la programmation. On suppose que ces services seront confiés aux ministères provinciaux de l'éducation et que les autres responsables de l'éducation éducative voudront obtenir des films en quantité et qu'évidemment ils ne se lanceront pas eux-mêmes dans cette entreprise.

M. Ross: Je suggérerais, monsieur, qu'on pourrait inclure cette interdiction dans la Loi.

M. Osler: Monsieur le président, cela, à mon avis, n'est pas possible parce que le fonctionnement de la télévision éducative doit être confié à l'autorité provinciale.

M. Ross: Nous nous inquiétons aussi ici des installations. D'installations, dans le sens de l'Office national du film, d'avoir à utiliser la place et à justifier les 4,800 salles avec appareils de montage, qui peuvent devenir notre plus grand ennemi. A mon avis, s'ils n'avaient pas ces 4,800 salles de montage, il y aurait un grand nombre de réalisateurs à travers le pays, importants ou non, qui obtiendraient beaucoup plus de travail de l'Office national du film.

M. Stanbury: Je crois, monsieur le président, que cette question devrait être éclaircie.

[Texte]

the proposed act to establish a Canadian educational television agency which would offer federal funds for the provision of producing facilities.

Mr. Ross: I understand.

Mr. Stanbury: It is only transmission facilities. Therefore, your arguments will be with the provincial governments.

Mr. Ross: All right, sir.

Mr. Schreyer: My question still stands. It may be out of federal jurisdiction, but in terms of the health and future growth of your industry is it valid to ask whether your industry is anticipating a significant increase in work?

Mr. Ross: My answer stands, too, sir. Yes so long as they do not—and if we can try to convince them—build outside the federal jurisdiction and if we can convince them not to build enormous studios. This is precisely why the Canadian content regulations in television terms were a failure. They built these enormous places under second licences across the country, and in order to get the licences they overbuilt, with tremendous promises; and with all that enormous initial capital investment, they just literally could not give any work out. Therefore, they did those cheap programs with a fellow playing the organ for an hour. It was only because they had these enormous places. Therefore, the film producer across the country hardly benefited from the second station at all.

Mr. Schreyer: Mr. Chairman, I wish to hark back to some of the questions already asked to try to tie up some loose ends.

If one were to accept, in large part, your suggestion that the private sector be allowed greater access to government departments, and given the fact that the National Film Board already has a certain establishment in terms of personnel, I think it is important to know what is the annual rate of growth in government departmental demand for motion pictures.

Assuming the government were to agree to divert some of its film demand to the private sector, it could mean that National Film Board's facilities and personnel could go under-employed, one might say, and the taxpayer certainly would not benefit from that. I think it is important to know, if you could give us it as a rough figure, what the annual rate of growth has been in the past three or four years in the government sector for motion pictures?

Mr. Ross: Mr. Young, do you have those figures?

[Interprétation]

Il n'y a rien dans la nouvelle loi prévoyant un organisme de télévision éducative qui disposera de fonds fédéraux, qui pourra assurer des services de transmission.

M. Ross: Je comprends.

M. Stanbury: Il ne s'agit que d'installations de transmission. Alors votre argument sera avec les gouvernements provinciaux.

M. Ross: Très bien, monsieur.

M. Schreyer: Ma question demeure. Il peut s'agir de juridiction autre que fédérale, mais en terme de la santé et de l'épanouissement de votre industrie, est-il valable de demander si votre industrie prévoit une augmentation importante de vos travaux?

M. Ross: Ma réponse aussi demeure, monsieur. Jusqu'à ce qu'ils ne le fassent pas et que nous pouvons les convaincre de ne pas construire hors de la juridiction fédérale et si nous pouvons les convaincre de ne pas construire des studios énormes. Voilà pourquoi les règlements sur le contenu canadien sont restés lettre morte. Ils ont construit des installations énormes, en vertu de licences secondaires à travers le pays, et afin d'obtenir ces licences, ils ont trop bâti, faisant des promesses énormes; et ainsi avec tous ces investissements énormes de base pour pouvoir travailler ils doivent porter des programmes à bon marché, parce qu'ils ont des studios ainsi que les producteurs cinématographiques qui n'ont pas bénéficié de ces dispositions juridiques.

M. Schreyer: Monsieur le président, pour revenir à la question qu'on a déjà posée. Si on devait accepter la proposition voulant que le secteur privé puisse avoir un plus grand accès aux ministères gouvernementaux, tenant compte du fait que l'Office National du Film détient déjà, possède déjà des bonnes installations et le personnel, j'aimerais savoir quel serait le taux annuel de croissance de la demande gouvernementale pour la production cinématographique?

Supposons que le gouvernement pourrait accepter de détourner une partie de ses contrats vers le secteur privé, cela voudrait dire que les installations de l'Office National du Film seront sous-employées et les contribuables n'y gagneraient rien. Pourriez-vous me donner un chiffre approximatif qui pourrait décrire le rythme annuel d'augmentation de la demande du gouvernement pour des films au cours des trois ou quatre dernières années?

M. Ross: Monsieur Young, avez-vous ces chiffres?

[Text]

Mr. Young: I do not have here enough years to compare.

Mr. Ross: Sir, one point that you are bringing up is important and that is that—and this cannot be proven, and we do not want to mention any names—there are many people in federal government departments who do not make films for that very reason. They do not believe that by making a film through the National Film Board they will get what they are looking for.

As a salesman looking for the market for the future—next year, or the year after—I am quite sure that if someone were to say, "All right, you have a free ball, starting next January, to go and visit with any government department and show them your wares and what you can do", we would increase the amount of film being made by government departments, not to mention the better results thereafter. Therefore, although we are looking at, say, \$3 million, I do not think that is nearly as important as what we can do if given our head. It might be \$6 million—it could be something fantastic. But the National Film Board does not go to a government department and recommend a film. It just sits there and waits until someone finally decides they have to make one, then reluctantly goes through the process and it finally comes out the other end. It is not our concept of film-making.

Mr. Schreyer: So you would hope to generate a new demand in government departments?

Mr. Ross: Yes, sir; we would show...

Mr. Schreyer: And that would not necessarily be pre-empting the role to be played by the National Film Board?

Mr. Ross: It might have a very...

Mr. Schreyer: It is a question of utilizing the National Film Board's establishment? You know how things are arranged in the public service.

Mr. Ross: That is right. If I were the Government Film Commissioner I would become very anxious to make sure that I was putting my pitch in, too. We are not asking them not to compete.

Mr. Schreyer: Thank you. Relative to your \$8 million of income from the television commercial industry, in what proportion, or ratio, does this come from the two networks?

Mr. Ross: It does not bear a great relationship, sir, to networks. Are you referring to networks making the commercials?

[Interpretation]

M. Young: Je n'ai pas les chiffres d'assez d'années pour faire une comparaison.

M. Ross: Monsieur, ce que vous venez de signaler comprend un aspect important. Nous ne tenons pas à citer des noms, mais un bon nombre de personnes des ministères ne produisent pas de films parce qu'ils hésitent à les confier à l'Office national du film de peur de ne pas obtenir le film qu'ils désiraient.

A titre de vendeur vers les marchés futurs, l'an prochain et l'année suivante, je suis sûr que si quelqu'un disait: «Très bien, vous êtes libres, à partir de janvier, d'aller visiter tous les ministères fédéraux et de leur montrer vos productions et ce que vous pouvez faire.» Nous pourrions augmenter le nombre de films réalisés par les ministères gouvernementaux, sans mentionner les meilleurs résultats plus tard. Donc, bien que, disons, nous étudions un poste de 3 millions de dollars, je ne crois pas que cela soit aussi important que ce que nous pourrions faire si on nous donnait la liberté. Ce serait fantastique. Mais l'Office national du film ne va pas au ministère pour recommander un film. Il attend que le ministère décide de produire un film, et il s'agit alors d'entamer des négociations pour essayer d'en convaincre une partie ou une autre. Ce n'est pas notre concept de la cinématographie.

M. Schreyer: Pouvez-vous créer une nouvelle demande de films gouvernementaux?

M. Ross: Oui, monsieur, nous montrions...

M. Schreyer: Cela n'équivaldrait pas du tout à vous substituer au rôle de l'Office?

M. Ross: Cela pourrait avoir...

M. Schreyer: Il s'agit d'utiliser l'installation de l'Office national du film? Vous savez comment ça marche dans la fonction publique.

M. Ross: C'est exact. Si j'étais Commissaire du gouvernement à la cinématographie, je deviendrais aussi très anxieux de m'y mêler. Nous ne demandons pas leur concurrence.

M. Schreyer: Merci. Quant à vos 8 millions de dollars de revenu provenant de la télévision commerciale, quelle proportion provient des deux réseaux?

M. Ross: Il ne s'agit pas tant de proportion des réseaux. Parlez-vous des réseaux faisant des messages publicitaires?

[Texte]

Mr. Schreyer: No. At the very beginning of this hearing you gave me the figure...

Mr. Ross: That is correct.

Mr. Schreyer: ...that of the \$20 million in annual sales \$8 million came to your Association members by way of TV commercials.

Mr. Ross: That is correct.

Mr. Schreyer: I assume that this comes, in effect, not from the sponsors...

Mr. Ross: From the advertising agencies.

Mr. Schreyer: Yes.

Mr. Ross: And where they place them is not really part of our business. They make them, and they either run them on network as spot...

Mr. Schreyer: All right; I will revise my question and ask you. What proportion of the total expenditure in Canada for television commercials is this \$8 million which comes into your Association members?

Mr. Ross: That is a most difficult question to answer, but let us take 50 per cent, which is a reasonable figure. Of all the television commercials on the air in a given week, on any stations across the country, but keeping it to network, where the advertiser is national, 50 per cent of all those commercials appearing from dusk to dawn would probably be made in Canada and the other 50 per cent would be those imported from American parent companies in those relatively small \$100 lumps.

Mr. Schreyer: Yes; and this would be...

Mr. Ross: And the value of that other 50 per cent would be in the millions—and I mean \$50 to \$75 million—in real production terms.

Mr. Schreyer: But would this figure of 50 per cent that you put forward be approximately the same for both networks?

Mr. Ross: Yes, sir, I think that would be true. The way they buy these days in the media they really do not favour the networks, *per se*. They favour their audience and their programs and their delivered, measurement audiences, and what have you. It is not really concerned much with the networks themselves.

Mr. Schreyer: So that one of your most important customers, in effect, would be advertising agencies here in Canada?

[Interprétation]

M. Schreyer: Non, vous m'avez donné les chiffres au début de cette audience.

M. Ross: C'est exact.

M. Schreyer: ...il s'agissait de 20 millions de dollars de ventes annuelles dont 8 millions provenant de votre association pour des annonces télévisées.

M. Ross: C'est exact.

M. Schreyer: Je suppose qu'en réalité, cela ne provient pas des commanditaires...

M. Ross: Des agences publicitaires.

M. Schreyer: Oui.

M. Ross: Et où elles les placent, ce n'est pas de nos affaires. Elles les réalisent et les diffusent sur les réseaux comme messages éclairs.

M. Schreyer: Très bien; je vais reviser ma question. Les 8 millions de dollars que touchent vos membres, quelle proportion de ces dépenses totales appartient aux réalisations commerciales?

M. Ross: C'est une question très difficile. Si on prend 50 p. 100, c'est là un chiffre raisonnable. Le taux des annonces qui sont produites à la télévision à travers le pays, c'est 50 p. 100, le taux de ces annonces qui sont programmées du matin au soir, disons, qu'il y a 50 p. 100 qui sont réalisées au Canada et l'autre 50 p. 100 importé des États-Unis dans ces morceaux plutôt faibles de \$100.

M. Schreyer: Oui, et cela serait...

M. Ross: Et la valeur de cet autre 50 p. 100 serait dans les millions. Je veux dire 50 à 75 millions de dollars en production réelle.

M. Schreyer: Ce chiffre de 50 p. 100 serait-il le même pour les deux réseaux?

M. Ross: Ah oui, je crois que ce serait vrai. Il ne s'agit pas d'une question de réseau, il s'agit d'une question de cote d'écoute et la question ne relève pas sur les réseaux.

M. Schreyer: De sorte qu'un de vos plus importants clients, en fait, serait les agences de publicité ici au Canada?

[Text]

Mr. Ross: Yes, sir.

Mr. Schreyer: Is there a great difference between the various advertising agencies in whether they buy from the Canadian motion picture industry, or foreign?

Mr. Ross: That is a subjective kind of a question. It is difficult to answer. I would have my views and Al Dancy would have his and they might be completely counter, depending on what the colour of my tie was today. But the choice...

Mr. Schreyer: Are certain advertising agencies operating in Canada particularly notorious for by-passing Canadian motion picture producers?

Mr. Ross: I would say that would be true, yes.

Mr. Schreyer: Would that be because of the nature of their corporate structure?

Mr. Ross: A very broad diversification of management control.

Mr. Schreyer: And would it be primarily because they may be a subsidiary of a foreign parent?

Mr. Ross: No, sir; I think it would be largely because the inmates, and not the warden, are running the prison. It becomes very arbitrary then. You know, there is no policy from management at this point that it would be better to buy Canadian. Therefore the inmates take over, as is true in most of these places.

Mr. Schreyer: And if I were to ask you what practical measures could be taken to help increase the amount or the proportion of TV commercials being purchased from Canadian motion picture producers you would give me the same answer that you gave Mr. Osler, I take it. You put forward four ways in which this problem of foreign entry of TV commercials could be dealt with.

Mr. Ross: I would love to see it in a positive way. I would love to see it done in some way that was a real incentive. That is what we do in business today—we try to provide incentives. And I think it is a real incentive for a Canadian advertiser to do it here. He may call it a penalty, I would look at it as an incentive.

Mr. Schreyer: Finally, Mr. Chairman, to take some specific cases or examples, when one sees on television a commercial pushing some cigarette or advertising some soap or

[Interpretation]

M. Ross: Oui, monsieur.

M. Schreyer: Est-ce qu'il y a une grosse différence entre les grandes agences de publicité, est-ce qu'elles achètent de l'industrie cinématographie canadienne ou d'autres sources?

M. Ross: C'est une question dont je ne saurais répondre avec précision parce que j'ai mes propres opinions. Monsieur Al Dancy peut avoir les siennes, et elles pourraient être complètement contraires, selon la couleur de ma cravate aujourd'hui. Mais le choix...

M. Schreyer: Puis-je vous demander alors s'il y a certaines agences de publicité ici au Canada qui sont connues pour éviter des entreprises canadiennes?

M. Ross: Oui, c'est exact.

M. Schreyer: Serait-ce peut-être à cause de la nature de leur structure financière.

M. Ross: Une large diversification de leur contrôle administratif.

M. Schreyer: Ne serait-ce pas peut-être parce qu'elles sont des filiales de sociétés-mères?

M. Ross: Non, monsieur; je crois qu'il s'agit en grande partie du fait que les prisonniers gèrent la prison plutôt que le directeur. Cela devient très arbitraire. Vous savez il n'y a aucune politique de l'administration qui dise qu'il vaut mieux acheter canadien.

M. Schreyer: Si je vous demandais quelles mesures on pourrait prendre pour augmenter la proportion d'annonces télévisées réalisées par des producteurs canadiens, vous me feriez la même réponse qu'à M. Osler, je pense. Vous avez proposé quatre façons d'approcher ce problème de la publicité télévisée étrangère.

M. Ross: J'aimerais voir cela de façon objective. J'aimerais qu'on adopte une politique vraiment stimulante. C'est ce qu'on essaie de faire et je pense que c'est véritablement stimulant pour un publiciste canadien de le faire ici. Certains diraient une sanction, je dis un stimulant.

M. Schreyer: Finalement, monsieur le président, pour parler de cas précis. Lorsqu'on regarde une annonce à la télévision, une annonce de cigarettes, d'une marque de savon

[Texte]

detergent, is it a likelihood that it is a copy, the visual presentation film of which has been written up and filmed here in Canada?

Mr. Ross: Fifty-fifty.

Mr. Schreyer: Does this fifty-fifty proportion you mentioned apply pretty well to all commodities advertised, or is there a great discrepancy?

Mr. Ross: Unfortunately, because of the nature and expense of television the national advertisers, for the most part, can be named on ten fingers. All the advertising on television would be from about ten major companies. An exception, for instance, would be a company like Canada Packers, which is a rather large advertiser off and on. But, for the most part, it would be the American subsidiaries in this country. Therefore the chances are that although they perhaps do not have to they do have a very strong temptation to look at their parent company's output and decide to pick that one and that one and that one. In business terms, if I were in their shoes I might do the same.

Mr. Schreyer: When you see a Canadian personality offering a testimonial on behalf of a certain product is that an absolute indication that the commercial was written up and filmed in Canada?

Mr. Ross: With almost reasonable certainty.

Mr. Schreyer: Thank you.

Mr. Comeau: Maybe I do not quite understand the role or the liaison between the society that we had on March 13, the Montreal branch of the Canadian Society of Cinematographers, and your Association, but I was under the impression that the cinematographers gave the impression that the film industry was in serious condition. I must say that from what you have said, it looks much brighter. Do you feel that the film industry is in fact facing serious difficulties—appreciating and supporting the fact of course that you would like to solicit more government business.

Mr. Ross: Well sir, the biggest film producer in the country is the CBC. It is bigger by far than one can imagine. It is bigger than the National Film Board and the private producers put together—much bigger. The next biggest is the National Film Board. I suppose just out of sheer logical extension, the third largest, if you take all its parts, is the sector that we are talking about, and the people that were here the other day are very

[Interprétation]

ou de détergent, s'agit-il d'une annonce écrite et filmée au Canada?

M. Ross: Il y a une chance sur deux.

M. Schreyer: Cette proportion que vous avez mentionnée s'applique-t-elle également à tous les produits qui font l'objet d'une annonce, ou est-ce qu'il y a de grandes différences?

M. Ross: Malheureusement, du fait de la nature et des dépenses de la télévision les agences de publicité nationales peuvent être compter sur les doigts. Toutes les annonces de télévision émanent peut-être de dix compagnies principales. Une exception par exemple, serait Canada Packers, qui fait pas mal de publicité, de façon intermittente. Mais ce sont plutôt les filiales américaines. Alors ils sont fortement tentés de tenir compte de la production de la compagnie-mère et de choisir les différents produits. On ferait peut-être la même chose à leur place.

M. Schreyer: Lorsqu'on voit une personnalité canadienne qui témoigne en faveur d'un produit, cela veut-il dire que le film a été produit au Canada?

M. Ross: Selon toute vraisemblance, oui.

M. Schreyer: Merci.

M. Comeau: Peut-être ai-je mal compris le rôle ou le rapport entre la société que nous avions le 13 mars, la section montréalaise de la Société canadienne des cinéastes professionnels et votre association mais j'avais l'impression que les cinéastes professionnels donnaient l'impression que l'industrie cinématographique était dans une situation difficile. Je dois dire que d'après ce que vous avez dit cela a l'air beaucoup mieux. Estimez-vous que l'industrie cinématographique connaît des embarras financiers graves justifiant le fait que vous aimeriez obtenir plus de contrats du gouvernement?

M. Ross: Le plus grand producteur de films est Radio-Canada. Il est beaucoup plus gros qu'on le pense. Beaucoup plus gros que l'Office national du film et les producteurs privés combinés. Après, c'est l'Office national du film. Et, le troisième, j'imagine, si on considère tous ces secteurs est celui dont nous parlons et ceux qui étaient ici l'autre jour dépendent de nos membres. Ce sont ceux que nous engageons ou que nous refusons selon

[Text]

much dependent on the activities of our member companies. They are the ones that we hire or do not hire, depending on their talent, the availability of work and so on. So they are an extension, for the most part, of our activities. Being unincorporated, they are individual film makers and they obviously are not getting enough work out of television commercials, sponsored informational films or any other kind of films and are grasping at this recent government move in the Canadian Film Development Corporation as being it or nothing. So that this tends, and quite rightly probably, to be a desperate case. We are not rich either, except that many of us, through a series of adjustments from time to time, have been able to kind of eke out a living. But I am sure it is fair to say, and I suppose anybody could check this at the Revenue office if it was not confidential, that you would find very little income tax being paid in the 1968 taxation year by motion picture producers, which is rather self-evident of our state.

Mr. Comeau: Yes, but do you not foresee a future, a great future in respect of, let us say, private industry and the motion picture business in Canada?

Mr. Ross: Well I would not be here if I did not feel so, and I think that is true of my colleagues. We share the same kinds of trials and tribulations. We know that the government can only protect you so much and you have to do the rest yourself. Whether we have the wherewithal to do that remains to be seen but the people sitting around here at least are going to give it a good try.

Mr. Comeau: I am certainly an advocate of encouraging private enterprise to the point where it can be at least as effective as Crown corporations. One thing that you would like to see happen, I presume, would be to be on a competitive basis with the National Film Board.

Mr. Ross: You put it exactly right, sir. That is exactly right.

Mr. Comeau: I understand from some figures or facts that you might take all their business away.

Mr. Ross: That is eloquent, sir.

Mr. Comeau: I understand that most of the films at Expo and at that festival in Europe last year were by private industry rather than by the National Film Board. I think there were something like five from private industry.

[Interpretation]

leur talent, la disponibilité du travail et autres. Ils ne sont ni plus ni moins qu'un prolongement de nos activités. Ce sont des producteurs indépendants et ils n'obtiennent pas assez de contrats d'annonces télévisées, de films d'information patronés et autres films et ils s'accrochent à ce projet du gouvernement dans le cadre de la Société de développement de l'industrie cinématographique comme étant la dernière ressource. Cela a donc tendance à être, peut-être à raison, un cas désespéré. Nous ne sommes pas riches non plus, mais beaucoup d'entre nous ont pu, par des adaptations périodiques, s'arranger pour gagner leur vie. Mais il faut dire, et je suppose que le ministère du Revenu national pourrait le confirmer si ce n'était pas confidentiel, que les producteurs de films ont payé très peu d'impôts en 1968, ce qui prouve notre situation.

M. Comeau: Oui, mais ne prévoyez-vous pas un bel avenir pour l'industrie des films au Canada?

M. Ross: Je ne serais pas ici si je ne croyais pas cela et je pense que mes collègues sont d'accord. Nous partageons tous les mêmes épreuves. Nous savons que le gouvernement ne peut nous donner qu'une certaine protection et à nous de faire le reste. Que nous ayons les moyens de faire ce reste, demeure à prouver, mais du moins votre présence ici prouve que vous allez nous donner une chance.

M. Comeau: Je suis tout à fait en faveur d'encourager l'entreprise privée dans la mesure où elle peut être aussi efficace que les sociétés de la Couronne. Ce que vous demandez, je présume, est de pouvoir faire concurrence à l'Office national du film?

M. Ross: Oui, exactement, monsieur. C'est exactement ce que nous voulons dire.

M. Comeau: D'après certains chiffres, je crois comprendre que vous pourriez les éliminer.

M. Ross: C'est éloquent.

M. Comeau: D'après ce que j'ai vu à l'Expo et à ce Festival en Europe, la majorité des films ont été produits dans le secteur privé. Il y en avait, je pense, cinq qui venaient du secteur privé.

[Texte]

Mr. Ross: There is a tremendous lot of talent here.

Mr. Comeau: You mentioned a while back that the National Film Board was not in the twentieth century as far as technology is concerned. I understood that they had one of the best labs in North America.

Mr. Ross: When I say "not in the twentieth century" there is a certain anachronism about the National Film Board, which is quite normal. It relates back to the beginning of World War II. It had a totally different purpose at the time and I question whether it has ever been properly redefined. Technologically, if you wanted to be specific about a laboratory, sure there never had been any limitation on money. So by sheer copying somebody else or whatever, it is logical they would have a good lab. However, that is not what makes good pictures, although it is an adjunct to it.

Mr. Comeau: If private industry had the facilities that the National Film Board has would you foresee better films, better productions or a much more vital role to play with these facilities?

Mr. Ross: Mr. Chairman, is it possible that the members of the committee could some day travel, say, to Toronto. I know you went to the National Film Board and we demand equal time.

The Chairman: We have in the works, say, a trip to Toronto sometime in May or June. The primary purpose of it was to visit the CBC facilities but I am quite certain that we could work you into it.

Mr. Ross: Could we have a day? I can tell you that Mr. Comeau would be most impressed.

The Chairman: Well, I think we could provide that. We will accept your statement as an invitation and when we do go we will be in touch with you and try to work you into our schedule.

Mr. Ross: We would love to have you. Our recording studios, motion picture studios and laboratories are some of the finest in the country.

The Chairman: Yes; we would be delighted.

Mr. Comeau: How do you think the facilities of private industry compare with the facilities of the National Film Board?

Mr. Ross: They are equally good. I would not say better because, after all, they have the same equipment as we do.

Mr. Comeau: Fine, thank you.

[Interprétation]

M. Ross: Nous avons une profusion de personnes de talent.

M. Comeau: Vous avez dit tantôt que l'Office national du film était dépassé du point de vue technologique. D'après ce qu'on m'avait laissé entendre, ils avaient les meilleurs laboratoires de toute l'Amérique du Nord.

M. Ross: Lorsque j'ai dit qu'ils étaient dépassés, je voulais dire qu'il y a quelque chose d'anachronique à propos de l'Office national du film. Cela remonte au début de la deuxième guerre mondiale. Le but était tout à fait différent à cette époque et il n'a jamais été correctement redéfini. Du point de vue technologique, en ce qui concerne le laboratoire, si vous voulez être précis, c'est vrai, il n'y a jamais eu de pénurie d'argent. Il est logique, donc, qu'ils aient des bons laboratoires. Ce n'est pourtant pas ce qui fait de bons films, ça y contribue seulement.

M. Comeau: Si l'industrie privée avait les facilités dont dispose l'Office national du film, croyez-vous qu'il va de soi que l'industrie privée produirait de meilleurs films et jouerait un rôle plus important?

M. Ross: Monsieur le président, il est temps que vous veniez à Toronto un jour. Vous avez été à l'Office national du film, vous pourriez nous accorder le même temps.

Le président: Nous avons une réunion de prévue à Toronto en mai ou en juin. Le but principal de cette visite est de visiter les installations de Radio-Canada, mais je pense que nous pourrions également aller vous voir.

M. Ross: Pourrions-nous avoir une journée? Je suis sûr que M. Comeau serait impressionné.

Le président: Je pense que nous pouvons faire cela. Nous considérons votre déclaration comme une invitation et lorsque nous irons, nous vous le ferons savoir, pour mettre au point le programme.

M. Ross: Nous serons ravis de vous voir. Nous avons parmi les meilleurs studios d'enregistrement, studios de cinéma et laboratoires du pays.

Le président: Oui, nous serions heureux.

M. Comeau: Comment les installations de l'industrie privée se compare-t-elle avec celles de l'ONF?

M. Ross: Elles sont à peu près équivalentes. Je ne dirais pas que nos installations sont meilleures car le matériel est le même.

M. Comeau: Merci.

[Text]

The Chairman: Mr. Stanbury and then Mr. Mongrain.

Mr. Stanbury: I give way to Mr. Mongrain and I will come back if there is time.

M. Mongrain: Monsieur le président, je voudrais poser une question bien précise à ces messieurs.

Pouvez-vous affirmer devant ce comité qu'en règle générale pour le genre de travail que requiert Radio-Canada ou que fait l'Office national du film, votre prix pourrait être meilleur ou le même, ou supérieur?

M. Michaud: Nous pouvons affirmer qu'il est possible pour l'entreprise privée, même si elle doit répondre à des actionnaires, même s'il lui faut faire un profit, et garder un contrôle très étroit sur sa production, de produire tout probablement à meilleur compte qu'une organisation du gouvernement.

Ce qui est encore plus important, à mon point de vue, c'est que les relations entre vos ministères, et l'O.N.F. sont comme celles de la maman et de son fils: elle lui donne un dollar pour qu'il aille chercher du pain, du beurre et du lait, et l'enfant revient avec de la crème glacée. L'Office national du film, à cause de son caractère de producteur employé, fait un peu la même chose.

C'est une plainte qu'on a entendue assez souvent, que ce qu'avait demandé le ministère n'était pas exactement le produit livré par l'Office national du film, et souvent à des coûts supérieurs à ceux qui avaient été prévus au début.

M. Mongrain: Je voudrais vous faire un très, très court exposé, et vous demander votre réaction.

J'ai écouté toutes sortes de suggestions, et beaucoup de celles qui ont été faites ce matin tendaient à vous demander de préparer un mot à mot des amendements que vous désiriez voir, par exemple, dans la Loi nationale sur le film.

Voici, j'essaie de résumer la situation sous quatre têtes de chapitre. Je vous fais grâce des détails, parce que nous pourrions en discuter plus tard. Je me propose de faire ces recommandations au Comité, afin qu'elles soient transmises à la Chambre des communes.

Supposons que le Comité réussisse à obtenir de la Chambre des communes, qu'une législation soit faite pour imposer à Radio-Canada un contrôle sur le contenu des émissions qui vous concernent. Je pars du principe que quand Radio-Canada a été fondée, il n'y avait pas les mêmes facilités qu'aujourd'hui dans l'entreprise privée, et que Radio-

[Interpretation]

Le président: Monsieur Stanbury et monsieur Mongrain.

M. Stanbury: Je cède mon droit de parole à M. Mongrain, quitte à parler plus tard si le temps le permet.

Mr. Mongrain: Mr. Chairman, I would like to ask these gentlemen a specific question. Could you state before this Committee that, in general, the kind of work required by the CBC or the National Film Board, can be produced by you cheaper, or at the same price, or at a higher price?

Mr. Michaud: Yes, we can definitely tell you that it is possible for private industry, even though it is responsible to shareholders and has to make a profit, and keep a very close control over its production, to produce probably cheaper than a government organization.

What is even more important from my point of view, is that the relationship between your Departments and the N.F.B. is like that between a mother and her son: she gives him a dollar to go and buy bread, butter and milk, and the child returns with ice cream. The N.F.B. is somewhat in this situation because of its role as a hired producer. A frequently heard complaint is that the product delivered by the N.F.B. is not exactly what the Department had requested, and that it often costs more than the price that was initially expected.

Mr. Mongrain: I would like to make a very, very brief account and ask you what you think of it. I have heard all kinds of suggestions and many of those made this morning asked you to prepare a verbatim account of the amendments you would like to see made, for instance, in the National Film Act.

I would like to sum up the situation under four headings. I do not want to go into the details because we shall discuss them later on. I would like to make these recommendations to this Committee, so that they may be reported to the House of Commons.

Let us suppose that the Committee succeeds in obtaining from the House of Commons that an Act be passed to impose some kind of control over the CBC with regard to the content of programs in which you are concerned. I base myself on the principle that when the CBC was founded, private enterprise did not have the same facilities it has today, and that

[Texte]

Canada a dû faire le travail qu'aujourd'hui vous êtes en mesure de faire. Ce serait donc une législation qui limiterait la production de Radio-Canada au point de vue cinématographique, de manière que la société se concentre sur la diffusion de ces choses-là, premièrement.

Deuxièmement, que le CRTC ait la responsabilité de surveiller si Radio-Canada se conforme aux normes qu'on lui imposera.

Troisièmement, que la Chambre des communes adopte une loi pour transformer l'Office national du film, et en faire un centre de recherche, d'expérimentation, une école supérieure de cinématographie, une espèce d'université, qui se spécialiserait dans le domaine du film et ne lui permettrait de produire qu'un faible pourcentage du travail du gouvernement. Je ne veux pas fixer de norme.

Quatrièmement, que la Chambre des communes adopte une loi pour élargir l'autorité de la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne, de manière à lui donner un droit de regard et de contrôle sur toute la production cinématographique qui ne relève pas systématiquement de Radio-Canada, parce que cette surveillance serait exercée par la CRTC.

Évidemment, il faudrait augmenter le budget de cet office pour l'aider à favoriser la distribution de la production canadienne à travers le monde. La Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne comprendrait un bureau consultatif qui grouperait des gens du métier comme vous, choisis par le gouverneur général en conseil ou selon une autre formule. Encore une fois, il y a bien des détails que je n'ai pas le temps d'expliquer.

Voilà les grandes lignes des suggestions que j'aimerais faire à ce Comité pour qu'il les transmette à la Chambre des communes, de manière à consolider l'industrie cinématographique une fois pour toutes. J'aimerais connaître votre réaction à ces suggestions.

M. Beaudry: Monsieur Mongrain, dans votre exposé, vous avez parlé de Radio-Canada; n'était-ce pas plutôt l'Office national du film?

M. Mongrain: Je pense aux deux, parce que je me dis que Radio-Canada fait le même genre de travail que vous. Or, au départ, cela n'aurait pas dû relever de Radio-Canada, puisque cette Société doit d'abord diffuser des émissions et en produire avec des artistes. Mais quand Radio-Canada produit des films, c'est là autant de travail en moins pour l'entreprise privée. Et vous m'avez dit tantôt que vous pouviez le faire à des prix compétitifs.

[Interprétation]

the CBC had to do the work which you are now capable of doing. It would therefore be the type of legislation which would limit the production of the CBC in film making, so that the CBC would simply concentrate on transmission, which is my first point.

Secondly, I should say that there is a responsibility to get the CRTC to ensure that the CBC respects these standards.

Thirdly, that the House of Commons should pass an Act to bring about basic reforms in the National Film Board to make it into a centre of research and experimentation, an advanced school of film making, a kind of university that would specialize in film making, and would allow it to produce but a small part of the government's work. I do not want to set any standards.

Fourthly, that the House of Commons should pass legislation to broaden the authority of the Canadian Film Development Corporation so as to give it the right to check up on any film production that does not systematically come under the jurisdiction of the CBC, because that supervision would be carried out by the CRTC.

Of course, the budget of this new organization should be increased in order to help it encourage the distribution of Canadian production throughout the world. The Canadian Film Development Corporation would have a consulting office grouping people in the business like yourselves, who would be appointed by the Governor General in Council or in accordance with some other method. And here again, there are many details that I do not have the time to explain.

These would be the general suggestions that I would like to make to this Committee so that it would then send these suggestions to the House of Commons, so that we could once and for all establish the film making industry on a firm footing. I would like to have your reaction to that.

Mr. Roger Beaudry: Mr. Mongrain, in your account you refer to the CBC. Do you not mean the National Film Board?

Mr. Mongrain: I was thinking of both, because the CBC does that kind of work you do. Now, at the outset, this was not supposed to be done by the CBC, since the Corporation's prime task is broadcasting programs and produce the latter with actors. But when the CBC makes films, I think this is taking work away from the private sector. And a while ago you told me that you could produce films at competitive prices.

[Text]

M. Beaudry: Mais dans notre soumission, monsieur Mongrain, nous parlons spécifiquement de l'Office national du film.

M. Mongrain: Oui, je comprends ça, mais j'essaie d'envisager le problème sur une base globale. Partout où le gouvernement ou les compagnies de la Couronne doivent intervenir dans le domaine cinématographique, il faudrait trouver une formule pour sauvegarder les intérêts de l'entreprise privée. Moi, je veux que vous nous payiez le plus possible d'impôt sur le revenu, et pour ce faire il faut que vous fassiez de l'argent. Pour en arriver là, personnellement, je serais prêt à couper un peu le budget de Radio-Canada et même celui de l'Office national du film, s'il le fallait, et ce serait un moyen de reviser les responsabilités de ces deux organismes, et de leur imposer certaines normes.

M. Michaud: Merci, monsieur Mongrain. Si une législation contrôlait le contenu canadien des programmes de Radio-Canada et si la grande majorité des émissions étaient achetées à des producteurs canadiens ou si la production entière leur en était confiée, l'industrie serait satisfaite.

M. Mongrain: Quand je dis le contenu, vous avez bien saisi je ne parle pas nécessairement de l'essence, de l'idée, mais de la façon dont l'idée a été présentée.

M. Michaud: Exactement, je comprends très bien. Maintenant, Radio-Canada confie à l'entreprise privée l'exécution de certaines émissions filmées, mais se réserve la réalisation de ces émissions, la planification, le contrôle du budget. Nous devenons simplement une station-service qui fournit l'essence: c'est eux qui conduisent la voiture.

Le contenu canadien des programmes de la télévision n'a jamais aidé le producteur privé. Il y a même des producteurs de l'industrie privée qui, ayant produit des émissions entièrement canadiennes, qui auraient été acceptables n'ont jamais pu les vendre à Radio-Canada, à cause des formalités administratives.

Nous apprécierons certainement une législation encourageant les postes de télévision à utiliser des commerciaux produits au Canada, et tout ce que vous avez suggéré nous est acceptable et nous espérons que cela se réalisera.

Nous croyons que l'Office national du film a sa place, et nous ne voulons pas le détruire. Nous demandons simplement d'avoir la liberté de vendre nos produits au gouverne-

[Interpretation]

Mr. Beaudry: But in our submission, Mr. Mongrain, we refer specifically to the National Film Board.

Mr. Mongrain: Yes, I know. But I attempted to look at the problem on an over-all basis. Whenever the government or Crown Corporations must interfere in film making, we should develop a formula to protect the interests of private industry. In so far as I am concerned, I want to see you pay as much income tax as possible, and in order to do this, you must make money. And personally, in order to achieve that, I would be ready to cut back somewhat on the CBC budget and even on that of the National Film Board, if need be, and this would be a means of reviewing the responsibilities of these two agencies, of imposing upon them certain standards.

Mr. Michaud: Thank you, Mr. Mongrain. If there were legislation to control the Canadian content of CBC programs and if the great majority of programs were bought from Canadian producers if their entire production were entrusted to them, the industry would be satisfied.

Mr. Mongrain: When I say content, you must realize that I am not necessarily speaking about the essence, the idea, but about the manner in which the idea has been presented.

Mr. Michaud: Right, I understand perfectly well. Now, the CBC entrusts to private enterprise the performing of certain filmed programs, but reserves for itself the actual production of these programs, the planning, and the budget control. We merely become a gas station that provides gasoline, and it is they who drive the car.

The Canadian content of television programs has never helped the private film maker. These are even private film makers who produced completely Canadian programs that were good but yet were never able to sell them to CBC because of administrative formalities. We would certainly appreciate some kind of legislation that would encourage TV station to use TV commercials made in Canada and everything that you have suggested is acceptable to us and we hope that all this will be achieved.

We believe that the National Film Board has a role to play, and we are not here to destroy it. We only want the freedom to sell our products to the government, so as to

[Texte]

ment, de façon qu'il n'y ait plus de monopole dans la production des films faits pour les ministères. Votre idée d'un centre de recherche, genre université, a toujours été mon idée personnelle du rôle de l'Office national du film.

Tout à l'heure, on a mentionné qu'ils n'étaient peut-être pas au 20^e siècle au point de vue technique. Ils le sont, mais ce qu'ils découvrent au point de vue technique, avec l'argent du public, je me demande pourquoi ils ne peuvent pas le diffuser dans l'industrie, pour aider l'entreprise privée à épargner de l'argent.

• 1300

Que ce soit un centre de recherches ou un organisme pour aviser le ministère, si ce que nous offrons au Ministère est valable et si nos prix sont raisonnables, nous sommes d'accord avec cela.

Quant à la question d'accroître l'autorité des gens qui contrôlent les fonds pour le développement du cinéma, ce serait peut-être un atout d'avoir un bureau formé de gens, qui sont du métier, pour aviser la SDICC sur la valeur de certaines choses; nous sommes d'accord avec cela.

M. Mongrain: Je vous remercie, monsieur le président.

Mr. Stanbury: Mr. Chairman, has the Association made any submissions on the points that have come up here to the Canadian Radio-Television Commission or to the government within the last six months?

Mr. Ross: No, sir; not to the CRTC.

Mr. Stanbury: Are you intending to do some thinking about solutions to some of these problems that touch on broadcasting particularly and all the problems of your industry, and make some detailed submissions to the CRTC, the Secretary of State or this Committee?

Mr. Ross: Yes, sir. I think this meeting has brought out some questions and perhaps some answers. When we examine the Minutes we will be able to reform some of the important aspects of this meeting and redirect them to the proper authorities.

Mr. Stanbury: It strikes me that one point was brought out here with respect to broadcasting licences which I would think might well be drawn to the attention of the CRTC,

[Interprétation]

eliminate any monopoly in film production for government Departments. Your idea of a research centre, a sort of university, has always been my own personal view about the role of National Film Board.

It was mentioned a while ago that perhaps they were not up to date at the technical level. They are up to date, but I wonder why their discoveries from the viewpoint of technique thanks to the public's money are not distributed throughout industry so it could help private enterprise to save money.

Whether it be a research centre or an advisory body for the Department, if what we have to offer to the Department is of value and if our prices are reasonable, we agree with that.

As to the question of extending the powers of the people who control the funds for the future development of the cinema, it might perhaps be an asset to have an office constituted of people who are in the trade who could advise the CFDC on the merit of certain matters. We agree with that.

Mr. Mongrain: Thank you, Mr. Chairman.

M. Stanbury: Monsieur le président, je me demande si l'Association a présenté un mémoire quelconque sur ces questions à la Commission de la radio et de la télévision canadienne.

M. Ross: Non, pas à la Commission.

M. Stanbury: Pensez-vous envisager des solutions aux problèmes associés à la radio-diffusion en particulier et à tous les problèmes de l'industrie, et faire des présentations détaillées à la Commission, au Secrétaire d'État ou à notre Comité.

M. Ross: Cette séance a fait ressortir certaines questions et peut-être quelques réponses. Et lorsque nous étudierons les comptes rendus nous pourrions réformer certains aspects importants de cette séance et les renvoyer aux responsables en cause.

M. Stanbury: Je remarque qu'on a soulevé une question relative au permis de diffusion qu'il serait opportun de signaler à la CRTC soit la construction d'installations de produc-

[Text]

and that is the overbuilding of production facilities with a view to impressing the regulatory authority for the purpose of obtaining a licence. Perhaps the Commission would appreciate some analysis of this from you.

I do not expect you would have comments on these various issues now, but I think the Committee would appreciate having your views on suggestions made to the Committee and elsewhere for imposition of quotas on feature films, for instance; a surtax which our last witnesses proposed; the device of blocking funds that has been used in Britain and elsewhere; the proposed general producers corporation which was suggested by the cinematographers as a public-private corporation. On all these things I think we would appreciate having your views as an Association.

Mr. Ross: Mr. Chairman, would you like to have any reference to any of these things Mr. Stanbury has brought up directed to you in writing, or do you want us to prepare a set of notes?

The Chairman: I think if you were to prepare a letter and send it to us we would be happy to table it and incorporate it in our Minutes so that it would be on record for others. Would that be acceptable, Mr. Stanbury?

Mr. Stanbury: It certainly would be to me. These gentlemen obviously know more about the film industry in Canada than almost anyone else and it would be very helpful to this Committee to have observations from them on the various devices that have been used in other countries and which have been suggested to assist the film industry here.

Mr. Ross: We stand to lose the most, sir, as you know, because if the industry is not successful talent can gravitate elsewhere. Many of us have some very deep roots and physical plant so we are very concerned, obviously.

Mr. Mongrain: On a point of order, Mr. Chairman, may I ask that these gentlemen be given copies of our discussion this morning which will probably be issued in a week or two and will contain all that has been said, all the suggestions that have been made, and after going over that prepare this other brief?

• 1305

The Chairman: Mr. Mongrain, as a general courtesy we always send copies to those who have appeared before us.

[Interpretation]

tion excédentaires de façon à convaincre l'organisme responsable d'émettre un permis. La CRTC serait peut-être heureuse que vous lui soumettiez une analyse de cette question.

Je ne m'attends pas à ce que vous puissiez présenter des remarques sur chacune de ces questions, mais je crois que le Comité serait heureux que vous vous prononciez sur les suggestions que nous avons reçues et qui ont été faites ailleurs quant au contingentement des longs métrages, par exemple; à la surtaxe proposée par notre dernier témoin; le dispositif de blocage des fonds qu'on utilise en Grande-Bretagne et ailleurs; la corporation de producteurs proposée par les cinéastes en tant qu'organisme public privé. Nous aimerions que vous vous prononciez, au nom de votre association, sur toutes ces propositions.

M. Ross: Monsieur le président, aimeriez-vous que l'on traite par écrit des initiatives énumérées par M. Stanbury, ou préférez-vous que l'on prépare simplement des notes?

Le président: Vous pourriez nous écrire une lettre que nous pourrions déposer et incorporer dans notre compte rendu, de sorte que d'autres puissent la consulter. Est-ce que vous êtes d'accord, monsieur Stanbury?

M. Stanbury: Oui, certainement. Il est évident que ces messieurs en savent plus long sur l'industrie cinématographique que la plupart des autres gens et il serait utile au Comité d'avoir leurs opinions sur les divers dispositifs utilisés et qu'on a proposés pour l'industrie cinématographique.

M. Ross: Nous risquons de perdre le plus, car, comme vous le savez, si l'industrie ne réussit pas, les artistes peuvent s'adresser ailleurs. Beaucoup d'entre nous sommes profondément enracinés, avec des installations matérielles, de sorte que nous avons raison de nous inquiéter.

M. Mongrain: J'en appelle au règlement, monsieur le président. Pourrais-je demander qu'on remette à ces messieurs le compte rendu de la séance de ce matin qui sera publié dans une semaine ou deux dans lequel ils trouveront tout ce qui a été dit, toutes les propositions qui ont été faites, afin qu'ils puissent, après l'avoir consulté, préparer un autre mémoire?

Le président: Monsieur Mongrain, la courtoisie veut que nous envoyions toujours le compte rendu à ceux qui ont comparu.

[Texte]

Are there any further questions, Mr. Stanbury? Mr. Schreyer.

Mr. Schreyer: I did not have my hand up, Mr. Chairman, but since you ask me I do have one question.

The Chairman: You indicated before, Mr. Schreyer, that you had some more.

Mr. Schreyer: No offence meant, Mr. Ross, but judging from your comments this morning you have a rather pronounced negative inclination towards public entrepreneurship. This is understandable, I suppose, but I say that simply as the ground for asking my question.

Your suggestion that a public agency be somehow involved in the problem of distributing Canadian made films is very interesting and very intriguing, but what makes you think it will be effective? Private entrepreneurs own the theatre chains and the outlets where these films would have to be shown, and if all or most of them have this inclination not to do too much business with publicly-owned agencies or corporations, would that not in itself be a strike against any possible effectiveness of a public agency involved in the distribution of films?

Mr. Ross: You use certain assumptions and one of the assumptions is that we have turned out such a flock of fantastic films that have been turned down by the exhibitors across the country that you have a claim against them.

Mr. Schreyer: No; no, sir. But you stated that there was a very real problem in the matter of arranging for distribution.

Mr. Ross: Yes, I think perhaps this is a matter for clarification. I was referring to that other 50 per cent of the money that the private producer is to obtain from other than government sources—I say 50 per cent; it could be less than that but never more—and today, in order to get that sum which is a hundred and some thousand dollars at the least, probably, he must of necessity go to where the money is, and for the time being in international terms the money happens to be in the custody of the major international distributors whose head offices again are in New York.

That is what I am referring to. Now, if they go with the deal, sure; it is ironic but everything opens up in Canada at that point because if it is Paramount, Famous Players are delighted, and so on. No, I am referring to the U.S. funds that we need.

[Interprétation]

Est-ce qu'il y a d'autres questions? Messieurs Stanbury, Schreyer?

M. Schreyer: Je n'avais pas levé la main, mais puisque vous me le permettez, je voudrais poser une question.

Le président: Vous aviez signalé l'intention de poser une question.

M. Schreyer: Sans vouloir vous offusquer, monsieur Ross, mais selon vos commentaires de ce matin, vous avez semblé tout à fait contre les entreprises d'État, ce qui est compréhensible, mais je le mentionne simplement en guise d'introduction pour ma question.

Vous proposez qu'un organisme d'État soit créé pour s'intéresser de quelque façon aux problèmes de la distribution de films canadiens, ce qui serait très intéressant et même très intrigant. Qu'est-ce qui vous fait croire que cet organisme serait efficace? Les entrepreneurs privés sont propriétaires des chaînes de théâtre et d'autres circuits de distribution. Si tous ceux-ci ou la plupart d'entre eux ne voient pas d'un bon œil d'avoir à faire affaire avec un organisme d'État, est-ce que ce ne serait pas un obstacle à l'efficacité d'un tel organisme qui participe à la distribution de films?

M. Ross: Vous parlez d'hypothèse. Une de ces hypothèses, c'est que nous avons vu un si grand nombre d'excellents films en circulation qui ont été rejetés par les propriétaires de cinémas dans tout le pays que c'est un reproche qu'on pourrait leur faire.

M. Schreyer: Non, non. Vous avez dit qu'il y avait un problème sur le plan de la distribution.

M. Ross: C'est une question qu'il faudrait tirer au clair. Je parlais du 50 p. 100 des fonds que les producteurs privés doivent obtenir en s'adressant ailleurs qu'à l'État. Je dis 50 p. 100, bien que le pourcentage pourrait être moindre, mais jamais plus. De nos jours, pour obtenir une telle somme, qui serait de \$100,000 ou plus, il devra nécessairement s'adresser aux sources de financement disponibles qui, pour le moment, sont les grandes sociétés internationales dont le siège social est à New York.

C'est ce à quoi j'ai fait allusion. S'ils acceptent l'offre, tant mieux. Ironiquement, c'est à ce moment que le processus se déclenche au Canada, car si c'est *Paramount*, *Famous Players* se réjouit, et ainsi de suite. Je parle en ce moment des fonds américains dont nous avons besoin.

[Text]

Mr. Schreyer: So you think there is some hope that aggressive private entrepreneurs will do business with a public agency if that agency is involved in a legitimate role.

Mr. Ross: I think that is true, sir, only if the rest of the industry is healthy including the government departments using National Film Board films, and so on.

Mr. Schreyer: Thank you, very much.

Mr. Stanbury: I have one correction, Mr. Chairman, I suggested that it was the government film commissioner who had to approve the initiation of a film by a government department. I have checked the Act and it seems to be the Board itself, but in any event there is not any requirement in the Act that the Board produce those films and my original interest remains in having the suggestions of the witnesses concerning how we should approach changing the Act to accomplish the goal which they are suggesting.

There was one matter I did not refer to—undoubtedly there were several matters I did not refer to—in giving examples of areas of interest which the Association might want to comment on. One is the question of copyright, particularly in the cable television field; another was the whole question of influence of unions and their policies on the difficulties experienced by Canadian film makers.

I think the Association could well explore those fields as well as the others I mentioned. Probably there are many others they can think of where they might suggest how the government can help.

Mr. Mongrain: I would like to make a correction too, Mr. Chairman.

C'est une correction ou une clarification. Quand j'ai parlé du contrôle du contenu des émissions à Radio-Canada, je voulais bien spécifier deux choses: la production américaine d'abord, et, deuxièmement, la production canadienne qui serait faite par Radio-Canada et qui pourrait être faite par vous.

On a point of order, Mr. Chairman, and perhaps I should ask for a meeting of the steering committee. I see we have a meeting on April 1, 1969. You have probably guessed that there will not be too many members who will be happy to be here on April 1. Are we to be here on April 1?

The Chairman: We are here until April 2.

Mr. Mongrain: That is all right; I thought we would be away on that date. I apologize.

[Interpretation]

M. Schreyer: Pensez-vous qu'on pourrait espérer que l'entrepreneur privé dynamique fasse affaires avec un organisme d'État qui serait institué?

M. Ross: Je crois que oui, monsieur, mais seulement si le reste de l'industrie est sain, si les autres ministères utilisent les films de l'ONF, et ainsi de suite.

M. Schreyer: Merci beaucoup.

M. Stanbury: Je voudrais apporter une correction. J'ai dit que ce serait au commissaire du gouvernement à la cinématographie d'approuver la production d'un film par un ministre. Mais j'ai remarqué que dans la loi il semble que ce serait l'ONF lui-même, mais il n'y a aucune disposition qui exige que ce soit l'Office qui produise ces films et j'aimerais que les témoins nous expliquent comment nous devrions aborder le problème de la réforme de la Loi pour en arriver à ce qu'ils proposent.

Il y a une question que j'ai passée sous silence, entre autres, lorsque j'ai énuméré les secteurs sur lesquels l'Association pourrait faire quelques commentaires. Je veux parler des droits d'auteur, pour la télévision par câble en particulier, et aussi de l'influence des syndicats et de leurs politiques. Et les difficultés auxquelles font face les producteurs canadiens. L'Association pourrait explorer ces idées, et si d'autres problèmes surviennent, elle pourrait nous expliquer comment le gouvernement pourrait aider à leur solution.

M. Mongrain: J'aimerais faire une correction, monsieur le président.

It is a correction or a clarification. When I mentioned control of the content of programming at the CBC, I wanted to specify two things: American production, in the first place; secondly, Canadian production made by the CBC and which could be done by you.

Maintenant, un appel au règlement, monsieur le président, je devrais demander une séance du comité de direction. Je vois que nous siégeons le 1^{er} avril. Je pense qu'il n'y en a pas beaucoup parmi nous qui seront heureux d'être là. Serons-nous là le 1^{er}...

Le président: Nous siégeons jusqu'au 2 avril.

M. Mongrain: C'est tout; je croyais qu'on serait déjà parti à cette date-là. Je m'excuse.

[Texte]

The Chairman: I have one question that I would like to put to the delegation. Do you have any figures on the rate of growth of the film industry in Canada at the present time? We have received some testimony to the effect that the rate of growth in the film industry is 50 per cent higher than the gross national product.

Mr. Young: I do not have them before me, if you are looking at me, Mr. Chairman, but we discussed this before and when you start from nothing you get some very steep climbs. In a small, fledgling industry like this certainly percentage of growth means nothing when you compare it with the GNP, for instance, which has been long established and covers the whole country.

The Chairman: Well, if you are talking about a growth rate of, say, 6 per cent—50 per cent of that, say 10 per cent per year.

Mr. Young: I am just looking at the latest official figures as we are talking. It seems there would be about a 10 per cent growth in the last year for which I have official figures, and the years since would be around that so far as I can guess. It might be a little more in one of those two years we do not have figures for.

The Chairman: Are there any further questions? I would like to thank the gentlemen who have appeared. We appreciate very much the information you have been able to give us and we look forward to meeting you again in Toronto when we make our pilgrimage there. Thank you, very much.

[Interprétation]

Le président: J'ai une question que j'aimerais poser à cette délégation. Avez-vous des chiffres concernant le rythme de croissance actuel de l'industrie cinématographique au Canada? Certains nous ont dit que le taux de croissance était de 50 p. 100 plus élevé que le rythme d'accroissement du produit national brut.

M. Young: Lorsqu'on démarre à zéro, on peut avoir des augmentations spectaculaires, mais le pourcentage de croissance ne représente rien lorsqu'on le compare avec le produit national brut qui représente tout le pays.

Le président: Nous parlions de taux de croissance de 5 ou 6 ou de 10 p. 100 par année.

M. Young: Je consultais les derniers chiffres officiels. On remarque que le rythme serait de 10 p. 100 pour les années pour lesquelles nous avons des chiffres. Et pour les autres années où nous n'avons pas de chiffres, l'augmentation est peut-être plus élevée.

Le président: Avez-vous d'autres questions à poser? Je tiens à remercier les témoins qui sont venus ici pour les renseignements qu'ils ont pu nous donner et nous comptons les revoir de nouveau à Toronto. Merci beaucoup.

OFFICIAL BILINGUAL ISSUE

HOUSE OF COMMONS

First Session

Twenty-eighth Parliament, 1968-69

FASCICULE BILINGUE OFFICIEL ^{vement} ^{ications}

CHAMBRE DES COMMUNES

Première session de la

vingt-huitième législature, 1968-1969

STANDING COMMITTEE

ON

COMITÉ PERMANENT

DE LA

BROADCASTING,
FILMS AND ASSISTANCE
TO THE ARTS

RADIODIFFUSION,
DES FILMS ET DE L'ASSISTANCE
AUX ARTS

Chairman

Mr. John M. Reid

Président

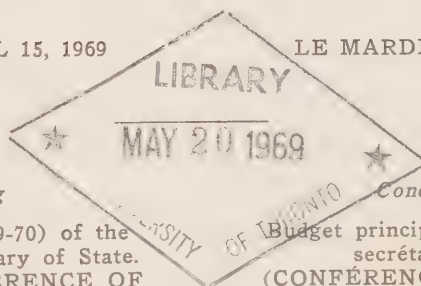
MINUTES OF PROCEEDINGS
AND EVIDENCE

PROCÈS-VERBAUX ET
TÉMOIGNAGES

No. 26

TUESDAY, APRIL 15, 1969

LE MARDI 15 AVRIL 1969



Respecting

Main Estimates (1969-70) of the
Department of Secretary of State.
(CANADIAN CONFERENCE OF
THE ARTS)

Concernant le

Budget principal de 1969-1970 du
secrétariat d'État.
(CONFÉRENCE CANADIENNE
DES ARTS)

WITNESSES—TÉMOINS

(See Minutes of Proceedings)

(Voir le procès-verbal)

The Queen's Printer, Ottawa, 1969
L'Imprimeur de la Reine, Ottawa, 1969

STANDING COMMITTEE ON
BROADCASTING, FILMS AND
ASSISTANCE TO THE ARTS

Chairman
Vice-Chairman
and Messrs.

Mr. John M. Reid
M. J.-A. Mongrain

Barrett,
Comeau,
De Bané,
Dinsdale,
Givens,
Guilbault,
Hymmen,

La Salle,
Marchand (*Kamloops-
Cariboo*),
Matte,
McCleave,
McCutcheon,
Nystrom,

Le secrétaire du Comité,
M. Slack,
Clerk of the Committee.

COMITÉ PERMANENT DE LA
RADIODIFFUSION, DES ARTS ET DE
L'ASSISTANCE AUX ARTS

Président
Vice-président
et MM.

Osler,
Paproski,
Perrault,
Schreyer,
Stanbury—(20).

[Text]

MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, April 15, 1969.

(29)

The Standing Committee on Broadcasting, Films and Assistance to the Arts met this day at 9.45 a.m. The Chairman, Mr. John M. Reid, presided.

Members present: Messrs. De Bané, Dinsdale, Givens, Hymmen, Matte, McCleave, Mongrain, Perrault, Reid, Stanbury—(10).

Member also present: Mr. Stewart (Cochrane).

Witnesses: From the Canadian Conference of the Arts: Mr. Jean-Louis Roux, President; Mr. Mavor Moore, of the Executive Committee; Mr. Duncan F. Cameron, National Director.

With reference to the Committee's Order of Reference relating to the Estimates of the Department of Secretary of State, the Chairman introduced the officials of the Canadian Conference of the Arts.

Mr. Roux made an introductory statement and then Mr. Cameron made a statement relating to the crisis in the arts industry.

Messrs. Roux, Cameron and Moore were examined on various aspects of the arts industry and supplied additional information.

Agreed,—That the document "A Crisis in the Arts"—a brief presented to the Government of Canada by the Canadian Conference of the Arts—October 1968, be printed as an Appendix to the proceedings of this day (*See Appendix "O"*).

At 11.00 a.m. the Chairman retired and the Vice-Chairman took the Chair.

At 11.55 a.m. the Vice-Chairman retired and Mr. Givens took the Chair.

The examination of the witnesses being completed at 12.35 p.m., the Committee adjourned until 9.30 a.m. on Thursday, April 17.

Le secrétaire du Comité,
M. Slack,
Clerk of the Committee,

NOTE: The meeting scheduled for Tuesday, April 1st, was cancelled.

[Traduction]

PROCÈS-VERBAL

Le MARDI 15 avril 1969.

(29)

Le Comité permanent de la radiodiffusion, des films et de l'assistance aux arts se réunit ce matin, à 9 h. 45, sous la présidence de M. John M. Reid, président.

Présents: MM. De Bané, Dinsdale, Givens, Hymmen, Matte, McCleave, Mongrain, Perrault, Reid, Stanbury—(10).

De même que: M. Stewart (Cochrane).

Témoins: De la Conférence canadienne des arts: MM. Jean-Louis Roux, président; Mavor Moore, membre du comité exécutif; Duncan F. Cameron, directeur national.

Après avoir rappelé l'Ordre de renvoi du Comité relatif au budget des dépenses du Secrétariat d'État, le président présente les représentants de la Conférence canadienne des arts.

M. Roux fait un exposé préliminaire et M. Cameron fait ensuite une déclaration relative à la crise que traversent les arts.

MM. Roux, Cameron et Moore sont interrogés au sujet de divers aspects du monde des arts et donnent d'autres renseignements.

Il est convenu,—que le document «Les arts en état de crise»—un mémoire présenté au gouvernement du Canada par la Conférence canadienne des arts, octobre 1968, soit imprimé en annexe au compte rendu de ce jour (*voir l'Annexe O*).

A 11 heures, le président se retire et le vice-président assume la présidence.

A 11 h. 55, le vice-président se retire et M. Givens assume la présidence.

A 12 h. 35, après avoir terminé d'interroger les témoins, le Comité s'ajourne jusqu'à 9 h. 30 le jeudi 17 avril.

[Texte]

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

Tuesday, April 15, 1969.

• 0945

The Chairman: Gentlemen, I see a quorum. We have with us today the witnesses from the Canadian Conference of the Arts. Sitting next to me is the President, Mr. Jean-Louis Roux; next to him is Mr. Duncan F. Cameron, the National Director, and over on the other side next to Mr. Dinsdale is Mr. Mavor Moore of the Executive Committee. A brief entitled "A Crisis in the Arts" was circulated to the members. This was presented to the Government of Canada by the Canadian Conference of the Arts. I understand that Mr. Cameron will later make a short five-minute statement to bring this document up to date.

I would now like to introduce the President of the Canadian Conference of the Arts, Mr. Jean-Louis Roux.

M. Jean-Louis Roux (Président de la Conférence canadienne des Arts): Monsieur le président, distingués membres de ce Comité, mesdames et messieurs, je tiens d'abord à vous remercier d'avoir accepté de nous recevoir ce matin. Nous sommes là pour vous présenter le mémoire que nous avons intitulé «Les Arts en état de crise» au Canada, et pour répondre à vos questions; mais avant cela, je passe la parole au directeur national de la Conférence, monsieur Duncan F. Cameron.

Mr. Duncan F. Cameron (National Director, Canadian Conference of the Arts): Mr. Chairman and distinguished members of this Committee, ladies and gentlemen, my President has given me the amount of time that is usually allotted for the running of the championship mile or, within my experience, for the boiling of a medium egg, and I have been asked in that time to summarize for you the realities of the regression—in fact, an economic crisis—in a vital Canadian industry, and I have chosen of course to attempt the championship mile.

What I have to say concerns the arts industry, which is a vital component in the economic matrix of the country with special significance to the maintenance of the health of our distinctive cultures. It is an industry that has always been depressed, never been organized, suffers incredible regional econom-

[Interprétation]

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Le mardi 15 avril 1969

Le président: Messieurs, nous avons quorum. Nous avons comme témoins les représentants de la Conférence canadienne des Arts: monsieur Jean-Louis Roux, président, monsieur Duncan F. Cameron, directeur national et à côté de monsieur Dinsdale se trouve monsieur Mavor Moore, membre du Comité exécutif. On a distribué un mémoire intitulé «Les Arts en état de crise» qui a été présenté au gouvernement du Canada par la Conférence canadienne des Arts. Je crois comprendre que monsieur Cameron, va nous faire un peu plus tard, un bref exposé dans le but de mettre ce document à jour.

Je voudrais donc vous présenter le président de la Conférence canadienne des Arts, monsieur Jean-Louis Roux.

Mr. Jean-Louis Roux (President, Canadian Conference of the Arts): Mr. Chairman, distinguished members of this Committee, ladies and gentlemen, I wish to thank you first of all for having agreed to hear us this morning. We are here to submit to you our brief entitled «A Crisis in the Arts» in Canada, and to answer your questions. But before doing so, I shall give the floor to Mr. Duncan F. Cameron, the National Director of the Conference.

M. Duncan F. Cameron (Directeur national de la Conférence canadienne des Arts): Monsieur le président, membres distingués de ce comité, mesdames et messieurs.

Dans le temps généralement alloué pour courir un mille lors d'un championnat, ou plus communément, pour faire cuire un œuf, on m'a demandé de récapituler les réalités d'une régression—en fait une crise économique—dans une industrie canadienne d'une importance vitale. J'ai choisi d'essayer le championnat.

Ce que j'ai à dire concerne l'industrie des arts—un élément essentiel de la matrice économique de ce pays—dont l'importance est toute particulière pour la bonne santé continue de nos cultures distinctives. C'est une industrie qui a toujours été défavorisée, qui n'a jamais été vraiment organisée, qui souffre

[Text]

ic disparities, has few protections from foreign imports or competition. It receives no significant tax concessions. It would be both reasonable and fair to say that it has never even been recognized as an industry by this or any previous government.

Yet, there it is—theatre, music, literature, the visual arts and film, ballet or dance, the fine crafts and industrial design, architecture and urban design, the graphic arts, folk arts—that interlocked and indivisible mosaic of creative activity which we call the Canadian arts industry.

This industry is not now facing a crisis because of current federal austerity policy alone. Austerity has always been inherent in the economics of the arts. The industry is facing a regression magnified by current austerities. The country's major capital assets in the arts—the established theatre companies, art galleries and museums, symphony orchestras and professional arts schools—are not just facing austerity but many are now facing up to the possibilities of bankruptcy. The individual artists—painters, musicians, designer/craftsmen, dancers, writers and composers—have often been forced to supplement their professional incomes by taking other and sometimes irrelevant part-time jobs in Canada. Now they are facing new extremes of deprivation as creative workers. The ever-present offers from outside of Canada become more tempting. So while our arts organizations are consulting their accountants, our artists are consulting their agents, both talent and travel.

Why has this crisis come now? Is it real or is this just another anguished plea for more public funds in support of the arts? Can I prove my case with hard facts?

Since the founding of the Canada Council 12 years ago, through the enlightened policies of the Department of the Secretary of State in the last decade, and with the beginnings of provincial arts councils in recent years, there has been a real increase in government support of the arts. It should, from the start, have been called "investment" and not "support" but it has been there.

[Interpretation]

de différences économiques régionales incroyables, qui n'est protégée ni contre les importations étrangères ni contre la concurrence. Elle ne bénéficie d'aucune exemption fiscale importante. Il est à la fois juste et raisonnable de déclarer que ni ce gouvernement ni aucun de ceux qui l'ont précédé n'ont reconnu les arts comme une *industrie*.

Et cependant, tous ensemble—le théâtre, la musique, la littérature, les arts plastiques et les films, le ballet et la danse, l'artisanat sous ses différentes formes et l'esthétique industrielle, l'architecture et l'urbanisme, les arts graphiques, les arts populaires—ils forment cette mosaïque imbriquée et indivisible de l'activité créatrice que nous appelons l'industrie canadienne des arts.

Ce n'est pas seulement à cause de la politique fédérale actuelle d'austérité que cette industrie traverse, en ce moment, une période de crise. L'austérité a toujours été inhérente à l'économie des arts. L'industrie fait face à une régression qui est intensifiée par les restrictions actuelles. L'investissement principal de ce pays dans les arts—les compagnies théâtrales établies, les galeries d'art et les musées, les orchestres symphoniques et les écoles d'art professionnelles ne font pas seulement face à une période d'austérité; un grand nombre d'entre elles doivent envisager maintenant la possibilité de la faillite. Les artistes—peintres, musiciens, dessinateurs, artisans, danseurs, écrivains, compositeurs ont souvent été forcés d'augmenter leurs revenus professionnels en travaillant, à temps partiel, au Canada, dans d'autres domaines, parfois complètement étrangers aux arts. Ils doivent faire face maintenant à de nouvelles rigueurs, en tant que travailleurs créateurs. Les offres qui leur sont faites continuellement en dehors du Canada deviennent de plus en plus tentantes. Pendant que nos organismes artistiques consultent leurs comptables, les artistes consultent leurs agents, professionnels et de voyage.

Où en est maintenant cette crise? Est-elle réelle ou s'agit-il d'une nouvelle supplique angoissée afin d'obtenir, pour les arts, une part plus importante des fonds publics? Suis-je en mesure d'appuyer mes allégations sur des faits? Permettez-moi de consacrer la dernière minute de cette récapitulation à répondre à ces questions.

Depuis la fondation du Conseil des Arts du Canada, il y a douze ans, grâce aux politiques éclairées du Secrétariat d'État ces dix dernières années et, récemment, avec l'émergence de conseils des arts provinciaux, le gouvernement a augmenté de façon réelle la subvention accordée aux arts. On aurait d'ailleurs dû parler depuis le début d'«investissements» et non de «subvention», mais les faits sont là.

[Texte]

● 0950

The year 1967 and the Centennial made more funds available in one year than ever before, and in that year some segments of the arts industry for the first time approached economic stability. The industry's Centennial arts production was great, the rush orders were filled as the industry expanded to meet demand, but let no one think for a moment that the net profits were in any way proportionate to the gross revenues. A few may have found themselves in a stronger position when the Centennial was over; most broke even; some faced serious deficit. It is proper, in retrospect, to realize that not only the government but also the artists of Canada heavily subsidized the creative flourish of that year, and what kind of a birthday party would it have been without the artists of Canada.

In the wake of the Centennial, however, there was now an expanded labour force, there were new physical facilities and new hopes for economic stability and growth. But also, in the wake came a freeze on funds for government investment in the industry. All of this, compounded by the unavoidable inflationary increases in costs has produced the regression and the crisis which is now.

Is the crisis real? The answer is yes. Immediate increases in funds available for the arts are needed now. New tax legislation is urgently needed, both to relieve the artist from unfair tax burdens and also to encourage increased investment in the arts from business, industry, and the private donor. The feared effects of the crisis may not yet be publicly apparent, but I assure you that unless action is taken, the arts consumer—the public—will become aware, as we all will, in the months not far ahead.

I will regress from my notes, Mr. Chairman, and say that today in another Canadian city one of our great ballet companies is sitting down with its accountants and its board members to determine whether or not they can meet their next payroll; not survive the year but meet their next payroll. They played to almost full houses last week and they will again this week. They are not sure if they can meet the payroll, and if we look at the payroll we will see that what they are looking at is a payroll that guarantees the top of the ballet profession in Canada, people who have spent better than half their lives preparing

[Interprétation]

Au cours de 1967, à l'occasion du Centenaire, les fonds disponibles ont été plus abondants qu'ils ne l'avaient jamais été auparavant et, pour la première fois, certains secteurs de l'industrie des arts ont approché de la stabilité économique. L'industrie des arts a beaucoup produit à l'occasion du Centenaire—les commandes d'urgence ont été exécutées, l'industrie s'étant développée pour satisfaire la demande. Mais il ne faut surtout pas penser que les profits nets aient été, de quelle que façon que ce soit, proportionnels aux revenus bruts. Quelques individus peut-être se sont trouvés dans une meilleure position après le Centenaire, la plupart sont restés stationnaires et quelques-uns ont fait face à des déficits importants. On se rend compte, en rétrospective, que le gouvernement et les artistes du Canada ont, tous deux, subventionné lourdement l'essor créateur, cette année-là.

À la suite du Centenaire, cependant, nous avions une main-d'œuvre plus importante, de nouvelles installations et de nouveaux espoirs de stabilité et d'essor économiques. Mais, à la suite du Centenaire, nous avons assisté aussi à un blocage des fonds en ce qui concerne l'investissement gouvernemental dans l'industrie. Tout cela, multiplié par l'augmentation inflationnaire inévitable des coûts, a produit la régression et la crise actuelles.

Cette crise est-elle réelle? La réponse est affirmative. Il faut maintenant des augmentations de fonds immédiates pour les arts. Il faut aussi, de toute urgence, une nouvelle législation fiscale qui débarrasse à la fois l'artiste d'un fardeau fiscal injuste et encourage l'investissement dans les arts de la part de l'industrie, du commerce et des particuliers. Les effets de la crise ne sont peut-être pas encore évidents pour le public, mais je peux vous assurer que si l'on n'agit pas, le consommateur des arts, c'est-à-dire le public, en prendra conscience dans les prochains mois, comme nous tous.

J'ouvre ici une parenthèse, monsieur le président, pour vous signaler qu'aujourd'hui, une de nos compagnies de ballet tient des réunions avec les membres du conseil d'administration et le conseil de direction pour voir si elle peut payer les salaires de ses employés à la prochaine échéance, non pas si elle peut survivre toute l'année, mais si elle peut se rendre jusqu'à la prochaine paye. Elle avait salle comble la semaine dernière et ce sera encore la même chose cette semaine. Elle craint de ne pouvoir payer ses employés, et si vous regardez les chiffres de la liste de paye, vous verrez que des artistes, au sommet de la

[Text]

for their careers, an annual income of \$4,000. The crisis, gentlemen, is real.

Finally, can I support all of these arguments with hard facts? The answer is no.

There are studies of regional problems, some fresh, some not so fresh, and studies of the economics of performing arts organizations that have been supported by particular agencies of government. There are balance sheets and profit and loss projections for individual arts companies. But nowhere, to my knowledge, is there what you might reasonably expect from me this morning, an economic profile of the arts industry. The facts have been neither gathered nor analysed. The resources, the dollars, for such research have not been available.

Those of us who are concerned with the arts in Canada, and in that way concerned as you are with the health of our society, see the symptoms and we hear the complaints, and no matter how inexpertly or with what limited resources, we try to take the pulse and we dare to diagnose the ills and prescribe the treatment.

We do feel, however, that our report of crisis and our plea for help should be heard, and we can only urge you here today to call for expert examination, to ask for economic analysis, to recognize the arts as an industry in Canada which is not only essential to the strength of our society, but also an industry which is as deserving of special government action, investments, protection and encouragement as any other.

In the interests not only of the artists of Canada, but more important in the name of the arts consumer—the public—we ask you to find ways and means to meet the present crisis now with dollars, and further to initiate sound investigation which will permit more enlightened and effective planning in the future. Mr. Chairman and gentlemen, I thank you.

The Chairman: Mr. Roux or Mr. Moore, do you have anything you would like to add? Mr. Dinsdale, would you like to begin the questioning?

[Interpretation]

profession de ballet au Canada, des gens qui ont consacré la moitié de leur vie au ballet à leur carrière ont un revenu annuel de \$4,000. La crise existe, messieurs.

Finalement, puis-je appuyer mes dires par des faits? La réponse est non.

Il existe des études de problèmes régionaux, certaines récentes, d'autres plus anciennes, ainsi que des études sur l'économie des arts du spectacle, subventionnées par différentes agences gouvernementales. Il existe des bilans et des estimations de profits et pertes pour certaines compagnies artistiques. Mais il n'y a nulle part, à ma connaissance, ce que vous aimeriez que je vous présente, un profil économique de l'industrie des arts. Les données n'ont été ni rassemblées, ni analysées.

Ceux d'entre nous qui se préoccupent du sort des arts au Canada et, de ce fait, de la santé de notre société, voient les symptômes et entendent les doléances. Quelle que soit notre manque d'expertise, nous nous efforçons de prendre le pouls du malade, nous osons diagnostiquer la maladie et prescrire un traitement. N'étant ni des économistes, ni des analystes, nous savons fort bien que nous ne pouvons effectuer cette tâche qu'imparfaitement.

Nous sommes persuadés, cependant, que notre rapport de la crise et notre appel au secours méritent d'être entendus. Nous vous prions instamment de faire examiner la situation par des experts, de commander une analyse économique pour que les arts soient considérés au Canada comme une *industrie*. Cette industrie est, non seulement essentielle à notre société, mais, comme toutes les autres, elle est en droit de s'attendre à des mesures spéciales de la part du gouvernement; elle a besoin d'être aidée par des investissements, d'être protégée et encouragée.

Non seulement dans l'intérêt des artistes du Canada, mais—ce qui est plus important—au nom des consommateurs d'art, c'est-à-dire du public—nous vous demandons de trouver les moyens de faire face dès maintenant à la crise en cours avec des dollars, et aussi d'entreprendre une enquête sérieuse qui permette à l'avenir une planification plus éclairée et plus efficace.

Monsieur le président, je vous remercie.

Le président: Messieurs Roux et Moore, aimeriez-vous ajouter quelque chose? Monsieur Dinsdale?

[Texte]

● 0955

Mr. Dinsdale: Yes, Mr. Chairman. The statement that has just been made is a strong statement and rather an alarming one for those of us who follow the arts from afar and enjoy and appreciate them through the various media. I was particularly interested in the point that was made that there are really no hard facts available to actually pinpoint the nature of the problem. Perhaps this Committee, which is composed of non-experts by questioning might at least come to grips with some of the major aspects of the problem.

I would like to ask the witnesses this morning what they regard as the major difficulty in terms of the economic situation in which the arts find themselves. I have read the brief and I see that several points are made which could partially explain the present financial and economic crisis. I am going to list a few of them and perhaps we might go through them to see where the major difficulties lie.

You mention the current government austerity program as a partial explanation. Another point you make is that there is not strong patronage of the arts by private sectors of the economy. The role the Canada Council grants play in supporting the arts or in the lack of support of the arts. Is the problem in respect to public patronage in terms of receipts at performances of our various artistic groups. The role that provincial governments play in assisting the arts in their respective provincial areas of responsibility. Then we could perhaps discuss the problem of the contribution or the lack of contribution that is made to artistic endeavour in Canada by such public bodies as the CBC, and the NFB in particular.

This is a long, long list. Mr. Chairman, could the witness indicate what weighting he would give to these various areas which I have outlined. You talk about an economic and financial crisis that has appeared. It is obviously caused by a combination of factors. This is 1969, and I imagine it has been aggravated by the Centennial letdown, but could you weigh some of the factors I have outlined with respect to their part in creating the crisis or resolving the crisis, and perhaps this could be the basis for our discussion. We might go through each one of these items point by point in order to get at some of the hard facts that we do not seem to have.

[Interprétation]

M. Dinsdale: Oui, monsieur le président. La déclaration qu'on vient de nous faire est une déclaration frappante et assez alarmante pour ceux d'entre nous qui suivent les arts de loin, qui en jouissent et les apprécient grâce à différents moyens de communication. Et j'ai été particulièrement intéressé par l'argument qu'on a soulevé voulant qu'il n'y ait vraiment aucun fait cruel qui nous permette de trouver la nature du problème. Il est possible que notre comité, qui n'est pas composé d'experts arrive, par suite de questions, à comprendre quelques aspects principaux du problème.

J'aimerais demander aux témoins de ce matin quelle est, à leur avis, la difficulté majeure dans le contexte économique dans lequel évoluent les arts. J'ai lu le mémoire et je vois que plusieurs des arguments soulevés pourraient, en partie, expliquer cette crise financière et économique. Je vais énumérer certains d'entre eux et nous pourrions peut-être les reprendre l'un après l'autre pour voir où résident les principales difficultés.

Vous l'expliquez partiellement par le programme d'austérité actuel du gouvernement. De plus, vous soulignez qu'il n'y a pas de fort patronnage à l'égard des arts, de la part des secteurs privés de l'économie. Le rôle que les subventions du Conseil des Arts du Canada jouent pour appuyer les arts ou le manque d'aide aux arts, de ce côté-là constitue le problème du patronnage public, en ce qui concerne les recettes à la suite des représentations de nos différents groupes artistiques. Le rôle que jouent les gouvernements des provinces dans le domaine de l'assistance aux arts sous leurs sphères respectives de compétence. Nous pourrions peut-être parler de la contribution, ou du manque de contribution pour promouvoir les arts au Canada, par des organismes publics comme Radio-Canada et l'ONF, en particulier.

Je vous ai donné une liste très longue Monsieur le président, est-ce que le témoin pourrait nous indiquer l'importance qu'il accorderait aux différents secteurs que j'ai soulignés. Vous dites qu'une crise économique et financière s'annonce. Cela provient évidemment d'une combinaison de facteurs. Il me semble qu'en 1967, et je suppose que la situation s'est aggravé parce que l'année du Centenaire est terminée pourriez-vous tout de même évaluer le rôle de certains facteurs comme facteur de formation de la crise ou de solution de celle-ci. Cela pourrait peut-être nous servir de base pour le débat. Nous pourrions reprendre chacun des points l'un après l'autre pour connaître la vérité que nous semblons ignorer.

[Text]

Mr. Cameron: Mr. Chairman, in order to assign a kind of hierarchy of priorities to your list, I think I would have to refer back to the Centennial phenomenon in this way.

I believe—and this can be further qualified by my colleagues—that it forced an expansion of the labour force and of the arts industry and it gave an indication to the arts industry of a trend in government support,

● 1000

especially federal support, because it came after some years of growing federal support through the Canada Council, and God bless them. However, the austerity program which has followed on that has now left this suddenly expanded and force-fed industry more or less destitute, and I am paraphrasing my earlier remarks. So, my final comment a moment ago about research for planning in the future would relate to that, and when the industry is force-fed the labour force is increased and we have what appears to be an economic trend in government investment.

The sudden cut-off inevitably is going to mean a regression and that is what we face now. The other points you raise, of course, the relationship between CBC or NFB and the independent or private sector of organizations is an important one as well as the role of the provincial governments, and so on. We could speak to any one of those, but if your primary question has to do with the present and immediate crisis, I would be inclined to relate it to the austerity surprise that followed the trend of increased support which culminated in 1967.

Mr. Mavor Moore (Executive Committee, Canadian Conference of the Arts): Mr. Chairman, I would like, first of all, to rectify any misapprehension there might be about the lack of all hard facts. There are some, but there are not anything like enough and I think what Mr. Cameron meant was that it is impossible at the moment to support the whole of the case with the kind of hard facts we should have. There are more now than there have ever been, certainly. The reason there are not more, I think, is very simple, that none of us engaged in these activities have been provided with the time or the money to get the proper kind of over-view and analysis. There are now, for the first time, some graduate theses at our universities being done on these subjects, but this leads me to mention a few other factors which I

[Interpretation]

M. Cameron: Pour établir un certain ordre de priorité dans votre liste, je pense qu'il faudrait que je me reporte à l'année du Centenaire.

Je crois, et mes collègues pourront plus tard l'approuver, que cet événement a entraîné une expansion de la main-d'œuvre et de l'industrie artistique et que cela a indiqué à l'industrie des arts qu'il y a avait une ten-

dance favorable de la part du gouvernement, du gouvernement fédéral notamment, parce qu'elle est survenue après un certain nombre d'années d'aide fédérale accrue, par l'entremise du Conseil des arts du Canada, Dieu merci. Mais le programme d'autérité du gouvernement qui a suivi a laissé maintenant une industrie et, en pleine expansion, dans une situation plus ou moins précaire et je répète les remarques que j'ai faites auparavant. Mon commentaire final d'il y a un instant, au sujet de la recherche, sur la prévision du futur s'y rattacherait et quand l'industrie est subventionnée, la main-d'œuvre augmente et nous avons ce qui paraît être une tendance économique des investissements du gouvernement.

L'abandon de ces subventions entraînera nécessairement une régression, et c'est ce qui nous attend maintenant. Les autres points qui ont été soulevés, les relations entre Radio-Canada ou l'Office National du Film et le secteur privé ou indépendant des organisations est un point important, de même que le rôle des gouvernements provinciaux, etc. Nous sommes prêts à tous les aborder, mais si votre première question porte sur la présente crise, je serais prêt à la lier à la surprise de l'austérité qui ont suivi la tendance aux subventions accrues qui ont atteint leur sommet en 1967.

M. M. Moore (membre du Comité Exécutif, Conférence canadienne des arts): Monsieur le président, je voudrais tout d'abord, rectifier tout malentendu que le manque de faits concrets a pu entraîner. Il y en a mais pas suffisamment. Je pense que ce que M. Cameron voulait dire c'est qu'il est impossible, en ce moment, d'appuyer évidemment l'ensemble de notre argument par les faits concrets qui s'imposent. Il y a plus que jamais, certainement. Je pense que la raison qu'il n'y en a pas davantage c'est que personne d'entre nous qui participent à ces activités n'a eu le temps ni l'argent pour obtenir un aperçu global et une analyse complète de la question. Et maintenant, pour la première fois, certaines thèses de doctorat portent sur ces sujets dans nos universités. Ce qui m'amène à mentionner un certain nombre d'autres facteurs qui, à mon

[Texte]

think are very important in this present economic crisis.

One is plainly and simply the matter of values and you can see it in the attitude of our universities which only now are beginning to provide courses in the creative arts. I remember when the president of one of our largest universities told me only three of four years ago that he thought the arts would always be the mistress and never the wife at the university. It would always be a case of entering through the back door and this is likely because of the critical thrust which our universities have had. They have been, on the whole, against the creative arts and have felt that the studio has no place on the campus even though the laboratory has been recognized since the turn of the century as a welcome visitor.

This matter of values can be seen down through our whole school system. It is only two or three years since the Ontario Department of Education was arguing with the federal government about whether a career in the arts fell within the meaning of the act as a vocation in the matter of federal grants.

That is extraordinary, but it is true. You can find it, of course, in our social life. Nobody argues about spending \$15 or \$16 million on a clover leaf to get into a city, but they will raise a great rumpus about \$5.5 million, as they did about the St. Lawrence Centre in Toronto, to build something when you get into the city. It is a matter of our attitude and the values we put on things.

Secondly, we have had in this country, traditionally, very few of the big fortunes—the really big fortunes that have been the mainstay of the arts in the United States. This has put us at a great disadvantage. We are a much smaller country in that sense, too, and there has been recently a decline everywhere in the relative proportions of the support coming from private philanthropy and from government to the arts everywhere, even in the United States. This has meant, of course, an increasing reliance everywhere on public support and this is the jam in which we are caught now. I remember when we were building the memorial to the Fathers of Confederation in Charlottetown, the then federal Minister of Finance saying to us, “You have one of the richest men in Canada as Chairman of your Board, why are you coming to us for money?”. So anyone who tries to

[Interprétation]

avis, sont très importants pour la crise économique actuelle.

Un de ceux-ci est purement et simplement la question des valeurs et vous pouvez le constater par l'attitude des universités qui ne font que commencer à offrir des cours dans le domaine des arts de création. Je me souviens que le président d'une de nos plus grandes universités m'a dit, il y a seulement quelques années, qu'il croyait que les arts joueraient toujours le rôle de la maîtresse et jamais celui de l'épouse à l'université. Ils devront toujours entrer par la porte de côté, probablement à cause de l'effort de critique de nos universités.

Je pense que, dans l'ensemble, nos universités ont été plus ou moins contre les arts de création et d'avis que les ateliers n'avaient pas leur place sur les campus universitaires, même si les laboratoires scientifiques y sont reconnus et accueillis depuis le début du siècle.

Cette question des valeurs est apparente dans tout notre système d'éducation. Ce n'est qu'il y a deux ou trois ans que le ministère ontarien de l'Éducation se querellait avec le gouvernement fédéral pour savoir si les carrières artistiques, sont admissibles aux termes de la Loi comme un métier subventionné par le gouvernement fédéral.

C'est extraordinaire, mais c'est vrai. Et vous pouvez le constater évidemment, dans notre vie sociale. Personne ne s'oppose à ce qu'on dépense \$15 ou \$16 millions pour construire un échangeur près d'une ville, mais les gens feront beaucoup de bruit si on dépense \$5.5 millions, comme dans le cas du St. Lawrence Centre à Toronto, pour aménager quelque chose dans la ville. C'est une question d'attitude et des valeurs qu'on accorde aux choses.

Deuxièmement, le Canada, par tradition, a joui de très peu de grandes fortunes qui ont été les grands facteurs d'appui des arts aux États-Unis. Nous nous trouvons donc désavantagés. Notre pays est évidemment beaucoup plus petit dans ce sens également et il y a eu récemment une baisse de l'appui du secteur privé et public aux arts d'une façon générale, même aux États-Unis. Nous devons donc compter d'avantage sur les deniers publics; c'est la situation périlleuse dans laquelle nous nous trouvons en ce moment. Je me souviens que lorsque l'on a construit, par exemple, à Charlottetown, l'immeuble commémoratif des Pères de la Confédération, le ministre des Finances d'alors a dit: «Le président de votre conseil d'administration est un des hommes les plus riches au Canada. Pourquoi venez-vous nous demander de l'argent?». Quiconque tente de faire des projets dans ce domaine est

[Text]

plan in this area is caught in the squeeze play between an appeal for private funds and an appeal for public funds.

• 1005

Since Mr. Dinsdale has raised the question of the CBC and my colleague has commented on it, I might only say that that has been such an enormously expensive item and plainly, to all of us, so important a factor in holding the whole country together, it is much easier to see the CBC performing this cultural function than it is, for instance, the theatre groups or painters or even writers. The CBC links the country immediately, we can all see it and, therefore, it makes great sense to all of us to spend millions on the Corporation. The fact of the matter is, of course, that a tiny proportion of those funds would support activities which in sum are much more important in the whole cultural picture than that portion of the moneys allotted.

The Chairman: Mr. Cameron, did you have a further statement?

M. Roux: Puisqu'on a fait allusion aussi à l'intérêt que le public porte aux arts, je crois qu'il faut souligner que, de plus en plus et dans le monde entier, on tend à considérer les arts comme un service public. Ce qui signifie que dans le futur, même si l'intérêt du public, envers les arts, s'accroît, son investissement individuel, pour ce qui est des arts du spectacle, par l'achat de billets, se fera de plus en plus petit jusqu'à devenir nul, car nous avons tous comme idéal de rendre les arts tellement accessibles au public qu'ils leur deviennent absolument gratuits.

Déjà, en ce moment, pour ce qui est des arts du spectacle, c'est un phénomène qui se manifeste par la grande différence qui existe entre l'indice de fréquentation dans nos salles et le pourcentage de la recette.

Cette différence, quelquefois, va jusqu'à 15 p. 100, ce qui fait que, par exemple, dans une salle de théâtre où on aura constaté un indice de fréquentation de 90 p. 100 sur le plan du public, le pourcentage de la recette ne sera parfois que de 70 ou 72 p. 100, suivant les prix préférentiels qu'on aura dû accorder à certains groupes ou à certains individus économiquement défavorisés.

Mais je puis assurer les membres de ce Comité que nous avons des chiffres en main et que nous pourrions fournir des chiffres exacts qui prouvent l'intérêt que le public porte aux arts et le besoin qu'il manifeste de consommer nos produits, en tant qu'artistes.

[Interpretation]

donc pris entre l'appel au secteur privé et au secteur public.

Puisque M. Dinsdale a soulevé la question au sujet de Radio-Canada et que mon collègue a exprimé certains commentaires à ce sujet, je pourrais ajouter que c'est un poste très coûteux et, pour nous tous, il a évidemment une très grande influence sur l'unité du Canada; mais il est facile de voir que Radio-Canada s'acquitte de cette fonction culturelle et artistique que, par exemple, le groupe théâtral, des peintures ou des écrivains. Radio-Canada regroupe et unit le pays directement, et comme chacun peut le constater, il semble beaucoup plus sensé de dépenser des millions pour la Société. Le fait est qu'une petite proportion de ces fonds permettrait d'encourager des activités qui, en somme, sont beaucoup plus importantes pour l'ensemble de l'activité culturelle que la somme d'argent qui leur sont accordée.

Le président: Est-ce que vous avez autre chose à ajouter, monsieur Cameron?

Mr. Roux: Since we also mentioned interest of the public towards the arts, I think we should emphasize that more and more throughout the world, there is a tendency to consider the arts as a public service. This means that in the future, even if the public's interest increases towards the arts, the individual investment with regard to the performing arts, through buying tickets, will become smaller and smaller and eventually will disappear, because our common ideal is to make the arts so accessible to the public that it will become completely free.

Right now, as far as the performing arts are concerned, it is a phenomenon that manifests itself by the great difference that exists between the attendance index in our halls and the percentage of receipts.

This difference may sometimes go up to 15 per cent, which means, for instance, that in a theatre hall where you have noted an attendance index of 90 per cent on the part of the public, the receipt percentage will be only 70 or 72 per cent sometimes, according to the preferential prices which have to be granted to some groups or some financially underprivileged individuals.

But I can assure the members of this Committee that we have figures in hand and that we could provide exact figures proving the interest shown by the public towards the arts and the need manifested by the public to consume our artistic products.

[Texte]

Mr. Dinsdale: I wonder if we could get some specifics for the information of the Committee? You have stated that there has been a drastic austerity in funds available to the arts. Have you any details on where the substantial cuts have been made or is it a case of the assistance that was available during Centennial year being available for that year only? Was this the basis for the present poverty rather than any diminishing of programs that were already under way? I know there was a strong push, actually, to have some continuation of the increased assistance for the arts that was obviously available during the Centennial.

Is the austerity the result of the drought following Centennial or have there been cut-backs in other areas such as the activities of the Canada Council and sources of public assistance that the creative arts in Canada had become accustomed to receiving? Have they suddenly been removed?

The Chairman: Mr. Cameron?

Mr. Cameron: Since the founding of the Canada Council—I would like to take that again as a starting point in order to answer your question—there has been a steady and dramatic increase in the funds available for

• 1010

the arts in Canada and at the same time there have been increases in the funds available from provincial governments, especially through the establishment of provincial arts councils in Saskatchewan, the arts board in Ontario, the arts council in Alberta, the ministry in Quebec and the branch of government that deals with this and so forth.

However, this trend or increase that I spoke of which flowered somewhat in gross terms in 1967 was struck by a freeze at the federal level as part of the current austerity program. Unfortunately, the increases in costs to the producer, whether it be an individual painter or composer or performing arts company, those costs could not be frozen. The costs continue to rise, but the funds available were frozen.

A week or a week and a half ago in Halifax I asked a member of The Canada Council, the President of Dalhousie University, why it was that The Canada Council budget *in toto* had increased slightly for this kind of budget year, but the proportion of that total budget allotted to the arts had been frozen, as we

[Interprétation]

M. Dinsdale: Je me demande si nous pourrions arriver à certaines précisions ici pour la gouverne du Comité. On a dit qu'il y a une réduction radicale des fonds disponibles pour les arts. Avez-vous des détails en ce qui concerne les réductions radicales apportées ou est-il simplement que l'assistance accordée au cours de l'année du Centenaire n'était accordée que pour cette année-là? Est-ce sur cela qu'on fonde la pauvreté actuelle plutôt qu'une réduction des programmes déjà en cours? Je sais qu'il y a eu un effort considérable en vue de perpétuer cette assistance accrue aux arts qui était disponible pendant l'année du Centenaire.

Est-ce que cette austérité découle d'une pénurie qui fait suite au Centenaire ou est-ce qu'il y a eu des réductions dans d'autres secteurs, comme les programmes du Conseil des Arts du Canada, et les sources de deniers publics auxquelles les arts de création au Canada ont l'habitude de s'adresser? Est-ce qu'on a soudainement supprimé ces sources de revenus?

Le président: Monsieur Cameron?

M. Cameron: Depuis la création du Conseil des arts du Canada, je voudrais de nouveau prendre cela comme points de départ pour répondre à votre question, je vous dirai qu'il y a eu une augmentation très considérable des

fonds mis à la disposition des arts au Canada, et en même temps il y a eu une augmentation des fonds offerts par les gouvernements provinciaux, grâce notamment, à la création de Conseils provinciaux des arts en Saskatchewan, du Conseil des arts en Ontario, du Conseil des arts en Alberta, le ministère des affaires culturelles du Québec et des divers services gouvernementaux qui s'occupent des arts.

Mais cette tendance ou la hausse dont j'ai parlé et qui s'est épanouie en termes bruts en 1967 a été frappée par un gel au niveau fédéral dans le cadre du programme d'austérité du gouvernement. Malheureusement, l'augmentation des coûts aux producteurs, que ce soit un artiste, un compositeur ou une troupe de spectacle et on ne pouvait pas geler les frais.

Alors il y a une semaine et demie, à Halifax j'ai demandé à un membre du Conseil des arts, président de l'Université de Dalhousie, quel était le total du budget, et il a dit qu'il y avait une augmentation du budget total du Conseil pour cette année mais que la proportion de ce budget allouée aux arts avait été

[Text]

understood cultural funds federally had been frozen. He said, "Well, of course, it is true that there is a little more for the social sciences and humanities, but the arts budget was frozen because the arts did so well in 1967."

This, again, I took as a misreading of what happened in 1967 when the amounts of money paid out for services rendered, and rendered generously by the artists of the country, was somehow misinterpreted as a bonanza or a windfall to the arts, which it was not. And so the arts now face this freeze which means by virtue of inflationary cost-rise a regression, and yet they are having to live with the increased labour force and expanded facilities because during the centennial with capital funds from all levels of government we created new theatres, new schools, new concert halls, new art galleries, community centres, and so forth.

So here is this vast capital investment, this labour force, and they cannot produce because they have not got the funds for productions. This means that the best that they can do, to survive one year of the freeze or this minor regression, is to fall back on the tired old repertoire. The possibility of devoting funds to Canadian creativities or new works of art is minimized. I would suspect that in most cases it is gone altogether, because new works are expensive to create and produce, and there will be bankruptcies. There will be those who go under. If, as some suspect now, the austerity in the arts continues another year, then we will not have to meet in committee to discuss whether or not there is a crisis. We could read about it over breakfast.

Mr. Dinsdale: You mentioned the capital expansion. I know that in various communities in Canada there are centres for the performing arts which have come about as a result of our centennial celebrations. A good many of these have not even opened yet. I know in my own community of Brandon, we hope to open this fall, two years late. The National Centre for the Performing Arts will open in June. Do you not see the beginning of the operation of these centres for the performing arts as an indirect assistance to all artistic activities in Canada, particularly the performing arts, in helping to overcome this current financial crisis?

[Interpretation]

gelée. Nous avons compris que les fonds destinés à la culture sur le plan fédéral ont été gelés. La personne en question a déclaré que «bien sûr il est vrai, qu'il y en a un peu plus pour les humanités et les sciences sociales, mais le budget culturel a été gelé parce qu'en 1967 il a été trop bien alimenté».

Encore une fois il me semble qu'il s'agit d'une interprétation malheureuse car les sommes d'argent versées pour services rendus généreusement par les artistes, ont été interprétées comme une aubaine ou un filon pour les arts, ce qui est faux. Et maintenant puisqu'il y a un gel, et, vu l'inflation, il y a donc régression, et pourtant les artistes doivent vivre avec cette augmentation des coûts de production, et des installations plus onéreuses car, au cours de l'année du centenaire, grâce aux capitaux en provenance de tous les niveaux de gouvernement on a pu créer de nouveaux théâtres, de nouvelles écoles, de nouvelles salles de concert, de nouvelles galeries d'art et des centres communautaires, etc. . .

Et tout cet investissement ne sert à rien car les fonds manquent pour de nouvelles productions. Ceci veut dire que ce qu'ils peuvent faire de mieux pour survivre pendant un an, ou si l'on veut, survivre à cette espèce d'austérité, c'est de reprendre le vieux répertoire, et il y aura ainsi une diminution de la créativité canadienne puisque il est coûteux de créer de nouvelles pièces. Il y aura donc des faillites, et si le programme d'austérité se poursuit encore pendant un an, il ne sera plus nécessaire de se réunir en Comité afin de savoir si oui ou non il y a une crise. Nous pourrions nous en convaincre en prenant notre déjeuner.

M. Dinsdale: Vous avez mentionné l'expansion des investissements. Je sais que dans diverses communautés canadiennes il y a des centres destinés aux arts d'interprétation qui ont pu être réalisés grâce à l'année du Centenaire. Cependant, plusieurs de ces centres ne sont même pas encore terminés. Je sais que dans ma propre municipalité de Brandon, nous espérons ouvrir l'automne prochain notre salle, avec deux ans de retard. Le Centre national des arts ouvrira en juin. Ne constatez-vous pas que la mise en exploitation de ces centres est une aide indirecte pour l'ensemble de l'activité artistique au Canada particulièrement pour les arts de la scène qui permette de surmonter la crise financière actuelle.

[Texte]

These will provide performing opportunities and sources of revenue for artistic companies of various kinds.

M. Roux: Monsieur le président, si je peux me permettre une petite remarque, la construction d'édifices n'aide pas nécessairement les arts. Car, construire des édifices et n'y rien mettre ne conduit à rien. C'est un petit peu la perspective dans laquelle nous nous trouvons en ce moment. C'est vrai qu'il y a des édifices partout, mais on ne nous donne pas les moyens d'y mettre quelque chose. C'est la réponse que je donnerais. Monsieur Cameron pourrait ajouter autre chose.

M. De Bané: Merci, monsieur le président. Monsieur Roux, cet investissement en capital de \$48 millions pour un centre des arts à Ottawa, vous le jugez avec beaucoup de sévérité, si je comprends bien, eu égard aux besoins et aux priorités.

M. Roux: Je ne suis pas ici pour porter un jugement sur l'investissement en capital dans le Centre national des Arts à Ottawa, mais je . .

M. De Bané: Avoir des salles partout ne signifiera pas nécessairement une aide artistique.

M. Roux: Et je le répète.

Mr. Dinsdale: To come to grips with this problem, there will be a festival of the performing arts beginning in June in Ottawa. The Winnipeg Centre for the Performing Arts—I think it did get under way on time—has been promoting various artistic presentations. Our own smaller activity will be promoting continuous performances by Canadian artistic groups. Does this not assist at least one aspect of the Canadian artistic community?

Mr. Moore: Perhaps, Mr. Chairman, one might reply that we have needed these facilities for a long time. We have needed some facilities. We have had very few, but in perhaps typical Canadian fashion, we have believed that the important things are those poured in concrete and we have, in effect, saddled our performing arts companies with very expensive plants. The pride of the communities is involved. It certainly is in Ottawa. As the national capital, the pride of the country is involved in Ottawa. But as Mr. Roux has suggested, this is not necessarily of benefit to the groups who will perform in them, because I need not tell you that the minute any one of the various unions combines and moves into such handsome homes, the prices are going to go up, and indeed with reason. The equipment is more com-

[Interprétation]

Ceci permettra de présenter des spectacles et de créer une source de revenus pour les diverses troupes artistiques.

Mr. Roux: Mr. Chairman, if I may make a short remark. The construction of buildings does not necessarily help the arts. To build buildings and put nothing in them, this leads to nothing and this somewhat represents our present outlook. It is true that we have many buildings all over the country but we have not been given the means to put something in them. This is the answer I would give you. Mr. Cameron might have something else to add.

Mr. De Bané: Thank you, Mr. Chairman. Mr. Roux, this capital investment of \$48 million for the National Arts Centre in Ottawa, is very severely judged by you, if I understand correctly, in view of needs and priorities.

Mr. Roux: I am not here to judge the capital investment for the National Arts Centre in Ottawa, but I . . .

Mr. De Bané: To have halls everywhere will not necessarily mean that we will help artistic activity.

Mr. Roux: And I repeat it.

M. Dinsdale: Pour faire face à ce problème je pense qu'il y aura à Ottawa le festival d'ouverture du Centre national des arts. Le Centre des arts d'interprétation de Winnipeg présente diverses productions artistiques. Notre activité moins considérable permettra de mettre en valeur des artistes canadiens d'une façon suivie. Ceci n'est-il donc pas un des aspects du soutien apporté à la collectivité artistique canadienne?

M. Moore: Peut-être pourrait-on dire, monsieur le président, que nous avons besoin de ces salles depuis longtemps, d'un certain nombre d'entre elles en tout cas, nous en avons très peu, mais ceci est typiquement canadien. Nous croyons que les choses importantes étaient des choses qu'il fallait construire en béton, et en somme, nos compagnies artistiques sont équipées de salles qui coûtent cher. L'orgueil des villes était en jeu. C'est en tout cas ce qui est arrivé à Ottawa. Il s'agit de la capitale du pays, évidemment c'est l'orgueil de notre pays, et monsieur Roux a suggéré que ce n'était pas nécessairement la façon d'aider les artistes qui s'y produiront, parce que je n'ai pas besoin de vous dire que dans la minute où l'un des nombreux syndicats s'introduit dans une de ces somptueuses salles, les prix font, avec raison, une esca-

[Text]

plicated. There is more to be well kept, and it in effect raises the whole standard of living.

This is part of the cost squeeze in which, of course, we are all caught. The cost of everything is going up, and our revenues from subvention, at least, are being either held at the line or in many cases actually reduced. It is an impossible situation, really, in which to operate for organizations which have never been anything but very close to the line.

The Chairman: Mr. Cameron, would you like to comment on this?

Mr. Cameron: Yes, Mr. Chairman. I feel that the discussion here is turning more and more to a discussion of the performing arts and to theatres, and that is only one segment, of course, of the arts industry. And furthermore, we are discussing buildings and performing companies and organizations. When I said earlier that we did not have an economic profile of the industry, when I said we lacked hard facts, I was thinking particularly of the fact that we know very little, if anything, about the creative individual in Canada. It is all very well to look at the balance sheets or the deficits of these great performing arts companies, or at the capital cost of the buildings, but we do not know very much about the people who work there, about the labour force.

We can look at Loblaw's and the Dominion Stores, but I am interested in the guy who grows the onions. We know nothing about him. We can produce information, or there are agencies that can, and there are reports that will present information about some of those in music and in theatre. But if we begin to talk about the visual arts, the painters and the sculptors and the film makers and those in mixed media, we know virtually nothing because, as I said a moment ago, it is an unorganized industry. These people tend not to be joiners. They do not belong to associations. When the Dominion Bureau of Statistics asks people what their occupation is, most artists do not say "artist". They give the occupation that produces their income, because practicing as an artist in Canada tends not to produce primary income. And so

• 1020

we know virtually nothing about the labour force in this arts industry.

Mr. Moore: It will not get you a loan at the bank either.

Mr. Cameron: In a recent contest in Calgary there was a flurry of laughter when one of the delegates, a practising artist, said he

[Interpretation]

lade. L'équipement est compliqué et tout doit être bien entretenu ce qui augmente les frais.

Ceci fait partie des coûts, et tout le monde en subi les conséquences. Les coûts augmentent et nos revenus, en provenances de nos subventions en tout cas, sont, soit limités ou soit, même parfois, réduits. Et c'est donc une situation impossible dans laquelle nous nous trouvons parce que nous n'avons jamais fait d'ailleurs de gros bénéfices.

Le président: M. Cameron, voulez-vous faire des commentaires?

M. Cameron: Monsieur le président, j'estime que la discussion—Nous en venons à une discussion qui porte plutôt sur les arts de la représentation et sur les théâtres. Il ne s'agit que d'un secteur du monde artistique. Nous parlons d'édifices, de troupes et d'organisations.

Lorsque j'ai dit plutôt que nous n'étions pas au courant de la situation économique de l'industrie, je songeais en particulier au fait que nous possédons très peu de renseignements au sujet des individus qui font un travail de création au Canada. On peut toujours examiner le bilan des troupes, mais nous ne connaissons pas les gens qui y travaillent.

Je m'intéresse surtout à la personne qui produit et nous ne pouvons pas obtenir ces renseignements comme les autres organisations du Canada le font au sujet, par exemple, de ceux qui s'occupent du secteur de la musique ou du théâtre. Mais lorsqu'il s'agit d'obtenir des renseignements sur les sculpteurs, les peintres et les autres artistes, il est très difficile d'obtenir de tels renseignements. Ces gens ne s'associent pas, ne participent pas à l'organisation d'associations. Ils ne répondent pas au questionnaire du Bureau fédéral de la statistique, car lorsque le Bureau publie un relevé, les artistes ne donnent pas leur emploi d'artiste comme emploi principal. Ils donnent le nom de la profession qui leur permet de vivre, car le fait d'être un artiste au Canada ne vous permet pas de vous créer un

salaire principal. Ainsi nous ne connaissons quasiment rien des artistes.

M. Moore: Cela ne vous permet pas non plus d'obtenir un prêt à la banque.

M. Cameron: A Calgary on a beaucoup ri lorsqu'un des délégués, un artiste, a dit qu'il faudrait avoir une banque de la culture. Il

[Texte]

thought there should be a cultural bank. He said he thought it should be possible for an artist who has a proven record of performance in the marketplace to borrow money on the basis of the paintings or sculptures he had in his studio, or against work he was going to do. He did not see why a man could borrow against the crop he did not have, but an artist could not borrow against work he was going to produce.

That flurry of laughter died out very quickly when some of us present felt perhaps there was more sense than nonsense in what was being said. He was speaking as a member of an arts industry which has since been recognized as such. And yet we can produce statistics to show that Canadians spend more dollars buying tickets to attend cultural activities in a year than they spend to be observers at sports activities in this country. We can produce figures like that for what they are worth, but if you ask me about the average income of the visual artist in Canada I simply have a blank look on my face and I cannot answer. If there were a recognized industry with a labour force a fraction of the size of the arts industry that suddenly and dramatically faced a crisis in this country because of an ore vein running out, or because of some product they harvested being in serious trouble, you would all know about it from the newspapers. There would be a task force to study the industry and something would be done about it.

This is a disorganized industry of individuals who have no voice except perhaps through the Canadian Conference. This industry is not recognized and has not been studied as an industry in the way that our government studies the problems and the futures of other industries, so it is to the prime consumer that I refer when I say we know nothing—not to the people with balance sheets or the large concrete structures that we can examine.

Mr. Dinsdale: I can see that point. I do not want to monopolize this, so I will yield to anybody who wants to interject but I would like to pursue this point just one degree further with reference to the financial contribution that these newly developed, newly built centres for the performing arts will make to a depressed industry.

I understand, for example, that symphony orchestras, theatre groups, ballet and so forth will be travelling from province to province. They will have assistance towards their transportation. There will be various groups invited to Ottawa, for example, to the

[Interprétation]

croyait qu'il devrait être possible d'emprunter de l'argent sur les sculptures ou les peintures qu'il possède dans son atelier. Il ne voyait pas pourquoi un homme peut emprunter sur ses récoltes futures et pourquoi un artiste ne pouvait pas emprunter sur ses œuvres.

Mais ces rires se sont éteints très rapidement lorsque certaines personnes ont vu qu'il s'agissait vraiment d'une idée sensée et nous avons des chiffres qui permettent de démontrer qu'un Canadien dépense plus d'argent pour assister à des représentations artistiques qu'il n'en dépense pour les activités sportives. Nous pouvons donner des chiffres plus ou moins justes comme ceux-là, mais si vous me demandez le salaire moyen approximatif d'un artiste en arts plastiques au Canada, je ne puis vous répondre. S'il y avait une industrie reconnue avec seulement une fraction de la main-d'œuvre employée par l'industrie des arts qui devait, de façon soudaine et dramatique faire face à une crise dans le pays à cause de l'épuisement d'une couche de minerai ou d'une récolte en péril, tous les journaux en feraient mention. Un groupe d'étude examinerait l'industrie et quelque chose serait faite.

Il s'agit ici d'une industrie hétérogène composée d'individus sans représentation sauf peut-être par l'intermédiaire de la Conférence canadienne.

Cette industrie n'est pas reconnue et n'a pas été étudiée en tant qu'industrie comme le gouvernement étudie les problèmes et l'avenir des autres industries. Je me place donc du point de vue du consommateur quand je dis que nous ne savons rien; je ne parle pas des gens qui ont les budgets ou des grands édifices en béton que nous pouvons voir.

M. Dinsdale: Je vois ce que vous voulez dire. Je ne veux pas m'imposer, je laisserai volontiers la parole à d'autres, mais je voudrais élaborer davantage au sujet de la contribution financière que ces centres récents, de conception nouvelle pour les arts d'interprétation, apporteront à une industrie dans le marasme.

Je crois, par exemple, que les orchestres symphoniques, les troupes de théâtre, de ballet et autres iront d'une province à l'autre. Ils recevront de l'aide pour défrayer le transport.

Il y a plusieurs groupes par exemple qui seront invités à Ottawa au Centre national

[Text]

centre for the performing arts. Manitoba is celebrating her centennial next year. I imagine we will have a very busy year, artistically. Does this not mean some sort of indirect assistance to at least the performing arts aspect of the whole artistic industry? You say there is a ballet company in such serious financial straits at the moment that they do not know whether they can meet the current payroll. I do not suppose you want to identify this ballet company, but there are not too many in Canada and I am wondering which one it is.

Mr. Moore: It is the National Ballet and the remark is based on a conversation with Mr. Russell yesterday who is facing this problem at the moment and he is not alone. We have an opera company with three accumulated deficits all guaranteed by private guarantees. When one gets too large to go any farther they start a new accumulative deficit. We have one of our few great museums in this country with deficits so great that no one can see a way out, and I am not sure that there is one. If we want to be anecdotal in this situation, Mr. Chairman, we could go on describing specific cases of people with bank debts and payrolls they cannot meet. You mentioned symphony orchestras. I do not think it is reasonable for a man who is one of the people who has achieved success as a professional in this country, as a symphony orchestra musician, to be playing for one of our four greatest symphony orchestras to have to have at least three jobs because the best guar-

• 1025

ranteed annual income he can get with a top orchestra as a good man is just now approaching \$7,000 a year.

That is the kind of industry I am talking about, Mr. Dinsdale, but he can go across the border tomorrow and do nothing but devote himself to being an even better musician in a symphony orchestra for much better than twice that salary, and he will not have to teach little children how to play the violin to buy his groceries.

The Chairman: Perhaps we can move on to Mr. Stanbury.

Mr. Stanbury: Mr. Chairman, I think there is a legal principle. If you let a drowning man drown you are not liable, but if you try to save him and you are negligent then you are in trouble, and that is the kind of feeling I get from the evidence that has been given today about the restraints on federal spending. The facts are, I believe, to which I think the witnesses would agree, that federal

[Interpretation]

des arts. L'année prochaine, le Manitoba célébrera son centenaire. Je suppose que l'année sera très propice aux arts. Est-ce que cela ne représente pas une forme d'assistance indirecte au moins pour les arts d'interprétation au sein de l'industrie? Vous dites qu'il y a une troupe de ballet qui se trouve dans une situation financière si périlleuse à l'heure actuelle qu'on ne sait pas si on réussira à verser les salaires dus. Je ne sais si vous voulez l'identifier, mais il n'y en a pas beaucoup au Canada et je me demande de quelle troupe il s'agit.

M. Moore: Il s'agit du ballet national et la remarque vient d'une conversation que j'ai eue avec M. Russell hier. Il n'est pas le seul à avoir ce problème. Il y a une compagnie d'opéra qui a accumulé trois déficits successifs. Un de nos grands musées a un déficit si élevé que personne ne peut trouver le moyen de résoudre le problème; il n'y a peut-être pas de solution. Si nous voulons citer des faits, monsieur le président, nous pourrions donner des exemples de gens qui ont des dettes et des salaires qu'ils ne peuvent pas payer. Vous avez parlé des orchestres symphoniques. Je ne crois pas qu'il soit raisonnable pour un musicien qui a atteint le succès dans ce pays au sein d'un orchestre symphonique et qui appartient à un de nos quatre plus grands orchestres symphoniques de devoir avoir au moins trois emplois parce que le salaire maximum qu'il peut obtenir en tant que musicien pour un des grands orchestres se situe à environ 7,000 dollars par année.

C'est le genre d'industrie dont je parle, M. Dinsdale. Il peut traverser la frontière dès demain, se consacrer entièrement à la musique au sein d'un orchestre symphonique et obtenir plus de deux fois le même salaire: il n'aura pas à enseigner le violon aux enfants pour pouvoir manger.

Le président: Monsieur Stanbury.

M. Stanbury: Monsieur le président, je crois qu'il y a ici un principe juridique. Si vous laissez une personne qui se noie se noyer, vous ne pouvez pas être poursuivi, mais si vous tentez de la sauver et que vous êtes négligent, vous avez des ennuis. C'est l'impression que j'ai devant les témoignages apportés aujourd'hui au sujet des limites aux dépenses du gouvernement fédéral. Le fait

[Texte]

investment in the arts has continued to rise substantially, even this year.

The difficulty that we all face is in trying to find among the moneys that governments have available the justification for increasing very substantially the support, or investment if you like, in one area of government activity out of all proportion to others. Witnesses will be familiar with the fact that virtually all areas of government activity are frozen at the moment. I am naturally concerned to see the kind of hard facts which Mr. Cameron has said are not yet available, so that if the arts is to be treated as an industry as it wants to be it can demonstrate its importance as an industry as well as otherwise; its economic importance in terms of productive individuals and the enjoyment of individual Canadians; its effect on the economy as well as the society of the country.

I believe the government has, in fact, taken the initiative of asking your group to do the preliminary work which would indicate how this kind of information might be gathered. Could you tell us how far you have gone in responding to the requests that have been made by the government to establish the basis for this kind of study?

Mr. Cameron: Mr. Chairman, I believe that reference is being made here to a specific request from Mr. Pelletier last January when we discussed the brief, *A Crisis in the Arts*, and we talked at that time about the need for information for an economic profile. The Canadian Conference of the Arts since that meeting in late January has investigated the problem of producing the hard facts that I complained today we do not have. We hope within the very near future—and by that I do not mean in months; I am talking now in days and weeks—to be able to inform the Secretary of State Department.

We have a plan for the collecting of the first part of that information. However, as your colleagues in the Department of Industry, Trade and Commerce could tell you, the economic profile of a disorganized industry is not a simple nor inexpensive thing to produce, and to produce the facts that the Minister has asked for is far, far beyond the

[Interprétation]

est, et je crois que les témoins sont d'accord, que les investissements du gouvernement fédéral dans le secteur des arts ont toujours augmenté de façon substantielle, et même cette année.

Le problème auquel nous devons tous faire face consiste à trouver parmi les fonds qui sont offerts par le gouvernement une raison qui justifierait une augmentation considérable de l'aide, ou de l'investissement, si vous voulez, dans un secteur donné, augmentation qui serait tout à fait disproportionnée par rapport aux autres secteurs.

Les témoins devront savoir que virtuellement tous les secteurs d'activité gouvernementale sont gelés à l'heure actuelle. Je serais certainement très intéressé à connaître les faits réels qui, aux dires de M. Cameron ne sont pas encore disponibles, afin que si les arts doivent être considérés comme étant une industrie, et c'est ce qu'ils veulent, ils puissent faire la preuve de leur importance en tant qu'industrie ou autrement; son importance économique en fonction du personnel productif et du bien-être individuel des Canadiens; son effet sur l'économie ainsi que sur la société du pays.

Je crois que le gouvernement a effectivement pris l'initiative de demander à votre groupe d'entreprendre les travaux préliminaires qui indiqueraient la façon dont on pourrait obtenir ces renseignements.

Pourriez-vous nous dire quelles mesures ont été prises jusqu'ici pour donner suite aux demandes du gouvernement en vue de jeter les bases nécessaires pour ce genre d'étude?

M. Cameron: Monsieur le président, je crois qu'on parle ici de la demande qui nous a été adressée par M. Pelletier en janvier dernier lorsque nous avons discuté le mémoire «Une crise dans les arts» et nous avions parlé à ce moment-là de la nécessité d'obtenir des renseignements pour dresser un tableau économique. Depuis la dernière réunion en janvier dernier, la conférence canadienne des arts a étudié le problème de présenter les faits réels dont je me suis plaint de ne pas avoir en ma possession. Nous espérons les avoir dans un avenir très proche, et par cela je ne veux pas dire dans quelques mois, c'est une question de jours et de semaines, pour être en mesure d'informer le Secrétariat d'État.

Nous avons un plan bien établi pour recueillir la première tranche de ces renseignements. Cependant, comme vos collègues du ministère du Commerce et de l'Industrie vous le diront, la préparation d'un tableau économique d'une industrie désorganisée n'est ni simple ni peu coûteuse, et la présentation des faits que le Ministre a demandés dépasse

[Text]

economic and manpower capabilities of the Canadian Conference or any other organization in the private sector.

• 1030

The Arts in Canada is a task that could be undertaken only by a large professional organization that deals with this kind of thing, or by those departments of government which customarily tell us the value of a Canadian industry to our economy and to our style of life. So, in answering the Minister's question which you bring to mind, we may only be able to produce a way to the answer.

Mr. Stanbury: I think that is all that was asked for.

Mr. Cameron: Well, we have done our homework, Mr. Chairman.

The Chairman: Since this document has been mentioned so often, *A Crisis in the Arts*, presented to the Government of Canada by the Canadian Conference of the Arts, I wonder if I might have agreement to print it as an appendix to today's proceedings?

Some hon. Members: Agreed.

Mr. Moore: Mr. Chairman, just to pick up Mr. Stanbury's analogy about the drowning man, I think he has a very, very good point here, but I also think that this country is discovering at the moment that it needs this drowning man because he has its passport. I think this is one man you cannot afford to let drown, whether you become legally responsible or not. I agree, though that the question of how the available money is to be divided is a quite crucial one and, as we all know, the Secretary of State has taken steps in this direction already to get the various larger cultural organizations of the country together to look at ways in which savings may be made and, indeed, we are doing this on the local levels too.

We have just had a study made by the management consultant firm of Woods, Gordon and Co. to look into co-operative operation between the O'Keefe Centre and the St. Lawrence Centre in Toronto, for example. We all are looking at these ways of avoiding overlap and of spending such money as we have as economically as possible.

However, I feel—to come back to the matter of values again—a very much bigger question is not how the pie is to be cut, but that a

[Interpretation]

de beaucoup les ressources économiques de la Conférence canadienne ou de toute organisation dans le secteur privé. L'art au Canada est

une tâche qui ne peut être menée à bien que par une grosse entreprise professionnelle qui entreprend ce genre de travail, ou par les ministères qui, d'ordinaire, nous disent, ce que peut valoir une industrie canadienne à notre économie et à notre mode de vie. Ainsi en répondant à la question du Ministre, sur laquelle vous attirez notre attention, nous ne pourrions que présenter le moyen d'y répondre.

M. Stanbury: Je crois que c'est tout ce que vous voulions savoir.

M. Cameron: C'est bien, nous avons fait notre devoir, monsieur le président.

Le président: Puisque ce document «Une crise dans les arts» a été mentionné à plusieurs reprises et présenté au gouvernement du Canada par la Conférence canadienne des arts je me demande si vous seriez d'accord de le faire imprimer et de le verser comme appendice au compte rendu des délibérations d'aujourd'hui.

Des voix: Approuvé.

M. Moore: Monsieur le président, pour faire suite à l'analogie donnée par M. Stanbury, à propos de l'homme qui se noie, je crois qu'il a là un très bon argument, mais je pense que ce pays est en train de s'apercevoir qu'il a besoin de cet homme qui se noie, car il détient le passeport de ce pays. Je crois que c'est précisément l'homme que vous ne pouvez vous permettre de laisser noyer, que vous en soyez légalement responsable ou non. J'en conviens, toutefois, que la question de savoir comment l'argent disponible doit être réparti, est une question très délicate. Et comme vous le savez, le Secrétaire d'État a déjà pris des mesures en ce sens afin de réunir les diverses plus grandes organisations culturelles pour chercher des façons d'économiser. C'est ce que nous tentons de faire au niveau local.

Nous venons de faire faire une étude par l'entreprise de gérants-conseils Woods, Gordon & Co. pour qu'ils examinent l'exploitation coopérative entre le O'Keefe Centre et le St. Lawrence Centre, à Toronto, par exemple. Nous cherchons tous les moyens pour éviter le chevauchement et pour dépenser cet argent que nous avons d'une façon aussi économique que possible.

Je crois toutefois, pour en revenir à la question des valeurs, qu'il ne s'agit pas de déterminer comment on va répartir les

[Texte]

larger pie in this particular case is needed. It is perhaps not unlike the Prime Minister's suggestion that our defence budget bears some relation to our foreign policy and in this particular case I think we have to see just how important the whole cultural life of Canada is in relation to other government expenditures.

Mr. Stanbury: I could not agree more, Mr. Chairman. The point I was trying to make was that during Centennial year particularly but, as Mr. Cameron mentioned, in a continuing upward curve, the federal government has been attempting to make a greater investment in the arts in Canada. The effect of this seems to have been that the arts have become more and more dependent on or have looked more and more to the federal government for this support and for additional support.

The point was made, I think by Mr. Roux, that the trend world-wide is that the arts are looking more and more to government for support rather than to philanthropists. I wonder whether the witnesses could give us some idea of the proportion of support for the arts that comes now from the different levels of government, from the public patrons in this country and whether they could draw any comparison between those figures and those in other countries.

Mr. Cameron: Mr. Chairman, I wish I now could spiel off reams of percentages and so on. I am afraid I will have to generalize with some risk of inaccuracy. I can quote from the brief that has been referred to where we present a breakdown of the subsidies from the Canada Council, provincial governments, municipal governments and the private sector for three years, 1957-58, 1966-67 and 1967-68. In percentage terms the Canada Council participation, that is the percentage of the income gap that was being met for 20 major performing arts organizations, rose from 8 per cent to 20 per cent.

• 1035

Mr. Stanbury: In one year?

Mr. Cameron: No, for those three years over a ten-year period. The provincial participation grew from 3 to 11 per cent and the municipal from 6 to 5 per cent. The amount of money increased, of course, but proportionately.

Mr. Stanbury: Are these operating expenses that you are speaking of?

[Interprétation]

dépenses, mais plutôt à quel point on en a besoin. Le premier ministre a dit que notre budget de défense devrait être rattaché à la politique extérieure, et en l'occurrence, il faut voir quelle est l'importance de toute la vie culturelle au Canada par rapport aux autres dépenses gouvernementales.

M. Stanbury: Je suis entièrement d'accord, monsieur le président. Je tentais tout simplement de dire qu'au cours de l'année du Centenaire en particulier, comme l'a mentionné M. Cameron, dans une courbe sans cesse ascendante, le gouvernement fédéral a tenté de faire un investissement plus considérable dans le domaine des arts au Canada. Il semble qu'il en soit résulté que les arts ont dû dépendre de plus en plus du gouvernement fédéral ou qu'ils ont dû chercher de plus en plus chez lui cet appui et de l'aide supplémentaire.

M. Roux a dit qu'il s'agit d'une tendance générale dans le monde entier: les arts recherchent de plus en plus l'appui du gouvernement plutôt que celui des philanthropes. Mais je me demande si les témoins pourraient nous donner une idée de la proportion de l'appui aux arts qui provient des divers niveaux de gouvernement, de la population dans notre pays, et si on peut établir une comparaison entre ces chiffres et ceux des autres pays.

M. Cameron: Monsieur le président, je voudrais bien pouvoir vous réciter des pages de pourcentages, etc. Je crains d'avoir à généraliser et risquer d'être inexact. Je puis citer des chiffres du mémoire qui a été présenté, là où l'on donne une répartition des subventions du Conseil des Arts du Canada, des gouvernements provinciaux et municipaux et du secteur privé pour les trois années 1967-1968, 1966-1967, et 1967-1968. En termes procen-tuels, la participation du Conseil des Arts du Canada, qui est le pourcentage de l'écart de revenu qu'ont essuyé 20 grandes organisations d'arts d'interprétation, s'est élevée de 8 à 20 p. 100.

M. Stanbury: Dans une année?

M. Cameron: Non, pour ces trois années durant une période de 10 années. La participation des gouvernements provinciaux s'est accrue de 3 à 11 p. 100 et celle des gouvernements municipaux a baissé de 6 à 5 p. 100. Les montants d'argent ont augmenté, naturellement, mais toutes proportions gardées.

M. Stanbury: Parlez-vous des dépenses d'exploitation.

[Text]

Mr. Cameron: Yes, these are subsidies to meet, as shown in this table and Table I of the brief, the gap between operating expenditure and operating revenue.

Mr. Stanbury: This would not seem to indicate that provincial governments treat the culture as exclusively a provincial matter in that provincial governments appear to be only supporting the arts to the extent of 11 per cent.

Mr. Cameron: They were meeting 11 per cent of the income gap in the 1967-68 year.

Mr. Stanbury: As opposed to the Canada Council meeting 20 per cent.

Mr. Cameron: Yes, the Canada Council was meeting 20 per cent and the municipal governments were meeting 5 per cent with 11 per cent coming in from the private sector.

Mr. Stanbury: Do you have any breakdown within the provinces?

Mr. Cameron: There is not a breakdown here, but that data would be available for the performing arts from other studies. There is one about to be published in the Province of Ontario.

To analyze that table is somewhat complicated. There are one or two footnotes to it, although, on which I would like to make a comment. One is that at the present time it appears to some of us observing what is happening now, that the pattern set by the federal government tends to be followed by provincial governments. That is to say, when the federal government announces that the Canada Council budget, for example, is frozen—I think it is \$9.1 million or \$9.3 million for the arts as in the previous years—that that freeze somehow becomes a permissive environment then for the provincial governments also to say they must hold the line.

Mr. Stanbury: Just on a matter of clarification, are you suggesting that the federal government announced that the budget of the Canada Council for the arts is frozen?

Mr. Cameron: Yes, sir.

Mr. Stanbury: The budget for the Canada Council was increased.

Mr. Cameron: I referred to the budget for the arts, Mr. Stanbury.

Mr. Stanbury: That is established by the Canada Council and not by the government.

[Interpretation]

M. Cameron: Oui, il s'agit de subventions à recevoir comme le montre le tableau 1 du mémoire, pour combler la différence entre les dépenses et les revenus d'exploitation.

M. Stanbury: Est-ce que ceci veut dire que les gouvernements provinciaux traitent les arts comme une question entièrement provinciale, mais toutefois ils n'accordent qu'un appui de 11 p. 100?

M. Cameron: Les subventions qui ont été accordées ne représentent que 11 p. 100 de la différence de revenus pour l'année 1967-1968.

M. Stanbury: En comparaison du Conseil des Arts du Canada qui a accordé 20 p. 100?

M. Cameron: Oui, le Conseil des Arts du Canada a accordé 20 p. 100 et les gouvernements municipaux, 5 p. 100 et 11 p. 100 est venu du secteur privé.

M. Stanbury: Est-ce que vous avez les détails des dépenses par provinces?

M. Cameron: Nous ne l'avons pas à l'heure actuelle mais ce renseignement serait facile à obtenir pour les arts d'interprétation à partir d'autres études. On doit en publier une bientôt dans la province d'Ontario.

Analyser ce tableau est assez complexe. Il y a cependant un ou deux renvois sur lesquels je voudrais ajouter un commentaire. À l'heure actuelle, il semble, du moins pour nous qui sommes à étudier ce qui se passe, il semble que l'exemple donné par le gouvernement fédéral a tendance à être suivi par les gouvernements provinciaux. Lorsque le gouvernement fédéral annonce que le budget du Conseil des Arts du Canada est gelé par exemple, je crois que c'est 9.1 ou 9.3 millions de dollars pour les arts comme par les années précédentes, ce gel semble permettre aux gouvernements provinciaux de limiter également leurs dépenses.

M. Stanbury: Il faudrait peut-être plus de détails. Voulez-vous dire que le gouvernement fédéral a annoncé que le budget du Conseil des Arts du Canada est gelé?

M. Cameron: Oui, monsieur.

M. Stanbury: Le budget du Conseil des Arts du Canada a été augmenté.

M. Cameron: Je parle du budget des Arts, monsieur Stanbury.

M. Stanbury: Ceci est établi par le Conseil des Arts du Canada et non pas par le gouvernement du Canada.

[Texte]

Mr. Cameron: It could be, very well. Then, I stand corrected. The Canada Council then announced...

Mr. Stanbury: Yes, it is a very substantial correction that you made.

Mr. Cameron: Thank you, Mr. Stanbury, I stand corrected. It was the Canada Council that announced that the proportion of their gross budget for the arts was frozen.

Mr. Stanbury: I will pursue that for a moment. I think it was perhaps you, Mr. Cameron, or one of the other witnesses who mentioned what I interpreted as being an accusation that the universities of Canada had an anti-arts bias, if you like. Perhaps it was Mr. Moore, was it? It strikes me that the Canada Council is very heavily representative of the universities. Do you feel that this freeze in the arts section of Canada Council's budget is a reflection of this universities' anti-arts bias that you suggest exists?

Mr. Moore: Mr. Chairman, I do not think I would go quite so far as to impute a bias of that kind and I think the...

Mr. Stanbury: I thought you did.

Mr. Moore: ...bias on the part of the universities is, as you put correctly, in the past tense. It is changing and changing very rapidly. It is, however, true that at the moment the humanities section of the Canada Council is not subject to the same restraint as that which has been applied to the arts. This, of course, also reflects the matter of the division of responsibilities between the governments to which you referred.

The provincial contribution to these matters might be substantially larger if we recognized that much of what they spent on educational matters is so closely related to culture that it does not matter. It is almost impossible to draw a line of distinction between, let us say, adult education and cultural activities

• 1040

that is terribly useful. The arts organizations are old hands in that when they put in a submission to government their activity is slanted towards a cultural flavour when they submit to the federal level of government, and towards an educational flavour when they submit to the provincial level, knowing the various responsibilities. The poorest contributors, of course, in this country have been, and continue to be, municipalities, especially compared with the European experience where they are almost invariably the heaviest contributors to any sort of cultural extracurricular centre.

[Interprétation]

M. Cameron: Cela se peut, très bien. Alors, je corrige. Le Conseil des Arts du Canada a donc annoncé...

M. Stanbury: Oui, vous avez fait une correction très sensible.

M. Cameron: Merci, monsieur Stanbury, j'ai corrigé. C'est le Conseil des Arts du Canada qui a annoncé que la partie de son budget brut pour les arts était gelée.

M. Stanbury: Je vais continuer un peu sur ce sujet. C'est peut-être vous, monsieur Cameron, ou un autre témoin qui a mentionné ce qui, d'après moi, est une accusation portée contre les universités au Canada. Il a dit que les universités semblaient être un peu contre les arts. C'était peut-être M. Moore. Le Conseil des Arts du Canada représente beaucoup les universités, je pense. Et ce gel dans la section des arts reflète-t-il cette espèce de tendance anti-artistique des universités?

M. Moore: Monsieur le président, je n'irai pas aussi loin que cela.

M. Stanbury: Je croyais que vous l'aviez fait.

M. Moore: Je crois que ce préjugé qui existait autrefois dans les universités est en train de se corriger. Mais à l'heure actuelle, la division des Humanités du Conseil des Arts du Canada n'est pas aussi limitée que la section des Arts. Il s'agit également du partage des pouvoirs entre les gouvernements.

Les contributions provinciales pourraient être beaucoup plus considérables si on avait tenu compte du fait de ce que les provinces ont dépensé dans le secteur éducatif qui se rattache de très près au domaine des arts. Il est à peu près impossible de tracer une ligne de démarcation entre l'éducation des adultes et les activités culturelles qui soit vraiment utile. Et les organisations artistiques, qui sont des habituées dans ces questions, lorsqu'elles présentent un projet au gouvernement, tentent souvent de donner une note culturelle aux projets soumis au gouvernement fédéral, et une note éducative aux projets soumis au gouvernement provincial, car elles savent quelles sont les responsabilités de chaque secteur. Les participants les moins généreux, bien sûr ont été et sont toujours les municipalités, dans notre pays, surtout si on compare leur participation à la participation des municipalités européennes qui sont habituel-

[Text]

Mr. Stanbury: This is what I was trying to get at. In Canada, are the arts looking to the same sources for support, or investment if you wish, as the arts do in other countries, or are they tending to look much more to central government for support here.

Mr. Cameron: Mr. Chairman, I think we could draw example after example of other countries where the tradition of government support of the arts exceeds the pattern in this country to such a degree that comparisons are hard to make. Perhaps either Mr. Moore or Mr. Roux could comment on the situation in Austria, for example, where there is incredible support for the arts.

Thinking of visual arts again, going back into my own territory, recognized painters in Holland have their works of art go on sale with a 25 per cent subsidy of the retail price prepaid by the government so that more people can buy more pictures, or the situation in France. You see, when I talk about investment I am not always thinking of hand-outs of money to do things, there are many ways of supporting the arts.

In France, an artist's copyright in his work is protected for a period of fifty years against the making of profits on resale, that is, capital gain on the resale of a painting. For example, the artist maintains copyright and he gets certain proceeds from resale of the work as the value of his work of art increases over time. These kinds of activities are going on in other countries, we have no parallels and cannot make comparisons here.

Mr. Stanbury: Have you assembled any comparison of governmental and public support of the arts in other countries with that in Canada?

Mr. Moore: I think the answer might be, Mr. Chairman, that there are no national statistics of this sort as yet available for all of Canada. There is an excellent book on the subject comparing the subsidies in ten European countries with that in the United States, for example.

The Chairman: What is the title of that book, Mr. Moore?

Mr. Moore: Frederick Dorian's *Commitment for Culture*, is the name of it, I think.

We have, for example, completed just a few months ago—it is in preparation for pub-

[Interpretation]

lement les plus généreuses et qui sont prêtes à participer à toutes les activités culturelles.

M. Stanbury: C'est là où je voulais en venir. Au Canada, les arts peuvent-ils obtenir de l'appui des mêmes sources que dans les autres pays? Ou s'adressent-ils beaucoup plus au gouvernement fédéral pour obtenir un appui.

M. Cameron: Monsieur le président, je pense que les exemples abondent, de pays où la tradition veut que le gouvernement appuie les arts d'une façon telle qu'il est difficile de faire des comparaisons avec notre pays. M. Moore et M. Roux pourraient peut-être faire des commentaires, par exemple, sur la situation en Autriche, où une assistance incroyable est fournie aux arts.

Ou encore une fois, je peux rentrer dans mon propre domaine des arts plastiques. Les peintres reconnus, en Hollande, vendent leurs œuvres en touchant des subventions de 25 p. 100 du prix de détail payé par le gouvernement, pour que le public puisse acheter plus de peintures. Vous comprenez, quand je parle d'investissement, je ne parle pas simplement d'aumônes ou d'argent accordé pour faire quelque chose; il y a plusieurs façons d'aider les arts.

En France, les droits d'auteurs des artistes sont protégés pour une période de 50 ans contre la spéculation sur la revente, c'est-à-dire les gains de capitaux sur la revente d'une peinture, par exemple. L'artiste conserve des droits d'auteur et touche toujours certains bénéfices de la revente de son œuvre, au fur et à mesure de l'augmentation de la valeur de son œuvre. C'est ce genre d'activités qui se produit dans d'autres pays. Nous n'avons rien qui puisse se comparer à cela ici.

M. Stanbury: Avez-vous rassemblé des exemples de formes d'aide publique ou gouvernementale aux arts qu'on pourrait comparer à ce que l'on fait au Canada?

M. Moore: La réponse, monsieur le président, pourrait être qu'il n'existe pas de statistiques nationales de cet ordre qui soit disponibles dans le moment pour l'ensemble du Canada. Il y a un excellent livre écrit le sujet qui compare les subventions données dans dix pays européens, avec celles des États-Unis, par exemple.

Le président: Quel est le titre de ce livre, monsieur Moore?

M. Moore: Je crois que c'est: *Commitment for Culture*, de Frederick Dorian.

Par exemple, il y a seulement quelques mois, nous avons terminé une étude, qui

[Texte]

lication now—a study, commissioned by the Canada Council and the Ontario Arts Council, of the theatre throughout Ontario. In that study there are statistics, lots of them, but it is only the theatre and it is only Ontario. This is the problem, to find in Canada some overall statistical background.

Mr. Stanbury: The very limited support given to the arts by municipalities has been referred to. Are you not concerned that unless artistic groups can gain the support of the community in which they are operating and if they have to look to a senior level of government for their major support that, in fact, they are going to be growing farther and farther away from the people whom they are attempting to serve? If they are not able to justify their existence, let us say, to the com-

• 1045

munity in which they are operating then is there not something lacking in what those groups are accomplishing in their communities?

Mr. Moore: I think, Mr. Chairman, that is certainly a danger, but one might point to the fact that, for instance, the theatre company in Canada which gets the heaviest subsidy from the Canada Council, the Stratford Festival, has the community totally behind it only the community does not happen to be large enough to make that much difference.

I would not like this committee to get the impression that we are not working at and on the other levels of government too. This happens to be a national organization appealing to a national government.

Mr. Stanbury: You feel it is important to involve the people of the communities in which your groups are operating, I presume?

Mr. Moore: Immensely so, it could not be more so.

The Chairman: I wonder, Mr. Stanbury, if we might move on now?

Mr. Stanbury: Yes.

The Chairman: Mr. Matte?

M. Matte: Merci, monsieur le président, j'aimerais d'abord savoir si les témoins considèrent que l'expression des arts a atteint un niveau maximum dans la programmation de la télévision. Autrement dit, la télévision au

[Interprétation]

devrait être publiée sous peu, du Conseil des arts du Canada et du Conseil des arts de l'Ontario, qui porte sur le théâtre en Ontario. Dans ce document, vous avez des statistiques, énormément de statistiques, mais il ne s'agit que de théâtre, et c'est seulement confiné à l'Ontario. Il est assez difficile de savoir pour l'ensemble du pays ce qu'est le tableau général.

M. Stanbury: L'encouragement très limité donné aux arts par les municipalités a été mentionné. Est-ce que vous ne craignez pas que, à moins que des groupes artistiques puissent obtenir l'appui de la communauté dans laquelle ils poursuivent leurs activités et puissent s'adresser à un niveau supérieur de gouvernement pour obtenir la plus grande partie de l'appui financier, vous ne craignez pas que ces groupes s'écartent de plus en plus de la population qu'ils essaient de desservir?

C'est-à-dire que s'ils ne peuvent pas justifier leur existence pour la communauté dans laquelle ils exercent ces activités, est-ce qu'il n'y a pas quelque chose qui manque dans ce que réalisent ces groupes au sein de la collectivité?

M. Moore: Je crois, monsieur le président, qu'il y a certainement un danger, mais il faut souligner le fait que la compagnie de théâtre qui a la plus grande part des subventions du Conseil des arts, le *Stratford Festival* a toute la communauté derrière elle, toute la collectivité. Cela n'a pas beaucoup d'importance par conséquent à qui on s'adresse.

Je ne voudrais pas que le Comité ait l'impression que nous ne travaillons pas aux autres niveaux de gouvernement aussi. C'est une organisation nationale qui fait appel à un gouvernement national.

M. Stanbury: Vous trouvez que c'est important d'impliquer les gens de la communauté où les groupes peuvent poursuivre leurs activités?

M. Moore: Mais bien sûr, rien n'est plus important.

Le président: Avez-vous des objections à ce que nous continuions, monsieur Stanbury?

M. Stanbury: Non.

Le président: Monsieur Matte?

Mr. Matte: Thank you, Mr. Chairman. First of all, I would like to know if the witnesses consider that the expression of arts has reached a maximum level in the television programming. In other words, right now, can

[Text]

Canada est-elle actuellement en mesure de faciliter l'exploitation du domaine artistique du pays? Est-ce qu'elle a atteint un point maximum?

M. Roux: Monsieur le président, encore une fois, nous n'avons pas de chiffres pour appuyer nos affirmations à ce sujet-là, mais nous avons la nette impression qu'il faudrait apporter une réponse négative à votre question. En faisant le pourcentage du temps alloué aux arts dans les portes de télévision, qu'ils soient d'État ou privés, je pense que nous arriverions à un pourcentage singulièrement bas.

D'autre part, vous touchez là à un problème qui a déjà été soulevé d'ailleurs; celui de la meilleure utilisation des énergies existantes par les organismes d'État, tels que la Société Radio-Canada ou l'Office national du film. Il n'y a aucune planification à ce point de vue-là. Il y a quelques mois, nous avons été très heureux d'apprendre, par la bouche du secrétaire d'État que ces organismes demandaient maintenant qu'il y ait une entrevue, probablement annuelle, au sommet disons, entre les représentants du monde artistique au Canada et les autorités responsables de ces organismes.

Mais en ce moment, nous pouvons affirmer, sans crainte de nous tromper, que les organismes d'État responsables de la diffusion des informations et de l'art au Canada n'utilisent pas à son plein pouvoir les énergies artistiques du Canada et que dans ces média d'information, que ce soit radio, télévision ou film, la part accordée aux arts est singulièrement basse.

M. Matte: Monsieur le président, je crois que ce serait une façon peut-être indirecte d'intensifier l'aide accordée aux arts, en subventionnant davantage, par exemple, la Société Radio-Canada qui, elle, à son tour, pourrait mieux s'adopter à la réglementation du contenu canadien des programmes de télévision. A ce moment-là, je me demande si on ne devrait pas insister davantage. Je demanderais au témoin s'il croit que ce serait un bon moyen d'aider davantage les arts en y allant indirectement du côté de Radio-Canada.

M. Roux: Je crois que nous serions d'accord pour dire que ce serait un des moyens.

Mr. Cameron: Yes, of course I agree with Mr. Roux. I think the question is a very important one. I would pursue it into even another dimension by saying that not only do I feel that the CBC should make every possible use of the existing ballet companies, symphony orchestras, their dancers and musicians, but those employed in theatre companies

[Interpretation]

television in Canada facilitate the development of the artistic field of the country? Has it reached a peak in other words?

Mr. Roux: Mr. Chairman, once again I am afraid we do not have any figures to support our allegations in this field, but we do have the clear impression that we would have to answer no to your question. By establishing the percentage of the time allowed for arts by television stations, whether run by the state station or private, I think that we would reach a very low percentage.

On the other hand, you are touching here upon a problem that has been brought up before, e.i. regarding the soundest use of existing energies by state organizations such as the CBC or the national Film Board. There is absolutely no planning in this regard. A few months ago, we were very happy to learn from the Secretary of State, himself that these organizations are now requesting that there be a sort of summit conference, probably every year, between the representatives of the artistic world in Canada and the authorities responsible for these agencies.

But right now, without fear of making a mistake, we can state that the government agencies responsible for spreading of information and art in Canada do not make full use of the artistic energies of Canada, and that in these information media, whether TV, radio or films the part given to the arts is extremely low.

Mr. Matte: Mr. Chairman, I think that it might be an indirect way of intensifying the assistance given to the arts by increasingly subsidizing, for instance, the CBC which, in turn, could better adapt itself to the regulation of the Canadian content of television programs. Here, I wonder if we should not insist more. I would like to ask the witness if he believes it would be a good way of giving more assistance to the arts by going about it indirectly through the CBC?

Mr. Roux: I believe we would agree that this is one of the ways.

M. Cameron: Évidemment, je suis d'accord avec M. Roux, et comme le sujet est très important, je voudrais même en étudier une autre facette. Je dirais que, d'après moi, Radio-Canada devrait non seulement utiliser au maximum des compagnies de ballet, des orchestres symphoniques, des danseurs, des musiciens, mais aussi des gens qui sont

[Texte]

● 1050

in communities throughout the country should begin producing for themselves.

"Also, television must in time find its own images. I mean that television is already becoming, and will become, more than simply the filming, if you wish with the television camera of something that we are accustomed to seeing before it. The visual artists; the painters, the sculptors or especially those—they do not have a name yet—who work with electronic media are concerned with television as an art form in its own right. Here, thus far we have seen very little attempt on the part of the Canadian Broadcasting Corporation to experiment with television as a new medium. We cannot say that the National Film Board has not been experimental and successfully so in many ways, but the CBC has not to the same extent.

In Vancouver, for example, an organization funded initially by the Canada Council and supported by local industry and patrons, Intermedia, is working with television as an art form in its own right. They feel they are going to have to create their own television station, if you wish, in order to bring this new medium to the public. This should surely be an experimental concern of the Canadian Broadcasting Corporation.

There are many ways in which the relationship or liaison between the CBC and the creative worker in Canada could be improved to the benefit of both.

M. Matte: J'ai une dernière question, monsieur le président. Est-ce qu'on pourrait déterminer si l'envergure des difficultés exprimées dans ce mémoire présenté par la Conférence canadienne des arts, est plus considérable du côté de l'expression artistique française que du côté de l'expression artistique anglaise?

M. Roux: Encore une fois, monsieur le président, c'est malheureusement une réponse d'à-peu-près que je vais donner, car nous n'avons pas de chiffres à l'appui de ce que nous affirmons. J'ai l'impression que l'envergure est la même d'un côté comme de l'autre. Je ne crois pas qu'il y ait une grande différence à ce point de vue-là.

M. Matte: Est-ce qu'il y a une bonne collaboration entre votre Conférence et le ministère des Affaires culturelles du Québec?

M. Roux: Nous n'avons eu jusqu'ici aucune action spécifique au niveau des provinces,

[Interprétation]

employés par les troupes de théâtre, dans les collectivités, à travers le pays, et s'en servir pour eux-mêmes.

En même temps la télévision doit un jour trouver ses propres images. C'est-à-dire que la télévision devient déjà et deviendra de plus en plus autre chose qu'un procédé de prise de vues à l'aide d'une caméra de télévision, de quelque chose que nous avons l'habitude de voir à l'œil nu. Les artistes en arts plastiques, c'est-à-dire les peintres, les sculpteurs ou ceux, pas encore catalogués, qui travaillent avec des appareils électroniques, considèrent la télévision comme étant une forme artistique à juste titre. On a vu jusqu'ici très peu d'effort de la part de la Société Radio-Canada de donner à la télévision une nouvelle voie. Nous ne pouvons pas prétendre que l'Office national du film n'a pas entrepris des essais et avec succès à bien des égards, mais Radio-Canada n'a pas fait autant d'efforts.

A Vancouver, par exemple, une entreprise fondée d'abord par le Conseil des Arts du Canada et commanditée par l'industrie locale et des protecteurs, «Intermedia», s'occupe de télévision en tant que forme artistique, et à juste titre. Ils sont d'avis qu'ils devront créer leur propre réseau de télévision pour qu'ils puissent présenter au public cette nouvelle forme. Il me semble que la Société Radio-Canada devrait considérer cela comme étant un sujet d'ordre expérimental.

C'est de plusieurs façons que peuvent être améliorés les rapports et les liens qui existent entre la Société Radio-Canada et le travailleur à l'esprit créateur, ce qui profiterait aux deux parties.

Mr. Matte: A last question, Mr. Chairman. Would it be possible to determine whether the scope of the difficulties expressed in this brief submitted by the Canadian Conference of the Arts is greater on the side of French-language artistic expression as compared to English-language artistic expression?

Mr. Roux: Once again, Mr. Chairman, unfortunately this will have to be an approximate answer because we have no figures to support our allegations. I do feel that the scope is the same on each side. I do not think there is a great difference here.

Mr. Matte: Is there sound collaboration between your Conference and the Cultural Affairs Department of Quebec?

Mr. Roux: Up to now we have had no specific action at the level of the provinces, for

[Text]

pour la bonne raison que même si notre structure est interprovinciale, nous n'avons, pour le moment, aucune cellule provinciale. Je crois que c'est une chose qui sera nécessaire dans l'avenir, mais à ma connaissance, je crois que la seule relation que nous ayons eue avec un gouvernement provincial a été indirecte, sous la forme d'un mémoire que nous avons soumis à la Commission Rioux d'enquête sur l'enseignement des arts dans le Québec.

Je crois que je ne me trompe pas en affirmant cela.

Mr. Cameron: Yes, the only official action I can think of was that presentation, Mr. Roux.

M. Roux: Puisque nous parlons des provinces, monsieur le président, je voudrais simplement dire que je ne voudrais pas être obligé de pousser le raisonnement de M. Stanbury au point d'être forcé d'appuyer M. Jean-Noël Tremblay dans ses discussions avec M. Pelletier.

M. Mongrain: Monsieur Roux, avez-vous demandé la permission à M. Tremblay?

M. Matte: J'ai une dernière question à ce sujet-là. Croyez-vous, monsieur Roux, que les efforts entrepris depuis quelques années par le ministère des Affaires culturelles dans le Québec ont apporté certaines améliorations à la situation des arts dans le Québec, disons, en particulier?

M. Roux: Ah! définitivement! Je crois qu'il y a beaucoup de provinces qui envient du moins l'investissement que le ministère fait dans les arts.

Nous pourrions discuter des modalités d'investissement, mais il est certain que la participation du ministère sous forme d'investissement dans les arts, que ce soit dans les arts de groupe comme dans les arts de spectacle ou que ce soit sous forme d'aide aux individus, a été extrêmement précieuse à la vie des arts dans le Québec.

M. Matte: Je vous remercie beaucoup, monsieur Roux.

• 1055

Mr. McCleave: Mr. Chairman, I take it from earlier evidence that the arts in the United States receive better support than the arts in Canada? Am I correct in inferring that from what the witnesses have previously told us?

Mr. Cameron: We hear a great deal about regional disparity in this country, Mr. Chairman; in the United States you will also find

[Interpretation]

the very good reason that even through our structure is interprovincial, right now we have no provincial cells. I think this is something that will be necessary in the future, but as far as I know, I believe that the only relationship we have ever had with a provincial government was indirect and under the form of a brief submitted to the Rioux Commission of Inquiry on the teaching of arts in Quebec.

I don't think I'm mistaken in stating this.

M. Cameron: Oui, monsieur Roux, cette présentation était le seul geste officiel que je pouvais concevoir.

Mr. Roux: Since we are talking about the provinces, Mr. Chairman, I would simply say that I should not like to be forced to push Mr. Stanbury's reasoning to the point where I will have to support Mr. Tremblay's statements in his discussions with Mr. Pelletier.

Mr. Mongrain: Mr. Roux, have you asked Mr. Tremblay's permission?

Mr. Matte: A final question on the same matter. Do you believe, Mr. Roux, that the efforts undertaken since a number of years, by the Department of Cultural Affairs in Quebec have brought any improvement in the situation of the arts in Quebec, in particular?

Mr. Roux: Definitely! And I think that many provinces are envious at least of the investment made by the Department in the field of the arts. We could talk about the various methods of investment, but it is certain that the participation of the Department under the form of investment in the arts, whether it be in the arts involving groups such as the performing arts or help to individuals, this has been extremely precious to the life of the arts in Quebec.

Mr. Matte: Thank you very much, Mr. Roux.

M. McCleave: Monsieur le président, je crois comprendre des témoignages entendus plus tôt que les arts aux États-Unis sont mieux encouragés que les arts au Canada. Ai-je raison de tirer cette conclusion de ce que les témoins nous ont dit précédemment?

M. Cameron: On entend beaucoup parler des disparités régionales dans notre pays, monsieur le président, et aux États-Unis

[Texte]

great regional disparity. The situation in the United States—I would ask Mr. Moore, if he would, to follow my comments with clarification for it will be needed—is that the condition of private patronage is much further advanced, more developed, than here. Some decades ago the arts had a wealth of support from great private foundations and wealthy individuals; there was no comparison at that time here in Canada.

The growth of the arts councils, the State Arts Councils in the United States is newer, but now well established and there is now a State Art Council in each state of the Union. There is, for example, a State Arts Council in New York State alone with a budget at the moment, I think in the order of \$6 million, with a variety of programs, grant programs and so forth.

Aid from the national level is newer. It was under the administration of John F. Kennedy that the National Endowment to the Arts and Humanities was established and that could be compared as a counterpart, if you wish, to our Canada Council.

One other important thing is that the United States Office of Health, Education and Welfare—their states rights problem is a little different than ours I understand, Mr. Chairman—has been able to put vast sums into the arts through the U.S. Office of Education from the federal level for many years. There are parts of the United States where support of the arts is discouraging and again I refer back to regional disparity. However, generally I think because of this combination of great private wealth, then the effective national organization of State Arts Councils, and now the increased involvement of the U.S. federal government through both the National Endowment and USOE I would have to agree that there were more funds available for the arts.

Mr. McCleave: Primarily I take it because support from the private citizen or private foundation is greater, for example, than it has been in Canada?

Mr. Cameron: Yes, but the tax regulations in the United States are such that there is greater encouragement to the private foundation or the individual to make contributions to the arts. I am sorry that I am not familiar with the details of tax legislation in the United States and its comparisons with Canada, other than to say that I am told the tax

[Interprétation]

aussi vous vous apercevrez qu'il y a beaucoup de disparités régionales. Or il se trouve qu'aux États-Unis le patronage privé est plus avancé et plus répandu qu'au Canada. Il y a quelques décennies, les arts bénéficiaient d'une multitude d'encouragements provenant de grosses fondations privées et de riches citoyens; en ce temps-là cette situation ne pouvait se comparer à celle du Canada.

L'augmentation du nombre des conseils des arts, et le concept de l'établissement de conseils des arts dans chaque état des États-Unis est nouveau, mais assez bien établi et il existe présentement un conseil des arts dans chaque État de l'Union. Par exemple, rien que dans l'État de New York, il existe un conseil des arts disposant d'un budget de six millions de dollars, avec une variété de programmes de subventions, etc.

L'aide fournie à l'échelle nationale a été décidée récemment. C'est sous l'administration John F. Kennedy que le «*National Endowment to the Arts and Humanities*» a vu le jour et cet organisme pourrait être considéré comme étant analogue à notre Conseil des Arts. Un autre aspect très important est le fait que l'Office de la santé, de l'éducation et du bien-être des États-Unis, la question des droits de leurs États est quelque peu différente de la nôtre, si je comprends bien monsieur le président, a pu affecter, par l'entremise de l'Office de l'éducation, d'énormes sommes d'argent pour l'encouragement des arts pendant plusieurs années. Il existe certaines parties aux États-Unis où l'encouragement des arts est vraiment décevant et de là je me réfère aux disparités régionales. Cependant, à cause de cette combinaison de grandes richesses personnelles, puis de l'organisation efficace des conseils des arts des États à l'échelle nationale et à présent l'appui grandissant du gouvernement fédéral des États-Unis par l'entremise du «*National Endowment*» et de l'U.S.O.E., je dois reconnaître que les arts ont pu disposer de beaucoup plus de fonds qu'au Canada.

Mr. McCleave: Je crois comprendre que l'appui fourni par des citoyens particuliers ou par une fondation privée est un appui beaucoup plus grand qu'on n'en trouve au Canada?

Mr. Cameron: Oui, les règlements fiscaux aux États-Unis sont tels que les fondations privées ou les particuliers, sont mieux encouragés à verser des contributions aux arts. Malheureusement, je ne suis pas au courant des lois fiscales aux États-Unis, et comment elles se comparent à celles du Canada, sauf que les concessions en matière de fiscalité

[Text]

concessions in the United States are much more generous in relation to cultural contributions than they are here. Perhaps one of my colleagues can comment more specifically.

Mr. Moore: Yes, Mr. Chairman, there are well-authenticated cases of very important collections of art, for instance, which have gone to American museums rather than Canadian because of the tax benefits to be derived. The variety, as Mr. Cameron has said, is immense in the United States. You will find everything from very wealthy State Arts Councils, as in New York and California, to states which have no arts councils, nothing of the kind, and very little interest in it.

The really big difference, however, is made by the largest of the foundations in the United States. I doubt whether per capita—I am speaking quite off the cuff—cultural affairs in America are as much supported by government as they are in Canada. I suspect that much more private money goes into campaigns on the whole. The reason that the federal government has been able, if I may say so, to get away with so little support for so long has been the Ford Foundation particularly, which has poured hundreds of millions of dollars into artistic enterprises across the country, the Rockefeller and the Guggenheim particularly. The really big foundations with which we just cannot begin to compete in this country have taken up the slack as it were and made the picture look somewhat different.

• 1100

I would just like to add finally that, as we know in this country from the experience of the CBC or its predecessors from the days of the first report of Sir John Aird on broadcasting, it costs us more to have any culture in this country and if we want any then we have to be prepared to pay much more for it than the Americans. As you know, the handy comparison in television is that it costs us ten times more to put on a TV show than it would cost to put on the same show in the U.S.

Mr. McCleave: I wonder if I could ask or suggest to the gentleman that since Mr. Benson is, I presume, working on the White Paper indicating the future of taxation in Canada they might be well advised to make their representations for perhaps better taxation relief or some other type of inducement

[Interpretation]

sont, me dit-on, plus généreuses qu'au Canada, quand il s'agit de contributions pour encourager les arts. Je demanderais à un de mes collègues de porter des précisions à ce sujet.

M. Moore: Oui, monsieur le président, il s'agit de cas bien authentiques où des musées américains ont pu obtenir d'importantes œuvres d'art, au détriment des musées canadiens, et cela parce que les avantages du point de vue de la fiscalité étaient plus intéressants. Comme M. Cameron l'a indiqué, la situation est variable aux États-Unis. Il y en a de toutes les sortes, en commençant par des conseils des arts excessivement riches, comme à New-York et en Californie, jusqu'à des États qui n'ont pas de conseil des arts ou autre chose, du même genre, et très peu d'intérêt.

Cependant, ce sont surtout les grandes fondations aux États-Unis qui vraiment font la différence. Je doute fort que le gouvernement des États-Unis dépense, par habitant, pour les affaires culturelles, autant que le gouvernement du Canada. J'ai l'impression qu'en général, de plus grande sommes d'argent, provenant de sources privées, sont versées dans des campagnes d'encouragement. Ce qui a permis au gouvernement de se tirer d'affaire à si bon marché c'est grâce surtout à la Fondation Ford qui a versé des centaines de millions de dollars à des entreprises artistiques à travers le pays, Rockefeller et Guggenheim en particulier. Les plus importantes fondations, contre lesquelles nous ne pouvons tenir tête, ont comblé le vide de sorte que la situation est quelque peu différente.

Je voudrais simplement ajouter en conclusion que comme nous le savons au Canada, à la suite des expériences de Radio-Canada et de ses prédécesseurs, et en nous basant sur le premier rapport de sir John Air sur la radiodiffusion, il nous coûte plus cher d'avoir la moindre sculpture au Canada. Et si nous voulons en avoir, à ce moment-là, nous devons être disposés à payer beaucoup plus que le font les Américains. Comme vous le savez, vous avez la comparaison dans la télévision, ça nous coûte dix fois plus cher pour réaliser un programme que ça ne coûte aux États-Unis.

M. McCleave: Je me demande si je pourrais demander ou suggérer au témoin, étant donné que M. Benson prépare un Livre blanc indiquant l'avenir fiscal du Canada, s'il ne voudrait pas présenter ses instances pour avoir certaines concessions fiscales ou quelque autre encouragement de cet ordre qui permettraient

[Texte]

on a taxation line to, possibly, the ordinary citizens who might find it attractive to invest money in them. Is this possible? Are your means such that you could make such a presentation on probably pretty short notice?

Mr. Cameron: Mr. Chairman. A number of briefs have already come forward. The Canada Council only recently released a study on taxation and the arts which dealt with these among other matters; the various fine craftsmen's organizations in Canada have very recently presented a brief to the government in which they asked that they no longer be considered, for tax purposes, as small manufacturer which they are not, but rather be recognized as producing artists, which they are. Certainly these and some other existing studies could be pulled together, I would think, to make a further representation, if such were called for.

Mr. McCleave: My other area of questioning deals with the problem at hand. You stated a figure of somewhere between 5 per cent and 10 per cent as the amount of extra money that now must be found to keep the national companies, for example, alive and to hold off the wolf of bankruptcy. Is this the type of area you are dealing with which needs 5 per cent to 10 per cent more support?

Mr. Cameron: Rather than to answer in percentages, I recall when this report was being prepared last fall that our calculation at that time was that the arts segment of the Canada Council budget would require \$2 million to \$3 million more for what is now the present budget year in order to hold the line. This did not include funds to encourage Canadian creativity or new works of art. This was the money needed to prevent people going under and to fight off this regression. It was needed simply to hold the line.

If we are talking about the development and encouragement of the arts and our cultures in this country then we are talking about something in excess of \$2 million to \$3 million.

Mr. McCleave: Well, \$2 million to \$3 million in all or \$2 million to \$3 million over and above what?

Mr. Cameron: Over and above the \$9.1 million that I believe is in the current Canada Council budget. That was the year referred specifically to the Canada Council appropriation for the arts.

Mr. McCleave: I have one other question which goes back again to the income tax portion. It is frequently said by sports figures that there should be some extra concessions

[Interprétation]

aux citoyens ordinaires d'investir. Est-ce que ce n'est pas possible? Est-ce que vos moyens sont tels que vous puissiez présenter des instances du genre dans un assez court délai.

M. Cameron: Un certain nombre de mémoires ont déjà été présentés au Conseil des Arts. Celui-ci a récemment publié une étude sur la fiscalité des arts qui traitait de ces questions entre autres: les diverses organisations artisanales du Canada ont récemment présenté un mémoire au gouvernement demandant de ne plus être considérées, pour des fins fiscales, comme des petits fabricants, ce qu'ils ne sont pas, mais bien reconnues comme des artistes créateurs, ce qu'ils sont. Ces études et d'autres études du même genre pourraient certainement être réunies, enfin je le crois, pour présenter de nouvelles instances, le cas échéant.

M. McCleave: Mon autre groupe de questions a trait au problème qui se pose actuellement. Vous avez énoncé un chiffre qui se situe entre 5 et 10 p. 100 comme montant supplémentaire qui doit être trouvé maintenant pour que vivent les compagnies nationales, par exemple, et pour tenir éloignée la menace de la faillite. Est-ce que ce serait de 5 à 10 p. 100 de plus qu'il vous faudrait?

M. Cameron: Plutôt que de vous répondre, en pourcentage, je me souviens que lorsque ce rapport a été préparé l'automne dernier, nos calculs, à ce moment-là, voulaient que le secteur des arts, du budget du Conseil des Arts du Canada exigerait de deux à trois millions de dollars de plus que le budget de l'année en cours simplement pour survivre, et non pas pour encourager la créativité ou de nouvelles œuvres d'art. C'était l'argent nécessaire pour empêcher les gens de sombrer et pour combattre cette régression.

Si l'on parle de développement et d'encouragement dans les arts et dans nos cultures au sein de notre pays, évidemment on parle de deux à trois millions de dollars de plus.

M. McCleave: Bon, de deux à trois millions de dollars en tout ou de deux à trois millions de dollars en plus.

M. Cameron: En plus des \$9.1 millions qui est le budget courant du Conseil des Arts. C'était l'année mentionnée spécifiquement au Conseil des Arts pour l'affectation des fonds aux arts.

M. McCleave: Je reviens à la question de l'impôt. On dit souvent qu'il devrait y avoir des allègements fiscaux supplémentaires parce que des personnes gagnent, par exem-

[Text]

to them in their field because their optimum period is apt to be a short one, say, for 10 years or so. Is this a problem that confronts the artists at least in some fields?

Mr. Cameron: Yes, it is, sir, especially in the case of the visual artist who may produce a large work of sculpture or a great mural or have a very successful exhibition of painting or whatever. Again, I wish I were better informed. I believe that it is now possible, and only recently so, for the artist to spread a commission over several years as has been done in some other areas. However, I do not have that information with any accuracy at my fingertips and I believe this matter is dealt with in the Canada Council brief on the arts and taxation to which I referred earlier, but it has been a problem.

Mr. Moore: The same is true, of course, of writers who write a best seller or a playwright, a composer, a movie maker or any of these people who have a big success in one year and then may go for another 10 without, what is called in the trade, a hit. They are at a serious disadvantage tax-wise.

• 1105

Mr. McCleave: Or a fellow who can play Romeo well until he reaches the age of 18, which seems to be old for playing Romeo in current films. Thank you.

Mr. De Bané: Monsieur le président, je réfère au document «Les Arts en état de crise», qui va d'ailleurs être publié en appendice dans le rapport. Je voudrais tout d'abord essayer de comprendre certaines affirmations qui me semblent légèrement contradictoires. Ainsi par exemple, on lit à la page 1, sous *Exposé Sommaire*, ce qui suit:—

La communauté artistique reconnaît le bien-fondé de la politique d'austérité actuelle,...

...et toujours à la page 1, nous lisons:

La crise qui sévit actuellement au sein des arts peut se régler en tenant compte des mesures d'austérité.

...et voici la conclusion du rapport, à la page 13:

Ce dossier, en bref, soutient la théorie selon laquelle on doit régler la crise qui sévit au sein de la vie artistique canadienne en trouvant des fonds de toutes les sources fédérales possibles...

J'aimerais que vous m'expliquiez comment d'une part vous reconnaissez la nécessité d'une politique d'austérité, et d'autre part

[Interpretation]

ple, dans le domaine du sport, d'assez grosses sommes d'argent pendant relativement peu de temps, disons dix ans à peu près. Est-ce que c'est la même chose chez les artistes, du moins dans certains domaines?

M. Cameron: Oui, ça l'est particulièrement chez certains artistes qui font, par exemple, des sculptures, des murales ou qui exposent avec succès des peintures ou autres œuvres mais j'aimerais être mieux renseigné. Je pense qu'il est actuellement possible pour les artistes et c'est tout récent de répartir une commission sur plusieurs années, comme ça été le cas dans d'autres secteurs. Je n'ai pas de renseignements précis, mais je pense que cette question est étudiée dans le mémoire du Conseil national des Arts au sujet de l'impôt et, auquel j'ai fait allusion déjà, mais cela a posé un problème—oui, monsieur Cameron?

M. Moore: C'est le cas aussi, évidemment, des écrivains qui publient un livre à fort tirage, qui écrivent une pièce, des compositeurs producteurs de films, ou de ces gens qui ont beaucoup de succès au cours d'une année, et qui pendant dix ans évidemment connaissent des années de vache maigre, si l'on peut dire, et bien l'impôt doit tenir compte de ceci.

M. McCleave: Ou d'un bonhomme qui peut très bien jouer le rôle de Roméo jusqu'à l'âge de 18 ans, ce qui semble vieux pour jouer Roméo dans les films actuels. Merci.

Mr. De Bané: Mr. Chairman, I am referring to the document called "A Crisis in the Arts" which will be published as an appendix to our proceedings. I should like, first of all, to try to understand a few statements that seem to me contradictory. For instance, on page 1, under the heading Summary Statement, we read:

The arts community does recognize the need for current austerity policies...

And still on page 1, we read:

The crisis in the arts today can be solved within the limitation of austerity policies.

The report concludes on page 13, and I read:

This brief, then, argues that the crisis in the arts must be met by making funds available through all possible government sources...

I should like you to explain to me how on the one hand you recognize the necessity of this austerity policy, and on the other hand

[Texte]

vous dites que la crise au sein de la vie artistique peut être réglée malgré cette politique d'austérité. Le rapport se termine en disant qu'elle va se régler avec plus d'argent.

Mr. Cameron: Mr. Chairman, I think in saying that the brief recognizes the necessity for austerity as such is simply recognition of the economic state of the nation as has been explained to all of us by our government. To say that the specific problems we speak to can be solved within the limits of this austerity is to say that there are ways and means of solving what is really a very small problem, this problem of several million dollars in a budget of approximately, I believe, \$6 billion.

For example, one of the things that has had to go at the present time in our arts activities has been the travelling company. Many of the tours that were proposed of various kinds of arts companies and exhibitions and so on have had to be cancelled because the specific grants for operating costs of companies has been frozen or cut. However, there surely are other appropriations, other budgets, perhaps even other departments of government from which funds could be found for travel expenses, simply for travel expenses.

Mr. Stanbury: Such as External Affairs who have just paid \$90,000 to the Toronto Symphony to travel.

Mr. Cameron: That is an excellent example, thank you, Mr. Stanbury, but that is not \$90,000 that came out of a Canada Council grant...

Mr. Stanbury: It came out of federal tax money.

Mr. Cameron: It came out of federal tax money, but other channels were found. The suggestion that is within the limits of austerity, I think, suggests that there is no wise austerity in letting capital assets deteriorate.

Mr. De Bané: I understand you well. How can you say on page 1 that "the arts community does recognize the need for current austerity policies in Canada" and also on page 1, "the crisis in the arts today can be solved within the limitations of austerity policies" while on page 12 you say, "this brief, then, argues that the crisis in the arts must be met by making funds available"? Wherever the request comes from, it is always for more money. Possibly austerity does not mean the

[Interprétation]

you say that the crisis within the field of the arts can be met in spite of this austerity policy. The report ends by saying that the crisis will be solved by having more money.

M. Cameron: Monsieur le président, à mon avis, lorsqu'on dit que le mémoire reconnaît la nécessité d'appliquer un régime d'austérité comme tel, c'est simplement reconnaître la situation économique de la nation tel que le gouvernement nous l'a expliqué. Dire que les problèmes dont il est question peuvent se résoudre dans les limites de cette austérité, c'est comme si l'on disait qu'il existe des moyens pour résoudre ce qui est réellement un très petit problème, ce problème de plusieurs millions de dollars dans un budget d'environ 6 milliards de dollars.

Par exemple, une des choses qui a dû être annulée actuellement dans nos activités artistiques a été la troupe itinérante. Les nombreuses tournées des diverses compagnies artistiques et autres ont été annulées du fait que les fonds d'exploitation de ces troupes ont été gelés ou réduits. Cependant, il doit y avoir quand même d'autres fonds, d'autres budgets et peut-être même d'autres ministères où l'on pourrait obtenir des fonds pour couvrir uniquement les frais de voyage.

M. Stanbury: Comme dans le cas du ministère des Affaires extérieures qui viennent de verser \$90,000 à l'orchestre symphonique de Toronto pour ses frais de voyage.

M. Cameron: Ça c'est un très bon exemple; merci monsieur Stanbury, mais ces \$90,000 ne proviennent pas du Conseil des Arts du Canada.

M. Stanbury: Ce sont des deniers publics.

M. Cameron: Oui, ce montant provient des deniers publics, mais on a trouvé d'autres sources pour obtenir l'argent. A mon avis, l'idée que cela est fait dans les limites du programme d'austérité, prouve que vous ne pouvez qualifier d'austérité le fait de laisser les capitaux inactifs.

M. De Bané: Je vous comprends bien. Comment pouvez-vous dire, par exemple à la page 1, que la «communauté artistique ne reconnaît pas la nécessité des mesures actuelles d'austérité au Canada» et à la même page vous dites: «la crise actuelle dans le monde des arts peut se régler dans les limites des programmes d'austérité», alors qu'en page 12 vous dites: «ce mémoire par conséquent soutient la théorie selon laquelle on doit régler la crise qui sévit au sein de la vie artistique

[Text]

same thing to both of us. I believe it means less money.

Mr. Cameron: I would hate to engage in a discussion of semantics, but austerity to the

• 1110

point of losing capital assets in which we have an investment over a period of 12 years of millions and millions and millions of dollars in federal support would certainly be unwise austerity or austerity beyond a reasonable extreme. I think that is the point that is being made, sir—false austerity.

Mr. Moore: Mr. Chairman, if I may just put in a word, I do not think that austerity need fall evenly on everyone. It is a good argument. However, if I am the father of a family with four sons, each of whom wants to go to college and I have enough money for only one, he gets it and the other three do not, and that is still recognizing austerity.

M. Mongrain: J'aurais un commentaire. Ces messieurs-là comme nous, souhaitons que l'austérité ne dure pas plus qu'une année ou deux et cherchent le remède à long terme. Peut-être que les deux positions peuvent alors se concilier.

M. De Bané: Monsieur le président, le mémoire commence en disant qu'il s'agit de plaider non pas tellement pour l'industrie des arts, mais pour le citoyen.

Et à la page 2, on lit;

...la pauvreté d'esprit menace la survivance autant que le fait de la pauvreté matérielle

Je suis d'accord avec cette citation, mais il ne faut quand même pas oublier le *Primum vivere*. En d'autres termes, je comprends qu'il faudrait idéalement essayer de donner des subsides ou des investissements, pour employer votre expression, à toutes les formes de la vie, qu'elles soient matérielles ou artistiques. Mais si vous plaidez en faveur du citoyen et si vous êtes d'accord, comme vous le dites au début, avec une politique d'austérité, je ne vois pas pourquoi il faut se scandaliser du fait que nous passons par une période difficile.

La solution peut être rigide. A la page 12, vous dites:

Il est entendu qu'en période d'austérité budgétaire, le gouvernement fédéral doit effectuer un certain choix.

[Interpretation]

canadienne en y affectant des fonds. D'où que ces demandes proviennent, c'est toujours pour obtenir plus de fonds. L'austérité ne signifie peut-être pas la même chose pour nous deux. A mon avis, elle veut dire, moins d'argent.

M. Cameron: Je n'aimerais pas m'engager dans une polémique, mais une austérité qui va jusqu'à perdre des capitaux dans lesquels nous détenons des investissements, sur une période de 12 ans, de millions et de millions de dollars en aide fédérale serait certainement une austérité mal placée ou exagérée. A mon avis, c'est ce que nous sommes en train de prouver, monsieur, une fausse austérité.

M. Moore: Monsieur le président, si je puis ajouter un mot, je n'estime pas que l'austérité s'applique également à tous. Si je suis un père de famille dont les quatre fils veulent aller au collège, et si je n'ai de l'argent que pour un seul, et bien, ma fois, il n'y en aura qu'un seul qui ira au collège. Il y a encore là une certaine austérité.

Mr. Mongrain: I would like to make a comment. These gentlemen hope, like us, that this austerity will not last more than one or two years and are seeking for the long-term remedy which may then lead to reconciling both positions.

Mr. De Bané: Mr. Chairman, the brief starts off by saying that it pleads not for the arts industry but rather for the citizen. And on page 2, we read:

Poverty of the mind and spirit are no less a threat to survival than material poverty.

I agree with this statement, but we should not forget the *Primum vivere*. In other words, I recognize that, ideally, we should endeavour to give subsidies or investments, to use your expression, to every form of life, whether material or artistic. But if you are pleading in favour of the citizen and if you are in agreement, as you say at the beginning, with an austerity I do not see why we should be shocked because we are going through a difficult period.

The solution may be rigid. On page 12, you say:

During a period of austerity budgets, it is assumed that priorities must be established in federal investment in the arts.

[Texte]

Vous dites alors que le gouvernement fédéral devrait subventionner l'industrie artistique qui a établi des standards d'excellence et quant aux organismes artistiques semi-professionnels, ils devraient être considérés comme étant la responsabilité des autres gouvernements, soit provinciaux ou soit municipaux. Est-ce que d'après vous, ce serait la solution?

M. Roux: Je crois que cela pourrait être une faible partie de la solution, parce que je ne crois pas qu'au niveau fédéral, il y ait une aide substantielle aux organismes de caractère semi-professionnel ou amateur.

M. De Bané: Il y en a de plus en plus, je pense.

Mr. Cameron: I am sure, Mr. Chairman, that the Canada Council at the present time in looking at its frozen and limited arts budget is assigning priorities and doing everything in its power to prevent the loss of major capital assets at the price of failing to support certain new and innovative programs and certain programs that might, by the criteria suggested on page 12 that you referred to, be minor programs as a necessity of austerity.

Mr. Moore: Also cutting off individual grants, Mr. Chairman this has often been mentioned.

Mr. De Bané: You state on page 11:

During a period of austerity budgets, it is assumed that priorities must be established in federal investment in the arts.

Also, you say that the federal government in an austerity period must aid the companies which have set standards of excellence.

The semi-professional or amateur arts organizations and the purely local organizations should be considered the responsibility of other levels of government.

Do you think that might be a sound policy?

Mr. Moore: That is already the case and has been the case for a long time. The Canada Council does not support amateur art.

• 1115

Mr. Cameron: I think the recommendation that you refer to, Mr. Chairman, has been read by the Canada Council. I think, as our President knows, we may be a victim of our own recommendation at this very moment in time.

M. De Bané: Monsieur Roux, prenons seulement un exemple parcellaire particulier.

[Interprétation]

Then you go on to say that the federal government should subsidize the arts industry which is generally acknowledged to have achieved excellence, and as far as semi-professional artistic organizations are concerned, they should be considered the responsibility of other levels of government, either provincial or municipal. According to you, would this be the solution?

Mr. Roux: I think that this might be a small part of the solution, because I do not think that, at the federal level, there is a substantial amount of assistance to semi-professional or amateur organizations.

Mr. De Bané: I think that this assistance is increasing.

M. Cameron: Monsieur le président, le Conseil national des arts du Canada, dans la mesure de son budget limité fait tout ce qu'il peut à l'heure actuelle pour ne pas perdre les immobilisations en cours. Pour cela, il doit cesser d'appuyer certains programmes nouveaux et innovateurs et certains programmes qui selon les critères de la page 12 que vous avez citée, pourraient être moins importants à cause de l'austérité.

M. Moore: Il doit aussi limiter les subventions individuelles; on l'a souvent dit.

M. De Bané: Vous dites à la page 11:

Il est entendu qu'en période d'austérité budgétaire, le gouvernement fédéral doit effectuer un certain choix avant d'investir dans les arts.

Vous dites aussi qu'en période d'austérité, le gouvernement fédéral doit aider les compagnies qui ont prouvé leur valeur.

Les organismes artistiques semi-professionnels ou composés d'amateurs devraient être considérés comme étant la responsabilité des autres gouvernements.

Pensez-vous que ceci est une politique sage?

M. Moore: Ceci a toujours été le cas. Le Conseil des Arts du Canada ne subventionne pas les artistes amateurs.

M. Cameron: Je pense que cette recommandation, monsieur le président, a été lue par le Conseil des Arts du Canada. Nous sommes peut-être victimes de nos propres recommandations à l'heure actuelle.

Mr. De Bané: Mr. Roux, let's take only a small example. The operation of the National

[Text]

L'exploitation du Centre des arts à Ottawa pour l'année qui commence au mois de juin, va donner un déficit de \$2.5 millions. Peut-on considérer qu'il s'agit là d'un montant qui va aller comme subvention à l'industrie artistique?

M. Roux: J'ai peur qu'il s'agisse là d'une question piège.

M. De Bané: Non, non.

M. Roux: Il est évident qu'une très grande partie de cet argent va être versée à des individus et à des organismes. Cependant, on va demander à ces individus et à ces organismes des productions contre cet argent, et c'est tout à fait normal. Je crois que cet accroissement de production n'est peut-être pas nécessaire en ce moment. En d'autres termes, je crois qu'il n'y a pas un seul individu ou un seul organisme au Canada qui puisse prétendre être en possession des moyens idéaux pour produire, que ce soit en tant qu'artiste individuel ou en tant qu'organisme artistique.

Je crois que c'est ce que nous voulons dire quand nous parlons de priorité, de meilleur investissement et de meilleure répartition de l'argent investi dans les arts. Puisque nous sommes en période d'économie, il y aurait peut-être justement des priorités à établir et il serait probablement plus important de donner les moyens aux artistes individuels ou aux organismes artistiques de produire dans de meilleures conditions que de créer d'autres débouchés de production pour le moment et pour cette période d'économie.

M. De Bané: Êtes-vous d'accord pour dire que ce déficit d'exploitation d'environ \$2.5 millions pour douze mois va représenter, en fait, des subventions à l'industrie artistique? Je sais, par exemple, que pour les deux premières semaines de l'ouverture du Centre des arts, du 1^{er} au 14 juin, le Centre des arts va accuser un déficit de 400 mille dollars. En fait, c'est autant d'argent d'investi dans les différentes troupes . .

M. Roux: Monsieur le président, si je peux quitter pour un moment ma situation de président de la Conférence canadienne des arts, je vous dirais qu'à mon point de vue personnel, c'est de l'argent bien mal investi pour le moment.

M. De Bané: Pourquoi?

M. Roux: Parce que justement nous sommes en période d'économie et essayer de créer une activité artistique dans une ville de faible importance de population comme Ottawa, c'est une chose qui va coûter extrêmement cher et prendre beaucoup de temps.

[Interpretation]

Arts Centre for the coming year, starting in June, will mean a deficit of \$2.5 million. Can this be considered as an amount to be granted as a subsidy to the arts industry?

Mr. Roux: I think that this is a leading question.

Mr. De Bané: No, no.

Mr. Roux: It is obvious that a very large part of this money will be given to individuals and to organizations. However, these individuals and agencies will be asked to produce something for this money, and that is quite normal. I think that this increase of production is perhaps not required at this time. In other words, I do not think there is one organization or individual in Canada who could pretend that they possess the ideal means to produce either as artistic agencies, or as an individual artist.

I believe that this is what we mean when we are taking about priorities, sounder investment and better distribution of the money invested in the arts. Since we are in a period of austerity, there might be priorities that should be established and it would probably be more important to provide means for individual artists or artistic agencies to produce under better conditions rather than creating other production outlets for the time being and for this austerity period.

Mr. De Bané: Do you agree that this operation deficit of about \$2.5 million for 12 months will represent, in fact, a subsidy to the art industry? I know, for instance, that for the first two weeks of the opening of the National Arts Centre, from the 1st to the 14th of June, there will be a deficit of \$400,000. In fact, this amounts to money invested in the different theatre companies. . .

Mr. Roux: Mr. Chairman, if I may put aside for a while my position as president of Canadian Conference of the Arts, I would say personally, that this money right now.

Mr. De Bané: Why?

Mr. Roux: Because precisely, we are in a period of austerity, and to try to create an artistic activity in a city with a small population like Ottawa will cost a lot of money and will take a lot of time. This opinion is purely personal. There may be, in this case, a lack of

[Interprétation]

C'est un avis tout à fait personnel que j'émetts. Il y a peut-être ici un manque de synchronisme entre la période d'austérité que nous traversons et les décisions d'établir un centre de diffusion artistique dans la capitale fédérale.

Mr. De Bané: Même si, par exemple, le Théâtre du Nouveau-Monde va lui aussi bénéficier de différentes salles de cet édifice, vous considérez qu'il y aurait des moyens plus intelligents de venir en aide au Théâtre du Nouveau-Monde?

Mr. Mongrain: Je voudrais me permettre une parenthèse, monsieur Roux. C'est évident qu'il y a des opinions divergentes sur cette question, mais on ne peut pas oublier que le Centre des arts a été érigé comme monument national à l'occasion du centenaire de la Confédération. Sans cette occasion, je crois que le Canada n'aurait jamais pu ériger un monument semblable. Or, il est là. Au moment où on l'a construit, la période d'austérité était moins grave qu'aujourd'hui. Il est là. Est-ce qu'on va le laisser inutilisé ou est-ce qu'on va se contenter de faire, dans un si beau monument, des choses qui sont bien, mais qui ne sont pas transcendantes? C'est une question discutable sur laquelle je ne suis peut-être pas bon juge. Mais il est tout de même là et on essaie de l'utiliser le mieux possible.

Si les conditions financières se sont aggravées depuis, si nous sommes au milieu d'une période d'austérité, on n'y peut rien. Doit-on le fermer en attendant que la situation soit meilleure? Faut-il distribuer l'argent aux organismes moins fortunés? Vous avez peut-être raison. Il est possible aussi que ceux qui pensent le contraire aient un peu raison. De toute façon, je pense qu'il est bon qu'on en discute ici.

Mr. Roux: Monsieur le président, je pense que nous touchons à un point extrêmement important, qui est celui de la participation de la communauté artistique à l'élaboration des politiques artistiques des divers gouvernements. Je ne voudrais pas m'éterniser sur le sujet du Centre national des Arts à Ottawa. Mais si la communauté artistique avait été sondée à ce sujet au moment où les décisions ont été prises, son avis n'aurait peut-être pas été favorable, du moins à l'époque où la décision a été prise. Encore une fois, c'est une opinion tout à fait personnelle.

Mr. Moore: Monsieur le président, on doit faire un autre commentaire.

The money being spent on this festival and on many of the attractions at the National

[Texte]

synchronization between the period of austerity in which we are, and the decisions to create a National Arts Centre here in the federal capital.

Mr. De Bané: Even if, for instance, the Théâtre du Nouveau-Monde will also benefit from the various halls of this building, you think that there would be more intelligent means of assisting the Théâtre du Nouveau-Monde?

Mr. Mongrain: Mr. Roux, I wish to make a parenthetical comment. It is obvious that there are differences of opinion in this matter, but we must not forget that the National Arts Centre was erected as a national monument on the occasion of the Centennial of Confederation. Otherwise, I do not believe we would have this monument in Ottawa now. However, it is built. When it was built, the austerity period was not as severe as it is now. Shall we leave it unused, or be satisfied with producing in this beautiful monument things that are good yet not transcendent? This is a question that is open to discussion and on which I may perhaps not be a good judge. But nevertheless, the Centre is there, and we are trying to use it as well as possible.

If the financial situation has worsened since, and if we are in the midst of an austerity period, we cannot do anything about that. Should we close it until conditions are improved? Should the money be distributed to less fortunate organizations? You may be right. It is also possible that the people who do not agree with you may be right. Anyhow, I think it is good to discuss this matter here.

Mr. Roux: Mr. Chairman, I think we are now dealing with a very important point, namely the participation of the artistic community in the creation of artistic policies by different levels of government. I do not want to go on talking endlessly about the National Arts centre in Ottawa. But if the artistic community had been requested to express an opinion on the subject when the decisions were being taken, its opinion might not have been favourable, at least at the time the decision was taken. And here again, this is a purely personal opinion.

Mr. Moore: Mr. Chairman, a further comment must be made.

L'argent qui est consacré à ce festival et à nombre d'attractions au Centre national des

[Text]

Arts Centre is really being spent, as I suggested earlier, on national pride and tourism. The individual artists concerned are not really profiting out of all this. They still get their \$75 or \$100 or \$135 a week for performing. It is possible that it will represent a slight extension of their season but also possibly they might simply be somewhere else playing for the same amount of money. So this is really very little aid to our artists. We should recognize I think, that we are putting on a national festival for different purposes and as usual we use our artists for the purpose. However, they are not making much out of it.

Mr. De Bané: I would like to have an explanation. In 14 days, from June 1 to June 14, the National Arts Centre is going to incur a deficit of \$400,000. I assume that is money invested in our artistic industry. Is this reasoning incorrect? I would like you to explain why you do not consider that an investment in your industry.

Mr. Moore: It is an investment, I think, in Canada, but one must realize, as I say, that it does not provide additional funds to the artists concerned.

Mr. Stanbury: This does not make sense and I am surprised that someone with as much business acumen as Mr. Moore could make such a statement. Almost all of that money is going into the pockets of artists and how he can say that if we were not spending that money artists would be making the same money somewhere else, and at the same time say that there are not enough opportunities for artists in this country to make a living, I just do not understand.

Mr. Moore: Mr. Stanbury, thank you for the implied compliment. I said "might"; I said they might be performing somewhere else. I did say that it might represent an extension of their employment and in so far as it did that, of course, it would be an asset.

Mr. Stanbury: It represents several hundred thousand dollars of additional income to Canadian artists this year.

M. Roux: Monsieur le président, c'est un investissement beaucoup plus dans les productions qu'au niveau de l'artiste individuel. Quand M. Moore dit que ce festival tient beaucoup plus du tourisme que d'autre chose, c'est un peu vrai, parce que certaines productions qui seront faites là, sont extrêmement lourdes du point de vue physique: soit la construction de décors, la fabrication de costumes, etc.

[Interpretation]

arts va être consacré plutôt au tourisme, et à la fierté nationale. Les artistes n'en bénéficient pas. Ils n'obtiennent encore que \$75, \$100 ou \$135 pour une semaine de représentations. Il se peut que ceci prolonge un peu la durée de leur saison mais ils pourraient fort bien être ailleurs et donner les mêmes représentations pour la même somme d'argent. Et cette aide que nous accordons à nos artistes est donc très limitée. Il faut le reconnaître que nous présentons un festival national à des fins différentes et, comme d'habitude, nous nous servons encore de ces artistes à cette fin. Ils n'en retirent toutefois pas grand chose.

M. De Bané: Je voudrais obtenir une explication. En 14 jours, du premier au 14 juin, le Centre des Arts va encourir un déficit de 400,000 dollars. Et je crois qu'il s'agit d'argent investi dans la communauté artistique, n'est-ce pas? Je voudrais qu'on m'explique pourquoi vous ne croyez pas qu'il s'agisse là d'un investissement dans les arts.

M. Moore: C'est un investissement pour le Canada mais il faut se rappeler que ceci ne donne pas plus d'argent aux artistes en cause.

M. Stanbury: Ceci n'a pas de sens. Et je suis étonné d'entendre quelqu'un qui a autant le sens des affaires que M. Moore formuler une telle déclaration puisque tout cet argent va entrer dans la poche des artistes. Comment peut-il dire que si nous ne dépensions pas cet argent, les artistes réaliseraient la même somme d'argent ailleurs et dire en même temps que les artistes ne peuvent pas gagner leur vie au Canada? Je n'arrive pas à concilier toutes ces déclarations.

M. Moore: Monsieur Stanbury, je vous remercie de ce compliment sous-entendu. J'ai dit qu'ils «pourraient» peut-être jouer ailleurs, j'ai dit que ceci «pourrait» représenter une prolongation de la période d'emploi, ce qui en un sens constitue un avantage.

M. Stanbury: Ceci représente, dis-je, plusieurs centaines de milliers de dollars de revenu additionnel pour les artistes canadiens cette année.

Mr. Roux: Mr. Chairman, this is far more an investment in the different productions than at the level of the individual artist. When Mr. Moore says that this festival is more appealing in the field of tourism, he is right to a certain extent, because certain productions that will be put on there, are very elaborate physically speaking, i.e. with regard to the building of sets, the manufacturing of costumes, and so on.

[Texte]

Mr. Stanbury: Is this not part of the arts?

M. Roux: Oui, monsieur Stanbury, mais cet argent aurait certainement pu être mieux investi qu'il ne l'est là.

Mr. Stanbury: The people who are going to be paid to do those artistic jobs would not, perhaps, agree with you.

• 1125

Mr. Perrault: Mr. Chairman, may I ask a supplementary? Mr. Chairman, you could make the same statement about any artistic company in Canada and any play or ballet or symphony produced in this country. Certainly all of these art forms are not centres for people who visit Canada to look at our scenery or come to hear the Vancouver Symphony or to watch ballet in Montreal. I think it is a specious argument to advance that somehow this is not of assistance to the arts but is merely some sort of tourist promotion. The fact is that a substantial amount of public money will be invested in the opening of this National Arts Centre and it should be regarded as an integral part of the government's program of assistance to the arts in the current fiscal year. I do not see how any other interpretation can be placed on this kind of government largesse.

Mr. Cameron: Mr. Chairman, I feel that we are in a rather complex and perhaps subtle debate here over the two-week festival that is being spoken of, about which I know very little, in fact, very little more than what I have heard in the last few minutes. However, it does appear to me that we are making a distinction, or trying to make a distinction, between what you do with a \$400,000 deficit for a two-week festival at a time when \$400,000 could represent the salvation of a number of established arts organizations across the country. Any festival or grand opening or great celebration of this kind costs more because of its festival nature than simply the maintenance or continuation of an established organization.

Mr. Stanbury: Mr. Chairman, I suggest that if Mr. Cameron found out something about this festival he would learn that established artistic organizations in this country are being supported very heavily for the purpose of participating in this festival.

Le vice-président: Il y aurait peut-être lieu de clarifier un peu la situation. Nous sommes en face de deux points de vue. Ces messieurs croient que le gouvernement, dans les cir-

[Interprétation]

Mr. Stanbury: Cela ne fait-il pas partie des arts?

Mr. Roux: Yes, Mr. Stanbury, but that money could certainly have been better invested than it is at present.

M. Stanbury: Les gens qui vont faire ce travail artistique ne seraient peut-être pas d'accord avec vous.

M. Perrault: Monsieur le président, on pourrait faire la même déclaration au sujet de toute compagnie artistique au Canada et de toute pièce, de tout ballet et de toute symphonie produits ici. Ces formes d'arts ne constituent certainement pas un centre d'attraction pour les touristes qui viennent au Canada pour admirer nos paysages, assister aux représentations de l'Orchestre symphonique de Vancouver ou assister à un ballet à Montréal. Je crois qu'il est assez grave de prétendre que ceci n'est pas de l'assistance aux arts mais simplement de la promotion touristique. Le fait est qu'une importante somme d'argent va être investie dans l'ouverture du Centre national des Arts et que cela devrait être considéré comme une partie intégrale du programme fédéral d'assistance aux arts pour l'exercice financier en cours. Je ne vois pas comment on peut interpréter autrement cette largesse du gouvernement.

M. Cameron: Monsieur le président, je crois que nous nous sommes engagés sur un terrain assez délicat au sujet du Festival de deux semaines. Et je suis très peu au courant de ce qui va se passer au cours de ce festival. Et je crois que nous essayons de faire une distinction entre ce qu'il faut faire au sujet d'un déficit de 400,000 dollars pendant deux semaines de représentations alors que cette somme d'argent pourrait sauver la vie de bien des compagnies artistiques au Canada. Tout festival, «Grande Ouverture» au célébration de ce genre coûte plus cher à cause de la nature du festival que le simple entretien ou la survie de sociétés artistiques bien établies au Canada.

Mr. Stanbury: Monsieur le président, je suggère à M. Cameron d'étudier un peu le caractère de ce festival et il découvrira que les organismes artistiques bien établis au Canada sont bien subventionnés pour participer au festival.

The Vice-Chairman: It might be wise to clear up the situation somewhat. We have two points of view. These gentlemen, believe that the government, in its present difficult finan-

[Text]

constances pénibles qu'il traverse au point de vue financier, devrait plutôt attribuer cet argent aux individus ou aux petits organismes qui, d'après eux, sont menacés de crever de faim; tandis que le gouvernement envisage le problème d'une façon globale. Celui-ci se dit qu'en créant un foyer des arts et qu'en encourageant ces arts à l'envergure du pays, cela va créer éventuellement des ouvertures pour les artistes individuellement. Quand la politique du gouvernement a été pensée, nous n'étions pas au plus creux de cette période d'austérité. Cela s'explique donc. Si cela avait été pensé dans le contexte actuel, il est possible que le gouvernement aurait investi moins d'argent. Mais on a l'organisme, et il faut l'utiliser d'une manière qui ressemble à l'envergure de ce foyer. Monsieur De Bané?

M. De Bané: Prenons par exemple, monsieur Roux, le cas du Théâtre du Nouveau-Monde dont vous êtes, je pense, le directeur. Il va participer à ce festival d'ouverture. On nous a soumis le nom de différentes troupes et le montant d'argent qui va vous être payé en cachets, en honoraires, etc. . . Voulez-vous m'expliquer comment ce montant d'argent ne vous aide pas autant qu'il pourrait vous aider s'il vous était donné d'une autre façon?

Mr. Givens: Mr. Chairman, on a point of order, it seems to me we are spending an awful lot of time on this question of whether this shot of adrenalin or intravenous for two weeks is going to benefit the arts generally across the country. I think with Mr. Cameron, Mr. Moore and the other gentlemen here, that we should be spending more time on other things because it is like a man who is suffering on the margin of malnutrition who suddenly for two weeks is going to feed high off the hog. This is not the question.

I do not think anybody is prepared to argue that the \$400,000 infused into the bloodstream of the arts because of this two-week festival will not be beneficial. I do not think that that is really the basis we are trying to get at. What we are trying to get at is the state, the health, of the arts generally across the country. I think perhaps Mr. Moore got off on a wrong tangent by saying that \$400,000 is not as significant as some of us would like to think it is. It is a one-shot proposition over a period of two weeks. It will be helpful in so far as it keeps the body alive for that period of time.

However, I think what we, in this Committee, should be getting at is the broad basis of the health of arts in Canada today. I raised this point of order because I think we are

[Interpretation]

cial situation, should give this money to individuals or to small organizations which, according to them, are struggling to survive. The government, on the other hand, looks at the total picture, and argues that by creating a home for the arts and by encouraging the arts throughout the country, eventually, this will create outlets for the artists individually. When the government policy was initiated, we were not at the lowest point of this austerity period. So, that explains itself. Had this been thought out in the present context, the government might possibly have invested less money. However, we have the organization and we must use it in a way that is in keeping with the scope of this home for the arts. Mr. De Bané?

Mr. De Bané: Mr. Roux, let us take for instance the case of the Théâtre du Nouveau-Monde of which you, I believe are the director. The théâtre du Nouveau-Monde will be taking part in this opening festival. The names of the different theatre companies and the amount of money which you will be paid as fees, and so on, have been submitted to us. Would you explain to me how this amount of money does not help you as much as it would if it were given to you in another manner?

M. Givens: Monsieur le président, j'invoque le Règlement. Il me semble que énormément de temps pour savoir si cette «injection d'adrénaline» qui durera deux semaines infusera vraiment un peu de vie aux arts à travers le Canada. Tout comme M. Cameron, M. Moore et les autres, le crois que nous devrions consacrer notre temps à autre chose car tout cela ressemble à la situation de l'homme qui souffre de malnutrition et qui va se faire gaver durant deux semaines. Là n'est pas la question.

Je crois que personne n'est disposé à affirmer que cette infusion de \$400,000 que recevront les arts à cause de ce festival de deux semaines ne sera pas profitable. Je ne crois pas que ce soit là où nous voulions en venir. Nous voulons connaître l'état de santé des arts en général à travers le pays. Je crois que M. Moore s'est quelque peu égaré en disant que les \$400,000 n'ont pas aussi d'importance que nous le voudrions. Cela n'est qu'un apport de capitaux qui durera deux semaines et qui infusera un peu de vie à la colonie artistique du pays.

Cependant, je crois que ce que le Comité devrait étudier, c'est l'état de santé en général des arts au Canada à l'heure actuelle. J'ai invoqué le Règlement parce que je pense que

[Texte]

spending too much time on this particular aspect.

M. De Bané: Monsieur le président, si vous me permettez, j'invoque le Règlement.

Pour ma part, je ne me suis jamais permis de dire, lorsqu'un de mes collègues posait des questions, que la façon avec laquelle il envisageait le problème nous faisait perdre du temps. Je ne suis pas en train de parler de \$400,000. Le Centre des Arts va accuser un déficit d'environ \$2 millions et demi pour douze mois, et je considère qu'il s'agit là d'une aide à l'industrie artistique au Canada. Nous avons devant nous des personnes qualifiées et compétentes auxquelles je demande de m'expliquer s'il ne s'agit pas là d'une façon directe de venir en aide à leur industrie?

J'ai posé à M. Roux une question précise concernant le Théâtre du Nouveau-Monde qui va venir donner des représentations ici; je voudrais lui demander si ceci n'est pas un moyen efficace de venir en aide à sa troupe.

Le vice-président: En ce qui a trait au Règlement, je voudrais trancher la question.

J'ai l'impression que vous n'êtes pas si loin l'un de l'autre que les apparences nous le laisseraient croire. Alors, si vous me le permettez, et d'ailleurs je voudrais bien donner à chacun des membres du Comité le loisir d'exprimer son point de vue, si vous me permettez, alors, nous demanderons à M. Roux de répondre à votre question et nous continuerons nos délibérations.

M. Roux: Je vais vous répondre très précisément et pratiquement. On nous a demandé de venir présenter un spectacle ici pour l'inauguration du Centre.

Comme monsieur le président le soulignait, il faut être aussi pragmatique. Nous nous disons: «Ca ne nous servirait à rien de dire «non». Le Centre est là; nous allons nous en servir le mieux possible». Nous avons accepté à cause de la nature festivalière de cette inauguration du Centre. Tout de suite, cela nous impose de faire une très grosse production, physiquement parlant, c'est-à-dire d'employer plus de comédiens que nous n'en aurions besoin normalement. Ce qui revient à dire que pendant «x» semaines, des comédiens vont recevoir, il est vrai, un salaire qu'ils ne recevraient pas autrement. Ca ne leur fera pas à eux, individuellement, une très grosse somme, cependant. La plus grande partie de cet argent, et j'admets très volontiers que cela fait partie des activités artistiques aussi, va du côté physique de la production, c'est-à-dire: construction de décors, fabrication de

[Interprétation]

nous avons consacré trop de temps à cette seule question.

Mr. De Bané: Mr. Chairman, on a point of order.

I wish to mention that I have never allowed myself to say when one of my colleagues was asking questions, that we were wasting our time because of the way in which he was dealing with the problem. I am not talking about \$400,000. That Art Centre will have a deficit of about \$2.5 million during 12 months, and I consider this as a form of assistance to the arts industry in this country. We have here people who are well qualified and to whom I ask to explain to me whether this is not a direct way of helping their industry.

I have asked a specific question to Mr. Roux about the Théâtre du Nouveau-Monde that will perform here, and I would like to ask him whether this is not a good way of helping his company.

The Vice-Chairman: On a point of order: I would like to settle the question.

I think you are closer to each other than you may think you are. So, if you will allow me—by the way, I would like to give each member of the Committee the possibility of expressing his point of view—I will ask Mr. Roux to answer your question and we shall then carry on with our proceedings.

Mr. Roux: I will give you a very precise and very practical answer. We have been requested to perform here during the opening festival.

As the Chairman emphasized, we must also be pragmatic. So we said to ourselves that it would be of no use to refuse, and as the Centre is there, that we would make the best possible use of it. We accepted because the opening of the Centre was in the nature of a festival. Right away, this obliges us, physically speaking, to have a very large production, i.e. we have to hire more actors than we would normally use. So, during a certain number of weeks, performers will indeed be receiving salaries which they would not be receiving otherwise. However, it will not be a large sum in each case. The main part of this sum of money—and I readily admit that this is also part of artistic activities—will be used for the physical arrangements required for the production, i.e. building sets, manufacturing costumes, transportation between Montreal and Ottawa, and so on.

[Text]

costumes, frais de déplacement Montréal-Ottawa, etc.

Et, je crois que cet argent aurait été mieux investi si on nous donnait les moyens, par exemple, d'avoir une compagnie permanente. Les distingués membres de ce Comité ne sont peut-être pas au courant du fait qu'il n'existe pas de compagnie de théâtre permanente. Vous m'avez posé une question sur le théâtre, évidemment, je réponds «théâtre», il n'existe pas de compagnie de théâtre à caractère permanent, ici, et les comédiens sont engagés à contrat simplement, soit pour une production, soit pour un nombre limité de mois. C'est un état de chose qui est assez gênant souvent et qui, en définitive, empêche nos troupes de théâtre d'avoir un caractère bien personnel, bien particulier, en donnant à un groupe de vingt, vingt-cinq ou trente comédiens et comédiennes, la possibilité de s'habituer à travailler ensemble. Cela, nous n'en avons pas encore les moyens.

Peut-être que, et c'est encore une fois, une opinion personnelle, je ne nie pas que l'argent qui a été voté par le gouvernement pour investir dans les arts à l'occasion de la création du Centre national des Arts, vienne augmenter la somme totale. C'est évident. Mais, encore une fois, je crois que cela pourrait être mieux investi et rendre des dividendes plus importants, finalement.

Mr. Dinsdale: A supplementary question by way of clarification. The fee that is paid to your theatre for the performance at the National Centre, does it not cover all your expenses? Are you subsidizing this performance in Ottawa?

• 1135

Mr. Roux: Ce qui nous est versé par le Centre national des Arts couvre entièrement les dépenses de production et les dépenses d'opération du spectacle.

Le vice-président: Et les voyages.

Mr. Roux: Pendant que nous sommes à Ottawa.

Mr. Dinsdale: But there will be a psychological deflation after this splurge. It is sort of the Centennial situation in miniature.

Mr. Stanbury: Would you rather not comment, Mr. Roux?

Mr. Dinsdale: Why does Mr. Roux not want to comment? I think this is the basic problem

[Interpretation]

And I believe that this money would have been better invested by giving us the means, for instance, to have a permanent company. The distinguished members of this Committee are perhaps not aware that there is no permanent theatre company. You have asked me a question about the theatre, and naturally, I am "talking theatre"—there is no permanent theatre company here, and the performers are hired simply on contract, either for one production, or for a limited number of months. This can be sometimes very annoying and, indeed, prevents our theatre companies from having a very personal specific character obtained by giving a group of 20, 25 or 30 male and female actors the opportunity of getting used to working together. We don't yet have the means to do this.

I do not deny—and again, this is a personal opinion—that the sum of money voted by the government to be invested in the arts on the occasion of the creation of the National Art Centre, has increased the total sum. This is obvious. However, I repeat, I do believe that this sum of money could be invested better and produce better dividends in the end.

M. Dinsdale: J'ai une question supplémentaire, qui pourra peut-être clarifier la situation. Est-ce que le cachet qui est versé à votre théâtre couvre toutes vos dépenses? Est-ce que vous subventionnez la production à Ottawa?

Mr. Roux: What is paid to us by the National Art Centre covers entirely the production and operation expenses we will incur.

The Vice-Chairman: And travelling expenses.

Mr. Roux: While we are in Ottawa.

M. Dinsdale: Il y aura une sorte de marasme psychologique après cette période d'abondance. C'est un peu la situation de l'année du Centenaire qui se répétera en miniature.

M. Stanbury: N'avez vous pas d'observation à formuler à ce sujet, monsieur Roux?

M. Dinsdale: Pourquoi M. Roux ne veut-il pas nous faire part de ses observations? Je

[Texte]

that we are getting at here, that Mr. Givens complained about.

The Vice-Chairman: He already gave the comment. He said we are happy to come anyway.

M. De Bané: Est-ce que vous tenez compte, dans la présentation de votre mémoire, par exemple, que le prochain exercice financier de la Société Radio-Canada, comporte une majoration de plusieurs millions de dollars qui vont, eux aussi, rejaillir sur l'industrie artistique en général, au Canada?

Le vice-président: \$14 millions.

M. De Bané: \$14 millions de plus.

M. Roux: Je crois que nous ne pouvons pas répondre à cette question à moins de savoir exactement ce que Radio-Canada va faire avec ces \$14 millions.

Le vice-président: C'est pour la presque totalité, pour de nouvelles réalisations, du moins dans la proportion de \$10 millions.

M. De Bané: Alors, je crois, monsieur Roux, qu'il s'agit là d'un apport...

M. Roux: Je vous assure très franchement que je ne connais pas quelle est la programmation de Radio-Canada, réseau anglais, pour la période d'été, par exemple. Mais, lorsque je regarde la programmation de Radio-Canada, réseau français, pour la période estivale, je constate qu'il y a un très fort pourcentage d'importations américaines et françaises et une très mauvaise utilisation du talent canadien.

M. De Bané: Pour l'été. Mais ce que je voulais vous dire, c'est ceci: nous avons dernièrement entendu les administrateurs de la Société Radio-Canada lors de l'étude de leur prochain budget et, comme le président vient de le dire, ils vont consacrer \$10 millions de plus au moins pour les réalisations, etc. Ne pensez-vous pas qu'il s'agit de \$10 millions d'investissement dans l'industrie artistique?

M. Roux: Bien, encore une fois, je voudrais être sûr que ces \$10 millions vont être investis dans l'industrie artistique. Ça m'étonnerait beaucoup. Mais de toute façon, la partie qui sera investie, il est évident que cela constitue une augmentation. Et nous en sommes tous très heureux.

M. De Bané: Une dernière question, monsieur le président. La lecture attentive de documents que vous nous avez remis: *Les Arts en état de crise* me laisse un peu perplexe, à tort ou à raison.

[Interprétation]

pense que nous arrivons en fait au fond du problème, celui que M. Givens nous a signalé.

Le vice-président: Il a déjà formulé ses observations. Il dit qu'il est heureux de venir de toute façon.

Mr. De Bané: When you presented your brief did you take into account the fact that for its next fiscal year, the CBC will receive several million dollars more which will also spill over into the arts industry in general in Canada?

The Vice-Chairman: \$14 million.

Mr. De Bané: \$14 million more.

Mr. Roux: I think that we cannot answer this question before we know what the CBC will be doing with this amount of money.

The Vice-Chairman: It will be spent nearly entirely for new productions. At least \$10 million will be earmarked for this.

Mr. De Bané: So, Mr. Roux, I do believe that this represents a contribution...

Mr. Roux: Frankly, I do not know what the CBC summer programming is on the English network, for instance. But when I check the CBC summer programming on the French network, I note that the CBC will be importing a large number of American and French productions, and that very bad use is made of Canadian talent.

Mr. De Bané: For the summer. But what I meant to say is this: lately, we heard the administrators of the CBC when studying their next budget, and as the chairman has said, they will be spending \$10 million more for productions, and so on. Do you not believe that this is an investment of \$10 million in the arts industry?

Mr. Roux: I wish I were sure that those \$10 million will be invested in the arts industry. I would be greatly surprised though. However, the amount that will be invested will obviously be an increase and we are all very happy about that.

Mr. De Bané: One final question, Mr. Chairman. A careful reading of the documents that have been handed over to us, i.e. *A Crisis In The Arts*, leaves me somewhat puzzled, rightly or wrongly.

[Text]

Vous dites que dans ce mémoire vous ne plaidez pas tellement pour l'industrie artistique comme telle, mais plutôt pour les citoyens canadiens, vous reconnaissez le bien-fondé, c'est le terme que vous employez à la page 1, de la politique d'austérité actuelle et vous concluez en disant: «Eh bien, nous avons besoin de plus d'argent». Je ne sais pas si vous êtes d'accord avec moi, mais il y a une incohérence à première vue, *prima facie*.

Mr. Roux: C'est que je crois très franchement que nous estimons que le gouvernement pourrait prendre la très petite somme dont nous avons besoin et l'enlever sur d'autres dépenses qui seraient moins utiles.

Mr. De Bané: Oui, mais si je vous disais, par exemple, que l'une des idées maîtresses du gouvernement actuel c'est l'implantation d'une politique de langues officielles qui va coûter \$5 millions pour la prochaine année et qu'il a de la difficulté à trouver ce montant-là.

Alors, je pense que dire: «D'accord pour une politique d'austérité, mais dans la mesure où elle ne touche pas notre industrie» . .

Mr. Roux: Si vous permettez, monsieur le président. Les sommes qui sont indiquées dans le mémoire, encore une fois, comme l'a souligné M. Cameron, ne correspondraient qu'à un moyen de nous maintenir à flot. Si nous n'avons pas ces sommes, il est évident qu'il y a des activités artistiques qui vont disparaître et je m'excuse, monsieur le président, mais pas au niveau nécessairement des petites compagnies, mais même au niveau des grandes compagnies existantes. En plus, il y a tout un secteur, celui de la recherche, qui est vital pour l'art comme il l'est pour la science, qui devrait être complètement négligé, si nous n'avons pas les petites sommes qui sont mentionnées là.

Donc, nous ne disons pas: «Nous voulons de l'argent pour aller de l'avant». Nous disons: «Nous voulons de l'argent pour nous maintenir à flot».

Mr. De Bané: Remarquez que je ne veux pas du tout discuter le bien-fondé de votre argumentation, pas du tout. La seule chose que je voudrais que vous reconnaissiez avec moi c'est que, en définitive, vous dites: «D'accord pour une politique d'austérité, mais dans la mesure où elle ne touche pas notre industrie, pour telles et telles raisons qui nous permettent de nous maintenir au *statu quo* uniquement.»

Mr. Roux: Normalement, nous devrions pouvoir aller au-delà du *statu quo*, mais nous sommes d'accord avec la politique d'austérité.

[Interpretation]

You say in this brief that you are not pleading so much for the arts industry as such, but rather for the Canadian citizens, you recognize the need, that is the term you use on page 1, of the present austerity policy then you conclude by saying: "Well, what we need is more money." I don't know whether you agree with me, but this strikes me, *prima facie*, as being incoherent.

Mr. Roux: I do believe that the government could take from other expenditures that are less useful the small amount of money we need.

Mr. De Bané: Yes, but if I were to tell you, for example, that one of the main policies of the present government is the application of an official languages policy that will cost \$5 million for the next year and that it is difficult finding that amount of money. Therefore, I think that anyone who says: "I agree with the policy of austerity, but only inasmuch as it does not affect our own industry" . .

Mr. Roux: With your permission, Mr. Chairman. The amounts that are indicated in the brief, as stressed by Mr. Cameron, would be only a means of surviving. If we do not have this amount of money, it is obvious that some artistic activities will disappear, not necessarily at the level of the small companies, but even at the level of large companies. Furthermore, there is a whole sector, that of research, which is as vital for art as it is for science and which would have to be entirely neglected if we do not have the small sums mentioned in the brief.

Thus, we are not saying: "We want money to go ahead". We are saying: "We want money to survive."

Mr. De Bané: I do not want to question the validity of your assertions, but I would like you to recognize that what you are saying in fact boils down to the following: "I agree with the austerity policy, but only inasmuch as it does not involve our industry for the reasons stated by us, i.e. just to enable us to maintain the *status quo*."

Mr. Roux: Normally, we should be able to go beyond the *status quo*, but we do agree with the austerity policy. We agree on the

[Texte]

Nous sommes d'accord sur la nécessité de nous maintenir au *statu quo* pendant que durera la politique d'austérité. Je pense que c'est un peu l'esprit du mémoire.

The Vice-Chairman: Gentlemen, to make everything clear, the names I have are those of Mr. Givens, Mr. Dinsdale and Mr. Perrault. Have you finished, Mr. De Bané?

M. De Bané: Monsieur le président, la seule chose que j'aimerais voir expliciter, c'est que d'un côté M. Roux dit: «tout ce que nous voulons c'est le *statu quo*.» Par contre, je lui ai donné l'exemple du Centre national des Arts, à Ottawa, et l'exemple de Radio-Canada où les investissements augmenteront d'au moins 12 millions et demi.

Le vice-président: Eh bien, monsieur De Bané, je pense qu'il y a là deux points de vue différents. Si je comprends bien, M. Roux voudrait qu'on assure la permanence des compagnies théâtrales, qu'on leur permette de vivre, de ne pas mourir de faim. Nous autres, envisageons le problème du point de vue que le gouvernement dépense un montant considérable pour aider les Arts en général, et vous devrez éventuellement en profiter. Mais ils seront peut-être morts de faim avant d'avoir eu le temps d'en profiter. Est-ce que cela vous éclaire, monsieur De Bané?

M. De Bané: Tout à fait, monsieur le président, merci.

Mr. Givens: Mr. Chairman, there are a couple of things I would like to ask about and discuss in the presence of these gentlemen because we do not get this opportunity too often.

In these comparisons that are frequently made, whenever you start talking about cultural activities in Canada—and they bother me, as a Canadian—with countries such as France, Italy, Holland, Belgium, or even the United States, we are always comparing wrong things. We are always comparing things which should not be compared, such as apples and cherries. We are comparing activities in Canada with those in countries which are centuries old, which have no physical frontier, which are built up, which do not have the growing pains that we have in Canada. Every time these comparisons are made I sort of get my back up.

We talk about the United States, which has a population of over 200 million, with enormous reservoirs of private wealth, a built-up country, and a country which is so prone to

[Interprétation]

need to maintain ourselves at the *status quo* level for the duration of this austerity period. I think that, to a certain extent, this is the attitude of the brief.

Le vice-président: Messieurs, pour mettre les choses au point, j'ai les noms de M. Givens, de M. Dinsdale et de M. Perrault. Avez-vous fini, monsieur De Bané?

Mr. De Bané: Mr. Chairman, there is only one thing that I would like to have clarified, and it has to do with Mr. Roux' statement: "all we want is the *status quo*." On the other hand, I gave him as an example the National Arts Centre, in Ottawa, and the example of the CBC whose investments will increase by about \$12.5 million.

The Vice-Chairman: Mr. De Bané, I think we have two different points of view here. If I understand correctly, Mr. Roux would like to have the continued existence of theatre companies assured, and that they be allowed to live and not die of starvation. We see the problem from the viewpoint that the government spends a considerable amount of money to assist the arts in general, and you will eventually draw benefits from this. But they may be dead of starvation before having had the opportunity to benefit from this. Does that clear up matters, Mr. De Bané?

Mr. De Bané: Yes, Mr. Chairman. Thank you.

M. Givens: Eh bien, monsieur le président, il y a certaines choses que je voudrais vous demander, et discuter en présence de ces messieurs, aujourd'hui, parce que nous n'avons pas trop souvent une occasion comme celle-ci.

Ces comparaisons que l'on fait très souvent chaque fois que l'on commence à parler d'activités culturelles au Canada m'ennuient à titre de Canadien; ces comparaisons avec des pays comme la France, l'Italie, la Hollande et la Belgique ou même les États-Unis. Apparemment, nous passons notre temps à comparer des choses qui ne se comparent pas. Nous comparons à tort, comme par exemple des cerises ou des pommes. Nous comparons à les activités du Canada avec d'autres pays qui ont plusieurs siècles derrière eux, qui n'ont pas de frontières comparables, qui n'ont pas de territoires comparables, qui n'ont pas les troubles de croissance que nous avons au Canada. Et chaque fois que ces comparaisons sont faites, j'ai tendance à me raidir.

Les États-Unis ont une population de 200 millions d'habitants, des réservoirs de richesses considérables. Et les États-Unis sont également un pays où on est lancé dans une sorte

[Text]

emotion. They are out on a cultural "kick" now, there is no question about it, and I dare say that probably a lot of money that is being spent on the arts in the United States is being squandered. Canada always comes off badly by comparison.

I do not know that it is always fair to make this kind of comparison. I do not know whether culture in Canada should be supported on a municipal basis. We talk about the deficiencies of the municipalities or of the provinces. We have many cultural skews in this country, and things are done in the name of culture for either the wrong reasons or by inadvertence.

Ottawa gets a National Arts Centre for \$46 million because it happened to be the Centennial Year. I dare say that if Canada had not been celebrating its Centennial Year Ottawa would not have had a \$46 million arts centre in a million years.

Prince Edward Island, with a population of 100,000, and a population in Charlottetown of 18,000, gets an arts centre—and it is a wonderful arts centre; I have been there—strictly because an enterprising gentleman in Charlottetown went around every capital city of every province of this country and made a deal for so much *per capita* and then got a contribution from Ottawa. This is why they got their arts centre in a city of 18,000 people.

It is absolutely preposterous. This is how we do business. Now we are arguing that because of a two-week festival that is going to be held here we are making a great contribution to the arts.

● 1145

I am trying to make the point that we do many things for the wrong reasons, and that we ought to straighten ourselves out. I think the idea that municipalities, or even provinces, should each have their own symphony orchestra, or their own theatre, or their own opera house, or their own ballet, is just unrealistic. This is not a national policy for the arts.

Then there are people like Mr. Moore and Mr. Cameron, whom I know—and they know me; so they know there is nothing personal in this—who come to Ottawa and who have gone to other governments—and I have gone with them in some cases. We expect governments to be omniscient and all-knowing and open-handed and open-minded and we never seem to understand that governments merely

[Interpretation]

d'élan culturel, dans le moment, une poussée culturelle. Et les sommes d'argent qui sont dépensées aux États-Unis pour les arts sont éparpillées à tous les vents. Mais, au Canada, on ne peut pas facilement soutenir la comparaison.

Et, je ne crois pas que ce soit juste de faire constamment des comparaisons de ce genre. Maintenant, au Canada, je ne sais pas si la culture ne devrait pas être appuyée ou encouragée sur une base municipale. On parle des insuffisances de fonds des municipalités ou des provinces. Nous avons beaucoup de possibilités culturelles ici. On fait bien des choses au nom de la culture, au nom de toutes sortes de mauvaises raisons, aussi, ou par inadvertance tout simplement.

Ottawa reçoit pour le Centre national des Arts 46 millions de dollars parce qu'il se trouve que c'est l'année du Centenaire. Si le Canada n'avait pas célébré son année du Centenaire, Ottawa n'aurait pas un centre national des arts de 46 millions de dollars, ni maintenant, ni dans un million d'années. L'Île-du-Prince-Édouard, avec une population de 100,000 personnes, et de 18,000 à Charlottetown, reçoit un centre des arts vraiment magnifique. Je suis allé là-bas tout simplement parce qu'il y avait un monsieur à Charlottetown qui a fait le tour de toutes les capitales de toutes les provinces du pays pour ramasser tant d'argent et a obtenu une contribution d'Ottawa. Et c'est pourquoi on a construit un centre des arts dans une ville de 18,000 habitants. Imaginez-vous? C'est ridicule. Et c'est comme cela que nous procédons. Maintenant, nous soutenons que parce qu'un festival de deux semaines a lieu à Ottawa, on apporte ainsi une grande contribution aux arts.

Vous comprenez que j'essaie de présenter un argument précis. Nous faisons tellement de choses pour des mauvaises raisons qu'il nous faut absolument redresser cette situation. Et si l'on en vient à penser que chaque province, chaque municipalité devrait avoir son propre orchestre symphonique, son théâtre, sa troupe d'opéra, une troupe de ballet, ce n'est pas réaliste. Ce n'est pas une politique nationale des arts.

Ensuite, il y a des gens comme M. Moore et M. Cameron que je connais et qui me connaissent. Par conséquent, ils savent que ceci n'est pas personnel, mais qui viennent à Ottawa et qui se sont adressés à d'autres gouvernements et qui ont plaidé leur cause. Je suis même allé avec eux.

Nous nous attendons à ce que les gouvernements soient omniscients et généreux et lar-

[Texte]

represent a cross-section of the population; that we are no smarter, or no more clever, or no more cultured, than those whom we represent.

I know, from travelling around in Montreal and in Toronto and attending the offices of over 100 corporate organizations and going to see their presidents for the St. Lawrence centre for the performing arts in Toronto. I was stunned at the kind of response I got. The pledges were parsimonious and niggardly, and in many cases grudging, although there were a few generous ones.

You know, philanthropy in this country is not dead; it never really got born. How you can expect governments to be more responsive and more generous than the people from whom they collect taxes is something I cannot understand. To give you an extreme example, there was one firm, with big business operations both in the Province of Quebec and in the Province of Ontario, that sent us \$100 in a \$5 million campaign. Needless to say, I am not going to tell you the name of the company but I swear to you that that is true. Others did not raise very much more than that—and this was to be payable over a period of time.

To come back to the National Arts Centre here, I do not think, with great respect to the witnesses who are here today, that you are going to convince many Canadians that this is not a great act of generosity. As you know, there are too many people who have an edifice complex relative to art and culture. They think that if you build a building this is a big deal. What goes in it nobody worries about. At the same time, everywhere I go—and I have occasion to travel across the country—people make fun of, and laugh at—it has become a matter of derision—the fact that the people of Canada have spent \$46 million on a cultural centre.

These corporations to whom you go organize their philanthropy. They have a budget for giving, and they have certain fixed, orthodox institutions to which they give. Generally, you will find that they give to things from which they are going to get some benefit, either direct or indirect.

A big corporation will give money for scholarships, and you say, "Gee, that is great; they are supporting education". But what they have in mind is what comes out at the other end of the cornucopia. They may be

[Interprétation]

ges d'idées. Nous n'avons jamais l'air de comprendre que les gouvernements représentent simplement une moyenne de la population, et qu'ils ne sont pas plus fins, pas plus intelligents, pas plus cultivés que les gens qu'ils représentent.

Maintenant, après avoir voyagé à la fois de Montréal à Toronto, après avoir été dans les bureaux d'une centaine d'organisations, après avoir rencontré leurs présidents pour demander de l'argent pour le St-Lawrence Centre de Toronto, j'ai été renversé de voir quel genre de réactions j'obtenais. Les contributions étaient maigres, parcimonieuses à dessein, et parfois données à contre cœur. De temps à autre, il y avait quelques généreux donateurs mais très peu.

Comment pouvez-vous attendre que les gouvernements soient plus généreux que les gens dont ils retirent de taxes. C'est vraiment une chose que je ne comprends pas. Pour vous donner un exemple extrême, une entreprise qui poursuit des activités considérables au Québec et en Ontario et nous a donné 100 dollars lorsque nous faisons campagne pour 5 millions de dollars. Et je vous assure que c'est vrai. Et, c'est une grande entreprise. Il y en a d'autres qui nous ont donné des montants beaucoup plus considérables et qui avaient beaucoup moins d'argent. Ils ont réparti leurs versement sur une certaine période de temps.

Mais, pour revenir maintenant à la construction du Centre national des Arts, en toute déférence, à l'égard des témoins qui sont ici aujourd'hui, je ne pense vraiment pas que vous puissiez convaincre beaucoup de Canadiens que ce n'est pas là un grand acte de générosité. Parce que, comme vous le savez, il y a trop de gens qui ont la manie des édifices culturels. Ils pensent que lorsqu'on construit un édifice, l'affaire est faite. Ce qu'on en fait après, personne ne s'en soucie. Mais, en même temps, partout où je vais, et j'ai eu l'occasion de voyager à travers le pays, les gens se moquent de ces édifices. C'est un sujet de dérision que la population canadienne ait dépensé 46 millions de dollars pour un centre culturel.

Par exemple, si vous vous adressez à ces compagnies qui ont un budget pour certains dons, qu'elles allouent à des secteurs déterminés vous verrez qu'elles consacrent cet argent à des activités dont elles vont retirer un profit direct ou indirect.

Une grande société donne de l'argent pour des bourses d'études et vous dites: c'est merveilleux, elle encourage l'éducation. Mais ils ne pensent qu'à ce qu'ils en retireront. Ils peuvent obtenir des ingénieurs, des travail-

[Text]

able to get engineers, or social workers, or doctors, or scientists, or what have you, to use in their firm. They will give for universities, for hospitals, for welfare and scholarships, but when you talk to them about art and culture nine out of ten of them back away.

I do not know what we, as a government, or what you, as the conference of the arts, can do to bring about a difference in attitude in this country, but that is what we very badly need. And not just of our governmental groups. I have found very few governments to which I have gone to be not responsive, in spite of all the complaining and the austerity, and so on.

I think we must have in this country a very basic change in attitude to matters having to do with the heart and the soul and the spirit. Within our country we talk of regional economic disparities, but there are cultural disparities. I find, for instance, in the Province

• 1150

of Quebec, in the City of Montreal, that people are much more amenable to ideas relative to culture than are those in English-speaking Canada. Things which are taken for granted in the Province of Quebec become big causes célèbres in Toronto. When they went ahead in Montreal and built two theatres besides the Place des Arts nobody heard anything about it until they were completed. In Toronto the building of the St. Lawrence centre for the arts cost the Mayor his head!

An hon. Member: Look where he is now!

Mr. Givens: Seriously, would you ever talk, in the City of Toronto, of having works of art in the subway stations? I mean bizarre, grotesque, crazy, way out. So we have these regional cultural disparities, and if there is one thing I say thank God for Quebec for, is that the people of Quebec seem to be more mature in this regard. There again, you have an older community. Confederation is only a hundred years old, but the Province of Quebec culturally goes back a few centuries more than that.

This is what bothers me, Mr. Moore and Mr. Cameron, this attitude. And I would like to understand—because you know my heart is in it—how we as governmental representatives can do something for this country, not so much in giving money all the time.

[Interpretation]

leurs sociaux, des docteurs ou des hommes de sciences, etc. qui pourront servir dans leur propre société. Ils donnent aux universités, aux hôpitaux, sous forme de bien-être et des bourses d'études. Mais, allez leur parler d'art ou de culture, 9 sur 10 font marche arrière.

Je ne sais pas ce que nous faisons en tant que gouvernement, ou ce que vous faites en tant que Conférence canadienne des arts pour faire naître une nouvelle attitude dans le pays, parce que c'est ce dont nous avons le plus grandement besoin, et non pas seulement de nos organismes gouvernementaux.

J'ai trouvé très peu de gouvernements auxquels je me suis adressé qui ne m'ont pas répondu malgré toutes les plaintes, l'austérité, etc. Mais je pense qu'au pays, il faut changer radicalement l'attitude des gens face à toutes ces questions qui traitent du cœur, de l'esprit

et de l'âme. Dans le pays, par exemple, on parle de disparités économiques régionales mais il y a des disparités culturelles. Par exemple, dans la province de Québec, à Montréal, plus précisément, les gens sont plus sensibles à la culture que la population de langue anglaise. Des faits qu'on prend pour acquis dans la province de Québec deviennent des causes célèbres à Toronto? A Montréal, on a construit deux théâtres à côté de la Place des Arts et personne n'en a entendu parler jusqu'à ce que ce soit fini. A Toronto, le maire a été délogé à cause de la construction du St. Lawrence Centre.

Une voix: Regardez où il est rendu à l'heure actuelle!

M. Givens: Est-ce que vous songeriez sérieusement à parler d'œuvres d'art dans le métro de Toronto? Je parle d'œuvres d'art bizarres, grotesques, idiotes, dans le vent. Il y a donc des différences d'ordre culturel. Et tout ce que je peux dire c'est «Heureusement que nous avons le Québec!» car la population du Québec semble plus adulte à cet égard. Une fois de plus, cette collectivité est plus ancienne. La Confédération ne date que de cent ans, mais la province de Québec, au point de vue culturel, remonte à quelques siècles auparavant.

Voilà ce qui m'inquiète M. Moore et M. Cameron, cette attitude. Je voudrais comprendre, car vous savez que j'y mets tout mon cœur, comment nous en tant que représentants du gouvernement pourrions faire quelque chose pour ce pays, pas seulement en distribuant toujours de l'argent.

[Texte]

It is not all a matter of money; it is a matter of understanding, of feeling of sympathy, of response, of reflex action, and the people that go to the cocktail parties and go to the openings are not doing their job. Now, I will bet that in this two-week festival here you will not get a ticket for opening night. But what about the third and the fourth and the fifth night? That is what is bothering me.

I wish you gentlemen could help us in establishing this feeling, this attitude, this rapport with the people of Canada. We are a young country and I think we have done relatively well, having regard for the fact that many of our cities do not have the basic physical plant that they should have.

And I need not tell you, Mr. Moore, that in Toronto it became a competition between how much you were going to spend on sewers and how much you were going to spend on culture. This is not just a facetious comparison. There were priorities that had to be set up in the budget, and there were cartoons in the newspapers about so-and-so who championed sewers over Givens who championed culture. Again, I am not trying to be funny. These are very serious basic questions.

The Vice-Chairman: You made quite a bright exposé, but I will ask you in a few minutes to take the Chair because I have to leave. I have to go on a radio program to comment about the arts and different things like that. I have to be there at 12.05 p.m. But before I leave I would like to make a short statement.

Je voudrais exprimer une opinion personnelle que, j'ai l'impression, beaucoup de mes collègues députés québécois partagent. Je voudrais tout de suite m'inscrire en faux contre une déclaration fracassante faite par M. Jean-Noël Tremblay, ministre à l'Assemblée nationale de Québec, déclaration où il a prétendu que toutes les subventions aux Arts ou à la Culture dans la province de Québec devraient être données par le gouvernement provincial.

Je crois que c'est une déclaration mesquine. Prétendre, à la lumière de la situation actuelle, que la culture ou les arts sont des réalités tellement compartimentées qu'elles devraient être exclusivement de la juridiction de telle ou telle province ou même appartenir à une langue ou à une autre, je crois que c'est régler le débat d'une façon très mesquine. Même s'il y a des nuances entre, par exemple, un artiste du Québec et un artiste de l'Ontario, je crois que l'art est une réalité

[Interprétation]

Ce n'est pas seulement une question d'argent, c'est une question de compréhension, de sentiment, de sympathie, de réaction, de réflexes spontanés, et les gens qui vont aux cocktails, et aux grandes soirées de gala ne font pas ce qu'ils devraient faire. Je vous parie que pour le festival d'ouverture de deux semaines, vous ne pourrez pas obtenir un seul billet pour la soirée d'ouverture. Mais la troisième, la quatrième et la cinquième soirée? Voilà ce qui m'inquiète.

Alors, messieurs, je voudrais bien que vous puissiez nous aider à créer cette attitude, ce sentiment, ce rapport avec la population du Canada. Notre pays est jeune et je pense que nous avons assez bien réussi, en tenant compte du fait qu'un bon nombre de nos villes n'ont pas les installations publiques fondamentales qu'elles devraient avoir.

Inutile de nous dire, monsieur Moore, qu'à Toronto, c'est devenu une véritable lutte de savoir combien on va dépenser pour les égouts et combien on dépensera pour la culture. Ce n'est pas simplement une comparaison oiseuse. Il fallait établir des priorités dans le sujet et on voyait dans les journaux des caricatures où M. «D» défendait les égouts contre M. Givins qui défendait la culture. Je n'essaie pas de faire le comédien. Ce sont des questions très sérieuses et fondamentales.

Le vice-président: Votre exposé est brillant, mais je vais vous demander cependant d'assumer la présidence dans quelques instants car je dois passer à la Radio pour faire des commentaires sur les arts et ainsi de suite. Il faut que j'y sois à 12h.05. Avant de partir toutefois, qu'il me soit permis de faire une petite déclaration.

I would like to express a personal view that I do feel is shared by a great many of my colleagues from Quebec. I would like to deny immediately the blustering statement made by Mr. Jean-Noël Tremblay, who is a Minister in the Quebec National Assembly, in which he claimed that all subsidies to the arts or to culture in the Province of Quebec should be given by the provincial government.

I think that this is a petty statement. To pretend, in view of the present situation, that culture or the arts are realities that are so compartmented that they should fall under the exclusive jurisdiction of such and such a province or even belong to one or another language, appears to be a very narrow way of dealing with the situation. Even if there are differences between a Quebec artist, for instance, and an Ontario artist, I do feel that art is something universal and I hardly think

[Text]

universelle et je ne crois pas qu'une peinture soit tellement différente parce qu'elle a été faite par un Allemand, un Italien un Anglais ou un Canadien-Français.

Cette déclaration me rappelle les méthodes de Hitler qui, au faite de sa puissance, brûlait tous les livres qui n'avaient pas été écrits par des ariens. Je serais humilié d'être Québécois ou Canadien si, chez nous, des personnes chargées d'autorité voulaient agir d'une façon qui ressemble à celle qu'on a dénoncée chez Hitler.

Personnellement, comme député du Québec, conscient de ses responsabilités, et je pense que la plupart de mes collègues sont de mon avis, je crois que le gouvernement central se doit d'aider les arts et la culture dans toutes leurs formes, dans tout le pays.

Quand il donne des subventions à nos artistes du Québec, je crois que le gouvernement central s'acquitte d'une responsabilité et d'un devoir envers les Canadiens québécois et je suis heureux qu'il intervienne et je n'y vois aucune objection.

Will you please take over? Unfortunately, I have to leave.

The Acting Chairman (Mr. Givens): Mr. Perrault.

Mr. Perrault: I think Mr. Dinsdale had a supplementary question, Mr. Chairman.

The Acting Chairman (Mr. Givens): Oh, I am sorry. Mr. Dinsdale.

• 1155

Mr. Dinsdale: After the speech that Mr. Givens made, who is now elevated to the exalted position of Chairman of this Committee, this seems to be the time for making speeches. We have had two excellent speeches, and I am wondering if we are going to have any statement in reply before I venture into a new subject. Do any of the witnesses here wish to reply to some of Mr. Givens' comments?

Mr. Moore: I will say a word if you like in response to Mr. Givens. Mr. Chairman, I am sorry you lost your head over culture. You raised a tremendously important question, I think, when you raised the point of somehow or other persuading people that this sort of thing was worthwhile. I think we faced the same sort of problem with public education. Not too many decades ago, there was not recognized the need for putting public money into education, and you will recall there was a bitter fight about taking education out of the hands of private interests.

[Interpretation]

that a painting is very much different because it has been done by a German, an Italian an Englishman, or a French Canadian.

That statement reminds me of Hitler's methods who, at the height of his power, burned all books that had not been written by Aryans. I would be humiliated to be a Quebecker or a Canadian if, in the Province of Quebec, people entrusted with authority would want to act in the way Hitler had.

Speaking as a Quebec member, conscious of my responsibilities,—and I think most of my colleague share my view—I believe the federal government owes it to itself to assist the arts and culture in all their aspects, throughout this country.

When it provides grants to our Quebec artists, I think that it is performing a responsibility and a duty to Canadians from Quebec, and I am happy to see the federal government acting in this way, and I have no objection to this.

Auriez-vous l'obligeance de me remplacer, car je dois partir.

Le président suppléant (M. Givens): Monsieur Perrault.

M. Perrault: Je crois que M. Dinsdale désire poser une question complémentaire.

Le président suppléant (M. Givens): Je m'excuse, monsieur Dinsdale.

M. Dinsdale: M. Givens, après son exposé, est maintenant élevé aux fonctions de président du Comité; il semble donc que ce soit le moment de faire des discours. Nous venons d'entendre deux excellents discours, et je me demande si nous allons entendre une réponse avant que j'aborde une nouvelle question. Est-ce qu'un des témoins a quelque chose à dire sur ce qu'a dit M. Givens.

M. Moore: Je voudrais dire un mot en réponse à ce qu'il a dit. Je regrette que monsieur le président ait été guillotiné pour la cause de la culture. Vous avez soulevé, je pense, une question d'une extrême importance lorsque vous avez parlé de ce qu'il fallait faire pour convaincre la population de la valeur de ce genre de chose. Nous sommes du reste dans la même situation en ce qui concerne l'instruction publique. Il n'y a pas tellement longtemps, on ne reconnaissait peut-être pas la nécessité de consacrer autant de fonds publics à l'éducation, et vous vous souviendrez que lorsqu'il a été question de retirer

[Texte]

I think we are at a similar time now, when we are on the verge of realizing that some of these activities are as important an investment in the community as libraries which are now taken for granted. The public library is now completely taken for granted as a necessity in a civilized community. So are a few other things like drains and swimming pools and things like that. But I think we are slowly coming to realize that these other matters are worthy of public support primarily in the same way that we now have public libraries, public schools, public art galleries, and museums.

It is, of course, an educational process; it does not happen overnight. I think the first national brief that was presented to the Government of Canada was to Mr. Mackenzie King a long time ago, about a national theatre. And his reply was, "I think it is a very good idea, and when the voters are in favour we will do something."

Times have changed since then, if only by the indication of a solid vote by the House for the National Arts Centre at Ottawa. This is a remarkable thing. It was a unanimous vote to build the National Arts Centre in Ottawa.

But it is a different question, I think, when one comes to ask whether this gesture was one of generosity or, from the point of view of some of us at least, unwise, or maybe a little rash, or perhaps not quite what the artists themselves might have liked for a present. It is a little bit like receiving a magnificent present at the time of your wedding which you really have not room for in the house and do not really like. It is a moot point, and a different one altogether from the question of generosity.

There is in my mind no doubt about the generosity. Whether it was really well advised generosity in terms of what Mr. Stanbury mentioned, the inner distribution of available funds, is another question.

• 1200

Mr. Cameron: Mr. Chairman, may I also respond to your remarks before you were in the Chair by saying first of all thank you for reminding me as a fellow Torontonian that I come from a cultural desert, and secondly that when you refer to these great events that are taking place because of centennials, or such things, that would not have taken place otherwise, I feel compelled to suggest that perhaps the role of the practising artist in the planning process is something we too often

[Interprétation]

L'éducation des mains du secteur privé, cela a donné lieu à une chaude lutte.

La situation est assez semblable en ce moment où le point de nous rendre compte d'une partie de cette activité représente un investissement aussi important dans la collectivité que les bibliothèques publiques qui sont prises pour acquies. La bibliothèque publique représente maintenant une nécessité dans une collectivité civilisée, de même que les égouts, les piscines, et ainsi de suite. Mais je crois que nous nous rendons compte de plus en plus que ce genre d'activité mérite également l'appui du public autant que les écoles publiques, les galeries d'art, les musées.

C'est, évidemment, un processus d'éducation, cela ne se fait pas du jour au lendemain. Le premier mémoire présenté au gouvernement du Canada à ce sujet a été présenté à M. Mackenzie King, il y a déjà bien longtemps; il s'agissait d'un théâtre national. Il a répondu, «je crois que c'est une très bonne idée, et lorsque les électeurs seront en faveur nous ferons quelque chose à ce sujet.»

Les temps ont changé depuis, si on en juge seulement par le vote unanime de la chambre en ce qui concerne l'établissement du Centre national des Arts à Ottawa.

Toutefois, ce n'est pas tout à fait la même chose lorsqu'il s'agit de savoir si ce geste était fait par générosité, ou en ce qui concerne certains d'entre nous, un geste malavisé, un peu irrationnel, ou peut-être pas tout à fait ce que les artistes attendaient. C'est un peu comme recevoir un magnifique cadeau de noces qui n'entre même pas dans la maison et qu'on n'aime pas vraiment. C'est sujet à controverse, et pas une question de générosité.

La générosité dans cette affaire ne fait pas le moindre doute pour moi. Quand à savoir si cette générosité était bien avisée, en termes de ce que M. Stanbury a dit au sujet de la distribution intérieure des fonds disponibles, c'est une tout autre question.

M. Cameron: Monsieur le président, puis-je également dire quelques mots en réponse à vos observations, me serait-il permis de vous remercier de m'avoir rappelé qu'en tant que Torontois, je viens également d'un désert culturel. J'ajoute que lorsque vous parlez de ces grands événements qui ont eu lieu à l'occasion de centennaires ou autres raisons et qui n'auraient jamais eu lieu autrement, je suis tenté de répliquer que nous oublions trop souvent le rôle de l'artiste dans le processus

[Text]

forget. In the planning of, let us call it, cultural resource development the practising artist should have a greater role than he has at present at virtually any level of government in this country.

You referred to changing attitudes, and you were referring specifically then, I think, to businessmen and corporations, and so on. I feel that the problem of changing attitudes is a very real and pressing one, but one of the tools that we need to tackle it is information. We need more facts than we now have.

I come back to my recurring, and perhaps now rather hairy, theme about research—about knowledge of the arts industry. I can make odious comparisons with the United States by saying that they have carried out studies there of the effect on the location of industry of available cultural resources. There are data that I can lay my hands on in Ohio and Massachusetts to show that you can attract industry if you have certain resources available. Those kinds of studies have not been done, with exceptional cases, in Canada. That is all part and parcel of studying the art industry in Canada, and again I plead for such study.

The Acting Chairman (Mr. Givens): There is no question—and it has been proven in the United States—that the arts and culture—to use a terribly hackneyed phrase—are good for business. You have made speeches, Mr. Moore, on that score. I do not think there is any question about that.

Mr. Perrault?

Mr. Perrault: I thought your remarks summed up remarkably well the prevailing attitudes in Canada towards support and promotion of the arts. I am rather disturbed by some of the percentage figures on page 6 of the brief. I do not know about the role of the private sector in supporting the arts. Between 1957-58 and 1966-67, 1967-68, in fact, there has been a decline in the amount of support from the private sector, from 14 per cent in 1957-58 to 11 per cent in 1967-68; and presumably that figure is going down in the current fiscal year. That is a very disturbing figure indeed.

Then we read in the brief that there is an economic crisis of unprecedented severity, and when we are told that the taxpayer is going to suffer seriously; are told on page 12 of the summary that extra federal funds must be made available; that the arts have to be protected against undue escalation; that tax relief must be given; that special status must

[Interpretation]

de la planification. Dans la préparation du développement des ressources culturelles l'artiste devrait avoir un rôle plus grand que celui qu'il a, à présent, dans pratiquement tout niveau du gouvernement de ce pays.

Vous avez parlé de l'évolution dans les sentiments. Vous parliez en particulier, je pense, des hommes d'affaires et des corporations. L'évolution dans cette attitude est une chose très réelle. C'est vraiment une chose, d'ailleurs, dont nous avons absolument besoin pour régler le problème. Il faut plus de faits que nous en avons en ce moment.

Je reviens constamment sur la même idée sur la recherche, sur la connaissance de l'industrie artistique. Je pourrais certainement faire des comparaisons peu flatteuses avec les États-Unis, en disant qu'on a fait là-bas des études sur l'implantation de l'industrie et l'implantation des ressources culturelles disponibles. Il y a, par exemple, des endroits dans l'Ohio ou dans le Massachusetts où la preuve a été faite qu'on peut attirer l'industrie si l'on a certaines ressources disponibles. Ces études ont été très rares au Canada. Elles entrent généralement dans le cadre de l'étude des arts en général au Canada. Et je voudrais d'abord que l'on procède à une étude de ce genre.

Le président suppléant (M. Givens): Il a été prouvé aux États-Unis, il n'y a pas de doute, que les arts et la culture sont bons pour les affaires. Vous avez fait là-dessus des discours, monsieur Moore, je pense. Il n'y a aucun doute à ce sujet. Monsieur Perrault?

M. Perrault: Je pensais que vos observations résument de façon excellente l'inquiétude qui existe actuellement au Canada en ce qui concerne les arts et l'appui dont ils sont l'objet. Je suis assez troublé par certains pourcentages qui figurent dans votre mémoire, à la page 6. J'ignore le rôle de l'entreprise privée, dans le contexte de l'aide aux arts entre 1957-1958 et 1966-1967, 1967-1968. En fait, l'aide de l'entreprise privée a accusé une baisse: de 14 p. 100 qu'elle était en 1957-1958 elle est tombée à 11 p. 100 en 1967-1968. Ce chiffre va encore diminuer dans l'exercice financier de cette année, ce qui est assez troublant.

Et nous lisons dans le mémoire qu'il existe une crise économique d'une gravité sans précédent et que le contribuable va en souffrir gravement. On nous dit encore, à la page 12 du résumé, par exemple, qu'il faut des subventions fédérales supplémentaires, protéger les arts contre cette désescalade, soulager de certaines taxes, accorder un statut particulier

[Texte]

be accorded to the arts; and when we see this consistent declining support on the part of the private sector, I think we have a right to ask why this is happening.

The federal government has demands coming in from all sides, from senior citizens and those on fixed incomes, who also say that they want to be protected against rising costs and inflation, to have some tax relief and to have their status protected. With all these demands those in government are first of all faced with the test of sorting out the priorities. Secondly, I think we have a right to ask why there is a decline in percentage support on the part of the private sector.

It is mentioned in this connection on page 8 that your projections for the coming years assume increased investment from the private sector from stepped-up campaigns for funds. I think the members of this Committee would be interested to know specifically what is expected for the forthcoming 12-month period in the obtaining of more money from the private sector?

• 1205

Government cannot be considered to be a vast milch cow for the arts and science and education, and all the rest. If it is so regarded we will have a deficit of even more alarming proportions.

Mr. Chairman, my question relates to the line pursued by you in your excellent statement. We read in the summary that the crisis in the arts must be met by making funds available through all possible federal government sources to maintain excellence and creativity in all the arts, and the federal government is given the responsibility of meeting this anticipated \$1 million a year deficit in the arts. I simply ask why? Why cannot efforts be made in the private sector to raise \$2 million from coast to coast in this country? If that cannot be done I wonder just how healthy are the arts in this country?

The Acting Chairman (Mr. Givens): Mr. Moore, do you wish to reply to that?

Mr. Moore: All over this continent there has been a commensurate decline in private investment as public investment has come into the picture. Most of the organizations that I know of, however, are taking advantage of a new realization among businessmen that these matters are important. Some of us even feel that they are the most important, if we are to call ourselves a civilization.

[Interprétation]

aux arts et nous constatons qu'il y a diminution constante de l'appui de l'entreprise privée. Nous avons le droit à mon avis, de demander la raison de cet état de choses.

Le gouvernement fédéral doit répondre à des demandes de toutes parts, des vieillards, et des personnes à revenu fixe qui veulent aussi être protégés contre la hausse des prix et l'inflation, être soulagés de quelques taxes et que leur «statut» soit protégé. Face à toutes ces demandes, le gouvernement fédéral doit d'abord établir l'ordre des priorités. Nous avons aussi le droit de demander pourquoi il y a réduction de l'appui de l'entreprise privée.

A cet égard, vous dites à la page 8 que d'après vos extrapolations pour l'année qui vient, vous supposez que l'investissement privé augmentera grâce à la multiplication des campagnes de souscription. Nous aimerions savoir ce que vous prévoyez dans les douze prochains mois pour obtenir plus d'argent de l'entreprise privée? Le gouvernement n'est pas une vache à lait qui peut à la fois

nourrir les sciences, l'éducation, les arts, etc., car si c'est ce qu'en pense, le déficit prendra des proportions plus alarmantes. Monsieur le président, la question que je pose entre dans la même ligne d'idée que votre déclaration. On lit dans le résumé qu'on doit régler la crise qui sévit au sein de la vie artistique canadienne en trouvant des fonds de toutes les sources fédérales possibles pour maintenir l'excellence et l'esprit de création dans tous les arts, et le gouvernement fédéral doit payer les 2 millions de dollars de déficit que l'on prévoit chaque année pour les arts. Je me demande seulement pourquoi on ne peut pas trouver ces 2 millions de dollars dans l'industrie privée au Canada. Si cela est impossible, je me pose des questions sur la valeur des arts dans ce pays.

Le président suppléant (M. Givens): Monsieur Moore, aimeriez-vous répondre à cette question?

M. Moore: Dans tout ce continent, on a remarqué une diminution constante de l'investissement de l'entreprise privée au fur et à mesure qu'il y a eu augmentation des subventions du secteur public. La plupart des organismes que je connais, profitent toutefois de ce que les hommes d'affaires constatent de plus en plus l'importance de toutes ces questions. Certains d'entre nous estiment que ce sont les plus importantes si nous voulons être dignes du titre de civilisés.

[Text]

I think it remains for us to convince a lot of others of this, but my own feeling is that when the history books are written what is happening in this sector is going to matter very much. More and more businessmen are coming to realize this in Canada, and that is the basis for our hope that more money will be coming from the private sector with a renewed campaign.

Mr. Perrault: Mr. Chairman, this is not consistent with the figures that have been tabled. I am not being critical, because I have had a long-time interest in the arts.

There has been a decline from 14 per cent in 1957-58, to 11 per cent in 1967-68, at a time when corporate profits have been increasing. Somewhere along the line the business community of Canada has become unconvinced that these activities are worth supporting on the scale on which they must be.

As members of Parliament, whether in opposition or in government, we all know the number of demands that pour in from all sides—the many demands and requests from deserving groups, individuals, organizations and sectors of the community. The question which I think alarms us is why there is this decline in support from the private sector.

You stated that there has been an increasing realization on the part of businessmen. Where is it, on the basis of the statistics presented to the Committee?

Mr. Moore: I think it is only happening now; and it is only a hope, that on this basis we can make a wider appeal than we have ever made. It has been declining steadily, I quite agree, and the statistics show that.

Mr. Perrault: Do you look to a dramatic upsurge in fiscal year 1969-70?

Mr. Moore: Not a dramatic upsurge; I would not say that, no.

Mr. Perrault: We are being told, in other words, that the critical amount involved here is \$2 million a year for the arts in Canada.

Mr. Moore: Yes.

Mr. Perrault: It has also been mentioned that a loss of \$400,000 to the Arts Centre in Ottawa may mean the difference between some cultural activity advancing or declining into oblivion in this country. Is the situation so critical, and if it is, is it simply impossible from the private sector to raise \$400,000 to save some of the worthwhile endeavours, or

[Interpretation]

Il nous reste à faire partager notre avis à beaucoup de gens, mais pour ma part, je suis convaincu que lorsque l'on écrira les livres d'histoire, ce qui se passe dans ce domaine va revêtir une très grande importance. Un nombre d'hommes d'affaires de plus en plus grand s'en rendent compte au Canada, ce qui nous fait croire que nous pourrions trouver plus d'argent dans l'entreprise privée lors d'une nouvelle campagne.

M. Perrault: Monsieur le président, cela ne correspond pas aux chiffres qui ont été déposés. Je m'intéresse aux arts depuis longtemps; ce n'est pas un reproche que je vous fais. Il y a une diminution de 14 p 100 en 1957-1958 à 11 p. 100 en 1967-1968, à un moment précis où les bénéfices des sociétés augmentent, ce qui veut dire que les sociétés privées se sont convaincues que ces activités ne méritaient pas une aide à l'échelle souhaitable. En tant que députés, de l'opposition ou non, nous connaissons tous les demandes qui nous arrivent de tous côtés, de groupes dignes de mérite, de particuliers, d'organismes et de secteurs de la population. Pourquoi l'entreprise privée a-t-elle diminué l'aide financier qu'elle accordait jusqu'ici aux arts? Voilà ce qui m'inquiète.

Vous soulignez que les hommes d'affaires s'intéressent de plus en plus à ces questions, mais est-ce que vous pouvez nous le prouver par les données statistiques présentées au Comité?

M. Moore: C'est un phénomène tout nouveau et nous espérons seulement faire une demande plus grande que ce que nous avons fait à date. Les statistiques montrent, je l'avoue, que cela a diminué de façon régulière.

M. Perrault: Est-ce que vous pensez qu'en 1969-1970, il va y avoir un relèvement sensationnel?

M. Moore: Pas sensationnel, je dirais.

M. Perrault: Autrement dit, on demande présentement 2 millions de dollars par année pour les arts au Canada.

M. Moore: Oui.

M. Perrault: Vous avez dit aussi qu'une perte de \$400,000, soit l'argent accordé au Centre national des Arts à Ottawa pourra faire toute la différence entre le progrès ou le déclin vers la disparition de certaines formes d'activités artistiques au Canada. Est-ce que la situation est aussi critique? Dans le cas de l'affirmative, est-il vraiment impossible de

[Texte]

to raise the \$2 million which is the desired extra amount.

Mr. Moore: I think it is difficult, Mr. Chairman. Surely all governments are faced with exactly the same situation in education which, as I was saying earlier, is pretty closely allied to culture? Our universities are not getting as much from their private campaigns. We have given up almost entirely where primary and secondary schools are concerned; and certainly those that remain have a very difficult time getting private money in view of the public money that is being spent.

Therefore, there are really two questions. One is the economic one about the relationship between the various sources of funding, it would seem to me and the other is whether

• 1210

this is the sort of activity that the private sector should be called upon to support so largely—whether, in fact, it is so much, and so important, in the public interest that we should regard it as we do—as education—an activity into which great sums of money should go from government.

Mr. Perrault: I do not want to pursue this. I know there are other questions and the hour is getting late. However, when we talk about \$400,000 as being the critical amount—and this was mentioned earlier—that is \$40,000 for each Canadian province, and in the case of \$2 million we are talking about \$200,000 for each Canadian province, and it seems to me that those people who are really dedicated to the promotion of the arts should have enough resources and contacts in their communities that even if they are unable to raise the entire amount, they can do infinitely better than they seem to be doing on the basis of the statistics which have been presented to us. The old argument that has been advanced in many discussions before is I wonder how many of the great symphonies or the great plays of the world were written solely because some government subsidized that playwright or that actor or that composer.

Mr. Moore: There is no guarantee.

Mr. Perrault: Do you think that \$400,000 is really going to discourage someone who really has creative instincts from saying, "I am throwing up my hands, I am not going to write this thing at all"? I support what you are trying to do, but it seems to me that far

[Interprétation]

recueillir \$400,000 dans l'entreprise privée pour sauver certaines des entreprises valables ou encore de trouver les 2 millions de dollars nécessaires?

M. Moore: C'est difficile, monsieur le président. Tous les gouvernements font face à la même situation en ce qui concerne l'éducation, qui, comme je vous le disais plus tôt, a un rapport assez étroit avec la culture. Nos universités ne recueillent pas autant d'argent au cours de leurs campagnes. En ce qui concerne les écoles primaires et secondaires, nous ne faisons plus du tout appel à l'entreprise privée. Les quelques rares écoles primaires ou secondaires qui restent ont beaucoup de mal à trouver de l'argent dans l'entreprise privée, par rapport à l'argent dépensé dans le secteur public.

Il y a donc deux questions: l'une est le rapport économique entre les diverses sources

d'argent, il me semble, et l'autre est de savoir si c'est le genre d'activités qui devrait faire appel à l'entreprise privée pour demander une aide aussi considérable ou si, au contraire, elles intéressent suffisamment le public pour que le gouvernement les mettent sur le même pied que l'éducation et investisse beaucoup d'argent.

M. Perrault: Je ne voudrais pas poursuivre indéfiniment, je sais qu'il se fait tard et qu'il y a d'autres questions. Cependant, lorsqu'on nous dit que le montant critique est de \$400,000, c'est \$40,000 pour chaque province au Canada. Dans le cas de 2 millions de dollars, ce serait \$200,000 pour chaque province canadienne. Il me semble que les gens qui s'intéressent vraiment à l'avancement des arts devraient avoir assez de ressources et de contacts dans leurs diverses localités, et s'ils ne les ont pas, en entier ils devraient en tout cas pouvoir trouver au moins plus que ne l'indiquent les données. On a fait valoir ce genre d'argument bien des fois: on se demande combien de grandes symphonies, combien de grandes œuvres, ont été écrites grâce aux subventions qu'un gouvernement a accordé à un auteur ou un acteur.

M. Moore: Il n'y a pas de garantie.

M. Perrault: Pensez-vous que ces \$400,000 découragent celui qui a vraiment l'esprit créateur, lui fassent tout abandonner son œuvre? Je suis d'accord avec ce que vous tentez d'accomplir, mais je pense que le secteur privé doit faire beaucoup plus. On ne peut

[Text]

more has to be done in the private sector. The government cannot simply be approached for another massive handout while the artists are simply dedicating themselves to the creative job. There must be people who are supporting these organizations who can raise more money than they have been doing.

Mr. Moore: Sir, would you make the same reply—if I may ask this through the Chairman—to our universities?

Mr. Perrault: Yes, I think that a far better job can be done in the matter of encouraging wealthy alumni to donate some of the resources, which they have been able to acquire largely as a result of being given an education at public expense, to our institutions of higher learning. It is the whole attitude, as the Chairman has so well stated, of all of us toward what the role of government should really be.

The Acting Chairman (Mr. Givens): Mr. Moore, it is not only money. I would be willing to disregard quantum, but it is attitude and involvement, the idea that they are involved and they really mean business. If a man gives me \$100,000 or \$1 million, it is important, you can use the money but, as you say, to really feel that they consider it necessary may be of the highest priority. If we make pretensions to be a civilized state, by what right do we do this? Are we merely an appendage of the American culture or do we have a culture and civilization of our own? So, by what right do they make these pretensions? And if they make them they should be prepared to back them up by attitude, by involvement and by the colour of their money. Mr. Dinsdale.

Mr. Dinsdale: Before I change the subject, I have a supplementary on the question raised by Mr. Perrault. Toronto and Montreal have been mentioned here today. Winnipeg enjoys very thriving cultural activity, including a symphony orchestra, ballet, the Manitoba Theatre Centre, the home of the youth orchestra, and so forth. Do you gentlemen have any insight into how this city, in Western Canada has been able to support this widespread and diverse cultural activity?

The Acting Chairman (Mr. Givens): If I may interject, was the physical plant not a matter of the Centennial, that you had enough foresighted people in public life who decided to pool their municipal, provincial and federal resources for the purpose of establishing a plant?

[Interpretation]

pas s'attendre que les pouvoirs publics continuent à donner de l'argent en masse; il doit tout de même y avoir des gens qui peuvent trouver plus d'argent qu'ils n'en ont trouvé jusqu'ici pour ces organismes.

M. Moore: Pensez-vous la même chose au sujet de la situation des universités, si je puis poser la question par l'entremise du président?

M. Perrault: Je pense qu'on pourrait faire beaucoup plus pour trouver de l'argent auprès des anciens assez fortunés. Je pense que ces derniers pourraient donner une partie des revenus qu'ils obtiennent grâce à l'éducation qu'ils ont reçu de ces institutions, éducation payée par le public en grande partie. Il s'agit d'une attitude globale, comme l'a si bien dit le président.

Le président suppléant (M. Givens): Monsieur Moore, il ne s'agit pas seulement d'argent, mais aussi d'attitude et d'engagement. Il s'agit de donner aux gens l'idée que la chose nous intéresse. Donnez \$100,000, donnez 1 million, c'est beau, c'est très bien, on peut toujours faire quelque chose d'utile avec cet argent, mais c'est la question d'engagement et d'intérêt qui importe. Nous parlons d'un état civilisé, d'accord. Est-ce que nous sommes simplement une succursale de la culture américaine où est-ce qu'il y a chez nous une culture, une civilisation particulières. De quel droit prétend-on cela? Il y a des gens qui prétendent cela: qu'ils confirment donc leur attitude par leurs engagements et par leur argent. Monsieur Dinsdale.

M. Dinsdale: Avant de changer le sujet, j'ai simplement une question à ajouter à la question que vient de poser M. Perrault. On a parlé de Toronto et de Montréal aujourd'hui. Winnipeg a aussi un monde culturel très actif, avec ballet, opéra, orchestre symphonique, centre culturel, le Manitoba theatre Centre, et aussi l'Orchestre des jeunes; est-ce que ces messieurs savent comment une ville de l'Ouest comme celle-là a pu soutenir l'activité culturelle aussi diverse et étendue?

Le président suppléant (M. Givens): Si je puis dire, est-ce que le projet n'a pas été fait grâce au centenaire? N'était-ce pas parce qu'il y avait assez de gens prévoyants dans le secteur public qui ont réuni les ressources des gouvernements municipaux, provinciaux et fédéral pour établir ce centre culturel?

[Texte]

Mr. Dinsdale: No, this sort of grassroot cultural activity had been going on for many years. Does Mr. Cameron have any comment to make?

Mr. Cameron: Mr. Chairman, I am afraid I cannot shed any light here, but at the risk of being out of order I would like to add one last comment to the discussion about the business community supporting the private sector before we turn to Mr. Dinsdale's new question. In case my silence may have suggested that the Canadian Conference of the Arts was either unconcerned or unaware of this problem, I want to correct that by saying that for some time past and at the present time the Canadian Conference of the Arts is carrying on discussions with the Secretary of State relating to the whole question establishing on a national basis a committee, or whatever it may be called, of the business

• 1215

community that is concerned with the support of the arts in Canada. This is an active concern of the Conference, although I cannot speak to it in detail at this time, and I would not like any of you to think that it is a matter of which we are not aware or about which nothing is being done.

Mr. Dinsdale: With your permission Mr. Chairman, I would like to proceed to the impact of American and foreign culture on Canadian culture. This tends to be one of the great Canadian problems with every other group that we have had before this Committee. To pinpoint the difficulty, I imagine there is a wide differential between the wage structure for Canadian artists and the wage structure south of the border, and that this would result in what we refer to as the brain drain. Is this wage structure determined by union scales and are these unions international or national? What accounts for the differential, if there is one, between the wage structure in the artistic areas?

Mr. Mongrain: May I ask a question to clarify this. Are you only talking about the CBC or do you mean any kind of performances?

Mr. Dinsdale: All artistic performances, yes.

The Acting Chairman (Mr. Givens): Are you talking about the basic wage scale structure or what the stars will make? I suppose you mean the basic wage scale structure?

Mr. Dinsdale: Yes.

[Interprétation]

M. Dinsdale: Non, cela remonte à plusieurs années, cette sorte d'activité culturelle des citoyens. M. Cameron aurait-il des remarques?

M. Cameron: Sans prétendre illuminer la discussion, je voudrais ajouter à ce qu'on disait au sujet du monde des affaires qui aide le secteur privé, avant la question de M. Dinsdale. Au cas où mon silence aurait laissé croire que le Conférence canadienne des arts n'était pas au courant du problème, et ne s'en préoccupait pas, c'est une impression que je veux corriger. A l'heure actuelle et depuis quelques temps la conférence canadienne des arts est entrée en pourparlers avec le Secrétaire d'État au sujet de la question de l'établissement éventuel d'un comité consultatif national où entreraient des hommes d'affaire qui s'intéressent à toutes choses artistiques au Canada. La Conférence s'intéresse activement

à cette question, mais je ne voudrais pas entrer dans les détails de la question; je ne voulais pas qu'on pense que la Conférence n'était pas au courant du problème ou n'y faisait rien.

M. Dinsdale: Monsieur le président, avec votre permission, j'aimerais passer à l'effet de la culture américaine et étrangère sur la culture du Canada. C'est un grand problème qui se pose dans notre pays; tous les groupes qui ont témoigné devant le Comité l'ont mentionné. Cernons un peu la difficulté: j'imagine qu'il y a une différence énorme entre les revenus de l'artiste canadien et ceux de l'artiste américain. C'est ce qu'on a appelé le «brain drain», l'exode des compétences. Les salaires sont-ils fixés par un syndicat; les syndicats sont-ils nationaux ou internationaux? Qu'est-ce qui explique la différence des gains dans divers domaines artistiques?

M. Mongrain: Puis-je poser une question pour éclaircir cela? Parlez-vous uniquement de Radio-Canada, ou de n'importe quelle sorte de spectacles?

M. Dinsdale: Tous les spectacles.

Le président suppléant (M. Givens): Mais est-ce que vous parlez du régime des traitements général, ou est-ce que vous parlez de ce que gagnent les étoiles? Vous parlez probablement du régime global des traitements.

M. Dinsdale: C'est cela.

[Text]

The Acting Chairman (Mr. Givens): In other words, if a musician works in Ottawa does he get as much as he would in New York?

Mr. Dinsdale: The point that was made earlier, Mr. Chairman, is that musicians in our symphony orchestras receive a minimal salary when compared to equivalent salaries south of the border. What is the cause of this wage differential which results in this brain drain which we are all aware of?

The Acting Chairman (Mr. Givens): First of all, is there such a wage disparity? Second, if there is, why?

Mr. Cameron: Mr. Chairman, I think we will have to take it in pieces. I hate to use the term "categories of arts", but in the performing arts we cannot talk about the actors, the musicians, the painters and the sculptors all in one group. I think in the case of the visual arts—and I am thinking specifically of the painter, the sculptor and the worker in mixed media—that it has to do with the question of market and distribution so that one of our most successful Canadian painters will have a dealer in London, England, because that is where the market is. He sells nothing at all through New York, Toronto or Montreal. He sells through a dealer in London and does well. Some of the most successful Canadian painters in Toronto and Montreal have a dealer in New York because that is where the market is, and their income is determined by getting their product to market. It is like growing onions, you have the same sort of problem.

In the professions which are related to museums and art galleries there is again a disparity. It has to do with the fact that the salaries in these professions are related to academic salaries. To generalize, a full curator in a museum is usually paid about the same amount of money as a full professor at a university in the same area, so you would get the same disparity of salaries as you would between universities on two sides of the border, and it is a very active and mobile labour market between Canada and the United States.

Mr. Dinsdale: According to recent reports, lots of university people come to Canada.

Mr. Cameron: Yes, and many, many artists are staying in Canada for a lot of the same reasons that many academics are coming to Canada, but I would suspect that has very little to do with wages.

[Interpretation]

Le président suppléant (M. Givens): En d'autres termes, un musicien travaillant à Ottawa gagne-t-il autant que s'il était à New York?

M. Dinsdale: Ce qu'on a dit plus tôt, monsieur le président, c'est que les musiciens de nos orchestres philharmoniques reçoivent un bien petit salaire si on le compare à celui des musiciens américains. Qu'est-ce qui cause cette différence qui, à son tour, cause l'exode des compétences?

Le président suppléant (M. Givens): D'abord, il y a disparité; ensuite, pourquoi?

M. Cameron: Répondons à ces questions une à une. Je n'aime pas l'emploi du terme «catégories d'artistes»; nous ne voulons pas parler, dans les arts du spectacle, du peintre ou sculpteur, de l'acteur et du musicien comme faisant partie du même groupe. Dans le cas des arts visuels, soit sculpture, peinture et autres artistes, il est question de marchés et de distribution. Un de nos plus grands peintres canadiens a un vendeur à Londres: c'est là qu'est le marché, il ne vend rien ni à New-York, ni à Montréal, ni à Toronto. Il vend à Londres, et il vend bien. Certains de nos peintres à Toronto ou à Montréal ont des vendeurs à New York, car ils y trouvent leur marché et leur revenu dépend de ce qu'ils puissent acheminer leurs œuvres vers le marché.

En ce qui concerne les arts graphiques, liés aux musées et galeries d'art, il y a aussi un écart. Les salaires dans ces professions sont fondés sur ceux des professeurs dans les universités. Un conservateur de musée, par exemple, est traité à peu près de la même façon qu'un professeur dans une université de la même région. L'écart entre les salaires entre ces groupes est le même qu'entre les universités des deux côtés de la frontière et le groupe est très mobile, très actif, entre les États-Unis et le Canada.

M. Dinsdale: Il vient beaucoup de professeurs des États-Unis, selon les derniers rapports.

M. Cameron: Un grand nombre d'artistes vient s'établir au Canada pour la même raison que les universitaires viennent au Canada, mais cela n'a rien à voir au traitement, je pense.

[Texte]

Mr. Moore: Perhaps one reason, Mr. Chairman, is that American university professors who come to Canada are tax-free for the first three years.

Mr. Dinsdale: That is interesting.

Mr. Cameron: I cannot speak to the question of onions, but I am sure that Mr. Roux or Mr. Moore could.

The Acting Chairman (Mr. Givens): Mr. Roux, Mr. Dinsdale raised the question if there are wage disparities and if there are, why are there?

M. Roux: A ma connaissance, je ne crois pas qu'il y ait de différence entre les salaires versés selon les normes de l'Actors' Equity aux États-Unis et ceux versés selon les normes de l'Actors' Equity au Canada. Pour ce qui est de la province de Québec, les normes sont tout à fait différentes, les cachets versés ne sont pas calculés sur les mêmes bases et il serait extrêmement difficile de faire des comparaisons. Mais là, nous parlons évidemment des salaires minima, nous ne touchons pas aux salaires excédentaires. Il n'y a plus aucune comparaison à faire entre ce que reçoit un comédien de premier ordre au Canada et ce qu'il peut recevoir aux États-Unis, il n'y a plus aucune mesure valable. Par exemple, si nous pensons à Stratford, je ne crois pas que aucun salaire à Stratford dépasse 500 ou 600 dollars par semaine alors que s'il descend aux États-Unis, le même comédien pourra toucher facilement dix fois plus s'il occupe la même situation.

Mr. Moore: If I may add something further, Mr. Chairman, a distinction must be drawn—which Mr. Cameron was implying—between those artists who can work in Canada and market their work abroad, such as painters, writers and film makers in particular, which may well turn out to be a very large industry here, and performers who either have to work in Canada, such as actors, singers, dancers, musicians and so on, or go where the bigger audiences are. They are the ones who really face the decision of either staying in Canada or migrating to the bigger audiences, which is the root of the bigger money business, unless they prefer not to give concerts, like Glenn Gould, but merely make recordings which can then be sold all over the world. However, whether the performers are musical or theatrical, they must go where the audiences are. This is always a difficult decision for them because, of course, a much greater amount of money can be made in the theatrical capitals of the world.

[Interprétation]

M. Moore: Je crois que c'est parce que les professeurs d'universités qui passent la frontière vers le Canada sont exemptés d'impôt pendant trois ans.

M. Dinsdale: Très intéressant.

M. Cameron: Je ne puis parler des syndicats, mais je sais que M. Roux ou M. Moore pourront en parler.

Le président suppléant (M. Givens): Est-ce qu'il y a des écarts de traitements entre les deux côtés de la frontière, et si oui, pourquoi?

Mr. Roux: To my knowledge, I do not think there are any differences in the salaries paid according to the Actors' Equity standards in the United States, and those paid according to the Actors' Equity standards in Canada. With regard to the Province of Quebec, standards are entirely different. The fees are not calculated on the same basis, and it would be very difficult to make any comparisons. However, here we are dealing with minimum wages. We are not dealing with surplus income. There is no comparison at all between what a first-rate actor in Canada is paid and what he would get in the United States. There is no valid common measure. For instance, if we take Stratford, I do not think that any salary in Stratford exceeds \$500 or \$600 a week, whereas if he were to go down to the U.S.A., the same actor would be able to receive 10 times as much in a similar position.

M. Moore: Il faut faire une distinction comme dit M. Cameron, entre les artistes qui peuvent travailler au Canada et vendre leurs produits à l'étranger, tels les peintres, les écrivains, et les cinéastes, ce qui pourrait devenir au Canada une industrie fort importante, et ceux qui, comme les acteurs, les chanteurs, les danseurs, les musiciens, peuvent travailler au Canada ou aller là où se trouvent des auditoires plus importants. Ce sont eux justement qui ont à choisir entre le Canada ou des auditoires plus importants où du point de vue monétaire, les affaires sont meilleures. A moins qu'ils préfèrent, comme Glen Gould, ne pas donner de concerts mais se limiter à des enregistrements qui peuvent être vendus dans le monde entier. Les artistes, qu'il s'agisse de musique ou de théâtre, doivent se produire là où il y a des spectateurs. Mais la décision est toujours difficile à prendre car il est plus rentable, du seul point de vue monétaire, de se trouver dans les capitales artistiques du monde.

[Text]

Mr. Cameron: Mr. Chairman, in the areas of music and dance I should explain that my information is secondhand, but I have been asking questions this past week and I understand that in the major symphony orchestras what I would call the guaranteed annual income, what can be guaranteed to a musician here, which is not only his wage but the number of weeks in his season, is much, much lower than what this man could expect if he went to Philadelphia or elsewhere in the United States, or if he should go to London, and although the reasons for our people staying here are many and varied they are obviously not economic. In the area of dance I understand that there are shocking discrepancies between what a good dancer in a ballet company is paid in this country and what he is paid in a comparable company in the United States.

Mr. Dinsdale: On the other side of the coin, you were mentioning the export of Canadian artistic talent, which would appear to be a growing market. I presume, by the same token that the import of foreign art, and particularly American, is one of the serious problems in our developing artistic activity. Does this constitute a major problem with respect to contributing to the economic crisis and do you have any suggestions as to how it might be dealt with? I am referring to sculptural import and painting import and, of course, all sorts of people from the performing arts.

Mr. Cameron: Mr. Chairman, I cannot speak in the area of the import problem as far as the performing arts are concerned. In the visual arts I do not believe there is a serious problem of competition at the moment because the foreign art, if you wish to call it that, painting and sculpture, and so on, is being brought in for exhibition, which is all within the healthy tradition of cultural exchange.

As to the export market in the visual arts, that is the way many of our successful visual artists stay alive and buy their groceries. With respect to the export field in the performing arts, I recall a discussion with Mr. Jacques Gignac of the Cultural Affairs Division of External Affairs in January at a meet-

[Interpretation]

M. Cameron: En ce qui concerne la musique et la danse, je devrais dire que mes renseignements n'avaient pas été obtenus directement; je me suis renseigné au cours de la dernière semaine et je crois comprendre que ce qu'on pourrait appeler le salaire annuel garanti des membres des grands orchestres symphoniques, il ne s'agit pas uniquement du salaire mais du nombre de semaines de travail garanti, est de beaucoup inférieur à ce que le même musicien pourrait obtenir à Philadelphie, ou ailleurs aux États-Unis, ou à Londres. Bien que les raisons pour lesquelles ces gens demeurent au Canada soient variées, elles ne sont certes pas économiques. Dans le domaine de la danse il y aurait d'énormes écarts entre ce qu'un bon danseur de ballet pourrait gagner au Canada et dans une compagnie similaire aux États-Unis.

M. Dinsdale: Vous avez parlé tout à l'heure, et c'est l'autre côté de la question, de l'exportation des talents canadiens. Je suppose que, du même coup, l'importation de l'art étranger et en particulier de l'art américain, constitue l'un des problèmes importants auxquels il faut faire face dans l'amélioration de l'activité artistique au Canada. Est-ce que cela explique en partie la crise économique dans laquelle nous nous trouvons? Comment, à votre avis, serait-il possible de régler ce problème? Je songe, évidemment à l'importation de sculptures et de peintures à la la venue, au Canada de personnes qui œuvrent dans les divers arts d'interprétation.

M. Cameron: Je ne puis parler du problème de l'importation dans le domaine des arts d'interprétation. Pour ce qui est des arts visuels, je ne crois pas qu'il y ait de problème, à l'heure actuelle. L'art étranger, si on veut l'appeler ainsi, est introduit au pays à l'occasion d'expositions, ce qui est une formule normale d'échanges culturels.

Pour ce qui est de l'exportation d'œuvres canadiennes, c'est un moyen pour plusieurs de nos bons artistes de joindre les deux bouts. Pour ce qui est de l'exportation dans le domaine des arts d'interprétation, je me souviens d'une discussion à laquelle M. Jacques Gignac de la division des Affaires extérieures

• 1225

ing of the Conference when he was asked about the way in which the government presented Canada's image abroad through the export of ballet, symphony orchestra and theatre companies, and someone asked him whether or not when we were spreading

participait en janvier. Alors qu'on lui demandait comment le gouvernement peignait le Canada à l'étranger grâce à l'exportation de la culture, qu'il s'agisse de ballet, de musique ou de théâtre, quelqu'un lui a demandé si les compagnies théâtrales qui étaient envoyées en

[Texte]

Canada's image abroad, and so on, and we sent a theatre company on tour in Europe, if they were supported in the same style which trade commissions travelling abroad had become accustomed to. I do not recall Mr. Gignac's answer to that question and I do not wish to pursue it.

The Acting Chairman (Mr. Givens): As a matter of fact, I would hate to see a high tariff wall put on. Actually, there is one piece of sculpture that was imported into the city that I come from which probably did more to stimulate the production of sculpture and interest in sculpture than any single import has done in the history of the city, and I think I can say this without exaggerating. I would not want to exaggerate on that score. That also contributed to the loss of one's head. Seriously, though, I do not think there is any question that something of that nature or, indeed, as in the case of an opera performance or a ballet performance, where you bring in an outstanding artist or an outstanding dancer from New York, that it makes a big difference and it stimulates interest in it rather than having a deterring effect. Are there any further questions?

Mr. Dinsdale: The point was made that in Canada a lot of the individual artists have to indulge in moonlighting in order to survive. What is the nature of this moonlighting? I suppose a lot of them would teach. Are a lot of them connected with schools, universities, and so forth, and do you not think that this is a happy relationship?

Mr. Cameron: No, I would not, Mr. Chairman. There are instances that come to mind of painters who are teachers; they are great teachers but not very good painters. So, let us classify them as very good teachers who also paint. However, there are many painters who can find little time for their painting because they have to teach in order to live, but those who can find supplementary employment that is related to the practice of their art are the fortunate ones. The poet who writes copy in an ad agency, the playwright who drives a cab, the composer who works as a technician in a radio station or drives a truck, these are the people who in effect are being forced to take their art and their profession, which has taken years and years of training, almost as a weekend thing, as a hobby, while staying alive through some other job as they find their way.

It is the musician who plays in a symphony orchestra and who teaches, if he is very lucky, a class or course at a local school or conservatory and who takes pupils in the

[Interprétation]

Europe étaient aussi bien traitées que les missions commerciales. Mais je ne me souviens plus de la réponse de M. Gignac.

Le président suppléant (M. Givens): Je détesterais voir l'instauration de tarifs élevés. Une sculpture qui a été importée dans la ville d'où je viens a probablement fait davantage pour stimuler la création de sculpteurs et l'intérêt pour cet art que toute autre importation effectuée dans l'histoire de la ville. Et je n'exagère pas. Je ne voudrais d'ailleurs pas exagérer. Je ne doute pas qu'un événement de ce genre vu la venue d'un artiste exceptionnel ou d'un danseur exceptionnel de New York stimule l'intérêt au lieu de le faire diminuer. Y a-t-il d'autres questions?

M. Dinsdale: Quelqu'un a déclaré, qu'au Canada, de nombreux artistes ont dû se trouver un emploi secondaire pour pouvoir survivre. De quel genre de travail s'agit-il? Je suppose que plusieurs ont fait de l'enseignement. Plusieurs d'entre eux ne sont-ils pas en relation avec des écoles, des universités? Est-ce que vous ne pensez pas que c'est une bonne chose?

M. Cameron: Non, je ne suis pas de votre avis. Je songe, entre autres, à plusieurs de ces peintres qui sont également professeurs; ils sont d'excellents professeurs mais de médiocres peintres. Admettons que ce soient des bons professeurs, qui, par-dessus le marché, peignent. Il y a un grand nombre de bons peintres qui ne trouvent pas le temps de peindre parce qu'ils doivent enseigner pour vivre. Ceux qui peuvent trouver un autre emploi qui soit en relation avec l'art qu'ils exercent sont les plus chanceux. Le poète qui se fait publicitaire, le dramaturge qui devient chauffeur de taxi et le compositeur qui devient technicien dans un poste de radio ou camionneur, voilà des personnes qui doivent faire de leur art ou de leur profession un passe-temps pendant que leur autre travail leur permet de vivre.

C'est le musicien, qui fait partie d'un orchestre symphonique et qui enseigne dans une école ou un conservatoire et qui enseigne également le soir et les fins de semaine pour

[Text]

evenings and on weekends in order to produce an income that permits him to live reasonably with his wife and children that I am concerned about, because to me he cannot give what he should be giving of himself in his role as a musician when I buy a ticket to hear a symphony orchestra. He has to have this multiplicity of jobs in order to be a professional musician. It is not just a question of saying that he teaches and he paints or he teaches and he plays, and that is a happy combination. That is not the situation I refer to at all.

Mr. Dinsdale: Mr. Moore mentioned that the universities were making a larger contribution to the development of the arts in Canada, and I know it to be a fact that most university faculties are now moving forward pretty strongly into the creative arts. Is this not a basis of support that could be increased and enlarged upon?

Mr. Moore: Yes, I think it could, Mr. Chairman.

Mr. Dinsdale: It would at least provide a continuing economic base for individuals involved in artistic pursuits.

Mr. Moore: Yes, and most of the organizations I know about are busily involved in working with the universities in this very respect. For instance, at this large centre in Toronto we have a university committee which is under the chairmanship of President

• 1230

Bissell, and we are working with both the Graduate Centre for the Study of Drama at the University of Toronto and the new Faculty of Fine Arts and Communications at York University. In addition, we are working with some of the universities in Quebec in regard to French theatre. This area is beginning to grow and can become very important.

Mr. Cameron: There is an exciting campus to be observed at the University of Calgary, where the Faculty of Fine Arts now includes many studios. As Mr. Moore said earlier, a laboratory was accepted on campus sixty years ago, but on most a studio is not accepted yet. There are many studios in Calgary and the Faculty of Fine Arts is very much an active, producing art school as well as being a proper university faculty.

Mr. Moore: The West has been well ahead in this compared to the rest of the country.

The Acting Chairman (Mr. Givens): That is true, the universities are the fallow ground; without them you "aint's got nothin'".

[Interpretation]

faire vivre sa famille convenablement, qui me préoccupe parce qu'il ne donne pas tout ce qu'il devrait comme musicien lorsque je me procure un billet de concert. Il doit cumuler tous ces emplois pour pouvoir demeurer un musicien professionnel. Il ne suffit pas de dire qu'il enseigne et qu'il peint, ou qu'il enseigne et qu'il joue et que tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes. Ce n'est pas ce dont je parle.

M. Dinsdale: M. Moore a déclaré que les universités canadiennes collaboraient davantage maintenant au développement des arts et je sais que c'est exact. Est-ce qu'on ne pourrait pas justement profiter de cet état de choses pour améliorer encore la situation.

M. Moore: Je crois que ce serait possible.

M. Dinsdale: Ceci entraînerait, tout au moins, une base économique permanente pour ceux qui poursuivent des buts artistiques.

M. Moore: Oui, et la plupart des organismes que je connais travaillent présentement en étroite collaboration avec les universités, en ce domaine. Ainsi il y a, à Toronto, ce comité que préside M. Claude Bissell. Nous travaillons de concert avec le *Graduate Cen-*

tre for the Study of Drama de l'Université de Toronto et la nouvelle faculté des Beaux-arts et communications de l'Université York. En outre, nous travaillons en collaboration étroite avec certaines des universités de la province de Québec pour ce qui est du théâtre français. Ce domaine se développe et pourrait devenir très important.

M. Cameron: A l'université de Calgary, par exemple, la faculté des Beaux-arts possède de nombreux studios. Comme l'a dit M. Moore, plus tôt, les laboratoires ont été acceptés il y a 60 ans, mais sur la plupart des campus les studios destinés aux beaux-arts ne le sont pas encore. Il y a plusieurs studios à Calgary et la faculté des Beaux-arts est une école d'arts très active et une bonne faculté universitaire.

M. Moore: L'Ouest du pays est bien en avance sur le reste du pays à ce sujet.

Le président suppléant (M. Givens): Il est vrai que les universités sont des pépinières dans lesquelles nous serions réduits à néant.

[Texte]

Mr. Dinsdale: This is an interesting phenomenon in reference to Winnipeg. Is it because of the influence of so many people with a European background, people who come from a richer cultural heritage than we Canadians do?

Mr. Moore: Perhaps geographic isolation has been partly a factor, that the very busy eastern or western circuit has not always reached into the midwest and this has forced many communities in the American midwest, as well as the Canadian midwest, on to their own resources, which has been a very healthy and enriching kind of experience. The same thing applies on a much larger scale in the Province of Quebec.

The Acting Chairman (Mr. Givens): I concur with your theory, Mr. Dinsdale, that the diverse ethnic origin has something to do with it as well because these people come from countries where music and song and literature and poetry mean a great deal, and this is transmitted by the parents to the young Canadians who are born here and there is a hunger for this. I think that would tend to make a difference, in addition to Mr. Moore's reference to geographically stretched-out areas, and so on.

M. Roux: Je crois, monsieur le président, qu'il faut aussi prendre en considération le fait que tout à coup, dans un endroit particulier, il y a un ou deux, ou trois individus qui, ayant fait du missionnariat pendant dix ans, parviennent à développer une certaine atmosphère qui fait que la communauté elle-même, à un moment donné, exige le support des entreprises privées et des gouvernements. Mais le départ est souvent donné, disons, faute de trouver un meilleur mot, par le dévouement de certains individus.

The Acting Chairman (Mr. Givens): Gentlemen, on Thursday morning at 9.30 we will have the Company of Young Canadians before us and the witnesses will be Claude Vidal, Executive Director; Manon Turbide-Vennat, Executive Assistant; Glen Brown, Administrator; Ian Hamilton, Director of Information and Bernard Muzeen, Operations Officer.

Gentlemen, on your behalf I would like to thank the witnesses who appeared today; Mr. Moore, Mr. Cameron and Mr. Roux. I hope we will see you gentlemen again on some future felicitous occasion. Thank you very, very much.

[Interprétation]

M. Dinsdale: Ce phénomène dont on a parlé au sujet de Winnipeg est intéressant. Est-ce à cause de la présence en tant de personnes de souche européenne, de personnes qui possèdent un bagage culturel plus imposant que les Canadiens?

M. Moore: L'isolement géographique a peut-être joué un certain rôle. Ce qui se passant dans les régions très occupées que sont l'Est et l'Ouest du pays ne transpirait peut-être pas jusqu'au mid-ouest ce qui a forcé plusieurs municipalités du mid-ouest américain tout aussi bien que du mid-ouest canadien à recourir à leurs propres ressources, ce qui s'est avéré une expérience des plus heureuses. La même chose se manifeste, mais sur une plus grande échelle, dans la province de Québec.

Le président suppléant (M. Givens): Je suis d'accord avec la théorie de M. Dinsdale selon laquelle les diverses origines ethniques y jouent un grand rôle. De plus ces personnes viennent de pays où les arts, la poésie, la musique ont une grande importance, et cette importance est transmise pas les parents aux enfants qui naissent ici. Je crois que cet aspect peut entrer en ligne de compte en plus de la mention qu'a faite M. Moore de l'éloignement géographique dont souffrent ces régions.

Mr. Roux: I think, Mr. Chairman, that we should also take into account the fact that suddenly, in a particular place, we will find one, two or three people who, having carried out missionary work say over a ten-year period, manage to develop an atmosphere in which the community itself requires the support of private enterprise and of the various levels of government. But the initial push is often due to, let's say, short of a better word, the devotion of a certain number of individuals.

Le président suppléant (M. Givens): Messieurs, à 9h. 30 jeudi matin nous recevons la Compagnie des Jeunes Canadiens. Les témoins seront Claude Vidal, directeur général, Manon Turbide-Vennat, adjointe au directeur, Glen Brown, administrateur, Ian Hamilton, directeur de l'information et Bernard Muzeen, superviseur des opérations.

En votre nom, je voudrais remercier nos témoins, de ce matin, M. Cameron, M. Moore, M. Roux. J'espère que nous pourrons vous revoir, messieurs, dans des circonstances heureuses. Merci.

[Text]

M. Roux: Monsieur le président, à notre tour, nous vous remercions beaucoup de nous avoir reçus et d'avoir montré autant d'intérêt par les questions que vous nous avez posées. J'espère que nos réponses ont pu vous éclairer.

[Interpretation]

Mr. Roux: Mr. Chairman, we also thank you very much for having heard us and for having showed so much interest through the questions you have put to us. I do hope we have been able to provide answers which were satisfactory to you.

APPENDIX "O"

A CRISIS IN THE ARTS

A brief
presented to
the Government of Canada
by the
CANADIAN CONFERENCE OF
THE ARTS

October 1968

EXECUTIVE COMMITTEE

Music:

John Weinzweig, Toronto; Serge Garant,
Montréal.

Opera, Ballet, Folk Arts:

Herman Geiger-Torel, Toronto; M. le Juge
Jacques Vadbonœur, Montréal.

Theatre:

Mavor Moore, Toronto; Mme Françoise
Graton, Montréal.

Architecture, Environmental and Design
Arts:

Carl Brett, Toronto; Jacques Simard,
Montréal.

Crafts:

Mrs. Robin Watt, Montréal; Michel
Lacombe, Longueuil.

Painting, Sculpture:

Victor Brickus, Toronto; Yves Trudeau,
Montréal.

Literature:

M. Carol Wilson, Toronto; Richard Pérusse,
Montréal.

Museums and Art Education:

John J. Hatcher, Winnipeg; Jean-Paul
Morisset, Ottawa.

Film:

Pierre Patry, Montréal; Donald Brittain,
Montréal.

Arts Councils:

Mrs. Alex B. Plummer, Vancouver.

Committee of Past Presidents:

John C. Parkin, Chairman/Président,
Toronto.

CONSULTATIVE COMMITTEE

Mrs. Otto Koerner, Vancouver; J. Milton
Wright, Calgary; Don A. Ellis, Winnipeg; Al-
ternate: John Graham, Winnipeg; Louis
Applebaum, Toronto; Franklin Arbuckle,

20068—5

APPENDICE «O»

LES ARTS EN ÉTAT DE CRISE

Un mémoire
présenté au
Gouvernement du Canada
par la
Conférence Canadienne des arts

Octobre 1968

COMITÉ EXÉCUTIF

Musique:

John Weinzweig, Toronto; Serge Garant,
Montréal.

Opéra, Ballet, Arts folkloriques:

Herman Geiger-Torel, Toronto; M. le Juge
Jacques Vadbonœur, Montréal.

Théâtre:

Mavor Moore, Toronto; M^{me} Françoise Gra-
ton, Montréal.

Architecture, Urbanisme et Esthétique:

Carl Brett, Toronto; Jacques Simard,
Montréal.

Artisanat:

Mrs. Robin Watt, Montréal; Michel
Lacombe, Longueuil.

Peinture, Sculpture:

Victor Brickus, Toronto; Yves Trudeau,
Montréal.

Littérature:

M. Carol Wilson, Toronto; Richard Pérusse,
Montréal.

Musées et Éducation Artistique:

John J. Hatcher, Winnipeg; Jean-Paul
Morisset, Ottawa.

Cinéma:

Pierre Patry, Montréal; Donald Brittain,
Montréal.

Conseils des Arts:

Mrs. Alex B. Plummer, Vancouver.

Comité des Présidents sortant de charge:

John C. Parkin, Chairman/Président,
Toronto.

COMITÉ CONSULTATIF

Mrs. Otto Koerner, Vancouver; J. Milton
Wright, Calgary; Don A. Ellis, Winnipeg;
Alternate: John Graham, Winnipeg; Louis
Applebaum, Toronto; Franklin Arbuckle,

Toronto; Gordon Hawkins, Toronto; Leon Major, Toronto; Len Peterson, Toronto; J. M. Reynolds, Toronto; Claude Beaubien, Montreal; Marc-André Beaubien, Montreal; Paul-Marie Côté, Chicoutimi; Jean Deschamps, Montréal; Jean Gérin-Lajoie, Montréal; Mlle Jeanne Lapointe, Québec; Col. G. D. Dailley, Fredericton; Donald Wetmore, Halifax; Moncrieff Williamson, Charlottetown; John Perlin, St. John's.

LIST OF MEMBER SOCIETIES

Music

Canadian Music Centre, Toronto; Canadian League of Composers, Toronto; National Youth Orchestra, Toronto; Canadian Music Council, Toronto; Les Jeunesses Musicales du Canada, Montreal; La Société de Musique Contemporaine, Montreal.

Opera

Canadian Opera Company, Toronto.

Ballet

Les Grands Ballets Canadiens, Montreal; National Ballet Guild of Canada, Toronto; Royal Winnipeg Ballet, Winnipeg; Canadian Ballet Festival Association, Toronto; Le Groupe de la Place Royale, Montreal.

Folk Arts

Canadian Folk Arts Council, Toronto; Les Feux-Follets, Montreal.

Theatre

Canadian Theatre Centre, Toronto; The Dominion Drama Festival, Ottawa; National Theatre School, Montreal; Stratford Shakespearean Festival, Stratford; La Comédie Canadienne Inc., Montreal; La Fondation du Théâtre du Nouveau Monde, Montreal; Le Rideau Vert, Montreal; Le Théâtre de l'Estoc, Québec; Canadian Child and Youth Drama Association, Toronto; Manitoba Theatre Centre, Winnipeg; The Vancouver Playhouse and Holiday Theatre Company, Vancouver; Actors' Equity Association, Toronto; Neptune Theatre, Halifax; Shaw Festival, Niagara-on-the-Lake; Theatre Toronto, Toronto.

Architecture, Environmental and Design Arts

The Royal Architectural Institute of Canada, Ottawa; The Town Planning Institute of Canada, Toronto; The Canadian Society of Landscape Architects; The Society of Graphic Designers of Canada, Toronto; Association of Canadian Industrial Designers, Toronto.

Toronto; Gordon Hawkins, Toronto; Leon Major, Toronto; Len Peterson, Toronto; J. M. Reynolds, Toronto; Claude Beaubien, Montreal; Marc-André Beaudoin, Montréal; Paul-Marie Côté, Chicoutimi; Jean Deschamps, Montréal; Jean Gérin-Lajoie, Montréal; M^{lle} Jeanne Lapointe, Québec; Col. G. D. Dailley, Fredericton; Donald Wetmore, Halifax; Moncrieff Williamson, Charlottetown; John Perlin, St. John's.

CONFÉRENCE CANADIENNE DES ARTS LISTE DES SOCIÉTÉS MEMBRES

Musique

Centre Musical Canadien, Toronto; Ligue Canadienne des Compositeurs, Toronto; Orchestre National de la Jeunesse, Toronto; Les Jeunesses Musicales du Canada, Montréal; La Société de Musique Contemporaine, Montréal; Conseil Canadien de la Musique, Toronto.

Opéra

Canadian Opera Company, Toronto.

Ballet

Les Grands Ballets Canadiens, Montréal; National Ballet Guild of Canada, Toronto; Royal Winnipeg Ballet, Winnipeg; Canadian Ballet Festival Association, Toronto; Le Groupe de la Place Royale, Montréal.

Arts Folkloriques

Le Conseil Canadien des Arts Populaires, Toronto; Les Feux-Follets, Montréal.

Théâtre

Centre Canadien du Théâtre, Toronto; Festival d'Art Dramatique du Canada, Ottawa; École Nationale de Théâtre du Canada, Montréal; Stratford Shakespearean Festival, Stratford; La Comédie Canadienne Inc., Montréal; La Fondation du Théâtre du Nouveau Monde, Montréal; Le Rideau Vert, Montréal; Le Théâtre de l'Estoc, Québec; Association Canadienne d'Art Dramatique pour la Jeunesse, Toronto; Manitoba Theatre Centre, Winnipeg; The Vancouver Playhouse and Holiday Theatre Company, Vancouver; Actors' Equity Association, Toronto; Neptune Theatre, Halifax; Shaw Festival, Niagara-on-the-Lake; Theatre Toronto, Toronto.

Architecture, Urbanisme et Esthétique

L'institut Royal d'Architecture du Canada, Ottawa; L'Institut d'Urbanisme du Canada, Toronto; L'Association des Architectes Paysagistes du Canada; The Society of Graphic Designers of Canada, Toronto; Association of Canadian Industrial Designers, Toronto.

Crafts

Canadian Guild of Crafts; Canadian Guild of Potters, Toronto; Association Professionnelle des Artisans du Québec, Montreal; Canadian Craftsmen's Association, Ottawa.

Sculpture and Painting

Sculptor's Society of Canada, Toronto; La Société des Sculpteurs du Québec, Montréal; La Société des Artistes Professionnels du Québec, Montreal; Canadian Society of Painters in Water Colour, Toronto; The Canadian Society of Graphic Art, Toronto; Ontario Society of Artists, Toronto; The Society of Canadian Painter-Etchers and Engravers.

Literature

Canadian Authors Association, Toronto; La Société des Auteurs, Montréal.

Film

Canadian Federation of Film Societies; Association des Cinéastes, Montréal; La Cinémathèque Canadienne, Montréal; Society of Film Makers, Montréal.

Arts Councils

Calgary Allied Arts Council, Calgary; Comité des Arts et Métiers d'Arvida, Arvida, P.Q.; Community Arts Council of Vancouver, Vancouver; Nova Scotia Arts Council, Halifax; St. Catharines and Districts Arts Council, St. Catharines.

Museums—Art Education

Canadian Museums Association, Ottawa; Canadian Society for Education through Art.

This brief is also supported by:

The Montreal Symphony Orchestra; The Toronto Symphony Orchestra; The Vancouver Symphony Society; The Winnipeg Symphony Orchestra.

SUMMARY STATEMENT

A study of the arts in Canada carried out during the past two months shows clearly that there is an economic crisis of unprecedented severity. This brief presents the major factors in the crisis and proposes remedial action by the Federal Government.

The arts industry in Canada is a depressed industry. Federal investment in the arts in recent years has done much to bring the arts closer to economic stability, reducing annual operating deficits and making limited development of Canadian talent and creativity possible. Now, the freeze on federal appropriations for the arts will, in the next budget

Artisanat

Guilde Canadienne des Métiers d'Art; Canadian Guild of Potters, Toronto; Association Professionnelle des Artisans du Québec, Montréal; Association des Artisans du Canada, Ottawa.

Sculpture et Peinture

Sculptor's Society of Canada, Toronto; La Société des Sculpteurs du Québec, Montréal; La Société des Artistes Professionnels du Québec, Montréal; Canadian Society of Painters in Water Colour, Toronto; The Canadian Society of Graphic Art, Toronto; The Society of Canadian Painter-Etchers and Engravers, Ontario Society of Artists, Toronto.

Littérature

Canadian Authors Association, Toronto; La Société des Auteurs, Montréal.

Cinéma

Fédération Canadienne des Ciné Clubs, Association des Cinéastes, Montréal; La Cinémathèque Canadienne, Montréal; Society of Film Makers, Montréal.

Conseils des Arts

Calgary Allied Arts Council, Calgary; Comité des Arts et Métiers d'Arvida, Arvida; Community Arts Council of Vancouver, Vancouver; Nova Scotia Arts Council, Halifax; St. Catharines and District Arts Council, St. Catharines.

Musées et Éducation Artistique

Association des Musées Canadiens, Ottawa; Société Canadienne d'Éducation par l'Art.

Ce mémoire est également appuyé par:

L'Orchestre Symphonique de Montréal; L'Orchestre Symphonique de Toronto; La Société Symphonique de Vancouver; L'Orchestre Symphonique de Winnipeg.

EXPOSÉ SOMMAIRE

L'étude qui a été menée au cours des deux derniers mois sur les arts du Canada a démontré clairement que nous sommes en présence d'une crise économique d'une gravité sans précédent. Nous exposons dans ce mémoire les facteurs principaux de la crise et proposons au gouvernement fédéral les moyens d'y remédier.

L'industrie artistique canadienne est une industrie languissante. Au cours des dernières années, le gouvernement fédéral a investi, dans cette industrie, des sommes assez importantes pour y établir une certaine stabilité économique, en réduire les déficits, tout en facilitant l'emploi et l'épanouissement des talents canadiens. Le blocage des subventions

year, create a regression, and if austerity policies continue for *three* years the nation's arts assets will deteriorate to the deplorable conditions of *ten* years ago.

In this brief, the Canadian Conference of the Arts, speaking for the Canadian arts community, pleads not for the artist nor for the artistic company. Rather the Conference pleads the case of the taxpayer who is the arts consumer and who will suffer the most serious loss as the artists of Canada lose the economic capability to serve their public.

The arts community does recognize the need for current austerity policies in Canada but suggests that limitations on the funds available for the arts demand the establishment of special priorities in spending. These priorities, it is argued, must protect the capital assets of the arts industries—that is the established artists and arts organizations of recognized excellence. The loss of these assets, in which so many millions have been invested, would be false austerity indeed. At the same time, it is pointed out, the non-profit arts industries must be protected from further economic hardships imposed by other federal austerity legislation such as increased postage rates and taxes. Greater co-operation between artistic companies and federal agencies employing artists is proposed. Protection of programs and organizations for the training and development of young Canadian talent is deemed essential.

The crisis in the arts today can be solved within the limitations of austerity policies. Failure to recognize the crisis and take action now will lead to serious problems of cultural poverty in Canada for years to come.

PREFACE

1. The Canadian Conference of the Arts, as its name implies, is a conference of arts organizations listed on the preceding pages. By virtue of this membership in which all of the arts are represented, and wherein all provinces and regions of Canada are represented, it may be said that the Canadian Conference of the Arts speaks not for itself, but for the Canadian arts community.

2. The Conference and its member organizations recognize that this arts community extends throughout the cultural mosaic of Canada wherein the individual character and unique qualities of the parts render a richness

fédérales va créer une régression durant le prochain exercice financier, et si les mesures d'austérité persistent durant *trois* ans, l'actif artistique de la nation va se détériorer pour retourner aux conditions déplorables d'il y a *dix* ans.

Dans ce mémoire, la Conférence canadienne des arts, porte-parole de la communauté artistique canadienne, n'a l'intention de plaider ni en faveur de l'artiste ni en faveur de l'industrie artistique. La Conférence plaide plutôt le cas du citoyen payeur de taxe et consommateur qui subira une lourde perte si les artistes canadiens n'ont plus les moyens financiers de servir leur public.

La communauté artistique reconnaît le bien-fondé de la politique d'austérité actuelle, **mais elle est d'avis que** la restriction des fonds destinés aux arts impose un ordre d'importance dans les dépenses. Cet ordre d'importance devrait protéger l'actif de l'industrie artistique—c'est-à-dire les artistes en place et les organismes artistiques dont l'excellence est reconnue. La perte de cet actif dans lequel tant de millions ont été investis serait le fait d'une fausse austérité. De plus, les industries artistiques sans but lucratif devraient être protégées contre d'autres mesures d'austérité telles que l'augmentation des taxes et des frais postaux. Il devrait exister une plus grande coopération entre les compagnies artistiques et les agences fédérales qui emploient des artistes. Enfin, il est essentiel de sauvegarder les organismes qui ont pour but de former et de développer les jeunes talents canadiens.

La crise qui sévit actuellement au sein des arts peut se régler en tenant compte des mesures d'austérité. Si l'on n'envisage pas cette crise et qu'on ne prend pas dès maintenant les mesures qui s'imposent, le Canada souffrira de pauvreté culturelle pendant plusieurs années.

PRÉFACE

1. La Conférence canadienne des arts, comme son nom l'indique, est une société qui se compose des organismes artistiques nommés dans les pages précédentes. Comme elle compte des membres dans toutes les disciplines artistiques et que toutes les provinces et toutes les régions du Canada sont représentées, on peut dire que la Conférence canadienne des arts est la voix de la communauté artistique canadienne.

2. La Conférence et les organismes qui en sont membres considèrent que cette communauté artistique provient de toute la mosaïque culturelle canadienne et que le caractère individuel de chacune de ses parties apporte une

of character to the whole. The Conference recognizes the importance of preserving the unique qualities of the cultural entities within the country, and knows well that the arts can play the most vital role of all in achieving this goal. Further, the arts are recognized as a force in maintaining rapport and effective communication within the Canadian mosaic.

3. At times when there are crises in the arts in Canada, it is incumbent upon the Canadian Conference of the Arts to become the spokesman of the total arts community, making its concerns, views and needs known to those agencies, officials, or elected representatives in Government in whose hands the resolution of the crisis lies.

4. At the present time, the consensus in all sectors of the arts community is that a critical point has been reached in the life of the country, and that this crisis is directly related to the obligatory role of the Federal Government as one of the primary investors in the arts industries of Canada.

5. Here, and in what follows, it must be understood that the artist, the producer, the film maker, author or composer, or, if you will, the arts industry, pleads not for itself but for those whom it serves—the citizens of this country. Poverty of the mind and spirit are no less a threat to survival than material poverty. Foreign domination of the economy is less a threat to Canada than foreign domination of our ways of life and thought, and in these the arts, alien or our own, shape us and our tomorrow.

6. In response to the great concern of the Canadian arts community, the Canadian Conference of the Arts now addresses itself to the Government of Canada, presenting in the brief which follows a considered opinion on the present status of the arts in Canada, the need for a strengthening of the federal Government's investment in the arts through the Canada Council and other federal agencies and a commentary on the sensitive economic conditions in the arts industries whose economic health is vital to the creative development of our distinctive ways of life and those essential values which bind us together.

A CRISIS IN THE ARTS

7. No less than two decades ago, it could be truthfully said that the arts in Canada had yet to attain status in the international community. Within the nation, artists and arts institutions struggled to achieve economic sta-

plus grande richesse au caractère de l'ensemble. La Conférence reconnaît l'importance de conserver le caractère unique des entités culturelles qui composent le pays et sait que les arts peuvent jouer à cet effet un rôle vital entre tous. De plus, elle croit que les arts peuvent servir de moyen de communication entre les diverses parties de la mosaïque canadienne.

3. Chaque fois qu'au Canada les arts sont aux prises avec des problèmes, c'est à la Conférence canadienne des arts qu'il revient de se faire le porte-parole de la communauté artistique tout entière. Quand cette communauté a des soucis et des besoins, c'est la Conférence canadienne des arts qui doit les révéler aux agences, aux officiels, à ceux que le peuple canadien a élus pour le représenter et résoudre les crises qui surviennent.

4. A l'heure actuelle, de l'avis de représentants de chacun des secteurs de la communauté artistique canadienne, nous avons atteint un point critique et cette crise tient au rôle obligatoire que le gouvernement fédéral doit jouer comme l'un des premiers actionnaires des industries artistiques canadiennes.

5. Dès maintenant, et au cours de la lecture des pages qui suivent, on doit comprendre que l'artiste, le réalisateur, le cinéaste, l'auteur, le compositeur ou, si vous voulez, l'industrie artistique ne plaident pas en faveur d'eux-mêmes, mais de ceux qu'ils servent: les citoyens de notre pays. La pauvreté d'esprit menace la survivance autant que le fait la pauvreté matérielle. La domination étrangère de notre économie menace moins le Canada que la domination étrangère de notre culture que les arts influencent à présent et influenceront dans l'avenir.

6. Considérant la grande inquiétude de notre communauté artistique, la Conférence canadienne des arts s'adresse au gouvernement du Canada et lui soumet dans l'abrégé qui suit un exposé du statut actuel des arts au Canada. Elle y explique la nécessité de renforcer l'investissement du gouvernement fédéral par l'entremise du Conseil des Arts du Canada ou des autres agences fédérales. Elle lui présente également un commentaire sur l'économie fragile des industries artistiques dont la prospérité est essentielle à l'essor et au perfectionnement de nos modes de vie particuliers et des valeurs fondamentales qui nous unissent.

LES ARTS EN ÉTAT DE CRISE

7. Il y a une vingtaine d'années, les arts n'avaient pas atteint, au Canada, le niveau qui les distinguerait à l'échelon international. Nos artistes et nos institutions artistiques luttent encore pour atteindre à l'excellence et

bility and artistic excellence. Canadians only too often measured Canada's artistic achievements and excellence in terms of the number of successful expatriates. Canadian creativity and artistic excellence were not expected at home.

In 1968 this is no longer true. For the past twenty years and more the creative energies of Canadian artists have been, in large part, directed towards the establishment of viable institutions. These efforts have been aided greatly, in the past twelve years, by the founding of the Canada Council and by its judicious and generous support of the arts. Today in painting, sculpture, film, theatre, ballet, opera, music and literature, Canadian artists, performers and production companies have achieved a standard of excellence. For the first time, there is international recognition of Canada as a country worthy of acceptance into the international artistic community. For the first time, Canadian artists, authors, composers and performers are being recognized in terms of their distinctively Canadian achievements.

The last few years have seen Canadian orchestras, theatre companies, ballet companies, film makers, painters and sculptors establishing a new image abroad. In major Canadian cities and, to a lesser extent, throughout the nation, through touring companies, travelling exhibitions and mass media, Canadian audiences have begun to recognize the validity of Canadian artistic expression. Canadian audiences have had a taste of Canadian excellence—the appetite has been whetted.

8. It would be not only naive, but also disastrous, if either the arts community or those who invest in this vital core of cultural development were to become complacent in the light of these first successes. The arts in Canada are coming of age and maturity is being achieved. Economic stability, however, is still in the future and artistic excellence can be claimed only by the few, rather than by the many. The achievements of the past few years can best be described as sound evidence of a potential. The evidence invites increased investments but without such investment, the potential will be lost.

9. To many observers of the Canadian scene who are outside the mainstream of Canadian artistic endeavour and creativity, the Centennial Year is viewed as an explanation for the recent flowering of the arts. The public at large is aware that government investment in the arts was greatly increased during 1967, and the manifestations of special grants and programs were seen in communities large and small across the country. For those involved in the arts, the Centennial Year was surely a

à la stabilité économique. Trop souvent, les Canadiens mesuraient leurs succès en se basant sur le nombre des expatriés qui réussissaient à l'étranger. Nos artistes n'étaient pas reconnus dans leur propre pays.

En 1968, la situation avait changé. Pendant plus de vingt ans, les efforts créateurs des artistes canadiens avaient en grande partie été orientés vers l'établissement d'institutions viables. Au cours des douze dernières années, ces efforts ont été grandement soutenus par le Conseil des arts du Canada et sa politique à la fois judicieuse et généreuse. Aujourd'hui, dans les domaines de la peinture, du cinéma, du théâtre, du ballet, de l'opéra, de la musique et de la littérature, les créateurs, les interprètes et les compagnies ont atteint le niveau de l'excellence. Pour la première fois, les autres pays reconnaissent le Canada comme digne de faire partie de la communauté artistique internationale. Pour la première fois, on applaudit les artistes, auteurs, compositeurs et interprètes canadiens pour leurs réalisations typiquement canadiennes.

Au cours des dernières années, nous avons vu des orchestres, des compagnies de théâtre et de ballet, des cinéastes, des peintres et des sculpteurs percer à l'étranger. Dans nos plus grandes villes et, à un degré moindre, dans le reste du pays, le public canadien a commencé de reconnaître la valeur de l'expression artistique canadienne grâce aux tournées, aux expositions itinérantes, aux journaux, à la radio et à la télévision. Les Canadiens ont goûté à l'excellence canadienne et l'eau leur est venue à la bouche.

8. Il ne serait pas seulement naïf, il serait aussi désastreux que la communauté artistique ou ceux qui ont investi dans les arts s'assoient sur leurs premiers lauriers. Les arts au Canada arrivent à maturité. La stabilité économique, cependant, n'arrivera que plus tard, et l'excellence artistique est le fait d'une minorité plutôt qu'une majorité. Les réalisations des dernières années sont surtout un gage d'avenir. Ce gage doit nous encourager à investir davantage, sans quoi le potentiel que nous avons ne deviendra jamais réalité.

9. Selon des observateurs étrangers à la vie artistique canadienne, la célébration du Centenaire explique notre récent épanouissement artistique. Le public est au courant de l'accroissement considérable de l'investissement gouvernemental dans les arts au cours de 1967, et nos villes grandes et petites ont vu les effets des subventions et des programmes spéciaux dans le pays entier. Pour ceux qui font partie de la communauté artistique, le niveau des subventions atteint durant l'année

year of new and encouraging levels of government investment. It was also a time of unprecedented demand on their financial resources and creative energies.

The Centennial also demonstrated, as never before, the importance of the arts in the morale and life force of the country, in the economy and in the building of Canada's image abroad. To imagine the celebrations of 1967 *without* Canadian artists in all media, is to understand their great contributions of a year ago and their potential contributions to our way of life in the year ahead.

In spite of the successes of 1967 and the new heights which were reached, it would not be realistic to regard the year as one of luxury budgets or a bonanza. The increased government investment in the arts did make creative programming possible and enabled the commissioning of many new Canadian works of art. Not a few individuals and institutions, however, discovered that when the Centennial celebrations were over, the deficit was still there. The arts had been subsidized but the level of investment had not been sufficient to create economic stability. It might be more precise to say that the Canadian arts community generously subsidized the Centennial celebrations.

CENTENNIAL-PLUS-ONE

10. 1968 finds the arts in Canada in a sensitive and hazardous economic condition. The most outstanding production companies and orchestras have seriously accumulated deficits. The operating budgets seldom permit the commissioning of original Canadian works; professional salary scales are still so low that the threat of a serious talent drain is always present; labour and production costs are rising steadily. Investments in the arts by private individuals and by industry are, with a few exceptions, at a point where only a modest increase can be expected. Box office prices and other forms of public financial support are already at levels that meet resistance. Raising prices is not a solution. Investment by municipal and provincial governments varies from region to region but, in most cases, this investment has not kept pace with either the inevitable increases in operating costs or the need for creative growth.

du Centenaire a certainement été un encouragement précieux. Mais ce fut aussi une époque où l'on a beaucoup exigé de leurs ressources financières et de leurs énergies créatrices.

Cette célébration a aussi démontré comme jamais on ne l'avait fait auparavant l'importance des arts pour le moral et la vie du pays, pour l'économie et pour la réputation du Canada à l'étranger. Imaginer ce que les célébrations de 1967 auraient été sans les artistes canadiens—et cela dans toutes les disciplines, c'est découvrir ce que fut, l'année dernière, leur inestimable contribution et ce que sera celle qu'ils nous apporteront, sans aucun doute, au cours des années à venir.

En dépit des succès de 1967 et des nouveaux sommets atteints, il ne serait pas réaliste de considérer l'année dernière comme une année de luxe et d'abondance. L'accroissement de l'aide gouvernementale aux arts a rendu possible la préparation de programmes créateurs et la commande de plusieurs nouvelles œuvres d'art canadiennes. Plusieurs individus et plusieurs institutions, cependant, une fois les célébrations du Centenaire terminées, ont eu la surprise de se retrouver avec le même déficit qu'auparavant. Les arts avaient été subventionnés, mais le niveau des investissements n'était pas assez élevé pour assurer la stabilité économique. Il serait peut-être plus juste de dire que la communauté artistique canadienne avait généreusement subventionné les célébrations du Centenaire.

AU LENDEMAIN DU CENTENAIRE

10. En 1968, les arts se retrouvent, au Canada, dans une situation économique délicate et dangereuse. Nos plus grandes compagnies de théâtre, d'opéra et de ballet, comme nos orchestres symphoniques ont accumulé des déficits sérieux. Les budgets d'exploitation permettent rarement de commander de nouvelles œuvres canadiennes; l'échelle des salaires des professionnels est tellement basse que les menaces de défection sont toujours présentes; les coûts de main-d'œuvre et de production ne cessent de monter. Les investissements faits par les individus ou par l'industrie dans le domaine des arts ont atteint, à quelques exceptions près, un niveau qui ne laisse espérer qu'une faible augmentation. Il est devenu difficile d'augmenter le prix des billets ou les autres formes de revenu public sans rencontrer de la résistance. La hausse de prix n'est d'ailleurs pas une solution. Les investissements municipaux et gouvernementaux varient d'une région à l'autre, mais dans la plupart des cas ils n'ont pas augmenté au rythme de la hausse inévitable des frais d'opération et de la croissance des organismes artistiques.

Federal investment in the arts has increased steadily in the last decade, and the levels achieved in 1967 approached those which could lead to economic stability. It is the considered opinion of the Canadian Conference of the Arts that creative excellence and economic stability in the arts can be maintained only if federal grants keep pace with the unavoidable annual increases in operating costs and underwrite growth and creative development.

The cost of keeping pace with unavoidable inflation is estimated as an annual increase of less than two million dollars a year for the next three years. In a budget of six billions or more, such a modest increase in appropriation for the arts is within the spirit of necessary austerity. Less will create unemployment and economic disasters within the arts industries, but more important, will deprive the citizen and taxpayer of the intangible amenities which make his life in Canada more meaningful. More would enrich life in all parts of the country, would enable greater democratization of the arts and would allow the continued development of the arts in Canada.

11. Failure to recognize the critical nature of this situation, and to take action, could be most serious. In the face of rising costs, to hold the line on government support would be, in fact, to impose a regression. Specific examples of this potential regression are presented in Appendix I. The effects, in general but realistic terms, would be the deterioration of the Canadian arts industry. There could be an immediate loss, on an unprecedented scale, of the best artists, performers and artistic directors and administrators to other countries. Those organizations which could survive would be forced to limit themselves to the familiar foreign repertoire, the imported exhibition, the re-run at popular prices. The most important asset, and that which should be the focus for government investment—creativity and innovation in the arts—would be lost. The democratization of the arts would be inhibited.

Canada has made a significant investment in the arts over the past twenty years. The capital asset—Canadian talent—must be protected in the national interest. Protection of this asset is said to cost three million dollars but one can only speculate as to the far greater value of the asset itself. We cannot, in the name of austerity, risk its loss.

L'investissement fédéral a augmenté régulièrement au cours des dix dernières années, et les niveaux atteints en 1967 s'approchaient de ce qui pourrait conduire à la stabilité économique. Après mûre réflexion, la Conférence canadienne des arts est d'avis qu'on ne peut maintenir l'excellence artistique et la stabilité économique que si les subventions fédérales s'adaptent annuellement à la hausse inévitable des coûts d'exploitation et garantissent la croissance artistique. On a estimé à moins de deux millions de dollars par année durant trois ans les sommes qu'il faudrait pour faire face à l'inflation inévitable. Dans un budget de six milliards ou davantage, une si modeste augmentation en faveur des arts s'inscrit bien dans l'esprit de l'austérité nécessaire à l'heure actuelle. Toute augmentation d'ordre inférieur créerait du chômage et des désastres économiques au sein de l'industrie artistique, mais, surtout, priverait le citoyen payeur de taxes des choses essentielles mais intangibles qui donnent plus de sens à sa vie en terre canadienne. Toute augmentation d'ordre supérieur enrichirait la vie de toutes les parties du pays, faciliterait la démocratisation des arts et permettrait à la vie artistique canadienne de continuer de se développer.

11. Tout est à craindre si on manque de reconnaître la nature de cette situation et de prendre les mesures qui s'imposent. Alors que les prix continuent de grimper, le fait de garder stationnaire l'aide gouvernementale voudrait dire imposer une régression. Nous en donnons des exemples concrets dans le Premier Appendice. Le plus sérieux effet, en termes généraux mais réalistes, serait la détérioration de l'industrie artistique canadienne. Nous pourrions perdre immédiatement, et en plus grand nombre que jamais, nos meilleurs artistes, nos meilleurs interprètes, nos meilleurs directeurs artistiques et nos meilleurs administrateurs au profit d'autres pays. Les organismes qui survivraient devraient se borner au répertoire étranger qui nous est si familier, aux expositions importées, aux reprises à prix populaires. Notre actif principal, qui est la puissance de création et l'innovation artistique—dans lesquelles, au fond, le gouvernement investit—se perdrait. La démocratisation des arts serait mise en danger.

Le Canada a considérablement investi dans le domaine des arts au cours des vingt dernières années. Notre capital immobilisé—le talent canadien—doit être protégé dans l'intérêt même du bien commun. On dit qu'il en coûterait trois millions de dollars, mais que sont trois millions de dollars contre un actif dont la valeur est vingt fois supérieure? Cet actif, nous ne pouvons pas nous permettre de l'épuiser au nom de l'austérité.

THE ECONOMICS OF THE ARTS INDUSTRY

12. The question of federal investment in the arts must be viewed not only in terms of the arts as an integral and necessary part of life in a healthy society but also in terms of the arts as an industry. The arts industry provides employment, pays taxes, supports Canadian manufacturers, suppliers and service companies and produces indirect benefits to the economy such as increased tourism and attraction for industry. Moreover, the arts as an export industry have a growing potential in both the United States and world markets.

The arts industry, in serving Canada, must compete in our domestic market with foreign imports, offered in many cases by Canadian subsidiaries of foreign companies. Without a worthwhile product of our own, we have nothing with which to compete, either at home or abroad.

13. Survival for the Canadian arts industry must be viewed by government as a concrete economic problem. First of all, it must be realized that the arts have been and still are a depressed industry in Canada. Because of this and because of general inflationary pressures, the arts inevitably faced increases in operating costs: materials, labour, services, creative production and professional salaries. The performing arts, which account for about 50% of the Canada Council grants to the arts, are used here as an example of the concrete effects of austerity and frozen appropriations. Reliable data are readily available and enough of these organizations have been recipients of grants over a period of years to make the projection of trends realistic. The same pattern applies however throughout the arts generally.

Information taken from Canada Council Reports and provided by performing arts organizations is combined in Table I, below, to show the increase in the size of the performing arts industry from 25 organizations receiving grants in 1957-58 to 50 in 1967-68, to illustrate the growth in Canada Council support from 9% of operating expenditures to 20%, and to show the decrease in annual deficits from 8% to 3% over the ten year period.

LE RÉGIME ÉCONOMIQUE DE L'INDUSTRIE ARTISTIQUE

12. On doit aborder la question de l'investissement fédéral dans les arts avec l'idée que si les arts constituent une partie intégrante et nécessaire de la vie et du bien-être de toute société, il n'en reste pas moins qu'ils peuvent être considérés à bon droit comme une industrie. L'industrie artistique fournit du travail, paye des taxes, encourage les manufacturiers canadiens, les fournisseurs et les services publics, profite indirectement à l'économie en favorisant le tourisme et l'établissement de nouvelles industries. De plus, les arts, en tant que produits d'exportation, jouissent d'un marché grandissant aux États-Unis et dans le monde.

En servant son pays, l'industrie artistique canadienne doit soutenir sur le marché domestique la concurrence des importations qui sont souvent offertes par les succursales canadiennes de compagnies étrangères. Sans un produit de qualité qui nous soit propre, il nous est impossible de faire concurrence chez nous comme à l'étranger.

13. Le gouvernement devrait considérer la survivance de l'industrie artistique canadienne comme un problème économique pur et simple. Tout d'abord, il faut se rendre compte que les arts ont été et sont encore au Canada une industrie défavorisée. Pour cette raison et à cause des pressions de l'inflation en général, les arts doivent inévitablement faire face à une hausse de coûts d'exploitation: matériaux, main-d'œuvre, services, production créatrice et salaires des professionnels. Comme les arts d'interprétation se partagent annuellement à peu près 50 p. 100 de l'aide accordée par le Conseil des arts du Canada, nous les choisissons ici comme exemple pour montrer les conséquences d'une période d'austérité pendant laquelle seraient bloquées les subventions. Nous possédons déjà des renseignements sûrs, et un assez grand nombre des organismes dont il est question reçoivent des subsides depuis assez longtemps pour que leurs projections soient considérées comme réalistes. Les arts d'interprétation suivent d'ailleurs le modèle des arts en général.

Les renseignements puisés dans les rapports du Conseil des arts du Canada et ceux qu'ont fournis les organismes des arts d'interprétation sont réunis plus bas dans le Premier Tableau pour montrer la croissance de l'industrie artistique (qui est passée de 25 organismes subventionnés en 1957-1958 à 50 en 1967-1968), pour illustrer celle du Conseil des arts du Canada (dont l'aide est passée de 9 p. 100 à 20 p. 100 des frais d'exploitation) et pour montrer la diminution des déficits annuels (qui sont passés de 8 p. 100 à 3 p. 100 en dix ans)

TABLE I
THE GROWTH OF THE PERFORMING ARTS
INDUSTRY
(\$ in millions)

	1957-58		1966-67		1967-68	
Number of organizations receiving Canada Council grants.....	25		45		50	
Total:						
operating expenditure.....	\$3.5	100%	\$14.2	100%	\$17.8	100%
operating revenue.....	2.1	60%	7.3	51%	8.9	50%
income gap.....	1.4	40%	6.9	48%	8.9	50%
Subsidies						
Canada Council...	\$0.3	8%	\$2.2	16%	\$3.6	20%
Provincial.....	0.1	3%	1.4	10%	2.0	11%
Municipal.....	0.2	6%	0.8	5%	0.9	5%
Private sector.....	0.5	14%	1.9	13%	1.9	11%
Total subsidies...	(1.1)		(6.3)		(8.4)	
Deficit.....	0.3	8%	0.6	4%	0.5	3%
(Income gap as above).....		40%		48%		50%

14. The remarkable pattern of growth in response to growing federal investment is now endangered, as illustrated in Table II, below. These data were collected as part of the preparation of this brief.

TABLE II
PROJECTED BUDGET AND SHORTFALL BASED ON
FROZEN CANADA COUNCIL GRANTS
for twenty major performing arts organizations (dance, opera, drama) and two related service agencies.

	Canada Council grants as at 1968-69	Short-fall			
		Income	Outlay	Amount	As a % of 1968-69 Canada Council grants
1969-70	3,293,950	13,155,592	13,711,168	555,576	16.8
1970-71	3,293,950	13,919,180	14,703,384	784,204	28.8
1971-72	3,293,950	14,358,040	15,541,055	1,183,015	36

NOTE:

- (1) In all cases "income" figures include grants from the Canada Council at the level of 1968-69. With two exceptions "income" figures reflect expected growth in revenues from private assistance, from earned revenue, and from other grant-giving bodies.
- (2) In the cases of Stratford Festival and Les Grands Ballets Canadiens, approximate figures only have been given, but the "short-fall" amounts have been predicted by the respective managements.
- (3) In all cases, managements have excluded potential costs and revenues of projects and/or activities contemplated but not now in being. The above represents an informed estimate of the possible costs and revenues attached to the continuation of in-being activity on the same scale and at the same level of quality as is now the case.

PREMIER TABLEAU
LA CROISSANCE DE L'INDUSTRIE DES ARTS
D'INTERPRETATION
(en millions de dollars)

	1957-58		1966-67		1967-68	
Nombre d'organismes subventionnés par le Conseil des arts du Canada.....	25		45		50	
Total des dépenses d'exploitation... des revenus d'exploitation.....	\$3.5	100%	\$14.2	100%	\$17.8	100%
	2.1	60%	7.3	51%	8.9	50%
différence à combler.....	1.4	40%	6.9	48%	8.9	50%
Subsidies						
Conseil des arts du Canada.....	\$0.3	8%	\$2.2	16%	\$3.6	20%
Gouvernements provinciaux.....	0.1	3%	1.4	10%	2.0	11%
Gouvernements municipaux.....	0.2	6%	0.8	5%	0.9	5%
Secteur privé.....	0.5	14%	1.9	13%	1.9	11%
Total des subsides	(1.1)		(6.3)		(8.4)	
Déficit.....	0.3	8%	0.6	4%	0.5	3%
(différence à combler comme plus haut).....		40%		48%		50%

14. Cette courbe de croissance qui est fonction de la croissance de l'investissement du gouvernement fédéral est maintenant en danger, comme l'indique le Deuxième Tableau plus bas. Les renseignements qui y sont donnés ont été recueillis lors de la préparation de ce dossier.

DEUXIÈME TABLEAU
PRÉVISIONS DES BUDGETS ET DES MANQUES
BASÉES SUR LE BLOCAGE DES SUBVENTIONS
DU CONSEIL DES ARTS DU CANADA
pour vingt organismes majeurs d'arts d'interprétation (ballet, opéra, théâtre) et deux services connexes

	Subventions du Conseil des arts telles qu'en 1968-69	Manque			
		Revenu	Dépense	Montant	Pourcentage des subventions de 1968-69 du Conseil des arts
1969-70	3,293,950	13,155,592	13,711,168	555,576	16.8
1970-71	3,293,950	13,919,180	14,703,384	784,204	28.8
1971-72	3,293,950	14,358,040	15,541,055	1,183,015	36

REMARQUES:

- (1) Dans chaque cas, les chiffres du «revenu» comprennent les subventions du Conseil des arts du Canada au niveau qu'elles avaient atteint en 1968-69. A deux exceptions près, le «revenu» tient compte de la croissance anticipée des revenus provenant de l'aide privée, des bénéfices réalisés et des subsides dispensés par d'autres organismes.
- (2) Dans le cas du Festival de Stratford et des Grands Ballets Canadiens, les chiffres sont approximatifs, mais les montants du «manque» ont été prévus par l'administration des compagnies.
- (3) Dans chaque cas, les compagnies ont laissé de côté les dépenses et les revenus de tout projet ou de toute activité projetée, mais pas encore en marche. Les chiffres donnés plus haut représentent une estimation réaliste des coûts et des revenus possibles de la poursuite des opérations présentes au même niveau et avec le même degré de qualité qu'à l'heure actuelle.

Organizations included in the calculation:

Les Feux-Follets, Montreal; les Grands Ballets Canadiens, Montreal; Royal Winnipeg Ballet, Winnipeg; National Ballet, Toronto; Canadian Opera Company, Toronto; Théâtre Lyrique du Québec, Québec; Vancouver Opera Association, Vancouver; Citadel Theatre, Edmonton; La Comédie Canadienne, Montreal; Charlottetown Festival, Charlottetown; Court House Festival, Niagara-on-the-Lake; Globe Theatre, Regina; Manitoba Theatre Centre, Winnipeg; Neptune Theatre, Halifax; Playhouse Theatre Co., Vancouver; Stratford Festival, Stratford; Theatre Calgary, Calgary; Théâtre du Nouveau Monde (including les Jeunes Comédiens) Montreal; Théâtre du Rideau Vert, Montreal; Theatre Toronto, Toronto; National Theatre School, Montreal; Canadian Theatre Centre, Toronto.

15. Combining the data of Tables I and II, it can readily be seen that where operating deficits were reduced from 8 per cent to 3 per cent over the ten year period 1957-58 to 1967-68, while the industry grew, programs were expanded and Canadian creativity was encouraged. If Canada Council grants are frozen at the 1968-69 level, however, the next three years will see a return to the 8 per cent operating deficit level with no growth, expansion or development.

ANNUAL OPERATING DEFICITS

1957-58	1966-67	1967-68	1969-70	1970-71	1971-72
8%	4%	3%	4%	5%	8%

Thus, to "hold the line" in the face of necessary and unavoidable increases in operating costs, would inevitably cause loss or deterioration of assets in which much has already been invested. If the performing arts organizations represented in Table II are taken as representative of the total arts industry, as our investigations suggest is reasonable, then the increase in appropriations required is approximately 17 per cent in the 1969-70 budget year. Based on the Canada Council's current 9.1 millions for the arts, this is an additional 1.5 millions.

16. Earlier in this brief, it has been pointed out that failure to increase federal investment in the arts, at least to a level that will maintain the *status quo*, will mean a damaging regression in the arts industries. Here it

Organismes compris dans les prévisions budgétaires:

Les Feux-Follets, Montréal; les Grands Ballets Canadiens, Montréal; Royal Winnipeg Ballet, Winnipeg; Ballet National du Canada, Toronto; Canadian Opera Company, Toronto; Théâtre Lyrique du Québec, Québec; Vancouver Opera Association, Vancouver; Citadel Theatre, Edmonton; La Comédie-Canadienne, Montréal; Charlottetown Festival, Charlottetown; Shaw Festival, Niagara-on-Lake; Globe Theatre, Regina; Manitoba Theatre Centre, Winnipeg; Neptune Theatre, Halifax; Playhouse Theatre Company, Vancouver; Festival de Stratford, Stratford; Theatre Calgary, Calgary; Théâtre du Nouveau Monde (et les Jeunes Comédiens) Montréal; Théâtre du Rideau Vert, Montréal; Theatre Toronto, Toronto; École Nationale de Théâtre, Montréal; Centre Canadien du Théâtre, Toronto.

15. A la lecture des deux tableaux qui précèdent, on peut se rendre compte que les déficits nets ont été réduits de 8 p. 100 à 3 p. 100 en l'espace de dix ans (de 1957-58 à 1967-68) alors que l'industrie a continué de grandir, que les programmes ont pris de l'ampleur et que l'on encourageait la création d'œuvres canadiennes. Si les subventions du Conseil des arts du Canada sont bloquées au niveau de 1968-69, cependant, nous verrons un retour au déficit de 8 p. 100 et un arrêt de toute croissance, de toute expansion ou de tout développement.

DÉFICITS ANNUELS NETS

1957-58	1966-67	1967-68	1969-70	1970-71	1971-72
8%	4%	3%	4%	5%	8%

Il s'ensuit que répondre par un blocage à la hausse nécessaire des coûts d'opération signifierait inévitablement l'épuisement ou la détérioration d'un actif dans lequel on a déjà beaucoup investi. Si l'on tient les organismes dont il est question dans le Deuxième Tableau comme représentatifs de l'ensemble de l'industrie artistique (comme il est raisonnable de le faire selon nos enquêtes), il apparaît que l'augmentation des subsides nécessaires en 1969-70 serait de l'ordre de 17 p. 100 du budget de l'année. Ce qui veut dire 1,5 million de plus que les 9,1 millions que le Conseil des arts accorde actuellement aux arts.

16. On a mentionné plus haut que si le gouvernement fédéral n'augmente pas son investissement dans les arts au moins à un niveau qui permette le *statu quo*, l'industrie artistique subira une coûteuse régression. Il

should be added that the regression may be far more serious than the data above suggest. These data are based on the uncertain presumption that provincial and municipal grants will keep pace with rising costs, even if federal grants do not; they assume increased revenues in spite of limitations in programming; they assume increased investment from the private sector through stepped-up campaigns for funds. They do not take into account such new and disturbing developments as the increase in postal rates which will seriously affect those organizations dependent on subscription campaigns and mass mailing.

There are apprehensions that a federal freeze on arts appropriations will be followed by similar action at other levels of government. The effects of the current austerity program in other parts of the economy are thought likely to discourage possible increases in support from business and industry. *The trend in arts investment will be set by the federal budget.* If others follow, alternative sources of support will be blocked, and the industry will not have the resources to ride out a regression without serious consequences to itself and to the country.

17. Some organizations may be able to cut back services and limit artistic production. But those who have signed long-term union or other binding contracts must face serious deficits to stay in business. Many of these performing arts organizations are already living with accumulated debts supportable only through the guarantees of private individuals and the co-operation of banks. The arts of a society are too important to allow their security to be left to such casual and unpredictable benevolence. Cut-backs in programming, deficit financing and the raising of prices may all seem to be reasonable reactions to the situation but they offer no acceptable solution and, in fact, only aggravate the condition. The cancellation of creative programming and the financial inability to commission new Canadian works will so discourage the authors, composers, painters, choreographers, designers and other creative talents that a serious loss of some of our most valued people can be expected. Union contracts yet to be negotiated could impose conditions beyond the capabilities of the performing arts organizations, contributing to the reduction or even the cancellation of seasons in theatre, music and ballet. It should be noted here that the professional salaries now paid in music, theatre and ballet in Canada are so low that union demands can be most reasonable while still being impossi-

faut ajouter ici que la régression pourrait être beaucoup plus sérieuse que les chiffres mentionnés plus haut ne le laissent entendre. Ces chiffres ont été arrêtés avec la présomption plus ou moins certaine que les subventions provinciales ou municipales, elles, vont continuer de grimper au rythme de la hausse des prix; ils présupposent que les revenus vont monter malgré la limitation de la programmation; ils présupposent que l'investissement privé augmentera grâce à la multiplication des campagnes de souscription. Ces chiffres ne tiennent pas compte de circonstances désolantes comme la hausse des frais postaux qui pourrait affecter sérieusement les organismes qui dépendent des campagnes d'abonnements et des envois postaux massifs.

Il est à craindre que le blocage des subventions fédérales soit imité par les autres gouvernements. Les effets du programme d'austérité qui sévit dans d'autres secteurs de l'économie pourraient dissuader l'industrie ou le monde des affaires d'augmenter son aide à la vie artistique. *La tendance générale de l'investissement dans les arts sera déterminée par le budget fédéral.* Si les autres suivent, d'autres portes seront fermées, et l'industrie n'aura pas les moyens de surmonter une régression sans de graves conséquences pour elle-même et pour le pays.

17. Quelques organismes pourront sans doute réduire leurs services et limiter leur production artistique, mais ceux qui ont signé avec des syndicats des contrats à long terme ou tout autre contrat irrévocable ne pourront rester actifs qu'au prix de sérieux déficits. Plusieurs de ces organismes d'art d'interprétation sont déjà aux prises avec des dettes accumulées qu'ils ne peuvent supporter que grâce à la générosité de certains particuliers ou à la compréhension de leur gérant de banque. Les arts d'une société sont trop importants pour qu'on se permette d'en laisser le sort au hasard de la bienveillance de quelques individus. On peut croire que la limitation de la programmation, le financement à déficit ou la hausse des prix sont des mesures raisonnables, mais ils ne sont pas des solutions acceptables et, en fait, ils ne font qu'aggraver la situation. L'annulation des programmes de création et l'impossibilité pécuniaire de commander de nouvelles œuvres canadiennes vont décourager nos auteurs, nos compositeurs, nos peintres, nos chorégraphes, nos dessinateurs et nos autres artistes à tel point qu'on peut s'attendre à la perte regrettable de quelques-uns de nos artistes les plus précieux. Les syndicats avec lesquels les contrats n'ont pas encore été négociés pourraient imposer des conditions tellement sévères aux organismes des arts d'interprétation que certains

ble in terms of the budgets within which the performing companies will be forced to operate.

18. In summary, it is our opinion that the freezing of federal investment in the arts may influence provincial and municipal governments to take similar action and the combined result, in spite of efforts to increase investment from the private sector, will be a serious regression which will virtually eliminate creative Canadian programming, reduce the artistic offerings available to the Canadian public, cripple the development of an export program, force arts organizations into more serious debt and increase the talent drain from the Canadian arts community.

19. The discussion above is based on data derived from the performing arts only, and although the magnitude of the crisis is common to all the arts and one can generalize from the performing arts, the specific effects vary from area to area.

The art galleries in Canada for example have been able, in recent years, to produce special exhibitions and to carry out innovative educational and extension programs largely through the support of the Canada Council and other federal agencies. Although art galleries and museums might be able to survive in the face of a freeze on federal art appropriations, they cannot continue to serve their audiences as they have in recent years. Canada's museums and art galleries have been working towards democratization, and the growth of their audiences is a matter of record. To return to a static exhibition program and to reduce the public services of these institutions is to lose the momentum which has been gained and thus to lose the audience which has been won.

Although Canada Council grants, for example, are not given to art galleries and museums for general purposes but only for special projects, the importance of these grants should not be minimized. At the present time 15 per cent to 20 per cent of the total of the budgets of fourteen leading art museums in Canada (excepting the national museums and Quebec's provincial museums) is provid-

d'entre eux seraient obligés d'annuler des saisons entières de théâtre, d'opéra et de ballet. Il faut mentionner ici que les salaires des professionnels de la musique, du théâtre et du ballet sont tellement bas au Canada que les exigences des syndicats peuvent encore être considérées comme très raisonnables même si elles se situent au delà des limites des budgets dont nos compagnies sont obligées de se contenter.

18. En résumé, nous sommes d'avis que le blocage de l'investissement fédéral dans les arts peut induire les gouvernements provinciaux et municipaux à adopter une politique semblable, et que le résultat d'ensemble, malgré la multiplication des efforts pour accroître l'aide du secteur privé, serait une sérieuse régression qui éliminerait à peu près tout programme de création canadienne, réduirait le nombre des événements artistiques ou des œuvres d'art offertes au public canadien, infirmerait les programmes d'exportation artistique, vouerait les organismes artistiques à des dettes sérieuses et accélérerait la perte de ce talent qui compose la communauté artistique canadienne.

19. L'analyse qui précède a été faite à partir des arts d'interprétation uniquement; mais même si la crise frappe avec la même force tous les domaines de la vie artistique et qu'on peut, par conséquent, généraliser, il reste que les effets particuliers varient d'une forme d'art à l'autre.

Les galeries d'art canadiennes, par exemple, ont reçu du Conseil des arts du Canada et d'autres agences fédérales des subventions qui leur ont permis, au cours des dernières années, de monter des expositions spéciales, et de mener à bien des programmes originaux d'éducation et d'extension de l'enseignement. Même si les galeries d'art et les musées pouvaient survivre au blocage des subventions fédérales, ils ne pourraient pas continuer de servir leur public comme ils ont pu le faire ces dernières années. Les galeries d'art de les musées canadiens ont travaillé en vue de la démocratisation, et la multiplication de leur public est un fait bien connu. Retourner à une politique statique d'expositions et réduire les services publics de ces institutions voudrait dire la perte de leur élan et aussi celle de leur nouveau public.

Le fait que le Conseil des arts du Canada, par exemple, n'octroie ses subsides aux galeries d'art et aux musées qu'en vue de projets bien déterminés est loin de vouloir dire qu'on doive prendre ces subventions à la légère. A l'heure actuelle, de 15 p. 100 à 20 p. 100 du budget total de 14 des principaux musées du Canada (à l'exception des musées nationaux et des musées provinciaux du Québec) pro-

ed by the Canada Council. In this way, they are comparable to performing arts organizations. (See Appendix II).

20. Federal support of professional organizations in the arts is also vital to the health of the arts industry in Canada. A review of Canada Council Reports in recent years will show that grants to arts organizations have made possible the founding of new professional groups and have put existing associations on a firm footing—for the first time. It is the professional association which creates effective communication among the artists and among groups of artists working in different regions of the country. Good communication is not only essential to the development of the arts but also costs money in printing, postage, administration, meetings and transportation. The associations may survive austerity budgets but only with serious reductions in their effectiveness as communication media.

21. The individual artist, whether painter, sculptor, film maker, playwright, author, composer or choreographer is most often, in Canada, a part-time artist. Many teach in order to supplement the income which they derive from their professional artistic activities. Others supplement their income through related employment—authors work as editors; playwrights write copy for advertising agencies. As creative Canadians, they depend not only on the arts institutions and companies who can, when well financed, commission original works of art but also they depend on the Canada Council and other federal agencies for support through scholarships and special grants. It is these grants that make travel, further education, research and above all, innovation possible. Without this kind of federal investment in the artist, the art industry as a whole suffers severely.

22. Thus, in all the arts as in the performing arts, the implications of a freeze on federal art spending are both immediate and serious. There is no one part of the art industry which can ride out the crisis without serious curtailment of service to the audiences which they serve. All are vulnerable and the interdependencies within the arts are such that regression in any one area has its effect on the others. Further, when priorities in government investment in the arts are established during austerity they cannot be established, in our opinion, on the basis of the mode or medium of artistic expression.

viennent du Conseil des arts du Canada. À cet égard, on peut les comparer aux organismes des arts d'interprétation (voir le Deuxième Appendice).

20. L'aide fédérale aux organismes artistiques professionnels est aussi essentielle au bien-être de l'industrie artistique canadienne. La consultation des rapports du Conseil des arts des dernières années révèle que les subventions aux organismes artistiques ont rendu possible la fondation de nouveaux groupes professionnels et affermit—pour la première fois—les associations déjà existantes. C'est grâce aux associations professionnelles que les artistes peuvent communiquer efficacement entre eux et que peuvent le faire les groupes artistiques répartis dans toutes les régions du pays. Les communications bien établies ne sont pas seulement essentielles à l'avancement des arts, mais elles coûtent cher d'imprimerie, d'affranchissement, d'administration, de rencontres et de déplacements. Les associations peuvent survivre à l'austérité, mais au grand détriment de leur rôle d'intermédiaire.

21. L'artiste lui-même, qu'il soit peintre, sculpteur, cinéaste, dramaturge, auteur, compositeur ou chorégraphe, est la plupart du temps un artiste à temps partiel au Canada. Plusieurs enseignent pour survivre. Comme artistes canadiens, ils ne dépendent pas seulement des institutions et des compagnies artistiques qui, quand elles sont bien financées, peuvent leur commander des œuvres originales, mais aussi du Conseil des arts du Canada et des autres agences fédérales qui les aident de leurs bourses d'études et de leurs subventions. Ce sont ces subventions qui rendent possibles les voyages, le perfectionnement, la recherche et, par-dessus tout, l'innovation. Si le gouvernement fédéral n'investit pas dans l'artiste, c'est l'industrie artistique en général qui en souffre.

22. Donc, pour les arts en général comme pour les arts d'interprétation, les conséquences d'un blocage des subventions du gouvernement fédéral seraient immédiates et sérieuses. Il n'est aucune section de l'industrie artistique qui puisse surmonter la crise sans réduction de ses services au public. Toutes sont vulnérables, car on sait que les liens de dépendance qui unissent les arts sont si tendus que toute régression de l'un affecte automatiquement les autres. De plus, quand le gouvernement décide en période d'austérité quelles sont les parties de la vie artistique qui devraient être subventionnées d'abord, son choix peut difficilement, à notre avis, se baser sur le mode de l'expression artistique.

PRIORITIES IN FEDERAL SUPPORT
OF THE ARTS

23. During a period of austerity budgets, it is assumed that priorities must be established in federal investment in the arts. Therefore, it is suggested that these priorities must relate to the protection of the most important arts assets. These are those assets in the arts industry which are generally acknowledged to have achieved excellence, and which set standards of excellence for a major region of the country or for one of the arts in the country as a whole. The semi-professional or amateur arts organizations and the purely local organizations should be considered the responsibility of other levels of government.

24. Second in importance only to the maintenance of the major organizations and the established artists are the training and service organizations which provide effective communication within the arts industry and develop the young talents on whom our audiences will be dependent tomorrow. The maintenance of excellence, good communications and active training programs constitute minimal emergency measures.

25. Highest priority must next be given to those activities which further the democratization of all the arts in all regions of the country—so that the artists serve not a relatively small coterie but their society as a whole. The maintenance of excellence described above must mean the availability of excellence for all ages and classes in *all* the regions of the country, and not a luxury for the few.

26. When the austerity budgets of federal arts agencies are inadequate to meet the demands implied in the priorities above, we suggest that additional funds should be made available for the arts from other federal appropriations. In addition, various forms of tax relief should be considered and indirect support through federal agencies and departments such as the Canadian Broadcasting Corporation, the National Film Board and the Cultural Affairs Division of the Department of External Affairs should be encouraged. The travel and transportation costs of touring companies and travelling exhibitions, for example, might be met through special allocation of funds. Finally, the effects on the arts of new federal policies in other areas should be reviewed. The recently announced increased postal rates, for example, are a major factor in the unavoidable operating cost escalation which arts organizations must

CHOIX DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

23. Il est entendu qu'en période d'austérité budgétaire, le gouvernement fédéral doit effectuer un certain choix avant d'investir dans les arts. Il est évident que le choix doit avoir comme conséquence de sauvegarder notre actif artistique le plus précieux. Cet actif, ce sont les secteurs de l'industrie artistique qui, de l'avis général, ont atteint l'excellence, qui ont établi des standards d'excellence pour une région importante du pays ou pour un art en particulier dans le pays entier. Les organismes artistiques semi-professionnels ou composés d'amateurs devraient être considérés comme étant la responsabilité des autres gouvernements.

24. Immédiatement après le maintien de ces organismes majeurs et des artistes bien établis vient le maintien des organismes de formation et de services qui assurent la communication entre les divers secteurs de la vie artistique et qui forment les talents dont le public de demain pourra profiter. Le maintien de l'excellence, de bonnes communications et de bons systèmes de formation sont les domaines qui devraient le moins souffrir des mesures d'urgence.

25. Viennent ensuite les initiatives qui ont pour but une plus grande démocratisation des arts dans toutes les régions du pays, qui font en sorte que les artistes ne servent pas seulement une petite coterie, mais leur société dans son ensemble. Le maintien de l'excellence mentionné plus haut devrait vouloir dire que l'excellence soit accessible aux personnes de *tous* les âges, de *toutes* les classes et de *toutes* les régions, et non pas la chasse gardée d'une poignée de privilégiés.

26. Quand les budgets des agences artistiques fédérales, comme en temps d'austérité, ne suffisent pas à garantir au moins le maintien des richesses mentionnées plus haut, nous sommes d'avis que le gouvernement fédéral devrait distraire en faveur des arts des affectations d'autres domaines de son budget. On pourrait, de plus, abolir certaines taxes et encourager certaines formes d'aide indirecte provenant d'agences et de ministères fédéraux tels que Radio-Canada, l'office national du film et la section des Affaires culturelles du ministère des affaires extérieures. On pourrait, par exemple, créer un fonds spécial pour défrayer le déplacement et le transport des compagnies en tournées et des expositions itinérantes. Enfin, le gouvernement fédéral pourrait revoir ses nouvelles politiques qui affectent les arts, comme par exemple, la hausse des frais postaux. Cette hausse, annoncée récemment, est l'un des problèmes aux-

face while striving to "hold the line" during the current austerity period.

27. This brief, then, argues that the crisis in the arts must be met by making funds available through all possible federal government sources to maintain excellence and creativity in all the arts, to enable effective communications within the arts, to foster the training and development of young Canadian talent, and to further the democratization of the arts. At the same time, it is argued, the arts must be protected from undue escalation of operating costs through appropriate tax relief and special status in new federal legislation and policies.

ADDENDUM 1

PREDICTED EFFECTS OF THE STABILIZATION OF FEDERAL GRANTS TO THE PERFORMING ARTS

In preparation for this brief, the major performing arts organizations of Canada were asked to provide information on the effects of the stabilization of federal grants. In addition to budget projections which are reported elsewhere, these organizations described future programs which would have to be sacrificed if Canada Council grants were frozen.

Summarizing these reports, Mr. T. B. Hendry, Secretary-General of the Canadian Theatre Centre, had this to say:

"In general the economics forced upon producing bodies as a result of stabilization of grants will lead to a mortgaging of the future, in terms of:

(1) Non-development of future audiences through projected work involving young audiences, tours to schools, workshops, special low-cost performances.

(2) Non-development of young acting, directing and design talent through the medium of these junior companies and workshops.

(3) Non-development of young playwrights in terms of the same media.

"The bill for this hiatus will come in as companies continue, year after year, to expend enormous amounts of time, ener-

gels devront faire face les arts dans leur lutte pour survivre à la période d'austérité présente.

27. Ce dossier, en bref, soutient la théorie selon laquelle on doit régler la crise qui sévit au sein de la vie artistique canadienne en trouvant des fonds de toutes les sources fédérales possibles pour maintenir l'excellence et l'esprit de création dans tous les arts, pour rendre possible la communication efficace entre les arts, pour parrainer la formation et le développement des jeunes talents canadiens et pour accélérer la démocratisation des arts. En même temps, ce dossier soutient qu'on devrait éviter aux arts une hausse induite de coûts d'exploitation en les soulageant de certaines taxes et en leur accordant un statut particulier au sein des nouvelles législations et des nouvelles politiques fédérales.

ADDENDUM 1

EFFETS ANTICIPÉS DU BLOCAGE DES SUBVENTIONS FÉDÉRALES AUX ARTS D'INTERPRÉTATION

Avant de préparer ce dossier, on a demandé aux organismes majeurs des arts du spectacle au Canada quels seraient les effets du blocage des subventions fédérales. En plus des prédictions budgétaires que nous produisons ailleurs, les compagnies nous ont décrit les projets qu'elles devront sacrifier si les subsides du Conseil des arts du Canada restent stationnaires.

Rendant compte de leurs rapports, M. Tom Hendry, Secrétaire Général du Centre canadien du théâtre, écrivait:

«En général, la situation économique créée chez les compagnies qui produisent des spectacles par le blocage des subventions va hypothéquer l'avenir de la façon suivante:

(1) Abandon du développement du public de demain que l'on projetait d'assurer au moyen de travaux avec de jeunes publics, de tournées des écoles, d'ateliers et de spectacles spéciaux à bon marché.

(2) Abandon de la formation des jeunes comédiens, metteurs en scène et dessinateurs qui auraient pu faire partie de jeunes compagnies et d'ateliers.

(3) Abandon de la formation de jeunes auteurs dramatiques.

«Ceux qui devront payer pour cette interruption, ce sont les compagnies qui, d'année en année, continueront de dépenser

gy and money to entice to the theatre a public that has, in its youth, been given no chance to learn what it is missing. It is difficult to assess the eventual effect on our young developing talent of an atmosphere where their raw enthusiasm cannot be put to work effectively. Surely the positive results flowing from the existence of Les Jeunes Comédiens and the Young Company of the Manitoba Theatre Centre are obvious enough to indicate what the country will forgo in the companies' necessary decisions to halt expansion in these areas.

"A further consideration: stabilization will lead to development of a conservative attitude in repertoire which will have a disastrous effect on our slow progress towards a Canadian dramaturgy".

Individual organizations reported these cutbacks and cancellations:

Les Feux-Follets (Montreal)

Cancellation of the 1968-69 Canadian tour (postponed to 1969-70 if funds are available then) and probable shortening of the tour season.

Les Grands Ballets Canadiens (Montreal)

Cancellation of planned projects to develop audiences from among students in schools and universities, from the less affluent sectors of society, and from among the workers in large companies.

National Ballet Guild of Canada (Toronto)

Cancellation of the tours of Newfoundland and Europe in 1969-70 and 70-71 and cancellation of plans for expanded national touring.

New ballets and especially a new full-length Canadian ballet would be impossible in the foreseeable future.

Canadian Opera Company (Toronto)

Plans for an extended season would be cancelled along with the fall and spring "split" seasons.

Vancouver Opera Association (Vancouver)

The short season of chamber opera which is especially designed for use as a training program would be cancelled along with the production of an opera outside of the standard repertoire.

Citadel Theatre (Edmonton)

Plans for extended touring programs, especially to high schools, would be cancelled.

des sommes folles de temps, d'énergie et d'argent pour séduire un public de théâtre qui n'aura pas eu, dans sa jeunesse, la chance d'apprendre ce qu'il manquait. Il est difficile d'évaluer les effets qu'aura sur nos jeunes talents cette période pendant laquelle leur enthousiasme pur ne pourra déboucher sur rien. Il est certain que les résultats positifs de troupes comme les Jeunes Comédiens ou la Young Company du Manitoba Theatre Centre nous donneront une idée de ce qui nous attendra si nos compagnies se voient forcées de faire halte. Autre résultat: le blocage va conduire à une attitude très conservatrice dans le choix du répertoire, ce qui aura des conséquences désastreuses sur la croissance de la dramaturgie canadienne.

Quelques exemples concrets des conséquences du blocage chez nos compagnies:

Les Feux-Follets (Montréal)

Annulation de la tournée canadienne de 1968-1969 (remise à 1969-1970 si les fonds le permettent) et abréviation probable de la saison de tournée.

Les Grands Ballets Canadiens (Montréal)

Abandon des projets visant à la formation d'un nouveau public recruté parmi les étudiants des écoles et des universités, les classes moins pourvues de la société et les employés des grandes firmes.

Le Ballet National du Canada (Toronto)

Annulation des tournées de Terre-Neuve et d'Europe prévues pour 1969-1970 et 1970-1971; annulation des plans visant à l'expansion des tournées canadiennes.

Il ne serait pas possible de monter de nouveaux ballets, et encore moins un nouveau ballet canadien en trois actes.

Canadian Opera Company (Toronto)

Il faudrait abandonner l'idée de rallonger la saison et de la diviser en deux petites saisons, une d'automne et l'autre de printemps.

Vancouver Opera Association (Vancouver)

Il faudrait renoncer à la courte saison d'opéra de chambre qui a pour but de former les jeunes talents. Il faudrait aussi s'en tenir au répertoire standard.

Citadel Theatre (Edmonton)

Il faudrait annuler les projets d'augmenter les tournées, particulièrement celles dans les écoles secondaires.

La Comédie Canadienne (Montreal)

A development of an atelier theatre for young playwrights would be cancelled.

Neptune Theatre Foundation (Halifax)

Cut-backs would be necessary on the planned touring of the next few years. The development of a junior company to play in high schools would be impossible and the Neptune-Dalhousie University Workshop program would be abandoned.

Playhouse Theatre Company (Vancouver)

Expanded touring programs especially to schools would be cancelled and the commissioning of playwrights for new works would be limited if not impossible.

Stratford Shakespearean Festival (Stratford)

Planned exhibition programs would be seriously cut back.

Théâtre du Nouveau Monde (Montreal)

The formation of a permanent company would be inhibited if not impossible. There would be cut-backs on touring.

The "Plateau 2" Studio Theatre program would be abandoned, and there would be cut-backs on audience development projects such as "Les Lundis du TNM".

The playwrights' studio would be abandoned along with plans for adult education programs and there would be cut-backs on foyer exhibitions and services to subscribers.

Le Théâtre du Rideau Vert (Montreal)

The special low price matinees for students, the summer drama festival, the special adult education projects and the development of a studio theatre for young professionals would be cancelled and the extension of the present season would be impossible.

Theatre Toronto (Toronto)

Regional tours would be cancelled along with the plan for a workshop theatre.

National Theatre School (Montreal)

Plans for the acquisition of films and television equipment would be cancelled and the development of an experimental studio would be postponed along with plan for increased aid to students.

La Comédie Canadienne (Montréal)

Il faudrait renoncer au projet de former un atelier pour les jeunes auteurs dramatiques.

Neptune Theatre Foundation (Halifax)

Il faudrait restreindre les tournées des prochaines années. Il faudrait renoncer à former une jeune compagnie pour la tournée des écoles secondaires et interrompre les travaux de l'atelier dirigé conjointement par le Neptune et l'université Dalhousie.

Playhouse Theatre Company (Vancouver)

Il faudrait laisser tomber l'idée d'augmenter les tournées, particulièrement dans les écoles. On pourrait commander moins de nouvelles œuvres canadiennes, pas même une peut-être.

Festival Shakespearien de Stratford (Stratford)

Il faudrait rendre beaucoup plus modestes les projets d'expositions qu'on forme actuellement, de même que les plans d'aide aux étudiants.

Théâtre du Nouveau Monde (Montréal)

Il deviendrait difficile sinon impossible de former une compagnie permanente. Il faudrait diminuer le nombre des tournées.

Le programme du «Plateau 2» au Studio Théâtre serait abandonné et il faudrait réduire l'envergure des projets de formation d'un nouveau public, tels que les «lundis du TNM».

Le studio pour auteurs dramatiques serait abandonné ainsi que les plans de programmes d'éducation pour adultes. Il faudrait diminuer le nombre des expositions organisées dans le foyer et les services aux abonnés.

Le Théâtre du Rideau Vert (Montréal)

Il faudrait annuler les prix bas spéciaux pour étudiants, le festival dramatique d'été, les projets spéciaux d'éducation pour adultes et la mise sur pied d'un studio pour jeunes professionnels. L'extension de la saison actuelle deviendrait impossible.

Théâtre Toronto (Toronto)

Les tournées régionales seraient annulées de même que les plans pour un atelier de théâtre.

École Nationale de Théâtre (Montréal)

Les projets d'acquisition d'équipement pour film et télévision seraient abandonnés. La formation d'un studio expérimental serait ajournée ainsi qu'un plan d'aide accrue aux étudiants.

Canadian Theatre Centre (Toronto)

Among projects cancelled would be the development of a CTC archives of particularly noteworthy productions, the development of a French/English theatre lexicon, the development of a proposed Spectators' Association of Canada.

Centre Canadien du Théâtre (Toronto)

Parmi les projets qu'il faudrait abandonner: la compilation d'archives sur les productions particulièrement dignes d'attention, la rédaction d'un lexique français-anglais de termes de théâtre et la formation de l'Association canadienne des spectateurs.

ADDENDUM II

THE CRISIS IN CANADA'S
ART MUSEUMS

It is difficult to summarize the prevailing condition of Canadian art museums as other than that of crisis. Part of this crisis is engendered by greatly increasing public appetite for the arts for which one can already foresee grave consequences. The part played by the Canada Council support is vital to the outcome. At the present time 15 to 20 per cent of the total of the budgets of fourteen leading art museums in Canada is provided by the Canada Council (the exceptions are the national museums and two provincial museums in Quebec).

Freezing of present levels, let alone reduction of these grants, would not only be demoralizing to the staffs but would jeopardize the financial survival of all fourteen. It should be understood, in facing this fact, that museums are perennially seeking funds for operation from both private and governmental sectors. Despite an increasing sense of civic conscience on the part of Canadians the private sector cannot by any stretch of the imagination achieve the security and stability necessary to guarantee present operations and provide satisfactory endowments for the future.

The nineteenth century notion of museums as decorative attics has long since given way to that of an educational and cultural force essential to our society. To see any reduction of support as now given by the Canada Council would not be a simple case of retrenchment; and in this respect the problems of museums are shared in part by universities, theatres and libraries. This is particularly true in view of survival in an inflationary economy which has long since passed the income afforded by our endowments. The maintenance of plant and equipment can be easily noted in any concern, but the training and building up of a professional body of museum directors, curators, registrars is similar to that of achieving excellence in a university faculty.

Programs whether of lectures, films, tours, concerts, demonstrations of artists in action

ADDENDUM II

LA CRISE DANS LES MUSÉES
D'ART CANADIENS

Il est difficile d'exprimer la situation actuelle des musées d'art canadiens par un autre mot que celui de *crise*. La crise tient en partie à ce que le public a un appétit grandissant pour les œuvres d'art, appétit qui peut entraîner des conséquences graves. Le rôle joué par le Conseil des arts du Canada est plus que jamais indispensable. À l'heure actuelle, de 15 à 20 pour cent du budget total des 14 principaux musées d'art du Canada viennent du Conseil des arts (font exception les musées nationaux et les deux musées provinciaux du Québec).

Bloquer les subventions actuelles ou, ce qui est pire, les réduire, aurait pour conséquence non seulement de démoraliser le personnel de ces musées, mais de mettre considérablement en danger leur survivance même. On doit comprendre que les musées sont continuellement en quête de fonds auprès du secteur privé de la société et auprès des gouvernements. Même si l'esprit civique des Canadiens est à la hausse, il est absolument inconcevable que le secteur privé arrive à une stabilité qui permette de garantir le maintien des opérations actuelles et de donner de bons espoirs pour l'avenir.

Il y a longtemps que la vieille conception selon laquelle les musées n'étaient que des greniers décoratifs a fait place à la conviction qu'ils constituent un atout éducatif et culturel essentiel à notre société. Une réduction de l'aide du Conseil des arts du Canada ne pourrait pas être considérée comme un simple cas de politique d'économies; et à cet égard, les problèmes des musées sont en partie les mêmes que ceux des universités, des théâtres et des bibliothèques. Et cela est d'autant plus vrai que le rythme de l'inflation a depuis longtemps déjà dépassé l'accroissement de nos moyens. Le maintien d'ateliers et d'équipement coûte cher, évidemment, mais ce qui coûte davantage, c'est la formation d'un personnel qualifié de directeurs de musées, de conservateurs et d'archivistes.

Pour mener à bien des programmes de conférences, de films, de concerts, de démonstra-

or exhibitions all require planning and money, not to mention knowledge, to execute. A large exhibition co-ordinated among several museums with forty to fifty lenders and a scholarly catalogue takes two to three years to carry out. Likewise the stewardship of a collection with its attendant research, publication and presentation is a process which does not cease.

It would indeed be a false economy and a sorry day for this country should our art museums be jeopardized by a reduction of the support of the Canada Council through hastily imposed economies upon the Canada Council. The present budgets of all Canadian art museums would at best buy one fighter plane and I believe that the logic of our case you will fully appreciate.

David G. Carter,
President,
Canadian Art Museums Director's
Organization.

October 2, 1968.

tions d'artistes à l'œuvre ou d'expositions, il faut une longue préparation, beaucoup d'argent et de connaissances. Pour organiser une grande exposition et préparer un catalogue instructif—il faut faire appel à plusieurs musées, à une cinquantaine de collections et cela nécessite deux ou trois ans de travail.

Ce serait une bien triste économie que de mettre en danger nos musées d'art pour la simple raison qu'on a imposé à la hâte au Conseil des arts du Canada une politique d'austérité regrettable. Le budget réuni de chacun des musées du Canada suffirait au plus à acheter un avion de chasse. J'espère qu'on comprendra la logique de notre inquiétude.

David G. Carter,
Président,
Organisation des directeurs de musées
d'art canadiens.

2 octobre, 1968.

OFFICIAL BILINGUAL ISSUE

FASCICULE BILINGUE OFFICIEL

HOUSE OF COMMONS

CHAMBRE DES COMMUNES

First Session

Première session de la

Twenty-eighth Parliament, 1968-69

vingt-huitième législature, 1968-1969

STANDING COMMITTEE

COMITÉ PERMANENT

ON

DE LA

LIBRARY

MAY 30 1969

BROADCASTING,
FILMS AND ASSISTANCE
TO THE ARTS

RADIODIFFUSION,
DES FILMS ET DE L'ASSISTANCE
AUX ARTS

Chairman

Mr. John M. Reid

Président

MINUTES OF PROCEEDINGS
AND EVIDENCE

PROCÈS-VERBAUX ET
TÉMOIGNAGES

No. 27

THURSDAY, APRIL 17, 1969

LE JEUDI 17 AVRIL 1969

Respecting

Concernant le

Main Estimates (1969-70) of the Company
of Young Canadians.

Budget principal de 1969-1970 de la
Compagnie des jeunes Canadiens.

WITNESSES—TÉMOINS

(See Minutes of Proceedings)

(Voir le procès-verbal)

STANDING COMMITTEE ON
BROADCASTING, FILMS AND
ASSISTANCE TO THE ARTS

Chairman
Vice-Chairman

and Messrs.

Comeau,
De Bané,
Dinsdale,
Givens,
Guilbault,
Hymmen,
La Salle,

Mr. John M. Reid
M. J.-A. Mongrain

² MacDonald (*Egmont*)
Marchand (*Kamloops-
Cariboo*),
Matte,
McCutcheon,
Nystrom,
Osler,

Le secrétaire du Comité,
M. Slack,
Clerk of the Committee.

COMITÉ PERMANENT DE LA
RADIODIFFUSION, DES FILMS ET DE
L'ASSISTANCE AUX ARTS

Président
Vice-président

et MM.

Paproski,
Perrault,
Schreyer,
Stanbury,
¹ Stewart (*Cochrane*)—20.

Pursuant to S.O. 65(4) (b).

¹ Replaced Mr. Barrett April 15.

² Replaced Mr. McCleave April 16.

Conformément à l'article 65(4) (b) du
Règlement

¹ Remplace M. Barrett le 15 avril.

² Remplace M. McCleave le 16 avril.

ORDER OF REFERENCE

TUESDAY, April 15, 1969.

Ordered,—That Bill C-184, An Act to establish a Canadian corporation for telecommunication by satellite, be referred to the Standing Committee on Broadcasting, Films and Assistance to the Arts.

ATTEST:

Le Greffier de la Chambre des communes,

ALISTAIR FRASER,

The Clerk of the House of Commons.

ORDRE DE RENVOI

Le MARDI 15 avril 1969

Il est ordonné,—Que le Bill C-184, Loi créant une Société de télécommunications par satellite pour le Canada, soit déferé au comité permanent de la radiodiffusion, des films et de l'assistance aux arts.

ATTESTÉ:

[Text]

MINUTES OF PROCEEDINGS

THURSDAY, April 17, 1969.
(30)

The Standing Committee on Broadcasting, Films and Assistance to the Arts met this day at 9:45 a.m. The Vice-Chairman, Mr. J.-A. Mongrain, presided.

Members present: Messrs. Comeau, Dinsdale, Givens, Hymmen, MacDonald (*Egmont*), Matte, Mongrain, Osler, Perrault, Paproski, Schreyer, Stanbury, Stewart (*Cochrane*) (13).

Witnesses: From the Company of Young Canadians: Mr. Claude Vidal, Executive Director; Mrs. Manon Turbide-Vennat, Executive Assistant; Mr. Glen Brown, Administrator; Mr. Ian Hamilton, Director of Information; and Mr. Bernard Muzeen, Operations Officer.

The Committee proceeded to the consideration of the 1969-70 Estimate of the Company of Young Canadians, Item 48.

The Vice-Chairman made a statement relating to previous consideration of the 1968-69 Estimate of the Company of Young Canadians before the Standing Committee on Miscellaneous Estimates on November 15, 1968 and December 5, 1968.

Mr. Vidal, after introducing his colleagues, made a statement dealing with the work of the Company of Young Canadians at present and its role in the future.

Mr. Vidal was examined on the operations of the Company of Young Canadians, assisted by Mr. Muzeen, Mrs. Vennat, Mr. Hamilton, and Mr. Brown.

The examination of the witnesses being concluded, at 12:05 p.m., the Committee adjourned until 11:00 a.m. on Monday, April 21, 1969.

[Traduction]

PROCÈS-VERBAL

Le JEUDI 17 avril 1969.
(30)

Le Comité permanent de la radiodiffusion, des films et de l'assistance aux arts se réunit ce matin à 9 h. 45, sous la présidence de M. J.-A. Mongrain, vice-président.

Présents: MM. Comeau, Dinsdale, Givens, Hymmen, MacDonald (*Egmont*), Matte, Mongrain, Osler, Perrault, Paproski, Schreyer, Stanbury, Stewart (*Cochrane*)—(13).

Témoins: De la Compagnie des jeunes Canadiens: M. Claude Vidal, directeur général; M^{me} Manon Turbide-Vennat, adjointe au directeur; M. Glen Brown, administrateur; M. Ian Hamilton, directeur de l'information; et M. Bernard Muzeen, superviseur des opérations.

Le Comité passe à l'examen des prévisions budgétaires de la Compagnie des jeunes Canadiens—crédit 48—pour l'année 1969-1970.

Le vice-président fait une déclaration relative à l'examen précédent des prévisions budgétaires de la Compagnie des jeunes Canadiens pour l'année 1968-1969 qu'avait fait le Comité permanent des prévisions budgétaires en général le 15 novembre 1968 et le 5 décembre 1968.

Après avoir présenté ses collègues, M. Vidal expose la nature des fonctions actuelles de la Compagnie des jeunes Canadiens et son rôle futur.

M. Vidal répond à des questions relatives à la gestion de la Compagnie des jeunes Canadiens, avec l'aide de M. Muzeen, de M^{me} Vennat, de M. Hamilton et de M. Brown.

A midi 05, l'audition des témoins étant terminée, le Comité s'ajourne jusqu'au lundi 21 avril 1969, à 11 h. du matin.

Le secrétaire du Comité,

M. Slack.

Clerk of the Committee.

[Texte]

EVIDENCE

(Recorded by Electronic apparatus)

Thursday, April 17, 1969

The Vice-Chairman: Gentlemen, I see a quorum and we will open the deliberations.

Ce matin, nous recevons la Compagnie des Jeunes Canadiens. Voici M. Claude Vidal, le directeur général, à sa droite, M^{me} Manon Turbide-Vennat qui est adjointe au directeur, M. Glen Brown, l'administrateur, M. Bernard Muzeen, le superviseur des opérations, et M. Ian Hamilton, le directeur de l'information.

This morning we are considering the estimates of the Company of Young Canadians, Item 48 on page 348 of the Blue Book. This year's estimates for the Company of Young Canadians were considered by the Standing Committee on Miscellaneous Estimates on November 15, 1968, and December 5, 1968. At that time, on December 5, 1968, the Assistant Director cabled the following information which had been asked for at the previous meeting: a list of consultants' reports; a list of program consultants for Indian projects; and a list of secretaries and part-time help. These documents were printed as Appendices C, D and E on December 5, 1968. The Clerk has a few copies here—six copies—of the Minutes of Proceedings and Evidence, but you can obtain them at the Distribution Office.

I will now call on Mr. Claude Vidal, Executive Director, to introduce his colleagues and make the opening statement. Mr. Vidal.

M. Claude Vidal (directeur général, Compagnie des Jeunes Canadiens): Merci, monsieur le président. Vous venez tout juste de présenter mes collègues, mais si vous tenez à ce que je le fasse une deuxième fois... A ma droite, M^{me} Vennat. Manon Vennat, qui est adjointe

• 0945

au directeur. A côté de M^{me} Vennat, le responsable de l'information à la Compagnie, M. Ian Hamilton. A la droite maintenant de M. Hamilton, M. Glen Brown, l'administrateur général, et enfin M. Muzeen qui est superviseur des opérations sur le terrain pour la Compagnie.

[Interprétation]

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Le jeudi 17 avril 1969

Le vice-président: Messieur, je vois que nous avons quorum. Nous allons donc procéder.

This morning we have before us the Company of Young Canadians. This is Mr. Claude Vidal, Executive Director; on his right, Mrs. Manon Turbide-Vennat, Executive Assistant; Mr. Glen Brown, Administrator; Mr. Bernard Muzeen, Operations Officer; and Mr. Ian Hamilton, Director of Information.

Ce matin, nous étudions le crédit n° 48, des prévisions budgétaires de la Compagnie des Jeunes Canadiens, à la page 348 du Budget. Les prévisions budgétaires de la Compagnie ont été étudiées cette année par le Comité permanent des prévisions budgétaires en général, le 15 novembre 1968 et le 5 décembre de la même année. A ce moment-là, le 5 décembre, le directeur adjoint a déposé les renseignements suivants qui avaient été demandés lors de la réunion précédente: une liste des rapports des conseillers, une liste des programmes des conseillers, destinés aux Indiens, et une liste des secrétaires et des aides à temps partiel. Ces documents ont été imprimés en appendice le 5 décembre 1968 et portent les lettres C, D, et E. Le greffier possède six exemplaires de ces procès-verbaux et vous pourrez vous les procurer au Bureau de la distribution des publications.

Je donne maintenant la parole à monsieur Claude Vidal, directeur exécutif, et je lui demanderais de présenter ses collègues et de faire la déclaration d'ouverture. Monsieur Vidal.

Mr. Claude Vidal (Executive Director, Company of Young Canadians): Thank you, Mr. Chairman. You have just introduced my colleagues, but if you want me to introduce them to you again—On my right, Mrs. Manon Vennat who is the Executive Assistant. Next

to her, is our Director of Information, Mr. Ian Hamilton, and to his right, Mr. Glen Brown, Administrator, and finally, Mr. Bernard Muzeen who is the Operations Officer in the field for the Company.

[Text]

Le vice-président: Je m'excuse de vous interrompre.

I think, gentlemen, that it would be a good thing if you introduced yourselves so that our witnesses might know with whom they are dealing. Would you kindly identify yourselves.

Mr. Stewart (Cochrane): Ralph Stewart, government member from Cochrane.

Mr. Perrault: Ray Perrault, of the government side.

Mr. Hymmen: Keith Hymmen, government side.

Mr. Stanbury: Bob Stanbury, York-Scarborough.

Mr. Osler: E. B. Osler, Winnipeg South Centre.

Mr. Comeau: Louis Comeau, South Western Nova.

Mr. Dinsdale: Walter Dinsdale, Brandon-Souris, on the people's side.

The Vice-Chairman: Not a big crowd on that side, apparently.

Mr. Osler: I would like to clarify myself after Mr. Dinsdale's remark because we are neighbours, constitutionally speaking or whatever, but I am on the government side.

M. Vidal: Monsieur le président, messieurs les membres du Comité de la radiodiffusion, nous tenons à vous remercier de l'occasion que vous nous donnez de vous rencontrer pour une première fois. Nous vous présentons les activités de la Compagnie des Jeunes Canadiens et nous serons heureux de répondre aux questions que les activités de la Compagnie peuvent susciter.

Ce matin, nous traiterons de deux sujets: la Compagnie des Jeunes Canadiens d'aujourd'hui et celle de demain.

La compagnie peut se définir très simplement comme un ensemble de projets à caractère socio-économico-communautaire. Nous avons environ 195 volontaires qui travaillent dans plus de 25 municipalités canadiennes. Les buts poursuivis par la Compagnie dépassent quelquefois l'entendement d'une bonne part de Canadiens, ou, du moins, certains d'entre eux ne manifestent guère d'intérêt. Nos volontaires pourtant sont manifestement des «engagés» et nous exigeons beaucoup d'eux. On leur demande d'aider les collectivités défavorisées à résoudre des problèmes qui sont perçus par d'autres agences comme de

[Interpretation]

The Vice-Chairman: Sorry for interrupting.

Je pense qu'il serait utile que vous vous présentiez vous-mêmes pour que les témoins sachent à qui ils ont affaire. Pourriez-vous vous nommer?

M. Stewart (Cochrane): Ralh Stewart, député de Cochrane.

M. Perrault: Ray Perrault député libéral.

M. Hymmen: Keith Hymmen, député libéral.

M. Stanbury: Bob Stanbury, député de York-Scarborough.

M. Osler: E. B. Osler, député de Winnipeg-Sud-Centre.

M. Comeau: Louis Comeau, député de South Western Nova.

M. Dinsdale: Walter Dinsdale, Brandon-Souris, député du peuple.

Le vice-président: Il n'y en a pas beaucoup de ce côté-là apparemment.

M. Osler: Après les remarques de monsieur Dinsdale, je voudrais ajouter que nous sommes voisins sur le plan constitutionnel et que je suis du côté du gouvernement.

Mr. Vidal: Mr. Chairman, members of the Broadcasting Committee. I would like to thank you for the opportunity of appearing before you for the first time to talk about the Company of Young Canadians and to answer any questions that you may have.

I want to talk about two things this morning. The Company of Young Canadians at present, and the role I foresee for it in the future.

The Company can quite simply be defined as a combination of projects having a socio-economic-communal nature. We have about 195 volunteers working in more than 25 Canadian municipalities. The goals pursued by the Company are sometimes beyond the comprehension of most Canadians, or at least, some of them show no interest whatsoever. But our volunteers are obviously people who are "involved", and we demand a lot from them. They are asked to help underprivileged communities solve problems that are considered by other agencies as truly unsolvable challenges. We think our volunteers can

[Texte]

véritables défis sans issue. Nous croyons que nos volontaires peuvent réussir, et dans plusieurs cas, ils ont enregistré des succès très valables.

Nous ne prétendons pas que tous les projets de la Compagnie fonctionnent à la perfection. Dans plusieurs projets nous reverrons les buts et envisagerons de nouvelles démarches. Le rendement de certains ne répond pas non plus aux standards définis par le Conseil de la Compagnie, et c'est pourquoi il y a et il y aura toujours place pour l'amélioration ou, parfois, pour l'arrêt ou encore la suspension de certaines activités.

Dans l'ensemble, nos activités sont valables et appréciées, comme nous le disions plus tôt. Nous invitons les membres de ce Comité, selon ce que leur horaire leur permet, à venir visiter certains de nos projets, ceux qu'ils aimeraient visiter.

Nous nous occupons, comme vous le savez sans doute, d'un vaste champ d'activités. Nous nous préoccuons de la question du logement, de la rénovation urbaine, du chômage, du recyclage, des inégalités chez certains groupes de travailleurs, de budget familial et de sa préparation, de la jeunesse, de la libération sur parole, des cautionnements, et des systèmes de réadaptation. Nous nous occupons des Amérindiens et des immigrants.

La documentation que vous avez reçue et que je vois ici, sur les tables, devrait vous permettre d'étendre l'éventail de vos connaissances en ce qui concerne les activités de la Compagnie des Jeunes Canadiens.

Depuis l'automne dernier, la Compagnie a connu un ensemble de changements qui augurent un nouveau cycle dans la permanence de son établissement. Avec sérieux, la Compagnie s'est orientée un peu plus vers les projets en donnant aux volontaires des responsabilités administratives nouvelles, et en leur assurant davantage la participation aux comités dont les travaux touchent directement à la gestion des projets.

De plus, la Compagnie aura bientôt son Conseil permanent. Ce Conseil, c'est-à-dire le Conseil d'administration de la Compagnie, sera composé de 15 membres dont 10, tel que stipulé dans la Loi de la Compagnie, seront élus par les volontaires eux-mêmes. Jusqu'à maintenant, la direction de la Compagnie est assurée par un Conseil d'administration provisoire. Le fait que la jeunesse prend de plus en plus d'importance, ici même au Canada comme à l'étranger d'ailleurs et le fait que de nombreux changements ont marqué l'administration et le contrôle des finances de la Compagnie, nous rendent des plus optimistes quant à la nécessité de cette Compagnie et quant à son avenir.

[Interprétation]

be successful, and in many cases they have achieved sound success.

I am not saying that all Company projects are operating perfectly. There is a need for many projects to redefine their objectives and to set a new approach. Other projects are not living up to the standards set by the Company Council with regard to output and that is why there is and there always will be room for improvement or, sometimes, for the terminations or suspension of certain activities.

On the whole, our activities are valid and are appreciated, as we said earlier. We would like to invite the members of this Committee, time permitting, to visit any of our projects that would appeal to them.

As you know, we have a wide range of work. It includes the fields of housing and urban renewal, unemployment, job retraining, work exploitation, family budgeting, youth, parole, bail and rehabilitation systems, Amerindians and immigrants.

The documentation which we have made available to you and which I see here on the tables, should give you further information regarding the activities of the Company.

A number of major developments in the Company that have taken place since last Fall, forecast a new cycle in the permanence of its establishment. The Company has made a serious attempt to become more project oriented by putting additional administrative responsibilities in the hands of volunteers, and by involving them to a greater extent in the committees that relate directly to project management.

Furthermore, the Company will soon have its Permanent Council. This Council, i.e. the Company's Board of Directors, will be made up of 15 members, 10 of whom, as provided in the Company of Young Canadians Act, will be elected by volunteers. Up to now the Company has been governed by a Provisional Council. The fact that youth is becoming increasingly important here in Canada like elsewhere, and the fact that the administration and control of the Company's finances has undergone many changes makes us very optimistic about the need for this Company and about its future.

[Text]

Nous nous permettons, cependant, d'atténuer nos espoirs en vous présentant quelques faits et des opinions qui placent la Compagnie en position d'équilibre instable et, dans certaines occasions, en position d'équilibre délicat. Le public en général, les politiques et la presse comprennent plus ou moins bien les buts et les méthodes de travail de la Compagnie. En partie, c'est la Compagnie elle-même qui cause des malentendus et génère maintes fois un climat de méfiance à son égard.

En juillet 1966 pourtant, le Parlement canadien nous a confié comme tâche, l'appui, l'encouragement et la mise au point de programmes tendant au progrès social, économique et communautaire au pays et à l'étranger. Le progrès en ces domaines n'est possible que si le citoyen prend lui-même conscience de ses droits. Nous aidons les citoyens à s'organiser de façon telle que l'utilisation de structures démocratiques les mène à contrôler eux-mêmes leur destin.

Il importe de souligner que ce n'est pas la Compagnie qui décide quant à l'action qu'entreprendra un groupe communautaire ou une collectivité. Les citoyens peuvent identifier leurs ennuis et découvrir les difficultés qui les assaillent et qui les assaillent parfois d'une génération à l'autre: on dit souvent que la pauvreté se perpétue. Le travail de nos volontaires se résume ainsi: offrir un ensemble de méthodes où la participation oblige les citoyens à rechercher eux-mêmes les solutions appropriées et encourager ces mêmes citoyens à mettre sur pied les mécanismes d'action requis.

Voici trois postulats que la Compagnie fait siens en vue de provoquer le progrès social: le progrès social s'accompagne de difficultés personnelles de toute nature; tensions, émotions; le progrès social s'achemine à travers tous les niveaux d'une société par l'organisation communautaire; le progrès social engendre des perturbations d'ordre politique.

C'est pourquoi nous exigeons que nos volontaires se consacrent aux besoins des groupes qu'ils ont choisis de servir plutôt que d'imposer leurs propres ennuis, leurs propres visions des choses et des événements. Nous rappelons aux citoyens qu'ils ne doivent pas attendre l'avènement du progrès social. Nous leur répétons qu'ils peuvent eux-mêmes le provoquer en participant aux prises de décisions qui les touchent.

Nous assumons personnellement la direction générale de la Compagnie des jeunes Canadiens depuis l'automne dernier. Dès notre arrivée, nous avons concentré nos efforts sur les problèmes quotidiens en vue de bâtir l'avenir; le passé se décrit, le passé se

[Interpretation]

However, the following presentation of some facts and sets and opinions that tend to place the Company in a position of instability, and in some instances, in a delicately balanced position, leads us to temper our hopes. There is still misunderstanding of the Company, its objectives and its methods of work on the part of the public in general, politicians and the press. The Company itself is partly responsible for causing misunderstanding and often generates a climate of suspicion concerning its activities.

In July 1966 however, the Canadian Parliament entrusted us with the task of supporting, encouraging and setting up programs of social, economic and community development in Canada and abroad. Progress in these fields is possible only if the citizen himself is aware of his rights. We help citizens to organize in such a manner that the use of democratic structures will lead them to control their own destiny.

The Company at no time decides what a community or part of a community will or will not do. People can identify their problems and discover the difficulties which beset them and which sometimes beset them for one generation to the next. It is often said that poverty perpetuates itself. The work of our volunteers can be summed up as follows: to offer a comprehensive set of methods wherein involvement compels citizens to seek for appropriate solutions themselves and to encourage these same citizens to set up the action mechanisms that are needed.

These are three tenets that the Company has accepted with a view to promoting social change. We believe that social change involves all kinds of personal problems, i.e. tension and emotion; that social change is achieved at all levels of society through community organization; that social progress gives rise to disturbances of a political nature.

That is why our volunteers must put the needs of the community they have chosen to serve, ahead of their own views and problems. We remind people not to wait for social progress to come about. We tell them they can bring it about themselves by participating in the decision-making process that concerns them. We personally have assumed the general management of the Company of Young Canadians since last Fall. From the outset, we have concentrated our efforts on daily problems with a view to building for the future. One can describe the past, talk about it, but the past does not come back and one cannot relive it.

[Texte]

raconte, mais le passé ne revient pas et ne se revit pas.

Nous avons dû de façon immédiate mettre un peu de clarté dans l'administration de la Compagnie en préparant des descriptions de tâches convenables, en esquisant les lignes d'autorité fondées sur des aires de responsabilité à tous les niveaux; de plus, nous avons mis sur pied une méthode publique de recrutement du personnel. Enfin, nous partageons notre gestion avec tous nos groupes de personnel grâce à une structure de comité comprenant nos chargés de projets et nos volontaires les plus compétents.

La Compagnie avait commencé, un peu avant mon arrivée, l'amélioration de sa gestion financière; nous poursuivons ce travail par l'application de méthodes de contrôle dont l'efficacité devrait se manifester dans notre prochain rapport annuel.

Nous espérons donc que les citoyens avec lesquels nous travaillons ainsi que les situations pénibles dans lesquelles nombre d'entre eux se débattent, situations qui nous touchent tous, deviennent la préoccupation de tous les Canadiens. Sur ces mots, encore une fois, je réitère mes remerciements et je vous invite, monsieur le président, à continuer.

Le vice-président: Merci beaucoup, monsieur Vidal. Monsieur Stewart?

M. Stewart (Cochrane): Avant de commencer à poser des questions au témoin, je veux seulement mettre les choses au clair et nous rafraîchir la mémoire. Pourriez-vous nous dire, monsieur Vidal, quand vous avez assumé le poste de directeur et quand les autres sont entrés en fonctions? Il y a eu beaucoup de changements dans votre personnel, depuis quelque temps. Pourriez-vous nous donner une idée du moment où vous êtes entrés en fonctions?

M. Vidal: Je suis entré à l'emploi de la Compagnie le premier décembre dernier. Pour ce qui est des autres membres qui sont avec moi, M^{me} Vennat est avec la Compagnie depuis 3 ans; M. Hamilton, depuis presque deux ans; M. Brown, l'administrateur, depuis 1 an. M. Muzeen est un des premiers volontaires, qui, après avoir terminé son stage de 24 mois comme volontaire, est devenu un membre du personnel.

M. Stewart (Cochrane): Vous êtes alors le seul dans la direction, qui soit arrivé dernièrement?

M. Vidal: Oui, je suis le plus jeune.

M. Stewart (Cochrane): J'aimerais mieux revenir plus tard pour poser mes questions, monsieur le président.

[Interprétation]

Our immediate task was to bring some light to the administration of the Company by preparing a description of appropriate duties, by outlining the various levels of authority on the basis of areas of responsibility at all levels. Furthermore, we have set up a public method for recruiting personnel. Finally, we share our management with all our groups of personnel thanks to a committee structure involving our members who are in charge of projects and our most qualified volunteers.

The company had started a little before I arrived, to improve its financial administration. We are going ahead with this work by the application of control methods, the results of which should show in our next annual report.

We therefore hope that the citizens with whom we work, together with the difficult situations in which a lot of them find themselves, situations which concern us all, will become the concern of all Canadians. Once again, I would like to thank you, and I would invite you, Mr. Chairman, to proceed.

The Vice-Chairman: Thank you very much, Mr. Vidal. Mr. Stewart?

Mr. Stewart (Cochrane): Before starting to put questions to the witness, I just want to refresh our memories, and set things out clearly. Could you tell us, Mr. Vidal, when you assumed the position of Director and when the others assumed their positions? There have been a lot of changes in your staff since some time now. Could you tell us when you assumed your various positions?

Mr. Vidal: I came into the Company on December 1 last. With regard to the other members who are with me, M^{me} Vennat, has been with the company for three years, Mr. Hamilton, two years, and Mr. Brown, the Administrator, one year. Mr. Muzeen is one of the first volunteers who after completion of his 24-month probationary period as a volunteer, became a member of the staff.

Mr. Stewart (Cochrane): So you are the only one in the administration who came in recently?

Mr. Vidal: Yes, I am the youngest.

Mr. Stewart (Cochrane): I would rather put my questions later on, Mr. Chairman.

[Text]

The Vice-Chairman: Who would like the floor? Mr. Dinsdale.

Mr. Dinsdale: First of all I want to express appreciation for Mr. Vidal's presentation here this morning. As I think it is the case with all members of the Committee, it is the first time we have had an opportunity of meeting Mr. Vidal face to face and it was particularly interesting to hear his approach and his philosophy with respect to the work of the Company of Young Canadians. I suppose all members of Parliament would like to include themselves in that Company of Young Canadians even though some of us are over 30, which is supposed to be the magic age when we are no longer tuned in or perhaps turned on.

Mr. Vidal dealt with the problem of the unfortunate publicity that the C.Y.C. had received in its early inaugural days. I think we have moved to a position now, Mr. Vidal, where the C.Y.C. was almost continually in the headlines when they are today seldom in the headlines. Is that a conscious effort to try to avoid sensational episodes which have made it very difficult for the C.Y.C. to operate in the area of social endeavour, or is it because the C.Y.C. has had to curtail its activities to a large extent because of budget difficulties and so forth?

• 1000

Mr. Vidal: Partly there are some aspects which are interesting in what you are saying; partly there are other aspects which I have observed recently. I would say that we still get quite a good show of publicity. I saw this morning in the *Globe and Mail*, and in the *Montreal Star* last Monday, I think, we had on page 3 at least five columns. But again the type of interest now the Company brings about is more understood by the public in general and by newspaper people in particular. I would say it is also a question of regionalism. In other regions where the CYC was not too well known, then you have exactly in the papers the type of reaction you have found probably in other regions at the beginning of the Company.

It is a question of growth, you see. Being a project based company, wherever the project starts, if it starts in a region where the CYC has already established itself, then the outlook to it is of a different nature than when it is a new project. Anything which is new usually creates excitement and interest.

[Interpretation]

Le vice-président: Monsieur Dinsdale, aimeriez-vous prendre la parole?

M. Dinsdale: Monsieur le président, tout d'abord je tiens à remercier monsieur Vidal pour son exposé de ce matin. Je crois que tous les membres du Comité sont tous très heureux de faire sa connaissance et nous avons tout particulièrement été intéressés d'entendre sa façon d'aborder ces questions et l'idée qu'il se fait du travail de la Compagnie des jeunes Canadiens. Je suppose que tous les députés aimeraient faire partie de la Compagnie, même si certains d'entre nous ont dépassé la trentaine. C'est l'âge délicat où nous ne sommes pas sensés vraiment comprendre ces questions de jeunes parce que nous ne sommes pas sur la même longueur d'onde ou que nous n'y adhérons pas.

Monsieur Vidal s'est penché sur le problème de la publicité regrettable dont la Compagnie a fait l'objet à ses tout débuts. Je crois que maintenant, monsieur Vidal, nous sommes poussés à constater qu'avant, la Compagnie, faisait tout le temps la manchette des journaux, tandis que maintenant on n'en parle que très rarement. Est-ce le résultat d'un effort résolu d'éviter la manchette qui l'a souvent empêchée de travailler dans un secteur de la population ou est-ce parce que la Compagnie a dû réduire ses activités dans une large mesure, à cause du manque de finances?

M. Vidal: Il y a certains aspects intéressants dans ce que vous dites. Il y en a d'autres aspects que j'ai remarqués dernièrement. Je dois dire que nous avons encore une bonne publicité. Ce matin, j'ai vu dans le *Globe and Mail* et le *Montreal Star* qu'on nous réservait cinq colonnes à la page 3. Mais le genre d'intérêt que la compagnie suscite en ce moment, est mieux compris du public en général et des journalistes. C'est aussi une question de régionalisme. Dans d'autres régions où la Compagnie n'était pas très bien connue vous contactez les mêmes réactions que la Compagnie a suscitées au tout début dans d'autres régions.

C'est une question de développement. Cette compagnie se charge surtout d'exécuter des projets. Inaugurer un projet dans une région où la Compagnie est déjà connue est très différent d'inaugurer un nouveau projet. On sait qu'il y a des difficultés. La nouveauté incite l'animation et l'intérêt.

[Texte]

On the other aspect, to me it seems that also our publicity now is managed, I would say. This is a more interesting thing.

Mr. Dinsdale: In the best sense of the word "manage."

Mr. Vidal: Yes; we have a very competent gentleman here. The important thing in your question was whether it is a curtailment of investments. Again, if you have more money invested in a company you are going to do more work; in doing more work you are going to produce more interest; producing more interest you are going to get a larger share of the press again. Therefore, I would say that in two ways you have better understanding by the public of what we are doing and then a slowing up of activities because investments could be better and we could do more, and doing more we would have a greater share of the press.

Mr. Dinsdale: I am from Western Canada as I have indicated; there seems to be a withdrawal of the CYC from Western Canada. This is the impression I get. I have no information on it, but up until recently—and I am reading your 1968 report on page 10—the Manitoba operation, for example, was pretty well concentrated in Winnipeg with one worker at the Oak River Reserve at Griswold, Manitoba. Has that situation further retracted or has it expanded?

Mr. Vidal: At this moment the group from Winnipeg has submitted to our council a proposal for a new re-entry project in Manitoba, and this is what we are establishing with them.

Mr. Dinsdale: Is Mr. Murray Smith still with you?

Mrs. Manon Turbide-Vennat, (Executive Assistant, Company of Young Canadians): No.

Mr. Dinsdale: There has been a change in personnel?

Mrs. Turbide-Vennat: Oh yes, quite some time go.

Mr. Dinsdale: They had a housing problem there which we will not discuss this morning.

Mrs. Turbide-Vennat: No, it was solved amicably.

Mr. Dinsdale: This was the last big news of the CYC activities in Winnipeg, the problem that they had with respect to the house they were renting. I think perhaps the situation

[Interprétation]

D'autre part, il me semble qu'on s'occupe de publicité, si j'ose dire. C'est un phénomène très intéressant.

M. Dinsdale: Dans le bon sens du mot «s'occuper de» n'est-ce pas?

M. Vidal: C'est cela. Nous avons quelqu'un de très compétent ici avec nous. Vous vous intéressez à la réduction des investissements. Encore une fois, si vous avez plus d'argent dans une société, vous allez pouvoir accomplir plus de travail, c'est-à-dire qu'en travaillant plus, vous créez plus d'intérêt et ainsi, vous compterez sur une plus grande partie de la presse. Autrement dit, je veux dire que des deux manières notre travail est mieux compris du public et un ralentissement des activités parce que les investissements pourraient être meilleurs et on pourrait faire plus, et en faisant plus, on aurait une plus grande participation de la presse.

M. Dinsdale: Je viens de l'Ouest du Canada, comme je viens de l'indiquer. Il me semble qu'il y ait un retrait de la Compagnie des jeunes canadiens de l'Ouest canadien. C'est du moins l'impression que j'ai. Je n'ai pas de renseignements précis à ce sujet mais jusqu'à récemment, je cite votre rapport de 1968 à la page 10; les activités au Manitoba par exemple étaient surtout concentrées à Winnipeg, avec un seul travailleur de la réserve de Oak River à Griswold (Man.). Est-ce que cette situation va de l'arrière ou de l'avant?

M. Vidal: Actuellement, le groupe de Winnipeg a soumis à notre conseil une proposition en faveur d'une nouvelle entrée au Manitoba et c'est ce que nous sommes en train de faire.

M. Dinsdale: Est-ce que monsieur Murray Smith est encore avec vous?

Mme Manon Turbide-Vennat (Administratrice-adjointe de la Compagnie des jeunes Canadiens): Non.

M. Dinsdale: Il y a eu un changement de personnel?

Mme Turbide-Vennat: Oui, il y a assez longtemps.

M. Dinsdale: Ils ont eu un problème de logement que nous n'allons pas discuter ce matin.

Mme Turbide-Vennat: Non, il a été résolu à l'amiable.

M. Dinsdale: C'était la dernière grande nouvelle des activités de la CJC à Winnipeg, le problème qu'ils ont eu avec la maison qu'ils louaient. Je crois que la situation vous

[Text]

will be well known to you. There is no need to discuss it here this morning. But that is the last I have heard of the CYC activity in Manitoba other than a bulletin that appeared in *The Scout*, which is published by some of the Indian people in Western Manitoba.

I have always regarded the work of the CYC as most valuable amongst our aboriginal people. The CYC had established a worker on the Briswold Reservation and Miss Eleanor

• 1005

Hyodo, I think last fall or summer, was withdrawn from the work she was doing on the Briswold Reservation. This is the report I got from *The Scout* magazine which is published by the Indian folk themselves:

"It seems that 'The Company of Young Canadians' in all their wisdom has had to cut expenses and in turn may 'cut' Eleanor Hyodo out from amongst us. It's a sad thing to day, but there are other people in this organization that would be better cut off than our girl Eleanor. She has made a very great contribution to the people of Oak River to say the least and it would be a shame to lose her. From what I've heard, she has done a wonderful job getting the kindergarten started and also working on other projects that I am not acquainted with. I would think that something should be done to attempt to keep her if she wants to stay and I might add, at a much higher stipend. I would think that the friends and associates of our girl should flood the CYC offices, Mr. Dinsdale's office in Ottawa and Reg Lissaman's office with letters, petitions, or anything that could help to keep her here."

It is signed by the editor of *The Scout*, who at that time was a Mr. T. K. Yorke. Miss Hyodo was withdrawn, and I would say that this would seem to indicate that the work of the CYC in Manitoba is pretty well restricted to the city of Winnipeg now. Is that correct?

Why was she withdrawn? I knew the young lady and she was doing an excellent job amongst the mothers and children of the reserve, and it has left a vacuum and, as the Good Book says, "the second state could be worse than the first". This has been one of our great problems with the Indian people. We move in with a positive program of social action; we move them forward, raise their level of expectations and just when they have reached a new plateau, the whole thing is withdrawn and they say once again, "white

[Interpretation]

est bien connue. Nous n'avons pas besoin d'en discuter ce matin. Mais c'est la dernière fois que j'ai entendu parler des activités de la Compagnie au Manitoba à part un bulletin qui a paru dans *The Scout*, publié par quelques Indiens de l'Ouest du Manitoba.

J'ai toujours considéré le travail de la CJC comme très utile chez nos indigènes. La CJC avait placé un travailleur à la réserve Griswold et mademoiselle Eleanor Hyodo, je

crois, l'automne ou le printemps dernier a été retirée de ses activités sur la réserve. C'est le rapport que j'ai eu du magazine *The Scout* qui est publié par les Indiens eux-mêmes:

Il semble que la CJC, dans toute sa sagesse, a dû réduire ses dépenses et à son tour devra peut-être nous enlever Eleanor Hyodo. Il est triste de dire aujourd'hui qu'il y a d'autres personnes dans l'administration qui devraient être retirées plutôt qu'Eleanor. Elle a apporté une grande contribution, pour ne pas dire plus, aux activités des gens de la réserve et ce serait une honte de la perdre. D'après ce que l'on m'a dit, elle a fait un travail admirable en inaugurant le jardin d'enfants et en participant à un certain nombre d'autres projets que je ne connais pas très bien. Je pense qu'on devrait faire quelque chose pour tenter de la garder si elle le veut et avec un traitement plus élevé. Je pense que les amis et adjoints d'Eleanor devraient inonder les bureaux de la C.J.C. d'Ottawa, de monsieur Dinsdale et de monsieur Reg Lissaman de lettres, pétitions ou autres qui pourraient servir à la garder parmi nous.

L'article est signé par le rédacteur du *The Scout* qui, à ce moment-là était monsieur T. K. York.

Mademoiselle Hyodo a été retirée et il me semble que le travail de la CJC au Manitoba est limité à la ville de Winnipeg. Est-ce exact?

Pourquoi a-t-elle été retirée? Je savais qu'elle travaillait bien, qu'elle faisait du travail utile chez les mères et les enfants de la réserve. Cela a laissé un vide et comme d'après la Bible la seconde condition pourrait être pire que la première, cela a toujours été une des difficultés avec les Indiens. Nous arrivons avec un programme positif d'action sociale; nous les remuons, nous soulevons leurs espérances et lorsqu'on est arrivé à la nouvelle étape, eh bien, tout est remis à zéro et encore une fois on dit «l'homme blanc a la

[Texte]

man speaks with forked tongue," and the second state is worse than if we had not gone in at all.

Mr. Bernard Muzeen (Operations Officer, Company of Young Canadians): I agree with you. The report is correct concerning Eleanor's work with the nursery school in the day care centre unit. However, Eleanor was receiving staff support from the Winnipeg staff and we had the Winnipeg project in the Logan area. When that project was withdrawn, no guarantee of staff support was available for Eleanor and she was transferred to another CYC project. This is basically the reason.

Mr. Dinsdale: In Manitoba?

Mr. Muzeen: No, in Cape Breton.

Mr. Dinsdale: Was any attempt made before her withdrawal to ensure that there would be some continuity by means of volunteer work from volunteers from neighbouring towns and so forth, who would continue the work, or was it just left in a vacuum?

Mr. Muzeen: Our understanding of the work of both projects in Manitoba is that one project was working with a local agency, and Eleanor was working with a group of parents and the Anglican church school in the area, and that if there was to be some on-going process it would have to come from that group rather than necessarily from us, I would suggest.

Mr. Dinsdale: But her withdrawal was the result of an economic situation?

Mr. Muzeen: Predominantly, because we had no staff person from Toronto through Calgary at that time. We had one person in the middle of the Prairies.

Mr. Dinsdale: It would seem to me that one of the great contributions the CYC can make as a positive social force is to encourage participation by volunteers. In other words, the CYC employee or representative should be a social catalyst to involve people at the local community level. I have not seen too much evidence of this in the West, for example. What is the state? In the 1968 report you had two staff members, and I presume that would be just about the situation now, and you have six volunteers plus Miss Hyodo which made a total of seven.

Has the list of volunteers expanded or has it diminished. What is the present situation?

[Interprétation]

langue fourchée,» et c'est pire que si on n'avait rien fait.

M. Bernard Muzeen (Agent des opérations de la Compagnie): Je suis d'accord avec vous, le rapport sur Eleanor est exact. Elle a travaillé à l'école de nursing dans les garderies d'enfants. Toutefois, Eleanor était appuyée par le bureau de Winnipeg et le projet de Winnipeg a eu lieu dans la région de Logan. Lorsque ce projet a été supprimé, on ne pouvait pas garantir qu'elle y soit maintenue et elle a été mutée dans un autre lieu, pour réaliser un autre projet de la CJC.

M. Dinsdale: Au Manitoba?

M. Muzeen: Non, au Cap-Breton.

M. Dinsdale: Est-ce qu'avant son retrait, on s'est assuré qu'il y aurait une certaine continuité en la personne de volontaires, volontaires de villes voisines, etc, qui pourraient poursuivre son travail ou est-ce qu'on a seulement laissé un vide?

M. Muzeen: D'après ce que je vois des deux projets du Manitoba, c'est qu'un projet était organisé avec un organisme local et Eleanor travaillait avec un groupe de parents et l'école de l'Église anglicane de la région et s'il fallait que cela continue, cela devrait être fait par ce groupe-là plutôt que par nous.

M. Dinsdale: Mais son retrait était le résultat d'une situation financière?

M. Muzeen: Surtout, parce que nous n'avions personne qui pouvait aller de Toronto à Calgary à ce moment-là. Nous avions une seule personne au centre des Prairies.

M. Dinsdale: Il me semble que l'une des grandes contributions de la CJC en tant que force sociale dynamique est d'encourager la participation de volontaires. Autrement dit, l'employé ou le représentant de la CJC devrait être un catalyseur social qui ferait intervenir les gens des collectivités locales. J'en n'ai pas vu beaucoup d'exemples dans l'Ouest, par exemple. Qu'en est-il? Dans le rapport de 1968, il y avait deux membres du personnel, et je pense que parce que c'est à peu près la situation et vous avez également six volontaires plus mademoiselle Hyodo, ce qui fait un total de sept.

Est-ce que la liste des volontaires a été élargie ou bien est-ce qu'elle a diminué? Comment est-ce aujourd'hui?

[Text]

Mr. Vidal: Yes, the volunteers have expanded slowly. It is in the four western provinces where it has expanded quite markedly.

Mr. Dinsdale: Do you have the names available or is it...

Mr. Vidal: Yes.

Mr. Muzeen: We have a project in Calgary, a project in Lesser Slave Lake, a project in North Western Saskatchewan, La Loche and Buffalo Narrows. We have a project in the Northwest Territories centering around Fort Rae and Yellowknife and, as Mr. Vidal mentioned a few moments ago, we have an extensive proposal to re-enter the Winnipeg area in conjunction with some citizen groups and agencies. But that is being considered by our people now.

Mr. Dinsdale: What is the relationship between the CYC now and the social agencies already established? Most urban communities have interagency councils which try to co-ordinate the social and welfare activities in their respective areas. One of the great problems in social work has been so many dogooders rushing about, moving off in all directions, that they have created a state of confusion rather than helped the social situation. Is it a policy of the CYC to become a part of an interagency council or does it work outside the framework of the agencies already established? Is this the source of the irritation that seems to have existed?

Mr. Vidal: There is a variety of relationships. In certain areas, I am thinking of Vancouver, for instance, where there is a very straight and marked relationship. In another area it is not with the established agencies but with the groups of citizens. In another area it started with sort of a war between CYC volunteers, and now finally they are getting together. It is the...

Mr. Dinsdale: To be operations manager.

Mr. Vidal: No. We personally like to co-operate with anyone having the same type of objective in which we can share. In general, looking at our different projects, there are different types of relationship, and usually those I have visited are quite interesting—very positive.

Mr. Dinsdale: So you are saying that you now have established a policy whereby you try to co-ordinate rather than to compete with existing agencies?

[Interpretation]

M. Vidal: Oui, le nombre des volontaires a augmenté lentement. Dans les quatre provinces dans l'Ouest, il a augmenté sensiblement.

M. Dinsdale: Est-ce que vous pouvez citer les noms ou est-ce que...

M. Vidal: Oui, bien sûr.

M. Muzeen: Nous avons un projet à Calgary, un autre au Petit lac des Esclaves, un autre dans le nord-ouest de la Saskatchewan, à La Loche et à Buffalo Narrows. Nous avons un projet dans les Territoires du Nord-Ouest, centré autour de Fort Rae et de Yellowknife, comme monsieur Vidal l'a indiqué il y a quelques instants, nous avons l'intention de revenir à Winnipeg avec certains groupes de citoyens et organismes de citoyens. C'est ce que nous étudions actuellement.

M. Dinsdale: Quels sont les rapports entre la C.J.C. maintenant et les organismes sociaux déjà existants? Dans chaque ville, il y a des conseils interorganiques, qui cherchent à coordonner les activités sociales et le bien-être social dans leurs régions respectives. L'un des plus grands problèmes qui se posent, c'est qu'il y en a tellement qui veulent bien faire, qui se pressent, se jettent dans toutes les directions, qu'ils ont créé un état de confusion plus qu'ils n'ont aidé la situation sociale. C'est une des politiques de la C.J.C. de faire partie d'un conseil interorganique ou est-ce que cela dépasse le cadre des organismes déjà existants? Est-ce la source d'irritation qui existe déjà?

M. Vidal: Il y a une variété de rapports. Dans certaines régions, je pense, par exemple, à Vancouver, où il y a un rapport très direct et très marqué. Dans d'autres domaines, ce n'est pas avec les organismes établis mais avec les groupes de citoyens. Dans une autre région, il y a au début une sorte de guerre avec les volontaires de la C.J.C. et maintenant, ils se groupent. C'est...

M. Dinsdale: Pour être directeur des opérations?

M. Vidal: Non. Nous tenons absolument à coopérer avec tous ceux qui partagent les mêmes objectifs. En général, nous avons des rapports différents selon les projets que nous avons et ceux que j'ai vus allaient très bien. Je vous le garantis.

M. Dinsdale: Par conséquent, ce que vous voulez dire, c'est que maintenant vous avez établi une politique d'après laquelle vous cherchez à coordonner plutôt qu'à lutter avec les organismes sur place.

[Texte]

Mr. Muzeen: No, I would say that that is a misunderstanding. The Company does not have a policy per se in the sense I think you mean the word "policy", that you shall or you shall not work with this or that agency. What we do is try to equip our volunteers in project teams at the project level to work at the priorities as established by citizen groups in the area. That may mean co-operating with all kinds of government agencies, other community groups and other indigenous agencies, but that depends on the individual project and the individual need. So, it is not a policy; it is just good management and good technique, as well as good use of community resources that exist.

Mr. Vidal: It is the possibilities of co-operation you can have with all groups interested in bringing about social change in a given area. This would be the policy. In certain instances there are acceptances. In others there are challenges and modifications and understandings. In others they do not seem to agree. You have variety.

Mr. Dinsdale: Is Mr. Martin Béliveau still with you in Quebec?

Mrs. Turbide-Vennat: No, he is not.

Mr. Dinsdale: He voluntarily withdrew I presume?

Mrs. Turbide-Vennat: Yes, in June, 1968.

Mr. Dinsdale: There seems to have been, as I gather from what has been said here this

• 1015

morning, a change in attitudes as to the role of the CYC in this whole process of social change. The reason I mention Mr. Béliveau's name is because his philosophy, as he expressed it in various statements, was not in tune with the philosophy that you have expressed this morning. His philosophy was one of confrontation rather than co-ordination and co-operation.

Mr. Vidal: In certain instances—I do not know if I have expressed myself correctly on that—you have confrontation, and in certain instances you have co-ordination. We have a variety of reactions because the Company tends to a project-based operation, and in this project-based operation the projects have their different personalities and we try to respect them.

Usually, the projects being in a given single area, they will either go toward a confronta-

[Interprétation]

M. Muzeen: Non, je pense que c'est un malentendu. La C.J.C. n'a pas de politique en tant que tel et le terme «politique» signifie que vous allez travailler avec cette agence-ci ou non. Ce que nous faisons, c'est d'essayer de donner à nos équipes de volontaires sur les projets des moyens pour qu'ils puissent aborder les priorités telles qu'elles sont fixées par les groupes de citoyens de la région.

Cela veut dire peut-être la coopération avec toutes sortes d'organismes d'autres groupes municipaux et d'autres organismes indigènes mais en fait tout cela dépend de chaque projet et de chaque besoin. Autrement dit, ce n'est pas une question de politique, c'est plutôt une question de gestion et de tactique pour qu'on utilise les ressources de la collectivité.

M. Vidal: Ce sont les possibilités de collaboration que vous pouvez avoir avec tous les groupes intéressés pour apporter un changement social dans une région déterminée. Ce serait là la politique. Dans certains cas, ils sont acceptés. Parfois, il y a des défis, des modifications et des sous-entendus. Et dans d'autres cas, ils ne semblent pas accepter. Autrement dit, vous avez de la variété.

M. Dinsdale: Est-ce que M. Martin Béliveau est toujours avec vous au Québec?

Mme Turbide-Vennat: Non.

M. Dinsdale: Il s'est retiré volontairement, je présume.

Mme Turbide-Vennat: Oui, en juin 1968.

M. Dinsdale: Il semble, d'après ce que j'ai lu ce matin, qu'il y a eu un changement d'at-

titude à l'égard du rôle de la C.J.C. et de tout ce processus de changement social. La raison pour laquelle j'ai cité le nom de M. Béliveau, c'est parce que son idée, telle qu'il l'a exprimée lui-même à différentes reprises, n'était pas conforme à la philosophie que vous avez indiquée ce matin. Lui était pour la confrontation plutôt que la coordination et la coopération.

M. Vidal: Dans certains cas, je ne sais pas si je me suis bien exprimé, vous avez la confrontation et dans d'autres cas, vous avez la coordination. Autrement dit, vous avez toute une série de nouvelles actions parce que la Compagnie tente de faire une opération basée sur le projet et dans cette opération, les projets ont leurs différents biens et nous essayons de les respecter.

En général, si les projets sont concentrés dans une seule région, cela va, soit donner

[Text]

tion type of activity, or a co-operation type of activity. I have made a point of having a general view and I have seen this in all our projects. There are some where there is, as we said co-operation, others where there is confrontation. Usually it starts with confrontation and ends in co-operation.

I cannot say it is a set way of communicating. Sometimes two people meet and they confront. Sometimes two people meet, confront and shake hands. Sometimes two people meet, confront and never shake hands. There are different patterns of behaviour, and in social behaviour we find this. I do not know if one good way of approaching can be established. I came up with three postulates, and usually when you come up with ideas of social change you are going to create tension, irritation and emotion because in having people identify themselves and their surroundings, and trying to link themselves to their surroundings, they can say, "Yes, we are going to go on perpetuating what we have and the misery we have." It becomes a sort of a cultural pattern in certain instances. "Yes we like the homes we live in." "Yes we like the food we eat even though it is low on calories" and so on.

Again, you are bound to have varieties of reaction and I believe in a plurality of objectives, and not just saying "Here is one type of thing".

Mr. Dinsdale: I have one final question at this stage on this point, if I may, Mr. Chairman. You depend, I would imagine, on co-operation with the various provinces in carrying out your program, and there have been some clashes between the CYC and the provinces—I refer to the Province of Saskatchewan.

What is the attitude of the CYC, which is actually a federal agency operating in the provincial sphere, with respect to co-operating with provincial programs of social action, social change, welfare and so-forth? I have heard of no clashes in this area recently like the rather dramatic clashes of a year or so ago. Have you established a policy of co-ordination with the provincial authorities? Why is there comparative serenity now when there used to be this confrontation and criticism?

Mr. Vidal: My interpretation of this would be, as we were saying about the newspaper or the reaction of the public, that when you start something you are bound to create interrogation by people. Then we come to the second phase where people just ask questions

[Interpretation]

lieu à la confrontation, soit à la coopération. Je me suis fait un point d'avoir une vue générale et je l'ai vu dans tous nos projets. Dans certains cas il y a de la coopération, dans d'autres cas il y a de la confrontation. Habituellement, cela commence par la confrontation et se termine par une coopération.

Je ne peux pas dire que ce soit une manière très nette de procéder. Parfois des gens se rencontrent et sont confrontés. Parfois ils se rencontrent, sont confrontés et coopèrent et d'autres fois ils ne sont pas d'accord. Il y a différents modèles de comportement et dans la société, nous les rencontrons. Je ne pense pas qu'on puisse vraiment déterminer une bonne méthode à suivre. J'en suis arrivé à trois postulats. D'habitude, lorsque vous avez l'intention d'amener un changement social, il est inévitable que vous allez créer des tensions, des inquiétudes, des réactions, etc... parce qu'en demandant aux gens de s'identifier ainsi que leur milieu, et de chercher à s'intégrer à leur milieu, ils peuvent dire «oui, nous allons perpétuer ce que nous avons et la misère qui est nôtre». Dans certains cas, cela devient une sorte de modèle culturel. «Oui, nous aimons notre maison, nous aimons notre nourriture même si elle est pauvre en calories» et ainsi de suite.

Vous devez donc dans certains cas vous heurter à des variétés de réactions et je crois en une pluralité d'objectifs et non pas dire «Voici un type d'action».

M. Dinsdale: Une dernière question à poser, monsieur le président, si vous le permettez. Pour la bonne marche de vos projets, vous dépendez je crois savoir, de la coopération avec les différentes provinces. Et je pense qu'il y a eu certains affrontements entre la C.J.C. et les provinces. Je parle de la Saskatchewan.

Quelle est l'attitude de la C.J.C. qui est en fait un organisme fédéral qui agit dans la sphère provinciale, par rapport aux programmes provinciaux d'action sociale, de changement social, de bien-être social, etc.?

Je ne pense pas qu'il y ait eu d'affrontements de ce genre récemment, comme il y en a eu il y a un an. Est-ce que vous vous êtes fixé une politique de coordination avec les autorités provinciales? Pourquoi est-ce qu'il y a une sérénité à peu près totale maintenant alors qu'il y avait beaucoup d'affrontements et de critiques avant?

M. Vidal: Je crois pour ma part que l'on pourrait dire ce que nous disions des journaux de la réaction du public, que lorsque l'on commence quelque chose, vous êtes certains de pousser les gens à s'interroger, nous arrivons au deuxième stade où les gens se

[Texte]

and each go on or people try to understand. Mr. Hamilton who has probably witnessed this could probably add to what I have said.

Mr. Ian Hamilton (Director of Information, Company of Young Canadians): When we clashed with Saskatchewan last year it was basically our fault because we were adopting an unwritten policy then of not giving out any more information than we had to to the provinces, to the press, et cetera. As soon as the clash came I went to Saskatchewan and met with the Minister responsible for youth in Saskatchewan and we have had a continuing relationship with him. We report to him regularly to keep him up-to-date on our activities, where we are and what we are doing, and this seems to have solved the problems we had in Saskatchewan.

Mr. Dinsdale: In other words, it is a conscious program of co-ordination.

Mr. Vidal: We have an investment which is very limited compared with the others you have been considering. The question is, how can we use this investment in the best interests of those we are working with? We are working usually with the powerless, the voiceless, those who do not have very strong vocal cords, and we believe that we could probably share our intentions with others who think in the same terms. One province invited someone from our own staff to help them with ideas on youth. I think this is the same attitude.

There are so many resources in one country and I think there are possibilities of co-operation.

Le vice-président: Monsieur Vidal, me permettriez-vous une ou deux questions supplémentaires à ce que vient de dire M. Dinsdale? Quand la Compagnie des Jeunes Canadiens délègue ou permet à un travailleur d'aller dans tel ou tel territoire donné pour faire de l'action sociale, lui donne-t-elle des directives précises ou si ses ordres sont: «Allez là et faites le bien».

M. Vidal: C'est un peu plus complexe que la mission générale que vous venez de présenter, monsieur le président. Normalement, une collectivité, une municipalité, un quartier va s'adresser à la Compagnie ou à des agences et présenter au conseil d'administration ce qu'on appelle un programme d'action. Et c'est à partir de ce programme d'action que le

[Interprétation]

contentent de poser des questions et chacun va son chemin ou cherche à comprendre. Monsieur Hamilton qui a probablement assisté à ce genre de choses pourrait certainement nous en parler.

M. Ian Hamilton (Directeur de l'information de la C.J.C.): Quand il y a eu l'affrontement avec la Saskatchewan l'an dernier, c'était en grande partie de notre faute parce que nous avions à ce moment-là une politique orale qui était de ne donner de renseignements que le strict minimum que nous n'avions réservé aux provinces, à la presse, etc. Dès que cet éclatement s'est produit, je suis allé en Saskatchewan pour rencontrer l'administrateur de la C.J.C. pour la Saskatchewan et nous avons gardé des rapports permanents avec lui depuis. Nous lui rendons compte régulièrement de nos activités, où nous en sommes, où nous allons et cela semble avoir résolu les problèmes qu'on avait avec la Saskatchewan.

M. Dinsdale: En d'autres mots, c'est un programme conscient de coordination.

M. Vidal: Notre investissement est très limité par rapport à ceux que vous aviez examinés. La question qui se pose est celle de savoir comment utiliser cet investissement au mieux des intérêts de ceux avec qui nous travaillons. Nous travaillons d'ordinaire avec des gens qui sont faibles, qui n'ont pas de voix au chapitre, des gens qui ne peuvent crier trop fort, et nous sommes d'avis que nous pourrions peut-être partager nos intentions avec ceux qui pensent comme nous. Il y a le cas d'une certaine province qui a invité un de nos propres fonctionnaires à lui trouver de nouvelles idées sur la jeunesse. Je crois que c'est cette attitude que nous devrions adopter.

Il y a tant de ressources dans un pays et il faut savoir les utiliser au mieux et collaborer pour aider tout le monde.

The Vice-Chairman: Mr. Vidal, would you permit me to ask one or two supplementary questions to what was asked by Mr. Dinsdale. When the Company of Young Canadians delegates or permits a worker to go to such and such an area to do social work, do you give them specific instructions or do you just tell them: "Go there and do as well as you can"?

Mr. Vidal: It is a little more complex than that, Mr. Chairman. Normally, a collectivity or municipality or district of a town will approach the Company or other agencies and will present to the Board of Directors what we call an action program. It is on the basis of this action program that the Program Committee of the Council will request appropriate

[Text]

comité des programmes du Conseil va demander des disponibilités budgétaires pour la réalisation du projet ou du programme, et également demander au directeur général, le responsable des activités et du personnel, de mettre sur pied le projet.

Ce qui arrive, c'est qu'une fois que nos volontaires sont engagés dans des projets, de nouveaux objectifs leur sont présentés, et ils demandent à aller travailler dans un nouveau milieu. Des projets en marche naissent les nouveaux projets.

Un exemple très frappant, c'est Saint-Jérôme. Saint-Jérôme où l'an dernier, les gens étaient intéressés à promouvoir la création de comités d'ouvriers. Or cette année, avec les investissements nouveaux qui sont arrivés dans la région, il semble que les citoyens qui arrivaient du nord de Saint-Jérôme et passaient tout droit pour aller s'établir à Montréal s'arrêtent maintenant à Saint-Jérôme. Alors le projet initial connaît une déviation. Les responsables vont demander au comité des programmes une révision de manière à pouvoir s'orienter vers l'étude du problème du logement à Saint-Jérôme qui, avec l'accroissement soudain, le surplus de population, crée maintenant de nouveaux intérêts.

Le vice-président: Monsieur Vidal, dans le même ordre d'idées, quand vos travailleurs arrivent dans une localité, est-ce leur pratique normale de faire de l'action sociale sans

• 1025

aller au moins faire connaissance avec les organismes existants, les autorités locales, municipales, provinciales, scolaires, pour essayer d'établir une synchronisation des efforts? Pour clarifier ma question, je pense au cas des Trois-Rivières qui, j'espère, est un cas exceptionnel, car ces contacts n'y ont pas été faits. Je ne connais aucun organisme qui a eu l'occasion de connaître vos travailleurs. On a seulement lu dans les journaux qu'ils font de l'action.

Alors le résultat est qu'on se réveille avec de la contestation qui, à mon point de vue, n'est pas constructive. Est-ce que c'est un cas exceptionnel chez nous, ou si cela se fait aussi ailleurs?

M. Vidal: La procédure d'entrée dans une municipalité ou dans une collectivité génère des malentendus, comme je le disais tantôt, peut-être parce que la Compagnie recrute des jeunes.

Dans le cas spécifique de l'entrée aux Trois-Rivières, je n'étais pas alors à l'emploi de la Compagnie. J'ai visité depuis le projet de Trois-Rivières, et les citoyens que j'ai rencontrés avaient l'air enchantés du travail fait par nos volontaires.

[Interpretation]

tions for the carrying out of that program, and they will also ask the General Director, who is in charge of activities and the personnel, to set up the project.

What happens, is that once that our volunteers are working on a project, new objectives are presented to them and they request to go and work in new areas. Projects that are underway create new ones.

Let us take, as a striking example, the case of Saint-Jérôme where last year people were interested in promoting the creation of committees or workers. Now, this year, with new investments coming into the area, it seems that the citizens who came from the north of Saint-Jérôme and went straight through to settle in Montreal, now stop at Saint-Jérôme to establish themselves. So, we have to modify our initial project. We ask the Program Committee to revise the first intentions. The officials will request a revision from the Program Committee so as to be able to orient themselves towards a study of the housing problem in Saint-Jérôme which, because of the sudden increase, the surplus in population, now creates new interest.

The Vice-Chairman: In this same area, Mr. Vidal, when your workers come into a community, is it their usual practice to do social work without at least contacting the existing agencies, the local, provincial, municipal or school authorities, to try and establish a kind of synchronization in the action to be undertaken? To make my question clearer, I am thinking about Trois-Rivières which, I hope, is an exception, because those contacts were not established. I do not know of any organization that was able to meet your social workers. We learned about their activities through the Newspapers.

The result is that we wake up with confrontations on our hands which, in my opinion, is not constructive. Is this an exceptional case, or does this also happen elsewhere?

Mr. Vidal: The way we get into a municipality or a community gives rise to misunderstandings, as I mentioned earlier, maybe because the Company recruits young people. In the case of Trois-Rivières, at that time I was not yet employed by the Company. I visited since then the Trois-Rivières project, and the citizens I met seemed to be very satisfied with the work done by our volunteers there.

[Texte]

Le vice-président: Il est probable que vous n'avez pas rencontré ceux qui ont besoin de vos volontaires.

M. Vidal: Je vais vous les décrire: c'étaient surtout des gens en chômage, qui étaient réunis dans le local de la Compagnie, et je me suis arrangé pour causer avec eux le plus objectivement possible.

Le vice-président: Ça, c'est un cas.

M. Vidal: J'ai causé avec 12 ou 14 personnes.

Par contre, vous avez sûrement raison de dire que dans certaines localités, il y a manque. Mais souvent, l'entrée dans une municipalité et le travail fait avec une collectivité sont bien préparés. Il est bien sûr qu'une situation où des volontaires arrivent subitement dans une région, s'installent, commencent leur petit bout de chemin sans regarder qu'il y a une grande route à côté, n'est pas normale. Mais ces attitudes normalement se corrigent.

Je me souviens par exemple d'une municipalité de l'extrême-est du Canada où je suis allé rencontrer le conseil municipal. La procédure d'entrée de ce projet était très différente, c'est-à-dire que le responsable des volontaires, avant de commencer, m'a invité à aller rencontrer le conseil municipal. Il y a des variantes comme cela, monsieur le président.

Le vice-président: Je mentionne ce cas, monsieur Vidal, parce que je crois qu'il pourrait servir de cas typique. Il est certain que vos travailleurs à Trois-Rivières peuvent rendre des services comme partout ailleurs, c'est évident. Mais je vais vous parler d'un cas, le plus récent. A Trois-Rivières, vous êtes à la veille de recevoir une résolution du conseil municipal vous demandant d'en retirer vos Jeunes Canadiens.

Voici la situation: Trois-Rivières entreprend un programme de rénovation urbaine dans un secteur très défavorisé. C'est évident qu'il y aurait un travail excellent à faire là. Il est question, en gros de trois cents maisons qu'on va démolir, trois cents taudis, pour reconstruire des maisons convenables à la place. Vos Jeunes Canadiens commencent par s'aboucher avec trois ou quatre gros propriétaires qui ont 25, 30, 35 loyers où demeurent ces gens défavorisés. Ces gens-là forment un organisme, dont ces gros propriétaires sont présidents, et qui devient un organisme de contestation bien plus profitable aux propriétaires qui ont exploité ces gens-là pendant des années qu'à ceux qui ont besoin d'être aidés.

[Interprétation]

The Vice-Chairman: You probably did not meet those who need your volunteers.

Mr. Vidal: The persons I met were mostly unemployed. They were in the Company premises, and I conversed with them as objectively as possible.

The Vice-Chairman: That's one case.

Mr. Vidal: I spoke with 12 to 14 persons.

On the other hand, you certainly are right when you say that in certain municipalities there have been shortcomings. But in many cases, the entrance into a municipality and the work carried out with a community are properly worked out in advance. Of course, where volunteers arrive suddenly in an area, install themselves, and start going about their work without looking to see if there is a better way that has already been established, they give rise to an abnormal situation. But, normally, these situations are corrected.

I remember, for instance, a municipality in the extreme east of Canada, where I went to meet the municipal council. The procedure for introducing this project was very different, i.e., the member in charge of the volunteers asked me to go and meet the municipal council, before beginning our work. So there are a number of variants such as this, Mr. Chairman.

The Vice-Chairman: I am talking about this case, Mr. Vidal, because it may be used as typical case. Your workers in Trois-Rivières may certainly do very useful work as they have done elsewhere, that is obvious. But I am going to talk about the most recent case. In Trois-Rivières, you are about to receive a resolution from the municipal council asking you to withdraw your Young Canadians. The situation is as follows: the city of Trois-Rivières is undertaking a program of urban renewal in a highly underprivileged sector. It's obvious that there is a lot of good work to be done there. There are about 300 houses, 300 slum dwellings, that are to be demolished and replaced by decent housing. Your Young Canadians start off by getting in touch with three or four big owners who have 25, 30, 35 rented premises housing underprivileged people. These people set up an agency of which these big owners are the presidents, and it becomes an organism of contestation that is more profitable to the owners who have exploited those poor persons during years, than to those who need to be helped.

[Text]

Si vos travailleurs étaient arrivés et avaient dit, à l'hôtel de ville, aux urbanistes ou aux agences sociales: «Nous voulons coopérer, expliquez-nous vos plans, et nous irons expliquer cela aux gens. Dites-nous ce à quoi ils ont droit, donnez-nous les réponses à leurs questions,» ils auraient pu faire un travail merveilleux. Parce que là, il y a un Conseil établi, et à brève échéance, vous recevrez une résolution du Conseil vous demandant de retirer vos volontaires, parce qu'à deux ou trois reprises, il y a eu des accrochages.

Si cela se généralisait dans le pays, cela neutraliserait tout le travail excellent que vous voulez faire ailleurs.

M. Vidal: Je ne sais pas si c'est une question ou...

Le vice-président: C'est un cas type qui, s'il se renouvelait trop souvent à travers le pays, pourrait certainement neutraliser votre action. Pouvez-vous dire au Comité, que la situation que j'ai décrite est un cas exceptionnel, ou si généralement vous avez de telles difficultés dans les municipalités avec, disons, les conseils municipaux ou les députés.

• 1030

M. Vidal: Les observations que je pourrais faire à ce point-ci, selon mon expérience, me rappellent un peu ce que M. Dinsdale mentionnait tantôt, c'est-à-dire qu'autant il y a de municipalités autant il y a de réactions différentes en principe et généralement, nous n'avons pas tous ces ennuis quand un projet commence. Parfois, les ennuis viennent pendant que le projet se développe, parfois une fois que le projet est développé, et parfois même, les ennuis viennent lorsque notre travail est terminé et que nous y demeurons. Et encore une fois, monsieur le président, nos volontaires des Trois-Rivières ont commencé à travailler avec les gens qui avaient perdu leur emploi à la suite de l'ouverture du pont, les chalutiers.

Toutes les agences avec lesquelles nous avons travaillé là-bas, le conseil municipal, le centre de main-d'œuvre, les curés des paroisses, notamment celui de Notre-Dame-de-la-Paix, nous ont apporté leur collaboration, sans qu'il y ait déviation, ce que j'ai été très content d'apprendre par quelqu'un qui y était. Cependant, les déviations normalement se corrigent comme dans toutes autres activités.

Le vice-président: Je reviendrai là-dessus plus tard. Monsieur MacDonald.

Mr. MacDonald (Egmont): Mr. Chairman, I am not quite sure where to start my questioning. I have some general questions and some

[Interpretation]

If your workers had come and said to the municipal authorities, the urbanists or the social agencies: "We want to cooperate with you. Tell us about your plans, and we shall go and explain them to the people. Tell us what they are entitled to, give us the answers to their questions". They could have done a wonderful job. A council has been set up and you will shortly receive a resolution from the Council requesting you to withdraw your volunteers because on two or three occasions they created problems.

If this situation were to become generalized throughout the country, it would neutralize all the excellent work you want to carry out elsewhere.

Mr. Vidal: I do not know if this is a question or...

The Vice-Chairman: It is a typical case which, if it were to happen too often throughout the country, could neutralize your action. Can you tell us before the Committee that what I am talking about is an exceptional case or if you usually have such difficulties in the municipalities with, for instance, the municipal councils or members of Parliament.

Mr. Vidal: The remarks I could make on this point right now with the experience I have, remind me a little of what Mr. Dinsdale said a few moments ago, that is that you have as many different reactions as you have municipalities. In principle and generally, we do not have all these problems when we start a project. Sometimes the problems come while the project is developing, sometimes the problems come after the project has developed, and sometimes even trouble comes when our work is completed and we remain there. And once again, Mr. Chairman, our volunteers from Three Rivers, began to work there with the people who had lost their job due to the opening of the bridge, the ferrymen.

All the agencies we worked with there, the Municipal Council, the Manpower Centre, the parish priests, especially the one from Notre-Dame-de-la-Paix, gave us their complete cooperation, without divergences, a fact I was very glad to learn from somebody who was there. However, divergences can normally be settled as in any other activity.

The Vice-Chairman: I will come back later to that question. Mr. MacDonald.

M. MacDonald (Egmont): Monsieur le président, je ne sais par où commencer à poser mes questions, j'ai des questions plus généra-

[Texte]

specific ones. I suppose it is always wise to start with the—are you ready?

The Vice-Chairman: Yes; I am just identifying you.

Mr. MacDonald (Egmont): I do not know whether that is good or bad.

The Vice-Chairman: It should be good.

Mr. MacDonald (Egmont): My general questions really relate to the over-all thrust of the Company of Young Canadians since its inception. I suppose, in a way, that follows up some of the things Mr. Dinsdale mentioned when asking his questions, but could Mr. Vidal—and I know it is difficult to be specific on things that are general—relative to what he said in his opening remarks, make some kind of statement about the general philosophy which now directs the work of the Company of Young Canadians?

Mr. Dinsdale raised it in terms of whether it was confrontation, or co-operation, or co-ordination. I am not really asking in terms of that kind of definition but perhaps of the over-all contribution you see the Company of Young Canadians making as against other kinds of interventions that are going on at the same time—intervention by federal and some provincial agencies, and by volunteer programs that are in the field, which may be working in a specific area.

What are the unique characteristics, as you see them, of the Company of Young Canadians today? What is its *raison d'être*, if you like, relative to the various other institutions that are working in this whole field of social change?

Mr. Vidal: The uniqueness is that we enable people to identify their needs and find their own solutions to them in proportion to their relationship with their own cultural background.

Mr. MacDonald (Egmont): That is not much elaboration. Do you see any substantial difference between what you and the other members of the Company are attempting to do today and what was being attempted in the

• 1035

inaugural aspects of the program? Perhaps the lady to your right, who, I understand, has been with the Company for...

The Vice-Chairman: The gentleman on your right seems to...

Mr. Vidal: Mr. Muzeen is here. He was one of the very first volunteers.

[Interprétation]

les et des questions plus précises. Je suppose que je suis mieux de commencer... Vous êtes prêt, monsieur le président?

Le vice-président: Je suis prêt. J'essaye simplement de vous identifier.

M. MacDonald (Egmont): Je ne sais pas si c'est bien ou pas.

Le vice-président: Cela devrait aller.

M. MacDonald (Egmont): Mes questions d'ordre général portent en fait sur la poussée de la Compagnie des Jeunes Canadiens depuis sa création. Je suppose que dans un certain sens, cela fait suite aux choses que M. Dinsdale a dites lorsqu'il a posé ses questions, mais tout en convenant qu'il est difficile d'être spécifique sur des questions d'ordre général concernant ce qu'il a dit dans sa déclaration d'ouverture, je me demande si M. Vidal pourrait nous donner une idée de la philosophie générale qui inspire le travail de la Compagnie des jeunes Canadiens?

M. Dinsdale a soulevé la question, pour savoir s'il s'agissait de confrontation, de collaboration ou de coordination. Je ne pose pas ma question en fonction de ce genre de définition, mais pour connaître l'apport général de la Compagnie des jeunes Canadiens par rapport aux activités d'organismes fédéraux et provinciaux, et de programmes bénévoles dans le même domaine dans un secteur déterminé. Quelles sont, selon vous, les caractéristiques spéciales de la Compagnie des Jeunes Canadiens, aujourd'hui? Quelles sont les qualités qui la distinguent des autres institutions qui travaillent dans ce même domaine de renouveau social?

M. Vidal: Le caractère unique de notre institution vient du fait que nous rendons les gens capables de reconnaître leurs problèmes et d'en trouver les solutions proportionnellement à leurs propres capacités intellectuelles.

M. MacDonald (Egmont): Cette explication n'est pas tellement détaillée. Voyez-vous une grande différence entre ce que vous et les autres membres de la Compagnie essayez de faire actuellement et ce que l'on a essayé de

faire au début du Programme? La dame à votre droite qui, si je comprends bien, fait partie de la Compagnie depuis...

Le vice-président: Le monsieur qui est à votre droite semble...

M. Vidal: M. Muzeen est ici. C'était l'un des premiers volontaires.

[Text]

Mr. MacDonald (Egmont): I would like to hear both. I might get two perspectives. My question relates to a staff person with volunteer experience.

Mr. Muzeen: To answer your question head on, no, we have not changed our philosophy, or our reason for being, which is to enable people to identify their own problems and then find alternatives within the system; and, if there are no alternatives within the system, to create those alternatives in the community to service and meet their needs.

We have two years of experience under our belts. We have had some success and we had some failures. I think we are learning from this. We now know that there are certain things that we must do if we are not going to fall into the same traps that we fell into two and three years ago.

Mr. MacDonald (Egmont): Which were?

Mr. Muzeen: Going into a community without perhaps being fully oriented. For example, the first three CYC groups of volunteers were trained in an institution and then put into the field. We are not finding it very advantageous to select the volunteers for a specific role in a project and then train them for their role in the field, with a project team approach, and working very closely with neighbourhood groups, as well as agencies, who have identified problems.

It has got to be a balance so that in actual fact the Company of Young Canadians does not become the provocateur. It becomes an enabler, it becomes a sort of a catalyst, and the other people, those who really have the problems, the agencies who have to live with them when they go, and have to live with the ramifications of the decisions they make, are those who take the primary role. The Company provides enablers and animators rather than provocateurs, and the training is training for specific needs and specific projects. We have learned, from that point of view.

Our policy is still the same—to create social change, to create awareness within people, and to try to confront the various kinds of poverties, not just the economic poverty, that exist in Canada.

An hon. Member: May I ask a supplementary question?

[Interpretation]

M. MacDonald (Egmont): Alors j'aimerais entendre à la fois M^{me} et M. Muzeen. Ainsi, j'aurai peut-être deux versions. Une question porte sur un fonctionnaire ayant de l'expérience comme volontaire.

M. Muzeen: Pour répondre à votre question directement, non, nous n'avons pas modifié notre philosophie, ni notre raison d'être, qui consiste à aider les gens à identifier eux-mêmes leurs problèmes et à trouver des solutions dans le cadre du système; et si des solutions n'existent pas au sein du système, je les aide à créer ces solutions dans la collectivité afin qu'elles puissent répondre à leurs besoins. Nous avons, jusqu'ici, deux années d'expérience, quelques succès et certains échecs. Je dois dire que nous apprenons quelque chose. Nous savons à présent qu'il y a certaines choses que nous ne devons pas faire, si nous voulons éviter les mêmes embûches dont nous avons été victimes, il y a deux ou trois ans.

M. MacDonald (Egmont): Qui étaient?

M. Muzeen: S'introduire dans une collectivité sans être bien préparé. Par exemple, les premiers trois groupes de volontaires de la Compagnie des jeunes Canadiens étaient d'abord initiés dans une institution puis envoyés pratiquer ce qu'ils avaient appris. Nous constatons, actuellement, qu'il est plus avantageux de choisir les volontaires pour un rôle précis dans un programme en particulier, puis leur donner la formation pour remplir le rôle dont ils ont été choisis, travaillant en étroite collaboration avec des groupes avoisinants et des organismes qui ont les mêmes problèmes.

Il faut que ce soit quelque chose de bien balancé, afin qu'en réalité, la Compagnie des jeunes Canadiens ne joue pas un rôle de provocateur, mais bien de catalyseur, et les autres gens, ceux qui réellement ont les problèmes, et les organismes qui doivent vivre avec ces gens, et doivent vivre avec les conséquences des décisions qu'ils prennent sont ceux qui jouent le rôle principal. La Compagnie fournit des assistants et des animateurs plutôt que des provocateurs, et dispense l'instruction en vue des besoins et des programmes déterminés. De ce côté-là, nous pouvons dire que nous avons appris.

Notre ligne de conduite est toujours la même, celle de créer un renouveau social, de susciter l'intérêt parmi les gens et d'essayer de comparer les diverses sortes de pauvreté qui existent au Canada, pas seulement la pauvreté économique.

Une voix: Puis-je poser une question supplémentaire?

[Texte]

The Vice-Chairman: Would you wait until this lady has had a chance...?

Mr. Turbide-Vennat: I think Mr. Muzeen has put it very well.

Essentially, the aims and principles of the Company are still the same as they were at the beginning, as expressed in our legislation. But the experience of the last two to two and a half years has given us a lot more wisdom and has enabled us to work much more effectively in all our projects, in developing our projects and in training our volunteers. Our aims are still the same, as they are expressed in this booklet here, for example.

The Vice-Chairman: Have you a question?

Mr. Osler: Yes; may I ask a supplementary about the traps they may have fallen into?

Mr. Dinsdale was talking about Manitoba. You have projects in Winnipeg where it is mainly the Indian and Métis people that you are trying to help to adapt to a city environment. One shocking social problem in Winnipeg, which is my city, is that for year after year after year the city council has refused to grapple with the unsafe boarding houses. They are fire hazards. Once, or twice, or three times, every year, families are burned, and they have another big hassle at City Hall about whether or not they are going to force people to improve them and put in smoke detectors, and this sort of thing, and absolutely nothing is done. This is the lethargy of local, municipal, city politics.

How you can avoid a federal-municipal confrontation if you are advising people about a hazard of that type?

Mr. Ian Hamilton (Director of Information, Company of Young Canadians): If it functions properly the Company will be with the people who are promoting the change in the civic area. If it is handled properly the issue and the people will be the only concern, and only they will be mentioned.

The Company, ideally, is always in the background. The Company is not the headline. The issue should be the headline. This is the ideal situation. But we do not get this in many places.

A civic group comes forward with a problem and an issue. The Company is involved with them, perhaps not even in a direct

[Interprétation]

Le vice-président: Pourriez-vous attendre jusqu'à ce que cette dame ait eu la possibilité de...

Mme Turbide-Vennat: Je crois que M. Muzeen a très bien répondu à la question.

En substance, les buts et les principes de la Compagnie sont les mêmes qu'au début, tels qu'ils ont été exprimés dans la loi qui nous régit. Mais l'expérience des dernières deux années nous a permis d'acquérir beaucoup plus de sagesse, une meilleure connaissance des problèmes, et nous a permis de travailler de façon beaucoup plus efficace dans tous nos programmes, dans la mise en œuvre de nos programmes, et dans la formation de nos volontaires. Nos objectifs sont toujours les mêmes tels qu'il sont indiqués dans cette brochure par exemple.

Le vice-président: Avez-vous une question à poser?

M. Osler: Oui. J'aimerais poser une question supplémentaire à propos des embûches dont ils ont pu être victimes?

M. Dinsdale a parlé du Manitoba. Vous aviez à Winnipeg des programmes en vue d'aider les Indiens et les Métis à s'adapter à la vie urbaine. Un problème social extrêmement grave à Winnipeg, d'où je viens, est celui où le Conseil de Ville a refusé, pendant des années, de s'occuper de la situation peu sûre des maisons qui représentaient de grands risques d'incendie. Deux ou trois fois ou, des familles entières sont décimées par le feu; l'hôtel de ville est encore une fois le théâtre d'une discussion orageuse pour savoir si l'on devrait, ou non, forcer les gens à améliorer ces maisons et à y installer des détecteurs de fumée, mais malheureusement rien n'y a été décidé. C'est là la léthargie de la politique municipale de la Ville. Comment pouvez-vous éviter une confrontation fédérale-municipale, si vous conseillez les gens à propos de ce genre de danger?

M. Ian Hamilton (Directeur du service d'information, Compagnie des jeunes Canadiens): Si tout va bien, la Compagnie aura affaire avec les gens qui préconisent un changement dans le secteur civique. Si l'on s'occupe convenablement de la question, le problème et les gens seront les seuls à faire l'objet d'étude, et ils seront les seuls à être mentionnés. La Compagnie demeure toujours à l'arrière-plan, elle ne cherche pas à se montrer. C'est le problème qui est mis en évidence. C'est la situation idéale. Mais rares sont les places où se présente une pareille situation.

Un groupe civique se présente à nous avec un problème et un sujet. La Compagnie s'en occupe, peut-être pas directement, mais nous

[Text]

sense, but we are used as a red herring, we are used as a smokescreen to direct attention from the issue and from the problem. This is a difficulty we find ourselves in quite often, and have found ourselves in quite often.

Mr. Osler: That is exactly what I mean. Before I went into politics I could have gotten up and said what I liked about it and it probably would have been recorded as an issue. And anybody else could have done the same thing. But if the Young Canadians opened their mouths they would be regarded as a bunch of young Reds that were sponsored by the federal government and were trying to raise hell in an area where they had no business to be raising hell about. I just do not understand how you would get around that problem, or how you hope to get around it.

Mr. Hamilton: We are getting around it now. Before the Company came into being there was very little civic organization in a social change context, people did not know what their rights were, people did not know that they had the ability to create change, but over this period of time they have become more aware. The longer we are in an area the less need there is for the Company. The more the civic groups take over, the better their spokesmen become. A good example is Calgary, which now has a very good civic group with very responsible leaders and very good spokesmen. They are taking the front now and speaking out for their own community, so the Company can drop back.

Mr. Hymmen: Mr. Chairman, would you allow just one short supplementary?

The Chairman: Is it short?

Mr. Hymmen: I just want to ask one question on the aims of the Company of Young Canadians. I perhaps had the erroneous impression when this Act was brought in that The Company of Young Canadians was to provide for young people who were disenfranchised or what have you some useful occupation in order to achieve certain ultimate goals and through training they could better themselves to better fit into society and help others at the same time. Now, which is the object—the involvement of these young people or this ultimate end of social change? That is what I would like to know.

Mr. Muzeen: I think it is a combination, sir. The fact that The Company of Young Canadians has an average of eight letters a day from young people across Canada requesting to

[Interpretation]

servons de paravent; nous servons d'écran de fumée pour détourner l'attention loin du sujet et du problème. C'est dans cette situation difficile où nous nous trouvons et où nous nous sommes déjà trouvés si souvent.

M. Osler: C'est exactement ce que je veux dire. Merci, mais avant d'interpréter cela j'aurais pu dire n'importe quoi à ce sujet, et on en aurait probablement tenu compte. Et n'importe qui aurait pu faire la même chose. Mais si la Compagnie des jeunes Canadiens disait quelque chose, on dirait tout de suite que ce sont des communistes qui sont parrainés par le gouvernement fédéral et qui essaient de se mêler d'un domaine qui ne les concerne nullement. Je me demande comment vous pourriez contourner ces difficultés.

M. Hamilton: Et bien, nous contournons le problème, actuellement. Avant la création de la Compagnie, il y avait très peu d'organisations préparées à l'évolution du climat social, les gens ne savaient pas ce à quoi ils avaient droit, ils ne savaient pas qu'ils pouvaient amener des changements, mais maintenant les gens se réveillent. Et à mesure qu'on avance, on a de moins en moins besoin de la Compagnie. Plus les groupes de citoyens sont actifs, plus leurs porte-parole sont efficaces. A Calgary, par exemple, le groupe civique est un groupe très compétent, dont les chefs et les porte-parole sont très efficaces. Il prend lui-même des initiatives et parle au nom de la collectivité, ce qui permet à la Compagnie de se retirer un peu de l'activité.

M. Hymmen: Monsieur le président, me permettez-vous de poser une petite question supplémentaire?

Le président: Elle est vraiment courte?

M. Hymmen: Je ne veux poser qu'une question sur les objectifs de la Compagnie des jeunes Canadiens. Je me suis peut-être trompé quand on a présenté cette loi, mais je pensais que la Compagnie devait permettre aux jeunes qui étaient déçus de faire un travail utile afin d'atteindre certains objectifs fondamentaux et, grâce à leur formation, de s'améliorer afin de mieux s'intégrer à la société et, en même temps, d'aider les autres. Maintenant, en quoi consistent l'engagement de ces jeunes et l'objectif fondamental de cette évolution sociale? Voilà ce que j'aimerais savoir.

M. Muzeen: C'est une combinaison, monsieur. Le fait que la Compagnie reçoit en moyenne huit lettres par jour de jeunes Canadiens qui veulent offrir leurs services

[Texte]

join us as volunteers, the fact that we have at the present time, because summer is coming, approximately 15 to 20 letters a day from young people who want some kind of summer employment and they look to the Company as a challenge, as a vehicle to give them that experience—we are finding for a number of reasons, because of our projects, because of the limited amount of money we have and so forth, that we cannot meet all these kinds of needs. So I think we have come up with a happy medium. No. I, we are working towards our aims and principles within an economic context.

In other words our council, because of the amount of money we have, has made the decision that the Company of Young Canadians will support full-time volunteers, that to invest money into part-time volunteers would drain away from the full-time work and that then would affect the whole aspect of the aims and principles of social change and people being involved in decisions that are being made about them both at the political, social and cultural levels. So it is a combination of both. The fact is that we just do not have the money but we have the young people interested.

Mr. Hymmen: I will not take any more time on this. However, I feel very strongly about the remarks the Chairman made initially that if the object is to involve these young people in a municipality, for example, then you should go into that municipality and co-operate fully with the social agencies and the municipality and not try to force yourselves into a situation. We hear so much about cooperation between various levels of government and if you can accomplish the purpose which I think you are trying to accomplish then there needs to be a great deal more cooperation and understanding.

• 1045

The Vice-Chairman: Do you not think, Mr. Hymmen, that it would be also appropriate that the federal member knows what is going on there?

Mr. Hymmen: Exactly.

The Vice-Chairman: He is the one who has to vote the money.

Mr. Muzeen: On that point, Mr. Chairman, I know that at one stage—there has been a recent election—that the former executive director, the acting director, wrote to all the members of parliament that had projects in their area and invited them to come down

[Interprétation]

comme volontaires, le fait que nous recevons actuellement, car l'été approche, de 15 à 20 lettres par jour de jeunes qui veulent trouver un emploi d'été et s'adressent à la compagnie dans l'espoir qu'ils trouveront des possibilités de cette façon, nous découvrons, pour un certain nombre de raisons, à cause de nos projets, de notre budget limité, etc., que nous ne pouvons répondre à tous ces besoins. Donc, nous en sommes arrivés à une juste moyenne. Tout d'abord, nous poursuivons nos objectifs et nous respectons nos principes en tenant compte du contexte économique.

Autrement dit, notre conseil, à cause des fonds dont nous disposons, a décidé que la Compagnie des jeunes Canadiens emploiera des volontaires à plein temps car dépenser de l'argent pour les volontaires à temps partiel aurait un effet nuisible sur le travail à temps plein et sur l'ensemble des buts et principes de l'évolution sociale, de même que sur les gens impliqués dans les décisions prises à ce sujet, aux niveaux politique, social et culturel. C'est donc une combinaison des deux. Nous n'avons pas les fonds, mais nous avons des jeunes gens qui s'intéressent à l'affaire.

M. Hymmen: Je termine là-dessus. Je crois fermement, au sujet des remarques formulées au début par le président, que si on peut faire participer ces jeunes gens aux projets d'une municipalité, par exemple, il faudrait alors coopérer entièrement avec les organismes sociaux et avec la municipalité, et non pas essayer de vous imposer. On parle beaucoup de coopération entre les divers niveaux de gouvernement, et si vous pouvez réaliser les objectifs que vous vous êtes fixés, il faudrait alors beaucoup plus de collaboration et de compréhension.

Le vice-président: Ne croyez-vous pas, monsieur Hymmen, qu'il serait bon aussi que les députés fédéraux sachent de quoi il retourne?

M. Hymmen: Exactement.

Le vice-président: C'est lui qui doit voter les crédits.

M. Muzeen: A ce sujet, monsieur le président, je sais qu'à un moment donné l'ancien directeur général, le directeur intérimaire, a écrit à tous les députés qui avaient des projets dans leur région et les a invités à leur rendre visite. Certains sont venus, mais d'au-

[Text]

and visit them. Some did and I am sure some did not because probably of pressure of business.

The Vice-Chairman: They surely forgot my area because I never received a letter.

Mr. MacDonald, would you proceed.

Mr. MacDonald (Egmont): Perhaps I can tie in the next question somewhat with the point Mr. Hymmen was raising.

In terms of selection of personnel to act as volunteers in the field, has there been any change in the criteria being used today compared to the criteria that may have been used a couple of years ago, for instance?

Mr. Vidal: There is quite a difference in the criteria that we use.

Mr. Hamilton: Previously, as the selection of volunteers was a centralized thing we found very quickly that the people who were doing the selection inevitably chose volunteers of the same opinions they had. As a result, we found that we were constantly getting one kind of volunteer. It has changed quite a bit. Now that the selection is project-based we are getting a very wide variety of volunteers.

We have about 200 volunteers now and they are of as wide a range as you could possibly ask for. We have a lawyer who is a volunteer, we have nurses who are volunteers, we have young people right out of school as volunteers, we have people from Forest Hill, we have people from Cabbagetown—we have a very wide range of people as volunteers.

Mr. MacDonald (Egmont): I gather as well that in the early stages there was a sense of the Company operating pretty much as an independent unit. In other words, it did not seek to relate to other government agencies or other government programs that were operating in an area. They really attempted to be in no way identified with the kind of operation that might have been going on. Now has this also changed? Have I gathered this from the testimony that has come out this morning—that now there is a conscious attempt to relate to other federal or provincial government programs that may be going on?

Mr. Hamilton: Yes. This relates to training as well. The initial training process sent volunteers into the field with the feeling that the agencies that were there had not been doing their jobs. There was a reluctance on the part of many volunteers, and on the part

[Interpretation]

tres non, probablement à cause de leurs affaires.

Le vice-président: On a dû oublier ma région, car je n'ai jamais reçu de lettre à ce sujet.

Monsieur MacDonald, voulez-vous poursuivre.

M. MacDonald (Egmont): Je pourrais peut-être rattacher la prochaine question à ce que M. Hymmen disait.

Pour choisir les volontaires, est-ce qu'on a changé les critères utilisés actuellement, comparativement à ceux qu'on utilisait il y a deux ans, par exemple?

M. Vidal: Les critères que nous utilisons actuellement sont bien différents.

M. Hamilton: Antérieurement, le choix des volontaires se faisant d'une façon centralisée, on a découvert très rapidement que les gens chargés de la sélection choisissaient inévitablement des volontaires qui avaient les mêmes opinions qu'eux. Donc, nous avons constaté que nous avions toujours le même genre de volontaires, mais cela a changé. Maintenant que la sélection se fait en fonction du projet, nous avons une grande variété de volontaires.

Nous en avons environ 200 en ce moment, et ils sont d'opinions aussi variées qu'il est possible de l'être. Nous avons des infirmières, un avocat, des jeunes qui sortent à peine de l'école, nous avons des gens qui viennent de Forest Hill, de Cabbagetown, enfin nous avons un choix considérable de volontaires.

M. MacDonald (Egmont): Je crois comprendre qu'au début la Compagnie a fonctionné d'une façon plus ou moins indépendante. Autrement dit, vous n'avez pas cherché à établir de rapports avec d'autres agences ou programmes du gouvernement, dans une région donnée. On voulait vraiment éviter de s'identifier avec ce genre d'entreprise. Maintenant, est-ce que cela a changé aussi? D'après ce qu'on a dit ce matin, si j'ai bien compris, je crois qu'on essaie vraiment, actuellement, d'établir des liens avec d'autres programmes fédéraux ou provinciaux.

M. Hamilton: Oui, et pour ce qui est de la formation aussi. Au début, nous envoyions des volontaires se former dans des endroits où, selon nous, les agences ne faisaient pas le travail qu'elles auraient dû faire. Plusieurs volontaires et certaines agences n'aimaient

[Texte]

of the agencies as well, to cooperate. But this has changed. Where an agency and the Company can work together towards a common objective the work is done.

Mr. MacDonald (Egmont): Perhaps I can ask you another question that you may not want to answer. I think it is a question that should be asked. Do you think, in terms of federal government support, that you are receiving the same level of support now that the Company received, say, a couple of years ago?

Mme Turbide-Vennat: Could you clarify that? What kind of support are you thinking of?

Mr. MacDonald (Egmont): First of all in terms of funds, there has been a noticeable hold the line on funds whereas almost every other federal government's program has had the normal expansion—sometimes quite an expansion depending upon the priority given to the particular program. I think too, we have realized that in the initial stages this was one of the particular prerogatives of the Prime Minister. It was his program, he kept it directly related to his office, and I think he himself felt that this would become an important part of his over-all program achievements. I think perhaps he had some second thoughts about this as his time in office came to an end. But there has been almost no comment by the present administration. I am not trying to be partisan in this, I am just trying to sort out, from your viewpoint, whether or not you feel that the Company's over-all support has been in fact reduced.

• 1050

Mr. Brown: I think that the first year of the Company's operation we were financed by the federal government and our funds were completely controlled through the privy council office. The second year the Company controlled its own funds and received a grant of \$2.4 million. The third year, when I joined the Company, we received \$1.9 million. Last year we received directives from Treasury Board which effectively said that there would be no increase in programs other than those promoting economic development in Canada and the maintenance of the same amount of dollars in the current year follows right along with Treasury Board's instructions to us—because we are not identified as an organization which promotes economic development in the sense of new industry or new jobs. I do not feel that there is any lack of support.

[Interprétation]

pas trop collaborer. Tout ceci a changé. Là où les agences et la Compagnie peuvent travailler de pair, elles le font.

M. MacDonald (Egmont): Je pourrais peut-être vous poser une autre question à laquelle vous ne voudrez peut-être pas répondre. Mais je crois qu'elle doit être posée. Croyez-vous qu'en ce qui concerne l'appui du gouvernement fédéral, vous recevez le même appui maintenant qu'il y a deux ans?

Mme Turbide-Vennat: Pouvez-vous préciser? De quel genre d'appui parlez-vous?

M. MacDonald (Egmont): Tout d'abord, en ce qui concerne les fonds, on a essayé de maintenir votre budget à ce qu'il était alors que la plupart des programmes du gouvernement fédéral pouvaient se permettre une expansion normale. Je crois, de plus, qu'au début qu'il s'agit là de l'une des prerogatives du premier ministre. C'était son programme et il dépendait directement de son bureau et je pense que lui-même estimait que ce serait une partie importante de son programme général. Mais je crois qu'il a changé d'idée lorsque son mandat a pris fin. L'administration actuelle n'a émis à peu près aucun commentaire. Je n'ai nullement l'intention d'en faire une question partisane, je veux simplement savoir si vous croyez que l'appui que reçoit la Compagnie a diminué ou non.

M. Brown: Je crois que lors de la première année d'existence de la Compagnie, le budget venait du gouvernement fédéral et était contrôlé par le bureau du Conseil privé. L'année suivante la Compagnie, qui contrôlait son propre budget, a reçu une subvention de \$2.4 millions. Au cours de la troisième année, lorsque je me suis joint à la Compagnie, nous avons reçu 1.9 million. L'an dernier nous avons reçu des directives du Conseil du Trésor par lesquelles il nous avertissait qu'il n'y aurait pas d'augmentation pour les programmes autres que ceux qui favorisent le développement économique du Canada. Le maintien de notre budget au même niveau respecte les directives que nous avons reçues parce que notre organisme n'est pas fait pour encourager le développement économique, si l'on veut parler de nouvelles industries ou de nouveaux emplois.

[Text]

Mr. MacDonald (Egmont): I am not saying "lack" because that is a little too extreme; I mean lessening.

Mr. Vidal: Well, you see, in reaching our objective through volunteer services we invest more and more every year in volunteer support. Again we would like to invest more of course. But we can only invest more according to a rhythm of growth that we are establishing right now. We have a special committee made up of volunteers, field staff, Ottawa staff, who are now going to plan the future, probably make suggestions and tell us where our growth will be. You want to grow, but with what objectives in mind?

Mr. MacDonald (Egmont): It seems to me, if I may make this is a genegal comment, that the Company of Young Canadians has lived trying to survive two fires. The first fire we have seen fair evidence of in the first couple of years of its existence. I myself think there was more smoke than fire. There was a lot of concern about some of the so-called bad publicity the Company received. Some of that publicity may have been rightfully deserved but some of it was not. However, this was an attempt by the Council to really be honest with the situations with which it was coming into contact.

I think—this is more a hunch than anything I can factually relate to but certainly some of your testimony this morning indicated this—the other fire, the one that I feared initially and which perhaps may now be burning more furiously than I had suspected, is that the Company of Young Canadians will simply become a government agency and be fraught with all the rules, regulations, perspectives and attitudes that are regularly encountered by such people. And I do not mean necessarily just federal agencies. I think government agencies by their very nature have perspectives that are in many ways unrealistic.

I am really wondering at this point. You see, there is provision in the act for other than government support. I doubt that this has ever really been implemented. I am now told that I am incorrect. I am glad to hear that because that is good. But I would not think it is a major part of your budget.

I am really wondering, because of the very nature of the work that I think the Council

[Interpretation]

M. MacDonald (Egmont): Je ne veux pas dire «manque», car le terme est un peu trop fort; je veux dire «diminution».

M. Vidal: Vous voyez, en atteignant notre objectif grâce aux services bénévoles, nous investissons de plus en plus chaque année pour appuyer les bénévoles. Nous voudrions investir davantage, bien sûr. Mais nous ne pouvons le faire que selon un rythme de croissance que nous établissons en ce moment. Nous avons un comité spécial composé de bénévoles, de personnel sur place, et de personnel d'Ottawa, qui va dresser des plans pour l'avenir, et sans doute proposer des solutions et nous dire où va se faire notre croissance. Vous désirez une croissance, mais quels sont vos objectifs?

M. MacDonald (Egmont): Il me semble, si vous me permettez de faire cette observation d'ordre général, que la Compagnie des jeunes Canadiens a essayé de survivre à deux feux. Le premier était assez évident au cours des deux premières années d'existence de la Compagnie. Pour ma part, j'estime qu'il y a eu plus de fumée que de feu. On s'est beaucoup inquiété de la mauvaise publicité que l'on faisait, prétendument, à la Compagnie. Il se peut qu'une partie de cette mauvaise publicité ait été bien méritée, mais ce n'était pas toujours le cas. Toutefois, c'était là un effort du Conseil pour être vraiment honnête à l'égard des situations qu'il avait à régler.

Je pense—c'est plus une idée que j'ai que quoi que ce soit de réel, mais certaines choses que vous avez dites ce matin au cours de votre témoignage semblent l'indiquer—que l'autre feu, celui que je craignais à l'origine, et qui peut-être brûle maintenant avec beaucoup plus de violence que je ne m'y attendais, c'est que la Compagnie des jeunes Canadiens va devenir simplement un organisme gouvernemental et être soumise aux règles, aux règlements, aux perspectives et aux attitudes caractéristiques de ces organismes. Et je ne veux pas parler nécessairement des organismes fédéraux. A mon avis, les organismes gouvernementaux ont, de par leur nature même, des perspectives qui bien souvent manquent de réalisme.

Je me pose vraiment des questions, à ce stade. Vous comprenez, la Loi prévoit un soutien autre que celui du gouvernement. Je doute fort que l'on ait jamais vraiment appliqué cette disposition. On me dit maintenant que je fais erreur. Je suis heureux de l'apprendre, car c'est une bonne chose. Mais je ne pense pas que ce soit une partie réellement importante de votre budget.

Je me demande vraiment, étant donné la nature même du travail qu'à mon avis, le

[Texte]

should be doing, whether at some point the question is going to have to be raised, if the Council is going to remain true to its integrity—and that is obviously a difficult thing to define—whether it should not become an independent agency, not a Crown corporation—because of questions that have been raised by Mr. Osler of Winnipeg, Mr. Dinsdale, Mr. Mongrain and others about the kind of confrontation. If it does not happen, quite frankly I am going to be more worried than when it does—because I will know then that the Council has been had.

The trouble is, you see, as long as the Company of Young Canadians is an arm of the federal government and therefore obviously has the potential of being highly charged politically, you start off with a great many difficulties, with these two traps that are ready at any instance for you to fall into. I think the Council may have had the luxury at one time or another in the last two or three years of having fallen into both to a degree.

● 1055

There has been a very short life expectancy to the position you are holding, Mr. Vidal, and I congratulate you for taking it on. We have had a succession of executive directors, acting and otherwise. But I really wonder if this unit is going to do the job it is meant to do, if it is going to carry the tensions that Mr. Hymmen suggests of being attractive to young people, the kind of young people you will want, if it is going to be honest in situations of the powerless that you talked about—whether it is realistic unless we can set up some kind of machinery that can make such a clear-cut separation between the Company of Young Canadians and the Government of Canada so that *ipso facto* people will not suddenly start criticizing the government of the day for what some volunteer is doing in Calgary, Winnipeg, Trois-Rivières or some other place. The question now is of total autonomy.

Let us just relate this to another point. You see, you are here, as the chief witness, to testify. I would think that under the Act as it was envisioned, and I remember the debates fairly well, the Chairman of the Board would in a sense be the chief spokesman for the company because two thirds of the volunteers on the Provisional Council would have selected him. That aspect is not yet even operative. But instead—and I am not being critical of you, sir—you come here as the chief spokesman, as the executive officer, which indicates

[Interprétation]

Conseil devrait accomplir, si, à un moment donné, il ne va pas se poser la question suivante: si le Conseil doit préserver son intégrité—et c'est là, de toute évidence, une chose difficile à définir—ne faudrait-il pas qu'il devienne un organisme indépendant, et non une société de la Couronne—en raison des questions qu'ont soulevées M. Osler, de Winnipeg, M. Dinsdale, M. Mongrain et d'autres relativement à la nature de la confrontation. Franchement, si cela ne se produit pas, je vais m'inquiéter encore plus que je ne le ferais au moment où la chose se produirait, car je vais me dire que le Conseil s'est fait avoir.

L'ennui, vous comprenez, c'est que, tant que la Compagnie des jeunes Canadiens est un organisme du gouvernement fédéral, et peut donc être très importante du point de vue politique, il y a dès le départ toutes sortes de difficultés, avec ces deux pièges ouverts à tout moment pour que l'on tombe dedans. Je crois que le Conseil est tombé plus ou moins dans les deux pièges à un moment ou l'autre au cours des deux ou trois dernières années.

Les personnes qui vous ont précédé dans le poste que vous occupez actuellement, monsieur Vidal, ne sont généralement pas restées longtemps, et je vous félicite d'avoir accepté ce poste. Il y a eu une succession de directeurs exécutifs, suppléants et autres. Mais je me demande vraiment si la Compagnie va accomplir la tâche qu'elle est censée accomplir, si elle va continuer à attirer les jeunes, le genre de jeunes dont on a besoin, si elle va être honnêtement dans la situation des gens sans pouvoir dont vous avez parlé—si l'entreprise est réaliste, à moins que l'on ne puisse établir des rouages qui permettent une séparation complète entre la Compagnie des jeunes Canadiens et le gouvernement du Canada, afin que les gens ne commencent pas soudain à critiquer le gouvernement du jour pour ce qu'un travailleur bénévole fait à Calgary, à Winnipeg, à Trois-Rivières ou ailleurs. La question est maintenant l'autonomie complète.

Rattachons cela à une autre question. Vous êtes ici, en tant que témoin principal, pour témoigner. Il me semble qu'en vertu de la Loi telle qu'elle a été conçue—et je me souviens bien des débats à ce sujet—le président du Conseil devrait être le principal porte-parole de la Compagnie, car deux tiers des membres bénévoles du Conseil provisoire doivent l'avoir choisi. Cet aspect n'est pas même encore en vigueur. Mais, au lieu de cela—et ne croyez pas que je vous critique, monsieur, vous venez ici comme porte-parole principal,

[Text]

that there is this tremendous inertia, this tremendous weight of bureaucracy that I feel is endangering the very integrity of the Company of Young Canadians itself.

Mr. Vidal: You have made comments concerning the Company but I do not know that you have asked specific questions. When I tell you that in order to prepare for the future, instead of preparing the future from one office we try to get volunteers, field staff, people from our office, this is to show you that we have started to establish a comprehensive working committee system. This is part of it. By "comprehensive" we mean that people on the basis of competence help us in the management of the company.

The other fact is that you are—and I mentioned it also—still with a Provisional Council. One of my surprises, when I was called to work here, was that it was not a permanent council. Then I realized that it was a provisional council. But, again, this is going ahead. This is probably why the chairman or the president of the Company, if you would like to refer to him as such, feels that he should allow the mechanisms existing in the Company to proceed, with the idea that there should be in a very brief period of time a permanent council created, as established in law, with 10 volunteer representatives and five others.

I was referring to the permanency of our operation. You see, this is the sort of balancing act you were speaking about—is it going here or there. Certainly you have a provisional council—it is sort of timely—then you have the volunteers come in and they are working also with the provisional council, the interim director, acting director and so on. Again, you cannot sort of stabilize any type of activity—and I do not mean the type of stability where the Company would become a sort of an arm of any government or municipality.

These are factors which up to now have always caused the fire, the smoke and so on. Right now we are reaching, after our third year of operation, a sort of more permanent establishment of the Company. And again this

• 1100

will be important because for the first time the Company will have its Council. It will be its Council of volunteers, and it will be our volunteers who finally will decide what will be the future of the Company.

[Interpretation]

en tant qu'agent exécutif de la Compagnie, ce qui donne à penser qu'il y a énormément d'inertie, énormément de bureaucratie, qui, à mon avis, mettent en danger l'intégrité même de la Compagnie des jeunes Canadiens.

M. Vidal: Vous avez fait des observations au sujet de la Compagnie, mais, pour autant que je sache, vous n'avez pas posé de questions précises. Lorsque je vous dis que pour préparer l'avenir, au lieu de le préparer à partir d'un seul bureau, nous essayons d'avoir des bénévoles, du personnel sur place, des gens de notre bureau, c'est pour vous montrer que nous avons commencé à établir un système complet de comité de travail. C'est une partie de ce système. Par le terme «complet», nous entendons que des gens, choisis pour leur compétence, nous aident à gérer la Compagnie.

De plus, je le répète, il ne s'agit toujours que d'un conseil provisoire. Une des surprises que j'ai eues lorsque je suis venu travailler pour la Compagnie a été de constater que ce n'était pas un conseil permanent. Je me suis alors rendu compte que c'était un conseil provisoire. Mais, je le répète, les choses avancent. C'est sans doute pour cette raison que le président de la Compagnie, si vous voulez l'appeler ainsi, estime qu'il doit laisser tels quels les rouages existants de la Compagnie, en se disant que l'on devrait créer sous peu comme le prévoit la Loi, composé de dix représentants bénévoles et de cinq autres personnes.

Je parlais de la permanence de notre fonctionnement. Vous voyez, c'est le genre d'équilibre dont vous parliez, est-ce que ça va être ici, ou là. Il y a un conseil provisoire, c'est entendu, c'est là une chose temporaire; puis il y a les bénévoles qui viennent et travaillent aussi avec le conseil provisoire, le directeur intérimaire, le directeur suppléant, etc. Je le répète, on ne peut pas stabiliser l'activité. Et par «stabilité», je ne veux pas dire que la Compagnie deviendrait l'instrument d'un gouvernement ou d'une municipalité.

Ce sont là les facteurs qui, jusqu'à présent, ont été à la source des feux, de la fumée, etc. Pour le moment, après notre troisième année d'existence, nous parvenons à un établissement plus permanent de la Compagnie.

Ce sera très important parce que, pour la première fois, la Compagnie aura son propre conseil. Ce sera son Conseil de volontaires et ce seront nos volontaires qui décideront de l'avenir de la Compagnie.

[Texte]

Maybe our volunteers will prefer an agency type of company; we cannot tell. They are going to set down the policy and the action of the Company. But meanwhile we have to go on working and in order to do this we try to have all the different sectors of the Company associated with us in preparing the future.

Mrs. Turbide-Vennat: If I may add something, I think what you expressed, Mr. MacDonald, is exactly the reality the Company had had to live with since the beginning. When the Company was established it was given a status of a Crown Corporation; a status of as much independence as could possibly be given to a body in order to help it operate independently. We have to live with the reality that our funds come from the public and that we have to answer to the public for these funds.

Just how much independence do you have in your programs when you are using the public's funds? This is the problem that we have been living with and this is the problem which still has not been resolved, and I am not sure whether it will ever be resolved. This is the reason for our problems of publicity, our problems of information and our problems in entry and all our problems. The fact that our Council has now become permanent, has now become a body controlled by volunteers yet may have something to do with it.

We have to wait for the establishment of a permanent Council just to see how the thinking will go with respect to independence of the Company and with respect to the direction the Company will take. To me, it is still too early to decide whether the government should have made the Company a private body or whether it should be an agency, or this type of thing. It is much too early.

We are becoming a permanent establishment but we are still experimenting with the kind of staff the government could give us that would enable us to be independent and, at the same time, be able to answer to the public for the funds that we use.

Mr. MacDonald (Egmont): One of the interesting things at the beginning of the Company—in the very earliest stages when really they were just considering it; I think they had a White Paper before they actually had the bill—is that there was very close liaison with most of the kinds of things that were similar in a voluntary way, that were operating either through the churches or through national youth organizations. I am

[Interprétation]

Peut-être les volontaires préféreront-ils une sorte d'agence; nous ne savons pas. Ils établiront la politique et la ligne d'action de la Compagnie. En attendant, nous devons continuer notre travail et, pour ce faire, nous essayons de faire en sorte que tous les secteurs s'associent à nous pour préparer l'avenir.

Mme Turbide-Vennat: Puis-je ajouter quelque chose? Je pense que ce que vous dites, c'est exactement ce à quoi la Compagnie a dû faire face depuis le début. En effet, lorsque la Compagnie a été créée, elle avait le statut d'une Société de la Couronne, autrement dit, elle avait le statut maximum que l'on puisse donner à un organisme quelconque pour l'aider à être indépendante. Il faut vivre avec la réalité et cette réalité c'est que les fonds viennent du public et, par conséquent, il nous faut répondre devant le public de ce que nous faisons de cet argent.

Quel degré d'indépendance avez-vous dans vos programmes lorsque vous utilisez les fonds publics? Ça, c'est le problème que nous connaissons depuis le début, un problème qui n'est pas encore réglé. J'ignore s'il le sera jamais. C'est la raison de nos problèmes de publicité, d'information, de tous nos problèmes, quoi. Le fait que notre conseil soit devenu permanent et contrôlé par des volontaires, peut en être la cause.

Il nous faut attendre que le Conseil soit établi en permanence pour voir ce qu'on pensera de l'indépendance de la Compagnie et pour voir ce que sera son orientation. D'après moi, il est encore beaucoup trop tôt pour décider si ce doit être un organisme privé ou une agence; il est encore trop tôt.

Nous acquérons une certaine permanence, mais nous tentons toujours des expériences avec le genre de personnel que le gouvernement peut nous donner pour nous aider à être indépendants et, en même temps, nous permettre de répondre au public au sujet des fonds que nous utilisons.

M. MacDonald (Egmont): L'un des aspects intéressants de la Compagnie à ses débuts (je parle des tous débuts alors qu'on songeait à l'établir; je crois qu'il y a eu un Livre blanc avant la présentation du bill), c'est qu'il existait une liaison très étroite avec la plupart des organismes bénévoles semblables et qui étaient reliés aux Églises ou aux agences nationales de jeunesse. Je me demande si cette liaison a été maintenue avec ces diffé-

[Text]

wondering whether a close liaison is still maintained with these various groups and whether they serve, to some degree at least, to keep the Company honest. It is too bad we do not have television; I was intrigued by the reactions of all three of you; they are all different.

Mrs. Turbide-Vennat: I think it depends on the agencies.

Mr. Muzeen: The Company has recently compiled a catalogue of agencies that provide voluntary services, such as The Alberta Service Corps, Kairos, Cross-roads Africa, Operation Beaver, just to name a few, and with those we do have and have had some kind of working liaison, sometimes on a personal basis because of the fact that a volunteer is a member of one of these other organizations or has been, or one of our staff members was with Cross-roads Africa.

I do not necessarily say that keeps us honest in the sense I think you mean it. I know that when I attended the Kairos council and the meeting with the Alberta Service Corps people it made me realize that there was a role for the Company, because the kinds of things we did and the way we did them in the community was so much different from the other groups, and yet did not detract from their work and the methods they are using. I think that, in essence, was the reason for the Company. Sure, we co-operate with them and we exchange data and information, but it is just a matter of technique of work and technique of approach.

Mr. MacDonald (Egmont): You say that at least there is good communication with these people.

• 1105

Mr. Muzeen: I say there is some good communication with a good few of these agencies, but not all of them by any means. We have only limited resources, and this is on a personal and informal rather than a formal basis.

Mr. MacDonald (Egmont): In comparison with the time when things were beginning three years ago, say, has that level of communication been maintained or has it decreased?

Mrs. Turbide-Vennat: It has increased.

Mr. MacDonald (Egmont): It has increased?

Mrs. Turbide-Vennat: It has increased gradually, yes. You see, the Company is a public body, and if you consider a social agency in a city which obtains most of its

[Interpretation]

rents groupes et si, dans une certaine mesure, ils aident à garder la Compagnie honnête. Dommage que la télévision n'y soit pas; vos réactions, à tous trois m'ont surpris; elles sont toutes différentes.

Mme Turbide-Vennat: Je crois que tout cela dépend des agences.

M. Muzeen: La Compagnie a récemment compilé une liste des agences qui offrent des services bénévoles, telles *The Alberta Service Corps*, *Kairos*, *Cross-roads Africa*, *Operation Beaver*, pour ne nommer que celles-là. Nous avons eu et avons encore avec elles des relations, parfois sur une base personnelle, puisqu'un de nos volontaires appartient à l'un de ces organismes, ou y a appartenu, ou qu'un membre de notre personnel est membre de *Cross-roads Africa*.

Je ne crois pas que cela nous conserve honnête, dans le sens que je crois que vous utilisez ce mot. Je sais que le fait que j'aie assisté à la réunion du conseil de *Kairos* et à la rencontre avec les membres du *Alberta Service Corps* m'a permis de réaliser que la Compagnie avait un rôle à jouer parce que les problèmes auxquels nous nous attaquons et notre façon de le faire sont différents des autres et n'empêchent pas les autres d'effectuer leur travail, et de la façon qu'ils le désirent. C'était, je crois, la raison d'être de la Compagnie. Nous collaborons avec eux et échangeons des renseignements; c'est une question de technique de travail.

M. MacDonald (Egmont): Vous dites qu'il y a, au moins, une bonne communication avec ces personnes.

M. Muzeen: Il y a de bonnes communications avec quelques-unes de ces agences mais pas avec toutes, bien sûr. Nos ressources sont limitées et ces communications se font sur une base officieuse et personnelle, et non sur une base officielle.

M. MacDonald (Egmont): Par rapport à ce qui se passait au début, il y a trois ans, est-ce que ce niveau de communication a été maintenu ou est-ce qu'il a diminué?

Mme Turbide-Vennat: Il a augmenté.

M. MacDonald (Egmont): Il a augmenté?

Mme Turbide-Vennat: Il a été augmenté progressivement. La Compagnie est un organisme public, et si vous la comparez à une agence sociale, qui retire la plupart de ses

[Texte]

funds, let us say, from an appeal, there is not the same kind of financial responsibility to the public from which it receives its funds as there is for the Company to Parliament. We have to answer for every penny that we spend, and very openly. I am not objecting to this kind of questioning and this kind of probing, but this is different.

Apart from that, the Company will co-operate with agencies where the objectives and the aims are the same where we are able to co-operate. I think from the first we would like to co-operate, but sometimes it is just not possible. It is not a lack of good will, it is just a difference of objectives or aims, that is all.

Mr. MacDonald (Egmont): Thank you.

Le vice-président: Si vous me permettez d'ajouter quelque chose. Une chose m'inquiète quand même dans vos activités; vous arrivez avec des volontaires qui n'ont pas nécessairement une grande expérience de l'action sociale et qui, je comprends bien, reçoivent des directives très simples, puisqu'ils sont volontaires. Ils se présentent dans des municipalités, et dès le départ se trouvent en conflit avec des organismes de bien-être social qui eux, ont des traditions, des programmes, des bureaux de direction permanents.

Or je me dis qu'il doit y avoir moyen de faire comprendre à vos volontaires ou à vos travailleurs que la première chose à faire, c'est d'aller rencontrer les responsables de ces mouvements sociaux ou les gens qui ont une certaine autorité et d'essayer de voir comment votre action peut être synchronisée à la leur. Autrement vos volontaires deviendront des espèces d'agents provocateurs, et, par la force des choses au lieu de faire de l'animation sociale, ils feront de l'agitation sociale et gêneront ceux qui œuvrent dans ce domaine traditionnellement. N'y voyez-vous pas un danger?

Mme Turbide-Vennat: Monsieur Mongrain, je crois très sincèrement que la responsabilité première de nos volontaires est aux citoyens avec lesquels ils travaillent.

Le vice-président: Oui.

Mme Turbide-Vennat: C'est vraiment leur responsabilité première. Ils ne provoquent pas. Nos volontaires, qui sont invités par la collectivité, le groupe, le quartier, l'association des citoyens ou par un groupe qui aimerait former une association de citoyens, vont leur démontrer des moyens, des méthodes de le faire et c'est aux citoyens de choisir.

Maintenant, nous vous assurons que dans plusieurs cas, la Compagnie collabore avec les agences qui font le même travail dans le

[Interprétation]

fonds d'une campagne de souscription, la responsabilité financière envers le public est différente de celle que la Compagnie a envers le Parlement. Nous devons justifier chaque cent que nous dépensons. Je ne m'oppose pas à ce genre de questions et à ce genre d'enquête, mais c'est différent.

La Compagnie collaborera avec les agences dont les objectifs sont les mêmes, lorsqu'elle le peut. Au départ, nous pourrions vouloir coopérer mais c'est parfois impossible. Ce n'est pas un manque de bonne volonté, mais simplement une différence d'objectifs ou de buts.

M. MacDonald (Egmont): Merci.

The Vice-Chairman: May I add something to what has been said? There is still something that worries me in your activities; you come with volunteers who do not have necessarily a well-founded experience in social work who, I am well aware, receive very simple instructions because they are volunteers. They go to some municipalities and from the very beginning are in conflict with social agencies which have already traditions, programs, permanent management offices.

I think there should be a way to make these volunteers understand that the first thing they should do is to go and meet the various people, officials of these bodies, or those who have some authority and see to what extent there could be a synchronization of your action with theirs. Otherwise they will become some kind of agitators and, naturally, instead of doing social work, they will be doing social agitation and will disturb those who traditionally work in this field. Do you not see this danger?

Mrs. Turbide-Vennat: Mr. Mongrain, I sincerely believe the main responsibility of our volunteers is to the citizens they are working with.

The Vice-Chairman: Yes.

Mrs. Turbide-Vennat: This is their main responsibility. They do not provoke. I believe that our volunteers who are invited by the community—the neighbourhood—the area—the citizens association, etc. will show them that we have some means and methods of doing things and it is up to the citizens to choose.

Now, we assure you that in many cases, the Company co-operates with the agencies who are already working in the area. When there

[Text]

quartier. Là où il n'y a pas de coopération, peut-être n'est-ce pas seulement de la part de nos volontaires, peut-être est-ce de la part des autres organismes. Je ne parle pas des Trois-Rivières principalement, je parle en général.

Mais il faut voir les deux côtés de la médaille, quand on parle de volontaires et d'agences traditionnelles. En parlant comme ça, je peux vous dire que la tradition c'est bien beau, mais qu'il faut peut-être changer la tradition un peu. Il faut que l'agence traditionnelle soit capable de faire une évaluation de son travail. Parce qu'elle est là depuis 100 ans et qu'elle a une tradition de cent ans, cela ne veut pas dire que l'agence est parfaite, qu'elle comprend tout et sait tout.

Le vice-président: Si je reprenais votre argumentation, madame Turbide-Vennat, je vous dirais que vous êtes des apprentis, et que vous voulez dicter à ces vieux organismes une ligne de conduite. Je suis peut-être cruel en vous disant cela, mais enfin je suis votre raisonnement.

Mme Turbide-Vennat: Ce n'est pas une question de dicter, mais de dialoguer. Les volontaires de la compagnie ne sont pas des gens qui ont beaucoup de connaissances; par contre, les gens de la compagnie ont le désir sincère de changer, d'en arriver au changement social, au progrès social, et je pense qu'ils essayent de prendre les moyens; quand les moyens sont les agences de la localité, ils vont travailler avec les agences de la localité. Dès qu'il y a dialogue entre les deux, je pense qu'il y a moins de difficultés. Et je crois qu'en général, il y a dialogue.

M. Vidal: Peut-être pour conclure et peut-être pour répondre à M. Stewart en même temps à M. Mongrain, enfin, pour ajouter aux observations.

Il y a une question de maturité collective dans les endroits où nous travaillons, et à travers le pays d'ailleurs. Voici quelques années, à quoi se résumait par exemple, le problème de la jeunesse? C'était une jeunesse qui, souvent, attendait, lorsque les parents en avaient les moyens, les possibilités d'aller aux études. Dans notre province, il s'agissait d'aller faire son cours classique et ensuite de revenir dans la vie et commencer ainsi à progresser.

Actuellement, la jeunesse est, dans la majorité des cas, assurée que sa scolarisation va se faire, avec elle, et souvent malgré elle, dans certains cas. Mais elle a cette assurance que, en vase clos, dans une école, un collège, une université, pendant 14, 15, 17, 18 ou 19 ans

[Interpretation]

is no co-operation it is not necessarily the fault of our volunteers, it can be the fault of these bodies. I am not speaking mainly about Three Rivers, I am talking in general terms.

But we should look at both sides of the coin. When dealing with volunteers and of traditional agencies. When speaking like this, I can say that traditions are very well, yes, but traditions perhaps could be changed. And the traditional agency should be able to assess its own work. It is not because it has been there for 100 years that it ought to think that it is perfect and knows everything.

The Vice-Chairman: If I followed your line of argument, Mrs. Vennat, I could say that you are apprentices and that you want to dictate to these old organizations. I may be cruel in speaking this way, but I am following your reasoning.

Mr. Turbide-Vennat: No, it is not a matter of dictating, it is a matter of dialogue. The volunteers of the Company might not be people who have extensive knowledge of certain things, but on the other hand, have a sincere desire to change, to arrive at social change and social progress and I think they will do their best to do it; when the means are the local agencies, they will try and work with them. As soon as a dialogue is established between the two, I believe there is less trouble. And I believe that, in general, a dialogue exists.

Mr. Vidal: Perhaps, in conclusion and in answer to Mr. Stewart at the same time as to Mr. Mongrain, finally to add to the comments.

There is a question of collective maturity in the communities where we work and this is true throughout the country. A few years ago, what was the youth problem? It was that of young people waiting, very often, when their parents could afford it, for possibilities to go through school, or universities. In our province, it amounted to finishing a classical course and then to come back to their local area and start moving ahead.

Now young people, in the majority of cases, are assured that their schooling will take place, with them and often in spite of them in some cases but at any rate they have this assurance that, without outside interference, in a university or a college for 14, 15, 16, 17,

[Texte]

elle poursuivra des études. Or la compagnie donne à des jeunes Canadiens l'occasion de faire le lien entre un apprentissage idéalisé, souvent très théorique et une réalité sociale, une réalité économique qui, souvent existe de l'autre côté du mur du collège. Et c'est dans ce contexte qu'il faut placer un débat comme celui-ci.

La collectivité va-t-elle dire: Voilà des jeunes gens qui ont à faire le lien entre leur apprentissage scolaire et académique et une réalité que nous voulons tous améliorer. Il y a diverses façons de le faire. Ou bien les jeunes vont, comme on le disait plus tôt, vers des groupes déjà existants ou bien ils se disent: «Ces groupes existants sont déjà dépassés. C'est le propre de la jeunesse; nous avons tous un jour ou l'autre fermé la porte sur les gens qui nous ont précédés, parfois, en nous enfermant dans notre chambre et pour revenir le lendemain. Après cela, les jeunes ont commencé à partir pour la fin de semaine, d'autres pour plus longtemps, mais finalement, on rétablit les structures de comportement de la civilisation dans laquelle nous sommes.

La maturité des collectivités, la maturité culturelle et l'intérêt que la presse, le public, les parents et même les membres de cette assemblée portent au phénomène de la jeunesse, nous permettent d'espérer le succès. L'aspect d'apprentissage que vous avez mentionné est peut-être un investissement des plus intéressants pour un jeune qui, après avoir été scolarisé peut se mettre au diapason

• 1115

et s'harmoniser avec la réalité sociale, économique et communautaire dans laquelle nous vivons.

Et tant qu'on n'arrive pas à ce degré de maturité, on crée des frictions, des tensions, des ennuis, et une compagnie comme la nôtre, je pense, doit s'identifier avec le phénomène jeunesse. Elle doit aller de l'avant et investir davantage dans les solutions que les jeunes veulent apporter aux autres groupes qui, pour toutes sortes de raisons, encore une fois n'ont pas eu l'occasion de se donner des cordes vocales et de formuler leurs difficultés.

Mr. MacDonald (Egmont): I have other questions to ask but I think I will pass because I realize other members have questions. I will ask that my name be put at the bottom of the list.

The Vice-Chairman: Mr. Comeau.

[Interprétation]

18, 19 years they can go on with their studies. The Company offers young people and young Canadians the possibility the opportunity of establishing a link between an idealized apprenticeship, often very theoretical, and a social reality, an economic reality, which very often exists on the other side of the college fence. And it is in this context that we must situate a debate of this kind.

Will the community say: "Here are young people who are relating their academic and theoretical apprenticeship to a reality that we all want to improve. There are various ways of doing it. Either young people, as we said earlier, go towards already existing groups or else they say to themselves: "Those already existing groups are outmoded." This is actually typical of youth we have all, one day or another, closed the door on those who have come before us, sometimes by locking ourselves in our room and come back the next day. After that, young people started to leave on week-ends, other for longer, but little by little we come back to the structures of behaviour of our civilization.

The maturity of the communities, the cultural maturity and the interest from the press, the public, the parents, and even the members of this Committee shown towards the youth problem, underlines the fact that the apprenticeship that was mentioned earlier is perhaps more useful investment than one thought and after having gone to school can set himself in tune with the social, economic

and communal reality of the times. As long as we do not reach this degree of maturity, there are tensions, strains and troubles and a Company as big as ours, must identify itself with the youth phenomenon.

It must move ahead and invest more into the solutions that the youth would like to bring to other groups which for all sorts of reasons, once again, have not been able to give themselves voice to express their problems.

M. MacDonald (Egmont): J'ai d'autres questions à poser, mais je crois que je vais passer mon tour car je réalise que d'autres en ont à poser. Je vais demander que mon nom soit mis au bas de la liste.

Le vice-président: Monsieur Comeau.

[Text]

M. Comeau: Merci, monsieur Mongrain.

A la page 2 de votre message ce matin, vous dites:

Nous nous préoccupons...

Pour éclaircir les choses dont on vient de parler, vous dites:

Nous nous préoccupons de la question du logement et de la rénovation urbaine; du chômage; du recyclage; des inégalités chez certains ouvriers; du budget familial; de la jeunesse;

etc. etc. etc... On a dit ce matin qu'il y avait peut-être manque de coordination ou peut-être qu'il y avait même coordination ou coopération avec les agences en place, comme l'a dit M. Muzeen. Considérez-vous que votre programme peut se comparer avec d'autres programmes non volontaires? Par exemple, vous êtes, je pense, intéressés au *retraining* comme on dit en anglais. Or le ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration est intéressé au problème du *retraining*.

M. Vidal: Quant à nous, nous n'exécutons pas, c'est-à-dire que nous ne donnons pas de cours de recyclage. Tout ce que nous pouvons faire, c'est comme par exemple dans Trois-Rivières: voici des gens qui sont en chômage et ne savent pas quoi faire. Alors sur demande, nos volontaires se rendent auprès d'eux et leur expliquent la procédure, et souvent établissent les liens entre eux et le ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration ou les commissions scolaires ou les services d'éducation permanente là où ils existent mais la Compagnie ne donne pas d'enseignement, ne forme pas d'enseignants.

M. Comeau: Très bien. Connaissez-vous les activités des *New-Start Programs*? Il y en a un qui existe, par exemple, en Nouvelle-Écosse, le *Nova-Scotia New-Start*, un autre en Alberta, et un nouveau est en route à l'Île-du-Prince-Édouard. Connaissez-vous les activités de ces programmes-là?

Mr. Vidal: Mr. Muzeen, would you please comment on the activities of NewStart.

Mr. Comeau: The existing NewStart programs. Could you also tell me the relationships between your Company and, let us say, the existing NewStart programs. They are probably newer than your company and they are an autonomous body, particularly the New Start program in Nova Scotia, which is in my constituency, and I imagine the others are too. As far as I am concerned, they are particularly involved with some of the work that you people are doing. They are involved

[Interpretation]

Mr. Comeau: Thank you, Mr. Mongrain. At the bottom of page 2 of your message this morning you say:

We are concerned...

In order to clarify a little bit what has already been said you say:

We are concerned with the housing and urban renewal questions; with unemployment; with retraining; with inequalities concerning certain employees; with family budgets; with youth;

etc. etc. etc... This morning we said that there was perhaps a lack of co-ordination, or that there was perhaps co-ordination or cooperation with existing voluntary organizations as it was said earlier by Mr. Muzeen. Do you consider that your program can be compared, let us say, with other non-voluntary programs? For instance, you are interested in retraining. Or the Department of Manpower and Immigration is interested in the problem of retraining, can you?

Mr. Vidal: The difference is that we do not execute. In other words, we do not have people who give the retraining course themselves. The only thing we can do is say, as we did in Three Rivers: "Here are the people who are unemployed. They do not know what to do". Then our volunteers, on request, go to see these people and show them and explain to them, and often establish some links between the Department of Manpower and Immigration or the school commissions or the permanent educational services, where they exist, but the Company does not give the teachings itself, does not train teachers.

Mr. Comeau: All right. Are you aware of the activities of the New-Start programs. There is one, for instance, in Nova Scotia, there is one in Alberta and there is another one which has been started in P.E.I. Are you aware of these programs?

M. Vidal: Monsieur Muzeen, pourriez-vous faire des commentaires sur les activités de *New Start*?

M. Comeau: Les présents programmes *New Start*. Est-ce que vous pourriez me dire le rapport qu'il y a entre votre compagnie et disons ces programmes *New Start* actuels. Ils sont certainement plus récents que votre compagnie et ce sont des organismes autonomes notamment dans mon comté en Nouvelle-Écosse et je pense que c'est la même chose dans votre cas. Ils s'occupent, du moins en ce qui me concerne, des travaux que vous faites. Ils participent aux changements sociaux et ils

[Texte]

in social change, in getting people to identify themselves and to better their situation, and you people are doing the same thing. Perhaps you could comment on this, and at the same time would you care to say whether you could have done a similar type of work to that which the Nova Scotia New Start, the Alberta NewStart or the NewStart program in P.E.I. is able to do.

Mr. Muzeen: Sir, the NewStart program which I am familiar with, or at least have some knowledge of, is the NewStart program in Alberta, which is just in the development stage. In actual fact, it has initiated a couple of its first programs. We lost one of the most competent members of our staff to that particular project and with him he took some working liaison in the relationships with the volunteers in that geographical area of Alberta. The point I want to make is that we do not compete with those kinds of organizations.

If they have a program around nursery school and day-care centres, for instance, or alienated youth or school dropouts, we try to provide them—if they do not already have

• 1120

it—with some of the reality and some of the situations that may occur in the specific communities that our volunteers are in. But to work with them in the sense that I understand the work, that is, get out there in the field and teach together, as Mr. Vidal has already pointed out, no. On the one hand we will work with the agency on the co-operation bit.

On the other hand we will make the people in the community aware that this agency exists to meet specific needs, and suggest to them that this might be another agency that will solve some of the problems they have and we encourage them to approach it to get the kind of services that the agency was established to provide. We do not tell people to go and do this or go and do that, or not to do that. We try to make people aware of the resources in the community, federal, provincial and local, and it is up to them if they want to use them. We are not going to take them to it, or it to them.

Mr. Comeau: No, but this is also part of their job, to make people realize what they are there to do.

Mr. Muzeen: Yes, but you make people realize that all these agencies are here. Your M.P. is there; your alderman is there; your city council is there; your M.L.A. is there.

[Interprétation]

cherchent à permettre aux gens de s'identifier et d'obtenir une meilleure situation, et vous, vous faites la même chose. Peut-être que vous pourriez nous dire quelque chose à ce sujet-là et, en même temps, nous dire que vous auriez pu faire le même genre de travail que le programme *New Start* de l'Alberta, de la Nouvelle-Écosse ou de l'Île du Prince-Édouard est capable de faire.

M. Muzeen: Eh bien, monsieur, le *New Start* que je connais, du moins dont j'ai connaissance, c'est le programme de l'Alberta qui est en cours d'élaboration et qui vient juste de commencer ses premiers travaux. Nous avons perdu un de nos employés des plus compétents à ce projet et il a apporté avec lui des liaisons de travail, des rapports avec les volontaires dans cette région géographique de l'Alberta. Ce que je voudrais dire surtout c'est que nous ne sommes pas en rivalité avec ces organisations.

S'ils ont un programme au niveau des maternelles et des garderies, par exemple, ou des centres pour les jeunes anti-sociaux ou qui ne vont plus à l'école, nous essayons de

leur fournir, s'ils ne l'ont pas déjà, une idée des réalités et de certaines des situations qui peuvent se produire dans certaines collectivités où nos volontaires se trouvent. Mais disons que travailler avec elles, au sens où je comprends le travail, c'est-à-dire aller ensemble sur place, sur le terrain, comme M. Vidal l'a souligné, eh bien, non, ce n'est pas ce que nous faisons. Ce que nous faisons c'est de coopérer avec l'organisme.

D'autre part, les gens de la collectivité doivent être mis au courant de l'existence de cette société et on pourrait leur dire que c'est peut-être là une autre agence, un autre organisme qui pourra résoudre leurs problèmes et on pourra les encourager en quelque sorte à entrer en contact avec eux pour essayer de voir le problème résolu. Nous ne leur disons pas quoi faire ou ne pas faire, mais nous tentons de leur faire connaître les ressources qui existent dans la collectivité, soit fédérale, provinciale ou locale, et c'est à eux de décider ensuite.

M. Comeau: Rendre les gens conscients de ce qu'il y a à faire, cela fait partie de leur tâche.

M. Muzeen: Il s'agit de rendre les gens conscients des organismes qui existent: les députés fédéraux, les conseillers municipaux, les échevins et les députés provinciaux. Il y a

[Text]

You have a difficulty, and in order to solve that difficulty you are going to have to take some action and approach one of these alternatives. If they say that they do not want to approach an alternative, or if they feel reluctant to approach the alternative, we cannot live their lives for them. They have to do it themselves, because when we are gone they have to live with the ramifications of any action or any decisions made. And so that they can be continually involved in an ongoing way in a democratic structure of this kind and the problem-solving of their particular situation, they have to initiate the change and sustain it, not us. We are an agency who provide personnel to work with citizen groups and agencies who wish to do this, but we are not going to do it for them, and I think that has to be made very, very clear.

Mr. Comeau: You would say that in a New-Start program, they are involved in training, and they are involved in what you are doing, too.

Mr. Muzeen: Oh, yes. But they also carry the program. We do not.

Mr. Comeau: They carry the program too. You people are simply there to make people aware of the existing facilities available to them.

Mr. Muzeen: Let us say they are available in one part of the community and not available in another. Let us say recreational or housing. All right, if we are with a group of people in a section of a city who want better housing, we say that this is the legislation available, these are the various techniques, and that is it.

Mr. Osler: Without being critical in any way, could somebody explain why, if you are an expediting spark-plug type of organization, your professional services loom so high in your budget. That would strike me as being professional consultative services. The staff in your professional services accounted for almost half of your last year's budget. Professional services are \$489,000 and your staff salaries are \$623,000. I wondered where the professional services come in, if what you are doing is steering people towards professional service.

Mr. Vidal: Mr. Chairman, for this year's estimates we have \$108,000 towards this, which is very much reduced. The professional services here would be of a support and technical type.

Here is a good example of why they are considerably reduced.

[Interpretation]

un problème; afin d'apporter une solution, il faut prendre l'initiative et faire des choix. Si on refuse de choisir, si on hésite, nous ne pouvons pas agir pour ces gens. Ils doivent agir d'eux-mêmes. Ils auront à subir les conséquences de tout acte ou toute décision. Ils doivent être continuellement engagés à ce qui se passe dans une structure démocratique comme celle-ci, et dans la solution des problèmes. C'est à eux d'amener le changement, pas à nous. Nous voulons bien leur aider; nous sommes une agence qui fournit le personnel pour collaborer avec les groupes de citoyens. Nous ne pouvons pas faire leur travail; cela doit être clair.

M. Comeau: Diriez-vous que les gens s'intéressent alors, dans ces programmes *New Start* à la formation et aussi à ce que vous faites?

M. Muzeen: Oui, mais ils réalisent leur programme eux-mêmes.

M. Comeau: Eux aussi réalisent le programme; votre tâche est simplement de rendre les gens conscients des possibilités existantes.

M. Muzeen: Il peut y avoir des choses disponibles à un certain endroit de la collectivité et non pas ailleurs, par exemple, des installations de divertissement ou de logement. Quand on fait affaire à un groupe qui veut de meilleurs logements, on leur cite les lois, on leur indique la voie à suivre, et c'est tout.

M. Osler: Sans vouloir critiquer, est-ce que quelqu'un pourrait m'expliquer, monsieur le président, pourquoi, si vous êtes une organisation active et dynamique, un catalyseur, pourquoi les services professionnels prennent-ils une si grande partie de votre budget? Il semble qu'il s'agit de services consultatifs. Votre personnel diplômé a absorbé presque la moitié de votre budget, l'an dernier. Les diplômés ont coûté \$489,000 et les traitements du personnel \$623,000. Qu'est-ce qu'il en est de ces services de diplômés dans votre rôle de diriger les gens vers le service diplômé.

M. Vidal: Cette année, nous dépensons \$108,000 pour ce service; le chiffre a été réduit. Les services professionnels sont surtout un service d'appoint et technique. Voici un exemple qui expliquera ce fait.

[Texte]

M. Comeau: Vous dites que le montant est réduit à combien?

M. Vidal: A \$108,000. De 400 mille dollars il est tombé à \$108,000.

One of the objectives with our comprehensive committee structure is to use the resources we have in the Company instead of going outside. We still need services. For example, we have an Indian project that is starting. It is asking for a permit to start a radio station. In this case we have to have a technician to help them in preparing their brief, and in training them to use their radio equipment. It will be the first radio station using Ojibway in northwestern Ontario.

• 1125

Again this is where we need to have professional services.

The community gets its vocal cords, and now its vocal cords will go further over the mountains and what not. Then we have to invest in this type of professional service. Probably in former years, at the starting of the Company, they needed more advice from outside people, and this is the figure you have. But for next year we are expecting to spend \$100,000.

Mr. Osler: Instead of \$489,000.

Mr. Vidal: That is right.

Mr. Comeau: Let us take the case of housing then, to be specific. You are involved in housing in urban developments, as you stated this morning. Would you make recommendations to the task force on housing? Did you do this? Did you present briefs or recommendations, or are you just interested in getting people to do this?

Mr. Vidal: We have all types of activities. The most recent one is with the Senate Committee to make a permanent committee on poverty. We have shared our responsibility with those who work with us, volunteers, field fact people, and Ottawa fact people. They have a three-fold objective. One would be the research part on poverty, which would be a long-term activity, and again we could develop our subcommittee. Another one is to prepare in two weeks from now a brief, and then the next thing would be to prepare a long-term class of observations. And again we will do this with our own people, our own resources. And certainly if this committee of ours has imagination, it will ask community people to come and bring in on a national level their decisions and what they have to say.

[Interprétation]

Mr. Comeau: You say that the amount has been reduced by how much?

Mr. Vidal: To \$108,000. It has dropped from \$400,000 to \$108,000.

Un des objectifs de la structure intégrale des comités est d'utiliser toutes les ressources que nous avons dans notre compagnie plutôt qu'aller à l'extérieur. Nous avons besoin quand même de services de l'extérieur; par exemple, nous avons un projet concernant les Indiens qui commence bientôt. Les Indiens veulent avoir un permis de radiodiffusion. Un technicien doit les aider à préparer leur mémoire, à former les gens nécessaires pour utiliser l'équipement. Ce sera le premier poste

à diffuser en langue indienne en Ontario. Ce sont des cas où nous avons besoin de services des diplômés.

Ainsi nous devons investir certaines sommes dans les services professionnels. Au cours des années précédentes au début de la compagnie, on a eu besoin de plus de services consultatifs de l'extérieur et c'est pourquoi le chiffre était assez élevé. Pour l'année prochaine, nous nous attendons dépenser environ \$10,000.

M. Osler: Au lieu de \$489,000?

M. Vidal: Oui.

M. Comeau: Prenons le cas du logement. Vous vous occupez du développement urbain, du logement, d'après ce que vous avez dit ce matin. Est-ce que vous feriez des propositions à l'Équipe spéciale sur le logement? Avez-vous soumis des mémoires, ou bien essayez-vous seulement de pousser les gens à le faire?

M. Vidal: Nous avons diverses activités. La plus récente est le projet, avec le Sénat, d'un comité permanent sur la pauvreté. Nous avons partagé nos tâches avec ceux qui travaillent avec nous, les volontaires et ceux qui rassemblent les renseignements, à Ottawa et partout. C'est un triple objectif. Il y a d'abord la question de la recherche sur la pauvreté; nous pourrions créer des sous-comités. C'est un programme à longue haleine. Nous nous préparons, par exemple, à présenter dans deux semaines un court mémoire et ensuite des observations plus amples. C'est notre propre personnel qui s'occupera de cela. Le comité a beaucoup d'imagination; il pourra demander aux gens d'apporter leur point de vue au niveau national, de faire entendre leur voix.

[Text]

Mr. Muzeen: Mr. Chairman, in answer to the question regarding the task force on housing, from its very inception we contacted them and offered our services, and we did make some suggestions when the task force was being established.

Mr. Comeau: Do you know if any of your suggestions formed part of the recommendations?

Mr. Muzeen: I would not go that far, because the task force had so many people it would be very presumptuous.

Mr. Comeau: I am very interested. I am not being critical because I am quite optimistic about these various programs that exist, but still I am interested in concrete definite answers to some of our problems. If we are studying poverty, we have several agencies doing the same thing. We have several agencies involved in retraining, and we do not seem to be getting at the meat of this and doing an effective job. This is why I am very concerned about this.

These other programs—for example, let us go back to NewStart or manpower programs that are involved in retraining. You say they are involved in carrying out some of these. Would you people be involved, let us say in the retraining? Would you people be involved in deciding the type of course and the type of training that is to be given to these people? Would this be an example of your work?

M. Vidal: Cela s'est fait à St-Jérôme avec le Comité des citoyens et le Service de l'éducation permanente de la Commission scolaire régionale. C'est-à-dire que nous avons aidé les citoyens qui avaient probablement moins de cinq ans de scolarité à formuler leurs demandes auprès des responsables de l'éducation permanente dans cette région.

M. Comeau: Deux autres questions. Pour quelles raisons, Monsieur, n'êtes-vous pas rendus dans tous les coins du Canada? Est-ce parce que vous n'avez pas un budget suffisant, ou est-ce par manque de volontaires ou...

M. Vidal: Comme je le répondais précédemment, c'est une question d'accroissement. Si l'accroissement se faisait en éclair, nous pourrions embrigader beaucoup de gens. Nous recevons pratiquement huit demandes quotidiennes, de jeunes intéressés à la compagnie. Il y en a plus de mille par année. Pourrions-nous embrigader ces jeunes et les lancer partout? Non. Nous tenons une position d'attente de fermentation: nous attendons que des groupes viennent nous voir.

[Interpretation]

M. Muzeen: Pour répondre à la question sur l'Équipe spéciale sur le logement, nous avons rencontré ces gens, nous nous sommes mis en rapport avec eux, offert nos services et des suggestions lorsque l'équipe a été établie.

M. Comeau: Est-ce que vous savez si vos suggestions ont été traduites dans les recommandations?

M. Muzeen: Je ne saurais pas si on a tenu compte de cela; il y avait trop de gens dans l'Équipe spéciale.

M. Comeau: Ceci m'intéresse. Je ne veux pas critiquer parce que je suis assez optimiste quant à ces programmes qui existent mais j'aimerais des réponses concrètes, précises sur les problèmes que nous avons. Nous avons plusieurs organismes qui s'occupent des mêmes problèmes, par exemple la pauvreté, le recyclage, mais nous ne semblons pas aller au cœur même de la matière. C'est pourquoi je m'inquiète tellement.

Il y a d'autres programmes, par exemple, reprenons le cas du programme *New-Start* ou les programmes de la main-d'œuvre qui s'occupent de recyclage. Vous occupez-vous de recyclage? Vous occupez-vous d'en fixer les normes et les cours? Est-ce cela notre tâche?

Mr. Vidal: It has been done in Saint-Jérôme with the Committee of citizens and the Service for Continuing Education of the Regional School Board. That means that we helped those citizens who had probably less than five years of schooling, to make their applications to the officials in charge of continuing education in that area.

Mr. Comeau: Two other questions. Why have you not established yourselves in all areas of Canada? Is it because you do not have sufficient financial resources, or because you do not have enough volunteers or...

Mr. Vidal: As I mentioned earlier, it is a question of growth. If growth occurred with lightning speed, we could enroll a lot of people. We receive about eight applications per day by young people who are interested in the Company. There are more than 1,000 per year. Can we enroll these young people and send them out everywhere? No, we cannot do that. Our position is to wait while things ferment; we await groups to come and see us.

[Texte]

Disons qu'un groupe de citoyens du Nouveau-Brunswick vient nous voir pour demander que des volontaires aillent chez eux et leur aident à comprendre mieux le nouveau programme, disons, de construction, de mise en œuvre, ou plus simplement comment on fait son budget comme une trentaine de volontaires font à Montréal.

Bien, ces gens viennent et nous expliquent ce qu'ils veulent. Leur demande est présentée au Conseil, leur Conseil l'envoie au comité des programmes, qui voit si la demande correspond à la mentalité, à la philosophie de la Compagnie et une fois que cela est fait, le Conseil ratifie la demande et nous prie de passer à l'action. A ce moment, nous envoyons habituellement un membre de notre personnel qui rallie autour de lui tous les volontaires qui sont intéressés et qui ont des connaissances quant à la préparation des budgets. Là commence ce type d'action.

M. Comeau: Est-ce que vous avez un temps limite? Votre compagnie, va-t-elle exister pendant 5, 10 ans? Il n'y a pas de temps limite? c'est une compagnie qui existe et existera jusqu'à ce que le Parlement l'abandonne?

M. Vidal: Même là, Monsieur, votre collègue disait que la Compagnie peut être transformée, mais le type de compagnie va sûrement demeurer.

Mr. Comeau: Again I feel that there are too many people, too many agencies, too many programs doing the same kind of work, and I think that if we were to concentrate all our eggs in the same basket we might come up with something. I would really like to know whether you feel that some of these other agencies, some of these other programs should be abandoned—in your opinion.

M. Vidal: Mon opinion personnelle. Je vais vous poser une question. Combien y a-t-il de fabricants de voitures? Serait-ce plus intéressant s'il n'y avait qu'une compagnie fabriquant des voitures?

M. Comeau: Dans le cas des voitures, c'est préférable, oui, mais ici nous parlons du public, nous avons...

M. Vidal: Le public est habituellement composé d'individus qui se singularisent par un ensemble de caractéristiques dont l'arrangement fait que ces individus sont uniques. Moi, je pense qu'il est bon que les Canadiens aient un éventail de services avec des caractéristiques propres à chacun.

[Interprétation]

Let's say that a group of citizens from New Brunswick come to see us to request volunteers to go to their region to help them acquire a better understanding of the new building or development program or simply how one should prepare a budget, which is what some 30 volunteers are doing in Montreal.

These people come and explain to us what they want. Their request is submitted to the Council, their Council sends it to the Program Committee which checks to see whether it agrees with the outlook or with the philosophy of the Company, and once this is done, the Council approves the request and asks us to go into action. We then usually send a member of our personnel who gathers all the volunteers who are interested and who have some knowledge of how to prepare a budget. This is where that type of action starts.

Mr. Comeau: Do you have a time limit? Will your company exist 5 or 10 years? Is there a no time limit? Is it a company that will go on existing until abandoned by Parliament?

Mr. Vidal: Your colleague said that the Company may be transformed and so forth, but this kind of company will certainly continue to exist.

M. Comeau: Je crois qu'il y a trop de gens, trop d'organismes, trop de programmes, qui font le même genre de travail, je crois que si nous devons concentrer toute notre action dans le même organisme nous pourrions en arriver à de meilleurs résultats.

Il faudrait peut-être abandonner les autres organismes, laisser tomber les autres programmes, est-ce qu'à votre avis on devrait faire cela?

Mr. Vidal: My personal opinion. Let me ask you a question. How many car manufacturers are there? Would it be more interesting if there were only one company making cars?

Mr. Comeau: Where cars are concerned, yes, it would be preferable, but here we are talking about the public, and we have...

Mr. Vidal: The public is usually composed of individuals that are singularized by a set of characteristics that makes them unique. I think that it is a good thing for Canadians to have a range of services with characteristics that fit each one of them.

[Text]

Je pense que c'est dans le choix que se trouve la démocratie; c'est peut-être coûteux, peut-être moins, mais par contre, je ne crois pas que ce soit aussi coûteux qu'on peut le croire.

Mr. Comeau: That is true, that is all right, but let me give you another example to answer that. I will shut up after this, Mr. Chairman. Let us say we have a small company with perhaps 20 people on the payroll. We have several people examining the payroll every year. One is concerned with Unemployment Insurance, one is concerned with Compensation, one is concerned with income tax and another man is concerned with Medicare—we have maybe six or seven people examining this payroll for the same purpose, as far as I am concerned.

Here also we have various agencies doing the same type of work and I am saying that maybe some of them are not as effective as they should be.

Do you personally feel that some of these agencies should be abandoned?

Selon vous, est-ce qu'on devrait donner plus d'argent, favoriser davantage certaines de ces agences et en éliminer d'autres?

C'est ma dernière question.

M. Vidal: M. Hamilton pourrait peut-être répondre.

Mr. Hamilton: I think the government is looking very closely and re-examining a great many of the agencies you are talking about in the field of poverty and their involvements. I think that there is a general realization that what there is at present is not sufficient and that there are going to have to be some changes. The Company thinks there have to

• 1135

be some changes and we will say so in our brief to the Senate committee on poverty—not specific but general.

We are not pointing a finger at any agency and saying they are doing a bad job.

The Vice-Chairman: I have on my list the name of Mr. Perrault, and then Mr. Dinsdale. But before the next question, I would like Mr. Muzeen to give his answer.

Mr. Muzeen: To be very specific to the question regarding the assisting agencies, the Company of Young Canadians, in some of the communities where it has been, has for instance been involved with citizen groups who have done studies.

In one case that I can recall a submission went for an ARDA reforestation program in a

[Interpretation]

I think that democracy resides in having a choice. It may be expensive, perhaps not too expensive, but on the other hand, I don't believe that it is as expensive as we may be led to believe.

M. Comeau: C'est juste, mais est-ce que vous me permettriez de vous donner un exemple pour répondre à cette question. Nous avons par exemple une petite compagnie qui a peut-être 20 personnes sur sa liste de paye, nous avons beaucoup de gens qui examinent la liste de paye chaque année, celui qui s'occupe de l'Assurance-chômage, celui qui s'occupe des accidents de travail, celui qui s'occupe de l'impôt sur le revenu, l'autre qui s'occupe des déductions de l'assurance-hospitalisation, nous avons 6 ou 7 personnes qui examinent la paye.

Pour moi, nous avons ici la même chose, différents organismes qui font le même genre de travail, certains ne sont pas aussi efficaces d'ailleurs qu'ils devraient l'être, est-ce que vous ne croyez pas personnellement que certains de ces organismes devraient être annulés, abandonnés?

According to you, should we provide more money, favour certain agencies more and eliminate others? That is my last question.

Mr. Vidal: Maybe Mr. Hamilton would like to answer that.

M. Hamilton: Je crois que la plupart des organismes dont vous parlez s'occupent de la pauvreté, le gouvernement a véritablement étudié tous les programmes et tous les organismes qui sont engagés dans cette action; il faudrait qu'il y ait des changements. La Compagnie des Jeunes Canadiens pense que des changements doivent se produire, ce que nous

avons démontré dans notre mémoire présenté devant le Comité du Sénat sur la pauvreté. Nous ne voulons pas incriminer un organisme en particulier et lui dire qu'il fait du mauvais travail.

Le vice-président: J'ai sur ma liste les noms de M. Perrault, et de M. Dinsdale. Mais avant cela j'aimerais que M. Muzeen vous donne sa réponse.

M. Muzeen: Je vais être précis sur la question qui a été soulevée. Je vais parler des organismes de bien-être social. La Compagnie des Jeunes canadiens, a travaillé dans différentes collectivités avec différents groupes de citoyens qui ont entrepris des études. Je me rappelle d'un cas, nous avons étudié des programmes de reboisement dans une région

[Texte]

specific geographical area to create employment and so on. The Company was not the only agency and the only group involved there. However, it assisted with that.

I can remember a brief a few years ago which was done by residents of a public housing unit where the Company was involved in assisting these groups in studying their particular situation and kinds of problems and the social and economic ramifications thereof because of the condition they were in. They made up a very comprehensive brief on the construction of public housing and so forth—recreational facilities, things necessary.

These briefs, and another one on urban renewal—and again it was in a western province—were drawn up by citizen people, with the Company being involved as a resource.

What I am trying to say is that these briefs were done by the citizens' groups and were sent in the name of the citizens' groups to the various agencies. The Company per se did not send them, but we were involved. I am trying to sort of get back to answering your question and those are the kinds of ways we may help to create some kinds of changes, if you are looking at our role.

Le vice-président: Avant de donner la parole à M. Perrault, peut-être que M. Vidal ou Madame Vennat pourrait me répondre. Je constate que le projet de loi a été adopté le 11 juillet 1966 et je constate aussi que vous avez encore un Conseil provisoire et que le conseil permanent n'a jamais été nommé. Connaissez-vous une explication à cela? Est-ce que c'est la faute du Parlement ou de quelqu'un d'autre?

M. Vidal: Madame Vennat peut répondre à cette question.

Mme Turbide-Vennat: Non, ce n'est la faute de personne, si ce n'est que c'est au Conseil de la Compagnie des Jeunes Canadiens de prendre l'initiative de demander au gouvernement de prendre la décision nécessaire pour arriver à des élections par les volontaires de la Compagnie. Le Conseil en a décidé à sa réunion de janvier 1969 et les projets d'arrêt, les mémoires ont été préparés et présentés au Cabinet.

Ils sont, je pense, à l'étude et nous attendons le résultat. Nous avons fait notre devoir, et c'est maintenant au gouvernement d'adopter un arrêté en Conseil selon l'article 4 de la loi de la Compagnie des Jeunes Canadiens.

The Vice-Chairman: Mr. Stanbury will probably make a note of that. Mr. Perrault.

[Interprétation]

désignée afin de créer de nouveaux emplois. La Compagnie n'était pas le seul organisme en cause; je me rappelle un mémoire, il y a deux ans qui avait été préparé par des occupants de logements subventionnés où la Compagnie avait aidé ces groupes à étudier leur situation particulière, le genre de problèmes et les ramifications sociales et économiques des conditions dans lesquelles ils vivaient. Le mémoire avait été très bien fait quant aux logements, aux loisirs de divertissements et des installations nécessaires.

Ces mémoires, et un autre sur la rénovation urbaine, dans les provinces de l'Ouest, ont été rédigés par des citoyens avec la collaboration de la Compagnie. Ces mémoires ont été présentés par les groupes de citoyens, ont été envoyés au nom des groupes des citoyens aux différents organismes. La Compagnie n'a rien fait par elle-même, mais elle s'est engagée, elle a aidé les gens à le faire. Ce sont les genres de moyens qui nous permettent d'aider les gens et d'amener des changements, et c'est là, d'après moi, notre rôle.

The Vice-Chairman: Perhaps that Mr. Vidal or Mrs. Vennat could answer before I give the floor to Mr. Perrault. I note that the bill was passed on July 11, 1966, and I also realize that you still have a Provisional Council and that the Permanent Council has never been appointed. Can you explain this? Is it the fault of Parliament or of someone else?

Mr. Vidal: Mrs. Vennat can answer that question.

Mrs. Turbide Vennat: No, it is nobody's fault. It is up to the Council of the CYC to take the initiative, to ask the government to take the necessary decision enabling the volunteers of the Company to vote. This is what the Council has decided to do during its meeting of January 1969, and the draft regulations and the briefs have been prepared and submitted to the Cabinet.

I believe that they are being studied now, and we are waiting for the results. We have done our duty, and it is now up to the government to pass an Order in Council, pursuant to section 4 of the Company of Young Canadians Act.

Le vice-président: Le président, M. Stanbury, prendra probablement bonne note de cela. Monsieur Perrault.

[Text]

Mr. Perrault: I was very much encouraged by the opening remarks by the new Executive Director for the Company of Young Canadians, Mr. Chairman. I read with interest and listened with interest to the statement by Mr. Claude Vidal. It seems to me that Mr. Vidal has set forth an exemplary philosophy, that our concern has to be for the future, because I think perhaps mistakes have been made in the past.

I have been concerned about some CYC activities, but I think in other directions they are doing excellent work. This has been by continuing philosophy despite what may have appeared in the newspapers about my alleged position.

I am concerned about one or two things today and I would like to ask Mr. Vidal them. I want to ask first of all whether Mr. David

• 1140

Berner is still engaged in CYC projects in the province of British Columbia. What kind of projects is he involved in?

Mr. Muzeen: The Indian post-relief Centre project.

Mr. Perrault: I have here an article which has been sent to me by a number of people who live adjacent to my constituency, and I must say that I think Mr. Berner must have been facetious in the remarks he made, and I hope that you have a complete transcript of his speech. I quote from the Richmond (B. C.), *Review*, Wednesday, February 5, 1969, on page 1. A headline—"PTA members told to join 'pot' smokers". And it says:

A member of the Company of Young Canadians, speaking at Thursday's Sea Island PTA meeting, urged parents to smoke marijuana.

"Pot is like chewing gum," Dave Berner stated. "Your kids will use pot. Why don't you use it with them?"

Berner was invited to the meeting to talk on the subject of 'Pot, Why not?'

"I thought of all the reasons why not," he said, "but I'm just an old pothead; what do I know?"

Then he went on later in the article to say:

Berner said that eventually he got bored with pot and has been off it for the past seven months. Of the people at the

[Interpretation]

M. Perrault: J'ai été très encouragé par les remarques préliminaires faites par le nouveau directeur général de la Compagnie des Jeunes Canadiens, monsieur le président. J'ai écouté avec un très grand intérêt la déclaration de M. Claude Vidal au tout début, M. Vidal a exposé des principes généraux exemplaires qui nous disent ce qui devrait être utile pour l'avenir, parce qu'ils nous indiquent quelles ont été les erreurs du passé, comment nous devrions les éviter.

Je me suis toujours intéressé à la Compagnie des Jeunes Canadiens, à certaines de leurs activités du moins et je crois qu'ils font un excellent travail, quant à ce qui a paru dans les journaux, quant à ce que l'on a prétendu qu'était ma position, je veux leur dire qu'ils font du bon travail.

J'aurais peut-être deux ou trois questions à poser à M. Vidal. Je veux vous demander si M. David Berner travaille toujours aux pro-

jets de la Compagnie en Colombie-Britannique? Dans quel projet travaille-t-il?

M. Muzeen: A un centre de réhabilitation pour les Indiens.

M. Perrault: J'ai ici un article qui m'a été envoyé par plusieurs personnes qui habitent près de ma circonscription. Je vous dirai que je crois que M. Berner voulait rire, mais j'espère que vous avez son discours complet par écrit. Je vous citerai une partie d'un article paru dans la livraison du mercredi 5 février 1969 du *Richmond [B.C.] Review*. L'article, publié en page 1, était intitulé: «Les membres d'une APM invités à fumer de la mari». L'article dit:

Un membre de la Compagnie des jeunes Canadiens qui s'adressait, jeudi, aux membres de l'APM de Sea Island a invité les parents à fumer de la marijuana.

«La marijuana s'apparente à la gomme à mâcher», a déclaré Dave Berner. «Vos enfants utiliseront la marijuana. Pourquoi n'en feriez-vous pas autant avec eux?»

Berner, qui avait été invité à s'adresser aux membres de l'organisme devait traiter du sujet suivant: «La mari. Pourquoi pas?»

«J'ai songé à toutes les raisons pour lesquelles je devrais m'y adonner», a-t-il ajouté, «mais je ne suis qu'un habitué, moi, qu'est-ce que j'en sais?»

Plus loin, dans le même article:

Berner a déclaré qu'il s'est fatigué de la mari et qu'il l'avait abandonnée depuis sept mois. Parlant des personnes de la

[Texte]

X-Kalay Foundation, 1155 West 7th, where he lives, Berner says, "We've all been homo-sexuals, lesbians, booze hounds. We operate a kind of large family... and extended kinship."

You know, some of the people are very concerned about this speech. Now, it may have been a facetious speech.

An hon. Member: Very funny!

Mr. Perrault: Berner described marijuana as "greenish, like parsley" and having a "sweet, rich odor". I just wonder whether these reports—I want to be entirely fair. There are sections in this account which I find myself in total agreement with. For example, in this speech also:

Concluding the discussion, Berner urged, "Let's not have after-care services, let's have preventive behavior. Preventive behavior is love, discipline and understanding."

Now, that is the main gist of the speech. I would agree with it 100 per cent. But when we read Mr. Vidal's opening presentation, he makes the remarks here:

There is still misunderstanding of the Company, its objectives and its methods of work on the part of the public, politicians and the press in Canada. This misunderstanding is partly our fault.

I would cite this as an example. You know, the public becomes very alarmed. If they had been in the hall, perhaps they would have said: "Oh this is a put-on, he does not really mean this." But when they read a headline of this kind, they cut it out of the newspaper and they send it to an elected Member in the House of Commons and they say: "Please bring this up before the Committee. We are alarmed." They say: "Our kids are reading these articles." They are saying: "Well, here is a man with a Canadian government agency saying that pot is like chewing gum. If the kids are going to use it, why do you not use it? The family that smokes pot together, stays together."

This may be a humorous put-on at a PTA meeting out in British Columbia, but some people take it seriously. And I am concerned about it. And I have heard that Mr. Berner does excellent work in some directions.

[Interprétation]

X-Kalay Foundation, du 1155 ouest, 7^e Rue, où il habite, Berner a déclaré: «Nous avons tous été homosexuels, lesbiennes, alcooliques. Nous sommes une grande famille...»

Plusieurs personnes ont été très consternées par ce discours. Mais, il s'agissait peut-être d'une farce.

Une voix: Très drôle!

M. Perrault: Berner a dit de la marijuana qu'elle est «verdâtre, un peu comme le persil» et qu'elle a «une odeur riche et sucrée». Je me demande si... mais il me faut être très honnête. Il y a certaines parties de ce compte-rendu que j'admets totalement. Ainsi, cette partie de l'article où il est dit:

A la fin de la discussion, Berner a ajouté: «Ne nous fions pas aux services que nous pouvons offrir après coup, mais agissons plutôt de façon préventive. Cette prévention, c'est l'amour, la discipline, la compréhension».

Voilà l'essentiel du discours. Je suis d'accord à 100 p. 100. Dans les remarques qu'il a faites au début, M. Vidal déclare:

Le public en général, les politiques et la presse comprennent plus ou moins bien les buts et les méthodes de travail de la Compagnie. En partie, c'est la Compagnie elle-même qui cause des malentendus et génère maintes fois un climat de méfiance à son égard.

Voilà un exemple. Mais le public s'alarme dans de tels cas. Si tous avaient été présents dans la salle, ils auraient peut-être pu dire: «Ce n'est qu'une farce, il n'est pas sérieux». Mais lorsqu'ils voient un titre pareil dans le journal, ils découpent l'article et le font parvenir à un député en lui disant: «Veuillez en saisir le Comité. Nous sommes alarmés». Et ils ajoutent: «Nos enfants lisent ces articles». Et ils ajoutent encore: «Voilà un employé d'une agence gouvernementale canadienne qui déclare que la marijuana ressemble à de la gomme à mâcher. Si les enfants l'utilisent, pourquoi n'en feriez-vous pas autant? La famille qui fume de la mari demeure unie».

Ce pourrait être une farce faite devant les membres d'une APM en Colombie-Britannique, mais certaines personnes croient que c'est vrai. C'est pourquoi cette question me préoccupe. Par contre, j'ai entendu dire que M. Berner accomplit de l'excellent travail dans d'autres domaines.

[Text]

Mrs. Turbide-Vennat: We have some excellent reports about Mr. Berner from the parole board in the area.

Mr. Perrault: But would you not agree with me that this lends itself to misinterpretation of a kind that inspired some of these people to send out this letter to me?

Mr. Muzeen: When you consider that Mr. Berner is working in a post-relief centre, I think if one were to look at his remarks—and I do not have a copy of his speech—I could only say that his remarks may have been referring to people in from these institutions, because he is running a post-relief centre for inmates from the prison, and maybe part of that speech is true, because perhaps some of those people have experienced those various things he has said. When I take a look here and see that he was not with the John Howard Society, the Attorney General's office, the parole board, you know, it seems...

Mr. Perrault: Mr. Chairman, I said I heard that much of his work is good, but it concerns me. This worries people when they read a headline of this kind. They are outraged. And frankly, most people do not get past the first or second paragraph in any newspaper story. So I think that if the Company in its objectives and if its works is going to be properly understood in this country—I think it is misunderstood by many, many people—that

• 1145

the public relations aspect of some of the pronouncements which are made have to be watched very, very carefully. This has distressed a great many people in my province, this particular speech. Let me ask you, was this speech given on this occasion? Was it a text filed with headquarters? Was there a record of it?

Mr. Hamilton: The Company is project-based, and to a large extent our project staff have about 18 roles. One of the roles is public relations in the community. There is an article in the last issue of the C.Y.C. Review which is written by David, and David was extremely colourful. In the Company, everything David says to us, we take as almost being facetious...

Mr. Perrault: I read this article, and perhaps to someone in public life and to anyone in this room, people in the communication industry would say this is a put-on. But here is something else he said. He said: "What should a parent say to a child on drugs?" "Do me a favor and don't get arrested" is the answer. "You can't tell a kid not to use pot. We

[Interpretation]

Mme Turbide-Vennat: Nous avons reçu d'excellents commentaires au sujet de M. Berner de la part de la commission des libérations conditionnelles de cette région.

M. Perrault: Mais vous ne trouvez pas que ceci peut être mal interprété et provoquer l'envoi de lettres comme celles qu'on m'a envoyées

M. Muzeen: Quand vous songez que M. Berner travaille dans un centre de réhabilitation, je n'ai pas un exemplaire de son discours, tout ce que je puis dire, c'est que dans ses commentaires il parlait peut-être de personnes qui viennent de ces institutions car il dirige un centre mis sur pied pour des prisonniers. Une partie de ce qu'il a dit est peut-être vrai car certaines de ces personnes ont peut-être fait l'expérience de ces choses dont il a parlé. En y regardant de près, et puisqu'il n'est pas à l'emploi de la Société Howard, du procureur général, ou de la Commission de libération conditionnelle, il me semble...

M. Perrault: J'ai dit, monsieur le président, que j'avais appris que la majeure partie de son travail était bon, mais le tout m'inquiète quand même. Les gens s'inquiètent lorsqu'ils voient de tels titres. Ils sont insultés. De plus, la plupart des gens ne lisent pas plus qu'un ou deux paragraphes dans les articles de journaux. Je crois que si la population du pays doit comprendre ce qu'est la Compagnie et ce qu'elle fait, ce qui n'est pas le cas pré-

sentement pour tous, la Compagnie devra surveiller l'aspect relations publiques des déclarations qui sont faites, et de très près.

Ce discours, dont je viens de vous citer un passage, a angoissé de très nombreuses personnes de ma province. Le texte de ce discours a-t-il été déposé au siège social de votre organisme? Apparaît-il dans les dossiers?

M. Hamilton: Les projets sont à la base du fonctionnement de la Compagnie et le personnel de chaque projet joue environ 18 rôles différents. L'un de ces rôles c'est les relations publiques. La dernière livraison du C.Y.C. Review renferme un article de David. A la Compagnie, tout ce que David dit, nous le prenons avec un grain de sel.

M. Perrault: J'ai lu cet article. Il est possible que, quiconque est habitué à la vie publique que les personnes ici présentes et que ceux qui travaillent dans le domaine des communications se rendent compte qu'il s'agit d'un coup monté. Mais il a dit autre chose. Il a déclaré: "Qu'est-ce que les parents devraient dire à leurs enfants au sujet des

[Texte]

spend all our lives as parents doing everything we can to avoid reality. How can we tell our children not to escape reality?" And yet there is a profound validity in the summary at the bottom of that story, but obviously the people who wrote me did not finish reading it.

Mr. Givens: Well, Mr. Chairman, as an accomplished platform personality such as Mr. Perrault is himself, I think that he of all people should be able to assess the desirability of this kind of shock treatment. If you could use a device like this, it would improve your acceptability, which is now tremendous.

I think this is great, but I think that what Mr. Perrault perhaps means to say, and what I would say, is that I think it is irresponsible of the person who wrote that story. His judgment must be in his boot-heels if he did not realize that this was a device being used by a speaker in order to attract attention. And I think that in this country now we...

Mr. Perrault: Mr. Chairman...

Mr. Givens: This report is obviously a hashed-up thing, when the guy who writes the head writes nonsense like that, and puts the parts that are designed as a gimmick ahead of the main essence of the speech, the pith and substance of the speech. Obviously it is a bit of irresponsible journalism.

Mr. Perrault: I think there is no doubt about it, that it is largely tongue-in-cheek. But I would also think it would be good public relations for the Company of Young Canadians to send through an essay about some of their objectives to a publication like the *Richmond Review*, to reassure some of the readers.

However, Mr. Chairman, I just think that there are many people who are not sophisticated enough to determine what the real message is there.

Mr. Hamilton: I agree with you, Mr. Perrault, and over the last six months we have been sending *CYC Review* and other publications to weeklies and dailies across the country. But usually it is not used.

Mr. Perrault: That was the question I had to ask. And the second one is this. Is an international program anticipated, do you think? Under your term as executive director, do you anticipate launching an international program of the kind that was envisioned a few months ago?

[Interprétation]

drogues?» Sa réponse: «Sois aimable: ne te fais pas appréhender». «Vous ne pouvez pas dire à un enfant de ne pas faire usage de mari. En tant que parents, nous passons notre vie à faire tout en notre pouvoir pour échapper à la réalité. Comment pouvons-nous dire à nos enfants, alors de ne pas échapper à la réalité?» Mais pourtant elle est très valide la conclusion de cet article. Il est évident que les personnes qui m'ont écrit ne l'ont pas lu jusqu'au bout.

M. Givens: Habitué qu'il est aux tréteaux, M. Perrault devrait, lui, être capable d'établir si les traitements-choc sont souhaitables. Si vous pouviez utiliser un tel truc, cela améliorerait votre acceptabilité.

Je crois que tout ceci est formidable, mais je crois que ce que M. Perrault veut dire, et ce que moi-même je dirais, c'est que celui qui a écrit l'article a fait preuve d'irresponsabilité. Son jugement, il doit l'avoir aux pieds, s'il n'a pas réalisé qu'un tel truc peut être utilisé par un orateur pour capter l'attention de son auditoire. Je crois qu'en ce pays...

M. Perrault: Monsieur le président...

M. Givens: C'est un article truqué lorsqu'un individu écrit un tel titre et place les déclarations faites pour attirer l'attention avant l'essentiel du discours. Il est évident que tout ceci, c'est du journalisme irresponsable.

M. Perrault: Je crois qu'il est évident que tout ceci a été dit à la blague. Mais je crois qu'il serait bon, également, pour redorer son blason que la C.J.C. fasse parvenir un article, dans lequel elle exposerait les objectifs qu'elle poursuit, au *Richmond Review* afin de rassurer certains de ses lecteurs.

Toutefois, monsieur le président, je crois qu'il y a trop de personnes qui ne sont pas assez sophistiquées pour y déceler le vrai message.

M. Hamilton: Je suis d'accord avec vous M. Perrault. Depuis six mois nous faisons parvenir le *CYC Review* et d'autres publications aux hebdomadaires et aux quotidiens du pays. Mais, règle générale, rien n'est utilisé.

M. Perrault: C'était la question que je voulais vous poser. Voici la deuxième: Un programme international est-il envisagé? En votre qualité de directeur général et d'après votre mandat songez-vous à lancer un programme international du genre de celui qu'on envisageait il y a quelques mois?

[Text]

Mr. Vidal: I would say not yet. It would be up to our Council to review its policies. There is always the possibility, but in fact we have a lot of work here to do.

Mr. Perrault: On the domestic scene.

Mr. Vidal: But it could be possible if we have demands. There have been possibilities of exchange, because other governments are interested in youth. In certain provinces—and ours, our youth, our young also—there could be an exchange.

• 1150

Mr. Perrault: Is Lynn Curtis still a member of the Company of Young Canadians?

Mr. Hamilton: No.

Mr. Perrault: These are all the questions I had to ask, Mr. Chairman.

The Vice-Chairman: Mr. Matte.

M. Matte: Merci, monsieur le président. J'aimerais qu'on m'informe de la réception faite...

Le vice-président: Puis-je vous interrompre une minute? M. Dinsdale doit nous quitter pour assister à une réunion d'un autre Comité. Auriez-vous objection à ce que je vous redonne la parole après?

Mr. Dinsdale: I think my question could be dealt with very briefly. The CYC was involved in the Rockdale project in Toronto: is it still interested or still participating?

Mr. Muzeen: No, we are not.

Mr. Dinsdale: Is there any particular reason why CYC would withdraw from this interesting educational experiment?

Mr. Muzeen: I think we accomplished what we were asked to do, and that was it.

Mr. Dinsdale: What was your involvement?

Mr. Hamilton: Basically, when Rockdale was being established there were a great many groups and agencies involved. Rockdale needed professional people with an idea of how to set up a college of this type, and the Company paid the salaries of two of these people for one year; that was our agreement. At the end of the year we stopped payment. We had given Rockdale some help, and then the Company withdrew its financial support from Rockdale.

[Interpretation]

M. Vidal: Pas encore. C'est à notre Conseil de revoir sa politique. Il y a toujours une possibilité mais en réalité, nous avons beaucoup de travail à faire chez nous.

M. Perrault: Au pays même.

M. Vidal: Ça se pourrait, si nous recevons des demandes. Il y a des possibilités d'échange parce que d'autres gouvernements s'intéressent à la jeunesse aussi. Dans certaines provinces, il pourrait y avoir des échanges.

M. Perrault: Lynn Curtis est-elle toujours membre de la Compagnie?

M. Hamilton: Non.

M. Perrault: Voilà les questions que j'avais à poser.

Le vice-président: Monsieur Matte.

Mr. Matte: Thank you, Mr. Chairman. I would like to know what sort of reception...

The Vice-Chairman: May I interrupt you for a moment? Mr. Dinsdale has to leave us to sit on another Committee. Would you object if I were to let you speak again later on?

M. Dinsdale: Je crois qu'on peut répondre très brièvement à ma question. La CJC a participé au projet Rockdale à Toronto. Est-ce qu'il y participe toujours?

M. Muzeen: Non.

M. Dinsdale: Est-ce qu'il y a une raison spéciale pour laquelle la Compagnie s'est retirée de cette expérience fort intéressante dans le domaine de l'éducation?

M. Muzeen: Non, je crois que nous avons accompli simplement ce qu'on nous a demandé de faire.

M. Dinsdale: En quoi consistait votre participation exactement?

M. Hamilton: Au fond, quand on a mis sur pied le projet Rockdale, il y avait beaucoup de groupes et d'organismes qui participaient. On avait besoin de spécialistes qui s'y connaissent et qui pourraient aider à mettre sur pied un collège de ce genre, et nous avons payé le salaire de deux de ces spécialistes pendant un an. Au bout d'un an nous avons cessé de verser ces traitements. Nous étions venu en aide au projet Rockdale, et nous avons ensuite retiré notre appui financier.

[Texte]

Mr. Givens: A supplementary. Do you have an opinion on Rockdale, sir?

Mr. Muzeen: Personally, I think it is interesting.

Mr. Givens: I would like you to do a little better than that.

Mr. Dinsdale: That is like the *Laugh-In* programme: "very interesting".

Mr. Givens: Mr. Dinsdale, there but for the grace of God go I. I was asked to be a director when it was formed, and due to the pressure of other business, I declined. There are times when I feel that I was very lucky to have declined. However, there is so much being said about Rockdale and I think you would be in the best position to give an opinion to my colleagues as to what you think about what is going on—the experiments.

The Vice-Chairman: I am not sure you are in order. Anyway, I will allow the question.

Mr. Dinsdale: I was going to pursue that line.

Mr. Hamilton: When you look across Canada and you see the turmoil on our campuses and all of our universities, one has to come up with the assumption that there is something wrong with part of the university; perhaps it is only a small minority of the university. But what do we do with these people? Basically, they are very intelligent, very talented people and there is nowhere for them to go. If they are dissatisfied with the existing institutions, they have two alternatives: one is to try to change existing institution, which results in scenes like Sir George Williams; or, two, you set up an alternative to the existing institution where these people can go and develop their talents and skills. Rockdale is an alternative, and a very important alternative, I think. It is an experiment.

Mr. Givens: Do you think it is working?

Mr. Hamilton: I think it is too soon to tell.

The Vice-Chairman: Mr. Stanbury, on a supplementary.

Mr. Stanbury: Very briefly, just to clarify something, would I be correct in saying that it was not a case of withdrawing support, it was a case of from the beginning committing yourself to the support of two resource persons for the beginning year.

Mr. Hamilton: That was all.

Mr. Dinsdale: The phrase has been used with reference to Rockdale that it represents "high rise hippiedom"; is that a fair description?

[Interprétation]

M. Givens: Est-ce que vous avez une opinion sur le projet Rockdale?

M. Muzeen: Je trouve personnellement que c'est une expérience très intéressante.

M. Givens: Pourriez-vous élaborer davantage?

M. Dinsdale: «Très intéressante» c'est comme l'émission «Laugh-In».

M. Givens: Ce n'est que par la grâce de Dieu que je n'y suis pas aujourd'hui. On m'a demandé de devenir directeur quand le collège a été créé. Mais j'ai refusé à cause d'autres engagements. Et parfois je sens que j'ai très bien fait de ne pas accepter. Mais on parle tellement de Rockdale, et j'ai pensé que vous seriez tout désigné pour exprimer une opinion à mes collègues et ce que vous pensez de l'expérience.

Le vice-président: Je ne sais pas si votre question est recevable, mais je l'accepte.

M. Dinsdale: J'allais poser une question en ce sens.

M. Hamilton: Quand on regarde le Canada et qu'on voit tout ce qui se passe dans les universités, il faut en conclure qu'il y a quelque chose qui ne va pas dans un secteur des universités. Et qu'est-ce qu'il faut en faire? Ce sont des gens très intelligents, il n'y a pas d'endroits où ils puissent aller. S'ils ne sont pas satisfaits des institutions actuelles, ils peuvent soit tenter de changer les institutions qui existent, comme à Sir George Williams, par exemple, soit mettre sur pied une autre institution où ces gens peuvent aller perfectionner leurs talents et leurs compétences. Rockdale est simplement une de ces institutions et qui a sa place, à mon avis. C'est une expérience qu'on a tentée.

M. Givens: Croyez-vous qu'elle réussit?

M. Hamilton: Il est trop tôt pour le savoir.

Le vice-président: Monsieur Stanbury a une question complémentaire.

M. Stanbury: Pour mettre les choses au clair, est-ce que ce n'était pas tellement une question de retirer l'appui mais une question de s'engager, au départ, à rémunérer deux conseillers pour la première année.

M. Hamilton: C'est tout.

M. Dinsdale: L'expression qu'on utilise à l'égard de Rockdale c'est qu'il représente le «palace des hippies». Est-ce une description valable?

[Text]

Mr. Hamilton: I think that is press jargon again. Hippies withdraw from society. People who attend university are becoming involved with it. I cannot agree with that definition: simply because the people who go there have long hair or wear sandals does not make them hippies.

Mr. Dinsdale: Mr. Richard Pope and Mr. Lee were your representatives in Rochdale?

Mr. Hamilton: Mr. Lee and Ian McKenzie.

Mr. Dinsdale: And Ian McKenzie, I see. Are they with the CYC now?

Mr. Hamilton: No.

Mr. Dinsdale: Is Mr. David De Poe with CYC?

Mr. Hamilton: No.

Mr. Dinsdale: Are you not involved in this other Toronto project at Yorkdale?

Mr. Hamilton: Yes, we are still involved with David's contract. Our volunteers work on a two year contract with the possibility of a six months' extension. David's contract ended and he went on the extension. The extension ended and David left the Company.

• 1155

Mr. Givens: A propos of Mr. Stanbury's question, this would not constitute a repudiation or a withdrawal?

Mr. Hamilton: Oh, no. It was pre-arranged.

Mr. Givens: It was pre-arranged that way, so that there is nothing untoward about this?

Mr. Hamilton: Oh, no.

Mr. Stanbury: Like many of your projects, you helped in getting something started, and your only participation here was in providing salaries for two resource persons to serve as kind of anchors for this rather amorphous non-organization as it was getting started.

The Vice-Chairman: Are you through, Mr. Stanbury?

Mr. Stanbury: Yes.

The Vice-Chairman: Mr. Matte.

M. Matte: Serait-il possible au témoin de faire une comparaison entre l'accueil réservé à la Compagnie au Québec et hors du Québec? Autrement dit, est-il plus facile ou plus difficile ou, en fait, je lui demanderais d'expliquer si l'adaptation de la Compagnie a été difficile, et quelle a été ou quelles sont actuel-

[Interpretation]

M. Hamilton: Je crois que c'est du jargon journalistique. Les hippies se retirent de la société. Les gens qui vont à l'université s'engagent dans ce milieu. Je ne saurais accepter cette définition. Ce n'est pas parce que les gens portent des cheveux longs et des sandales, que ce sont des hippies.

M. Dinsdale: Est-ce MM. Richard Pope et Lee étaient vos représentants à Rockdale?

M. Hamilton: MM. Lee et Ian MacKenzie.

M. Dinsdale: Est-ce qu'ils travaillent avec la Compagnie en ce moment?

M. Hamilton: Non.

M. Dinsdale: Est-ce que M. David De Poe travaille pour la CJC?

M. Hamilton: Non.

M. Dinsdale: Est-ce que vous participez à cet autre projet de Toronto à Yorkdale?

M. Hamilton: Oui, nous sommes encore à régler le contrat de David, nos volontaires s'engagent pour deux ans avec la possibilité d'une prolongation de six mois. Le contrat de David s'est terminé et fut prolongé. A la fin de la prolongation, il est parti.

M. Givens: Pour revenir à la question de M. Stanbury, cela ne veut pas dire que vous rejetez ou que vous vous retirez du projet?

M. Hamilton: Non, c'était entendu.

M. Givens: C'était entendu ainsi, de sorte qu'il n'y a rien d'étrange à cela?

M. Hamilton: Non.

M. Stanbury: Dans un bon nombre de vos projets, vous essayez de mettre les choses en marche. Et tout ce que vous avez fait dans ce cas c'était de payer le salaire de deux conseillers qui devaient servir de piliers pour cette organisation plutôt amorphe et sans structures au moment de sa mise en marche.

Le vice-président: Avez-vous fini, monsieur Stanbury?

M. Stanbury: Oui.

Le vice-président: Monsieur Matte.

Mr. Matte: Would it be possible for the witness to make a comparison between the reception of the Company in Quebec and outside of Quebec? In other words, is it easier or more difficult or, in fact, I would ask him to explain whether the adaptation of the Company has been difficult, and what have been or

[Texte]

are, at present, the difficulties met in Quebec compared to the situation in the remainder of Canada?

M. Vidal: Les difficultés sont à peu près de même nature un peu partout, et elles se rattachent aux volontaires eux-mêmes. Il est bien sûr qu'un volontaire amérindien a une conception de l'organisation communautaire différente de celle d'un franco-canadien venant, disons, de Chicoutimi. Pour cette raison, vous avez, comme je le disais à M. Dinsdale au début, des approches très différentes.

M. Matte: La Compagnie est-elle entièrement adaptée au Québec?

M. Vidal: Oui, la plupart de nos volontaires au Québec sont des franco-canadiens. Ils viennent habituellement des régions mêmes où les projets existent.

M. Matte: Voici pourquoi je vous pose la question. J'ai l'impression que, en fait, les journaux du Québec n'ont pas fait tellement écho à la naissance et aux activités de la Compagnie. Il a semblé, du moins au départ, que, en fin de compte, elle ne faisait pas grand chose, si on se fie à la publicité des journaux et de la télévision.

M. Vidal: Historiquement, si mes souvenirs sont bons, il y avait parallèlement, au Québec, la création de l'Action sociale Jeunesse, et les jeunes étaient pris entre des options différentes. Finalement, l'Action sociale Jeunesse s'est définie comme une association à caractère saisonnier, c'est-à-dire qu'on recrute des jeunes pour travailler pendant l'été. À partir de là, les options se sont faites, et nous recrutons les gens qui travaillent de façon plus permanente, à l'année longue.

M. Matte: Et est-ce qu'il y a actuellement du travail fait par la Compagnie dans les municipalités rurales du Québec?

M. Vidal: Régions rurales, non, et c'est une chose que je déplore un peu. Madame Turbide-Vennat est en train de me nommer des endroits ruraux. Je pense que ce sont des villes assez industrialisées. Nous avons un projet à Saint-Hyacinthe, un autre à Valleyfield, mais je ne pense pas que ces municipalités soient rurales. Nous avons un projet sur la rive sud qui vise la paroisse Notre-Dame, de Ville Jacques-Cartier et Longueuil, maintenant, près de Montréal. Nous avons aussi, à Chicoutimi et à Alma, cinq volontaires qui font de l'éducation familiale et budgétaire. Je pourrais regarder et peut-être en ajouter d'autres. Mais la concentration la plus grande est à Montréal et vous avez des projets autour des villes: Saint-Jérôme, par exemple, mais encore là, Saint-Jérôme, ce n'est pas un milieu rural, d'après moi.

[Interprétation]

lement les difficultés rencontrées dans le Québec comparativement à la situation dans le reste du Canada?

Mr. Vidal: The difficulties are about the same almost everywhere and they are related to the volunteers themselves. Of course, an Amerindian volunteer will have a different idea about community organization than that of a French Canadian from Chicoutimi, for instance. This is why, as I told Mr. Dinsdale earlier, there are very different approaches.

Mr. Matte: Is the Company entirely adapted to Quebec?

Mr. Vidal: Yes, most of our volunteers in Quebec are French Canadian. They usually come from the areas where the projects are being carried out.

Mr. Matte: I am asking you this because I have the impression that in Quebec newspapers there has not been much said about the activities and the creation of this Company. According to the publicity in newspapers and on television, it seemed, at least at the beginning, that, all told, the company was not doing much.

Mr. Vidal: Historically speaking, if I remember rightly, parallel to that, there was in Quebec the creation of *l'Action sociale Jeunesse*, and the young people were caught between two different options. Finally, *l'Action Sociale Jeunesse* defined itself as a seasonal organization, i.e. young people are recruited to work during the summer. The options were made on this basis, and we recruit people who work in a more permanent way, throughout the year.

Mr. Matte: Is any work being done at the present time by the Company in rural municipalities in Quebec?

Mr. Vidal: In rural areas, no. That is something I somewhat regret. Mrs. Turbide-Vennat is busy telling me of some rural places, but I think that these are fairly industrialized cities. We have a project at Valleyfield, and we have another at Saint-Hyacinthe, but I think that these are rural municipalities. We have a project on the South Shore to cover the Notre Dame parish in Longueuil and Ville Jacques-Cartier, near Montreal. We also have five volunteers in Chicoutimi and in Alma, who are giving family and budget training. I might add a few others by checking. But the greatest concentration is in Montreal and there are projects around cities, such as Saint-Jérôme, for instance, which I do not consider as a rural area.

[Text]

M. Matte: C'est très bien, merci.

M. Vidal: Vous êtes bien aimable.

Mr. Stanbury: Mr. Chairman, I just wanted to ask about an indication in Mr. Vidal's statement that the Company might be inviting the Committee to see some of its projects. I am a little concerned about this suggestion because of the other statement which was made that one of the strengths of your project approach is that you not be the visible factor, but rather you shed light on issues and help people to deal with issues.

I would hope that you give individual members of Parliament an opportunity to know what is going on in their own ridings and keep in touch with them so that they can, most of all, be of help to you. Perhaps members of this Committee could be given the opportunity to do the same thing as individuals. I would hope neither you nor the Committee would think of turning the Committee into a travelling troop to investigate your projects. I think that would be contrary to the very nature of your effort and perhaps leave you open to some of the dangers that Mr. MacDonald suggested earlier.

I think that you are perhaps the most independent of all Canadian government corporations. As I read your incorporating act, you are more independent than the Bank of Canada—and that is mighty independent. I think the nature of your work requires this, as Mr. MacDonald suggested. At the same time, as Mrs. Turbide-Vennat mentioned, you do come before this Committee to justify the public investment in your company.

However I would hope that we do not get to the point of having parliamentary committees visit your projects to investigate them and by so doing undermine the kind of work you are trying to do.

Mr. Vidal: Well, I think an invitation was initiated last year at the Miscellaneous Estimates Committee, and while we would welcome individuals I do not think that we should get a band, you know, and have all our volunteers shine and polish their shoes and so on. It would be very informal. This is the way I work with them and I think it helps us to learn. But, again, I want to reiterate that if any members would like to meet some of our volunteers that would be fine. It is a mutual invitation.

[Interpretation]

Mr. Matte: Fine, thank you.

Mr. Vidal: You're quite welcome.

M. Stanbury: Monsieur le président, je voudrais simplement poser une question sur ce qu'a dit M. Vidal, lorsqu'il dit que la Compagnie pourrait inviter le Comité à visiter certains de ses projets. Cette suggestion m'inquiète un peu parce que, dans une autre déclaration, il a été dit que la force même de votre façon de procéder par projet est que vous ne soyez pas le facteur visible mais que vous tirez plutôt au clair certains problèmes et que vous aidez les gens à les régler.

Je pense qu'il serait préférable de fournir à chaque député la possibilité de voir ce qui se passe dans sa circonscription et de rester en relation avec eux parce qu'ils peuvent vous aider pour la plupart, et peut-être les membres du Comité pourraient avoir la chance de faire la même chose en tant qu'individus. Je ne pense pas que vous voudriez que votre Comité se déplace en groupe pour étudier vos projets sur place. Je pense que ce serait contraire à la nature même de vos efforts et cela pourrait vous soumettre à des dangers, du genre de ceux que monsieur MacDonald a indiqués précédemment.

Je pense que vous êtes peut-être la société la plus indépendante de toutes les sociétés du gouvernement canadien.

Quand on lit votre loi d'incorporation, on voit que vous l'êtes plus que la banque du Canada et ça c'est déjà être très indépendant. Je pense que la nature même de votre travail l'impose, comme l'a dit d'ailleurs monsieur MacDonald, mais, en même temps, comme madame Vennat l'a souligné, vous vous présentez ici devant le Comité pour justifier les investissements publics dans votre compagnie.

Mais j'espère que nous n'arriverons pas au point où nous aurons des comités parlementaires qui visiteront vos terrains de projets pour y faire enquête et ainsi saper le travail que vous essayez de faire.

M. Vidal: Je pense qu'une invitation a été lancée l'année dernière lors de la réunion du Comité des prévisions budgétaires en général et pendant que vous accueilliez des individus, je ne pense pas qu'on devrait faire tout préparer d'avance, demander aux volontaires de se faire une apparence, etc. Enfin, ce serait une chose tout à fait sans cérémonie. C'est la façon dont je travaille avec eux et je pense que cela nous aide à apprendre. Je désire encore répéter que si certains membres du Comité désirent rencontrer des volontaires, je serais d'accord. C'est une invitation mutuelle.

[Texte]

Mr. Stanbury: I would hope that we could be as inconspicuous as the members of your Company, or more so, if there were such visits made.

The Vice-Chairman: Mr. Stanbury, supplementary to what you just mentioned, I would be very much interested, when we travel to Toronto to visit the CBC, in having an in camera meeting with the Young Canadians in Toronto. I am from another part of the country and I think an informal in camera meeting, during which time we could ask questions and obtain further information, would prove very beneficial to this Committee. Mind you, I do not have in mind a special trip but we might take a few hours to meet them when we are there on other matters.

Mr. Stanbury: This is something the steering committee might want to discuss, Mr. Chairman.

If I might express my own reaction to a meeting of that sort, it would be that rather than the Committee meeting in camera, with all the connotations of secrecy that that might have, which might reflect in some way on the Company as having something to hide, it would be better for members of the Committee and Members of Parliament to meet personally with members of the Company, as many of us have done in our own communities, and get to know them. I am sure that there would be opportunity for that when we are in Toronto. I would just prefer that it not be a sort of formal, even in camera, session which would institutionalize further the involvement of government or Parliament in the work of the Company—although I think each of us individually should take every opportunity to familiarize ourselves with the work at the project level.

I just wanted to say before the meeting was over, Mr. Chairman, that it must be a shock to some of the members who have not met before with members of the Company to note that there is not a hippie among them here this morning. From the headlines and from

• 1205

the stories that people hear and read, one would think that it was hippie-ridden. I do not see how any of us could help but be impressed with the very businesslike and very dedicated approach that these young people have taken.

I think we should express to them appreciation for having undertaken such a delicate and difficult task, as has been re-

[Interprétation]

M. Stanbury: J'espère que nous pourrions nous faire aussi peu remarquer que les membres de votre compagnie et si de telles rencontres avaient lieu.

Le vice-président: Puis-je poser une question complémentaire à ce que vous venez juste de dire, monsieur Stanbury? Disons que, personnellement, je serais très intéressé lorsque l'on ira à Toronto pour Radio-Canada, d'avoir une réunion à huis-clos avec les Jeunes Canadiens de Toronto. Je viens d'une autre partie du pays. Je pense qu'une réunion à huis-clos au cours de laquelle nous pourrions poser des questions et obtenir peut-être de plus amples renseignements serait très utile pour le Comité. Encore une fois, je ne pense pas à un comité spécial, mais puisque nous irons là-bas nous pourrions peut-être prévoir quelques heures de discussion sur d'autres questions.

M. Stanbury: Ce serait peut-être une chose que le comité directeur pourrait discuter, monsieur le président.

Si je puis vous donner mon avis, plutôt que d'avoir une réunion à huis-clos et toutes les connotations secrètes que cela peut sous-entendre qui peuvent donner l'impression que la compagnie a quelque chose à cacher, il serait peut-être préférable que les membres du Comité et les députés rencontrent les membres de la compagnie en personne, comme plusieurs l'ont fait dans leurs propres circonscriptions, et arriver à les connaître. Je pense que tout cela serait possible lorsque nous serons à Toronto. Je préférerais que ce ne soit pas une réunion à huis-clos qui risquerait d'institutionnaliser encore plus le rôle du Parlement ou du gouvernement dans le travail de la compagnie, même si je pense que chacun d'entre nous pourrait en fait avoir la possibilité de se familiariser avec le travail à l'échelle du projet.

Avant la fin du Comité, monsieur le président, je dois dire que certains des membres qui n'ont jamais rencontré les membres de la Compagnie doivent avoir reçu un choc de voir qu'il n'y a pas un seul hippy parmi eux, ce matin. D'après les titres et les histoires que

l'on peut lire ou entendre, on avait peut-être l'impression que c'était une organisation criblée de hippies. Mais je ne vois pas comment on ne saurait être impressionné par l'attitude très déterminée et très efficace dont ces gens ont pu faire montre. Je crois qu'on devrait leur être, au contraire, reconnaissants d'avoir entrepris un travail aussi délicat et aussi difficile, comme il nous a été démontré ce

[Text]

flected in the evidence and the questioning here this morning. It is a most difficult job that Mr. Vidal and his colleagues here have undertaken on behalf of the people of Canada and I for one appreciate the fact that they have made themselves available for this task.

Le vice-président: Monsieur Stanbury, je pense que vous avez raison dans ce que vous dites, mais je voudrais vous rappeler un incident que nous avons vécu ici. Le jour où nous avons reçu l'administration de Radio-Canada, j'attirais l'attention du président sur le fait que les séparatistes semblaient noyauter le service de la nouvelle ou de la chose publique à Radio-Canada. Il m'a répondu: «Je ne suis pas un séparatiste moi, mes collègues ne sont pas des séparatistes.» Ça c'est répondre par le biais. C'est sûr que les gens qui sont ici, je pense bien, sont au-dessus de tout reproche. Là où se posent des questions, c'est au niveau local.

Je suis un de ceux qui admirent les principes qui inspirent l'action des jeunes Canadiens. Et je suis un de ceux qui réalisent aussi, après avoir suivi toutes les délibérations depuis l'adoption de la Loi qui a créé la Compagnie, qui l'a mise au monde, qu'ils ont fait un travail formidable.

Et si vous me permettez de conclure en vous donnant mon opinion, monsieur Vidal, je crois que la lacune la plus évidente est peut-être celle que j'ai effleurée en disant que, quand vos travailleurs arrivent dans un secteur, il me semble qu'ils devraient immédiatement prendre contact avec les organismes d'action sociale, et avec les autorités qui ont une responsabilité sociale. Il y a toujours des facteurs locaux qu'ils doivent connaître. Je vous en mentionnais un tantôt: Ils font chez nous un travail dans le domaine de la rénovation urbaine. Je suis sûr que, s'ils avaient pris le soin de rencontrer les urbanistes de la municipalité, le conseil municipal, et probablement aussi le député, qui est dans la vie publique depuis 20 ou 25 ans et qui connaît bien des choses, ils auraient évité une erreur que je trouve grave et qui peut neutraliser le bon travail qu'ils veulent faire.

Alors, c'est peut-être à ce niveau-là qu'il y aurait lieu de... Ils ne sont pas obligés de suivre toujours ce que le Conseil municipal ou le député leur dit, peut-être pourrait-on établir une synchronisation des efforts, s'il y avait une rencontre préliminaire, et si eux comprenaient que le but de leur action est de faire de l'animation sociale, mais que l'exécution doit quand même rester aux responsables.

De toute façon, je pense que, dans l'ensemble, on peut dire que vous êtes en train de

[Interpretation]

matin. Il s'agit d'un travail excessivement difficile que M. Vidal et ses collègues ont entrepris. Au nom du peuple canadien, et pour ma part, je suis très sensible au fait qu'ils se mettent à notre disposition.

The Vice-Chairman: Mr. Stanbury, I think you are right in what you say, but I would like to recall an incident which we lived here once. The day when the executive of the CBC came before us, I pointed out to the president the fact that separatism seemed to be splitting up the news and public affairs services of the CBC. He answered me: "I am not a separatist myself, my colleagues are not separatists". So this is an indirect answer. I am sure the people here are above any suspicion. But if there are some doubts, it would be at the local level.

I am one of those who admire the principles inspiring the actions of Company of Young Canadians. And I am also one of those who realize, after following all the discussions since the Act was passed creating the Company, which gave it birth, that they have done a wonderful job.

And if you allow me to conclude with my opinion, Mr. Vidal, I would like to say that where there could be a very obvious shortcoming it might be in what I mentioned earlier when I said that when your workers come into an area, it seems to me that they should immediately get in contact with the local social agencies, and with the authorities responsible for social welfare. There are always local factors which they much be aware of. I mentioned one earlier. Those who work in our area on the urban renewal project, I believe that if they had gone to meet the municipal town-planners, the municipal council and maybe also the M.P., who is in public life for 20 or 25 years and who is aware of things, they would have avoided making a mistake which I consider serious and which could neutralize the good work they want to do.

It may be then at this level that there should be... They are not necessarily bound to follow what the Municipal Council or the M.P. will say. We could perhaps have a synchronization of efforts, if there was a preliminary meeting and if they were led to understand that the purpose of their activity is social animation, but that the execution must still remain with the authorities.

But at any rate I believe that, overall, we can say that you have been adjusting things,

[Texte]

mettre bien des choses au point et que nous avons lieu d'être confiants que quand vous reviendrez devant nous l'an prochain, vous aurez encore plus de bonnes nouvelles à nous annoncer et que les journaux auront formulé moins de critiques de votre action.

Avant de conclure, je remercie ces messieurs et madame et...

I would like to inform the Committee that there will be a meeting next Monday at probably 11 o'clock. You will have a notice on your desk. We will be studying the estimates of the Secretary of State. As the Minister, Mr. Pelletier, cannot be here on Tuesday, it will be on Monday.

Aimeriez-vous ajouter un mot avant de partir, monsieur Vidal?

M. Vidal: Je voudrais tout d'abord vous remercier, monsieur le président, et tous les membres du Comité.

I would like to thank everyone. Again, it is our pleasure to make available to you any information you would like. Thank you very much.

[Interprétation]

setting things straight, in order and we are sure that when you come back next year you will have more good news to tell us and we will have read less criticisms in the newspapers about your operations.

Before concluding I would like to thank you, lady and gentlemen, and...

Je voudrais aviser le Comité qu'il y aura une réunion lundi prochain, probablement à 11 heures. Vous aurez un avis sur votre bureau. Nous étudierons les prévisions budgétaires du secrétaire d'État. Étant donné que le ministre monsieur Pelletier ne peut venir mardi, la séance aura lieu lundi.

Would you like to add something, Mr. Vidal?

Mr. Vidal: No, I would like to thank you, Mr. Chairman, and the members of the Committee.

J'aimerais vous remercier, messieurs, et encore une fois nous serons heureux de vous fournir tous les renseignements que vous voudrez. Merci.

OFFICIAL BILINGUAL ISSUE

FASCICULE BILINGUE OFFICIEL

HOUSE OF COMMONS

CHAMBRE DES COMMUNES

First Session

Première session de la

Twenty-eighth Parliament, 1968-69

vingt-huitième législature, 1968-1969

STANDING COMMITTEE

COMITÉ PERMANENT

ON

DES

**BROADCASTING,
FILMS AND ASSISTANCE
TO THE ARTS**

**RADIODIFFUSION,
DES FILMS ET DE L'ASSISTANCE
AUX ARTS**

Chairman

Mr. John M. Reid

Président

MINUTES OF PROCEEDINGS
AND EVIDENCE

PROCÈS-VERBAUX ET
TÉMOIGNAGES

No. 28

MONDAY, APRIL 21, 1969

LE LUNDI 21 AVRIL 1969

Respecting

Concernant le

Main Estimates (1969-70) of the
Department of Secretary of State.

Budget principal de 1969-1970 du
Secrétariat d'État.

Appearing:

A comparu:

The Honourable Gérard Pelletier,
Secretary of State.

L'honorable Gérard Pelletier,
secrétaire d'État.

The Queen's Printer, Ottawa, 1969
L'Imprimeur de la Reine, Ottawa, 1969

STANDING COMMITTEE ON
BROADCASTING, FILMS AND
ASSISTANCE TO THE ARTS

Chairman
Vice-Chairman
and Messrs.

COMITÉ PERMANENT DE LA
RADIODIFFUSION, DES FILMS ET DE
L'ASSISTANCE AUX ARTS

Mr. John M. Reid
M. J.-A. Mongrain

Président
Vice-président
et MM.

De Bané,
Dinsdale,
Givens,
Guilbault,
Hymmen,
MacDonald (*Egmont*),
Marchand (*Kamloops*)

Cariboo),
Matte,
² Mazankowski,
¹ McCleave,
McCutcheon,
Nystrom,
Osler,

Paproski,
Perrault,
Schreyer,
Stanbury,
Stewart (*Cochrane*)—
(20).

Le secrétaire du Comité,
M. Slack,
Clerk of the Committee.

Pursuant to S.O. 65(4) (b)

Conformément à l'article 65(4) (b) du
Règlement

¹ Replaced Mr. Comeau April 8.

¹ Remplace M. Comeau le 8 avril.

² Replaced Mr. La Salle April 21.

² Remplace M. La Salle le 21 avril.

[Text]

MINUTES OF PROCEEDINGS

MONDAY, April 21, 1969.

(31)

The Standing Committee on Broadcasting, Films and Assistance to the Arts met this day at 11:05 a.m. The Chairman, Mr. John M. Reid, presided.

Members present: Messrs. De Bané, Dinsdale, Guilbault, Mazankowski, McCleave, MacDonald (*Egmont*), McCutcheon, Mongrain, Osler, Paproski, Reid, Stanbury, Stewart (*Cochrane*) (13).

Member also present: Mr. Macquarrie.

Appearing: The Honourable Gérard Pelletier, Secretary of State.

The Committee proceeded to the consideration of the Estimates of the Department of the Secretary of State.

On Item 1, Departmental Administration, the Minister made a statement relating to the Estimates of his Department and was examined on various matters relating to agencies reporting to the Minister and the Secretary of State Department.

The examination of the Minister still continuing, the Committee agreed to further consider the Estimates of the Secretary of State Department on Thursday, April 24, 1969.

At 1:00 p.m., the Committee adjourned until 9:30 a.m. on Tuesday, April 22, 1969, when Bill C-184 will be considered.

[Traduction]

PROCÈS-VERBAL

Le LUNDI 21 avril 1969.

(31)

Le Comité permanent de la radiodiffusion, des films et de l'assistance aux arts se réunit ce matin à 11 h. 05, sous la présidence de M. John M. Reid, président.

Présents: MM. De Bané, Dinsdale, Guilbault, Mazankowski, McCleave, MacDonald (*Egmont*), McCutcheon, Mongrain, Osler, Paproski, Reid, Stanbury, Stewart (*Cochrane*)—(13).

De même que: M. Macquarrie.

A comparu: L'honorable Gérard Pelletier, secrétaire d'État.

Le Comité passe à l'examen des prévisions budgétaires du secrétariat d'État.

Sur le crédit 1—Administration centrale—, le Ministre fait une déclaration relative aux prévisions budgétaires de son ministère, et il répond à diverses questions sur les organismes qui font rapport au Ministre et au secrétariat d'État.

L'interrogation du Ministre se poursuivant, le Comité décide de continuer à examiner les prévisions budgétaires du secrétariat d'État le jeudi 24 avril 1969.

A 1 h. de l'après-midi, le Comité s'ajourne jusqu'au mardi 22 avril 1969, à 9 h. 30, séance au cours de laquelle il étudiera le Bill C-184.

Le secrétaire du Comité,

M. Slack,

Clerk of the Committee.

[Texte]

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

Monday, April 21, 1969.

● 1105

The Chairman: Gentlemen, I think we can begin now. Today we have with us the Secretary of State, the Honourable Gérard Pelletier. Sitting next to Mr. Pelletier is the Under Secretary of State, Mr. Jules Léger, and next to him is Mr. L. C. Lafleur, Director, Financial and General Administration Branch.

Mr. Pelletier has brought other officials with him. When we begin we will go through the department topic by topic as the members see fit.

I will ask Mr. Pelletier to make his brief opening statement and then we will have open season.

M. Gérard Pelletier (Secrétaire d'État):

Monsieur le président, puisque la séance ne doit porter que sur le budget du secrétariat d'État et non de ses organismes connexes, mes propos ne viseront que le ministère.

La somme que l'on propose d'affecter en 1969-1970 au Programme relatif à l'administration du ministère est inférieure de 11,252 mille dollars à celle de l'an dernier. Cependant, si nous tenons compte, d'une part, de la somme de 11,500 mille dollars affectée en 1968-1969 à la construction du Centre national des arts et non requise en 1969-1970, et, d'autre part, de la somme de \$248,000 qui résulte de transferts d'une direction à une autre et de l'augmentation des traitements, le montant supplémentaire net que l'on demande ici n'est que de \$50,000.

Le Programme d'aide à l'éducation assure aux provinces une aide financière pour l'enseignement postsecondaire. Le paiement de rajustement qui peut être versé à une province est un montant égal au plus élevé des deux suivants:

a) un montant égal à la moitié des frais de fonctionnement admissibles des institutions d'enseignement secondaire; ou

b) \$15 par personne, qui vit dans la province.

Ce transfert fiscal se compose de deux éléments:

[Interprétation]

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Le lundi 21 avril 1969

Le président: Messieurs, je crois que nous pouvons commencer. Nous avons aujourd'hui la présence de l'honorable Gérard Pelletier, secrétaire d'État, de M. Jules Léger, sous-secrétaire d'État et de M. L.-C. Lafleur, directeur de l'Administration financière et générale. D'autres fonctionnaires accompagnent M. Pelletier. Nous étudierons les différentes Directions du ministère une après l'autre, au gré des membres du Comité.

Je demanderais à M. Pelletier de faire une brève déclaration d'ouverture et nous passerons ensuite à la période des questions.

The hon. Gérard Pelletier (Secretary of State):

Mr. Chairman, since this meeting is restricted to the Estimates of the Department of the Secretary of State and not to its related agencies, I will restrict my comments to the former.

In the Departmental Administration Program, the amount proposed for 1969-70 is shown as \$11,252,000 less than last year's. However, when we take into account, on the one hand, the amount of \$11,500,000 voted in 1968-69 towards the construction costs of the National Arts Centre which is not needed in 1969-70 and, on the other hand, the sum of \$248,000 which results from interbranch transfers and higher salary costing, the net additional amount proposed is only \$50,000.

The Education Support Program is to provide financial assistance to the provinces for post-secondary education. The amount paid to the provinces is equivalent to the greater of:

(a) half of the eligible operating costs of post-secondary institutions; or

(b) \$15.00 per person, living in the province. This fiscal transfer is composed of two parts:

[Text]

(1) des transferts de points d'impôt et de paiements de peréquation au ministère des Finances, et

(2) des paiements de rajustement assurés par le secrétariat d'État pour combler la différence entre les transferts au transfers and either (a) or (b) above, as just mentioned by me, that is half the ministère des Finances et les formules a) ou b) que j'ai mentionnées, c'est-à-dire, la moitié des frais ou \$15 per capita.

Le montant de 328,008 mille dollars prévu pour l'année en cours est supérieur de 53,008 mille dollars à celui de l'an dernier, par suite de l'augmentation des dépenses des provinces.

Les frais d'administration de ce Programme comportent aussi une augmentation de \$100,000, destinée à payer le salaire d'employés supplémentaires.

L'augmentation de \$48,000 que l'on constate au titre du Programme relatif à la citoyenneté est destinée à couvrir un engagement additionnel de \$80,000 contracté en vertu de l'entente fédérale-provinciale de partage des frais des cours de langues destinés aux immigrants, moins le montant de \$32,000 transféré à l'administration du ministère pour quatre employés mutés à ce programme.

Le Programme d'enregistrement de la citoyenneté accuse une hausse de \$33,000 sur les affectations de l'an dernier. Ce montant résulte d'une hausse des traitements de \$100,000, moins \$60,000 pour la publicité, cédée à l'administration du ministère, organe central de la publicité en 1969-1970.

M. Mongrain: Je m'excuse, monsieur le président, un rappel au Règlement. Est-ce que je vous ai bien compris, lorsque vous avez dit \$60,000, alors qu'on parle de \$67,000 dans le mémoire.

M. Pelletier: Non, j'ai dit \$67,000. Pour la publicité?

M. Mongrain: J'avais cru comprendre 60,000. Je m'excuse.

M. Pelletier: Ou peut-être que j'ai dit 60,000.

M. Mongrain: Cela pourrait être une erreur dans le texte.

M. Pelletier:

Le montant additionnel de \$665,000 destiné au Programme relatif à la traduction résulte du besoin d'un plus grand nombre de traducteurs, de l'augmentation des traductions forfaitaires et des frais qu'entraîne un nouveau programme

[Interpretation]

(1) tax points and equalization payment transfers to the Department of Finance, and

(2) adjustment payments by the Department of the Secretary of State to make up the difference between the Finance costs or \$15 per capita.

The amount of \$328,008,000 provided for the current year is \$53,008,000 more than last year's. This increase is due to higher expenditures being made by the provinces.

The administrative costs of this Programme also provide for an increase; this amount is \$100,000 and it is to cover the cost of additional employees.

The increase of \$48,000 in the Citizenship Program is to cover an additional commitment of \$80,000 in the federal-provincial cost-sharing agreement for language instructions to immigrants, less the amount of \$32,000 transferred to Departmental Administration for personnel that is for four people transferred to that program.

The Citizenship Registration Program shows an increase of \$33,000 over last year's Estimates. This figure is made up of \$100,000 for higher salary costing less \$60,000 for advertising which was transferred to Departmental Administration which is the central information agency for 1969-70.

Mr. Mongrain: Excuse me, Mr. Chairman, on a point of order. Did you say \$60,000? I see \$67,000 written here in the brief.

Mr. Pelletier: No, I said \$67,000. For advertising?

Mr. Mongrain: I thought I heard you say 60,000. Excuse me.

Mr. Pelletier: Or I may have said 60,000.

Mr. Mongrain: This might be a mistake in the text.

Mr. Pelletier:

The additional sum of \$665,000 in the Translation Bureau Program is required for additional translators, more translation being done by outside translators, and the cost of a new training program in conjunction with the Ottawa University.

[Texte]

de formation établi en collaboration avec l'Université d'Ottawa.

Voilà les remarques préliminaires, monsieur le président, que je voulais faire.

The Chairman: Thank you, Mr. Pelletier. Mr. Dinsdale?

• 1110

Mr. Dinsdale: I have a question for clarification, Mr. Chairman, apparently the discussion this morning is restricted to the Estimates of the Secretary of State which means that we cannot move into the area of the related agencies. When are we going to have the opportunity to discuss policy matters with respect to related agencies?

The Chairman: Which ones, Mr. Dinsdale?

Mr. Dinsdale: The ones that come under the Department of the Secretary of State.

The Chairman: We have had the CBC; we have had the CRTC. The National Library and the Canada Council have yet to come. We have not been able to schedule them because of the priority which has been placed upon us with the satellite bill and the ETV bill. I have been asked not to tighten the schedule too much until we have the legislation out of the way. This is one reason why we are in an awkward position today. Tomorrow we will be holding hearings with the Minister of Communications on the satellite bill and I think on Thursday we are having the Secretary of State again to complete the estimates.

If you would like to bring this up at a steering committee meeting we can probably work them in on Mondays and Fridays if you think there is any urgency.

Mr. Dinsdale: No, no; the problem is simply this: When the agencies are before us and we get into a policy area they say that that is a preserve upon which they cannot trespass. As a result, we have policy matters relegated to the appearance of the Secretary of State. As I understand the opening statement, the meeting this morning is restricted to the Estimates of the Department of the Secretary of State, not to its related agencies. Are we not going to have an opportunity to discuss policy with respect to related agencies?

The Chairman: Well, there is...

Mr. Dinsdale: I raise this question because it is an important procedural point. If we

[Interprétation]

These are the preliminary remarks, Mr. Chairman, that I wanted to make.

Le président: Merci monsieur Pelletier. Monsieur Dinsdale?

M. Dinsdale: J'aimerais que l'on éclaircisse un point, monsieur le président. Il semble que, ce matin, le débat sera limité à l'étude des prévisions budgétaires du Secrétariat d'État, ce qui signifie que nous ne pouvons pas poser des questions au sujet des organismes connexes. Quand aurons-nous la possibilité de discuter des questions de politique relatives à ces organismes?

Le président: Lesquels monsieur Dinsdale?

M. Dinsdale: Tous ceux qui relèvent du Secrétariat d'État.

Le président: Il y a eu Radio-Canada, la CRTC, la Bibliothèque nationale doit venir ainsi que le Conseil des arts du Canada. Nous n'avons pas pu leur trouver une place dans notre programme à cause de la priorité que nous avons dû donner au projet de loi sur les satellites et au projet de loi sur la télévision scolaire. On m'a prié de ne pas surcharger le programme avant que la mesure législative ne soit adoptée. Voilà pourquoi nous sommes dans une position difficile aujourd'hui. Demain, il y aura des réunions avec le ministre des Communications pour discuter du projet de loi sur les satellites, et mardi, si je ne m'abuse, le Secrétaire d'État reviendra pour terminer l'examen de ces crédits.

Si vous voulez soulever cette question à une réunion du comité directeur nous pourrions y revenir lundi ou vendredi, si c'est urgent.

M. Dinsdale: Non. Le problème est celui-ci: Lorsque ces organismes viennent témoigner et que nous demandons des questions d'ordre politique, ils nous répondent que c'est un domaine réservé qu'ils ne peuvent violer. Autrement dit, certaines questions de politiques ne sont étudiées que lorsque le Ministre est là. D'après la déclaration d'ouverture, la réunion de ce matin est limitée à l'étude du budget du Secrétariat d'État et non pas aux organismes connexes. Est-ce que nous n'aurons pas la chance de parler politique relativement à ces organismes?

Le président: En bien!...

M. Dinsdale: Je pose cette question parce que c'est d'après moi un point de procédure

[Text]

were reviewing Estimates in the House of Commons there would be no restriction.

The Chairman: There are two ways to approach this problem. There are those that are independent of the government, such as the CBC, CRTC and Canada Council. There are those that are departmental responsibility such as the National Library, for example, for which the Minister is responsible to Parliament. Which agencies do you want to discuss? I can then tell you under which category they fall.

Mr. Dinsdale: I wanted to discuss the Estimates of the Department of the Secretary of State as they appear in the printed book and as we used to do in the House of Commons.

The Chairman: There is nothing to prevent your doing that. We are on Item 1 and you can discuss any agency you wish.

Mr. Dinsdale: So this restriction in the first paragraph is not operative?

The Chairman: These are the items for which the Minister had direct administrative control. There are areas in which he has some control over policy and there are other areas where he is the instrument through which the agencies report to the House of Commons.

M. Mongrain: Question supplémentaire, monsieur le président. Je vous entends dire, par exemple, que Radio-Canada est un organisme indépendant sur lequel le ministre n'a aucun contrôle. Il reste cependant que nous votons un budget pour Radio-Canada. N'aurons-nous pas l'occasion de poser quelques questions au ministre relativement à ce budget?

The Chairman: I have no objection to that at all. I do not think you can expect the Minister to give you detailed explanation, though.

M. Mongrain: Peut-être plus qu'on pense.

The Chairman: Mr. Pelletier has given a statement on his direct administrative control. If you wish to discuss policy matters of the agencies you are quite free to do so, but there are specific limits to what the Minister can say.

Mr. Dinsdale: Well, he is responsible for policy.

The Chairman: In some instances, yes and in some instances, no. I do not think Mr.

[Interpretation]

important. Si nous étudions le budget de la Chambre des Communes il n'y aurait pas de restriction.

Le président: Nous pouvons aborder ce problème de deux manières: il y a les organismes indépendants du gouvernement, tels que Radio-Canada, la CRTC et le Conseil des Arts du Canada. Il y a ceux qui relèvent du gouvernement comme la Bibliothèque nationale dont le Ministre est comptable au Parlement. A quels organismes songez-vous exactement? Je vous dirai dans quelle catégorie ils se trouvent.

M. Dinsdale: Je voulais discuter des prévisions budgétaires du Secrétariat d'État qui figurent au Livre bleu, comme nous le faisons à la Chambre.

Le président: Il n'y a rien pour vous empêcher de le faire. Nous en sommes au poste n° 1. Vous pourrez discuter des organismes que vous voudrez.

M. Dinsdale: Donc, cette restriction du premier paragraphe n'est pas entrée en vigueur?

Le président: Ce sont les postes qui relèvent directement du Ministre. Il y a des domaines où il est chargé en partie de la politique générale. Dans d'autres cas, il n'est qu'un porte-parole de l'organisme, à la Chambre des communes.

Mr. Mongrain: A supplementary question, Mr. Chairman. You have just said that the CBC is an independent agency over which the Minister has no control. The fact is though that we do vote money for the CBC. Will we have an opportunity to put a few questions to the Minister with regard to the CBC's budget?

Le président: Je ne m'y oppose absolument pas. Je ne pense pas que vous êtes en mesure de vous attendre à ce que le Ministre vous donne des explications détaillées.

Mr. Mongrain: Possibly a little more than we think.

Le président: Monsieur Pelletier a fait un énoncé des questions qui relèvent directement de lui. Si vous voulez discuter des questions de principe qui intéressent divers organismes, vous pouvez le faire. Mais il y a des limites que le Ministre peut se donner.

M. Dinsdale: Il est cependant chargé de la politique.

Le président: Dans certains cas: «oui»—dans certains cas: «non». Je ne pense pas que

[Texte]

Pelletier would claim to have control over the CBC or the CRTC policy.

Mr. Dinsdale: But the CBC reports to Parliament through the Minister.

The Chairman: Yes, but when the Minister reports to the House he is always very careful to say, "I am informed by the CBC that..." and then he goes on.

• 1115

Mr. Dinsdale: All right, we shall proceed. We did not have a steering committee meeting on this and I think perhaps we had better get it straightened out in the Steering Committee. It is a point that keeps coming up in these Committee deliberations. We seem to be moving into new areas that have not prevailed in the procedure for discussing estimates in the Committee of the Whole.

To open this discussion, we have now had quite a lengthy exposure to the representatives of the various agencies that report to the House through the Minister.

One of the great problems in the Department seems to be the current austerity that prevails in matters relating to the cultural frontier of Canada. We have had Dr. Boggs of the National Art Gallery; we have had Dr. Taylor of the Museum of Man and now we have Dr. Banfield of the Museum of Natural Sciences, indicating that they find it impossible to carry on a program of a museum expression that they feel is their responsibility under the positions they hold.

The other day we had Mr. Mavor Moore and other members of the Canadian Conference of the Arts making the same criticism, that the arts are at a crisis stage because of this problem of austerity in the fiscal policy of the government with respect to matters coming under the Secretary of State.

What is the Secretary of State's solution for these difficulties? He has a resignation on his hands now from Dr. Banfield and Dr. Taylor does not seem to be too happy in the role that he is playing.

Going back to the area of general museum policy, there has been a complete reversal of government policy in this matter and I am sure this is the reason for the current frustration. The new museum building was to have been a centennial project. It was abandoned in favour of the National Arts Centre, which seems to have absorbed all the funds the government has had available for its activities in this field.

[Interprétation]

monsieur Pelletier prétende régir la politique de Radio-Canada et de la CRTC.

M. Dinsdale: Mais Radio-Canada fait rapport au Parlement par l'intermédiaire du Ministre?

Le président: Oui, mais lorsque le Ministre doit faire rapport à la Chambre, il prend toujours le soin de dire: «Je suis informé par Radio-Canada que... etc.».

M. Dinsdale: Très bien. Continuons. Nous n'avons pas eu de réunion du Comité directeur à ce sujet. Je pense que je vais soumettre la question au Comité directeur car c'est une question qui se pose toujours lors des délibérations du Comité. Il semble que nous attaquions toujours de nouveaux domaines en matière de procédure qui faisaient l'objet de certaines procédures spéciales au Comité plénier.

Les représentants de différents organismes qui font rapport à la Chambre par l'intermédiaire du Ministre sont venus ici assez longuement.

L'une des difficultés du ministère semble venir du programme d'austérité qui prévaut en ce qui concerne les frontières culturelles du pays. Monsieur Boggs du Centre national des Arts est venu ici, monsieur Taylor du Musée de l'homme et maintenant monsieur Banfield du Musée des sciences naturelles. Tous ces hommes ont fait savoir qu'il est impossible d'appliquer un programme d'expression muséographique qui pourtant relève d'eux, en raison de leur situation.

L'autre jour, monsieur Mavor Moore et d'autres membres de la Conférence nationale des arts, ont formulé la même critique. D'après eux, il y a une situation de crise dans les arts en raison du programme d'austérité découlant de la politique financière du gouvernement relative aux questions qui relèvent du Secrétaire d'État.

Quelle est la solution présentée par le secrétaire d'État? Monsieur Banfield a donné sa démission, et monsieur Taylor n'est pas très content du rôle qu'il joue.

Il y a eu un renversement complet de la politique gouvernementale en matière des musées, et je pense que c'est la raison pour laquelle les gens éprouvent ces frustrations. Le nouveau bâtiment du musée devait être un projet du centenaire. Il a été abandonné en faveur du Centre national des arts qui semble avoir résorbé tous les crédits dont disposait le gouvernement.

[Text]

The problems of the National Arts Centre were to have been resolved by the program that was under way to establish a national museum as a centennial project. Has the program been completely abandoned, and are we now strapped in our financial support for all these other worth while activities by reason of the exorbitant costs of the National Arts Centre?

Mr. Pelletier: I do not think this is the case. I do not think plans are abandoned. As for the building of new premises for the museums, there might be delays; there might also be modifications. There is no abandonment of the policy. I have been in contact with the private agencies that you mentioned, for instance, the Canadian Conference of the Arts. What they said to me I interpreted as meaning that they are in a precrisis position, not a crisis right now, because they have been held, not in all cases, to the same level of subsidy as last year and they have to face greater costs which, of course, is equivalent to a cut-back.

● 1120

If you look to the total budget of the government and see what kind of deep reductions have been made in certain fields, I do not think that the arts have been treated more harshly in this respect. On the other hand, I think they have been treated a little more softly.

Granted they started from a much lower point but a cut, for instance, in the humanities of the same kind that took place in some of the scientific research projects would have been disastrous and this could not even be envisaged, but the cuts in this area have been more a holding operation than an actual reduction of budget, if you look at the Canada Council, for instance.

Mr. Dinsdale: Dr. Banfield has resigned and he is going to be difficult to replace. Dr. Taylor has been quite outspoken in his criticism of public policy in this regard. The Victoria Building which houses the Museum of Man was condemned some 10 years ago. I think the basis of Dr. Taylor's protest is the fact that they are operating in a building that was condemned well over 10 years ago, and they are sort of left in limbo with respect to this very important program of National Museums.

[Interpretation]

Les problèmes du Centre national des arts auraient dû être résolus grâce au programme qui aurait permis d'établir un musée national en tant que projet du centenaire. Est-ce que le programme a été complètement abandonné et est-ce que maintenant nous ne pouvons plus financer ces activités très valables en raison du coût exorbitant du Centre national des arts?

M. Pelletier: Je ne crois pas que ce soit le cas. Je ne pense pas qu'on ait renoncé à ces projets. Quant à la construction de nouveaux locaux pour les musées, peut-être y aura-t-il à cet égard certains retards. Peut-être y aurait-il aussi certaines modifications. En tout cas, il n'est pas le moins du monde question de renoncer aux décisions que nous avons déjà prises. Je me suis mis en contact avec les organismes particuliers dont vous avez parlé; la Conférence nationale des arts... J'ai cru, d'après ses propos, qu'elle voulait dire qu'elle se trouvait à la veille d'une crise, et non pas «plongée» dans une crise, effectivement. Elle a eu à peu près les mêmes subventions que l'an dernier, alors que les frais ont augmenté. Ce qui évidemment équivaut à une diminution.

Il reste cependant que si vous regardez l'ensemble du budget du gouvernement et si vous voyez quelles sont les réductions sévères apportées à tel ou tel poste, vous devrez conclure que les arts n'ont pas été traités très durement. Au contraire, ils ont bénéficié, je pense, de certains avantages. Ils sont partis de beaucoup plus bas.

Une diminution dans leur budget analogue aux réductions qui ont dû être apportées à certains budgets scientifiques, auraient été un véritable désastre. Il reste que les diminutions de ce point de vue ne sont pas de véritables réductions si vous songez, par exemple, au Conseil national des arts.

M. Dinsdale: Monsieur Bandfield a démissionné et il sera difficile de le remplacer. Monsieur Taylor a été assez direct dans les critiques qu'il a adressées au sujet de la politique fédérale à cet égard. Le vieil immeuble Victoria, qui loge habituellement le Musée de l'Homme, a été condamné il y a déjà 10 ans. C'est d'ailleurs là-dessus que se fonde monsieur Taylor pour protester qu'il se trouve actuellement dans un bâtiment condamné depuis 10 ans. Il se sent en quelque sorte abandonné en ce qui concerne le programme relatif aux Musées nationaux.

[Texte]

Commenting again on Mr. Mavor Moore's criticisms of the other morning, he related that directly to the huge expenditures that had gone into the National Centre for the Performing Arts which will not really solve their financial problems. In fact, he suggested it would aggravate then and Mr. Jean-Louis Roux supported him. It would aggravate their problem because it would force an acceleration of activities, an intensification of activities during the festival period and then they would be back to the former level of operation. This is a point that Mr. Roux made.

Mr. Pelletier: Who would be back to the former level of operation?

Mr. Dinsdale: Le Théâtre du Nouveau Monde, which is performing in the festival.

Moving on a little further, then, the Canada Council has made the same representations. They are strapped for funds; they have frozen, for example, their assistance to the performing arts. They have expanded in other areas and perhaps we can get something specific on this point. The Canada Council, as I read in the Royal Commission report on the Arts, Letters and Sciences, had hoped that there would be greater participation of the public sector of the Canadian economy in financing the arts, letters and sciences.

There has been a disappointment in this regard. The public sector has not responded and we discussed it at some length with them when they were before us last fall. The honourable members for Cochrane and for Trois-Rivières were interested in the subject at that time with respect to some of the grants of the Council and it was suggested that one of the reasons we are not getting support from the private sector and more of the burden was falling upon the national treasury was because of the bad image created by some of the grants of the Canada Council.

Last year it was the piano smasher and the "Town Fool" in Vancouver and now we are up against a similar problem with respect to Mr. Stanley Gray in Montréal. At that time we had a Mr. Boucher telling us in the Committee Report and I would imagine the Secretary of State has read the Committee Report and I am quoting now:

I think also you have to realize that we are not terribly easy about these last in-

[Interprétation]

Pour revenir aux critiques de M. Mavor Moore, l'autre matin, disons qu'il faisait allusion aux énormes subventions accordées au Centre national des Arts, pour les arts d'interprétation qui ne résoudre pas vraiment leurs problèmes financiers. En fait, il a déclaré que cela les aggraverait et M. Jean-Louis Roux l'a appuyé. Cela aggraverait leurs problèmes parce que cela provoquerait une accélération des activités, une intensification des activités pendant la période du festival, après quoi ils reviendraient au premier niveau d'exploitation. C'est un point que monsieur Rowe a précisé.

M. Pelletier: Qui reviendrait au niveau précédent?

M. Dinsdale: Le théâtre Nouveau qui va figurer au festival. Continuons donc. Le Conseil national des Arts a exprimé des observations analogues. Il prétend manquer de fonds, on a immobilisé l'aide aux arts de l'interprétation. Il y a eu augmentation dans certains domaines et nous pourrions peut-être avoir quelques précisions à ce sujet. Le Conseil national des Arts, d'après le rapport de la Commission royale d'enquête sur les arts, les lettres et les sciences, avait espéré qu'il y aurait une participation plus grande du secteur public de l'économie du Canada, dans le financement des arts, des lettres et des sciences.

Il y a eu déception à cet égard. Le secteur public n'a pas réagi favorablement et nous avons discuté de cette question assez longuement avec le Conseil national des Arts lors de leur témoignage l'automne dernier. Les députés de Cochrane et de Trois-Rivières s'intéressaient justement à cette question et ils se demandaient ce qu'il en était des subventions du conseil. On a donné à entendre à ce moment que l'une des raisons pour laquelle nous ne bénéficions pas de l'appui du secteur privé et que si le fardeau pesait de plus en plus lourdement pour le Trésor national, cela tenait à la mauvaise réputation créée par quelques subventions du Conseil national des Arts.

L'an dernier on avait accordé des subventions aux «Town Fool» de Vancouver et au briseur de piano et cette année nous nous retrouvons en face d'un problème analogue en ce qui concerne justement la bourse accordée à monsieur Stanley Gray à Montréal. A ce moment-là, un certain monsieur Boucher nous avait dit et je me reporte au rapport du Comité qu'a certainement lu le Secrétaire d'État, et je cite:

Il me semble que vous devez aussi comprendre que nous sommes fort mal à

[Text]

cidents. We are not happy about them; we caught up with them after they had occurred; they made a big splash in the papers. We do not know what we can do to stop that forever, but we certainly are determined not to place ourselves in the position of having too many repetitions of these unfortunate incidents. But having said that I think I have to say that there is still the possibility that it will again occur. We are certainly not inviting these things to happen and we are as conscious as you are that they do not help the over-all cause we are serving.

Apparently the Canada Council is completely autonomous in these matters. I raised the question in the House the other day and was informed that grants for Canadian students pursuing studies in Canada and abroad are based strictly on academic considerations. The point I am trying to bring out in bringing this matter to public attention is that we have an agency that is increasingly sponsored by public funds which has lost support from the private sector where, as I reread the Massey Report, it had been expected there would be increasing support, by reason of the fact that some of the selections it makes are not in the public interest, to use the phrase that we generally use.

Of course, when any member of Parliament raises this issue in the public forum the attack on that member is that he is trying to restrict freedom of speech. This is not the case at all, because I know that many quite worthy applicants are turned down. I do not know the basis on which they are turned down but I know I have been interested in several graduate students who have been turned down without any particular explanation.

The thing that concerns me with reference to the Stanley Gray case is that it is not a case of restricting freedom of speech, it is a case of supporting an activist phenomenon, a man dedicated to the destruction of our institutions, and as I understand the Massey Report the whole purpose of setting up the Canada Council was just the reverse—to support the progress of the humanities, the arts and the social sciences.

This comes home to me quite directly because I was called to an emergency meeting of the Brandon University board over the week-end and we have lost our President by reason of irresponsible student activism that

[Interpretation]

l'aise au sujet de ces derniers incidents. Nous en sommes malheureux; nous en avons pris connaissance après coup, après qu'ils eurent fait grand bruit dans les journaux. Nous ne savons que faire pour empêcher que cela ne se répète à l'avenir; mais nous allons certainement tâcher de faire en sorte que des incidents malheureux comme ceux-là ne se répètent pas trop souvent. Malgré cela, je dois dire que la chose ne reste pas impossible. Nous ne souhaitons certainement pas qu'elle se reproduise et nous sommes aussi convaincus que vous l'êtes que de telles choses n'aident guère la cause que nous servons.

Le Conseil national des Arts évidemment est absolument autonome à cet égard. J'ai voulu soulever la question à la Chambre l'autre jour, mais on m'a informé que les subventions accordées aux étudiants étrangers qui étudient au Canada ou à l'étranger, ne sont accordées que sur des considérations d'ordre universitaire purement et simplement. La raison pour laquelle je voulais signaler cette chose au public, c'est qu'il existe un organisme qui est de plus en plus subventionné par le public et qui a perdu complètement l'appui du secteur privé. Or, le rapport Murphy pensait au contraire que l'appui du secteur privé augmenterait parce que certains choix ne sont pas dans l'intérêt du public pour citer une phrase que nous citons généralement.

Naturellement, si un député soulevait la question au Parlement, les députés en parlaient en public, se voyaient reprocher de vouloir enlever le droit de parole. C'est loin d'être le cas parce que je sais que certaines demandes de valeur sont refusées, je ne sais pas à quel titre, mais je me suis intéressé à certains cas d'universitaires dont la demande avait été refusée sans motif.

Ce qui m'inquiète dans le cas Stanley Gray, c'est qu'il ne s'agit pas certainement d'une restriction de la liberté de parole. Il s'agit, bien au contraire, d'appuyer un activiste, un monsieur qui se consacre à la destruction de nos institutions. Or, pourtant si j'ai bien lu le rapport Massey, le Conseil national des Arts a été établi au contraire pour favoriser les progrès des humanités, des arts et des sciences sociales.

Pendant ma fin de semaine, j'ai assisté à une réunion spéciale de l'Université de Brandon dont je fais partie, en effet, du conseil d'administration, et nous venons de perdre justement notre président à cause de l'activité

[Texte]

has been aided and abetted by the Canada Council support of this sort of, not freedom of speech, but nihilistic and anarchistic activity which, of course, everyone is quite aware of.

The President of Brandon University was appointed to that position nine years ago. He had an illustrious academic background.

I refer to Dr. John Robbins. He was the editor of the *Encyclopedia Canadiana*; he was the Secretary of the Humanities Research Council and the Social Science Research Council of Canada, a man of great academic background, and he finds himself forced out of a position of responsibility by reason of the encouragement that has been given to a small minority group right across the country who not only demand freedom of speech, but who want to destroy in activist terms everything that the Canada Council stands for. Now, how can members of Parliament get at this problem? Mr. Chairman, the Secretary of State says that it is strictly academic.

The Chairman: Speaking, Mr. Dinsdale, as one who has been turned down by the Canada Council, I can understand the problem you have. The main problem with the Canada Council, if that is what you want, is that the Act sets up certain standards which they enforce. My suggestion...

Mr. Dinsdale: Are you answering for the Secretary of State?

The Chairman: No; I am telling you what the situation is. You asked the Chairman how you can go about doing something.

Mr. Dinsdale: I am asking the Secretary of State through the Chairman.

The Chairman: Oh, that is fine; I will let the Secretary of State answer.

Mr. Dinsdale: A very good idea.

Mr. Pelletier: You covered, of course, a lot of ground, or you touched it at least.

Starting with the "Town Fool" and the piano smasher and the private sector's participation, I can hardly think that you could draw the conclusion that the private sector would find more than an excuse because of these two incidents. "The Piano Smasher" involved a sum of money less than \$300.

I was in Vancouver very recently and could inquire for my own personal satisfaction how the \$3,500 was used by "The Town Fool". I have talked with businessmen, I have talked with people in the judiciary, I have talked with young people and they think he is per-

[Interprétation]

irresponsable d'activistes étudiants que le Conseil national des Arts a aidé et dont il s'est fait le complice en appuyant cette sorte d'absence de liberté et de parole, mais en favorisant au contraire l'activité nihiliste et anarchiste que nous connaissons tous. Le président de l'université de Brandon a été nommé à ce poste, il y a neuf ans, et il avait des titres universitaires excellents.

Il s'agit de M. John Robbins. Il a été le rédacteur de l'*Encyclopedia Canadiana*, secrétaire du *Humanities Research Council* et du *Social Science Research Council of Canada*. C'est un homme d'une grande expérience universitaire, il se trouve actuellement obligé de quitter un poste éminent à cause de l'encouragement donné à un petit groupe minoritaire qui non seulement exige la liberté de parole, mais j'entends encore détruire ce que le Conseil national des Arts est sensé en principe servir. Comment les députés peuvent-ils espérer régler ce problème? Monsieur le président, le secrétaire d'État, dit que c'est une question strictement universitaire.

Le président: Je fais partie de ceux qui se sont vus refuser une aide par le Conseil national des Arts. Je ne suis donc pas indifférent au problème que vous suscitez. Le grand problème du Conseil canadien des Arts, si c'est ce que vous désirez, c'est que la Loi impose certaines normes qu'ils font respecter. A mon avis...

M. Dinsdale: Est-ce que vous répondez au nom du Secrétaire d'État?

Le président: Non. Je vous indique la situation. Vous avez demandé au président comment vous pouvez faire quelque chose.

M. Dinsdale: Je m'adresse au secrétaire d'État par l'entremise du président.

Le président: Très bien. Je laisse la parole au secrétaire d'État.

M. Dinsdale: C'est une bonne idée.

M. Pelletier: Vous avez beaucoup parlé ou vous avez touché à plusieurs domaines de près ou de loin. Il est certain que "Town Fool" et le briseur de piano et la participation de l'entreprise privée. Je ne crois pas qu'on puisse tirer la conclusion que l'on pourrait trouver plus d'une excuse en raison de ces malheureux incidents. Le bris de pianos une somme inférieure à \$300.

Je suis allé à Vancouver, il y a peu de temps, et j'ai pu voir comment les \$3500 ont été utilisés par le "Town Fool". J'ai parlé à des jeunes, j'ai parlé à des hommes d'affaires et tous pensent qu'il joue un rôle peut-être imprévisible et inhabituel, dans la ville, mais

[Text]

forming perhaps an unpredictable and unusual function in the town, but the experience is worth while and they would all favour locally a renewal of the support that was given by the Canada Council.

Mr. MacDonald (Egmont): We have a lot more who are paid more than \$3,500, too, I think.

Mr. Dinsdale: Are the local people going to take over the support of this gentlemen?

Mr. Pelletier: I do not know, but what I can say in that I thought every time I put the question people would tell me this was sheer folly, and so on, and I found quite the opposite. I have not heard one person—and I met several—who did not approve of it after a year's experience.

Mr. Boucher said that he had not seen some of these incidents come and could not deal with them. In the statement I made in the House the other day which was given to me after an inquiry with the Canada Council I indicated they stated very clearly that in Mr. Gray's case they saw it come from pretty far away. Mr. Gray was a Rhode scholar when he applied which made him quite a standout, obviously. The Humanities and Social Science Branch of the Council made the recommendation. The Council knew that this Branch was studying the case when the recommendation was made or, I think, even before it was made—I should look at the statement again.

The Council said, "Since we are going to bear the responsibility as a Council we want you to refer your decision to us and we will review it." There was a whole review of the case by the Council itself, and there was a majority decision in favour of granting the scholarship. This is hardly what you could call a case suddenly coming up. The Canada Council really worked on this case and within their terms of reference thought this was the decision they had to make.

Concerning the question of students not being told why they are being refused, I know in some cases, for instance, there are 3,000 or 3,500 applicants and perhaps in some cases if the applicant wants to know why he was rejected he should be told. Many of them do not ask for it and many of them would only be depressed because it is their own failure. You would have to tell them 1,000 or 2,000 people were better, and that is all there is to it.

[Interpretation]

ils pensent tous que cette expérience est valable. Et sur place, les gens sont en faveur du renouvellement de la bourse qui a été accordée par le Conseil national des Arts.

M. MacDonald (Egmont): Il y en a beaucoup plus qui sont payés plus de \$3,500 aussi, je crois.

M. Dinsdale: Est-ce que les gens de la ville ont l'intention d'appuyer cet homme, monsieur Pelletier?

M. Pelletier: Je ne sais pas. Je peux dire que je croyais qu'on me dirait que c'était de la folie, que ça ne tenait pas debout, mais j'ai rencontré plusieurs personnes qui m'ont dit le contraire, après une année d'expérience.

Monsieur Boucher dit qu'il n'avait pas été mis au courant de ces incidents et qu'il ne pouvait donc s'en occuper. Dans une déclaration que j'ai faite à la Chambre l'autre jour, après une enquête auprès du Conseil national des Arts j'ai déclaré très clairement que dans le cas de monsieur Gray, ils ont vu venir cela de bien loin et longtemps à l'avance. Monsieur Gray était un boursier de la fondation Cecil Rhodes, ce qui a donné un prestige à sa demande. La direction des Humanités et des Sciences sociales du Conseil a fait une recommandation en sa faveur. Le Conseil savait que la direction étudiait le cas lorsque la recommandation a été transmise, et même avant, qu'elle n'ait été faite, il faudrait que je réexamine cette déclaration.

Le Conseil s'est dit: «Comme nous en avons la responsabilité en tant que Conseil, nous voulons que vous nous soumettiez votre décision et nous l'étudierons.» Le Conseil a donc étudié cette question à fond et la décision a été prise à la majorité en faveur de la bourse. On ne peut pas parler d'un fait accompli. Le Conseil national des Arts a étudié la question à fond et d'après son mandat, il a pensé que c'était la décision à prendre.

Le fait qu'on n'indique pas aux étudiants la raison pour laquelle on leur refuse leur bourse, je vous répondrai qu'il y a des cas où il y a 3,000 ou 3,500 demandes et dans certains cas peut-être, si le postulant veut savoir pourquoi il n'a pas reçu satisfaction, on devrait lui en donner la raison. Un grand nombre ne le demandent même pas et certains en seraient tout à fait découragés si on les leur donnait car si vraiment il fallait leur répondre, il faudrait leur dire que 1,000 ou 2,000 étudiants leur sont supérieurs.

[Texte]

• 1135

When you talk about the student activists and refer to the situation at Brandon University, I just cannot believe that this phenomenon is strictly resulting from, or greatly influenced by, a scholarship being given to Mr. Gray. It is a world-wide phenomenon. Many very learned scientists and observers of the scene have tried to make out the causes for student unrest. I have read about six or seven books out of the sixty that were published in the last year alone on this phenomenon which exists in all countries in the West and in Communist countries as well. I can hardly take your word that this incident alone would trigger the student activist movement in this country. It has been at work for quite a long time now.

The position of the Council is that they have terms of reference. They have limitations placed on them and their actions by the Act and they have to discharge their responsibilities within this mandate, within these terms of reference. I do not think they were remiss in observing the law.

This is an interesting discussion; I think it raises a central point. I would not say that anyone who thinks the decision was a bad one would be someone against freedom of expression, but I think one must realize what position the Canada Council would be in if you tried to say that you will give them, or they should devise for themselves, criteria to be put in the Act that would take into account tendencies or trends of thoughts or behaviour that are not illegal, that do not take a man before the courts.

I think it is an extremely difficult problem. I confess that I see no solution to it myself. Concerning the attitude of the Council and the terms of reference right now, if you asked me whether I have a solution on how to redraft them in order to place a gentleman of the Council in the position of refusing a man because of actions that are neither illegal nor have anything to do with his scholastic performance or academic ability, I would be very embarrassed.

I do not know whether you have suggestions, but I doubt very much that you could easily devise criteria that would permit the Council to say, "We do not like this man because of his activities on the campus," if these activities are not illegal, or "The man's qualifications call for a positive decision, but

[Interprétation]

Ceci concerne les étudiants activistes et se reporte à la situation de l'Université Brandon. Je ne peux absolument pas croire que ce phénomène découle uniquement ou soit beaucoup encouragé par le fait qu'on accorde une bourse à M. Gray. Il s'agit d'un phénomène mondial, et beaucoup d'observateurs et de scientifiques ont essayé de déterminer la cause de l'agitation en milieu étudiant. Moi-même, j'ai lu six ou sept ouvrages sur les soixante qui ont été publiés au cours de l'année dernière au sujet de ce phénomène qui existe dans tous les pays du monde occidental et même dans les pays communistes. Je ne peux vraiment pas vous croire sur parole lorsque vous dites que cet incident isolé a déclenché un regain d'activisme dans le milieu étudiant au Canada. C'est un mouvement qui existe depuis bien longtemps maintenant.

La position du Conseil est celle-ci: Il a un mandat. Certaines limites lui sont imposées par la loi ainsi qu'à son action. Le Conseil doit remplir ses responsabilités dans le cadre de ce mandat, dans le cadre de ses attributions et je ne crois pas que le Conseil puisse être accusé parce qu'il a respecté la Loi.

Cela soulève une discussion intéressante. Je pense à tous ceux qui pensent que la décision a été mauvaise sont opposés à la liberté d'expression. Mais je considère qu'on doit prendre conscience du fait que le Conseil national des Arts serait dans une situation très difficile si on lui disait qu'on va lui donner ou qu'il devra prévoir des critères à insérer dans la Loi qui tiendraient compte des tendances, des convictions philosophiques ou un comportement qui, d'une part, n'est pas illégal, que ces actes ne l'entraîneront pas devant les tribunaux.

Je pense que c'est un problème extrêmement délicat et je dois admettre que je n'ai pas réussi à y trouver de solution et l'attitude du Conseil et maintenant son mandat, si vous me demandiez si j'ai une solution en ce qui concerne une définition nouvelle de ce mandat, de façon à mettre un membre du Conseil dans la position de refuser une bourse à une personne pour des actes qui ne sont pas contraires à la Loi ou qui n'ont rien à voir avec sa compétence universitaire ou ses aptitudes, je serais très embarrassé.

Je ne sais pas, si vous avez des suggestions, mais je doute beaucoup, que vous puissiez trouver facilement des critères qui permettraient au Conseil de dire: «Eh bien, nous n'aimons pas cet homme en raison de ses activités sur le campus», si ses activités ne sont pas illégales ou si les qualifications de

[Text]

for these activities we refuse him because we do not like them."

I think it would be very difficult for them to make these judgments, and on the other hand I am sure you are not advocating that this privilege or, this power be placed in the hands of the executives who distribute scholarships. I trust you agree to the principle that an independent body such as the Council is the proper organization to deal with this kind of problem.

• 1140

I admit that it is very difficult, and when we had contact in January with all the agencies attached to the Secretary of State's Department we discussed this very frankly with all these people. We saw the difficulties and we see that it is much more difficult for them to operate in the kind of world we are living in and the kind of intellectual climate that has developed on the campus in Canada over the last few years than it was when Mr. Massey handed in his report.

This is the world we have to live in and these are entirely new problems for Canadians, and I can say that I have no miracle solution that will settle this kind of problem and I doubt very much that anyone has.

Mr. Dinsdale: I thank the Secretary of State for that statement, which one would expect from a man of his broad academic background. Certainly no one is advocating that a coercive approach be taken on these matters, but in the particular case of Stanley Gray, as I understand it, as a result of his actions—not his words—there is the possibility of his censure.

I suppose we can only come to grips with this problem by having the representatives of the Canada Council appear before us once again. We had a fairly good discussion on this problem last October 22, as recorded in the transcript of the proceedings of that occasion. Several members expressed concern, and it is largely in relation to this problem that I have initially raised today the raising of funds for the promotion and development of the arts, the humanities and the sciences in Canada.

It seems to me that this episode, with its reverberations right across Canada, will do nothing to increase the enthusiastic support of the hard-pressed taxpayer. I am thinking now as a western member and, of the problems

[Interpretation]

cet homme devraient entraîner une décision favorable, mais qu'en raison de ses activités, nous lui refusons la bourse, parce qu'on ne l'aime pas.

A mon avis, tout ça est très difficile, et par contre, je ne pense pas que vous vouliez que ce privilège ou ce pouvoir soit placé dans les mains d'administrateurs qui distribuent les bourses. Je pense que vous devez reconnaître qu'un organisme indépendant comme le Conseil représente vraiment l'organisme qui doit remplir ce genre de responsabilités.

Je reconnais que la situation est très délicate. Lorsque nous avons eu des rapports en janvier avec tous les organismes rattachés au Secrétariat d'État, nous avons discuté très ouvertement de la question. Nous avons vu les difficultés et nous voyons qu'il est beaucoup plus difficile dans le monde où nous vivons et dans le climat intellectuel qui s'est créé sur les campus du Canada depuis quelques années, que lorsque monsieur Massey a fait son rapport.

C'est le monde dans lequel nous devons vivre. Les problèmes qui se posent sont tout à fait nouveaux pour les Canadiens. Et tout ce que je puis dire, je n'ai pas de solution miracle à vous offrir qui permettrait de régler ce genre de problèmes et je ne pense pas que quiconque ait une réponse à ce genre de problème.

M. Dinsdale: Je remercie le Secrétaire d'État de sa déclaration qui est celle qu'on est en droit de s'attendre d'un homme d'une aussi vaste connaissance universitaire. Je ne pense pas qu'on devrait recourir à des méthodes rigoureuses mais dans le cas de Stanley Gray, si j'ai bien compris, en raison de ses actes et non de ses paroles, il est possible qu'il encoure certaines sanctions.

La seule façon, je pense, dont nous puissions régler la question, c'est de convoquer de nouveau les représentants du Conseil national des Arts. Nous avons eu du reste une bonne discussion le 22 octobre, comme peut l'attester le texte du procès-verbal. En cette circonstance, certains membres du Comité avaient exprimé leurs inquiétudes. Cela revient encore une fois au problème que j'ai soulevé au début de mes observations aujourd'hui, il s'agit de la cueillette de fonds destinés à favoriser l'expansion des arts, des humanités et des sciences sociales au Canada. Ce qui vient de se produire et qui a été connu de tout le Canada ne fera rien pour susciter l'appui enthousiaste du contribuable déjà surchargé. En tant que député de l'Ouest, je

[Texte]

that our wheat economy faces; and the West has been a strong supporter of the arts and sciences over the years.

I do not suppose the Secretary of State can answer this, but I am sure that it could not have been a majority decision, on that in the midst of all the public controversy a man of Stanley Gray's activities could have had unanimous approval. But we can discuss this with the Council in due course. There is...

Mr. Pelletier: No, I did not say unanimous; I said majority. I said that the members of the Council, as such, who have academic competence, discussed it for a whole day, and it was a majority decision that they should grant it.

Mr. Dinsdale: Yes, sir.

Mr. Osler: May I ask a supplementary? You touched on the difficulty of phrasing—language—that would not be illiberal and yet would get around this particular problem.

Mr. Pelletier: If you will allow me, it is not as easy as phrasing language. Mr. Dinsdale, for example, seems to suggest that one could make an exception in a particular case, but I do not think the Council can do that. I think the Council must act according to a policy, and if you want to deal with cases of this kind, that did not exist when the Council was formed, I agree, you have to devise a policy; and this is what I find tremendously difficult to do. It is very easy to criticize the decision of the Council, but it is very difficult—and I have given much thought to this—to devise a policy which would hold water, which would be intellectually acceptable and which would be workable in the present context.

• 1135

Mr. Osler: I may be wrong, Mr. Pelletier, because I do not have the details in before, but I remember two of my friends who were on the examining board for Rhodes Scholarships. As I understand it, and as I observe from results, the types of persons they are looking for are all-rounders when they are awarding Rhodes Scholarships.

The Chairman: Not any more.

Mr. Osler: I know they were up until a very few years ago. It occurs to me, without in any way trying to be illiberal, that certain people with intellectual qualities are happier to be useful to society as a whole than are others with intellectual qualities. Perhaps by

[Interprétation]

suis bien placé pour savoir les difficultés dans lesquelles se trouvent les producteurs de blé. Or, depuis des années, notre économie, fondée sur le blé, appuie volontiers les arts et les lettres. Je ne pense pas que le secrétaire d'État puisse y répondre, mais je suis certain qu'il n'aurait pas l'appui de la majorité, que dans un climat de controverse, avaient discuté de la question toute une journée et que la décision avait été prise à la majorité d'approuver la bourse.

M. Pelletier: Je n'ai pas parlé d'appui unanime, mais d'appui majoritaire. J'ai dit que les membres du Conseil en tant que tels, qui ont une compétence universitaire, avaient discuté de la question toute une journée et que la décision avait été prise à la majorité d'approuver la bourse.

M. Dinsdale: Oui, monsieur.

M. Osler: Puis-je poser une question complémentaire? Vous avez parlé de la difficulté de s'exprimer d'une façon assez libérale et cerner tout de même ce problème.

M. Pelletier: Ce n'est pas aussi simple que cela. Il ne s'agit pas seulement de la rédaction. Monsieur Dinsdale donne à entendre qu'on pourrait faire certaines exceptions dans certains cas. Je ne pense pas que le Conseil puisse le faire. Il faut que le Conseil se conforme à une ligne de conduite générale, et si vous désirez régler des cas de ce genre qui ne se posaient pas à l'origine du Conseil, il faudrait mettre au point une ligne de conduite et c'est ce qui me paraît extrêmement difficile à réaliser. Il est facile de critiquer la décision du Conseil mais il est très difficile, et pour ma part j'y ai beaucoup réfléchi, d'élaborer une politique générale vraiment sûre, acceptable sur le plan intellectuel et pratique dans la conjoncture actuelle.

M. Osler: Je peux me tromper, je n'ai pas le dossier sous les yeux, toutefois je me souviens de deux amis qui étaient membres du jury de sélection des boursiers de la fondation Cecil Rhodes. Ces gens-là choisissent des hommes universels.

Le président: Plus maintenant.

M. Osler: Mais jusqu'il y a quelques années, c'est ce qu'on cherchait. Il me revient que, sans vouloir manquer de libéralisme, certains intellectuels sont plus heureux d'être utiles à la société que d'autres personnes également douées des mêmes qualités. Ceux qui

[Text]

the time they reach their mid-twenties, or early thirties, or whenever it is that a man is awarded this kind of scholarship, their general background is beginning to indicate their type of character and the direction in which they are moving. I wondered if there was anything we could learn from the Rhodes scholarships.

Mr. Pelletier: I do not think it is irrelevant to the discussion that I learned for certain—I checked a few days ago—that Mr. Gray is a Rhodes scholar.

Mr. Osler: Yes.

Mr. Pelletier: Therefore, so it seems that even by their method they have as much difficulty in coming to grips with particular cases as has the Canada Council, if we consider that this creates difficulties.

The Chairman: Mr. Dinsdale, one more question.

Mr. Dinsdale: Yes; I do not want to monopolize the discussion. As the Secretary of State interprets it, the criterion in the selection of students to receive academic awards is exclusively and entirely academic. That is a pretty broad term. Does that mean in terms of marks on examinations, or is it on performance in the student body, or the qualities of character displayed by the student? Is it purely an arithmetic numerical recording of a student's performance in an examination?

Mr. Pelletier: I think I can safely answer no to your last question. If you want details about that, I think you had better ask the Canada Council, because I do not follow their operation that closely. But I understand that is not strictly a question of marks. It is a question of intellectual and academic achievements in a given area of science or the arts, or something like that; and they do not make it strictly an operation of looking at the marks.

The Chairman: Would recommendations from professors count very highly in making that judgement?

Mr. Pelletier: I suppose they would. But again I do not know the details.

Mr. Dinsdale: Would the contributions of the person to building the morale of the institution in which he is serving be considered?

Mr. Pelletier: If you want to go into details, as I tell you, I cannot answer the question because I have never attended any of the sessions of the Council.

[Interpretation]

ont 25 ans ou à peu près, ou un peu plus de 30 ans ou autres et qui reçoivent cette bourse ont déjà montré leur personnalité. Je me demande si on pourrait apprendre quelques choses de ces boursiers.

M. Pelletier: Je ne crois pas que ce soit sans rapport avec la discussion, le fait que j'ai appris avec certitude, il y a quelques jours, que monsieur Gray était un boursier de la fondation Cecil Rhodes.

M. Osler: Oui.

M. Pelletier: Il faut croire que les méthodes de sélection des boursiers ne sont pas absolument parfaites. On a autant de mal à choisir des boursiers de la fondation Cecil Rhodes qu'à choisir des boursiers du Conseil national des Arts.

Le président: Monsieur Dinsdale, une autre question?

M. Dinsdale: Je ne voudrais pas monopoliser cette discussion. Tel que les interprète le Secrétaire d'État le critère de sélection des étudiants qui reçoivent des bourses universitaires sont, paraît-il, purement et simplement d'ordre universitaire. C'est un terme assez vague. Songe-t-on aux notes obtenues à l'examen, à l'activité à l'intérieur de l'université, aux qualités de caractère manifestées par l'étudiant? Est-ce qu'il s'agit de mesurer de façon arithmétique les notes obtenues par le candidat qui se présente?

M. Pelletier: Je puis vous répondre non à votre dernière question. Si vous voulez des détails là-dessus, vous feriez mieux de vous adresser au Conseil national des Arts parce que je ne suis pas leurs activités d'aussi près. Je crois conclure que ce n'est pas simplement une question de notes, c'est une question, si vous voulez, de distinction universitaire dans tel ou tel domaine, dans telle ou telle discipline scientifique ou artistique.

Le président: Est-ce que les recommandations des professeurs comptent pour beaucoup dans cette décision?

M. Pelletier: Sans doute, je ne le sais pas de façon précise.

M. Dinsdale: Est-ce que la contribution de la personne à créer l'esprit de l'institution où elle se trouve, a une certaine importance?

M. Pelletier: Comme je vous l'ai dit, si vous voulez des détails, je ne sais pas parce que je n'ai jamais assisté à des séances du Conseil.

[Texte]

Mr. Dinsdale: As I understand it, this gentleman was dedicated to the purpose of destroying McGill University. For his efforts he has been awarded a scholarship overseas on the basis of his academic performance. If it is strictly intellectualism I suppose Beelzebub could be called an intellectual, if you want to put it on those terms.

I have been reading this report on the arts, letters and sciences. I am not going to burden the Committee with it this morning, but this award to this gentleman, who is under censure for his attempt to destroy an institution of higher learning with a century of tradition behind it, who has become a folk-hero now as a result of the blessing and the recognition bestowed upon him by the Canada Council, seems to me not to be in tune with the spirit and the purposes of the establishment of the Canada Council.

I am sure that the public is going to react very strongly, and this disturbs me, because as a member of the House of Commons, I was a strong supporter of the setting up of the Canada Council. It seems to be completely irresponsible and contrary to the purposes of this useful body.

It amazes me, because we had a discussion on this point as recently as last fall, and the directors who were before us at that time, Mr. Boucher and Mr. Martineau, seemed to be aware that, although they were an independent body, because they were depending more and more on public funds they had to take into consideration public reaction, particularly during a time of financial austerity which is threatening to destroy a lot of the established artistic and cultural manifestations in Canada.

When you have directors of museums resigning and when you have people who have responsibility in these fields speaking publicly against current policy, I think this indicates that we have a real crisis in the arts and it is going to be aided and abetted by this recent act of the Canada Council. I would think that the government will have to review the terms of reference under which it operates. I know when talking with the student activists at the Brandon campus over the week end they said, "We are on the wave of the future; we are in tune with the times; we are going to destroy, burn and tear down and we have the blessings of the Canada Council now".

[Interprétation]

M. Dinsdale: Si j'ai bien compris, ce monsieur se consacrait à la destruction de l'université McGill et on l'a récompensé en lui accordant une bourse pour l'étranger décernée sur mérite universitaire. S'il s'agit évidemment d'intellectualisme pur et simple, Belzébuth pourrait être appelé un intellectuel.

J'ai relu le rapport sur les arts, les lettres et les sciences. Je ne voudrais pas ennuyer le Comité en le relisant ici mais, voici un monsieur susceptible de sanctions qui a, du fait, essayé de détruire une institution de haut savoir et qui compte cent années de tradition derrière elle, qui est devenu un héros à la suite de la bénédiction et de la reconnaissance du Conseil national des Arts. Cela ne me semble guère conforme à l'esprit et au but que nous poursuivions lorsque nous avons établi le Conseil national des Arts. Je ne doute pas que la population en général va réagir avec beaucoup de vivacité. Cela me trouble, car en tant que membre de la Chambre des Communes, j'étais extrêmement favorable à la création du Conseil national des Arts. Il me semble absolument irresponsable et contraire au but de cet organisme.

Ce qui m'intrigue énormément puisque nous avons justement discuté ce point pas plus tard que l'automne dernier et les directeurs, qui étaient devant nous, messieurs Martineau et Boucher ne semblaient pas ignorer le fait que bien qu'il s'agisse d'un organisme indépendant, cet organisme devait se montrer prudent parce qu'il dépend de plus en plus des deniers publics et surtout parce qu'il doit tenir compte de la réaction du public surtout à une époque de restrictions financières qui met en danger tant de nos manifestations artistiques et culturelles établies au Canada.

Songez que l'on voit ici démissionner des directeurs de musée, songez qu'un grand nombre de personnes qui ont des responsabilités importantes dans ce domaine se prononcent publiquement contre la politique suivie dans ce secteur, cela démontre parfaitement qu'il y a une crise dans le monde des arts. Il ne faudrait pas que le Conseil national des Arts fasse montre de complicité en agissant comme il vient de le faire.

J'ai l'impression que le gouvernement aura certainement à revoir les attributions du Conseil. Je me suis moi-même entretenu avec les activistes étudiants à Brandon pendant le weekend et ils nous ont dit: «C'est nous qui sommes l'avenir. C'est nous qui sommes de ce temps. C'est nous qui allons détruire et arracher et nous avons maintenant la bénédiction du Conseil national des arts».

[Text]

Mr. Pelletier: They are on the wave of the future with or without a scholarship.

Mr. Dinsdale: As I said in the House the other day, Mr. Chairman, the historian Charles Beard summed up a long study of history in terms of three statements that I put on the record but I think the last statement applies here: They whom the gods would destroy they first make mad. And this seems to be madness.

The Chairman: Mr. Osler?

Mr. Osler: If it is a supplementary on this particular subject...

The Chairman: You may ask a supplementary before you go on to your other subject or you may continue the discussion on this.

Mr. Osler: I would like to observe that I think this is a very serious matter that somehow or other has to be thought through. I do not think the answers that all of us have come up with are satisfactory in these changing times and it is hard to decide how we can change our thinking without becoming illiberal about it. I think it is patently ridiculous to encourage a man—I do not mean a man of a different political persuasion—who appears to be nihilistic in any of his endeavours, but how one gets around that without becoming a censor is a very difficult problem.

However, I was wondering, Mr. Secretary of State, what role the National Arts Centre will be taking as a patron of the arts because, as I said at the time they were before us, it would be a matter of great concern if they or any other arts centre started doling out federal funds on the basis of being a patron while the Canada Council is doling out federal funds on the basis of being a patron. You would have a grey area where you would not know how your funds were being directed.

It appears to me that the National Arts Centre is about to do this very thing and I would like to refer you to the figures that they gave us concerning their opening when they were before us.

The National Ballet of Canada—and I am not trying to discriminate against them, I am using them as a glaring illustration of this—is receiving from the National Arts Centre and

• 1155

the Canada Council combined \$232,000 for five performances, which works out to \$46,400 a night. If you withdraw the Canada Council grant of \$40,000, which I understand is to help underwrite a new ballet that they are performing here and which I am all in favour of, the function of the Canada Council is to do that sort of thing, you still have \$192,000,

[Interpretation]

M. Pelletier: Ils sont l'avenir avec ou sans bourse d'étude.

M. Dinsdale: Comme je le disais à la Chambre l'autre jour, M. Charles Beard, historien, publiait une longue étude sur l'histoire qu'il résumait en trois phrases que j'ai consignées au compte rendu, et la dernière, je pense, est la suivante: «Ceux que les dieux détruiraient commencent par les rendre fous et il semble qu'il s'agit bien de folie.»

Le président: Monsieur Osler.

M. Osler: Si c'est une question complémentaire sur cette question...

Le président: Vous pouvez poser une question complémentaire sur l'autre sujet ou continuer la discussion sur celui-ci.

M. Osler: Je voudrais faire remarquer qu'à mon avis, c'est une situation très grave à laquelle il nous faudra réfléchir. Notre attitude vis-à-vis de l'évolution n'est pas satisfaisante. Il nous faut nous adapter sans abandonner notre libéralisme. Il est ridicule d'encourager un homme, je ne dis pas un homme d'allégeance politique différente mais qui semble nihiliste. Je crois que cela est ridicule vraiment d'encourager ces gens. Mais, comment y arriver sans faire acte de censure? C'est là un problème très délicat, quoi qu'il en soit.

Monsieur le secrétaire d'État, je me demandais quel rôle le Centre national des arts jouera en tant qu'organisme encourageant les arts? Car, comme je l'ai dit lorsque ses représentants sont venus ici, nous serions très, très préoccupés si ce Centre des arts ou un autre se servait des fonds de l'État pour encourager les arts, alors que le Conseil national des arts fait la même chose? Il y aurait donc une zone d'indécision. On ne saurait pas très bien comment utiliser les crédits.

Il me semble que le Centre national des arts va faire cela. Je voudrais vous rappeler les chiffres qu'ils nous ont donnés lorsqu'ils sont venus ici au sujet de leur ouverture.

Le Ballet national du Canada—je ne fais aucune insinuation contre ce ballet, je veux simplement le citer comme exemple frappant de cet état de choses—reçoit du Centre national des arts et du Conseil national des arts, \$232,000 pour 5 représentations, ce qui représente \$46,400 par soirée. Si on enlève la subvention du Conseil des Arts qui est de \$40,000, je crois que c'est pour essayer de les aider à financer un nouveau ballet—je suis tout à fait en faveur de ce ballet d'ailleurs—c'est le rôle du Conseil national des arts de le

[Texte]

which works out to \$38,400 a night. I know the National Ballet is a big and expensive organization but I cannot for the life of me believe that those are the actual production costs per night for the National Ballet.

In an endeavour to do them justice, and to find out what their average performance costs were, I asked for their last five balance sheets and I was told in a rather arrogant fashion that the balance sheets and financial statements of the National Ballet were not available to an M.P. I asked the Library to get them through the Canada Council. The Canada Council said they had them, but only on a confidential basis. I do not know what the National Ballet is getting each year but the first thing that annoys me is that if they are getting public funds they should certainly not be allowed to make a secret of their public expenses.

Second, I have a suspicion that the National Arts Centre is going to be used as a patron of the arts on a grant basis rather than just on the basis of performances. In that case I would be apprehensive of their future.

Mr. Pelletier: I must say that I do not understand your distinction between a patron of the arts and the operators of a performing arts centre. What distinction do you make?

Mr. Osler: When the Toronto Symphony, for instance, made a tour of Europe and Russia, and that sort of thing—and perhaps this is an analogy—presumably External Affairs put up so much money, the Canada Council put up so much money and you know where you are at. When they arrive at the theatre where they are going to perform the accounting that goes on there is on the basis of an arrangement between the theatre and the Symphony but any underwriting as much that has to be done is done by the Canada Council, the Department of External Affairs, or both.

When the Winnipeg Ballet, for instance, toured Europe they received the normal Canada Council grants, the External Affairs Department grants, and so on. Here you have a company on tour from Toronto to the wilds of Ottawa. I would like to know who subsidizes them and with what?

In other words, if the National Arts Centre is going to subsidize everybody that comes to them, then I think the subsidy should come

[Interprétation]

faire. Il reste toujours \$192,000—ce qui représente \$38,400 pour la soirée. Je sais qu'il s'agit d'un ballet qui est très grand et qui est onéreux, mais je ne pense vraiment pas que ce soit le coût de la production par soirée.

Pour leur rendre justice et pour savoir quel est le coût moyen d'une soirée, j'ai demandé le bilan et on m'a dit de façon très arrogante que le bilan et les états financiers ne pouvaient pas être donnés à un député. J'ai demandé à la Bibliothèque de les obtenir par l'intermédiaire du Conseil national des arts, mais le Conseil des arts m'a dit qu'il n'en disposait que sur une façon confidentielle. Je ne sais pas combien le Ballet national reçoit par an. Mais, il y a une chose qui me gêne. S'ils reçoivent des crédits de l'État, il est certain que leurs dépenses ne doivent pas être un secret.

Deuxièmement, j'ai l'impression que le Centre national des arts sera utilisé comme un mécène, si vous voulez, pour encourager les arts. Il donnera des subventions au lieu de payer les représentations. C'est pourquoi, j'ai conservé certaines appréhensions en ce qui concerne son avenir. Quelle est la distinction que vous faites?

M. Pelletier: Je ne comprends pas la distinction que vous faites entre celui qui finance les arts et l'exploitant d'un Centre des arts d'interprétation. Que voulez-vous dire exactement?

M. Osler: Lorsque l'Orchestre symphonique de Toronto a fait une tournée en Europe et en Russie—c'est une analogie, si vous voulez—les Affaires extérieures ont sûrement versé tant d'argent, le Conseil des arts aussi, et qui sait où l'on en est. Lorsqu'ils arrivent au théâtre où ils doivent se produire, la comptabilité est sur la base d'une entente entre le théâtre et l'Orchestre symphonique, mais aucune signature n'est donnée par le ministère des Affaires extérieures ou le Conseil national des arts, etc.

Lorsque le ballet de Winnipeg a fait une tournée en Europe, ils ont reçu une subvention normale du Conseil national des arts, une subvention du ministère des Affaires extérieures, etc. Si vous avez une compagnie qui va de Toronto jusqu'à Ottawa—qui est perdu au fond des bois comme chacun le sait—je voudrais savoir quelles sont les subventions obtenues, et qui les accorde?

Autrement dit, si le Centre national des arts subventionne toutes les compagnies qui en font la demande, la subvention devrait

[Text]

through somebody else so that we can keep the bookkeeping of the National Arts Centre straight.

Mr. Pelletier: Yes, I see your point. As I understand it, although I may be wrong, for the opening the National Arts Centre wanted premieres, new performances, over and above what these companies could do with their Canada Council grants. As I say, that is my understanding. I am not sure that it is the right answer but that is as I understand it. At that point the company said, "If you want something that we can produce and amortize on our whole season we can give it to you"—I do not know if I can use this term—"at market cost. We will make a production and we will have 12, 14 or 15 performances and we can amortize on these performances, so we must use this part of our subsidy to...". However, I think on the occasion of the opening of the Arts Centre they were asked to present premieres.

Mr. Osler: One premiere and two old ones.

• 1200

Mr. Pelletier: And two old ones? That was the case? This would account for part of the cost. I agree with you and I think it is very clear in the terms of reference that when subsidized groups come here they should be paid what they would be paid if they were invited to Chicago by an American impresario or something of the kind, except of course for the groups that exist and are attached to the National Arts Centre itself such as the Capricorne Theatre and the orchestra there; they are part of the Centre, they are part of the equipment, if you wish, and the operational budget should cover their whole operation.

It is not the intention that the National Arts Centre would act as a second Canada Council.

Mr. Osler: I am afraid this is what they are doing, because as I cannot see their balance sheet I feel free to talk rumours, and the rumour I hear is that the new ballet will cost about \$100,000, which sounds about right, and the Canada Council is putting up \$40,000 of that, so obviously the local outfit is putting up \$60,000. I may be talking through my hat but I have no way of knowing because they will not show me the figures. If we are subsidizing a new ballet to the tune of \$60,000 I think we should be clear as to what we are doing. I would suggest that we should not do

[Interpretation]

venir de quelqu'un d'autre de façon à pouvoir garder la comptabilité du Centre national des arts plus compréhensible.

M. Pelletier: Je comprends. Je crois que dans ce cas-là, pour l'ouverture, le Centre national des arts subventionne les premières pour aider ces compagnies à présenter un nouveau spectacle en leur donnant plus d'argent qu'elles ne reçoivent du Conseil national des arts. Voilà comment je comprends la chose. Je ne suis pas sûr que la réponse soit exacte. Puis la compagnie a pu dire: «Si vous voulez quelque chose, que nous puissions produire et amortir, nous pouvons vous le donner». Je ne sais pas si je peux me permettre cette remarque: «au prix courant». Nous faisons une production et nous avons 12, 14 ou 15 représentations et nous amortissons sur ce nombre de représentations. Donc, nous nous servons de cette partie de nos subventions pour l'ouverture du Centre national des arts, je crois qu'on leur a demandé de présenter une première à Ottawa.

M. Osler: Une première et deux anciennes représentations dont les premières avaient eu lieu ailleurs.

M. Pelletier: Et deux anciennes représentations? C'était cela? Ça représente une partie des frais. Je suis d'accord avec vous. Il est très net dans le mandat que lorsque des groupes subventionnés viennent, ici ils doivent recevoir ce qu'ils recevraient s'ils étaient envoyés à Chicago par un imprésario ou par une agence américaine, sauf, bien sûr, les groupes qui sont attachés au Centre national des arts, comme le Théâtre du Capricorne et l'orchestre. Ils feront partie, si vous voulez, du matériel et le budget du Centre national des arts devra justement en tenir compte.

Mais, nous ne voulons pas que le Centre national des arts devienne un deuxième Conseil national des arts.

M. Osler: C'est précisément ce que je crains. Ne pouvant voir le bilan, je me sens parfaitement libre de parler de «rumeurs». On me dit que ce ballet en question va coûter \$100,000. Le Centre national des arts avance \$40,000 là-dessus. L'imprésario sur place avance \$60,000. Je parle peut-être à travers mon chapeau mais personne ne veut me donner ces chiffres. Si nous subventionnons un nouveau ballet de \$60,000, nous devrions savoir ce que nous faisons. A mon avis, nous devrions veiller à ne pas le faire. Le Ballet Royal de Winnipeg réalise de nouveaux bal-

[Texte]

it because if, for instance, the Royal Winnipeg Ballet does a new ballet, Mr. Hurok would not be concerned because he pays them a stated fee per night of touring, and they break even on that.

Mr. Pelletier: If their price is too high he just does not take them.

Mr. Osler: That is right, and they break even on it. When I say "break even" I am talking about Canada Council grants, Manitoba government grants, City of Winnipeg grants and so on, but they at least know their situation. I do not think we should set dangerous precedents.

Mr. Pelletier: I see your point. I would, of course, make only one reservation. I would say that even if you asked for the figures you would always come up against the reluctance of any company to say how much they pay each person because there is competition in the field.

Mr. Osler: To put it in perspective, I asked for the figures of the Stratford Shakespearean Festival for the last five years, because I thought that would be helpful in looking at what our figures might be for this one. There was trouble at all: they come over by messenger from the library. I asked for the National Ballet figures and they are a great secret. I do not know if the people in Toronto let them get away with this, but I do not know of any other city where a large outfit receiving funds from the public can be so secret about their proceedings. I am shocked to find the Canada Council is pledged to secrecy and cannot reveal the balance sheets of this outfit. It seems to me it is almost an insult to Parliament.

Mr. Pelletier: I think you have a point there.

The Chairman: Mr. McCutcheon, did you have a supplementary on this point?

Mr. McCutcheon: Not on this one, but on the previous one. I missed your eye at that moment. Could I ask it now?

The Chairman: Could you wait until Mr. Osler finishes his questions?

Mr. McCutcheon: Yes, certainly.

The Chairman: Mr. Osler.

Mr. Osler: The other point is that I was not at the Committee meeting when Mr. Mavor Moore was present but it seems to me I read in the papers somewhere that one of his points

[Interprétation]

lets. M. Hurok ne devrait pas s'en inquiéter parce qu'il les paie un taux forfaitaire par soirée de tournée et ils rentrent dans leurs frais.

M. Pelletier: Si le prix est trop élevé, il ne les prend pas.

M. Osler: C'est exact. Il rentre tout juste dans ses frais. Je parle ici des subventions du Conseil national des Arts, les subventions du gouvernement du Manitoba, celles de la ville de Winnipeg, etc. On devrait créer un précédent dangereux.

M. Pelletier: Je vois très bien ce que vous voulez dire. Je voudrais seulement exprimer une unique réserve. Même si vous demandez des chiffres, vous vous heurteriez à la répugnance d'une compagnie de dire combien elle a payé telle ou telle personne, parce qu'il y a de la concurrence dans ce domaine.

M. Osler: J'ai demandé les chiffres relatifs au Festival de Stratford pour les 5 dernières années. Je n'ai rencontré aucune difficulté. On a envoyé un commissionnaire de la Bibliothèque avec les renseignements. J'ai demandé les chiffres pour le Ballet national du Canada et c'est un grand secret! Je ne sais pas comment les gens de Toronto s'en tirent, mais je ne connais pas d'autres organisations importantes qui touchent les subventions du public et qui peuvent se montrer si secrètes. Et, à ce sujet, c'est scandaleux de trouver que le Conseil national des Arts a juré de garder ces choses secrètes, de ne pas publier ces chiffres. C'est presque une insulte au Parlement.

M. Pelletier: Vous n'avez pas tout à fait tort.

Le président: Aviez-vous une question complémentaire à poser Monsieur McCutcheon?

M. McCutcheon: Pas sur ce point, mais sur le point précédent. Est-ce que vous me permettez de poser ma question?

Le président: Est-ce que vous pourriez attendre que M. Osler ait fini?

M. McCutcheon: Oui certainement.

Le président: Monsieur Osler.

M. Osler: Je n'insistais pas moi-même. A la réunion du Comité à laquelle assistait M. Mavor Moore, il a notamment proposé un changement de tarif fiscal pour encourager les

[Text]

was a change of tax policy to encourage donations. Did he not mention this? I wondered if anybody had been thinking of this.

The Chairman: Mr. Boucher has recommended that as well.

Mr. Pelletier: Yes. Canada Council has come forward with a number of recommendations and we have been studying them. Some of them, I think, are sound and we will try to push them further. Some of them we do not think are sound.

For instance, the fact that a subsidized company would be exempt from amusement tax, or things like that. We think that this indirect kind of subsidy is not very healthy. We subsidize them and they pay the taxes because they still remain a private concern, and we think that results in a tidier situation. Besides this reservation, the document that was prepared by the Canada Council and the document that the Canadian Conference of the Arts came up with were both very helpful documents to us in examining future policy.

• 1205

Mr. Osler: Thank you.

The Chairman: Mr. McCutcheon, on your supplementary.

Mr. McCutcheon: Thank you. I refer to the Canada Council grants in connection with the man who was mentioned. As I understood the answer, the Secretary of State said that the academic standing was the chief factor in the selection of recipients for these grants. He also pointed out, with which I agree completely, that political leanings and the other things mentioned, should have no bearing.

Are recipients of the grants ever asked for, say, an oath of allegiance to Canada?

Mr. Pelletier: I cannot answer this one. I could be here Thursday with the answer though.

Mr. McCutcheon: Perhaps I can proceed and say you did mention that in order to get this thing straightened out we had to do some thinking in connection with it. How would you feel about a further requirement, for consideration by the Canada Council, that the applicant recipient should be required to take an oath of allegiance to Canada and, further, to maintain its institutions? How would you feel about that?

[Interpretation]

dons. C'est bien ce qu'il a dit, n'est-ce pas? Est-ce que quelqu'un y a pensé?

Le président: M. Boucher l'a également recommandé.

M. Pelletier: En effet, le Conseil national des Arts a fait un certain nombre de propositions que nous avons étudiées. Certaines de ces propositions sont bonnes, je pense. Nous essaierons d'y donner suite peut-être. Dans d'autres cas, certaines de ces propositions nous paraissent beaucoup moins raisonnables.

Par exemple, on a parlé de faire une compagnie subventionnée qui serait exemptée de la taxe sur les spectacles ou quelque chose du genre. Nous croyons que ce genre de subventionnement n'est pas sain. Nous les subventionnons et elles paient les taxes parce qu'elles demeurent des compagnies d'intérêt privé et je crois que le résultat est beaucoup plus net. A part cette réserve, le document du Conseil national des Arts et celui de la Conférence canadienne des arts ont été tous deux très utiles pour l'examen de la future politique.

M. Osler: Merci.

Le président: Monsieur McCutcheon, une question complémentaire.

M. McCutcheon: Merci. Je veux en revenir à la subvention du Conseil national des arts en rapport avec la personne qu'on a mentionnée. Si j'ai bien compris, le secrétaire d'État disait que le Conseil national des arts n'a considéré principalement que les titres universitaires dans la sélection des récipiendaires. Il a aussi fait allusion à certaines difficultés. Je suis entièrement de son avis. On ne doit pas, en effet, tenir compte des tendances politiques ou de quoi que ce soit de ce genre.

Est-ce que les récipiendaires de ces subventions ne sont jamais priés de prêter serment d'allégeance au Canada, par exemple?

M. Pelletier: Je ne saurais pas répondre à cette question. Alors, je crois que je pourrais vous donner la réponse jeudi prochain.

M. McCutcheon: Alors, puis-je continuer? Vous avez dit, n'est-ce pas que pour tirer tout ceci au clair il fallait réfléchir à la question. Je me demande ce que vous pensez de tout ceci? Est-ce qu'il ne serait pas bon que le Conseil national des arts demande à l'éventuel titulaire de prêter le serment d'allégeance au Canada et en outre, de jurer de conserver ses institutions. Qu'en pensez-vous?

[Texte]

Mr. Pelletier: I would like to think about it. The second part could be interpreted in very many ways. My experience of student activists is that in their way of thinking they are not out to destroy anything but to reform everything. So the second part might lend itself to very widely daring interpretations. I am not sure that it would hold water.

Mr. McCutcheon: I would be content with the first part.

Mr. Pelletier: With the first part?

Mr. McCutcheon: I think so.

Mr. Pelletier: I also think that the first part would result in the same difficulty as that posed by Mr. Osler. I see what you want to achieve, but the phrasing would be a very difficult problem.

The Chairman: Why not something similar to the oath that Members of Parliament take?

Mr. Stanbury: Mr. Chairman, even Members of Parliament do not take an oath of allegiance to Canada nor do new citizens.

An Hon. Member: I think it is about time we did.

Mr. Stanbury: I think it is about time we did, yes, but we do not.

The Chairman: Perhaps we should not only write the oath that Members of Parliament take but write one that recipients of Canada Council awards would take.

Mr. McCutcheon: I think the Secretary of State has made his position clear. I do feel that in spite of the fact that many of our liberal thinkers, and I am using the small "l", think that it is old-fashioned to wave the flag a bit, but perhaps it is about time we started doing so. Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. Mongrain.

M. Mongrain: Monsieur le président, je voudrais reprendre un peu la ligne d'argumentation de M. Dinsdale et la développer aussi. Je crois que c'est la question la plus importante que nous puissions discuter ici, c'est la question des politiques générales que les compagnies de la Couronne devraient suivre.

[Interprétation]

M. Pelletier: J'aimerais pouvoir y réfléchir. La deuxième partie pourrait être mal interprétée, ou, en tout cas, être interprétée de bien des façons. Mon expérience des activistes étudiants, c'est qu'à leur façon de penser, ils ne veulent pas détruire quoi que ce soit, mais ils veulent tout réformer. La deuxième partie pourrait être interprétée de 36 façons différentes. Je ne pense pas que cela puisse être très utile.

M. McCutcheon: Alors, je me contenterai de la première partie.

M. Pelletier: La première partie?

M. McCutcheon: Je le pense, oui.

M. Pelletier: Je pense aussi que la première partie susciterait des problèmes de l'ordre dont parlait monsieur Osler; je vois ce que vous cherchez à réaliser, mais il serait très difficile de l'exprimer.

Le président: Pourquoi pas quelque chose de semblable au serment d'allégeance des députés?

M. Stanbury: Monsieur le président, même les députés ne prêtent pas de serment au Canada, ni les nouveaux citoyens.

Une voix: Je crois qu'il serait temps de le faire.

M. Stanbury: Je partage votre avis, mais nous ne le faisons pas.

Le président: Ne devrions-nous pas rédiger de nouveau le serment d'allégeance des députés et des recipiendaires des bourses du Conseil national des arts?

M. McCutcheon: Le Secrétaire d'État a bien fait comprendre son point de vue là-dessus. Pour moi, j'ai l'impression qu'en dépit du fait qu'un grand nombre de nos penseurs libéraux—évidemment, j'emploie le mot avec un petit «l»—pensent qu'il est démodé d'agiter le drapeau, mais, il serait peut-être temps d'y revenir un petit peu. Merci, monsieur le président.

Le président: Monsieur Mongrain.

Mr. Mongrain: Mr. Chairman, I would like to follow Mr. Dinsdale's argument and broaden the debate to some extent in this regard. I believe this is the most important question which we have to discuss here, i.e. the general policy which Crown Corporations should follow. We are here faced with a situation which I find incomprehensible and unacceptable. This is also the opinion of most of the people I met, who are taxpayers.

[Text]

Nous sommes en face d'une situation qui, à mon avis, est incompréhensible et inacceptable; c'est aussi l'opinion de la plupart des gens que je rencontre et qui sont des contribuables.

Je vis dans un milieu ouvrier, et les comtés avoisinant le mien sont ruraux; alors, qu'ils soient ouvriers ou cultivateurs, ce sont des contribuables. Et ces gens ne comprennent pas que le gouvernement ne puisse pas avoir l'autorité de réglementer ces compagnies de la Couronne qui laissent des choses semblables se passer.

Je dis que, par exemple, Radio-Canada est un organisme qui est complice de toutes ces exagérations, sinon de ces attitudes criminelles, qu'une partie de la Compagnie des Jeunes Canadiens l'est aussi.

Remarquez bien que je fais une distinction à l'égard de la Compagnie des Jeunes Canadiens; certains membres de son bureau de direction ont comparu devant ce Comité l'autre jour et nous ont laissé une excellente impression. Ils paraissent être très bien disposés, mais je crois qu'ils n'ont pas le contrôle de leurs membres dans certains secteurs.

Alors je dis que si le Parlement ne trouve pas le moyen, à un moment donné, de mettre à la raison ceux qui, dans ces compagnies de la Couronne, se permettent des excès semblables bien il va continuer à se produire ce qui se produit.

L'opinion publique, vous le savez, monsieur le ministre, ne tient pas toujours le Parlement en très haute estime. Pourquoi? Parce que, justement, nous donnons l'impression de démissionner, que nous refusons au nom du libéralisme, appelez cela comme vous voudrez, que nous refusons, dis-je, de prendre nos responsabilités. Par exemple, ils nous disent: «Comment se fait-il que Radio-Canada, pendant les trois jours qui ont précédé l'incident McGill, a fait de la publicité à travers tout le Canada pour inviter tous les anarchistes, tous les révolutionnaires, enfin les gens de toutes nuances à venir se joindre au mouvement du M.I.S.?» On n'agissait pas directement ainsi, mais enfin, c'est ce à quoi cela rimait. On ne me dira toujours pas que c'était une nouvelle, l'événement n'avait pas eu lieu encore.

Et pour vous montrer jusqu'à quel point cela a été efficace, c'est que, un mois ou deux avant, le M.I.S. avait voulu organiser une manifestation de ce genre, Radio-Canada n'a-

[Interpretation]

I live in a working class area. My neighbouring constituencies are rural; all these people pay taxes, farmers as well as workers. These people fail to understand how it is that the government cannot have some authority to regulate these Crown agencies which allow such things to happen.

To me the CBC is an accomplice in all these exaggerations, if not of these criminal attitudes, and that part of the Company of Young Canadians is also an accomplice. Note that I draw a distinction in so far as the CYC is concerned. Some members of its governing Council appeared before us the other day and gave us a very good impression. I think they were very well disposed, but I think that they do not have control over their members in certain sectors.

So, I say that if Parliament cannot find the means to impose common sense on some of these people in Crown agencies who indulge in excesses of this nature, we will constantly be faced with the same difficulty.

As you know, Mr. Minister, public opinion does not always hold Parliament in very high repute. Why? Because it feels that we are resigned, that we refuse in the name liberalism—call it what you like—to take our responsibilities. We are asked, for instance: "How is it that the CBC, for the three days preceding the McGill incident, advertised this throughout Canada to invite all anarchists, all the revolutionaries, and everyone of all possible shades of opinion to join the M.I.S. movement?" Although this was not done directly, this is what it led up to, nevertheless. You can't tell me that this was news, since the event had not yet taken place.

And to show you how efficient this was, one or two months earlier, the M.I.S. had wanted to organize a demonstration of that kind, the CBC had not done any advertising, and it was

[Texte]

vait pas fait de publicité et ce fut un fiasco. Au dernier événement, Radio-Canada a attaché le grelot, tous les journaux et, évidemment, tous les postes de radio se sont crus obligés d'emboîter le pas et on a vu arriver de tous les coins de la province et même de l'Ontario et d'ailleurs, une foule de gens que vous pourriez qualifier comme vous voudrez mais qui ne favoriseraient certainement pas l'unité et la bonne entente au pays, c'est bien sûr. Ce sont plutôt des gens qui cherchent à créer l'anarchie, le désordre et la destruction d'institutions qui ont été érigées au prix de bien des sacrifices.

Alors, je crois qu'il faudrait trouver un moyen de contrôle quelque part, une espèce d'organisme qui agirait en qualité de surveillant général et, selon moi, l'organisme tout désigné est le Parlement. Je ne peux pas me réconcilier à cette idée, monsieur le ministre, que Radio-Canada, ou n'importe quel autre organisme, puisse avoir carte blanche. La Société Radio-Canada n'a même pas de code d'éthique encore et on nous dit que les réalisateurs ont toute liberté d'action et que même le président ne peut exercer aucun contrôle à cet effet. Quand nous disons au président qu'au sein du service des affaires publiques, il y a des séparatistes, il nous répond que lui ne l'est pas et que le vice-président ne l'est pas davantage. Ceci n'est pas une réponse, ce n'est pas cela que nous lui disons. Ou encore, il nous dira: «Je n'ai pas le droit de m'enquérir de l'allégeance politique des gens qui travaillent à Radio-Canada.» A cela, je m'oppose, car il y a tout de même une nuance entre un libéral, un conservateur, un NPD, un créditiste et un séparatiste, ou un anarchiste, qui veut détruire la Confédération.

Le grand public, la masse des Canadiens, ne comprend pas cela, monsieur le ministre, et ce sont les électeurs, les contribuables et ils ont l'impression que le Parlement abdique ses responsabilités, démissionne devant une situation nouvelle et alarmante. Et de plus, il semble, dans certains cas, que ces organismes de la Couronne s'évertuent à favoriser la propagation de ces idées subversives plutôt que répandre les idées qu'on est convenu d'appeler orthodoxes.

Alors, je voudrais exprimer un sentiment qui me semble général, non seulement dans mon secteur mais à travers tout le pays, qu'il faut absolument que le Parlement, ou le Gouvernement, trouve un moyen de mettre au pas ces compagnies de la Couronne, financées par les contribuables et qui permettent de telles extravagances.

M. Pelletier: Monsieur Mongrain, si je peux ici faire deux observations à la suite des

[Interprétation]

a fiasco. In this last instance, the CBC carried a considerable amount of advertising, all other radio stations and newspapers naturally followed suit, and we saw people arriving from all corners of the province, even from Ontario and elsewhere. All these people—call them what you like—but these people certainly do not encourage unity and good understanding in this country. On the contrary, these are people who try to spread anarchy, disorder and the destruction of institutions which were built at the price of a lot of sacrifice.

So, I think we should try to find some means to apply some control. Some kind of an organization which could act as a general supervisor, and I think Parliament is best suited for that purpose. I cannot reconcile myself to the idea, Mr. Minister, that the CBC or any other agency can have a free hand. We are told that the CBC has no code of ethics yet, that producers are perfectly free to act as they please and that they cannot be controlled even by the president. When we tell the president that there are separatists in the Public Affairs Service, he tells us that neither he nor the Vice-President are separatists. That is no answer. That is not what we are telling him. He will also tell us: "I am not justified in asking the political allegiance of the people working in the CBC". I object to that. There is a difference between a Liberal, a Conservative, a New Democrat, a Créditiste and a separatist, or an anarchist, who wants to destroy confederation.

Most Canadians fail to understand that, Mr. Minister, and these are the people who vote, who pay taxes, and they have the impression that Parliament is abdicating its responsibilities, washes its hands of a new and alarming situation. And furthermore, it would seem that in certain cases, these Crown agencies are in favour of the dissemination of these subversive ideas, instead of disseminating what we call orthodox ideas.

Therefore, I would like to express what I find to be a general feeling, not only in my own area, but throughout the country, namely that Parliament, or the government, must find some way of bringing these Crown agencies to heel. Although these Agencies are financed by the taxpayers, they allow themselves extravagances of this nature.

Mr. Pelletier: Mr. Mongrain, following what you have just said, I would like to say two

[Text]

vôtres, ce serait les deux suivantes. Le régime de la radiodiffusion au Canada, puisque vous prenez celui-là comme exemple plus particulier...

M. Mongrain: Je le tiens complice de ce qui se passe ailleurs.

M. Pelletier: ... parmi les compagnies de la Couronne, il y a deux contrepoids qui existent: c'est-à-dire que le gouvernement nomme la direction supérieure des organismes, fait le choix des hommes et devant une incurie qui deviendrait vraiment scandaleuse, le gouvernement a toujours le droit de retirer ces hommes-là. Vous ne pouvez évidemment pas faire cela, je le dis avant que vous le disiez, pour chaque cas qui va se présenter, parce que vous seriez toujours en train de tuer une punaise avec une pièce d'artillerie.

Mais, il y a un autre contrepoids qui est le CRTC, qui a commencé à peine à fonctionner, qui a maintenant des services de recherche, des services d'examen et devant qui n'importe quel groupe de citoyens peut aller porter plainte et ils ont prouvé dans l'incident de *Air of Death* qu'ils interprètent la loi comme ça, qu'ils deviennent à ce moment-là des arbitres et des juges de l'éthique.

Vous me dites avoir été scandalisé par le fait que Radio-Canada n'a pas de code d'éthique, mais la presse écrite au Canada existe depuis aussi longtemps qu'il y a des Canadiens au Canada.

M. Mongrain: Ce n'est pas une compagnie de la Couronne, ça!

M. Pelletier: Non, mais elle n'a pas de code d'éthique non plus. C'est plus qu'une compagnie de la Couronne, c'est une profession qui existe depuis trois siècles et qui n'a pas de code d'éthique admis qu'on puisse invoquer dans n'importe quelle rédaction. Donc, vous êtes dans un milieu extrêmement mouvant, extrêmement difficile à cerner.

Pour ma part, mon attitude au sujet de Radio-Canada, et j'entends les mêmes choses que vous, je vois les mêmes choses que vous, elles ne me font pas davantage plaisir qu'elles vous font plaisir à vous, mais je reconnais la complexité et je reconnais que c'est une opération à long terme que d'amener, que d'apporter les contrôles et les vérifications nécessaires dans un organisme de cette importance-là. Et le jour où le Parlement, ou bien le gouvernement, n'aurait plus confiance, le jour où la direction aurait prouvé que, après une période de temps jugée raisonnable, elle est incapable d'apporter, d'appliquer un code d'éthique justement, d'apporter le type d'équilibre qu'on veut, encore cela je dirais

[Interpretation]

things. In the broadcasting system in Canada—since you have referred to it is as a more specific example...

Mr. Mongrain: I consider that system as an accomplice of what goes on elsewhere.

Mr. Pelletier: ... among Crown Corporations—has a twofold set of checks and balances. That is, the CBC appoints the senior administration of the various bodies, it selects the individuals concerned, and in case of flagrant mismanagement, the government has the right to dismiss these people. Obviously, you cannot do this in every instance—I'm mentioning this before you refer to it—because you would always be busy crushing a flea with a sledge hammer.

But there is also another set of checks and balances, i.e. the CRTC which has just begun to operate. It now has research services and investigation services to entertain complaints from any group of citizens, and it has been demonstrated in the recent *Air of Death* incident that they interpret the Act in that manner, i.e. they become judges, referees in the matter of ethics.

You said you were shocked by the fact that there is no code of ethics in the CBC. However, the written press in this country has existed for as long as there are Canadians in Canada.

Mr. Mongrain: But they are not a Crown Corporation!

Mr. Pelletier: No, but they have no code of ethics either. It is more than a Crown Corporation, it is a profession that is 300 years old and which has no accepted code of ethics that can be applied in any kind of publication. Therefore, you are in an environment that is extremely changeable and extremely difficult to determine.

In so far as I am concerned, with regard to my attitude towards the CBC—I hear and see the same things that you do, and they do not please me any more than they do to you, but I do recognize the complexity and I recognize that it is a long-term operation to bring in the proper controls, and the necessary checks in an organization of that importance. And the day that parliament, or the government, has no more confidence in the management, and the day that the management after a reasonable period of time fails to prove that it is able to apply a code of ethics fairly, to apply the type of balance we require, even there I would say that it is a matter of judgment.

[Texte]

qu'il y a peut-être autant de jugements sur cet équilibre-là.

Prenez le cas, par exemple, de l'infiltration séparatiste qui est le plus évident. Le jour où le Parlement ou le Gouvernement dirait: «Voici des hommes à qui nous avons donné la tâche de diriger un réseau de radiodiffusion dans telle ligne avec un mandat clair, qui est spécifié dans la loi adoptée l'an dernier, et ils ne l'ont pas fait dans un délai raisonnable.» Ce serait là vraiment une condamnation de la direction comme telle. Mais, je ne vois pas, pour ma part, comment le Parlement pourrait intervenir, comme Parlement, dans l'activité quotidienne pour en arriver à régler ces problèmes-là.

Je veux les régler comme vous, mais je ne vois pas comment le Parlement pourrait être utile, parce que le Parlement n'est pas un instrument très souple comme vous le savez, et quand M. Davidson ou M. Picard vous disent: «Nous ne sommes pas séparatistes», je ne sais pas s'ils vous l'ont dit mais moi, je le sais, ils le disent à d'autres) ils ne veulent pas non plus qu'une clique séparatiste s'incruste dans un organisme comme Radio-Canada et ils font à l'heure actuelle, selon leur sagesse, tout en leur pouvoir pour éviter que cela se produise. Maintenant, s'ils échouent, la solution n'est certainement pas de demander au Parlement de faire quotidiennement la critique des émissions de Radio-Canada.

Et je voudrais faire une dernière observation, c'est que le modèle de Radio-Canada a été la BBC et je pense qu'il faut s'en réjouir, parce que si vous regardez sur le Continent européen, vous allez voir des organismes de radio-télévision qui sont aux ordres directs et à la merci du pouvoir exécutif et dans le monde moderne, je pense que vous pouvez, même dans un pays laisser totale liberté à la presse écrite, si l'exécutif est capable de manipuler, selon ses fins, la radio et la télévision, vous avez une dictature virtuelle. Et, ce qui toucherait au régime en vertu duquel Radio-Canada relève largement du Parlement et ne relève de l'exécutif que pour la désignation de sa direction, le jour où nous abandonnerions ce régime-là, je pense que nous serions devant des difficultés beaucoup plus considérables que celles auxquelles nous faisons face maintenant, parce que le pire dans certains régimes européens qu'il m'a été donné de voir de près, c'est que la population manipulée par un gouvernement qui a le loisir de manipuler la télévision, le pire c'est qu'elle ne s'en rend pas compte parce que la télévision joue beaucoup plus, et vous le disiez vous-même, sur l'inconscient que sur le conscient.

[Interprétation]

Let us take, for instance, the case of separatist infiltration which is the most obvious thing. The day Parliament or the government will say: "Here we have people which have been entrusted with the task of managing a broadcasting network along such and such lines with a clear mandate, which is provided in the Act passed last year, and they have failed to do so within a reasonable time." This would really be a condemnation of management as such. But as far as I am concerned, I fail to see how Parliament could intervene, as Parliament, in the daily activities of the Corporation to solve these problems.

I, like you, would like to solve these problems, but I fail to see how Parliament could be useful, because it is not a very flexible instrument as you know. And when Mr. Davidson or Mr. Picard tell us "We are not separatists"—I do not know if they have said as much to you, but I know that they have been saying this to others—they have no wish either of seeing a separatist clique finding itself a niche in the CBC. And at the present time they are doing all they can, in accordance with their wisdom, to prevent this from happening. Now, if they fail, the solution would certainly not be in asking Parliament to criticize CBC broadcasts on a day to day basis.

One last remark. The CBC has been modeled on the BBC, and I think we ought to be glad, because if you look on the European continent, you will see TV and radio systems which are under the direct orders and at the mercy of the executive power. In the modern world, I think you could leave complete freedom to the written press, but if the executive is capable of manipulating radio and TV to its own end, you have a virtual dictatorship. And with regard to the system under which the CBC comes mainly under Parliament and comes under the executive only as far as the appointment of its senior management is concerned, the day that system would be abandoned, I think we would be faced with much more considerable difficulties than those which we face at the present time, because the worst thing I observed in the European systems at which I have had a very close look, is that the people who are manipulated by the government which is free to manipulate TV, do not even realize what is going on, because TV, as you have said yourself, has a great deal more effect on the unconscious than on the conscious.

[Text]

Radio-Canada n'a jamais dit: «Allez à la manifestation de McGill»; les postes privés n'ont pas dit: «Allez à la manifestation de McGill». Bon, mais ils ont joué sur l'inconscient. Ils ont dit: ça va être une chose importante, etc. et je dirais là-dedans que Radio-Canada n'a pas joué le rôle de fer-de-lance que vous pensez. Tous les moyens d'information...

M. Mongrain: Vous avez dû manquer quelques émissions.

M. Pelletier:...ont, à mon avis...Non, je crois que tout ont agi de la même manière.

M. Mongrain: Oui, parce que Radio-Canada avait attaché le grelot, alors, il fallait que tout le monde marche après.

M. Pelletier: Cela resterait à prouver.

M. Mongrain: Dans le domaine de la nouvelle, ah! oui, si on avait le temps de le prouver. Monsieur le ministre, vous poussez mes suggestions et, je crois, celles de M. Dinsdale à une limite où nous ne vous suivons pas. Je serais le dernier à préconiser un contrôle quotidien fait par le Parlement sur Radio-Canada. Ce n'est pas cela, mais il faut tout de même qu'on établisse, ce qu'on appelle en anglais, des *guidelines*.

M. Pelletier: Vous seriez peut-être le dernier, mais il y en aurait des premiers, d'après les questions sur des émissions individuelles auxquelles je suis obligé de répondre tous les jours.

M. Mongrain: Oui, je le sais bien, nous en recevons des copies d'ailleurs, encore ce matin, j'ai reçu la copie d'une lettre qui vous a été adressée. Mais les choses en sont à un point tel qu'il faut que le Parlement prenne ses responsabilités, car des gens responsables des compagnies de la Couronne viennent ici nous dire: «Ecoutez, là, ce que vous nous dites, nous n'y pouvons rien, parce que c'est la politique qui nous est imposée par le gouvernement, nous ne pouvons pas aller plus loin.» Alors, changeons-la cette politique-là, si elle ne répond pas aux besoins de l'heure, et je crois qu'elle n'y répond pas présentement. On va même plus loin que ça; nous avons demandé de faire comparaître ici le responsable des affaires publiques, M. Thibault; le président n'a jamais voulu.

Enfin, monsieur le président, je répète ce que j'ai dit tantôt. Le public canadien entretient quelques inquiétudes à l'égard des compagnies de la Couronne et ne comprend pas, par exemple, que pendant la période d'austérité que nous traversons, où nous

[Interpretation]

The CBC never said: "Go to the McGill demonstration". The private stations did not say that either. But they played on the unconscious. They said that this would be an important event, and so on, and I would say that the CBC did not act like a viper, as you may think. All the information media...

Mr. Mongrain: You must have missed a few programs.

Mr. Pelletier: . . have, in my opinion... No, I believe they all acted in the same way.

Mr. Mongrain: Yes, because the CBC gave the example, everyone had to follow.

Mr. Pelletier: Well, you would have to have evidence on that point.

Mr. Mongrain: If we had time to establish proof in the field of news! Mr. Minister, I believe you are pushing my suggestions and those of Mr. Dinsdale further than what they meant in the first place. I would be the last person to advocate day by day control by Parliament over the CBC. That is not what I mean but we do have to establish guideline.

Mr. Pelletier: You might be the last—but some people would be the first—according to the questions on individual programs to which I must answer every day.

Mr. Mongrain: Yes, I know. We receive copies of them. This morning, I received a copy of a letter that had been sent to you. But what I say is this. We have reached the point where Parliament must take its responsibilities, because there are responsible people in Crown Corporations who come to us and say, "We cannot do anything about it because that is the policy which the government has set down for us, and we cannot go beyond that." So if the policy does not meet the need of the hour, we have to change it. I will even go further. We had asked to have Mr. Thibault, who is responsible for Public Affairs, to appear here and the Chairman never allowed that.

Finally, Mr. Chairman, I repeat what I said a moment ago. The Canadian people are looking askance at Crown Corporations. They fail to understand why in the austerity period through which we are going and which has resulted in reducing living, delaying the con-

[Texte]

avons diminué l'embauche, retardé la construction d'édifices et mis fin au programme des travaux d'hiver, que nous accordions 14,500 mille dollars de plus à Radio-Canada et \$3 million de plus au Conseil des Arts pour encourager des choses comme celles que nous avons dénoncées tantôt.

Si vous voulez, c'est peut-être une logique un peu simpliste, mais enfin, songez que la majorité des 21 millions de Canadiens, qui paient des taxes et qui votent, trouvent cela incompréhensible. Ils se disent: «Pourquoi ces organismes, qui dépensent de l'argent pour des choses aussi inexplicables, voient-ils leur budget augmenter dans des proportions semblables, alors que dans certains ministères où, pour les fonctionnaires, c'est le pain quotidien qui compte, eh bien! on a réduit les crédits?» Avez-vous une réponse à cela, monsieur le ministre?

M. Pelletier: Je ne pense pas qu'on ait réduit, par exemple, au poste de l'expansion économique régionale.

M. Mongrain: Non, non, mais ça c'est parce que...

M. Pelletier: C'est le pain quotidien, cela.

M. Mongrain: Cela va donner des résultats dans combien de temps? Deux ans, trois ans, cinq ans, mais pour cette année, ça ne donnera rien à personne, car vous savez tout ce que cela suppose en fait de préparation. C'est excellent; remarquez bien, ce n'est pas moi qui vais critiquer cela, je suis un de ceux qui s'en réjouissent, au contraire. Mais je parle de l'année fiscale qui nous intéresse; cette année.

M. Pelletier: Ce que je veux dire, c'est que vous semblez laisser entendre que systématiquement, on a tout donné aux arts et rien au pain quotidien.

M. Mongrain: Je n'ai pas employé le mot «systématique», cela a pu se faire par mégarde.

M. Pelletier: Si vous regardez l'ensemble du budget, je pense que...

M. Mongrain: Moi, je verrais d'une bon œil qu'au lieu de donner 14,500 mille dollars de plus à Radio-Canada où \$10 millions seront affectés pour des réalisations nouvelles, seulement que vous disiez à Radio-Canada: «Eh bien! écoutez, réduisez donc cela à \$8 millions.» D'abord, M. Davidson a admis indirectement qu'il était prêt à accepter le budget que nous lui accorderions et à répartir les \$6 ou \$7 millions entre les organismes cul-

[Interprétation]

struction of buildings and put an end to the Winter Works Program, we should grant \$14.5 million more to the CBC, and \$3 million more to the Canada Council to encourage things like those denounced earlier.

My logic might be a little simplistic, but after all, bear in mind that the majority of the 21 million Canadians who pay taxes and vote, find this incomprehensible. These people say to themselves: "Why do we increase to that degree the budgets of these agencies which spend money on such inexplicable things, while there are reductions in some Departments which cut into the daily needs of its civil servants? Is there any answer to that, Mr. Minister?"

Mr. Pelletier: I don't think there has been any reduction in economic regional expansion, for instance.

Mr. Mongrain: No, that's because...

Mr. Pelletier: That is their bread and butter.

Mr. Mongrain: But when will those things give results—in two, three, or five years? But this year there will not be any results, because you know how much planning this takes. That's fine; far be it from me to criticize this, on the contrary, I'm glad. But I am speaking here of the financial year under review, i.e. the present year.

Mr. Pelletier: Yes, but what you appear to say is that systematically we have given everything to the arts and nothing to anybody else.

Mr. Mongrain: I have not said "systematically," and if so, it was said inadvertently.

Mr. Pelletier: If you look at the budget as a whole, I think that...

Mr. Mongrain: As far as I am concerned, instead of giving \$14.5 million more to the CBC, of which \$10 million will be earmarked for new productions only, I would be in favour of your telling the CBC cut it down to \$8 million. Mr. Davidson admitted indirectly that he was quite ready to accept the budget we would give him and to distribute the \$6 million or \$7 million between the various cultural or artistic agencies which appear to be lacking funds, as long as the money is not

[Text]

turels ou artistiques, qui semblent manquer du nécessaire, à condition, toutefois, qu'on ne gaspille pas les fonds à des choses comme celles que nous avons mentionnées tout à l'heure.

M. Pelletier: Remarquez que ces mêmes organisations culturelles et artistiques, quand elles nous font des représentations, je ne sais pas si elles ont pris la même position ici, nous disent, au contraire, que l'une des façons de les aider, à part les subventions directes dont elles seraient aussi heureuses et même plus heureuses, ce serait d'obtenir que Radio-Canada diffuse leurs spectacles qui sont tout préparés et qui coûteraient moins cher à Radio-Canada que les spectacles originaux de la Société et qui, par ailleurs, leur donnerait à eux, une diffusion et les fait connaître. Et c'est une des politiques dont nous avons discuté avec la Société Radio-Canada qui nous a dit être prête à la mettre en œuvre.

M. Mongrain: Comment réagiriez-vous, monsieur le ministre, à une suggestion comme celle-ci, qui compléterait celle que j'ai faite en regard du budget de Radio-Canada? Supposons que vous disiez à Radio-Canada: «Cette année, écoutez, nous allons vous accorder \$8 millions et essayez donc, d'augmenter vos revenus de \$40 millions d'un autre \$6 ou \$7 millions pour compenser ce que le gouvernement ne vous donnera pas, étant donné la période d'austérité que nous traversons.» Ce serait peut-être un stimulant pour Radio-Canada de se mettre à l'œuvre et d'aller vendre quelque chose.

M. Pelletier: Oui. Vous fourniriez par ailleurs, toute excuse à Radio-Canada d'ignorer une autre partie de son mandat qui est, justement, de donner un service de radiodiffusion qui ne soit pas axé sur la cote d'écoute et sur des considérations commerciales et qui puisse travailler dans l'intérêt national.

M. Mongrain: Oui, mais ils ont \$200 millions pour faire cela. Alors, écoutez, si on parle d'un revenu de \$40 à \$46 millions, ça demeure tout de même assez insignifiant comparé à l'ensemble.

M. Pelletier: Mais, je ne vois pas... là...

M. Mongrain: Cette année ils ont un budget de \$200 millions.

M. Pelletier: Pas si vous parlez du budget d'opération.

M. Mongrain: Non, non, non, non. Je parle de l'ensemble.

[Interpretation]

wasted on things such as those which were mentioned a while ago.

Mr. Pelletier: I might point out that when these cultural and artistic organizations make representations to us—I do not know if they have made similar representations to you—they have told us, on the contrary, that one of the best ways to help them, besides direct grants, which they would be even happier to receive, would be to obtain the broadcasting of their shows by the CBC. It would cost the CBC less than the original CBC productions. On the other hand, it would give these organizations more of an opportunity to make themselves known to a greater number of people. And that is one of the policies we have discussed with the CBC, and the CBC answered that it was quite ready to follow up these suggestions.

Mr. Mongrain: How would you react, Mr. Minister, to this kind of suggestion which would complete the one I made regarding the CBC budget. Supposing you said to the CBC: "This year we're going to give you \$8 million, and try to increase your \$40 million income by \$6 million or \$7 million to compensate for what the government is not giving you due to the present austerity period." It might be a stimulus for the CBC if it were made to go out and sell.

Mr. Pelletier: Yes, but on the other hand, you would be giving the CBC a perfect excuse to ignore another part of its mandate which is, precisely, to provide a broadcasting service which is not based on ratings or on mere commercial considerations and which is capable of working in the national interest.

Mr. Mongrain: Yes, but it has \$200 million to do that. So, if we speak an income of \$40 or \$50 million, it does remain rather insignificant compared to the whole.

Mr. Pelletier: But I don't see...

Mr. Mongrain: This year, they have a \$200 million budget.

Mr. Pelletier: Not if you are speaking of the operating budget.

Mr. Mongrain: No. I am talking of the whole.

[Texte]

The Chairman: It is \$166 million.

Mr. Mongrain: That is what we give them.

The Chairman: No, I believe that is their total budget.

M. Mongrain: Alors, monsieur le ministre, je voudrais tout simplement faire une autre remarque pendant que j'ai la parole. J'ai mentionné tantôt que des politiques générales devraient être établies; nous nous sentons impuissants devant toutes ces plaintes que nous recevons ici. Ces gens-là, les responsables des compagnies de la Couronne viennent témoigner à ce Comité et quand nous leur faisons des remarques sur des faits flagrants, ils nous répondent: «Nous ne pouvons rien y faire, nous n'avons pas l'autorité d'agir; le gouvernement ne nous l'a pas donnée». Il semble que tout ce qui nous reste à nous, ici au comité parlementaire, c'est d'accepter le budget et de voter leurs crédits et de leur dire: «Allez-vous en, allez bien en paix, essayez de ne plus pécher.» Et puis, ils reviennent l'année suivante avec les mêmes péchés et nous demandent une augmentation de budget. Je ne vois pas où le Parlement peut intervenir; nous ne pouvons même pas réduire leur budget s'ils ne sont pas raisonnables dans leurs activités.

Alors, je vous répète que ceci donne une bien mauvaise image au public en général.

M. Pelletier: Là, vous faites ressortir, monsieur Mongrain, les inconvénients de la situation, et vous pensez bien que le ministre, qui n'est pas responsable, mais qui passe pour l'être, se fait engueuler pas mal plus souvent que vous.

M. Mongrain: Nous voulons vous appuyer aussi et nous comprenons cela.

M. Pelletier: Il comprend aussi bien que vous les inconvénients du système, mais il essaie aussi, sans renoncer à les corriger, il essaie aussi de se rappeler toujours quels seraient les inconvénients d'un autre système qu'on voit fonctionner ailleurs et qui seraient singulièrement plus graves. Moi, je ne crois pas que dans le cadre actuel et selon la dernière Loi sur la radiodiffusion et avec l'institution du CRTC, qu'il soit impossible d'arriver aux résultats que vous désirez et que je désire.

M. Mongrain: Je voudrais vous rassurer, là. Je ne fais pas une critique du ministre, pas même de son ministère. Je fais une critique de ces politiques générales qui ont été établies avant vous et qui me semblent être insuffisantes dans les circonstances nouvelles;

[Interprétation]

Le président: 166 millions de dollars.

M. Mongrain: C'est ce que nous leur accordons.

Le président: Je crois plutôt que c'est le budget total.

Mr. Mongrain: Mr. Minister, I would simply like to make one other remark while I am at it. I mentioned a moment ago that general policies should be established. We feel powerless in the face of the complaints we receive. When we make remarks to these people from the Crown Corporations who come here, and we tell them what we find wrong with their operation, they answer us: "We cannot do a thing about it. We have no authority to act, the government has not provided us with it." It does seem that all we can do here in the Committee, is to agree to the budget and pass their appropriations and tell them to go in peace and sin no more. But the next year they come back having committed the same sins, asking for more money. What can Parliament do? We cannot even reduce their budget if they are unreasonable in their activities. Therefore, I repeat that this gives a very bad image to the public in general.

Mr. Pelletier: Mr. Mongrain, you are telling us about the problems of the situation and you can well imagine that the Minister, who is supposed to be responsible but who is not, gets a verbal going-over far more often than you do.

Mr. Mongrain: We also want to help you, and we understand that.

Mr. Pelletier: We understand the bugs in the system just as well as you do, and the Minister tries—without giving up the idea of correcting them—to remember what the drawbacks would be in another system which we can see operating elsewhere and which certainly would be far more serious. I do not believe that within the present framework and according to the latest Broadcasting Act and with the creation of the CRTC, that we could reach the results you hope for and I hope for.

Mr. Mongrain: I would like to reassure you. I am not criticizing the Minister or the Department. I am criticizing the general policies which were established before you were in power and which seem unable to cope with the present situation, because the CBC has

[Text]

parce qu'il y a un climat nouveau au Canada, c'est évident, un climat qui a été propagé justement par Radio-Canada. Apparemment, ces politiques ont été, soit noyautées ou jugées insuffisantes. Et je vous dis que cela crée du mécontentement.

Alors, je reviens toujours à l'arbitre suprême et je me dis que le Parlement devrait tout de même empêcher qu'un citoyen comme Gray soit financé dans ses activités anarchistes par les impôts des Canadiens. Je voudrais empêcher que des séparatistes notoires comme ceux que nous connaissons, et nous avons des noms, puissent se servir de Radio-Canada pour diffuser leurs idées. Il y a des choses renversantes, monsieur le ministre. Je ne sais pas si vous êtes au courant, mais il y a par exemple, un président de syndicat à Radio-Canada, qui est un organisateur notoire de Bourgault, et qui réclame actuellement l'atelier fermé et le contrôle du contenu des émissions. Où cela nous mène-t-il?

M. Pelletier: Ça ne nous mène certainement pas à l'atelier fermé et au contrôle des émissions.

M. Mongrain: J'espère. Mais, il se passe des choses surprenantes à Radio-Canada.

Monsieur le président, j'arrête mes questions là, pour le moment, je reviendrai à la fin.

The Chairman: Mr. MacDonald.

Mr. Stewart (Cochrane): What happened to my name?

The Chairman: You are next.

Mr. MacDonald (Egmont): Perhaps I might put a supplementary to the Minister. It is not supplementary in terms of the concerns that Mr. Mongrain has, because I am afraid I do not share his concerns, but supplementary in terms of the difficulties that the CBC still seems to be encountering. Perhaps a sure sign that the CBC still has some vitality is the fact that people are still willing to argue and discuss its effectiveness and wisdom in doing certain things.

There is one area which has disturbed me for some time; it would certainly go back to the time you served, sir, as Chairman of this Committee, and before that. There has been a noticeable decline, I think, on the part of the CBC to originate programming, particularly in the area of thoughtful drama, and perhaps in other kinds of entertainment. You made the comparison earlier to the BBC, as somewhat of a model. If we were to compare the kind of production that goes on at the BBC with what is going on at the CBC this season,

[Interpretation]

brought about a new climate. Apparently, these policies have been either undermined or considered insufficient. And I tell you that this creates discontent.

So, I go back to the supreme arbitrator, and I tell myself that Parliament should prevent a citizen like Mr. Gray to be financed in his anarchistic activities with Canadian taxes. I do not want well-known separatists such as the ones we know—we have their names—to use the CBC to spread their ideas. There are some things that are absolutely astonishing, Mr. Minister. I do not know if you are aware of this, but there is a reunion president at the CBC, who is a well-known organizer for Mr. Bourgault, and who is now asking for a closed shop and control over program content. Where will this lead us?

Mr. Pelletier: This certainly does not bring us to a closed shop and program control.

Mr. Mongrain: I hope so. But astonishing things are happening at the CBC.

I will stop now, Mr. Chairman, and I will come back later.

Le président: Monsieur MacDonald.

M. Stewart (Cochrane): Qu'est-ce que vous faites de moi?

Le président: Vous êtes le suivant.

M. MacDonald (Egmont): J'aimerais poser une question complémentaire au ministre. Ce n'est pas une question complémentaire dans le sens des préoccupations de monsieur Mongrain, car je ne les partage pas, mais relative aux difficultés que rencontre encore Radio-Canada. Un des signes de la vitalité de Radio-Canada, c'est que les gens sont toujours prêts à discuter et à critiquer son efficacité et la pertinence de ses activités.

Mais il y a un domaine qui me trouble depuis un certain temps, qui remonte à l'époque où vous étiez président, monsieur. Il y a une diminution substantielle à noter au Canada, en ce qui concerne les programmes d'art dramatique et autres spectacles. Vous avez une comparaison avec la BBC qui est un modèle, si on comparait la production de la BBC et la production de Radio-Canada cette année et ce qui est prévu pour l'année prochaine, je pense que cette comparaison serait très décevante. Une des raisons principales

[Texte]

or what is contemplated for next year, it would be a very disappointing comparison.

It seems to me that one of the chief reasons for the existence of the CBC is to provide genuine Canadian entertainment, drama, and Canadian debate on issues.

Even in this area—and it is considered that in the past year the CBC has taken an active part in public affairs—there seems to have been—I am not quite sure how to put it—an increase of activity by the CBC in areas that are on the edge of irrelevancy, while, at the same time, the other national network, which is not receiving public funds, has become more responsibly aware and active in the field of public affairs programming.

I am really concerned about this, because I think it is a very difficult problem to solve. It is a problem that has grown simply because of the kind of institution the CBC is and its many internal problems and those of the administrative establishment that have developed over the years.

Is the government, realizing the CBC's limitations as a Crown corporation—and perhaps one of the most sensitive ones—taking steps now to ensure—what I think is most important—shift from expenditure on hardware and maintenance, which I know is big, but which really is just the startig point, towards a greater emphasis on developing the kind of public information and public participation in drama and entertainment that I think are vital if the CBC is to be worthy of support?

I for one do not begrudge the amount of \$166 million—and the figure will grow over the years—but I begrudge it if I think the CBC is not in some way grappling with the basic reason for its existence. I do not want to get into a long debate of this, but is the government taking steps to resolve this problem?

Mr. Pelletier: Very much so; but I would just make two points. When I mentioned the BBC I was referring to its structure. You know as well as I, but I think we should underline it, that with four transmitters you can cover the whole of the British Isles.

Some people may think that the CBC is fooling around with its hardware because it has too many engineers, but you should see the pressure on these people in every area of the country to get colour, to get a transmitter, to get better reception, to cover the north shore of the St. Lawrence, to cover Saskatoon, to extend French services to Edmonton.

[Interprétation]

pour laquelle Radio-Canada existe est de fournir des distractions véritablement canadiennes et des débats canadiens sur certaines questions d'actualité.

Même dans ce domaine il semble que Radio-Canada et les programmes d'affaires publiques aient été assez bons au cours de l'année dernière, mais il me semble enfin qu'il y a une augmentation, si vous le voulez, des activités de Radio-Canada dans des domaines qui sont presque inutiles. Le réseau privé qui ne reçoit pas de fonds de l'État a fait preuve de plus de responsabilité et a d'excellents programmes d'affaires publiques.

Voilà quelle est ma principale inquiétude, car le problème est difficile pour moi; c'est un problème qui ne peut pas être résolu facilement; c'est un problème qui s'est développé simplement en raison de la nature de l'institution qu'est Radio-Canada, de ses problèmes internes et, je crois, des institutions administratives qui s'y sont développées. Le Canada se rend compte des limites de cet organisme car c'est une société de la Couronne et la plus délicate de toutes. Je me demande si certaines mesures sont prises maintenant pour qu'on ne dépense plus trop d'argent pour le matériel et l'entretien. Je sais que c'est important, mais ce n'est pas tout, il nous faudrait surtout développer, il faudrait obtenir la participation du public, si on veut vraiment que Radio-Canada soit quelque chose qui en vaille la peine. Je ne m'en prends pas aux 166 millions de dollars, mais il faudrait que l'on tienne compte d'autres nécessités.

Je voudrais savoir si l'État va prendre des mesures pour rectifier cela?

M. Pelletier: Tout à fait. Je voudrais faire deux considérations. J'ai parlé de la BBC: je voulais parler de sa structure. Vous le savez aussi bien que moi, mais je crois qu'il vaut la peine de le répéter, avec quatre stations on couvre toutes les îles Britanniques.

On peut penser que Radio-Canada fait preuve d'irresponsabilité en ce qui concerne le matériel car il y a trop d'ingénieurs, mais vous devriez savoir quelle est la pression dont souffrent ces gens dans toutes les régions du pays, pour avoir la couleur, pour avoir une station, pour avoir une meilleure réception, pour couvrir la rive nord du Saint-Laurent,

[Text]

They have the most tremendous problem of communications of any broadcasting system in the world, considering the density of our population, or the lack of it.

The United States and the U.S.S.R. may have the same problem, but they also have considerably more important resources and density of population.

On your second point, I think it is a concern not only of the government but of the CBC itself. I suppose the CBC people have

• 1235

told you about the reassessment that is going on presently within the whole of the CBC of all these problems, particularly the creativity of personnel and the criteria for admission and hiring of personnel. It might seem strikingly very low in the scale of preoccupations, but it is really the basis.

I think they are very conscious of it and are working towards placing more emphasis on the role of the CBC in the social and intellectual life of the country, and not on the housekeeping aspect of it.

We must be aware, when we talk to these men, of the tremendous pressure for the extension of services. I have become more aware of that over the last year than I had ever been. The reasoning of the man who lives 75 miles north of Saskatoon is, "You are talking about improving the programs, but I do not receive any programs". He is very powerful. He has a very good argument when he talks in this way. The CBC has to listen to it.

I think it also has to resist anything that would create an imbalance and go against the Fowler Report's first words—and they are famous first words—that all the rest is housekeeping.

Mr. MacDonald (Egmont): I do not want to stay on that subject, but I am glad to hear that some attempt is being made. Some famous reviews in the past seemed to die just as they were perhaps reaching the point of being effective. I trust that will not happen on this occasion.

I want to deal with your opening remarks and their relationship to I suppose the largest part of your departmental budget, which is in the field of education. You specifically mention post-secondary education and the way in which the money is now transferred to the provinces.

[Interpretation]

pour couvrir Saskatoon, pour qu'il y ait des services français à Edmonton. Ces gens ont une tâche absolument écrasante à résoudre les problèmes de communication, plus écrasante que n'importe où au monde, si on tient compte de la densité de leurs réseaux ou plutôt de son absence de densité.

Aux États-Unis où en URSS il y a peut-être le même problème, mais dans ces pays on dispose de ressources beaucoup plus importantes, la population étant beaucoup plus nombreuse.

En ce qui concerne votre deuxième point, c'est non seulement le gouvernement mais Radio-Canada elle-même qui s'inquiète de cette question. Elle rêve à la réévaluation en cours. Je pense que les gens de Radio-Canada vous en ont parlé. Cette réévaluation en cours, à l'heure actuelle, dans l'ensemble de Radio-Canada, qui porte sur tous ces problèmes et en particulier sur la gratuité du personnel et le critère d'engagement, d'embauche du personnel, peut sembler une préoccupation mineure, mais tout de même elle joue un rôle, et je pense que l'administration de Radio-Canada en est très consciente et voudrait que l'on mette davantage l'accent sur le rôle de Radio-Canada dans la vie sociale intellectuelle du Canada, et non simplement sur l'aspect de la gestion journalière.

Lorsque nous parlons à ces gens, nous devons savoir à quel point on fait pression sur eux pour qu'ils perfectionnent leur service. J'en suis plus conscient que jamais depuis que j'ai accepté mon porte-feuille. Le raisonnement d'un homme qui vit à 75 milles au nord de Saskatoon est le suivant: «Vous parlez d'amélioration de programmes, mais moi je ne reçois pas de programme». Ces gens peuvent être extrêmement bruyants et ils peuvent vous soumettre des arguments extrêmement violents et Radio-Canada doit les écouter. Je crois que Radio-Canada doit aussi s'opposer à tout ce qui peut créer un déséquilibre et aller à l'encontre des premiers mots du rapport Fowler, portant que tout le reste n'est que travail ménager.

M. MacDonald (Egmont): Je ne veux pas rester là-dessus indéfiniment. Il s'agirait de constater que l'étude qu'on a faite ne mourra pas avant d'être appliquée comme cela a été souvent le cas dans le passé. Je veux faire mes commentaires, quoiqu'il en soit, sur la majeure partie de votre budget. Je parle ici maintenant des crédits que votre ministère a consacrés à l'éducation. Vous y mentionnez l'instruction post-secondaire et la façon dont l'argent est confié aux provinces.

[Texte]

I seem to recall, and I am speaking from memory here, that in the past it was indicated by your predecessor, or by an official from your Department, that two or three years ago the federal government was involved in about 22 different aspects of education, through various branches, or projects or programs that were coming through. I doubt that these were all under your jurisdiction. Perhaps other departments were involved. In how many separate ways is your Department presently involved in the field of education?

Mr. Pelletier: I do not think we are involved in any other way but this transfer of funds. The money goes through the Department. That is all there is to it. There is a balance sheet, and there you are. You have to make a check through the Department. The Act says that it be made through the Secretary of State, and you check the accounts.

Of course, there is, through one agency, the Public Service Commission, the Language Bureau, and there is the student loans program; but in education I think there is no involvement any more direct than that.

There is, as I mentioned in my opening remarks, the teaching of official languages to immigrants, but we share that with the provinces.

Mr. MacDonald (Egmont): I raise this because I realize that here we have one of the sacred cows of this country, the complete and utter provincial autonomy in the field of education, to which a great many, if not all, people in public life pay lip service, but the application of which creates great difficulty. In fact, it has been interesting to note that as the federal government has sought to be even more clearly disentangled from involvements in education, the provinces have been seeking some way of getting together federally or nationally, to consult and establish national offices for the exchange of information and, obviously, some forms of consultations.

● 1240

How long are we going to continue the fiction? Not only do I think it is a fiction which is becoming less and less credible in a country in which a high percentage of the population is extremely mobile and has been confronted with some tremendous problems when moving between provinces, but it also shows what I think is a dangerous trend in the federal government's attempt to distinguish—and this is not so evident in your Department; but it obviously is a *modus ope-*

[Interprétation]

Je cite ici de mémoire, mais j'ai l'impression que dans le passé c'est votre prédécesseur ou un fonctionnaire de votre ministère qui a dit que le gouvernement fédéral jusqu'à il y a deux ou trois ans s'occupait de l'éducation sous environ 22 rapports différents, à travers une variété d'organismes, de projets ou de programmes futurs. Je ne sais pas si tout dépend de vous. J'en doute. Certaines dépenses dépendent certainement d'autres ministères. De quelle façon votre ministère s'occupe-t-il actuellement du domaine de l'éducation?

M. Pelletier: La seule et unique façon dont il s'en occupe, c'est par le truchement des transferts de fonds. L'argent traverse le ministère. C'est tout. Il y a une espère de bilan. Il faut contrôler les chiffres, voilà tout. La loi prescrit que cela se fera par l'entremise du Secrétariat d'État. C'est à vous qu'il revient de vérifier nos comptes.

Évidemment, notre Commission de la Fonction publique a une école de langues ainsi qu'un programme de prêts aux étudiants.

Mais directement nous ne sommes pas engagés dans l'éducation, ce n'est pas plus direct que cela.

Comme je le signalais dans mes remarques d'ouverture, il y a aussi l'enseignement des langues officielles aux immigrants, que nous partageons avec les provinces.

M. MacDonald (Egmont): Maintenant je me rends bien compte qu'en ce qui concerne l'éducation, c'est une des vaches sacrées. Nous jugeons que les provinces sont absolument autonomes dans ce domaine. C'est un idéal auquel souscrit un grand nombre sinon toutes les personnes dans la vie publique, tout au moins du bout des lèvres. Le gouvernement fédéral a cherché à se dégager de l'éducation. Au même moment, les provinces ont parlé même de se consulter de façon à créer des Offices nationaux d'échange d'information, à mettre en place des mécanismes de consultation.

Combien de temps nous allons conserver ce mythe. C'est un mythe de moins en moins plausible. Dans notre pays une très forte partie de la population est très mobile et se heurte à des problèmes énormes lorsqu'elle doit se déplacer d'une province à une autre. Mais il y a aussi une tendance dangereuse dans la tentative que fait le gouvernement fédéral pour faire des distinctions. Je ne sais pas si ceci est le cas de votre ministère. Mais c'est le cas de la façon d'agir du fédéral, d'une

[Text]

randi that pervades the federal area—between manpower training and education because it is tending to put an extremely utilitarian emphasis upon education in this country which, I think, indirectly could be sowing the seeds of some future destruction.

Some Canadians have expressed here today the concern over a disquiet on certain university campuses and I just wonder whether or not in light of the important changes that must occur in the field of education and in the need for greater adaptability or flexibility in the system of education so that people can make use of educational opportunities in various parts of the country as they become more mobile, the federal government, particularly your Department, is going to play a more active role in this whole area.

Mr. Pelletier: I would like to say, first, and you must be conscious of it, that you are invading the field of the Constitutional Conference because as the constitution now stands I think there is really only one possible interpretation.

I might say that this might not be tremendously important, but we might get involved in a small way eventually because the Secretariat of the Provincial Ministers of Education is working now and have been spending quite a bit of the collective fund for tests for equivalences and the establishment of equivalent competence in professors and knowledge in students.

They now are looking our way to see whether or not—since we have an interest in this—we would go into the fairly expensive process of inventing a test to determine whether someone knows a language as a second language, as a language of instruction or as a mere language of elementary communication. The mere fact that the Council unanimously wanted to involve us in this since they saw we already had this problem and had to deal with it, might be an indication of co-operation, but the main question that you pose is really one for the Constitutional Conference. I do not think we can interpret the Constitution in any other way than the sacred cow that you are talking about.

Mr. MacDonald (Egmont): It has been very interesting to note that the provinces have not been reluctant to open up areas of what would normally be considered very exclusive

[Interpretation]

façon générale. On essaie de distinguer, par exemple, entre la formation professionnelle, d'une part, et l'instruction. D'autre part, on ne semble ainsi attribuer à l'éducation qu'une valeur utilitaire, ce qui risque de susciter de grosses difficultés à l'avenir.

Certains Canadiens ont aujourd'hui exprimé ici leurs craintes vis-à-vis de certaines perturbations au sein du monde universitaire à l'heure actuelle.

Je me demande si, à la lumière des importants changements qui doivent survenir dans le domaine de l'éducation, si on songe à la nécessité de mieux adapter notre système d'éducation à la réalité de l'heure, de façon qu'on puisse profiter au maximum des moyens d'éducation qui sont mis à notre disposition dans les diverses parties de notre pays au fur et à mesure qu'elles deviennent plus mobiles. Et je me demandais si votre ministère a décidé de jouer un rôle plus actif dans ce domaine?

M. Pelletier: Je veux tout d'abord dire, et vous devez en être conscient, que vous vous attaquez à un domaine propre à la conférence constitutionnelle. Car, sous la forme actuelle de la Constitution, je crois qu'il n'y a eu qu'une seule interprétation possible. Je pourrais dire que cela n'est peut-être pas très important, nous pourrions un jour peut-être nous trouver impliqués car le Secrétariat des ministres provinciaux à l'éducation fonctionne depuis un certain temps et a dépensé des fonds communs pour évaluer les équivalences de façon à évaluer les connaissances aussi bien des professeurs que des étudiants.

Maintenant, ils se tournent vers nous pour voir si oui ou non nous montrons de l'intérêt pour ce domaine, afin de savoir si nous ne pourrions pas nous occuper du processus assez onéreux qui consiste à établir un test pour voir si quelqu'un connaît une langue comme deuxième langue, langue d'éducation, ou simplement au niveau de la communication de base. Le Conseil, à l'unanimité, a voulu nous faire participer à cela car nous avons déjà ce problème et nous devons le régler. Cela nous donne d'étroites possibilités de collaboration. Mais la question essentielle que vous avez posée est une question qui devrait être posée à la conférence constitutionnelle. Nous pourrions simplement le faire savoir à la conférence. Nous ne pouvons pas entreprendre d'interpréter la vache sacrée qu'est notre Constitution.

M. MacDonald (Egmont): Les provinces n'est pas hésité à s'attaquer à des domaines qui sont absolument de compétence fédérale. Donc, le gouvernement fédéral pourrait ne

[Texte]

federal jurisdiction and I would hope that the federal government would not be too cautious about opening up that area of what has been considered exclusive provincial jurisdiction.

I do recognize some of the problems, particularly for a country like Canada, but yet I think that by paying lip service to these water-tight compartments in the field of education it has done a large measure of disservice to the development of a good standard education across the country.

I now am going to come to the specific point that you touched on with regard to language training. You raised it primarily, I think, in the area of government service, but it seems to me if we are going to wrestle with this problem satisfactorily—a problem that has never been wrestled with satisfactorily in this country—that a large initiative has to be taken and taken very soon at the level where language instruction can be given most satisfactorily and that is, of course, with the elementary school children.

• 1235

I wonder what initiative, again, your Department is taking in assisting provinces or encouraging provinces who really wish to be serious about this? I can think of some provinces that even had they the desire to do something consistent across the province in their own field of education, both the expense and the availability of personnel would prohibit them from doing anything useful in this regard.

Mr. Pelletier: Yes, on this I think we are making progress. The Committee of officials on the implementation of Volume 2 of the Royal Commission on Bilingualism and Biculturalism met last Friday and the Ministerial Committee on the same subject is meeting on 27 May and over and above all that there are unofficial contacts and discussions.

Already those provinces who have spelled out their intentions in this field and presented us with pilot projects or research projects to see how much it would cost, what they could do, what they should do and so on, have been given a clear indication by the government that it is ready to go along and to participate in the funding of this kind of initiative. There are very definite propositions from New Brunswick and from Nova Scotia, for instance, which are being studied on both sides. There are two questions, of course, on the Official Languages Act.

[Interprétation]

pas hésiter, lui aussi à s'attaquer à des problèmes qui dépendent de la juridiction provinciale?

Pourtant, je vois quels sont les problèmes pour un pays comme le Canada. En respectant ces compartiments étanches dans le domaine de l'éducation, nous risquons de nous couper d'une éducation de niveau supérieur normalisée à l'échelle du pays. En ce qui concerne l'enseignement des langues, vous nous avez dit que dans le domaine des services de l'État, vous avez un problème. Ce problème doit être réglé. Si on veut le régler de façon satisfaisante au Canada, il faut qu'une initiative importante, qu'une initiative efficace soit prise au niveau où l'on peut vraiment agir, c'est-à-dire au niveau de l'école primaire.

Je voudrais savoir ce que fait votre ministère pour aider les provinces ou les ministères provinciaux qui sont sérieux dans ce domaine? Car, je peux penser à certaines provinces qui souhaitent faire quelque chose qui soit valable dans leur province. Mais les dépenses en personnel seraient telles qu'elles ne peuvent absolument rien faire d'utile à ce sujet.

M. Pelletier: Sur ce point, disons que nous faisons certains progrès. Le comité des fonctionnaires chargé de l'application pratique des recommandations du volume II de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme s'est rencontré vendredi. Le comité ministériel va se rencontrer le 27 mai. nous avons déjà commencé officiellement à examiner cette question. En outre, des contacts sans caractère officiel, des discussions ont déjà eu lieu.

Ces provinces nous ont déjà fait savoir leurs intentions dans ce domaine et nous ont communiqué des projets-pilotes ou des projets de recherche pour voir combien cela pourrait coûter, ce à quoi elles pourraient s'engager et ce qu'elles peuvent faire, etc... À cet égard, le gouvernement s'est dit tout à fait prêt à collaborer au financement de ces initiatives. Certaines propositions très précises ont été présentées dans ce sens, par le Nouveau-Brunswick et par l'Île du Prince-Édouard, en particulier. Ces propositions sont actuellement à l'étude. Naturellement, deux questions se posent ici en ce qui concerne la Loi sur les langues officielles.

[Text]

The Act must be passed before we can act and on the other recommendations that are separate from the Official Languages Act which concern only the federal government and its instruments, discussions are being initiated at both the Ministerial and the official level, so it is moving on.

Mr. MacDonald (Egmont): This will happen obviously under your Department. Does this mean that the pilot projects you referred to must wait until the bill is enacted or can they be commenced?

Mr. Pelletier: No, these are two distinct questions. The Official Languages Act is limited to the operation of the federal government, but the recommendations of Volume 2 of the B & B Commission go much beyond that. We can initiate action as a matter of policy on the second part, probably in some areas, at least, without legislation just by governmental action and agreements with the provinces, whereas, of course, in the Official Languages Act department, until the Act is passed it cannot be implemented.

Mr. MacDonald (Egmont): I have some other questions, but I think I had better defer because there may be others with questions. Perhaps I could just file a concern that I have and at some future time we can talk about it. The great hopes that many people had for the development of a substantial or, at least, a worthwhile feature film industry in the country through the Canadian Film Development Corporation have not been very encouraged by any activity that that Crown Corporation has done to date. Perhaps at a later date we can hear of some of the steps that are being taken to ensure what I think is another great, if I may use the word, "cultural" opportunity that Canada is not really exercising and which, I think, could do so with great justifiability.

Mr. Stewart (Cochrane): Thank you, Mr. Chairman. With the lateness of the hour I will shorten the questions and remarks that I have to make.

In line with what has been said already I would just like to make a suggestion. First of all, there is a saying to the effect that he who pays the piper calls the tune. In this particular instance the people of Canada are paying the piper, but they cannot call the tune. They do not even have the opportunity to have the tune...

[Interpretation]

Cette loi devra évidemment être adoptée avant que nous puissions agir. Ensuite, il y a d'autres initiatives qui n'intéressent que le gouvernement fédéral et ses institutions. A cet égard, des discussions ont été amorcées au niveau des ministres et des fonctionnaires.

M. MacDonald (Egmont): Cela dépendra forcément de votre ministère, n'est-ce pas? Cela veut-il dire que les projets-pilotes dont vous parlez devront attendre que la Loi soit votée? Ou, peut-on en entreprendre la réalisation dès maintenant?

M. Pelletier: Non. Il s'agit de deux questions distinctes. La Loi sur les langues officielles n'intéresse que les actions qui sont du ressort du gouvernement fédéral, mais les recommandations du deuxième volume de la Commission Laurendeau-Dunton vont beaucoup plus loin que cela. Nous pourrions dès maintenant chercher à donner suite à la deuxième partie sans nécessairement devoir recourir à des mesures législatives spéciales. Simplement de notre propre initiative. Quant à la Loi sur les langues officielles, il va de soi qu'on ne peut pas l'appliquer avant qu'elle ne soit adoptée.

M. MacDonald (Egmont): J'ai une autre question qui pourrait peut-être attendre, car d'autres membres attendent. Un mot maintenant d'une question qui me préoccupe aussi à laquelle nous pourrions peut-être revenir un jour. Un grand nombre de personnes avaient placé de grands espoirs en ce qui concerne la création d'une industrie canadienne du film digne de ce nom, grâce à la constitution d'une société de la Couronne à cette fin. Rien de ce qu'a fait jusqu'à présent cette société de la Couronne ne permet de justifier ces espoirs à l'heure actuelle.

Voilà une autre grande occasion culturelle que le Canada semble avoir manquée, et qui pourtant, à mon sens, était justifiable.

M. Stewart (Cochrane): Merci, monsieur le président. Le temps passe. Je vais écourter mes questions.

A la suite de ce qui a déjà été dit, je crois que je vais faire une suggestion. Tout d'abord, il y a un proverbe d'après lequel celui qui paye l'orchestre peut se permettre de commander la musique. Ici nous payons l'orchestre, mais nous n'avons pas le choix de l'air...

[Texte]

● 1250

Mr. McCleave: They have a good fiddler to play.

Mr. Stewart (Cochrane): In this case the people of Canada have no recourse whatever and from what I have seen in mail I have received, letters to editors in the papers and from remarks heard in the House of Commons, it would appear that outside of one of the minor parties in the House and a few other individuals the feeling is unanimous that something has got to be done.

It is obvious that the problem is a difficult one. You have outlined that you cannot ask people to sit on a board and limit them and have them controlled by government.

On the other hand, if the people of Canada are to be represented, and the money they are spending is to be controlled for them, perhaps this could be accomplished in some other way. I have mentioned this to you privately, Mr. Pelletier, and I am submitting a notice of motion today to the House of Commons. I would like to ask you if you do not think perhaps this might be a solution: That because they must answer to the people perhaps an elected representative of the House of Commons could be appointed to each board, or government agency, or Crown corporation. In this way someone responsible to the people would be involved in the deliberations of the board of directors. Certainly there are those within the elected ranks who are highly competent in various fields. They could be chosen for their competence in that field. Do you think that this might be a way of having that kind of representation?

Mr. Pelletier: As you say, you have mentioned this to me privately and I have been asking a few people to explore this idea and consider its implications. I do not know what they are. I can see a few of them. I would like to think about it and have expert advice before forming my own opinion on whether it is compatible with the role of an MP to be on a board to administer.

I can see very well that this would be no control, because one man cannot be a majority unless he is given very special powers of veto, and I do not think that is part of your suggestion at all.

Mr. Osler: As an aside, Mr. Pelletier, Harold Nicholson was on the Board of the BBC for some time when he was an MP. It did not seem to jar anybody at all.

Mr. Pelletier: That is interesting.

[Interprétation]

M. McCleave: Il s'agit ici d'un bon violoneux!

M. Stewart (Cochrane): Dans ce cas, les Canadiens n'ont absolument aucun recours d'après ce que j'ai pu voir, d'après mon courrier, d'après les lettres aux rédacteurs de journaux, d'après les interventions à la Chambre, je dirai qu'en dehors des petits partis à la Chambre et un sentiment unanime d'après lequel il faut agir, il faut faire quelque chose.

Il est évident que c'est un problème très délicat. Vous nous avez dit que vous ne pouvez pas demander aux membres du Conseil d'administration d'aller plus loin dans leur contrôle que l'État.

D'un autre côté, si les Canadiens doivent être représentés et l'argent qu'ils dépensent soit contrôlé pour eux, cela pourrait se faire d'une autre façon. Monsieur Pelletier, je vous l'ai dit en privé, et aujourd'hui j'en donnerai pré-avis à la Chambre, je donne un avis de motion à ce sujet, et je veux demander si vous ne pensez pas que cela pourrait constituer une solution. C'est-à-dire, étant donné qu'ils sont responsables vis-à-vis des Canadiens, peut-être qu'un représentant élu de la Chambre des communes, pourrait être nommé à chaque Conseil d'administration, à chaque société de la Couronne ou à chaque organisme gouvernemental. Ainsi une personne responsable vis-à-vis des citoyens participerait aux délibérations du Conseil d'administration. Il est certain qu'il y a des gens parmi les élus du peuple qui sont très compétents dans divers domaines. Ils peuvent être choisis selon leur compétence dans chaque domaine. Pensez-vous que cela nous permettrait d'avoir une représentation de ce genre?

M. Pelletier: Comme vous le dites vous m'en avez parlé en privé, et j'ai demandé à plusieurs personnes d'explorer cette idée et d'en étudier les implications. Je ne sais ce qu'il en est. J'aimerais y réfléchir et obtenir l'avis des experts avant de prendre une décision, à savoir si cela est compatible avec le rôle d'un député que de siéger à un Conseil d'administration. Cela ne représenterait pas un contrôle car un seul homme ne pourrait pas constituer une majorité, à moins qu'on lui donne des pouvoirs et des prérogatives extraordinaires et je sais que ce n'est pas là votre intention.

M. Osler: M. Nicholson était député et membre du Bureau des Gouverneurs de la BBC, ce qui ne semblait troubler personne.

M. Pelletier: C'est très intéressant.

[Text]

Mr. Osler: He mentions it in the second volume of his memoirs. You can read all about it.

The Chairman: Is that the diary, or...

Mr. Osler: Yes.

The Chairman: Mr. Stewart?

Mr. Stewart (Cochrane): Thank you, Mr. Chairman. I have always considered the program of student exchange one of the greatest boons of our Centennial Year. It is very valuable for promoting understanding in the country. I was of the impression that it was to have been carried on. I see in the estimates an item of \$600,000, "Grants to the provinces and to voluntary agencies for expenses in relation to interprovincial visits". Is this the student exchange program?

Mr. Pelletier: Travel and exchange, we call it now. It is not restricted to students. We call it travel and exchange.

Mr. Stewart (Cochrane): This has not received a great deal of publicity recently.

Mr. Pelletier: And the amount there is only half of it.

Mr. Stewart (Cochrane): Only half of the amount?

M. Lafleur: \$555,000 en contributions, et \$460,000, \$600,000 en subventions.

M. Mongrain: Ah bon! Il n'y a pas que des étudiants, il y a aussi des adultes.

M. Pelletier: Il y a aussi des adultes, il y a...

M. Lafleur: J'ai le programme des voyages des Jeunes Voyageurs, ce n'est que pour les high schools.

M. Osler: Pour faire la visite, pour étudier?

Mr. Pelletier: We are spending over a million. There are the Young Voyagers, which are high school students. This is strictly a student program. The other one is divided in two parts. In the exchange one group visits the other, and then the other group pays a visit back. There is also a third division, which is travel abroad. This is nominal, and always on the basis of exchange. It might be a group of young people, but this is in the international field. But this is, I think, a rather small proportion of the total budget. They now tell me it is \$100,000.

[Interpretation]

M. Osler: Il le mentionne au deuxième volume de ses mémoires. Vous pouvez y trouver tout sur cette question.

Le président: S'agit-il du journal, ou...

M. Osler: Oui.

Le président: Monsieur Stewart?

M. Stewart (Cochrane): Merci, monsieur le président. A mon avis, un des plus grands bienfaits de l'année du Centenaire et l'élément le plus précieux en vue de promouvoir la compréhension dans le pays est certainement le programme d'échanges des étudiants. J'avais l'impression que ce programme devait se poursuivre. Je vois dans les prévisions un poste de 600,000 dollars sous la rubrique: Subventions aux provinces et aux organismes bénévoles pour les dépenses relatives aux visites entre les provinces. Est-ce qu'il s'agit du programme d'échanges d'étudiants?

M. Pelletier: Nous appelons ce programme, voyages et échanges. Ce n'est pas limité aux étudiants.

M. Stewart (Cochrane): C'est quelque chose dont on n'a pas entendu beaucoup parler récemment.

M. Pelletier: Cette somme ne représente que la moitié?

M. Stewart (Cochrane): Seulement la moitié?

Mr. Lafleur: \$555,000 in contributions, and \$460,000, \$600,000 in subsidies.

Mr. Mongrain: Fine. There are not only students, but also adults.

Mr. Pelletier: There are also adults, there are...

Mr. Lafleur: I have the travelling program for the Jeunes Voyageurs, which is for high schools only.

Mr. Osler: To visit, or to study?

M. Pelletier: Nous dépensons au-delà d'un million. Il s'agit des «Jeunes Voyageurs» qui sont étudiants dans les écoles. C'est un programme strictement scolaire. Quant à l'autre programme, il se divise en deux parties. En ce qui concerne l'échange, un groupe en visite un autre, puis le deuxième groupe rend la visite au premier.

Il y a aussi une troisième division qui porte sur les voyages à l'étranger. Il s'agit d'un programme nominal qui se base sur l'échange, qui pourrait être constitué d'un groupe de jeunes gens, mais c'est uniquement

[Texte]

• 1255

Mr. Mongrain: I have a very short supplementary, with my apologies to you, Mr. Stewart.

On m'a confié la mission de vous remercier, monsieur le ministre, au nom du maire et des conseillers municipaux du Cap-de-la-Madeleine pour une subvention qui a été accordée à la Ville en vertu de cette législation. Alors, j'en profite pour le faire officiellement. Ils font un échange avec la *Red Deer*, si vous vous souvenez bien.

M. Pelletier: C'est rare que les suppléments soient aussi agréables que cela.

M. Stewart (Cochrane): Monsieur le ministre, le même programme s'applique-t-il aussi aux instituteurs? Ceux-ci font-ils aussi des échanges?

M. Pelletier: Je crois, oui. Il n'y a personne d'exclu là-dedans. C'est loin d'être exclu.

M. Stewart (Cochrane): Il y en a beaucoup?

M. Pelletier: Il y en a même beaucoup dans le programme?

Une voix: Oui.

M. Stewart (Cochrane): La dernière fois que vous étiez ici, monsieur le ministre, on a parlé du serment d'allégeance. Y a-t-il quelque chose de fait dans ce sens? Va-t-on le changer? Est-ce qu'il y a quelqu'un qui travaille là-dessus?

M. Pelletier: Toute la Loi sur la citoyenneté est en train d'être revue, et nous n'avons pas cessé de travailler là-dessus. J'ai été moi-même, la semaine dernière, au ministère, en mesure de me rendre compte que le travail avait avancé beaucoup, et qu'on en est au point de décider s'il faudra un Livre blanc ou si, au contraire, on devra procéder simplement par législation. Et la question du serment d'allégeance se rattache à la citoyenneté.

M. Stewart (Cochrane): Et il sera question de mentionner le pays.

M. Pelletier: Oui, sûrement.

M. Stewart (Cochrane): Maintenant, je me demande si on envisage en même temps un programme d'information relatif à la citoyenneté pour les écoles? Est-ce qu'on ose proposer un tel programme aux écoles?

[Interprétation]

dans le domaine international. Mais, je pense que cela ne représente qu'un petit pourcentage du budget. On me dit que ça se monte à \$100,000.

M. Mongrain: Une question supplémentaire très courte, avec toutes mes excuses, monsieur Stewart.

I was asked to thank you, Mr. Minister, on behalf of the Mayor and the Town Councillors of Cap-de-la-Madeleine for a subsidy to the city under the legislation. So, I would like to avail myself of this opportunity to do so officially. If you remember, they are carrying out an exchange with *Red Deer*.

Mr. Pelletier: Supplementary questions are hardly ever as pleasant as that.

Mr. Stewart (Cochrane): Mr. Minister, does the same program apply also to school teachers? Do they also make exchanges?

Mr. Pelletier: I believe so, yes. Nobody is excluded, far from it.

Mr. Stewart: Are there many of them?

Mr. Pelletier: Are there many of them in the program?

An hon. Member: Yes.

Mr. Stewart (Cochrane): The last time you were here, Mr. Minister, something was said about the oath of allegiance. Has anything been done in that connection? Will there be any changes? Is someone working on that?

Mr. Pelletier: The whole Citizenship Act is now under review and we have not stopped working on it. Last week, at the Department, I was in a position to note that the work had progressed considerably and that we are on the verge of deciding whether we will need a White Paper or whether, on the contrary, we will simply proceed through legislation. The matter of the oath of allegiance comes under the general heading of citizenship.

Mr. Stewart (Cochrane): And the country will be mentioned.

Mr. Pelletier: Yes, certainly.

Mr. Stewart (Cochrane): Now, I wonder whether, at the same time, we are seeking to set up a citizenship program in the schools? Are we going to dare to suggest such a program to the schools?

[Text]

M. Pelletier: Là, vous changez de branche de la citoyenneté, c'est-à-dire que ce n'est plus là une question de loi, mais c'est la citoyenneté prise dans un contexte de travail social et de l'intégration de nouveaux citoyens dans le...

M. Stewart (Cochrane): Pas les nouveaux citoyens, les petits Canadiens qui devraient apprendre...

M. Pelletier: Et des jeunes Canadiens dans le... Non, je vous avoue que je n'ai pas entendu dire qu'on songe à cela à l'heure actuelle, et je pense que vous vous retrouveriez devant la difficulté de la juridiction du gouvernement fédéral qui est inexistante dans les écoles.

M. Mongrain: Aux États-Unis, c'est une matière qui est au programme et elle est obligatoire: *Civics*.

M. Stewart (Cochrane): Maintenant, la question de...

When any department of government gives a grant for the purposes of the arts, is there any consultation with your Department? For example, I notice in the Estimates that External Affairs has given \$61,000 to the John F. Kennedy Centre for the Performing Arts. This struck me as being a little odd. It is like bringing coals to Newcastle. Is your Department consulted in this matter, or do they just give to whom they wish?

Mr. Pelletier: We are being informed.

Mr. Mongrain: That is already something.

Mr. Stewart (Cochrane): You would not know the reasons behind this kind of move?

Mr. Pelletier: Not this particular grant, no.

Mr. Stewart (Cochrane): Is there any move afoot to encourage grants from industry for the arts? For example, in the City of Rochester in the United States for years now the Kodak Company has done all kinds of things for the arts. They have an Eastman School of Music and a large auditorium, and so on. You see evidence of Kodak's hand in everything to do with the arts and in other things, as well. We do not see a great deal of that in Canada. Is there any kind of program to encourage it?

Mr. Pelletier: I think there are local programs conducted by certain groups. We have discussed this with the Conference of the Arts. We are told by them that they find it

[Interpretation]

Mr. Pelletier: You are changing branches within the citizenship area. This is no longer a matter of legislation, but this is citizenship taken in a context of social work and the integration of new citizens within...

Mr. Stewart (Cochrane): Not only new citizens, but young Canadians who should learn...

Mr. Pelletier: And young Canadians in the—No, I admit that I have not heard it said that we were contemplating that at the present time, and here again I think you would be running into the difficulty regarding the jurisdiction of the federal government which is non-existent in the schools.

Mr. Mongrain: In the United States, this is called *Civics*, and it is a compulsory part of the school curriculum.

Mr. Stewart (Cochrane): Now, about the question...

Lorsqu'un ministère quelconque accorde des subventions à des fins artistiques, votre Ministère en est-il informé? Je note, par exemple, dans les crédits, que les Affaires extérieures ont versé \$61,000 au Centre d'art dramatique John F. Kennedy, ce qui me semble assez étrange. C'est comme si l'on portait de l'eau à la rivière. Je me demande si votre Ministère a été consulté à cet égard, ou s'ils accordent les fonds à leur choix?

M. Pelletier: Nous en sommes informés.

M. Mongrain: C'est déjà quelque chose.

M. Stewart (Cochrane): Vous ne sauriez pas la raison de ce choix?

M. Pelletier: Pas pour cette subvention en particulier.

M. Stewart (Cochrane): Y a-t-il un mouvement quelconque pour encourager l'industrie à accorder des subventions aux arts? Je note, par exemple, que dans la ville de Rochester, depuis des années, la compagnie Kodak a fait beaucoup de choses pour les arts. Il y a une école de musique «Eastman» et une grande salle de spectacle, etc... On voit le... «Kodak», dans tout ce qui porte sur les arts. Par contre, nous ne voyons rien de cela au Canada. Est-ce qu'il existe un programme qui encourage les activités de ce genre?

M. Pelletier: Il existe certains programmes locaux dirigés par certains groupes. Nous avons discuté de la chose avec la Conférence des Arts. On nous dit qu'il est extrêmement

[Texte]

extremely difficult to find support, except for a few lucky ones that happen to have found a company that will become a patron of the

• 1300

arts. But they find it extremely difficult, particularly in the French part of the country. There seems to be a cultural problem there, the direction of the large firms being American or English-speaking Canadian in origin.

Mr. Osler: And for the word "French" you can substitute the word "West", too.

Mr. Pelletier: Their efforts are very, very...

Mr. Osler: Everything is centralized in Toronto or in the United States. There are only about five head offices that amount to anything and everything else goes to Toronto.

The Chairman: I wonder if I might call it 1.00 o'clock at this point. Mr. Pelletier will return on Thursday at 9.30 a.m. If there is general agreement, and the Minister is willing, we will try to sit for another hour and a half on Friday morning and we can complete the Estimates at that time. I also wonder if at that time we could complete our general discussion on the various agencies and whatnot, and then proceed to an item-by-item discussion of the matters that come directly under the responsibility of the Secretary of State.

Mr. Mongrain: Mr. Chairman, will you permit me to make one last remark? I will not be able to be here on Thursday because I am supposed to be out of town. I will be very, very brief.

Je voudrais simplement rappeler au ministre qu'il y a quelque temps, son homologue de Québec lui a posé l'ultimatum d'avoir à lui remettre tout l'argent que le fédéral affecte à la culture et aux arts; ce qui m'étonne, c'est que le ministre n'ait pas fait de dépression depuis ce temps-là.

Mais je voudrais soulever deux points: d'abord, j'espère que le ministre ne faiblira pas devant ce grand justicier québécois; ensuite, je voudrais m'opposer très vigoureusement, en mon nom personnel et celui de tous mes collègues du Québec, à cette expression qu'il a employée à notre égard, à savoir, que nous serions des étrangers au Québec. Eh bien! pour ma part, je me crois plus Québécois que ce personnage, pour plusieurs raisons, dont l'une c'est que j'ai sept enfants et que mes ancêtres sont arrivés au pays en 1632, et cela ne m'empêche pas d'être un Canadien. Je

[Interprétation]

difficile de trouver de l'appui, sauf dans certains cas exceptionnels, où l'on trouve une société ça et là qui consent à jouer le rôle de mécène. Mais ils trouvent que c'est très difficile particulièrement dans la partie francophone du pays. On a l'impression qu'il y a là un problème culturel, la direction des grandes sociétés étant d'origine américaine ou anglaise...

M. Osler: Vous pouvez également remplacer le mot «Française» par le mot «Ouest».

M. Pelletier: Leurs efforts sont très, très...

M. Osler: Tout est centralisé à Toronto ou aux États-Unis. Il n'y a que cinq sièges sociaux qui ont quelque importance et tout le reste va à Toronto.

Le président: Je me demande si on pourrait lever la séance maintenant. M. Pelletier sera de nouveau parmi nous jeudi à 9 h 30. Si vous êtes tous d'accord et que le ministre veut bien s'y prêter, nous siégerons encore pendant une heure et demie vendredi matin et nous essaierons de terminer l'examen des crédits à ce moment-là. Je me demande également si à ce moment-là nous pourrions terminer notre discussion générale sur les divers organismes et ainsi de suite, après quoi nous pourrions passer à l'examen article par article des questions qui relèvent directement du secrétaire d'État.

M. Mongrain: Monsieur le président, me permettriez-vous de faire une dernière observation? Je ne pourrai pas être ici jeudi car je serai absent d'Ottawa. Mon observation sera très courte.

I simply wanted to remind the Minister that some time ago, his opposite number from Quebec handed him an ultimatum requesting to hand over all the money earmarked by the federal government for arts and culture. What surprises me is that the Minister has not had a nervous breakdown since then.

I would like to bring up two points. First, I hope that the Minister will not weaken in the face of those threats. Secondly, I would like to object very strongly, on my own behalf and on behalf of all my colleagues from Quebec, against the words he applied to us. He said we were foreigners as far as Quebec was concerned. I feel more of a Quebecker than that chap there for a number of reasons, one being that I have seven children and that my ancestors arrived in this country in 1632, which does not prevent me from being a Canadian. I did want to record my protest

[Text]

voulais que la protestation figure officiellement au compte rendu des délibérations de ce Comité.

M. Pelletier: Je peux rassurer le député de Trois-Rivières et lui dire que le chèque n'est pas fait et que, d'ailleurs, je pense que la politique a été très clairement exprimée. Pour ma part, je l'ai fait dès le mois d'octobre, en disant, entre autres choses, qu'il n'y avait pas un gouvernement qui pouvait s'absenter du domaine de l'esprit et que nous n'acceptions pas la prétention que la culture pouvait être de la compétence d'un seul gouvernement, pas plus d'ailleurs que les municipalités n'admettraient cela. Tout le monde, maintenant, doit être présent dans...

M. Mongrain: Et revenir au temps d'Hitler où ils brûlaient les livres qui n'étaient pas écrits par des Aryens.

The Chairman: We will meet tomorrow at 9.30 a.m. in room 112N to discuss Bill C-184, the Telesat bill.

[Interpretation]

officially in the minutes of proceedings of this Committee.

Mr. Pelletier: I can assure the member for Trois-Rivières that the cheque has not been drafted and that, moreover, I think that our policy has been very clearly expressed. I said as much back in October. I said, among other things, that no government could be absent from the field of culture and that we could not accept culture to be under a single level of government, no more than municipalities would admit that either. Everyone must now be present in...

Mr. Mongrain: And go back to the days of Hitler when non-Aryan books were burnt.

Le président: Nous nous réunirons de nouveau demain à 9 h. 30 à la salle 112N pour étudier le Bill C-184, le projet de loi relatif au Telesat.

OFFICIAL BILINGUAL ISSUE

FASCICULE BILINGUE OFFICIEL

HOUSE OF COMMONS

CHAMBRE DES COMMUNES

First Session

Première session de la

Twenty-eighth Parliament, 1968-69

vingt-huitième législature, 1968-1969

STANDING COMMITTEE

COMITÉ PERMANENT

ON

DE LA

BROADCASTING,
FILMS AND ASSISTANCE
TO THE ARTS

RADIODIFFUSION,
DES FILMS ET DE L'ASSISTANCE
AUX ARTS

Chairman

Mr. John M. Reid

Président

MINUTES OF PROCEEDINGS
AND EVIDENCE

LIBRARY

MAY 30 1969

No. 29

PROCES-VERBAUX ET
TÉMOIGNAGES

TUESDAY, APRIL 22, 1969

LE MARDI 22 AVRIL 1969

Respecting

Concernant

Bill C-184, An Act to establish a Canadian corporation for telecommunication by satellite.

Bill C-184, Loi créant une Société de télécommunications par satellite pour le Canada.

APPEARING:

A COMPARU:

The Honourable Eric Kierans,
Minister of Communications.

L'honorable Eric Kierans,
ministre des Communications.

WITNESSES—TÉMOINS

(See *Minutes of Proceedings*)

(Voir le *procès-verbal*)

STANDING COMMITTEE ON
BROADCASTING, FILMS AND
ASSISTANCE TO THE ARTS

COMITÉ PERMANENT DE LA
RADIODIFFUSION, DES FILMS ET DE
L'ASSISTANCE AUX ARTS

Chairman
Vice-Chairman

Mr. John M. Reid
M. J.-A. Mongrain

Président
Vice-président

and Messrs.
et MM.

De Bané,
Dinsdale,
Givens,
Guilbault,
Hymmen,
² LaSalle,
¹ Macquarrie,

MacDonald (Egmont),
Marchand (Kamloops-
Cariboo),
Matte
McCleave
Nystrom,

Osler,
Paproski,
Perrault,
Schreyer,
Stanbury,
Stewart (Cochrane)—20.

Le secrétaire du Comité,
M. Slack,
Clerk of the Committee.

Pursuant to S.O. 65 (4) (b)

Conformément à l'article 65 (4) b) du
Règlement

¹ Replaced Mr. McCutcheon April 21.

¹ Remplace M. McCutcheon le 21 avril.

² Replaced Mr. Mazankowski April 21.

² Remplace M. Mazankowski le 21 avril.

[Texte]

MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, April 22, 1969.
(32)

The Standing Committee on Broadcasting, Films and Assistance to the Arts met this day at 9.30 a.m. The Chairman, Mr. John M. Reid, presided.

Members present: Messrs. DeBané, Dinsdale, Givens, LaSalle, Macquarrie, Matte, Osler, Paproski, Reid, Schreyer, Stanbury, Stewart (*Cochrane*) (12).

Appearing: The Honourable Eric Kierans, Minister of Communications.

Witnesses: From the Department of Communications: Messrs. A. E. Gotlieb, Deputy Minister; Gilles Bergeron, Assistant Deputy Minister (Operations); Dr. John H. Chapman, Assistant Deputy Minister (Research).

From the Department of Justice: Mr. F. G. Gibson, Senior Advisory Counsel.

The Committee proceeded to the consideration of Bill C-184, An Act to establish a Canadian corporation for telecommunication by satellite.

Mr. Kierans made a statement relating to Bill C-184 and dealt with a number of matters raised during the debate on Second Reading of the Bill in the House.

Mr. Kierans was examined on various aspects of Bill C-184, assisted by Messrs. Gotlieb, Bergeron, Chapman and Gibson.

*Agreed,—*That suggested amendments to Bill C-184 be tabled by Mr. Kierans and copies distributed to each member.

The examination of the witnesses still continuing, the Committee agreed to further consider Bill C-184 on Friday, April 25.

[Traduction]

PROCÈS-VERBAL

Le MARDI 22 avril 1969.
(32)

Le Comité permanent de la radiodiffusion, des films et de l'assistance aux arts se réunit ce matin à 9 h. 30 sous la présidence de M. John M. Reid, président.

Présents: MM. DeBané, Dinsdale, Givens, LaSalle, Macquarrie, Matte, Osler, Paproski, Reid, Schreyer, Stanbury et Stewart (*Cochrane*) (12).

A comparu: L'honorable Eric Kierans, ministre des Communications.

Témoins: Du ministère des Communications: MM. A. E. Gotlieb, sous-ministre; Gilles Bergeron, sous-ministre adjoint (opérations); John H. Chapman, sous-ministre adjoint (recherche).

Du ministère de la Justice: M. F. G. Gibson, premier conseiller juridique.

Le Comité entreprend l'étude du Bill C-184, Loi créant une Société de télécommunications par satellite pour le Canada.

M. Kierans fait un exposé relatif au Bill C-184 et traite de certains points soulevés durant le débat en Chambre lors de la présentation du projet de loi en deuxième lecture.

On interroge M. Kierans, assisté de MM. Gotlieb, Bergeron, Chapman et Gibson, sur divers aspects du Bill C-184.

*Il est convenu,—*que M. Kierans dépose les modifications qu'il propose au Bill C-184 et qu'on en distribue un exemplaire à chaque député.

Comme l'interrogatoire des témoins se prolonge, le Comité s'accorde pour continuer l'étude du Bill C-184 le vendredi 25 avril.

At 12.55 p.m., the Committee adjourned until 9.30 a.m. on Thursday, April 24, to further consider the Estimates of the Secretary of State Department.

A 12 h. 55, le Comité s'ajourne jusqu'à 9 h. 30 du matin le jeudi 24 avril pour reprendre l'étude du Budget des dépenses du Secrétariat d'État.

Le secrétaire du Comité,

M. Slack.

Clerk of the Committee

[Texte]

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

Tuesday, April 22, 1969

● 0944

The Chairman: Gentlemen, I see a quorum.

We have with us the Minister of Communications, the Hon. Eric Kierans and we are dealing with Bill No. C-184, An Act to establish a Canadian corporation for telecommunication by satellite. With Mr. Kierans today is the Deputy Minister, Mr. A. E. Gotlieb; the Assistant Deputy Minister for Research, Mr. John H. Chapman and the Assistant Deputy Minister for Operations, Mr. Gilles Bergeron. I would now like to call upon the Minister to make his opening statement and then we will have our question and answer period.

● 0945

Hon. Eric William Kierans (Minister of Communications): Thank you very much, Mr. Chairman.

At the outset I would like to make two points: one is to ask the indulgence of the Committee, because I have to leave for about five or ten minutes, not any longer, to sign an agreement on postal exchanges with Australia. I could not put this off because it is my understanding that the Australian High Commissioner is leaving for another post.

Secondly, we spent some time at Shirleys Bay, the communications research centre and I would like to invite the press and particularly all members of the Committee, to go out there and spend an afternoon or morning, or even a whole day, to look at the scientific capability, the facilities and the equipment. I am certain you will be amazed at the large role the government is playing in the entire field of international communications. We would certainly welcome members of this Committee the press, and I feel sure, Mr. Chairman, that you would be happy to arrange such an opportunity.

My speech on Second Reading ran to a considerable length. My contribution on this occasion will be considerably shorter.

I would, however, like to deal briefly with a number of matters raised during the debate and correct some omissions. During one pas-

[Interprétation]

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Le mardi 22 avril 1969

Le président: Messieurs, nous avons quorum. Nous avons parmi nous le ministre des communications, l'honorable Eric Kierans. Le Comité va étudier le projet de loi C-184, Loi créant une Société de télécommunications par satellite pour le Canada. Monsieur Kierans est accompagné du sous-ministre, M. A. E. Gotlieb, le sous-ministre adjoint pour la recherche, M. Chapman, et le sous-ministre adjoint, M. Gilles Bergeron. J'inviterais le Ministre à faire la déclaration d'ouverture et vous pourrez alors poser des questions.

L'hon. Eric Williams Kierans (ministre des Communications): Je vous remercie, monsieur le président. J'aimerais apporter deux précisions: Tout d'abord, je demanderais l'indulgence du Comité car je dois quitter la pièce pendant 5 ou 10 minutes pour signer une entente sur les échanges postales avec l'Australie. Je ne pouvais annuler ce rendez-vous parce que le haut commissaire de l'Australie doit quitter le pays pour l'étranger.

En outre, j'ai passé quelque temps à Shirleys Bay, le centre de recherche des télécommunications, et je voudrais inviter les journalistes et tous les membres du Comité à s'y rendre et à y passer un après-midi, un avant-midi ou peut-être même toute une journée pour voir les possibilités scientifiques, les installations et le matériel dont nous disposons. Je suis certain que vous serez très étonnés de constater le rôle immense que joue le gouvernement dans le domaine des télécommunications internationales. Nous serions très heureux de voir les membres de ce Comité et les journalistes. Je sais, monsieur le président, que vous seriez heureux de prendre les arrangements nécessaires. Mon discours en deuxième lecture fut long. Cette fois-ci, mon intervention sera brève.

Je voudrais d'abord rappeler certaines questions soulevées au cours du débat, et corriger quelques omissions. En effet, j'ai décrit

[Text]

sage of my speech, on second reading, I described in some detail the technical nature of the communications satellite system, but I omitted one very important factor.

It is that the \$65 to \$75 million figure I quoted for the total cost includes, and I should have made this clear, a spare satellite. This satellite, which is about 90 per cent completed, will be held in reserve on the ground. It would be ready for use, if needed in the event of a failure at launch or in orbit of the first satellite, in about six months. Excluded from the total cost estimate of the spare satellite is the cost of the launch which would run to about \$6 million. This spare is important in itself, but also significant is the way we built into our cost estimates, which I shall return to later, certain provisions against failures and cost escalations.

So much for the general technical factors. Specific questions of detail I will be able to answer with the aid of my officials.

Several general points were raised during the debate and I would like to deal with these.

The Member for Hillsboro raised the important question of the actual, realized, cost of the system, or, as he happily phrased it, the cost of "technological nationalism". The same point was made in the, shall I say, forceful speech of the Member for Cochrane.

I cannot pretend that we today know accurately the final cost of the system down to the last dollar. However, I put forward the figure of \$65 to \$75 million with considerable confidence. The domestic communications satellite system is not, as one Member described it, perhaps from confusion, a "research project". We have moved in Canada far beyond the research phase and we are now into the commercial phase.

I am confident for other significant reasons: we are not operating in the dark; far from it. The costs of communication satellites are known within distinct parameters because they have already been built by other nations. Canada, herself, has a considerable expertise in satellite construction through the Alouette and ISIS satellites which are of the same order of size, weight and complexity; and, finally, we have had the benefit of specific studies from Northern Electric and RCA-Victor. As for the ground segment of the system,

[Interpretation]

en détail les caractéristiques techniques du système de télécommunications par satellite, mais j'ai omis un facteur très important.

Le coût total de soixante-cinq à soixante-quinze millions de dollars que j'ai mentionné comprend, et j'aurais dû l'établir clairement, le coût d'un satellite de réserve. Ce satellite, dont la fabrication sera complétée à quatre-vingt-dix pour cent, sera conservé au sol. En cas de panne lors du lancement de celui-ci, le second serait prêt, en six mois, à être utilisé. Le coût du lancement de ce satellite supplémentaire, qui s'établirait à environ six millions de dollars, n'est pas compris dans le total des prévisions. L'existence de ce satellite supplémentaire est importante en elle-même; elle indique en outre que nos prévisions budgétaires, et je reviendrai sur cette question dans un instant, tiennent compte des pannes éventuelles et de l'escalade possible des prix.

Voilà en ce qui a trait aux facteurs techniques généraux; quant aux questions particulières de détail, je serais en mesure d'y répondre avec l'aide de mes fonctionnaires.

Plusieurs questions ont été soulevées au cours des débats, et c'est de celles-ci dont je voudrais parler.

Le député de Hillsboro s'est enquis du coût réel et avoué du système, ou, comme il s'est si heureusement exprimé, du coût du «nationalisme technologique». Le même point a été soulevé dans ce que j'appellerai le discours vigoureux du député de Cochrane.

Je ne peux pas prétendre qu'aujourd'hui nous connaissons exactement le coût définitif du système à un dollar près. Toutefois, je répète le chiffre de soixante-cinq à soixante-quinze millions de dollars avec beaucoup de confiance. Le système intérieur de télécommunications par satellite n'est pas, comme l'a décrit un député, à cause peut-être d'un malentendu, un «projet de recherche». Au Canada, nous sommes à un stade bien plus avancé que celui de la recherche; nous nous trouvons actuellement en pleine phase commerciale.

Aussi d'autres raisons d'avoir confiance. Nous ne travaillons pas dans le noir; loin de là. Les coûts de satellites de télécommunications sont connus de façon précise, d'autres pays en ont déjà construits; le Canada lui-même a acquis une expérience considérable dans la construction de satellites grâce aux satellites ALOUETTE et ISIS dont l'ordre de grandeur, le poids et la complexité est comparable; et pour finir, nous avons eu l'avantage de recevoir des propositions précises de fabrication de la Northern Electric et de la RCA Victor.

[Texte]

• 0950

we can draw on the experience we have already had of building a number of ground stations.

Another point raised during the debate, and expressed in the form of an amendment, was that by the Hon. member for Selkirk who called the Bill "a sell-out of the Canadian public interest" and proposed turning the system over to a Crown corporation. Let me say frankly that such a proposal has some superficial attractions to me: it would rid me of a lot of headaches. Drafting legislation for a Crown corporation would be relatively simple; I could probably make some easy political mileage by running against the telephone companies as against the newspaper publishers and finally I would have no more worries about cost and efficiency. If the satellite system, under a crown corporation proved to be more expensive than forecast, this could readily be explained away as inevitable in a first-of-its-kind project of this type, and the extra cost would then be unloaded onto the taxpayer.

I have already given the reasons why we rejected the Crown corporation proposition. Our concern is the public good, in all its aspects. We believe that good can best be achieved under a tripartite arrangement that draws upon the unquestionable expertise of the common carriers. By bringing in the public as shareholder we will, as I explained, ensure that hidden costs are not sloughed off onto the taxpayer.

Both those propositions are, I believe, self-evident. To stretch the analogy the government could, by using its tremendous resources, create a Crown corporation to compete with the automobile manufacturers. Government ownership is the easy way out. The trick in terms of the maximum public good, is to achieve maximum efficiency but under the umbrella of government regulation, and if necessary, as we believe it to be in this case, involvement. We could use up the government's scarce financial resources to build the system entirely ourselves, but I believe the money that would be so used can be better spent on a hundred other purposes, such as from regional development to foreign aid. Instead we want to achieve the same result, but with fewer dollars spent but with an assurance of protection for the public by government participation and regulation.

[Interprétation]

Au cours du débat et en proposant un amendement, l'honorable député de Selkirk a qualifié le bill de «trahison de l'intérêt public du Canada». Il a proposé de confier le système à une société de la Couronne.

Je vous dirai en toute franchise que la proposition a pour moi, à première vue, des attraits incontestables. Au moins sa réalisation me débarrasserait-elle d'un tas d'ennuis. L'élaboration de mesures législatives pour créer une société de la Couronne serait relativement simple et je pourrais probablement gagner beaucoup de prestige sur le plan politique en m'attaquant aux compagnies de téléphone et propriétaires de journaux. De plus, je n'aurais plus aucune inquiétude au sujet des coûts et de l'efficacité. En effet, si un système de télécommunications par satellite, exploité par une société de la Couronne, s'avérait plus coûteux que prévu, il serait facile d'expliquer la chose en invoquant le fait qu'il s'agit d'une programme pilote, une innovation, et de faire porter le fardeau supplémentaire par les contribuables.

J'ai déjà expliqué pourquoi nous avons rejeté le principe d'une société de la Couronne. Notre premier souci est l'intérêt public. Nous estimons que cet intérêt sera mieux servi grâce à une structure tripartite permettant à la société de bénéficier de l'expérience indiscutable des Sociétés porteuses de télécommunications. En y associant le public à titre d'actionnaire, nous nous assurerons, comme je l'ai expliqué, que les dépenses imprévues n'iront pas grossir les charges fiscales des contribuables.

Ces deux principes sont, je pense, évidents. Par analogie le gouvernement peut, grâce à ses ressources illimitées, créer une société de la Couronne qui concurrencerait l'industrie automobile. L'étatisation est une solution facile mais, si l'on cherche à servir au mieux l'intérêt public, l'habileté consiste à assurer le maximum d'efficacité, à l'aide d'une réglementation gouvernementale et, au besoin, comme nous le croyons pour ce cas, de l'intervention même de l'État. Nous pourrions utiliser les ressources financières du gouvernement à construire entièrement nous-mêmes le système. Je peux penser à cent autres moyens pour utiliser les mêmes fonds, depuis le développement régional jusqu'à l'aide extérieure. Au contraire, nous voulons parvenir au même résultat mais en dépensant moins de dollars tout en assurant la protection du public par une participation et par une réglementation de la part du gouvernement.

[Text]

I believe that we have achieved that duality in this bill. We have rejected the proposal by the common carriers that they alone build and operate the system, a proposal incidentally which proves their confidence in the inevitability and profitability of communications by satellite. We have rejected the approach attempted in the United States where COMSAT is owned jointly by the public and the carriers with minority government membership on the board of directors. In the instance of the domestic satellite corporation government membership on the board will be backed by direct government share ownership. Continued government involvement is assured in several sections of the bill dealing with such matters as Canadian content of the hardware.

Now this type of government involvement, and as members know the common carriers have taken the position that it is too extensive, is in my opinion essential to ensure that this new system of communications will serve the best interests of the Canadian public. And it is vital that the system should do so. All along I have resisted the temptation to indulge in "sky-writing", that is the temptation to wax eloquent on all the electronic marvels of communication that will become possible once this system is in operation.

Quite frankly we just do not know what will happen. We can only guess at what may happen. The field of communications is changing and expanding at a dizzying, and even a terrifying pace. Who even five years ago would have confidently predicted that cable systems and computer information systems would hold the importance that they do today.

A communications satellite system has been described as a microwave tower in the sky. It blankets the country; it makes it as cheap to send a signal 3,000 miles as 30 miles. Recently, at a Radio and TV Association convention in Seattle a communications expert delivered this description of the uses to which a satellite system—he was talking of a U.S. satellite system—might be put. I will read the list for the interest of the hon. members:

- An instructional television fixed service.
- Community antenna television which would allow widely scattered institutions to tie into a central information computer complex.
- Satellite interconnection for a system of linking universities and college libraries.

[Interpretation]

Je pense que nous avons réalisé ce double but au moyen de ce bill. Nous avons rejeté la proposition faite par les Sociétés porteuses de télécommunications de construire et d'exploiter elles-mêmes le système. Incidemment, cette proposition démontre la confiance de ces mêmes Sociétés dans l'avenir et la rentabilité des télécommunications par satellite. Nous avons rejeté la solution envisagée aux États-Unis où la COMSAT appartient conjointement au public en général et aux Sociétés porteuses avec une participation minoritaire du gouvernement au conseil d'administration. Dans le cas de Télésat Canada, la participation gouvernementale au conseil d'administration est en fonction de la participation financière. La participation du gouvernement est de plus assurée par plusieurs articles du bill qui traitent entre autre de la question du contenu canadien de l'ensemble du système.

Or, ce genre de participation gouvernementale, comme vous le savez, les Sociétés porteuses de télécommunications prétendent qu'elle est trop grande. Elle est, à mon avis, essentielle pour garantir que ce nouveau système de télécommunications servira au mieux les intérêts du public canadien. Je n'ai cessé de résister à la tentation de me laisser aller à faire connaître à l'univers mon émerveillement devant les étonnants moyens de communication qui seront possibles lorsque ce système fonctionnera.

En toute franchise, nous ne savons pas ce qui adviendra. Nous ne pouvons que deviner ce qui pourrait arriver. Le domaine des communications évolue et augmente à une vitesse effarante et même terrifiante. Qui, il y a seulement cinq ans, aurait prédit en toute certitude que les systèmes par câbles et les systèmes d'ordinateurs revêteraient l'importance qu'ils ont de nos jours.

Un système de télécommunications par satellite peut être décrit comme un pilône de relais hertzien dans le ciel. Il couvre le pays; grâce à lui il n'en coûte pas plus cher de faire parvenir un message à 3,000 milles qu'à 30 milles. Récemment, au cours d'un congrès d'une association de radio et de télévision tenu à Seattle, un expert en télécommunications a fourni cette description des utilisations possibles d'un système de satellites (il parlait d'un système américain de satellites). Je vais vous en lire la liste:

- Un service fixe de télévision éducative.
- Un système de télévision à antenne communautaire qui permettrait aux institutions isolées d'être reliées à un complexe central d'ordinateurs.
- Un système par satellite reliant les universités et les collèges à la fois au réseau d'ordinateurs et au réseau de télévision.

[Texte]

- Nationwide newspaper distribution.
- National credit card checking.
- National air traffic control.
- Medical training and diagnostic centers.

● 0955

Another "sky-writing" proposal which has been made by General Electric in a brief to the federal communications commission is for the use of satellites for what GE calls "Tele-mail", or a continental system of facsimile transmission.

I mention these possibilities, first, to indicate that we are aware of them, and second to give the Committee an idea of the range of possibilities which may be opened up by a domestic satellite system. I say "may". I do not and cannot predict that any, let alone all, of those possibilities may ever see the light of day. Usually such ideas on examination run up against financial rather than technical difficulties.

But I should add this that none of them should be discounted. In communications nothing should be discounted, and almost always we are on the side of the conservative.

I read off the list also because one of those possibilities now being seriously studied by government officials, if only at the most preliminary stage, concerns the possible use of satellites for medical purposes.

The plan, which was described in bare outline at the Seattle conference, calls for a communications medicenter which would combine a central computer information storage center together with terminals for data, slow scan and facsimile, while centers in rural areas would have transceiver phones and computer data access terminals.

This is no more than a possibility, a challenge to our imagination, ingenuity and daring. None of these are reasons not to do it. In fact they are precisely reasons why we should make the attempt. The telephone was invented in Canada; we are putting up the world's first domestic communications satellite system in synchronous orbit; there is no reason why we should not push that system to its most imaginative limits.

[Interprétation]

- Une distribution de journaux à l'échelon national.
- Un contrôle de cartes de crédit à l'échelon national.
- Un contrôle de la circulation aérienne à l'échelon national.
- Un centre de diagnostics et de formation médicale.

Une autre proposition de «publicité mondiale» qui avait été formulée par General Electric dans un exposé adressé à la Federal Communications Commission et qui vise à utiliser des satellites pour ce que la General Electric appelle le «Télécourrier» ou système continental de transmission par facsimilé.

Je mentionne ces possibilités, tout d'abord pour indiquer que nous en avons conscience et, en second lieu, pour indiquer au comité la gamme des possibilités que pourrait offrir un système de satellite national. Je dis «que pourrait». Je ne prédis pas et ne peux prédire que l'une ou l'autre de ces possibilités, pour ne pas dire toutes, puisse même voir le jour. D'ordinaire, ce sont des objections financières plutôt que techniques que rencontrent de telles idées.

Mais je dois ajouter qu'aucune de ces idées ne doit être prise à la légère. Dans les télécommunications, rien ne doit être pris à la légère: nous faisons presque toujours erreur en étant conservateurs.

Je lis également la liste sans hésiter car l'une de ces possibilités est sérieusement étudiée actuellement, bien qu'au stade le plus rudimentaire, par les fonctionnaires de mon ministère et par ceux du ministère de la Santé et du Bien-être social et du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien. Elle concerne l'utilisation possible de satellites à des fins médicales.

Le projet décrit dans ses grandes lignes à la conférence de Seattle, comporterait un Centre médical de communications soit une banque de renseignements et des centres régionaux équipés d'émetteurs-récepteurs téléphoniques et de terminus d'accès.

Ce n'est rien d'autre qu'une possibilité, un défi à notre imagination, à notre ingéniosité et à notre audace. Rien de tout cela justifie l'inaction, au contraire ce sont précisément nos raisons d'agir. Le téléphone a été inventé au Canada. Nous mettons sur pied le premier réseau domestique de télécommunications par satellite dans le monde occidental et il n'y a aucune raison de ne pas perfectionner le réseau à son maximum.

[Text]

To return now to more prosaic matters. During the debate some members raised the point about provincial participation. The province have been kept fully informed of the system and of our plans, and can of course invest if they wish.

Three provinces, and I think it is now four, have so far replied to the letter of explanation I sent to all the provinces together with a copy of the bill, and none in their replies expressed any interest in financial participation.

Finally, a point was made by the member for Selkirk, and also the member for Halifax East-Hants, about the distribution of shares to the general public. I would not insult the intelligence of members of this Committee by pretending that, given the size of the equity offering, hundreds of thousands of investors will be able to become part owners of the Satellite Corporation. The one certain way to ensure that they do not is, of course, to make it a Crown corporation, in which case no Canadian would have any opportunity to buy any shares at all. I can, however, give a flat guarantee that we will make it a condition of underwriting that the shares be offered on the widest possible basis, both across the country and to all types of investors, but particularly small investors, by setting a maximum on the number of shares that can be initially acquired by any shareholder.

That is all I have to say, gentlemen. During second reading I mentioned that I would be moving a number of amendments at the committee stage. I have the drafts with me. They can perhaps be best described and discussed when the Committee reaches the clause-by-clause stage.

To give an example of what is involved in them, Clause 43 as now written would give the government the power to arbitrarily add to the list of common carriers eligible for joint one third ownership, any company of any kind no matter what its business. This plainly was not our intention, our difficulty being that there is no legal definition of a common carrier. The proposed amendment, as you will see, executes our intent in more adequate legal phraseology, and so it is with the majority of the other amendments.

Mr. Chairman, that is all I want to say at this time. I am in your hands from now on.

The Chairman: Mr. Minister, I think we will have Mr. Macquarrie open the question-

[Interpretation]

Revenons maintenant à des questions plus prosaïques. Pendant le débat, certains députés ont soulevé la question de la participation provinciale. Les provinces, au fur et à mesure, ont obtenu tous les renseignements disponibles en ce qui concerne notre projet. Toute province qui désire devenir co-proprétaire peut le devenir. A date, trois provinces et même quatre, je crois, ont répondu à la lettre d'explication que je leur ai fait parvenir accompagnée d'une copie du bill, mais aucune n'a exprimé dans sa réponse le désir de participer financièrement à l'entreprise.

Enfin, le député de Selkirk et le député d'Halifax East-Hants ont soulevé la question de la vente d'actions au public. Étant donné le nombre d'actions disponibles, je ne peux prétendre que des centaines de milliers d'actionnaires pourront devenir co-proprétaires de la Société de télécommunications par satellite. Toutefois un moyen sûr de les en empêcher serait évidemment d'en faire une société de la Couronne; dans ce cas, aucun Canadien n'aurait la possibilité de devenir actionnaire de l'entreprise. Je puis, cependant, vous fournir l'assurance catégorique que nous exigerons des courtiers en valeurs que les actions soient offertes sur la base la plus étendue possible, et en particulier aux petits épargnants, en fixant dès le début le nombre maximum d'actions que pourra acheter un actionnaire.

C'est tout ce que j'ai à dire. Au cours de la deuxième lecture, j'ai mentionné que je présenterais un certain nombre de modifications lors de l'étude en comité. J'ai les projets ici; on pourra peut-être mieux les décrire et mieux les étudier lorsque le Comité en sera arrivé à l'étude article par article.

Voici un exemple de ce que comportent ces projets de modification: l'article 43, le pouvoir d'ajouter arbitrairement à la liste des Sociétés porteuses de télécommunications admissibles à devenir co-proprétaires du tiers des actions, n'importe quelle compagnie, quel que soit son genre d'affaires. Ce n'était certainement pas là notre intention, la difficulté c'est qu'il n'existe pas de définition juridique de l'expression «société porteuse de télécommunications». Le projet de modification donne, comme vous le constaterez, suite à notre intention grâce à une phraséologie juridique plus appropriée, de même pour la majorité des autres modifications.

Monsieur le président, c'est tout ce que j'ai à dire pour l'instant. Je m'en remets donc à vous.

Le président: Monsieur le ministre, je crois que nous allons laisser la première question à

[Texte]

ing. I have the speakers' list ready and I will read it out so you will know where you stand. It will be Mr. Macquarrie, Mr. De Bané, Mr. Schreyer, Mr. Osler and Mr. LaSalle. Would it be agreeable to the Committee if we were to proceed by topic? Perhaps Mr. Macquarrie could open a topic and then we could exhaust it, and then go on to the next speaker and another topic.

• 1000

Mr. Macquarrie: Mr. Chairman, my first topic is the Minister's statement which was just put before us. I was impressed by the revised estimate, which is lower than some I have read, and this of itself is phenomenal enough to shake one.

Has the reduction been accomplished by the idea of putting one satellite in orbit and one spare on the ground, as distinct from the White Paper suggestion of having two aloft and one spare on the ground? Is this a big part of the money-saving procedure or are there technological reasons for this?

Mr. Kierans: That is one of the major reasons. I do not think it is a change, but another development is that we intend to put up a satellite that has a five-year life, for example, instead of a six-year life. A six-year life requires a great deal more gas; it requires much heavier equipment and I suppose the cost of the launch would be heavier, and so on.

In every way we have attempted to cut down the cost so that the satellite that we put up will serve all the purposes of the national policy of this country for a period of five years. We think that is a legitimate period because the technology is changing so rapidly that while depreciation might be extended, obsolescence cannot—obsolescence can happen at any time—but also the fact that we are not putting two up is also going to reduce it.

Mr. Macquarrie: Roughly, what would be the reduction in the cost for this two instead of three policy?

Mr. Kierans: To put up the other one would be another \$11 million. Suppose the first one flamed out or for any reason the launch was not successful. We would have to put another one up right away and that would cost about \$11 million.

The Chairman: That is the cost of the launch?

Mr. Bergeron: No, that is the cost of both the launch and the satellite.

[Interprétation]

M. Macquarrie. J'ai justement une liste des gens qui veulent poser des questions. Je vais la lire pour que vous sachiez l'ordre que vous occupez. Il y aura messieurs Macquarrie, De Bané, Schreyer, Osler et La Salle. Le Comité serait-il d'avis de procéder par questions? M. Macquarrie pourrait commencer un sujet que nous épuiserons et on passera ensuite à un autre sujet.

M. Macquarrie: Le premier sujet était la déclaration que vient de faire le ministre. J'ai été frappé par le budget révisé qui était plus bas que quelques-uns que j'ai lus. C'est assez pour nous ébranler.

Est-ce que la réduction a été réalisée dans le but de mettre un satellite en orbite et un satellite en réserve au sol plutôt par opposition au Livre blanc qui proposait d'en avoir deux en orbite et un en réserve au sol? Est-ce une grande partie de la procédure d'épargne ou cela répond-il à des raisons d'ordre technologique?

M. Kierans: C'est une des principales raisons. Je ne crois pas que ce soit tout à fait un changement mais nous avons l'intention de lancer un satellite en orbite qui y restera cinq ans au lieu de six ans. Une durée de six ans exige beaucoup plus de carburant, un équipement plus résistant et le coût du lancement serait plus important et ainsi de suite.

De toute façon, nous avons tenté de retrancher le coût de façon à ce que le satellite que nous allons lancer serve tous les objectifs de la politique nationale du pays, pendant une période de cinq ans. Nous croyons que cette période de temps est justifiable parce que la technologie change si rapidement que pendant que la dépréciation continuera, la désuétude peut arriver en tout temps, mais en n'en plaçant qu'un en orbite, cela réduira les frais.

M. Macquarrie: Quelle serait la réduction du coût de deux satellites plutôt que de trois?

M. Kierans: Pour en installer un autre, il faudrait 11 autres millions de dollars. Mettons que le premier échoue, pour une raison ou pour une autre, à cause du lancement. Il faudrait en lancer un autre en orbite, ce qui coûterait à peu près 11 millions de dollars.

Le président: Est-ce le prix du lancement?

M. Bergeron: Non, c'est le prix du lancement et du satellite.

[Text]

Mr. Kierans: You see, that second satellite would have been 90 per cent completed. It is largely assembled. We would not really put it all together until we knew that the first launch had failed because it would take another three to six months anyway to get programmed for a second launch. During the period of three to six months we would have put the second satellite together and both things presumably would come together on a critical path.

Mr. Macquarrie: But were compelling reasons which suggested that there be two overborne by events, apart altogether from the saving of \$6 million? In a program so costly as this I am wondering how, so soon, this basic strategy would be diverted and altered.

Mr. Kierans: The two of them would have been two sixes and that would have meant twelve channels and there is no real need right now for Canada to have twelve channels up there. Do you want to expand on that, Mr. Bergeron?

Mr. Bergeron: The original proposal considered three satellites fabricated, two up in the air and those three satellites were of twelve-channel capacity. In the White Paper the range goes from 40 million to 75 million going from a four-channel satellite to a twelve-channel satellite. When we moved to the actual proposal, we reduced the number on channels in the satellite to start with because there was no requirement for such a big satellite.

We also reduced the number of satellites in the sky. The advantage of having two satellites in the sky was to give more reliability to the system. We could have had two sixes with a system which would have been 99.8 per cent reliable, but for most of the requirements of Canada—that is, television to the North, voice circuit to the North as well as television east-west and some voice circuit—we did not need that much reliability so there was no need for investing right now to acquire reliability that is not absolutely essential.

● 1005

The reduced system with one satellite could always be completed at a future year, either 1975 or 1978; whenever required we could have two satellites. Also, a good part of the savings were achieved by reduced ground system network. Originally we were considering a much more extended ground system and we figured that initially we could manage with a reduced ground system which will be able to grow according to needs.

[Interpretation]

M. Kierans: Le deuxième satellite serait terminé à 90 p. 100. Il est assemblé presque tout à fait. On ne l'assemblerait vraiment que lorsque nous saurions que le lancement aurait échoué parce que cela prendrait de trois à six mois, pour préparer le deuxième lancement. Pendant cette période, nous aurions rassemblé le deuxième satellite et les deux choses viendraient ensemble sur une trajectoire critique.

M. Macquarrie: Était-ce les raisons qui proposaient qu'ils étaient tous deux dépassés par les événements, à part l'économie de six millions de dollars? Dans un programme aussi coûteux que celui-là, je me demande pourquoi cette stratégie de base a été changée aussi tôt.

M. Kierans: Je crois que les deux satellites auraient donné douze canaux et le Canada n'a pas vraiment besoin de douze canaux à l'heure actuelle. Voulez-vous développer ce sujet, monsieur Bergeron?

M. Bergeron: La proposition originale avait en vue trois satellites, dont deux en orbite et ces trois satellites pouvaient capter douze canaux. Dans le Livre blanc, on parle de 40 à 75 millions, allant d'un satellite de 4 canaux à un satellite de 12 canaux. Quand nous avons passé à cette proposition proprement dite, nous avons réduit les canaux des satellites pour débiter parce qu'on n'avait pas besoin d'un si gros satellite.

Nous avons réduit également le nombre des satellites en orbite. L'avantage de deux satellites en orbite donne plus de fiabilité au système. Nous aurions pu avoir deux satellites à douze canaux dont le système aurait été 99.8 p. 100 sûr. Mais pour la plupart des besoins du Canada, la télévision vers le nord, le circuit audio vers le nord ainsi que la télévision de l'est à l'ouest et quelques circuits audio, nous n'avions vraiment pas besoin d'un système très fiable, c'est pourquoi il n'était pas tout à fait essentiel de l'acquiescer.

Le système réduit avec un seul satellite pourrait toujours être complété plus tard, soit en 1975 ou en 1978 quand cela sera nécessaire, nous pourrions avoir deux satellites. L'économie a aussi été réalisée grâce à un réseau au sol réduit. Nous avions songé tout d'abord à un système au sol beaucoup plus élaboré et nous croyions pouvoir nous en tenir à un système réduit qui aurait pu s'accroître à mesure que les besoins se seraient fait sentir.

[Texte]

Mr. Macquarrie: In the interval since the White Paper has there been a decrease in the expectation of the use of channels? I would have thought it would go the other way, but do I take it that it is now felt that fewer will be used than was considered likely at the time of the White Paper?

Mr. Kierans: I think what has happened since is that we have been much more precise in the need. We can relate that to the national policy. At the present time, what we really have to ensure more than anything else is the fact that this satellite will accomplish what we all want in Canada, that is, the provision of all programs whether in the French or English language at all points in Canada. Now, that is the first point.

The second point concerns the provision of telephone communication to the North. This does not require any more than six channels. It requires less than that. The rest of it can be used as backup to existing facilities. In other words, we have taken a much more careful look. We are not interested in building a luxury model, in building excess capacity. We are interested in attaining the immediate objectives of the government.

Mr. Macquarrie: There has been a planning retrenchment since the days of the White Paper? You are more cautious, more conservative?

Mr. Kierans: I think the White Paper would have been very much more general. Everyone has plans in the planning stage, but when you look at your market and the resources available to you you adjust your resources to the services that you want to provide, and we have been able to take a very close and cold, if you will, analytical look at what we want to do and how we can best and most economically do it.

Mr. Macquarrie: The money saving aspect is very important here. I take it.

Mr. Kierans: It depends on how you look at it. Let us say you do not want to invest any more in providing a service or building a product than you really have to. Since the time of the White Paper, obviously the studies have been continuing, and what was a very general objective has now become very much more precise in outline although we have not sacrificed the objectives of the government.

Mr. Macquarrie: You are in a very fortunate position if you can accomplish as much with less than was anticipated.

[Interprétation]

M. Macquarrie: Dans l'intervalle, est-ce qu'il y a eu, depuis le Livre blanc, une diminution d'utilisation prévue des canaux. J'aurais cru le contraire, mais dois-je comprendre qu'il y en aura moins qui seront utilisés que ce que l'on avait cru au moment du Livre blanc?

M. Kierans: Ce qui est arrivé depuis c'est que nos besoins se sont précisés. Nous pouvons rattacher cela à la politique nationale, à l'heure actuelle. Ce qu'il faut nous assurer surtout, c'est que le satellite puisse faire ce que nous attendons de lui pour tous les programmes, que ce soit en langue française ou en langue anglaise, partout au Canada. C'est le premier impératif.

Le deuxième point, c'est d'assurer les communications téléphoniques dans le Grand Nord. Cela ne demande pas plus que six canaux, même moins. Le reste a été utilisé pour seconder les installations existantes. Autrement dit, nous avons étudié la question de plus près. Nous ne sommes pas intéressés à construire un hôtel de luxe, quelque chose de trop spacieux. Nous tentions seulement de réaliser les objectifs immédiats du gouvernement.

M. Macquarrie: Alors, il y a eu un retranchement planifié depuis la rédaction du Livre blanc? Vous êtes plus prudent, plus conservateur.

M. Kierans: Je crois que le Livre blanc a été de nature beaucoup plus générale. Chacun a des projets à l'étape de la planification, mais quand vous considérez votre marché et les ressources disponibles, il faut adopter vos ressources aux services que vous désirez offrir, et nous avons pu analyser la question de manière froide et précise et décider ce que nous désirons faire et choisir la façon la plus économique de le réaliser.

M. Macquarrie: L'économie est un facteur très important aussi, n'est-ce pas?

M. Kierans: Cela dépend de votre point de vue. Mettons que nous ne voulons pas investir plus qu'il ne le faut pour assurer un service ou fabriquer un produit. Il est évident que depuis, le Livre blanc a été continué et qu'il représentait un objectif très général, cela s'est beaucoup précisé même si nous n'y avons pas sacrifié les objectifs du gouvernement.

M. Macquarrie: Eh bien, vous êtes chanceux si vous pouvez faire autant avec moins de moyens que vous ne le prévoyiez.

[Text]

Mr. Kierans: We are trying to do that in the Post Office, too.

Mr. Macquarrie: An unhappy analogy, I would think. Mr. Chairman, we will be moving on to the North but the aim was to talk about these satellites in supplementary.

The Chairman: Yes, are there any supplementaries on the question of costs? Mr. Schreyer?

Mr. Schreyer: I notice, Mr. Kierans, that your officials are confident that they can keep the cost to within 5 per cent of the present Estimates. I recall the figure of 5 per cent being stipulated, but the Estimates for construction of the ground receiving stations calculated by the officials in your Department have been quite a bit out. I believe the original Estimates for the ground receiving station at Mill Village were somewhere around \$3 million or \$4 million and the the final cost ended up around \$10 million or \$11 million. This would seem to me to indicate a differential or a margin of error in the estimating at many, many times 5 per cent. What comment do you have to make on the fact that the ground receiving station Estimates were so far out?

Mr. Kierans: If my memory is correct, and my officials here will correct me, the original cost of the first ground station at Mill Village was about \$13 million. Is that right? Dr. Chapman can verify this or modify it. The cost of the second one came down to \$9 million and I think there was much greater capacity. The kind of earth stations that we are building here are of much more simple

• 1010

construction than the ones for international communications that CRTC are building. Of course, we have the benefit of this. We have Bell Telephone's experience in building their station at Bouchette and any number of other experiences. Also we hope the corporations that will build the air station will find a market for them elsewhere in the world, in the export market, and that this also will be a strong factor in reducing their cost. In other words, we are moving out of the research stages that we were in initially at Mill Village, and into really the production stage.

Mr. Schreyer: So you feel quite confident in giving the Committee the assurance that whatever happens the cost of establishing this system will not excalete like that of the National Arts Centre.

[Interpretation]

M. Kierans: Nous essayons de le faire également, au Bureau de poste.

M. Macquarrie: Une analogie malheureuse, j'oserais dire. Monsieur le président, nous allons passer peut-être au nord parce que le but de cette réunion était de parler des satellites.

Le président: Quelqu'un a-t-il des questions complémentaires à poser à propos des coûts? Monsieur Schreyer?

M. Schreyer: J'ai noté que vos fonctionnaires croient pouvoir maintenir le coût à 5 p. 100 des prévisions budgétaires actuelles alors, que, étant donné que les prévisions budgétaires pour la construction des stations de réception au sol calculées par les fonctionnaires de votre ministère ont été un peu fausses. Il semble qu'à Mill Village, la station de réception au sol, on avait prévu 3 ou 4 millions de dollars et le coût définitif a été de 10 ou 11 millions de dollars. Il me semble qu'il y a une marge d'erreur assez marquée dans les prévisions, beaucoup plus que 5 p. 100. Quels commentaires voulez-vous apporter au fait que les prévisions pour la station de réception au sol étaient aussi peu précises?

M. Kierans: Sauf erreur, mes fonctionnaires me corrigeront, le coût initial était de 13 millions de dollars. Le docteur Chapman pourra vérifier ou me corriger, le coût second était de l'ordre de 9 millions de dollars et il y avait beaucoup plus de possibilités. Mais les stations au sol que nous construisons sont beaucoup plus simples que les stations que nous avons construites pour les télécommunications internationales que les CRTC installent. Nous pouvons profiter de l'expérience de Bell Canada à la suite de la construction de leur station à Bouchette et d'autres expériences du genre. Nous espérons également que les corporations qui construiront les stations aériennes trouveront un marché ailleurs dans le monde et c'est là aussi un facteur qui réduira le coût. En d'autres mots, nous passons de l'étape de la recherche que nous faisons à Mill Village et nous passons à l'étape de la production.

M. Schreyer: Donc, vous avez confiance que, quoi qu'il arrive, le coût pour l'établissement de ce système ne subira pas le même sort que celui du Centre national des arts.

[Texte]

Mr. Kierans: I have four senior officials at the table here and others behind them backing them up. There are 500 or 600 technicians out at Shirleys Bay, scientists and engineers and so on. They are going to be held accountable for this, and I will be very upset, to put it mildly, if these estimates do not prove out. I will be extremely upset.

Mr. Schreyer: One more question, Mr. Chairman, on costs. I would like to ask Mr. Kierans if he could make available a cost benefit study. I presume that a cost benefit study has been made within the Department, which would show more clearly and more precisely the relative costs as between using the domestic satellite system and the existing ground microwave system.

Mr. Kiernas: I do not know if we can make everything available. I imagine some information will also be coming forward from the trans-Canada telephone system when they appear before the Committee, but we will certainly try to inform the Committee as much as possible.

Mr. Schreyer: I take it that Treasury Board has been supplied with cost benefit studies showing the relative costs of communications to this country using the proposed system and the existing land system.

Mr. Kierans: I think the best way to answer your question, Mr. Schreyer, is to ask Mr. Bergeron, who is head of the project office, to outline to the Committee exactly how the project office worked, what its terms of reference were, and how it carried them out.

Mr. Gilles Bergeron (Assistant Deputy Minister, Operation): The various cost benefit studies were made originally when the task force on the satellite was created and directed by Dr. Chapman. They made a cost benefit study of the over-all system, and proved at that time that a satellite system would be beneficial for Canada. Once the White Paper was published, a project office was formed which consists of six different sub-groups, one of them studying technical matters, and another one studying the economics of the system. And the studies of these two groups put together led us to the definition of the system we have in front of us now, which is a six-channel system.

The studies for the procurement of the space segment itself were ascertained by two contract studies to Northern Electric and RCA. Both of these studies came within about five per cent of each other. These figures were again reviewed extensively in the

[Interprétation]

M. Kierans: J'ai ici quatre hauts fonctionnaires et d'autres derrière pour les appuyer. Il y a cinq à six cents techniciens à Shirleys Bay, savants et ingénieurs et autres. Ils sont les comptables de la chose et je serais très mécontent si les estimations qu'ils ont faites ne s'avèrent pas justes.

M. Schreyer: Une dernière questions, monsieur le président, quant aux coûts. Le ministre pourrait-il nous présenter une étude sur les rapports entre les coûts et les bénéfices. Je pense que le ministère s'est livré à une telle étude démontrant l'intérêt qu'il y a d'utiliser un satellite domestique plutôt que le système au sol qui existe à l'heure actuelle.

M. Kierans: Je ne sais pas si nous pouvons présenter quelque chose maintenant. Vous aurez le rapport du système de téléphone Trans-Canada lorsqu'ils paraîtront devant le comité, mais nous tenterons de vous renseigner autant que possible.

M. Schreyer: J'imagine que vous avez remis au Conseil du Trésor ces études établissant le rapport entre les coûts et les bénéfices et comparant le système proposé et celui qui existe au sol?

M. Kierans: Peut-être pourrais-je demander à M. Bergeron qui est chef du bureau du projet, d'exposer au comité, comment son bureau a travaillé, quel était son mandat et comment il l'a réalisé.

M. Gilles Bergeron (sous-ministre adjoint, Opérations): Les diverses études ont d'abord été faites par l'équipe spéciale chargée du satellite et dirigée par M. Chapman. Ils ont fait une étude économique de tout le système et prouvé à ce moment-là qu'un système de satellites serait bon pour le Canada. Une fois que le Livre blanc a été publié, le Bureau des projets a été établi. Il consiste en six sous-groupes, l'un d'eux étudie les questions techniques, un autre la situation économique. Les études réalisées par ces deux groupes nous ont amené à définir le système que nous avons devant les yeux maintenant, qui est un système à six canaux.

Les études quant à l'obtention d'une portion d'espace ont été réalisées par deux études faites par la *Northern Electric* et *RCA*. La différence n'a été que de 5 p. 100 d'une étude à l'autre. Tout cela a été révisé dans le Bureau des projets, du point de vue techni-

[Text]

project office, both from a technical point of view and from an economic point of view, before we ascertained the figure of \$65 to \$75 million.

As to the ground segment itself, we were fortunate to benefit, as Mr. Kierans mentioned, from the experience of Northern Electric in building a station at Bouchette, which will be very similar to the major northern stations of the network designed for TV receive only. The same company has made extensive studies, and it has certain costs

•1015

which are much lower than the figures we have used. So in all cases our figures are relatively high compared to the exact costs we are given by the manufacturers today.

Mr. Kierans: There are two conclusions that I want to draw from this. I want to point out to the members of the Committee, that presumably they acted independently. I am certain that they did. Northern Electric and RCA came out, as Mr. Bergeron has said, with approximately the same costs. Now, obviously I am not going to let them get away, if contacts are handed out, with bids or submissions that are substantially in excess of that.

Secondly, they both came out with something else. There were always possibilities, in the White Paper for example, of a 12-channel system. At the other end there was the possibility of a four-channel system. But both groups came out with six-channel systems. There is a very large private enterprise input into all of these cost estimates that are being put before you. There is a tremendous input. There is an input there in writing that we can hold them to, if not improve.

Mr. Schreyer: I understand, Mr. Kierans. But to take a specific example, have you got the cost of launch nailed down pretty clearly?

Mr. Kierans: Dr. Chapman?

Dr. John H. Chapman (Assistant Deputy Minister, Research): I think we have considerable confidence in a cost of launch. We do not have a contract yet. That would be up to the corporation to arrange, but we are confident that we know the launch figures white precisely.

The Chairman: Is there any possibility, Dr. Chapman, of you entering into competition with the USSR for a launching vehicle?

Mr. Kierans: That is a matter of policy. Perhaps I should answer that one.

[Interpretation]

que et du point de vue économique avant d'en venir à ce chiffre de 65 à 75 millions de dollars.

Tant qu'à la partie au sol, nous avons pu profiter de l'expérience de la *Northern Electric* et leur station de Bouchette qui sera très semblable aux principales stations nordiques du réseau, conçues pour la télévision seulement. La même compagnie a fait aussi d'importantes études des coûts et certains sont plus faibles que ceux que nous avons utilisés. A tout prendre, nos chiffres à nous sont plutôt élevés à comparer avec le coût précis que nous donnent les fabricants aujourd'hui.

M. Kierans: Il y a deux conclusions que je puis tirer de cet exposé. Je voudrais dire aux députés que la *Northern Electric* et la *RCA* ont donné des chiffres à peu près semblables et qu'elles ont sans aucun doute travaillé séparément. Bien entendu si des contrats sont alloués, je ne permettrai pas de soumissions à des taux beaucoup plus élevés que ces chiffres-là.

Deuxièmement, les deux sociétés ont montré autre chose. Il y avait toujours la possibilité selon le Livre Blanc, de douze canaux, ou de quatre canaux. Mais les deux groupes en question ont proposé des systèmes de six canaux. Il y a un apport assez important de l'entreprise privée dans toutes ces estimations qu'on vous soumet. Il y a un apport assez important par écrit auquel on peut les tenir.

M. Schreyer: Je comprends cela M. Kierans. Mais comme exemple concret, avez-vous le coût précis du lancement?

M. Kierans: M. Chapman?

M. John H. Chapman (sous-ministre adjoint, recherche): Je pense que nous avons très confiance dans le coût du lancement. Nous n'avons pas encore de contrat. Il appartiendra à la société d'en venir à ces chiffres. Nous avons les chiffres du lancement avec assez de précision.

Le président: Est-il possible que vous puissiez concurrencer l'URSS quant au véhicule de lancement?

M. Kierans: C'est une question de politique et je vais répondre moi-même.

[Texte]

I do not believe that Europe will have a launching capability in time for this satellite. Perhaps Dr. Chapman can correct me. I would have very much liked to have the Eldo program succeed in time for them to be a bidder on the launch. We would have to take due account of the experience, of course, of the United States, which has the greatest experience in this. If Europe had had this kind of capability, then I would think that we would have had three possibilities. At the moment we have only two.

As Dr. Chapman has said, no contract has been signed. If somebody could assure us of a pretty high degree of success and wanted to offer their services for launching this, we would take a very close look at it.

Mr. Schreyer: I would like to ask Mr. Kierans if his cost estimates have been brought to the point where he has already submitted them to what I am advised is the planning program and budget system of the Treasury Board. Has it got down to that precision?

Mr. Kierans: Well, how this happens is that what goes through Cabinet here is obviously the general discussion of the bill, and the probable financial impact on the budget or on the investments of the government. There is a very close examination. And in all of this, of course, Treasury Board has its own input to make. But to say just what the input of Treasury Board or of this Cabinet committee was, or of another Cabinet committee, or indeed of Cabinet as a whole—to say what their precise inputs were, I do not think I can say. I can say this, that the Cabinet is satisfied that the bill as presented to the House, to Parliament, is correct, and they have satisfied themselves of this.

Perhaps the Minister has been over-optimistic, but I do not think so. If anything, I have been conservative in what I have presented to my colleagues. I think there is just as much chance, perhaps even more, that we will do all of this at a better price than at the figures we have laid before you.

Mr. Schreyer: Are you speaking with tongue in cheek when you say that we have

• 1020

two places that we can go to, to buy the launch?

Mr. Kierans: I have no tongue in cheek. This is a business proposition. I do not close any doors anywhere.

The Chairman: Mr. De Bané, on a further supplementary on the question of costs of the satellite?

[Interprétation]

Je ne crois pas que l'Europe aura la possibilité de lancer, en temps utile, ce satellite. M. Chapman me corrigera peut-être. J'aurais voulu voir la réussite du programme Eldo pour qu'ils puissent donner leurs soumissions pour le lancement. Il faudra tenir compte de l'expérience des États-Unis qui est grande. Si l'Europe avait eu des possibilités comme cela, nous aurions en trois possibilités. A l'heure actuelle nous n'en avons que deux.

Comme a dit M. Chapman, aucun contrat n'a été signé. Si quelqu'un peut nous assurer un degré élevé de succès et puis après nous offrir ses services pour le lancement, nous lui consacrerons toute notre attention.

M. Schreyer: Je voudrais demander à monsieur Kierans, si ses estimations de coût en sont venues au point de la soumission au système de planification et de budget du Conseil du Trésor. Ce degré de précision a-t-il été atteint?

M. Kierans: Les choses se passent comme ceci. Ce qui se passe au Conseil des ministres, c'est la discussion générale du bill, et l'influence probable sur le budget et les investissements du gouvernement. Les choses sont étudiées de très près et le Conseil du Trésor a son apport à faire dans tout cela. Mais quant à l'apport du Conseil du Trésor, du comité du Conseil des ministres ou du Conseil des ministres entier, je ne puis vous dire. Je peux dire que le Conseil des ministres est satisfait que le projet de loi, tel qu'il a été présenté en Chambre, ait vu juste. Ils en sont satisfaits.

Peut-être que le ministre est trop optimiste, mais je ne crois pas. J'ai été plutôt très conservateur dans mes exposés aux ministres. Je crois qu'il y a autant de chances et même davantage que nous fassions tout cela à un meilleur prix que les chiffres que vous avez devant les yeux.

M. Schreyer: Parlez-vous à la blague quand vous dites que nous avons deux endroits où nous pouvons nous adresser pour acheter le lancement?

M. Kierans: Non, je ne rigole pas. C'est une affaire et je ne ferme les portes à quiconque.

Le président: Monsieur De Bané, une autre question complémentaire, quant au coût?

[Text]

M. De Bané: Lorsque j'ai entendu mon ami, M. Schreyer, parler d'une autre aventure comme celle du Centre national des Arts, et Dieu sait combien j'ai moi-même combattu le *mismanagement* qui était à la base du *planning* et de l'exécution du Centre national des Arts, et je me suis demandé, monsieur le ministre, si par suite de la répartition du capital-action prévue à l'article 10, et tel que vous l'avez...

The Chairman: Mr. De Bané, that is not on the question of the costs of the satellite. It has to be a supplementary that we are permitting on the costs of the satellite.

Mr. De Bané: If you will permit, me, Mr. Chairman, I wanted to present the point that as the government will only have a third of the...

Le tiers de la propriété de la compagnie, les sociétés porteuses et publiques vont être intéressées elles-mêmes à un retour sur leurs investissements. La question de coût est fonction également de la rentabilité. C'est sur ce point du coût et de la rentabilité que je voulais que le ministre précise sa pensée. D'accord. Monsieur le ministre, voulez-vous m'expliquer quels vont être les critères des opérations de cette Société et dans quelle mesure elle devra être rentable? Car, le public, les sociétés porteuses vont, comme vous le dites, avoir les deux tiers des voix, des actions.

M. Kierans: Je peux vous rappeler que les compagnies de téléphone vont investir aussi pour un tiers. Leur quota est un tiers des actions. Elles ont démontré leur confiance dans la rentabilité de la Société Télésat. On peut dire qu'elles ont une certaine confiance et qu'elles peuvent se fier aux prévisions qu'ont faites les compagnies privées, comme dans le cas de *Bell Telephone*, leur filiale, la *Northern Electric*. Sans aucun doute, on peut lancer un satellite pour le montant prévu ici. Quant à leur rentabilité, il faut envisager également les revenus de la Société Télésat.

M. De Bané: Quel sera l'investissement initial de la part du gouvernement dans l'entreprise Télésat? Je comprends qu'il va y avoir \$10 millions d'actions, mais on ne va pas émettre toutes les actions au début. D'après vous, quel sera l'investissement premier du gouvernement?

M. Kierans: Avant que la Société soit créée?

M. De Bané: Oui.

M. Kierans: Jusqu'en septembre, disons?

[Interpretation]

Mr. De Bané: When I heard my friend, Mr. Schreyer, speak of another venture such as the National Arts Centre. God knows how I fought the mismanagement which was at the base of the planning and execution of the National Arts Centre and I was wondering, sir, whether after the distribution of the shares as provided in clause 10 and as you...

Le président: Monsieur De Bané, cela ne fait pas partie du coût du satellite. Il faut que la question supplémentaire que vous allez poser se rapporte au coût du satellite.

M. De Bané: Si vous me permettez, monsieur le président, je voulais dire que comme le gouvernement n'aura que le tiers de...

One third of the property of the corporation, the common carriers and the public corporations will want a return on their investments. The question of cost is also related to its profitability. It is on this point of cost and profitability that I wanted Mr. Kierans to clarify. Sir, would you please explain to me what will be the criteria for the operations of this corporation and to what extent it will be profitable? Because the publicly-owned companies and the common carriers will, as you say, hold two-thirds of the votes or the shares.

Mr. Kierans: May I remind you that the telephone companies are also going to invest one-third of the capital. Their quota is set at one-third of the shares. This means they have confidence in the profitability of the Telesat corporation. We can therefore say that they have some confidence and that they accept the estimates made by private firms, such as, in the case of *Bell Canada*, their subsidiary *Northern Electric*. There is no doubt at all that we may launch a satellite for the amount provided here. As to its profitability, we must also consider the returns of the Telesat corporation.

Mr. De Bané: What will be the government's initial investment in Telesat? I understand there is going to be \$10 million worth of shares, but they will not be all issued at once. But what is going to be the government's initial investment, in your opinion?

Mr. Kierans: Before the corporation is set up?

Mr. De Bané: Yes.

Mr. Kierans: Before September, let us say?

[Texte]

M. De Bané: Disons jusqu'en septembre.

M. Kierans: Environ un ou deux millions, jusqu'en septembre. La Société va emprunter à peu près un ou deux millions. Quand la Société sera créée, elle va rembourser le montant que le gouvernement lui a prêté.

M. De Bané: Je comprends que le but de la loi, c'est que pour chaque montant investi par le gouvernement dans l'achat d'actions, les sociétés porteuses et publiques en mettront deux fois plus.

M. Kierans: C'est exact.

The Chairman: Are there any further question on the matter of costs?

• 1025

Mr. Osler: Mr. Chairman, I was endeavouring to follow in French and I might have missed something. If I did you can stop me. We talk about \$75 million as being the total top investment. It is not clear to me whether \$75 million is the government share of the total investment or whether that is the total capital injected into it by the owners in general.

Mr. Kierans: The actual government share in all of this could be less than \$10 million. It would depend on the actual capitalization of the corporation. At the moment we envisage a total investment of about \$60 million in the corporation. After the first couple of years there will be various cash flows, depreciation, and so on.

That can be divided in a number of different ways. You could have an amount of \$30 million as equity and \$30 million that the corporation would borrow. It is perfectly feasible for the corporation to do this. If you wanted, you could even have \$20 million equity and \$40 million borrowed of the \$60 million. Let us say it was \$30 million. The actual government contribution would be of the order of \$10 million. If it was \$20 million the actual government contribution would be \$6½ million. From then on, if the three interests, the public, the carriers and the government, put \$20 million in equity, that is the end of the government's contribution. From then on the corporation in the second, third or fourth year borrows for its purposes \$40 million on the capital market.

Mr. Osler: Right. When you refer to these figures you are speaking about them as a total.

Mr. Kierans: As a total.

Mr. Osler: And the government's share is something less.

20143-2½

[Interprétation]

Mr. De Bané: Yes. Let us say September.

Mr. Kierans: One or two million worth, up to September. The Corporation will borrow about \$1 or \$2 million. Once your corporation is set up, it will repay the amount it borrowed from the government.

Mr. De Bané: I understand that the aim of the Act is that, all amounts invested by the government in shares, will be doubled by the common carriers and the publicly-owned companies.

Mr. Kierans: Right.

Le président: Y a-t-il d'autres questions à propos des coûts?

M. Osler: Monsieur le président, j'essayais de suivre en français, et si j'ai mal compris, arrêtez-moi. Nous avons parlé de 75 millions ici comme étant l'investissement total le plus élevé. Ce qui n'est pas clair pour moi c'est, la quote-part du gouvernement est-elle de \$75 millions ou est-ce l'investissement total dans l'entreprise de tous les propriétaires?

M. Kierans: La part totale du gouvernement dans cette affaire pourrait-être inférieure à 10 millions. Cela dépend de la capitalisation de la société. Nous envisageons à l'heure actuelle un investissement total d'environ 60 millions de dollars dans la société. Après quelque deux ans, il y aura des mouvements de capital, dépréciations et autres.

Cela peut se diviser de différentes façons. Vous pouvez avoir une somme de 30 millions de dollars en équité et 30 millions d'emprunts, cela c'est possible. Vous pouvez avoir 20 millions de mise de fonds et 40 d'emprunts, si vous voulez. Mettons que ce soit 30 millions. La contribution du gouvernement sera de 10 millions. Si c'est 20 millions, la quote-part du gouvernement sera de 6 millions deux tiers. A partir de cela si les intérêts du public, des exploitants et du gouvernement mettent \$20 millions de fonds, c'est toute la contribution du gouvernement. A partir de ce moment, à partir de la deuxième, troisième ou quatrième année, la société emprunte pour ce faire \$40 millions sur le marché.

M. Osler: Lorsque vous parlez de ces chiffres vous songez au total.

M. Kierans: Comme total.

M. Osler: Et la part du gouvernement est moindre.

[Text]

An hon. Member: One third.**Mr. Osler:** Right.**Mr. Kierans:** It is not one third of \$60 million, it is one third of the equity.**Mr. Osler:** Of the capital.**Mr. Kierans:** Of the equity, and the equity could be \$20 million and it could be \$30 million.**Mr. Osler:** Right. Thank you very much.**The Chairman:** Mr. Matte.**M. Matte:** Merci, monsieur le président. J'aimerais demander au ministre s'il y a possibilité de réduire le coût en laissant le Québec s'organiser avec la France en ce qui a trait au satellite francophone.**M. Kierans:** Cela n'a rien à voir avec notre projet. Les relations du Québec avec la France concernent les communications internationales. On ne peut faire que certaines suggestions pour réduire le coût du Québec.**M. Matte:** Autrement dit, je voulais savoir précisément, monsieur le ministre, si, pour ce qui a trait au satellite francophone, on laissait le Québec s'organiser avec la France, si à ce moment-là, on ne réduit pas le coût. Ne serait-ce pas mieux d'envisager cette possibilité en ce qui a trait...**M. Kierans:** C'est une hypothèse que je n'accepterai jamais. On peut peut-être diminuer le coût de \$100,000 pour ce qui est des stations terrestres, mais c'est tout. On ne peut pas réduire le coût du satellite même.**M. Matte:** Les techniciens français sont peut-être en mesure de lancer un satellite à un coût moindre.**M. Kierans:** Nous sommes en contact avec tous les experts à travers le monde, y compris la France.**M. Matte:** Merci.**The Chairman:** Are there any further questions on this particular topic? Then I will recognize Mr. De Bané on a new subject.**Mr. Macquarrie:** I am afraid my courtesy in yielding the floor just as I got underway seems to have been lost upon you, Mr. Chairman, and upon the members. I do not think I would perhaps be trespassing if I at least reached my major question.**The Chairman:** That is fine, Mr. Macquarrie.

[Interpretation]

Une voix: Un tiers.**M. Osler:** Exact.**M. Kierans:** Un tiers pas de 60 millions, mais un tiers de la mise de fonds.**M. Osler:** Du capital.**M. Kierans:** De la mise de fonds, qui peut être de 20 millions ou de 30 millions.**M. Osler:** Merci beaucoup.**Le président:** Monsieur Matte.**Mr. Matte:** Mr. Chairman, I would like to ask the minister if there is a possibility of reducing the costs if we left Quebec deal with France for the French speaking satellite.**Mr. Kierans:** That has nothing to do with our project. The relations between Quebec and France comme under international communications. We could only make certain suggestions to reduce Quebec's costs.**Mr. Matte:** In other words, what I want to know, Mr. Minister, with regard to the French language satellite, if we left Quebec deal with France, we would not be reducing the costs. Would it not be better to consider this possibility with regard to...**Mr. Kierans:** I would never accept this hypothesis. We could possibly reduce the cost by \$100,000 with regard to earth stations. But that is all. We cannot reduce the cost of the satellite itself.**Mr. Matte:** Possibly the French technicians are in a position to launch a satellite at a lesser cost.**Mr. Kierans:** We are in contact with experts throughout the world, including France.**Mr. Matte:** Thank you.**Le président:** Y a-t-il d'autres questions à ce sujet? Alors, je passe la parole à M. De Bané sur un autre sujet.**M. Macquarrie:** Je crains que ma courtoisie lorsque j'ai laissé passer ma parole a été pour rien. Alors, puis-je en venir à ma question principale.**Le président:** Allez-y M. Macquarrie.

[Texte]

Mr. Macquarrie: I had not questioned on the comparative costs of two versus three vehicles. I was fascinated by Mr. Kierans' confession that he had resisted the temptation to indulge in skywriting. As a stern Presbyterian, I thought that he had yielded to the temptation for the next two pages. I am interested in all the fascinating suggestions he puts forward, and I would also like to become Buck Rogers some day. These things are fascinating. I am thinking, though, that at the present time when there is a good deal of public interest and stimulation in this matter that before we launch the bill, as distinct

• 1030

from the satellite, we should know what the immediate benefits are which will come to what Canadian people.

I constantly receive the impression that the people who will immediately benefit most are the residents of northern Canada who now receive services of a diminished quality or are without them. Could Mr. Kierans tell us just what services will be extended to what groups of people. I am not dealing in the realm of hope or speculation, but of expected actually. I am concerned about this because we daily hear about people who are losing their post offices because there are not enough people living in certain areas, and so on. Let us take a look at the northern area with its scattered population.

What is this going to do for us? I think it would be a good idea if the public knew this.

Mr. Kierans: In terms of numbers the immediate benefits to the people in the North are measured by the actual population of the North, and that is not very great, but I think that is taking a very short-run and immediate look at it. What we are all anxious to do is to really make use and develop this entire country that we call Canada. We make all kinds of flowery speeches about what Canada is, its size, its resources, its tremendous rivers, the Mackenzie and the Churchill and everything that lies in the MacKenzie Valley, but one of the deterrents to investment up there is precisely the lack of communication. A great many more people would go there if there was not this complete isolation when they got there, and I think you have to be very careful in how you define the North. For example, the north includes a place called Parent which as the crow flies is only about 140 miles north of Montreal. There is no television facilities there whatsoever and the curé has to take the youngsters in a car right after mass to see a hockey game perhaps 70 or 80 miles away. All of these difficulties diminish, but that is an immediate one.

[Interprétation]

M. Macquarrie: J'ai laissé mes questions quant au coût relatif entre les deux et trois satellites. Cela m'a fasciné d'entendre le ministre dire qu'il avait résisté à toute surenchère et en lisant les deux pages suivantes en bon presbytérien, j'ai cru qu'il s'était laissé aller. J'ai regardé toutes les questions fascinantes dont il parle, et j'aimerais moi aussi devenir Buck Rogers un de ces jours, mais je crois qu'à l'heure actuelle quand le public s'intéresse à tout cela, qu'avant d'avancer dans l'étude du projet de loi, nous devrions savoir quels sont les bénéfices immédiats au peuple canadien, et dans quelle mesure.

J'ai l'impression très nette que ceux qui vont bénéficier immédiatement et le plus sont ceux du Nord canadien qui reçoivent à l'heure actuelle des services réduits ou n'en reçoivent pas du tout. Le ministre peut-il nous dire quels services seront disponibles et à quels groupes de gens. Cela me préoccupe, parce que quotidiennement nous entendons parler de gens qui perdent leur bureau de poste parce qu'ils ne sont pas assez nombreux dans leur région. Regardons le Nord canadien avec sa faible population.

Qu'est-ce que cela va nous apporter? Je pense que ce serait une bonne idée si le public le savait.

M. Kierans: L'avantage immédiat pour le Nord canadien sera en raison de la population qui n'est pas très nombreuse, mais je crois que c'est une attitude assez limitée. Ce que nous voulons tous faire au Canada, c'est de développer notre pays. Nous faisons tous de beaux discours sur la grandeur du Canada, de ses ressources, de ses grandes rivières le MacKenzie et le Churchill et de tout ce qu'il y a dans la vallée MacKenzie. Une des raisons pour lesquelles il est difficile d'attirer des investissements là-bas, c'est précisément le manque de moyens de communication. S'il n'y avait pas cet isolement aussi complet, ce serait possible d'attirer beaucoup plus de gens. Il est assez difficile de définir le Nord. Le Nord, par exemple, comprend des endroits comme Parent qui se trouve à environ 140 milles de Montréal à vol d'oiseau. Il n'y a pas de télévision et le curé doit conduire les jeunes en voiture à une distance de 80 milles pour assister une partie de hockey.

[Text]

The provision of television services and immediate telephone communication and media is important for the people who go up there prospecting, developing and living. What is broader than this is the fact that from one end of the country to the other the CBC will be able to send its programs to anybody anywhere in both languages.

For example Les Couche-Tards is easily one of the best shows on the French network. Even if there are only 200 people living in Saskatoon of French-speaking origin they can see this program at the same time—having regard to the time zone, but in real time it is the same—as the people in Montreal or Quebec or anywhere else who are looking at it. This really brings the country together. This is an element of unity. It provides a facility for people, and for French-speaking people particularly, right across the country to maintain their language, their culture and all of their traditions. It is no longer necessary for them to live in Quebec in order to be able to keep in touch with that culture.

Another major consideration is that this is the way the communications are developing and it will be a back-up to the existing system. Granted, the existing carriers provide coverage for 90 per cent or more of the Canadian people, but this will reinforce the coverage they provide, it will act as a standby to that, and because these facilities are now available they will have a choice in the way in which they continue to invest in the expansion of their own facility, whether by doing it this way, by increasing microwave lines, or whatever.

Mr. Macquarrie: I too love the North, the mighty MacKenzie and bilingualism, and on that we will say amen, but will you be offering telephone facilities to the residents of the remote North.

Mr. Kierans: That is one of the major purposes.

• 1035

Mr. Macquarrie: You will be offering television to how many people who do not now receive it?

Mr. Kierans: Probably a little more than 5 per cent of the population. It is probably closer to 10 per cent.

Mr. A. E. Gotlieb (Deputy Minister, Department of Communications): I think the population that can now achieve live television, as a percentage, is in the low 90s, but with this system one can, through an incremental cost basis and through adding earth stations, cover between 20 and 30 per cent in the ini-

[Interpretation]

Il est donc pressant de fournir des services de télévision, de téléphone et de communications aux gens qui vont là-bas explorer, développer et s'installer. D'un bout à l'autre du pays la Société Radio-Canada pourra diffuser ses programmes partout dans les deux langues.

Par exemple, Les Couche-Tard, est un des programmes les plus populaires au canal français. Même s'il n'y a que 200 personnes d'expression française à Saskatoon, elles peuvent capter le programme en même temps que les habitants de Montréal, de Québec ou d'ailleurs. C'est vraiment un élément d'unité qui permet aux gens, et aux francophones en particulier, d'un bout à l'autre du pays de conserver leur culture, leur langue et toute leur tradition. Il ne leur sera plus nécessaire de vivre au Québec pour pouvoir sauvegarder leur culture.

Un autre facteur important, c'est la façon dont se développe le domaine des télécommunications. Cela pourra appuyer le système déjà existant. Même si 90 p. 100 de la population est déjà desservie par les entreprises d'exploitation privées, cela renforcera le système et, comme les installations existent déjà, les sociétés elles-mêmes auront le choix d'investir de la façon dont ils pourront continuer d'investir dans l'expansion de leur propre entreprise, soit de cette façon, soit en augmentant le réseau de micro-ondes.

M. Macquarrie: Moi aussi j'aime bien le Nord, le MacKenzie et le bilinguisme. Je suis tout à fait d'accord avec vous. Mais est-ce que vous allez offrir des services téléphoniques aux résidents du Nord?

M. Kierans: C'est un des objectifs les plus importants.

M. Macquarrie: Et à combien de personnes allez-vous offrir la télévision?

M. Kierans: Un peu plus de 5 p. 1 de la population.

M. A. E. Gotlieb (sous-ministre des communications): Je crois que la proportion de la population desservie par la télévision actuellement est légèrement supérieure à 90 p. 100. Avec le système actuel, on pourrait, grâce à une augmentation des coûts et du nombre des stations terrestres, couvrir de 20 à 30 p. 100

[Texte]

tial costs of the system. They should be able to build perhaps 30 ground stations to receive only, but one can in fact reach any community by putting in an earth station and if the preliminary studies support these conclusions, as they seem to, our estimates here have been high. These earth stations can be built for perhaps \$150,000 and you can reach any community of any size for that price and they could then have total receipt of television through the CBC.

Mr. Macquarrie: So it is intended to blanket the North with earth stations?

Mr. Kierans: You do not really have to blanket the North.

Mr. Gotlieb: It is not intended to meet the needs of these communities, but I think it is indicated that we could reach about 30 communities in the estimates of \$60 million.

Mr. Macquarrie: But people in settled communities in the North receive television now.

Mr. Gotlieb: They do not, sir, receive it in the North now. There are plans to put in tapes in the future which will operate in certain villages for a limited time only. Under existing plans there is no way in which they can get live television. The satellite is a *since qua non* for that.

Mr. Macquarrie: What will you do for Yellowknife, for instance?

Mr. Gotlieb: Earth stations will be located according to the size of the communities and the projection will be to the communities which are the largest. When we get the final figures, whether there are 25 or 35, depending on the precise cost of the "receive only" TV stations, the Corporation can locate these precisely where the largest communities are located, or in their immediate environs.

Mr. Macquarrie: A receive station, of course, will still require further steps to be taken before these things are realized.

Mr. Gotlieb: I do not think so, sir. The receive station just needs a re-broadcast link and it will go right into the homes in the villages. No further steps will be necessary. It will be a complete system and it will reach them in the villages.

Mr. Macquarrie: No further transmission facilities will be required?

Mr. Gotlieb: A re-broadcasting link will be necessary, but this will be done at the same time.

[Interprétation]

des coûts de départ. On pourrait construire environ 30 stations réceptrices seulement, mais on peut atteindre pratiquement toutes les localités au moyen de stations au sol. Si les études préliminaires appuient ces conclusions, comme il le semble, nos estimations sont un peu élevées. Ces stations terrestres peuvent être construites pour environ \$150,000. A ce prix, on peut atteindre presque toutes les localités qui pourront recevoir en totalité les émissions de Radio-Canada.

M. Macquarrie: Vous voulez donc couvrir le Nord de stations terrestres?

M. Kierans: Il ne s'agit pas d'en couvrir entièrement le Nord.

M. Gotlieb: Il ne s'agit pas de répondre aux besoins de ces localités mais nous pourrions en atteindre au moins 30 dans les limites du budget de 60 millions.

M. Macquarrie: Mais les gens qui habitent les localités du Nord reçoivent la télévision à l'heure actuelle.

M. Gotlieb: Non. Nous prévoyons utiliser des rubans magnétoscopiques dans certains villages pour une période de temps limitée. Il n'est pas possible, dans les circonstances actuelles, de diffuser des émissions directes.

M. Macquarrie: Qu'est-ce qui va se passer dans le cas de Yellowknife?

M. Gotlieb: Nos stations au sol sont situées d'après l'importance des localités, et les émissions se feront vers les plus importantes. Lorsque nous connaissons les chiffres définitifs, que ce soit 25 ou 35, selon le coût précis des stations réceptrices, la société pourra les situer dans les environs immédiats des plus importantes localités.

M. Macquarrie: Il y aura donc d'autres étapes à franchir pour la construction de ces stations réceptrices?

M. Gotlieb: Je ne crois pas. Une station réceptrice n'exige qu'une ligne de retransmission pour que les émissions atteignent les foyers, rien d'autre. Ce sera un réseau complet qui atteindra les villages.

M. Macquarrie: Rien d'autre n'est requis pour la transmission?

M. Gotlieb: Il faudra une ligne de retransmission, mais cela sera fait à ce moment-là.

[Text]

Mr. Macquarrie: Who will do that?

Mr. Gotlieb: The CBC will take care of that aspect of it. If other companies use the system in the future such as CTV, then they can do it as well.

Mr. Macquarrie: I am interested in the reference to improving telephone service.

The Chairman: I wonder, Mr. Macquarrie, if you would yield to Mr. Schreyer on a supplementary on the northern aspect.

Mr. Macquarrie: I am talking about telephones in the North. There is no shortage of telephones in the South.

The Chairman: Except in members' offices!

Mr. Macquarrie: The satellite is in orbit, it is functioning. Suppose I live 750 miles from Yellowknife. What will this do for me with respect to telephone service?

Mr. Kierans: I will ask Dr. Chapman to explain that.

Dr. Chapman: At the moment certain telephone service in the North is provided by short wave radio, particularly in the eastern part of Canada. The difficulty with short wave radio is that short wave is notoriously unreliable in Canada because of its northern location, the magnetic field being tipped over in our direction, and because of the Aurora zone and the very frequent storms. On the average, statistically, over the years short wave radio has been about 85 per cent reliable. That means that for 15 per cent of the time over-all you cannot get through. At times of high sun spot activity it is closer to

• 1040

65 per cent reliable, which means that one third of the time you cannot communicate.

This therefore provides a telephone service which is less than the standard of service which you have in the rest of the country and the satellite is the only way of providing service at a reasonable cost by a means other than short wave radio. So, the intent is to provide service to Arctic communication centres and stations which will provide telephone service to the south by satellite, and these stations are more expensive than television "receive only" stations because you must transmit back. Telephone is two-way. Therefore the number of stations which you can provide for telephone service will be smaller because of the increased cost. Then from a centre in the North, and Frobisher Bay is a

[Interpretation]

M. Macquarrie: Qui va s'en occuper?

M. Gotlieb: La Société Radio-Canada va s'en charger. Si d'autres sociétés, comme CTV, utilisent le réseau, elles pourront en faire autant.

M. Macquarrie: On a parlé d'amélioration du réseau téléphonique.

Le président: Seriez-vous prêt à céder la parole à M. Schreyer, qui veut poser une question supplémentaire sur le Nord?

M. Macquarrie: Je parle du réseau téléphonique dans le Nord. Il n'y a pas de pénurie de téléphone dans le Sud.

Le président: Sauf dans les bureaux des députés.

M. Macquarrie: Le satellite est en orbite, et il fonctionne. Supposons que je vis à 750 miles de Yellowknife. Qu'est-ce que ceci va m'apporter du point de vue des services téléphoniques?

M. Kierans: Je vais demander au D^r Chapman de vous répondre.

M. Chapman: Certains services téléphoniques du Nord sont offerts à l'heure actuelle par ondes courtes surtout dans la région est du Canada. Le problème en ce qui concerne les ondes courtes, c'est qu'elles ne sont pas vraiment sûres au Canada à cause de sa situation géographique, du champ magnétique orienté dans notre direction, de la zone des aurores boréales et des tempêtes très fréquentes. D'après les statistiques, les ondes courtes sont sûres à 85 p. 100. Cela veut dire que, pendant 15 p. 100 du temps, toute communication est impossible. Lorsque les taches solaires sont en période d'activité intense, cette proportion baisse à 65 p. 100, ce qui veut dire que, pendant un tiers du temps, il est impossible de communiquer.

Ceci donne donc un réseau téléphonique qui n'est pas aussi bon que dans le reste du pays et la communication par satellite est la seule façon de fournir un service à un prix raisonnable autrement que par les ondes courtes. Et on veut donc fournir un service aux centres de communication dans l'Arctique et des stations qui fourniront le service téléphonique au sud par satellite. Ces stations sont plus onéreuses que les stations «réceptrices» de télévision, car il faut pouvoir retransmettre à partir du centre en question. Le téléphone fonctionne dans les deux sens. En conséquence, le nombre de postes qu'on peut fournir pour le service du téléphone sera moins élevé à cause de la hausse du coût. A

[Texte]

very likely possibility, service can stretch out. As I say, you put a centre in the North with reliable communications and from that you can branch out. At the present time the only way of providing that service to the North is through shortwave radio and, as I said, the main drawback to shortwave radio is its unreliability.

Mr. Macquarrie: What is the estimated cost of these stations you mention, and is that part of the \$65 million?

Dr. Chapman: The White Paper says \$1 million to \$2 million and that is certainly still a valid figure.

Mr. Macquarrie: That is an over-all figure for northerly...

The Chairman: That would be each station individually?

Dr. Chapman: Each station individually. The Bouchette station is a prototype of that type of station.

Mr. Macquarrie: That was built by Bell Telephone.

Dr. Chapman: Yes.

Mr. Macquarrie: Is it conceived that the satellite corporation will build them in the North?

Dr. Chapman: Yes.

Mr. Macquarrie: And there will be how many?

Dr. Chapman: Two initially.

The Chairman: Are these two stations included in the \$65 million estimate?

Dr. Chapman: Yes.

The Chairman: I have Mr. Schreyer on a supplementary.

Mr. Macquarrie: I just have one more question and, again, it is on the North. Have you an estimate of the cost of the transmittal facilities which would be required to accompany your "receive only" stations?

Mr. Gottlieb: I think that the capital cost of those is estimated at around \$60,000 each.

Mr. Macquarrie: And you have in mind 30 of them?

[Interprétation]

partir d'un centre nordique, et il est très possible que ce soit Frobisher Bay, les services peuvent être prolongés. Comme je dis, vous établissez un centre au Nord avec des communications sûres et vous pouvez raccorder de là. A l'heure actuelle, la seule façon de fournir ce service au Nord est au moyen des ondes courtes, et j'ai dit que le problème, en ce qui concerne les ondes courtes, c'est qu'on ne peut pas tellement s'y fier.

M. Macquarrie: Quel est le coût estimatif de ce système et fait-il partie de la somme de 65 millions de dollars?

M. Chapman: Dans le Livre blanc, on prévoit de un à deux millions de dollars et c'est encore un chiffre valable.

M. Macquarrie: C'est le coût total du système pour le Nord...

Le président: Chaque poste individuellement?

M. Chapman: Chaque poste individuellement. Le poste de Bouchette est un prototype de ce genre de poste.

M. Macquarrie: Il s'agit d'un poste construit par la compagnie de téléphone Bell.

M. Chapman: Oui.

M. Macquarrie: Est-il concevable que ce soit Télésat Canada qui les construise dans le Nord?

M. Chapman: Oui.

M. Macquarrie: Et il y en aura combien?

M. Chapman: Deux, au début.

Le président: Ces deux stations sont-elles prévues dans la prévision budgétaire de 65 millions de dollars?

M. Chapman: Oui.

Le président: J'ai M. Schreyer qui veut poser une question supplémentaire.

M. Macquarrie: J'ai une dernière question à poser, et elle porte encore sur le Nord. Est-ce que vous avez une idée du coût des centres de transmission qui seraient nécessaires pour accompagner les postes qui ne sont que récepteurs?

M. Gottlieb: Je crois que leur coût en capital immobilisations est estimé à environ \$60,000 chacun.

M. Macquarrie: Et vous croyez qu'il en faudra 30?

[Text]

Mr. Gottlieb: The earth stations would cost, let us say, \$150,000 and the connection for rebroadcast would be another \$60,000, so the operating cost of that per year might be, let us say, \$8,000 or \$10,000.

Mr. Macquarrie: Is this again in your figure or is this a CBC obligation when the time comes?

Mr. Gottlieb: The 64 is a CBC, the earth station is in our figure, and the rebroadcast link would be part of the CBC.

The Chairman: How many stations did you say there would be—sixteen?

Mr. Gottlieb: It would be up to about 30, but it may be lower, 20—perhaps 30 or even 32 or 33.

The Chairman: Mr. Osler.

Mr. Osler: I would like to have clarified one aspect of this. I understand a frontier package in the CBC today costs about \$250,000. I gather that your receiving and local transmitting station would cost somewhere around the same amount, according to what CBC personnel said when they were here, but that the annual servicing charges would be much much less—they would not have men taking tapes in every three or four days or week or whatever it is and you would have a better and a continuous live service for less money.

Mr. Gottlieb: Much longer too.

• 1045

Mr. Osler: Now you were talking about telecommunications systems, two stations at \$1 million each or something like that. Where there are telecommunications stations might you not need a CBC facility as well?

Mr. Gottlieb: No, we would put in these special facilities only where there is no other type of facility available. In other words, the CBC would only go into those communities where there is not the other kind of facility.

Mr. Osler: So that originally you have two areas, say, where you are going to put in your telecommunications system and as an added asset you have two replacements of frontier packages right there?

[Interpretation]

M. Gottlieb: Les postes terrestres coûteraient environ \$150,000 et le raccordement pour la retransmission coûterait environ un autre \$60,000, ce qui ferait un coût annuel d'opération de \$8,000 à \$10,000.

M. Macquarrie: Est-ce encore dans vos chiffres ou est-ce que ce sera une obligation de Radio-Canada quand le moment viendra?

M. Gottlieb: Le 64 est de Radio-Canada, le poste terrestre est dans nos chiffres, et le lien de retransmission serait en partie de Radio-Canada.

Le président: Combien avez-vous dit qu'il y aurait de stations, 16?

M. Gottlieb: Il y en aurait jusqu'à 30; mais il peut y en avoir moins, 20, ou peut-être 30 ou même 32 ou 33.

Le président: Monsieur Osler.

M. Osler: J'aimerais avoir un éclaircissement. Je crois comprendre qu'une série d'émissions pour le Nord, à Radio-Canada, coûte aujourd'hui environ \$250,000, n'est-ce pas? Vous estimez que votre poste receveur et de retransmission locale coûterait environ le même montant, d'après ce qu'ont dit les représentants de Radio-Canada lorsqu'ils étaient ici, mais que les frais de service annuels seraient beaucoup moins élevés, qu'il n'y aurait pas d'employés qui amèneraient des enregistrements sur ruban tous les trois ou quatre jours, ou chaque semaine, et, il y aurait un service de transmission directe meilleur et continu qui coûterait beaucoup moins cher.

M. Gottlieb: Et plus étendu également.

M. Osler: Maintenant, il s'agit d'un système de télécommunications: deux postes qui coûteraient 1 million de dollars chacun ou quelque chose comme cela. Je me demande si, lorsqu'il y aura des centres de télécommunications, ne pourrait-il aussi y avoir une installation de Radio-Canada?

M. Gottlieb: Nous établirions ce genre d'installations seulement lorsqu'il n'y a pas d'autres installations. En d'autres termes, Radio-Canada n'irait que dans les localités où il n'y a pas d'autres installations.

M. Osler: Il y a donc deux régions à l'origine, celle où vous allez établir votre système de télécommunications, et comme avantage supplémentaire, vous avez deux remplacements de séries d'émissions pour le Nord sur place?

[Texte]

Mr. Gotlieb: That is correct.

Mr. Osler: Thank you.

The Chairman: Mr. Matte.

M. Matte: Monsieur le président, je me demande si je pourrais aborder le sujet du bilinguisme de ce satellite?

The Chairman: That would not be acceptable at this time, Mr. Matte, because we are dealing with the extension of services to the North. I will put you on the list. Mr. Schreyer did you have a supplementary?

Mr. Schreyer: I do have one supplementary relative to the arrangement that the corporation will make presumably with the CBC in the frontier communities. My understanding is that the thinking is that the responsibility for constructing the rebroadcasting facility, TV receive only or whatever you want to call it, in the remote frontier settlements will be that of the CBC. Is that correct?

Mr. Gotlieb: Yes.

Mr. Schreyer: Those of us who have represented areas that have included remote settlements have found in the course of the past several years that the CBC's policy is to give low priority to the extension of services to such remote settlements. They have been reluctant and slow to provide rebroadcasting facilities to our frontier communities. Therefore, I think Mr. Macquarrie's question on the timing with which we will proceed to provide these northern remote settlements with the means to obtain benefits from this communications satellite corporation is very important. I know it may be unfair to ask you to comment on the policy of another crown corporation but I think it should be on the record that even though this corporation may have it very much in mind to proceed quickly to provide this important service to the North, much much will depend on the policy of the CBC.

Mr. Gotlieb: Could I add to your comment sir, that up until now the problem has been I believe, one of high operational cost, as Mr. Osler has said. However, this system will help to a very great degree to get around that problem of high operational costs. The operational costs are going to be fixed. We know what we are talking about—a ground station is \$150,000, a rebroadcast link is \$60,000, a total of \$210,000, with your cost and amortiza-

[Interprétation]

M. Gotlieb: C'est exact.

M. Osler: Merci.

Le président: Monsieur Matte.

Mr. Matte: Mr. Chairman, I wonder if I could possibly go into the bilingual aspect of the satellite?

Le président: Ceci ne serait pas acceptable à ce moment-ci, monsieur Matte, car nous sommes à parler à l'heure actuelle du prolongement des services à offrir au Nord. Je vais mettre votre nom sur la liste. Monsieur Schreyer, aviez-vous une question supplémentaire à poser?

M. Schreyer: J'ai une question supplémentaire au sujet des dispositions que Telesat prendra, probablement de concert avec la Société Radio-Canada, dans les régions du Nord. Je crois comprendre qu'on estime que la responsabilité de construire les centres de retransmission, de télévision, de réception seulement, etc. dans les agglomérations des régions éloignées relèvera de la Société Radio-Canada: c'est juste, n'est-ce pas?

M. Gotlieb: Oui.

M. Schreyer: Ceux d'entre nous, qui ont représenté des régions qui comprennent des centres éloignés, avons constaté depuis plusieurs années que la politique de la Société Radio-Canada est d'accorder une priorité assez peu élevée au prolongement des services à ces régions éloignées. La Société a hésité et mis beaucoup de temps à fournir des installations de retransmission aux localités éloignées. En conséquence, la question de M. Macquarrie au sujet du temps qu'on mettra pour donner à ces régions éloignées du Nord les moyens de les faire profiter de Telesat, est très importante. C'est une question qui n'est peut-être pas tout à fait correcte de vous demander de commenter la politique d'une autre société de la Couronne, mais même si cette société veut fournir le plus rapidement possible des services aussi importants aux régions nordiques, cela dépendra dans une large mesure de la politique de la Société Radio-Canada, et cela devrait figurer au compte rendu.

M. Gotlieb: Si vous me permettez d'ajouter à vos commentaires, Monsieur, jusqu'ici, le problème était une question de coût d'exploitation, comme l'a dit M. Osler. Ce nouveau système permettra toutefois de contourner ce problème des coûts élevés d'exploitation. Ces coûts seront fixes. Nous savons de quoi nous parlons; une station au sol coûte \$150,000; un lieu de retransmission, \$60,000, soit un total de \$210,000, avec votre coût et l'amortisse-

[Text]

tion. You know what your operating costs are going to be and you know exactly what it is going to cost you.

In addition, the corporation will have definite plans. As part of this original system there will be a configuration and these earth stations will be located. So that by the beginning of 1972 we can predict with a great deal of confidence that there will be, let us say, two dozen or 30 of these earth stations and these communities then should be receiving this amenity, television, in 1972. Thereafter, the group can be expanded on an incremental cost basis as quickly as the plans for further expansion can be drawn up. We know the cost and the CBC can determine that kind of cost and ask the corporation to provide that extra facility by other earth stations, with a charge being given to the CBC for doing it.

Mr. Schreyer: I believe, Mr. Gotlieb, that you advanced a figure of \$100,000 to \$175,000 as being the cost of construction of a TV

• 1050

receive-only facility. My understanding is that this facility is practically identical to the kind that the CBC has been erecting as a television rebroadcasting station, as they call it, and if my memory serves me correctly, the figure for the cost of construction of such a facility, which is really a TV receive only rebroadcasting link, is about three times the figure you give us. Could you clarify that?

Mr. Gotlieb: Sir, our figures here are based upon a great deal of analysis by outside industry, in particular by Northern Electric, and our cost estimates here originally were somewhat higher—slightly over \$200,000 per station. At the present time the indications are very firm that these costs can be lowered and the reason, I believe, as Mr. Kierans pointed out earlier, is the number of times one does the same thing. If you erect 30, 40, 50, and if there is also an export market for these things, I believe that there are substantial savings that can be taken into account in the costing. But we have every reason to be confident that the costs here are going down. It has been true throughout in this technology that the original great master earth stations that were built in various countries were very costly. As technology improves, these costs are definitely coming down.

Mr. Schreyer: Mr. Chairman, I wonder if Mr. Gotlieb and I are speaking of the same thing. The CBC has constructed TV rebroad-

[Interpretation]

ment. Vous savez ce que seront nos coûts d'exploitation et vous savez exactement ce qu'il vous en coûtera.

De plus, la Société aura des projets bien définis. Comme partie de ce système original, il y aura une configuration des lieux et les stations terrestres y seront situées. Nous pouvons donc prédire avec confiance qu'au début de 1972, par exemple, il y aura de 24 à 30 de ces stations terrestres et ces localités devraient alors recevoir cette commodité, la télévision, en 1972. Et, par la suite, le groupe pourra être étendu sur une base de coût d'augmentation aussi rapidement que les plans d'extension pourront être dressés. Nous en connaissons les frais et la Société Radio-Canada peut déterminer ce genre de coût et demander à Telesat de fournir ce service supplémentaire au moyen d'autres stations terrestres, et un droit sera versé à Radio-Canada pour le faire.

M. Schreyer: Monsieur Gotlieb, vous avez parlé d'un chiffre de \$100,000 à \$175,000 comme étant le coût de la construction, d'un poste de télévision récepteur seulement. Je crois comprendre que ces installations sont à peu près identiques à celles que la Société Radio-Canada a construites pour retransmettre les émissions de télévision, et si je me souviens bien, le coût de la construction d'une telle installation, qui est en réalité un lieu de retransmission récepteur seulement, serait trois fois plus élevé que le chiffre que vous nous avez donné, pourriez-vous donner des éclaircissements là-dessus?

M. Gotlieb: Monsieur, les chiffres que nous avons cités ont été fondés sur une analyse très complète, effectuée par des industries de l'extérieur, en particulier par la Northern Electric, et nos prévisions étaient un peu plus élevées au début; elles s'établissaient à plus de \$200,000 par poste. A l'heure actuelle, nous estimons que ces frais peuvent être moins élevés et la raison en est, comme l'a signalé plus tôt M. Kierans, la répétition de la même réalisation. Si vous en érigez 30, 40, 50 et qu'il y a aussi un marché d'exportation pour ces choses, je crois que des économies sensibles entrent en ligne de compte lorsqu'on tente de déterminer le coût.

Nous avons tout lieu de croire que les coûts vont baisser.

Il est parfaitement exact que les premières stations terrestres construites dans divers pays étaient très coûteuses. A mesure que la technologie fait des progrès, ces coûts baissent assurément.

M. Schreyer: Monsieur le président, je me demande si M. Gotlieb et moi-même parlons de la même chose. A Winnipeg, la Société

[Texte]

casting facilities out of Winnipeg in a radius of approximately 80 to 100 miles. There is one at Kenora—that is the Chairman's riding—Dryden, Ontario, a number in northeastern Manitoba, and so on. My understanding is that these facilities which are very similar to the kind you are projecting for purposes of this corporation, cost in the order of \$400,000, roughly speaking. How can you reconcile these figures?

The Chairman: I wonder if I might interrupt here. The Minister has to leave to sign his agreement with Australia.

Mr. Kierans: I will be right back.

The Chairman: We could continue on with the questioning on the official level.

Mr. Gottlieb: It depends, sir, on the size of the station. I will ask Dr. Chapman to elucidate on that point.

Mr. Schreyer: Perhaps they are not the same at all.

Dr. Chapman: The point is that the frontier package comes in different sizes, from small 5 and 10 watt stations up to a station of 5 or 10 kilowatts, and the cost of these stations varies over a very wide range. And it depends upon the size of the community that you are trying to cover whether you have a low-power station, which obviously has a much lower cost than a higher-power station, the cost of the transmitter, the cost of the antenna facility, and so on.

There is a wide range of costs associated with these frontier stations. This is the point, and we have quoted the cost of a small rebroadcast station because the northern communities were thinking about 10 presumably to fit the coverage that can be provided by that type of station. But each one will be different.

The Chairman: Would it be fair to say, Dr. Chapman, that the very heavy costs, that is the microwave charges, that the CBC has to bear with respect to these low-power relay stations would not be applicable in this case?

Dr. Chapman: No, they do not exist as far as the frontier package is concerned, fed by a tape.

The Chairman: I was thinking in terms of what Mr. Schreyer was speaking about, and that is the rebroadcast stations the CBC has which are fed by microwaves.

[Interprétation]

Radio-Canada a construit des centres de retransmission de télévision dans un rayon d'environ 80 à 100 miles. Il y en a un à Kenora, Dryden (Ontario), la circonscription du président, il y en a plusieurs dans le nord-est du Manitoba etc. Je crois comprendre que ces installations qui sont très semblables à celles que vous avez l'intention de construire, coûtent en gros \$400,000. Comment pouvez-vous concilier ces chiffres?

Le président: Puis-je vous interrompre ici? Le Ministre doit nous quitter pour signer son entente avec l'Australie.

M. Kierans: Je reviens.

Le président: Nous pourrions continuer à poser nos questions aux fonctionnaires.

M. Gottlieb: Tout dépend de l'importance de la station en question. Je vais demander à M. Chapman d'élucider la question.

M. Schreyer: Elles ne sont peut-être pas les mêmes du tout.

M. Chapman: Les stations frontalières sont d'importance différente, allant de 5 et 10 watts jusqu'à 5 ou 10 kilowatts et le coût de ces stations varie énormément. Il faut se baser sur l'importance de la région que vous voulez desservir pour savoir s'il faut avoir ou non une station à puissance réduite qui a évidemment un coût bien inférieur à celui d'une station puissante, le coût du transmetteur, de l'antenne etc. Il y a des coûts très variés à propos de ces stations. C'est là la question et nous avons cité le coût d'une petite station de retransmission parce que les collectivités septentrionales pensaient à 10, sans doute pour convenir au champ d'action de ce genre de station. Mais chaque station sera différente.

Le président: Serait-il juste de dire, monsieur Chapman, que les coûts très élevés de la Société Radio-Canada pour les micro-ondes, à l'égard de ces stations de relai à faible puissance, ne sont pas applicables en l'occurrence?

M. Chapman: Non, en ce qui a trait à ces stations, il n'y en a aucune qui soit alimentée par ruban.

Le président: Je parlais à ce dont parlait M. Schreyer, à propos des stations de retransmission de Radio-Canada qui sont alimentées par micro-ondes.

[Text]

Dr. Chapman: Oh. Yes, that is another factor. In the rebroadcast station which is an extension from another station, you do have to count in either the capital cost of the microwave feed or the rental cost if that service is brought from the common carriers. That is part of the cost of the whole operation.

Mr. Osler: It still will be, though.

Dr. Chapman: In this case, with the satellite system, the distribution costs come from the satellite corporation, the service that is being provided by the satellite corporation. The satellite corporation does the distributing for the CBC. That corresponds to the microwave length that you have on the ground for these rebroadcast stations, but of course it extends over a much greater area.

• 1055

The Chairman: Mr. De Bané.

Mr. De Bané: Dr. Chapman, I quote from the White Paper, "A Domestic Satellite Communication System for Canada". On page 34 it states:

At present it is only possible to locate television transmitters close to the narrow lines of the microwave network. The availability of the satellite signal at equal strength over essentially the whole of Canada, would make it possible to locate a television transmitter wherever the needs of the area justified the cost of a simple earth receiving station—perhaps only \$100,000.

I understand that as Telesat corporation will launch the satellite and will build the station on earth, the CBC will have only to invest about \$100,000 to transmit.

Dr. Chapman: That in principle is the way it will operate. The \$100,000 earth receiving station will be a station belonging to the satellite corporation and it will provide a service, a signal at that location of the CBC, and the CBC will then take it and rebroadcast it in the area. It is exactly as the White Paper says and as you quoted, that wherever the signal appears in Canada, for a cost of this order one can have live television.

M. De Bané: Voici le problème que je voudrais soulever à la suite de M. Macquarrie sur les services dans le nord du Canada. Étant donné que le satellite aura un nombre limité de canaux devant servir à la transmission des données électroniques, et à la tran-

[Interpretation]

M. Chapman: Oh oui, c'est là un autre facteur. Dans la station de retransmission qui est une extension d'une autre station, il faut tenir compte des frais d'immobilisation des micro-ondes ou des frais de location si on se procure ce service des transporteurs communs. C'est une partie du coût de toute l'opération.

M. Osler: Mais cela le sera encore.

M. Chapman: En l'occurrence, avec le système de satellites, les frais de distribution viennent de la société de satellites, le service qui est fourni par cette société. La société de satellites se charge de la distribution pour la Société Radio-Canada. Cela correspond à la longueur micro-onde que vous avez au sol pour ces stations de retransmission, mais, bien entendu, sur une région beaucoup plus vaste.

Le président: Monsieur De Bané.

M. De Bané: Monsieur Chapman, je cite un extrait du Livre blanc. «Un système de satellites et de communications pour le Canada». A la page 34, on y déclare ce qui suit:

A l'heure actuelle, il n'est possible de construire les stations de retransmission que près des lignes de micro-onde. La disponibilité du signal de satellite réparti également sur l'ensemble du Canada et permettrait de construire un transmetteur de télévision partout où les besoins de la région justifient le coût d'une station réceptrice terrestre simple, peut-être seulement \$100,000.

Si je comprends bien, comme la société Telesat lancera les satellites et construira la station à terre, la Société Radio-Canada n'aurait qu'à investir environ \$100,000 pour la transmission.

M. Chapman: C'est la façon dont en principe on va procéder. La station de réception au sol de \$100,000 appartiendra à la Société de communication par satellites et elle fournira un service, un signal à cet endroit et la Société Radio-Canada le retransmettra dans la région. C'est exactement ce que dit le Livre blanc, comme vous l'avez cité, à savoir que à n'importe quel endroit où le signal apparaît au Canada, pour des coûts de cet ordre, on peut avoir la télévision en direct.

Mr. De Bané: The problem I wish to raise following what Mr. Macquarrie has said concerns services extended to northern Canada. Since the satellite has only a limited number of channels that are allotted to transmission of electronic data and television programs, who

[Texte]

mission d'émissions de télévision, qui va faire la distribution des canaux qui vont servir pour le nord du pays et ceux qui vont servir pour le sud du pays, notamment au point du vue industriel?

M. Bergeron: Je peux essayer de répondre à cette question. La société Télésat Canada devra signer des contrats de location avec les différents usagers. Pour le moment, les usagers possibles sont la Société Radio-Canada qui, elle, selon ses besoins, nous indiquera le nombre de canaux dont elle entend faire usage. Fort probablement, la Société Radio-Canada utilisera au moins deux de ces canaux, un pour la transmission des émissions du réseau français et un deuxième pour la transmission du programme du réseau anglais.

La Société étudie présentement aussi la possibilité d'utiliser un troisième canal afin de pouvoir tenir compte des faisceaux horaires qui existent au Canada. Les autres clients de la société seront fort probablement les sociétés porteuses de télécommunications, les compagnies de téléphone, de même que les Télécommunications CN-CP. Ces sociétés connaissent leurs besoins et au cours de négociations avec elles, elles nous ont avisé que, fort probablement, elles utiliseraient l'équivalent d'un canal de télévision pour assurer les communications téléphoniques vers le Nord, et un autre pour compléter le réseau du faisceau hertzien déjà existant en direction est-ouest.

Ceci laisse la possibilité d'un sixième canal qui ne serait pas, du moins au tout début, utilisé pour des communications sur une base commerciale, mais qui pourrait être utilisé sur une base expérimentale afin de nous permettre de développer les usages différents et multiples du satellite.

M. de Bané: Au point de vue profit la compagnie fera-t-elle plus de profit en louant des canaux pour servir le Nord ou pour servir le Sud? S'intéressera-t-elle à ces questions?

M. Bergeron: Il est très difficile de répondre à ces questions parce que dans l'ensemble des communications au Canada, on ne fait pas de différence entre communications nord-sud et communications est-ouest. La façon de voir le problème est beaucoup plus globale. Il s'agit d'étudier le total des investissements aussi bien dans le système par satellites que dans le réseau de faisceau hertzien. On c'est l'ensemble des communications transportées par ces deux réseaux-là, qui doit rapporter un montant suffisant pour justifier les investisse-

[Interprétation]

will decide what channels will be used for northern Canada and what channels will be used for the southern part of the country, especially for industrial uses.

Mr. Bergeron: I will try to answer this question. The Telecast Corporation of Canada will have to sign leases with the different users. For the moment, the potential users are the CBC, which will tell us, according to its needs, how many channels it requires. Most likely, the CBC will use at least two of these channels, one for the French network and one for the English network.

The CBC is presently considering the possibility of using a third channel in order to take into account the time zones across Canada. The other users will most probably be telecommunication carriers—telephone companies, CN and CP telecommunications. Each company knows its requirements and during negotiations they have advised us that they would, most probably, use the equivalent of one television channel for telephone communications with Northern Canada and another channel to complete the existing east-west hertzian wave network.

This leaves the possibility of a sixth channel that would not be used, at least in the beginning, for communications on a commercial basis, but which could be used on an experimental basis in order to develop various uses for the satellite.

Mr. De Bané: From a profits point of view, will the company be able to get more profits by renting channels for northern or for southern uses? Is the company concerned by this?

Mr. Bergeron: It is very difficult to answer to these questions because, in the whole field of telecommunications in Canada, no distinction is made between north-south and east-west telecommunications. We try to look at the problems in rather global terms. One has to examine total investments both for the satellite system and the hertzian wave network. But it is the overall communications carried on these two networks which must yield sufficient profits to justify investments. In this context we make no distinction be-

[Text]

ments. Et dans cette optique-là, on ne fait pas de différence entre communication nord-sud ou communication est-ouest.

Ceci existe déjà dans le système et on ne fera que l'étendre au système de communications par satellites.

M. De Bané: Ma question a été basée sur cette phrase du rapport à la page 35:

East-West general communication requirements are growing at the rate of about twenty per cent per year.

Cette augmentation de 20 p. 100 par année, je ne sais pas si je me trompe, va amener la compagnie Télésat à louer plutôt ses canaux pour ce genre de communication.

Je lisais dernièrement une conférence du président de *American Telephone and Telegraph*, qui disait qu'en 1975, 80 p. 100 de leurs revenus vont provenir de la transmission de données. Compte tenu de cette augmentation fantastique, je voulais seulement savoir si la compagnie Télésat pourra quand même fonctionner.

M. Bergeron: La compagnie Télésat, avec le système par satellites, ne remplacera pas les réseaux déjà existants. Nous avons de façon générale au Canada trois réseaux de faiceaux hertziens, deux qui appartiennent aux compagnies de téléphone et un troisième qui appartient à CN-CP Télécommunications. Ces trois réseaux peuvent encore accepter un surcroît de communications et on peut même les développer pour qu'ils puissent transmettre plus de communications. Dans l'ensemble du 20 p. 100 d'augmentation, vous avez des communications sur de courte distance et des communications sur de longue distance.

Donc, les deux systèmes, le système par satellites de même que le système au sol, devront être améliorés et développés au fur et à mesure des années pour tenir compte de cette augmentation. Ce qui se passera fort probablement, c'est que les communications sur plus longue distance seront préférablement transportées par satellites et les communications de type régional et sur plus courte distance seront transportées sur le faisceau hertzien.

Il faut bien comprendre que le système de satellite n'est pas figé. On n'a pas un système de satellite qui sera exactement le même dans cinq ou dix ans. Ce même système pourra lui aussi se développer. Il est fort possible que le système de réserve, dont a parlé M. Kierans au début, puisse être utilisé pour augmenter la capacité du secteur spatial de notre système. Si en 1975, 1976 ou 1977, nous n'avons pas eu à utiliser ce satellite de réserve pour réparer une panne quelconque, nous

[Interpretation]

tween north-south and east-west communications.

This already exists in the present system and we will only have to extend it to the satellite communication system.

Mr. De Bané: My question is based on this sentence on page 35 of the report:

Les besoins généraux de communications est-ouest augmentent au rythme approximatif de vingt pour cent par an.

I do not know if I am wrong here, but this annual increase of 20 per cent will lead the Telesat Corporation to rent channels for that type of communication. I recently read the text of a conference given by the President of *American Telephone and Telegraph* who said that by 1975, 80 per cent of their returns will be provided by data transmissions. In view of this fantastic increase, I just wanted to know whether Telesat Corporation will be able to carry on?

Mr. Bergeron: Telesat Corporation, with its satellite system, will not replace the existing networks. We have, generally speaking, in Canada three hertzian wave networks of which two belong to the telephone companies, and the third belongs to the CN-CP telecommunications. These three networks can still carry an increased communications load and they could even be developed to transmit even more communications. This 20 per cent increase includes both short distance and long distance communications.

Therefore the two systems, both the satellite system and the ground system must be improved and developed over the years to take this increase in stride. What will most probably happen is that longer distance communications will be carried by satellite and the regional and shorter distance communications will be carried by the hertzian wave network.

We must understand clearly that the satellite system is not set up once and for all. It will not be exactly the same in five or ten years from now. This system may develop. It is quite possible that the spare satellite mentioned earlier by Mr. Kierans may be used to increase the capacity of our network's spatial sector. If by 1975, 1976 and 1977 we still have not used the spare satellite to overcome breakdowns, we could then launch it in order to increase our capacity and we could

[Texte]

pourrions alors le lancer pour nous donner plus de capacités et de cette façon-là, nous pourrions tenir compte aussi bien des besoins accrus Est-Ouest que des besoins accrus Nord-Sud.

M. De Bané: Merci, monsieur Bergeron.

The Chairman: Mr. Matte, have you supplementaries on this point?

M. Matte: Non, mais je voudrais revenir au sujet du bilinguisme.

The Chairman: I have Mr. Osler on a supplementary, and Mr. De Bane and Mr. Schreyer before you. Mr. Osler?

Mr. Osler: It is not clear to me that there is yet a meeting of minds between what the White Paper says about costs and what the CBC told us.

If I remember correctly—I do not have the record with me—the CBC said that they would not find this unfeasible, assuming they were going to have to do the job; in other words, they were not getting something for nothing, and they are not receiving a cheap bonus. They are assuming that they have to

• 1105

blanket the north and that they have to blanket Canada with the French network. This is no more expensive a way to do it than any other would be, relative to the north, and it is technically easier; is that not correct?

Mr. Gotlieb: Yes, that is correct.

Mr. Osler: So that it is not a dividend or a bonus to anybody. It is a hard-nosed cost proposition, as it would be if you told them to go ahead and do it by other means.

Mr. Gotlieb: Yes, sir; but we believe it to be more feasible and cheaper; and, in fact, it fits in with their own long-term and short-term plans to bring in, on an expanding basis, frontier packages to northern communities.

Mr. Osler: If I remember correctly, all they would admit to us was that, given the green light by the government to do these things, it was a feasible way of doing it, and that they were not sure that it would be any less costly than any other method. Is that not correct, Mr. Chairman? Do you remember?

The Chairman: I do not think they were quite that clear.

Mr. Osler: They were pretty close to it.

20143—3

[Interprétation]

thus handle the increased east-west and north-south requirements.

M. De Bané: Thank you, Mr. Bergeron.

Le président: Monsieur Matte, aviez-vous des questions complémentaires sur ce point?

Mr. Matte: No, but I would like to revert to the matter of bilingualism.

Le président: M. Osler a une question complémentaire à poser. M. De Bané et M. Schreyer aussi. Monsieur Osler?

M. Osler: Je ne sais pas exactement s'il y a accord centre ce que le Livre Blanc dit des coûts et ce que Radio-Canada nous a dit. Si je m'en souviens bien, Radio-Canada avait dit que la chose serait rentable à supposer qu'on lui confie le travail. En d'autres termes, Radio-Canada n'obtient rien pour rien et ce n'est pas une prime qu'on lui donne. Elle suppose qu'elle devra couvrir le Nord Canadien et aussi prévoir un réseau francophone pour l'ensemble du Canada. Cela ne coûterait pas plus cher qu'autre chose et, en ce qui concerne le Nord canadien, c'est plus facile du point de vue technique, n'est-ce pas?

M. Gotlieb: Oui. C'est bien cela.

M. Osler: Ce n'est donc un cadeau pour personne. C'est une affaire coûteuse, aussi coûteuse que si on chargeait Radio-Canada d'aller de l'avant mais en appliquant d'autres moyens.

M. Gotlieb: Oui, monsieur. Mais nous croyons que la chose est moins chère et plus rentable. De plus, elle cadre avec leurs programmes à long et à court termes, destinés à assurer des services plus étendus aux localités du Grand Nord.

M. Osler: Si je m'en souviens bien, tout ce qu'ils étaient prêts à admettre, c'est que s'ils obtenaient la permission du gouvernement pour entreprendre cela, l'affaire serait rentable, mais ils n'étaient pas certains que d'autres méthodes seraient plus coûteuses. Vous en souvenez-vous, monsieur le président?

Le président: Je ne crois pas qu'ils aient été aussi précis.

M. Osler: Mais presque.

[Text]

Mr. Bergeron: I wish to add here that the CBC said that for the frontier package that they operate four hours a day on tape the operation cost is high, and that the personnel they have to have at that station would cost roughly \$40,000 a year, plus amortization. If they do it on a ten-hour basis they are planning eventually to extend the time, because four hours is not going to be sufficient for very long—they estimate that it will cost them approximately \$100,000 a year to operate a station on the frontier-package-basis—that is, with tape.

If we do link a broadcasting station, which we think will involve an investment of about \$60,000, to a ground station, the rebroadcasting could be done unmanned. No personnel is needed at the rebroadcasting station except for maintenance, or repair when it is necessary, so that the savings in operating expenses are definitely very, very great. This you can understand, because from Toronto or from any originating point they could broadcast into these areas without any additional personnel.

Mr. Osler: May I ask another supplementary to clarify that a little? In my term on the CBC board I remember one station—I think it was on Anticosti Island—that they were about to build and they found that for technical reasons the transmitter should be at point B rather than point A. They scrapped the idea, if I remember correctly, because the cost of gaining access to this site would have been so high that it would have knocked the whole thing out.

Have you attempted to calculate an average cost? It is all very well to say, "It will cost so much to put so much machinery and equipment down at the site", but, in fact, some of these sites are going to be very difficult, and to get to them may cost a great deal of money. Has any attempt been made to average out that factor? If you have to build an access road through muskeg, or around rocks, or something like that, it may cost you an awful lot of money.

Mr. Bergeron: Yes; the actual costs that were given to us by the manufacturer for ground stations...

Mr. Osler: That has nothing to do with access.

Mr. Bergeron: ...were much, much lower than the \$150,000 cost that Mr. Gotlieb mentioned. They are hoping to get costs below \$100,000 for the actual hardware, and for access we have added roughly \$50,000 to the cost of the hardware.

[Interpretation]

M. Bergeron: J'aimerais ajouter que, selon Radio-Canada, les émissions enregistrées diffusées quatre heures par jour pour le Grand Nord coûtent assez cher. Le personnel employé à la station d'émission coûte approximativement \$40,000 par an, sans compter l'amortissement. Radio-Canada doit éventuellement porter les heures d'émission à dix, car les quatre actuelles ne seront pas suffisantes. Dans ce cas, le coût de l'opération atteindrait près de \$100,000, si on doit continuer à diffuser des émissions enregistrées d'avance.

Alors, si un poste émetteur est relié à une station au sol, ce qui nécessiterait des investissements de l'ordre de \$60,000, la retransmission pourrait se faire automatiquement, sans qu'on ait besoin de personnel aux stations de retransmission, sauf pour l'entretien ou les réparations, au besoin. Les économies quant au coût d'exploitation seraient donc très importantes, puisque de Toronto ou d'ailleurs, on pourra diffuser des programmes destinés à ces régions sans personnel supplémentaire.

M. Osler: Puis-je poser une autre question complémentaire pour éclaircir ce point? Quand j'ai fait partie du conseil d'administration de Radio-Canada, je me souviens qu'on devait construire un émetteur dans l'île d'Anticosti. On a constaté que, pour des raisons techniques, l'émetteur devrait être à un endroit plutôt qu'à un autre. Mais, l'idée a été écartée, par ce que l'accès de l'endroit le plus favorable du point de vue technique était trop difficile et trop coûteux.

Je me demande si vous avez essayé d'établir un prix moyen? C'est bien de dire qu'il va en coûter tant et tant pour installer tel équipement et tel matériel à tel endroit mais le fait est que certains de ces endroits sont très difficiles d'accès. Il va peut-être coûter cher d'y parvenir. A-t-on tenté d'étudier ce facteur? Si vous devez construire une route d'accès à travers des marécages ou des rochers, cela pourrait vous coûter terriblement cher.

M. Bergeron: Oui; en fait, les prix qui nous ont été donnés par les fabricants pour les stations au sol...

M. Osler: Mais cela n'a rien à voir avec l'accès.

M. Bergeron: ...sont beaucoup plus bas que les \$150,000 mentionnés par M. Gotlieb. Les fabricants espèrent nous fournir ces stations à moins de \$100,000 et nous y avons ajouté quelque \$50,000 pour faire le compte de l'accès.

[Texte]

Mr. Osler: Which you think is a legitimate average.

I have a third supplementary. What about power input at a location? You have to manufacture power at that location.

Mr. Bergeron: It all depends on the circumstances.

Mr. Osler: But do you need a diesel standby, or an electrical system of some kind?

Mr. Bergeron: Yes. We do not want any diesel standby. If there is a power line there, we will use the power line. We know, of course, that there is a lot of power failure, but there is no use broadcasting if the individual homes do not have power. They will not be able to receive. Therefore, in that sense we have to abide by the general rule of the receiver.

• 1110

Mr. Osler: But you either have to bring power in...

Mr. Bergeron: ...or make it.

Mr. Osler: Yes; it is not something that comes through the air with the satellite.

Mr. Bergeron: No.

Mr. Osler: Thank you.

The Chairman: Are there any further questions? Mr. Schreyer and then Mr. Macquarrie.

Mr. Schreyer: You say that where you have power lines nearby you will use them to operate this TV receiving facility, but in remote communities, of course, this is exactly what you do not have? Most remote communities obtain power from diesel units, and usually these diesel units are just of sufficient size to serve the local need and will not have sufficient power to operate this piece of sophisticated electronic equipment. In some cases would you not be faced with the prospect of having to bring in diesel units?

Mr. Bergeron: We are definitely faced with that problem, the CBC is also faced with that problem, therefore the intention is that for both the broadcasting station and the earth-receiving station we will have to provide power.

The Chairman: Mr. Macquarrie.

Mr. Macquarrie: I have been somewhat lost in the north this last few minutes. When Mr. Gotlieb was before us on March 6 he spoke

[Interprétation]

M. Osler: Vous pensez donc que cette somme sera suffisante en moyenne, J'ai à poser une troisième question complémentaire. Comment comptez-vous alimenter ces stations en courant électrique? Vous devrez avoir des groupes d'électrogènes sur place.

M. Bergeron: Cela dépend des circonstances.

M. Osler: Mais vous aurez besoin d'une génératrice de secours d'un système électrique quelconque?

M. Bergeron: Oui. Nous ne voulons pas avoir de génératrices de secours. S'il existe dans l'endroit un réseau électrique, nous l'utiliserons. Nous savons qu'il peut y avoir des pannes de courant fréquentes mais rien ne sert de diffuser si les maisons que nous desservons n'ont pas de courant. Ainsi, les conditions qui règnent à l'émetteur seront les mêmes qu'aux récepteurs.

M. Osler: Mais il vous faudra soit acheter du courant électrique...

M. Bergeron: ...soit en générer nous-mêmes.

M. Osler: Oui, ce n'est pas quelque chose qui vient avec le satellite.

M. Bergeron: Non.

M. Osler: Merci.

Le président: Y a-t-il d'autres questions? M. Schreyer puis M. Macquarrie.

M. Schreyer: Vous dites que s'il existe un réseau électrique dans la région, vous vous en servirez pour alimenter vos installations réceptrices de télévision, mais s'il s'agit de localités isolées, vous ne pourrez naturellement pas utiliser le réseau électrique, puisque la plupart de ces localités sont alimentés par des groupes électrogènes à moteur Diesel qui, dans la plupart des cas, sont à peine suffisants pour satisfaire aux besoins locaux et ne pourraient pas alimenter des installations électroniques aussi complexes que les vôtres.

M. Bergeron: Nous avons certainement à faire face à ce problème. Radio-Canada aussi. Nous avons donc l'intention d'alimenter en énergie tant l'émetteur que la station de réception au sol.

Le président: M. Macquarrie.

M. Macquarrie: Je suis un peu perdu depuis quelques instants. Lorsque M. Gotlieb a comparu devant le Comité le 6 mars, il a

[Text]

about building stations right beside communities of 400, 500 and 600 people.

The Chairman: Could you give us the page number?

Mr. Macquarrie: It is on page 822. He then said:

...and with a broadcast link right there...

Now this broadcast link is presumably provided by the CBC. The CBC is not a creature of this legislation. It is like a vestal virgin, it is untouchable—and we have known this for many years. I presume you have had conversations with the CBC and that there is an assurance that where these receiving stations are built there will in fact be the necessary concomitant which will provide service to the people. I can see the satellite zooming around and a part of the formula there, but how are we going to be assured that the other part of the formula will be put forward?

Mr. Gotlieb: Sir, the exact details on the CBC's use of the system are being worked out. There have been many decisions and the details are about to be finalized. Their use of the satellite, of the space segment, will be related specifically to how this is going to fit in with their plans. There is no question that there will have to be total co-ordination here as to where the earth stations are going to be and where they are going to put in the re-broadcast link. If they agree to take two or three channels, as we believe they will, to reach the northern communities, obviously it makes no sense from their point of view to commit their corporation to pay "X" dollars per year for two channels and not have any plans to put in a broadcast link to bring the signal from the earth station into the home receiver. So that this is, as you point out, an area where there has to be a precise co-ordination of plans. There have been numerous discussions on this point and there will be a final co-ordination which will be worked out in the course of the coming months.

Mr. Macquarrie: I look at it the other way. It would be folly for Telesat to erect the stations unless the CBC was going to use them. The decision then has moved over from the Telesat corporation to the CBC, so that our talk here about 20, 30 and 40 ground receive stations is somewhat—pardon the pun—up in the air.

Mr. Kierans: I think that you are oversimplifying this, Heath. Obviously they are not going to pay "X" millions of dollars for the use of three channels unless they get the most value of those three channels, are they?

[Interpretation]

parlé de la construction possible de stations tout près des collectivités de 400, 500 à 600 personnes.

Le président: Pourriez-vous m'indiquer la page?

M. Macquarrie: A la page 822. Ensuite, il a dit qu'il y aura un lien direct prévu par Radio-Canada. Ce lien a probablement été établi maintenant par Radio-Canada, qui n'est pas une création de cette législation. C'est comme une vestale, on n'y touche pas. Nous l'avons connu depuis plusieurs années. Je suppose que vous avez eu des entretiens avec Radio-Canada et il y a une assurance que lorsque ces stations seront construites, il y aura en fait un certain connexe nécessaire pour rendre service aux gens. Je vois une partie de la formule mais comment pouvons-nous être certains que l'autre partie de la formule s'y trouveront?

M. Gotlieb: Les détails quant à l'utilisation de ce système par Radio-Canada seront élaborés et sont presque terminés. Je crois que leur utilisation du satellite de l'espace se rattachera précisément à leur utilisation des plans. Il n'y a pas de question qu'il faudrait y avoir une coordination totale pour déterminer l'emplacement des stations terrestres et du lien de radiodiffusion. S'ils sont d'accord de prendre deux ou trois canaux, comme nous le croyons, pour atteindre la communauté du grand nord, ce n'est pas logique pour eux d'engager leur corporation pour payer tant de dollars par année pour deux chaînes sans avoir aucun projet d'établir un lieu de radiodiffusion pour transmettre le signal de la station terrestre au poste du particulier. Donc, il doit y avoir une coordination totale des plans. Nous avons eu plusieurs entretiens à cet égard, et il y aura une coordination définitive au cours des prochains mois.

M. Macquarrie: Ce n'est pas ainsi que je regarde le problème. Je trouve que ce sera inutile pour Telesat d'établir des stations si Radio-Canada ne puisse les utiliser. Donc, la décision s'en remt de la Telesat à Radio-Canada. Alors, quand nous parlons de stations au sol au nombre de 30 ou 40, ce sont des paroles un peu en l'air.

M. Kierans: Mais je crois que vous essayez de simplifier trop. D'abord, nous ne payerons pas X millions de dollars pour l'usage de trois canaux à moins qu'on puisse les utiliser au maximum.

[Texte]

Mr. Macquarrie: No, I am going back to your desire, your oft repeated desire of bringing messages to all the people in the outposts.

• 1115

Mr. Kierans: They are part of the national policy in this too, and obviously they realize that this is a national objective.

Mr. Macquarrie: There has not always been that outpost concern. At least there has not been.

Mr. Kierans: No, but this is the way to solve their problems. It was pointed out earlier that the cost of trying to further the national policy by the ordinary terrestrial means was beyond them.

Mr. Macquarrie: One could conceive—this is not what I predict—of someone taking over the CBC and wanting to put it in the black like certain illustrious Canadians are trying to do elsewhere. God help us.

Mr. Kierans: That could happen.

Mr. Macquarrie: Do we take it that you are still thinking of providing one of these stations for a community as small as 400 people?

Mr. Gotlieb: I think, sir, the needs of the larger communities of the north will be met first. I would not be able to say with any degree of assurance that a community of 400 would necessarily qualify. It would be the larger communities, perhaps 500 to 1,000 which would probably come first. We would be guarded largely by the CBC's own plans and their recommendations to the corporation as to where they would like to see these facilities put in. But as was said earlier, the original system as we see it in 1972 may have 30 ground stations. These can be added to for smaller communities which in terms of their capital and operating costs is known and is fairly fixed—it will be fixed. So the CBC can ask the corporation and the corporation can provide them with these extra facilities for smaller communities. You could have 100 earth stations in the north.

Mr. Macquarrie: But you will be guarded a good deal by the CBC. This I think is an extremely important aspect of the whole case. Have you any figures now on a community of 500 people? What would be your operating costs for one of your stations there?

Mr. Gotlieb: I think, sir, Mr. Bergeron has already given an indication of the cost of the

[Interprétation]

M. Macquarrie: Mais moi, je reviens à votre désir que vous avez exprimé à plusieurs reprises de desservir tous ces gens aux postes extérieurs du pays.

M. Kierans: Ils font partie d'une ligne de conduite nationale et ils se rendent compte qu'il s'agit d'un objectif national.

M. Macquarrie: Il n'y a pas toujours eu ce problème là. Au moins il n'y en a pas eu.

M. Kierans: Mais c'est ainsi qu'il faut résoudre leur problème. On a déjà signalé auparavant que le coût d'avancement de politique canadienne par des moyens terrestres était hors de leur contrôle.

M. Macquarrie: Je ne veux pas prédire mais on peut concevoir que quelqu'un dirige Radio-Canada et essaie de l'oublier comme certains fameux canadiens essayent de le faire ailleurs. Que Dieu nous aide.

M. Kierans: Cela pourrait arriver.

M. Macquarrie: Un autre aspect. Est-ce que je dois comprendre que vous songez toujours à prévoir une station pour une collectivité de 400 personnes seulement.

M. Gotlieb: Je crois que les plus grandes collectivités du nord seront desservies tout d'abord. Je ne puis vous assurer qu'une collectivité de 400 personnes sera nécessairement éligible. Ce seront les plus grandes collectivités de 500 à 1,000 personnes qui viendraient d'abord. Nous serons guidés en bonne partie par le programme de Radio-Canada ainsi que leur recommandation fournie à la société quant à l'emplacement des services. Mais, comme on l'a déjà dit, le système initial tel que nous l'envisageons pour 1972 aura peut-être 30 stations au sol. On pourra y ajouter pour les toutes petites collectivités moyennant un coût qui renferme le capital et les frais d'exploitation est connu et assez fixe de sorte qu'on peut demander à la société qui leur fournira ces services supplémentaires pour les plus petites collectivités. Nous pourrions avoir jusqu'à 100 stations.

M. Macquarrie: Mais vous allez vous faire guider considérablement par Radio-Canada. Je crois que c'est un aspect très important. Avez-vous des chiffres maintenant sur une collectivité de 500 personnes. Quant à cette collectivité, quels seraient les frais d'exploitation?

M. Gotlieb: Je crois que M. Bergeron vous a déjà donné une idée des frais d'exploitation

[Text]

system. If we say the earth station, with the access and everything else, is \$150,000 and the broadcast link costs \$60,000, that is a \$210,000 capital cost. Therefore if you want to add, let us say, number 40 and 41 to the system we could say that the incremental cost is \$210,000 for the total package, if we just take the rough figure of operating cost to cover amortization and operational upkeep. These would be unmanned stations. Now if you take, let us say, 25 per cent of \$210,000 that would be roughly \$50,000. So one could say that for an annual cost to the community of "X" whether it is 200 or 800, for \$50,000 they will have live television in their home receivers for as many hours as a day as the CBC can broadcast.

Mr. Macquarrie: Following this I will have to make an observation to the Minister. It would seem that anyone who can close a post office which goes in the red for about 1/25 of this is giving a hell of a low priority to the written word as against other means of communication.

Mr. Kierans: Yes, but when we close a post office, sir, alternative means are used of providing postal services to the people or we do not close them.

Mr. Macquarrie: You buy the stamps in the snowbanks from the poor frozen carrier.

Mr. Kierans: It is much easier than that.

The Chairman: On a new subject, Mr. De Bané.

Mr. De Bané: May I suggest, Mr. Chairman, if the other members agree, that we ask questions on the different sections of the bill. Do you like that way of proceeding?

The Chairman: No, what we intend to do, Mr. De Bané, is that after we complete our questioning of the Minister we are going to have the draftsman and officers of the Crown come and go through the bill clause by clause with us so that we will have an understanding of what is in it. From that point then we will be hearing outside witnesses. The method we are proceeding by is that you introduce a particular subject, and you can introduce any particular subject in the bill you wish, and then we exhaust that and move on to some other subject.

Mr. De Bané: I have one short question for the Minister.

[Interpretation]

du système. Si nous disons que la station terrestre y compris l'accès et tout cela coûte \$150,000 et qu'il y a un transmetteur de \$60,000; le coût d'immobilisation s'élève à \$210,000. Donc, si vous additionnez, disons, le numéro 40 et 41 à la construction d'une nouvelle station, le coût total est de \$210,000 pour les services entiers, si l'on compte juste le chiffre estimatif des frais d'exploitation pour l'amortissement et l'entretien opérationnel. Ce seront des stations sous personnel.

Maintenant, si vous enlevez environ 25 p. 100 vous obtenez à peu près \$50,000 environ. Donc, comme frais d'entretien à la collectivité de X de 200 ou de 800 pour \$50,000, ils auront la télévision en direct dans leurs postes de télévision pour autant d'heures par jour que Radio-Canada peut télédiffuser.

M. Macquarrie: A la suite de cela, je dois faire une observation au ministre. Il semble que n'importe quelle personne qui peut fermer un bureau de poste qui a un débit de 1/25 n'attache pas d'importance à un mot écrit comparativement à d'autres moyens de communications.

M. Kierans: Quand nous fermons un bureau de poste, il faut avoir des solutions de rechange pour fournir un service postal à la collectivité en question, ou bien nous ne le fermons pas.

M. Macquarrie: Achetez-vous des timbres dans la rue?

M. Kierans: C'est beaucoup plus facile que cela.

Le président: Un nouveau sujet monsieur De Bané?

M. De Bané: Puis-je proposer, monsieur le président, si les autres membres sont d'accord, que nous posions des questions sur les différents articles du projet de loi? Vous êtes d'accord avec cette méthode de procéder?

Le président: Non, ce que nous avons l'intention de faire, monsieur De Bané, après que nous aurons fini de poser des questions au ministre, les rédacteurs vont parcourir le bill article par article avec nous pour que nous puissions comprendre de quoi il s'agit. A partir de ce moment, nous allons faire comparaître les témoins de l'extérieur. La méthode que nous appliquons ici est de présenter un certain sujet et vous pouvez présenter n'importe quel sujet dans le projet de loi. Ensuite, nous nous appesantiront là-dessus et traiterons d'une autre question.

M. De Bané: J'ai une brève question, monsieur le ministre.

[Texte]

Monsieur le ministre, dans quelle mesure est-il important que nous lancions notre satellite le plus tôt possible? D'autres pays ont-ils déjà établi des systèmes analogues ou si nous sommes les premiers dans le monde? Je voudrais savoir dans quelle mesure il est urgent d'établir ce système.

M. Kierans: L'urgence vient de l'importance d'assurer les communications à travers le pays, il n'y a aucune autre urgence. À ma connaissance, aucun satellite analogue n'existe dans d'autres pays, pas même aux États-Unis. Mais pour résoudre nos propres problèmes, ici au Canada problèmes de manque de communication et d'absence de télévision dans quelques parties très importantes de notre pays, il faut assurer des services centraux, le plus tôt possible.

M. De Bané: Les satellites que nous allons lancer peuvent-ils emprunter plusieurs orbites ou seulement quelques orbites très précises?

M. Kierans: Je vais demander à M. Bergeron le soin de vous répondre en termes techniques. Quant à moi, je peux vous dire en termes vulgaires que ce sera un satellite stationnaire. Monsieur Bergeron, pouvez-vous expliquer les nuances?

M. Bergeron: Le système que nous envisageons prévoit l'utilisation d'un satellite stationnaire, c'est-à-dire qui, par rapport à la terre, semble ne pas bouger. Ce satellite doit se situer exactement sur l'Équateur et, pour pouvoir balayer ou illuminer le Canada tout entier, nous avons un arc de l'Équateur, qui est relativement limité. Cet arc va d'environ 80 degrés de latitude à 120 degrés de longitude. Comme chacun des satellites placés sur arc doit être séparé par environ 4 et 6 degrés, vous pouvez calculer le nombre de satellites qu'on peut y mettre: environ 7 ou 8.

Puisque cet arc, qui intéresse à la fois les États-Unis et le Canada, doit être partagé entre les deux, il y a quand même une certaine urgence pour nous d'occuper une place ou de faire en sorte que nos besoins soient reconnus.

C'est en ce sens que le Canada est intéressé à avoir le plus tôt possible son système de satellite, du point de vue technique. Ce n'est pas la raison principale. Je pense que la raison principale est beaucoup plus l'explication du ministre.

The Chairman: Are there further questions on this point?

Mr. Schreyer: Mr. Chairman, I have a couple of questions on the technical aspects, and some further questions which deal, I say una-

[Interprétation]

Sir, to what extent is it important that we launch the satellite at the earliest date possible? Are there other countries who have set up similar systems or are we the first in the world? I would like to know to what extent is it urgent to set up this system.

Mr. Kierans: Its urgency comes from the importance of ensuring communications across the country; there is no other urgency. To my knowledge, there is no similar satellite in any other country, not even in the United States. But in order to solve our own problems, in Canada, the lack of communications and of television links with some very important parts of our country, we must ensure central services as soon as possible.

Mr. De Bané: Can the satellites we are going to launch, be put on various orbits or only on some specific orbits.

Mr. Kierans: I am going to ask Mr. Bergeron to give you the technical aspects of this, but as a layman I would say there is going to be a stationary orbit. Could you explain the technical aspects of this, Mr. Bergeron?

Mr. Bergeron: The system we have adopted uses a stationary satellite, that is one which, with respect to the earth, appears to be on a fixed orbit. This satellite has to be parked exactly on the equator and, in order to be able to cover the whole of Canada, we have a rather limited orbit starting from the equator. This orbit goes from approximately 80 degrees of latitude to 120 degrees of longitude. As all satellites that are placed on orbit must be four to six degrees apart, you can figure the number of satellites that can be put on orbit; about seven or eight.

As these orbits are of some interest to both the United States and Canada, and they have to be shared among the two, there is therefore a certain urgency for us to occupy one of these orbits or to make sure that our needs are recognized.

It is with this in mind that Canada is interested in setting up its satellite system at the earliest date possible from a technical point of view. It is not the main reason, of course. I think the main reason is much more the explanation given by the Minister.

Le président: Y a-t-il d'autres questions à ce sujet?

M. Schreyer: Monsieur le président, j'ai quelques questions sur les aspects techniques ainsi que d'autres questions qui ont trait à la

[Text]

bashedly, with politics and policy and which I will direct to the Minister.

My first question I would like to pose to either Mr. Gotlieb or Dr. Chapman. Is it possible that the technology of this system is such that it is compatible with, let us say, in a small community of 300 or 400, a local entrepreneur who can muster the capital setting up a community antenna system—assuming he gets a licence from CRTC—and pulling in the signal and relaying it via ground cable to this small community? I am presuming the CBC may not be interested in the community because of its size, or because of its scheduling of work to be done elsewhere in the country.

Mr. Gotlieb: Provided there is an earth station there, that can be done; but the earth stations are going to be where the CBC is prepared to put in a rebroadcast link. But if there were a station and CBC were not there, of course, somebody could capture the signal and run a cable.

Mr. Schreyer: When you talk of an earth station you mean one of these small \$175,000 installations. So that a local entrepreneur could put this up himself?

Mr. Bergeron: Yes; you could conceive of a cable operation which, instead of having an antenna to cap off the air an American program, would have an antenna to cap off the satellite the programs diffused by the satellite.

There would be a problem, of course, because the legislation enables only Telesat Canada to own ground stations. So you would have a dual operation, Telesat Canada owning the ground station to cap the program and the connecting of the cable of your entrepreneur to a television distribution system.

If the programs belonged to CBC there would have to be a third party intervening in the affair—CBC saying that they had no objection to this particular entrepreneur's diffusing their programs.

Mr. Schreyer: Mr. Kierans, have you envisaged the possibility that in some areas certain community antenna operators may well enter into agreements with the CBC or CTV.

• 1125

Mr. Kierans: No, we have not looked at that at all. I do not think it is the kind of problem that is going to arise, particularly in the north; and if it arises in the South, then a whole host of other problems will have to be resolved between CRTC and the corporation.

[Interpretation]

politique et aux questions de politique que j'aimerais adresser au ministre.

Ma question s'adresse à M. Gotlieb ou au docteur Chapman. Est-il possible que ce système puisse desservir une petite communauté de 300 à 400 personnes, qu'un petit entrepreneur qui peut avoir les capitaux nécessaires pour installer un système d'antenne collective au cas où il obtient une licence de la Commission de la radio-télévision canadienne pour retransmettre par câbles à cette petite collectivité?

Je suppose que Radio-Canada ne s'intéresse pas à la collectivité parce qu'elle est trop petite ou à cause de son horaire de travail qui doit se faire ailleurs dans le pays.

M. Gotlieb: Pourvu qu'il y ait une station terrestre cela peut se faire. Mais les stations terrestres seront là où Radio-Canada veut bien installer un relais de télé-diffusion. S'il y avait une station et si Radio-Canada n'était pas là quelqu'un pourrait peut-être capter le signal et le transmettre par câble.

M. Schreyer: Lorsque vous parlez d'une station au sol, vous parlez d'une de ces stations de \$175,000. Par conséquent, un petit entrepreneur pourra les établir lui-même.

M. Bergeron: Oui, on peut avoir une opération par câbles qui au lieu d'avoir une antenne pour capter un programme américain, pourrait diffuser un programme par satellite. Il se pose des problèmes bien entendu. La mesure législative permet seulement à TELESAT Canada d'être propriétaire de stations au sol. Donc vous auriez deux opérations: TELESAT Canada qui a la station pour capter le programme, et ensuite, vous pourriez relier le câble de l'entrepreneur à un système de télédiffusion.

Si le programme appartenait à Radio-Canada, il faudrait une troisième partie qui intervienne. Radio-Canada disait qu'elle ne s'y opposait pas à ce que cet entrepreneur diffuse son propre programme.

M. Schreyer: Donc, monsieur Kierans, avez-vous envisagé la possibilité d'avoir dans certaines collectivités, des exploitants d'un système à antenne collective qui pourraient conclure une entente avec Radio-Canada.

M. Kierans: Cela, nous ne l'avons pas du tout envisagé, mais je ne pense pas qu'il s'agisse du genre de problème qui va se poser dans le Grand Nord. S'il en survient dans le Sud, il y aura plusieurs autres problèmes qui devraient être résolus entre la CRTC et la Société elle-même.

[Texte]

Mr. Schreyer: I have a number of questions, Mr. Kierans, relating to the form of ownership of this proposed corporation.

Mr. De Bané: This is a new subject.

Mr. Schreyer: I now have the floor.

The Chairman: Yes. We have been working on a subject-by-subject basis but these have been basically supplementaries. I will permit it in this case because this is the major point in the bill.

Mr. Schreyer: Some of us are enthusiastic about this corporation, although perhaps for different reasons. I agree with your contention that it will have a lot to offer in the development of our frontier area and in promoting a greater sense of Canadian unity. There is no problem on those two points.

However, what strike me as being very important, too, are the benefits that will flow from the research and development carried on as part of the launching of this satellite.

Relative to research and development benefits, when you bring private interests into the picture, some of whom have an affiliation, direct or indirect, with foreign common carriers, do you not see the problem arising that the fruits of the research and development may be somehow siphoned off and utilized to the benefit of the foreign parent?

I ask because I am advised that in past years there have been situations in which Canadian public funds in the form of government grants have been used to foster research and development in advancing technological fields, but later on the corporations that were performing the R and D and using the government grants were not permitted to try to market in foreign markets either the new technique they had discovered or the new product. The parent had so arranged it that, in the end, if a new technique developed, or a new product, or a new process, it was the parent firm that entered the foreign markets with it and not the subsidiary in Canada.

Are you afraid of this kind of prospect under the arrangement you have in this bill?

Mr. Kierans: I am not the least bit afraid of it. I would really like some concrete examples of the generalization you have made, Mr. Schreyer.

As knowledge advances in this area, let us say in the construction of earth stations, or even in the uses to which domestic satellites can be put, we may be the first country in the world actually to implement some of the

[Interprétation]

M. Schreyer: J'ai plusieurs questions à poser, monsieur Kierans, au sujet de la formule que doit suivre la Société en question.

M. de Bané: C'est un autre sujet.

M. Schreyer: Je peux parler maintenant.

Le président: Oui, nous avons traité de certaines questions mais elles n'étaient que des questions complémentaires. Je le permettrai dans ce cas parce qu'il s'agit d'une question importante du Bill.

M. Schreyer: Certains d'entre nous sont enthousiastes à propos de cette Société, même si c'est pour des raisons diverses. Quand à moi, je suis d'accord avec ce que vous dites, que cela va favoriser le développement des confins du pays, et aussi la promotion de l'unité canadienne. Je ne me pose pas de problème là-dessus. Mais ce qui me frappe par son importance, ce sont les bénéfices qui vont découler de la recherche et du développement qui font partie du lancement du satellite en question. Maintenant, eu égard aux profits tirés de la recherche et du développement, quand vous intégrez dans le tableau les intérêts privés qui ont une certaine relation directe ou indirecte, avec les sociétés étrangères porteuses de télécommunications, ne craignez-vous pas que certains bénéfices de la recherche et du développement soient supprimés ou utilisés au bénéfice de la société mère à l'étranger?

On me dit que par le passé il y a eu des situations où des fonds canadiens ont été utilisés pour la recherche et le développement dans le domaine technique spécialisé, mais plus tard, les sociétés qui s'occupaient de la recherche et du développement et qui utilisaient les subventions du gouvernement, ne pouvaient pas essayer ensuite de mettre sur le marché étranger, soit la technique qu'ils avaient mise au point ou le nouveau produit. La société mère avait fait en sorte que lorsqu'une nouvelle technique, un nouveau produit ou procédé était mis au point c'était la société mère qui entraînait dans le marché étranger et non pas la filiale canadienne.

Avez-vous peur que cela se produise à la suite des arrangements pris dans le projet de loi?

M. Kierans: Non, je ne le crains nullement. J'aimerais avoir quelques exemples concrets de la situation générale que vous venez de brosser. Maintenant, avec le progrès connus dans ce domaine, disons dans la construction des stations terrestres ou même dans l'utilisation des satellites, à l'intérieur du pays, nous serions peut-être le premier pays à appliquer une partie de la publicité que j'ai faite en

[Text]

sky-writing I did in the repetition of the speech made in Seattle. Obviously, other people are going to benefit.

I do not think we should be jealous or niggardly about this, because, after all, Canada is a country that has benefited more from others' technology than from the technology or knowledge it has generated itself.

Certainly Northern Electric, or RCA, learned in this process how to manufacture new types of products that they could export. I think they are going to be extremely anxious to export them to develop markets. Both of these companies, Northern in particular, have contributed greatly to the balance of payments of Canada by their expanding export effort. I do not see anybody in the upper levels of Bell Canada preventing Northern from exporting.

RCA, on the other hand, which would be another likely beneficiary, are really leaders in the development of earth stations and in the exporting of them. I think this is going to be to the general advantage of Canada; that it is going to prevent a brain drain; and that it is going to mean the retention of a lot of people who will be extremely enthusiastic about the manner in which Canada is seeking to sink its roots into this whole area of telecommunications.

Mr. Schreyer: Well, I am sure no-one would object; everyone would be quite happy were we to undertake a project, large as it may be, that will help Canadian scientists and brains to make progress on the frontiers of scientific knowledge. No-one, as far as I know, objects to the notion that public moneys will be involved in a way that will help private enterprise in Canada to invent new products and new techniques and in this way enter export markets and help the balance of payments picture. However, I wish I could off-hand give you specific examples where, as I say, in the past Canadian subsidiaries of American parents that were using Canadian funds to engage in R and D, later had their new technique or product marketed in export markets by the parent, and the Canadian subsidiary was not allowed to do this.

Mr. Kierans: If you had specific examples I think the Department of Industry, Trade and Commerce would be very glad to have the names and firstly they would make sure that such a company did not get any more additional aids from the R and D. I do not say this is a myth, but I think this is one of the general statements that we make which,

[Interpretation]

répétant le discours que j'ai prononcé à Seattle. Il est évident que d'autres personnes vont en profiter. Il ne faut pas être jaloux ou mesquins à ce sujet. Le Canada après tout a davantage bénéficié de la recherche et de la technologie des autres pays que n'importe quel autre.

Bien entendu, la *Northern Electric* et la société RCA, ont appris à fabriquer de nouveaux types de produits qu'ils pouvaient exporter. Ils veulent les exporter pour élargir leur marché. Les deux compagnies, la *Northern* en particulier, ont contribué largement à la balance des paiements au Canada par leurs efforts commerciaux à l'étranger. Je ne crois pas qu'il y ait qu'aux niveaux supérieurs de Bell Canada quelqu'un empêche la *Northern* d'exporter.

La compagnie RCA par contre, qui en bénéficierait sans aucun doute, sont des chefs de ligne dans le domaine de l'expansion des stations terrestres. Et pour ce qui est de l'exportation, je crois que ce sera certainement à l'avantage général du Canada, cela va empêcher l'exil des compétences et nous allons ainsi garder un grand nombre de gens qui sont très enthousiastes de la manière dont le Canada cherche à s'implanter dans le domaine des télécommunications.

M. Schreyer: Je suis certain que personne ne contestera cela, et tout le monde serait content que nous entreprenions un projet aussi important que celui-ci et qui aiderait les chercheurs et les savants canadiens à augmenter leurs connaissances scientifiques. Personne, que je sache, ne s'oppose à ce que les fonds publics aident l'entreprise privée au Canada à découvrir de nouveaux produits et de nouvelles techniques qui lui permettent d'augmenter les exportations et d'améliorer notre balance des paiements. Je voudrais pourtant pouvoir vous donner des exemples précis de cas où par le passé des filiales canadiennes de sociétés américaines se servaient de fonds canadiens pour mettre au point de nouvelles techniques ou de nouveaux produits qui sont ensuite vendus à l'étranger par la société mère sans que la filiale canadienne en tire le moindre profit.

M. Kierans: Si vous connaissez des cas semblables, je suis certain que le ministère de l'Industrie et du Commerce serait très heureux de connaître tous les détails. Il empêcherait alors tout d'abord la société en question d'obtenir davantage de fonds pour la recherche et le développement. Je n'affirme pas qu'il s'agit là d'histoires inventées d'un

[Texte]

when it comes right down to it, we find it extremely difficult to support.

Mr. Schreyer: I will try to accommodate you in your request. I would ask you whether you have provided in the Bill for any kind of safeguard against this.

Mr. Kierans: Well, all the investments and all the developments in here are going to be owned by the corporation; they will be the property of the corporation itself.

There is another point I want to mention. While I have mentioned Northern and RCA in particular, there are a host of other suppliers, like SPAR and others, who will undoubtedly have some input to make in this area, and these are Canadian companies too.

Mr. Schreyer: Mr. Gotlieb, when you were testifying before this Committee on March 6 you made some passing reference to the possibility of provincial participation in the ownership of the corporation. Was that inadvertent or...

The Chairman: Could we have the page number of that?

Mr. Schreyer: I do not have it but Mr. Gotlieb will recall whether he said this or did not say this.

Mr. Kierans: The problem of provincial ownership was dealt with in my opening remarks. Actually, several provinces who own their telephone companies will be participating because the telephone companies themselves, presumably, will be investing in the corporation directly. Other provinces may or may not want to invest as part of the investing public, and that depends on them.

The Chairman: A supplementary, Mr. De Bané?

Mr. De Bané: Yes. Do I interpret the Schedule (B) at page 32 of the Bill to mean that "residents" implies provincial governments if they so wish?

Mr. Kierans: Certainly.

Pour les agences aussi.

• 1135

Mr. De Bané: So provincial governments can invest?

Mr. Kierans: Pour les agences, le SGF, par exemple, au Québec, la Société de dépôts.

Mr. Schreyer: I would ask Mr. Kierans if he would not concede that there is really an

[Interprétation]

bout à l'autre. Mais quand nous essayons de les vérifier, il vous est extrêmement difficile de trouver la moindre preuve.

M. Schreyer: Je vais tenter de vous donner plus de renseignements. Je voudrais vous demander également si le Bill contient des dispositions qui puissent prévenir des cas de ce genre.

M. Kierans: Toutes les inventions appartiendront à la Société. J'ai mentionné la *Northern Electric* et RCA Victor, mais il y a beaucoup d'autres sociétés, la SPAR et d'autres, qui auront leur part dans ce domaine. Il y a aussi des sociétés canadiennes.

M. Schreyer: Monsieur Gotlieb, dans votre témoignage du 6 mars devant le Comité, vous avez mentionné la possibilité d'une participation provinciale dans la propriété de cette Société. Cela est-il vrai ou non?

Le président: Sur quelle page cela figure-t-il?

M. Schreyer: Je ne le sais pas, mais M. Gotlieb pourra se souvenir s'il a bien dit cela.

M. Kierans: J'ai parlé de cette question de participation provinciale dans mon introduction. En fait, plusieurs provinces qui possèdent leur propre compagnie de téléphone vont y participer parce que les compagnies de téléphone vont probablement investir des fonds directement dans la Société. D'autres provinces pourraient vouloir investir des fonds, dans le cadre des investissements publics. Cela dépend d'elles.

Le président: Une question complémentaire, monsieur De Bané?

M. De Bané: Oui. Dois-je conclure de l'Annexe B, à la page 32 du bill, que «résident» comprend les gouvernements provinciaux, s'ils le veulent?

M. Kierans: Bien sûr.

For the agencies also.

M. De Bané: Ainsi, les gouvernements provinciaux pourront investir?

Mr. Kierans: For the agencies, the S.G.F., for instance, in Quebec, the *Société de dépôts*.

M. Schreyer: Je voudrais demander à M. Kierans s'il ne croit pas qu'il y a vraiment un

[Text]

inherent conflict in the form of ownership in that the common carriers, who are part owners of this corporation, will be leasing channels, if you like, from this corporation, and in turn retailing it to their customers, and that the common carriers therefore will be in the position of wanting the corporation to provide service at cost.

The inherent conflict, it seems to me, is as follows: will the policy orientation of this corporation board be, of necessity therefore, oriented toward minimization of profit or maximization of profit?

Mr. Kierans: We have the words, in Clause 5 I think, "on a commercial basis" by which we mean that we want this to be a viable corporation. There are some viable corporations in the government: the COTC, for example, is an extremely profitable Crown corporation. We want it to be a viable corporation and, of course, this is part of the negotiations that are presently going on with all of the common carriers. You are quite right, and if I were the president of a telephone company, I would like the services to be provided here at cost; I am quite aware of this, and I am very sympathetic to the carriers' demand for this sort of thing.

There are two ways, I suggest, in which they can own this corporation and have all of the benefits of it. One, is to own it outright, 100 per cent, which they would be extremely anxious to do. The other way is to have the satellite provide the services at absolute cost while owning no part of it. They could not do any better than that; they would be getting all their facilities provided at absolute cost. I think they have some confidence that this is going to be managed in approximately the same way as a private corporation would be managed — certainly with the same motivations.

However, this is part of the negotiations. I find them very hard headed and the telephone companies find me very hard headed. This is what we are presently working out.

Mr. Schreyer: Very well, you want to see it as a viable commercial operation; so do we all. You must, though, have in mind a rate of return on investment in the same way that the government regulates Bell Telephone where there is a rate base established and a return on investment allowed. I would like to ask you if the thinking has progressed to the point where you have a return on investment in mind as being the one that should be aimed for?

Mr. Kierans: I would say in this that we are being rather conservative too. The return

[Interpretation]

conflit inhérent dans cette forme de propriété. Les sociétés de télécommunications à qui appartiendra une partie de la Société, lui loueront des canaux. Elles lui achèteront des services qu'elles revendront ensuite au détail à leur clients. Ces entreprises pourront demander à la Société de fournir des services au prix coûtant.

Le conflit est le suivant à mon avis: cette Société tendra-t-elle par nécessité, à réaliser le minimum ou le maximum de bénéfices?

M. Kierans: La clause 5 parle d'une base commerciale. Par cela, nous entendons agir de sorte que la Société soit viable. Il existe des sociétés de la Couronne qui sont rentables: la Société canadienne des télécommunications transmarines en est une qui est très rentable. Nous voulons assurer la rentabilité de la Société et cela fait partie des négociations qui ont lieu à l'heure actuelle avec toutes les sociétés de télécommunications. Vous avez bien raison et si j'étais président d'une compagnie de téléphone, je voudrais obtenir des services au prix coûtant. Je comprends bien cela.

Je pense qu'il y a deux moyens par lesquels les sociétés peuvent posséder la Société et s'approprier tous ses bénéfices. Le premier consiste à la contrôler à 100 p. 100, ce que ces sociétés seraient très heureuses de faire. Le second moyen consisterait à faire fonctionner le satellite au prix coûtant tout en n'en possédant rien. Les sociétés ne pourront rien faire de mieux. Elles obtiendraient ainsi tous les services au prix coûtant. Je pense qu'elles s'attendent à ce que la Société soit dirigée comme une entreprise commerciale, au moins avec les mêmes motivations.

Toutefois, cela fait partie des négociations. Je trouve les dirigeants de ces sociétés très têtues et eux aussi me trouvent très têtue. Mais nous sommes en train de négocier.

M. Schreyer: Ainsi, vous envisagez la chose comme une entreprise commerciale. C'est ainsi que nous le voulons tous. Cependant, vous envisagez certainement un certain pourcentage de bénéfice sur les investissements, comme c'est le cas, par exemple, pour la société Bell. Le gouvernement a fixé un pourcentage de bénéfice pour cette société. Je voudrais donc vous demander si vous pensez à un certain pourcentage de bénéfice?

M. Kierans: Nous aussi, nous sommes plutôt conservateurs sur ce point. Le pourcentage

[Texte]

on investment that is projected for the moment is probably higher than it will eventually settle down to be.

I just want to revert to another point here: when you talk about conflict between the carriers as an investor and also as a buyer of the facilities or services of the satellite, you also have the same position in the government, have you not? You have the government as an investor and one of its Crown corporations, the CBC, is a buyer of the services. So, I do not think they are always the big bad wolf.

Mr. Schreyer: Are you in a position to tell us now what the target of return on investment is?

Mr. Kierans: No, I am not in any position to tell. I would say that, hopefully, we are planning for a return of somewhere between 8 or 12 per cent on it initially. If it reaches that, then the directors of the corporation, of whom the government will form a part and the public a part, will then make their decision as to whether the profit is too high or too low. If they should then deem the profit of the corporation is too low, they might increase rates; if they deem it to be too high they might reduce rates.

The Chairman: Who is going to regulate this function? Is it going to be the CRTC or the Canadian Transport Commission?

Mr. Kierans: The actual operations of the company is another facet that has to be developed, and the Department of Communications is working on regulations really in the whole sphere of telecommunications, as you know.

Mr. Schreyer: Like any other utility, before you can really determine what the rate on investment will be or can be, you have to arrive at a rate base and I would like to know what board, agency or commission will have the responsibility of determining the proper rate base.

Mr. Kierans: We have three years, Mr. Schreyer, in which to work that out.

Mr. Schreyer: But who will adjudicate?

Mr. Kierans: At the moment what really concerns me are all of the risks inherent in this. We could plan for a return on the equity here, say, on a figure of 10 per cent which could be upset by a launch failure for example, and what would have turned out

[Interprétation]

que nous envisageons actuellement est sans doute plus élevé que celui qui sera fixé en définitive.

Je voudrais cependant revenir à une autre question. Lorsque vous parlez du conflit des sociétés de télécommunications qui investissent et, en même temps, achètent les services du satellite, vous devez songer que le gouvernement se trouve également dans la même situation. Le gouvernement investit dans le satellite et, en même temps, l'une de ses Sociétés de la Couronne, Radio-Canada, achète des services. Je ne pense donc pas que les sociétés de télécommunications sont les seuls grands méchants loups.

M. Schreyer: Pouvez-vous nous dire maintenant quel sera le pourcentage de bénéfice pour la Société?

M. Kierans: Je ne suis pas en mesure de le dire. Nous espérons obtenir un bénéfice d'environ 8 à 12 p. 100 au début. Si nous atteignons cela, les administrateurs de la Société, dont le gouvernement et le public seront actionnaires, vont décider si les bénéfices sont trop élevés ou pas assez. Si le profit est jugé trop élevé, on va réduire le pourcentage, et vice-versa.

Le président: Qui va réglementer cette question? Le Conseil de la Radio-télévision canadienne ou la Commission canadienne des transports?

M. Kierans: Les opérations de la Société doivent encore être mises au point. Le ministère des Communications est en train d'élaborer des règlements pour l'ensemble des télécommunications, comme vous le savez.

M. Schreyer: Comme dans le cas de toute entreprise, avant de déterminer quel sera le pourcentage de bénéfices sur les investissements, il faut fixer un taux de base et je me demande quelle agence, organisme ou commission aura la responsabilité de déterminer ce taux?

M. Kierans: Nous avons trois ans pour décider, monsieur Schreyer.

M. Schreyer: Mais qui va décider?

M. Kierans: A l'heure actuelle ce qui m'inquiète ce sont les risques inhérents à l'opération. Nous pourrions prévoir un bénéfice de 10 p. 100 sans pouvoir l'obtenir parce qu'un lancement aura échoué par exemple. Les bénéfices que nous envisageons pourraient se

[Text]

to be a profit may turn out to be a loss. So there are too many elements of uncertainty here. We are very optimistic, I might say, but there are too many elements of uncertainty to make a firm forecast.

Mr. Schreyer: Mr. Chairman, I am getting near the end. I am the only Socialist here; I did not expect much support and I am not getting any.

Mr. Kierans: I have already said that I am very sympathetic to some of your views.

Mr. Schreyer: I am well aware of that, Mr. Minister; in fact, that leads me to my next question.

Mr. Kierans: But I would be giving too much away by not making use of the common carriers and all their knowledge and expertise in this.

Mr. Schreyer: It seems to me to be difficult to reconcile this. On the one hand you emphasize greatly, and I feel rightly, the importance of this communications system to national unity, to development of our frontier, both of which are essentially social-political, and yet you insist on a form of ownership of this important facility, and a form of ownership that is tied to an ordinary commercial profit-and-loss outlook.

Quite frankly I would like to know how you can reconcile tying to a facility such as this, important in a social and political national sense, a form of ownership that is, strictly speaking, tied to dollars and cents.

Mr. Kierans: All right, there are two answers. On the operational side, sure we can have a telephone system in this country that will be government owned. I do not know whether that would satisfy you ideologically or not, but it would not be a telephone system that would provide the same kind of service as it presently does. You have a telephone system that is owned in France—I assume you have been in France—and I have been in France have had tremendous difficulty in getting the kind of service to which I have been accustomed so that I would feel that operating this system, I would want them in it. If their demands were too extreme, if they demanded a monopoly control or monopoly policy which would give them a complete or virtual or a quasi monopoly on the operations of this I would resist that and decide that we would have to bear with the disadvantages of going it alone on the operational side, such as they may be, although they would not be as great in this

[Interpretation]

transformer en pertes. Il ya donc trop d'incertitudes pour le moment. Nous sommes très optimistes mais il n'est pas possible de prévoir à coup sûr.

M. Schreyer: Monsieur le président, j'ai presque terminé. Je suis le seul socialiste ici. Je ne m'attendais pas à obtenir à des appuis et je n'en ai pas eu.

M. Kierans: J'ai déjà dit que certaines de vos opinions m'intéressent beaucoup.

M. Schreyer: Je m'en rends bien compte, monsieur le ministre, et cela m'amène à la question suivante.

M. Kierans: Nous perdrons trop à ne pas utiliser les sociétés de télécommunications, à ne pas profiter de leurs connaissances et de leur expérience dans ce domaine.

M. Schreyer: Il me semble bien difficile de concilier tout cela. D'une part, vous soulignez, avec raison, l'importance de ce système de communication pour l'unité nationale et pour l'expansion du territoire, deux facteurs essentiels au point de vue socio-politique. Toutefois, vous insistez pour que l'administration de cette nouvelle installation soit rattachée aux prix, aux frais, etc.

J'aimerais savoir comment vous pouvez concilier le fait de relier à un service aussi important que celui-ci du point de vue social, national et politique une forme de propriété qui est, à proprement parler, liée aux questions monétaires.

M. Kierans: Très bien, il y a deux réponses possibles. Au point de vue opérationnel il est certain que nous pouvons avoir dans notre pays un réseau téléphonique qui soit propriété du gouvernement. Je ne sais pas si cela vous satisfera au point de vue idéologique, mais ce genre de réseau ne fournirait pas le même service qu'à l'heure actuelle. En France, je présume que vous y êtes allé, le réseau téléphonique est propriété du gouvernement et j'ai eu beaucoup de difficulté à obtenir le service auquel je suis habitué. Si nous exploitons ce système, j'aimerais les avoir avec nous. Si les exigences des sociétés deviennent trop extrêmes ou si elles veulent un monopole ou une politique de monopole qui leur donnera un monopole quasi-complet des opérations, je m'opposerai à cela et nous déciderons de procéder seuls même s'ils ne sont pas aussi experts dans ce domaine qu'ils le sont dans le domaine de l'exploitation des réseaux téléphoniques, du côté des investissements.

[Texte]

area as they would be in the area of operating telephone systems on the investment side.

In other words we need them and we want them. Sure we can go it alone but we can do a hell of a lot better job if they are there.

On the investment side we can go it alone and we will put in the whole \$65 million ourselves but the way that this is likely to be set up for safeguarding the public interest, we may accomplish virtually all that you want with an investment of something less than \$10 million, maybe even less than \$7 million, a direct investment, and if it is less than let us say \$7 million, for the sake of argument, the actual government contribution to a satellite system that people have thought was going to cost \$120 million, if it is something less than \$7 million, \$7 million from \$65 million leaves \$58 million to put into regional development for Churchill—this is not your riding—to do all of the other things that this government has to do. And those are the reasons. I mean it is very pragmatic and very hardheaded.

• 1145

Mr. Schreyer: Yes, so it seems, and we can only await developments to see whether your hopes are justified by events. Then to look strictly at the matter of private ownership of the shares in this corporation, as I read the bill I get the impression that an attempt is made to limit the amount that can be owned by any one individual in the hope that this will help to have a wider and more diffuse ownership which, in my opinion, is a laudable objective. But when you limit it to 2½ per cent per individual it would not really take very many individuals to take up the entire amount of shares or stock available to the public. So that when it comes down to it the number of Canadians that are likely to even have an opportunity to get into this, to buy into this glamour stock, as I call it—and it will be glamour stock—will be very, very small—1 per cent of the population?

Mr. Kierans: That is correct. I doubt if it will even be 1 per cent of the population. That is quite correct because of the amount of stock that will be available for distribution globally and with respect to the public at large. However, we are quite prepared, if you want, to draft an amendment or consider, if the Committee wants to discuss this more fully, an amendment which would eliminate the figure of 2½ per cent or 5 per cent if they are associated and reduce that.

[Interprétation]

Autrement dit, nous en avons besoin et nous voulons les avoir. Cependant, nous pouvons travailler seuls, mais nous pouvons arriver à de bien meilleurs résultats si nous travaillons en collaboration avec eux.

Du point de vue des investissements, nous pouvons également aller tout seuls et investir tous les 65 millions, mais si on veut sauvegarder l'intérêt public, nous pourrions arriver à peu près aux mêmes résultats en investissant moins de dix millions de dollars, peut-être même moins de sept millions de dollars. Si nous investissons moins de sept millions de dollars à titre de contribution du gouvernement à un système de satellites qui devait coûter plus de 120 millions de dollars, il nous resterait 58 millions de dollars à consacrer au développement régional de Churchill, par exemple. Nous pourrions faire d'autres choses que le gouvernement doit faire. C'est peut-être pragmatique, c'est peut-être assez brutal.

M. Schreyer: Il faudra attendre et voir si, avec le temps, vos espoirs seront justifiés. Si on veut parler de propriété privée des actions de cette société on constate qu'on essaie de limiter le montant acheté par un seul individu afin de permettre à un plus grand nombre d'actionnaires d'acheter des actions. Mais lorsqu'on limite cela à 2½ p. 100 par individu, cela ne prendra pas beaucoup de personnes pour acheter toutes les actions qui sont mises à la disposition du public. En un mot, le nombre des Canadiens qui vont pouvoir acheter ces actions, ces actions absolument sensationnelles, ne représentera que 1 p. 100 de la population.

M. Kierans: C'est juste. Je doute fort qu'il y ait même 1 p. 100 de la population. C'est tout à fait juste à cause du nombre d'actions qui sont mises en circulation. Toutefois, nous sommes prêts, si vous le voulez, à rédiger un amendement qui permettrait d'éliminer ce chiffre de 2½ p. 100 ou de 5 p. 100, si on les associe, et de diminuer ce chiffre.

[Text]

But there are other ways of doing it. When the stock is actually sold to the public, the instructions can be given to the underwriter that he will not accept requests for more than 50 or 1000 shares from any one person. We are quite aware of the problem. We can cover it that way, but perhaps for your purposes and for the purposes of some of my colleagues in the government, and perhaps for the purposes of the Committee at large here, they may want to make a recommendation that deals with this clause and we would be quite prepared to discuss it.

Mr. Schreyer: This seems to me like a genuine suggestion, for which I thank you. My last question, Mr. Chairman, is that again having to do with the shares, I get the impression from reading the bill—I am sorry I cannot give you the exact clause—that those who take up the initial subscription, that is to say the initial shares, will somehow be given rights, prior rights to all ensuing issues if and when additional issues are made, and this strikes me as being undesirable in that it will give too much of an advantage to those few Canadians who will have bought into the corporation.

Mr. Kierans: I think that that certainly applies to the two thirds, that is to the third to be held by the carriers and the third to be held by the government. There are some preemptive rights there. I would ask Mr. Gibson, of the Department of Justice, to reply to it as far as the public is concerned.

Mr. F. G. Gibson (Senior Advisory Counsel, Department of Justice): Mr. Chairman, referring to page 8 of the bill, subclause (4) of clause 10 provides that there will not be preemptive rights in the shares, or attaching to shares that are issued to any shareholders. On the other hand, in any distribution of shares, whether it be the first issue or a subsequent issue, the proportions in which those shares are allotted among her Majesty in right of Canada, the common carriers and persons who fulfil the statutory conditions, will be subject to approval by the Governor in Council.

Once those initial proportions as to the tripartite arrangement are approved, the manner of distribution subsequent to that will be completely open. The fact that a particular individual acquired 50 shares on the initial subscription will not entitle him to a first right of refusal on a subsequent issue.

Mr. Schreyer: Would you explain to me, sir, referring to that very same subclause (4) on page 8.

[Interpretation]

Cependant, il y a d'autres façons de procéder. Lorsque les actions seront vendues à la population, on pourra dire au vendeur des actions qu'il ne peut pas accepter de demandes de plus de 50 ou 1,000 actions de la part d'une seule personne. Nous pouvons procéder de cette façon-là, mais pour votre satisfaction, pour la satisfaction du comité, on voudra peut-être faire une recommandation au sujet de cet article. Nous serions prêts à en discuter.

M. Schreyer: Je crois qu'il s'agit d'une excellente proposition. Une dernière question, monsieur le président. Elle porte également sur les actions. J'ai l'impression, après lecture du bill, je ne puis pas vous citer les articles en question, que ceux qui vont acheter les premières actions auront certains droits s'il y a d'autres actions qui sont mises sur le marché. Je crois que ce n'est pas souhaitable. Je crois que ceci apporterait un avantage trop considérable à ceux qui disposeront déjà d'actions.

M. Kierans: Ceci s'applique certainement aux deux tiers. Je songe au tiers qui appartiendra au gouvernement et au tiers qui appartiendra aux sociétés d'exploitation. Il est question ici de droits de préférence. M. Gibson du ministère de la Justice pourrait nous donner des détails là-dessus.

M. Gibson (conseiller sénior, ministère de la Justice): Monsieur le président, je me reporte à la page 8 du bill, sous-alinéa (4); on prévoit qu'il n'y aura pas d'actions préférentielles ou de liens aux actions émises aux actionnaires. Par contre, dans toute répartition des actions, que ce soit la première ou une des subséquentes, la proportion selon laquelle seront réparties ces actions entre Sa Majesté en droit du Canada, les sociétés d'exploitation et les personnes qui remplissent les conditions statutaires, sera sujette à l'approbation du gouvernement en conseil.

Une fois approuvée aux dispositions relatives aux proportions initiales entre les trois parties, les répartitions subséquentes seront libres. Le fait qu'une personne ait obtenu 50 actions, lors de l'émission initiale ne l'empêchera pas d'avoir accès aux émissions subséquentes. Le fait qu'une personne ait obtenu 50 actions, la première fois, ne limitera pas ses possibilités.

M. Schreyer: Voudriez-vous me dire, en parlant du même sous-alinéa 4 de la page 8:

[Texte]

• 1150

...the holders of shares of the company are not entitled as of right to subscribe for or purchase or receive any part of any issue of shares...but the company may, on any offering of any class of its shares after the first issue thereof, offer such shares *pro rata* to the holders thereof.

Mr. Gibson: Yes, sir. That must be read together with subclause (2) of the same clause, which requires that any subsequent issue of shares must be in proportions approved by the Governor in Council, and in that manner—in my view, the Governor in Council has an effective control of a *pro rata* offering. Even presuming government approval and providing for this *pro rata* or taking into account the fact that there is a proviso that there may be *pro rata* offerings, this does not give anybody the right unless the Board of Directors of the Company with the approval of the Governor in Council decides to do it that way. In other words, it is not a right, it is something that may be done.

Mr. Schreyer: I understand. All right, thank you.

The Chairman: Are you finished Mr. Schreyer?

Mr. Schreyer: Yes, Mr. Chairman, I would like to be able to quote back to Mr. Kierans some of the speeches he made at the time of the incorporation of SIDBEC, but I will leave it for now.

The Chairman: You are allowed to do that in the House of Commons. Mr. Macquarrie.

Mr. Macquarrie: No, I do not have a question now in this post-Damascus period.

The Chairman: That is fine. Mr. Dinsdale.

Mr. Dinsdale: Yes, Mr. Chairman, I would imagine that once the satellite system has been introduced. . .

The Chairman: Are you on the same subject? We are following it on a topic by topic basis from the Bill.

Mr. Dinsdale: What was the topic at the moment?

The Chairman: We are dealing with the point of ownership which Mr. Schreyer raised.

Mr. Dinsdale: No.

20143—4

[Interprétation]

. . les détenteurs d'actions n'ont pas la faculté de souscrire, d'acheter ou de recevoir de plein droit une partie des actions mais la Société peut, lorsqu'elle offre des actions d'une classe après la première émission d'actions de cette classe, offrir des actions auxdits détenteurs au *prorata* de celles qu'ils détiennent déjà.

M. Gibson: Mais ceci doit être lu en tenant compte du sous-alinéa (2) du même article, en vertu duquel les autres émissions d'actions devront être soumises à l'approbation du gouverneur en conseil.

Et, à mon avis, le gouverneur en conseil aura donc un contrôle efficace sur une offre faite au *prorata*. Même si on peut prévoir à l'avance l'approbation du gouvernement, et tenant compte de l'existence d'une clause conditionnelle qui pourrait permettre les offres au *prorata*, cela ne donne le droit à personne, à moins que le Conseil d'administration de la société, avec l'approbation du gouverneur en conseil, en décide ainsi. En d'autres mots, ce n'est pas un droit, c'est simplement quelque chose qui peut être fait.

M. Schreyer: Je vous remercie.

Le président: Est-ce tout, monsieur Schreyer?

M. Schreyer: Oui, monsieur le président. J'aimerais rappeler à M. Kierans certains discours qu'il a prononcés lors de l'établissement de Sidbec, mais je vais laisser tomber pour le moment.

Le président: Vous pouvez faire cela à la Chambre des communes. Monsieur Macquarrie.

M. Macquarrie: Je n'ai pas de question à poser après ce déluge de renseignements.

Le président: Très bien. Monsieur Dinsdale.

M. Dinsdale: Oui, monsieur le président. Lorsque le système de communication par satellite aura été instauré. . .

Le président: Est-ce que vous parlez toujours du même sujet? Nous procédons à l'étude du projet de loi, sujet par sujet.

M. Dinsdale: De quoi parlons-nous en ce moment?

Le président: Nous sommes à discuter de la question de la propriété que M. Schreyer a soulevée.

M. Dinsdale: Non.

[Text]

The Chairman: Well, in that case I would have to put you at the bottom of the list.

Mr. Dinsdale: I see.

Mr. Kierans: Unless you want the whole thing owned by the carriers.

Mr. Dinsdale: No, my questions are not on ownership at all, Mr. Chairman.

The Chairman: I will mark you down for later.

Mr. Dinsdale: How far down am I?

The Chairman: The list at present reads, Mr. Matte, Mr. Osler, Mr. Lasalle, Mr. Stewart and Mr. Dinsdale.

Mr. Macquarrie: If you will look for a moment at one of the paragraphs, Mr. Chairman, there will be many more things for regional development than the problem of ownership by the carriers.

Mr. Kierans: How much more? Can you put a figure to it?

Mr. Macquarrie: You did not indicate it.

Mr. Kierans: Oh, yes, sir. I was indicating that perhaps another \$7 or \$10 million or more might have been available.

The Chairman: Mr. De Bané on a supplementary.

Mr. Osler: I think mine really is a supplementary.

The Chairman: Perhaps after Mr. De Bané then.

M. De Bané: Monsieur le ministre, je voudrais préciser une chose. Ai-je raison de penser que la compagnie Télésat n'est pas une compagnie de la Couronne?

M. Kierans: Exactement.

M. De Bané: Ce ne sera pas une compagnie de la Couronne?

M. Kierans: C'est cela.

M. De Bané: Mais je comprends, à la lecture du Bill, que Télésat va quand même déposer chaque année au Parlement, aux deux Chambres, son bilan annuel.

M. Kierans: Oui.

M. De Bané: Est-ce que je peux vous demander la raison de cette obligation, étant donné qu'elle ne sera pas une société de la Couronne?

[Interpretation]

Le président: Je vais donc inscrire votre nom au bas de la liste.

M. Dinsdale: Je vois.

M. Kierans: A moins que vous ne désiriez que toute l'entreprise soit possédée par les sociétés d'exploitation des télécommunications.

M. Dinsdale: Je ne veux pas parler de la question de la propriété.

Le président: Je vais vous inscrire au bas de la liste.

M. Dinsdale: Alors, où suis-je sur la liste?

Le président: En ce moment, la liste des interlocuteurs est comme suit: MM. Matte, Osler, LaSalle, Stewart, et Dinsdale.

M. Macquarrie: Si vous examinez un moment un des alinéas, monsieur le président, il y a beaucoup plus de choses qui concernent le développement régional que le problème de la propriété par les Sociétés d'exploitation.

M. Kierans: Combien plus? Pouvez-vous donner des chiffres?

M. Macquarrie: Vous ne l'avez pas précisé.

M. Kierans: Oui, monsieur. Il y a peut-être une somme supplémentaire de 7 ou 10 millions de dollars qui est disponible.

Le président: Question supplémentaire, monsieur De Bané.

M. Osler: J'ai une question supplémentaire.

Le président: Pouvez-vous attendre après M. De Bané?

Mr. De Bané: I would like to clarify something. Am I right to say that the Telesat Corporation would not be a Crown corporation?

Mr. Kierans: Exactly.

Mr. De Bané: It will not be a Crown corporation?

Mr. Kierans: That is right.

Mr. De Bané: But after reading the Bill I understand that TELESAT would have to submit an annual Report, its annual statement, to Parliament, to both Houses.

M. Kierans: Yes.

Mr. De Bané: May I ask you why this is required, since it will not be a Crown corporation?

[Texte]

M. Kierans: C'est d'intérêt général et il faut que, non seulement les actionnaires, mais aussi les parlementaires et, par voie de conséquences, la population canadienne, aient accès au bilan et à tous les détails des opérations de ce satellite. C'est pour cette raison.

The Chairman: Would it be sent to a Committee for further discussion and examination as is the custom with Crown corporations?

Mr. Kierans: I would doubt that very much. I stand to be corrected on it, but I think it would be tabled in the House for information. Obviously members could raise questions on it, but could not conduct an examination of it as it is not a Crown corporation.

The Chairman: Nevertheless the government would have a one-third share in it and certainly this would be an acceptable method.

Mr. Kierans: As you well know, Mr. Chairman, I am a little bit naïve on the procedures and exactly what happens to it after it is tabled in the House. We are quite prepared for any recommendation in that respect, but just exactly what the requirements of the House are with respect to the rights of examination, I do not know.

• 1155

The Chairman: Would the Minister have any objection if we were to amend the clause whereby the report will be tabled in the House with reference that it be sent to a standing committee for consideration?

Mr. Kierans: Right now I would say, no, but I would like to reserve my answer to that question so I can discuss with my officers all the implications in it. Would that destroy the independent status of the corporation? That is what I would want to assure myself of.

The Chairman: It seems to me that the CBC and other Crown corporations have lots of room for manoeuvring. Mr. De Bané, have you any further questions?

M. De Bané: Monsieur le ministre, je pense que vous avez pris note de certaines protestations de sociétés porteuses au sujet de l'article 43, qui autorise le gouverneur en conseil de retrancher le nom de toute corporation, et ils craignent que cet article ne permette au ministre de rayer de la liste, à tout moment, dans cinq ans ou dans dix ans, une des sociétés

[Interprétation]

Mr. Kierans: It is of general interest and it is necessary that not only the shareholders, but also the members of Parliament and, consequently, the Canadian population should be informed of the annual report and of all the details in the operation of this satellite. That is the reason.

Le président: Est-ce que le rapport sera envoyé au Comité pour qu'on puisse l'étudier en détail, comme c'est l'usage pour les sociétés de la Couronne?

M. Kierans: J'en doute fort. Qu'on me corrige s'il y a lieu, mais je crois que le rapport serait déposé à la Chambre à titre documentaire. Évidemment, les députés pourront poser des questions mais il n'y aura pas d'examen à proprement parler puisqu'il s'agit d'une société de la Couronne.

Le président: Étant donné que le gouvernement détient le tiers des actions, ne croyez-vous pas que ce serait là une méthode acceptable?

M. Kierans: Comme vous le savez, monsieur le président, je ne suis pas tellement au courant de la procédure et je ne sais pas exactement ce qui arrivera après que le document sera présenté à la Chambre. Nous sommes prêts à présenter des recommandations en ce sens, mais, malheureusement, je ne sais pas quelles sont les exigences de la Chambre au sujet du droit d'examen.

Le président: Est-ce que le Ministre s'opposerait à ce qu'on modifie l'article en vertu duquel le rapport sera soumis à la Chambre et qu'on spécifie qu'il doit être renvoyé à un comité permanent pour étude?

M. Kierans: Je préfère qu'il n'y ait pas de modification en ce sens. Toutefois, j'aimerais autant ne pas donner de réponse définitive là-dessus avant d'avoir étudié avec mes fonctionnaires toutes les conséquences de cette décision. Je ne voudrais pas affecter l'autonomie de cette société.

Le président: C'est mon avis que Radio-Canada et les autres sociétés de la Couronne ont beaucoup de liberté d'action. Monsieur De Bané, avez-vous d'autres questions?

Mr. De Bané: Mr. Minister, you have noted, I think, certain complaints by carriers about item 43 that authorizes the Governor in Council to strike off the name of any corporation. The carriers are afraid that this would enable the minister to delete the name of any carrier from the list, at any time, in five or ten years.

[Text]

tés porteuses. Seriez-vous d'accord pour amender cet article de façon à ce que la dis-cré-tion du ministre ne sera exercée que dans le cas où une société porteuse n'en sera plus une?

M. Kierans: Nous avons l'intention de proposer au Comité un amendement dans ce sens, afin que les compagnies soient assurées de leurs droits.

M. De Bané: Vous avez expliqué, d'autre part, monsieur le ministre, lors de votre discours en Chambre, que vous espérez que la répartition des actions soit faite un tiers, un tiers, un tiers. J'aimerais que vous nous expliquiez comment le tiers dévolu aux sociétés porteuses va être réparti entre elles.

M. Kierans: Nous allons étudier les suggestions faites par l'Association des compagnies de téléphone du Canada.

M. De Bané: Pas seulement les compagnies qui font partie de l'Association.

M. Kierans: Non, il y en a au moins une qui ne fait pas partie . . .

M. De Bané: Parce que dans ma région, Québec Téléphone. . .

M. Kierans: Oui.

M. De Bané: Alors, toutes ces compagnies vont participer tel que l'annexe «A» le laisse entendre.

Maintenant, il est possible d'imaginer que deux groupes, puisqu'ils sont trois, prennent le contrôle et je pense que la Loi, telle qu'elle est rédigée dans le moment, considère que ceci peut être fait: que deux groupes, soit le gouvernement et le public, ou la société porteuse et le public, pourront prendre le contrôle. Y a-t-il dans la Loi des dispositions qui permettent quand même au gouvernement, à un moment donné, de contrecarrer toute politique qui ne sera pas pour le bien de la nation, ou voyez-vous la situation sous un angle différent? D'après vous, y a-t-il objection à ce que deux groupes s'emparent du contrôle?

M. Kierans: Non, ce sera la majorité des actionnaires et cela implique le consentement, soit du gouvernement ou d'un assez grand nombre d'actionnaires particuliers. Aussi longtemps que la corporation suit la politique du gouvernement. . . nous aurons un mot à dire.

M. De Bané: Et, une autre question, monsieur le ministre. Si j'ai bien interprété la Loi, à un moment donné, on y dit que la corporation peut imposer des règlements tellement importants qu'à toute fin pratique,

[Interpretation]

Would you be willing to amend this article to ensure that the minister could not strike off the name of a carrier which is no longer a carrier?

Mr. Kierans: We are going to suggest an amendment along this line in order to reassure companies about their rights.

Mr. De Bané: You have also explained, Mr. Minister, during your speech in the House that you were hoping the shares would be divided in three parts.

I would like you to explain how the shares allotted to common carriers will be distributed among them.

Mr. Kierans: We will be considering the suggestions brought forward by the Association of the Telephone companies of Canada.

Mr. De Bané: Not only by the companies which are members of the Association.

Mr. Kierans: There is at least one which does not belong to the Association.

M. De Bané: Because in my riding, Québec-Téléphone. . .

Mr. Kierans: Yes.

Mr. De Bané: All these companies will therefore be part of the decision as I understand from Appendix A. It is possible to imagine that two groups, since there are three, could take over control and I think that in its present form the Act considers this possible, that two groups, be it the government and the public, or the common carrier and the public, could take over control. Are there any clauses in the Act enabling the government to block any policy that would not be in the interest of the country, or do you see the situation from another angle? According to you are there any objections to having two groups taking over control?

Mr. Kierans: No, it would be the majority of the shareholders, which implies the consent of either the government or a large group of private shareholders. As long as the Corporation complies with government policy. . . We will certainly have something to say.

Mr. De Bané: There is another question I would like to ask, Mr. Minister. If I understand the Act correctly, at one point, it says that the Corporation can draft such important Regulations that one wonders why, in prac-

[Texte]

on peut se demander pourquoi une Loi sur Télésat, puisque Télésat va pouvoir faire des règlements tellement larges. On se demande si ce n'est pas plutôt les règlements de Télésat, plutôt que la Loi, qui vont établir la politique?

M. Kierans: Non, j'en doute, parce que le ministre a une assez grande discrétion.

M. De Bané: Je voudrais vous citer l'article qui me fait penser à cela. Enfin, jusqu'à ce que je le trouve... Quant à la valeur...

M. Kierans: Quelle page?

• 1200

M. De Bané: Le paragraphe 1 de l'article 33, à la page 22, monsieur le ministre. Ma question est la suivante: En vertu de l'article 33, la Société ne peut-elle pas faire toutes sortes de règlements qui en somme vont régler la politique de Télésat, à la place de la loi. Je ne sais pas si j'interprète mal cet article...

The Chairman: Perhaps Mr. Gotlieb would like to answer that.

Mr. Gibson: Mr. Chairman, the object of Clause 33, subclause (1) is to authorize the company, by application for letters patent in the manner in which a normal corporation amends its charter, to amend its charter in certain respects. A safeguard in this regard is provided in subsection (2) which would require that letters patent issued under that subsection or pursuant to that subsection be tabled in the House of Commons or in Parliament, letters patent which could be reviewed by either House.

Mr. Gotlieb: I would like to add a point. It will not be that simple for any particular group to get control of this organization. In this particular case there is a requirement for two-thirds majority to change so that in fact would require almost the total support of two entire groups, the public and the carriers or the public and the government. In addition, on most questions by-laws can be passed given a certain number of directors. However, a great deal of influence would have to be achieved by one group to be able to persuade a sufficient number of directors from two different groups to vote with them. So I think it is not an unreasonable kind of risk for any corporation to assume that the safeguards are achieved through this self-interest and the interest of the individual shareholders and the groups of which they form part.

Mr. Kierans: The easiest eventuality that you can envisage is the common carriers and

[Interprétation]

tice, there is an Act on Télésat, since Télésat will be able to adopt such Regulations. One wonders if the policy will not be set down by the Regulations adopted by Télésat and not by the A & O.

Mr. Kierans: I doubt that very much because the minister has wide powers.

Mr. De Bané: I would like to quote the clause which brought that to my mind. While I am looking for it... on the value...

Mr. Kierans: What page is that on?

Mr. De Bané: Paragraph 1, Section 33 on page 22, Mr. Minister. My question is the following: Under Section 33, is the Corporation not authorized to adopt all kinds of Regulations which will in fact set the policy of Télésat and supplant the act? Maybe my interpretation of the Section is wrong...

Le président: M. Gotlieb voudrait répondre à cette question.

M. Gibson: L'objectif de l'article 33, sous-alinéa 1, est d'autoriser la société à demander des lettres patentes afin de modifier la charte de la société dans certains domaines. Les garanties sont fournies par le paragraphe 2. Il est nécessaire que les lettres patentes, aux fins de cet article, soient déposées à la Chambre des Communes ou au Parlement pour être étudiées par l'une ou l'autre des chambres.

M. Gotlieb: Je pourrais ajouter que ce ne sera pas si simple que cela. Ce ne sera pas facile à un groupe de prendre le contrôle de l'organisation. Il faudra qu'il ait une majorité des deux tiers afin d'effectuer un changement; le public ou les sociétés, ou le public et le gouvernement. En plus, sur la plupart des questions des règlements peuvent être édictés autorisant des directeurs. Il faudra donc qu'il y ait un groupe considérable d'intérêts qui soit réuni afin de prendre le contrôle de la société. Le pense donc qu'il y a peu de risques pour une société car toutes les garanties de protection sont là.

M. Kierans: Le plus probable, serait le gouvernement et les sociétés adoptant certains

[Text]

the government deciding to adopt a certain by-law. In that case obviously the government must have the interest of the public at large at heart as well. That is about the only practical line-up or grouping that I can think of. If the carriers and the government differed on the adoption of a certain by-law I am certain that both sides would carry a third or a half of the public at large; therefore, the status quo would continue.

Mr. De Bané: Monsieur le ministre, toujours au sujet de la répartition des actions, vous nous avez dit que vous aimeriez que le gouvernement ait le tiers des actions. Par contre, l'article 40 limite la participation du gouvernement à trente millions de dollars en actions ordinaires, n'est-ce pas?

Mr. Kierans: Oui.

Mr. De Bané: Je comprends qu'il n'est vraisemblablement pas question au début que toutes les actions soient émises. Donc, le gouvernement n'achètera pas le tiers des actions dès le début. On n'émettra qu'une partie du capital-action au début. Prenons un exemple. Supposons qu'on émette la moitié du capital-action, soit cinq millions d'actions. Le gouvernement en achète le tiers, la valeur de ces actions monte sur le marché. Supposons que le gouvernement veuille acheter l'autre tiers, lors de la deuxième souscription.

Si les actions ont atteint un tel montant et si le gouvernement est limité à trente millions de dollars, ne pensez-vous pas que cet article l'empêchera d'acheter le tiers des actions? Ne serait-il pas préférable d'amender cet article pour dire que «le gouvernement ne pourra acheter plus du tiers des actions,» et sans mentionner de prix?

Mr. Kierans: Si cela arrive, la Société, à un certain moment, sera à la recherche d'argent par une émission d'actions au montant d'à peu près quatre-vingt-dix millions moins cinq millions, le chiffre que vous avez employé. Je doute fort qu'un tel problème puisse se présenter avant une génération. En effet qu'est-ce que la Société va faire avec quatre-vingt-dix millions de dollars en actions ordinaires? Cela veut dire un capital global de deux cents millions si on double le montant de la dette. Une corporation dont les actions ordinaires se montent à quatre-vingt-dix millions, a le pouvoir d'emprunter un montant au moins double, peut-être pas triplé, mais dans ce cas précis un autre quatre-vingt-dix millions, et peut-être cent quatre-vingt millions. Qu'est-ce qu'une telle corporation va faire avec un tel montant d'argent, pour

[Interpretation]

règlements. Dans ce cas évidemment, le gouvernement doit s'intéresser au bien public et c'est la seule façon pratique de procéder. Si une société d'exploitation et le gouvernement ne sont pas d'accord en ce qui concerne l'adoption de certains règlements administratifs, il me semble que chacune des parties pourrait obtenir une fraction du public et donc maintenir le statu quo.

Mr. De Bané: Mr. Minister, still with regard to the distribution of shares, you said you would like the government to obtain one-third of these shares. On the other hand, Section 40 limits the government's participation to \$30 million worth of ordinary shares, does it not?

Mr. Kierans: Yes.

Mr. De Bané: I understand that apparently there is no question of all shares being issued right in the beginning. The government will therefore not purchase a third of the shares right off. Only part of the capital-shares will be issued at the beginning. Let us take an example. Let us suppose that one-half of the shares are issued, that is five million shares. The government purchases a third of these shares and the value of these increases on the market. Let us also suppose that later when the government wants to purchase another third of the shares of the second issue.

If the shares have increased to such an extent and the government is limited to \$35 million, do you not think this clause would prevent the government from purchasing a third of the shares? Would it not be better to amend this clause so that it would read that "the government cannot purchase more than one-third of the shares" without setting any price ceiling?

Mr. Kierans: If that happens, at one time or another, the Corporation will be seeking money by issuing shares whose value would total about \$90 million less \$5 million, which is the figure you used. I doubt very much that such a problem would arise before one generation. In fact, what could the Corporation do with \$90 million worth of capital-stock? This means a total capital of \$200 million if we double the amount of the debt. A Corporation whose capital stock is worth \$90 million can borrow at least twice as much, may be not three times as much, but in this case, at least another \$90 million, and may be \$120 million. So what will the corporation do with all that money, to achieve the purposes outlined in this Bill? I can see no circumstance where the Corporation would require such an amount of money. I think that, in practice, this clause

[Texte]

réaliser les objectifs décrits dans ce Bill? Moi-même je ne vois aucune circonstance où la Société pourrait avoir besoin d'un tel montant d'argent. Pratiquement je pense que cet article rencontre l'objectif visé. C'est une possibilité théorique...

M. De Bané: Oui.

M. Kierans: Au lieu de limiter la liberté du gouvernement, je préfère laisser comme tel cet article-là.

M. De Bané: Au sujet de la partie des actions qui appartiennent aux sociétés d'exploitation de communications aux «carriers», comment agiriez-vous dans l'hypothèse où une nouvelle compagnie viendrait s'ajouter à celles qui sont énumérées à l'Annexe «A» ou au cas où l'une d'elles voudrait se retirer?

Il y a le tiers des actions pour les compagnies d'exploitation. A un moment donné si une nouvelle compagnie veut entrer dans ce groupe ou une compagnie veut s'en retirer, quel mécanisme la loi prévoit-elle pour permettre à une compagnie d'y entrer ou de s'en retirer, puisqu'elles ont le tiers des actions?

M. Kierans: Comment peut-on envisager qu'une compagnie de téléphone puisse se retirer de cette liste...

M. De Bané: Ou s'y ajouter, ou s'en retirer.

M. Kierans: Ajouter une autre compagnie, ce n'est pas possible.

M. De Bané: Par quel mécanisme, puisqu'ils ont le tiers des actions? Est-ce qu'on va de nouveau répartir les actions?

Mr. Gibson, do you understand my question?

Mr. Kierans: Oh yes, he understands.

Mr. Gibson: Mr. Chairman, on page 16 of the Bill there is authority for a schedule "A" company, a company that is a common carrier, to transfer shares held by it to other telecommunication common carriers with the approval of the Governor in Council. There is also authority whereby, through a proposed mechanism, certain shares held by a common carrier could become effectively shares that are in the public third. This envisages the situation where one common carrier wishes to divest itself of shares and theoretically none of the other common carriers wish to pick them up but there is a potential market in the public sector. In those circumstances there is a procedure provided for getting those shares into the public sector.

[Interprétation]

achieves its aim. It is a possibility, of course, in theory...

Mr. De Bané: Yes.

Mr. Kierans: Instead of restricting the government's freedom of movement, I would prefer to leave the clause as it is.

Mr. De Bané: With regard to the part of the shares belonging to common carriers, what would you do if, hypothetically, a new Corporation was added to those listed in Appendix "A" or if one of those listed wanted to opt out? A third of the shares are earmarked for the common carriers. If, at one point, a new company wants to join this group or opt out of the group what mechanism is provided under the Act to enable a company to join or to opt out since they hold one-third of the shares?

Mr. Kierans: How can you imagine that a telephone company would want to opt out...

Mr. De Bané: To join in or opt out.

Mr. Kierans: It is impossible to add another company to the list.

Mr. De Bané: Through what mechanism would they do this since they hold a third of the shares? Are they going to re-distribute the shares?

Monsieur Gibson, comprenez-vous ma question?

M. Kierans: Oh oui, il comprend.

M. Gibson: Monsieur le président, à la page 16 du projet de Loi, il y a une clause qui autorise une entreprise de l'annexe «A» à transférer les actions qu'elle détient à d'autres entreprises moyennant l'approbation du gouverneur en conseil. Ils peuvent aussi par un mécanisme prévu, transférer des actions au domaine public. Cela permet de régler le cas d'une société voulant se débarrasser d'actions qu'aucune autre entreprise ne veut acheter, mais qu'il y a un marché en puissance dans le secteur public. Il y a donc un mécanisme prévu pour mettre ces actions dans le secteur public.

[Text]

Mr. De Bané: If a new company would like to join the carrier group are we going to make a new distribution?

Mr. Gibson: Sections 43 and 44 provide for the addition and as the minister has stated there are proposed amendments in this area; however, sections 43 and 44 provide for the addition or deletion of a company from the list. In the event that the name of a company is added to the list by virtue of section 44, all

• 1210

shares held by the common carriers at the moment of addition are cancelled and an equivalent number of new shares are issued to the common carriers on a distribution approved by the minister—and it is assumed that any such distribution would take into account a proportionate representation of the new company added to the list. The same effect flows where the name of a company is deleted from the list.

The Chairman: On this point might there be agreement from the committee to table the suggested amendments which the minister has made available which I will undertake to have duplicated and circulated to all members of the committee?

Some hon. Members: Agreed.

Mr. Kierans: I would like to emphasize two points. First, these are suggested amendments and, second, this does not preclude any other amendments coming.

The Chairman: We understand that. Mr. De Bané, have you almost completed?

Mr. De Bané: Just to have this clear in my mind, does that mean that if a new company joins the group of carriers or wants to leave the group the total amount for the carrier group will remain the same?

Mr. Gibson: That is correct; it would simply be redistributed.

Mr. De Bané: I would like to ask Mr. Minister a last question. What has been the reaction of the carriers to this unique constitution of Telesat about which Mr. Schreyer expressed his enthusiasm—and I do myself—and how have they reacted to these three parts: government, public and carriers groups?

M. Kierans: Je suggère, monsieur De Bané, que vous posiez cette question aux entreprises d'exploitation?

[Interpretation]

M. De Bané: Si une nouvelle société veut se joindre aux entreprises de télécommunications, ferons-nous une autre distribution?

M. Gibson: Les articles 43 et 44 prévoient cette possibilité. Mais les clauses 43 et 44 prévoient l'addition ou la suppression d'une société. Si le nom d'une société est ajouté à la liste aux termes de la clause 44, toutes les actions entre les mains des entreprises au moment de l'addition sont annulées et un nombre équivalent de nouvelles actions sont émises aux entreprises, moyennant une méthode de distribution approuvée par le ministre, qui tiendra compte de la proportion de la représentation de la nouvelle société. La même chose arrive quand le nom d'une compagnie est rayée de la liste.

Le président: Est-ce qu'on me permettrait de déposer la déclaration du ministre, de la faire photocopier et de la faire distribuer aux membres du Comité?

Des voix: D'accord.

M. Kierans: J'aimerais souligner deux points. D'abord ce sont des amendements suggérés, deuxièmement cela ne préjuge en rien qu'il n'y aura pas d'autres amendements.

Le président: Nous comprenons. Monsieur De Bané, avez-vous fini?

M. De Bané: Simplement pour clarifier mes idées. Cela veut-il dire que si une nouvelle société se joint aux entreprises, ou veut quitter le groupe, le total d'actions détenues par les entreprises resterait le même.

M. Gibson: C'est exact. Il n'y aurait qu'une redistribution des actions.

M. De Bané: Ensuite, j'aimerais poser une dernière question au ministre. Avez-vous obtenu la réaction des entreprises de télécommunications quant à la constitution singulière de Télésat, à propos de laquelle M. Schreyer est aussi enthousiaste que je le suis? Comment ont-ils réagi à ce groupe, en trois parties: le gouvernement, le public et les compagnies?

Mr. Kierans: I would suggest, Mr. De Bané, that you raise this question with the common carriers.

[Texte]

The Chairman: The Trans-Canada Telephone System has indicated they will be appearing, Bell Telephone Company of Canada has not yet indicated whether or not they will be appearing, and we are still having negotiations with the CBC on whether or not they will come.

Mr. De Bané: I understand that Bell is part of the Trans-Canada Telephone System.

The Chairman: That is right. Have you completed, Mr. De Bané?

Mr. De Bané: Yes.

M. Matte: Merci, monsieur le président. Je pense que je vais toucher au sujet le plus important, en ce qui a trait à l'étude de ce Bill, le plus important, peut-être pas tellement aux points de vue technique, monétaire, économique, etc., mais, au point de vue politique. Lors du débat en deuxième lecture, le 15 avril, on a posé au ministre des questions se rapportant à l'attitude prise par le gouvernement du Québec depuis au-delà d'un an sur ce sujet. Il nous a semblé qu'il s'agissait d'une course entre le Québec et le gouvernement fédéral pour voir qui arrivera le premier à la réalisation des communications par satellites.

Monsieur Kierans, vous qui êtes bien reconnu pour votre franc parler, je voudrais que vous nous disiez d'abord ce que vous pensez des déclarations qu'on a vues dans les journaux, l'automne dernier, et qui prêtaient l'intention suivante au gouvernement:

Selon l'agence *United Press International*, le Gouvernement Trudeau a pris à la hâte des dispositions pour tenter de faire avorter la coopération franco-québécoise dans le domaine des satellites de communications. C'est ce que *U.P.I.* dit avoir appris de sources gouvernementales fort bien informées.

Monsieur Kierans, j'aimerais que vous nous donniez des éclaircissements à ce sujet.

M. Kierans: Moi-même, j'ai envoyé au premier ministre du Québec, M. Jean-Jacques Bertrand, une copie du Bill et une longue lettre; je n'ai pas encore reçu une réponse; d'ailleurs je n'ai reçu une réponse que de seulement trois ou quatre provinces jusqu'à maintenant. Auparavant, nous avions discuté avec les provinces. M. Bergeron lui-même a eu des entretiens avec divers fonctionnaires du gouvernement du Québec; il pourra peut-être vous donner des explications.

M. Matte: Avant d'entendre les explications de M. Bergeron, j'aimerais savoir quand exactement vous avez communiqué avec le premier ministre, M. Bertrand.

[Interprétation]

Le président: Le Réseau téléphonique trans-canadien a indiqué qu'il désirait être entendu. La Compagnie Bell n'a pas encore fait savoir si elle désirait l'être, et nous avons encore des négociations avec Radio-Canada pour savoir s'ils viendront ou non.

M. De Bané: Donc Bell Canada fait partie du réseau téléphonique trans-canadien.

Le président: C'est juste. Avez-vous terminé vos questions, monsieur De Bané?

M. De Bané: Oui.

Mr. Matte: Thank you, Mr. Chairman. I think I am touching on a most important subject here with regard to the consideration of this bill, possibly not the most important from a technical, financial and economical point of view, but certainly from a political point of view. During the discussion, at the second reading stage, on April 15, questions were put to the minister concerning the attitude of the Quebec Government for over a year now in this connection. It seemed to us that there was a race between the Quebec and federal governments as to who would set up a satellite communication system first.

Mr. Kierans, you are well known for your outspokenness, I would like your opinion of the statements made in the papers, last fall, and according to which the government's intention is as follows:

According to the *United Press International Agency* the Trudeau government took hasty steps to try and abort Franco-Quebec co-operation in the field of satellite communications. This is what *UPI* said they learned from well informed government sources.

I would like you to enlighten us in this respect, Mr. Kierans.

Mr. Kierans: I personally sent to the Premier of Quebec, Mr. Jean-Jacques Bertrand, a copy of the Bill and a long letter, to which I have had no reply as yet. As a matter of fact, I have only had an answer from three of four provinces up to date. Prior to that we discussed this with the provinces. Mr. Bergeron himself got in touch with various officials of the Quebec government; perhaps he could explain what took place.

Mr. Matte: Before hearing what Mr. Bergeron has to say, I would like to know exactly when you got in touch with Mr. Bertrand.

[Text]

M. Kierans: Il y a quelques semaines, le 25 mars.

● 1215

M. Bergeron: Dans le cadre du bureau chargé de la mise en œuvre du projet, nous avons à plusieurs reprises rencontré des fonctionnaires du gouvernement du Québec et de Radio-Québec, afin de savoir d'eux leurs besoins éventuels pour des communications par satellites domestiques. A chaque fois, nous leur avons fourni tous les renseignements qu'ils pouvaient vouloir afin de prendre une décision adéquate; mais, en aucun cas, nous n'avons discuté la question du satellite franco-québécois ou du satellite Symphonie, parce que, véritablement, nous ne sommes pas du tout dans la même sphère. Le satellite Symphonie ou un satellite franco-québécois n'illuminerait qu'une seule partie du Canada, tandis que notre satellite à nous illumine de Vancouver à Saint-Jean.

Les communications internationales peuvent se faire par un satellite situé au-dessus de l'Atlantique; si ma mémoire est bonne, le satellite Symphonie sera à environ 15 degrés de longitude et ne sera pas vu plus loin que de Toronto au maximum. Donc, toute communication qui voudrait être transportée vers l'ouest du pays ou vers des régions nordiques, devrait passer par un satellite domestique. En ce sens, le satellite canadien sera tout aussi bien un satellite parlant français qu'un satellite parlant anglais, mais parlant français et anglais *from coast to coast*.

M. Matte: Dans ces rencontres que vous avez eues avec les fonctionnaires du Québec, quelle a été l'atmosphère des négociations?

M. Bergeron: Toujours très franches et très cordiales.

M. Matte: Est-ce qu'on peut dire qu'actuellement, le gouvernement du Québec collabore avec une bonne volonté et d'une façon efficace avec le gouvernement fédéral?

M. Kierans: Pourquoi pas? Il va bénéficier de notre satellite.

M. Matte: Actuellement, la position du Québec est-elle favorable et dans quelle proportion est-elle favorable à ce projet de loi?

M. Bergeron: Je pense que pour satisfaire des besoins d'ordre national ou domestique, le Québec n'a jamais émis, que je sache, de déclarations condamnant le système de satellite tel que proposé pour Télésat Canada. Ce sont deux domaines complètement différents.

M. Matte: Je mets en doute tout ce que vous dites, parce que j'ai ici toute une série

[Interpretation]

Mr. Kierans: A few weeks ago, on March 25.

Mr. Bergeron: Within the office responsible for the implementation of this project, we have on many occasions met officials of the Quebec Government and of Radio-Quebec in order to find out from them their future needs with regard to domestic satellite communications. Each time, we gave them all the information they might wish in order to come to an adequate decision, but we never discussed the matter of the Franco-Quebec Satellite or the *Symphonie* Satellite because, to say the truth, we are not at all in the same sphere. The *Symphonie* Satellite or the Franco-Quebec Satellite would only service part of Canada, whereas our satellite will provide services from Vancouver to St. John's.

International communications can be carried on by a satellite stationed over the Atlantic and if I remember correctly the *Symphonie* Satellite would be stationed at about 15 degrees of longitude and will not service beyond Toronto at the maximum. Therefore, all communications to be transmitted to Western Canada or to the northern regions would have to go through a domestic satellite. In that respect, the Canadian Satellite will carry as much French as English but will do so from coast to coast.

Mr. Matte: What was the climate in which discussions took place in these meetings that you had with the Quebec officials?

Mr. Bergeron: Always very open and cordial.

Mr. Matte: Could we say that, at the present time, the Quebec Government is co-operating with goodwill and effectively with the federal government?

Mr. Kierans: Why not? They stand to benefit a great deal from our satellite.

Mr. Matte: At the present time, is Quebec's position favourable, and in what proportion is it favourable to this bill?

Mr. Bergeron: I think that to meet national or domestic needs Quebec has never, to my knowledge, made any statements condemning the satellite system proposed by Telesat Canada. They are two completely different fields.

Mr. Matte: Allow me to question everything you say, because I have some news-

[Texte]

de découpages de journaux se rapportant à ce sujet. Lorsqu'on parle, par exemple...

M. Kierans: Consultez-vous aussi les déclarations d'un ministre ou d'un porte-parole gouvernemental, ou seulement les articles de journaux?

M. Matte: C'est surtout au sujet de l'éducation, question relevant des provinces. Évidemment, la télévision étant appelée à jouer un rôle énorme dans le domaine de l'éducation, c'est surtout à ce point de vue-là qu'on a...

M. Kierans: C'est un autre domaine, n'est-ce pas?

M. Bergeron: La Société des satellites ne fera aucun programme de télévision ou d'éducation ou de quoi que ce soit, pas plus que la Compagnie de Téléphone Bell, au Québec, ne s'immisce dans les conversations téléphoniques. Si le gouvernement du Québec avait des besoins, la Société des satellites pourrait louer à ce gouvernement un canal. A ce moment-là, le gouvernement pourrait l'utiliser de n'importe quelle façon, tout comme une conversation téléphonique entre deux individus est complètement indépendante du système lui-même.

M. Matte: Nous aurions aimé qu'il soit spécifié dans le projet de loi, que l'on réserve une partie des canaux, afin d'avoir une assurance totale que ce satellite servira bel et bien aux communications de langue française, mais nous n'avons pas cette garantie dans le Bill.

• 1220

D'après la réponse que vous donniez tout à l'heure à M. De Bané, je crois que le service français par satellite sera exclusivement confié à la Société Radio-Canada. C'est Radio-Canada qui décidera la proportion d'émissions francophones, etc. Pour le moment, de la même façon que pour le service français, nous n'avons comme client éventuel que Radio-Canada, pour le service anglais, nous n'avons comme client éventuel que *Canadian Broadcasting Corporation*.

Si, à quelque moment que ce soit, un autre réseau de télévision ou d'autres besoins se développent, nous pourrons toujours, soit utiliser le canal no. 6, dont je parlais tantôt et qui sera temporairement utilisé pour de l'expérimentation, soit lancer un deuxième satellite qui nous donnerait alors, à six mois d'avance, la possibilité de six autres canaux de télévision. Ce n'est pas, je pense, à Télésat, en tant que société rentable et société commerciale, de réserver une partie de sa

[Interprétation]

paper clippings on this matter. When we speak, for instance...

Mr. Kierans: Do you also consult the statement made by a minister or a government spokesman, or only newspaper clippings?

Mr. Matte: They are mostly related to educational TV, which is of provincial jurisdiction. Since television is evidently being called upon to play a very important role in education, it is mostly in that respect that...

Mr. Kierans: I think that is another field altogether, is it not?

Mr. Bergeron: The Satellite Corporation will not transmit any television or educational programs, or anything of this nature, any more than Bell Canada, in Quebec, interferes with telephone conversations. If the Quebec government has any such requirements, the Satellite Corporation could rent them one channel. The Quebec Government could then use it as they see fit, just as a telephone conversation between two persons is altogether independent of the system itself.

Mr. Matte: We would have liked to have it specified in the Bill that some of the channels be reserved so as to be completely assured that the satellite will indeed serve for French language communications, but that guarantee is not given in the Bill.

According to the reply you made to Mr. De Bané's question a few minutes ago, I think that the French language service via satellite will be exclusively in the hands of the CBC. It is the CBC that will decide on the proportion of French-speaking broadcasts, and so forth. For the time being in the same way as the French service only has Radio-Canada as its possible customer, on the English side, we only have as a possible customer the Canadian Broadcasting Corporation.

If, at some given time, another television network or other needs develop, we can always either use channel no. 6, about which I spoke earlier, and which will be temporarily used for experimentation, or launch a second satellite which would then give us, with six months' notice, the possibility of having six more television channels, and I do not think it is up to Telesat, as a commercial corporation which is economically feasible, to reserve part of its capacities, short of being

[Text]

capacité, quitte à ce qu'elle soit silencieuse, pour des besoins qui ne sont pas encore déterminés.

Monsieur Bergeron, je pense bien que ce ne serait pas le rôle de Télésat, je suis d'accord avec vous. Mais, c'est notre rôle au gouvernement, de prévoir une telle situation.

M. Bergeron: C'est prévu dans l'expansion possible du système.

M. Matte: Oui, je le crois. Mais, disons que le Québec ne collabore pas avec beaucoup d'entraîn, si vous voulez, ne collabore pas tellement. A ce moment-là, on ne prévoit pas, au moment où sera mis en application ce système, que le Québec peut ne pas y participer.

C'est là que je me demande si on ne serait pas encore vis-à-vis d'une situation anormale, comme nous en avons tellement connues, nous, les francophones du Canada. La Société Radio-Canada a été fondée en 1936, et après des années et des années, même encore aujourd'hui, la voix française ne se fait pas entendre partout au Canada. Si on confie encore à une société fédérale le soin de veiller aux télécommunications par satellite, on craint que par suite de la mauvaise foi du gouvernement québécois, on arrive encore à une situation où la Société pourra toujours dire que c'est la faute du gouvernement québécois qui n'a pas voulu s'en servir.

C'est pourquoi, on voudrait que la participation francophone, et en particulier celle du Québec, soit prévue immédiatement. Je parle évidemment surtout du Québec, mais c'est la même chose pour le Nouveau-Brunswick et les autres provinces où il y a des francophones.

M. Kierans: Monsieur Matte, Radio-Canada va réserver un canal pour la transmission des émissions, en français. Je ne vois pas quels sont exactement les besoins du gouvernement du Québec qu'on ne peut pas satisfaire. Il lui appartient de faire les demandes, pas à nous. Par exemple, pour ses besoins dans le domaine international, on peut lui fournir nos facilités de satellites, s'il le veut. C'est à lui de décider. Le fait reste qu'ici nous aurons un satellite qui va fonctionner dans les deux langues, en français et en anglais. Mais le message, c'est une autre chose et il dépend de Radio-Canada et d'autres.

M. Matte: Mais, la question de rentabilité n'entre-t-elle pas en ligne de compte? Par exemple, évidemment il va être plus dispendieux...

M. Kierans: Pourquoi? Pourquoi?

M. Matte: Par exemple, si Radio-Canada veut réellement porter le message franco-

[Interpretation]

silent, for needs which have not yet been determined.

Mr. Bergeron, I do not think that this would be the role of Telesat. I agree with you. But it is our task here in the government, to foresee this kind of situation.

Mr. Bergeron: And it is provided for in the possible expansion of the system.

Mr. Matte: Yes. I believe so. But, let us say that Quebec is not co-operating very enthusiastically. However, when this system will be put into application, it is not expected that Quebec will not take part in it.

I am wondering here, whether we will not be faced with an abnormal situation, as we have so often experienced, we French-speaking people in Canada. The CBC was founded in 1936, and after years and years, even today, the voice of French-speaking Canada is not heard throughout the country. If we give to a federal corporation the job of looking after satellite telecommunications, we fear that as a result of bad faith on the part of the Quebec government, we might be faced again with a situation where the Corporation will say that it is the fault of the Quebec government which did not want to make use of it.

This is why we would want francophone participation, and more particularly that of Quebec, provided for immediately. Of course, I am speaking especially of Quebec, but this also applies to New Brunswick and other provinces where there are French-speaking people.

Mr. Kierans: Mr. Matte, the CBC is going to reserve a channel for the transmission of programs in the French language. I do not see what, precisely, are the needs of the Quebec government that we cannot satisfy. It is up to it to make requests, not up to us. For instance, in respect of its international needs, we can provide it with our satellite facilities, if they wish. It is up to the Quebec government to decide. The fact remains that here we will have a satellite which is going to operate in both languages, French and English. But the message is something else again. It depends on the CBC and others.

Mr. Matte: But doesn't the question of economical feasibility have to be taken into account here? Of course, it is going to be costlier.

Mr. Kierans: Why?

Mr. Matte: If the French network of the CBC really wants to carry the French-speak-

[Texte]

phone d'un bout à l'autre du Canada, est-ce que, par le fait même, cela ne sera pas plus dispendieux? Étant donné...

M. Kierans: Ils sont prêts à investir et à payer les frais. Ils sont prêts. Vous n'avez pas confiance en Radio-Canada?

M. Matte: Je suis bien prêt à avoir confiance en Radio-Canada, mais on sait que Radio-Québec essaie de se développer. De plus, certains pensent que la Société Radio-Canada, réseau français, devrait être confiée au Québec. Tous ces sujets politiques, ces sujets nationaux sont actuellement débattus. C'est pourquoi, on ne peut pas aller trop rapidement dans l'élaboration de cette question de satellites, car on ne connaît pas les éventualités politiques qui pourront surgir d'ici quelques années dans le pays.

Je me demande si ce n'est pas la raison d'être de cette course qui se poursuit depuis que le Québec a pris les devants dans ce domaine.

M. Kierans: Pris les devants?

M. Matte: Oui, parce qu'on a entendu parler des satellites de télécommunications dans le Québec, avant qu'il en soit question ici au fédéral.

M. Kierans: Oh, non.

M. Matte: Ah oui, certainement.

M. Gotlieb: Je crois qu'on a parlé à Québec, d'un système international, dans les rapports entre la France et le Québec. Mais, il existait avant un système qui s'appelle «Intelstat» et qui peut fournir beaucoup de capacités pour les échanges entre le Canada et la France. C'est un système international qui existe depuis 6 ans, je crois.

M. Matte: J'aimerais poser une dernière question au ministre.

Si, disons d'ici quelques mois, le Québec signait formellement une entente avec la France dans le but d'organiser un réseau de télécommunications par satellite, quelle serait l'attitude du gouvernement, de votre ministère, devant une telle éventualité?

M. Kierans: Cette question est à côté du sujet. On discute le Bill sur la Société Téléstat, non pas les échanges internationaux. C'est un satellite domestique pour les besoins de tout le Canada, pour les 21 millions de Canadiens. Les échanges internationaux, c'est toute une autre chose. Je ne peux pas répondre.

The Chairman: Mr. Macquarrie.

[Interprétation]

ing message from one end of Canada to the other, will this not, by the very fact, be more expensive? In view of...

Mr. Kierans: They are prepared to invest and pay the expenditures. They are ready. Do you not have faith in the CBC?

Mr. Matte: I am quite ready to have faith in the CBC, but we know that Radio-Québec is trying to develop. Moreover, there are some who think that the French network of the CBC should be entrusted to Quebec. All these political subjects, these national subjects are now being debated. That is why we cannot go ahead too fast in the setting up of satellites, because we do not know what may happen in the field of politics in the country within a few years.

I wonder if this is not the rationale of this race which has been going on since Quebec has taken the lead in the field.

Mr. Kierans: Has taken the lead?

Mr. Matte: Yes, because we heard about telecommunication satellites in Quebec before the question came up at the federal level.

Mr. Kierans: No, that isn't so.

Mr. Matte: Yes, it is, definitely.

Mr. Gotlieb: In Quebec, reference was made to an international system in relations between France and Quebec. But before that, there existed the "Intelsat" system, which can supply many facilities for exchanges between Canada and France. It is an international system that has existed for six years now, I believe.

Mr. Matte: I wish to ask a final question to the Minister.

Let us say that, if, within a few months, Quebec officially signs an agreement with France to organize a satellite telecommunication network, what would the attitude be of the government, of your Department, faced by this?

Mr. Kierans: That question is beside the point. We are discussing the Telesat Canada Bill and not international exchanges. This is a domestic satellite for the needs of all of Canada, for the 21 million Canadians. As for international exchanges, this is an entirely different matter. I cannot answer you.

Le président: Monsieur Macquarrie.

[Text]

Mr. Macquarrie: I have a supplemental, based upon the first part of Mr. Matte's question. I may not have heard correctly, but I would be interested in knowing just how much consultation went on with the provinces? The Minister, in his opening statement, said the provinces were fully informed. Sending the provinces a copy of the Bill after it was read the first time is something a little less than in-depth consultation and I wonder at what level the consultations were held with the interested people in the Province of Quebec. I presume it was not Ministerial? I do not remember you.

Mr. Kierans: No, it was not Ministerial.

Mr. Macquarrie: How frequent were these gatherings held and so on? In other words, I would like to hear just how much consultation went on with the Province of Quebec.

Mr. Kierans: I do not think, Mr. Macquarrie, you need frequent consultations with the provinces to let them know what you are doing. You can tell them that we plan a satellite, that these are the objectives of the satellite that this is what the satellite can do; that this is why the government is going to do it and so on. You can discuss these constitutional problems if you want, but there has never been any question of the right of the federal government to do this. As a matter of fact, it is an asset for every living Canadian. Now, as to the exact number of meetings, I do not think you need any more than one, but I would ask Mr. Bergeron who has been at this a long time to answer you.

Mr. Macquarrie: Just before he answers, in your own words so to speak, would they be frequent enough for you to elicit what Quebec would like to do and had in mind? You have mentioned here what you have planned to do.

Mr. Kierans: I think this goes back to some of the questions that were raised by Mr. Matte, such as, what are we doing here? The answer to that is, we are planning something like a transcontinental communication system. Obviously everybody in Canada is going to be happy that there is a transcontinental communication system. They are going to be happier if it can operate profitably and not be a burden on the taxpaying public. The same theory applies when you build a railway. Everybody agrees that you should build a transcontinental railway and this is all that we are discussing here.

[Interpretation]

M. Macquarrie: C'est une question complémentaire découlant de la première partie de la question de M. Matte. Je n'ai peut-être pas bien entendu, mais j'aimerais savoir dans quelle mesure on a consulté les provinces? Le ministre, dans sa déclaration d'ouverture, a dit que les provinces avaient été renseignées à fond. Envoyer aux provinces une copie du projet de loi après la première lecture est un peu moins qu'une consultation en profondeur, et je me demande à quel niveau ont eu lieu les consultations avec les personnes intéressées au Québec. J'imagine que ce ne fut pas au niveau ministériel. Je ne me rappelle pas.

M. Kierans: Non, ce n'était pas au niveau ministériel.

M. Macquarrie: Est-ce que ces réunions se sont tenues fréquemment, etc.? En d'autres mots, j'aimerais savoir dans quelle mesure on a consulté le Québec?

M. Kierans: Je ne crois pas, M. Macquarrie, qu'il faille avoir des consultations fréquentes avec les provinces pour leur dire ce que nous faisons. On peut leur dire ce que nous avons l'intention d'établir un satellite, que ce sont là les objectifs du satellite, que c'est ce que le satellite peut faire et que c'est la raison pour laquelle le gouvernement va le faire, etc... On peut discuter de ces problèmes constitutionnels, si vous le voulez, mais on a jamais questionné le droit du gouvernement fédéral d'agir ainsi. De fait, un tel projet s'inscrit à l'actif du Canada tout entier. Maintenant, au sujet du nombre exact de réunions, je crois qu'on en a pas besoin de plus d'une, mais je vais demander à M. Bergeron de vous répondre. Il est très au courant.

M. Macquarrie: Avant qu'il ne réponde, en vos propres mots, est-ce que c'était des réunions assez fréquentes pour que vous puissiez y découvrir ce que le Québec avait à l'esprit? Vous nous avez parlé de ce que vous désirez faire.

M. Kierans: Je crois que nous revenons à certaines questions posées par M. Matte, par exemple, qu'avons-nous l'intention de faire dans ce domaine? Voici la réponse. Nous avons l'intention d'établir un système de télécommunications à la largeur du continent. De toute évidence, tous les Canadiens seront heureux qu'il y ait un tel système. Ils seront encore plus heureux s'il est rentable et non un fardeau pour les contribuables. La même théorie s'applique lorsqu'on construit un chemin de fer. Tout le monde est d'accord pour qu'on construise un chemin de fer transcontinental et c'est justement cela que nous discutons ici.

[Texte]

This is as useful to Quebec—the fact that these facilities should be available—as it is to any other part of Canada. The use that any particular province wants to make of it, more or less, or the advantages that it may have for one province as against another—this would not be of as much advantage, let us say, to some of the Maritime Provinces because they do not have the northern

• 1230

areas—is for them to determine, but the fact is that the facilities will be there for them to use and nobody will interfere with the way in which they might wish to use them or, in fact, want to use them. I do not know how many actual discussions took place nor how many were necessary.

Mr. Bergeron: We had at least one meeting with every province at the deputy minister level in which we explained the system and answered all their queries. With some provinces we had more than one, it depended on the amount of travelling that the project office personnel were doing. I had the opportunity to go out West twice and I have met with two of the provinces twice. In Quebec, I had one meeting at the DM level with Claude Morin and then two subsequent meetings with Radio-Quebec when they asked questions and wanted more information to make up their minds. So far they have promised us a statement of their requirements, but we have not received it.

Mr. Macquarrie: How recently were the meetings with Radio-Quebec?

Mr. Bergeron: The last meeting with Radio-Quebec was held some time in February, if I remember correctly.

Mr. Kierans: There is another point here. The provincial telephone companies in the West are subject to ministerial direction; they usually have a minister in charge of their operations. In all of the other provinces where there are private companies they have regulatory commissions. I certainly found that most of the commissions were fully informed and, indeed, it would be advisable on the part of the telephone companies to keep all of the regulatory bodies—that is, the government bodies charged with the responsibility for regulating communications—fully informed on what was going on and what would be the eventual attitude of the telephone companies who are acting as agents, directly in some cases, indirectly in other.

Certainly the replies I have received so far from actual ministers in three—and I think it

[Interprétation]

Le fait de pouvoir utiliser ce système est aussi utile au Québec qu'aux autres provinces du Canada. L'utilisation que chaque province voudra plus ou moins faire du système, ou les avantages que le système peut avoir pour une province à l'opposé d'une autre, ceci ne serait pas aussi avantageux, par exemple pour certaines des provinces Maritimes, parce qu'elles n'ont pas de région au Nord du Canada et elles seules pourront en décider, le fait demeure que le système sera à leur service et personne ne les empêchera de s'en servir à leur guise. Je ne sais pas combien de réunions ont été tenues ou combien étaient nécessaires.

M. Bergeron: Nous avons eu au moins une réunion avec les sous-ministres de toutes les provinces, et nous leur avons expliqué le système, et répondu à toutes leurs questions. Avec certaines provinces nous avons eu plus d'une réunion. Cela dépendait des voyages que ces réunions nécessitaient. Dans l'Ouest, j'ai eu l'occasion d'aller deux fois et deux des provinces ont reçu ma visite à deux reprises. Dans la province de Québec, j'ai eu une réunion avec M. Claude Morin, au niveau du sous-ministre, et une deuxième réunion avec Radio-Québec où l'on a posé des questions et demandé plus de renseignements pour se décider. Jusqu'à maintenant, ils nous ont promis une déclaration de leurs intentions mais nous l'avons jamais eue.

M. Macquarrie: Combien de réunions avec Radio-Québec?

M. Bergeron: La dernière réunion a eu lieu en février avec Radio-Québec, si je me souviens bien.

M. Kierans: Il y a un autre point ici. Les compagnies de téléphone provinciales de l'Ouest sont sous la directive ministérielle. Il y a un ministre qui s'occupe de leur fonctionnement et dans toutes les autres provinces où il y a des compagnies privées, il y a les conseils de réglementation. J'ai trouvé que la plupart des conseils étaient complètement renseignés et, en effet, il serait souhaitable que toutes les compagnies de téléphone tiennent tous les conseils de réglementation tout à fait au courant de ce qui se passe et de l'attitude des compagnies de téléphone qui agiront comme agent direct dans certains cas et comme agent indirect dans d'autres cas.

Les réponses que j'ai reçues jusqu'ici de la part des ministres de trois, et maintenant de

[Text]

is now four—provincial governments have certainly shown that they were fully informed because they have virtually repeated the demands or the suggestions or the opinions of their representative telephone companies. I think everybody in the government and in the communications companies has known fully what this means and what the implications are for them. Mr. Gotlieb wants to expand on this.

Mr. Gotlieb: Well, perhaps just a very small point, sir. What we are doing here, as you will appreciate, is creating a hardware system which provides facilities in an area, of course, under federal jurisdiction. This has an impact and can have an impact on a number of potential users. If, for example, the provinces that are aware of the system, and have been aware of the development of the system and have been kept informed, are interested as potential users for any reasons, this facility can be developed or further developed or put at their disposition should it be possible to meet those needs. For example, if a province wants to rent a channel or two channels, or four channels, then plans for the second satellite which can be launched fairly quickly after the first can take those into account.

Really it is a system which can be, and will be, responsive to the needs of users. I think one would have to examine what particular uses a particular province would want to make of the system. If, in fact, they owned a carrier system as in the Prairie Provinces they are involved through the carrier role. If they have some other use in mind, or if they want earth stations for some particular purpose, or they want to provide a certain facility to a certain part of the province and it is an area concerned with the province, then they can make their needs known and the system can meet it, now, five years from now, 10 years from now or beyond. It is a facility which can grow and expand to meet the needs of users.

Mr. Macquarrie: The only thing that strikes me about this is that the Province of Quebec has a telecommunications administrative, bureaucratic, technocratic group; we know that it is unique among the provinces. It has always amazed me that there is seemingly so little communication among what you would think would be an intra-Canadian community of scientists. I am constantly amazed at the fact that you never hear about a little more integration or pooling of knowledge and interest, apart from whether you hold shares in Telesat or not.

[Interpretation]

quatre gouvernements provinciaux ont bien prouvé qu'ils étaient tout à fait au courant de la situation car ils ont pratiquement répété les demandes ou les suggestions de leurs compagnies de téléphone représentatives. Je crois que presque tout le monde au sein du gouvernement et des compagnies de télécommunications est au courant de la signification et des répercussions de tout ceci. M. Gotlieb veut s'étendre sur ce sujet.

M. Gotlieb: J'ai une simple question à répétée et c'est que nous sommes ici à créer un système matériel qui fournira des possibilités dans un domaine qui est de la juridiction fédérale. Ceci pourrait avoir des répercussions pour bien des usagers éventuels. Si les provinces qui sont au courant du système et qui ont été mises au courant des développements de ce système et ont été tenues au courant, s'intéressent à la question, comme usagers éventuels pour quelles que raisons que ce soient, ces possibilités peuvent être exploitées ou surexploitées ou être mises à leur disposition s'il y a un moyen de répondre à ces besoins. D'un autre côté, si une province veut louer un canal, deux canaux ou même quatre, les plans du deuxième satellite qui peut être lancé rapidement après le premier, pourra tenir compte de ces besoins.

C'est un système qui peut et qui va tenir compte du besoin des usagers. Je crois qu'il faudrait examiner les usages qu'une province veut donner à ces canaux. Si, de fait, elle possède un système à courants porteurs comme dans les provinces des Prairies, elles sont engagées par le rôle du courant porteur. Si elle songe à autre chose ou si elle veut établir des stations terrestres pour une raison ou pour une autre, si elles veulent desservir telle ou telle région de la province, et que c'est du domaine provincial, elles peuvent alors nous faire connaître leurs besoins, et le système peut y répondre maintenant ou pourra le faire dans quelques années, dans cinq ans, dans dix ans. C'est un service qui peut s'accroître et s'étendre pour répondre aux besoins des usagers.

M. Macquarrie: La seule chose qui me frappe c'est que la province de Québec a un groupe administratif, bureaucratique et technocratique qui s'occupe des télécommunications. C'est un organisme assez unique et j'ai toujours été bien étonné de voir qu'il y avait si peu de communications entre un groupe qu'on pourrait appeler un ensemble intra-canadien de scientifiques. On entend très peu parler de possibilités d'intégration ou de partage des connaissances techniques et d'intérêt à part de savoir si vous avez ou non des parts dans Telesat.

[Texte]

Mr. Kierans: Mr. Macquarrie, you have never heard, as far as Telesat or the satellite corporation is concerned, any criticism from any government that they do not know what this is all about and have not been fully informed about what the possibilities are for this. You have never heard any constitutional criticism that we are in any way invading their rights. This is a federal project. I think it is an asset to anybody, no matter where he lives in Canada and no matter what his origins are.

Mr. Macquarrie: I think it might be an even greater asset if the two solitudes of science would find more hopeful avenues of communication, especially in the field of communications.

Mr. Kierans: When you were discussing things with Quebec, Gilles, which solitude did you represent?

Mr. Bergeron: The French one.

Mr. La Salle: Monsieur le président, j'avais déjà discuté en Chambre ou posé une question, je pense au premier ministre, à savoir, qu'il serait peut-être souhaitable, devant l'intérêt que porte le Québec à ce projet, devant les responsabilités se rattachant à la culture et l'éducation dans cette province, j'avais demandé si on avait imaginé qu'étant donné que la France travaille en vue de ce projet, que le Canada y est intéressé de même que Québec, dans sa situation particulière, qu'on le veuille ou non, je pense que dans mon esprit et dans mon cœur, ça existe ici au Canada, si une entente tripartite ne serait pas la meilleure solution. Au niveau de cette programmation française et la minorité française au Canada pourrait bénéficier de la culture française de la France, qui est certes nécessaire au Québec je pense qu'un satellite canadien à la dimension du pays serait meilleur marché *per capita*.

Mr. Kierans: Voici, il n'y aucune raison pour une entente tripartite entre la France, le Québec et le Canada pour un satellite national. Je ne peux pas comprendre...

Mr. La Salle: Au milieu de la programmation des...

Mr. Kierans: C'est une toute autre chose! Et les relations entre le Québec et la France se poursuivent entièrement en dehors de l'opération d'un satellite national et c'est une toute autre chose, pour les objectifs particuliers du Québec dans ce domaine. Mais voici, un satellite bilingue, biculturel, qui existe pour fournir des services à tous les Canadiens, n'a rien à faire avec la France.

[Interprétation]

Mr. Kierans: Monsieur Macquarrie, aucun gouvernement ne s'est plaint dans le cas de Télésat ou de la compagnie de satellite par exemple, qu'il ne savait pas de quoi il s'agissait et qu'il n'avait pas été mis au courant des possibilités du satellite. Vous n'avez jamais entendu dire que nous sommes en train d'envahir le champ des responsabilités d'une province. C'est un projet fédéral et il s'agit d'un programme qui veut être avantageux pour chacun, quel que soit l'endroit où il demeure au Canada et quelle que soit son origine.

Mr. Macquarrie: Je pense que ce pourrait être un programme encore plus avantageux, si les deux solitudes de la science pouvaient trouver de meilleurs moyens de communiquer, surtout dans le domaine des communications.

Mr. Kierans: Quand nous avons parlé du Québec, Gilles, de quelle solitude parliez-vous?

Mr. Bergeron: La solitude française.

Mr. La Salle: Mr. Chairman, I already had discussed in the House or asked a question to the Prime Minister, I believe, whereas it might be desirable, due to the interest Quebec has in this project, considering the responsibilities connected with culture and education in that province, whether thought had been given to the fact that since France was co-operating in this project and that Canada was interested, as well as Quebec, in its special circumstances, whether we want to or not, (I believe in my heart and soul that this exists in Canada) to the effect that a triparty agreement would be the best solution. At the level of this program in French (and the French minority in Canada could well profit from French culture out of France), which is certainly necessary in Quebec, I believe that a Canadian satellite on the scale of the country would be cheaper on a per capita basis.

Mr. Kierans: Well, there is no reason for a triparty agreement between France, Quebec and Canada for a domestic satellite. I cannot understand...

Mr. La Salle: In the middle of programming of...

Mr. Kierans: This is entirely different! And the relationship between Quebec and France is entirely outside the field of domestic satellites and it is entirely different, as far as the particular objectives of Quebec, are concerned in this field. But a satellite which is bilingual, bicultural and at the service of all Canadians has nothing to do with France.

[Text]

M. La Salle: Non. Mais pour le Québec, je pense qu'il y a là quand même un intérêt que nous ne pouvons pas, nous du Québec minimiser...

M. Kierans: Ca représente un intérêt aux Québécois comme Canadiens...

M. La Salle: Je pense là qu'il faut dire que l'intérêt que Québec porte au satellite français...

M. Kierans: Ah, c'est une autre chose!

M. La Salle: ...est un intérêt qui est reconnu par les Québécois canadiens-français.

M. Kierans: D'accord!

M. La Salle: Et si le Québec a besoin de ce service de satellite avec la France au niveau de l'éducation et de la culture, est-ce que ça embarrasse le Canada?

M. Kierans: Ah, c'est une autre chose, cela n'a rien à faire avec le Bill.

M. de Bané: Monsieur le président, nous parlons d'un problème de télévision par satellite national. La question de mon confrère n'est pas dans les règles.

M. La Salle: Lorsqu'il s'agit de parler de l'intérêt du Québec, à ce sujet-là, on n'est pas dans les règles.

M. Kierans: Il s'agit de parler des besoins du Québec et le besoin pour les émissions, les enregistrements dans le domaine éducatif. C'est une toute autre chose.

M. La Salle: Avec ce satellite, il sera sûrement question, à un moment donné, de la programmation d'éducation, de culture, sûrement ce satellite servira à ces choses?

M. Kierans: Oui.

M. La Salle: Et à ce moment-là, je pense que nous aurons tous les droits et toutes les raisons de parler du Québec ici, à cette table?

M. Kierans: Oui. Et il y aura un canal payé par Radio-Canada, précisément pour les besoins des Canadiens français, pas seulement au Québec, mais à travers le Canada.

M. La Salle: Il est difficile quand même pour le Québec d'accepter que, dans le domaine culturel, le Québec laisse tout simplement cet avenir de programmation dans les mains d'une majorité. Et je me demande là si ce n'est pas notre défaut?

M. Kierans: Est-ce que la programmation de Radio-Canada est aux mains des anglophones?

[Interpretation]

Mr. La Salle: No but for Quebec there is an interest which cannot be denied, which we Quebecers cannot minimize...

Mr. Kierans: This represents an interest for Quebecers as Canadians.

Mr. La Salle: I believe it must now be said that the interest Quebec has for the French satellite...

Mr. Kierans: Oh, this is another thing!

Mr. La Salle: ...is an interest which is recognized by French Canadian Quebecers.

Mr. Kierans: I agree.

Mr. La Salle: And if Quebec needs the services of a satellite with France for educational and cultural purposes, would that involve Canada?

Mr. Kierans: It has nothing to do with the Bill.

Mr. De Bané: We are discussing the problem of television by satellite for domestic purposes. My colleague's question is out of order.

Mr. La Salle: When we speak about Quebec's interest, we are out of order.

Mr. Kierans: We are talking about the needs of Quebec, and of its need for programmes and recordings in the educational field. This is entirely different.

Mr. La Salle: With this satellite, the question will certainly come up, at a given time, about educational programming, about culture, surely this satellite will be used for these.

Mr. Kierans: Yes.

Mr. La Salle: And then, I believe that we will have all the rights and all the reasons to speak about Quebec here, at this table?

Mr. Kierans: Yes, there will be a channel paid by the CBC, precisely for the needs of French Canadians, not only in Quebec but throughout Canada.

Mr. La Salle: It is difficult for Quebec to accept that, as far as cultural exchanges are concerned, Quebec should leave this whole future of programming in the hands of a majority. And I wonder then if it is not our fault?

Mr. Kierans: Is the programming of the CBC in the bonds of English speaking persons?

[Texte]

M. La Salle: Si on regarde sur le plan canadien, c'est quand même une majorité qui détient la direction de Radio-Canada?

M. Kierans: C'est Radio-Canada qui porte toute la responsabilité dans ce domaine. C'est administré par des Canadiens-français, pas seulement des Québécois, mais des Canadiens-français.

M. La Salle: Dans ce cas-là, si j'ai bien compris, Québec pourra se servir de ce satellite canadien en louant un canal qui lui permettra de diffuser les programmes qu'il voudra.

M. Bergeron: Qu'il pourra transmettre, monsieur, c'est très différent. De la même façon qu'à travers l'Atlantique, vous avez des câbles sous-marins par lesquels on peut transmettre toute information, il y a aussi au pays un réseau de faisceaux hertziens qui transmet des informations; mais, l'un n'empêche pas l'autre et l'un ne remplace pas l'autre.

Un satellite au-dessus de l'Atlantique, qu'il appartienne à Intelsat ou à la France, etc., permet des communications de l'Europe vers le Canada ou l'Amérique, mais ne permet pas des communications entre des points aussi distancés du Canada que Saint-Jean, Québec, Montréal, Toronto et Vancouver.

M. La Salle: Dans ce cas, le Québec pourrait-il avoir un canal qui lui permettrait de diffuser à Québec seulement?

M. Bergeron: Cela dépend de ce que vous voulez dire par «diffuser». Est-ce que vous parlez de «broadcasting»?

M. La Salle: Non. Est-ce que le Québec peut se servir de ce canal pour lui d'abord, quitte à aller plus loin au pays?

M. Bergeron: Oui.

M. La Salle: Il pourrait avoir, à ce moment-là, par une entente, une certaine juridiction en ce qui regarde ce canal?

M. Bergeron: Oui.

M. La Salle: Revenant d'un voyage dans l'Ouest, je reconnais parfaitement bien que les minorités françaises ont excessivement besoin d'un service de télévision.

M. Kierans: C'est exactement le problème qu'on veut résoudre avec ce satellite.

M. La Salle: Je tiens à vous dire, monsieur le ministre, si on a reproché longtemps à Ottawa de ne pas donner de services aux minorités françaises, j'applaudis au fait que vous voulez, aujourd'hui, faire bénéficier les minorités françaises, contrairement à certains

[Interprétation]

Mr. La Salle: If we consider the Canadian scene, it is nevertheless the majority which has the control of the CBC.

Mr. Kierans: The CBC has all the responsibility in this field. It is administered by French-Canadians, not only Quebecers, but by French-Canadians.

Mr. La Salle: In that case, if I understood correctly, Quebec could use this Canadian satellite by renting a channel that would enable it to broadcasting program it wishes.

Mr. Bergeron: That it could transmit, Sir, there is quite a difference. In the same way that you have submarine cables across the Atlantic by which we can transmit any information, there is in Canada a hertzian wave network which transmits information; but one does not hinder or replace the other.

A satellite over the Atlantic, be it Intelsat or French, etc. enables exchanges between Canada and America, but does not provide communications between points in Canada as far apart as St. John's, Québec, Montréal, Toronto, and Vancouver.

Mr. La Salle: In that case, could Quebec have a channel that would enable it to broadcast in Quebec only?

Mr. Bergeron: It depends what you mean by "broadcast".

Mr. La Salle: Could Quebec use this channel for its own interest first, and go beyond that eventually?

Mr. Bergeron: Yes.

Mr. La Salle: Under an agreement, it could then have a certain jurisdiction over this channel.

Mr. Bergeron: Yes.

Mr. La Salle: Upon coming back from a trip in Western Canada, I would be willing to recognize the fact that the minorities truly need a television channel.

Mr. Kierans: That is one of the aims of this satellite system.

Mr. La Salle: I wish to stress, Mr. Minister, that if Ottawa is accused of not giving proper service to French minorities I fully approve the idea of giving them channels. I do not want to profess I am very happy to see Ottawa ready to serve French minorities.

[Text]

qui se demandent si vous ne vous dirigiez pas dans des juridictions qui ne sont pas les vôtres. Je suis loin de reprocher à Ottawa de vouloir servir aujourd'hui les minorités françaises.

M. Kierans: Il n'en est pas question.

M. La Salle: J'applaudis à cela. Il reste quand même que le Québec a besoin aussi, qu'on le veuille ou non, d'une législation assez particulière. Je ne vois comment une loi, à un moment donné, puisse satisfaire l'ensemble du pays. Je pense qu'il y aura toujours une partie du Canada qui aura une opinion différente. Il y en a des différences. D'un côté, je pense que la législation est intéressante au niveau de la minorité. De là à dire qu'il n'est plus nécessaire pour les Canadiens-français de vivre au Québec pour conserver leur culture!

Je ne pense pas tout à fait aussi loin que vous. Je pense bien qu'il faut vouloir conserver la langue française aux minorités. Si on savait cela, on aura sauvé quelque chose qui vaille la peine. Je pense qu'au Québec, il faudrait quand même avoir une législation toute particulière pour lui assurer une certaine programmation par un canal, si possible. Je serais très heureux d'une telle mesure. Merci.

• 1245

M. Matte: Si j'ai bien compris, monsieur Bergeron, vous avez dit que la Société Télé-sat, lorsqu'elle sera formée, pourra louer des canaux ou un canal au gouvernement du Québec. Est-ce que le gouvernement du Québec sera alors entièrement libre de se servir, comme il l'entend, de ce canal ou de ces canaux? Autrement dit, est-ce qu'il y aura un certain droit de regard de la part de la Société ou du gouvernement fédéral?

M. Bergeron: Sur les messages transmis par le canal, aucun droit de regard.

M. Kierans: CRTC par contre...

M. Bergeron: CRTC c'est une autre affaire dans le cadre de la législation actuelle. Si Québec, par exemple, loue un canal de télévision pour transmettre ses communications en rapport avec l'Hydro-Québec, le contrôle de tout de débit de l'eau etc., à ce moment-là, il n'y a aucun lien entre la société et le contenu de message transmis. Si Québec veut louer un canal pour transmettre des émissions de télévision et les radiodiffuser le problème que Québec aura, à ce moment-là, sera d'obtenir des postes de radiodiffusion; ceux-ci s'obtiennent dans le cadre d'une loi qui est bien différente de celle-ci. Si Québec avait ou pou-

[Interpretation]

Mr. Kierans: This is not involved.

Mr. La Salle: I agree. But this is a rather peculiar piece of legislation. I do not see how a law could serve all different interests at the same time. There will certainly be differences of opinions. I think that for the minorities the legislation is very interesting. You have said that it would not be necessary for French Canadians to remain in Quebec to keep their culture.

I do believe, however, that Quebec should have a special law that would ensure certain basic rights to Quebec as far as programming is concerned. Thank you.

Mr. Matte: If I have understood properly, Mr. Bergeron, you have said that Telesat Corporation, when organized, could rent a channel to the Quebec Government. Well the Quebec government from then on be entirely free to use this channel for whatever purpose it wants. In other words, will there be a certain right of inspection by the Corporation or the Federal government?

Mr. Bergeron: On messages transmitted through the channel, no rights of inspection.

Mr. Kierans: CRTC, on the other hand...

Mr. Bergeron: CRTC is another matter altogether, within the context of the present legislation. If Quebec, for instance, rents a television channel to broadcast information about Hydro-Québec, about the flow of water, there would be no relationship with the Corporation and the contents of the message. However, if Quebec wished to rent a channel to broadcast television or radio programs, Quebec will then have the problem of getting broadcasting stations. These have to be purchased within the context of a law that already exists and that is very different from this law. If Quebec had or could have broad-

[Texte]

vait avoir des postes de radiodiffusion, cette compagnie-ci pourrait transmettre n'importe quel message que Québec aurait à transmettre. Tel n'est pas le cas pour le moment, à cause d'autres lois qui n'ont rien à faire avec celle-ci.

Mr. Matte: Alors, ceci explique pourquoi le Québec ne peut être intéressé à une telle chose.

Mr. Bergeron: Mais le Québec a le même problème avec le satellite *Symphonie*. Le Québec a exactement le même problème. Lorsque le programme français va arriver au Québec, qu'est-ce qu'il en fera? Va-t-il l'enregistrer et après le diffuser? Par quel moyen?

Mr. Matte: Lorsque Radio-Québec sera formée... D'abord Radio-Québec, en principe, existe depuis, je crois, 1935.

Mr. Bergeron: Oui, mais Radio-Québec n'est pas une société de radiodiffusion; c'est une société de programmation. Elle fait des programmes; elle ne radiodiffuse aucun programme.

Mr. Matte: Peut-être actuellement, à cause de l'ambiguïté de la situation. Mais, Radio-Québec est fondée depuis 1935, je crois. Elle avait la même priorité que pouvait avoir Radio-Canada. On n'avait jamais donné suite au projet et, actuellement, on y donne suite, mais sous une autre forme. Radio-Québec agit sous la tutelle du Conseil de la Radiodiffusion et de la télédiffusion et lui est complètement soumise.

Mr. Bergeron: C'est ainsi partout au Canada.

Mr. Matte: Ce qui veut dire que les télécommunications par satellite sont entièrement sous le contrôle de ce bureau et, par conséquent, le Québec ne peut pas être intéressé, à mon sens, à ce satellite.

Mr. Bergeron: Pas du tout. Vous mêlez «télécommunication» et «radiodiffusion»; «télécommunication» est beaucoup plus vaste que «radiodiffusion».

Mr. La Salle: Si le Québec voulait présenter, par son canal, un programme éducatif à l'ensemble des écoles de la province de Québec, est-ce qu'il lui sera possible de le faire?

Mr. De Bané: Monsieur le ministre, je voudrais poser une question pour clarifier la situation. Est-ce que j'ai bien compris que Télésat va transmettre des messages, des émissions de télévision et que la diffusion de ces émissions n'est pas son problème, puisqu'il faut obtenir un permis du CRTC?

Mr. Bergeron: C'est exact.

[Interprétation]

casting stations, this company could transmit any message that Quebec had to transmit. This is not the case at the moment, because of other laws which have nothing to do with this case.

Mr. Matte: This explains then why Quebec cannot be interested in such a thing.

Mr. Bergeron: But Quebec has the same problem with the "*Symphonie*" satellite. When the French program will arrive in Quebec, what will Quebec do with it? Quebec records it and that what? Quebec broadcasts it? With what?

Mr. Matte: When Radio-Québec will be... In the first place, Radio-Québec, in principle, exists, I believe, since 1935.

Mr. Bergeron: Yes, but Radio-Québec is not a broadcasting corporation; it is a programming corporation. It prepares programmes it does not broadcast any programmes.

Mr. Matte: In fact, may be because the situation is a bit ambiguous, but Radio-Québec has been created in 1935. I believe. It had the same priority as the CBC. Only project was never followed up and, presently, it is pushed through, but under a different form. Radio-Québec acts, under the supervision of the Canadian Radio-Television Commission and completely under its thumb.

Mr. Bergeron: It is the same across Canada.

Mr. Matte: Which means that communications by satellite are entirely under the control of this office and, consequently, Quebec does not want to become, in my opinion, interested in this satellite.

Mr. Bergeron: Not at all. You are mixing "telecommunications" and "broadcasting"; "telecommunications" is much broader than "broadcasting".

Mr. La Salle: If Quebec wanted to show, on its channel, an educational programme to all the schools in the Province of Quebec, would this be possible?

Mr. De Bané: Mr. Chairman, I wish to get some additional information. Was I right in my understanding that Telesat will be transmitting television programs, and that the broadcasting of them is not its problem, since a license must be obtained from the CRTC?

Mr. Bergeron: This is right.

[Text]

M. De Bané: Bon, je pense que ces questions sont complètement à côté du sujet.

The Chairman: Order please. If Mr. La Salle and Mr. Matte want to pursue this I would invite them to the meeting of the Broadcasting Committee on Thursday at 9.30 a.m. when Mr. Pelletier, the Minister responsible, will be there.

M. Matte: Monsieur le président, M. Kierans lui-même a justement parlé du contenant et du contenu; il ne voyait pas de distinction entre les deux.

M. Kierans: Non.

M. Matte: Vous avez dit cela pourtant...

M. Kierans: Non, j'ai dit qu'il y avait une grande distinction, mais elle diminue.

M. Matte: On fait un contenant parce qu'il y a possibilité d'avoir un contenu, sinon on ne ferait pas de contenant. Alors, lorsqu'on parle du contenu, je ne pense pas qu'on puisse dire que nous sommes à côté du sujet. Mais, j'accepte la remarque du président, à savoir qu'on aura peut-être plus d'éclaircissements avec M. Pelletier.

The Chairman: It is nearly one o'clock and I think we should adjourn. Mr. Kierans has agreed to come back Friday morning from 9.30 a.m. to 11.00 a.m. Mr. Gibson will also be here at that time. If we complete our discussion with Mr. Kierans then we will take a clause by clause look at the Bill. In that way we will know what is in the Bill in some detail before having the witnesses from the Trans-Canada Telephone System.

Mr. Stewart (Cochrane): On a point of order, I would like to know if my request of March 6 to bring in outside witnesses is going to be adhered to, because I would like to know who those witnesses are in order that we can prepare our questions for these people.

The Chairman: We have sent out the press release inviting those people with an interest to appear before the Committee. Since that time we have had one request, from the Trans-Canada Telephone System. I have been in touch with other people I thought would be interested and we are still waiting to hear from them.

Mr. Stewart (Cochrane): Perhaps there should be some witnesses who are asked to come specifically.

The Chairman: Well, we are certainly prepared to discuss that. If you have any sugges-

[Interpretation]

Mr. De Bané: Good. I believe these questions are completely beside the point.

Le président: A l'ordre s'il vous plaît. Si M. La Salle et M. Matte désirent continuer la discussion à ce sujet, je les invite à assister à la réunion du Comité de la radiodiffusion qui aura lieu jeudi à 9 h 30 en la présence de M. Pelletier, ministre comptable de cette question.

Mr. Matte: Mr. Chairman, Mr. Kierans himself has spoken about the container and the contents. He said he could not see a distinction between them.

Mr. Kierans: No.

Mr. Matte: However, you have said that...

Mr. Kierans: No, I said that there was a great difference, but that is was diminishing.

Mr. Matte: A container is made because there is a possibility of contents, otherwise a container would not be made. Thus when we are talking about the contents one could not say that we are out of order. However I agree that we may get more information from Mr. Pelletier.

Le président: Messieurs, il sera bientôt 1 h et je crois que nous devrions lever la séance. Monsieur Kierans accepte de venir de nouveau jeudi matin de neuf heures et demie à onze heures. Monsieur Gibson sera avec à ce moment-là. Si nous terminons nos échanges avec M. Kierans, nous pourrions étudier le bill article par article. Nous pourrions inviter des témoins du Réseau téléphone trans-canadien.

M. Stewart (Cochrane): Point de règlement. Je voudrais savoir si ma requête du 6 mars, demandant des témoins extérieurs sera adopté parce que je voudrais savoir qui va comparaître pour que nous puissions préparer nos questions.

Le président: Nous avons envoyé un communiqué de presse invitant ceux qui s'intéressent à la question à venir témoigner devant le Comité. Depuis lors, nous avons reçu une réponse de la part du Réseau téléphonique Trans-canadien. J'ai communiqué avec d'autres personnes qui s'intéressent à la question et nous attendons toujours une réponse de leur part.

M. Stewart (Cochrane): Il devrait y avoir des témoins que l'on demanderait de comparaître.

Le président: Nous sommes prêts à accepter cela. Si vous avez des propositions à formu-

[Texte]

tions, Mr. Stewart, I would appreciate your giving me a list and I would be happy to take them up with the steering committee.

Mr. Schreyer on a point of order.

Mr. Schreyer: My point of order is simply to get clarification from the Minister relative to the matter of ownership of shares by the public. I am not sure, sir, if you gave an undertaking or whether you merely advanced a suggestion that amendments might be brought forward to the clause of the Bill having to do with—

Mr. Kierans: I advanced the suggestion, we would welcome it, but I could not undertake to accept it. It depends on the words in which you couch it. But let us say that I am open to suggestions.

Mr. Schreyer: Well, precisely on that point, I thought that you offered to bring the amendment forward yourself.

Mr. Kierans: Well, if it does not come here, we may do something ourselves.

The Chairman: If it is all right, Mr. Schreyer, perhaps I could ask the legal officer to prepare a draft amendment to that effect and we could discuss it at the appropriate time.

Mr. Schreyer: Fine.

The Chairman: This meeting is adjourned.

[Interprétation]

ler, je serai très heureux que vous me donniez la liste de ceux qui devraient être invités à comparaître.

M. Schreyer: Sur un point de règlement. Je voudrais simplement avoir des éclaircissements de la part du ministre, au sujet de la propriété des actions publiques. Est-ce que vous vous êtes engagé ou avez-vous simplement dit que les amendements pourraient être apportés?

M. Kierans: J'ai formulé une suggestion. Je ne peux pas m'engager à l'accepter. Tout dépendra des mots que vous allez utiliser. Je serais tout à fait prêt à accepter vos propositions.

M. Schreyer: Précisément, je croyais que vous étiez prêt à accepter le règlement.

M. Kierans: Si cela ne vient pas, nous ferons quelque chose.

Le président: Si cela vous convient, M. Schreyer, je pourrais demander au conseiller légal de préparer un projet d'amendement en ce sens et nous le discuterons.

M. Schreyer: Parfait.

Le président: La séance est levée.

OFFICIAL BILINGUAL ISSUE

FASCICULE BILINGUE OFFICIEL

HOUSE OF COMMONS

CHAMBRE DES COMMUNES

First Session

Première session de la

Twenty-eighth Parliament, 1968-69

vingt-huitième législature, 1968-1969

STANDING COMMITTEE

ON

LIBRARY

JUN - 3 1969

COMITÉ PERMANENT

DE LA

BROADCASTING,
FILMS AND ASSISTANCE
TO THE ARTS

RADIODIFFUSION,
DES FILMS ET DE L'ASSISTANCE
AUX ARTS

Chairman

Mr. John M. Reid

Président

MINUTES OF PROCEEDINGS
AND EVIDENCE

PROCÈS-VERBAUX ET
TÉMOIGNAGES

No. 30

THURSDAY, APRIL 24, 1969

LE JEUDI 24 AVRIL 1969

Respecting

Main Estimates (1969-70) of the
Department of Secretary of State.

Concernant le

Budget principal de 1969-1970 du
secrétariat d'État.

Appearing:

The Honourable Gérard Pelletier,
Secretary of State.

A comparu:

L'honorable Gérard Pelletier,
secrétaire d'État.

WITNESSES—TÉMOINS

(See minutes of Proceedings)

(Voir le procès-verbal)

The Queen's Printer, Ottawa, 1969
L'Imprimeur de la Reine, Ottawa, 1969

STANDING COMMITTEE ON
BROADCASTING, FILMS AND
ASSISTANCE TO THE ARTS

Chairman
Vice-Chairman
and Messrs.

Mr. John M. Reid
M. J.-A. Mongrain

DeBané,
Dinsdale,
Givens,
Guilbault,
Hymmen,
La Salle,
¹ MacDonald (*Egmont*),

Macquarrie,
Marchand (*Kamloops-
Cariboo*),
Matte,
McCleave,
Nystrom,
Osler,

Le secrétaire du Comité,
M. Slack
Clerk of the Committee

Pursuant to S.O. 65(4)(b)

¹ Mr. Schumacher replaced Mr. MacDonald (*Egmont*) April 24.

COMITÉ PERMANENT DE LA
RADIODIFFUSION, DES FILMS ET DE
L'ASSISTANCE AUX ARTS

Président
Vice-président
et MM.

Paproski,
Perrault,
Schreyer,
Stanbury,
Stewart (*Cochrane*)—
(20).

Conformément à l'article 65(4)b) du
Règlement

¹ M. Schumacher remplace M. MacDonald (*Egmont*) le 24 avril.

[Text]

MINUTES OF PROCEEDINGS

THURSDAY, April 24, 1969
(33)

The Standing Committee on Broadcasting, Films and Assistance to the Arts met this day at 9.40 a.m. The Chairman, Mr. John M. Reid, presided.

Members present: Messrs. DeBané, Dinsdale, La Salle, Macquarrie, Matte, MacDonald (*Egmont*), McCleave, Paproski, Reid, Stanbury, Stewart (*Cochrane*) (11).

Appearing: The Honourable Gérard Pelletier, Secretary of State.

Witnesses: From the Department of the Secretary of State: Messrs. Jules Léger, Under Secretary of State; C. A. Lussier, Assistant Under Secretary of State; R. D. Mitchener, Acting Director, Education Support Branch; W. H. Martin, Registrar, Canadian Citizenship; Henriot Mayer, Superintendent of the Translation Bureau.

The Committee resumed the consideration of the Estimates of the Department of the Secretary of State, Item 1, Departmental Administration.

Mr. Pelletier answered questions raised at meetings of April 21st relating to Canada Council grants and the National Ballet. (*See Evidence*).

Mr. Pelletier was examined until 10.10 a.m. when he retired.

Mr. Léger was examined on Item 1; Item 3, Educational Support; Item 5, Citizenship; Item 10, Translation; Assisted by Messrs. Mitchener, Lussier, Martin and Mayer.

The examination of the departmental officials being concluded, at 11.35 a.m. the Committee adjourned until 9.30 a.m. on Friday, April 25th.

[Traduction]

PROCÈS-VERBAL

Le JEUDI 24 avril 1969.
(33)

Le Comité permanent de la radiodiffusion, des films et de l'assistance aux arts se réunit ce matin à 9 h. 40, sous la présidence de M. John M. Reid, président.

Présents: MM. De Bané, Dinsdale, La Salle, Macquarrie, Matte, MacDonald (*Egmont*), McCleave, Paproski, Reid, Stanbury, Stewart (*Cochrane*)—(11).

A comparu: L'honorable Gérard Pelletier, secrétaire d'État.

Témoins: Du secrétariat d'État: MM. Jules Léger, sous-secrétaire d'État; C. A. Lussier, sous-secrétaire d'État adjoint; R. D. Mitchener, directeur suppléant, Direction de l'aide à l'éducation; W. H. Martin, registraire de la citoyenneté canadienne; Henriot Mayer, surintendant du Bureau des traductions.

Le Comité reprend l'examen du crédit 1—Administration centrale—des prévisions budgétaires du secrétariat d'État.

M. Pelletier répond à des questions soulevées lors de la séance du 21 avril, et relatives aux subventions du Conseil des arts et au Ballet national. (*Voir Témoignages*).

M. Pelletier répond à des questions jusqu'à 10 h. 10 du matin, heure à laquelle il se retire.

M. Léger répond, avec l'aide de MM. Mitchener, Lussier, Martin et Mayer, à des questions relatives au crédit 1, au crédit 3—Aide à l'éducation, au crédit 5—Citoyenneté, et au crédit 10—Traduction.

L'interrogation des représentants du Ministère étant terminée, à 11 h. 35 du matin, le Comité s'ajourne jusqu'au vendredi 25 avril, à 9 h. 30.

Le secrétaire du Comité,
M. Slack,
Clerk of the Committee.

[Texte]

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

Thursday, April 24, 1969

• 0938

The Chairman: Gentlemen, I think we can begin now. The Minister told me that he has answers to some questions that were raised at the last meeting. I will ask him to put them on the record and then I will recognize Mr. Stewart.

Hon. Gérard Pelletier (Secretary of State): Mr. Chairman, some members of the Committee asked for some information about the criteria used by the Canada Council in making selections for academic awards. Mr. Jean Boucher, the Director, has given me the following information.

First, applications for awards must set out the complete academic qualifications of the applicant together with the nature of the study he wishes to undertake and must be supported by three independent referees named by the applicant.

Second, applications are then referred to an advisory panel of five senior Canadian schol-

• 0940

ars. I understand there are different panels for different subject areas.

Third, the applications are then placed in order of merit by the advisory panel having regard to the academic record of the applicant and the nature of the research he wishes to undertake.

Fourth, and finally, before placing the recommendations before the Council, careful consideration is given to the facilities available to the applicant for his research and to the possible impact of outside activities on his ability to undertake it.

Then there was a question about...une double question, celle des subventions à la Compagnie des Ballets nationaux du Canada. Les chiffres sont les suivants: Cette Compagnie recevra une subvention de 40,000 dollars du Conseil des Arts du Canada, ainsi qu'un montant de 185,000 dollars du Centre national des Arts pour cinq représentations durant le Festival d'ouverture du Centre.

La subvention de \$40,000 du Conseil des Arts est une subvention de support semblable à celles que le Conseil accorde à plusieurs

[Interprétation]

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Le jeudi 24 avril 1969

Le président: Messieurs. Je crois que nous pouvons commencer dès maintenant. Le ministre m'a fait savoir qu'il peut répondre à certaines questions qui lui ont été posées lors de la dernière réunion. Je lui demanderais donc de les consigner au compte rendu. Je laisserai la parole à monsieur Stewart.

L'hon. Gérard Pelletier (Secrétaire d'État): Monsieur le président, quelques membres du Comité m'ont demandé quels étaient les critères de sélection que le Conseil des arts utilise pour attribuer les récompenses universitaires? Le directeur, monsieur Jean Boucher, m'a donné les renseignements suivants.

Tout d'abord, les demandes en vue des récompenses doivent indiquer tous les titres universitaires du candidat ainsi que les études qu'il espère entreprendre. Il faut en outre que sa demande soit appuyée par trois personnes différentes désignées par le candidat.

Deuxièmement, les demandes sont transmises à un comité consultatif composé de cinq

érudits canadiens. Je crois savoir qu'il existe différents comités correspondant à des disciplines différentes.

Troisièmement, le comité classe les demandes selon le mérite en tenant compte des dossiers universitaires du candidat et de la nature de la recherche qu'il désire effectuer.

En dernier lieu, avant de recommander le candidat au Conseil, le comité étudie attentivement les conditions offertes au candidat par sa recherche et la répercussion possible des activités extérieures sur les possibilités qu'il a de faire ces recherches.

Il y avait aussi une question relative à...a dual question, the one regarding the subsidies to the National Ballet Company of Canada. The figures are the following: This Company will receive a \$40,000 subsidy from the Canada Council, and \$185,000 from the National Arts Centre for five performances during the Opening Festival of the Centre.

The subsidy of \$40,000 from the Canada Council is of the same type as the one granted by the Council to other companies, while

[Text]

autres compagnies, tandis que le montant payé par le Centre des Arts est un paiement pour des services rendus.

Je me rends compte qu'une des questions posées avait trait à l'accessibilité aux livres de ce groupe particulier. Là-dessus, il n'appartient pas au Conseil des Arts de faire des révélations publiques, cela reste l'attitude de la compagnie elle-même, mais c'est un aspect de la question que nous avons l'intention d'explorer davantage.

Enfin, il y avait la question d'un serment d'allégeance aux récipiendaires de subventions du Conseil des Arts. Et la réponse est que le Conseil des Arts ne fait pas prêter le serment d'allégeance à ses récipiendaires, quelques-uns d'entre eux ne sont pas même Canadiens, et ceux-ci ne pourraient donc pas prêter ce serment.

The Chairman: Mr. Pelletier, before we continue, with respect to the books of the National Ballet it was Mr. Osler who asked the question. He was concerned that an anomaly exists when organizations that receive grants from the public, from the government or from the Canada Council will not permit their books to be seen by the public and he thought this should be corrected. Does the Secretary of State Department have any policy on that? Are there any other examples of this kind of secrecy?

Mr. Pelletier: No, I must say this is the first instance that has been reported to us. Of course, the Canada Council does have access to the books and to the way in which the money is spent. It is a matter of access to the public and this is the first case because most companies, I think, make their books available to anyone who wants to see them.

This was brought to our attention and we have no policy because we did not feel the need to have any, but we will be examining this more closely.

The Chairman: That is fine. Mr. Stewart?

Mr. Stewart (Cochrane): Thank you, Mr. Chairman.

Mr. Dinsdale: Pardon me, Mr. Chairman, before we proceed, that was a statement on the...

The Chairman: No, this was the reply to questions that were asked during the previous meeting for which Mr. Pelletier, at that time, did not have the facts.

[Interpretation]

the amount paid by the National Arts Centre is payment for services rendered.

I realize that one of the questions asked was about the accessibility to books of this particular group. Now it is not up to the Canada Council to make public statements regarding that matter, this remains the policy of the company itself, but it is one aspect of the matter which we intend to go further into.

Finally, there was the question of the oath of allegiance by the beneficiary of grants from the Canada Council. And the answer is that the Canada Council does not require an oath of allegiance from its beneficiaries, some of them are not even Canadians, and therefore they could not take the oath.

Le président: Monsieur le ministre, avant de poursuivre, j'aimerais répondre à la question qu'avait posée M. Osler au sujet de la comptabilité du Ballet national. Celui-ci considérerait comme une anomalie le fait que les organisations qui reçoivent des subventions du public, du gouvernement ou du Conseil des Arts, et qui ne rendraient pas leurs livres publics. Pour lui, la situation devait être corrigée. Le Secrétariat d'État n'a-t-il pas de politique à ce sujet? Y a-t-il d'autres exemples de ce genre de discrétion?

M. Pelletier: Non. Je dois dire que c'est le premier cas qui est porté à notre attention. Il est certain que le Conseil des Arts a accès aux livres et peut vérifier la façon dont cet argent est dépensé. C'est une question d'accessibilité du public. C'est le premier cas qu'on me rapporte car la plupart des sociétés dûment constituées montrent leurs livres à quiconque veut les regarder.

Cet état de choses a été signalé à notre attention mais nous n'avons aucune politique à cet égard parce que nous n'en avons pas senti le besoin jusqu'à présent. Soyez assurés que nous allons examiner la question de plus près.

Le président: D'accord. Monsieur Stewart?

M. Stewart (Cochrane): Je vous remercie, monsieur le président.

M. Dinsdale: Je m'excuse, monsieur le président. Avant de poursuivre, il y avait une déclaration sur...

Le président: Non. Il s'agissait d'une réponse à une question posée lors de la réunion précédente et à laquelle le ministre ne pouvait répondre à ce moment-là.

[Texte]

Mr. MacDonald (Egmont): May I just ask a supplementary, Mr. Chairman? Is Mr. Pelletier informing up that neither the National Arts Centre nor the Canada Council would have the statement that Mr. Osler requested with respect to the balance sheet, or whatever, of the National Ballet?

Mr. Pelletier: Oh, no; they would have it.

Mr. MacDonald (Egmont): They would have it, but it is not publicly available?

Mr. Pelletier: That is right.

Mr. Dinsdale: I presume you are proceeding to a new topic, are you Mr. Stewart?

Mr. Stewart (Cochrane): I started at the end of the thing, as you will recall, the other night or the other morning, and I am continuing.

Mr. Dinsdale: Would it be permissible to ask a few questions arising from the Secretary of State's replies with respect to this matter of the award of the Canada Council?

Mr. Stewart (Cochrane): Could these be pursued afterwards, Mr. Chairman?

The Chairman: Mr. Pelletier will be here only until about 10 o'clock as he has to go to Cabinet. So, I think I shall recognize Mr. Stewart under those circumstances.

• 0945

Mr. Dinsdale: Just let me ask one question then, Mr. Stewart, by way of clarification. In the House of Commons the other night the Parliamentary Secretary to the Minister indicated that it might be possible to get an additional report on this matter with respect to Mr. Gray and, furthermore, in the discussion the other day the Secretary of State indicated that the decision was not unanimous. Is it possible to get a report from the Canada Council on how this decision was reached in spite of all the adverse situations and could that report include the difference in criteria applied in the award of National Research Council grants, for example?

I notice in cases of awards to non-citizens or controversial figures the quality of the work proposed by the recipient of the award is taken into consideration by them in making the grant. I think a clarification is highly desirable by the Canada Council in a report to this Committee and to the House because this has become a *cause célèbre*, and unless

[Interprétation]

M. MacDonald (Egmont): Puis-je seulement poser une question complémentaire, monsieur le président? Est-ce que M. Pelletier veut dire par là que ni le Conseil des Arts, ni le Centre national des Arts n'auraient le relevé demandé par M. Osler concernant le bilan du Ballet ou autre?

M. Pelletier: Ah non. Ils l'auraient.

M. MacDonald (Egmont): Ils l'auraient mais ce n'est pas mis à la disposition du public, n'est-ce pas?

M. Pelletier: Oui.

M. Dinsdale: Je pense que vous passez à un autre sujet, monsieur Stewart?

M. Stewart (Cochrane): J'avais commencé, si vous vous souvenez, l'autre soir ou l'autre matin à aborder cette question à la fin de la réunion.

M. Dinsdale: Est-ce qu'il serait possible de poser quelques questions à la suite des réponses du Secrétaire d'État aux questions relatives aux bourses du Conseil des Arts.

M. Stewart (Cochrane): Est-ce qu'on pourrait y revenir plus tard, monsieur le président?

Le président: Le ministre ne peut être parmi nous que jusqu'à 10 heures car il doit ensuite se rendre au Cabinet. Je crois donc devoir laisser la parole à M. Stewart.

M. Dinsdale: Laissez-moi poser une question à titre d'éclaircissement. A la Chambre des communes, l'autre soir, le secrétaire parlementaire du ministre a indiqué qu'il serait peut-être possible de recevoir d'autres renseignements sur la question relative à M. Gray. En outre, au cours de la discussion, l'autre jour, le Secrétaire d'État a déclaré lui-même que la décision n'était pas unanime. Est-ce qu'il est possible, d'après vous, d'obtenir un rapport du Conseil des Arts relatif à la décision prise en dépit des circonstances défavorables? Est-ce que ce rapport comprend les différents critères appliqués par le Conseil des Arts pour les subventions?

Je remarque que dans certains cas où les bourses ont été accordées à des personnes qui n'étaient pas citoyens canadiens ou à des personnalités discutées, la qualité du travail proposé par le candidat est prise en considération lors de la décision. Je crois que le Conseil des Arts devrait éclaircir les choses par un rapport au Comité et à la Chambre parce

[Text]

the matter is cleared up it is not going to enhance the reputation of the Canada Council.

Mr. Pelletier: I can give a partial answer to your question, Mr. Dinsdale. There is another paragraph here—I was only giving the answer in general because I was asked what the criteria were—which is the report of the Canada Council on the way these criteria were applied in the Gray case. Here is what they say:

In the Gray case, the applicant's involvement faculty politics was closely examined as a factor possibly affecting his ability to carry out the research. Having considered all angles of the case, the Council voted not to withhold the grant, which was fully merited on academic grounds, because of the applicant's other activities.

and this comes right after:

Before placing the recommendations before the Council, careful consideration is given to the facilities available to the applicant for his research, and to the possible impact of outside activities on his ability to undertake it.

Mr. Dinsdale: It almost seems that if they took those criteria into consideration they are subsidizing subversion and this is the way the public is reacting to the situation. I suppose the only way we can get at the root of the matter is to have the Canada Council before us. This has affected very seriously our university campus at Brandon, as I have indicated, and I do not think the matter should be left in a state of suspended animation.

The Chairman: Mr. Stewart?

Mr. Stewart (Cochrane): Thank you, Mr. Chairman. Mr. Pelletier, before going on to the main topic, I should like, for the record, to voice my opinion on this particular matter since there has been so much controversy and such heavy mail on the subject.

I am entirely in agreement with Mr. Dinsdale when he says that people who are trying to destroy Canada should not be helped in any way and I can see no justification for the excuse given by the Canada Council when they say that they do not delve into people's political activities. This is not a question of politics, this is a question of destroying our country. I do not think we should allow that kind of thing to go on with money from the public.

[Interpretation]

que cela est devenu une «cause célèbre» et, à moins que la question ne soit précisée, cela ne fera pas reluire la réputation du Conseil des Arts.

M. Pelletier: Monsieur Dinsdale, je ne puis que répondre en partie à votre question. Il y a un autre paragraphe ici, je ne donne qu'une réponse générale parce qu'on m'a demandé les critères tirés du rapport du Conseil des Arts et montrant la manière dont les critères sont appliqués pour le cas Gray. Disons que:

Dans le cas Gray, l'engagement du candidat à la faculté de sciences politiques a été examiné de près, en tant que facteur pouvant enfreindre sa recherche. Après avoir considéré le cas sous tous ses angles, le Conseil a voté pour que la subvention soit maintenue, car elle était entièrement méritée en raison des titres universitaires et des autres activités du candidat.

Ensuite,

Avant de soumettre les recommandations au Conseil, on a étudié attentivement les conditions offertes au candidat pour sa recherche et la répercussion possible des activités extérieures sur les possibilités qu'il a de faire ces recherches.

M. Dinsdale: Il semble que s'ils ont pris ces critères en considération, ils appuient la subversion. C'est la réaction du public face à la situation. Je suppose que la seule façon de remédier à cette situation, c'est de faire témoigner le Conseil des Arts. Cela a influencé gravement le campus universitaire de Brandon, comme je l'ai indiqué, et je ne pense pas que la question devrait rester sans réponse.

Le président: Monsieur Stewart?

M. Stewart (Cochrane): Merci, monsieur le président. Monsieur Pelletier, avant de passer au sujet principal, je voudrais, pour le compte rendu, donner mon avis à ce sujet, étant donné qu'il y a eu un certain nombre de polémiques et un échange de lettres volumineux sur la question.

Je suis parfaitement d'accord avec ce que M. Dinsdale dit lorsqu'il avance que les gens qui cherchent à détruire le Canada ne devraient pas être aidés en aucune façon et, pour ma part, je ne vois absolument aucune justification de l'excuse donnée par le Conseil des Arts qui dit qu'ils ne creusent pas dans le passé politique des gens. Il s'agit ici de la destruction de notre pays. Je ne pense pas que nous devrions permettre qu'une telle chose se produise avec les deniers publics.

[Texte]

Mr. Pelletier, the other day I asked about the grant to the John F. Kennedy Art Centre and fortunately we have met with the External Affairs Committee since that time and this matter has been cleared up. Apparently, when we make gifts to other organizations such as that we also receive gifts from other countries and I understand that is why it is handled through External Affairs in consultation with your Department. The only comment that I would like to make is that we are perhaps very fortunate because the \$61,000 given to the John F. Kennedy Centre for the Performing Arts was for the theatre curtain and ours costs \$93,000.

● 0950

The main subject I would like to broach this morning, Mr. Pelletier, is the question of education and citizenship as it applies to education. I have believed for some time that because an act was passed 100 years ago which gave certain powers regarding education it is not necessarily valid today.

For the life of me I cannot understand provincial governments who use that act to bolster their arguments regarding their jurisdiction over education but, on the other hand, when they wish to go into jurisdictions which are strictly federal they deny the act and say that it needs to be changed or thrown out and a new one brought in.

This seems to me to be a double standard. I do not advocate that education should be taken out of the hands of the provincial governments and put into the hands of the federal government, but I do not think that an argument of the British North America Act should be used as the basis for the province having sole jurisdiction over education. I contend that a part of the education of our youth is citizenship and it is a very important part. I contend that we would not have as much division and as many problems in our country today if there were more attention paid to a citizenship program within the schools.

This idea of pussyfooting with the provinces, I believe, has gone on for too many years. It is time that the federal government took a stand on this matter. I think the federal government should make it quite clear to provinces that the matter of citizenship is important to the whole country; therefore, I feel that over-all supervision, an over-all standard with regard to preparing our future citizens should come under the jurisdiction of the federal government.

[Interprétation]

Monsieur le ministre, l'autre jour, j'ai posé une question au sujet de la subvention accordée aux Centre des Arts John F. Kennedy et, depuis lors, nous avons rencontré au Comité des Affaires extérieures les responsables intéressés et la question a été réglée. Apparemment, lorsque nous faisons des dons à d'autres organismes de ce genre, nous recevons aussi des dons d'autres pays. C'est je crois la raison pour laquelle le ministère des Affaires extérieures, d'accord avec le vôtre, s'en occupe. Le seul commentaire que j'aimerais faire, c'est que nous avons peut-être beaucoup de chance parce que les \$61,000 donnés au Centre des Arts John F. Kennedy pour les arts d'interprétation étaient destinés au rideau du théâtre et le nôtre coûte \$93,000.

La question que je voudrais soulever ce matin, monsieur le ministre, a trait à l'éducation et à la citoyenneté qui s'applique à l'éducation. Pendant quelque temps, j'ai cru que, parce qu'une loi adoptée il y a cent ans a donné certains pouvoirs en matière d'éducation, qu'elle était nécessairement valable de nos jours.

Je n'arrive pas à comprendre les gouvernements provinciaux qui se servent de cette loi pour soutenir leurs arguments en matière de compétence en éducation, mais, d'autre part, lorsqu'ils veulent envahir les domaines qui relèvent strictement de la compétence fédérale, ils nient la loi et ils disent qu'il faut la modifier ou l'annuler et en adopter une autre.

Eh bien, il me semble que c'est là faire deux poids, deux mesures et je ne veux pas prétendre qu'il faudrait retirer l'éducation du gouvernement provincial et la confier au gouvernement fédéral. Mais, je ne crois pas qu'un argument de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique devrait servir de base à la province de détenir l'entière juridiction sur l'éducation. Je prétends qu'une partie de l'éducation de nos jeunes comprend le civisme, et c'est une importante partie. Je prétends que nous n'aurions pas eu autant de division et autant de difficultés dans notre pays aujourd'hui si nous avions mis au point un programme de civisme dans nos écoles.

Cette question d'échange et de compromis avec les provinces dure depuis trop longtemps et je pense que le gouvernement fédéral devrait faire comprendre aux provinces, une fois pour de bon que la question de la citoyenneté est importante pour l'ensemble du pays; par conséquent, j'estime qu'il faudrait qu'il y ait un contrôle global et des normes générales qui viseraient à préparer nos citoyens de demain et qui seraient confiées au gouvernement fédéral. Et je pense que c'est là

[Text]

I think this will be a very important consideration in the future when we discuss the matter of a new Constitution.

I know that the Citizenship Branch has made many things available to students in schools; brochures and one thing and another, but there has never been an actual program put into effect across the country. I feel that the federal government, through liaison with the provinces, should be able to convince them that such a program is essential; that every child in this country should know his oath of allegiance, and he should have respect for his flag. These things have to be taught in the schools.

I wonder, Mr. Pelletier, if you could tell me if you have any intention of getting into the matter of citizenship to that extent and if your Department is going to embark on any new system to get this idea of citizenship across to our young people?

Mr. Pelletier: The Citizenship Branch, of course, has a continuing concern for education in the sense that it wants to make people conscious that they are citizens of Canada. There are a certain number of means that it can use to that end. Although, as you have stated, it is not a good policy for any government to ignore the Constitution, if we do not think it is a good policy for the provinces I do not think we could argue that it is a good policy for the federal government.

I take the view that the Constitution is a fundamental law, the one to which governments should submit, and which they should obey. If governments in this country give the example of not obeying the law that regulates their activities, how can they ask the citizens to obey the laws that they make? So, as you say, this might be a problem, I mean that action directly into the schools might be a matter for discussion at a Constitutional Conference but this is clearly outside the jurisdiction of this Committee and my Department.

For the time being at least, and as long as the Constitution is not changed, there is no

• 0955

way by which the federal government can get into the schools and dictate any policy, even on citizenship. We have to rely on the means at our disposal which are brochures, mass

[Interpretation]

une considération très importante lorsque nous discuterons de l'avenir du pays et de l'avenir de la constitution.

Je sais que la division de la Citoyenneté a offert de nombreux avantages aux étudiants aux écoles, sous forme de brochures ou autres ouvrages de ce genre. Mais, il n'y a jamais eu de cours, de programme officiel de prévu et qui serait appliqué dans l'ensemble du pays. J'estime que le gouvernement fédéral, en liaison avec les provinces, devrait être en mesure de les convaincre qu'un tel programme est une nécessité; que chaque enfant du pays devrait connaître son serment d'allégeance et qu'il devrait respecter son drapeau. Ces choses-là s'apprennent dans les écoles.

Et, monsieur le ministre, je me demande si vous pourriez nous dire si vous avez l'intention de vous engager à fond dans cette question de citoyenneté, et si votre Ministère, en matière de citoyenneté, envisage d'entreprendre un nouveau système pour introduire cette idée de citoyenneté dans l'esprit des jeunes.

M. Pelletier: La Direction de la citoyenneté, bien sûr, s'intéresse de façon permanente à l'éducation, au sens propre du terme, dans la mesure où cela permet aux gens de comprendre et d'être conscients qu'ils sont citoyens canadiens. Et pour cela il y a un certain nombre de moyens possibles d'y parvenir. Toutefois, comme vous l'avez déclaré vous-même, ce n'est pas très bon pour un gouvernement, quel qu'il soit, de ne pas tenir compte de la constitution. Et si nous ne pensons pas que ce soit une bonne chose pour les provinces il en est de même pour le gouvernement fédéral.

Parce que, pour ma part, je considère que la constitution est la loi fondamentale, c'est-à-dire celle sur laquelle les gouvernements devraient se poser et à laquelle ils devraient se soumettre et qu'ils devraient obéir. Et par conséquent, si le gouvernement fédéral—si les gouvernements ne respectent pas eux-mêmes la loi, comment peuvent-ils s'attendre à ce que les citoyens le fassent?

Ainsi, comme vous le dites, ça pourrait soulever un problème; je veux dire qu'une action directe dans les écoles est un sujet qui devrait être débattu à une conférence constitutionnelle, mais c'est une question qui ne relève ni de la compétence de ce Comité, ni de la compétence de mon ministère.

Dans l'état actuel des choses du moins et aussi longtemps que la Constitution n'est pas

changée, il n'y a aucun moyen qui pourrait justifier une intervention du gouvernement fédéral dans les écoles pour leur dicter une politique donnée même en matière de

[Texte]

media, for instance, we do quite a bit of advertising in the ethnic press, and activities like the travel and exchange programs and so on.

Mr. Stewart (Cochrane): Is it not possible for your Department and the provincial department of education to come to some kind of agreement on this? I assume that your Departmental officials do meet with the various provinces on cultural and other matters. Is it not possible to do the same thing with regard to a program such as I have outlined?

Mr. Pelletier: It is a question that could be taken up with them, I think, although at this time the whole matter is being taken up by the continuing Constitutional Conference and I do not know whether it would be wise, I would have to think of it, to initiate some other kind of action while we are sitting with these ministers trying to go through the revision that has to take place within the next year or two. It is something we could give consideration to, but I would rather see it within the context, within the framework, of the Constitutional Conference which has to review all these jurisdictions and all these matters.

Mr. Stewart (Cochrane): Mr. Pelletier, I feel strongly about this, not only because of the citizenship aspect, but also because I believe if Canada is going to become truly a bilingual country that this kind of action is going to be essential; a program of bilingualism across the country. As far as I am concerned, there is only one way to make a country bilingual and that is to start with the children in kindergarten. Certainly it is not going to be done with 45- and 50-year-old civil servants.

This is why I think a program such as this is not only desirable, it is vital to our future, because I believe this country can really be bilingual within 15 to 20 years. Is this not of sufficient importance to require the government to want to be more forceful in this regard?

Mr. Pelletier: Well, the particular point you are raising now is the object of the Constitutional review. For instance, I will be meeting with cultural affairs and education ministers towards the end of next month to review the whole of the recommendations of Volume 2 of

[Interprétation]

citoyenneté. Nous devons simplement utiliser les moyens dont nous disposons, c'est-à-dire des petites brochures, les moyens d'information, etc. Nous les utilisons déjà assez et les activités du genre comme les voyages, les programmes d'échange, etc.

M. Stewart (Cochrane): Est-ce qu'il ne serait pas possible à vous même ou à votre ministère et aux ministères provinciaux de l'éducation d'en arriver à un accord à ce sujet? Je suppose que vos fonctionnaires rencontrent leurs homologues des diverses provinces de toute façon pour ce qui est des questions culturelles, et autres. Est-ce qu'il ne serait pas possible de faire la même chose pour des programmes comme celui que je viens de mentionner?

M. Pelletier: C'est une question qui pourrait être abordée avec elles, bien que, actuellement, la question fasse l'objet d'une étude de la part de la conférence constitutionnelle, et je ne sais s'il serait sage, il faudrait y réfléchir, d'entreprendre quelque chose alors que nous sommes en train de nous réunir avec les ministres et que nous cherchons à traverser cette période de révision qui doit se faire avant un an ou deux. C'est quelque chose que nous pourrions envisager, certes, mais pour ma part, je préférerais que cela intervienne dans le contexte de la conférence constitutionnelle qui doit réviser toutes ces questions de compétence.

M. Stewart (Cochrane): Monsieur Pelletier, j'ai une opinion très bien arrêtée à ce sujet, non seulement en matière de citoyenneté mais également. parce que je pense que si le Canada doit devenir véritablement bilingue, il faut effectivement agir dans ce sens; c'est-à-dire un programme de bilinguisme dans tout le pays. Pour ma part, il n'y a qu'une seule façon de rendre le pays bilingue, et c'est de le faire en commençant par les élèves dans les jardins d'enfants. Or, il ne faut certainement pas croire que ça se fera avec des fonctionnaires de 45 et 50 ans.

C'est pour cette raison qu'un programme de citoyenneté est non seulement souhaitable, mais est même vital pour notre avenir, parce que ce pays pourra être véritablement bilingue dans quinze à vingt ans, de la sorte. N'est-ce pas là une question assez importante pour demander au gouvernement d'être plus insistant dans la matière?

M. Pelletier: Le point que vous soulevez actuellement, est le but même de la révision de la Constitution. Par exemple je dois rencontrer les ministres des affaires culturelles et de l'éducation vers la fin du mois prochain pour réviser l'ensemble des recommandations

[Text]

the Royal Commission on Bilingualism and Biculturalism. The process is engaged, it is being considered right now and the committee of officials have been meeting for some time; so the initiative is being taken.

Mr. Stewart (Cochrane): Good, thank you, Mr. Pelletier. I would like to ask you if the bilingual program, which came under the Privy Council initially, is now under your jurisdiction?

Mr. Pelletier: Yes, it is.

Mr. Stewart (Cochrane): Directly or through the civil service?

Mr. Pelletier: Directly.

Mr. Stewart (Cochrane): Directly?

Mr. Pelletier: Le secrétariat au bilinguisme has been transferred, except for the language school which is under the civil service.

Mr. Stewart (Cochrane): But there is liaison between the two and also with the advisers on bilingualism in the various departments? In this regard, I believe that on April 6, 1966, when Prime Minister Pearson made the initial announcement regarding bilingualism he stated at that time that foreign services officers even then, in 1966, were being recruited with the understanding that they would become bilingual, if they were not already, within a reasonable period of time. He did not specify what that time should be and I assume he was leaving it to the officials of the Public Service to determine what a reasonable length of time should be.

• 1000

I suggest, Mr. Pelletier, that a number of these people who are recruited into the foreign service do not become bilingual before they are posted abroad. This is certainly the case with the Department of Trade and Commerce. The Department of External Affairs asserts that this is not the case with them, but then they have a two-year training period and the Department of Trade and Commerce has a one-year training period. It seems to me, if this policy is going to be followed, that no one who is in training should finish his training or leave Canada until he does become bilingual. Is this a view that you hold or is this too idealistic?

[Interpretation]

du deuxième volume du rapport de la Commission Royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme. Et le processus est déjà en train. Le comité des fonctionnaires s'est déjà réuni à plusieurs reprises. Par conséquent, l'initiative est déjà prise.

M. Stewart (Cochrane): Bon, je vous remercie, monsieur Pelletier. J'aimerais vous demander si le programme bilingue qui a été confié, au départ, au Conseil privé vous a été maintenant confié à vous.

M. Pelletier: Oui, c'est exact.

M. Stewart (Cochrane): Est-ce que c'est directement ou par l'intermédiaire de la Fonction publique?

M. Pelletier: Directement.

M. Stewart (Cochrane): Directement?

M. Pelletier: Le secrétariat au bilinguisme, a été transféré sauf pour l'école des langues qui, elle, est restée au soin de la fonction publique.

M. Stewart (Cochrane): Mais de toute façon il y a un rapport entre ces services et les conseillers sur le bilinguisme dans les différents ministères?

A ce sujet, en 1966, le 6 avril, je crois, que lorsque le premier ministre Pearson annonçait pour la première fois la question du bilinguisme, il a déclaré à cette époque-là que les fonctionnaires du service des Affaires étrangères de ce temps-là sont recrutés et je crois que c'est toujours le cas maintenant, à la condition qu'ils deviennent bilingues dans une période de temps raisonnable. Il n'a pas précisé quel serait ce délai et je pense qu'il a laissé aux fonctionnaires de la Fonction publique le soin de déterminer ce que pourrait être un délai raisonnable.

Et, monsieur le ministre, je considère que nous avons un certain nombre de fonctionnaires recrutés dans les Affaires étrangères ne deviennent jamais bilingues avant d'être affectés à l'étranger. C'est certainement le cas pour ce qui est du ministère du Commerce. Le ministère des Affaires extérieures soutient qu'il n'en est rien dans son cas, mais qu'ils ont une période de formation de deux ans, et pour le commerce c'est une période de formation seulement d'un an. Il me semble que si cette politique doit être appliquée et suivie, une personne qui est actuellement en cours de formation ne devrait quitter le Canada ou ne devrait quitter son cours de formation avant d'être parfaitement bilingue. Est-ce que c'est là quelque chose de réalisable ou trop idéaliste?

[Texte]

Mr. Pelletier: Well, you are asking me for a personal opinion, really.

You know that the authority of the Secretary of State on the Civil Service Commission is nil, so you are asking me for a personal opinion really. I think it is highly desirable, but I must, at the same time, make a reservation as to the facilities involved.

As you know, we are trying very hard in our Department now to develop the facilities through which people can be trained. However the facilities now in existence are not adequate yet. We are taking the attitude that really more and more the system of education, the universities for instance, should take the responsibility in this field, perhaps with our help.

I fully agree with your view, except, I have to say that there might be flaws in the training because the facilities right now are not adequate and will have to be developed, not over a great number of years, but we still have some time to go before we have adequate facilities through which everybody will get the training that is required.

The Chairman: Mr. Stewart, the Minister is supposed to go to Cabinet at 10 o'clock, but there is one more questioner, if you do not mind.

Mr. Stewart (Cochrane): That is fine, thank you, Mr. Pelletier.

Mr. McCleave: If the Minister's time is limited, then I will try to cut my questions down. My first question is—perhaps this figure could be hunted up while I ask another question—has there been any calculation of the cost of language instruction per immigrant under the citizenship program?

Mr. Pelletier: It could be done easily, but we do not have it.

Mr. McCleave: Perhaps it could be either given later this morning or sent along to the Committee. Second, I noticed the program being established in conjunction with Ottawa University. Was there not another university that the Department planned to set up this translation program with?

Mr. Pelletier: The University of Montreal.

Mr. McCleave: Is it established there already?

[Interprétation]

M. Pelletier: Eh bien, vous me demandez réellement mon opinion personnelle.

Vous savez que le Secrétariat d'État n'a aucune autorité sur la Commission de la fonction publique, de sorte que votre question est une d'opinion personnelle. Je pense que c'est tout à fait souhaitable mais je dois quand même apporter une réserve quant aux installations que nous pouvons avoir.

Nous nous efforçons, à mon ministère, de mettre au point les installations permettant au personnel de se perfectionner. Toutefois, les installations existantes ne sont pas encore adéquates. En réalité, nous croyons de plus en plus que c'est au système d'éducation, aux universités, par exemple, qu'incombe cette responsabilité; en s'appuyant sur notre aide peut-être.

Je suis tout à fait d'accord avec vous, mais je dois dire qu'à l'heure actuelle, il peut y avoir des faiblesses dans la formation que nous donnons parce que nous n'avons pas toutes les installations qu'il faut. Il nous faudra encore un certain temps avant d'avoir toutes les installations qui nous permettront de donner aux fonctionnaires toute la formation que nous désirons leur donner.

Le président: Monsieur Stewart, le ministre doit se rendre à une réunion du cabinet à 10h. Mais il y aurait une autre question, si vous voulez bien.

M. Stewart (Cochrane): C'est très bien; merci, monsieur Pelletier.

M. McCleave: Je vais poser une question très brève, puisque le ministre doit partir bientôt. Ma première question est celle-ci, mais peut-être pourrait-on retrouver les données qui m'intéressent pendant que je demande une autre question; est-ce qu'on a calculé le coût de l'enseignement des langues pour les immigrants dans le cadre du programme de citoyenneté?

M. Pelletier: Ceci pourrait se faire facilement mais nous ne l'avons pas.

M. McCleave: Peut-être pourrait-on donner ce renseignement plus tard ce matin ou le communiquer au comité. Deuxièmement, au sujet du programme de formation organisé de concert avec l'Université d'Ottawa. Est-ce que le ministère n'avait pas l'intention d'établir un programme de formation de traducteurs dans une autre université?

M. Pelletier: Oui, à l'Université de Montréal.

M. McCleave: Est-ce en marche à l'heure actuelle?

[Text]

Mr. Pelletier: Yes, it appears on page 354, Grant to the University of Montreal in support of the Translator Training Program. I hear, and Mr. Mayer will correct me, that we hope to get 25 a year.

Mr. Henriot Mayer (Superintendent of the Translation Bureau): There will be 20 the first year, then 16 and 14, 50 in three years.

Mr. McCleave: I think the last time I broached this matter there was thought of extending it to other universities as well, outside the Golden Triangle. Have these plans progressed?

Mr. Pelletier: I am told there are negotiations with Laval University and Laurentian University.

Mr. McCleave: Mr. Chairman, may I ask the Minister if anybody in his Department has the responsibility, first, of looking at the budgets of the various bodies which fall under the Secretary of State, the Gallery, the National Arts Centre and the like?

Mr. Pelletier: Yes, the administration officer goes through them before they are signed and sent to Treasury Board.

Mr. McCleave: Do instances arise when your Department then will suggest to one of these bodies that its budget is out of line or that something should be done to check its spending program? Does the Department go that far?

• 1005

Mr. Pelletier: Until now, it has not happened. I can remember once or twice discussing particular issues arising from the programs that were given to me. I remember in one case it was CBC expansion and I cannot remember what the second case was.

Mr. McCleave: Mr. Chairman, may I ask the Minister if anybody in the Department checks to see that the responsibilities or the duties that Parliament has placed upon these groups are being carried out?

Mr. Pelletier: Yes, this is the responsibility of the Minister and the personal relationship with every agency is carried on on a continuous basis.

Mr. McCleave: So you have a systematic series of consultations with people in the

[Interpretation]

M. Pelletier: Oui, ceci figure à la page 354, sans le titre: Subvention à l'Université de Montréal à titre de participation à son programme d'élèves-traducteurs. M. Mayer pourra me corriger au besoin, mais nous espérons obtenir ainsi 25 traducteurs par année.

M. Henriot Mayer (surintendant du Bureau des traductions): Il y a aura 20 finissants la première année, puis 16, puis 14, soit 50 en trois ans.

M. McCleave: Je crois que la dernière fois que j'avais soulevé cette question, on espérait étendre ce programme à d'autres universités, situées à l'extérieur du «Triangle d'or». Est-ce qu'on compte mettre en œuvre ces projets?

M. Pelletier: On me dit que des négociations sont en cours actuellement avec l'Université Laval et l'Université Laurentienne.

M. McCleave: Monsieur le président, puis-je demander au ministre si quelqu'un de son ministère a la responsabilité d'étudier le budget des divers organismes qui relèvent du Secrétariat d'État, comme la Galerie nationale, le Centre national des arts, etc.?

M. Pelletier: Oui, un agent d'administration les étudie avant qu'ils ne soient signés et envoyés au Conseil du Trésor.

M. McCleave: Est-ce que votre ministère pourrait alors indiquer à ces organismes que leur programme dépasse leur cadre d'activité ou leur suggérer de couper les dépenses? Est-ce que vous pouvez aller jusque là?

M. Pelletier: Je pense que cela ne s'est pas produit jusqu'ici. Mais je me souviens d'avoir discuté une fois ou deux de problèmes en rapport avec certains postes du budget qui nous était présenté. Je me souviens que dans un cas, c'était un programme d'expansion à Radio-Canada, mais je ne puis me souvenir de l'autre cas.

M. McCleave: Monsieur le président, puis-je demander au ministre si quelqu'un de son ministère est chargé de vérifier si les organismes qui tombent sous sa responsabilité s'acquittent des tâches que le Parlement leur a confiées?

M. Pelletier: Oui, c'est là la responsabilité du ministre et il doit être en contact continuellement avec les responsables de ces organismes.

M. McCleave: Donc, vous avez des consultations régulières avec les représentants du

[Texte]

CBC, the National Arts Centre and the like; is this correct?

Mr. Pelletier: That is right. We had a meeting, a two-day conference, with the agencies on their policies in January. There is another meeting with officials now scheduled for the end of this month. It is understood that a mechanism of more or less permanent consultation will be set up.

Mr. McCleave: In dealing with the specific area of programming on the CBC, do you check to see that the CBC is carrying out the responsibility to provide as wide and varied a range of broadcasting as is possible?

Mr. Pelletier: That is not the responsibility of the Minister; that is the responsibility of the CRTC according to the last Broadcasting Act.

Mr. McCleave: Do you then check with the CRTC to see that it is exercising this function?

Mr. Pelletier: Yes, there is continuous consultation with the CRTC.

Mr. McCleave: Finally, since Secretaries of State in the past, or anybody who reports for the CBC, undoubtedly receive mail with complaints or suggestions, do you act as a post office in this regard and send these things along to the CBC?

Mr. Pelletier: That is right, as we do the questions of members of Parliament asked in the House.

Mr. McCleave: Therefore any letter directed to you, if it dealt with the programming of the CBC, would automatically be redirected by yourself.

Mr. Pelletier: Yes, we acknowledge receipt, we say that the question seems to us worth answering, that we are sending it to the CBC and that they will deal with the writer directly.

Mr. McCleave: Thank you.

The Chairman: The Minister has to go to Cabinet, and I thank him for his appearance. The under Secretary of State is here and will answer those questions related to administration. If we have further policy matters then we will probably invite the Minister back at a later date. Thank you very much.

[Interprétation]

Centre national des arts, de Radio-Canada, etc., est-ce bien cela?

M. Pelletier: Oui, c'est bien cela. Nous avons eu une rencontre, une conférence de deux jours en janvier, avec les organismes pour discuter de leur politique. Il y a une autre rencontre avec les hauts-fonctionnaires qui est prévue pour la fin du mois. Il est bien entendu qu'on mettra sur pied un mécanisme de consultation plus ou moins permanente.

M. McCleave: En ce qui a trait à la programmation de Radio-Canada, est-ce que vous vérifiez si cet organisme s'acquitte de la responsabilité qui lui a été confiée d'assurer une programmation aussi vaste et variée que possible?

M. Pelletier: Ceci est la responsabilité du Conseil de la radio-télévision canadienne, d'après la dernière Loi sur la radiodiffusion.

M. McCleave: Est-ce que vous vous enquêrez auprès du CRTC pour savoir si Radio-Canada s'acquitte de ses responsabilités à cet égard?

M. Pelletier: Oui, nous sommes en liaison constante avec le CRTC.

M. McCleave: Enfin, puisque le Secrétariat d'État, ou quiconque représente Radio-Canada à la Chambre des communes, reçoit beaucoup de courrier contenant des plaintes ou des suggestions à l'adresse de la radio-télévision d'État, est-ce que vous faites fonction de bureau de poste pour Radio-Canada?

M. Pelletier: Oui, nous traitons ces questions de la même manière que nous le faisons pour les questions que posent les députés à la Chambre.

M. McCleave: C'est pourquoi les lettres qui vous seraient adressées et qui auraient trait à la programmation de Radio-Canada seraient automatiquement transmises à Radio-Canada?

M. Pelletier: Oui. Nous accusons réception de la lettre, nous disons qu'elle mérite considération et que nous l'envoyons à Radio-Canada qui répondra directement.

M. McCleave: Merci.

Le président: J'aimerais remercier le ministre qui doit aller à une réunion du cabinet. Puisque le sous-secrétaire d'État est ici, il pourra répondre aux questions relatives à l'administration. Si vous avez d'autres questions concernant la politique du bureau, nous inviterons M. Pelletier à revenir plus tard. Encore une fois, merci.

[Text]

Mr. Pelletier: Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: I wonder if there might be some agreement to go through the topics of the Estimates one by one and to ask what questions we have and I would take them in the order they are in the Blue Book beginning on page 346. After Departmental administration in Item 1 we would deal with the question of education support and if you wanted to continue your line of questioning on that, Mr. Stewart, I will recognize you.

Mr. Stewart (Cochrane): There was one subject I wanted to pursue a little that was touched on the other day, that I think is quite important. We were concerned about grants to various art groups and the reluctance, I would say, on the part of industry in general in Canada to help out in this regard. I cited the City of Rochester where one firm in particular has done so much for the arts and has done so much for the City of Rochester. This

• 1010

was brought home to me very clearly in Centennial Year when I went to the Îles Madeleine where we were inaugurating a cultural centre. In my view that cultural centre was certainly necessary there, but should not have had to be built by public funds. It seems to me that industry could have done it very well.

As it happens, the company that controls the business on les Îles Madeleine, is an American firm and I can understand that they would not be as ready perhaps as a Canadian firm to put money back into the area. However, I was rather amazed to learn that the only thing they did for the local inhabitants was to contribute \$200 each year for the annual picnic of the residents. Considering what they get out of that large fish industry, the ocean perch, it seemed to me that this was a little ludicrous and that a company such as that could have given to the people something like a cultural centre or some other useful project.

In your Department, Mr. Léger, is there anything to encourage perhaps some kind of group that would be interested in promoting directly to the private sector this kind of patronizing of the arts?

Mr. Léger: Mr. Chairman, there is not at the moment except indirectly. For example, as we subsidize the Canada Council, that Council in turn normally could try to perform the function that you have just suggested. It seems to me another very good way to go about it is exactly the way it is being done this morning, with public-spirited people and

[Interpretation]

M. Pelletier: Je vous en prie, monsieur le président.

Le président: Serait-on d'accord pour étudier les prévisions budgétaires, crédit par crédit, et de demander des questions que je prendrais dans l'ordre du Livre bleu, en commençant à la page 346. Après le poste n° 1, Administration du ministère, nous traiterons de la question de l'aide à l'éducation. Et si vous désirez continuer dans le même sens, je vous donnerai la parole, monsieur Stewart.

M. Stewart (Cochrane): Il y a un sujet que je voudrais un peu plus étudier, dont on a parlé un peu l'autre jour, et qui, je pense, revêt une importance assez grande. Nous nous sommes préoccupés de la question des subventions aux différents groupes artistiques et l'hésitation de l'industrie en général au Canada à aider les artistes. J'ai mentionné la ville de Rochester où une société notamment, a fait énormément pour les arts et pour la ville de Rochester même. On m'a bien ouvert

les yeux au cours de l'année du Centenaire où je suis allé aux Îles-de-la-Madeleine où nous avons inauguré un centre culturel. A mon avis, ce centre culturel était nécessaire, mais il n'aurait pas dû être construit avec les deniers publics. Il me semble que l'industrie aurait pu très bien le faire ou le réaliser.

En fait, la société qui contrôle le commerce dans les Îles-de-la-Madeleine est une société américaine et je crois savoir qu'elle n'était pas tout à fait prête à investir de l'argent dans cette région, comme une société canadienne pourrait le faire.

J'ai été surpris d'apprendre que tout ce qu'ils ont fait pour les Madelinots fut de contribuer de \$200 à leur pique-nique annuel. Si l'on considère tout ce qu'ils tirent de l'industrie de la pêche, il me semble que c'est un peu ridicule et qu'une compagnie aussi importante aurait pu leur donner quelque chose comme un centre culturel ou réaliser au autre projet utile et valable.

Je me demande, monsieur Léger, si votre ministère fait quelque chose pour encourager d'une certaine façon les groupes qui chercheraient à inciter le secteur privé à patronner les arts de cette façon?

M. Léger: Monsieur le président, pas directement. Par exemple, nous subventionnons le Conseil des arts qui, de son côté, s'efforcerait de jouer le rôle que vous venez de mentionner. Il me semble qu'une autre bonne façon de réaliser cette fin, c'est exactement ce qu'on fait ce matin, par exemple, d'avoir des personnes et des organismes qui se soucient du

[Texte]

bodies feeling the way you do expressing their views and eventually putting pressure on those companies, and maybe particularly the American companies that could be more forthcoming. At the end of June there will be a meeting in Ste. Adele where the Arts Council of America and the federal and provincial arts councils will meet, and that is certainly a topic that not only could but should be taken up there.

If as a result of this it is thought that our Department should get more involved, I think the mandate of the Department is such that something should be done.

Mr. Stewart (Cochrane): Thank you, Mr. Léger. I think those are all the questions I have for now, Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. Dinsdale.

Mr. Dinsdale: I am looking at the Estimates Book, not the Blue Book, but...

The Chairman: We are still on Vote 1 on page 346 of the Blue Book. I thought we would go down the separate items if that met with your agreement, or you may prefer to ask any questions which you may have. That would be fine, too.

Mr. Dinsdale: I would really like to direct them to the Minister because they revolve around policy matters and I do not want to embarrass the Deputy Minister by moving into the realm of policy. I would point out too, Mr. Chairman, that we are operating even below our minimal quorum here this morning.

The Chairman: No, we have five.

Mr. Dinsdale: Have we five? Perhaps I can get some routine information and I hope I will not trespass into the policy sphere.

The Secretary of State's Department has dropped the program of capital assistance to institutions of higher learning, I believe. Is that correct?

Mr. Léger: I am informed that we did not have capital assistance programs.

The Chairman: The Canada Council had some.

Mr. Dinsdale: Yes. There were some funds made available.

Mr. Léger: But I understand that this morning the questions relate to the Department and not to the agencies.

[Interprétation]

public, qui expriment des opinions et exercent ensuite des pressions sur ces sociétés, les compagnies américaines notamment, afin qu'elles décident d'aider l'activité culturelle à le fin de juin, il y aura une réunion à Ste-Adèle où le Conseil des arts d'Amérique et les conseils des arts fédéraux et provinciaux se réuniront, et c'est certainement une question qu'il faudrait discuter à ce moment-là.

Si à la suite de cette conférence, nous considérons que notre ministère devrait participer davantage, je pense que le mandat du ministère est tel qu'il faudra faire quelque chose.

M. Stewart (Cochrane): Merci, monsieur Léger, je crois que c'est toutes les questions que j'avais à poser pour l'instant.

Le président: Monsieur Dinsdale.

M. Dinsdale: Je regarde dans le Budget des dépenses, et non pas dans le Livre blanc.

Le président: Nous en sommes toujours au crédit 1, à la page 346 du Livre bleu. J'ai pensé que si tous étaient d'accord, nous pourrions procéder par crédit, à moins que vous souhaitiez poser une question. Comme vous voudrez.

M. Dinsdale: Je voudrais poser ces questions au ministre parce qu'elles touchent à des questions de politique et je ne voudrais pas mettre le sous-ministre dans l'embarras avec des questions de politique. Mais je signale, monsieur le président, que nous n'avons évidemment pas le quorum ici ce matin.

Le président: Non, nous sommes 5.

M. Dinsdale: Cinq membres du Comité? Je pourrais peut-être obtenir des renseignements courants, sans aborder le domaine des politiques.

Le Secrétariat d'État a laissé tomber des programmes d'aide financière aux institutions de haut savoir. Est-ce exact?

M. Léger: On me dit que nous n'avions pas de programme d'aide financière.

Le président: Le Conseil des arts en a.

M. Dinsdale: Oui. Certains fonds ont été mis à sa disposition.

M. Léger: Je pense que ce matin les questions doivent porter sur le Secrétariat d'État et non pas sur les organismes.

[Text]

• 1015

Mr. Dinsdale: The funds were made available to the Canada Council by the Department for capital assistance because of the growing demands and the urgent demands in the realm of higher education for new buildings and facilities. This program has been dropped and I am just wondering why; whether it is felt the capital needs of campuses have been met or it is part of the austerity. What is the thinking behind this?

Mr. Léger: I think, Mr. Chairman, that we could transmit that question and similar questions to the Canada Council or other agencies. I do not think it would be wise for us to try to explain the budget of agencies that have already appeared before you and that could come back at your request at any time.

The Chairman: Mr. Stanbury.

Mr. Stanbury: Mr. Chairman, I think what Mr. Dinsdale is referring to is the grant system that preceded the system that is now being administered by the Education Support Branch and this was changed as a result of the federal-provincial conference of 1966-67 whereby now the federal government shares equally with the provinces the cost of post-secondary education and as a result contributes very much more than under the previous grant system. As it is now, the money is channelled to the provinces and it is then distributed according to their judgment of their educational needs in the post-secondary field.

But this Department has not had anything to do with the grants that preceded the present program, which was initiated as a result of the Finance Ministers' Conference in, I think, December or the fall of 1966.

The Chairman: Do these grants go directly to the provinces concerned or do they go directly to the institutions?

Mr. Stanbury: To the provinces.

The Chairman: Then they can make the allocations as they see fit and they are based on 50 per cent of the operating cost. Is that correct?

Mr. R. D. Mitchener (Acting Director, Education Support Branch, Department of the Secretary of State): The present system of grants began in the 1967-68 academic year. As has been mentioned, they are transfers to the provinces based on the higher of \$15 per

[Interpretation]

M. Dinsdale: Les fonds sont mis à la disposition du Conseil des Arts par le Secrétaire d'État en vue de fournir de l'aide financière à cause de la demande urgente et croissante de l'enseignement supérieur, pour de nouvelles installations. Ce programme a été abandonné semble-t-il et je me demande pourquoi. Est-ce qu'on considère que les besoins des universités sont satisfaits ou est-ce que cela fait partie du programme d'austérité du gouvernement? Quelle est la raison de cet abandon?

M. Léger: Je pense, monsieur le président, que nous pourrions transmettre cette question et toute autre question semblable au Conseil des arts ou à d'autres organismes. Je ne crois pas qu'il serait sage de notre part de chercher à expliquer le budget des organismes, donc les représentants ont déjà comparu ici et qui pourraient revenir si vous le désirez.

Le président: Monsieur Stanbury.

M. Stanbury: Je crois que ce que monsieur Dinsdale veut dire, c'est que le système de subventions qui précédait le système actuel administré par la Direction de l'aide à l'éducation a été modifié à la suite de la conférence fédérale-provinciale de 1966-1967 selon laquelle le gouvernement fédéral partage à parts égales avec les provinces le coût de l'enseignement post-secondaire, et, par suite, il contribue beaucoup plus que sous l'ancien régime des subventions. A l'heure actuelle, l'argent est acheminé vers les provinces qui le distribuent comme elles jugent bon de le faire pour répondre aux besoins en matière d'éducation dans le secteur post-secondaire.

Mais ce ministère n'avait rien à voir avec les subventions avant l'introduction du nouveau programme qui résulte, je pense, de la conférence des ministres des Finances tenue en décembre 1966.

Le président: Est-ce que ces subventions sont acheminées directement vers les provinces ou vers les institutions?

M. Stanbury: Vers les provinces.

Le président: Alors, les provinces peuvent répartir cet argent comme elles jugent bon de le faire et les subventions représentent 50 p. 100 des frais d'exploitation. Est-ce exact?

M. R. D. Mitchener (Directeur Intérimaire, Direction de l'aide à l'Éducation, Secrétariat d'État): Le présent système de subventions a été mis sur pied au cours de l'année scolaire 1966-1967. Comme on l'a mentionné, il s'agit d'un transfert aux provinces du plus élevé de

[Texte]

capita in 1967-68 or 50 per cent of eligible operating expenditures for post-secondary education institutions.

Three provinces in 1967-68 were better off on the \$15 per capita amount. These were Newfoundland, Prince Edward Island and New Brunswick. In subsequent years that \$15 per capita was escalated on the basis of the national increase in eligible post-secondary education costs which, for 1968-69, would make that per capita amount roughly \$18. In other words, the national increase in costs for the second year of the program was about 25 per cent. Those three provinces still are on the escalated per capita amount. The other seven provinces are receiving 50 per cent of eligible post-secondary education operating expenditures.

Mr. Dinsdale: Mr. Chairman, I am aware of the operating grants which have been in existence for a number of years and have changed their formula from time to time, largely as a result of protests from the Maritimes, which have had a large percentage of student population in relation to the general population. I can remember when the late Mr.

• 1020

George Nowlan used to be active in this particular field.

What I am referring to is the capital assistance programs that were instituted. The money was made available to the Canada Council, because of the problem of Ottawa dabbling in the educational field, to assist in capital programs, in building programs, and it is not being continued. My question is, is this austerity or is it because it is felt that the program has been completed and the need has been met?

Mr. Léger: Mr. Chairman, I am afraid I cannot answer for the Canada Council but we will put that question to them.

The Chairman: Mr. Mitchener, would you be able to explain precisely what the capital grants program was?

Mr. Mitchener: I can try. The Canada Council, I think back in 1957 when it started, began with \$100 million. Half of that was to be used for grants for capital purposes to Canadian universities. The interest on the other half was to be used for its scholarship and fellowship program. The \$50 million, I understand, is now exhausted. It was, in that sense, a one-shot affair. It ended up being

[Interprétation]

\$15 par habitant en 1967-1968 ou 50 p. 100 des dépenses d'exploitation admissibles pour les institutions d'études post-secondaires.

Trois provinces ont été avantagées par ce régime de \$15 par habitant en 1967-1968. Ce sont Terre-Neuve, l'Île-du-Prince-Édouard et le Nouveau-Brunswick. Au cours des années subséquentes, ce \$15 par habitant a été haussé en se fondant sur l'augmentation nationale des frais d'enseignement post-secondaire admissibles qui, en 1968-1969, porteraient ce chiffre à \$18 environ par habitant. Autrement dit, l'augmentation nationale pour la deuxième année du programme fut d'environ 25 p. 100 et ces trois provinces sont encore avantagées par le régime des subventions par habitant qui sont haussées. Les sept autres provinces touchent 50 p. 100 des dépenses d'exploitation de l'enseignement post-secondaire admissibles.

M. Dinsdale: Monsieur le président, je sais que ces subventions d'exploitation existent depuis un certain nombre d'années et que la formule a changé de temps en temps, surtout à la suite de protestations de la part des Maritimes où la proportion des étudiants par rapport à l'ensemble de la population est très élevé. Je me souviens du temps où M. George Nowlan s'intéressait à ce domaine.

Je parle des programmes d'aide financière qui ont été mis sur pied. L'argent a été mis à la disposition du Conseil des Arts, à cause de la difficulté pour Ottawa de se mêler de questions d'éducation, à participer à des programmes d'investissements ou de construction, et il a été abandonné. Je voudrais savoir si cela fait partie du programme d'austérité ou si on estime que le programme a été réalisé et que l'on a satisfait aux besoins?

M. Léger: Je crois, monsieur le président, que je ne peux pas répondre au nom du Conseil des arts. Je pense que vous devriez leur poser la question.

Le président: Monsieur Mitchener, est-ce que vous pourriez expliquer clairement ce qu'était le programme de subventions aux immobilisations?

M. Mitchener: Je pourrais essayer. Le Conseil des Arts, à ses débuts en 1957, disposait de 100 millions de dollars, dont la moitié devaient servir à des subventions d'investissement aux universités canadiennes, l'intérêt sur l'autre, à des bourses. Ces 50 millions sont épuisés, je pense; ils ne seront plus renouvelés. En fait, on a donné plus de 50 millions, vu l'intérêt composé sur les sommes qui res-

[Text]

more than \$50 million; it was not all given at once and interest was compounded on what was left, but given the fact that it was an initial amount of \$50 million that was earmarked for capital grants, they have now exhausted that.

The Chairman: Do you recall offhand when that \$50 million was exhausted?

Mr. Mitchener: When?

The Chairman: Yes. If my memory serves me correctly it was about 1963 or...

Mr. Mitchener: Well, for all practical purposes it may have been then, although with interest I think probably small residual payments were made until perhaps about a year ago. I honestly do not know, but I have the impression that there was a problem in spending the remaining interest. Determining how much an institution could get became quite technical because it was based, as was the old university grant system, on some per capita distribution among the provinces and then among the institutions within a given province.

The Chairman: Until the new formula was established in the fall of 1966, was there any program at that time providing money for the provinces for operational expenses? Was this how the program that we now have before us evolved, or did it just appear?

Mr. Mitchener: From the academic year 1951-52 the old per capita university grant program had been in operation which gave institutions operating grants. In the last few years of its operation, the moneys were paid through the Association of Universities and Colleges of Canada to institutions in all provinces but Quebec. In the case of Quebec there was a direct grant from the federal government based on one point of corporate tax so that Quebec, in getting that grant, would get as much as it would have had it been on the per capita arrangement, if that is understandable.

The Chairman: Yes.

Mr. Mitchener: I might add that the per capita amount back in 1951-52 was 50 cents and in the last year of operation of the old university grant system in 1966-67 it averaged \$5. There have been three or four boosts in the per capita rate from 50 cents to \$1 to \$2 and then finally to \$5.

The Chairman: In the current fiscal year, that sum is up to \$15 to \$18.

[Interpretation]

taient chaque année. Pour ce qui est du montant destiné aux subventions, celui-ci n'est pas encore épuisé.

Le président: Vous vous souvenez à quel moment les dernières bourses ont été accordées?

M. Mitchener: Quand?

Le président: Oui, sauf erreur, en 1963 ou...

M. Mitchener: A toutes fins pratiques, ce fut vers cette époque, mais je pense qu'avec les intérêts, les versements, quoique faibles, se sont poursuivis jusqu'à l'année dernière. Je l'ignore, franchement, mais je crois qu'on a eu du mal à répartir les derniers intérêts. Le problème a pris un aspect fort technique, car, tel l'ancien régime de subventions aux universités, l'argent a été réparti aux provinces par tête d'habitant, puis parmi les institutions dans une province donnée.

Le président: Avant l'élaboration de la nouvelle formule, à l'automne de 1966, y avait-il des dispositions en vue d'acquitter les dépenses fonctionnelles des provinces? Le programme actuel découle-t-il de celles-ci, ou bien a-t-il pris naissance distinctement?

M. Mitchener: Depuis l'année universitaire de 1951-1952, sous l'ancien régime, les subventions accordées au pro rata de la population, étaient destinées au fonctionnement des universités; ces dernières années, l'argent était réparti, par l'entremise de l'Association des collèges et universités du Canada, aux établissements des provinces, sauf le Québec. Dans ce dernier cas, il s'agissait d'une subvention directe de la part du gouvernement fédéral, basée sur un pourcentage des impôts sur les sociétés, si bien que le Québec pourra en retirer autant que sous l'ancien régime, si vous m'avez bien compris.

Le président: Oui.

M. Mitchener: Je peux ajouter que le montant par tête d'habitant était de 50c. en 1951-1952, mais que la dernière année, en 1966-1967, il avait atteint \$5. C'est-à-dire qu'il a passé de 50 c. à \$1, puis \$2, et enfin \$5.

Le président: Pour l'exercice financier en cours, il est à \$15 ou \$18, n'est-ce pas?

[Texte]

Mr. Mitchener: Roughly, yes, but in the current year, 1969-70, it is difficult to say because the 50 per cent provinces under the present scheme are doing better than they would under an escalated per capita arrangement.

The Chairman: How much was the shortfall in last year's estimates? What were the actual operating expenditures for the federal government and what was estimated?

Mr. Mitchener: That is complicated. Are you referring to the 1968-69 estimates?

The Chairman: The fiscal year 1967-68.

• 1025

Mr. Mitchener: In the 1967-68 estimates there was a figure of \$108 million. This was based on what data we had at the time that figure was prepared for inclusion in the estimates.

The Chairman: What was the final figure? What were the actual...

Mr. Mitchener: The final figure for 1967-68 in terms of actual money so far paid was \$160,446,000. Now in the 1968-69 estimates there was an amount included for 1968-69 to make up the shortfall, as you put it, in the 1967-68 estimates.

The Chairman: So there was a short-fall, then, between the estimate and the actual expenditure in 1967-68 on \$57 million, approximately?

Mr. Mitchener: It was roughly \$52.5 million.

The Chairman: How accurate are you going to be in the current fiscal year?

Mr. Mitchener: As far as I know, we are bang on.

The Chairman: These estimates are based on figures supplied to you by the provinces?

Mr. Mitchener: Yes, by the provinces.

The Chairman: These are based on their estimates of what the operating costs of the universities will be.

Mr. Mitchener: That is right.

The Chairman: So you are, to some extent, the captive of the provinces in the form of the information they transmit to you.

Mr. Mitchener: Yes. I might also state that the whole fiscal transfer is composed of three

[Interprétation]

M. Mitchener: A peu près, oui, mais pour 1969-1970, c'est difficile à dire, parce que les provinces, selon la formule actuelle, obtiennent plus qu'au pro rata de la population.

Le président: Quel a été le déficit, l'an dernier? Autrement dit, quel a été l'écart entre les prévisions du gouvernement fédéral et ses dépenses effectives?

M. Mitchener: Tout cela est assez compliqué. Vous faites allusion au budget de 1968-1969?

Le président: Non, de 1967-1968.

M. Mitchener: Pour cet exercice, les prévisions ont été arrêtées à 108 millions de dollars, d'après les renseignements que nous avions au moment où nous avons dressé le budget.

Le président: Et les dépenses, au terme de l'exercice, ont totalisé...?

M. Mitchener: En 1967-1968, on a versé effectivement \$160,446,000. Alors, le déficit, comme vous l'appellez, a été incorporé au budget de 1968-1969.

Le président: L'écart en 1967-1968 s'est donc chiffré à quelque 57 millions de dollars, n'est-ce pas?

M. Mitchener: C'est-à-dire 52.5 millions, environ.

Le président: Vous croyez pouvoir rétrécir l'écart, au cours du présent exercice?

M. Mitchener: A ma connaissance, il n'y en aura pas.

Le président: Les prévisions se fondent sur les chiffres que les provinces vous fournissent, n'est-ce pas?

M. Mitchener: C'est exact.

Le président: Sur ce que l'on prévoit être les frais d'administration des universités?

M. Mitchener: Oui.

Le président: Vous êtes donc, jusqu'à un certain point, à la merci des provinces?

M. Mitchener: Oui. Je pourrais également dire que tous les transferts fiscaux se font en

[Text]

parts. This may be old hat to some, but it might be worth mentioning.

The Department of Finance makes a tax abatement of 4 per cent of the individual income tax and 1 per cent of the corporation taxable income as well as equalization payments to certain provinces. These two parts are estimated periodically by the Department of Finance and these estimates change as a result of new estimates being made.

The Secretary of State Department makes a cash adjustment payment to the provinces to bring up to the total estimated cost the difference between the tax abatements and the total estimated cost. This means that our estimates for our cash adjustment payment can alter in two ways, first, because we get better estimates from the provinces and second, because the estimates of the tax abatement can be changed.

The Chairman: Then the figure of approximately \$328 million that we have before us is only the cash payment and does not take into consideration the 4 per cent and the 1 per cent rebate on corporation taxes.

Mr. Mitchener: No, that \$328 million is the cash adjustment payment from the Department of the Secretary of State.

The Chairman: What would be your estimate, then, of the total amounts of money that are made available to the provinces including the \$328 million, the 4 per cent and 1 per cent abatement of the income and corporation taxes?

Mr. Mitchener: As reported in *Hansard* of March 26 on page 7138, the estimate at that time for the total fiscal transfer including both the tax and our adjustment payment was \$627,828,000.

The Chairman: What provinces are now receiving the federal equalization payments?

Mr. Mitchener: The poorer provinces. I honestly cannot say as I do not have the figures with me, but I think it would probably be Newfoundland, Prince Edward Island, Nova Scotia, New Brunswick and possibly Manitoba and Saskatchewan. I think these are the ones, but I honestly cannot say. However, I can easily get this information.

The Chairman: Fine.

Mr. Dinsdale: To return to the question that I was asking, the capital program has been dropped by the Canada Council, the fund is exhausted and it is not being replenished?

[Interpretation]

trois parties. Je ne vous apprend rien, peut-être mais il pourrait être utile d'en parler. Le ministère des Finances accorde aux provinces une réduction fiscale de 4 p. 100 à l'égard de l'impôt sur le revenu des particuliers et de 1 p. 100 quant à l'impôt sur le revenu des sociétés, outre des paiements de péréquation, dans certains cas. L'estimation de ces deux parties se fait périodiquement au ministère des Finances, toujours en fonction des nouvelles prévisions budgétaires.

En outre, le Secréariat d'État verse aux provinces un montant afin d'harmoniser les réductions fiscales et le coût total prévu, ces versements peuvent varier de deux manières, premièrement si l'on obtient de meilleures estimations de la part des provinces et deuxièmement, si les réductions d'impôts prévues sont modifiées.

Le président: Le chiffre de 328 millions qui figure ici correspond alors au versement en espèces, compte non tenu des dégrèvements précités de 4 et 1 p. 100.

M. Mitchener: Enfin, c'est le versement effectué par le Secréariat d'État.

Le président: A combien estimez-vous, alors, le montant total qui est versé aux provinces, y compris les dégrèvements de 4 et 1 p. 100?

M. Mitchener: Ainsi qu'en fait foi le *hansard* du 26 mars, à la page 7138, au total, les transferts fiscaux prévus à l'époque, y compris les dégrèvements et autres paiements d'appoint, atteignaient \$627,828,000.

Le président: A quelles provinces les paiements de péréquation vont-ils maintenant?

M. Mitchener: Aux provinces les plus pauvres. Très honnêtement, je ne peux pas vous les nommer, car je n'ai pas les chiffres sous les yeux, mais il s'agit probablement de Terre-Neuve, l'Île du Prince-Édouard, la Nouvelle-Écosse, le Nouveau-Brunswick, peut-être aussi le Manitoba et la Saskatchewan. Quoi qu'il en soit, je peux aisément vous obtenir ces renseignements.

Le président: Entendu.

M. Dinsdale: Pour revenir à la question que j'ai posée précédemment, le programme de subventions du Conseil des Arts a pris fin, faute de fonds, et n'a pas été remis en vigueur, n'est-ce pas?

[Texte]

Mr. Mitchener: That would seem to be the case.

Mr. Dinsdale: Is there no explanation of why it was changed?

Mr. Mitchener: The only explanation is that they ran out of money, but as Mr. Léger said, this is for the Canada Council to ..

● 1030

Mr. Dinsdale: They have funds from the Treasury, of course. This is the reason I got into the policy area of why we have discontinued this program which was meeting an urgent and, I think, a growing need in the increasing demands for facilities for higher education, because anybody who is involved in this business knows that there is a population explosion as well as ideological explosions on the campuses. I serve on two university boards which are very hard pressed in the area of capital expansion.

Mr. Mitchener: I have just had pointed out to me that the \$50 million was established by statute in the Canada Council Act.

Mr. Dinsdale: So it remains in a state of suspended animation.

The Chairman: It means that the terms of the Act with respect to capital grants. . .

Mr. Dinsdale: But acts can be changed.

The Chairman: Correct.

Mr. Dinsdale: I do not think they last forever from my experience around the Hill.

The Chairman: Would you like to move on to the Citizenship Program?

Citizenship

- 5 Administration, Operation and Maintenance, including grants as detailed in the Estimates and contributions—\$4,631,000

Mr. Dinsdale: In the area of citizenship I wonder if this is the proper place to ask questions concerning the citizenship programs that are going forward with our first citizens, the Indian population primarily, also our Eskimos and, particularly, the Friendship Centre Program. We have been discussing this matter in another committee—the Committee on Indian Affairs and Northern Development—and there is a financial problem in this excellent program of development of

[Interprétation]

M. Mitchener: C'est ce qui semble, en effet.

M. Dinsdale: Sans que l'on donne d'explications à ce sujet?

M. Mitchener: Enfin, les fonds ont manqué, mais comme l'a dit monsieur Léger, c'est au Conseil des Arts qu'il appartient. . .

M. Dinsdale: Le Conseil reçoit bien des fonds du Trésor, n'est-ce pas? Voilà pourquoi j'ai abordé cette question de principe, celle de mettre fin à ce programme qui répondait à un besoin urgent, et toujours croissant, de ressources éducatives. Quiconque œuvre dans ce secteur s'aperçoit qu'il y a sur les campus universitaires une explosion à la fois démographique et idéologique. Pour ma part, je fais partie de deux conseils d'administration d'universités qui doivent de toute évidence s'agrandir.

M. Mitchener: On me dit que les 50 millions de dollars dont j'ai parlé précédemment constituent le montant stipulé dans la Loi sur le Conseil des Arts du Canada.

M. Dinsdale: Donc, cela demeure en vigueur et en suspens.

Le président: Cela veut dire que les termes de la Loi pour ce qui est des attributions de subventions. . .

M. Dinsdale: Mais les lois peuvent être modifiées.

Le président: Exact.

M. Dinsdale: Je ne pense pas qu'elles durent éternellement d'après mes expériences sur cette colline.

Le président: Voulez-vous passer au programme sur la citoyenneté?

Citoyenneté

- 5 Administration, citoyenneté fonctionnement et entretien, y compris des subventions, selon le détail des affectations, et des contributions—\$4,631,000

M. Dinsdale: Dans le domaine de la citoyenneté, je me demande si c'est bien là l'endroit où poser des questions sur les programmes de citoyenneté qui concerne nos premiers citoyens les Indiens principalement et également les Esquimaux, et notamment le programme de centres d'amitié. On en a discuté au sein d'un autre comité, le comité des Affaires indiennes et du Nord canadien. Il existe un problème financier dans ce programme excellent de création de centres d'a-

[Text]

Indian friendship centres where apparently the funds allocated are frozen at a fixed level regardless of the number of friendship centres operating.

The program has been highly successful and there are increasing demands for new centres of this kind in various parts of Canada, but because of the fixed nature of the financial assistance available, as new centres open they have to rob Peter to pay Paul. It has reached such a critical point that the Indians—the Indians who run these friendship centres consider this to be one of the most positive programs for encouraging citizenship amongst our native population—have formed recently an Association of Friendship Centres to deal with the matter. As I have indicated they have appeared before the Committee on Indian affairs and they are on the horns of a great dilemma.

The program has been, I suppose, more successful than anyone contemplated when it got under way back around 1960. It was designed to establish a meeting place, particularly for the young Indians as they move into the urban environment, where they could have congenial social environment and where there would be advice and assistance in getting suitable accommodation in the urban community. It was in response to the rapid influx of young people into the urban centres which had been precipitated by the vocational training program that was launched in 1959, I believe, which provides training for our young native citizens and makes it possible for them to gain the skills that are necessary to operate in this sort of world in which we live today.

As I said, they have been so highly successful that they have assumed many of the functions that were formerly relegated to the bureaucracy of Indian Affairs—there are many of them in Indian Affairs—where they had welfare workers, educational advisers, health advisers, career counsellors, and all the rest of it. The friendship centres are so popular amongst the Indians both old and young that they are tending to by-pass the structured program of assistance which, judging from the comments of our Indian friends, is not too highly regarded and as a result they are placing very heavy demands on the friendship centres because this is where they feel at home.

● 1035

In our friendship centre in Brandon we tried to get some of the Indian Affairs staff

[Interpretation]

mitié pour Indiens où apparamment les crédits sont gelés à un niveau fixe quel que soit le nombre de centres d'amitié en service.

Le programme a parfaitement réussi et il y a une demande sans cesse croissante pour l'ouverture de nouveaux centres de ce genre dans tout le Canada, mais, du fait du caractère fixe de l'aide financière disponible, il faut voler Pierre pour payer Paul. Et on est arrivé à un point critique tel que les Indiens, les Indiens qui dirigent ces centres d'amitié, considèrent ce programme comme l'un des plus positifs et des plus encourageants pour la citoyenneté au sein de notre population indigène, et récemment ont créé une association de centres d'amitié pour traiter du problème. Ils ont comparu, comme je l'ai indiqué, devant le comité des Affaires indiennes et ils se trouvent actuellement confrontés à des dilemmes épineux.

Le programme, je suppose, a mieux réussi que l'on s'y attendait lorsqu'il a été lancé aux environs de l'année 60. Il a été créé pour servir de centre de rencontres, notamment lorsque les jeunes Indiens, au fur et à mesure où ils en arrivent dans un milieu plus urbain, nouveau, ont besoin, de trouver un milieu social sympathique où ils peuvent être aidés, recevoir des conseils et être logés de façon convenable dans la communauté urbaine. En quelque sorte, c'était réagir à l'arrivée croissante des jeunes dans les centres urbains, favorisés par les programmes de formation professionnelle qui avaient été créés en 1959, je crois, et qui permettaient à nos jeunes citoyens indigènes de recevoir une formation qui leur offrait les qualifications nécessaires pour vivre dans le monde que nous connaissons aujourd'hui.

Et comme je l'ai dit, cela a bien marché et ils en sont venus en quelque sorte à assumer les responsabilités qui, jusqu'à présent, étaient confiées, à la bureaucratie des affaires indiennes dont beaucoup d'entre eux font maintenant partie, et où se trouvaient des agents du bien-être social, des conseillers en éducation, des conseillers en matière d'hygiène et de santé, des conseillers en orientation professionnelle et autres. On s'aperçoit que les centres d'amitié sont si populaires chez les Indiens, aussi bien jeunes que moins jeunes, qu'on en arrive à contourner le programme d'assistance classique qui, d'après nos amis Indiens, n'est pas très estimé. De ce fait, une demande très forte est faite sur les centres d'amitié parce que c'est là qu'ils se sentent chez eux.

Dans le centre d'amitié de Brandon, nous avons cherché à loger dans le centre même

[Texte]

housed at the centre, which worked fine for a while because they were there where the Indians gathered and they were able to provide a better service, but this has been changed and some of the officials have been moved into a fine new office building which is not frequented by the Indians so we have a real problem there. This is why they came before the Parliamentary committee. The friendship centres have grown like Topsy to meet an urgent social need amongst our native people, their budget is frozen at a fixed level and the demand is expanding. What are the answers to that problem?

Mr. Léger: Mr. Chairman, my colleague may add to the little information I have. As far as the freeze is concerned, I suppose it applies to our budget as it does throughout the government service, so there is nothing particularly new there.

I am aware that there are some pressures to increase the number of friendship centres that are in existence. We are also aware of the extremely valuable work they are doing. We naturally are consulting with the Department of Indian Affairs and Northern Development because we do not want an overlapping jurisdiction. As far as we are concerned, we will certainly do the best we can with the means placed at our disposal. It may be that Mr. Lussier has something to add to this.

Mr. Lussier: No, at the moment I cannot add anything, but I would like to say that we work in close contact with these people at the friendship centres and very often we serve as experts. We have people in the field who see them, I might say, every week and we put the emphasis on these friendship centres because we believe strongly in them.

Mr. Dinsdale: The problem is current and, as I pointed out in the brief summary I have given on the difficulty, they are facing a fiscal crunch. I know there is another aspect to this, it was thought that as these friendship centres developed and became recognized by the general community, they would get broad and widespread community financial support and this is happening. For example, the United Appeals are providing funds; in some instances the municipal government is providing funds and I know the province is co-operating with Ottawa in providing funds. However, the real problem is that these centres are taking over the functions which are provided through the structured bureaucracy of Indian Affairs.

[Interprétation]

les agents des Affaires indiennes. Cela a très bien marché pendant un temps parce qu'ils étaient là où les Indiens se rassemblaient. Ils pouvaient fournir un meilleur service. Mais cela a été changé et certains de ces fonctionnaires ont été transférés dans de nouveaux bâtiments flambant neufs non fréquentés par les Indiens. Ce n'est pas très bien accepté par les Indiens, et c'est pourquoi ils se sont présentés devant le comité parlementaire. Les centres d'amitié ont pullulé et ont permis de répondre aux besoins sociaux urgents de la population indigène. Mais le budget est bloqué et par contre, la demande ne cesse de croître. Alors, comment peut-on résoudre ce problème?

M. Léger: Monsieur le président, mon collègue peut, peut-être, ajouter au peu de renseignements que j'ai. Pour ce qui est du caractère fixe de la subvention, je pense que cela s'applique à notre budget dans l'ensemble du service public. Il n'y a donc là rien de particulièrement nouveau. Je sais qu'il est fait certaines pressions visant à augmenter le nombre des centres d'amitié existants. Nous savons aussi le travail extrêmement valable qu'ils réalisent. Nous consultons, naturellement, le ministère des Affaires indiennes car nous ne voulons pas de juridiction faisant double emploi. Nous ferons de notre mieux avec ce dont nous disposons. Il est possible que M. Lussier aurait quelque chose à ajouter à ce sujet.

M. Lussier: Non, pour l'instant, je n'ai rien à ajouter, mais simplement je voudrais dire que nous sommes en rapport étroit avec ces fonctionnaires des centres d'amitié et que, souvent, nous servons d'experts. Nous avons des gens sur le terrain qui les rencontrent, je peux dire, chaque semaine et nous insistons sur ces centres d'amitié, parce que nous y croyons.

M. Dinsdale: Mais le problème est actuel, et comme je l'ai indiqué dans le bref résumé que j'ai donné de la situation, ils se trouvent dans une impasse financière. Cette question comporte un autre aspect. On pensait que ces centres d'amitié, au fur et à mesure où ils se seraient développés et seraient acceptés par les communautés, bénéficieraient d'une aide des collectivités. Ceci a été le cas notamment pour le programme du *United Appeal*; dans certains cas les municipalités fournissent des fonds et je sais que la province collabore avec Ottawa en ce sens. Cependant, le problème réel est que ces centres prennent à leur compte des fonctions qui relèvent de la bureaucratie structurée des Affaires indiennes.

[Text]

The Chairman: That is no problem, Mr. Dinsdale; in fact, it is desirable.

Mr. Dinsdale: May I complete my statement, please? The Chairman should be seen and not heard. It is an awful thing to have to debate against the Chairman. Now I have lost my train of thought. The problem, if I may say so with the Chairman's permission, is that while communities are supporting them, as I have indicated—now I have got it again—the friendship centres are taking over the functions that, under the structured procedure, would be provided by officials of the Department of Indian Affairs and Northern Development who are highly paid and highly skilled, but who do not have the confidence of our Indian citizens.

In the approach to this so-called Indian problem or the problem of the white man's attitude towards the Indians over the last decade, it was strongly emphasized that there would be a withering away of structured bureaucracy in dealing with the Indian problem and the responsibilities for handling their own affairs would be placed increasingly in the hands of the Indians themselves. Now, this is not happening with reference to the friendship centre; in fact, it is the reverse. As I say, in the initial stages we had some of the experts and officials, counsellors, and so on, in the friendship centre itself. In my own community they were moved out into a fine new chromium-plated office building where they sit in isolated splendour, not where the action is. This is not withering away, as I understand the process. Now, Mr. Léger has indicated this constant consultation between the officials of Indian Affairs Branch and the citizenship functions of the Secretary of State Department, and yet here are two programs that are working at cross purposes. Here is what I am trying to get at: How do we resolve it?

Mr. Lussier: By time.

Mr. Dinsdale: But in this instance we are moving in the opposite direction. We had it integrated and then along came a fine new office building. I thought it was a retrograde step.

Mr. Lussier: You will understand that we cannot answer for Indian Affairs.

Mr. Dinsdale: Let me put it in these terms. The friendship centres are meeting a real need and doing an excellent job.

Mr. Lussier: This we have recognized.

[Interpretation]

Le président: Cela n'est pas un problème, M. Dinsdale, en fait, c'est souhaitable.

M. Dinsdale: Est-ce que vous me permettez de finir ma déclaration, s'il vous plaît? On devrait voir le président mais non l'entendre. C'est une chose terrible que d'argumenter avec le président. J'en ai perdu le fil de mes idées. Alors, si vous me le permettez, et avec la permission du président, ce qu'il y a est que, comme je l'ai indiqué, alors que les collectivités aident ces centres d'amitié, ces derniers assument des responsabilités qui, d'après la procédure normale et structurée, devraient être du ressort des fonctionnaires des Affaires indiennes qui sont hautement qualifiés et payés, mais n'ont pas la confiance de nos populations indigènes. Maintenant, en ce qui concerne le problème indien ou le problème de l'homme blanc par rapport à l'Indien au cours de ces dix dernières années, on a insisté sur le fait qu'il se produirait un effrètement de la bureaucratie structurée et que les responsabilités de gestion de leurs propres affaires seraient de plus en plus confiées aux Indiens eux-mêmes. En fait c'est plutôt le contraire. Au début il y avait certains experts, fonctionnaires, conseillers etc. etc. qui se trouvaient au centre d'accueil même. Dans ma propre localité, on les a installés dans un nouvel édifice où ils se trouvent isolés loin du secteur où l'action se passe. Ce n'est pas ce que j'appellerais dépérir, pour ainsi dire. Donc, M. Léger a parlé de ce contact constant entre les fonctionnaires du ministère des Affaires indiennes et du Nord Canadien et la division de la citoyenneté du Secrétariat d'État, et malgré cela voici deux programmes dont les objectifs se contredisent. Voici où je veux en venir: Comment peut-on résoudre cela?

M. Lussier: Avec le temps.

M. Dinsdale: Mais dans ce cas nous dirigeons en sens inverse. Nous l'aurons intégré et voilà que nous avons un nouvel édifice. Je crois qu'il s'agit d'une mesure rétrograde.

M. Lussier: Nous ne pouvons pas parler au nom du ministère des Affaires indiennes et du Nord Canadien.

M. Dinsdale: Je vais m'exprimer autrement. Les centres d'accueil répondent à un besoin réel; ils font du travail excellent.

M. Lussier: Nous n'en doutons pas.

[Texte]

Mr. Dinsdale: They are strapped for funds and they cannot meet the demand for services that is being placed on them because of the increasing capacity of the native population to handle its own affairs. It is a pioneer movement; it is trial and error; it is moving into an unexplored area. We thought that if we had some of these skills provided through Indian Affairs located in the friendship centre where they would be close to the problem and where the Indians frequent they would be made use of, but instead of that these people were moved out of the friendship centre and put into a chromium-plated office building—a new office building—which must be pretty expensive.

They are not able to provide the service that is required under the new program, the new approach to dealing with the citizenship problems of our native people, which is to make it possible for them to resolve their own affairs—in the old phrase, instead of being part of the problem, being part of the answer. Now the segregation has occurred again and the friendship centre is still doing the job but with one or two people.

Mr. Lussier: Yes, but these offices you are talking about are not ours.

Mr. Dinsdale: This is why I am asking the question, is there sufficient close consultation between the Citizenship Branch which is working in this field, obviously, and the Indian Affairs Branch?

Mr. Léger: I think, Mr. Chairman, there are two points that I would like to make. The first one is that Mr. Dinsdale is referring to a very specific case, that of his own region.

Mr. Dinsdale: No, if I may interrupt, we had the newly formed Friendship Centre Association before the Indian Affairs Committee last week and this problem is rampant in every centre across the country. They have formed the Association to try to get some action in solving the problem. I merely mention the case of my own constituency because I am familiar with it.

• 1045

Mr. Léger: Therefore, specifically we will look into this case that has been brought to our attention with our colleagues of Indian Affairs. The second point is more general in that it would really be impossible for us to go our own way in developing a certain policy that would be in contradiction with that of Indian Affairs. I think the moral I draw from these comments is that it is not less but more

[Interprétation]

M. Dinsdale: Ils ont besoin d'argent, et ils ne peuvent pas fournir les services qu'on leur demande à cause du fait que les Indiens sont de plus en plus aptes à administrer leurs propres affaires. C'est un mouvement de pionniers qui comporte des tentatives et des erreurs; Il tâte un domaine inexploré. Nous avons pensé que si des éléments expérimentés étaient fournis par l'entremise des Affaires indiennes situés dans les centres d'accueil où ils verraient vraiment quels sont les problèmes des Indiens ils pourraient jouer un rôle utile. Mais non, on les a enlevés et on les a logés dans un nouvel édifice de luxe qui a dû coûter cher. Ils ne peuvent plus fournir les services requis en vertu du nouveau programme qui constitue un nouveau moyen d'attaquer le problème de citoyenneté de nos Indiens et qui a pour objet de les aider à résoudre leurs propres problèmes et de faire en sorte qu'au lieu de faire partie du problème ils fassent partie de la solution du problème. Encore une fois la ségrégation a lieu, et le centre d'accueil fonctionne encore avec une ou deux personnes.

M. Lussier: Oui mais ces bureaux dont vous parlez ne sont pas nos bureaux à nous.

M. Dinsdale: C'est pourquoi je vous ai posé la question. J'ai demandé s'il y avait des rapports suffisamment étroits entre la division de la citoyenneté qui s'occupe de ce problème et la division des affaires indiennes.

M. Léger: Monsieur le président, il y a deux observations que j'ai à formuler. La première est que M. Dinsdale, parle d'un cas bien précis, le cas qui s'est produit dans sa propre région.

M. Dinsdale: Non, permettez-moi d'intervenir. Nous avons, la semaine dernière, la comparaison de l'Association nouvellement formée du centre d'accueil devant le Comité des Affaires indiennes et l'on a constaté que le problème existait d'un bout à l'autre du pays. Ils ont constitué cette association afin de résoudre le problème. J'ai simplement parlé de ma circonscription parce que je connais le cas.

M. Léger: C'est pourquoi nous allons certainement étudier cette question que vous avez soulignée et nous allons consulter nos collègues des Affaires indiennes. Le deuxième point est plus général en ce qu'il nous serait impossible de procéder isolément d'établir une politique qui irait à l'encontre de la politique du ministère des Affaires indiennes. La morale à tirer de cette question c'est qu'il

[Text]

consultation that is needed. If the policy is to be changed either way—our way or the way of Indian Affairs—that is a matter that our political masters will have to decide.

Mr. Dinsdale: We are in policy again and this is where we are stymied. We cannot do anything about it.

The Chairman: I notice, Mr. Léger, that the actual expenditure on the Indian Friendship Centres, or Indian participation, was \$16,000; the forecast expenditure for 1968-69 was \$32,000, or double, and the proposed estimate is \$37,000 for 1969-70, which is an increase of another \$5,000. I know that these friendship centres are not supported solely by the federal government. Could you give me a breakdown indicating the method of financing these friendship centres?

Mr. Lussier: We have agreements with some of the provinces and we agree to pay half of the costs.

The Chairman: What provinces do you have these agreements with?

Mr. Lussier: Three provinces at the moment—B.C., Saskatchewan and Manitoba.

The Chairman: You do not have agreements with the provinces of Ontario, Quebec and Nova Scotia?

Mr. Lussier: Not yet.

The Chairman: Are you negotiating agreements with them at the present time?

Mr. Lussier: Yes, Mr. Chairman.

The Chairman: When do you expect to see additional agreements signed?

Mr. Lussier: I cannot answer that.

The Chairman: Are the provinces reluctant to enter into such an agreement?

Mr. Lussier: Not at all.

The Chairman: Is it a question of financing that has delayed the signing of these agreements? I know, for example, that in the Province of Ontario it requires one-third federal, one-third provincial and one-third municipal participation which, in the frontier areas of Northern Ontario, has meant that it is almost impossible to start a friendship centre, or only with great difficulty, because of the fact that the tax burden on the smaller communities in the northern areas is much

[Interpretation]

faut en arriver à une plus étroite collaboration. Et si la politique doit être modifiée, c'est une question qui relève de nos chefs politiques.

M. Dinsdale: Une fois de plus nous revenons à la politique, et c'est ce qui nous arrête, nous n'y pouvons rien.

Le président: Je constate, monsieur Léger, que les dépenses réelles pour les centres d'accueil, ou participation indienne était de \$16,000; les dépenses prévues pour l'exercice 1968-1969 étaient de \$32,000 c'est-à-dire le double, et le budget prévu pour l'exercice 1969-1970 est de \$37,000 ce qui veut dire une augmentation d'un autre \$5,000. Je sais que ces Centres d'accueil ne sont pas subventionnés uniquement par le gouvernement fédéral. Pourriez-vous me donner une idée détaillée indiquant la méthode de financement de ces Centres d'accueil?

M. Lussier: Nous avons des accords avec les provinces, selon lesquels nous acceptons de payer la moitié des frais.

Le président: De quelles provinces s'agit-il?

M. Lussier: Trois provinces à l'heure actuelle: la Colombie-Britannique, la Saskatchewan, le Manitoba.

Le président: Avez-vous des ententes avec les autres provinces, l'Ontario, le Québec et la Nouvelle-Écosse?

M. Lussier: Pas encore.

Le président: Êtes-vous en train de négocier des ententes avec elles en ce moment?

M. Lussier: Oui, monsieur le président.

Le président: Quand croyez-vous en signer d'autres?

M. Lussier: Je ne puis répondre à cette question pour le moment.

Le président: Les provinces hésitent-elles à conclure cet accord?

M. Lussier: Pas du tout.

Le président: Est-ce la question du financement qui a retardé la signature de ces accords? Je sais qu'en Ontario, par exemple, il faut que les gouvernements fédéral, provincial et municipal contribuent chacun pour un tiers, ce qui veut dire que, dans les régions frontalières du Nord de l'Ontario, il est presque impossible, ou très difficile, de construire un centre d'accueil, du fait que le fardeau des impôts, dans les petites municipalités du Nord, est beaucoup plus lourd que dans une

[Texte]

higher now than it is in a place like metropolitan Toronto. Therefore, I am quite concerned to find out what is being done by the Department to spur on the signing of these agreements so that the aims that Mr. Dinsdale ably pointed out can be fulfilled.

Mr. Lussier: I cannot answer those questions at the moment.

The Chairman: Would it be possible for you to provide us with some information about the course of negotiations with each province with which we do not have an agreement at the present time?

Mr. Lussier: Absolutely.

The Chairman: I would also like to have a breakdown of the moneys that are spent by province. I would also like to know the details of financing in each province, because I understand that outside the areas where you now have signed agreements it varies from province to province, depending upon what attitude the province takes in a particular case.

I would also like to know the number of Indians who participate in each one of these friendship centres that the federal government is involved in. I know we have one in Kenora that has no federal and no provincial participation, which I think is a rather stupid situation, but nevertheless that is the way it happens to be. Do you have any programs for capital grants to Indian friendship centres at the present time?

Mr. Lussier: No.

The Chairman: You just provide moneys on the basis of operating grants?

Mr. Lussier: That is it, and often for studies—research.

The Chairman: But you do not provide the necessary capital equipment, buildings and so on? Do your grant structures permit you to provide help in the form of rent assistance as part of operating costs?

Mr. Lussier: This is a detail that I do not know. May we answer it later?

The Chairman: Yes. There is another aspect I would like to go into. What actually does the Citizenship Branch undertake with respect to social development or community development of Indian groups either on the reserve or off the reserve?

Mr. Lussier: As I mentioned previously we have a group of researchers in our own offices

[Interprétation]

municipalité comme le Toronto métropolitain. Par conséquent, je me préoccupe beaucoup de savoir ce que fait le ministère pour hâter la signature de ces accords, de sorte qu'on puisse atteindre les objectifs habilement définis par M. Dinsdale.

M. Lussier: Je ne puis répondre à cette question pour le moment.

Le président: Pourriez-vous nous dire où en sont les négociations avec chaque province qui jusqu'ici n'a conclu d'entente?

M. Lussier: Certainement.

Le président: J'aimerais aussi avoir une description détaillée des fonds dépensés pour chaque province. Je voudrais également connaître les détails concernant le financement dans chaque province, car je sais qu'en dehors des régions avec lesquelles vous avez une entente, cela varie d'une province à l'autre, selon l'attitude que prend la province dans chaque cas particulier.

J'aimerais aussi savoir le nombre d'Indiens qui participent aux activités de chacun de ces centres d'accueil auxquels s'intéresse le gouvernement fédéral. Je sais que nous en avons un à Kenora qui ne jouit pas d'une participation fédérale ou provinciale, ce qui, à mon avis, est plutôt ridicule, mais enfin c'est ainsi que ça se passe. Avez-vous, à l'heure actuelle, des programmes pour l'octroi de subventions aux centres d'accueil des Indiens?

M. Lussier: Non.

Le président: Vous fournissez de l'argent simplement pour les dépenses d'exploitation?

M. Lussier: Oui, et également aux fins d'études et recherches.

Le président: Vous ne fournissez pas le matériel nécessaire, les édifices, etc.? Vos subventions vous permettent-elles d'assurer de l'aide sous forme d'assistance aux loyers comme faisant partie des frais d'entretien?

M. Lussier: C'est un détail dont je ne suis pas au courant. Pouvons-nous y répondre plus tard?

Le président: Oui. Il y a un autre aspect de la question qui m'intéresse. Quelles sont les activités de la division de la citoyenneté au sujet du développement social ou du développement communautaire de groupes indiens soit sur la réserve ou à l'extérieur.

M. Lussier: Comme je l'ai dit plus tôt, nous avons un groupe de chercheurs à Ottawa,

[Text]

here in Ottawa, but we also have officers in the field working on a daily basis with Indian people.

The Chairman: What kind of work do they do?

Mr. Lussier: As I said, we have people in the field and these people visit all the friendship centres and all the associations of Indians, and they receive at their offices on a daily basis—I repeat it—all the organizers of Indians' associations and they work out with them the best way to bring their association into existence.

The Chairman: They can offer no help, though, unless they are formed into an Indian association which is recognized by the Department of the Secretary of State?

Mr. Lussier: No, very often we suggest that they create an association, then we help them in with the initial financing of this research but we do not pay any capital grants.

The Chairman: No capital grants. So that means that the association itself, made up of people who perhaps do not really know their way around white man's civilization, have the obligation of providing facilities, in terms of room, buildings and what-not without any assistance from the Department of the Secretary of State.

Mr. Lussier: At the moment, yes.

The Chairman: This is the burden that you place upon them as a cost to them for obtaining your support and assistance?

Mr. Lussier: Your comments are not quite right because we do not put a burden on them. We try our utmost to help them and very often we let them use our premises as an office.

The Chairman: What kind of support do you provide to the Indian and Metis Friendship Centre in Winnipeg?

Mr. Lussier: This, unfortunately, I cannot tell you. I have to say that our director of the Citizenship Branch is in hospital due to a heart attack he suffered two days ago.

Mr. Dinsdale: Mr. Lagassé?

Mr. Lussier: Yes, and he should have been here to answer these questions but...

The Chairman: That is most unfortunate. It must have been sudden.

Mr. Dinsdale: He was here the other day.

[Interpretation]

mais nous avons également des fonctionnaires qui travaillent sur place et qui sont en contact quotidien avec les Indiens.

Le président: Quel genre de travail font-ils?

M. Lussier: Nous avons des fonctionnaires sur place qui visitent tous les centres d'accueil et toutes les associations d'Indiens et ils reçoivent, à leur bureau quotidiennement, tous les organisateurs d'association indienne. Ils étudient avec eux les meilleures façons de mettre sur pied leur Association.

Le président: Elle n'offre aucune aide, cependant, à moins de former une association d'Indiens reconnue par le Secrétariat d'État.

M. Lussier: Non, nous leur avons souvent proposé de former une association et nous leur avons fourni le financement de cette recherche, mais nous ne versons pas de fonds d'immobilisation.

Le président: Pas de fonds d'immobilisation... ce qui veut dire que l'association elle-même, composée de gens pour qui notre civilisation est étrangère, doit fournir les installations voulues, les locaux, les édifices, et ainsi de suite sans l'aide du Secrétariat d'État.

M. Lussier: A l'heure actuelle, oui.

Le président: C'est le fardeau que vous leur imposez afin d'obtenir votre aide?

M. Lussier: Vous n'avez pas tout à fait raison. Nous ne leur imposons pas un fardeau, mais nous tentons de les aider dans la mesure du possible et nous leur permettons souvent d'utiliser nos locaux comme bureaux.

Le président: Quel genre d'appui apportez-vous au centre d'accueil Indien-Métis à Winnipeg?

M. Lussier: Je ne puis pas vous donner ces détails, je dois vous dire que le directeur de la Direction de la citoyenneté est à l'hôpital car il a subi une crise cardiaque, il y a deux jours.

M. Dinsdale: M. Lagassé?

M. Lussier: Oui, et il aurait dû être ici pour répondre à ces questions, mais...

Le président: C'est malheureux. C'est arrivé assez soudainement.

M. Dinsdale: Il était ici l'autre jour.

[Texte]

Mr. Lussier: Yes, he was here last Monday.

Mr. Dinsdale: I told him I would be talking with him next session. We are good friends.

The Chairman: Well, under those circumstances, I will end my questioning and perhaps when Mr. Lagassé has recovered, Mr. Dinsdale and I could have him back for a private meeting.

Mr. Lussier: If you want to ask other questions, we will answer them.

The Chairman: Mr. Dinsdale wants to go on to policy and I want to go on to detail and we are both limited by the absence of the people with the required information, so I think perhaps I will pass.

Mr. Stanbury: Mr. Lussier would be glad to have you ask the questions and he will get the answers for you.

The Chairman: Yes, but many of the questions I want to ask have to be built on the answers that I get. Are there any further questions on this subject or on the matter of citizenship?

Perhaps we could go on to the next subject which would be Translation.

Mr. Lussier: We could answer some other questions on citizenship matters, but on Indian affairs I wanted to point out that. . .

The Chairman: Yes, I understand your problem. Does anyone else have questions?

Mr. Dinsdale: We are having a passport problem. Part of the passport problem is the necessity now of getting birth certificates and I think the procedure for obtaining birth certificates where the information is readily available is quite routine and handled very efficiently, in my experience. However, Canada being a nation of diverse ethnic origins, and particularly Western Canada where we

• 1055

talk about the great Canadian mosaic, sometimes the matter of obtaining birth certificates is not as clear-cut as it might be, particularly for those Canadians who have come from iron curtain countries, and even in some instances where vital statistics were not kept in isolated areas.

What can the Citizenship Branch contribute to facilitating this growing problem which is absorbing an increasing amount of the time of hard working members of Parliament.

[Interprétation]

M. Lussier: Oui, il était ici lundi dernier.

M. Dinsdale: Je lui ai dit que j'aurais des questions à lui poser lors de la prochaine séance. Nous sommes de bons amis.

Le président: Dans ce cas, je vais mettre fin à mes questions, et lorsque M. Lagassé sera de nouveau sur pied, peut-être que M. Dinsdale et moi pourrions le voir en particulier.

M. Lussier: Si vous voulez poser d'autres questions, nous allons y répondre.

Le président: M. Dinsdale veut étudier les politiques adoptées et je voudrais étudier les détails, et nous nous trouvons tous deux restreints par l'absence de certaines personnes qui pourraient nous répondre je vais donc vous céder la parole.

M. Stanbury: M. Lussier sera heureux d'obtenir les renseignements si vous lui posez les questions.

Le président: Oui, mais mes questions dépendront des réponses qu'on pourra me donner. Est-ce qu'il y a d'autres questions, au sujet de la citoyenneté?

Nous pourrions peut-être passer à la question suivante, qui est celle de la traduction.

M. Lussier: Nous pourrions répondre à d'autres questions sur la citoyenneté, mais je voulais faire remarquer que pour les Affaires indiennes. . .

Le président: Oui, je comprends. Est-ce qu'il y a d'autres questions?

M. Dinsdale: Nous avons un problème au sujet des passeports, dont une partie découle de la nécessité, à l'heure actuelle, d'obtenir un certificat de naissance, et je pense que la procédure à suivre, lorsque les renseignements sont à portée de la main est assez simple et, si je me souviens bien, assez expéditive. Mais, comme le Canada est un pays composé de divers groupes ethniques, et

l'ouest du Canada, en particulier, où nous parlons de la grande mosaïque canadienne, dans certains cas il n'est pas facile d'obtenir un certificat de naissance, surtout dans le cas des Canadiens qui nous viennent de pays derrière le rideau de fer, et même parfois de régions isolées où on ne compile pas de statistiques de l'état civil.

Qu'est-ce que la Direction de la citoyenneté peut faire pour résoudre ce problème qui nécessite de plus en plus de travail de la part des députés?

[Text]

Mr. Léger: Well, Mr. Chairman, we could answer that question or I could make a statement that would place this particular question in the broader issue that we have to face. As you know, these problems arose from a decision taken by the Department of External Affairs whereby all applicants for a passport in Canada must now provide evidence of their claimed Canadian citizenship. This means that persons born in Canada must present either birth certificates or, if they have them, certificates of citizenship along with a properly completed passport application.

Applicants not born in Canada are required to produce citizenship certificates or old naturalization certificates.

People holding these documents and wishing passports do not, of course, need to come to our branch at all. Some may come but we direct them to the passport office with a passport application form and there is no problem.

It is in the case of the others, who do not hold these documents, and particularly those who wish to travel in the very near future, where we are faced with difficulties. In this category you have people who are not citizens and who are not yet eligible to become Canadians and cannot, of course, receive certificates until they are eligible to apply and will not, therefore, receive Canadian passports.

Also, you have people who are not citizens, who are eligible to apply, and can do so but the process of application in the case of aliens takes some time. It may take up to three months. In the case of British subjects it is somewhat less. Until they receive these certificates they will not be able to get the passport.

Lastly, there are the people who are citizens by law but who do not have the necessary documents to produce to prove that they are and thereby obtain a passport. I think you are referring to this particular group, and this is the one that gives us the most concern.

We have discovered in this group that there are three broad categories: those who were born in Canada but for some reason their births were not recorded and official records simply are not available; people who were born abroad of Canadian parents and came

[Interpretation]

M. Léger: Monsieur le président, je pourrais répondre à cette question, ou faire une déclaration qui va replacer ce problème dans le contexte du problème qui se pose. Comme vous le savez, ce problème découle d'une décision qui a été prise par le ministère des Affaires extérieures, selon laquelle à compter de cette date, toutes les personnes qui demanderaient un passeport au Canada devront produire des preuves documentaires de leur statut de citoyens canadiens. Dans la pratique, cela signifie que les personnes nées au Canada devront joindre leur acte de naissance, ou, s'ils en ont un, leur certificat de citoyenneté à toute demande de passeport dûment remplie.

Les requérants nés hors du Canada devront produire leur certificat de citoyenneté, ou un ancien certificat de naturalisation.

Évidemment, les personnes qui possèdent ces pièces et qui désirent obtenir un passeport n'ont pas besoin de se présenter à la Direction. Certains le font cependant; dans ce cas, nous leur procurons souvent une formule de demande de passeport et nous les prions de se rendre au Bureau des passeports.

Ce sont les personnes qui ne possèdent pas les pièces en question, et surtout celles qui ont l'intention de voyager dans l'immédiat qui présentent des difficultés. Ce sont les personnes qui n'ont pas le statut de citoyens canadiens et qui ne remplissent pas encore les conditions requises pour le devenir; elles ne peuvent évidemment pas obtenir un certificat de citoyenneté avant d'avoir rempli les conditions requises pour présenter une demande de citoyenneté, et un passeport canadien ne pourra donc pas leur être délivré.

Vous avez aussi les personnes qui n'ont pas le statut de citoyens canadiens, mais qui remplissent les conditions requises pour présenter une demande de citoyenneté et peuvent évidemment le faire, mais les demandes peuvent prendre beaucoup de temps dans le cas des étrangers. Il peut s'ensuivre un délai de trois mois. Dans le cas des sujets britanniques c'est moins long. Un passeport canadien ne pourra être émis à ces personnes avant qu'elles n'aient obtenu un certificat de citoyenneté.

Il y a enfin les personnes qui ont le statut de citoyens canadiens en vertu de la loi, mais qui ne peuvent produire les pièces requises pour le prouver afin d'obtenir un passeport. C'est ce groupe qui nous cause le plus de souci, et c'est celui auquel vous faites allusion, je crois.

Ce dernier groupe comprend les trois catégories générales suivantes: les personnes nées au Canada mais dont, pour une raison quelconque, la naissance n'a pas été enregistrée, et pour qui des dossiers officiels ne sont tout simplement pas disponibles; les personnes

[Texte]

here many years ago; and British subjects born outside of Canada who entered this country many years ago, that is, before 1947.

Generally speaking, those people are Canadians by law. When they apply for certificates which will prove they are Canadians, we are required to ask them for birth certificates, information as to when they were admitted to Canada, and information as to their length of residence in Canada. In most cases this is forthcoming and it is not too difficult for them to provide. However, there are a number who cannot provide what we have originally sought, and in these cases we accept baptismal certificates, records from the family Bible, census records or a baby book, or anything else which, in our judgment, is satisfactory proof of the facts with which it deals.

As regards admission to Canada, often we ourselves check our immigration records. In the case of record of residence, school records, employers' records, census records are all acceptable. In all cases where this sort of evidence cannot be produced, we ask for a statutory declaration.

There are in Canada, as you know, a number of citizenship registration offices across the country. They stand ready to assist those people, but in the end the applications must be presented in a way that satisfies the office next door, which is the passport office.

So, this is more or less the state of the complex situation we have been facing since January 22—and we admit that there are complications.

• 1100

Mr. Stewart (Cochrane): A supplementary question. Is it not true, Mr. Léger, that the complex problem that faces us now is due largely to the fact that so many British subjects have not had Canadian citizenship and they are now required to have a certificate of some kind?

Mr. Léger: I do not know.

Mr. W. H. Martin (Registrar, Canadian Citizenship): I think you are talking about the group that Mr. Léger referred to, people who have been here for many years and they are citizens by law but they have not been required to produce this evidence to get a passport. That is partly the case, yes, but in time we do manage to settle most of them. On

[Interprétation]

nées à l'étranger de parents canadiens et qui se sont établies au pays il y a de nombreuses années; les sujets britanniques nés hors du Canada qui sont arrivés au pays il y a plusieurs années, c'est-à-dire avant 1947.

Ces personnes sont généralement des citoyens canadiens en vertu de la loi. Lorsqu'elles présentent une demande de certificat d'attestation de citoyenneté canadienne, nous devons leur demander de produire leur acte de naissance, ainsi que des renseignements quant à la date de leur admission au Canada et à la durée de leur résidence au pays. Dans la plupart des cas, ces renseignements sont disponibles, et il leur est facile de nous les donner. Il arrive parfois que certains ne peuvent produire les documents désirés, et nous acceptons alors les certificats de baptême, les renseignements consignés dans une bible de famille, un dossier de recensement, ou tout autre document qui, à nos yeux, constitue une preuve satisfaisante.

Quant à l'admission au Canada, souvent nous vérifions nous-mêmes les dossiers de l'immigration. Comme preuve de résidence, nous acceptons les bulletins scolaires, les dossiers des employeurs ou un document de recensement. Chaque fois qu'il est impossible de produire ce genre de preuves, nous exigeons une déclaration statutaire.

Il y a, au Canada, un certain nombre de Bureaux d'enregistrement de la citoyenneté; ces bureaux sont à la disposition de tous, mais, en dernière analyse, la demande doit être faite de façon à satisfaire le bureau voisin, soit le bureau des passeports.

C'est donc la situation complexe à laquelle nous avons dû faire face depuis le 22 janvier et nous admettons qu'il y a vraiment des complications.

M. Stewart (Cochrane): Question supplémentaire, monsieur le président. N'est-il pas vrai, monsieur Léger, que le problème complexe auquel nous devons faire face est attribuable au fait qu'un grand nombre de sujets britanniques n'avaient pas la citoyenneté canadienne et qu'ils sont maintenant obligés d'avoir un certificat quelconque?

M. Léger: Je ne le sais pas.

M. W. H. Martin (Registraire de la Citoyenneté canadienne): Vous parlez, je crois, du groupe qu'a mentionné M. Léger. Il s'agit d'un groupe qui est ici depuis plusieurs années et dont les membres sont considérés par la loi comme étant citoyens canadiens, qui n'ont pas eu à présenter ces pièces d'identité pour obtenir un passeport. C'est en partie

[Text]

the other hand, some British subjects who have a valid British passport—and I am just talking about travel now—can travel on that.

Mr. Stewart (Cochrane): I ask this because every case I have had has concerned someone who had come from the British Isles either away back or even fairly recently, and also because I have always deplored the fact that so many people who are British subjects have neglected to become Canadian citizens and they have taken advantage of all of the benefits that accrue to a landed immigrant who is a British subject.

Mr. Dinsdale: From my experience there is no one particular group to blame, as our friend Mr. Stewart did this morning. I think that is oversimplification of the problem. I think the main difficulty has arisen from the fact that following the changes in January the old forms were still being used and they did not give the new requirements...

Mr. Léger: The old passport forms.

Mr. Dinsdale: ... yes, and they were not aware that they had to meet these obligations. They sent their applications in, they went to the bottom of the pile and there they reposed week after week. I hope that perhaps by raising it this morning it might get some publicity and I hope that sufficient information is now going out in the passport applications.

I do not know how you can educate the public in this regard, but if they take the necessary steps on the initial application it will greatly simplify the problem. The truth of the matter is that the passport office is understaffed and it is not equipped to meet the new demands for obtaining passport applications. I hope the situation can be sorted out as quickly as possible because it is awfully time-consuming. We like to serve our constituents, but in the bigger public issues.

Mr. Martin: As you know, in our office we get all kinds of inquiries about passports and we try to help them, but it is not our business. We hand forms out to them and direct them to the passport office, and lots and lots of people come to our offices in the field.

Mr. Dinsdale: I have been directing a lot of the people who inquire to the regional citizenship court...

[Interpretation]

le cas, mais avec le temps, nous arriverons à régler ces problèmes. Toutefois, quelques sujets britanniques qui ont un passeport britannique en bonne et due forme, n'ont pas de problèmes pour voyager, je parle bien entendu de voyages pour l'instant.

M. Stewart (Cochrane): Je vous le demande parce que dans tous les cas que j'ai étudiés il s'agissait de quelqu'un qui était né dans les Îles britanniques, soit il y a très longtemps ou soit même récemment, et parce que j'ai toujours déploré le fait que tant de sujets britanniques négligent de devenir citoyens canadiens alors qu'ils en ont retiré tous les bénéfices qui reviennent à l'immigrant reçu qui est sujet britannique.

M. Dinsdale: D'après mon expérience, il ne faut pas blâmer un groupe en particulier, comme l'a fait ce matin, M. Stewart, je pense que c'est simplifier le problème. La principale difficulté vient surtout du fait qu'à la suite des changements de janvier, les anciennes formules ont encore été utilisées et qu'elles ne correspondaient pas aux nouvelles exigences...

M. Léger: Les anciennes formules de passeport.

M. Dinsdale: Oui, et ils ne savaient pas qu'il leur fallait répondre à ces obligations. Ils envoyaient leurs demandes, ces demandes étaient accumulées, semaine après semaine. J'espère qu'en soulevant peut-être cette question ce matin, j'aurai provoqué une publicité suffisante et que les renseignements figureront dorénavant sur les demandes de passeport.

Je ne sais pas comment vous pouvez renseigner le public à ce sujet, mais s'ils prennent les mesures nécessaires pour la demande initiale ceci simplifiera sensiblement le problème. En fait, le Bureau des passeports n'a pas un effectif assez grand et il n'est pas suffisamment équipé pour étudier les demandes de passeports. J'espère bien que cette situation pourra être réglée dès que possible parce qu'ainsi, on perd beaucoup de temps. Nous voulons servir nos commettants mais pour les questions publiques d'importance.

M. Martin: Comme vous le savez, nous recevons, à notre bureau, toutes sortes de demandes relatives aux passeports. Nous cherchons à aider les gens, mais ce n'est pas notre domaine. Nous leur envoyons des formules et nous les engageons à communiquer avec le bureau des passeports. Or, bien des gens s'adressent à nos bureaux régionaux.

M. Dinsdale: J'ai dirigé bien des gens vers le tribunal régional de citoyenneté.

[Texte]

Mr. Martin: That is good.

Mr. Dinsdale: ... in Winnipeg, and they have been obtaining good advice there.

Mr. Martin: That is fine.

Mr. Dinsdale: It is a little more difficult for the folks in the rural parts, of course.

Mr. Martin: Yes, it is, but the Winnipeg people travel around the province a bit, sir.

Mr. Dinsdale: I have found them very helpful.

Mr. Stanbury: I was wondering, Mr. Chairman, in relation to this subject if Mr. Martin has encountered any difficulty in connection with his facilities in handling the flow of applications for citizenship. As Mr. Dinsdale said, the passport office has been flooded and I think the Minister said that not only is there perhaps some further work as a result of the new requirement, but the volume of people travelling seems to have gone up tremendously. I wondered if our facilities for handling citizenship applications, as opposed to passports, are able to deal with the load that you are now encountering?

Mr. Martin: There is a real strain in Toronto and Vancouver and there is a bit in Montreal, but to a lesser extent in certain other places. I think we have been able to cope so far but I will be quite frank, the service is not quite as fast as it used to be because of the volume, but I think our facilities are in pretty good shape and we are taking steps to get the odd extra person to help.

Mr. Stanbury: If an application is in order and the person is entitled to citizenship, how long do you estimate it takes to complete the process of simply issuing the card? In other words, if the person is a citizen and simply requires identification for a passport application.

Mr. Martin: If he has his birth certificate, sir, or the papers which are necessary to prove his birth right with him he can get this done in a court in one day, as long as the mail gets it here, and if we know it is urgent we can deal with it very promptly indeed.

Mr. Stanbury: In other words, if someone is a citizen and can prove it you can issue an identification card almost immediately.

[Interprétation]

M. Martin: C'est bien.

M. Dinsdale: A Winnipeg, et ils y ont été bien conseillés.

M. Martin: C'est bien.

M. Dinsdale: C'est un peu plus difficile pour les gens qui habitent à la campagne, naturellement.

M. Martin: En effet, mais les gens de Winnipeg voyagent un peu dans la province.

M. Dinsdale: Je les ai trouvés très serviables.

M. Stanbury: Je me demande, monsieur le président, si, pour cette question, M. Martin a éprouvé de la difficulté à s'occuper du grand nombre de demandes de citoyenneté. Comme M. Dinsdale l'a dit, le bureau des passeports a été inondé de demandes et je crois que le ministre a dit qu'il y avait non seulement un surcroît de travail à la suite des nouvelles conditions mais que le nombre de personnes qui voyagent s'est accru de manière incroyable. Je me demande si nos installations destinées à traiter les demandes de citoyenneté, par opposition aux passeports, peuvent s'occuper du surplus de travail qu'ils doivent faire?

M. Martin: En fait, il y a à Toronto et à Vancouver, un surcroît de travail, et peut-être un peu à Montréal aussi, et à un degré moindre dans d'autres endroits. Je serai très franc. A date, nous avons été en mesure de faire face à la situation. Par contre, le service n'est plus aussi rapide qu'il l'était, à cause du volume, mais je pense que nos installations sont assez bonnes et nous essayons d'obtenir le personnel nécessaire pour répondre à ces besoins.

M. Stanbury: Si une demande est correcte et que la personne a droit à la citoyenneté, combien de temps cette personne attendra-t-elle pour simplement délivrer la carte? Autrement dit, si la personne est citoyen canadien et a simplement besoin d'une carte d'identité pour faire une demande de passeport?

M. Martin: Si cette personne a son acte de naissance ou, les papiers nécessaires pour prouver sa naissance, elle peut se rendre à un tribunal et si on sait que c'est urgent, on peut le faire très rapidement.

M. Stanbury: En d'autres mots, si quelqu'un peut prouver qu'il est citoyen canadien, vous pouvez délivrer presque immédiatement une pièce d'identité.

[Text]

Mr. Martin: Oh, very quickly, yes. For these urgent cases, yes, but we get a lot of them so you have to reach into the flow and pull something out.

Mr. Stanbury: Yes, and if a member of Parliament encounters a problem, such as an application for a passport being delayed in an emergency situation, I am sure that you would be glad to intercede and try to assist?

Mr. Martin: Yes, sir; my phone is busy every day.

Mr. Stanbury: Have you had the experience of not being able to give some assistance to a member?

Mr. Martin: The odd time.

Mr. Stanbury: What does this arise out of?

Mr. Martin: Mainly because of the fact that the person may not be a citizen and has to go through the process of becoming one.

Mr. Stanbury: I suspect one of the problems is that many people who apply for a passport—which implies they are Canadian citizens—are in fact not Canadian citizens.

Mr. Martin: Right. There are a few of these.

Mr. Stanbury: This experience may indicate the wisdom of the new requirement and that for once we will not be issuing Canadian passports to people who have no entitlement to them. While we might criticize the way in which it was implemented by External Affairs—perhaps they did not get the forms out soon enough, and so on—it probably is not a bad idea. However, I think you tried to alleviate this problem in so far as your services were concerned by giving advance notice to the public that because of this new requirement they might have to come to you for proof of citizenship.

Mr. Martin: Yes, we did. On January 22 they had draft advertisements in the courts and posters to put out, which they have done. We tried to alleviate it to that extent and I think it helped, but there are still some problems in certain places.

Mr. Stanbury: So far as the citizenship registration branch is concerned, is it going relatively smoothly?

Mr. Martin: I do not know if I should be the judge of that. I think it is, but you would know better. If I might add one word to this, sir, if a person has a birth certificate or a

[Interpretation]

M. Martin: Très rapidement, oui. Pour les demandes urgentes, oui, mais nous en recevons tellement que nous devons faire quelque chose.

M. Stanbury: Si un député a des difficultés et que sa demande de passeport accuse un délai, dans une situation d'urgence, je suis certain que vous seriez heureux d'essayer de l'aider?

M. Martin: Oui, monsieur. Mon téléphone est occupé toute la journée.

M. Stanbury: Vous rappelez-vous d'une fois où vous n'avez pas été en mesure d'aider un député?

M. Martin: De certains cas, oui.

M. Stanbury: Quelle en était la cause?

M. Martin: Surtout parce que la personne n'est pas citoyen canadien et qu'elle devait faire en sorte de le devenir.

M. Stanbury: Je pense qu'un nombre de gens qui demandent des passeports, qui doivent donc en principe être citoyens canadiens, en fait, ne le sont pas.

M. Martin: C'est exact. Il y a certains cas de ce genre.

M. Stanbury: Cela peut montrer que les nouvelles exigences s'imposaient bel et bien, et qu'on ne donnera pas de passeports canadiens à des personnes qui n'y ont pas droit. Même si on peut critiquer la manière dont le ministère des Affaires extérieures a inauguré ces formules, elles n'étaient peut-être pas disponibles assez tôt, etc., il reste que ce n'est pas une mauvaise idée. Je pense que vous avez essayé de régler ce problème dans vos services tout au moins, en avisant le public à l'avance qu'en raison de cette nouvelle exigence, il leur faudrait peut-être s'adresser à votre service pour obtenir une preuve de citoyenneté?

M. Martin: Oui, nous l'avons fait. Le 22 janvier, on avait posé des affiches dans les tribunaux de la citoyenneté. Nous avons tenté de régler le problème le plus possible et je crois que cela a servi, même s'il en reste quelques-uns dans certains endroits.

M. Stanbury: En ce qui concerne la Direction de l'enregistrement de la citoyenneté, le travail ne présente pas de difficultés, n'est-ce pas?

M. Martin: Je ne sais pas si je devrais m'en faire le juge. Je crois qu'il n'y a pas de difficulté, comme vous dites. J'aimerais ajouter quelques mots à ce sujet. Si une personne

[Texte]

citizenship certificate and he wants a passport, he does not have to come near us, he can go right to the passport office.

Mr. Stanbury: I think another effect of this is that a lot of people are getting their status clarified. Many people have perhaps not understood that there is such a thing as Canadian citizenship. Many people who have been here for a number of years and are Canadian citizens really did not know they were, or had no identification to show that they were, and other people who thought they were Canadian citizens found out they were not, so perhaps there is a beneficial effect to all this. Also, some people who neglected to take out citizenship papers have perhaps been stimulated to do so, and in this way they will have a Canadian passport rather than a passport from their country of origin.

Mr. Martin: Yes, I think some people have been stimulated to take out their papers.

The Chairman: May we move on to Translation Services?

• 1110

Secretary of State

Translation

10 Translation Bureau, including grants as detailed in the Estimates \$5,550,000.

Mr. McCleave: I had some very interesting figures from the witness who was before us the last time. I believe it is the same witness today.

Mr. Mayer: Yes, sir.

Mr. McCleave: I wondered if there had been any upward or downward change in the cost of translation, and perhaps the figures that now exist could be given. I found them rather interesting—from English into French and from French into English.

Mr. Mayer: Are we talking about the cost of translation inside the service, or the cost of translation that has been farmed out?

Mr. McCleave: Both inside and out.

Mr. Mayer: Between 1968-69 and 1969-70 there is a forecast increase of \$665,000, which is mostly for further translator positions; \$465,000 of that is for translator positions, and there is a \$100,000 increase for the university

[Interprétation]

détient un acte de naissance ou un certificat de citoyenneté, cette personne n'a pas besoin de venir à notre service. Elle n'a qu'à se présenter au bureau des passeports.

M. Stanbury: Je pense qu'en outre, bien des gens font d'abord vérifier leur statut social. Bien des gens n'ont peut-être pas compris que la citoyenneté canadienne est une chose qui existe. Des personnes qui étaient ici depuis plusieurs années et qui étaient citoyens canadiens ne savaient pas au juste s'il existait une pièce d'identité attestant qu'ils étaient citoyens canadiens et d'autres personnes qui croyaient être citoyens canadiens ont découvert qu'ils ne l'étaient pas. Cela a peut-être un bon effet. En outre, les gens qui ont négligé de demander des pièces de citoyenneté ont été encouragés à le faire et c'est pourquoi ils auront un passeport canadien au lieu d'un passeport délivré par leur pays d'origine.

M. Martin: En effet. Je crois que certaines personnes ont été encouragées à se faire délivrer leurs documents.

Le président: Pouvons-nous passer aux services de la traduction?

Secrétaire d'État

Traduction

10 Bureau des traductions y compris des subventions, selon le détail des affectations—\$5,550,000

M. McCleave: La dernière fois le témoin, je crois que c'est le même, m'a donné des chiffres très intéressants.

M. Mayer: Oui monsieur.

M. McCleave: Je me demande si le coût de la traduction a accusé une baisse ou une hausse. Pouvez-vous nous faire connaître les chiffres actuels? Les chiffres qui avaient trait à la traduction du français à l'anglais et de l'anglais au français m'ont semblé très intéressants.

M. Mayer: S'agit-il des dépenses pour la traduction faite dans le service ou pour le travail de traduction donné en affermage?

M. McCleave: Des deux.

M. Mayer: Entre 1968-1969 et 1969-1970, on prévoit une augmentation de \$665,000 qui est due en très grande partie à la création de nouveaux postes de traducteur. On réserve \$465,000 aux salaires, \$100,000 au programme

[Text]

training program and a \$100,000 increase for translations done outside the Translation Bureau. So this represents a total increase of \$665,000.

Mr. McCleave: The last time you were able to break it down into estimated cost for translation per word. Have you that sort of information this morning?

Mr. Mayer: The translation done outside, of course, is done on the word rate basis of between \$1.50 a hundred words up to \$4.25 a hundred words, depending on the difficulty of the text, and in the case of foreign languages on the rarity of the language and how difficult it is to find someone to do the job. As far as the cost per word for inside translation is concerned, it comes to whatever the total budget is, divided by the total wordage translated by the Bureau, and this is about 140 million words a year. It would come to about 3½ cents a word, roughly.

Mr. McCleave: One of the problems I think we have on the Hill is that some members of the staff, particularly those dealing in the languages field or in the *Hansard* field, are sadly overburdened with work. Are you able to recruit enough for the operations of Parliament in translators and interpreters?

Mr. Mayer: The problem is the same. As far as recruiting is concerned for Parliament or for the departmental divisions, recruiting has not been what we would like it to be. In the parliamentary field we have been able to keep the staff of *Hansard* practically up to the establishment except for two or three positions that have remained unfilled. It has not been so bad.

With regard to the committee work, this is something else again because as you know since last fall the House has gone into the transcription of the interpretation, and this is done with our co-operation. We have a staff of 12 post-editors working on these transcripts here in the West Block. If all committees are processed along this line, we foresee that we will require not 12 but probably 30 or more, 30 to 35 post-editors who will have to be drawn from the total staff of the Translation Bureau, of course. But so far we have managed to have the required number of post-editors to look after this work in the West Block.

Mr. Stanbury: Is it cheaper for your operation to perform this editing function of the interpretation rather than to translate from one language to another?

[Interpretation]

de promotion de traducteurs à l'université et \$100,000 pour les traductions par affermage. Cela représente donc une augmentation totale d'environ \$665,000.

M. McCleave: Et la dernière fois vous pouviez répartir le coût prévu pour chaque mot. Est-ce que ce renseignement peut nous être fourni également ce matin?

M. Mayer: Et bien, la traduction faite à l'extérieur est faite selon un taux compris entre \$1.50 pour 100 mots et \$4.25 pour 100 mots selon la difficulté des textes, et dans le cas des langues étrangères, selon la pénurie des traducteurs qualifiés pour traduire ces langues étrangères. Pour ce qui est du travail effectué au bureau même le coût s'établit comme suit: budget total dévisé par le nombre total de mots traduits, soit environ 140 million de mots par année. Ceci revient à environ 3½ cents du mot.

M. McCleave: Un des problèmes que nous avons au Parlement c'est qu'un certain nombre de membres du personnel, ceux qui s'occupent du secteur des langues ou du *Hansard*, par exemple, ont un surcroît de travail. Est-ce que vous pouvez recruter suffisamment de traducteurs et d'interprètes pour le Parlement?

M. Mayer: Le problème est le même. Qu'il s'agisse de recrutement pour le Parlement ou pour les autres services, le recrutement n'a pas atteint le niveau que nous espérons. Dans le domaine parlementaire, il nous a été possible de maintenir près de son niveau normal le personnel affecté au *Hansard* mais deux ou trois postes sont libres. Ce n'était pas trop mal.

Le travail des comités est un autre problème. Vous savez que depuis l'automne, la Chambre a décidé de transcrire l'interprétation, ce qui se fait avec notre aide. Nous avons douze rédacteurs-reviseurs qui s'occupent de ce travail, ici, dans l'édifice de l'Ouest. Si ce travail devait s'étendre à tous les comités, nous n'aurions pas besoin de 12 reviseurs, mais d'une trentaine, probablement de 30 à 35. Il faudrait évidemment recruter ces personnes parmi le personnel du Bureau des traductions.

Jusqu'ici nous avons réussi à obtenir le nombre de reviseurs nécessaires pour effectuer ce travail dans l'édifice de l'Ouest.

M. Stanbury: Qu'est-ce qui est plus économique pour vous: reviser l'interprétation ou traduire?

[Texte]

• 1115

Mr. Mayer: It is very hard to tell because part of the cost is borne by the House of Commons. The transcription itself is done by a House of Commons staff and the post-editing is done by both the Translation Bureau people and partly also by House of Commons staff. So we would have to take a total of the expenditures in this case to find out the comparison.

Mr. Stanbury: The post-editing itself would be cheaper than translation, certainly cheaper than the translation that you farm out at the cost per word that you were mentioning.

Mr. Mayer: Yes.

Mr. Stanbury: And probably cheaper than the cost per word internally as well for translation.

Mr. Mayer: If we compare simply the post-editing to the translation process, I would agree with you that it would be cheaper to do the post-editing. But then you have to take into account the whole organization of transcription that is required.

Mr. Stanbury: I think it is probably better for the House of Commons the way it is now because it allows the work to be done more quickly. But as Mr. McCleave has said, it puts a tremendous burden on these people working long and late hours. Is there a special talent required for the post-editing as opposed to simple translation, or can any translator do that?

Mr. Mayer: It is really a translation job for the simple reason that although interpretation is not translation, interpretation conveys what has been said. But it is not a literal and word-for-word translation. Where there have been misses—and there are quite a few; very often the equipment will not work or the speaker will turn away from the microphone and will not be recorded—these have to be filled in by the post-editors. It really requires a translator because it becomes a translation job at that point.

Mr. Stanbury: It requires at least as much know-how as for translation. Are interpreters under your jurisdiction as well?

Mr. Mayer: Yes, they are.

Mr. Stanbury: Is there any difference in the pay-scale between interpreters and translators?

[Interprétation]

M. Mayer: C'est très difficile à dire parce qu'une partie des dépenses est payée par la Chambre des communes. La transcription elle-même est faite par le personnel de la Chambre des communes. La révision est faite, à la fois, par le personnel du Bureau des traductions et celui de la Chambre. Il faudrait compiler les dépenses afin de pouvoir établir une comparaison.

M. Stanbury: La révision coûterait moins cher que la traduction certainement moins cher que l'affermage de ce travail selon les taux que vous avez mentionnés.

M. Mayer: Oui.

M. Stanbury: Et probablement moins cher que ce qu'il en coûterait si le travail de traduction était effectué par votre Bureau.

M. Mayer: Si l'on compare la révision à la traduction, j'admets avec vous qu'il en coûterait moins cher pour la révision. Mais il faut également tenir compte de l'organisation du service de transcription.

M. Stanbury: Je crois que la méthode actuelle est préférable, aux yeux de la Chambre des communes puisqu'elle permet de faire le travail plus rapidement. Mais, comme M. McCleave l'a mentionné, ces personnes portent un lourd fardeau car elles doivent travailler de longues heures. Faut-il posséder des qualifications spéciales pour faire de la révision, par opposition à la traduction ou est-ce que n'importe quel traducteur peut le faire?

M. Mayer: En fait c'est un travail de traduction parce que même si l'interprétation n'est pas de la traduction, l'interprétation rend ce qui a été dit. Ce n'est ni une traduction littérale ni une traduction mot à mot. Lorsqu'il y a des mots ou des phrases qui manquent, et cela se produit assez souvent car l'équipement fait défaut ou les orateurs tournent la tête de sorte que ses paroles ne sont ni captées par le micro ni enregistrées, ces mots et ces phrases doivent être ajoutés par les réviseurs. Il faut nécessairement, alors, un traducteur car cela devient un travail de traduction.

M. Stanbury: Ce travail nécessite donc autant de connaissance que pour un travail de traduction. Est-ce que les interprètes relèvent également de votre compétence?

M. Mayer: Oui.

M. Stanbury: Est-ce qu'il y a une différence entre les échelles de traitement des traducteurs et des interprètes?

[Text]

Mr. Mayer: Yes, the translators at the working level, what we call the working level of Translator 3, go up to approximately \$11,000 per year, whereas the interpreters have a maximum of \$15,000 per year.

Mr. Stanbury: Do you feel that the rates of pay are having anything to do with your difficulties in recruiting, or is it more a problem of just a shortage of people with these talents and qualifications?

Mr. Mayer: I think the latter case is true. It is simply that the people who can do the work well and have been trained are employed outside with good remuneration. That is why we recruit mostly at the present time at the training levels, and we train the people ourselves.

Mr. Stanbury: Do you find that they are bleeding off at the end? When you train them you are feeding them into the private sector?

Mr. Mayer: To quite an extent. And an example of that is that so far in 1969 we recruited something like 25 translators and the drain has been something like 20. So there is a net increase of five this year.

Mr. Stanbury: Would this not indicate to you that your upper salaries are not adequate?

Mr. Mayer: No, not necessarily. It indicates to me that the demand for translators is such that as soon as they have been trained to a certain level, somebody outside is prepared to give them more money at that point, and we cannot accelerate the advancement of the people quickly enough.

Mr. Stanbury: I see, and you may never be able to completely compete with outside demands because I suppose they will always in effect have to compete with you.

Mr. Mayer: Of course, the solution is a long-term one. It is this university training program. When we get enough people out of this...

• 1120

Mr. Stanbury: That is why we are involved with that.

Mr. Mayer: Yes.

Mr. Stanbury: I have a feeling too, though, that as Mr. McCleave has said, these people

[Interpretation]

M. Mayer: Oui, les traducteurs qui appartiennent à la catégorie de Traducteurs 3 ont un salaire maximum approximatif de \$11,000. par année, tandis que pour les interprètes le salaire maximum est de \$15,000 par année.

M. Stanbury: Croyez-vous que les échelles de traitement que vous offrez peuvent être à l'origine des difficultés auxquelles vous faites face dans le domaine du recrutement ou est-ce que vos difficultés viennent de ce que le nombre de personnes qui possèdent ces talents et ces qualités est restreint?

M. Mayer: Je pense qu'en effet il est difficile d'obtenir un personnel compétent. Certaines personnes qui peuvent bien faire ce travail et qui ont été formés par le bureau sont employés à l'extérieur avec une meilleure rémunération. Voilà pourquoi nous recrutons surtout à l'heure actuelle au niveau des stagiaires et nous formons nous-mêmes notre personnel.

M. Stanbury: Pensez-vous qu'à la fin, ils s'en vont? Quand vous les formez, vous les acheminez vers l'entreprise privée?

M. Mayer: Dans une certaine mesure, oui. Ainsi, nous avons recruté en 1969 environ 25 traducteurs et nous en avons perdu environ 20. Donc il y a eu une augmentation nette de 5, cette année.

M. Stanbury: Est-ce que ceci n'indique pas, que les traitements les plus hauts ne sont pas adéquats?

M. Mayer: Non, pas nécessairement. Cela souligne, à mon avis, le fait que la demande de traducteurs est telle que dès que les traducteurs ont été formés à un certain niveau quelqu'un de l'extérieur est prêt à leur donner un traitement plus élevé et nous ne pouvons pas accélérer l'avancement des gens assez vite.

M. Stanbury: Et en somme, vous ne pourrez donc jamais concurrencer la demande extérieure puisqu'ils seront toujours des concurrents en quelque sorte?

M. Mayer: Naturellement. La sélection se fait à long terme. Il y a, par exemple, un programme de formation universitaire à l'heure actuelle. Quand nous y trouverons suffisamment de plus...

M. Stanbury: Voilà pourquoi nous y sommes impliqués.

M. Mayer: Oui.

M. Stanbury: J'ai l'impression, comme l'a dit monsieur McCleave, que les gens qui tra-

[Texte]

who are working at the House of Commons are working under tremendous pressure and their working conditions are perhaps as important a factor in retraining them as is their salary.

I just express the hope that you are very aggressive in dealing with the House of Commons to ensure that the interpreters' booths, for instance, have air conditioning and all the facilities that they need to operate, that the equipment that they have to work with is adequate—I understand that on occasion the equipment is not very reliable and not of the highest quality in all cases—that the House of Commons appreciates the importance of these people to its operation and that you fight here for the working conditions that your employees require.

Mr. Mayer: Yes, sir. In that connection I was invited to a meeting of the procedures committee sometime ago and the main question discussed at that time was the matter of accommodation. Of course it is a problem, as you very well know, in both the West Block and the parliamentary building, but this is being discussed and it is hoped that conditions will improve.

Mr. McCleave: Are they not talking about an instant skyscraper out here? I saw something about it yesterday.

The Chairman: For the short term, I understand the Committee has recommended that the House of Commons purchase space to provide proper facilities for Mr. Mayer's people and, in the long term, that there should be a Committees branch properly equipped for the work to be done as expeditiously as possible.

If I could ask a further supplementary in respect of Mr. Stanbury's question on accommodation, what are the working conditions for the translators and interpreters for *Hansard*?

Mr. Mayer: Well, the *Hansard* staff is located with us on the ninth floor of the Blackburn Building, and they are there because there is no accommodation for them in the parliamentary setup. Copy is delivered to the Blackburn Building and sent from that building to the printing bureau. Now the accommodation there for that staff is adequate.

The Chairman: But the location is not adequate.

Mr. Mayer: Well, unless it were within the confines of the buildings here themselves I suppose anywhere else would take some time.

[Interprétation]

vailent à la Chambre des communes, travaillent sous pression et que pour les retenir, les conditions de travail sont peut-être aussi importantes que le traitement.

Je dis tout cela dans l'espoir que vous agissez de façon très dynamique auprès de la Chambre des communes, pour que les cabines des interprètes soient climatisées et qu'elles soient bien équipées. Je crois savoir qu'à l'occasion l'équipement n'est pas tout à fait de très haute qualité et que l'on ne peut pas toujours s'y fier.

La Chambre des communes reconnaît l'importance du travail des interprètes et accepte que vous luttiez en cette enceinte pour les conditions de travail que les employés exigent.

M. Mayer: Il y a quelque temps, j'ai été invité à une réunion du Comité de la procédure et de l'organisation où on a surtout traité de la question des locaux. C'est un problème, comme vous le savez, tant dans l'édifice de l'ouest que dans l'édifice du centre, et nous espérons qu'à la suite de cette discussion, nous arriverons à améliorer la situation.

M. McCleave: Ne parlent-ils pas d'un gratte-ciel instantané? J'ai vu quelque chose à ce sujet, hier.

Le président: Sur une courte échelle, je crois savoir que le Comité a recommandé que la Chambre s'occupe de fournir des locaux convenables aux traducteurs et interprètes, et sur une plus longue échelle, qu'une direction du Comité soit mise sur pied pour faire le travail le plus rapidement possible.

Vous me permettrez de poser une question qui entre dans la même ligne d'idée que celle de M. Stanbury. Quelles sont les conditions de travail des traducteurs et interprètes du *hansard*?

M. Mayer: Le personnel du *hansard* se trouve au neuvième étage de l'immeuble Blackburn et cela, parce qu'il n'y a pas de locaux disponibles sur la colline parlementaire. Les copies sont livrées à l'immeuble Blackburn et expédiées ensuite à l'imprimerie. Les locaux y sont satisfaisants.

Le président: Mais ce n'est pas l'emplacement idéal.

M. Mayer: Eh bien, à moins que ce ne soit dans l'édifice même, je crois que cela prendra toujours un certain temps. Car quelque soit le

[Text]

Whatever time it takes to deliver the copy complicates the problem somewhat—but not that much on the whole.

The Chairman: I notice that *Hansard* is being delivered later and later. It now is put into the mail boxes about 11:30. Would this be because of the difficulties in translation and in interpretation, or are other difficulties preventing its earlier appearance?

Mr. Mayer: The difficulty recently has been the number of speeches delivered in the French language. The reason that there is more delay in that case, from what I understand, is that the French reporting staff is not geared for a whole sitting in the French language and the copy is delayed in delivery to the translators.

The Chairman: This is the *Hansard* reporting staff?

Mr. Mayer: Yes.

The Chairman: And so they have been caught short.

Mr. Mayer: I understand that the French reporting section is not as numerous as the English reporting section and if the whole evening sitting, for instance is in French they have a difficult time coping with the task and the copy is delivered later to the translators to be translated.

The Chairman: What is the proportion of French and English speeches in the House now? Do you happen to know offhand?

Mr. Mayer: I have not heard recently. I know it went up quite a bit with interpretation and then it plateaued for awhile. I am told that this year it is quite high.

The Chairman: How does the provision for your people working for the Committees branch compare with that provided for the House of Commons.

Mr. Mayer: We were asked by the authorities of the House to supply a team of 12 post-editors and we have done that. These translators are remunerated at the level of Translator 2, 3, and 4. Now I could not say what the remuneration for people on the House staff doing like work is.

The Chairman: What is the difference in the accommodation provided?

• 1125

Mr. Mayer: They are all working together, the accommodation is the same—that is bad.

[Interpretation]

délai pour obtenir la copie, cela complique toujours un peu la situation.

Le président: Je remarque que le *hansard* est livré de plus en plus tard. Il est déposé dans les boîtes aux lettres vers 11 heures 30 maintenant. Serait-ce en raison des difficultés de traduction, d'interprétation ou autres?

M. Mayer: Le problème qui s'est posé dernièrement provenait du nombre de discours prononcés en français. Ce délai a été causé, à ma connaissance, par les sténographes français qui ne sont pas habitués à prendre un nombre aussi élevé de discours et qui occasionnent ainsi un délai d'expédition aux traducteurs.

Le président: Il s'agit des sténographes français du *hansard*?

M. Mayer: Oui.

Le président: Ils ont donc été pris de court.

M. Mayer: Je crois comprendre que les sténographes de langue française ne sont pas aussi nombreux que les sténographes de langue anglaise. Si toute la séance est en français, il leur est plus difficile de faire leur travail, et par conséquent, les copies sont envoyées beaucoup plus tard aux traducteurs.

Le président: Quelle est le rapport des discours de langue française et des discours de langue anglaise à la Chambre des communes maintenant?

M. Mayer: Je n'ai pas regardé récemment. Je sais que l'interprétation a assez augmenté et qu'elle est restée stable pendant quelque temps. On me dit que cette année la proportion est assez élevée.

Le président: Quel est le nombre de ceux qui travaillent pour la direction des Comités par rapport à ceux qui travaillent à la Chambre des communes?

M. Mayer: L'administration de la Chambre des communes nous a demandé de constituer une équipe de 12 éditeurs qui vérifient l'interprétation, et nous l'avons fait. Ces traducteurs reçoivent le traitement de traducteurs du niveau 2, 3 et 4. Je ne saurais vous dire quel est le salaire de ceux qui travaillent à la Chambre.

Le président: Quelle est la différence sur le plan des locaux et des installations?

M. Mayer: Ils travaillent tous ensemble et les locaux et les installations sont les mêmes, ce qui est mauvais.

[Texte]

The Chairman: In comparison with that provided for the House of Commons staff doing the same work?

Mr. Mayer: They are all working together in the same sort of accommodation'...

The Chairman: And it is bad.

Mr. Mayer: ... which is deficient.

The Chairman: Does this cost us time, efficiency and accuracy—because the working conditions are not good.

Mr. Mayer: I would say to quite an extent, yes. If the accommodation was better the flow of work would be better.

Mr. Stanbury: Is it not true that it costs your employees more still because they are working longer hours without any overtime, as a result of the poor conditions that we have put them in.

Mr. Mayer: When you say "without overtime", do you mean without remuneration for overtime?

Mr. Stanbury: Yes.

Mr. Mayer: There is an arrangement with the House where they get remuneration for whatever overtime is done.

Mr. Stanbury: The House of Commons pays that.

Mr. Mayer: Yes.

The Chairman: Are there any further questions?

Mr. Stanbury: I have one further question on this point.

The Chairman: Mr. McCleave has one too.

Mr. McCleave: That is all right, Mr. Stanbury, go ahead.

Mr. Stanbury: I am sorry, I thought you were through on the point of the interpreters and translators.

I wanted to ask if the outside translators that you use are sworn.

Mr. Mayer: This matter came up. They have been according to the nature of the work they were doing. Of course, they are all sworn. Apart from the Oath of Allegiance there is in the Translation Bureau Act a form of oath which all translators take.

Mr. Stanbury: The inside and the outside translators?

[Interprétation]

Le président: Par rapport aux employés qui font le même travail à la Chambre des communes.

M. Mayer: Ils travaillent tous ensemble dans des conditions semblables.

Le président: Et c'est mauvais.

M. Mayer: C'est insuffisant.

Le président: Est-ce que cela nous fait perdre du temps et nous prive sur le plan de l'efficacité et de l'exactitude?

M. Mayer: Dans une large mesure, oui. Si les locaux étaient meilleurs, il est certain que le travail serait meilleur.

M. Stanbury: N'est-il pas vrai que cela coûte encore plus aux employés étant donné qu'ils travaillent de longues heures sans surtemps, à cause des conditions défavorables dans lesquelles nous les avons placés.

M. Mayer: Quand vous parlez de surtemps, voulez-vous dire sans traitement pour les heures supplémentaires?

M. Stanbury: Oui.

M. Mayer: Il y a eu une entente conclue avec la Chambre afin de les rénumérer pour tout surtemps.

M. Stanbury: C'est la Chambre des communes qui les paie.

M. Mayer: Oui.

Le président: Y a-t-il d'autres questions?

M. Stanbury: Une dernière question.

Le président: Monsieur McCleave en a une aussi.

Mr. McCleave: C'est parfait monsieur Stanbury, allez-y.

M. Stanbury: Je m'excuse. Je croyais que vous aviez terminé la question des interprètes et des traducteurs.

Je voulais savoir si les traducteurs à qui vous confiez des traductions à l'extérieur ont dû prêter serment.

M. Mayer: On a déjà examiné cette question. Ceci dépend de la nature du travail qu'ils doivent faire. Ils ont tous prêté serment, mais à part le serment d'allégeance, il existe dans la Loi du Bureau des traductions, une forme de serment qui doit être prêté par tous les traducteurs.

M. Stanbury: Les traducteurs de l'extérieur et de l'intérieur?

[Text]

Mr. Mayer: Now the outside translators are not sworn in that way but we endeavour to obtain clearance for them if they are going to do any work of a sensitive kind.

Mr. Stanbury: Would it not be of some advantage to have them all sworn so that you would then be free in how you divide your work?

Mr. Mayer: We have been studying this recently with the security officer in the Department and we may come to that.

Mr. Stanbury: It would not involve any great amount of red tape, would it?

Mr. Mayer: No.

The Chairman: Mr. McCleave.

Mr. McCleave: I am wondering if there are any inducements to ensure, since help is going into these two universities and apparently will go into two more to set up translation programs, that the graduates spend a certain number of years here before being seduced by private industry or somebody else to go elsewhere.

Mr. Mayer: That is provided for in the contract. They have to undertake to work for us for three years after graduating.

Mr. McCleave: Are their fees paid? Perhaps you could give us a general appreciation of how it works.

Mr. Mayer: The student benefits from a \$1,900 a year grant as a living allowance and \$500 for tuition fees—that is \$2,400. Then we endeavour to take him on the staff during two summers, between the first and second year and the second and third year, at the level of Translator. So he earns the salary of a Translator 1 during three or four months during the summer for two summers.

Mr. McCleave: Is it comparable to the setup by which the Department of National Defence will provide university training to certain likely prospects on the requirement that they serve?

Mr. Mayer: I would not know if it compares with that one but it compares with the one that had been set up by the Public Service Commission for librarians—because there was quite a shortage of librarians. It is along the lines of that program.

Mr. McCleave: Is the program being extended to the other universities because the two initially in on it simply cannot provide

[Interpretation]

M. Mayer: Les traducteurs de l'extérieur n'ont pas à prêter ce serment, mais s'ils doivent faire un travail délicat nous tâchons de faire en sorte qu'ils le fassent.

M. Stanbury: Ne vaudrait-il pas mieux leur faire prêter serment? Vous pourriez alors distribuer votre travail avec plus de liberté.

M. Mayer: Nous avons étudié cette solution en collaboration avec l'agent de sécurité du ministère et nous en viendrons peut-être à le faire.

M. Stanbury: Cela n'entraînerait pas trop de lenteurs administratives, n'est-ce pas?

M. Mayer: Non.

Le président: Monsieur McCleave.

M. McCleave: Étant donné qu'on va aider des programmes de traduction dans ces deux universités et qu'on va en inaugurer dans deux autres universités, je me demande si, l'on n'incite pas les diplômés à passer un certain nombre d'années ici avant de se laisser attirés par l'industrie privée ou par quelqu'un d'autre ailleurs.

M. Mayer: Cela est prévu dans le contrat. Ils doivent travailler pour nous pendant trois ans après avoir obtenu leur diplôme.

M. McCleave: Leurs frais sont-ils payés? Vous pourriez peut-être nous donner une idée du fonctionnement de ce programme.

M. Mayer: L'étudiant reçoit \$1,900 par année, sous forme de bourse, et \$500, pour les frais de scolarité. Cela fait donc \$2,400. Nous les acceptons au sein du personnel pendant deux étés, entre la première et la deuxième année et entre la deuxième et la troisième année, au niveau de traducteur 1. Nous leur donnons donc le salaire de traducteur 1 au cours des trois ou quatre mois de chaque été.

M. McCleave: Est-ce que ceci se compare aux arrangements pris par le ministère de la Défense nationale qui assure une formation universitaire à certains candidats éventuels, à la condition qu'ils soient à leur emploi ensuite.

M. Mayer: Je ne sais pas si cela se compare à ces dispositions. Mais cela se compare, je pense, aux dispositions prises par la Commission de la Fonction publique dans le cas des bibliothécaires devant la pénurie de bibliothécaires. Cela va dans la même veine.

M. McCleave: Étant donné que les deux universités qui fonctionnent à l'heure actuelle ne peuvent pas fournir le personnel dont vous

[Texte]

all the bodies that you need and it is perhaps impractical to extend the size of the programs there.

Mr. Mayer: In that connection I will say that after we started this pilot project at the University of Montreal the other universities came along and asked us for help for students in translation courses that they were estab-

• 1130

lishing. I must say that we are working now on a more definite policy on how we are going to proceed—whether we are going to wait for the universities to come to us or determine the policy and invite all universities to establish such courses.

One difficulty we have is the level of these courses. They are not exactly at the same levels; and then there are the corresponding years of schooling in the different provinces, and so on, which is creating some difficulty.

Mr. Stanbury: Are you making any efforts to familiarize students in all provinces with what is really this new career that is opening up in Canada?

Mr. Mayer: The University of Montreal pilot project received quite a lot of publicity when it started last year. We have done nothing beyond the publicity that was given to that project.

Mr. Stanbury: There might be a place for informing students in all universities across Canada, and in high schools, for that matter, about this as a possible career.

Mr. Mayer: In thinking out this policy matter we intend to look into that, too.

The Chairman: That concludes the direct administrative responsibilities of the Secretary of State. If there are no further questions I would now adjourn this meeting.

I understand that certain members want to proceed with some policy questions. Perhaps after we conclude the two bills we have before us we could invite the Minister back for another session.

Mr. McCleave: Can we have the CBC back again?

The Chairman: You will be delighted to know that the CBC will be appearing before the Committee on the Telesat bill. And I think it is possible that we might have him back again after that.

Mr. Dinsdale: And the Canada Council will be with us?

[Interprétation]

avez besoin et qu'il est probablement impossible d'élargir les cadres du programme en ces endroits, le programme va-t-il s'étendre aux autres universités?

M. Mayer: En ce sens, je dois dire que depuis que nous avons mis sur pied ce projet à l'Université de Montréal, d'autres universités ont demandé notre aide pour les étudiants des cours de traduction qu'ils inauguraient. Je

dois dire qu'à l'heure actuelle, nous préparons une politique plus définie afin de savoir si nous allons attendre que les universités s'adressent à nous ou si nous allons inviter toutes les universités à créer des cours de ce genre.

Le problème, c'est que tous ces cours ne sont pas exactement au même niveau et que le nombre d'années d'études n'est pas le même d'une province à une autre.

M. Stanbury: Est-ce que vous tentez de faire connaître cette nouvelle carrière aux étudiants de toutes les provinces du Canada?

M. Mayer: Le projet de l'Université de Montréal a fait l'objet d'une assez grande publicité lorsqu'il a été lancé l'année dernière. Nous n'avons rien fait depuis.

M. Stanbury: Il serait peut-être bon de renseigner les étudiants de toutes les universités canadiennes et même, du niveau secondaire, sur la possibilité d'une telle carrière.

M. Mayer: Élaborant notre ligne de conduite, nous voulons étudier cet aspect.

Le président: Cela met fin à la revue des responsabilités administratives directes du Secrétaire d'État. S'il n'y a plus de questions à poser, je leverai la séance. Je comprends que certains députés désirent poser des questions relatives à la ligne de conduite. Par conséquent avant de terminer l'examen de ces deux projets de loi, nous pourrions peut-être inviter le Ministre à revenir parmi nous pour une autre session.

M. McCleave: La Société Radio-Canada pourrait-elle revenir?

Le président: Vous serez heureux d'apprendre que Radio-Canada va témoigner devant le Comité sur le bill Télésat Canada. Je crois qu'il est possible qu'elle revienne ensuite.

M. Dinsdale: Le Conseil des Arts sera-t-il parmi nous?

[Text]

The Chairman: After we complete the bills.

Mr. Dinsdale: And the museums? In the museums we have a crisis that I was denied the opportunity of bringing up in the House of Commons the other day because they said it was not urgent. I do not know how to get at them. I thought I might raise it this morning with the Minister, but he has departed. This is the problem of the committee system.

The Chairman: I wish to thank Mr. Leger and his officials. It has been a very enlightening morning, and I look forward to having you back.

Mr. Léger: Thank you, Mr. Chairman.

[Interpretation]

Le président: Après que nous aurons terminé l'étude des projets de loi.

M. Dinsdale: Et les musées? Il y a une crise dans les musées. Je n'ai pas pu soulever cette question à la Chambre l'autre jour parce qu'on n'a dit que ce n'était pas urgent. Je ne sais vraiment pas comment arriver. Je croyais pouvoir soulever la question ce matin, mais le ministre est parti. C'est le problème du système des comités.

Le président: J'aimerais remercier monsieur Léger et les personnes qui l'accompagnaient. Ce fut un avant-midi très agréable et j'espère vous revoir bientôt.

M. Léger: Merci, monsieur le président.

OFFICIAL BILINGUAL ISSUE

FASCICULE BILINGUE OFFICIEL

HOUSE OF COMMONS

CHAMBRE DES COMMUNES

First Session

Première session de la

Twenty-eighth Parliament, 1968-69

vingt-huitième législature, 1968-1969

STANDING COMMITTEE

COMITÉ PERMANENT

ON

DE LA

JUN - 3 1969

BROADCASTING

RADIODIFFUSION,

FILMS AND ASSISTANCE

DES FILMS ET DE L'ASSISTANCE

TO THE ARTS

AUX ARTS

Chairman

Mr. John M. Reid

Président

MINUTES OF PROCEEDINGS
AND EVIDENCE

PROCÈS-VERBAUX ET
TÉMOIGNAGES

No. 31

FRIDAY, APRIL 25, 1969

LE VENDREDI 25 AVRIL 1969

Respecting

Concernant le

BILL C-184,

BILL C-184,

An Act to establish a Canadian corporation
for telecommunication by satellite.

Loi créant une Société de télécommuni-
cations par satellite pour le Canada.

Appearing:

A comparu:

The Honourable Eric Kierans,
Minister of Communications.

L'honorable Eric Kierans,
ministre des Communications.

WITNESSES—TÉMOINS

(See *Minutes of Proceedings*)

(Voir le *procès-verbal*)

STANDING COMMITTEE ON
BROADCASTING, FILMS AND
ASSISTANCE TO THE ARTS

COMITÉ PERMANENT DE LA
RADIODIFFUSION, DES FILMS ET DE
L'ASSISTANCE AUX ARTS

Chairman
Vice-Chairman
and Messrs.

Mr. John M. Reid
M. J.-A. Mongrain

Président
Vice-président
et MM.

De Bané,
Dinsdale,
Givens,
Guilbault,
Hymmen,
La Salle,
Macquarrie,

Marchand (*Kamloops-
Cariboo*),
Matte,
McCleave,
Nystrom,
Osler,
Paproski,

Perrault,
Schreyer,
Schumacher,
Stanbury,
Stewart (*Cochrane*)—
(20).

Le secrétaire du Comité,
M. Slack
Clerk of the Committee.

MINUTES OF PROCEEDINGS

[Text]

FRIDAY, April 25, 1969
(34)

The Standing Committee on Broadcasting, Films and Assistance to the Arts met this day at 9.55 a.m. The Chairman, Mr. John M. Reid, presided.

Members present: Messrs. De Bané, Dinsdale, Macquarrie, McCleave, Paproski, Reid, Schreyer, Schumacher, Stewart (Cochrane) (9).

Appearing: The Honourable Eric Kierans, Minister of Communications.

Witnesses: From the Department of Communications: Mr. A. E. Gotlieb, Deputy Minister; Dr. John H. Chapman, Assistant Deputy Minister (Research); Mr. Gilles Bergeron, Assistant Deputy Minister (Operations); Mr. F. G. Nixon, Director General of Telecommunications Management Office.

The Committee resumed consideration of Bill C-184, An Act to establish a Canadian corporation for telecommunication by satellite.

Mr. Kierans was further examined on Bill C-184, assisted by Messrs. Gotlieb, Bergeron, Chapman and Nixon.

Agreed,—That the letter from Mr. C. H. McGuire, of Baie d'Urfé, Quebec, addressed to Mr. Ralph Stewart, M.P., dated April 22, 1969, relating to telesat and the satellite system, be tabled and copies distributed to members of the Committee.

The examination of the witnesses still continuing, the Committee agreed to resume consideration of Bill C-184 on Tuesday, May 6, to hear officials of the Trans-Canada Telephone System.

At 11.05 a.m., the Committee adjourned until 9.30 a.m. on Tuesday, April 29.

Le secrétaire du Comité,
M. Slack,
Clerk of the Committee.

PROCÈS-VERBAL

[Traduction]

Le VENDREDI 25 avril 1969.
(34)

Le Comité permanent de la radiodiffusion, des films et de l'assistance aux arts se réunit ce matin à 9 h. 55, sous la présidence de M. John M. Reid, président.

Présents: MM. De Bané, Dinsdale, Macquarrie, McCleave, Paproski, Reid, Schreyer, Schumacher, Stewart (Cochrane)—(9).

A comparu: L'honorable Eric Kierans, ministre des Communications.

Témoins: Du ministère des Communications: M. A. E. Gotlieb, sous-ministre; M. John H. Chapman, sous-ministre adjoint (Recherche); M. Gilles Bergeron, sous-ministre adjoint (Opérations); M. F. G. Nixon, directeur général du Bureau de la direction des télécommunications.

Le Comité reprend l'examen du Bill C-184, Loi créant une Société de télécommunications par satellite pour le Canada.

M. Kierans répond de nouveau à des questions sur le Bill C-184, avec l'aide de MM. Gotlieb, Bergeron, Chapman et Nixon.

Il est décidé—Que la lettre de M. C. H. McGuire, de Baie d'Urfé (Québec), adressée à M. Ralph Stewart, député, en date du 22 avril 1969, et relative à Télésat et au système de satellite soit déposée, et que l'on en distribue des exemplaires aux membres du Comité.

L'interrogation des témoins se poursuivant, le Comité décide de reprendre l'examen du Bill C-184 le mardi 6 mai, séance au cours de laquelle il entendra les représentants du Réseau téléphonique transcanadien.

A 11 h. 05 du matin, le Comité s'ajourne jusqu'au mardi 29 avril 1969, à 9 h. 30

[Texte]

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

Friday, April 25, 1969

The Chairman: We are now ready to begin our study of the satellite telecommunications bill. Mr. Stewart has the floor.

Because of the limitation of time I think I will run a clock on everybody today. Perhaps 10 minutes each would be appropriate and then if there is time we could come back on a second round.

Mr. Stewart, would you proceed.

Mr. Stewart (Cochrane): Thank you, Mr. Chairman. I apologize to the Committee if I was a little bit late. I am awfully sorry if it held up the proceedings. But I am not the only one who will be asking questions and I hardly think that the proceedings should be held up if I happen to be a little bit late.

Mr. Chairman, I have been very patient in the past couple of weeks with regard to questioning in Committee, I realize that our time is quite limited, but at the same time I think that it is my right as a member of this Committee to have the proper time necessary to go into this problem.

Mr. Chairman, I think we are on the brink of a multi-million dollar commitment to build a domestic communications satellite system in Canada. Everyone looks forward to a project which will bring us into the space age, put us there first with advanced technology and first for space allocations for the kind of satellite we envisage.

I wish to make my position quite clear from the outset. I made a short speech in the House of Commons last week in which I stated that I believed we should take a very

• 0955

careful look at the whole project in this Committee, because in my view there are some serious questions as to the economic feasibility

[Interprétation]

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Le vendredi 25 avril 1969

Le président: Nous allons maintenant pouvoir commencer notre étude du projet de loi sur les télécommunications par satellite. M. Stewart a la parole.

Comme nous n'avons pas beaucoup de temps, je pense que je vais chronométrer tout le monde, aujourd'hui. Nous pourrions peut-être accorder 10 minutes à chacun, puis, si nous avons le temps, avoir un second tour.

Monsieur Stewart, voudriez-vous commencer?

M. Stewart (Cochrane): Merci, monsieur le président. Je demande au Comité de m'excuser de mon léger retard. Je suis désolé si j'ai retardé les délibérations. Mais je ne serai pas le seul à poser des questions, et je ne pense donc pas que mon retard pourrait retarder les délibérations.

Monsieur le président, j'ai été très patient ces deux dernières semaines en ce qui concerne les questions, car je me rends compte que notre temps est limité, mais, d'autre part, j'estime qu'en tant que membre du Comité, j'ai le droit de disposer de suffisamment de temps pour sonder la question qui nous est soumise.

Monsieur le président, je crois que nous sommes sur le point de nous engager à dépenser plusieurs millions de dollars pour construire un réseau de télécommunications par satellite au Canada. Tout le monde attend avec impatience ce projet qui va nous faire entrer dans l'ère de l'espace, qui va nous y faire entrer les premiers avec la technologie avancée et les premiers pour les allocations d'espace nécessaires pour le genre de satellite que nous envisageons.

Je tiens à établir ma position très clairement dès le départ. J'ai fait un bref discours à la Chambre des communes la semaine dernière, et j'ai dit que j'estimais qu'il fallait étudier très sérieusement ce projet en Comité, car, d'après moi, il se pose des questions graves quant à la rentabilité de ce projet à un

[Text]

of this project at a time when we are preaching hold-the-line budgets and austerity measures. I am not against a satellite system, I shall be overjoyed if we are able to have one in the near future, but I insist that it is necessary for us in this Committee to get opinions other than those who have an axe to grind or other than those who are involved in the government project to establish such a corporation, That is my position.

It is a very simple request I have made, it certainly would not delay the program and, since there are some outstanding people in the field and in the public who have pointed out their concern, I think that it is our responsibility to bring them before us.

I believe that many of the costs are not known and that many of the facts have not been made clear. I think, Mr. Minister, you, for whom I have a great deal of respect, are the one who is going to have to take the final responsibility together with this government of which I am a member, and I certainly have no intention of speaking against my government. However, I want to make sure that the government is protected in every way possible. I am certainly not a technical man and I am not an expert in the field, but I have looked into this question fairly extensively and the opinions that I express have been formulated on the basis of experts in the field from outside of government.

The White Paper that was published last year certainly must have been looked into carefully, but let me point out to this Committee that the task force which wrote that paper did exactly what anyone else who is writing a paper would do, whether it be for a gold mine or a satellite—they prepared it in such a way as to sell an idea.

I do not believe that the White Paper was necessarily a critical analysis. In fact there are those who feel that it ignores certain of the unfavourable aspects. Those aspects are important technical features which may well change this expensive prestige project into something undesirable.

I merely advocate that all of the facts be brought out, that we be made aware of exactly what is involved—and the people of Canada should be made aware as well. The pure scientist is somewhat scandalized at the technical world of today in which commercial advantage and politics sometimes outweigh scientific truths. Survival in such a world is a matter of bending to the fashionable outlook

[Interpretation]

moment où nous prêchons la restriction des budgets et les mesures d'austérité. Je ne suis pas contre le système de satellite, je serai ravi si nous parvenons à en avoir un dans un avenir proche, mais je pense qu'il est nécessaire que nous, au Comité, obtenions l'avis d'autres personnes que celles qui ont quelque chose à gagner ou qui participent à l'échelon gouvernemental à l'établissement d'une telle société. C'est là mon avis.

Ce que j'ai demandé là est très simple, cela ne retarderait certainement pas le programme, et, puisqu'il y a des personnes éminentes dans ce domaine et parmi le public qui ont exprimé leur inquiétude, j'estime que nous avons le devoir de les faire comparaître devant nous.

Je pense qu'une grande partie des coûts ne sont pas connus, et que bien des faits n'ont pas encore été exposés clairement. Je pense, monsieur le ministre, que vous, pour qui j'éprouve énormément de respect, êtes la personne qui, en fin de compte, allez assumer toute la responsabilité, avec ce gouvernement, dont je suis membre, et je n'ai absolument pas l'intention de m'opposer à mon gouvernement. Mais je voudrais m'assurer que le gouvernement est protégé de toutes les manières possibles. Je ne suis certainement pas technicien, ni expert en la matière, mais j'ai étudié cette question de façon assez approfondie, et l'opinion que j'exprime a été formulée selon l'avis d'experts dans ce domaine en dehors du gouvernement.

Le Livre blanc qui a été publié l'an dernier a certainement dû être étudié très soigneusement, mais permettez-moi de faire remarquer au Comité que le groupe d'étude qui a rédigé ce Livre blanc a fait exactement ce que fait quiconque rédige un Livre blanc, que ce soit pour un satellite ou pour une mine d'or, c'est-à-dire qu'il l'a préparé de manière à faire accepter une idée.

Je ne pense pas que le Livre blanc ait nécessairement été une analyse critique. En fait, des personnes pensent qu'il laisse de côté certains des aspects défavorables. Il s'agit de caractéristiques techniques importantes qui pourraient bien faire de ce projet prestigieux quelque chose d'indésirable.

Je demande simplement que l'on révèle tous les faits, que l'on nous mette au courant de ce qui est en cause exactement, et que la population canadienne soit aussi mise au courant. Le spécialiste des sciences pures est quelque peu scandalisé devant le monde technique d'aujourd'hui, où les avantages commerciaux et les considérations politiques l'emportent parfois sur les vérités scientifiques.

[Texte]

of the moment, for the individual in both government and in industry. It is the height of fashion today to label anything a satellite; to the ill-informed it is obviously reasonable and progressive if it has that connotation and, therefore, it must be beyond criticism. It is my view that the wonders of the future system must be balanced against the systems of cables and microwaves which we are now dependent upon.

Will it be worth it to spend the extra money which could go into hundreds of millions of dollars? First of all, will it give us that much more that we have not got and, if it will, certainly it would be worth the initial outlay of money, but that improvement would have to be in quality not in quantity because existing techniques are capable of meeting almost all our Canadian needs for the foreseeable future.

The big question in my mind is that of price and that is the factor which, in my view, has made the private companies hesitate as long as they did. In fact, the initial tests that were made by the private companies were far from favourable.

I wonder, Mr. Minister, what your officials think of the International Telecommunications Union, the ITU, a specialized agency of the United Nations which sets up world-wide standards of good practice in telecommunications? They have published recommendations and supporting data which supplied all member countries with facts on the inferior quality of satellite-telephone circuits and the restrictions to be imposed on their use.

We are a member of the ITU and official recognition by the ITU sets up world-wide standards which are directly applicable in the international service. With a country such as ours a domestic network is not bound to follow the ITU recommendations, and I understand that, but it would certainly be good practice to do so.

We can do as we please, but it seems to me a more enlightened viewpoint indicates that if certain restrictions on satellite circuits are necessary on a world-wide scale they are even more necessary domestically. This is because the national circuits of each country connect to the international network. It could be compared to the requirements for a Canadian airport which serves both domestic

[Interprétation]

Dans un tel monde, il faut, pour survivre, se plier aux tendances à la mode, et ce, pour le particulier dans le gouvernement comme dans l'industrie. Aujourd'hui, c'est la grande mode d'appeler n'importe quoi un satellite; aux yeux des gens mal informés, tout ce qui a cette connotation est forcément progressiste et raisonnable et doit donc être à l'abri de toute critique. Pour moi, il faut mettre en balance les merveilles du système futur et les systèmes de cables et de micro-ondes dont nous disposons actuellement. Cela vaudrait-il la peine de dépenser tout cet argent supplémentaire, qui pourrait aller chercher dans les centaines de millions de dollars?

Tout d'abord, cela nous donnera-t-il beaucoup plus que nous n'avons à l'heure actuelle; si oui, cela vaudrait certainement la mise de fonds initiale, mais il faudrait que l'amélioration se fasse dans la qualité, non dans la quantité, car les techniques actuelles sont suffisantes pour tous les besoins du Canada dans l'avenir proche.

La grande question que je me pose, c'est celle du coût; et c'est là le facteur qui, à mon avis, a fait hésiter si longtemps les entreprises privées. En fait, les essais initiaux qu'elles ont faits étaient loin d'être favorables.

Je me demande, monsieur le ministre, ce que pensent vos fonctionnaires de l'Union internationale des télécommunications, l'UIT, qui est un organisme spécialisé des Nations Unies et qui établit des normes universelles en matière de télécommunications. Cet organisme a publié des recommandations, avec données à l'appui, qui fournissent à tous les pays membres des faits sur la qualité inférieure des circuits téléphoniques par satellite et sur les restrictions qu'il faut imposer à leur utilisation.

Le Canada est membre de l'UIT, qui fixe des normes qui sont directement applicables au service international. Dans un pays comme le nôtre, le réseau intérieur n'est pas nécessairement tenu de suivre les recommandations de l'UIT, je le comprends, mais ce serait certainement une bonne chose de le faire.

Nous pouvons faire ce que nous voulons, mais il me semble que si l'on étudie mieux la question, on s'aperçoit que si certaines restrictions sont nécessaires sur les circuits de satellite à l'échelon mondial, elles le sont d'autant plus à l'échelon intérieur. Est-ce parce que les circuits intérieurs de chaque pays sont reliés au réseau international? On pourrait comparer cela aux exigences d'un

[Text]

• 1000

and international carriers and therefore must conform to the recommendations of the International Civil Aviation Organization.

I insist that it is time that it be made clear what we are talking about. The average Canadian—I am not talking about uninformed people, I am speaking about intelligent people who are not necessarily technical people—believes that at the present time a satellite will give them direct broadcasting into their sets in their homes. This is the popular belief. These things have not been made sufficiently clear. A communications satellite system will not broadcast directly into their homes.

In fact, I think that we have misled the people in certain statements that have been made. It acts merely as a relay above the earth which relays to ground stations which, in turn, relays into the home.

That satellite being 22,000 miles above the earth, there is another point that I should like to make which has not been made sufficiently clear. Twenty-two thousand miles above the earth means that any transmission by telephone from Montreal to Winnipeg, or from any two points on the earth, via satellite would go 22,000 miles up and 22,000 miles down, making a total of 44,000 miles through space, which is the equivalent of about twice around the world. Even though the radio waves travel at the speed of light the transmission time delay is significant and causes difficult normal telephone conversation. This is something we have not even heard about. There is a time delay in ordinary surface to surface conversations over microwave—and this is where they use echo suppressors. But in the case of satellite circuits, suppressors would be much less effective because of the greater time delay resulting. The only way that such a time delay can be reduced is to reduce the distance—because the time delay depends on the speed at which electromagnetic waves are propagated through space.

If we look at this carefully we can see that to use a satellite channel for both directions on a coast-to-coast telephone conversation the time delay would be unacceptable and it would therefore be necessary to use a land line at least in one direction. From that point of view there is a shortcoming which should be stressed.

Another of the shortcomings which has not even been mentioned is the fact that at certain times of the year the earth stations would be affected by sun radiation, making

[Interpretation]

aéroport qui sert à la fois aux compagnies de transport du pays et aux compagnies de transport internationales et doit donc être conforme aux recommandations de l'Organisation de l'aviation civile internationale.

Je le répète, il est temps que l'on indique clairement ce dont nous parlons. Le Canadien moyen et je ne parle pas des gens non informés, mais des gens intelligents, qui ne sont pas nécessairement techniciens pense qu'actuellement un satellite va leur donner une diffusion directe dans leur foyer. Ces choses n'ont pas été assez clairement définies. Or, un réseau de télécommunications par satellite ne diffusera pas directement dans leurs foyers.

En fait, je pense que nous avons trompé les gens dans certaines déclarations qui ont été faites. Cela ne sert que de relai au-dessus du globe, qui relaie aux stations au sol, qui, à leur tour transmettent dans les foyers.

Étant donné que ce satellite sera à 22,000 milles au-dessus de la terre, il existe un autre détail qui n'a pas été clairement défini jusqu'à présent. Ces 22,000 milles au-dessus de la terre signifient que toute transmission par téléphone de Winnipeg à Montréal par satellite ou de deux points quelconques du sol, doit d'abord monter à 22,000 milles et refaire 22,000 milles vers la terre, ce qui veut dire qu'il faut 44,000 milles, soit à peu près deux fois le tour de la terre. Même si les ondes radio vont à la vitesse de la lumière, le retard de transmission est assez important et cela peut rendre les communications téléphoniques difficiles. Or, il n'en a pas été question. Il y a un retard de temps dans les communications téléphoniques au niveau du sol sur les micro-ondes, c'est la raison pour laquelle on utilise des étouffeurs d'échos. Mais dans le cas des circuits de satellite, les étouffeurs seraient beaucoup moins efficaces en raison des grands retards qui en résulteraient. La seule façon de réduire ce retard est de réduire la distance car le retard dépend de la vitesse à laquelle les ondes électromagnétiques sont propagées à travers l'espace.

Maintenant si nous étudions la question très soigneusement, nous pouvons voir que l'utilisation d'un satellite créerait un retard dans le temps qui serait inacceptable et par conséquent, il serait indispensable d'utiliser au moins un système au sol dans un sens. Il y a dans cela un inconvénient qu'il faudrait donc mettre en évidence.

Un autre inconvénient qui n'a même pas été mentionné c'est le fait qu'à certaines périodes de l'année les stations au sol seraient affectées par les radiations solaires et par

[Texte]

each earth station in turn unusable for a short period of time—perhaps about 15 minutes a day around the noon hour at certain times of the year. These are called sun outages. They can be avoided if we have two satellites—in our case we have only one—because with two you could switch from one to the other. The initially-planned system perhaps took that into consideration. But certainly this has not been mentioned in the present system and it would appear that if this is going to be overcome then at those times of the day we would have to switch over to the telecommunications land system.

In this case then I am wondering, Mr. Minister, if this tripartite arrangement is the best one that is envisaged for the Corporation. Certainly it could be said that in your laboratories your officials are perhaps creating a three-headed Frankenstein, where each acts as a brain to control one arm—and I wonder if this is the best way to look after the situation.

I think there are other factual data which are being ignored and which are not being made public to us or to the Canadian people. I think that Canada made important contributions to ITU and the data that are documented and published should be taken into account. To assume that they are irrelevant to our decision in Canada on a domestic satellite system, I think is dangerous. We should prove either that the data are wrong or else we should use them to give full weight to our decision.

Mr. Chairman, if we have not enough time to carry on further perhaps I could terminate there. I have received a letter from an expert who is now retired and therefore does not have any axe to grind. Since there is not time for me to read it perhaps you might allow me to table it.

The Chairman: Is it agreed that we table this letter.

Some hon. Members: Agreed.

The Chairman: Would you identify the letter—whom it is from and soon.

Mr. Stewart (Cochrane): The letter is from Mr. C. H. McGuire in Baie d'Urfé, an expert in telecommunication satellite systems. Mr. McGuire is now retired, does not work for

[Interprétation]

conséquent, à ce moment-là, les stations seraient inutilisables pendant une courte période, peut-être quinze minutes par jour vers midi, à certaines périodes de l'année. C'est ce qu'on appelle interruptions de transmission dues au soleil, qui peuvent être évitées si nous disposions de deux satellites, dans notre cas, nous n'avons prévu qu'un seul satellite, car avec deux, nous pouvons passer d'un satellite à l'autre. Le système prévu à l'origine a, peut-être, tenu compte de cet aspect. Mais cela n'a certainement pas été indiqué dans le système actuel et il semblerait que si cette difficulté doit être surmontée à certaines périodes de la journée, il nous faudra passer au système de télécommunications de surface.

Ceci dit, je me demande, monsieur le ministre, si cet arrangement tripartite est le meilleur qui puisse être envisagé pour la société. On pourrait certainement, dire que dans vos laboratoires vos fonctionnaires sont en train d'imaginer peut-être un Frankenstein trigonocéphale où chaque tête contient un cerveau pour contrôler un bras et je me demande si c'est véritablement là la meilleure manière d'aborder la situation.

Je pense qu'il y a d'autres faits qui sont passés sous silence et qui ne sont pas rendus publics. Je pense que le Canada a porté d'importantes contributions à l'UIT et que les données qui sont documentées et publiées devraient être prises en considération. Le fait de considérer ces données comme n'ayant aucun rapport avec notre décision au Canada au sujet d'un système local de télécommunication par satellite est à mon avis lourd de conséquences. Il nous faut, soit démontrer que ces normes sont erronées, ou nous en servir pour donner plus de poids à notre décision.

Maintenant, monsieur le président, si nous n'avons pas le temps d'aller plus loin, peut-être que je pourrais m'arrêter là. J'ai reçu une lettre d'un expert qui est maintenant à la retraite et qui, par conséquent, n'a aucune raison directe d'intervenir dans cette affaire. Je ne vais pas vous la lire, je préfère la mettre en annexe au procès-verbal.

Le président: Êtes-vous d'accord pour que nous déposions cette lettre?

Des voix: D'accord.

Le président: Voulez-vous nous dire d'où vient la lettre et autres détails?

M. Stewart (Cochrane): La lettre vient de M. C. H. McGuire, de Baie d'Urfé, un expert en réseaux de télécommunications par satellite. Il est à la retraite maintenant et par

[Text]

anyone at the moment and, therefore, his opinions are strictly his own.

[Interpretation]

conséquent, il ne travaille pour personne pour l'instant, c'est pourquoi ses opinions expriment strictement son propre point de vue.

The Chairman: What date is the letter?

Le président: Quelle est la date d'envoi de la lettre?

Mr. Stewart (Cochrane): This is dated April 22, 1969. I received it yesterday or the day before.

M. Stewart (Cochrane): Du 22 avril 1969. Je l'ai reçue hier ou avant-hier.

The Chairman: If we could have that we will have copies made and circulated one to each member of the Committee.

Le président: On va en faire des photocopies qu'on distribuera à tous les membres du Comité. Monsieur Stewart, voulez-vous l'identifier un peu plus, pour le compte de qui il a travaillé.

Mr. Stewart, could you identify him further—who he worked for before?

Mr. Stewart (Cochrane): He worked for the Bell Telephone Company and for the past ten years was on satellite research.

M. Stewart (Cochrane): Il a travaillé pour la Compagnie de téléphone Bell et pendant dix ans a travaillé dans leurs projets de satellites.

The Chairman: On their satellite project research.

Le président: Sur leur projet de recherche sur les satellites.

Hon. E. W. Kierans (Postmaster General): Mr. Chairman, I will start with some of the latter points raised by Mr. Stewart.

L'hon. E. W. Kierans (Ministre des Postes): Monsieur le président, je vais commencer par les derniers points abordés par M. Stewart.

I do not think anybody in the Department of Communications has led anybody in this country to believe that the satellite is going to furnish broadcasting directly into homes. As a matter of fact, we have been at great pains to make clear that while this is becoming more and more technologically feasible, economically feasible is quite another question—it may be another 10 years or maybe another 15 years. So there is no question of associating, in the minds of the public at large, this satellite with a capability of direct broadcasting into homes.

Je doute fort que quelqu'un au ministère des Communications ait jamais induit qui que ce soit dans le pays à croire que le satellite allait diffuser directement dans les foyers. En fait, nous avons fait tout notre possible pour expliquer clairement que, bien que cela soit de plus en plus réalisable du point de vue technique, il ne l'était nécessairement pas du point de vue économique. Cela pourrait se réaliser peut-être dans dix ou quinze ans. Par conséquent il n'est pas du tout question d'induire le public en erreur et lui faire croire que ce satellite est capable de diffuser directement dans les foyers.

With reference to the 22,000 miles up and the 22,000 miles down, my colleague has made a great point of the delay and perhaps he could tell me how much of a delay there would be in travelling this 44,000 miles?

En ce qui a trait aux 22,000 milles vers l'espace et aux autres 22,000 vers la terre, je crois que mon collègue a exagéré la durée que représente le retard, et je voudrais qu'il me dise quel retard représenterait une distance de 44,000 milles?

Mr. Stewart (Cochrane): I have the data here. I believe that the radio signal, if my information is correct, takes .3 of a second to go from one earth station to another via the satellite, so that two ways would be double.

M. Stewart (Cochrane): J'ai ici les données. Je pense que si mes renseignements sont corrects, le signal-radio met 0,3 seconde pour aller d'une station au sol à une autre par le satellite, de sorte que pour la distance aller-retour, ce serait le double.

Mr. Kierans: Twenty-three second?

M. Kierans: Vingt-trois secondes?

Mr. Stewart (Cochrane): No, .3 of a second.

M. Stewart (Cochrane): Non, 0,3 seconde.

Mr. Kierans: Then altogether, up and down, it would be about a quarter of a second. I think both you and I can adjust...

M. Kierans: Donc, en tout ça représenterait $\frac{1}{4}$ de seconde. Je crois que nous pouvons, vous et moi être d'accord là-dessus.

[Texte]

Mr. Stewart (Cochrane): Well, .3 is about one-quarter of a second.

Mr. Kierans: ... to that very small difference by probably speaking a little more slowly or a little more deliberately. I do not think that anybody considers that this is any deterrent.

Mr. Stewart (Cochrane): For one way it is not a deterrent but for two ways it is.

Mr. Kierans: No, it is not a deterrent either—it is a quarter of a second.

Mr. Stewart (Cochrane): If I am talking to you there is a quarter of a second delay, you have to answer me so there is another quarter of a second coming back therefore it makes over half a second—.6.

Mr. Kierans: No, no, it is a quarter both ways. Let us just say that you have just spoken to me, so, I will wait. Now I am replying to you.

Mr. Stewart (Cochrane): Right.

Mr. Kierans: It has been well more than a quarter of a second between the question and the reply.

With respect to the sun outages, it is agreed that is 15 minutes. All these points were made clear to interested members who came to caucus meetings. This is about 15 minutes and will last for about six weeks throughout the year. This affects primarily data transmission only. It does to some extent for that 15 minute period probably increase the noise or have some slight effect on the television image. But compared to that and getting nothing at all in the deep dark silences of the frozen North, I would think that the people would be quite prepared to put up with it. There is also another point. You can get around this—and perhaps we will get around this in two or three years after the initial satellite goes up. If there is a demand for additional channels and we put up a second satellite then you can turn or adjust the satellite so that this is eliminated entirely.

With respect to the ITU I will ask Mr. Gordon Nixon to speak to you about our participation in that. In the communications field Canada is known to be a good member of the international community. We co-operate with all other nations. As a matter of fact, the basis of our entire approach is that the nations must get together in order to prevent unnecessary competition or chaotic use of space. As a matter of fact, the tabling of the report made to the United Nations by Canada

[Interprétation]

M. Stewart (Cochrane): Eh bien, .3 seconde veut dire environ un quart de seconde.

M. Kierans: En parlant un peu moins vite ou en accélérant un peu. Je ne crois pas que ce soit là une exagération.

M. Stewart (Cochrane): Pas pour l'aller, mais pour deux trajets, c'en est une.

M. Kierans: Non, ça ne peut pas, c'est un quart de seconde.

M. Stewart (Cochrane): Si je vous parle en $\frac{1}{4}$ de seconde, il faut que vous me répondiez, donc cela fait un autre $\frac{1}{4}$ de seconde. Autrement dit, ça fait $\frac{1}{2}$ seconde, c'est-à-dire 0.6 seconde.

M. Kierans: Non, non, c'est un quart de seconde dans les deux sens. Disons que vous m'avez parlé; j'attends, maintenant je vous réponds.

M. Stewart (Cochrane): C'est exact.

M. Kierans: Il y a eu plus d'un quart de seconde entre la question et la réponse.

En ce qui concerne les interruptions de transmission dues au soleil, il est convenu qu'elles durent 15 minutes. Tous ces points, ont été expliqués aux députés qui ont assisté aux réunions du caucus. C'est environ 15 minutes et dureront 6 semaines durant toute l'année. Ceci n'affecte que la transmission des tournées. Pour cette période de 15 minutes l'interruption augmentera probablement le bruit ou affectera légèrement l'image de la télévision. Mais si l'on devait choisir entre une image quelque peu affectée ou rien du tout dans l'immensité du Nord glacial. Je crois que les gens accepteraient volontiers ce petit inconvénient. Il existe également un autre point. Nous pourrions contourner cette difficulté dans deux ou trois ans après avoir lancé le premier satellite. Si la demande se présente pour d'autres réseaux et que nous lancions un deuxième satellite, vous pouvez tourner ou ajuster le satellite de façon à éliminer complètement cette difficulté.

Pour ce qui est de l'UIT, je demanderais à M. Gordon Nixon de vous parler de notre participation à cet organisme. Dans le domaine des communications, le Canada jouit de la réputation d'être un bon membre de la communauté internationale. Notre collaboration avec toutes les autres nations est bien connue. En tout cas, nous sommes convaincus que toutes les nations doivent s'unir en vue d'empêcher une concurrence inutile ou une utilisation désordonnée des ressources spatia-

[Text]

and Sweden indicates our leadership in the field of attempting to assess not only the technical but also the social, cultural and political problems involved with communications in space.

I will ask Mr. Nixon to speak in greater detail because he represents Canada and, of course, can speak in a much more extended fashion than I can.

Mr. Stewart, in the House—and you have not repeated the figures today—you made a great point of the fact that some experts have told you—I think they were Americans—that this is not going to involve Canada in a break-even investment, that this in fact is going to eventually escalate into an operation that will cost the people of Canada \$200 million a year.

I do not know what expert gave you these figures, but I would just like to draw to your attention certain basic facts. Both RCA and Northern Electric submitted to us proposals for the building of three six-channel satellites.

The cost of building the three satellites was set by one company at approximately \$40 million, and by the other company at about \$42 million. These were competitive bids or suggestions. We could not bind them to those two prices. However, if we went into the market now and were willing to give contracts, this is the order in which those two companies would bid. Perhaps it would be less, because knowing now that a contract is going to be given—and incidentally it will not be given for three, it will be given for two, so it will be considerably less than \$40 million—but knowing that it is an all-or-nothing proposition, if we decide to do it that way, we may not, when they submit bids for this it could conceivably be less than \$40 million.

Let us take the figure of \$40 million for three satellites. As I said, we are going to buy only two, but let us keep it at \$40 million. That is the capital investment. The operational cost of that capital investment we charge to depreciation on three satellites. That would be, let us say, five years, because the satellites have that kind of life and that is the kind of satellite we are looking forward to. Therefore we build in the depreciation into this, and even on the three satellites the depreciation cost will be only \$8 million.

The operation of the satellite itself, in terms of overhead and administration, is not going to be a tremendous cost, but let us add a couple of million dollars. Let us add interest

[Interpretation]

les. La présentation du rapport par le Canada et la Suède aux Nations-Unies prouve que nous sommes à l'avant-garde des nations qui essayent d'évaluer non seulement les problèmes techniques en cause, mais également les aspects socio-politiques des télécommunications dans l'espace.

Je demanderais à M. Nixon de vous parler en détails à ce sujet car il représente lui-même le Canada. Il peut le faire beaucoup mieux que moi.

Monsieur Stewart, à la Chambre, mais vous n'avez pas répété ces chiffres aujourd'hui, vous avez parlé du fait que certains experts américains vous auraient dit que ceci ne placera pas le Canada dans une situation rentable mais que cela va coûter à la population environ 200 millions de dollars par année.

Je ne sais pas quel expert vous a donné ces chiffres, mais je voudrais vous rappeler certains faits fondamentaux. La RCA Victor et la Northern Electric nous ont présenté des propositions en vue de la construction de trois satellites à six canaux.

Le coût de la construction des trois satellites s'établissait à environ \$40 millions de dollars dans un cas, et dans l'autre cas à environ \$42 millions de dollars. Il s'agissait d'offres concurrentielles. Mais nous ne pouvions pas les forcer à respecter ces prix. Mais si nous désirions présentement accorder des contrats, voilà, à peu près les offres que nous recevions de ces deux compagnies. Peut-être que le chiffre sera moins élevé car sachant que le contrat sera accordé, incidemment il s'agira d'un contrat pour deux satellites et non trois, de sorte qu'il s'agira d'une somme de beaucoup inférieure à \$40 millions, je disais donc sachant qu'elles obtiendront tout ou rien, il est fort possible que le montant soit inférieur à \$40 millions.

Mais utilisons le chiffre de \$40 millions pour trois satellites. Comme je l'ai dit, nous n'en achèterons que deux, mais utilisons quand même le chiffre de \$40 millions. Il s'agit de l'investissement. Les frais d'opération seront assimilés à la dépréciation des trois satellites. Disons cinq ans, car les satellites ont une telle durée, et c'est ce genre de satellites que nous recherchons. Donc nous incluons la dépréciation dans ce chiffre et même avec trois satellites, elle ne serait que de huit millions.

Pour ce qui est des frais d'exploitation du satellite même, les frais généraux et l'administration, ils ne seront pas très élevés, mais ajoutons quelques millions de dollars. Plus les

[Texte]

on \$40 million. Let us add all of the other costs, and you will get up to a cost of about \$17 or \$18 million for operating this. So there is no conceivable way in which this could involve the people of Canada in an expenditure of \$200 million a year. There is no conceivable way.

One of the differences that we have—and it is a perfectly legitimate difference—is that we in the government estimate conservatively on this in order not to lead to too great expectations on the part of the people. We have tried to estimate as carefully as we could the actual operating costs and the charges on the corporation itself. We have estimated something close to \$18 million a year. And TCTS who are here, and who will be glad to reply to your questions, think that we are too high.

We have 500 scientists, engineers and technical people. We have Mr. Bergeron and others who have been working in the project office, and economists, Mr. Turta, and all kinds of people. As I say, we have come to a conclusion that this may be something in the order of \$18 million a year. TCTS, including Bell Telephone, say we are high. They say we want to charge them rates that are higher by reason of our projection, and they feel that this could be done for about \$15, \$16 or maybe \$17 million. But anyway, that is the order, so I think we are doing this very carefully.

No one in the Department, starting with the Minister, wants to be involved in something that is going to be seriously underestimated or overestimated. We are all aware of what the Public Accounts Committee has discovered in other activities of the government. We are very aware of it and very sensitive to it. We have adopted a very hard and very businesslike approach to it, and I think the figures we are at present putting before the Canadian people can be justified today and will be justified in the event.

I think I have covered most of the points you have brought up. I appreciate very much your support for the idea and your concern that we do not get into something that adds to the deficit of the government, and that adds to the financial difficulties of a government in these days. We appreciate both these points very much. I think you have done a good job in raising points.

I would not want to leave anybody in this room under any doubt as to our regard for the ITU, our willingness in all of these areas to work with them and to abide by the gener-

[Interprétation]

intérêts sur \$40 millions. Ajoutons tous les autres frais et nous en arriverons à \$17 ou \$18 millions de dollars. Il est inconcevable que ceci puisse coûter aux Canadiens \$200 millions de dollars par année. C'est inconcevable.

La différence, et c'en est une très légitime c'est que nos prévisions à nous du gouvernement, sont très conservatrices sur ce rapport. Nous avons tenté de prévoir d'aussi près que possible quels seraient les frais d'exploitation et combien il en coûterait à la société elle-même. Nous croyons qu'il s'agira d'une somme de \$18 millions par année. Et les représentants du Réseau téléphonique transcanadien qui sont ici et qui seront heureux de répondre à vos questions croient ces chiffres trop élevés.

Environ 500 scientifiques, ingénieurs et techniciens, en plus de M. Bergeron, de nombreux économistes, de M. Tarta et de nombreuses autres personnes ont étudié cette question. Et nous en sommes venus à la conclusion que ceci coûterait \$18 millions de dollars par année. Le Réseau téléphonique transcanadien, dont fait partie Bell Canada, affirme que notre estimé est trop élevé. Il prétend que nous voulons lui imposer des tarifs trop élevés, basés sur notre estimé, et croit que nous pourrions nous en tirer avec \$16 ou \$17 millions. Quoi qu'il en soit, je crois que nous y allons très prudemment.

Personne au ministère, et le ministre est le premier, ne veut s'aventurer dans un projet si les prévisions sont trop basses ou trop élevées. Nous savons trop bien ce que le Comité des comptes publics a découvert dans certains secteurs du gouvernement. Nous sommes bien au courant de la situation et nous y portons attention. C'est la raison pour laquelle nous avons adopté une attitude très réaliste et les chiffres que nous présentons à la population canadienne, nous pouvons les justifier aujourd'hui et nous pourrions également le faire plus tard.

Je crois avoir touché la plupart des points que vous avez soulevés. Je vous remercie de l'appui manifesté à l'endroit de ce projet. Je comprends également que vous ne voulez pas que nous ayons à encourir de déficit, ce qui ajouterait au problème financier du gouvernement.

Je crois que vous avez fait un excellent travail et vous avez fait votre devoir en suivant cette question.

[Text]

al discussions and the results and recommendations that come out of that body. We are a good member of that body, and I now ask Mr. Nixon to discuss that.

Mr. F. G. Nixon (Director General of Telecommunications, Management Office, Department of Communications): Mr. Chairman, the International Telecommunications Union, a specialized agency of the United Nations, has been active in the field of telecommunications for many years. It now represents some 135 countries in the world. It is one of the largest international organizations.

In the field of space radio or satellite communications, it has been active for the last seven or eight years. This has centred principally on the allocation of frequencies so that the satellite and other space radio services could develop without interference between services. It has been active in the setting of standards or the determination of standards of good practice for all telecommunication systems, including space radio systems, and particularly in the matter of transmission standards where satellite communications are involved.

There has been, we certainly agree, a great deal of difference of opinion among the members of the Union as to what constitutes a satisfactory transmission standard from the standpoint of the time delay which is inevitably associated in the transmission of communications by satellite. But the consensus in the Union is that a transmission to a satellite and back to earth, and the return journey which is necessary for a telephone conversation, representing a time of slightly under half a second, is acceptable. And that has been amply demonstrated now by virtue of the fact that satellite communications have been used in the international service, on overseas routes, across the Atlantic, and on many other routes now for some four or five years.

Mention was made of echo suppressors, and I would just like to observe that a high-quality sophisticated type of echo suppressor is very essential to the success of transmission by satellite, perhaps more so than to the success of transmission by other means. These echo suppressors have been developed. They are in an advanced stage. They are in use, and they are proving to be very effective.

So in our minds there is no question that the transmission by satellite of telephone conversations is feasible and acceptable to the public so long as the transmission is one hop

[Interpretation]

Je ne veux pas que personne ici doute de notre respect pour l'UIT, de notre volonté de travailler de concert avec elle et de respecter ses recommandations. Nous sommes un bon membre de cet organisme, ce dont je demanderais à M. Nixon de parler.

M. F. G. Nixon (Directeur général du bureau de la direction des télécommunications, ministère des Communications): L'Union internationale des télécommunications, qui est un organisme spécialisé des Nations Unies, a joué un rôle actif dans le domaine des télécommunications depuis plusieurs années. Elle représente maintenant 135 pays du monde. C'est une des organisations internationales les plus considérables.

Dans le domaine des télécommunications par satellites et radio, elle a joué un rôle actif depuis 7 ou 8 ans. Ce rôle actif a porté essentiellement sur l'allocation de fréquence pour que les satellites et les systèmes de communications puissent être créés sans qu'il y ait de conflit. Elle a établi des normes pour tous les systèmes de télécommunications, y compris les systèmes de radio dans l'espace, et surtout en ce qui concerne les normes de transmission là où les communications par satellites entrent en jeu.

Il y a eu, et nous le reconnaissons, des divergences de vues parmi les membres de l'union, relativement à ce qui constitue une norme acceptable dans le domaine des transmissions au sujet du délai inévitable qui accompagne toute transmission par satellite. Mais les membres sont tous d'accord pour admettre que la transmission vers le satellite, le renvoi vers la terre et le parcours, en sens inverse, du même chemin nécessaire à une conversation téléphonique, procédé qui entraîne un délai d'une demi-seconde, est acceptable. On a pu s'en rendre facilement compte parce qu'on s'est servi de satellites pour des échanges internationaux, au-dessus de l'Atlantique et ailleurs, au cours des quatre ou cinq dernières années.

Quelqu'un a mentionné la question de l'élimination des échos. J'aimerais vous faire remarquer que l'utilisation d'un dispositif de qualité destiné à éliminer les échos est absolument essentiel au succès des transmissions par satellites, peut-être davantage que pour le succès des autres types de transmission. Ces appareils ont été mis au point. Ils sont déjà utilisés et très efficaces.

A notre avis, la transmission par satellites de conversations téléphoniques est réalisable et sera acceptable pour la population aussi longtemps que la transmission ne met en

[Texte]

to the satellite, down, and return. If we were to transmit two hops, using a second satellite in tandem, there would then be questions as to whether the quality of the transmission would be acceptable. We are planning only on a domestic system, a one-hop transmission. So we are quite convinced that it will be acceptable and fully in accord with the ITU recommendations.

I have been referring to the transmission of telephone conversations.

Relative to other forms of communications, particularly the one-way transmission of data, telex picture transmission, television, and so on, the time delay is of no consequence whatsoever. Therefore, we are quite convinced that we are not in any way deviating from good practice as demonstrated in many other areas and as recommended by the International Telecommunications Union.

Mr. Kierans: Mr. Chairman could I ask through you, that Dr. Chapman speak for a minute or two on another point raised by Mr. Stewart?

The Chairman: All right.

Dr. Chapman: The question of sun outages was covered in the White Paper and was the reason for two satellites being shown in the system described there.

Technically, what happens is that at certain times of the year—and it depends upon the location of the earth station and the location of the satellite—the sun will be in line between the earth station and the satellite. The sun is a noisy source and, sometimes produces a lot of noise because of storms on the sun, and the noise comes past the satellite and into the station on the ground. That raises the level of noise in the system and decreases what is called the signal-to-noise ratio.

The way to overcome that problem is to have a second satellite placed, for example, about, 18 degrees away, so that at those times of the year—and they are completely predictable—one switches from one satellite to the other. That is the system which is proposed in the White Paper.

Of course, to achieve that, one does require a second satellite, which in the present plan would be put in orbit as soon as there was sufficient economic justification for it.

Mr. Kierans: Thank you.

Mr. Macquarrie: Mr. Chairman, I am becoming more and more interested in the cost of the project. I do not think that in

[Interprétation]

cause qu'un saut du sol au satellite et le processus en sens inverse. S'il était nécessaire d'utiliser deux satellites, l'on pourrait se demander si la transmission est acceptable. Nous ne songeons, ici, qu'à l'utilisation d'un seul satellite. Nous croyons que le tout sera acceptable et conforme aux recommandations de l'UIT.

J'ai parlé de la transmission de conversations téléphoniques. Pour ce qui est des autres formes de communications, la transmission, à sens unique, de données, de messages-télex, d'images et d'émissions de télévision, le délai n'importe pas. Nous croyons donc que cette méthode ne va pas à l'encontre de l'efficacité, comme on l'a constaté dans plusieurs autres domaines et comme l'a recommandé l'Union internationale des télécommunications.

M. Kierans: J'aimerais demander au docteur Chapman, par votre entremise, de consacrer quelques instants à la question soulevée par M. Stewart.

Le président: Très bien.

M. Chapman: La question des périodes muettes causées par le soleil a été traitée au Livre blanc, et c'est pourquoi on a prévu deux satellites au système qui y a été décrit. Sur le plan technique, il arrive à certains moments de l'année et cela dépend de l'emplacement de la station au sol, et de la position du satellite, que le soleil soit en ligne directe avec le satellite et la station au sol. Le soleil est une source de bruit qui produit parfois beaucoup de bruits à cause des orages magnétiques du soleil, et le bruit passe à côté du satellite et est capté par la station au sol. Ceci fait baisser le niveau du bruit sur le réseau et diminue ce qu'on appelle le rapport signal/bruit.

Ainsi, à un certain moment de l'année, qui peut être prévu, on va placer un autre satellite en orbite à une distance d'environ 18 degrés, de façon à utiliser le deuxième satellite au lieu du premier. C'est le réseau prévu au Livre blanc. Afin d'y arriver, il faut toutefois lancer un deuxième satellite qui serait placé en orbite dès qu'on pourrait justifier son lancement sur le plan financier.

M. Kierans: Merci.

M. Macquarrie: Monsieur le président, je m'intéresse de plus en plus au coût de ce projet. En toute bonne conscience, je ne crois

[Text]

conscience or in conscientiousness, we can confine our considerations merely to an entity called Telesat.

I am discovering, the more I reflect upon this and the more I investigate it, that it seems that the project with which we are directly concerned is going to involve so much subsidiary and supplemental activity and so much supplemental and essential expenditure from other aspects of this emanation of the Canadian government, that I think at this initial state these things should be brought into perspective as clearly as possible for the benefit of the public. I have a few questions on this.

I remember the Minister's description of the master control station for a regional type multiple access transmit-receive station—some 20 northern television receive stations.

How many of these stations will initially be able to handle telephone conversations and how many initially will be able to handle data transmission?

Mr. Kierans: I will ask Mr. Bergeron to reply to that.

Mr. Gilles Bergeron (Assistant Deputy Minister (Operations), Department of Communications): The stations that are going to be able to handle telephone conversations will be the master station, the regional station and the Arcom-type station. There will be one master, two or three regional type stations—or it could go up to four—and two Arcom-type stations. Therefore, you may have six or seven stations altogether able to handle telephone conversations.

Mr. Macquarrie: In terms of coverage of the area and the people resident therein, what is the coverage of this group you mentioned?

Mr. Bergeron: In terms of area, if we first start off with the north, originally the two northern stations will be able to cover areas where you have a density of population which justifies the amount of communication going in and out of these places.

The advantage of the system is not necessarily at the beginning of it, but in due time, as the development takes place, we will be able to introduce additional ground stations which carry voice conversations, or telephone conversations, for smaller settlements.

We are envisaging that some of these stations could even be portable and could be moved from time to time, or trucked into a location for a special purpose, such as for floods, forest fires, or natural resources devel-

[Interpretation]

pas que nous devons nous limiter simplement à l'étude de cette société appelée Télésat. Plus je fais enquête, plus il semble que le projet qui nous intéresse va entraîner des activités supplémentaires et des dépenses essentielles à d'autres points de vue au gouvernement canadien. Il faudrait, à mon avis, exposer tous ces facteurs le plus clairement possible, dans l'intérêt du public. J'aimerais poser quelques questions dans cette optique.

Je me souviens que le ministre a décrit la station centrale de contrôle pour les stations régionales d'émission et de réception à accès multiples, quelque 20 stations de réception de télévision dans le Nord. Combien de stations vont pouvoir transmettre les communications téléphoniques et les transmissions des données?

M. Kierans: Je prierais monsieur Bergeron de bien vouloir répondre à cette question.

M. Gilles Bergeron (sous-ministre adjoint du ministère des Communications (opérations)): Les stations qui pourront transmettre les appels téléphoniques seront la station centrale, les stations régionales et les stations du type Arcom. Il y aura une station centrale, deux ou trois stations régionales, et même quatre, et deux stations du type Arcom. Il y aura ainsi six ou sept stations qui pourront transmettre les appels téléphoniques.

M. Macquarrie: Par rapport à l'aire desservie et le nombre d'habitants dans cette région, quelle est la portée du groupe dont vous faites mention?

M. Bergeron: Pour ce qui est de la superficie, tout d'abord, les deux stations au Nord desserviront les régions où la densité de la population justifie l'existence du réseau de communication. Ce n'est pas nécessairement au début qu'on pourra profiter de tous les avantages, mais plutôt au moment opportun lorsqu'on aura accusé des progrès et que nous pourrions installer de nouvelles stations terrestres de transmission de conversations téléphoniques au service des petites localités. Nous croyons que quelques-unes de ces stations pourront être portatives. Elles pourraient être transportées de temps à autre ou remorquées à un endroit à des fins bien précises, par exemple en cas d'inondation, d'incendie de forêt ou d'exploitation d'une res-

[Texte]

opment. And once the activity in that area is terminated the station could be moved out. These are developments that will take place within the years following the initial system.

Mr. Macquarrie: Initially how many areas, or people—although perhaps “people” is too precise—who do not now in fact have it, will be given the opportunity of telephone service? I am looking exclusively at what will happen in the extension of telephone availability as a result of this.

Mr. Bergeron: In relation to telephone conversation, I think we could answer that question by saying that no place that does not now have it will be given telephone conversation. There is going to be a tremendous increase in the quality of the places that will get telephone, but which have voice communication at this time.

We must not forget that voice communication across Canada is relatively developed and that in practically all instances, either through radio, or through microwave, or through a scatter system, people do have the opportunity of having communication. It is the reliability of these communications that will be improved.

Mr. Kierans: I think we have to remember here that when the major telephone companies move into areas and take over from the local telephone systems people want very greatly improved telephone communication.

Here, of course, as Mr. Bergeron has said, there is now, in laying ground work, the foundation for expanding this anywhere throughout the North.

I would like to ask Dr. Chapman to expand on the telephone aspects of the satellite or, rather, the possibilities of it.

Dr. Chapman: Yes; the telephone system in Canada in the North depends on four main technologies: Open wire telephone lines; high frequency radio; tropospheric scatter; and microwave radio relay.

I do not think I need to explain open wire telephone lines. They can be run where it is economic for a few miles, or a few hundred miles.

HF radio is used very extensively in eastern Canada by the Bell Telephone Company. They have centres at Moosonee, Alma, Goose Bay, Frobisher Bay and at Churchill, which are servicing the areas in the eastern part of the Canadian Arctic.

As I explained at the previous meeting, the main disadvantage of shortwave radio is its

[Interprétation]

source naturelle, et lorsqu'il n'y aurait plus d'activité dans cette région, la station pourrait être retirée. Il s'agit de progrès qui seront certainement réalisés au cours des années qui suivront la mise en exploitation du réseau.

M. Macquarrie: Combien de régions ou de gens, même si le terme «gens» est trop précis pourront bénéficier au début des services de téléphone, et qui ne le peuvent pas aujourd'hui? Je veux savoir exactement ce qui va se produire au sujet de l'agrandissement du réseau téléphonique.

M. Bergeron: Pour ce qui est des conversations téléphoniques, je crois qu'à l'heure actuelle aucun endroit ne jouit des services téléphoniques. Il y aura une amélioration considérable de la qualité des endroits qui auront le service téléphonique et qui jouissent déjà de la communication par radio. Il ne faut pas oublier que les télécommunications par radio sont assez avancées d'un bout à l'autre du Canada. Qu'il s'agisse de micro-ondes, de radio ou de système dispersé, les gens peuvent communiquer. C'est la qualité du service qui sera améliorée.

M. Kierans: Il faut se rappeler que lorsque les compagnies de téléphone importantes emménagent dans des régions et remplacent des systèmes de téléphone locaux, les gens veulent des communications téléphoniques améliorées. Comme l'a dit monsieur Bergeron, nous préparons actuellement les bases nécessaires pour répandre ce service dans tout le Nord. Je demanderais au docteur Chapman de parler davantage des aspects téléphoniques des satellites ou plutôt de ses avantages.

M. Chapman: Le système téléphonique dans le Nord du Canada dépend de quatre techniques principales: les lignes téléphoniques en fil aérien, la radio à haute fréquence, la diffusion troposphérique et les faisceaux hertziens à hyperfréquences. Je n'ai pas à expliquer le système de lignes téléphoniques en fil aérien. Si c'est économique, on peut en installer sur quelques milles ou sur quelques centaines de milles. La Compagnie Bell Canada se sert beaucoup des ondes radiophoniques à haute fréquence dans l'Est du Canada. Cette compagnie a établi des centres à Moosonee, à Alma, à Goose Bay, à Frobisher Bay et à Churchill, qui desservent la région Nord-Est de l'Arctique canadien. Comme je l'ai dit lors de la dernière réunion, le principal inconvénient

[Text]

unreliability. There are times when the service just cannot be completed.

In the eastern part of the Arctic, because you have the islands breaking up the continuity of land, you cannot run radio relay across the Davis Strait. The only way to reach over that area is by tropospheric scatter, which is a form of extended radio relay with much more powerful transmitters which can carry the signals several hundred miles, but only a few telephone channels.

You cannot carry telephone. And in the eastern part of the Arctic the communications depend to a certain extent upon military communications; the civil communications are riding on the military communications. Frobisher Bay, for example, is a key centre for communications in the eastern Arctic, and I believe that in all probability one of the Arctic communications stations for the satellite system will be placed at Frobisher Bay to achieve this hop over the rough terrain in northern Quebec and across the water to Baffin Island. And it is that sort of jump which the satellite system makes possible. And from Frobisher Bay I would expect that the radio systems, which over short distances can be quite reliable, will be extended to service the communities in that area.

In the western Arctic there are more open-wire lines. There is what is called a thin radio relay system up the Alaska Highway and the Mackenzie River to Alaska. It is thin and does not carry the full capacity which would make it possible to carry television along that line. It would call for a major expenditure, a major rebuilding, to expand the capacity of that particular microwave system to carry television, for example. One could extend telephone service from that relay system, but once you get any distance away from it it then becomes economically much more advantageous to put down a satellite communications station—an Arctic communications station. Once the system is in place, as has been said before, one can then calculate on the basis of incremental costs whether one puts in a wire, runs a leg off a microwave, puts in an Arctic communications station or what one uses to extend and provide telephone communications in the North. It is then a straightforward commercial calculation as to which is the best way of doing it. But it is certain that in some of the areas, already it is quite clear that the satellite provides the most economic way of extending service.

[Interpretation]

des communications par ondes courtes, c'est qu'elles ne sont pas fiables. A certains moments, il est difficile de capter les ondes.

Dans la partie est de l'Arctique, à cause des îles qui brisent la continuité de la terre, vous ne pouvez pas acheminer le réseau hertzien par-dessus le détroit de Davis. La seule manière d'atteindre cette région, c'est par la diffusion troposphérique, qui est une sorte de réseau hertzien élargi au moyen d'émetteurs beaucoup plus puissants qui peuvent transporter des signaux sur plusieurs centaines de milles, mais seulement quelques voies téléphoniques.

On ne peut emmener le téléphone avec soi. Dans les régions de l'est de l'Arctique, les communications dépendent essentiellement des services de communication militaires. Frobisher Bay, par exemple, est un centre important de communications de l'Est de l'Arctique, et il est probable que l'une des stations de communications par satellite sera installée à Frobisher Bay pour enjamber les régions accidentées du Nouveau Québec jusqu'à la Terre de Baffin. Les communications par satellite nous permettront de le faire. A partir de Frobisher Bay, les réseaux radiophoniques, qui peuvent se révéler très utiles sur de courtes distances, seront développés pour desservir les localités de la région.

Dans l'Ouest de l'Arctique, les lignes téléphoniques aériennes sont plus nombreuses. Il y a également un système de relais par ondes courtes dirigé le long de la route de l'Alaska et de la rivière Mackenzie jusqu'en Alaska. C'est un système qui ne permet pas de transmettre des émissions de télévision, car il ne fonctionne pas à pleine puissance. Il faudrait consacrer une somme importante à la reconstruction pour lui permettre de fonctionner à sa pleine capacité et de transmettre des émissions de télévision. On peut toutefois se servir de ce système pour les communications téléphoniques, mais lorsqu'on s'en éloigne, il devient plus avantageux de construire une station de communications par satellite dans l'Arctique. Lorsque le réseau sera sur pied, l'on pourra calculer les dépenses supplémentaires qu'entraînerait un câble ou un système de micro-ondes à partir de cette station, et le fait d'établir ou de prolonger le réseau téléphonique. Il ne s'agit alors que de calculer avec précision la meilleure possibilité. Mais il est certain que dans certaines régions il est clair que le satellite est le moyen le plus économique de développer le service des communications.

[Texte]

Mr. Macquarrie: Would I be wrong in assuming that initially the launching of this satellite would not in fact bring about any very profound improvement or extension of telephone service in the North?

Dr. Chapman: It would improve service. I think that a better answer could be given to that question by those who are going to use the service for extending telephone service than I can give. The telephone association, the Trans-Canada Telephone System, I believe, is going to appear before the Committee, and they can give you a better answer than I could as to exactly how they will use the system, because it is the user who will determine how he will extend the telephone service rather than Telesat Canada.

● 1035

Mr. Macquarrie: Will Telesat Canada be regarding as a priority the extension of its facilities to improve the telephone aspect of communications, or will this be left to the carriers or to some other agency?

Dr. Chapman: The Department of Communications is responsible for planning and co-ordinating communications in Canada. This has to be done in co-operation with the operators of the telephone system where there is an operating company in the area. But the Department of Communications will also be studying further possibilities where the telephone companies are not able to provide service; as Mr. Bergeron mentioned, the possibilities of developing light-weight, transportable communications to provide temporary service in certain areas. A great deal of research on these concepts has already been done in the Communications Research Centre, and if the Committee has an opportunity to visit I would like to show you some of the work that has been done.

A year ago we tested a truck-mounted transportable communications system between Ottawa and Resolute Bay in the Northwest Territories and we have shown that we can provide telephone communications economically and feasibly over that hop, over that distance, via satellite. If you visit the research centre—I hope that you can do it in the next few weeks—we can let you speak over such a circuit. We have a test going on at the present time between Ottawa and another truck-mounted system down in the Eastern United States. So we can show you the potential for growth and the potential for expansion which the satellite gives you anywhere telephone communications become

[Interprétation]

M. Macquarrie: Aurais-je tort de conclure que le lancement de ce satellite n'entraînerait pas d'amélioration ni de développement très nets du système téléphonique des régions du Nord?

M. Chapman: Le service serait meilleur. Je crois que les futurs utilisateurs du service pourront donner une meilleure réponse. Les représentants du Réseau téléphonique trans-canadien vont venir témoigner ici et vous donneront une meilleure réponse que je ne pourrais le faire, car c'est l'utilisateur, plutôt que Télésat Canada qui déterminera l'extension du service.

M. Macquarrie: Télésat Canada considère-t-il comme une priorité l'extension de ses installations, ou va-t-on s'en remettre aux postes ou autres organismes?

M. Chapman: Le ministère des télécommunications s'occupe de la planification et de la coordination des télécommunications au Canada. Ceci doit être fait en collaboration avec les futurs utilisateurs des systèmes téléphoniques, lorsqu'il y a une société d'exploitation dans la région. Cependant, le ministère des télécommunications envisagera d'autres possibilités lorsque les sociétés de téléphone ne sont pas en mesure d'assurer le service. Comme l'a souligné M. Bergeron, il faudra songer à établir des tours de transmission mobiles qui desserviront temporairement certaines régions. D'importantes recherches ont déjà été faites à ce sujet au Centre de recherches sur les communications, et si votre Comité avait l'occasion de visiter ce centre, nous pourrions vous montrer le travail qui a été fait.

Il y a un an, nous avons expérimenté un émetteur-récepteur mobile entre Ottawa et Resolute Bay, dans les Territoires du Nord-Ouest. Nous avons prouvé qu'il est possible d'assurer des communications téléphoniques rentables sur cette distance au moyen d'un satellite. Et si vous visitez le centre de recherches—j'espère que vous pourrez le faire au cours des semaines qui vont suivre—je vous demanderai d'utiliser le système. Nous procédons actuellement à une expérience entre Ottawa et une région des États-Unis, au moyen d'une autre station mobile. Nous pourrions vous démontrer les possibilités d'expansion que représente le satellite, partout où les communications téléphoniques sont nécessai-

[Text]

necessary in Canada, whether temporary, transportable, or an expansion of the existing telephone network system.

Mr. Kierans: I might say, Mr. Chairman, that last Friday afternoon I spoke over that system from Shirley Bay to one of our officers in Monmouth and it worked out very satisfactorily.

If I understand the thrust of Mr. Macquarrie's argument, it is something like this: a satellite is necessary but not necessarily a satellite now. I think you could have said the same thing about the CPR or about anything else that this country had to do. I mean, you could say that the CPR did not really provide any effective transportation in the great gap in the Western Provinces on its way out to the West Coast, even in the great gaps in Ontario and in parts of Quebec; that the population was not there that would need that kind of service.

But our problem here in Canada is that we have to lay the groundwork for nation building. I think that your own former leader stated all of this very well when he based a campaign on his vision of the North. The problem is that before you or I or Mr. Diefenbaker can talk about northern visions, can talk about anything more than the 10 per cent of the Canada that we know anything about—we talk about Canada as being a tremendous nation with tremendous resources, but what we are really talking about is only the 10 per cent of the nation that lies alongside the American border, and we have to begin to talk about something else. And here we are talking about building a nation and what this satellite does in laying the groundwork for the real implementation of the economic development of all of Canada, and not just 10 per cent of it.

Therefore, you can say that in building it now we are ahead of ourselves and you could also point to the fact that no other nation is as far advanced along the road to a domestic satellite communications system as Canada. I am very proud of that; I am proud of it for the fact itself, but I am even prouder of it because we have at last recognized the need. We have done it before. We did it at the time of railway building.

We have at last recognized that in order to pull this nation together we have to provide communications across every part of it, and the satellite system and these new developments in technology make all of this perfectly possible. If we are doing this ahead of any other nation it is because Canada by its geo-

[Interpretation]

res, qu'il s'agisse d'un système provisoire ou mobile, ou d'un prolongement du réseau téléphonique actuel.

M. Kierans: Nous avons communiqué de Shirley Bay avec un de nos fonctionnaires qui se trouvait à Monmouth, et le système fonctionnait bien.

Si je comprends bien M. Macquarrie, il estime qu'un satellite est nécessaire mais qu'il n'est pas nécessaire d'en avoir un maintenant. On aurait pu dire la même chose du Pacifique-Canadien ou de tout ce que notre pays a entrepris. On pourrait toujours dire que le Pacifique-Canadien n'a pu desservir de façon rentable les immensités des provinces de l'Ouest. Il y a également de vastes étendues en Ontario, et au Québec, où les populations ne sont pas suffisamment nombreuses.

Mais, le problème au Canada c'est qu'il faut d'abord établir les installations nécessaires pour construire notre pays. Votre ex-premier ministre l'a très bien montré en fondant sa campagne sur l'aménagement du Nord. Cependant avant de parler de l'exploitation du Nord, avant de parler du 10 p. 100 du Canada que nous connaissons, nous disons que le Canada est un pays qui possède des ressources immenses; cependant, en disant cela, nous ne faisons allusion qu'aux 10 p. 100 de territoire situés le long de la frontière américaine. Il nous faudra parler d'autre chose. Il s'agit de construire un pays, et le satellite est un moyen que nous permettra d'exploiter les richesses naturelles du Nord canadien.

En construisant ce système maintenant, nous nous portons à l'avant-garde, et nous pouvons même dire qu'aucun pays n'est aussi avancé que le Canada dans son réseau national de communications par satellite. J'en suis fier; je suis fier de ce fait-là en soi, mais également du fait que nous ayons fini par reconnaître ce besoin.

On l'avait fait avant, pour la construction des chemins de fer déjà. Nous avons enfin reconnu que pour relier ce pays il fallait le munir d'un système de communication qui rattachait toutes les régions, et le système de satellites et ces nouveaux progrès de la technologie rendent tout ceci parfaitement possi-

[Texte]

raphy and the scattering of its population needs it far more than any other nation.

Mr. Macquarrie: Mr. Chairman, may I thank Mr. Kierans for his peroration. I would suggest to him that I am not idling; I am eliciting information, which is my responsibility as a member of the Committee. My leader's name is Robert Stanfield and I take no lessons from him in interest in the North or the South or the East or West of this country.

Mr. Dinsdale: May I ask a supplementary at this point?

The Chairman: Mr. Dinsdale, we are not permitting supplementaries because...

Mr. Dinsdale: I was on the list the last day and I was not allowed to ask any supplementaries. You cut into me.

The Chairman: What day was this?

Mr. Dinsdale: The last time this Committee met.

The Chairman: Last Tuesday?

Mr. Dinsdale: You deliberately said I could not ask a supplementary then and told me to wait my turn.

The Chairman: You would have been called after Mr. Stewart but you were not here, so I gave the floor to your side, to Mr. Macquarrie.

Mr. Dinsdale: When did we introduce the rule of no supplementaries?

The Chairman: We were a bit late in starting and I thought it was decided that we would move on as quickly as we could so that everybody would have a fair chance to question Mr. Kierans.

Mr. Dinsdale: I have waited for two days to ask...

Mr. Stewart (Cochrane): Do not feel badly; I did not cover half the ground I wanted to because of the cut-off.

Mr. Dinsdale: I have waited two days to ask one question.

Mr. Stewart (Cochrane): I have waited three weeks.

[Interprétation]

ble. Si nous le réalisons avant tout autre pays c'est parce que le Canada à cause de sa géographie et de la dispersion de sa population en a besoin beaucoup plus que tout autre pays.

M. Macquarrie: Monsieur le président, je voudrais remercier le ministre de sa présentation. Je ne veux pas musarder. Je m'enquiers simplement, ce qui est mon rôle à titre de membre du Comité. Le chef de mon parti se nomme Robert Stanfield et pour ma part je ne reçois aucune leçon de lui qui soit dans l'intérêt du nord, du sud, de l'est ou de l'ouest du pays.

M. Dinsdale: Est-ce que je peux poser une question supplémentaire en ce moment?

Le président: Monsieur Dinsdale, nous ne permettons pas les questions supplémentaires parce que...

M. Dinsdale: J'étais sur la liste le dernier jour et je n'ai pas eu le droit de poser de questions supplémentaires. Vous m'avez coupé.

Le président: Quel jour était-ce?

M. Dinsdale: La dernière journée où le Comité s'est réuni.

Le président: Mardi dernier?

M. Dinsdale: Vous m'avez dit expressément que je ne pouvais pas poser de question supplémentaire. Vous m'avez dit d'attendre mon tour.

Le président: Vous auriez été appelé après M. Stewart, mais vous étiez absent, j'ai alors donné la parole à votre côté, à M. Macquarrie.

M. Dinsdale: Quand avons-nous établi la règle qu'il n'y aurait pas de questions supplémentaires?

Le président: Nous étions un peu en retard au départ et j'ai cru qu'il avait été décidé que nous irions aussi vite que possible afin que chacun ait une juste chance de poser des questions à M. Kierans.

M. Dinsdale: J'ai attendu deux jours pour demander...

M. Stewart (Cochrane): Ne vous en faites pas, je n'ai pas couvert la moitié du sujet que je voulais couvrir parce que j'en ai été empêché.

M. Dinsdale: J'ai attendu deux jours pour poser une question.

M. Stewart (Cochrane): Moi, j'ai attendu trois semaines.

[Text]

Mr. Dinsdale: Would you allow me to ask a supplementary, Mr. Macquarrie?

Mr. Macquarrie: I do not mind. I have only asked two questions but I was very glad to get such long answers, especially from Dr. Chapman and Mr. Bergeron, because they were very informative. I will yield to my colleague if he feels that. . .

Mr. Dinsdale: It is just on this question of the North and Mr. Kierans' vision. Is he not aware that over the past decade a tremendous amount of effort has gone into improving communications in the North? I think he is aware of the Alouette, which was the precursor of the program that the government now hopes to launch. I think he is aware of the breakthrough in communications in the Mackenzie Delta, which was given quite modern communications, telephonic as well as other. The main problem is in the eastern Arctic, and I think he will agree that this is where the satellite will have its greatest impact in bringing modern communications to the North.

Mr. Kierans: I would say first of all, Mr. Chairman, that the Alouette is not a communications satellite; it does not improve communications. . .

Mr. Dinsdale: It was preliminary experimentation.

Mr. Kierans: Yes.

Mr. Dinsdale: You walk before you leap.

Mr. Kierans: It is a different kind of satellite. In any event, that is beside the point. The first point I want to make is that in the Northwest Territories and the Yukon this will improve and lay the groundwork for a tremendous leap forward in all the communications that presently exist there and my colleagues, Mr. Bergeron and Dr. Chapman, have already dealt with this. I am in agreement with my colleagues on a new breakthrough in the eastern Arctic.

Mr. Dinsdale: Thank you. Carry on.

The Chairman: Mr. Macquarrie.

Mr. Macquarrie: Mr. Bergeron mentioned a mobile something—I forget the noun—but it had to do with the extension of telephone service. Are these and the other types of sophisticated hardware you mentioned provided for in the figure of \$65 million, or is this

[Interpretation]

M. Dinsdale: Vous me permettez une question supplémentaire monsieur Macquarrie?

M. Macquarrie: En fait, cela ne me gêne pas. Je n'ai posé que deux questions, mais j'ai été très heureux d'entendre des réponses aussi longues, surtout de la part de MM. Chapman et Bergeron parce qu'elles étaient instructives. Je vais céder la place à mon collègue s'il a l'impression que . .

M. Dinsdale: Il s'agit simplement d'une question sur le nord et sur la vision du ministre. Est-ce que le ministre n'est pas au courant du fait que depuis la dernière décennie un effort énorme avait été fait pour améliorer les communications dans le nord? Il doit savoir qu'il y avait l'Alouette, qui a été le précurseur du programme que le gouvernement espère lancer maintenant. Et il est au courant, bien sûr, de la percée de télécommunications dans le delta Mackenzie qui a été muni de moyens de télécommunications très modernes, même pour le téléphone. Le problème principal qui se pose est celui de l'est de l'Arctique et je pense qu'il devra reconnaître que c'est là que le satellite aura sa plus grande utilité, en apportant des moyens de communications modernes aux populations locales.

M. Kierans: Eh bien, je dirai d'abord que l'Alouette n'est pas un système de communications; il n'améliore pas les communications. . .

M. Dinsdale: C'était une expérience préliminaire.

M. Kierans: Oui.

M. Dinsdale: Il faut marcher avant de sauter.

M. Kierans: Non, c'est un satellite différent, mais enfin peu importe. Je voudrais dire en premier lieu que dans le Yukon et les territoires du Nord-Ouest, cela va améliorer les travaux préliminaires en vue d'un formidable bond en avant de toutes les communications qui existent là présentement. M. Bergeron et M. Chapman ont déjà abordé la question. En ce qui a trait à une nouvelle percée dans l'est de l'Arctique, je suis d'accord avec mes collègues.

M. Dinsdale: Merci. Continuez.

Le président: Monsieur Macquarrie.

M. Macquarrie: M. Bergeron a parlé de, je ne sais plus le nom exact qu'il a prononcé, mais cela a à voir avec le prolongement du réseau téléphonique. Est-ce que ces nouveaux modèles d'installations compliquées sont prévus dans le chiffre de \$65 millions ou est-ce

[Texte]

something which you think about *in etaxeno* and which might be an additional cost?

Mr. Bergeron: No. For the time being they are not provided in the initial system.

Mr. Macquarrie: My concern here is not in an argument but in a desire to find out how much in fact will be done in the field of telecommunications. I am sure there is an inflated sense of expectation on this in the country and it is not our job to cater to that but rather to bring it as close to realism as possible. I wonder if someone could give me a map, which could be produced at another meeting, showing where these stations are likely to be?

Mr. Kierans: That would be after the corporation is formed. There will be a board of directors of the corporation, on which I expect there will be members of the telephone company as well as government representatives, who in this particular case, will directly represent the interests of the CBC as well as the public. They will make the decisions on where to locate them and obviously there will be a location study after extensive operations study and research. We could probably spot them for you in a very general way, but the actual location of them depends on the experts in the field and on the needs that they find at that particular time and the market they wish to satisfy. All of the possibilities will be here. If a new development suddenly arises somewhere where there are no communications, those people who are prospecting, who wish to develop, who wish to build pipe lines or to drill oil wells will know that communications will not be one of the handicaps that we have at present.

Mr. Macquarrie: In the Armed Forces Review of September/October 1968 I find a map entitled "Canadian Communications Satellite System" and it shows the distribution of earth stations for satellite communication. Ground and equipment would account for at least 80 per cent of the total cost of the system. There is no indication as to the source of this map and I would be grateful if some of the experts in the department of communications would have a look at it and tell me what is the validity of this particular piece of draftsmanship.

[Interprétation]

une chose à laquelle vous pensez et qui pourrait être ajoutée moyennant des frais supplémentaires?

M. Bergeron: Non, dans l'état actuel des choses ils ne sont pas prévus dans le système initial.

M. Macquarrie: Ce qui m'inquiète ici, et je ne veux pas en faire de discussion, mais disons que je voudrais savoir combien sera fait dans le domaine des télécommunications. Je suis certain que dans le pays il y a un sentiment d'espérance sur fait à ce propos et il nous appartient de rester aussi près que possible de la réalité.

Maintenant, je me demande si quelqu'un pourrait me procurer une carte des emplacements futurs de ces stations, et elle pourrait être exhibée à la prochaine séance.

M. Kierans: Ceci serait après la formation de la société. Elle aura un conseil d'administration parmi lequel je m'attends à ce que des membres de la compagnie de Téléphone siègeront en même temps que des représentants du gouvernement qui, dans ce cas particulier, représenteront directement Radio-Canada de même que le public. Ils prendront les décisions quant à l'emplacement des stations et évidemment il y aura une étude faite sur l'emplacement après des études poussées sur les opérations et la recherche. Nous pourrions probablement vous les localiser d'une façon générale, mais leur emplacement exact dépendra des experts dans ce domaine et des besoins qu'ils rencontreront à ce moment-là précisément et du marché qu'ils auront l'intention de desservir. Toutes les possibilités seront là. Si un nouveau développement se produit soudainement quelque part où il n'y a pas de communication, ces gens qui prospectent, qui veulent exploiter, qui veulent construire des pipelines ou creuser des puits de pétrole sauront que les communications ne seront pas un des handicaps que nous avons présentement.

M. Macquarrie: Dans la revue des Forces armées de septembre ou octobre 1968, je trouve une carte intitulée: «Système canadien des communications par satellites» qui montre la répartition des stations terrestres pour les satellites de communication. Le terrain et l'équipement représenteraient au moins 80 p. 100 du coût total du réseau. Maintenant, il n'est pas indiqué d'où vient cette carte, et pour ma part je serais très heureux si certains experts des télécommunications pouvaient l'étudier et me dire sa valeur.

[Text]

Dr. Chapman: Mr. Chairman, I am familiar with that particular publication and that map. That was prepared as part of an earlier study. It is not complete and, as Mr. Kierans has said, the final location of the stations has not yet been determined, therefore any journal which was publishing in 1968 would only have preliminary information, which clearly

Mr. Macquarrie: I take it they did get it from you people?

Dr. Chapman: It came from one of the earlier studies which was mentioned in the White Paper.

Mr. Macquarrie: Mr. Chairman, I am going to allow my traditional unselfishness to overcome my still consuming interest in the question and for the time being I will pass.

The Chairman: Mr. Schreyer.

Mr. Schreyer: Mr. Kierans, in order not to compound the misunderstanding I wish to go back to the question of the establishment of the rate base and the associated matter of the return which this corporation will be expected or allowed to earn on its investment, and in this connection I refer you to something you said in answer to Mr. Stewart this morning. You said that already there was a difference between the government department and, I believe, Bell Telephone of about \$2 million or \$3 million as to the annual operating cost of the corporation. I think it is important to know what is envisaged as the means by which the rate base will be determined. Who will adjudicate this, who will decide this?

Mr. Kierans: Mr. Chairman, I am glad to have the opportunity to speak to this. I was very surprised when my colleagues said in the House yesterday that I had not mentioned some hoped for targets or possibilities in the Committee but had mentioned them outside. I clearly remember using these figures; perhaps at the time I was speaking in French, I do not know. But what I want to make clear is that there were some differences. Obviously if my colleagues here started, and I started, or anybody else in this room started to make a cost study, and to develop pro forma balance sheets and operating statements, we are not all going to come out the same way. I think most of the differences between the telephone companies and ourselves have been reconciled; at least we have laid bare where the differences were, their method of calculating

[Interpretation]

M. Chapman: Monsieur le président, je connais bien cette publication et cette carte. Elle a été préparée dans le cadre d'une étude antérieure et elle n'est pas aussi complète que le ministre le dit. Les emplacements définitifs des stations n'ont pas encore été déterminés. Par conséquent, un journal qui l'a publiée en 1968 ne disposait en ce moment-là que de renseignements préliminaires qui n'avaient pas encore été vérifiés définitivement.

M. Macquarrie: Ils l'ont obtenue de chez vous?

M. Chapman: Ils l'ont tirée d'une étude préliminaire antérieure qui a été publiée dans le Livre blanc.

M. Macquarrie: Monsieur le président, je vais laisser mon désintéressement traditionnel l'emporter sur mon fervent intérêt sur la question et laisser la parole à mes collègues pour l'instant.

Le président: Monsieur Schreyer.

M. Schreyer: Monsieur Kierans, afin de ne pas ajouter à l'incompréhension, je voudrais revenir à la question de l'établissement du taux de base et aux questions qui s'y rattachent quant aux profits que cette société prévoit ou aura le droit de réaliser sur son investissement, et à ce propos je me reporte à ce que vous avez dit en réponse à une question de M. Stewart, ce matin. Vous avez dit qu'il y avait un désaccord entre le ministère du gouvernement et, je crois, la société Bell Canada, d'environ 2 ou 3 millions, pour ce qui est du coût d'exploitation annuelle à la société. Je crois qu'il est important de savoir ce qu'on prévoit que seront les moyens de déterminer le taux de base. Qui jugera et qui décidera?

M. Kierans: Monsieur le président, je suis très heureux de pouvoir traiter de la question. D'ailleurs, j'étais surpris à la Chambre quand mon collègue m'a dit que je n'avais pas parlé d'espoir, d'objectifs, de possibilités au Comité que je n'en avais pas parlé au Comité mais que j'en avais parlé à l'extérieur. Ce que je voudrais dire clairement c'est qu'il y avait une certaine divergence. Évidemment, si toute personne ici présente, ou mes collègues ou moi-même, décidait d'entreprendre une étude de rentabilité ou de mettre au point des bilans et des états financiers, tout le monde n'en arriverait pas au même résultat. Je pense que la plupart des divergences d'opinions entre les compagnies de téléphone et nous-mêmes ont été réduites; au moins, nous avons identifié ces divergences, nous avons pris connaissance de leurs méthodes de calcul.

[Texte]

depreciation and ours, whether it is five-year life or six-year life, and so on. So I think most of these differences have been resolved.

When I spoke about a hope for profit ratio on the investment, all that I was trying to say is that the Department as a whole and myself as Minister are going to be pushing that corporation in every way to be as efficient as possible, to pay very close attention to cost, to be a highly productive corporation. And if it did result in an initial profit of 8 to 12 per cent, I would be happier than I would be if it resulted in a loss. This is going to be the attitude of the Department.

Obviously there will be a second phase. If it did come out let us say smelling of roses, with a very high profit ratio, then a regulatory commission is going to have to take a look at the profits made by this corporation and they will almost certainly demand a reduction in rates that will be consistent with the rates established by the Canadian Transport Commission for other carriers, and in consequence bring down that rate of return on the capital. Perhaps the Board of Directors will beat them to it, I do not know. It is obvious that a high rate of profit here is not going to be accepted by the people of Canada any more than they accept it from other carriers. But I would rather use this expectation of mine as an indication to that corporation that we intend to put pressure on them.

It is an independent corporation. It is not a Crown corporation, but the Crown will have an equity investment in it. And the Minister concerned, and this Committee I hope, will go along with the bill insofar as the Minister's responsibilities are outlined.

The Minister concerned is not going to adopt a very tolerant attitude, simply because there is a public element or a government element, to the idea that it does not really matter, we can go along this path or go along that path and somebody is going to be there to foot the bill. Somebody is not going to be there to foot the bill.

Mr. Schreyer: Thank you. I should say that I find the figures which you advanced of 8 per cent to 12 per cent quite reasonable in the light of current yields on long-term bonds and so on, the current condition of the money market, the stock market. But in the event that we have, by some miracle, a return to

[Interprétation]

ler la dépréciation et les nôtres, si leurs calculs se fondent sur une vie de cinq ou de six ans, et le reste. Je pense donc que la plupart de ces différends ont été résolus.

Quand j'ai palé d'un rapport des profits, pour les investissements, tout ce que je voulais dire est que le ministère en entier, et moi-même comme ministre, avons l'intention de rendre la nouvelle société aussi efficace que possible. Nous allons aussi être très prudents en ce qui concerne les coûts afin d'en faire une société très productive. Donc, si tout cela se soldait par un profit initial de 8 à 12 p. 100, je serais plus heureux que si nous accusions une perte. Ce sera là l'attitude du ministère.

De toute évidence, il y aura une deuxième étape. Si elle se soldait d'un profit marqué, si tout allait vraiment bien, il faudrait alors qu'une commission de réglementation étudie les profits de la société, et cette commission recommanderait certainement une réduction du tarif pour que les taux correspondent à ceux que la Commission canadienne de transports a établi pour les autres sociétés de communications, et donc ceci diminuerait les profits que rapportent les investissements. Le conseil d'administration devancera peut-être la Commission en ce domaine, je ne le sais pas. Il est évident que des profits élevés dans ce domaine-ci ne seront pas acceptés par la population canadienne, pas plus qu'on ne l'accepte quand il s'agit d'autres sociétés de communications. D'autre part, je préférerais employer cette prévision pour montrer que nous avons l'intention de faire pression sur cette société.

Il s'agit d'une société indépendante, il ne s'agit pas d'une société de la Couronne, mais la Couronne aura un investissement de participation. J'espère que le ministre en question et le Comité s'entendront au sujet du projet de loi en ce qui concerne les attributions du ministre.

Le ministre en question ne sera pas très tolérant, parce que le public et le gouvernement contribuent à l'idée qu'on peut suivre n'importe qu'elle voie, qu'on paiera quand même. Le fait est qu'il n'y aura personne là pour payer.

M. Schreyer: Merci beaucoup. Je dois dire que les chiffres que vous aviez avancés, de 8 ou 12 p. 100, sont raisonnables, compte tenu des rendements actuels des bons à long terme et compte tenu du marché monétaire. Toutefois, s'il y avait un retour à la normale des taux d'intérêt, ce qui serait un miracle, la

[Text]

normal in interest rates, it would seem to me that the range of return on investment that you project will become unreasonable and there will have to be adjudication by some regulatory commission. I take it from what you say that this commission would be under the aegis of some other department.

Mr. Kierans: I think this will be coming before Parliament, Mr. Schreyer. We ourselves are undertaking studies inside the Department of Communications on the whole problem of regulation of telecommunications and communication rates.

Incidentally, I imagine that the telephone companies have already taken note of your statement, that you feel that this 8 to 12 per cent is not unreasonable, in their representations before the Canadian Transport Commission.

Mr. Schreyer: In the light of current interest rates.

The Chairman: We always have our qualifiers.

Mr. Schreyer: On this whole question of cost, and Mr. Kierans will notice that everyone here is questioning the projected cost figures, is there any good reason why you just cannot come clean and make available to the Committee and to Parliament every bit of information that your Department has prepared in the way of cost benefit studies and comparative costs as between a ground microwave system and satellite telecommunications? Let me refer you specifically to the White Paper wherein it states that in comparing cost between a microwave system and a space system, where the traffic distance exceeds 600 to 1000 miles, it would be more economical to provide the communications service by satellite.

I followed that up by filing a question in January, and the reply I got contained this statement:

A direct comparison of costs of a satellite system and a terrestrial micro-wave relay system is very difficult to make because the two systems are not directly comparable.

Of course they are not directly comparable, but still it is possible and has been possible for years to make cost comparisons between transport by ground and transport by air, for example, and I am suggesting that things should have got to the point by now where you can give us some specific cost comparison data.

[Interpretation]

gamme de revenus des investissements que vous projetez deviendrait irréalisable et il faudra qu'il y ait adjudication d'une commission de réglementation. Je crois que cette commission relèvera d'un autre ministère, d'après ce que vous avez dit.

M. Kierans: Je crois que le Parlement en sera saisi bientôt, monsieur Schreyer. Le ministère des Communications a commencé à étudier tout ce problème des taux de communication et de la télécommunication.

En passant, j'imagine que les compagnies de téléphone ont pris note de votre déclaration, soit que vous croyez que 8 ou 12 p. 100 est raisonnable, pour leurs mémoires à la commission canadienne des transports.

M. Schreyer: A la lumière des taux d'intérêt actuel.

Le président: Il y a toujours des réserves.

M. Schreyer: Dans toute cette question de coût, et M. Kierans s'aperçoit que tout le monde pose des questions à ce sujet, est-ce qu'il y a des raisons valables pour lesquelles on ne pourrait pas rendre accessibles au Comité et au Parlement toutes les données et les renseignements que votre ministère a préparés, en ce qui concerne les études de rentabilité et le coût comparatif d'un système de micro-ondes terrestre et d'un satellite. Dans le Livre blanc, on dit que si l'on compare les deux coûts, celui du système terrestre et celui du satellite, on voit que si la distance est plus grande, qu'elle dépasse 600 ou 1,000 milles, il serait moins dispendieux de fournir un service de communication par satellite.

J'avais déjà posé la question en janvier; la réponse que j'avais reçue, c'est qu'une comparaison directe entre les deux systèmes est difficile à faire parce qu'ils ne peuvent pas se comparer directement. Bien sûr, ils ne sont pas directement comparables, mais malgré tout il est possible depuis longtemps de faire des comparaisons de coûts, par exemple, entre les transports au sol et les transports par air, et pour ma part, je pense que maintenant on devrait en être arrivé au stade où on pourrait faire des comparaisons de coût.

[Texte]

Mr. Kierans: I will ask Mr. Gotlieb to deal with this.

Mr. A. E. Gotlieb (Deputy Minister, Department of Communications): As you know, there were many studies made over a substantial length of time concerning the comparative costs of various systems. These led first to the White Paper and now to the conclusions which have been reached in connection with the Telesat corporation, the general indications of which have been given to and discussed in this Committee. The government, in forming any policy, gets access to a great deal of information from a variety of sources, and I do not think it would be possible to bring forward some of this information from various sources with propriety, considering the nature of the sources of the information. Much of the information is private, and to give out this kind of information, which is given to the government for certain purposes only and on certain understandings, I think would be inconsistent with the way the government must work in obtaining background information.

Mr. Schreyer: Mr. Chairman, I do not quite follow that. I recall a statement by John Diefenbaker once that if there is nothing to hide, why hide it? I can appreciate that much of your information is gleaned from private industry sources. They may have their reasons why they would like it to be kept confidential. Can you not provide the information without revealing the source, perhaps?

Secondly, I make the point that if industry is joining with government in this venture, and they are expecting the public, through the Crown, to put up millions of dollars, they should be a little more prepared to co-operate, including giving us an accounting of the best information that they are capable of coming up with.

Mr. Kierans: I would think, Mr. Schreyer, that you could probably address these questions more directly to the telephone companies when they appear before the Committee, and ask them if they have comparison figures and studies. But as Mr. Gotlieb has said, we are dealing with an almost entirely different problem.

This is a completely new venture for Canada, and the market that we are going to satisfy is not the kind of market that you find in the greater density areas of Canada. So obviously with the North there are going to be higher costs for providing these facilities than there would be in the South. Therefore, there are comparisons that must be made between

[Interprétation]

M. Kierans: Je vais demander à M. Gotlieb de répondre à cette question.

M. A. E. Gotlieb (Sous-ministre des Communications): Comme vous le savez, de nombreuses études ont été faites au sujet du coût comparé des divers systèmes. Ceci a amené d'abord à la présentation du Livre blanc, et maintenant, aux conclusions auxquelles nous sommes arrivés au sujet de la société TELESAT. On en a discuté au Comité. Le gouvernement, lorsqu'il prépare des politiques, a accès à de nombreux renseignements qui viennent de sources très variées. Je ne crois pas qu'il soit possible de présenter correctement ces renseignements, compte tenu des sources. Il s'agit de sources très privées, et mettre ces renseignements, qui sont confiées au gouvernement à des fins bien précises, à la disposition du public, irait à l'encontre de l'intérêt du gouvernement en ce qui concerne l'obtention de l'information.

M. Schreyer: Je ne comprends pas tout à fait. Je me souviens que M. John Diefenbaker avait dit que s'il n'y a rien à cacher, il n'est pas nécessaire de cacher quoi que ce soit. Je me rends compte toutefois, que ces renseignements viennent de l'industrie privée. Il y a des raisons, peut-être, pour lesquelles vous voudriez que ces renseignements soient confidentiels. Peut-être pourriez-vous nous renseigner sans dévoiler les sources? Si l'industrie doit s'allier au gouvernement dans ce projet, et si on veut que la population contribue des millions de dollars, il faudrait que l'industrie soit prête à collaborer. Il faudrait même qu'elle soit prête à dévoiler tous les renseignements qu'on a pu recueillir.

M. Kierans: Je crois que vous pourriez poser ces questions à ces compagnies de téléphones lorsqu'elles comparaitront devant le Comité. Ces compagnies ont toutes les données. Comme l'a dit M. Gotlieb, il s'agit d'un problème qui est entièrement différent.

C'est un projet qui est entièrement nouveau et les conditions dans lesquelles ce projet est entrepris et les marchés qu'il pourra satisfaire ne sont pas ceux qui se trouvent dans les régions où la population est dense. Il y aura certainement des coûts plus élevés pour l'établissement de ces installations dans le Nord que dans le Sud. Il y a, par conséquent, des

[Text]

extending microwave systems into the north and the satellite, and on these grounds and on the ground that this is the whole future way of technology in the whole area of communications, you justify it.

If you or I went into a business venture we would not expect to recover our investments immediately. If that kind of opportunity existed, I think a lot of people would go in to cut down the possibilities of making that kind of problem. We expect to recover them over a period of years. We expect to gain the full benefit of this in three to five years after it goes up although we hope, and have every intention of ensuring, that this will be as profitable as possible from the start.

Mr. Macquarrie: Excuse me, Mr. Chairman, Some of us are on a roster system and I hear the bells summoning us to our parent body.

Mr. Schreyer: I have only one question left.

Mr. Macquarrie: I hate to walk out.

The Chairman: Would it be possible to hear Mr. Schreyer's last question?

Mr. Schreyer: I will make it very brief. I would like to ask Mr. Kierans whether he attaches any significance to the fact that the the annual operating cost estimates prepared by your Department and by the private sector differ. I certainly agree it is logical there will be a difference in the estimates, but it is the private sector that is coming up with estimates that are \$2 million to \$3 million lower and that to me fits a very clear pattern. The private sector will always come up with lower figures because they are retailing the service to their customers and they will want a lower rate base.

Mr. Kierans: The major differences between the two sets of estimates, Mr. Schreyer, were in the field of depreciation and in the field of interest charges. In the area of depreciation the common carriers had originally estimated a six-year life for this, whereas in our projections we estimate a five-year life. I think they have now come to agree with us. To build a satellite that will last for six years, which is perfectly possible, would entail a much higher initial expenditure. That was the major difference—there was only \$2 million difference—and that accounted, if I remember correctly, for a little more than half of the difference.

[Interpretation]

comparaisons qu'il faut faire entre l'extension des systèmes de micro-ondes dans les régions septentrionales et le système de satellites pour ces raisons, et parce que c'est l'avenir de la technologie dans ce domaine des communications qu'on peut le justifier.

Si nous nous lançons dans une entreprise commerciale, nous ne nous attendrions pas à rentrer dans nos frais dès le début. Si c'était possible, je crois que beaucoup de gens se lanceraient pour diminuer la possibilité de rencontrer ce genre de problèmes. Nous croyons pouvoir récupérer cet argent dans une période de quelques années et nous espérons pouvoir profiter de tous les avantages de ce système trois ou cinq ans après qu'il sera lancé, bien que nous espérons qu'il sera, et nous verrons à ce qu'il soit aussi profitable que possible dès le début.

M. Macquarrie: Excusez-moi, monsieur le président, mais certains d'entre nous sont sur une liste de roulement et je crois que la cloche nous appelle.

M. Schreyer: J'avais une dernière question à poser.

M. Macquarrie: Je n'aime pas partir au milieu d'une séance.

Le président: Ne serait-il pas possible d'entendre la dernière question de M. Macquarrie.

M. Schreyer: Je serai bref. Je demanderais à M. Kierans s'il attache beaucoup d'importance au fait que les évaluations des frais d'exploitation faites par le Ministère et par le secteur privé sont différentes? Il est logique qu'il y ait une différence, mais il semble que le secteur privé ait obtenu des chiffres de \$2 ou \$3 millions inférieurs ce qui, à mon avis, cadre clairement avec les tendances. Les chiffres du secteur privé seront toujours inférieurs parce qu'ils facturent leurs services aux clients au détail et préfèrent donc partir de taux moins élevés.

M. Kierans: La dépréciation et les taux d'intérêt représentaient les deux différences principales dans les évolutions. Pour ce qui est de la dépréciation, les sociétés d'exploitation avaient prévu qu'il durerait six ans, alors que nous calculions, pour notre part, à partir d'un programme d'une durée de 5 ans. La construction d'un satellite qui durerait 6 ans entraînerait des dépenses initiales beaucoup plus élevées. C'était la différence principale, une différence de \$2 millions de dollars ce qui représentait, si je me souviens bien, plus de la moitié de la différence.

[Texte]

Another difference was in the estimate of interest charges, and that came from our capital cost structure. Our hope is, and again this will depend eventually on the directors of the board of Telesat Corporation, to rely more heavily on debt. I realize that brings up a bad word called leverage for the initial shareholder, but I felt in a hard-headed approach to this that there would be more reliance on debt.

I think we have resolved all but about \$430,000 of the difference which is one party's estimate of the maintenance and operating charges as against another party's. When it comes to the order of something around \$18 million, this is not very serious.

Mr. Schreyer: Thank you.

The Chairman: The next hearings on the Bill will be when we have Trans-Canada Telephone System before us on May 6. They will be followed by the CBC on May 8 and Bell Canada will be appearing on May 13.

We may be meeting before that to hear representatives of the Canadian Overseas Telecommunication Corporation, who will be here to answer any technical questions that members may have on the operation of satellites.

We meet on Tuesday to hear the Association des producteurs de films du Québec, followed by Mr. R. A. Kelly on Thursday.

The meeting is adjourned.

[Interprétation]

L'autre différence était les prévisions des taux d'intérêt, causée par la structure du coût de nos immobilisations. Nous espérons, et encore une fois, tout dépend en dernière analyse des directeurs de la Société Télésat, assumer plus de dettes. Je me rends compte qu'on s'expose ainsi aux pressions malsaines des premiers actionnaires mais il m'a semblé, dans mon attitude entêtée, qu'on pourrait assumer plus de dettes.

Je crois que nous avons expliqué toutes les différences sauf une somme de \$420,000 qui représente leur évaluation des frais d'entretien et d'exploitation contre la nôtre. Lorsqu'il ne s'agit que de \$18 millions, ce n'est pas tellement grave.

M. Schreyer: Merci.

Le président: Lors de la prochaine réunion, nous entendrons les témoins du Réseau téléphonique transcanadien, le 6 mai. Ils seront suivis des représentants de Radio-Canada le 8 mai et de Bell Canada le 13 mai.

Nous nous réunirons peut-être d'ici là pour entendre les représentants de la Société canadienne des télécommunications transmarines qui pourront répondre aux questions d'ordre technique des députés sur le fonctionnement des satellites.

Nous nous réunirons mardi pour entendre l'Association des producteurs de films du Québec, suivie de M. R. A. Kelly jeudi.

La séance est levée.

OFFICIAL BILINGUAL ISSUE

FASCICULE BILINGUE OFFICIEL

HOUSE OF COMMONS

CHAMBRE DES COMMUNES

First Session

Première session de la

Twenty-eighth Parliament, 1968-69

vingt-huitième législature, 1968-1969

STANDING COMMITTEE

COMITÉ PERMANENT

ON

DE LA

BROADCASTING,
FILMS AND ASSISTANCE
TO THE ARTS

RADIODIFFUSION,
DES FILMS ET DE L'ASSISTANCE
AUX ARTS

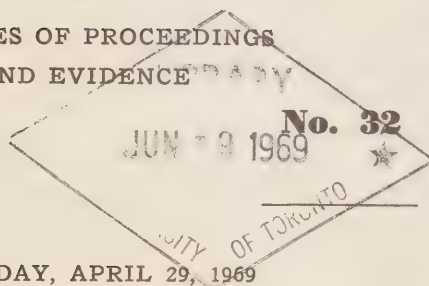
Chairman

Mr. John M. Reid

Président

MINUTES OF PROCEEDINGS
AND EVIDENCE

PROCÈS-VERBAUX ET
TÉMOIGNAGES



TUESDAY, APRIL 29, 1969

LE MARDI 29 AVRIL 1969

Respecting

Concernant le

Annual Report of National Film Board
(1967-68).
(ASSOCIATION DES PRODUCTEURS
DE FILMS DU QUÉBEC)

Rapport annuel de l'Office national
du Film (1967-1968).
(ASSOCIATION DES PRODUCTEURS
DE FILMS DU QUÉBEC)

WITNESSES—TÉMOINS

(See *Minutes of Proceedings*)

(Voir le *procès-verbal*)

The Queen's Printer, Ottawa, 1969
L'Imprimeur de la Reine, Ottawa, 1969

STANDING COMMITTEE ON
BROADCASTING, FILMS AND
ASSISTANCE TO THE ARTS

COMITÉ PERMANENT DE LA
RADIODIFFUSION, DES FILMS ET DE
L'ASSISTANCE AUX ARTS

Chairman
Vice-Chairman
and Messrs.

Mr. John M. Reid
M. J.-A. Mongrain

Président
Vice-président
et MM.

DeBané
Dinsdale,
Givens,
Guilbault,
Hymmen,
La Salle,
Macquarrie,

Marchand (*Kamloops-
Cariboo*),
Matte,
McCleave,
Nystrom,
Osler,
Paproski,

Perrault,
Schreyer,
Schumacher,
Stanbury,
Stewart (*Cochrane*)—
(20).

Le secrétaire du Comité,
M. Slack
Clerk of the Committee.

[Text]

MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, April 29, 1969
(35)

The Standing Committee on Broadcasting, Films and Assistance to the Arts met this day at 10.05 a.m. The Chairman, Mr. John M. Reid, presided.

Members present: Messrs. Givens, Hymmen, Macquarrie, Paproski, Reid, Schumacher, Stewart (*Cochrane*) (7).

Witnesses: From the Association des producteurs de films du Québec: Messrs. Jean Dansereau, President; Pierre Lamy, Vice-President; Arthur Lamothe, Secretary-Treasurer; and Mr. Raymond-Marie Léger, President of the *Association professionnelle des cinéastes du Québec*.

With reference to the Committee's Order of Reference of the Annual Report of the National Film Board (1967-68), the Chairman introduced Messrs. Dansereau, Lamothe, Léger and Lamy.

Agreed,—That the brief of the Association des producteurs de films du Québec, together with attached correspondence and press release be printed as an Appendix to today's proceedings. (*See Appendix "P"*)

Messrs. Dansereau, Lamothe, Léger and Lamy were examined on various aspects of the film industry operations.

The examination of the witnesses being concluded, at 11.00 a.m. the Committee adjourned until 3.30 p.m. on Thursday, May 1.

[Traduction]

PROCÈS-VERBAL

Le MARDI 29 avril 1969.
(35)

Le Comité permanent de la radiodiffusion, des films et de l'assistance aux arts se réunit ce matin à 10 h. 05, sous la présidence de M. John M. Reid.

Présents: MM. Givens, Hymmen, Macquarrie, Paproski, Reid, Schumacher, Stewart (*Cochrane*)—(7).

Témoins: De l'Association des producteurs de films du Québec: MM. Jean Dansereau, président; Pierre Lamy, vice-président; Arthur Lamothe, secrétaire-trésorier; et de l'*Association professionnelle des cinéastes du Québec:* M. Raymond-Marie Léger, président.

Le président mentionne l'ordre de renvoi du Comité figurant dans le rapport annuel (1967-1968) de l'Office national du film, puis il présente MM. Dansereau, Lamothe, Léger et Lamy.

Il est décidé—Que le mémoire de l'Association des producteurs de films du Québec, ainsi que la correspondance et le communiqué de presse qui y sont joints, soient imprimés en appendice au compte rendu des délibérations de ce jour. (*Voir Appendice «P»*).

MM. Dansereau, Lamothe, Léger et Lamy répondent à des questions sur divers aspects de l'exploitation de l'industrie cinématographique.

L'interrogation des témoins étant terminée, à 11 h. du matin, le Comité s'ajourne jusqu'au jeudi 1^{er} mai, à 3 h. 30 de l'après-midi.

Le secrétaire du Comité,
M. Slack,
Clerk of the Committee.

[Texte]

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

Tuesday April 29, 1969

• 1004

The Chairman: I wonder if we might begin. I would like to introduce our witnesses today. We have the witnesses from the Association des Producteurs de Films du Québec. Immediately to my right is the President, Mr. Jean Dansereau; immediately to his right is the Secretary-Treasurer; Mr. Arthur Lamothe. On the right side of the desk is Mr. Raymond-Marie Léger and next to him is Mr. Pierre Lamy, Vice-President.

You have all read the brief. I wonder if I might have agreement to have it printed as an appendix to our Proceedings. The only thing that I am slightly concerned about is the letter directed to the Secretary of State dated November 26 which is marked "confidential". Before printing it I would want to have permission from the Secretary of State. If the Committee agree I would ask if there is...

Mr. Paproski: It is not confidential information any longer.

The Chairman: It is marked "confidential" and there are certain things that we have to be careful about, but you are quite right. That is fine. We now can proceed with the questioning of the witnesses. Mr. Macquarrie?

Mr. Macquarrie: Not being an expert in films, I will ask a couple of my little unsophisticated questions and then leave the questioning for my more learned colleagues. I am terribly impressed by and interested in this document which I read all too quickly. I am impressed by your comments—particularly on page 8—about some of the operational techniques of the CBC in reference to their long use of tenders and in reference to their accounting but in particular I was a little puzzled by some statements on page 6 where—in you say:

It is shocking to pay a third of the amount for a film done in Montreal than a film done in Toronto.

I wonder if these gentlemen could tell us what happens to bring about this situation. Is someone on the set paid a third of what he is paid in Toronto or how is this drastic differential achieved?

[Interprétation]

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Le mardi 29 avril 1969

Le président: Je me demande si nous pourrions commencer. Je voudrais présenter les témoins d'aujourd'hui, les représentants de l'Association des producteurs de films du Québec, à ma droite M. Jean Dansereau; président, à sa droite M. Arthur Lamothe, secrétaire-trésorier, sur le côté droit de la table, M. Raymond-Marie Léger et près de lui, M. Pierre Lamy, vice-président. Vous avez tous lu le mémoire. Êtes-vous d'accord pour que nous le fassions annexer au procès-verbal? La seule chose qui me préoccupe, c'est la lettre du 26 novembre adressée au Secrétaire d'État qui est marquée du titre confidentiel. Avant de la faire imprimer, j'aimerais avoir la permission du Secrétaire d'État, si vous êtes d'accord.

M. Paproski: Ce n'est plus un document confidentiel.

Le président: C'est indiqué «confidentiel» et il y a certaines choses pour lesquelles il faut faire attention mais vous avez raison. Très bien.

Nous pourrions poursuivre l'interrogatoire des témoins monsieur Macquarrie?

M. Macquarrie: N'étant pas un expert en matière de films, je m'en tiendrai à quelques questions d'ordre général et je céderai la parole à des collègues mieux renseignés. Je suis très impressionné par ce document intéressant que j'ai dû lire trop rapidement. Je suis surpris par les commentaires qui figurent à la page 8, au sujet des techniques de la Société Radio-Canada en ce qui concerne la longue utilisation des appels d'offre et leur comptabilité. J'ai été quelque peu préoccupé par quelques phrases qui figurent à la page 6:

Il est ahurissant qu'on paie un film à Montréal le tiers moins de ce qu'on le paie à Toronto.

Je me demande si ces messieurs pourraient nous dire d'où cela provient. Est-ce que ce sont les gens qui sont payés un tiers de plus à Toronto ou comment arrive-t-on à une si grande différence?

[Text]

M. Arthur Lamothe (secrétaire-trésorier, Association des producteurs de films du Québec): Le budget de production du réseau anglais de Radio-Canada, à Toronto, est plus élevé que le budget de production du réseau français. Ils ont le même nombre d'heures à couvrir; je crois qu'on n'a jamais donné de raisons valables pour cela. Comme ils ont moins d'argent pour la production de certaines des émissions, ils paient donc moins pour les films.

Mr. Macquarrie: Not for the same work or can I ask that question?

Mr. J. Dansereau (Président, Association des producteurs de films du Québec): You said you were puzzled about this situation and we are as puzzled as you. We have been puzzled for many, many years about why you can get much more money to produce the same product in Toronto than in Montreal. I should say that maybe we can assume that the cost of production is lower in Quebec but this should not be.

If we want to make a good film of French expression it costs exactly the same money, but for a half hour film in colour you can get \$12,000 in Toronto, but you never get more than \$9,000 in Montreal.

Mr. Stewart (Cochrane): May I ask a supplementary? Would it not be more correct to say, Mr. Dansereau, that in Montreal you are able to produce one-third less number of films rather than this statement, "one-third the amount for a film"? A film would still cost the same whether it is in French or in English but you would only be able to make one film to every two or three that are made in Toronto.

Mr. Dansereau: No, no.

Mr. Stewart (Cochrane): That is not it?

M. Dansereau: On peut penser en ces termes. Je ne pense pas qu'il faille mêler les deux questions. Il s'agit de deux questions fort différentes: celle du prix d'un film, celle de la capacité de production.

Le centre de production cinématographique de Montréal est certainement capable de produire une quantité aussi grande que le centre de production de Toronto. Il est évident que pour toutes sortes de raisons, le centre de production de Montréal n'a peut-être pas précisément l'ampleur de celui de Toronto. Ceci pose d'autres questions. Dans un contexte historique, si l'industrie du film ne s'est pas

[Interpretation]

Mr. Arthur Lamothe (Secretary-Treasurer, Association des producteurs de films du Québec): The production budget of the English network of the CBC in Toronto is higher than that of the French network. They have the same number of hours to cover. I believe that they have never given any good reasons for that. As they have less money for the production of certain programs, they pay less for the films.

M. Macquarrie: Pas pour le même travail ou puis-je poser cette question?

M. Jean Dansereau (président, Association des producteurs de films du Québec): Vous avez dit que vous étiez intrigués par la situation et nous le sommes autant que vous depuis des années. Nous nous demandons depuis longtemps comment on peut obtenir plus pour un film qui est fait à Toronto que pour le même film à Montréal. On supposerait que le coût de la production est un peu moins élevé au Québec. Mais cela ne devrait pas être le cas.

Ainsi, un bon film d'expression française coûte le même prix, mais pour un film d'une demi-heure en couleur, on peut obtenir \$12,000 à Toronto mais on n'a jamais plus de \$9,000 à Montréal.

M. Stewart (Cochrane): Puis-je poser une question complémentaire? N'est-il pas plus exact de dire qu'à Montréal vous pouvez produire un tiers moins de films plutôt que de dire un tiers le montant d'un film. Un film coûte le même prix s'il est en français ou en anglais mais vous ne pourriez faire qu'un film pour deux ou trois qui sont faits à Toronto.

M. Dansereau: Non, non.

M. Stewart (Cochrane): Ce n'est pas cela?

Mr. Dansereau: One can think in these terms. I do not think that we should mix the two questions. These are two very different questions. There is on the one hand, the price of the film, and then, the production capacity. The Montreal film production centre is certainly capable of producing just as many films as the production centre in Toronto. It is obvious for all sorts of reasons that the Montreal production centre is perhaps not as developed at present as that of Toronto. This gives rise to other questions. In the historical context, if the film industry in Montreal has not developed as rapidly as in Toronto, this

[Texte]

développée à Montréal aussi rapidement qu'à Toronto, cela nous amène à des questions beaucoup plus profondes.

M. Stewart (Cochrane): Le fait est que vous avez un tiers de l'argent de ceux qui produisent les films de langue anglaise?

M. Dansereau: Non, non.

M. Stewart (Cochrane): Le budget est fixé par film?

M. Dansereau: Quelle que soit la quantité de contrats qui puisse être donnée, si vous prenez un film en particulier, les producteurs de Montréal reçoivent pour le même travail à peu près un tiers de moins qu'à Toronto. Et on leur demande exactement la même qualité de travail.

M. Stewart (Cochrane): Dans ce cas-là, c'est évident que c'est ridicule. C'est complètement ridicule dans ce cas-là.

M. Lamothe: Il y a longtemps que ça dure. Il y a très longtemps que ça dure. Pour ce qui est de la qualité, il faudrait quand même faire remarquer quelque chose: la Société d'aide pour le développement à l'industrie cinématographique a primé cette année neuf longs métrages, dont sept faits au Québec.

Donc on peut assumer, *a priori*, que la qualité que nous fournissons au travail est au moins égale à celle de Toronto. C'est la seule hypothèse que l'on peut retenir. Cependant, à cause justement du fait qu'il y a moins d'argent pour la production française que pour la production anglaise, quand on fait un film pour Radio-Canada, et c'est un fait précis, on a moins d'argent pour le film. A l'heure actuelle, il se fait, *per capita*, trois fois plus de films dans le Québec que dans le reste du Canada.

M. Léger: Je voulais simplement présenter le problème de façon très simple, pour répondre à la question que vous aviez posée.

Si M. Dansereau, M. Lamothe ou M. Lamy, qui sont producteurs, produisent un film et l'offrent à Toronto, ils sont certains d'avoir au moins 30 p. 100 de plus que ce qu'ils touchent à Montréal. Voilà.

M. Lamothe: Depuis quelque temps, Michel Brault parle de faire un film. Il est venu nous voir pour produire un film sur un sujet assez précis. Je voulais le dire parce que je crois que ce sera lui.

Par exemple, Geneviève Bujold s'en va en Angleterre faire un long métrage avec Burton, Michel Brault, cinéaste et un de ses amis. Elle a dit que le film ne serait filmé que par lui. On fait des démarches pour le faire pro-

[Interprétation]

leads us to questions of a much more serious nature.

Mr. Stewart (Cochrane): The fact is that you have one-third of the money of those who produce English-speaking films?

Mr. Dansereau: No.

Mr. Stewart (Cochrane): Is the budget fixed per film?

Mr. Dansereau: Irrespective of the number of contracts that are issued, if you take a particular film, for the same work the Montreal producers get about one-third less than in Toronto. And the same quality is required of them.

Mr. Stewart (Cochrane): In that case, this is obviously ridiculous! This is absolutely ridiculous!

Mr. Lamothe: This has been going on for quite a long time. I would also like to point out that as far as quality is concerned, this year the Canadian Film Development Corporation awarded prizes to nine feature films, seven of which were made in Quebec.

Therefore we can assume *a priori*, that the quality of our work is at least equal to that of Toronto. That is the only conclusion one can reach. However, precisely because of the fact that there is less money available for French production than English production, when making a film for the French network of the CBC, and this is a specific fact, we have less money for that particular film. At the present time, three times as many films are made in Quebec *per capita* than in the rest of Canada.

Mr. Léger: I simply wanted to present the problem in a very simple manner, to answer the question put by you.

If Mr. Dansereau, Mr. Lamothe or Mr. Lamy, who are producers, produce a film and market it in Toronto, they get at least 30 per cent more than what they would be getting in Montreal.

Mr. Lamothe: For some time now, Michel Brault has been saying that he wants to make a film. He came to see us to produce a film on a fairly specific subject. I wanted to tell you this because I believe he will be the one.

For instance, Geneviève Bujold is going to England to make a feature film with Richard Burton, Michel Brault, film producer and a friend. She says that the film will be made by him only. Steps are being taken to have it

[Text]

duire par Toronto, parce que par Montréal on n'aura pas autant d'argent.

A Montréal, on est intéressé à travailler pour Toronto, si l'on peut. Car, faire ce film pour la télévision de langue anglaise va nous payer beaucoup plus que si on le faisait pour la télévision de langue française. C'est un fait qui s'est passé il y a quinze jours.

The Chairman: Mr. Macquarrie?

Mr. Macquarrie: I may have lost the understanding here. You hold by your contention that for comparable work there is a one-third differential and that this is a general thing. Would you like to go a little further and tell me who gets the impact of this differential? Is it equipment, is it personnel or what is the reason that produces this quite shocking, in my opinion, differential?

Mr. Dansereau: The reason for that difference so far as I can understand is a question of the inside administration of CBC. They just provide more money in Toronto. They just divide their budget by production and more money is allotted to meet a certain need for films. Production of films is quite the same, but if a producer in Quebec wants to get contracts he just has to lower his price for his services.

M. Lamothe: L'impact possible est le suivant: étant donné que la pellicule coûte le même prix, que tout coûte exactement le même prix, le producteur est obligé de réduire énormément ses frais généraux, c'est-à-dire le producteur d'un film du Québec devra prendre moins de risques sur des productions futures. Par exemple, avant d'engager une personne de grand talent, il hésitera parce que sa marge de risque est extrêmement réduite.

A Toronto, étant donné qu'ils font des profits plus substantiels, ils peuvent se permettre des bureaux plus organisés, un secrétariat plus adéquat, des voyages à l'étranger pour mieux vendre leur produit.

Cela a des effets secondaires extrêmement importants pour le développement de l'industrie. Par exemple, à même les profits supérieurs à ceux de Montréal, le producteur de Toronto peut faire de la recherche pour la production de films commerciaux, peut rencontrer du monde, etc. A Montréal, on ne le peut pas.

Mr. Macquarrie: Do I take it, Mr. Chairman, that this is a problem stemming from CBC judgments and decisions, that this would not apply in what I might call the open market, if there is such a thing? If the Kellogg

[Interpretation]

produced by Toronto because if it is produced by Montreal there will be less money.

In Montreal we are interested in working for Toronto, when we can. Because making this film for English-speaking TV will pay us far more handsomely than if we were to make it for French-speaking TV. This is something that happened two weeks ago.

Le président: Monsieur Macquarrie.

M. Macquarrie: Je n'ai peut-être pas très bien compris la situation. Vous prétendez que pour le même travail il y a une différence d'un tiers et que c'est généralisé. Pourriez-vous préciser un peu et nous dire qui est victime de cette différence? Est-ce que c'est l'équipement, le personnel ou quelle est la raison pour laquelle il y a une différence assez ahurissante, à mon avis?

M. Dansereau: Cette différence, d'après ce que je peux comprendre, provient de l'administration interne de Radio-Canada. Ils accordent plus d'argent à Toronto. Ils divisent leur budget suivant le nombre de productions faites et ils accordent plus d'argent pour répondre au besoin de production de films. La production de films est à peu près la même mais si un producteur du Québec veut obtenir un contrat, il doit baisser le prix de ses services.

Mr. Lamothe: The possible impact that this would have is as follows: Since the film itself costs the same price, since everything costs exactly the same price, the producer has to lower his overhead expenses considerably, i.e. a Quebec film producer will have to take less risks on future productions. For instance, he will hesitate before hiring highly talented persons, because his margin for risk is very limited. Whereas in Toronto, since they have more substantial profits they can afford better organized offices, a more adequate secretarial set-up, and travels abroad to help in the sale of their product.

This brings about secondary effects that are extremely important for the development of the industry. For instance, because profits are higher in Toronto than in Montreal, Toronto producers can carry out research for the production of commercial films, they can meet people and so on. In Montreal we cannot do this.

M. Macquarrie: Dois-je comprendre, monsieur le président, que c'est un problème qui découle des décisions et des jugements de Radio-Canada et que cela ne s'appliquerait pas sur un marché libre, s'il existe? Si par

[Texte]

Foundation wanted a film made in Canada by Canadians, could they have it done more cheaply by Montreal?

Mr. Pierre Lamy (vice-président, Association des producteurs de films du Québec): Non, c'est une politique de Radio-Canada seulement, qui juge ses coûts par rapport au nombre d'auditeurs.

Did you understand me?

Mr. Macquarrie: No, I did not hear you.

Mr. Lamy: CBC Montreal is making its prices according to the money they have by the number of listeners. It seems they have less population in French Canada than they have in English Canada; their budget is lower and they say "Well, we have \$5,000 to make a film", let us say for Canadian Broadcasting Corporation in Quebec for the French population. There would be less money there than there is in Toronto for the same film. But it would not apply to Kellogg or any other people.

Mr. Macquarrie: You would hold your own on the open market? So instead of making fewer films, they pay less for the ones that are made and make this computation on a population basis?

Mr. Lamothe: Right.

Mr. Macquarrie: This is an extremely interesting connivance.

The Chairman: Mr. Dansereau?

Mr. Dansereau: This must be quite a problem for the administration of the CBC, because they have the same time to fill as Toronto has; yet they get less money for film production. It is quite a problem for them also, and for many years they must have been asking themselves questions about how to solve this.

The Chairman: ACTRA has complained to this Committee that there is less production of film and video in Toronto and Vancouver than there is on the French network—far less—and mostly their complaint is that it is filled up with imported U.S. programs. There is very little original Canadian drama and film that is produced. Perhaps in the fall we will have CBC as a witness on this subject to answer the charges that you have made.

M. Léger: On pourrait peut-être, et c'est une question intéressante, je pense, se

[Interprétation]

exemple, la fondation Kellogg voulait un film canadien fait par des Canadiens, est-ce que le film coûterait moins cher à Montréal?

Mr. Pierre Lamy (vice-president, Association des producteurs de films du Québec): No, this is a policy of the CBC only, which assesses its costs in relation to the number of listeners.

M'avez-vous compris?

Mr. Macquarrie: Non, je ne vous ai pas entendu.

Mr. Lamy: Radio-Canada fixe ses prix en tenant compte de l'argent dont elle dispose par rapport au nombre de téléspectateurs. Il semble que la population canadienne-française soit moins nombreuse que la population canadienne-anglaise. Leur budget est donc inférieur et ils disent: «Nous avons \$5,000 pour faire un film», disons pour la Société Radio-Canada au Québec, pour la population canadienne-française. On accordera moins d'argent pour un film qu'on en accorderait à Toronto. Cela ne s'appliquerait pas à la Fondation Kellogg ou à d'autres gens.

Mr. Macquarrie: Tiendriez-vous le coup sur le marché libre? Donc, au lieu de faire moins de films, ils paient moins pour ceux qui sont faits et ce calcul est fait en se basant sur la population.

M. Lamothe: Oui.

M. Macquarrie: C'est une combinaison extrêmement intéressante.

Le président: Monsieur Dansereau?

M. Dansereau: Ce doit être tout un problème pour l'administration de Radio-Canada parce qu'ils ont le même temps à remplir qu'à Toronto. Ils jouissent de moins d'argent pour la production des films. C'est aussi un problème pour eux et depuis plusieurs années ils ont dû se demander comment résoudre ce problème.

Le président: ACTRA s'est plainte qu'il y avait moins de production de films et de vidéo à Toronto et à Vancouver, qu'il n'y en avait sur les réseaux français, beaucoup moins et ils fondent leur plainte sur le fait qu'il y a beaucoup trop d'émissions des États-Unis. Il y a très peu de productions canadiennes originales, tant sur le plan du théâtre que du film. Je crois qu'il faudrait inviter Radio-Canada à témoigner à l'automne pour répondre aux accusations que vous venez de porter.

Mr. Léger: This is an interesting question. We could try to know whether the distribu-

[Text]

demander si la répartition du budget de Radio-Canada *per capita*, selon les populations anglophones ou francophones, est faite sur base réaliste.

Il coûte aussi cher de produire une heure d'émission en anglais qu'une heure d'émission en français, ce n'est donc pas le nombre de personnes qui écoutent un réseau qui devrait servir de base à la répartition du budget, mais le nombre d'heures d'émissions produites. Qu'on en produise 24 heures par jour pour 10 millions de personnes ou pour 12, ou 13, le coût, théoriquement et pratiquement, est absolument le même. Si on se sert d'exemples de pays étrangers binationaux ou même multinationaux, je ne connais aucun pays où la répartition des budgets de télévision est faite systématiquement *per capita*.

M. Lamothe: J'appuierais ce que dit M. Léger, parce que cela voudrait dire que la valeur d'une culture se résume au nombre de personnes, en fait, un film français doit valoir un film anglais d'une émission pareille. La valeur d'une culture ne doit pas se mesurer au nombre de personnes.

Mr. Paproski: Have you encountered this in previous years?

M. Lamothe: Par exemple, tout cela a été dit au Comité consultatif du BGR le 16 mai 1967. Déjà, d'ailleurs, en dehors de ce mémoire, on a de nombreux dossiers et de nombreux articles dans les journaux qui ont fait part de ce problème. Mais il me semble que c'est la première fois que nous avons une oreille attentive.

Mr. Paproski: What has the previous government done to help you with this problem?

M. Lamothe: Depuis le 16 mai 1967, la situation, au lieu de s'améliorer, a empiré.

M. Dansereau: Très peu de temps après la production de notre mémoire, compte tenu des restrictions économiques, peu d'argent a été accordé pour produire des films, Radio-Canada a pratiquement suspendu toute demande de production de films à l'industrie du Québec, sauf dans le cas de quelques services techniques, qui sont souvent produits à prix coûtant.

J'aimerais aussi revenir aux statistiques d'ACTRA. Je ne mets pas en doute les statistiques qu'ACTRA a données à ce Comité, mais moi, je n'ai jamais eu le loisir de lire des statistiques très claires à propos de la produc-

[Interpretation]

tion of the CBC budget on a French-speaking or English-speaking population basis is realistic.

It is just as expensive to make one hour's program in English as it is in French, and therefore it is not the number of people that listen to a network that should be used as a basis of distribution for the budget, but the number of hours of programs that are produced. Whether programs are produced 24 hours per day for 10 million people or for 12 or 13 million, the cost is exactly the same, both theoretically and in practice. If we refer to countries where there are two or several languages, there is not one that I know of where the distribution of television budgets is done systematically on a *per capita* basis.

Mr. Lamothe: I would like to support what Mr. Léger says, because that would mean the value of a culture is to be assessed by the amount of people in that culture.

In fact, a French film must be the equivalent of an English film in a similar program. The value of a culture must not be assessed by the number of people.

M. Paproski: Avez-vous déjà rencontré cela auparavant?

Mr. Lamothe: Yes, all this has been said at the BBG Advisory Committee on May 16, 1967. Apart from this brief, there have been many reports and many articles in newspapers that have referred to this problem. But it seems to be the first time that people are willing to listen to us with a certain amount of attention.

M. Paproski: Qu'est-ce que le gouvernement précédent a fait pour vous aider à résoudre ce problème?

Mr. Lamothe: Since 16 May, 1967, the situation, instead of becoming better, has become worse.

Mr. Dansereau: Shortly after the production of our brief, taking into account economic restrictions—only a small amount of money was granted to produce films—the CBC has practically suspended all requests for production of films from the Quebec industry, except in the case of some technical services, and this is done on a cost price basis.

I should also like to go back to the question of statistics concerning ACTRA. I am not questioning the statistics given to this Committee by ACTRA, but I have never had time to read any statistics regarding CBC produc-

[Texte]

tion de Radio-Canada, il n'existe rien dans lequel on puisse se retrouver.

M. Stewart (Cochrane): La question supplémentaire que je voulais vous poser a trait au budget qui est donné à Montréal comparative-ment à celui de Toronto.

La même situation existe-t-elle quand le réseau anglais à Montréal réalise un film, est-ce fait pour un tiers du coût ou est-ce sur la même base que celui de Toronto?

M. Dansereau: Quand une maison du Québec travaille pour un poste de télévision de Toronto, il reçoit exactement le même montant qu'un producteur de Toronto, c'est-à-dire qu'on peut se trouver dans des situations aussi cocasses qu'ont peut produire à la fois pour Montréal et Toronto, deux films d'exactement la même valeur, pour des prix différents.

M. Stewart (Cochrane): Merci bien, monsieur.

M. Lamy: Le budget des films produits pour le réseau anglais qui originent de Montréal, vient du budget de Toronto, en fait. CBMT est administré par Radio-Canada, Toronto, et non pas Radio-Canada, Montréal.

Mr. Paproski: Do you have complete autonomy to run your own show?

Mr. Lamy: It happens, yes.

Mr. Paproski: Do you not have complete autonomy? Am I not correct in saying that nobody has jurisdiction over you, the way you run your own films and the way you do your own productions in Montreal? Also, can you purchase films from foreign countries to be shown in Quebec?

M. Lamy: Au sujet de la première question, quand on produit des films pour Radio-Canada, nous avons, selon le genre de contrat qu'on obtient, une autonomie complète et Radio-Canada accepte le produit final ou le refuse. Dans d'autres occasions, on ne fournit que des services techniques. Radio-Canada nous donne un réalisateur et, à ce moment-là, le film se fait sous la directive du réalisateur de Radio-Canada.

Au sujet de la deuxième question, nous ne sommes pas des distributeurs de films, nous sommes des producteurs de films. Nous n'achetons donc pas de films de l'étranger pour les vendre à Radio-Canada.

M. Dansereau: Au sujet de la première question concernant l'autonomie qu'on peut avoir dans la production des films, je dois

[Interprétation]

tion that are very clear, because it does not seem that you can find your way through, really.

Mr. Stewart (Cochrane): The supplementary question I wanted to ask has to do with the budget which is granted to Montreal in relation to that of Toronto. Does the same situation exist when the English network in Montreal makes a film? Is it made at one third of the cost, or is it made on the same basis as those made in Toronto?

Mr. Dansereau: When a Quebec firm works for a Toronto TV station, it receives exactly the same amount as a Toronto producer, i.e. that it is possible to find oneself in rather comical situations wherein you can produce at the same time a film for Montreal and one for Toronto, both films being exactly of the same value, but for different prices.

Mr. Stewart (Cochrane): Thank you, sir.

Mr. Lamy: The budgets for films made in Montreal for the English network, come from Toronto. CBMT is administered by the CBC, Toronto, and not by the CBC, Montreal.

M. Paproski: Est-ce que vous jouissez d'une autonomie complète pour votre spectacle?

M. Lamy: Cela arrive, oui.

M. Paproski: Vous avez l'autonomie complète n'est-ce pas? N'est-il pas juste de dire que personne n'a juridiction sur vous, sur la façon dont vous produisez vos films et sur vos propres productions à Montréal? En outre, est-ce que vous pouvez acheter des films à l'étranger pour les projeter au Québec?

Mr. Lamy: Concerning the first question, when we make films for the CBC, we have, depending on the type of contract, full autonomy and the CBC accepts the final product or refuses it. In other cases we only provide technical services. The CBC gives us a film director hence the film is made under the direction of the CBC director.

Concerning the second question, we are not film distributors. We are film producers. Therefore we do not buy foreign films to sell to the CBC.

Mr. Dansereau: Concerning the first question as to the autonomy that we have in the production of films, I must add to what Mr.

[Text]

ajouter à ce que M. Lamy a dit que la proportion, qui existe entre les films qui sont attribués pour être produits par des producteurs de Montréal et la demande de services techniques, est très grande, c'est-à-dire qu'on réclame beaucoup plus de services techniques que de produits finis. La plupart du temps, quand on nous demande des produits finis sur lesquels on a entière autonomie, c'est pour des émissions à caractère secondaire, presque jamais pour des émissions importantes.

M. Lamothe: Je dirais, comme on le dit d'ailleurs dans le mémoire, que l'industrie est trop souvent perçue par Radio-Canada uniquement comme une soupape de sûreté pour leur propre production. C'est uniquement une soupape de sûreté. Elle n'a jamais été considérée comme un partenaire.

• 1030

Je voudrais aussi faire remarquer une chose très importante sur le plan culturel. On a parlé de problèmes économiques. Il me semble que cela est très, très important. En agissant ainsi et en n'accordant, comme M. Dansereau l'a dit, que des productions secondaires aux demandes des producteurs de films, Radio-Canada prive la population francophone du Canada d'un très grand réservoir de talents. Elle tourne toujours en rond autour des mêmes personnes. Or, chacun des producteurs de films du Québec a, à son emploi, des réalisateurs de certain renom et connaît des gens qui écrivent. Il y a toute sorte de gens ainsi qui, à cause de cette structure informelle qui enferme Radio-Canada dans un réseau d'amitiés et de relations, sont privés d'un secteur culturel qui pourrait élargir et renouveler la culture dans le pays; ce sont des gens qui participent à la vie collective du pays. Je pense que c'est un sujet qu'on n'a pas suffisamment fait remarquer et on aurait plusieurs exemples à fournir là-dessus.

Moi-même, je suis réalisateur et le seul film que j'ai pu faire pour la télévision, était pour la télévision française par la compagnie Gaumont. Car, la télévision française, contrairement à Radio-Canada qui est pourtant une télévision très étatique, demande aux entrepreneurs cinématographiques de faire des séries de prestige. J'ai dû le faire pour la compagnie Gaumont. Ce film a été présenté à la télévision française, à la télévision italienne, à la télévision suisse, à la télévision belge, japonaise et allemande. Il sera présenté prochainement à Toronto, à la télévision de langue anglaise. Or il n'a pas encore été présenté au réseau français de Radio-Canada et il a été tourné dans le Québec.

[Interpretation]

Lamy said that the proportion existing between films earmarked for production by Montreal producers and the request for technical services is very great. In other words, we are asked for more technical services than finished products. In most cases when we get a request for a finished product over which we have complete autonomy, it is for secondary types of programs. It is hardly ever for major programs.

Mr. Lamothe: I would say, as mentioned in our brief, that industry is considered too often by the CBC solely as a safety valve for their own production. It is solely a safety valve. It is has never been considered as a partner.

I should also like to mention something very important from the cultural point of view. Reference was made to economic problems. To me, this seems very, very important. By acting like this and, as mentioned by Mr. Dansereau, by only granting secondary types of productions to film producers, the CBC is depriving the French-speaking Canadian population of Canada of a vast number of talents. It always asks for the same people. But each film producer in Quebec has directors who are well known and he is in contact with people who write. Hence, there are all sorts of people who, because of this informal structure which locks the CBC within a network of friendships and relations, are deprived of a cultural sector that could enlarge and renew culture in the country. These are people who participate in the collective life of the country. I believe that this is a subject that has not been discussed enough. We could give you many examples.

I am a producer myself, and the only time I was able to make a film for television was for French television, through the Gaumont company. Because, although French television is contrary to the CBC, a state controlled television to a very high degree, it calls on private film producers to make top flight series. I had to make it for the Gaumont company. This film was presented on French TV and also on Italian, Belgian, Swiss, Japanese and German TV. It will be shown in Toronto shortly, on the English-speaking network. Now, it has not yet gone on the French network of CBC, and the film was made in Quebec.

[Texte]

C'est dire, le mot est peut-être fort, mais c'est dire qu'il y a parfois un certain mépris pour la création qui n'origine pas directement de Radio-Canada. On a le sentiment que les gens en place veulent avoir le monopole de la créativité à l'intérieur de leurs cadres. Et cela est peut-être encore plus grave que les considérations économiques dont j'ai parlé.

Mr. Paproski: Could I interject here for one minute? You think that they want more control now than they had before?

M. Lamothe: Je vais répondre très clairement à cette question. Je pense qu'ils auraient beaucoup plus de contrôle sur la qualité culturelle dans les productions venant de l'extérieur. Cela peut avoir l'air assez surprenant. Voici. Quand un producteur fait un film, par exemple, j'en ai fait récemment pour l'Office du film du Québec, il se force à donner un produit de qualité, s'il ne veut pas perdre ses contrats. C'est le réalisateur, pas le producteur, qui va perdre son emploi s'il ne fournit pas des films de qualité.

Par contre, le réalisateur-fonctionnaire peut se permettre bien des fantaisies; il peut même dépasser tous les budgets, parce que, à l'heure actuelle, il ne risque pas de perdre son emploi. Je n'ai jamais entendu parler de réalisateurs de Radio-Canada qui ont été congédiés ou qui ont perdu leur emploi parce qu'ils faisaient du travail de mauvaise qualité. Pour la qualité artistique la seule hypothèse à retenir, est qu'elle serait plus élevée dans les films produits à l'extérieur.

D'ailleurs, là-dessus, il serait bon de faire témoigner des producteurs français de films qui ont co-produit aussi bien avec des maisons de production du Québec qu'avec Radio-Canada. Je pense que leurs témoignages sur la qualité que l'on peut fournir seraient extrêmement éclairants de même que sur les coûts.

Le président: Monsieur Dansereau.

M. Dansereau: Tout ce que je voudrais ajouter à ce qu'a dit M. Lamothe, c'est que cette question du fonctionnaire créateur est fort importante pour le développement de l'industrie du film du Canada.

Il y a un conflit d'intérêts, un conflit de situations dans le fait qu'un créateur doive à la fois créer des œuvres et se conformer à un rôle de fonctionnaire. Et, ce faisant, on peut voir rester en place des réalisateurs qui, à toutes fins pratiques, ne subsisteraient pas plus de deux mois dans n'importe quelle industrie du monde.

[Interprétation]

This leads me to say—I may be using strong language—that sometimes there is a certain disdain for anything that was not created directly by the CBC. We have a feeling those people who are established want to have the monopoly of creativeness within their own organization. And this can be even more serious than the economic considerations I mentioned.

M. Paproski: Est-ce que je peux faire une remarque? Seulement une minute. Vous pensez qu'ils veulent contrôler plus qu'ils ne le faisaient auparavant.

Mr. Lamothe: To answer very clearly to your question, I think they would have far more control over the cultural quality in productions coming from outside. This may seem rather surprising. But let me explain. When a film producer makes a film—for instance, I made one recently for the Quebec Film Board—he will try to give a quality product, because he does not want to lose his contracts. It is the film director, not the film producer who will lose his job, if he does not make good films.

On the other hand, the producer who is a civil servant can take quite a few liberties. He can even exceed any budget because, at the present time, he does not risk losing his job. I have never heard of a producer at the CBC who was fired because his work was not good. As far as artistic quality is concerned, the only thing to remember is that it would be higher in films produced outside.

Moreover, I feel that it would be a good idea to have as witnesses French film producers who co-produced with both Quebec film production firms and with the CBC. I think that their testimony about the quality that can be produced would be extremely enlightening, and this also applies to costs.

The Chairman: Mr. Dansereau.

Mr. Dansereau: All I wish to add to what Mr. Lamothe has said, is that this matter of the civil servant who is a creator is very important for the development of the film industry in Canada.

There is a conflict of interests, a conflict of views, in the fact that a person who is supposed to create should have to create a work of art and at the same time hold the role of a civil servant. As a result, these are producers who, for all practical purposes, would not survive more than two months in any industry in the world but who are nonetheless kept on.

[Text]

Cette même question devrait aussi être posée au sujet de l'Office national du Film. Si on analyse la productivité par réalisateur, à l'Office national du Film, indépendamment de certains succès, on s'apercevra que le même mal existe là aussi.

Mr. Macquarrie: If I could wind this up, Mr. Chairman, I would say that this is perhaps a question of what might be described as both economic and cultural constitutionality and it is something that I want to reflect upon a good deal more. We have been discussing quite an important matter.

On the same page—and this is my last question for the moment—you mention that

• 1035

the CBC buys films from the National Film Board at a much higher price than it pays private industry, but later on you mention the fact that the National Film Board sells its films to the CBC at a lesser price than the cost of production. This puzzles me.

Mr. Lamothe: C'est très clair...

Le président: Monsieur Lamothe.

Mr. Lamothe: Je peux en parler, j'ai été cinéaste à l'Office national du Film pendant plusieurs années. Et de mes films ont été présentés à Radio-Canada dans ces conditions.

J'ai produit, à l'ONF un film pour 16 mille dollars, ce qui est bon marché à l'ONF, c'était un record de bas prix. Or ce film a été présenté à Radio-Canada pour 8 mille dollars, et après j'en ai fait un de 25 mille dollars, et Radio-Canada l'a présenté pour 8 mille dollars.

Pendant ce temps, je voyais mes collègues qui travaillaient dans l'entreprise privée, et cela me faisait mal au cœur. Eux, ils devaient produire un film pour 4 ou 6 mille dollars, car c'était 6 mille dollars par demi-heure que payait Radio-Canada, à l'industrie. Par contre la Société payait 8 mille dollars à l'ONF pour des films produits au coût de 25 et 30 mille dollars. Or, on a beau avoir tout le talent que l'on veut, il existe dès le départ, surtout dans les bas prix, une légère corrélation entre la qualité et le coût. Si on n'a que 6 mille dollars pour produire un film, on ne peut pas prendre trois semaines pour le tournage. Il est impossible de faire une recherche exhaustive. Remarquez bien malgré tout, l'industrie arrivait parfois à produire des films de qualité compétitive à celle de l'ONF.

Moi-même, j'ai laissé l'ONF pour aller dans l'industrie privée, comme beaucoup d'autres d'ailleurs, pour être plus libre en tant que créateur, ce qui est très important. Il est

[Interpretation]

This same question should also be asked about the National Film Board. If one analyses the productivity of each producer at the National Film Board, independently of certain successes, it is easy to notice that the same problem exists there.

M. Macquarrie: Si je pouvais conclure, monsieur le président, je dirais que c'est peut-être une question de ce que l'on pourrait appeler la constitutionnalité économique et culturelle. C'est une question à laquelle j'aimerais consacrer beaucoup plus de temps, car elle est très importante.

Sur la même page, et c'est la dernière question que je vais poser en ce moment, vous mentionnez que la Société Radio-Canada achète des films de l'ONF à un prix beaucoup plus élevé qu'elle ne paie l'industrie privée, mais plus loin, vous dites que l'ONF vend ses films à la Société Radio-Canada à un prix inférieur aux prix de production. Cela m'intrigue un peu.

Mr. Lamothe: That's quite clear...

The Chairman: Mr. Lamothe.

Mr. Lamothe: I can speak about that, because I worked at the National Film Board for quite a few years. And some of my films were presented at the CBC under these conditions. I produced a film at the National Film Board for \$16,000. This was a record low price. It was presented by the CBC for \$8,000. Later on, I made one for \$25,000, and the CBC presented it for \$8,000.

During that time, I observed my colleagues who were working in private industry, and it gave me a heart-ache. They had to produce films for \$4,000 or \$6,000, because the CBC paid \$6,000 to private industry for a half-hour film. On the other hand, the CBC paid the NFB \$8,000 for films that cost \$25,000 to \$30,000 to produce.

Now, in spite of having all the talent one requires, there does exist, from the very outset, especially where low cost is concerned, a slight correlation between quality and cost. If you only have a budget of \$6,000 to make a film, you cannot take three weeks for the shooting. It is impossible to carry out thorough research. However, the industry sometimes managed to produce films that could compete with those of the National Film Board.

I left the NFB to go into private industry, like many others, in order to have more freedom as a creator, which is very important. It is unbelievable to hear all the cultural

[Texte]

incroyable d'entendre tous les sophismes culturels que l'on peut dire sur la production d'Etat. On est obligé de la justifier par une série de sophismes culturels. Il y a une série de contradictions que les fonctionnaires des agences gouvernementales et leurs publicistes fabriquent pour justifier cet état de fait, une série de sophismes dont on n'entend parler nulle part ailleurs dans le monde, qu'on a créé ici, à l'usage du Canadien.

Mr. Macquarrie: This leads me to observe that if there is anything more fascinating that one Crown Corporation it is two Crown Corporations.

Mr. Hymmen: Mr. Chairman, this is a very interesting brief. It is too bad that this brief was not submitted to members of the Committee earlier because there are so many matters covered in here and some very important recommendations that it is difficult to consider them properly in a very cursory examination.

Mr. Macquarrie just asked the question that I was going to ask. I found some conflict on page 6. It states that the CBC buys films at a higher price than it pays private industry and then lower down on that page it mentions that the National Film Board has perverted the normal function of prices by selling its films to the CBC at a lesser price than the cost of production. I do not know whether or not this question was put and answered during the last questioning period. Mr. Macquarrie mentioned that he was not an expert on film production and, while I hope to be, I am not an expert in the French language. Therefore this conflict of statements bothers me. Could anyone clarify that further?

Mr. Dansereau: There is no conflict in fact. As was mentioned, if the CBC pays more and the National Film Board sells for less it is because the cost of production of the National Film Board is so high that such a situation can be true.

Mr. Lamy: You see, what happens is this. The National Film Board produces a film and they sell it to the CBC for say, \$8,000 when it costs them twenty-five. How can they do it? They say at the end of the brief there that they sell only the rights to the CBC to present

[Interprétation]

sophisms that are voiced regarding state-run production. It has to be justified through a series of cultural sophisms. Officials of government agencies and their publicity agents manufacture a whole series of contradictions to justify this state of affairs, a series of sophisms which are never heard anywhere else in the world, which are created here, for Canadian consumption.

M. Macquarrie: Cela m'amène à constater que s'il y a quelque chose de plus fascinant qu'une société de la Couronne, c'est bien deux sociétés de la Couronne.

M. Hymmen: Monsieur le président, c'est un mémoire très intéressant. Je déplore simplement qu'il n'ait pas été présenté plus tôt aux membres du comité car il y a tellement de questions qui y sont traitées et de recommandations très importantes qu'il est difficile d'en faire un examen très attentif.

M. Macquarrie vient juste de poser la question que je voulais poser. J'ai trouvé quelques contradictions à la page 6. On souligne que Radio-Canada achète ses films à un prix plus élevé que dans l'industrie. Plus bas, il est écrit que l'ONF a complètement faussé le mécanisme normal des prix en vendant ses films à Radio-Canada à un prix inférieur à leur coût de production. Je ne sais pas si cette question a été posée et si elle a fait l'objet d'une réponse au cours de la dernière période de questions. M. Macquarrie a déclaré qu'il n'était pas un expert en matière de production de films. Et pour ma part, même si je l'espère, je ne suis pas un expert en français. C'est pourquoi ce conflit verbal m'exaspère. Quelqu'un pourrait-il donner plus de détails?

M. Dansereau: En réalité, il n'y a pas de conflit. Ceci s'ajoute à ce qui a déjà été dit. Si la Société Radio-Canada paie davantage et que l'ONF vend à un prix moins élevé, c'est que le coût de production d'un film de l'ONF est tellement élevé qu'une situation de ce genre s'explique.

M. Lamy: Ce qui se produit, c'est ceci. L'ONF produit un film qu'elle vend à Radio-Canada pour \$8,000 alors qu'il lui en a coûté \$25,000. Comment peuvent-ils y arriver? Ils disent à la fin du mémoire qu'ils ne vendent à la Société Radio-Canada que le droit de pré-

• 1040

the film and that the matter of the cost should be recovered by distribution.

Let us say they make a film on any subject—of Parliament here. It will go to CBC

senter le film et que le prix de ce film devrait être récupéré par la distribution.

Disons qu'ils font un film sur le Parlement. Ils vont ensuite voir Radio-Canada et le lui

[Text]

and it will sell for \$8,000. Then the film is supposed to be used all around the country and perhaps outside the country. This is the reason that they can do that. But this is not always true.

We know from experience that a lot of their films were produced and distributed only to CBC because they are of no use in the publicity of this country in foreign countries; or even because they could not be used in any circuit inside of Canada. So this is why, your see. We do not sell the film to CBC. We sell only the right of presentation.

Mr. Hymmen: Mr. Chairman, the witness has anticipated my next question, and I realize that in their brief they have expressed some dissatisfaction with the answer which they received from Mr. McPherson on this whole matter. The question in my mind—and I think the Committee should ask the National Film Board or the CBC—is whether the film is produced by the National Film Board exclusively for the CBC and whether this same film could be circulated in the country to educational groups or school groups—for instance a film on the Parliament of Canada.

Mr. Lamy: Yes, but this is the way they explain the difference, you see.

Mr. Hymmen: You have your representation. I say it was a very interesting brief but there are two interpretations here. The National Film Board, in their version in their letter in 1967, claim that Radio-Canada does not buy National Film Board films and they claim that they do not produce them for Radio-Canada. This is the thing that bothers me. Do they or do they not, and how do we interpret this matter?

The Chairman: Mr. Lamothe.

M. Lamothe: D'ailleurs, la réponse que nous a donnée le commissaire du gouvernement est fort incomplète parce qu'il y a des cas où il y a eu coproduction. Je connais plusieurs cas précis de coproduction directe. Par exemple, des films comme: «Le festin des morts», «Pour la suite du monde» et «Le règne du jour» ont été coproduits. On parle de \$80,000 qui ont été donnés par Radio-Canada à l'Office national du film. Pour «Le festin des morts», me dit M. Dansereau, c'est son frère qui l'a réalisé, l'Office a reçu \$150,000. À l'ONF ils appellent l'argent qui vient de Radio-Canada, de l'argent extérieur.

Il y a là aussi une série de sophismes qu'il faut dénoncer. Pourtant cet argent vient du contribuable de la même façon. Ils disent qu'ils ont une source de revenus extérieurs

[Interpretation]

vende \$8,000. Le film est sensé être distribué dans tout le pays et peut-être à l'extérieur. Voilà pourquoi ils peuvent le faire. Mais ce n'est pas toujours vrai. Nous savons par expérience que bien des films qui ont été réalisés n'ont été accordés qu'à la Société Radio-Canada, car ils ne sont absolument d'aucun intérêt pour la publicité du Canada en pays étrangers, ou même parce qu'ils ne pouvaient servir à aucun autre réseau canadien. Voilà la raison. Nous ne vendons pas le film à Radio-Canada, nous ne leur vendons que le droit de le présenter.

M. Hymmen: Monsieur le président, le témoin a anticipé ma prochaine question, et je me rends compte que dans leur mémoire les producteurs se sont dits assez peu satisfaits de la réponse que M. McPherson leur a donnée au sujet de toute cette question. Voici ce que je veux demander, et je pense que le Comité devrait poser cette question à l'Office national du film ou à Radio-Canada: est-ce que le film est réalisé par l'ONF exclusivement pour le compte de Radio-Canada, et est-ce que ce même film pourrait être distribué au Canada à des organismes éducatifs ou à des écoles, par exemple, un film sur le Parlement du Canada.

M. Lamy: Oui, mais c'est là la façon dont ils expliquent la différence.

M. Hymmen: C'est l'interprétation que vous donnez. On a présenté un mémoire très intéressant, mais qui peut être interprété de deux façons différentes. L'Office national du film, dans sa lettre de 1967, dit que Radio-Canada n'achète pas les films de l'ONF et que l'ONF ne les réalise pas pour le compte de Radio-Canada. Voilà ce que je ne comprends pas. L'ONF réalise des films pour Radio-Canada ou non, et comment interpréter tout cela?

Le président: Monsieur Lamothe.

Mr. Lamothe: Besides, the answer that was given by the Government representative is most incomplete, because there are cases where there was co-production. I know several specific cases where there was direct co-production. For instance, films like «Le festin des morts», «Pour la suite du monde» and «Le règne du jour» which were co-produced. It is said that the CBC gave \$80,000 to the NFB. For «Le festin des morts», Mr. Dansereau, whose brother directed the film, told me that the NFB received \$150,000. At the NFB they say that money that comes from the CBC is money that comes from outside.

Here, there is also a series of sophisms that must be exposed. They speak about a source of outside income which according to their own rules permits them to use sums of

[Texte]

qui leur permet, d'après leurs règles internes d'affecter des sommes de production intérieures là-dessus. Ils ont construit toute une mécanique de mots, une logique verbale pour justifier ce comportement administratif qui, à notre avis, est antiéconomique.

Mr. Hymmen: Mr. Chairman, does anyone know whether the private network, the CTV, as the National Film Board says, rents or has an arrangement on production of National Film Board films? Is there any business done between the CTV and the National Film Board?

Mr. Lamy: I do not believe there is any.

• 1045

Mr. Hymmen: The reason I ask is that this may be one way of solving this difference in viewpoint. If the CTV, for example, were prevented from using the National Film Board films, then this might prove the point that you are trying to prove.

The Chairman: Mr. Dansereau.

Mr. Dansereau: There is some business with the private television but it is on a very small scale. Most of the time it is old films that they buy very cheaply and maybe not directly from the National Film Board but through distributors.

But I want to say something else in that connection. We must consider that if the industry can produce the same film at a much lower cost, even if it goes through the National Film Board as a supervisor, it will still be cheaper and be sold at the same price to the CBC.

Mr. Hymmen: I would agree with that statement. I think I make that point myself when the Association of Motion Picture Producers and Laboratories of Canada was before the Committee. That is all, Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. Stewart.

Mr. Stewart (Cochrane): Mr. Chairman, I would like to go a little further. On page 8, paragraph (c):

The CBC does not ask for public tenders for contracts or else it invites two or three production houses by saying that time is too limited, or else by referring to an arbitrary classification of production houses.

The allegation is made here that this is a reason why there have been accusations of bribery against certain of the CBC administrators.

[Interprétation]

money earmarked for internal production, for that. They have built up a verbal mechanism, a verbal logic to justify these administrative methods which, in my opinion, are anti-economical.

M. Hymmen: Monsieur le président, sait-on si le réseau privé de CTV, comme le dit l'ONF, loue des films, ou s'il a conclu une entente concernant les films réalisés par l'ONF. Y a-t-il des rapports entre l'Office national du film et le réseau privé de CTV.

M. Lamy: Je ne crois pas qu'il y en ait.

M. Hymmen: Je pose cette question parce que c'est peut-être un moyen de concilier ces points de vue différents. Si le réseau de CTV, par exemple, ne pouvait pas se servir des films de l'ONF, alors cela pourrait prouver le point que vous tentez de prouver.

Le président: M. Dansereau.

M. Dansereau: On fait des affaires avec la télévision privée, mais sur une très petite échelle. Dans la plupart des cas il s'agit de vieux films que le réseau privé achète à très bon marché, et peut-être pas directement à l'ONF mais par l'entremise des distributeurs. Je veux ajouter un mot là-dessus. Si l'industrie peut produire le même film à un prix beaucoup plus minime, même s'il doit être soumis à la surveillance de l'Office national du film, il sera toujours meilleur marché et sera vendu au même prix à la Société Radio-Canada.

M. Hymmen: Je suis d'accord avec cette déclaration. J'ai moi-même parlé de cela lorsque l'Association des producteurs de films et des laboratoires du Canada a présenté son rapport au Comité.

C'est tout, monsieur le président.

Le président: Monsieur Stewart.

M. Stewart (Cochrane): Monsieur le président, je voudrais aller un peu plus loin: Page 8, paragraphe (c):

Radio-Canada ne demande pas de soumissions publiques dans l'allocation des contrats. Ou encore elle n'invite que deux ou trois maisons, prétextant des délais trop brefs, ou se réfère à une classification arbitraire des maisons de production.

On semble sous-entendre ici que c'est la raison pour laquelle on a pu, dans certains cas, accuser certains directeurs de la Société Radio-Canada d'accepter des pots-de-vin.

[Text]

J'aimerais en savoir plus long parce que c'est quelque chose qui m'intéresse beaucoup. Si Radio-Canada est réellement accusée de ces choses-là, il nous faut absolument prendre des mesures pour corriger cela immédiatement. Alors y a-t-il des gens qui portent de telles accusations? Pourriez-vous m'éclairer un peu plus là-dessus.

M. Lamothe: Tous les journaux en ont parlé, il a des procès pour pots-de-vin, c'est sûrement arrivé. Il y a eu plusieurs procès, et d'après moi ce sont les gens les moins malins qui se sont fait prendre. Il y a des gens plus intelligents que cela à Radio-Canada, c'est sûr. Mais je pense que sociologiquement notre analyse est correcte.

M. Stewart (Cochrane): Ces agissements prennent-ils place à Toronto ou à Montréal ou dans des deux endroits?

M. Lamothe: A Montréal, au réseau français.

M. Dansereau: Nous ne pouvons évidemment accumuler des preuves; l'Association des producteurs de films du Québec n'est pas un corps policier qui va faire enquête sur ces choses-là. Mais il demeure que la situation de l'octroi des contrats est suffisamment confuse pour qu'on puisse se poser des questions. Il ne nous semble pas qu'il existe une logique économique ou une logique d'un autre ordre. On ne nous l'a pas expliquée en tous cas. Les producteurs de films ne sont pas considérés, par la Société Radio-Canada, comme des soumissionnaires au même titre que dans les autres industries. Il est beaucoup question des relations personnelles qui entrent en jeu, et souvent on a l'impression qu'à Radio-Canada, les fonctionnaires responsables de l'octroi des contrats, accordent ces contrats, pas nécessairement en retour de pots-de-vin, mais très souvent, à des gens, des amis qu'on pense devoir se comporter d'une façon particulière vis-à-vis d'eux.

M. Stewart (Cochrane): Est-ce la politique normale de Radio-Canada de ne pas demander de soumissions?

M. Dansereau: C'est-à-dire qu'on appelle des soumissions, mais les appels d'offres ne sont pas lancés à toutes les maisons de production capables, une pré-sélection est toujours faite.

M. Lamothe: M. Lamy pourrait peut-être en parler.

M. Lamy: D'abord, il n'y a à peu près pas eu de demandes de soumissions depuis deux

[Interpretation]

I would like to know more about this because this is something in which I am very much interested. If the CBC is really accused of that, we definitely have to take steps to rectify this immediately. Is there actually anyone who makes such accusations? Could you give me more information about that?

Mr. Lamothe: All the papers have mentioned it, there are legal proceedings for bribery. This has certainly happened. There have been a number of legal proceedings and, as far as I am concerned, it was those who were the least skillful who were caught. There are people in the CBC who are more intelligent than that, that is a definite fact. But I think that sociologically, our analysis is right.

Mr. Stewart (Cochrane): Is this something that would occur in Toronto or in Montreal, or in both places?

Mr. Lamothe: In Montreal, in the French network.

Mr. Dansereau: Obviously, we cannot gather all kinds of proof. The *Association des producteurs de films au Québec* is not a police force and is not going to investigate about that. Nevertheless, the situation regarding the granting of contracts is sufficiently confusing to give rise to questions. It seems to us that there is no economic reasoning or any other kind of reasoning. In any case, none was explained to us.

Film producers are not considered by the CBC as tenderers on the same footing as in other industries. There are lots of personal considerations that are involved. We often have the feeling that at the CBC the civil servants who award contracts give those contracts, not necessarily for bribes, but very often to people, friends toward whom they think they must behave in a certain particular way.

Mr. Stewart (Cochrane): Is it the normal policy of the CBC not to ask for tenders.

Mr. Dansereau: Tenders are called, but they are not sent out to all the qualified production firms; there is always a pre-selection.

Mr. Lamothe: Mr. Lamy might perhaps say a word about this.

Mr. Lamy: For the past two or three years, there have been practically no tenders. You

[Texte]

ou trois ans; on peut les compter sur les doigts d'une main. La production de l'extérieur a été énormément diminuée à Radio-Canada. Comme nous le disons dans le mémoire, les services de production de films de la Société Radio-Canada ont considérablement augmenté et pratiquement on ne commande presque pas de producteurs extérieurs. Il arrive qu'on en commande, mais très très peu. Depuis un an, moi je me souviens d'une seule demande de soumissions pour un contrat d'une importance d'à peu près \$10,000.

M. Dansereau: Cette demande, ma maison de production ne l'a pas reçue.

M. Lamothe: La mienne non plus.

Quant aux «soumissions publiques»...

M. Dansereau:... il n'y en a jamais eu.

M. Lamothe:... il n'y en a jamais eu.

Mr. Paproski: Through you, Mr. Chairman, to Mr. Dansereau, what can we do to exploit the talent that is available to us that exists in this country, as you mention here—a considerable source of talent which is not capitalized upon? What can we do to encourage and to break that barrier between the CBC and this talent to get in—you know, you have to be in the “in group” otherwise you will not be able to get any contracts nor will you be able to perform for the CBC. What would you suggest, sir, we should do to enable some of this talent to get on CBC and to perform for the people of Canada?

Mr. Dansereau: We have made some suggestions in our brief, but I would suggest two solutions to that problem. First, that in their own productions the CBC should ask for more original film from outside their own services. The real problem in finding talent is because they have a big personnel outfit which has much more talent than a smaller production outfit, so most of the time if a good film maker were to apply he could wait years and years and perhaps he never would be found. In their own productions they should have a certain percentage done by outside services. Also, as they are one of the main distributors, they should establish the practice of buying Canadian products because, at present, we have no place to present our films when we want to sell them to the CBC. This would enable us to engage in direct production at our own risk and then, if the film were good, it could be bought. We do engage in production at our own risk now,

[Interprétation]

can count them on one hand. The CBC has greatly decreased outside production. As we mention in the brief, the CBC film production services have increased considerably and there is practically no outside work ordered. Some outside work is ordered occasionally but very seldom though. For the past year, I recall only one call for tenders for a contract that was worth approximately \$10,000.

Mr. Dansereau: My production firm did not receive it.

Mr. Lamothe: Neither did mine. And as far as “public tenders” are concerned...

Mr. Dansereau:...there have never been any.

Mr. Lamothe:...there have never been any.

M. Paproski: Monsieur le président et monsieur Dansereau, comment pourrions-nous exploiter les talents qui existent au Canada, comme vous le dites ici, une source considérable de talents, qui ne produit pas? Que pouvons-nous faire pour amener Radio-Canada à faire connaître ce talent? Les artistes doivent faire partie du «groupe admis» sinon ils ne peuvent obtenir aucun contrat, ni montrer leurs talents sur les ondes de Radio-Canada. Que proposez-vous, monsieur, pour ouvrir à ce talent l'accès de Radio-Canada, pour lui permettre de se produire devant les téléspectateurs canadiens?

M. Dansereau: Nous avons formulé quelques propositions dans notre mémoire. Je pourrais moi-même proposer deux solutions à ce problème. Tout d'abord, il faudrait que Radio-Canada ait recours à un plus grand nombre de films originaux produits hors de ses services. Le principal problème, quand il s'agit de trouver du talent, c'est que Radio-Canada a des effectifs de personnel très importants, où il y a bien plus de talent qu'il n'y en aurait dans un personnel plus réduit. Cependant, lorsqu'un bon metteur en scène se présente, il pourrait attendre des années et des années et ne serait jamais découvert peut-être. Radio-Canada devrait donc avoir un certain pourcentage de productions réalisées hors de ses services. Elle devrait aussi, vu qu'elle compte parmi les principaux distributeurs, prendre l'habitude d'acheter des productions canadiennes parce qu'à présent, il n'est pas possible de présenter les films si on veut les vendre à Radio-Canada. Cela nous

[Text]

but without any hope of ever having the CBC buy our films.

If producers in Canada knew that a certain amount of their budget for buying films—a known amount—would be available, then I think producers would use their resources to make good films which they could show to the CBC with a reasonable chance of purchase. A good example of this occurred when Omega Productions in Montreal produced many years ago a series of films on skiing with Anne Heggtveit. It was good and it was presented many times, but it was never bought by the CBC because the CBC had no budget to buy such a series.

Mr. Paproski: Did you have anything to do with the CBC production, *The Three Musketeers*?

Mr. Dansereau: No.

Mr. Paproski: I think, this production cost in the neighbourhood of \$2.5 million to produce. According to your previous statements you could have done this for one-third of the cost. Is that right?

Mr. Dansereau: Yes, but I think Mr. Lamy would be more competent to answer that because his firm is larger.

• 1055

Mr. Lamy: I am sorry, but I do not have any knowledge of this film. Was it produced in English or was it . .

Mr. Paproski: It was in English.

The Chairman: It was a *Festival* production.

Mr. Lamy: The only answer I could give to that is that the CBC should allow a certain amount of money—I do not know how much—possibly \$1 million or \$2 million, to buy productions from private producers in Canada, but as things stand at present, there is no promise of this.

If you were to discuss this with the CBC, which I have done on many occasions, they will tell you that they now spend more money on film productions than they did years ago and this is true, but they spent the money on producing inserts for programs of two, three or four minutes' duration. Actually they buy very, very little from private producers so we are not interested. The money the CBC does

[Interpretation]

permettrait de réaliser des films à nos propres risques et, s'ils sont bons, ils pourraient être vendus. Nous réalisons actuellement des films à nos propres risques mais sans aucun espoir de les vendre à Radio-Canada.

Si les producteurs canadiens savaient qu'une partie du budget de Radio-Canada serait réservée à l'achat de films, qu'une somme connue serait affectée à cette fin, les réalisateurs pourraient produire de bons films qu'ils pourraient présenter à Radio-Canada, avec l'espoir de les vendre. Un bon exemple de cela est illustré par la «Omega Productions» de Montréal qui, il y a plusieurs années, a réalisé une série de films sur le ski, avec Anne Heggtveit. La Série était bonne et fut présentée plusieurs fois, mais Radio-Canada ne l'a jamais achetée, parce qu'elle n'avait pas, dans son budget, de montants prévus à cette fin.

M. Paproski: Avez-vous participé à la production «Les trois mousquetaires», de Radio-Canada?

M. Dansereau: Non.

M. Paproski: Cette production a, je crois, coûté près de 2.5 millions de dollars. Selon vos déclarations précédentes, vous auriez pu produire ce film au tiers du prix. Exact?

M. Dansereau: Oui, mais M. Lamy pourrait mieux répondre à cette question parce que son entreprise est plus importante.

M. Lamy: Je regrette. Je n'ai pas connaissance de ce film. Était-ce un programme anglais?

M. Paproski: Oui.

Le président: C'était une production du *Festival*.

M. Lamy: La seule réponse que je puisse faire, c'est que Radio-Canada devrait réserver une certaine somme—je ne sais pas combien, un ou deux millions—pour l'achat de films réalisés par des cinéastes indépendants au Canada. Toutefois, la situation actuelle ne permet pas d'espérer une telle initiative.

Si vous discutez de cela avec Radio-Canada—et je l'ai fait à plusieurs reprises—elle va vous répondre qu'elle dépense plus d'argent maintenant pour la production de films qu'il y a plusieurs années, et c'est parfaitement vrai, mais ils dépensent de l'argent pour produire des films de deux ou trois minutes à insérer dans certains programmes. En fait, ils achètent très peu de productions privées. L'argent

[Texte]

spend is spent for technical services. They might call a production house around 3 o'clock in the afternoon and say, "We need one camera man, one sound man and one assistant to do this production tomorrow morning". These are only technical facilities. We do this kind of work when our staff is not busy, but it is not interesting and it does not help to develop talent. As we say in French, it is just *bouche-trou*.

The Chairman: Mr. Lamothe.

M. Lamothe: Je pense qu'il y a là des raisons sociologiques très profondes. Il est sûr que tout fonctionnaire veut prendre de l'importance et il est sûr que si lui, il a l'impression d'être un homme très important quand il est comme ça, les gens viennent à son service, il y a là un fait sociologique. Mais en dehors de cela, je pense que la seule solution dont vous parlez, c'est que ça soit clair et dit une fois pour toutes. C'est mis dans notre mémoire que Radio-Canada ne fasse plus de films, d'émissions sur films, qu'il fasse du film pour les nouvelles, les affaires publiques, mais si vous laissez une petite porte ouverte, ils vont toujours trouver les sophismes adéquats et les raisons. Ils y mettront le temps pour les trouver, pour grossir leurs services et pour devenir importants, pour acheter du nouveau matériel, pour acheter de nouvelles caméras, et puis une fois qu'ils ont la caméra et le matériel, ils disent: «C'est économique de s'en servir, sinon on ne s'en sert pas. On fait des films avec.»

Il faut des règlements très, très rigides qui ne laissent pas de portes de sortie. A ce moment-là, les maisons de production sauront qu'elles peuvent avoir des revenus de Radio-Canada et prospecteront les talents. Elles les ont déjà, mais elles en chercheront de nouveaux pour répondre à la demande qui existera.

The Chairman: We have time for one more question. Who would like to ask it?

Mr. Macquarrie: If no one else wants to, I will. Something came to my mind when Mr. Paproski was asking questions. How does the product of the private producers measure up in terms of international awards? We are constantly told that the CBC does so well at the International Film Festival held at Cannes and so on. I do not know how films such as the Anne Heggteit one would measure up.

Mr. Dansereau: In reply to that I would like to say that there are many people in the

[Interprétation]

dépensé par Radio-Canada va aux services techniques. Elle pourrait téléphoner à une entreprise de production à 15 heures pour demander qu'on lui fournisse un caméraman, un ingénieur du son et un assistant le lendemain matin.

Il ne s'agit donc que de services techniques. Nous acceptons de nous en charger lorsque notre personnel n'est pas trop occupé. Mais cela ne nous intéresse pas et n'aide pas à découvrir de nouveaux talents. C'est tout juste des «bouche-trous».

Le président: Monsieur Lamothe?

Mr. Lamothe: I think there are some very deep sociological reasons for this. Naturally, civil servants want to feel important. They definitely feel important if they can gather people to work for them in their own service, and this is a sociological factor. But outside of this, I think that the only solution, about which you spoke, is that it be very clearly stated once and for all. Our brief says that the CBC should not make any films, or programs on films, but that they should make films for the news and for public affairs. But if we leave the door ajar, they will always find the necessary sophisms and reasons. They will take the time required to find them, to enlarge their services and to become more important, to buy new equipment, to buy new cameras, and once they have the camera and the equipment, they say: "It is more economical to use it than not to use it; so we shall make films".

There should be very, very strict regulations that do not allow for any loopholes. Then the production firms will know that they can have an income from the CBC and they will look for new talent. They already have talent on hand, but they would then look for fresh talent to meet the existing demand.

Le président: Nous avons assez de temps pour une dernière question. Qui voudrait la poser?

M. Macquarrie: Je le ferai, s'il n'y a personne d'autre. Il y a une chose qui m'est venue à l'esprit lorsque M. Paproski posait ses questions. Les productions des cinéastes indépendants se distinguent-elles lors des festivals internationaux? On nous dit constamment que Radio-Canada se distingue toujours au Festival de Cannes. Qu'en est-il, dans le cas de films comme celui d'Anne Heggteit?

M. Dansereau: Je dois dire qu'il y a beaucoup de cinéastes indépendants, moi-même et

[Text]

private sector now, myself and Arthur Lamothe, for example, who have won international awards and there are many others, Gilles Carles for example, who has worked for Pierre Lamy, and who has won many many awards all over the world. However, since we do not have sufficient means in the industry to produce on a large scale, we are only starting to present our films at international festivals, so this is a new experience for us. The private sector has not had the same opportunity to compete for an international award as the National Film Board or the CBC has, but there is no reason why we will not be able to in future because most of the people who are now taking part are the same men.

M. Lamothe: J'aimerais ajouter quand même quelque chose qui me semble important et significatif. Au Festival international de Berlin, l'année dernière, au mois d'août, il y eut une présentation de films canadiens qui furent sélectionnés à Berlin, par l'organisation du Festival, qui n'étaient pas sélectionnés au Canada.

• 1100

Or, sur les sept films sélectionnés, six étaient produits par le secteur privé, un seul par l'Office national du film, et c'étaient tous des longs métrages.

Mr. Macquarrie: Thank you, it is very helpful to know that.

The Chairman: I would like to thank the witnesses from the Association des Producteurs de Films du Québec. I am sorry that we did not have more time and that we did not have an opportunity to have your brief before the meeting. We do thank you for appearing before us and I think the contents of your brief will be very helpful.

[Interpretation]

Arthur Lamothe, par exemple, qui ont remporté des prix internationaux. Il y en a beaucoup d'autres: Gilles Carles qui a travaillé pour Pierre Lamy, a remporté des prix partout dans le monde. Cependant, parce que nous n'avons pas les moyens de produire sur une grande échelle, nous ne faisons que commencer à présenter nos films aux festivals internationaux. C'est une expérience nouvelle pour nous. Le secteur privé n'a pas les mêmes moyens que l'Office national du film ou Radio-Canada, lorsqu'il cherche à obtenir un prix international. Mais il n'y a pas de raisons pour que nous n'en soyons pas capables à l'avenir. En fait, la plupart de ceux qui participent aux festivals sont presque toujours les mêmes.

Mr. Lamothe: I would like also to add something I consider important and significant. At the International Berlin Festival last year, in August, there was a showing of Canadian films. They were chosen in Berlin by the festival organization. They had not been selected in Canada.

Now, of the seven films chosen, six were produced by the private sector, and only one by the National Film Board. They were all feature films.

M. Macquarrie: Merci. Ces connaissances me sont très utiles.

Le président: Je voudrais remercier les témoins de l'Association des producteurs de films du Québec. Je suis désolé que nous n'ayons pas plus de temps et qu'on ne nous ait pas communiqué votre mémoire avant la réunion. Nous vous remercions d'être venus ici ce matin. Votre mémoire nous sera très utile.

APPENDIX "P"

Statement of L'ASSOCIATION DES PRODUCTEURS DE FILMS DU QUÉBEC before the Advisory Committee to the Board of Directors of Broadcasting presented on April 29th, 1969.

The document which follows is divided into three parts. The first part consists of a text recalling extracts of the statement which we put before the advisory committee of the BBG on May 16th 1967 and which was mainly conceived with the policy of promoting a government film industry and the results of this policy on relations between the producers and government organs like Radio-Canada. The second part is composed of copies of the letters exchanged between l'APFQ and the National Film Board also a specific letter to which we have not yet received a satisfactory reply. Lastly the final part illustrates the position of the APFQ in relation to LA SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE CINÉMATOGRAPHIQUE CANADIENNE, its policy and its executive director, Mr. Michael Spencer.

With reference to the first part, we are content to emphasize the important questions already raised in our statement of May 1967. We consider that its contents are still relevant and up-to-date seeing that, particularly in the section referring to state television, matters are at exactly the same stage as they were in 1967. State television has continued to follow a policy of production which creates unequal competition in the industry and which does it considerable harm.

A "The policy of the government to promote the film industry and the effect of this policy on relations between producers and government organizations such as the NFB and the CBC".

By drawing up the law creating the Film Development Corporation, the federal government stated its support to Canadian film industry and expressed its willingness to promote its development. If we are to take government's stated intention seriously, then we must acknowledge at the outset that the present conditions not only do not encourage the development of the industry, but that on the contrary they cause considerable harm. Not the least of these factors is the existence of

APPENDICE «P»

Déposition de l'ASSOCIATION DES PRODUCTEURS DE FILMS DU QUÉBEC devant le comité consultatif auprès du Bureau des gouverneurs de la radiodiffusion présentée le 29 avril, 1969.

Le dossier qui suit se divise en trois parties. La première consiste en un texte reprenant des extraits d'une déposition que nous soumettions devant le Comité consultatif du B.G.R. le 16 mai 1967 et celui qui a trait principalement à la politique de promotion du cinéma du gouvernement et l'incidence de cette politique sur les rapports entre les producteurs et les organismes gouvernementaux tels que Radio-Canada.

La seconde partie comprend copies de l'échange de lettres entre l'A.P.F.Q. et l'Office national du Film, lettre spécifique à laquelle nous n'avons pas encore reçu de réponse satisfaisante. Finalement, la dernière partie témoigne de la position de l'A.P.F.Q. quant à la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne, sa politique et son directeur exécutif monsieur Michael Spencer.

Quant à la première partie, nous nous sommes contentés de souligner les points forts déjà soulevés dans notre déposition de mai 1967. Nous considérons que l'ensemble de son contenu est toujours d'actualité puisque principalement en ce qui a trait à la télévision d'état, les choses en sont au même point qu'elles l'étaient en 1967. La télévision d'état a continué une politique de production qui fait à l'industrie une concurrence disproportionnée et qui lui nuit considérablement.

Il convient à nouveau de souligner que, sur les problèmes que nous présentons l'accord des membres de notre Association a été établi au cours de réunions récentes.

— A —

I—«Politique du gouvernement de promouvoir l'industrie du cinéma et l'incidence de cette politique sur les rapports entre les producteurs et les organismes gouvernementaux tels que l'ONF et Radio-Canada.»

En adoptant la loi établissant une société de développement de l'industrie cinématographique canadienne, le gouvernement du Canada se déclarait en faveur de l'existence d'une industrie du cinéma au Canada et affirmait son intention d'en promouvoir le développement. Si l'on prend au sérieux cette intention du gouvernement, il faut reconnaître dès l'abord que les conditions actuelles non seulement ne favorisent pas le développement de cette industrie, mais qu'un ensemble de fac-

governmental agencies which handle film production and thus cause a disproportionate competition for private industry. These agencies enjoy, for all intents and purposes, unlimited credit since, aside from their structures or the quality of their administrations, bankruptcy is, a priori, impossible for them. The possibilities they have to regularly overextend budgets, to readily prolong deadlines, to erase mistakes without worries about costs, gives them a formidable advantage over private enterprise. The problem of the survival of film industry is fundamentally an economic one. But, the activities of agencies such as the Canadian Broadcasting Corporation and the National Film Board are always discussed and justified by philosophical, cultural or political terms. It should be pointed out that since at least 1950, the film industry, through its associations, has often puts its case to the government or to its royal commissions of enquiry.

The grievances and suggestions of those numerous submissions are the core of the brief which we are submitting today. These submissions can be found in the briefs of the AMPPLC.

In the various Royal Commission reports, there are also recommendations concerning the role of state agencies and the relations they should have with private film industry. Thus, we can find in Report on the Royal commission of Enquiry on Radio and Television in 1957:

"It is our opinion that the Canadian Broadcasting Corporation should not, in general, deal with the production of film, but should, with discretion and vitality, encourage (going as far as giving financial support in certain cases) Canadian producers to direct films which would perhaps not only be appreciated by the viewers, but would also be profitable for the CBC and rewarding for our young and ingenious film industry."

Needless to say, despite the numerous briefs these last few years, despite the recommendations diverse Royal Commissions of Enquiry, the situation has not only remained unchanged, but has seriously worsened, to the point that several sectors of Canadian industry are endangered. The CBC continues to make films, to buy machinery and film production equipment and even seems to show a desire to increase the production of films. Moreover, in addition to this indifference

teurs, au contraire, lui nuisent considérablement. Non le moindre de ces facteurs est l'existence d'organismes gouvernementaux qui s'adonnent à la production de films et font à l'industrie une concurrence disproportionnée. Ces organismes ont, pour toutes fins pratiques, un crédit illimité, puisque, indépendamment de leurs structures ou de la qualité de leurs administrations, la faillite est a priori impossible pour eux. La possibilité qui leur est donnée de dépasser régulièrement les budgets, de prolonger à volonté les échéances, d'effacer les erreurs sans souci des coûts, leur donne un avantage démesuré sur l'entreprise privée. Le problème de la survie de l'industrie du cinéma est un problème fondamentalement économique. Or les activités d'organismes comme Radio-Canada et l'office national du film sont toujours présentées et justifiées en termes philosophiques, culturels ou politiques. Il convient de rappeler ici que depuis 1950 au moins, l'industrie du cinéma, par ses associations, a fait de multiples représentations auprès du gouvernement ou de ses Commissions royales d'enquête.

On trouve également dans les rapports de diverses Commissions royales d'enquête des recommandations quant au rôle des organismes d'état et des rapports qu'ils devraient entretenir avec l'industrie du film. Ainsi, on peut lire dans le Rapport de la Commission royale d'enquête sur la Radio et la Télévision, 1957:

«Nous estimons donc que la Société Radio-Canada ne devrait pas s'occuper elle-même de production cinématographique en grand, mais qu'elle devrait encourager, avec discernement et énergie (en allant même jusqu'à l'assistance financière dans certains cas), les producteurs canadiens à réaliser des films qui seront peut-être, non seulement goûtés de nos téléspectateurs, mais rémunérateurs pour Radio-Canada et salutaires pour notre jeune et ingénieuse industrie cinématographique.»

Inutile de dire que, malgré ces nombreuses représentations au cours des années, et les recommandations des diverses Commissions royales d'enquête, la situation non seulement n'a pas changé, mais s'est gravement empirée, au point que plusieurs secteurs de l'industrie canadienne sont menacés. Radio-Canada continue de faire des films, d'acheter des appareils et l'équipement de production cinématographique et montre l'intention de vouloir même intensifier sa production de films. De

towards the industry and the Royal commissions of Enquiry, there is a type of arrogance shown in its refusal to make its accounts and spending policy public, as the following excerpt from the Royal Commission of Enquiry on Broadcasting in 1965 testifies:

"We wanted to know what this encouragement meant in terms of dollars, and the answer was: 'There is no established annual budget for film productions; this sector is integrated into other areas of the Corporation's activities. Nevertheless, we were given figures showing how much it costs the CBC to employ editors and cameramen for film productions and for the upkeep of its film directive service in Toronto. These figures were given with certain stipulations, among which the following: 'The direct costs of the production of films are really lower than the indicated amounts'. There is no way of evaluating indirect costs; it is therefore impossible to provide exact figures.

Nevertheless, if we overcome this confused state of figures, it is possible to conclude that, during the three years ending on March 31, 1964 the Corporation has paid for less than 75 to 80 per cent of the film production budget to private industry. The proportion could hardly have been over 50 per cent, and about one fifth or this amount was given to the National Film Board."

The failure of the industry's demands with respect to government agencies, is due in large part to the power that these agencies have, because of the unclear mandate which created them, to cover up the problem by putting it within the context of so-called cultural task which is assigned to them. As we will show below, this is a sophism which must be uncovered.

The APFQ feels that the government policy to promote private film industry is thwarted, and even destined to failure, by government agencies' internal policies with respect to film production.

Because the CBC is one of the primary consumers for Canadian film industry, its decisions are liable to create confusion in the market.

plus, à cette indifférence à l'endroit de l'industrie et des Commissions royales d'enquête, s'ajoute une certaine arrogance qui se manifeste dans le refus de rendre publiques sa comptabilité et sa politique de dépenses, comme en fait foi le texte suivant de la Commission royale d'enquête sur la Radiodiffusion, 1965:

«Nous avons voulu savoir ce que représentait en termes de dollars la partie de ces affectations relatives aux réalisations cinématographiques confiées à l'industrie, mais on nous a répondu: «Aucun budget annuel n'est établi pour la réalisation de films; ce domaine est intégré à d'autres secteurs d'activité de la Société.» Toutefois, on nous a fourni des chiffres montrant combien il en coûte à Radio-Canada pour garder à son service, des monteurs et des caméramen pour la production des films et pour maintenir son service de réalisation cinématographique à Toronto. Ces chiffres étaient accompagnés de nombreuses réserves, la principale étant la suivante: «Les frais directs de la réalisation de films seraient donc inférieurs aux montants indiqués». Nous n'avons aucun moyen d'évaluer les frais indirects; il est donc impossible de donner des chiffres précis.

Néanmoins, lorsqu'on parvient à vaincre cette confusion de chiffres, il est possible de conclure que, au cours des trois années se terminant le 31 mars 1964, la Société a dépensé à l'extérieur bien moins que 75 à 80 p. 100 des fonds affectés à la réalisation cinématographique. La proportion ne peut guère avoir dépassé 50 p. 100, et environ un cinquième de ce montant a été versé à l'Office national du film.

L'insuccès des représentations de l'industrie à l'endroit des organismes d'État est dû en grande partie à la possibilité qu'ont ces organismes en vertu des mandats imprécis qui les ont constitués, de fausser le problème en le transposant dans le contexte d'une mission culturelle qui leur serait confiée. Comme nous le soutiendrons plus loin, il y a là un sophisme qu'il est important de dénoncer.

L'A.P.F.Q. est d'avis que la politique du gouvernement de promouvoir l'industrie du film est contrecarrée et même destinée à l'échec, par les politiques internes des organismes d'État à l'endroit de la production de films.

Comme Radio-Canada représente un des consommateurs les plus importants pour l'industrie cinématographique canadienne, ses décisions sont susceptibles d'introduire le désarroi dans le marché.

Because we are practically buyers only, private industry might easily find itself at the mercy of the decisions of the public institution. In order for private industry not to continually function in an unpredictable context, an atmosphere of risk and intolerable insecurity, policies of government agencies must be clearly defined and made public so that the good will of the prince might be eliminated as much as possible. It is necessary to examine the economic repercussions on private industry of decisions which the CBC might make. For example:

(a) because the CBC is one of the primary consumers for private industry, it is important that the Corporation's policy of spending not vary too much from year to year. There must be stability in its decisions because private industry's investment capital depends heavily upon this factor. A decision to invest in equipment cannot be made when there is total dependance on an unpredictable market. Therefore a rational policy without arbitrary decisions is necessary.

(b) the CBC must have a policy of prices which corresponds to the local market when dealing with a product of local industry. Furthermore, this policy of prices should be determined by conditions of production and not by factors outside and apart from production. For example, the cost of a French Canadian film must be determined by production conditions and not by how many French Canadians there are in Canada. It is shocking to pay a third of the amount for a film done in Montreal than a film done in Toronto.

(c) the CBC buys films from the NFB at a much higher price than it pays private industry. This is not only an irrational policy from the point of view of an equitable price policy but it is also confronting private industry with a competitor which produces without risk. This situation of imbalance in competition is the factor which has caused most harm to Canadian private film industry. Moreover, the NFB has completely perverted the normal function of prices by selling its films to the CBC at a lesser price than the costs of production. But we believe that in general the law deals severely with a business which sells a product at a price lower than the cost of production when such a practice ends up by eliminating competition.

Comme nous approximations la situation de l'acheteur unique (structure monopsonique), l'industrie risque de se trouver à la merci des décisions de l'institution. Pour éviter que l'industrie ne fonctionne continuellement dans un contexte imprévisible, une situation de risque et d'insécurité intolérable, il faut que les politiques de l'organisme soient clairement définies et rendues publiques, de sorte que soient éliminés le plus possible l'aléatoire et le bon plaisir du prince. Il convient donc d'examiner les répercussions économiques sur l'industrie des diverses décisions que peut prendre Radio-Canada. Par exemple:

a) Comme Radio-Canada représente un des consommateurs les plus importants pour l'industrie, il est important que sa politique de dépenses ne comporte pas trop de fluctuations d'année en année. Il faut qu'il y ait de la consistance dans ses décisions parce que les plans d'investissement en capital dans l'industrie en dépendent de façon importante. On ne peut décider d'investir dans de l'équipement si on dépend d'un marché totalement imprévisible. Il faut donc une politique rationnelle et éliminer les décisions arbitraires.

b) Il faut que Radio-Canada définisse une politique des prix qui soit fonction du marché local quand il s'agit d'un produit de l'industrie locale. De plus, il faut que cette politique des prix soit déterminée par les conditions de la production et non par des considérations étrangères à la production. Par exemple: le coût d'un film canadien-français est fonction de facteurs de production et non du nombre de Canadiens français au Canada. Il est donc ahurissant qu'on paie un film à Montréal le tiers moins de ce qu'on le paie à Toronto.

c) Radio-Canada achète de l'ONF ses films à des prix beaucoup supérieurs à ce qu'elle paie à l'industrie. Non seulement cette pratique est-elle irrationnelle du point de vue d'une politique des prix équitables, mais, de plus, elle confronte l'industrie à un concurrent qui produit sans risque. Cette situation de déséquilibre dans la concurrence est le facteur qui a le plus nui au développement de l'industrie cinématographique au Canada. De plus, l'ONF a complètement faussé le mécanisme normal des prix en vendant ses films à Radio-Canada à un prix inférieur à leur coût de production. Par exemple, l'Office vend \$8,000 un film qui en a coûté \$25,000. Ceci est une pratique courante de l'ONF. Or, nous croyons qu'en général la loi sévit quand une entreprise vend un produit à un prix

(d) the CBC buys a great number of films from other countries. Because these films have generally already been used in the domestic market, the CBC can usually acquire them for a good price. Thus, the CBC becomes an instrument of "dumping" which is deadly to Canadian private industry because the latter cannot compete with such prices.

(e) the CBC's co-productions with foreign companies will always be done at a detriment to Canadian private enterprise and will prevent its development. If from the inception of state-run television there had existed a rational policy toward the domestic market, today we would have a private film industry capable of competing on the international level.

(f) CBC-NFB co-productions also harm private industry because first of all they take work away from laboratories, and because they prevent the full usage of companies' production materials. Moreover, we could demonstrate that the cost of a film of equal quality is lower in private industry than in public institutions.

B—"Current practices between producers and private and public television".

Some practices:

(a) the policy of the CBC film department is to call upon private film industry only when it has exhausted its own production resources. In other words the film department is not in the habit of calling upon private resources. It does this only when necessary.

(b) inevitably, this department uses all pretexts to increase its supply of equipment every year. Different programme departments buy production equipment and include them within production budgets.

(c) the CBC does not ask for public tenders for contracts or else it invites two or three production houses by saying that time is too limited, or else by referring to an arbitrary classification of production houses. We believe that this policy of institutional secrecy which does not correspond to a healthy financial policy, which is one of the main reasons for accusations of bribery against certain CBC

inférieur au coût de production, quand cette pratique a pour conséquence de couler la concurrence.

d) Radio-Canada achète à l'étranger un nombre important de films. Comme ces films, en général, ont déjà été amortis sur le marché domestique du producteur, Radio-Canada peut se les procurer à assez bon marché. Radio-Canada devient ainsi l'instrument d'une forme de «dumping» très néfaste à l'industrie canadienne, car celle-ci ne peut pas faire concurrence à ces prix.

e) La co-production de Radio-Canada avec des compagnies privées étrangères se fera toujours au détriment de l'industrie au Canada et l'empêchera de se développer. Si depuis la création de la télévision d'État au Canada il y avait eu une politique rationnelle à l'endroit du marché domestique, il y aurait aujourd'hui une industrie cinématographique capable de concurrencer le marché international.

f) La co-production ONF-Radio-Canada est également néfaste à l'industrie, parce que d'abord elle enlève du travail aux laboratoires et qu'elle ne permet pas d'amortir le matériel de production des compagnies. De plus, on peut démontrer que le coût de production d'un film, à qualité égale, est plus bas dans l'industrie que dans l'institution.

II—"Pratiques courantes entre les producteurs et la télévision privée et publique."

Quelques pratiques courantes:

a) La politique du Service du film de Radio-Canada est de faire appel à l'industrie du film seulement quand il a épuisé ses propres ressources de production. En d'autres mots, le Service du film n'est pas spontanément disposé à avoir recours aux services de l'industrie. Il ne le fait que dans la mesure de l'inévitable.

b) Il s'ensuit fatalement que ce Service utilise tous les prétextes pour augmenter d'année en année son équipement.

c) Des services d'émissions de Radio-Canada s'achètent de l'équipement de production de film à même les budgets des émissions.

d) Radio-Canada ne demande pas de soumissions publiques dans l'allocation des contrats. Ou encore elle n'invite que deux ou trois maisons, prétextant des délais trop brefs, ou se réfère à une classification arbitraire des maisons de production. Nous pensons que cette politique du secret institutionnel qui ne correspond

administrators, because this policy facilitates and encourages the traffic of influence.

(d) as we noted above, the CBC refuses to have a public accounting system which is clear, complete and real. There is no doubt that such an accounting system which reveals hidden aspects of its general policy.

(e) in general, the CBC never seeks creative talent in the private sector because it wants to relegate the latter to a source of merely technical services. There exists in this country a considerable source of talent which is not capitalized upon.

(f) as we noted in the previous section above, the purchase policy of the CBC has a tendency to strangle the Canadian private film industry. It buys foreign films already exploited in domestic markets, or it buys from the NFB where prices are unrelated to normal costs of production.

The APFQ would like to propose the following elements for solutions to the problems:

(a) All its analyses and its thinking has led the APFQ to the conclusion that a basic principle of survival for Canadian private film industry is that the relations between the CBC and industry should not be founded on industry being a safety value of security for the CBC but that the relationship be one of a governmental agency vis à vis a producer. Thus, as all others governmental agencies, it should grant contracts to private producers, but should itself be excluded from production. If this principle is not accepted, if the CBC does not withdraw from production, the limits of production could never be defined because the dynamism of the institution itself will push its expansion into sectors which have not been formally prohibited. The history of the CBC since the beginning of television confirms this basic sociological fact.

pas d'ailleurs à une saine politique financière, qui est une des causes principales des accusations de pots-de-vin portées à l'endroit de certains administrateurs de Radio-Canada, car cette politique facilite et encourage beaucoup le trafic d'influences.

e) Comme on l'a vu plus haut, Radio-Canada refuse d'avoir une comptabilité publique, claire, complète et réelle. Il ne fait pas de doute pour nous qu'une telle comptabilité révélerait des aspects cachés de sa politique globale.

f) Radio-Canada, en général, ne fait jamais appel aux talents créateurs du secteur privé, ne voulant considérer celui-ci que comme une source de services techniques. Ainsi les créateurs qui ont laissé Radio-Canada n'arrivent plus à se trouver du travail intéressant. D'autre part, il existe au Québec un réservoir de talents qui est sous-estimé.

g) Comme on l'a vu dans la section précédente, la politique d'achat de Radio-Canada a tendance à étrangler l'industrie canadienne dans un étau: elle achète ou à l'étranger des films déjà amortis, ou à l'ONF à des prix sans rapport avec les coûts normaux de production.

L'A.P.F.Q. aimerait proposer les éléments de solution suivants:

a) Toutes ses analyses et toutes ses réflexions ont conduit l'A.F.P.Q. à la conclusion qu'il était essentiel à la survie de l'industrie du film d'établir comme principe de base que la relation de Radio-Canada à l'industrie ne doit pas se fonder sur le postulat que l'industrie sert de soupape de sécurité à Radio-Canada, mais que cette relation soit celle d'une agence gouvernementale à un producteur. Donc, de même que toute autre agence gouvernementale, elle accorde des contrats à des producteurs privés, mais demeure elle-même exclue de la production. Si ce principe n'est pas admis, si on accepte que Radio-Canada ne se retire pas du domaine de la production de films, on ne pourra jamais définir les limites de cette production, parce que le dynamisme institutionnel de l'organisme le poussera toujours à l'expansion dans les secteurs qui ne lui sont pas formellement interdits. L'histoire de Radio-Canada, depuis les débuts de la télévision, confirme ce principe sociologique élémentaire.

(b) We suggest of course, alone with other associations and commissions, a public accounting system which is clear and realistic. We also suggest a statement of long term policy so that private enterprise could project its investments, not only in materials and equipment but also in creative research—for example in terms of script-writing.

(c) The CBC should not elaborate a policy which would limit the private sector to certain types of productions for example to feature or publicity films. The organization of the maximum utilization of capital demands a flexibility and variety of contracts.

(d) We recommend that the CBC limit its film production to that necessary for news coverage and that it rely on the industry for film production. The CBC would thus maximize its chances of quality control.

(e) The APFQ recommends the creation of a purchase department of finished products in all categories. The budget of such a department would be an important segment of the total production budget.

(f) We will not broach the question of "Canadian content" except to say that as in the case of Australia, no advertising films should be shown on television which were not produced here. Public interest demands that all production activity contribute to the health of the nation's economy, that it increase the gross national product. Only production in the private sector will give this result. In terms of the national budget of national revenue, all firms produced for television by private industry for the CBC (the products must be considered as being of similar types—a necessary assumption in this case) for an equal or lesser price than the cost of a CBC production, causes a growth of the national revenue because by assuming that:

- the private producer pays taxes
- that he has a rational economic behavior
- that he maximizes his profit
- that he tries to sell to outside markets
- that he reinvests part of his profit
- that he saves
- that he increases the volume of national investment.

b) Nous suggérons évidemment, à la suite d'autres associations et commissions, une comptabilité publique, claire et réelle. Nous suggérons aussi l'énoncé d'une politique à long terme qui permettrait à l'entreprise privée de planifier ses investissements, non seulement dans du matériel et de l'équipement, mais aussi dans la recherche créatrice, par exemple: la recherche de scénarios.

c) Radio-Canada ne doit pas définir des politiques qui limitent le secteur privé à des types de production, par exemple au long métrage ou au film publicitaire. La planification de l'utilisation optimum du capital exige de la flexibilité et de la diversité dans les contrats.

d) Nous recommandons que Radio-Canada limite sa production de films à celle requise pour le service des nouvelles et que la Société confie la production de films ou d'émissions sur film à l'industrie. Elle maximiserait ainsi ses chances de contrôles de qualité.

e) L'A.P.F.Q. recommande l'établissement d'un service d'achat de produits finis canadiens dans toutes les catégories et dont le budget représenterait un pourcentage valable du budget global de production.

f) Nous n'aborderons pas spécifiquement dans cette déposition la question du «contenu canadien», sauf à dire qu'à l'instar de l'Australie, aucun film publicitaire ne devrait paraître à la télévision qui n'a pas été fait au pays. L'intérêt national demande que toute activité de production contribue à la santé économique du pays, qu'elle augmente le produit national brut. Seule la production dans le secteur privé donnera ce résultat. En terme de comptabilité nationale, de revenu national, tout film produit pour la télévision par des entrepreneurs privés à la place de Radio-Canada (les produits étant par hypothèse considérés semblables, seule hypothèse valable dans ce cas) pour un prix égal ou moindre à celui du coût total de production de Radio-Canada, occasionne un accroissement du revenu national car, par hypothèse:

- l'entrepreneur privé paie ses impôts
- il a un comportement économique rationnel
- il maximise ses profits
- il essaie d'exporter
- il réinvestit une partie de ses profits
- il épargne
- il accroît le volume des investissements dans le pays.

Thus, the existence and actual goals of the CBC still being considered as a working basis, the mere preoccupation with the common good and public interest should be sufficient for the government to oblige the CBC, a Crown Corporation operating with public funds, to give contracts for all programmes on films to private enterprise, which could then sell to the CBC at a price not greater than the cost of production (variable plus fixed costs) of the CBC minus a discount on sales to outside markets.

The government should undertake measures, on budget and other levels, to assure the necessary changes. This would cause, by a free play of the market between the CBC and private industry, a redistribution of the factors of production (tools, men, offices, creative agents) which would increase profits.

Furthermore, the Commission should realize that an increase of the volume of production in the CBC does not lead within the Corporation to decreasing factors of productions. Car factories do not make their own tires, Renault does not manufacture its own carburators, Dior does not own sheep and silkworms. There are neither moral nor economic reasons which force the CBC to produce its own filmed programmes, especially once it has established its programme route sheet. The ambitions of civil servants should never be mistaken for public interest or the increase of national revenue.

In closing we would like to remind you of the recommendations already made by the Policy Commission concerning Radio-Canada and the CONGRES DU CINEMA QUEBECOIS in 1968.

"Radio-Canada"

The Commission recommends:

1) that the French channel, Radio-Canada, should give priority to the Québec film industry, at first from the financial point of view;

2) that the French channel, Radio-Canada, should have a coherent, preferential policy towards Québec films directly they are purchased;

3) that the French channel, Radio-Canada, should follow a policy of production, co-production and purchase vis à vis the Québec film industry that is in the last analysis as economically advantageous as the policy it follows vis à vis the NFB;

Par conséquent, l'existence et les buts actuels de Radio-Canada étant toujours retenus comme hypothèse de travail, le seul souci du bien commun et de l'intérêt général devrait être suffisant pour que le gouvernement oblige Radio-Canada, compagnie de la Couronne vivant à même les fonds publics, à donner par contrat à des entrepreneurs privés toute émission sur film qu'un entrepreneur pourrait vendre à Radio-Canada pour un prix ne dépassant pas le coût total de production (coût variable plus coûts fixes) de Radio-Canada, moins l'escompte des revenus assurés à l'étranger.

Le gouvernement devrait prendre les mesures, comptables et autres, nécessaires pour rendre ces transferts possibles, voire entre Radio-Canada et le secteur privé, une nouvelle distribution des facteurs de production (outils, hommes, bureaux, agents créateurs) qui en accroîtraient le rendement.

De plus, la Commission devrait se rendre compte si l'accroissement du volume de production de Radio-Canada ne conduit pas à l'intérieur de Radio-Canada, à un rendement décroissant du facteur de production, à des «déséconomies» d'échelle. Les usines d'automobiles ne fabriquent pas leurs pneus, Renault ne fabrique pas ses carburateurs, Dior n'élève pas des moutons et des vers à soie. Aucune raison morale ou économique oblige la Société Radio-Canada à produire ses émissions sur film, surtout une fois qu'elle a établi le cahier de charge de ses émissions. Il ne faudra jamais confondre l'ambition des fonctionnaires avec l'intérêt public ou l'augmentation du revenu national.

En terminant nous aimerions rappeler, pour mémoire, les recommandations déjà faites par la Commission politique, en ce qui a trait à la Société Radio-Canada, lors du Congrès du Cinéma québécois en 1968:

1) que le réseau français de Radio-Canada favorise de façon prioritaire, et d'abord du point de vue financier, l'industrie québécoise du cinéma;

2) que le réseau français de Radio-Canada ait une politique cohérente de type préférentiel dès l'instant que l'achat d'un film québécois est concerné;

3) que le réseau français de Radio-Canada pratique une politique de production, de coproduction et d'achat vis-à-vis l'industrie québécoise du cinéma qui soit, en dernière analyse, économiquement aussi avantageuse que celle qu'elle pratique vis-à-vis l'ONF;

4) that in the case of co-production with foreign companies Québec participation at the level of creation and technique should be established in proportion to the investments;

5) that the French channel, Radio-Canada, should cease its present policy which consists of seeing the industry merely as a pool for technical services and that it should deliberately take up a planned policy of investment in film production.

L'APFQ thanks this Committee for giving it the chance to express its views and hopes that it will be given the opportunity of explaining its point of view once again in future meetings.

ASSOCIATION DES PRODUCTEURS DU FILMS DU QUÉBEC

April 1969.

— B —

We submit furthermore to the attention of the advisory committee a copy of the correspondence between the APFQ and the National film Board between July 11th and August 24th 1967. The NFB replied to our questions in an evasive fashion, recommending us to bring our questions before the Parliament, which according to them must be the first speaker in the matter. Our final decision was to submit this document to you today as we have not yet received a satisfactory reply to any questions however precise they were, from this state organ.

Enclosed exchange of correspondence between the Association and the National Film Board of Canada was translated from the French, as well as the press release published in *Le Devoir*.

Montreal, July 11th 1967.

Mr. Hugh McPherson,
Government Commissioner for the Film Industry,
National Film Board of Canada,
P.O. Box 6100,
Montréal 3 (Québec)

Commissioner,

At its last meeting, the head office of the Association des producteurs de Films du Québec (which includes 35 production companies and laboratories) decided to submit several very important questions to you. On the

4) dans le cas des coproductions avec l'étranger, que la participation québécoise, au niveau de la création et de la technique, soit établie au pro-rata des investissements;

5) que le réseau français de Radio-Canada cesse sa politique actuelle qui consiste à ne considérer l'industrie que comme un réservoir de services techniques et s'engage délibérément dans une politique ordonnée d'investissement dans la production de films.

L'A.P.F.Q. remercie ce comité de lui avoir donné la parole et souhaite que lui soit donnée l'occasion d'expliciter son point de vue dans de nouvelles rencontres.

ASSOCIATION DES PRODUCTEURS DE FILMS DU QUÉBEC,

Montréal, avril 1969.

— B —

Nous soumettons par ailleurs à l'attention du comité consultatif, copie de la correspondance échangée entre l'A.P.F.Q. et l'O.N.F. entre le 11 juillet et le 24 août 1967. C'est de façon biaisée, que l'O.N.F. avait répondu à nos questions, en nous recommandant de nous adresser au Parlement, qui selon eux, doit être le premier interlocuteur en la matière. En vous soumettant aujourd'hui ce dossier, c'est en définitive ce que nous avons choisi de faire, n'ayant pas encore reçu de l'organisme d'état de réponse adéquate, à des questions pourtant précises.

ASSOCIATION DES PRODUCTEURS
DE FILMS DU QUÉBEC
CASIER POSTAL 143, STATION B,
MONTRÉAL 18, P.Q.—Tél. 884-5064

Montréal, le 11 juillet 1967.

Monsieur Hugh McPherson,
Commissaire du gouvernement à
la cinématographie,
Office national du film du Canada,
C.P. 6100,
Montréal 3, Québec.

Monsieur le Commissaire,

Lors de sa dernière réunion, le Bureau de direction de l'Association des producteurs de films du Québec, association qui groupe trente-cinq maisons de production et laboratoires, a décidé de vous poser quelques ques-

answers which we shall receive depend the development and very existence of production and creation in the film industry.

1. Does the National Film Board intend to produce feature films which could come into competition in cinemas with the actual and potential production of the Quebec film industry?

2. How much money does the Canadian government intend to spend through the mediation of the National Film Board, on the production of films for public consumption, which by the very fact of their presentation would produce unfair competition to the production companies and the independent filmmakers and technicians in the film industry?

3. To which exploitation and distribution companies does the National Film Board entrust its commercial productions and under what conditions? Does it sell them at cost price or on a commercial basis which enables it to pay off production cost in a reasonable time?

4. What amount of public money does the National Film Board assign to publicity for productions which will be competing with the Canadian film industry?

5. Does the National Film Board intend to make any co-productions with other private national or foreign companies? If yes, according to what budgetary economic and commercial criteria?

What criteria govern the choice of one company rather than another?

6. Does the NFB intend to make any co-productions with Radio-Canada and by that very act steal a market from the Canadian industry by making it submit to unwanted competition?

If yes, for what reason, at what price, and on what kind of economic basis?

Does Radio-Canada pay for films produced by the NFB at cost price? What conditions does Radio-Canada grant the NFB and vice versa?

7. Does the NFB intend to produce educational films and films on teaching methods for the schools in Québec?

If yes, for what reason, with what kind of budget and on what economic basis?

8. What is the NFB's programme for the training of film technicians in the country's interest.

You are fully aware, Sir, that due to the public funds which it has at its disposal, the

tions essentielles. Le développement et l'existence même d'une production et d'une création cinématographiques dans notre pays dépendent des réponses que nous obtiendrons.

1. L'Office national du film entend-il produire des films de long métrage qui pourraient, dans les salles de cinéma, venir en concurrence avec la production réelle et potentielle de l'industrie cinématographique au Québec?

2. Quelle somme le gouvernement canadien entend-il dépenser, par l'entremise de l'Office national du film, pour la production de spectacles cinématographiques destinés aux salles de cinéma, spectacles qui, par le fait même de leur présentation, constituent une concurrence déloyale envers les maisons de production, les cinéastes indépendants et les artisans du cinéma?

3. A quelles compagnies d'exploitation et de distribution l'Office national du film confie-t-il ses productions commerciales et à quelles conditions? Les vend-il au prix coûtant ou sur une base commerciale capable d'amortir les coûts de production dans un délai raisonnable?

4. Quel est l'ordre de grandeur des fonds publics que l'Office national du film destine à la publicité de productions qui font concurrence à l'industrie du cinéma au Canada?

5. L'Office national du film a-t-il l'intention de faire des coproductions avec des compagnies privées nationales ou étrangères? Si oui, selon quels critères budgétaires, économiques et commerciaux?

Quels sont également les critères qui détermineraient le choix d'une compagnie plutôt que d'une autre?

6. L'Office national du film entend-il faire des coproductions avec la Société Radio-Canada et, par cela même, enlever un marché à l'industrie canadienne tout en lui faisant subir une concurrence indue?

Si oui, pour quelle raison, pour quel montant et sur quelle base économique?

La Société Radio-Canada paie-t-elle les films produits par l'Office national du film au prix coûtant? Quelles sont les conditions que Radio-Canada accorde à l'Office national du film et inversement?

7. L'Office national du film entend-il faire produire des films éducatifs et pédagogiques pour les écoles du Québec?

Si oui, pour quelle raison, avec quel budget et sur quelle base économique?

8. Quel est le programme de l'Office national du film pour la formation, *au bénéfice du pays*, de techniciens de cinéma?

Vous n'ignorez pas, monsieur le Commissaire, que, grâce aux fonds publics dont elle

state institution over which you preside could, for reasons for prestige amongst others, completely falsify the laws of the market and create an atmosphere and economic insecurity which would prevent the industry from establishing, particularly in the field of features films, any long term policy of investment.

Moreover we hope that the replies we shall be given will be able to a large extent to eliminate the numerous factors which have created problems up to now and have prevented the industry from developing normally.

We remain,

truly yours,
ASSOCIATION DES PRODUCTEURS
DE FILMS DU QUÉBEC
(signed) Jean Dansereau,
président.

Montréal, August 17th 1967.

Commissioner,

We are surprised that we have not yet received any reply to our letter of July 11th 1967.

We are going to have a general meeting of our members in the near future and it is essential that we give them the exact replies to questions which have been asked for so long and which are asked today with new intensity.

We are convinced that, like us, your most important care is and remains the development of the Canadian film industry. Thus we are waiting impatiently for the honour of reading your reply.

We have taken the liberty of enclosing a copy of our letter of July 11th 1967.

We remain,

truly yours,

ASSOCIATION DES PRODUCTEURS
DE FILMS DU QUÉBEC

(signed) Jean Dansereau,
président.

dispose, l'institution étatique que vous présidez peut, par des politiques de prestige ou autres, fausser complètement les lois du marché et créer un climat d'incertitude économique qui empêche l'industrie d'établir, en particulier en ce qui concerne le long métrage, toute politique d'investissement à long terme.

Aussi espérons-nous que les réponses qui nous seront données permettront, dans une grande mesure, d'éliminer un trop grand nombre de facteurs jusqu'à présent trop aléatoires qui empêchent l'industrie de se développer normalement.

Nous vous prions d'agréer, monsieur le Commissaire, l'expression de nos sentiments distingués.

ASSOCIATION DES PRODUCTEURS
DE FILMS DU QUÉBEC
Jean Dansereau,
président.

Montréal, le 17 août 1967.

Monsieur Hugh McPherson,
Commissaire du gouvernement à
la cinématographie,
Office national du film du Canada,
C.P. 6100,
Montréal 3, Québec

Monsieur le Commissaire,

Nous nous étonnons de ne pas avoir encore reçu de réponse à notre lettre du 11 juillet 1967.

Nous allons avoir sous peu une réunion générale de nos membres et il est important que nous puissions leur apporter des réponses précises à des questions qui se posaient depuis longtemps et qui se posent aujourd'hui avec une acuité nouvelle.

Nous sommes convaincus que, comme nous, votre souci primordial est et demeure le développement d'une industrie cinématographique au Canada, aussi est-ce avec impatience que nous attendons l'honneur de vous lire.

Nous nous permettons de vous envoyer ci-joint une copie conforme de la lettre du 11 juillet.

Veuillez agréer, monsieur le Commissaire, l'expression de nos sentiments distingués.

ASSOCIATION DES PRODUCTEURS
DE FILMS DU QUÉBEC

Jean Dansereau,
président.

NATIONAL FILM BOARD
GOVERNMENT FILM COMMISSIONER

Montréal, August 24th 1967.

Mr. Jean Dansereau,
President,
Association des producteurs de films du
Québec
Casier postal 143,
Station G,
Montréal 18 (Québec)
Dear Mr. Dansereau,

I thank you for your letter of July 11th and I am going to make an effort to reply to each of your questions. Can I point out to you that, by their very wording these questions already contain a value judgement on the policies of the Board which you term, in short, unjust and false.

As you know, it was parliament that created the NFB and which assigned to it the task of the production of films in the national interest. It appears clear, moreover, that the Board has fulfilled this task to the satisfaction of parliament.

The Board is studying at present certain of the problems you mentioned in your letter on its own account.

But you surely must concede that I would need more time to establish clearly the position of the Board with regard to all these questions. However, I can at the present time give you the following replies:

1. The Board is probably going to continue to produce feature films when the opportunity arises. However, it is not a question of producing a much larger number than we did in the past. I can't see that these films, restricted in number as they are and with a rather particular character can be unfair competition to independent producers. On the contrary, it seems to me that these projects will permit Canadian film makers to acquire much wider experience in this field. Moreover, I believe that these films can only have beneficial effects on the Canadian feature film industry since they enable us to study the fate awaiting Canadian works on the international market.

2. The Board's policy regarding feature film is being revised at the moment. I must add that the Canadian government itself has never decided what proportion of the Board's budget should be devoted to feature films. It is a question of internal policy decided upon by the administrative Committee of the Board. On the other hand, I am very pleased that the government has adopted special legislation regarding the development of the

OFFICE NATIONAL DU FILM
Commissaire du gouvernement

à la cinématographie

Montréal, le 24 août 1967.

Monsieur Jean Dansereau
Président
Association des Producteurs de
films du Québec
Casier postal 143
Station G
Montréal 18, Qué.
Cher monsieur Dansereau,

Je vous remercie de votre lettre du 11 juillet et je vais m'efforcer de répondre ici à chacune de vos questions. Puis-je vous faire remarquer que, par leur rédaction même, ces questions portent déjà un jugement de valeur sur les politiques de l'Office que vous qualifiez en somme d'injustes et de fausses. Comme vous le savez, c'est le Parlement qui a créé l'Office national du film et qui lui a assigné comme tâche la production de films dans l'intérêt national. Il semble bien d'ailleurs que l'Office s'est acquitté de ce mandat à la satisfaction du Parlement.

L'Office étudie présentement pour son propre compte certains des problèmes dont vous traitez dans votre lettre. Mais vous admettez facilement qu'il me faudra encore quelque temps avant de pouvoir établir nettement la position de l'Office à l'égard de toutes ces questions. Cependant, je puis dès à présent vous faire les réponses suivantes:

1. L'Office va probablement continuer de produire, à l'occasion, des longs métrages. Il n'est pas question cependant d'en réaliser en nombre beaucoup plus considérable que par le passé. Je vois mal que ces films, en nombre restreint et d'un caractère assez particulier, puissent faire une concurrence déloyale aux producteurs indépendants. Au contraire, il me semble que ces œuvres permettront aux cinéastes canadiens d'acquérir une plus vaste expérience en ce domaine particulier. Je crois également que ces films ne pourront avoir que des effets favorables pour l'industrie canadienne du long métrage puisqu'ils permettront d'étudier le sort qui sera réservé aux œuvres canadiennes sur le marché international.

2. La politique de l'Office à l'égard des films de long métrage fait l'objet d'une révision à l'heure actuelle. J'ajoute que le gouvernement canadien n'a jamais établi lui-même quelle proportion de son budget l'Office doit consacrer au long métrage: il s'agit là d'une affaire de politique interne qui relève du Conseil d'administration de l'Office. D'autre part, je me réjouis fort que le gouvernement ait adopté une législation particulière en vue du

feature film industry in Canada. The text of this act indicates sufficiently clearly what sums of money, over and above the budget already paid to the NFB, the government is ready to give to aid the film industry. The NFB will not have access to it nor will not be responsible for administering it.

3. In its commercial transactions with distributors the Board demands the normal market price for its films.

4. The Board was established, by virtue of the national law on the film industry to produce and distribute films in the national interest, and to produce and distribute the films required by different government departments. These films are not in competition with independent producers.

5. The problem of co-productions will also be the subject of revision in the coming months. In the eventuality of a co-production with a foreign country company, the Board would first take into consideration the theme of the film and the advantages Canada could gain from such an enterprise both in the field of distribution and in the division of production costs. The participation of film-makers, technicians and actors from our own country would, of course, also enter into the question. I believe that in initiating certain projects and making experiments the Board is of service to the whole Canadian film industry. The Board can likewise help Canadian producers by bringing their knowledge and potentials to the attention of foreign producers. Finally, it is very possible that co-production agreements will fall in the future under the jurisdiction of the Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne and then every Canadian film producer will be able to take advantages of these agreements.

6. In my opinion co-production agreements which two government agencies conclude in the national interest do not constitute any form of competition with independent enterprise.

Radio-Canada does not buy the National Film Board's films, but simply retains the right to transmit them once or twice at a price agreed upon in advance.

7. The Board has never produced films about teaching either for the provinces in general, for one province in particular. However, the Board has produced over the years, and intends to continue to produce, films for various age levels. Anyone who believes that these films can be useful to a

développement de l'industrie du long métrage au Canada. Le texte de cette loi indique assez nettement quelles sommes le gouvernement est disposé à verser pour seconder l'industrie du cinéma, en plus du budget qu'il accorde déjà à l'Office. Ces sommes seront à la disposition exclusive du secteur indépendant. L'Office national du film n'y aura pas accès et ne sera pas chargé non plus de leur administration.

3. Dans ses transactions commerciales avec les distributeurs, l'Office exige pour ses films les prix normalement en vigueur sur le marché.

4. L'Office a été établi en vertu de la Loi nationale sur le film pour produire et distribuer des films dans l'intérêt national, et pour produire et distribuer les films requis par les ministères du gouvernement. Ces films ne font pas concurrence à ceux des producteurs indépendants.

5. Le problème des co-productions fera lui aussi l'objet d'une révision au cours des prochains mois. Dans l'éventualité d'une co-production avec une société étrangère, l'Office prendrait en considération d'abord le thème du film et les avantages que le Canada pourrait retirer d'une telle entreprise tant dans le domaine de la distribution que la répartition des coûts de production. La participation des cinéastes, techniciens et comédiens de notre pays entrerait évidemment en ligne de compte elle aussi. Je crois qu'en amorçant certains projets et en faisant des expériences, l'Office rend ainsi service à toute l'industrie canadienne du cinéma. L'Office peut également rendre service aux producteurs canadiens en signalant leur savoir-faire et leurs possibilités à l'attention des producteurs étrangers. Enfin, il se peut fort bien que les accords de co-production tombent à l'avenir sous la juridiction de la Société d'encouragement à l'industrie cinématographique canadienne et alors tout producteur canadien pourra se prévaloir de ces accords.

6. A mon avis, les accords de co-production que concluent deux agences du gouvernement en vue de l'intérêt national ne constituent pas une concurrence à l'entreprise indépendante.

Radio-Canada n'achète pas de films de l'Office national du film, mais retient simplement les droits de télédiffusion une ou deux fois à un prix convenu d'avance.

7. L'Office n'a jamais produit de films pédagogiques ni pour les provinces en général, ni pour une province en particulier. Cependant, l'Office a produit au cours des années, et se propose de continuer à le faire, des films qui s'adressent à divers niveaux d'âge. Toute personne qui juge que ces films peuvent être

particular group has the right to obtain a copy. It does without saying that these films are also available on the international market.

8. To be precise there is no film school at the NFB. But in fact many film-makers who today work as independents learnt their trade at the NFB.

I remain,

(signed) Hugo McPherson

Immediate solutions

Seeing that the NFB is continuing to act in an unfair way towards the industry, and that ever since this exchange of letters it has resolutely engaged, in particular, in the production of feature films for public consumption, we suggest the following solutions:

(a) if the NFB must continue to produce feature films, we suggest that the administration of the money provided for these projects be entrusted to LA SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE CINÉMATOGRAPHIQUE CANADIENNE, since this from now on will be the role of this Society which was created by the government;

(b) since it is known that the NFB has in the past produced films with foreign production companies, why does it refuse to co-produce with Québec production companies?

(c) elsewhere we suggest that the NFB should principally concern itself with creating the organization necessary for the recruitment and training of technicians specializing in the field of electronic communications;

(d) lastly we recommend that at least 50 per cent of the sponsored films which the NFB is required to produce should be given to the Québec film industry which up to now has been the least favoured one in this field.

With reference to Article 7 in our letter (on the question of educational films) we learn that the NFB intends to discontinue this type of production, and we are very pleased about this.

In closing we would like to remind you of some of the recommendations made by the Policy Commission at the CONGRES DU CINÉMA QUÉBÉCOIS in 1968, with reference to the NFB:

utiles à un groupe en particulier a le privilège d'en acquérir des copies. Il va sans dire que de tels films, produits d'habitude dans les deux langues du pays, sont également disponibles sur le marché international.

8. Il n'y a pas à proprement parler d'école de cinéma à l'Office national du film. Mais en fait de nombreux cinéastes qui œuvrent aujourd'hui dans le secteur indépendant ont appris leur métier à l'Office national du film.

Croyez, cher monsieur Dansereau, à mes sentiments les meilleurs.

Hugo McPherson

Solutions immédiates

Puisque l'O.N.F. continue à se comporter de façon déloyale vis-à-vis l'industrie, et que depuis cet échange de lettres elle s'est résolument engagée en particulier, dans la production de films de long métrage pour les salles, nous proposons les solutions suivantes:

a) Si l'O.N.F. doit continuer à produire des longs métrages, nous proposons que l'on confie à la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne, l'administration des budgets prévus à cet effet, puisque c'est désormais le rôle de cet organisme qui a été créé par le gouvernement.

b) Puisqu'il est connu, que l'O.N.F. a, par le passé produit des films avec des maisons étrangères, quelles sont les raisons qui motivent son refus de co-produire avec des maisons de production québécoises.

c) Par ailleurs, nous proposons que l'O.N.F. s'occupe principalement de mettre sur pied l'organisation nécessaire au recrutement et à la formation de techniciens spécialisés dans les domaines des communications électroniques.

d) Nous recommandons finalement qu'au moins 50% des films de commande que l'O.N.F. est appelée à produire soient confiés à l'industrie québécoise qui a été la moins favorisée à date dans ce domaine.

Quant à l'article 7 de notre lettre (traitant des questions de films éducatifs), nous apprenons que l'O.N.F. a l'intention de cesser ce type de production, ce dont nous nous félicitons.

En terminant, nous aimerions rappeler, pour mémoire, quelques-unes des recommandations faites par la Commission politique lors du Congrès du cinéma québécois en 1968, et ayant trait à l'O.N.F.

*Federal institutions**NFB*

Considering that the NFB, an institution financed totally by public funds, is following, in the context of the free enterprise, certain policies of promotion and distribution which basically falsify the whole market, and tend to be disadvantageous to the film industry, it is recommended that, as a compensation the NFB:

1) turn over its production of sponsored films to the Quebec industry, since for 27 years now, the NFB has given only one such contract to the Quebec industry, while on the other hand, the industry in other provinces was favoured by important contracts;

2) seek out and provide the necessary function for new technicians, taking into account the needs of the industry now and in the near future;

3) follow a definite and generous purchase and distribution policy for the films produced by the Quebec industry.

Finally the APFQ would like to take this opportunity to state its position with regards to the Canadian Film Development Corporation. In our view the CFDC has, up to now, satisfactorily fulfilled its mandate. This is the position of all of our members. This situation is, to a great extent, due to the collaboration and the task as carried out by Mr. Michael Spencer. We are enclosing herewith translation of a press release on this matter, which was published last January 15, along with a letter of confidence sent to the Secretary of State concerning the nomination of Mr. Spencer. In both cases these documents state clearly our position. Both were also signed jointly by the APFQ and l'Association professionnelle des cinéastes du Québec.

"LE DEVOIR"—Wednesday January 19th, 1969.

Québec Film-Makers Disagree with the Demand for the Dismissal of Lapalme

In reply to the statement drawn up by the Montréal section of the Canadian Cinematographers Association addressed to the parliamentary committee for broadcasting, films and subsidies for the arts and in which they demand the dismissal of Monsieur Georges-Émile Lapalme from his position as president

Attendu que l'O.N.F., institution entièrement subventionnée par les deniers publics, pratique dans un contexte économique de libre concurrence certaines politiques de production, de promotion et de distribution qui faussent le jeu du marché et qui, au départ, mettent l'industrie dans une position moins avantageuse, il est recommandé qu'à titre de compensation, l'O.N.F.

1) confie la production de ses films de commande à l'industrie québécoise du cinéma, étant bien entendu qu'en 27 ans d'existence l'O.N.F. n'a donné qu'un seul contrat du genre à l'industrie québécoise alors que dans le même temps l'industrie cinématographique des autres provinces bénéficiait de commandites extrêmement importantes;

2) forme des techniciens et surtout des techniciens spécialisés en tenant compte des besoins présents et futurs de l'industrie;

3) applique une politique généreuse d'achats et de diffusion des films produits par l'industrie québécoise.

Finalement, l'A.P.F.Q. voudrait profiter de cette opportunité pour faire connaître sa position vis-à-vis la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne. En ce qui nous concerne, et c'est là une opinion partagée par tous nos membres, jusqu'à ce jour, la Société de développement a rempli son mandat de façon satisfaisante vis-à-vis les cinéastes québécois. C'est en grande partie grâce aux efforts et à la collaboration de son directeur, monsieur Michael Spencer, qu'est dû cet état de choses. Nous joignons à la présente déposition copie de lettres d'appui que nous avons fait parvenir à la Société, de même que celle d'un communiqué de presse dans le même sens, qui a été publié le 15 janvier dernier. Dans les deux cas, ces déclarations ont été faites conjointement par l'A.P.F.Q. et l'Association professionnelle des cinéastes du Québec.

Le Devoir

Mercredi 15 janvier 1969

Des cinéastes du Québec en désaccord avec la demande de destitution de Lapalme

En réponse au mémoire rédigé par les membres de la section montréalaise de la Canadian Cinematographers Association à l'intention du comité parlementaire sur la radiodiffusion, les films et l'aide aux arts, et dans lequel on demande la destitution de M. Georges-Émile Lapalme comme président de

of La Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne, two Québec associations have decided to present a restatement of the question.

L'Association professionnelle des cinéastes du Québec and *l'Association des producteurs de films du Québec* in particular told that the opinion expressed by the Canadian Cinematographers Association in no way represent the views of Québec cinematographers.

The two associations emphasize also that even if they share the impatience of their fellows in the CCA faced with the incredibly long time it takes governments to accept their responsibilities regarding the film industry, they believe that the CCA's attack would have been better directed if it had been aimed at the people who are really responsible for the present confusion and waste. Moreover these people are certainly not those whose dismissal is at present being demanded.

The APCQ and the APFQ point out that the CCA is making a mistake regarding powers of jurisdiction by wishing to persuade the federal government to apply distribution quota measures to foreign films, when jurisdiction in the field of the distribution and exploitation of films has always been exclusively the responsibility of the provinces.

The CCA is particularly mistaken, the two Québec associations continue, in accusing Mr. Michael Spencer, who is only the deputy secretary of La Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne.

Far from finding fault with Mr. Spencer, the film-makers and film producers of Québec, who have a very high opinion of him, hope that he will enter the Board of Directors as soon as possible.

The APCQ and the APFQ announce that they are very willing to clarify further the position of Québec film makers regarding the development of the film industry whenever the CCA wishes.

Tuesday, November 26, 1968

CONFIDENTIAL

Dear Mr. Pelletier:

Almost a year has elapsed since the government appointed the president and members of the Board of Directors for the Canadian Film Development Corporation. Since then, the film industry has been awaiting the appointment of the permanent staff which will, in fact, administer the corporation and which, in its capacity of senior executive staff, will ensure its day to day administration. We fully

la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne, deux associations québécoises ont tenu à présenter une mise au point.

L'Association professionnelle des cinéastes du Québec et *l'Association des producteurs de films du Québec* affirment notamment que les opinions émises par la Canadian Cinematographers Association ne représentent nullement l'opinion des milieux cinématographiques québécois.

Les deux associations soulignent aussi que même si elles partagent l'impatience de leurs confrères de la CCA devant l'incroyable lenteur des gouvernements à prendre leurs responsabilités vis-à-vis du cinéma, elles croient que leur attaques auraient été mieux dirigées s'ils avaient mis en cause les véritables responsables de la confusion et du marasme actuel, qui ne sont aucunement les personnes dont on réclame la destitution.

L'APCQ et l'APFQ font remarquer que la CCA se trompe de compétence en voulant engager le gouvernement fédéral à appliquer des mesures de contingentement vis-à-vis les films étrangers alors que la juridiction dans le domaine de la distribution et de l'exploitation est depuis toujours du ressort exclusif des provinces.

La CCA est particulièrement mal venue, disent encore les deux associations québécoises de mettre en cause M. Michael Spencer, qui n'est que secrétaire intérimaire de la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne.

Bien loin de blâmer M. Spencer, les cinéastes et producteurs de films québécois, qui le tiennent en haute estime, souhaitent qu'il accède le plus tôt possible à la direction générale de la Société.

L'APCQ et l'APFQ annoncent qu'elles demeurent à la disposition de la CCA pour l'éclairer davantage quant aux positions du milieu québécois sur le développement du cinéma.

Le mardi 26 novembre 1968

CONFIDENTIEL

Monsieur le Secrétaire d'État,

Il y aura bientôt un an, le gouvernement procédait à la désignation du président et des membres du Conseil d'Administration de la Société de Développement de l'Industrie Cinématographique Canadienne. Depuis, le milieu cinématographique attend que soient nommées, de façon permanente, les personnes qui dirigeront en fait la Société et qui, à titre de cadres supérieurs exécutifs, en assumeront

appreciate that, because of the high stakes, you have elected not to act hastily. We also appreciate that the appointment of an executive director and of a secretary presents very difficult problems.

The persons appointed to these key positions will obviously have a great influence on the development and the trends of the industry. The climate, the tone, and the style of the Corporation's relationship with the film industry will largely depend on the confidence it will inspire, and the esteem in which it will be held.

You must admit, Mr. Minister, that the interest of the Quebec film makers and producers in these appointments which, we are told, should be made shortly, are legitimate. We hesitated a long time before speaking up. We are doing so today only because we feel it is essential that the executive director and the secretary of the Corporation possess both unquestionable professional ability and the esteem of the profession as a whole.

After having set forth our appraisal criteria, allow us to express our surprise that the appointment of Mr. Michael Spencer as executive director has not yet been announced. He alone, for the moment, has the unanimous support of the Quebec film makers and producers. There is no need for us to praise Mr. Spencer. Suffice it to say that of all the candidates whose names have come to our ears, he seems to be not only the most qualified but also the only candidate who has the complete confidence of the industry concerned.

During the last seven years, Mr. Spencer has not ceased to study the laws regulating the film industry in the main film producing countries of the Western world. He has thus become, as it were, the best Canadian expert on foreign films. In 1963, he was part of the group which negotiated with the representatives of the *Centre national de la cinématographie* the agreement on Franco-Canadian film relations. He was afterwards the mainstay of negotiations which will soon lead to similar agreements with Italy and Great Britain. This experience is particularly pertinent since, as everybody knows, the foreign markets are essential to the development of a Canadian film industry. We also wish to underline the fact, which to us seems to be of the utmost importance, that Mr. Spencer has always been in favour of dialogue and consultations. In his relations with us, he has always shown himself anxious to ensure participatory democracy. He has often proven that this was not only a purely theoretical

dans la quotidien la direction. Nous comprenons fort bien, étant donné l'importance de l'enjeu, que vous ayez choisi de ne pas agir avec précipitation. Nous concevons aisément que les nominations aux postes de directeur exécutif et de secrétaire posent des problèmes particulièrement difficiles à résoudre.

Les personnes qui occuperont ces postes-clés auront forcément une influence considérable sur le développement et l'orientation de l'industrie. Le climat, de ton et le style des relations de la Société avec le milieu cinématographique dépendront très largement de la confiance que leur portera ce même milieu, de l'estime où il les tiendra.

Vous conviendrez, Monsieur le Secrétaire d'État, qu'il est légitime que les cinéastes et les producteurs de films du Québec soient préoccupés par ces nominations qui, nous dit-on, seront annoncées sous peu. Nous avons longuement hésité à intervenir. Si nous le faisons aujourd'hui, c'est qu'il nous paraît essentiel que le directeur exécutif et le secrétaire de la Société puissent se réclamer et d'une compétence professionnelle indiscutable et de l'estime de l'ensemble de la profession.

Nos critères d'évaluation étant établis, permettez-nous de nous étonner que la nomination de Monsieur Michael Spencer au poste de directeur exécutif n'ait pas encore été annoncée. Lui seul, pour l'instant, peut se réclamer de l'appui unanime des cinéastes et producteurs de films du Québec. Il serait superflu de faire ici l'éloge de Monsieur Spencer. Qu'il nous suffise de dire que de tous les candidats dont les noms ont été portés à notre connaissance, il nous paraît non seulement le plus qualifié mais également le seul qui ait la confiance totale des milieux intéressés.

Depuis bientôt 7 ans, Monsieur Spencer n'a cessé d'étudier les législations cinématographiques des principaux pays producteurs du monde occidental. Il est ainsi devenu, en quelque sorte, le meilleur expert canadien en matière de cinéma étranger. Dès 1963, il était membre de l'équipe qui a négocié avec les représentants du Centre National de la Cinématographie l'accord sur les relations cinématographiques franco-canadiennes. Il a été, par la suite, le principal artisan des négociations qui donneront lieu, sous peu, à la signature d'accords similaires avec l'Italie et la Grande-Bretagne. Cette expérience est particulièrement précieuse pour qui sait que l'apport des marchés extérieurs est essentiel au développement, chez nous, de l'industrie cinématographique. Nous tenons également à signaler que Monsieur Spencer—et cela revêt pour nous la plus haute importance—est homme de dialogue et de consultation. Dans ses relations avec nous, il s'est toujours comporté comme un homme soucieux de la démocratie de partici-

attitude; the advice we have been able to give was always retained by him and communicated to those concerned. Finally, we shall not soon forget the honesty and the objectivity which Mr. Spencer has always demonstrated in his relations with the Quebec film makers and producers.

If other candidates to the positions mentioned in this letter have claimed the support of the Quebec film industry, it would be extremely easy, Mr. Minister, to verify this by consulting the representatives of the incorporated associations.

The undersigned remain at your disposal and would be ready to go to Ottawa if, as you are authorized to do so under Bill C-204, you judge it would be useful to consult them.

We remain, Mr. Minister,
Yours very truly,

(s) Jean Dansereau, President of the Association des producteurs de films du Québec.

(s) Raymond-Marie Léger, President of the Association professionnelle des cinéastes du Québec.

Mr. Gérard Pelletier,
Secretary of State,
Parliament Buildings
Ottawa.

cc: His Excellency Mr. Jules Léger, Under Secretary of State

Mr. Marc Lalonde, Parliament Secretary to the Prime Minister of Canada

1143 Laurier Street West,
Montreal (8)

pation. Tous avons eu maintes fois la preuve qu'il ne s'agissait pas là d'une attitude purement théorique: les avis que nous avons pu donner ont toujours été par lui retenus et convoyés jusqu'aux intéressés. Enfin, Monsieur Spencer a toujours été, dans ses rapports avec les cinéastes et les producteurs du Québec, d'une honnêteté et d'une objectivité que nous ne sommes pas près d'oublier.

Dans le cas où d'autres candidats, à l'un ou l'autre des postes faisant l'objet de cette lettre, se seraient réclamés de l'appui du milieu cinématographique québécois, il vous est extrêmement facile, Monsieur le Secrétaire d'État, de vérifier ces prétentions en demandant l'avis des représentants des associations constituées.

Les soussignés demeurent donc à votre disposition et sont prêts à se rendre à Ottawa dans le cas où, comme le bill C-204 vous y autorise, vous jugeriez utile de les appeler en consultation.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire d'État l'expression de nos sentiments distingués.

JEAN DANSEREAU, président
pour l'Association des Producteurs
de Films du Québec

RAYMOND-MARIE LÉGER, président
pour l'Association Professionnelle
des Cinéastes du Québec

Monsieur Gérard Pelletier
Secrétaire d'État
Édifice du Parlement
OTTAWA.

Copie à Son Excellence Monsieur Jules Léger
Sous-secrétaire d'État

Monsieur Marc Lalonde
Chef de Cabinet du Premier Ministre
du Canada

1143 ouest, rue Laurier
Montréal (8)

OFFICIAL BILINGUAL ISSUE

FASCICULE BILINGUE OFFICIEL

HOUSE OF COMMONS

CHAMBRE DES COMMUNES

First Session

Première session de la

Twenty-eighth Parliament, 1968-69

vingt-huitième législature, 1968-1969

STANDING COMMITTEE

COMITÉ PERMANENT

ON

DE LA

**BROADCASTING,
FILMS AND ASSISTANCE
TO THE ARTS**

**RADIODIFFUSION,
DES FILMS ET DE L'ASSISTANCE
AUX ARTS**

Chairman

Mr. John M. Reid

Président

MINUTES OF PROCEEDINGS
AND EVIDENCE

PROCÈS-VERBAUX ET
TÉMOIGNAGES

No. 33

THURSDAY, MAY 1, 1969

LE JEUDI 1^{er} MAI 1969

Respecting

Concernant

Bill C-184, An Act to establish a Canadian corporation for telecommunication by satellite.

Bill C-184, Loi créant une Société de télécommunications par satellite pour le Canada.

WITNESSES—TÉMOINS

(*See Minutes of Proceedings*)

(*Voir le procès-verbal*)

The Queen's Printer, Ottawa, 1969
L'Imprimeur de la Reine, Ottawa, 1969

STANDING COMMITTEE ON
BROADCASTING, FILMS AND
ASSISTANCE TO THE ARTS

Chairman
Vice-Chairman

and Messrs.

De Bané,
Dinsdale,
Givens,
Guilbault,
Hymmen,
La Salle,
Macquarrie,

Mr. John M. Reid
M. J.-A. Mongrain

Marchand (*Kamloops-
Cariboo*),
Matte,
McCleave,
Nystrom,
Osler,
Paproski,

COMITÉ PERMANENT DE LA
RADIODIFFUSION, DES FILMS ET DE
L'ASSISTANCE AUX ARTS

Président
Vice-président

et MM.

Perrault,
Schreyer,
Schumacher,
Stanbury,
Stewart (*Cochrane*)—
(20).

Le secrétaire du Comité,
M. Slack
Clerk of the Committee.

MINUTES OF PROCEEDINGS

[Text]

THURSDAY, May 1, 1969
(36)

The Standing Committee on Broadcasting, Films and Assistance to the Arts met this day at 3.45 p.m. The Chairman, Mr. John M. Reid, presided.

Members present: Messrs. De Bané, Dinsdale, Guilbault, La Salle, Macquarrie, McCleave, Perrault, Reid, Stewart (*Cochrane*)—(9).

Witnesses: From the Canadian Overseas Telecommunication Corporation: Messrs. E. Eliassen, Vice-President (Engineering and Operations) and G. M. Waterhouse, Vice-President (Finance).

The Committee resumed consideration of Bill C-184, An Act to establish a Canadian corporation for communication by satellite.

Mr. Eliassen was examined on various aspects of satellite telecommunication, assisted by Mr. Waterhouse.

The examination of the witnesses being concluded, at 5.15 p.m., the Committee adjourned until 9.30 a.m. on Tuesday, May 6.

Le secrétaire du Comité,
M. Slack,
Clerk of the Committee.

PROCÈS-VERBAL

[Traduction]

Le JEUDI 1^{er} mai 1969.
(36)

Le Comité permanent de la radiodiffusion, des films et de l'assistance aux arts se réunit cet après-midi à 3 h. 45, sous la présidence de M. John M. Reid, président.

Présents: MM. De Bané, Dinsdale, Guilbault, La Salle, Macquarrie, McCleave, Perrault, Reid, Stewart (*Cochrane*)—(9).

Témoins: De la Société canadienne des télécommunications transmarines: MM. E. Eliassen, vice-président (Génie et exploitation) et G. M. Waterhouse, vice-président (Finances).

Le Comité reprend l'examen du Bill C-184, Loi créant une Société de télécommunications par satellite pour le Canada.

M. Eliassen répond, avec l'aide de M. Waterhouse, à des questions sur les divers aspects des télécommunications par satellite.

L'interrogatoire des témoins étant terminé, à 5 h. 15 de l'après-midi, le Comité s'ajourne jusqu'au mardi 6 mai, à 9 h. 30 du matin.

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

Thursday, May 1, 1969

[Texte]

The Chairman: Gentlemen, we will begin. We have with us today from the Canadian Overseas Telecommunication Corporation Mr. G. M. Waterhouse, the Vice-President, Finance, and Mr. E. Eliassen, the Vice-President of Engineering and Operations. As you know, they were asked to appear to answer questions that members had on the technical and financial aspects of satellite communications.

I will recognize Mr. Macquarrie.

Mr. Stewart (Cochrane): Is there not going to be a statement?

The Chairman: No. They are here to answer questions.

Mr. Stewart (Cochrane): I would like to know what they do and how they fit into the satellite project. I think we are somewhat in the dark.

Mr. Macquarrie: That was going to be my first question. I know that the COTC is by definition, and I presume by function and history, concerned with the international aspect. But conceivably with the broad, expansive expertise that you have you have been involved in some consultative way in the domestic satellite program. I would be interested in knowing how you have participated and in what capacity?

Mr. E. Eliassen (Vice-President, Engineering and Operations, Canadian Overseas Telecommunication Corporation): Mr. Chairman, I do not think we have participated at all in the domestic program. The expertise we have is in the international field. From a purely technical point of view, I am sure that the domestic program has all the expertise it needs at the moment in the Department.

Mr. Macquarrie: So to that extent then you are not involved and you were not consulted on the technical side at all.

Mr. Eliassen: No.

Mr. Macquarrie: Is there nothing which you have learned through your exposure to the international body which would be helpful to our domestic planners? I should have thought

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Le jeudi 1er mai 1969

[Interprétation]

Le président: Messieurs, nous allons commencer. Nous allons avoir comme témoins aujourd'hui M. G. M. Waterhouse, vice-président des finances et M. E. Eliassen, vice-président du génie et de l'exploitation de la Société canadienne des télécommunications transmarines. Comme vous le savez, nous les avons invités pour répondre aux questions des membres sur les aspects techniques et financiers des communications par satellites.

La parole est à M. Macquarrie.

M. Stewart (Cochrane): Il n'y aura pas de déclaration?

Le président: Non. Ils sont ici pour répondre aux questions.

M. Stewart (Cochrane): J'aimerais savoir ce qu'ils font et comment ils s'insèrent dans le projet des satellites. Je crois que nous n'en savons pas beaucoup.

M. Macquarrie: Cela devait être ma première question. Je sais que la Société canadienne de communications transmarines s'intéresse d'après sa définition, et je suppose d'après ses fonctions et son histoire, à l'aspect international. Mais peut-être, étant donné vos connaissances considérables et étendues, avez-vous été impliqués d'une façon consultative dans le programme de satellite domestique. Je serais intéressé à savoir comment vous avez participé et à quel titre?

M. E. Eliassen (vice-président (génie et exploitation) Société canadienne des télécommunications transmarines): Monsieur le président, je ne pense pas que nous ayons participé du tout au programme domestique. L'expertise que nous avons provient du domaine international. Du point de vue purement technique, je suis sûr que le programme domestique a toute l'expertise dont il a besoin actuellement au ministère.

M. Macquarrie: Donc, vous n'êtes pas impliqués dans ce sens et vous n'avez pas été consultés sur l'aspect technique?

M. Eliassen: Non.

M. Macquarrie: Est-ce qu'il n'y a rien que vous ayez pu apprendre d'après votre expérience dans l'organisme international qui serait utile à nos planificateurs domestiques?

[Text]

that through the COMSAT position you people might indeed have been invaluable in this.

Mr. Eliasen: If I might say from a purely technical point of view perhaps, at more or less all of the meetings of the technical sub-committee of INTELSAT there was an observer present from the Department of Transport, as it was, and the Department of Communications. So there is no technical knowledge which has not been available to the Department.

Mr. Macquarrie: In so far as the planning of the domestic satellites is concerned you people need not have been in existence at all?

Mr. Eliasen: Certainly not.

Mr. Macquarrie: This somewhat terminates this aspect of the questioning. I am not surprised—I did not think you were, as a matter of fact.

Since this country should surely know as much as it can about what other countries are doing, through your "window on the world"—through COMSAT—could you tell us what the United States is doing in this field? For instance, the United States has not yet put up a domestic satellite. I read from the lips of some of the leading men of COMSAT that a program of co-operation with the United States would allow Canada to put up their satellite much more cheaply. While I

• 1545

would not want you to comment upon the policy aspect of that I wonder if on the technical side of it—because the technology of the United States is so advanced and the realities of the situation are such—you would go along with the suggestion that it would be much cheaper for Canada to hook-in, so to speak, to an American vehicle?

I am referring particularly to a statement, and you will probably recognize it, made by A. Bruce Matthews last December, when he went into a good deal of detail on this.

Mr. Eliasen: May I first perhaps correct a misunderstanding. The international body is not COMSAT but INTELSAT. COMSAT or the Communications Satellite Corporation is an American or United States Corporation.

Mr. Macquarrie: And the States are in INTELSAT with you people?

Mr. Eliasen: A United States representative is in INTELSAT, furthermore they are also the manager for INTELSAT.

[Interpretation]

J'avais pensé que par l'intermédiaire de COMSAT vous auriez pu avoir quelque expérience valable.

M. Eliasen: Si je puis parler du point de vue purement technique, à presque toutes les réunions du sous-comité technique de INTELSAT il y avait un observateur du ministère des Transports et, je suppose, du ministère des communications. Donc, il n'y a pas de connaissances techniques qui n'ont pas été mises à la disposition du ministère.

M. Macquarrie: En ce qui concerne la planification des satellites domestiques, vous auriez pu ne pas exister du tout?

M. Eliasen: Pas du tout.

M. Macquarrie: Ceci termine cet aspect de la question. Je ne suis pas surpris, je ne pensais pas que vous ayez quelque chose à voir avec cela.

Mais étant donné que ce pays devrait en savoir autant que possible sur ce que les autres pays font, par l'entremise de la fenêtre que vous avez sur le monde grâce à COMSAT, est-ce que vous pourriez nous dire ce que les États-Unis font dans ce domaine? Par exemple, les États-Unis n'ont pas encore lancé de satellites domestiques. J'ai lu des livres de certains des dirigeants de COMSAT qu'un programme de coopération avec les États-Unis permettrait au Canada de lancer un satellite d'une façon beaucoup moins onéreuse. Alors que je ne veux pas parler de l'aspect politique de la question je me demande si du point de vue technique, parce que la technologie des États-Unis est tellement avancée et que la situation est telle, vous pourriez accepter la suggestion qu'il serait beaucoup moins onéreux pour le Canada de s'accoupler avec un véhicule américain?

Je me réfère particulièrement à une déclaration faite par M. A. Bruce Matthews, en décembre, et vous la reconnaîtrez probablement, dans laquelle il a donné pas mal de détails à ce sujet.

M. Eliasen: Permettez-moi d'abord de corriger un malentendu. L'organisme international n'est pas COMSAT, mais INTELSAT. COMSAT, ou *Communications Satellite Corporation*, est un organisme américain.

M. Macquarrie: Et les États-Unis font partie d'INTELSAT?

M. Eliasen: Les États-Unis ont un représentant à INTELSAT et ils sont aussi le gérant d'INTELSAT.

[Texte]

Mr. Macquarrie: Yes, but I am thinking that COMSAT and COTC would be the kind of people who would be meeting in the international plain. I realize what you say is correct.

Mr. Eliassen: That particular aspect is certainly not discussed in the international satellite committee or in INTELSAT. In the preliminary discussions of the definitive arrangement it was of course asked if the signatories to the agreement should include their domestic needs. I do not think anyone wants to do that. I have no knowledge in fact about the situation of the United States domestic system.

Now your other question was whether it would be cheaper to buy an INTELSAT satellite in some form. I think the answer must be "yes" but it will not be a Canadian satellite.

Mr. Macquarrie: No, it would not, but it would be substantially cheaper—and this was of course the point.

It would seem then that to get any thorough information on what COMSAT is doing we would have to talk with the COMSAT people. I had hoped that through the process of international cross-pollination we might have been able to find out a bit more about them.

Mr. Eliassen: If I may add here, sir, that if you want information with regard to what COMSAT is doing in the United States I do not think that information is available at the moment. At the moment there is no agreement whatsoever about a United States domestic system. COMSAT there is only one voice.

Mr. Macquarrie: An important one though.

• 1555

Mr. Eliassen: Yes, sir. According to the COMSAT act of course it is an important one, but there surely is agreement.

Mr. Macquarrie: I will pass, Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. Stewart.

Mr. Stewart (Cochrane): Is it Mr. Waterhouse?

The Chairman: Mr. Eliassen and Mr. Waterhouse. Mr. Eliassen is the technical expert and Mr. Waterhouse is the financial expert.

Mr. Stewart (Cochrane): Mr. Waterhouse there are those who claim that if the private

[Interprétation]

M. Macquarrie: Oui, mais je crois que COMSAT et la Société canadienne des télécommunications transmarines sont les gens qui devraient se rencontrer au niveau international. Je me rends compte que ce que vous dites est exact.

M. Eliassen: Cet aspect n'est pas discuté au comité international du satellite, ou à INTELSAT. Lors des discussions préliminaires de l'arrangement définitif, on s'est posé la question de savoir si les signataires de l'accord voulaient inclure leurs besoins intérieurs. Je pense que personne ne veut faire cela. Je ne connais pas, en fait, la situation du système intérieur des États-Unis.

Maintenant, vous avez aussi demandé s'il serait moins onéreux d'acheter un satellite de l'INTELSAT, d'une façon ou d'une autre. Je crois que la réponse serait oui, mais ce ne serait pas un satellite canadien.

M. Macquarrie: Non, mais ce serait beaucoup moins cher. C'est là la question.

Il semble donc que pour avoir des renseignements approfondis sur ce que fait la COMSAT, il nous faudrait parler aux gens de la COMSAT. J'espérais que par l'intermédiaire de l'organisation internationale, nous aurions pu en apprendre un peu plus sur ce qu'ils font.

M. Eliassen: J'aimerais ajouter que, si vous voulez des renseignements concernant ce que fait la COMSAT, aux États-Unis, je ne pense pas que ces renseignements soient disponibles pour l'instant. Il n'y a pas d'accord actuellement, concernant un système domestique américain et la COMSAT n'est qu'une seule voix en la matière.

M. Macquarrie: Une voix importante néanmoins.

M. Eliassen: Oui, d'après la Loi de la COMSAT, c'est une voix importante, mais il y a certainement une entente.

M. Macquarrie: C'est tout pour le moment, monsieur le président.

Le président: Monsieur Stewart.

M. Stewart (Cochrane): C'est bien M. Waterhouse?

Le président: M. Waterhouse est l'expert financier, M. Eliassen est l'expert technique.

M. Stewart (Cochrane): Il y a ceux qui prétendent que si les sociétés privées de com-

[Text]

carriers alone were developing this project they would undoubtedly go into such a set-up as suggested by Mr. Macquarrie—that is to say, in partnership with the United States. What do you think of that statement?

Mr. Eliassen: I am not Mr. Waterhouse.

Mr. Stewart (Cochrane): I am sorry, I have your names backwards.

Mr. Eliassen: I do not know. I do not think it would be possible, but I cannot really express an opinion.

Mr. Stewart (Cochrane): You do not think it would be possible in what way, technically or because of an international agreement?

Mr. Eliassen: Under the present international agreement it is not possible.

Mr. Stewart (Cochrane): It is not possible for private carriers to enter into negotiations with another country—

Mr. Eliassen: That is right.

Mr. Stewart (Cochrane): —for a satellite system?

Mr. Eliassen: Not if these two countries are signatories to these two international agreements that constitute the present satellite arrangement.

Mr. Stewart (Cochrane): What agreements are those? Could you tell us the names of them?

Mr. Eliassen: The first and most important one is simply called The Agreement. It was signed in 1963. It is of course an agreement between governments. The second agreement is a special agreement. It is an agreement between the appointed carriers and, from the telecommunications end, it is in these same countries. Now in the case of Canada, COTC is the signatory to the special agreement. That agreement establishes a global system and any other satellite system for telecommunication purposes are in fact excluded. Therefore the situation as it is at the moment is such that it would not be possible for an entity in Canada, even a Crown Corporation, to make an agreement with, say, the AT&T or even COMSAT to put up their own satellite system for telecommunication purposes.

Mr. Stewart (Cochrane): The fact that the United States does not have a domestic satellite system has raised the question among some people that they do not think that it is economically practicable and one wonders why Canada feels it can afford it if the Unit-

[Interpretation]

munication mettaient au point ce projet, elles auraient sans aucun doute une organisation telle que celle proposée par M. Macquarrie, c'est-à-dire en association avec les États-Unis. Qu'en pensez-vous de cette déclaration?

M. Eliassen: Je ne suis pas M. Waterhouse.

M. Stewart (Cochrane): Je m'excuse, je me suis trompé de nom.

M. Eliassen: Je ne sais pas, je ne pense pas que cela soit possible, mais je ne peux pas exprimer une opinion.

M. Stewart (Cochrane): Vous ne pensez pas que ce soit possible du point de vue technique ou à cause de l'entente internationale?

M. Eliassen: Dans le cadre de l'accord international, ce n'est pas possible.

M. Stewart (Cochrane): Ce n'est pas possible pour les sociétés privées de communication d'entreprendre des négociations avec un autre pays...

M. Eliassen: C'est exact.

M. Stewart (Cochrane): ... pour un système de satellites?

M. Eliassen: Pas si les pays ont signé les deux accords internationaux qui représentent les arrangements des satellites à l'heure actuelle.

M. Stewart (Cochrane): Quels sont ces ententes? Pourriez-vous nous donner leur nom?

M. Eliassen: La première et la plus importante, s'appelle l'Accord. Elle a été signée en 1963. C'est une entente entre gouvernements. Le deuxième accord est un accord spécial. C'est un accord entre les sociétés de télécommunications et, du point de vue des télécommunications, ce sont les même pays. Pour le Canada, par exemple, la SCTT est le signataire. Cet accord établit un système global, et tout autre système de satellite pour des fins de télécommunications est exclu. Donc, la situation est telle qu'il ne serait pas possible pour un organisme au Canada, même une société de la Couronne, de signer un accord avec la AT&T ou COMSAT pour mettre au point leur propre système de satellites de communications.

M. Stewart (Cochrane): Le fait que les États-Unis n'aient pas un système intérieur de satellites amène certains à se demander s'ils ne trouvent pas que ce ne soit pas rentable, et à se demander pourquoi le Canada pense qu'il peut se permettre ce que les États-Unis

[Texte]

ed States does not seem to be able to. There have been arguments brought out that the United States' problem is not exactly the same as Canada's because of the far reaches of the North. How would you react to the argument about economic practicability?

Mr. Eliassen: I do not believe it is an established fact that a domestic satellite system would not be viable in the United States.

Mr. Stewart (Cochrane): Why do they not have one?

• 1600

Mr. Eliassen: Well I guess the need is not as urgent there as it is in Canada. The need may not be urgent at all. They have microwave systems, at least for the moment, for whatever requirement they might have. This may not be so in the future.

Mr. Stewart (Cochrane): Is our need that urgent when 90 some per cent of Canada is served presently by the present system?

Mr. Eliassen: I have no opinion on that, Mr. Chairman.

Mr. Stewart (Cochrane): You see, the part that amazes me is why ours is such a specific problem because of the north. This is the reason that is given to us. We understand there are going to be 20 towers in the north and, from what we learned the other day, 18 of those 20 towers or ground stations will not broadcast anything other than television. And those two that do have other facilities are in an area where the other facilities are already available in very good quality. No one has answered to my satisfaction that the need is so urgent. Particularly for some of the far reaches of the North. I sometimes wonder, with the number of people involved, if the per capita cost to the Canadian public to bring this kind of communication to a relatively small number is not going to be way out of proportion. Do you not agree that with the small number of people to be served initially, there will be a great per capita cost to Canadians in general?

Mr. Eliassen: Certainly at the outset, but it is my understanding that the purpose is, in fact, eventually to give the other telecommunication services, too, full powers in the North for that matter. At the moment, perhaps, you have to start off with two particular areas.

Mr. Stewart (Cochrane): Yes, when we hear of advantages to the North and advantages of the system, yet there are these limitations, then the answer is that later on we are going to add those other advantages, but we are not

[Interprétation]

ne peuvent pas? Certains arguments ont été avancés selon lesquels le problème des États-Unis n'est pas le même que celui du Canada, étant donné les grandes étendues vers le nord. Comment est-ce que vous pouvez réagir concernant la rentabilité d'un tel projet?

Mr. Eliassen: Je ne pense pas que ce soit un fait établi qu'un système intérieur ne serait pas viable aux États-Unis.

Mr. Stewart (Cochrane): Et pourquoi n'en ont-ils pas?

Mr. Eliassen: Le besoin n'est pas aussi urgent qu'au Canada, je suppose. Ce n'est pas un besoin pressant. Ils ont un système de micro-ondes qui correspond à tous leurs besoins actuels. Ce ne sera peut-être pas toujours le cas.

Mr. Stewart (Cochrane): Est-ce que nos besoins sont si urgents puisque 90 p. 100 du Canada est desservi par le système actuel.

Mr. Eliassen: Je n'ai pas d'opinion à exprimer à ce sujet, monsieur le président.

Mr. Stewart (Cochrane): Nous avons un problème particulier à cause du Nord. C'est la raison qu'on nous donne. Nous croyons comprendre qu'il y aura une vingtaine de tours dans le Nord, et d'après ce que nous avons appris l'autre jour, dix-huit de ces vingt tours ou stations au sol diffuseront seulement des émissions de télévision. Les deux autres qui offrent d'autres installations se trouvent dans une région où ses services sont déjà disponibles et de très bonne qualité. Personne n'a expliqué à ma satisfaction, que le besoin soit si urgent, surtout pour les régions éloignées du Nord. Je me demande parfois si, avec le nombre de personnes en cause, le coût par habitant concernant l'installation de ce service de télécommunication pour un si petit nombre de personnes si ce n'est pas hors de proportion. Vous n'êtes pas d'accord qu'avec un si petit nombre de personnes à desservir au tout début, que le coût sera très élevé par habitant, pour les Canadiens en général?

Mr. Eliassen: Au départ, certainement, mais je crois comprendre que le but est éventuellement de donner les autres services de télécommunication à ces régions. Pour l'instant, il faudra peut-être commencer par deux régions.

Mr. Stewart (Cochrane): Mais lorsque l'on entend parler des avantages en ce qui concerne le Grand Nord et les avantages du système, cependant il y a ces limites. On vous répond alors que plus tard on va ajouter ces

[Text]

talking about that in the cost structure. This is why I maintain that we do not know what the set-up as far as cost is concerned.

Is this going to keep growing like Topsy? If we add these other facilities later on it is going to cost, again, more money so that the Canadian public at the present times does not know how much money is going to be involved. We talk about \$50 million to \$65 million right now, but what about all these other things that are going to be added later on. These are things that are not included in the present financial estimates. I am trying to get to the bottom of this and to figure out how much money Canadians are going to have to pay for this thing. This is what is important to this Committee.

Mr. Eliassen: I really do not feel that I am qualified to answer that question.

The Chairman: Yes, I agree with you. That is a question of policy which the Minister and his officials will have to deal with to your satisfaction.

Mr. Stewart (Cochrane): This Committee is trying to help the Minister and his officials to make their decisions in that regard.

The Chairman: I gathered from the evidence which they have given to us that they had made their decisions.

Mr. Stewart (Cochrane): I do not know why we are carrying on any discussions then.

Mr. Perrault: Mr. Chairman, will we have an opportunity to discuss this again with the Minister in the Committee before we...

The Chairman: Oh yes, the Minister is going to make an appearance before this Committee as soon as we have heard from all the witnesses who have been requested to appear.

Mr. Perrault: Yes, that was my understanding. I remember when this proposal was first advanced I had some reservations about it. The Minister did make the statement in the House that it is economically viable. They have made projections with respect to the amount of time it will be in use and the cost picture and he seemed optimistic about it. I think we should get those facts and figures. I quite agree that it is important.

The Chairman: Mr. McCleave.

Mr. McCleave: May I ask the witness, from the technical and scientific point of view of the domestic satellite, is there any differ-

[Interpretation]

avantages, mais on n'en tient pas compte dans la structure des coûts et pour cela que je prétends que nous ne savons pas exactement ce que deviendra la structure, en ce qui concerne les coûts.

Est-ce que cela va pousser comme des champignons? Si nous ajoutons d'autres installations, est-ce que cela va coûter de plus en plus cher? Le public canadien ne saura-t-il donc pas à ce stade combien d'argent cela coûtera? Nous parlons de 50 à 65 millions de dollars pour l'instant. Et les autres installations qui seront ajoutées au système plus tard, ce sont des choses qui ne figurent pas dans les prévisions financières actuelles. C'est pour ça que j'essaie d'arriver au fond des choses. Combien allons-nous devoir payer pour tout cela? C'est important pour le Comité de connaître ces choses.

M. Eliassen: Je ne crois pas pouvoir répondre à cette question.

Le président: Je suis d'accord avec vous. C'est une question de politique que le ministre et ses fonctionnaires devront aborder.

M. Stewart (Cochrane): Le Comité veut aider le ministre et ses fonctionnaires à arriver à cette décision.

Le président: J'en conclus à la suite des témoignages qui nous ont été présentés que la décision a déjà été prise.

M. Stewart (Cochrane): Je ne vois pas pourquoi nous continuons à discuter, alors...

M. Perrault: Monsieur le président, aurons-nous l'occasion d'en discuter encore avec le ministre au Comité, avant que...

Le président: Oui, le ministre va comparaître dès que nous aurons entendu chacun des témoins qui ont été convoqués.

M. Perrault: C'est ce que je croyais comprendre. Je me souviens que lorsqu'on a formulé cette proposition la première fois, et que j'avais soulevé des réserves à ce sujet. Le ministre a fait une déclaration à la Chambre comme quoi le projet était viable. Il a donné une idée de la période de temps qui serait nécessaire à la construction et au coût de l'entreprise. Je crois qu'il faut en arriver aux faits et aux chiffres qui ont été donnés, c'est très important.

Le président: M. McCleave.

M. McCleave: Du point de vue technique et scientifique, puis-je demander au témoin s'il existe une différence entre ce satellite domes-

[Texte]

ence between it and the one that is in use for intercontinental communications across the North Atlantic?

Mr. Eliassen: In general, no. There is a certain technique which is developing all the time. I believe the proposed Canadian satellite might perhaps be described as slightly advanced over the present series of intelsat satellites that are now being launched in the South Seas. It will not be as big as the INTELSAT-IV which is a tremendously big thing, but I have no hesitation in saying that I am sure the technique applied is certainly up to date.

• 1605

Mr. McCleave: Were you familiar with the cost factor in that one? I will pursue this with the Minister if the witness would prefer because I know he did not want to answer some of the questions put by Mr. Stewart, so I do not want to trespass and ask them in a different way. However, if he could give us some information on how this worked out financially, whether it lived-up to expectations, was more costly or less costly, it might be of some help to us.

Mr. Eliassen: I will be glad, in fact, to make one observation to the former question. There is, of course, an international parallel inasmuch as INTELSAT is now giving communication services to a great number of developing countries that would have no other means of getting high class telecommunication services. I am thinking of the African countries, for instance, and a whole host of countries in the Indian Ocean region. I think one could draw a parallel from that to the Canadian North.

Mr. McCleave: Would their problem in Africa and around the Indian Ocean simply be the cost of putting up landlines in those areas as opposed to satellite communication?

Mr. Eliassen: Yes, but it is not possible to put up landlines in Africa, for instance. For one thing, you would have to cross a great number of borders, that is you have to be involved in transit traffic. At present of course, they each have radio communication, but that is absolutely unsatisfactory and, I think, the same applies to the Canadian North.

You asked a question with regard to the cost experience in INTELSAT. I think it is true to say that there have been setbacks; there have been launch failures; there have been satellite failures, but over-all the picture

[Interprétation]

tique et le satellite qui existe à l'heure actuelle dans le domaine des communications internationales et qui survole actuellement l'Atlantique Nord.

M. Eliassen: A l'heure actuelle, non. Il y a toutefois des progrès techniques constants. Le futur satellite canadien sera d'un type plus avancé par rapport aux satellites INTELSAT actuels qui seront au-dessus des mers du Sud. Il ne sera pas aussi volumineux que l'INTELSAT IV qui est un modèle extraordinaire. Il est certain que la technique appliquée sera très avancée.

M. McCleave: Est-ce que vous êtes au courant du prix de ces satellites? Je vais poser mes questions au ministre si le témoin le préfère, car je crois qu'il ne voulait pas répondre à celles qui ont été posées par M. Stewart. Ces premiers satellites ont-ils répondu à l'attente? Ont-ils été plus dispendieux que prévu? Cela pourrait aider le Comité de connaître ces faits.

M. Eliassen: Je veux formuler une observation. Si je puis tracer un parallèle, vis-à-vis de l'INTELSAT, c'est un satellite qui n'offre pas aux pays en voie de développement un moyen de communication qui leur permettrait d'obtenir des services de télécommunications de haute qualité. Je songe aux pays d'Afrique, par exemple, et à une foule d'autres pays de l'Océan Indien. On pourrait donc tracer un parallèle avec cette situation et celle du Nord canadien.

M. McCleave: Est-ce parce que le coût en Afrique et autour de l'océan Indien était trop élevé pour l'installation de lignes terrestres?

M. Eliassen: C'est exact, mais ce n'est pas possible de construire des lignes terrestres en Afrique, par exemple. Vous devez traverser de nombreuses frontières, et vous tombez ainsi dans un trafic de transit. Actuellement, ces pays ont des équipements de télécommunication par radio, mais ces systèmes sont absolument insatisfaisants. Je pense que cette situation s'applique aussi au Grand Nord canadien.

Vous avez posé une question au sujet des coûts d'opération des satellites INTELSAT. Je pense qu'il est vrai de dire qu'il y a eu une certaine déception, il y a eu des lancements de satellites manqués, mais l'ensemble des

[Text]

is quite satisfactory. It has, I think, been very difficult at this point in this technological development to forecast exactly what is going to happen. INTELSAT has been rather unlucky, both with the INTELSAT II series and with the first two INTELSAT III's, but you learn from these failures. That experience which was to a large extent technical surely will be of benefit to the Canadian domestic system.

The Chairman: What failures did INTELSAT II and INTELSAT III have in a technical way?

Mr. Eliassen: This will be very technical, perhaps, but with INTELSAT II there were things such as, the gas jets jammed, the satellites could not be moved and there were difficulties in stationkeeping. With regard to INTELSAT III, the first one was a total loss inasmuch as there was a launch failure. There is a malfunction of one small amplifier in the present INTELSAT III over the Pacific area. The satellite is still usable, but it has lost, perhaps, half of its capacity. These things are being taken care of together with some changes, so the satellite is still on the ground actually.

Mr. McCleave: What is the expected useful life of these present satellites and how much has it varied from the original ones?

Mr. Eliassen: Let me start with the first satellite that was launched for these purposes, namely the EARLY BIRD or INTELSAT I. The expected life was three years and it is

• 1610

just a month or so over four years since it was launched. That satellite is still completely useful. I am sorry, the expected life was 18 months. If you can make any probability calculations at all on a single sample, the way you express it is, in fact, that at any time when the satellite is still alive you have an expected life of 18 months. So, in fact, today you still have an expected life of 18 months.

Mr. McCleave: What causes the death of the satellite?

Mr. Eliassen: Mostly, I would say, battery failures, exactly as in a car. The other problem is that you have a certain amount of gas in the satellite. That is for station-keeping purposes. And that amount is sufficient for whatever lifetime you have laid down, five years or seven years.

According to circumstances, you may use extra gas during the launch and you may

[Interprétation]

opérations semble satisfaisant. Il est difficile de prévoir ce qu'il peut arriver dans l'avenir d'une façon précise. L'INTELSAT n'a pas eu de chance, ni avec la série INTELSAT II ni avec les deux premiers INTELSAT III, mais ces échecs sont un apprentissage précieux. Ces expériences qui, sur une large portée étaient principalement techniques, profiteront certainement au système canadien.

Le président: Quels ont été les difficultés techniques posées par INTELSAT II et INTELSAT III?

M. Eliassen: Ce sont des questions éminemment techniques, mais en ce qui concerne INTELSAT II, les gaz d'échappement des avions à réaction ont causé des perturbations, étant donné que les satellites ne peuvent pas être déplacés, les stations au sol ont eu des difficultés de captage. Le satellite INTELSAT III a été une perte totale au lancement. Il y a un défaut dans un amplificateur dans l'INTELSAT III placé en orbite au-dessus du Pacifique. Cependant le satellite peut quand même être utilisé, mais à la moitié environ de sa capacité. On fait actuellement plusieurs modifications, c'est pourquoi le satellite est encore à terre.

M. McCleave: Quel est la durée d'utilisation des satellites actuels, de combien a-t-elle varié vis-à-vis des premiers satellites?

M. Eliassen: Commençons par le premier satellite, «l'Oiseau matinal», ou INTELSAT I. Sa durée prévisible était de trois ans. Cela fait plus de quatre ans qu'il a été lancé et il est

toujours en opération. Je m'excuse, la durée prévue était de 18 mois. Si on peut tirer des conclusions à la suite d'un seul exemple, c'est qu'à un moment donné, lorsque le satellite fonctionne toujours, il a une durée de vie de dix-huit mois.

M. McCleave: Qu'est-ce qui cause l'abandon du satellite?

M. Eliassen: Il s'agit surtout d'ennuis en ce qui concerne les batteries, comme pour une voiture. L'autre problème c'est qu'il y a une certaine quantité d'essence à l'intérieur du satellite. C'est pour le maintien de position. Et cette quantité de gaz est suffisante pour la durée prévue du satellite, soit cinq ou sept ans.

Dans certaines circonstances, on se sert de plus d'essence au moment du lancement et de

[Texte]

have to use extra gas if you want an exact position. That has got nothing to do with the reliability, of course, of the components. There, I think, the experience is, in fact, very good. There are one or two failures, component failures, in the present INTEL-SAT III satellites. But on the whole it is quite satisfactory.

Mr. McCleave: I suppose the day will come when it will be something like the planet Saturn; we will have a great shield of these things whizzing around us above the equator. Not in our lifetime, but...

Mr. Eliassen: There is an awful lot of space out there, though.

The Chairman: Mr. Perrault.

Mr. Perrault: I have some questions to ask, Mr. Chairman. I will take the last observation first. How much hardware is up there now? Is there any danger of collision? That is a small factor, is it not?

Mr. Eliassen: Yes.

Mr. Perrault: In the early reports about these space satellites, it was suggested that they would run into trouble with such things as meteorites and asteroids and galactic dust, and all sorts of theories were being advanced. Obviously this is not as bad a situation as some had presumed it would be.

I remember a Russian report. They said it was foolhardiness on the part of the United States to send people to the moon. They were exposing these men to unnecessary dangers and risks from flying particles. What is the latest on that?

Mr. Eliassen: I do not know. I do not even know if these men have been damaged.

Mr. Perrault: Have any of the satellites been taken out by these things?

Mr. Eliassen: No. There have been problems of radiation damage to the solar cells, that is the primary power, but these are small technical things that caused damage to the first satellites. That problem has been solved, though.

Mr. Perrault: In other words, the main problem is to get Canada's satellite up in the air in 1970, and after that the risks are minimal if we get it parked in orbit properly.

Mr. Eliassen: Yes.

Mr. Perrault: In view of the government's intention to proceed with this matter of the

[Interprétation]

plus d'essence également si on veut une position exacte. Toutefois, ceci n'a rien à voir avec la sûreté des parties qui composent le satellite. Il y a eu, je crois, un ou deux échecs, mais dans l'ensemble leur fonctionnement est très satisfaisant.

Mr. McCleave: Je suppose qu'à un moment ou l'autre, nous serons dans le même cas que la planète Saturne; il y aura toute une ceinture de déchets spatiaux qui flotteront autour de l'Équateur. Pas de notre vivant, mais...

Mr. Eliassen: Tout de même, il y a une grande étendue d'espace.

Le président: Monsieur Perrault.

Mr. Perrault: J'ai des questions à poser, monsieur le président. D'abord la dernière observation. Quelle quantité de matériel se trouve en orbite? Y a-t-il danger de collision? C'est un facteur peu important, n'est-ce pas?

Mr. Eliassen: Oui.

Mr. Perrault: Dans les premiers rapports au sujet des satellites, on a suggéré qu'il y avait des ennuis causés par des choses telles que les météorites, les astéroïdes et la poussière galactique, et tout le reste. Il est évident que ceci ne constitue pas un danger grave.

Je me rappelle d'un rapport de la Russie. Ils y déclaraient qu'il était ridicule de la part des États-Unis, d'envoyer des gens sur la lune. Il les exposaient à la poussière sidérale, etc.

Mr. Eliassen: Je n'en sais rien. Je ne sais même pas si ces hommes ont subi des dommages.

Mr. Perrault: Est-ce qu'il y a des satellites qui ont été frappés par ces particules?

Mr. Eliassen: Non. Il y a eu des dommages aux cellules solaires attribuables à la radiation, soit à la source primaire d'énergie, mais il s'agit de petites choses techniques qui ont causé des dommages aux premiers satellites. Toutefois, ce problème a été réglé.

Mr. Perrault: En d'autres mots, le principal problème c'est de lancer un satellite canadien dans l'espace avant 1970, et si le satellite entre en orbite, les risques sont très peu élevés.

Mr. Eliassen: Oui.

Mr. Perrault: Étant donné l'intention du gouvernement d'aller de l'avant en cette

[Text]

satellite, I have been watching some of the satellite communications more carefully on television, and I must say there seems to be a marked improvement in transmission quality. The footage that came over from France the other day after de Gaulle's resignation was vastly superior to the early television transmission from Europe. Have there been technical advances which will assure good quality on the satellite that we are projecting for Canada?

Mr. Eliassen: Very much so, sir. The quality of EARLY BIRD—that is what you saw earlier—was the best that really could be achieved at that point in time. Let me say that the INTELSAT satellites are not constructed primarily for television purposes.

• 1615

Mr. Perrault: For telecommunications, are they not?

Mr. Eliassen: They are for telephone and telegraph. In fact, from a purely economic point of view it is a very poor business.

Mr. Perrault: Which? The telecommunications?

Mr. Eliassen: No, the television transmission. The usage is, I will not say negligible, but very small. It is next to nothing in money compared to telephone-telegraph.

Mr. Perrault: The television channel takes up so much space.

Mr. Eliassen: That is right, and that was one of the very difficult decisions really, I think, in the committee, that you buy and you build a bigger satellite to be able to get this television capability. And that was really done just to make the satellites popular, perhaps.

Mr. Perrault: This six-channel satellite that we are, hopefully, going to launch in 1970, that kind of capacity will provide telecommunications and television transmission. Do you think it is adequate to our need?

Mr. Eliassen: Yes, these television channels will be of the same quality as you see at the moment...

Mr. Perrault: That is encouraging. This is a reasonable target, a six-channel satellite. The original idea was, of course—they were talk-

[Interpretation]

affaire de satellites, j'ai surveillé avec plus d'attention, à la télévision les transmissions qui sont émises par satellites, et je dois dire qu'il y a eu une grande amélioration. Les émissions qui ont été transmises de France à la suite de la démission de de Gaulle, la semaine dernière, sont de qualité bien supérieure aux premières émissions qui ont été transmises d'Europe. Est-ce qu'il y a eu des améliorations techniques qui permettent de donner une meilleure réception des émissions vers le Canada?

M. Eliassen: Certainement, monsieur. La qualité des images présentées par l'Oiseau matinal n'était pas aussi élevée. Les satellites INTELSAT ne sont pas construits à des fins de télévision.

M. Perrault: Ils sont destinés aux télécommunications, n'est-ce pas?

M. Eliassen: Ils servent plutôt aux communications téléphoniques et télégraphiques. De fait, du point de vue purement économique, la télévision est un domaine assez peu intéressant.

M. Perrault: Lequel? Celui des télécommunications?

M. Eliassen: Non, les transmissions d'émissions de télévision. L'usage qu'on en fait, est, je ne dirais pas négligeable, mais très restreint. Les revenus sont très peu élevés par opposition aux communications téléphoniques et télégraphiques.

M. Perrault: Un canal de télévision prend autant de place.

M. Eliassen: C'est exact, et il s'agissait là, je crois d'une des décisions les plus difficiles du Comité, qu'on achète ou qu'on construise un satellite plus considérable pour faire transmettre des émissions de télévision. Et ceci a été fait afin de rendre plus populaire le satellite en question, peut-être.

M. Perrault: Ce satellite à six canaux que nous allons, nous l'espérons, lancer en 1970, va fournir des télécommunications et des transmissions de télévision. Croyez-vous que cela suffira à nos besoins?

M. Eliassen: Oui, ces canaux de télévision seront de la même qualité. Comme vous voyez en ce moment...

M. Perrault: C'est encourageant. Il s'agit d'un objectif raisonnable, un satellite à six canaux. Au début, on avait parlé de satellites

[Texte]

ing about a 12-channel satellite, and now it is suggested that it will be a two-stage program.

Mr. Eliasen: I am afraid you will have to ask the CBC about that.

Mr. Perrault: You made a comment that there are parallels between the vast empty spaces of Canada and the emerging areas of Africa. Precisely how does the INTELSAT operate to the benefit of emerging nations there? Do they have teletype and telecommunications from point to point in Africa? Is this how they work it? Are there any voice circuits there?

Mr. Eliasen: Let me say that earth stations are being built in Africa at the moment. There are none in operation at this time. Earth stations are being built in India at the moment.

Mr. Perrault: So it is in the process of being adapted to...

Mr. Eliasen: That will be within a year.

The Chairman: Is there a possibility for the export of our capability in building earth stations to these emerging nations?

Mr. Eliasen: Surely. It is a very competitive field. There is at least one order from India that has ended up with a Canadian manufacturer.

Mr. Perrault: Do you think that we have the scientific and electronic technological capability in Canada to build quite a few of the components involved in this system that we are putting up in 1970?

Mr. Eliasen: Yes. It is a fact, sir, that one Canadian manufacturer is a subcontractor for the INTELSAT IV, for one of the vital parts of the satellites being built here, in Ottawa in fact.

Mr. Perrault: Some questions were asked earlier about the United States and Canada. I take it from the line of conversation and the answer that you gave that had the United States not constructed such an adequate network of microwave relays, they may have gone into a domestic program sooner than this. But the microwaves have been established and there is a substantial investment represented in that type of equipment. Is that a fair comment?

Mr. Eliasen: That is true, but it is also true that it is the microwave technology perhaps

[Interprétation]

à 12 canaux, et maintenant, on suggère qu'il s'agira d'un programme en deux étapes.

M. Eliasen: Il faudrait demander à la Société Radio-Canada des détails à ce sujet.

M. Perrault: Vous avez dit qu'il y a un parallèle entre les grands espaces vides du Canada et les pays en voie de développement de l'Afrique. Comment l'INTELSAT peut-il aider aux pays en voie de développement? Est-ce qu'il y a un système de téléscripteurs ou de télécommunications d'un endroit à l'autre en Afrique? Est-ce ainsi qu'on travaille? Est-ce qu'il y a des circuits de téléphone?

M. Eliasen: D'abord, on est à construire des stations au sol en Afrique. Il n'y en a pas encore qui fonctionnent. On en construit en Inde également.

M. Perrault: Alors, on est en voie de l'adapter à...

M. Eliasen: Et d'ici un an, ce sera assez avancé.

Le président: Est-il possible d'exporter nos capacités à construire des stations aux pays en voie de développement?

M. Eliasen: Certainement. C'est un domaine où il se fait une concurrence acharnée. Il y a au moins une société aux Indes qui ait fait appel à un fabricant canadien.

M. Perrault: Croyez-vous que nous ayons au Canada les connaissances scientifiques et technologiques nécessaires à la construction d'un nombre raisonnable des parties constituantes de ce système que nous installons en 1970?

M. Eliasen: Oui. C'est un fait, monsieur, qu'un fabricant canadien a un sous-contrat à l'égard d'INTELSAT N° 4, pour la construction d'une des parties vitale du satellite ici à Ottawa.

M. Perrault: On a posé certaines questions plus tôt au sujet des États-Unis et du Canada. J'en conclus, à la suite des réponses que vous avez données, que si les États-Unis n'avaient pas construit un système de relais de micro-ondes si adéquat, ils auraient lancé un système de télécommunications par satellites beaucoup plus tôt. Mais ils avaient déjà investi des sommes considérables d'argent pour la construction d'un système de communications par micro-ondes. Est-ce juste de dire cela?

M. Eliasen: C'est vrai, mais il est aussi vrai que c'est peut-être la technologie des micro-

[Text]

that has been the first part of the satellite technology.

Mr. Perrault: Yes, but in Canada, in view of the fact that we are not as completely covered by microwave, the suggestion is that satellite adapts itself to the Canadian need more. Is that right?

Mr. Eliassen: Exactly.

Mr. Perrault: My final question, Mr. Chairman. What will be the next major advance in satellite communication? What is science looking forward to now? Larger satellites with more channels?

Mr. Eliassen: Perhaps I may repeat briefly what I was told last week during a visit to one of the big satellite manufacturers in the United States. There is really no end to the requirement. In the Los Angeles area there are a number of universities where every night a number of lectures are given, and instead of taking your car and going to these

• 1620

lectures, you can have them on a satellite channel. The waste disposal problem in Los Angeles is a tremendous one, and 70 per cent of that waste is old newspapers. So instead of newspapers you have a number of satellite channels where you get a page at a time. You flip a switch and you get page two, and so forth.

Mr. Perrault: They buy all that newsprint from British Columbia too.

Mr. Eliassen: That was what I said, actually.

Mr. Perrault: We have talked in terms of the economics of the satellite system. Is there something to be said for Canada obtaining and using parking space in space over the equator.

Is there a competition under way for available parking spaces for nations who conceivably want to enter the satellite program? Presumably it has been divided up, as are radio frequencies?

Mr. Eliassen: Not quite; but there is at the moment, with the present technique, perhaps a shortage of parking spaces up there.

Mr. Perrault: We may be well advised to get ours up there, then?

[Interpretation]

ondes qui a fait naître la technologie des satellites.

M. Perrault: Oui, mais au Canada, nous ne sommes pas aussi bien servis par les micro-ondes et nous croyons que les satellites s'adaptent mieux à la situation du Canada. Est-ce exact?

M. Eliassen: Exactement.

M. Perrault: Ma dernière question, monsieur le président. Quel sera le prochain progrès important dans le domaine des télécommunications par satellites? Qu'est-ce que la science a envisagé? De plus gros satellites qui porteraient plus de canaux ou autres choses?

M. Eliassen: Je me permettrai de répéter brièvement ce qu'on m'a dit la semaine dernière quand j'ai visité une grosse usine de fabrication de satellites aux États-Unis. Il n'y a apparemment aucune fin aux besoins. Dans la région de Los Angeles, il y a un certain nombre d'universités où chaque soir un nombre de conférences sont données, et au lieu de

prendre la voiture et d'aller à ces conférences, on peut les capter sur un canal de satellites. Le problème de la disposition des ordures à Los Angeles est énorme, et 70 p. 100 de ces ordures sont des journaux. Alors, au lieu des journaux, vous avez un certain nombre de canaux de satellites qui émettent une page à la fois. Vous touchez le commutateur pour la page 2, etc.

M. Perrault: Mais ils achètent tout leur papier-journal de la Colombie-Britannique.

M. Eliassen: C'est ce que j'ai dit.

M. Perrault: Nous avons parlé en termes économiques du système de satellites. Que pourrait-il y avoir à dire au sujet de l'obtention par le Canada et de l'utilisation par notre pays d'un espace pour le stationnement d'un satellite au-dessus de l'équateur?

Existe-t-il un concours quelconque, entre les pays, pour permettre de déterminer qui désireraient se lancer dans un programme de diffusion par satellite? Je suppose que l'espace disponible a été alloué comme ce fut le cas pour les fréquences utilisées par les stations radiophoniques?

M. Eliassen: Pas tout à fait. Il y a, présentement, en raison de la technique actuelle, peu d'espaces disponibles.

M. Perrault: Nous devrions peut-être lancer nos satellites dès maintenant, alors?

[Texte]

Mr. Eliassen: I think so, at the moment, yes. I also believe that in the future you will end up with some very concentrated beams by which you avoid interference, and that sort of thing, but that is not developed at this stage. There is a need for...

Mr. Perrault: So an argument could be advanced for our staking a place in space?

Mr. Eliassen: Yes.

The Chairman: Mr. Waterhouse, what has been the experience with the succeeding series of satellites that INTELSAT has been using relative to cost per hour of television transmission, say, from the beginning? Has it been going up, has it been going down, or has the cost been staying the same?

Mr. G. M. Waterhouse (Vice President (Finance) Canadian Overseas Telecommunication Corporation): Mr. Chairman, I do not think one can just define this as a cost per hour of television transmission. What has happened, as Mr. Eliassen has said, is that the various generations, or series, of satellites have become larger, and as they become larger they become more expensive, despite the improved technology. The first satellite, Early Bird, has a limited capacity of 240 voice circuits. Also, as Mr. Eliassen mentioned, the television programming was not of the highest quality because it took the whole band width, the entire capability of a satellite, to transmit one television program.

The second series of satellites also had 240 circuits, I believe, but they were more costly. And by the way, they still have a lifetime of three years.

Mr. Perrault: The second series?

Mr. Waterhouse: The second series. A member asked about that a little while ago.

The third series, which are now up and being used, have a capacity of 1,200 voice circuits. They, again, are more costly, but the capability of more than one—actually I am trespassing on Mr. Eliassen's technical side here—the capability of more than one television telecast at one time is there, along with other telecommunications.

Mr. Perrault: What is your equivalent in the number of voice circuits equated in terms of television channels?

Mr. Waterhouse: What do they call it? Is it 500?

Mr. Eliassen: Actually in the INTELSAT the equipment is used only for charting purposes.

[Interprétation]

M. Eliassen: Je le crois. Je crois également que plus tard nous aurons recours à des faisceaux très concentrés pour éviter l'interférence mais ce système n'a pas encore été mis au point. Il y a nécessité de...

M. Perrault: Il serait possible d'affirmer que nous devons retenir une place.

M. Eliassen: Oui.

Le président: M. Waterhouse, en ce qui concerne les satellites lancés par INTELSAT, qu'est-ce qui s'est produit en ce qui concerne le coût horaire des émissions? A-t-il augmenté ou diminué, ou est-il demeuré stationnaire?

M. G. M. Waterhouse (vice-président (Finances) de la Société canadienne des télécommunications transmarines): Je ne crois pas qu'on puisse dire qu'il s'agit du coût horaire des émissions de télévision. Comme l'a dit M. Eliassen les différentes générations de satellites ont augmenté de volume, et, partant, plus coûteux malgré les progrès technologiques. Le premier satellite avait une capacité limitée de 240 circuits. M. Eliassen a mentionné également que les programmes de télévision qui étaient transmis n'étaient pas de la plus haute qualité parce qu'il fallait utiliser toute la capacité du satellite pour transmettre un seul programme de télévision.

La deuxième génération de satellites avait également un total de 240 circuits, mais ils coûtaient davantage. Ils avaient une durée de trois ans.

M. Perrault: La deuxième génération?

M. Waterhouse: Oui. Quelqu'un a déjà posé cette question.

La troisième génération, ceux qui sont actuellement en service, ont une capacité de 1200 circuits. Ils coûtent également davantage, mais il est possible de diffuser plus d'une émission télévisée à la fois.

M. Perrault: Quel rapport entre le nombre des circuits pour les communications téléphoniques par rapport aux circuits utilisés pour les programmes de télévision?

M. Waterhouse: Quel est-il? 500?

M. Eliassen: Dans les satellites d'INTELSAT, la comparaison n'est utilisée qu'à des

[Text]

It may not be the true equivalent, technically. It so happens that it corresponds to 240 channels. That figure really is just a convenient figure, because it happened to be the capacity of the Early Bird. So for charting

• 1625

purposes we say it equals 240 telephone channels.

I think, technically, it is probably around 300, but it is nearly impossible to answer the question exactly. It depends on the size of the earth stations—that is, the size of the dish. It could be a 32-foot dish or a 97-foot dish. The bigger the dish the less power you need for the satellite.

Mr. Perrault: We want some big dishes up north, then?

Mr. Eliassen: I do not think that would be economic, actually.

The Chairman: Could you continue with your answer on this, Mr. Waterhouse?

Mr. Waterhouse: Thank you. I was going to go on to say that the philosophy in INTELSAT has not been to get a profit and loss statement out of telephone usage or television usage, or other services, but rather to look at telecommunications in a global sense. The charging pattern to the users has been claculated on the basis of recovering, operating and maintenance cost and depreciation on the hardware, either in space or the telemetry and control equipment, with the aim of getting a return on capital. All these costs are then totalled and divided by the estimated number of telephone or voice circuits that may be used in a year.

This created the problem that I do not think at any time has the actual usage come up to the forecast, so that the rate of charge for a half voice circuit started at \$32,000—what we call a unit—from one ground station to the satellite; and the receiving station paid a similar amount. It started at \$32,000 per annum for a half circuit; and this came down to the current level of \$20,000 for a half voice circuit. We have just recently conducted a survey of a rate profile over the next 10 years, and based on the higher capacity of satellites to be available, and the higher volumes of traffic which will be generated through greater numbers of ground stations and traffic generally, this \$20,000 rate will reduce within the 10 years to something like \$4,000.

The traffic is there and the technology is bringing down the costs, although the satel-

[Interpretation]

fins de comptabilité. Il se trouve que ceci correspond à à peu près 240 canaux. C'est un chiffre qui est pratique parce que c'est la capacité de l'Oiseau matinal. Nous disons donc qu'il s'agit de 240 canaux.

Je crois que du point de vue technique ce serait plutôt 300, mais, de fait, il est à peu près impossible de répondre à cette question. Cela dépend des dimensions de la station terrestre ou plutôt de l'antenne parabolique. Elle peut avoir un diamètre de 32 pieds ou peut-être de 97 pieds. Plus l'antenne est grande moins le satellite a besoin d'être puissant.

M. Perrault: Nous voudrions donc de grandes antennes dans le Nord, non?

M. Eliassen: Je crois que ce ne serait pas économique.

Le président: Voudriez-vous poursuivre, monsieur Waterhouse?

M. Waterhouse: Je m'apprêtais à ajouter que la philosophie des dirigeants de INTELSAT n'était pas de tenter d'établir un état des profits ou des pertes encourues mais de regarder le problème des télécommunications dans son ensemble. Les coûts, aux usagers, étaient basés sur le total des frais encourus, dans les airs et au sol, tout en espérant que les capitaux investis permettraient certains gains. Le total des frais encourus est ensuite divisé par le nombre de circuits qui peuvent être utilisés en un an.

Le problème c'est qu'à aucun moment le nombre de circuits utilisés n'a égalé les prévisions. Le coût, pour un demi-circuit, a d'abord été fixé à \$32,000 pour la transmission de la station terrestre vers le satellite; la station réceptrice déboursait un montant identique. Au départ, le coût était de \$32,000 par année pour un demi-circuit. Il s'établit maintenant à \$20,000. Nous venons d'établir des prévisions pour les 10 prochaines années. En nous basant sur la plus grande capacité des satellites disponibles et sur un nombre plus considérable de demandes provenant d'un plus grand nombre de stations terrestres, ce montant de \$20,000 devrait passer à \$4,000 au cours des 10 prochaines années.

La demande y est et la technologie permet de réduire les coûts bien que les capacités des

[Texte]

lites have much larger capacity. The INTEL-SAT IV, which are now on order, will have a capacity of, I believe, somewhere between 5,000 and 10,000 circuits, depending on the use to which they are put.

I do not know if this answers your question.

The Chairman: Then the cost factor has been that of improving technology plus mounting traffic?

Mr. Waterhouse: That is right; and an ever-increasing number of ground stations throughout the world. It started, of course, with the North American continent and Western European earth stations on Early Bird, and we now have stations throughout Europe. There are several in North America, in South America, Central America, Australia, Japan, and shortly, as Mr. Eliassen mentioned, in Africa. Therefore, as more earth stations come into being there is more need for capacity, more traffic to send them, and a broader base on which to spread this overhead.

The Chairman: COTC is involved in cable, as well. What has been the cost experience of COTC in cable transmission and satellite transmission? Is it cheaper to go overseas by cable, or is it cheaper at the present time to go overseas via satellite?

Mr. Waterhouse: At the present time I would say it is cheaper to go by cable, because the cable facilities are full. We have interest in several cables, and these are being used to their capacity; but the satellite system, of course, is not. We have a limited number of satellite circuits at this time—I have forgotten just how many; is it about 48

• 1630

across the Atlantic?—and our overflow traffic is now going on satellite. Every two weeks, or every month, or every two days, we open another direct satellite circuit to perhaps the same country, or to a different country, so that the time is quickly coming when this will be cheaper.

The Chairman: Would you say that one of the reasons for the cable being full at the expense of the satellite is the predilection on the part of your European confrères to utilize their cable systems as opposed to the satellite?

Mr. Eliassen: No; on the contrary. The cable owners are the United Kingdom, the United

[Interprétation]

satellites soient plus grandes. Les satellites INTELSAT 4 auront une capacité d'environ 5,000 à 10,000 circuits, selon l'usage qu'on en fera.

J'ignore si ceci répond à votre question.

Le président: Le coût est donc basé sur une technologie améliorée et une demande plus forte?

M. Waterhouse: Oui et sur l'augmentation du nombre de stations au sol dans le monde entier. Le tout a débuté avec les stations du continent nord-américain et de l'Europe occidentale au temps de l'Oiseau matinal, mais nous avons maintenant des stations au sol partout en Europe. Il y en a plusieurs en Amérique du Nord, en Amérique centrale, en Amérique du Sud, en Australie, au Japon, et bientôt, comme l'a dit M. Eliassen en Afrique. Plus il y aura de stations au sol, plus les besoins et les capacités seront grands, de sorte qu'il sera possible de mieux répartir les frais.

Le président: La SCTT a également des intérêts dans la transmission par câble. Comment se comparent les coûts entre la transmission par câbles et la transmission par satellites? Est-il plus économique de communiquer avec les pays outre-mer par câble que par satellite?

M. Waterhouse: A l'heure actuelle, par câble, parce que la demande est plus forte. Nous avons des intérêts dans plusieurs câbles et ces câbles sont utilisés au maximum de leurs capacités, alors que le système de satellites ne l'est pas. Nous avons un nombre limité de circuits de satellites. Je ne sais plus combien, je crois que c'est 48, au-dessus de

l'Atlantique. Le surplus de demandes est acheminé par satellite. Toutes les deux semaines, tous les mois, tous les deux jours, nous ouvrons de nouveaux circuits vers un même pays ou vers un nouveau pays, de sorte que bientôt il sera plus économique d'utiliser les satellites.

Le président: Diriez-vous que l'une des raisons pour lesquelles tous les circuits des câbles sont utilisés alors que ce n'est pas le cas pour les satellites réside dans la prédilection de vos confrères européens pour leurs systèmes de câbles au détriment des satellites?

M. Eliassen: Non, tout au contraire. Les câbles sont la propriété du Royaume-Uni, des

[Text]

States, Canada and Australia; so I think the complaint in fact is from the Europeans that they are being forced to lease circuits from the cables. One cannot really compare these two things. In the future cables will certainly be laid in the Atlantic, but that is for the big traffic streams between two big centres—between New York and London, or, for that matter, between Montreal and London. That is where you have a big requirement. There, no doubt, cables will be competitive for many years to come. Cables, however, have two specific landing points whereas the satellites have an extreme flexibility and you can reach all points in the world.

Mr. Perrault: What about the voice delay problem?

Mr. Eliassen: It does not seem to disturb the customers at all. We have never had any complaints. I believe that the delay you have on one satellite link is just as much as you can take. It is most peculiar—if you add another link, then you have difficulties in carrying out an intelligent conversation. However, if you have no other means of communication, it is certainly usable.

The Chairman: Mr. Dinsdale.

Mr. Dinsdale: My question is supplementary to the topic under discussion at the moment. With the advent of a satellite, is it possible to say that the present forms of telecommunication now used domestically—microwave, coaxial cable and so forth—would almost immediately become obsolete? Is that a fair appraisal of the situation?

Mr. Eliassen: No, I do not think so, sir. You have to use cables in the first place for the distribution from the satellite earth stations, of course. I do not believe you will have satellite earth stations in each and every city; that would certainly be difficult.

Mr. Dinsdale: Well, maybe I should say "obsolescent", then, because it would seem to me, as I have listened to the discussion, that there is extreme versatility in the communications facility provided by satellites and this versatility is rapidly becoming more progressive with each succeeding satellite that is placed into orbit. I would think that by the time Canada gets her satellite into orbit there would be some further major breakthroughs in technology which might even lead to a situation where you could have reception by quite small receiving stations.

Mr. Eliassen: I am sure that it will not take that many years for the Canadian satellite to

[Interpretation]

États-Unis, du Canada et de l'Australie. Ce sont plutôt les Européens qui se plaignent d'avoir à louer des circuits sur les câbles. Il est impossible de comparer ces deux services. De nouveaux câbles seront certes aménagés dans l'Atlantique, mais ils serviront plutôt entre deux grands centres, par exemple entre New-York et Londres et même, entre Montréal et Londres. Là, la demande est très forte. Et il est évident que les câbles, dans ces cas-là, offriront un service concurrentiel. Les câbles ne relient que deux points bien précis tandis que les satellites sont très flexibles et que par leur entremise vous pouvez rejoindre tous les points de la terre.

M. Perrault: Et le délai, le problème de délai?

M. Eliassen: Cela ne semble absolument pas nuire aux clients, nous n'avons jamais reçu de plaintes. Je pense que le délai obligatoire dans une liaison satellite est tout ce que vous pouvez endurer. Il est assez bizarre de constater que si vous ajoutez une autre liaison, il vous sera difficile d'entretenir une conversation intelligente. Mais si vous n'avez pas d'autres moyens de communication, ce sera sûrement utile.

Le président: Monsieur Dinsdale.

M. Dinsdale: Est-ce que par suite de la mise en service des satellites les moyens actuellement utilisés au pays, micro-ondes, câbles coaxiaux et autres, deviendront presque immédiatement désuets? Est-ce que cela est une évaluation juste de la situation?

M. Eliassen: Non, je ne pense pas. Vous serez obligés d'utiliser des câbles à partir, bien sûr, des stations terrestres. Je ne pense pas que nous ayions de ces stations dans chacune des villes; ce serait difficile.

M. Dinsdale: Peut-être devrais-je dire presque hors d'usage puisqu'il me semble qu'il y a une très grande versatilité dans les moyens de communications fournis par les satellites et que cette versatilité devient de plus en plus importante avec chaque satellite qui est placé sur orbite. Je pense que lorsque le temps viendra pour le Canada de lancer son satellite il est possible qu'il y ait de nouveaux développements du point de vue technologique qui permettront l'aménagement de stations réceptrices très petites.

M. Eliassen: Je suis sûr qu'il ne faudra pas tellement de temps pour lancer le satellite

[Texte]

get launched. Surely you can, at any point in time, expect a major breakthrough whether that is five years or ten years or whatever; you cannot just sit down and wait for it,

• 1635

though. You have to use the facilities that are available at this point in time. I do not think anybody has ever thought of saying, "No, I will not put in such a system because I am sure there will be a breakthrough within the next two or three years." I do not think it has ever been like that.

Mr. Dinsdale: Would this be a fair question, then? Improved communications facilities that would be provided by a Canadian domestic satellite would certainly diminish the demand for other forms of telecommunication such as the micro network, the coaxial cable, just as the micro network has diminished the use of the earlier forms of telephone communication, for example. Would the domestic satellite create a situation where there would be no further demand for the construction or the expansion of the existing microwave network?

Mr. Eliassen: Certainly if one talks about a microwave link from East to West, all the way across from Halifax to Vancouver, the satellites might very well take over the growth, at least, in that traffic. But you cannot have a complete system without microwave links at least to get to the distribution points.

Mr. Dinsdale: Let us move into Northern Canada. We have had considerable discussion and some romanticizing on the impact of satellite communication in the Northern frontier. Would it not be possible—and this is the impression I have received—to cover even the remote parts of Canada's Northern frontier from a satellite without any reference to coaxial cable or microwave networks? I think this is the impression that we have had conveyed to us.

Mr. Eliassen: I presume, sir, that you are talking about direct broadcasting to homes from a satellite.

Mr. Dinsdale: Or to isolated communities, yes.

Mr. Eliassen: Personally, I do not believe that is just around the corner, definitely not.

The Chairman: You mean direct broadcasting from satellites to television sets at home.

Mr. Eliassen: Yes.

[Interprétation]

canadien. Il est évident qu'on peut s'attendre à de nouveaux développements techniques majeurs, qu'il faille cinq ans ou dix ans; mais on ne peut pas s'asseoir et attendre. Il faut

utiliser les installations qui sont actuellement disponibles. Je ne pense pas que quiconque ait jamais dit: «Non, je ne vais pas me fier à ce système parce que je suis sûr qu'il y aura de nouveaux progrès dans les deux ou trois prochaines années.» Je ne crois pas que ça se passe ainsi.

M. Dinsdale: Voici ma question, posée différemment. L'amélioration des installations qui découlerait du lancement d'un satellite canadien pour usage domestique réduirait l'usage qu'on fait présentement des autres moyens de communications, tels les réseaux micro-ondes, les câbles coaxiaux tout comme les réseaux micro-ondes lors de leur avènement ont réduit l'usage qu'on faisait, à ce moment-là, des autres méthodes de transmission. Est-ce que la mise en service du satellite canadien rendra inutiles la construction ou l'amélioration des réseaux micro-ondes actuellement en service?

M. Eliassen: Si l'on parle d'un réseau est-ouest pour relier Halifax et Vancouver, il est certain que le satellite mettra un terme à l'expansion d'un tel système. Mais vous ne pouvez avoir de système complet sans réseau micro-ondes. Ce réseau est nécessaire, tout au moins, jusqu'aux points de distribution.

M. Dinsdale: Maintenant, parlons du Nord du Canada. Nous avons eu de longues discussions et certaines déclarations romancées sur l'impact que les communications par satellites auront sur le Grand-Nord. Est-ce qu'il ne serait pas possible de couvrir même les parties les plus éloignées du Nord canadien, à l'aide d'un satellite sans avoir recours aux câbles coaxiaux et aux réseaux micro-ondes? C'est l'impression que l'on nous a donnée.

M. Eliassen: Je suppose que vous parlez de diffusion directe du satellite jusqu'au foyer.

M. Dinsdale: Ou vers les communautés isolées, oui.

M. Eliassen: Personnellement, je ne crois pas que ce soit pour demain.

Le président: Vous parlez de diffusion directe entre le satellite et le récepteur de télévision, à la maison.

M. Eliassen: Oui.

[Text]

Mr. Dinsdale: To community antennae.

Mr. Eliassen: The antenna installation of these small stations foreseen in this project may be just sophisticated community antennas, if you like.

Mr. Dinsdale: When you say just around the corner, how far ahead is that going in terms of years?

Mr. Eliassen: I would say 10 years but I am no expert in this particular field.

Mr. Dinsdale: It is true, though, that technological improvements and changes are taking place very rapidly at an accelerating pace in this whole business of satellite communications. Is it not?

Mr. Eliassen: It all depends on your yardstick, of course. I think for us, who are actually in the business, the pace is not that fantastic. I believe this whole question is more a political question, sir, than a technical question.

Mr. Dinsdale: Well, here is a technical question. In view of some of the limitations of telecommunications, do you feel that it will still be necessary to proceed with further expansion of land lines, micro networks, in some of the remote parts of the North even though we have a satellite in orbit? There has

• 1640

been a lot of this done in the Western Arctic but none in the Eastern Arctic for obvious reasons of distance. Do you think that before we can get a comprehensive coverage of all parts of Canada, even with the advent of a satellite we will still need these supplementary facilities into the North?

Mr. Eliassen: I hesitate, really, to give a general answer. As a communications engineer, I would prefer to look at specific problems.

Mr. Dinsdale: Well, I am referring to the problem of communications into the Eastern Arctic.

Mr. Eliassen: That is right, but what you do depends entirely on the requirements that may build up in that area.

I can certainly agree that there may be certain areas where it may be simpler to build a piece of microwave system than build another earth station, but one would have to look at that particular problem to give a definite answer. Let me put it this way, as it has been said, sir, internationally so many times

[Interpretation]

M. Dinsdale: Entre le satellite et les antennes communautaires.

M. Eliassen: Le système d'antenne prévu dans ces petites stations pourrait être qualifié, si vous le voulez, d'antenne communautaire sophistiquée.

M. Dinsdale: Vous disiez, tout à l'heure, que ce ne sera pas pour demain. Dans combien de temps alors?

M. Eliassen: Je dirais dix ans, mais je ne suis pas un expert en la matière.

M. Dinsdale: N'est-il pas vrai que des améliorations technologiques ainsi que des changements se produisent extrêmement rapidement et que ce rythme s'accroît constamment dans le domaine des communications par satellite?

M. Eliassen: Tout dépend de votre façon de calculer. Pour nous, qui sommes impliqués dans ce domaine, le rythme n'est pas fantastique. Je crois que toute cette question est plus politique que technique.

M. Dinsdale: Voici une question technique. Étant donné les limites des systèmes de télécommunication, pensez-vous qu'il sera nécessaire d'étendre davantage les réseaux microondes, par exemple, dans certaines régions éloignées du Nord, même si nous mettons un satellite sur orbite? Ceci s'est fait dans le Nord-Ouest mais non dans l'est de l'Arctique, en raison de la distance. Croyez-vous qu'avant que l'ensemble du Canada puisse être desservi, même à l'aide d'un satellite, nous aurons besoin de ces installations supplémentaires dans le Grand Nord?

M. Eliassen: J'hésite à vous donner une réponse générale. En tant qu'ingénieur en communication, j'aime mieux traiter de problèmes plus spécifiques.

M. Dinsdale: Je parle des communications dans la partie est de l'Arctique.

M. Eliassen: C'est exact, mais ce qui se fera dépend tout à fait des besoins qui peuvent se développer dans cette région.

Je suis certainement d'accord pour qu'il y ait des régions où il serait plus simple d'installer un réseau de microondes que de construire une autre station terrestre. Mais il faudrait vraiment étudier cette question pour y donner une réponse précise. Comme il a été dit souvent sur le plan international, et comme je

[Texte]

before and as I indicated, satellites are not going to supersede cable systems but you sit down with each problem and say, "Now what do I do here?" The only problem we have may be that there will be entities that are concerned with satellites only and there may be other entities that may be primarily concerned with cables. That of course is the situation in the United States, internationally.

Mr. Dinsdale: It would seem that the only way that we can get comprehensive communications into the remote northern parts of Canada would be through a satellite system because of the prohibitive high costs of distance and so on. Judging from your remarks is it a fair conclusion to reach that the satellite at this stage would not be capable of providing that service to remote parts of the Canadian Arctic unless it was supplemented by these other systems?

Mr. Eliassen: I do not believe it would be a completely fair statement. There would certainly be areas where you may look at other possibilities but primarily a satellite, I believe, would be the most economic way of reaching these remote areas.

Mr. Dinsdale: Technically, it would be possible to beam into the remote areas but while technically possible it might be prohibitively expensive, is that right?

Mr. Eliassen: Yes, but it would not be for me to make a decision as to whether a certain area could afford that.

Mr. Dinsdale: It would be expensive because of the high cost of ground-receiving stations.

Mr. Eliassen: Yes, but of available telecommunications facilities the satellite would most likely be the cheapest.

The Chairman: As I recall, Mr. Dinsdale, the capital cost of a receiving station, including a rebroadcast, was \$210,000, broken down into \$60,000 for the rebroadcast part and \$150,000 for the receiving station—and that includes questions of access as well.

Mr. Dinsdale: This is the most economical unit available at this time.

The Chairman: This is the cost which the Minister and his officials gave us of providing one-way communication, that being television.

Mr. Dinsdale: So we still have problems.

[Interprétation]

J'ai dit moi-même, les satellites ne vont pas remplacer les systèmes par câble. Il faut étudier chaque problème individuellement et se dire: «Qu'est-ce que je vais faire ici?» Le seul problème que nous pourrions avoir éventuellement, c'est qu'il y a des gens qui s'intéressent seulement aux satellites et d'autres qui s'intéressent seulement aux câbles. C'est ce qui se passe aux États-Unis, et dans tous les pays.

M. Dinsdale: Il me semble que pour avoir tout le réseau de télécommunications dans les régions éloignées du Nord canadien serait d'installer un système par satellite, en raison du coût extrêmement élevé de la distance côtière et autres. Et d'après vos remarques, est-ce que l'on peut conclure que le satellite ne serait pas capable de fournir ce service aux parties reculées de l'Arctique canadien à moins qu'il soit assisté par d'autres systèmes?

M. Eliassen: Non, ce n'est pas tout à fait juste. Il y aurait certainement des régions où il y aurait d'autres possibilités, mais fondamentalement, un satellite serait le moyen le plus économique pour atteindre ces régions éloignées.

M. Dinsdale: Donc, sur le plan technique, il serait possible d'aller dans des régions éloignées mais cela pourrait être extrêmement cher, n'est-ce pas, sur le plan financier bien que possible sur le plan technique.

M. Eliassen: Oui, mais ce ne serait pas à moi de décider si une région donnée peut se permettre de telles dépenses.

M. Dinsdale: Cela coûterait cher à cause du prix élevé des stations de réception au sol.

M. Eliassen: Oui, mais de toutes les installations de télécommunication, le satellite sera certainement le moins cher.

Le président: Monsieur Dinsdale, si je me souviens bien, le coût d'immobilisation d'une station réceptrice y compris la transmission, est de \$210,000, répartie en \$65,000 pour la transmission et \$150,000 pour la station réceptrice et cela couvre aussi les questions d'accès.

M. Dinsdale: Donc, c'est le service le plus économique à l'heure actuelle.

Le président: C'est le prix qui nous a été donné par le ministre et les fonctionnaires du ministère pour assurer la télécommunication unidirectionnelle, soit la télévision.

M. Dinsdale: Alors, nous avons encore des problèmes.

[Text]

The Chairman: Mr. Macquarrie.

Mr. Macquarrie: I had some research done for me the other day but as a mere social scientist it is hard to get the information and harder still to understand it when you do. I was given to believe that the Hughes people

• 1645

have a contract for the INTELSAT IV series at \$14 million each for a 12 colour television channel satellite which allows a figure of \$1,170,000 per channel. I notice that the Minister referred to the purchase of one of these series. Do you have any reason to believe that this figure has been altered by events or is this still a pretty good figure?

Mr. Eliassen: I think there is one very important thing missing in that figure, sir, of \$14 million. I think actually it is a little bit more because there are some incentive payments built in. While the launch cost for that particular satellite is \$16 million now that satellite in orbit will cost at least \$30 million and then you have to add, which is normally done in INTELSAT, a certain cost of failure rate. That is, if one satellite out of four fails then the three others will have to bear that \$16 million—so you have to add another \$5 million to that.

Mr. Macquarrie: The figure I had given me for the launch was \$5 million.

Mr. Eliassen: That was the INTELSAT III which is around \$5 million. The INTELSAT III is the sort of thing I can nearly hold in my hands where as the body itself of the INTELSAT IV is seven feet high with a diameter of 94 inches. It is a colossal big thing and it requires a very large launch vehicle.

Mr. Macquarrie: The figure for launching is now how many millions?

Mr. Eliassen: For INTELSAT IV \$16 million.

Mr. Macquarrie: That is from \$5 million to \$16 million?

Mr. Eliassen: Yes.

Mr. Macquarrie: Pardon the pun, but it is quite an escalation.

Mr. Eliassen: When you look at the size and the weight it is not that much actually.

[Interpretation]

Le président: Monsieur Macquarrie.

M. Macquarrie: J'ai fait faire quelques recherches mais en tant que scientifique social, il est difficile d'obtenir des renseignements et encore plus difficile de les comprendre quand vous les avez. On m'a donné à

croire que Hughes avait un contrat avec INTELSAT IV de \$14 millions pour chacun des 12 canaux de télévision en couleur, ce qui représente \$1,170,000 par canal. Je remarque que le ministre a parlé de l'achat d'une de ces séries. Est-ce que vous avez raison de croire que ce chiffre a été modifié avec le temps ou est-ce qu'il est toujours valable?

M. Eliassen: Je pense qu'un élément très important manque dans ce chiffre de 14 millions de dollars. Je pense que c'est un peu plus étant donné qu'il y a quelques paiements versés au programme de stimulation. Le coût de lancement de ce satellite est maintenant de 16 millions de dollars. Le satellite en orbite coûtera au moins 30 millions de dollars. Ensuite, il faut ajouter ce que l'on fait normalement à INTELSAT, une certaine somme versée au chapitre des échecs possibles. Si un des satellites subit un échec, les quatre autres devront porter le poids des 16 millions de dollars. Il faut donc ajouter un autre 5 millions de dollars.

M. Macquarrie: Le chiffre qu'on m'avait donné pour le lancement était de 5 millions de dollars.

M. Eliassen: Pour INTELSAT III, cela revenait à environ 5 millions de dollars. INTELSAT III pouvait presque tenir dans ma main, alors qu'INTELSAT IV mesure sept pieds de hauteur et qu'il a un diamètre de 94 pouces; c'est un petit objet colossal qui nécessite un énorme appareil de lancement.

M. Macquarrie: Donc, le chiffre de lancement pour INTELSAT IV s'élève à combien de millions?

M. Eliassen: Pour INTELSAT IV, 16 millions de dollars.

M. Macquarrie: Cela passe de 5 millions à 16 millions de dollars?

M. Eliassen: Oui.

M. Macquarrie: Excusez l'expression mais c'est une belle escalade.

M. Eliassen: Mais si vous considérez la dimension du satellite et son poids, c'est tout à fait normal à l'heure actuelle.

[Texte]

The Chairman: Mr. Waterhouse.

Mr. Waterhouse: I wonder if I could add something. The figure that Mr. Macquarrie mentioned is in fact about right for the cost of the first four spacecraft as a package. The four had been ordered at a cost of \$52.5 million. But, as Mr. Eliassen mentioned, each month, as long as the satellite is operational and whether it is used or not—as long as it is capable of being used—there is an incentive performance payment. The first month's payment amounts to almost \$3 million—if it lives for 30 days there is an incentive payment of \$2,900,000. Then for each of the succeeding 83 months there is a payment of \$23,000. So discounting the value of money and assuming the satellite lives for its full estimated seven years lifetime it would cost \$18 million each for these first four.

No doubt there will be more than four in this program and options are available in the contract for the purchase of additional satellites from time to time, but at higher cost.

Mr. Perrault: Why are incentive payments necessary?

Mr. Waterhouse: Well rather than pay cash for a piece of equipment and say, "I will give you \$18 million," the manufacturer and the user, INTELSAT in this case, put some onus on the manufacturer to guarantee that when they manufacture the satellite it will work and that if they say it will work for seven years it will in fact work for seven years.

Mr. Perrault: Does the manufacturer take out insurance with Lloyds?

Mr. Waterhouse: This I do not know. But if you wanted to pay a lump sum for the satellite this of course can be arranged. This was done in the INTELSAT III program. I am not sure of the figure. However, this is the arrangement that applied on the four series of satellites, the EARLY BIRD I, II, III, and IV—that each month that the satellite lives

[Interprétation]

Le président: Monsieur Waterhouse.

M. Waterhouse: J'aimerais ajouter quelque chose. Le chiffre mentionné par monsieur Macquarrie est à peu près exact pour les quatre premiers engins spaciaux. Les quatre ont été commandés au prix de 52 millions et demi de dollars mais comme l'a dit monsieur Eliassen, chaque mois, que le satellite fonctionne et qu'il soit ou non utilisé et aussi longtemps qu'il est utilisable, on doit verser au programme d'encouragement. Pour le premier mois, cela revient à presque 3 millions de dollars. S'il reste 30 jours, le programme d'encouragement coûte \$2,900,000. Pour chaque période subséquente de 83 jours il y a un paiement de \$23,000. Donc, en ne tenant pas compte de la valeur monétaire et en supposant que le satellite dure sept ans, cela reviendrait à 18 millions de dollars pour chacun des quatre premiers satellites.

Il y en aurait probablement plus que quatre dans le cadre de ce programme et des choix sont prévues de temps en temps dans le contrat d'achat des satellites supplémentaires, mais à un coût plus élevé.

M. Perrault: Pourquoi ce programme d'encouragement est-il nécessaire?

M. Waterhouse: Au lieu de payer comptant une pièce d'équipement, et de dire «Je vous donnerai 18 millions de dollars», le fabricant et l'utilisateur, Intelsat en l'occurrence, font pression sur le fabricant pour qu'il garantisse la durabilité du satellite, ce qui veut dire que s'il doit fonctionner pendant sept ans, il durera sept ans.

M. Perrault: ...le fabricant s'assure-t-il avec Lloyds?

M. Waterhouse: Je ne saurais vous le dire. Mais si vous voulez payer une somme globale pour un satellite, vous pouvez le faire. On l'a fait pour Intelsat III. Je ne sais pas quel était le montant. Cependant, c'est l'arrangement qui a été appliqué pour les quatre séries de satellites, Early Bird I, II, III et IV. A savoir qu'à chaque mois de vie du satellite, il y a

• 1650

there is a payment due, a performance payment which they call an incentive. The first month is the big one. On the INTELSAT III, the ones that are up now, the first month's incentive is \$1 million and it is much much less of course in succeeding months. The one that is now under contract with Hughes is almost \$3 million and, as I mentioned, \$23,000 for each of the next 83 months. It has a designed lifetime of seven years.

un paiement de rendement qu'on appelle paiement d'encouragement. Le premier mois, c'est un gros montant. Pour Intelsat III, celui qui est en orbite actuellement, c'était 1 million de dollars pour le mois de fonctionnement et beaucoup moins pour les autres mois. Pour INTELSAT IV, le satellite dont le contrat a été passé avec Hughes, cela coûte environ 3 millions de dollars et \$23,000 pour chacun des 83 mois qui suivent; comme je l'ai déjà mentionné. La durée prévue est de 7 ans.

[Text]

I believe we have purchased six of the INTELSAT III satellite. These are the ones with T.R.W. A decision was taken recently by the interim committee back in January to purchase a seventh satellite. I do not know the figure offhand but it is a lump sum payment. There is no incentive. It is all wrapped up in the cost of the satellite. This is the method.

The figure that you quoted is correct under the contract for delivery, but there is also a further penalty in that once the satellites are delivered and you do not need them—for instance, you may have your program based on one launch failure in four, as is done in Intelstat, and if you are lucky and do not have a launch failure you will have a spare satellite—there is a penalty of \$3,200,000; if you do not launch and it stays on the ground you pay a penalty, because really this is part of their cost. You can have it either on a cash basis or on this incentive basis.

If the satellite fails after any period of time say a year or a month, incentives stop. Therefore the INTELSAT IV for the first four spacecraft is going to work out at just under \$18 million each if each one is launched and lasts for seven years.

The Chairman: This is a way, then, of providing the manufacturer his profit after the package is in operation; he is penalized this profit if it does not work?

Mr. Waterhouse: That is right, although I suspect the manufacturers have this covered both ways, somehow.

Mr. Stewart (Cochrane): They cannot lose.

Mr. Waterhouse: That is an opinion.

The Chairman: That is an opinion, yes. Mr. Macquarrie?

Mr. Macquarrie: I have one more question for information, and I am picking the brains of the experts again. I had in my naivety thought that a 12 channel satellite at a low price would be an excellent idea. In a technological sense what is the difficulty in reference to the six channels which would not be immediately used. Supposing this country was sending up a 12 channel satellite and using only 6, what would be the problem involved?

Mr. Eliassen: You mean in producing the satellite?

Mr. Macquarrie: No. Once they are produced what is the uneconomic aspect of this?

[Interpretation]

Je crois que nous avons acheté six satellites INTELSAT III. Il y a celui de T.R.W.

Le comité provisoire a décidé en janvier d'acheter un septième satellite.

Je ne connais pas le chiffre, mais c'est une somme globale, il n'y a pas de programme d'encouragement. Cela est compris dans le prix d'achat du satellite. C'est la méthode de procéder.

Le chiffre que vous citez est exact en vertu du contrat de livraison, mais il y a une autre amende, si une fois livrés, vous n'avez pas besoin des satellites, ainsi, vous pouvez fonder votre programme sur la base d'un échec de lancement sur quatre comme dans Intelstat, et si vous n'avez pas d'échec de lancement, vous aurez un satellite de rechange. Il y a une amende de \$3,200,000, si le lancement est manqué, et s'il reste à terre, vous payez une pénalisation parce que cela fait partie du prix, que ce soit en argent comptant ou sous forme d'un programme d'encouragement.

Si le satellite ne fonctionne plus au bout d'un certain temps, disons un an ou un mois, la stimulation s'arrête. Donc, chaque satellite d'Intelstat IV coûtera seulement 18 millions de dollars si chacun est lancé et s'il dure sept ans.

Le président: C'est la façon de fournir un bénéfice au fabricant une fois que le système fonctionne et il n'en jouit pas si cela ne marche pas.

M. Waterhouse: C'est exact même si je crois que les fabricants sont protégés dans les deux sens.

M. Stewart (Cochrane): Ils ne peuvent rien perdre.

M. Waterhouse: C'est une opinion.

Le président: C'est une opinion. Monsieur Macquarrie?

M. Macquarrie: Une dernière question à titre d'information, et je m'adresse encore une fois aux experts. Dans ma naïveté, j'avais pensé qu'un satellite de 12 canaux à un prix modique serait plus intéressant. Sur le plan technique, quelle est la difficulté en ce qui concerne les six canaux qui ne seront pas utilisés immédiatement? Si on lançait en orbite un satellite à 12 voies, quel serait le problème si on n'en utilisait que six?

M. Eliassen: Vous voulez dire en produisant le satellite?

M. Macquarrie: Une fois qu'il est produit je veux dire. Quel est l'aspect non rentable de la question?

[Texte]

Mr. Eliassen: Based on forecasts of traffic needs one could work out if that would be a simpler or cheaper solution than buying two six-channel satellites. The main thing is really that the launch costs go up so rapidly when going from the 6 channel to the 12 channel, that I am not so sure it is correct to compare the Canadian satellite to the INTELSAT IV as being just half the capacity. This is rather technical perhaps, but there is the question of the number of transponders, that is, actual repeaters in the satellite. The capacity, for other purposes, of the INTELSAT IV is much more than twice the capacity of the Canadian satellite. This terminology is a little bit loose when one speaks of "channels" and "transponders" and so forth.

Mr. Dinsdale: A supplementary question. You can get several circuits on the channel, I presume?

Mr. Eliassen: Yes, that is the unfortunate part of this terminology. In my terminology I will say a transponder, and there you can have several carriers and, in fact, on each of these carriers you can have several circuits.

A carrier is between two earth stations for telephony purposes, for instance. In the Canadian satellites, in one of the channels or in one of the transponders there will be a carrier that carries the number of circuits, which can vary. There can be small carriers, and big carriers, say, between Montreal and Vancouver. This is a bad example as I do not know if there is going to be an earth station in Montreal,—but there may be a smaller carrier between two earth stations; there is a requirement you will have a carrier, and according to the number of telephone circuits to be put on the carrier it will be a small carrier or a big carrier. I am sorry if I am confusing the issue, but the terminology is difficult.

Mr. Stewart (Cochrane): Mr. Chairman, do you know if these incentive payments are included in the figures we were given?

The Chairman: We were given no details about the contract.

Mr. Stewart (Cochrane): Because these are things we have never heard of before.

The Chairman: That is correct. That is why these gentlemen are here, so that you could raise that question with the Minister at your earliest convenience, if you wish. Mr. Macquarrie?

[Interprétation]

M. Eliassen: On pourrait se fonder sur les prévisions des besoins du trafic, on pourrait se dire que c'est une solution plus simple et plus économique que d'en acheter deux satellites à six canaux. Ce qui importe, c'est que le coût de lancement augmente tellement quand on passe d'un satellite à six canaux à un satellite à 12 canaux que je ne pense pas que l'on puisse comparer le satellite canadien à Intelsat IV, comme équivalant à la moitié du premier sur le plan de la capacité. Cela est peut-être technique, mais il y a la question du nombre de répondeurs qui sont les répéteurs actuels du satellite. La capacité d'Intelsat IV équivaut à plus de deux fois celle du satellite canadien. Cette terminologie est un peu vague lorsque l'on parle de répondeurs de canaux, etc.

M. Dinsdale: Une question complémentaire, monsieur le président. On peut avoir plusieurs circuits sur un canal je présume.

M. Eliassen: Oui. Malheureusement c'est la difficulté de notre terminologie. Dans ma terminologie je dirais répondeurs et vous pouvez avoir des porteuses et en fait, pour chaque porteuse, vous pouvez avoir plusieurs circuits.

Une porteuse est placée entre deux stations terrestres aux fins de Téléphonie par exemple. Pour les satellites canadiens, dans une des voix ou dans un des répondeurs, il y aura une porteuse qui comprendra le nombre de circuits qui peut varier. Cela peut être des petites ou des grandes porteuses par exemple, entre Montréal et Vancouver. C'est un mauvais exemple, étant donné que je ne sais pas s'il y aura une station terrestre à Montréal, mais il peut y avoir une porteuse plus petite entre les deux stations terrestres. Il faut qu'il y ait une porteuse, et en raison du nombre de circuits téléphoniques à être installés, ce sera une grosse ou une petite porteuse. Je suis désolé de vous mêler, mais la terminologie est complexe.

M. Stewart (Cochrane): Monsieur le président, est-ce que le programme d'encouragement est compris dans le chiffre que l'on nous a donné?

Le président: Nous n'avons pas reçu les détails de ce contrat.

M. Stewart (Cochrane): Parce qu'il y avait bien des choses que nous ignorions.

Le président: C'est exact, et d'ailleurs ces messieurs sont parmi nous, pour que vous puissiez soulever cette question au ministre. Monsieur Macquarrie?

[Text]

Mr. Macquarrie: Having gotten away over my depth in that, let me go to international affairs in a vague way.

As a result of various meetings in which the COTC has represented this country, has any progress been made in reference to the parking spaces beyond the rather unsophisticated notion of squatter's rights that you get improvement in the attitudes in this field? Is there any chance of it being internationalized or is it the simple old thing of getting up there and let the rest go? You people have been at many discussions on this, I am sure.

Mr. Eliassen: That question, sir, has never been discussed in the International Telecommunication Satellite Committee. Of course the situation is that any satellite which INTELSAT has launched is there by squatter's right if you like. I think this is a question of international law.

Mr. Macquarrie: But no progress has made in that field?

Mr. Eliassen: No.

Mr. McCleave: It will when the second squatter comes along, I suppose, and starts fighting with the first.

The Chairman: Mr. De Bané?

M. De Bané: Monsieur, sous quel aspect votre corporation est-elle reliée au projet Télésat? Allez-vous investir dans Télésat?

The Chairman: Mr. Waterhouse?

Mr. Waterhouse: Do you mean, sir, in the INTELSAT or in the TELESAT?

Mr. De Bané: INTELSAT.

Mr. Waterhouse: Yes, we have an interest in INTELSAT.

Mr. De Bané: In what aspect?

Mr. Waterhouse: COTC represents the Government of Canada in INTELSAT. We have an interest, at this time, of about 3¼ per cent of the investment in the global system. We have been investing since the beginning, right through the Early Bird stage until this time, and our investment at this point is about \$5 million—our co-operation in the global system. Not in TELESAT. We are a Crown corporation and, as I have read it, I believe there is some restriction in the Act about Crown corporations taking part. I read it through very quickly and am not just sure on that.

M. De Bané: Vous allez avoir des relations avec Télésat?

[Interpretation]

M. Macquarrie: Maintenant j'aimerais parler d'affaires internationales d'une manière vague.

A la suite des différentes réunions où la SCTT a représenté ce pays, a-t-on fait quelque progrès en ce qui concerne l'aire de stationnement au-delà de la notion un peu moderne du droit d'occupation, dont vous jouissez dans l'espace, n'est-ce pas? Y a-t-il une amélioration d'attitude dans ce domaine? Y a-t-il une chance pour que nous soyons internationalisés ou faut-il y aller et laisser faire les choses. Vous avez dû avoir pas mal de discussions à cet égard?

M. Eliassen: Cette question n'a jamais été discutée au Comité international des satellites de télécommunications. Évidemment, tous les satellites lancés par Intelsat se trouvent dans l'espace, en raison du droit de l'occupation, je ne peux pas vous répondre. Cette question relève, à mon avis du droit international.

M. Macquarrie: Mais aucun progrès n'a été fait dans ce domaine.

M. Eliassen: Non.

M. McCleave: Cela en créera peut-être quand le deuxième occupant y arrivera et commencera à combattre le premier.

Le président: Monsieur De Bané?

Mr. De Bané: How is your Corporation connected with the INTELSAT project? Are you going to invest in INTELSAT?

Le président: Monsieur Waterhouse?

M. Waterhouse: Vous voulez parler de l'INTELSAT ou du Télésat?

M. De Bané: De l'Intelsat.

M. Waterhouse: Nous sommes intéressés par INTELSAT.

M. De Bané: Sous quel rapport?

M. Waterhouse: La S.C.T.T. représente le gouvernement canadien dans Intelsat. Nous avons déjà investi environ 3¼ p. 100 du système global. Nous avons investi dès le début, avec le «Early Bird». Cela représente aujourd'hui environ 5 millions de dollars pour notre société.

Non, pas dans Télésat. Nous sommes une société de la Couronne, et d'après mon interprétation de la loi, je crois qu'il y a quelques restrictions au sujet de la participation des sociétés de la Couronne. Je l'ai lu très rapidement et je n'en suis pas certain.

Mr. De Bané: You are going to have relations with TELESAT are you not?

[Texte]

Mr. Waterhouse: Not to my knowledge, no.

The Chairman: There is no relationship between the two. They are here as witnesses because they represent Canada's only commercial experience in satellite operation. There are no domestic satellites with the exception of the Russian experience. It is all international. Mr. Perrault?

Mr. Perrault: A supplementary. Speaking of the Russian experience, who should launch our satellite?

The Chairman: That is a policy matter, and has already been raised with Mr. Kierans at our last meeting.

Mr. Perrault: I think economics have something to do with it too. Will the lowest bid not necessarily be accepted?

The Chairman: You may ask Mr. Kierans that. Mr. De Bané?

• 1700

M. De Bané: Comme cela, vous n'êtes relié ni directement ni indirectement au projet Télésat? C'est un projet qui est totalement distinct, séparé de la corporation de la Couronne que vous représentez?

Mr. Waterhouse: That is quite right, yes.

M. De Bané: Et à l'organisation internationale de l'INTELSAT, c'est vous qui représentez les intérêts du gouvernement canadien?

M. Waterhouse: Oui.

M. De Bané: A la dernière réunion tenue à Washington, votre corporation était représentée, de même que le ministère des communications. Mais je comprends que tout engagement pris à cette réunion doit être approuvé par le Conseil des ministres.

The Chairman: What council of minister?

Mr. Eliason: Yes, that is absolutely correct. The COTC of course is only taking part in that conference as an advisor. It is an inter-government conference.

Mr. De Bané: But it is in your name that we have an interest in this INTELSAT.

Mr. Eliason: Yes, sir, that is right. But the INTELSAT exists at the moment and the COTC is the signatory for Canada. But the conference that we talked about when the COTC Act was discussed, that is an intergovernment conference that is trying to establish

[Interprétation]

M. Waterhouse: Pas à ma connaissance non.

Le président: Il n'y a pas de rapport entre les deux. Ils sont ici en temps que témoins parce qu'ils donnent seulement l'expérience commerciale du Canada dans le domaine des satellites. Il n'y pas de satellites nationaux, à l'exception de la Russie. Tout est international. Monsieur Perrault?

M. Perrault: Une question complémentaire, monsieur le président. A propos de l'expérience russe, qui devrait lancer notre satellite?

Le président: C'est une question de politique qui a déjà été soulevée par monsieur Kierans lors de notre dernière réunion.

M. Perrault: Je crois que l'aspect financier entre aussi en ligne de compte. Est-ce qu'on n'accepterait pas l'offre la plus basse.

Le président: Vous pouvez poser la question à M. Kierans. Monsieur De Bané?

Mr. De Bané: So, you are neither directly or indirectly involved with the TELESAT project? This project is totally different, separate from the Crown Corporation you represent?

M. Waterhouse: C'est tout à fait juste, oui.

Mr. De Bané: As far as INTELSAT is concerned, you represent the interests of the Canadian government?

Mr. Waterhouse: Yes.

Mr. De Bané: During the last meeting that was held in Washington, your Corporation was represented, and the Department of Communications was also represented. But I understand that any commitment taken during this meeting has to be approved by the Council of Ministers.

Le président: Quel conseil des ministres?

M. Eliason: C'est tout à fait juste. La S.C.T.T. ne participe à cette conférence intergouvernementale qu'à titre de conseiller.

M. De Bané: C'est en votre nom que nous avons un intérêt dans l'INTELSAT.

M. Eliason: C'est juste, mais INTELSAT existe et la S.C.T.T. en est le signataire pour le Canada. Mais la conférence dont nous avons parlé lorsque la discussion de la loi sur la S.C.T.T. a été abordée, était une conférence intergouvernementale qui a pour but

[Text]

the definitive arrangements for this INTELSAT organization.

Mr. De Bané: Do I understand that now that we have a Department of Communications, from now on it is up to the Minister and his officials to be represented on the INTELSAT board, or is it still going to be a corporation?

Mr. Eliason: I hope so, sir. The Canadian representative, I presume, on INTELSAT would be the operating agency.

Mr. De Bané: I see. A last question, Mr. Chairman, of a local interest to my riding, which is Matane. We have a terminal of Canadian Overseas in Matane?

Mr. Eliason: Yes, sir.

Mr. De Bané: Is that centre going to have any expansion in the future? This is of pure local interest to my constituency.

Mr. Eliason: We have not planned any expansion of that particular cable, but we have certainly not planned to close down that operation at all.

Mr. De Bané: I hope not.

Mr. Eliason: That will be there for many years, I am sure.

Mr. De Bané: And what is the precise function of that terminal you have in Matane?

Mr. Eliason: That is a repeater station on the cable from Canada to the United Kingdom, which we call CANTAT. And that particular repeater station is in fact the cable terminal for that part of the cable which goes from Grosses Roche to Corner Brook in Newfoundland. The main cable is landed in Newfoundland, actually. This is the repeater station on the way to Montreal.

• 1705

Mr. De Bané: Thank you.

The Chairman: Mr. Dinsdale on a supplementary question.

Mr. Dinsdale: I presume that once the Canadian satellite is in orbit, it would be technically capable of taking on the functions of INTELSAT. In other words, it would obviate the necessity for Canadian participation in INTELSAT? That is, if international arrangements can be made.

Mr. Eliason: I do not believe that is the purpose of a domestic system. I think the domestic system is exactly what it says—

[Interpretation]

d'établir des arrangements définitifs pour l'organisme INTELSAT.

M. De Bané: Dois-je en conclure que maintenant que nous avons un ministère des télécommunications, il appartient au ministre et à ses fonctionnaires d'être représentés au Conseil INTELSAT ou est-ce que ce sera toujours une société?

M. Eliason: J'espère que ce sera le cas. Nos représentants canadiens à INTELSAT formeraient le corps d'action.

M. De Bané: Une dernière question qui intéresse ma circonscription de Matane. Nous avons un terminus de la S.C.T.T. à Matane.

M. Eliason: Oui.

M. De Bané: Ce centre va-t-il connaître une certaine expansion plus tard? Cela est d'intérêt purement local.

M. Eliason: Nous n'avons pas prévu une extension de ce câble, mais nous n'avons pas du tout l'intention d'abandonner ce secteur.

M. De Bané: J'espère bien que non.

M. Eliason: C'est une entreprise qui demeurera là pendant longtemps, j'en suis certain.

M. De Bané: Quel rôle joue la station à Matane?

M. Eliason: C'est une station de répétition sur le câble du Canada au Royaume-Uni, que nous appelons CANTAT. Cette station est à l'extrémité du câble qui va de Grosse Roches à Corner Brook (Terre-Neuve). Le câble principal est actuellement à Terre-Neuve. C'est la station de répétition vers Montréal.

M. De Bané: Je vous remercie beaucoup.

Le président: Une question complémentaire de monsieur Dinsdale.

M. Dinsdale: Lorsque le satellite canadien sera lancé en orbite, il serait possible sur le plan technique d'assurer les fonctions d'INTELSAT. Ceci pourrait rendre inutile la participation du Canada à INTELSAT si on peut conclure des arrangements sur le plan international.

M. Eliason: Je ne crois pas que ce soit l'objectif visé par un système pour desservir le pays. J'ai l'impression que le système in-

[Texte]

domestic. That means for communications within Canada.

Mr. Dinsdale: It would be exclusively domestic. There would be no international usage contemplated.

Mr. Eliassen: No, sir.

Mr. Dinsdale: Theoretically it would be possible, though, to pick up.

Mr. Eliassen: Well, theoretically, one could do nearly anything. But I do not believe that that has been contemplated at all.

Mr. Chairman: Mr. Perrault.

Mr. Perrault: There has been a great deal of discussion over the past two or three years about the adaptation of laser beams for communication purposes. I am asking the question seriously. Is there any possible practical adaptation of this to Canada's communication problems in the north country?

Mr. Eliassen: No, not at the moment.

Mr. Perrault: It is experimental at this stage?

Mr. Eliassen: Yes.

The Chairman: Mr. Macquarrie.

Mr. Macquarrie: I am surprised at the modest disclaimers of the role of the COTC in the international field from your advisors, so therefore you may not wish to answer this. Since you have attended and have been advising at various international meetings, has there been developed before you, we will say, but not by you any Canadian position in reference to regional satellites, which I understand has been discussed recently?

Mr. Eliassen: I cannot answer that question, Mr. Chairman. That whole thing is still under discussion.

Mr. Macquarrie: Well, we will hold the question until another day.

The Chairman: I would like to ask Mr. Eliassen and Mr. Waterhouse a question on a subject which Mr. Dinsdale brought up, concerning the future of other means of communication such as microwave and coaxial cable. We are told that at present there is room for expansion in our current system of land lines by about, I think, 20 per cent. When the satellite goes into operation, it will

[Interprétation]

térieur est vraiment intérieur, un système de télécommunications à l'intérieur du pays.

M. Dinsdale: Il sera exclusivement domestique. On n'envisage pas de système international.

M. Eliason: Non, monsieur.

M. Dinsdale: Du point de vue théorique, on pourrait capter des ondes d'ailleurs n'est-ce pas?

M. Eliason: Du point de vue théorique, il est possible de faire à peu près n'importe quoi, mais je ne crois pas qu'on envisage cette solution.

Le président: Monsieur Perrault.

M. Perrault: Depuis 2 ou 3 ans, on a beaucoup parlé de l'adaptation des rayons laser à des fins de télécommunications. Je vous pose sérieusement la question. Est-ce qu'on peut adapter le rayon laser pour régler les problèmes relatifs aux télécommunications dans le nord du Canada?

M. Eliason: Non, pas à l'heure actuelle.

M. Perrault: Ce n'est que l'étape expérimentale?

M. Eliason: Oui.

Le président: Monsieur Macquarrie.

M. Macquarrie: Je suis étonné de voir que vos conseillers soient aussi modestes sur le rôle de la S.C.T.T. dans le domaine international. Vous ne voudrez peut-être pas répondre à ma question. Comme vous avez participé et agi, en tant que conseiller lors des diverses réunions internationales, pouvez-vous nous dire si on y a élaboré une politique canadienne relative aux satellites régionaux qui ont fait l'objet d'une discussion récemment.

M. Eliassen: Je ne puis pas répondre à cette question, monsieur le président, car cette question est toujours à l'étude.

M. Macquarrie: Je réserve cette question pour une autre fois.

Le président: J'aimerais adresser ma question à M. Eliassen et Waterhouse au sujet d'une question de monsieur Dinsdale sur l'avenir des autres moyens de télécommunications tels que par microondes et le câble coaxial. On nous informe que notre système de lignes terrestres peut connaître une expansion d'environ 20 p. 100. Lorsque le satellite sera mis en état de service, il va créer une multiplication

[Text]

provide immediate expansion far beyond our immediate needs. Will this have the effect of stopping development of these already existent systems, or will they be compatible?

Mr. Eliason: It will not have any effect at all, I am sure, on the manufacturers' well-being. The whole microwave field is well developed, and it is the sort of thing you can go and buy off the shelf. I do not think it will start any development there.

The Chairman: This satellite will provide an immediate expansion of our capability for a brief period of time beyond what we really require.

Mr. Eliason: Yes, I am sure it will.

The Chairman: This capacity can be utilized in various periods over a longer term?

Mr. Eliason: Yes.

The Chairman: I would like to thank Mr. Eliason and Mr. Waterhouse on your behalf for the excellent testimony which they have given to us. As you know, there is very little experience in domestic satellites available to us, and we thought it would be advisable to bring forward our international experience for the benefit of this Committee. We will go on to other problems in this particular area next Tuesday at 9:30 when we will have representatives of the Trans-Canada Telephone System before us. Their brief will be distributed

• 1710

either late today or tomorrow so that you will have it in plenty of time. I declare this meeting adjourned.

Mr. Macquarrie: Before we adjourn, Mr. Chairman, may I say that I am grateful to have the list of witnesses, and I ask you if considerations is being given to calling other witnesses before this Committee for the examination of what is obviously a very complex subject in a very complex field.

The Chairman: Yes, at the present time we are giving consideration to calling Mr. McIntosh who prepared a report for the government. There are, as you know, considerable difficulties, but nevertheless I am still continuing to explore that possibility.

Mr. McCleave: Would that be because some of his report would obviously be confidential and the government would not wish its contents to be known to other countries?

[Interpretation]

des possibilités, au-delà de nos besoins immédiats. Est-ce que ça aura pour effet d'arrêter l'expansion des systèmes déjà existants ou seront-ils compatibles?

M. Eliason: Cela n'aura aucun effet, j'en suis sûr sur le bien-être des fabricants. Tout le domaine des télécommunications par microondes va connaître une expansion. C'est le genre de choses qu'on peut acheter en magasin. Je ne crois pas qu'il y aura une expansion dans ce domaine.

Le président: Ce satellite va donner une expansion de nos possibilités, pendant une courte période, au-delà de nos besoins réels.

M. Eliason: J'en suis certain.

Le président: On pourra s'en servir à long terme.

M. Eliason: Oui.

Le président: J'aimerais remercier messieurs Eliason et Waterhouse en votre nom, pour leur excellent témoignage. Comme vous le savez, nous avons très peu de connaissances dans le domaine des télécommunications intérieures par satellites et nous avons cru devoir vous faire part de notre expérience internationale. Mardi prochain à 9 h. 30, nous allons continuer l'étude de certains autres problèmes dans ce domaine. La *Trans-Canada Telephone System* viendra témoigner. Leur mémoire sera distribué soit à la fin de la

journée ou demain pour que vous ayez suffisamment de temps pour le consulter. La séance est levée.

M. Macquarrie: Avant de lever la séance, monsieur le président, je veux dire que je suis très heureux d'avoir la liste des témoins. Je veux vous demander également si on a songé à appeler d'autres témoins dans le but d'étudier un sujet très complexe, d'un domaine très complexe.

Le président: Nous songeons à inviter monsieur MacIntosh qui a préparé un rapport à l'intention du gouvernement. Il y a des problèmes assez considérables qui se posent, mais je ne n'ai pas abandonné cette possibilité.

M. McCleave: Serait-ce parce que quelques-uns de ses rapports sont de nature confidentielle et que le gouvernement ne souhaite pas qu'on en connaisse le contenu dans d'autres pays?

[Texte]

The Chairman: No, it is confidential on the grounds of material supplied to it by the government. Also it is confidential on the grounds that information provided by the private companies was provided on the condition that it remain confidential. So there is a problem there.

Mr. McCleave: He could be called as a witness to answer in fields that would not trespass on this confidentiality, could he not? Or is he entirely confidential?

The Chairman: This is the problem. I am quite certain there are areas in which he could give his opinion, but it is a very difficult problem. It really deals with the problem of confidential reports prepared for the government and how confidential they should be in that line.

Mr. Macquarrie: I would like to say, Mr. Chairman, that the McIntosh Report is not a report prepared by one officer of a Department for a Minister or for internal exchange. Therefore, it is different from the kind we often refer to.

Another comment is that we are examining a bill which was based, I take it, in large measure upon the exhaustive research which Dr. McIntosh put forward. It would seem to be very valuable to talk to the father of the baby. And again, a committee like the House itself, even in the most dire times of international conflict and war, can go into in camera sessions. And fourthly, we know that witnesses are quite capable of declining to answer anything which might incriminate them, or trespass beyond their field. Therefore I hope that you will push forward with the invitation to Dr. McIntosh who would, I think, be a key witness without any reference or reflection Dr. McIntosh who would, I think, be a key witness to this very important bill.

Mr. De Bané: Mr. Chairman, I think Dr. McIntosh has been hired as an expert to advise the government solely on the financial structure of the Corporation.

The Chairman: That is correct and this is one of the difficulties. Mr. Stewart, do you have any comments to make?

Mr. Stewart (Cochrane): I think that I have already indicated whom I think should be brought before the Committee and I have not heard any word.

The Chairman: Yes. The Canadian Overseas Telecommunication Corporation were brought here as a result of your request. I

[Interprétation]

Le président: Ce qui est confidentiel, ce sont les renseignements fournis par le gouvernement et aussi les renseignements des sociétés privées fournis à la condition qu'ils demeurent secrets. Il y a donc un problème.

M. McCleave: Mais il pourrait être invité à répondre à des questions qui ne touchent pas aux aspects confidentiels de son rapport. Le rapport est-il entièrement secret?

Le président: C'est le problème qui se poser. Je crois qu'il y a certainement des domaines pour lesquels il pourrait donner son avis, mais c'est un problème très difficile. C'est toute la question des rapports confidentiels qui ont été préparés pour le gouvernement et jusqu'à quel point doivent-ils demeurer secrets?

M. Macquarrie: Monsieur le président, le rapport McIntosh n'a pas été préparé par un fonctionnaire d'un ministère à l'intention d'un ministre ou pour circulation interne. Ce rapport est donc différent des rapports auxquels nous nous reportons souvent. En outre, nous sommes en train d'examiner un bill qui a été préparé dans une large mesure d'après les recherches du Dr McIntosh. Je crois qu'il serait très précieux de parler à l'auteur de ce rapport. Un comité comme la Chambre elle-même peut même, dans les pires moments de conflit et de guerre mondiale, tenir des séances à huis clos. Nous savons que les témoins peuvent toujours refuser de répondre à une question qui pourrait les incriminer ou dépasser leur champ de compétence. J'espère que vous mettrez à exécution votre projet d'inviter monsieur McIntosh à venir témoigner. Ce serait un témoin clé, sans aucune allusion à qui que ce soit, qui pourrait nous donner des renseignements au sujet de ce bill très important.

M. De Bané: Monsieur le président, je crois que monsieur McIntosh a été engagé à titre d'expert pour conseiller le gouvernement sur la structure financière de la Société.

Le président: C'est exact, et c'est une des difficultés. Monsieur Stewart, auriez-vous des observations à formuler?

M. Stewart (Cochrane): J'ai déjà donné le nom de personnes qui devraient venir devant le Comité, mais je n'ai plus rien entendu depuis.

Le président: Oui. La Société canadienne des télécommunications transmarines a été invitée à comparaître à la suite de votre

[Text]

still have not received any information on the other gentlemen you mentioned.

Mr. De Bané: Mr. Chairman, may I suggest to the Committee that we invite the Quebec telephone, the company which serves the eastern part of the Province of Quebec, which is not a member of the Trans-Canada Telephone System, but whose name is on the list.

The Chairman: Yes, if they are on the list; I understand they have been consulted.

Mr. De Bané: They would come?

The Chairman: Presumably. I would not like to invite them. I would appreciate it, if they wish to come, if they would get in touch with me and we would be prepared to deal with them on that basis. But they do have an option of appearing with the Trans-Canada Telephone System. I would presume that they are going to say has been cleared with them.

Mr. De Bané: No, they are not members of the Trans-Canada Telephone System.

The Chairman: Yes, but I would imagine that there would be informal consultations. I would be very surprised if there were not.

Mr. McCleave: Perhaps Mr. De Bane could find that out for us.

The Chairman: That is correct.

Mr. McCleave: I think it is a very reasonable request. If they feel that their voice is not going to be heard. . .

The Chairman: That is correct. If they wish, I would appreciate hearing from them. We have a series of deadlines, so I would appreciate it if it were done as quickly as possible.

Mr. De Bané: Yes.

The Chairman: If there is no further business, I think we will now adjourn.

[Interpretation]

demande. Je n'ai pas encore reçu de renseignements au sujet des autres personnes que vous aviez mentionnées.

M. De Bané: Je crois que vous devriez peut-être inviter Quebec Téléphone, la société qui dessert la partie est de la province de Québec et qui ne fait pas partie de la *Trans Canada Telephone System* mais dont le nom figure sur la liste.

Le président: Si son nom figure sur la liste, je présume qu'elle a été consultée.

M. De Bané: Ils viendraient?

Le président: Sans doute. Je n'aimerais pas les inviter s'ils désirent venir, je serais très heureux qu'ils communiquent avec moi et nous pourrions ensuite les inviter à témoigner. Mais ils ont le choix de témoigner devant la *Trans Canada Telephone System*. J'imagine que ce qu'ils vont dire c'est que la question a été réglée.

M. De Bané: Mais ils ne font pas partie du *Trans Canada Telephone System*.

Le président: Je crois qu'il y aurait des entretiens de type officieux. Je serais très surpris du contraire.

M. McCleave: Monsieur De Bané pourrait peut-être se renseigner pour nous.

Le président: C'est juste.

M. McCleave: Je crois que c'est une demande très légitime. S'ils croient qu'ils ne seront pas entendus.

Le président: C'est exact. S'ils le désirent je serais très heureux qu'ils témoignent. Nous devons toutefois respecter certaines dates limites. C'est pourquoi j'apprécierais que ce soit fait le plus tôt possible.

M. De Bané: Oui.

Le président: S'il n'y a pas d'autres questions à poser, je crois que nous pouvons lever la séance.

OFFICIAL BILINGUAL ISSUE

FASCICULE BILINGUE OFFICIEL

HOUSE OF COMMONS

CHAMBRE DES COMMUNES

First Session

Première session de la

Twenty-eighth Parliament, 1968-69

vingt-huitième législature, 1968-1969

STANDING COMMITTEE
ON

COMITÉ PERMANENT
DE LA

**BROADCASTING,
FILMS AND ASSISTANCE
TO THE ARTS**

**RADIODIFFUSION,
DES FILMS ET DE L'ASSISTANCE
AUX ARTS**

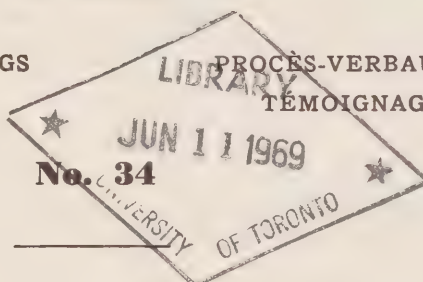
Chairman

Mr. John M. Reid

Président

MINUTES OF PROCEEDINGS
AND EVIDENCE

PROCES-VERBAUX ET
TÉMOIGNAGES



TUESDAY, MAY 6, 1969

LE MARDI 6 MAI 1969

Respecting

Concernant le

BILL C-184,

BILL C-184,

An Act to establish a Canadian corporation
for telecommunication by satellite.

Loi créant une Société de télécommuni-
cations par satellite pour le Canada.

WITNESSES—TÉMOINS

(See Minutes of Proceedings)

(Voir le procès-verbal)

STANDING COMMITTEE ON
BROADCASTING, FILMS AND
ASSISTANCE TO THE ARTS

Chairman
Vice-Chairman

and Messrs.

De Bané,
Dinsdale,
Givens,
Guilbault,
Hymmen,
La Salle,
Macquarrie,

Mr. John M. Reid
M. J.-A. Mongrain

Marchand (*Kamloops-
Cariboo*),
Matte,
McCleave,
Nystrom,
Osler,
Paproski,

COMITÉ PERMANENT DE LA
RADIODIFFUSION, DES FILMS ET DE
L'ASSISTANCE AUX ARTS

Président
Vice-président

et MM.

Perrault,
Schreyer,
Schumacher,
Stanbury,
Stewart (*Cochrane*)—
(20).

Le secrétaire du Comité,
M. Slack,
Clerk of the Committee.

[Text]

MINUTES OF PROCEEDINGS

Tuesday, May 6, 1969.
(37)

The Standing Committee on Broadcasting, Films and Assistance to the Arts met this day at 9.40 a.m. The Chairman, Mr. John M. Reid, presided.

Members present: Messrs. De Bané, Dinsdale, Hymmen, La Salle, Macquarrie, Osler, Paproski, Perrault, Reid, Stewart (*Cochrane*)—(10).

Member also present: Mr. Comeau.

Witnesses: From the Trans-Canada Telephone System: Messrs. Z. H. Krupski, Chairman, Trans-Canada Telephone System; J. R. Tolmie, Q.C.; A. J. de Grandpré, Executive Vice-President (Administration), Bell Canada; J. C. Carlile, Vice-President, Finance, British Columbia Telephone Company.

The Committee resumed consideration of Bill C-184, An Act to establish a Canadian corporation for communication by satellite.

The Chairman called Mr. Tolmie who introduced Mr. Krupski; Mr. Krupski then introduced the members of his delegation.

Agreed,—That the brief of the Trans-Canada Telephone System, previously distributed to members, be printed as an Appendix to the proceedings of this day. (See Appendix "Q").

Mr. Krupski made a statement relating to the proposed satellite system and was examined on his statement, particularly on operating costs, northern telephone service and the proposed amendments in their brief. Mr. Krupski was

[Traduction]

PROCÈS-VERBAL

Le mardi 6 mai 1969.
(37)

Le Comité permanent de la radiodiffusion, des films et de l'assistance aux arts se réunit ce matin à 9 h. 40, sous la présidence de M. John M. Reid, président.

Présents: MM. De Bané, Dinsdale, Hymmen, La Salle, Macquarrie, Osler, Paproski, Perrault, Reid, Stewart (*Cochrane*)—(10).

De même que: M. Comeau.

Témoins: Du Réseau téléphonique transcanadien: MM. Z. H. Krupski, président du conseil, Réseau téléphonique transcanadien; J. R. Tolmie, c.r.; A. J. de Grandpré, vice-président exécutif (Administration), Bell Canada; J. C. Carlile, vice-président (Services financiers), *British Columbia Telephone Company*.

Le Comité reprend l'examen du Bill C-184, Loi créant une Société de télécommunications par satellite pour le Canada.

Le président présente M. Tolmie, qui présente M. Krupski. A son tour, M. Krupski présente les membres de sa délégation.

Il est décidé—Que le mémoire du Réseau téléphonique transcanadien, déjà distribué aux membres du Comité, soit imprimé en appendice au compte rendu des délibérations de ce jour. (Voir Appendice «Q»).

M. Krupski fait une déclaration relative au réseau de télécommunications par satellite dont on envisage la création. Puis il répond à des questions sur cette déclaration, et en particulier sur les frais d'exploitation, sur le service de

assisted by Messrs. de Grandpré and Carlile, and referred to the telephone network chart displayed on an easel.

téléphone du Nord, et sur les modifications proposées dans le mémoire. MM. de Grandpré et Carlile aident M. Krupski à répondre aux questions, et ce dernier mentionne la carte du réseau téléphonique exposée sur un support.

The examination of the witnesses being concluded at 12.55 p.m., the Committee adjourned until 9.30 a.m. on Thursday, May 8.

L'interrogatoire des témoins étant terminé, à midi 55, le Comité s'ajourne jusqu'au jeudi 8 mai 1969, à 9 h. 30.

*Le secrétaire du Comité,
M. Slack,
Clerk of the Committee.*

[Texte]

[Interprétation]

EVIDENCE

TÉMOIGNAGES

(Recorded by Electronic Apparatus)

(Enregistrement électronique)

Tuesday, May 6, 1969.

Le mardi 6 mai 1969.

● 0938

The Chairman: Gentlemen, we will now begin. We have with us today the representatives of the Trans-Canada Telephone System. I would like to call upon Mr. J. R. Tolmie, counsel for the system, to introduce the Chairman of the Trans-Canada Telephone System, who will then introduce the members of the delegation.

Mr. J. R. Tolmie, Q.C. (Counsel, Trans-Canada Telephone System): Thank you, Mr. Chairman. Mr. Krupski, Chairman of the Trans-Canada Telephone System, is here as our chief witness and I will ask him to introduce the representatives of other telephone companies across the country who are available to answer questions on any regional matter that may be raised. Mr. Krupski.

Mr. Z. H. Krupski (Chairman, Trans-Canada Telephone System): Gentlemen, starting from my right I would like to introduce Mr. J. C. Carlile, Vice-President of the British Columbia Telephone Company; Mr. A. J. de Grandpré, Executive Vice-President of Bell Canada; Mr. J. W. Dodds, General Manager of Alberta Government Telephones and Mr. A. G. Archibald, President of the Maritime Telegraph and Telephone Company and the Island Telephone Company Limited.

● 0940

The other witnesses who are available for questioning about their companies are Mr. J. F. Mills, Chairman and General Manager of the Manitoba Telephone System; Mr. G. D. McCormick, General Manager of Saskatchewan Telecommunications; Mr. G. Osberg, President of the Avalon Telephone company Ltd. and Mr. K. V. Cox, President of the New Brunswick Telephone Company Ltd.

The Chairman: Thank you, Mr. Krupski. I understand you have a short statement to read, so I invite you to proceed, after which we will have a question period. I might ask before we begin if I could have agreement from the Committee to print the formal brief on the Telesat Canada Act, Bill C-184, as an appendix to today's proceedings. Is this agreed?

Le président: Messieurs, nous commençons maintenant. Ici présents aujourd'hui des représentants du Réseau Téléphonique Transcanadien. Je voudrais m'adresser à M. J. R. Tolmie, conseiller de cette organisation pour présenter le président du Réseau téléphonique transcanadien qui présentera ensuite les membres de la délégation.

M. J. R. Tolmie (Conseiller, Réseau téléphonique transcanadien): Je vous remercie, monsieur le président. M. Krupski, président du Réseau téléphonique transcanadien est le témoin principal et je vais lui demander de présenter les autres représentants des compagnies de téléphone du Canada qui répondront à des questions portant sur des problèmes régionaux qui pourraient être soulevés.

M. Z. H. Krupski (président du Réseau téléphonique transcanadien): Messieurs, je voudrais vous présenter à ma droite, M. J. C. Carlile, vice-président, de la *British Columbia Telephone Company*; M. A. J. de Grandpré, vice-président exécutif, de la *Bell Canada*; M. J. W. Dodds, directeur général de l'*Alberta Gouvernement Téléphones*; M. A. G. Archibald, président de la *Maritime Telegraph & Telephone Co. Ltd.*, et de *The Island Telephone Company Ltd.*

Les autres témoins qui pourront répondre à des questions sur leur propre société sont: M. J. F. Mills, président du conseil et directeur général de la *Manitoba Telephone System*; M. G. D. McCormick, directeur général de la *Saskatchewan Telecommunications*; M. G. Osberg, président et directeur-gérant de *The Avalon Telephone Company Ltd.*, et M. K. V. Cox, président de *The New Brunswick Telephone Co. Ltd.*

Le président: Je vous remercie, monsieur Krupski. Vous avez un exposé à nous lire. Je vous invitais à le faire. Après cela il y aura une période de questions. Et avant d'aller plus loin, je demanderais au Comité d'approuver qu'on ajoute en annexe au bill, le mémoire de la Loi de la Télésat Canada, bill C-184, présenté par le Réseau téléphonique transcanadien.

[Text]

Some hon. Members: Agreed.

The Chairman: Mr. Krupski.

Mr. Krupski: Mr. Chairman and hon. members, on behalf of the Board of Management of the Trans-Canada Telephone System, I would like to express our appreciation for this opportunity to appear before you to give our recommendations and comments on the bill to establish Telesat Canada, Bill C-184.

All of us agree that a domestic satellite communications system would be a desirable addition to the Canadian telecommunications network. And the reasons for this I have given in our brief.

You will also find described in our brief the activities of the Trans-Canada Telephone System. It is, in fact, a very efficient system, giving service to Canadians at lower cost than any other system. Compared to the United Kingdom it is nearly half of the cost, and compared with France it is only one-eighth of the cost.

The telephone industry has been studying the implications and the potential of satellite telecommunications for many years. As early as 1962, well ahead of any other organization, the industry submitted a formal brief to the Minister of Transport, and this was followed by another brief in 1966. In May 1967, the system, in association with Canadian National and Canadian Pacific Telecommunications, submitted a proposal to build a multi-purpose domestic system; and in July 1968, after the White Paper was published, a consortium submitted a new proposal to the Prime Minister and the ministers involved.

We all realize that the proposed satellite system is a major financial undertaking. Although it is the smallest practicable system it still involves in the estimates of the Minister an over-all investment of \$60 million to \$75 million.

In the brief we outline a number of reasons for the relatively high satellite system cost and, as the Minister of Communications has stated, annual revenues of the order of \$17 million to \$18 million would be required from the outset to attain the indicated rate of return.

In our opinion, the main benefit from this satellite system will be the distribution of television signals to the remote areas and the far north.

However, in relation to telephone service, a satellite system of this type will offer initially only marginal improvements at substantially higher costs. There are already a number of high quality telecommunications routes leading into Canada's far north,

[Interpretation]

Des voix: D'accord.

Le président: M. Krupski.

M. Krupski: M. le président, mesdames et messieurs, au nom du bureau d'administration du Réseau Téléphonique Transcanadien je voudrais exprimer notre reconnaissance parce que vous nous avez permis de comparaître devant ce comité et de faire certaines propositions et observations au sujet du bill qui a pour but de créer TELESAT du Canada, bill C-184.

Nous sommes tous d'accord pour admettre qu'un système de télécommunications par satellite serait un ajout souhaitable au réseau de communications du Canada. Les raisons sont exposées dans ce mémoire. Vous constaterez que les activités du Réseau téléphonique transcanadien a pu donner aux Canadiens un système efficace à un coût moins élevé par rapport à n'importe quel autre système. Comparativement au Royaume-Uni, il coûte presque la moitié du coût et par rapport à la France ce n'est qu'un huitième du coût.

L'industrie du téléphone a étudié les conséquences et les possibilités des télécommunications par satellite pendant plusieurs années. Déjà en 1962, bien avant toute autre organisation, l'industrie a présenté un mémoire officiel au ministère des Transports et ceci a été suivi d'un autre mémoire en 1966. En mai 1967, le système, en collaboration avec les Télécommunications du National Canadien et du Canadien Pacifique, a présenté une proposition en vue d'établir un système de communications à usage multiple. En juillet 1968, après la publication du Livre blanc, le consortium a présenté une nouvelle proposition au premier ministre et aux ministres intéressés.

Nous savons tous que le système national de communications par satellite qui est proposé constitue une importante opération financière. Bien que ce soit le plus petit système praticable, il nécessite néanmoins, d'après les chiffres estimatifs du ministre des communications, des investissements globaux de 60 à 75 millions de dollars.

Nous avons exposé bon nombre des raisons pour lesquelles le coût sera relativement élevé. Le ministre des communications a déclaré qu'il faudrait au départ des revenus annuels de l'ordre de 17 à 18 millions de dollars afin d'obtenir le taux de rendement indiqué.

Selon nous, le principal avantage de ce système de satellite réside donc dans le domaine de la transmission de signaux de télévision pour les régions éloignées et le grand Nord.

En ce qui concerne le service téléphonique, un système de satellite de ce genre n'améliorera au début la situation que dans une faible mesure, et à un coût beaucoup plus élevé. Il y a déjà un certain nombre de voies de télécommunications de haute

[Texte]

and most major communities have telephone service at the present time. There are about 20 to 25 telephones per 100 population in the Northwest Territories and in northern Quebec.

This compares very favorably with the development of 14 telephones per 100 population in France and 22 in the United Kingdom.

The advantages of a satellite system for east-west telecommunications will also be marginal. The existing east-west telecommunications systems are sufficiently ample and diverse to meet all present requirements and are capable of being readily expanded, as needed, to cover the requirements for at least ten years at low incremental cost.

The cost of extending communication facilities to

● 0945

remote areas, or of introducing new technology, is always high, and therefore requires support through revenues derived from other sources. This type of cross-subsidization in anticipation of future benefits is not new to the communications industry. It is the degree of cross-subsidization required in the satellite proposal that makes this problem unusual, and should be placed in its proper perspective. The annual cost to the common carriers of providing facilities equivalent to one east-west channel would be approximately \$1.25 million. On the other hand, the satellite corporation would have to charge the common carriers an annual rental of about three times that amount for the use of its east-west channel, in order to secure the revenues anticipated by the Minister. With additional costs for special echo suppressors and connecting links, the total cost will be nearly four times as much.

Subsidies of this magnitude from the carriers, which ultimately are borne by the telephone users, are very significant and require serious consideration. However, we believe that the long-range social and economic benefits to Canada are such that some cross-subsidization of telecommunications rates is appropriate in meeting the high costs of the proposed satellite system. It is extremely important to recognize that in fairness to the telephone users of Canada there must be a limit to the amount of such cross-subsidization imposed.

The Trans-Canada Telephone System has maintained this principle in all negotiations with the Department of Communications. Our participation visualizes that Trans-Canada companies will need to make a substantial investment in the corporation and

[Interprétation]

qualité, qui mènent au Grand Nord et la plupart des collectivités disposent déjà d'un service téléphonique à l'heure actuelle. Il y a environ 20 à 25 téléphones par cent personnes dans les Territoires du Nord-Ouest et dans le Nord du Québec.

Ceci se compare très bien à la situation qui existe en France où il y a 14 téléphones par cent personnes, et en Grande Bretagne où il y a 22 téléphones pour le même nombre de personnes. Pour les télécommunications est-ouest, le service de communications par satellite ne sera avantageux que dans une faible mesure aussi. Les systèmes de télécommunications est-ouest, qui existent déjà, suffisent par leur importance et leur diversité, à tous les besoins actuels et sont susceptibles d'expansion à bref délai, au besoin, pour répondre aux impératifs de dix années au moins, et à des frais supplémentaires peu élevés.

Les coûts que comportent l'implantation des ser-

vices de communications dans les régions éloignées et la mise en application de nouvelles techniques sont toujours élevés et nécessitent en conséquence l'apport des fonds puisés à d'autres sources de revenus. Ce genre de subsides en anticipation de profits futurs, n'est pas nouveau pour l'industrie des télécommunications. Cependant, l'ampleur des subsides nécessaires pour ce projet de satellite rend le problème inhabituel et devrait être placée dans sa juste perspective. Il en coûterait annuellement environ \$1.25 millions aux entreprises de communications pour fournir les installations équivalant à un canal est-ouest de communications par satellite. Par ailleurs, la Société de télécommunications par satellite devrait exiger un loyer annuel trois fois plus élevé que cette somme de la part des entreprises de communications pour l'utilisation de son canal est-ouest, afin de réaliser les revenus prévus par le ministre. Compte tenu des dépenses supplémentaires pour les supprimeurs d'écho de type spécial et les raccords, le coût total atteindra presque quatre fois cette somme.

Des subventions de cette importance et de cette nature de la part des entreprises de communications et qui sont en fin de compte à la charge des usagers du téléphone, sont très importants et exigent qu'on y réfléchisse sérieusement. Cependant, nous croyons que les avantages à long terme d'ordre social et économique pour le Canada seront si importants qu'il y convient de subventionner les taux de communications pour répondre aux coûts élevés du nouveau système de satellite. Il est très important de reconnaître qu'en toute justice pour les usagers du téléphone du Canada il doit y avoir une limite à la somme des subventions.

Le Réseau Téléphonique Transcanadien a toujours maintenu de ce principe pendant toutes les négociations avec le ministère des Télécommunications. Nous envisageons par notre participation que les compagnies transcanadiennes doivent faire des inves-

[Text]

then pay high subsidizing circuit rentals out of their normal service revenues so that Telesat Canada may pay a return on investment to all investors, including the general public and the government.

It is vital that, in undertaking an investment in this tripartite Corporation and in committing ourselves to such rentals, we do not counter our basic purpose, namely, to provide efficient, low-cost telecommunications service to our customers.

The Minister recommended amendments to Bill C-184 when he appeared before your Committee on April 22, and we support them in the conviction that they will clarify the legislation.

The suggested amendments do not deal with the proportional share ownership which approved telecommunications common carriers may acquire in the corporation. In the light of the magnitude of this expected revenue support and the consequent need, as pointed out earlier, for some assurance of eventual recovery of this expenditure, the System feels that a substantial equity ownership by its members in Telesat Canada is justified. This approach was acknowledged by the Minister in his statement to the House when he indicated an equal division of shares among Government, public and common carriers.

It is the understanding of the Trans-Canada Telephone System that the approved carriers, listed in Schedule A of the Bill, will be provided the opportunity of acquiring 33-1/3 per cent of the outstanding equity stock, not including that proportion that may be held by the Canadian National Railway Company as a federal government agency. It is also our understanding that the Government will ensure that the carriers will be given the opportunity of maintaining this proportion of ownership.

Allied to the question of ownership is that of representation by the carriers on the provisional and permanent boards of directors. According to the statement of the Minister in the House of Commons, we understand that, assuming the carriers will have the above 1/3 share ownership, a similar proportion will apply to their representation on the board of directors, and that a commitment to this effect will be given prior to the carriers' involvement. It is likewise understood that directly proportionate representation by the carriers among the provisional directors will also be ensured.

[Interpretation]

tissements considérables dans la société et doit payer ensuite pour la location de circuits, des sommes élevées équivalant à des subsides et provenant des revenus de leur service ordinaire, afin de permettre à Télésat Canada d'offrir à tous ses investisseurs, y compris le grand public, un rendement sur leur mise de fonds.

Il est toutefois essentiel que, en investissant dans cette société tripartite et en s'engageant nous-mêmes à verser de tels loyers, les compagnies membres du Réseau téléphonique transcanadien soient considérées comme poursuivant les fins de leur entreprise, notamment assurer des services de télécommunications efficaces et à prix modique à nos clients.

Lors de sa comparution devant votre Comité le 22 avril 1969, le ministre des Communications a proposé des amendements au Bill C-184. Nous approuvons ces amendements, convaincus qu'ils clarifieront la loi. Les modifications proposées ne traitent pas du droit de propriété que peuvent acquérir les entreprises agréées d'exploitation de télécommunications dans le capital-actions de la Société. Devant l'ampleur de la contribution qu'il prévoit apporter aux revenus de la Société et la nécessité qui en découle d'obtenir quelque assurance de recouvrer éventuellement ces dépenses, qu'on a signalé plus haut, le Réseau téléphonique transcanadien estime qu'une importante participation de la part de ses membres au capital-actions de Télésat Canada est justifiée. Le ministre des communications a reconnu cette proposition à la Chambre des communes, le 14 avril 1969, lorsqu'il fit part d'une proposition de répartition des actions entre le gouvernement, le public et les entreprises agréées de télécommunications.

Le Réseau téléphonique transcanadien comprend que les entreprises agréées inscrites à l'Annexe A du Bill pourront acquérir jusqu'à 33 1/3 p. 100 des actions ordinaires en circulation, abstraction faite de la part que peuvent détenir les Chemins de fer nationaux du Canada à titre de société de la Couronne. Le Réseau comprend aussi que le gouvernement fournira l'assurance que les entreprises de communications puissent maintenir cette part.

A cette question se rattache celle de la représentation des entreprises de télécommunications au conseil d'administration, tant provisoire que permanent, de Télésat Canada. Selon une déclaration du ministre à la Chambre des communes, nous comprenons que les entreprises de télécommunications peuvent détenir un tiers des actions et la proportion sera la même pour ce qui est de la représentation au conseil d'administration et que cette mesure sera confirmée avant l'engagement des entreprises. On en déduit, en outre, que les entreprises de communications seront représentées aux Conseils d'administration provisoires et permanents. Aussi, une représentation directement proportionnelle des entreprises de communications sera assurée.

[Texte]

[Interprétation]

● 0950

Of concern to any investor in a satellite corporation is the question of regulation. It is noted that the Bill in its present form does not contain any reference to regulation, which the common carriers feel is most essential in the operations of Telesat Canada in the public interest. We are glad the Minister in his statement to the House indicated his intention to recommend the establishment of an appropriate regulatory authority, a step which we certainly would commend.

However, of major concern to all of us is the extent and scope of the objects and powers of Telesat Canada.

The Minister has been informed of the position of the member companies in this regard.

Under the provisions of Bill C-184, the Corporation would have the power to provide its satellite telecommunication facilities to any purchaser regardless of the nature of his business. It has been the definite understanding of the common carriers that the basic function of the Corporation would be to provide satellite channels to the common carriers and the Canadian Broadcasting Corporation.

In order to further the benefit of a satellite system in the educational and social fields we are prepared to see this enlarged to include other federal and provincial departments and agencies requiring the use of a complete undivided channel on a sustaining basis.

Should the Corporation offer its services to users other than these, it would mean that the members of the Trans-Canada Telephone System would have invested in and would be supporting a corporation with which it would be in direct competition. Such action by the System companies would be to their detriment and might be considered prejudicial to the interests of their owners, the shareholding public and provincial government treasuries. It could also lead to the ultimate impairment of the ability of the member companies to continue to provide telecommunications services of the highest possible quality at the lowest possible cost.

Concern about this possibility has been expressed directly to the Minister by the ministers responsible for telecommunications in the provinces of Alberta, Manitoba and Saskatchewan.

The impropriety of such investment by the System companies in a corporation which could become an active competitor to them might well render such investment and consequent expenditures unjustifiable

La question de réglementation intéresse de très près tout investisseur dans la Société de télécommunications par satellite. On remarque que le Bill, sous sa forme actuelle, ne fait aucune allusion à une réglementation qui, à l'avis des entreprises de communications, est très essentielle à l'exploitation de Télésat Canada. Selon une déclaration du ministre à téléphonique transcanadien est reconnaissant que le ministre des Communications ait, dans sa déclaration à la Chambre des communes, manifesté l'intention de recommander l'établissement d'un organisme approprié de réglementation, mesure que le Réseau téléphonique transcanadien appuie pleinement.

La nature et l'étendue de l'objet et des pouvoirs de Télésat Canada préoccupent au plus haut point le Réseau téléphonique transcanadien. Les compagnies membres ont fait part au ministre de leur position à cet égard.

Au termes des dispositions du Bill C-184, la Société aurait le pouvoir de fournir ses services de télécommunications par satellite à tout client, quelle que soit la nature de son entreprise. Les entreprises de communications ont toujours compris que l'objet primordial de la Société serait de fournir des canaux de satellite aux entreprises de télécommunications et à la Société Radio-Canada.

Afin d'étendre les avantages d'un système de communications par satellite dans les domaines éducatif et social, le Réseau Téléphonique Transcanadien accepterait que la clientèle de la Société inclue aussi d'autres agences et ministères fédéraux et provinciaux désirant utiliser de façon soutenue un canal entier.

Si la Société offrait ses services à des usagers autres que ceux-ci, le Réseau Téléphonique Transcanadien aurait alors investi, en plus de la supporter, dans une société avec laquelle il serait en concurrence directe. Un tel geste de la part des membres du Réseau pourrait jouer contre eux et porter préjudice aux intérêts de leurs propriétaires, le public actionnaire et les trésoreries des gouvernements provinciaux. En outre, cela pourrait à la longue empêcher les compagnies membres de continuer à fournir des services de la plus haute qualité au prix le plus bas.

Les ministres responsables des communications de l'Alberta, du Manitoba et de la Saskatchewan ont fait part de leurs inquiétudes au ministre.

Le fait pour les compagnies du Réseau de consentir un investissement non approprié dans une société susceptible d'entrer en concurrence directe avec elles, pourrait bien rendre cet investissement et les autres

[Text]

and subject to disallowance by the appropriate regulatory bodies.

In his statement to the House of Commons the Minister made it quite clear that it is the government's intention to have Telesat Canada operate as a complement, and not as a competitor, to the common carriers. It is this intention that the Trans-Canada Telephone System respectfully submits must be explicitly and clearly stated in the appropriate sections of the statute specifying the objects and the powers of the Corporation.

It is well-established by a long series of decisions of the courts that one cannot go behind the language of a statute to find out what the legislature meant. When the language of a statute is plain and unambiguous the courts will not look to the supposed purpose of the legislation, nor would they have recourse to the debates in the legislature to try to interpret the clear words of a statute. The established rule of interpretation of statutes is that the legislature is presumed to know its own intention, to know the meaning of the words used and to employ language which expresses that intention accurately.

The Trans-Canada Telephone System submits that if the statute empowers this new corporation to enter freely into the telecommunication business in all respects, then this will in fact be the nature of this corporation, and no statements in the House can legally limit the operations of the Corporation as determined by the legislation.

For these reasons, the Trans-Canada Telephone System respectfully requests that Clauses 5 and 6 of Bill C-184 be amended as shown in our brief to the Committee on page 8. This means basically, that sub-clause (1) of Clause 5 be amended to read as follows:

(1) The objects of the company, whether attained directly or indirectly, are to establish satellite telecommunication systems providing, on a commercial basis, telecommunication services in Canada to:

- a) the approved telecommunications common carriers; and
- b) the Canadian Broadcasting Corporation and other federal and provincial government agencies or departments using complete undivided television channels on a sustaining basis and for their own use.

This is our very strong recommendation, and I would be pleased to answer any questions you may have.

The Chairman: Thank you, Mr. Krupski. I have Mr. Macquarrie, Mr. Stewart and then Mr. De Bané on my list.

[Interpretation]

dépenses afférentes à leur participation injustifiables et inadmissibles par les organismes de réglementation compétents.

Dans sa déclaration à la Chambre des communes le ministre a formulé en termes clairs que c'était l'intention du gouvernement de faire en sorte que Télésat Canada soit «complémentaire et non une concurrente» des sociétés de télécommunications. Le Réseau Téléphonique Transcanadien soumet respectueusement que cette intention devrait être énoncée explicitement et clairement dans les dispositions pertinentes de la loi qui définissent les objets et les pouvoirs de la Société.

Il est établi par une longue série de décisions judiciaires qu'on ne peut aller au-delà des termes d'un statut pour découvrir l'intention du législateur. Lorsque les termes d'un statut sont clairs et sans ambiguïté les tribunaux ne scrutent pas l'objectif que la législation aurait supposément tenté d'atteindre ni n'auront recours aux débats du corps législatif pour essayer d'interpréter ces termes. En vertu de la règle établie d'interprétation des statuts, on doit présumer que la législature n'ignore pas sa propre intention ni le sens des mots qu'elle utilise et qu'elle emploie des termes qui expriment cette intention de façon précise.

Le Réseau Téléphonique Transcanadien soumet que si le statut habilite la nouvelle société à pénétrer librement tout le domaine des télécommunications, il s'agira là en fait de la nature même de cette société et aucune déclaration en Chambre ne pourra légalement en limiter les activités qui lui auront été rendues possibles par la loi.

Pour ces motifs, le Réseau Téléphonique Transcanadien demande respectueusement que les articles 5 et 6 du bill C-184 soient amendés comme nous le proposons à la page 8 de notre mémoire au comité, ce qui veut dire que le paragraphe 1) de l'article 5 devrait être amendé comme suit:

«(1) Les objets de la compagnie, qu'ils soient réalisés directement ou indirectement, consistent en la création de systèmes de télécommunications par satellite pouvant fournir, sur une base commerciale, des services de télécommunications au Canada,

- a) aux entreprises agréées d'exploitation de télécommunications; et
- b) à la Société Radio-Canada et à d'autres agences ou ministères des gouvernements fédéral et provinciaux utilisant, de façon soutenue et pour leur propre usage, des canaux entiers de télévision.»

Nous sommes maintenant prêts à répondre à vos questions.

Le président: Merci, monsieur Krupski. J'ai sur ma liste MM. Macquarrie, Stewart et De Bané.

[Texte]

Mr. Macquarrie: I would like to begin, Mr. Chairman, by thanking Trans-Canada for a very interesting brief. I think their modest suggestions that they have done well through the years, in fact, are modest statements of their accomplishments. There is much of which we can be proud in the Canadian telecommunications issue. This is said without prejudice to any future requests that anyone may have for changes of rates.

I am looking at this, as I think we all must in Parliament, seeking the total cost to the public in one way or another. We are advised that Telesat will be the father of a compact, not a Cadillac, and there have been times in the recent weeks of enquiry when I wondered if we have merely the framework costs listed in the \$65 million, or, perhaps, even the chassis costs and we are finding pretty important extras that will have to come from one sector of the economy or another. This leads me, in the first instance, to the remarks, both in the brief which you submitted previously and the one which you read today, about the costs to the carriers for their participation in the Telesat. Am I correct in assuming that it will cost you \$5 million a year to participate; that is, the cost for echo suppressors, connecting links and what will be required on your east-west operation?

Mr. Krupski: I would like to reply to this, as we stated in the brief, that the equivalent cost of facilities on the east-west channel—you are asking about the facilities on the east-west channel; do I understand this correctly?

Mr. Macquarrie: That is a part of it. I am focusing my attention on the bottom of page 3 and the top of page 4.

The Chairman: Of the brief or the statement?

Mr. Macquarrie: Of what you read this morning.

Mr. Krupski: This speaks about an east-west channel cost and we state here that the cost of an east-west channel is approximately \$1.25 million. Any time we identify costs of this nature it is important to realize what this means. In costing, we can allocate all costs on a proportionate basis, what sometimes is called a fully-embedded cost, or we can look at out of pocket costs which sometimes are called incremental costs or variable costs. This \$1.25 million are the fully-embedded costs of a five-channel system and they were based on an assumed capacity of a satellite channel in the configuration which we anticipated of about 500 two-way circuits.

Only yesterday I was advised by our engineers, that as a result of discussions with the design authorities, this capacity in fact, may be substantially lower; it may be only 330 circuits.

If this were the case, and I had no opportunity to check the accuracy of this statement, of course

[Interprétation]

M. Macquarrie: Je veux d'abord remercier le Réseau téléphonique transcanadien pour son excellent rapport. Je crois qu'ils ont exposé de façon bien modeste leurs réalisations dans le domaine des télécommunications. Je dis cela sans vouloir porter préjudice aux futures demandes de changements de taux.

Ceci m'amène à dire qu'il faut tenir compte du coût total pour la population. On nous dit que Télésat donnera naissance à un réseau modeste, mais je me demande si les coûts énumérés depuis quelques semaines, soit 65 millions de dollars, ne représentent que les frais principaux ou également les frais supplémentaires; il semble en effet que certains de ces frais-là naîtront dans tel et tel secteur de notre économie. J'en arrive au mémoire que vous avez présenté l'autre jour, et celui que vous avez lu aujourd'hui, au sujet du coût que ceci pourrait comporter pour les sociétés d'exploitation qui participeront à l'entreprise Télésat. Cela vous coûtera, n'est-ce pas, 5 millions de dollars par an pour participer et acheter les éliminateurs d'écho et les stations de relais?

M. Krupski: Je répondrai à votre question. Comme nous l'avons dit dans le mémoire, les coûts équivalents des installations de la chaîne est-ouest—car il s'agit bien de cela, n'est-ce pas? ...

M. Macquarrie: C'est une partie de ma question. Je m'intéresse surtout au bas de la page 3 et au sommet de la page 4.

Le président: Du mémoire ou de l'exposé?

M. Macquarrie: De ce que vous avez lu ce matin.

M. Krupski: Nous parlions des frais concernant la chaîne est-ouest; nous estimons qu'ils se situeront aux alentours de un million deux cent cinquante mille dollars. Dès qu'il s'agit de dépenses de cet ordre, il est important de savoir en quoi elles consistent. Lorsque nous établissons les frais, nous pouvons les répartir de façon proportionnelle, ou nous pouvons examiner les autres frais qui peuvent s'ajouter. Cette somme d'un million et quart représente le coût principal d'un système à 5 canaux, elle a été évaluée d'après la capacité présumée d'un canal du système de satellite, dans la configuration imaginaire d'environ 500 circuits à double sens.

Ce n'est qu'hier que les ingénieurs m'ont fait savoir que cette capacité, d'après les entretiens qu'ils avaient eus avec les responsables de la conception, serait peut-être moins considérable. Il n'y aura peut-être que 330 circuits.

Si tel était le cas (et je n'ai pas eu l'occasion de vérifier) les frais équivalents totaliseraient moins d'un

[Text]

equivalent costs would have been less than \$1 million and not shown as \$1.25 million. These are the costs to provide facilities from Vancouver to Toronto to St. John's, equivalent to a satellite channel.

The indication is that the Minister expects to obtain \$17 to \$18 million total revenue. As was indicated to this Committee, one of these channels would be for experimental purposes.

It is quite obvious that the channel cost, *per se*, would be of the order of \$3.5 million, and there would be the added cost of connecting the satellite earth station to the point of usage, be it in Vancouver, or in Toronto, or in St. John's. Satellite earth stations have to be removed approximately 80 miles—we do not know for certain, but this is the order of magnitude—from the major centres because of frequency interference. Therefore, with the added cost of building these connecting links on top of the rental for the satellite system, and the cost of the extra echo suppressors and other switching requirements necessary to integrate the system into the telephone network, we would probably end up with an amount of the order of close to \$5 million for the channel.

Mr. Macquarrie: That is an initial outlay?

Mr. Krupski: This would be an initial outlay, as soon as we use the circuits. The connecting links have to be built from the start; and the satellite rentals have to be paid to begin with; the cost for echo suppressors is variable because they are put on a per circuit basis and it will depend on the utilization of the system.

Mr. Macquarrie: I gather that the annual rental will be three times the amount for the use of the east-west channel. Apart from the stations which you have to build and the echo suppressors which you mention, by what will the annual amount be greater than it would be if you were not involved in this particular mode of telecommunications?

Mr. Krupski: I do not quite follow your question, sir.

Mr. Macquarrie: You give a pretty definite impression of what this is going to cost Trans-Canada. I am trying to find out how much your involvement in Telesat, in the terms you discuss it on page 3 and 4, will cost your operation, apart from the initial outlay?

Mr. Krupski: These are regular annual costs every year for the five years of the life of the satellite. This is not just an initial outlay. These are annual costs every year. Five million, or close to \$5 million every year, versus \$1.25 million. In the case of the east-west channel, it is a method of subsidy which, we feel, is in the interests of the country and may

[Interpretation]

million de dollars. Il s'agit là des frais nécessaires pour assurer le service de télécommunications par satellite de Vancouver à Toronto et à Saint-Jean.

On croit que le ministre espère obtenir un revenu total de 17 à 18 millions de dollars, et comme on l'a déjà dit, l'un de ces canaux ne fonctionnerait qu'à titre expérimental.

Il est évident que le coût des canaux serait de l'ordre de 3 millions et demi de dollars. Mais les coûts supplémentaires de la mise en liaison de la station terrienne du satellite au point d'utilisation qu'il soit à Vancouver à Toronto ou à St-Jean. Les stations terriennes doivent être éloignées d'environ 80 milles, nous ne savons pas avec certitude mais c'est l'ordre de grandeur des grands centres à cause du brouillage de fréquence. Par conséquent, avec le coût supplémentaire de ces liaisons en plus de la location du réseau de satellite et le coût des supprimeurs d'écho et des autres exigences en matière de commutation pour intégrer le système au réseau téléphonique cela atteindra probablement à près \$5 millions de dollars par canal.

M. Macquarrie: Ceci serait la première mise de fonds?

M. Krupski: Oui, dès que nous utiliserons les circuits. Les liaisons doivent être faites dès le début et la location des satellites doit être payée au départ. Le prix des supprimeurs d'écho varie parce qu'il est appliqué aux circuits, et cela dépendra de l'usage du système.

M. Macquarrie: Je pense que la location annuelle coûtera trois fois le prix d'utilisation du canal est-ouest. En plus de la station que vous devez construire et des supprimeurs d'écho que vous avez mentionnés, de combien le montant annuel sera-t-il supérieur à ce qu'il serait si vous n'étiez pas engagés dans ce mode de télécommunications?

M. Krupski: Je ne comprends pas très bien votre question, monsieur.

M. Macquarrie: Vous nous donnez une assez bonne impression du prix qu'il en coûtera à Réseau Téléphonique transcanadien. Je cherche à savoir combien votre participation à Télésat, d'après ce que vous indiquez aux pages 3 et 4 du mémoire, coûtera à votre exploitation en plus de la première mise de fonds.

M. Krupski: Ce sont des coûts normaux payés tous les ans pour les cinq années de durée d'un satellite. Ce n'est pas simplement une première mise de fonds. Ce sont des dépenses annuelles, de \$5 millions de dollars par année par rapport à 1.5 millions de dollars. Pour la voie, est-ouest, c'est une méthode de subvention qui, à mon avis, est dans l'intérêt du pays

[Texte]

be of long-term benefit to our subscribers who pay telephone rates. In the end, this is a move which will be good for Canada and, in the long-range, will benefit the subscribers. That is why we ask for participation; so that when the operation becomes profitable this would somehow ultimately be reflected in the rates of the telephone subscribers.

Mr. Macquarrie: There is one sentence which particularly strikes me:

Subsidies from the carriers of this magnitude and nature, which ultimately are borne by the telephone users, are very significant and require serious consideration.

Is a part of that serious consideration the thought that rates would increase as a result of your involvement in Telsat?

Mr. Krupski: Yes, I think this has to be considered. If you look at this problem from our point of view, telephone companies particularly are administering a monopoly, to a large extent. This privilege brings with it the obligation to do the best possible

● 1005

job to keep these monopoly rates at the lowest possible cost. If we did not do this we would be falling short in our efforts and of our purpose.

In fact, as I mentioned at the beginning, the telephone service in Canada, as compared to the number of hours' work to pay for it, is substantially lower than in any other country in the world. For example, in Britain, which is a well-populated country, and in France, the services are, respectively, twice and seven and a half times as expensive as in Canada.

We have all the excuses for a more expensive telephone service with long distances and sparse population—but our service is not expensive. It is not expensive because we are very careful in what we do, to insure that the subscribers to our systems do not pay excessive rates. We therefore have to be very concerned, in how far we go into this, not to reflect adversely or not to have too much ultimate effect, on the telephone subscriber. Therefore, we want to ensure that the long-range benefit comes back to the telephone subscriber, if we do support it. And I think you should support progress. Progress always costs money to start with, and the long-range has to be there; but if you invest in progress you have to benefit in the long-term.

Mr. Macquarrie: I assure you I have nothing against progress, and I am not suggesting, by implication or otherwise, that your rates are too high, or anything of the kind, but I think it is important for the Canadian people to know, at this stage of the game and from this sector of ownership in the Tele-

[Interprétation]

et qui peut bénéficier à long terme aux abonnés qui paient le tarif téléphonique. En fin de compte cette initiative sera excellente pour le Canada et, à long terme pour les abonnés. C'est pourquoi nous demandons de participer, et quand l'exploitation deviendra rentable, ceci permettra peut-être de donner aux abonnés des tarifs téléphoniques moins élevés.

M. Macquarrie: Une phrase me frappe tout particulièrement.

Des subsides de cette ampleur et de cette nature de la part des entreprises de communications et qui sont en fin de compte à la charge des usagers du téléphone sont très importants et exigent qu'on y réfléchisse sérieusement.

Est-ce que vous pensez que les taux vont augmenter par suite de votre participation à Telsat?

M. Krupski: Oui, je le crois. Si l'on regarde ce problème de tous les points de vue, les compagnies de téléphone, notamment, exercent un monopole, dans une large mesure. Ce privilège les force à assurer le meilleur service possible pour maintenir ces tarifs

de monopole au plus bas prix possible. Autrement, nous ne pourrions pas répondre à ce qu'on attend de nous.

Par rapport au nombre d'heures-travail le service téléphonique au Canada est sensiblement moins élevé que dans tous les autres pays du monde. Par exemple, en Grande-Bretagne, pays qui est densément peuplé, et en France, les services sont respectivement deux fois et sept fois et demi plus chers qu'ici.

Nous aurions toutes les excuses pour avoir un service téléphonique plus coûteux, parce que les distances sont plus grandes et que la population est éparpillée sur un grand territoire, mais c'est le contraire. Mais le service téléphonique n'est pas cher, parce que nous avons pris bien soin de voir à ce que les abonnés ne paient pas des taux exorbitants pour nos services. Nous devons être conscients de nos actes afin que cela ne se reflète pas trop ou de manière contraire sur les taux imposés aux abonnés du téléphone. Nous désirons donc assurer qu'à la longue les bénéfices reviennent à l'abonné du téléphone, si nous l'appuyons. Et je pense qu'il faut appuyer le progrès. Évidemment, le progrès exige certaines dépenses au début, mais à long terme, si on investit dans le progrès, on finira par en tirer des bénéfices à la longue.

M. Macquarrie: Je ne suis pas contre le progrès, évidemment, et je ne cherche pas à suggérer que vos taux sont trop élevés ou quelque chose du genre, mais je pense qu'il est important que les Canadiens soient renseignés en ce moment-ci par ce secteur de propriété dans Telsat et, si en fait, les abonnés

[Text]

sat, if in fact telephone subscribers will be required in the initial stages to pay higher rates. I think this is very important.

What we are looking for is the total cost of this operation; not only that which is shown in the Department of Communications' estimates, but the cost to the Canadian people.

Am I wrong in suggesting that this implies that this would have to be considered and that part of the serious consideration is that in the initial stages rates might have to go up?

Mr. Krupski: I do not say initially; but in the long-term, unless the benefits flow back, that may be the effect. Things like this do not have an immediate effect. It is the long-term which is of concern. We have to see that there is some flexibility in the rates, and balances, because, in effect, in the long-term, unless this investment brings benefits, it will result in higher rates.

Mr. Macquarrie: I have one further question on a point on which I want clarification. Am I right in assuming that for the life of the satellite it is your suggestion that you will be paying \$5 million for these things which you mention on pages 3 and 4?

Mr. Krupski: Yes, something of that order.

Mr. Macquarrie: This will come out of your budget?

Mr. Krupski: That is correct.

Mr. Macquarrie: This is a very important matter and someone else may wish to pursue it, Mr. Chairman.

The Chairman: Are there further questions on the matter of operating costs? Mr. Stewart?

Mr. Stewart (Cochrane): Thank you, Mr. Chairman. Gentlemen, I think everybody on the Committee agrees with the statement in your brief that to have a satellite system will certainly benefit all Canadians. Everyone would be anxious to have one, but what has constantly bothered some of us is the cost. We are wondering if all of the costs have been made known.

In the past several days this Committee has discovered things that we knew nothing about before. One is the fact that although the major argument for a satellite system has been to bring greater telecommunications systems to the north, we discover that 18 out of the 20 land stations are not going to broadcast anything other than television; and that the two which are going to have other forms of telecommunications are already served by telecommunications which are perhaps as good, or in some cases may be better.

[Interpretation]

du téléphone devront payer pour la première mise de fonds des taux plus élevés.

Je crois que c'est très important. Ce que nous cherchons à savoir c'est le coût total de cette exploitation, non pas simplement ce qui est inscrit aux crédits du ministère des Communications, mais le coût aux Canadiens. Est-ce que j'ai tort de supposer que cela devrait être étudié et qu'une partie des études indique qu'à l'étape de la première mise de fonds, les tarifs devraient être haussés?

M. Krupski: Je ne dis pas au début, mais à long terme, à moins que les bénéfices nous reviennent ce qui pourrait être le résultat. Ces choses n'ont pas un effet immédiat en tout cas. Ce qui nous intéresse c'est la longue période. Il nous faut voir qu'il y a une certaine souplesse de tarifs et un solde parce qu'en fait, il y aura à long terme des tarifs plus élevés, à moins que cet investissement ne nous donne des bénéfices.

M. Macquarrie: J'ai encore besoin de quelques éclaircissements. Est-ce que j'ai raison de dire que, pendant la durée du satellite, vous dites que vous paierez 5 millions de dollars, comme vous le mentionnez aux pages 3 et 4?

M. Krupski: Oui, quelque chose du genre.

M. Macquarrie: Ceci proviendra de votre budget?

M. Krupski: Oui, c'est exact.

M. Macquarrie: Ceci est très important. Quelqu'un voudrait peut-être y ajouter des commentaires.

Le président: Y a-t-il d'autres questions au sujet des frais d'exploitation? Monsieur Stewart?

M. Stewart (Cochrane): Merci, monsieur le président. Messieurs, je pense que tous les membres du Comité, sont d'accord avec la phrase de votre mémoire où vous dites que l'installation d'un système par satellite bénéficiera à tous les Canadiens. Tout le monde a hâte d'en avoir un, mais ce qui nous inquiétait, c'était le coût. Nous nous demandons si tous ces prix ont été rendus publics.

Il y a quelques jours, le Comité a découvert des choses que nous ignorions complètement auparavant. Par exemple, même si l'argument se fondait sur l'implantation d'un immense réseau de télécommunication par satellite dans le Nord, nous avons découvert que sur vingt stations terrestres dix-huit ne diffuseront rien d'autre que des émissions de télévision et que les deux autres, où il y aura d'autres formes de télécommunications, sont déjà desservies par des télécommunications qui sont peut-être aussi bonnes et dans certains cas peut-être même meilleures.

[Texte]

● 1010

When this question was broached to our previous witnesses they said that these other things would be added to those land stations. What we are interested in is how much it is going to cost. This is what our Committee is primarily interested in. How much are the Canadian people going to have to pay for this system? If, later on, we are going to be adding things to something we understood we already had, then it is going to cost more money, and we want to know how much.

Although our last witnesses, being members of a Crown corporation refused to answer a number of questions regarding their own opinions, did let fall by accident the fact that there is such a thing as incentive payments. This is something we never heard about before either. We want to know what these incentive payments are and if they are included in the over-all cost. It seems that in dribbles and drabs we find out from day to day about new costs that are going to go into this system and into the maintenance of it and I believe we have to get the whole story before we even can consider the government being pushed into something which may cost a lot more than any of us realizes.

We have discovered from your brief—that this was hinted at before—that for very, very marginal improvements both in the east and the west as well as in the north we are going to have to have subsidies on the part of the carriers and here is another \$5 million or whatever it is added on to the cost which we did not know about before. I wonder how many other costs are going to be added to this program before we finally find out how much the Canadian people are going to have to pay.

For one thing, if there are subsidies, the Canadian people are going to pay in the end anyway. Whether it is directly from the government or from somewhere else, we end up paying and to make a distinction between the various sources of a subsidy I do not think is being realistic because somebody has to pay. The Minister has spoken about annual revenues and about the private individual who has shares in this and who will get back certain dividends. I do not see how anybody can get back dividends if we are, in turn, putting in subsidies because we are taking with one hand and giving with the other.

I wonder, perhaps, if you could make your opinions a little clearer for us. I realize that perhaps you may be on delicate ground in some instances, but the reason for having experts come before us is to get their personal opinions. I have reason to suspect that perhaps there is the sort of attitude that if you cannot lick them join them and that since the government is damn well going to go ahead with it anyway, you might as well get in on it. Now if this is the case, I think it is a pretty sad situation and I think we should know about it. If we are going to have it anyway—if it is necessary and if we can af-

[Interprétation]

Et alors, quand cette question a été posée au dernier témoin on a dit que les autres services seraient ajoutés à ces stations terrestres. Nous cherchons à savoir combien cela coûtera... Voilà ce à quoi notre Comité s'intéresse tout d'abord. Combien les citoyens canadiens devront-ils payer pour ce réseau? Et si plus tard on ajoute des choses à ce que nous avons déjà, ceci coûtera-t-il plus cher? Combien devrons-nous payer alors?

Même si le dernier témoin, qui est membre d'une société de la Couronne, a refusé de répondre à un certain nombre de questions au sujet de ce que pensait cette société, il a révélé par accident qu'il y avait des paiements de stimulation. Nous n'en avions jamais entendu parler. Nous voulons savoir ce que sont ces paiements et s'ils font partie du coût global. Nous apprenons de jour en jour l'existence qu'il y a de nouvelles dépenses qui vont entrer dans ce système et dans l'entretien. Je présume que nous devons connaître toute l'histoire avant que le gouvernement soit poussé à faire quelque chose qui lui coûterait beaucoup plus que ce que nous prévoyons. Nous avons découvert dans ce mémoire, ce qui nous était inconnu auparavant, que pour les améliorations tout à fait secondaires dans l'Est, dans l'Ouest et dans le Nord, nous devons accorder des subventions aux exploitants, soit 5 millions de dollars qui s'ajouteront au coût. Je me demande combien de dépenses s'ajouteront à ce programme avant de découvrir en fin de compte combien les contribuables canadiens devront payer.

Tout d'abord, s'il y a des subventions, les Canadiens devront payer directement à partir du gouvernement ou d'une autre source. Finalement, il faut payer et établir une distinction entre les diverses sources de subventions. A mon avis, cela n'est pas très réaliste parce que finalement, quelqu'un doit payer. Le ministre a parlé au sujet des recettes annuelles et des particuliers qui détiennent quelques actions et qui peuvent en tirer certains dividendes. Je ne vois pas très bien comment on peut retirer des dividendes si nous devons subventionner cette entreprise, c'est prendre d'une main pour donner de l'autre.

Serait-il possible de nous éclairer à ce sujet? J'avoue que c'est peut-être un sujet délicat mais les experts viennent témoigner pour nous donner leur opinion personnelle. J'ai quelque raison de croire qu'il existe peut-être cette sorte d'attitude voulant que si vous ne pouvez les vaincre, il faut vous joindre à eux et que si le gouvernement y adhère, vous faites aussi bien de faire de même. Je pense que si tel est le cas, c'est une situation bien triste que nous devrions savoir. Si nous allons avoir ce service de télécommunication, si c'est nécessaire, si nous pouvons nous le permettre, nous sommes tous en faveur mais

[Text]

ford it we are all in favour of that, but if it is a question of forcing somebody into a situation, then I think it is high time this was brought out and we found out more about it. Two meetings ago I tabled a letter in the Committee which suggested that perhaps our set-up was the same as the COMSAT set-up and the letters reads in part as follows:

Since Comsat has the whole weight of the American Government behind it, even A.T. and T. can be suppressed and forced to use facilities which it does not like either for quality or cost. Bell Canada and the Railways have been under similar pressures already—what will it be like when Telsat is in control.

These are the things that we would like to know from you, gentlemen.

The Chairman: Perhaps, Mr. Stewart, you might put direct questions to the witnesses. It is a bit unfair to ask them to comment on a rambling statement like that when they do not have it before them.

Mr. Stewart (Cochrane): You may think the statement was rambling, Mr. Chairman, but there were several things in there that I think are important that should be answered and they all have to do with costs and subsidies.

The Chairman: Could you isolate them and go through them in an orderly fashion?

Mr. Stewart (Cochrane): Let me ask straight out how much more do you think is going to be included about which we have no knowledge? Do you agree that this business of adding on to these additional towers is going to cost more money? Do you

• 1015

think that incentive payments are something that is not included in our costs? Do you think that these subsidies are extras for which there has been no allowance and do you think there are other hidden costs that we do not know about?

Mr. Krupski: Mr. Stewart, I think I am not in a position to answer any questions of this type because the Trans-Canada Telephone System has not been involved directly in the pricing of the system. The pricing of the system has been done entirely by the project office. Admittedly, some of our engineers are assisting in developing the inter-connection problems, but we have no inside information nor did we ask and we did not want to ask the reason for the prices, the cost of launching or the design of the satellite. These are things which you properly should ask of the project office of the Minister's department. We could not comment on this at all.

[Interpretation]

s'il s'agit de nous entraîner dans une situation, je pense qu'il était grand temps qu'on nous en parle et que nous nous renseignerions là-dessus. J'ai déposé une lettre au comité il y a quelque temps dans laquelle on laissait entendre que notre organisation était la même que celle de la COMSAT. On dit dans ces lettres que:

puisque l'organisation Comsat est subventionnée par le gouvernement américain, que même A.T. et T. peuvent être supprimés et forcés d'utiliser les installations dont il n'apprécie ni la qualité ni le prix, Bell Canada et les compagnies de chemins de fer ont déjà connu les mêmes pressions. Qu'est-ce qu'il arrivera quand Telsat sera en service

Voilà ce que nous aimerions savoir.

Le président: Monsieur Stewart, vous pourriez peut-être poser des questions aux témoins. Il est assez malhonnête de leur demander d'apporter des commentaires sur une question décousue comme celle-là, quand ils ne l'ont pas sous les yeux.

M. Stewart (Cochrane): Vous pouvez penser que cette phrase est décousue, monsieur le président, mais il y a plusieurs questions importantes à mon avis, qui devraient faire l'objet d'une réponse. Elles se rapportent toutes aux dépenses et aux subventions.

Le président: Pourriez-vous les poser d'une façon ordonnée et précise?

M. Stewart (Cochrane): Combien allons-nous payer encore, à votre avis, pour des dépenses que nous ne connaissons pas? Êtes-vous d'accord pour dire que le fait d'ajouter d'autres installations à des tours va augmenter les dépenses? Pensez-vous que les pro-

grammes de stimulation feront partie des dépenses supplémentaires qui n'ont pas été prévues et qu'il y aura d'autres dépenses cachées qu'on ne connaîtrait pas encore?

M. Krupski: Monsieur Stewart, je pense, je ne suis pas en mesure de répondre à aucune de ces questions parce que le Réseau téléphonique transcanadien n'a pas participé directement à l'établissement des prix du réseau, qui a été fait par ceux qui se sont occupés du projet. Quelques-uns de nos ingénieurs ont aidé à résoudre les problèmes d'interconnexion et nous n'avons aucun détail, nous n'en avons pas demandé et nous n'avons pas voulu demander d'expliquer les prix, le coût du lancement ou la conception du satellite. Ces questions devraient être posées aux intéressés du bureau des projets du ministère. Nous ne pourrions pas faire de commentaires à ce sujet.

[Texte]

Mr. Stewart (Cochrane): Could you comment on any other costs that may be involved from the point of view of the carriers?

Mr. Krupski: Oh, yes, I stated on behalf of the carriers that we will have inter-connection problems near the major cities because these terminating stations most likely—they have not been sited, so this is just an estimate—would be 80 miles away.

This work is now proceeding and our engineers are working with the project office on this to determine the exact sites. If this is the case, of course, these will have to be built which will involve extra costs. The connection from the satellite air station to the centre of Vancouver or to the centre of Toronto will have to be built and these are extra costs which I mentioned.

In terms of expanding in your statement you wondered what the extra costs would be if the service were expanded—in the initial concept there were two stations under consideration for the North to provide telephone service in addition to a great number of stations for television. We know the cost of these stations because one of the members of our system, Bell Canada, built one of these stations on their own at Bouchette in Quebec about 80 miles north of Ottawa. So we are aware of the costs. The cost of adding another place into which the telephone service could be brought is about \$1.3 million and depending on the size of the community or whatever it is, this will have quite an effect because the annual charges on \$1.3 million are about \$325,000 to \$350,000 a year.

So, in order to bring improved telephone service into a community you have to face up to charges of about \$350,000 a year and it is quite obvious that you have to be very careful in considering to what size of communities you can afford to do these things and where it is proper and judicial to invest this kind of money to improve long distance telephone service. These are the extra costs we know of, but otherwise I would not comment on the actual estimates of the project office.

Mr. Stewart (Cochrane): That is all I wish to ask on this, Mr. Chairman. However, I would like to ask you, Mr. Chairman, how are we, as a Committee, going to find out all of the details of the cost? We hear a little bit here, a little bit there, but when is the Committee going to know how much this is going to cost?

The Chairman: Mr. Kierans will be returning on the afternoon of the 15th. He will have his officials with him and at that time you could put all your questions about costs to the Minister and his officials from the project office. We already have had Mr. Kierans and his officials before us twice on this particular aspect, so there seems to have been plenty of opportunity.

[Interprétation]

M. Stewart (Cochrane): Mais du point de vue des transporteurs; ne pourriez-vous pas donner quelques détails sur d'autres dépenses?

M. Krupski: Et bien, j'ai déclaré au nom des transporteurs, que nous aurons des problèmes d'interconnexion près des villes principales parce que les stations terminales n'ont pas été placées et de dire qu'elles seraient à 80 milles, ce n'est qu'une évaluation.

Nos ingénieurs travaillent encore à ce projet actuellement avec le bureau des projets, pour déterminer le site exact. Si tel est le cas, il faudra construire ces stations et cela entraînera des dépenses supplémentaires. La connexion de la station aérienne à satellite au centre de Vancouver ou au centre de Toronto devrait être établie et cela constitue des frais supplémentaires que j'ai mentionnés. Dans votre exposé, vous vous demandiez à quoi équivaldraient les dépenses supplémentaires du perfectionnement du service. Dans le projet initial, on étudiait la possibilité d'installer à deux stations du Nord des services téléphoniques à part les nombreuses stations pour la télévision. Nous savons le coût de ces stations parce que l'un des membres de notre Réseau, Bell Canada, a construit à ses propres frais l'une de ces stations à Bouchette (Québec), à environ 80 milles au nord d'Ottawa. Pour installer le service téléphonique à un autre endroit, cela coûterait 1.3 million de dollars. Compte tenu de l'importance de la collectivité, ou d'autres facteurs, cela pourrait avoir tout un effet parce que sur 1.3 million de dollars, les taux annuels se situent entre \$325,000 et \$350,000.

Afin d'améliorer le service téléphonique dans une collectivité, vous devez rencontrer des frais de \$350,000 par année. Il est assez évident que vous devez considérer avec prudence quelles collectivités peuvent se permettre ces dépenses et où il est approprié d'investir cet argent pour l'amélioration du service téléphonique interurbain. Ce sont les dépenses supplémentaires que nous prévoyons, autrement, je ne me permettrais pas de commenter les prévisions budgétaires actuelles du bureau des projets.

M. Stewart (Cochrane): C'est tout ce que je voulais savoir, monsieur le président. Toutefois, je voudrais vous demander à vous, monsieur le président, comment nous allons en tant que Comité, connaître tous les détails des dépenses. Nous en apprenons un peu ici, un peu là, mais quand le comité connaîtra-t-il le coût global de cette entreprise.

Le président: Monsieur Kierans doit revenir l'après-midi du 15. Il sera accompagné de quelques fonctionnaires supérieurs et à ce moment-là, vous pourrez lui adresser toutes les questions relatives aux dépenses. Monsieur Kierans est déjà venu dans cette enceinte, ainsi que ses fonctionnaires à ce sujet. Il semble qu'il y ait eu beaucoup d'occasions de le questionner à ce sujet.

[Text]

Mr. Stewart (Cochrane): Yes, but obviously the Minister was not aware of some of these things that have come up.

The Chairman: Are there any further questions on the matter of operating costs? Mr. De Bané.

M. De Bané: Monsieur le président, avant de parler de cette question des coûts, je voudrais féliciter nos témoins de la présentation de leur mémoire en français qui est d'une facture excellente et sans reproche. Je regrette cependant que le mémoire remis ce matin soit seulement en anglais, mais c'est peut-être par manque de temps.

Au sujet des coûts pour commencer avec une question générale, relativement à l'esprit des questions de mon confrère, M. Stewart, ai-je raison de dire que l'organisation *Trans-Canada Telephone System* avait proposé au gouvernement, comme premier projet, de s'occuper seule de cette entreprise de satellites?

Mr. Krupski: You will excuse me if I answer in English.

M. De Bané: Of course.

Mr. Krupski: I understand very well but my answer will probably be better understood if I answer in English.

M. De Bané: Of course, by all means.

Mr. Krupski: The carriers, as you are well aware, have proposed to build a satellite system—it was about two years ago when they made the proposal—because we believed that this would put Canada on the map, that it would have long-range benefits and as I indicated in our brief, it would help scientific industrial developments and assure Canada's place in space. These are very good reasons to go ahead with a satellite system and we propose to build a system on our own for Canada.

Of course, the difference in our proposal to that at present is that if we had built the system and the system became profitable then the whole profits of that system would have reverted back to our telephone subscribers. The full benefits of that would have gone back to the telephone subscribers and would have been reflected in their telephone rates. In the present proposal only one-third of the benefits will go back to the telephone subscribers, one-third to the public investor and one-third to the government.

So this is the basic difference. It is not as good as ours from the telephone subscribers point of view, but I think it is acceptable and that is why we want to go ahead with it. We want to work with government.

[Interpretation]

M. Stewart (Cochrane): Oui, mais le Ministre ne semble pas au courant des renseignements qu'on vient de vous fournir.

Le président: Y a-t-il d'autres questions sur les frais d'exploitation? Monsieur DeBané.

Mr. De Bané: Mr. Chairman, before talking about this question of costs, I should like to congratulate the witnesses for the presentation of their brief in French. It is extremely well done. However, I am sorry that the brief that we received this morning is only in English. This is perhaps due to lack of time. Concerning this question of costs, I shall start by putting a general question relating to the nature of the questions put by my colleague, Mr. Stewart. Am I right in saying that the *Trans-Canada Telephone System* had proposed to the government, as an initial project, to take care alone of this enterprise dealing with satellites?

M. Krupski: Je vous prie de m'excuser si je réponds en anglais.

M. De Bané: Je vous en prie.

M. Krupski: Je le comprends très bien, mais ma réponse sera mieux comprise si je m'exprime en anglais.

M. De Bané: Certainement, je vous en prie.

M. Krupski: Les exploitants, comme vous le savez, ont proposé de construire un satellite, il y a deux ans de cela, parce que nous étions d'avis que cela mettrait le Canada à l'avant-garde, qu'il en résulterait des bénéfices à long terme, et, comme nous l'avons indiqué dans notre mémoire, que cela aidera le développement scientifique et industriel et assurera, pour le Canada, une place dans l'espace. Ce sont là de très bonnes raisons pour poursuivre avec un système de satellites, et nous proposons de construire un satellite purement canadien.

Évidemment, la différence entre notre proposition et celle qui existe présentement, c'est que si nous avions entrepris la mise au point de ce système, et qu'il serait devenu rentable, tous les profits auraient été tirés par nos abonnés du téléphone, ce qui, par conséquent, aurait modifié les tarifs. Dans la proposition actuelle, seulement un tiers des bénéfices iront aux usagers, un tiers aux investisseurs et un tiers au gouvernement.

C'est là la seule différence. Du point de vue des usagers du téléphone, ce système n'est pas aussi intéressant que le nôtre, mais il est acceptable en ce qui nous concerne et c'est pourquoi nous voulons poursuivre les travaux. Nous voulons collaborer avec le gouvernement.

[Texte]

M. De Bané: Je comprends quand même que selon vous, tôt ou tard ce système sera rentable.

Mr. Krupski: Yes, within 10 years or so.

Mr. Osler: May I ask a supplementary?

Mr. De Bané: If you do not mind I will finish my questions on costs.

Mr. Osler: I just-wanted to ask if the system that they would have put in would differ—I do not want details—physically from the system that you now propose to share in. That is relevant to your cost, is it not?

Mr. Krupski: I am not certain. When we made a proposal two years ago different information was available and since then we have no longer negotiated. As I say, being no longer responsible for this project we have no longer negotiated with the CBC. I feel that the system most likely would be the same in either case.

The Chairman: Mr. De Bané?

M. De Bané: Monsieur le président, à la page 3 du mémoire, au paragraphe (1), vous écrivez pour commencer que:

Le coût de mise au point d'un satellite est ... de \$20 millions et doit être entièrement absorbé par les deux premiers satellites ...

Alors, j'aimerais que vous m'expliquiez cette contradiction apparente: Nous lisons: «le coût de mise au point d'un satellite» et ensuite: «ce coût doit être absorbé par deux satellites». Est-ce que les \$20 millions couvrent un ou deux satellites?

Mr. Krupski: The development cost of a satellite is in the order of \$20 million and this cost has to be carried by the number of satellites you produce. If you are a manufacturer producing satellites and you have spent \$20 million in developing the satellite in test equipment, test chambers and all these things, then if you only sell two satellites these two satellites will each be carrying \$10 million of this development cost. If you sell a thousand satellites then each satellite would only carry one thousand of that cost. This is because satellites are not a mass-produced item. The next satellite may be different and you will have new development costs. It has been the contention of the government that the initial development cost has to be carried by the initial two satellites in total.

Mr. De Bané: And does that amount of \$20 million refer to one or two satellites?

[Interprétation]

M. De Bané: However, I understand that, according to your argument, sooner or later this system will be profitable.

M. Krupski: Oui, dans une dizaine d'années.

M. Osler: Puis-je poser une question supplémentaire?

M. De Bané: Si ça ne vous dérange pas je vais terminer avec ma question sur le coût.

M. Osler: Je voulais vous demander si le système que vous aurez établi, (je ne veux pas les détails,) serait physiquement différent de celui auquel vous vous proposez de participer. Cela est en rapport aux coûts n'est-ce pas?

M. Krupski: Je ne suis pas sûr. Lorsque nous avons fait une proposition, il y a deux ans, nous disposions de divers renseignements et depuis lors, nous n'avons pas repris les négociations avec Radio-Canada. J'ai l'impression que le système serait très probablement le même dans les deux cas.

Le président: Monsieur De Bané?

M. De Bané: Mr. Chairman, I should like to refer to page 3 of the brief, paragraph(1) where you say:

(1) The development cost of a satellite is ... \$20 million and this cost has to be fully absorbed by the two initial satellites ...

Now, I would like you to explain this apparent contradiction. You say "the development cost of a satellite" and then later, you say "this cost has to be fully absorbed by two initial satellites." Now, does this \$20 million cover one satellite or two satellites?

M. Krupski: Le coût de mise au point d'un satellite est d'environ 20 millions de dollars, et ce chiffre doit être partagé par le nombre de satellites que vous produisez. Si pour fabriquer des satellites, vous avez déboursé 20 millions de dollars pour la mise au point du satellite, pour le matériel d'essai, etc., et si vous ne vendez que deux satellites, ils vous auront coûté chacun 10 millions de dollars. Si vous vendez 1,000 satellites, chaque satellite ne portera que \$1,000 du coût total de mise au point. C'est parce que les satellites ne sont pas fabriqués en série. Le prochain satellite peut être différent; il y aura donc d'autres frais de mise au point.

Le gouvernement a été d'avis que le coût initial de la mise au point devait être amorti par les deux premiers satellites.

M. De Bané: Et ces 20 millions de dollars ont-ils trait à un ou à deux satellites?

[Text]

Mr. Krupski: For all satellites of this type and, because you are only buying two, it has to be distributed over two satellites.

M. De Bané: Dans le même paragraphe, vous dites:

Par contre, le coût de mise au point de systèmes terrestres à micro-ondes peut se répartir sur des milliers d'unités.

Combien y a-t-il d'unités de micro-ondes dans le réseau du *Trans-Canada Telephone System*?

Mr. Krupski: This is a good question but offhand I could not give a meaningful answer. I am certain there must be over a thousand but if you wish I will check and let you have the exact answer to this.

The Chairman: Could one of your colleagues perhaps hazard a guess?

Mr. Krupski: We have been asked how many thousand microwave repeaters we have in our system.

Mr. De Bané: Would it be around 800?

Mr. Krupski: Oh more than that.

The British Columbia Telephone Company uses several hundred itself. I will let you have the figure. I would rather not guess because I am certain that it is substantially more than one thousand.

M. De Bané: Combien le système de micro-ondes de Trans-Canada Telephone System a-t-il coûté en investissements?

Mr. Krupski: The Trans-Canada Telephone System of course is a very large network. It is not a microwave length from Toronto to Vancouver but a network. This map will show you the multitude of lines from Calgary to Edmonton or north of BC, crisscrossing Ontario and across Quebec. It is not comparable in cost by way of direct comparison with a satellite.

Mr. De Bané: I am not dealing yet with the satellite.

Mr. Krupski: I know, but the closest comparison which would be of interest to you is that the initial microwave system which was built between Montreal, Toronto and Vancouver, with a number of breakouts at intermediate points, represented an investment in the order of \$40 million. That was a very large investment which the Trans-Canada Telephone System had undertaken in those days by themselves, to bring better communication and television across Canada. The first time television was

[Interpretation]

Mr. Krupski: Pour les satellites de ce type et comme vous n'achetez que deux satellites de toute façon, le coût doit être réparti sur deux satellites.

Mr. De Bané: In the same paragraph, you say:

In contrast, the cost of developing terrestrial microwave systems can be distributed over thousands of units.

How many microwave units are there in the Trans-Canada Telephone System?

Mr. Krupski: Bonne question, mais je ne peux pas vous donner une réponse significative sans vérification. Certainement au-dessus de mille, mais si vous voulez je vais vérifier et je vous donnerai le chiffre exact.

Le président: Un de vos collègues pourrait peut-être donner une réponse approximative?

M. Krupski: On nous a demandé combien de milliers de relais micro-ondes notre système comporte-t-il.

M. De Bané: Y aurait-il environ 800?

M. Krupski: Bien plus.

La compagnie de téléphone de la Colombie-Britannique en utilise plusieurs centaines. Je crois que je peux vous donner le chiffre plus tard. Je n'aimerais pas donner des chiffres approximatifs car je suis sûr qu'il y en a plus de mille.

Mr. De Bané: This microwave system of the Trans-Canada Telephone System has cost how much in investment capital?

M. Krupski: La *Trans-Canada Telephone System* est un réseau très vaste. Ce n'est pas une longueur micro-onde de Toronto à Vancouver, mais un réseau. Vous avez là une carte du réseau et vous voyez toutes les lignes, toutes les liaisons qui vont de Calgary à Edmonton, ou au nord de la Colombie-Britannique, entre-croisant l'Ontario, et traversant le Québec. Le coût ne se compare guère à celui d'un satellite.

M. De Bané: Je ne parle pas du satellite encore.

M. Krupski: Je sais, mais la comparaison la plus proche que nous pouvons faire et qui vous intéresserait, c'est que le système initial des micro-ondes construit entre Montréal, Toronto, Vancouver, et comportant un certain nombre d'interruption constitue un investissement d'environ 40 millions de dollars. Cela représente un gros investissement que la *Trans-Canada Telephone System* a entrepris afin d'améliorer les communications et la télévision dans le foyer. La première fois qu'on a transmis la télé-

[Texte]

transmitted across Canada was when this system was built.

M. De Bané: Ai-je raison de dire, en gros, (je ne suis pas expert en ce domaine) que nous avons au Canada deux réseaux est-ouest de micro-ondes terrestres, l'un qui est la propriété de Trans-Canada Telephone System et qui comprend trois canaux, et l'autre qui appartient aux Télécommunications CN CP et qui possède un canal? Est-ce que j'ai raison, en gros, de dire que nous avons ces deux réseaux dans le moment?

Mr. Krupski: No, I would not say this is quite correct. A system is a very difficult thing to define. We have, as far as Trans-Canada goes, a network of routes across Canada interlinking cities. There are several routes and there are Canadian National and Canadian Pacific with a single route on a single channel.

Mr. De Bané: And the Trans-Canada System?

Mr. Krupski: If you look at the major cross-sections for Trans-Canada use, there are a lot of local circuits on it, but for transit use. There are about 1,500 to 2,000 circuits in the centre part between Winnipeg and Regina, and this involves at least two microwave channels. There is the CBC, there is the CTV network across Canada and then there are time-delay channels. There are four to five channels across Canada on this basis, including television and others.

Mr. De Bané: Would it be fair to state that at the moment we have, first, one system which is owned by CN and CP and which carries only one channel?

Mr. Krupski: That is right.

Mr. De Bané: Then we have another microwave system which is the property of the Trans-Canada Telephone System.

Mr. Krupski: The telephone companies, the Trans-Canada System, yes.

Mr. De Bané: And this second system, which is the property of you gentlemen, has about four channels?

Mr. Krupski: In certain sections, certain places, there are more and in other places there are fewer, but nowhere are there fewer than four.

The Chairman: Mr. De Bané, I am going to have to ask you to come to your questions of cost.

Mr. De Bané: Right at the moment, Mr. Chairman. Am I correct in stating that your system, which car-

[Interprétation]

vision à travers le pays c'était lorsque ce système a été construit.

Mr. De Bané: Am I right in saying, roughly speaking of course—I am not an expert in this field—that we have in Canada two east-west terrestrial microwave systems, one which belong to the Trans-Canada Telephone System, with three channels, and the other belonging to CN-CP Telecommunications, with one channel? Roughly speaking, am I right in saying that we have these two networks at the present time?

M. Krupski: Non, ce n'est pas tout à fait exact. C'est très difficile de définir un système. Pour ce qui est de la compagnie Trans-Canada, il existe un réseau à travers le Canada qui relie les villes entre elles.

Il y a plusieurs routes, il y a le National-Canadien et le Canadien-Pacifique qui ont une route unique, et une voie unique.

M. De Bané: Mais, le système transcanadien?

M. Krupski: Si vous regardez le réseau du système trans-Canada, vous verrez qu'il y a toutes sortes de liaisons locales. Il y a environ 1,500 à 2,000 circuits dans la région centrale de Winnipeg à Regina. Il faut donc deux canaux micro-ondes. Il y a Radio-Canada, le CTV, il y a des canaux avec retards en temps. Il existe aussi quatre ou cinq canaux de ce genre à travers le Canada, y compris la télévision et d'autres encore.

M. De Bané: Est-ce qu'il serait juste de dire, qu'en ce moment, nous avons d'une part un système qui appartient au National-Canadien et au Canadien Pacifique avec un seul canal.

M. Krupski: C'est juste.

M. De Bané: Nous avons un autre système à micro-ondes qui est la propriété du Réseau téléphonique transcanadien.

M. Krupski: Oui, les sociétés de téléphone, le réseau transcanadien.

M. De Bané: Et ce deuxième système, auquel vous appartenez, a environ quatre canaux?

M. Krupski: Dans certaines régions, il y en a plus, et dans d'autres régions, un peu moins. Mais il y en a pas moins de quatre.

Le président: Je vais demander à M. De Bané de nous parler des frais.

M. De Bané: Tout de suite, M. le président. Est-il juste de dire que votre système avec environ quatre

[Text]

ries about four channels represents an investment over the years of around \$800 million?

Mr. Krupski: I would not measure this . . . I would not have the figures there because there are so many local systems which are part of the Trans-Canada System and are all owned by the companies. Telecommunications within the Trans-Canada Telephone System are done on a regional basis. There is a system in Manitoba that owns all the facilities across Manitoba and in Manitoba, and on the exact investment I would not hazard a guess. Again, if you wish we could define this. The total investment of the Telephone System in Canada is of the order of over \$5 billion. That is the total investment of the Trans-Canada Telephone companies.

Mr. De Bané: Some experts say—and I would like to know whether or not you agree—that out of this \$5 billion, which is the investment of your System, about \$800 million is the worth of the investment for your four channels east-west.

Mr. Krupski: No. I would not go along and I could not give you that figure off-hand. I have to check into that.

Mr. De Bané: I understand that the project of the satellite will carry six channels and the investment will be around \$75 million?

Mr. Krupski: I would like to add here that there may be confusion as to channels. On a microwave system we have two-way channels. That we call one channel on a microwave system is in fact two channels, one going east-west and one going west-east. Therefore a channel in a microwave system has a

● 1035

basic capacity of 1,200 two-way circuits, while a channel on a microwave system, if it is just from point to point, has at best a capacity of 600 two-way circuits. So it is about half the capacity of a microwave channel, which is actually a double channel.

And if you have more breakouts as one channel serving Montreal, Toronto, St. John's, Toronto and Vancouver, then the capacity is, according to my latest information, only 330 circuits or a third, less than one third, of a microwave channel on a microwave system. Therefore you cannot compare the two exactly on even terms.

Mr. De Bané: Quelle sera, approximativement, la participation de votre organisation dans le projet de Télésat Canada?

Mr. Krupski: Thirty-three and one third per cent, and we have no indication as to the financing of the Corporation. We originally talked about a 50 per cent debt ratio and recently when the Minister ap-

[Interpretation]

canaux représente un investissement au cours des années, de 800 millions de dollars?

Mr. Krupski: Je ne pourrais mesurer comme ça. Je n'ai pas les chiffres, parce qu'il y a les systèmes locaux qui font partie du Réseau téléphonique transcanadien. Les télécommunications à l'intérieur du réseau trans-Canada sont faites sur une base locale. Le système du Manitoba est propriétaire de toutes les installations du Manitoba. Les investissements exacts, dont je ne pourrais vous donner de chiffres maintenant mais si vous désirez je pourrai vous les fournir.

L'investissement total du Réseau téléphonique transcanadien est au-delà de 5 milliards de dollars.

M. De Bané: Certains experts disent et j'aimerais savoir si vous êtes d'accord, que sur ces 5 milliards de dollars d'investissements de votre organisation, environ 800 millions représentent l'investissement pour vos quatre canaux est-ouest?

Mr. Krupski: Non, je ne peux pas accepter cela et je ne peux pas vous donner de chiffres. Je dois les vérifier d'abord.

M. De Bané: Un projet satellite, si je comprends bien, aura 6 canaux et l'investissement s'élèverait à environ 75 millions de dollars?

Mr. Krupski: Il y a peut-être une certaine confusion concernant les canaux. Dans un système à micro-ondes, il y a deux canaux: un pour l'est-ouest, et un ouest-est. Donc, un canal de micro-ondes a déjà une capacité minimum de 1,200 ondes dans les deux sens, tandis qu'un canal dans un système à micro-

ondes, d'un point à l'autre seulement, a une capacité maximum de 600 ondes dans les deux sens. Il s'agit alors de la moitié de la capacité d'un canal de micro-ondes qui est au fond un canal double.

Si vous avez, par exemple, un canal Montréal-Toronto-St-Jean-Toronto-Vancouver, la capacité d'après les derniers renseignements, n'est que de 330 circuits, soit un tiers, moins d'un tiers, d'un système à micro-ondes. Donc, on ne peut absolument pas comparer les deux systèmes.

Mr. De Bané: Could you tell us, more or less, what will be the participation of your organization in the Telesat Canada project?

Mr. Krupski: 33 1/3 p. 100. Nous n'avons pas d'indication concernant le financement de la corporation. Au début, nous avons parlé de 50 p. 100 de dettes et lorsque le ministre s'est récemment présenté

[Texte]

peared before you he mentioned the possibility of a higher debt ratio. When this is decided then we hope to have 33-1/3 per cent jointly with Canadian Pacific, Quebec Telephone and the other members of the common carrier.

Mr. De Bané: Sans doute ne répondez-vous pas à mes questions, parce que vous pensez que je veux des réponses précises. Là n'est pas du tout mon but.

Vous dites par exemple à la page 2:

Le Réseau Téléphonique Transcanadien est en mesure d'apporter une contribution unique et précieuse à la réussite de ce projet, grâce à son personnel qualifié, son expérience, ses connaissances techniques et ses ressources matérielles.

Si cela est vrai, vous pouvez au moins me donner une idée approximative de l'investissement que les "carriers" entendent faire.

Mr. Krupski: The estimate which was mentioned by the Minister in this Committee was \$60 million to \$75 million for the satellite system. If we assume there is a 50 per cent debt ratio, it means we are talking about an investment of \$30 million to \$37.5 million. And if the carriers, as we request, should have one third of it, then the investment would be \$10 to \$12 million.

Mr. De Bané: Do you agree with the figures of the Minister? According to what you said...

Mr. Krupski: I have no comments on the figures of the Minister because none of us either was asked or even intended to contribute or study the launching costs, the satellite costs. These are done by the project officer, and the Minister, I think, has given you an answer to that.

Mr. De Bané: Monsieur le président, vous rendez-vous compte que votre affirmation de la page 2 n'a plus aucun sens? Vous nous dites que le Réseau peut contribuer, grâce à son expérience, ses connaissances techniques, ses ressources matérielles, et aussi vous, l'Organisation la plus compétente pour juger si le ministre a raison ou non, vous dites que vous ne le savez pas! Il y a quelque chose de curieux.

Êtes-vous prêts à confirmer ou à infirmer ce que dit le ministre? Je comprends que le citoyen "untel" de mon comté, à qui je demanderais: "Le ministre a-t-il raison?" réponde: "Je ne le sais pas".

Mais si le Réseau Téléphonique Transcanadien nous dit: «On ne le sais pas» qui le sait? Et que signifie alors votre référence à votre expérience, à vos connaissances techniques, à vos ressources matérielles, et le reste?

[Interprétation]

devant vous, il a même parlé d'une proposition de dettes plus élevée. Lorsqu'une décision sera prise nous pensons avoir 33-1/2 conjointement avec le Canadien-Pacifique, Québec Téléphone et avec d'autres membres de la société de communication.

Mr. De Bané: You are not answering my question, because you probably think I want precise answers. But that is not my aim.

On page 2, you said:

The Trans-Canada Telephone system is in a position to make a unique and valuable contribution to the success of the satellite enterprise through the use of its trained manpower, its experience and technical knowledge and its material resources.

If that is true, you can at least give me some idea of the investment the carriers intend to make.

Mr. Krupski: Les prévisions mentionnées par le ministre sont de \$60 à \$75 millions de dollars pour le système de satellite.

Si on suppose qu'il y a un taux de 50 p. 100 de dettes cela fait 30 à 37.5 millions de dollars. Si la société de communication en obtient, selon notre demande, un tiers, l'investissement s'élèvera à \$10 à \$12 millions.

Mr. De Bané: Acceptez-vous les chiffres que le ministre nous a donnés? D'après ce que vous dites...

Mr. Krupski: Je n'ai pas de commentaires à faire sur les chiffres du ministre. Parce qu'aucun d'entre nous a été demandé ou a eu l'intention d'étudier les coûts de lancement du satellite qui sont évalués par le bureau d'étude, et je pense que le ministre vous a donné une réponse à ce sujet.

Mr. De Bané: Mr. Chairman, do you realize that your statement on page 2 no longer has any meaning? You tell us that the network can contribute, thanks to its experience, technical knowledge and material resources. And you, the most competent organization capable of telling us whether or not the Minister is right, you say that you don't know! Well, there is something rather curious about this.

Are you ready to confirm or deny what the Minister has said? I can understand one of my constituents being asked: "Is the Minister right?" and answering: "I do not know."

But if the Chairman of the Trans-Canada Telephone System says "I do not know," well, who is there to know? And what does your reference to your technical knowledge, experience, material resources and so on, actually mean?

[Text]

● 1040

Mr. Krupski: What we are saying is that we have the resources and can be of assistance and we have been of assistance, particularly in the spheres of interconnection with the terrestrial network, of interference, of designing and location of stations. But the Minister has chosen, through the form of a project office, to design the satellite system in the project office, in which we had no part, to which we had no access, and therefore we cannot comment because it would be completely improper for an engineer who has not seen somebody else's basic information to comment on it.

The Chairman: Mr. De Bané, I think I should interrupt you now and let somebody else have the floor.

Mr. De Bané: I have other questions.

The Chairman: You have taken 20 minutes and I think that is a reasonable amount of time. Are there supplementaries to Mr. Macquarrie's original question on the operating costs?

Mr. Dinsdale: Mr. Chairman, it has been suggested that one of the chief benefits of the new satellite system will be in respect of problems of northern communication. I note in the statement this morning that the witness indicates that so far as telephonic communication is concerned this satellite system will have a marginal benefit because of the cost factor. On the basis of that statement it is fair to conclude that existing telephonic communication into the north, particularly into the Mackenzie delta and the Great Slave Lake areas is regarded as sufficient and adequate for the foreseeable future.

Mr. Krupski: I would like to answer only part of your question. This territory which you mentioned is presently served by Canadian National Telecommunications.

Prior to coming to this hearing, I spoke to their general manager because I expected this question might be asked. He assured me and said that I could say on his behalf that 97 per cent of the population in this area have acceptable telephone service and that only 110 applications for added or improved telephone services are on hand in the territory served by Canadian National Telecommunications. Should you require more details I would prefer you to invite Canadian National to answer on their own behalf.

Mr. Dinsdale: Why do you say that it would be too costly to contemplate at this stage adding telephonic communication to the remote areas of the Canadian north by means of the satellite system? Is the technology not such as to provide this sort of facility?

[Interpretation]

M. Krupski: Ce que nous voulons dire, c'est que nous avons des ressources, et que nous pouvons être utiles grâce à ces ressources, en particulier en ce qui concerne les domaines d'une inter-connexion avec la station terrestre d'intervention de concevoir et déterminer l'emplacement des véhicules spatiaux. Mais le ministre a décidé par l'intermédiaire du bureau d'étude de concevoir le système de satellite dans ce bureau, auquel nous ne participons pas, où nous n'avons pas d'accès. Par conséquent, nous ne pouvons pas nous exprimer à ce sujet, car pour un ingénieur qui n'a pas étudié les renseignements, il n'est pas indiqué de faire des commentaires.

Le président: Monsieur De Bané, je crois qu'il faut vous arrêter et céder la parole à quelqu'un d'autre.

M. De Bané: J'ai d'autres questions à poser.

Le président: Vous avez pris 20 minutes. Je crois que c'est suffisant.

Est-ce qu'il y a des questions complémentaires à la question de monsieur Macquarrie relativement aux frais d'exploitation?

M. Dinsdale: Monsieur le président, on a insinué qu'un des principaux avantages du nouveau système à satellites aura trait aux problèmes de télécommunications dans le Nord. J'ai remarqué, ce matin, que le témoin a indiqué qu'en ce qui concerne les communications téléphoniques, ce système à satellites présentera un avantage secondaire à cause du coût. Sur la base de cette déclaration, est-il juste de conclure que les télécommunications téléphoniques existantes dans le Nord, et particulièrement dans la région du delta du Mackenzie et dans la région du Grand lac des Esclaves, semblent être considérées comme suffisantes pour un avenir prévisible.

M. Krupski: J'aimerais répondre à une partie de votre question. Le territoire que vous avez mentionné est desservi à l'heure actuelle par les Télécommunications du CN.

Avant de venir témoigner, j'en ai parlé avec leur directeur général parce que je m'attendais à ce qu'on pose cette question. Il m'a assuré et m'a dit que 97 p. 100 de la population de cette région jouit d'un service téléphonique acceptable et qu'il n'y a que 110 demandes en vue d'améliorer ou d'installer le système téléphonique dans le territoire desservi par les Télécommunications du CN. Pour de plus amples renseignements, je préférerais que vous invitiez le CN à répondre à cette question.

M. Dinsdale: Pourquoi dites-vous que cela coûterait trop cher de songer en ce moment à ajouter un réseau de communication téléphonique dans les régions reculées du Nord canadien au moyen d'un système à satellites? La technique ne vous permettrait-elle pas de fournir ce genre de service?

[Texte]

Mr. Krupski: The present telephonic services to the north are provided over a high frequency radio system. You will see it marked on this map with the dotted line reaching into the north. We talk about the territories covered more by Trans-Canada Telephone System companies—these base stations in Frobisher Bay, Alma, Goose Bay, Churchill and Moosonee—from which communications are picked up. I have information that 97 per cent of the calls placed over these systems are completed.

They are not as good as our regular telephone calls by any means. They are sometimes clear, sometimes slightly interfered with but it is possible to communicate. Now we are talking about communities with 100 or 120 telephones. The major communities, however, do have normal telephone services. Frobisher Bay has 600 or so telephones. But if you go to a place like Grande Ballein, for example, there are 140 telephones.

If we just look at the incremental cost of putting down an earth station alone, forgetting about the basic cost of the satellite altogether and what it costs to transmit over the satellite, it is \$1.3 million or \$320,000 or \$325,000 annual costs. In order to improve long distance service for this community, if you have 100 telephones it means that every telephone per year has to pay \$3,000, forgetting all the other services—just to improve long distance service. Therefore it is quite obvious that this is more applicable to the bigger unit where the individual cost is more important.

For example, at Asbestos at the top of Quebec a mining development has been pending for five years. There were 4,000 people to be working there. For one reason or another this development has been held up. Some people say it was because of a report and other people say they found asbestos somewhere else. But the fact is that it has not gone forward.

If it had gone forward we would have had 4,000 people there, a corporation in there to mine and they would have had to carry the major incremental cost of that. The corporation, in the same way as they have to pay for transportation, would have to pay for at least the carrying charges of this incremental \$300,000 or more for the earth station alone. They would be expected to pay it. But it is more difficult if you have a little community of 100 people with no industry behind it. How far do you go to spend \$300,000 a year to improve the service to 100 people?

Mr. Dinsdale: So you are saying, sir, that the telephonic service through satellite would be just too expensive to apply to remote areas?

Mr. Krupski: I would not say it would be too expensive but you would have to be very judicious in

[Interprétation]

M. Krupski: Les services téléphoniques actuels dans le Nord sont fournis à l'aide d'un système de radio à haute fréquence. Cela correspond, sur cette carte, à la ligne pointillée qui se dirige vers le Nord. Il s'agit du territoire desservi en grande partie par le Réseau téléphonique transcanadien. Ces stations de base se trouvent à Frobisher Bay, Alma, Goose Bay, Churchill et, Moosonee. 97 p. 100 des appels effectués sont complétés.

Les communications ne sont pas aussi bonnes que nos appels téléphoniques ordinaires, mais elles sont parfois nettes, parfois avec une légère interférence mais il est possible d'avoir une communication. Nous parlons de localités qui comptent 100 à 120 téléphones. Dans les grands centres le service téléphonique est normal. A Frobisher Bay, par exemple, il y a 600 téléphones. Par contre, si vous vous rendez dans un endroit comme Grande Baleine, par exemple, il y a 140 téléphones.

Si nous jetons un coup d'oeil sur le coût de la construction d'une station terrienne, en ne tenant pas compte du coût de base du satellite lui-même et des frais pour la transmission au satellite, vous constaterez qu'il en coûte 1.3 millions de dollars ou \$320,000 ou \$325,000 de frais annuels. Afin d'améliorer le système interurbain pour une localité, qui n'a que 100 téléphones, ceci voudrait dire que pour chaque téléphone, on devrait déboursier \$3,000 par année, à part les autres services nécessaires pour améliorer le service interurbain. Il est donc évident que cela est plus facile pour les grandes localités où le coût individuel est plus important.

Par exemple, à Asbestos, au nord du Québec, une exploitation minière a été suspendue pendant cinq ans. 4,000 personnes y travaillaient. Pour une raison ou pour une autre, ce projet a été retardé. Certaines personnes prétendent que cela dépendait d'un rapport, et d'autres personnes avancent qu'on a trouvé de l'amiante ailleurs. De toute façon, l'entreprise s'était arrêtée.

Si le projet avait été poursuivi, il y aurait 4,000 personnes, une société minière et ils devraient porter le poids du coût d'amélioration. De la même manière que la société devrait payer pour le transport, de la même manière, elle payerait au moins les frais de transmission de cette amélioration, soit \$300,000 ou plus pour la station terrienne. On s'attendrait à ce qu'ils le paient, mais, c'est beaucoup plus difficile s'il s'agit d'une petite localité de 100 personnes, sans industrie. Quelles améliorations apportez-vous au service de 100 gens, pour \$300,000 par année?

M. Dinsdale: Vous estimez donc que le service téléphonique à satellites coûterait trop cher pour l'appliquer aux régions éloignées.

M. Krupski: Je ne dirais pas que cela coûterait trop cher, mais il faudrait être très judicieux pour l'ap-

[Text]

applying them. That is why we have only two stations in the initial project. You have to be careful what you do, and the social benefits have to be somewhere balanced against the higher costs.

Mr. Dinsdale: You say that the main use in the remote areas of the north will be television communication. Would this not be a costly procedure too?

Mr. Krupski: I would not say there is no other way and I would not comment on television, but there is no other way of bringing live television into these areas—unless you spend a fabulous amount of money which would be completely out of reach. It is not cheap, nor is it as expensive as telephone service because a television receiver station is about 1/10 of the cost of a telephone station and therefore it is much more feasible to cover smaller communities with a television receiver station than with a telephone station.

Mr. Dinsdale: So if the telephone earth station costs \$1.3 million you say that the equivalent cost for a television earth station is—

Mr. Krupski: That is in the order of \$100,000.

Mr. Dinsdale: —\$100,000.

Mr. Krupski: \$150,000 or so.

The Chairman: The total cost that we were given was \$210,000.

Mr. Krupski: That includes the television transmitter.

The Chairman: That is correct.

• 1050

Mr. Dinsdale: I suppose it is the cost factor that would, as your brief indicates, not make possible the use of TELESAT for east-west telephonic communications.

Mr. Krupski: Oh, no.

Mr. Dinsdale: You state that your present facilities are quite adequate.

Mr. Krupski: That is correct. As I mentioned in the brief, cross-subsidization is something which is normal in the telecommunication industry. This is done always with a long term benefit, both social and financial. We are prepared and, as I indicated, we are willing to join this tripartite arrangement proposed by the minister. The only concern we have, and that is the purpose of this brief, is that in doing

[Interpretation]

pliquer. C'est la raison pour laquelle nous avons prévu seulement deux stations dans le projet initial. Nous devons agir très prudemment et les avantages sociaux doivent être équilibrés par rapport aux frais très élevés.

M. Dinsdale: Vous dites que dans le Nord, il s'agirait essentiellement de postes de télévisions? Ne croyez-vous pas que cela coûterait très cher?

M. Krupski: Je ne dirais pas qu'il n'y a pas d'autres moyens, et il ne s'agit pas d'un commentaire sur la télévision. Mais, il n'y a pas d'autres moyens d'amener la télévision en direct dans ces régions à moins de dépenser une somme d'argent fabuleuse qui serait hors de portée. Ce n'est pas bon marché et cela ne coûte pas aussi cher qu'un service téléphonique, parce qu'une station réceptrice de téléphone revient à peu près au dixième du prix d'une station téléphonique. Par conséquent, il est plus possible de servir des petites localités au moyen d'une station réceptrice de télévision plutôt qu'au moyen d'une station téléphonique.

M. Dinsdale: Si la station terrienne de téléphone coûte \$1,300,000, quel serait le coût équivalent pour une station terrienne de télévision?

M. Krupski: Environ \$100,000.

M. Dinsdale: \$100,000.

M. Krupski: \$150,000 environ.

Le président: On a donné comme coût total \$210,000.

M. Krupski: Cela comprend l'émetteur de télévision.

Le président: C'est exact.

M. Dinsdale: Je présume que c'est le facteur coût, comme l'indique votre mémoire, qui ne permettrait pas d'utiliser Télésat pour les communications téléphoniques est-ouest?

M. Krupski: Ah, non!

M. Dinsdale: Vous dites que vos services actuels sont assez satisfaisants.

M. Krupski: C'est juste. Comme je l'ai mentionné dans le mémoire, les subventions recoupées sont normales dans l'industrie des télécommunications. Cela est toujours fait avec un bénéfice à long terme, tant sur le plan social que financier. Nous sommes prêts, et comme je l'ai indiqué, nous sommes désireux de conclure cet arrangement tripartite proposé par le ministre.

[Texte]

so we have to have the assurance that this is not going to damage or hurt our subscribers in the long run. That is why we want the amendment. If we were saying that this is no good we would not be here, we want to participate.

Mr. Dinsdale: Initially the Trans-Canada Telephone system will not be using Telesat?

Mr. Krupski: Oh, yes, we will be using it.

Mr. Dinsdale: Your brief says that the use will be marginal.

Mr. Krupski: The improvements would be marginal. We would be using it because this use would give us experience in using the satellite, so we will know what it will do. This is the first system and we are leading the world in such a system. You have to remember this is the first domestic system in the western world. We are all for it. It is a good experience to find out what it will do.

Mr. Dinsdale: As long as it does not bear too heavily on the cost to the user; this is the point you make.

Mr. Krupski: We are concerned about this. There is a limit to what you can do, there is no question about that. If you were a manager of a telephone company, responsible to your subscribers and to the regulatory board who looks at you, could you spend \$20 million, just give it away and then ask for higher rates? You could not. You have responsibilities to see that your actions are wise, and that you do not unnecessarily cause these rates to go up. You have to defend your position. Anytime you ask for increases they are looking very hard to see that you did not spend money unnecessarily. This is so effective, as I said at the beginning, that we, in Canada, have the lowest cost telephone service in the world.

Mr. Dinsdale: So you are suggesting that this Committee look pretty hard at the details of costs, which we have not been able to obtain yet.

Mr. Krupski: Which details of costs?

Mr. Dinsdale: The precise costs that would be added on the basis of this cross-subsidization.

Mr. Krupski: You are taking money from one pocket and putting it in the other pocket.

[Interprétation]

Mais la seule préoccupation que nous avons et c'est l'objectif de ce mémoire, c'est que nous devons avoir l'assurance que cela n'ira pas à la longue à l'encontre des intérêts de nos abonnés. C'est pourquoi nous voulons qu'on apporte la modification. Si nous n'étions pas d'accord, nous ne serions pas ici. Nous désirons participer.

M. Dinsdale: Au début, le Réseau téléphonique transcanadien ne se servira pas de Télésat?

M. Krupski: Il le fera certainement.

M. Dinsdale: Vous dites que l'utilisation sera marginale.

M. Krupski: Nous disons que ce sont les améliorations qui seront secondaires. Nous nous en servirons parce que cela nous donnera de l'expérience dans le domaine d'utilisation du satellite. Nous saurons alors que cela ira. C'est le premier système et nous sommes à l'avant-garde des progrès dans le monde dans ce domaine. Nous devons nous rappeler que c'est le premier système intérieur de télécommunication dans le monde occidental. Nous y sommes tous en faveur. C'est une bonne expérience de trouver ce que cela donnera.

M. Dinsdale: Aussi longtemps que cela n'augmente pas trop les frais que doivent verser les usagers, n'est-ce pas.

M. Krupski: Nous nous y intéressons. Il y a certainement une limite dans ce que vous pouvez faire, il n'y a aucun doute. Si vous étiez le gérant d'une société de téléphone, si vous devez rendre compte à vos clients et au comité de réglementation, pourriez-vous dépenser 20 millions de dollars, le payer et demander un tarif plus élevé? Vous ne le pourriez pas. Vous devez vous assurer que les actes que vous posez sont sages et que vous n'entraînez pas une augmentation de tarif qui n'est pas nécessaire. Vous devez justifier vos actes. Quand vous demandez des hausses de tarif, on examine très sévèrement si vous ne dépensez pas cet argent inutilement. Cela est si efficace, comme je l'ai dit au début, qu'au Canada, nous avons le service téléphonique le plus économique au monde.

M. Dinsdale: Vous insinuez que le Comité examine de très près le détail des dépenses que nous n'avons pas pu obtenir jusqu'à maintenant.

M. Krupski: Quel détail des dépenses?

M. Dinsdale: Les dépenses précises qui s'ajouteraient à cette subvention recoupée.

M. Krupski: Vous donnez d'une main et vous retirez de l'autre.

[Text]

Mr. Dinsdale: To be sure that the burden is not going to be placed on telephone users, we will have to get some specific details on what is going to be involved in this cross-subsidization process.

Mr. Krupski: The Telesat Canada revenues will come from the users, from the lessees: the Trans-Canada Telephone System, the Canadian National-Canadian Pacific Telecommunications, from the CBC and maybe other provincial or government experimental purposes or whatever it is. It is a matter of just what is an equitable share for everyone to carry. This is a matter of negotiation.

Mr. Dinsdale: At the moment you do not know what it might mean in terms of additional costs?

Mr. Krupski: They are still under negotiation with the Minister.

The Chairman: Mr. Osler?

Mr. Osler: Is this on supplementaries?

The Chairman: Supplementaries on costs.

Mr. Osler: Mr. Krupski spoke about regulating bodies a moment ago. I wonder how regulating bodies function without having a pretty fair idea of capital costs and amortization figures. Do they have a pretty fair idea of your capital investment?

Mr. Krupski: I would like to defer this to Mr. de Grandpré who will be able to answer this particular question.

Mr. De Bané: Will he speak on behalf of the association or the Bell Telephone?

Mr. Krupski: Yes, on behalf of the association.

Mr. A. J. de Grandpré (Executive Vice-President (Administration) Bell Canada): You are asking wheth-

• 1055

er the regulatory body can have a proper look at the level of earnings or level of rates of a particular telephone system without knowing what costs are involved. Of course, we are talking about costs today, but when it will be a matter for the regulatory body to decide then the costs will be known, I take it. They are not known to the member companies today, but they would be known at the time.

Mr. Osler: Mr. Chairman, there are potential customers as well as potential users, like the CBC, who tell us that to do the things their mandate requires

[Interpretation]

M. Dinsdale: Pour s'assurer que le fardeau ne sera pas porté sur les épaules des usagers, il faudra savoir ce qu'implique vraiment ce processus de subvention recoupée.

M. Krupski: Les recettes de Télésat Canada viendront des usagers, des abonnés; le Réseau téléphonique transcanadien, les télécommunications du National-Canadien et du Pacifique-Canadien, de la société Radio-Canada et peut-être à d'autres fins expérimentales des provinces et du gouvernement national ou quoi que ce soit. Il s'agit de déterminer quel est la part équitable que chacun doit payer. C'est une question de négociation.

M. Dinsdale: A l'heure actuelle, vous ne savez pas ce que cela peut représenter en termes de dépenses supplémentaires?

M. Krupski: C'est toujours en voie de négociation avec le ministre.

Le président: Monsieur Osler.

M. Osler: Est-ce qu'il s'agit des questions complémentaires?

Le président: Les questions complémentaires sur les dépenses.

M. Osler: Monsieur Krupski a parlé des organismes de réglementation il y a quelques instants. Je me demande comment fonctionne un organisme de réglementation sans avoir une assez bonne idée des frais d'amortissement et d'investissement. Est-ce qu'on sait à peu près quelle somme vous allez investir?

M. Krupski: Je voudrais adresser cette question à monsieur de Grandpré qui va tenter d'y répondre.

M. De Bané: Au nom de l'Association ou de Bell Canada?

M. Krupski: Au nom de l'association.

M. A. J. de Grandpré (Vice-président exécutif (Administration) Bell Canada): Vous demandez si

l'organisme de réglementation peut prévoir le niveau des gains et des tarifs du système téléphonique sans avoir une idée des dépenses que cela implique. Nous parlons des frais actuels, mais lorsque l'organisme de réglementation aura à décider, à ce moment-là, les dépenses seront rendues publiques. Elles sont inconnues des sociétés membres mais à ce moment-là, cela sera connu.

M. Osler: Monsieur le président, il y a des abonnés éventuels comme il y a des clients éventuels, comme la société Radio-Canada qui disent, par exemple, que

[Texte]

them to do—assuming that the government is going to let them carry out their mandate, such as extending the French network across Canada, going north wherever feasible—it makes sense for them to use this system. I do not know how anybody can make that statement if they do not know on what the rates are based. It might be cheaper for the CBC to build its own system.

The Chairman: The CBC will be visiting us.

Mr. Osler: I do not care about the CBC, I am talking about them only as an example. A gas company or any franchised utility usually has its rates based on an acceptable capital return. Presumably, as businessmen, you will be interested in this project on the basis of some capital return and that capital return should be in relation to your experience in the industry up to this point. I wonder if we should not know what type of capital return should be expected from this project.

So far, as I understand it, you have said you do not know what the costs are going to be, but you are quite happy to go into it either all the way or for one-third. Your judgment is based on a long-range comparison between your present system and this new system; yet, we have no way of knowing what the long-range system has been able to perform other than the fact that it has given excellent service. We have no way of knowing how this new system is going to perform, financially I am speaking of now. You mentioned a regulatory board and it seems to me that a regulatory board should have those answers; should it not?

Mr. Krupski: We are talking about a regulatory board for the satellite corporation; not, ours.

Mr. Osler: You are not under a regulatory board now?

Mr. Krupski: Oh, yes, we are. All Trans-Canada companies are under different boards. The provincial companies, the Crown corporations are under provincial boards. The British Columbia Telephone Company and the Bell Telephone Company are under the CTC, the Canadian Transport Commission; the New Brunswick Telephone Company is under the New Brunswick Public Utilities Commission. So every company, Maritime, the Island Telephone Company, every one, is under regulatory boards. This is proper, it should be so.

Mr. Osler: Right. Conditions will vary between say the Maritimes and the heartland of Ontario; there-

[Interprétation]

s'ils doivent remplir le rôle qui leur a été confié, en supposant que le gouvernement leur laisse terminer leur mandat, comme établir le réseau français à travers le Canada, desservir le Nord si c'est possible, il leur est donc utile de se servir de ce système. Je ne sais pas comment on peut faire cette déclaration s'ils ne savent pas sur quoi s'appuient les tarifs. Il coûterait peut-être moins cher à la société Radio-Canada de construire son propre système.

Le président: La société Radio-Canada doit nous rendre visite.

M. Osler: je ne m'intéresse pas à la société Radio-Canada, il s'agit simplement d'un exemple. Les tarifs d'une société de gaz ou de tout service avec franchise sont fondés sur une recette acceptable. A titre d'homme d'affaire vous êtes intéressé par un projet qui s'appuie sur les recettes et si les recettes sont en relation avec votre expérience actuelle dans l'industrie. Je me demande s'il ne serait pas possible d'avoir une idée des recettes qu'on devrait attendre de ce projet.

D'après ce que j'ai compris, vous avez dit que vous n'étiez pas au courant des dépenses qu'on fera, mais que vous êtes heureux de vous y engager à part entière ou au tiers. Vous fondez votre jugement sur une comparaison à long terme entre le système actuel et ce nouveau système. Toutefois, nous n'avons aucun moyen de déterminer comment le système à long terme a pu fonctionner, autrement que par le fait qu'il a donné un service excellent. Nous ne pouvons pas non plus savoir comment, le nouveau système va fonctionner, sur le plan financier, j'entends. Vous avez parlé d'un organisme de réglementation, et il me semble que cet organisme devrait en connaître les réponses, n'est-ce pas?

M. Krupski: Nous parlons d'un organisme de réglementation pour la société à satellites et non pas de la nôtre.

M. Osler: Ne relevez-vous pas vous-même d'un organisme de réglementation?

M. Krupski: Oui. Toutes les sociétés transcanadiennes relèvent de différents comités de réglementation. Les sociétés provinciales, les sociétés de la Couronne relèvent de commission provinciales, la *British Columbia Telephone company* et la compagnie Bell Canada, de la Commission canadienne des transports et la *New-Brunswick Telephone company*, de la *New-Brunswick Public Utilities Commission* (Commission des services publics du Nouveau-Brunswick). Ainsi toutes les sociétés la *Maritime telegraph and Telephone Company Limited*, y compris *The Island Telephone Company*, relèvent d'un comité de réglementation. C'est ainsi que les choses doivent se passer.

M. Osler: D'accord, les conditions vont varier, disons, entre les Maritimes et le coeur de l'Ontario. Il

[Text]

fore, it is probably quite proper that they should be under different boards.

Mr. Krupski: That is right.

Mr. Osler: But the regulatory board surely makes its decision based on facts and figures in its area?

Mr. Krupski: Correct.

Mr. Osler: A certain return is considered acceptable both by you and by the regulatory board?

Mr. Krupski: Correct.

Mr. Osler: It would be most helpful to us if we had some way of knowing, even in an average way, what type of return is expected.

Mr. Krupski: The Minister made a statement that he expected 8 per cent to 12 per cent.

Mr. Osler: Is that good or bad?

The Chairman: Did he say before or after taxes?

Mr. Krupski: I do not know.

Mr. Osler: Is that a good return or a bad return?

Mr. de Grandpré: They are earning about 7 per cent right now in Bell Canada.

Mr. J. C. Carlile (Vice-President, Finance, British Columbia Telephone Company): If you are talking about earnings on equity, and I think the Minister was talking on equity, he said 8 per cent to 12 per cent. I think we can safely say that on the upper limit there is no company in Canada that is earning a return on equity of 12 per cent. I do not believe that anybody is earning better than 10 per cent, this varies depending on the capital structure.

● 1100

Mr. Osler: I am not interested in debt; debt is just a service charge.

Mr. Carlile: That 10 per cent is pretty well the maximum.

The Chairman: May I have a clarification on that, Mr. Carlile. Is that 10 per cent on equity?

Mr. Carlile: On equity, on ordinary equity.

The Chairman: That is in the telecommunications industry?

[Interpretation]

conviendrait donc qu'il y ait des organismes de réglementation différents.

M. Krupski: C'est juste.

M. Osler: Toutefois, cet organisme de réglementation dépend sûrement des événements et des chiffres qui s'appliquent à ces régions?

M. Krupski: D'accord.

M. Osler: Estimez-vous ainsi que le conseil de réglementation qu'une certaine recette est acceptable?

M. Krupski: D'accord.

M. Osler: Il serait très utile de savoir, même approximativement, quelles recette on escompte.

M. Krupski: Le ministre a dit qu'il prévoyait entre 8 et 12 p. 100.

M. Osler: Est-ce bon ou mauvais?

Le président: A-t-il précisé si c'était avant de prélever les impôts ou après?

M. Krupski: Je ne sais.

M. Osler: Est-ce que ce sont de bonnes recettes ou de mauvaises?

M. de Grandpré: Bell Canada accuse actuellement des recettes d'environ 7 p. 100.

M. J. C. Carlile (Vice-président—Service financiers, British Columbia Telephone Company): S'il s'agit des gains sur la mise de fonds, et je crois que c'est de cela que le ministre parlait, il a dit entre 8 et 12 p. 100. Je crois qu'on ne peut pas dire en toute sécurité qu'à la limite supérieure, aucune société au Canada n'accuse des recettes sur les capitaux engagés de l'ordre de 12 p. 100. Je ne crois pas qu'on fasse plus de 10 p. 100. Cela varie d'après la structure financière.

M. Osler: Les dettes ne m'intéressent pas car la dette ne constitue que les frais de service.

M. Carlile: 10 p. 100, c'est à peu près le maximum.

Le président: Pouvez-vous préciser, monsieur Carlile s'il s'agit de 10 p. 100 sur la mise de fonds?

M. Carlile: Sur les actions ordinaires.

Le président: Dans l'industrie des télécommunications?

[Texte]

Mr. Carlile: To the best of my knowledge, that is about the limit and it varies probably from 7 per cent to 10 per cent.

Mr. Krupski: I had the impression, at least, that the Minister was talking about over-all return and not return on equity. I am not too certain.

Mr. De Bané: Your over-all return in your company would be what?

Mr. Krupski: Less than 7 per cent.

Mr. Hymmen: May I ask a supplementary, Mr. Chairman?

The Chairman: If Mr. Osler will yield.

Mr. Osler: Yes, I will yield.

Mr. Hymmen: I have found the official explanation of the reason for the non-inclusion of telephone communication in the satellite system in regard to the community known as Asbestos. I think the figure was \$1,300,000 for the station which had returned \$300,000 annually. Can anyone supply a figure for the cost of a microwave network, if this is possible, to the community of Asbestos to provide the same service in regard to telephone?

Mr. Krupski: Oh, yes. If, for example, the satellite system had not come about or did not exist—technology is always something which develops—we had been looking at providing this community, six years ago, with a form of tropospheric telephone scatter system which would have been an extension of circuits from Frobisher Bay to Asbestos and would have involved a possible two hop system and I think it would have been perhaps more than \$300,000 a year. But the \$300,000 a year is purely an added cost and does not pay for the cost of the satellite. We are talking about a revenue from the total satellite system of about \$17 million to \$18 million, and if there are six channels in the satellite, it becomes quite obvious that each channel should earn at least \$3 million. And if you have two stations, each station really should carry \$1.5 million a year, not \$300,000. These are just the implemental costs. If we had added the community of Asbestos we could have done it for less than \$1.5 million a year.

I want to be frank and say, because we are covering this subject, that if for one reason or another there was a definite demand for a lot of circuits into Resolute—at present there are 104 telephones in Resolute—assuming that there was a real demand in the event of, say, an oil development, it would have been impossible or very difficult to reach Resolute by any other means in comparison to cost except high frequency, and you could develop one or two circuits on high frequency in this area. We are not

[Interprétation]

M. Carlile: Au meilleur de ma connaissance, c'est à peu près la limite. Cela varie probablement de 7 à 10 p. 100.

M. Krupski: Je croyais au moins, que le ministre parlait du revenu général et non pas du revenu sur l'investissement. Je ne suis pas trop certain.

M. De Bané: Quelles seraient les recettes totales dans votre compagnie?

M. Krupski: Moins de 7 p. 100.

M. Hymmen: Puis-je poser une question, monsieur le président?

Le président: Si monsieur Osler est prêt à céder sa place.

M. Osler: Je la cède.

M. Hymmen: J'ai trouvé la raison officielle pour laquelle le système de communication téléphonique n'avait pas été inclus dans le système de satellite pour desservir Asbestos. Je crois que le montant était de \$1,300,000 pour la station qui permettait des recettes annuelles de \$300,000. Quelqu'un pourrait-il nous dire combien il en coûterait pour un réseau micro-ondes, si la chose est possible, pour desservir Asbestos afin d'offrir le même service en ce qui concerne le téléphone?

M. Krupski: Oui. Si le système par satellite n'existait pas (la technologie est un domaine qui se développe sans cesse) nous songerions peut-être, comme nous y avons songé il y a six ans, à desservir cette municipalité à l'aide d'un système de faisceaux hertziens transhorizon qui aurait été, de fait, un prolongement des circuits entre Frobisher Bay et Asbestos. Je crois qu'il en aurait coûté plus de \$300,000 par année. Cette somme de \$300,000 n'est qu'un coût additionnel et ne permet pas de défrayer le coût du satellite. Nous disons que les revenus du système de satellite devraient atteindre les 17 ou 18 millions de dollars. Si le satellite compte six canaux, il est évident que chacun devra rapporter au moins trois millions. Et s'il y a deux stations, chacune devrait rapporter 1.5 million et non pas \$300,000. Si nous avions ajouté Asbestos il aurait été possible de le faire pour moins de \$1.5 million par année.

Je veux être franc et vous dire, puisque nous en parlons, que si pour une raison ou une autre il devenait nécessaire d'amener de nombreux circuits jusqu'à Resolute (actuellement il y a 104 téléphones là-bas) en supposant par exemple qu'il y ait développement de l'industrie pétrolière, il aurait été impossible ou tout au moins très difficile d'atteindre Resolute par un autre moyen, si l'on compare le coût, sauf par de hautes fréquences. Il serait possible de développer un ou deux de ces circuits à haute

[Text]

trying to say that the satellite system is no good; I do not want to create that impression at all. I am just saying that you have to be judicious in its use to see that the social benefit warrants it. That is the only thing I am saying.

Mr. Hymmen: Thank you.

The Chairman: Mr. Osler.

Mr. Osler: The impression that I have, Mr. Chairman, is that you are going to have the CBC, for instance, as a major user of this thing. On the other hand, I can see the reason for your amendment. On the one hand I can see the reason for the desire for your amendment, but on the other hand it seems to me that unless there is some way of having a comparative tie-in between the two systems the major non-telephone company users could load the tariff so heavily against the CBC that you would be getting a government subsidy for the system until such time as the system naturally builds.

● 1105

You were talking about cross-subsidization. I wonder if there is any way of making sure that the CBC is not the only cross-subsidized system. In other words, for perfectly sound reasons you want to eliminate general competition; I can understand that completely. But if it were inappropriate for you to use the system to a relatively large extent, then the CBC would end up by being the only people that used the system and rather than show a loss, the rates would be hiked up and the government would be subsidizing through the back door. I think if it is going to subsidize, it should subsidize through the front door so we know how much money is involved.

Mr. Krupski: Do you want to answer this, Mr. Carlike?

Mr. Carlike: I think we should explain it this way: I think the situation is becoming clear that there are two users: there is a television user and the rest. Let us put it that way. The real secret and what concerns us is, how do you share those two costs? The system costs \$19 million or \$18 million per year. Now, how do you divide those? We have indicated that television in the North principally can only be supplied by this.

I think we have indicated that there are alternatives to supplying other services in the North—some quite good services now, well built up, others not so good but with service, and areas that would be most difficult but could be given some service. In other words, for telecommunications there is an alternative of varying degree and quality and there is

[Interpretation]

fréquence dans ce secteur. Nous ne voulons pas dire que le système de satellite n'est pas bon; je ne veux nullement vous laisser cette impression. Je veux tout simplement dire que vous devez être prudent dans la façon de l'utiliser afin de vous assurer que les bénéfices qui en découlent en valent la peine. C'est tout ce que je dis.

M. Hymmen: Merci.

Le président: Monsieur Osler.

M. Osler: L'impression que j'ai, monsieur le président, c'est que Radio-Canada, entre autres, va utiliser largement ce service. D'autre part, je peux voir pourquoi vous présentez cet amendement. D'une part je vois pourquoi vous présentez l'amendement, mais d'autre part, il me semble qu'à moins qu'il y ait raccord entre les deux systèmes les principaux utilisateurs qui ne sont pas des compagnies de téléphones pourraient agir de telle sorte, à l'endroit de Radio-Canada, que vous recevriez une subvention du gouvernement jusqu'à ce que le système progresse.

Vous avez parlé de subventions recoupées. Pourrions-nous nous assurer que Radio-Canada ne sera pas le seul système ainsi subventionné. Vous possédez de solides raisons pour vouloir éliminer la concurrence générale; et je le comprends très bien. S'il n'était pas pratique, pour vous, de recourir dans une large mesure à ce système, Radio-Canada deviendrait le seul à l'utiliser et afin qu'il n'y ait pas de déficit, les tarifs seraient haussés et le gouvernement subventionnerait le tout de façon détournée. Je crois que si le gouvernement doit en arriver à subventionner le système il devrait le faire directement afin que nous sachions le montant d'argent qui serait consacré à cette fin.

M. Krupski: Voudriez-vous répondre, monsieur Carlike?

M. Carlike: Je pense qu'on peut donner l'explication suivante: il est clair qu'il y aura deux utilisateurs: la télévision et les autres. En somme, ce qui nous intéresse, c'est de savoir comment seront partagés les deux coûts. Le système coûte 19 ou 18 millions de dollars par année. Mais comment diviser ce coût? Nous avons indiqué que la télévision dans le Nord, surtout, ne peut être assurée que de cette façon-là.

Je pense que nous avons dit qu'il y avait des solutions de rechange pour assurer le service dans le Nord, certains qui sont très bons et qui existent déjà, d'autres moins bons et des régions très difficiles à atteindre mais qui peuvent être desservies. En d'autres mots, dans le domaine des télécommunications il y a diverses possibilités mais l'expansion est limitée.

[Texte]

a limit to how that can be expanded. In the final analysis, in any major development in the very remote areas, satellite would be the most economical. In other words, there is an alternative in the telecommunications field.

Now, I can assure you that this is the problem that we are concerned with because we are saying that if by negotiation with the Department we take on a greater share of the cost for the total system, then we will ultimately derive benefits to the users of telephones that in a sense, instead of the CBC being subsidized you might say that telephone users in their telephone rates ultimately are providing for television.

I would say that it is that balance. What should be paid for by television, whatever the source of revenue of the television is, and what should be paid by the telephone users. It is trying to find that proper relationship that is the problem facing us because we look upon it through our regulatory bodies, through our subscribers, that we should not burden them with costs for services that we could provide other ways which will not, in the long run, derive benefits to them.

I think our case is the very opposite. Our problem is not a question of being concerned that CBC or television will be subsidizing the telephone users. I am afraid our concern is the very opposite. It is that the telephone users may in turn be disproportionately subsidizing the television users in relation to the ultimate benefits that both will get. I am afraid our concern is the very opposite that you have expressed.

Mr. Osler: It is the same concern expressed backwards.

Mr. Carlike: Very definitely, and our negotiations with the Minister are very active to try to make sure that we maintain our position as representing our ultimate users—the telephone users. This, I am afraid, is the real crux, the real problem and decision that we are wrestling with.

Mr. Osler: We share a mutual concern then, and you approach the concern from one direction and I am approaching it from the other direction. Today if the CBC is told by the government that they can have X number of dollars for expansion this year, they can decide where they will go on the basis of so much cost per head, and so on. Now, I am concerned that that yardstick somehow remains built into the system. Just because the system is there and it has to be used I would not like them to lay down television for \$100 a head instead of \$10 a head, and the government then being persuaded for various reasons—not just broadcasting reasons, but for various reasons—to keep this thing going so that they allow the permissible cost factor to the CBC to go way up. I wonder whether you people are anywhere near the stage where you are coming to some kind

[Interprétation]

Somme toute, s'il s'agit d'aménagements importants dans les régions très éloignées, le recours au satellite serait la méthode la plus économique. En d'autres mots, il y a des solutions de rechange dans le domaine des télécommunications.

Je puis vous assurer que c'est le problème qui nous préoccupe parce que nous disons que si par suite de nos négociations avec le ministère nous devons assumer une plus grande part du coût total du projet nous en ferons éventuellement bénéficier les usagers du téléphone. Ainsi, au lieu de subventionner Radio-Canada, vous pouvez affirmer que ce sont les usagers du téléphone qui, en raison des taux qu'ils déboursent subventionneront éventuellement la télévision.

J'ajouterais que c'est cet équilibre, entre ce que la télévision devrait déboursier et ce que les usagers du téléphone devraient déboursier, que nous tentons d'établir. Le problème vient de ce que nous l'envisageons du point de vue de nos usagers auxquels nous ne devons pas imposer de fardeaux pour des services que nous pourrions leur procurer autrement.

Nous voyons le problème d'un autre œil. Peu nous importe que Radio-Canada ou la télévision subventionnent les usagers du téléphone. C'est le contraire qui nous inquiète. Nous craignons que les usagers du téléphone ne subventionnent un peu trop ceux de la télévision par rapport aux bénéfices que tous deux en tireront. Nos inquiétudes sont à l'opposé des vôtres.

M. Osler: Il s'agit de la même inquiétude mais exprimée à l'inverse.

M. Carlike: Exactement et dans nos négociations avec le ministre nous faisons tout en notre pouvoir pour maintenir notre position en tant que représentants de nos abonnés. Voilà le vrai problème auquel nous avons à faire face.

M. Osler: Nous partageons les mêmes inquiétudes. Vous regardez la question d'un angle et moi de l'angle opposé. Si Radio-Canada apprenait qu'elle peut dépenser X dollars cette année pour étendre son service, elle pourrait décider de ce qu'elle ferait en tenant compte du coût *per capita*. Mais je crains que ceci ne soit intégré de façon permanente dans le système. Parce que le système existe et qu'il faut l'utiliser, je ne voudrais pas que la télévision nous coûte \$100 par habitant au lieu de \$10 et que le gouvernement, pour diverses raisons, pas seulement pour des raisons de radiodiffusion, permette que ceci se poursuive et permette à Radio-Canada de hausser ses coûts. Je me demande si vous êtes sur le point d'en arriver à une entente à ce sujet?

[Text]

● 1110

of agreement about this that is troubling both of us from opposite sides?

Mr. Krupski: I would like to answer that. We have had negotiations with the Minister but, of course, I am not at liberty to discuss or give the numbers or figures at this hearing. I can only say that we are fairly close. The difference, as far as dollars goes, is not substantial at all. This is not the issue. The issue is more in the line of what you are asking, that we have the assurance that this corporation will work to the benefit, ultimately, of the telephone users, but there is substantial subsidization involved. As I pointed out, in order to come anywhere near adequate figures, subsidization from one service to the other is necessary, otherwise it would not be possible.

Mr. Osler: You will be assuming subsidization in the service you pump into the system?

Mr. Krupski: Naturally, in a way, because we could derive the facilities on an east-west route at substantially lower cost. Our interpretation of buying them at a higher cost is that we are supporting the System, that we are believing in the System and it is our way to support the System. That is subsidization, in my view.

The Chairman: Mr. Perrault, do you have a supplementary?

Mr. Perrault: Yes, about the cost of the System; it is relevant to the general tenor of the discussion. In effect, we are being told today that it would be wrong to measure the value of this domestic satellite system merely in terms of an immediate cost economic benefit analysis. I take it from the discussion that in purely economic terms we could well leave this project until 1979, but I noticed that you reiterate your belief in this brief and say that a domestic satellite communication system would be a desirable addition to the Canadian telecommunication network; you talk about this being another step in a process which will be followed by other advanced techniques such as pulse code modulation and lasers; you say the main benefit from this satellite system will be from the distribution of television signals in the remote areas in the far north. In other words, the main benefit would be the distribution of NHL hockey and Don Messer to Inuvik and the Arctic islands?

The Chairman: Don Messer is no longer on the air.

Mr. Perrault: I am sorry, Mr. Chairman. Are you saying that there are only marginal benefits immediately, but there are other socio-economic factors, such as the value of improving communication of the

[Interpretation]

M. Krupski: J'aimerais répondre à cette question. Nous avons négocié avec le ministre mais je n'ai pas le droit de faire connaître les chiffres qui ont été mentionnés aux membres du Comité. Tout ce que je puis dire c'est que nous sommes très près. L'écart en dollars n'est pas important. Ce n'est pas la question en cause. La question porte plutôt sur ce que nous demandons, que nous ayons l'assurance que la société travaillera, en fin de compte, dans l'intérêt des usagers du téléphone, mais cela comporte des subsides importants.

Comme je l'ai signalé, afin d'approcher des chiffres suffisants, des subsides d'un service à l'autre sont nécessaires, autrement ce n'est pas possible.

M. Osler: Vous assumerez les subsides dans le service que vous fournissez au système?

M. Krupski: Naturellement, d'une façon, parce que nous pourrions obtenir des facilités sur le réseau est-ouest à des coûts beaucoup moins élevés. Notre interprétation de les acheter à un coût plus élevé est que nous supportons le système, que nous croyons au système et que c'est notre façon de supporter le système.

Le président: Monsieur Perrault, vous avez une question supplémentaire?

M. Perrault: Oui, au sujet du coût du système; elle se rapporte au sens général de la discussion. En effet, on nous dit aujourd'hui qu'il ne faudrait pas mesurer la valeur du système de satellites domestiques simplement en termes d'une analyse des coûts immédiats par rapport aux avantages économiques. Je suppose d'après la discussion qu'en termes purement économiques, on pourrait renvoyer ce projet jusqu'en 1979, mais je constate que vous répétez votre conviction dans le mémoire, et dites qu'un système domestique de communication par satellites serait une addition avantageuse au réseau de télécommunication canadien; vous dites que c'est une autre étape qui sera suivie d'autres progrès techniques tels que les modulations codées par impulsion et les lasers; vous dites que le bénéfice principal de ce système de satellites sera d'assurer la diffusion de signaux de télévision dans les endroits éloignés du Grand Nord. En d'autres termes, l'avantage principal sera la diffusion du hockey de la LNH et de Don Messer à Inuvik et aux îles de l'Arctique?

Le président: Don Messer n'est plus sur les ondes.

M. Perrault: Je m'excuse, monsieur le président, dites-vous que seuls des bénéfices marginaux seront réalisés immédiatement, mais il y a aussi d'autres facteurs socio-économiques, tels que la valeur des

[Texte]

northland, and bringing some of the people who live in the North into the Canadian family in a more immediate sense.

In connection with this matter of cost, when you talk about advanced techniques, do these advanced techniques such as pulse code modulation and lasers pose a threat to the domestic satellite system, or will these techniques be incorporated ultimately in the satellite system itself?

Mr. Krupski: There is no threat ever. If we look at technology, it progresses: nobody can stop technology; it just goes ahead and changes things. The progress in terrestrial systems, as far as cost goes to do the same thing, of course, demands a greater capacity, as is the case in satellite systems. The bigger the satellite system the cheaper the per unit cost will be. The same can be said of the terrestrial system. Within the next three or four years we are facing a major development in high capacity cable which could reduce the cost of transmission by a factor of three or four on the terrestrial system.

● 1115

Mr. Perrault: That is terrestrial?

Yes, but it requires a great number of channels and at present we do not need these channels. You may say that this will not happen, but I visualize that within 10 years, in the same way as people changed from listening to the radio to looking at television, people will not only talk on the telephone, but will see on the telephone. When that happens we need at least 150 times as many circuits across Canada as we need today and, then these high capacity cables will come into force and will provide a true economy which cannot be met by other means, unless, of course, at the same time there is progress in the satellite field which again reduces the unit cost, and it will always be after the initial step which we believe is very good because it brings technological development to Canada, and makes a place in space for Canada.

Mr. Perrault: On that very point, is it important for Canada to establish a parking space?

Mr. Krupski: I believe so. I strongly believe so and that is why we recommended it. But after the initial phase and after this initial thing is done I trust and hope that pure economics will take over and that the better technology be used. We can do many things uneconomically to start with, but if we keep doing uneconomic things, in the long run all we are doing is driving up the price of things and making a poor job of it.

[Interprétation]

communications améliorées dans le Nord qui permettra de rattacher, d'une façon plus immédiate, les familles du Nord à l'ensemble de la population canadienne.

Au sujet de cette question des coûts, lorsque vous parlez de progrès techniques, est-ce que ces progrès techniques, tels les modulations codées par impulsion et les lasers, sont une menace au système domestique de satellites, ou est-ce que ces techniques seront éventuellement intégrées au système par satellites lui-même?

M. Krupski: Il n'y a aucune menace. Si l'on considère la technologie, personne ne peut arrêter la technologie; elle avance et modifie les choses. Le progrès des systèmes terrestres, en ce qui concerne le coût pour faire la même chose, demande, bien entendu, une plus grande capacité d'intégration, comme pour les systèmes par satellites. Plus le système par satellites est considérable, d'autant moins sera le prix unitaire. Et on peut dire la même chose du système terrestre. D'ici deux ou trois ans, nous envisageons une mise au point importante du câble à grande capacité qui pourrait réduire le coût de transmission trois ou quatre fois sur le réseau terrestre.

M. Perrault: C'est le réseau terrestre?

M. Krupski: Oui, mais il demande un grand nombre de canaux et présentement nous n'avons pas besoin de ces canaux. Vous pouvez dire que cela n'arrivera pas, mais j'imagine que d'ici dix ans, de la même façon que les gens ont passé de la radio à la télévision, les gens non seulement parleront au téléphone, mais ils verront. Lorsque cela arrivera, nous aurons besoin d'au moins 150 fois plus de circuits à travers le Canada que nous en avons aujourd'hui, et alors ces câbles à grande capacité fonctionneront et permettront des économies considérables qui ne peuvent pas être couvertes d'autre façon, à moins que, bien entendu, en même temps, il y aurait des progrès dans le domaine des satellites, ce qui permettra de réduire les coûts unitaires, et ceci sera toujours après la première étape, ce qui, à notre avis, est très bon parce qu'il amène le progrès technologique au Canada et donne une place dans l'espace au Canada.

M. Perrault: Sur ce point, est-ce qu'il est important pour le Canada d'établir une place de stationnement?

M. Krupski: Je le pense, autrement, je ne l'aurais pas proposé. Mais après la première étape et après que cette première chose est faite, j'ai confiance et j'espère que l'économie pure prendra sa place et que la meilleure technologie sera utilisée. Au début, nous pouvons faire beaucoup de choses qui ne sont pas rentables, mais si nous continuons à le faire, à la longue nous allons faire monter le prix et effectuer un piètre travail.

[Text]

Mr. Perrault: But are you convinced that in the final analysis to have this satellite system up will be a good project for Canada?

Mr. Krupski: Oh, yes.

Mr. Perrault: If we could sort out which area will bear the burden, in other words?

Mr. Krupski: That is correct. There is no question about it.

Mr. Perrault: That is my question, Mr. Chairman.

Mr. Macquarrie: Mr. Chairman, I want to move to the realm of service and expectations of service. We are told a good deal about what this is going to do to the North and the people who live there and we hear a lot of futuristic hyperboles about the benefits which will derive therefrom. I am interested to hear the comment that only 3 per cent of the residents of the North are now without telephone service. Did you reply that way to Mr. Dinsdale?

Mr. Krupski: That was in the Northwest Territories, served by Canadian National Telecommunications. I do not have an exact figure for the eastern part of the Arctic and northern Quebec. We know that in the eastern part of the Arctic we have 20 telephones per 100 population, so there cannot be many people without telephone service. In the northern part of Quebec we have 25 telephones per 100 population. As I mentioned, this compares very favourably with France where there are only 13.8 telephones per hundred, and Britain with 22 telephones per 100 population.

Mr. Macquarrie: I am interested in the benefit in telephone service that will come to the people of the North, particularly these 3 per cent. I take it that those who live in southern Canada, who use the east-west service, will have marginal benefits in service and we hope marginal increases in their bills.

What do you see stemming from the development of TELESAT in terms of improvement to the people in the North who now have telephones, and in extension of the telephone service? I think of the period which we have been given as the life of the present satellite. Here is a great expenditure of public funds which is getting greater and greater the more we probe it. What benefit will there be to the people of Alert, shall we say, or Resolute, or Lady Franklin Point?

Mr. Krupski: I guess Lady Franklin Point has a tropostatic scatter system going into it which is an equivalent facility to the best telephone service. I don't think it was built for defence purposes and it is a high

[Interpretation]

M. Perrault: Mais êtes-vous convaincu que, en dernière analyse, ce sera un bon projet pour le Canada d'avoir ce réseau par satellites?

M. Krupski: Oui, je le pense.

M. Perrault: Qui paiera les frais en quelque sorte?

M. Krupski: C'est exact. Il n'en est pas question.

M. Perrault: C'est ma question monsieur le président.

M. Macquarrie: Monsieur le président, je voudrais aborder maintenant la question des services et de ce qu'on peut en attendre. On parle beaucoup de ce que cela fera dans le Grand Nord et pour la population qui y demeure et on nous parle beaucoup en hyperboles futuristiques des avantages qu'on pourra en tirer là-bas. Je voudrais entendre des commentaires à savoir que seul 3 p. 100 des résidents du Grand Nord n'ont pas le service téléphonique. Est-ce que vous avez répondu à M. Dinsdale?

M. Krupski: Dans les Territoires du Nord-Ouest, desservis par le Service de télécommunications du National-Canadien, je n'ai pas les chiffres exacts pour l'est de l'Arctique et le nord du Québec. Nous savons que dans l'est de l'Arctique, nous avons 20 téléphones par 100 personnes, alors il ne peut y avoir beaucoup de personnes sans service téléphonique. Dans le nord du Québec, nous avons 25 appareils par 100 personnes. Comme je l'ai dit ceci se compare favorablement avec la France où il y a seulement 13.8 téléphones par cent et avec la Grande-Bretagne où il y en a 22 par 100 personnes.

M. Macquarrie: Je voudrais savoir quels seront les avantages, si le service téléphonique est donné aux populations du Grand Nord, surtout à ces 3 p. 100. Je conclus que ceux qui vivent dans le sud du Canada, qui utilisent le service est-ouest, auront des bénéfices marginaux en service et, nous l'espérons des augmentations marginales dans leurs factures.

Quels avantages prévoyez-vous de l'installation de ce TÉLESAT, est-ce qu'il y aura une amélioration du service aux gens du Grand Nord qui ont déjà le téléphone, est-ce qu'il y aura une extension des services téléphoniques? Je crois à la période qui nous a été donnée comme durée du présent satellite. On dépense évidemment beaucoup de deniers publics et cela augmente toujours, plus on fouille. Quels avantages pourront en tirer les gens, disons, d'Alert, ou de Resolute ou de Lady Franklin Point?

M. Krupski: Je crois que Lady Franklin Point a un système de faisceaux hertziens transhorizon qui est l'équivalent du meilleur système téléphonique. Je ne crois pas qu'il ait été installé aux fins de défense. En

[Texte]

quality system. I do not think there would be any improvement there.

As far as Resolute goes, telephone service *per se* will not change locally; it has no impact on that. Nor will the number of people served change, but it will improve their ability to communicate with central Canada.

● 1120

da. At present they have communications and, as I said, our indications are that 97 per cent of the calls placed are completed. They may not be as good by any means, but they are completed. They are a one-way type of communication, the operator switches forward and backward. The telephone service in a place like Resolute is, perhaps, three or four hours a day so if you want to talk to central Canada you have to talk in this particular time.

If you had a satellite station there you would get it 24 hours a day and the quality would improve. However, in doing this you have to be able either to spend or collect or whatever, about \$3,000 per telephone per year per family. Whether this is the proper thing to do is a question we have to examine. I do not think we should not do it, but we should see if it is worth spending \$3,000 on a family to improve their long distance telephone capabilities. This is a question which has to be examined. This is the only question.

Mr. Macquarrie: Are these not the same kind of calculations you are making now, in the presatellite era?

Mr. Krupski: That is correct. If to provide HF for the high frequency radio communications at an annual cost for the whole thing is \$2,000, then this is very insignificant. We have covered many, many exchanges with this kind of service. In fact, in northern Quebec, for which I have some statistics here, there are a great number of exchanges which have a telephone service of this type.

There are 154 stations in northern Quebec. Pilots or prospectors account for 67 locations and 87 are on a private basis for a total of 154 small locations which have access to the telephone network by a low-cost high frequency radio system.

You could not put 154 one million dollar stations all over the place to improve this service. You have to be judicious where you put them. Of course, in our plans, as indicated, probably number one would be Frobisher Bay. Frobisher Bay has good circuits today on the military system leased from the United States along the coast, but there are only five circuits and it would be difficult to obtain more. So this would be a most judicious use. Frobisher Bay has 640 telephones today and it would not be an unreasonable thing to improve telephone service at this cost to this community.

The other possibility there, as I mentioned before, is that asbestos could come to life again, or, there is a big

[Interprétation]

ce qui concerne Resolute, le service téléphonique comme tel ne changera pas localement; il n'y aura pas de modifications. Et les gens desservis ne changeront pas non plus, mais ceci améliorera le service avec le centre du Canada. Présentement, ils ont des communications et, comme je l'ai dit, nos indications sont que 97 p. 100 des appels sont complétés. Dans

des endroits comme Resolute, il fonctionne trois ou quatre heures par jour, et si on veut communiquer avec le Canada central, il faut le faire pendant ces heures. S'il y avait un poste-satellite là-bas, il y aurait communication 24 heures par jour et la qualité du service serait améliorée, mais cela veut dire qu'en le faisant il faudra percevoir \$3,000 par famille, par appareil de téléphone, par année. Est-ce que c'est cela qu'il faut faire, il faudra décider. Est-ce que cela vaut la peine de dépenser \$3,000 par famille pour améliorer le service interurbain, voilà la question qu'il faut étudier.

M. Macquarrie: N'est-ce pas là le même type de calculs que vous faites, à la veille de l'ère des satellites.

M. Krupski: C'est cela. S'il s'agit d'installer un réseau de communication par radio à haute fréquence, le coût annuel de \$2,000 est insignifiant. Par conséquent nous avons pu couvrir nombre de postes avec ce service. Dans le nord du Québec, sur lequel j'ai quelques données, il y a un grand nombre d'endroits qui ont ce service.

Il y a 154 postes dans le nord du Québec. Les pilotes et les prospecteurs en utilisent soixante-sept. Il y en a 87 qui sont privés, soit un total de 154 endroits ayant accès au réseau téléphonique par des systèmes de radio à haute fréquence. On ne pourrait pas installer 154 postes d'un million de dollars un peu partout pour améliorer le système. Il faut choisir judicieusement les emplacements. Dans nos projets, Frobisher Bay occupe la place d'importance. Il y a à Frobisher Bay de bons circuits qui empruntent le système militaire loué des États-Unis le long de la côte, mais il n'y a que cinq circuits et il serait difficile d'obtenir plus de circuits. Il faudrait les utiliser très judicieusement. En ce moment, Frobisher Bay possède 640 téléphones, et il serait très raisonnable d'améliorer le service téléphonique dans cette collectivité, à ce prix.

Comme je l'ai déjà mentionné, il existe une autre possibilité là-bas: il se peut que les mines d'amiante

[Text]

iron ore development on St. Mary's River in Baffin Island where a railway was to be built to Pond Inlet. If that happens, again this would be a good place to put one in because industry would want good communications and probably would pay for it, too. Ultimately, Resolute becomes the far North outpost, but there we have to go and talk to the people to see if it is really worth doing this. What is the benefit? How badly do they need this? We do not know and this has to be explored.

Ultimately, if it shows that this really would not do too much then we could put the other station in Goose Bay. In Goose Bay, of course, we have 180 circuits today and we need an expansion for more circuits, perhaps 12 or 20 circuits within the next three years. We could do that for some money, not as much as that, but at least we would save some money putting it there. In Goose Bay it would be spread over 4,200 telephones; there is revenue flowing and it would not be as bad. You have to examine the propriety of your investment, so you do the best which fits the proper cost and benefits the balancing.

Mr. Macquarrie: I am still surprised, or perhaps mystified, confining myself to telephones, as to the benefit that is to be derived from the satellite to people in your business. In the east-west you do not need it. The marginal improvements are going to be costly. Now we look up into, shall we say the non-economic areas, as you now adjudicate them and I can understand that, and still we are dealing with the hard

● 1125

economic arguments. What is going to happen in the communities of 400 and 500 people? I suspect that nothing will happen so far as their connection with the rest of the country is concerned.

Mr. Krupski: I will ask, Mr. Carlile, to answer this question.

Mr. Carlile: I think there are two points to consider on this. First, if you do not get in on a new technology at the beginning and grow with it you just wipe yourself out from the benefits in the future. We cannot sit here today and say because it costs \$1.3 million for a ground station that we envisage now, that 10 years from now the cost will not be reduced substantially. The nature of the business and the development of technology in this has these aspects of decreasing cost. It is expensive when you start but it gets cheaper. We think being in on this technology, helping it grow, will lead, hopefully, to reduced costs in the future.

Second, I think the point is to recognize no matter what type of technology you use, in our business there are always remote areas which cost a fairly large amount of money to give service to, in comparison to the average. I think in trying to meet total obligations

[Interpretation]

soient exploitées de nouveau, et on projette d'aménager une exploitation de minerai de fer sur la rivière St. Mary, dans l'île de Baffin, où on construira un chemin de fer vers Pond Inlet. Dans ce cas, ce serait un bon emplacement pour un service, parce que l'industrie voudrait de bonnes communications et serait disposée à payer. Finalement, Resolute est le poste le plus avancé du nord, mais il faudrait consulter les gens sur la nécessité d'installer le système. Quel serait l'avantage, combien est-ce nécessaire? Nous ne le savons pas, il faudra faire enquête.

En fin de compte, le cas échéant, on pourrait aménager l'autre poste à Goose Bay. En cet endroit, il existe déjà 180 circuits, et il serait utile de les augmenter de 12 ou 20 d'ici trois ans. On pourrait économiser de cette manière, du moins dans une certaine mesure. Le tout serait plus distribué à Goose Bay, sur 4,200 téléphones; il y a un certain revenu, et ce serait mieux. Il faut examiner le bien-fondé de l'investissement et faire de son mieux pour que le coût et les avantages correspondent.

M. Macquarrie: Je suis quand même très étonné, en ce qui concerne les téléphones, quand aux avantages que procurerait le satellite à votre entreprise. Dans les communications est-ouest, cela n'est pas nécessaire. Les améliorations accessoires seront dispendieuses. Considérons maintenant les régions non-rentables; selon votre distribution actuelle, et je suis d'accord sur cela, il y a là des réalités économiques

très dures. Qu'arrivera-t-il dans ces localités de 400 ou 500 personnes? Absolument rien, je suppose, en ce qui concerne la communication avec le reste du pays.

M. Krupski: Je vais demander à M. Carlile de vous répondre.

M. Carlile: Il y a deux choses dont il faut tenir compte ici. Si on ne profite pas des nouvelles techniques au début, si on ne se développe pas avec ces techniques, on se prive tout de suite des avantages futurs. Si une station terrestre coûte un million et un tiers aujourd'hui, cela ne signifie pas que dans dix ans ce chiffre ne baissera pas considérablement. La nature de ce type d'entreprise et le progrès technique sont tels qu'on peut s'attendre à ces réductions de coût. C'est cher au début, mais le coût diminue progressivement. Si on profite des techniques, si on les encourage, on peut espérer obtenir des coûts inférieurs dans l'avenir.

Deuxièmement, il faut l'admettre, qu'on emploie n'importe quelle technique, il y aura toujours, dans notre type d'entreprise, des endroits éloignés où il est difficile de fournir des services, si on compare à la moyenne. Ce que je pense, c'est qu'en essayant de

[Texte]

you take on some of these projects knowing that that one project is not going to add something, but will broaden the telephone network, and every subscriber benefits when the network grows.

An example I can give you in the present-day situation in my own province is that somebody wants to open a very large mine, \$100 million, at Granduc. There was little or no communication. There was an AM station in there and as long as there were only 100 people in Granduc there was no great economic development there. The people were probably relatively satisfied and the benefits that would derive to all subscribers from spending considerable moneys to give them different service was not warranted. Once there is a \$100 million development, then there is justification for reappraisal and we end up spending \$1 million or more to give service 200 miles north of that area.

We maintain—we think this is right and we would take this position with our regulatory body—that all subscribers to our service in British Columbia benefit because here we have opened up an economy by servicing that mine. Merchants in Vancouver, suppliers in Victoria, lawyers here can all communicate with this mine. They will get benefits from the economy that is added. I think these are additions.

You could not do everything. You could not, as Mr. Krupski said, add 150 locations at \$1.3 million each. The burden on the rest of the users would be prohibitive. However judicially and in combination with economic development I think you can do this. You can do a little at a time and this is the way the system evolves.

Mr. Macquarrie: Looking over the White Paper and the projection of the satellite which is to blanket the North and bring people within communication range in the modern age, do you have in that spectrum any practical and reasonably early plans to develop new facilities, barring the discovery of uranium or some even more valuable metal? What I am looking for, and I think the people are interested in finding out, is what, barring these economic bonanzas that might come at any time, you will be doing as a result of this advance in technology to extend and improve your service.

Mr. Krupski: As I pointed out, as far as the North goes there are two stations planned in the initial system. One of these, no doubt, would go into Frobisher Bay to provide alternate facilities to the existing ones. The other will depend either on new development in the mining areas, or if not, we would put the other one in Goose Bay.

The direct improvement, as mentioned in our brief, on this initial "go in" will be marginal. If St. Mary's River goes in it will be substantial. This depends on the circumstances as they develop. Therefore, it is most important that we adopt this new technology as

[Interprétation]

rencontrer toutes les obligations, on se lance dans des projets tout en sachant qu'un seul de ces projets n'apportera rien, mais que le réseau grandira et que les usagers en bénéficieront.

Je puis vous donner l'exemple d'une situation actuelle dans ma province. On veut exploiter une immense mine de cent millions; il s'agit de la Granduc. Il n'existait pas de moyens de communication, ou du moins presque pas. Il y avait bien un poste AM, et tant qu'il n'y a eu que cent âmes dans la petite localité il n'y a eu aucune expansion. Les gens étaient relativement satisfaits et les avantages qui auraient découlé d'une grosse dépense pour améliorer le service existant n'auraient pas valu la dépense. Toutefois, quand on ouvre une exploitation de cent millions, il y a lieu de réévaluer, et on finit par dépenser un million pour assurer des services à deux cent milles au nord.

Selon nous (et à notre avis cela est vrai et nous le soutiendrions devant notre organe de réglementation) tous les abonnés de notre service en Colombie-Britannique profiteront de l'extension des services vers cette mine. Les commerçants de Vancouver, les fournisseurs de Victoria et les avocats pourront tous communiquer avec cette entreprise. Ils profiteront de l'expansion nouvelle. Je crois que ce sont là des apports. On ne peut tout faire. On ne peut, comme l'a dit M. Krupski, ajouter 150 emplacements au coût de 1.3 million de dollars. Le fardeau qu'auraient à porter les autres abonnés serait trop onéreux. Toutefois, en faisant un choix judicieux fondé sur l'expansion économique, je pense que cela est possible. On peut le faire peu à peu, et ainsi le système évolue.

M. Macquarrie: Une question au sujet du Livre blanc et des projets pour un satellite qui assurerait la communication dans le Grand Nord, à cette époque du progrès: a-t-on des projets pratiques pour un avenir assez rapproché en ce qui concerne de nouvelles installations, à moins qu'on ne fasse la découverte de gisements d'uranium ou autre métal précieux? Ce que je veux savoir, et ce que tous veulent savoir, c'est ceci: mis à part les filons d'or qui pourraient être découverts, qu'avez-vous l'intention de faire pour améliorer et étendre le service, vu ces nouvelles techniques.

M. Krupski: Comme je l'ai dit, en ce qui concerne le Nord, on projette d'aménager deux stations au début. Sans aucun doute, l'une d'elles sera à Frobisher Bay, afin de fournir une alternative au système actuel. L'autre station sera installée selon le développement des secteurs miniers, ou à Goose Bay.

Au début, il aura peu d'amélioration directe. Le mémoire le dit. Si le projet de la rivière St. Mary se réalise, l'amélioration sera importante. Ceci dépendra de la marche des circonstances. Il est donc indispensable pour nous d'employer ces nouvelles techniques

[Text]

best we can because if these developments do come through in the far North we then would be able to do

● 1130

something for industry to serve them better than otherwise would be possible.

Mr. Macquarrie: One argument that has been advanced is that improved communications would encourage industrial development, but you expect the development first and then you will improve the communications.

Mr. Krupski: I do not think this is the correct approach; I think this is a total systems approach. You need good communications for development but you need good transportation and you need incentives and money—tax, or whatever it is. You have many expenses in developing this. And you probably need television. All these things are pluses. One plus by itself—telecommunications alone—will not do it; there is no doubt in my mind.

Mr. Macquarrie: I will just ask one further question on this. It will be a very unsophisticated one, I have the benefit neither of the vocabulary of big business nor of technology, and I hope this is not an academic assumption. Assuming that the satellite is in operation, that Telesat Corporation is formed, and that there are no fantastic developments in minerals, with your present balance sheets and your present outlook towards service as they are, what do you see accruing to the people of the Northwest Territories in improved and extended service after the satellite is winging its way above the equator?

Mr. Krupski: As I mentioned, the initial system is proposed to improve telecommunications to Frobisher Bay. If there are no other mining developments in the northern parts, of which I say Asbestos and St. Mary's River are the two quite prominent possibilities, we would look at the possibility, and discuss the advisability, of spending money in Resolute. If it does not seem to be really necessary to give needed social benefits there, we would likely build the other station in Goose Bay. In both cases we could provide equivalent services by other means but there would be compensation, in that at least we would be moving in this new technology and preparing ourselves for the future benefits of it.

Mr. Macquarrie: These are, in northern terms, I suppose, metropolitan areas you are speaking of.

[Interpretation]

à profit, parce que si ces projets se réalisent dans le Grand Nord, nous serons mieux placés pour assurer

un meilleur service à ces entreprises.

M. Macquarrie: On a prétendu que des meilleures communications encourageraient l'industrie, mais, selon vous, qu'est-ce qui précédera les communications ou l'expansion industrielle?

M. Krupski: Je ne pense pas que ce serait l'optique qui convienne; je crois qu'il s'agit d'une vue globale de tous les systèmes. Il faut de bonnes communications pour assurer le progrès, mais il est aussi nécessaire d'avoir de bons transports des invitations et de l'argent, et quoi encore. Il y a beaucoup de dépenses dans un tel développement. Vous avez probablement aussi besoin de la télévision. Tous ces effets s'additionnent. Un seul effet en plus, les télécommunications seules, ne suffira pas. Cela ne fait aucun doute dans mon esprit.

M. Macquarrie: Je n'ai qu'une autre question à poser sur ce sujet. Elle sera très simple. Je ne possède pas les ressources ni du vocabulaire des grandes entreprises, ni celles de la technologie et j'espère que ce n'est pas une hypothèse théorique. Supposons que le satellite soit en fonctionnement, la société Telecast Communication a été constituée et les développements fantastiques ne se produisent pas dans le domaine minier. Compte tenu de votre bilan actuel et des projets de services qui sont présentement les vôtres, que voyez-vous en réserve pour la population des Territoires du Nord-Ouest en ce qui a trait à l'amélioration et au prolongement du service après que le satellite suivra sa course dans l'espace au-dessus de l'équateur.

M. Krupski: Comme je l'ai mentionné, le système initial est proposé pour améliorer les télécommunications avec *Frobisher Bay* et s'il n'y a pas d'autres développements miniers dans le Nord, les plus prometteurs d'entre eux étant, je dirais, celui d'Asbestos et celui de Rivière Ste-Marie, nous envisagerions la possibilité, et nous discuterions de l'opportunité de faire des investissements visant Resolute. S'il n'apparaît pas absolument nécessaire d'assurer les avantages sociaux requis à cet endroit, il est probable que nous construirions une autre station à *Goose Bay*. Dans les deux cas nous pourrions assurer des services équivalents par d'autres moyens, mais il y aurait compensation du fait qu'au moins nous ferions du progrès dans cette technologie nouvelle, nous préparant ainsi à profiter des avantages qu'elle nous apportera dans l'avenir.

M. Macquarrie: Ce sont, je suppose, en langage du Nord canadien, des régions urbaines dont vous parlez.

[Texte]

Mr. Krupski: Yes, that is correct.

Mr. Macquarrie: The CBC and the Department of Communications are going to do much better. They are going to put stations and television services into communities of 400 to 500 people.

Mr. Krupski: These are much less expensive stations. They can do that. They are about a tenth of the price of a satellite station.

Mr. Macquarrie: To have TV will not be so helpful to industry as being able to communicate with head office.

Mr. Krupski: If industry comes in they will have facilities.

Mr. Macquarrie: I had better give someone else a chance, Mr. Chairman.

Mr. Osler: May I ask a supplementary, Mr. Chairman?

The Chairman: Yes, Mr. Osler?

Mr. Osler: My question relates to this proposed amendment. You really wear two hats. You are common carriers and you are also interested in local facilities, are you not?

Mr. Krupski: Mm-hmm.

Mr. Osler: If, in your wisdom, you decide it is not appropriated to put a telephone system into a certain place, but a mining company, or even, theoretically, the local citizens, decide that it is, as a common carrier you would still be forced to provide the service to the point of the facility they put in, would you not?

Mr. Krupski: This is really a hypothetical question. We usually provide the facilities. I cannot recall an instance where we had to be forced to provide a facility.

Mr. Osler: But even as a hypothetical question, there would still be nothing to prevent somebody taking the telephone service off the end of the line, so to speak?

● 1135

Mr. Krupski: I do not know. I do not quite follow your understanding here. There are mining developments, or manufacturing organizations, which initially set up their own telephone service. I can quote a very good example in La Tuque. The Brown Paper Corporation there started their own telephone service to pro-

[Interprétation]

M. Krupski: Oui, c'est exact.

M. Macquarrie: La Société Radio-Canada et le ministère des Communications feront beaucoup mieux. Ils mettront sur pied des stations et des services de télévision desservant des collectivités de 400 à 500 habitants.

M. Krupski: Ces stations sont beaucoup moins coûteuses. Ils peuvent le faire. Cela coûte environ 10 p. 100 du prix d'une station satellite.

M. Macquarrie: Il sera beaucoup moins utile à l'industrie d'avoir la télévision que de pouvoir communiquer avec leur bureau central.

M. Krupski: Si l'industrie s'installe les aménagements seront là.

M. Macquarrie: Je devrais donner une chance à quelqu'un d'autre, monsieur le président.

M. Osler: Puis-je poser une question supplémentaire, monsieur le président?

Le président: Oui, monsieur Osler?

M. Osler: Ma question se reporte à l'amendement proposé. En réalité, vous coiffez deux chapeaux. Vous êtes des exploitants ordinaires et vous vous intéressez également aux aménagements locaux, n'est-ce pas?

M. Krupski: Oui.

M. Osler: Dans votre sagesse, vous décidez qu'il ne convient pas d'installer un réseau téléphonique à un endroit donné, mais une compagnie minière où même, théoriquement, les citoyens de l'endroit, décident que cela convient, en tant qu'exploitant ordinaire vous seriez quand même obligé, n'est-ce pas, de fournir le service à l'endroit où l'aménagement le demande?

M. Krupski: Cette question est véritablement hypothétique. D'habitude, nous fournissons les services. Je ne puis me rappeler un seul cas où nous avons été forcés d'assurer les services.

M. Osler: Mais, même si c'est une question hypothétique, il n'y aurait tout de même encore rien pour empêcher quelqu'un de retirer ce service téléphonique de l'extrémité du réseau, si vous voulez.

M. Krupski: Je ne sais pas, je ne suis pas votre compréhension de cette affaire. Il y a des développements miniers ou des organisations manufacturières qui, au début, on établi leur propre service téléphonique. Je peux vous donner un très bon exemple dans le cas de la Tuque. La *Brown Paper Corporation* a

[Text]

vide some connection between their operations but they very soon found that those who know the business do a much better job, and they set up a telephone company which is now part of the Bell Telephone Company.

In general terms, although it may look attractive to do that, people find it better to let an expert do the job, whether it be engineering, writing, or singing, or whatever it may be it does not matter. Experts do a better job.

Mr. Osler: I agree; but in theory there would be nothing to prevent these other people becoming involved?

Mr. Krupski: No; but the facts will turn them around.

Mr. Osler: Thank you.

The Chairman: Mr. De Bané on a supplementary, on the subject of benefits.

Mr. De Bané: I might do that, Mr. Chairman, but with your permission and the agreement of the members, I would like to ask questions on different phases of the brief. That is as I have prepared my questions but if you prefer the other way . . .

The Chairman: We would prefer the other way, because this is how we have been proceeding.

Mr. De Bané: Mr. Krupski, on the question of service to the North, let us consider the Provinces of Ontario and Quebec and Labrador which I think are the responsibility of Bell Canada. According to your long-range planning, how much do you plan to invest in the northern parts of those three areas in the next ten years? Do you have an approximate figure?

Mr. Krupski: I had a figure given to me but I do not think I have it with me. But it involved several million dollars of investment; I think it was \$30 million, but I am not too certain.

Mr. De Bané: It might be higher than that?

Mr. Krupski: It could be; but I cannot give you an accurate figure at this time.

Mr. De Bané: In my questions I am not really looking for exact figures. I know that is not possible.

Mr. Krupski: I do not have it with me.

Mr. De Bané: But it would be around \$30 to \$40 million for the next ten years?

Mr. Krupski: Ten to twenty, I think.

[Interpretation]

mis au point un système téléphonique pour établir un réseau entre ses exploitations. Très vite, elle s'est rendu compte que les personnes qui connaissent leur métier pouvaient donner un meilleur service. Ils ont alors constitué une compagnie qui fait maintenant partie de la compagnie Bell. En général, bien qu'il puisse paraître intéressant de procéder de cette manière, les gens se rendent compte qu'il vaut mieux laisser la tâche à des professionnels qu'il soit question de génie, de rédaction, de signature ou quoi que ce soit. Les experts font un meilleur travail.

M. Osler: Je suis d'accord. Mais en théorie, il n'y a rien qui empêche ces autres personnes de prendre des engagements.

M. Krupski: Non, mais devant les faits ils tourneront les talons.

M. Osler: Merci.

Le président: M. De Bané veut poser une question supplémentaire au sujet des avantages.

M. De Bané: Je le ferai peut-être M. le président, mais avec votre permission et le consentement des membres. Je voudrais poser des questions sur divers aspects du mémoire. C'est ainsi que j'ai préparé mes questions, mais si vous préférez que ce soit de l'autre manière.

Le président: Nous préférons l'autre façon, parce que c'est celle que nous avons adoptée.

M. De Bané: En ce qui concerne le service dans le Nord, prenons la province d'Ontario, le Québec et le Labrador, je crois qu'ils relèvent de la Bell (Canada). Suivant votre planification à long terme, quel est le chiffre de vos projets d'investissement dans les régions du Nord de ces Trois Territoires, pour les dix prochaines années. Avez-vous un chiffre approximatif?

M. Krupski: On m'a donné un chiffre mais je ne l'ai pas sous les yeux, mais plusieurs millions de dollars, 20 à 30 millions, je ne suis pas sûr.

M. De Bané: Peut-être plus que cela?

M. Krupski: Ça pourrait, mais je ne peux pas donner un chiffre exact, en ce moment.

M. De Bané: Je ne demande pas de chiffre exact dans mes questions, je sais que ce n'est pas possible.

M. Krupski: Je ne l'ai pas ici.

M. De Bané: Alors disons 30 à 40 millions, pour les dix prochaines années.

M. Krupski: 10 ou 20, je crois.

[Texte]

Mr. De Bané: And with the establishment of Telesat would that investment be decreased?

Mr. Krupski: No; investment in Telesat is a different kind of investment.

Mr. De Bané: It will not help you in your —

Mr. Krupski: Instead of investing in additional facilities in the North we would rent facilities from Telesat. We would invest in Telesat and rent from them. Therefore, the company investment in the North might be somewhat less because we would not invest in additional facilities to build up Frobisher Bay, nor to build to Goose Bay. Instead we would pay rental to Telesat and buy shares in Telesat. Investment would go in a different direction.

M. De Bané: Si vous le permettez, je vais continuer en français parce que je m'exprime mieux en français. C'est à cette question que je voulais en venir. Le fait d'investir dans Télésat Canada vous permettra-t-il d'économiser quant au service que vous prévoyez pour le Nord de l'Ontario, du Québec et du Labrador?

Mr. Krupski: Not in the initial years; in the long-term, yes, otherwise we would not be investing in this.

M. De Bané: Maintenant, quant au service est-ouest, dans le moment le système de micro-ondes Est-Ouest comprend en gros, je pense, 3 ou 4 canaux. Quelles sont actuellement vos "routes alternatives," vos "fall back". Passent-elles par les États-Unis?

Mr. Krupski: No; the Trans-Canada Telephone System is entirely in Canada and through the development of a network like—to explain what I mean—for example, in Alberta where there is a route which goes south through Calgary and then there is another route which goes across Alberta in the north through Edmonton. The same applies in Saskatchewan, one goes through Saskatoon and one goes through Regina.

With this there is a duality of routes developed so this system, the Trans-Canada Telephone System, with the help of all companies involved and through Quebec the facilities from Quebec Telephone...

Mr. De Bané: Which is not a member of Trans-Canada Telephone System.

Mr. Krupski: No, but we lease facilities from them and with the help of Quebec Telephone we do have two complete independent routes right across Canada—if they are not there today they will be there before the satellite is launched—and these routes have their capacity. We can add circuits to them at

[Interprétation]

M. De Bané: Avec l'établissement du Télésat, est-ce que cet investissement sera moins élevé?

M. Krupski: Notre investissement Télésat est un autre genre d'investissement.

M. De Bané: Cela ne vous aidera pas.

M. Krupski: Au lieu d'investir en installations supplémentaires dans le Nord, nous pourrions investir dans Télésat et louer des services de Télésat. Donc, l'investissement de la société dans le Nord pourrait être réduit quelque peu, puisque nous n'aurions pas à investir pour la construction des installations supplémentaires à *Goose Bay* et à *Frobisher Bay*. Par contre, nous paierions un loyer à Télésat et nous achèterions des actions dans Télésat. L'investissement suivrait une orientation différente.

Mr. De Bané: If you will allow me, I shall continue in French because I can express myself better in this language.

I wanted to come to this question. Will the fact that you invest in Telesat Canada enable you to realize savings with respect to the service that you are considering for Northern Quebec, Labrador and Ontario?

M. Krupski: Pas au début, à long terme, oui. Autrement nous ferions pas des investissements dans cette affaire.

Mr. De Bané: As to the east-west service, I understand that at present the east-west microwave system includes, roughly, three or four channels. What are your alternate routes now, your fallbacks? Do they go through the United States?

M. Krupski: Non, le système trans-canadien de téléphone se situe entièrement au Canada et à la suite de l'établissement d'un réseau comme, par exemple, en Alberta, il y a une route au sud qui passe par Calgary et il y a une autre route qui traverse l'Alberta au nord et qui passe par Edmonton. C'est la même chose en Saskatchewan, il y a une route qui passe par Saskatoon et une autre qui passe par Regina.

Il y a donc une double voie et ce système de communication, le Réseau téléphonique transcanadien, avec l'aide de toutes les sociétés en cause, et dans le Québec grâce à la coopération du Québec Téléphone...

M. De Bané: Qui ne fait pas partie du Réseau téléphonique transcanadien.

M. Krupski: Non, mais nous louons des installations téléphoniques d'eux et grâce à la coopération de Québec Téléphone nous avons donc deux réseaux d'un bout à l'autre du Canada—si ce n'est pas encore réalisé, ils le seront avant le lancement du satellite—et ces voies de communication ont leur capacité. On peut

[Text]

fairly low incremental costs which, if you look at incremental cost, are maybe a half of the total allocated cost or much lower than that, but this does not mean that we should not use satellites for east-west.

I think we have to explore this new approach to find out how they will go into the switched network and how they are to be integrated into our network. There are problems with the integration we have to find out about and the only way we can find out is to put them on to see how they work, how the signalling works and so on. However, we want to use them because this will give us experience on how to expand in the long run.

Mr. De Bané: Ai-je raison de dire qu'actuellement et de façon régulière, vos routes alternatives passent par les compagnies américaines?

Mr. Krupski: No, because actually as far as telephone services go we even lease facilities from the Canadian National-Canadian Pacific. To ensure the continuity of service across Canada we have three routes, the two Trans-Canada routes and the one through the railways. There is an arrangement in certain places where we exchange facilities with the Americans and it is a straight exchange whereby they route their business through Canada and we route some of our business through the United States. We feel we can do this because if at any time the Americans do not like it anymore, we just can chop off their facilities and use our own all the way.

It is just another diversity, but there are routes across Canada which ensure that at no time would it be impossible for you to call Vancouver from Ottawa, for instance.

M. De Bané: Au sujet de ce que M. Dinsdale et d'autres ont appelé le "cross-subsidization", vous dites, à la page 4:

Cependant, l'ampleur des subsides... rend le problème inusité...

Procédons par étape. J'aimerais savoir quel est actuellement le pourcentage de votre chiffre d'affaires, qui est déficitaire et, par conséquent, qui reçoit des subsides du groupe qui fait des profits?

● 1145

Mr. Krupski: That is a difficult question to answer. As was mentioned by Mr. Carile, the northern service—the service to the rural communities, the far out farmer and the outlying places—always is more costly than the revenues it produces.

Mr. De Bané: Oh, I understand that, but that was not my question. On page 4 you stated that cross-

[Interpretation]

ajouter d'autres circuits à peu de frais qui seraient, si vous étudiez les coûts, ajoutés, à peu près la moitié de l'ensemble des frais autorisés, ou beaucoup moins, ce qui ne veut pas dire qu'il ne faudrait pas utiliser les satellites pour les communications entre l'est et l'ouest.

C'est une nouvelle possibilité qu'il faut étudier afin de savoir comment les satellites entreraient dans le réseau à commutation et comment on peut les intégrer au réseau actuel. Il y a des problèmes d'intégration qu'il faut étudier et la seule façon de le faire, c'est de mettre le système à l'essai et de voir comment le signal passe. Nous voulons toutefois les utiliser car nous obtiendrons ainsi une expérience sur la façon d'étendre le réseau à la longue.

Mr. De Bané: Would I be right to say that right now and regularly, your alternate routes use American companies?

M. Krupski: Non, parce que, en fait, en ce qui concerne les services téléphoniques, nous louons même des installations du Canadien Pacifique et du National Canadien. Pour assurer la continuité des services d'un bout à l'autre du Canada, nous avons trois voies possibles, les deux voies transcanadiennes et celle des chemins de fer. Nous avons même conclu des ententes pour l'échange direct de services avec les américains en vertu desquels nous transmettons parfois certaines communications par les États-Unis en échange de communications américaines qui passent par le Canada. Il nous semble que nous pouvons le faire car si, à un moment donné, les Américains ne sont pas satisfaits, nous n'avons qu'à laisser tomber leurs services et nous servir des nôtres.

Il s'agit simplement d'une alternative, car il y a toutefois des voies de communications d'un bout à l'autre du Canada qui nous assurent une communication directe avec Vancouver à partir d'Ottawa à tout moment.

Mr. De Bané: With regard to what Mr. Dinsdale and others called cross-subsidization, you say on page 4:

However, the degree of cross-subsidization — makes the problem rather unusual—

Let us proceed step by step. I would like to know what is the present percentage of your turnover, which seems at a deficit and that has to be subsidized by the group making profits?

M. Krupski: C'est une question à laquelle il est très difficile de répondre. Le réseau du nord mentionné par M. Carile dessert les régions rurales, les cultivateurs éloignés, les régions isolées et ce service coûte toujours beaucoup plus que les revenus qu'ils permettent de percevoir.

M. De Bané: Oui, je comprends, mais ce n'est pas la question que je vous ai posée. A la page 4 de

[Texte]

subsidization is something normal, but in this particular case the aptitude presents an unusual problem. Therefore, I would like to know what is usual and, secondly, what is unusual. So my first question is, what proportion of your annual gross income produces a deficit which has to be subsidized by the other portion? If then we have a reply to that then we will see in what aspect and why you said we have an unusual problem of cross-subsidizing. What is going on at the present time?

Mr. Krupski: I would like to ask Mr. Carlile to answer this question.

Mr. Carlile: If I may reply in English.

Mr. De Bané: Of course, by all means.

Mr. Carlile: I think the real key thing that is unusual here is that in our business cross-subsidization does take place. A rural area is more costly to provide than another one, but the total revenues from both support the total expenses of both, so cross-subsidization is within, if we want to call it, one operating centre. We are talking here of cross-subsidization not within one operating centre, but two—cross-subsidization from the telephone user into another organization, say, TELESAT Canada which provides more than one service, not just telephone service, but other services. This is the unusual.

In other words, in our business while one area may not, you might say, provide revenues which purely support it, the revenues from the total operations support the expenses of the total operation. Here we have a situation whereby knowingly and to a degree which we have stated has not been firmly established, we are undertaking to incur expenses higher than they would be if we had built our own. Those revenues or that difference is going to be a reduction or a bigger burden on the telephone users and will provide revenue to another organization and that other organization will, in effect, pass those benefits on to varied and sundry people. For example, that organization will pass it on in some cases to the telephone user part, in some cases to the television user and in some cases to the three owners. So, the point here is not that there is cross-subsidization, but cross-subsidization out of the normal enterprise within which it is usually confined.

Mr. De Bané: I might be mistaken, but I thought the six channels of the satellite were to be leased for the same amount. Is that not correct?

Mr. Carlile: That has not been concluded yet, we are negotiating. In other words, the telephone industry is negotiating what it will pay for the number of channels it will use. We have no participation, in effect, in the negotiations of what the other users of the remain-

[Interprétation]

votre mémoire, vous dites ces subventions recoupées sont normales, mais qu'en occurrence, leur ampleur présente un problème inusité. Je voudrais donc savoir ce qui est inusité. D'abord, quelle est la source de votre revenu annuel brut qui est déficitaire et qui doit compter sur des subventions d'un autre secteur. Lorsque vous aurez répondu à cette question nous saurons à quel égard et pourquoi vous dites qu'il y a un problème inusité en matière de subventions recoupées. Qu'est-ce qui se passe à l'heure actuelle?

M. Krupski: Je vais demander à M. Carlile de répondre à la question.

M. Carlile: Je me permettrai de répondre en anglais.

M. De Bané: Certainement.

M. Carlile: Je crois que ce qui est surtout inusité ici c'est que les subventions recoupées se présentent dans notre industrie. Les régions rurales sont plus coûteuses que d'autres, mais les recettes de l'ensemble servent à défrayer toutes les dépenses de sorte que ces subventions se font à l'intérieur d'un seul centre émetteur. Mais ce qui est inusité ici c'est que les subventions recoupées se font entre deux centres; les abonnés du réseau téléphonique subventionnent une autre organisation, TELESAT Canada, par exemple, qui offre plus d'un service, pas seulement le service téléphonique.

Autrement dit, bien que dans ce domaine, une région n'a peut-être pas suffisamment de revenus pour subvenir à ses besoins, les revenus de l'ensemble du réseau servent à défrayer les dépenses de tout le réseau. En occurrence, il s'agit d'une situation où, en connaissance de cause et dans une mesure qui, comme nous l'avons dit, n'a pas été établie fermement, nous nous engageons à défrayer des dépenses qui sont plus élevées que si nous mettions notre propre système sur pied. Ces revenus ou cette différence vont constituer un fardeau plus lourd ou une réduction pour les abonnés du téléphone, et assureront des revenus à une autre organisation et cette autre organisation fera bénéficier diverses autres personnes, comme, par exemple, les abonnés du téléphone, ceux qui reçoivent la télévision, et parfois aux trois groupes de clients. Le problème est donc qu'il ne s'agit pas simplement de subventions recoupées, mais de subventions recoupées qui ne sont pas restreintes à une seule entreprise comme d'habitude.

M. De Bané: J'ai peut-être mal compris mais je croyais que les six canaux du satellite seraient loués pour la même somme d'argent. Est-ce exact?

M. Carlile: Nous n'avons pas encore décidé, nous sommes à négocier. Autrement dit, l'industrie téléphonique est à négocier ce qu'elle devra payer pour le nombre de canaux qu'elle va utiliser. Nous ne participons pas aux négociations où l'on établit ce que

[Text]

ing channels will pay, so we are negotiating there on the basis of what we can incur as an expenditure for those services and what burden that would have on our telephone subscribers in relationship to the other alternatives that are available to us and to our concept and our willingness to work towards a national objective.

Mr. De Bané: I thought the law stated very clearly that TELESAT was going to be operated on a commercial basis and to me and according to the Minister who put it very bluntly, that means it had better make a profit.

Mr. Carliile: We could make a profit. For example, if you have six channels which cost \$18 million, you could charge \$6 million for the first channel and you could charge \$3 million for the next one and so on down. The sum of the charges for the six would add to \$18 million, but there would not necessarily be the same rate for each one. All I am saying is that we are negotiating to pay a rate for those channels that we

● 1150

will use and can use, but we are not a party to the negotiations that are going on on the other side.

Mr. Osler: Could I ask a supplementary.

The Chairman: If Mr. De Bané will yield.

Mr. Osler: You wear two hats. As shareholders of Trans-Canada Communications System, you presumably operate it as efficiently and as profitably as possible, but you also wear the hat of the telephone company from which you come, is that not right? If you were to put a system of your own into the country, you would have the identical problem, would you not, that you are talking about now?

Mr. Carliile: No, sir. As we have maintained, there will be long-range benefits. We recognize that in all the briefs we have made. We have said that in the first five years, at least, this could not compete economically with other facilities. But in our business you have to look farther ahead than five years. You have to look 10 or 20 years ahead. We believe that ultimately this will be a desirable addition to the total communications network and facilities of this country. Therefore, in pure economics, if you are businesslike, if you are going to derive 100 per cent of those future benefits, and earn those future benefits, you are going to make a contribution now, and let us face it, that contribution is going to be on the subscribers, because they pay all of it. But in the future they would have got 100 per cent of the benefits. Then one might say that this was an appropriate presentation to make for an industry.

[Interpretation]

vont payer ceux qui utiliseront les autres canaux, de sorte que nous sommes à négocier à partir des dépenses que nous allons encourir en assurant ces services et du fardeau qu'on imposera ainsi sur les abonnés du téléphone, par rapport aux autres possibilités qui s'offrent à nous et à nos principes et nos efforts d'atteindre l'objectif national.

M. De Bané: Je croyais que la loi exposait de façon bien précise que TELESAT sera exploitée comme une entreprise commerciale, et à mon avis selon le ministre qui l'a dit sans soigner ses mots, c'est dire que nous devons réaliser des bénéfices.

M. Carliile: Nous pourrions réaliser des bénéfices. S'il y a six canaux qui coûtent 18 millions de dollars chacun, par exemple, on pourrait demander 6 millions de dollars pour le premier canal, 3 millions de dollars pour le deuxième, et ainsi de suite. La somme de la location des six canaux s'élèverait à 18 millions de dollars, mais le taux ne serait pas nécessairement le même pour chacun. Tout ce que je dis c'est que nous négocions présentement le taux des canaux que nous allons et que nous pouvons utiliser mais nous ne participons pas aux autres négociations.

M. Osler: Puis-je poser une question supplémentaire?

Le président: Si M. De Bané veut bien vous céder la parole.

M. Osler: Vous avez des intérêts des deux côtés. En tant qu'actionnaires du réseau transcanadien de communications, vous devez l'exploiter de façon aussi efficace et rentable que possible, mais vous représentez également les intérêts de la compagnie de téléphone, n'est-ce pas? Si vous deviez construire un réseau téléphonique vous auriez le même problème dont vous parliez, n'est-ce pas?

M. Carliile: Non, monsieur. Comme nous l'avons dit, il y aura des avantages à long terme. Nous reconnaissons que dans tous les mémoires que nous avons présentés, nous avons dit que pendant les cinq premières années, le réseau ne pourrait pas concurrencer de façon rentable avec les autres services. Mais dans notre genre d'entreprise il faut prévoir beaucoup plus loin d'avance, d'au moins 10 ou 20 ans. Nous croyons qu'à long terme, ce serait une addition souhaitable à l'ensemble du réseau de communications dans notre pays. Par conséquent, d'un point de vue strictement économique, si on vise surtout la rentabilité, si on veut tirer tous les avantages futurs, il faut apporter une contribution dès maintenant et, soyons francs, cette contribution sera défrayée par les abonnés, car ce sont eux qui paient tout. Mais dans un avenir plus ou moins rapproché, ce sont eux qui vont récolter tous les avantages. On pourrait alors dire que c'est une façon appropriée pour une industrie de procéder.

[Texte]

However, the situation now is slightly different. Depending on the degree of cross-subsidization—let us take an example. Suppose it could be shown that the difference between what we were going to pay for these facilities and what we could give them on our own was equal to 100 per cent of the total earnings. Mind you, this is only an assumption, that it was equal to 100 per cent of the earnings and we were going to be one-third partners in this. You can see that we would only get one-third of the benefits later on. So I submit to you that that is the difference between preparing to go it alone, take all the risks, and your subscribers derive all the benefits that you hope are going to be there, as against how much risk you take now in relationship to sharing the benefits in the future?

Mr. Osler: That is quite true, but putting it in another way, it would still add up to the same total pot.

Mr. Carlile: Not for the industry.

Mr. Osler: If you owned the system, would you be subsidizing the television network renters as well as your own subscribers?

Mr. Carlile: We would expect to have negotiated with them on a businesslike basis just like we have negotiated with them in the past for use of terrestrial facilities for TV.

Mr. Osler: But they would in effect be subsidizing the telephone system?

Mr. Carlile: I submit it would be the reverse. I submit that they would pay what they thought the facilities were worth, and we would negotiate on that basis. It would be their ability to pay and the value they put it on, the cost to us and the support they would give to us. I do not think that one can say it is a subsidy or otherwise. It would have been a commercial transaction.

Mr. Osler: They would pay actually what they had to pay to get the service. They would have not alternative.

Mr. Krupski: Oh, no.

Mr. Carlile: They would pay what it was worth. After all, they could have said they could have built their own. They could have gone to the CNT. In other words, there were other alternatives available to them.

Mr. Osler: Thank you.

M. De Bané: Mon impression majeure à la suite de la lecture de votre mémoire, et c'est là-dessus d'ailleurs que porte le seul amendement que vous voulez apporter à la loi, est que vous craignez que le système Télésat, par les services qu'il va offrir, fasse concurrence à votre

[Interprétation]

Toutefois, à l'heure actuelle, la situation est quelque peu différente. Selon le volume des subventions recoupées... Prenons un exemple. Si on pouvait prouver que la différence entre ce qu'il faudra payer pour ces services et ce que nous pourrions leur offrir nous-mêmes serait égale à la totalité des recettes, ce n'est qu'une hypothèse, et que nous n'y serions associés qu'au tiers. Il est clair que nous n'obtiendrons qu'un tiers des avantages par la suite. Voilà donc la différence entre se lancer seul dans une telle entreprise, de prendre sur soi tous les risques alors que les abonnés bénéficieraient de tous les avantages attendus par rapport aux risques que vous acceptez actuellement de partager les avantages à l'avenir.

M. Osler: C'est vrai, mais le résultat sera le même au total.

M. Carlile: Non, pas pour l'industrie.

M. Osler: Si vous étiez propriétaire de tout le système, est-ce que vous subventionneriez les locataires du réseau de télévision de même que vos propres abonnés?

M. Carlile: Nous voudrions d'abord négocier avec eux sur le plan des affaires, tout comme cela s'est fait par le passé pour l'utilisation des réseaux au sol de télévision.

M. Osler: Mais ils se trouveraient alors à subventionner le système téléphonique.

M. Carlile: Non, je crois que c'est le contraire, qu'ils payeraient ce à quoi ils estiment les services, et nos négociations seraient fondées là-dessus. C'est-à-dire, l'état de leurs finances et la valeur qu'ils y attachent, le coût et l'appui qu'ils nous donneraient. Je ne crois pas qu'on puisse dire que c'est une subvention ou autre chose. Ce serait une transaction commerciale.

M. Osler: Ils paieraient exactement ce qu'ils seraient obligés de payer, ils n'auraient pas le choix.

M. Krupski: Non.

M. Carlile: Ils paieraient ce que vaut le service. Après tout, ils auraient pu construire leur propre service. Ils auraient pu s'adresser au réseau de télécommunication du C.N. autrement dit, il y avait d'autres choix qui s'offraient à eux.

M. Osler: Merci, monsieur le président.

Mr. De Bané: Upon reading this brief I have one main impression, and moreover, the only amendment you want to make to this Act deals with this, i.e. you seem to fear that Telesat, because of the services it will offer, will compete with your own industry,

[Text]

industrie qui, comme vous l'avez dit au début, est un monopole. Je voudrais savoir pour quelles raisons vous pensez que l'intérêt public serait mieux servi en continuant cette politique de monopole que vous-même avez admise, plutôt que cette structure corporative tripartite où chacun ayant investi le tiers du capital sera représenté pour un tiers au conseil d'administration.

• 1155

Mr. Krupski: I think those are two questions. One is the question of monopoly or exclusive service. This has been recognized all over the world because, one telephone system is the best answer for a country in order to assure the ability of instant and efficient connection. Therefore, the telephone service is what some call natural monopoly. For that reason it is regulated. The rates, the performance, the expenses, are reviewed by a government regulatory board, by the utility boards in the provinces or the Canadian Transport Commission for the federally-regulated company.

As far as the satellite system is concerned, I did not follow you exactly. You asked about the satellite system's regulation, or the impact of it?

Mr. De Bané: I was referring, of course, only to Telesat. I have never challenged the existing monopoly. As you said in your first statement, Canada has one of the best services in the world, and I agree with this wholeheartedly. But in your brief you propose an amendment by which you would be the only users of this new corporation, and you would sublet, sublease. You ask to be the only client of the company, and by being the only client, you will control it.

I am asking what is the logic of that reasoning. How will the public interest be safeguarded?

Mr. Krupski: The Minister stated that it is his intention that this corporation will be a complement to and not a competitor of the common carriers. And this is the point we are making with this proposed amendment; we are asking to have the legislation reflect what the Minister says. Now, as far as the carriers are concerned, we are interested in participating in this corporation. We would not be here if we were not. But we have of course to protect the users of our service — the telephone subscribers — so that they do not carry an unreasonable burden. And we are convinced that in dealing with a government, they will understand our concern as much as anyone else, and that on this basis it should not be too difficult to find an equitable solution of what burden of this satellite corporation

[Interpretation]

which as you have said, is a monopoly. I would like to know why you think public interest would be served better by maintaining this monopoly policy which you recognized yourself, rather than by this tripartite corporate structure where each party having invested one third of the capital would be allowed one-third representation on the Board of Governors.

M. Krupski: Je crois qu'il y a deux questions. D'abord cette question de monopole ou de service exclusif. Ce fait a été reconnu dans le monde entier, car un système téléphonique unique est la meilleure solution pour un pays afin d'assurer des communications instantanées et adéquates. Par conséquent, le service téléphonique constitue ce que certains appellent un monopole naturel. C'est pour cette raison qu'il est réglementé. Les taux, le rendement, les dépenses, les commissions des services publics des provinces ou la Commission canadienne des transports pour la société de la Couronne. En ce qui concerne le système de télécommunications par satellite, je n'ai pas compris exactement ce que vous avez dit. Vous avez parlé des règlements du système de communications par satellite, ou de l'incidence de ce système?

M. De Bané: Je parlais simplement de Télésat. Je n'ai jamais mis en doute le monopole qui existe à l'heure actuelle. Comme vous l'avez dit dans votre première déclaration, le Canada a un des meilleurs services du monde entier, et je suis entièrement d'accord. Mais dans votre mémoire, vous présentez un amendement en vertu duquel vous seriez les seuls usagers de cette nouvelle société et que vous louerez ensuite les canaux. Vous voulez être le seul client de la société, et en étant le seul client, vous contrôleriez la société.

Je me demande quelle est la logique de ce raisonnement. Comment les intérêts du public peuvent-ils être sauvegardés?

M. Krupski: Le ministre a déclaré que, dans son intention, cette société compléterait et ne ferait donc pas concurrence aux sociétés d'exploitation des communications. C'est ce que nous tentons d'assurer au moyen de cet amendement; nous voulons que la loi expose clairement ce qu'a dit le ministre. En ce qui concerne les sociétés d'exploitation des communications, nous sommes prêts à participer à cette société. Évidemment nous ne serions pas ici autrement. Mais nous devons évidemment protéger les abonnés du système téléphonique, de façon à ce qu'on ne leur impose pas un fardeau trop lourd. Et nous sommes convaincus que, puisque nous faisons affaire au gouvernement, il comprendra nos inquiétudes comme tout le monde, et qu'il ne sera, par conséquent, pas trop difficile d'en arriver à une solution équitable quant au fardeau que devraient assumer la Société Radio-Canada, les sociétés d'exploitation des commu-

[Texte]

should be carried by the CBC, by the carriers, and by any other provincial users that may be interested in it for educational television or other purposes.

Another reason why we feel that there should be regulation is because we believe that regulations work in two ways. It not only protects the subscribers against unnecessary rates from the telephone company, it also ensures that modernization is taking place, that the service is up-to-date and that the long-term good of the telecommunications system is not damaged. Therefore we believe that if there is a regulatory body such as ours, whoever they are, on Telesat Canada, they will understand the problems and

• 1200

they will authorize our expenditures. The division of revenues will be proper, and I do not see any possibility that there would be anything else. Because if we did not mean to be partners we would not be here. We want to be partners to this corporation, and if you object...

Mr. De Bané: No. I am sorry if I misunderstood you, but I think with your amendment you will not only be partners, you will have absolute control of the company, because you want to be the only client of the company.

Mr. Krupski: No.

Mr. De Bané: The amendment says that only the carriers can lease.

Mr. Krupski: The CBC.

Mr. De Bané: The carriers and government agencies would be the only two clients. I am asking if it would not be in the public interest that the carriers be, as you said, partners. Being partners is to me having major participation in the shares of the company and on the Board of a company. Being the sole client of Telesat with government agencies, I think you will not be only partners. I do not know. What do you think of my approach?

The Chairman: Could I ask a supplementary of Mr. De Bané and perhaps put it in this way. Are there any other companies that you can conceive of who might be clients of the Telesat corporation?

Mr. Krupski: I would like to stress the point that if, as responsible managers of the funds we receive from the telephone users, we invest in a corporation and pay for the initial years substantially more than we could otherwise—we would not have the assurance that this is to our benefit—and maybe then the Corporation suddenly turns out to be a competitor. Not only would the benefits go back to us but we would be losing added revenues because of it. We

[Interprétation]

nications, et toutes les sociétés provinciales qui pourraient vouloir s'en servir à des fins de télévision éducative ou autres.

Une autre raison pour laquelle il nous semble qu'il devrait y avoir un règlement c'est que, selon nous, les règlements travaillent dans les deux sens; ils ne protègent pas seulement les abonnés contre les taux trop élevés de la part des sociétés téléphoniques, mais il assure également que le service se modernise, et que les intérêts à long terme du système ne seront pas compromis. Nous croyons donc que s'il y a un organisme de réglementation comme le nôtre, quel qu'il soit, qui contrôle Télésat Canada, il comprendra les problèmes et autorisera nos dépenses. Le partage des revenus sera fait équitablement et je ne vois pas qu'on puisse procéder autrement. Si nous n'avions pas l'intention de devenir des associés, nous ne serions pas là. Nous désirons nous associer à cette société, et si vous avez des objections. . .

M. De Bané: Non, je vous ai peut-être mal compris, mais je crois qu'en vertu de votre amendement vous ne seriez pas seulement des associés, mais que vous aurez le contrôle absolu de la société, car vous voulez être le seul client de la société.

M. Krupski: Non.

M. De Bané: L'amendement prévoit que seules les sociétés de communication peuvent passer un contrat de location.

M. Krupski: Radio-Canada.

M. De Bané: Les exploitants et les organismes gouvernementaux seraient les deux seuls clients. Je me demande si ce ne serait pas dans l'intérêt public que les sociétés d'exploitation soient des partenaires, comme vous dites. A mon avis, être partenaires, c'est participer aux actions et à l'administration de la société. Mais si vous êtes le seul client de Télésat, avec les organismes gouvernementaux, vous ne seriez pas seulement des partenaires. Je ne sais pas ce que vous pensez de ce point de vue.

Le président: Puis-je poser une question supplémentaire à celle de M. De Bané? Est-ce qu'il y a d'autres sociétés auxquelles vous pouvez penser et qui pourraient participer à la société Télésat?

M. Krupski: Je voudrais signaler ceci. Si, comme administrateurs de fonds, nous touchons de l'argent des usagers du téléphone, nous investissons dans une société et payons, les premières années, beaucoup plus qu'on pourrait le faire normalement, on n'aurait pas l'assurance que cela serait à notre avantage, et la société pourrait peut-être alors devenir une concurrente. Non seulement les bénéfices nous reviendraient, mais nous perdriions des revenus supplé-

[Text]

would not have administered the funds entrusted to us in a proper way when we invested in a company that in the end became a competitor. As I mentioned in the notes, it is not only our concern, this is the concern of the three provincial governments: Manitoba, Alberta and Saskatchewan.

Mr. De Bané: Do you not think that having a major part of that corporation would really mean partnership?

Mr. Krupski: No.

Mr. De Bané: It is not absolutely necessary that only you, the carriers and the government agencies, be clients. I do not see how the public interest can be served if you have almost absolute control.

Mr. Krupski: First of all, the Minister stated that this was the intent of the government and we do not disagree with that. I would just like to point out one view. What you are suggesting is that it might be a good idea to have this corporation as a competitor. This would be equivalent to setting up a third Canadian telecommunications system across the country. The equivalent to my mind of setting up a third railway, a third television network, or a third airline across Canada.

Mr. De Bané: Your reasoning is well founded, I think, for private lines. If I wanted to phone somebody in Vancouver through the means of Telesat I would have to use Bell Canada here in Ottawa and then the British Columbia Telephone Company.

Mr. Krupski: Perhaps I can ask Mr. Carlile to answer this.

Mr. Carlile: I think to illustrate this situation we should say something like this. You are suggesting a possible competitive situation.

Mr. De Bané: Yes, you will be an owner of that competitor.

Mr. Carlile: Let me say this. Is it conceivable under what we have indicated, that in the first five years or so

● 1205

only through the long-range benefits will this thing be competitive. In other words, how could it be competitive now? It must be recognized that the telephone user today is paying more in order to get these future benefits. These future benefits will only flow through if the facilities that are now serving him, other than Telesat, are expanded efficiently and economically.

If that is not being done because you have subsidized or supported a competitive nature, where does the telephone user get a return for the added money

[Interpretation]

mentaires pour cette raison. Et nous n'aurions pas bien administré les fonds qu'on nous a confiés, si nous avions investi dans une société qui, à la fin, deviendrait une société concurrente. Comme je l'ai dit, ce n'est pas notre préoccupation, mais la préoccupation de trois gouvernements provinciaux: Alberta, Manitoba, Saskatchewan.

M. De Bané: Ne pensez-vous pas que le fait d'avoir beaucoup d'actions dans cette société, signifie que vous êtes vraiment des partenaires?

M. Krupski: Non.

M. De Bané: Il n'est pas absolument nécessaire que seulement vous, la société d'exploitation et les organismes du gouvernement soient des clients. Je ne vois pas comment on peut servir l'intérêt public, si vous avez le contrôle absolu.

M. Krupski: Tout d'abord, le ministre a déclaré que telle était l'intention du gouvernement, et nous sommes d'accord avec cela. Je voudrais signaler que ce que vous proposez, c'est que ce serait peut-être une bonne idée que cette société devienne une concurrente. Cela équivaldrait à créer un troisième réseau canadien de télécommunications, comme par exemple, un troisième chemin de fer, une troisième compagnie d'aviation, un troisième réseau de télévision.

M. De Bané: Vous parlez de lignes privées, mais si je voulais téléphoner à quelqu'un, à Vancouver, par l'intermédiaire de Télésat, je devrais utiliser Bell Canada, à Ottawa, puis la compagnie de téléphone de la Colombie-Britannique.

M. Krupski: M. Carlile pourrait peut-être répondre à cette question.

M. Carlile: Pour expliquer la situation, je pense qu'on pourrait dire ceci: vous proposez qu'il y ait une éventuelle situation de concurrence?

M. De Bané: Oui, mais vous seriez un des propriétaires de cette société concurrente.

M. Carlile: Voici. Comme nous l'avons dit, il est possible que, dans les cinq premières années, ou environ, seulement par les bénéfices à long terme, cette société deviendrait concurrentielle. Autrement dit, comment pourrait-elle être concurrentielle maintenant? Il faut reconnaître que les abonnés au téléphone, à l'heure actuelle, payent plus pour obtenir ces avantages futurs. Ces avantages ne se présenteront que si les installations actuelles, autres que Télésat, peuvent être développées de façon efficace et économique.

Si cela ne se fait pas, à cause d'une subvention concurrentielle, quand les abonnés au téléphone obtiendront-ils leurs bénéfices pour l'argent supplé-

[Texte]

he is paying today? When you talk of the public interest, we have regulatory bodies to ensure that the public interest is looked after in all our transactions.

Mr. De Bané: Let us say then, what is the proportion of your revenues which are not regulated at the moment?

Mr. Carlile: For my company, about 10 per cent.

Mr. De Bané: For Bell Canada how much is it that are not regulated that you decide alone?

Mr. Krupski: I think it is between 10 and 20 per cent.

Mr. De Bané: In ten years, how much do you think it would be? I am sure you have a planning division.

Mr. De Granpré: Yes, but we do not know what the plans of the government are.

Mr. De Bané: I know that the president of AT&T in the United States said that he forecasts in ten years 80 per cent of their revenues will be from the transmission of data on private lines which are not regulated today, and not from telephone users.

Mr. Krupski: Of course, in this field because we are not regulated we have a very active competitor in the Canadian National-Canadian Pacific Telecommunications. It is anybody's view how we are going to share the business. The non regulated part is competitive, and that which is noncompetitive is regulated. We do not invest in a competitor.

Mr. Carlile: We do not rent facilities from them at a cost higher than we can supply it ourselves. When we rent from them we say, "We can supply it ourselves this way, do you want to do business".

Mr. De Bané: Then I would ask you, what are your suggestions relating to the regulations that you would like to see. You speak on page 6 that—

La question de réglementation nous intéresse... On remarque que le Bill, dans sa forme actuelle, ne fait aucune allusion à une réglementation éventuelle...

What are your wishes concerning the regulations?

Mr. Krupski: I think this is the matter of a separate study. The Minister has indicated to this Committee and in the House that he is looking forward to setting up a regulatory agency, board or com-

[Interprétation]

mentaire qu'ils versent à l'heure actuelle? Quand vous parlez de l'intérêt public, nous avons des organismes régulateurs qui s'assurent qu'on tient compte de l'intérêt public dans toutes nos transactions.

M. De Bané: Quelle est, alors, la proportion de vos revenus qui ne sont pas régis, ou réglementés, à l'heure actuelle?

M. Carlile: Environ 10 p. 100, dans ma compagnie.

M. De Bané: Pour ce qui est de Bell Canada, quelle proportion n'est pas réglementée?

M. Krupski: Entre 10 et 20 p. 100, je crois.

M. De Bané: Et dans dix ans, combien ce sera? Je suis sûr que vous faites de la planification.

M. De Grandpré: Oui, mais nous ne connaissons par les projets du gouvernement.

M. De Bané: Je sais que le président de *American Telephone and Telegraph Company*, aux États-Unis, a déclaré qu'il prévoyait que, dans dix ans, 80 p. 100 de ses recettes proviendraient de la transmission de données au moyen de lignes privées qui ne sont pas réglementées à l'heure actuelle, et non des usagers du téléphone.

M. Krupski: Bien sûr, parce que nous ne sommes par réglementés, nous avons, dans ce domaine, un concurrent assez actif: les télécommunications CN-CP. Comment allons-nous partager les revenus? Eh bien! nous ne le savons pas exactement. La partie non réglementée est la partie qui est concurrentielle et celle qui est non concurrentielle est réglementée. Nous n'investissons pas dans les secteurs concurrentiels.

M. Carlile: Nous ne louons pas des installations si cela nous coûte plus cher que les fournir nous-mêmes. Quand nous louons, nous disons: «nous pouvons fournir tels services, si vous voulez faire affaires avec nous».

M. De Bané: Alors je vous demanderais ceci: que proposez-vous au sujet de la réglementation que vous voudriez voir adopter? Vous dites, par exemple, à la page 6:

Of concern to us... is the question of regulation. It is noted that the Bill in its present form does not contain any reference to regulation...

Que souhaitez-vous en ce qui concerne la réglementation?

M. Krupski: Je pense que c'est là une question d'étude séparée. Le ministre a déclaré au Comité et à la Chambre qu'il comptait bien créer un organisme de réglementation, ou une commission, qui étudierait

[Text]

mission to look after Telesat Canada. We think that this is proper because only then can the thing be balanced out. From the point of view of the investor it is important because he should know that the company in which he is investing will be a regulated company where there is a limit on possible profits. Also, from our point of view it is important because a regulatory board will take both interests into account, that of Telesat Canada and the telecommunications common carriers.

The Chairman: Mr. De Bané, you strayed from your original topic. I am going to recognize Mr. Macquarrie.

Mr. De Bané: I am sorry. May I ask a last question, Mr. Chairman, if you do not mind?

The Chairman: I will recognize you after Mr. Macquarrie.

Mr. De Bané: Thank you.

Mr. Macquarrie: Mr. Chairman, looking again at the suggested amendment, except for it, upon which I have not yet made up my mind, I am much impressed by the observations which have been made about the Bill. I think your legal department has done an excellent job, they have improved the concept a great deal. I was wondering in (b) of Clause 1 where it states:

b) the Canadian Broadcasting Corporation and other federal or provincial . . .

Are you not in fact grounding CTV and any other network which is quite capable of having sustaining programs and do, in fact, have educational programs of a high calibre? You do not mention them here.

Mr. Krupski: No. CTV to us is a purely com-

● 1210

mercial operation for profit. They are buying facilities from us today at very advantageous rates to them and there is no reason why they could not continue to purchase the same facilities whether they are supplied by satellite or other means.

Particularly in the east-west range it would be very difficult to compete. Given the facilities, in order to satisfy their demands and if we find it is more advantageous to use the satellite, we would use our satellite channels for CTV.

Mr. Macquarrie: I presume they look upon CBC as their main competitor and I wonder if they will be quite as relaxed about this situation if the CBC is going to be stratospheric and CTV will be in another category.

[Interpretation]

la question de Télésat (Canada). Nous croyons que c'est opportun, car ce n'est qu'alors que nous pourrions étudier la question d'une façon appropriée et convenable. Du point de vue de l'investisseur, c'est important, parce qu'il doit savoir que dans la société où il investit il y aura des règlements et qu'il y aura une limite quant aux bénéfices éventuels. Pour nous, cela est aussi important, parce que l'organisme régulateur devra tenir compte des intérêts de Télésat (Canada) et des autres sociétés de télécommunications.

Le président: Monsieur De Bané, vous vous écarterez du sujet. Je vais donner la parole à M. Macquarrie.

M. De Bané: Je regrette. Me permettez-vous de poser une dernière question, monsieur le président?

Le président: Je vous donnerai la parole après que M. Macquarrie aura terminé.

M. De Bané: Merci.

M. Macquarrie: Monsieur le président, si je considère encore l'amendement proposé, sauf ce sur quoi je n'ai pas encore pris de décision, je suis tout à fait impressionné par les observations qui sont faites au sujet du bill. Le contentieux a fait un travail très sérieux pour améliorer la mesure, pour améliorer le principe qui est en cause. Je me demande, au sujet de l'alinéa (b) de l'article (1), où on dit:

à la Société Radio-Canada et à d'autres agences ou ministères des gouvernements fédéral ou provinciaux . . .

Est-ce que vous ne facilitez par les choses pour CTV, et autres réseaux, qui est très capable d'avoir des émissions de qualité, et a, en fait, des émissions éducatives de haut calibre? Vous n'en parlez pas ici.

M. Krupski: Non. Pour nous, CTV est purement commercial, et à but lucratif. Ils nous achètent des installations, actuellement, que nous leur fournissons à un tarif très avantageux et il n'y a pas de raison pour qu'ils cessent d'acheter ces mêmes installations, qu'on les fournisse par satellite ou par d'autres moyens.

En particulier, il serait très difficile de faire de la concurrence sur la bande est-ouest. Étant donné les installations, pour répondre à leurs demandes, et si nous découvrons qu'il est plus avantageux d'utiliser le satellite, nous utiliserons notre réseau de satellites pour CTV.

M. Macquarrie: Je suppose que CTV considère Radio-Canada comme son principal concurrent, et je me demande si cette compagnie sera toujours aussi calme devant la situation si Radio-Canada devient stratosphérique et que CTV reste dans une autre catégorie.

[Texte]

Mr. Krupski: I would not presume how they would react, but I feel that the rental that CTV pays for their service is very much in line with what the CBC pays. These things are balanced with what it costs to provide and what they reasonably can afford. If it is too costly as you know, the CBC does not provide the service until it is possible to meet certain costs. I feel very strongly that if CTV required added stations, or added service, we can readily provide this either on the microwave system or on the satellite system. If there is a big demand of a specific time which is better provided by satellite, which is possible if you have a multiple program across the whole country, then there is no reason why we could not make the arrangement with them because we have to provide multiple outlets in many cases anyway. It is different, we feel for organizations like the CBC or, as you say, provincial or federal government agencies, where this is done to bring education and new things to Canada, such as bringing in French programs or things of this nature which is not *per se* a commercial operation for profit, and we see this as something requiring a different approach: when somebody is making money, then why should he not deal through a commercial agency?

Mr. Macquarrie: I do not suppose I will ever live to see it, but it is even conceivable that the CBC will be profitable some day. But in so far as the CTV people are concerned, or any other network or any other people in the field—and this, I presume, you would have to take into consideration since by naming one you did exclude another—these people are under pressure to do certain non-profitable things in their programming, such as the Canadian content and all sorts of pressures to contribute to certain values in life.

However, I suppose it is not for me in a group like this to become the major champion of the free enterprise system, but I was wondering about your consultation. At times it struck me that you had not been consulted on this measure and it was my impression heretofore that since you are likely to be (I was going to say one of the fathers of the system, but I cannot say that) one of the tripartite managerial group, that there had been a good deal of discussion. Is this wrong? Have you been involved?

Mr. Krupski: No, I think this is reflected by the Minister's statement in the House when he said that this Corporation will complement, and not be a competitor to the common carriers, and that is what we are asking for. We are not asking for anything new which has not been accepted by the Minister.

Mr. Macquarrie: But has your group not been in consultation with the Minister and his representatives over many months?

[Interprétation]

M. Krupski: Je ne sais pas comment elle réagira, mais il me semble que la location payée par CTV est tout à fait conforme à celle que paye Radio-Canada. Ces choses sont équilibrées avec ce qu'il en coûte pour fournir le service et ce qu'on peut se permettre. Si cela coûte trop cher, Radio-Canada ne fournit pas le service jusqu'à ce qu'il soit possible d'absorber certains coûts. Je crois fermement que si CTV a besoin d'autres installations ou services, nous pourrions les fournir par le réseau de microondes ou par le réseau de satellite. Si la demande est grande pour un temps précis qui peut être mieux fournis par satellite, ce qui est possible si vous avez un programme multiple dans tout le pays, et alors, il n'y a pas de raison qui nous empêche de nous arranger avec eux parce que, de toute façon, nous devons fournir et multiplier les débouchés.

Nous croyons que c'est différent pour des organisations comme Radio-Canada ou les organismes gouvernementaux fédéraux ou provinciaux, qui utilisent ce service, à des fins de télévision éducative ou de nouveaux programmes au Canada, comme certains programmes de langue française ou autres de cette nature qui ne sont pas des opérations commerciales en soi en vue de bénéfices, et nous croyons que c'est tout simplement une chose qu'il faut aborder différemment; quand quelqu'un fait de l'argent quelque part, pourquoi ne ferait-il pas affaires par l'entremise d'une agence commerciale?

M. Macquarrie: Je suppose qu'on ne verra jamais cela, mais il est même concevable que Radio-Canada un jour sera rentable. Mais en ce qui concerne CTV ou d'autres réseaux, ou toutes autres personnes dans le domaine, et je suppose que vous auriez à tenir compte de cela car si vous en nommez un, vous en excluez un autre, ces personnes sont contraintes d'inclure des choses non rentables dans leur programmation, comme le contenu canadien, et subissent toutes sortes de pressions pour contribuer à certaines valeurs humaines.

Évidemment, ce n'est pas à moi ici de défendre le système de l'entreprise privée, mais je me demande ce qu'il advient de votre consultation. A certains moments, j'ai réalisé que vous n'aviez pas été consultés sur cette mesure et j'avais l'impression, jusqu'ici, que puisque vous serez probablement (j'allais dire l'un des pères du réseau, mais je ne le puis) membre du groupe de gestion tripartite, il y a eu beaucoup de discussions. Est-ce que j'ai raison de dire cela, est-ce que j'ai tort?

M. Krupski: Je pense que ceci a été reflété par la déclaration du ministre en Chambre quand il dit que la société, ce ne sera pas un concurrent, pour les sociétés d'exploitation des télécommunications, mais plutôt un complément, et c'est ce que nous voulons. On ne demande pas quelque chose de nouveau qui n'a pas été accepté par le ministre.

M. Macquarrie: Mais est-ce que votre groupe n'a pas été consulté par le ministre et ses représentants pendant plusieurs mois?

[Text]

Mr. Carlië: I think, sir, that time is a factor, and with due deference to the Minister, the speed with which we wanted to bring this bill was desirable from his point of view. There have been continuing consultations for many months and we have initiated these contacts and the Department has initiated these contacts, and I think it would be wrong to say that we have been in on every detail in either direction, but there have been continuing consultations.

• 1215

Mr. Macquarrie: So the bill is in part an emanation or a reflection of your thinking on some of these matters?

Mr. Carlië: I think after we saw the first draft bill there were extensive discussions between ourselves and the Department as to points we thought should be clarified with you, and the Minister has seen fit with his own consultation to take these into consideration with the amendments proposed.

Mr. Macquarrie: You are happy with the amendments proposed by the Minister?

Mr. Carlië: Oh, yes.

Mr. Macquarrie: You will be happier still with this one?

Mr. Krupski: I would not say "happier". I think this is an essential thing and we do not see why the bill should not reflect the statement of the Minister in the House.

Mr. Macquarrie: I think that is a sound point of constitutionality that is beyond question.

Mr. Osler: I am looking this thing over, and not being a lawyer I am a little bit confused, Mr. Chairman. The words "commercial basis" did not jump out at me before as they suddenly do now. If this system is to be run on a commercial basis and you have chosen to invest in it up to a third, or whatever the figure is, then there is a clash, it seems to me, between the Minister's, your interpretation of the Minister's words, or the intent of your amendment, because a commercial basis means a commercial basis. Assuming this thing turns out to be like the jet aircraft or the diesel locomotive and revolutionizes the costs of doing business in this particular field, you people will naturally, as investors in this thing, want to see this make a maximum profit; but as people locked into the old system you will want to protect your investment in the old system until it is at least written off.

So, how do we prevent a drastic clash of interests here? If it is locked into the present common carriers,

[Interpretation]

M. Carlië: Je pense, monsieur, qu'il y a le facteur temps ici, et sauf le respect au ministre, nous voulions présenter ce projet de loi assez rapidement et c'était souhaitable. Il y a eu des consultations permanentes depuis nombre de mois et nous avons lancé ces contacts et le ministère aussi a pris des initiatives à ce sujet, je pense qu'il serait faux de dire que nous avons été dans tous les détails. Mais, tout de même, il y a eu des consultations permanentes.

M. Macquarrie: A ce sujet donc, le bill est en partie une émanation ou une réflexion de vos idées sur quelques-unes de ces questions?

M. Carlië: Je pense qu'après avoir pris connaissance de l'avant-projet de loi, nous l'avons discuté longuement entre nous et le ministère afin d'éclaircir un certain nombre de points, et quand le ministre l'a jugé bon, avec sa propre consultation de les prendre en considération avec les modifications proposées.

M. Macquarrie: Les modifications du ministre vous satisfont?

M. Carlië: Oui.

M. Macquarrie: Mais vous aimeriez mieux qu'on adopte celle-ci?

M. Krupski: Eh bien, je ne dirais pas plus heureux, mais je dirais que c'est une chose essentielle et que nous ne voyons pas pourquoi le bill ne respecte pas la déclaration du ministre à la Chambre des communes.

M. Macquarrie: Je pense que c'est un point constitutionnel qui est hors de question.

M. Osler: Comme je ne suis pas avocat, je suis un peu mêlé dans cette question-ci, monsieur le président. Le mot «base commerciale», on l'emploie tout à coup pour la première fois, je ne vois pas la raison. Si le réseau doit être exploité sur une base commerciale et si vous avez choisi d'investir le tiers, par exemple, dans ce réseau, alors il y a en somme un affrontement avec la déclaration du ministre, votre interprétation de la déclaration du ministre ou l'intention de votre modification parce que base commerciale veut dire, tout simplement, base commerciale. En supposant que cela devienne comme l'avion réacté ou la locomotive diesel et révolutionne, par exemple, le coût des affaires dans ce domaine particulier, devenu un progrès technologique extraordinaire, eh bien, vous, messieurs qui aurez investi, vous chercherez à en tirer le bénéfice maximal; mais à titre de gens qui sont restés enfermés dans le vieux système, vous voudrez protéger votre investissement dans le vieux système jusqu'à ce qu'il soit enfin éliminé.

Et comment pourrions-nous empêcher un affrontement d'intérêt ici? Si c'est enfermé dans les sociétés

[Texte]

then the present common carriers are going to want to keep the rates up until they have paid for their old system.

Mr. Krupski: You are not giving us very much credit.

Mr. Osler: I am giving you credit as businessmen who have to maximize your operation.

Mr. Krupski: We still have to have vision and move ahead. About 15 years ago, when we built the first microwave system across Canada and we did not look upon it that the old system is there we cannot use it. You have to move ahead with time. Certainly the satellite—we would not be part of this discussion if we did not believe that this is the right step to take. We are not just looking at the dollars and cents at this time because even if the satellite system becomes really a proper way of providing facilities, there is no reason why we should not take advantage of that because if they can rent us facilities at a cost lower than we can provide it for ourselves, it is only to our advantage, to the advantage of the users of the telephone industry, and of the telephone subscribers, and I am sure that when we appear before a regulatory board and we do not fulfil these basic requirements they would be most upset that we are spending money where we do not have to spend money.

Mr. Osler: That is true, but if you still have millions of dollars worth of investment in the land lines that have not been paid off—I will give you another example: If suddenly there was a breakthrough in atomic energy and it made the TransCanada Pipeline redundant there would be a lot of egg on a lot of people's faces in the TransCanada Pipeline's business. They have taken a judgement when they made the original investment that they would be able to write that pipeline off before such an event occurred, and that there would still be use for gas up to a foreseeable length of time that would make that line worthwhile. If this thing turns out to be so good that the land lines would become redundant as an earning thing, would you be quite happy, as disinterested shareholders in this Corporation, to see the regulating body force the rates way down on this?

● 1220

Mr. Krupski: This is an impossible situation which you describe, because we mentioned in our brief that the satellite will be a complement, an addition to the network because of the basic nature of satellite communication.

There is the basic time delay between going up and down from the satellite, which is over half a second and which was pointed out by Mr. Nixon at your last hearing, which is acceptable. He also pointed out

[Interprétation]

d'exploitation actuelles, ces dernières alors voudront maintenir les taux élevés jusqu'à ce qu'elles aient payé pour leur vieux système.

M. Krupski: Vous ne nous donnez pas beaucoup de mérite.

M. Osler: Je vous donne le mérite d'un homme d'affaires qui doit maximiser ses exploitations.

M. Krupski: Nous devons aller de l'avant. Quand nous avons construit, il y a quinze ans, le premier réseau de micro-ondes dans tout le Canada, nous n'avons pas songé à l'ancien système. Il faut aller de l'avant. Et certes, quant au satellite, nous ne ferions pas partie de cette discussion si nous ne croyions pas que c'est ce qu'il nous faut. Nous ne considérons pas seulement la question monétaire, à ce moment-ci, parce que si le système de satellite devient un excellent système de télécommunications, eh bien, il n'y a pas de raison pour laquelle il ne faudrait pas en tirer profit car s'ils peuvent nous louer nos installations à des coûts inférieurs, ce n'est qu'à notre avantage, à l'avantage de tous les usagers de l'industrie du téléphone des abonnés du téléphone. Et je suis certain que lors de notre comparution devant une commission de réglementation, si nous ne remplissons pas les conditions fondamentales, elle sera beaucoup plus fâchée du fait que nous dépensons de l'argent là où nous n'avons pas à le faire.

M. Osler: C'est vrai, mais si vous avez des millions de dollars d'investissements dans les installations actuelles terrestres qui ne sont pas amorties, et, par exemple, s'il y a des progrès extraordinaires dans le domaine de l'énergie nucléaire et si le pipeline transcanadien devient désuet, cela dérangerait une foule de gens engagés dans cette affaire. Ils ont décidé évidemment de construire lors du premier investissement et peut-être de ne plus se servir de ce réseau avant qu'une telle chose ne se produise, mais qu'il y aurait encore assez d'usagers de gaz pendant une période prévue pour donner de la valeur à cette ligne. Mais si cette chose se révèle si bonne que les lignes terrestres deviennent désuètes comme objet rentable, seriez-vous très heureux, en tant qu'actionnaires désintéressés dans cette société, de voir la commission de réglementation faire diminuer les taux à ce sujet-là?

M. Krupski: Vous parlez d'une hypothèse évidemment. Nous avons mentionné dans notre mémoire que les satellites seraient un complément aux réseaux actuels, étant donné le fondement évidemment des télécommunications par satellite.

Il y a le délai de base entre l'aller du satellite et le retour, ce qui est une question d'une demi-seconde ici, qui a été souligné par M. Nixon à votre dernière réunion, et qui est acceptable. Il vous faut avoir soit le

[Text]

to you that you could not use two such circuits one behind the other. If for example—and I am creating an absurd case—all circuits between Vancouver and Toronto were on satellites and all circuits between Canada and Britain were on satellites, you could not call Britain. You either have to have the microwave system or the submarine cable system. They complement each other. There is not a chance and it was never contemplated that one would replace the other.

These things add to each other, and it is particularly so in the North where the real benefit will come if mining and all these other things develop there. If you want to open the North, this is the thing to look forward to from satellites, the complement is in this direction, but to think of replacing the total East-West communication by satellites is an impossible thought because by the basic nature of the system it is not practical.

Mr. Macquarrie: This is a rather fundamental question which I am sure you will nevertheless find very easy to answer. Schedule A lists the approved common carriers and you are here representing several of them. Do I take it that your groups have now decided that if this bill passes the House, which we can predict, and whether or not your amendment will be added to it, that the groups in Schedule A from the Trans-Canada group will in fact become participants in the tripartite system, or do you consider this amendment that is before us today an essential precondition to your participation?

Mr. Krupski: In thinking about your question I just cannot visualize why the government would not be prepared to put this amendment in the bill. It is merely what the Minister said himself. To my mind there is no reason why this should not go in. Why should it not go in; it is what the Minister said.

Mr. Macquarrie: But if this amendment is not included—and we have to think of the report which we as a Committee will make to the House—what will this do to your projected participation?

Mr. Krupski: As I said, I can see no reason why it should not be included. I think your question is very hypothetical and my answer will be very hypothetical, but the only possible reason for this would be that the Minister did not mean what he said. I cannot possibly believe that. If he did not mean what he said, and it is beyond my comprehension why he should not,—and I am speaking very hypothetically—then obviously he did not intend this to be a complement, he intended it to be a competitor, and if that was the intent in the first place I think it should have been set up this way. It should become a third communication system in Canada, and everybody should know that this is something else that we have been talking about, a tripartite. All of these things do not fall into this category, and I basically

[Interpretation]

système de microondes, soit le système de câbles sous-marins. Ils se complètent. Il n'y a pas de chance et on n'a jamais envisagé de remplacer l'un par l'autre.

Ces éléments s'ajoutent l'un à l'autre et particulièrement dans le Nord où il y aura des avantages réels si on exploite des mines ou autres. Si vous voulez développer le Nord, voilà ce qu'il faut envisager pour le compléter avec les satellites, mais vouloir remplacer les télécommunications entre l'Est et l'Ouest par des satellites est impossible parce que de par la nature du réseau, cela est impraticable.

M. Macquarrie: Voici une autre question fondamentale à laquelle il vous sera néanmoins très facile de répondre. A l'annexe A figure la liste des exploitations autorisées. Dois-je comprendre que vos groupes ont décidé que si le projet de loi est adopté à la Chambre, ce que nous pouvons prévoir, et que la modification y est ajoutée ou non, que les groupes qui figurent à l'annexe A du groupe transcanadien deviendront en fait des participants au système tripartite ou est-ce que vous croyez que cette modification que vous nous avez soumise est comme condition essentielle de votre participation?

M. Krupski: En examinant votre question, je ne peux pas voir pourquoi le gouvernement ne serait pas prêt à insérer cette modification au projet de la loi. C'est à peu près ce que le ministre a dit lui-même. A mon avis, il n'y a aucune raison pour que cela ne fasse pas partie du projet de loi. Pourquoi pas? C'est ce que le ministre a dit.

M. Macquarrie: Mais si la modification n'est pas insérée, et que nous devons penser au rapport que nous allons faire à la Chambre en tant que comité, en quoi cela modifiera-t-il votre projet de participation?

M. Krupski: Comme je l'ai dit, je ne vois vraiment pas pourquoi cela ne devrait pas être inséré. Je crois que votre question est très hypothétique, mais la seule raison possible serait que le ministre n'ait pas voulu dire ce qu'il a dit. Je ne peux pas le croire. S'il ne voulait pas le dire et selon moi il a bien voulu dire ce qu'il a dit, mais je parle d'une manière très hypothétique. De toute évidence, il ne voulait pas en faire un complément. Il voulait en être un concurrent et si c'était sa première intention, je crois qu'on aurait dû établir les choses de cette manière. Cela devrait devenir un troisième système de communication concurrentiel au Canada, et tout le monde devrait savoir qu'il s'agit de quelque chose d'autre dont nous avons parlé, un tripartisme. Tout cela ne fait pas partie de cette catégorie. Je pense que le ministre a dit ce qu'il voulait

[Texte]

believe that the Minister meant what he said and I also cannot see why this should not go in.

● 1225

Mr. Macquarrie: However, it may be hypothetical and since no decision has been laid down or indicated, it is at least problematic. I note that you people met with the Minister after first reading the bill and therefore you knew what was in it. You made suggestions. I read that in the *Globe and Mail*. He then produced some amendments. This one was not included. It is not terribly farfetched to suggest that perhaps at that stage of the game he was not thinking in terms of his amendment, and I now ask if in the light of this his amendment does not become part of the bill will your group participate in it? There are only two possibilities; it goes in or it stays out. If it stays out, what about Trans-Canada and telestat?

Mr. Krupski: As I said, to my mind this is still a very hypothetical question. We have not considered it, but if for any reason this is not going into the bill we will have to review our entire thinking, because we believe from what was said in the House that this should be part of the bill. If what was said in the House was not really so, then we will have to think the whole thing over. It is a completely different issue. We have to see what else is going to happen before we finally decide on what to do.

Mr. Macquarrie: So if it is not in the bill the whole subject will be up for review by Trans-Canada.

Mr. Krupski: I would think so, yes.

Mr. Macquarrie: Thank you. I may say that in your last three answers you displayed the good characteristics of not only a diplomat but perhaps a very astute politician as well, but I appreciate your position.

The Chairman: I think that is a talent, Mr. Macquarrie, that comes to people who have to justify themselves before regulatory boards.

Mr. Osler: Mr. Chairman, I suggest that we as well as the projected participants in this matter, should be very careful to clarify that appears to me to be a clash between the word "commercial" and the Minister's statement. The word "commercial" is in the bill as well as being in your amendment.

Mr. Krupski: It is in the bill.

Mr. Osler: Commercial to me means fully commercial and an alternative system.

[Interprétation]

dire et je ne vois pas donc pourquoi on n'accepterait pas cette modification.

M. Macquarrie: C'est peut-être une question hypothétique, mais étant donné qu'aucune décision n'a encore été prise, c'est tout au moins problématique. Je remarque que vous avez rencontré le ministre après la première lecture du projet de loi, et vous saviez par conséquent ce qu'il contenait. Vous avez fait des propositions. C'est ce que j'ai lu dans le *Globe and Mail*. Il a ensuite présenté quelques modifications. Celle-là n'en faisait pas partie. Ce n'est pas trop incongru de penser qu'à cette étape du processus, il ne pensait pas incorporer sa modification, et je demande si, à la lumière de ces faits, sa modification ne fait pas partie du projet de loi? Est-ce que votre groupe va y participer? Il y a seulement deux possibilités, la modification est adoptée ou elle ne l'est pas. Si elle n'est pas adoptée, qu'arrivera-t-il au Réseau téléphonique transcanadien et de Téléstat?

M. Krupski: A mon avis, c'est encore une question très hypothétique. Nous ne l'avons pas envisagé mais si pour une raison quelconque cette modification n'est pas incorporée au projet de loi, nous serons obligés de repenser notre attitude parce que nous croyons, d'après ce qui a été dit à la Chambre que cela devrait en faire partie. Si ce qui a été dit en Chambre n'était pas exact, alors il faudrait repenser toute la question. Ce serait alors un problème tout à fait différent. Il faut voir ce qui arrivera en outre avant de décider ce que nous allons faire.

M. Macquarrie: Donc, si cela n'est pas dans le projet de loi, il faudra que le Réseau téléphonique transcanadien revise toute sa position.

M. Krupski: Je le croirais.

M. Macquarrie: Merci. Permettez-moi d'ajouter que dans vos trois dernières réponses, vous avez été non seulement bon diplomate, mais aussi politicien très habile et je respecte votre position.

Le président: Je crois que c'est un talent que se découvrent les gens qui doivent se justifier devant un comité de réglementation.

M. Osler: Je propose que les membres du Comité, ainsi que les participants prévus pour cette question veillent à clarifier ce qui semble être un conflit entre le terme «commercial» et l'expression du ministre. Le mot «commercial» figure dans le projet de loi tout comme dans votre modification.

M. Krupski: C'est dans le projet de loi.

M. Osler: Pour moi, cela veut dire tout à fait commercial et un autre système.

[Text]

Mr. Krupski: No, the Minister has interpreted the word "commercial" as meaning making a profit. This system will be making a profit. In the words of the Minister, he expects 8 to 12 per cent from it and as I understood it when I was sitting in this room this was his interpretation of "commercial".

Mr. Osler: So it is purely an augmentation of the present system and it will also have some beneficial side effects for certain government facilities. That is your interpretation of the system.

Mr. de Grandpré: May I interject? We are not interpreting the Act when we introduce the amendment. We are simply inserting into the legislative words what appears to me to be the clear intent of the Minister when he appeared in the House on April 14, 1969, and I wish to quote from page 7496 of *Hansard*:

... The corporation will operate as a complement, not as a competitor, to the common carriers. Except in the instances of the C.B.C. and of certain possible purchasers of a complete, undivided television channel on a sustaining basis, the sole customers of the corporation will be the common carriers.

So at that time the Minister contemplated a complementary system, not a competitive one, with two exceptions; the CBC and other undivided television channels. If the words of the Minister mean something, then I think they should be inserted in the legislation that is now before this Committee.

Mr. Osler: I think you have a very good point and it is one that I think we should make sure is clarified.

The Chairman: Mr. De Bané on this point.

Mr. De Bané: I have considered this subject and I think what the Minister said is absolutely the spirit

● 1230

and the letter of the law. I cannot see how you can say that the only way that Telestat cannot compete with you is by having absolute control of Telestat. I think this is distorting what the Minister said. I cannot see how somebody who has one-third of a company can say that this company is going to be his competitor. I cannot see how, with this very original structure of the government one-third—and let us not forget that most members of your system are Crown corporations,—the public, which means the citizens, one-third, and your company one-third, a major part in that company could compete with you.

I really do not see, Mr. Krupski, how you can say that you cannot imagine how somebody could disagree with you. This is not a question of democracy: this, to me, is a question which is obvious. We know, as you said, and until now it has been going very well, that the monopoly exists in Canada. We are

[Interpretation]

M. Krupski: Non, d'après le ministre, «commercial» signifie rentable. Le réseau fera des bénéfices. Le ministre s'attend à un bénéfice de 8 à 12 p. 100 et d'après ce que j'ai pu comprendre alors, c'est l'interprétation qu'il a donnée à «commercial».

M. Osler: Donc, c'est simplement une augmentation du système actuel qui aura aussi des avantages secondaires pour certaines installations gouvernementales. C'est votre interprétation du système.

M. de Grandpré: Puis-je m'opposer? Nous ne sommes pas en train d'interpréter la loi en introduisant la modification. Nous ne faisons qu'insérer dans le texte législatif ce qui nous semblait l'intention claire du ministre lorsqu'il a parlé à la Chambre le 14 avril 1969, et je cite le *Feuilleton* à la page 7496:

La Société leur sera complémentaire et non une concurrente. A l'exception de la Radio-Canada et de clients éventuels capables d'utiliser de façon soutenue un canal entier de télévision, les seuls clients de la Société seront les sociétés ordinaires de télécommunications.

Par conséquent, le ministre a envisagé un système complémentaire et non concurrentiel, à l'exception de Radio-Canada et des autres canaux entiers de télévision. Si les mots du ministre veulent dire quelque chose, je crois donc qu'il faudrait les inclure dans le texte du projet de loi qui est présentement devant le Comité.

M. Osler: C'est un argument très valable et c'est une bonne chose de l'avoir précisé.

Le président: Monsieur De Bané.

M. De Bané: J'ai examiné la question et je pense que ce que le ministre a dit est tout à fait dans l'esprit et la lettre de la loi. Je ne vois pas comment vous pouvez dire que Télésat ne pourrait pas être en concurrence avec vous seulement si on avait un contrôle absolu sur Télésat. Je crois que cela déforme ce qu'a dit le ministre. Je ne vois vraiment pas comment quelqu'un qui possède un tiers de la compagnie peut dire que cette compagnie va être son concurrent. Je ne vois vraiment pas comment une grande partie de la société pourrait concurrencer avec vous avec cette structure très originale, si le gouvernement a un tiers, n'oublions pas que la plupart des membres de votre système sont des sociétés de la Couronne, le public, ce qui sous-entend les citoyens, un tiers, et votre compagnie, un autre tiers.

Monsieur Krupski, je ne vois vraiment comment vous pouvez dire que vous ne pouvez vous imaginer comment on pourrait être en désaccord avec vous. Ce n'est pas une question de démocratie. C'est une question évidente. Nous savons que le monopole existe au Canada. Nous tentons d'intéresser le gouvernement, les

[Texte]

trying here to interest the three different aspects that we have: government, citizens and corporation. As members of the Board, you are going to decide what the rates are going to be. If I were to lease a channel from Telesat you are going to be on the Board to decide what is going to be the rate. If the public is not interested, the public will not invest in it. I really cannot see how you can be so . . .

Mr. Krupski: If what you are describing is a corporation in which the carriers, the prescribed common carriers, have a majority vote, a majority on the Board, I would go along with you. But if it is one-third there is just no possibility of doing anything at all. You have a minority shareholder with a minority vote and the government and the public shareholders can decide that it would be great to do something else and there is nothing we could do about it. I think this is why the Minister himself stated that it would have to be this way. Otherwise, it is a different animal.

If you talk about a corporation which is free to do anything that is one thing, but a corporation which is there to supply the carriers is another thing. If you have a thing like this then you can subsidize it because you know in the long term it is for your own good. But if it is a competitor, it is very difficult, if not imprudent or impossible, to do things like that.

Mr. De Bané: What would you suggest? Would you prefer a company which is owned totally by your system?

Mr. Krupski: That was our original proposal.

Mr. De Bané: All right.

Mr. Krupski: In the long term, that is 10 years or more, the benefits of the company would have flowed back to the telephone users. With this organization, it may be 15 years before the telephone users see anything.

Mr. De Bané: You propose fifty-fifty with the government, who then made a counterproposition one-third-one-third-one-third. As I see it, in my opinion, Trans-Canada Telephone System invests around \$500 million a year.

Mr. Krupski: Yes.

Mr. De Bané: You told us at the beginning of the hearing that you forecast an investment of \$12 million in Telesat. If you consider that annually you invest \$500 million and I am not a millionaire, but, I would say this is a very small percentage of your annual investment. I cannot see how such a small investment in proportion to your annual investment should let you be the only lessor or direct client with the government agency.

[Interprétation]

citoyens et la société. En tant que membres du conseil d'administration, vous allez décider quels seront les tarifs. Si je désirais louer un canal de Télésat, vous piégeriez avec ceux qui décideront du tarif. Si le public n'est pas intéressé, il n'investira pas. Vraiment je ne vois pas comment . . .

M. Krupski: Si vous êtes en train de décrire une société dans laquelle les entreprises d'exploitation détiendraient la majorité au Conseil d'administration, je suis d'accord avec vous. Mais s'il s'agit d'un tiers des voix seulement, il est absolument impossible de faire quoi que ce soit. Un actionnaire minoritaire possède une voix minoritaire. Le gouvernement et les actionnaires publics peuvent décider qu'il serait utile d'agir autrement et nous ne pourrions rien faire. Je crois que c'est pour cette raison que le ministre a dit qu'il fallait qu'il en soit ainsi. Autrement, ce serait une tout autre chose.

Si vous parlez d'une société qui peut faire ce qu'elle désire, c'est une chose; mais si vous parlez d'une société qui doit pourvoir aux besoins des entreprises d'exploitation, c'est autre chose. Si c'est là ce que vous avez, vous pouvez le subventionner parce que vous savez qu'à la longue ce sera profitable. Mais si vous avez un concurrent, il serait très difficile, sinon imprudent ou impossible, d'agir de la sorte.

M. De Bané: Quelle serait votre suggestion? Préferiez-vous une compagnie qui serait totalement votre propriété?

M. Krupski: C'était notre suggestion originale.

M. De Bané: Très bien.

M. Krupski: Dans dix ans ou plus les bénéfices réalisés par cette compagnie auraient déjà profité aux usagers du téléphone. Avec cet organisme, il faudra peut-être quinze ans pour que les usagers du téléphone en retirent des bénéfices.

M. De Bané: Vous avez alors proposé une co-propriété à deux parts égales tandis que le gouvernement revenait à la charge et suggérait trois co-propriétaires possédant tous les mêmes pouvoirs. Il me semble que le Réseau téléphonique transcanadien investit environ \$500 millions par année.

M. Krupski: Oui.

M. De Bané: Vous nous avez dit, au début de cette séance, que vous alliez investir 12 millions de dollars en Télésat. Si vous prenez en considération le fait que vous investissez 500 millions de dollars par an, même si je ne suis pas un millionnaire je dirais que c'est un tout petit pourcentage de votre investissement annuel. Je ne vois pas comment un si petit investissement, proportionnellement à vos investissements annuels, pourrait vous permettre d'être le seul client de cette agence du gouvernement.

[Text]

● 1135

[Interpretation]

Mr. Krupski: There are two things. First of all, it is the investment itself and the rentals which we look upon as basic subsidizing rentals. You may say \$500 million is a lot of money, but every dollar that is spent without justification is bad. You have to justify even in \$500 million, \$10 wasted, otherwise, we could not be where we are today. There is no way of spending \$2 million a year and nobody noticing, certainly, because once you start doing this, it is gone. You have to be on top of every cent that is spent and every cent in rentals is significant. We can only justify this if we have an assurance that this is of benefit to the telephone user. If we do not do it this way, we should not be in the business we are in.

Mr. De Bané: I am not foolish enough to say that the Trans-Canada Telephone System because it is investing \$500 million a year might spend \$12 million foolishly. I am saying that small investment, in proportion to your annual investment, cannot justify your being the only direct client of Telesat.

Mr. Krupski: But we are not. The fact is, it is not only the investment, it is the annual subsidizing of rentals which may be \$5 million in the total if you take all the channels. Even \$1 million cannot be unjustifiably spent, or \$100,000 or \$1,000 or \$50; the amount does not matter. We must know that in the long run this is to the benefit of the telephone subscribers. If we do not look after the interests of the telephone subscribers, we are just not doing the job. Investment alone is a matter apart, it is the rental.

The Chairman: It is the operating cost.

Mr. Krupski: It is the operating cost that is the major part.

Mr. De Bané: I think it would be useless to continue on that point as we have two different approaches. So, I would like to ask just a few minor questions. You say on page 6:

Le Réseau téléphonique transcanadien comprend que les entreprises agréées inscrites...et abstraction faite... du CNR...

I would like to know how you came to understand that the 33 per cent which is allocated to the common carrier does not include the Canadian National as a common carrier. Has the Minister made any representations to you to that effect?

Mr. Krupski: No, it was said in the House. It is reported on page 7497 of Hansard of April 14. The Minister says at the top of the page:

M. Krupski: Il y a deux aspects au problème. Il y a l'investissement en soi et les locations. Vous dites peut-être que 500 millions de dollars c'est beaucoup d'argent, mais chaque dollars dépensé sans justification c'est mauvais. Il faut justifier même une perte de \$10 sur 500 millions de dollars, sans quoi nous ne serions pas où nous sommes aujourd'hui. On ne peut pas dépenser comme ça 2 millions de dollars sans que personne ne s'en aperçoive, parce qu'il faut compter tous les sous que vous dépensez et tout ce que vous dépensez en location est important. Et nous ne pouvons justifier cela que si nous sommes sûrs que cela profitera aux usagers du téléphone. Si nous ne procédons pas de cette façon; nous ne devrions pas être dans cette affaire.

M. De Bané: Je ne veux pas dire que le Réseau téléphonique trans-canadien, parce qu'il investit 500 millions de dollars par an pourrait dépenser 12 millions à l'aveuglette. Ce que je veux dire, c'est qu'étant donné qu'il s'agit d'un petit investissement par rapport à vos investissements annuels, cela ne peut pas justifier que vous soyez le seul client direct de Télésat.

M. Krupski: Nous ne le sommes pas. Ce n'est pas seulement l'investissement, c'est la subvention annuelle et la location qui peuvent représenter plusieurs millions de dollars. Même un million de dollars ne peut être dépensé sans justification ou \$100,000 ou \$50, nous devons savoir que, à long terme, cela profitera aux compagnies et aux abonnés de ces compagnies téléphoniques. Si nous ne tenons pas compte des intérêts des abonnés téléphoniques, alors nous ne faisons pas notre travail. L'investissement n'est qu'une partie de l'affaire.

Le président: Il y a tout le coût de l'exploitation.

M. Krupski: C'est le coût de l'exploitation qui est le plus important.

M. De Bané: Je crois que ce n'est pas la peine de continuer là-dessus. Nous avons deux méthodes d'approche différentes. J'aurais encore quelques petites questions à poser. Vous dites à la page 6:

It is the understanding of the Trans-Canada Telephone System that the approved carriers listed... not including... the Canadian National Railway Company...

Je voudrais savoir comment vous en êtes venu à comprendre que les 33 p. 100 qui sont alloués aux entreprises le transport en commun ne comprennent pas le National-Canadien. Le ministre a-t-il fait des instances à ce sujet?

M. Krupski: A la page 7497 du harsard, le ministre dit, en haut de la page:

[Texte]

... the common carriers, are protected by clause 33 which requires a two-thirds majority of the total votes before any changes can be made in the objects of the company. This means that either the government or the common carriers, together with any single owner of a single share, can prevent any change in policy by the corporation detrimental to their interests.

So the carriers have this assurance that the Minister stated in the House—a single owner of a single share may have to have 33-1/3 per cent because the CNR, of course, is government and will do what the government does. We would not have any protection. If we get the protection, as the Minister said, the common carriers together with any single owner of a single share would have the protection of one-third plus one vote ownership. This means that these are the common carriers excluding the CNR.

Mr. De Bané: Am I right in saying, Mr. Krupski, that at the moment the system which has been implemented by the CNTC is a system of telecommunication run on a very commercial basis?

● 1140

Mr. Krupski: Yes.

Mr. De Bané: As a common carrier?

Mr. Krupski: Correct.

Mr. De Bané: In that respect, it should enter the group of common carriers.

Mr. Krupski: Canadian National Railways is a member of the approved common carriers, on the list in Appendix A.

Mr. De Bané: Yes, but you would like to see the third...

Mr. Krupski: The Canadian Pacific and the Canadian National are entirely different organizations; one is a Crown corporation, the other is a big industrial empire of the private type, and there is a basic difference. They are partners, working on telecommunications jointly, but each owns its own plant. They have separate accounting; there is not one annual report combining the two companies; the CNR is one thing, and the CPR is something else.

Mr. De Bané: I maintain that the CNR is a member of the government, and as such will do what the government dictates and so it should be; it is a Crown corporation, and it does exactly what the Minister or the government wants.

The Chairman: From our experience, Mr. Krupski, because the government owns a corporation, it does

[Interprétation]

... des entreprises d'exploitation de télécommunications sont protégés par l'article 33 qui exige un vote majoritaire des deux tiers pour modifier un objectif quelconque de la Société. Ainsi, le gouvernement ou les sociétés d'exploitation, ainsi qu'un seul actionnaire du secteur public, peuvent empêcher la Société de modifier sa politique à leur détriment.

Donc, les entreprises agréées ont l'assurance qui a été donnée par le ministre selon laquelle un propriétaire d'une seule action devra dépasser les 33 1/3 p. 100. Parce que le CN étant propriété de l'état, fait ce qui celui-ci lui ordonne. Nous n'aurions aucune protection. Si nous avons la protection, comme l'indiquait le ministre, les transporteurs en commun, ainsi qu'un détecteur d'une seule action auraient la probation d'un tiers plus un vote. Cela veut donc dire toutes les entreprises agréées à l'exception du CN.

M. De Bané: Donc, monsieur Krupski, le système mis au point par le CN et CP est un système de télécommunications qui fonctionne sur une base très commerciale?

M. Krupski: Oui.

M. De Bané: En tant qu'entreprise agréée?

M. Krupski: Exact.

M. De Bané: Et dans ce sens, il devrait faire partie des entreprises agréées.

M. Krupski: Le CN fait partie des entreprises agréées, qui figurent à l'annexe A.

M. De Bané: Oui, mais vous aimeriez voir...

M. Krupski: Le C.P. et le C.N. sont des organismes tout à fait différents. Il s'agit d'un cas d'une société de la Couronne, dans l'autre d'un empire industriel très important de nature privée. Il y a une différence fondamentale entre les deux. Ce sont des partenaires dans le domaine des télécommunications, mais chacun possède ses propres installations... chacun a sa comptabilité distincte. Ils ne présentent pas un rapport conjoint. Le National-Canadien est une chose et le Canadien-Pacifique une autre.

M. De Bané: Le National-Canadien est un organisme du gouvernement et il va s'en tenir aux directives du gouvernement. La Société de la Couronne fait exactement ce que le ministre ou le gouvernement exige.

Le président: Selon notre expérience, Mr. Krupski, le fait que le gouvernement possède une société de la

[Text]

not necessarily follow that the corporation will do what the government wants it to do. By that time the government has already done the worst it can possibly do to it, and . . .

Mr. De Bané: If we do agree, as we did a few moments ago, that they are running their telecommunications system on a very commercial basis, do you not think that they should enter the group of the common carriers?

Mr. Krupski: They are in the group of common carriers . . .

Mr. De Bané: Within the third . . .

Mr. Krupski: For voting powers, I do not believe that they have the full freedom of their own vote.

Mr. De Bané: I am the representative of the riding in the Gaspé Peninsula and I noticed from your brief that the only major telephone company which is not included in your Association is the one servicing my riding, and the eastern part of Quebec, Québec-Téléphone, and may I know why your Association, which seems to be a very progressive one, has excluded only this major company?

Mr. Krupski: I would not necessarily go along with excluding "the only major company". When the Trans-Canada Telephone System was formed in 1931 to provide communications across Canada, it was found that the best way of setting it up was to take the major telephone company in every province to represent the interests of the telecommunication networks in the province, and there are even today over 1,000 telephone companies of various kinds in Canada, such as the Ontario Northland Communications and the Northern Telephone Company Limited; there are many small ones and a number of larger ones and the Canadian National Telecommunications provides service in the Northwest Territories and in parts of Newfoundland. It was found because our system, where we operate on a unanimous vote which means nothing is done unless it is accepted by everybody, that there was a great . . .

Mr. de Bané: Everyone has a veto power.

Mr. Krupski: Yes. . . essentiality to keep the number of representatives as small as practical. This was the basis for developing this concept that the one major organization in a province would represent the interests in that area, and it is up to this particular organization to act on behalf of the other

[Interpretation]

Couronne ne garantit pas nécessairement que la Société fera exactement ce que le gouvernement décrète.

M. De Bané: Si nous en convenons, comme nous l'avons fait il y a quelques instants, ils administrent leur entreprise de façon tout à fait commerciale. Ne croyez-vous pas qu'ils entreraient dans la catégorie des sociétés d'exploitation indépendante?

M. Krupski: Ils le sont déjà.

M. De Bané: Troisième?

M. Krupski: Je ne crois pas qu'ils aient entière liberté en ce qui concerne leurs votes.

M. De Bané: Je représente pour ma part une circonscription de la péninsule de Gaspé—et j'ai constaté dans votre mémoire que la seule société majeure de téléphone qui n'est pas comprise dans votre association, est la société qui dessert ma circonscription et la partie est de la province de Québec, c'est la Québec Téléphone. Je me demande pourquoi votre association, qui est une association très progressiste, n'a pas inclus cette seule société importante.

M. Krupski: Je ne dirais pas nécessairement qu'il s'agit d'une société majeure lorsque le Réseau téléphonique transcanadien a été constitué en 1931 afin d'assurer les télécommunications d'un bout à l'autre du Canada. On a constaté que la meilleure façon d'établir cette société c'était de prendre la principale société téléphonique dans chaque province pour représenter les intérêts du système des télécommunications dans cette province—et il y a même plus de 1000 différentes sociétés de téléphone au Canada—il y a l'Ontario Northland Communications, il y a le Northern Telephone Co. Ltd. Il y a beaucoup de petites sociétés, d'autres qui sont plus importantes et le système National canadien de télécommunications qui dessert les territoires du Nord ouest. Notre système est fondé sur un vote unanime—ceci veut dire que rien ne se fait à moins d'être accepté par tout le monde.

M. De Bané: Tout le monde a le droit de veto.

M. Krupski: Oui, c'est essentiel pour garder le nombre de représentants le moins élevé possible. C'est la base pour mettre au point ce projet qu'une organisation majeure de chaque province représentera les intérêts de cette région. Il dépend de cette organisation de régler les problèmes avec les autres organisations qui se trouvent dans le même territoire. Jusqu'à présent, la Québec Téléphone a été représentée par la Bell Canada pour régler les questions concernant le Trans-Canada.

[Texte]

Mr. de Bané: Is it fair to say that in the Province of Quebec, Québec-Téléphone has a microwave system which is longer than the one Bell Canada has in the Province of Quebec? Is that true?

Mr. Krupski: I have not made this comparison, and I would not know; I suppose the people who supplied you with the information must have made some measurements. A microwave system can be measured by route miles, by channel capacity and by the number of circuits. If you look at the traffic being carried in Quebec over microwave systems by Bell Canada and that carried by Québec-Téléphone you will find there is a vast difference but in the other direction. It could possibly be that the mileages are different.

Mr. de Bané: Let us put it another way. Is it true that Québec-Téléphone is the only major telephone company in Canada which is not a member of the Trans-Canada Telephone System?

Mr. Krupski: No. As I say, there are Northern Telephone Company Limited, Canadian National Telecommunications, Ontario Northland Communications, which is an Ontario provincial corporation, Edmonton telephones, the bigger one which has more telephones than Québec-Téléphone, and many small ones. It is not the only one, no.

Mr. De Bané: Do you realize that your group which presented this brief this morning, by having this unchallenged position towards such companies, has a bargaining power with them because they are not members of this group?

Mr. Krupski: No, I certainly would not agree. I think this has no relation to this particular problem. I do not think there are any questions of this. I personally have very good relations with Mr. Bénéteau the President of Québec-Téléphone who is here in the audience, and as far as the satellite system is concerned, he knew what we were doing. I understand he is going to appear before you, so you can obtain his answers as to how he sees the whole issue.

Mr. De Bané: But I understand that the Trans-Canada Telephone System is going to bargain with the Department as a group for the shares allocated to them, and that other telephone companies, like Québec-Téléphone, have to do it for themselves. Would you say that there is no advantage for Québec-Téléphone in being a member of your group?

Mr. Krupski: I do not know if there is any advantage. It could be worse, it could be better; I do not know. It depends; there is no real reason why it should be one way or the other.

Mr. De Bané: You are definitely a very good politician.

[Interprétation]

M. De Bané: Ai-je raison de conclure que dans la province de Québec, la Québec Téléphone a un système de micro-ondes qui est plus long que le service offert par la société de Bell Canada?

M. Krupski: Je n'ai pas établi la comparaison. Je suppose que les gens qui vous ont fourni ces renseignements ont dû faire certaines évaluations comme la capacité des canaux et le nombre de circuits. Si vous examinez le circuit au Québec pour les systèmes de micro-ondes de la Bell Canada et de la Québec Téléphone vous constaterez la grande différence, mais dans l'autre direction, la différence est énorme.

M. De Bané: Procédons d'une autre façon. Est-il vrai que la Québec Téléphone est la seule société importante au Canada qui ne fait pas partie du Réseau téléphonique transcanadien?

M. Krupski: Non, comme je disais, il y a la Northern Telephone, il y a le Canadian National Telecommunications, il y a l'Ontario Northland Telecommunications, qui est une société provinciale en Ontario, il y a l'Edmonton Telephone qui a plus de téléphones que la Québec Téléphone, il y en a plusieurs autres de moindre importance. Mais ce n'est pas la seule.

M. De Bané: Est-ce que vous vous rendez compte que vous avez dit que votre groupe qui a présenté ce mémoire ce matin et qui a ce pouvoir incontesté, a le droit de négociation car il n'est pas membre de ce groupe?

M. Krupski: Je ne suis pas du tout d'accord. Je ne vois pas du tout le rapport avec ce problème en particulier. Je ne pense pas qu'il y ait des questions à ce sujet. Personnellement, j'ai d'excellents rapports avec M. Bénéteau, le président de la Québec Téléphone et en ce qui concerne le système de télécommunications par satellite. Il était au courant de ce que nous faisons. Il va comparaître devant vous, si je comprends bien, et vous pourrez lui demander à lui ce qu'il pense de tout cela.

M. De Bané: Je crois que le Réseau téléphonique transcanadien négociera avec le ministère pour obtenir les actions qui lui sont réservées et les autres sociétés de téléphone, comme la Québec Téléphone devront négocier elles-mêmes. Ne croyez-vous pas qu'il y n'y aurait pas d'avantage à ce que la Québec Téléphone fasse partie de votre groupe?

M. Krupski: Je ne sais pas s'il y a des avantages. Cela pourrait être pire, cela pourrait être meilleur, je n'en sais rien. Je ne vois vraiment pas de raison pour lesquelles cela devrait se passer autrement.

M. De Bané: Vous êtes un excellent politicien.

[Text]

The Chairman: Mr. Osler.

Mr. Osler: Could I clarify this point of ownership on this 33 per cent. Laying aside the problem of the CNR for a moment, you come as the Trans-Canada telecommunications system. I do not think anybody has asked what your basis of ownership is. Your board representation, you say, is not important because it has to be unanimous anyway; but how is your capital structure set up?

Mr. Krupski: The Trans-Canada Telephone System you mean?

Mr. Osler: Yes.

Mr. Krupski: No, the Trans-Canada Telephone System is not a corporation.

Mr. Osler: You have not got any capital?

Mr. Krupski: It is a free association of companies who are completely independent, be it provincial Crown corporations or investor-owned corporations who agree to work jointly to provide the best possible service, each completely within its territory. The Manitoba Telephone System provides complete services in all of Manitoba, as does the British Columbia Telephone Company provide a complete service, and this is the best arrangement. The Trans-Canada Telephone System of course, has some staff—a clearing house. If you place a telephone call from here to Vancouver, it is carried by The Manitoba Telephone System, Saskatchewan Government Telephones and Alberta Government Telephones and finally British Columbia Telephone Company; so, for the \$3 you pay for the call each one obtains a small portion. Now, it needs a clearing house, and this is paid out of the total revenues of the system.

● 1250

The Chairman: It is an example of co-operative federalism.

Mr. Osler: So you are a service organization to your members; is that right?

Mr. Krupski: That is correct.

Mr. Osler: Right. And there is no substantial capital or anything else.

Mr. Krupski: There is no capital; there are just administrative expenses.

Mr. Osler: So that we then turn to Schedule A, and the members of Trans-Canada Telephone System happen to be approved telecommunication carriers who are listed on Schedule A. So, for that matter, is Quebec Telephone, which is not a member of your organization.

[Interpretation]

Le président: M. Osler?

M. Osler: Je voudrais avoir un éclaircissement au sujet de cette question de possession des 33 p. 100. Mettons de côté le problème du National Canadien. Vous représentez le Réseau de télécommunications transcanadien. Personne n'a demandé comment votre association était constituée. Vous avez dit que les décisions devraient être prises à l'unanimité. Mais quelle est votre structure de capitalisation?

M. Krupski: Le Réseau téléphonique transcanadien, vous entendez?

M. Osler: Oui, c'est cela.

M. Krupski: Ce n'est pas une société.

M. Osler: Vous n'avez pas de capital-actions?

M. Krupski: Il s'agit d'une association de sociétés totalement indépendante les unes des autres. Il y a des sociétés provinciales de la Couronne, des sociétés à responsabilité limitée qui ont accepté de travailler conjointement afin de desservir chaque territoire en particulier. Le système du Manitoba qui dessert uniquement les régions du Manitoba—comme la B.C. Telephone dessert sa région. Je crois que c'est la meilleure façon de procéder. Le Réseau téléphonique transcanadien bien entendu, est un organisme de coordination. Si vous faites un appel téléphonique d'ici à Vancouver il est transmis par le système du Manitoba, le système de la Saskatchewan, et il se rend finalement à Vancouver. Les \$3.00 que vous payez seront répartis entre les trois sociétés. Maintenant, il faut une centrale et cela sera payé par le revenu total de ce Réseau.

Le président: C'est un exemple d'un fédéralisme coopérateur.

M. Osler: Vous êtes alors une organisation qui rend service à ses membres, n'est-ce pas?

M. Krupski: C'est juste, oui.

M. Osler: Il n'y a pas de capitaux importants.

M. Krupski: Il n'y a aucun capitaux. Il n'y a que les frais d'administration.

M. Osler: Nous pouvons nous reporter à l'Annexe A.

Les membres de votre organisation doivent être des sociétés d'exploitations approuvées telles qu'elles sont énumérées à l'annexe A, comme aussi la société «Quebec Telephone» qui ne fait pas partie de votre organisation.

[Texte]

The Chairman: I believe there is also one other that is going to be added by amendment.

Mr. Krupski: The Island Telephone Company, Limited.

Mr. Osler: I presume that people can be added from time to time. You mentioned there is provision for adjusting capital. If more people were added to Schedule A they would have an opportunity . . .

Mr. Krupski: I think now in the amendments of the Bill you will find that there is a provision providing essentially the same thing.

Mr. Osler: Right. It just happens that you people have come as Trans-Canada before us today; you could have come as individual telephone companies and told the same story over and over again.

The Chairman: Mr. Osler, Bell Canada will be appearing by itself.

Mr. Osler: By itself. This is my point. Bell may want to and we may not want to hear them. What I mean is we could have heard them individually, if we had preferred.

The Chairman: Also we will be hearing Quebec Telephone this Friday.

Mr. Osler: So that this new corporation, Quebec Telephone, which is an example that has been used, will be at no disadvantage by not being a member of this thing, because this thing is outside the terms of reference of the new act, anyway. You are a Trans-Canada communication system?

Mr. Krupski: That is correct; the individual companies will invest in their own name in this corporation. Each company will invest in its own name, the same as Quebec Telephone and the same as the British Columbia Telephone Company; there will be no difference. Each company would invest in its own name in the corporation.

Mr. Osler: That is the point I was trying to make.

The Chairman: Mr. Macquarrie.

Mr. Macquarrie: Just as a matter of procedure, is our photostatic technology sufficiently advanced that we could have these three maps included as part of the evidence? They are very valuable.

The Chairman: We are going to have the major Canadian radio telecommunications system included

[Interprétation]

Le président: Je pense qu'on ajoutera une autre par une modification apportée à la loi.

M. Krupski: Il s'agit de la Island Telephone Company, Ltd.

M. Osler: Je crois qu'on pourrait ajouter des noms de temps à autre. Vous avez dit qu'il y avait des dispositions en vue de modifier les capitaux. Si l'on ajoutait les noms de plus de personnes à l'annexe A, auraient-ils la possibilité . . .

M. Krupski: Je crois que vous constaterez dans les amendements du Bill que l'on prévoit en principe déjà la même chose.

M. Osler: C'est juste, mais vous vous présentez aujourd'hui en tant que représentants du Réseau téléphonique transcanadien. Vous auriez pu venir en tant que société téléphonique séparément pour répéter la même histoire plusieurs fois.

Le président: Monsieur Osler, la compagnie Bell Canada se présentera indépendamment des autres.

M. Osler: Indépendamment, c'est ce que je dis. La Bell Canada voudrait peut-être et nous ne voudrions peut-être pas les entendre. Je veux dire que nous aurions pu les convoquer indépendamment si nous l'avions préféré.

Le président: Vendredi, nous allons également entendre les représentants de la «*Quebec Telephone*».

M. Osler: Dans cette nouvelle société, la «*Quebec Telephone*» ne sera pas placée dans une situation désavantageuse en n'étant pas membre par rapport aux autres, car cette société n'entre de toute façon pas dans les attributions de la nouvelle loi. Vous représentez le Réseau transcanadien de télécommunications.

M. Krupski: C'est juste, oui. Chaque société va investir en son propre nom, comme la «*Quebec Téléphone*» et la «*B.C. Telephone Co.*» sans faire aucune distinction. Chaque société investira séparément.

M. Osler: C'est exactement ce que je voulais dire.

Le président: Monsieur Macquarrie?

M. Macquarrie: Monsieur le président, du point de vue de la procédure, est-il pratiquement possible d'inclure une photocopie de ces trois cartes aux témoignages. Elles sont très précieuses.

Le président: Nous ajouterons le principal réseau transcanadien de la radio et des télécommunications

[Text]

and I do not think there is any necessity for the map of Canada.

Mr. Macquarrie: No, but a map of Canada with the inserts as to where the telephones are would be very valuable.

The Chairman: I suppose we could do that.

Mr. Krupski: We could supply a map of this kind showing the northern parts.

The Chairman: Fine.

Mr. Krupski: It would be a breakdown for the Committee.

The Chairman: If there are no further questions, I would like to thank the gentlemen from the Trans-Canada Telephone System. We found your comments very interesting. We opened up some new vistas for you. We will consider your amendment seriously. Thank you very much for the work that went into your brief and for your presence here today.

Mr. Krupski: Thank you very much for hearing us.

[Interpretation]

et je ne pense pas qu'il soit nécessaire d'inclure la carte du Canada.

M. Macquarrie: Mais une carte du Canada avec l'indication de l'emplacement des sociétés téléphoniques sera tout de même utile.

Le président: Je pense que c'est une chose tout à fait faisable.

M. Krupski: Nous pourrions fournir ce genre de carte indiquant les régions du nord qui sont desservies.

Le président: Très bien, d'accord.

M. Krupski: Ce serait une ventilation pour le Comité.

Le président: S'il n'y a pas d'autres questions, je voudrais remercier les représentants du Réseau téléphonique transcanadien qui ont fourni des observations très intéressantes. Nous avons essayé de vous donner une nouvelle optique de la question. Nous allons étudier sérieusement vos amendements que vous avez présentés. Nous vous remercions du travail que vous avez investi dans ce mémoire et de votre présence ici aujourd'hui.

M. Krupski: Merci beaucoup de nous avoir convoqué.

[Texte]

[Interprétation]

APPENDIX "Q"

Brief to the
House of Commons
Standing Committee on
Broadcasting, Films and Assistance to the Arts
On the Telesat Canada Act
(Bill C-184)
An Act to Establish A Canadian Corporation
For Telecommunication by Satellite

Presented by:

Trans-Canada Telephone System
Alberta Government Telephones
Bell Canada
British Columbia Telephone Company
Manitoba Telephone System
Maritime Telegraph and Telephone Company, Limited
(including The Island Telephone Company, Limited)
Saskatchewan Telecommunications
The Avalon Telephone Company, Limited
The New Brunswick Telephone Company, Limited

Introduction

On March 24, 1969, the Government of Canada introduced Bill C-184, an Act to establish a Canadian corporation for telecommunication by satellite. The Trans-Canada Telephone System welcomes this action on the part of the Government in introducing legislation that will bring satellite communications to the Canadian people.

There is agreement that a domestic satellite communication system would be a desirable addition to Canada's telecommunications network. It is the only practical and least expensive means of extending live television programming into the isolated communities of the far north and of further broadening existing communications systems in the Arctic and sub-Arctic regions.

A Canadian designed and built satellite system will also provide Canadian science and industry with invaluable experience in this new technology, and formally establish Canada's place in space.

The Trans-Canada Telephone System

The Trans-Canada Telephone System was formed in 1931 to establish and operate a national tele-

APPENDICE «Q»

Mémoire soumis
au Comité permanent
de la radiodiffusion, des films et
de l'assistance aux arts,
sur la loi de la Télésat Canada
Bill C-184
Loi créant une Société de télécommunications
par satellite pour le Canada

Soumis par:

Le Réseau Téléphonique Transcanadien
Alberta Government Telephones
Bell Canada
British Columbia Telephone Company
Manitoba Telephone System
Maritime Telegraph and Telephone Company, Limited
(y compris The Island Telephone Company, Limited)
Saskatchewan Telecommunications
The Avalon Telephone Company, Limited
The New Brunswick Telephone, Limited

Introduction

Le 24 mars 1969, le Gouvernement canadien présentait le Bill C-184, Loi créant une Société de télécommunications par satellite pour le Canada. Le Réseau Téléphonique Transcanadien se réjouit de cette initiative du gouvernement qui permettra au peuple canadien de profiter des avantages qu'offrent les communications par satellite.

Il est reconnu qu'un système national de télécommunications par satellite constituerait un complément souhaitable du réseau canadien de télécommunications. Ce système est le seul moyen pratique et le moins dispendieux de transmettre des émissions de télévision en direct aux localités isolées du Grand Nord et d'étendre davantage les réseaux actuels de communications aux régions arctiques et subarctiques.

Un système de télécommunications par satellite, créé et construit au pays, apportera en outre à la science et à l'industrie canadiennes une expérience inestimable dans cette nouvelle technologie et établira nettement la place du Canada dans le domaine des communications spatiales.

Le Réseau Téléphonique Transcanadien

Le Réseau Téléphonique Transcanadien a été créé en 1931 afin d'établir et d'exploiter un réseau national de télécommunications. Le Réseau Télé-

[Text]

communications network. The Trans-Canada Telephone System is not a corporation; it is a unique organization of eight independent equal associates—some of them investor owned and others provincial Crown corporations—who work together to provide services that are not only equal to the best in the world in quality, but the lowest in real cost.

The System companies have consistently pioneered and applied every new mode of transmission technology to expand and modernize their services to meet the ever increasing telecommunications needs of the Canadian public. From the early days of open wire to the modern coaxial cable and microwave radio systems, there has been a steady evolution in the development and modernization of the telecommunications network. The introduction of communications by satellite will mark just another step in this process, to be followed by other advanced transmission techniques such as pulse code modulation and lasers. Whatever the development in transmission technology, its integration into the network is fundamental to the continuing evolution of the total telecommunications system.

It is only natural, therefore, that having carried the responsibility for advancing the national telecommunications network to its present stage of development, the System companies expect to play an equally responsible role in the introduction and use of the new satellite communications technology. The Trans-Canada Telephone System is in a position to make a unique and valuable contribution to the success of the satellite enterprise through the use of its trained manpower, its experience and technical knowledge and its material resources. It is ready to co-operate with the Government in developing the satellite system, and so ensure the maintenance of Canada's place in the forefront of world communications.

Realizing its responsibility for the development and provision of all forms of telecommunications, the telephone industry has been studying the implications and the potential of telecommunications by satellite for many years. In fact, as early as 1962 the industry submitted to the Minister of Transport a comprehensive brief on space communications in Canada, followed in 1966 by briefs to the Science Council of Canada. In May 1967, the Trans-Canada Telephone System, in association with Canadian National/Canadian Pacific Telecommunications, submitted to the Minister of Transport a formal proposal to build and operate a multi-purpose domestic system, entirely financed by the common carriers and satisfying all the anticipated demands for service that had been indicated by Government, industry and the public up to that time.

[Interpretation]

phonique Transcanadien n'est pas une corporation; c'est une organisation particulière groupant huit membres égaux et indépendants—corporations d'actionnaires ou sociétés provinciales de la Couronne—qui collaborent pour fournir des services qui égalent les meilleurs au monde en qualité et dont le coût réel est le plus bas.

Les membres du Réseau se sont constamment appliqués à innover dans leur champ d'activité et à mettre en œuvre toutes les nouvelles techniques de transmission en vue d'étendre et de moderniser leurs services afin de répondre aux besoins sans cesse croissants du public canadien. Depuis l'époque des fils ordinaires à celle des câbles coaxiaux et des systèmes à micro-ondes, le réseau des communications a été en constante évolution. L'introduction des communications par satellite ne fera que marquer une nouvelle étape de ce progrès et de cette modernisation. Suivront d'autres techniques de transmission, notamment la modulation par impulsions codées et le laser. Il est essentiel que tout développement des techniques de transmission s'intègre dans le réseau, condition fondamentale à l'évolution constante du système global de télécommunications.

S'étant chargés de faire progresser le réseau national de télécommunications au stade qu'il a maintenant atteint, les membres du Réseau s'attendent tout naturellement à jouer un rôle aussi important dans l'introduction et l'utilisation des nouvelles techniques de communications par satellite. Le Réseau Téléphonique Transcanadien est en mesure d'apporter une contribution unique et précieuse à la réussite de ce projet, grâce à son personnel qualifié, son expérience, ses connaissances techniques et ses ressources matérielles. Il est disposé à collaborer avec le gouvernement à la mise sur pied du système de communications par satellite, conservant ainsi au Canada la place qu'il occupe aux premiers rangs des communications mondiales.

Consciente de la responsabilité qui lui incombe de mettre au point et de fournir des services de communications de toutes sortes, l'industrie téléphonique étudie depuis plusieurs années les divers éléments et les possibilités des télécommunications par satellite. Déjà en 1962, elle soumettait au ministre des Transports un mémoire détaillé sur les communications spatiales au Canada, suivi, en 1966, de mémoires au Conseil des sciences du Canada. En mai 1967, le Réseau Téléphonique Transcanadien, de concert avec les Télécommunications du Canadien National et du Canadien Pacifique, présentait au Ministre des transports une proposition officielle visant la construction et l'exploitation d'un système national polyvalent qui serait entièrement financé par les entreprises de communications et répondrait à toutes les demandes d'un service que les indications fournies par le gouvernement, l'industrie et le public avaient alors laissé en-trevoir.

[Texte]

Even before this proposal was made, Bell Canada, one of the member companies of the Trans-Canada Telephone System, had placed a contract with the Northern Electric Research and Development Laboratories to develop a satellite earth station capable of withstanding the rigors of the Arctic environment. The first experimental station of this type—at Bouchette, Quebec, 70 miles north of Ottawa—has been completed and successfully tested.

After the Government published its White Paper in 1968, the consortium of the Trans-Canada Telephone System and CN-CP Telecommunications in July of that year submitted a new proposal to the Prime Minister and ministers involved, in which were set out additional considerations and recommendations on the proposed satellite corporation.

Cost Considerations

The proposed domestic communication satellite system represents a major financial undertaking. Although it is the smallest practicable system, it still involves, in the estimates of the Minister of Communications, an overall investment of \$60-75 million.

There are a number of reasons for the relatively high cost of a satellite communications system. The major ones are:

(1) The development cost of a satellite is substantial—more than \$20 million—and this cost has to be fully absorbed by the two initial satellites proposed by the Government. In contrast, the cost of developing terrestrial microwave systems can be distributed over thousands of units.

(2) The life of the proposed satellite is estimated at five years, which is much shorter than that of equivalent terrestrial microwave systems thereby resulting in a higher relative depreciation cost for the satellite.

(3) The satellite must be built to carry the number of radio channels to cover the ultimate requirements of its life span. With terrestrial systems, on the other hand, it is possible to equip the system initially with only the number of radio channels immediately required, and add channels progressively to accommodate growth in traffic.

(4) Transmission over satellite circuits is subject to a significant time delay. This is due to the height of the satellite (22,300 miles) and amounts to more than half a second over a round trip. To cope with the echo problem on telephone calls, it will be necessary to provide special high cost echo suppressors on every satellite circuit, a cost which has to be borne by the common carriers.

[Interprétation]

Devançant cette proposition, Bell Canada, membre du Réseau Téléphonique Transcanadien, avait signé un contrat avec les laboratoires de recherche et de perfectionnement de la Northern Electric en vue de mettre sur pied une station terrestre pour satellite capable de supporter les rigueurs de l'Arctique. Cette première station expérimentale—à Bouchette (Québec), à 70 milles au nord d'Ottawa—est complétée et a subi des essais concluants.

Après la publication du Livre blanc du gouvernement en 1968, le consortium du Réseau Téléphonique Transcanadien et des Télécommunications CN CP soumettait au premier ministre et aux ministres intéressés, en juillet de la même année, une nouvelle proposition exposant des considérations et recommandations supplémentaires concernant le projet de société de communications par satellite.

Considérations relatives au coût

Le système national de communications par satellite qui est proposé constitue une importante opération financière. Bien que ce soit le plus petit système praticable, il nécessite néanmoins, d'après les chiffres estimatifs du ministre des communications, des investissements globaux de 60 à 75 millions de dollars.

Il y a un certain nombre de raisons qui expliquent le coût relativement élevé d'un système de communications par satellite. En voici les principales:

(1) Le coût de mise au point d'un satellite est considérable—au-delà de \$20 millions—et doit être entièrement absorbé par les deux premiers satellites proposés par le gouvernement. Par contre, le coût de mise au point de systèmes terrestres à micro-ondes peut se répartir sur des milliers d'unités.

(2) La durée du satellite proposé est évaluée à cinq ans, période beaucoup plus courte que pour les systèmes terrestres à micro-ondes comparables; le coût d'amortissement du satellite est donc relativement plus élevé.

(3) Le satellite doit porter, dès sa construction, tous les canaux nécessaires pendant sa durée. Par contre, les systèmes terrestres peuvent n'être pourvus, initialement que du nombre de canaux requis dans l'immédiat, et dotés progressivement de canaux supplémentaires, selon le rythme de croissance du trafic.

(4) A cause de l'altitude du satellite (22,300 milles), la transmission par ce dernier est sujette à des retards importants, qui atteignent plus d'une demi-seconde pour un parcours complet. Pour pallier le problème de l'écho lors des appels téléphoniques, il faudra pour chaque circuit de satellite des supprimeurs d'écho d'un type spécial, dont le coût très élevé devra être à la charge des grandes entreprises de télécommunications.

[Text]

Revenue Requirements

The Minister of Communications has stated that annual revenues in the order of \$17-18 million would be required from the outset in order to attain the indicated rate of return. These revenues can come only from the lessees of the channels.

The main benefit from this satellite system will be for the distribution of television signals to a large number of receiving earth stations, particularly in the remote areas and northern parts of Canada.

As far as telephone service to the far north is concerned, a satellite system of this type will offer initially only marginal improvements. There are already a number of high quality telecommunication routes leading into Canada's far north built by the telecommunication companies to meet the requirements of the public and Government. Most major communities of the Northwest Territories, Yukon and the northern parts of the provinces have telephone service at the present time. The advantages of the satellite system for east-west telecommunication will also be marginal. The existing east-west telecommunication systems are sufficiently ample and diverse to meet all present requirements and are capable of being readily expanded, as needed, to cover requirements for at least ten years at low incremental cost.

The cost of extending communication facilities to remote areas or of introducing new technology is always high, and therefore requires support through revenues derived from other sources. This type of cross-subsidization in anticipation of future benefits is not new to the communications industry. However, the degree of cross-subsidization required in the satellite proposal makes the problem unusual, and should be placed in its proper perspective. The annual cost to the common carriers of providing facilities equivalent to the one east-west satellite channel would be approximately \$1.25 million. On the other hand, the satellite corporation would have to charge the common carriers an annual rental of about three times that amount for the use of its east-west channel, in order to secure the revenues anticipated by the Minister. With additional costs for special echo suppressors and connecting links, the total cost will be nearly four times as much.

Subsidies from the carriers of this magnitude and nature which ultimately are borne by the telephone users, are very significant and require serious consideration. However, we believe that the long range benefits to Canada as well as to the common carriers are important enough to justify our participation in

[Interpretation]

Besoins de revenus

Le ministre des communications a déclaré qu'il faudrait au départ des revenus annuels de l'ordre de 17 à 18 millions de dollars afin d'obtenir le taux de rendement indiqué. Ces revenus ne peuvent provenir que des locataires des canaux.

Le principal avantage de ce système de satellite réside donc dans le domaine de la transmission de signaux de télévision à un grand nombre de stations terrestres de réception, particulièrement dans les régions éloignées et le nord du Canada.

En ce qui concerne le service téléphonique au Grand Nord, un système de satellite de ce genre n'améliorera au début la situation que dans une faible mesure. Il existe déjà un certain nombre de voies de télécommunications de haute qualité atteignant le Grand Nord canadien et qui ont été construites par les compagnies de télécommunications pour répondre aux besoins du public et du gouvernement. La plupart des principales localités des Territoires du Nord-Ouest, du Yukon et des régions nordiques des provinces ont actuellement le service téléphonique. Pour les télécommunications est-ouest, le service de communications par satellite ne sera lui aussi aussi avantageux que dans une faible mesure. Les systèmes de télécommunications est-ouest suffisent, par leur importance et leur diversité, à tous les besoins de l'heure et sont susceptibles d'expansion à bref délai, au besoin, pour répondre aux impératifs de dix années au moins, et à peu de frais supplémentaires.

Les coûts que comportent l'implantation des services de communications dans les régions éloignées et l'introduction de nouvelles techniques sont toujours élevés et nécessitent en conséquence l'apport de sommes puisées à d'autres sources de revenus. Ce type de subside, en anticipation de besoins futurs, n'est pas nouveau pour l'industrie des télécommunications. Cependant, l'ampleur des subsides nécessaires dans ce projet de satellite rend le problème inusité et devrait être placée dans sa juste perspective. Il en coûterait annuellement environ \$1.25 million aux entreprises de communications pour fournir les installations équivalant à un canal est-ouest de communications par satellite. Par ailleurs, la Société de télécommunications par satellite devrait exiger un loyer annuel trois fois plus élevé que cette somme de la part des entreprises de communications qui utiliseraient son canal est-ouest, afin de réaliser les revenus prévus par le ministre. Compte tenu des dépenses supplémentaires pour les supprimeurs d'écho de type spécial et les raccords, le coût total atteindra presque quatre fois cette somme.

Des subsides de cette ampleur et de cette nature de la part des entreprises de communications et qui sont en fin de compte à la charge des usagers du téléphone, sont très importants et exigent qu'on y réfléchisse sérieusement. Le Réseau Téléphonique Transcanadien estime, toutefois, que les avantages à

[Texte]

this manner. This participation visualizes that Trans-Canada companies will need to make a substantial investment in the Corporation and then pay high subsidizing circuit rentals out of their normal service revenues so that Telesat Canada may pay a return on investment to all investors, including the general public.

However, it is vital that, in undertaking an investment in this tripartite Corporation and in committing themselves to such rentals, the Trans-Canada Telephone System companies be considered acting in furtherance of their corporate objects, namely to provide efficient, low-cost telecommunications services to their customers.

Telesat Canada — its proposed corporate structure

The Minister of Communications recommended amendments to Bill C-184 when he appeared before your committee on April 22, 1969. We support them in the conviction that they will clarify the legislation and introduce a more equitable basis for undertakings between the Corporation and the telecommunications common carriers.

These suggested amendments do not deal with the proportion of share ownership which the approved telecommunications common carriers may acquire in the Corporation. In light of the magnitude of its expected revenue support and the consequent need, as pointed out earlier, for some assurance of eventual recovery of this expenditure, the Trans-Canada Telephone System feels that a substantial equity ownership by its members in Telesat Canada is justified. This was acknowledged by the Minister of Communications in his statement to the House of Commons on April 14, 1969 when he indicated a proposed tripartite division of shares among the Government, the public and the approved telecommunications common carriers. (House of Commons Debates, pp 7496-7)

It is the understanding of the Trans-Canada Telephone System that the approved carriers listed in Schedule A of the Bill will be provided the opportunity of acquiring up to 33-1/3 per cent of the outstanding equity stock, not including that proportion that may be held by the Canadian National Railway Company as a federal government agency. It is also our understanding that the Government will ensure that the carriers will be given the opportunity of maintaining this proportion of ownership.

Allied to the question of ownership is that of representation by the carriers among the provisional directors and on the permanent Board of Directors. On April 14, 1969 the Minister stated in the House of Commons:

[Interprétation]

long terme qui en découleraient tant pour le Canada que pour les entreprises mêmes de communications justifiant, par leur importance, une telle participation de sa part. Cette participation laisse entrevoir la nécessité pour les compagnies membres du Réseau Téléphonique Transcanadien d'investir considérablement dans la Société et de payer ensuite, pour la location de circuits, des sommes élevées équivalant à des subsides et provenant des revenus de leur service ordinaire, afin de permettre à Télésat Canada d'offrir à tous ses investisseurs, y compris le grand public, un rendement sur leur mise de fonds.

Il est toutefois essentiel que, en investissant dans cette société tripartite et en s'engageant elles-mêmes à verser de tels loyers, les compagnies membres du Réseau Téléphonique Transcanadien soient considérées comme poursuivant les fins de leur entreprise, notamment assurer des services de télécommunications efficaces et à bas prix.

Télésat Canada — Structure corporative proposée

Lors de sa comparution devant votre Comité le 22 avril 1969, le ministre des communications a proposé des amendements au Bill C-184. Nous approuvons ces amendements, convaincus qu'ils clarifieront la loi et qu'ils établiront une base plus équitable pour les engagements éventuels entre la Société et les entreprises de télécommunications.

Ces amendements ne traitent pas de la part que peuvent acquérir les entreprises agréées d'exploitation de télécommunications dans le capital-actions de la Société. Devant l'ampleur de la contribution qu'il prévoit apporter aux revenus de la Société et la nécessité qui en découle d'obtenir quelque assurance de recouvrer éventuellement cette dépense, tel que signalé plus haut, le Réseau Téléphonique Transcanadien estime qu'une importante participation de la part de ses membres au capital-actions de Télésat Canada est justifiée. Le ministre des communications l'a reconnu à la Chambre des communes, le 14 avril 1969, lorsqu'il fit part d'une proposition de répartition des actions entre le gouvernement, le public et les entreprises agréées de télécommunications (Débats de la Chambre des communes, pp. 7496-7497).

Le Réseau Téléphonique Transcanadien comprend que les entreprises agréées inscrites à l'Annexe A du Bill pourront acquérir jusqu'à 33 1/3% des actions ordinaires en circulation, abstraction faite de la part que peuvent détenir les Chemins de fer nationaux du Canada à titre de société de la Couronne. Le Réseau comprend aussi que le gouvernement fournira l'assurance que les entreprises de communications puissent maintenir cette proportion.

A cette question se rattache celle de la représentation des entreprises de télécommunications au conseil d'administration, tant provisoire que permanent, de Télésat Canada. Le 14 avril 1969, le ministre déclarait à la Chambre des communes:

[Text]

"As I said earlier, the distribution of membership of the board of directors will reflect the distribution of share ownership. Financial commitment and responsibility will be directly linked." (House of Commons Debates, p. 7497)

It is our understanding that assuming the carriers will have the above described 1/3 share ownership, a similar proportion will apply in their representation on the Board of Directors, and that a commitment to this effect will be given prior to the carriers' involvement. It is likewise understood that directly proportionate representation by the carriers among the provisional directors will also be ensured.

Of concern to any investor in the satellite corporation is the question of regulation. It is noted that the Bill in its present form does not contain any reference to regulation which the common carriers feel is most essential in the operations of Telesat Canada in the public interest. We are glad the Minister of Communications in his statement to the House on April 14 indicated his intention to recommend the establishment of an appropriate regulatory authority, a step which the Trans-Canada Telephone System would certainly commend. (House of Commons Debates, p. 7497)

The extent and scope of the objects and powers of Telesat Canada are of major concern to the Trans-Canada Telephone System. The Minister has been informed of the position of the member companies in this regard.

Under the provisions of Bill C-184, the Corporation would have the power to provide its satellite telecommunication facilities to any purchaser regardless of the nature of his business. It has been the definite understanding of the common carriers that the basic function of the Corporation would be to provide satellite channels to the telecommunications common carriers and the Canadian Broadcasting Corporation.

In order to further the benefit of the satellite system in the educational and social fields, we are prepared to see this enlarged to include other federal and provincial departments and agencies requiring the use of a complete undivided television channel on a sustaining basis.

Should the Corporation offer its services to users other than these, it would mean that the members of the Trans-Canada Telephone System would have invested in and be supporting a corporation with which it would be in direct competition. Such action by the System companies could be to their detriment and might be considered prejudicial to the interests of their owners, i.e. shareholding public and

[Interpretation]

«Je le répète, la répartition des membres du conseil d'administration reflétera la participation financière des actionnaires. L'engagement financier sera lié directement aux responsabilités.» (Débats de la Chambre des communes, p. 7497)

Si les entreprises de télécommunications peuvent détenir des actions dans la proportion décrite ci-haut, nous comprenons que la proportion sera la même pour ce qui est de la représentation au conseil d'administration et que cette mesure sera confirmée avant l'engagement des entreprises. On en déduit, en outre, qu'une représentation directement proportionnelle des entreprises de communications sera assurée parmi les administrateurs provisoires.

La question de réglementation intéresse de très près tout investisseur dans la Société de télécommunications par satellite. On remarque que le Bill, dans sa forme actuelle, ne fait aucune allusion à une réglementation éventuelle qui, de l'avis des entreprises de communications, est des plus essentielles à l'exploitation, dans l'intérêt public, de Télésat Canada. Le Réseau Téléphonique Transcanadien se réjouit de ce que le ministre des communications ait, dans sa déclaration du 14 avril à la Chambre des communes, manifesté l'intention de recommander l'établissement d'un organisme approprié de réglementation, mesure à laquelle souscrit pleinement le Réseau Téléphonique Transcanadien (Débats de la Chambre des communes, p. 7497).

La nature et l'étendue de l'objet et des pouvoirs de Télésat Canada préoccupent au plus haut point le Réseau Téléphonique Transcanadien. Les compagnies membres ont fait part au ministre de leur position à cet égard.

Aux termes des dispositions du Bill C-184, la Société aurait le pouvoir de fournir ses services de télécommunications par satellite à tout client, quelle que soit la nature de son entreprise. Les entreprises de communications ont toujours compris que l'objet primordial de la Société serait de fournir des canaux de satellite aux entreprises de télécommunications et à la Société Radio-Canada.

Afin d'étendre les avantages du système de communications par satellite dans les domaines éducatif et social, le Réseau Téléphonique Transcanadien accepterait que la clientèle de la Société inclue aussi d'autres agences et ministères fédéraux et provinciaux désirant utiliser de façon soutenue un canal entier de télévision.

Si la Société offrait ses services à des usagers autres que ceux-ci, le Réseau Téléphonique Transcanadien aurait alors investi, en plus de la supporter, dans une société avec laquelle il serait en concurrence directe. Un tel geste de la part des membres du Réseau pourrait jouer contre eux et porter préjudice aux intérêts de leurs propriétaires, c'est-à-dire le public actionnaire et les trésoreries des gouvernements provin-

[Texte]

provincial government treasuries. It could also lead to the ultimate impairment of the ability of the member companies to continue to provide telecommunications services of the highest possible quality at the lowest possible cost.

The impropriety of such investment by the System companies in a corporation which could become an active competitor to them might well render such investment and consequent expenditures unjustifiable and subject to disallowance by the appropriate regulatory bodies.

In his statement to the House of Commons on April 14, the Minister of Communications made it quite clear that it is the Government's intention to have Telesat Canada operate "as a complement, not as a competitor, to the common carriers." (House of Commons Debates, p. 7496). It is this intention that the Trans-Canada Telephone System respectfully submits must be explicitly and clearly stated in the appropriate sections of the statute specifying the objects and powers of the Corporation.

It is well established by a long series of decisions of the courts that one cannot go behind the language of a statute to find out what the legislature meant. When the language of the statute is plain and unambiguous the courts will not look to the supposed purpose of the legislation, nor would they have recourse to the debates in the legislature to try and interpret the clear words of a statute. The established rule of interpretation of statutes is that the legislature is presumed to know its own intention, to know the meaning of the words used and to employ language which expresses that intention accurately.

The Trans-Canada Telephone system submits that if the statute empowers this new corporation to enter freely into the telecommunication business in all respects, then this will in fact be the nature of this corporation, and no statements in the House can legally limit the operations of the Corporation as determined by the legislation.

For these reasons, the Trans-Canada Telephone System respectfully requests that Bill C-184 be amended as follows:

- by striking out sub-section (1) of Section 5 on page 4 thereof and substituting therefor the following:

"(1) The objects of the company, whether attained directly or indirectly, are to establish satellite telecommunication systems providing, on a commercial basis, telecommunication services between locations in Canada to

- a) the approved telecommunications common carriers; and

[Interprétation]

ciaux. En outre, cela pourrait à la longue empêcher les compagnies membres de continuer à fournir des services de la plus haute qualité au prix le plus bas.

Le fait pour les compagnies du Réseau de consentir un investissement non approprié dans une société susceptible d'entrer en concurrence directe avec elles, pourrait bien rendre cet investissement et les autres dépenses afférentes à leur participation injustifiables et inadmissibles par les organismes de réglementation compétents.

Dans sa déclaration à la Chambre des communes le 14 avril, le ministre des communications a formulé en termes clairs que c'était l'intention du gouvernement de faire en sorte que Télésat Canada soit «complémentaire et non une compétitrice» des sociétés de télécommunications (Débats de la Chambre des communes, p. 7496). Le Réseau Téléphonique Transcanadien soumet respectueusement que cette intention devrait être énoncée explicitement et clairement dans les dispositions pertinentes de la loi qui définissent les objets et les pouvoirs de la Société.

Il est établi par une longue série de décisions judiciaires qu'on ne peut aller au-delà des termes d'un statut pour découvrir l'intention du législateur. Lorsque les termes d'un statut sont clairs et sans ambiguïté les tribunaux ne scruteront pas l'objectif que la législation aurait supposément tenté d'atteindre ni n'auront recours aux débats du corps législatif pour essayer d'interpréter ces termes. En vertu de la règle établie d'interprétation des statuts, on doit présumer que la législature n'ignore pas sa propre intention ni le sens des mots qu'elle utilise et qu'elle emploie des termes qui expriment cette intention de façon précise.

Le Réseau Téléphonique Transcanadien soumet que si le statut habilite la nouvelle société à pénétrer librement tout le domaine des télécommunications, il s'agira là en fait de la nature même de cette société et aucune déclaration en Chambre ne pourra légalement en limiter les activités qui lui auront été rendues possibles par la loi.

Pour ces motifs, le Réseau Téléphonique Transcanadien demande respectueusement que le Bill C-184 soit amendé comme suit:

- par le retranchement du paragraphe (1) de l'article 5 en page 4 du Bill et son remplacement par ce qui suit:

«(1) Les objets de la compagnie, qu'ils soient réalisés directement ou indirectement, consistent en la création de systèmes de télécommunications par satellite pouvant fournir, sur une base commerciale, des services de télécommunications entre des endroits situés au Canada,

- a) aux entreprises agréées d'exploitation de télécommunications; et

[Text]

[Interpretation]

- b) the Canadian Broadcasting Corporation and other federal or provincial government agencies or departments using complete undivided television channels on a sustaining basis and for their own use.
- by striking out paragraph (c) of sub-section (1) of Section 6 on page 4 thereof and substituting therefor the following:

“(c) the power, subject to Section 5, to enter into contracts on such terms and conditions as it considers reasonable for the provision of telecommunication by satellite between locations in Canada;”

Z. H. KRUPSKI
CHAIRMAN

- b) à la Société Radio-Canada et à d'autres agences ou ministères des gouvernements fédéral ou provinciaux utilisant, de façon soutenue et pour leur propre usage, des canaux entiers de télévision.»

- par le retranchement de l'alinéa (c) du paragraphe (1) de l'article 6 en page 4 du Bill et son remplacement par ce qui suit:

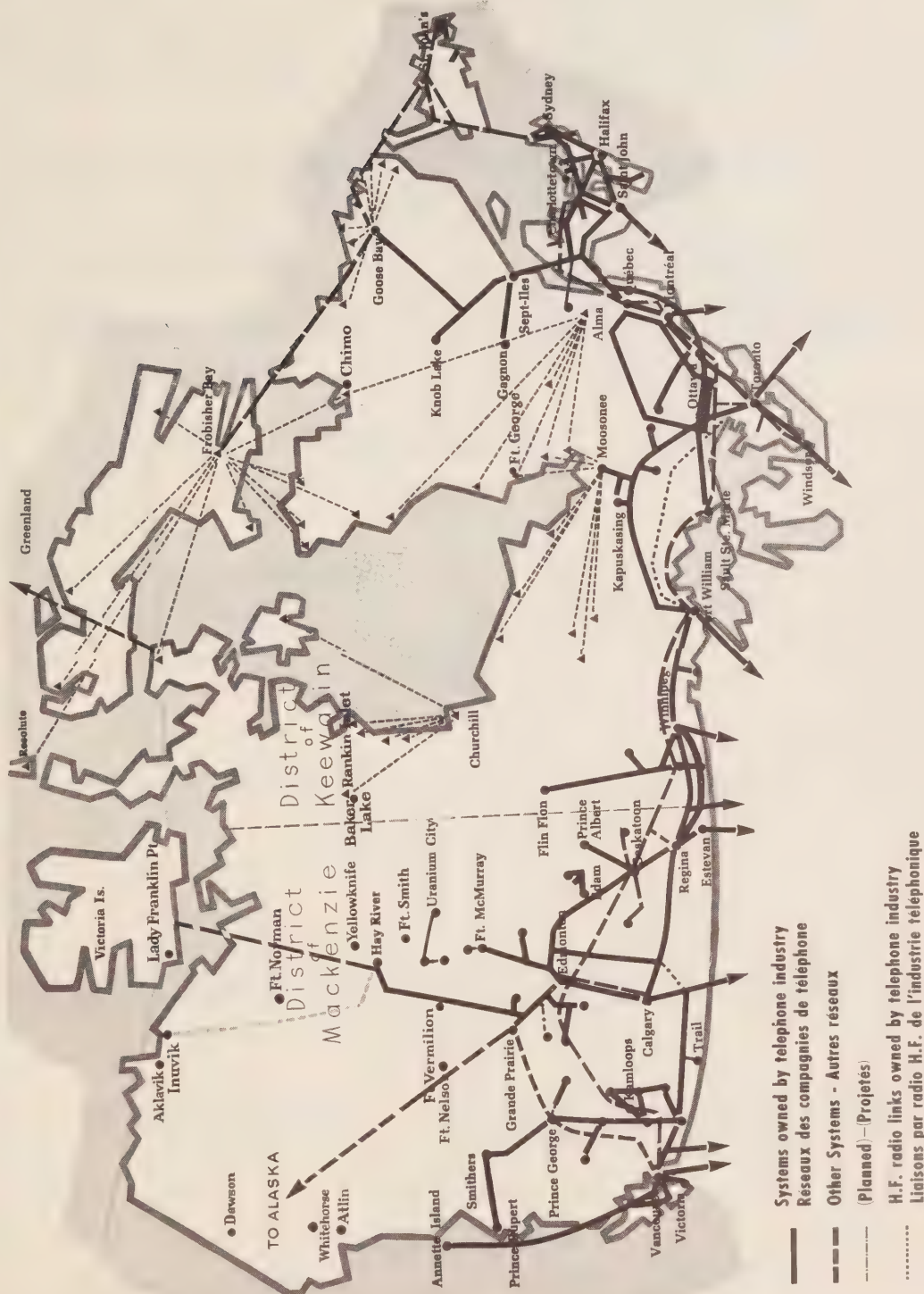
«(c) le pouvoir, sous réserve de l'article 5, de conclure des contrats, aux conditions qu'elle juge raisonnables, en vue d'assurer des services de télécommunications par satellite entre des endroits situés au Canada;»

Le président,
Z. H. KRUPSKI

[Texte]

[Interprétation]

PRINCIPAUX RÉSEAUX CANADIENS DE RADIOCOMMUNICATION



OFFICIAL BILINGUAL ISSUE

FASCICULE BILINGUE OFFICIEL

HOUSE OF COMMONS

CHAMBRE DES COMMUNES

First Session

Première session de la

Twenty-eighth Parliament, 1968-69

vingt-huitième législature, 1968-1969

STANDING COMMITTEE
ON

LIBRARY COMMITÉ PERMANENT
DE LA

JUN 16 1969

UNIVERSITY OF TORONTO

BROADCASTING,
FILMS AND ASSISTANCE
TO THE ARTS

RADIODIFFUSION,
DES FILMS ET DE L'ASSISTANCE
AUX ARTS

Chairman

Mr. John M. Reid

Président

MINUTES OF PROCEEDINGS
AND EVIDENCE

PROCÈS-VERBAUX ET
TÉMOIGNAGES

No. 35

THURSDAY, MAY 8, 1969

LE JEUDI 8 MAI 1969

Respecting

Concernant le

BILL C-184,

BILL C-184,

An Act to establish a Canadian corporation
for telecommunication by satellite.

Loi créant une Société de télécommuni-
cations par satellite pour le Canada.

Also C.B.C. Programming
(Don Messer).

Et l'étude de la programmation de la Société
Radio-Canada (Don Messer).

WITNESSES—TÉMOINS

(See Minutes of Proceedings)

(Voir le procès-verbal)

STANDING COMMITTEE ON
BROADCASTING, FILMS AND
ASSISTANCE TO THE ARTS

Chairman

Vice-Chairman

and Messrs.

De Bané,
Dinsdale,
Givens,
Guilbault,
Hymmen,
La Salle,
Macquarrie,

Mr. John M. Reid

M. J.-A. Mongrain

Marchand (*Kamloops-
Cariboo*),
Matte,
McCleave,
Nystrom,
Osler,
Paproski,

Le secrétaire du Comité,

M. Slack,

Clerk of the Committee.

COMITÉ PERMANENT DE LA
RADIODIFFUSION, DES FILMS ET DE
L'ASSISTANCE AUX ARTS

Président

Vice-président

et MM.

Perrault,
Schreyer,
Schumacher,
Stanbury,
Stewart (*Cochrane*)—
(20).

[Text]

MINUTES OF PROCEEDINGS

THURSDAY, May 8, 1969
(38)

The Standing Committee on Broadcasting, Films and Assistance to the Arts met this day at 9.45 a.m. The Chairman, Mr. John M. Reid, presided.

Members present: Messrs. De Bané, Dinsdale, La Salle, Macquarrie, McCleave, Perrault, Reid, Schreyer—(8).

Member also present: Mr. Stafford.

Witnesses: From the Canadian Broadcasting Corporation: Messrs. G. F. Davidson, President; L. A. Picard, Executive Vice-President; J. P. Gilmore, Vice-President, Planning; J. E. Hayes, Vice-President, Engineering.

The Committee resumed consideration of Bill C-184, An Act to establish a Canadian corporation for telecommunication by satellite.

Dr. Davidson made a statement relating to the role of the C.B.C. in satellite communications, and was examined thereon, assisted by Messrs. Picard, Gilmore and Hayes.

At 12.05 p.m., the Committee recessed until 12.15 p.m.

*Agreed,—*That the Committee order twenty copies of report from the Dominion Bureau of Statistics entitled "Motion Picture Production 1967", catalogue No. 63-206—Annual, for distribution to members of the Committee.

The Committee proceeded to the discussion of C.B.C. programming, particularly the Don Messer Jubilee; also the subject of tobacco advertising and Dr. Davidson was examined thereon, assisted by Mr. Gilmore.

[Traduction]

PROCÈS-VERBAL

Le JEUDI 8 mai 1969.
(38)

Le Comité permanent de la radiodiffusion, des films et de l'assistance aux arts se réunit ce matin à 9 h. 45, sous la présidence de M. John M. Reid, président.

Présents: MM. De Bané, Dinsdale, La Salle, Macquarrie, McCleave, Perrault, Reid, Schreyer—(8).

De même que: M. Stafford.

Témoins: De la Société Radio-Canada: MM. G. F. Davidson, président; L. A. Picard, vice-président exécutif; J. P. Gilmore, vice-président à la planification; J. E. Hayes, vice-président au Service du génie.

Le Comité reprend l'examen du Bill C-184, Loi créant une Société de télécommunications par satellite pour le Canada.

M. Davidson fait une déclaration relative au rôle de Radio-Canada dans les télécommunications par satellite, et répond, avec l'aide de MM. Picard, Gilmore et Hayes, à des questions à ce sujet.

A midi 05, le Comité suspend ses travaux jusqu'à midi 15.

*Il est décidé—*Que le Comité commande vingt exemplaires du rapport du Bureau fédéral de la Statistique intitulé «*Motion Picture Production 1967*», rapport annuel portant le numéro de catalogue 63-206, pour les distribuer aux membres du Comité.

Le débat s'engage sur les émissions de Radio-Canada, et en particulier sur le «*Don Messer Jubilee*», ainsi que sur la question de la publicité pour le tabac, et M. Davidson répond, avec l'aide de M. Gilmore, à des questions à ce sujet.

The examination of the witnesses being concluded at 1.10 p.m., the Committee adjourned until 9.30 a.m. on Friday, May 9.

L'interrogatoire des témoins étant terminé, à 1 h. 10 de l'après-midi, le Comité s'ajourne jusqu'au vendredi 9 mai, à 9 h. 30 du matin.

Le secrétaire du Comité,

M. Slack,

Clerk of the Committee.

[Texte]

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

Thursday, May 8, 1969

• 0944

The Chairman: We have with us today, at our invitation, officials from the Canadian Broadcasting Corporation. Immediately to my right is Dr. G. F. Davidson, the President; Dr. L. A. Picard, the Executive Vice-President; and Mr. J. P. Gilmore, Vice-President of Planning.

It was agreed that after we concluded our questions on the matter of satellite transmission and the CBC's involvement that we would proceed to discuss another important political issue, the cancellation of the Don Messer Show.

Dr. Davidson has a short statement to read. I will ask him to read it and then we will be open for questions as usual.

Dr. G. F. Davidson (President, Canadian Broadcasting Corporation): It is a pleasure for me to appear before the Broadcasting Committee again. My statement on the question of satellite communications and Bill C-184 is a fairly short one. There are English texts available at this moment for distribution. I hasten to add that we hope the French text will be along within the next half-hour, and I would ask the indulgence of the Committee if I present the English text in an oral form at this stage.

Since the early 1960's, the Canadian Broadcasting Corporation has kept in close touch with developments involving space satellites. The CBC was one of the first networks to use orbiting satellite facilities. We did so in 1963 to bring direct reports from the Prime Ministers Commonwealth Conference in the United Kingdom to the people of Canada. Since then, the uses of satellites for news and special programs and for extensive broadcasting during Centennial Year have continued to indicate the Corporation's interest and support of this development.

The Corporation has also participated in international studies through UNESCO, the United Nations, and the European Broadcasting Union in technical, legal, and programming discussions, in seminars and special studies in the wide field of satellite developments. We are involved in studies and in co-operative ventures with a number of these

[Interprétation]

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Le jeudi 8 mai 1969

Le président: Messieurs, nous avons aujourd'hui avec nous, à notre invitation, les dirigeants de la Société Radio-Canada. À ma droite, M. G. F. Davidson, président, M. L. A. Picard, vice-président exécutif, et M. J. P. Gilmore, vice-président à la planification.

On avait convenu qu'après avoir fini d'étudier la question de la transmission par satellite et la participation de la société Radio-Canada à cette entreprise, nous aborderions un autre sujet controversé, soit l'annulation du programme de Don Messer. M. Davidson donnera lecture d'une brève déclaration et nous passerons ensuite à la période des questions.

M. G. F. Davidson (Président, société Radio-Canada): Je suis très heureux de comparaître de nouveau devant le Comité de la radiodiffusion. Mon exposé sur les communications par satellite et le Bill C-184 est assez court. Il y a des textes anglais qu'on pourrait distribuer. Je dois ajouter que la traduction doit nous arriver d'ici une demi-heure; je demanderais au comité de me pardonner si je donne lecture du texte anglais à ce moment-ci.

Depuis le début de la présente décennie, Radio-Canada suit de près les innovations en matière de satellites. Les réseaux de la Société étaient parmi les premiers à se servir d'un satellite en orbite. En effet, ce moyen a été utilisé en 1963 pour fournir à la population du Canada des reportages en direct sur la Conférence des premiers ministres des pays du Commonwealth qui avait lieu en Angleterre. Depuis lors, la Société a utilisé, à des nombreuses reprises, les satellites pour la transmission d'informations, d'émissions spéciales et la diffusion des manifestations du Centenaire, prouvant ainsi l'intérêt qu'elle manifeste pour cette nouvelle technique.

La Société a également joué son rôle sur le plan international en participant, par l'intermédiaire de l'UNESCO, des Nations Unies et de l'Union Européenne de Radiodiffusion à des séances d'étude techniques ou juridiques, à des discussions sur la programmation, à des colloques et à des recherches ayant trait au vaste domaine de l'emploi des satellites. Nous

[Text]

international organizations at the present time.

Turning now to the consideration which the Committee is giving to Bill C-184, the Telesat Canada Act, I would like to make a few observations as to the part which the CBC may play in what is envisaged.

The CBC can use satellite facilities to advantage in carrying out the mandate of the national broadcasting service as expressed in the Broadcasting Act. A national satellite delivery system could be used by the Corporation to accomplish two major objectives:

(1) The provision of 'live' television to isolated areas not now served throughout the Canadian North.

(2) The delivery of 'live' French language television service across the nation, especially in the Canadian West.

In addition to this, the Corporation could use satellite facilities to implement, or augment, its present microwave system.

To accomplish this the Corporation would require a minimum of two and preferably three channels.

However, may I make it perfectly clear that I am talking about the use of satellites to deliver television signals to ground transmitters operated by the Corporation; I am not referring to direct satellite-to-home transmission which I understand is still quite a few years away—some say ten to fifteen years in the future.

Consequently, all that I have to say this morning pre-supposes two conditions:

(1) That the Corporation will be given the required amounts in public funds to enable it to establish the necessary ground stations in the North and also across Canada in the centres of French-speaking population, and

(2) that the Corporation will be given the necessary public funds to pay for the costs of program delivery—that is the rental of channels on the satellite—as well as the costs of any additional program production that may be involved.

At the present time our plans for the next five years envisage a system (this is planning based upon the assumption prior to the advent of the satellite) whereby we will establish up to forty (40) new television transmitters in the North in a form that we call a Frontier Coverage Package. This package is a television transmitter, normally low-powered, programmed through television recordings which are made at a distant CBC recording

[Interpretation]

participons, à l'heure actuelle, à bon nombre d'études et de projets en collaboration avec ces organisations internationales.

Pour en venir à la loi de la Telesat Canada, qui fait l'objet du Bill C-184 et que le Comité a devant lui, je voudrais vous exposer quelques détails du rôle que la Société Radio-Canada pourrait jouer dans ce domaine.

Les voies de communication par satellite seraient d'un grand avantage à la Société dans l'exécution de sa mission qui est de fournir le service national de radiodiffusion prévu par le législateur. En effet un système national de communication par satellite lui faciliterait la réalisation de deux grands objectifs:

1. La desserte des localités isolées du Grand Nord qui ne le sont pas encore par la télévision en direct.

2. L'extension du service français de télévision en direct à tout le pays, et notamment à l'Ouest.

La Société pourrait, en outre, se servir du satellite pour réaliser ou renforcer ses liaisons hertziennes.

Pour réaliser ces objectifs, la Société aurait besoin d'au moins deux et trois canaux de préférence.

A ce stade, je tiens à préciser qu'il s'agit du recours à un satellite pour relayer un signal de télévision à un émetteur terrestre de la Société. Il ne s'agit pas encore de transmission directe du satellite au récepteur domestique, réalisation qui, selon les renseignements dont je dispose, devra attendre encore 10 ou 15 années.

Par conséquent, tout ce que je vais dire repose sur deux conditions:

1. Que la Société reçoive les subventions nécessaires pour implanter des stations terrestres dans le Nord et dans les centres de population francophone du Canada, et

2. Que l'on accorde à la Société les subventions nécessaires pour couvrir les frais de transmission des émissions, c'est-à-dire la location des canaux du satellite, ainsi que les frais supplémentaires de production auxquels elle aurait à faire face.

A l'heure actuelle nous envisageons, pour les cinq prochaines années, (cette planification est fondée sur les hypothèses établies avant l'introduction du satellite) la création d'un système de diffusion dans le Nord exigeant l'implantation de quarante (40) nouveaux émetteurs de télévision. Il s'agit de ce que nous appelons les programmes destinés au Grand Nord composés d'émetteurs de télévision, qui sont généralement de faible puis-

[Texte]

centre and sent to the isolated areas by aeroplane. The shipping and recording costs of servicing these Frontier Coverage Packages are relatively high.

If the delivery of programming to the frontier stations could be changed from recordings and air transport to satellite, two things would happen:

(1) The money normally spent on the recording and delivery of tapes would go some way toward paying for the costs of a satellite delivery system.

(2) Instead of the four hours per day which we now broadcast on our Frontier Coverage Packages and the ten hours per day we are hoping and planning to provide at a later date, satellite delivery would provide the frontier transmitters with the same number of hours of television now broadcast on our city transmitters. I leave it to you in the Committee, Mr. Chairman, to form your own judgement as to whether that would be an advantage or not.

In another facet of our planning we envisage the development of facilities which would require our French-language television service to be delivered to key points all across Canada.

● 0950

Instead of using microwave for the main delivery system for this extended French-language service we could, of course, use satellite.

If we couple the estimated costs of the French-language delivery system with the estimated costs of the Frontier Coverage Package delivery system—using microwave and tape as we do at present—then we believe that the costs for delivering these services by satellite instead will not be very much different from those estimated for microwave and tape. I should add that in the Five-Year Forecast of our future financial requirements which we prepare annually for Treasury Board and for our own planning purposes, we have included sums of money which we believe would be adequate to meet the planned extensions that I referred to via microwave and Frontier Coverage Packages. These sums of money would also, in our opinion, cover in large part our requirements for providing the same services on an improved basis via satellite. Given a choice of the alternative methods of delivery—and the funds required for the purpose—we would naturally prefer the satellite delivery system, especially in the North. The clear advantage here is up

[Interprétation]

sance et dont la programmation est assurée par des bandes magnétoscopiques provenant des studios d'enregistrement de Radio-Canada et qui sont envoyés dans ces régions isolées par avion. Les frais d'enregistrement et d'expédition sont relativement élevés.

Si la desserte de ces émetteurs d'avant-poste pouvait se faire par satellite au lieu de par enregistrements et transport aérien, deux changements s'ensuivraient:

1. L'argent normalement dépensé pour les enregistrements et leur livraison servirait à couvrir une partie des frais de desserte par satellite.

2. Au lieu des 4 heures d'émissions par jour que nous fournissons actuellement grâce à ces programmes destinés au Grand Nord, et des 10 heures que nous espérons fournir plus tard au moyen de nos émetteurs d'avant-poste, la desserte par satellite nous permettrait d'assurer dans ces régions un service de télévision identique à celui des stations urbaines. Je laisse le soin au Comité de décider si cela représente un avantage ou non.

Dans un autre secteur, notre planification prévoit l'expansion de nos installations qui demandera la diffusion par notre réseau français de télévision des principales zones francophones du Canada.

Pour mener cette entreprise à bien nous pourrions utiliser un satellite au lieu des liaisons hertziennes.

Si nous additionnons les coûts estimatifs de l'expansion des moyens de communication pour le réseau français de télévision, d'une part, et pour les émetteurs d'avant-poste, d'autre part—alimentés par ondes hertziennes et bandes magnétoscopiques comme à l'heure actuelle,—nous devons conclure que les frais de réalisation de ces objectifs au moyen d'un satellite seraient sensiblement les mêmes qu'en ayant recours aux enregistrements et aux ondes hertziennes. Je dois vous signaler ici que dans les prévisions quinquennales de nos besoins financiers que nous établissons chaque année à l'intention du Conseil du Trésor et pour nos propres services de planification, nous avons prévu des montants que nous croyons suffisants pour réaliser nos projets d'expansion par liaisons hertziennes et par émetteurs d'avant-poste. Nous estimons que ce montant couvrirait une large part des frais de fourniture d'une version améliorée de ces mêmes services par satellite. Si la Société devait choisir entre ces moyens de transmission—et à condition de disposer des moyens

[Text]

to 12 or more hours per day of 'live' television with capacity to add, against 10 hours through the Frontier Coverage Package method of delivering by way of tapes and recordings.

There is only one question, Mr. Chairman, in the total equation: Will the necessary funds be made available? As of this moment the Corporation has no means of knowing whether it will be given the public funds to extend the French and Northern Services either by satellite or by microwave and tape.

This is a matter for Parliamentary decision. Given adequate financial support by Parliament for these developments and the choice of alternatives for delivering our French and Northern television program services, I have no hesitation in saying the Corporation would greatly prefer the satellite system.

The Chairman: Thank you, Mr. Davidson. We will begin questioning with Mr. Macquarrie.

Mr. Macquarrie: Thank you, Mr. Chairman.

I would like to thank Dr. Davidson for his succinct statement and to wish him well in his important and difficult job. This is the first time I have been in the Committee with him.

Dr. Davidson: There is no smokescreen there.

Mr. Macquarrie: He says "There is no smokescreen there" but there is not much smoke coming up from the CBC and we are glad of that.

I am very interested, Dr. Davidson, and I am sure others are too, in seeking the total cost not only to the Telesat Corporation but to Canadian society. I am therefore interested in the remark which you made about the CBC's function in the Telesat operation. I note that your prepared text indicates that you would require three channels but I think you interpolated "two or preferably three." Now in arriving at the cost of the CBC involvement what would be the rental on two or three channels?

Dr. Davidson: We have been given figures by officers of the Department of Communications. I am not certain whether or not any evidence has been given by them as to the

[Interpretation]

financiers voulus—nous préférierions un système de transmission par satellite, surtout pour le Nord. L'avantage le plus évident pour ces régions serait un service de télévision en direct d'au moins douze heures par jour et même plus, le cas échéant, au lieu de dix heures d'émissions enregistrées dans le cadre des programmes destinés au Grand Nord par voie d'enregistrements et de bandes magnétoscopiques.

Un seul élément d'incertitude plane sur tout ceci: les fonds voulus seront-ils alloués à la Société? A l'heure actuelle, la Société n'a aucun moyen de savoir si elle recevra les deniers publics qui lui permettront d'augmenter le rayonnement du réseau français ou du service du Nord grâce à un satellite ou à l'aide d'enregistrement et d'ondes hertziennes.

C'est au Parlement d'en décider. Si le Parlement nous octroie les fonds voulus pour ces réalisations et si l'occasion nous est offerte de choisir entre les deux techniques de transmission pour notre service de langue française et notre service du Nord, j'affirme sans hésitation que la Société optera pour la transmission par satellite.

Le président: Je vous remercie monsieur Davidson. Nous allons d'abord céder la parole à M. Macquarrie.

M. Macquarrie: Je vous remercie, monsieur le président. Je voudrais remercier M. Davidson d'avoir présenté un exposé intéressant et bref et lui souhaiter bon courage dans cette importante entreprise qui présente des difficultés. C'est la première fois que je suis au comité alors qu'il témoigne.

M. Davidson: Il n'y a pas d'écran de fumée là.

M. Macquarrie: Il dit qu'il n'y a pas d'écran de fumée. Mais il n'y a pas beaucoup de fumée qui sort de Radio-Canada et nous en sommes heureux.

Je m'intéresse beaucoup, monsieur Davidson, comme beaucoup d'autres membres du comité, au coût total, non pas seulement de la Société TéléSAT, mais de la société canadienne. Je m'intéresse donc à ce que vous avez dit au sujet du rôle de la société Radio-Canada dans l'exploitation de TéléSAT. Vous avez dit que vous auriez sans doute besoin de trois canaux, mais vous avez aussi parlé de «deux, ou trois canaux de préférence». Pour établir le coût de la participation de Radio-Canada, quel serait le coût de la location de deux ou de trois canaux?

M. Davidson: Le ministère des Communications nous a donné des chiffres. Je ne sais pas s'ils ont témoigné et révélé les taux qu'ils se proposent d'appliquer, et j'hésiterais donc à

[Texte]

proposed levies and I would have some hesitation, Mr. Macquarrie, in revealing to the Committee the information that they have given to us without some prior consultation with the Department of Communications. I would be glad to consult with them, if that is the wish, and see if they have any reluctance about my giving figures which they have quoted to me.

The Chairman: Mr. Davidson, we have been given some loose figures. They are to the extent that there must be a return of about 8 to 12 per cent on the invested capital. That means revenue of about \$18 to \$20 million and breaking down six channels this makes it about \$3 million. We understand from Trans-Canada Telephones that there will be a difference between what is charged for television and what will be charged to the telephone users, in which case the understanding was that there would be a lower rate to the television users than there would be to the telephone users.

Dr. Davidson: Mr. Chairman, this of course was my understanding. The discussions I have had with the officials of the Department of Communications indicate that if we were to take three channels of the six that are to be available on the satellite, the charges to us for these three channels would certainly be substantially less than half the global figures that they have stated as being their requirement for the total operation of a satellite.

Let me make it clear, Mr. Chairman, I have not the slightest objection to giving these figures. I am in a bit of a quandary whether the Department of Communications would be concerned about my giving them and perhaps the best procedure for me would be to consult with them or else for the Committee to ask the Department of Communications to reappear and if they are in a position to give those figures to give them directly to the Committee.

The Chairman: The Department will be reappearing in the afternoon of May 15.

Mr. Macquarrie: I assume you know the figures and therefore the indecision between two as against three is not a financial consideration?

Dr. Davidson: That is correct. The incremental cost of the third channel, it has been indicated to us, is a relatively small amount in relation particularly to the cost of the two initial channels.

Mr. Macquarrie: So the consideration is not financial.

[Interprétation]

révéler au Comité des renseignements qu'ils nous ont donnés sans d'abord consulter le ministère des Communications, afin de savoir s'ils m'autorisent à donner les chiffres en question.

Le président: Monsieur Davidson, on nous a donné des chiffres approximatifs. Ils estiment qu'il doit y avoir un revenu de 10 à 12 p. 100 sur les investissements, ce qui serait un revenu d'environ 18 ou 20 millions de dollars. Si on divise cela par les six canaux, le taux serait donc de \$3 millions de dollars par canal. Le Régime téléphonique transcanadien nous a laissé entendre qu'il y aura également peut-être une différence entre la location des canaux de télévision et la location prélevée pour les canaux de communications téléphoniques.

M. Davidson: C'est ce que j'ai cru comprendre, monsieur le président. D'après les pourparlers que j'ai eus avec les fonctionnaires du ministère des Communications, si nous louons trois des six canaux, nous devrions payer considérablement moins de la moitié des frais d'exploitation du satellite. Je n'ai pas du tout d'objection à vous donner ces chiffres, mais je me demande toutefois si le ministère des Communications serait d'accord. Je crois qu'il vaudrait peut-être mieux que je les consulte d'abord ou que le Comité demande au ministère de comparaître de nouveau, et qu'ils vous donnent les chiffres directement s'ils le peuvent.

Le président: Le ministère va comparaître de nouveau le 15 mai je pense.

M. Macquarrie: Dois-je en conclure que vous êtes au courant des chiffres que la raison pour laquelle vous hésitez entre deux et trois canaux n'est pas une question financière.

M. Davidson: C'est exact. On nous a dit que les frais additionnels pour la location du troisième canal est assez peu élevée par rapport aux frais de location des deux premiers canaux.

M. Macquarrie: Donc, ce n'est pas une question de finances.

[Text]

Dr. Davidson: It is not primarily financial.

Mr. Macquarrie: Not primarily financial.

Dr. Davidson: I could go on to say, Mr. Macquarrie, that our interest in the third channel arises from the difficulty of providing service to the scattered northern territories on a single time schedule. One of our channels would be allocated for the delivery of French language television service across the country and this would involve delivery of French language services to the settled parts of Canada where it is economically practicable to install delay facilities which will capture the French language broadcast as it is delivered on Eastern Standard Time, hold it for the appropriate time zone, and then deliver it one, two, or three hours later, as the case may be.

It is practicable to provide these delay facilities in the southern settled areas of Canada where the size of the population justifies the

• 0955

expenditure of moneys on the installation of these delay facilities. It is more difficult to justify providing delay facilities to cover three or four time zones in the scattered northern parts of Canada. Consequently, if we were to allocate, for the English language service being delivered to the North, only one channel and try to cover the entire North with one time zone delivery we might be delivering our programs three hours early in the eastern arctic and three hours late in the Yukon or vice versa. By the addition of a second channel we then are able to reduce the amount of time dislocation and to cover these different scattered communities of the North which are located in different time zones at a time of the day or the evening that is closer to the normal time which they would expect their program materials to be delivered.

Mr. Macquarrie: You have not made a decision whether or not this is a priority of the operation. This is what you can do.

Mr. Davidson: The third channel?

Mr. Macquarrie: The delay procedures.

Dr. Davidson: As far as I am concerned, Mr. Macquarrie, the third channel to permit the delay to be applied in the North is really an essential part of the total package and I would not wish to go into the North in delivery of programs by satellite having only one channel available for that purpose.

Mr. Macquarrie: I may not be understanding you clearly, but if it is essential, I would think that the third channel would be essential as well—in other words, your

[Interpretation]

M. Davidson: Il ne s'agit pas surtout de considérations financières.

M. Macquarrie: Pas surtout financières.

M. Davidson: Je pourrais ajouter que la raison pour laquelle nous nous intéressons à ce troisième canal, c'est que il est difficile de fournir un service aux régions éloignées du Nord avec un seul horaire. Un des canaux serait alloué à la diffusion des programmes de télévision en langue française, dans tout le pays, ce qui comporte la diffusion des émissions en langue française dans les régions colonisées du Canada, lorsqu'il est rentable d'établir des postes de retransmission qui capteront les émissions françaises lorsque nous les diffuserons selon l'heure normale de l'est, les emmagasinerons, et les retransmettrons deux ou trois heures plus tard.

Il est pratique de fournir ces services dans le sud du Canada, car le volume de population justifie les dépenses pour la construction

de ces installations. Il est plus difficile de justifier ces services lorsque trois ou quatre fuseaux horaires du Nord du Canada sont en cause. Si nous devons toutefois s'accorder qu'un seul canal pour la transmission des émissions en langue anglaise dans le nord du Canada en ne tenant compte que d'un seul fuseau horaire, nous diffuserions nos programmes trois heures trop tôt dans l'est de l'arctique et trois heures trop tard au Yukon. En ajoutant un second canal, nous limiterions l'écart entre le différent fuseau horaire tout en diffusant aux diverses collectivités de l'arctique qui se trouve dans différents fuseaux horaires à un moment du jour ou de la nuit qui est plus près de l'heure normale où ils s'attendent à les capter.

M. Macquarrie: Avez-vous déterminer s'il s'agit d'une question de priorité? Vous pourriez le faire.

M. Davidson: Le troisième canal?

M. Macquarrie: La question de la retransmission à retardement.

M. Davidson: En ce qui me concerne, monsieur Macquarrie, le troisième canal qui permettrait un service de retransmission à retardement dans le Nord est un élément essentiel de ce programme et je ne voudrais pas avoir à déservir le Nord au moyen d'un seul canal.

M. Macquarrie: Je ne vous comprends peut-être pas très bien, mais si cette question est essentielle, je serais porté à croire que le troisième canal sera essentiel également.

[Texte]

printed statement would stand more than your interpolation.

Dr. Davidson: I think that that is correct. I am not at this moment completely certain that three channels could be made available to us or would be made available.

The Chairman: I understand, Mr. Davidson, if I may interject here, that the information given by Mr. Kierans was based on the fact that you would be taking three, Trans-Canada Telephones would be taking one, CN-CP would be taking one and that Bell Canada would be taking one for the purposes of research.

Dr. Davidson: Well, we certainly want to take three—there is no question about that.

Mr. Macquarrie: We had been given to understand that three were available to you.

Dr. Davidson: At different stages I have had different indications of this.

Mr. Macquarrie: This I can understand.

Dr. Davidson: I am delighted to know that the three channels are available and I would like also to know that the moneys will be available.

• 1000

Mr. Macquarrie: Let us proceed to look into the amount of money which is available, which is perhaps the main thrust of your paper, to use the Minister's favourite expression. We have heard a good deal in the Committee about the 30 or 40 stations in the North which will be an essential complement to the receive-only stations of the Corporation. How many of these do you have on the drawing board and how much will they cost?

Mr. Davidson: Mr. Macquarrie, we have 13 in place at the present time. These are frontier coverage packages or remote stations where delivery of the programs has to be carried out by way of tape and film, which is delivered by air, because these stations are not connected to the microwave systems. We plan in the next five years to add to that number until we reach, I think it is, a total of 40 to 46. Each of these FCP's in terms of the capital cost—with one or two exceptions which are more expensive, such as the installations at Inuvik and Pine Point—of installing the frontier coverage package will run to about \$100,000.

Mr. Macquarrie: Frontier coverage is an operational aspect of present technology. I was referring to the stations referred to by the Minister and the Deputy Minister which would be built by Telesat, and as I understand it, this of course would be using satellite

[Interprétation]

Autrement dit, votre déclaration écrite vaudrait plus que votre extrapolation.

M. Davidson: Je crois que vous avez raison. En ce moment, je ne suis pas certain qu'on pourrait nous fournir trois canaux ni qu'on nous fournirait trois canaux.

Le président: Puis-je faire une interruption pour dire que les renseignements fournis par M. Kierans étaient, si je comprends bien, que vous prendriez trois canaux, le réseau téléphonique en prendrait un, les télécommunications CN-CP en prendrait un, et Bell Canada prendrait l'autre, à des fins de recherches.

M. Davidson: Nous voulons vraiment avoir trois canaux, c'est indiscutable.

M. Macquarrie: On m'a donné à entendre qu'on vous en offrait trois.

M. Davidson: On m'a laissé entendre des choses différentes à diverses étapes.

M. Macquarrie: Je le comprends facilement.

M. Davidson: Je suis heureux de savoir qu'on met trois canaux à ma disposition, et j'aimerais savoir si l'argent serait disponible.

M. Macquarrie: Voyons donc si l'argent est disponible, ce qui est peut-être le principal objet de votre déclaration pour reprendre une des expressions favorites du ministre.

Nous avons beaucoup entendu parler, au comité, des 30 ou 40 stations du Nord qui seront un complément essentiel aux stations uniquement réceptrices de la Société. Combien de ces stations sont sur la planche à dessin et combien coûteront-elles?

M. Davidson: Nous en avons 13 d'installées à l'heure actuelle. Elles desservent les régions périphériques ou les stations éloignées où la livraison des programmes doit se faire au moyen de rubans ou sur films livrés par la voie des airs parce que les stations ne sont pas reliées au réseau micro-ondes. Nous projetons d'en augmenter le nombre au cours des cinq prochaines années, jusqu'à ce que nous ayons atteint un total de 40 à 46. Chacune de ces stations, à une ou deux exceptions près qui sont plus coûteuses, par exemple, les installations d'Inuvik et de Pine Point, en termes d'investissement pour une installation, coûtera environ \$100,000.

M. Macquarrie: L'installation d'émetteurs d'avant-poste présente un aspect du fonctionnement de la technologie actuelle. Je me reportais aux stations mentionnées par le ministre et le sous-ministre, qui seront construites par Télésat, alors, tel que je le com-

[Text]

technology. It would require service transmission stations on your part. Mr. Gottlieb spoke about 30 or 40 of these in communities as small as 400 people.

Mr. Davidson: The frontier coverage package will serve the requirement that we will have to install there.

Mr. Macquarrie: You now have 13 of these and you are going to build 27 more?

Mr. Davidson: It is slightly more than that. I think we have between 40 and 46 listed in our five-year plan.

Mr. Macquarrie: So you will have 59 or 60 of them.

Mr. Davidson: No, up to 46.

Mr. Macquarrie: Oh yes.

Mr. Davidson: There are some 30 to 35 that are...

Mr. Macquarrie: Right. I am displaying my mathematical skill, which is only good up to about 50. What will the cost of this program be to the CBC?

Mr. Davidson: The cost of the frontier coverage package program, Mr. Macquarrie?

Mr. Macquarrie: Yes, the cost of the frontier coverage package program, if we continue to call it that in the satellite age. The cost generally of providing service to the people in the areas where Telesat contemplates building receive-only stations.

Mr. Davidson: You understand that we will have to install one of these transmit stations at every point where the Telesat Corporation installs a receive-only station. The capital cost of installing that, on the basis of our experience, with frontier coverage packages would normally be of the order of \$100,000. The frontier coverage package will serve the purpose of receiving the signal from the receive-only station of the Telesat Corporation and transmitting it within its range of transmission in exactly the same way as it now serves the purpose of taking film and tape material and transmitting it over that same area.

Mr. Dinsdale: It is completely adaptable.

Mr. Davidson: That is my understanding. We can use our presently-installed frontier

[Interpretation]

prends, cette station utilisera la technique des satellites. Cela demanderait le service des stations de transmission de votre part. M. Gottlieb a parlé de 30 ou 40 de ces stations dans les agglomérations dont la population comprend aussi peu que 400 personnes.

M. Davidson: Les émetteurs d'avant-poste serviront à combler le besoin qui existe dans ces régions.

M. Macquarrie: Vous en avez 13 en ondes, alors, vous allez en construire 27 de plus?

M. Davidson: C'est un peu plus que cela. Je crois que nous en avons de 40 à 46 d'inscrits dans notre plan de 5 ans.

M. Macquarrie: Vous en aurez donc 59 ou 60.

M. Davidson: Non, nous en aurons peut-être 46.

M. Macquarrie: Ah bon!

M. Davidson: Il y en a 30 à 35 dans le moment...

M. Macquarrie: Exact. Je démontre mes talents de mathématicien maintenant et je ne puis compter au-delà de 50. Qu'est-ce qu'il en coûtera à Radio-Canada pour assurer ce programme?

M. Davidson: Le coût de tout ce programme de diffusion au moyen d'émetteurs d'avant-poste, monsieur Macquarrie?

M. Macquarrie: Oui, le coût du programme d'installation d'émetteurs d'avant-poste si on doit continuer à l'appeler comme cela à l'âge des satellites. Dans l'ensemble, le coût d'assurer le service à la population des régions où Télésat projette de construire des stations uniquement réceptrices.

M. Davidson: Vous comprendrez que nous aurons à installer une de ces stations de diffusion à chaque endroit où Télésat installera une station uniquement réceptrice. Les frais de l'installation, d'après notre expérience avec les émetteurs de desserte des avant-postes, seraient normalement de l'ordre de \$100,000. L'émetteur de desserte des avant-postes servira à capter le signal de la station uniquement réceptrice de Télésat et à la diffuser sur sa bande de fréquence exactement de la même façon qu'il sert présentement à diffuser du matériel filmé ou sur bande destiné à la même région.

M. Dinsdale: Il peut être complètement adapté.

M. Davidson: C'est ce que j'en comprends. Nous pouvons nous servir des émetteurs de

[Texte]

coverage packages, we will not have to scrap them and start over again. If receiving stations are placed where those frontier coverage packages are now located we could go into operation with those 13. The operating cost of

• 1005

those for delivering tape and film by air, as we are presently doing, as I recall runs about \$47,000 a year at the present time. However, you must remember that we are only supplying four hours of programming a day to those frontier coverage stations at the present time. It is already in our plans and in our financial forecast of requirements that we will extend that time from four to ten hours. The extension of the time from four hours to ten hours and the provision of additional tapes and film and other material would up the annual cost of operation of each of those stations to something of the order of \$95,000 to \$100,000 a year.

Let us take for purposes of calculation the figure of 40 stations. If we were to have 40 stations and each one at a capital cost of \$100,000, this would involve the expenditure of \$4 million in capital. On the basis of four hours per day this would involve \$1,880,000 in operating expenses. On the basis of ten hours a day it would involve something on the order of \$4 million annually in operating expenses.

Mr. Macquarrie: We are nearly at a capital investment figure of \$5 million and an operating figure of \$4 million annually.

Mr. Davidson: A capital of \$4 million and an operating of \$4 million.

Mr. Macquarrie: Yes.

Mr. Davidson: This is the northern part only. If you were to take our plans for extending the French language service from coast to coast via microwave—and this would involve rental costs from the companies that furnish the microwave facilities—the cost would be on the order of a million and a quarter to a million and a half a year in microwave charges, which we would have to provide if we wanted to extend the French language service by microwave to the West. So, if you take that \$1.5 million and add it to the approximately \$4 million that it would cost to operate frontier coverage packages in the North at \$100,000 a year, you are then up to \$5.5 million.

[Interprétation]

desserte des avant-postes présentement installés: nous n'aurons pas à les démolir et à recommencer à zéro. Si ces stations réceptrices sont placées où ces émetteurs de desserte d'avant-postes sont installés présentement

nous pourrions nous mettre en ondes avec ces 13. Les frais d'exploitation de ceux qui livrent du film et des bandes par la voie des airs, comme nous le faisons maintenant sont, si ma mémoire est bonne, d'environ \$47,000 par année, en ce moment. Cependant, il faut vous rappeler que nous ne fournissons qu'une programmation de quatre heures par jour à ces émetteurs de dessertes d'avant-postes en ce moment. Il est déjà dans nos plans et dans nos prévisions financières sur les besoins, que nous prolongerons le temps d'antenne de quatre à dix heures. Le prolongement du temps de quatre à dix heures et l'approvisionnement additionnel en bandes et en films et autre matériel augmenterait le coût annuel d'exploitation de chacune de ces stations à environ \$95,000 à \$100,000 par année.

Prenons, pour les besoins de nos calculs, le chiffre de 40 stations. Si nous voulons avoir un réseau de 40 stations, chacune coûte environ \$100,000 en frais d'immobilisation, cela représente des dépenses d'immobilisation de l'ordre de \$4 millions. Si on diffuse quatre heures par jour, cela nous coûte en frais d'exploitation \$1,880,000; mais, si on diffuse 10 heures par jour, cela nous coûtera quelque \$3 millions annuellement en frais d'exploitation.

M. Macquarrie: Alors, nous avons déjà atteint des frais d'immobilisation de \$5 millions et des frais d'exploitation de \$4 millions par année?

M. Davidson: Des immobilisations de \$4 millions et des frais d'exploitation de \$4 millions.

M. Macquarrie: Oui.

M. Davidson: Ces dépenses ne visent que la région septentrionale. Si on devait exécuter les plans visant à élargir le service en langue française d'un océan à l'autre par voie de micro-ondes, cela entraînerait des dépenses pour la location des services d'hyperfréquences, et nous pourrions atteindre facilement un million et quart ou un million et demi de dollars par année en frais de micro-ondes pour étendre notre service en langue française vers l'Ouest. Si vous additionnez ce \$1,500,000 aux \$4 millions qu'il nous en coûterait pour exploiter les émetteurs d'avant-poste, vous atteignez \$5,500,000.

[Text]

There are some additional offsets that could be included in that, and we calculate—and this is perhaps the best way that I can help you on the charges side, Mr. Macquarrie—that if we were to extend French language services from coast to coast and if we were to put frontier coverage packages into service that were disconnected from our microwave networks in the North, the cost would be of the order of \$5.5 million to \$6.5 million as a charge on our future annual budgets if we were to do it by what you might call the traditional methods, and approximately that amount of money would be available—if future Parliaments were to make it available to extend these services in the orthodox way—for transfer to meet charges of the satellite services that we would have to rent from the satellite corporation.

Mr. Macquarrie: You are comparing the one with the other. I assume this would indicate that a comparable level of service could be rendered by existing technology by an extension of microwave.

Dr. Davidson: We do not think the level of service would be as good because the service to the frontier coverage station is delivered by air on tape and film with a two-week delay in a good many of these stations, and probably a longer delay as the number of stations builds up, but this can be regarded as a service that would compete with the instant delivery of program service to the same stations by satellite.

For example, I can tell you that yesterday I met with the member of my Board of Directors from the Northwest Territories and he had some more than mild criticism to offer of

• 1010

the fact that recently, in the four-hour package that was delivered to the frontier coverage stations in the North, in one week there were four hockey games lasting two hours. The hockey games were good ones, but they were delivered two weeks after they had been played. This is not quite as good service as we had hoped to be able to deliver by satellite to those frontier communities.

This illustrates the kind of difference in the quality of the service and, in addition, the number of hours of broadcasting that would be possible by satellite versus even the extended number of hours up to ten that we have planned on the basis of the standard methods of delivery of program.

[Interpretation]

Il y aurait quelques compensations supplémentaires qu'on pourrait ajouter; nous calculons, et c'est là pour moi la façon idéale de vous expliquer les frais qui nous incombent, nous calculons que si nous devions assurer la diffusion en français d'un océan à l'autre et mettre en service les émetteurs d'avant-poste qui ne seraient pas reliés à nos réseaux de micro-ondes dans les régions septentrionales, alors les dépenses seraient de l'ordre de \$5,500,000 à \$6,500,000 annuellement, si nous utilisons ce qu'on peut appeler les méthodes traditionnelles. On pourrait disposer de cette somme, si les législatures futures désiraient consacrer les mêmes fonds pour développer ces services de la façon orthodoxe, pour payer les services de satellite qu'il faudrait louer de la société Télésat.

M. Macquarrie: Vous faites la comparaison entre les deux systèmes. C'est donc que vous pourriez offrir un service comparable par la technologie existante, par l'extension du système micro-ondes?

M. Davidson: Nous ne pensons pas que ce système soit aussi bon, parce que la programmation pour les émetteurs d'avant-poste est livrée par voie aérienne sous forme de rubans et de films avec un retard de deux semaines pour plusieurs de ces stations et probablement plus longtemps encore à mesure que le nombre de stations augmentera, mais on peut considérer que ce service pourrait faire concurrence à la diffusion instantanée des émissions aux mêmes stations par voie de satellites.

Hier, j'ai rencontré le représentant des Territoires du Nord-Ouest à notre Conseil d'administration et celui-ci n'a pas mâché ses mots pour protester contre le fait que dans la

programmation de quatre heures qui a été envoyée récemment aux émetteurs d'avant-poste dans le Nord, en une semaine il y eut quatre parties de hockey d'une durée de deux heures chacune. Il s'agissait de parties intéressantes, mais elles furent présentées deux semaines après avoir été disputées. Ce n'est pas un aussi bon service que celui que nous aurions voulu offrir à ces régions, par satellite. Voilà qui démontre les différences qui existent dans la qualité du service et dans le nombre d'heures de diffusion possible par satellite par opposition au nombre d'heures prévues en utilisant les méthodes actuelles.

[Texte]

Mr. Macquarrie: Making the assumption that funds would be available, will you have any difficulty in construction, or in manning, or in finding suitable personnel? Will you have any difficulty in having these stations ready by the time the satellite is in operation in 1972?

Dr. Davidson: On the basis of our present planning, Mr. Macquarrie, we would not have all of these stations ready by the time the satellite is ready in 1972. The stations that I have referred to extend over the five-year period, which means from 1969 to 1974. Therefore, as of 1972, on the basis of our present plans, which is what I am talking about, we would not normally have more than about half the additional number of stations ready.

This could be accelerated. If the funds were made available to make it possible for us to step up our program and construct an additional number of Frontier Coverage Packages, this could be done within the time frame. This would simply mean providing a larger amount of capital funds at an earlier date.

Mr. Macquarrie: Yes. You made reference earlier to delay units. What is the economic reality in those? How much will that technology cost?

Dr. Davidson: I just do not know the answer to that. I will have to ask my colleagues if they can give any indication of what would be the cost of the delay facilities for the French-language service to the west.

Mr. J. P. Gilmore (Vice-President, Planning, Canadian Broadcasting Corporation): The westerly stations for the French language would be provided, as is the case, Mr. Macquarrie, for CBWFT in Winnipeg, with the two-unit video tape delay equipment which usually runs installed at very close to \$400,000 capital amount. At the present time, for the isolated situation of CBWFT in Winnipeg we do not have a live microwave connection. We supply that station with video tape from Montreal, and we cannot supply it with the full broadcasting day by this means. But even for a broadcast day of from about 2.30 in the afternoon to 12:30 midnight, and a little earlier on Saturday and Sunday, the cost is of the order of \$300,000 to \$350,000 a year.

In the case of new French-language stations in, let us say, the main centres in the west, such as Winnipeg, Vancouver and Edmonton, these would be complete television broadcasting stations on a standard VHF channel, and would have facilities from the satellite corporation to receive the satellite transmission on eastern standard time. They would have

[Interprétation]

M. Macquarrie: Supposons que les fonds seront disponibles: auriez-vous des difficultés à construire et équiper ces stations et à trouver le personnel nécessaire pour assurer leur mise en service lorsque les satellites seront prêts à fonctionner en 1972?

M. Davidson: En nous basant sur nos prévisions, je puis vous dire que toutes ces stations ne seront pas prêtes en 1972. Les stations que j'ai mentionnées sont prévues dans un plan de cinq ans, de 1969 à 1974. En 1972, nous n'aurons donc complété qu'environ la moitié des nouvelles stations dont il est question.

Nous pourrions aller plus vite. Si nous avions à notre disposition les fonds nécessaires, nous pourrions aller plus vite que nous ne le prévoyons présentement et terminer le tout dans ce délai. Il suffirait tout simplement de mettre à notre disposition plus d'argent et de le faire plus rapidement.

M. Macquarrie: Oui. Vous avez parlé, plus tôt, de centres de rediffusion. Combien cela coûterait-il?

M. Davidson: J'ignore la réponse. Peut-être mes collègues savent-ils ce qu'il en coûterait pour ces installations nécessaires au réseau français dans l'Ouest.

M. J. P. Gilmore (Vice-président à la planification—Société Radio-Canada): Les stations de langue française, dans l'Ouest, seraient desservies par CBWFT à Winnipeg à l'aide de l'équipement magnétoscopique dont le coût se situe aux environs de \$400,000. À l'heure actuelle, pour le poste CBWFT de Winnipeg, nous n'avons pas de lien direct. Ce poste est alimenté par rubans magnétoscopiques qui viennent de Montréal. Mais il est impossible d'offrir toutes les émissions nécessaires à une journée de diffusion de cette façon. Même si la journée de diffusion débute à 14 heures 30 et se termine à minuit trente, et si elle est un peu plus longue le samedi et le dimanche, il nous en coûte entre \$300,00 à \$350,000 par année.

Dans le cas des nouvelles stations francophones des centres principaux de l'Ouest, comme Winnipeg Vancouver, et Edmonton, il s'agirait de stations complètes diffusant sur canaux VHF. Elles seraient équipées de façon à pouvoir capter les émissions transmises par satellites. À l'aide de magnétoscopes ces émissions seraient enregistrées puis diffusées,

[Text]

video tape recorders to receive that feed coming in and then delay it and intermix it with their local programming of three hours later, in the case of Vancouver. That equipment costs in the order of \$250,000 to \$300,000 capital.

Its operating cost, of course, is a different thing entirely and involves the use of the satellite channel. Does that describe the situation?

• 1015

Mr. Macquarrie: It is an interesting description. I am interested again, I might say, in the raw-cost figure on this. Perhaps I could summarize for Dr. Davidson what I want to know.

I am interested in knowing, as I cannot help but think, are the people of Canada, what it will cost the country, through your Corporation, for the CBC to be involved in the Telesat operation providing the maximum opportunities for better and improved service to the people of the North and those whose language is French. I am sure you have had many discussions with the Communications Department. What is the total figure of the funds with which you end your statement?

Dr. Davidson: First of all, Mr. Macquarrie, may I make it quite clear that our ability to participate in the rental of channels on the satellite is dependent upon future additions to our present budget.

Our future plans call for the extension of the French-language service coast to coast, for which we do not now have the funds; and they call for the extension of coverage to the scatter locations of the north of Canada, for which our present budget does not provide.

As I said in my statement, we have made provision in our Five Year Forecast of requirements for the inclusion of the necessary funds, additional to our current level of budget, to make possible the provision of these two services through what I call the standard, existing methods of microwave delivery, or delivery by way of tape and film to the frontier television stations.

What I am really saying is that if we had any way of assuring ourselves that Parliament was going to make available the additional funds that we have included in our statement of requirements for future years to enable us to do these two jobs by orthodox methods of transmission, we could say to you that that same amount of money that you would provide to us in addition to our current budget, to enable us to deliver these services in the French language coast-to-coast

[Interpretation]

trois heures, plus tard à Vancouver, de concert avec les émissions produites localement. Cet équipement nécessite une mise de fonds de \$250,000 à \$300,000.

Pour ce qui est des frais d'exploitation, c'est différent puisqu'il faut recourir aux satellites. Est-ce que cette description de la situation vous va?

M. Macquarrie: Il s'agit d'une description intéressante. Ce qui m'intéresse ce sont les chiffres bruts. J'aimerais savoir, et le peuple canadien aussi, ce qu'il coûterait au pays pour que Radio-Canada, en se joignant au service de Télésat, puisse offrir un meilleur service dans le Grand-Nord et à la population de langue française. Je suis convaincu que vous avez eu de nombreuses discussions avec le ministère des Communications. Quel est ce chiffre que vous avez mentionné?

M. Davidson: Tout d'abord, Monsieur Macquarrie, permettez-moi de clarifier ce point: Nous ne pourrions leur louer des circuits sur le satellite qu'à la condition que notre budget soit majoré.

Nos projets prévoient l'expansion du service de diffusion de langue française d'un océan à l'autre, ce que nos finances ne nous permettent pas de faire présentement; de même que l'amélioration du service disponible dans le Grand-Nord, pour laquelle l'expansion nous ne disposons pas de fonds non plus.

Comme je l'ai dit dans ma déclaration du début, nous avons inclus dans nos prévisions quinquennales les fonds qui nous seront nécessaires, en plus de notre budget actuel, pour nous permettre d'offrir ces deux services à l'aide de ce que j'appelle les méthodes normales de diffusion par liaisons hertziennes ou par l'expédition de films et de rubans aux stations éloignées.

Si nous étions assurés que le Parlement nous accordera les fonds supplémentaires dont nous aurons besoin pour effectuer ces deux tâches, par des méthodes orthodoxes de diffusion, nous pourrions vous dire que ces sommes que vous nous accorderiez en plus de notre budget pour nous permettre d'offrir ce service, en français, d'un océan à l'autre, et pour desservir le Grand-Nord, nous les utiliserions pour louer deux ou trois des canaux du satellite afin d'assurer, grâce au

[Texte]

and to the North, we can re-allocate to the rental of two to three channels on the satellite and provide, through the satellite, a better service to these same unserved parts of Canada than we can through the plans that we have in our forecast requirements at the present time.

The operating magnitudes of this, as I have indicated to you, run from \$6.5 to \$7.5 million a year in terms of the amounts that we would be able to divert from our forecast of requirements as set out in the budget that we have forecast for future years. We can divert that to the rental of satellite channels instead of spending the same amount of money on the delivery of the French-language service by microwave to the west and by 40 to 45 Frontier Coverage Packages to the North.

That does not include the capital cost. The capital cost of the Frontier Coverage Packages in the North is very much the same, whichever way you do it, because it is essentially the same installation that is going to be set up alongside the receiving stations.

In my judgment, the capital cost of the delay facilities is not a significant factor. You may have to provide for a number of delay centres in the western part of Canada, but we have a very considerable installation in Calgary at the present time, with a good deal of delay facility equipment, and I would not think that this would be a very significant factor. Perhaps I should rephrase that by say-

• 1020

ing it might cost in the order of \$1 to \$2 million to provide the necessary delay facilities.

Mr. Macquarrie: Do I take it, then, that this more advanced stage of technology does not allow you to provide good services to the North, and the other areas mentioned, at a cheaper rate than the orthodox technology?

Dr. Davidson: Mr. Chairman, it depends on the number of stations that you would be serving in the North. The incremental costs of adding channels and adding frontier coverage package stations would result, as the number of these stations increases, in a diminution of the cost in comparison with the cost of providing it by standard means.

Mr. Macquarrie: After the expenditure on the satellite and all the rest has been made, the cost of service will be no cheaper than if the satellite had never been orbited.

[Interprétation]

satellite un meilleur service à ces régions du pays que nous ne pourrions le faire à l'aide de ce plan dont nous parlons dans nos demandes.

Comme je vous l'ai dit, nous pourrions utiliser, différemment, de \$6.5 à \$7.5 millions par année de ces sommes dont nous vous avons dit que nous aurions besoin au cours des années à venir. Nous pourrions utiliser cet argent pour louer des canaux du satellite plutôt que de l'utiliser pour alimenter par liaisons hertziennes les stations de langue française de l'Ouest et de 40 à 45 émetteurs d'avant-poste dans le Nord.

Ceci ne tient pas compte des frais d'immobilisation. Les frais nécessaires à l'installation de ces émetteurs d'avant-poste dans le Nord est à peu près le même, quelle que soit la méthode utilisée parce que les installations nécessaires, dans le voisinage des stations réceptrices, sont à peu près identiques.

A mon avis, les dépenses d'immobilisation nécessaires à l'aménagement des centres de rediffusion n'est pas un facteur prépondérant. Il sera peut-être nécessaire d'aménager plusieurs de ces centres dans l'Ouest du pays. Toutefois, nous avons un centre important à Calgary, et de nombreuses pièces d'équipement de sorte que je ne crois pas qu'il s'agisse d'un facteur important. Peut-être devrais-je

dire, en d'autres mots, qu'il en coûterait de \$1 à \$2 millions pour l'aménagement des installations nécessaires.

M. Macquarrie: Dois-je comprendre, alors, que cette phase plus avancée de la technologie ne vous permet pas de fournir un service au Nord canadien et les autres services que vous avez mentionnés à un coût moins élevé que ce ne serait possible par les méthodes plus orthodoxe?

M. Davidson: Cela dépend du nombre de stations que vous desservirez dans le Nord. Les frais supplémentaires de l'addition des canaux et des émetteurs de desserte, à mesure que le nombre de postes augmenterait, diminueraient par rapport à la somme nécessaire pour le service, conformément aux règles normales.

M. Macquarrie: Après les dépenses pour le service lui-même et pour tout le reste, le coût ne sera pas moins cher que si les satellites n'avaient jamais été placés en orbite?

[Text]

Dr. Davidson: In the short term, I think that is true. In the long term I think that is not true.

Mr. Macquarrie: That deflates my expectation of this new technology.

Dr. Davidson: I would, however, remind you that we were comparing a service based upon delivery of four hours of program or ten hours of program. It is on basis of ten hours that I have been giving you my figures. We are setting that opposite a delivery of service by way of satellite that provides the same number of hours of programming to the North that are provided to people living in the settled parts of Canada at the present time. If you were to take my figures, which I remind you involved an estimate of \$47,000 a year to deliver to one frontier coverage package station four hours of programming and \$100,000 to deliver ten hours, and endeavour to calculate the cost of providing to each frontier coverage package by tape and film the same number of hours of programming that are delivered to the residents of the settled parts of Canada, you would find the costs of delivery would increase from \$100,000 to upwards of \$170,000 to \$175,000 a year to provide the full total coverage to the frontier coverage packages that we provide the people in settled parts of Canada. This throws the financial advantage to delivery by satellite.

Mr. Macquarrie: I have just one wrap up question, Mr. Chairman.

Dr. Davidson: Do you follow that calculation, Mr. Macquarrie?

Mr. Macquarrie: Yes. You have mentioned the five-year plan, if that does not have a connotation of 50 years ago. What is the over-all figure on this five-year operation?

Dr. Davidson: The over-all figure for...

Mr. Macquarrie: Putting it in a very simple way, how much will your involvement in the satellite process be, if we are going to have a satellite, which we will on a five-year basis. What will be the total shot, to use a vulgarism.

Dr. Davidson: I do not really understand your question on a five-year basis. I do not think, if I may say so with respect, it has any meaning. The principal cost to us will be the fees that the satellite corporation will charge us for the rental of two or three channels. I have given you something of the order of magnitude by indicating to you the amount of money we would have available to devote to

[Interpretation]

M. Davidson: Je pense qu'à courte échéance, c'est vrai, mais à long terme, non.

M. Macquarrie: Je suis un peu déçu par la technique moderne.

M. Davidson: Je vous rappelle toutefois que nous comparons un service de 4 ou 10 heures d'émission. C'est sur une base de dix heures que je vous ai donné les chiffres. Nous sommes en train d'installer un service par satellite qui donne le même nombre d'heures d'émissions dans le Nord que ce qui est fourni actuellement aux résidents des parties habitées du Canada. D'après mes chiffres, et je vous rappelle que ces chiffres indiquent \$47,000 par an pour livrer à un émetteur d'avant-poste 4 heures d'émission, et \$100,000 par 10 heures, et j'ai essayé de calculer le coût pour assurer à chaque émetteur de desserte par bandes magnétoscopiques et par films, le même nombre d'heures d'émission offertes aux résidents des parties peuplées du Canada, vous remarquerez que les coûts du service augmenteraient de \$100,000 à \$170,000 ou \$175,000 par an pour servir en entier les émetteurs d'avant-poste, pour le même service donné aux centres du Canada. Cela fait pencher la balance du côté des satellites.

M. Macquarrie: Je n'ai posé qu'une question globale.

M. Davidson: Est-ce que vous suivez ce calcul, monsieur Macquarrie?

M. Macquarrie: Oui. Vous avez mentionné le plan quinquennal si cela ne remonte pas à 50 ans. Quel est le chiffre total pour le service de cinq ans?

M. Davidson: Le chiffre global pour...

M. Macquarrie: Je pose ma question très simplement. Combien coûtera le service par satellites, si nous avons un satellite pendant cinq ans? Quel en sera le coût total?

M. Davidson: Je ne comprends pas très bien monsieur Macquarrie, la base de cinq ans. Je ne pense pas, si je puis dire avec respect, que cela ait un sens. Le coût principal pour nous équivaldra au prix que la société des satellites demandera pour la location de deux ou trois canaux. Je vous en ai indiqué l'ordre de grandeur en vous fournissant les sommes d'argent que nous aurions à

[Texte]

that out of our future budgets, which runs about \$6.5 to \$7.5 million a year. This is what we think we would have available for the rental of satellite channels out of the projections we have made of our future requirements.

In addition to that, we have to make some provision for the capital costs of providing the transmitter stations. These run \$100,000 per unit on the average. What the total cost would be over the five-year period depends on the number of units that you install. Add to that the annual cost of the microwave rentals of about \$1.5 million a year and this is about as complete a picture as I can give you at this stage.

Mr. Macquarrie: With respect, the five-year figure came from yourself. It was not a numeral that I esoterically chose...

• 1025

Dr. Davidson: Yes, but Mr. Macquarrie if I may say so, I spoke about over the five-year period but I did not refer to any single figure that would represent the global capital. I can multiply five if you like by \$7.5 million and say \$37.5 million. Add to that the capital cost over five years of the frontier coverage package is 40 times \$100,000. If the figure \$41.5 million has any meaning for you add to that perhaps a couple million dollars for the delay facilities to make it \$43.5.

It is like saying I have 29 pieces of fruit in my refrigerator and three of them are cucumbers, seven of them are apples and eight of them are oranges. The figures do not belong together...

Mr. Macquarrie: I cannot be that detached about \$43 million.

The Chairman: Mr. Perrault?

Mr. Perrault: Mr. Chairman. We are all pleased to see Dr. Davidson back here again. I enjoyed his previous testimony before the Committee.

I have a question about the ground stations. Where will the components be manufactured for these ground stations. Do we have the technology in Canada to enable us to build this equipment and these facilities within Canada?

Dr. Davidson: Can I clarify your question Mr. Perrault. You are talking about the...

Mr. Perrault: I am talking about the receiver ground stations in the North country. Where will the components be manufactured?

[Interprétation]

y consacrer, d'après nos prévisions futures, qui s'élève à environ 6 à 7 millions et demi de dollars par année. C'est ce dont nous disposerons pour la location des canaux par satellite d'après les prévisions que nous avons faites de nos besoins futurs.

En outre, nous devons prévoir le coût d'installations des postes d'émetteurs qui s'élève à \$100,000 par unité en moyenne. Quel en sera le coût total sur une période de cinq ans, compte tenu du nombre d'unités que l'on va installer? Ajoutez-y le coût annuel de la location d'une onde hertzienne d'environ 1.5 millions de dollars. C'est à peu près la meilleure illustration que je puisse vous donner pour l'instant.

M. Macquarrie: C'est vous qui avez mentionné le chiffre de cinq ans. Ce n'était pas un chiffre que j'avais pris au hasard...

M. Davidson: Si vous me le permettez, monsieur Macquarrie, j'ai parlé d'une période de cinq ans, et non pas d'un seul chiffre qui représenterait le capital global. Si vous le voulez, je peux multiplier cinq par 7 millions et demi de dollars et dire que cela sera environ de 37 millions et demi de dollars. Ajoutez-y le coût d'installation des émetteurs de desserte sur cinq ans, et cela représentera 40 fois \$100,000. Si le chiffre de 41 millions et demi de dollars vous dit quelque chose, ajoutez aussi les quelques millions de dollars pour les installations à retard, cela porte le chiffre à 43 millions et demi de dollars.

C'est comme si je disais que j'ai 29 fruits dans mon frigidaire dont 3 concombres sept pommes et huit oranges. On ne peut pas les additionner...

M. Macquarrie: Je ne puis pas être aussi détaché au sujet de 43 millions de dollars.

Le président: Monsieur Perrault.

M. Perrault: Il nous fait plaisir de revoir Monsieur Davidson parmi nous. J'ai beaucoup apprécié son témoignage la dernière fois.

J'ai une question au sujet des stations au sol. Où seront fabriqués les éléments de ces stations? Avons-nous au Canada les installations techniques pour fabriquer cet équipement et ces installations au Canada?

M. Davidson: Puis-je résumer votre question? Vous parlez des...

M. Perrault: Je parle des stations réceptrices au sol dans le Nord. Où seront fabriqués les parties composantes?

[Text]

Dr. Davidson: I cannot answer this question because the receiver ground stations will not be the responsibility of the Corporation. Our responsibility will be to set alongside the receiver station, which receives the signal from the satellite...

Mr. Perrault: Oh yes.

Dr. Davidson:... a transmitter station that will pick up the signals from the receiving station and transmit them into the individual home.

Mr. Perrault: That will be a Telesat Canada corporation responsibility.

Dr. Davidson: The first of these will be their responsibility.

Mr. Perrault: I imagine that your engineers would have a considerable role, however, in advising this new corporation about the methods of proceeding?

Dr. Davidson: Like Bacchus we are willing. I should say that so far as the transmitting stations are concerned, it was the CBC engineers who developed the frontier coverage package. We are familiar with what goes into the building of them now and I think I will have, if I may, Mr. Chairman, Mr. Hayes the Vice-President of Engineering, speak to that for a moment. My understanding is that the frontier coverage package is substantially of Canadian production.

Mr. Perrault: Just to clarify my thinking, you will receive a delivered signal from the Telesat receiver and then the frontier station will take over and do the distribution job.

Dr. Davidson: That is right.

Mr. Hayes, could you say a word about, let us say, the Canadian content of the frontier coverage package.

Mr. J. E. Hayes (Vice President, Engineering Canadian Broadcasting Corporation): Yes, the system itself is designed by our own engineers and the components parts are bought through Canadian companies. Some of the parts are imported by these Canadian companies from the United States, though I cannot tell you what percentage. However, basically it is built and assembled in Canada.

Mr. Perrault: That is an encouraging thought. Now this may have been covered, I was out for a few minutes, but I notice on page 2 of your presentation... well on page 3, I am sorry, it says:

(1) The money normally spent on the recording and delivery of tapes would go

[Interpretation]

M. Davidson: Je ne peux pas répondre à cette question, parce que ce n'est pas à la Société que ces stations incomberont. Nous devons nous occuper d'installer à côté de la station de réception, qui reçoit le signal du satellite...

M. Perrault: Oui.

M. Davidson: Une station émettrice qui captera les signaux de la station de réception et les transmettra dans chaque foyer.

M. Perrault: Cela relèvera de la Télésat Canada.

M. Davidson: Ils s'occuperont des premières.

M. Perrault: J'imagine que vos ingénieurs auront un rôle considérable à jouer sur le plan consultatif, vis-à-vis de cette nouvelle société pour ce qui est des méthodes à suivre?

M. Davidson: Comme "Bacchus", nous en avons l'intention. Je devrais dire, qu'en ce qui concerne les stations émettrices, ce furent les ingénieurs de la Société Radio-Canada qui ont m.s au point ces émetteurs de desserte. Nous sommes au courant de leur fabrication maintenant, et je demanderai, avec votre permission, monsieur le président, que M. Hayes, vice-président de la section du Génie, vienne vous en parler. Si je comprends bien, les émetteurs de desserte sont en très grande partie de fabrication canadienne.

M. Perrault: Quelques détails pour m'aider. Vous allez recevoir un signal du récepteur Télésat et la station d'avant-poste prendra la relève et fera la distribution.

M. Davidson: C'est exact.

Monsieur Hayes, pourriez-vous nous dire quelque chose au sujet du pourcentage de la fabrication canadienne qui entre dans ces émetteurs.

M. J. E. Hayes (vice-président du Service du génie, Société Radio-Canada): Oui, le système a été conçu par nos ingénieurs et les pièces composantes sont achetées à des compagnies canadiennes. Certaines pièces sont importées par ces compagnies des États-Unis, je ne saurais dire quel pourcentage. Mais, fondamentalement, cela est fabriqué et assemblé au Canada.

M. Perrault: C'est encourageant. Cela a pu être examiné, mais je suis sorti de la salle pendant quelques minutes. A la page 2 de votre discours, enfin à la page 13, je m'excuse, il est écrit:

1. L'argent normalement dépensé pour les enregistrements et leur livraison

[Texte]

some way toward paying for the costs of a satellite delivery system.

Then on page 4 you state:

... believe that the costs for delivering these services by satellite instead will not be very much different to those estimated for microwave and tape.

Those two statements seem to be in opposition to each other. It is suggested on page 3 there will be some saving on recording and delivery of tapes that will help pay for the costs of the system and then on page 4 you say the costs are not going to be very much different.

Dr. Davidson: I do not see any inconsistency, if I may say so, Mr. Perrault.

Mr. Perrault: Is there not?

Dr. Davidson: What I am saying in sentence one is based on forgetting the cost attributable to the extension of the French network and looking at the problem of extending service to northern parts of Canada only.

Mr. Perrault: That relates more to the French network in other words.

Dr. Davidson: No. The recording and delivery of tapes refers to the cost of recording and delivering tapes to these isolated outposts which we do by air. They are not connected to the microwave.

● 1030

Mr. Perrault: Yes.

Dr. Davidson: As I have mentioned, the cost per frontier coverage package at the present time, when we are manufacturing and delivering only four hours of program a day, is about \$47,000 per year per station. Ten of them will cost \$470,000 a year to service for four hours. If you extend that to 10 hours a day, the cost will be \$100,000 a unit and for 10 units you would be incurring \$1 million a year in operating costs to service those frontier coverage stations.

I am saying the money normally spent on servicing those stations in that way by recording from tapes would go some way towards paying the cost of a satellite delivery system.

In other words, you could take that \$1 million we are now spending on shipping the stuff in by air and you could divert that toward the cost of a satellite. Then add to

[Interprétation]

serait libéré et paierait une partie des frais de desserte par satellite.

Vous dites ensuite à la page 4:

Nous devons conclure que les frais de réalisation de ces objectifs au moyen d'un satellite seraient sensiblement les mêmes qu'en ayant recours aux enregistrements et aux ondes hertziennes.

Ces deux phrases semblent contradictoires. A la page 3, on semble indiquer qu'on enregistrera une certaine économie sur l'enregistrement et le desserte des enregistrements, ce qui aidera à payer les frais du système, et à la page 4, vous dites que les frais ne seront pas très différents.

M. Davidson: Il n'y a pas d'opposition entre ces deux choses, si je puis dire.

M. Perrault: Il n'y en a pas?

M. Davidson: A la phrase, il faut oublier le coût attribuable au prolongement du réseau français et en examinant le problème de l'extension du service dans le Nord canadien seulement.

M. Perrault: Cela se rapporte plutôt au réseau français autrement dit.

M. Davidson: Non. L'enregistrement et l'expédition des enregistrements se rapportent au coût d'enregistrement et de livraison des bandes magnétoscopiques aux stations isolées que nous faisons par avion. Ils ne sont pas liés aux ondes hertziennes.

M. Perrault: Oui.

M. Davidson: Comme je l'ai mentionné plus tôt le prix d'un émetteur de desserte pour l'enregistrement et l'expédition de 4 heures d'émissions par jour s'élève à environ \$47,000 par an par station. Pour 10, ce sera \$470,000 par année pour un service de quatre heures. Si on prolonge jusqu'à 10 heures par jour, le coût sera \$100,000 l'unité et pour 10 unités, il sera de 1 millions de dollars en frais d'exploitation pour desservir ces émetteurs de desserte.

Je dis que l'argent dépensé normalement pour desservir ces stations de cette manière aidera à payer le coût du système d'expédition par des enregistrements et des bandes magnétoscopiques par satellite.

Autrement dit, vous pourriez prendre le million de dollars que nous dépensons maintenant pour transporter ces bandes par avion, et le porter au compte du coût du service par

[Text]

that the increased number of these, and our plans call for increasing these frontier coverage packages to 40, and you are up to \$4 million as the delivery cost to service 40 frontier coverage packages with 10 hours of programming a day. That makes a contribution which we could divert to the rental of satellite channels amounting to about \$4 million. Do you follow me so far?

Mr. Perrault: Yes, I follow that.

Dr. Davidson: Then, add to that the rental costs we would incur if we were to extend the French network service across Canada by microwave. There is about \$1.5 million there, we estimate. That brings you up to \$5.5 million.

Without going into the further details we see somewhere between \$6.5 million and \$7.5 million available, not out of our present budget—I want to emphasize that—but out of the budget that we would have to extend the French language and other services to the North if we were to be given the budgets that our forecast of requirements for future years indicate as being necessary. We cannot deliver the French network coast to coast or extended services to the North on the basis of our 1969-70 budget.

Mr. Perrault: How many people are going to be served, do you think, in the North country? You mentioned 40 plus outlets. How many people are we speaking of, do you think?

Dr. Davidson: I think the calculations we have made would indicate that something less than 200,000 people would be served by these 40 outlets.

Mr. Perrault: Are you talking about...

Dr. Davidson: I am talking about the frontier coverage packages. The French-language population to be served by the French network extension West would be an addition to that.

Mr. Perrault: Speaking about the French network extension West, you talk in terms of VHF channels being used for this purpose. In the Vancouver area, for example, is it not a fact that the existent VHF channels are taken up. Are you thinking of going into UHF in Vancouver, Edmonton and Winnipeg?

Dr. Davidson: We will have to go into UHF in Vancouver if my memory serves me correctly, but there are VHF channels available in Edmonton. There are two VHF channels

[Interpretation]

satellite. Et, si on y ajoute le nombre supplémentaire, dans nos projets, on prévoit d'augmenter le nombre des stations de desserte à 40 et il faut 4 millions de dollars pour expédier 10 heures d'émissions par jour à 40 stations de desserte. Environ 4 millions de dollars pourraient être portés à la location de voies de satellite. Me suivez-vous?

M. Perrault: Oui.

M. Davidson: Ajoutez-y le coût de location que nous devrions payer si on étendait le réseau français d'un bout à l'autre du Canada, par voie d'ondes hertziennes, qu'on évalue à 1 million et demi de dollars, cela porte le chiffre à 5 millions et demi de dollars.

Sans entrer dans les détails, nous prévoyons une somme de 6.5 à 7.5 millions de dollars disponibles, qui ne proviennent pas de l'extérieur de l'actuel budget des dépenses, j'insiste là-dessus, mais du budget que nous aurions à élargir pour les services de langue française et pour d'autres services dans le Nord, si on accepte les prévisions budgétaires que nous jugerons nécessaires pour les années à venir. Nous ne pouvons servir le réseau français, d'un océan à l'autre ou étendre les services dans le Nord avec notre budget de 1969-1970.

M. Perrault: Combien de personnes profiteront de ces services dans le Nord? Vous avez mentionné quarante nouveaux émetteurs de télévision. De combien de personnes s'agit-il d'après vous?

M. Davidson: Je pense qu'on a calculé qu'un peu moins de 200,000 personnes profiteraient du service de ces quarante émetteurs.

M. Perrault: Parlez-vous de...

M. Davidson: Je parle des émetteurs d'avant poste. Pour étendre le réseau français dans l'ouest, afin de desservir la population de langue française, ce serait une autre affaire.

M. Perrault: En parlant de l'établissement du réseau français dans l'Ouest, vous parlez des canaux à hyperfréquence (VHF). N'est-il pas vrai que dans la région de Vancouver, par exemple, ces canaux sont déjà réservés? Est-ce que vous avez songé à donner un service par UHF à Vancouver, Edmonton et Winnipeg?

M. Davidson: Si ma mémoire est honne, nous devons le faire à Vancouver. Mais à Edmonton, on peut déposer de voies VHF. A l'heure actuelle il y en a deux. Il nous faudra

[Texte]

available now in Edmonton. We will have to utilize whichever channels are available from one location to another.

Mr. Perrault: Have you established any target dates for this extension? It depends on the satellite network presumably then?

Dr. Davidson: No, our plans call for us to go into some of these frontier areas in any event with the frontier coverage package that we will build because it can be used linked up to the satellite when the satellite arrives.

Mr. Perrault: Just a matter of taking a different type signal then.

Dr. Davidson: We will deliver by air until we can deliver by satellite. In the West our plans call for us to move into some of these communities with French-language television broadcasting on the same basis that we now deliver that service to Winnipeg, which essentially has a program service delivered to it in the same way the frontier coverage has a service delivered.

Mr. Perrault: Yes.

Dr. Davidson: We would have to fly out tapes and recordings to service the Vancouver French-language television station if we were able to get one there, or Edmonton, in the same way we now deliver service to Winnipeg. All of this pending the arrival of the satellite which makes the delivery that much easier.

● 1035

Mr. Perrault: We have heard testimony over recent days from people in the communications industry and we talked about the economics of a satellite system. In your personal opinion would it be fair to say that you cannot measure the value of the satellite system purely in terms of economics?

Dr. Davidson: I think that is undoubtedly true, Mr. Chairman. You cannot measure the alternatives of delivering service by, what I call, the standard orthodox methods. With the alternative method of delivery by way of satellite there will be differences in the facility with which program service can be delivered; the satellite system of delivery delivers the signal all over the North.

The question that remains once the satellite is up and delivering the signal is how do you capture the signal, by your receiving station, and how do you deliver it retail, house to house, by your transmitting station. Whereas, if you proceed on, what I call the standard basis of trying to deliver service to the North

[Interprétation]

utiliser les canaux qui sont disponibles d'un endroit à un autre.

M. Perrault: Avez-vous fixé des dates limites pour cette extension? Cela dépend probablement du réseau par satellites?

M. Davidson: Non. Nos plans prévoient l'installation d'émetteurs d'avant-poste dans certaines régions frontalières, parce qu'il seront reliés au satellite lorsque celui-ci fera son apparition.

M. Perrault: Il s'agit simplement de changer le genre de signal alors.

M. Davidson: Nous allons continuer l'expédition par avion jusqu'à ce que nous puissions livrer par satellite. Pour l'Ouest, nous prévoyons d'implanter la télévision de langue française dans certains endroits comme à Winnipeg dont le service d'émission est livré de la même manière que le service expédié à la région frontalière.

M. Perrault: Oui.

M. Davidson: Il nous faudrait envoyer les bandes magnétoscopiques et les enregistrements par avion pour desservir la station de télévision de langue française de Vancouver si nous pouvions en avoir une, ou à Edmonton, de la même façon qu'à Winnipeg, tout cela en attendant la venue du satellite, qui rendra la livraison beaucoup plus facile.

M. Perrault: Nous avons entendu, ces derniers jours, le témoignage de diverses personnes de l'industrie des télécommunications, et nous avons parlé de l'économie d'un système de satellite. Pensez-vous qu'il serait juste de dire qu'on ne peut pas mesurer la valeur du service par satellite sur le plan purement économique?

M. Davidson: Evidemment, c'est vrai. On ne peut pas évaluer les autres méthodes de livraison des services par des méthodes que j'appelle orthodoxes et normales. Avec la méthode de livraison par satellite, il y aura des différences de l'installation avec laquelle l'émission pourra être livrée. Le système de satellite donne le signal partout dans le Nord.

Lorsque le satellite sera en orbite, et qu'il donnera le signal, il s'agira de savoir comment la station réceptrice va capter ce signal et le distribuera d'un foyer à l'autre par notre station émettrice. Si on procède par la méthode que j'appelle normale pour essayer de livrer le service dans le Nord soit par ondes hert-

[Text]

either by way of microwave or by the methods we are using now, the microwave required to really link up the North is fantastic to contemplate in terms of its complexity and cost. Also, the rather halting way that we are now proceeding to deliver a service by frontier coverage package unit by unit by unit is a painfully slow way of accomplishing the ultimate objective of servicing the entire North by telecommunications.

Mr. Perrault: I must say, Mr. Chairman, the last time Dr. Davidson was before the Committee, I think there was some discussion about the quality of satellite transmission. I saw some of the footage from France at the time of de Gaulle's resignation and it has immeasurably improved over the earlier quality.

Dr. Davidson: There is no question about that.

Mr. Perrault: It is almost comparable to domestic microwave transmission now, which is an encouraging thing.

Dr. Davidson: I would like the technical experts of the Corporation to comment on that, Mr. Perrault. Clearly the quality of transmission by satellite is improving all the time. There are standards set as benchmarks for the determination of quality standards and perhaps Mr. Hayes, who is our Vice President of Engineering, could say a word about this because it is worth talking about.

Mr. Perrault: I would be interested to hear.

Mr. Hayes: As far as the technical standards are concerned, we expect the satellite will deliver quality which is the equivalent of what we are now getting on the microwave system across Canada. There will be the fact that at noontimes during the equinoxial period there will be sun-outages for a few minutes, but this is something that will have to be accepted until such time as there are two satellites up there. However as far as the picture and sound quality is concerned, it will be top-notch.

Dr. Davidson: There will be a sign suddenly appearing on your screen that says, "Do not adjust your sets until we move the moon".

Mr. Perrault: Thank you.

Mr. McCleave: Dr. Davidson, am I correct in assuming that if you have the use of the satellite you would still require some 40 new television transmitters? Is that correct?

[Interpretation]

ziennes ou par les méthodes utilisées en ce moment, la méthode par les ondes hertziennes nécessaires pour relier tout le Nord serait très complexe et très coûteuse.

Et, l'hésitation que nous avons manifestée à desservir le Nord, par des stations d'avant-poste, unité par unité, est une méthode pénible pour réaliser notre but ultime de desservir le Nord par les télécommunications.

M. Perrault: Je dois dire, monsieur le président, que la dernière fois que monsieur Davidson a comparu devant le Comité, je crois qu'on a discuté de la qualité de la transmission par satellite. J'ai vu certaines bandes transmises de France par satellite au sujet de la démission de de Gaulle, et la qualité était nettement meilleure qu'avant.

M. Davidson: Il n'y a pas de doute là-dessus.

M. Perrault: Et cela se compare à la transmission par ondes hertziennes à l'intérieur du pays, ce qui est encourageant.

M. Davidson: J'aimerais que les experts techniciens de la Société viennent témoigner là-dessus, monsieur Perreault. Il est évident que la qualité de la transmission par satellite s'améliore de jour en jour. Il y a des normes fixées comme point de repaire pour déterminer les normes de qualité et monsieur Hayes, vice-président du Génie, pourrait peut-être nous en parler davantage.

M. Perrault: Je serais intéressé de l'entendre.

M. Hayes: En ce qui concerne les normes techniques, nous pensons que les satellites assurent la transmission d'émissions de qualité comparables à celles que nous offrons par le système à ondes hertziennes dans tout le Canada. Durant les périodes d'équinoxe, à midi, il y aura des moments de silence par ci par là causés par le soleil. Mais c'est une chose qu'il faudra accepter jusqu'à ce qu'il y ait deux satellites en orbite.

Mais, en ce qui concerne la qualité du son et de l'image, cela correspondra à la meilleure qualité possible.

M. Davidson: On fera passer un écriteau devant l'écran avec l'inscription: «N'ajustez pas votre appareil jusqu'à ce que nous déménagions la lune».

M. Perreault: Merci.

M. McCleave: Monsieur Davidson, est-ce que j'ai raison de présumer que si vous utilisez les satellites, vous aurez toujours besoin d'environ 40 nouveaux émetteurs de télévision? Est-ce juste?

[Texte]

Mr. Davidson: That is correct.

Mr. McCleave: Would each one of these involve a ground receiving station perched alongside?

Dr. Davidson: Yes, that is my understanding.

Mr. McCleave: Since this involves, I take it, a fair amount of construction activity and I imagine that is pretty expensive up North, has any thought been given to putting them both, as it were, under one roof to produce some saving to the taxpayer, who is also the shareholder of Telesat?

Dr. Davidson: I think at an earlier stage there was a good deal of exploration of the alternatives here, either that Telesat should construct both the receiving ground station and the transmitting unit, or alternatively, some unit that might be a single user in an isolated area. It might be a common carrier in another part of the country, and they might build the receiving ground station and the transmitting part of the unit as well.

• 1040

I take it the final decision taken by the government, was that Telesat would be responsible for the ground station that receives the signal, but that it would not get into the broadcasting business which is involved in taking that signal and delivering it to the individual home.

Mr. McCleave: Does that mean, then, that we are in a two-buildings concept? Is this what the decision amounts to?

Dr. Davidson: The two units will be located side by side.

Mr. McCleave: Side by side.

Dr. Davidson: I think I am correct in saying that we are satisfied, especially if the unit costs that I have heard referred to on the Telesat side are correct, the unit costs of building these two as a responsibility of separate agencies should not be greater than the cost of building a single installation. That may be hard for both of us to accept and credit at this moment, but my understanding is that the cost per unit of the ground receiving station will be of the order of \$100,000, and we know from experience, and can give you the figures on it, that the cost per unit of our own frontier coverage packages is of the order of \$100,000.

I will give you a few of the figures \$72,000, Lynn Lake; \$73,000, Churchill Falls; \$91,000, Cassiar; \$100,000, Watson Lake; \$121,000,

[Interprétation]

M. Davidson: C'est exact.

M. McCleave: Est-ce que chacun de ces émetteurs nécessiterait une station réceptrice au sol à côté?

M. Davidson: Oui. Je le crois.

M. McCleave: Est-ce qu'on a pensé, puisque cela implique beaucoup de construction et que cela coûte très cher dans le Nord, est-ce que l'on a songé à les mettre tous les deux sous le même toit pour faire économiser le contribuable qui détient aussi des parts dans Télésat?

M. Davidson: Je pense qu'à une étape antérieure, on a exploré d'autres méthodes soit que Télésat construise la station de réception au sol et l'émetteur, soit au seul poste qui pourrait être un seul usager dans un endroit isolé. Cela aurait pu être un exploitant dans une autre partie du pays et aussi, la construction d'une station réceptrice au sol et une partie du poste émetteur.

Le gouvernement a opté en fin de compte pour que Télésat se charge de la station au sol qui reçoit le signal mais qu'elle ne doit pas assurer la retransmission qui équivaut à capter le signal et à le transmettre au foyer.

M. McCleave: Doit-il y avoir deux édifices, à ce moment-là? C'est là où doit aboutir la décision?

M. Davidson: Les deux services seront situés l'un à côté de l'autre.

M. McCleave: Oui?

M. Davidson: Je crois pouvoir dire que nous sommes convaincus, surtout si le coût unitaire dont on a fait mention a trait à Télésat, et est exact, le coût unitaire de construction de ces deux services par des organismes distincts ne devrait pas être plus élevé que si on construisait une installation unique. Il nous est peut-être difficile d'accepter et d'acquiescer cette assertion comme telle à ce moment-ci, mais je crois comprendre que le coût unitaire de chaque poste de réception au sol s'établira à environ \$100,000, et nous savons, par expérience (les chiffres peuvent le prouver) que le coût de chaque unité de notre émetteur d'avant-poste s'élève à environ \$100,000. Je vais vous donner certains chiffres: \$72,000 à Lynn Lake; \$73,000 à Churchill Falls; \$91,000 à Cassiar; \$100,000 à Wat-

[Text]

Whitehorse. It is for figures of this order of magnitude that, on the basis of our actual experience with construction of frontier coverage packages, we can deliver that transmitting unit alongside of the receiving station.

The Chairman: Dr. Davidson, the figure we were given by the Department of Communications was \$60,000 for that transmitting unit.

Dr. Davidson: Have they built any of them?

Mr. De Bané: I think, Mr. Chairman, they said around \$100,000.

The Chairman: The calculations which we were given were \$150,000 for earth stations plus \$60,000 for the transmitting unit, for a total of \$210,000 for the completed unit. According to the testimony which Dr. Davidson has given us, it will be another \$40,000 for a total figure of \$250,000.

Mr. De Bané: I understood Dr. Chapman to say that the smallest one would be around \$100,000.

The Chairman: Mr. De Bané, you will find the figures on 1491 and page 1493 of the Minutes of Proceedings.

Mr. McCleave: May I follow that up? This aspect is very, very serious because we are getting into the costs of linking and power supplies, and we are getting into the costs of putting heat in these buildings, or building, and I am hoping that it will be a duplex operation; that there will be one large building, half CBC and half Telesat. I hope that this is what the CBC, at least, is aiming for and certainly we will take it up with the Minister when he gets back.

Dr. Davidson: Mr. McCleave, could Mr. Hayes say a word on that.

Mr. McCleave: Well, perhaps. Is there any technical objection to this, Mr. Hayes? Are there going to be electronic transmitting problems or receiving problems created by having this highly complicated equipment side by side in one building? Could this happen?

Mr. Hayes: We do not expect so; in fact, we expect to share sites, and we have already done this in many areas where we share sites with the communication companies now. For instance, if we have an existing transmitter, or a transmitter planned, we may provide space in our building for the microwave equipment which the communication companies will use. In many cases we even carry

[Interpretation]

son Lake et \$121,000 à Whitehorse. C'est pour des chiffres de cette importance que grâce à notre expérience dans la construction d'émetteurs d'avant-poste, nous pouvons livrer cette unité de transmission tout près de l'unité du poste récepteur.

Le président: Monsieur Davidson, le chiffre présenté par le ministère des communications était de \$60,000 pour cette unité de transmission.

M. Davidson: En ont-ils construit?

M. De Bané: Je crois, monsieur le président, qu'ils avaient dit environ \$100,000.

Le président: Les chiffres que nous avons obtenus étaient \$150,000 pour les stations terrestres, plus \$60,000 pour l'unité de transmission, ce qui fait un total de \$210,000 pour chaque unité complète. Selon les témoignages de M. Davidson, il y aura une autre tranche de \$40,000, ce qui porte le total à \$250,000.

M. De Bané: Le docteur Chapman a déclaré que la station la plus petite coûterait environ \$100,000.

Le président: Monsieur De Bané, vous allez trouver ces chiffres à la page 1493 et 1491 des rapports du comité.

M. McCleave: Permettez-moi de poursuivre cette discussion. Cet aspect est extrêmement important car nous devons discuter des frais d'embranchement, d'électricité et de chauffage et j'espère que ce sera un seul édifice qui logera et la Société Radio-Canada et Télésat. J'espère que c'est au moins ce que la Société Radio-Canada veut entreprendre, et nous en discuterons certainement avec le Ministre lorsqu'il sera de retour.

M. Davidson: M. Hayes pourrait-il dire un mot à ce sujet-là, monsieur McCleave?

M. McCleave: Peut-être. Auriez-vous des objections du côté technique, monsieur Hayes? Prévoyez-vous des problèmes de transmission ou de réception électronique créés par la proximité de ces deux installations complexes qui se trouveraient logées dans le même édifice?

M. Hayes: Nous ne le croyons pas; en fait nous avons l'intention de partager les locaux. C'est ce que nous avons fait dans plusieurs cas où nous avons partagé les installations des sociétés de transmission. Par exemple, si nous avons un émetteur déjà installé, ou que nous prévoyons en installer un, nous pourrions réserver, dans notre bâtiment, l'espace nécessaire pour le matériel micro-ondes et dont les

[Texte]

this further and share sites with private stations. So, we fully expect that these will normally be integrated installations in the sense that there will be one building containing all the equipment except the dish, and so on, which must be outside, and that if we are there first, and have the site, that they would install their equipment on our site and so on.

Mr. McCleave: So, whoever builds first is the landlord and the other fellow is the tenant in this operation?

Mr. Hayes: It does not necessarily work this way; it could. I think there will be a good deal of discussion on every site. For example, we propose now working with the existing satellite group engineers when we are choosing new sites so that we will choose a site for our transmitter which would be suitable for the receiving point for the satellite receiving station. We very likely will be working too before actual installations are done on a pilot project to work out some of the technical details. As far as the construction problem is concerned, we do not see it any more difficult than many of the jobs that we have done to date dealing with ordinary microwave feeds.

Mr. McCleave: From the standpoint of personnel, is it possible to have them train people who could work both sides of the building, as it were, both receiving from the satellite and seeing that the transmitting equipment is functioning properly? Can this be done jointly, or do you have to have two separate staffs at each of these 40-odd receiving stations?

Mr. Hayes: I would hope that we could work out a joint operation. Again, we have done this in several installations where we have mutually agreed on who is going to do the maintenance on the equipment. We have many variations of this for our own stations: we may use a local radio service man to look out after small problems, and then we will fly in our maintenance man if something serious happens. We can work them all out. Our objective is basically to have the most efficient over-all operation.

[Interprétation]

sociétés de transmission feront usage. Dans plusieurs cas, nous allons même jusqu'à partager l'espace avec des stations privées. Par conséquent, nous croyons qu'il s'agira d'installations intégrées, c'est-à-dire qu'il y aura un seul bâtiment qui abritera tout le matériel, sauf bien entendu, le réflecteur parabolique qui doit nécessairement se trouver à l'extérieur, et que, si nous sommes les premiers à acheter cet emplacement, ils installeront leur matériel sur cet emplacement.

M. McCleave: Par conséquent, le premier qui construit est le propriétaire, et celui qui vient par la suite est le locataire?

M. Hayes: Cela ne fonctionne pas nécessairement de cette façon. Je crois que chaque emplacement fera l'objet de discussions. Par exemple, nous nous proposons actuellement de travailler en collaboration avec les ingénieurs du groupe de satellites déjà installés, lorsque nous devrons choisir de nouveaux emplacements afin que le site que nous aurons choisi pour notre émetteur convienne, du point de vue de la réception, à la station de réception par satellite. Avant que les travaux d'installation ne soient terminés, nous tenterons de mettre au point les détails techniques d'un projet pilote. Pour ce qui est du problème de la construction, nous ne croyons pas qu'il soit plus difficile que ceux auxquels nous avons dû faire face jusqu'ici en ce qui concerne l'alimentation ordinaire en micro-ondes.

M. McCleave: Je voulais demander ce qui se passerait dans le cas du personnel. Est-il possible de former des techniciens qui pourraient desservir les deux entreprises? C'est-à-dire des techniciens qui pourraient s'occuper du fonctionnement du poste récepteur par satellite, tout en assurant le bon fonctionnement du matériel de transmission? Peut-on faire ce travail conjointement, ou devrait-on disposer de deux groupes séparés pour chacune de ces 40 stations de réception?

M. Hayes: J'espère que nous pourrions mettre au point une opération conjointe. Encore une fois c'est ce que nous avons fait dans plusieurs cas où il y a eu accord mutuel sur la partie qui devra assurer l'entretien du matériel. Il y a eu bien des variantes, pour ce qui est de nos propres stations: nous pourrions charger un technicien local de s'occuper de petits problèmes et s'il s'agit de problèmes sérieux, nous pourrions envoyer, par avion, un de nos ingénieurs. De cette façon nous pouvons nous occuper de toutes les stations. Il s'agit surtout de mettre au point une opération d'ensemble des plus efficaces.

[Text]

Dr. Davidson: These will be essentially unattended stations as far as our end of it is concerned. Is that clear, Mr. McCleave?

Mr. McCleave: It is clear now.

Dr. Davidson: But we will have to provide a maintenance service from the outside.

Mr. McCleave: So this probably involves somebody who makes regular rounds to each of these stations; yes, I see your point.

Perhaps it is unfair to ask this question, but from the Telesat people's standpoint, do you know whether they would have to have full-time employees there or not?

Dr. Davidson: No, I do not. But I can certainly assure you that, so far as the Corporation is concerned, the principles of maritime thrift and common-sense, which characterize all of the decisions of the Corporation, will prevail.

Mr. McCleave: We might get into some of that a little later on this morning, Mr. Chairman, in another field, and the area is a long way from Atlantic Canada.

Dr. Davidson, have you any figures on the power supplies into these sites, and who pays the major part of that? As the transmitter, I suppose you do.

Mr. Hayes: On most of our frontier coverage packages the power requirements are very small; they are very light installations. There are two exceptions planned where the power supplies will be more elaborate. I do not have any figures for what the satellite receiving stations will require, but I would not expect it would be serious either.

Mr. McCleave: I suppose these will be centred in communities, and you take the normal electric feed in those communities?

Mr. Hayes: Wherever it is feasible to do so, yes.

Mr. McCleave: Is battery the alternative?

Mr. Hayes: More likely small diesel generator units. But again, we are not talking of large units.

Mr. McCleave: Thank you.

Dr. Davidson: May I add, Mr Chairman, that with the departmental people concerned we have a joint group working on a model project that is designed to see how these

[Interpretation]

M. Davidson: C'est-à-dire nos stations ne seront pas surveillées. Est-ce clair monsieur McCleave?

M. McCleave: C'est clair à présent.

M. Davidson: Mais il nous faudrait nommer un agent de service, venant de l'extérieur.

M. McCleave: C'est-à-dire que quelqu'un devra se rendre à chacun de ces postes de façon régulière: oui, je vois ce que vous voulez dire. C'est peut-être injuste de poser cette question, mais du point de vue de Télésat, savez-vous s'ils devront désigner des employés à plein temps?

M. Davidson: Non, je ne le sais pas. Mais je puis vous assurer qu'en ce qui concerne la Société Radio-Canada, les principes de bon sens et d'économie qui caractérisent toutes les décisions de la Société seront appliquées.

M. McCleave: Nous pourrions aborder certains aspects de cette question un peu plus tard dans la matinée, monsieur le président, dans un autre domaine, car nous sommes encore bien loin des provinces de l'Atlantique.

Monsieur Davidson, avez-vous des chiffres pour ce qui est de la fourniture de courant électrique dans ces emplacements et qui payera la majeure partie des frais?

M. Hayes: En ce qui concerne la plupart de nos émetteurs d'avant-poste, la consommation de courant est très faible; étant donné que les installations sont très légères. Toutefois, dans deux cas, la consommation sera beaucoup plus importante. Je n'ai pas les chiffres pour les stations de réception par satellite, mais je ne crois pas qu'ils soient élevés.

M. McCleave: Je m'imagine que ces installations se concentreront dans les collectivités où vous vous ravitaillerez en électricité?

M. Hayes: Oui, si la situation le permet.

M. McCleave: Quelle est l'alternative? Une batterie?

M. Hayes: Non. Il s'agira plutôt de petits générateurs diesel. Mais je le répète, il ne s'agit pas de grosses unités.

M. McCleave: Merci.

M. Davidson: Puis-je ajouter, monsieur le président que nous avons au sein du ministère un groupe mixte qui est en train de mettre au point un projet modèle destiné à

[Texte]

problems of interconnection and common design, and so on, can be reconciled as between the two organizations.

The Chairman: Mr. La Salle, on a supplementary.

• 1050

M. La Salle: On parle de plus en plus de donner des services aux minorités françaises dans les neuf provinces. Sera-t-il plus facile pour Radio-Canada d'offrir des émissions en français aux minorités françaises avec ce système de satellites qui me fascine, ainsi que tous les députés et toute la population? Deuxièmement, je sais qu'il faut toujours considérer la question du coût, mais, abstraction faite du coût, est-ce qu'il sera possible de donner des émissions en français aux minorités françaises à travers le pays?

The Chairman: I do not think I am going to permit that at this time because it is not a supplementary. It is a question in itself. I will put you down for recognition later on. Mr. De Bané?

M. La Salle: On a parlé tantôt des émissions en français.

M. De Bané: Monsieur le président, j'ai cru comprendre, ce matin, que nous avons actuellement deux systèmes. Premièrement, nous avons le système classique des micro-ondes qui dessert assez bien la plus grande partie de la population, mais qui, d'autre part, à cause de son coût, n'atteint pas en totalité les deux groupes linguistiques, en ce sens qu'à Radio-Canada, le réseau français est assez limité, et le réseau anglais, s'étendant de l'Est à l'Ouest, ne dessert quand même pas toute la population du pays. Quant à l'autre système d'émetteurs d'avant-poste qui en est à ses débuts, c'est un système assez pauvre en ce qu'il diffuse environ 4 à 5 heures par jour et des émissions parviennent plusieurs semaines, ou plusieurs jours après les événements.

Maintenant, nous étudions le troisième système, celui du satellite. A première vue, il me semble que c'est là la solution la plus pratique, du moins d'une façon conceptuelle, pour un pays comme le nôtre qui est très grand et très peu peuplé. Nous prévoyons un satellite géostationnaire dont les signaux pourront être perçus avec la même intensité, n'importe où au pays, et, toujours au point de vue conceptuel, nous pouvons imaginer des stations terrestres n'importe où au pays pour pouvoir capter ses signaux.

Je pense que... oui, monsieur le président?

[Interprétation]

concilier ces problèmes entre les deux organisations.

Le président: Monsieur La Salle?

Mr. La Salle: More and more is said about providing services for the French minorities in the nine provinces. I would like to know if this satellite system, which fascinates me and also all the MPs and the public, will be a system that will make it easier for the CBC to give French programs to the French minorities?

Secondly, I know that the cost factor must always be kept in mind but, notwithstanding this, will it be possible to give programs in French to the French minorities throughout the country?

Le président: Je ne crois pas pouvoir permettre cette question en ce moment-ci, car il ne s'agit pas d'une question supplémentaire. C'est une question en soi. Vous pourrez poser votre question plus tard. Monsieur De Bané?

Mr. La Salle: We spoke about French programs a while ago.

Mr. De Bané: Mr. Chairman, if I understood correctly this morning, we now have two systems. First, there is the standard microwave system that serves the main part of the population fairly well, but which, on the other hand, because of its cost, does not provide total coverage to the two language groups, i.e. the CBC French network is rather limited, and the English network, which goes from east to west, does not, however, reach the entire population of the country. As far as the Frontier Coverage Package System is concerned, which is in its early stages, is a rather poor system in that it gives only four or five hours of television a day and there is a delay of several days or weeks between programs and events.

Now, we are studying the third system, i.e. the satellite system. At first glance, it seems that this is the most practical solution, at least conceptually, for a country like ours which is very vast and very sparsely populated. We expect to have a geostationary satellite which would broadcast a signal that would have the same intensity when picked up in any part of the country. It would be received all over the country. It is also possible to conceive that ground stations will be built all over the country to receive these signals.

I think that... yes, Mr. Chairman?

[Text]

The Chairman: I was going to ask when you were going to come to your question. We will be having a meeting on the 15th at which you can make statements and speeches. But we are here today to elicit information.

Mr. De Bané: Statements are out of order today.

The Chairman: That is correct. We are here to elicit information.

Mr. De Bané: May I ask you if you have any idea of the rate that one will pay for a channel on the satellite system?

Dr. Davidson: I am back to my difficulty, but if you take the figures that I believe are on the record, that Telesat will have to receive income of the order of \$18 million—I think that is the budget objective of the satellite corporation—and divide that over six channels, it works out to an average of \$3 million per channel. And the understanding that I have is that to rent one channel will cost you more than that. The cost will diminish as the arrangements are concluded for an additional number of channels.

All that I can say to you at this stage, Mr. De Bané, is that the parameters of cost, as I understand them, are of the order of \$3 to \$4 million per channel for the first or second channel, with a sharp reduction in the probable cost of the third channel if it were made available to us.

The Chairman: They are giving volume discount.

M. De Bané: Dois-je comprendre que, vu la souplesse, du système de satellites qui, contrairement au système à micro-ondes qui est limité à sa route est-ouest, pourra fonctionner dans toutes les directions, le loyer qui sera chargé à Radio-Canada soit environ 3 ou 4 millions de dollars vous semble, au point de vue économique, une affaire avantageuse?

Dr. Davidson: We think that whatever they charge us, they are going to charge us too much. I would not take any other position at this stage.

Mr. De Bané: Yes, but let us say, at the moment...

Dr. Davidson: I read in the paper that Mr. Kierans has the same complaint about Air Canada overcharging for postal service. I am going to say to Mr. Kierans that he is overcharging us for rental of these satellite channels, and I am going to do my best to persuade him that he should give them to us for less.

[Interpretation]

Le président: J'allais vous demander quand vous poseriez votre question? Lors de la réunion du 15, vous pourrez faire des déclarations et des discours. Nous sommes ici pour avoir des renseignements.

M. De Bané: Les déclarations sont irrecevables aujourd'hui.

Le président: C'est exact. Nous voulons obtenir des renseignements.

M. De Bané: Je voudrais vous demander si vous avez une idée du prix que l'on paiera pour un seul canal du réseau de satellite?

M. Davidson: J'en reviens au problème que j'ai mentionné tout à l'heure. Si vous vous en tenez aux chiffres qui ont été exposés, Télésat devra recevoir des revenus d'environ 18 millions de dollars. C'est là, je crois, le budget de la société. Divisez cela par six canaux, et vous obtenez une moyenne de 3 millions de dollars par canal. On m'a dit, la location d'un canal coûterait plus que cela. Et le coût va diminuer à mesure qu'augmentera le nombre des canaux.

Monsieur De Bané, je puis simplement vous dire que les paramètres des frais sont de l'ordre de 3 millions à 4 millions de dollars et que le troisième canal coûtera considérablement moins cher que le premier ou le deuxième.

Le président: On fait une réduction sur le nombre.

Mr. De Bané: Should I conclude that, in view of the flexibility of the satellite system which, contrary to the microwave system which is limited to its east-west channel, will be able to operate in all directions, the rent which will be asked from the CBC, i.e. about 3 or 4 million dollars, seems to be a beneficial matter to you, from the economic viewpoint?

M. Davidson: Nous croyons que tout ce qu'on va nous demander sera toujours trop élevé. C'est tout ce que je puis dire.

M. De Bané: Oui, mais pour le moment...

M. Davidson: D'après les journaux, M. Kierans estime que la société Air-Canada exige des frais trop élevés pour le service postal. Quant à lui, il nous demande trop d'argent pour la location de son système de satellites et je vais essayer de le persuader de nous louer son système à un prix moins élevé.

[Texte]

Mr. De Bané: I am sure that this approach is just for joking.

Dr. Davidson: It is not for joking, I assure you. How can I give any commitment to rent channels on a satellite at Mr. Kierans' prices when I do not know at this stage what the Treasury Board and the government and the Parliament of Canada are going to give me in the way of funds to extend the services of the corporation.

I want to emphasize once again at the risk of being repetitious that our present budget does not permit us to achieve the objectives that we have set out in our five-year forecast. To achieve those objectives of extending a French-language service across Canada and extending service to the North, we will have to have from Parliament funds that are additional to the funds that we are now receiving in our 1969 budget.

If we get those in the quantities that we consider are essential to carry out our extension of services plan under standard methods, we feel that we can finance our share of the rentals of satellite channels. If we do not get that, we cannot do it under either of the two alternative methods.

I have to make that clear because I think there may be an assumption that somehow or other, out of the \$166 million that we hope Parliament will appropriate for our operating requirements in the year 1969-70, we can find the moneys in that budget to service our rental of satellite channels. That is not the case.

Mr. De Bané: I think, Mr. Davidson, I was misunderstood. I was not perhaps clear enough. I will express myself in French.

Dans le moment, les Télécommunications CN CP ont un canal est-ouest dont la construction leur a coûté environ 75 millions de dollars et dont le revenu brut annuel est d'environ 20 millions de dollars. Un canal est-ouest. C'est dans cet esprit que je posais ma question. Un canal pour toutes les directions loué à Radio-Canada pour 3 à 4 millions, n'est-ce pas une bonne affaire? Je comprends maintenant l'autre problème: le Parlement va-t-il nous donner l'argent pour faire tout ce qu'il faudrait faire? Ma question est celle-ci: au point de vue économique, l'implantation du satellite sera-t-elle une bonne affaire pour Radio-Canada? En ce sens, combien coûterait le loyer annuel d'un canal sur le système à micro-ondes des Télécommunications CN CP ou sur le système *Trans-Canada Telephone System*?

[Interprétation]

M. De Bané: Je crois qu'il s'agit d'une blague, n'est-ce pas?

M. Davidson: Ce n'est pas un blague. Comment puis-je m'engager à louer des canaux au prix fixé par M. Kierans, alors que je ne sais même pas ce que le Conseil du Trésor et le gouvernement canadien vont me donner pour payer ce loyer.

Je dis et je répète que notre budget actuel ne nous permet pas d'en arriver aux objectifs que nous avons prévus dans notre plan de 5 ans. En ce qui concerne l'établissement d'un réseau de langue française à travers le Canada et dans les régions du Nord, il nous faudra des fonds que nous n'avons pas reçus jusqu'ici.

Si nous obtenons ces fonds en quantité suffisante pour nous permettre de développer nos services selon nos méthodes actuelles, nous croyons pouvoir être en mesure de payer une partie des locations de canaux de satellites. Mais si nous ne recevons pas suffisamment de fonds, nous ne pourrions pas arriver aux objectifs que nous nous sommes fixés, quelle que soit la méthode.

Je tiens à ce que cela soit clair, car l'on peut prévoir que sur les 166 millions de dollars que le Parlement, nous l'espérons, nous attribuera en 1969-1970, nous trouverons l'argent nécessaire pour payer le loyer des canaux. Ce n'est pas encore le cas.

M. De Bané: Monsieur Davidson, je crois que vous m'avez mal compris. Je ne me suis peut-être pas exprimé avec suffisamment de clarté. Je m'exprimerai en français.

Right now the CN-CP Telecommunications have one east-west channel. This has cost them about \$75 million and the gross annual revenue is approximately \$20 million—one east-west channel. This is why I was asking this question. One channel that would reach all directions, rented to the CBC for \$3 or \$4 million, would this not be a bargain? Now I understand the other problem, i.e. will parliament give us the money to carry out everything that has to be done?

My question is as follows: from the economic point of view, will the development of the satellite be a bargain for the CBC? In this respect, what would be the annual rental cost of a microwave channel with the CN-CP Telecommunications System or with the Trans-Canada Telephone System?

[Text]

M. L. A. Picard (Vice-président exécutif, Société Radio-Canada): Comme on l'a indiqué au début, premièrement le satellite est un système à très haut coût fixe et à très bas coût variable, alors que le système à micro-ondes est un système à coût fixe très bas et à coût variable très élevé. De telle sorte que, lorsqu'on pose une question comme celle-là, il faut voir le coût en comparaison de l'activité qu'on pourra avoir à ce moment.

Il y a en fait trois systèmes qui sont parallèles ou trois priorités: Il y a le Nord où le coût d'opération par station est extrêmement élevé à cause de la dispersion. Il y a le réseau français qui n'est pas construit, qui est un peu comme le Nord mais pas tout à fait, dont la dispersion est plus grande que celle du réseau anglais. Il y a finalement le réseau anglais qui est très peu dispersé. Les économies sur le coût du réseau anglais actuel seraient d'à peu près 1 million de dollars par année. Les économies sur un réseau français à construire seraient d'à peu près un million et demi.

Lorsque vous arrivez à la troisième partie, qui est au Nord, justement parce que les coûts variables du système actuel sont extrêmement élevés, un satellite permet de desservir à prix modique lorsque vous avez plusieurs stations, mais pas quand vous en avez peu et c'est le cas, en fait, des réseaux français et anglais où il y en a peu. De telle sorte que, comme on l'a dit précédemment, les plans que nous avons actuellement pour les cinq prochaines années, nous permettront d'en arriver à peu près au *break even point*.

Supposez que vous implantiez 80 stations dans le Nord, cela devient extrêmement profitable, si, par ailleurs, vous en implantez 20, le coût en devient extrêmement élevé. Alors, le satellite a cette capacité parce qu'il a des coûts fixes élevés et des coûts variables à peu près nuls, il a cette capacité qu'à chaque fois que vous additionnez une unité, elle ne vous coûte à peu près rien. Donc, pour le réseau français, où il y a quand même peu d'unités par rapport aux 40 du Nord, les économies sont de l'ordre d'un million et demi.

Pour le réseau anglais, si on garde le système de micro-ondes de protection pour parer à toute éventualité, les économies sont à peu près d'un million, quant à la région du Nord, elles sont de \$700,000 par unité et alors avec les plans de 1972-1974, on atteint à peu près le *break even point*. Si vous supposez que le gouvernement décide qu'il devrait y avoir un développement encore plus considérable dans le Nord au cours des prochaines années, alors, cela devient plus intéressant; si par

[Interpretation]

Mr. L. A. Picard (Executive Vice-President, Canadian Broadcasting Corporation): As was indicated at first, I should say at the outset that the satellite is a very high fixed cost system and at a very low variable cost, whereas the microwave system it is at a high variable cost and at a very low fixed cost. Hence, when asking such a question we should compare the cost with the activities that are possible at that time.

There are, in fact, three parallel systems or three priorities. There is the North where the cost of operation per station is very high because they are widely scattered. There is the French network which is not built, which is somewhat like the northern network but not quite, and which is more widely scattered than the English network. And then there is the English network which is not very scattered. The savings on the cost of the present English network would be about \$1 million per year. The savings on the building of a French network would be about \$1.5 million.

When we reach the third part, which is the North, precisely because the variable costs of the present system are very high, a satellite makes it possible to provide low-cost service when you have several stations, but not when you have few. This is, in fact, the case of the French and English networks when there are few stations. So that, as was explained earlier, the plans that we have for the next five years, will enable us more or less to reach the *break-even point*.

If we should build 80 stations in the North, that would be very profitable, on the other hand, if you build 20, the costs would be very high. So, the satellite has this capacity because it has fixed costs that are high and variable costs that are almost negligible. It also has the capacity whereby each time you add a unit, it costs practically nothing. Thus, with regard to the French network, which does have few units compared to the 40 units in the North, the savings are about \$1.5 million.

For the English network, if the protective microwave system is maintained, to provide against accidents, the savings are about \$1 million. As far as the North is concerned, savings are \$700,000 per unit, and with the plans for 1972-1974, we reach about the *break-even point*. Should the government decide on a more considerable development in the North during the next few years, then this becomes more interesting. On the other hand, if the development is slowed down, it

[Texte]

ailleurs, le développement est ralenti, ça commence à coûter cher. Est-ce que je réponds assez clairement à la question?

M. De Bané: Très, très bien, et je voudrais continuer là-dessus, si maintenant nous envisageons les choses à plus long terme, c'est-à-dire dans 20 ans, 30 ans, quand la population du Canada sera, disons, de 40 millions, quand le mid Canada sera développé, etc, compte tenu du fait que dans le projet d'un satellite, les coûts sont relativement fixes, à ce moment-là, ai-je raison de dire que ce nouveau système va nous permettre de pouvoir rejoindre tout le pays à un coût relativement très économique?

M. Picard: Ici, je pense qu'il faut faire deux distinctions: si on parlait du système actuel du satellite dont il est question, il est sûr qu'à mesure qu'on va ajouter des stations, si on veut couvrir de plus en plus de territoire, à ce moment-là, cela devient très rentable, comme je le disais tout à l'heure.

La question comporte un deuxième élément, je pense et c'est que ce satellite est à un premier stade et que lorsque l'on parle d'un deuxième stade, on est peut-être obligé de définir le problème d'une façon un peu différente.

Le deuxième stade peut être un satellite à plusieurs canaux, à beaucoup plus de canaux ou il peut être, en tenant compte du temps, un satellite à transmission directe. Et alors, dans le cas d'un satellite à transmission directe, vos coûts fixes sont probablement encore plus élevés, mais les coûts de service sont considérablement moins élevés, de telle sorte, qu'à ce moment-là, il est évident que c'est la façon économique de faire fonctionner le système.

M. de Bané: Et comme dernière question: ai-je raison de croire que Radio-Canada est enthousiaste à l'égard de ce projet et pense qu'il sera d'un précieux apport pour l'implantation d'une union entre les différentes parties de la population au Canada?

Dr. Davidson: There is no doubt in our minds, Mr. Chairman and Mr. De Bané, that the satellite project is very much in the larger Canadian interest in the potential that it offers for bringing the diverse parts of the country together and in the potential that it offers for bringing to people in the remote areas of Canada something of the meaning of life in the more settled parts of Canada. There is not the slightest doubt on our part

• 1105

on that and we are unqualified in our support of the project. Our enthusiasm, which goes beyond support, will be in direct proportion to the adequacy of the financial provision that

[Interprétation]

becomes expensive. Did I answer your question clearly enough?

Mr. De Bané: Yes, indeed. And I would like to follow this line of questioning. If we take a long term view of matters, i.e. 20 or 30 years from now, when the population of Canada will be, let's say, 40 million, when mid Canada will be developed, and so on, taking into account the fact that in the development of a satellite, costs are relatively fixed, am I then right in saying that this new system is going to enable us to reach the whole country at a cost that is relatively very economical?

Mr. Picard: There are two distinctions to establish. If we are referring to the present system of the satellite we are dealing with, it is certain that as you add new stations to cover more and more territory, this will then become highly profitable as I said earlier.

There is a second aspect to your question, I think. This satellite is in its first stage, and when we refer to a second stage, we are perhaps obliged to define the problem somewhat differently.

The second stage may be a multi-channel satellite having far more channels, or taking the time into account, it may be a direct transmission satellite. With the latter kind of satellite, fixed costs are probably higher yet, but service costs are considerably lower, so that it is then obvious that this is the economical way to run the system.

Mr. De Bané: And as my last question, am I right in assuming that the CBC is enthusiastic about this project and thinks that it will be very valuable towards bringing about unity between the different parts of the population in Canada?

M. Davidson: Nous ne doutons nullement, monsieur le président et M. De Bané, que le projet de satellite est dans l'intérêt du Canada, vu la possibilité qu'il offre de rapprocher les diverses régions du pays, et aussi de renseigner les résidents des régions reculées du Canada au sujet de la vie du reste du pays. Nous ne doutons pas du tout de cela, et nous appuyons sans réserve ce projet.

Notre enthousiasme, qui va plus loin que l'appui, dépend entièrement des fonds que pourrait nous fournir le Parlement pour installer des réseaux par satellite.

[Text]

Parliament makes for us to erect channels on the satellite.

The Chairman: Thank you, Mr. Davidson.

Mr. Davidson: Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. Dinsdale.

Mr. Dinsdale: Thank you very much, Mr. Chairman. I think that refrain should be set to Don Messer's music. I think it would be much more palatable to the members of this Committee.

Dr. Davidson: Do you not like the sound of my voice as much as you like Don Messer's, Mr. Dinsdale?

Mr. McCleave: One could combine both and you would be a very interesting duet.

Mr. Dinsdale: That could be, to the people of Canada, generally, judging from some of the comments, but that is a subject we shall be dealing with later.

Now to begin my questioning, I would like to refer to a quotation from Mr. Kierans where he is supposed to have said—he did say it, I am sure—in an interview with *The Monetary Time* that he did not even know the questions, let alone the answers, in this satellite project. I find this is one of the problems as this Committee is faced with the complexities of sorting out the actual nuts and bolts of the satellite development.

The statement Dr. Davidson made emphasizes the cost factor. It is a recurring theme, as I have indicated, and I would take it that while Dr. Davidson cannot be precise and specific in terms of the increased costs that would be involved, the fact that it is the main theme of the paper and has been a recurring theme during the discussion here this morning, there is going to be a substantial increase in costs. In other words, you are softening up this Committee and Parliament for a substantial increase in the CBC budget in ensuing years when the satellite project gets under way.

Dr. Davidson: Could I just make one point very clear, Mr. Dinsdale. The costs that I have been talking about are not the costs of the satellite. They are the costs of extending service in the French language across Canada and the costs of extending service to the northern scattered settlements. Those costs will be essentially the same, I am saying, whether or not we use the horse and buggy method of delivering programs or the satellite and the real question is, is Parliament going to provide us with the funds required to extend the services of the CBC in those two directions.

[Interpretation]

Le président: Merci monsieur Davidson.

M. Davidson: Merci, monsieur le président.

Le président: Monsieur Dinsdale.

M. Dinsdale: Monsieur le président, ce refrain devrait être mis à la musique de Don Messer, cela le rendrait plus acceptable aux membres du Comité.

M. Davidson: Vous préférez la voix de Don Messer à la mienne, monsieur Dinsdale?

M. McCleave: Les deux en duo, ce serait bien!

M. Dinsdale: Peut-être, dans l'opinion des Canadiens, mais nous y reviendrons.

J'aimerais rappeler les paroles de M. Kierans, qui aurait dit, qui a dit, je suis certain, lors d'un interview avec un représentant du journal *The Monetary Times*, qu'il ne connaissait même pas les problèmes, et moins encore les solutions, au sujet du projet des satellites. C'est un des problèmes auxquels se heurte le Comité. C'est au comité de déterminer les étapes de la réalisation d'un projet de satellite.

Dans sa déclaration, M. Davidson a mis l'accent sur le coût. Comme je l'ai dit, c'est un thème bien connu, et j'en conclus que si M. Davidson ne peut pas être précis quand au coût accru de tout ce projet, et si cela revenait souvent dans l'exposé et la discussion d'aujourd'hui, il y aurait une augmentation énorme du coût. Autrement dit, vous préparez le Comité et le Parlement à accepter une augmentation considérable du budget de Radio-Canada dans les années à venir, lorsque le projet de satellite sera mis en exécution.

M. Davidson: Pourrais-je éclaircir une question monsieur Dinsdale. Le coût dont je parle n'est pas celui du satellite. Il s'agit plutôt du coût de l'extension des services de diffusion en langue française au Canada, et du coût d'étendre les services vers les régions reculées du Nord. Ces coûts resteront les mêmes, que nous employions des méthodes traditionnelles de diffusion ou la méthode par voie de satellite. Tout se ramène à savoir si le Parlement assurera les fonds nécessaires à l'extension des services de Radio-Canada dans ces deux directions.

[Texte]

If they are prepared to do that then the option between the satellite and the standard methods of delivery of the service will not present any major financial problems as far as the CBC is concerned, but we really cannot go on the satellite if we cannot get the funds for extending the services because this is what the satellite means to us. The satellite does not replace existing services, it makes possible their extension.

Mr. Dinsdale: So, in effect, Dr. Davidson said that regardless of whether the CBC has access to the satellite or not, the costs for providing extended French-language service to every part of Canada plus the very necessary extension of TV and radio communications in the North, would be precisely the same.

Dr. Davidson: Very closely the same, approximately the same.

Mr. De Bané: But the quality...

Dr. Davidson: The quality would be unquestionably or rather the quantity, at least...

The Chairman: I am glad you made that distinction.

Dr. Davidson: The quantity would be...

Mr. Dinsdale: In other words...

Dr. Davidson: The service would be a more adequate service, let me put it that way which means that there would be a larger number of hours of programming provided and, I think I can say, it would be better programming in the sense that it would be current programming. They would get the hockey games on time, they would get the news and public affairs when they were current and not simply archive material as I am afraid most of our programs in the North must have an antiquarian quality to them when they arrive there by frontier coverage package. It is the best we can do at the present time, but...

• 1110

The Chairman: How late do these programs arrive?

Dr. Davidson: They can arrive two and three weeks late.

Mr. Macquarrie: By air?

Dr. Davidson: We do not produce one set of records and tape for each frontier coverage package, Mr. Macquarrie. As we say, we bicycle them or we put them on a circuit, and by the time they get to some of the frontier

[Interprétation]

Si le Parlement consent à le faire, alors l'option entre le satellite et la méthode traditionnelle de diffusion ne pose pas d'obstacle financier pour Radio-Canada. Nous ne pouvons réaliser le projet du satellite si nous ne trouvons pas les fonds nécessaires pour l'expansion des services. C'est cela que le satellite signifie pour nous. Le satellite ne remplace pas les services actuels, il rend l'expansion possible.

M. Dinsdale: Ce que M. Davidson dit, c'est que peu importe les satellites le coût de l'extension du service en langue française dans tout le Canada, outre celui de l'extension normale nécessaire de la diffusion seront précisément les mêmes.

M. Davidson: Approximativement, oui.

M. De Bané: La qualité...

M. Davidson: La qualité, oui, ou plutôt la quantité.

Le président: Je suis heureux que vous fassiez la distinction.

M. Davidson: La quantité...

M. Dinsdale: Autrement dit...

M. Davidson: Le service sera un service plus adéquat, si on peut s'exprimer ainsi. Il y aura un plus grand nombre d'heures de diffusion et il y aura de meilleures émissions en ce sens qu'il y aura des émissions courantes. Les joutes de hockey seront diffusées au moment même. Les nouvelles, les programmes d'affaires publiques seront diffusés à temps et ne seront pas vieillies. La plupart des programmes qui atteignent ces régions reculées ont l'air vieillot déjà.

Le président: Quel est ce retard?

M. Davidson: Deux ou trois semaines.

M. Macquarrie: Par air?

M. Davidson: Nous ne produisons pas un enregistrement distinct pour chaque région, nous intégrons ce programme dans le circuit et lorsque l'émission atteint les régions reculées elles ont des semaines de retard.

[Text]

coverage package locations, they are two and three weeks late.

Mr. Macquarrie: I thought your horse and buggy was a mere myth.

Dr. Davidson: Oh no.

Mr. Dinsdale: The rate of technological change in respect of satellites is changing very rapidly. Tremendous technological breakthrough is occurring every month, every year. Your paper refers to the fact that perhaps within 15 years technology would be such that satellite to individual receiver would be possible. Is that just a speculative statement or has it been technologically demonstrated that we will have satellite to individual receiver available within 10 or 15 years?

Dr. Davidson: That is technologically possible. This is the information that I, as a person as well versed in technology as you are, get from the people who know something about it.

Mr. Dinsdale: No, I am not a technician—I can assure you of that.

Dr. Davidson: Neither am I, as you know.

Mr. Dinsdale: I am a politician, Dr. Davidson.

Now that would render immediately obsolete all the installation costs necessary under the plan proposed.

Dr. Davidson: Might I just remind you that I understand the TELESAT Corporation is basing its calculations on a write-off over a period of five years.

Mr. Dinsdale: I see.

Dr. Davidson: And the capital investment that we would have in our part of it, depending on the number of stations of course that we would install, is not really a formidable factor if you depreciate that investment over a period of time.

Mr. Dinsdale: Your paper is also predicated on the notion that the CBC budget demands must go over onward and upward. Is this the inevitable process of public broadcasting in Canada or is it not possible that improved technology could bring about a decrease in costs.

[Interpretation]

M. Macquarrie: Je croyais que votre cheval et votre carrosse n'étaient qu'un mythe simplement.

M. Davidson: Eh non.

M. Dinsdale: Le taux de changements technologiques en ce qui a trait aux satellites varie très rapidement. Des découvertes fascinantes de la technologie se produisent chaque mois, chaque année. Votre document mentionne que dans 15 ans peut-être l'évolution se modifiera à un point tel que les satellites pour les récepteurs individuels seront une réalité. S'agit-il d'une hypothèse, a-t-on démontré technologiquement que nous aurons des satellites qui émettront des ondes que pourront capter les récepteurs individuels d'ici 10 ou 15 ans?

M. Davidson: Oui. Technologiquement c'est possible, ce sont les renseignements, qu'une personne comme moi aussi bien calée en technologie que vous, reçoit des gens qui y connaissent quelque chose.

M. Dinsdale: Non, je ne suis pas un technicien. Je peux vous l'assurer.

M. Davidson: Ni moi non plus comme vous le savez.

M. Dinsdale: Je suis un politicien M. Davidson.

Maintenant cela rendrait déjà immédiatement périmé tous les coûts des installations qui seraient nécessaires en vertu du programme proposé.

M. Davidson: Je dois vous rappeler que la société Télésat fonde ses prévisions sur l'amortissement sur une période de cinq ans.

M. Dinsdale: Je vois.

M. Davidson: Les immobilisations que nous ferons dépendront du nombre de stations qu'on installera n'est pas réellement un facteur énorme, si l'on amorti ces investissements sur une certaine période de temps.

M. Dinsdale: Dans votre document vous avez dit que les exigences budgétaires de Radio-Canada doivent augmenter sans cesse. S'agit-il d'un processus irréversible de la radio-diffusion publique au Canada, ou ne serait-il pas possible, vu l'évolution de la technologie d'obtenir une dimension des coûts?

[Texte]

In respect of our telephonic communication, for example, telephone rates go down as technology improves. Is the fact not taken into consideration, when formulating internal budgeting policy of the CBC, that this upward and onward process is not necessarily inevitable?

Dr. Davidson: Telephone rates may go down, Mr. Dinsdale,...

Mr. Dinsdale: Due to declining costs.

Dr. Davidson: ...as service improves but the total amount of money disbursed by Canadians to maintain the telephone services of the country goes up every year. The gross dollars which Canadians pay in the way of services from the telephone companies of Canada go up every year and so do the gross dollars that Canadians pay for television services on both the private and the public networks.

Mr. Dinsdale: But the CBC as a public corporation has every Canadian citizen...

Dr. Davidson: It is the same law of economics...

Mr. Dinsdale: ... as a shareholder and their costs go up for the service.

Dr. Davidson: And every Canadian citizen pays about \$7.50 a year for television services provided through the public corporation and that is about the same amount as your monthly telephone bill—if you do not make any long-distance calls.

Mr. Dinsdale: There are alternative TV and radio services in Canada and we are contemplating a substantial expenditure in an additional public service—educational television. Would this service not reduce some of the

[Interprétation]

En ce qui regarde les communications téléphoniques, par exemple, les tarifs de téléphone ne pourraient-ils pas diminuer à mesure que la technologie s'améliore? La politique budgétaire de Radio-Canada ne tient-elle pas compte du fait que cette augmentation n'est pas nécessairement inévitable?

M. Davidson: Le coût du téléphone peut baisser,...

M. Dinsdale: En raison de la diminution des coûts.

M. Davidson: A mesure que le service s'améliore, mais les sommes totales consacrées par les Canadiens à un service téléphonique au pays augmentent chaque année. La somme brute en dollars que les Canadiens payent chaque année pour les services des compagnies téléphoniques au Canada augmentent chaque année, ainsi que la somme brute que les Canadiens paient pour les services de télévision tant du réseau public que privé.

M. Dinsdale: Mais Radio-Canada en tant que corporation publique à chaque citoyen canadien...

M. Davidson: C'est la même loi économique.

M. Dinsdale: ...comme actionnaire et leurs frais augmentent pour des services.

M. Davidson: Chaque citoyen canadien paie environ \$7.50 par année pour les services de télévision fournis par une régie d'État et cela est la même somme que votre compte téléphonique mensuel si vous ne faites pas de téléphones interurbains.

M. Dinsdale: Il y a des services alternatifs de radio et de télévision au Canada et nous envisageons des dépenses considérables dans un service supplémentaire de télévision éducative. Ce service ne réduirait-il pas les obli-

• 1115

obligations de la CBC en providing and carrying out its functions as laid down by Parliament—creating a sense of national unity and national purpose and cultivating a spirit of Canadianism and so forth? Will not ETV in some respects eliminate or diminish the responsibility of the CBC in this area?

Dr. Davidson: The ETV agency, as I understand the contemplated legislation, merely provides the hardware on which provincial departments of education can program at their own expense educational programs which the CBC is not providing now. The educational television agency will not relieve

gations de Radio-Canada qui doit remplir ces tâches telles que prévues par le Parlement, lorsqu'il a créé l'entreprise visant à promouvoir le canadianisme, l'unité nationale et le reste? La télévision éducative ne pourrait-elle pas éliminer ou diminuer la responsabilité de Radio-Canada dans ce domaine?

M. Davidson: La télévision éducative, comme je l'interprète suivant les textes de la Loi, ne fournit que les installations qui permettent aux gouvernements provinciaux de diffuser leur programme éducatif à leur propre frais. Un service que Radio-Canada ne fournit pas présentement. L'agence du nom de

[Text]

the CBC to any significant degree of the costs of putting programs on the air over CBC physical facilities which are already in place.

Mr. Dinsdale: Well, that is a debatable point, as I think we shall see as we proceed to discuss the functions and the purposes of ETV. Even though the essential services is provided by the provincial authorities it would seem to me that it does take over some of the original functions that brought the CBC public broadcasting corporation into existence. I think it will result in a considerable shakeup in our thinking in this regard and I think it would involve a reassessment of budgeting obligations. I say this because I think the public of Canada—and you are appealing to Parliament for an increase in funds...

Dr. Davidson: No, I am not. I am simply asking Parliament not to expect me to do an extra chore if they are not prepared to give me the money.

Mr. Dinsdale: But I think the public is reaching the saturation point in this respect and it is something that we, as MP's, will have to give attention to.

Dr. Davidson: You may remember, Mr. Chairman and Mr. Dinsdale, that in the testimony that I gave a year ago or more on the question of educational television I gave some figures which indicated that the CBC's expenditures on educational programming were something of the order of \$1 million to \$1.25 million a year. This is the extent of our expenditure, if I recall the figures correctly, on educational television programming and educational radio programming as well.

The Chairman: I am sure that we all agree this is a fascinating subject but perhaps we should come back to the CBC and TELESAT.

Mr. Dinsdale: I thought we were on the costs of CBC programing.

The Chairman: No, we are dealing with the technical problem of providing the CBC signal from point to point, not with the content.

Mr. Dinsdale: As I understand this paper, Mr. Chairman, its major appeal is that it is going to cost the public considerable additional funds. I have it mentioned at several points:

There is only one question mark in this equation... will the necessary funds be made available?

[Interpretation]

ETV n'affranchira pas Radio-Canada du coût des programmes et le coût de diffusion dans les installations matérielles et Radio-Canada qui sont déjà en service.

M. Dinsdale: C'est une question discutable comme nous le verrons, je crois, au fur et à mesure que nous discuterons des fonctions et du rôle de ETV. Bien que les services essentiels soient assurés par les autorités provinciales, j'ai l'impression que cette télévision assume les fonctions initiales qui ont justifié la création d'une régie d'État comme Radio-Canada.

Je crois que cela aura pour résultat une réévaluation des politiques budgétaires. Je dis cela car je crois que le peuple canadien et vous demandent des augmentations de fonds au Parlement.

M. Davidson: Non je ne fais pas une telle demande. Je demande tout simplement au Parlement de ne pas s'attendre à faire un surcroît de travail s'ils ne sont pas prêts à me donner de l'argent.

M. Dinsdale: Je crois que le public a atteint un point de saturation à ce sujet et c'est un problème auquel nous, en tant que députés, devons accorder notre attention.

M. Davidson: Vous pouvez vous rappeler monsieur le président et M. Dinsdale, dans le témoignage que j'ai rendu il y a une année ou plus sur la question de la télévision éducative j'ai cité les chiffres qui montraient que les dépenses de Radio-Canada en programmes éducatifs se chiffraient de \$1 million à \$1¼ million de dollars par année. Tel était l'ampleur de nos dépenses, si je me rappelle bien les chiffres, pour la télévision éducative et la radio éducative aussi.

Le président: Je suis certain que nous sommes tous d'accord que c'est un sujet passionnant, mais nous devons revenir à Radio-Canada et au Télésat.

M. Dinsdale: Je croyais que nous discussions les coûts de la programmation à Radio-Canada.

Le président: Non, nous discutons des problèmes techniques qui existent pour fournir la définition des signaux de Radio-Canada d'un point à l'autre, non pas de sa portée.

M. Dinsdale: Si je comprends bien, M. le président, on parle surtout dans ce document d'une augmentation considérable de fonds au dépend du public. Je vois cela mentionné à plusieurs endroits.

Il n'y a qu'un point d'interrogation dans cette équation. Les fonds nécessaires seront-ils disponibles?

[Texte]

The Chairman: But that has to be read in conjunction with the statement—will the necessary funds be made available to extend service. That is a different matter than improvement in programing.

Mr. Dinsdale: Well, I admit that it is difficult to find the right questions. Mr. Kierans has said himself that he does not even know the right questions.

The Chairman: He has proposed a number of answers though.

Mr. Dinsdale: Well, he said he knows neither the questions nor the answers. Now we should not be circumscribed in questioning the area of costs because I think this is one of the great imponderables, one of the unknown quantities in this field.

The Chairman: There is no objection to your asking all the questions you wish on the question of transmission of the signal but I think for this meeting we will have to put a limit on the questions you can ask about program content, because the two are quite separate. I have no objection to permitting questions on costs of the transmission of the signal.

Mr. Dinsdale: But is it not legitimate, Mr. Chairman, to ask if ETV is not going to create a new aspect of the equation in providing public broadcasting facilities?

The Chairman: Well, this is a question I think which would properly come up when we have the ETV legislation before us. But Dr. Davidson has given us the information that they spend a little over \$1 million on ETV programing now, and I think that would answer your question.

• 1120

Mr. Dinsdale: Well, as we are going on to the Don Messer show, which is an aspect of programing, I will delay this part of my questioning until that time.

I will ask one further question now. We had the Trans-Canada Telephone System people before us the other day and they used a very interesting phrase in describing the degree of their participation in the Telesat project.

They said it would involve a substantial amount of cross-subsidization—in other words the project would have to be subsidized in its initial stages by all the participating groups. Now I do not know whether the CBC uses the phrase cross-subsidization but do you think that this would be a part of the additional

[Interprétation]

Le président: Mais cela doit se lire en rapport avec la déclaration qui veut que les fonds nécessaires deviennent disponibles pour étendre les services. Cela est une question différente de la question de l'amélioration de la programmation.

M. Dinsdale: Il est très difficile à trouver la question appropriée, même M. Kierans a dit lui-même qu'il ne connaît pas les bonnes questions.

Le président: Il a proposé un bon nombre de solutions, malgré tout.

M. Dinsdale: Il a dit qu'il ignorait les questions et les réponses. Alors ne devrions-nous pas concentrer nos questions au domaine des coûts car je crois que c'est là l'une des choses impondérables, l'une des quantités inconnues dans ce domaine.

Le président: Nous acceptons toutes les questions que vous voulez poser sur la transmission des signaux. Mais je crois que durant cette séance nous devons limiter le nombre des questions que vous pouvez demander sur la teneur des programmes car ces deux questions sont très différentes l'une de l'autre. J'accepte toutes les questions portant sur la transmission des signaux.

M. Dinsdale: Mais il n'est pas légitime M. le président de demander si la société ETV ne créera pas un nouvel aspect de l'équation en fournissant des installations pour la radiodiffusion publique?

Le président: C'est là une question qui sera soulevée lorsque nous serons saisis de la mesure créant la télévision éducative. M. Davidson nous a dit qu'ils consacrent un peu plus d'un million de dollars à des programmes de télévision éducative maintenant et je crois que cela répondrait à votre question.

M. Dinsdale: Maintenant nous pouvons revenir à Don Messer's Jubilee qui est un genre d'émission. Cela pourrait être réservé à ma question pour plus tard.

Je vais poser une autre question maintenant. Nous avions les représentants du système téléphonique trans-canadien ici, l'autre jour, devant le Comité, et ils ont utilisé une phrase assez intéressante au sujet de leur propre participation au projet Telesat.

Ils ont dit que cela comporterait un montant de subventions conjointes. En d'autres mots, le projet devrait être subventionné à tous ses stades initiaux par tous les groupes qui y participent. Je ne sais pas si la Société Radio-Canada utilise l'expression subvention recoupée, mais est-ce que cela sera compris

[Text]

expense or cost that is emphasized in your paper?

Dr. Davidson: If I understand the reference correctly in the Trans-Canada Telephone System brief, what they were saying in effect was that the cross-subsidization was between the services that they were being asked to rent channels for and the services that the broadcasting network was being asked to carry. I have no information on what the proposed rates to be charged to the Trans-Canada Telephone System are and therefore I cannot comment on the question whether there is any element of cross-subsidization involved in either direction.

I am concerned with the cost to the Corporation of the rental of the satellite channels and how closely I can reconcile that to the cost which would be incurred by the Corporation if it were to carry out its existing five-year plan and extend the services which we have already referred to on the basis of the known standard method of delivery. I want to assure myself, if I can, that the cost to the Corporation of use of the satellite instead of the standard methods of transmission do not vary in any significant way. If I can get from the Satellite Corporation delivery of service via satellite for the same number of dollars that I would feel that I needed for delivering service to the north and in French language to Western Canada via microwave and the Frontier Coverage Package method then I will not feel that I am subsidizing anybody, I am paying for the service on a basis that I can defend and justify.

Mr. Dinsdale: I would think, judging from the information we have received from other expert witnesses before the Committee, that this process of cross-subsidization will be involved in the rates you will be expected to pay. I wish you well in your bargaining with Mr. Kierans; he is a very tough bargainer—his philosophy is "my mind is already made up, do not confuse me with facts".

I have one further question, Mr. Chairman. Will the CBC be involved in the board membership that will be handling the operations of Telesat?

Dr. Davidson: I have no information on that. I would hope that since the CBC will be one of the major customers of the Satellite Corporation it would have representation on the board of directors, but I have no indication or information to suggest either one way or another what the position will be.

Mr. Dinsdale: In other words, there is no decision on what the final makeup of the board will be?

[Interpretation]

dans les frais supplémentaires ou le coût que vous signalez dans votre document?

M. Davidson: Si j'ai bien compris ce que l'on disait dans le mémoire du Réseau Téléphonique transcanadien, la subvention recoupée s'effectuait entre les services pour lesquels on leur demandait de louer des canaux et les services que le réseau de diffusion était prié d'assumer. Je n'ai aucun renseignement au sujet des taux qu'on demandera au Réseau Téléphonique transcanadien; c'est pourquoi, je ne peux pas vous dire s'il y aura des subventions recoupées dans ce cas.

Je m'intéresse au coût, pour la Société, de la location des canaux de satellites, et j'aimerais savoir jusqu'à quel point on peut faire la conciliation avec les frais encourus par la Société si elle continue de mettre en application son projet de cinq ans et si elle étend à d'autres régions le service dont nous avons parlé, en utilisant les méthodes connues. Je voudrais m'assurer, si je peux, que les frais encourus par la Société pour l'utilisation du satellite, au lieu des méthodes traditionnelles, ne seront pas tellement plus coûteux. Si je peux obtenir le service par satellite, pour le même montant que je devrais dépenser pour desservir les régions nordiques et pour assurer le service français dans l'Ouest du pays par le système micro-ondes et la méthode des émetteurs d'avant-poste, alors, je n'aurais pas l'impression de subventionner quelqu'un; je pourrai justifier facilement le prix de ces services.

M. Dinsdale: Si j'en juge par les renseignements que nous avons obtenus des autres témoins-experts qui ont comparu devant le Comité, ce processus de subventions recoupées aura une influence sur les taux que vous aurez à payer. Je vous souhaite beaucoup de succès dans nos négociations avec M. Kierans qui est un homme très décidé; sa philosophie peut s'exprimer ainsi: «J'ai mon idée et ne m'ennuie pas avec des faits.»

Une autre question, monsieur le président. Est-ce que la Société Radio-Canada sera membre du conseil d'administration qui dirigera la Société Télésat?

M. Davidson: Je n'ai pas la composition des membres de la Société Télésat. Puisque la Société Radio-Canada sera un des meilleurs clients de la Société de satellite, elle sera représentée sur le Conseil d'administration, mais je n'ai aucun renseignement précis à vous communiquer à ce sujet.

M. Dinsdale: En d'autres termes, on n'a pas encore pris une décision sur la composition du Conseil d'administration?

[Texte]

Dr. Davidson: None that has been communicated to me.

Mr. Dinsdale: What about matters of regulation with respect to the use of the satellite; will the CBC be involved in the process of drawing up regulations?

Dr. Davidson: I have no information on that.

Mr. Dinsdale: We would have to get that from the Minister, I presume.

Dr. Davidson: Our position at the present time is that we are a potential customer and we feel because we are the major potential customer that if we become an actual customer we have some cause to be represented on the board of directors.

● 1125

Mr. Dinsdale: Thank you, Mr. Chairman.

Mr. Schreyer: Dr. Davidson, from your testimony this morning it is quite clear that you and the CBC are relatively enthusiastic about proceeding with this project with the Department of Communications. I take it too that you really do not think that the increased cost of providing additional services to the north and to the French-speaking people will be that great.

At the risk of going over ground that has already been touched upon I would like to pose a few questions. In your statement which was circulated to us you do say at pages 3 and 4 that when you consider the cost of providing Frontier Coverage Packages and the French language service and you subtract that from the cost that will have to be met by the CBC if it rents the satellite channel the net difference will be quite small indeed. Could you put this in percentage terms?

Dr. Davidson: It depends very largely, Mr. Schreyer, on what number of Frontier Coverage Packages you take as the basis of your assumption. As Mr. Picard explained in his reply to Mr. De Bané, if you assume that we are only going to install let us say 20 Frontier Coverage Packages in the north then the costs of the satellite are high in proportion to the cost of providing that limited Frontier Coverage Package service, let us say, at four hours a day.

If on the other hand you are to assume that over a period of not five but fifteen years, let us say, you were to install 80 or 100 Frontier Coverage Packages in the north and were to install and to provide a ten-hour service or

[Interprétation]

M. Davidson: Pas que je sache.

M. Dinsdale: Et au sujet des règlements pour l'utilisation du satellite, est-ce que la Société aura quelque chose à dire à ce sujet?

M. Davidson: Je n'ai aucun renseignement là-dessus.

M. Dinsdale: Je pense que c'est le ministre qui devrait donner ces renseignements.

M. Davidson: Nous sommes un client en puissance et nous croyons que, puisque nous sommes le plus gros client potentiel, nous aurons de bonnes raisons à invoquer pour être représentés au conseil d'administration, si nous devenons effectivement clients de la Société Télésat.

M. Dinsdale: Merci monsieur le président.

M. Schreyer: Monsieur Davidson, d'après votre témoignage de ce matin, il est évident que la Société Radio-Canada et vous-mêmes êtes très enthousiastes au sujet de ce projet du ministère des Communications. Si j'ai bien compris aussi, vous ne pensez pas que les frais occasionnés pour accorder un meilleur service dans les régions nordiques et aux francophones seront tellement plus élevés.

Au risque de revenir à des sujets dont on a déjà discuté, voici ma première question. Dans votre déclaration, dont nous avons copie devant nous, vous dites, aux pages 3 et 4, que si on considère le coût nécessaire pour établir des émetteurs d'avant-poste et assurer le service aux francophones d'un océan à l'autre, et que si on soustrait cette dépense du montant que devra verser la Société pour la location de canaux de satellite, la différence serait très minime. Pourriez-vous nous donner des pourcentages?

M. Davidson: Cela dépend, en grande partie, monsieur Schreyer, du nombre d'émetteurs d'avant-poste que l'on va établir dans le grand Nord. Comme M. Picard le disait dans sa réponse à M. De Bané, si l'on suppose que nous allons installer, disons, 20 émetteurs d'avant-poste dans le Nord, alors les frais de la transmission par satellite seraient considérés comme élevés, par rapport au système des émetteurs pour assurer un service, disons de quatre heures par jour.

Si d'autre part, on suppose que durant une période de 15 ans, on installerait 80 ou 100 émetteurs d'avant-poste dans le Nord, et si l'on donnait un service de 10 heures ou de 15 heures de télédiffusion, alors, le coût des

[Text]

even a fifteen-hour service then the costs of your satellite would be very low compared to the cost of doing it by this other more cumbersome method.

What the satellite does is to incur the heavy capital cost of building the facility that delivers the message all over Canada. Your incremental costs then consist of adding the relatively small and relatively cheap units by way of earth-receiving stations and transmission stations and it will be possible to install any number of those at a relatively low cost. So the larger your number of stations the lower and lower your incremental cost becomes.

Mr. Schreyer: This brings me to two specific questions.

When you state that the net differential in cost as between the two systems will not be very great, are you leaving capital costs completely out of that? You are speaking about current operating and incremental costs?

Dr. Davidson: I am referring primarily to the operating costs, but I should add that the cost of these Frontier Coverage Package units which will be really the capital cost involved...

Mr. Schreyer: That is included?

Dr. Davidson: ... apart from the delay centres, will be of the order of \$100,000 per unit, and they would have to be incurred anyway whether we built a Frontier Coverage Package for the traditional method of delivery or one to put alongside the earth-receiving station, because the installation is essentially the same.

Mr. Schreyer: The cost of these Frontier Coverage Package units that would have to be constructed, the capital cost of which you include in your consideration when you make that statement, is about \$100,000.

Dr. Davidson: Per unit.

Mr. Schreyer: Roughly comparable with the cost to the CBC of building these television rebroadcasting units that you have on the periphery of such large cities as Winnipeg?

Dr. Davidson: They are more expensive, are they not?

Mr. Hayes: For the same power they are a little more expensive.

• 1130

Mr. Schreyer: There was some questioning about extending French language service and

[Interpretation]

satellites serait très bas, comparativement à l'autre méthode, qui est beaucoup moins pratique d'ailleurs. Le satellite suppose une importante mise de fonds initiale pour le lancement de l'appareil qui assurera le service de télédiffusion à travers le Canada. Le seul coût marginal consiste alors à installer des stations réceptrices terriennes et des stations de transmission qui sont relativement peu coûteuses. On peut en installer autant qu'on en désirera pour un coût relativement faible. Plus vous installez de ces stations, plus le coût marginal diminue.

M. Schreyer: Cela m'amène à vous poser deux questions. Lorsque vous dites que la différence nette entre les frais pour les deux systèmes ne sera pas très importante, vous ne tenez pas compte des dépenses d'immobilisation. Vous parlez seulement des frais d'exploitation courante et des coûts marginaux.

M. Davidson: Je parle surtout des frais d'exploitation, mais je devrais ajouter que le coût de ces émetteurs d'avant-poste qui constitueront véritablement des dépenses en immobilisation...

M. Schreyer: Le coût est compris dans l'ensemble?

M. Davidson: ... à part les postes de relais, coûteront environ \$100,000 chacun; nous devons faire ces installations, que nous choisissons le système conventionnel avec les émetteurs d'avant-poste ou que nous lançons un satellite. Dans les deux cas, les installations sont essentiellement les mêmes.

M. Schreyer: Ces émetteurs d'avant-poste que vous devrez construire et dont vous incluez le coût en immobilisation dans votre rapport, vous dites qu'ils coûteront \$100,000 chacun?

M. Davidson: Exact.

M. Schreyer: Ce qui se compare à peu près au coût de construction de ces postes de retransmission établis à la périphérie des grandes villes, comme Winnipeg?

M. Davidson: Ils sont plus coûteux, n'est-ce pas?

M. Hayes: Pour la même puissance, ils sont un peu plus coûteux.

M. Schreyer: On a posé certaines questions au sujet des services de langue française, on

[Texte]

someone mentioned CBWFT at Winnipeg. I would like to know why it has not been possible up to now to put CBWFT on the existing ground microwave system and thereby hook it up live, you might say, to the eastern French-speaking network.

Dr. Davidson: It has simply been a question of dollars up to the present time. I do not know where the French microwave net ends at the present time. I am told it ends at Sturgeon Falls.

Mr. Schreyer: I thought so.

Dr. Davidson: The cost of extending that microwave net from Sturgeon Falls to Winnipeg is the factor in the picture. A cost of this kind plus the further cost of stepping the microwave beyond Winnipeg to the west are the elements of cost that we are saying we can set off against the cost of the satellite transmission if we were to be sure that we would have the funds made available to extend the microwave westward. We could use those for the satellite instead.

Mr. Schreyer: I take it then that you are saying that it would be cheaper to extend the French-language service to Western Canada, to Winnipeg, via satellite than it would be to extend the existing ground microwave system.

Dr. Davidson: No sir, I am not saying that.

Mr. Schreyer: If you are prepared to provide live TV service to the French-speaking people of Manitoba via satellite, why is the CBC not prepared now to provide it via the existing ground microwave system?

Dr. Davidson: I have already made it clear that the funds are not available in our present budget to do it either way. That is why we are not doing it. And I am saying that if the funds can be made available, the additional funds to extend the services of the French network westward and the service to the North, those additional funds which would be made available would in total, taking together the French network cost and the northern cost, enable us to rent the necessary channels in the satellite. Your question to me was a separate question which isolated the French network costs alone.

If for example one were to take the theoretical situation and were to set aside the question of the North for the moment, and ask what were the relative costs of extending the French network westward or renting one

[Interprétation]

a parlé du poste CBWFT à Winnipeg. J'aimerais savoir pourquoi on n'a pas réussi jusqu'à ce moment à relier le poste CBWFT au réseau terrestre de micro-ondes qui fonctionne à l'heure actuelle, ce qui aurait permis de diffuser dans cette région les émissions en direct provenant de l'Est.

M. Davidson: C'est simplement une question de dollars en ce moment. Je ne sais pas où finit le réseau de micro-ondes du secteur français à l'heure actuelle. On me dit qu'il se termine à Sturgeon Falls,

M. Schreyer: C'est ce que je croyais.

M. Davidson: Le coût d'expansion de ce réseau, de Sturgeon Falls à Winnipeg, explique cette situation. Ce sont les frais de cette nature, en plus du coût additionnel d'étendre ce service au-delà de Winnipeg, à l'ouest, que l'on peut éliminer du coût de la transmission par satellite si nous étions certains d'avoir les fonds disponibles pour étendre les ondes courtes du côté de l'Ouest. Nous pourrions les utiliser pour le satellite plutôt.

M. Schreyer: Ce que vous voulez dire donc, ce serait qu'il en coûterait moins cher d'étendre le réseau français jusqu'à l'Ouest du Canada, à Winnipeg, par satellite, que d'étendre le système terrestre par micro-ondes.

M. Davidson: Non ce n'est pas cela que j'ai dit.

M. Schreyer: Si vous êtes prêts à donner le service de TV en direct aux francophones du Manitoba, par satellite, pourquoi la société Radio-Canada n'est-elle pas prête à le faire par le système de micro-ondes qui existe déjà.

M. Davidson: J'ai déjà dit clairement que, nous n'avons pas les sommes nécessaires pour le faire d'une façon ou d'une autre. C'est pour ça que nous ne le faisons pas. Si on nous donne les fonds supplémentaires pour étendre le service des réseaux français vers l'Ouest et les autres services au Nord, ces fonds supplémentaires, qui pourraient devenir disponibles, pourraient, en combinant le coût du réseau français et le coût du réseau au Nord, nous permettre de louer les canaux nécessaires d'un satellite. Votre question était une question distincte qui isolait les coûts du réseau français uniquement.

Si par exemple, nous supposons une situation théorique et que nous éliminons pour le moment la question du Nord et nous demandons quels seraient les coûts d'étendre le réseau français vers l'Ouest ou de louer un

[Text]

channel on the satellite, the cost of extending the French network westward by microwaves would be less than the cost of providing that service through the rental of only one channel on the satellite.

Mr. Schreyer: That is right, and this what I suspected. I am glad that we have this frank statement of expert opinion from the President.

Dr. Davidson: I would just like to add that the delivery of the signal by satellite would do more than simply cover the same part of Canada that the extension of the French network westward would. It would cover the totality of Canada, as you know.

Mr. Schreyer: This leads me to ask one more question relative to the matter of extension of French-language service on television. I know that Mr. Kierans has made much of this particular argument, and in a sense I have agreed that this was a valid argument in support of the idea of proceeding with this project. But I think it must be stated—I would like you to indicate whether you agree—that in as much as almost all of the French-speaking people who live beyond the existing microwave system today are living in western Canada that could be reached by the two existing microwave chains or systems, it rather makes nonsense of the argument that in order to provide live French-language television to these people we must do it via satellite. We can easily do it by the existing terrestrial or ground microwave systems, could we not? It would reach 98 per cent of them.

Dr. Davidson: It is feasible to provide . .

Mr. Schreyer: And cheaper.

Dr. Davidson: . . . the service, and in terms of the straight-line link between Sturgeon Falls and British Columbia, for example, it would be less costly to do that and that only by microwave than to do it by satellite on the basis of renting one channel.

• 1135

Mr. Schreyer: For all of the thousands of French-speaking people living west of Sturgeon Falls and therefore west of the end of line of the French-language microwave TV system, it would be possible to provide very soon, very quickly, French-language television at a cheaper cost than by the proposed satellite system. Is that not correct?

[Interpretation]

canal d'un satellite. Il en coûterait moins d'étendre le réseau français vers l'Ouest par micro-ondes que de donner ce service en louant un seul canal par satellite.

M. Schreyer: C'est exactement ce que je voulais savoir. Je suis content qu'on nous ait donné l'opinion des experts et que le président nous ait donné son opinion en tant qu'expert.

M. Davidson: Mais le signal fourni par satellite ferait plus que de couvrir la même partie du Canada que l'extension du réseau français vers l'Ouest pourrait le faire. Il couvrirait la totalité du Canada comme vous le savez.

M. Schreyer: En ce qui concerne l'extension des services français, je sais que M. Kierans a insisté sur cet argument en particulier et d'une certaine façon je suis d'accord qu'il a un peu raison lorsqu'il désire qu'on procède par cette méthode. On doit dire que, étant donné que tous les francophones qui habitent au-delà du système existant de micro-ondes, habitent dans l'Ouest du Canada, que l'on pourraient atteindre par les deux chaînes ou réseaux de micro-ondes, cela semble supposer qu'il serait ridicule de prétendre qu'il faut absolument utiliser les satellites pour atteindre ces personnes. Nous pouvons le faire facilement par les systèmes terrestres de micro-ondes qui existent déjà, n'est-ce pas? Cela rejoindrait 98 p. 100 d'entre eux.

M. Davidson: Il est possible de donner le service. . .

M. Schreyer: Et moins cher.

M. Davidson: . . . et en ce qui concerne un lien direct entre Sturgeon Falls et la Colombie Britannique, par exemple, il en coûterait moins de faire cela seulement par micro-ondes que de le faire par satellite, en louant un canal.

M. Schreyer: Alors ces milliers de personnes qui habitent à l'ouest de Sturgeon Falls et plus à l'ouest de la fin du réseau français, il serait possible de leur donner très prochainement et rapidement une chaîne de télévision française à moins de frais que de le faire par satellite. Est-ce que j'ai raison?

[Texte]

Dr. Davidson: Well, I would repeat again that if you take the question of the extension of French-language service on a straight line to the west in isolation, and disregard the need to provide the same service to areas in the northern part of the provinces of Saskatchewan, Manitoba and Alberta, and the Northwest Territories, if you simply take it on a straight-line basis of linking Sturgeon Falls to Vancouver by microwave, the cost of that we estimate, as I have already said, at \$1.5 million, which is less than any likely cost of renting a single channel on a satellite.

Mr. Schreyer: Mr. Chairman, let us look at the argument about providing a better service to the North than is possible under the frontier coverage package. Could Dr. Davidson indicate how many northern communities there are in—let us take a specific area—northern Manitoba? How many northern communities are there that are not already served by the CBC's frontier package?

By northern communities, I think for purposes of being practical we mean communities of 300 or more.

Dr. Davidson: I would have to get that information for you, Mr. Schreyer. I do not have it available now.

Mr. Schreyer: Yes, I can appreciate that. I think it is asking for something that really would be impossible for you to know just off the cuff. But I will ask you this. In all of the discussions so far about the value of the satellite system in providing better television and communication service to the North, in effect how many communities are we talking about? I have been advised that in the entire High Arctic, for example, there are only six communities with a population of 500 or more. Is this what we are talking about?

Dr. Davidson: No, what our plans call for is an increase in the number of frontier coverage packages to serve isolated communities, French and English, in the northern parts of the provinces, and in the Northwest Territories. The five-year plan that we have used as a basis for stating our financial requirement calls for us to increase the number of these frontier coverage packages from 13 to something between 40 and 45 over the five-year period. That does not exhaust the number of communities which are significant sizeable communities in the neighbourhood of 500 that have not television service and that should be receiving television service.

Mr. Schreyer: You are saying that at the present time the CBC serves about 14 communities?

[Interprétation]

M. Davidson: Oui. Je répète que si on considère l'expansion du service francophone en ligne directe vers l'Ouest qui est isolé et si on met de côté la question de fournir les mêmes services dans le Nord de la Saskatchewan, de l'Alberta, ou des Territoires du Nord-Ouest, si l'on prend donc simplement ce service sur la base d'une ligne droite qui relierait Sturgeon Falls à Vancouver par micro-ondes, on estime le coût de cela à un million et demi de dollars, ce qui est beaucoup moins que les frais de location d'un seul canal par satellite.

M. Schreyer: Monsieur le président, étudions la question de fournir de meilleurs services aux régions du Nord que ce soit possible par les émetteurs d'avant-poste. Est-ce que monsieur Davidson pourrait nous dire combien de collectivités il y a dans une région en particulier, disons dans le Nord du Manitoba. Combien de collectivités y a-t-il qui n'ont pas déjà le service de télévision fourni par Radio-Canada?

Nous parlons de collectivité de 300 personnes ou plus.

M. Davidson: Je devrais recueillir ces chiffres pour vous. Je ne les ai pas devant moi.

M. Schreyer: Je comprends. Je demande peut-être quelque chose que vous ne pouvez pas savoir comme cela à pied levé. Mais voici une autre question. Dans toute la discussion que l'on a eue jusqu'ici sur la valeur du système de satellite pour nous fournir de meilleurs services de télévision au Nord canadien, de combien de collectivités parlons-nous? On a dit que dans l'Arctique très au Nord il y a seulement six collectivités ayant une population de 500 personnes ou plus. Est-ce que c'est de cela qu'il s'agit?

M. Davidson: Non. D'après nos plans, on veut fournir les services d'émetteurs d'avant-poste aux collectivités isolées, francophones ou anglophones, dans le nord des provinces et dans les Territoires du Nord-Ouest. Le plan de cinq ans que nous avons utilisé comme base pour établir nos exigences financières, demande une augmentation du nombre de ces émetteurs d'avant-poste de 13 à quarante ou quarante-cinq environ pendant la période de cinq ans. Cela n'épuise pas le nombre de collectivités d'une importance assez grande, d'environ cinq cents habitants qui n'ont pas encore de service de télévision et qui devraient les obtenir.

M. Schreyer: Si j'ai bien compris, vous dites que la Société Radio-Canada dessert environ quatorze collectivités présentement?

[Text]

Dr. Davidson: No. It serves 13 communities through frontier coverage packages.

Mr. Schreyer: Right.

Dr. Davidson: By that I mean these are installations that are not connected to the microwave network. They are served by this cumbersome method of transportation of tapes and recordings by air. Those are 13 that we start with.

Our five-year forecast calls for us increasing the number of frontier coverage packages not connected to the microwave nets up to 40 or 45 in total, but that includes the 13 we start with.

Mr. Schreyer: In other words, it is well within the present plans of the CBC to proceed to extend a service via frontier coverage package over the next five years so that approximately 45 communities will be so served regardless of whether we have a satellite capability in the future or not.

Dr. Davidson: Provided funds are made available for that purpose.

Mr. Schreyer: Yes. Do you see any problem in terms of redundancy or duplication of effort and expenditure? If you go ahead with 40 new frontier coverage packages and then later we do develop and put in orbit this satellite, will that in a sense mean a waste of public funds?

Dr. Davidson: No sir, because the 13 frontier coverage packages that we have built now are completely adaptable to association with the ground stations which will be part of the Telesat complex.

• 1140

Mr. Schreyer: They will be almost fully convertible and the saving would be realized by simply discontinuing the video taping and the air delivery.

Dr. Davidson: This cost as I have already mentioned is about \$47,000 a year for a four-hour service. The essential factor to keep in mind here, Mr. Schreyer, is that our frontier coverage package now receives a four-hour daily program service at a cost of \$47,000 a year. If that is extended to 10 hours a day, the cost per unit would rise to \$100,000 a year, and if it were extended to an attempt to deliver the full program service which is 18 hours a day it would mean the unit cost would be up to about \$170,000 a year.

[Interpretation]

M. Davidson: Non, elle dessert treize collectivités au moyen des émetteurs d'avant-poste.

M. Schreyer: Bon merci.

M. Davidson: Par cela je veux dire sur les installations qui ne font pas partie du réseau de micro-ondes. On les dessert par cette méthode incommode qui consiste à transporter les bandes et les disques par avion. Ce sont 13 collectivités dans lesquelles nous avons commencé nos installations.

Nos prévisions de cinq ans demandent que nous augmentions le nombre d'émetteurs d'avant-poste non reliés aux réseaux de micro-ondes qui sont 40 ou 45 au total mais cela comprend les 13 avec lesquels nous avons commencé.

M. Schreyer: En d'autres termes, la Société a bien l'intention d'étendre ce service au moyen des émetteurs d'avant-poste au cours des cinq prochaines années, de sorte qu'environ quarante-cinq collectivités seront desservies ainsi, que nous ayons les services de télévision par satellite ou non dans l'avenir.

M. Davidson: A condition que l'on nous procure les fonds nécessaires à ces fins.

M. Schreyer: Pensez-vous qu'il y aura chevauchement ou double emploi de nos efforts et de nos dépenses? Si vous installez quarante nouveaux émetteurs d'avant-poste et que plus tard nous ayons un satellite est-ce qu'il ne s'agit pas d'un gaspillage des deniers publics.

M. Davidson: Non, parce que les émetteurs d'avant-poste que nous avons installés maintenant sont complètement adaptables aux stations terrestres qui feraient partie des réseaux Télésat.

M. Schreyer: Par conséquent, ils peuvent presque complètement se convertir et on pourrait économiser simplement en discontinuant l'enregistrement sur bandes magnétiques et la livraison par avion.

M. Davidson: Ce coût, comme je l'ai déjà mentionné, est d'environ \$47,000 pour un service de quatre heures. Ce dont il faut se souvenir essentiellement, monsieur Schreyer, c'est que nos émetteurs d'avant-poste ont un service de quatre heures par jour à un coût de \$47 milles dollars par an. Si on étend cela pour dix heures, le coût sera de \$100 milles dollars et si on essaie de donner un service complet de programmation, c'est-à-dire environ dix-huit heures par jour, cela voudrait dire une dépense d'environ \$175 milles dollars.

[Texte]

The Chairman: Could I ask a supplementary to that? The \$47,000 per year that you mentioned as the operating cost, is that per year per station or per year for the system?

Dr. Davidson: Per year, per station; the cost of servicing Lynn Lake is about \$47,000 a year, averaged over all of the 13.

Mr. De Bané: For four hours?

Dr. Davidson: Yes.

Mr. De Bané: And for 18 hours it would be \$175,000.

Dr. Davidson: Do not take that figure too literally. The figure that I would stand on is about \$95,000 to \$100,000 for ten hours.

Mr. De Bané: For 10 hours.

Mr. Schreyer: This is the current annual servicing and operating cost?

Dr. Davidson: Therefore, if you will follow me, the more numerous those stations in the North to cover the communities concerned, and the more hours we program on each of those stations, the larger and larger becomes the cost of servicing them by traditional methods. If you compare that with the satellite, you incur the cost of the satellite when you put the satellite up there and start operating; the cost of subsequently building the ground receiving station, which is Telesat's responsibility and is estimated at \$100,000; and the cost to us of building a \$100,000 transmitting station which is the counterpart of our present frontier coverage package. These represent relatively low incremental costs, once you have the satellite spraying the North with the signal.

Mr. Schreyer: On the matter of the operating mechanics, if you proceed with the building of the 40 television transmitters in the North as part of the extension of the frontier package service, do you envisage that if or when Telesat becomes operational your frontier unit will be sold to Telesat?

Dr. Davidson: No.

Mr. Schreyer: You will continue to operate it, and they will put up ground receiving stations very nearby?

Dr. Davidson: Theoretically there may be a problem because we have 13 of these stations already in place. The question might arise in your mind: Are those the 13 places at which Telesat would want to build their first 13 ground stations? Obviously, if they do not

[Interprétation]

Le président: Puis-je poser une question à ce sujet? Vous avez dit \$47 mille dollars par année pour le coût de fonctionnement. Est-ce que c'est le coût par année, par station ou par année pour tout le système?

M. Davidson: Par année, par station. C'est une moyenne pour les treize postes.

M. De Bané: Pour quatre heures d'émissions?

M. Davidson: Oui.

M. De Bané: Pour 18 heures cela coûterait donc \$175,000?

M. Davidson: Il ne faut pas prendre ces chiffres au pied de la lettre. Je dirais \$95,000 à \$100,000 pour 10 heures de télévision.

M. De Bané: Pour 10 heures.

M. Schreyer: C'est le coût d'opération moyen par année?

M. Davidson: Si vous me suivez, plus il y aura de postes dans le nord, plus on pourra desservir de collectivités, plus on donnera d'heures d'émissions; plus le coût augmentera pour les desservir par les méthodes traditionnelles. Et si on pense ici au service par satellite, on doit défrayer le coût de ce système lorsqu'on lance un satellite et le coût de la construction des stations terriennes dont la responsabilité incombe à Télésat et dont le coût est estimé à \$100,000 et le coût de la construction de la station de transmission, soit 100,000, représente un coût beaucoup moins élevé, une fois que vous avez un satellite qui couvre le Grand Nord de ses signaux.

M. Schreyer: Pour ce qui est de la façon de procéder si on doit construire ces 40 émetteurs dans le Nord, croyez-vous que lorsque Télésat va entrer en fonction votre unité du Grand Nord va être vendue au Télésat?

M. Davidson: Non.

M. Schreyer: Vous allez continuer à en assurer l'exploitation et Télésat installera ses stations réceptrices juste à côté?

M. Davidson: Il y aura peut-être un problème car nous avons déjà 13 stations existantes. Vous pourriez peut-être vous demander s'il s'agit des mêmes 13 endroits où Télésat voudra construire une station au sol? Disons, que s'ils ne le veulent pas, il va falloir qu'on

[Text]

decide to build their 13 ground receiving stations alongside our 13 units we would still have to bicycle one or two. On the other hand, in terms of the future, this is a problem of joint planning; of our people sitting down with Telesat and those representing Northern Affairs and other departments of government which have interests in the North, and arriving at a common judgment on where the future joint installation should be located.

Mr. Schreyer: Dr. Davidson, should we assume, as the decision will soon be made on whether Telesat should in fact be proceeded with, that the CBC is holding in abeyance all its plans relative to the construction of these 40 new television transmitters?

Dr. Davidson: No, sir.

Mr. Schreyer: You are proceeding.

I have no objection, if members have supplementaries. I still have a couple of questions I could put.

Mr. McCleave: I have one, if Mr. Schreyer will be good enough to yield the floor for a moment.

To return to the duplex theme, and following up Mr. Schreyer's questions, are these 13 that you now have capable of taking part in the duplex type of operation?

Mr. Hayes: I cannot speak specifically, but certainly a large number of them could be duplexed, as you have suggested. In other cases, we may have to move slightly, or put a single-hop microwave between the sites if they cannot be combined. But the actual cost involved either in moving or in a single-hop microwave between would not be serious.

Mr. Macquarrie: Mr. Chairman, has there not, in fact, been some consultation between the CBC and the Communications Department? We have been given numbers of receive stations and certain amounts have been costed in as part of the satellite program. Surely there already has been some consultation.

It would seem preposterous for them to build a receive-only and then for you, much later, to decide that you would not put a transmitter there, or the opposite, which you indicate.

When one of the ablest public servants in the country gives a figure of \$60,000 and then you come along and say it is \$100,000, it makes me wonder what consultation has already taken place.

Dr. Davidson: I do not know what is the basis of the \$100,000 figure, Mr. Chairman. It

[Interpretation]

en transporte une ou deux. Mais pour ce qui est de l'avenir c'est un problème de coordination. Il faudra consulter Télésat, consulter le ministère du Nord canadien et d'autres ministères intéressés et décider ensemble où les installations devront être situées.

M. Schreyer: Monsieur Davidson, devrions-nous en conclure que puisque la décision sera prise bientôt, puisqu'on décidera bientôt si la Télésat doit être créée, la Société Radio-Canada limite-t-elle ses projets de construction en attendant?

M. Davidson: Non, monsieur.

M. Schreyer: Vous allez de l'avant. Je n'ai pas d'objection, si des membres veulent poser des questions supplémentaires. J'ai encore deux ou trois questions.

M. McCleave: J'ai une question supplémentaire, M. Schreyer aura peut-être l'obligeance d'attendre un moment. Mais pour en revenir aux stations terrestres, les 13 stations sont-elles en mesure à l'heure actuelle de fonctionner dans le cadre du système de Télésat?

M. Hayes: Je ne puis pas parler de chacun en particulier. Je crois qu'il y en a plusieurs qui pourraient être utilisées. Dans d'autres cas il faudra peut-être les déplacer quelque peu; dans d'autres cas il sera peut-être nécessaire d'établir un bond de faisceau hertzien. Ce n'est pas grave toutefois. Les frais de déplacement d'installation d'un bond de réseau hertzien ne seraient pas élevés.

M. Macquarrie: Je me demande s'il n'y a pas eu consultation entre le ministère des Communications et la Société Radio-Canada? Je crois qu'il y a des sommes qui ont été prévues à l'intention du programme de satellite. Il est certain qu'il a dû y avoir des consultations jusqu'ici. Il serait ridicule qu'ils construisent uniquement des postes récepteurs et que vous ne construisiez pas des transmetteurs en même temps. Et lorsqu'un des meilleurs fonctionnaires au Canada donne un chiffre de \$60,000 et lorsque vous-même donnez un chiffre de \$100,000 je me demande quelles sortes de consultation ont lieu jusqu'ici.

M. Davidson: J'ignore sur quoi est fondé le chiffre de \$100,000, monsieur le président. Je

[Texte]

would be wrong of me to say that it is only \$60,000 when my own figures show that the cost to us of building the stations we have built ranges between \$72,000 and \$121,000.

• 1145

Mr. Macquarrie: But this program is pretty well launched. I am asking if consultation has taken between the CBC and the...

Dr. Davidson: Yes, there is constant consultation.

Mr. Macquarrie: And the sites of these installations have been discussed.

Dr. Davidson: Not the sites of the future ones, no.

Mr. De Bané: Mr. Chairman, when I said \$100,000 I was referring to the White Paper.

The Chairman: Just a moment; I think there was another...

Dr. Davidson: Mr. Hayes may be able to clarify this figure. I have never previously heard of the figure of \$60,000.

Mr. Macquarrie: Read our evidence.

Mr. Hayes: There have been many discussions and we have given some of our actual cost figures, varying from the smaller stations to the larger ones, to engineers who have been talking with us. Some of our stations in which we do not have to install video tape machines do come down to \$60,000 and even less, so it is quite possible that one of these figures has been used. This might account for the \$60,000 figure.

The Chairman: But in your experience your average cost, has been around \$100,000?

Mr. Gilmore: The average planning figure, making allowance for variables that we cannot anticipate over the five-year period in X number of stations, is \$100,000 per station. As Dr. Davidson has said, some are slightly above and some are slightly below. Indeed, the actual fact may be that when all the costs are in some may be a little under the budget, but that is a planning figure; and we feel that it would be unwise to provide less than that. We could be badly caught. Our figure includes building, land and inter-connection with network, or tape facility where this applies. So it has to be an average.

[Interprétation]

ferais fausse route si je disais que cela ne coûterait que \$60,000 quand selon mes propres chiffres, le coût des postes s'est échelonné entre \$72,000 et \$121,000 jusqu'ici.

M. Macquarrie: Le programme est presque lancé; y a-t-il eu des entretiens avec la Société Radio-Canada?

M. Davidson: Oui, il y a eu consultation.

M. Macquarrie: A-t-on discuté l'emplacement des stations qui seront construites?

M. Davidson: Non, pas de l'emplacement des futurs postes.

M. De Bané: Lorsque j'ai dit \$100,000 je me reportais au Livre blanc.

Le président: Un instant; je pense qu'il y avait...

M. Davidson: M. Hayes pourrait peut-être donner des détails. Je n'ai jamais entendu parler de cette somme de \$60,000.

M. Macquarrie: Lisez notre témoignage.

M. Hayes: Il y a eu de nombreux entretiens. Nous avons donné une idée de nos chiffres à partir des petites stations jusqu'aux plus considérables. Et dans certaines de nos stations, il n'est pas nécessaire d'installer des appareils à ruban magnétoscopique et elles ne peuvent coûter qu'environ \$60,000; il est fort possible qu'on ait cité un de ces chiffres. C'est peut-être de là où provient le chiffre de \$60,000.

Le président: Mais, d'après votre expérience, le coût moyen s'établit à environ \$100,000?

M. Gilmore: Nous avons tenu compte de toutes les variables pendant une période de 5 ans pour x stations, et le coût moyen s'établit à \$100,000 par station. Comme l'a signalé M. Davidson certains postes coûtent plus cher, d'autres moins. Il se peut fort bien que lorsque toutes les dépenses auront été faites, le budget ne soit pas atteint; mais c'est là une prévision; et nous croyons qu'il serait assez peu sage de prévoir une somme moins élevée. Nous pourrions nous trouver dans de beaux draps. Cette somme comprend tout: les plans, les édifices, les devis, les raccords, avec le réseau, et la possibilité d'enregistrer les émissions en l'occurrence. Cela doit donc être une moyenne.

[Text]

Mr. Macquarrie: So the \$60,000, I take it, at the moment . .

Dr. Davidson: I would rather tell you \$100,000 and have it \$90,000, Mr. Macquarrie, than tell you \$60,000 and have it \$90,000.

Mr. Macquarrie: After all the stations are built, and using Dr. Davidson's maximum figure of 46, what portion of the North and the people therein will be left out in the twilight zone of not getting good television?

Dr. Davidson: I do not know whether or not we have made a calculation of that. We could make a calculation based upon present populations, but I am not sure how useful one would be based upon what the populations will be in the North when the plan is completed.

Mr. Macquarrie: Are you hitting for 100 per cent?

Dr. Davidson: Not on the basis of this 46, no.

Mr. Macquarrie: Ninety per cent?

Dr. Davidson: Less than that.

Mr. Macquarrie: Eighty per cent?

The Chairman: Mr. Schreyer?

Mr. Schreyer: Thank you, Mr. Chairman. I will put my few remaining questions. A couple of them relate to the extension of the French-language service and the argument about extending service to the North. How many television stations transmitting in the French language have we in western Canada?

Dr. Davidson: Just one.

Mr. Schreyer: Just the one at Winnipeg? Are there not re-transmitting stations elsewhere in western Canada? For example, do the people at Gravelbourg, Saskatchewan, not get television?

Mr. Picard: That is radio.

Mr. Schreyer: I beg your pardon?

Mr. Picard: That is radio.

Mr. Schreyer: Radio only?

Dr. Davidson: We have no television installation of any kind, owned and operated, English, French or any other language, in Saskatchewan, unfortunately.

[Interpretation]

M. Macquarrie: J'opte pour \$60,000, pour le moment.

M. Davidson: Si le coût revenait à \$90,000, je préférerais vous donner un chiffre de \$100,000, monsieur Macquarrie, qu'un montant de \$60,000.

M. Macquarrie: Je me demande si lorsque les stations auront été toutes construites, et en se servant du maximum de 46 du docteur Davidson, quelle proportion des gens du Nord seront laissés de côté, c'est-à-dire ne pourront pas obtenir de bonnes émissions de télévision?

M. Davidson: Nous pourrions établir des calculs fondés sur la population actuelle mais je ne sais pas exactement si on peut établir des prévisions en tenant compte de la population qui se trouvera dans le Nord lorsque le programme sera lancé.

M. Macquarrie: Visez-vous à une proportion de 100 p. 100?

M. Davidson: D'après ce chiffre de 46, non.

M. Macquarrie: Quatre-vingt dix p. 100?

M. Davidson: Moins que cela.

M. Macquarrie: Quatre-vingt p. 100?

Le président: Monsieur Schreyer?

M. Schreyer: Merci, monsieur le président je vais terminer les questions qui me restent. Je voudrais parler de l'expansion des services en langue français et du prolongement du service vers le Nord. Je voulais demander combien il y a de stations de télévision qui transmettent des émissions en langue française dans l'Ouest du Canada?

M. Davidson: Il n'y en a qu'une.

M. Schreyer: Seulement celle de Winnipeg? N'y a-t-il pas des postes de retransmission ailleurs dans l'Ouest du Canada? Par exemple, les gens de Gravelbourg, en Saskatchewan, ont-ils des postes de télévision en langue française?

M. Picard: Seulement la radio.

M. Schreyer: Vous dites?

M. Picard: Uniquement la radio.

M. Schreyer: La radio seulement?

M. Davidson: Malheureusement, il n'existe pas de poste de télévision de langue française ni anglaise ni en aucune autre langue en Saskatchewan.

[Texte]

Mr. Schreyer: Therefore, in a sense, CBWFT Winnipeg could be considered to be a frontier coverage package in the French language?

Dr. Davidson: That is correct. That is the analogy.

● 1150

It is a more powerful frontier coverage package. It is more like the frontier coverage packages that we were talking about for Inuvik and for Pine Point. Is it not, Mr. Hayes?

Mr. Hayes: Yes, and one other factor, too. The quality of the equipment used and the cost of it is much higher in Winnipeg than we would use in a frontier coverage package.

Dr. Davidson: And Winnipeg also has some limited production facilities for the local production of programs there—news and so on—which would not exist in the frontier coverage package.

Mr. Schreyer: If you do not have these figures readily available, perhaps they could be forwarded later. If one took the operating cost of providing this frontier package service to CBWFT Winnipeg and subtracted it from the annual operating cost of providing this service by extending the microwave link from Timmins or Sturgeon Falls, what would be the net increment in cost if you extended this live service in French to the French-speaking people in the West? Is it possible to get this figure?

Dr. Davidson: Would you mind stating it again?

Mr. Schreyer: If you take the annual operating cost as it exists now to provide this package, this canned TV service to CBWFT, and subtract it from the cost that would be involved if you were to extend the ground microwave system east from Sturgeon Falls, what would be the net increment in cost to the CBC if you were to proceed to extend the microwave system and provide live TV in the French language? Do you have that figure?

Dr. Davidson: If we were simply to pump the French network programming into Winnipeg by a microwave, instead of doing what we are doing now, what would be the cost differential? May I ask you to elaborate on one point for me. We can find out that comparison. But do you intend to dispense with

[Interprétation]

M. Schreyer: CBWFT-Winnipeg desservirait donc les francophones des deux côtés de la limite entre le Winnipeg et la Saskatchewan?

M. Davidson: C'est juste. Voilà l'analogie. C'est un émetteur d'avant-poste plus puissant.

Sa conception se rapproche plus de ceux dont nous parlions pour Inuvik et Pine Point. N'est-ce pas, M. Hayes?

M. Hayes: Oui, mais il y a autre chose aussi. La qualité des appareils et leur coût est beaucoup plus élevé pour les installations de Winnipeg que pour les émetteurs d'avant-poste.

M. Davidson: De plus, Winnipeg possède quelques installations pour la production d'une programmation locale restreinte, comme les nouvelles et autres programmes du genre; on ne retrouverait pas ces installations dans les émetteurs d'avant-poste.

M. Schreyer: Si vous n'avez ces chiffres actuellement, peut-être serait-il possible de nous les remettre plus tard. Si on calcule les frais qu'il en coûterait pour offrir ce service à CBWFT Winnipeg, et si on soustrait cette somme de ce qu'il en coûterait annuellement pour donner le même service en prolongeant le réseau de micro-ondes à partir de Timmins ou de Sturgeon Falls, on aurait alors l'accroissement net des dépenses qu'entraînerait le prolongement du service de télédiffusion en direct de la programmation française vers l'Ouest... Est-il possible d'obtenir ces chiffres?

M. Davidson: Pourriez-vous poser votre question de nouveau?

M. Schreyer: Si vous prenez le coût annuel de ce service d'émissions enregistrées offert actuellement à CBWFT et si on soustrait ceci de la somme qui serait nécessaire pour prolonger le système terrestre de micro-ondes à partir de Sturgeon Falls, quelle serait la somme d'argent que devrait déboursier la Société Radio-Canada pour prolonger son système de micro-ondes et offrir des émissions en direct en langue française? Avez-vous ces chiffres?

M. Davidson: Vous voulez savoir quelle serait l'augmentation de coût qu'entraînerait la retransmission en direct de la programmation française jusqu'à Winnipeg? Je vous demanderais une précision. Nous pouvons établir la comparaison entre les deux services. Mais je me demande si vous voulez éliminer

[Text]

the local program service that is now provided on a limited basis from Winnipeg itself?

Mr. Schreyer: No, because, if you will pardon me, I do not see how it enters into it. If it is local production it will not be affected by whether other programming is flown in by air or whether it is brought in by microwave.

Dr. Davidson: No, but you are assuming that the costs of the local program production would be continued even if we pumped the network programming in from Sturgeon Falls. Right?

Mr. Schreyer: Yes.

Dr. Davidson: We will work out something on that.

Mr. Schreyer: Thank you. On the matter of northern service, Dr. Davidson, does the CBC have a figure in mind as to the minimum population in a community below which the CBC feels that it is not warranted to provide a frontier package unit service?

Dr. Davidson: I can answer that question best, Mr. Schreyer, by starting back a little further and telling you what our approach is to the problem of extension of coverage. Our basic position has been that it should be our objective to supply television services to communities of 2,000 population and over as funds become available; and on the radio side, to communities down to 500 population as funds become available.

If we were to apply that criterion and that criterion only, there would be little in the way of northern development of our services; consequently we have had to add to that criterion a second criterion which recognizes the

• 1155

special needs of communities in the North even if they do not qualify in terms of numbers—where new mining towns are opened up or where our population groups which are completely isolated and cut off transportation wise and so on. We have accepted the argument that we have an obligation to go into some of these communities, even though the populations are not up to the standards that we normally apply.

There is a joint committee of the Department of Indian Affairs and Northern Development and ourselves, with possibly some other interested departments—I do not know how many others are involved—which examines in terms of the special circumstances of these

[Interpretation]

la programmation locale restreinte qui est déjà produite à Winnipeg?

M. Schreyer: Non. Mais je ne vois vraiment pas comment cela entre en ligne de compte. Si c'est une production locale, cela ne fera aucune différence si des programmes supplémentaires sont amenés dans la région de Winnipeg par avions ou transmis directement par le réseau micro-ondes.

M. Davidson: Vous supposez alors que le coût de la programmation locale serait maintenu, même si nous amenons par micro-ondes la programmation du réseau français à partir de Sturgeon Falls. Est-ce bien cela?

M. Schreyer: Oui.

M. Davidson: Nous tâcherons de vous donner ces chiffres.

M. Schreyer: Merci. En ce qui a trait au service dans les régions septentrionales, est-ce que la Société Radio-Canada a une idée du nombre minimum de personnes qui pourrait justifier l'installation d'un émetteur d'avant-poste?

M. Davidson: La meilleure façon de répondre à cette question est de retourner un peu en arrière et de vous expliquer comment nous envisageons la question de l'extension de nos services. Notre position fondamentale est celle-ci: nous tâchons d'assurer les services de télédiffusion aux collectivités qui comprennent 2,000 personnes ou plus, au fur et à mesure que les fonds deviennent disponibles; pour la radio, ce chiffre est ramené à 500 personnes.

Si nous devons appliquer uniquement ce critère, il y aurait peu d'extension de nos services dans les régions septentrionales. Il a fallu ajouter à ce critère une deuxième norme qui tient compte des besoins spéciaux des

localités du Nord. Ainsi, lorsque des villes minières sont ouvertes ou lorsque des groupes sont entièrement isolés et privés de moyens de transport, etc., nous avons reconnu que nous avons l'obligation de rejoindre certaines de ces localités même si leur population n'était pas suffisante selon nos normes générales.

Il y a un comité mixte qui réunit le ministre des Affaires Indiennes et du Nord canadien, la Société Radio-Canada et possiblement, d'autres ministères intéressés, un comité mixte donc qui étudie, en tenant compte des circonstances spéciales, la liste

[Texte]

northern communities the priorities that should apply, and on their advice and recommendation we will include on our planning list for frontier coverage packages, communities that have less than the 2,000 or 500 population. We have a substantial number of those in the Northwest Territories and the Yukon essentially, although we have one or two, I think, in the northern part of Quebec.

Mr. Schreyer: Thank you, Dr. Davidson. Therefore, in your view, would this set of criteria, which the CBC must ponder about before deciding whether to give to a particular northern community a frontier coverage package, be the very same set of criteria that would apply if we had a space satellite communication capability, or would our criteria then be open to, you might say liberalization downward, where smaller communities could then be provided with the ground receiving units and the transmitting units? Would it be feasible, in your view, after the advent of TELESAT, to widen the criteria and serve even smaller communities with frontier coverage than is the case now?

Dr. Davidson: Definitely yes, Mr. Schreyer, and I will tell you the basis of my reply. If you look at the cost of servicing a community now, the capital cost may be the same by frontier coverage package or by the new transmitting unit that you will put alongside the receiving station—\$100,000. So we can cancel out the capital equation. But it costs \$47,000, let us say, to service that unit even for four hours a day. If you take the same community, put a receiving station in there, a transmitting station that is served by a satellite, about all you have in the way of costs is the cost of interest on and amortization of your original capital investment, which is the same as for an ordinary frontier coverage package, the cost of maintenance on the rotating maintenance service basis that we propose of that station, plus the cost of power.

By any standard the operational cost of that station linked to a satellite would be very much less than the cost of the \$47,000 that is now incurred in producing film and videotape material and flying it in to that station to be put on air by some operator who is in charge of that station. Since the operating cost per unit would be substantially reduced, you could then afford to put these units into communities where you could not on any other basis normally justify putting them in.

Mr. Schreyer: Dr. Davidson, would you be so bold as to offer to take a map of Canada's northland and to indicate which communities

[Interprétation]

des priorités. A la suite des recommandations de ce comité, nous allons inclure, sur la liste des localités qui doivent être desservies, par des émetteurs d'avant-poste, des centres qui comptent moins de 2,000 ou de 500 habitants. Il y a plusieurs de ces agglomérations dans les Territoires du Nord-Ouest et dans le Yukon et il y en a une ou deux dans le nord du Québec.

M. Schreyer: Je vous remercie, monsieur Davidson. A votre point de vue, est-ce que ces normes, que la Société Radio-Canada doit considérer avant de décider l'installation d'un émetteur d'avant-poste dans une localité donnée, seraient les mêmes normes qui s'appliqueraient si nous disposions d'un satellite de communication, au est-ce que les critères pourraient être adoucis pour permettre l'installation de récepteurs et d'émetteurs au profit de plus petites localités. Est-il possible, à votre point de vue, que le système Télésat permette d'élargir les critères et de desservir des agglomération encore plus petites que celles qui sont desservies par le système actuel?

M. Davidson: Oui, monsieur Schreyer. Si vous étudiez le coût des services dans une localité, les immobilisations sont à peu près les mêmes pour l'émetteur d'avant-poste que pour le nouvel émetteur qui sera couplé à la station réceptrice soit \$100,000. Il en coûte \$47,000, disons, pour faire fonctionner cette station pendant quelques heures par jour. Si la même localité est desservie par le satellite, les seuls frais à acquitter sont les frais d'amortissement et les intérêts qui sont à peu près les mêmes que pour l'émetteur d'avant-poste, le coût de l'entretien qui sera assuré à intervalles réguliers et le coût de l'énergie requise.

Les frais d'exploitation de cette station seraient beaucoup moins élevés que la somme de \$47,000 qui est nécessaire à l'heure actuelle pour réaliser les films et les bandes magnétoscopiques et les envoyer au préposé responsable de cette station qui assurera la diffusion. Comme les frais d'exploitation seraient beaucoup moins élevés, on pourrait se permettre d'installer des stations émettrices dans des localités qui, d'après les normes établies, ne devraient pas bénéficier de ces services.

M. Schreyer: Monsieur Davidson, est-ce que vous pourriez indiquer sur une carte quelles sont les localités du Nord qui répon-

[Text]

meet the criteria that would enable them to get frontier coverage packages, and indicate also those communities which would not be eligible for frontier coverage units but which, under the new criteria with TELESAT, would be likely to obtain service via satellite?

Dr. Davidson: I am afraid that I could not do that in any responsible fashion at the present time.

Mr. Schreyer: While your answers have been very informative, as I listen to you and think about the north country and try to visualize which communities would be considered eligible to receive the service via satellite and which would not be eligible to receive service via frontier coverage package units because they do not meet those criteria, for the life of me I cannot see that there are that many communities involved. It seems to me that we are speaking of very few communities.

Dr. Davidson: You have to remember that we are not talking exclusively of communities that you can identify at a point on the map. There are population groups that would have service that are not getting it now and that will not get it under the existing criteria because they are no 2,000 or 500 population. They are not a special mining town; they are not a compact community. They are simply an area where there is a scattered population which should be given television service and they will wait a long time before they get that via a frontier coverage package installed on the basis of what we are presently doing. There have to be means of delivering the tapes and film in there. There has to be a landing strip or something. There has to be some means of getting it from the place where the aircraft can deliver it to the location of the frontier coverage package.

Mr. Schreyer: I agree with you, sir. My own notion of a community of the north country is an area of land capable of receiving a signal from a television or radio transmitter. In other words, a radius of 75-80 miles and even more. This is a northern community, to my way of thinking, as it seems to be to yours.

Mr. Chairman, I have just one last question, if I may, which has to do with a statement made yesterday by one of your colleagues, sir, Mr. Hallman, who is the Vice-President of the Corporation. If I understand the gist of his message to the advertising convention, he seemed to say that the viability of

[Interpretation]

dent aux critères établis pour obtenir un émetteur d'avant-poste et quelles sont les localités qui ne satisfont pas à ces critères à l'heure actuelle mais qui, grâce au système de télécommunications par satellite, pourraient bénéficier de ce service?

M. Davidson: Je ne pourrais pas répondre à cette question, en ce moment.

M. Schreyer: Vos réponses ont été très instructives. Mais, tout de même, monsieur Davidson, en écoutant vos remarques, je pense aux régions du Nord et j'essaie d'identifier les localités qui pourraient bénéficier d'un service par voie de satellite et qui, à cause des normes établis, ne pourraient pas obtenir les services de télédiffusion par émetteur d'avant-poste; je dois avouer franchement que je ne vois pas quelles localités seraient avantagées par ce nouveau système. S'il y en a, je crois qu'elles sont très peu nombreuses.

M. Davidson: Il ne s'agit pas seulement de localités qu'on pourrait identifier sur une carte. On parle plutôt de groupes de résidents qui pourraient bénéficier d'un service, service qu'ils ne pourraient pas obtenir en vertu des normes présentement établies parce qu'ils ne sont pas assez nombreux, soit 2,000 ou 500, selon le cas. Ce n'est pas une ville minière spéciale; ce n'est pas une collectivité compacte. C'est simplement une région où la population est disséminée à qui on devrait accorder un service de télévision et ils attendront longtemps avant d'avoir des émetteurs d'avant-poste installés en vertu des efforts que nous faisons maintenant. Il faudrait avoir le moyen de transporter les bandes, et les films à cet endroit. Il faut avoir un aéroport ou quelque chose. Il faut avoir un moyen de les atteindre de l'endroit où un avion peut en faire la livraison au lieu où se trouvent les émetteurs d'avant-poste.

M. Schreyer: Je suis d'accord avec vous, monsieur. Ma seule notion d'une collectivité du Nord, c'est un territoire qui peut recevoir les signaux d'une station de transmission radiophonique ou de télévision; en d'autres mots, un rayon de 75 à 80 milles et même plus. Il s'agit d'une localité du Nord que j'envisage comme il semble que ce soit aussi votre point de vue.

Monsieur le président, j'ai une dernière question à poser. Il s'agit de la déclaration faite hier par un de vos collègues, M. Hallman, qui est le vice-président de la Société. Le fond de son exposé qui a été adressé au congrès des publicitaires, disait que la viabilité des réseaux de télévision sera mise à

[Texte]

television networks will be tested and perhaps even broken in the next ten years or so, presumably because of multiplication of cablevision, community antenna systems and so on.

If this thinking has any validity to it, Dr. Davidson, would you comment as to whether you think that that particular message has any bearing as to whether or not we should go ahead with a communications satellite system, and have the CBC rent a whole channel, or possibly two, from the satellite corporation?

Dr. Davidson: If I thought that there was likely to be in the near future any great rush of private enterprise to install cable television in the Northwest Territories I might have some doubts about the wisdom of embarking upon this particular exercise, but it is precisely the groups that are not being served now that can be served by the satellite that are likely to be the objects of the attention of the cable television entrepreneurs last on the list. There is no money to be made in supplying cable television services to the scattered northern parts of Canada. They have been last long enough on our priority list, Mr. Schreyer, as I am sure you will agree. So have the French language communities in the western parts of Canada who are just as culturally isolated as the communities in the north are geographically isolated, and the significance of the satellite to me, quite apart from the question of cost, is that it does facilitate bringing those culturally or geographically isolated communities of Canadians into touch with the main stream of Canadian life insofar as it is reflected in the television broadcasting system.

If there is a basis for concern about how network broadcasting—CBC broadcasting in particular—can survive against the competition of cable television and the multiple programming that comes to us from the U.S.A., the concern really centres on the settled parts of Canada which will get cable television, which will get a dozen or more channels that

• 1205

they can pick and choose from. That is where the CBC as we know it today may very well be challenged and tested, but I think we will be left for a long time to service the North and I am sure we will be left for a long while to service the scattered French language communities of Canada. I do not look for any great rush of rival broadcasting agencies, private or public, Canadian or American, to provide any alternative service to these people. We are the only ones who can possibly provide it to them. We can provide it in one of two ways if we get the money for it. The

[Interprétation]

l'épreuve et peut-être même éliminés dans les dix prochaines années, à cause, nous supposons, de la multiplication des systèmes de télévision par câble, par antennes communautaires et le reste.

Si ce raisonnement est justifié, monsieur Davidson, pourriez-vous nous dire si selon vous, ce message doit influencer l'opportunité d'établir un système de communication par satellites? Est-ce que Radio-Canada pourrait louer un système, un canal et même deux de Télésat?

M. Davidson: Si je croyais que dans un proche avenir, l'entreprise privée s'efforcerait d'installer la télévision par câble dans les Territoires du Nord-Ouest, j'aurais des doutes quant à l'opportunité de cette entreprise, mais ce sont les groupes qui n'ont pas de télévision maintenant et qui peuvent être desservis par voie de satellites qui vraisemblablement feront l'objet de l'attention des entrepreneurs de télévision par câble, les derniers sur la liste. Il n'y a aucun argent à gagner à faire diffuser la télévision par câble dans les régions dispersées du Nord du Canada. Elles ont été depuis longtemps sur notre liste de priorités M. Schreyer, et je suis certain que vous serez d'accord. Les communautés de langue française de la région Ouest sont tout aussi isolées culturellement que les communautés habitant le Nord, et l'importance du satellite à mes yeux, indépendamment de la question de coût, c'est que ça facilite le service à ces régions isolées culturellement et géographiquement, et les faire communiquer avec le courant de la vie canadienne par l'entremise d'un réseau de télévision.

S'il y a un sujet de préoccupation à savoir comment la télévision de Radio-Canada pourrait résister à la concurrence de la télévision par câble, dans le système des programmations multiples qui nous parviennent des États-Unis, on se préoccupe surtout des régions méridionales du Canada qui obtiendront plusieurs canaux par voie de télévision

par câble, qui obtiendront une douzaine ou plus de canaux qui leur permettent de faire un choix d'émissions et voilà où la diffusion de Radio-Canada pourrait faire l'objet d'un défi et d'un test mais je crois que pour longtemps, nous aurons à desservir les régions du Nord et je suis certain que nous n'aurons à desservir pendant encore longtemps les collectivités francophones disséminées au Canada. Je ne vois pas comment un organisme de télévision privé ou public, canadien ou américain pourrait assurer d'autres services à ces gens. Nous sommes les seuls capa-

[Text]

financial difference in terms of the cost of providing it through a more modern twenty-first century method of delivery and one that belongs in the early part of the twentieth century is not, in my opinion, very great.

The Chairman: We will recess for five minutes.

(After recess)

• 1215

The Chairman: Mr. Dinsdale.

Mr. Dinsdale: I ventured into this line of questioning earlier and was brought up short, so perhaps I can just re-enter orbit at this stage. Dr. Davidson is mentioning the priorities of the CBC to serve the extremities of the nation and I agree with this. I am wondering if Dr. Davidson would like to comment on the situation where the CBC has had to neglect these priorities in order to emphasize the mass market, which is now being served by other media, as has been indicated—cablevision and alternative television service. No doubt the CBC's inability to deal with the priorities of bringing the nation together, especially from the stand point of scattered geography, is because it has got sort of side-tracked into this other area.

Dr. Davidson: Mr. Chairman, the CBC has always maintained the position that the first priority on its capital resources—and we have to distinguish between capital and operating budgets here—is the extension of service coverage to areas of the country that do not enjoy any television coverage at all. If we are in settled urban communities side by side with alternative services in the form of private television stations, it is because the private television stations have installed themselves there by and large after we had initially installed our stations there. We have not followed the practice, generally, of going into communities for the provision of an alternative CBC service if those communities are already served ahead of us by a private television station or by an affiliate. I think I am quite correct in saying that we have consistently maintained the position that the first priority on our capital funds must be to extend services to areas not covered rather than to use those capital funds to go into communities which are already covered.

[Interpretation]

bles d'assurer de tels services. Nous pouvons le fournir d'une façon ou d'une autre, si nous obtenons les fonds pour ce faire. L'écart financier en termes de coût pour fournir ce service par une méthode de livraison plus moderne, propre au 21^e siècle, et une autre qui tient au début du 20^e siècle, n'est pas très grand à mon avis.

Le président: Nous faisons relâche pendant cinq minutes.

(Après la pause)

Le président: Monsieur Dinsdale.

M. Dinsdale: Je me suis aventuré dans ce genre de questions, ce matin, et on m'a vivement rappelé à l'ordre. Je pourrais maintenant y revenir. Monsieur Davidson mentionne que la Société Radio-Canada a comme but prioritaire de desservir les régions reculées du pays, et je partage son avis. Je me demande si monsieur Davidson pourrait apporter des commentaires sur le fait que Radio-Canada ait négligé ses priorités pour mettre l'accent sur le marché de masse qui est maintenant desservi par d'autres média déjà mentionnés, le système de télévision à antenne collective et le service de télévision auxiliaire. Il ne fait aucun doute que l'incapacité de Radio-Canada à traiter des questions prioritaires destinées à raffermir l'unité nationale, tout particulièrement en raison de l'éparpillement géographique provient du fait qu'elle s'occupe d'un secteur parallèle.

M. Davidson: Radio-Canada a toujours soutenu que la plus haute priorité de ses ressources d'immobilisation, distinguons toutefois entre les prévisions budgétaires réservées à l'investissement et au fonctionnement, consiste en la desserte des services élargie aux régions qui ne bénéficient pas de la télédiffusion. Si nous habitons des centres urbains desservis par des services auxiliaires de stations de télévision privée, cela provient du fait qu'elles sont installées à tout prendre par ces stations qui ont installé nos stations à l'origine. Nous n'avons pas eu comme politique d'apporter aux collectivités un service auxiliaire à Radio-Canada, si ces collectivités sont déjà desservies par des stations de télévision privée ou par un poste affilié. Je puis dire sans me tromper que nous avons toujours soutenu que la plus grande partie de nos dépenses d'immobilisation doit être consacrée à élargir les services dans les régions qui n'en bénéficient pas plutôt que de consacrer ces frais d'immobilisations à nous implanter dans les collectivités qui sont déjà desservies.

[Texte]

Recently, I have to add, as a result of the hearings which the Canadian Radio Television Commission has held, particularly in the Maritimes but also in the West, there has been a great deal of attention focussed on the need to provide alternative service to communities already enjoying service.

Mr. Dinsdale: Hear, hear.

Mr. Davidson: Mr. Dinsdale, you have to make up your mind. Are you concerned about alternative service to communities that already have service or are you concerned about giving priority attention to communities that do not enjoy any service at all? Rightly or wrongly we have said that communities that have no service at all deserve a priority of attention from us over communities that have some service, such as Brandon, Manitoba has, for example.

I think that is about all I can say on the subject; that it is a factor of our capital resources, our capital budget, rather than of our operating budget, and that our priority has been and continues to be the extension of coverage to unserved communities, in language as well as geographical terms, and I consider that the French-language communities of Saskatchewan, for example, or of Edmonton, are unserved at the present time.

And we attach higher priority to the extension of coverage to unserved communities, either geographical or linguistic, than we do to going into a community that is already served and providing a competitive service there.

Mr. Dinsdale: Yes. I would think the problem is becoming more marginal now as other television communication facilities become available. You mentioned Brandon specifically as having been marked as a CBC area and it is still not a CBC area. We are not frontier but we are out beyond the fringe of the big urban communities.

Dr. Davidson: Do you have a single service there or...

Mr. Dinsdale: We have a private station.

Dr. Davidson: You have two services.

Mr. Dinsdale: No, we have a private station.

Mr. Davidson: Does Winnipeg not reach you?

Mr. Dinsdale: No.

[Interprétation]

Dernièrement, je dois ajouter qu'à la suite des audiences tenues par la Commission de la Radio-Télévision canadienne dans les Maritimes et dans l'Ouest, on a mis l'accent sur la nécessité d'assurer des services auxiliaires aux collectivités qui bénéficient déjà de ces services.

M. Dinsdale: Bien dit!

M. Davidson: Monsieur Dinsdale, vous devez vous faire une idée. Êtes-vous intéressé par le service auxiliaire offert aux collectivités qui bénéficient déjà de ces services ou devrions-nous nous occuper de diffuser des émissions à des régions qui n'ont pas ce service? A tort ou à raison, nous avons dit que les collectivités qui n'ont pas de service ont droit à ce qu'on s'intéresse à elles, comme Brandon (Manitoba) par exemple. C'est tout ce que je peux dire là-dessus, vu que cela relève plus de nos ressources en immobilisation, de notre budget d'investissement que de nos prévisions budgétaires de fonctionnements.

Nos priorités restent toujours l'élargissement de l'aire de desserte des services dans les régions non desservies, sur le plan linguistique et géographique. A mon avis, les communautés francophones de la Saskatchewan, par exemple, ou d'Edmonton ne bénéficient pas de ces services à l'heure actuelle.

Nous accordons une très grande importance à élargir la desserte dans les régions qui ne sont pas desservies soit sur le plan linguistique ou géographique. Nous essayons d'aller dans une localité déjà desservie pour y assurer un service concurrentiel.

M. Dinsdale: Oui. Je croirais que le problème est de plus en plus marginal, à mesure que d'autres installations de télécommunication de télévision sont offertes. Vous avez parlé de Brandon, comme zone d'intérêt pour Radio-Canada, mais c'est faux. Ce n'est pas une région reculée, mais elle sort de la banlieue des grands centres urbains.

M. Davidson: Y avez-vous un seul service ou...

M. Dinsdale: Nous avons une station privée.

M. Davidson: Vous avez deux services.

M. Dinsdale: Non, nous n'avons qu'une station privée.

M. Davidson: Est-ce que vous ne captez pas Winnipeg?

M. Dinsdale: Non.

[Text]

Dr. Davidson: I recall now that it does not.

Mr. Dinsdale: No, but that is not the point. I think if I go on with this questioning further it will be on the problem of programming, and I will save that for the Don Messer episode.

Mr. Davidson: Well, the programming is a factor of our operating budget.

The Chairman: Mr. De Bané.

M. De Bané: Monsieur le président, je voudrais savoir si mon analyse de la situation est réaliste. Évidemment, depuis le début de cette séance, les députés de l'opposition ont eu la parole le plus longtemps possible. Ils ont eu tendance à vouloir nous montrer comment, à tort ou à raison, le système de Télésat ne serait pas d'un grand secours à l'amélioration des services de Radio-Canada.

Monsieur Davidson, ai-je raison de dire qu'après le lancement d'un satellite, dont le coût et celui du lancement sont évidemment

• 1220

fixes, Radio-Canada n'aura qu'à installer près des stations terrestres appartenant à Télésat des stations dont le nombre amortira le coût d'exploitation et donnera un service que des moyens orthodoxes ou traditionnels ne peuvent pas donner.

Est-ce que j'ai raison de dire que la fondation de Télésat aura comme conséquence directe et immédiate, une amélioration au point de vue technologique par le nombre d'heures d'émission, par la transmission *on real time*, et non pas trois semaines après.

Tout en tenant compte du budget mis à sa disposition, si Radio-Canada peut profiter de ces nouvelles inventions technologiques, ceci lui permettra d'améliorer ses services à toute la population canadienne dans une mesure très impressionnante.

Dr. Davidson: There is no question, Mr. Chairman, that the effects, particularly on the portions of the population not now adequately served, will be very marked, and the advent of the satellite will make it possible for us to extend and improve our service to these parts of the country to an extent that would take years, and still be on an inadequate basis, if done by traditional methods. For the majority of the population now being served, the service would be, for the English-speaking population of Canada in settled areas, essentially the same as it is at the present time in terms of the method of delivery.

The satellite will make possible, through the incurring of the substantial capital costs involved initially, the provision of service to more and more isolated communities and to

[Interpretation]

M. Davidson: Je me souviens maintenant que vous ne captez pas Winnipeg.

M. Dinsdale: Mais là n'est pas la question. Je pense que si je poursuis ce genre de question, ce sera sur la programmation, mais je réserve cela pour la période de discussion de Don Messer.

M. Davidson: La programmation relève du budget de dépenses de fonctionnement.

Le président: Monsieur De Bané.

Mr. De Bané: Mr. Chairman, I would like to know if my analysis of the situation is realistic. Of course, since the beginning of this sitting, members of the opposition have held the floor as long as possible. They have tended to try and show us how, rightly or wrongly, the Telesat system would not make a great contribution towards improving the CBC services.

Mr. Davidson, am I right in saying that after the launching of a satellite, the cost of which, including the launching cost, is fixed, all the CBC will have to do will be to set up next to the ground stations which will belong to Telesat, stations the number of which will depreciate the operating cost, and which will give service which the so-called orthodox or traditional methods cannot give?

Am I right in saying that the founding of Telesat will have as an immediate and direct result, a technological improvement in the number of program hours, by live transmission, rather than having a three-week delay?

If the CBC could benefit from these new technological inventions, while taking into account the budget put at its disposal, this would enable it to improve its services to all the Canadian population in a very impressive manner.

M. Davidson: Il n'y a pas de doute monsieur le président, que les effets, surtout sur les secteurs de la population qui ne sont pas encore desservies adéquatement, seront très marqués, et le satellite nous permettra d'améliorer et d'étendre nos services à certaines parties du pays mieux que nous pourrions le faire dans plusieurs années avec les moyens existants. Pour la majorité de la population actuellement desservie, le service serait à peu près le même qu'à l'heure actuelle, pour la population anglophone, en ce qui concerne les moyens de diffusion.

Ce que le satellite permettra, étant donné le coût élevé d'installation, sera la diffusion du service aux communautés isolées et partout au Canada, de meilleures horaires et cela à

[Texte]

all parts of Canada in larger quantities, on better time arrangements and at very low incremental costs once the initial capital costs of putting up a satellite have been absorbed.

M. De Bané: Et est-ce que, monsieur le président, le satellite permettra un jour d'avoir le réseau anglais et le réseau français à travers tout le pays? Je pense à la situation actuelle dans la province de Québec où, par exemple, dans ma région, la Gaspésie, nous avons uniquement le réseau français et à plus forte raison dans les régions anglaises, on n'a que le réseau anglais. Ce satellite pourrait-il, dans un avenir plus ou moins rapproché, permettre à tous les Canadiens de capter les deux réseaux et non pas vivre dans deux solitudes comme nous le faisons présentement?

Dr. Davidson: Correct. The only requirement once the satellite is up is the installation of the necessary number of ground stations and transmitting units beside them to complete in every quarter of Canada the coverage in both languages to all segments of the Canadian population.

Mr. De Bané: Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. Schreyer.

Mr. Schreyer: Yes, Mr. Chairman, I indicated to you that I had one more question relative to costs.

If one wants to make an accurate comparison of the cost of extending French-language service television to western Canada via satellite or via an extended ground microwave system, you said you would get us information along this line, but there is one specific point that has to be looked at closely: when you give us the cost of extending the ground microwave system, will it be on the basis that it would be necessary to build an entire new chain of microwave towers or simply on the basis of adding minor equipment to already existing microwave relay towers? It makes a world of difference.

● 1225

Of the experts I have talked to some have spoken as though it would be necessary to simply add minor equipment, others as though it would be necessary to construct new towers at intermediate points to complete the chain. The differential involved is huge.

Dr. Davidson: I do not know how we will give it to you, but we will give it to you on a proper basis. Remember, we are not talking about building our own microwave system. We do not build and own and operate. . .

[Interprétation]

très peu de frais supplémentaires après que le coût d'installation du satellite aura été absorbé.

Mr. De Bané: Mr. Chairman, will the satellite someday allow us to have a French network and an English network throughout the country? I am thinking of the present situation in the Province of Quebec where in my own region, Gaspé, for instance, we just have the French network and moreover in the English-speaking regions they just have the English network. Will this satellite allow in the fairly near future for all Canadians to tune in to both networks and not live in the two solitudes as we are doing at the present time?

M. Davidson: C'est exact. Tout ce qui sera nécessaire, lorsque le satellite aura été lancé, sera l'établissement d'un nombre suffisant de stations terrestres et d'unités de transmission.

Ainsi sera complété le réseau bilingue de télévision pour tous les secteurs de la population canadienne, dans tous les coins du pays.

M. De Bané: Merci, monsieur le président.

Le président: M. Schreyer.

M. Schreyer: Monsieur le président, je vous avais dit que j'avais encore une question au sujet du coût.

Si on veut faire une comparaison exacte du coût de fournir un service de télévision francophone à l'Ouest du Canada par un système de micro-ondes terrestre ou par satellite, vous nous avez dit que vous pourriez nous obtenir ces renseignements, mais il y a un point à considérer en particulier: lorsque vous nous donnez le coût d'étendre le service terrestre par micro-ondes, est-ce que cela sera en fonction de l'établissement d'une nouvelle série de tours de transmission ou d'ajouter certains accessoires à celles qui existent déjà? Cela fait une grande différence.

Certains experts à qui j'ai parlé ont dit qu'il s'agirait simplement de faire quelques petits changements, d'autres m'ont parlé d'additions majeures et de construire des tours à des points intermédiaires pour compléter le réseau. Il s'agit d'une différence énorme.

M. Davidson: Je ne sais pas comment nous allons vous donner ces chiffres, mais nous vous donnerons les données appropriées. Nous ne parlons pas de construire notre propre système de micro-ondes.

[Text]

Mr. Schreyer: Whichever way: if it has to be...

Dr. Davidson: ... but we know the approximate rental costs per mile of line on the basis of the standard charges of these companies that own and operate the microwave system.

Mr. Schreyer: But it does not matter who is building it. The point is, if there has to be a capital construction cost incurred in building whole new towers by CN-CP ..

Dr. Davidson: Mr. Schreyer, you have asked us you to give you the figures. We have said we will give you the figures. Would you just wait until we give you the figures before you start criticising the way we give them to you.

Mr. Schreyer: All right.

The Chairman: May I ask a supplementary on that? You said that you would give Mr. Schreyer the figures for the main line microwave net, but if you were to provide service to Gravelbourg you would have to run a line off your main line.

Dr. Davidson: That is right.

The Chairman: And if you were going to give Mr. Schreyer the figures he is looking for, it seems to me you would also have to select some French communities and calculate the cost of running the microwave in there, or near to them, as well.

Dr. Davidson: We have already given you the bulk figure for the microwave line to Vancouver, but, as I recall Mr. Schreyer's question, he was talking in terms of the difference from Sturgeon Falls to Winnipeg of delivering the program by present methods and delivering it by microwave, and those are the figures I have undertaken to give you, Mr. Schreyer.

Mr. Schreyer: Yes.

Dr. Davidson: And this does not relate to Gravelbourg, or to Vancouver, or to Edmonton or any other place.

Mr. Schreyer: That would be helpful too.

The Chairman: What I interpreted Mr. Schreyer as saying is that he wanted to know the cost of providing live French-language television service to those points in western Canada which require it under current technology or current terrestrial systems as compared with the cost via satellite.

[Interpretation]

M. Schreyer: De toute manière...

M. Davidson: Mais nous savons quel est le coût approximatif de location des lignes, d'après les frais qu'imposent les compagnies qui exploitent le réseau de micro-ondes.

M. Schreyer: Cela ne fait rien qui construit le réseau. L'important, c'est que si des frais d'installation doivent être subis par CN-CP pour des tours nouvelles...

M. Davidson: Monsieur Schreyer, vous nous avez demandé de vous donner les chiffres. Nous avons dit que nous vous les donnerions. Voulez-vous attendre que nous donnions les chiffres avant de les critiquer?

M. Schreyer: D'accord.

Le président: Une question supplémentaire. Vous avez dit que vous donneriez les chiffres à M. Schreyer pour la ligne principale de transmission par micro-ondes, mais si vous vouliez donner le service à Gravelbourg, par exemple, il vous faudrait un embranchement.

M. Davidson: C'est exact.

Le président: De plus si vous donnez à M. Schreyer les chiffres qu'il demande, il faudrait aussi calculer le coût de fournir le service par micro-ondes à quelques communautés francophones.

M. Davidson: Nous avons déjà donné le coût général d'une ligne directe vers Vancouver, mais si je me souviens bien de la question de M. Schreyer, il parlait de la différence entre le coût d'un service terrestre entre Sturgeon Falls et Winnipeg, et le coût du service par satellite pour ce même service.

M. Schreyer: Oui.

M. Davidson: Ce sont les chiffres que je vais vous donner, cela n'a rien à voir avec Gravelbourg, Edmonton ou Vancouver, ou tout autre endroit.

M. Schreyer: Cela serait utile aussi.

Le président: Monsieur Schreyer, si j'ai bien compris, voudrait savoir combien il en coûterait de donner le service en direct à ces collectivités de l'Ouest du Canada qui en ont besoin avec le système terrestre en usage en ce moment, par rapport au coût du même service par satellite.

[Texte]

Dr. Davidson: Basically, we have come back to the point we have already given you: the figure of \$1.5 million as the cost of providing and extending the microwave service to western Canada to cover the French-language communities. We can refine this and check it again, but that is the figure that I have in my mind as the cost which we have included in our Five-Year Forecast which we could use as a contribution to the satellite rentals instead of the microwave if the satellite were to appear on the horizon.

The cost of a single satellite channel I have not yet given you, because I have never asked for the cost of a single satellite channel of the Telesat corporation. I have asked for the cost of a pair of satellite channels and I have asked for the cost of three satellite channels. I would have to check on what the quoted cost would be approximately of a single satellite channel—one could, even in theory, assume that the Corporation was interested in providing a French-language service, but was not interested in providing a service to the North.

Mr. Schreyer: Could I ask, Mr. Chairman...

The Chairman: I just want to warn you that I want to cut it off at 12:30 o'clock so that we can go on to the other part of our program for today. So, could you and Mr. Macquarrie be short.

Mr. Schreyer: Dr. Davidson, you say that you have not been given the estimated cost of leasing one channel from the Telesat corporation, but you know already from what Mr. Kierans has said that the Telesat corporation will be expected to earn a return of 8 to 12 per cent. Does the CBC feel that this is a realistic projection?

Dr. Davidson: I have no comment on the government's policy as to how it should finance the satellite corporation. I am only interested in making the best deal with this

• 1230

monster that I can make. If I can get them to give me rates lower than the ones they are now quoting I want to get those lower rates.

Mr. Macquarrie: I have been listening to Dr. Davidson making his neat balance of the cost of what we would do if we follow orthodox methods and what we will do under the new system, and it comes to a nice balance. I do submit, however, because I think we must be interested in the total cost to Canadian society, that there is something else which must enter into the equation, namely all the

[Interprétation]

M. Davidson: Au fond, cela revient à ce que nous avons donné plus tôt. Il coûterait un million et demi de dollars d'étendre le service par micro-ondes pour desservir les communautés francophones de l'Ouest du Canada. Nous pouvons vous donner des détails et recouper les chiffres, mais c'est là le chiffre auquel je pense, c'est le coût qui a été inclus dans nos prévisions de cinq ans, que nous pouvons utiliser comme contribution à la location des canaux de satellite.

Le coût d'un seul canal de satellite, je ne vous l'ai pas encore donné. Je n'ai jamais demandé à la Télésat le coût d'un seul canal de transmission par satellite. J'ai demandé pour deux canaux et pour trois canaux. Il faudrait que je vérifie ce que serait le coût approximatif d'un seul canal de transmission par satellite, si on pouvait, en théorie seulement, supposer que la société serait intéressée à donner un service francophone et ne serait pas intéressée à donner un service dans le Nord.

M. Schreyer: Puis-je poser une question, monsieur le président, au sujet...

Le président: Je vais vous interrompre à midi et demi, afin que nous puissions passer à la deuxième partie de notre programme. J'aimerais que vous et M. Macquarrie soyez assez brefs.

M. Schreyer: Monsieur Davidson, vous dites qu'on ne vous a pas donné le coût approximatif de la location d'un seul canal par la société Télésat, mais vous savez déjà, d'après ce que M. Kierans a dit, que la Télésat s'attend à un profit de 8 à 12 p. 100. Est-ce que la Société Radio-Canada trouve que c'est raisonnable?

M. Davidson: Je n'ai rien à dire au sujet de la façon dont le gouvernement canadien doit financer la Télésat. La seule chose qui m'intéresse, c'est de faire le meilleur marché possi-

ble. Si je peux obtenir des taux plus bas que ceux qu'ils m'ont déjà donnés, je ferai mon possible pour les obtenir.

M. Macquarrie: J'ai écouté le docteur Davidson lorsqu'il a donné les chiffres au sujet du système orthodoxe et du système par satellite. Toutefois je pense que parce que nous devons nous intéresser au coût total à la société canadienne, il y a un autre point: tous les coûts qui viennent des \$65 millions. Votre part vient de votre budget, mais quelqu'un d'autre devra payer la différence, une grosse

[Text]

costs which stem from the \$65 million. Your half of the duplex comes under your budget, but the other half will have to be put there by someone else and it is going to cost a good deal of money. Therefore, I am not convinced that this happy duality of choices is all that sound. In other words, it is going to be a good deal more costly to use the satellite service and I think we might as well face it. Whether or not it comes out of your direct budgeting, it will come from those who foot the bill for the whole thing.

The Chairman: Do you know who, as the saying goes?

Dr. Davidson: I really was going to say that this is not for me to comment on. This is rather for the government and those who speak for the government to answer in terms of the way they see the proposal to launch the satellite. I am not proposing to launch the satellite. I am merely saying what the CBC's posture will be vis-à-vis the satellite, the use of the satellite, if, after Parliament's approval has been given to the legislation, the satellite is launched.

Mr. Macquarrie: All right, but you cannot use it until it is launched, though?

Dr. Davidson: That is right.

Mr. Macquarrie: I have a little point of order, Mr. Chairman, that will only take a second or two. I would like to say that Mr. De Bané's remark about the opposition talking as long as possible is ungracious, uncalled for and unhelpful in our procedure and his effort at interpreting what we are saying was a clear indication that he is not a particular expert in that field.

The Chairman: I might add to that, that if anybody is responsible for the opposition dominating the floor today it would probably be the Chairman.

Mr. Dinsdale: I think the opposition is over-represented here. Where is the government?

The Chairman: I think before we go on to the fun part of our meeting...

Mr. Dinsdale: What do you mean?

The Chairman: I have a little bit of business. I have made an application to the Dominion Bureau of Statistics for the Annual Report entitled *Motion Picture Production 1967*. Unfortunately, the Committees Branch of the House of Commons has not developed to the point where they will permit us to

[Interpretation]

somme d'argent. Je ne suis pas convaincu que nous ayons vraiment le choix entre les deux façons d'agir, et je pense qu'il va coûter beaucoup plus cher d'utiliser le satellite que de continuer de la façon dont nous l'avons fait jusqu'ici. Que l'argent provienne de votre budget ou non, il viendra de ceux qui paient toujours.

Le président: Savez-vous qui paiera?

M. Davidson: J'allais vous dire qu'il ne m'appartient pas de commenter cette question. Cela revient plutôt au gouvernement et à ceux qui parlent au nom du gouvernement.

Je ne préconise pas le lancement du satellite. Je ne fais qu'indiquer ce que sera la position de Radio-Canada vis-à-vis le satellite et son utilisation si, lorsque le projet de loi aura été adopté par le Parlement, le satellite est lancé.

M. Macquarrie: Mais vous ne pouvez pas l'utiliser avant qu'il ne soit lancé?

M. Davidson: C'est exact.

M. Macquarrie: Je désire soulever un point, monsieur le président, ce qui ne me prendra que quelques secondes. J'aimerais dire que la remarque de M. De Bané, qui prétend que l'opposition parle le plus longtemps possible, est peu aimable, déplacée et qu'elle ne nous aide pas dans nos délibérations. La tentative qu'il a faite d'interpréter nos déclarations prouve qu'il n'est pas un expert en la matière.

Le président: S'il y a quelqu'un qui est responsable du fait que l'opposition a monopolisé la discussion, c'est probablement le président.

M. Dinsdale: Je crois que l'opposition est sur-représentée. Où sont les membres du gouvernement?

Le président: Avant de passer à la partie intéressante de notre séance...

M. Dinsdale: Que voulez-vous dire?

Le président: J'ai fait une demande au Bureau fédéral de la statistique pour l'obtention du rapport intitulé *Motion Picture Production 1967*. Cependant, le Service des comités de la Chambre n'est pas développé au point que l'on nous permette d'obtenir ces documents sans l'assentiment du Comité.

[Texte]

obtain these documents without agreement from the Committee, so, as we have to buy them, I would ask for agreement to pick up 25 copies of this report. Is there agreement?

Some hon. Members: Agreed.

The Chairman: They will be distributed as soon as we receive them.

We have half an hour to go and I have four people who want to bring up subjects of programming. They are in order, Mr. McCleave, Mr. Macquarrie, Mr. Dinsdale and Mr. Stafford. I think if I were to allow them each five minutes and Dr. Davidson some time to defend himself, this might be the most appropriate way of dealing with the problem.

Dr. Davidson: Are you not making assumptions, Mr. Chairman?

An hon. Member: I think he agrees with us.

Mr. McCleave: Dr. Davidson, one of the by-products of the Messer incident seems to be that some people have the idea that there was only one half an hour available a week in which either a program could be put on for young tastes or a program could be put on for what was called older tastes. I wonder why both could not have been met. In the mail I get there is some complaint that there is not enough programming for the young, but by and large, there is a whack of complaint that Messer has been removed. Is it not possible to have both worlds satisfied in some way?

Dr. Davidson: Yes, I do not consider that this is a question of age groups, Mr. Chairman. I have had a good deal of mail on the decision of the Corporation to discontinue the Don Messer show from the English network and I agree with Mr. McCleave that there is a healthy distribution between older people and younger people.

• 1235

I do challenge the suggestion that is made in some quarters that this is the only program serving older people that the CBC puts on. I am now among the older people. I am over 60 years of age and I find a good deal more than the Don Messer program to engage my attention, to interest me and to serve my special interests and, therefore, I reject the argument that in eliminating the Don Messer show from the network schedule we have deprived older

[Interprétation]

Puisqu'il nous faudra les acheter, j'aimerais obtenir la permission d'en acheter 25 exemplaires. Êtes-vous d'accord?

Des voix: D'accord.

Le président: Nous vous les ferons distribuer dès que nous les aurons reçus. Il nous reste une demi-heure et il y a quatre personnes qui veulent parler de la programmation: M. McCleave, M. Macquarrie, M. Dinsdale et M. Stafford. Je peux leur donner 5 minutes chacun et quelques minutes pour se défendre à M. Davidson. Je crois que ce serait la meilleure façon de procéder.

M. Davidson: Ne vous permettez-vous pas certaines hypothèses, monsieur le président?

Une voix: Je crois qu'il est d'accord avec nous.

M. McCleave: L'un des effets secondaires de l'incident Don Messer semble être le fait que certaines personnes ont cru qu'il n'y avait qu'une demi-heure de disponible par semaine pour la diffusion, soit d'une émission destinée à ceux qui ont des goûts jeunes, soit d'une émission destinée à ceux dont on pourrait dire qu'ils ont des goûts moins jeunes. Je me demande pourquoi il est impossible de satisfaire les deux groupes. Dans mon courrier je reçois certaines plaintes relatives à la pénurie d'émissions pour les jeunes mais surtout, un grand nombre de lettres pour protester contre la disparition de l'émission de Don Messer. N'est-il pas possible de satisfaire tout le monde.

M. Davidson: Je ne crois pas qu'il s'agisse d'une question de groupes d'âges, monsieur le président. J'ai reçu de nombreuses lettres par suite de la décision de la Société de retirer l'émission de Don Messer de l'horaire du réseau anglais. Je suis d'accord avec M. McCleave lorsqu'il dit qu'il y a certes équilibre entre le nombre de ceux qui sont jeunes et ceux qui le sont moins.

Je ne suis pas d'accord avec ceux qui disent que c'est le seul programme diffusé par Radio-Caanda pour les personnes plus âgées. Je fais partie de ce qu'on appelle les personnes plus âgées. J'ai plus de 60 ans, et je trouve qu'il y a beaucoup d'autres émissions, à part celle de Don Messer, pour m'intéresser. Par conséquent, je rejette l'argument qui veut qu'en éliminant l'émission de Don Messer du réseau que nous privons les personnes

[Text]

people of the only program that has attempted to meet their interests or their tastes.

Mr. McCleave: Nonetheless, they still make the point to you that this is the type of program they want and there is nothing to take its place. Is it fair to say that this is the burden of a great number of messages you have received?

Dr. Davidson: Yes, this assumes that there is nothing that will please them as much as the Don Messer show has pleased them. This is an assumption that I think, perhaps, has been strengthened by the fact that they have been receiving the Don Messer show on television for some 10 to 12 years in very much unchanged format and before that they had been receiving the Don Messer musical message for, I think, some 27 years or more.

Mr. Dinsdale: It is a national institution now.

Mr. McCleave: Was any thought ever given before this decision was made to changing the format, particularly with the danger you run because the producer of Messer is the one who is taking his place and is going to reap a real harvest of ill will? A lot of people will do the very human thing and look at Langstroff and say, "Well, he is the bird who is really responsible". Was any thought ever given, say, to changing the producer of the show, if I can put it that way?

Dr. Davidson: I think the decision on the Don Messer show really was based on the view of the program officers of the Corporation that popular as the Don Messer show was it had acquired a certain static character. It had been on the air a long time. The show had had a very good run for its money and there was a very good case for changing and producing some other program out of the Maritimes that could be distributed on the network to show the people of Canada, generally, that the culture of the Maritimes does not consist exclusively of the Don Messer show.

Mr. McCleave: I reject the argument, Dr. Davidson, that it has to be a program out of the Maritimes. I think I would be fighting the battle just as hard if Don Messer were a British Columbian or somebody from the Prairies. Does your mail bear out what my mail bears out that this is a very consistent stream of complaint? I think I still continue to average about 10 to 12 letters a day on this matter. Has there been any slackening in the mail into the Corporation?

Dr. Davidson: I would have to say, yes, Mr. McCleave, and I do not mean to give that as

[Interpretation]

âgées du seul programme qui s'efforce de satisfaire leurs goûts.

M. McCleave: Cependant, ils vous disent que c'est le genre d'émission qu'ils désirent et qu'aucune autre ne peut la remplacer. N'est-ce pas là la substance d'un grand nombre de plaintes reçues?

M. Davidson: Oui, il s'agit de supposer que rien ne pourra leur plaire autant que l'émission de Don Messer leur a plu. Cette supposition a probablement été renforcée par le fait qu'elles ont capté cette émission depuis 10 ou 12 ans et que son format n'a pas changé. Avant cela, ils recevaient le message musical de Don Messer, depuis environ 27 ans.

M. Dinsdale: Il est maintenant une institution nationale.

M. McCleave: Est-ce qu'on a pensé, avant de prendre cette décision, à changer la formule de l'émission vu que le réalisateur de l'émission de Don Messer réalisera l'émission qui la remplacera et qu'il risque d'être la cible des critiques? Nombreuses sont les personnes qui diront de Langstroff «C'est lui le coupable». Est-ce qu'on a pensé à remplacer la réalisateur?

M. Davidson: Je crois que la décision de supprimer l'émission a été prise parce que, bien que populaire, l'émission était devenue plutôt statique. Elle était diffusée depuis fort longtemps. Elle s'est avérée profitable mais il a été décidé qu'il serait bon de la remplacer par une autre émission, réalisée dans les Maritimes et qui démontrerait à la population canadienne que la culture, dans les Maritimes, ne se limitait pas au spectacle Don Messer.

M. McCleave: Je m'oppose à l'argument qui veut qu'il doive s'agir d'une émission en provenance des Maritimes. Je crois que mes protestations seraient tout aussi véhémentes si Don Messer habitait la Colombie-Britannique ou les Prairies. Est-ce que votre courrier, comme le mien, vous indique l'ampleur de ce mécontentement? Je crois que je reçois encore de 10 à 12 lettres par jour à ce sujet. Est-ce que la Société Radio-Canada reçoit moins de lettres?

M. Davidson: Je dois dire oui, mais c'est une réponse à double tranchant. Au début,

[Texte]

a loaded answer. The flood of mail that came in initially certainly has not been sustained over the period of time since then and I do not attach any significance to that. I do not say that this indicates that the concerns of the people who have expressed their views are any less than they were before or that the people are losing interest. I am not suggesting that for a moment, but, you know, the people who feel most strongly write first and over a period of time it is inevitable that there will be a lessening in the number of letters.

Mr. McCleave: I suppose I can send to you—I will later on—a petition signed by some 100 or more people in a community in Quebec—so small, I must say, I had never heard of it—who are very anxious to have the program restored. Dr. Davidson, what about the ratings? For a while they had been number 1. Are they still in the top 10 or where did they fit in the scheme of things?

Mr. Davidson: If you take the total programming of the private and the public network, my recollection is that the last position of Messer was eleventh in the total scheme of things, including U.S. and Canadian programs.

Mr. McCleave: So he was eleventh compared with *Laugh-in* and all the others?

Dr. Davidson: Yes, and his rating over the last four years has moved from 30 to 28 to 25 to 22. I state that factually. I am not trying to

• 1240

load the record. I am simply saying that those are the figures we have as to the movement of the Don Messer rating over this period of time—22 is still a very good rating.

Mr. McCleave: It was moving upward over the last few years is this what you are telling me?

Dr. Davidson: No, no, from 30 per cent to 28 per cent to 25 per cent to 22 per cent.

Mr. McCleave: Oh, I see. You are dealing with statistics. This still places him among the top 11 shows.

Dr. Davidson: That is right. I am not suggesting for a moment that that is not a good rating.

Mr. McCleave: Of how many programs would this be? Would this be some of 80 programs in which he ranked eleventh?

[Interprétation]

nous avons eu une avalanche de lettres, mais cela n'a pas duré, et je n'attache aucune signification à cela; cela n'indique pas que les gens s'intéressent moins au problème qu' auparavant. Ce n'est pas ce que je veux dire. Vous savez, comme moi, que ceux qui sont le plus mécontents d'une décision écrivent les premiers et que par la suite, il y a décroissement du nombre de lettres que nous recevons.

M. McCleave: Je pourrais vous faire parvenir une pétition (je le ferai plus tard) signée par une centaine de personnes d'une petite localité du Québec, dont je n'avais jamais entendu parler et qui demandent toutes que l'émission soit remise à l'horaire. Que disent les sondages, M. Davidson? Cette émission a déjà été en première place. Est-elle toujours parmi les 10 plus populaires? Comment se classe-t-elle?

M. Davidson: Si vous tenez compte de l'ensemble des émissions réalisées par les réseaux public et privé, je crois que Don Messer était en onzième place dans l'ensemble des émissions canadiennes et américaines.

M. McCleave: En onzième place, compte tenu des émissions telles *Laugh-Ins*?

M. Davidson: Oui. Elle est passée, au cours des quatre dernières années de 30 à 28 à 25 à 22. Je ne tente pas d'ajouter des preuves

accablantes. Je ne fais que déclarer que tels sont les chiffres que nous possédons relativement à la place occupée par l'émission de Don Messer dans les sondages. Sa place actuelle est encore très bonne.

M. McCleave: Les sondages prouvent que sa position s'est améliorée au cours des quatre dernières années. C'est ce que vous dites, n'est-ce pas?

M. Davidson: Non, non. La cote d'écoute est passée de 30 p. 100 à 28 p. 100 à 25 p. 100 à 22 p. 100

M. McCleave: Je vois, vous parlez de proportions. Malgré tout, l'émission de Don Messer se retrouve quand même parmi les onze émissions les plus populaires.

M. Davidson: C'est exact. Je n'ai nullement l'intention de tenter de vous faire croire que les sondages ne sont pas intéressants.

M. McCleave: Elle se classe onzième sur combien d'émissions? Environ 80?

[Text]

Dr. Davidson: The list that I saw was a list of some 22 programs, which was a combination of CTV and CBC. This was not a list prepared for this purpose, this was a list prepared as a result of a controversy that arose between CTV and ourselves over how many programs of each network had the largest audiences. Perhaps I will be forgiven for saying this, Don Messer appeared nowhere in the list of 20 top programs including those the CTV produced. In the list of the 22 top programs that we produced, Don Messer appeared as the eleventh.

Mr. McCleave: Was the decision made entirely at the Douglas Nixon level in Toronto or were there any other people besides the Nixon group or a Toronto group that took part in this decision, Dr. Davidson?

Dr. Davidson: The decision was a decision of the English Network programming department and the responsibility for the decision rests with the English language programming department and with the Corporation itself. I just want to elaborate on this. The program schedules as planned for the year ahead were reported to the program council of the Corporation and they were reported to the Board of the Corporation. It was discussed extensively with the program council and it was specifically mentioned at the Board meeting of the Corporation that the Don Messer show would be disappearing from the English network. I stress that is the decision, that it will not appear on the English network coast-to-coast in the usual way that it has appeared for the last 10 years.

Mr. McCleave: There must have been some doubts though because when the original schedule was announced there was no mention either that Messer was there or that Messer would disappear. So, even at your level and the level outside the Nixon level there must have been some second thoughts about whether this would be a good decision to make. Am I correct in that?

Dr. Davidson: I do not know what you mean by saying it did not appear the first time.

There certainly were arguments within the Corporation about whether this decision should be taken or whether it should not be taken. I do not suggest for a moment that there was a completely bland assumption on everybody's part that we could discontinue the Don Messer show and not expect some reaction to it. I would also say, although I cannot speak from personal knowledge, that I

[Interpretation]

M. Davidson: J'ai vu une liste d'environ 22 émissions, une combinaison de CTV et de Radio-Canada. Cette liste n'a pas été préparée à cette fin, mais comme résultat d'une controverse entre la CTC et nous-mêmes sur le nombre d'émissions de chaque réseau ayant le plus grand nombre d'auditeurs. On me pardonnera peut-être de dire ceci. L'émission Don Messer's n'était pas dans les 22 meilleurs émissions y compris ceux de CTV. Parmi nos 22 émissions les mieux cotés, Don Messer a pris la onzième place.

M. McCleave: Est-ce que la décision a été prise entièrement au niveau Douglas Nixon à Toronto ou est-ce qu'il y a d'autres personnes à part du programme Nixon ou d'un groupe de Toronto qui ont pris part à cette décision, monsieur Davidson?

M. Davidson: La décision a été prise par le Service de programmation du réseau anglais et les responsables de cette décision sont le Service de programmation du réseau anglais et la Société elle-même. Je veux simplement vous donner des précisions à ce sujet. Les horaires des émissions prévues pour l'année prochaine ont été présentés au conseil de programmation de la Société, qui à son tour les a présentés au conseil d'administration de la Société. On a discuté à fond de cette décision avec le conseil de programmation on a mentionné, en particulier, lors de la réunion du conseil d'administration que l'émission de Don Messer disparaîtrait du réseau anglais. Je souligne que c'est ce qui a été décidé, que cette émission ne paraîtrait pas au réseau anglais d'un océan à l'autre comme elle l'a fait depuis 10 ans.

M. McCleave: Il a dû y avoir des doutes parce que lorsque l'horaire a été présenté en premier lieu, on n'a pas dit si Messer était là ou si Messer allait disparaître. Donc, même à votre niveau et au niveau hors de celui de Nixon, il a dû y avoir des arrière-pensées au sujet de la validité de cette décision. Ai-je raison?

M. Davidson: Je ne sais pas exactement ce que vous voulez dire quand vous déclarez que son nom n'a pas paru la première fois.

Il y a certainement eu des arguments au sein de la Société en faveur ou contre cette décision. Je ne peux pas dire que tout le monde était d'accord à l'unanimité pour annuler le programme de Don Messer sans s'attendre à une certaine réaction. Je ne puis pas parler directement, je ne suis pas au courant moi-même de la situation. Mais, je sais que depuis quelques années on s'est demandé

[Texte]

have not the slightest doubt in previous years consideration was given to the same question: how long can the Don Messer show go on. At all stages we have had to weigh what we regard as being the interests of programming as we see it, and the possible reaction from the public. The reaction I readily concede has been really very strong.

Mr. McCleave: Do you not think that to keep Messer would give the Corporation some measure of goodwill, but to take him off in that fashion does tend to give the CBC rather large measure of ill will.

Dr. Davidson: I do not deny at all, Mr. McCleave, that the Corporation has been subjected to very severe criticisms in some quarters for the decision. The volume of mail we have had on that, the number of letters I have had from Members of Parliament, indicates that there has been very, very real unhappiness caused in a good many quarters by the decision.

I have to say that while I am concerned about that I am also concerned about maintaining the integrity of the Corporation's decision-making processes. We genuinely believe that the Don Messer show has earned its rest

● 1245

after a great many years of honourable service to the people of Canada. It is well liked, it is well loved, but there comes a time when you have to decide to try to find fresh, new, vital programming. You cannot go on with the same reliable programs, year in and year out, even Amos and Andy, you know disappeared from the airwaves.

Mr. McCleave: Ed Sullivan is still around.

Mr. Davidson: Ed Sullivan is still around...

Mr. McCleave: And Saturday night hockey is still around.

Dr. Davidson: ...but Ed Sullivan is getting pretty creaky at the joints, too.

Mr. McCleave: Those ponderous pachyderms of the Ponderosa are still around on Sunday night.

Dr. Davidson: Right. They are not on Sunday night next week, though, they are being moved into a Thursday night slot. Frankly, I am very much concerned about the durability of those two programs in future years.

The Chairman: Could we go on to Mr. Macquarrie now?

[Interprétation]

combien de temps l'émission de Don Messer pourrait se prolonger. A toutes les étapes, nous avons eu à considérer ce que nous croyons être dans l'intérêt de la programmation, comme nous l'envisageons, et la réaction possible de la population. La réaction a été très forte, je dois l'admettre.

M. McCleave: Ne croyez-vous pas que de garder Messer créerait un certain bon vouloir pour la Société, mais de l'éliminer de cette façon aura pour résultat de créer beaucoup de mauvais vouloir pour la Société Radio-Canada.

M. Davidson: Je ne nie pas, Monsieur McCleave que la Société a été sujette à des critiques très sévères de certaines parts pour cette décision. Nous avons reçu beaucoup de lettres à ce sujet. J'ai reçu des lettres de députés, et il semble qu'il y ait eu une réaction très forte, beaucoup de mécontentement suscité par cette décision.

Je dois dire que, même si je me soucie de cela, je crois qu'il faut aussi conserver l'intégrité des procédés de décisions de la Société. Nous croyons sincèrement que l'émission de Don Messer s'est mérité un repos après plu-

sieurs années de service honorable auprès du public canadien. On l'aime bien mais à un certain moment, il est important de créer de nouvelles émissions fraîches, vivantes. On ne peut pas toujours continuer avec les mêmes émissions sûres d'années en année. Même *Amos and Andy*, vous le savez, ne sont plus sur les ondes.

M. McCleave: Ed Sullivan est encore là.

M. Davidson: Ed Sullivan est encore là.

M. McCleave: Et la Soirée du hockey le samedi est encore en ondes.

M. Davidson: Mais Ed Sullivan se fait vieux, aussi.

M. McCleave: Les lourds pachydermes du Ponderosa y sont encore le dimanche soir.

M. Davidson: Oui, mais ils ne sont pas le dimanche soir la semaine prochaine, mais bien le jeudi soir. Franchement, je me demande si ces deux émissions vont durer encore bien longtemps.

Le président: Pouvons-nous passer à M. Macquarrie, maintenant?

[Text]

Mr. Macquarrie: I will try to get through my question in jig time, Mr. Chairman. You get a great deal of mail in the CBC, many phone calls, protesting this program and that one. Before this decision, were there any indications from your mail or from your telephone calls that the people of Canada in any great numbers wished to see this program off? Did you have any flow or unpopular reaction?

Dr. Davidson: I could not say honestly to you, Mr. Macquarrie, that we were receiving letters and telephone calls saying, "Take Don Messer off the air". I do have to say to you, however, that in the discussions I have had, and that others in the CBC have had, with a good many people across the country, not on the record, not in written form, there was prevalent a sort of amused, resigned, affectionate tolerance of the Don Messer program as being something that would be on the CBC program schedule yesterday, today and forever, world without end.

Mr. Macquarrie: But no one was sufficiently up tight about it to write you on it or to telephone you.

Dr. Davidson: Right, quite correct. There was an acceptance of it. It was in the mix, it was there. People who liked it watched it. People who did not care for it turned to the other programs that were available.

You know, I went down last week to the Maritimes. I was, in Nova Scotia, risking my life when I went down there to Halifax. Mr. McCleave had not organized any welcoming party for me, I am sorry to say. I went over to Sydney and I was really surprised to find that the intensity of feeling there, as I sensed it—I may be quite wrong in my sensing—was much less than I have experienced here in Ottawa. There have been three occasions here in Ottawa on which demonstrations have taken place in front of my building.

Mr. McCleave: I understand they mistook you for a fiddler from Renfrew, did they not, outside the CBC?

Mr. Macquarrie: They are very courteous, kindly people down there.

Dr. Davidson: I realize that. As a Nova Scotian myself I know that they were extending to me the courtesies of the province.

Mr. Macquarrie: Certainly.

The Chairman: It indicates how Don Messer has become a national program.

[Interpretation]

M. Macquarrie: Monsieur le président, je vais essayer d'être très bref. Vous recevez à Radio-Canada beaucoup de lettres, beaucoup d'appels téléphoniques protestant contre tel ou tel programme. Avant cette décision, est-ce que le courrier ou les appels téléphoniques indiquaient que la population canadienne voulait voir cette émission disparaître? Est-ce que vous avez constaté une réaction contre Don Messer?

M. Davidson: Je ne puis pas vous dire franchement, monsieur Macquarrie, que nous avons reçu des lettres et des appels téléphoniques disant: «Plus d'émissions de Don Messer». Je dois vous dire, toutefois, qu'au cours des discussions que j'ai eues, ainsi que d'autres à Radio-Canada ont eues avec beaucoup de personnes d'un bout à l'autre du pays, des discussions de caractère non officiel, il semble qu'on tolérât avec amusement, résignation, affection l'émission de Don Messer comme quelque chose qui appartenait, appartient et appartiendra à la programmation de Radio-Canada pour toujours.

M. Macquarrie: Mais personne ne s'intéressait assez à cette émission pour vous écrire à ce sujet.

M. Davidson: C'est juste. L'émission était tolérée. C'était un mélange, elle était là. Les gens qui l'aimaient la regardaient. Ceux qui n'aimaient pas cette émission changeaient de canal.

Je me suis rendu dans les Maritimes, la semaine dernière, jusqu'en Nouvelle-Écosse, je me suis rendu à Halifax au risque de ma vie. Monsieur McCleave n'avait pas organisé de soirée de bienvenue et ça m'a fait mal. Je suis allé à Sydney et j'ai été réellement surpris de constater que la réaction, telle que je l'ai sentie, a été beaucoup moins forte là-bas qu'à Ottawa, si je ne me trompe pas. A trois reprises, il y a eu des démonstrations devant l'édifice de la Société à Ottawa.

M. McCleave: Si je ne me trompe pas, ils vous ont pris pour un violoneux de Renfrew à l'extérieur de Radio-Canada, n'est-ce pas?

M. Macquarrie: Les gens sont très courtois, très gentils là-bas.

M. Davidson: Je m'en rends compte. A titre de Néo-Écossais, moi-même, je sais qu'ils m'offraient la courtoisie de la province.

M. Macquarrie: Évidemment.

Le président: Ceci indique que Don Messer est devenu une émission de caractère national.

[Texte]

Mr. Macquarrie: I am like Mr. McCleave, I resent the suggestion that this is some little something for the Maritimes. Surely in your rating scales this program has gone up so high and still retains such a high level that it must have popularity all across the country.

Dr. Davidson: Mr. Macquarrie, last year we took a program "Flashback" which had a higher rating than Don Messer—it had a rating of 28—and we discontinued it because we thought in that particular shape and format it had outworn itself. It consisted of—I have forgotten who the characters were—Jimmie Tapp, Maggie Morris and Elwie Yost were among the characters on the program.

Mr. Macquarrie: I am not asking about the over-all popularity; I am asking whether your techniques of opinion samplings, ratings, differentiate one region of the country from another, like the Gallup Poll does?

Mr. Gilmore: The internal survey of the Corporation, which is a diary type of survey, does reflect the reaction of various areas of the country. The reporting on such a reaction would indicate if there were a general differential in any given program. Let me give you

• 1250

an example of the West getting tired of hockey. If hockey were being reported on and a percentage of viewers were given and the index of enjoyment were widely different in the West from those in the rest of Canada, that would be noted by the reporting people.

Mr. Macquarrie: Did this show in Don Messer?

Mr. Gilmore: I cannot answer that.

Mr. Davidson: The only helpful comment I can make on this, Mr. Macquarrie, relates to the correspondence that has come in since the announcement of the cancellation of the program. The heaviest mail and telephone reaction has been received from Toronto, Ottawa and Halifax. Those are the three areas where there has been a very impressive reaction in terms of telephone and mail. I say this with no reflection on Don Messer program—that the reaction from the west has been there but it has been relatively scattered. If I were to give you a breakdown of the number of letters by area or region you would find that it tapers off very sharply, particularly through the Prairie Provinces.

[Interprétation]

M. Macquarrie: Comme M. McCleave, je n'aime pas tellement l'idée qu'il s'agit d'une petite émission à l'intention des Maritimes. Cette émission, dans vos cotes, a sûrement monté à un niveau élevé et conserve un tel niveau qu'elle doit être appréciée d'un bout à l'autre du pays.

M. Davidson: Monsieur Macquarrie, l'année dernière, nous avons éliminé l'émission «Flashback» qui était plus appréciée que celle de Don Messer, sa cote était de 28 et nous l'avons discontinuée parce que nous croyions que, sous cette forme particulière et ce format, c'était une émission qui était maintenant dépassée. Elle comportait, j'ai oublié qui, Jimmie Tapp, Maggie Morris et Elwie Yost entre autres.

M. Macquarrie: Je ne parle pas de leur popularité en général; je demande si vos techniques d'échantillonnage, d'évaluation, distinguent entre les régions du Canada, comme le fait le sondage Gallup?

M. Gilmore: Le relevé interne de la Société, qui est une forme de journal, permet de connaître la réaction de divers secteurs du pays. Et ceci permettrait de constater s'il y a une variante considérable au sujet d'un certain programme. Si, par exemple, on se fatiguait

du hockey dans l'Ouest. Si on faisait un rapport sur le hockey et qu'on donnait un pourcentage des auditeurs et que l'indice de plaisir était très différent dans l'Ouest que dans le reste du Canada, cela serait noté par les agents de sondage.

M. Macquarrie: Cela s'est-il produit dans le cas de Don Messer?

M. Gilmore: Je ne peux vous donner de réponse.

M. Davidson: Le seul commentaire utile que je puis faire à ce sujet, monsieur Macquarrie, se fonde sur la correspondance que nous avons reçue depuis l'annonce de l'annulation de cette émission. Le nombre le plus élevé des lettres et des messages téléphoniques nous est venu de Toronto, d'Ottawa et d'Halifax. Ce sont les trois centres où il y a eu une réaction considérable, en ce qui concerne le courrier et le téléphone. Je le dis sans aucune intention de critiquer le programme Don Messer, on a constaté une réaction dans l'Ouest, mais elle a été plutôt faible. Si je devais vous dire le nombre de lettres que nous avons reçues par secteur ou région, vous remarquerez que la réaction baisse sensiblement, surtout dans les prairies.

[Text]

Mr. Macquarrie: What about the rating of *Sing Along Jubilee*? Is it one of those obviously on the way up?

Dr. Davidson: *Sing Along Jubilee*, as you are probably aware, has been used for two or three years.

Mr. Macquarrie: In the summer, I think.

Dr. Davidson: As a summer replacement for Don Messer. What we have endeavoured to do is to use summer replacement programs as pilots for testing out the viability of new experimental programs for full-time network use. *Sing Along Jubilee* we think has met that test. In the last three or four years it has had a very good audience reaction. We think it is ready to go on the network now. I am very glad to say that we have been able to sell the program to a sponsor for a 52-week period. This was not a factor in making the decision because we had made the decision before this was done but it is an indication that people other than ourselves think that the *Sing Along Jubilee* is a good, viable program for network coverage.

Mr. Macquarrie: May I close with a letter from an 11-year-old, not an old person who said:

If they

that means you

put teen-ager shows instead it will be all the older people will have to watch and they might start growing long hair and beards and go around on motor cycles and everything and then you will have 2 generation gaps on your hands.

Dr. Davidson: May I cite to you a letter that I received from a man who I believe lives in Saskatchewan who said: I am 41 years old. For 30 years of my life I have been listening to Don Messer. You cannot take him away from me now.

Mr. Dinsdale: Mr. Chairman, those are fine words that Dr. Davidson has just quoted and I must say that the program had continuing popularity over the years, wide acceptance in the West—I would say even more perhaps than in the Maritimes because it is the form of musical idiom that the rural folk in Western Canada appreciate most. And notwithstanding all these fusses the programming department apparently makes an arbitrary decision to take it off the air in the interests

[Interpretation]

M. Macquarrie: Quelle est la cote de popularité du *«Sing Along Jubilee»*? A-t-elle tendance vers la hausse?

M. Davidson: Comme vous le savez, probablement, le *«Sing Along Jubilee»* a été diffusé pendant deux ou trois ans.

M. Macquarrie: En été, je crois.

M. Davidson: Pour remplacer, en été, le programme Don Messer. Ce que nous avons essayé de faire, c'est d'utiliser des programmes de remplacement en été, comme programmes-pilotes pour éprouver la viabilité de nouveaux programmes en vue de leur diffusion à l'année longue. Et je crois que le *«Sing Along Jubilee»* a passé l'épreuve. Depuis les trois ou quatre dernières années, la réaction du public a été très bonne. Je crois qu'il est prêt à être lancé sur le réseau et je suis très heureux de dire que nous avons pu vendre ce programme à un commanditaire pour une période de 52 semaines. Ce n'était pas là le facteur qui nous a amené à prendre la décision, car elle avait été prise auparavant, mais ceci permet de conclure que nous ne sommes pas les seuls à croire que le *«Sing Along Jubilee»* est un excellent programme pour le réseau.

M. Macquarrie: Je vais terminer en vous présentant une lettre d'un jeune adolescent de 11 ans qui dit:

Si ces gens,

et c'est de vous qu'il parle,

remplacent ce programme par d'autres programmes pour adolescents, ce sera tout ce que les adultes auront à regarder et ils pourront tout aussi bien se faire pousser les cheveux, la barbe, se trimballer en motocyclette et vous ferez face à un écart de deux générations.

M. Davidson: Je voudrais lire une lettre qui m'a été envoyée par quelqu'un qui habite, paraît-il, la Saskatchewan, et qui dit:

J'ai 41 ans et depuis 30 ans j'écoute «Don Messer» et vous ne pouvez plus me l'enlever maintenant.

M. Dinsdale: Ce sont là des paroles impressionnantes que M. Davidson vient de vous citer, monsieur le président, et je dois dire que le programme a su maintenir cette popularité avec les années, et a été très bien reçu dans l'Ouest, je dirais même plus que dans les Maritimes, à cause du genre de musique que la population rurale de l'Ouest du Canada apprécie le plus. Et malgré tout ce tapage, le département de la programmation décide unilatéralement de supprimer ce programme au

[Texte]

of novelty. It has almost become a national institution but because it has become a national institution they think that from the standpoint of giving something new and something different it should be removed. Is that the basis for program decision on the part of the people responsible for programs?

Dr. Davidson: I would hardly say, Mr. Dinsdale, that it indicates an obsession with introducing change for the sake of change.

Mr. Dinsdale: This is what it seems to be.

Dr. Davidson: I would hardly agree that it involves obsession with introducing change for the sake of change when we are moving out of the network position a program which has been on CBC radio and television for 32 years in one form or another. This is hardly indicative of an obsession with making change just for the sake of change.

The Don Messer program has had a very good run over the years on CBC radio and television. I know of no program that has been as long on the air, certainly in Canadian terms, as has the Don Messer show.

• 1255

Now one can go on to say that you should use Johnnie Bower in the Toronto Maple Leafs nets as long as you can pack the Maple Leaf Gardens, but there comes a time when you have to decide whether you are going to continue programming with your veteran, reliable established but aging programs or you are going to make some change at some point in time. And the question is, when do you make the change?

The CBC has taken the position, for which I have to take the responsibility, that the time has come reluctantly to say good-bye to Don Messer as far as the network is concerned. Now I am not excluding the possibility that there will be other opportunities for utilizing the Don Messer show or the talents of some of the personnel of the Don Messer group in other forms. But we think that a program that has been on the air and on the national network as long as the Don Messer show has, has reached the point where a change is indicated. This is why we have moved the Don Messer show off the network and have replaced it with *Sing Along Jubilee*.

Mr. Dinsdale: But there are some things that have tremendous benefit as national institutions and in creating a feeling of oneness and unity in the country because of the very fact that they are familiar. If you were to take

[Interprétation]

profit des nouveautés. C'est presque une institution nationale et pour cette raison on semble croire qu'il est nécessaire d'apporter quelque chose de nouveau, de différent et que le programme devrait être éliminé. Est-ce là la façon dont se servent les responsables de la programmation, pour décider d'un programme?

M. Davidson: Monsieur Dinsdale, je ne dirais pas du tout que cela indique une obsession de changer pour le simple plaisir de changer.

M. Dinsdale: Ça a tout l'air.

M. Davidson: Je doute fort que cela puisse être le cas lorsqu'il s'agit de supprimer du réseau un programme qui a tenu l'affiche à la radio et à la télévision de Radio-Canada pendant 32 ans. On ne peut attribuer cela au simple plaisir de changer.

Le programme Don Messer a fait son chemin à la radio et à la télévision de Radio-Canada le long des années. Aucun autre programme n'a duré aussi longtemps. On pourra peut-être prétendre qu'il faudrait utiliser

«Johnnie Bower» devant le filet des «Maple Leafs» de Toronto aussi longtemps qu'on peut remplir le «Maple Leaf Gardens» mais à un certain moment, il faut se demander si on va continuer à garder les vieux programmes bien établis ou si on va apporter un changement un moment ou l'autre. Et la question que l'on doit se poser est: Quand fait-on le changement?

La Société Radio-Canada a décidé, et j'en prends la responsabilité, qu'il était temps, à regret, d'abandonner Don Messer, du moins pour ce qui est du réseau. Cependant il se peut que l'on puisse utiliser les talents du groupe «Don Messer» ou de quelques-uns d'entre eux ailleurs, mais nous croyons qu'un programme qui a figuré au réseau national aussi longtemps que le programme «Don Messer» a atteint un point où un changement est de mise. C'est la raison pour laquelle nous l'avons remplacé par le «*Sing Along Jubilee*».

M. Dinsdale: Il y a quand même des choses qui, comme institutions nationales, contribuent à créer un sentiment d'unité dans tout le pays parce que ces institutions sont bien connues. Si vous deviez, par exemple, élimi-

[Text]

Canada hockey night off the air because you thought it would be better to put on English soccer or lacrosse or something like that, there would be a very similar response to this because hockey is a Canadian institution.

Dr. Davidson: Mr. Dinsdale, if we were still showing on television the Toronto Maple Leafs with Turk Broda in the net...

Mr. Dinsdale: You would have a great show.

Mr. Davidson: ...and people of his age group performing on it, I think we would probably have to take the hockey games out.

Mr. Dinsdale: I do not think the analogy is fair. I admit that Turk Broda was a great goalie, if not the greatest. He was developed in Brandon.

Dr. Davidson: That is why I picked him.

Mr. Dinsdale: He was a great hockey player. But unfortunately, the durability of hockey players in terms of their physical capacity is not the same as that of musicians. Musicians improve with age—it is a mellowing process. I say that hockey as an institution perhaps is superseded by music as a national institution. I think there was a very wise man who once said, "Let me write the songs of a nation and I care not who makes its laws".

In other words Messer, is the type of music he chooses...

Dr. Davidson: He has obviously mesmerized you, Mr. Dinsdale.

Mr. Dinsdale: ...and the manner in which he presents it, gets right to the heart of Canada much more than these other things, and this is why you have such an emotional response. Is the cost factor involved?

Dr. Davidson: Not really, no.

Mr. Dinsdale: It will not be cheaper to break in a new bunch of sophisticated musicians?

Dr. Davidson: No, no. Let me dismiss the element of cost from the picture. The cost is not the reason for discontinuing the show and there are no real considerations of cost in this.

Mr. Dinsdale: I was making the point a short time ago—and I will not trespass my time here—that the CBC is shifting in the direction of sophistication in its programming. It is an attempt to appeal to the mass audi-

[Interpretation]

ner la soirée du hockey parce que vous préférez diffuser une émission de lacrosse ou de soccer on réagirait de la même façon.

M. Davidson: Si nous télédiffusions une partie de hockey montrant le «Maple Leafs» de Toronto avec Turk Broda devant le filet...

M. Dinsdale: Vous auriez un merveilleux spectacle.

M. Davidson: ...et des joueurs de son âge sur la patinoire, je crois que nous aurions été obligés de supprimer les émissions de hockey.

M. Dinsdale: Je ne crois pas que la comparaison soit juste. J'admets que «Turk Broda» était un excellent gardien de but sinon le meilleur. Il vivait à Brandon.

M. Davidson: C'est la raison pour laquelle je l'ai choisi.

M. Dinsdale: Malheureusement la capacité physique des joueurs de hockey n'est pas la même que celle des musiciens. Les musiciens s'améliorent avec l'âge, c'est un processus de raffinement constant. J'affirme que la musique, en tant qu'institution nationale, dépasse le hockey. Laissez-moi répéter les paroles d'un sage qui avait dit: «Peu m'intéressent les légistes pourvu que je chante la grandeur d'une nation.»

Autrement dit, Messer est le genre de musique qu'il préfère ..

M. Davidson: Il vous a hypnotisé apparemment, monsieur Dinsdale.

M. Dinsdale: Et la façon dont il la présente touche le cœur des Canadiens beaucoup plus que ces autres programmes, et c'est la raison pour laquelle vous avez eu une réaction si émouvante. Le facteur coût, constitue-t-il un problème?

M. Davidson: Non, vraiment pas.

M. Dinsdale: Ne serait-il pas plus économique de présenter de nouveaux musiciens?

M. Davidson: Le facteur coût n'est pas la raison pour laquelle on a décidé d'abandonner le programme. Il n'y a aucune considération de frais.

M. Dinsdale: Voici peu de temps, j'attirais l'attention sur le fait que la Société Radio-Canada se dirigeait de plus en plus vers une programmation raffinée. C'est une tentative d'intéresser la masse du public. Il y a, par

[Texte]

ence. For example there are more and more American programs getting prime time on the CBC and these are costly programs. Why this is so I do not know and we do not have the time to discuss it here this morning. Mission Impossible, for example, we should discuss at a later time. The CBC was extremely anxious to get Mission Impossible, an American program, even at exceedingly high cost in competitive bidding. That is not the sort of programming...

Dr. Davidson: There is not time to challenge some of your statements, Mr. Dinsdale, so I will merely enter a caveat...

Mr. Dinsdale: That is not the sort of programming that is in the best interests of the fundamental purposes of the CBC in creating this sense of unity and oneness, of familiarity, through the means of the public broadcast

• 1300

facility. I think that Messer had accomplished this *par excellence* and yet suddenly the sophisticated programmers say this is a little dull and not sophisticated. Even though the public wants it it has to go.

Dr. Davidson: When you turn on your television...

Mr. Dinsdale: This is novelty. It has to be in the interests of novelty.

Dr. Davidson: Mr. Dinsdale, when you turn on your television set next fall and look at Sing Along Jubilee you will not label that a sophisticated or supersophisticated program. It has the charm and the simplicity and the delightful qualities that you associate with Don Messer and with Hymn Sing, which comes out of Winnipeg, and programs of that kind.

Mr. Dinsdale: Is that going, too?

Dr. Davidson: It is going to go on the air. Sure it is.

Mr. McCleave: Mr. Chairman, may I ask two very brief supplementaries?

The first one is to Dr. Davidson. The ratings depend on the night a show is telecast. Is this not correct?

[Interprétation]

exemple, des programmes américains de plus en plus nombreux qui tiennent l'affiche à Radio-Canada, et ces programmes coûtent très cher. Pourquoi c'est le cas, je n'en sais rien et nous n'avons pas le temps d'en discuter, ce matin. «Mission Impossible», par exemple, nous pourrions peut-être en parler une autre fois. La Société Radio-Canada voulait absolument obtenir «Mission Impossible» qui est un programme américain, même à des coûts très élevés. Ce n'est pas le genre de programmation.

M. Davidson: Nous n'avons pas le temps de mettre en question quelques-unes de vos déclarations, monsieur Dinsdale, par conséquent, je formulerai simplement mon opposition...

M. Dinsdale: Ce n'est pas là, le genre de programmation qui est tout à fait dans l'intérêt des principaux objectifs de la société Radio-Canada qui doit créer un sentiment d'unanimité d'unité au Canada par l'intermé-

diaire des moyens de diffusion. Je crois que «Messer» avait le mieux réussi à atteindre cet objectif, et tout à coup on semble croire que le programme est ennuyeux et qu'il n'est pas assez raffiné. Et même si le public veut maintenir le programme, on insiste à le supprimer.

M. Davidson: Lorsque vous allumez la télévision...

M. Dinsdale: C'est de la nouveauté. Il faut que ce soit dans l'intérêt de la nouveauté.

M. Davidson: Monsieur Dinsdale, lorsque vous allumerez votre appareil de TV l'automne prochain et que vous suivrez le «Sing Along Jubilee» vous ne parlerez pas de raffinement de programme. C'est un programme qui est tout simple, qui a les mêmes qualités qui sont associées au programme «Don Messer», et qui contient des hymnes provenant de Winnipeg, ainsi que d'autres programmes de ce genre.

M. Dinsdale: Allez-vous supprimer ce programme aussi?

M. Davidson: Ce programme sera diffusé certainement.

M. McCleave: Monsieur le président, puis-je poser deux questions supplémentaires très brèves.

J'adresse la première à M. Davidson. N'est-ce pas vrai que l'évaluation de la cote d'écoute dépend de la soirée où le programme est diffusé?

[Text]

Dr. Davidson: In some degree, yes. Sunday night is a better night than Thursday night, for example.

Mr. McCleave: Does the decision-making process take into account the fact that you are dealing with customers with wishes?

Dr. Davidson: Oh, yes.

Mr. McCleave: But not in this case?

Mr. Davidson: It does not mean that we base every decision on finding out, first of all, how many people would approve or disapprove our decision. We have to take that responsibility ourselves and we do.

Mr. McCleave: Is there any possibility that you will re-examine this decision?

Dr. Davidson: I would have to say quite honestly, Mr. McCleave, that I think the decision as far as the network is concerned is a decision which we cannot reverse at this stage, but, as I have indicated in a reply we have given to the House, we are examining alternative possibilities of making some other use of the Don Messer group or some members of the group and while no decision on that point has been reached we are examining those possibilities quite conscientiously, I want to assure you.

Mr. Macquarrie: He has many years before he is as old as Pablo Casals.

Dr. Davidson: I beg your pardon?

Mr. Macquarrie: He has many years before Don is as old as Pablo Casals.

Dr. Davidson: I hope his health continues to be as good as Pablo Casals has been.

An hon. Member: I am sure you will break his heart, sir.

The Chairman: Mr. Stafford.

Mr. Stafford: Dr. Davidson, I, too, have had many letters and telephone calls regarding Don Messer, but having only the limited time the Chairman mentioned, I could not help but fail to notice that the last three questioners took over 29 minutes.

I want to question you regarding the CBC's decision to that all tobacco advertising on its radio and television networks. I take it this includes all advertising relating to cigarettes, cigarette holders, filters, cigars, pipe cleaners, pipes, chewing tobacco, even related products

[Interpretation]

M. Davidson: Jusqu'à un certain point, oui. Par exemple on préfère le dimanche soir au jeudi soir.

M. McCleave: Le processus qui consiste à prendre une décision, tient-il compte du fait que vous avez affaire à des clients qui eux aussi ont des préférences à formuler?

M. Davidson: Oh oui.

M. McCleave: Mais pas dans ce cas-ci?

M. Davidson: Cela ne veut pas dire que nous faisons reposer toute les décisions sur le nombre de téléspectateurs qui approuveraient ou non notre programme. Nous prenons les décisions nous-mêmes.

M. McCleave: Serait-il possible que vous réexaminiez cette décision?

M. Davidson: Je dois dire en toute honnêteté que la d-cision prise dans le cadre de ce réseau, est une décision que nous ne pouvons pas révoquer pour le moment. Mais nous avons expliqué cette chose à la Chambre, que nous avons envisagé une solution de rechange pour utiliser d'une autre façon le groupe de Don Messer, mais jusqu'à présent, nous n'avons pris aucune décision. Je vous assure que nous examinerons toutes ces possibilités consciencieusement.

M. Macquarrie: Il peut jouer encore plusieurs années avant d'être aussi vieux que Pablo Casal.

M. Davidson: Je vous demande pardon?

M. Macquarrie: Il peut jouer encore plusieurs années avant d'être aussi vieux que Pablo Casal.

M. Davidson: J'espère simplement que sa santé sera aussi bonne que celle de Pablo Casal.

Une voix: Vous allez lui briser le cœur!

Le président: M. Stafford.

M. Stafford: J'ai reçu un nombre de lettres et d'appels téléphoniques à propos de Don Messer. J'aimerais souligner que les trois derniers députés ont occupé 29 minutes.

J'aimerais poser une question au sujet de la décision de Radio-Canada de renoncer à toute la publicité sur la cigarette à tous ses réseaux. Je suppose que cela comprend aussi les fume-cigarettes, les filtres, cigares, nettoie-pipes, pipes, tabac à chiquer, et autres pro-

[Texte]

or commodities used in conjunction with tobacco and, say, even a fertilizer if it showed a healthy tobacco crop on one of southwestern Ontario's 4,000 tobacco farms? Is that right?

Dr. Davidson: No, it is not right.

Mr. Stafford: Then what did you mean by your all-inclusive statement, "all tobacco advertising"?

Dr. Davidson: Tobacco that is smoked in any form.

Mr. Stafford: Did the directors of the CBC discuss this decision with anyone in the tobacco industry or hear any briefs from the tobacco industry before making it? In other words, did they hear the other side?

Dr. Davidson: We have heard the other side and not through direct representations to the board of directors. Neither the advocates of discontinuing tobacco advertising nor the opponents of it were invited to come and present their briefs directly to the Canadian Broadcasting Corporation, but we have had the benefit of the fairly extensive hearings that have been held before the Parliamentary committee on this...

Mr. Stafford: I am going to get to that in a minute. I have some other questions.

Dr. Davidson: I am at it now.

Mr. Stafford: I have some definite questions I want to put to you on that, so if you will leave the committee out of it I will get to that very shortly.

The decision of the CBC did concentrate on one health hazard to the exclusion of the others.

Dr. Davidson: On one health hazard?

Mr. Stafford: To the exclusion of the others in this particular decision.

Dr. Davidson: I do not understand the question.

Mr. Stafford: For example, impaired drivers today are involved in approximately one-half of Canada's 5,500 fatalities on the highways as well as in many accidents on the highways. Hockey Night in Canada has one of the largest listening audiences of any Canadian program, has it not? It is probably correct to say that this audience includes a large percentage of young people, students and children and yet beer advertising in pictures, music and the spoken and singing voice is given a prominent place on Hockey Night in Canada, is it not?

[Interprétation]

duits et denrées relatives au tabac tels que les engrais, si on voit ces produits utilisés en conjonction avec des plantes de tabac sur l'une des 4,000 fermes du Sud-Ouest de l'Ontario. Est-ce vrai?

M. Davidson: Pas du tout.

M. Stafford: Qu'entendez-vous par votre déclaration globale à propos de toute la publicité concernant le tabac?

M. Davidson: Je parle du tabac qu'on fume, sous n'importe quelle forme.

M. Stafford: Les administrateurs de Radio-Canada ont-ils examiné cette décision avec des gens de l'industrie du tabac, et ont-ils reçu des mémoires des cultivateurs de tabac? En d'autres mots ont-ils écouté un autre son de cloche?

M. Davidson: Nous avons entendu l'autre côté, mais non directement au niveau du conseil d'administration. Ni les partisans de l'abolition de la publicité sur le tabac, ni leurs opposants n'ont été requis de comparaître ni de présenter leurs mémoires à la Société Radio-Canada, mais nous avons eu l'occasion d'avoir de nombreuses audiences tenues devant le comité parlementaire à ce sujet.

M. Stafford: J'y arriverai dans quelques minutes. J'ai d'autres questions maintenant.

M. Davidson: J'y suis actuellement.

M. Stafford: J'ai des questions précises à vous poser là-dessus. Ainsi, laissons la question du comité pour le moment. Nous y reviendrons tout à l'heure. La décision de Radio-Canada porte-t-elle sur le risque pour la santé à l'exclusion de tous les autres?

M. Davidson: Sur la santé?

M. Stafford: A l'exclusion des autres risques dans cette question précise.

M. Davidson: Je ne comprends pas votre question.

M. Stafford: Par exemple, les conducteurs dont les facultés sont diminuées par l'alcool sont la cause d'environ la moitié des 5,500 accidents mortels qui sont causés sur les autoroutes, ainsi qu'un grand nombre d'autres accidents. La soirée du hockey, au Canada, qui est un des programmes les plus écoutés, et dont l'auditoire comprend bon nombre de jeunes et d'enfants, diffuse des annonces pour la bière de toutes les façons possibles.

[Text]

Dr. Davidson: Is Hockey Night in Canada sponsored by a brewery?

Mr. Stafford: Yes, by Molson Breweries Ltd. singing away, pictures, dancing, actors and everything. Is it not true that in smoking you harm only yourself? In drinking the imbibor often causes death or injury to himself and innocent people. I am asking you this, do you think the decision of the CBC to concentrate on this one health hazard at this particular time was correct?

Dr. Davidson: I think the decision of the CBC to discontinue cigarette and tobacco advertising on the Corporation's part was correct, yes I do.

Mr. Stafford: You were formerly Deputy Minister of the Department of National Health and Welfare, were you not?

Dr. Davidson: On the welfare side, yes.

Mr. Stafford: I see, but on February 6, 1969, Marcel Ouimet said before the Standing Committee on Health, Welfare and Social Affairs, Volume 15 at page 425:

The Corporation has in the past given consideration to the effects of withdrawing completely from cigarette advertising but has come to the conclusion that the isolation of the CBC in this field would do little actually to modify the attitudes to cigarette smoking.

Are you interested in modifying the attitudes of Canadians?

Dr. Davidson: I am interested in reconciling the inconsistency for the Corporation of carrying at the same time on its radio and television networks advertisements which encourage the smoking of cigarettes and advertisements from the Department of National Health and Welfare which discourage cigarette smoking on the grounds that it is injurious to the individual's health.

Mr. Stafford: But you also realize that the committee you mentioned a few minutes ago has before it Private Member's Bills and presentations regarding smoking and health from various authorities. In fact the hon. John Munro has asked the committee to consider new legislation banning cigarette advertising and promotion. The committee has not yet heard all its briefs. The committee, and this is very important, has not yet heard from the other side, the tobacco industry. In making this decision to halt all tobacco advertising on

[Interpretation]

M. Davidson: La Soirée du hockey est-elle commanditée par une brasserie?

M. Stafford: Oui, par la brasserie Molson. On nous montre des films, des acteurs, de la danse, etc. . . Le tabac n'est-il pas nocif uniquement pour la personne qui le fume alors que la boisson cause des dommages, des pertes de vie, au buveur et à des innocentes victimes. Je vous demande si la décision de Radio-Canada de se consacrer uniquement à ce risque pour la santé serait peut-être inappropriée.

M. Davidson: La décision de Radio-Canada de suspendre la publicité pour les cigarettes et le tabac est une décision juste, je le maintiens.

M. Stafford: Vous étiez sous-ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Est-ce exact?

M. Davidson: Sous-ministre du Bien-être social.

M. Stafford: Le 6 février 1969, M. Marcel Ouimet avait déclaré devant le comité permanent de la Santé et du Bien-être social, et c'est consigné dans le volume 15 à la page 425:

que la Société Radio-Canada a examiné autrefois la possibilité de suspendre toute la publicité pour les cigarettes. Mais le comité a conclu que l'isolement de Radio-Canada dans ce domaine ne ferait rien pour modifier l'attitude à l'égard de l'usage du tabac.

Vous intéressez-vous à modifier l'attitude des Canadiens?

M. Davidson: Je me préoccupe de réconcilier les incohérences d'une politique qui a, au même moment des annonces qui encouragent l'usage du tabac sur les ondes et au même moment publie des annonces du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social qui décourage l'usage du tabac en disant qu'il est nocif pour la santé.

M. Stafford: Vous savez aussi que le comité que vous avez mentionné il y a quelques instants est en train d'étudier un projet de loi et des mémoires concernant les risques de l'usage du tabac. L'honorable John Munro a parlé d'envisager de nouvelles mesures législatives pour interdire la publicité sur les cigarettes. Le comité n'a pas encore entendu tous les témoins. Le comité, ce qui est très important, n'a pas obtenu l'autre son de cloche, celui de l'industrie du tabac. Lorsqu'il s'agit d'interdire toute la publicité, les directeurs de

[Texte]

its radio and television networks the directors of the CBC without hearing both sides, have not waited for the Standing Committee on Health, Welfare and Social Affairs to make up its mind on a topic which is under consideration.

I ask you this. Do you still feel that the directors of the CBC made the proper decision when they did not even wait for the committee whose duty it is to make the decision and not the directors of the CBC?

Dr. Davidson: The answer is very simple, yes sir. I do. They made the right decision.

Mr. Stafford: Even further, you are aware are you not, that the federal government does experimental work on the growing of tobacco at both Harrow and Delhi. These stations recommend to tobacco farmers the most effective cultural practices to improve both yield and quality.

You also realize, do you not, that the Department of Trade and Commerce sponsor trade missions to promote the sale of Canadian tobacco in other countries. When the Ontario Flu Cured Tobacco Growers Marketing Board goes to Europe, for example, the Department often sends a representative to accompany them. The Board also uses Canadian trade commissioners throughout their trips. Do you think since the Canadian government is taking one side in this particular way and is attempting to sell this awful tobacco to other countries your decision was the right one?

Dr. Davidson: I have no doubts, Mr. Chairman, that the decision that the board of directors took was the correct and justifiable decision in the circumstances.

Mr. Stafford: Have you gone to these two departmental stations? Have you gone to the trade commissioners? Have you gone to the Department of Trade and Commerce? Have you gone to the Committee on Health, Welfare and Social Affairs to put your point of view? Do you not think it would have been a good thing to wait until all these other departments, committees and so on made up their minds before the directors of the CBC, with no experience at all, just the opinions of others without even hearing the other side made up their minds? Do you still say they did the right thing?

Dr. Davidson: Yes, sir.

The Chairman: Are there further questions? If not, this meeting stands adjourned.

[Interprétation]

Radio-Canada, sans écouter les avis de l'autre partie n'ont pas attendu la décision du comité pour trancher une question qui est encore à l'étude.

Je vous demande ceci: estimez-vous que les administrateurs de Radio-Canada ont pris la décision appropriée lorsqu'ils n'ont pas attendu l'avis du comité qui est compétent pour examiner cette question?

M. Davidson: Oui. Je pense que la décision est appropriée.

M. Stafford: En outre, vous savez n'est-ce pas, que le gouvernement fédéral fait des travaux de recherche sur la culture du tabac à Harrow et à Delhi. Ces stations recommandent aux cultivateurs de tabac certaines pratiques pour améliorer la qualité et le rendement. Vous savez aussi que le ministère du Commerce organise des missions commerciales pour promouvoir la vente des tabacs canadiens à l'étranger. Lorsque le Conseil de commercialisation du tabac de l'Ontario visite l'étranger, le ministère envoie des représentants pour l'accompagner. Pensez-vous, puisque le gouvernement canadien a pris des mesures pour vendre cet affreux tabac dans d'autres pays, que votre décision est juste?

M. Davidson: Je pense que la décision prise par le conseil est valable et justifiée.

M. Stafford: Avez-vous visité ces deux stations? Avez-vous rendu visite aux délégués commerciaux? Avez-vous consulté le ministère du Commerce? Êtes-vous allé devant le comité de la Santé et du Bien-être social pour expliquer votre point de vue? Pensez-vous que l'idée aurait été bonne d'attendre la décision de tous ces comités et ministères avant que les administrateurs de Radio-Canada qui n'ont aucune expérience dans ce domaine se décident, sauf évidemment l'opinion des autres sans même écouter l'autre version de l'affaire. Vous prétendez toujours que vous avez raison?

M. Davidson: Oui monsieur.

Le président: Y a-t-il d'autres questions à poser?

Messieurs, la séance est ajournée.

OFFICIAL BILINGUAL ISSUE

FASCICULE BILINGUE OFFICIEL

HOUSE OF COMMONS

CHAMBRE DES COMMUNES

First Session

Première session de la

Twenty-eighth Parliament, 1968-69

vingt-huitième législature, 1968-1969

STANDING COMMITTEE

COMITÉ PERMANENT

ON

DE LA

BROADCASTING
FILMS AND ASSISTANCE
TO THE ARTS

RADIODIFFUSION,
DES FILMS ET DE L'ASSISTANCE
AUX ARTS

Chairman

Mr. John M. Reid

Président

MINUTES OF PROCEEDINGS
AND EVIDENCE

PROCÈS-VERBAUX ET
TÉMOIGNAGES

No. 36

FRIDAY, MAY 9, 1969

LE VENDREDI 9 MAI 1969

Respecting

Concernant le

BILL C-184,

BILL C-184,

An Act to establish a Canadian corporation
for telecommunication by satellite.

Loi créant une Société de télécommuni-
cations par satellite pour le Canada.

WITNESSES—TÉMOINS

(See minutes of Proceedings)

(Voir le procès-verbal)

STANDING COMMITTEE ON
BROADCASTING, FILMS AND
ASSISTANCE TO THE ARTS

Chairman
Vice-Chairman
and Messrs.

De Bané,
Dinsdale,
Givens,
Guilbault,
Hymmen,
La Salle,

Mr. John M. Reid
M. J.-A. Mongrain

Macquarrie,
Matte,
McCleave,
Nystrom,
Osler,
Paproski,

COMITÉ PERMANENT DE LA
RADIODIFFUSION, DES FILMS ET DE
L'ASSISTANCE AUX ARTS

Président
Vice-président
et MM.

Perrault,
¹ Portelance,
Schreyer,
Schumacher,
Stanbury,
Stewart (Cochrane)—
(20).

Le secrétaire du Comité,

M. Slack

Clerk of the Committee.

Pursuant to S.O. 65(4)(b)

¹ Replaced Mr. Marchand (Kamloops-Cariboo) May 9.

Conformément à l'article 65(4)b) du
Règlement

¹ Remplace M. Marchand (Kamloops-Cariboo) May 9.

MINUTES OF PROCEEDINGS

[Text]

FRIDAY, May 9, 1969
(39)

The Standing Committee on Broadcasting, Films and Assistance to the Arts met this day at 9.40 a.m. The Chairman, Mr. John M. Reid, presided.

Members present: Messrs. De Bané, Macquarrie, McCleave, Paproski, Perrault, Portelance, Reid, Schreyer (8).

Witnesses: From Québec-Téléphone: Messrs. B. A. Bénéteau, President and Julien Thuot, Vice-President (Revenue Requirements).

The Committee resumed consideration of Bill C-184, An Act to establish a Canadian corporation for telecommunication by satellite.

Mr. Bénéteau made an introductory statement and then Mr. Thuot read the brief of Québec-Téléphone.

Messrs. Bénéteau and Thuot were examined on their brief.

The examination of the witnesses being concluded, at 11.00 a.m., the Committee adjourned until 9.30 a.m. on Tuesday, May 13.

PROCÈS-VERBAL

[Traduction]

Le VENDREDI 9 mai 1969.
(39)

Le Comité permanent de la radiodiffusion, des films et de l'assistance aux arts se réunit ce matin à 9 h. 40, sous la présidence de M. John M. Reid, président.

Présents: MM. De Bané, Macquarrie, McCleave, Paproski, Perrault, Portelance, Reid, Schreyer—(8).

Témoins: De Québec-Téléphone: MM. B. A. Bénéteau, président, et Julien Thuot, vice-président (*Planification du revenu*).

Le Comité reprend l'examen du Bill C-184, Loi créant une Société de télécommunications par satellite pour le Canada.

M. Bénéteau fait une déclaration préliminaire, puis M. Thuot lit le mémoire de Québec-Téléphone.

MM. Bénéteau et Thuot répondent à des questions relatives à leur mémoire.

L'interrogatoire des témoins étant terminé, à 11 h. du matin, le Comité s'ajourne jusqu'au mardi 13 mai, à 9 h. 30 du matin.

Le secrétaire du Comité,

M. Slack,

Clerk of the Committee.

EVIDENCE

(Recorded by electronic apparatus)

[Texte]

Friday, May 9, 1969

● 0939

The Chairman: Gentlemen, today we have with us the representatives from the Québec-Téléphone. To my right we have the President, Mr. B. A. Bénéteau and next to him the Vice-President, Mr. Julien Thuot.

● 0940

Mr. Thuot will read the brief and then we will proceed to questioning.

M. B. A. Bénéteau (Président de Québec-Téléphone): Messieurs les députés, au nom de notre société, nous tenons à vous remercier de l'occasion que vous nous donnez de présenter un mémoire au sujet de la Loi de la Télésat du Canada. Lorsque nous avons su que nous pourrions présenter un mémoire, les officiers supérieurs de Québec-Téléphone se sont assis autour d'une table ronde et ont essayé de mettre de l'ordre dans les idées que nous avions à ce sujet depuis déjà plusieurs mois.

Ce que vous avez devant vous, c'est beaucoup plus une philosophie quant à la conception et la réalisation d'une idée, que des recommandations précises quant au changement à apporter à la loi que nous étudions.

Avec votre permission, je vais demander à M. Thuot de vous faire lecture de notre mémoire.

Mr. Julien Thuot (Vice-President, Revenue Requirements, Québec-Téléphone): Mr. Chairman, our brief has four parts and if you will permit me I will read Part 1 in French and the other three parts in English.

Monsieur le président, messieurs les députés, la première partie de notre mémoire est une description sommaire de la compagnie qui porte le nom de Québec-Téléphone.

Québec-Téléphone, résultat de la fusion de plusieurs petites compagnies dont la plus ancienne avait été fondée en 1897, a été incorporée le 7 juin 1927 en vertu des lois provinciales, tout comme les quelque 240 autres entreprises de téléphone du Canada, sauf Bell Canada, *British Columbia Telephone Company* et la Compagnie de Téléphone Bonaventure et Gaspé Limitée. Son siège social est

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

[Interprétation]

Le vendredi 9 mai 1969

Le président: Messieurs, nous avons avec nous aujourd'hui les représentants de la Québec-Téléphone. A ma droite, voici le président, M. Bénéteau, et à côté de lui, le vice-président, M. Julien Thuot.

M. Thuot va lire le mémoire et nous allons passer ensuite à la période des questions.

M. B. A. Bénéteau (Président de Québec-Téléphone): We wish to thank you on behalf of our Company for giving us this opportunity to bring the brief about the Telesat Canada Act. When we heard that we would have this opportunity to submit a brief, the senior officials of Québec-Téléphone gathered together and attempted to express in an orderly fashion the ideas we have had for a number of months about this whole topic.

This brief we handed to you is more of a philosophy concerning the realization of an idea, than a statement of precise recommendations with regard to amendments to the Act which we are studying.

With your permission, I will ask Mr. Thuot to read this brief.

Mr. Julien Thuot (vice-président de la planification du revenu de Québec-Téléphone): Monsieur le président, notre mémoire comprend quatre parties. Si vous me le permettez, je vais lire la partie I en français et les trois autres parties en anglais.

Mr. Chairman, members of the Committee, the first part of our brief is a summary description of the Québec-Téléphone Company.

Québec-Téléphone is the result of an amalgamation of smaller companies of which the oldest was founded in 1897. It was incorporated on June 7, 1927 under provincial laws, as all the other some 240 telephone systems of Canada, except Bell Canada, *British Columbia Telephone Company* and *The Bonaventure and Gaspé Telephone Company Limited*. Its head office is located in Rimouski, Prov-

[Text]

situé à Rimouski, province de Québec, et au 31 décembre 1968, elle comptait 3,139 détenteurs d'actions privilégiées et ordinaires. Incidemment, c'est une compagnie publique dont les actions sont transigées à la Bourse de Montréal.

De par ses lettres patentes initiales et supplémentaires, Québec-Téléphone est habilitée à construire et exploiter un réseau de communications et à fournir une gamme complète de services de télécommunications à la grandeur du Québec. Elle est aussi autorisée à acquérir et détenir des actions ou tous autres titres d'une compagnie ayant en tout ou en partie des fins similaires.

Selon la Loi des services publics de la Province de Québec (13 George VI, chapitre 47), toutes les activités de Québec-Téléphone sont soumises sans exception au pouvoir de surveillance et de contrôle de la Régie des Services Publics, qui en fixe les tarifs et le taux de rendement autorisé sur le capital investi.

Le territoire desservi

Le territoire desservi par Québec-Téléphone, tel qu'illustré à la carte annexée en appendice 1, s'étend à 17 comtés, soit de Batiscan, près de Trois-Rivières, à l'ouest, jusqu'aux frontières du Nouveau-Brunswick et du Labrador terre-neuvien, au détroit de Belle-Isle, soit une longueur totale de 760 milles, ou environ 40 p. 100 du territoire habité du Québec. Il compte une population de 525,000 âmes, répartie en 338 municipalités.

Le réseau

Au 30 avril 1969, le réseau local de Québec-Téléphone et de sa filiale en propriété exclusive, La Compagnie de Téléphone Bonaventure et Gaspé Limitée, comptait 145 centraux et 138,000 postes téléphoniques dotés du service automatique dans une proportion de 91 p. 100.

Le réseau interurbain de la compagnie, sur lequel ont été transmis 11,500,000 communications en 1968, est raccordé à ceux de Bell Canada, *The New Brunswick Telephone Company Limited*, *Avalon Telephone Company Limited* (Terre-Neuve), et 12 autres entreprises de moindre importance. Québec-Téléphone opère aussi le service télégraphique dans les comtés de Rimouski, Matane et Manicouagan en raccordement avec les Télécommunications du Canadien National.

La compagnie fournit en plus de nombreux autres services, entre autres le Telex et le TWX, les lignes privées pour voix ou télex, le radiotéléphone mobile, un système audio-visuel d'éducation, la transmission des programmes de radio et de télévision, la transmission des données, etc.

[Interpretation]

ince of Quebec, and at December 31, 1968 its preferred and common shares were held by 3,139 shareholders. Incidentally, it is a publicly owned company whose shares are transacted on the Montreal Stock Market.

By virtue of its original and supplementary letters patent, *Québec-Téléphone* is empowered to build and operate a communication network and to provide a complete range of telecommunication services throughout the Province of Quebec. It is also authorized to buy and hold shares or any other securities of companies having in all or part similar objects.

Under the Public Service Act of the Province of Quebec (13 George VI, Chapter 47), all activities of *Québec-Téléphone* are subject without any exception to the powers of supervision and control of the public Service Board, which sets its tariffs and its authorized rate of return on capital investments.

The Territory Served

The territory served by Québec-Téléphone, shown on the map attached as Appendix 1, extends to 17 counties, that is from Batiscan, near Trois-Rivières, as its western end to the boundaries of New Brunswick and Labrador-Newfoundland, to the Straits of Belle-Isle, that is a total length of 760 miles, or approximately 40 per cent of the inhabited areas of Quebec. It has a population of 525,000 located in 338 municipalities.

The Network

At April 30, 1969, the local network of Québec-Téléphone and its wholly-owned subsidiary, The Bonaventure and Gaspé Telephone Company Limited, comprises 145 central offices with a total number of 138,000 telephone stations, of which 91 per cent were dial operated.

Its Long Distance network, which carried 11,500,000 toll messages during 1968, is connected to those of Bell Canada, The New Brunswick Telephone Company Limited, The Avalon Telephone Company Limited (Newfoundland) and 12 other companies of smaller size. Québec-Téléphone also operates the commercial telegraph service in the counties of Rimouski, Matane and Manicouagan in connection with the Canadian National Telecommunications.

The company provides in addition numerous other services, such as Telex and TWX, voice and teletype private lines, mobile radiotelephone, an educational audio-video system, transmission of radio and television programs, data transmission, etc.

[Texte]

Son réseau interurbain établit la liaison entre Grosses Roches, station de tête du câble CANTAT de la Société canadienne de télécommunications transmarines dans la péninsule de Gaspé, et St-Henri de Lévis, situé à 11 milles au sud de Québec, et constitue une section de 272 milles du réseau de câbles du Commonwealth britannique. Enfin la compagnie fournit des facilités de communications importantes au ministère de la défense nationale.

La valeur aux livres de ce réseau s'élève à \$118,000,000 au 30 avril 1969, ce qui place la compagnie au huitième rang en importance parmi les entreprises de téléphone du Canada.

The progrès technologiques

Administrée par des cadres jeunes et dynamiques, parmi lesquels on compte 35 ingénieurs diplômés, Québec-Téléphone se maintient à la fine pointe des progrès de la technique des télécommunications. Déjà 50 p. 100 de ses abonnés ont accès à l'interurbain automatique et, par suite des aménagements en voie d'exécution, ce chiffre atteindre 69 p. 100 à la fin de la présente année.

Son réseau hertzien d'une longueur de 2,085 milles et comportant des investissements de \$22,000,000 (réseau illustré à la carte annexée en appendice 2, carte qui montre uniquement le réseau à micro-ondes) est le plus étendu du Québec et constitue environ 10 p. 100 de tout le réseau à micro-ondes du Canada. Bien que ses facilités de communications soient intégrées en tous points à celles du Réseau Téléphonique Transcanadien, Québec-Téléphone n'est pas membre de cette association ni filiale d'un de ses membres. La compagnie ne participe donc ni directement ni indirectement aux délibérations du Réseau Téléphonique Transcanadien et aux ententes conclues entre ses membres et cette association ne peut parler au nom de Québec-Téléphone.

II. Telesat Canada

Concerned above all with providing the best service possible to the population of its operating area, Québec-Téléphone always did the utmost to apply the latest technological developments on its network. Consequently, it is with deep interest that it foresees the use of a satellite to fill in more efficiently the needs of its subscribers living in an area where transmission conditions are particularly difficult.

On the other hand, aware of the many problems inherent to the introduction of a new technique, Québec-Téléphone regards the advent of the satellite but as another step in the development of telecommunications, just as was the case with the past transition from

[Interprétation]

Its network furnishes the connecting link between Grosses Roches, where the Canadian Overseas Telecommunications Corporation's CANTAT cable comes ashore on the Gaspé Peninsula, and St. Henri de Lévis, a point 11 miles south of Quebec City, constituting a 272-mile section of the Commonwealth Cable System. The company also supplies extensive communication facilities to the Department of National Defence.

The total book value of this network amounted to \$118,000,000 on April 30, 1969; thus it occupies by its size the eighth position amongst the telephone carriers in Canada.

The Technological Progress

Managed by a young and progressive staff, that includes 35 graduate engineers, Québec-Téléphone keeps abreast of the latest technological developments in telecommunications. Direct distance dialing is already available to 50 per cent of its subscribers and, with equipment installations being completed, this proportion will reach 69 per cent at the end of the current year.

Its microwave network of a total length of 2,085 miles and constituting investments of \$22,000,000 (network shown on the map attached as Appendix 2 and which shows the microwave network only) is the longest in the Province of Quebec and constitutes about 10 per cent of the Canadian microwave system. Although its communication facilities are totally integrated with those of the Trans-Canada Telephone System, Québec-Téléphone is not a member of this association or affiliated to one of its members. Consequently, the company does not participate directly or indirectly in the discussions or agreements of the Trans-Canada Telephone System and the latter cannot speak on behalf of Québec-Téléphone.

II. Telesat Canada

Soucieuse avant tout d'assurer le meilleur service à la population qu'elle dessert, Québec-Téléphone s'est toujours appliquée à doter son réseau des dernières innovations de la technologie. C'est donc avec empressement qu'elle entrevoit l'utilisation du satellite pour répondre plus efficacement aux besoins de sa clientèle dans un territoire où les conditions de transmission sont particulièrement difficiles.

Consciente, par ailleurs, des impératifs qu'impose dans l'immédiat l'application de toute nouvelle technique, Québec-Téléphone se doit de ne considérer l'introduction du satellite que comme une nouvelle étape dans l'évolution des techniques de communication,

[Text]

landlines and cables to microwave transmission. Indeed, one could be naturally carried with enthusiasm about such a marvellous device. In our country where, due to long distances, communications are a constant challenge, one is easily inclined to look at the satellite as a panacea to all problems.

It is Québec-Téléphone's contention that a policy regarding the utilization of a communications satellite should be based first on public interest. For all the above reasons, Québec-Téléphone welcomes the setting up of a tripartite corporation, as provided in Bill

● 0950

C-184 establishing Telesat Canada, which appears to ensure an adequate balance between public interest and optimum use of existing facilities.

III. *Participation of Québec-Téléphone in Telesat Canada*

Québec-Téléphone is ready to co-operate with the government in developing the satellite system, on the same basis as the other approved telecommunications common carriers, for the following reasons:

1. Looking at the development of other long distance telecommunications facilities in the last decade, it appears without doubt that in the near future the communications satellite will prove to be the most appropriate medium for an area of such size and low density of population as that served by Québec-Téléphone.

2. It is a duty for the company to take now the necessary action so that the population of its service area may eventually benefit by the advantages of this new technique of carrying information on the same basis as the residents of the larger urban centers.

3. Through active participation in Telesat Canada, Québec-Téléphone will more easily cooperate in the orderly integration of satellite communications with the existing microwave system, of which it operates an important section.

4. Operating in a territory that is primarily of a rural nature, Québec-Téléphone has succeeded in providing adequate telephone service to all residents of this territory, at prices within their financial means, only through a maximum utilization of its Long Distance network. By participating in Telesat Canada, the company will be in a position to ensure that its subscribers will continue to have the

[Interpretation]

tout comme le système à micro-ondes qui l'a précédé. Il serait trop facile, en effet, de se laisser entraîner par l'enthousiasme que suscite naturellement cet instrument merveilleux qu'est le satellite. Dans un pays comme le nôtre, où les distances posent un défi constant en matière de télécommunication, la tentation est forte de voir dans le satellite la solution-miracle à tous les problèmes.

Québec-Téléphone croit que toute politique en vue de l'utilisation d'un satellite de communication doit être, avant tout, fonction des intérêts du public. En conséquence, elle ne peut que se réjouir de la création d'un organisme tripartite, tel que Télésat Canada, proposé par le Bill C-184, qui, à quelques modalités près, lui paraît assurer l'équilibre nécessaire entre le bien public et l'utilisation optimale des ressources déjà en place.

111. *Participation de Québec-Téléphone à Télésat Canada*

Québec-Téléphone est disposée à collaborer avec le gouvernement à la mise sur pied du système de communications par satellite, au même titre que les autres entreprises agréées de télécommunications, et ceci pour les raisons suivantes:

1. A la lumière de l'évolution des autres moyens de communications à longue distance dans le cours de la dernière décennie, tout porte à prévoir que les télécommunications par satellite s'avéreront d'ici peu le mode approprié pour un territoire aussi vaste et à aussi faible densité de population que celui de Québec-Téléphone.

2. La compagnie a le devoir de prendre dès aujourd'hui des mesures efficaces pour que la population de son territoire d'opération puisse éventuellement bénéficier des avantages de cette nouvelle technique de transport de l'information au même titre que les résidents des grandes agglomérations urbaines.

3. En participant activement à Télésat Canada, Québec-Téléphone pourra plus facilement collaborer à l'intégration ordonnée des télécommunications par satellite avec le réseau à micro-ondes déjà en place, réseau dont elle opère une partie importante.

4. Œuvrant dans un territoire à caractéristiques nettement rurales, Québec-Téléphone a réussi à apporter un service téléphonique adéquat à tous les résidents de ce territoire, et ceci à un prix à la portée de leurs moyens financiers, uniquement grâce à une utilisation maximum de son réseau interurbain. En participant à Télésat Canada, la compagnie sera en mesure de veiller à ce que ses abonnés

[Texte]

benefits of the same services under the same conditions.

Our comments on Bill C-184 are as follows.

Our present world is currently undergoing accelerated economic and social changes that, by interaction, result in a parallel and proportional growth of telecommunications facilities. The establishment of a corporation such as Telesat Canada is a natural outcome of this process.

The citizen, principal agent of the economic development of the country, should not be submitted to an irrational proliferation of telecommunications mediums, for which in the end he has to bear the total cost.

Consequently, Québec-Téléphone regrets that the Telesat Canada Act does not include provisions for a mechanism:

(1) for regulating the operations of this new corporation; and

(2) for conceiving and recommending a policy of rational utilization of the various networks.

The Chairman: Thank you very much. I call on Mr. De Bané to open the questioning. I would also note that since we only have about 70 minutes today, that 10 minutes will be the maximum on the first round.

Mr. De Bané: Thank you, Mr. Chairman.

Monsieur Bénétiau, ma première impression, à la lecture de votre mémoire, c'est qu'avant tout, la politique de votre compagnie consiste à prendre un risque en faveur du progrès, ce qui est très positif.

Je voudrais que vous m'expliquiez pourquoi vous en êtes venu à cette façon de voir ce projet de satellite, dans lequel vous participeriez avec les autres sociétés de télécommunications, le public et le gouvernement, comme un apport positif à notre politique de télécommunications pour le Canada et pour votre région?

M. Bénétiau: Monsieur De Bané, nous envisageons la technologie du satellite comme une étape normale dans le développement de ce que nous pouvons appeler «*the state of the Art*». Je peux comparer ces développements à d'autres, survenus dans notre industrie il y a 50 ans, lorsque le téléphone automatique a été inventé. Ce n'était peut-être pas tellement nécessaire dans le temps, mais si le téléphone automatique n'avait pas été inventé et mis en service graduellement depuis 50 ans, aujourd'hui, il n'y aurait pas assez de femmes entre l'âge de 16 et 60 ans pour faire fonctionner tout le système.

[Interprétation]

continuent de bénéficier des mêmes services aux mêmes conditions.

Voici nos commentaires sur le Bill C-184. L'accélération des phénomènes économiques et sociologiques de notre monde actuel ne peut, par interaction, que s'accompagner d'un développement parallèle et proportionnel des moyens de télécommunications. La création d'un organisme comme Télésat Canada vient s'inscrire comme naturellement dans ce processus.

Le citoyen, principal artisan du développement économique du pays, ne doit pas subir une prolifération irrationnelle des télécommunications, car c'est lui qui, en définitive, en assume le coût total.

Nous déplorons donc que la Loi de Télésat Canada n'ait prévu aucun mécanisme:

1) de réglementation quant aux opérations de cette nouvelle corporation;

2) de planification aux fins de concevoir et recommander une politique rationnelle quant à l'utilisation des divers réseaux.

Le Président: Merci beaucoup. J'invite M. De Bané à poser des questions.

Je vous signale également qu'il ne nous reste que 70 minutes aujourd'hui et je permettrai aux honorables députés de poser des questions pendant dix minutes seulement.

M. De Bané: Merci, monsieur le président.

Mr. Bénétiau, my first impression upon reading your brief is that, primarily, your company's policy consists in taking a risk for the sake of progress, which is a very positive approach.

I would like you to tell me why you have come to consider in this light the satellite project in which you would participate with the other telecommunications companies, the public and the government, as a positive contribution to our telecommunications policy both for Canada and for your region?

Mr. Bénétiau: Mr. De Bané, we think the satellite technology is a normal stage within the development of what we might call the state of the Art. I could compare this situation with other developments in our own industry fifty years ago, when the automatic telephone was invented. It may not have been very necessary at that time, but if the automatic telephone had not been invented and gradually put into service over the past 50 years, today there would not be enough women between the age of 16 and 60 to operate this system.

[Text]

Dans notre propre réseau, nous avons commencé à utiliser les radio-téléphones en 1937. Nous avons construit notre premier système à micro-ondes en 1947. Évidemment au début, ce système n'était pas très chargé. Il servait comme complément aux lignes terrestres qui existaient. Aujourd'hui, le réseau hertzien, le réseau à micro-ondes est notre principal moyen de transmission. Je crois qu'on peut dire que le territoire de Québec-Téléphone est parfait pour l'utilisation d'un satellite. Il me rappelle un peu la phrase de Kipling quand il parlait de la «thin red line». Notre territoire compte une population étendue sur une très longue distance avec une concentration très faible. Alors théoriquement, les développements de la technologie des satellites sera profitable à la clientèle du territoire que nous desservons.

Maintenant, on peut se poser la question: «Qui est intéressé au développement des satellites chez nous, et sur une base nationale?» Il y a trois groupes principaux qui sont concernés: il y a d'abord, le consommateur, qu'il soit compagnie, corporation, ou individu. C'est celui pour lequel le satellite et tout le système de communications est construit. Il y a aussi, les experts dans ce domaine, qui ont bâti avec les années l'un des meilleurs sinon le meilleur système de communications qui puisse exister dans un pays, les entreprises d'exploitation de télécommunications. Et il y a aussi le gouvernement, qui est responsable de l'établissement d'une politique nationale favorisant le bien commun, et de sa réalisation. Je crois qu'une conception de Télésat voulant que les trois groupes concernés soient représentés est bonne.

Mr. De Bané: Merci. Je voudrais maintenant vous demander si, au point de vue de rentabilité, votre compagnie doit suivre les lois inéluctables du marché. Ce projet que nous étudions d'après vous, serait un investissement judicieux pour votre compagnie au strict point de vue affaires.

Mr. Bénéteau: Je vous parlais plus tôt de notre expérience avec le réseau à micro-ondes dans notre territoire. Nous mentionnons dans notre mémoire que nous opérons le réseau le plus long au Québec. J'aimerais compléter cette remarque-là en disant l'un des plus importants. Il y a plusieurs façons de mesurer la longueur d'un réseau. Mais nous sommes certainement l'un des plus grands opérateurs de la province où nous opérons.

Les débuts de ce réseau remontent à 1957. Il a servi à l'établissement de quelques cir-

[Interpretation]

We started using radio-telephones in our network, in 1937. We built our first microwave system in 1947. Naturally, at first this system was not used constantly. It was used as a complement to the existing ground lines. Today, the hertzian wave network, the microwave network is our main means of transmission. I believe that the area served by Québec-Téléphone lends itself very well to communications by satellite. It reminds me somewhat of Kipling's «thin red line». Our territory has a low population spread over a very wide area. So, theoretically, the developments of satellite technology will benefit the customers in the area we serve now.

One could always ask who is interested in building satellites here, and on a nation-wide basis? There are three main groups that are involved. There are, of course, consumers whether they be corporations, companies, or individuals. It is for the consumer that the satellite and the entire communications system is built. There are also the experts in the field that have built up over the years one of the best, if not the best, communications system that can exist in a country, i.e. the telecommunications common carriers. And there is also the government which is responsible for the drafting of a national policy to promote the common good, and which is also responsible for its realization. I think the concept of Telesat according to which, the three groups concerned are represented is sound.

Mr. De Bané: Thank you. I would now like to ask you whether from the point of view of revenues, your company must follow the ineluctable laws of the market. Strictly from the business point of view, this project which we are studying would, according to you, be a wise investment for your company.

Mr. Bénéteau: I mentioned earlier our experience with the microwave network in our area. In our brief we mention that we are operating the longest network in Quebec. I would like to add that it is one of the most important networks. There are several ways of measuring the length of a network. But we are definitely one of the major operators in Quebec.

This network was created in 1957. It was used to set up some of the DEW line circuits,

[Texte]

• 1000

cuits de la ligne DEW, et comme supplément au réseau de lignes terrestres qui existait dans le temps. Au début, ce réseau était certainement d'une conception très dispendieuse, et n'était pas un bon investissement pour les premiers six mois de la première année. Avec le temps, avec l'application des technologies nouvelles, avec la demande toujours croissante, ce réseau est maintenant ce que l'on pourrait appeler l'épine dorsale de Québec-Téléphone.

On parle de satellites: au début, il est sûr qu'on pourra faire la comparaison entre les transmissions par satellites et notre réseau à micro-ondes en 1957. Cependant, nous aurons de nouveaux développements dans notre territoire, du moins, je l'espère. Le domaine des communications prend de plus en plus d'importance. On parle souvent de «l'école de l'avenir» aujourd'hui, qui va se faire par télévision en circuit fermé. Ce sont des applications futures.

Alors je crois que la demande va faire que l'application d'une technologie de satellites chez nous, tourne à l'avantage du territoire que nous desservons.

Je ne sais pas si ça répond à votre question, monsieur De Bané?

M. De Bané: Oui.

This is my last question on the first round and I would like to ask it of the man responsible for planning and revenue.

Monsieur Thuot, peut-être que mon raisonnement n'est pas exact, mais ai-je raison de dire que de la façon qu'on a imaginé la structure corporative de Télésat, les profits de Télésat n'affecteront pas les profits des sociétés porteuses? Puisque les sociétés porteuses auront investi aussi dans la Société, elles profiteront donc des profits.

Est-ce que je peux voir le problème de cette façon?

M. Thuot: Monsieur De Bané, deux phénomènes peuvent se produire. Premièrement, les sociétés porteuses agréées dans la Télésat Canada bénéficieront des profits réalisés par Télésat Canada dans une proportion d'un tiers, si telle est la proportion de leur capital-actions; ce qui viendra rémunérer leur capital investi.

Le deuxième phénomène pourra se produire au fur et à mesure des années, lorsque la technologie aura abaissé les coûts des stations terrestres; ce qui est indubitable pour l'avenir. Déjà, depuis 1957, les développements techniques ont abaissé le coût du réseau micro-ondes. A ce moment-là, ce nou-

[Interprétation]

and as a supplement to the ground lines that existed at the time. At the beginning, this network was extremely expensive and it was not a very good investment during the first six months of the first year. But in time, and with the application of new technology, with an ever-increasing demand, this network is now what one might call the backbone of Québec-Téléphone.

Talking about satellites, it is certain that at the beginning we shall be able to make a comparison between transmission by satellite and our microwave network in 1957. However, we will have new developments in our territory, at least I hope so! The communications area is becoming more and more important. We often talk about the "school of the future" today, which will be done by closed-circuit TV. These are future applications.

So I really believe that because of demand, the application of satellite technology in our country will be to the benefit of the area we are serving.

Does this answer your question, Mr. De Bané?

Mr. De Bané: Yes.

Une dernière question pour terminer le premier tour. J'aimerais la poser au responsable de la planification du revenu.

Am I right, Mr. Thuot, in saying—perhaps my reasoning is not sound—that because of the way the corporate structure of Telesat was conceived, the profits made by Telesat will not affect those made by the common carriers? Since the common carriers will also have invested in the corporation, they will share in the profits. Am I right in viewing the problem this way?

Mr. Thuot: Mr. De Bané, two things may happen. First, common carriers within Telesat Canada will have a one-third share in the profits made by Telesat Canada if this is the proportion of capital stock. This will bring profits for the capital they have invested.

The second phenomenon may occur as the years go by, when technology will have decreased the cost of ground stations, which is certainly something that will happen. As early as 1957, technical developments lowered the cost of the microwave system. Consequently, this new transmission medium will

[Text]

veau médium de transmission amènera des utilisations additionnelles des moyens de télécommunications.

Comme il ne pourra pas y avoir de stations terrestres dans toutes les petites villes, les entreprises agréées d'exploitation de télécommunications retireront un deuxième avantage, celui de faire le lien entre la station terrestre et l'utilisateur dans chacune des régions.

Mais, tout ceci reste sujet à notre dernière remarque, c'est-à-dire la réglementation globale de telle sorte qu'on utilise au maximum l'équipement de communications du pays tout entier afin d'en retirer le meilleur rendement possible pour l'ensemble de toutes ces facilités de Télésat Canada et de celles qui existent à l'heure actuelle.

M. De Bané: Vous ne verrez donc pas votre investissement dans Télésat comme un «cross subsidization», mais plutôt comme un investissement qui va rapporter automatiquement, dans la mesure évidemment où il y aura une planification globale et une réglementation totale.

M. Thuot: Sur une période de dix ans.

M. De Bané: Merci.

The Chairman: Mr. McCleave?

Mr. McCleave: Mr. Chairman, how many shares have been issued by Quebec Telephone?

Mr. Bénéteau: Approximately 1,740,000 odd, I am sorry I cannot give you the...

Mr. McCleave: That is sufficient. You mentioned at the tail-end of your comments that you regret the act does not include provisions for the regulation of the operations of this new Corporation. Are you contemplating something like a provincial board of public utilities in that statement? I wonder if you would expand on it a bit, sir?

Mr. Bénéteau: I will with pleasure, sir. I believe that in the public interest there must be what one might call a national policy of telecommunications. This is a new technology that must be phased in to the existing network in the common interest.

I can give you an example as far as Quebec Telephone is concerned. There was some mention of a ground station at Goose Bay. The traffic from Goose Bay presently is being carried over Quebec Telephone facilities towards central Canada. Theoretically, tomorrow morning, if there was a ground station put into Goose Bay that were to handle all the communications from that area, Quebec Tele-

[Interpretation]

bring about additional way of using the telecommunications media.

Since there will be no possibility of having ground stations at every small town, the telecommunications common carriers will have a second advantage, in that they will have a link between ground stations and the customers in each of the areas.

However, all this is subject to our last remark, i.e. the overall control so that maximum use is made of the communication equipment throughout the country, to obtain the best possible output for all these Telesat Canada facilities and those that exist at the present time.

Mr. De Bané: Therefore, you do not see your investment in Telesat as a cross-subsidization, but rather as an investment that will automatically bring you some returns, insofar, naturally, as there will be overall planning and complete control.

Mr. Thuot: Over a ten-year period.

Mr. De Bané: Thank you.

Le président: Monsieur McCleave?

M. McCleave: Combien d'actions ont été émises par la Québec-Téléphone?

M. Bénéteau: Environ 1,740,000. Je ne pourrais pas vous donner le chiffre exact.

M. McCleave: C'est suffisant. Vous avez dit à la fin de votre exposé que vous regrettiez que la loi ne comporte pas de dispositions visant à réglementer l'exploitation de cette nouvelle société. Envisagez-vous la création d'un conseil provincial des services d'utilité publique? Pourriez-vous faire un commentaire là-dessus?

M. Bénéteau: Avec plaisir, monsieur. Je crois que dans l'intérêt du public, il devrait exister ce que l'on pourrait appeler une politique nationale des télécommunications. C'est une nouvelle technologie que l'on doit intégrer aux réseaux existants, dans l'intérêt public.

Je peux vous donner un exemple en ce qui concerne la Québec-Téléphone. On a parlé d'une station terrestre à Goose Bay. Les communications à partir de Goose Bay se font actuellement par les installations de Québec-Téléphone vers le centre du Canada. Si, demain matin l'on décidait d'installer une station à Goose Bay qui acheminerait tous les appels de cette région, la Québec-Téléphone

[Texte]

phone and other telephone companies would be left with an investment that had been made to serve that part of the country. To whose detriment would it be? It is our contention that it would be to the detriment of the public we serve. Somebody always pays for wastefulness.

How is the satellite technology going to be applied in this particular case? There has to be a phasing in of satellite developments or satellite communications. There has to be a consideration of the over-all network; there has to be a national policy on the development of the telecommunications business, there has to be regulation of that business, in this particular case, total regulation. We, in Quebec Telephone, because of the nature of our incorporation, and the nature of the laws governing the communications industry for provincially-chartered companies in Quebec, operate under total regulation.

I think this is the only consideration or the only condition under which we can have an orderly development of a communications network, an orderly addition to the network of new facilities or new techniques.

Mr. Thuot: Mr. Chairman, may I add a short comment? Mr. McCleave, what we mean by total regulation may be more easily understood if we give you an example. Quebec Telephone is totally regulated; it has to apply or ask for a permit to build an extension of its network. In 1950 or 1951, a mine was discovered at Murdochville in the middle of the Gaspé peninsula. In order to extend our network to that mine and the townsites, we had to apply for a permit to do so.

Mr. McCleave: To which body did you apply.

Mr. Thuot: To the Public Service Board of Québec. To connect this central office to Gaspé, which is served by The Bonaventure and Gaspé Telephone Co. Ltd. that has a federal charter—it was incorporated by a special act of the Parliament of Canada—we had to build a microwave network from Murdochville to Gaspé. Half of it, up to Narrows Brook, was built by Quebec Telephone and the other half was built by The Bonaventure and Gaspé Telephone Co. Ltd. To build the microwave network, we again had to apply to the Public Service Board for a permit and to the Department of Transport for frequency allocation.

However, The Bonaventure and Gaspé Telephone Co., is regulated by the Canadian Transport Commission. It is only regulated with respect to financing and rates and tariffs.

[Interprétation]

et les autres sociétés téléphoniques perdraient un important investissement qui avait été fait pour desservir cette partie du pays. Au désavantage de qui cela se ferait-il? Je crois que ce serait au désavantage du public que nous desservons. Il y a toujours quelqu'un qui fait les frais du gaspillage.

Quand la technologie des satellites s'appliquera-t-elle? Il nous faut intégrer les techniques des satellites et les systèmes de communications par satellite. Il faut envisager l'installation du réseau dans son ensemble. Il faut qu'il y ait une politique nationale dans le domaine des télécommunications, et des règlements qui régissent ce domaine. A la Québec-Téléphone, à cause de la structure de notre société et des lois qui régissent l'industrie des communications pour les compagnies à charte provinciale québécoise, nous avons une réglementation globale.

D'après moi, ce sont les seules conditions selon lesquelles nous pourrions avoir un développement ordonné du réseau de communications, un supplément, bien intégré à ce réseau, de nouvelles installations et de nouvelles techniques.

M. Thuot: Monsieur le président, j'ajouterais quelques commentaires. Voici un exemple de ce que nous entendons par réglementation globale. Québec-Téléphone est sous l'empire d'une réglementation globale; elle doit demander un permis pour accroître son réseau. En 1950-1951, on a découvert une mine à Murdochville, dans la péninsule de Gaspé. Pour accroître notre réseau à cette région à la mine, nous avons dû demander un permis spécial.

M. McCleave: A quel organisme avez-vous fait la demande?

M. Thuot: A la Commission de la Fonction publique du Québec. Afin de relier nos services centraux à Gaspé qui est desservi par la Société de téléphone de Bonaventure et de Gaspé, à charte fédérale, incorporée par une loi spéciale du Parlement du Canada, nous avons dû installer un système à micro-ondes de Murdochville à Gaspé. La moitié de cette ligne, jusqu'à Narrows Brook, a été construite par la Québec Téléphone et le reste par la société Bonaventure et Gaspé. Pour établir le système micro-ondes, nous avons dû demander un permis à la Commission de la Fonction publique et solliciter l'allocation des fréquences auprès du ministère des Transports.

Cependant, la Société Bonaventure et Gaspé est régie par la Commission canadienne des Transports quant aux tarifs et aux prix. La Bonaventure et Gaspé n'avait pas à

[Text]

It was not required for The Bonaventure and Gaspé to apply to the Canadian Transport Commission for a permit; it went ahead and built its own part of the network. Once it was built then it applied for tariffs. So, that is the difference in the type of regulation. While our last comment means total regulation, the additions to the total telecommunication equipment of the country is phased in an orderly manner because in the end it is the public who pays.

Mr. McCleave: Are you suggesting that there should be an over-all regulatory body which could operate at both a national and a provincial level, rather than having to go to a provincial body in one case and to a federal body in another?

Mr. Bénéteau: No, sir, if I may field that one. At present some surprising situations exist in the communications industry. For instance, the local telephone rates in the City of Toronto or the City of Ottawa are fixed by a federal board. The local telephone rates in the City of Saint John, New Brunswick, are fixed by a provincial board, as they are in Rimouski.

Mr. McCleave: That is because Bell goes across two provinces, is it not?

Mr. Bénéteau: I think it is because the nature of the regulation at present is determined by the nature of the company that is doing the operation rather than the nature of the act that is being performed. This gets rather complicated when we apply it. I think order should be put in that. I think there should be a meeting of the minds. I think jurisdictions should be clearly established and I think there should be intelligent and constructive regulation of those jurisdictions when they are established.

Mr. McCleave: I take it, with respect to your second point, that the same mechanism could actually apply to conceive and recommend the policy of rational utilization, and that you are thinking of a mechanism that could carry out both of these functions.

Mr. Bénéteau: Certainly, sir, a mechanism that would be over Telesat, over the common carriers, and one that would take an over-all view in the public interest.

I know I am repeating myself, but this is nothing new. In 10 or 15 years laser developments will possibly be applied to the com-

[Interpretation]

aller demander un permis à la Commission canadienne des Transports. Elle a installé sa partie du réseau, après quoi elle a fait une demande relativement aux tarifs.

Voilà donc le genre de différence qu'il y a dans le genre de règlements. Bien que notre dernier commentaire signifie les règlements totaux, les ajouts de notre système de télécommunication peuvent être insérés d'une façon logique car c'est finalement le public qui doit payer.

M. McCleave: Est-ce que vous proposez qu'il y ait un organisme réglementaire au niveau fédéral et provincial au lieu de vous adresser à un organisme provincial dans un certain cas et à un organisme fédéral, en d'autres cas.

M. Bénéteau: Non, monsieur si vous me permettez de faire des commentaires à ce sujet. Actuellement, il y a des situations assez surprenantes qui existent dans l'industrie des télécommunications aujourd'hui. Par exemple, les tarifs téléphoniques, à Toronto, ou à Ottawa, sont fixés par une commission fédérale. Les tarifs pour les appels locaux à Saint-Jean, Nouveau-Brunswick, sont fixés par un organisme provincial comme d'ailleurs aussi à Rimouski.

M. McCleave: C'est parce que la Bell Canada exploite dans les deux provinces, n'est-ce pas?

M. Bénéteau: Cela existe parce que la nature des règlements actuels est déterminée par la nature de la société qui fait l'opération au lieu de la nature de la loi qui est appliquée. Je pense qu'il faudrait clarifier tout cela. Les directeurs devraient se réunir pour qu'on établisse clairement les domaines de compétence et il faudrait qu'il y ait des règlements intelligents et constructifs une fois que ces domaines de compétence seront déterminés.

M. McCleave: Quant à la deuxième question que vous signalez, le même mécanisme pourrait être appliqué pour recommander l'utilisation rationnelle, pensez-vous qu'il y aurait un mécanisme qui pourrait s'occuper des deux fonctions?

M. Bénéteau: Oh oui, certainement. Un organisme qui serait placé au-dessus de Télé-sat, des sociétés porteuses qui aurait une vue d'ensemble et qui prendrait des décisions dans l'intérêt du public.

Je sais que je me répète, mais ce n'est rien de nouveau. Nous aurons probablement besoin de dix ou quinze ans de développe-

[Texte]

munications industry. The same type of questions are going to be asked. This is purely normal development of the state of the art. It is very glamorous. We can picture a bird in the sky. We can picture television being beamed down to every house, and it will come eventually, and I am insisting that it is a normal development on the state of the art. We have seen it before and we will see it again.

Mr. McCleave: So, we really have horse and buggy operations for dealing with a very complex and fast-changing communications age.

Mr. Bénéteau: I would not go so far as to say horse and buggy. I do not think that the ...

Mr. McCleave: Then put a motor on the apparatus we now have, if you like.

The Chairman: A horseless carriage.

Mr. Bénéteau: I certainly do not think that the art of regulation has kept up with the art of telecommunications.

Mr. McCleave: May I compliment our witnesses on compiling a very interesting brief

• 1015

on very quick notice. I think they have presented really excellent ideas.

Mr. Bénéteau: Thank you, sir.

The Chairman: Mr. Macquarrie.

Mr. Macquarrie: Mr. Chairman, I also think this brief was well prepared and well presented, and I thank them for it. I take it you people have had discussions with the Department of Communications over recent months and have been generally clued-in on the developments they have in mind?

Mr. Bénéteau: We have had some discussions, yes, sir.

Mr. Macquarrie: Are you now in a position to predict or predicate what satellite operation and participation in Telesat will do to your operation in terms of costs? I am thinking of what the Trans-Canada people told us the other day. I am also thinking of what you say on page 5:

It is a duty for the company to take now the necessary action so that the population of its service area...

[Interprétation]

ment pour mettre au point l'industrie des télécommunications. Plusieurs genres de questions se poseront, ce ne sont que des développements normaux dans la technologie. Nous pouvons voir des projets en vertu desquels la télévision passera par le satellite et ira directement dans les foyers. C'est un stade de développement absolument normal et je suis certain que nous le verrons un jour. On l'a déjà vu et on le reverra encore.

Mr. McCleave: Alors, nous avons une installation désuète pour tenir compte des développements nombreux et rapides qui passent aujourd'hui dans ce domaine de la télécommunication.

Mr. Bénéteau: Je n'irais pas aussi loin que cela, cela ne remonte peut-être pas au temps du cheval et de la charrette. Je ne le pense pas.

Mr. McCleave: Faites installer un moteur, alors.

Le président: Une charrette sans cheval.

Mr. Bénéteau: Je ne crois pas que la compétence des règlements évolue au même rythme que les télécommunications.

Mr. McCleave: Puis-je présenter mes compliments à nos témoins de nous avoir présenté un mémoire remarquable dans un très bref délai. Vraiment, vous aviez des idées excellentes.

Mr. Bénéteau: Merci, monsieur.

Le président: M. Macquarrie maintenant.

Mr. Macquarrie: Monsieur le président, je crois aussi que le mémoire était vraiment bien préparé et aussi bien présenté. Alors, je les remercie donc. Vous avez eu des discussions avec le ministère des communications ces derniers mois? Est-ce qu'on vous a donné une idée du développement que vous pouvez entrevoir de leur part?

Mr. Bénéteau: Oui, il y a eu des discussions avec eux, c'est exact.

Mr. Macquarrie: Est-ce que maintenant vous pouvez nous faire des prédictions? Quelles seront les opérations par satellite ou la participation à Télésat quant à votre propre exploitation, concernant le coût? Je pense à ce que les représentants de la Trans-Canada nous ont dit l'autre jour à la page 5:

Le devoir de la compagnie est de prendre maintenant les mesures nécessaires de façon à ce que la population de ces régions reçoive un service satisfaisant...

[Text]

... and so on. Will participation involve the kind of costs, which might conceivably be reflected in the next five years in an appeal to one of these bodies for an increase in rates to your subscribers?

Mr. Bénéteau: I think there is a short-range and a long-range view on this. I believe that one of the principles that apply in the telephone business in the communications industry is uniform rates for uniform services. I believe that uniform rates will be established for services whether they are rendered over a satellite system, over ground lines or over microwave systems. There is no doubt in my mind that originally this will mean that some of the revenue which is derived from the existing systems will serve to justify the satellite system. There is no doubt in my mind that in a few short years the opposite will also be true, sir.

Mr. Thuot: At the present time there is no immediate application in our service area for a full channel of two-way telecommunications. It would require a receive-and-send ground station. We do not foresee that happening next year or within two years. There might be applications right now for receive-only television stations. Our territory is developing very rapidly and sometime in the future there might be applications to our particular territory.

Mr. Bénéteau: I would perhaps like to give one example on today's facts about this type of thinking. Over the last year and a half we spent \$5 million in building a microwave system from Seven Islands to Blanc Sablon to connect in with the Avalon Telephone Company at the interprovincial border.

When I speak about a thin red line, this is really thin. The population in this section is something of the order of 5,000 people. Because of the fact that it is such a thin line and because the territory is so sparsely settled this is precisely the type of people who need communications. They cannot live without them.

The CBC has put in what I think is called a frontier package for television at one of these small localities at Isle de St. Pierre. For somebody who has no television at all the frontier package is something wonderful, except that they see the hockey games two

[Interpretation]

Est-ce que votre participation exige de forts déboursés qui pourraient être assez élevés au cours des cinq prochaines années alors que vous devrez probablement à ce moment-là aller voir l'un ou l'autre de ces organismes pour demander une hausse de tarifs?

M. Bénéteau: Il y a deux façons d'aborder le problème, à court et à long terme. Je crois que l'un des principes qui s'applique à l'industrie du téléphone et de télécommunications est des tarifs uniformes pour des services semblables. Je crois que l'on établira des tarifs uniformes pour ces services, qu'ils soient rendus par satellite, par lignes au sol ou par des systèmes de micro-ondes. Mais il n'y a pas de doute dans mon esprit qu'au point de départ, cela voudrait dire que certaines des recettes provenant de l'exploitation des systèmes existants justifieront le système de satellite. Il ne fait aucun doute, quant à moi, que d'ici quelques années le contraire sera vrai aussi.

M. Thuot: Présentement, il n'y a pas de demandes directes dans notre région de service pour un système de télécommunications à deux voies qui exigera que l'on transmette et reçoive des émissions par l'intermédiaire des stations terrestres. Nous ne prévoyons pas que cela arrive dans un an ou deux. Il pourrait y avoir des demandes dès maintenant pour des stations réceptrices de télévision. Notre territoire se développe très rapidement et il pourrait y avoir donc des demandes à notre territoire en particulier dans un proche avenir.

M. Bénéteau: Pourrais-je vous donner un exemple de cette façon de raisonner. Au cours de la dernière année et demie, nous avons dépensé 5 millions de dollars pour installer un système de transmission par ondes hertziennes de Sept-Îles jusqu'à Blanc-Sablon pour nous brancher avec la compagnie Avalon Telephone Company à la frontière interprovinciale.

Lorsque je parle d'une ligne étroite de profit je veux dire que nous sommes vraiment sur une ligne étroite de profit. Il y a tout au plus peut-être 5,000 personnes dans cette région. Étant donné le fait que c'est un problème aussi aigu, que les gens sont si dissimulés dans cette région, ce sont ces gens qui, étant isolés, ont besoin de communication et ne peuvent pas s'en passer.

Alors Radio-Canada a installé ce que l'on appelle en anglais, un «frontier package» pour la télévision dans ces petites collectivités près de l'île de Saint-Pierre. Pour quelqu'un qui n'a pas de télévision, le «frontier package» est une très bonne chose, sauf qu'ils

[Texte]

weeks late and they get the news two weeks late. The operation is for two or four hours a day. From this point of view they tend to consider themselves second-class citizens. They are not being treated the same as the people in the rest of Canada and they are requesting, as loud as they can, normal television service. How is this going to be brought about?

• 1020

With this new technology I think there will probably be one or two ground stations in this area to pick up the signal from the satellite and it will be fed back and forth over this microwave system to transmitters serving the small localities. I think this is the logical application for phasing in the satellite communications and the existing systems.

Mr. Macquarrie: What will that do to your company's operations? I know people are crying for this and I believe they are crying for their mail to be delivered, that is quite true, but what will this do to Québec-Téléphone?

I am interested in what will happen if you become one of the part owners, one of those listed in Schedule A. Your operation will become satellitized. You will have no problem with echo suppressors and you will have no problem with ground stations that will be so costly that you might have to look at rates. In other words, are you in a situation different from that of the group which appeared before us on Tuesday, the Trans-Canada Telephone System?

Mr. Bénéteau: I do not think we are in a different situation, sir. We are operating in the same industry and over the years the Trans-Canada Telephone System have demonstrated their awareness of the importance of new technology. They have gone in at the beginning and have made it pay off for the people they are serving and this I consider is exactly the same type of operation.

Mr. Macquarrie: You do not see anything ahead in the next five years that will present you with heavy financial burdens that you might conceivably pass on to your subscribers?

Mr. Bénéteau: No, sir.

Mr. Macquarrie: Good, good. I have one more question. You heard the Trans-Canada Telephone System group and we are now giving very careful consideration to an amendment which that group proposed. Although

[Interprétation]

voient les parties de hockey deux semaines en retard et ont des nouvelles deux semaines en retard. Il y a des émissions pendant deux à quatre heures par jour. A partir de ce point de vue, ils ont tendance à se considérer comme des citoyens de second classe, car ils ne sont pas traités sur le même pied que les autres citoyens du Canada et ils exigent donc des services normaux de télévision. Comment va-t-on les installer?

Je pense qu'avec la nouvelle technologie il y aura probablement une ou deux stations terrestres dans cette région pour recevoir les signaux des satellites et ces signaux seront transmis par le système de micro-ondes aux transmetteurs servant les différentes collectivités. Je crois que c'est une application logique pour insérer le système de télécommunications dans les systèmes existants.

M. Macquarrie: Comment est-ce que cela influera sur les opérations de votre compagnie? Je sais qu'il y a des gens qui se plaignent et aussi que le courrier ne soit pas distribué. Qu'est-ce que la compagnie de Québec-Téléphone fera?

J'aimerais savoir ce qu'il se passera si vous êtes un des actionnaires, un de ceux qui sont mentionnés à l'annexe A. Vous aurez une opération par satellite. Vous n'aurez pas de problèmes avec les supresseurs d'écho, avec les stations terrestres qui seront si élevées que vous aurez à accroître les tarifs. En d'autres mots, êtes-vous dans une position différente de celle du groupe qui a paru devant nous mardi, la société Trans-Canada Telephone?

M. Bénéteau: Non je ne crois pas que notre situation soit différente. Nous avons à exploiter le même genre de service que les gens de la Trans-Canada et depuis quelques années ils ont prouvé qu'ils étaient conscients de l'importance de la nouvelle technologie. Ils ont commencé au tout début et rendu leur société lucrative pour les gens à qui ils fournissent ces services et j'estime que c'est le même genre d'exploitation.

M. Macquarrie: Vous ne prévoyez rien pour les prochaines cinq années qui vous imposerait un fardeau financier très lourd que vous devrez ensuite faire porter par les abonnés?

M. Bénéteau: Non, monsieur.

M. Macquarrie: Oh très bien, très bien. J'aurais une autre question. Vous avez entendu les déclarations du groupe de Trans-Canada que nous étudions sérieusement un amendement. Bien que vous ne soyez pas

[Text]

you are not in the Trans-Canada Telephone System, you will likely be brothers in the tripartite group. Do you support the amendment which they put forward?

Mr. Bénéteau: It is my considered opinion, sir, that the amendment as proposed by the Trans-Canada Telephone System displaces the problem. The consideration here is a national policy and total regulation of Telesat services. If these two conditions are met, then any further decisions should be taken within the framework of that national policy. I do not think you can establish a national policy by bits and pieces.

Mr. Macquarrie: You would not suggest that the—I think I would have to call it the partial policy which is put forth in that amendment would be a good beginning. You do not support their point of view on this.

Mr. Bénéteau: At this stage of the game, no, sir. I think first things should come first, one of which is the national policy.

Mr. Macquarrie: Thank you.

The Chairman: As you are not a member of the Trans-Canada Telephone System, sir, what would be your opportunities of participating in the operation of Telesat Canada? I gather from the description that was given to us that it is a relatively closed operation with the largest operators in each province. Since you are a member of the list of common carriers but not a member of the Trans-Canada Telephone System, in what position does that put you as a shareholder?

Mr. Bénéteau: Mr. Chairman, I would like to expand a little on that question with your permission. I was very much interested in listening to Mr. Krupski on Tuesday. I agree with Mr. Krupski, basically. The Trans-Canada Telephone System was created for the establishment of good telephone service in Canada.

The Chairman: Can they impose upon you, by decisions that they make ...

Mr. Bénéteau: If I may, Mr. Chairman, I will continue my reasoning and I hope to cover that point. Over the years this approach has been successful but times have changed, techniques have changed.

Today Québec-Téléphone is a major communications carrier. Our territory is sitting astride the main route between central and

[Interpretation]

dans la société Trans-Canada vous serez vraisemblablement frères dans une association tripartite. Êtes-vous en faveur de l'amendement qu'ils ont proposé?

M. Bénéteau: Moi je suis vraiment d'avis, après avoir étudié la question, que l'amendement proposé par le groupe de la Trans-Canada pose mal le problème. Il le situe mal. Ce qui est en cause ici, c'est une politique nationale et le besoin de règlements totaux pour les services de Télésat. Si ces deux conditions existent, toute autre décision devrait être prise dans le cadre de cette politique nationale de télécommunication. Je ne crois pas que l'on puisse établir une politique nationale morceau à morceau.

M. Macquarrie: Vous ne croyez pas que la politique partielle, qui est proposée dans l'amendement serait un bon début. Vous n'êtes pas d'accord avec leur point de vue à ce sujet?

M. Bénéteau: A cette étape-ci, non monsieur. Il faut traiter les grands problèmes d'abord. Il faut d'abord établir une politique nationale.

M. Macquarrie: Merci.

Le président: Étant donné que vous n'êtes pas membre du groupe Trans-Canada, quelle occasion auriez-vous de participer à l'opération Télésat Canada? D'après les descriptions que vous nous avez données, c'est une opération assez fermée avec les grands exploitants des différentes provinces. Alors comme vous êtes l'une des sociétés porteuses, mais non un membre de la société Trans-Canada, dans quelle position êtes-vous en tant qu'actionnaire?

M. Bénéteau: Monsieur le président, j'aimerais apporter quelques éclaircissements à ce sujet, avec votre permission. Il m'a fait plaisir d'entendre monsieur Krupski, mardi. Je suis d'accord fondamentalement avec monsieur Krupski. Le système de téléphone Trans-Canada a été créé pour permettre d'établir d'excellents services téléphoniques au Canada.

Le président: Peuvent-ils vous imposer leur service par les décisions qu'ils prennent?

M. Bénéteau: Si vous me le permettez, monsieur le président, je vais continuer et je vais tenter d'éclaircir ce point. Au cours des années, cette façon d'aborder le problème, s'est prouvée fructueuse. Des changements se sont produits dans les techniques. Aujourd'hui, beaucoup d'eau a coulé sous les ponts, et aujourd'hui la Québec Téléphone est une

[Texte]

eastern Canada. We provide the essential service for the Department of National Defence overseas telecommunications. It is hard to imagine any further orderly development of the communications industry in Canada on the part of the Trans-Canada Telephone System without Québec-Téléphone's full participation.

• 1025

At present we do not participate in Trans-Canada Telephone System deliberations. We do not participate in the decisions that are taken at these meetings even though they may have a substantial material effect on Québec-Téléphone, its territory, the utilization of Québec-Téléphone's network.

On things as simple as rates that apply on calls originating in our territory we are not consulted previously. I think there have been good reasons for this situation in the past. I think maybe these reasons do not exist today nor have they existed for several years.

Not only does the fact that there are two groups in the approved list of common carriers complicate our present existence, I think there are also several questions that might be asked. One third of the shares is going to be allocated to the common carriers. There are two groups in the common carriers—one the Trans-Canada Telephone System and the other Québec-Téléphone. I should have said three groups—also CN-CP. How are these shares going to be allocated? How are these shares going to be represented on the board of directors of Telesat?

Mr. Chairman, I do not know if that answers your question but...

The Chairman: No, it does not. It certainly points out some of the dilemmas that we are operating under. Mr. Schreyer.

Mr. Schreyer: I would like to ask Mr. Bénéteau why it is in the first place that Québec-Téléphone is not a part or a member of the Trans-Canada Telephone System. Is this by choice or by the choice of others?

Mr. Bénéteau: We have never had the choice, sir, to my knowledge. I think we have to go back into history and see how the telephone business, the industry, was developed in Canada. The Trans-Canada Telephone System was originally created with representa-

[Interprétation]

des grandes entreprises de télécommunications. Notre territoire est à l'écart des grands réseaux entre le Canada central et la côte est. Nous fournissons les services essentiels de télécommunications outre-mer au ministère de la Défense nationale. Il est difficile d'imaginer tout autre développement de l'industrie des communications au Canada de la part de Trans-Canada sans la participation complète de la Québec Téléphone.

A l'heure actuelle, nous ne participons pas aux délibérations de la Trans-Canada. Nous ne participons pas aux décisions qui sont prises durant ces réunions même si elles peuvent avoir un effet considérable sur le travail de la Québec Téléphone, sur son territoire et sur l'utilisation des réseaux de la Québec Téléphone.

Sur des choses aussi simples que les tarifs qui s'appliquent sur les appels provenant de notre territoire, ils ne sont même pas soumis auparavant à notre consultation. Ils avaient de bonnes raisons qui justifiaient cela dans le passé. Je crois qu'aujourd'hui ces raisons n'existent plus et elles n'existent plus déjà depuis de nombreuses années d'ailleurs.

Il existe en fait deux groupes dans la liste des sociétés porteuses, ce qui complique notre existence. Il y a aussi plusieurs questions qui pourraient être posées. Il y aura un tiers des parts qui seront attribuées aux sociétés porteuses. Il y a pourtant deux groupes dans le groupe des sociétés porteuses. Il y a le groupe Trans-Canada, et le groupe Québec Téléphone. J'aurais dû dire trois groupes, parce qu'il y a le C.N. et le C.P. Comment répartirait-on les parts? Comment les gens seront-ils représentés au conseil de direction de la Télésat? Quelle sera la représentation des groupes au conseil de direction de la Télésat? Je ne sais pas si cela répond à votre question, monsieur le président?

Le président: Non, cela ne répond pas à ma question. Cela attire sûrement notre attention sur certains des dilemmes qui nous touchent. Monsieur Schreyer a une question à poser. Monsieur Schreyer?

M. Schreyer: Je voudrais demander à M. Bénéteau, comment se fait-il d'abord que la Québec Téléphone ne fasse pas partie de la Trans-Canada? Est-ce que c'est de votre choix à vous ou si c'est quelqu'un qui vous l'impose?

M. Bénéteau: Autant que je sache, ce n'est pas nous qui avons eu le choix. Nous n'avons jamais eu le choix. Je crois qu'il faut reculer dans l'histoire pour voir comment l'industrie du téléphone s'est développée. Au Canada, le système de téléphone Trans-

[Text]

tion from each province. At that time Bell Canada was the major operator in both the central provinces, Quebec and Ontario. It is still the major operator in both these provinces. However, since that time Québec-Téléphone has grown up.

Mr. Schreyer: But with the passage of time and the increase in the area serviced by Québec-Téléphone, what is the present justification, or reasoning as you understand it, as you try to understand it, used by the System for denying Québec-Téléphone membership?

Mr. Bénéteau: We have never formally applied for Trans-Canada Telephone System membership. We have discussed this matter informally. I think our conclusion, as I remarked this morning, is that we are about to apply formally.

Mr. Schreyer: With hope, with optimism?

Mr. Bénéteau: I think, sir, that when you apply for membership in a club...

Mr. Schreyer: All right. I have a question that leads from what you have said earlier, Mr. Bénéteau. Is one to take it that at the present time Trans-Canada Telephone System in its deliberations, in its decision-making, is making decisions that affect directly the operations of your company and its financial balance sheet?

Mr. Bénéteau: Yes, sir.

• 1030

Mr. De Bané: May I ask a supplementary, Mr. Schreyer?

Si je comprends bien, dans le Réseau Téléphonique Transcanadien, chaque membre a un droit de veto. Est-ce exact?

M. Bénéteau: Oui, je le crois. D'ailleurs, je pense que M. Krupski l'a dit mardi.

M. De Bané: Est-ce que j'ai raison de dire que vous êtes la seule compagnie canadienne d'importance qui n'est pas membre du Réseau, directement ou indirectement?

M. Bénéteau: Eh bien! Définissons le mot «importance». A notre point de vue, oui.

[Interpretation]

Canada a été créé avec des représentations de chacune des provinces à l'origine. A ce moment-là, Bell Canada était la plus grande société à la fois dans les provinces centrales, au Québec et en Ontario. C'est toujours la plus grande société dans ces deux provinces au Québec et en Ontario, mais depuis Québec Téléphone n'a cessé de croître.

M. Schreyer: Mais avec le temps et l'augmentation des services dans le domaine desservi par la Québec Téléphone, quelle est la justification aujourd'hui d'après vous, ou de la façon dont vous tentez de concevoir cela? Qu'est-ce qui pourrait justifier aujourd'hui, qu'est-ce qu'on utilise aujourd'hui pour tenter de justifier la non-participation de la société Québec-Téléphone à la société Trans-Canada?

M. Bénéteau: Nous n'avons jamais officiellement demandé à être membre de la société Trans-Canada. Nous avons discuté de cette question officieusement. Une des conclusions qui peut découler de mes remarques ce matin, c'est que nous allons demander officiellement d'être membre.

M. Schreyer: Êtes-vous optimiste?

M. Bénéteau: Je crois que lorsque vous voulez joindre un groupe, lorsque vous posez votre candidature pour faire partie d'un club.

M. Schreyer: Bon d'accord. J'aurais une question qui découle de ce que vous avez dit plus tôt, monsieur Bénéteau. A l'heure actuelle, le système de téléphone Trans-Canada dans ses délibérations et dans sa politique prend des décisions qui affectent directement le fonctionnement de notre société et ses dossiers financiers.

M. Bénéteau: Oui, c'est absolument exact.

M. De Bané: Puis-je poser une question complémentaire, monsieur Schreyer?

If I understand correctly, in the *Trans-Canada Telephone System*, each member has a right to veto. Am I right?

Mr. Bénéteau: Yes, I think that is right. Besides, I think Mr. Krupski mentioned it on Tuesday.

Mr. De Bané: Am I right in saying that you are the only important Canadian company which is not a member of Trans-Canada Telephone System, either directly or indirectly?

Mr. Bénéteau: Well, let's define the word «important». According to us, yes.

[Texte]

The Chairman: Is there another telephone company of your size that is not a member of the Trans-Canada Telephone System?

Mr. Bénéteau: Directly or indirectly?

The Chairman: Directly or indirectly?

Mr. Bénéteau: No, sir.

M. De Bané: Pourriez-vous nous donner un exemple précis pour nous expliquer comment le fait de ne pas être membre du Réseau peut affecter le public de votre région? Ai-je raison de dire, par exemple, qu'il en coûte le même prix pour un appel Ottawa-Vancouver, que pour un appel Vancouver-Ottawa tandis qu'un appel de Rimouski à Québec et de Québec-Rimouski ne coûtent pas le même prix?

M. Bénéteau: Vous avez raison pour aujourd'hui; toutefois, monsieur De Bané, de Rimouski à Québec il ne s'agit pas des taux transcanadiens, mais de taux appliqués à l'intérieur d'une province. Les taux Trans-Canada sont appliqués pour les communications interprovinciales. Nous possédons un réseau à micro-ondes dans l'est du Québec. Actuellement, Québec-Téléphone ne participe pas à la planification des communications qui doivent aboutir ou passer par cette région-là. Nous sommes assurés de la meilleure utilisation de ce réseau et du meilleur rendement des capitaux investis dans ce réseau. Quand nous ne participerons pas aux discussions décidant de l'utilisation d'une partie de ce réseau ou non, évidemment, je pense que...

M. De Bané: Une dernière question, monsieur Schreyer, si vous permettez? Quelle est la position de Québec-Téléphone vis-à-vis de la concurrence? deuxièmement, que pensez-vous de l'amendement présenté par le Réseau téléphonique transcanadien à l'effet que, si l'amendement n'est pas adopté, il ne fera peut-être pas partie de Télésat? Dans cette éventualité, en feriez-vous partie quand même et à quelles conditions?

Voilà mes deux questions: votre position devant la concurrence, et deuxièmement, au sujet de l'amendement, quelle sera votre attitude?

M. Bénéteau: Notre territoire est très clairsemé. Nous offrons des services qui, ailleurs, sont compétitifs. Nous mentionnons dans notre mémoire le service Telex, fourni ailleurs au Canada par les compagnies de télécommunications des chemins de fer, et le TWX des compagnies de téléphone. Nous avons cru bon d'offrir ces services compétitifs

[Interprétation]

Le président: Existe-t-il une autre compagnie de téléphone de votre taille qui n'est pas membre du *Trans-Canada Telephone System*?

M. Bénéteau: Directement ou indirectement?

Le président: Directement ou indirectement?

M. Bénéteau: Non, monsieur.

Mr. De Bané: Could you give us a specific example to explain to us how the fact of not being a member of the network can affect the public of your area? Am I right in saying, for instance, that a call from Ottawa to Vancouver or Vancouver to Ottawa is the same price, whereas calls from Rimouski to Quebec and Quebec to Rimouski are not the same price?

Mr. Bénéteau: Yes, you are right, now. However, Mr. De Bané, those are not Trans-Canada rates. These are rates applied within a province. Trans-Canada rates apply to interprovincial communications. We operate a microwave system in the eastern part of Quebec. At the present time, *Québec-Téléphone* does not take part in the planning of communications that will end in or go through this region. We are assured of the best use of this network and the best return on capital invested in this network. If we do not take part in discussions to decide on whether or not to use part of this network, naturally, I think that .

Mr. De Bané: One last question, if you will allow me, Mr. Schreyer. What is "Québec-Téléphone's" attitude insofar as competition is concerned? Secondly, what do you think of the amendment brought in by Trans-Canada Telephone System to the effect that if the amendment is not agreed to, it might not take part in Telesat? In that case, would you take part in it all the same, and under what conditions?

Those are my two questions, i.e. respecting your attitude regarding competition and, secondly, what is your attitude regarding the amendment?

Mr. Bénéteau: We operate in an area where the population is very sparse. We give service which is competitive elsewhere. In our brief we mention the Telex service which is provided elsewhere in Canada by the CN-CP telecommunications, and the TWX service which is operated by telephone companies. We think we should offer those competitive services on

[Text]

sur le même réseau, obviant pour le client, la nécessité de payer une duplication de réseaux. Je crois que parler de concurrence, c'est déplacer le problème. Le problème, c'est la réglementation totale. Et pour répondre à votre question, monsieur De Bané, s'il n'y a pas de réglementation totale des opérations de Télésat, Québec-Téléphone n'est pas intéressée à participer à son développement, parce que nous croyons que sans cela, cette entreprise est vouée à l'échec, dès le départ.

Mr. De Bané: Mais vous avez entendu...

Mr. Bénéteau: Alors, à concurrence, j'aimerais substituer meilleure utilisation ou utilisation optimum des réseaux et des techniques disponibles.

Mr. De Bané: Mais dans la mesure où il y aura réglementation, avez-vous objection à ce que Télésat loue des canaux à d'autres qu'aux entreprises d'exploitation?

Mr. Bénéteau: C'est la planification globale, dans l'intérêt général qui va en décider.

Mr. De Bané: Et non seulement dans l'intérêt des entreprises d'exploitation?

Mr. Bénéteau: Vous essayez de me faire dire que l'intérêt des entreprises et l'intérêt public n'est pas le même?

Mr. De Bané: En d'autres mots, que pensez-vous du fait que nous ayons trois parties dans Télésat Canada: les entreprises d'exploitation, le public, le gouvernement. Seriez-vous prêt à dire que, dans le contexte d'une réglementation, si deux de ces groupes sont ensemble, disons par exemple le public et les entreprises d'exploitation, ou le public et le gouvernement, on peut présumer que c'est dans l'intérêt de toute la population.

Mr. Bénéteau: Le principe est très bon. Le Conseil d'administration de Télésat est représentatif de tous les intéressés. Si la majorité des représentants est en faveur d'une politique ou de son application, je crois, oui que ce serait dans l'intérêt public.

Mr. De Bané: Alors, il ne faut pas nécessairement accepter l'amendement du Réseau téléphonique Transcanadien, mais y voir un point d'une politique globale d'une réglementation visant à préciser le projet.

Mr. Bénéteau: C'est là notre opinion, monsieur De Bané. Peut-être, lorsque la planification totale globale aura été faite, je pense que l'important à ce moment-là, sera l'utilisation maximum des réseaux existants et nouveaux.

[Interpretation]

the same network because we do not want the customer to pay for a duplication of the communications network. When we talk about competition we are shifting the problem. The problem is total control. And to answer your question, Mr. De Bané, if there is no total control of Telesat operations, Québec-Téléphone is not interested in taking part in its development, because we think that without that, this undertaking is doomed from the start.

Mr. De Bané: But you have heard...

Mr. Bénéteau: So, instead of competition, I would rather have a better or an optimum use of networks and available techniques.

Mr. De Bané: But insofar as there will be control, do you object to having Telesat rent channels to other common carriers?

Mr. Bénéteau: It is overall planning in the general interest that will decide the matter.

Mr. De Bané: And not only in the interest of the common carriers?

Mr. Bénéteau: Are you trying to get me to say that the interest of common carriers is not the same as the public interest?

Mr. De Bané: In other words, what do you think of the fact that Telesat is a tripartite organization. There is the public, the common carriers, and the government. Would you say if that if regulations are issued, if two of these groups are together, let's say for instance, the public and the common carriers, or the public and the government, we may presume that it would be in the interest of the population as a whole?

Mr. Bénéteau: The principle is very good. The Board of Directors of Telesat is representative of all those who are concerned. If the majority of the representatives is in favour of a certain policy or its application, yes, I believe it would be in the public interest then.

Mr. De Bané: So, it would not be absolutely necessary to agree to the amendment brought forward by the Trans-Canada Telephone System, but rather this could be considered within the context of the overall policy of a control aiming at specifying the project.

Mr. Bénéteau: I agree, Mr. De Bané. Perhaps, when the total overall planning is finished, I think that the important thing at that time will be the maximum use of news and existing network.

[Texte]

M. De Bané: Une dernière question, monsieur Schreyer. Les représentants du Réseau Téléphonique transcanadien nous ont dit l'autre jour qu'environ 10 p. 100 de leur revenu brut n'était pas réglementés. Dans le cas de Québec-Téléphone, quel est le pourcentage du revenu qui n'est pas réglementé?

M. Bénéteau: zéro p. 100, monsieur De Bané.

Mr. Schreyer: I have just one remaining question, Mr. Chairman. I notice that according to the brief the Company favours a system of rather complete regulation of the operations of the proposed Telesat Canada. I would like to ask Mr. Bénéteau whether he has any views on what department or agency of government he thinks is best suited to provide this regulatory function?

Mr. Bénéteau: We mentioned earlier the wisdom of the elected representatives of the interested parties in Telesat in establishing the decisions that would be in the common good. I think your question, sir, would be best answered by utilizing the collective wisdom of the representatives of the people of Canada in Parliament.

M. Schreyer: Mais de temps en temps, les députés manquent de sagacité!

M. Bénéteau: A ce moment-là, nous devrions donc changer les députés.

The Chairman: Would you favour, for example, this being put into the hands of the Canadian Transportation Commission or would you prefer to have a completely new agency set up for the purpose of regulating telecommunications and satellites?

Mr. Bénéteau: I have no opinion on that, sir. The only requirement is that, I feel, the regulations should be total and it should be over or above Telesat and the common carriers.

The Chairman: You feel at the present time that the method of regulation carried out by the Canadian Transportation Commission based on the rate of return, the base of which and the rate of which are set by the Canadian Transportation Commission, is not adequate?

Mr. Bénéteau: I find it very difficult to conceive of a regulation where the over-all return is regulated and the individual factors contributing to that over-all return are not.

The Chairman: Not the rate of growth or the rate of extension of service?

[Interprétation]

Mr. De Bané: A final question, Mr. Schreyer. The Trans-Canada Telephone System representatives told us the other day that 10 per cent of their gross revenue was not subject to regulations. Insofar as Québec-Téléphone is concerned, what percentage of the revenues is not subject to regulations?

Mr. Bénéteau: The percentage is zero, Mr. De Bané.

M. Schreyer: Une dernière question, monsieur le président. J'ai constaté que, selon le mémoire, la Société est en faveur d'une réglementation complète des opérations de Télésat et je voudrais demander à M. Bénéteau s'il pense à un organisme ou à un ministère du gouvernement qui serait mieux placé que d'autres, pour assurer cette réglementation?

M. Bénéteau: Nous avons parlé plus tôt de la sagesse des représentants élus qui siégeront au sein de Télésat et qui prendront des décisions dans l'intérêt du bien commun. Je crois qu'il faudrait avoir recours à la sagesse collective des représentants du peuple canadien au Parlement.

Mr. Schreyer: But the members of Parliament are not always wise.

Mr. Bénéteau: If that is so, we should change the members.

Le président: Seriez-vous d'accord, par exemple, pour que ceci soit renvoyé aux mains du Comité des Transports ou croyez-vous qu'il faudrait qu'un organisme totalement nouveau soit créé pour établir des réglementations sur les communications et les satellites?

M. Bénéteau: Je n'ai pas de point de vue précis à ce sujet. Je crois toutefois que les règlements doivent s'attacher à tous les aspects d'une exploitation de téléphone, et qu'ils doivent s'appliquer à tous les secteurs, y compris les sociétés d'exploitation.

Le président: Vous croyez donc que les règlements tarifaires établis à l'heure actuelle par la Commission des transports ne sont pas suffisants?

M. Bénéteau: Je trouve assez difficile qu'on puisse faire des règlements sur l'ensemble du revenu et non sur le détail des revenus y contribuant.

Le président: Pas la vitesse de croissance ou le taux d'accroissement du service?

[Text]

Mr. Bénéteau: I am not too familiar with the regulations of the Board of Transport Commissioners but, in theory, if we have nonregulated services and regulated services and the result of the two are regulated through an over-all rate of return it must be hard to draw the fine line between the two.

The Chairman: A further supplementary, Mr. McCleave and then Mr. Schreyer.

Mr. McCleave: My question concerns the ultimate division of the one-third of the pie among the telephone brotherhood, Mr. Chairman. I think the witness said earlier that there were 1,740,000 shares issued by the Quebec-Telephone. Is this correct?

Mr. Bénéteau: Yes sir.

Mr. McCleave: I noticed on the Montreal Stock Exchange yesterday they were selling at around \$15 a share, which gives a total over-all figure for shares of about \$26,100,000. Yet on one page of your brief you have noted that the assets or the book value of your network is about \$118 million. There is a strange difference between those figures.

Mr. Bénéteau: Sir, if a man is known or is appreciated by the amount of his debts our shareholders are very rich.

Mr. McCleave: There is a fair amount of financing involved then. Would they be long-term leases?

Mr. Bénéteau: There has been some long-term financing and there is also a sizeable proportion of short-term financing because of the present expensive condition of the money market.

Mr. McCleave: Bond issues and the like enter into it then

Mr. Bénéteau: Yes.

Mr. McCleave: I think I have completely satisfied myself. Then you are no different than any other telephone company or any Member of Parliament in respect of the debts and so on that you incur.

The Chairman: Mr. Schreyer.

Mr. Schreyer: Mr. Chairman, I have one additional question which I think is pertinent to this but which Mr. Bénéteau may not want to answer.

I understand that at the present time there is litigation between Bell Canada and Québec-Téléphone in the Quebec Courts.

Mr. Bénéteau: The Supreme Court, sir.

Mr. Schreyer: The Quebec Supreme Court?

[Interpretation]

M. Bénéteau: Je ne sais pas exactement quels sont les règlements de la Commission du Transport mais, théoriquement, si les services ne font pas l'objet de réglementation à l'encontre d'autres, il sera très difficile de tirer la ligne entre les deux.

Le président: Encore une question, monsieur McCleave et M. Schreyer.

M. McCleave: Ma question porte sur la division éventuelle d'un tiers des recettes entre les sociétés de téléphone. On a dit plus tôt qu'il y avait 1,740,000 parts émises par la Québec-Téléphone; est-ce exact?

M. Bénéteau: Oui, monsieur.

M. McCleave: A la Bourse de Montréal, hier, ces actions se vendaient à \$15 environ ce qui donne une somme totale d'environ 26 millions de dollars. Pourtant, dans votre mémoire, vous dites que l'actif ou la valeur comptable de votre réseau est d'environ 118 million de dollars. Il y a un écart énorme entre ces deux chiffres.

M. Bénéteau: Monsieur, si l'on peut calculer la richesse d'un homme au montant de ses dettes, alors nos actionnaires sont très riches.

M. McCleave: Il y a donc un financement assez important. S'agit-il de baux à long terme?

M. Bénéteau: Il y a eu du financement à long terme mais il y a eu aussi beaucoup de financement à court terme à cause du taux d'intérêt élevé que l'on réclame actuellement.

M. McCleave: Des obligations et autres valeurs y sont donc comprises?

M. Bénéteau: Oui.

M. McCleave: Je suis parfaitement satisfait. Ainsi vous n'êtes pas différent des autres compagnies de téléphone ou de n'importe quel député en ce qui concerne les dettes et autres.

Le président: Monsieur Schreyer.

M. Schreyer: J'ai une autre question à poser à ce propos. Je ne sais pas si M. Bénéteau va vouloir y répondre. Je crois qu'à l'heure actuelle, il y a un litige entre Bell Canada et Québec-Téléphone au tribunal de Québec.

M. Bénéteau: La Cour Suprême, monsieur.

M. Schreyer: La Cour Suprême du Québec?

[Texte]

Mr. Bénéteau: No, the federal Supreme Court, sir.

Mr. Schreyer: Mr. Bénéteau, could the subject of the current litigation be carried over into the TELESAT corporation, assuming that the two enter into TELESAT?

Mr. Bénéteau: No, sir, I think the subject of litigation between the Bell and ourselves is because of unclear jurisdiction—a regulation.

Mr. Schreyer: Whose regulations are unclear?

Mr. Bénéteau: The Québec-Téléphone operates on a provincial charter and all its services and rates are subject to regulation by the Public Service Board of the Province of Quebec, as are other provincial chartered companies in other provinces. Bell Canada operates under federal charter and its services and rates are subject to decisions or rulings by the Canadian Transport Commission. Now when you have a difference of opinion, and people do have differences of opinion, who is the judge?

Mr. Thuot: Even between friends.

The Chairman: Let alone competitors. Mr. Portelance is next.

M. Portelance: Merci, monsieur le président. M. Bénéteau, à la page 6, vous dites que en participant à Télésat Canada, votre compagnie sera en mesure de veiller à ce que ses abonnés continuent à bénéficier des mêmes services aux mêmes conditions. Présentement vos abonnés paient-ils plus cher que ceux de Bell Canada à Montréal ou ailleurs, par exemple.

M. Bénéteau: Monsieur Portelance, retournons d'abord au principe genres d'appels. Quand on compare des taux d'abonnements on devrait aussi comparer les territoires où ces taux s'appliquent. Dans certaines conditions pour certains services, nos abonnés paient un peu moins que ceux du Bell. Dans d'autres conditions, ils paient un peu plus. Ces taux ne sont pas faits pour être comparés avec ceux d'une autre compagnie ou d'un autre territoire, mais pour rendre service, ou rendre possible le plein développement des télécommunications dans un territoire donné.

M. Portelance: Par contre si vous faites partie de Télésat Canada, pour ce service, le prix ne sera-t-il pas uniforme à travers le pays?

M. Bénéteau: Les taux devraient être uniformes si la réglementation est uniforme pour Télésat et le service qu'il complète. Les taux

[Interprétation]

M. Bénéteau: Non, la Cour Suprême fédérale.

M. Schreyer: Je veux demander à monsieur Bénéteau si le sujet de ce litige pourrait se poursuivre au sein de Télésat, si les deux entreprises y adhèrent?

M. Bénéteau: Non, monsieur. La question en litige entre Bell et nous-mêmes revient à l'interprétation d'un règlement.

M. Schreyer: De quels règlements parlez-vous?

M. Bénéteau: Québec Téléphone a une charte provinciale et tous ses services sont soumis à la réglementation de la commission de la fonction publique du Québec, comme le sont les autres sociétés à charte provinciale. Bell Canada a une charte fédérale. Ses services et son tarif sont soumis à la réglementation de la commission canadienne des transports. Lorsqu'il y a divergence d'opinion, ce qui arrive souvent, qui est le juge?

M. Thuot: Même entre amis...

Le président: Et que dire de concurrents!... Monsieur Portelance.

Mr. Portelance: Thank you, Mr. Chairman. Mr. Bénéteau on page six you mention that even if you take part in Telesat Canada that your company will be able to ensure that the customers will be able to get the same services at the same rates in your area. Are your customers now paying more than the customers of Bell Canada in Montreal or elsewhere?

Mr. Bénéteau: Mr. Portelance, we should go back to the basic principle of the type of calls. When we compare the subscription rate we should also compare the areas in which the rates apply. In certain conditions, and for certain types of services, our customers pay a little less than Bell's subscribers, in other cases they pay a little more. These rates are not made to be compared with those of another Company or of another area, but to give service or to fully develop the field of telecommunications in a given area.

Mr. Portelance: On the other hand if you use Telesat Canada, will the price not be uniform all over Canada, for that service?

Mr. Bénéteau: Yes, the rates will be uniform if the rules and regulations for Telesat are the same; that will be the case. The rates

[Text]

seront basés sur les besoins totaux en rendement des capitaux investis dans le système total.

M. Portelance: Vous voulez dire, par exemple, que les gens de Montréal ou de Toronto aideront à payer une partie de ce que vos abonnés doivent payer, vu que l'affaire est canadienne.

M. Bénéteau: Absolument pas. Quand on parle d'uniformisation des taux, est-ce qu'on parle d'aider à payer? Je pense que cela fait partie de la politique dont je parle. Le Canada, comme pays, veut-il des taux uniformes? Voilà la première question qu'on doit se poser. Si oui, comment allons-nous l'appliquer? La même philosophie s'applique à tous les domaines? Est-ce les mêmes taux d'impôt s'appliquent dans un territoire très riche que dans un territoire très pauvre?

The Chairman: Would I be correct in assuming that what you are really saying is that TELESAT will force a lessening of competition on rates but perhaps an increase in competition in types of services provided?

Mr. Bénéteau: I would agree with that statement, yes, and it will permit logical growth and development of the communications industry.

M. Portelance: Diriez-vous qu'avec le nouveau système Télésat, l'abonné paiera plus cher qu'il paie présentement pour ces services.

M. Bénéteau: Je ne crois pas; je crois que sur une période de 5 ans ou 10 ans l'abonné paiera moins cher autrement. Par contre s'il y a prolifération incontrôlée de systèmes, sans planification globale, et avec du gaspillage, c'est évident que l'abonné paiera plus cher, et c'est pour cela que nous recommandons la réglementation totale avec planification totale.

M. De Bané: Est-ce que je peux poser une question supplémentaire, monsieur Portelance? Dois-je comprendre que vous ne trouvez pas que l'amendement du Réseau téléphonique transcanadien est le moyen le plus judicieux de servir l'intérêt de tout le monde, y compris celui des entreprises d'exploitation mais qu'une réglementation totale serait mieux indiquée? Pouvez-vous expliquer, monsieur Thuot, si vous avez des commentaires? Est-il absolument nécessaire que seules les entreprises d'exploitation puissent louer des canaux pour protéger la cohérence d'une politique de télécommunications, ou si, d'après vous cela devrait se faire plutôt par une réglementation globale?

[Interpretation]

will be based upon the total needs in capital yields invested in the total system.

Mr. Portelance: You say then that a person living in Montreal or Toronto will help to pay part of what your subscribers must pay, in view of the fact that this a Canadian matter?

Mr. Bénéteau: Certainly not. When one talks about uniformity of rates, do you say that this means help to pay? I believe that that is part of the policy I am talking about. Does Canada, as a nation, want uniform rates? That is the first question to be asked. If so, how will this be applied? This same philosophy applies to almost every field. Do the same rates of income tax apply in a very rich area as in a poor area?

Le président: Vous voulez dire que Télésat va faire baisser la concurrence en matière de prix mais augmentera la concurrence en matière de services?

M. Bénéteau: Oui, en quelque sorte. Télésat permettra un développement rationnel de l'industrie des télécommunications.

Mr. Portelance: Would you say that with this new Telesat system the customer will pay more than he pays now?

Mr. Bénéteau: I do not believe such will be the case. I believe that over a period of five or ten years the customer will pay less than he would be paying otherwise. However, if there is an uncontrolled proliferation of networks without any planning, and if there is waste, it is obvious that the customer will pay more. This is why we recommend a full and complete set of rules and regulations with total planning.

Mr. De Bané: May I ask an additional question, Mr. Portelance? Must I understand that you do not think that the Trans-Canada Telephone System amendment is not the best means to serve the interest of everybody, including that of the common carriers, and that a full set of regulations would be more in order? Could you give an explanation, Mr. Thuot? Do you have any comments? Is it absolutely essential that only the common carriers are able to rent channels to protect their telecommunication policy or should it, according to you, be regulated as a whole?

[Texte]

M. Thuot: D'après nous c'est l'organisme de réglementation qui déciderait si les télécommunications, requises par le consommateur, doivent être acheminées vers le satellite ou le réseau à micro-ondes existant.

M. De Bané: Ai-je raison de dire que ce n'est pas l'absence de concurrence qui est le gage de la sauvegarde de l'intérêt public mais plutôt une réglementation cohérente.

M. Thuot: C'est ça.

M. De Bané: Mercei.

The Chairman: The amendment suggested by Trans-Canada Telephone System seems to contemplate that those who are listed in appendix "A" of the Bill shall be the common carriers forever and that there will be nobody else who will be able to expand into that business or to develop it as a logical outgrowth of other services in which they are engaged. Do you subscribe to that point of view?

Mr. Bénéteau: There is definitely a danger here of what we might call cherry picking. If common carriers have a responsibility for a territory that is assigned to them by their respective jurisdictions, they have a total responsibility—they have to take the lean with the fat.

• 1050

If some independent operator, with no regulation, under a very vague jurisdiction comes in to pick the cherries or to skim the cream the only possible result is that in the places where the milk is a little lean or where the cherries are not growing so well that the service will be more expensive. This is the danger, and I think this danger can be met only by total regulation within the framework of an over-all policy.

The Chairman: Well, that is fine. But when you say that, you are approving to some extent the suggestion that the only people permitted to lease channels or circuits from the satellite corporation be those who are the approved common carriers now.

Mr. Bénéteau: I am sorry, sir, would you repeat that?

The Chairman: Yes. What I am trying to get at is that what the amendment does among other things is freeze the number of those people who are approved common carriers. It limits them to those who are listed in

[Interprétation]

Mr. Thuot: As far as I am concerned the regulating body will have to determine whether the type of telecommunications required by the customers will be sent through the satellite or through the existing microwave system.

Mr. De Bané: Could I say then that it is not the lack of competition that is the price to pay for the protection of interest of the public, but rather a coherent set of rules and regulations?

Mr. Thuot: That is correct.

Mr. De Bané: Thank you.

Le président: La modification proposée par le Réseau téléphonique transcanadien voudrait que les compagnies énumérées à l'Annexe A soient à jamais les sociétés d'exploitation des télécommunications et que personne d'autre ne puisse entrer dans cette affaire ou la développer dans d'autres domaines. Partagez-vous ce point de vue?

M. Bénéteau: Il y a certainement le danger de voir quelqu'un «tirer les marrons du feu». Si les sociétés d'exploitation sont responsables de certains territoires qui leur sont assignés, ils ont une responsabilité globale. Il faut prendre les avantages et les inconvénients.

Qu'une entreprise indépendante, non réglementée ou très peu, vienne cueillir le fruit du travail des autres, le seul résultat sera que, dans les régions défavorisées, les services coûteront plus cher. C'est là le danger qu'on ne peut parer que par une réglementation d'ensemble, dans le cadre d'une politique globale.

Le président: C'est parfait. Mais quand vous dites cela, vous approuvez jusqu'à un certain point la suggestion que ces gens qui ont le droit de louer des canaux ou des circuits de la société de satellites soient ceux qui sont actuellement des sociétés reconnues porteuses actuellement.

M. Bénéteau: Voulez-vous répéter votre question s'il vous plaît?

Le président: Oui. Ce à quoi je veux en venir, c'est que l'amendement suppose entre autres choses, que c'est seulement les gens qui sont actuellement des sociétés porteuses reconnues qui pourront louer des canaux.

[Text]

the current Act. And the alternative argument that has been put forward is that this should not be so that those people who come into the telecommunications field as it may develop in the future, depending upon the state of the art, should also be given in due course an opportunity to participate in leasing channels and circuits directly through the TELESAT Corporation and not have to go through middlemen who in this case would be the approved common carriers.

Mr. Bénéteau: What we are trying to do here, I think, is to define a national policy by bits and pieces. I think it is our contention that it is in the public interest that there be a satellite, that this new technology be put at the service of the Canadian people. It is also our contention that if this is not done in an orderly fashion, there will be an additional cost and inefficiency which will be borne by the people who are using these various services. So what we are searching for is an orderly integration of this new technology and other technologies to come into the existing framework.

Mr. De Bané: But that can be done, not through the amendment which was proposed last week, but through a regulating policy. In other words, let me put it bluntly, one will enter TELESAT not on the condition of the approval of the amendment which has been submitted to us, but one will enter TELESAT without this amendment if there is an overall policy and total regulation.

Mr. Bénéteau: Québec Téléphone will enter TELESAT only if there is total regulation of TELESAT's operations within the framework of a national policy. Otherwise TELESAT will not survive economically.

Mr. De Bané: And that can be done without the amendment which has been submitted.

Mr. Bénéteau: Absolutely.

The Chairman: May I put the question in another way. What I am getting at is that you take a case where IBM for example has announced that they are going to establish a system of computers across the country linked to one another by microwave or satellite communication. You might argue that as a logical outgrowth of this it might be necessary for IBM to go into the direct leasing of circuits from TELESAT. Under the current amendment as submitted by the Trans-Canada Telephone System, this would not be possible. As it stands in the Act, it is possi-

[Interpretation]

Seulement celles qui sont mentionnées dans la loi actuelle, et l'autre argument qui a été avancé, c'est qu'il ne devrait pas en être ainsi. C'est que les gens qui veulent entrer dans le domaine des télécommunications tel que cela peut se développer à l'avenir, puissent avoir en temps et lieu le droit, la chance et l'occasion de louer des circuits et des canaux directement de la Télésat sans avoir à passer par l'intermédiaire qui serait la société porteuse.

M. Bénéteau: Ce que nous tentons de faire ici, c'est d'établir une politique nationale en procédant morceau par morceau. D'après nous, c'est dans l'intérêt du public qu'il y ait un système de retransmission par satellite, que cette nouvelle technique soit mise au service des Canadiens. Nous soutenons aussi que si cela n'est pas fait d'une façon appropriée, le coût sera accru, il y aura du gaspillage et de l'inefficacité. Ce sont les abonnés, les usagers qui en subiront les frais. Ce que nous tentons d'obtenir, c'est une méthode d'intégration des nouvelles techniques qui pourront se présenter à l'intérieur du cadre actuel.

M. De Bané: Cela peut se faire non pas grâce à l'amendement qui a été présenté la semaine dernière, mais par l'intermédiaire d'une politique régulatoire. Que l'on dise franchement: Vous voulez être membre de Télésat non pas sous les conditions de l'amendement qui nous a été proposé, mais vous voulez devenir membre de Télésat sans l'amendement s'il y a une politique d'ensemble et une loi de réglementation.

M. Bénéteau: La Québec-Téléphone deviendra membre de Télésat seulement et uniquement s'il y a une réglementation totale des opérations de Télésat dans le cadre d'une politique nationale. Autrement, d'après nous, Télésat ne survivra pas économiquement.

M. De Bané: Et cela ne peut se faire sans l'amendement qui a été proposé.

M. Bénéteau: Absolument.

Le président: Puis-je poser la question différemment? Ce que je veux dire, vous prenez un cas, où IBM par exemple, a annoncé qu'ils établiront un système d'ordinateurs à travers le pays, reliés l'un à l'autre par des systèmes de relais hertziens ou par satellite. Vous pouvez soutenir que par suite de cela, il pourrait être nécessaire que IBM loue directement des circuits de Télésat. En vertu de l'amendement proposé par la Trans-Canada cela ne serait pas possible. D'après le libellé actuel de la loi, cela est possible ou du moins il n'y a pas de prévention contre cela.

[Texte]

ble, or at least there is no prohibition against it.

What I am asking you is if in your opinion we should freeze the number of people who

● 1055

are permitted to lease circuits from TELESAT to those who happen to be listed in Appendix A of the Bill, that is the approved common carriers of which Quebec Telephone is one.

Mr. Bénéteau: No, sir.

The Chairman: That means then that you would be in opposition to the basic concept of this amendment which is to restrict it to the approved common carriers now, which is in effect to freeze out other competitors.

Mr. Thuot: The difference, Mr. Chairman, between our proposal and that of the Trans-Canada Telephone System is that we are leaving the decision to the wisdom of the members of the regulatory body.

The Chairman: Yes, but the difficulty with that is that at the present time there is no regulatory body, and the regulatory body that is going to make up this decision is going to be this Committee and the House of Commons.

Mr. Bénéteau: Mr. Chairman, this bird will not fly without proper regulation and planning.

Mr. Macquarrie: In the light of what the Prime Minister said yesterday about drastic cuts, I am wondering if our whole discussion on this may not be a bit premature, or perhaps academic. Do I understand that if there is no regulatory body provided for in the legislation, Quebec Telephone will not be entering?

Mr. Bénéteau: Absolutely, if there is no regulatory body provided for in this or other legislation. We regret that it is not in this legislation.

Mr. Macquarrie: Well, it is not in the legislation.

Mr. Bénéteau: We think that would have been a good place to put it. However, if there is no regulatory body provided in some legislation with the authority and total jurisdiction, total regulation over TELESAT, then we will not join.

Mr. Macquarrie: Are you satisfied with the off-the-cuff comment the Minister made when he spoke in the House that it would be a good

[Interprétation]

Alors, moi je vous demande, à votre avis, devrions-nous geler le nombre de personnes qui peuvent louer ces canaux de Télésat à ceux qui figurent sur la liste de l'annexe A, c'est-à-dire les sociétés porteuses autorisées dont Québec Téléphone fait partie.

M. Bénéteau: Absolument pas.

Le président: Alors, vous êtes en opposition avec l'amendement qui veut restreindre les utilisateurs de Télésat aux sociétés porteuses actuellement reconnues, ce qui veut dire en fait de geler les autres concurrents.

M. Thuot: La différence entre notre proposition est celle de la Trans-Canada, c'est que nous laissons la décision à la sagesse des membres des corps de réglementation.

Le président: Oui mais la difficulté est qu'il n'y a pas à l'heure actuelle de corps de réglementation et que le corps de réglementation qui prendra cette décision sera le présent comité et la Chambre des communes.

M. Bénéteau: Monsieur le président, il est impossible que cela se fasse si on n'a pas des règlements et une planification adéquate.

M. Macquarrie: Le premier ministre a parlé de coupures draconiennes, hier soir. Ce que je dis est peut-être prématuré et un peu théorique. Si je comprends bien, s'il n'y a pas d'organisme de réglementation fourni par la loi, la Québec Téléphone ne pourra pas y entrer?

M. Bénéteau: Absolument, s'il n'y a pas de corps de réglementation fourni dans la présente loi ou une autre. Nous regrettons que ce ne soit pas dans la présente loi.

M. Macquarrie: Eh bien, cela n'est pas compris dans la présente loi.

M. Bénéteau: Nous croyons que ce serait excellent de le mettre. Toutefois, s'il n'y a pas d'organismes de réglementation qui sont prévus par une loi ou une autre dont la compétence soit définie sur Télésat, à ce moment-là nous ne sommes pas intéressés à être membre de Télésat.

M. Macquarrie: Êtes-vous d'accord avec les commentaires à pied levé du ministre qui s'adressait à la Chambre, disant que cela serait

[Text]

thing to have a regulatory body, and that they are thinking about it? Is that satisfactory to you? Or do you want it in the legislation as the Trans-Canada Telephone System wants something in the legislation? Will your membership be contingent upon something more definite from the government in reference to a regulatory body?

Mr. Bénéteau: Yes, sir.

Mr. Macquarrie: So you are not on the way in, I would take it. As of now, you are not on the way in.

Mr. Bénéteau: We believe we should be in, sir.

Mr. Macquarrie: But you are not satisfied with the preconditions. The legislation does not satisfy you because it does not have...

Mr. Bénéteau: It is not complete. It should be completed by the regulation aspect of it.

Mr. Macquarrie: Are you thinking of submitting an amendment to help the Minister and the Committee and the House?

Mr. Bénéteau: No, sir, I think we have left it to the wisdom of the...

Mr. Macquarrie: You might augment that wisdom.

The Chairman: Are you considering submitting a brief to the Communications Department which has a task force looking into the question of the regulation of telecommunications on a national scale?

Mr. Bénéteau: We would be pleased to do so, Mr. Chairman, on invitation.

Mr. Macquarrie: Perhaps we could arrange for an invitation.

M. Portelance: Monsieur le président, j'aurais une dernière question.

Le président: Oui.

M. Portelance: Dans l'éventualité de la création de Télésat, cela signifierait-il aussi une réduction du personnel, cela créerait-il des vacances ou est-ce que le même nombre de personnes seraient employées?

M. Bénéteau: Je ne suis pas d'avis que les améliorations et l'efficacité diminuent le nombre d'employés; celui-ci augmente continuel-

[Interpretation]

une bonne chose d'en avoir et qu'ils y songeaient. Est-ce que cela vous semble satisfaisant ou bien est-ce que vous voudriez voir cela inscrit dans la loi? Est-ce que vous voulez baser votre désir d'appartenir sur quelque chose de plus précis?

M. Bénéteau: Oui, monsieur.

M. Macquarrie: Alors, d'après ce que je vois, vous n'avez pas de chance d'entrer dans Télésat. Vous n'êtes pas d'accord avec les conditions préalables.

M. Bénéteau: Nous estimons que nous devrions y participer monsieur.

M. Macquarrie: Mais vous n'êtes pas satisfait des conditions préalables. La loi ne vous satisfait pas car elle n'a pas...

M. Bénéteau: Ce n'est pas complet. Cela devrait être complété par l'aspect régulateur de cette proposition.

M. Macquarrie: Vous préparez-vous à proposer un amendement pour aider le ministre, le comité et la Chambre?

M. Bénéteau: Non, nous allons laisser cela à la sagesse...

M. Macquarrie: Vous pourriez augmenter cette sagesse.

Le président: Est-ce que vous prévoyez présenter un mémoire au ministère des Communications qui a un groupe d'experts qui s'occupent du domaine de la réglementation de la télécommunication sur une échelle nationale?

M. Bénéteau: Nous serions intéressés à le faire. Nous nous ferons un grand plaisir si on nous invite.

M. Macquarrie: Alors, nous pourrions peut-être nous arranger pour qu'il y ait une invitation.

Mr. Portelance: A last question, Mr. Chairman.

The Chairman: Yes.

Mr. Portelance: If Telesat were created, would it mean a decrease in the number of employees, would that create any vacancies, or would the same number of people be employed?

Mr. Bénéteau: I do not think that improvements and efficiency decrease the number of employees. In spite of automation, direct long

[Texte]

lement chez nous, en dépit de l'automatisation, de l'établissement de la composition interurbaine directe, et de tous les nouveaux services.

The Chairman: If there are no further questions I would like to thank the witnesses on your behalf for a very interesting brief. I think it is fair to say that they made their points very well.

This meeting is adjourned until next Tuesday, at 9:30 a.m. when we will be hearing from Bell Canada. There will not be a brief incidentally; they will be here to answer questions based on this one and the Trans-Canada brief.

[Interprétation]

distance dialing, and all the new services, our staff is increasing continually.

Le président: S'il n'y a pas d'autres questions, je vais remercier le témoin en votre nom, pour un mémoire très intéressant, et je crois que c'est juste de dire qu'ils ont bien fait connaître leur opinion.

La séance est maintenant levée jusqu'à mardi, 9 h 30, alors que nous recevrons les représentants de la Société Bell du Canada. Nous n'aurons pas de mémoire de présenté à ce moment-là, mais ils seront ici pour répondre aux questions sur le présent mémoire et sur le mémoire de la Trans-Canada.

OFFICIAL BILINGUAL ISSUE

FASCICULE BILINGUE OFFICIEL

HOUSE OF COMMONS

CHAMBRE DES COMMUNES

First Session

Première session de la

Twenty-eighth Parliament, 1968-69

vingt-huitième législature, 1968-1969

STANDING COMMITTEE

COMITÉ PERMANENT

ON

DE LA

BROADCASTING,
FILMS AND ASSISTANCE
TO THE ARTS

RADIODIFFUSION,
DES FILMS ET DE L'ASSISTANCE
AUX ARTS

Chairman

Mr. John M. Reid

Président

MINUTES OF PROCEEDINGS
AND EVIDENCE

PROCÈS-VERBAUX ET
TÉMOIGNAGES

No. 37

TUESDAY, MAY 13, 1969

LE MARDI 13 MAI 1969

Respecting

Concernant le

BILL C-184,

BILL C-184,

An Act to establish a Canadian corporation
for telecommunication by satellite.

Loi créant une Société de télécommuni-
cations par satellite pour le Canada.

WITNESSES—TÉMOINS

(See Minutes of Proceedings)

(Voir le procès-verbal)

STANDING COMMITTEE ON
BROADCASTING, FILMS AND
ASSISTANCE TO THE ARTS

COMITÉ PERMANENT DE LA
RADIODIFFUSION, DES FILMS ET DE
L'ASSISTANCE AUX ARTS

Chairman
Vice-Chairman

Mr. John M. Reid
M. J.-A. Mongrain

Président
Vice-président

and Messrs.

et MM.

De Bané,
Dinsdale,
Givens,
Guilbault,
Hymmen,
La Salle,
Macquarrie,

¹ Marchand (*Kamloops-
Cariboo*),
Matte,
McCleave,
Nystrom,
Osler,
Paproski,

Perrault,
Schreyer,
Schumacher,
Stanbury,
Stewart (*Cochrane*)—
(20).

Le secrétaire du Comité,
M. Slack,
Clerk of the Committee.

Pursuant to S.O. 65(4) (b)

Conformément à l'article 65(4) (b) du
Règlement

¹ Replaced Mr. Portelance May 12.

¹ Remplace M. Portelance le 12 mai.

[Text]

MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, May 13, 1969
(40)

The Standing Committee on Broadcasting, Films and Assistance to the Arts met this day at 9.40 a.m. The Chairman, Mr. John M. Reid, presided.

Members present: Messrs. De Bané, Dinsdale, Givens, Guilbault, La Salle, Macquarrie, Osler, Paproski, Perrault, Reid, Schreyer, Schumacher, Stanbury, Stewart (*Cochrane*) (14).

Members also present: Messrs. Deakon, Portelance and Ritchie.

Witnesses: From Bell Canada: Messrs. A. J. de Grandpré, Q.C., Executive Vice-President (Administration); A. G. Lester, Executive Vice-President (Corporate Studies).

The Committee resumed consideration of Bill C-184, An Act to establish a Canadian corporation for telecommunication by satellite.

Messrs. de Grandpré and Lester were examined on various aspects of satellite telecommunication.

The examination of the witnesses being completed, at 1.10 p.m., the Committee adjourned until 9.30 a.m. on Thursday, May 15.

[Traduction]

PROCÈS-VERBAL

Le MARDI 13 mai 1969.
(40)

Le Comité permanent de la radiodiffusion, des films et de l'assistance aux arts se réunit ce matin à 9 h. 40, sous la présidence de M. John M. Reid, président.

Présents: MM. De Bané, Dinsdale, Givens, Guilbault, La Salle, Macquarrie, Osler, Paproski, Perrault, Reid, Schreyer, Schumacher, Stanbury, Stewart (*Cochrane*)—(14).

De même que: MM. Deakon, Portelance et Ritchie, députés.

Témoins: De Bell Canada: MM. A. J. de Grandpré, c.r., vice-président exécutif (Administration); A. G. Lester, vice-président exécutif (Études spéciales sur la compagnie).

Le Comité reprend l'examen du Bill C-184, Loi créant une Société de télécommunications par satellite pour le Canada.

MM. de Grandpré et Lester répondent à des questions sur divers aspects des télécommunications par satellite.

L'interrogation des témoins étant terminée, à 1 h. 10 de l'après-midi, le Comité s'ajourne jusqu'au jeudi 15 mai 1969, à 9 h. 30 du matin.

Le secrétaire du Comité,
M. Slack,
Clerk of the Committee.

[Texte]

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

Tuesday, May 13, 1969.

The Chairman: Gentlemen, we have with us today Mr. A. J. de Grandpré, the Executive Vice-President, Administration, of Bell Telephone Company, and Mr. A. G. Lester, Executive Vice-President, Corporate Studies, which I am told is to be interpreted as meaning he has something to do with research and development.

As you know Mr. de Grandpré and Mr. Lester offered to appear before us to answer any questions we may have on the satellite project. I understand Mr. de Grandpré does not have a statement, so I think we will open the questioning with Mr. Macquarrie.

Mr. Macquarrie: Mr. Chairman, in the light of recent warnings of drastic cut backs in governmental expenditure, and should it happen that one of these would be in the Telesat program in so far as government expenditures are concerned, would the common carriers be prepared to stick by their earlier proposal that they alone would launch the satellite?

Mr. A. G. Lester (Executive Vice-President, Corporate Studies, Bell Canada): If I could just open up on that, Mr. Macquarrie, Mr. de Grandpré and I obviously are appearing here for Bell Canada rather than for the Trans-Canada System. We cannot speak for Trans-Canada. In so far as Bell is concerned, we have been doing a considerable amount of work in the way of planning and experimental activities on satellites since 1962. My expectation is that Bell would be willing, provided the rest of Trans-Canada are willing to go along, to get back to a full build, own and operate basis for a Canadian satellite system by the common carriers. This would be my opinion from the standpoint of Bell. From many discussions that we have had with the Trans-Canada System, I think this would be their position, but as I say, I cannot speak for them.

Mr. Macquarrie: When this was being put forward, if I remember correctly, you felt that it could be done by 1971 or 1972.

[Interprétation]

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Le mardi 13 mai 1969

Le président: Messieurs, nous avons ici aujourd'hui, monsieur A.-J. de Grandpré, vice-président exécutif du conseil d'administration de Bell Canada et monsieur A. G. Lester, vice-président exécutif des études spéciales pour la compagnie, études qui concernent la recherche et le perfectionnement.

Comme vous le savez, M. de Grandpré et M. Lester ont bien voulu venir répondre à nos questions au sujet du projet de télécommunications par satellite. J'ai appris que M. de Grandpré n'avait pas de déclaration à prononcer alors, vous pouvez peut-être commencer à poser vos questions, monsieur Macquarrie.

M. Macquarrie: Monsieur le président, à la lumière des récentes prévisions sur les diminutions considérables des dépenses gouvernementales, et si ces réductions touchaient le programme de Télésat, les entreprises d'exploitation reviendraient-elles à leur idée première de mettre elles-mêmes le satellite en orbite?

M. A. G. Lester (vice-président exécutif, Études spéciales sur la compagnie Bell Canada): En tout cas, je pourrais peut-être commencer par ceci, monsieur Macquarrie. M. de Grandpré et moi-même, évidemment, nous sommes ici comme témoins de la compagnie Bell Canada, et nous ne pouvons parler pour Trans-Canada. En ce qui concerne Bell, nous avons accompli beaucoup de travail depuis 1962 pour la planification et les recherches expérimentales dans le domaine des satellites et je crois que la compagnie Bell est disposée à assurer un service à condition que le reste du réseau Trans-Canada accepte le marché afin d'avoir l'entière propriété du système de satellite canadien. C'est le point de vue de Bell, et d'après les discussions que nous avons eues avec le réseau Trans-Canada c'est aussi leur opinion, mais comme je l'ai déjà dit je ne peux parler en leur nom.

M. Macquarrie: Quand ceci a-t-il été proposé? Je me souviens que vous avez dit que ceci pourrait être réalisé vers 1971 ou 1972.

[Text]

Mr. Lester: This is right, sir, but we would have to bear in mind that two years have passed since we put forward this proposal. In the meantime, of course, a considerable amount of work has been done by the project office of the Department of Communications. We have done some further work and, in fact, have reached completion and testing of the Bouchette ground station, which is step one on a particular design of ground station. I think it would be a pretty tough schedule starting over now to be ready by 1971 or 1972, but I think we would certainly give it a heavy try if this turned out to be the pattern that evolved from the government decisions.

Mr. Macquarrie: I just have one more peripheral question and then I will yield. I read in here about Bouchette, which is described as an experimental station. Surely it performs functions other than experimental? I wonder could you tell some of us laymen just what it does?

Mr. Lester: Perhaps, if I could for a minute go back to 1962 on this when I had conversations with the then Deputy Minister of the Department of Transport, at his suggestion, having to do with the question of international operational satellites. At that time, you may recall the Canadian Government was considering the problem of transatlantic communications via satellite and out of this grew the building of the Mill Village station in Nova Scotia.

At that time, the telephone companies in a letter, I think, of December 6, 1962, offered to build, own and operate the international station if that was the wish of the government. Alternatively if the government felt this was something that they must be in on because of its experimental nature and the international aspect, that we would co-operate in any way possible.

This was the decision, that is, the government would do the initial work and they did hand this over to COTC, Canadian Overseas Telecommunications Corporation, for operation. I had an engineer on the assessing team, as it were, through the piece. However, at that same time we in Bell, suggested—this was particularly Bell—we proposed to pro-

• 0945

ceed with our experiments on service to the North from the standpoint of satellites.

As was indicated the other day, I think, there is a real problem, particularly with regard to television, to get adequate quantity and quality of service to the North. We have good service there now in terms of telephones, using scatter systems up so far and

[Interpretation]

M. Lester: C'est juste, mais il faut nous rappeler que deux ans se sont écoulés depuis que nous l'avons proposé. Entre-temps, il y a eu beaucoup de travail d'accompli par le bureau des projets du service des communications, en fait, nous avons terminé et fait les essais relatifs à la station terrestre de Bouchette ce qui constitue un premier pas dans ce genre de réalisation. Je pense que ce serait assez difficile de commencer dès maintenant et de terminer en 1971 ou 1972 mais nous nous efforcerons d'atteindre cet objectif maintenant que nous savons que c'est le modèle de réseau, que le gouvernement recommande.

M. Macquarrie: J'ai une autre question à poser. Je lis ici, au sujet de la station de Bouchette que c'est une station expérimentale mais elle sert sûrement à autre chose. Pourriez-vous expliquer à nous autres, profanes, en quoi cela consiste?

M. Lester: Je pourrais peut-être pour un instant revenir, en 1962. J'ai eu des conversations avec le sous-ministre des Transports d'alors, sur la question des satellites internationaux. A ce moment-là vous vous rappelez que le gouvernement canadien étudiait les problèmes des communications trans-atlantiques par satellite, à la suite de quoi, la station de Mill Village en Nouvelle-Écosse a été construite.

A ce moment-là, les compagnies de téléphone, dans une lettre du 6 décembre 1962, ont offert de construire et d'exploiter la station internationale si tel était le désir du gouvernement. Ou, si celui-ci estimait qu'il devait y participer du fait de la nature expérimentale des essais et de l'aspect international de la question toute notre coopération serait acquise.

Il a été décidé que le gouvernement ferait les premiers travaux et remettrait l'affaire entre les mains de la SCTT, société canadienne de télécommunications transmarines. Nous avons eu un ingénieur qui s'est occupé de cette question. Toutefois, à la même époque, la compagnie Bell a laissé entendre qu'elle pourrait procéder aux essais dans le Nord en ce qui se rapportait aux satellites.

Comme il a déjà été dit il y a un véritable problème dans le Nord particulièrement en ce qui concerne la télévision, pour obtenir des émissions en qualité et en quantité suffisante. Nous avons maintenant un bon service téléphonique par les réseaux existants ou par ra-

[Texte]

then HF radio beyond that. We cannot get television and there is some limit on the capacity of the present scatter systems that we have. Looking to the possibility of very large industrial development such as oil or iron ore or asbestos, it seemed to us that we should, in the interest of prudence, look at some other kinds of transmission.

So we proceeded with the Northern Electric Company. We authorized the Northern Electric Company to develop a ground station which would be ruggedized, as we call it, and suitable for erection in the North. This is the Bouchette station. It is built so that it will withstand and operate satisfactorily in winds up to 100 miles an hour. It will stand up physically with some impairment of operation in winds up to about 160 miles an hour. The heaviest winds we have measured in the North are 128. The station has been carried to the point of test both with an artificial satellite arrangement called a boresight near Bouchette. Also, with one of the ATS satellites we have passed signals between Bouchette and Mill Village.

In those days we were not talking, nor was anybody talking, about a domestic system except for our urge to get into the North. Our hope was that by the time this station was ready and the art had developed we, that is the telephone companies, or the government or some agency would have reached the point of having a satellite with which this could work. Bouchette was chosen as a good station in Eastern Canada which could then work with these northern stations, Frobisher, Goose Bay or what have you. It is now an experimental station, but it could be used as a base station for service to the North.

Mr. Macquarrie: Thank you very much.

Mr. Stewart (Cochrane): Thank you, Mr. Chairman. Mr. de Grandpré, I would like to pursue something to give you a chance to reply to some of the allegations that have been made and some of the remarks reported in the press regarding the monopoly by Bell Canada, the argument being that we do not want the decisions for the Corporation to be made in the board room of Bell Canada. In fact, from what we saw in the *Toronto Telegram* on May 7, the editorial finishes up with a paragraph:

To give Bell Canada and the other telephone companies the monopoly they seek would force CTV and other organizations to use the costly Bell microwave. This, of course, would suit Bell very well.

[Interprétation]

dio HF mais on ne peut recevoir les services de télévision aussi facilement vu les moyens limités dont nous disposons actuellement. Nous avons songé à la possibilité d'un développement industriel important, par exemple, l'exploitation de minerais de fer, de pétrole ou d'amiante, nous avons pensé que dans l'intérêt du pays il fallait songer à d'autres façons de transmettre les émissions.

Aussi nous nous sommes adressés à la société Northern Electric et nous l'avons autorisé à mettre au point une station terrestre qui pourrait être construite dans le Nord, et tenir dans les pires conditions. C'est la station de Bouchette. Elle est construite de telle sorte qu'elle puisse donner un service satisfaisant et elle résistera à des vents très violents de 100 à 160 milles à l'heure. Les vents enregistrés dans le Nord ne dépassaient pas 128 milles. La station a été reliée à un satellite artificiel près de Bouchette et avec l'un des satellites ATS pour émettre des signaux entre Bouchette et Mill Village.

En ce temps-là personne ne parlait d'un réseau national, sauf pour notre hâte de pénétrer dans le Nord. A ce moment-là on espérait que d'ici à ce que la station soit construite et l'Arctique conquis, la compagnie de téléphone, le gouvernement ou quelque autre organisme auraient mis au point un satellite. Dans l'est du Canada, Bouchette a été considérée comme un bon endroit pour y établir une station qui pourrait travailler avec les stations du Nord, Frobisher, Goose Bay ou une autre.

Maintenant c'est une station expérimentale mais qui peut être utilisée comme une station de base pour le service vers le Nord.

M. Macquarrie: Je vous remercie.

M. Stewart (Cochrane): Merci, Monsieur le président, monsieur de Grandpré, je voudrais poursuivre pour vous permettre de répondre à quelques unes des remarques qui ont été faites et à certains articles parus dans les journaux, au sujet du monopole exercé par Bell Canada. Il est dit que en ce qui concerne la société de télécommunications. Nous ne voulons pas que les décisions soient prises dans les conseils de direction de Bell Canada. D'après ce que nous avons pu lire dans un éditorial du *Telegram* du 7 mai, celui-ci se termine ainsi.

Donner à Bell Canada et aux autres compagnies de téléphone le monopole qu'elles veulent obtenir serait contraindre CTC et les autres organismes à utiliser le réseau de micro-ondes de Bell à un coût très

[Text]

The attitude I seem to detect there, and in other remarks, is that Bell would like to have this all to themselves, that if there is any money to be made, they want to make it, and they want to make the decisions themselves. I wonder could you comment, Mr. de Grandpré, on this in a general way? I wonder if you could also tell us whether or not Bell is controlled. My understanding is that Bell is a regulated company, which is obliged to appear before the Canadian Transport Commission here, a company which must account for its percentage of profits, what its legitimate expenses are and this kind of thing. Perhaps you could explain that to us.

Mr. A. J. de Grandpré (Executive Vice-President, Administration, Bell Canada): Mr. Stewart, your question is quite involved and if I miss some of the points that you have raised in your question in my attempt to give a complete answer, I would like you to bring this to my attention at the end of my answer.

I think we have to go back quite a number of months if we want to grasp the full

• 0950

implication of the proposals made by the Trans-Canada Telephone System. You will recall when the Trans-Canada Telephone System made its first proposal to the government that it was a consortium proposal made by the members of the Trans-Canada Telephone System, Canadian National and Canadian Pacific Telecommunications.

So, in fact, both private interests and public corporations or Crown corporations were making this recommendation or proposal to the government. You have to bear in mind that the Alberta, Saskatchewan and Manitoba telephone companies are Crown corporations, and that the CN also is a Crown corporation. Therefore, these four Crown corporations, and the other members of the Trans-Canada Telephone System, plus Canadian Pacific Telecommunications, made a proposal under which they would supply transmission via satellite.

It then became obvious that it was government policy not to permit the carriers—because these were all the common carriers operating across the country at the time—to go at it alone, and the proposals were amended, always by the same group, to include the government in this total picture.

[Interpretation]

élevé. Ceci évidemment ferait très bien l'affaire de Bell Canada.

Ce que nous pouvons en conclure et d'après d'autres remarques c'est que Bell veut tout garder pour elle, s'il y a de l'argent à faire, elle veut en faire, et s'il y a des décisions à prendre, elle veut les prendre elle-même. Je voudrais, monsieur de Grandpré que vous commentiez tout ceci d'une façon générale. Je me demande si vous pourriez aussi nous dire si oui ou non Bell est contrôlé. Je crois savoir que Bell est une compagnie réglementée qui est obligée de comparaître ici devant la Commission canadienne des Transports et doit rendre compte du pourcentage ou de la proportion de ses profits, de ses bénéfices, de ses dépenses etc. et je me demande si vous ne pourriez pas nous expliquer ceci.

M. H. J. De Grandpré (vice-président exécutif, Administration, Bell Canada): Monsieur Stewart, votre question est assez complexe, et si j'oublie un certain nombre de points, je vous demanderais de me les rappeler, car je vais essayer de vous donner une réponse aussi complète que possible.

Je pense qu'il faut revenir un certain nombre de mois en arrière pour comprendre toute la portée des propositions faites par le réseau de télécommunications trans-canada. Vous vous souviendrez que lorsque le réseau trans-canada a présenté sa première proposition au gouvernement, c'était une proposition de groupe, présentée par les membres du réseau de téléphone Trans-Canada, et des télécommunications du CN et du CP.

Vous aviez ainsi une société de la Couronne et deux compagnies privées qui faisaient cette recommandation ou cette proposition au gouvernement et il faut se souvenir que les compagnies de téléphone de l'Alberta, de la Saskatchewan, du Manitoba, sont des sociétés de la Couronne aussi et que le CN aussi est une société de la Couronne. Donc, ces quatre sociétés de la Couronne et les autres membres du réseau téléphonique Trans-canadien ainsi que du réseau des Télécommunications du Pacifique Canadien ont fait une offre par laquelle ils s'engageaient à assurer les communications par satellite.

Ensuite il est devenu évident que la politique du gouvernement n'était pas de permettre à ces exploitants, vu qu'ils étaient les exploitants ordinaires à travers tout le pays, de s'engager seuls dans cette voie, et les offres ont été modifiées, toujours par le même groupe afin que le gouvernement soit compris dans cette entreprise globale.

[Texte]

Subsequently, the government made known its view that it would have a tripartite sort of corporation, with the carriers that I have just mentioned, plus a few others, and the government and the public, involved in the construction and operating of a satellite communications system.

We have learned, through the project office and through the Minister's statement, that this project will cost something like \$75 million. We have also been informed by the Minister that his estimate of revenue requirements is in the neighbourhood of \$17 million or \$18 million a year.

Looking at the cost of providing service through terrestrial facilities, and at the cost of providing communication service via satellite, we came to the conclusion—and I think there is no disagreement on this—that the cost of providing transmission via satellite is more expensive than using terrestrial microwave facilities.

The net result is that the telephone subscribers and the users of communications would, in fact, subsidize this corporation to make it a viable operation to start with. We all hope that in the years to come this corporation will become a viable corporation, able to stand on its own feet. This cross-subsidization is something that is current in the communications industry, and it is done all the time, but the additional cost is borne by the subscribers over the period when you have to help out this new technology; and the eventual benefit of this new technology will always revert to those who subsidized or helped the new technology to start with.

You also have to bear in mind that when the White Paper was tabled the idea of regulation was included in the concept of a satellite corporation. As you know, in the telephone industry and in other types of natural monopolies, whenever one refers to regula-

• 0955

tions one has to exclude competition, because regulation has been held to be the substitute for competition. So we interpreted the principle spelled out in the White Paper as indicating that the satellite corporation would not be a competitor to the telephone and communications industry but rather would be a complement.

It then appeared to us that it was also the policy of the government, as expressed by the responsible Minister, that this would be the way the satellite corporation would be operated, that is, mainly as a complement and not

[Interprétation]

Par la suite, le gouvernement a fait connaître ses vues prévoyant qu'il y aurait une société tripartite composée des exploitants que j'ai déjà nommés et de quelques autres ainsi que du gouvernement et du public, engagés dans la construction et l'exploitation d'un réseau de communications par satellite.

Nous avons appris par le bureau des projets et par la déclaration du ministre que ce projet coûterait environ 75 millions de dollars par année. Une étude des frais à encourir pour assurer le service au moyen d'installations terrestres et des frais pour assurer un service de communications par satellite nous a menés à la conclusion, et je crois qu'il n'y a pas de désaccord là-dessus, qu'il en coûte davantage pour assurer les communications par satellite qu'il n'en coûte pour l'utilisation des aménagements terrestres à micro-ondes.

Il en résulte nettement que les abonnés du téléphone et que les usagers des services de communications subventionneraient en réalité cette société pour assurer une exploitation rentable au départ. Nous espérons tous que dans les années à venir, cette société deviendra une entreprise rentable qui pourra faire ses frais. Cette méthode de subvention collective est très courante dans l'industrie des communications. On l'utilise constamment, mais les frais supplémentaires sont payés par les abonnés pendant la période où il est nécessaire d'apporter une aide financière à cette technologie nouvelle; les bénéfices éventuels qui seront utilisés par cette technologie nouvelle reviendront toujours à ceux qui la subventionnent ou qui ont aidé à ses progrès.

Il faut se souvenir aussi qu'au moment où le Livre blanc a été déposé, la notion de réglementation a été incluse dans la conception d'une société de communications par satellite. Comme vous le savez sans doute, dans l'industrie du téléphone et dans d'autres types de monopoles de ressources nationales, du moment qu'il est question de réglementation, il faut exclure la concurrence, parce que la réglementation remplace la concurrence en quelque sorte. Nous avons donc interprété le principe énoncé dans le Livre blanc, comme voulant dire, que la société de télécommunication par satellite ne viendrait pas en concurrence avec le téléphone et l'industrie des communications mais leur servirait de complément.

Il nous a alors semblé que c'était aussi le principe du gouvernement, comme l'a dit le ministre de qui relève cette question, que cette société de télécommunications par satellite serait exploitée de cette façon, c'est-à-dire

[Text]

as a competitor. It appeared to us, as members of the Trans-Canada Telephone System, that to implement this policy of the Minister and of the government, as indicated to us, the amendment had to be included.

People have read into this an attempt by the members of the Trans-Canada Telephone System to have absolute control over the corporation. The control that we can exercise over the corporation, assuming that the corporate set-up is going to be accepted by Parliament, is going to be that of a board of directors, and several of the actions—I am not saying all of them—that can be taken by the board of directors will have to be approved by the Minister, or by the Governor in Council.

Therefore the carriers would have only one-third on the board of directors not more than that, again according to another statement made by the Minister before this Committee, that there would be representation on the board proportionate to the ownership of shares. There, again, I cannot see how one can come to the conclusion that having one-third of the board members would give the Trans-Canada Telephone System complete control over the corporation. If they mean by that—and I do not know exactly what they mean—that the carriers would have the privilege of buying, or not buying, or renting, channels from the satellite corporation, this is another problem entirely, because whatever is the set-up of the corporation the Minister has already indicated that we were negotiating with him for the rental or purchasing of communications channels, whether for telephone, telegram, or TV.

In relation to the profit aspect, it is true that all the members of the Trans-Canada Telephone System are regulated corporations. The British Columbia telephone system and ourselves are regulated by the Canadian Transport Commission; and all the other companies are regulated by provincial boards.

What does that really mean? It means that the telephone subscribers are asked to pay by the regulator a non-discriminatory right that is sufficient to support the utility. The regulatory body looks at the expenses of the corporation—operating expenses, rental of money for the outstanding debt, taxes, and the amount of capital invested in the corporation, and, looking at the total revenues and the total reasonable expenses they then try to

[Interpretation]

principalement à titre de complément et non pas à titre concurrentiel. Il nous a semblé, à nous qui sommes membres du réseau Téléphonique Transcanadien que pour mettre en œuvre cette politique du ministre et du gouvernement, comme on nous l'avait laissé entendre, il était nécessaire que l'amendement soit inclus.

Certains y ont vu une tentative de la part des membres du Réseau Téléphonique Transcanadien de prendre le contrôle absolu de la société. Le contrôle que nous pouvons exercer sur la société, en présumant que le gouvernement approuvera les cadres de la Société, sera celui du conseil d'administration, et de nombreuses initiatives—non pas toutes—qui peuvent être prises par le conseil d'administration devront être approuvées par le ministre ou le gouverneur en conseil.

Les exploitants ne formeraient donc que le tiers du conseil d'administration, pas davantage selon une déclaration que le ministre a faite devant notre comité, et la représentation au sein du conseil serait proportionnelle au nombre d'actions détenues.

Alors, je répète que je ne vois pas comment quelqu'un peut dire que le fait d'avoir le tiers des membres du conseil donnerait au réseau Téléphonique Transcanadien un contrôle absolu sur la Société.

S'ils veulent dire par là, et je ne sais pas exactement ce qu'ils veulent dire, que les exploitants auraient le privilège d'acheter ou de louer des canaux de la société de télécommunications par satellite, c'est un problème entièrement différent, car quelle que soit la structure de la société, le ministre a déjà dit que nous étions à négocier avec lui le loyer ou le prix d'achat de canaux de communication que ce soit pour le réseau téléphonique, télégraphique ou télévisuel.

Pour ce qui est du facteur profit, tous les membres du réseau Téléphonique Transcanadien sont des sociétés soumises à des règlements. Le réseau téléphonique de la Colombie-Britannique et nous-même relevons de la Commission des transports, et toutes les autres sociétés relèvent de régies provinciales.

Et qu'est-ce que ceci veut dire en réalité? Ceci revient à dire qu'on demande aux abonnés des compagnies de téléphone de payer, en vertu du droit normalisateur et non discriminatoire qui suffira à assurer le fonctionnement du service.

L'organisme régulateur surveille les dépenses de la société, les frais d'exploitation, les taxes et la somme du capital investi dans la société et, après avoir étudié l'ensemble des

[Texte]

decide what is a reasonable rate of return for the investor. The gauge for a reasonable rate of return is one that is developed by the

• 1000

regulatory body and not by us. If there are losses in the first few years of operating the satellite corporation, these losses will have to be borne, at least in substantial part, by the telephone subscribers.

Mr. Stewart (Cochrane): That is, by the rates that you will have to put...?

Mr. de Grandpré: That is right—through the rates that we will have to demand from the telephone or communications users. If, in the years to come, the hopes that we all have, that this will be a technology able to stand on its own feet and be a profitable operation are realized, then the benefits of it will flow back to the telephone subscribers, and at that time the telephone subscribers will be able to enjoy reduced rates through additional earnings produced by the satellite corporation.

Quite frankly, if the telephone users are exposed to paying additional charges to support the first few years of the satellite corporation, it appeared to us to be reasonable, as representing the telephone subscribers, that the ultimate benefits would all flow back to the telephone subscribers and would not find their way to the general public who theoretically would not have supported the first few years of the satellite corporation.

Mr. De Bané: Mr. Stewart, may I ask a supplementary on this?

Mr. Stewart (Cochrane): Yes; I have some, too, but go ahead.

The Chairman: Perhaps Mr. de Grandpré might be allowed to finish his statement first.

Mr. De Grandpré: I may have talked enough. Perhaps I had better answer some questions.

Mr. De Bané: Monsieur de Grandpré, il y a une chose que je n'arrive pas à comprendre. Vous dites: «Considérant que les abonnés au téléphone vont subventionner durant quelques années cette nouvelle entreprise, je ne vois pas pourquoi, lorsque cette entreprise sera rentable, les profits iront non seulement à ces abonnés qui l'auront appuyée, mais également au reste de la population qui aura investi dans l'entreprise.» Est-ce bien le raisonnement que vous avez fait?

[Interprétation]

dépenses et des revenus raisonnables, il essaie ensuite de fixer un taux de dividende convenable sur les investissements. L'établissement d'un taux de profit raisonnable est fait par un organisme raisonnable et non pas par nous-mêmes.

S'il y a des pertes au cours des quelques premières années d'exploitation de la société Télésat, ces pertes devront être défrayées par les abonnés du téléphone.

M. Stewart (Cochrane): Ce qui veut dire par les tarifs que vous devrez imposer...

M. de Grandpré: C'est exact, par les tarifs que nous devons exiger des usagers du téléphone et des télécommunications. Si, au cours des prochaines années, l'espoir que nous partageons tous, l'espoir que cette société en arrivera à faire ses frais et à constituer une exploitation rentable, devient une réalité, alors ses bénéfices reviendront aux abonnés, et ils pourront voir baisser les taux d'abonnement par suite des bénéfices additionnels produits par la société de satellites.

Et en toute franchise, si les abonnés sont exposés à payer des frais supplémentaires afin de défrayer durant les premières années, les frais d'exploitation de la société de satellites, il nous semble raisonnable, en tant que représentants des abonnés du téléphone, que les avantages éventuels devraient revenir aux abonnés et non pas au grand public qui, en théorie, n'aurait pas défrayé les frais d'exploitation de la société de satellites au cours des premières années.

M. de Bané: Monsieur Stewart, puis-je poser une question supplémentaire?

M. Stewart (Cochrane): Oui, j'en ai moi-même, mais allez-y.

Le président: On pourrait peut-être permettre d'abord à M. de Grandpré de finir sa déclaration.

M. de Grandpré: Je crois que j'ai parlé assez longtemps. Je devrais peut-être répondre aux questions.

Mr. De Bané: Mr. de Grandpré there is still something I fail to understand. You have said: "Taking into account the fact that the telephone ratepayers will subsidize this new company during a few year, I do not see why, when this company will run at a profit, the profits will be shared not only by the ratepayers who backed it, but also by the rest of the population that will have invested in the enterprise." Is this the reasoning you gave?

[Text]

M. de Grandpré: Ai-je raison de croire que vous ne comprenez pas ce que je viens de dire?

M. De Bané: Je voudrais poser ma question après m'être assuré que j'ai bien compris votre affirmation.

M. de Grandpré: J'ai dit, monsieur De Bané, que les gens qui vont subventionner les coûts initiaux de cette Société devraient normalement recevoir les bénéfices ultérieurs que la Société pourra donner à ses propriétaires. Dans le concept actuel, il y a trois groupes de propriétaires: le gouvernement, le public en général et les entreprises de communication. Les entreprises de communication étant des entreprises réglementées, elles ne peuvent demander à leurs abonnés que les taux nécessaires pour produire un rendement raisonnable aux investisseurs dans l'entreprise. Si les bénéfices sont trop élevés, la compagnie doit réduire ses taux; si les bénéfices ne sont pas assez élevés, elle doit demander la permission d'élever ses taux de façon à pouvoir attirer les capitaux nécessaires pour continuer la bonne marche de l'entreprise.

Lorsque la compagnie de satellite sera rentable, des dividendes reviendront aux investisseurs originaux. A ce moment-là, les bénéfices qui reviendront aux investisseurs seront divisés en trois groupes: les compagnies de communication, le gouvernement et le public en général. Or, le public en général n'a pas subventionné spécifiquement l'entreprise dans le concept actuel. En effet, les personnes qui vont subventionner l'entreprise et la rendre artificiellement viable, ce sont Radio-Canada et les entreprises de communication. Or, que les bénéfices reviennent au gouvernement comme un actionnaire avec les compagnies de téléphone, j'en suis. Mais que les compagnies x, y, z, qui pourraient être en théorie et qui seront sûrement en pratique des intérêts étrangers, soit allemands, américains ou français, et non pas des gens qui ont subventionné l'entreprise au départ, et qu'éventuellement une partie de ces bénéfices s'en aille chez les Américains, chez les Français, chez les Suisses ou chez les Allemands, c'est quelque chose que je ne peux pas comprendre.

Je ne sais pas si je m'exprime clairement, mais je dis que celui qui porte des coûts additionnels, lorsqu'il s'agit de rendre une entreprise artificiellement viable, doit, au cours d'une période d'années, tenter de récupérer ce qu'il a investi d'une façon artificielle dans l'entreprise pour la rendre viable.

[Interpretation]

Mr. de Grandpré: Am I correct in saying that you did not understand what I just said?

Mr. De Bané: I would like to put my question once I have made sure that I understood your statement properly.

Mr. de Grandpré: Mr. de Bané, I have said that those who will subsidize the initial cost of this Corporation should normally receive the eventual benefits the Corporation will be able to provide its owners. Within the actual structure of the Corporation there are three owners. There is the government, the general public, and also the carriers.

The carriers being subject to regulations, they can only ask their ratepayers to pay the rates that will be necessary to give a reasonable return to the investors in the enterprise. If profits are too high, the corporation must lower its rates. If profits are not high enough, it must ask permission to increase its rates in order to draw the capital that is necessary to run the business smoothly.

When the satellite company will give returns, the dividends that will go back to the original investors. And at that time those profits which are given back to the investors will be divided into three groups, i.e. the government, the carriers and the general public.

Now, the general public has not specifically subsidized the industry in terms of the present concept. In fact, the people who will subsidize the Corporation and make it artificially viable, will be CBC and the carriers. Now, if the profits are given back to the government as a shareholder in the telephone companies, I fully agree. But that companies X, Y, and Z which could be theoretically, foreign interests, and which in practice will certainly be so, i.e. either German, French or American, and not people who subsidized the company at the beginning, and that part of those profits will go to American, French, Swiss or German interests, is something I do not understand, I do not know if I have spoken clearly enough, but I believe that the person who has to pay higher rates in order to help make a company artificially viable, must, within a few years, be able to recover what he has invested in an artificial manner in this industry to make it viable.

[Texte]

M. Stewart (Cochrane): Si j'ai bien compris, monsieur de Grandpré, cela ne change absolument rien si on fait un profit ou si on perd de l'argent, parce que les taux imposés à vos contribuables seront...

M. de Grandpré: ...seront fixés par l'organisme de réglementation.

M. Stewart (Cochrane): Alors, vous ne pouvez pas faire de l'argent.

M. de Grandpré: Nous pouvons faire un profit raisonnable, selon la décision du comité de réglementation.

M. Stewart (Cochrane): Si le taux est fixé à 7 ou 8 p. 100.

M. de Grandpré: Si en 1955, par exemple, alors que les taux d'intérêt étaient beaucoup plus bas qu'aujourd'hui, l'organisme de réglementation a décidé que les actionnaires dans la compagnie avaient droit à un taux de bénéfices, disons de 5½ p. 100, qu'il considérerait comme raisonnable à ce moment-là, et si en 1969, le taux devait être, comme disait le ministre, de 8 à 12 p. 100 au lieu de 5½, vous auriez la marge où les taux de bénéfices doivent fluctuer. Mais si nous allons en-deçà du taux demandé, à ce moment-là, nous serons obligés de réduire nos taux selon la décision de la commission qui jugera si nos taux sont raisonnables ou ne sont pas raisonnables.

M. Stewart (Cochrane): Cela veut dire que le coût du satellite retombe sur les épaules du Canadien de plusieurs façons. Il y a le gouvernement et aussi les compagnies privées, puisque les contribuables seront obligés de payer des frais plus élevés.

M. de Grandpré: There is nothing free in this world, Mr. Stewart, if that is what you are driving at.

M. Stewart (Cochrane): That is fine. What I am coming to is the question of cost. I have been trying to find it out for weeks, and have not been able to get to the bottom of it.

We have found out that the carriers are going to have to subsidize; they are going to have to pay four times the price so that this corporation can break even. That means that the contributor is going to have to pay the shot. We have also discovered that incentive payments are involved, and we do not know whether or not these are included in the total cost.

We have also discovered that 18 out of the 20 stations in the north will be good for television only, and that if, at a later date, the other facilities have to be added, it is

[Interprétation]

Mr. Stewart (Cochrane): If I understand correctly, Mr. de Grandpré, it really makes no difference whether we make a profit or lose money because the rates that your taxpayers will be charged...

Mr. de Grandpré: ...will be regulated by the regulatory body.

Mr. Stewart (Cochrane): So you will not have a chance to make money.

Mr. de Grandpré: We will be allowed a reasonable profit, according to the decision made by the regulatory body.

Mr. Stewart (Cochrane): If the rate is set at 7 or 8 per cent.

Mr. de Grandpré: For example, if in 1955, when the rates of interest were much lower than today, the regulatory body has decided that the shareholders were entitled to a rate of return of, let's say, 5½ per cent, which it considered as a reasonable rate at that time, and if in 1969, the rate should be, as mentioned by the Minister, between 8 and 12 per cent instead of 5½ per cent, you would have the margin of profit allowed. But if we try to get more than this rate, we will then have to lower our rates according to the decision of the regulatory body that will determine whether our rates are reasonable or not.

Mr. Stewart (Cochrane): Hence, the cost of the satellite will be paid in several ways by the average Canadian. There is the government and also the private companies, since the taxpayers will have to pay higher rates.

M. de Grandpré: Rien n'est gratuit dans ce monde, monsieur Stewart, si c'est ce que vous voulez dire.

M. Stewart (Cochrane): C'est très bien. Je voulais en arriver à la question du coût. J'ai tenté de le trouver depuis des semaines et je n'ai pas réussi à l'obtenir. Nous avons constaté que les entreprises de communications devront offrir des subsides; elles devront payer quatre fois le coût des services pour que la société en arrive à un budget équilibré. Cela veut dire que le contribuable devra payer la note. Nous avons également découvert qu'il y a des primes de rendement qui sont inclus, nous ne savons pas si ces paiements sont inclus dans le coût total.

Nous avons enfin constaté que 18 des 20 stations qui seront construites dans le Nord ne serviront qu'aux services de télévision et que si plus tard on doit ajouter d'autres ser-

[Text]

going to be at additional cost. I do not know how much, but it is approximately \$2 million

• 1010

a station. You can figure that out very quickly. It is not far from another \$40 million.

Something else that perhaps you or Mr. Lester could tell us is how much it will cost to link these terrestrial facilities—these land stations—to the centre of cities? I believe Mr. Krupski, who was here the other day, said that these stations would not be in the city; that they would be outside. This means there is going to have to be a linkage cost. How many of these would be required across Canada? How much will it cost to link up each of these? It seems to me that this is another item about which we do not know anything, and I would like to find out something about that.

Mr. de Grandpré: May I ask Mr. Lester to answer that question. He is the expert on technical problems.

Mr. Lester: Mr. Stewart, the problem here is one of interference of usable frequencies on the radio spectrum; at the time when the development of satellites was taking place some years ago, there was a decision that the frequencies to be used for satellite operation would be in the 6000 megacycle band and the 4000 megacycle band; the 6000 up to the satellite and the 4000 coming down. Both of these are used in terrestrial microwave systems.

As you can understand the signal coming from the satellite could well interfere with a microwave signal on the ground, or vice versa. The signal from the satellite is very low in strength with the present technique of satellite. In terms of wattage, it is about one millionth of a billionth of a watt by the time it gets to the station; that is equivalent to a candle held 10,000 miles out in space.

You have to have a very sensitive detector. Therefore, you must receive the signal very well; this dictates the sophistication and the cost of the ground stations.

By the same token, if you have something on the ground which is interfering with this, or if in years to come we get, let us say, greater power in the satellites by some means or other, the signal would become heavier and you would have interference in the other direction. The net result of all this is an estimate that in the Canadian system we will be required to put the main ground or earth stations for the satellite about 80 miles away from a major city. This does not apply in a northern place like Frobisher. You do not

[Interpretation]

vices, cela va coûter encore plus cher. Je ne sais pas combien, mais il s'agit d'environ 2 millions de dollars de plus par station. Vous pouvez calculer cela très rapidement. C'est près de 40 millions de dollars.

Il y a également autre chose que vous ou M. Lester pourriez peut-être nous dire, soit combien cela va coûter pour rattacher ces installations terriennes, ces stations au sol, aux grandes villes? Je crois que M. Krupski, qui était ici l'autre jour, a dit que ces stations ne se trouveraient pas dans la ville; qu'elles seraient en dehors. Ceci veut dire qu'il faudra payer pour les relier. Combien en faudra-t-il à travers le Canada? Quel sera le coût pour relier chacune d'elles? C'est un autre point au sujet duquel nous ne savons rien et j'aimerais en savoir plus long.

M. de Grandpré: Je vais demander à M. Lester de répondre à cette question. C'est lui qui est l'expert des questions techniques.

M. Lester: Monsieur Stewart, le problème qui se pose ici c'est le problème du brouillage des ondes. Il y a quelques années on avait décidé que pour le fonctionnement d'un satellite, on utiliserait des bandes de fréquence de 6000 et 4000 mégacycles. On transmettra une bande de fréquence de 6000 mégacycles au satellite et celui-ci en retransmettra une de 4000. Et ces deux fréquences sont déjà utilisées dans les systèmes terrestres à hyperfréquences.

Et, comme vous le comprendrez bien, ces ondes envoyées par le satellite pourraient brouiller le signal à hyperfréquences au sol ou vice-versa. Au stade actuel de la technique des télécommunications par satellite, le signal provenant du satellite est très faible. En termes de puissance, il est égal à un millionième de billionième de watt lorsqu'il arrive à la Station; ce qui équivaut à une chandelle qui est à 10,000 milles dans l'espace. Il faut donc que le détecteur soit très sensible pour capter le signal. Et ceci, évidemment, est un facteur qui entre dans le coût de la station terrestre.

S'il y a quelque chose au sol qui brouille les ondes ou si, au cours des années à venir, la puissance devient plus grande dans les satellites, le signal sera plus fort et cela brouillera les ondes dans l'autre sens. Dans le réseau canadien, nous devons placer les stations terrestres qui reçoivent les ondes, à environ 80 milles d'une grande ville. Mais cela ne s'applique pas à une région du nord, telle que Frobisher car il n'y a pas d'interférence, ni de système à hyperfréquences. Mais, près de Montréal, Toronto, Winnipeg ou Van-

[Texte]

have the interference; you do not have microwave systems.

Adjacent to Montreal, Toronto, Winnipeg, or Vancouver we would need to have the satellite ground station about 80 miles away from the city. Therefore we would have to link it with the main centre of population to be used by a microwave system. The average cost of a microwave system of this type would depend upon the number of relay stations that you would have to supply; you put these in at an average of about 25 miles apart, because they are on a basis of line of sight signalling.

This means you must have four stations for such a link and these cost, on the average, \$250,000 each. This would total \$1 million for each case where a major ground station is linked to a major city.

Mr. Stewart (Cochrane): How many of those would there be in our case?

Mr. Lester: I am not familiar in detail with the number of stations that there would be, but we would be talking about a minimum of two; we would probably need four locations for which it would be necessary to have this kind of a linkage, to tie in the Canadian satellite system with the rest of the basic communication network; then it could be used for television or for telephone.

Mr. Osler: May I ask, Mr. Chairman, how far away from an actual microwave line would your receivers have to be? You said it had to be about 80 miles away from a city. What I am thinking of is a place like Winnipeg, where the microwave line could be 80 miles away from the city and 20 miles away from the main microwave line; in such a case, all you would have to do is go over to the main microwave line.

• 1015

Mr. Lester: No. You have to be away from the main microwave line as well, Mr. Osler. In the case of Winnipeg, you would probably try to go north of the city because there are microwave systems to the east, west and south. This situation is accentuated in our northern latitude as compared to, let us say, the southern states, as the angle of approach of the satellite signal is sharper because of the curvature of the earth. Therefore, the probable incidence of interference is greater here than it would be across the Californian south, for example.

Mr. De Bané: I see a contradiction; if you will permit me to explain. You told us in the brief that to add another channel to the present microwave system would cost around

[Interprétation]

couver, il faudrait que la station au sol soit située à environ 80 milles de la ville. Il faut donc rattacher cette station au centre urbain dans lequel il y aura un système à hyperfréquences. Le coût moyen d'un système de ce genre dépendrait du nombre de postes de relais qu'il faudrait construire. Je crois qu'on les place environ à 25 milles de distance car ils sont basés sur la signalisation en ligne. Cela veut dire qu'un tel lien, nécessite l'installation de 4 postes et chacun coûte, en moyenne \$250,000. Ce qui ferait un total de 1 million de dollars chaque fois qu'une importante station au sol serait liée à une ville principale.

M. Stewart (Cochrane): Combien y en aura-t-il?

M. Lester: Je ne sais pas exactement combien il y aura de stations, mais on parle d'en avoir au moins deux. Peut-être en aurons-nous besoin de quatre et, dans ce cas, il faudrait établir un lien semblable pour rattacher le réseau de satellite canadien au réseau de communications. Puis, par la suite on pourrait s'en servir pour la télévision ou le téléphone.

M. Osler: Monsieur le président, puis-je demander à quelle distance d'une ligne à hyperfréquences devront être les récepteurs? Vous avez dit que les stations devaient se trouver à environ 80 milles de la ville, mais je pense, par exemple, que dans le cas de Winnipeg, la ligne à hyperfréquences pourrait se trouver à 80 milles de la ville, mais à 20 milles de la ligne à hyperfréquences principale. Dans un tel cas vous n'auriez qu'à vous rendre à cette ligne principale.

M. Lester: Non, monsieur Osler, vous devez être également éloigné de la ligne à hyperfréquences principale. Dans le cas de Winnipeg, vous tenteriez probablement d'aller au nord de la ville puisqu'il y a des réseaux à hyperfréquences à l'est, à l'ouest et au sud. Cette situation est plus frappante dans les latitudes boréales que dans les états du sud par exemple, où l'angle d'accès du signal par satellite est plus aigu à cause de la courbure de la terre. Ainsi le danger de brouillage des ondes est plus grand ici que dans le sud de la Californie, par exemple.

M. De Bané: Je crois qu'il y a une contradiction, si vous me permettez, je m'explique.

Vous nous avez dit, qu'ajouter un autre canal au système à hyperfréquences actuel va

[Text]

\$1.25 million; now you say that to build a microwave system of 100 miles would cost around \$1 million. That means one of the two figures is too low. Perhaps you meant that with the present microwave system, if you would like to add another channel, it would cost around \$1.25 million and now, if you would like to connect the stations to the cities by microwave at a 100 mile distance, it would cost about \$1 million.

Mr. Lester: I would like to explain that, Mr. De Bané. We are not really speaking about the same thing.

First let us talk about the \$1.25 million. The \$1.25 million is not the expense or the incremental costs of adding a microwave channel. It is the fully allocated cost of the plant that is there now, to produce a channel capable of carrying a television program. This works out to \$1.25 million; it is equivalent to a satellite channel that would carry 500 telephone circuits.

We have found out recently, and Mr. Krupski mentioned it the other day, that the capacity of these satellite channels will be somewhat less than the 500 because of access from several points; this reduces the usability of this system and brings it down to about 330, so that the \$1.25 million tends to be less than that. It might be around \$1 million.

I was in the background the other day, and you mentioned a figure of \$800 million as the cost. The estimated total cost—and it is estimated because the books are not kept fully this way—of the microwave systems across Canada, which carry interprovincial traffic, not those that are internal to Quebec and Ontario, is approximately \$250 million. This represents over 68,000 radio-channel miles. Actually it represents about 5 million circuit miles, but each radio-channel mile is capable of putting out a television channel.

The \$250 million is the figure that corresponds to the \$1 million for 80 miles of which I am speaking. This is the full structure to get a radio system of any sort, be it one radio channel or twelve, in from this outlying point to the city. Therefore, the two figures really are not comparable.

[Interpretation]

coûter 1 million et quart de dollars. Et maintenant vous dites que pour construire un système à hyperfréquences d'une longueur de 100 milles, ça va coûter 1 million de dollars. Il y a donc un des chiffres qui n'est pas assez élevé. Peut-être vouliez-vous dire que si avec le système à hyper-fréquences actuel, vous vouliez ajouter un autre canal, cela coûterait un million et quart de dollars et si maintenant vous rattachiez les stations aux villes par des réseaux à hyperfréquences, sur une distance de 100 milles cela coûterait 1 million également.

M. Lester: J'aimerais vous expliquer cela, monsieur De Bané. Je crois que nous ne parlons pas de la même chose.

Le montant de 1 million et quart de dollars n'est pas exactement le prix de ce qu'on pourrait appeler l'addition d'un canal de communications par micro-ondes. C'est le coût nécessaire pour les installations actuelles d'un canal capable de diffuser une émission de télévision. Ceci s'établit à un million et quart de dollars et correspond à un canal de communications par satellite qui pourrait permettre de faire 500 circuits téléphoniques.

Nous avons récemment constaté, et M. Krupski l'a mentionné l'autre jour, que la capacité de ces canaux de communications par satellite sera d'un peu moins de 500, parce qu'on peut y accéder de différents points; cela réduit la possibilité d'utiliser ce système et le ramène à environ 330, de sorte que le million et quart de dollars serait un chiffre trop élevé. Ce ne serait plus qu'un million.

Je vous ai entendu, l'autre jour, mentionner le chiffre de 800 millions de dollars comme étant le coût.

Le coût estimatif total et c'est un coût approximatif, car les livres ne sont pas tenus exactement de cette façon, du système à hyperfréquences dans tout le Canada, qui assure les télécommunications interprovinciales, non pas celles qui sont internes au Québec et à l'Ontario, s'établit à environ 250 millions de dollars. Et ceci représente un peu plus de 68,000 milles de voie radiotéléphonique. En réalité, cela représente environ 5 millions de milles de circuit, mais chaque mille de voie radiotéléphonique peut porter une chaîne de télévision.

La somme de 250 millions de dollars est le chiffre qui correspond au 1 million de dollars pour les 80 milles dont je parle. C'est tout l'échafaudage qu'il faut pour obtenir un réseau radiophonique de quelque nature, que ce soit une voie radiotéléphonique ou douze, pour assurer la communication à partir d'un point éloigné jusqu'à la ville. Ces deux chiffres ne sont donc pas comparables.

[Texte]

The Chairman: On the same point, Mr. Schreyer.

Mr. Schreyer: I wanted to ask the witness, Mr. Chairman, for clarification of one important point. Could he explain in a little more detail why it is necessary to beam the satellite signal to a receiving station as far as 80 miles away from the metropolitan centre? Why could it not be beamed in on a receiving station just 20 or 30 miles away?

• 1020

Mr. Lester: I think we have to understand, Mr. Schreyer, that we are in a developing art here. The best calculation that the engineers have been able to make, to be reasonably sure that we do not have interference and therefore lose the effective use of a satellite system, is to put this about 80 miles away from the main city.

If we get directional beams from a satellite which are narrower than those which we are now contemplating—and this is in the years to come—it might be possible to narrow this distance a little. As long as we are using the particular frequencies which are now allotted internationally for satellites I, personally, cannot see our getting close to the big city. The 80 miles may shrink a bit and therefore my million dollars might shrink a bit, but at the present state of the art—and I would say that this would last through the next five years—we would be very ill-advised, in my opinion as an engineer, to locate these stations any closer to the big cities than 80 miles.

Mr. Stewart (Cochrane): Mr. Lester, this is very interesting. We now have a fourth hidden cost—the cost of linkage. Now it does not seem to be very many million dollars but we seem to be picking up a million here and a million there and it will not be very long until we are at that figure of a couple of hundred million which seemed to be the object of such humour for some people in the Department.

There is another aspect of this cost, Mr. Lester, that I would like you to tell us something about. The other day, when we were discussing the question of time delays, the Minister did not seem convinced that this was a problem. However, I believe that it is necessary to have expensive echo suppressors, and I wonder if you could comment on this. Do they actually suppress, are they an expensive thing, and just how serious a problem is this?

[Interprétation]

Le président: Sur le même sujet, monsieur Schreyer.

M. Schreyer: Monsieur le président, je veux demander au témoin d'éclaircir un point très important. Pourrait-il donner plus de détails au sujet de la question suivante, à savoir pourquoi il est nécessaire de transmettre le signal de télécommunication par satellite à un poste récepteur éloigné d'au moins 80 milles du centre métropolitain? Pourquoi ne pourrait-on pas transmettre ce signal à 20 ou à 30 milles?

M. Lester: Il faut comprendre, monsieur Schreyer, que nous sommes dans une entreprise en voie de développement. Et les meilleurs calculs qui ont été effectués par les ingénieurs, afin de s'assurer qu'il n'y aurait pas de brouillage sur les ondes et que nous pourrions toujours nous servir du satellite d'après les meilleurs calculs, l'antenne devrait se situer à 80 milles du grand centre.

D'un autre côté, si nous pouvons obtenir des faisceaux directionnels d'un satellite qui est plus précis que celui que nous envisageons, et ceci dans les années à venir, nous pourrions nous rapprocher davantage, aussi longtemps que nous utilisions les fréquences particulières qui sont actuellement distribuées à l'échelle internationale pour les satellites, je ne peux pas voir personnellement que nous nous rapprochions de la grande ville. La distance de 80 milles peut diminuer et les millions de dollars aussi, mais à l'heure actuelle, je ne dirais pas que cela durerait encore 5 ans, nous serions très maladroits, à mon simple avis d'ingénieur, de placer ces stations plus près des grandes villes que 80 milles.

M. Stewart (Cochrane): C'est très intéressant. Il y a maintenant un quatrième facteur inconnu, soit le coût du couplage. Il ne semble pas qu'il s'agisse de plusieurs millions de dollars, mais nous semblons prendre un million par-ci, un million par-là, et ça ne prendra pas beaucoup de temps pour que nous atteignons le chiffre d'une couple de centaines de millions de dollars, ce qui a semblé faire l'objet des rires de quelques employés du Ministère.

Il y a un autre facteur que j'aimerais vous voir préciser. L'autre jour, lorsque nous avons parlé de la discussion sur le temps de transmission, le ministre n'a pas semblé croire qu'il s'agissait d'un problème. Mais, je crois qu'il faudra installer des supprimeurs d'écho dispendieux. Je me demande si vous pourriez nous donner quelques précisions là-dessus. Sont-ils efficaces, sont-ils dispendieux et s'agit-il d'un problème grave?

[Text]

Mr. Lester: Well, Mr. Stewart, this problem has to do with some unchangeable forces of nature and some man-made inventions. There is nothing that you or I can do about the speed of light or electricity—it has to be 186,000 miles a second regardless of what I might desire to make it.

The round-trip delay, so to speak, from me to you via satellite and back again—because that is the problem of echoing—is .6 of a second, and if you have two satellite hops together it is obviously 1.2 seconds. Now tests have been made in this country and overseas by the British and by the Americans on what you might say artificially delayed circuits to test out what this thing is. And there is an impairment, it has a problem—a problem in clarity of speech. Gradually you lose the odd syllable and it comes echoing back to you and so on, on a single hop basis. On a two-hop basis, where a Canadian satellite circuit was connected to an overseas satellite circuit, you would then get into a very difficult situation in terms of degradation of speech. So there is a problem. Now how do you cure it? As I say, you cannot do anything about the delay itself, but you can mitigate the thing. In telephone circuits for many years we have had echo suppressors.

The other area in which we have had problems in echo is in the matter of long distance cables. The speed of propagation here is much slower than it is by microwave. We have had echo suppressors in these cables. It is not nearly as heavy a problem as it is via satellite, however, and the echo suppressors have been comparatively inexpensive articles.

The echo suppressors that have been designed and which we think will be a help in the satellite situation are very expensive. These are the things which applied to the east-west satellite channel, represent the difference that Mr. Krupski mentioned between in the order of \$3.5 to \$4 million charged to the Satellite Corporation by the Trans-Canada Telephone System people and a figure of \$4.5 to \$5 million a year which is what it would actually cost the common carriers.

Now what does it do in terms of a single

• 1025

hop, with just one satellite system being used? This would clear up the echo situation pretty satisfactorily. You still, in my opinion, would not have as sharp a circuit, as good a circuit in terms of two-way conversation as you have via microwave or via transatlantic

[Interpretation]

M. Lester: Monsieur Stewart, ce problème dépend des forces immuables de la nature et de quelques inventions humaines. On ne peut rien faire ni vous, ni moi, pour changer la vitesse de la lumière ou de l'électricité, qui doit être de 186,000 milles à la seconde, indépendamment de ce que je voudrais en faire.

Le temps de transmission aller et retour, de vous à moi, par le truchement d'un satellite et le retour, parce que c'est un problème d'écho, dure .6 seconde. Si vous désirez deux bonds, il est évident que cela fera 1.2 seconde. On a effectué des essais au pays et à l'étranger, par les Britanniques et les Américains, sur ce que vous pourriez appeler des circuits différés de manière artificielle pour étudier cette question. Il y a une réduction de la qualité de transmission et c'est un problème relatif à la netteté de la voix. Vous perdez graduellement les syllabes ordinaires et cela vous est répété et ainsi de suite en un bond. S'il y a deux bonds, lorsqu'un circuit par satellite canadien a été relié à un circuit par satellite d'outre-mer, vous seriez placés dans une situation très difficile, à cause de la détérioration de la voix. Il y a donc un problème. Comment peut-on y remédier? Comme je l'ai dit, vous ne pouvez rien faire pour le temps de transmission lui-même, mais vous pouvez contester cette chose. Pendant plusieurs années, nous avons eu des supprimeurs d'écho dans les circuits téléphoniques.

Nous avons eu d'autres problèmes d'écho pour les câbles à grande distance. La vitesse de propagation est beaucoup plus faible que pour les ondes hertziennes. Nous avons eu des supprimeurs d'écho dans ces câbles. Ce n'est pas un problème aussi compliqué qu'avec les satellites. Cependant, les supprimeurs d'écho étaient relativement modiques.

Les supprimeurs d'écho qui ont été conçus et qui, à notre avis, vont nous aider avec les satellites, sont très dispendieux. C'est le genre de chose qui s'appliquait à la voix entre l'est et l'ouest par satellite et qui représente la différence qu'a mentionnée M. Krupski, soit entre 3.5 et 4 millions de dollars, portée au compte de la Société de Télécommunication par satellites par le Réseau téléphonique transcanadien et au chiffre de 4.5 à 5 millions de dollars par an, ce qu'il en coûterait à l'exploitant ordinaire.

Quel est le résultat pour un seul bond quand on n'utilise qu'un système à satellites? Cela ferait disparaître l'écho de façon très satisfaisante. Le son ne sera peut-être pas aussi clair ni aussi net lors d'une conversation bilatérale qu'au moyen d'un câble transatlantique ou qu'avec des hyperfréquences. Mais, il n'en reste pas moins, que le circuit sera suffisant. C'est la seule raison pour laquelle on

[Texte]

cable, but you would have a satisfactory circuit and this is one of the reasons that we have been advocating the use of satellites into the north.

It is really the only way to get there economically for volume of circuits. We have now the scatter systems and the HF radio systems, but if we get into appreciable industrial development we are going to need something like a satellite system in the North.

For these reasons the ITU people established a recommendation that the maximum delay on overseas circuits should be in the order of 400 milliseconds, which is .4 of a second. This dictates that certainly you would not have more than one satellite hop. And since we are going to, and I think rightly, develop a lot of transoceanic satellite circuits, they are in fact cheaper than cable circuits in volume and that kind of thing—although there is a field both for cable and satellites. I would expect there is a strong probability that half of the transatlantic conversations from Canada would well be via satellite. Therefore we would have to put a block in our equipment at the connecting point to make sure that no conversation going via satellite on a domestic system would also hook onto a transatlantic satellite system. Now this can be done. But this is the way it would be used. The other alternative which has not been tested out yet in respect of domestic services is to have the circuit go via satellite in one direction and via microwave in the other, and this cuts down your delay.

Mr. Stewart (Cochrane): Would you permit me one more question, Mr. Chairman, and then I will pass along to someone else.

Taking into consideration the advantages and also some of the disadvantages that have been mentioned such as sun-outages, time delays and so on, I wonder if you could comment, Mr. Lester, on the reliability of this system? Is it going to break down? Is there such a thing as back up? How long would we be without this thing if something went wrong?

Mr. Lester: Well, I think you have to recognize that we in this country and in the States for that matter, have grown used to a very reliable telecommunications system and statistically the amount of outage is something less than 1/10 of 1 per cent of the time. The reason for this is that we in almost all cases have back up, sometimes several routes,

[Interprétation]

a préconisé l'emploi de satellites dans le Nord.

C'est vraiment la façon la plus économique de desservir cette région, sur le plan du volume des circuits. Nous avons également les systèmes diffus et de radiodiffusion à haute fréquence, mais si nous accusons un essor industriel considérable, nous aurons besoin d'un système de télécommunications par satellites pour desservir le nord.

C'est pourquoi les employés de l'U.T.I. ont formulé une recommandation à l'effet que le délai d'attente maximum pour les circuits transmarins devrait être fixé à 400 millièmes de seconde, ce qui représente .4 seconde. Cela sous-entend que vous n'auriez pas plus qu'un bond de satellite. Je pense vraiment que nous allons aménager un grand nombre de circuits par satellites transocéaniques qui coûtent moins cher que les circuits par câbles, sur le plan du volume et des choses du genre, même s'il y a un secteur pour le câble et le satellite. Je m'attendrais à ce qu'il y ait une forte possibilité que la moitié des conversations transatlantiques en provenance du Canada pourrait être faite par satellites. Il faudra installer un bloc au raccordement pour s'assurer qu'aucune conversation par satellites, à l'intérieur du pays, ne s'accroche au système par satellite transatlantique. Nous pouvons maintenant le faire. C'est la manière dont on s'en servirait. L'autre possibilité qu'on n'a pas encore examinée dans le cas du service national, est d'installer un circuit qui passe par un satellite en un sens et par une onde hertziennne dans l'autre sens, ce qui réduit le délai d'attente.

M. Stewart (Cochrane): On me permettra une dernière question? Je céderai ensuite la parole à quelqu'un d'autre.

Si on tient compte des avantages et de quelques inconvénients dont on a fait mention, soit les périodes muettes causées par le soleil, le temps de transmission et autres, je me demande si monsieur Lester pourrait apporter quelques commentaires au sujet de la sécurité de fonctionnement du système. Aura-t-il une panne? Peut-il être secondé? Combien de temps en serions-nous privés s'il venait à être défectueux?

M. Lester: Il faut se rappeler à mon avis, que dans ce pays et aux États-Unis, nous avons l'habitude d'utiliser un système de télécommunications très fiable. Du point de vue statistique, la quantité de périodes muettes est moins élevée qu'un dixième de 1 p. 100 du temps. Cela vient du fait que nous avons des solutions de rechange, parfois de nombreuses

[Text]

and we keep them hot, as we say, by routing part of the traffic all the time over each of the routes. So that we are always taken care of. In a city like Ottawa, for example, we have I think three if not four entrance points to the city so that we can bypass and that kind of thing.

Now the original proposal that the common carriers made to the government had this thought in mind and, as you may remember, proposed two satellites in the air and one on the ground ready to go, as it were. This would mean that in the event of serious sunspots or a real delay you could switch from one satellite to the other and have continuity, and in case of real trouble you would be able to get the third satellite launched rather quickly.

Now we have to recognize that satellites are expensive, that launching is very expensive and that the cost of launching has gone up very considerably since the time we were making the original proposal of the common carriers to the government. I think this is probably the reason. Although I certainly should not adopt ideas, I would expect that this is the reason that the engineers and the project officers have said, well, in order to get Canada's place in the sun, literally—which I think is important with a satellite—let us go for what the Minister I think has called a Compact rather than a Cadillac, and the sys-

• 1030

tem as now proposed would have one satellite in the air and one on the ground 90 per cent complete.

Now this means that for approximately 30 minutes each year in which there is sun passage—fifteen minutes twice a year—service would be seriously impeded for that particular length of time via satellite. Maybe we could argue that this can lived with, and certainly in the international field in the Intelsat satellites, there is very good performance generally. Some of these sun passages simply are gaps in communication. But they have alternate means, bear in mind, of transoceanic cables to go back to.

In this case the only back-up we would have would be the terrestrial microwave systems. The scheme of having one rather than two satellites in the air, which I presume is justified economically, does something of course for continuity of this service. If something serious went wrong, such as a gas leak which would take the satellite out of orbit or something like that—Dr. Chapman is much

[Interpretation]

voies d'acheminement, et nous les maintenons en acheminant toujours une partie du trafic au-dessus de chacune de ces voies. Nous en prenons donc toujours soin. Dans une ville comme Ottawa, par exemple, il y a, je crois, trois sinon quatre entrées dans la ville et nous pouvons donc dévier du trafic et ainsi de suite.

La proposition originale des sociétés d'exploitation présentée au gouvernement, suivait cette ligne de pensée et si vous vous rappelez bien, on proposait le lancement de deux satellites et un satellite au sol qui serait prêt à être lancé. Au cas où il y aurait un vrai délai de transmission, on pourrait passer d'un satellite à un autre. Avoir une certaine continuité, et s'il y avait un problème grave, on pourrait lancer assez rapidement le troisième satellite.

Il faut reconnaître que les satellites coûtent cher, le lancement aussi, et que le coût du lancement s'est accru considérablement depuis que nous avons fait la première proposition des sociétés d'exploitations ordinaires au gouvernement. Voilà probablement pourquoi il ne faudrait pas adopter certaines idées. Je pense que c'est la raison pour laquelle les ingénieurs et les agents du projet on dit que pour que le Canada ait sa place au soleil, qui, d'après moi, est important si on a un satellite, adoptons ce que le ministre a appelé la formule réduite au lieu de la formule de grandeur. Le système projeté serait composé d'un satellite en orbite et d'un au sol, qui serait presque complet.

Cela signifie que pendant 30 minutes par année, période où le service serait entravé considérablement par le passage du soleil, quinze minutes, deux fois par an, avec le système par satellites. On pourrait peut-être faire valoir l'argument qu'il serait possible de vivre ainsi, et il est certain que sur le plan international, les satellites *Intelsat* donnent déjà de très bons résultats en général. Certains de ces croisements du soleil présentent simplement un bris temporaire des communications. Mais on pourra toujours avoir recours et il ne faut pas l'oublier, aux câbles transocéaniques.

Dans le cas en cause le seul autre système auquel on pourra avoir recours est le système à hyper fréquence au sol. La proposition de n'avoir qu'un seul au lieu de deux satellites en orbite qui se justifie probablement du point de vue économique, affecte la continuité du service. Si quelque chose ne va pas, s'il y a une fuite de gaz, par exemple, et que le satellite est perdu, ou quelque chose

[Texte]

more familiar than I am with the possibility—then we would have a period of delay until the second satellite could be completely readied and launched. This would mean the scheduling of the launching, and could take up to six months. I think that is the only answer I have.

Mr. Stewart (Cochrane): Thank you.

The Chairman: Mr. Schreyer.

Mr. Schreyer: Mr. Chairman, since the witness is an engineer working for a private firm that has to concern itself with costs, I think it would be useful to have his opinion as to the Minister's estimate of the total cost of the project. I would like to ask the witness if he is quite confident that the estimates are in large part likely to be very accurate, or whether he thinks there is a danger that the actual final cost of achieving this capability will be so far from present estimates that we will have a national arts centre in the sky.

The Chairman: I do not think we would want one of those up there, Mr. Schreyer! Mr. Lester.

Mr. Lester: As an engineer I cannot give you a firm opinion on somebody else's cost estimates because I do not know what the specifications are, and I would not want somebody doing that to my estimates. I know that the project office have competent engineers in their employ and they assume, predicated on the assumptions that they have made as to two satellites rather than three, certain launching costs which I do not know, because this is an arrangement between the Canadian government and the NASA people, and they have arrived at this figure of \$65 to \$75 million.

The satellite itself and the launch costs are a high proportion of the total figure, and on neither of these have I got any feel of the specifications. I really do not think myself competent to say that the \$65 million to \$75 million may or may not happen.

Mr. Schreyer: Do I take it then, that your position is that you can neither question nor support the estimates that have been given us by the Department?

Mr. Lester: This is essentially so. I have no comment on them. I would suggest that any project of this type in a very new art has a real hazard with regards to its estimates. I

[Interprétation]

du genre, M. Chapman s'y connaît sûrement plus que moi—nous aurons alors une période d'attente jusqu'à ce que le deuxième satellite soit préparé et lancé. Il faudrait établir la date du lancement qui pourrait prendre jusqu'à six mois. Je pense que c'est la seule réponse que je peux vous donner.

M. Stewart (Cochrane): Merci.

Le président: Monsieur Schreyer.

M. Schreyer: Monsieur le président, puisque le témoin est un ingénieur et qu'il travaille pour une entreprise privée qui s'intéresse certainement aux coûts, et il serait peut-être utile qu'il nous donne son opinion en ce qui concerne les prévisions du ministre quand au coût global du projet. Je voudrais demander au témoin s'il est convaincu qu'en général les prévisions sont d'un ordre de grandeur assez précis, ou alors s'il pense qu'il y a un risque que le coût final réel de l'aménagement de ce potentiel dépassera tellement les prévisions actuelles que nous nous retrouverons avec un autre éléphant blanc comme le Centre National des arts dans le ciel.

Le président: Je ne pense pas que nous voudrions nous retrouver avec ce genre de spectacle. Monsieur Schreyer! Monsieur Lester.

M. Lester: A titre d'ingénieur, je ne peux pas vous donner une opinion sérieuse sur les prévisions des coûts établies par quelqu'un d'autre parce que je ne sais pas quelles sont les normes, et je ne voudrais pas que quelqu'un fasse la même chose au sujet de mes propres prévisions. Je sais que le bureau du projet a des ingénieurs compétents à son service et qu'ils ont fait des prévisions, en se fondant sur l'hypothèse qu'il faudra deux et non pas trois satellites, le coût de lancement des satellites que je ne connais pas, puisqu'il s'agit d'une entente entre le gouvernement canadien et les gens de la NASA aux États-Unis, et ils sont arrivés au chiffre de 65 à 75 millions de dollars.

Le coût du satellite et du lancement représente une forte proportion du coût total et je n'ai pas dans l'un et l'autre cas, une idée des normes. Je ne me sens pas en mesure de dire si le coût sera vraiment de 65 ou de 75 millions de dollars.

M. Schreyer: Est-ce que je dois en conclure que votre position est que, sans les mettre en doute, vous n'appuyez pas les prévisions établies par le ministère.

M. Lester: Oui. Je n'ai pas de commentaire à faire à leur sujet. Je propose que tout projet de ce genre dans un nouveau domaine comporte un élément de risque considérable à

[Text]

have had some painful experiences myself in this respect, and it could be that there could be some over-expenditure. There might conceivably be some under-expenditure, though this does not very often happen.

Mr. Schreyer: Thank you.

Mr. Dinsdale: Would it be possible to say, Mr. Lester, that the cost of providing television service to Canadians will be considerably

• 1035

increased by the advent of the satellite? We have had testimony to this effect, that the television communication service is already quite adequate and comprehensive in both the North and the South. So that any additional expenditure in the satellite field will eventually reflect back to the consumer of the service. Therefore, we will be faced with a problem of increased telephone service rates.

Mr. Lester: With regard to the main point of your question, I think we have to be careful that we are not comparing apples and oranges. Television service as it is now provided by the two main networks is, as you say, very adequate in the South and covers...

Mr. Dinsdale: I say telephone service?

Mr. Lester: Pardon?

Mr. Dinsdale: Telephone service?

Mr. Lester: You were talking about television service, if I understood you, to start off with.

Mr. Dinsdale: No, it was telephone service.

Mr. Lester: All right. You better restate your question, if you would. You are talking about telephone service.

Mr. Dinsdale: Yes, I am talking about telephone service and the additional costs that will accrue from the advent of the satellite facility. I think I said that we had evidence before the Committee that telephone service is already adequate in the South and in the North, and the satellite in the initial stages would not facilitate technically or technologically, in a complementary way, the telephone service that is already available in Canada.

Bell and Trans-Canada are going to invest substantially in the Telesat system. Who is going to bear the costs of this additional supplementary or complementary facility? And

[Interpretation]

l'égard des prévisions. J'ai moi-même eu des expériences malencontreuses dans ce domaine et il est possible que les dépenses dépassent les prévisions. Il est même possible que les dépenses soient inférieures, bien que cela ne se présente pas très souvent.

Mr. Schreyer: Merci.

M. Dinsdale: Serait-il possible de dire, M. Lester, que le coût de diffusion des émissions de télévision aux Canadiens seront considérablement augmentés par l'introduction du satellite? Nous avons eu des témoignages en ce sens, c'est-à-dire que le service de télévision est déjà adéquat et complet tant dans le nord que dans le sud du Canada, de sorte que toutes dépenses supplémentaires dans le domaine des satellites se traduira, en somme, par des coûts accrus aux consommateurs. Nous aurons donc un problème des hausses du tarif téléphonique.

M. Lester: En ce qui concerne le principal point de votre question, je crois qu'il faut se garder de comparer les oranges aux pommes. Comme vous le dites, les services de télévision qui sont fournis actuellement par les deux principaux réseaux sont très adéquats dans le Sud et couvrent...

M. Dinsdale: Je veux dire service téléphonique.

M. Lester: Pardon?

M. Dinsdale: Je parle de service téléphonique.

M. Lester: Vous parliez du service de télévision au début, si je ne m'abuse.

M. Dinsdale: Non, je parlais de service téléphonique.

M. Lester: Mais alors il faudrait peut-être que vous reformuliez votre question. Vous parlez du service téléphonique.

M. Dinsdale: Oui. Je parle du service téléphonique et des coûts additionnels qui pourraient découler du service par satellite. Je pense avoir dit que le comité a entendu des témoignages selon lesquels les services téléphoniques sont déjà adéquats dans le Sud et même dans le Nord et que, au début, en tout cas, le service par satellite ne favorisera pas, au point de vue technique ou technologique, le service téléphonique actuel au Canada.

La compagnie Bell et le réseau transcanadien investiront des sommes considérables dans le réseau Télésat. Qui paiera les frais de ce service additionnel ou de ce service

[Texte]

would it mean that the consumer of telephone service in Canada will be bearing the cost, the additional costs, without in the initial stages at least having enhanced or improved service or facilities?

Mr. Lester: I think Mr. de Grandpré covered this broadly, but the quick answer is that in the initial period what you say would happen. There will be costs which, in order to launch this system, will be higher than expansion of the present telephone system would produce, and for the initial period the telephone subscribers would be bearing the brunt of that additional cost. However, I would hope that we would not be launching the satellite system at all if we did not feel that at a future date we would have an economically viable system, and I think the people in the Department would subscribe to that, and that in those future times—I do not know how many years this would be—the system would become more profitable and therefore that profit would redound to the telephone users.

Mr. Chairman, to illustrate my point perhaps we could go back to one of the more recent technological innovations which took place, which was the so-called tropospheric scatter system in which you bounce a high-powered signal off the troposphere and you are able to get away with stations 200 miles apart in place of 30 miles apart on microwave.

We in Bell put in the first system in the world on this as a matter of fact, up the East Coast for defence purposes in 1954-55. And we followed that with the first commercial system up through to Goose Bay. First of all, we were not sure of the costs even though we had made our estimates, and secondly, we were not sure as to what on a practical basis the ultimate capacity of this system would be.

● 1040

Our initial estimates were predicated on being able to get 60 telephone circuits over this system. The system went in from Sept-Îles to Goose Bay with a branch through to Schefferville in 1958. Five years later there were 190 circuits working on that system rather than 60, and we now have 210 circuits working on it. And we think that is the capacity of the system.

In that ten-year period this system has gone from something which certainly was not adding any more profit to Bell's coffers than some of the extensions which we have to make in rural territory were to a system which I would expect is paying its way, and paying its way reasonably well. I hope this

[Interprétation]

complémentaire? Faut-il en conclure que les abonnés du téléphone au Canada paieront les frais, les frais supplémentaires, de ce service de Télésat sans en tirer, au début du moins, de meilleurs services?

M. Lester: Je pense que monsieur de Grandpré a parlé de ce sujet d'une façon générale, mais pour vous donner une réponse rapide, durant la période initiale, il est très possible, comme vous dites, que les coûts de lancement du système seront plus élevés que l'expansion du réseau téléphonique actuel qui sera produite, de sorte que les abonnés du téléphone devront assumer, en grande partie, les frais supplémentaires. Mais j'espère que nous ne lancerions pas un système de satellites si nous n'estimions pas que le système deviendra rentable à un moment donné. Je pense que les gens du ministère en conviendront, et que, dans l'avenir, je ne sais pas dans combien d'années, le réseau deviendra plus rentable et ses bénéfices seront répartis entre les abonnés.

Monsieur le président, pour faire comprendre ce à quoi je veux en venir, permettez-moi de citer l'exemple d'une innovation technologique plus récente, à savoir le système de faisceau hertzien transhorizon par lequel on peut, en lançant un signal puissant contre la stratosphère, le recapter à une distance de 200 milles, par comparaison à 30 milles pour le système de micro-ondes. La compagnie Bell Canada a mis au point le premier système de ce genre au monde sur la côte est en 1954-1955, à des fins de défense. Nous avons ensuite ajouté le premier réseau commercial jusqu'à Goose Bay. En premier lieu, nous n'étions pas certains des coûts, malgré les prévisions que nous avions établies, et deuxièmement nous ne savions pas, du point de vue pratique, quelle serait la capacité de ce système.

Nos premières prévisions étaient fondées sur les 60 circuits de téléphone que le réseau devait fournir. Le réseau a été mis en place entre Sept-Îles et Goose Bay, avec un embranchement vers Schefferville en 1958. Cinq ans plus tard, ce système comptait 190 circuits au lieu de 60, et il en compte maintenant 210. Nous pensons que la capacité du réseau est atteinte.

Ce système a évolué au cours de cette période de 10 ans. On est parti d'un système qui n'offrait à Bell Canada que quelques circuits dans les régions rurales qui sont devenues assez rentables.

J'espère que la même chose se produira avec le réseau de satellites canadiens. Voilà ce

[Text]

same kind of thing will happen with the Canadian satellite system. Certainly this is what we in Bell, as well as the Trans-Canada people, are trying to do and what I am sure the Department is trying to do.

For example, in connection with the third channel, which has been talked about as being taken by the telephone companies, the thought is—and negotiations are still underway—that two-thirds of this would be paid for by Bell as an experimental channel. Why an experimental channel? Earlier this morning I mentioned the work that we have been doing on ground stations, and so on, and one of the things we hope to do—and we hope to have the co-operation of the CRC and the CRTC on this—is find out over the years what you can do in the way of the capacity of this channel. I mentioned earlier that we can only get 330 telephone circuits on it. By developing some refined hardware and systems can we get it closer to the 600 circuits that it is theoretically possible to get out of it. This is the sort of thing that needs to be done and this is why I feel we need to get ahead with a satellite system but, of course, there must be an equitable distribution with respect to responsibilities, costs, and so on.

The Chairman: Mr. De Bané.

M. De Bané: Monsieur le président, je voulais poser une question relativement aux chiffres donnés par le ministre. Il y a une chose que je n'arrive pas à comprendre: Bell Canada est incapable de confirmer ou d'infirmer les chiffres du ministre, c'est cela, le problème?

M. de Grandpré: Ce que M. Lester a dit tantôt, c'est que, comme ingénieur et n'ayant pas vu les devis et les détails du projet, il n'était pas en mesure de confirmer ou d'infirmer les chiffres.

M. De Bané: Mais, conformément à ce qu'on nous a dit, Bell Canada a un de ses employés qui fait partie du bureau du projet, M. Richard Norman, je pense, depuis au-delà d'un an. Alors, depuis ce temps, vous avez un employé qui travaille en collaborator avec les fonctionnaires du gouvernement; c'est ce qu'on nous a dit.

Est-ce vrai et, si oui, n'êtes-vous pas au courant de tous les détails?

Mr. Lester, you stated that you were unable to confirm or deny the amount of money specified by the Minister because you were unaware of the details, and I was asking if it was true that one of your employees has been working in Ottawa for a year with the project bureau on that question and that he is fully

[Interpretation]

que nous de la compagnie Bell et du réseau trans-Canada, et même notre ministère, j'en suis certain, voulons réaliser.

Par exemple, à propos du troisième canal, dont se sont appropriées, dit-on, les compagnies de téléphone, on croit et on dit encore à l'heure actuelle que Bell Canada en paiera les deux tiers, le considérant comme canal expérimental. Pourquoi est-ce un canal expérimental? Plus tôt ce matin, j'ai parlé du travail que nous avons fait dans des stations terrestres. Nous espérons avoir la collaboration du Conseil national des recherches et du Conseil de la Radio-Télévision canadienne dans ce domaine, pour trouver au cours des années ce que l'on peut faire de ce troisième canal. J'ai dit auparavant qu'il pourrait y avoir 330 circuits téléphoniques. En perfectionnant les réseaux, pourrions-nous y installer à peu près 600 circuits? Voilà le genre de choses qu'il faut faire. Voilà pourquoi, personnellement, j'estime qu'il faut perfectionner le système de satellites, mais il faut évidemment avoir une répartition équitable des frais d'exploitation dans ce domaine.

Le président: Monsieur De Bané?

Mr. De Bané: Mr. Chairman, I wanted to ask a question concerning the figures given by the Minister. There is one thing I do not understand. Bell Canada is unable to confirm or discredit the figures given by the Minister—is that the problem?

Mr. de Grandpré: What Mr. Lester said a while ago, is that as an engineer and not having seen the specifications of the project, he was unable to confirm or discredit the figures.

Mr. De Bané: But, according to what we have been told, Bell Canada has had one of its employees with the project office, Mr. Richard Norman, I think, for over one year. So, since that time you have an employee working in co-operation with the government officials. This is what we have been told.

Is this true, and if so, are you not aware of all the details?

Monsieur Lester, vous aviez dit que vous étiez incapable de confirmer ou d'infirmer les chiffres donnés par le ministre, parce que vous ne connaissiez pas les détails. Je me demandais s'il est vrai que l'un de vos employés a travaillé à cette question à Ottawa depuis un an au Bureau des projets, et qu'il

[Texte]

aware of everything that is going on. Is this true or have we been given false information?

Mr. Lester: No, that is quite true, Mr. De Bané. At the request of the Department we furnished an engineer—I might say a very junior engineer—about a year ago, a competent man, Mr. Norman, who has been working with them on certain facets of this system.

Mr. De Bané: And has he received all the information he has been asking for?

• 1045

Mr. Lester: He does not represent the Bell Telephone Company. For all purposes he is now an employee of the Department, and this does not constitute a spy system back to Bell.

Mr. De Bané: How can he be an employee of the Department if he is paid by you?

Mr. Lester: He is on loan, he is seconded to the Department.

Mr. De Bané: But he is still on your payroll?

Mr. Lester: For a certain period. I am not sure whether they have started to pay for him or not. Negotiations are underway whereby they will pay for him from a certain date and I am not sure what that date is, Mr. De Bané. However, he has been working as an employee of the Department on loan from Bell and the matter of payment had not been sorted out until recently because of the questionable length of time or period that he is going to be needed. He has not been representing Bell interests there at all. He has been there as an employee of the Department and is helping them with the details of the organization. So, the fact is that no one in Bell has the details of the full specifications of the satellite system.

Mr. De Bané: Have you asked for them?

Mr. Lester: No.

Mr. De Bané: Has Mr. Norman not been giving you the details? He should. I think you are too scrupulous.

The Chairman: Mr. De Bané, I think, the practice has been, when somebody is seconded from a government department to another government department or from private enterprise to special projects, that for practical purposes that person takes an oath and

[Interprétation]

est tout à fait au courant de ce qui se passe. Est-ce vrai ou nos renseignements sont-ils faux?

M. Lester: Non, c'est tout à fait vrai, monsieur De Bané. A la demande du ministère, nous avons envoyé il y a un an, M. Norman, un ingénieur et je puis dire un jeune ingénieur très compétent, qui a travaillé à certains aspects du réseau.

M. De Bané: Et a-t-il reçu toutes les informations qu'il demandait?

M. Lester: Il ne représente pas la Compagnie Bell Canada. Il est à toutes fins pratiques un employé du ministère et non pas un espion de la compagnie Bell.

M. De Bané: Mais comment peut-il être un employé du ministère puisque c'est vous qui le payez?

M. Lester: Il est prêté au ministère. Il est mis à la disposition du ministère.

M. De Bané: Mais, est-ce vous qui le payez encore?

M. Lester: Depuis un certain temps je ne sais pas si on a commencé à le payer. On négocie maintenant le moyen par lequel, on le paiera à partir d'une certaine date, que je ne connais pas.

M. De Bané: Cependant, il travaille comme employé du ministère, prêté par la Bell. Nous n'avons fixé son traitement que récemment car on ne sait pas pendant combien de temps ses services seront requis là-bas. Mais en tout cas, il n'est pas là pour favoriser les intérêts de la compagnie Bell. Il est là à titre d'employé du ministère pour contribuer à l'organisation du projet. Ainsi, aucune personne de la compagnie Bell n'a des détails précis sur le système de satellites.

M. De Bané: Avez-vous demandé des détails?

M. Lester: Non.

M. De Bané: M. Norman ne vous a-t-il pas donné les détails? Vraiment, je pense que vous êtes trop scrupuleux.

Le président: Monsieur De Bané, je pense que la coutume veut que lorsqu'un employé d'un ministère travaille pour un autre ministère ou pour une société privée à des projets spéciaux, alors pour des raisons pratiques, cette personne prête serment et est considérée

[Text]

regards himself as an employee of the department that seconded him.

Mr. De Bané: We were told, Mr. Chairman, that the government asked Bell Canada to send an employee to work with the project bureau so that Bell Canada would be fully aware of what is going on. Was that not the spirit of...?

Mr. Lester: No, sir.

Mr. De Bané: No?

Mr. Lester: No, sir. The employee was requested because, as you can understand, there is a scarcity of the type of engineer who knows something about this, and in order to have a team which would include people with knowledge of the industrial as well as the government and scientific side we were requested, as were other companies in Canada, to provide a person or persons to work in the project office.

I may perhaps mention something in support of what the Chairman has said, in the reverse direction I now have an ex-employee of the government on my staff and for the first year he was employed by Bell we quite scrupulously observed the same kind of business. We very carefully kept him away from contacts which would indicate some liaison back and forth from one job to the other; otherwise this kind of thing does not work.

Mr. Perrault: Mr. Chairman, it is not an unusual procedure at all.

The Chairman: That is correct. A supplementary, Mr. De Bané.

Mr. De Bané: Did Northern Electric which is one of your subsidiaries, not present a study on the satellite project to the government and are the projects of Northern Electric and of the government not alike?

Mr. Lester: Well...

Mr. De Bané: I am disturbed that he cannot comment on the amounts specified by the Minister. If Bell cannot do it, we are absolutely in the dark.

Mr. Lester: We do not want to parade our purity too greatly, Mr. De Bané, but the fact is that we do not have this information. So far as the Northern quote is concerned, this as a matter of fact was a request to quote from the Department of Industry, to Northern Electric and to RCA.

The Chairman: I believe that was a contract.

[Interpretation]

comme un employé du ministère dont elle vient.

M. De Bané: On nous a dit, monsieur le Président, que le gouvernement a demandé à Bell Canada d'envoyer un employé pour travailler au Bureau des projets, de telle sorte que Bell Canada puisse savoir tout ce qui se passe. N'était-ce pas dans cet esprit que...?

M. Lester: Non, monsieur.

M. De Bané: Non?

M. Lester: Non, monsieur. On a demandé les services de l'employé parce que, comme vous pouvez le savoir, il y a pénurie d'ingénieurs qui sont spécialistes dans ce domaine et, pour former une équipe ayant des connaissances dans les domaines industriels, gouvernementaux et scientifiques, on nous a demandé, comme à d'autres compagnies canadiennes d'envoyer un ou des employés pour travailler dans ce bureau des projets.

Je pourrais peut-être appuyer ce qu'a dit le président en disant que j'ai maintenant dans mon personnel, un ancien employé du gouvernement. Durant sa première année de service au Bell, nous avons très scrupuleusement observé les mêmes prescriptions. Nous l'avons tenu à l'écart de contacts qui pourraient laisser entendre qu'il y avait une certaine liaison entre les deux services; si non, ce genre d'échange ne peut s'effectuer.

M. Perrault: Monsieur le président, c'est une méthode habituelle.

Le président: C'est exact. Une question supplémentaire, monsieur De Bané?

M. De Bané: Est-ce que la compagnie Northern Electric, une de vos filiales n'a pas présenté une étude du projet de satellites au gouvernement? Les projets de la Northern Electric et ceux du gouvernement sont-ils semblables?

M. Lester: Mais...

M. De Bané: Je me surprends de constater qu'il ne peut pas commenter les sommes qu'à nommées le ministre. Si la compagnie Bell ne peut le faire, nous demeurerons dans l'ignorance.

M. Lester: Nous ne voulons pas afficher notre intégrité, M. De Bané, par le fait est que nous n'avons pas cette information. En ce qui concerne les valeurs de la Northern Electric, cette demande nous vient de fait du ministère de l'Industrie qui doit établir ces normes pour la Northern Electric et R.C.A.

Le président: Je pense que c'était un contrat.

[Texte]

Mr. Lester: This was a contract, I beg your pardon. They quoted and then they were awarded a contract, Mr. Chairman, you are quite right. This was a contract between them and the Department of Industry. Bell was not a party to these contracts and it was not a party to the report. The contract was filled, the study was made, and at the time it was submitted to the Minister of Industry, Trade and Commerce by Northern Electric Company. This was not a situation where Bell was in effect masterminding Northern Electric's quotation and the Department's story.

Mr. De Bané: So you are unaware of the contents of the report?

Mr. Lester: I do not have detailed knowledge of it, no.

Mr. De Bané: This is my last question on this supplementary. How can your company decide to invest in this project if it has not

• 1050

checked the Minister's specifications regarding money? I wonder how in business you could invest in a venture if you had no idea if the Minister's specifications regarding money were accurate or not. You are really unable to comment on the specifications and yet you would invest anyway?

Mr. Lester: We are talking about...

Mr. De Bané: I would like to know if the Minister is overselling his product or if you agree with his specifications.

Mr. Lester: I think we have to go back to the purpose of a common carrier, Mr. De Bané, and that is as I read it to provide in this case all communications services generally to the public. My own feel of the Canadian system always has been that this must be integrated fully, that you cannot have, if the public is to be well served, a whole series of competitive services in which somebody might have to have two or three phones on his desk to have a circuit via some other facility and somebody else. This has been the reasoning behind all the advances in communications which have occurred over the last 30 or 40 years. We have gone in that time in the transmission media from what we used to call the "C" carrier system which was to put three voice channels on a pair of wires, to the microwave systems in which we can get 12,000 on a structure.

All of these have been progressive. We have had various kinds of cable and these are progressive kinds of things, but they have all been integrated into the same system. And our thinking was, and is, that the Telesat

[Interprétation]

M. Lester: En effet, c'était un contrat je vous prie de le croire. Ils ont présenté une soumission et signèrent un contrat, c'est bien exact M. le président. Le contrat fut conclu entre le ministère de l'industrie et la compagnie. La Bell ne faisait pas partie de ce contrat, ni du rapport. Le contrat a été signé et on en a fait l'étude puis il fut soumis au ministre de l'Industrie et du commerce par la compagnie Northern Electric. A ce moment-là, le Bell Canada n'influait pas la soumission de la Northern Electric et le ministère.

M. De Bané: Donc, vous ne connaissez pas le rapport?

M. Lester: Je ne le connais pas de façon détaillée, non.

M. De Bané: Voici ma dernière question. Comment votre compagnie peut-elle décider d'investir dans cette entreprise, si elle n'a pas vérifié les devis du ministre quant au coût. Je me demande comment vous pouvez investir de l'argent dans une entreprise, si vous ne savez pas si les devis du ministre quant au coût sont exacts ou non? Vous êtes incapables de commenter les devis et vous êtes prêts à investir de l'argent?

M. Lester: Nous parlons de...

M. De Bané: J'aimerais savoir si le ministre vente trop son projet ou si vous êtes d'accord avec ses devis?

M. Lester: Je pense qu'il faut revenir au but de ces sociétés d'exploitation des télécommunications, monsieur De Bané, et il s'agit, à mon sens, d'assurer au public les services de télécommunications. J'ai toujours pensé que le réseau canadien doit être complètement intégré, qu'on ne peut pas avoir, si on veut bien servir le public, toute une série de services concurrentiels dans lesquels une personne devrait avoir deux ou trois téléphones sur son pupitre pour avoir un circuit par quelque autre service et quelqu'un d'autre. C'est ainsi qu'on a raisonné devant tout le progrès dans le domaine des télécommunications qui a été réalisé depuis 30 ou 40 ans. Durant ce temps, dans les moyens de transmission, nous sommes d'un système à courants porteurs «C» qui n'avait que trois voies de conversation sur deux fils à des systèmes micro-ondes dont la structure peut comporter 12,000 canaux. Toutes ces avances ont été progressives. Nous avons eu divers types de cables et ceci fait partie d'un progrès général, mais ils ont tous été intégrés à un même réseau. En fait, notre opinion a été et demeure que le réseau de

[Text]

system will be most effectively used if its use is integrated into the whole telephone, telegraph, data and television use for Canada as a whole.

This is the basic reason, this rather than the precision as to whether the Minister's costs are \$75 million or \$65 million or \$85 million. It is the basic reason for investing, for Bell at any rate, and I assume for Trans-Canada.

Mr. De Bané: If I was a common carrier I would be interested in checking the costs specified by the Minister. You have really no comment to make on them?

Mr. Lester: Well, I am not saying we are not interested in finding out if the costs are right, but I am saying that at this point in time, the costs the Minister has enunciated are the costs his people have estimated. They may well be good costs, but I am not prepared to comment on them, as an engineer or as a Bell manager for that matter, without having a full knowledge of the specifications.

Mr. Osler: Carrying on this same line of reasoning for a moment, as I understand if you people were, and presumably still are, quite willing to go it alone on this, if the government had not decided that it wanted to approach the thing from a different point of view. Surely then you must have some rough idea, some working idea in your minds, as to what the costs would be for a system that would be viable as far as your are concerned.

The other day we were told that your system might not be the same in detail, but would be a roughly similar approach to the subject. Surely you have ideas of costs which would give you a rough idea as to whether the Minister is away out or roughly in agreement with your look at the situation?

Mr. Lester: Well, with the proviso that I have not looked at the specifications, I would not say that the Minister is away out for what I understand to be the kind of system that he is talking about. The system that we proposed two years ago, I think in May or June, 1967, was a different kind of system. It was a higher-capacity system because at that time our understanding was that there would be a greater demand for TV use across Canada than now appears to be the case. On the other side of the coin, the estimated launch costs which at that time we had received from the American government or from NASA were considerably lower than they now are. If we were going it alone on a system, we might well end up with costs which would be

[Interpretation]

Télesat sera utilisé de façon plus efficace s'il est utilisé dans un réseau intégré de téléphone, de télégraphe, de transmission de données et de télévision pour l'ensemble du Canada.

C'est la raison de base, plutôt que de savoir si les coûts du ministre sont de 75 ou 65 ou 85 millions de dollars. C'est la raison fondamentale, du moins pour la Bell, et je suppose pour le Trans-Canada, des investissements.

M. De Bané: Si j'étais un exploitant de télécommunications, je serais intéressé à vérifier les coûts spécifiques du ministre. Vous n'avez réellement pas de commentaires?

M. Lester: Je ne dis pas que nous ne sommes pas intéressés à l'exactitude des coûts, mais je dis qu'en temps et lieu, les chiffres du ministre sont ceux qui ont été prévus. C'est peut-être une prévision exacte, mais je ne suis pas prêt à commenter ces chiffres, à titre d'ingénieur et d'administrateur de la Bell sans avoir une connaissance précise des spécifications.

M. Osler: En poursuivant ce raisonnement pendant un instant, si je comprends bien, vous étiez et êtes encore prêts à entreprendre ceci tous seuls, si le gouvernement n'avait pas décidé de considérer la chose d'un autre point de vue. Certes, vous devez avoir une idée approximative des coûts pour réaliser un réseau qui serait rentable, en ce qui vous concerne.

On nous a dit l'autre jour que votre système ne serait peut-être pas le même, dans le détail, mais que ce serait à peu près la même chose. Il n'y a pas de doute que vous avez une idée approximative du coût qui vous permettrait de dire si le ministre a des chiffres à peu près corrects ou s'il est tout à fait dans l'erreur?

M. Lester: Eh bien, sans sans voir vu les spécifications, je ne dirais pas que le ministre se trompe tout à fait pour le genre de système qu'il a mentionné. Le système que nous avons proposé il y a deux ans, en mai ou juin 1967, je crois était un système différent. Il avait une plus grande capacité parce que, à ce moment-là, on s'attendait à une plus grande demande de télévisions à travers le Canada qu'il n'y en a aujourd'hui. D'autre part, les frais estimatifs du lancement, que nous avions alors reçus du gouvernement américain ou de NASA étaient très inférieurs à ceux d'aujourd'hui. Si nous devions réaliser le réseau nous-mêmes, nous pourrions peut-être arriver à peu près aux chiffres du ministre, avec les conditions que j'ai mentionnées à M.

[Texte]

in the same ball park as those the Minister had, with these provisos that I mentioned to Mr. Stewart on the tail ends which have to come in, and recognizing the fact that as you go into more telephone service, which would be justified by industrial development in the North, you then must add to these costs very considerably.

• 1055

Mr. Osler: Right. Now getting back to this cross-subsidization. Not being an expert in this sort of thing. I wonder why one approaches it purely from the point of view of the subscriber having to pay. In many businesses—I am talking about something far smaller than Bell or anything like this—if you are planning to open up a new line or start a new type of venture, you would have your costs plus your break in, etc., all of which would be part of the capital that you thought you were going to have to use to get into that business. And it would all be predicated on what the traffic would competitively bear from the point of view of your revenue. Does the same thing not apply here? Surely you are not going to be able to say to the people of Canada, "Because we have gone into this satellite system your telephone rates are going to go up".

Mr. de Grandpré: Can we for one minute bring this bird down to earth, into common language? Here is the problem as I see it, Mr. Osler. The managers of the communications business in Canada are there to represent both the subscribers and the owners and to try to keep this in proper balance. This is our duty; this is what we are paid for and this is a trusteeship that rests on us.

We stand in a position similar to the one that a guardian stands in when he administers the assets of infants, for instance. Let us assume that this guardian has a clear responsibility vis-à-vis his minors, and he operates, let us say, a service to rent cars but he is not involved in renting trucks. He is involved only in renting cars, and he has a close friend with whom he has been in very close co-operation all his life who says, "I would like to start a truck rental business across the street, but the truck rental business is going to take time before it makes a profit". He says, "I would like you during that period to help me out and if you have people interested in truck rentals, make sure they come to me instead of sending them over to another fellow who is in competition". You say, "That is fine, I am going to try to complement my line of busi-

[Interprétation]

Stewart à propos des choses qui arrivent en dernier lieu, et en reconnaissant le fait que quand on augmente le service téléphonique, ce qui serait justifié par le développement économique dans le Nord, il faut ajouter très considérablement à ces coûts.

M. Osler: C'est ça. Maintenant, pour revenir à ces subventions entre-croisées, n'étant pas un expert dans ce domaine, je me demande pourquoi on considère ceci du point de vue strictement du coût aux abonnés de téléphone. Dans bien des commerces, je parle d'un commerce beaucoup plus petit que la Bell et de ce genre, si vous projetez d'installer une nouvelle ligne ou de lancer une nouvelle entreprise, évidemment, il y a les coûts plus les premiers frais d'installation, etc., et ceci fera partie du capital dont vous pensiez avoir besoin pour lancer l'entreprise. Et vous devez également tenir compte du service que vous voudrez fournir, et de ce que vos abonnés ou clients devront payer. N'est-ce pas la même chose ici? Alors, direz-vous aux Canadiens: «Parce que nous nous sommes lancés dans un réseau de satellites, vos taux téléphoniques devront augmenter».

M. de Grandpré: Pouvons-nous un instant, ramener cet oiseau à terre et parler en termes simples? Voici le problème tel que je le vois, monsieur Osler. La direction des services de télécommunication au Canada sont là pour représenter les abonnés et les propriétaires et chercher à maintenir un équilibre raisonnable entre les deux. Telle est en somme la responsabilité qu'on nous confie; c'est pourquoi on nous paie et c'est une responsabilité qui nous incombe.

Nous sommes à peu près de la même position qu'un tuteur lorsqu'il administre, par exemple, l'héritage de jeunes enfants. Supposons qu'il a des responsabilités très claires vis-à-vis de ses jeunes, et il exploite un service de location de voitures, mais il ne s'occupe pas de location de camion. Il ne s'occupe que de la location de voitures, et il a un ami qu'il connaît depuis longtemps qui lui dit: «Je voudrais lancer une compagnie de location de camions de l'autre côté de la rue, mais le commerce de location de camions ne sera pas rentable au début». Il lui dit: «Je voudrais que, pendant cette période, vous m'aidiez et que si vous avez des gens qui sont intéressés à louer un camion, assurez-vous qu'ils viennent chez-moi plutôt que de les envoyer chez un concurrent». Alors, vous dites: «Très bien, je vais chercher à complé-

[Text]

ness and I am going to help you out to start as a truck lessor".

So when you come to the drafting of the partnership agreement, this fellow across the street says, "I am going to tell you that I am not going to become involved in the rental of cars; I am going to limit myself to the rental of trucks. But I do not want to put it in the partnership agreement because someday I might be in competition with you". So you are going to help him to start in business across the street and your own clients are going to have to carry part of the load. And then the children for whom you are managing the business could probably say, "What are you doing? You are setting up in business a person who could eventually be in competition with you".

This is the whole problem facing the managers of the communications industry today. We are not saying that we do not want competition. We are quite prepared to meet competition, but we are saying that if we are asking our present subscribers to set up this Corporation in business for the initial period and make it, as I said, artificially viable, and if the same telephone subscribers are not going to reap all the benefits of this new technology, my impression is that we have to reappraise our position in the light of this

• 1100

new approach. I want to make my position very clear: I am not saying that this new approach is wrong, I am just saying that this is a new approach and let us have a good hard look at it.

Mr. Osler: But with respect, is there not something not quite parallel with your analogy? If you went into a partnership working agreement, that would be the case, but in this case you are forming something new and taking a piece of the equity. And if you go back to the car business you might quite easily say, "I have expanded my car business as far as it is going to go and there is nothing but a bit of natural growth left in it from time to time. However, if I pal up with this fellow who is in the truck business and the two of us get together we have a new ball game and we can go on from there." In that case it would not be a case of his going into competition with you; it would be a case of pooling your resources.

Mr. de Grandpré: That is another story again.

Mr. Osler: But from the Minister's point of view, is he not asking you, as a communica-

[Interpretation]

ter mon entreprise en vous aidant à lancer une entreprise de location de camions.

Quand vous en arrivez à la rédaction d'un contrat d'association, il vous dit: «Je ne veux pas m'intéresser à la location des autos, je vais me limiter aux camions.» Mais je ne veux pas inscrire cela dans le contrat parce qu'un jour, je pourrais peut-être être en concurrence avec vous. Alors, vous allez l'aider pour commencer l'entreprise en face de chez vous et vos propres clients vont aider à payer une partie des frais. Et alors les enfants pour qui vous administrez l'entreprise pourraient probablement dire: «Qu'est-ce que vous faites. Vous établissez en affaires une personne qui pourrait un jour être votre concurrent.»

C'est tout le problème ici qui se pose à la direction de l'industrie des télécommunications. Nous ne disons pas que nous ne voulons pas de concurrence. Nous sommes tout à fait prêts à faire face à la concurrence, mais nous disons que si nous demandons à nos présents abonnés de créer cette Société, de la supporter au début, de la rendre artificiellement rentable, et si les mêmes abonnés du téléphone ne vont pas tirer tous les bénéfices de cette nouvelle technologie, je dis que nous devons réévaluer notre position à la lumière de cette nouvelle optique. Je tiens à établir ma position bien clairement: je ne dis pas que cette nouvelle optique soit mauvaise, mais simplement qu'elle est nouvelle et qu'il nous faut donc l'examiner de très près.

M. Osler: Mais, sauf votre respect, n'y a-t-il pas quelque chose de pas tout à fait parallèle, dans votre analogie? Ce serait le cas si vous concluriez une entente d'association; mais dans ce cas-ci, vous constituez quelque chose de nouveau et vous prenez une partie de l'avoir. Pour en revenir à l'exemple du commerce des automobiles, vous pourriez facilement dire: «J'ai amené mon commerce d'automobiles à son expansion maximum, et il ne peut plus connaître qu'un peu d'expansion naturelle, de temps à autre. Mais si je m'associe à cette personne, qui fait le commerce des camions, et que nous ne formions plus qu'une entreprise, cela changera complètement la situation, et nous pourrions repartir de là.» Il ne s'agirait plus alors qu'il entre en concurrence avec vous, mais que vous mettiez vos ressources en commun.

M. de Grandpré: C'est encore autre chose, dans ce cas.

M. Osler: Mais, du point de vue du Ministre, ne vous demande-t-il pas précisément, à

[Texte]

tions system, to come in as part of the action? The difficulty is that behind the communications system—we were talking about Trans-Canada the other day—are the owners of Trans-Canada, which happen to be telephone companies, but from the point of view of your system as an investor there is nothing wrong with your going into this system on the basis proposed but, as a telephone company, you are afraid that you may have competitors in the future.

Mr. de Grandpré: Mr. Lester would like to comment on this.

Mr. Lester: I think, if I understand your question, Mr. Osler...

Mr. Osler: Because you wear two hats, really.

Mr. Lester: Let us make it clear that the one hat fits. I think underlying your question is something which has been talked about quite a bit and which is to some degree fallacious, that satellite involvement is the whole future of telecommunications, and this is not so. There have been many developments in telecommunications, of which satellites is the latest and is, I would suppose, for many years the most spectacular.

But bear in mind that we have, not only on the drawing board but in actual experimental use, a system of waveguides which will not just provide us with 330 circuits per channel and 6 channels, for a total of whatever that is—1800 circuits. Two of these pipes, which are two inches in diameter and wound helically with copper and will have pulse code modulation on them, will provide us with 480,000 telephone circuits simultaneously—and these will be available within the next five years. Beyond that, you have heard and read much about lasers. Lasers are being used now for very fine jewelry work—you can drill a hole in diamonds and so on—and they are also being used for surgery. The Bell Telephone laboratories have developed the laser scalpel which is being used for eye operations and this kind of thing.

But one of the major uses of laser is for communications. We have experimental systems which will give us several thousand circuits over a laser system now, but the theoretical limit for a laser system which, again, would be carried in pipes with gas reflectors and guides in it, would be seven million telephone circuits or several thousand television channels. I just cite this to point

[Interprétation]

titre de réseau de communications, de prendre part à l'entreprise? La difficulté, c'est que derrière le réseau de communications—nous parlions l'autre jour du réseau transcanadien—il y a les propriétaires du réseau transcanadien, qui se trouvent être des compagnies de téléphone. Du point de vue de votre réseau, en tant qu'actionnaire, rien ne s'oppose à ce que vous entriez dans ce réseau aux conditions proposées; mais en tant que compagnie de téléphone vous craignez les concurrents pour l'avenir.

M. de Grandpré: M. Lester aimerait faire quelques observations à ce sujet.

M. Lester: Je crois, si j'ai bien compris votre question, monsieur Osler...

M. Osler: Car vous avez deux sortes d'intérêts à défendre, en fait.

M. Lester: Oui, mais laissez-moi vous dire que les deux sont compatibles. Je crois qu'il y a à la base de votre question une chose dont on a beaucoup parlé, mais qui est fausse, dans une certaine mesure. On semble croire que tout l'avenir des télécommunications est lié aux satellites, mais ce n'est pas le cas. Il y en a bien des nouveautés dans le domaine des télécommunications, et les satellites sont la dernière et, je suppose, la plus spectaculaire en bien des années.

Mais n'oubliez pas que nous avons, non seulement sur plans, mais même en réalité à titre expérimental, un réseau de guides d'ondes qui va nous fournir 330 circuits pas voie, avec 6 voies, soit un total de plus de 1,800 circuits. De plus, deux de ces câbles, qui ont deux pouces de diamètre, sont enroulés en spirale avec du cuivre, et auront une modulation codée en impulsions, nous fourniront simultanément 480,000 circuits téléphoniques—qui seront disponibles d'ici cinq ans. Il y a aussi les lasers, dont vous avez certainement souvent entendu parler, et du sujet desquels vous avez dû lire beaucoup de choses. À l'heure actuelle on utilise les lasers pour les travaux de bijouterie très délicats—pour percer des trous dans les diamants, par exemple—ainsi qu'en chirurgie. Les laboratoires de Bell Canada ont mis au point un scalpel au laser, que l'on utilise, entre autres, pour les opérations des yeux.

Mais les télécommunications sont l'une des applications principales du laser. Nous avons à l'heure actuelle des réseaux expérimentaux qui nous donneront plusieurs milliers de circuits sur un réseau laser, mais la limite théorique d'un réseau laser, qui, là encore, serait conduit dans des câbles renfermant des réflecteurs de gaz et des guides, serait de sept millions de circuits téléphoniques, ou de plu-

[Text]

out that from now on everything is not going to be with the Canadian satellite system. This is going to be one of the systems which will be developed along with the further development of microwaves. The microwave system in Canada, which was the main one, was originally within the Montreal-Ottawa-Toronto triangle in 1952 and across the country in 1958. It started off with an indicated capacity of 2400 telephone circuits, it is now

• 1105

12,000 and we expect it can go to 18,000. So satellites is one means. I think I come back to what was mentioned to Mr. De Bané that this whole business, in order to grow, in order for Canadians to have all the communications they need, must be integrated into the whole network.

This is the reason for Bell and the Trans-Canada people wanting to be in it and it is the reason behind, I would suggest, our single hat approach to it.

The Chairman: Mr. Schreyer, on a supplementary.

Mr. Schreyer: I have two supplementaries, Mr. Chairman.

Mr. de Grandpré, you emphasized what you considered to be the dilemma facing Bell in entering this tripartite partnership, that in a sense the telephone subscribers of Bell will be subsidizing the earlier stages of operation of TELESAT Canada. I am not challenging that view, but is it not correct that a substantial part of a microwave service or facility and that this is not regulated in any case.

Mr. de Grandpré: Mr. Schreyer, it is true that the service itself is not regulated, but the revenues derived from the rental of the microwave network either for use to our telephone subscribers or for television broadcasters fall into the total revenue picture of the company and, in fact, through the new approach taken by the Canadian Transport Commission, this becomes a part of the total regulated package. The revenues that we derive from the nonregulated services are not taken out of the total revenues of the compa-

[Interpretation]

sieurs milliers de chaînes de télévision. Je mentionne simplement cela pour vous montrer que tout l'avenir des télécommunications au Canada ne réside pas dans les satellites. Ce n'est que l'un des systèmes qui vont être mis au point, de pair avec les hyperfréquences. Le système d'hyperfréquences du Canada, qui était le plus important, a débuté dans le triangle Montréal-Toronto en 1952, puis s'est étendu à tout le pays en 1958. La capacité indiquée au début était de 2,400 circuits téléphoniques, elle est maintenant de 12,000, et nous pensons qu'elle peut atteindre 18,000. Les satellites ne sont donc qu'un moyen de télécommunications parmi d'autres. Je pense que j'en reviens à ce que l'on a dit à M. De Bané, à savoir, que pour que tout ce domaine connaisse de l'expansion, pour que les Canadiens disposent de toutes les communications dont ils ont besoin, il faut que tout ce système soit intégré à l'ensemble du réseau.

C'est la raison pour laquelle Bell Canada et le Réseau téléphonique transcanadien veulent participer à l'entreprise, et c'est aussi la raison pour laquelle je vous dis que les deux sortes d'intérêts sont compatibles.

Le président: M. Schreyer a une question supplémentaire à poser.

M. Schreyer: J'ai deux questions supplémentaires, monsieur le président.

Monsieur de Grandpré, vous avez insisté sur ce que vous estimez être le dilemme qui se pose à Bell Canada en ce qui concerne l'entrée dans cette entente tripartite, à savoir, le risque que les abonnés de Bell Canada n'aient, en un sens, à subventionner les débuts de l'exploitation de la Télésat Canada. Je ne conteste pas ce point de vue, mais n'est-il pas vrai qu'une bonne partie des recettes de Bell Canada provient de sa location de services ou d'installations d'hyperfréquences, et que cela n'est pas réglementé de toute façon.

M. de Grandpré: Monsieur Schreyer, il est vrai que le service même n'est pas réglementé, mais les recettes provenant de la location du réseau d'hyperfréquences à l'usage soit de nos abonnés du téléphone soit des télédiffuseurs sont incluses dans l'ensemble des recettes de la compagnie, et, en fait, avec la nouvelle optique de la Commission canadienne des transports, ceci est intégré à l'ensemble des recettes des services réglementés. Les recettes que nous retirons des services non réglementés ne sont pas soustraites des

[Texte]

ny and set aside in a special pot that does not form part of the total revenues.

Everything that we derive from our total operations, whether it be from regulated or unregulated services, is brought down to the bottom line, the net income. Then to that extent, although the rate of the service itself is not regulated, it is in fact regulated to the extent that it affects the bottom line and it either inures to the benefit of the subscribers or works against their advantage.

Mr. Schreyer: That is clear, thank you.

My other supplementary—

M. Portelance: Une question supplémentaire.

Le président: Après M. Schreyer

M. Schreyer: C'est une autre question.

M. Portelance: Ma question a trait aux abonnés du téléphone. Prenons mon cas, qui est assez simple: je paie environ \$7.80 par mois. Dans l'éventualité de l'établissement du réseau Télésat, combien paierais-je alors? \$10, \$15, \$8?

M. de Grandpré: Oh non!

M. Portelance: Ou quoi? Quelle pourrait être l'augmentation dans mon cas?

M. de Grandpré: Je ne peux pas vous dire quel sera l'impact immédiat sur votre compte, mais comme je l'ai dit à M. Stewart il y a un instant, tout se paie dans ce bas monde. Et si nous avons des coûts additionnels résultant de la location de canaux via satellite, qui seraient plus dispendieux que ceux qu'on pourrait utiliser au moyen du micro-ondes, il faut que quelqu'un en paie les frais. Mais votre facture sera-t-elle augmentée de 5c., de 10c. ou 15c? C'est évidemment impossible de le dire présentement.

M. Portelance: Alors, cela veut dire qu'on donne un chèque en blanc et l'abonné paiera ce que cela coûtera, il n'en connaîtra jamais le coût probable tant que l'affaire n'aura pas été mise en opérations. Toujours dans le même ordre d'idées, vous avez dit tout à l'heure que si la future compagnie réalisait des profits, l'abonné en bénéficierait, au moyen d'une réduction de taux.

M. de Grandpré: D'accord.

M. Portelance: Or, je crois que jusqu'à ce jour, Bell Telephone a certainement réalisé des profits, mais j'ai rarement constaté une diminution dans mes factures de téléphone.

[Interprétation]

recettes totales de la compagnie et mises de côté.

Toutes les recettes qui proviennent de l'ensemble de notre exploitation, qu'il s'agisse de services réglementés ou non, sont ramenés aux recettes nettes, en fin de compte. Dans cette mesure, bien que le taux du service même ne soit pas réglementé, il est en fait réglementé, en ce sens qu'il influe sur les recettes nettes, et joue soit à l'avantage, soit au désavantage des abonnés.

M. Schreyer: C'est assez clair. Je vous remercie. Mon autre question supplémentaire...

Mr. Portelance: A supplementary question.

The Chairman: After Mr. Schreyer.

Mr. Schreyer: That is another question.

Mr. Portelance: My question deals with telephone ratepayers. In my case I pay about \$7.80 a month. With TELESAT, how much would I pay? \$10, \$15, \$8?

Mr. de Grandpré: Heavens, no!

Mr. Portelance: How much? What could the increase be in my case?

Mr. de Grandpré: I cannot say what the immediate repercussions would be in so far as your phone bill is concerned, but as I said to Mr. Stewart a moment ago, everything has to be paid for in this world. And if we have additional costs resulting from the renting of channels via satellite which would be more extensive than microwave channels, someone will have to pay for this. But will your bill be increased by 5, 10 or 15 cents? It obviously impossible to say, right now.

Mr. Portelance: So this means that we would be giving a blank cheque and the ratepayer would have to pay whatever it costs. He will not know what this will cost as long as it has not been put into operation. You also said earlier that if there are profits made by the future corporation, the ratepayer would benefit from by having his rates reduced.

Mr. de Grandpré: I agree.

Mr. Portelance: Now, I believe that up till now the Bell Telephone Company has certainly made profits but I have rarely seen my phone bill go down.

[Text]

M. de Grandpré: Ce que je peux vous dire, c'est que depuis 1958 nous n'avions pas augmenté nos taux, et en fait, nous ne les avons pas encore augmentés depuis 1958, c'est-à-dire depuis dix ans, et je pense qu'il y a très peu d'industries où les taux soient demeurés stables pendant une période inflationnaire de dix ans. Si nous nous présentons devant la Commission, la semaine prochaine, c'est précisément pour faire valoir notre situation quant au taux de bénéfices que la compagnie devrait recevoir sur ses investissements, compte tenu ces coûts inflationnaires.

Mr. Dinsdale: I have a supplementary on this point. I think I can confirm what Mr. de Grandpré has said with respect to holding the line on costs, and it is interesting to note that this is due to the technological changes and improvements; and this applies to your long distance telephone service which has actually...

Mr. de Grandpré: Which has been decreased substantially over the years.

Mr. Dinsdale: Yes. Would you anticipate, with the supplementary facilities of the satellite, that this improved technology would have the same effect on telephone rates?

M. de Grandpré: Certainly not in the first years. I think that everybody is in agreement that in the initial years it will be more expensive to use communications via satellite than to use earth facilities. Whether this represents 10 years, 12 years or 15 years only experience will tell. I suppose that future technological developments will also have a considerable impact on the profitability of this project.

Mr. Dinsdale: Do you see a gradual shift toward the satellite system in preference?

Mr. de Grandpré: I am not an engineer and I think I had better turn this one over to Mr. Lester.

Mr. Dinsdale: In other words, will the existing systems gradually become obsolescent, like the micro networks?

Mr. Lester: I would not expect so, Mr. Dinsdale. Everything is obsolescent in this world, including ourselves maybe, but over a period of years there have been developed various technologies, copper wire, cables, microwave systems, coaxial cables, now satellites, and in the future, wave guides and lasers. All of these are developments which in

[Interpretation]

Mr. de Grandpré: What I mean is that since 1958 we have not increased our rates and, in fact, we have not increased them since 1958, i.e. since 10 years. I think there are very few industries where the rates have remained stable during a ten-year period of inflation. If we will appear before the Commission next week, it is precisely that we wish to establish what our situation is regarding the return rates the company should be receiving on its investments, taking into account inflation.

M. Dinsdale: J'ai une question supplémentaire à poser à ce sujet. Je peux confirmer assez bien ce qu'a dit monsieur de Grandpré au sujet de la limitation des coûts. Il est intéressant de noter que ceci est attribuable aux améliorations technologiques et ceci s'applique aux services interurbains...

M. de Grandpré: Dont le coût a baissé de façon substantielle avec les années.

M. Dinsdale: Oui. Croyez-vous qu'au moyen des possibilités qu'offrira le satellite, l'amélioration ou les progrès techniques auront le même effet sur les coûts des conversations téléphoniques.

M. de Grandpré: Certainement pas au cours des premières années. Au cours des premières années, je crois que tout le monde est prêt à reconnaître que cela va coûter plus cher de passer par le satellite que de passer par les voies de communication au sol. Que cette période initiale dure dix, douze ou quinze ans, ce n'est que le temps qui va nous le dire. Je crois qu'il y a également des progrès technologiques qui auront des répercussions considérables sur la rentabilité du projet.

M. Dinsdale: Croyez-vous qu'il y aura un passage graduel au satellite?

M. de Grandpré: Je ne suis pas ingénieur. Je vais remettre cette question à Monsieur Lester.

M. Dinsdale: Croyez-vous que le système téléphonique à hyper-fréquence qui existe à l'heure actuelle va devenir désuet après quelques années?

M. Lester: Je ne crois pas monsieur Dinsdale. Tout devient tôt ou tard désuet dans ce monde, y compris nous-mêmes, avec le temps on a développé différentes techniques, il y a eu les fils de cuivre, les câbles, les micro-ondes, les câbles coaxiaux et nous sommes maintenant à l'étape des satellites. Il s'agit de progrès qui au début coûtent assez cher, qui

[Texte]

their initial try-out phases, so to speak, are probably pretty expensive and it is pretty hard to justify your costs or to show profitability in the first two, three, four or five years. But in all cases—so far at any rate, and I would hope in satellites—we have found over a period of years, and it varies anywhere from two years up to ten or twelve, that you get into a profitable situation. I expect the same thing will happen with satellites.

However, because of some of the inherent difficulties of satellites for telephone use—I am not commenting on television now—this delay factor and so on, I do not really think that the long-term future of telephone facilities is via satellite. I think this lies more in some of these other directions of wave guides and lasers. I would perhaps make an exception on the trans-oceanic stuff because here I do think that we will develop both good trans-oceanic cables, if you will—we now have cables that will take up to 720 circuits at a time—and satellite facilities. But satellite facilities, particularly to developing nations, are going to be extremely useful for overseas service and I think this is going to grow.

Domestically, I think that their use is going to be predominantly for television because this is a one-wave transmission; you do not have this problem of delay that Mr. Stewart and I were talking about. Telephonically, I would think that we would carry on primarily in these other means.

In the satellite mode itself our economic studies in Bell would indicate that once this system is in a going, viable condition—this is assuming some improvements over the next five years or so—we could economically provide long distance telephone circuits, and they would be very, very long ones—they would be something over 2,000 miles in length.

Somebody has mentioned—I think I saw a press report—that satellite circuits are as cheap at 3,000 miles as they are at 30. I would suggest that perhaps the reverse is the right way of saying it. They are as expensive at 30 miles as they are at 3,000 because obviously if you put two ground stations 100 miles apart the cost is going to be the same as it is if they are 3,000 miles apart. Now at 3,000, maybe down to 2,000 miles, this will, we hope, compare with microwave facilities. Not initially, but eventually. In the matter of 100 miles apart, there is no hope. Therefore, I feel that the obsolescence rate of our existing facilities is going to be rather slow.

[Interprétation]

sont assez difficiles à justifier au cours des quatre ou cinq premières années. Mais je crois qu'avec les années, soit de deux à douze ans, la situation devient plus profitable et je crois que la même chose va se produire dans le cas des satellites.

Je ne crois pas toutefois qu'à cause des problèmes que posent les satellites en matière de communication téléphonique, je ne crois pas dis-je que l'avenir à long terme des communications téléphoniques va reposer sur les satellites, je crois plutôt que nous dépendrons des guides d'ondes et du laser. Je ferais exception des câbles trans-océaniques car je crois que nous pouvons encore les améliorer, nous avons à l'heure actuelle des câbles qui peuvent transmettre 720 circuits en même temps, et des satellites. Mais les services de satellites pour les pays en voie de développement vont être extrêmement utiles.

Je crois cependant que l'utilisation domestique sera essentiellement à des fins de télévision. Car la transmission des ondes se fait dans un seul sens, et le problème du délai ou du retard dont je parlais avec M. Stewart ne se posera pas. Du point de vue téléphonique, je crois que nous allons nous en tenir essentiellement aux autres secteurs.

Les études financières que nous avons effectuées au sein de la compagnie de téléphone Bell nous permettent d'attendre que, lorsque le système aura été mis sur pied, nous pourrions fournir des circuits pour les appels interurbains, et il s'agirait de circuits d'une longueur de plus de 2,000 milles.

J'ai vu un communiqué de presse selon lequel les circuits de satellites coûtent le même prix, qu'ils mesurent 30 milles ou qu'ils mesurent 3,000 milles. Je dirais plutôt qu'ils sont tout aussi dispendieux. Je crois que pour une distance de 2,000 ou 3,000 milles le coût va se comparer assez bien au coût du système de communication par micro-ondes, mais pour ce qui est des distances plus courtes, je crois qu'il n'y aura pas de comparaison possible.

[Text]

• 1115

We have had microwave systems for 17 years now. They are still developing as far as capacity goes; we are still using what we call "K" cables, buried cables, and there is a system right from Quebec City to Windsor which was installed in the early years of the war and it is still going full blast and providing excellent telephone service. So, generally speaking, transmission facilities and telecommunications have been long lived. The pace of acquisition of technology is certainly increasing and it could be that this obsolescence rate will be greater but it is not something that is going to be calamitous and where everything that is now on microwave is going to go via satellite overnight. The necessity of having these large ground stations and so on is such that this just is not going to happen.

The Chairman: Mr. Stanbury, on a supplementary, and then Mr. Schreyer.

Mr. Stanbury: Mr. Chairman, to go back to the microwave rentals for a moment, could you tell the Committee what the history has been of the microwave rental rates over the past 17 years?

Mr. Lester: I am not too sure that I understand your question. One of the things that have happened, Mr. Stanbury, as you know, is that the long distance telephone rates—and, of course, predominant use of the microwave system really is for long distance telephone calls—have gone down very substantially. If I remember rightly, in 1958—I have forgotten what the rate was from Montreal to Vancouver—it was of the order of \$6 or \$7 for three minutes, and we now can get anywhere in Canada for \$1 after 9 o'clock or 9.30 p.m. The basic reason for the improvement that the Telephone Company has been able to make in the telephone rates has been this greater utilization of the microwave system and the technological advance. In terms of the rental rates charged, let us say to the CBC or CTV because the television channels are paid, or to other private people for other purposes, these are individual contracts usually entered into for periods of from five to ten years at a firm quoted rate as between the Telephone Company and the user. Comparing them to rates elsewhere on the continent, particularly to those in the United States, they compare quite well with the rates that are used elsewhere.

[Interpretation]

Nous avons eu un service de communication par micro-ondes depuis dix-sept ans, leur capacité s'accroît constamment. Nous utilisons toujours des câbles «K»; il y a un système qui relie la ville de Québec et Windsor qui a été établie au début de la guerre et qui fonctionne très bien, il fournit un excellent service téléphonique. Les services de transmission ont duré assez longtemps dans l'industrie téléphonique. Pour ce qui est des progrès techniques, ceci a accru les possibilités mais il est certain que les communications actuelles par micro-ondes ne seront pas toutes acheminées par satellite du jour au lendemain.

Le président: Monsieur Stanbury, question supplémentaire, et après, M. Schreyer aura la parole.

M. Stanbury: Monsieur le président pour en revenir à la question de la location de circuits micro-ondes, pourriez-vous dire au comité ce qui s'est produit en ce qui concerne les taux de locations des canaux pour les communications par micro-ondes au cours des 17 dernières années?

M. Lester: Les taux de communication par micro-ondes, je ne suis pas certain de bien comprendre votre question. Comme vous savez, monsieur Stanbury, les taux de communication téléphonique interurbaine ont baissé. En 1958, je ne me souviens plus de ce que coûtait un appel de trois minutes à Vancouver, mais c'était autour de sept ou huit dollars. Maintenant, après neuf heures le soir, nous pouvons communiquer n'importe où au Canada pour un dollar et quelque chose. Et la raison pour cela c'est qu'on a eu recours aux progrès technologiques dans le domaine des micro-ondes. Pour ce qui est des taux de location à la Société Radio-Canada, il s'agit de contrats particuliers conclus pour une période de cinq à dix ans.

Et si on compare les taux pratiqués ailleurs sur le continent, aux États-Unis par exemple, ces taux se comparent très bien aux taux qu'on impose ailleurs.

[Texte]

Mr. Stanbury: But has there been any trend downward or upward or have they stayed the same?

Mr. Lester: There has been a trend downward, as I implied. I guess it is a little harder to detect because of the long-term nature of these individual contracts and there are not that many contracts.

Mr. Stanbury: But there is a much greater utilization of the facilities now than there was a few years ago.

Mr. Lester: Well, yes, but there is a factor there that we have to bear in mind. With the satellite system you have to put all the facilities up in the satellite at once, naturally, so that you have all your initial cost to start off with. Therefore, it is in our interest as a country, I think, to utilize fully the satellite channels.

In the case of the microwave system, however, you put up the basic structure and you can add these things on an incremental basis. Therefore you do not have to include all your facilities at the one time.

Mr. Stanbury: Is there any way that you can estimate the profitability of your rental of microwave facilities to outside bodies like the CBC? Do you, for the purposes of your company, identify how profitable this is in relation to other activities of your company?

Mr. Lester: We do not keep our books on this basis. We do not segregate the profitability of particular services. The reason for that is basically this: the telecommunication network has a tremendous amount of what you might call common costs. A route is used for two or three television channels, a couple of thousand telephone circuits, maybe half a dozen data channels or something of that sort, and the problem is how to allocate those costs. Do you do it on the matter of minutes of

• 1120

use? Do you say, "Well, I have the structure anyway for telephone use and therefore the television is incremental"? You can get almost as many answers as you want in the allocation of this.

Therefore, an allocation of costs as a basis for looking at the profitability of any one service is something which is subject to a lot of hazard.

Mr. Stanbury: It seems to me the same could be said of the allocation of costs which you are putting before the Committee relative to the satellite, that, in fact—and I put it to you—your rentals to television networks are probably the most profitable part of your business; that the rates charged for television

[Interprétation]

M. Stanbury: Est-ce qu'il y a eu baisse ou augmentation?

M. Lester: Il y a eu une baisse des taux, je crois que c'est assez difficile à détecter car ces contrats sont des contrats à long terme, et ils ne sont pas nombreux.

M. Stanbury: On utilise beaucoup plus ces installations qu'auparavant?

M. Lester: Oui, mais il faut se rappeler dans un système de communication par satellite, on doit construire le satellite et équiper le satellite de tout ce dont il a besoin d'un seul coup.

Dans le cas d'un système de communication par micro-ondes, nous pouvons ajouter ces installations petit à petit. Il n'est pas nécessaire de lancer à la fois toutes les installations nécessaires.

M. Stanbury: Est-il possible d'évaluer les profits que vous ont rapporté la location de vos services de communication par micro-ondes aux fins de la Société Radio-Canada. Pouvez-vous déterminer si c'est une affaire très profitable par rapport à d'autres activités de votre société?

M. Lester: Nous ne faisons pas notre comptabilité de cette façon, la raison pour laquelle nous ne procédons pas de cette façon est la suivante: le réseau de télécommunication représente une foule de frais communs. Une ligne est peut-être utilisée pour quatre canaux de télévision, quelques milliers de circuits téléphoniques, des circuits de traitement des données etc. Comment va-t-on répartir les frais? On se dit qu'on dispose déjà d'un système téléphonique qui sert à la télévision, et lorsqu'on veut répartir les frais, on peut arriver à toutes sortes de combinaisons.

C'est très risqué que de tenter d'établir des calculs semblables.

M. Stanbury: Il me semble qu'on pourrait dire la même chose de la distribution des frais que vous proposez au Comité dans le cas du satellite. Il se peut que les locations aux stations de télévision soient l'aspect le plus profitable de votre entreprise; il se peut aussi que les frais qu'on charge pour les réseaux de

[Text]

networks are extremely high; that they are to a large extent subsidizing your other activities; and that, in fact, if you speak of satellite costs falling back on to your subscribers you might equally say that the high rates that you charge the television networks for microwave rentals fall back on to the Canadian taxpayer, because a major user of your microwave facilities for television purposes is the CBC.

Mr. Lester: This is an interesting point, Mr. Stanbury, but the fact of the matter is that the rates which the CBC and CTV television networks pay in Canada are substantially lower than those paid by any other network on the continent.

Mr. Stanbury: I am not asking you that. I was asking about the profitability of it, and my suggestion to you is that this is extremely profitable to your company.

Mr. Lester: As I mentioned, we do not divide these costs up this way.

Mr. Stanbury: But you are proposing to divide up the costs...

Mr. Lester: No; this is not the same thing. In the case of television we are talking about division of costs within the one system. In the case of the satellite network we are asked to provide revenues paid out from the telephone companies to a Telesat corporation. That is a different thing. It is not the same as internal costs at all.

We do not keep our books this way, which is quite right. I would not like you to think we are so naive as not to look at some of these things.

Mr. Stanbury: I would not have thought so, but.

Mr. Lester: No, but there is a difference in accuracy of costs, and any calculations we have made certainly would not support your statement.

Mr. Stanbury: I would be happy to have your evidence before this Committee in support of your disputing of my statement, but you are apparently not able to provide that because you do not segregate the profitability of this operation, as I think a company would.

Mr. Lester: The difficulty is the one that I mentioned to you. And, of course, it is fairly easy for any of us to say that costs are too high. This is a quite simple statement, but I suppose evidence would have to be produced in both directions.

[Interpretation]

télévision soient très élevés; aussi, il est possible que ces frais subventionnent vos autres activités. Si vous parlez du coût du satellite, qui va être réparti parmi vos abonnés, vous pouvez aussi dire que les taux élevés que vous exigez des réseaux de télévision pour la location des réseaux de micro-ondes retombent éventuellement sur les contribuables du Canada, car votre client principal est la Société Radio-Canada.

M. Lester: C'est une observation intéressante, monsieur Stanbury. Il n'en reste pas moins que les droits versés par Radio-Canada et CTV au Canada sont beaucoup moins élevés que les taux versés à toute autre société nord-américaine.

M. Stanbury: Je ne vous demandais pas cela. Je voulais savoir à quel point cela était profitable. Je voulais vous faire remarquer que c'est un domaine qui rapporte à votre société des profits énormes.

M. Lester: Nous ne répartissons pas les frais de cette façon, comme je l'ai dit.

M. Stanbury: Mais, d'un autre côté, vous voulez diviser les autres frais...

M. Lester: Ce n'est pas la même chose. Les frais dont nous parlons seront répartis dans un seul système. Dans le cas du réseau par satellite, on nous demande de fournir des revenus payés par les compagnies des téléphones à la Télésat. C'est une chose différente. Il ne s'agit plus du coût interne. Ce n'est pas de cette manière que nous faisons nos calculs, et pour cause. Je ne voudrais pas que vous nous pensiez si naïfs que nous ne songeons même pas à ces questions.

M. Stanbury: Je ne l'aurais jamais pensé!

M. Lester: Non, mais il y a une différence dans l'exactitude, et nos calculs ne sont pas à l'appui de votre affirmation.

M. Stanbury: Je voudrais bien que vous puissiez dire à ce Comité les raisons pour lesquelles vous n'êtes pas d'accord avec ma déclaration, mais, il me semble que vous n'êtes pas en mesure de donner ces renseignements car vous n'avez pas divisé en secteurs les profits de votre exploitation, comme on doit le faire.

M. Lester: Il y a le problème que je viens de mentionner. Il est toujours facile de dire que les frais sont trop élevés. Mais c'est une déclaration qui est facile à faire. Mais il faudra apporter des preuves, dans les deux cas.

[Texte]

Mr. Stanbury: It is also easy to say that the cost of some activity will fall back on to your subscribers, not to mention your shareholders. I notice you did not mention them.

Mr. de Grandpré: Yes, I did mention them, Mr. Stanbury.

Mr. Stanbury: But not in the same breath. You were talking about the benefits, or the costs, flowing back to subscribers as if they were the only people for whom you were trustees. But surely you must also accept the fact that you are talking of a prospective operation which will compete with, or challenge, the virtual monopoly which you now have over the conveyance of broadcasting over long distances in Canada. I suggest to you that it is as valid for me to say that your

• 1125

charges to the CBC for microwave rentals fall back on the taxpayer of Canada as it is for you to say that the costs of the satellite in the early years are going to fall back on your subscribers.

Mr. de Grandpré: The position we have taken, Mr. Stanbury, is that there is a difference in cost between providing communications via satellite and providing similar communications via earth facilities. At present, and for a certain number of years ahead, it will be more expensive to provide them via satellite, so that difference in cost is the extent of the subsidization.

I support Mr. Lester's statement that there is no proof that we are charging too much for the transmission of TV signals across Canada, because I think the evidence is quite to the contrary and to the effect that it is cheaper than anywhere else on this continent, but...

Mr. Stanbury: This may mean that we have more effective supervision in this country, or it may be for various reasons. But do you have some evidence to indicate this? I am sure the Committee would be glad to have the cost figures for the operation of your microwave facilities, relative to how much of the cost is borne by the telephone networks, how much by the broadcasting networks, and the relative profitability of your arrangements with the telephone and broadcasting companies.

Mr. de Grandpré: There are two sides to this problem. If we assume, as you do, that we are over-charging for the provision of TV facilities, then these revenues, as I said a few minutes ago in answer to Mr. Schreyer, fall in one pot. Assuming your statement to be correct—which I am not prepared to admit—

[Interprétation]

M. Stanbury: Il est toujours facile de dire que le coût de certaines activités va tomber sur les épaules de vos abonnés, sans compter les actionnaires. Vous n'avez pas parlé de vos actionnaires.

M. de Grandpré: Oui, monsieur Stanbury, nous l'avons fait.

M. Stanbury: Oui, mais pas en même temps. Vous parliez des frais, ou des avantages, qui pourraient revenir à vos abonnés comme s'il s'agissait de vos seuls intérêts. Vous devez admettre que vous parlez d'un service qui devra faire concurrence au monopole que vous exercez sur les moyens de transport du service de télévision d'un bout à l'autre du pays.

Je crois pouvoir dire que les frais que vous exigez de la Société Radio-Canada pour la location du réseau de micro-ondes doivent être déboursés par les contribuables canadiens, de la même manière que vous dites que le coût du satellite va être subi par vos abonnés.

M. de Grandpré: Monsieur Stanbury, nous estimons qu'il y a une différence de coût entre communications par satellite et les communications par stations terrestres. Actuellement, et pour quelques années, il sera plus dispendieux de fournir ces communications au moyen du satellite. Cette différence de frais doit faire l'objet d'une subvention. Je dirai, comme M. Lester, qu'on ne peut pas prouver que nous exigeons des droits trop élevés pour la transmission des ondes de télévision d'un bout à l'autre du Canada. On peut facilement constater que nos droits sont moins élevés que n'importe où en Amérique du Nord.

M. Stanbury: Cela veut peut-être dire que la surveillance au Canada est plus efficace. Avez-vous des preuves à l'appui? Je suis certain que le Comité serait ravi d'étudier le coût de l'exploitation de votre système de communications par micro-ondes. Le Comité apprendrait alors quelle proportion du coût est subie par les compagnies de téléphone, quelle proportion est subie par les sociétés de radiodiffusion ou télédiffusion. Il pourrait aussi savoir à quel point les arrangements avec ces diverses sociétés sont avantageux.

M. de Grandpré: Chaque problème a deux aspects. Si j'admets, comme vous dites, que nous exigeons des droits trop élevés dans le cas de la télévision, ces revenus, comme je le disais tout à l'heure en répondant à la question de M. Schreyer, sont réunis. Si votre déclaration est juste (ce que je n'admets pas)

[Text]

and that these revenues are too high, then they inure to the benefit of the telephone subscribers because the bottom line is always there.

Mr. Stanbury: That is just what I have been saying, sir. You decry the possibility that the telephone subscribers may, in effect, have to subsidize some new technological development such as the satellite, and at the same time you ignore the fact that the telephone subscriber may, in fact, be being subsidized by the taxpayer through the rates the CBC is paying to you for microwave rentals.

Mr. de Grandpré: The difference between the present approach, by which the whole transaction is under one roof, or within one family, and this new approach of making a third corporation viable is that the eventual benefits of that corporation will possibly flow out of the family into foreign hands.

Mr. Stanbury: When you speak of "the family" you mean your shareholders?

Mr. de Grandpré: No; I speak of the total family of shareholders and subscribers. You may not have been here when I made the point that the shareholders in a regulated industry are not permitted to earn an unreasonable rate of return. If the revenues derived from our operations are too high then the rate of return will be declared to be unreasonable and we will be forced to reduce rates. As a matter of fact, we have reduced rates over the last 10 years.

Mr. Stanbury: Either you are ignoring my point or I am not making it clear. It is perfectly understandable to me. The point I am making is that within your "family" of subscribers and...

Mr. de Grandpré: Taxpayers and shareholders.

Mr. Stanbury: ... shareholders ...

Mr. de Grandpré: And taxpayers, because we have four Crown corporations in this organization.

Mr. Stanbury: I am beginning to think that perhaps the taxpayer is part of your family, but the point I am making is that within your family, however you define it, you have certain benefits flowing from the public to your subscribers and shareholders by reason of certain unregulated parts of your activities.

• 1130

You rates perhaps need not be so high to your subscribers, and perhaps your dividends

[Interpretation]

et que ces revenus sont trop élevés, alors ils contribuent aux bénéfices des abonnés du téléphone.

M. Stanbury: C'est ce que je dis, monsieur. Vous semblez protester contre le fait que les abonnés des compagnies de téléphone doivent subventionner une amélioration technique comme la télécommunication par satellite; d'un autre côté, vous n'admettez pas que le contribuable subventionne actuellement les abonnés du téléphone à travers les droits que vous paie Radio-Canada pour le réseau de télécommunication.

M. de Grandpré: La différence entre la façon actuelle de procéder, où les transactions sont réunies, en famille, et la nouvelle façon de rendre une troisième société rentable, est la suivante: les avantages recueillis par cette société pourraient aller à l'extérieur de la famille.

M. Stanbury: L'extérieur, cela veut dire les actionnaires?

M. de Grandpré: Non, je parle de l'ensemble des actionnaires et des abonnés. Vous n'êtes peut-être pas là quand j'ai dit que les actionnaires d'une entreprise réglementée n'ont pas droit à des bénéfices trop élevés. Si les revenus sont trop élevés, à ce moment-là, on déterminera que les profits ne sont pas raisonnables et nous devons baisser les taux. Nous avons fait baisser les taux, de fait, au cours des dix dernières années.

M. Stanbury: Ou bien vous ne voulez pas répondre à ma question, ou bien je ne me suis pas assez bien exprimé. Je comprends très bien moi-même. Je crois que lorsque vous parlez de «famille»...

M. de Grandpré: Les actionnaires et les contribuables.

M. Stanbury: Les actionnaires...

M. de Grandpré: Et les contribuables, car il y a quatre sociétés de la Couronne qui font partie de cette organisation.

M. Stanbury: Je commence à penser que les contribuables font également partie de votre grande famille. À l'intérieur de cette «famille», quelle que soit sa définition, il y a certains bénéfices qui proviennent du contribuable et qui sont recueillis par vos abonnés et vos actionnaires, et qui proviennent des secteurs non réglementés de votre entreprise.

Les taux que vous exigez de vos abonnés ne sont donc pas aussi élevés, et vos dividen-

[Texte]

may be a little higher to your shareholders, as a result of contracts which you have been able to make with the broadcasting networks.

Mr. de Grandpré: My answer to this is twofold. First of all, the contracts that we have entered into for TV purposes are competitive contracts because the CN-CP also have a microwave network.

Mr. Stanbury: It covers exactly the same ground as yours?

Mr. de Grandpré: They could use the CN-CP microwave system if my understanding is correct, they could use it by renting other facilities, but they could provide a similar service. When I say that the taxpayers of this country were also involved in our total approach, I am referring to the fact that when we made our proposal, there were four Crown Corporations involved in the proposal. As I said, the three Prairie Provinces and the CN were included in the proposal we made. So always to single out Bell as being the force behind this seems to be certainly exaggerating.

Mr. Stanbury: What proposal are you speaking of?

Mr. de Grandpré: I am referring to the proposal in connection with Canadian communications satellite system.

Mr. Stanbury: I was talking about microwave systems.

Mr. de Grandpré: The microwave system is the same. We have three Crown corporations in the Trans-Canada microwave system. The three Prairie Provinces are part and parcel of the microwave system of the Trans-Canada Telephone System and there are three Crown corporations in there.

Mr. De Bané: But Bell Canada is about 30 per cent of the Trans-Canada Telephone System.

The Chairman: There is one other aspect, Mr. Stanbury, which you were not present to hear about. When you speak of the cost of the microwave network to CBC it is going to be interesting to find out what the differential in cost will be to the CBC when they begin to use satellite communications to provide it as well.

Mr. Osler: May I ask a supplementary on that?

[Interprétation]

des peuvent être un peu plus élevés, en raison des contrats que vous avez pu conclure avec les sociétés de radiodiffusion et de télédiffusion.

Mr. de Grandpré: J'ai une réponse qui comporte deux parties: d'abord, les contrats que nous avons conclus avec les sociétés de télévision doivent tenir compte de la concurrence, car le CN-CP a aussi son réseau de micro-ondes.

Mr. Stanbury: Il sert exactement aux mêmes fins que le vôtre?

Mr. de Grandpré: Si je comprends bien, ils pourraient utiliser le réseau de micro-onde CN-CP en louant d'autres installations, mais ils pourraient fournir le même service. Lorsque je dis que le contribuable canadien a quelque chose à voir avec toute cette question, je me souviens que lorsque nous avons formulé cette proposition, il y avait quatre sociétés de la Couronne qui étaient en cause. Comme je l'ai dit, les trois provinces des Prairies et le CN tombaient sous le coup de la proposition que nous avons formulée. Et je crois que dire que la compagnie de téléphone Bell est le seul intérêt qui se trouve à la base de cela, est une exagération, je pense.

Mr. Stanbury: De quelle proposition parlez-vous?

Mr. de Grandpré: Je crois qu'il s'agit de la proposition concernant le système canadien de communications par satellite.

Mr. Stanbury: Je parlais du réseau de micro-ondes.

Mr. de Grandpré: Le réseau de micro-onde est exactement la même chose. Nous avons trois sociétés de la Couronne dans le réseau de micro-ondes transcanadien. Les trois provinces des Prairies font partie du réseau de micro-ondes du réseau téléphonique transcanadien et il y a trois sociétés de la Couronne qui travaillent dans ce domaine.

Mr. De Bané: Mais environ 30 p. 100 du réseau téléphonique transcanadien appartiennent à Bell Canada.

Le président: Il y a un autre aspect, monsieur Stanbury, dont vous n'avez pas entendu parler. Lorsque vous parlez du coût du réseau de micro-ondes pour la Société Radio-Canada, il serait intéressant de trouver qu'elle va être la différence, pour la Société Radio-Canada, lorsqu'elle va se servir du système de communications par satellite.

Mr. Osler: J'ai une question supplémentaire à poser à ce sujet.

[Text]

The Chairman: This is actually your subject.

Mr. Osler: Yes. This is the point, I think we will get back to what Mr. Stanbury was trying to say, or was saying so successfully and what I am trying to say.

The CBC have told us that costs will not be out of line for them to use this new system, if it is assumed that they are going to be allowed to fulfil their mandate over a period of years, which is to supply French language network across the country and to get into any important areas in the North where they would ordinarily go in accordance with the workings of their formula. They are now putting frontier packages into this, right?

This is the basis on which they said this was viable for them. Assuming that their figuring is anywhere close to correct, it would follow, if your telephone system is going to be out of line as far as costs are concerned, and yet your television experts say their costs are not going to be out of line, that there is something wrong on one side or the other of this calculation.

I know that the CBC have high costs and they are criticized for it, but I have not known the CBC to go seriously out of line in any of their estimates in the time that I have been involved with them. When they say their figure is going to be high everybody objects about it, but they come in with the right figure.

Mr. Lester: I have no criticism of the CBC costs, Mr. Osler, but I submit, it was my understanding, although I was not here when the CBC were here that they were speaking about their over-all cost of providing a service, assuming as you say they have to extend French television across Canada and reach the North. As I understand it, a substantial portion of that cost on the present system.

Mr. Osler: It has nothing to do with you people.

Mr. Lester: It has nothing to do with us.

Mr. Osler: That is right.

Mr. Lester: The microwave system is used as far as they can or to certain junction points, and then you have, in effect, an air service with packages into the stations and so

• 1135

on. That total cost is what adds up to a figure which is roughly comparable to the rental

[Interpretation]

Le président: C'est votre sujet.

M. Osler: Oui. Je vois que cela nous ramènera à ce que voulait dire M. Stanbury, ou à ce qu'il a si bien dit, et à ce que j'essaie de dire.

Radio-Canada nous a dit que le coût serait à peu près conforme pour ceux qui utiliseront ce nouveau réseau, si on suppose qu'ils pourront remplir leur mandat, au cours d'un certain nombre d'années, c'est-à-dire donner un réseau français à travers le Canada et assurer un service dans les régions les plus importantes du grand Nord, ce qui est conforme à leur but. On va aussi construire des émetteurs d'avant-poste, n'est-ce pas?

C'est sur cela qu'il fonde leur rentabilité. En supposant que leurs chiffres sont à peu près justes, il s'ensuivra que le réseau téléphonique ne sera pas en conformité avec cela, en ce qui concerne les coûts, et les experts en matière de télévision disent que les coûts ne seront pas exorbitants, qu'il y a quelque chose qui ne va pas d'un côté ou de l'autre, dans ces calculs.

Je sais que Radio-Canada a des coûts élevés et on critique cela, évidemment, mais je ne crois pas que Radio-Canada ait fait des prévisions budgétaires qui étaient exagérées, quand j'y étais. Quand ils disent que les chiffres vont être élevés, tout le monde s'y oppose, mais ils ont cité des chiffres exacts.

M. Lester: Eh bien, je ne critiquerai pas les coûts de Radio-Canada nécessairement, monsieur Osler, mais je prétends que, d'après ce que je crois savoir,—je n'étais pas ici quand Radio-Canada a témoigné ici,—qu'ils parlaient des coûts globaux pour fournir les services, en supposant, comme vous dites, qu'ils doivent établir un réseau français à travers le Canada et desservir le Grand Nord. Si je comprends bien, une part substantielle de ces coûts, dans le système actuel...

M. Osler: Mais cela n'a rien à voir avec vous.

M. Lester: Non.

M. Osler: En effet.

M. Lester: Il s'agit d'un réseau de micro-ondes qui peut être utilisé en conjonction avec les stations. En somme, c'est un réseau global, avec les stations, etc. Le coût total est

ce qui ajoute à un chiffre comparable, en gros, au coût de location de Télésat et qui, en

[Texte]

they would be paying Telesat and which would, in effect, provide on-line or live television rather than the packages.

Mr. Osler: May I make one comment at this point? The on-ground station that they will require at the northern point is, from a capital point of view, roughly equivalent to what their frontier package is going to cost, again from a capital point of view. It is purely the servicing on which they will save money.

Mr. Lester: This is correct and in the final analysis the total cost of anything is really what it costs per year. I think this is what the CBC were really covering in their submission, as I understand it. I would not quarrel with that statement at all except I have two reservations. I am not sure, but I think they have made the assumption that these stations could be unattended for long periods in the North. I have had some experience with people looking after things in the North, and I am not sure this is a tenable proposition.

The Chairman: No, they did not...

Mr. Lester: They did not make that statement.

The Chairman: No, they indicated that the procedure they would follow was to have a regular schedule of maintenance services.

Mr. Lester: I see, then my comment is not valid. The other thing is that there could well be some of these costs we talked about earlier of getting the TV station into the proper spot for the rebroadcast. However, the telephone situation is really quite different because we do not have the problem of airline packages and this kind of thing. The telephone service is an on-line system, it is a live system, it is a live system now whether we use HF radio or what have you and it would be a live system in the satellite situation. So you are comparing sort of like things in the telephone business, and the fact is that the satellite service initially, as we have mentioned, becomes more expensive than what we now have. If you were to compare the CBC satellite rentals only with their microwave rentals, you would certainly find that it was a much more expensive proposition. The fact is they can apparently do without some of the things that they now do to undertake this. This is what balances it out. I do not think it is really a comparable situation.

Mr. Osler: I am glad to have that cleared up. I have one other comment. If the government were not getting in on this at all, your telephone system would still suffer from the fact that for other reasons you felt you want-

[Interprétation]

fait, permettraient de donner des services de télévision en direct, plutôt qu'en différé.

M. Osler: Puis-je ajouter ceci? Le coût de la station terrestre, dans le Nord, d'un point de vue financier, est à peu près équivalent au coût des émetteurs d'avant-poste. On va économiser seulement grâce au service.

M. Lester: Oui, en dernière analyse, on peut dire que le coût total se calcule d'après les dépenses annuelles. Cela était compris dans le mémoire de Radio-Canada, si je comprends bien. Mais, il y aurait deux réserves à faire. Je ne suis pas certain, mais je crois qu'on a proposé que ces stations pourraient être laissées sans surveillance pendant un bon bout de temps, dans le Nord. Et, d'après mon expérience, je ne crois pas que ce soit possible.

Le président: Non, on n'a pas...

M. Lester: On n'a pas déclaré cela.

Le président: Non, ils ont dit qu'ils prévoyaient assurer des services d'entretien selon un horaire régulier.

M. Lester: Je vois. L'autre chose, c'est qu'il est possible qu'une partie des coûts dont nous avons parlé plus tôt au sujet des stations de télévision serve à la rediffusion. Mais la situation, quant au téléphone, est vraiment différente, parce que nous n'avons pas le problème des émissions à expédier par avion, et ce genre de choses. En réalité, le service téléphonique est un service avec ligne, et un service en direct, qu'on utilise la radio à haute fréquence, ou autre chose, et c'est un système en direct, par satellite. Donc, on compare deux choses semblables, pour ce qui est du service téléphonique. Le service par satellite, au début, est plus cher que ce que nous avons maintenant. Si on doit comparer la location des satellites de Radio-Canada par rapport à la location des micro-ondes, ce sera certainement beaucoup plus cher. Mais, peut-être qu'on se sert de moyens qu'on n'a pas besoin du tout d'utiliser. Je ne crois pas que ce soit vraiment une situation comparable.

M. Osler: Mais, cela étant clair, j'ajouterai un autre commentaire. Si le gouvernement ne s'en mêlait pas, votre réseau téléphonique souffrirait-il du fait que vous allez vous lancer dans le système des télécommunications,

[Text]

ed to go into the telecommunications system, but in the long run the whole thing would pay off because of upcoming things in telecommunications. Your data processing, all the other things that are going to be going back and forth like mad in years to come; everything from a sort of central library registry to banking to everything you can think of that will put a much heavier load on the system whatever it is than presently exists. From your point of view, the initial investment would be worthwhile even though it may mean that a further reduction of telephone rates has to be postponed for a little while until you chew this thing up, assimilate it.

Mr. De Grandpré: This is generally the approach.

Mr. Osler: My other question is this then. When it starts to make money, if you put the ultimate increment into one pot, which you say you have been doing, how is it going to hurt your telephone subscribers very much because it would have been a taxable profit in your hands. Under the new system, you are only going to get a profit of the profit of this new company. The difference is not going to be, if you are third owners of this thing, that you are going to have to pay 50 per cent or more tax on the other thing anyway.

Mr. De Grandpré: It depends on how you are going to finance the corporation and this will be a matter for the board of directors to decide. Are they going to have it all equity or debt and equity, I do not know. There will be so many inputs into the equation that I think we would be trying to hypothesize if we tried to visualize all sorts of combinations of situations here.

Mr. Osler: In a utility you usually want as much debt as you can get, do you not?

Mr. De Grandpré: No, there is a limit to the quantity of debt that you can pour into a utility. Historically, I think it is fair to say

• 1140

that the electric utilities have carried between 55 per cent and 60 per cent debt, while the telephone utilities have carried around 40 per cent debt. The American Telephone and Telegraph carried close to 33 or 35 per cent for quite a number of years and only in recent years have they tried to increase the amount of debt. But the increase of the amount of debt assumes that debt money is available. And you know the difficulties today! So that it is not always possible to determine in vacuo how much debt and how much equity you are going to get. You have to re-act to the conditions of the market at any given time.

[Interpretation]

pour d'autres raisons? Mais, à la longue, ce sera rentable, à cause de l'évolution des télécommunications. Votre service de traitement des données sera évidemment très actif, au cours des années à venir. Vous devrez surcharger le système beaucoup plus qu'à l'heure actuelle. A votre avis, l'investissement initial sera utile, même si ça ne veut pas dire une réduction immédiate des tarifs téléphoniques?

M. de Grandpré: C'est ce que nous croyons, en général.

M. Osler: Mais, mon autre question, la voici: si vous voulez faire de l'argent, et évidemment si vous dites que l'augmentation sera placée d'un côté seulement, comment cela affectera-t-il les abonnés du téléphone, parce que ce sera un profit impossible à votre disposition. Avec le nouveau système, vous allez obtenir un profit sur les bénéfices de cette nouvelle compagnie. La différence ne sera pas celle-ci: si vous êtes le tiers propriétaire de cette société, vous devrez payer 50 p. 100, ou plus, d'impôt sur le reste.

M. de Grandpré: Cela dépend comment vous allez financer la société, et le Conseil d'administration devra en décider. S'agit-il d'une répartition des valeurs actives, ou de la dette, je ne sais pas. Il y a tellement de facteurs qui entrent dans cette équation que je pense qu'il faudra étudier toutes les possibilités, toutes les combinaisons possibles.

M. Osler: Un service public doit avoir autant de dettes que possible, n'est-ce pas?

M. de Grandpré: Il y a une limite en ce qui concerne les dettes que peut avoir un service public. Par exemple, traditionnellement, les compagnies d'électricité ont eu de 55 à 60 p. 100 de dettes, alors que les compagnies de téléphone ont eu environ 40 p. 100 de dettes. Les compagnies américaines de téléphone et de télégraphe ont connu entre 32 et 35 p. 100 pendant assez longtemps et seulement récemment, elles ont essayé d'augmenter leur dette, mais l'augmentation des dettes sous-entend qu'on dispose d'argent. Vous connaissez les difficultés d'aujourd'hui. Il n'est pas toujours possible de déterminer en principe quel actif et quel passif vous aurez ensuite. Vous devez réagir aux conditions du marché en n'importe quel moment.

[Texte]

Mr. Lester: Mr. Chairman, could I mention one point in answer to a comment that Mr. De Bané made.

Bell's portion of Trans-Canada, if you measure it in terms of the revenue accruing to Bell or the miles and so on, is a little less than 50 per cent, Mr. De Bané. Now in terms of local telephones in Canada, Bell has about 62 per cent of them. But in terms of the Trans-Canada System, we are just under 49 per cent.

Mr. De Bané: May I have a supplementary.

The Chairman: I have Mr. Schreyer first, then I will have you and Mr. Stanbury on supplementaries.

Mr. Schreyer: Mr. de Grandpré, you just said that you do not know what the ratio of debt to equity will be in the over-all financing of TELSAT. Can you tell us whether in negotiations with the department there is a general consensus on what this ratio should be?

Mr. de Grandpré: No. Quite frankly, I think that we have gone all over the lot, Mr. Schreyer, in these negotiations. At one time it was thought that it would be 100 per cent equity, at other times in order to give more leverage to the common equity it was felt that maybe some debt should be introduced, and then the percentages of debt varied within a very wide spectrum or range and I do not think that it would be fair to say that any consensus has been arrived at.

Mr. Schreyer: Listening to your answers to Mr. Stanbury's line of questioning and to my earlier questions, I infer the following reasoning on your part—that you really see no problem in the fact that Bell Telephone has revenue from telephone service, which is regulated, and revenue from microwave rentals to the television corporations, which is unregulated, because the totality of earnings to Bell is regulated. Is that what you were trying to say?

Mr. de Grandpré: Yes, that is right. As Mr. Lester has indicated, there are so many assumptions that you can make whenever you make a separation cost study, as it is called in our jargon, that depending on the basic assumption you make you come to very different conclusions, of course. For example, you have your own telephone set on your desk. How much of that telephone set is going to be allocated for long distance telephone across Canada, how much for local service,

[Interprétation]

M. Lester: Monsieur le président, je voudrais ajouter quelque chose à un commentaire de monsieur De Bané. La part de Bell au Réseau téléphonique trans-canadien mesurée sur le revenu qui échoit à Bell ou les mille et autres représente un peu moins que 50 p. 100. Si l'on considère l'ensemble des téléphones au Canada, la compagnie Bell en possède environ 60 p. 100. Par rapport au Réseau téléphonique trans-canadien, nous sommes à un peu moins de 49 p. 100.

M. De Bané: Puis-je poser une question complémentaire.

Le président: Il y a d'abord monsieur Schreyer et ensuite ce sera votre tour et celui de monsieur Stanbury pour une question complémentaire.

M. Schreyer: Monsieur de Grandpré, vous venez de dire que vous ne savez pas quel était la rapport de l'actif et du passif à la fin dans l'ensemble du financement de Télésat. Pouvez-vous nous dire si dans les négociations avec le ministère il y a un consensus général sur ce que devrait être ce rapport?

M. de Grandpré: Non, en toute franchise, je pense que nous avons étudié cette question d'une façon générale au cours des négociations. A un moment donné, on a pensé que l'actif équivaudrait à 100 p. 100; en d'autres moments, de façon à donner un peu plus de latitude à l'actif ordinaire, on a cru qu'on pourrait insérer quelques dettes et ensuite les pourcentages des dettes varient dans un très grand éventail ou gamme. Je ne pense pas qu'il serait juste de dire qu'on a rallié l'unanimité.

M. Schreyer: En écoutant vos réponses, que vous avez données aux questions de monsieur Stanbury et à mes questions précédentes, j'en déduis que vous ne voyez pas de problèmes réels dans le fait que la compagnie de téléphone Bell tire ses revenus du service téléphonique réglementé et du service de location des ondes hertziennes aux sociétés de télévision, qui ne sont pas réglementées parce que l'ensemble des revenus de Bell sont vérifiés. Est-ce bien ce que vous essayez de dire?

M. de Grandpré: Oui, c'est bien cela. Comme monsieur Lester l'a indiqué, il y a tellement d'hypothèses qu'on peut faire quand on fait une étude de la répartition des prix comme on l'appelle dans notre jargon, que selon l'hypothèse de base que vous faites, vous pouvez tirer des conclusions différentes, naturellement. Par exemple, vous avez votre propre téléphone sur votre bureau. Combien de téléphone serviront aux appels interurbains au Canada, combien seront réservés au

[Text]

how much for local calls within the territory of a given company. With switching equipment you have the same problems. How much of that switching equipment is required for local purposes, for long distance purposes within the territory or for trans-Canada use? So depending on these assumptions, as Mr. Lester indicated, you come to different results. Attempts have been made over the years to try to develop a separation approach that would be satisfactory and would be the cure to all problems but, unfortunately, it has not yet been developed.

So, seeing that this is the condition of the art of separation cost study today, I suggest that when you put all the resources and all the revenues in a single pot and then you bring it down to the bottom line it is not that unfair after all—because everything that you have invested in the business has one objective and that is to produce revenues. So as

• 1145

long as you do not segregate the revenues from the total pot then I do not think that the conclusion is unfair. If we were setting up a special account for the unregulated part of the business and we were personally allocating the amount of capital or the amount of plant required to produce these revenues then it could be seriously unfair, but as long as it flows back to the bottom line, to the benefit of all, then I do not think that this is as unfair as one would be inclined to think at first glance.

Mr. Schreyer: Mr. Chairman, I will not pursue that particular question further because Mr. Osler has made essentially the same point as I would like to make.

I go on to another matter. I understood Mr. Lester to say that it was very difficult to compare the cost of providing communication services by microwave and satellite systems. But I would like to say something on this and then ask Mr. Lesler for his comments.

A few months ago I received an order for return in the House of Commons—the answers were provided I presume by the Department of Communications—stating that in comparing costs of communication service by microwave ground system and satellites there was a distance factor somewhere between 600 miles and 1,000 miles, at which point for distance beyond that it would be cheaper to provide communication service by satellite and, below that, cheaper by existing ground microwave systems. Are you in general agreement with that answer or do you think that it is really misleading?

[Interpretation]

service local, combien aux appels locaux à l'intérieur du territoire d'une compagnie donnée. Avec l'équipement de commutation, vous faites face aux mêmes problèmes. Dans quelle proportion le matériel de commutation est requis aux fins d'appels locaux, interurbains, dans le territoire ou à travers le Canada? Selon les hypothèses que monsieur Lester a indiquées, vous aboutissez à des conclusions différentes. On a essayé, au cours des années, à mettre au point un système satisfaisant pour répartir les coûts qui résoudrait tous les problèmes, mais malheureusement cela n'a pas encore eu de résultats.

Étant donné que c'est la condition pour séparer les coûts, à l'heure actuelle, je propose que lorsque vous mettez toutes les ressources et tous les revenus ensemble et que vous les ramenez à la ligne, ce n'est pas si injuste après tout parce que ce que vous avez investi dans l'affaire a un seul objectif, c'est de créer des revenus. Tant que vous ne séparez pas les revenus de l'ensemble, je ne crois pas que la conclusion est juste. Si nous créons un compte spécial pour la partie de l'entreprise qui n'est pas réglementée et si nous affrions le montant du capital ou de l'usine nécessaire pour créer ces revenus, alors, cela serait très injuste, mais si l'on revient à la ligne de fond, au bénéfice de tous, je ne crois pas cela aussi injuste qu'on serait porté à le croire à première vue.

M. Schreyer: Monsieur le président, je ne poursuivrai pas cette question parce que monsieur Osler a présenté à peu de choses près le même argument que j'aimerais présenter.

Voici une autre question. Je crois que M. Lester a dit qu'il était très difficile de comparer le coût des services de télécommunications par micro-ondes et des systèmes par satellites. J'aimerais commenter cette question et lui demander d'y apporter ses commentaires.

Il y a quelques mois, j'ai reçu un ordre de dépôt à la Chambre des communes des réponses qui étaient fournies, je présume, par le ministère des Communications, à l'effet qu'en comparant les coûts des services de télécommunications par un système au sol à hyperfréquences et par satellite, il y avait un facteur de distance, entre 600 milles et 1,000 milles au-dessus de laquelle, il serait moins coûteux d'assurer un service de télécommunication par satellites et au-dessous, cela serait moins cher au moyen des systèmes à hyperfréquences au sol, qui existent déjà. Êtes-vous d'accord avec cette réponse ou pensez-

[Texte]

Mr. Lester: Well I would not comment on it being misleading. I am not in agreement with the answer, Mr. Schreyer. I recognize the figures of 600 to 1,000 miles as being the result of some calculations which were made some considerable time ago when I think the utility cost factors on satellites were perhaps a little more optimistic than they are today. Any recent studies that we have made would indicate that with the kind of satellite system we are proposing to use in Canada or for that matter those that are being used or proposed to be used in the United States, there are none there yet, the distance factor is more like 2,000 miles than 600 to 1,000.

Mr. Schreyer: You are saying that the point of equilibrium is closer...

Mr. Lester: About 2,000 miles.

Mr. Schreyer: Thank you, Mr. Lester. Mr. Chairman, I have one other question, having to do with telephone service in the north.

Is it your view that the satellite system will really not be able to do that much to improve telephone service in Canada's northland, that in fact the more feasible, and cheaper way to improve this service in that area would be by carrying on with and expanding the existing conventional telephone service systems—I do not know the technical terms—but using the lower atmosphere broadcast and so on.

Mr. Lester: I guess the answer really lies in the limitations of the existing systems, not from the cost standpoint so much as from the physical capabilities standpoint. I mentioned earlier that we had built a tropospheric scatter system in which the ground stations are 150 to 200 miles apart. We did this up to Goose Bay with the co-operation of the Québec-Téléphone. They ran from Sept Iles up to Goose Bay and to Schefferville. We have expanded the capacity of this system to something like 200-210 circuits. There is still demand for circuits, chiefly defence circuits for the distant early warning system but also some commercial business, primarily from Goose Bay. We have a problem then to Goose Bay, in case let us say this Asbestos business went ahead, how to provide further telephone service.

• 1150

Let us leave out television because I think the only way really we can get television up there is via satellite. Now the three possibilities of getting more service into Goose Bay or

[Interprétation]

vous que c'est une réponse qui peut induire en erreur?

M. Lester: Et bien, je ne dirais pas que c'est trompeur. Je ne suis pas d'accord avec cette réponse monsieur Schreyer. Je reconnais que les chiffres de 600 à 1,000 milles résultent de certains calculs qui ont été faits il y a pas mal de temps et je pense que le facteur du coût d'utilisation pour les satellites étaient peut-être un peu plus optimiste que maintenant. Toutes les études récentes que vous avez faites indiqueraient qu'avec ce genre de système par satellite nous projetons de l'utiliser au Canada et c'est pourquoi, ceux qui servent actuellement ou qu'on projette d'utiliser aux États-Unis n'existent pas encore. Le facteur de distance serait plus de 2,000 milles que de 600 à 1,000 milles.

M. Schreyer: Vous dites que le point d'équilibre est plus rapproché...

M. Lester: Environ 2,000 milles.

M. Schreyer: Merci. Monsieur le président, j'ai une autre question qui a trait aux services téléphoniques dans le Nord.

Est-ce que vous pensez que le système par satellites ne pourra pas améliorer considérablement le service téléphonique dans le Nord du Canada, qu'en fait, le moyen le plus pratique et le moins cher d'améliorer le service dans ce secteur, serait d'utiliser des services téléphoniques des systèmes classiques qui existent? Je ne connais pas les termes techniques, mais en utilisant la diffusion en faible altitude et autre.

M. Lester: Je présume que la réponse tient vraiment aux limites des systèmes actuels, pas tant pour le coût que pour la possibilité matérielle. J'ai mentionné plus tôt que nous avons installé un système troposphérique multidirectionnel dont les stations sont éloignées l'une de l'autre de 150 à 200 milles. Cela a été fait à Goose Bay, en collaboration avec Québec-Téléphone. Ils sont partis de Sept-Iles jusqu'à Goose Bay et Schefferville. Nous avons accru la capacité de ce réseau à 200 ou 210 circuits environ. On demande encore des circuits additionnels, particulièrement à des fins de défense pour le système d'avertissement mais aussi à des fins commerciales, surtout à Goose Bay. Nous avons donc un problème à Goose Bay et au cas, disons aussi Asbestos où les affaires ont prospéré, à savoir comment fournir des services téléphoniques additionnels.

Ne parlons plus de télévision parce que d'après moi, la seule façon d'avoir la télévision dans cette région, c'est au moyen des satellites. Les trois manières d'avoir plus de service

[Text]

Frobisher or Asbestos, if we take those three as sort of main points, are to expand the scatter system or put a new one up in parallel—we think we have gotten to the limit of this particular physical structure and you would have to put a parallel one up; put in a microwave system, and a microwave system means that you are in on the ground every 30 miles, and if you have ever travelled across the northern part of Quebec as I have this is quite something; or a satellite system.

This is capable of economic evaluation and what you really decide is that a satellite system is the logical way to do it. I think you must add to that equation the fact that while you can get any kind of facilities you want on a microwave system, including television, the cost is very high and the maintenance is extremely difficult. You just do not send somebody out in a Bell Canada truck to maintain a station on the east shore of Hudson Bay. With the scatter system we cannot in the present state of the art—nor do I think we will for a considerable time in the future, if ever—carry television programs. It has been tried and it has not been satisfactory. So if you want television you must either have microwave or satellite, and the satellite is more feasible in the North. Therefore I would say that a satellite system for the future development in quantity as well as quality in the North is something that is desirable.

I would, however, point out that the existing system can only be expanded for telephone purposes, but in the case of the eastern sub-Arctic focussing on Goose Bay we have a problem with respect to whether we would expand the present scatter system or, if a satellite system is going in, we would put one of the stations in Goose Bay and carry on from there.

Mr. Schreyer: Finally, Mr. Chairman, I recall Mr. de Grandpré referring to a “reasonable and unreasonable rate of return”. I am happy to have heard him say this because Mr. Pickersgill once told me that the notion of a reasonable rate of return was medieval, but apparently there are some people who still believe it is possible. My question is...

The Chairman: I understand, Mr. Schreyer, that Mr. Pickersgill will have an opportunity to make a decision on that.

Mr. Schreyer: Yes. Mr. de Grandpré, I put it to you seriously, in the light of your experience with Bell Canada, having to deal with the regulatory agency on matters of rate of return and given the current state of the money market, and so on, what in your view would be a reasonable rate of return for a

[Interpretation]

à Goose Bay ou Frobisher ou Asbestos, si nous prenons ces trois centres comme des genres de points importants, c'est d'étendre le système multidirectionnel ou qu'il faudrait établir un réseau parallèle. Par exemple, le service de micro-ondes: il faut établir des stations terrestres à tous les 30 milles, et si vous avez déjà voyagé à travers le nord du Québec, établir un réseau est un travail considérable, ou alors il faut avoir recours au service par satellite.

On peut alors faire une évaluation économique. Et lorsqu'on arrive à la construction de ce réseau pour satellite, ce serait un moyen logique de parvenir à nos fins. Mais on devrait ajouter à cette équation le fait qu'on peut obtenir évidemment toutes les installations qu'on veut, y compris la télévision, par micro-ondes, ce qui rendra le coût très élevé et l'entretien très difficile également. On ne peut pas envoyer quelqu'un évidemment dans un camion pour aller entretenir une station sur la côte est de la Baie d'Hudson. Avec le système multidirectionnel, nous ne pouvons pas en ce moment, et je ne sais pas si on le pourra à l'avenir, acheminer les programmes de télévision d'une façon satisfaisante en tout cas. Alors, si vous voulez la télévision, il faut choisir entre le satellite ou le système multidirectionnel, mais le satellite est le système le plus pratique dans le Nord pour le développement futur quantitatif et qualitatif.

On a signalé que le réseau actuel peut être développé seulement pour le téléphone, mais dans le cas de l'Est sub-arctique nous avons un problème, il s'agit de savoir si on va améliorer le système multidirectionnel actuel ou si un service par satellite ne serait pas mieux et s'il ne faudrait pas avoir une station à Goose Bay.

M. Schreyer: Je me souviens que M. de Grandpré a parlé de prévisions de recettes raisonnables et irraisonnables. Je suis heureux de l'entendre dire cela car M. Pickersgill m'a dit un jour que le taux de rendement était peut-être une idée médiévale. Mais apparemment, il y a encore des gens qui se basent sur ces données.

Le président: En tout cas, je crois savoir que M. Pickersgill, aura l'occasion de s'expliquer à ce sujet.

M. Schreyer: Monsieur de Grandpré, je vous demande ceci sérieusement, à la lumière de votre expérience au sein de la Société Bell Canada, et ayant à traiter avec un organisme de réglementation quant au rendement, à votre avis, étant donné l'état du marché actuel, quel serait un taux de revenu raison-

[Texte]

corporation that provides a service such as the one Telesat Canada will be providing?

Mr. de Grandpré: You already indicated, Mr. Schreyer, when you made your comment to the House not too long ago that you felt between 8 per cent and 12 per cent was a reasonable rate of return, so perhaps you have already answered your own question.

Mr. Schreyer: That was partly in jest.

The Chairman: No qualifications. Mr. De Bané on a supplementary.

M. De Bané: Monsieur le président, je vais poser ma question au sujet du problème fondamental posé par TCTS et je pense par Bell Canada, au sujet de la contradiction que voient les *common carriers* entre les déclarations du ministre et le projet de loi.

Ma première question est la suivante. Etes-vous d'accord que lorsqu'il s'agira de l'intérêt public, c'est-à-dire des 20 millions de Canadiens, le meilleur allié des *common carriers* au conseil d'administration sera le gouvernement? Etes-vous d'accord sur ce premier point de mon raisonnement?

M. de Grandpré: Je pense que je ne peux pas être d'accord sur ce premier point, parce que j'ai l'impression que tous les membres du conseil d'administration, à tout moment, devront toujours avoir en vue le meilleur intérêt des Canadiens et que ce n'est pas un groupe d'administrateurs, plutôt qu'un autre, qui le défendra vraiment. Je pense que tous les administrateurs doivent sauvegarder l'intérêt de tous les Canadiens en tout temps.

M. De Bané: Oui, mais soyons réalistes. Moi si j'investis dans Télésat, ma préoccupation première, ce sera de faire le plus de profits possibles. Tandis que Bell Canada, par le truchement de ses 130,000 actionnaires...

M. de Grandpré: 255,000.

M. De Bané: ...255,000 actionnaires, et le gouvernement, parce qu'il a en vue les 20 millions de Canadiens pour qui nous sommes en train d'étudier le projet ici, vont également penser au service, au coût et à la rentabilité, et non pas seulement comme moi, simple individu, je vais penser surtout au taux que rapporte mon investissement. Vous êtes d'accord avec moi là-dessus?

M. de Grandpré: Je pense que les gérants de l'entreprise des télécommunications au Canada, si je peux me permettre l'expression, ont appris au cours des années, que ce qui est primordial et ce qui permet vraiment à l'en-

[Interprétation]

nable pour une société qui fournirait un service tel que Télésat Canada?

M. de Grandpré: Vous avez déjà dit, monsieur Schreyer, à la Chambre, il n'y a pas si longtemps, que vous estimiez que le taux de revenu devrait être entre 8 et 12 p. 100. Peut-être que vous avez déjà répondu vous-même à cette question et vous avez précisé quel était le taux de revenu.

M. Schreyer: Eh bien, j'ai dit ça un peu en riant.

Le président: Sans commentaire. M. De Bané, vous avez une question supplémentaire.

M. De Bané: Mr. Chairman, I would like to ask a question concerning the basic problem brought about by TCTS and I think by Bell Canada concerning the contradiction that the common carriers see between the statement of the Minister and the Bill.

My first question is this: do you agree that when public interest will be at stake, that is the 20 million Canadian citizens, the best ally of common carriers on the Board of Directors will be the government? Do you agree with this first point?

Mr. de Grandpré: I do not think I can agree with this first point because I am under the impression that all the members of the Board of Directors will at all times have to take into consideration the interest of Canadians and that it will not be one group of directors, rather than another, that will really defend it. I think all directors must protect the interest of all Canadians at all times.

Mr. De Bané: Yes, but let us be realistic. If I invest in Telesat, my first concern will be to make all the profit I can make. Whereas Bell Canada, through its 130,000 shareholders...

Mr. de Grandpré: 255,000.

Mr. De Bané: ...225,000 shareholders, and the government because it takes into consideration the 20 million Canadians for whom we are studying this Bill, will also think about service, about profitability and costs, and not only as I would myself, as an ordinary individual who thinks especially about returns on his investment. Do you agree with me on that?

Mr. de Grandpré: I think that the managers of the telecommunication industry in Canada, if I may put it that way, have learned over the years that what is most important and what really permits an enterprise to progress

[Text]

treprise de progresser, c'est d garder présent à l'esprit l'intérêt de tous les Canadiens au moment de chacune des décisions qui sont treprise de progresser, c'est de garder présent si vous voulez, par le fait que nous avons été plongés dans ce bain-là depuis des années, nous avons appris à considérer l'intérêt public comme étant un point d'importance primordiale dans notre exploitation.

M. De Bané: Donc, vous êtes d'accord sur la répartition tripartite des actions?

M. de Grandpré: Bien, il faut se comprendre. Vous me faites dire ce que je n'ai pas dit. J'ai dit que la meilleure façon, et nous n'avons pas changé d'idée, la meilleure façon d'intégrer un système de communications par satellite à l'ensemble du système de communications actuel et de façon à laisser cette subvention apportée par un aspect de l'exploitation vis-à-vis l'autre aspect, c'était encore celle qui avait été proposée, de faire cette subvention de part et d'autre à l'intérieur du réseau transcanadien et des compagnies de télécommunications. C'est ce que nous avons proposé au début, c'est ce en quoi nous croyons encore.

Mais le gouvernement a décidé qu'il y aurait une entreprise tripartite et nous sommes prêts à respecter la décision du gouvernement telle qu'énoncée par le ministre. C'est la politique du pays. Alors, ce sera une entreprise tripartite si le Parlement l'approuve, évidemment.

Mais prenant pour acquis l'approbation du Parlement, c'est la politique du gouvernement d'avoir une entreprise tripartite. Je dis: si vous avez une entreprise tripartite, la meilleure façon de préserver cet aspect primordial que nous avons en vue quand nous avons fait notre proposition, c'est-à-dire que ceux qui vont subventionner d'abord le système récolteront éventuellement les bénéfices; bon, je dis: la meilleure façon de faire cela; c'est de s'assurer que le système ne sera pas en concurrence avec les systèmes des compagnies de communications existants. Il y aura toujours éventuellement, dans quinze ans ou dans vingt ans, cette période de rattrapage, mais vous la poussez beaucoup plus loin dans l'avenir et nous ne savons pas ce qui existera à ce moment-là. C'est la position que nous avons prise.

M. De Bané: Et voici maintenant le deuxième point de mon argumentation où je vois, et je pense que selon vous je me trompe, une contradiction dans votre position. En effet, d'une part, vous dites: nous allons subventionner cette industrie parce que nous allons être ses clients exclusifs, avec Radio-Canada, etc., et d'autre part, lorsque nous, nous vou-

[Interpretation]

is to take into consideration the interest of all Canadians when they make decisions. I think that through our training and by the fact that we have been in this business for many years, we have learned to consider the public interest as being a crucial point in the operation of our business.

Mr. De Bané: So you are in agreement with the tripartite repartition of the shares?

Mr. de Grandpré: Let's get this clear. You are putting words into my mouth which I didn't utter in the first place. I said that the best way, and we have not changed our minds, to integrate a system of communication by satellite to the whole of the present communications system and so as to leave this subsidy brought about by one aspect of the development vis-à-vis the other aspect, was the one which had been proposed, that is to make this subsidy on both sides inside the Trans-Canada network, and the telecommunications companies. That is what we proposed at the beginning, and we still believe in that.

However, the government has decided that the corporation would be composed of three groups. We are willing to accept the governments' decision as explained by the Minister. It is the country's policy and it will become a tripartite corporation if the government approves it, naturally. But taking approval by parliament for granted, it is the government's policy to have a tripartite corporations. I say that if you have such an organization, the best means of preserving this prime aspect which we had in mind when we made our proposal, i.e. that those who will subsidize the system will be getting the benefits eventually, well, I say that the best way of doing this is to ensure that the system will not have to compete with other existing communications companies. Within 15 or 20 years there will be that recovery period, but you are pushing it further back into the future and we do not know what things will be like at that time. This is the position we have adopted.

Mr. De Bané: Now this is my second point. I might be wrong, but I feel there is a contradiction in your own position. On the one hand you say that you will subsidize this industry since you will be its only customers along with the CBC, and so on. And on the other hand, when we want other customers to be able to rent channels, you object.

[Texte]

ions que d'autres clients puissent louer des canaux, là, vous vous opposez.

M. de Grandpré: Voici: Si les autres clients sont prêts à payer ce qu'on nous demande de payer pour chaque canal du système de satellite, peut-être notre attitude sera-t-elle différente. A l'heure actuelle, ce n'est pas la formule dont on parle. On dit actuellement que la compagnie de télécommunications par satellite aura besoin d'environ \$18 millions de dollars pour subsister, et il est possible que nous soyons obligés de supporter plus de la moitié du circuit.

M. De Bané: Ramenons les choses à une juste proportion. Si je comprends bien, le chiffre d'affaires de l'industrie des télécommunications du Canada est d'environ \$1 milliard de dollars par année. Le chiffre d'affaires de Télésat sera d'environ \$18 millions, soit à peine 1 à 2 p. 100 du chiffre d'affaires total. Si on tient compte de cette proportion. Il est vrai que vous allez aider Télésat, mais, d'un autre côté, cette «cross-subsidization» est relativement mineure: êtes-vous d'accord avec cette appréciation de la situation?

M. de Grandpré: Si \$7, \$8, \$10 millions de dollars est quelque chose de mineur dans votre esprit, je suis prêt à vous accorder que c'est une somme mineure, mais c'est tout de même un montant assez important.

M. De Bané: Oui, je suis d'accord, vous êtes le fiduciaire. Mais, je me dis que, si l'investissement annuel des compagnies est d'environ \$500 millions de dollars (c'est ce que vous investissez pour agrandir votre système) dans le tableau global, la somme de 18 millions de dollars est relativement peu importante. Voici une question brutale que j'ai posée la semaine dernière; j'espère que cette fois-ci vous avez une réponse: quel est le chiffre d'affaires de Bell Canada, et quel est le pourcentage du déficit?

The Chairman: I do not think we can go into that area at this time, Mr. De Bané. That material is all available from their annual report. We should be dealing with the matter of Telesat and its revenues.

Mr. De Bané: All right.

The Chairman: I do not think we have to go too deeply into Bell's revenues.

M. De Bané: Monsieur de Grandpré, que pensez-vous de l'approche de Québec-Téléphone qui, au lieu de parler de «cross-

[Interprétation]

Mr. de Grandpré: If the other customers are willing to pay what we are asked to pay for each channel of the satellite system, our attitude might be different. Right now, however, this is not the way that is being considered. Right now it is said that the telecommunications via satellite company will need about \$18 million in order to survive, and it is possible that we may have to pay for more than half of the circuit.

Mr. De Bané: But to bring back things in their proper perspective, I think the gross revenue of the Canadian telecommunications industry is about \$1 billion per year, while Telesat will be grossing about \$18 million, which is about 1 or 2 per cent of the total gross revenue. If we take this proportion into account, it is true that you will be helping Telesat, but on the other hand, this cross-subsidization is relatively minor. Would you agree with this appraisal?

Mr. de Grandpré: I think that, if in your mind an amount of \$7, \$8 or \$10 million dollars is a minor matter I am willing to agree with you that it is a minor sum, but nevertheless, it is an important amount.

Mr. De Bané: Yes, I agree, you are the trustee. But, on the other hand, if the annual investment of the various companies is approximately \$500 million—that is what you invest to build up your system—then, in terms of the overall picture, \$18 million is a relatively unimportant sum. Now I have a direct question which I asked last week. I hope that you will be able to answer me this time. What is the gross revenue of Bell Canada, and what is the percentage of the deficit?

Le président: Je ne crois pas que nous puissions nous risquer là-dessus tout de suite, monsieur De Bané. Ces renseignements sont disponibles dans leur rapport annuel. A l'heure actuelle on devrait s'intéresser exclusivement à Télésat et à ses revenus.

M. De Bané: D'accord.

Le président: Je ne crois pas qu'il faille s'intéresser trop aux revenus de la Compagnie Bell.

Mr. De Bané: Mr. de Grandpré, what do you think of the attitude of Québec-Téléphone which talks about uniformity of

[Text]

subsidization», parle d'uniformisation des taux? Êtes-vous d'accord avec cette approche?

M. de Grandpré: Je n'étais pas ici lorsque Québec-Téléphone a parlé d'uniformisation des taux. Parlaient-ils d'uniformisation des taux à la grandeur du pays ou d'uniformisation à la grandeur du territoire de Bell Canada? Je ne le sais pas, je n'étais pas ici. Je suis assez mal placé pour faire des commentaires sur ce qu'ils ont dit. J'aimerais savoir ce qu'ils entendent par «taux uniformes»?

M. De Bané: Bon. Relativement à cette question que d'autres que les entreprises d'exploitation peuvent louer des canaux du satellite, la solution que Québec-Téléphone nous a proposée la semaine dernière c'est une réglementation totale. Quelle est votre réaction à cette suggestion?

M. de Grandpré: Qu'est-ce qu'ils entendaient par «réglementation totale», monsieur De Bané?

M. De Bané: Que toutes les activités de Télésat soient réglementées plutôt que de prévoir que Télésat ne pourra louer qu'aux entreprises d'exploitation.

M. de Grandpré: C'est un peu la position que nous avons prise également. Vous vous souvenez, monsieur De Bané, que dans notre mémoire présenté la semaine dernière, à la page 6, le Réseau téléphonique trans-canadien dit qu'il était clair, dans l'esprit du Livre blanc que le statut qui devait créer la Corporation de transmission par satellite, devrait comprendre tout un chapitre sur la réglementation. J'essaie de trouver la référence exacte. A la page 75 du texte français du Livre blanc, je lis:

29. La réglementation d'un système de communications par satellite.

Le Gouvernement a l'intention de s'assurer des connaissances techniques et des compétences voulues pour lui permettre d'assumer les fonctions de régie et de réglementation d'un système de communications par satellite. Il proposera que la réglementation soit incorporée à la loi créant la corporation.

M. De Bané: Oui, mais M. Krupski nous a dit...

The Chairman: Before you go on, I might add that that statement can be found in the text of the submission of the Trans-Canada Telephone System at page 1742 of our evidence.

[Interpretation]

rates, instead of talking about cross-subsidization? Do you agree with this approach?

Mr. de Grandpré: I was not here when Québec-Téléphone mentioned uniformity of rates. Were they referring to uniformity of rates all over the country, or would this apply to all the territory covered by Bell Canada? I do not know what they said since I was not here. So I cannot very well comment on what they said. On the other hand, I wish I knew what they meant by uniform rates.

Mr. De Bané: Fine. Now, regarding the question about others, apart from common carriers, being able to rent satellite channels, and the solution proposed last week by Québec-Téléphone, i.e. total regulation—what do you think about this?

Mr. de Grandpré: What did they mean by "total regulation", Mr. De Bané?

Mr. De Bané: That all the activities of Telesat be regulated rather than providing that Telesat will be able to rent to common carriers only.

Mr. de Grandpré: This is to some extent the position we have adopted. You will remember, Mr. De Bané, that in our brief that was submitted last week, on page 6, the TCTS states that it was clear, according to the White Paper, that the Act which would create a corporation for telecommunication by satellite should include a complete chapter on regulations. I am trying to find the exact reference. On page 75, French version of the White Paper, and I quote:

29. Regulation: communication satellites. The Government intends to equip itself with the technical knowledge and capability to perform the functions of control and regulation of a satellite communication system. It will propose that regulation be provided for in the statute establishing the corporation.

Mr. De Bané: Yes, but Mr. Krupski told us...

Le président: Avant de vous laisser poursuivre je peux ajouter que cette phrase se trouve dans le texte de l'exposé de Trans-Canada Telephone, page 1742 de nos procès-verbaux.

[Texte]

M. De Bané: Mais je pense que M. Krupski nous a dit la semaine dernière que la TCTS était d'accord pour que la réglementation soit faite plus tard, étant donné que Télésat n'entrera en opération qu'en 1972.

M. de Grandpré: Si j'ai bien compris la position prise de Québec-Téléphone (vous me corrigerez si je fais erreur parce que je n'ai vu de leur position que ce qui a été rapporté dans les journaux), Québec-Téléphone n'est pas intéressé à participer à Télésat Canada tant et aussi longtemps que la réglementation n'aura pas été approuvée par le Parlement. C'est une position beaucoup plus extrême que la nôtre, parce que si nous acceptons...

M. De Bané: Moi, ce n'est pas exactement cela que j'ai compris, mais en tout cas...

M. de Grandpré: J'ai compris de ce que j'ai lu dans les journaux que, tant et aussi longtemps qu'une réglementation complète n'aura pas été adoptée par le Parlement, Québec-Téléphone n'est pas intéressée à participer à Télésat Canada. Prenons pour acquis que c'est la position qu'ils ont prise; c'est une position beaucoup plus extrême que la nôtre, parce que, dans le contexte actuel des choses, toute la question de réglementation, tant pour le satellite que pour tout le réseau de télécommunications au Canada, est un problème de dimension considérable.

Dès le début de l'année 1969, le ministre des communications a annoncé qu'une Commission des télécommunications tenterait de faire rapport vers la fin de l'année 1970 sur toutes les implications d'une réglementation globale. Bell Canada avait déjà, avant la déclaration du ministre, demandé à des experts de l'extérieur, qui actuellement travaillent sur le problème, d'étudier tout le problème de la réglementation des télécommunications au Canada. Ce groupe d'enquêteurs, des universitaires canadiens et américains, qui ont fait des travaux pour des organismes de réglementation tant au Canada qu'aux États-Unis, doit également nous faire rapport à nous vers la fin de 1970.

Vous voyez immédiatement, dès que vous entrez dans le domaine de la réglementation totale, que des problèmes constitutionnels majeurs se posent. Étant donné votre entraînement professionnel, je pense que je n'ai pas à vous souligner davantage que, si une communication par satellite relie Win-

• 1210

nipeg au Nord du Manitoba, par exemple, ou Montréal au Nord du Québec, il est très difficile de faire une réglementation d'ordre fédéral pour un tel cas.

Dès que vous touchez ce problème de réglementation, des problèmes constitutionnels

[Interprétation]

Mr. De Bané: But I think that Mr. Krupski told us last week that the TCTS agreed that controls and regulations be established later on, since Telesat will start operating only in 1972.

Mr. de Grandpré: If I understand what Québec-Téléphone has said—correct me if I am wrong, I am only interpreting what I read in the newspapers—it is not interested in participating in Telesat as long as the regulations have not been approved by Parliament.

Mr. De Bané: That is not exactly what I understood, but in any case . . .

Mr. de Grandpré: From reading the newspapers I understood that as long as Parliament does not approve a complete set of rules and regulations, Québec-Téléphone is not interested in participating in Telesat Canada. Let us take for granted that this is the position they have taken. This is a position which is much more radical than ours, because in the present context, this whole problem of regulations, both for satellites and for the whole telecommunications network in Canada, is a huge problem.

At the beginning of 1969, the Minister of Communications announced that a Commission on Telecommunications would try to report at the end of 1970 on all aspects of a global set of regulations. Prior to the Minister's statement, Bell Canada had already requested outside experts who are working on the problems right now, to study the whole field of rules and regulations in the field of telecommunications in Canada. This team of researchers, both Canadian and American university people, and who have worked for regulatory bodies in Canada and the United States, also have to give us their report towards the end of 1970.

However, when we deal with global regulations there are major constitutional problems that occur. In view of your professional training, I do not have to underline the fact that if satellite communications link Winnipeg to northern Manitoba, for instance, or Montreal to northern Quebec, it is very difficult to set federal rules and regulations for such a case.

As soon as you touch the field of regulations, constitutional problems arise, and also

[Text]

surgissent, et également le problème de la division des revenus, dont je parlais tantôt avec M. Schreyer, M. Stewart et avec d'autres. Si vous arrivez à la conclusion que tel aspect de l'opération d'exploitation doit être de juridiction provinciale ou fédérale, il s'agit de trouver une base de réglementation et de savoir quelle est la valeur globale de l'équipement de télécommunication qui produit des revenus.

Et là, vous avez la kyrielle des problèmes que j'ai mentionnés tantôt: dans quelle proportion l'appareil est-il utilisé pour fins locales ou pour fins interprovinciales, quel pourcentage des télécommunications emprunteront la voie des satellites ou du réseau à micro-ondes?

Vous ouvrez là un tas de questions qui n'ont pas encore été résolues, et qui ne sont pas près de l'être pendant les prochains 24 ou 36 mois peut-être même quarante huit mois.

M. De Bané: Pour ce qui est de ces problèmes je ne voudrais pas être chargé moi-même de faire la réglementation.

M. de Grandpré: Devant cette situation, nous avons essayé de trouver une formule de compromis entre la position extrême de dire: «tant qu'il n'y a pas de réglementation, nous nous basons sur le Livre blanc et nous refusons de marcher», et une position qui semblait refléter, au moment où nous l'avons prise, l'attitude du gouvernement telle qu'exprimée par le ministre des Communications, M. Kierans lorsqu'il a dit devant ce comité qu'il s'agissait d'un système complémentaire et non d'un système concurrentiel et...

M. De Bané: Personnellement et franchement je ne vois pas de contradiction. J'ai compris de la déclaration du ministre, que Télésat Canada ne posera pas un autre appareil dans mon bureau à côté de celui de Bell Canada. C'est cela que j'ai compris par complément non concurrentiel, dans le sens qu'il n'y aura pas de dédoublement de service.

Ce que j'ai compris dans votre position à vous c'est qu'en étant les seuls clients de Télésat automatiquement vous en aurez le contrôle, avec Radio-Canada.

M. de Grandpré: Les compagnies membres du Réseau téléphonique transcanadien ont trouvé, et c'était un effort de leur part, un terrain d'entente entre leur position et, je ne dirais pas la position du bill, parce que le bill ne prend pas position sur cette question-là et laisse le problème grand ouvert, mais celle du gouvernement.

Nous essayons de trouver un texte qui reflète autant que possible la pensée du gouver-

[Interpretation]

the problem concerning the division of revenue, about which I spoke a while ago with Mr. Schreyer, Mr. Stewart and others. If you come to the conclusion that such or such aspect of the regulations should come under either the federal or the provincial jurisdiction, one has to establish a basis, for control and regulation, and one has to know the overall value of the telecommunication equipment that produces revenue.

And here you run into the whole range of problems. I mentioned earlier: what is the percentage of use of the apparatus for local or interprovincial purposes, what percentage of telecommunications will be done via satellite or the microwave network?

You create a lot of problems that have not yet been solved and which will not be solved during the next 24 or 36 months or perhaps even 48 months.

Mr. De Bané: Regarding these problems, I would not want to be in charge of establishing controls and regulations.

Mr. de Grandpré: Faced with this situation, we have tried to devise some kind of a compromise formula between the radical position that says: "As long as there is no regulation, we shall base ourselves on the White Paper and we refuse to go along", and a position that seemed to reflect, at the time it was taken, the attitude of the government as expressed by the Minister of Communications, Mr. Kierans, when he said before this Committee that it was a complementary system and not a competitive system, and...

Mr. De Bané: Personally, and frankly, I do not see any contradiction. According to the Minister's statement, I understood that Telesat will not be putting another telephone in my office beside the one installed by Bell Canada. That is what I understood by non-competitive complement, meaning that there will not be any duplication of service.

What I gathered from your position is that by being the only customers of Telesat, you will control it, along with the CBC.

Mr. de Grandpré: The companies that are members of TCTS have found a common ground between their position—this was an effort on their part—and, I would not say the position of the Bill, because the Bill does not take a position on that matter and leaves the problem wide open, but that of the government.

We are trying to find a wording that would reflect as much as possible the thoughts of the

[Texte]

nement telle qu'exprimée par le ministre. Si vous me permettez, lorsque le ministre disait, et je cite à la page 7496 des débats du 14 avril:

The corporation will operate as a complement, not as a competitor, to the common carriers. Except in the instances of the CBC and of certain possible purchasers of a complete, undivided television channel on a sustaining basis, the sole customers of the corporation will be the common carriers.

Notre amendement a tenté de refléter, peut-être mal, la pensée du ministre mais je pense que c'était un effort valable pour rejoindre la pensée du ministre et tenter de la concrétiser dans un texte législatif. Si le ministre nous dit: «Votre texte ne va pas assez loin... «va trop loin»... là encore, nous pourrions en reparler, mais je pense qu'une compagnie de communication aurait tort de dire: «Nous ne marchons pas tant que la réglementation ne sera pas établie en noir sur blanc.» Nous disons: Nous avons tenté de refléter la position du gouvernement dans un amendement. Et aussi longtemps qu'on nous ne démontrera pas que notre amendement ne reflète pas la pensée du gouvernement, je dis que notre amendement est valable.

M. De Bané: Monsieur Kierans a dit:

«A l'exception de Radio-Canada et de clients éventuels capables d'utiliser de façon soutenue un canal entier».

Voilà déjà deux exceptions.

M. de Grandpré: C'est ce que notre amendement tente de faire. Notre amendement se lit, et je cite de la page 8 de notre mémoire:

«(1) Les objets de la compagnie, qu'ils soient réalisés directement ou indirectement, consistent en la création de systèmes de télécommunications par satellite pouvant fournir, sur une base commerciale, des services de télécommunications entre des endroits situés au Canada,
a) aux entreprises agréées d'exploitation de télécommunications; et
b) à la Société Radio-Canada et à d'autres agences ou ministères des gouvernements fédéral ou provinciaux utilisant, de façon soutenue et pour leur propre usage, des canaux entiers de télévision.»

M. De Bané: On y parle seulement de clients éventuels, capables d'utiliser..., et non de corporations de la Couronne.

[Interprétation]

government as expressed by the Minister. If you will allow me, when the Minister said, and I quote from page 7496 of the Debates of April 14:

La Société leur sera complémentaire et non une concurrente pour les exploitants ordinaires. A l'exception de la Société Radio-Canada et de certains clients éventuels capables d'utiliser de façon soutenue un canal entier de télévision, les seuls clients de la Société seront les sociétés ordinaires de télécommunications.

Our amendment tried, perhaps unsuccessfully, to reflect what the Minister meant, but I think that it was a valid effort to meet what the Minister had in mind and try to express it concretely in a legal document. If the Minister says: "Your amendment does not go far enough" or "it goes too far", we could always discuss the matter again, but I think that it would be wrong for a carrier to say: "We will not agree to take part as long as the rules are not drawn up in black and white." We only say that we have tried to expose the position of the government in an amendment. And as long as it is not proven to us that this amendment goes against the policy of the government, I believe that our amendment is acceptable.

Mr. De Bané: Mr. Kierans has said:

With the exception of the CBC and future customers capable of using a complete undivided channel on a sustaining basis...

Those are already two exceptions.

Mr. de Grandpré: That is what our amendment is trying to do. Our amendment on page 8 of our brief, reads as follows:

"(1) The objects of the company, whether attained directly or indirectly, are to establish satellite telecommunication systems providing, on a commercial basis, telecommunication services between locations in Canada to
a) the approved telecommunications common carriers; and
b) the Canadian Broadcasting Corporation and other federal or provincial government agencies or departments using complete undivided television channels on a sustaining basis and for their own use.

Mr. De Bané: It mentions prospective customers only, capable of using..., and no Crown Corporations.

[Text]

M. de Grandpré: Clients éventuels, mais «de façon soutenue».

Mr. Perreault: On a point of order, Mr. Chairman. Some of us have other commitments. Frankly, I have been waiting three hours to ask a question. I have not even been able to pose a supplementary this morning. I am now in the position that I have to leave to fulfil another engagement. I think we should radically alter the procedure of this Committee.

Certain of the other standing committees of the House have a procedure whereby a first round question is permitted and each member asking such a question is allowed perhaps a period of six minutes. Then they come around for a second and third round.

It is totally unfair that certain members of this Committee are denied the opportunity of asking any questions whatsoever for a three-hour period. The questions are long and involved, and, of course, they are important, but I think there should be a fair allocation to members of the opposition as well as to members of the government on this Committee. I cannot see that a fair questioning of these witnesses can possibly be accomplished in the time allocated this morning.

In saying that, I have to depart. I think it is unfortunate that, I have not been able to pose even a supplementary question.

Mr. De Bané: I suggest that Mr. Perrault ask his questions. I am sure they will be more...

Mr. Perrault: I am not critical of my friend. He has asked a number of important questions. It is the procedure of this Committee that I think must be radically altered if we are going to operate properly. It is not operating satisfactorily at the present time. Some of us have had experience with other committees where the system is more orderly and, I think, more satisfactory.

Mr. De Bané: Let us be constructive and allow Mr. Perrault ask a question.

The Chairman: Is that agreed?

Mr. Perrault: I am afraid, Mr. Chairman, I cannot do it in five minutes. Will the witnesses be back again?

The Chairman: We had no plans for that.

Mr. Perrault: This is the problem.

Mr. De Bané: Ask as many as you can.

[Interpretation]

Mr. de Grandpré: Future customers, but "on a sustaining basis".

M. Perrault: J'en appelle au règlement, M. le président. Certains d'entre nous avons d'autres engagements et j'attends depuis trois heures pour poser une question. Je n'ai même pas pu poser une question supplémentaire ce matin. Je dois me rendre ailleurs et je crois qu'il faudrait modifier la façon de procéder au comité. Dans d'autres comités permanents de la Chambre on permet à chaque député de poser une question au premier tour et chacun des députés qui pose une question dispose de 6 minutes pour le faire. Vient ensuite un deuxième tour et un troisième tour. C'est tout à fait injuste que certains membres du Comité n'aient pas la possibilité d'en poser une seule pendant une période de trois heures. Les questions sont longues et compliquées et évidemment, elles sont importantes mais je crois qu'il faudrait une juste répartition du temps entre les députés de l'opposition et les députés du gouvernement. Je ne crois vraiment pas qu'on puisse poser équitablement des questions à ces témoins dans le temps qui nous a été alloué ce matin. Sur ces mots, je dois vous quitter. Je crois qu'il est regrettable que je n'aie même pas pu poser une question supplémentaire.

M. De Bané: Je pourrais suggérer que M. Perrault pose sa question. Je suis certain qu'il y en aura d'autres...

M. Perrault: Je ne veux pas critiquer mon collègue qui a posé une foule de questions importantes. Je crois que la façon de procéder au sein de ce Comité doit être modifiée radicalement si le Comité doit fonctionner de façon convenable, et je crois que la procédure actuelle n'est pas satisfaisante. Certains d'entre nous avons siégé à d'autres comités où la façon de procéder est plus ordonnée et, à mon sens, plus satisfaisante.

M. De Bané: Soyons constructifs et que M. Perrault pose sa question.

Le président: Etes-vous d'accord?

M. Perrault: Monsieur le président, je crois ne pouvoir le faire en 5 minutes. Le témoin reviendra-t-il une autre fois?

Le président: Nous n'avions pas prévu cela.

M. Perrault: C'est là le problème justement.

M. De Bané: Demandez-en autant de questions que vous pourrez.

[Texte]

Mr. Perrault: I am certainly ready to ask questions. It is frustrating to sit here all morning and listen to a continuing assault of supplementary questions.

First of all, I have a direct question. Will Bell Canada insist that the amendments proposed by the telephone companies of Canada be a condition of their entry into the Telesat corporation?

There seems to be a confrontation shaping up here. A brief was submitted by the telephone companies. They say they want certain guarantees and certain assurances. They do not want to find themselves competing. You have given the reasons for your thinking it would be unfair competition.

The basic question remains: If the government does not accept these proposed changes will you, in effect, make the decision to remain outside?

Mr. de Grandpré: I think that question was answered by Mr. Krupski when he was here last week; and I have also indicated this morning the position of Bell.

We have worked all along under the assumption, ever since the White Paper was tabled, that this would be a regulated company and not a competitive company. We have prepared all our briefs and recommendations and have discussed it as a group on that basis.

● 1220

Let me put it this way: If the government's policy was misunderstood by us, or if there has been—and there could be many reasons for the government feeling that there should be—a change in policy, then I think we should be given another chance to look at the problem in that new light.

Mr. Perrault: In other words, you are saying that if satisfactory amendments are not introduced you will not be part of the Telesat corporation?

Mr. de Grandpré: We will reconsider.

Mr. Perrault: In other words, if the changes you suggest are not accepted, you are going to reconsider. You will decide whether or not you may come in despite the failure of the government to accept your ideas.

Mr. de Grandpré: As you know, the relationship between the Department and the communications common carriers is really on two separate fronts or bases. We have been negotiating with the Department in connec-

[Interprétation]

M. Perrault: Certainement, je suis prêt à poser des questions, mais je trouve très frustrant d'être obligé de rester assis ici toute la matinée à écouter un barrage de questions supplémentaires. Je voudrais d'abord poser une question directe. La compagnie de téléphone Bell va-t-elle insister pour que les amendements proposés par les sociétés de téléphone soient une condition de leur entrée dans la société Télésat. Il semble qu'il y ait une confrontation en voie de formation. Un mémoire a été présenté par les compagnies de téléphone et elles demandent certaines garanties. Elles ne veulent pas se trouver en concurrence. Vous avez exposé les raisons pour lesquelles vous croyez que ce serait une concurrence injuste. La question essentielle demeure: si le gouvernement n'accepte pas les changements proposés, allez-vous effectivement prendre la décision de demeurer à l'extérieur?

M. de Grandpré: Je crois que monsieur Krupski a déjà répondu à cette question lorsqu'il était ici la semaine dernière. J'ai également dit ce matin quelle était l'attitude de la compagnie de téléphone Bell. Nous avons travaillé depuis le début en acceptant l'hypothèse que, depuis que le Livre blanc a été déposé, cette société ferait l'objet d'une réglementation et ne serait pas concurrentielle. Nous avons préparé tous nos mémoires et nos recommandations sur cette base et nous en

avons discuté dans ce contexte. Si nous avons mal compris la politique du gouvernement ou si plusieurs raisons pour amener le gouvernement à croire qu'il devrait changer sa politique, ce qui pourrait arriver, alors je crois que nous devrions avoir l'occasion de revoir le problème sous ce nouvel éclairage.

M. Perrault: Vous estimez donc que si les amendements satisfaisants ne sont pas apportés, vous ne ferez pas partie de Télésat?

M. de Grandpré: Nous allons étudier de nouveau la question.

M. Perrault: Autrement dit, si les changements que vous proposez sont rejetés, vous êtes prêt à étudier la question de nouveau. Vous allez déterminer si oui ou non vous voulez participer, même si le gouvernement refuse vos suggestions.

M. de Grandpré: Comme vous le savez le rapport qui existe entre le ministère et les sociétés de communications, existe à deux niveaux. Nous avons négocié avec le ministère au sujet du projet de loi en question. Le

[Text]

tion with the Bill. The Minister has indicated that we had suggested amendments during our negotiations and discussions with the Department, which amendments were tabled by the Minister—I do not know whether the word introduced is appropriate—but were certainly tabled by the Minister when he first appeared before the Committee. There were approximately a dozen amendments that were then tabled. This is in connection with the Bill itself.

Then there is another area of negotiations which have been going on for many months between the Department and the common carriers and that is the price that we are going to pay, because we are dealing at arm's length here. We are not dealing within the Trans-Canada System.

Mr. Perrault: You are telling us that the door will remain open, if only slightly ajar.

Mr. de Grandpré: This could be taken care of.

Mr. Perrault: The second question I would like to ask is will you demand to know the exact cost of this satellite before you make a final decision to participate? There has been a great deal of speculation about what, in fact, could be additional costs.

Mr. de Grandpré: You mean the exact cost to us or the exact cost to the Corporation?

Mr. Perrault: The exact cost to Bell. If the company is going to participate for a third, then the final cost is going to be very important to you.

Mr. de Grandpré: Yes, but there are two aspects, Mr. Perrault. There is the aspect of the investment and the aspect of the rental charges. I can tell you that rental charges will have to be negotiated on a firm basis or as firm a basis as is possible.

Mr. Perrault: So, this, too, must be negotiated.

Mr. de Grandpré: This has to be negotiated.

Mr. Perrault: Mr. Lester said today that it is going to cost far more to launch a satellite now and he talked in terms of competitive new waveguides being established, laser systems, possibly these could be competitive in the future. We are interested to find out . .

Mr. de Grandpré: Well, this is the second aspect of the negotiations, the aspect dealing with the long term agreements. Is it going to be a three-year contract or a five-year con-

[Interpretation]

ministre a dit que nous avons présenté des amendements, au cours de nos entretiens avec le ministère, amendements qui ont été présentés par le ministre lorsqu'il a comparu la première fois. Il y a environ une douzaine d'amendements qui ont été déposés à ce moment-là. Ceci se rapporte au projet de loi même.

Il y a également un autre domaine au sujet duquel il y a eu des négociations depuis une dizaine de mois entre le gouvernement et les sociétés de communications, et c'est le prix à payer, car nous traitons à distance. Nous ne négocions pas par l'entremise de la Société.

M. Perrault: Vous voulez dire que la porte est demeurée entr'ouverte?

M. de Grandpré: On pourra y voir.

M. Perrault: La deuxième question que je désire vous poser est la suivante: voudrez-vous connaître le coût exact de ce satellite avant de prendre votre décision définitive en ce qui concerne votre participation? On s'est beaucoup posé de question sur les frais supplémentaires.

M. de Grandpré: Vous voulez savoir exactement combien cela coûtera à la Société, ou à notre entreprise?

M. Perrault: Le coût pour la compagnie Bell. Si elle s'engage pour le tiers, le coût final sera important.

M. de Grandpré: Monsieur Perrault, il y a deux aspects qui entrent en jeu: il y a l'aspect investissement et l'aspect location. Je puis vous dire que les frais de location feront l'objet de négociations fermes, dans la mesure du possible.

M. Perrault: Donc, on devra négocier aussi pour cela.

M. de Grandpré: Oui, il le faudra.

M. Perrault: M. Lester a dit que cela coûterait beaucoup plus cher de lancer un satellite maintenant, et il estime que les communications par guides-d'ondes, par laser pourraient exister dans l'avenir, et qu'elles seraient probablement concurrentielles.

M. de Grandpré: Il s'agit d'ententes à long terme, l'autre aspect des négociations. Est-ce que ce sera un contrat de trois ans, de cinq ans ou de dix ans, pour le lancement de deux

[Texte]

tract or a ten-year contract for two satellites instead of one? These are all problems that will have to be ironed out.

Mr. Perrault: That is an area for negotiation as well.

Mr. de Grandpré: This is still going on; it has been going on for months.

Mr. Perrault: Mr. De Grandpré, may I ask you a question? You said, and I wrote it down as you made the statement—I quote: "The customer will have to pay whatever it is going to cost." In other words, if the customer is going to have to pay more money, do you contemplate reducing your profit margin on toll traffic as your contribution to this journey into the future, this journey into faith, involved in the satellite. Do you think it should all be loaded on the customer or should you reduce your profit margin or use some of your money allocated for research and divert it into this area, rather than making the customer pay the entire shot?

Mr. de Grandpré: This is a decision that will have to be taken in the light of all circumstances. If, at any given time, we feel, for instance, that the amount we spend on research is too low or too high then we have to readjust. If, at any given time, we feel that we could reduce the rate of return to the shareholders because it is within a range, and we are close to the upper end of that range and this leaves some flexibility, this could be borne by the shareholders. If, on the other hand, the shareholders are getting the very, very minimum and sometimes an inadequate return on their investment, then it is difficult to ask them to carry that additional burden.

Mr. Perrault: I wanted a clarification of that.

Mr. de Grandpré: You have to look at the total picture.

Mr. Perrault: You see your words were, and I quote: "the customer will have to pay whatever it is going to cost." I would like to feel that perhaps some other areas can be examined as possible areas where money can be drawn to participate in what could be a highly profitable venture in the future.

Mr. de Grandpré: If it is a highly profitable venture in the future then the telephone subscribers, under a proposal such as ours will reap all the benefits. Under the present

• 1225

proposal, two-thirds of the benefits would flow out of Telesat Corporation to the other shareholders and not to the carriers.

[Interprétation]

satellites au lieu d'un? Il faudra résoudre ces problèmes.

M. Perrault: Il s'agit d'un autre domaine de négociation.

M. de Grandpré: Les négociations se prolongent depuis des mois.

M. Perrault: Vous avez dit, monsieur de Grandpré, et j'en ai pris note: «Le client devra payer tout ce que cela va coûter.» Si le client doit payer davantage, avez-vous l'intention de réduire vos profits de ces locations; ce serait votre contribution à cette aventure dans l'avenir qu'est le satellite? Est-ce que le client doit tout payer ou est-ce que vous êtes prêts à réduire vos profits ou employer l'argent consacré à la recherche pour cela, plutôt que de faire tout retomber sur le client?

M. de Grandpré: C'est une décision qui devra être prise en tenant compte de toutes les circonstances. Si à un moment donné nous estimons, par exemple, que la somme d'argent consacrée à la recherche est trop petite ou qu'elle est trop élevée, il faudra réajuster. Si à un moment donné nous estimons qu'il faudrait faire baisser le taux des bénéfices que recueillent les actionnaires, car nous en sommes presque rendus à la limite maximum, c'est possible. Mais, d'un autre côté si les actionnaires reçoivent le strict minimum pour leur investissement, il est assez difficile de leur demander de subir ces dépenses additionnelles.

M. Perrault: Je voulais qu'on m'éclaire sur ce point.

M. de Grandpré: Il faut envisager le problème dans son ensemble.

M. Perrault: Vous avez dit: «Le client devra tout payer», et je voudrais être bien certain qu'on songera à recueillir ces fonds ailleurs, si ceci devient un système très avantageux plus tard.

M. de Grandpré: Si cela devient profitable, les abonnés du téléphone, en vertu de notre système, pourront profiter de tous les bénéfices. Selon le programme, les deux tiers des profits iront de Télésat aux actionnaires, et non à la société de communications.

[Text]

Mr. Perrault: Mr. Lester, you talked in terms of the vast scientific advances being contemplated, the new waveguides, lasers, and so on, would it be possible to increase the number of effective channels in the satellite itself after it has been launched by changing some of the technical receiving and sending facilities on the ground?

Mr. Lester: I would say, no, Mr. Perrault. I think we would have to have a new satellite. Vastly greater satellites are contemplated in the future. There is a so-called INTELSAT 4 satellite presently being designed which would give 12 channels in place of 6. We know about this. There is a satellite, which was proposed actually by the American Telephone and Telegraph Company a couple years ago, for service, let us say, in the 1980's, about 1985, which would give you a greatly increased number of channels also, but you cannot change the satellite once it is up.

Mr. Perrault: The reason for my question was your using these startling figures. You said 140,000 voice circuits instead of 240 on certain existent equipment that you have with modifications and you described copper wound and so on, but it would not be possible to do anything after the satellite is up? Is there a possibility the second satellite that we are holding in reserve—this six-channel satellite—could be adapted to voice circuits before it is launched?

Mr. Lester: It would have to be rebuilt.

Mr. Perrault: Would you suggest, perhaps, that engineering not proceed too far on this, in view of the technological advances being made?

Mr. Lester: No, I do not think as an engineer I would suggest that, Mr. Perrault, because I have concern, and I think the project officers would have concern, on the continuity of service business. If we do not have some back-up, even though it is a matter of months in here, we could well be knocked out all together. Something could happen to this first satellite and we would be in real difficulty. No, I think the advance in satellite will be gained by improved design on further vintages of satellites, so to speak. The first ones that were launched had a capability of one television channel or something like 100 or so voice circuits and these are improving all the time. The next generation will have more TV channels or more telephone circuits and so on. It has to be new satellites though.

[Interpretation]

M. Perrault: Monsieur Lester, vous avez parlé des progrès scientifiques énormes à l'étude: les faisceaux d'ondes, le laser, et le reste. Serait-il possible d'augmenter le nombre de canaux du satellite après le lancement en modifiant les installations de réception et d'émission au sol?

M. Lester: Je crois que non, monsieur Perrault, il faudrait lancer un nouveau satellite. Plus tard, on songe à lancer des satellites beaucoup plus considérables. Il y a, je pense, «INTELSAT 4» qui, à l'heure actuelle est en voie de préparation et qui porterait 12 canaux au lieu de 6. Il y a également un satellite, qui a été proposé par l'*American Telephone and Telegraph Company*, il y a quelques années, et qui pourrait être mis en service vers 1985, et qui permettrait aussi de compter sur un nombre plus considérable de canaux, mais on ne peut changer le satellite une fois qu'il est en orbite.

M. Perrault: Si je pose la question, c'est que vous citez des chiffres abracadabrants. Vous dites qu'il y aura 140,000 circuits pour le téléphone au lieu de 240. Vous dites qu'il ne sera pas possible d'ajouter des circuits lorsque le satellite aura été lancé. Est-ce possible que le satellite de réserve, ce satellite de 6 canaux, soit adapté au service téléphonique avant son lancement?

M. Lester: Il faudrait que le satellite soit reconstruit.

M. Perrault: Vous croyez qu'il ne faudrait peut-être pas aller trop loin, étant donné les progrès techniques?

M. Lester: En tant qu'ingénieur, je ne crois pas devoir proposer cela, monsieur Perrault, car je partage le souci de la continuité du service avec mes collègues. Il pourrait y avoir de graves problèmes s'il n'y avait pas de moyen d'assurer le service temporaire en cas de panne. Si le premier satellite tombait en panne, il y aurait de graves difficultés. Je pense qu'on pourra plutôt améliorer la conception des prochaines générations de satellites, si l'on peut dire. Les premiers satellites lancés portaient un canal de télévision et 100 circuits de téléphone. Les suivants auront plus de canaux de télévision et plus de circuits téléphoniques. Il faut nécessairement que ce soit un nouveau satellite, toutefois.

[Texte]

Mr. Perrault: May I ask you this question? As far as television coverage is concerned, VHF, I understand that there are certain blank areas in any station's coverage. Has it been demonstrated scientifically that it will, in fact, be possible to deliver an effective satellite signal to all of Canada or is there a possibility that there could be areas which because of the nature of the satellite signal emission, will be unable to receive a signal?

Mr. Lester: I do not know of any, Mr. Perrault, although again, Dr. Chapman, might have a greater knowledge of this than I do. The only reservation I might have is the possibility that some of the magnetic and aurora effects that we have in northern Canada might have some effect, but I do not know that. As far as I know the signal could effectively be received anywhere in the country.

Mr. Perrault: Those are some of the questions I wanted to ask, Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. Macquarrie.

Mr. Macquarrie: There is only time for just one question, Mr. Chairman.

The Chairman: We have another half hour.

Mr. Macquarrie: I would not presume to take so much time.

I am interested in the expectations that come from the satellite program and the more I enquire and the more I examine and the more I reflect it strikes me that there is a constant inflation of costs and deflation of service.

With regard to the very great expectations in respect of the North, I sometimes feel we are getting a snow job done on us; that Santa Claus is to have colour TV in every room and a Princess telephone in every room and so on.

• 1230

When we become satellitized—I expect, of course, not precise but rough figures—how many people in the remote areas of the country who would like to be customers of yours, who would like to have a telephone on the wall or on their desk or on their table, how many people to whom you are now not able to extend service will you then be in a position to serve because of the satellite technology which is going to cost you and the Canadian people an immense amount?

Mr. Lester: Mr. Macquarrie, I think, you have to recognize something which I believe

[Interprétation]

M. Perrault: En ce qui concerne la télévision à ultra-haute fréquence, il y a apparemment un secteur blanc dans les émissions. A-t-il été prouvé scientifiquement que, en fait, il sera possible d'acheminer les ondes du satellite dans tout le Canada ou s'il est possible qu'il y ait des régions, à cause de la nature des transmissions par satellite, puissent ne pas recevoir les émissions de télévision?

M. Lester: Je ne pense pas, monsieur Perrault. M. Chapman est peut-être plus renseigné que moi à ce sujet. La seule réserve que je pourrais faire, c'est qu'il est possible, étant donné la situation qui existe dans le Nord canadien, que l'effet magnétique des aurores boréales affecte la transmission, mais je ne vois pas pourquoi les transmissions ne pourraient pas être reçues d'une façon tout à fait efficace dans toutes les régions.

M. Perrault: C'étaient là des questions que j'avais à poser.

Le président: Monsieur Macquarrie?

M. Macquarrie: Monsieur le président, nous n'avons que le temps d'une seule autre question.

Le président: Nous avons encore une demi-heure.

M. Macquarrie: En tout cas, je ne voudrais pas prendre tant de temps. Je m'intéresse à ce qu'on attend du programme de satellite et plus j'ai étudié cette question, plus j'y ai réfléchi, plus une chose me frappe: il y a une hausse des coûts et une diminution des services.

Quant à nos espoirs concernant le service dans le Grand Nord, je me demande parfois si on ne veut pas nous faire croire que le père Noël aura la télévision en couleur dans chaque appartement et un appareil «Princess»

dans chaque pièce. Quand le réseau de diffusion par satellite fonctionnera, et je m'attends à des chiffres approximatifs, combien de personnes habitant des régions reculées du pays qui aimeraient être vos clients, qui voudraient avoir le téléphone sur leur mur ou sur leur table, combien de ces gens à qui vous ne pouvez pour le moment fournir de service pourront alors utiliser les services de communication par satellite, qui vont vous coûter à vous et au peuple canadien un montant énorme?

M. Lester: Je pense, monsieur Macquarrie, qu'il faut reconnaître une chose que M.

[Text]

Mr. Krupski said the other day; that is, that we do have service. Let me speak of the northeastern Arctic, if you will, because this is an area with which I am familiar and it is the area that Bell feeds. We do in fact have telephone service in the North. I would say we have it in most of the settlements that have perhaps 200 to 300 people or more. This service is HF radio back to base stations at Alma, Frobisher Bay and Moosonee, and from there it goes by landline or microwave to the central areas.

Service leaves something to be desired in terms of quality because of the magnetic effects, and so on. There are outrages for some periods. However, as Mr. Krupski pointed out, the average over a period is something on the order of a 3 per cent to 5 per cent outage, which is horrendous in terms of communications between Montreal and Toronto but it may be tolerable between here and Frobisher Bay.

I think the problem arises as you add substantial settlements in the North. If there is substantial growth in Frobisher Bay—and we now have good facilities there—and if there is an investment or a big company goes in, such as Asbestos or Payne Bay or some further advancement of the iron ore companies into the trough which extends from Schefferville through to Ungava Bay, then you will have a demand for two things; for higher quality than you can provide by HF radio and for more quantity than can be provided for by HF radio.

This is where I think the satellite comes into its own, and in those cases we feel we would be justified in adding these rather complicated and rather expensive ground stations which will cost on the order of \$1.7 million apiece, and if this were done these would really only be in the major centres. It would obviously be hard to justify installing a station of this sort for a settlement of 300 people, or something of that sort, but I visualize that in the future there will be a number of such stations. We said two initially, but our thinking in the eastern Arctic is that there would ultimately be eight of these major ground stations. The extension beyond that would primarily be an HF radio network, and the quality of the talk-back from the main station to southern civilization, if you want to use that term, would be much better and therefore the over-all service would be better.

I really cannot give you a figure on the number of people. I think the answer is that most of the people who now want telephone service in the North have it and they got it via the HF radio network, which is of limited

[Interpretation]

Krupski a mentionnée l'autre jour, c'est que nous avons déjà des services; nous avons des services dans l'Est de l'Arctique, par exemple, que je connais bien et dont Bell-Canada s'occupe. Nous avons des services téléphoniques là-bas, dans le Nord, je dirais dans la plupart des régions, des localités qui comptent une certaine population, deux à trois cents personnes ou plus. Ce service est par radio à haute fréquence, avec les stations de base d'Alma, Frobisher Bay, Moosonee et de là le message est transmis par ligne terrestre ou par micro-ondes dans les diverses localités.

Le service laisse parfois à désirer quant à la qualité, à cause d'effets magnétiques ou autres. Il y a des périodes d'interruption, mais comme M. Krupski l'a mentionné l'autre jour, une moyenne de 3 ou 5 p. 100 d'interruption, c'est un service tolérable, ici et à Frobisher Bay, nous ne sommes ni à Montréal ni à Toronto. Le problème survient au fur et à mesure que la population s'accroît dans le Nord. C'est le cas à Frobisher Bay. Nos services sont bons maintenant mais si nous avons un investissement ou une grosse compagnie qui s'installe, la compagnie Asbestos ou d'autres services de la compagnie d'exploitation de minerai de fer de Schefferville jusqu'à la baie d'Ungava, par exemple, alors on nous demandera une meilleure qualité et une quantité supérieure à celle que l'on peut fournir actuellement au moyen des HF.

Et voilà le point où le satellite entre en jeu. On serait justifié alors d'ajouter, au lieu d'ajouter des stations terrestres plutôt complexes qui coûteront cher, 1.7 million de dollars chacune. Ceci ne nous permettrait évidemment de donner des services que dans les localités importantes. Alors ce serait difficile de justifier l'installation d'une station de cette sorte dans une localité où il n'y aurait que 300 personnes. Dans l'avenir, on peut prévoir qu'il y aura un certain nombre de stations de ce genre. Nous avons dit deux au début et à la fin ce sera peut-être huit dans l'Est de l'Arctique, et qu'au-delà de cela ce serait un réseau de haute fréquence. La qualité serait meilleure et le service en somme serait meilleur d'une façon générale.

Mais je ne peux pas vous donner de chiffre en ce qui concerne la population de ces régions-là, mais la plupart des gens qui veulent le service téléphonique dans le Nord l'ont, et ils l'ont eu grâce à l'installation du

[Texte]

quality. If we develop much larger industrial developments, or in fact go into other developments such as the Russians have done in the far North, then the HF system will be entirely inadequate and at that time there would be a demand for both quantity and quality that I do not think we could fill except by a satellite.

Mr. Macquarrie: Thank you.

The Chairman: Mr. Portelance.

M. Portelance: Merci, monsieur le président. Monsieur de Grandpré, je crois que l'article 5 est un des articles du bill que vous voulez amender. En plus, est-ce qu'il y a d'autres articles qui ne vous semblent pas acceptables?

M. de Grandpré: Dans le Bill, tel que déposé dans sa forme originale?

M. Portelance: Oui.

M. De Bané: Non, avec les amendements...

M. de Grandpré: Avec les amendements proposés par le ministre?

M. Portelance: Oui.

M. de Grandpré: Avec les amendements proposés par le ministre, l'article 5 et l'article 6, qui sont intimement liés, le Bill nous semble acceptable.

M. Portelance: A l'alinéa h) du paragraphe (1) de l'article 17, on dit:

la direction des affaires de la Société pour toutes les autres questions dont sa charte ne traite pas.

A ce moment-là, ne pensez-vous pas que cela donne assez de latitude au conseil d'administration?

M. de Grandpré: Vous parlez de l'alinéa h) du paragraphe (1) de l'article 17?

M. Portelance: Oui. A la page 13, à l'alinéa h) du paragraphe (1) de l'article 17, on dit:

la direction des affaires de la Société pour toutes les autres questions dont sa charte ne traite pas.

A ce moment-là, est-ce que le conseil d'administration n'aurait pas assez de latitude?

M. de Grandpré: Si l'article 5 du Bill est amendé pour indiquer quels sont les objets de la Société et si l'alinéa c) du paragraphe (1) de l'article 6 est également amendé pour indiquer que le pouvoir de conclure des contrats ne devra s'exercer que dans la mesure où ces contrats ne seront pas sur une base concu-

[Interprétation]

réseau de haute fréquence, dont la qualité est limitée. Si nous édifions de grands complexes industriels ou autres comme les Russes l'ont fait dans le Nord, le service de haute fréquence ne sera pas suffisant. On exigera la qualité et la quantité, et le satellite est le seul moyen de satisfaire à ces demandes.

M. Macquarrie: Merci.

Le président: Monsieur Portelance.

Mr. Portelance: Thank you, Mr. Chairman. Mr. de Grandpré, I think that Clause 5 is one of the clauses you want to amend in the bill. Are there any other clauses that seem unacceptable to you?

Mr. de Grandpré: In the bill as tabled in its original form?

Mr. Portelance: Yes.

Mr. De Bané: No, with the amendment...

Mr. de Grandpré: With the amendments proposed by the Minister?

Mr. Portelance: Yes.

Mr. de Grandpré: With the amendments proposed by the Minister, Clauses 5 and 6 which are closely related, the bill seems acceptable to us.

Mr. Portelance: Clause 17(1) (h) states:

the conduct in all other particulars of the affairs of the company not otherwise provided for by its charter.

Consequently, don't you think that this gives enough latitude to the board of directors?

Mr. de Grandpré: You are speaking about Clause 17(1) (h)?

Mr. Portelance: Yes. Clause 17(1) (h), page 13:

the conduct in all other particulars of the affairs of the company not otherwise provided for by its charter.

Consequently, don't you think that the board of directors has enough latitude?

Mr. de Grandpré: If Clause 5 of the Bill is amended to indicate what the objects of this corporation are, and if Clause 6 is also amended to indicate that the powers to sign contracts must be exercised only in so far as these contracts will not be on a competitive basis or on a complementary basis, I think

[Text]

rentielle ou sur une base complémentaire, je pense que le pouvoir, qui apparaît à première vue comme étant considérable aux termes de l'alinéa h) du paragraphe (1) de l'article 17, se trouve considérablement amoindri. Si l'article 5 est amendé, je pense qu'il y a moyen de vivre confortablement avec l'alinéa h) du paragraphe (1) de l'article 17.

M. Portelance: J'aimerais poser une question à M. de Grandpré. Dans le rapport Watkins, on parle d'un service téléphonique à grande distance, WATS, qui offrirait un tarif uniforme aux grands usagers. Que veut-on dire exactement? Je crois que le système de satellite peut remplacer ce service. Pourriez-vous me donner des explications à ce sujet?

M. de Grandpré: Le WATS ou le *Wide Area Telephone Service* donne à certains abonnés l'avantage de communiquer dans un certain rayon d'action ou à un endroit particulier, sans que les appels soient facturés individuellement, jusqu'à concurrence d'un certain nombre d'appels pendant le mois. C'est une façon de relier, comme si vous étiez voisins, deux postes qui sont en fait distants. Normalement, il devrait y avoir des frais d'interurbain entre ces deux postes. C'est une question de comptabilité. C'est une question également de convenance pour l'abonné qui a un appel d'accès facile.

M. Portelance: Un système de satellite rendrait cela possible.

M. de Grandpré: Ah! Ce n'est pas relié au système de satellite du tout. Le système de satellite vous permettra de rejoindre Vancouver de la même façon que le système de micro-ondes vous permet de rejoindre Vancouver aujourd'hui. Il n'y a pas de relation entre l'utilisation du WATS et la mise en orbite d'un satellite pour fins de communication. Vous êtes en face de deux problèmes totalement différents. Nous pourrions avoir un système de satellite sans offrir le WATS, de la même façon que nous offrons un système de WATS sans satellite.

M. Portelance: Mais, il y a tout de même un tarif uniforme...

Mr. de Grandpré: There is no relationship between the two. You could operate a satellite system without, as a marketing offer, making these watts available to subscribers in the same manner that we are now offering watts without a satellite, so that there is really no relationship.

Mr. Lester: If I may break in, one requirement for a watts system is that you have circuits to a particular kind of switching

[Interpretation]

that the power which seems at first sight to be considerable as provided by Clause 17(1) (h), is reduced considerably. If Clause 5 is amended, I think we could accept Clause 17(1) (h).

Mr. Portelance: Another question to Mr. de Grandpré. In the Watkins Report they mention the WATS long distance telephone service which reportedly offers a uniform tariff to extensive users. What exactly do they mean by this? I think that the satellite system can replace this service. Could you give me some information on this matter?

Mr. de Grandpré: WATS or the *Wide Area Telephone Service* allows subscribers to communicate in a certain area or a given location without these calls being charged individually, up to a certain number of calls during the month.

This is a way of linking two stations which are in fact far apart, as though you were neighbours. Normally, there should be a long distance charges between those two stations. It is a question of accounting and convenience for the subscriber whose line is used frequently.

Mr. Portelance: And a satellite system would make this possible.

Mr. de Grandpré: This is not related to the satellite system at all. The satellite system would allow you to reach Vancouver in the same way as the microwave system does today. There is no relation between the WATS system and the putting into orbit of a satellite for the purpose of communication. These are two different problems altogether.

We could have a satellite system without the WATS system, just as we offer the WATS system without the satellite system.

Mr. Portelance: But there is nevertheless a uniform tariff...

M. de Grandpré: Il n'y a aucun rapport. Vous pouvez exploiter un service de satellite, mettre ces WATS à la disposition des abonnés comme on peut maintenant offrir les watts en question sans satellite. C'est deux choses différentes.

M. Lester: Le système de WATS exige cependant des circuits vers un standard téléphonique déterminé qui peut évaluer les

[Texte]

office and this office is able to assess these calls, keep track of them and to blanket this thing and say there is no toll charge on these particular calls. This is a so-called No. 5 cross bar office. The watts subscriber has several

• 1240

circuits through this particular office and from there on he simply calls anyone in the particular area that he has paid for, whether it is in the Province of Quebec, the two provinces or all of Canada and, as Mr. de Grandpré says, he pays a flat monthly amount for that and he obviously uses it as much as he can for that amount of money.

Mr. Portelance: But the service they are presently getting might be provided cheaper by satellite than by the way it is being done now.

Mr. Lester: Only at such times as the circuits via satellite become cheaper than they are via the present facilities. As we mentioned this morning, initially they are certainly going to be more expensive rather than cheaper.

Mr. Portelance: Thank you.

The Chairman: On the question of the legislation, Clause 8 on page 6 seems to ensure that all expansion by the satellite corporation must have the approval of the Minister, and in this area the corporation will not be able to operate independently.

Mr. de Grandpré: That is correct. This corporation is a very special animal, if I may put it that way. It is the first attempt in Canada, to my knowledge, to have a partnership between government, a certain class of industries and the public at large and, at the same time—and perhaps I will offend some ears here—trying to operate with a very definite bias towards a Crown corporation. A tremendous amount of control is exercised by the Minister or by the Cabinet over several of the operations of a so-called private corporation which is divided one-third, one-third and one-third.

The Chairman: This is a form of regulation, then?

Mr. de Grandpré: Oh, there is a built-in regulation in the Act. I think all the people who have examined it closely will find that as far as control is concerned it is almost a Crown corporation but as far as ownership is concerned it is a mixed corporation.

The Chairman: We would not be very happy to hear you say there is much control

[Interprétation]

appels et en déterminer le prix. C'est ce qu'on appelle un central crossbar no 5. Les abonnés ont plusieurs circuits qui passent par ce bureau et à partir duquel ils appellent n'importe qui dans la région où ils sont abonnés, que ce soit au Québec ou dans tout le Canada. Et, par exemple, ils paient un coût uniforme par mois et ils utilisent le réseau autant qu'ils peuvent pour le montant qu'ils paient.

M. Portelance: Et ce service que nous donnons serait peut-être moins cher par satellite que par le système actuel.

M. Lester: Le circuit par satellite devient moins cher une fois que les installations sont en place, mais à l'origine évidemment ce sera plus cher.

M. Portelance: Merci.

Le président: Au sujet de la législation l'article 8, à la page 6 semble assurer que toutes les dépenses de la société de satellite doivent être approuvées par le ministre, et que la société ne pourra opérer indépendamment.

M. de Grandpré: C'est exact. Cette société est un animal très particulier, si je peux dire. C'est la première tentative au Canada, à ma connaissance, de créer une association entre le gouvernement, une certaine catégorie d'industries et le grand public et, en même temps, et peut-être que je scandaliserai quelqu'un ici, d'essayer d'avoir une exploitation constatée, que c'est presque une société de la Couronne. Il y a, en somme, un contrôle très strict de la part du ministre ou du cabinet sur certaines des opérations d'une société disant privée qui est divisée en trois tiers.

Le président: C'est une forme de règlement, alors?

M. de Grandpré: Oh, il y a des règlements compris dans la Loi. Je pense que tous ceux qui ont examiné la Loi attentivement ont constaté, que c'est presque une société de la Couronne en ce qui concerne le contrôle, mais en ce qui concerne la propriété, et bien c'est une société mixte.

Le président: Nous ne serions pas très heureux de vous entendre dire qu'il y a beaucoup

[Text]

over Crown corporations, because our experience has been that there is very little control.

Mr. de Grandpré: Perhaps there is more control that way. Perhaps industry, operating in the public interest and in the public domain, is more easily controlled than a crown corporation.

The Chairman: That has been my experience. Mr. Stanbury.

Mr. Stanbury: Mr. Chairman, I gather that Bell would not like to be placed in a position where it would be paying a larger proportion of the cost of something than the proportion of benefit it would get out of it. I think you mentioned, for instance, that under certain circumstances you might end up paying more than half the cost for the use of less than half the circuits.

Mr. de Grandpré: In your question you said Bell. It is not Bell, it is the trans-Canada telephone system and the carriers.

Mr. Stanbury: Yes.

Mr. de Grandpré: And there is a big difference.

Mr. Stanbury: Yes. I should ask you to explain that some time. So, you feel that is simple justice. You do not want to be put in that position.

Mr. de Grandpré: The big question is am I permitted to be in that position? Acting in a fiduciary capacity may I do it? I ask the question. I do not know. This is why I say we had better look at it again.

Mr. Stanbury: You asked whether or not it would be a fair arrangement for your subscribers or shareholders and you concluded that it does not seem just.

Mr. de Grandpré: You said "you". I am not the only one because the responsible ministers for the Crown corporations in the Prairie provinces, if my understanding is correct,

• 1245

have made similar representations and they represent the constituents within these three provinces, so it is not only Bell. You always come back to Bell, but I always come back to the other side, Trans-Canada, and it is composed of three Crown corporations.

Mr. Stanbury: Trans-Canada always comes back to Bell too. You are here today, what is

[Interpretation]

de contrôle des sociétés de la Couronne, parce que nous avons appris qu'il y a très peu de contrôle.

M. de Grandpré: Il y a peut-être plus de contrôle de cette façon. Peut-être qu'une industrie exploitée dans l'intérêt public et dans le domaine public, est plus facile à contrôler qu'une société de la Couronne.

Le président: C'est mon expérience. Monsieur Stanbury.

M. Stanbury: Monsieur le président, je déduis que la Bell ne voudrait pas être placée dans une position où elle paierait une plus forte proportion des frais de quelque chose que la proportion des bénéfices qu'elle en recevrait. Vous avez dit, par exemple, que vous pourriez terminer en payant plus de la moitié du coût dans certains cas pour l'utilisation de moins de la moitié des circuits.

M. de Grandpré: Vous avez dit Bell dans votre question. Mais ce n'est pas Bell, c'est le réseau de téléphone Trans-Canada.

M. Stanbury: Oui, d'accord.

M. de Grandpré: Et il y a une grosse différence.

M. Stanbury: Oui. Je pourrais peut-être vous demander d'expliquer ceci un peu plus tard. En tout cas. Vous estimez que c'est simple justice. Vous ne voulez pas être placés dans une situation pareille.

M. de Grandpré: La question importante c'est de savoir s'il m'est permis d'être dans une telle situation? A titre de fiduciaire, puis-je le faire? Je demande la question. Je ne sais pas. C'est pourquoi je dis qu'il nous faut examiner cela de nouveau.

M. Stanbury: Vous avez demandé si ce serait juste vis-à-vis de vos abonnés et de vos actionnaires et vous avez conclu que ça ne semble pas juste.

M. de Grandpré: Vous avez dit «vous». Je ne suis pas le seul, parce que les ministres responsables pour les sociétés de la Couronne dans les Prairies, si je comprends bien, ont

présenté des instances semblables et ils représentent les électeurs de ces trois provinces, alors ce n'est pas seulement la Bell ici qui est en cause. Vous revenez toujours à la Bell, mais moi je reviens toujours à l'autre partie en cause, le réseau Trans-Canada et il comporte trois sociétés de la Couronne.

M. Stanbury: Trans-Canada ça revient toujours à la Bell aussi. Vous êtes ici aujourd'hui

[Texte]

your opinion? I gather that in your opinion such an arrangement would be unjust. Can you assure me or not that a similar situation does not pertain today with respect to the relationship between your charges for microwave facilities to the CBC and your charges to the telephone companies?

Mr. de Grandpré: You are coming back to your previous question.

Mr. Stanbury: Right.

Mr. de Grandpré: Apparently I have not made myself clear because you are coming back to it again.

Mr. Stanbury: Can you assure me that a greater proportion of cost is not being assumed by broadcasters for the operation of your microwave facilities, or for the flow-back of which you speak, to your shareholders and subscribers than is borne by the telephone companies?

Mr. de Grandpré: We have already told you that our books are not being kept that way, so it is absolutely impossible to try to give you a precise answer.

Mr. Stanbury: So you are not able to assure me that that situation does not exist.

Mr. de Grandpré: May I check? Mr. Lester informs me that the rentals we would have to charge for television channels via satellite would be about three or four times higher than what we are now charging under the microwave arrangement.

Mr. Stanbury: I do not think that answers my question. You have already said that the satellite charges will be higher in the initial years, and they may very well be much lower in the later years.

Mr. de Grandpré: Correct.

Mr. Stanbury: I suggest that may concern you more than the problem in the earlier years. However, there are a great many benefits which are going to flow to broadcasting in Canada through the use of the satellite, apart altogether from any difference in cost that may exist between the use of microwave facilities and the use of the satellite. It will be a benefit to the country. We will be able to cover the country, and when we talk about additional costs for the CBC, which the Chairman referred to a little earlier, we are not talking about \$43 million extra because of the satellite. We are talking about their requiring more capital to cover the entire country,

[Interprétation]

d'hui, qu'est-ce que vous en pensez? Mais, à votre avis, je pense qu'une telle entente serait injuste. Pouvez-vous me donner l'assurance ou non qu'il n'y a pas une situation semblable à l'heure actuelle en ce qui concerne le rapport entre vos frais à Radio-Canada et les frais que vous imposez aux compagnies de téléphone pour le service micro-ondes?

M. de Grandpré: Vous revenez à votre question précédente.

M. Stanbury: Oui.

M. de Grandpré: Je ne me suis pas, apparemment, exprimé assez clairement, puisque vous y revenez.

M. Stanbury: Pouvez-vous m'assurer qu'il n'y a pas une proportion plus élevée des frais qui sont payés par les radiodiffuseurs pour la location de micro-ondes, ou pour le débit inverse dont vous parlez, à vos actionnaires et abonnés, que n'en paient, par exemple, les sociétés téléphoniques.

M. de Grandpré: Nous vous avons déjà dit que nous ne faisons pas notre comptabilité de cette façon-là, de sorte qu'il est absolument impossible de vous donner une réponse précise.

M. Stanbury: Alors, vous ne pouvez pas m'assurer que cette situation n'existe pas.

M. de Grandpré: Est-ce que je peux vérifier? Monsieur Lester me dit que les loyers que nous devrions exiger pour les canaux de télévision par satellites seraient de deux ou trois fois plus élevés qu'en vertu des accords actuels au sujet des micro-ondes.

M. Stanbury: Je ne crois pas que ceci réponde à ma question. Vous avez déjà dit que les frais pour l'utilisation des satellites vont être plus élevés au début, mais ils seront peut-être beaucoup moins élevés plus tard.

M. de Grandpré: C'est exact.

M. Stanbury: Et je crois que c'est peut-être ceci qui vous intéresse plus que la question des premières années. Toutefois, il y a beaucoup d'avantages qui vont revenir aux radiodiffuseurs canadiens du fait de l'utilisation du satellite, à part, bien entendu, d'une différence de frais qui pourrait exister entre l'utilisation des micro-ondes et l'utilisation du satellite. Nous pourrions desservir tout le pays, et lorsque nous parlons des frais supplémentaires pour la Société Radio-Canada, que le président du conseil a mentionnés tout à l'heure, nous ne parlons pas des 43 millions de dollars de surplus à cause du satellite. Nous parlons plutôt de la nécessité d'avoir

[Text]

or most of the country, with their services more effectively, which they will be able to do if the satellite exists. Is this not so?

Mr. de Grandpré: Are you talking East-West or are you talking North?

Mr. Stanbury: I am talking generally. The extra cost that we are referring to having to do with satellites that the CBC will have is not entirely an additional cost. They will be able to cover a great deal more territory more effectively through the use of satellites.

Mr. de Grandpré: If you are talking East and West, using either the microwave or the satellite, there will be very, very little difference in the kind of service that will be provided from an East and West standpoint. The position that Trans-Canada has taken, and we are taking, is that the main benefits will be to the North. This is where the main benefits will be. For instance, we could have a French network on microwave East and West today in exactly the same manner that it will probably be provided through the satellite system. The facilities are there, it is just a matter of taking advantage of them.

● 1250

Mr. Stanbury: And in a few years it may be cheaper by satellite than it now is by microwave.

Mr. de Grandpré: I do not know. It will depend on the evolution of technology via satellite and the evolution of technology via lasers or pulse code modulation.

Mr. Stanbury: To return to the basic principle, you are not able to give any assurance that the CBC is now not in the position which you suggest would be unjust vis-à-vis your companies and the satellite corporation.

What about the situation of the cable television companies? Is there any regulation of your agreements with CATV companies?

Mr. de Grandpré: Coming to your first question first, the provision of microwave facilities by the Trans-Canada Telephone System to CBC or CTV is done in competition with CN-CP Telecommunications. So I take it that the laws of economics play and that they go wherever they get the better deal.

[Interpretation]

plus de capitaux pour desservir tout le pays, ou une très grande partie du pays, d'une façon plus efficace, car c'est ce qu'ils pourront faire si le satellite existe. N'est-ce pas?

M. de Grandpré: Parlez-vous des communications est-ouest ou des communications vers le nord.

M. Stanbury: Je parle de façon générale. Nous parlons des frais de la Société Radio-Canada en ce qui concerne le satellite et il ne s'agit pas entièrement de frais additionnels, car la Société Radio-Canada pourra desservir un territoire beaucoup plus vaste de façon plus efficace au moyen des satellites.

M. de Grandpré: Si vous parlez des communications est-ouest, qu'on se serve ou des micro-ondes ou du satellite, il y aura très peu de différence en ce qui concerne les services fournis d'est-ouest. Trans-Canada, comme nous, estime que les avantages les plus intéressants à récolter seront dans le Nord. Les principaux bénéfices seront là. Par exemple, nous pourrions avoir aujourd'hui, sur micro-ondes, un réseau français est-ouest de la même façon qu'il sera fourni au moyen du satellite. Les installations sont là, il ne s'agit que de s'en servir.

M. Stanbury: Et peut-être à moins cher dans quelques années, par satellite que maintenant par micro-ondes.

M. de Grandpré: Je ne sais pas. Cela dépendra de l'évolution de la technologie par satellites et de l'évolution de la technologie par lasers ou modulations codées par impulsion.

M. Stanbury: Pour revenir au principe fondamental, vous ne pouvez pas donner l'assurance que la société Radio-Canada n'est dans une situation que vous considérez injuste vis-à-vis de vos sociétés de communications et de Téléstat.

Qu'en est-il des sociétés de télécâbles. Est-ce que vos ententes avec les sociétés de télévision par antennes collectives sont sujettes à une réglementation?

M. de Grandpré: Pour en venir d'abord à votre première question, les services du réseau à hyperfréquence offert par le Réseau téléphonique transcanadien à la Société Radio-Canada et à la CTU entrent en concurrence avec les Télécommunications CN-CP. J'imagine que la loi de l'économie joue et qu'ils s'adressent au meilleur offrant.

[Texte]

As to the second question, there is no filed tariff for the provision of coaxial cables for CATV operators.

Mr. Stanbury: No. Are you familiar with the agreements that your company enters into with these operators?

Mr. de Grandpré: I think this was a good way to put it, "the agreements", because there are I do not know how many dozens of these, and they are not all identical.

Mr. Stanbury: No. Would it be fair to say that many of them provide that the CATV operator will have the use of certain parts of your cable, that you will retain the use of the remaining part, that the CATV operator will pay for your installation and your cable completely over the term of that agreement, and that at the end of that agreement you will retain ownership of that cable, having at the same time had the use of all of the circuits unused by the CATV operator?

Mr. de Grandpré: Mr. Lester will answer that.

Mr. Lester: This is not correct, Mr. Stanbury, in total. Some of what you said is true. Mr. de Grandpré has pointed out that there are a lot of different agreements and there are individual variations between them, but broadly we have two kinds of agreement with the company. One is a so-called complete agreement and one a partial agreement.

Under the complete agreement the CATV company is renting certain specific channels in a cable at so much per month, the same as he would if he were renting a private leased circuit. There he specifies the number of channels that he needs and he rents that number of channels from our cables. We have only two or three at the most of these particular kinds of contracts. Under these things however, the Bell provides—and I am talking of Bell here only—the complete service, does the maintenance job and shoots the trouble and so on and collects the rental.

Under the partial agreement, this was worked out over a period of years with the CATV Association, the NCAV—I was part of the committee, as a matter of fact. These agreements were approved by their own association. The operator has full use of the cable for all frequencies above 210 kilocycles or something of that sort, which means he has full access to the normal 13 TV channels for purposes of off-the-air pick-up: primarily

[Interprétation]

Pour ce qui est de la deuxième question, il n'y a pas de tarif établi pour les services de câbles coaxiaux offerts aux sociétés de télévision par antennes collectives.

M. Stanbury: Non. Connaissez-vous les ententes que votre société conclut avec ces sociétés?

M. de Grandpré: Je crois que l'expression «ententes» est bien choisie car je ne sais pas combien il y en a de douzaines, et elles ne sont pas semblables.

M. Stanbury: Non. Est-ce qu'il serait juste de dire, toutefois, que beaucoup de ces ententes prévoient que les sociétés de télévision par antenne collective pourra se servir de certains secteurs de votre câble, tandis que vous conservez l'usage de l'autre partie, que ces sociétés de télévision par antennes collectives amortiront entièrement nos aménagements au cours de la période sur laquelle s'étend l'entente, après quoi vous en serez toujours propriétaire et que vous pourrez également vous servir de tous les circuits qui ne sont pas utilisés par ces sociétés.

M. de Grandpré: Je demanderais à M. Lester de vous répondre.

M. Lester: Ce n'est pas entièrement exact, monsieur Stanbury. M. de Grandpré a fait remarquer qu'il y a beaucoup d'ententes différentes, mais il y a essentiellement deux genres d'ententes avec ces sociétés, dont une est une entente partielle et l'autre, une entente complète.

En vertu de l'entente complète la société de télévision par antennes collectives loue certains canaux à tant par mois, comme s'il s'agissait d'un système à circuit fermé. Dans ces cas on précise le nombre de canaux requis et la société loue le nombre exact de canaux. Nous n'avons que deux ou trois ententes de ce genre en vertu de ces ententes, toutefois, c'est la compagnie de téléphone Bell qui fournit le service complet, l'entretien, etc., et perçoit également les loyers.

Il y a également des ententes partielles que nous avons mises au point avec la société de télévision à antenne collective. Je faisais partie du Comité de cette société. Ces ententes ont été approuvées par leur propre Association. La société dispose entièrement du câble pour toutes les fréquences au-dessus de 210 kilocycles, ce qui veut dire qu'il dispose des 13 canaux de télévision habituels à des fins de réception hors-ondes, ce qui est son principal

[Text]

this is his role. The telephone company retains title to the cable and pays for 10 per cent of the total cost. The operator pays an

• 1255

installation charge of 75 per cent of the first cost and the other 15 per cent, plus the charges of administration, and some follow-up on maintenance is charged at so much per mile per month through a period of five years. Usually this is their rental period. So that, the operator has full use of that cable. He provides the drop-off to the subscriber's house and he provides the amplifiers along the cable. Hence the use of the word "partial". For that he pays, I would say, a very modest rental. It is certainly lower than it is elsewhere on the continent. If Bell wants to use one of these TV channels for some other purpose, let us say for closed circuit TV or something of that sort, we must go to the operator and get his permission to use that channel and reimburse him the cost of that channel.

Mr. Stanbury: In the cable used by CATV operators, is there no additional capacity left for Bell to use?

Mr. Lester: No, sir, except by permission of the operator.

Mr. Stanbury: And you are saying that it is not correct that all or virtually all of the cost of the cable is paid by the CATV operator during the term of his agreement?

Mr. Lester: I said that the first cost of this cable is borne 90 per cent by the operator because he is the full user of it. To the extent that the Bell comes back in and uses part of it—I do not know of any instances yet where we have done this—then we have a reimbursing system with him to repay part of the cable.

Mr. Stanbury: You retain title, though, after he has paid for 90 per cent of it?

Mr. Lester: That is right.

Mr. Stanbury: You are the owner of it at the end of the term of the agreement.

Mr. Lester: Bear in mind, Mr. Stanbury, this arrangement was set up some 10 years ago, and CATV only started about 15 years ago in our territory, and is now becoming more and more popular because of colour TV.

[Interpretation]

rôle. La compagnie de téléphone conserve ses droits de propriété sur le câble et paie 10 p. 100 de l'ensemble des frais. L'exploitant doit

payer des frais d'installation qui s'élèvent à 15 p. 100 du coût initial, plus l'autre 15 p. 100, plus les frais d'administration et les frais d'entretien à tant du mille par mois pour une période de cinq ans. C'est la période de location habituelle. L'exploitant peut donc utiliser ce câble à son gré. C'est lui qui doit brancher les abonnés sur le réseau et qui installe les amplificateurs le long du câble. Voilà donc pourquoi on parle d'entente «partielle». La société paie des frais de location très faibles pour ces services. Ils sont certainement inférieurs que dans les autres parties du continent. Si la société de téléphone Bell veut se servir d'un de ces canaux de télévision à d'autres fins, que ce soit la télévision à circuit fermé ou autre chose du genre, elle doit s'adresser à l'exploitant pour obtenir la permission de se servir du canal et lui rembourser le coût de location.

M. Stanbury: Est-ce qu'il ne reste pas, sur le câble réservé par la société de télévision à antenne collective, une certaine capacité supplémentaire que la Bell pourrait utiliser?

M. Lester: Non, monsieur, à moins que l'exploitant accorde la permission.

M. Stanbury: Vous dites donc qu'il n'est pas vrai que tous ou à peu près tous les coûts soient amortis par la société de télévision à antenne collective au cours de la durée de l'entente?

M. Lester: J'ai dit que 90 p. 100 des frais initiaux du câble sont versés par l'exploitant puisqu'il est le seul à s'en servir. Lorsque la compagnie de téléphone Bell revient sur son contrat et se sert d'une partie du câble, je ne sais pas à combien de reprises cela s'est produit, il existe un système de remboursement.

M. Stanbury: Après que l'exploitant a payé 90 p. 100 des frais, vous en êtes toujours le propriétaire.

M. Lester: C'est exact.

M. Stanbury: Vous en êtes toujours propriétaire à la fin de l'entente.

M. Lester: Il faut se rappeler, M. Stanbury, que ces ententes ont été conclues il y a 10 ans et que la société de télévision à antenne collective n'est établie que depuis 15 ans dans notre territoire, et elle gagne de plus en plus

[Texte]

The future use of coaxial cables was anything but a sure thing in those days and the CATV operators were in fact taking a risk of doing this thing. It was felt equitable that they should pay the shot on a portion of this thing. We felt from Bell's standpoint that there was a possible future and we might want to provide some services, and it has now become clear that there will be some services where it may be desirable to have coaxial cable.

We always have in these agreements the provision that where Bell does go back in and use part of it, that they will pay their share of the cost.

Mr. Stanbury: You have seen different agreements than I have, but assuming that most of the agreements are as you have described them, the fact is that the CATV operator will have paid at the end of the term of his agreement for virtually all—90 per cent under the agreement that you mentioned—of the cost of the cable which you will then own and which...

Mr. Lester: ... which cable at the end of 10 years' life will generally be worn out and have to be replaced. These cables do not have that long a life.

Mr. Stanbury: What cables are you speaking of?

Mr. Lester: I am talking about coaxial cables which are lashed to our cable on the streets. These cables are undergoing design modifications and so on, and I would expect that at the end of the 10-year period in many cases we will find that some different kind of a cable with a different capacity, with a different design will be desirable, and the old one will be to some degree obsolete.

So, it is not something which is usable forever. That is the only point I am trying to make.

Mr. Stanbury: We are very short of time but we could talk about the fact that...

Mr. Lester: I think we are getting a little away from satellites.

Mr. Stanbury: I think we are but it seems to me your practice within your company and your attitudes on this project are somewhat inconsistent in that there are certainly users of your facilities, and I suggest the broadcast users of your microwave facilities and the CATV users of your cable facilities are, in

[Interprétation]

en popularité à cause de la télévision en couleur.

L'utilisation future des câbles coaxiaux représentait un risque à ce moment-là et les exploitants de la société de télévision à antenne collective ont en fait pris un risque. Il nous a semblé normal qu'ils défraient une partie des aménagements. La compagnie de téléphone Bell a pensé qu'il y aurait peut-être un avenir et que nous voudrions peut-être fournir d'autres services, ce qui semble s'avérer, ou il serait souhaitable d'utiliser des câbles coaxiaux.

Mais nous avons toujours voulu inclure un article dans les ententes que lorsque la compagnie de téléphone Bell revient sur ses contrats et se sert d'une partie du câble, elle paie sa part des coûts.

M. Stanbury: Je n'ai pas vu les mêmes ententes que vous, mais en supposant que la plupart des ententes seraient telles que vous le dites, le fait est qu'à la fin de l'entente, l'exploitant aura payé presque tout, 90 p. 100 dans votre exemple, du coût du câble dont vous serez toujours propriétaire et qui...

M. Lester: Après dix ans, le câble devra être remplacé. La vie utile de ces câbles n'est pas tellement longue.

M. Stanbury: De quels câbles parlez-vous?

M. Lester: Je parle des câbles coaxiaux sur lesquels notre câble est branché. Ces câbles subissent présentement des modifications, et j'imagine que, dans la plupart des cas, après dix ans, on trouve qu'il est souhaitable de remplacer les câbles par des câbles d'un autre genre et offrant une plus grande capacité, car les premiers seront désuets jusqu'à un certain point.

Ce ne sont donc pas des choses qui durent indéfiniment. C'est tout ce que je voulais dire.

M. Stanbury: Il ne reste pas grand temps, mais nous pourrions parler du fait que...

M. Lester: Je crois que nous nous sommes écartés du sujet des satellites.

M. Stanbury: Peut-être, mais il me semble que la pratique au sein de votre société et votre attitude à l'égard de ce projet ne sont pas tout à fait cohérentes en ce sens qu'il y a certainement des sociétés qui utilisent vos installations, et je songe aux radiodiffuseurs qui se servent de votre réseau de micro-ondes

[Text]

fact, paying a much higher proportion of the cost of those facilities than the benefits they • 1300

are deriving from it. I am not suggesting that this is necessarily bad, but I am suggesting that it is quite inconsistent with the approach you are taking and the argument you are making with respect to the satellite.

Mr. Lester: I think we have made the point or have tried to make the point on CATV that the operator is not contributing anything to other services beyond the cost of those particular CATV cables. This is one part of the network where you have an exclusive use and you can develop the costs, because it is not tied in with the main switching network, and has nothing to do with the rest of the telephone business. The CATV operator therefore may well be paying for more channels than he is using, because his cable is not fully used. Those channels are not used by Bell Canada but, if they are used by Bell, Bell contributes.

But in the case of microwave users I have said, and Mr. de Grandpré has said, that we do not set up the books this way. If I could throw in a bit of history, I made the first such study or tried to make the first such study in 1931 and the problem is still the same as it was then. You cannot allocate all of these overhead costs. To the best of our ability we feel that the CBC and CTV, the people who lent private lines from us, are not unduly contributing to the profitability otherwise of the business. I guess the only measure we have really on that is the one we have mentioned—that these television rights particularly are derived in competition with the CN, the CN have some of them and we have some of them, and that the resulting rates are in fact lower than they are in the United States. In the United States the cost of the provision of those facilities, because of the large volume they have, is less than it is here.

Mr. Stanbury: Which does not prevent the service being more profitable to you than other parts of your operation?

Mr. Lester: It may not be. This comes back to the whole problem of how does one sort out rates and nobody has found to my satisfaction a proper way of basing rates on cost.

M. De Bané: Monsieur le président, si vous permettez, je vais revenir à la question que j'ai posée tantôt. Compte tenu des problèmes énormes que vous avez rappelés au sujet

[Interpretation]

et aux exploitants des sociétés de télévision à antenne collective qui utilisent vos câbles, et qui paient une proportion beaucoup trop élevée du coût de ces installations par rapport aux avantages qu'ils en tirent. Je ne dis pas que c'est nécessairement mauvais, mais je crois que ce n'est pas tout à fait compatible avec votre attitude à l'égard des satellites et votre raisonnement à leur égard.

M. Lester: Je crois que nous avons établi clairement, du moins nous avons tenté de le faire, que l'exploitation de la société de télévision à antenne collective ne contribue en rien aux autres services à part le coût des câbles en question. Il s'agit d'une partie du réseau où il y a usage exclusif, et où l'on peut entrer dans ses frais, puisqu'il n'est pas relié au principal réseau de commutation et n'a rien à voir avec le reste de l'entreprise téléphonique, les exploitants paient peut-être un loyer plus élevé pour des canaux qu'ils n'utilisent pas. Si les canaux sont utilisés par la compagnie de téléphone Bell, la compagnie va fournir un remboursement.

Pour ce qui est de ceux qui louent les micro-ondes, j'ai dit que nous ne faisons pas notre comptabilité de cette façon-là. J'ai tenté de faire une étude semblable en 1931, mais cela n'a pas été possible. Au meilleur de notre connaissance, nous croyons que la Société Radio-Canada et CTV, ceux qui louent des lignes privées, ne contribuent pas tellement à la rentabilité du projet et le seul moyen de mesure que nous ayons est celui de comparaison entre les droits payés par la télévision et ceux versés par le CN. Le CN et nous-mêmes nous partageons les lignes et les frais sont encore moins élevés qu'aux États-Unis. Aux États-Unis, le coût des installations est moins élevé qu'ici, à cause du trafic plus abondant.

M. Stanbury: Est-ce que ceci n'empêche pas que le service soit moins rentable pour vous que d'autres secteurs?

M. Lester: Peut-être pas, on en revient au problème global, comment établir les taux, comment les répartir à la satisfaction de tous? Il est plus difficile de calculer les taux à partir des coûts.

Mr. De Bané: Mr. Chairman, I should like to come back to the question I asked a few moments ago. In view of the enormous problem that you have indicated respecting the

[Texte]

d'une réglementation de tout le système de télécommunications, je vous poserais la question suivante: votre compagnie serait-elle favorable à une politique globale et à une réglementation totale des télécommunications au Canada?

M. de Grandpré: Avant de répondre à une question comme celle-là, j'aimerais avoir une définition des termes.

M. De Bané: Voici, je serai. . .

M. de Grandpré: Qu'entendez-vous par une réglementation globale, une politique totale des communications?

M. De Bané: Je vais répondre. Comme vous avez rappelé tantôt, la question de télécommunications au Canada est extrêmement complexe parce que les juridictions se chevauchent.

D'autre part, certaines compagnies de télécommunications actuellement, sont réglementées à tous points de vue dans leurs opérations; d'autres, comme la Bell-Canada, sont réglementées relativement à leurs profits et non pas quant à leurs opérations. D'autre part, tout le monde est au courant qu'il existe une duplication de dépenses entre les compagnies. Alors, ma question se pose d'une façon très générale: est-ce que Bell-Canada est en faveur d'une réglementation totale, non seulement des tarifs, mais de toutes les opérations reliées aux télécommunications au Canada? Je pense que ma question est relativement simple.

M. de Grandpré: Bien, elle est simple lorsqu'on s'entend sur les termes. Mais, vous avez indiqué tantôt qu'il y a certaines compagnies qui sont plus réglementées les unes que les autres. Il n'y a évidemment pas deux commissions de réglementation qui fonctionnent de la même façon. Mais, dans l'ensemble, je pense que la méthode de réglementation est certainement comparable, qu'il s'agisse de l'une ou l'autre des compagnies de télécommunications au Canada.

M. De Bané: Vos décisions ne sont pas réglementées quant à vos opérations.

M. de Grandpré: Ah, bien. . .

M. De Bané: Si vous décidez de faire un investissement de \$500 millions, personne ne réglemente cette décision dans votre cas.

M. de Grandpré: Ce que vous voulez dire, c'est qu'il y aurait une réglementation à l'égard des investissements en capital de toutes les entreprises de communications au Canada?

[Interprétation]

control and regulation of the whole system of telecommunication, I would like to ask you the following question: would your company be favourable to a global policy and global regulation of telecommunications in Canada?

Mr. de Grandpré: Before answering such a question, I would like you to define the terms.

Mr. De Bané: Well, I shall. . .

Mr. de Grandpré: What do you mean by global regulation, and total policy on communications?

Mr. De Bané: I will answer you. As you recall a few moments ago, the question of telecommunications in Canada is extremely involved because the various jurisdictions involved overlap.

In the other hand, at present, certain telecommunication companies are regulated in all respects in their operations. Others, such as Bell Canada, are regulated only with respect to their profits and not as far as their operations are concerned. On the other hand, everybody is aware that there is duplication in spending between the companies.

So, this is my general question. Does Bell Canada favour a total regulation, not only for tariffs but for all operations related to telecommunications in Canada? I think that my question is relatively simple.

Mr. de Grandpré: It is simple when we agree on the terms. But you indicated a while ago that some companies are more regulated than the others. And of course, no two regulating boards operate the same way. But on the whole, I would think that the method of regulating is comparable whether it is one or the other of the telecommunication companies in Canada.

Mr. De Bané: Your decisions are not regulated as far as the operations are concerned.

Mr. de Grandpré: Well, now. . .

Mr. De Bané: If you decide to invest \$500 million, this decision would not be regulated by anybody.

Mr. de Grandpré: What you mean is that there would be a regulation concerning capital investments for all communication companies in Canada?

[Text]

M. De Bané: Il y en a quelques-unes qui sont réglementées à ce sujet, dans le moment.

M. de Grandpré: Il y a quelques compagnies de communications qui sont obligées de soumettre leurs projets d'investissement à l'étude avant d'y donner suite.

Là encore, quelle sera la commission de réglementation qui étudiera ce problème? Est-ce que ce sera une commission qui s'occupera de tous les investissements ou seulement ceux qui tomberont sous sa juridiction?

M. De Bané: Je pense que dans l'ensemble, vous pouvez me répondre si vous êtes d'accord avec cette position de principe du ministre que, compte tenu des énormes difficultés auxquelles vous avez fait allusion, il voudrait qu'au Canada tout le système de télécommunications suive une politique globale qu'il aimerait énoncer et réglementer, également.

M. de Grandpré: Oui, mais le ministre n'a rien identifié encore comme... Il a tout simplement dit à peu près ce que vous venez de dire.

M. De Bané: Êtes-vous d'accord avec cette position de principe?

M. de Grandpré: Bien, je ne peux pas vous répondre aujourd'hui, monsieur De Bané, à savoir si je suis d'accord ou pas, parce que je ne connais pas toutes les implications, et de la question, et de la réponse. Il y a ces implications de juridiction au point de vue fédéral et provincial, que j'ai mentionnées; il y a celles de divisions entre l'équipement qui est installé pour procurer des services locaux, interurbains et intra-provinciaux, interurbains et interprovinciaux et c'est lorsqu'on commence à envisager ce problème sous tous ces angles, qu'on se demande si tout cela est possible dans le contexte actuel?

M. De Bané: Mais, au niveau des principes, lorsque le gouvernement dit: «Nous voudrions cela», une entreprise privée, comme Bell-Canada, peut-elle dire que c'est dans l'intérêt public ou non?

M. de Grandpré: Si la proposition que vous faites nous amène à la conclusion que les gérants de l'entreprise n'ont plus de décision à prendre, je suis contre, parce que je pense que les gérants de l'entreprise ont encore des décisions à prendre dans le domaine des communications au Canada.

M. De Bané: Vous reconnaissez qu'il y a un conflit entre les actionnaires et le public?

M. de Grandpré: Je ne reconnais pas de conflit. Je dis que les gérants de l'entreprise, à l'heure actuelle ont pris l'intérêt du public à cœur depuis qu'ils la gèrent et ils ont fourni aux Canadiens, un service de télécommunica-

[Interpretation]

Mr. De Bané: Some are regulated with regard to this at the present time.

Mr. de Grandpré: Some companies are forced to submit their investment projects before proceeding. Which regulating board would examine this question? Would it deal with all investments or only with investments under its own jurisdiction?

Mr. De Bané: I think that on the whole, you could give me an answer if you agree with the Minister's principle, i.e. taking into account the enormous difficulties you have mentioned, the Minister would like that the whole communication system in Canada be under a global policy which he would like to state and also regulate.

Mr. de Grandpré: Yes, but the Minister did not identify anything—He just said about what you have just been saying.

Mr. De Bané: Do you agree with him?

Mr. de Grandpré: Mr. De Bané, I cannot give you an answer today, because I do not know all the implications of both the question and the answer.

There are implications of provincial and federal jurisdiction which I have mentioned. There are also implications regarding the division of equipment that is installed to provide local, long distance and intraprovincial, long distance and interprovincial services, and it is when we look at this problem from all angles that we wonder whether all this is possible within the present context.

Mr. De Bané: But at the level of principles, when the government says: "We want this", can a private company like Bell Canada say that this is in the public interest or not?

Mr. de Grandpré: If your proposal leads us to believe that the managers of the enterprise have no more decisions to make, I am against it, because I think that the managers of the enterprise still have decisions to make in the field of communications in Canada.

Mr. De Bané: Do you think there is a conflict between shareholders and the public?

Mr. de Grandpré: I don't know of any conflict. I say that, at present, the administrators of these companies have taken the public's interest at heart, ever since they are in operation, and they have given Canadians one of

[Texte]

tions qui est un des meilleurs au monde, sinon le meilleur.

M. De Bané: Je le reconnais.

M. de Grandpré: Alors, si nous avons été capables de faire cela pendant quatre-vingts ans, il faudrait qu'on me démontre quels seraient les avantages d'un autre système avant que j'y adhère, mais à l'heure actuelle, je ne suis pas encore convaincu qu'il serait supérieur.

M. De Bané: Mais je pensais...

M. de Grandpré: Si nous sommes pour commencer à créer toute une série de conflits sur le plan constitutionnel, et c'est possible que cela se produise, parce qu'une ou l'autre des juridictions voudra contrôler les investissements qui vont se faire dans l'un ou l'autre domaine, je dis que ce n'est pas dans l'intérêt public d'avoir ces conflits; cela va empêcher le développement normal des communications au Canada et pourrait, par voie de conséquence, effrayer les industries qui désireraient s'établir au Canada pour développer leur entreprise. Ils se diraient alors: «Si les communications au Canada en viennent au même point qu'en France ou en Grande-Bretagne, je m'en vais ailleurs».

M. De Bané: Non, non. Moi, je posais le problème au niveau des principes et je demandais si Bell-Canada était d'accord que, dans une industrie monopolite au niveau des principes, il y ait une réglementation totale?

M. de Grandpré: Une réglementation ou une planification? Ce n'est pas la même chose. La planification existe déjà au niveau de toutes les entreprises à travers le Canada.

M. De Bané: Vous ne reconnaissez pas qu'il y ait une duplication parfois entre les compagnies?

M. de Grandpré: Non. Pas au niveau du système transcanadien.

M. de Bané: Une dernière question, monsieur le président, si vous permettez.

A la suite de cet échange qui, je pense, s'est caractérisé par sa franchise depuis quelques jours entre Bell-Canada, TCTS et les membres du Comité, je crois que la question qui nous divise est celle que vous avez présentée dans votre mémoire. Les raisons pour lesquelles, quant à moi, je ne vois pas d'un trop bon œil cet amendement, sont les suivantes: Je pars du principe que lorsque l'intérêt, non pas des 250,000 actionnaires de Bell-Canada, mais lorsque celui des 20 millions de Canadiens est en jeu, votre meilleur allié sera le gouvernement. Et, par conséquent, de ce

[Interprétation]

the best telecommunication systems in the world, if not the best.

Mr. De Bané: I do agree.

Mr. de Grandpré: If we have been able to do that during 80 years, you still have to prove to me what would be the advantages of another system before I accept it. But right now, I have not yet been convinced that a new system would be better.

Mr. De Bané: But I thought...

Mr. de Grandpré: If we are going to try to start creating a whole series of constitutional conflicts and it is possible that this would happen, because one or the other of these jurisdictions will want to control the investments made in one or the other field, I think that such conflicts would be contrary to the public interest. That would prevent the normal development of communications in Canada and, as a consequence, it would scare off industries that would wish to settle in Canada to develop their business. They would then say: "If communications in Canada become like those in Great Britain or in France, I would rather go elsewhere".

Mr. De Bané: No, no. I just wanted to put a question dealing with principles. I wanted to know whether Bell Canada would agree in principle to have total regulations in a monopolistic industry?

Mr. de Grandpré: Planning or regulation? This is not the same thing. There is planning right now in all industries throughout Canada.

Mr. De Bané: Do you not think that sometimes there is duplication between companies?

Mr. de Grandpré: No. Not at the Trans-Canada Telephone System level.

Mr. De Bané: One last question. After this very frank exchange of views over the past few days between Bell Canada, TCTS and the members of this Committee, I think what we disagree upon is what you have stated in your brief. The reasons why I am not terribly in favour of this amendment, are as follows: I start off with the principle that when the interest, not just of the 250,000 shareholders of Bell Canada, but of 20 million Canadians is involved, your best ally will be the government. And consequently, we have nothing to fear from that quarter. I don't know whether I am being naive.

[Text]

côté-là, nous n'avons rien à craindre. Je ne sais pas si je suis naïf.

D'autre part, si nous acceptons votre amendement comme, et je pense que là-dessus vous serez d'accord avec moi. . .

The Chairman: Mr. De Bané, your question please. We are running overtime, would you come to the point.

M. De Bané: Vous êtes dans une position de conflit d'intérêts, en ce sens que vous auriez intérêt à ce que le prix de location de Télésat soit le plus bas pour vous, et de l'autre côté, que cette entreprise va être rentable. Je pense que cette souplesse, la porte ouverte que vous avez signalée dans la Loi, serait à l'avantage, au fond, de tous les Canadiens.

M. de Grandpré: C'est votre point de vue monsieur De Bané? Vous me permettez d'être en désaccord avec vous?

M. Portelance: Monsieur de Grandpré une dernière question de ma part, croyez-vous que le projet Télésat soit réalisable sans la contribution des compagnies de téléphone?

M. de Grandpré: Il n'y a personne d'indispensable dans le monde.

M. Portelance: Donc, la chose serait possible.

M. de Grandpré: Tout est possible.

The Chairman: I would like to thank Mr. de Grandpré and Mr. Lester for what has been a very grueling morning. May I thank you for the information you have given to us.

Mr. de Grandpré: And a very interesting morning.

The Chairman: Thank you very much.

[Interpretation]

On the other hand, if we agree to your amendment, and I think you will agree with me on that. . .

Le président: Monsieur De Bané, voulez-vous poser votre question. Le temps passe.

Mr. De Bané: You are in a position involving a conflict of interests, in that it would be advantageous for you to have the lowest Telesat rental price, and on the other hand, that this enterprise be profitable. I think that this flexibility, the open door policy that you have pointed out in the Act, would, in the end, be of advantage to all Canadians.

Mr. de Grandpré: Is this your own point of view, Mr. De Bané? Will you allow me to disagree with you?

Mr. Portelance: One last question, Mr. de Grandpré. Do you believe that the TELESAT project is possible without the contribution of the telephone companies?

Mr. de Grandpré: Nobody is indispensable in this world.

Mr. Portelance: It would hence be possible.

Mr. de Grandpré: Everything is possible.

Le président: J'aimerais remercier M. Lester et M. de Grandpré qui ont témoigné en toute franchise et qui ont présenté des témoignages intéressants.

M. de Grandpré: Une matinée très intéressante.

Le président: Merci beaucoup.

OFFICIAL BILINGUAL ISSUE

FASCICULE BILINGUE OFFICIEL

HOUSE OF COMMONS

CHAMBRE DES COMMUNES

First Session

Première session de la

Twenty-eighth Parliament, 1968-69

vingt-huitième législature, 1968-1969

STANDING COMMITTEE

COMITÉ PERMANENT

ON

DE LA

**BROADCASTING,
FILMS AND ASSISTANCE
TO THE ARTS**

**RADIODIFFUSION,
DES FILMS ET DE L'ASSISTANCE
AUX ARTS**

Chairman **LIBRARY** *Mr. John M. Reid*

Président

MINUTES OF PROCEEDINGS
AND EVIDENCE

PROCÈS-VERBAUX ET
TÉMOIGNAGES

No. 38

THURSDAY, MAY 15, 1969

LE JEUDI 15 MAI 1969

Respecting

Concernant le

BILL C-184,

BILL C-184,

An Act to establish a Canadian corporation
for telecommunication by satellite.

Loi créant une Société de télécommuni-
cations par satellite pour le Canada.

WITNESSES—TÉMOINS

(See *Minutes of Proceedings*)

(Voir le *procès-verbal*)

STANDING COMMITTEE ON
BROADCASTING, FILMS AND
ASSISTANCE TO THE ARTS

COMITÉ PERMANENT DE LA
RADIODIFFUSION, DES FILMS ET DE
L'ASSISTANCE AUX ARTS

Chairman
Vice-Chairman
and Messrs.

Mr. John M. Reid
M. J.-A. Mongrain

Président
Vice-président
et MM.

De Bané,
Dinsdale,
Givens,
Guilbault,
Hymmen,
La Salle,
Macquarrie,

Matte,
McCleave,
Nystrom,
Osler,
Paproski,
Perrault,
¹ Portelance,

Schreyer,
Schumacher,
Stanbury,
Stewart (*Cochrane*)—
(20).

Le secrétaire du Comité,

M. Slack,

Clerk of the Committee.

Pursuant to S.O. 65(4)(b)

Conformément à l'article 65(4)b) du
Règlement

¹ Replaced Mr. Marchand (*Kamloops-
Cariboo*) after afternoon meeting of
May 15.

¹ A remplacé M. Marchand (*Kamloops-
Cariboo*) après la séance de l'après-
midi du 15 mai.

MINUTES OF PROCEEDINGS

[Text]

THURSDAY, May 15, 1969.
(41)

The Standing Committee on Broadcasting, Films and Assistance to the Arts met this day at 9.45 a.m. The Chairman, Mr. John M. Reid, presided.

Members present: Messrs. De Bané, Dinsdale, Givens, Macquarrie, McCleave, Perrault, Reid, Schumacher, Stanbury—(9).

Witness: Dr. R. M. MacIntosh, Deputy Chief General Manager, Bank of Nova Scotia, Toronto, Ontario.

The Committee resumed consideration of Bill C-184, An Act to establish a Canadian corporation for telecommunication by satellite.

Dr. MacIntosh was examined on matters relating to satellite telecommunication costs and financing.

The examination of the witness being concluded, at 12.05 p.m., the Committee adjourned until 3.30 p.m. this afternoon.

AFTERNOON SITTING (42)

The Committee resumed at 3.40 p.m. The Chairman, Mr. John M. Reid, presided.

Members present: Messrs. De Bané, Dinsdale, La Salle, McCleave, Osler, Perrault, Paproski, Reid—(8).

Members also present: Mr. Portelance and Mr. Ritchie.

Witnesses: The Honourable Raymond Reierson, Minister of Telephones, Province of Alberta; and Mr. J. W. Dodds, General Manager, Alberta Government Telephones.

The Committee resumed consideration of Bill C-184, An Act to establish a Canadian corporation for telecommunication by satellite.

PROCÈS-VERBAL

[Traduction]

Le JEUDI 15 mai 1969
(41)

Le Comité permanent de la radiodiffusion, des films et de l'assistance aux arts se réunit à 9 h 45 ce matin, sous la présidence de M. John M. Reid, président.

Présents: MM. De Bané, Dinsdale, Givens, Macquarrie, McCleave, Perrault, Reid, Schumacher et Stanbury—(9).

Témoins: M. R. M. MacIntosh, directeur général principal adjoint, Banque de la Nouvelle-Écosse, Toronto, Ontario.

Le Comité reprend l'étude du bill C-184, Loi créant une Société de télécommunications par satellite pour le Canada.

On interroge M. MacIntosh sur des questions touchant le coût et le financement des télécommunications par satellite.

A 12 h 05, après avoir fini d'interroger le témoin, le Comité s'ajourne jusqu'à 15 h 30 cet après-midi.

SÉANCE DE L'APRÈS-MIDI (42)

Le Comité reprend ses travaux à 15 h 40 cet après-midi, sous la présidence de M. John M. Reid.

Présents: MM. De Bané, Dinsdale, La Salle, McCleave, Osler, Perrault, Paproski et Reid—(8).

De même que: MM. Portelance et Ritchie.

Témoins: L'honorable Raymond Reierson, ministre des Téléphones, province de l'Alberta; et M. J. W. Dodds, directeur général, Alberta Government Telephones.

Le Comité reprend l'étude du bill C-184, Loi créant une Société de télécommunications par satellite pour le Canada.

Agreed,—That the brief of the Province of Alberta and Alberta Government Telephones relating to Bill C-184, be printed as an Appendix to the proceedings of this day. (*See Appendix "R"*)

Agreed,—That the correspondence between the Honourable A. C. Cameron, Minister of Telephones, Province of Saskatchewan, of May 12, 1969 and the Chairman, Mr. John Reid, of May 14, 1969 relating to Telesat Canada, be printed as an Appendix to the proceedings of this day. (*See Appendix "S"*)

Mr. Reiersen made a statement summarizing his brief and was examined thereon.

The examination of the witnesses being concluded, at 5.45 p.m., the Committee adjourned until 8.00 p.m. this evening.

EVENING SITTING (43)

The Committee resumed at 8.30 p.m. The Chairman, Mr. John M. Reid, presided.

Members present: Messrs. De Bané, Givens, Guilbault, Portelance, Reid, Schumacher, Stewart (*Cochrane*)—(7).

Member also present: Mr. Émard.

Witnesses: Mr. A. E. Gotlieb, Deputy Minister, Department of Communications; Mr. F. G. Gibson, Senior Advisory Counsel, Department of Justice.

The Committee reviewed clauses 2 to 16 inclusive of Bill C-184 and Messrs. Gotlieb and Gibson were examined thereon.

The Chairman tabled additional amendments to clauses 38(1)(b), 39(1) and Schedule A relating to Bill C-184, and copies were distributed to each member.

The examination of the witnesses still continuing, at 9.45 p.m., the division bells ringing in the House, the Committee adjourned until 9.30 a.m. on Tuesday, May 20.

Il est convenu,—que le mémoire de la province de l'Alberta et l'*Alberta Government Telephones* relatif au bill C-184, soit imprimé en annexe aux témoignages de ce jour. (*Voir Annexe «R»*)

Il est convenu,—que la correspondance échangée entre l'honorable A. C. Cameron, ministre des Téléphones, province de la Saskatchewan, du 12 mai 1969, et le président, M. John Reid, du 14 mai 1969, relative à la société Télésat Canada, soit imprimée en annexe aux témoignages de ce jour. (*Voir l'Annexe «S»*)

M. Reiersen fait une déclaration au cours de laquelle il résume son mémoire et on l'interroge à ce sujet.

A 17 h 45, après avoir fini d'interroger les témoins, le Comité s'ajourne jusqu'à 20 heures ce soir.

SÉANCE DU SOIR (43)

Le Comité reprend ses travaux à 20 h 30, sous la présidence de M. John M. Reid.

Présents: MM. De Bané, Givens, Guilbault, Portelance, Reid, Schumacher, Stewart (*Cochrane*)—(7).

De même que: M. Émard.

Témoins: M. A. E. Gotlieb, sous-ministre, ministère des Communications; M. F. G. Gibson, conseiller principal, ministère de la Justice.

Le Comité reprend les articles 2 à 16 inclusivement du bill C-184 et on interroge MM. Gotlieb et Gibson à leur sujet.

Le président dépose des amendements supplémentaires aux articles 38 (1) (b), et 39 (1), ainsi qu'à l'Annexe A du bill C-184, et on en distribue un exemplaire à chacun des députés.

Sans avoir terminé l'interrogatoire des témoins, à 21 h 45, à la sonnerie d'appel de la Chambre, le Comité s'ajourne jusqu'à 9 h 30, le mardi 20 mai.

Le secrétaire du Comité,
M. Slack,
Clerk of the Committee.

[Texte]

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

Thursday, May 15, 1969.

• 0945

The Chairman: Gentlemen, we can begin now. We have with us today Dr. R. M. MacIntosh, Deputy Chief and General Manager of the Bank of Nova Scotia, Toronto.

I would ask Dr. MacIntosh to make a short opening statement, and then we will proceed, as we usually do, to questions and answers. Dr. MacIntosh?

Dr. R. M. MacIntosh (Deputy Chief and General Manager of the Bank of Nova Scotia, Toronto): Mr. Chairman, I do not have any prepared statement to make, but I would like to make just a few remarks about the situation.

When Mr. Reid asked me to appear before the Committee, I agreed with him very readily that there were difficulties in doing so. I do not know whether there are precedents for an individual, a private citizen, who has done a report for the government on a consulting basis then to appear before a committee of the House. However, I concluded it was a matter of respect for the parliamentary function that a citizen should not refuse to appear before a committee of the House when asked to do so.

I am not here to lobby for my report, nor to criticize the bill, nor to defend it. I am here at the request of the Chairman to attempt to deal with questions of interest to the members. I have been reading the published evidence, so far as it is available, and it has seemed to me that the Committee has been producing some extremely interesting and valuable evidence on the bill. It seems to me the function of committees in the public process is sufficiently important for a private citizen to participate when asked to do so. I think that is all I have to say, Mr. Chairman.

The Chairman: I would like to remind the members of the Committee that we do have a slight problem; that is, Dr. MacIntosh prepared a report which was confidential for the then Minister of Industry, Mr. Drury, which was then passed on to the Minister of Communications.

[Interprétation]

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Le jeudi 15 mai 1969.

Le président: Aujourd'hui, Messieurs nous avons comme témoin M. R. M. MacIntosh, sous-chef et gérant-général de la Banque de la Nouvelle-Écosse de Toronto. Je demanderais à M. MacIntosh de faire une courte introduction et ensuite nous allons passer aux questions et réponses. Monsieur MacIntosh?

M. R. M. MacIntosh (Sous-chef et gérant-général de la Banque de la Nouvelle-Écosse, Toronto): Monsieur le président, je n'ai pas de déclaration toute prête à faire, mais j'aimerais tout simplement dire quelques mots sur la situation.

Lorsque M. Reid m'a demandé de témoigner devant le Comité, j'ai reconnu avec lui, très facilement, qu'il y avait certaines difficultés. Je ne sais pas s'il y a des précédents où un simple citoyen qui a rédigé un rapport, sur la demande du gouvernement, à titre de conseiller, ait à témoigner devant le Comité de la Chambre. Cependant, j'ai conclu que c'était une question de respect à l'endroit de la fonction parlementaire, qu'un citoyen ne refuse pas de témoigner devant un Comité de la Chambre lorsqu'on le prie de le faire.

Je ne suis pas ici pour essayer de pousser mon rapport, ni pour critiquer le projet de Loi ou pour le défendre. Je suis ici sur la demande du président afin d'essayer de traiter de questions qui intéressent les députés. J'ai lu les comptes rendus et témoignages qui ont été publiés jusqu'ici et il me semble que le Comité a présenté des témoignages très intéressants sur le projet de Loi. J'estime que la fonction du Comité dans le secteur public est assez importante pour qu'un simple citoyen y participe lorsqu'on le lui demande. Je crois que c'est tout ce que j'ai à dire, monsieur le président.

Le président: J'aimerais rappeler aux membres du Comité que nous avons un léger problème. Le docteur MacIntosh a préparé un rapport confidentiel pour l'ex-ministre de l'Industrie M. Drury, lequel rapport a ensuite été transmis au ministre des Communications.

[Text]

When I invited Dr. MacIntosh at your request to attend, I did tell him I would give him the protection of the Chair, and should the questions begin to impinge on those areas which were sacrosanct, we would follow the usual practice and not press the point. If that agreement is acceptable to the members of the Committee I would recognize Mr. Macquarrie with the first sequence of questioning.

Mr. Macquarrie: Thank you. Whether it will be consequential or inconsequential, I cannot be sure until we know the inhibitions that are involved. I may say from the beginning that I was delighted, having checked on his background, that Dr. MacIntosh's services had been utilized for this very important venture. I am very pleased that he is here.

I had not had the impression, when I first read of the MacIntosh Report—as it will go down in history, I am sure—that it was going to be a confidential document. I wonder if I could ask Dr. MacIntosh if the confidentiality is something which he thought should be imposed upon it, or something which was imposed upon it by those who commissioned him to do the work?

• 0950

Dr. MacIntosh: Mr. Macquarrie, when I originally agreed with Mr. Drury to do the report, we did not discuss the question of subsequent publication. It never was raised by me because I felt that it was a matter for government decisions. So, I do not think it would be a matter for me to decide. It seems to me to be a matter of government policy.

If I might say so, I think that I could properly refer to facts which are matters of public record. A good deal of the factual material in my report is drawn from published sources, and I would feel no concern about saying something in this Committee which was available on the public record, if anyone wants to take the trouble to go through it. Of course, a person ordinarily would not do that. I spent several months assembling some material, but much of it is a matter of public record.

Mr. Macquarrie: Regarding the confidentiality, I take it the security of the state is not involved, and I take it international agreements are not involved. I would assume, then, that out of your research you must have obtained information which we would call commercial or industrial.

[Interpretation]

Lorsque, sur votre demande, j'ai invité M. MacIntosh de comparaître, je lui ai promis ma protection et si jamais les questions commencent à toucher des domaines confidentiels, j'interviendrais et je vous prierais de ne pas insister. Si cette procédure est acceptable je donnerai la parole à monsieur Macquarrie pour amorcer la discussion.

M. Macquarrie: Je ne sais pas si ma question est grave de conséquences ou non; je ne serai sûr que lorsque nous saurons exactement quelles sont toutes les choses en cause. De toute façon, j'apprends que le docteur MacIntosh a fourni ses services dans des entreprises très importantes et je suis très heureux de voir qu'il est ici. Je n'ai pas eu l'impression, la première fois que j'ai lu le rapport MacIntosh, comme on l'appellera plus tard dans l'histoire probablement, je n'ai eu l'impression que c'était un document confidentiel et je me demande si je pourrais demander au docteur MacIntosh, si le caractère confidentiel est une chose qui devrait selon lui être imposée sur son rapport ou si cet aspect a été imposé par ceux qui lui ont confié ce travail?

M. MacIntosh: Monsieur Macquarrie, lorsque j'ai accepté, sur la demande de M. Drury de préparer le rapport, il n'a pas été question de publier le rapport. Je n'ai jamais soulevé la question car je trouvais que c'était un sujet qui relevait de la décision du gouvernement. Donc, je ne pense pas que ce soit à moi de décider. Il me semble que c'est une question de politique gouvernementale.

Si vous me permettez de le dire, je pense que je pourrais vous citer des faits qui sont déjà connus du public. Un bon nombre de faits concrets dans mon rapport proviennent de sources déjà publiées, donc je ne m'inquiéterais pas du tout si je disais quelque chose au sein du Comité qui soit accessible au dossier public si jamais quelqu'un voulait se donner la peine de les consulter. Je suppose qu'un simple particulier ne le ferait pas. J'ai passé plusieurs mois à recueillir certains renseignements, mais une bonne partie du rapport provient de sources publiques.

M. Macquarrie: En ce qui concerne le caractère confidentiel du rapport, je crois comprendre que la sécurité de l'État n'est pas en cause et que les accords internationaux ne sont pas en cause non plus. Donc, je suppose qu'à la suite de vos recherches, vous avez dû recueillir des renseignements qui sont de nature commerciale ou industrielle?

[Texte]

Dr. MacIntosh: I was given access to some material available to the government, but not otherwise available, which the government has in its hands in the course of its regulatory authority. I also had numerous discussions with the private interests involved, and in some instances, they gave me information which would not be public knowledge and which I would not want to disclose. I think it would be in those areas, not in questions of national security, or that sort of thing.

Mr. Macquarrie: I assume not. I seem to have a mistaken notion; since I have not seen the document, I cannot judge the degree of my error. I had a notion that, in a sense, your report might be the blueprint for the legislation; it would be like locking away the blueprints and putting the contractor to work for us to look at the legislation. Perhaps my question is too metaphoric. As you have written your own report, and read Bill C-184; do you find that the legislation reflects your general recommendations as to how this corporation could be structured?

The Chairman: I would like to think about that question. I do not think it is fair to ask Dr. MacIntosh if anything in his report is reflected in the legislation; because you are extending a dangerous invitation. If you were to rephrase your question, I think it would be acceptable; you are really asking him what is in his report.

Mr. Macquarrie: No, I am not. We assume that Dr. MacIntosh, held discussions with one sector of the triumvirate group. We in the House of Commons must endeavour to be representatives of yet another sector, not the governmental one, but the public one; I think that Dr. MacIntosh could be the custodian of his confidentiality; and reflect upon the legislation for us.

The Chairman: There is a difference of opinion here. I would be much happier if you would not ask any questions which would link the report and the legislation. It would be more acceptable if you were to ask Dr. MacIntosh his opinions on the legislation. I would not object to any question that was trying to explore what areas were covered in the report. I do not think that it is legitimate to ask Dr. MacIntosh what was in his report, in the way in which you have approached the question.

[Interprétation]

M. MacIntosh: On m'a donné accès à certains documents dont seul le gouvernement pouvait disposer, au cours de son mandat. J'ai également eu de nombreux entretiens avec des intérêts privés intéressés et à certaines occasions j'ai obtenu des renseignements qui ne seraient pas rendus publics et que je ne voudrais pas divulguer. Ce serait dans ces secteurs-là et non pour des raisons de sécurité nationale ou autres.

M. Macquarrie: Non. Je comprends. J'ai peut-être une fausse impression; comme je n'ai pas vu le document, je ne peux pas juger jusqu'à quel point je me trompe. J'avais l'impression que dans un certain sens votre rapport pourrait être une sorte de préparation de projets, de mesures législatives; ce serait comme si l'on mettait les plans sous clef et l'on chargeait l'entrepreneur de s'occuper de cette législation. Ma question est peut-être trop métaphorique. Comme vous avez rédigé votre propre rapport et que vous avez lu le bill C-184, trouvez-vous que la mesure législative reflète généralement l'ensemble de vos recommandations sur la structure de cette société?

Le président: Je pense que j'hésite à accepter la question. Je pense qu'on ne peut pas demander une question comme celle-ci à M. MacIntosh, elle est dangereuse. Si vous pouviez énoncer votre question autrement, je pense qu'elle serait acceptable, parce que, vous lui demandez en quelque sorte ce que comporte son rapport.

M. Macquarrie: Non, ce n'est pas vrai. Nous supposons que M. MacIntosh a eu des entretiens avec un secteur du triumvirat. Maintenant, nous, à la Chambre des communes, nous devons nous efforcer de représenter un autre secteur, pas le secteur gouvernemental, mais le secteur public; je pense que le docteur MacIntosh pourrait être le propre gardien de ces questions confidentielles et pourrait nous faire des commentaires sur cette mesure législative.

Le président: Je crois que nous ne sommes pas d'accord ici. Je serais beaucoup plus heureux si vous ne demandiez pas directement des questions qui ont trait au rapport et au projet de loi. Je serais bien plus satisfait, en fait, si vous demandiez au docteur MacIntosh son avis sur la mesure législative. Je n'ai pas d'objection à ce que vous fassiez des sondages pour voir quels sont les secteurs couverts par son rapport. Je pense que ce ne serait pas légitime de demander au docteur MacIntosh directement ce qu'il y a dans son rapport, comme vous l'avez fait.

[Text]

• 0955

Mr. Macquarrie: I do not intend, Mr. Chairman, to become either a Sherlock Holmes or a Perry Mason and develop little devices. We have a man here of great ability, of great knowledge, and of unique exposure to this very problem; I think it is incumbent upon us to find out what we can; whether or not we must be sophisticated and finesseing in our questions is another matter. I thought that Dr. MacIntosh did not want to criticize or endorse the legislation today. That is why I phrased my question in that particular way.

The Chairman: But as I read your question, that is what you are inviting him to do. However, I will leave it up to Dr. MacIntosh to decide.

Dr. MacIntosh: Thanks a lot.

The Chairman: I think you would agree with me that it is a rather leading question, and it does put you in an unfair spot, because of the way in which it is phrased.

Mr. Macquarrie: I am leading for information; I believe that is part of my job.

The Chairman: That is true, but it is also part of my job to protect the witness. This of course is an experimental operation. If you were to ask Dr. MacIntosh what his personal opinion is at the legislation, or if you wish to find out what was in the report, I would have no objection. However, I do think it is unfair to confront him directly with a "Have you stopped beating your wife?" type of question.

Mr. Macquarrie: I think that your powers of analysis are a little far fetched. Dr. MacIntosh, as a citizen of Canada, what do you think of Bill C-184?

Dr. MacIntosh: Mr. Macquarrie, I find the general structure of the Bill satisfactory. One could get into a numbers' game as to the proportion of distribution of proposed ownership among different groups; I do not want to do that. The tripartite concept of ownership is satisfactory, as far as I am concerned. There are some questions of feasibility in the financial structure about which I am concerned.

Mr. Macquarrie: Are you interested in delineating these?

[Interpretation]

M. Macquarrie: Monsieur le président, je n'ai pas l'intention de me transformer en Sherlock Holmes ou en Perry Mason. Nous avons ici un homme d'une grande compétence, d'une grande connaissance, qui connaît fort bien ce problème justement; je pense que c'est notre devoir d'essayer de nous renseigner le mieux possible. Que nous fassions preuve de finesse ou non, en posant nos questions, c'est une autre affaire. Je pensais que le docteur MacIntosh ne voulait pas aujourd'hui critiquer ou approuver la législation. C'est pour cela que j'ai posé ma question de cette façon.

Le président: Si j'ai bien compris votre question, c'est exactement ce que vous lui demandez de faire. De toute façon, je laisserai cela à la discrétion de M. MacIntosh.

M. MacIntosh: Merci beaucoup.

Le président: Vous reconnaîtrez que cette question est plutôt gênante et pourrait vous mettre dans une situation embarrassante, étant donné la façon dont elle a été posée.

M. Macquarrie: Mais vous comprenez, il faut que je me renseigne. Cela fait partie de mon travail.

Le président: Vous avez raison, mais c'est mon travail aussi de protéger le témoin. Évidemment, cette façon de procéder est expérimentale. Si vous demandiez au docteur MacIntosh quel est son avis personnel sur la mesure législative, ou si vous essayiez de savoir ce qu'il y avait dans son rapport, je n'aurais pas d'objection. Mais je pense que vous ne pouvez pas directement le confronter, poser des questions très personnelles et très directes comme: «Avez-vous cessé d'embrasser votre femme» et des choses comme cela.

M. Macquarrie: Je crois que votre pouvoir d'analyse est un peu poussé. Monsieur MacIntosh, en tant que citoyen canadien, que pensez-vous du Bill C-184?

M. MacIntosh: Monsieur Macquarrie, la structure générale du projet de loi me paraît satisfaisante. On pourrait commencer à citer toutes sortes de chiffres sur la proportion et la répartition de la propriété entre différents groupes. Je n'ai pas l'intention de le faire. La notion de propriété tripartite me satisfait. Il y a certaines questions sur les possibilités de réalisation qui m'inquiètent dans la structure financière.

M. Macquarrie: Est-ce que vous voudriez nous en esquisser un aperçu?

[Texte]

Dr. MacIntosh: I will frame my answer in terms of Bill C-184; my report is in terms of what has been said in this Committee already, in so far as I have read the evidence. The problem that I am concerned with is whether or not the initial financing would include a substantial amount of debt as opposed to equity. The Bill itself does not specify the proportions of debt and equity; it provides for the normal corporate powers which would allow a private corporation, or any corporation to borrow, to issue mortgage security or debentures, preferred stock and common stock. The issue which would concern me, would be a question of market feasibility at the present time, and in the early stages of the corporation in issuing debt.

Could I elaborate on that briefly? Mr. Chairman, stop me if you think that this is "going off the rails." There are some features of this corporation which distinguish it very clearly from a normal utility; I would not accept the view which some have propounded here; that this is just another utility.

An ordinary utility is one with a feasibility structure which is established from day 1, in terms of markets and costs; the peculiar feature of TELESAT is that the main capital asset is going to be 22,000 miles above the earth. It seems evident that you cannot put a mortgage on it—at least I would not want the mortgage. The earthbound assets are not ones which could be liquidated for any other purpose. They are highly specialized receiving stations and, therefore, they do not constitute mortgageable assets. Therefore, I think one would have to say that in the early years one could hardly conceive of mortgage financing.

With unsecured debenture financing, there are also very real difficulties. I would not make a flat statement that they are insuperable, but they are very serious. The first and most serious problem is that the bird might fail. There could be a launch failure. If there were not a launch failure, there could be all kinds of malfunctions in the bird.

This means that, until the bird is actually up and functioning satisfactorily, there is no income at all. There is no way of having an income. This means that if you sell unsecured debentures which have a plan of retirement or maturity and which offer to the buyer a

[Interprétation]

M. MacIntosh: Je ne formulerai pas ma réponse dans le contexte du bill C-184; mon rapport, de toute façon vise ce qui a déjà été dit devant le Comité, dans la mesure où j'ai pu lire les comptes rendus des témoignages. Le problème qui m'inquiéterait est le suivant: est-ce que oui ou non la mise de fonds initiale comprendrait une bonne proportion de dettes par opposition à l'actif. Le projet de loi lui-même ne précise pas quelle est la proportion entre les dettes et l'actif. Les pouvoirs corporatifs normaux sont reconnus et permettent à une société privée ou à n'importe quelle société d'emprunter, d'émettre des titres hypothécaires, des obligations, des actions privilégiées et des actions ordinaires. L'émission qui m'inquiéterait serait une question de praticabilité sur le marché à l'heure actuelle, et durant les premières périodes de la société pour ce qui est des émissions d'emprunt.

Me permettez-vous de m'étendre là-dessus, monsieur le président, et je vous prie de m'interrompre si vous pensez que je m'éloigne trop du sujet. Il y a certaines caractéristiques de cette société qui la différencient énormément d'une société de services ordinaires, je n'accepterais pas le point de vue que certains ont avancé ici, disant qu'il ne s'agit que d'une autre entreprise de services publics.

Une entreprise d'utilité publique est une entreprise où la structure est déterminée à partir du jour où elle commence à opérer, en ce qui concerne son activité sur le marché ainsi que les coûts. Dans le cas particulier de Télésat, le principal actif se trouvera à 22,000 milles de la terre et c'est bien évident qu'on ne peut l'hypothéquer. Du moins, moi, je n'en voudrais pas. Les actifs liés à la terre, c'est-à-dire au sol, ne sont pas vraiment liquidables pour autres fins; ils ne peuvent pas être liquidés à d'autres fins. Ce sont des postes de réception très perfectionnés et par conséquent ce ne sont pas des biens hypothécables. Il me semble donc qu'on doit dire qu'au cours des premières années, on ne peut pas facilement concevoir le financement hypothécaire.

Un financement des obligations non garanties peut créer des difficultés sérieuses, mais cela ne veut pas dire tout simplement qu'on ne peut pas les surmonter mais les obstacles sont difficiles. Le premier et plus grand problème est que cet oiseau peut échouer, c'est-à-dire qu'au moment du lancement, il peut y avoir déjà un échec. S'il n'y a pas d'échec au moment du lancement, il peut y avoir toutes sortes de défauts ce qui signifie que jusqu'à ce que le satellite soit en fait rendu dans le ciel et fonctionne de façon efficace, il n'y a pas de revenu. Il n'y a pas de façon d'avoir de revenu. Ceci veut dire

[Text]

rate of return on his money, I do not think you could very readily secure those debentures with what in a utility would be called a through-put.

In a gas utility it would be a take-or-pay contract, such as many of the retail gas distribution companies have on through-put from, we will say, Trans-Canada pipe lines.

Even if you had long-term contracts throughout the duration of the life of the satellite until it was amortized, the users of the service could hardly be expected to contract and pay for a service that they did not get. So, a take-or-pay contract is not feasible. In other words, the users are only going to pay if they actually get the service. I do not see how anyone could expect anyone to do otherwise, as a buyer, including the CBC of course, not only the common carriers.

Since one cannot be sure that the service will be available until the satellite is up and working, I would have strong reservations about being able to issue debt obligations in the early years. I am not saying that debt obligations could not be issued at some time in the future when the Corporation is operating with back-up and is a going concern.

● 1005

The problem is really not just one of the lack of income in the first few years during the period of construction. That is not the issue, because the same applies, we will say, to Churchill Falls, where you have perhaps an eight-year lead time before the income flows in. Here you might have a three-year lead time, of course, between the creation of the Corporation and its financing of the actual launch, or two years, or some period of time.

Therefore, the lead time itself is not the issue. The problem is you cannot be sure the capital assets will work, and therefore, that there is any income at all. If you were to offer debt obligations to any buyer of debt in this market at this time, then I rather think you would be looking towards a very substantial institutional support for such instruments.

I feel there would be grave difficulties in persuading investors to take a fixed-income obligation and assume that risk. They would, in fact, be in a quasi-equity position. They would not, in fact, be holders of fixed income securities, but holders of equity; unsecured, subordinated debentures which are virtually equity.

[Interpretation]

que si vous vendez des obligations non garanties qui arrivent à l'échéance et qui garantissent à l'acheteur un prix de revient sur son investissement, je pense que vous ne pouvez pas obtenir ces obligations avec ce que vous pouvez appeler un satellite comme celui-ci. Vous savez par exemple, que beaucoup de sociétés de reventes de l'essence, ont certaines ristournes sur le réseau de Pipe-lines Trans-canadiens.

Et même lorsque vous avez des contrats à long terme, pendant toute la vie du satellite et jusqu'à ce que tout soit amorti, on peut difficilement s'attendre à ce que les consommateurs de ce service paient pour un satellite qu'ils n'obtiennent pas. Donc, ceci n'est pas réalisable, on ne peut pas donner un contrat de revenu. Autrement dit, les usagers vont payer s'ils obtiennent le service. Je ne vois pas comment on pourrait jamais s'attendre à ce que quelqu'un soit autrement comme acheteur, y compris les transporteurs ordinaires et encore moins la société Radio-Canada.

Étant donné qu'on ne peut pas être certain que le service sera disponible tant que le satellite ne sera pas dans l'air et ne fonctionnera pas, j'aurai des réserves sérieuses sur le plan des obligations pendant les premières années. Je ne vais pas jusqu'à dire qu'on ne peut émettre des obligations dans l'avenir lorsque la société fonctionnera déjà, lorsqu'elle aura fait ses preuves.

Le problème n'est pas simplement une question de la difficulté d'obtenir des revenus suffisants au début pendant la construction. Prenez le cas des Chutes Churchill où il a fallu une période de huit ans d'exécution avant que les revenus commencent à arriver. Ici, vous avez peut-être une période de trois ans entre la création de la société et le financement du lancement, peut-être même deux ans ou un certain temps. La période de mise en exécution n'est donc pas le problème. Le problème, c'est qu'on ne peut pas être certain qu'il y aura des revenus. Si l'on émet des obligations sur le marché à ce moment-ci, je crois que vous voudriez avoir l'appui des institutions financières et je crois que c'est très difficile de convaincre les investisseurs d'acheter des obligations à revenu fixe de ce genre et de prendre un risque aussi élevé. Ils se trouveraient dans une situation délicate. Ils n'auraient pas des sources de revenus fixes mais des actions non garanties.

[Texte]

Given that situation, the concept of selling a substantial amount of debt in order to lever the position of the common shareholders, I think is questionable. I looked at the financing of COMSAT and discussed this matter at great length with COMSAT. As you no doubt know, COMSAT was financed entirely with equity in its original formation. The amount of \$200 million was raised. At that time it was not even known that synchronous satellites were feasible at all.

At that time the Americans were, in fact, visualizing a non-synchronous orbiting satellite along the line of the Molniya satellites which the Russians have. It turned out in the event that when synchronous satellites became feasible technically, COMSAT was overcapitalized. They had more equity than they actually needed and still do, for that matter.

The technology has materially advanced. I would not question Canada's ability to perform the research and development, design the satellite, build it, and have it launched. I do not question our ability to do that. No one can be sure that it will work the first time up.

The Americans had a launch failure in December of INTELSAT III. I learned from the evidence the other day that the second satellite in the INTELSAT III series is partly malfunctioning. Of course, if you have a back-up satellite you can, after some months, put up another one.

However, in doing so, you are immediately changing the financial feasibility, because you have blown off \$10 or \$15 million and you must now spend that again. This changes your ability to retire obligations which you have already issued. It is like having a mortgage on your house and having to put another mortgage on your house, but still only having one house. Therefore, your ability to retire the debt is impaired to the extent that you have a failure.

● 1010

The chances of failure are not a matter of probability theory. This was said by some witness in the hearings and I would agree very much with that.

When you talk about probabilities and you say that on Labour Day weekend about 55 people are going to be killed in Canada in Labour Day car accidents, you are talking about a large universe of items. And you can make quite an accurate statement, within some margin of dispersion, about the probability of a certain number of individuals being killed. But, when you are dealing with a very limited number of items, this is not subject to the probability theory at all.

[Interprétation]

Dans ce cas-là, la possibilité de vendre des dettes aussi élevées afin d'améliorer la situation des actionnaires n'est peut-être pas valide. J'ai jeté un coup d'œil au financement de la Comsat et j'en ai discuté longuement avec les autorités de cette société. Comme vous le savez sans doute, la Comsat a été financée au moyen de valeurs au début de \$200 millions. A ce moment-là, on n'était même pas certain que les satellites en phase puissent se faire.

A cette époque, les Américains songeaient à mettre en orbite un satellite non-synchronisé comme les satellites Molniya russes. Lorsque les satellites synchronisés ont été conçus, à ce moment-là, la Comsat avait trop de capitaux. Il y avait plus d'actions que dont ils avaient besoin. Les techniques sont beaucoup plus perfectionnées. Je ne mettrai pas en doute la capacité du Canada de faire la recherche, le développement et de concevoir la construction du satellite de même pour le lancer, je ne mets pas cela en doute, car je crois que vous êtes capables de faire cela. Toutefois, personne ne peut être certain que cela fonctionnera bien la première fois. Les Américains ont connu un échec lors du lancement de Intelsat 3 et j'ai appris l'autre jour que le deuxième satellite de la série de Intelsat 3 ne fonctionne pas très bien. Bien entendu, s'il y a un satellite de rechange, on peut en lancer un autre après quelques mois.

Mais ce faisant, vous transformez la situation financière parce qu'à ce moment-là, on a gaspillé environ 10 à 15 millions de dollars et il faut dépenser cette somme de nouveau. Et ceci vous empêche de retirer des obligations que vous avez déjà émises. C'est comme avoir une hypothèque sur une maison et devoir en acheter une autre sans en avoir plus d'une maison. Par conséquent, la capacité de rembourser la dette est limitée dans la mesure où vous avez un échec. Les possibilités d'échec ne sont pas une question qui relève de la théorie sur les probabilités. C'est ce qu'a dit un témoin au cours des audiences et je suis entièrement d'accord.

Lorsqu'on parle d'une probabilité, par exemple, on va dire que la fin de semaine du jour du travail, environ 55 personnes vont être tuées d'un bout à l'autre du Canada. On a parlé d'une foule de sujets divers et on peut en arriver à une déclaration assez précise en se fondant sur la possibilité qu'un certain nombre de personnes soient tué. Mais d'autre part, lorsqu'il n'y a qu'un nombre très limité de facteurs, ce n'est pas plus possible. Et même si certains disent que les possibilités

[Text]

Although people may say that the chances of failure are not great—and I would share the view, that probably the chances are not great—the fact is that if you are asking an investor to put his money on the line and make a bet on it, you are asking quite a lot.

Today, I can buy bonds of the City of Halifax at 8.6 per cent. Halifax is not in orbit, so I have virtually no risk. If I am going to buy an obligation of a corporation—for shall we say, the same rate of return—and assume a very great risk that repayment will be delayed, it will make me feel that a substantial amount of straight debt financing is not now a marketable commodity. I would like to add, though, that it might be feasible to issue some sort of unit—by which I mean a debenture with stock attached for instance—or a unit of common and preferred stock.

This raises some other separate problems which—if I could ask your indulgence—I might mention, Mr. Chairman.

First of all, I believe that it is the intention of Parliament to get a wide distribution of ownership. I support that intention very strongly. I think that there is a real case in a new Canadian entity, for allowing the public to have access to a portion of the ownership. But, as soon as you start issuing a debt obligation with shares or warrants or rights attached, your minimum denomination goes up very appreciably. It is not common practice to issue an obligation of less than \$1,000 denomination.

There are some exceptions. For example, the Consumers' Gas Company issued \$100 debt obligations. I do not say that it cannot be done at all, but your administrative costs begin to rise very sharply. The ordinary debt instrument is usually a \$1,000 minimum denomination. If you attach warrants to it, you are immediately selling a package of possibly well over a \$1,000 in a unit. This begins to impair your broad distribution to the small shareholder. In the case of COMSAT, where an attempt to achieve a very wide distribution of stock was sought, the number of shareholders is extremely large, probably in the order of 100,000 to 200,000. That is a very large number. In Canada, 20,000 shareholders would be a large number for a corporation of this size.

• 1015

Another difficulty in issuing a debt obligation, as part of the unit with shares, is that of the position of the common carrier. As I understand it, the legal position of the com-

[Interpretation]

d'échec sont très peu élevées et je suis d'accord à ce sujet, elles ne sont probablement pas très élevées. Le fait est que si vous demandez à un investisseur de parier sur une somme d'argent, vous demandez beaucoup.

Aujourd'hui, je puis acheter des obligations de la ville d'Halifax à 8.6 p. 100. Comme Halifax n'est pas sur orbite, je ne prends à peu près pas de risques. Si je veux acheter des obligations, disons, d'une société, pour le même taux d'intérêt et que je coure un très grand risque que les remboursements soient retardés, j'aurai l'impression que le financement direct de la dette n'est pas à l'heure actuelle un bon investissement sur le marché. Je tiens à ajouter qu'il serait possible peut-être de lancer des obligations non garanties auxquelles seraient attachés des titres, par exemple des actions ordinaires et des actions privilégiées.

Ceci suscite d'autres problèmes que je me permettrai peut-être de mentionner avec votre permission, monsieur le président. D'abord, je crois que le Parlement veut que la propriété de ces actions soit variée. Je suis tout à fait d'accord, je crois qu'il est excellent que la population canadienne participe à la propriété d'une entreprise. Cependant, lorsqu'on se met à nous émettre des obligations auxquelles sont attachées des actions, ou des garanties ou des droits, alors l'unité minimum augmente fort sensiblement. C'est chose courante que de lancer des obligations de moins de 1,000 dollars.

Il y a certaines exceptions. Par exemple, la Société de gaz destiné à la consommation a émis des obligations de dette de \$100. Je ne dis pas que cela ne peut pas se faire mais vos frais d'administration commencent à monter dans une proportion sensible. D'habitude, il est question d'un minimum de \$1,000. Si vous y attachez des titres, vous vendez immédiatement des valeurs qui pourront facilement dépasser \$1,000 l'unité, ce qui limite tout de suite vos possibilités de distribution parmi les petits actionnaires. Dans le cas de COMSAT, où on a tenté de distribuer des actions, le plus possible, le nombre d'actionnaires était considérable, probablement de l'ordre de 100,000 à 200,000. C'est un nombre très considérable. Au Canada, 20,000 actionnaires est un nombre déjà considérable pour une société de ce genre.

Si on veut émettre une obligation avec actions, il y a également le problème des entreprises d'exploitation. Si je comprends bien, la situation juridique de ces entreprises

[Texte]

mon carriers is that they cannot buy debt obligations of other corporations, except under special conditions. Usually, this involves having them interfaced as similar types of companies with a communications link. There may be legal difficulties which would conceivably be overcome, but possibly only as a result of amending some acts.

The acts involved are not only federal acts. Not to mention the private provincially-incorporated companies, there are several provincially government-owned carriers involved in this affair. There are legal problems.

However, for that legal reason, it might be more readily possible to have preferred stock. Of course, if one associates preferred with common stock the size of the unit can be reduced very materially in trying to obtain a broad distribution to the public. The purpose of having a preferred stock would be of course—and which as the Minister has referred to in having debt—to lever the common stock.

If the stock is entirely common, then the rate of return which must be earned before taxes, is quite high where there is no debt, whatsoever. Moreover, if it is all common stock you have no subsequent way of contracting your capital base in order to increase the rate of return to the common shareholder.

By this, I mean that if you begin with 60 or 65 million common stock,—when you have a going concern and a cash flow—you have no way of contracting that capital base as cash flow comes in, and making it possible for you to retire some of your capital. But if you had a redeemable preferred, which is possible under the Act, you could do so. Given a period of successful operation of the satellite in the sky, you would have an income coming in, and would be able to redeem a preferred issue, thereby increasing the possibility of earning an acceptable rate of return for the common shareholder. By “acceptable rate of return”, I consider that rate must be significantly higher than 8 per cent over a period of time, although it would presumably be nil, at least in the first three years.

As I said before, if you can earn far in excess of 8 per cent without risk, and when you can buy established equities which, over the last decade have been appreciating at a rate sufficient to give you an over-all rate of return of 10 per cent on many blue chip stocks, you simply cannot regard an 8 per cent rate of return as one which is going to be particularly encouraging to a private shareholder.

[Interprétation]

ne leur permet pas d'acheter des obligations d'autres sociétés sauf dans des circonstances spéciales. Cela signifie qu'elles se trouvent habituellement en face de sociétés du même genre qui s'occupent de communications. Il peut se poser là des problèmes d'ordre juridique qui pourront fort probablement être résolus, mais peut-être seulement grâce à la modification de certaines lois, et il ne s'agit pas uniquement de lois fédérales. Sans compter les entreprises privées d'exploitation, il y a plusieurs sociétés qui appartiennent à des gouvernements provinciaux et qui ont quelque chose à voir là-dedans. Il y a donc des problèmes juridiques?

Toutefois, il se peut que pour cette raison d'ordre juridique, il soit plus facile de lancer des actions privilégiées. Bien entendu, si l'on émet des actions privilégiées ordinaires, il devient possible de réduire la taille de l'unité si l'on veut tâcher de les vendre au public en grande quantité. La raison pour laquelle on émettrait des actions privilégiées serait la même que celle qui a été mentionnée par le ministre, à savoir donner plus de force aux actions ordinaires. S'il s'agit exclusivement d'actions ordinaires, le niveau de revenu qui doit être obtenu avant les impôts est très élevé lorsqu'il n'y a aucune dette. De plus, s'il ne s'agit que d'actions ordinaires, il n'est pas possible d'engager par la suite votre capital de base afin d'augmenter les bénéfices des actionnaires.

Si au départ, on a pour 60 ou 65 millions d'actions ordinaires, il n'est pas possible plus tard d'engager votre capital initial au fur et à mesure que rentre de l'argent liquide, ni d'en retirer une certaine partie. Mais si vous aviez des actions privilégiées rachetables, ce qui est possible aux termes de la loi, alors vous pourriez le faire. Si pendant une période donnée les satellites de l'espace fonctionnaient bien, vous auriez un revenu et vous pourriez rembourser une action privilégiée, augmentant ainsi la possibilité d'obtenir des bénéfices satisfaisants pour les détenteurs d'actions ordinaires. Par «bénéfices satisfaisants», j'entends que le taux devrait être sensiblement plus élevé que 8 p. 100 sur une certaine période, même si les revenus doivent être nuls, au moins pour les premiers trois ans.

Comme je l'ai dit au début, si vous pouvez obtenir plus de 8 p. 100 sans aucun risque, et si vous pouvez acheter des valeurs bien établies qui depuis 10 ans rapportent de plus en plus pour vous donner des revenus de 10 p. 100, on ne peut pas considérer qu'un taux de 8 p. 100 va attirer beaucoup d'acheteurs.

[Text]

Also I do not think you can make any analogy at all to the rate of return allowed on established utilities. This is a venture capital corporation in its early years, not a utility. That is the distinction I would like to make most clear to the Committee. This is not an established utility, it is a venture capital company.

Mr. Macquarrie: Thank you very much. This is the kind of comment which is most valuable. It prompts me to reflect upon the title of a well-known author's work, that it will be some time before our bird is in a gilt-edged cage. I reflect still further on the suggestion that the common carrier is to go this alone. This causes me to gaze in wonder upon their efforts. Thank you, very much.

The Chairman: What advantages do you see in the Telesat program, Dr. MacIntosh, that might lead common carriers to want to go it alone? There must be some attractive inducements.

Dr. MacIntosh: I think the common carriers feel telecommunications is their game, that this is merely another advancement in the technology of telecommunications, and therefore, it is really their thing. It must also be recognized, where you have a new technology coming into play in the face of an existing one where there is a very significant capital investment, that you are possibly going to accelerate the rate of obsolescence of the existing capital very materially. I must say I would be inclined to feel the same way, if put in the same position. If I had a large capital investment I would be concerned about its rate of obsolescence.

Mr. Givens: Mr. Chairman.

The Chairman: Yes, Mr. Givens.

Mr. Givens: Dr. MacIntosh has painted a very conservative—small "C" conservative—picture of the financial aspects of Telesat. However, there are two features that I would like to question.

First, although this is a company based on this structure, this is not exactly Christopher Columbus setting out in 1492. Behind it all is the overwhelming financial might of the Government of Canada and of the so-called common carriers. It is inconceivable to me that the government is going to go broke or the Bell Telephone is going to go broke.

It is also inconceivable to me, with their present knowledge of the arts which is much in advance of what the state of affairs was when COMSAT was launched, that these

[Interpretation]

D'autre part, on ne peut pas établir de parallèle avec le taux d'intérêt permis sur les services publics. Il s'agit d'une société à capital à risque et non pas d'un service public bien établi.

M. Macquarrie: Merci beaucoup. Ceci m'amène à réfléchir sur le titre du volume d'un auteur bien connu, à savoir qu'il faudra du temps avant que notre oiseau ne se trouve dans la cage. Je m'interroge encore davantage sur le fait que les entreprises d'exploitation seront seules dans cette entreprise, et je tombe en admiration devant leurs efforts. Merci beaucoup.

Le président: Quels sont les avantages du Télésat qui pourront amener les sociétés d'exploitation à vouloir exploiter ce domaine toutes seules? Il doit y avoir des perspectives qui les attirent.

M. MacIntosh: Les sociétés d'exploitation estiment que le domaine des communications est le leur. Il s'agit d'un progrès technique dans la technologie des télécommunications: c'est donc leur domaine. Il faut également se rappeler que lorsqu'une nouvelle technique va remplacer une autre technique qui a nécessité des investissements considérables, que l'on va sans doute accélérer la dégénérescence de l'industrie actuelle. Pour ma part, si j'avais des investissements considérables, je m'inquiéterais de l'avenir de ces investissements.

M. Givens: Monsieur le président?

Le président: Oui monsieur?

M. Givens: M. MacIntosh a brossé un tableau très prudent des aspects financiers de Télésat. Il y a toutefois deux questions que je voudrais souligner. D'abord, bien que cette société soit fondée sur ce genre de structure, il ne s'agit pas d'une découverte entièrement nouvelle. Il y a derrière cette société toute la puissance financière du gouvernement canadien et des sociétés d'exploitation. Il est inconcevable, à mon avis, que le gouvernement fasse banqueroute ou que la compagnie de téléphone Bell fasse faillite.

Si on tient compte des progrès accomplis depuis le lancement de la COMSAT, il est inconcevable que ces sociétés et le gouvernement permettent qu'une entreprise semblable

[Texte]

companies and the government would permit this thing to fail, notwithstanding the fact that there would conceivably be many malfunctions.

• 1025

It is not just a matter of this ship being launched; the one bird and possibly a back-up bird. I think the participants that are involved here would not permit it to fail, even if the company's financial structure could not support the venture, by putting up one bird after another and they all fail.

Second, we all know there is a glamour aspect to this sort of thing. This may not be as bread-and-butter as a City of Halifax bond or even a metro Toronto bond, Dr. MacIntosh, which would be even more substantial, but we know there is a glamour aspect to stocks, and this would be a very glamorous issue. Otherwise, why do you look at the financial pages of the newspapers and find stocks selling at 30, 40, 50 times earnings and still going higher? I would suggest, with great respect, that this issue when it goes on the board will probably be sold out within half an hour after it is announced.

Those are two aspects that I would like Dr. MacIntosh to comment on.

Dr. MacIntosh: If I may take the latter one first, Mr. Givens? I would certainly share your view that there is a glamour element and I would have no hesitation in saying a substantial issue of common stock could be sold to the public. I have no hesitation in saying that. It has been my view from the beginning that this could be done. That is, you could issue to the general public and sell a substantial amount of equity, even though the rate of return may be some distance down the road. So I would agree with you completely on that.

However, what I was really getting at was whether or not you can sell debt instruments to those people. This is a different question. If you sell equity to people, presumably you make it quite clear to them that they earn a risk asset. The public, as we all know, is very strongly oriented to equities these days, and I agree that you can sell equities in highly dubious projects, which I am not comparing this with, because of the nature of this beast, it would be possible to sell a lot of equity.

However, it does not follow that your first comment is valid. When you say the government and the carriers would not allow it to fail, it depends what you mean by "fail". First of all, of course, I am assuming the government is not going to guarantee the debt because that defeats the purpose of the bill.

[Interprétation]

connaître un échec même si plusieurs aspects du programme ne sont pas au point.

Il ne s'agit pas seulement du lancement d'un, ou même de deux satellites. Les intéressés ne permettraient pas que cette entreprise soit un échec, même si l'état financier de la société ne permet pas que les lancements échouent.

Deuxièmement, nous savons tous que cette entreprise comporte un aspect fascinant. Ce n'est pas aussi terre à terre que les obligations de la ville de Halifax ou du métro de Toronto; mais il s'agit d'une action qui comporte des aspects fascinants pour les investisseurs. La preuve, c'est que certaines valeurs cotées dans les pages financières des journaux augmentent de 30, 40, 50 fois, et parfois plus. Je crois qu'une demi-heure après leur mise en vente, ces obligations seront toutes vendues. J'aimerais que M. MacIntosh fasse des commentaires sur ces deux aspects.

M. MacIntosh: J'estime avec vous qu'il y a un élément intéressant dans le cas de ces actions. Je crois également qu'une bonne partie des actions ordinaires se vendraient au public. C'est ce que j'ai cru depuis le début. J'ai cru qu'on pouvait vendre un nombre considérable des valeurs à la population même si le revenu ne peut pas être attendu dès le début. Je me demande cependant si l'on peut vendre des instruments de remboursement d'une dette à la population. Si on vend une valeur, il faut bien expliquer aux gens qu'il s'agit d'un risque. La population a l'habitude d'acheter des valeurs et je crois qu'on peut vendre des valeurs pour certains projets dont l'avenir est douteux—je ne veux pas dire que c'est le cas—et qu'il serait possible de vendre une somme considérable de valeurs.

Cela ne veut pas dire que votre première affirmation tient. Lorsque vous dites que le gouvernement et que les entreprises d'exploitation ne permettraient pas que cette entreprise échoue, cela dépend de ce que vous entendez par échouer. D'abord, je crois que le gouvernement ne va pas garantir les dettes, car il irait à l'encontre du bill.

[Text]

The bill says this is not a Crown corporation, this is a quasi-private corporation behaving, as the Minister said, "like a profit-oriented private corporation". The carriers likewise would not be guaranteeing the debt. They would be participants in the ownership, I presume, but that does not imply the full force and credit of the carriers rests behind the obligations if it does not work in the initial stages.

When you say "fail", it depends how you use the word. You could make a second launch and a third launch and presumably you could be fairly certain that in, say, two or three launches, you would definitely have a going satellite. However, in the meantime, in the process of doing that, you have changed the numbers a lot. You have added very considerably to your cost without changing the revenue picture at all.

It would be my view that in the early years it would be much preferable for the corporation to be free from annual obligations to pay interest to anyone. If you issue debt you are immediately going to start, of course, meeting these payments.

If you have equity, I would presume that a board of directors would not start paying dividends for some years and, in fact, I would think the test of when you would even think about starting to pay dividends would be some time after a successful launch. If I were in that position of having to make such a decision, I would certainly wait until I had a proven record of income coming in before I would either pay dividends or redeem preferred. Nevertheless, I think the public would, in fact, be prepared to wait it out on the grounds that this is a proposition for the long haul.

Mr. Givens: Was it not your bank that was involved in that consortium which made the recent loan to BRINCO? You mentioned Churchill Falls in passing and I thought it was somewhat comparable.

Dr. MacIntosh: Yes, sir.

Mr. Givens: Well, what situation do you run into there? Is that not somewhat similar?

Dr. MacIntosh: Their take-or-pay contracts are from Quebec-Hydro, and the validity of the obligations of Churchill Falls rests entirely on the credit of the Province of Quebec's being able, through its wholly owned utility, to service that debt—because there is a load growth for electric power which, by debt obligations, is predictable, determinable, and securable.

[Interpretation]

Le bill prévoit qu'il ne s'agit pas d'une société de la Couronne mais qu'il s'agit d'une société quasi privée qui veut se conduire comme toute société privée orientée vers le profit. Les sociétés d'exploitation ne garantiraient pas davantage la dette. Elles seraient—je suppose—co-propriétaires, mais cela ne veut pas dire que la puissance et le crédit dont elles disposent serviraient à garantir ces obligations, si l'entreprise ne fonctionne pas convenablement au début.

Lorsqu'on parle d'échec, il faut faire bien attention. On pourrait faire un deuxième ou un troisième lancement et à ce moment-là on pourrait être à peu près certains que sur deux ou trois lancements il y en aura au moins un qui réussira. Mais dans l'intervalle, les chiffres auront beaucoup changé. On aura augmenté considérablement les frais sans modifier le tableau des revenus.

J'estime pour ma part qu'au début il serait de beaucoup préférable que la société soit libérée de l'obligation annuelle de verser des intérêts à qui que ce soit. Et si l'on doit émettre des valeurs empruntées, c'est dire qu'il va falloir rembourser ces paiements.

Je crois que le conseil d'administration ne commencera pas à donner des dividendes pendant plusieurs années; et je crois qu'on pourra commencer à verser des dividendes seulement quelque temps après la réussite du lancement. Si je devais prendre la décision moi-même, j'attendrais d'être certain d'avoir des revenus raisonnables avant de rembourser les dividendes ou les actions privilégiées. Je crois que la population soit prête à attendre pour la raison peut-être qu'il s'agit d'une proposition à long terme.

M. Givens: Est-ce qu'il ne s'agit pas de votre banque qui était impliquée dans ce consortium et qui a accordé un prêt à la Brinco. Vous avez parlé de Churchill Falls, est-ce que la situation est à peu près semblable?

M. MacIntosh: Oui, c'est cela.

M. Givens: Comment la situation se présente-elle? Est-elle semblable?

M. MacIntosh: Il s'agit de contrats de l'Hydro-Québec et la validité des obligations de Churchill Falls dépend exclusivement du crédit de la province de Québec qui pourra au moyen de ses industries financer cette dette, parce que la quantité d'énergie électrique peut être calculée d'avance, déterminée et garantie.

[Texte]

Mr. Givens: Will not the same thing eventually apply here between the common carriers and the Government of Canada?

Dr. MacIntosh: I think not, because of the point which I made that you may have long term contracts to take by the users, the carriers and the CBC. These, however, are not going to take until there is something to take from, and the difference between Churchill Falls and the satellite is that...

Mr. Givens: It is not in orbit.

Dr. MacIntosh: ...it is not in orbit.

The Chairman: If I might ask a supplementary to the question which Mr. Macquarrie asked about the common carriers, one of the benefits which we as much as possible, hope, to obtain from the satellite is the research and development that will go with building the satellite in Canada. Do you have any idea what the cost would be if we were to go and buy one off the shelf from the United States as compared to the cost of doing it ourselves? Is there, to your knowledge, a substantial difference?

Dr. MacIntosh: Yes, there is. I took it as given in the White Paper that one of the objectives of creating Telesat was not merely to develop the telecommunications network but to provide a vehicle for the development of the Canadian scientific and engineering capability. It is for Parliament to decide what price is a suitable one to pay for developing that capability. As a matter of personal opinion—and it is nothing more—I think the price is not an unreasonable one. The R and D cost outlined before this Committee by the Minister would be the equivalent of two highway interchanges. I believe, Mr. Givens, that, around Toronto, these cost \$10 million each. If you put it in that context, I do not think the cost is an unreasonable one.

• 1035

Another way to look at this is that if a budgetary appropriation having an element of subsidy in it is computed for the R and D cost, the Americans are spending about \$4 billion to \$6 billion a year in civilian space systems. The equivalent in Canada would be \$500 million a year. For a few million dollars we could buy from the Americans today. I think, an INTELSAT II satellite—their second generation which has now been supplanted by a third generation.

This might amount to materially less than the R and D cost of doing it ourselves, but I

[Interprétation]

M. Givens: Est-ce que la même chose ne se produira pas entre les entreprises d'exploitation et le gouvernement du Canada?

M. MacIntosh: Je ne crois pas à cause de ce que j'ai dit. J'ai déclaré qu'il y aura peut-être des contrats à long terme qui devront être acceptés par les clients, les entreprises d'exploitations et la société Radio-Canada. Mais elles ne s'engageront pas avant de prévoir un certain profit. Par exemple la différence entre Churchill Falls et le satellite c'est que...

M. Givens: Il ne s'agit pas d'orbite!

M. MacIntosh: C'est cela, il ne s'agit pas d'orbite.

Le président: Je voudrais poser une question à propos de ce que M. Macquarrie disait au sujet des entreprises d'exploitation. Un des avantages que nous espérons voir de ce satellite est la recherche et le développement qui entrera dans la mise au point du satellite au Canada. Avez-vous une idée de ce qu'il en coûterait si nous achetions un satellite des États-Unis par rapport à ce qui nous en coûterait pour le faire nous-mêmes? A votre connaissance, y a-t-il une différence sensible?

M. MacIntosh: Il me semble que si j'ai bien compris qu'un des objectifs du livre blanc, ce n'était pas simplement de mettre au point le réseau de télécommunication mais de fournir un instrument pour le perfectionnement des possibilités en sciences et en génie du Canada. C'est le Parlement qui doit décider quel prix est raisonnable pour payer l'exploitation d'une telle possibilité. C'est une question d'avis personnel, rien de plus, je pense que le prix est raisonnable. Le coût énoncé par le ministre devant le comité serait l'équivalent du coût de deux intersections. Autour de Toronto, monsieur Givens cela coûte environ 10 millions de dollars. Dans ce contexte je pense que le coût n'est pas exagéré.

Une autre façon d'envisager les choses est la suivante: si je comparais nos affectations budgétaires et le coût réel, vous voyez que les américains dépensent de 4 à 6 milliards de dollars pour les systèmes spatiaux civils de ce genre. L'équivalent au Canada serait 500 millions par année. Pour quelques millions de dollars nous pourrions acheter des Américains je pense un satellite Intelsat II de la deuxième génération qui se fait maintenant remplacer par des satellites d'une troisième génération.

Nous pourrions les acheter pour quelques millions, ce qui serait certainement sensible-

[Text]

do not think this to be necessarily an argument for saying that such a course of action should be followed. My own view is that there is more here at stake, for a scientific and industrial and engineering community, than the end product itself.

The Chairman: You mentioned that the U.S. was spending \$4 billion to \$6 billion on civilian space development and Canada was spending about \$500 million. This is probably somewhat in proportion, is it not?

Dr. MacIntosh: No, I said, Mr. Chairman, that if we were to spend in proportion to the American outlay, we would be spending that on civilian—to say nothing of the military—space systems here. Just to add to that, if you look at the French economy, France has less than twice our gross national product and the French budget for nuclear capability and the *force de frappe* would, I think, be around \$2 billion a year. So you are talking of very big numbers compared to what we in fact are allocating to this sector of the economy.

Mr. Macquarrie: If I may interject here, when you compare what Canada might spend—\$500 million as against their many billions—would it not be reasonable to inject into the equation the fact that, in terms of information—scientific and otherwise—we draw from what is in American space by American technology. Hence, some of our needs are being filled by what they are doing.

Dr. MacIntosh: A proportion of the scientific base of our R and D program would undoubtedly be derived from American experience, but the object of the game is to develop our own system—and a six channel system happens to be apparently of a size which meets our technical needs. Of course, I have no ability to speak on that subject; I take the word of our scientists upon it.

I did not mean that we should spend \$500 million a year in this area. I only said that, if we were to spend, proportionately, as much as the Americans, that is what we would spend on space systems. If you talk about \$20 million, \$25 million, or \$30 million in R and D costs here, I am merely trying to put that in the perspective of what is done in two other countries.

Mr. Macquarrie: Yes, I accept and appreciate that; I was just adding purpose to the

[Interpretation]

ment moins que ce qu'il nous en coûterait pour le faire nous-mêmes. Mais je ne dirais pas que c'est nécessairement un argument pour dire que nous devrions procéder de cette façon. Selon moi, il y a plus d'enjeu pour la communauté industrielle et technique que pour le produit lui-même.

Le président: Vous dites que les États-Unis dépensent de 4 à 6 milliards et nous, 500 millions. Il me semble que c'est assez proportionné, n'est-ce pas?

M. MacIntosh: Non, j'ai dit, monsieur le président, que si nous dépensions l'équivalent de ce que dépensent les américains c'est ce que nous dépenserions pour les systèmes spatiaux civils sans parler évidemment du système militaire. J'aimerais ajouter que si vous considérez l'économie française, la France a moins de la moitié de notre produit national brut et les Français ont un budget pour les possibilités nucléaires et la force de frappe qui s'élève à 2 milliards de dollars par année environ. Donc ce sont des chiffres assez considérables en comparaison de ce que nous affectons à ce secteur de l'économie.

M. Macquarrie: Puis-je intervenir ici? Lorsque vous comparez ce que le Canada pourrait dépenser, 500 millions en comparaison des milliards, est-ce que vous pensez qu'il y aurait lieu de dire que du point de vue des renseignements scientifiques et autres que nous puisons dans les découvertes américaines sur le plan technologique. Par conséquent, ils répondent à certains de nos besoins pour ce qu'ils font.

M. MacIntosh: Une certaine partie de la base scientifique de notre programme R et D serait très probablement dérivée de l'expérience des Américains, mais je pense que l'objectif consiste à mettre au point notre propre système. Notre système à six chaînes a dans le moment l'envergure nécessaire pour répondre à nos besoins techniques. Bien sûr, je ne suis pas du tout compétent pour me prononcer ici. Je me fie à nos savants. Je ne voulais pas dire que nous devrions dépenser 500 millions de dollars dans ce domaine, mais je dis simplement que si nous voulions dépenser proportionnellement autant que les Américains nous dépenserions en effet cette somme pour la mise au point de ce système spatial. A ceux qui veulent songer aux 20 à 25 millions ou aux 30 millions de ce coût ici, je vous signale que j'essaie de nous placer dans la perspective de ce que font les autres pays par comparaison.

M. Macquarrie: Oui, je comprends, j'ajoutais simplement à l'objectif pour expliquer les

[Texte]

proportion—that some of the purposes are already being filled by what they are doing.

• 1040

Dr. MacIntosh: If we wanted simply to achieve the purpose of getting a satellite which could reach the North, we could buy the whole thing from the Americans but I think it is an overriding matter of national policy—and here again this is opinion only—that any country wants to preserve autonomy over its communications system and part of the process of having autonomy over it, I think, is building and developing your own rather than buying it elsewhere.

The Chairman: But if the problem is that you cannot compete with the leaders, in this case the Americans, or are unwilling to put the amount of money into it, which you suggest would be about \$500 million, then there is a good possibility that we could end up saddled with a second or third-rate system because we were not able to continue the development over a long period of time.

Dr. MacIntosh: Well, I would have confidence that our scientists and engineers and industry are quite capable of doing the job here and getting the end result. I take that as given because I have no reason to think otherwise.

The Chairman: I also have that feeling, but it is not a question of just the scientists; it is a question of the resources with which they are given to work.

Dr. MacIntosh: That is true, Mr. Chairman. I might say I also began from the assumption that there was a certain financial stringency on government which I assumed would be on-going from the beginning of 1968, when I became associated with this project, for several years. Therefore, one of the objectives would be to minimize the financial obligation to the Government of Canada while at the same time trying to preserve a degree of government involvement which would reflect the very important role of government in this affair.

There are lots of ways in which the government is involved. In the first place, a lot of the scientific work which has already been done has come from government sources. The government is necessarily involved at the international level in negotiations. The government has a concern of a social and public policy character which goes beyond the com-

[Interprétation]

proportions. Mais je crois qu'on a déjà répondu à certains besoins par ce qu'ils font.

M. MacIntosh: Si votre objectif consiste à mettre au point un satellite qui peut desservir le Nord, vous pouvez acheter l'ensemble des Américains tout simplement. Mais je pense qu'ils s'agit d'une question de politique nationale majeure ici. Et encore une fois je vous exprime mon avis à moi; tout pays veut conserver son autonomie à l'égard de son système de communication et une partie du processus de l'autonomie consiste d'après moi à construire et à mettre au point vos propres systèmes et vous plutôt que de les acheter à l'étranger.

Le président: Monsieur, vous ne pouvez pas subir la concurrence des principaux exploiters, c'est-à-dire dans ce cas-ci les Américains, ou si vous ne voulez pas dépenser 500 millions en comparaison de leur 4 à 6 milliards, il sera possible que notre système sera de deuxième ou de troisième qualité parce que nous ne sommes pas capables de continuer ce perfectionnement pendant une longue période de temps.

M. MacIntosh: Je suis certain que nos savants et nos ingénieurs dans l'industrie sont parfaitement capables de faire le même genre de travail. Ils sont parfaitement capables de réaliser les mêmes objectifs. Je considère cette chose-là comme acquise parce que rien ne me porte à croire le contraire.

Le président: Moi aussi. Mais il ne s'agit pas seulement des hommes de science. Il s'agit aussi de ce qu'on met à leur disposition pour travailler.

M. MacIntosh: Vous avez raison, monsieur le président. Je pourrais dire que j'ai commencé en me fondant sur l'hypothèse qu'il y avait un certain resserrement financier de la part du gouvernement, depuis le début de 1968, lorsque j'ai commencé à travailler à ce projet, ce qui devait durer pendant plusieurs années. L'un des objectifs serait donc de réduire au minimum les charges financières du gouvernement du Canada tout en essayant de lui laisser une certaine participation qui représenterait le rôle très important qu'il a à jouer dans cette question.

Le gouvernement est engagé de multiples façons. En premier lieu, beaucoup des travaux scientifiques qui ont déjà été effectués proviennent de source gouvernementale. Le gouvernement est nécessairement impliqué dans des négociations au niveau international. Le gouvernement a un intérêt d'ordre social et public, si vous voulez, qui dépasse les

[Text]

mercial aspects specifically, the access to the North. So, in talking about the price that you are willing to put on this, I think you just have to make value judgements, and this is a problem for Parliament about how big that ticket is.

As far as I was concerned, I took the objectives as given. I was not concerned with the objectives; the objectives were stated by the government in a White Paper. My problem was concerned with what is feasible in a corporate sense.

Mr. Givens: Dr. MacIntosh, you said at the opening that you were here as a private citizen. I would like to ask you a question as a private citizen. Having regard for all the risk factors that you made us aware of today—and nobody would be more cognizant of these than you are having made this study—I would ask you for the acid test. As a member of the public, would you invest in this company?

Dr. MacIntosh: In the common stock, yes.

Mr. Givens: Your witness.

The Chairman: The second question, of course, is would you invest in preferred, and third, would you invest in debt subordinated debentures?

Mr. Givens: Tell us, please.

Mr. MacIntosh: I would invest in the preferred if it were sold as part of a package with common.

Mr. De Bané: I think this is an unfair question. It might be his opinion...

The Chairman: That is what we are asking.

Mr. De Bané: Is it sound or is it not sound to do it?

The Chairman: If his opinion is not sound in this area, I do not know whose is.

• 1045

Dr. MacIntosh: You can always, of course, invite other witnesses to test the validity of those opinions. No one can be certain about this. I would not buy a debt obligation because I would think I was buying equity, and if I am going to buy equity I want to have a real ride, or the possibility of a real ride. Why should I invest my money in an obligation where you tell me I am going to get my money back, maybe, with interest,

[Interpretation]

aspects commerciaux, surtout lorsqu'il s'agit de l'accès au nord. Ainsi lorsqu'il est question des frais que vous êtes disposés à assumer, je pense qu'il faut prendre des décisions judiciaires et c'est au parlement qu'il revient d'étudier l'envergure du projet.

Pour ma part on m'a communiqué les objectifs, et je n'ai pas eu à m'en inquiéter. Le gouvernement a énoncé ses objectifs dans son livre blanc. Alors ma préoccupation à moi était de voir ce que l'on pouvait faire au niveau de la société.

M. Givens: M. MacIntosh, au moment de l'introduction vous avez dit être ici à titre de simple particulier. Je voudrais vous poser une question qui s'adresse au simple particulier. Considérant tous les facteurs de risque dont vous avez parlé, dont personne naturellement ne peut être plus conscient que vous, puisque vous avez fait cette étude, je vous demanderais si vous, un particulier, vous investiriez dans cette société?

M. MacIntosh: Pour des actions ordinaires, oui.

M. Givens: Votre témoin.

Le président: Deuxième question, investiriez-vous dans des actions privilégiées et troisièmement, des obligations non garanties?

M. Givens: Si vous voulez répondre.

M. MacIntosh: Cela dépend. J'investirais dans des actions privilégiées si on les vendait en même temps que des actions ordinaires.

M. De Bané: Je crois que cette question n'est pas de bonne foi. C'est peut-être son avis...

Le président: Mais c'est justement ce qu'on lui demande.

M. De Bané: Est-il bon de le faire?

Le président: Si son opinion n'est pas solide en cette matière, je me demande qui pourrait avoir une opinion solide.

M. MacIntosh: Naturellement vous pouvez inviter d'autres témoins pour éprouver la validité de ce que je vous dis. Personne ne peut être absolument certain, c'est entendu. Je n'achèterai pas d'obligations non garanties, parce que j'aurais l'impression d'acheter des actions, et si je veux acheter ces dernières, je veux aller loin, ou je veux qu'il y ait possibilité de bénéfices appréciables. Pourquoi investirais-je mon argent pour acheter une

[Texte]

maybe? If I am going to invest in it I want to go for the long haul and for significant rates of return eventually.

To talk about limiting the return to the shareholder to some utility rate of return seems to me to be inviting having no market, because you cannot go to people and say, "Put up your money and risk it, but if you start making a decent rate of return, then we are going to clobber you and take the rate of return away." You cannot have it both ways.

Mr. Schumacher: Mr. Chairman, if I could carry on with this line of questioning, I am wondering whether Dr. MacIntosh could tell us about the participation of common carriers in the United States in COMSAT? You mentioned that there were possibly hundreds of thousands of shareholders. Are any of those shareholders common carriers of the United States?

Dr. MacIntosh: Yes, the corporate structure of COMSAT set out to have roughly a 50 per cent common carrier ownership and a 50 per cent general public ownership. The government is represented by reason of having three directors appointed by the President of the United States, so that the government itself does not have direct ownership.

However, that picture is altered to some extent because one of the major common carrier participants in the United States, ITT, has subsequently sold the bulk of its stock. I have forgotten the details, but I think by and large that stock went into the general public's hands with the result that the proportions between common carriers and the general public have altered. This has led in fairly recent months to Congress realigning the directorships.

Mr. Schumacher: The Congress in the United States has the power over the composition of the Board of Directors in respect of the ownership of stock?

Mr. MacIntosh: The original statute creating COMSAT provided for, I think, a 15-man board of directors of whom three were named by the President. The others were specified as being representatives of the common carriers, and those seats were allocated to the specific common carriers, and so forth.

Mr. Schumacher: I would like to proceed along the line started by Mr. Givens in respect of the glamour aspect of this stock. I am wondering whether perhaps it is not being

[Interprétation]

obligation où l'on me dit que peut-être je récupérerai mon argent, peut-être avec des intérêts? Si je veux investir dans de telles valeurs je veux y aller pour la peine et avoir l'assurance de recevoir à la fin des intérêts appréciables.

Parler de limiter l'intérêt des actionnaires à des taux utilitaires signifie à mon avis faire en sorte qu'il n'y ait pas de marché, car vous ne pouvez pas aller trouver les gens et leur dire: «Investissez votre argent et risquez-le». Mais si vous commencez à offrir un taux d'intérêt raisonnable, alors on va vous l'enlever en vous assommant du coup. Vous ne pouvez pas faire les deux en même temps.

M. Schumacher: Monsieur le président permettez-moi de poursuivre dans ce même ordre d'idée. Je me demande si M. MacIntosh pourrait nous parler de la participation des entreprises d'exploitation COMSAT, aux États-Unis. Vous avez dit qu'il pouvait y avoir des centaines et des milliers d'actionnaires. Y en a-t-il, qui détiennent des actions dans des entreprises d'exploitation américaines?

M. MacIntosh: Oui, la structure de la société COMSAT veut que l'entreprise détienne 50 p. 100 des actions ordinaires et que 50 p. 100 soit offertes au public. Le gouvernement est représenté par trois directeurs nommés par le président des États-Unis, de sorte qu'il n'a pas lui-même de propriété directe.

Toutefois le tableau est déformé jusqu'à un certain point parce que les États-Unis sont l'un des principaux participants à la propriété. L'I.T.T. a vendu par la suite le gros de ses actions. J'ai oublié les détails, mais je pense que dans l'ensemble, ces actions ont été achetées par le public, ce qui a modifié la proportion des valeurs détenues par les entreprises d'exploitation et par le public. Cela a été porté à l'attention du congrès, il a fallu rétablir la direction dans la bonne ligne.

M. Schumacher: Le congrès américain a autorité quant à la composition du conseil des directeurs chargés de la propriété des actions.

M. MacIntosh: La première loi qui a créé COMSAT prévoyait, je crois, qu'il y aurait 15 membres au conseil de direction dont 3 seraient nommés par le président. Les autres étaient définis comme représentants des entreprises d'exploitation et seraient assignés à une entreprise donnée, et ainsi de suite.

M. Schumacher: Je voudrais continuer à poser des questions connexes à celles de monsieur Givens concernant le caractère attrayant de ces actions. Je me demande si dans le

[Text]

under-utilized in the financing of this corporation. For example, there is a company by the name of Great Canadian Oil Sands Ltd. which was formed to develop the tar sands of Alberta. I think it was organized in 1963 or 1964, and \$100 debentures were sold to the citizens of Alberta, I believe, in either 1964 or 1965, which paid 6 per cent.

The Chairman: That was an exclusive issue, too, just to the citizens of Alberta.

Mr. Schumacher: That was a particularly glamorous issue at that time and the company raised \$12 million, I believe, from Albertans at 6 per cent. There is a convertibility privilege whereby common equity capital can be obtained by the owners of those debentures. It seems to me in this day of high interest rates this would be a good way in which capital could be raised for this company, or

• 1050

corporation, at the lowest possible cost. It is a good way of getting the greatest number of individual Canadians to invest. It would not appear to me that a \$100 denomination would be the encumbrance, which was the impression that was left by your previous testimony.

I believe this was all handled through a computer arrangement operated by the Canada Trust Company, and people just subscribe for the \$100 debenture. In theory, everybody was to have one, although I happened to get two, because if you applied at different places the computer would not always catch it. I know some people may have obtained three, four, or five. There was a demand because there was glamour, and this might be a way whereby the Government of Canada might not have to put up one-third of the capital.

Do you think that there is anything which really requires the Government of Canada to own one-third of the equity? Perhaps they could now make their contribution by guaranteeing the interest, or making some sort of guarantee on this mixed package, which would attract a lot of money from the citizens of this country. This would get them involved in investing in something that will build and grow with the country. I would appreciate your comments on that.

Dr. MacIntosh: Well of course, if the government guaranteed the obligations in any way, the whole name of the game is changed. It is no longer a private Corporation. It becomes a quasi-Crown Corporation, and that is a completely different thing. There is no doubt that, as soon as you put on the government guarantee, you change it into a government obligation.

[Interpretation]

financement de cette société on en fait un usage suffisant. Par exemple, il existe une société du nom de *Great Canadian Oil Sands Limited* qui a été mise sur pied pour mettre en valeur les terrains goudronneux de l'Alberta. Elle a été formée en 1963 ou en 1964, je pense, et des actions non garanties ont été vendues aux citoyens de l'Alberta, je crois, en 1964 ou en 1965. L'intérêt était de 6 p. 100.

Le président: Il s'agissait d'une offre qui ne s'adressait qu'aux citoyens de l'Alberta.

M. Schumacher: L'émission était particulièrement attrayante à ce moment-là et la société a recueilli 12 millions de dollars des albertains au taux de 6 p. 100. Il existe des privilèges pour ce qui est de la conversion des titres. Ainsi les détenteurs de ces obligations non garanties peuvent acquérir un capital d'actions ordinaires. Vu que les taux d'intérêt sont de nos jours tellement élevés, il me semble que ce sera là une excellente façon de recueillir des fonds pour cette société le plus économiquement possible. C'est une bonne façon d'amener le plus grand nombre de canadiens à investir. Il me semble pas qu'une obligation de \$100 serait une charge, comme le dernier témoignage en a laissé l'impression.

Je pense que tout est réglé à ordinateur grâce à la *Canada Trust Company*. Les gens n'ont qu'à acheter des obligations non garanties de 100 dollars. En principe tout le monde devait en avoir une, moi j'en ai deux parce que l'ordinateur ne s'est pas rendu compte que j'étais inscrit à deux endroits différents. Je sais que des gens peuvent en avoir eu 3, 4 ou 5. La demande était forte parce que c'était une question de prestige. Ce pourrait être là une façon d'éviter au gouvernement du Canada d'avoir à fournir un tiers du capital. Pensez-vous que le gouvernement doit être propriétaire d'un tiers du capital actions. Il pourrait y contribuer et garantir l'intérêt ou accorder une certaine garantie sur le montant général, ce qui amènerait du capital des citoyens canadiens et les engagerait à investir dans un projet qui se développe et croît avec le pays. Qu'en pensez-vous.

M. MacIntosh: Évidemment, si le gouvernement garantit les obligations de toute façon tout changera. Ce n'est plus une société privée mais elle devient presque une société de la Couronne, ce qui est complètement différent. Il n'y a pas de doute qu'aussitôt que vous avez une garantie gouvernementale, vous la transformez en obligations du gouvernement.

[Texte]

Mr. Schumacher: I am not necessarily insisting that there should be a government guarantee. Perhaps that would be true, but what about this idea? It seems to work very well in Alberta.

Dr. MacIntosh: The case of the Great Canadian Oil Sands Ltd., which you bring up, is an interesting one. The amount of convertible debentures which were sold to Albertans, I think, was about \$10 million.

Mr. Schumacher: It was \$12 million, I believe.

Mr. MacIntosh: All right, but in that order of size. Before that money was put in, I believe that the Sun Oil Co. Ltd. and the general public shareholders had about \$50 million or \$60 million in. Since that time, it has been necessary for the Sun Oil Co. to guarantee extremely large amounts of obligations. I think that the amount of capital which is invested in Great Canadian is now around \$300 million, of which \$10 million or \$12 million is this convertible that you are speaking of, so the proportions are quite different. Also, the financing of the Great Canadian Oil Sands Ltd. was based on take-contracts by the Sun Oil Co. Ltd.

In other words, they were prepared to buy all of the output. They were also prepared to pay for capital overruns. This provision—for what you would do if the capital cost runs above the planned cost—is a very material fact in corporate financing. You cannot leave the matter open-ended. In this case, when the people of Alberta bought convertible debentures, they also knew that the project would be seen to completion by the parent company, which has vast resources. The fact is that there have been substantial capital overruns and operating losses in that project. These would probably run—and I am only guessing—to \$50 million.

• 1155

Were it not for the fact that there is a strong corporation underwriting those overruns, it would now be extremely difficult to sell a convertible issue. The point which I was making about straight debt issues would apply here, because straight debt issues of Great Canadian could not be sold in Canada without the guarantee of the parent.

Now if you say: Could we have a convertible in this situation, the answer may be, no. I would call a convertible debenture an equity. The Bill as drafted—and perhaps I am sub-

[Interprétation]

M. Schumacher: Je n'insiste pas sur ce point qu'il devrait y avoir une garantie gouvernementale, c'est peut-être vrai; mais qu'est-ce que vous penseriez de cette idée? Comme par exemple comme en Alberta où cela a l'air de bien marcher.

M. MacIntosh: La question que vous soulevez concernant la *Great Canadian Oil Sands Ltd.* est très intéressante parce que le nombre des obligations convertibles que vous avez vendues aux Albertains représentent environ dix millions de dollars.

M. Schumacher: Je crois que c'était 12 millions de dollars.

M. MacIntosh: Dans cet ordre en tout cas. Avant que les fonds n'aient été investis, je pense que la *Sun Oil Company Ltd.* et les détenteurs d'actions avaient investi environ 50 à 60 millions. Depuis ce moment-là, la Compagnie Sun Oil a dû garantir des sommes très considérables sous forme d'obligations. Je pense que le capital investi dans «Great Canadian» s'élève maintenant à 300 millions de dollars environ dont 10 ou 12 millions sont convertibles de sorte que les proportions sont complètement différentes. De plus, la société de pétrole «Great Canadian» a été financée en se basant sur des contrats de «*Sun Oil Company*».

La Société était également prête à acheter toute la production et à payer pour tout ce qui dépassait les investissements de capitaux, et c'est très très important dans le financement d'une corporation. Il faut prévoir ce que vous allez faire, si le coût des capitaux dépasse ce que vous aviez prévu, vous ne pouvez pas simplement laisser la question ouverte. Dans ce cas-ci, lorsque les gens de l'Alberta ont acheté des obligations convertibles, ils savaient aussi que la société-mère mènerait le projet à terme qui avait de vastes ressources. Le fait est qu'on a dépassé les dépenses d'investissement de beaucoup et qu'il y a eu des pertes d'exploitation, qui s'élèvent à environ 50 millions de dollars, je devine seulement.

Sans parler du fait qu'il y a eu une société très forte, que si une société avait assuré ses investissements supplémentaires, ça aurait été difficile de vendre une émission convertible. Ce que je disais à propos des obligations nettes s'appliquerait ici parce que les obligations nettes de la *Great Canadian Oil* ne pouvaient être vendues sans l'autorisation de la société-mère. Donc voici ce qui arrive: est-ce que l'on pourrait avoir des obligations convertibles, la réponse serait négative. Moi, j'appellerai une obligation convertible une action. Je peux me

[Text]

ject to correction here—does not seem to state clearly that you could have a convertible. My view is that if you are going to sell equity in this enterprise, then you should make it quite clear to the public that that is what they are getting. I am not raising the question of whether you could sell debt, but rather if you should sell it. That is a different issue.

It is a matter of public policy whether or not you want to involve a substantial segment of the public in an obligation which conveyed the impression of being a fixed return. In fact, I think that it is not. So this is why I would think that a better way to do it would be to have a package of common and redeemable preferred. Again I cite the fact that if you had convertibles, you would have to look at the legal feasibility from the point of view of the common carrier—as to whether or not they could buy them. If they could not buy them, the whole proportions of ownership would be changed.

That is the problem. It seems to me that the relative proportions of ownership must be established because that is also establishing the relative power on the board of directors. As soon as the ownership is altered the board is also altered. Therefore, the original understanding is taken away.

The Chairman: If I may make a comment here, one of the amendments tabled by the Minister of Communications—the first one which is an amendment to Clause 10—deals with the question of preferred shares or securities, which are not to be convertible. These were circulated to the members; therefore, you might find additional information there, as well as in Clause 10 of the Bill.

Are there any further questions on the question of financing? Mr. De Bané.

M. De Bané: Monsieur MacIntosh, au sujet de la situation financière de Télésat, je pense qu'on peut y voir deux parties: premièrement, avant que la Société devienne opérationnelle, et deuxièmement, une fois qu'elle l'est devenue. Pour la première étape, au sujet de la répartition entre les obligations et les actions ordinaires, ne pouvons-nous pas postuler que le coût des obligations va suivre les lois de l'économie, et que plus le risque est grand, plus l'intérêt sur les obligations sera alléchant.

D'autre part, ne peut-on pas dire que dans ce domaine, depuis 1957, lors du lancement du premier «spoutnik», le progrès technologique avance à une vitesse assez extraordinaire et que le risque est inversement proportionnel à ce progrès.

[Interpretation]

tromper, mais je pense que le projet de loi est rédigé sans préciser clairement la possibilité d'une obligation convertible. Si vous vendez des actions il faut avertir le public. La question que je signale ne consiste pas à savoir si vous pouvez vendre mais si vous devriez vendre.

C'est une question de politique publique de savoir si vous voulez vendre à un certain secteur du public une obligation qui donne l'impression qu'il y aurait un prix de revient fixe. En fait, je ne pense pas que ce soit le cas. C'est la raison pour laquelle il me semble qu'il y aurait une solution d'échange préférable qui sera la suivante: si vous aviez des actions ordinaires rachetables et privilégiées. Si vous avez des actions convertibles, il faut considérer la chose du point de vue des entreprises pour voir si légalement elles sont en mesure d'acheter ou non, autrement il faut changer la proportion de tous les propriétaires.

C'est cela le problème. Il me semble qu'il faut établir une proportion de propriétaires relatifs parce que ceci est une question qui doit être réglée par le Conseil d'administration. Aussitôt que vous avez les propriétaires, le Conseil d'Administration changera aussi, ce qui modifiera l'entente initiale.

Le président: Permettez-moi d'intervenir ici. Un des amendements déposé par le Ministre des Communications, dont le premier modifie l'article 10 et traite des actions privilégiées qui ne sont pas convertibles. Cela a été distribué aux membres. Vous pouvez peut-être trouver certains renseignements, ou bien à l'article 10. Y a-t-il d'autres questions sur le financement?

Mr. De Bané: Mr. MacIntosh, with respect to the financial situation of TELESAT, I think we could define the question in two parts. First, before the Corporation starts operating and secondly, once it has started operating.

With regard to the first stage, concerning the division between the bonds and the equity, can we not go on the assumption that the cost of bonds will follow the laws of economics, and that the greater the risk, the more attractive will be the interest on the bonds.

On the other hand, we can also say that in this field, since 1957, at the time of the launching of the first Sputnik, the technological progress is going ahead at a fantastic rate and that the risk is inversely proportional to this progress.

[Texte]

D'autre part, lorsque Télésat sera opérationnel, que pourra signifier pour l'avenir financier de Télésat Canada l'amendement du Réseau téléphonique transcanadien, si vous le connaissez?

Dr. MacIntosh: Once the corporation is operational—which is the condition you set—the situation becomes materially different. Before it is operational you have a straight risk situation. But after it becomes operational, it will probably take a few years to re-earn the money which was spent in the period before it was operational. Therefore it seems to me that the allowable rate of return compared to the rate of return on the common carriers—which was, I think, what you meant—would have to cover a span of years on the average. This is a principle which has been followed COMSAT—and it is a sound one. If you are going to allow a 12 per cent rate of return, that rate would have to include a zero rate of return for three years minimum; and, therefore, in the later years the rate of return on the original capital might be quite high.

By the fifth, sixth, or seventh year, it might be 20 per cent, but if, after it becomes operational, you then say, "Well, gentlemen, you had a zero rate of return for a few years; now we know it works: the Government of Canada is going to impose a rate of return of 8 per cent", you cannot operate that way and expect to get the money.

Consequently, if you compare the rate of return here, I think you have to consider a period of years—and I do not think it would be appropriate for me to comment upon whether the rate of return of the carriers is adequate or not.

M. De Bané: Non, je ne voulais pas parler de cette question, parce que je présume qu'elle sera laissée à la sagesse des administrateurs de Télésat. Je vous demandais, monsieur MacIntosh, ce que signifiera, au point de vue financier, l'amendement présenté par le Réseau Téléphonique Transcanadien, lorsque nous atteindrons la seconde étape alors que Télésat sera en opération.

En d'autres mots, je ne sais pas si vous avez lu l'amendement qui est présenté, ... The amendment that has been proposed by TCTS...

Dr. MacIntosh: Oh, no.

Mr. De Bané: Oh, this is what I have been speaking about.

[Interprétation]

On the other hand, when Telesat starts operating, I would like to ask you with respect to the financial situation, what would be the meaning, financially speaking, for the future of Telesat Canada of the amendment of the TCTS if you are aware of this amendment?

M. MacIntosh: Une fois que la Société fonctionne, c'est la condition, la situation change concrètement. Avant l'exploitation, il y a un risque considérable. Mais après il faudra probablement attendre quelques années pour pouvoir récupérer ce que vous avez investi avant que l'exploitation fut rentable. Donc, il me semble que le taux admissible de rémunération en comparaison de celui des compagnies ordinaires—et c'est, je crois, ce que vous voulez dire—devrait s'étendre sur une certaine période d'années en moyenne. C'est de cette façon qu'a agi COMSAT, et c'est raisonnable. Autrement si vous permettez un taux de rémunération de 12 p. 100, ce taux devrait inclure un taux de rémunération de zéro p. 100 pour un minimum de trois ans et pendant les années qui suivraient le taux de rémunération du capital initial pourrait être très élevé.

La cinquième, sixième et septième année, il pourrait être de 20 p. 100. Après le début de l'exploitation, vous pourriez dire: «Bon, très bien, vous aviez un taux de rémunération de zéro p. 100 pendant un certain nombre d'années, maintenant nous savons que tout fonctionne bien, le gouvernement du Canada va imposer un taux de 8 p. 100.» Une telle façon d'agir serait impensable.

Par conséquent, si vous comparez le taux de rémunération, il faut le faire sur quelques années et je ne crois pas qu'il serait approprié que je donne mon opinion sur la question de savoir si le taux de rémunération des sociétés est suffisant ou non.

Mr. De Bané: No, I did not want to talk about this question, because I suppose it will be left to the wisdom of the directors of Telesat. I was asking you Mr. MacIntosh, what will be the meaning, financially speaking, of the amendment moved by T.C.T.S., when we shall reach the second stage where TELESAT becomes operational?

In other words, I do not know if you have read this amendment...

La modification qui a été proposée par TCTS...

M. MacIntosh: Non.

M. De Bané: C'est justement de cela que je parlais.

[Text]

The Chairman: Also, Mr. De Bané, it does not have much to do with the financial aspects of the Corporation.

Mr. De Bané: Oh, yes, you will see, Mr. Chairman.

Dr. MacIntosh: Oh, I see.

Mr. De Bané: My reasoning is this and I will express myself in French.

Je me demande si, au point de vue financier, le fait d'accepter cet amendement fera en sorte que Télésat perdra automatiquement tout pouvoir de négociation et de marchandage, surtout si, sur le marché, ses clients sont restreints à un ou deux. Êtes-vous d'accord avec cela?

Dr. MacIntosh: Well, you are raising a very difficult question.

Mr. De Bané: I am not an expert, so I would like to know if my opinion is correct.

Dr. MacIntosh: I take it you are speaking of the proposal by the carriers that the Telesat should be only a carriers' carrier and not a common carrier itself. There is a strong argument on the side of the carriers that, since they are regulated monopolies, they

• 1105

have obligation to bring telecommunication services to all parts of their territory. The principle involved here is that, since they must do this, they must subsidize the rural, the poor, and the remote areas with the high density, high yield urban traffic. This is the basic principle of a regulated monopoly, and I was interested to see it stated by Mr. Pierre Juneau, Chairman of the CRTC, in this morning's *Toronto Globe and Mail*.

He pointed out that, in regulating monopolies in the cable television field, the Government of Canada would consider those cable TV companies under obligation to bring service to all parts of their territory. Now, if this is to be done, there must necessarily be internal cross-subsidy systems, and decisions as to what parts are going to support what other parts must be made. If a new entity which does not have the same responsibility for bringing communications to all parts of the territory is introduced, and if this new entity is allowed to take the high-yield profitable business, then the concept of cross-subsidizing traffic is undermined—because if the highly profitable urban or intercity traffic is taken away, then the very basis of cross-subsidizing within the common carrier is removed. I hope I am making this clear.

[Interpretation]

Le président: Je vous ferai aussi remarquer que cela n'a pas beaucoup de rapport avec les aspects financiers de la Corporation.

M. De Bané: Je crois que si et vous verrez, monsieur le président, où je veux en venir.

M. MacIntosh: Ah, je vois.

M. De Bané: Mon raisonnement est le suivant; je m'exprimerai maintenant en français.

I wonder if, from the financial standpoint, the fact of accepting this amendment will insure that Telesat will automatically lose any bargaining and negotiating power, especially if its market is limited to one or two customers. Do you agree with this?

M. MacIntosh: C'est une question qui est très difficile.

M. De Bané: Je ne suis pas un spécialiste et c'est pourquoi j'aimerais savoir si j'ai raison.

M. MacIntosh: Si vous parlez de la proposition faite par les sociétés porteuses selon lesquelles Télésat ne devrait appartenir qu'aux entreprises d'exploitation. On peut dire que les sociétés porteuses, puisqu'elles jouissent d'un monopole réglementé, ont l'obligation d'offrir des services de télécommunications à toutes les parties du territoire qu'ils desservent et le principe qui est en cause, c'est que, puisqu'ils doivent assumer cette obligation, ils doivent subventionner les régions éloignées, les régions pauvres et rurales au moyen des revenus de leurs entreprises dans les régions urbaines, c'est le principe fondamental de tout monopole réglementé. C'est d'ailleurs ce qu'a expliqué M. Pierre Juneau, président de la CRTC. Le *Globe and Mail* de Toronto de ce matin reprenait son argument. M. Juneau expliquait que quand il adoptera des règlements au sujet des monopoles dans le domaine de la télévision par câble, le Gouvernement tiendra à ce que les sociétés desservent toutes les parties de leur territoire. Il faut donc pour cela qu'on ait mis sur pied un système de subventions internes pour chaque société porteuse et que l'on détermine quel secteur sera subventionné par quel autre secteur. Si on crée un nouvel organisme qui n'a pas la responsabilité d'émettre dans toutes les parties du territoire et si on permet à ce nouvel organisme de retirer le profit des régions où il est possible d'en faire beaucoup, alors on porte atteinte au principe même des subventions internes car c'est en émettant dans les villes et entre les villes que les sociétés porteuses réalisent les plus grands gains. J'espère que c'est clair.

[Texte]

Mr. De Bané: Yes, but do you agree that, if we accept such an amendment, the company—Telesat—will lose its bargaining power, from its own point of view, in negotiating its subsequent mental fees? In other is it bad, from a financial point of view, if a business has to deal only with one client because it loses its bargaining power? Am I correct in saying that?

Dr. MacIntosh: Yes, I was going to come to this point. I think there would have to be original understandings outside the Act that the users will stay in. They cannot opt out of buying the service. That is the essential problem. As to whether or not a third party, not in existence today, could come along and supply service to the public direct from telesat, it seems to me that it must be kept in mind there are two long haul common carriers, not one, in Canada.

Competition between them can be maintained by ensuring, through the regulatory authorities, that there is no price agreement between them.

In other words, to agree on a price structure to eliminate competition between them can be made a serious offence. Where such competition exists and, at some time in the future, a utility date processing company comes along and wants to buy a service, if they cannot buy it from one they buy it from the other. There, in my opinion, is competi-

• 1110

tion—and I cite as evidence of that the fact that there is, and has been competition between the two common carrier systems for the television business in Canada. Consequently, I am not concerned that competition can be ensured between them.

However, this raises a very serious constitutional problem inasmuch as some of these companies are not even private companies. They are entities of provincial governments and they regard their territory as exclusively theirs. You would have to ensure that either carrier would be able to tie in to the ground stations of Telesat to ensure competition.

Mr. De Bané: If you were sitting in the chair of the chairman of the board of Telesat, and I am restricting myself to financial questions, as a chairman of Telesat, how can you bargain when you can deal only with one client? Am I making myself clear?

Dr. MacIntosh: Yes, your point is a very serious point. I would hope it would be possible to provide in the case of not less than one

[Interprétation]

M. De Bané: Oui, mais êtes-vous d'accord pour dire que si nous adoptons un tel amendement, la société Télésat perdra son pouvoir de négociations lorsqu'elle négociera le loyer de son réseau. En d'autres termes du point de vue financier n'est-ce pas mauvais pour une société de n'avoir qu'un client, et donc de ne pouvoir négocier?

M. MacIntosh: Je voulais en venir là justement. Je crois qu'il devrait y avoir des ententes en dehors du cadre de la loi, ententes qui prévoieraient que les clients vont continuer à acheter ces services et qu'ils ne peuvent se désister de leur obligation. C'est là toute la question. Quant à la question de savoir si un troisième élément, qui n'existe pas encore, pourrait opérer directement à partir de Télésat, il me semble qu'il faut se rappeler qu'il y a deux sociétés porteuses et non pas une seule au Canada.

Il faut s'assurer qu'il y a concurrence entre ces deux sociétés porteuses, et c'est là le travail d'un organisme de réglementation, et il faut s'assurer également que les deux sociétés ne s'entendent pour fixer des prix.

En d'autres termes, il faut convenir que ce sera un délit grave que de s'entendre pour fixer les prix et pour éliminer la concurrence. Il faut que l'on s'assure qu'il y aura de la concurrence, si par exemple dans l'avenir, une compagnie de traitement des données veut obtenir un service, si elle ne peut l'obtenir d'une société, elle l'obtiendra de l'autre. C'est ce que j'entends par concurrence. En comparaison, je pourrais citer le cas des deux sociétés porteuses de télévision au Canada. Votre objection ne m'inquiète donc pas, aussi longtemps qu'on peut être assuré de la libre concurrence.

Ceci pose toutefois un problème constitutionnel assez grave car certaines de ces sociétés ne sont même pas des sociétés privées. Elles relèvent des gouvernements provinciaux et elles estiment que leur territoire leur appartient exclusivement.

Il faudrait être sûr que chaque compagnie peut capter les ondes du Telesat pour qu'il y ait concurrence.

M. De Bané: Si vous étiez le président de Télésat, je m'en tiens ici, exclusivement aux questions financières, comment pourriez-vous négocier si vous n'aviez qu'un seul client? Ma question est-elle claire?

M. MacIntosh: Oui, je crois que votre observation est très judicieuse. J'aimerais que quand il s'agit au moins d'une voie de trans-

[Text]

full channel there would be the power to deal with a third party. That would be the protection. I have never felt that for less than one full channel there was argument. However, I must say that you have a point. If you had the out even if you did not use it, it would strengthen your position.

At the same time I do want to point out there is a serious argument on the side of the carriers that what is called cream-skimming would undermine their position. It is a very difficult question, but I think if I were forced to take a position it would be that it should be possible to rent a full channel.

Mr. De Bané: What looks awkward to me is that from the financial point of view such an amendment restricts the clients of the company—Telesat—while on the other hand the bill, as it is drafted now, does not oblige any of the carriers to buy shares in that company. That is why I say it is unbalanced. I also have another question.

Can you comment on the cost figures given by Mr. Kierans, if you have studied that problem? Are they realistic?

Dr. MacIntosh: Mr. De Bané, I would have to say that I am not qualified to answer questions on the cost figures.

Mr. De Bané: I see.

The Chairman: I wonder if I might ask some further supplementaries on this question of cost; particularly, the cost of research. Would it not be fair to say that there are two aspects of this? There is the question of the satellite itself, and then there is the question of the ground stations and the transmittal of the signal received. Could the research costs be allocated between these two functions of the Telesat corporation, or are they intermingled in such a way as there is no separation?

Dr. MacIntosh: That is a difficult question too, Mr. Chairman. I would have thought that in subsidizing northern development it would be clearer where the subsidies lay if they were financed outside Telesat. If money has to be provided to the CBC, as requested by Mr. Davidson here, it would be better to identify this and do it as a matter of public

[Interpretation]

mission il soit possible de négocier avec une troisième partie. Cela constituerait une garantie. Quand il s'agit de moins d'une voie, il me semble que le problème ne se pose pas. Mais je pense que vous avez souligné avec raison que si on dispose d'une voie, si on peut s'en servir cela renforce l'explication. Je désire aussi signaler que si les compagnies devaient profiter simplement des marchés avantageux, cela affaiblirait leur situation. C'est une question très difficile, mais je crois que si j'étais obligé de me prononcer, ce serait que toute compagnie puisse louer une voie complète.

M. De Bané: Ce qui me semble assez bizarre c'est que, du point de vue financier, un tel amendement limiterait les clients de Telesat, alors qu'à l'heure actuelle, le projet de loi n'oblige aucune compagnie à acheter des actions de la société. C'est pourquoi je dis qu'il y a disproportion.

J'ai une autre question à poser. Pourriez-vous, si vous avez étudié la chose, vous étendre sur le prix de revient que M. Kierans nous communique? Ce prix de revient est-il réaliste?

M. MacIntosh: Monsieur De Bané, je n'ai pas la compétence voulue pour répondre à des questions portant sur ce sujet.

M. De Bané: Je vois.

Le président: Je me demande si je pourrais poser d'autres questions supplémentaires au sujet de cette question du prix de revient, en particulier en ce qui concerne la recherche. Est-il exact de dire que les frais pour la recherche se répartissent entre le satellite d'abord, puis la station terrienne et la transmission des signaux reçus. Les frais de recherches seraient-ils répartis entre ces deux fonctions de la société Telesat, ou sont-ils confondus de telle sorte qu'on ne peut les séparer?

M. MacIntosh: C'est aussi une question délicate, monsieur le président. J'aurais cru que pour subventionner une expansion du Nord, il serait plus facile de savoir d'où viennent les subventions si c'est fait en dehors de Télésat. S'il faut fournir des fonds à la société Radio-Canada, comme le demande M. Davidson, il vaudrait mieux le reconnaître et le

• 1115

policy outside of Telesat. However, it is a very difficult question. I would not want to take a flat position on that.

faire à l'extérieur de Télésat. Néanmoins, comme il s'agit d'une question très délicate, je ne voudrais pas adopter une attitude trop catégorique à ce sujet.

[Texte]

The Chairman: I am concerned because there seems to me when the Telesat is operational that in the northern areas there is going to be a tremendous demand for real-time television. Mr. Davidson has indicated there are plans for 43 to 46 receiving stations with CBC transmitters. It seems to me every community of around 300 to 400 is going to want these services almost immediately, and the political pressure and the pressure of the people to have these services is going to put tremendous pressure on the resources of Telesat and the CBC to produce these facilities almost immediately.

The second part of that question concerns the calculation of costs for the ground stations. We have not seen any cost figures for providing Telesat receiving stations for television purposes in the northern parts of the various provinces where there is a tremendous amount of nondevelopment.

In other words, it seems to me the figures that have been put forward for the development of the northern areas have not been realistic, or at least, we have not been provided with them all.

Dr. MacIntosh: I really do not think I am qualified to talk about the costs of installations in the north. As I understand the proposal at the present time, there will be about 16 television antennae in the first phase. I really have no idea how you would go about making the early decisions about priorities. I suppose you would begin with the most important industrial communities in the north where the problem is to bring the amenities to families who have been used to real-time television, so that you can persuade people to stay there and work under difficult conditions. How you would go about determining the priorities, I would think, would be a matter of judgment by the CBC and perhaps by the Department of Indian Affairs and Northern Development.

The Chairman: I have one other question that I would like to put to you and it concerns the possibility of a U.S. domestic satellite being operational over our Canadian Telesat. Apparently, from what I have been told, it will cover most of Canada as well as the U.S., because of their intention to cover Alaska. Since it will be a bigger and more powerful satellite with a stronger signal, the efficiency of the ground receiving equipment would not have to be as expensive as that which we will be using with our smaller satellite. What happens to the operational figures if such a U.S. domestic satellite is beaming three or four U.S. channels into our areas and it can be picked up by a relatively inexpensive receiver?

[Interprétation]

Le président: Je m'inquiète, car le Nord insistera pour avoir la télévision directe une fois que Télésat fonctionnera dans ces régions. M. Davidson a indiqué qu'on songe à construire de 43 à 46 stations réceptrices avec émetteurs de la société Radio-Canada. Il me semble que chaque agglomération de 300 à 400 personnes réclamera ces services presque immédiatement ainsi que celle exercée par la population locale, obligera pour ainsi dire Télésat et la société Radio-Canada à construire ces stations presque immédiatement ce qui constituera une pression financière importante sur ces deux sociétés. La seconde partie de la question concerne le calcul du prix de revient des stations terriennes. On ne nous a pas dit à combien s'élèveraient les frais de construction des stations réceptrices de Télésat dans les régions septentrionales des différentes provinces où l'expansion est très faible. En d'autres termes, je crois que le prix de revient qu'on nous a fourni concernant l'expansion dans les régions septentrionales n'est pas réaliste, ou du moins ne possédons-nous pas toutes les données.

M. MacIntosh: Je ne crois pas pouvoir parler du coût de l'installation dans le Nord. Si je comprends bien, à l'heure actuelle, on prévoit construire 16 antennes de télévisions au cours de la première phase. Je ne sais vraiment pas comment on procédera pour décider des priorités.

Je suppose qu'on va commencer par les agglomérations industrielles les plus importantes du Nord, où on veut donner la possibilité aux familles qui ont déjà connu ce qu'est la télévision directe de l'avoir de nouveau. Ceci permet de conserver des familles dans ces régions où les conditions de travail sont assez pénibles. Il incomberait à la société Radio-Canada et peut-être au ministère des Affaires indiennes et du Développement du Nord canadien de déterminer les priorités.

Le président: Je voudrais vous poser une autre question. Il est possible qu'un satellite américain fonctionne avant le lancement du satellite canadien. Ce satellite, qui doit desservir l'Alaska, pourrait desservir la plus grande partie du Canada en même temps que les États-Unis. Comme ce satellite sera plus puissant et plus important que le nôtre et qu'il diffusera un signal plus fort, l'équipement de la station réceptrice ne coûtera pas autant que celui que nous devons utiliser avec notre satellite plus petit. Que se produira-t-il si un satellite américain diffuse sur trois ou quatre voies sur notre territoire et si ses ondes peuvent être captées par des installations assez simples?

[Text]

Dr. MacIntosh: I would have thought, and here I am not technically qualified, that an American domestic satellite would have a beam which only overlaps Canada along the border, and not through the whole of Canada. If the Americans have a domestic system which attempts to reach Alaska they could do so by having some channels which were directed, I believe, at Alaska, and not having a fallout over the whole of Canada.

You are getting a bit over my head, to make a bad pun. The Americans are also considering the possibility of using, I think, one of the Pacific satellites of INTELSAT for the purpose. There again there is a problem inasmuch as INTELSAT satellites are international in character, and I am not sure what the position would be with respect to the international agreements. Without being particularly well informed on this subject, I would have thought that an American domestic satellite would not overlap Canada.

The Chairman: Mr. Dinsdale.

Mr. Dinsdale: Mr. Chairman, I want to ask a question that is related to costs. It is also related to technology. I know that Dr. MacIntosh is a financial expert rather than a technical expert, but it seems that in his comments this morning he has emphasized the high risk factor in technological uncertainty as being the main cause for the high risk factor in financing. I wonder if, in his studies of this subject—and obviously Dr. MacIntosh has become fairly saturated and at home in the field—he could tell the members of the Committee whether there is now a reasonable degree of certainty—based on satellite experiences from other countries and Canada's own experience in this field with the Alouettes—that a communications satellite can be successfully launched?

Dr. MacIntosh: Well, the catch in your observation is reasonable. I am pretty confident that the first one would be properly designed and would work, but how much money do you put on it if you are a lender?

I agree that the technology has developed very substantially, no one doubts this, but the fact is that the Americans had a very unexpected failure of INTELSAT III on launch. They had an earlier failure in the Pacific on INTELSAT II. They have had a partial failure of the second INTELSAT III. This is the only country with an experience of communication satellites. An experimental scientific satellite like Alouette cannot really be com-

[Interpretation]

M. MacIntosh: J'aurais cru, bien que je ne sois pas spécialiste en ce domaine, qu'un satellite américain ne pouvait diffuser que le long de la frontière et non sur tout le territoire canadien. Si les Américains ont un système domestique qui a pour but d'atteindre l'Alaska, leurs signaux ne seront dirigés que vers l'Alaska et non vers tout le territoire canadien. Je crois que les observations que vous avez faites me dépassent un peu, mais il me semble que les Américains pensent se servir d'un satellite d'INTELSAT situé au-dessus du Pacifique afin de desservir l'Alaska. Les satellites Telesat ont un caractère international et je ne sais pas exactement quelle serait la situation de ce satellite dans le contexte des accords internationaux. Bien que je ne sois pas particulièrement bien informé à ce sujet, j'aurais cru qu'un satellite domestique américain ne desservirait pas le Canada.

Le président: Monsieur Dinsdale.

M. Dinsdale: Monsieur le président, je veux poser une question qui touche de près à la question du prix de revient et touche également à l'aspect technique, je sais que le docteur MacIntosh est un expert financier plutôt qu'un expert en technologie, mais je crois que dans ses observations ce matin il a souligné le fait que les grands risques que l'on prend au point de vue technologique expliquent les grands risques que l'on court au point de vue financier.

Je me demande si, le Dr MacIntosh qui a étudié la question, et maintenant versé dans la matière, pourrait nous dire s'il est possible à l'heure actuelle, en sa basant sur l'expérience des autres pays dans le domaine des satellites et sur notre propre expérience avec les Alouettes, d'être sûr des chances de succès du lancement d'un satellite de télécommunication.

M. MacIntosh: Il est normal que vous posiez cette question épineuse. Je suis à peu près certain que le premier satellite sera construit selon les règles et qu'il fonctionnera. Mais quelle somme consacriez-vous à cette entreprise si vous étiez un prêteur.

J'admets que la technique a fait des progrès importants, personne ne met cela en doute, mais il ne reste pas moins vrai que les Américains ont connu des échecs qu'ils n'avaient pas prévus lors du lancement d'INTELSAT III. Ils ont eu également un autre échec lors du lancement au-dessus du Pacifique d'INTELSAT II. Ils ont échoué en partie lors du lancement du second INTELSAT III. C'est le seul pays qui ait de l'expérience

[Texte]

pared with what we are talking about here. There is a great difference in size, weight, and in the launch technology.

This is a very precise launch technology which has to be put into synchronous orbit on the equator. That is a very different thing from putting up an experimental scientific satellite which is in an elliptical orbit. So, while you can say the chances are very good that it will work, you are asking people to spend their money on it. If you do it on a fixed income obligation, you are conveying an impression of certainty that does not exist. I would say that if you are going to take a venture risk, then you want a venture rate of return—and it should be financed accordingly.

Mr. Dinsdale: Are you saying, Dr. MacIntosh, that the technological problems lie largely in the technology of launching; that this is still an area of great uncertainty as demonstrated by the American experience; that, notwithstanding the American failures and the knowledge which they have acquired as the result of endeavouring to correct the difficulties, launching is still a very uncertain procedure?

Dr. MacIntosh: From a commercial point of view.

• 1125

Mr. Dinsdale: Of course we do not have any information, I suppose, on the Soviet experience?

Dr. MacIntosh: No, the Russians, as far as I know, do not have any launch capacity for a synchronous satellite system. They do not, I believe, even have a launch location that would make it easy for them to implement this. Russia is quite far north, and I think it is correct to say that, for convenience, they would probably want to build a launch site further south. I may be wrong there, but their MOLNIYA satellites are in elliptical orbit and much easier, I believe, to effect technically. Now the Russians are talking about either coming into the Intelsat organization or starting their own global system. This, I presume, means that they do have the technical capability of adapting the latter course if they so desire. I think no one would want to doubt the technical capacity of the Russians, but, as far as I know, they do not have it at the present time.

[Interprétation]

dans le domaine des satellites de télécommunication. Il n'est pas possible de comparer un satellite expérimental comme l'Alouette avec les satellites dont je viens de parler. Il y a une différence énorme dans le poids, les dimensions et également dans la technique du lancement.

Il s'agit d'une technique très précise. Le satellite doit être mis en orbite synchronisée le long de l'équateur et ce n'est pas du tout la même chose que de lancer un satellite qui doit décrire une orbite elliptique. Donc, si l'on peut dire que les chances de fonctionnement sont très bonnes, le problème est quand même de trouver des prêteurs. Si vous prenez l'engagement de leur faire bénéficier d'un revenu fixe, vous leur donnez une assurance qui n'existe pas. D'après moi, si l'on veut prendre un risque, on doit avoir un taux d'intérêt correspondant et cela devrait être financé en proportion.

M. Dinsdale: Dites-vous, monsieur MacIntosh, que les problèmes techniques résident essentiellement dans la technique du lancement, que cette technique n'est pas encore au point, comme l'a prouvé l'expérience américaine, et que malgré les échecs des Américains et les connaissances qu'ils ont acquises à la suite de ces échecs, le lancement est toujours très risqué?

M. MacIntosh: Du point de vue commercial, oui.

M. Dinsdale: Ne possédons-nous aucun renseignement sur les expériences soviétiques?

M. MacIntosh: Non, à ma connaissance, les Russes n'ont pas la possibilité de lancer des satellites synchronisés. Ils n'ont même pas, je crois, de rampe de lancement qui leur permettrait d'effectuer des lancements. La Russie est située dans la partie septentrionale du globe et les Russes aimeraient sans doute construire un site de lancement plus au sud; ce serait beaucoup plus pratique. J'ai peut-être tort, mais leurs satellites Molniya décrivent une orbite elliptique qui est, je crois, beaucoup plus facile à réaliser du point de vue technique. Les Russes songent maintenant à entrer dans l'organisation Intelsat ou à mettre sur pied leur propre système à l'échelle du globe. Ce qui veut dire qu'ils ont des connaissances techniques nécessaires pour mettre sur pied leur propre système. Personne ne voudrait mettre en doute les capacités des Russes dans le domaine de la technologie, mais, que je sache, ils n'ont pas actuel-

[Text]

Mr. Dinsdale: So the Americans really are the only people who have successfully launched the synchronous satellite?

Dr. MacIntosh: That is correct, and they are the only people with a tested experience.

Mr. Dinsdale: And they have had considerable number of failures plus successes?

Dr. MacIntosh: Well, out of some eight launches to date, there have been, I think, two outright failures and one partial failure.

Mr. Dinsdale: Now, at earlier stages of the hearings of this Committee, the point was made by the people involved in telephone communication that, in the initial stages, the satellite would not have any high degree of utilization for telephonic communication—if any at all. There seemed to be a suggestion that, perhaps, expansion of, and progress in, the area of telephonic communication would lie in other areas of technological improvements—such as the laser beam. Now, is the plan for financing the satellite predicated on the extensive utilization of the satellite facilities by the common carriers involved in telephone communication, or has it not been taken into consideration?

Dr. MacIntosh: Well, a substantial amount of the use would be on the part of the CBC in the early stages, but, as I understand it, possibly two of the channels would be used by the common carriers for telephony and not for TV, and part of a third for experiment. The rate of growth in the communications load in Canada is very high. I would think it probably runs to 10 to 15 per cent per annum in telephone services, and it probably is as high as 30 per cent per annum in data transmission.

Of course, you can get a lot of data transmission on one TV channel, but I would think in the future in—looking out a decade or so—that a very significant part of the load growth would be for data transmission. Still, there is also a growing use of telephones—especially long distance telephone services—and, of course, on the ground system, there are alternatives available, too.

Mr. Dinsdale: In considering the financial aspects of the project, though, I would imagine that the potential usage by the carriers, as

[Interpretation]

lement la possibilité de lancer ce genre de satellite.

M. Dinsdale: Les Américains sont donc les seuls qui ont lancé avec succès les satellites synchronisés.

M. MacIntosh: C'est exact, et ils sont les seuls qui aient une expérience pratique en ce domaine.

M. Dinsdale: Et ils ont connu de nombreux échecs suivis de succès?

M. MacIntosh: Je crois qu'il y a eu deux échecs complets et un échec partiel sur huit lancements qui ont eu lieu jusqu'à présent.

M. Dinsdale: Au début des audiences de ce comité, les représentants des sociétés téléphoniques ont déclaré qu'au début le satellite ne serait guère ou pas utilisé pour les communications téléphoniques. Il semble qu'on a laissé entendre que l'expansion et le progrès dans le domaine des communications téléphoniques pouvait dépendre d'autres progrès dans le domaine de la technologie, comme le rayon laser. Le programme de financement du satellite tient-il compte ou non de l'utilisation des installations des satellites par les compagnies qui s'occupent des communications téléphoniques?

M. MacIntosh: Je crois que le principal client sera la Société Radio-Canada au début. Et peut-être deux des voies seront utilisées par les compagnies pour les communications téléphoniques et non pour la télévision. Une partie de la troisième voie sera utilisée à des fins expérimentales. L'augmentation du taux de télécommunication est extrêmement considérable au Canada. Je crois qu'il y a probablement augmentation de 10 à 15 p. 100 par année pour les services téléphoniques et probablement de 30 p. 100 pour la transmission des données.

Il est évidemment possible de transmettre nombre de données sur une même voie de télévision, mais je suppose que dans l'avenir une proportion élevée de l'accroissement proviendra de la transmission des données. On se sert également de plus en plus du téléphone, surtout pour les appels interurbains et dans le cas du réseau terrestre, on trouve de nouvelles solutions.

M. Dinsdale: Je suppose qu'en étudiant l'aspect financier du programme et la rentabilité, on tiendra compte de l'utilisation possible des installations par les compagnies.

[Texte]

● 1130

to financial feasibility or viability would be taken into consideration.

Dr. MacIntosh: Well, if the carriers are going to rent transponders on an annual basis renewable, I would think, over a period of years, being flippant, I suppose, you could say that Telesat would not care whether you used them at all. If you are operating on a lease contract for the year, how the carriers use the service is perhaps not so material to Telesat; but I presume that the carriers would use it, first of all, for communications to the North and, secondly, for long haul trunk line communications across the country.

Mr. Dinsdale: Apparently, the problem in this area arises from the fact that it is not possible, at this stage, to determine what the rental charges for use of the satellite will be. Is that correct? There are no specific figures based on anticipated costs?

Dr. MacIntosh: Figures, running in the order of \$17 million or \$18 million as the revenue load which would carry the capital cost, have, I believe, Mr. Chairman, been presented to the Committee. I am not sure how the sums are divided between the different users.

Mr. Dinsdale: I do not think we have had the figure as to what the possible cost to carriers would be.

The Chairman: Yes, we have had a series of figures, but there has been no precision because of the fact they are still under negotiation. For example, Dr. Davidson of the CBC informed us that his rates are still under negotiation but...

Mr. Dinsdale: He is bargaining.

The Chairman: Yes. He anticipated that, if he took three channels, his cost would be under half of the total revenue requirements. I think the figure, if memory serves me right, was between 40 per cent and 45 per cent of the total cost of the \$18 million. Nothing has been settled except for the fact that there will have to be a revenue requirement of about \$18 million.

Dr. MacIntosh: That is my understanding.

Mr. Dinsdale: Thank you, Mr. Chairman.

Mr. McCleave: Dr. MacIntosh, I gather that you would not like to see this as either a Crown Corporation pure and simple or a quasi Crown Corporation. Is this correct; is this your attitude?

[Interprétation]

M. MacIntosh: Si les sociétés d'exploitation des télécommunications louent les installations par année et peuvent renouveler leur loyer, on pourrait dire avec un peu d'exagération qu'après quelques années, il importerait peu à Télésat que ces sociétés utilisent ou non ses installations. La façon dont vous utilisez le service n'est peut-être pas tellement importante pour Télésat. Mais je présume que les transporteurs communs s'en serviraient à des fins de transport vers le Nord d'abord et pour assurer les moyens de communication à long terme partout dans notre pays.

M. Dinsdale: Il semble que le problème se pose parce qu'il n'est pas possible à ce stade-ci de déterminer quels seront les frais de loyer pour l'utilisation du satellite. Est-ce juste? Il n'y a pas de chiffres fondés sur les coûts anticipés.

M. MacIntosh: Je pense que ce serait quelque chose dans l'ordre de 17 ou 18 millions de dollars comme revenu que vous avez sur l'exploit des capitaux. Les chiffres, monsieur le président, ont été présentés au Comité, mais je ne sais pas comment les fonds sont répartis entre les différents utilisateurs.

M. Dinsdale: Je ne pense pas que l'on a eu les chiffres sur le coût éventuel aux transporteurs.

Le président: Nous avons eu des chiffres, mais sans précision parce qu'il y a toujours des pourparlers. Par exemple, M. Davidson de Radio-Canada nous a informé qu'ils sont toujours en train de négocier.

M. Dinsdale: Il s'agit de négociations collectives.

Le président: Ils disent que s'il y avait 3 canaux, le coût serait la moitié des exigences de revenus. Si j'ai bien compris, ce serait quelque chose de l'ordre de 40 à 45 p. 100 du coût total des 18 millions. Mais, rien n'a été réglé, à l'exception du fait qu'il y aura une exigence de revenus d'environ 18 millions.

M. MacIntosh: C'est ce que j'ai compris aussi.

M. Dinsdale: Merci, M. le président.

M. McCleave: Monsieur MacIntosh, je suppose que vous ne voulez pas que ce soit tout simplement une société de la Couronne mais presque une société de la Couronne. C'est cela votre attitude?

[Text]

Dr. MacIntosh: Yes. I said earlier, Mr. McCleave, that I favour the tripartite structure proposed.

Mr. McCleave: There are some eight areas in the Bill where, it seems to me that the Governor in Council, the government, that is, has the exclusive power. Perhaps I could list them and ask your comment on each one, and whether you think such power is necessary. The first one is to approve by-laws dealing with the number of directors, those elected and those appointed. Do you think this is a necessary power for the Governor in Council?

The Chairman: I wonder, Mr. McCleave, if you could give us the reference to those in the Bill.

Mr. McCleave: Yes. This is on page 10 of Bill C-184, Clause 12, subclause (4)—“By-laws fixing the number of directors and those elected and appointed.”

Dr. MacIntosh: As a general observation, I confess that it appears to me that there are quite a number of instances in the Bill where the powers of the Board are subject to approval by Governor in Council. I would hope that such instances could be minimized, because a board of directors which has any sense of responsibility would want to have its authority coterminus therewith.

By that I mean that to the extent to which you require approval of Governor in Council, you ship the locus of authority beyond the board to the government of the day—and to that extent you erode the character of the company as a private corporation.

It has not, perhaps been possible to arrive at a predetermined structure of the Board. This, I think, is the ideal that I would have hoped for, but it is very difficult to achieve without knowing the extent of participation of the different parties. I think that is the reason for the provision in the Bill, and I would have to say that I think it was, perhaps, necessary under the circumstances.

Mr. McCleave: The second area is Clause 14, subclause (1) where it says that the Governor in Council shall approve the annual election of a president. That is at the bottom of page 11, Mr. Chairman. I would like to ask the witness' opinion of that.

Dr. MacIntosh: I would think that the original appointment of president would necessari-

[Interpretation]

M. MacIntosh: Oui, comme je l'ai dit auparavant, M. McCleave, je suis en faveur de la structure tripartite telle qu'elle est proposée.

M. McCleave: Il y a à peu près huit parties dans la loi où il me semble que le gouverneur en Conseil a un pouvoir exclusif. Je pourrais peut-être les énumérer et vous demander de commenter à chaque fois pour savoir si vous croyez que ce pouvoir soit vraiment nécessaire. Le premier cas c'est pour approuver les règlements administratifs concernant le nombre de directeurs élus et nommés. Est-ce que vous pensez que c'est un pouvoir nécessaire pour le gouverneur en conseil?

Le président: Pourriez-vous indiquer monsieur McCleave, de quel article il s'agit dans le projet de loi.

M. McCleave: Très bien. Il s'agit de la page 10, article 12, paragraphe (4) du bill C-184: «Règlements administratifs fixant des administrateurs et le nombre de ceux qui sont élus et qui sont nommés.»

M. MacIntosh: Pour faire une observation générale, qu'il me semble qu'il y a beaucoup de cas dans le projet de loi où les pouvoirs du Conseil sont soumis à l'approbation du gouverneur en conseil. J'espère que l'on pourra réduire au minimum ces cas-là, parce qu'un conseil d'administration qui a le moindre sens de ses responsabilités voudra avoir une autorité conforme à ses responsabilités.

Par là je veux dire ceci: dans la mesure où vous êtes soumis à l'approbation du gouverneur en conseil, vous dépassez les pouvoirs du conseil et vous laissez tout entre les mains du gouvernement actuel, ce qui fait que vous érodez la nature autonome de la société dans la mesure où elle constitue une entreprise privée.

Il n'a pas été possible d'arriver à une structure prédéterminée du conseil. Je pense que j'avance une idée que j'espérais voir se réaliser ce qui est très difficile sans savoir quelle est la proportion de participation de différentes parties. Et je pense que c'est pour ça qu'il y a dans la loi cette disposition. Je dirais qu'il était peut-être nécessaire de le faire dans ces circonstances.

M. McCleave: Le deuxième domaine se trouve à l'article 14, paragraphe (1) où le gouverneur en conseil approuve l'élection annuelle du président. Ceci se trouve à la page 11, au bas, monsieur le président.

J'aimerais demander au témoin de nous donner son opinion à ce sujet.

M. MacIntosh: Je pense que la nomination d'un président, en général, devrait être une

[Texte]

ly be a matter which the Governor in Council would want to approve. As to whether subsequent appointments of president should be so approved, I would have some reservations.

Mr. McCleave: The third area, Dr. MacIntosh, is Clause 20, subclause (3), on page 16. This deals with transfers between telecommunications common carriers or a transfer by such a carrier to persons.

Mr. De Bané: This has been amended.

Mr. McCleave: If this has been amended I will go on to the fourth one—Clause 31 on page 21. It states:

...in no case shall the affairs of the company be wound up unless Parliament so provides.

It seems to me that this puts two-thirds of the shares held by the public and the common carriers in a somewhat unenviable position. Have you any comment on that, Dr. MacIntosh?

Dr. MacIntosh: That clause does not worry me very much, Mr. McCleave. I think the government would not want to be in a position of being forced into a winding-up of a combined voting power of the public and the carriers. To me it does not seem unreasonable.

Mr. McCleave: All right, thank you. The fifth area is Clause 33 on page 22, where the Governor in Council has to confirm by letters patent changes in the objects, powers and share capital of the company.

Dr. MacIntosh: I think this is the clause where the shareholders do not have preemptive rights. Am I correct, Mr. Chairman? This is the one clause which I would have some concern about. I feel that if you ask shareholders to go into a deal and take the initial risk, one of the attractions to them would be access to first refusal of a rates issue.

The position which Parliament has taken in the Bank Act, if I may depart to my own form of business, is the opposite of this position. In that Act, Parliament requires banks to issue rights to their own shareholders before offering them to others, and to offer new issues of capital to the existing shareholders—the principle being, in part, that it should not be possible to come along and offer a non-shareholder a position which might be attractive in comparison to the price available to existing shareholders.

[Interprétation]

question approuvée par le gouverneur en conseil. Quant aux présidents successifs, j'aurais certaines réserves quant à la nomination de cette façon.

M. McCleave: Troisièmement, monsieur MacIntosh, il s'agit de l'article 20, paragraphe (3) que vous trouvez à la page 16, qui traite des transferts autorisés des entreprises agréées d'exploitation de télécommunications à des personnes qui satisfont aux conditions statutaires.

M. De Bané: Ceci a été modifié.

M. McCleave: Ceci a été modifié, je passe alors à ma quatrième question. Il s'agit de l'article 31 qui se trouve à la page 21, je lis:

...et seul le Parlement peut décider de la liquider.

Autrement dit, les sociétés d'exploitation agréées et les actionnaires ordinaires se trouvent dans une situation qui n'est pas tellement enviable.

Auriez-vous des observations à ce sujet, monsieur MacIntosh?

M. MacIntosh: Ceci ne m'inquiète pas beaucoup monsieur McCleave. Je pense que le gouvernement ne voudrait jamais se placer dans une position où il serait forcé de liquider un vote combiné du public et des entreprises d'exploitation. C'est raisonnable je pense.

M. McCleave: Bon. Merci. Ma cinquième question a trait à l'article 33 à la page 22, où le gouverneur en conseil doit confirmer par lettres patentes, l'altération des objets, des pouvoirs et du capital-actions.

M. MacIntosh: Je pense que c'est l'article où les actionnaires n'ont pas de droits préemptifs? Ai-je raison M. le président. Cet article m'inquiète un peu. Il me semble que si vous demandez aux actionnaires de prendre un risque au début, un fait attirant serait l'accès au refus de la fixation d'un taux.

La position adoptée par le Parlement (si vous me permettez de parler de ma propre entreprise) dans la Loi sur les banques, est le contraire de cette stipulation. D'après cette loi, le Parlement exige que de nouvelles émissions soient offertes aux actionnaires de la banque avant de les offrir à d'autres, et de leur offrir de nouvelles émissions de capital. Ceci vient du principe suivant: il ne serait pas possible, par exemple, d'affirmer à quelqu'un qui ne soit pas un actionnaire, une position qui serait intéressante par rapport au prix

[Text]

The Chairman: This has been a common practice, of late, in the stock market.

Dr. MacIntosh: It has been a very common practice, Mr. Chairman, and one which, frankly, I find very questionable—the power to issue a private placement to non-shareholders at a price beneath that which existing shareholders can buy in the open market.

There were other factors in the Bank Act relating to the old note issue, but the principle is still retained in the present Act, amended only two years ago, that the banks must offer new shares to shareholders first; and here the principle is the opposite—they must not.

Mr. McCleave: May I ask your opinion on the sixth point where the Governor in Council is in the picture. This is Clause 41, on page 26, dealing with the authority to lend moneys to the company. The note says “to loan moneys to company”, but I prefer the more orthodox English verb “lend”—and the Guarantees that the Governor in Councils may authorize. I suppose that this is probably an essential power.

Dr. MacIntosh: I think it is absolutely essential, Mr. McCleave.

Mr. McCleave: The seventh one, Dr. MacIntosh is Clause 43, on page 27...

The Chairman: There is an amendment to that, Mr. McCleave.

Mr. McCleave: Yes, I gather there is an amendment there. The final one is Clause 44, subclause (4) on page 28—the case where the Governor in Council arbitrates, and the holdings of the telecommunications carriers are reduced or eliminated.

The Chairman: There is an amendment also to that.

Mr. McCleave: There is an amendment to that, fine.

The Chairman: There is one other clause upon which I would like to ask your opinion, Dr. MacIntosh, that is Clause 8 on page 6. It deals with the control that the Minister of Communications has on the physical expansion of the corporation.

Dr. MacIntosh: Frankly, it seems to me that this is a matter for the Board of Directors. If you emasculate its powers you will not get many directors.

[Interpretation]

auquel ont accès les autres actionnaires existants.

Le président: C'était une pratique courante à la bourse.

M. MacIntosh: Oui, très courante monsieur le président, et je la trouve assez douteuse de pouvoir émettre un placement privé à des non-actionnaires, à un prix inférieur à celui qui est offert aux actionnaires.

Il y a d'autres stipulations également dans la loi sur les Banques relativement à des anciennes émissions, mais le principe demeure dans la loi actuelle, qui a été modifiée il y a deux ans seulement. Les banques doivent offrir les nouvelles actions à leurs actionnaires d'abord et ici, le principe est le contraire, ils ne sont pas obligés.

M. McCleave: Puis-je vous demander votre opinion sur ma sixième question au sujet du gouverneur en conseil. Il s'agit de l'article 41 à la page 26 qui traite de l'autorité, du pouvoir de prêter de l'argent à la société. Dans la marge, on dit pouvoir prêter de l'argent à la société... mais je préfère le verbe plus traditionnel «to lend.» Les garanties que le gouverneur en conseil peut autoriser, je pense qu'il s'agit ici d'un pouvoir essentiel.

M. MacIntosh: Je pense qu'il est absolument essentiel, monsieur McCleave.

M. McCleave: La septième question, M. MacIntosh est l'article 43 à la page 27.

Le président: Il y a une modification à ce propos.

M. McCleave: Je pense que oui. Finalement, à l'article 44, paragraphe 4 à la page 28, où le Gouverneur en conseil décide et le portefeuille d'actions ordinaires de la société a été réduit ou supprimé.

Le président: Mais il y a encore un amendement ici.

M. McCleave: Bon d'accord.

Le président: Il y a un autre article que je voudrais signaler, et je voudrais connaître votre opinion là-dessus, monsieur MacIntosh. Il s'agit de l'article 8 de la page 6 qui traite du contrôle du ministre des Communications sur les installations de la société.

M. MacIntosh: En réalité, il me semble que c'est une question qui concerne le conseil d'administration. Si vous enlevez au conseil d'administration tous ces pouvoirs, vous n'aurez pas beaucoup d'administrateurs.

[Texte]

The Chairman: The difficulty with this Clause, as I read it, is that all expansion will come under the direct control of the Minister of Communications. It seems to me that, except in the operation of the business which is normally carried on by the management, the Board of Directors, of Telesat Canada will not really have very much to do.

• 1145

Dr. MacIntosh: I would envisage the views of the Government of Canada being put before the Board through those of its members appointed to represent the Governor in Council.

If the views of those members who were in a minority were overridden by the balance of the Board of Directors, but matters were still subject to the veto of the Minister, it seems to me that, in a fundamental way, the powers of the Board would be removed.

M. De Bané: Si j'ai bien compris, l'article 8 vise à assurer ce que j'appellerais le prix du nationalisme technologique. Le conseil d'administration peut en arriver à la conclusion qu'on peut construire un satellite moins dispendieux au Japon ou aux États-Unis, mais le ministre, tout en voulant protéger les intérêts de Télésat, désire aussi assurer l'avancement de la technologie canadienne. N'est-ce pas la raison de l'article 8?

Dr. MacIntosh: I would have thought the Board of Directors capable of making judgments itself on the extent to which it has to further technological development by perhaps, reason, of putting up a new generation satellite or adding to earth stations. It seems to me that this is the fundamental part of the Board's work.

Mr. De Bané: But I understood that the stipulation in clause 5, subclause (2):

The company shall utilize, to the extent practicable and consistent with its commercial nature, Canadian research, design and industrial personnel, technology and facilities...

Is the reason for the Ministerial power in clause 8 to check whether or not aim of the company is respected. Is this not so? I do not see any other reason for...

Dr. MacIntosh: That is a question of Canadian content. You mentioned whether the Board would go off to Japan or the United States and buy from them. I believe that

[Interprétation]

Le président: La difficulté dans cet article est que toute expansion sera contrôlée par le ministre des Communications. Et il me semble qu'à l'exception des sociétés qui sont normalement dirigées par les directeurs, le conseil d'administration de la Télésat Canada ne doit pas avoir tellement de responsabilité.

M. MacIntosh: Je pense que l'avis du gouvernement du Canada peut être présenté au conseil par l'intermédiaire des membres du conseil qui sont nommés pour représenter le gouverneur en conseil.

Si l'avis de ces membres en minorité se trouve à être prioritaire, et rejeté par le reste des membres du conseil d'administration, la question est toujours soumise au veto du ministre. Il me semble que ça enlève de manière fondamentale les pouvoirs du conseil.

Mr. De Bané: If I understand correctly, Clause 8 is intended to ensure what I would call the price of technological nationalism. The Board of Directors could conclude that the satellite could be built at a lower cost in Japan, or in the United States, but the Minister, while trying to safeguard the interests of Telesat, also wants to ensure the progress of Canadian technology. Is that not the intent of this Clause?

M. MacIntosh: J'aurais pensé que le conseil d'administration pourrait rendre des décisions lui-même seul sur les besoins d'encourager les perfectionnements technologiques en mettant au point un nouveau satellite générateur, ou de nouvelles stations terrestres. Il me semble que c'est le travail fondamental du Conseil.

M. De Bané: Oui, mais j'ai compris que la stipulation dans l'article 5, paragraphe (2), qui est:

Dans la mesure où cela est possible et compatible avec son caractère commercial, la Société doit avoir recours, pour tout ce qui a trait à la recherche, à la mise au point, à la conception et à la construction de son système de télécommunications, au personnel, à des techniques et à des installations canadiennes.

est la raison du pouvoir ministériel de l'article 8 pour vérifier que l'on respecte l'objectif de la société. Je ne vois pas d'autres raisons.

M. MacIntosh: C'est une question de caractère canadien. Vous dites que le Conseil irait au Japon et aux États-Unis pour acheter d'eux. Je pense que l'effort pour obtenir le

[Text]

the attempt to achieve maximum Canadian content can be accomplished without giving to the Minister final authority over all expansion—not only of satellites, but of earth stations. He, not the board, really becomes the final arbiter of growth.

Mr. De Bané: What would be your alternative suggestion to achieve that aim of Canadian content and technology?

The Chairman: Well it is included, as you pointed out, in Clause 5...

Mr. De Bané: Yes.

The Chairman: ... In very specific terms.

Mr. De Bané: I thought Clause 8, Dr. MacIntosh, was to check that this aim is observed. Do you have any alternative suggestions?

Dr. MacIntosh: As the Chairman said, it seems to me that Clause 5, subclause (2) covers the point.

Mr. De Bané: Exactly.

Dr. MacIntosh: It is not, therefore, necessary elsewhere.

The Chairman: It does though, bring to mind a very serious question of trade-offs, if this is going to be designed specifically as a research project with a subsidiary interest in returning a rate of return to the investors. It seems to me that you are going to reach a point where the expenses in developing new equipment, either for the satellite itself or for ground stations, where if you do not want to upset the established rate of returns, it may become economically necessary to go abroad to other countries to buy the equipment you need.

Dr. MacIntosh: Yes, the way...

The Chairman: Otherwise, your carriers and the subscribers are going to pay a very heavy price.

• 1150

Dr. MacIntosh: In looking at this some time ago, it seemed to me that one way you could deal with it would be to write into the statute a provision that not less than 50 per cent, or some percentage, must be of Canadian content.

I do not think the government could let go the matter of the percentage subject to review by Governor in Council, but I think that the percentage could be put in here. If you included all the capital works, including the earth stations where we do have a substantial known technical capability now, then if you throw that in with the space segment, I do not think it would be unrealistic to expect

[Interpretation]

maximum de teneur canadienne peut être réalisé sans donner au ministre l'autorité définitive sur toute l'expansion, pas seulement des satellites, mais aussi des stations terrestres. Qui, et non pas le Conseil devient au fond l'arbitre définitif de cette expansion.

M. De Bané: Quelle contre-proposition feriez-vous pour arriver à cet objectif de la teneur canadienne et de la technologie?

Le président: Bien, comme vous dites c'est précisé dans l'article 5.

M. De Bané: Oui.

Le président: De manière précise.

M. De Bané: Je pensais, monsieur MacIntosh, que l'article 8 était là afin de contribuer à la réalisation de l'objectif. Faites-vous une contre-proposition?

M. MacIntosh: Monsieur le président, l'article 5, paragraphe 2, y répond très bien.

M. De Bané: Exactement.

M. MacIntosh: Par conséquent, ce n'est pas nécessaire ailleurs.

Le président: Ceci nous rappelle une question très sérieuse et très claire concernant les transactions, si on le détermine comme un projet de recherche avec l'intérêt d'accorder un taux d'intérêt aux investisseurs. Il me semble que vous arriverez à un point où les frais pour mettre au point de nouvelles installations, soit pour le satellite lui-même soit pour les stations terrestres, ils nécessitent sur le plan économique, d'aller à l'étranger pour acheter les installations dont vous avez besoin, si vous ne voulez pas renverser le taux établi d'intérêt.

M. MacIntosh: Oui, d'accord.

Le président: Autrement, les entreprises d'exploitation payeront un prix très élevé.

M. MacIntosh: En considérant cette question il y a quelque temps, il m'a paru qu'une façon de traiter cette question consistait à consigner dans les lois une disposition disant que non pas moins de 50 p. 100 ou un pourcentage donné doit être de teneur canadienne.

Je ne pense pas que le gouvernement pourrait laisser cette question assujettie à la révision du gouverneur en Conseil, mais on pourrait inclure le pourcentage ici. Si vous incluiez tous les investissements de capitaux, y compris les stations au sol où on a des connaissances assez connues sur le plan technique, et si vous l'ajoutiez au secteur-espace,

[Texte]

to be able to achieve that minimum. This would set some limits.

Mr. De Bané: But do you not prefer that draft:

5. (2) The company shall utilize, to the extent practicable and consistent with its commercial nature,

To the extent that it is consistent with its commercial nature.

Dr. MacIntosh: Well, it leaves the percentage open-ended.

Mr. De Bané: Yes. But the company must abide by commercial rules, definitely.

The Chairman: No, under Clause 8 there is a certain conflict.

Mr. De Bané: Yes.

The Chairman: If the board of directors in its wisdom decides that we can afford only 40 per cent Canadian content and 60 per cent imported because of the commercial restrictions that are placed upon it, and the Minister, under Clause 8, decides that the proportion shall be reversed, in what position does this leave the board of directors? In this case you have the Minister directly over-ruling, and it is a possibility, given the type of technology and the way in which it seems to gallop ahead after being on a plateau for a period of time.

Dr. MacIntosh: I would agree with you, Mr. Chairman.

Mr. De Bané: Doctor, if I might just say a word. I think that if we accept to pay the price tag for what I would call technological nationalism, well then the only power which is given to the Minister on page 6, Clause 8, is to veto only concerning the reasonable utilization of Canadian design engineering, and an appropriate proportion of Canadian components. Because if I were a member of the board I would be interested really to have tenders at the lowest cost possible without looking at where they come from. So I think that would be a sort of safeguard because as a member of the board I would like the return on my investment to be the highest possible, and then it might be cheaper to buy a satellite in the U.S. or in some other country.

Dr. MacIntosh: I think that would be going too far, Mr. De Bané, because in that case the carriers and the general public combined would probably consistently out-vote the government and buy in the cheapest market and

[Interprétation]

vous devriez normalement vous attendre à obtenir ce minimum. Ceci fixerait certaines limites.

M. De Bané: Est-ce que vous ne préféreriez pas dire au lieu de:

« Dans la mesure où cela est possible et compatible avec son caractère commercial, la société doit avoir recours... »

« Dans la mesure où cela est compatible avec son caractère commercial »

M. MacIntosh: On ne mentionne pas à quel pourcentage.

M. De Bané: Oui, mais la société doit respecter certains règlements commerciaux.

Le président: Il y a un certain conflit à l'article 8.

M. De Bané: Oui.

Le président: Si le conseil d'administration, dans sa sagesse, décide qu'il ne peut se permettre que 40 p. 100 des teneurs canadiennes par exemple et 60 p. 100 d'importations à cause des restrictions commerciales qui nous sont imposées et le ministre aux termes de l'article 8, décide que la proportion sera inversée et dans quelle position est-ce que cela place le conseil d'administration, parce que dans ce cas-ci, le ministre revêt un net contrôle. Il y a la possibilité au cas d'une certaine technique et la manière dont elle avance après avoir été stationnaire pendant une certaine période de temps.

M. MacIntosh: Je suis d'accord avec vous monsieur le président.

M. De Bané: Permettez-moi d'ajouter un mot encore. Je pense que si nous acceptons de payer le prix pour une technologie nationaliste, le seul pouvoir accordé au ministre à la page 6 de l'article 8 est le droit de veto concernant l'utilisation raisonnable des talents canadiens du génie et une proportion appropriée des éléments canadiens. Comme membre du conseil, vraiment, je serais intéressé à ce qu'on ait le moins cher possible sans tenir compte de la provenance. Donc, ce serait une sorte de garantie parce que en tant que membre du conseil, je voudrais que les profits soient le plus hauts possible et ce serait peut-être meilleur marché d'acheter un satellite aux États-Unis ou dans n'importe quel autre pays.

M. MacIntosh: Vous visez bien trop loin, monsieur De Bané, parce que les entreprises d'exploitation et le public ensemble prendront probablement un vote majoritaire contre le gouvernement et achèteront sur le marché le

[Text]

defeat the objective of Canadian content. That is why I would have preferred to see some minimum Canadian content actually nailed down in the bill. It could be subject to review and perhaps discussed as a matter of general interest.

The Chairman: What percentage would you suggest? And coupled with that, if we were to adopt your suggestion of a percentage, supposing we also added a section which, if the percentage was not met, would be subject to review by the Governor in Council under certain regulated circumstances.

Dr. MacIntosh: I would suggest 50 per cent of the ground segments and space segments combined. I think this gives you plenty of room without making it possible to just abandon all Canadian construction and hand it over to our friends south of the border.

The Chairman: And this would be done on the basis of total investment, not on a project-by-project approach?

Dr. MacIntosh: Total investment. I must say that I would have to oppose the concept that the Minister can veto individual projects as laid out in Clause 8 where it says that each request by the company is subject to review.

• 1155

This means that a proposal to locate an earth station 20 miles outside Ottawa is subject to his veto, which may be used for perhaps quite extraneous reasons, perhaps because the local citizens do not want it there—something like the airport problem.

Mr. De Bané: I think, Dr. MacIntosh, the veto power in Clause 8 is only...

...réfère uniquement au contenu, à «l'emploi raisonnable de compétences canadiennes en matière de conception et d'utilisation».

The veto power refers only to Canadian content. But anyway, I would like to stress the point that as you said before, if we would like to have an autonomy in telecommunications, we have to pay the price for learning ourselves and not only be dependent on other countries. That is why I think Clause 8(2), instead of putting a percentage which then is relevant to the price or the value of the new technology or progress, drafting it the way it is which is very flexible.

(2) The company shall utilize, to the extent practicable and consistent with its commercial nature,

The Chairman: That is Clause 5.

[Interpretation]

meilleur marché sans regarder à la teneur canadienne. C'est la raison pour laquelle j'aurais préféré de voir un minimum de teneur canadienne prescrite par la loi. On pourrait le réétudier ou bien en discuter en tant qu'intérêt général.

Le président: Quel pourcentage proposez-vous? En plus si on acceptait votre proposition de pourcentage et si l'on ajoutait une autre section qui si on n'arrive pas au pourcentage que vous avez fixé serait à reviser par le gouverneur en conseil dans certaines circonstances réglementées.

M. MacIntosh: Je dirais que 50 p. 100 des segments au sol et des segments spatiaux devraient être pris en considération ensemble, ce qui permet de ne pas abandonner toute construction canadienne pour la céder à nos amis au sud de la frontière.

Le président: Vous feriez cela sur la base d'un investissement total et non pas sur une base de projet par projet.

M. MacIntosh: Investissement total. Je devrais m'opposer à l'idée que le ministre puisse mettre en veto certains projets tels qu'ils sont stipulés à l'article 8 où on lit que chaque demande faite par la société fait objet

de révision. C'est-à-dire qu'une proposition de localiser une station au sol à 20 milles ou 25 milles au sud d'Ottawa, est sujet à son veto qui pourrait être utilisé pour des raisons bien étrangères peut-être parce que les citoyens ne seraient pas d'accord, exactement comme le problème de l'aéroport.

M. De Bané: Monsieur MacIntosh, je pense que le droit de veto à l'article 8 a seulement...

...refers only to the content, "a reasonable utilization of Canadian design and engineering skills."

Le droit de veto se rapporte seulement à la teneur canadienne. Mais, de toute façon, je veux préciser que, comme vous l'avez dit plutôt, si vous voulez avoir l'autonomie dans les télécommunications, il faut payer le prix pour apprendre nous-mêmes sans dépendre des autres pays. C'est pour cette raison que l'article 8, paragraphe 2, au lieu d'énoncer un pourcentage relatif au prix ou à la valeur des progrès technologiques doit être rédigé tel qu'il est, ce qui est très souple.

«Dans la mesure où cela est possible et compatible avec son caractère commercial, la Société doit avoir recours».

Le président: Mais c'est l'article 5.

[Texte]

Mr. De Bané: Yes.

The Chairman: And I agree that Clause 5 is quite reasonable. In fact, it is almost too flexible for my liking. But Clause 8, which supplements it, is almost too discretionary.

Dr. MacIntosh: It seems to me that Clause 8 (1) was really aimed at the space segment more than at the earth segment and perhaps if it were...

Mr. De Bané: It says satellite or earth station.

The Chairman: That is right.

Mr. De Bané: It says:

8. (1) Each request...for the construction of a satellite or earth station shall be submitted to the Minister... only to look into ...a reasonable utilization of Canadian design...

The Chairman: Which includes pretty well all of the activities with Telesat corporation.

Dr. MacIntosh: Yes.

The Chairman: Mr. Macquarrie.

Mr. Macquarrie: Mr. Chairman, I am interested in the observation about the board of directors and I heard a lawyer say the other day after studying it that about all they have left is the authority to set the agenda for meetings.

But witnesses here and members in the Committee and in the House have been concerned about the whole question of regulation and regulatory authority, which is not in this bill in the way that it is in the COMSAT bill, and I know we do not have an exact counterpart to the FCC. But have you been thinking about the whole question of a regulatory body which might be functioning as the corporation develops? I understand that later on this will be given consideration. Have you had some thoughts as to integrating that important aspect in the legislation?

Dr. MacIntosh: I certainly gave some thought to the problem of regulation. I do not see that it can be put into this bill in any way. It seems to me that the whole question of telecommunications legislation is a general question applying not only to Telesat but to all forms of communication. And I presume that this is such a long and complex subject that it will take some time to develop relevant legislation.

[Interprétation]

M. De Bané: Oui.

Le président: Je suis d'accord pour dire que l'article 5 est parfaitement raisonnable. En fait, il est probablement trop souple. L'article 8 qui est complémentaire est presque trop arbitraire.

M. MacIntosh: Il paraît que l'article 8(1) parle surtout des segments spatiaux et non pas tellement des segments au sol.

M. De Bané: Je dis les stations de satellite et terriennes.

Le président: C'est juste.

M. De Bané: Je dis:

«Pour la construction d'un satellite ou d'une station terrienne, la Société doit soumettre cet appel d'offres au ministre... un emploi raisonnable de compétences canadiennes».

Le président: Ce qui comprend presque toutes les activités de la Télésat.

M. MacIntosh: Oui, c'est cela.

Le président: Monsieur Macquarrie.

M. Macquarrie: Monsieur le président, je suis intéressé aux observations faites sur le conseil d'administration. J'ai entendu un avocat dire qu'après avoir étudié des stipulations, tout ce qui reste à faire par le conseil pouvait fixer son horaire de réunions. Mais les témoins ici et les membres du comité, et les députés à la Chambre, s'intéressent à toute la question de la réglementation des pouvoirs de réglementation qui ne sont pas compris dans ce projet de Loi, tels qu'ils sont précisés dans le projet sur la comsat et je sais que nous n'avons pas de contre-proposition exacte à la U.C.C. Mais je voudrais savoir si vous avez réfléchi à toute cette question d'organisme de réglementation qui fonctionnerait au fur et à mesure que la société se développera. Je crois comprendre qu'on en tiendra compte plus tard. Je voudrais savoir si vous avez songé à intégrer cet aspect important dans la mesure législative.

M. MacIntosh: J'ai certainement réfléchi au problème de la réglementation. Je ne pense pas qu'il y ait moyen de l'intégrer à ce projet de Loi d'aucune façon. Toute la question des mesures législatives sur les télécommunications, est une question d'ordre général qui ne s'applique pas seulement à Télésat, mais à toutes les formes de communications. Je suppose qu'il s'agit d'un sujet tellement long et tellement complexe qu'il faudrait un certain

[Text]

I think inevitably there will have to be legislation, although I would hope that we could avoid the vast bureaucracy which the FCC is, because it seems to me that to some extent American public policy is thwarted from time to time by the enormously involved and complex negotiations that go on over regulation. At the same time, while say-

• 1200

ing that, I still think that it is necessary to look at having a telecommunications authority which goes beyond the very limited concepts we have today in this country.

Mr. Macquarrie: I share your hope about the bureaucracy, but I fear that Parkinson's Law runs both south and north of the 49th parallel.

Dr. MacIntosh: I would think we could achieve the basic requirements of regulation without making it so detailed and so involved that nothing happens for years which is really the situation in the U.S. in some respects.

Mr. Macquarrie: Do you see any existing body, like Mr. Pickersgill or someone else, who might be clothed with sufficient authority to meet this pretty broad question? Is this a kind of approach or do we start *de novo*?

Dr. MacIntosh: It would be getting outside my experience in this thing to talk about where to lodge the telecommunications authority. I think I would have to beg off that one.

Mr. Macquarrie: We are both out then, at that rate.

The Chairman: Are there further questions?

Mr. De Bané: Have you ever actually made a phone call through a satellite to see if it is workable?

Dr. MacIntosh: Yes. I do not know what prompted you to ask me that.

Mr. De Bané: Because before investing in a company we might be interested in looking.

Dr. MacIntosh: It is a fair question, Mr. De Bané, and I read a good deal of literature put

[Interpretation]

temps pour mettre au point une mesure législative utile.

Je pense qu'inévitablement il y aura une mesure législative, mais j'espère que nous pourrions éviter toute la bureaucratie dans laquelle se trouve encrassée la U.C.C. parce qu'il me semble que jusqu'à un certain point la politique publique américaine se trouve interrompue presque à cause de toutes les négociations extrêmement complexes que l'on

effectue autour des règlements. En même temps, tout en disant cela, je pense toujours qu'il soit nécessaire d'envisager des communications comme dépassant les notions très limitées que nous avons ici dans ce pays.

M. Macquarrie: Je comprends ce que vous dites concernant la bureaucratie. Je suis d'accord avec vous, mais je vous signale que la loi de Parkinson s'applique aussi bien au Nord qu'au Sud du soixantième parallèle.

M. MacIntosh: Je pense qu'on peut réaliser nos exigences fondamentales de la réglementation, sans entrer dans trop de détails tellement entremêlés, que rien ne se produira pendant des années. Cela arrive effectivement aux États-Unis dans une certaine mesure.

M. Macquarrie: Est-ce que vous pouvez penser à un organisme comme celui de M. Pickersgill ou quelqu'un d'autre pourrait avoir suffisamment d'autorité pour régler cette question complexe? Est-ce que c'est le même genre d'attitude, ou est-ce qu'on recommence.

M. MacIntosh: Je pense que cela dépasse les cadres de ma compétence de dire exactement où vous pourriez placer l'autorité en matière de communications. Je pense qu'il faudra que je m'abstienne de répondre à cette question-ci.

M. Macquarrie: Nous sommes dans la même situation.

Le président: Avez-vous d'autres questions à poser?

M. De Bané: Avez-vous jamais placé un téléphone par un satellite pour voir si cela marchait?

M. MacIntosh: Oui, je ne vois pas pourquoi vous me posez cette question.

M. De Bané: Oui, parce qu'avant d'investir dans une société, ce serait intéressant de le savoir.

M. MacIntosh: Oui, c'est une question parfaitement nette, monsieur De Bané, et j'ai lu

[Texte]

before me to the effect that the delay problem was a serious one and this was heard and this view has been expressed in this Committee. So I made a specific arrangement to talk by satellite to my London office without telling the receiver why I was calling him. I did that through the courtesy of the COTC and asked my colleague if he could hear me all right. He said, "Yes, I do. Why are you asking." I do not know if he said "Are you in London?"

However, I must say that the reams of literature on the technical problem of delay do not impress me very much. I cannot speak about what a system in tandem would be, that is, a double hop, but in a single one I would have to say quite flatly, on the basis of one call if that is a sufficient statistic, that I dismiss the problem.

Mr. Perrault: Where there any noticeable time lags at all? Was it just like a normal cable call?

Dr. MacIntosh: I am told it is a third of a second but it certainly, as far as I could see, created no more delay than in a normal call. In fact, I believe, even on the undersea cables you can get echo effects and delay as well. It was certainly no problem at all.

Mr. McCleave: I might say, Mr. Chairman, that I called London from Mill Village recently. You were there.

The Chairman: I also joined in the call.

Mr. McCleave: You joined in the call, or a later call, and passed along Mr. Kierans' regards to the members of the Defence Committee who were then being briefed on NATO, and the message got through loud and clear.

The Chairman: If there are no further questions, then on your behalf I would like to thank Dr. MacIntosh very much. His testimony has been most useful and most enlightening, and I also want to thank him for helping us create a new precedent in the committee system of the House of Commons. Thank you.

Incidentally, this afternoon at 3.30 we will be having the Honourable R. Reiersen, the Minister of Telephones from the Province of Alberta.

AFTERNOON SITTING

• 1542

The Chairman: Gentlemen, we can begin. Today we have with us the Honourable R.

[Interprétation]

énormément de documentation pour dire que le retard est un problème sérieux. C'est une opinion qui a été exprimée par des témoins du Comité. Alors, je me suis arrangé pour avoir un entretien par satellite avec mon bureau à Londres, sans dire pourquoi je téléphonais ou d'où j'appelais. Et grâce à la courtoisie du CLTC, j'ai pu téléphoner et j'ai appelé mon collègue, en lui demandant s'il m'entendait bien et, évidemment, il m'a répondu: «Oui. Pourquoi me le demandez-vous?» Il n'a pas dit: «Es-tu à Londres, ou non?»

Mais je dois dire que toute la documentation sur le problème technique du retard ne m'impressionne pas beaucoup. Je ne pourrais pas exactement vous dire ce qui se produirait dans le cas d'un système qui comporterait deux interruptions, mais je crois que, dans le cas d'un seul système, le délai n'est pas important d'après ce que j'ai pu voir après un appel téléphonique.

M. Perrault: Est-ce qu'il y avait un écho ou est-ce que c'était comme dans le cas d'un appel par câble?

M. MacIntosh: On m'a dit qu'il s'agit d'un tiers de seconde, mais cela ne cause pas plus de retard qu'avec un appel normal. Je pense que même avec les câbles sous-marins vous avez ces effets d'écho et de retard. Cela ne pose pas de problème du tout.

Mr. McCleave: Monsieur le président, j'ai appelé Londres Mill Village récemment. Vous étiez présent.

Le président: Je vous ai rejoint.

Mr. McCleave: Oui, et vous avez transmis les salutations de M. Kierans aux membres du comité de la défense qui était saisi d'un mémoire sur l'OTAN et nous avons reçu un message fort et clairement.

Le président: S'il n'y a plus de questions je voudrais aussi de votre part remercier M. MacIntosh de son témoignage fort utile et illuminateur et je voudrais également le remercier de nous avoir aidé à créer un nouveau précédent aux comités de la Chambre des communes. Merci.

Cet après-midi à 15h30, nous allons entendre, M. Raymond Reiersen, ministre des téléphones de la province de l'Alberta.

SÉANCE DE L'APRÈS-MIDI

Le président: Messieurs, nous allons commencer. J'ai M. Reiersen, le ministre des

[Text]

Reierson, the Minister of Telephones for the Province of Alberta. Accompanying him is Mr. J. W. Dodds, the General Manager of the Alberta Government Telephones.

Mr. Reierson travelled all night to get here for our meetings today, and we want to thank him for his courtesy in coming. I am sure the information he will have for us will be of use to us.

Mr. Reierson has circulated a brief to members and I have asked him to begin our proceedings today by summarizing the contents. I would like at this time to ask if there is agreement in the Committee to print it as an appendix to our proceedings today. Is it agreed?

Some hon. Members: Agreed.

The Chairman: Second, I would also like permission from the Committee to print as an appendix the exchange of correspondence which I had with the Honourable A. C. Cameron, the Minister of Telephones for the Province of Saskatchewan. Is it agreed to print it as appendix to today's proceedings?

Some hon. Members: Agreed.

The Chairman: I would like to call on the Honourable Mr. Reierson to present his province's point of view on Telesat Canada.

Hon. R. Reierson, (Minister of Telephones, Province of Alberta): Mr. Reid and gentlemen of the Committee, first, let me express my appreciation for the very prompt way in which the letter, which by the way was despatched last Friday, was acknowledged. Your call on Tuesday afternoon was most welcome. The only problem we were faced with was how to keep your generous offer of an appointment at 3:30 this afternoon.

I am reminded of my oldest daughter when she was about five years old. One day I brought a bicycle home for her and she was very surprised. I had to leave for a day or two, so she had said that as I had surprised

• 1545

her with the bicycle she would like to surprise me by being able to ride it when I got home. Since you have surprised me by giving me an appointment so very soon, I was going to do my best to surprise you by being able to keep that appointment despite the fact there was no way or no booking to get down here.

I can assure you we have not arrived nearly as bruised as my daughter was, but never-

[Interpretation]

Téléphones de la province de l'Alberta, l'hon. R. Reierson, et à ses côtés, le directeur général de l'Alberta Government Telephones, M. Dodds. M. Reierson a voyagé toute la nuit pour être à nos côtés aujourd'hui; nous voulons vraiment le remercier pour sa grande courtoisie et je suis certain que les renseignements qu'il pourra nous donner nous seront grandement utiles. (*Applaudissements*)

M. Reierson a fait distribuer un mémoire aux différents membres et je lui demande aujourd'hui, pour commencer nos délibérations, de bien vouloir résumer le contenu de son mémoire. Je voudrais savoir si le Comité est d'accord pour qu'on fasse imprimer ce mémoire en annexe à notre compte rendu d'aujourd'hui. Le Comité est-il d'accord.

Des voix: D'accord.

Le président: Ensuite, j'aimerais aussi avoir la permission du Comité de faire imprimer en annexe la correspondance que j'ai eue avec le ministre des Téléphones de la province de Saskatchewan, l'hon. A. C. Cameron. Est-ce que je peux faire imprimer cela aussi en annexe au procès-verbal d'aujourd'hui?

Des voix: D'accord.

Le président: Maintenant, je vais demander à M. Reierson de prendre la parole et de nous donner le point de vue de sa province sur Télésat Canada.

L'hon. Raymond Reierson (ministre des Téléphones, Province d'Alberta): Monsieur le président, membres du Comité. J'aimerais vous remercier de la promptitude avec laquelle vous avez accusé réception de ma lettre que je vous faisais parvenir vendredi passé. J'ai reçu votre coup de téléphone jeudi avec grand plaisir. La seule chose qui nous inquiétait était de savoir comment nous pourrions nous rendre ici pour 3h30 de l'après-midi.

Cela me fait penser à ma fille aînée, elle avait à peu près cinq ans à cette époque, à qui je rapportai un jour une bicyclette; elle fut très étonnée. Je devais quitter la maison à ce moment-là pour un jour ou deux, elle me

dit que comme je lui avais fait la surprise d'une bicyclette, elle m'en ferait une en sachant rouler à mon retour. Comme vous m'aviez surpris en me donnant rendez-vous si rapidement, je voulais à mon tour vous surprendre en faisant de mon mieux pour être au rendez-vous, en dépit des difficultés. Je ne suis pas dans un état aussi pitoyable que l'était ma fille bien que nous ayons dû passer par Denver et Chicago pour venir ici.

[Texte]

theless, we did have to travel to Denver and Chicago to get here.

So, we are very happy to be here and we are very happy as well to get here on time to sit in on your Committee hearings this morning.

You have given me the opportunity just to touch on some points of the brief lightly. I would hope that the Committee would read some of the sections more thoroughly which are concerned with the development of Alberta Government Telephones as a part of the Trans-Canada Telephone System. I will read the odd paragraph, and if I seem to exaggerate from time to time about the actual growth, I will just use the expression that Dizzy Dean used to say: "Bragging ain't bragging if you can back it up". This is what we would like to feel.

We are now the third largest telephone system in the Trans-Canada Telephone System and it has been indeed a key to the development of our province—the full vital nature of communications. This is why we are here today.

Alberta Government Telephones is concerned over the possible misunderstanding which may have arisen as the result of the brief presented by the Trans-Canada Telephone System. Alberta Government Telephones recognizes the desirability of establishing a domestic satellite communications system for bringing live television to the far north and broadening existing communications systems in that region. Alberta Government Telephones wishes to support such action to the fullest extent.

I will give you some of our gross figures. We have increased in the last 8 years from 223,000 telephones to over 431,000. The number of long distance messages has grown from 15 million to 35 million annually during the same period of time. Our total plant investment has grown from \$148 million to \$420 million during this 8-year period of time.

Of the eight members of the Trans-Canada Telephone System, Alberta Government Telephones is the third largest in terms of total telephones and total capital investment. To emphasize the importance of our affiliation with the Trans-Canada Telephone System, 25% of total Alberta Government Telephones' revenues comes from out-of-province business.

This is something I would like the Committee to keep before them. We are very heavily dependent upon the Trans-Canada traffic. It

[Interprétation]

Nous sommes vraiment très heureux d'être ici, surtout d'être à temps pour participer à la séance du Comité cet après-midi. Vous me demandez de discuter brièvement de certains points du mémoire; j'espère que le Comité lira certaines des sections plus à fond en ce qui concerne la mise en service de l'Alberta Government Telephones affilié au Réseau téléphonique transcanadien. Je ferai lecture de quelques points et si je semble exagérer de temps à autre en ce qui concerne la croissance, c'est que, je crois, à l'instar de Dizzy Dean, ce n'est pas se vanter que de le faire quand on sait qu'on pourra réaliser ce dont on se vante. Notre réseau est le troisième en importance à l'intérieur du Réseau téléphonique transcanadien et il a été un facteur important de l'essor de notre province, et c'est la raison pour laquelle nous nous trouvons ici en ce moment.

L'Alberta Government Telephones s'inquiète de la confusion qu'il peut y avoir par suite de la présentation du mémoire par le Réseau téléphonique Transcanadien. L'Alberta Government Telephones reconnaît l'avantage qu'il y a d'établir un système canadien de communications par satellite pour fournir les émissions de télévision en direct au Grand Nord et pour développer les réseaux de communications actuels dans cette région. L'Alberta Government Telephones entend appuyer cette initiative dans la plus grande mesure possible.

Pour vous donner quelques-uns de nos chiffres bruts, au cours des 8 dernières années, nous sommes passés de 223,000 téléphones à plus de 431,000 actuellement. Le nombre de messages interurbains est passé de \$15 millions à \$35 millions durant la même période. Notre capital-immeubles est passé de \$148 millions à \$420 millions également durant cette période.

Sur les huit membres du Réseau Téléphonique Transcanadien, l'Alberta Government Telephones se classe au troisième rang pour ce qui est du total des téléphones et des immobilisations. Pour souligner l'importance de notre affiliation au Réseau Téléphonique Transcanadien, il faut signaler que 25 p. 100 de tous les revenus de l'Alberta Government Telephones proviennent des communications établies avec l'extérieur de la province.

Je voudrais que le Comité se rappelle ce dernier point. Nous devons dépendre énormément du Réseau Trans-Canada pour notre

[Text]

makes the difference between our solvency and, consequently, the area of competition within the matters which are before you.

Alberta development is unique as compared to other provinces. Whereas the other provinces tend to develop in an east to west pattern, Alberta's development pattern is north and south. This has been further exemplified in the past few years with the development of oil and gas resources in the northern part of the province, in such places as Rainbow Lake, North Habay, and High Level.

Prior to oil being discovered in the Rainbow Lake-Zama Lake Area, High Level, was a small community catering to a small farming area, a few small operations and the Mackenzie Highway traffic. To handle today's increased demand for telephone service and the rapid growth of the community, we have had to establish modern exchanges and so on, and there has been this possibility because of our network of microwave systems throughout the Province.

The same thing applies to Fort McMurray. We have a system that has developed there to make it possible for the development of the tar sands.

Grande Cache, the new coal development, is a similar application where a microwave system brings the service into the area, and a modern exchange is already underway.

In isolated areas like Wabasca, we have developed a rural buried cable program which is a first for the country as a whole.

In 1964 the first extensive Canadian rural service program, estimated to cost over \$80 million, was initiated by Alberta Government Telephones to improve rural service conditions for everyone throughout rural areas of the province. This program which is the first of its kind in Canada, is designed to provide a high-grade four-party service to all rural areas.

• 1550

Progress since the program was first initiated in late 1964 has provided an average 7,000 miles of buried cable to 40 areas each year at an annual expenditure of over \$8.5 million. This program is scheduled to continue at the same rate through to its completion in 1974.

This is not too different from the Telesat system in that it is a social necessity rather than an economically viable part of our development. It is a social necessity to bringing a modern concept of rural life to our province.

In the general mobile telephone service we have a very extensive system and, we feel, probably the most extensive in the country. It

[Interpretation]

système de communications. Cela a une importance énorme en ce qui concerne notre solvabilité et la question de la concurrence que vous débattiez.

L'essor de l'Alberta est unique, comparativement aux autres provinces. Tandis que les autres provinces tendent à se développer dans le sens est-ouest, le développement de l'Alberta s'effectue dans la direction nord-sud. Ainsi, au cours des dernières années, des ressources de pétrole et de gaz ont été mises en valeur dans le nord de la province, comme à Rainbow Lake, North Habay, High Level.

Avant la découverte de pétrole dans la région de Rainbow Lake et de Zama Lake, High Level était une petite localité qui desservait une petite région agricole, quelques petits commerces et le trafic de la route MacKenzie. Pour répondre à la demande croissante de service téléphonique et à l'essor rapide de la localité, un service téléphonique moderne a été installé, grâce au système de zones hertziennes à travers la province.

La même chose s'est produite à Fort McMurray et on y a établi un système qui rend possible l'exploitation du goudron contenu dans le sable. La même situation s'est produite à Grande Cache, nouveau centre d'exploitation de la houille où on a installé un système micro-ondes et où une centrale moderne est en voie de construction. Dans les régions isolées comme Wabasca, on a installé un système de câbles ruraux enfouis qui est le premier au pays.

En 1964, le premier grand programme de service rural au Canada, devant coûter plus de \$80 millions, a été lancé par l'Alberta Government Telephones pour améliorer le service rural au profit de toute la population rurale de la province. Ce programme, le premier du genre au Canada, est destiné à fournir un bon service de ligne à quatre abonnés à toutes les régions rurales. Depuis que le

programme a été lancé à la fin de 1964, on a enfoui une moyenne annuelle de 7,000 milles de câbles dans 40 régions et dépensé annuellement \$8,400,000. Ce programme doit se poursuivre au même rythme jusqu'à ce qu'il soit terminé en 1974.

Cela n'est pas tellement différent du système Télésat; c'est une nécessité sociale plutôt qu'un système rentable au point de vue économique. C'est un service social destiné à aider la vie rurale de la province.

Dans le domaine du service de téléphones mobiles, nous avons probablement le réseau le plus étendu au pays; cela nous a permis de

[Texte]

has been the key to our exploration and development on oil and gas resources in areas that are inaccessible to ordinary telephone communications until development takes place.

What I have endeavoured to describe is that we are not afraid of speculating on opportunities in communication. We are not afraid to experiment with new technology and we are prepared to make investments in areas where we are not assured economic return because of the over-all application to the good of the province. From the introduction of microwave in 1957, the microwave network in Alberta has grown to over 3,800 route miles providing a total of over 1 million voice channel miles within the province.

Another evidence of the use of new technology is the introduction by Alberta Government Telephones of coaxial cable systems that run parallel or adjacent to some of our new microwave system.

The satellite system is yet another step in the progress of telecommunications. However, its successful introduction can only be accomplished if steps are taken to integrate it into the present telecommunications network. A satellite system will not necessarily prove to be economical in providing facilities for telephone and data transmission across Canada, let alone within the boundaries of Alberta.

In fact, long distance facilities crossing the Province of Alberta can readily be expanded so that traffic requirements can be met for many years.

A satellite system is most ideally suited to the distribution of network television signals to the far North. However, even in this application it should be pointed out that television distribution to the most remote corners of Alberta can be accomplished through the use and extension of the present microwave network. Support of the satellite System by Alberta Government Telephones is based primarily on its interest in advancing the technological development of communications in Canada.

I might just add a word there on our involvement in the development of the Northwest Territories. We are vitally interested, as a Province, in the lines of communication and development and commerce throughout our province or into the North. So that, we are more than just a good neighbour, as far as the Arctic and the development of the North is concerned, and we are very much interested

[Interprétation]

faire de la prospection de pétrole et de gaz dans des régions qui sont inaccessibles par service ordinaire de téléphone et c'est la raison pour laquelle nous avons connu un tel essor.

Ce que j'ai tenté de faire comprendre, c'est que nous n'avons pas peur de faire de la spéculation sur les nouvelles possibilités qui s'offrent à nous dans le domaine des télécommunications.

Nous ne craignons pas d'expérimenter à partir de nouvelles techniques, nous sommes prêts à faire des investissements même dans des domaines où nous ne sommes pas certains d'avoir une rentabilité économique car nous pensons avant tout au bien de la province. Depuis l'introduction en 1957 du système micro-ondes, le système à micro-ondes de l'Alberta s'est développé au point de s'étendre sur plus de 3,800 milles fournissant un total de plus de 1,000,000 de canaux pour la voix dans la province. Une autre preuve de l'utilisation de nouvelles techniques est l'utilisation par l'Alberta Government Telephones de câbles coaxiaux en addition au système micro-ondes actuel. Le système de ...satellite est une autre étape dans l'évolution des télécommunications. Cependant, sa réussite ne peut être assurée que si des mesures sont prises pour l'intégrer dans le réseau actuel de télécommunications. Un système de satellites ne se révélerait pas nécessairement économique à fournir des installations pour le téléphone et la transmission des données à travers le Canada, et à l'intérieur des frontières de l'Alberta.

En fait, les installations interurbaines traversant la province d'Alberta peuvent facilement être étendues de façon à répondre aux besoins de plusieurs années à venir. Un système de communications par satellite convient idéalement à la distribution des signaux de télévision au Grand Nord. Cependant, même dans la présente requête, il faut signaler que la distribution des signaux de télévision aux coins les plus reculés de l'Alberta peut s'accomplir par l'utilisation et l'expansion du réseau actuel de micro-ondes. L'Alberta Government Telephones appuie l'idée d'un système de satellite en raison de l'intérêt qu'elle a contribué au progrès de la technique des communications au Canada.

Je pourrais ajouter un mot ici sur notre intérêt dans le développement des Territoires du Nord-Ouest. Nous attachons une importance capitale en Alberta aux moyens de communication avec les Territoires du Nord-Ouest, pour le développement et le progrès de nos échanges commerciaux avec le Nord. Nous voulons être plus qu'un bon voisin lorsqu'il est question de l'Arctique et de sa mise

[Text]

in these facilities being developed and carried into the North.

When we examine the economics of Telesat the circuit costs of Telesat facilities are 3 to 4 times as high as locally arranged terrestrial circuits on existing systems. This may be an unfair comparison because we are adding to existing systems when we use this type of analogy whereas we are probably comparing it with basic provision of circuits at the outset in a new system, but an awareness nevertheless, that as far as clear economics to ourselves is concerned, a circuit is a circuit.

The differential of three to four times as high as locally arranged terrestrial circuits on existing systems, then, would be correct. We are prepared to accept and absorb these additional costs provided that any surplus satellite facilities are not offered competitively to ordinary telecommunications users. We do not consider CBC in this category and realize direct service to CBC for remote TV service is one of the unique advantages of satellite communications. So we hope that we are not narrowing the approach in this too much.

It is vital, however, that the added expense of supporting the satellite program not be so heavy as to retard the development of telephone service in Alberta especially in the rural areas and thereby jeopardize our basic objective of providing efficient low cost telecommunications services.

● 1555

We favour the regulation of Telesat Canada and its objects. One major area of concern to Alberta Government Telephones is that Bill C-184 in its existing form does not have any reference to regulation. Alberta Government Telephones has been subject to regulation for many years by the Alberta Public Utilities Board. We feel that sound regulation of a public utility including the telecommunications industry is deemed to be in the best public interest.

We support the Minister of Communications in his statement to the House of Commons that it is his intention to recommend the establishment of an appropriate regulatory authority for Telesat Canada. We further support any reasonable form of control by a regulatory body imposed on the telecommuni-

[Interpretation]

en valeur. Nous voulons réellement que ces installations soient mises en service et desservent le Grand Nord.

Du point de vue économique, le prix des circuits Télésat sera probablement de trois ou quatre fois plus élevé que le prix des circuits terrestres des systèmes actuels. Mais ce n'est peut-être qu'une comparaison inexacte, puisque nous apportons en fait quelque chose au système actuel. Lorsque nous utilisons cette analogie nous la comparons probablement avec les dispositions élémentaires relatives aux circuits au début d'un nouveau système, mais du point de vue économique, pour nous, un circuit reste un circuit.

La différence de deux ou trois fois le prix des circuits terrestres existants serait des réseaux certainement exacts. Nous sommes disposés à accepter et à absorber ces dépenses additionnelles à condition pourvu qu'aucune installation de satellite de surplus ne soit offerte en concurrence aux usagers de télécommunications ordinaires. Nous ne considérons pas que la Société Radio-Canada fait partie de cette catégorie et nous comprenons que le service direct à la Société Radio-Canada pour la transmission de signaux de télévision est l'un des avantages uniques des communications par satellite.

Nous espérons, de cette façon, considérer la question avec toute la largeur de vue nécessaire. Toutefois, il est essentiel que les dépenses supplémentaires destinées à appuyer le système de satellite ne soient pas élevées au point de retarder l'expansion du service téléphonique en Alberta, tout particulièrement dans les régions rurales et de compromettre ainsi notre objectif primordial qui est de fournir de bons services de télécommunications à bas prix.

Nous sommes en faveur de la réglementation de Télésat Canada. Un sujet important d'inquiétude pour l'Alberta Government Telephones est qu'il n'est pas question de réglementation dans le Bill C-184, dans sa forme actuelle, l'Alberta Gouvernement est réglementée depuis plusieurs années par la Régie des services publics d'Alberta. Nous estimons qu'une saine réglementation d'un service public, y compris l'industrie des télécommunications, doit être dans le meilleur intérêt public.

Nous appuyons le ministre des Communications dans sa déclaration à la Chambre des Communes, selon laquelle il a l'intention de recommander l'établissement d'un organisme de réglementation compétent pour Télésat Canada. Nous appuyons en outre toute forme raisonnable de contrôle exercé par un orga-

[Texte]

cations industry in Canada. We are concerned, however, that the federal regulation over Telesat Canada and the telecommunications industry in Canada be not performed in isolation without regard to local regulations already imposed on the telephone companies by provincial public utility boards.

The traditional regulatory function has been to fix an allowable level of earnings for the telephone company. Such a method of regulation becomes meaningless if applied to a segment of the over-all service. This would be the case if interprovincial business was placed under separate regulatory jurisdiction. For example, any decrease ordered by a Federal regulatory board on interprovincial rates could result in corresponding increase in provincial rates. Also, a cost penalty borne by Alberta Government Telephones in the leasing of satellite circuitry could result in corresponding increases in provincial rates.

Alberta Government Telephones is further concerned with the fact that the proposed legislation enables Telesat Canada to provide satellite channels to any user. This in fact creates an additional common carrier in Canada. We already have three major national common carriers in Canada. They are: Canadian National Telecommunications, Canadian Pacific Telecommunications, and the member telephone companies who form the Trans-Canada Telephone System. The introduction of a fourth national common carrier at this stage in the development of Canada is not warranted or can it be supported by the economy of Canada. For instance, in the United States today, there exist only two national competing common carriers. They are American Telephone and Telegraph Company and the Western Union Telegraph Company. It would be contrary to sound business practice for Alberta Government Telephones to financially support the establishment of another common carrier which could become a competitor.

The Minister has stated in his remarks to the House of Commons on April 14, 1969 that it is the government's intention to have Telesat Canada operate "as a complement, not as a competitor, to the Common Carriers." We feel that since this is the view of the govern-

[Interprétation]

nisme de réglementation sur l'industrie des télécommunications au Canada. Nous nous inquiétons, cependant, de ce que la réglementation fédérale de Télésat Canada et de l'industrie canadienne de télécommunications puisse s'effectuer isolément sans égard à la réglementation locale déjà imposée aux compagnies de téléphone par les Régies provinciales des services publics.

La fonction traditionnelle de l'organisme de réglementation a été de fixer un niveau admissible des bénéfices pour la compagnie de téléphone. Une telle méthode de réglementation perd sa signification si elle est appliquée à un segment du service général. Ce serait le cas si une entreprise inter-provinciale était soumise à une réglementation distincte. Par exemple, toute diminution des tarifs interprovinciaux ordonnée par un organisme fédéral de réglementation pourrait entraîner des augmentations correspondantes des tarifs provinciaux. En outre, une dépense supplémentaire supportée par l'Alberta Government Telephones dans la location de circuits de satellite pourrait entraîner des augmentations correspondantes des tarifs provinciaux.

L'Alberta Government Telephones s'inquiète aussi du fait que la législation proposée permet à Télésat Canada de fournir des canaux de satellite à n'importe quel usager. En fait, cela crée une société additionnelle de télécommunications au Canada; nous en avons déjà trois grandes sociétés nationales de télécommunications au Canada soit les Télécommunications du Canadien National, les Télécommunications du Canadien Pacifique et les compagnies de téléphone qui forment le Réseau Téléphonique Transcanadien. L'introduction d'une quatrième société nationale de télécommunications à ce stade-ci du développement du Canada n'est pas justifiée et ne peut pas être appuyée par l'économie du Canada. Par exemple, aux États-Unis aujourd'hui, il n'existe que deux sociétés nationales de télécommunications qui se font concurrence: L'American Telephone & Telegraph Company et la Western Union Telegraph Company. Ce serait contraire aux saines pratiques d'affaires si l'Alberta Government Telephones supportait financièrement l'établissement d'une autre société de télécommunications qui pourrait devenir sa concurrente.

Le ministre a déclaré, dans ses remarques à la Chambre des Communes le 14 avril 1969, que c'est l'intention du gouvernement que Télésat Canada soit «complémentaire et non une compétitrice» des sociétés de télécommunications. Nous estimons qu'étant donné que

[Text]

ment, it should be clearly written into the bill.

First I must say that we support the statement that he has made. We have no doubt that this is the intention, but the fact that the bill in itself makes no reference to it, as time goes on—in five years, 10 years, and so on—the intent can be lost in its interpretation. Whether it would be firmly and clearly written into the bill or whether there was reference to it so that it could more clearly make the bill compatible with this statement is the purpose of our visit today.

So that in summary, in reviewing the events leading up to the introduction of Bill C-184, Alberta Government Telephones would like to restate its support for the establishment of a Domestic Satellite System for Canada.

In fact, Alberta Government Telephones as part of the Trans-Canada Telephone System is willing to participate in the financing and building of such a system. This was identified in the joint proposal submitted to the Minister of Transport in May 1967 by the Canadian National-Canadian Pacific Telecommunications and the Trans-Canada Telephone System. Alberta Government Telephones further endorses the additional considerations and recommendations submitted to the Prime Minister and Ministers involved, following the issuance of the Government's White Paper.

Alberta Government Telephones and the Government of Alberta supports the position taken by the Trans-Canada Telephone System in its brief to the Standing Committee on Broadcasting, Films and Assistance to the Arts in connection with Bill C-184. We feel it is imperative that satellite facilities be fully integrated into our Canadian telecommunications system. The only way that this can be successfully achieved is through the participation of all major common carriers in the ownership of Telesat Canada. This requires that Telesat Canada be established basically as a provider of facilities to the common carriers and the Canadian Broadcasting Corporation.

Alberta Government Telephones further feels that this corporation must be regulated. Such regulation must be effected through consultation with existing provincial regulatory boards. This would ensure that costs incurred and rates charged for satellite facilities are not excessive. This would further ensure that national decisions do not have adverse effects on the local telephone company or create a financial burden on the telephone user.

[Interpretation]

c'est l'opinion du gouvernement, elle devrait figurer clairement dans le Bill C-184.

Nous appuyons la déclaration qui a été faite. Il n'y a aucun doute que c'est là l'intention du gouvernement, mais du fait que le Bill n'en fait pas mention, au fur et à mesure que le temps s'écoulera, dans cinq ans ou dix ans, on pourrait oublier une telle intention lorsqu'on interprétera le Bill. C'est pourquoi il faut que cela soit clairement indiqué dans le Bill pour que l'intention soit plus claire et que l'objectif soit plus délimité en accord avec la déclaration du ministre. Aussi en considérant les événements qui ont amené la présentation du Bill C-184, l'Alberta Government Telephones aimerait réitérer son appui en faveur de l'établissement d'un système national de communications par satellite pour le Canada.

En fait, l'Alberta Government Telephones, à titre de membre du Réseau Téléphonique Transcanadien, est disposée à participer au financement et à la mise sur pied d'un tel système. Cette intention figurait dans la proposition conjointe soumise en mai 1967 au ministre des Transports par les Télécommunications du Canadien National et du Canadien Pacifique et le Réseau Téléphonique Transcanadien. L'Alberta Government Telephones endosse en outre les considérations et recommandations additionnelles soumises au Premier Ministre et aux ministres intéressés, à la suite de la publication du Livre blanc du gouvernement.

L'Alberta Government Telephones et le gouvernement de l'Alberta appuient la position prise par le Réseau téléphonique transcanadien dans son mémoire au Comité permanent de la radiodiffusion, des films et de l'assistance aux arts au sujet du Bill C-184. Nous estimons qu'il est impératif que les installations de satellite soient complètement intégrées à notre réseau canadien de télécommunications. La seule façon d'y réussir, c'est que toutes les grandes sociétés de télécommunications participent à la propriété de Télésat Canada. Pour cela, il faut que Télésat Canada soit établie d'abord comme fournisseur d'installations aux sociétés de télécommunications et à la Société Radio-Canada.

Nous estimons aussi que cette société doit être réglementée. Une telle réglementation doit s'effectuer par consultation avec les Régies provinciales actuelles. L'organisme de réglementation devra veiller à ce que les dépenses encourues et les tarifs exigés pour les installations de satellite ne soient pas excessifs, et que les décisions nationales n'aient pas de conséquences désavantageuses pour les compagnies de téléphone ni ne soient

[Texte]

In making this submission, it is not the intention of Alberta Government Telephones or the Province of Alberta to impede or restrict the development of a domestic Canadian communications satellite system for Canada, but to ensure that the system will be structured in such a manner that it will not be a financial burden to the telephone user in Alberta and will serve the requirements of Canada.

In conclusion, I question the wisdom too of the public sharing directly in the ownership of Telesat Canada during its initial development period.

Perhaps this highly desirable situation could be delayed until the system is fully operational and a number of the unknown obstacles overcome.

The owners of any public utility in my opinion, are entitled to both reasonable security of their investment and a reasonable return therefrom.

This has rather been a standard practice, just as a utility in a monopoly position, as an investor-owned utility, is regulated in one form or another. The compensating factor has been, if it is in the areas of essential use, that both capitalization has been protected and a stable return assured to the investor.

The risk and high cost period could well be carried by the telecommunications industry and the Government of Canada as a justifiable research and development project.

If I should digress for just a moment, very quickly, someone would say the hardware has already been tested and the viability of this form of communication has been assured so that, really, it is not a research and development project.

I am not questioning the technology or the ability of its reaching the areas. The only thing that I am suggesting is that carrying this type of signal—between continents with hundreds of millions of people, the need for this type of traffic, and the using this system to feed social development concepts more than anything else—that is, the availability of television, improving the way of life, and the providing communications into very remote areas—is a completely different situation economically.

Consequently, to me, it is a research and development project and should, perhaps, have that opportunity to shake its way down to where that aspect of its application could be far better understood without having the

[Interprétation]

un fardeau financier pour les usagers du téléphone. En présentant cette soumission, ce n'est pas l'intention de l'*Alberta Government Telephones* ni de la province d'Alberta d'empêcher ou de limiter la mise sur pied d'un système national de communications par satellite pour le Canada, mais de veiller à ce que le système soit structuré de façon à ne pas être un fardeau financier pour l'utilisateur du téléphone en Alberta et à répondre aux besoins du Canada.

Pour terminer, je me demande s'il serait sage que le public participe directement au capital-actions de Télésat Canada durant sa phase initiale de mise au point.

Cette situation hautement désirable pourrait être retardée jusqu'à ce que le système fonctionne complètement et qu'un certain nombre d'obstacles inconnus soit éliminés. Les propriétaires d'un service public, à mon avis, ont droit à une sécurité et à un rendement raisonnables de leurs investissements.

Cela est une pratique courante et normale dans les services publics essentiels que possède un investisseur et qui sont régis sous une forme ou une autre. Le facteur de compensation, s'il s'agit d'un domaine essentiel est la capitalisation et un bénéfice stable assurés à l'investisseur.

La période de risque et de coût élevé pourrait bien être supportée par l'industrie des télécommunications et par le gouvernement du Canada, comme projet justifiable de recherche et de perfectionnement. Si vous permettez, un instant, je voudrais vous dire rapidement que si quelqu'un dit que les installations ont déjà été mises à l'épreuve et que la rentabilité de ce genre de télécommunications a été prouvée; alors, ce n'est pas un programme de recherches et de perfectionnement.

Je ne mets pas en question la technique ou la possibilité de rejoindre les régions. La seule chose que je veux laisser entendre est la mise au point de ce genre de signalisation entre les continents, entre des centaines de millions de personnes, la nécessité de ce genre de circulation et l'utilisation du système pour favoriser surtout le développement social—c'est-à-dire le fait que la télévision puisse améliorer les conditions de vie et entretenir des relations avec les régions les plus éloignées—constituent des situations économiques très différentes.

En conséquence, je crois qu'il s'agit d'un programme de recherches et de perfectionnement et que nous devrions avoir l'occasion d'en arriver au moment où cet aspect de sa mise en application sera beaucoup mieux

[Text]

public either stand by in jeopardy with their investment, or be insured a return on their money by a means of providing income which, in fact, would have to be by accelerated rates or by means other than the economic return itself.

The participation in the form of share capital to be made directly available to our citizens could well be held as undistributed share capital earmarked for this purpose.

The delay could well be a great source of comfort to the principals of Telesat. The happy event of involving our citizens in due time rather than right at the outset would contribute to the fulfilment of an assured objective in an atmosphere of far greater stability.

In any event, only a small percentage of Canadians could, in fact, become shareholders and may be an impediment to the application of realistic rate levels in a subsidized situation during early development of the Satellite System.

I hope, Mr. Chairman and gentlemen, I have not made a too pessimistic approach. I have been told that we in government have only two types of problems, economic and political. The economic ones are incomprehensible and the political ones are insoluble. I am sure that I do not bring this atmosphere to your Committee.

You have before you one of the most exciting developments I think this country can have as far as its coming of age in a total atmosphere of sophistication is concerned. I think this project must go on to the advantage of Canada. Let me assure you that as a Crown corporation in the telephone industry and as a member of the Trans-Canada Telephone System, we are prepared to co-operate, to work, and to assist in financing to make sure Telesat Canada is a success.

The Chairman: Thank you very much, Mr. Reiersen. At this time Mr. Heath Macquarrie has asked me to apologize for his not being here because at the present time he is moving a motion against the Postmaster General, who also wears the hat of the Minister of Communications. Mr. Paproski, you have the floor first.

Mr. Paproski: Thank you, Mr. Chairman. I would like to thank the Honourable Ray Reiersen and Mr. Dodds for being here today, and I want to say on behalf of this side of the House that we are sorry the flights were not as good as they should have been for you people to come up here. However, I am glad you did make it.

[Interpretation]

compris sans avoir à compromettre l'investissement du public et lui assurer un bénéfice provenant de l'argent investi soit par des taux anticipés ou par des moyens autres que les moyens économiques eux-mêmes. La participation sous forme de capital d'action mis directement à la disposition de nos citoyens pourrait bien être donné comme capital-action non distribué à cette fin.

Le retard pourrait bien être une grande source de réconfort pour les initiateurs de Télésat Canada. Le fait d'impliquer nos citoyens au moment voulu contribuerait à la mise en œuvre d'un objectif assuré dans une atmosphère de plus grande stabilité.

Quoiqu'il en soit, seule une faible proportion des Canadiens pourraient, en fait, devenir actionnaires. Cela pourrait empêcher la mise en application de niveaux de tarifs réalistes au cours de la mise au point du système de communication par satellite.

J'espère, monsieur le président et messieurs, que je n'ai pas semblé trop pessimiste. On m'a dit que nous, du gouvernement, ne touchons que deux genres de problèmes: les problèmes économiques et politiques. Les problèmes économiques sont absolument incompréhensibles tandis que les problèmes politiques sont insolubles. Je suis certain de ne pas avoir laissé entendre cela au Comité.

Vous discutez maintenant de projets des plus intéressants dont le pays pourrait discuter à l'avenir dans notre monde des techniques élaborées. J'estime que ce programme devrait favoriser l'intérêt du Canada. Laissez-moi vous assurer qu'à titre de Société de la Couronne au sein de l'industrie du téléphone et de membre du réseau téléphonique transcanadien, nous sommes prêts à collaborer, à travailler et à vous aider sur le plan financier pour être certain que le Télésat Canada soit un succès.

Le président: Merci beaucoup, monsieur Reiersen. Monsieur Heath Macquarrie m'a demandé de l'excuser de son absence, car en ce moment il est en train de présenter une motion contre le ministre des postes, qui possède également le titre de ministre des télécommunications. Monsieur Paproski, à vous la parole.

M. Paproski: Merci monsieur le président, je voudrais remercier l'honorable M. Ray Reiersen et M. Dodds de leur présence. Au nom de mon parti je voudrais dire que nous regrettons que les vols n'aient pas été mieux organisés pour vous rendre ici. Toutefois, nous sommes heureux que vous ayez pu vous rendre.

[Texte]

Second, I wish to congratulate you on your brief, sir, and I know that we will take into consideration the many aspects that you have presented to us today.

• 1605

I would like to ask you one question, and that is, I would like to know your projected expenses for the northern rural services for the next five years for the A.G.T. in Alberta, if you have some figures to that extent?

Mr. Reiersen: As a matter of fact, we would have about \$9 million per year for rural services for the balance of five years to complete our program. Therefore, out of the projected \$80 million program it is about half completed and we will be putting out \$40 million in addition.

Referring to the comments you made at the outset on the transportation, all I might say in jest is that as Minister of Labour I am just delighted that interprovincial transportation is under federal jurisdiction.

Mr. Paproski: Thank you, sir. This is all that I have, Mr. Chairman.

Mr. De Bané: I would like to concur heartily with what my colleague has just said of how much we appreciate your presence here today, considering the difficulties you and the General Manager of the Alberta telephone company had to overcome.

My first question to the Minister concerns page 9, at the bottom of the page, where you say:

... it is not the intention of Alberta Government Telephones or the Province of Alberta to impede or restrict the development of a domestic Canadian communications satellite system for Canada, but to ensure that the system will be structured in such a manner that it will not be a financial burden to the telephone user in Alberta and will serve the requirements of Canada.

I was wondering if the amendment which you support would not put the Telesat Corporation in a position whereby, if the Trans-Canada Telephone System, by being the exclusive client, refused to rent any channels, Telesat would go broke? What would you think about this reasoning? I am sorry if my English is not very good.

Mr. Reiersen: Mr. De Bané, your point has been placed very well and I can understand your concern. This is worrisome to me at this time because the necessary atmosphere of

[Interprétation]

J'aimerais ensuite vous féliciter pour votre mémoire. Je sais que nous devons considérer les grands nombres d'aspects dont vous nous avez entretenus.

Je voudrais vous poser une question. J'aimerais connaître le montant de dépenses que vous prévoyez pour les services ruraux du nord pour les cinq prochaines années considérant le A.G.T. en Alberta. Pouvez-vous nous donner des chiffres à ce sujet?

M. Reiersen: De fait, nous allouons neuf millions de dollars par année pour les services ruraux pour le reste des 5 ans afin de terminer notre programme. Donc, aux 80 millions de dollars prévus pour notre programme qui est déjà à demi terminé, il faudra ajouter \$40 millions. Au sujet des commentaires que nous avez faits au début sur le transport, tout ce que je peux dire, en blaguant, c'est qu'à titre de ministre du travail, je suis enchanté de voir que le transport interprovincial relève de la compétence fédérale.

M. Paproski: Merci, monsieur. C'est tout ce que j'avais à demander monsieur le président.

M. De Bané: Je voudrais me joindre de tout cœur aux paroles prononcées par mon collègue pour vous dire combien nous apprécions votre présence, étant donné les difficultés que vous et votre directeur général de la Compagnie de téléphone d'Alberta aviez à surmonter.

Ma première question, monsieur le ministre, concerne le troisième paragraphe de la page 11 de votre mémoire; où vous dites:

... ce n'est pas l'intention de l'Alberta Government Telephones ni de la Province de l'Alberta d'empêcher ou de limiter la mise sur pied d'un système national de communications par satellite pour le Canada, mais de veiller à ce que le système soit structuré de façon à ne pas être un fardeau financier pour l'utilisateur du téléphone en Alberta et à répondre aux besoins du Canada.

Je me demande si l'amendement que vous appuyez ne placerait pas la société Télésat dans une position telle que si le réseau téléphonique trans-canadien, étant le seul client éventuel, refusait de louer des canaux, la société Télésat s'effondrerait. Que pensez-vous de cela? Je m'excuse de mon anglais médiocre.

M. Reiersen: Monsieur De Bané, votre question est très bien énoncée. Je comprends très bien votre préoccupation. C'est maintenant pour moi un très grave problème

[Text]

mutual trust between the common carriers in Canada and the nucleus of Telesat Canada has not yet been established. This perhaps is one of the strong reasons why I have concluded my remarks by saying that I endorse the public as shareholders in this and as having participation.

Probably, if they could just be left out for a period of time so that there would then be co-operation between the Government of Canada and the carriers in developing Telesat, there would be every encouragement for the common carriers to take circuits, because it would be to their own detriment to not take circuits. That is, they would then have taken half the responsibility; they would be taking half the losses; they would be using all of the circuits except those being provided for the social development of additional television channels and the reaching of television into the north, and so on; and, by mutual understanding and a good deal of advance discussion, and so on, developing the fact that TELESAT would not be permitted to go broke that it would be brought into being; that it would be polished to a high utilization; and that it would be an example of co-operation between government and industry.

We happen to be a Crown corporation but we are still involved in an area of communication that was not brought about by any form of philosophy at the time.

Alberta Government Telephones developed as a necessity, for tying communities together, as also happened in Saskatchewan and Manitoba. There was no possibility of doing it by any other means, because it required subsidization. Of course, that day has gone by, but the need is still to remain a Crown corporation to serve areas that would otherwise not be served.

This is why I touched on our rural development. It is the loss leader corner of AGT, and this you could not expect an investor-owned public utility to go into as extensively from the social point of view. But we in Alberta Government Telephones are regulated. We are much concerned about the viability of our business enterprise, but still, by virtue of being a Crown corporation, we have a responsibility to the people to use communications for social and industrial service.

Having said that, relative to the application within our own system, it seems to me that TELESAT Canada could be an example of co-operation between the industry involved

[Interpretation]

...parce que l'atmosphère nécessaire de confiance mutuelle entre les entreprises de télécommunications au Canada et, le cœur même de Télésat n'a pas encore été établie. C'est peut-être l'une des principales raisons pour laquelle j'ai terminé mes observations en disant que je pense bien que le public doit être considéré comme un actionnaire qui participe au capital action.

Mais, si on l'oublie pendant une période de temps, de telle sorte qu'on puisse établir la collaboration entre le gouvernement du Canada et les entreprises de télécommunications pour mettre au point Télésat, toutes les entreprises de télécommunications auraient des réseaux car il serait défavorable de ne pas en avoir. Ils auront alors pris la moitié des responsabilités et devront assumer la moitié des pertes. Ils utiliseront tous les réseaux sauf ceux qui seraient fournis pour le développement de nouveaux réseaux de télévision et pour l'aménagement de la télévision dans le Nord, et le reste. A la suite d'une entente mutuelle et de discussions préalables, où l'on a décidé que la société Télésat serait toujours protégée de la faillite, qu'elle serait établie, qu'elle fournirait un service de très haute qualité, et qu'elle serait un bon exemple de coopération entre l'industrie et le gouvernement. En fait, il s'agit d'une société de la Couronne, mais elle s'occupe d'un type de communication qui n'a pas été mis au point grâce à une idée.

L'Alberta Government Telephone est née de la nécessité de relier les collectivités, comme cela s'est produit au Manitoba et en Saskatchewan. Il n'y avait pas d'autre moyen de le faire, car il était indispensable d'obtenir des subventions. Évidemment, cette époque est révolue, mais le besoin d'une société de la Couronne pour desservir des régions qui autrement ne seraient pas desservies existe toujours.

C'est pour cela que j'ai parlé du développement rural. A la AGT, c'est là le domaine où nous accusons nos pertes, et on ne peut s'attendre qu'une société fournissant un service public et ayant des propriétaires investisseurs se lance dans cela de façon poussée, du point de vue social. A la AGT, nous obéissons à un règlement. La rentabilité de notre entreprise nous préoccupe, mais vu qu'il s'agit d'une société de la Couronne, nous avons le devoir envers la population de fournir un service de communication sociale et industrielle. Ceci dit, qui a trait aux applications dans notre propre système, il me semble que Télésat pourrait être un exemple de coopération entre

[Texte]

and the people of Canada, through the government, holding in reserve the opportunity for direct financial participation when it is an assured, viable undertaking and then sharing in the risk, in the glory, if I may so put it, and in the advantages.

Mr. De Bané: But if I correctly interpret the bill as it is now drafted, the carriers are not obliged to buy any share in TELESAT.

On the other hand if the amendment is put in the bill it would, in effect, oblige TELESAT to have exclusive clients. On the one hand, they are not obliged, in the bill as now drafted, to buy any shares, and on the other hand you would like to put an amendment to restrict the eventual clients of TELESAT.

If the bill provided that the carriers, whether they liked it or not would have to buy one-third of the capital, perhaps I would look differently at the amendment, but they have no legal obligation at all to buy anything. Should there be such an amendment at this initial stage? What do you think of this objection?

Mr. Reierson: I wonder, Mr. De Bané, whether the objection is thoroughly valid. If everyone exercised their prerogative of not

• 1615

putting any money in, including the House of Commons not being prepared to vote the Minister funds to involve the Department in their share, then of course it could not proceed under any circumstances. The bill is merely the authorization for it to proceed. I think the contractual obligations of those who would be participants is the all-important factor, and I am prepared to indicate to the Committee that we amended the Alberta Government Telephones Act to permit AGT to hold shares in TELESAT Canada. Now this was, of course, the first indication that we, as an Alberta Crown corporation, were owning shares in an entity that exists outside of our own province. This was the reason for the amendment.

I am now prepared to say that we are fully endorsing our participation, in relation to our size of system, in either the one-third involvement, or, if it should be determined that the total initial cost would be better borne by the carrier and the Government of Canada, to indicate that we will provide our share under those circumstances, as well. Then the day will ultimately come when a contract will be presented to us with the

[Interprétation]

l'industrie en question et le peuple canadien, par l'entremise du gouvernement, tenant en réserve la possibilité d'une participation financière directe, quand on aura une entreprise sûre, viable; il y aura possibilité de partager le risque, la gloire, si j'ose dire, et les bénéfices.

M. De Bané: Si j'ai bien compris le projet de loi, tel qu'il est rédigé actuellement, les compagnies de messageries ne sont pas obligées d'acheter des actions dans la Télésat.

D'autre part, l'amendement, si on l'inclut dans le projet de loi, aurait pour effet d'obliger Télésat à avoir des clients exclusifs. Autrement dit, d'après le projet de loi actuel, la société n'est pas obligée à acheter des actions, et d'autre part, vous voudriez présenter un amendement pour restreindre les clients éventuels de la Télésat. Si le projet de loi prévoyait que les compagnies de messageries, qu'elles le veulent ou non, soient obligées d'acheter un tiers du capital, à ce moment-là peut-être que je considérerais l'amendement autrement, mais elles n'ont pas la moindre obligation juridique d'acheter quoi que ce soit. Est-ce que cet amendement est désirable dès le début? Que pensez-vous de cette objection?

M. Reierson: Monsieur De Bané, je me demande si l'objection est pertinente. Si tout le monde exerçait sa prérogative de ne rien

investir, y compris la Chambre des communes, qui ne serait pas prête à accorder les crédits nécessaires au ministère pour qu'il engage sa part. A ce moment-là, on ne pourrait rien faire du tout. Le projet de loi est simplement une autorisation d'agir. Les obligations contractuelles des participants sont le facteur le plus important, et je suis prêt à dire au Comité que nous avons modifié la *Alberta Government Telephone Act* pour lui permettre d'acheter des actions dans la Télésat du Canada. C'était la première indication qu'en tant que société de la Couronne de l'Alberta, nous possédions des actions d'une entreprise de l'extérieur de la province. Ceci explique l'amendement.

Je suis disposé à dire que nous appuyons entièrement notre participation, compte tenu de l'ampleur de notre système, soit à la participation au tiers. Si on juge que le fardeau serait mieux porté s'il était partagé entre la compagnie de messageries et le gouvernement du Canada, nous participerons. Un jour, on présentera un contrat où l'on dira: «M. Reierson, vous avez déclaré clairement que vous étiez prêt à participer financièrement, alors

[Text]

words, "Well, Mr. Reiersen, you have stated unequivocally that you are prepared to cooperate financially in every way. What we now need is your signature on this contract." There, I think, is the key; not the obligation of the act; because the act in itself cannot obligate Alberta Government Telephones.

Mr. De Bané: But you would like the statute to obligate TELESAT to sell only to the carriers even although they are not obligated to buy shares?

Mr. Reiersen: I think, Mr. De Bané, I would like the statute to indicate that its purpose is to provide circuits for communications to the carriers of Canada to various services, so that it would not suddenly be open-ended.

Again I come back to the fact that there is a worry within the Department that there will be a surplus of uncommitted capacity, that there will be no place to send it and that within the statute, probably by having that vacuum, there could be a greater inducement for the carriers to take it for fear of its being sold at a loss to someone else. I do not think that that atmosphere is good.

I would like to see a healthier understanding between the Department, or the Government of Canada, and the carriers; probably the purpose of the act made a little clearer; probably prior commitments and letters of intent, and so on, that will commit organizations such as Alberta Government Telephones and other systems in the Trans-Canada Telephone System; and then at a time that would be opportune, the letters of intent converted to contracts.

Mr. De Bané: I understand your position, but I would like to know what you think should be the approach to the problem from the point of view of the board of directors of TELESAT. Will the general manager of TELESAT have any bargaining power when negotiating with the carriers if they know in advance that he cannot bargain with any other client? TELESAT would not be viable, because the carriers, as the exclusive clients

[Interpretation]

maintenant nous avons besoin de votre signature.» C'est là la clé. Ce n'est pas l'obligation qui impose la loi, car la loi ne peut obliger la AGT.

M. De Bané: Vous voudriez que la loi oblige la Télésat à vendre seulement aux compagnies de messageries, même si ces entreprises ne sont pas obligées d'acheter des actions?

M. Reiersen: Je pense, monsieur De Bané, que la loi devrait énoncer que l'objectif du projet de loi est de fournir des circuits de communication aux compagnies de messageries du Canada, pour que rien ne reste ouvert. Il y aura un surplus de capacité non engagée à un moment donné, et il n'y aura pas moyen de s'en servir. Si, selon la loi, il se crée un vide comme celui-là, les entreprises pourraient en profiter de peur que l'on ne vende à quelqu'un d'autre. Je ne pense pas que ce climat soit bon.

Je voudrais des ententes plus saines entre le ministère ou le gouvernement du Canada, et les entreprises de communications. L'objectif devrait être un peu plus clair. Il devrait y avoir des engagements préalables et certaines promesses, et le reste, qui engagent des entreprises comme la *Alberta Government Telephones* et autres systèmes du réseau téléphonique trans-canadien. Au bon moment, ces promesses pourraient devenir des contrats.

M. De Bané: Je comprends votre position, mais j'aimerais savoir quelle attitude vous préconisez, devant ce problème, du point de vue du conseil d'administration de la Télésat. Le directeur général de la Télésat aura-t-il un pouvoir de négociation lorsqu'il négociera avec les entreprises de communications, si elles savent d'avance que le directeur ne peut pas s'adresser à un autre client. Est-ce que c'est assez clair? Télésat ne pourra pas survi-

● 1620

of TELESAT, would be in a position to dictate their fee to TELESAT. I do not think this would happen in practice but if TELESAT could say, "Look, we have an offer from another company to take a whole channel at such a price. Can you make a bid as good as that one?" then he might be in a position to bargain.

Mr. Reiersen: Probably any best reply to that is to say that we would try, Mr. De

vre parce que les entreprises de communications, clients exclusifs de la Télésat, seront en mesure de lui dicter le prix de location. Je ne crois pas que cela se produise, mais si la Télésat avait une offre d'une certaine compagnie pour l'achat d'un canal à un certain prix, et qu'elle demandait une offre concurrente, le directeur pourrait alors marchander.

M. Reiersen: La meilleure façon de répondre à votre question est la suivante: nous

[Texte]

Bané, to establish a situation where a certain portion of the capacity is made available on an estimated rental basis that is in excess of what we could add to our existing systems.

But we would commit ourselves to paying certain rentals which would assure the kind of a return that would give people who held equity in Telesat and received some revenue on their investment at least the stability of knowing that their investment was good. If someone else was prepared to take surplus capacity at a lower rate this would be the type of thing that we in a telephone company would find extremely difficult to accept.

Here we are contracting for circuits at an unrealistic rate to assure a return and depriving shareholders in an investor-owned utility from a return in order to assure shareholders in Telesat of a return for passing it on in rate adjustments to telephone users. This is where, without some type of assurance that it would be kept a communication company, that surplus would be optioned or peddled to people who would turn away from us and purchase at a lower rate from the system that can only become operational by the involvement of communications companies. This is the internal thing that I suppose we are worried about.

First, let me assure you that I do not believe any of us think that this is the intention. I think all of us are prepared to accept the fact that the intention is to work together to make the system work—because the number of interprovincial channels that are added to existing systems and the new systems being built in which circuits could probably be used in Telesat is expanding at a very rapid rate.

But a situation where suddenly companies which today are not involved in communications at all but have offices that could be tied together and they could become their own communications company, or where they are involved in processing of accounts and where they depend today on renting circuits, could suddenly develop in such a way that they would be looking for closed systems, and it is rather incompatible that they should have access to a system in which we are shareholders at an unrealistic share rental or circuit rental whereas they could become renters at rates below what we are paying.

[Interprétation]

créons une situation où une certaine partie de la capacité est rendue disponible sur une base de location estimative qui est en surplus de ce que nous pourrions ajouter à nos réseaux actuels.

Nous nous engagerions à payer certains loyers qui assureraient un rendement aux personnes qui détenaient des actions dans Télésat et qui ont réalisé des bénéfices sur leur placement ou au moins la tranquillité d'esprit de savoir que leur investissement était bon. Si quelqu'un d'autre était disposé à prendre la capacité excédentaire à un taux moins élevé, ce serait le genre de choses que nous, comme membres d'une compagnie de Téléphone, trouverions extrêmement difficile à accepter.

Nous passons des contrats pour obtenir des circuits à un taux qui n'est pas réaliste afin d'assurer un rendement tout en privant d'un rendement les actionnaires d'un service qui appartient aux investisseurs afin de garantir un rendement aux actionnaires de Télésat pour l'avoir fait passer aux usagers du Téléphone sous forme d'ajustements de Tarif. Voilà l'endroit où sans une forme d'assurance que cela resterait une compagnie de télécommunications, ce surplus pourrait être donné en primes ou vendu à des gens qui nous fausseraient compagnie et achèteraient à un taux inférieur du réseau qui ne peut entrer en fonctionnement que grâce à l'engagement des sociétés de télécommunications. Je suppose que ce qui nous préoccupe est une question interne.

D'abord, je puis vous assurer qu'aucun d'entre nous peut croire que c'est là l'intention. Je crois que nous sommes tous disposés à accepter le fait que l'intention c'est de travailler ensemble dans l'harmonie pour que le système fonctionne, parce que le nombre de canaux interprovinciaux qui sont ajoutés aux réseaux existants et les nouveaux réseaux présentement en construction et dont Télésat pourrait probablement utiliser les circuits, s'accroît à un rythme très rapide.

Mais, une situation où tout à coup les sociétés qui aujourd'hui ne s'occupent pas de communication du tout, mais ont des bureaux qui pourraient être reliés ensemble et former leur propre compagnie de télécommunications, ou dans le cas où elles s'occupent de traitement comptable et alors qu'aujourd'hui ils doivent louer des circuits, pourraient évoluer de telle façon qu'elles chercheraient à former des circuits fermés. Il est plutôt incompatible qu'elles puissent avoir accès à un réseau, dont nous sommes des actionnaires, à un taux de participation locative ou de location d'un circuit alors qu'ils pourraient devenir loca-

[Text]

The Chairman: Does the Trans-Canada network, Mr. Reiersen, engage in any of this type of operation with respect to the micro-wave? Suppose you have excess capacity do you not offer lower rates perhaps in the initial stages in order to build up capacity or to ensure that your capacity is used?

Mr. Reiersen: There have been special rate structures known as telpak rates or total channels and then down to single circuits. There are various groupings. Also there has been competition between members of the Trans-Canada Telephone System even as far as circuits with the United States government is concerned. Where Trans-Canada is required as a total entity, is one approach, but where only one system within Trans-Canada is required, then of course it has been a different thing.

• 1625

So that through negotiation with the Departments of National Defence and External Affairs being involved contracts can then be competitive to a degree, but the deviation and going into a loss leader situation has never taken place to my knowledge by any system in the country.

Perhaps Mr. Dodds would like to add to what I have said. He has been very active in the negotiations of circuits in the NORAD defence situation, in the ballistic early warning system and so on, where we enjoy a very large number of circuits because of our strategic location.

Mr. J. W. Dodds (General Manager, Alberta Government Telephones): Well, I could say that the rates are not based on the sort of standard rate that you might charge to an ordinary commercial operator. If you are selling large blocks of circuits or channels to, say, some outside large agency like the defence forces of the U.S. then, you would base your rates on your cost of the particular system and you would have to ensure that that rate was high enough to guarantee that your telephone subscriber was not subsidizing this in any way.

Mr. De Bané: For the purpose of my argument I will not challenge your statement for the moment, but you say on page 7 that:

[Interpretation]

taires à des tarifs inférieurs à ceux que nous payons.

Le président: Est-ce que le réseau Transcanadien, M. Reiersen, se prête à aucune pratique de ce genre que ce soit dans le domaine des micro-ondes.

Supposons que vous ayez une capacité excédentaire, n'offrez-vous pas des tarifs moins élevés, peut-être dans les phases initiales, afin d'améliorer votre capacité ou de vous assurer que votre capacité est utilisée.

M. Reiersen: Il y a eu des structures tarifaires spéciales connues sous le nom de tarifs Telpak, ou de canaux entiers, qui vont ensuite jusqu'aux circuits simples. Il y a divers groupements. Il y a aussi eu de la concurrence entre les membres de la *Trans Canada Telephone System*, Le Réseau Téléphonique transcanadien, qui a même touché la question des circuits concernant le gouvernement des États-Unis. La question que Trans-Canada doit constituer une entité globale en est une, mais si un seul réseau est

nécessaire à l'intérieur de Trans-Canada, alors c'était une autre affaire, naturellement.

Alors, grâce à des négociations avec le ministère de la Défense nationale et le ministère des Affaires extérieures étant intéressés, les contrats peuvent jusqu'à un certain point devenir concurrentiels. Mais les écarts conduisant à vendre à perte ne se sont jamais produits, autant que je sache, dans aucun réseau du pays. Peut-être monsieur Dodds voudrait-il ajouter quelque chose à ce que je viens de dire étant donné qu'il a été très actif dans les négociations des circuits avec l'organisme de défense de NORAD, la ligne de défense balistique DEW, etc., où nous avons profité d'un très grand nombre de circuits grâce à notre position stratégique.

M. J. W. Dodds (directeur général d'Alberta Government Telephones): Les taux ne sont pas fondés sur la sorte de normes tarifaires exigées d'un exploitant commercial ordinaire. Si vous vendez des circuits par grands Blocs ou canaux à un organisme important comme par exemple comme les forces de défense des États-Unis, alors les taux seraient établis selon le coût propre du réseau et il faudrait voir à ce que le tarif soit assez élevé pour garantir à l'utilisateur du téléphone qu'il ne subventionne pas cette affaire, en aucune manière.

M. De Bané: Aux fins de mon argumentation, je ne mettrai votre affirmation en doute pour le moment, mais à la page 7 vous dites que:

[Texte]

Circuit costs of Telesat facilities are 3 to 4 times as high as locally arranged terrestrial circuits on existing systems...

If the circuit costs of Telesat are three to four times as high as what you have by microwave, then as a shrewd businessman, and I think you are, how could you be interested in renting from telesat not only where the net cost is three to four times what you may have already with your facilities but to allow Telesat to have any revenue for itself—if you can have the same arrangement through your microwave system?

Mr. Reiersen: Mr. Chairman, we do feel that we are shrewd businessmen. I will come back to the rural buried cable system in the Province of Alberta. I know that every telephone system involved intrans-Canada can give similar examples of social obligations they have; they are not cream skimmers of just the good business area. So I tried to stress the rural buried cable system. Our system will perhaps, from the indication that we have now, one day be at least in economic balance.

But for a very long time, until the utilization is built up far more than anything that we had estimated to start with, we stood to recover probably from 50 to 75 per cent of the system. But I stress the social responsibility and the importance of doing a job in communications. I think Telesat, and I want to stress this again, is a new technology. I believe that it has national significance as far as our importance is concerned in international communications and international stature.

I think the development of technology, the opportunity of our own people in design, in employment, in being a part of the space age, is important. I believe the companies of Trans-Canada are prepared to take their full responsibility and by letters of intent, contractual obligations and this kind of thing they have, in fact, a part of development. The first Trans-Canada microwave system is an example, and this is just another stage in which we are anxious to see "Canada" marked on a satellite 23,000 miles in outer space—a satellite built and operated by Canadians for Canada. This is not any reflection upon our neighbours because we will need a lot of their technology that has gone

[Interprétation]

les coûts des circuits des services de Télésat sont de trois à quatre fois plus élevés que les circuits terrestres régionaux des réseaux existants...

Si les circuits de Télésat coûtent trois ou quatre fois plus que les réseaux à micro-ondes, alors en homme d'affaires averti, et je crois que vous l'êtes, comment seriez-vous intéressé à louer le Télésat alors que le coût est non seulement trois à quatre fois plus élevé que le coût des services dont vous disposez, seulement pour permettre à Télésat de réaliser des revenus, si vous pouvez prendre les mêmes dispositions grâce à votre réseau micro-ondes.

M. Reiersen: Nous croyons que nous sommes des hommes d'affaires avisés. Je vous parlerais par exemple des systèmes ruraux de câbles enfouis de la province d'Alberta. Je sais que tout réseau téléphonique associé au réseau Trans-Canada peut donner de semblables exemples des obligations sociales qui lui incombent, ce ne sont pas des gens qui prélèvent seulement la crème des affaires dans les bonnes régions. J'ai donc essayé de mettre en relief le réseau rural des câbles enfouis. Peut-être notre présent système sera-t-il un jour, d'après les indications que nous possédons maintenant, au moins économiquement équilibré.

Mais pendant très longtemps, jusqu'à ce que le service connaisse une expansion beaucoup plus grande que ce qui avait été prévu au départ, nous devions récupérer peut-être de 50 à 75 p. 100 du coût du système, mais je vous signale les responsabilités sociales, et l'importance d'accomplir un bon travail en matière de communications. Je crois que Télésat, je veux le répéter, est une nouvelle technique, et je crois qu'elle a une signification nationale quant à notre importance dans les communications internationales et à notre importance nationale.

Je crois que les progrès technologiques, l'occasion qui s'offre à notre population de prendre part à l'élaboration et à la réalisation qui nous fera participer à l'ère spatiale est une chose importante. Je crois que les sociétés du Réseau Transcanadien sont prêtes à prendre en main toutes leurs responsabilités et, au moyen de lettres d'intention et d'obligations contractuelles et de dispositions de cette nature, ils ont, de fait, participé au progrès. Le premier réseau à micro-ondes transcanadien en est un exemple et ceci n'est qu'un autre stade qui nous rend désireux de voir le mot «Canada» inscrit sur un satellite à 23,000 milles dans le cosmos, un satellite construit et commandé par des Canadiens, au

[Text]

● 1630

ahead of us and for which we will need to be properly appreciative.

The next thing then is that we want to make sure that it is viable and that it goes. This is why this sort of fear or the almost stalking of each other like antagonists somehow has to be set aside. I feel that if we achieve no more than somehow establishing a little better understanding and some more mutual trust than what we have been able to do up until now, then coming down would be thrice blessed.

Mr. De Bané: Do you think, Mr. Minister, that the formula that you have imagined for the carriers, such as a letter of intention or a binding contract, if there is possible agreement between Telesat Corporation and the carriers on a long-term basis under a contract, would that be a satisfactory solution to you?

Mr. Reierson: Yes. I think no-one, Mr. De Bané and Mr. Chairman, would like, by law, to leave the Telesat jurisdictionally in an inferior position or at the mercy, shall we say, of the carrier. I do not think any of us want to see the Bill so organized that whether it goes or not or whether it succeeds or not is at the whim or fancy of anyone. I think it must grow from a position of strength right from the level of the bill. Just to have a real strong amendment may not be the answer, but by the same token that you have been expressing here by totally closing the gate I think...

Mr. De Bané: A contract would be suitable?

Mr. Reierson: Pardon?

Mr. De Bané: A long-term contract?

Mr. Reierson: Well, I believe that, plus re-examination of the Bill and perhaps an indication in the Bill of the purpose of the Corporation—perhaps clearer statements. I know the enthusiasm for the project is all about us, but the real co-operation to get hold of the problem and get it under way seems to be missing and this is all that has to be really...tidied up because an act is only good if the people will accept it.

Mr. De Bané: I think the press has not faithfully reported what has been going on. The Minister has said that the collaboration and co-operation of TCTS is most essential to the success of this venture.

Mr. Reierson: Mr. De Bané, I think any of us who have been in public affairs know that a law is only as good as long as the public

[Interpretation]

service du Canada. Ceci n'est pas une critique à l'endroit de nos voisins, vu que nous aurons un grand besoin de leur technologie qui dépasse la nôtre et laquelle il faudra apprécier comme il se doit.

Ensuite, nous nous assurerons que l'affaire est rentable et se réalise. Voilà pourquoi ce genre de crainte ou cette poursuite de l'un et de l'autre comme si nous étions des antagonistes doit en quelque sorte être mise de côté. Selon moi, si nous ne réalisons pas autre chose que d'établir, d'une certaine manière.

M. De Bané: Croyez-vous monsieur le Ministre que la formule que vous avez envisagée pour les sociétés d'exploitation, comme une déclaration d'intention ou un contrat obligatoire, laisse place à une entente entre la Télésat et les sociétés de communication, par voie de contrat à long terme? Est-ce que cette solution vous semblerait satisfaisante?

M. Reierson: Je pense que personne n'aimerait sur le plan juridique, laisser Télésat dans une position inférieure ou à la merci, devrions-nous dire, des sociétés d'exploitation. Personne ne voudrait que la rédaction du bill permette, s'il est adopté ou appliqué, que Télésat serve les objectifs des gens ou obéissent à la fantaisie de quelqu'un. Je crois que le projet de loi doit lui donner des bases plus solides. La réponse ne réside pas seulement dans le fait d'avoir une modification très rigoureuse mais en plus de la preuve que vous avez fournie, en fermant complètement toute ouverture, je crois.

M. De Bané: Un contrat suffirait-il?

M. Reierson: Pardon?

M. De Bané: Un contrat à long terme?

M. Reierson: Je crois qu'en plus d'un nouvel examen du projet de loi et peut-être en indiquant dans le texte, le but de la Société, peut-être en des termes plus précis. Je sais que le projet suscite de l'intérêt, mais la collaboration nécessaire pour régler le problème semble absente. C'est tout ce qui doit être vraiment remis en place parce qu'une loi ne vaut que si les gens la respectent.

M. De Bané: Je ne pense pas que la presse ait rapporté fidèlement ce qui a été dit. Le ministère a dit que la collaboration et la coopération de Télésat Canada est de toute première importance pour arriver à ce but.

M. Reierson: Je crois que ceux qui ont été dans la politique savent qu'une loi ne vaut que si elle est respectée du public. Une charte

[Texte]

will accept it, so a charter such as this is only as good as the participants will actually and enthusiastically dedicate themselves to making it work. To have a bill half the size, I do not believe is the key. It is a matter of an understanding between the Government of Canada and those who will be using the facility to get on with the job.

Mr. De Bané: I will pass now, Mr. Chairman.

Mr. Reierson: I am sorry, I am perhaps giving lengthy answers to short questions.

Mr. De Bané: No they are very good answers.

Mr. Dinsdale: Mr. Chairman, I think Mr. Reierson is giving very full and informative answers. From the experience we have had in this Committee thus far it is advisable to do this because we are working very much in the dark in this new field of communications.

As I have listened to the various witnesses who have come before the Committee, other than the politicians who wax very eloquent on the immediate impact of the Telesat communications facility, it would appear that in

• 1635

the initial stages and in the early stages that the use of Telesat in expanding our communications system will be largely experimental. I do not know whether Mr. Reierson was here this morning or not; we had Dr. MacIntosh who indicated that the launching technology for example is still quite precarious, now, listening to Mr. Reierson this afternoon, it would seem that the utilization of the satellite, of the Telesat as an expansion of the existing telecommunications will be largely experimental in the early states. Is that a fair assessment of your presentation?

Mr. Reierson: Yes, Mr. Chairman. This is my comprehension of the matter: firstly, the very size of the initial satellite, the type of structure—it is not my province to comment on the technology of the satellite and the launch because this is totally out of my field. Our studies have been along the amount of use that circuits could have.

They can displace to a degree certain circuits that we already have or take the place of those which would otherwise be added, but the real importance is that this is not at the outset justifiable economically; to put it simply, we can do the job from existing systems cheaper, but we cannot get into some of the

[Interprétation]

comme celle-ci n'est valide que si les participants se dédient avec enthousiasme pour l'appliquer. Avoir un bill à moitié n'est pas, à mon avis, la solution. Il s'agit d'avoir une entente entre le gouvernement du Canada et ceux qui utiliseront ces services.

M. De Bané: Je cède la parole.

M. Reierson: Veuillez m'excuser si je vous donne peut-être des réponses trop longues à des questions très brèves.

M. De Bané: Ce sont d'excellentes réponses de toute façon.

M. Dinsdale: Je crois que M. Reierson donne des réponses fourmillantes de renseignements. D'après l'expérience que nous avons eu au Comité, je crois qu'il est sage de faire cela, parce que nous sommes un peu dans le noir, dans le nouveau domaine des télécommunications.

J'ai entendu les différents témoins qui sont venus présenter leur exposé devant le Comité, qui sont différents des politiciens très éloquents sur l'incidence immédiate de l'insaturation des systèmes de télécommunication

Télesat. Il me semble qu'aux étapes initiales, et aux premières étapes, l'utilisation de Télé-sat, en vue d'accroître nos installations de télécommunications sera en grande partie expérimentale. Je ne sais pas si M. Reierson était ici ce matin. Il y avait le docteur MacIntosh qui nous a indiqué que les techniques de lancement, par exemple, sont encore assez précaires et, d'après l'exposé de monsieur Reierson cet après-midi, nous avons l'impression que l'utilisation des satellites du système Télé-sat comme moyen d'agrandir notre système actuel de télécommunications sera en grande partie expérimentale au début.

M. Reierson: C'est la façon dont moi je comprends la question. Tout d'abord, la dimension des premiers satellites, le type de la structure, ce n'est pas de mon domaine de faire des commentaires sur la technique des satellites et sur le lancement, parce que cela ne relève pas de ma compétence. Nos études ont porté sur le nombre d'usages que l'on pourrait faire de ces circuits.

On peut remplacer jusqu'à un certain point certains circuits que nous possédons déjà ou qui prennent la place des circuits qui auraient dû être ajoutés, mais l'importance réelle c'est que cela ne se justifie pas sur le plan de la rentabilité. En d'autres termes, nous pouvons faire le travail à partir des systèmes existants

[Text]

very remote areas with any kind of system, whereas the opportunity to work from the satellite is an important one because it will give coverage and it seems to me that making it work and carrying some of the initial costs and taking some of the initial risks is as justifiable as working the bugs out of the first TV system, for instance, and going on to a transistorized system where you are all aware of the amount of work that it did take and the amount of time involved.

It seems to me that this will be a period of time where there could be no successful return to an investor from outside of the existing carriers, whether investor-owned or publicly owned or the Government of Canada which is developing it as sort of a co-ordinated public responsibility.

Mr. Dinsdale: On your understanding and knowledge of the problems of technological innovations, would you, Mr. Reierson, anticipate that this would be a fairly extended period of time before the satellite could be used in everyday practical communications servicing? Is it five years, 10 years, 15 years? Is it possible to speculate as to how long this initial, experimental, pioneering stage would last?

Mr. Reierson: This again, I suppose, is guesstimating. From my reading of material on COMSAT, the utilization of trans-Atlantic circuits actually accelerated much more quickly than had been estimated. COMSAT had little or no contracts for service, because Trans-Atlantic Cable were involved. I do not know what percentage of the calls they are now handling but there was a time when statistics indicated to me that 20 per cent of the trans-Atlantic calls from this continent to Europe were going via satellite.

Now, whether this is correct or not, I do not know; I cannot back up my information

• 1640

by anything more than conjecture. This could happen with Telesat but it would only happen if, let us say, the carriers concentrated heavily and said that if we, in our assurance that the circuitry is going to be expanded to our system, delay the development of existing systems and push Telesat ahead in order to reach a crossover point as soon as possible on its economics, there would, of course be a vast difference between that and merely mak-

[Interpretation]

et d'une façon moins dispendieuse, mais nous ne pouvons pas atteindre certaines régions très éloignées avec un quelconque système, alors que c'est une occasion très importante d'utiliser le satellite, à cause de la desserte. Il me semble donc qu'en en permettant le fonctionnement, en prenant une partie du coût initial et des risques c'est faire œuvre utile, comme, par exemple enlever les gros bonnets du premier appareil de télévision et en remplaçant par un système à transistor dont vous connaissez la somme de travail et le temps qu'on y a consacré.

Il me semble que durant cette période de temps, il n'y aura peut-être pas de profits, pour l'investisseur en marge des sociétés d'exploitation, appartenant à l'investisseur, au public ou au gouvernement du Canada qui l'exploite comme une sorte de société à responsabilité publique coordonnée.

M. Dinsdale: En vous appuyant sur votre connaissance et votre expérience des problèmes rattachés aux progrès techniques, monsieur Reierson, est-ce que d'après vous, vous croyez qu'il faudrait une période de temps assez longue avant que le satellite puisse transmettre des émissions tous les jours? Est-ce que ça peut vous prendre encore cinq ans, dix ans ou quinze ans? Est-ce qu'il est possible de fixer une date d'essayer de déterminer combien de temps cette étape initiale sera au stade expérimental?

M. Reierson: Ce ne sont là que des extrapolations. D'après les documents que j'ai lus sur le Comsat, l'utilisation des circuits transatlantiques a été beaucoup plus accélérée qu'on ne l'avait prévu. Comsat n'avait pratiquement pas de contrats pour le service, parce que les câbles transatlantiques étaient en cause. Je ne sais pas quel pourcentage des appels ils acheminent maintenant, mais à un certain moment donné, les chiffres indiquaient que 20 p. 100 des appels transatlantiques du continent vers l'Europe étaient acheminés par satellite.

Je ne sais pas si cela est exact, mais je ne peux pas vous donner les références précises;

je ne peux m'en tenir qu'à de simples conjectures. Cela pourrait se produire avec Télésat, mais seulement disons, si les sociétés de télécommunication s'y concentrent et déclarent que si nous donnons l'assurance que les circuits seront intégrés à notre système, que nous retardons le progrès des systèmes actuels et faisons parvenir aussitôt que possible Télésat à un point de jonction de son économie. Cela ferait une grande différence

[Texte]

ing it work, adding a bit, and doing this sort of thing.

I believe people within the whole consortium will determine that by their involvement and the decisions they make.

Mr. Dinsdale: Why cannot the technological pioneering and innovation that has been involved in COMSAT be applied fairly quickly to Telesat? They have gone through this experimental stage and have eliminated some of the bugs and the gremlins. Why cannot their experience be applied to the Canadian domestic system?

Mr. Reierson: Their experience will be applied, the very fact that a communications satellite can be designed, built, launched and adjusted into position.

Mr. Dinsdale: It is non-synchronous, I guess, is it? COMSAT is non-synchronous.

The Chairman: No. COMSAT is the operator for the INTELSAT organization.

Mr. Dinsdale: Oh, that is the organization.

The Chairman: It is really the INTELSAT satellites which are up there. They are in synchronous orbit.

Mr. Reierson: But all of this experience will be available to Telesat. I do not doubt this a bit. Such things as using Canadian engineering, manufacture, and so on, gives our people an opportunity at a risk. I suppose if we wish to buy the hardware in place and involve no one in Canada at all until the day we cut the ribbon and turn the switch, this would be one way to eliminate the risk of bugs and gremlins. I am not sure that in doing so we would be doing the citizens of Canada the kind of service we have an opportunity to do. Research and development are areas in which I think we should draw upon the best information and some of the guidance and all of the other things that have gone ahead.

Mr. Dinsdale: In any case you would anticipate that the early stages would involve substantial subsidization. I think this is the point you make in your brief, that in the initial stages the costs should be regarded as a subsidy rather than representing a charge on the users of existing services. Is that correct?

Mr. Reierson: I am not nearly as worried about the problems of technology causing losses of money or inability to provide service. Let us say that I have confidence that a

[Interprétation]

entre cette réalisation et une simple utilisation.

Je crois que les gens de ce consortium mondial vont l'indiquer par leur engagement et les décisions qu'ils prendront.

Mr. Dinsdale: Pourquoi le travail pionnier et l'innovation en matière technique qui a été fait avec Comsat, ne pourraient-ils pas être assez appliqués rapidement au Télésat? On a déjà passé par le stade expérimental; on a éliminé certains problèmes. Pourquoi ne peut-on pas utiliser cette expérience pour le système national du Canada?

M. Reierson: Leur expérience servira ici au pays car un satellite de télécommunications peut être conçu, fabriqué, lancé et mis en position.

Mr. Dinsdale: C'est asynchrone, je présume, n'est-ce pas? Camsat est asynchrone.

Le président: Non. Camsat exploite au nom de l'organisme Intelsat.

M. Dinsdale: C'est l'organisation.

Le président: Ce sont vraiment les satellites d'Intelsat qui sont en orbite synchrone.

M. Reierson: Toute cette expérience bénéficiera à Télésat. Je n'en doute pas une miette. L'utilisation du génie canadien, de la fabrication canadienne, etc., donnera aux Canadiens la chance de le faire, mais avec risque. Je présume que si nous désirons acheter le matériel sur place, sans que personne au Canada ne prenne des risques, jusqu'au jour où nous couperons le ruban traditionnel et brancherons les systèmes, ce serait une manière d'éliminer le risque d'avoir des difficultés. Je ne suis pas certain que nous rendrions ainsi aux citoyens canadiens le genre de service que nous aurions l'occasion de faire. La recherche et le développement sont deux domaines dans lesquels nous devrions concentrer nos efforts pour obtenir les meilleurs renseignements et les meilleurs conseils pour nous porter vers l'avant.

M. Dinsdale: De toute façon, vous vous attendez à ce qu'au premier stade, il faille des subventions considérables. C'est bien ce que vous avez indiqué dans votre mémoire, n'est-ce pas? Au début, si j'ai bien compris, le coût devrait être considéré comme une subvention plutôt que comme une charge pour l'abonné des services existants.

M. Reierson: Je ne me préoccupe pas autant des problèmes de la technique qui occasionnent des pertes monétaires et une incapacité à fournir un service. Disons, que

[Text]

good satellite will be built and that we will make it work and there will be a minimum number of problems and no gremlins. But it is different when it comes to the economics of supplying television circuits into isolated communities of the North or televising the Mexico Olympics to 100 million Europeans via Eurovision.

It is not a shakedown necessarily of technological problems; it is a matter of utilizing the advantages of the existing systems. Canada is not badly off as far as having microwave systems. At this time we have two totally separate systems, and both are heavy route. One is owned by the companies making up the Trans-Canada Telephone System, and the other is owned by the railways' telecommunications. So we are not inadequately supplied with the systems on the east-west route. I do not believe we are inadequately supplied with systems within Alberta because the map shows a very intense network.

To say how much we will fail to expand and use the new circuits is a matter of economics. Comparing INTELSAT and our own system, it seems to me that the rapidity with which this will develop will be directly geared to the enthusiasm we have in asking service from it.

Mr. Dinsdale: You are saying then, Mr. Reierson, that in the initial stages the financial risk would be from under-utilization rather than from technological failure and unforeseen costs arising therefrom.

Mr. Reierson: Again I am guessing.

The Chairman: But for the purposes of Telesat though, the Trans-Canada, the CBC, and CN-CP will have utilized all the circuits available. For Telesat itself there will be no under-utilization.

Mr. Reierson: Not for the first satellite. I do not believe there is really a problem in that. Perhaps someone who is far better versed in the techniques, perhaps Mr. Reid, would be much more aware of exactly how the original capacity is standing by. The first satellite is really a geared-up type of plant, that is, an experiment that is beyond an experiment because it actually has a saleable scale-up to it. But the big opportunities are in the next range of satellites, in my understanding.

Mr. Dinsdale: As I read the brief, with respect to financing you are suggesting that

[Interpretation]

j'ai confiance qu'on construira un bon satellite, que nous le ferons fonctionner, et qu'il y aura très peu de problèmes, mais pas de difficultés. C'est très différent lorsque l'on parle de l'argent destiné à fournir des circuits de télévision aux régions isolées du Nord ou pour télédiffuser les Jeux olympiques de Mexico à 100 millions d'Européens par l'intermédiaire d'Eurovision.

Il ne s'agit pas nécessairement de secouer les problèmes techniques; il faut utiliser le système existant de la meilleure façon possible. Le Canada possède déjà un réseau à hyperfréquences. Nous avons deux systèmes distincts qui acheminent beaucoup de transmission; l'un appartient au Réseau télégraphique transcanadien et l'autre aux sociétés de télécommunications des chemins de fer. Nous ne sommes pas desservis de manière inappropriée par le trajet est-ouest. Je ne crois pas non plus que ce soit ainsi en Alberta car la carte montre un réseau très intense. Il revient à l'économie de déterminer comment nous ne parviendrons pas à élargir et à utiliser les nouveaux circuits. Pour faire des comparaisons entre Intelsat et notre propre système, il me semble que la rapidité à laquelle cela se développera sera directement reliée à l'enthousiasme avec laquelle nous demanderons des services.

M. Dinsdale: Vous dites alors, monsieur Reierson, qu'aux étapes initiales, les risques financiers proviendraient surtout d'une sous-utilisation plutôt que d'échecs techniques et de coûts imprévisibles qui sont soulevés par après.

M. Reierson: Ce n'est encore qu'une supposition.

Le président: Mais aux fins de Télésat, le Réseau téléphonique transcanadien, Radio-Canada, et NC-PC auraient utilisé tous les circuits disponibles. Pour Télésat lui-même, il n'y aura pas de sous-utilisation.

M. Reierson: Non pas pour le premier satellite. Je ne pense pas que ce problème se pose vraiment dans le cas du premier satellite. Quelqu'un qui serait mieux versé dans le domaine technique, peut-être monsieur Reid, serait beaucoup plus conscient de la capacité originale. Le premier satellite est un genre de plantes grimpantes qui constitue une expérience au delà d'une expérience, parce qu'en fait, elle a une augmentation courante. Mais les grandes chances résident dans la prochaine sorte de satellites, d'après ce que je comprends.

M. Dinsdale: Si je lis bien le mémoire en ce qui concerne le financement, vous laissez

[Texte]

there will be substantial subsidization involved in the initial stages, and the Alberta Government, the Alberta telephone system, through the Trans-Canada Telephone System is very happy to be involved in this subsidization as a contribution to technological advancement in the field of communications. But you also make the point that at this early stage, because of the element of risk involved and because of the element of subsidization, the public should not become involved in financing. Is that correct?

Mr. Reiersen: Yes.

Mr. Dinsdale: Other than through government revenues?

Mr. Reiersen: That is right. The Government of Canada represents all the people of Canada, so if they were involved to the extent of 50 per cent of the risk, then the public have been adequately loaded with risk in that area. And as far as our involvement in the risk goes, we are risking the telephone users, should we say, a half million telephones in our system. It all becomes a rather minor degree of risk because the initial cost of the satellite itself is not an excessive amount of risk.

But if you would take one-third of that, then it becomes a matter of making sure that the rates whole structure, that may well be subsidized by companies of the Trans-Canada system, would be used to assure someone else a profit while they were talking a loss. And this seems to be the anomaly in the original period of time.

This is why my suggestion is that one-third—if one-third is a good figure and I feel it is—should be dedicated for distribution at a later date so the public are satisfied. This could even be statutorily set up, that that would be held in reserve until a time acceptable to the Governor in Council. It could not be distributed in any other way than by the sale of shares on as wide a distribution as possible to the citizens of Canada.

Mr. Dinsdale: So you are concerned with undue losses rather than excess profits to any early investors.

Mr. Reiersen: Yes, so that it is not necessary to structure the revenues artificially. We shall meet investors outside the industry and the Government of Canada. If the revenues are artificially structured in order to meet that, then, of course, there are excessive amounts of cost being placed upon circuits, whereas it seems to me if this type of loading were absent it could expedite the economic

[Interprétation]

entendre qu'il y aura une subvention importante aux étapes initiales, et que le gouvernement de l'Alberta, le *Alberta Telephone System*, par l'entremise du Réseau téléphonique transcanadien sera heureux de participer aux subventions à titre de contribution à l'avancement technique dans le domaine des télécommunications. Mais vous avez aussi précisé que cette étape initiale, à cause du risque qu'elle implique et de la subvention, le public ne devrait pas participer au financement. Est-ce exact?

M. Reiersen: Oui.

M. Dinsdale: Autrement que par l'entremise du gouvernement?

M. Reiersen: C'est exact. Le gouvernement du Canada représente tous les Canadiens. Alors, si le gouvernement du Canada participe à 50 p. 100 du risque, le public a déjà couru suffisamment de risques dans ce domaine. En autant que notre engagement financier est compris, nous portons les risques aux abonnés de téléphone, soit un demi-million de téléphones dans notre système. Le risque est moins élevé, parce que le coût initial du satellite lui-même ne représente pas un risque excessif.

Mais si vous en preniez le tiers à ce moment-là, il s'agit de savoir si les tarifs de toute la structure qui peuvent être subventionnés par les sociétés du Réseau téléphonique transcanadien serviraient à profiter à quelqu'un d'autre quand ils parlaient d'une perte. Cela semble l'anomalie dans cette période de temps originale.

C'est pourquoi je crois qu'un tiers, si c'est un bon chiffre, et je crois que si, devrait être retenu pour la distribution à une date ultérieure afin de satisfaire le public. Cela pourrait même être établi par des statuts, que cela serait maintenu en réserve jusqu'à un moment acceptable pour le gouvernement en conseil. Cela ne pourrait pas être distribué d'une autre manière que par la vente d'actions sur une échelle aussi large que possible de citoyens canadiens.

M. Dinsdale: Vous vous préoccupez de pertes indues plutôt que des super-bénéfices que pourraient réaliser les premiers actionnaires.

M. Reiersen: Oui. Il n'est donc pas nécessaire d'établir artificiellement les revenus de façon à répondre au besoin des actionnaires à l'extérieur de l'industrie et au gouvernement du Canada. Si les revenus sont artificiellement établis, de façon à répondre à ces besoins, par conséquent, des sommes excessives sont dépensées pour des circuits. Il me semble donc que, si ce genre de dépenses

[Text]

stability of Telesat and make it viable at a much earlier date and at that time restructure the capitalization and involve the public when the shakedown cruise has been over. I am not going to suggest when the honeymoon is over because I think this is a shakedown cruise very much and that the honeymoon will probably be in the future rather than at the start.

Mr. Dinsdale: I imagine you are suggesting too that the accounting be kept separate from your normal accounting with respect to the users of your telephone facilities now so that the undue burden would not be placed on the consumers of your telephone service at the early stage. You would want the accounting kept completely separate and not be involved in the total cost of your telephone servicing in the Province of Alberta.

Mr. Reierson: No, I must say that other than the fact that you would keep each factor as separate as proper cost accounting would direct, to us it would be sharing in a research and development program that gave us access to circuits that we would rent exactly the same as we rent certain circuits from Canadian National Telecommunications and they rent certain circuits from us. We would pay a rental. We would be able to keep the structure separate to that extent but there is no other place for any losses to come from than from the revenue from our telephone users. There is no other way unless we tried to write it off. But it has to come from revenues so that it would be part of the system. I see no other way.

Mr. Dinsdale: It could possibly increase substantially the telephone rates.

Mr. Reierson: No, I do not believe it could increase substantially telephone rates. If this were the concern we could scarcely be going into a rural development program that in itself is almost as large as Telesat's total cost at the outset.

Mr. Dinsdale: You have mentioned that Alberta's orientation is north-south rather than east-west. I think I can confirm that from personal experience. Do you see that the advent of Telesat will assist in your problem, providing improved communications facilities in the remote northern parts of Alberta, or have you already adequate facilities in this regard? For example, would it solve the problem of TV and telephonic coverage in Northern Alberta?

[Interpretation]

n'existait pas, ça pourrait accélérer la stabilité économique de la Télésat et la rendre viable plus tôt que prévu; nous pourrions donc, à ce moment-là, rétablir la capitalisation et demander la participation du public lorsque la période d'adaptation aura été terminée. Je n'oserais pas dire quand la lune de miel sera terminée, parce que je crois que la lune de miel consiste vraiment en une période d'adaptation et qu'elle ne se fera probablement pas au début.

M. Dinsdale: Vous voulez que la comptabilité soit distincte de votre comptabilité normale en ce qui concerne les abonnés de vos services téléphoniques, de façon à ce qu'un fardeau indu ne soit pas, au départ, placé sur les épaules des abonnés de votre service téléphonique. Vous voudriez que les deux services de comptabilité soient distincts de façon à ce que vous ne soyez pas obligés de défrayer les frais du service téléphonique de l'Alberta.

M. Reierson: Non, je dois dire que, à part le fait de garder chaque facteur distinct, comme le demanderait la comptabilité analytique de l'exploitation, pour nous, ce serait partager un programme de recherches et de perfectionnement, qui nous a donné accès à des circuits, qui seraient loués au même prix que nous les louons des Télécommunications du Canadien National. Ils nous en louent et nous leur en louons. Nous pourrions, à ce point, maintenir la structure distincte, mais les pertes ne peuvent provenir que des revenus de nos abonnés. Il n'y a pas d'autres façons, à moins que nous tentions de la défalquer. Mais les pertes doivent provenir des revenus, de sorte que ça fasse partie du système.

M. Dinsdale: Cela pourrait considérablement accroître le prix de l'abonnement au téléphone.

M. Reierson: Je ne crois pas. Si c'était ce qui nous préoccupe, nous pourrions à peine étudier un programme d'expansion rural, qui, au départ, coûte aussi cher que la Télésat.

M. Dinsdale: Vous avez mentionné que l'expansion de l'Alberta se fait du nord au sud plutôt que de l'est à l'ouest. J'ai pu voir cela d'après ma propre expérience. Croyez-vous que la venue de Télésat vous aidera, en vous fournissant de meilleurs services de communications dans les parties éloignées du nord de l'Alberta ou avez-vous déjà des installations satisfaisantes pour répondre à vos besoins? Est-ce que, par exemple, cela résoudra le problème de la desserte télévisuelle et téléphonique du nord de l'Alberta.

[Texte]

Mr. Reiersen: We probably have only one area at this time where there is a large question of television and this is at Fort McMurray, the development of the Tar Sands by Great Canadian Oil Sands Limited. We have a microwave system which is of a light route nature so that it cannot carry television channels because of the ratio of population to the cost of providing it, the fact that it is out of range of CBC and so on, so that we do have our problem in this area—whether this would be helpful.

• 1655

There could be other developments where you would not look to putting any terrestrial system in at all if the satellite system were a successful means of providing service. And these are the things that it seems to me time will tell. Today we have the area adequately served to wherever we have developments so that it is not important to us to provide the kind of communications we have today but it is important to us as Canadians, as a province of Canada, or as a communications company in Canada, to see this new technology go forward.

Mr. Dinsdale: You make the point that regulations will be of the utmost importance in getting this new system off the ground and this seems to be one area of information that is particularly shady. Have there been no intergovernmental discussions with respect to this important matter of regulations that will be applied to the new system and how those regulations will be implemented or integrated with the existing regulatory bodies such as your public utilities group?

Mr. Reiersen: Up until this time I believe everything concerning Telesat is so new as far as discussing regulations—We have some provinces with investor-owned telephone systems that come under the Department of Transport. We have three provincially owned Crown corporations, two of which come under provincial boards of public utility commissioners and one under the direction of the executive council for rating structures with the approval of the legislature at the next session. Ordinarily a publicly-owned public utility is not subject to regulation because it can be used and is often used as a basis of raising money in lieu of taxation. And since it is a monopoly that is acceptable, since the revenues return to the people they serve as a monopoly, there is no possibility of direct exploitation. So we have them all of the different situations to arrive at a set of regulations that could rather direct the affairs of

[Interprétation]

M. Reiersen: Fort McMurray est le seul endroit où il y a un problème de télévision; il s'agit ici du groupe d'habitations de Tar Sands, construit par la *Great Canadian Oil Sands Limited*. Nous avons aussi un réseau à hyperfréquences très faible, de sorte que nous ne pouvons pas transmettre des émissions de télévision à cause du rapport entre la population et le coût de transmission, le fait qu'il soit hors de portée de Radio-Canada et ainsi de suite. Nous avons donc nos problèmes dans cette région. Reste à savoir si ça sera utile.

Il pourrait y avoir d'autres régions où il serait mieux de ne pas avoir de réseaux au sol, si le réseau de satellite était le meilleur moyen de procurer un service. Voilà les choses qui, il me semble, doivent être considérées. Il n'est pas important pour nous de fournir le genre de communications que nous avons aujourd'hui, mais il est important pour nous, en tant que Canadiens, province du Canada ou en tant que compagnie de communications au Canada, de voir à ce que cette nouvelle technologie progresse.

M. Dinsdale: Vous dites que la réglementation sera très importante pour faire démarrer ce nouveau système. Il me semble que c'est un secteur d'information plutôt obscur. Est-ce qu'il y a eu des discussions intergouvernementales sur cette question très importante de réglementation, qui sera appliqué au nouveau système; n'y a-t-il pas eu de pourparlers sur la façon dont on intégrera ces règlements avec les groupes actuels de réglementation tels que les Services publics.

M. Reiersen: Jusqu'ici, je pense que tout ce qui concerne Télésat est tellement nouveau que la discussion sur les règlements est difficile. Il y a certaines provinces qui ont des réseaux téléphoniques qui sont la propriété d'actionnaires et qui relèvent du ministère du Transport. Il y a aussi 3 sociétés de la Couronne appartenant à la province; deux d'entre elles relèvent des commissaires des services publics provinciaux et l'autre, des directeurs du conseil exécutif quant à la tarification qui doit être approuvée par la législation à sa prochaine session. Ordinairement, les services publics de bien commun ne sont pas soumis à des règlements, car on peut s'en servir et on s'en sert souvent comme source de revenus à la place de la taxation. Comme les revenus reviennent à la population desservie, il n'est pas question d'exploitation directe. Donc nous avons toutes les sortes de situations différentes pour établir un

[Text]

satellite communications, probably the integration of acceptable guidelines that we already have worked out through trial and error in the Trans-Canada Telephone System.

Many areas that have had to be developed in transportation probably will need to come forward in communications as communications internationally become more and more common, just as direct distance dialing is now sort of old hat. It was yesterday's phenomenon; today it is commonplace. The international direct distance dialing—all of these things—communications are so vital, I think, that we need to know where we are going and this is why we are not opposed to a proper set of regulations that all of us would work by. And this is why we have stressed that we lean favourably towards regulations that could help to establish a greater amount of confidence in each other and still will leave each of us in our own participation with a clear identity.

Alberta Government Telephones wishes to remain under the jurisdiction of the province but we will accept outside regulation as a part of the Canadian family communication company.

Mr. Dinsdale: But I think you make the point that it should be integrated as much as possible rather than—you used the phrase “developing the dual system that applies in the United States”.

Mr. Reiersen: The state communications companies come under the state communications commissions, and then I believe the Federal Communications Commission has over-all control over the total facilities or the inter-state commerce in communications.

• 1700

Mr. Dinsdale: But you would much prefer the integration of regulatory systems to avoid this duplication in the interests of greater facility in use as has happened with your direct dial system and so forth. Rather than working at odds, working together.

Mr. Reiersen: Yes. We used this illustration in our brief when we prepared it. If toll rates were arbitrarily reduced by a federal regulatory body to the point where we were in financial jeopardy, we would then have to go back to our Board of Public Utility Commissioners and say that we must have a rate increase in local long distance intraprovincially and in set rentals in what is called exchange revenue. Our Board of Public Utility

[Interpretation]

ensemble de règlements qui pourrait gérer les communications par satellite, l'intégration de lignes directrices acceptables que l'on a déjà mis à l'essai dans le Réseau Téléphonique Transcanadien.

De nombreuses régions, dans lesquelles on a dû perfectionner les moyens de transport, devront probablement prendre un nouvel essor dans le domaine des communications au moment où les communications deviennent de plus en plus importantes au niveau international. Hier le service interurbain automatique était un phénomène, aujourd'hui c'est ordinaire. Les communications sont tellement vitales, je pense, que nous devons savoir où nous allons et c'est pourquoi nous ne sommes pas opposés à un ensemble de règlements sur lequel nous nous baserions. Nous sommes, par conséquent, favorables à une réglementation qui pourrait nous aider à établir une plus grande confiance mutuelle, tout en gardant à chacun sa propre identité.

L'Alberta Government Telephones désire relever de la compétence de la province, mais nous accepterons des règlements venant de l'extérieur comme des règlements du réseau canadien de communications.

M. Dinsdale: Je crois que vous avez dit qu'il devrait être intégré autant que possible plutôt que... Vous avez parlé d'un «système double» comme celui qu'on applique aux États-Unis.

M. Reiersen: Les compagnies de télécommunications de l'État relèvent des commissions de télécommunications des États. Je crois que la Commission fédérale des télécommunications dirige d'une façon générale tous les services et le commerce entre les États en matière de télécommunications.

M. Dinsdale: Mais vous préféreriez de beaucoup l'intégration d'un système de réglementation pour éviter ce double emploi en vue d'un meilleur service comme ce qui s'est passé avec le service de communication directe. Ainsi, au lieu de travailler l'un contre l'autre vous pourriez travailler ensemble.

M. Reiersen: Oui. Nous avons utilisé ces illustrations dans notre mémoire lorsque nous l'avons rédigé. Si on réduisait arbitrairement les taux de péage au moyen d'un organisme relevant arbitrairement du gouvernement fédéral, jusqu'au point où nous trouverions dans des difficultés financières, il faudrait que nous revenions auprès de la Commission des services publics pour faire augmenter les tarifs téléphoniques interur-

[Texte]

Commissioners would really not have a responsibility of assessing it in the true light of whether we should or not; they would almost be compelled, because of the overriding federal regulations, to merely add on to their jurisdiction funds which had been subtracted by the federal. This is where we feel there should be an integration of regulations to where this would not be a consistent difficulty between provincial and federal boards.

Mr. Dinsdale: But I imagine you would like to see that stated specifically in the Bill rather than merely stated as a matter of policy?

Mr. Reierson: Whether the regulations could too clearly be indicated in the Bill—the Bill would get very voluminous—

Mr. Dinsdale: Not the regulations specifically, but the fact of integration.

Mr. Reierson: That there would be a regulatory body, and its structure would be established by regulations under the Governor in Council.

The Chairman: Since the chairman of the task force investigating this possibility is in the room, I am sure he is taking your comments under advisement.

Mr. Dinsdale: I am not quite clear on the point that was made both by the Trans-Canada Telephone System and your brief today, that you would be greatly concerned if a competitive element or a new element of competition was introduced into the Telesat communications system. You refer to the existing facilities—Trans-Canada, the railway and the CBC: what possible other source of competition would there be that you refer to in your brief?

Mr. Reierson: Today, Mr. Chairman, we have concentrated accounting practices, data transmission, various centralized facilities for communications. The circuitry used to connect the equipment of computers and so on is rented from existing common carriers in competition, because if we are not prepared as telephone companies to meet rates established by competition with the railway communications companies, we would not have our share of the business. If Telesat Canada should have surplus that they were prepared to farm out at very low prices, this is one of the fears we have.

[Interprétation]

bains locaux, c'est-à-dire à l'intérieur d'une province et les tarifs de location des appareils téléphoniques entrant dans les revenus des centraux. Notre Commission n'aurait pas la responsabilité d'évaluer la situation, c'est-à-dire de décider si oui ou non nous devrions demander cette augmentation. Elle serait en quelque sorte presque forcée de le faire, étant donné qu'il ne lui resterait qu'à ajouter à sa juridiction des fonds soustraits par le fédéral. Et ici nous trouvons qu'il faudrait normaliser les règlements pour qu'il n'y ait pas constamment des difficultés entre les Commissions fédérales et provinciales.

M. Dinsdale: Je pense qu'il faudrait le dire clairement dans le projet de loi, plutôt que d'en faire une question de politique?

M. Reierson: Si on définit très clairement les règlements dans le bill, celui-ci va devenir trop volumineux.

M. Dinsdale: Pas les règlements en particulier, mais la question de normalisation seulement.

M. Reierson: La structure de cet organisme de réglementation serait établie par un règlement du gouverneur en conseil.

Le président: Étant donné que le président du groupe d'étude de cette question est dans la salle, je suis sûr qu'il prend note de votre avis.

M. Dinsdale: Encore une question. Je ne comprends pas très bien l'argument présenté à la fois par le Réseau téléphonique trans-canadien et votre mémoire aujourd'hui, à l'effet que vous seriez très inquiets si un élément concurrentiel ou si un nouvel élément de concurrence était introduit dans le système de communication Télésat. Par exemple, vous parlez des installations du Réseau téléphonique trans-canadien des chemins de fer et de Radio-Canada. Quelle autre concurrence pourriez-vous avoir à part celle que vous mentionnez dans votre mémoire?

M. Reierson: Aujourd'hui, monsieur le président, nous avons concentré nos systèmes comptables de transmission des données, et nous avons différents centres de communication. Les circuits utilisés pour relier l'équipement des ordinateurs sont loués des entreprises de télécommunications existantes qui sont concurrentielles, parce que si nous ne sommes pas prêts à titre de compagnie téléphonique à entrer en compétition avec les tarifs des compagnies de télécommunications des chemins de fer, par exemple nous n'aurons pas notre part des affaires. Si Télésat Canada avait des surplus de circuits et voulait, par exemple,

[Text]

No one, of course, can foretell in the field of communications what is going to develop five years from now and ten years from now because the situation is changing so rapidly, with the utilization of circuits for remote operations of all sorts of things, such as telemetering in oil fields for instance, the

• 1705

areas of data transmission, the setting up of a separate communications company.

There is nothing to prevent someone who has equipment setting up their own system to tie their own machines together and probably sell a package of service, whether it is accounting or not. This we would not endeavour to prevent, but we would like to feel that Telesat Canada, partially owned by ourselves and so on—would not suddenly be competing with the railways and us for providing circuits in some of these cases.

Mr. Dinsdale: I suppose this is something you would like to see enshrined in the regulations?

Mr. Reiersen: Well, the term "enshrined" is almost a frightening one because nothing in the field of communications ought to be totally enshrined; it is changing so quickly. But I think the intent ought to be sufficiently clear that there need be no apprehension of competition from that source.

The Chairman: Would the enshrining of this regulation in the legislation not be the effect of the amendment as presented by Trans-Canada Telephone?

Mr. Reiersen: Whether or not it would need to be quite that specific, I do not believe the intent is to enshrine and of course, by the same token, and I am not evading the point, Mr. Reid, there is no statute so sacrosanct that the House of Commons does not feel its prerogative to amend it at any time in its wisdom and, of course, this must be. So, the enshrining then becomes an intent of an earlier day.

Mr. Dinsdale: Would you see the Telesat as the possible additional competitor?

Mr. Reiersen: No, we do not see it as a possible competitor. But just as Mr. De Bané mentioned, if we cannot sell our circuits should we be prevented by the law of the

[Interpretation]

les louer à des prix très bas, cela par exemple, nous inquiéterait.

Naturellement, personne ne peut prédire exactement dans le secteur des télécommunications ce qui va arriver dans cinq ans ou dans dix ans qui viennent parce que la situation change tellement vite à cause de l'utilisation de circuits pour l'exploitation automatique de toutes sortes de choses, comme par

exemple, la télémessure des sols pétroliers, la transmission des données, l'établissement d'une autre compagnie de télécommunications.

Il n'y a rien aujourd'hui qui empêche quelqu'un qui possède de l'équipement d'établir son propre système, de relier toutes ces machines ensemble et de vendre une série de services comptables ou autres. Mais ceci, nous ne voudrions pas l'empêcher, mais nous aimerions penser que Télésat Canada, qui est en partie notre propriété, se trouve tout à coup en concurrence avec nous et les compagnies de chemins de fer pour fournir certains circuits dans des cas particuliers.

M. Dinsdale: Vous voulez que ceci soit intégré dans les règlements?

M. Reiersen: Le mot intégré est un peu inquiétant parce que rien dans le secteur des communications ne devrait entièrement être intégré parce que tout change tellement vite, mais je pense que l'intention doit être assez claire, pour qu'il ne soit pas nécessaire d'avoir une appréhension quant à ce genre de concurrence.

Le président: L'intégration de ce règlement dans la législation ne serait donc pas l'effet de la modification présentée par le Réseau téléphonique transcanadien?

M. Reiersen: Qu'il faille ou non être aussi spécifique, je pense que de toute façon il n'en reste pas moins l'intention n'est pas ici à l'intégration, et bien sûr, il n'y a pas loi que la Chambre des communes ne puisse se sentir libre de modifier lorsqu'il lui plaira. Ainsi une intégration devient bientôt une intention des premiers jours.

M. Dinsdale: Pensez-vous que Télésat pourrait être possiblement un concurrent supplémentaire?

M. Reiersen: Non, ce n'est pas comme cela que nous le voyons, mais c'est un concurrent possible. Comme le dit M. De Bané, si nous ne pouvons vendre nos circuits est-ce que la

[Texte]

land from trying to sell to whom ever wanted circuits? This is the question on the one hand. If we, as communication companies do not support it to where it can expand and thrive and grow and be part of the system, then should they be prevented from growing by this self-imposed restriction at the outset? This is the one position taken and you have asked, then, do we see Telesat Canada as a competitor? Well, I do not see it as a competitor. Perhaps there will be established an atmosphere of understanding.

The Chairman: But you do see it as a potential competitor under certain given circumstances?

Mr. Reierson: Under certain circumstances, particularly if public shareholders or investors were brought in right at the outset and a set of circumstances developed, then of course it could happen. Perhaps under certain circumstances it should happen, but I think if we had a good, strong understanding going ahead to make this work, then of course it would work.

Mr. De Bané: I understand that the Trans-Canada Telephone System does not criticize the participation of the public at the outset. I think on this point you disagree with the CTS brief. They said they had no objection to that.

Mr. Reierson: I could not speak for the Trans-Canada System in this area, but it is made up of investor-owned telephone companies and publicly-owned telephone companies. To attack the matter of investor participation may not been part of their submission. Their concern was expressed in the area of the possibility of open competition.

I am making our position clear, that the participation of the investing public at the outset increases the risk of there being competition if there is indeed risk, or there indeed needs to be. I am sure that this can be totally circumvented.

Mr. Dinsdale: I suppose that the government of Alberta would want reasonable assu-

• 1710

rance on this point before signing on the dotted line.

Mr. Reierson: I would probably almost have to ask for clarification and ask if you mean, does the government of Alberta as represented by Alberta Government Telephones plan on not joining and participating

[Interprétation]

loi pourrait nous empêcher d'essayer de les vendre à qui les veut? C'est là la question. Si nous, en tant que compagnie de télécommunications, nous n'appuyons pas la Société en question pour qu'elle puisse prendre de l'expansion et faire partie du système, on doit alors les empêcher de s'accroître au moyen de restrictions imposées librement au départ? C'est là la position qu'on adopte. Ensuite, vous nous demandez si nous voyons en Télésat Canada un concurrent? Pour ma part je ne le crois pas. Peut-être cela créera-t-il un climat de compréhension.

Le président: Est-ce possible que Télésat devienne un concurrent éventuel dans des circonstances particulières?

M. Reierson: Dans certaines circonstances, en particulier si les actionnaires privés et les investisseurs souscrivaient dès le début et si une série de circonstances arrivaient. A ce moment-là cela pourrait arriver. Peut-être que dans certaines circonstances cela pourrait survenir. Mais je pense que si nous avions un accord pour empêcher une telle chose, elle ne se produirait évidemment pas.

M. De Bané: Si je comprends bien, le Réseau téléphonique transcanadien ne s'en prend pas à la participation du public à la création de la société. Vous entrez donc en contradiction avec votre mémoire.

M. Reierson: Je pense que peut-être que je ne pourrais pas parler au nom du *Réseau téléphonique transcanadien* qui est la propriété de compagnies appartenant à des actionnaires privés et de compagnies appartenant à l'État, ces dernières pourraient attaquer la question de la participation des investisseurs. Leurs préoccupations étaient exprimées par les risques dans le domaine des possibilités de libre concurrence. Je précise notre position: la participation du public au départ augmente le risque de concurrence, s'il y a un risque évidemment ou s'il y a un besoin de créer un risque, évidemment. Je ne pense pas qu'on puisse complètement éviter le problème.

M. Dinsdale: Je suppose que le gouvernement de l'Alberta voudra avoir une assurance raisonnable avant de signer une entente.

M. Reierson: Je pense que je vais être obligé de vous demander des précisions à savoir si vous voulez dire que le gouvernement de l'Alberta, représenté par la Compagnie de téléphone de l'Alberta, ne veut pas se

[Text]

in Telesat until that amendment is put in? Is this what you mean?

Mr. Dinsdale: I am saying that you have to have reasonable assurance—

Mr. Reierson: Yes, one way or another.

Mr. Dinsdale: —that this would not become a competitive system that would constitute a considerable burden on the taxpayers of the Province of Alberta. As you have indicated, the first years will be experimental and pioneering years; you are going into this in the interest of the promotion of Canadian electronic technology, rather than for the purpose of subsidizing a possible competitor. Under those circumstances, would you want reasonable assurance at this point?

Mr. Reierson: Yes, I would want reasonable assurance, Mr. Dinsdale. However, we do not mistrust the federal government in this area whatsoever. It is a matter for greater mutual understanding and direction, rather than for fear of what it will do in the outset. The initial system is not so large that it is going to reflect itself adversely in all the telephone rates in this country. Let us not exaggerate the initial development in that way. If it should take on a direction in later years and become aloof from the original participants this would be unfortunate, because it is really just another highly sophisticated tool in the tool-chest of communication methods.

The Chairman: Could we move on to Mr. McCleave now?

Mr. McCleave: I am interested in the position of the Minister in regard to his last paragraph on page 10. When you speak about "realistic rate levels," Mr. Reierson, does that mean that rates may have to be lower than what would be sufficient to support the cost of the system in the early years? Is this what you mean by the phrase "realistic rate levels"?

Mr. Reierson: It would be necessary to establish a certain rate level in order to cover the bare cost of keeping the situation afloat. If it were carried by the Government of Canada and the communication company, it would be a very clearly understood situation...

Mr. McCleave: That there would be no profits immediately, available is that it?

[Interpretation]

joindre à TéléSAT tant que cet amendement ne sera pas ajouté. Est-ce que c'est cela que vous voulez dire?

M. Dinsdale: Je dis qu'il vous faut une assurance raisonnable, n'est-ce pas?

M. Reierson: Oui, d'une façon ou d'une autre.

M. Dinsdale: Pour que le système ne devienne pas concurrentiel ce qui constituerait un fardeau considérable sur les contribuables de la province de l'Alberta. Comme vous l'avez indiqué, ces premières années seront des années d'essai et de défrichement; vous vous lancez dans cette entreprise dans l'intérêt de la promotion de la technologie électronique canadienne au lieu de subventionner un concurrent possible. Dans ces circonstances, voudriez-vous avoir une assurance raisonnable à ce stade?

M. Reierson: Oui, je voudrais une assurance raisonnable, monsieur Dinsdale. Toutefois, nous ne nous méfions pas, d'aucune façon du gouvernement fédéral dans ce secteur. C'est plutôt là un terrain de plus grande compréhension mutuelle et de direction, plutôt que de crainte de ce qu'il va faire au début. Le système initial n'est pas si considérable qu'il reflète de façon adverse sur tous les taux de téléphone à travers le pays. Donc il ne faut pas exagérer les possibilités initiales de cette façon. Si dans les années à venir, l'orientation est différente et il s'écarte des participants originaires, ce serait très malheureux parce que vraiment ce n'est là qu'un nouvel instrument hautement élaboré dans le système des méthodes de communications.

Le président: Peut-être pourrions-nous laisser la parole à M. McCleave, maintenant?

M. McCleave: Je m'intéresse à la position du ministre à l'égard de son dernier paragraphe à la page 10. Lorsque vous parlez de niveaux de tarif réalistes, monsieur Reierson, est-ce que vous voulez dire que peut-être les tarifs devront être inférieurs à ce qui serait suffisant pour défrayer le coût du système au début? Est-ce que c'est ce que vous voulez dire par «niveaux de tarif réalistes»?

M. Reierson: Il serait nécessaire d'établir un certain niveau de tarif assez élevé pour couvrir le coût minimum pour garder l'entreprise à flot. Si cela était fait par le gouvernement du Canada et par la compagnie de communications, ce serait une situation très bien comprise.

M. McCleave: Il n'y aurait pas de profit immédiatement disponibles, est-ce ce que vous voulez dire?

[Texte]

Mr. Reiersen: There would not be any profits created by artificial rating to give a revenue to investors so that their confidence in an entity which was not economically sound during its initial period, would be maintained. If someone wishes to build a sewing machine plant and people invest in it, it is either going to be a success or a failure. If it is a success, people will make money; if it is a failure, the stock certificates are hidden away in the lower filing drawer and that is where they remain. Then the receivers tidy up the bankruptcy. This case is not in this type of category. That aspect cannot be considered because it must succeed. During this period it must be supported and nurtured until it is a success. That is when we will know its true potentiality in the Canadian communication facilities.

Mr. McCleave: I grant you that point. But why do you want to protect the public against making an investment in that kind of a venture? Surely, without having to put a skull and crossbones on the prospectus which will be sent out to the public, people would know, only by the fact that we have been discussing the subject for so many weeks, that it will be sometime before the Telesat would pay its own way. There is nothing wrong with that, surely. Let us say that my old Aunt Minnie—I have not got one, but let us invent her for the moment—wanted to invest \$1,000 and, she was able to get the shares. If someone said to her: "You are not apt to get a return in this for some time", I do not think that she would be running to the directors and saying, "You get me a dividend, regardless".

Mr. Reiersen: I wonder, Mr. Chairman, if this is as simple as Aunt Minnie wanting to be patriotic; she would be investing a \$1,000 from which she has no real assurance of getting revenue or getting a chance to sell her share for a period of time. This is not the way our speculative investors and even our loyal investors, invest their money. If they are given assurance at the outset that it is going to be a long haul, and that it is going to be a long, cold winter, they are going to keep their money in their banks.

Mr. McCleave: They may not.

Mr. Reiersen: I think in order to get Aunt Minnie's money, it will be necessary to give her something a little bit more tangible than confidence in the glory that it will bring to the country five years hence. This, I think is very important and by so doing is where the artificial rating seems to me to be the method by which it would have to be done.

[Interprétation]

M. Reiersen: Il n'y aurait pas de profit créé par un établissement artificiel de tarif pour donner un revenu à des investisseurs pour pouvoir conserver leur confiance à l'égard d'une entreprise qui ne serait pas en bonne posture au début. Si quelqu'un veut construire une usine de fabrication de machine à coudre et que des gens y placent des fonds, ce sera ou un succès ou un échec. Si c'est un succès, les gens feront de l'argent; si c'est un échec les certificats sont cachés dans le tiroir du bas d'un classeur et restent là. Les administrateurs judiciaires règlent alors la faillite. Le présent cas n'appartient pas à cette catégorie. Cet aspect ne peut être considéré parce qu'il faut réussir. Pendant cette période, il faut encourager, nourrir, approvisionner cette entreprise jusqu'à ce qu'elle réussisse. Là on saura son vrai potentiel dans les services de télécommunications canadiennes.

M. McCleave: Je vous l'accorde. Mais pourquoi voulez-vous protéger le public contre un investissement dans ce genre d'entreprise? Certainement, sans avoir à placer le signe de tête de mort et tibias sur le prospectus qui sera envoyé au public, les gens le sauraient, si seulement à cause du fait que nous discutons de la chose depuis tant de semaines, que ça prendra un certain temps avant que le système Télésat ne rapporte. Certes, il n'y a rien de mal là dedans certain. Supposons que ma vieille tante Minnie, je n'en ai pas une, mais inventons-la pour le moment, voulait investir \$1,000, et qu'elle pouvait obtenir les actions. Si quelqu'un lui dit: «Il va falloir un certain temps avant que vous ayez des profits.» Je ne crois pas qu'elle irait courir chez les directeurs pour leur dire: «Donnez-moi un dividende de toute façon».

M. Reiersen: Je me demande, monsieur le président, si c'est aussi simple que ma tante Minnie voulant être pratique; elle investirait \$1,000 sans avoir une réelle assurance d'obtenir un revenu ou d'avoir la chance de vendre ses actions pendant une certaine période de temps. Ceux qui font des spéculations ne sont pas prêts à agir comme cela. Si on leur donne l'assurance au début que ça va prendre un certain temps et que ça va être un long hiver, ils vont garder leur argent à la banque.

M. McCleave: Peut-être pas.

M. Reiersen: Si vous prenez l'exemple de votre tante Minnie, ça serait sage de lui donner quelque chose d'un peu plus tangible que de la confiance dans la gloire qu'en retirera le pays dans cinq ans. Je pense que c'est très important et ce faisant est là où une prévision artificielle semble être la méthode de l'exécuter.

[Text]

Mr. McCleave: Mr. Reiersen, surely the shares are not going to remain at a fixed level. They may go down because the Telesat has several or many lean years and then when the initial bugs have been overcome, they may go up above the purchase level. I agree with you, that it is a speculative investment.

The Chairman: No more speculative than some of the penny mines.

Mr. McCleave: I would not think so; I do not refer to my old Aunt Minnie. I refer to myself in that regard.

The Chairman: So do we all.

Mr. McCleave: Others have been bitten too. I cannot see why you want to protect the public; the public is going to know that serious doubts have been raised here, even though we all wish the enterprise well.

It is not something for a trustee investment, however, if people have a little money and they are able to get the shares, they should be allowed to participate and feel a part of this unenshrining world of which you speak.

Mr. Reiersen: Mr. Chairman, I do not think that a communication utility can be treated so casually or with such a cavalier approach. It is not uncommon for an investor-owned public utility, after it has expanded its borrowings by going to the open market, to be sent a notice by the Security Commission, who advises that it would be in the best interest of the shareholders if another block of common stock were offered to the public for purchasing. This is just good housekeeping. No one, including a government, wants a financial institution, a communication or power utility, to suffer a loss in public confidence.

Whatever will happen, Mr. Chairman, if a citizen is involved in the purchase of shares, he will be given some assurance that he is not participating in a highly speculative venture.

• 1720

The Government of Canada's participation in this, is automatically an assurance. Whether or not the government of Canada says that it is going to give it that application, those who own equity in a regulated, investor-owned public utility, will view this utility, because of its financial and economic structure, in exactly the same way. You cannot take that away from them.

Mr. McCleave: Has it occurred to you, Mr. Reiersen, that the argument you use implies

[Interpretation]

M. McCleave: Sûrement, monsieur Reiersen, les actions ne resteront pas à un niveau fixe. Elles peuvent baisser parce que Télésat aura plusieurs années maigres et éventuellement elles peuvent avoir de bonnes années et remonteront au niveau. Je suis d'accord avec vous que c'est un investissement spéculatif.

Le président: Pas plus spéculatif que certaines mines à deux sous.

M. McCleave: Je ne le croirais pas. Je ne parle pas de ma vieille tante Minnie. Je parle de moi-même.

Le président: Et nous aussi.

M. McCleave: Il y en a d'autres qui ont été mordus de la même chose. Je ne comprends pas du tout pourquoi vous voulez protéger le public, le public va savoir que l'on a subi des doutes sérieux ici, même si nous voulons tous que l'entreprise réussisse. Ce n'est pas l'affaire d'un investissement par curateur, toutefois si les gens ont un peu d'argent et peuvent obtenir des parts, on devrait leur permettre de participer et de se sentir partie de ce monde non-consacré dont vous parlez.

M. Reiersen: Monsieur le président, je ne crois pas qu'un service de communication peut être traité d'une façon aussi cavalière. Il n'est pas rare qu'un service d'utilité publique comme celui-ci d'appartenance privée après avoir étendu ses emprunts en allant sur le marché libre, reçoive un avis de la Commission des valeurs disant que ça sera dans le meilleur intérêt des actionnaires si une autre tranche d'actions ordinaires était offerte au public. C'est simplement une question de bonne gestion. Personne, y compris le gouvernement, ne veut que des institutions financières ou des services de communication ou d'électricité, perdent la confiance du public.

Quoiqu'il arrive, monsieur le président, si un citoyen est impliqué dans l'achat d'actions, il recevra une certaine assurance qui n'est pas

lancée dans une entreprise trop spéculative. La participation du gouvernement du Canada est automatiquement, je pense, une assurance. Que le gouvernement du Canada dise ou non quand il fera cette application, ceux qui ont des parts dans un service d'utilité publique d'appartenance privée considéreront ce service d'utilité publique à cause de sa structure économique et financière exactement de la même façon. Vous ne pouvez pas leur enlever cela.

M. McCleave: Je crois que les arguments que vous utilisez, monsieur Reiersen, c'est

[Texte]

that the shareholders of the present telephone systems across Canada should withdraw, because the telephone systems, are very willing to get into this Telesat operation?

Mr. Reierson: I wonder, Mr. Chairman, if I missed the connotation.

Mr. McCleave: You are talking about the shareholders' faith or confidence being shaken—this one-third public sector in Telesat—but there is a one-third telephone company participation in Telesat and those telephone companies are owned by shareholders. You are saying: Protect the public shareholders from its one-third of this pie but let the telephone companies get in, and yet they have shareholders. It just does not make sense to me, sir.

Mr. Reierson: Really, it is a vastly different thing. We will come back to Aunt Minnie again. It is a vastly different thing whether it is British Columbia Telephone, Bell Canada or Avalon Telephone Company who serves a franchised area and participates in a technological and social communications experiment in which there is a degree of risk distributed over all of the communications users.

And communications in this country is such that it touches almost all of us in one way or another. Very few householders in this nation except the most remote fail to get a telephone bill once a month. So there is an over-all involvement. The Government of Canada is representing 20 million people's participation. So that when we start to compare that with Aunt Minnie who has saved up dollars in her own right, it is really not a comparison that I can accept. But I think much could be said on both sides in that connection.

Mr. McCleave: I appreciate the dialogue. I will not pursue it further, Mr. Chairman. I just wanted to draw Mr. Reierson out.

The Chairman: I would like to quote a point that was made by our witness this morning, Dr. MacIntosh, when he said that shares in this company should not be regarded as public utility shares but as venture capital shares. He regarded, for example, the issuance of bonds prior to the orbiting of the satellite as an extremely risky venture. I put this point of view to you and ask for your comments on it, because he has taken a position almost diametrically opposite in this financing question.

Mr. Reierson: Please note the position he was taking first, that to ask the public to buy an unguaranteed bond in Telesat was just a

[Interprétation]

que les détenteurs d'actions des réseaux de téléphone à travers le Canada devraient se retirer parce que les systèmes de téléphone veulent bien de ce système Télésat.

M. Reierson: Je crois, monsieur le président, que je n'ai pas très bien compris.

M. McCleave: Vous dites qu'on a ébranlé la confiance des actionnaires, soit le secteur public qui détient le tiers des actions de Télésat, mais il y a un tiers qui est détenu par les compagnies de téléphone et ces entreprises sont aussi la propriété d'actionnaires. Vous dites: protégeons l'actionnaire public pour le tiers, mais laissons les compagnies de téléphone s'y joindre et elles ont déjà des actionnaires. Je n'y comprends rien, monsieur.

M. Reierson: C'est une chose absolument et complètement différente, que ce soit la compagnie de téléphone de la Colombie-Britannique, ou Bell Canada, ou l'Avalon Telephone Company qui desservent une région concédée et participent à une expérience de communications sociales et technologiques où il y a toujours un degré de risque réparti sur tous les usagers.

Et les communications sont telles, dans notre pays, qu'elles touchent presque chacun d'entre nous, d'une façon ou d'une autre. Peu de foyers, sauf ceux des endroits les plus éloignés, ne reçoivent pas de compte de téléphone tous les mois. La participation du gouvernement du Canada représentant 20 millions de Canadiens, quand nous commençons à comparer cela avec les gens qui ont économisé quelques dollars, je ne peux vraiment accepter cette comparaison. Mais je pense que l'on pourrait dire beaucoup de choses des deux côtés, à ce sujet.

M. McCleave: Je ne poursuivrai pas le dialogue plus loin, monsieur le président. Je voulais seulement faire parler M. Reierson.

Le président: J'aimerais rappeler un point soulevé par un des témoins ce matin, M. MacIntosh, qui a dit que les actions de cette société ne devraient pas être considérées comme des actions d'une entreprise publique mais comme des actions de capital à risques. Il considère, par exemple, que l'émission d'obligations avant la mise en orbite d'un satellite est une aventure très risquée. Enfin, je vous sou mets ce point de vue et je vous demande vos commentaires là-dessus, car il a adopté une position presque diamétralement opposée, sur cette question du financement.

M. Reierson: J'ai pris note de la position qu'il a d'abord adoptée: demander au public d'acheter un certain nombre d'obligations non

[Text]

total impossibility, that to offer them a common share was the only acceptable area. But he came back to the fact that then it ought to be an unregulated entity because if they did take the risk of the satellite either failing in launch, going out or failing to perform, then they would have taken the same kind of a risk as in any other risk venture—and if they had taken the risk then they should be prepared or have the right to share in the leverage of success.

I am afraid I cannot take quite the casual view that it is either success or failure. I think it is just a feature or a tool in our communications set of facilities. So that in that context I do not believe that the permit should be there to fail or that the leverage beyond what is proper and fair in a regulated utility should be available to the investor. I have heard comparisons made with Alberta Gas Trunk Lines Co., a development where the public of the Province of Alberta were given the opportunity to buy shares. The interesting difference is that the transmission of natural gas had been going on for half a century. The gas was in proven reserves, the markets were already contracted for, it was merely then a matter of developing the transmission facilities. But rather an interesting thing did happen—those who own Alberta Gas Trunk Lines Co. by virtue of owning the common shares do not have a vote in the direction of its affairs.

[Interpretation]

garanties de Télésat est absolument une impossibilité, offrir à ces gens une action ordinaire est la seule mesure acceptable. Mais il est revenu à la charge en disant qu'il devait alors y avoir une entité non régie, parce que si le lancement du satellite ratait, ou que celui-ci ne donnait pas un rendement satisfaisant, alors ils auraient pris le même risque dans toute autre entreprise, et alors ils devraient avoir le droit de participer au succès.

Je regrette que je ne puisse pas adopter une attitude cavalière quand il s'agira d'un succès ou d'un échec. C'est un des éléments dont il faut tenir compte. C'est un instrument de notre système de communications. Dans ce cadre, je ne crois pas que l'on puisse lui donner la chance de ne pas réussir, et il faut que chacun participe aux risques. J'ai entendu des comparaisons qu'on a faites avec la Alberta Gas Trunk Lines Co.; c'est un développement où le public de la province de l'Alberta a eu l'occasion d'acheter des actions. La différence intéressante, c'est que la transmission de gaz naturel existe depuis un demi siècle, le gaz étant dans des réserves connues, les marchés étaient connus et les contrats étaient déjà signés; c'était tout simplement alors une question de mettre au point les installations permettant de transporter le gaz. Mais à ce moment-là, il s'est produit quelque chose d'intéressant: c'est que ceux qui possèdent les actions ordinaires de l'Alberta Gas Trunk Lines Co. n'ont pas le droit de vote dans la direction de ses affaires.

• 1725

There is a little specialized group of voting shares which are distributed gratis—or almost gratis—on the basis of participation in the gas development of the Province either as a producing company, a utility company, or a transmission company. So this highly sophisticated group of people direct the affairs of Alberta Gas Trunk Lines Co. And it is very interesting, if you look at this group of people, to note that it is in their interest to keep their transmission rates down so that the owners would receive little revenue from their investment. If the voting rights had been given to a wide distribution of shareholders it would have been in their interest to set transmission rates at a level that would have escalated their income.

This is the built-in mechanism of Alberta Gas Trunk Lines Co. that makes it unnecessary to have it regulated by a Board of Public Utility Commissioners. Now the rates were increased recently, and this will benefit the owners, but the rates were increased, not as a palliative to the owner, but to make the bond

Il y a un petit groupe spécialisé d'actions donnant droit de vote qui sont distribuées gratuitement, ou presque, sur la base de la participation au développement du gaz de la province, que ce soit dans une compagnie de transport, d'exploitation, ou d'extraction. Alors, ce groupe de gens dirige donc les destinées de l'Alberta Gas Trunk Lines Co. Si vous regardez ce groupe de personnes vous vous apercevrez que c'est dans leur intérêt de garder leurs tarifs de transport au plus bas niveau possible de façon que les gens reçoivent le moins d'argent de leur investissement. Si on avait donné le droit de vote à tous les actionnaires, cela aurait été à leur avantage de mettre les taux de transport plus haut, cela aurait augmenté leurs revenus. C'est là un mécanisme qui est inhérent à l'Alberta Gas Trunk Lines Co. C'est pourquoi il n'est pas nécessaire qu'il y ait un Conseil des services publics qui régisse cela. On vient de hausser les tarifs, et les propriétaires vont en bénéficier; cette hausse n'est pas un palliatif pour les propriétaires, mais vise à rendre

[Texte]

issues and their prospectus much more attractive to the investing public. So all of these things have a means of perhaps assisting in its regulation. But there is no opportunity in Alberta Gas Trunk Lines Co. for someone to buy shares that have perhaps gone beyond what is a realistic escalation and make a lot of money in it. Now that is one example.

Another example quoted today was the opportunity in Great Canadian Oil Sands Ltd. where \$10 million worth of convertible debentures were made available to the people of Alberta. This was a very difficult situation to work out because to have merely distributed common stock in the over-all enterprise would have given the public of Alberta the idea that it was identical to the assured success of Alberta Gas Trunk, which was not the case. So by issuing a debenture with a sliding scale of convertible rates in the future for equity stock it left the situation that the purchaser could remain a debenture holder or he could become a partial owner on his own volition.

The revenue on his debenture is guaranteed by the Sun Oil Company, with their vast resources, but the process of developing the tar sands is a highly risky one. The market is assured—there is no question about that.

The market has been set aside. So that the plant, provided it can produce 45,000 barrels per day, will have that share of the market without future quarrels—because their success depends on a constant through-put. But what if I should tell you that the losses on the shutdown period of this particular plant could not have been absorbed by anything but a highly, well-financed parent company and that if this had been just an issue of common stock that company could very well be insolvent today. I am not saying this in any derogatory sense—the financial report for each quarter is issued publicly. Changes taking place in the plant are going ahead and I feel there is no question of its success. But it has had to have a very strong financial backing. So when the public clamoured for a share of Great Canadian Oil Sands they thought it was of no risk whatever when, in fact, if it were not very strongly backed by a parent company it could have been an extremely highly risky proposition developing a new process.

I know I have been digressing but, to come back to the satellite, to treat it as a separately capitalized entity without the assurances of long-term contracts and the backing of the Government of Canada I think would be almost a method of at least confusing in-

[Interprétation]

plus intéressantes, pour les investisseurs, les émissions d'obligations. Toutes ces choses pourraient peut-être aider à la réglementation. Mais il n'y a pas d'occasion dans l'*Alberta Gas Trunk Lines Co.* d'acheter des actions qui ont pris de la valeur d'une façon peut-être réaliste et de faire beaucoup d'argent avec elles. C'est là un exemple.

Un autre exemple qui a été cité aujourd'hui, c'est l'occasion offerte par la Great Canadian Oil Sands Ltd. où on a émis pour 10 millions de dollars de débentures convertibles, pour les gens de l'Alberta. Cela est une situation très difficile, parce qu'avoir seulement distribué des actions ordinaires dans l'ensemble de l'entreprise aurait fait croire au public de l'Alberta que cela était identique aux conditions qui ont assuré le succès de l'*Alberta Gas Trunk*, ce qui n'était pas le cas. En émettant des débentures avec une échelle variable de taux convertibles, à l'avenir, pour des actions ordinaires, la situation est la suivante: l'acheteur peut rester détenteur de débentures, ou devenir propriétaire partiel, de son propre gré.

Le revenu de sa débenture est garanti par la *Sun Oil Company* qui possède de très grandes ressources, mais le processus de développer les sables pétrolifères est très risqué. Le marché est assuré, cela est certain. Il y a un marché qui peut absorber cela.

Ainsi, l'usine, pourvu qu'elle puisse produire 45,000 barils par jour, aura cette part du marché sans difficultés, car leur succès dépend d'un rendement constant. Peut-être que je devrais vous dire que les pertes, lors de la période d'installation de cette usine, n'auraient pu être absorbées que par une société mère très riche. Et si on s'était contenté d'émettre des actions ordinaires, cette compagnie pourrait bien être insolvable aujourd'hui. Je ne veux pas être négatif en disant cela. Vous pouvez consulter les rapports financiers pour chacun des trimestres. Les changements qui se produisent dans les installations continuent, et je crois que le succès est assuré. Mais je crois qu'ils ont eu beaucoup d'appuis financiers. Ainsi, lorsque le public a réclamé une part de la *Great Canadian Oil Sands*, on a cru qu'il n'y avait pas de risques, alors qu'il y en aurait eu beaucoup, si une compagnie mère n'avait pas fermement appuyé les investissements.

Je m'écarte un peu du sujet, mais pour en revenir à la question du satellite, la traiter comme une entité capitalisée et distincte, sans prévoir de contrats à long terme et l'appui du gouvernement du Canada, serait, à mon avis, une méthode pour jeter au moins la confusion

[Text]

vestors in giving them a risk that is unusual in that type of development.

The Chairman: Mr. Portelance.

M. Portelance: Merci, monsieur le président. Monsieur Rierson, d'après vos derniers renseignements, si 51 p. 100 des parts allaient au gouvernement fédéral et 49 p. 100 aux compagnies de téléphone la situation serait-elle plus acceptable?

Mr. Rierson: Mr. Portelance, could you repeat the question?

M. Portelance: Voici: Télésat Canada devait appartenir à trois partenaires, le public, le gouvernement, et les compagnies de télécommunications. Serait-il préférable, d'après vous, que le gouvernement et les compagnies soient propriétaires de la Société en question, et que le gouvernement fédéral possède 51 p. 100 des parts et les compagnies 49 p. 100.

Mr. Rierson: I believe, Mr. Chairman, that probably under these circumstances, rather than having a 49-51 per cent ratio which by its very connotation spells a direction of control, it would be better to have a sharing of 50-50. I did say the amount of public participation for investors should be held in reserve. It could be handled in one of several ways, but if it is a successful venture it will expand, so that it could be carried out in such a way that whatever funds were required could be shared in equally by the telecommunications companies and the Government of Canada.

At some appropriate time to be decided by the Governor in Council, an equivalent amount could then be made available to shareholders, either in the form of new capital for new development, or in the reorganization of existing share capital. At that point you would then have the three equal partners. So I would prefer to see this rather than a 49-51 per cent ratio because of the connotation it would have.

M. Portelance: Présentement, quels sont les principaux clients de votre compagnie?

Mr. Rierson: The principal customers would be: First, the householders and the business places of Alberta as telephone users; second, I believe, the blocks of circuits which we provide to the North American Defence Command and to the ballistic Early Warning System, and so on, to the far north; third, the Canadian Broadcasting Corporation; fourth, the specialized uses of oil field telemetering and that type.

[Interpretation]

chez les investisseurs en leur donnant un risque inhabituel dans ce genre de développement.

Le président: Monsieur Portelance.

Mr. Portelance: Thank you, Mr. Chairman. Mr. Rierson, according to your latest information, if 51 per cent of the shares went to the federal government and 49 per cent to the telephone companies, would this situation be more acceptable to you?

M. Rierson: Monsieur Portelance, pourriez-vous répéter la question.

Mr. Portelance: Telesat Canada was to belong to three partners, i.e. the public, the government and the telecommunications companies. Would it be preferable according to you, that the government and the companies be the owners of the corporation, and that the federal government have 51 per cent of the shares and the companies 49 per cent?

M. Rierson: Monsieur le président, je crois que dans ces circonstances, plutôt que d'avoir 51 et 49 p. 100 de rapport, qui de par sa compréhension même signifie la direction du contrôle; il serait mieux d'avoir un partage 50-50. J'ai bien dit que le montant de la participation publique pour les investisseurs devrait être tenu en réserve. On peut le faire de plusieurs façons, mais si la tentative se révèle un succès, cela prendra de l'ampleur, de sorte que cela se réalisera de façon que les fonds nécessaires puissent être investis à part égale par les compagnies de messageries et le gouvernement du Canada.

A un moment que l'on jugera approprié, selon la décision du gouverneur en conseil, un montant équivalent pourra être mis à la disposition des actionnaires, soit sous la forme de capitaux pour le développement ou dans la réorganisation du capital-actions déjà en existence. A ce moment-là, il y aura trois partenaires égaux. Alors, je préférerais voir cela plutôt que le système de 51-49 p. 100, à cause des connotations que l'on y trouve.

Mr. Portelance: At the present time, who are the principal customers of your corporation?

M. Rierson: Les principaux clients sont les suivants: d'abord, les ménagères et les entreprises commerciales de l'Alberta, qui sont des abonnés du téléphone; le prochain groupe de clients serait celui qui utilise le circuit que nous fournissons au commandement de NORAD, au BMEWS, et autres dans le Grand Nord; le troisième bon client serait la société Radio-Canada; le quatrième étant les abonnés

[Texte]

When I said the household and business places of Alberta, this includes the rental of telephones, the rental of switchboards, the payment of tolls intra-provincially, and our share of Trans-Canada revenue from intra-provincial or Trans-Canada calls.

Mr. Portelance: But even if this company is formed you would not be losing any of these customers, or would you?

• 1735

Mr. Reiersen: No, we would not be losing any of these customers, unless some of the fears expressed did, in fact, take place. I tried to place before the Committee the fact that I am not unduly alarmed that we will lose customers, but out of this, new customers, new communication companies, could be formed of accounting firms and so on which would have branches across the country that would treat their industry as a communications industry rather than as an accounting industry and that the competition for this business would alter.

We have had many new types of communication business, and I just mentioned telemetering in the oil field. That is where the oil wells are turned on and off automatically by using telephone circuits rather than having it carried out manually by people going to them. There is also the accounting of the flows in pipe lines.

This is new in the last 10 years. Who knows what is going to be new in the next two years, or the next five years? The competition for those circuits, I think, is well taken care of by the competition between the telephone companies and the railroad telecommunications companies. This is the area of competition today.

M. Portelance: Une dernière question. La rentabilité de Télésat, ne pourrait-elle pas être comparée, par exemple, à celle de la compagnie Intelsat? Intelsat n'est-elle pas rentable?

Mr. Reiersen: I do not believe INTELSAT will be making a profit at this time. It again was originated by the government of the United States to a degree as a social measure in world development. It was also, of course, a technological experiment. The third point, and perhaps you should put it at the head of the list, is that it is impossible to have televi-

[Interprétation]

spéciaux, la télémétrie des sociétés d'exploitation du pétrole, et autres de ce genre.

Quand j'ai parlé des demeures et des places d'affaires de l'Alberta, cela comprend la location des téléphones, la location des tableaux de commutation, le paiement des droits intra-provinciaux et notre part du revenu de la Trans-Canada provenant des appels au Canada et à l'intérieur de la province.

M. Portelance: Même si la société est formée, perdriez-vous de ces clients?

M. Reiersen: Non, nous ne perdrons aucun de nos clients à moins que les craintes exprimées se réalisent. J'ai tenté de faire comprendre au Comité que je ne suis pas alarmé outre mesure, je ne crois pas que nous perdrons des clients, mais il se peut qu'il y ait de nouveaux clients, de nouvelles compagnies. Des sociétés de communications pourront être formées à partir des sociétés de comptabilité, qui auraient des succursales partout au pays et qui traiteraient l'ensemble de leur industrie comme une industrie de télécommunications plutôt que comme une société de comptabilité; cela créerait de nouvelles affaires.

Il y a eu plusieurs nouveaux genres d'entreprises de communications; je pense, par exemple, à la télémétrie dans les puits d'huile. Les puits d'huile sont mis en marche ou arrêtés automatiquement par lignes téléphoniques sans qu'il soit besoin d'envoyer quelqu'un sur les lieux. On peut aussi surveiller l'écoulement des oléoducs.

Cela se fait déjà depuis une dizaine d'années seulement, mais qui peut dire ce qui se produira de neuf au cours des deux ou cinq prochaines années? La concurrence pour ces circuits, je crois, est assurée par la concurrence entre les compagnies de téléphones et les compagnies de télécommunications des chemins de fer. C'est là le domaine actuel de la concurrence.

Mr. Portelance: A last question now. As for the rentability of Telesat, could it not be compared, for instance, to that of Intelsat? Isn't Intelsat a profitable operation?

M. Reiersen: Je ne crois pas qu'Intelsat fait des profits actuellement. Intelsat était prévue par le gouvernement des États-Unis en tant que mesure sociale pour le développement mondial; c'est aussi une expérience technique. Troisièmement, et c'est la première chose à inclure, c'est qu'il est impossible de transmettre la télévision au-delà d'un océan autre-

[Text]

sion transmission across an ocean by any other known method. You could not have ships anchored with microwave towers, as the curvature of the earth makes it impossible to carry this type of service.

It then has special application in intercontinental transmission of television. You could force, in many cases, the revenue from a classic like the Olympic Winter Games, or the Summer Games, or special news items, or the Viet Nam situation. These areas, because of the possibility of this form of communication, suddenly are feeding information to hundreds of millions of people. This is where it is a difficult situation to compare INTELSAT with Telesat Canada.

INTELSAT had a failure. They had a launching failure and it delayed the establishment of one of their birds—I am not sure, I think it was LANI BIRD—for a period of time. They did have a failure and, of course, they are of a size. They have member countries. I think two or three years ago they had 45 member countries, where the government of the country was prepared to be a partner and make a contribution towards the development, even though some of them had no assurance whatever that they would even have a ground station to receive messages from INTELSAT.

The Chairman: I might say, Mr. Portelance, that when we had the Canadian Overseas Telecommunications Corporation with us on May 1, they indicated they programmed their satellites on the basis of one failure out of every four. Of the second series, the one over the Pacific was only operating at half capacity because of the gas failure.

Mr. Portelance: The same thing could happen here?

The Chairman: Correct. That is one reason why Mr. Rierson is suggesting it is a very risky proposition.

Mr. Portelance: Thank you, I pass.

The Chairman: I understand Mr. Rierson has an aircraft to catch, and given the nature of the aircraft reservations available nowadays, I wonder if it would be agreeable to the Committee members to draw the discussion to

[Interpretation]

ment. Il serait impossible d'ancrer des vaisseaux sur la haute mer pour qu'ils servent de stations de retransmission, à cause de la courbe de la surface terrestre.

Donc, cela a des applications spéciales dans la retransmission inter-continetales de la télévision. Il est possible, en plusieurs cas, d'obtenir des revenus; prenons un cas classique comme les Jeux d'hiver ou les Jeux d'été, les reportages spéciaux, par exemple, dans le cas de la guerre au Vietnam, vu la possibilité qu'offre ce genre de communication; on peut fournir des renseignements à des centaines de millions de personnes. C'est pourquoi Intelsat est difficilement comparable à Télésat Canada.

Intelsat a eu des difficultés de lancement, cela a retardé l'utilisation d'un des satellites pendant un certain temps. Il y a eu cet échec, mais, bien sûr, l'entreprise est d'envergure, il y a 45 pays membres qui participent dont les gouvernements étaient prêts à être partenaires et à apporter leur contribution au développement d'Intelsat même si aucun de ces pays n'avait l'assurance d'avoir une station terrestre pour recevoir les émissions.

Le président: Monsieur Portelance, lorsque les représentants de la Société canadienne des télécommunications transmarines ont comparu le 1^{er} mai, ils ont dit que leurs satellites étaient aménagés selon une probabilité d'une panne sur quatre. De la deuxième série, le satellite transpacifique ne fonctionnait que la moitié du temps à cause d'une panne de gaz.

M. Portelance: Nous nous attendons à avoir les mêmes problèmes ici?

Le président: Oui, c'est pourquoi M. Rierson dit qu'il y a de gros risques à courir.

M. Portelance: Merci. Je cède la parole.

Le président: Je crois que M. Rierson a un avion à prendre, et étant donné la nature des problèmes qu'on a à retenir une place sur un avion aujourd'hui, je me demande si les membres du Comité voudraient bien qu'on

• 1740

a close and to thank Mr. Rierson and Mr. Dodds for the time and effort they have put into preparing their brief hastily and the physical effort in coming down to join us. We appreciate it very much. We found your tes-

mettre fin à la séance. Je pourrai ainsi remercier M. Rierson et M. Dodds pour le temps et les efforts qu'ils ont mis à préparer leur mémoire et surtout du fait de s'être dérangés pour venir ici nous apporter leur témoignage,

[Texte]

timony, I think, useful and interesting. Thank you, very much.

Mr. Reiersen: Thank you very much again, Mr. Chairman. I hope if I have appeared glib at times in answering that I have not been misunderstood. I am not here as an expert in telecommunications. This is not my field. My area is public affairs and being Chairman of the Alberta Government Telephones Commission. I want to stress again, Mr. Chairman, I feel strongly that this technological event and its social implications justify our working very hard to find a way in which it can best be carried out in an atmosphere of harmony.

It is a fascination to all of us. Again, I want to thank you for the early opportunity you gave us to come down, to discuss it and to give our views.

We are committed to the project, we endorse its concept, we want it to proceed, we want it to be a success and will do everything that we can when it is in place to ensure that it does not fail.

As long as we work in that direction, there is no limit to what we can do. The whole field of communications—from its change in the last five or ten years—is such that no one knows, when he wakes up tomorrow, what exciting new development will take place. We know that we are installing systems which will be obsolete by the time that they have gone into production. However, they are the only production models which we have to work from. Therefore, as people, we should do nothing which would artificially obstruct our scientists from being able to do a first-class job in this Canadian venture into space communications. Perhaps this may sound more philosophical than technologically practical, but when men find themselves differing over the philosophy or the contractual jurisdiction—to the jeopardy of scientific development—then it is necessary to find the key logs which block the difficulties and to get on with the development.

It is still a new field of pioneering. When we look back upon the pioneers, we think of those who went by river boat, and who trudged across the Prairies. That was the pioneering of 100 years ago.

The pioneering which we are talking about today is that of the technology of electronics, the mystique of outer space, and the part which we, as a country, have to play in it. If we fail to make the simple decisions of human

[Interprétation]

cet après-midi. Nous avons trouvé leur exposé à la fois intéressant et utile. Je les remercie donc beaucoup.

M. Reiersen: Merci beaucoup à nouveau, monsieur le président. J'espère, si j'ai été franc à certains moments, que je n'ai pas été mal compris. Je ne suis pas ici en tant qu'expert dans le domaine des télécommunications. Ce n'est pas mon domaine. C'est plutôt les affaires publiques; je suis président de la *Alberta Government Telephones Commission*. Je voudrais à nouveau souligner, monsieur le président, que j'estime que cette innovation technique a des conséquences sociales qui nous justifient de travailler très fort pour trouver des moyens de le réaliser dans l'harmonie.

Cela nous émerveille tous. A nouveau, monsieur le président, je voudrais vous remercier de nous avoir donné l'occasion de venir discuter de cette question et de faire connaître notre point de vue.

Nous sommes engagés au projet et en appuyons le concept. Nous voulons qu'il aille de l'avant, nous voulons que ce soit un succès, et nous ferons tout ce qui nous est possible pour que cela ne soit pas un échec, une fois installé.

Tant que nous travaillerons dans ce but, il n'y a pas de limite à ce que nous pouvons accomplir. Dans ce domaine des communications, qui a tant changé depuis quelques années, qui sait quelle innovation nous réserve chaque nouvelle journée. Nous savons que nous installons des systèmes qui seront désuets quand ils seront éventuellement produits. Ces systèmes sont les seules maquettes que nous avons. Nous devons donc éviter d'entraver de quelque façon que ce soit le travail excellent de nos scientifiques dans cette initiative canadienne dans le domaine des communications par satellite. Ceci peut paraître plus philosophique que pratique, du point de vue technique, mais quand nous nous disputons au sujet des idées et des compétences contractuelles, au détriment du progrès scientifique, il devient nécessaire de localiser les embûches et de poursuivre le progrès. Il s'agit d'un nouveau domaine de recherche. Quand nous jetons un regard en arrière, nous pensons à ces pionniers qui ont voyagé par bateau à aubes et qui ont cheminé péniblement sur les prairies. Il y a de cela un siècle.

De nos jours, nous parlons de pionniers dans la technologie et l'électronique; nous parlons de l'envoûtement de l'espace interstellaire et du rôle que peut jouer notre pays dans tout cela. Si nous échouons dans l'ac-

[Text]

understanding, which is our responsibility, so that others can get on with the technological acumen necessary in making this marvel work, then we will have failed, not the scientists.

With that, I would like to say thanks again, for a tremendous opportunity and a good hearing, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you very much, Mr. Reiersen.

This meeting stands adjourned until 8 o'clock this evening.

We are meeting tomorrow with Mr. Kierans, and with Mr. Gibson, the Senior Advisory Counsel for the Department of Justice.

EVENING SITTING

• 2029

The Chairman: Gentlemen, we can begin now. We have with us tonight immediately to my right the Senior Advisory Counsel, Mr. F.G. Gibson, of the Department of Justice. Immediately to his right we have Mr. A.E. Gotlieb, the Deputy Minister of the Department of Communications. The purpose of the meeting tonight is to go through the bill clause by clause and to indicate those areas in which there is some agreement, to isolate those areas in which there is disagreement and to provide an opportunity for you, in those areas where you are not clear as to the meaning of the clauses, to find out from our expert witnesses just what is intended. I

• 2030

think we could begin with Clause 2—Interpretation.

May I ask for an explanation of Clause 2(h) on page 2.

Mr. F. G. Gibson (Senior Advisory Counsel, Department of Justice): Mr. Chairman, Clause 2(h) is simply a definition of the third class of persons entitled to hold shares. Her Majesty in right of Canada and corporations declared by statute to be agents of Her Majesty in right of Canada is the first class. The second class is the approved telecommunications common carriers listed in Schedule A. The third class has simply been defined as persons who fulfil the statutory conditions. These are the persons who are generally referred to as members of the public and who are entitled to hold shares because they meet the statutory conditions set out in Schedule B.

[Interpretation]

complissement de notre devoir, qui est d'avoir la compréhension humaine, dans nos décisions, qui est indispensable si nous voulons que d'autres aient la connaissance technique suffisante pour leur permettre de mener l'affaire à bon terme, ce sera notre faute, pas la faute des scientifiques. Sur ce, je vous remercie une fois de plus, monsieur le président.

Le président: Merci beaucoup, monsieur Reiersen.

La séance est levée, jusqu'à dix-neuf heures.

Demain, nous verrons M. Kierans et M. Gibson, conseiller juridique principal du ministère de la Justice.

SÉANCE DU SOIR

Le président: Messieurs, nous pouvons commencer. Je vous présente M. F. G. Gibson premier conseiller juridique du ministère de la Justice. A sa droite, M. Gotlieb, sous-ministre du ministère des Communications. L'objectif de la réunion, ce soir, est d'étudier le projet de loi article par article, de voir quels sont les domaines où nous sommes d'accord et les secteurs où les opinions sont partagées; cela vous permet, en outre, de vous renseigner auprès des témoins compétents, au cas où certains articles du bill ne sont pas clairs. Je pense que nous pourrions commencer par étudier l'article 2—interprétation.

Je me demande si je pourrais avoir des explications au sujet de l'article 2(h) à la page 2.

M. F. G. Gibson (premier conseiller juridique au ministère de la Justice): Monsieur le président, l'article 2(h) constitue simplement une définition de la troisième catégorie de personnes qui ont le droit de détenir des actions et des corporations, personnes déclarées comme étant les agents de Sa Majesté du chef du Canada, en vertu des conditions statutaires. La deuxième catégorie comprend les entreprises agréées d'exploitation de télécommunications mentionnées dans l'Annexe A. La troisième catégorie a été simplement définie comme comprenant des personnes qui satisfont aux conditions statutaires. Ces personnes comprennent le public en général et qui ont le droit de détenir des actions, car elles remplissent les conditions statutaires mentionnées à l'Annexe B.

[Texte]

The Chairman: Would a member of the House of Commons meet the requirements of Clause 2(h)?

Mr. Gibson: If he was not a director—and I doubt that he is entitled to be a director of a telecommunications common carrier—I expect that he would be such a person unless he and persons associated with him owned shares in excess of the maximum number provided for in Schedule B.

The Chairman: Would there be any restriction on an employee of Bell Telephone, either in an executive or other position, in owning shares of the Telesat Corporation?

Mr. Gibson: Schedule B, paragraph 2(a) on page 31 provides that a director or officer of an approved telecommunications common carrier is not a person who fulfils the statutory conditions and therefore is not entitled to hold shares.

The Chairman: But a lineman or an employee could hold shares?

Mr. Gibson: That is correct.

The Chairman: Are there any further questions on Clause 2? Are there any questions on Clauses 3 or 4? Clause 5 is the clause which the Trans-Canada Telephone System would like to have amended. Are there any comments on Clause 5 as it stands or on the amendment to Clause 5 as proposed by the Trans-Canada System?

Mr. Stewart (Cochrane): I should like to make a comment on Clause 5. I am still not completely convinced that the government which at this particular time in our history is concerned about overexpenditures, is concerned about present expenditures and wishes to cut them, should be embarking on such a project when there are private interests willing to go ahead and embark on such expenditures.

When we consider this we say that the object of the Company is to establish such a system. It seems to me that our whole outlook
 • 2035
 may well be considered in the light of having someone other than the government itself put up the funds for the telecommunications system, particularly since it seems to be questionable as to what the eventual cost to the taxpayer will be.

So I feel rather strongly, with the alternative that has been presented to the govern-

[Interprétation]

Le président: Un député à la Chambre des communes peut-il répondre aux exigences de l'article 2(h)?

M. Gibson: S'il n'était pas administrateur, (et je doute fort qu'il ait le droit d'être nommé administrateur d'une entreprise d'exploitation de télécommunications), je suppose qu'il en aurait le droit qu'il ne détienne, avec d'autres personnes, des actions dont le nombre dépasse le maximum prévu à l'annexe B.

Le président: Y a-t-il des restrictions pour un employé de la compagnie de Téléphone Bell, qu'il ait un poste directeur ou autre, de détenir des actions dans Télésat?

M. Gibson: Dans l'Annexe B, l'article 2, paragraphe (a), à la page 31, prévoit qu'un administrateur ou membre de la direction d'une entreprise agréée d'exploitation de télécommunications n'est pas une personne qui remplit les conditions statutaires et par conséquent n'a pas le droit de détenir des actions.

Le président: Mais un poseur de lignes ou un simple employé peut détenir des actions.

M. Gibson: C'est exact.

Le président: Y a-t-il d'autres questions sur l'article 2? Les articles 3 ou 4?

L'article 5 est celui que la *Trans Canada System* voudrait faire modifier. Avez-vous des commentaires sur l'article 5 dans sa forme actuelle ou sur l'amendement à l'article 5 tel qu'il est proposé par la *Trans Canada System*?

M. Stewart (Cochrane): J'aimerais faire quelques observations sur l'article 5. Je ne suis pas tout à fait d'avis qu'un gouvernement qui, à ce moment-ci de notre histoire, se préoccupe des dépenses exagérées, se préoccupe des dépenses actuelles et se propose de faire des réductions, devrait se lancer dans un projet comme celui-ci alors que des intérêts privés sont prêts à s'y engager.

Lorsque nous étudions ce projet, nous nous disons que l'objectif de la compagnie est d'établir un système comme celui-ci. Il me semble que toute la perspective que nous adoptons pourrait fort bien être étudiée à la lumière de la possibilité de faire intervenir un autre organisme que le gouvernement qui ferait les fonds pour l'établissement d'un système de télécommunications, surtout si l'on ne sait pas ce qu'il en coûtera au contribuable.

Par conséquent, je suis convaincu, étant donné la solution de rechange offerte au gou-

[Text]

ment that common carriers, private carriers, would be willing to bear the cost of this thing at a time—and this is important—at a time when the government is looking for ways and means to cut expenditures, to do away with present expenditures and to curb proposed expenditures, that we should consider a little more carefully the fact that we have private enterprise which is willing to go ahead with this project.

The Chairman: Do you have any amendments to suggest to this clause or any improvements to it or deletions from it?

Mr. Stewart (Cochrane): As to the actual wording of the clause itself I do not know what I could suggest. The point is that it would appear to go beyond the scope of this present clause.

The Chairman: Yes. Your comments would probably be more apropos when we come to discussing the share ownership.

Mr. Stewart (Cochrane): Exactly.

The Chairman: Are there any further comments on this clause, the objects and the powers? Does anybody wish to make any comments about the Trans-Canada proposed amendment at this time? I might also say at this time that the amendment was strongly supported in a letter which I received from the Minister of Telephones in the Province of Saskatchewan and which was tabled today.

Can we go on to Clause 6?

Mr. Stewart (Cochrane): Mr. Chairman, you were mentioning the Minister of Telephones in the Province of Saskatchewan. Does he not represent a Crown corporation?

The Chairman: That is correct.

Mr. Stewart (Cochrane): I just wanted to clarify that.

The Chairman: He has the same position vis-à-vis the Province of Saskatchewan as Mr. Reiersen, who was before us today, has with respect to the Province of Alberta.

Mr. Givens: What is the view of the Minister or of the Department on that motion? As I recall it—I do not have a copy of it here—I would consider it completely unacceptable from a policy standpoint.

The Chairman: Yes. The impact of the motion, if I may read it to you, would strike out subclause (1) of Clause 5 and would substitute the following:

[Interpretation]

vernement, à l'effet que les entreprises d'exploitation de télécommunications et les entreprises privées seraient prêtes à payer les frais à un moment, et voilà ce qui est important, à un moment où le gouvernement cherche des voies et des moyens de réduire les dépenses, de faire cesser les dépenses actuelles et de mettre un frein aux dépenses futures, que nous devrions songer plus sérieusement au fait que nous avons plusieurs entreprises privées disposées à se charger de telles entreprises.

Le président: Avez-vous des amendements ou des améliorations à proposer à cet article ou voulez-vous supprimer des passages?

M. Stewart (Cochrane): Pour ce qui est du texte lui-même, je ne vois pas très bien ce que je pourrais suggérer. Le fait est qu'il semblerait que cela dépasserait la portée de l'article actuel.

Le président: En effet, votre commentaire serait probablement plus à propos lorsqu'on parlera de propriété.

M. Stewart (Cochrane): Exactement.

Le président: Avez-vous d'autres commentaires à faire sur cet article, sur les objectifs et les pouvoirs? Avez-vous des observations à faire sur l'amendement proposé par la *Trans-Canada System*, en ce moment-ci? Je devrais ajouter que j'ai reçu une lettre, dans laquelle le ministre des Téléphones de la Saskatchewan appuie fortement l'amendement. Nous allons maintenant passer à l'article 6.

M. Stewart (Cochrane): Monsieur le président, vous parliez du ministre des Téléphones de la province de la Saskatchewan. Est-ce qu'il ne représente pas une société de la Couronne?

Le président: C'est exact.

M. Stewart (Cochrane): Je voulais simplement m'en assurer.

Le président: Il a, en Saskatchewan, le même poste que M. Reiersen, qui a témoigné cet après-midi, occupe en Alberta.

M. Givens: Quel est le point de vue du ministre ou celui du ministère sur cette motion? Si je me souviens bien, (je n'ai pas le texte ici), je pense que c'est tout à fait inacceptable du point de vue politique.

Le président: Oui. L'impact sur la motion, si je peux vous en donner lecture, supprimerait le paragraphe (1) de l'article 5, pour le remplacer par ce qui suit:

[Texte]

(1) The objects of the company, whether attained directly or indirectly, are to establish satellite telecommunication systems providing, on a commercial basis, telecommunication services between locations in Canada to

(a) the approved telecommunications common carriers; and

(b) the Canadian Broadcasting Corporation and other federal or provincial government agencies or departments using complete undivided television channels on a sustaining basis and for their own use.

By striking out paragraph (c) of subclause (1) of Clause 6 on page 4 and substituting therefor the following:

(c) the power, subject to Section 5, to enter into contracts on such terms and conditions as it considers reasonable for the provision of telecommunication by satellite between locations in Canada;

Mr. Givens: So then that would freeze the composition of the common carriers *ab initio*. That is, nobody else could come in.

The Chairman: No, I do not believe that is accurate. Its intent really is to indicate that Telesat Canada would become a common carriers corporation. In other words, the only people with whom it could deal would be other common carriers. It could not deal, say, with IBM or CTV or any other company. It would have to deal with someone defined as a common carrier.

• 2040

Mr. Givens: Therefore it freezes the nature of the beast right from the start. It is a common carrier vehicle and that is all, period.

The Chairman: That is correct.

Mr. Givens: So that if the state of technology changes or new people come into the business, whether IBM or anybody else, they would be frozen out?

The Chairman: That is correct.

Mr. Stewart (Cochrane): Unless they negotiate with a common carrier.

The Chairman: Well, in much the same way as you would negotiate with the common carriers for the equivalent circuits on the

[Interprétation]

«Les objectifs de la compagnie, qu'ils soient réalisés directement ou indirectement, consistent en la création de systèmes de télécommunications par satellite pouvant fournir, sur une base commerciale, des services de télécommunications entre des endroits situés au Canada,

a) aux entreprises agréées d'exploitation de télécommunications; et

b) à la Société Radio-Canada et à d'autres agences ou ministères des gouvernements fédéral ou provinciaux utilisant, de façon soutenue et pour leur propre usage, des canaux entiers de télévision.

Par le retranchement de l'alinéa (c) du paragraphe (1) de l'article 6 en page 4 du bill et son remplacement par ce qui suit:

c) le pouvoir, sous réserve de l'article 5 de conclure des ententes, aux conditions qu'elle juge raisonnables, en vue d'assurer des services de télécommunications par satellite entre des endroits situés au Canada.

M. Givens: Cela paralyserait la position des entreprises de télécommunications dès le début. Cela veut dire que personne d'autre ne pourrait intervenir dans ce domaine.

Le président: Non, je ne crois pas que ce soit exact, mais le véritable objectif c'est indiquer que Télésat Canada deviendrait une corporation des entreprises d'exploitation de télécommunications. Autrement dit, elle ne pourrait traiter qu'avec d'autres entreprises du même genre, mais pas avec IBM, par exemple, ou CTV, ou d'autres compagnies. Il faudrait qu'elle traite avec une autre compagnie définie comme étant une entreprise d'exploitation de télécommunications.

M. Givens: Donc, tout est paralysé dès le début. C'est un organisme d'exploitation de télécommunications, un point c'est tout.

Le président: C'est exact.

M. Givens: Par conséquent, si les aspects technologiques changent, ou d'autres entreprises comme IBM veulent y participer, ils seraient rejetés?

Le président: C'est exact.

M. Stewart: A moins qu'ils négocient avec une entreprise d'exploitation de télécommunications.

Le président: A peu près comme si vous négociez avec les entreprises d'exploitation de télécommunications pour obtenir des circuits

[Text]

microwave which the common carriers now operate across Canada.

Mr. Givens: But, Mr. Chairman, I would not like the chances to negotiate on that basis.

Mr. Schumacher: Could it not be unfrozen by the Minister's changing the composition of Schedule A?

Mr. A. E. Gotlieb (Deputy Minister, Department of Communications): As I see it, the list of common carriers is not frozen. A new common carrier, if it were to form under provincial law or federal law, could be added, could come into existence under the laws of Canada. But what is in fact frozen is the fact, under this amendment—or the legal situation that results is—that Telesat can sell only to something which is a common carrier. In other words, it can sell only to government or common carriers.

If it wants to sell a whole transponder, for example, to another type of corporation which will itself use it and which will not start breaking it up and selling to everyone else—because then, presumably, it is trying to act as a common carrier and would have to be authorized to be a common carrier—the corporation, as I read this amendment, cannot sell to a third party, or corporation, which would use it itself, such as a television network, or IBM, or Texaco, or some entity of that nature.

Mr. Emard: Could they sell to a province?

Mr. Gotlieb: They could sell to a province under the carrier amendment, I believe, yes. I think it provides for a full channel to provincial government, agency or department.

Mr. Schumacher: Is it Clause 43 that allows that?

Mr. Gotlieb: Yes, sir.

Mr. Gibson: Clauses 43 and 44.

The Chairman: I have some further amendments which have been suggested by the Department. Would the Committee agree to their being tabled and then circulated to members?

Some hon. Members: Agreed.

Mr. De Bané: I so move, seconded by...

The Chairman: We are just going to table them. It is not necessary to move them until

[Interpretation]

équivalents sur micro-ondes qui opèrent dans le moment à travers le Canada.

M. Givens: Mais, monsieur le président, je n'aimerais pas négocier sur cette base.

M. Schumacher: Monsieur le président, ces dispositions ne peuvent-elles pas être dégelées si le ministre changeait le texte de l'annexe A?

M. A. E. Gotlieb (sous-ministre des Communications): Comme je le vois la liste des entreprises d'exploitation de télécommunications n'est pas gelée. Une nouvelle entreprise qui se formerait en vertu des lois provinciales ou fédérales pourrait être ajoutée conformément aux dispositions de la loi au Canada. Mais ce qui est gelé c'est le fait, qu'en vertu de cet amendement, ou ce qui en résulte sur le plan juridique, Téléstat ne peut vendre qu'à une entreprise d'exploitation de télécommunications. Autrement dit, il peut vendre seulement au gouvernement ou à des entreprises de communications.

S'il veut vendre un réseau complet, par exemple, à un autre genre de société qui s'en servira elle-même et qui ne commencera pas à en faire une diffusion pour le vendre à tous, parce qu'à ce moment-là, elle agirait comme une nouvelle entreprise d'exploitation de télécommunications et devra y être autorisée. La société comme le dit cet amendement, ne peut vendre à un tiers ou à une société qui s'en servirait elle-même comme un réseau de télévision, comme IBM, comme Texaco, ou quelque chose de ce genre.

M. Émard: Est-ce qu'elle pourrait vendre à une province?

M. Gotlieb: Au terme de l'amendement, visant les entreprises d'exploitation de télécommunications, elle pourrait vendre à une province. Je pense qu'elle peut subvenir aux besoins du gouvernement, des organisations ou des ministères provinciaux.

M. Schumacher: Est-ce l'article 43 qui permet cela?

M. Gotlieb: Oui, monsieur.

M. Gibson: Les articles 43 et 44.

Le président: J'ai ici d'autres amendements qui ont été proposés par le ministère. Le Comité m'autorise-t-il à les déposer et les faire circuler parmi les députés?

Des voix: D'accord.

M. De Bané: Je propose, appuyé par...

Le président: Non, nous faisons que les déposer. Il n'est pas nécessaire de les présen-

[Texte]

we come to the voting. They will be moved at that time. Meanwhile we can table them so that members can study them. They will be circulated immediately. You already have received the previous amendments which were tabled.

Mr. De Bané: Mr. Chairman, I may add that those amendments refer to questions of translation, and another one refers to the names of the companies listed on page 30, Approved Telecommunications Common Carriers. You have changed the name "Saskatchewan Government Telephones" to the new name, "Saskatchewan Telecommunications", and after "Canadian Pacific Railway" you have added "Island Telephone Company Limited."

The Chairman: Yes. That is a substitution for an already-existing amendment.

Are there any further questions on Clause 6?

M. Portelance: On dit à l'alinéa d) du paragraphe (1) de l'article 6:

Le pouvoir de faire des travaux de recherche et de mise au point dans tous les domaines relatifs aux télécommunications par satellite.

Ne devrait-on pas aussi ajouter, et sous réserve de l'article 5, que cela soit fait, en autant que c'est possible, par des Canadiens?

Mr. Gotlieb: I think that that comment is taken care of by the wording of Clause 6 itself which is:

6. (1) La Société dispose, pour atteindre les buts indiqués dans sa charte...

Mr. Portelance: That means we refer automatically to 5?

M. Gotlieb: C'est exact.

• 2045

The Chairman: Are there further questions on the subject "Powers of the Company"? Mr. Portelance?

M. Portelance: Monsieur le président, je voudrais revenir à l'amendement suggéré par les compagnies de téléphone. Il semble qu'elles craignent une concurrence éventuelle. Ont-elles réellement raison de craindre une telle concurrence?

Mr. Gotlieb: Perhaps I could say that in his earlier statement the minister said that Telesat, in the government's view, should act not in competition with the carriers but should have the right to sell to the carriers, to gov-

[Interprétation]

ter jusqu'à ce que nous serons rendus au vote. A ce moment-là, on les proposera. Entre-temps, nous pouvons les déposer pour que les députés puissent les étudier. Nous les distribuerons immédiatement. Vous avez déjà reçu les amendements précédents qui ont été proposés.

M. De Bané: Monsieur le président, je peux ajouter que ces amendements traitent des questions de traduction. L'un de ces amendements concerne les noms des entreprises énumérés à la page 30 sous le titre: Entreprises agréées d'exploitation de télécommunications. On est passé de la *Saskatchewan Government Telephones* à *Saskatchewan Telecommunications* et après La Compagnie du Chemin de fer Canadien du Pacifique vous avez ajouté la *Island Telephone Company Limited*.

Le président: Oui. Il s'agit de la substitution d'un amendement déjà existant. Avez-vous d'autres questions à poser sur l'article 6?

Mr. Portelance: Clause 6(1)(d) reads as follows:

the power to conduct research and developmental work in all matters relating to telecommunication by satellite.

Would it not be advisable to add, subject to Clause 5, that in as much as possible, this be done by Canadians?

M. Gotlieb: Je pense que cet extrait de l'article 6 règle la question, parce qu'on dit:

6. (1) «la société...»

6. (1) The company, in carrying out the objects set out in its charter,...

M. Portelance: Ceci signifie que nous parlons automatiquement de l'article 5.

Mr. Gotlieb: That is exactly right.

Le président: Avez-vous d'autres questions au sujet des pouvoirs de la société, monsieur Portelance?

Mr. Portelance: Mr. Chairman, to come back to the amendment proposed by the telephone companies. They seem to fear future competition. Are they actually right in this fear this competition?

M. Gotlieb: Je pourrais peut-être dire que dans une déclaration antérieure, le ministre a dit que Télésat, d'après le gouvernement, ne devrait pas être une société concurrente des sociétés de télécommunications, mais devrait

[Text]

ernments and to other large-scale users—users able to take a whole transponder on a sustaining basis. For this reason, I think—

Mr. Portelance: All right; we will stop there. Let us say we do have to sell to these carriers. Can we add that they must pay a price which is agreeable to other members at that time?

Mr. Gottlieb: You could add that, sir. The rates will be regulated by a commission. But I do not believe you can require companies or private citizens to purchase from a corporation—even a corporation of this nature. In other words, you can regulate the rates, but you cannot create that kind of mutuality of obligation. You can say that the corporation must sell to the carriers. That is not what it says, but you can say it. But you cannot say that the carriers must buy from the corporation. They may, or may not; it depends upon their business judgment.

Therefore, the addition of the right to sell a whole transponder to a large-scale user for his own need is really to make sure that the corporation will have the on-going possibility of adjusting to circumstances. If for any reason the common carriers of Canada wish to use the corporation only to a very limited extent, or to take only a certain portion of the capability, then the corporation is not able to function, because it has no customers; but it can, nevertheless, find and sell to other customers who are willing to use it for themselves. Not to act as common carriers, because then they would be common carriers, but to use it for themselves, such as another television network, or a large company which has a need for it. I think this was the spirit and the intention of the Minister's remarks.

The Chairman: Are there further questions on Clause 6?

Mr. Gibson, could you tell us exactly what powers in 6 (1) (d) on pages 4 and 5 of the Canada Corporation Act are being eliminated from the powers of the corporation?

• 2050

Mr. Gibson: Mr. Chairman, none of the powers is, in fact, being eliminated. The powers mentioned in paragraphs (d) (e) and (f) of subsection (1) of Section 14 of the Canada Corporations Act are equivalent to those set

[Interpretation]

avoir le droit de vendre aux compagnies, au gouvernement et à d'autres grands usagers, c'est-à-dire ceux qui ont une possibilité d'utiliser un transmetteur-émetteur sur une base constante. Pour cette raison, je pense . . .

M. Portelance: C'est bien, nous arrêterons ici. Disons que nous sommes forcés de vendre à ces entreprises. Pouvons-nous ajouter qu'elles doivent payer un prix qui est accepté par les autres membres à ce moment-là?

M. Gottlieb: Vous pouvez ajouter cela, monsieur. Les prix seront fixés par une commission. Mais, vous ne pouvez pas, je crois exiger que les individus ou les compagnies en achètent de la société, même si c'est une société de ce genre. Autrement dit, vous pouvez fixer les prix mais vous ne pouvez pas créer ce genre d'obligation mutuelle. Vous pouvez dire que la société doit vendre aux entreprises. Ce n'est pas ce que nous disons ici, mais vous pouvez le dire tout de même. Mais vous ne pouvez pas dire que les entreprises doivent acheter de cette société. Elles peuvent acheter ou non, tout dépend de leur sens des affaires.

Ainsi, ajouter le droit de vendre un transmetteur-récepteur à un grand usager pour ses propres besoins assure tout simplement que la société aura toujours la possibilité de s'adapter aux circonstances. Si pour une raison ou pour une autre, les entreprises du Canada désirent utiliser une société dans une très faible mesure, ou seulement une portion de leurs pouvoirs, à ce moment-là, la société est alors incapable de fonctionner parce qu'elle n'a plus d'acheteurs; mais, elle peut néanmoins trouver et vendre à de nouveaux clients qui désirent l'utiliser pour eux-mêmes. Cette société n'agit pas comme une entreprise d'exploitation, parce qu'alors elle en serait une, mais elle l'utilise à ses fins comme un autre réseau de télévision, une grande entreprise qui en a besoin. Je pense que c'est dans ce but que le ministre a prononcé ces remarques.

Le président: Y a-t-il d'autres questions sur l'article 6? Monsieur Gibson, pouvez-vous nous dire exactement quels pouvoirs l'article 6(1)d des pages 4 et 5 sont enlevés par rapport à la Loi sur les corporations canadiennes?

M. Gibson: Monsieur le président, aucun pouvoir n'est de fait, enlevé. Les pouvoirs indiqués aux alinéas D, E et t du paragraphe 1, de l'article 14 de la Loi sur les corporations canadiennes, sont les mêmes que les alinéas

[Texte]

out in paragraphs (f) (g) and (h) on page 5, with the following limitations.

This corporation, Telesat, would not be authorized to enter into amalgamation agreements. In other words, at line 7 on page 5 the words "other than amalgamation arrangements" are a variance from the equivalent paragraph.

In paragraph (g), at lines 14, 15 and 16, the words "with the approval of the Governor in Council on the recommendation of the Minister" are here, but not in the equivalent paragraph.

In paragraph (h) the words in line 25, "subject to this Act," are not in the equivalent paragraph in the Canada Corporations Act.

The Chairman: Are there further questions on clause 6? If not, we will now proceed to Clause 7.

Mr. Stewart (Cochrane): Could you clarify one thing, Mr. Gotlieb? You mentioned that the Minister had set out that the corporation was not to be in competition with the common carriers. But is not the very argument that the common carriers use that it will be in competition by allowing into the act other individuals who are not actually giving any input, because it is actually the subscribers who will be paying for any subsidies and so on that are required in the initial stages. Is this not their argument?

Mr. Gotlieb: I think, Mr. Stewart, that the statement of the Minister, that Telesat would not be in competition, reflects the policy of the government—that Telesat should operate in such a way that it would form a cohesive part of the telecommunications system in this country and that it should serve to carry out functions and perform things that it is designed and capable of doing.

This form of cooperation can be achieved in a variety of ways—in the day-to-day operations of the company through the voting power of each of the groups, in the commitments that various users will make and the conditions or assumptions on which they are willing to use the system—but insofar as the legal structure of the corporation is concerned, if you write the complementary concept, the cooperative concept into the legislation in such away as to say that the corporation can only sell to the carriers, then in fact you are doing much more than merely writing in the concept of the complementary aspect—you are writing into the laws of Canada and creating a situation in which the corporation can only deal with essentially,

[Interprétation]

(f), (g) et (h) de la page 5 avec les précisions suivantes. Cette société, Télésat, n'est pas autorisée à conclure des contrats de fusion. En d'autres termes, à la ligne 7 de la page 5, les mots «sauf aux fins de fusion» sont une variante de l'autre alinéa.

A l'alinéa G, les lignes 14, 15 et 16—«avec l'approbation du gouverneur en conseil et sur la recommandation du ministre»—, et à l'alinéa H, les mots, à la ligne 25, «sous réserve des exceptions de la présente loi», ne se retrouvent pas dans la Loi sur les corporations canadiennes.

Le président: Avez-vous d'autres questions au sujet de l'article 6? Si non, nous passerons à l'article 7?

M. Stewart (Cochrane): Pouvez-vous éclaircir un point, monsieur Gotlieb? Vous avez dit que le ministre avait précisé que la société ne concurrencera pas avec les entreprises d'exploitation. Mais ce n'est pas là l'argument voulant que les entreprises d'exploitation soient compétitrices en permettant cela en vertu de la loi à d'autres personnes qui ne donnent aucun rendement parce que ce sont les actionnaires qui auront à payer les subventions requises du stade initial. N'est-ce pas là leur argument?

M. Gotlieb: Je pense, monsieur Stewart, que la déclaration du ministre à l'effet que Télésat n'entrera pas en concurrence, traduit la politique du gouvernement voulant que Télésat devrait fonctionner de telle manière qu'il serait une partie cohésive du réseau de télécommunications dans notre pays et qu'elle serve à s'acquitter des fonctions et à réaliser des choses pour lesquelles elle a été conçue et qu'elle est capable de faire.

Cette sorte de coopération peut se réaliser de diverses façons dans l'exploitation au jour le jour d'une société, par le droit de vote de chacun des groupes, dans les engagements que divers usagers vont prendre et selon les conditions ou les hypothèses d'après lesquelles ils consentent à utiliser le réseau; mais quant à la structure juridique de la Société, si vous faites entrer dans la loi le concept de complémentarité, le concept coopératif de manière à ce qu'elle stipule que la Société ne peut vendre qu'aux exploitants, à ce moment-là vous faites beaucoup plus que faire entrer dans la loi le concept de complémentarité; vous rédigez les lois du Canada et vous créez une situation par laquelle la société ne peut essentiellement que

[Text]

other than governments, one kind of purchaser, a user.

The result is that the purchaser or user does have more than a mere influence over the question of the operations of the company and can, quite legitimately, decide not to use it simply on the grounds—I am not saying this is the position of the carriers—but that they are not interested in carrying communications to the north, that they believe it takes a lower priority than other things they have in mind.

Well, the corporation Telesat reflects a policy that the government laid down in a White Paper—that a corporation of this character should be designed to achieve certain objects such as improving communications in various parts of Canada as a way of opening up our country and, consequently, the corporation cannot be put into a position whereby it is legally disqualified from dealing with any other user, any other company or association that may feel that it needs that facility and feels that kind of facility is desirable. It may feel that it needs a transponder for its communications, like a private television network for example.

Mr. Stewart (Cochrane): Do we find ourselves limited in the present context of communications where they refuse to do this kind of thing that you suggest?

• 2055

Mr. Gotlieb: I do not think, sir, that it would be a question of assuming that a particular company would refuse to do a thing of that sort; it is simply that in their own business judgment they have the right to determine whether or not to use a system.

Mr. De Bané: They are not bound by it.

Mr. Gotlieb: They are not bound by it. The nature of our country is such that they cannot be bound to use this system. It must be the privilege of their directors and of their share owners to decide their policy.

Mr. Stewart (Cochrane): But we also had Bell Canada, for example, which is obviously the largest group, before us and they stressed the fact that they were a regulated company and that regardless of cost or the amount of money they made, whether they lost money or made money, that this body was regulated and therefore the charges they put on their subscribers was subject strictly to what dictated to them by the regulatory body.

[Interpretation]

traiter avec d'autres gouvernements, une seule sorte d'acheteur ou d'utilisateur.

Ce qui fait que l'acheteur ou l'utilisateur a plus qu'une simple influence sur les activités de la compagnie mais peut, de façon très légitime, décider de ne pas s'en servir, simplement parce que—je ne dis pas que c'est là la position des exploitants—ils ne sont pas intéressés à transmettre les communications dans le Nord; il croient que cela prend une priorité inférieure que d'autres choses qu'ils ont à l'esprit. Alors, la société Télésat reflète une politique que le gouvernement a énoncé dans le Livre blanc qu'une telle société devrait être conçue pour servir à des fins précises comme l'amélioration des télécommunications dans diverses parties du Canada en guise de moyen d'ouvrir le pays et par voie de conséquence, la Société ne peut pas être placée dans une position où elle serait frappée d'incapacité, juridiquement, pour traiter avec tout autre usager, toute autre société ou association qui jugerait avoir besoin de ces services et elle pourrait juger qu'elle a besoin d'un récepteur transmetteur pour ses communications, comme par exemple un réseau de télévision privé.

M. Stewart (Cochrane): Est-ce que nous sommes limités, dans le contexte actuel des communications, quand on refuse de faire ce que vous proposez?

M. Gotlieb: Je pense, monsieur, qu'il ne s'agirait pas d'imaginer ou de poser l'hypothèse qu'une compagnie refuserait de faire quelque chose comme ça. Mais, ils ont leur propre jugement en affaires, ils ont le droit de décider s'ils doivent se servir ou de ne pas se servir d'un réseau.

M. De Bané: Ils n'y sont pas liés.

M. Gotlieb: Ils n'y sont pas liés, mais la nature de notre pays est telle, qu'on ne peut pas les obliger à se servir de tels services. C'est le privilège de leurs administrateurs et de leurs actionnaires que de décider de les accepter.

M. Stewart (Cochrane): Mais on a aussi entendu la Bell Canada, par exemple, qui est certainement le plus grand groupe et ils ont souligné le fait qu'ils étaient une société réglementée, quel que soit le coût ou la somme d'argent, le profit ou la perte, cet organisme est réglementé et les frais que l'on impose aux abonnés est basé simplement sur ce qui est dicté par l'organisme de réglementation.

[Texte]

Mr. Gotlieb: It is an important fact, sir. I agree that the regulatory body can do certain things. A regulatory body that will be charged with a responsibility of regulating Telesat can ensure that Telesat rates are reasonable.

An existing regulatory body, the Canadian Transportation Commission, in respect of the Bell Canada can and does ensure that a certain rate of return is not exceeded. But no regulatory group or board can require anybody to use that system or to use the facilities of that carrier at whatever price, whether it is equitable or not.

A regulatory body cannot say to Bell Canada that they must use Telesat nor can a regulatory body of Telesat dictate to anybody in this country that they must use Telesat. So, I do not think the absence of the provision that the carriers have requested suggests a difference of fundamental philosophy. I do not think that is the case. I think that it suggests only that when the Parliament of this country sets up a corporation to achieve certain national objectives that it must have the legal powers to adapt to whatever situation may exist in the country now, a couple of years from now or a decade from now. It must have legal powers that can enable it to achieve its objectives.

Mr. Stewart (Cochrane): You suggest perhaps there might be certain conditions whereby a private group would not want to do what the governmental group would do, such as bringing communications to some areas in the north.

I am wondering about this, because with our present set-up what are we going to bring to the north? We are going to bring to a relatively small group of people a number of ground stations which are good for about 50 to 80 miles in all directions around each station. We are going to bring them, in the majority of cases, television. We are not going to bring them other facilities of telecommunication.

It seems to me that the whole basis of the argument for having this system was to bring improved facilities of telecommunications to the north. Now what "north", are we talking about? Is it Dawson city, is it Yellowknife, is it the Hudson Bay area, is it Fort George? This is what I am wondering—because there are so few people in each of these areas where one could possibly think of putting these 18 to 20 land stations. I am wondering if this argument is really not an argument at

[Interprétation]

M. Gotlieb: C'est très important. Je suis d'accord qu'un organisme de réglementation peut faire certaines choses.

Un organisme de réglementation peut assumer la responsabilité de réglementer Télésat et surveiller à ce que les tarifs soient raisonnables. Un organisme de réglementation comme la Commission canadienne de Transport en relation avec la Bell Canada veille à ce qu'un certain taux de revenus ne soit pas dépassé. Mais, aucun organisme de réglementation ne peut exiger de quiconque de se servir de ce système ou de se servir des installations de cette entreprise à quelque prix que ce soit que le prix soit juste ou non.

L'organisme de réglementation ne peut pas obliger Bell Canada de se servir de Télésat, et l'organisme de réglementation de la Telsat ne peut pas non plus dicter à qui que ce soit qu'il faille se servir de Télésat. Donc, je ne pense pas que l'absence des dispositions mentionnées par les entreprises, reflètent une philosophie fondamentalement différente. Je pense pas que ce soit le cas. Si le Parlement du Canada établir une société en corporation afin d'atteindre certains objectifs nationaux il doit avoir les pouvoirs juridiques pour s'adapter à toutes les circonstances qui peuvent se présenter au pays d'ici quelques années ou d'ici dix ans. Il faut donner des pouvoirs juridiques l'habilitant à réaliser ses objectifs.

M. Stewart (Cochrane): Maintenant, vous avez dit qu'il pourrait y avoir certaines conditions où un groupe privé ne voudrait pas faire ce que le groupe gouvernemental voudrait faire, par exemple, apporter les télécommunications dans certaines régions du Grand Nord.

Je me pose des questions là-dessus, parce qu'avec notre organisation actuelle, qu'est-ce qu'on va apporter dans le Grand Nord. On va apporter à un groupe de gens restreint un certain nombre de stations terriennes qui peuvent desservir environ 50 à 80 milles, dans toutes les directions autour de chaque station. Nous allons, dans la majorité des cas, leur donner la télévision. Nous ne leur fournirons pas d'autres installations de télécommunications.

Il me semble que l'objectif des arguments d'avoir ce système était d'apporter des installations plus perfectionnées de télécommunications dans le grand Nord. Dans quel Nord parle-t-on? S'agit-il de Dawson City, de Yellowknife, de la région de la baie d'Hudson ou de Fort George? Voilà ce que je me demande, parce qu'il y a tellement peu de gens dans chacune de ces régions, où on pourrait penser à installer ces 18 à 20 stations terriennes. Je me demande si cet argument n'est pas, en

[Text]

all, because if it is important that these things should be brought to these people I would rather think that if private concerns were in there and it were understood that it was important these things should be brought to them that they are just as likely to do it as a body controlled by the government.

Mr. De Bané: Mr. Chairman, I have a point of order, if you will permit it.

• 2060

With all due respect to my good friend, Mr. Stewart, I think we should wait until the Minister is here tomorrow before dealing with questions of policy. I think we should restrain ourselves when dealing with officials of the department who only implement government policy. We should question officials only on the legal terms of the bill. The Deputy Minister or other officials of the department are not responsible for the decisions of the minister. I think we should take advantage of this evening to understand what is written in this bill and then tomorrow to challenge or to discuss the policy with the Minister.

Would you not agree, Mr. Stewart?

Mr. Stewart (Cochrane): I understand Mr. De Bané's point, Mr. Chairman, very well except that the only flaw in the argument is that it is not the Minister who wrote the bill, it is not the government who wrote this bill.

Mr. De Bané: Oh yes!

Mr. Stewart (Cochrane): It is the officials who wrote this bill and they are the ones who can give us the answers.

Mr. De Bané: Yes, as to what the bill means.

Mr. Stewart (Cochrane): The Minister is not an expert in telecommunications.

The Chairman: May I interrupt to point out that if anybody gets blamed for a misfire, it will be the Minister and not the officials, and the Minister will take the responsibility.

Mr. Stewart (Cochrane): As a member of the government I would like to see that the Minister is protected.

The Chairman: I think that is a very valid point of view. I would say to Mr. De Bané that the purpose of this exercise this evening is to go through the bill to try to find out those areas of the bill where there is some contention and which the Minister and ourselves can be prepared to deal with so that we can pass through those areas on which there is agreement and spend our time and

[Interpretation]

fait, n'est pas loin d'être un argument, parce que si c'est important d'apporter ces services à ces gens, je pense s'il y avait des sociétés privées là-bas et si c'était important, il faudrait leur apporter ces services ce qui revient au même qu'un organisme contrôlé.

M. De Bané: Monsieur le président, si vous permettez, en toute déférence pour mon bon ami monsieur Stewart, je crois qu'il faudrait attendre que le ministre soit présent demain avant de parler de questions de ligne de conduite. Je pense que nous devrions nous borner un peu lorsqu'on traite avec des fonctionnaires du ministère qui n'appliquent que la politique du gouvernement. Nous devrions les interroger quant aux expressions juridiques du bill. Le sous-ministre ou d'autres fonctionnaires ne sont pas responsables des décisions du ministre. Nous devrions donc profiter de cette soirée pour mieux comprendre le bill pour pouvoir interroger le ministre au sujet de sa politique demain.

Est-ce que vous êtes d'accord, M. Stewart?

M. Stewart (Cochrane): Je comprends très bien l'opinion de M. De Bané, monsieur le président, mais il y a une seule chose qui ne va pas dans votre argument. Ce n'est pas le ministre qui a rédigé le bill et ce n'est pas le gouvernement.

M. De Bané: Mais, oui.

M. Stewart (Cochrane): Non, ce sont les fonctionnaires qui ont rédigé le bill et ce sont eux qui peuvent nous répondre.

M. De Bané: En ce qui concerne le contenu.

M. Stewart (Cochrane): Le ministre n'est pas un expert des télécommunications.

Le président: Puis-je interrompre ici. S'il y a quelqu'un qui doit être blâmé pour les ennuis, ce sera le ministre. C'est le ministre qui sera responsable.

M. Stewart (Cochrane): Comme député, je veux que le ministre soit protégé.

Le président: C'est un point de vue très raisonnable. Je dirais que nous essayons de trouver des domaines dans lesquels le bill offre des possibilités de discuter de façon que le ministre et nous-mêmes puissions y répondre, les régler rapidement et nous permettre de nous concentrer sur les points litigieux. Ainsi, nous économiserons beaucoup de temps et j'ai l'impression que ce que faisait mon-

[Texte]

concentrate on those areas where there is dispute. In this way we will save ourselves a lot of time and not waste too much of it. I think the exercise that Mr. Stewart was going through is quite legitimate under those terms.

Mr. De Bané: Yes, but I think the officials should not espouse the policy of the government, they should just explain it.

The Chairman: That is correct, and I thought that was what Mr. Gotlieb was doing.

Mr. De Bané: As long as it is his duty to just explain what is written in the bill.

The Chairman: That is correct.

Mr. De Bané: I think that is his duty, but if he also defends this position, I think this is...

The Chairman: No, that is for the Minister. He can also indicate to us, if he feels free to do so, the considerations which led to the particular wording of a clause. That is why both he and Mr. Gibson are with us. Are there any further comments on Clause 7?

Mr. Stewart (Cochrane): Perhaps Mr. Gotlieb would like to comment a little further. I may have taken an unfair advantage of him by having the last word.

Mr. Gotlieb: On that point, sir, I feel that I am explaining the policy rather than espousing it and I think there has been a fair amount of discussion on this point. I think the answers that have been given by the Minister indicate that this is the only way in which live television can be brought to the North and also that this creates the capability. It constructs or creates a system which will provide a capability over great and long distances to improve telephony in the North.

For example, the present plans call for two Arctic communications two-way telephony ground stations, but if—as I believe it was indicated by one of the witnesses yesterday or the day before—ultimately or within the foreseeable future eight Arctic communications two-way telephony ground stations are put in, this could have a very, very major and important effect on northern communications. As I see them, I think these are the facts.

I recognize how significant or important it is to provide line television to the North. One way of looking at it, of course, is to count up the number of people in the North who will benefit from it at the present time.

[Interprétation]

sieur Stewart est parfaitement justifié dans cette optique.

M. De Bané: Les fonctionnaires ne doivent pas commenter la politique du gouvernement, mais seulement l'expliquer.

Le président: C'est exact, c'est ce que Monsieur Gotlieb faisait, je crois...

M. De Bané: Son devoir est juste d'expliquer ce qui figure dans le bill.

Le président: C'est exact.

M. De Bané: Je pense que c'est son devoir mais s'il doit aussi défendre cette position je crois que c'est...

Le président: Non, c'est là le rôle du ministre. Il peut aussi nous dire quelles sont les considérations dont on a tenu compte dans la rédaction du bill. C'est pourquoi nous l'avons lui et M. Gibson avec nous aujourd'hui.

D'autres commentaires à ce sujet, messieurs?

M. Stewart (Cochrane): Peut-être que M. Gotlieb aimerait approfondir la question?

Peut-être ai-je abusé en ayant eu le dernier mot?

M. Gotlieb: Je vais expliquer cette politique, plutôt que de la commenter. Cette question a fait l'objet de discussions et les réponses données par le ministre sont les suivantes. C'est la seule façon d'apporter la télévision directe dans le Nord, et non pas la télévision pré-enregistrée, cela nous donne des possibilités et nous permet d'établir un système qui fonctionnera sur de longues distances. Nous pourrions améliorer la téléphonie dans le Nord.

Ainsi, si les projets actuels réclament deux systèmes de téléphonie avec émission-réception dans l'Arctique (un témoin entendu hier ou avant hier) nous disait qu'il faudrait envisager non pas deux mais huit systèmes de téléphonie. Cela pourrait avoir un effet très important pour les communications dans le Nord. Je peux admettre que l'on considère qu'il est très important de fournir la télévision en direct dans le Nord, mais il y a une façon de voir les choses: c'est de calculer le nombre de gens qui en bénéficieront dans le Nord dans le moment.

L'autre façon d'examiner cette question, qui me semble tout à fait conforme à l'esprit du Livre blanc qui a été inauguré, c'est que cela donnera une nouvelle dimension à l'existence dans le Nord. Et cela, le Nord ici, veut dire «une très grande partie du Canada». Il

[Text]

Another way of looking at it, and the one which I think underlies the spirit of and the concept behind the White Paper that was introduced, is that it will introduce a new dimension into life in the North and thereby make it much more possible for that part of Canada—and in this case the North means so much of Canada because it is that part which is beyond the normal reach of microwave and

• 2105

conventional communication methods—to be a single, national, cohesive, whole by integrating the more remote areas into the common whole.

I hate to use clichés, but I think there is an analogy with the railway here. When it was opened up I imagine very, very few people lived at the end of the line where the last spike was driven, but the very fact this facility went in I think transformed the character of the country.

I think a great number of the communications experts and a lot of the contemporary thinkers have emphasized the almost determinative effect of communications systems on the quality of life. If you change the method of communication, or if you render communications possible, this can have a very far-reaching effect on people and on their willingness to perhaps live there, to stay there a bit longer and to feel a little less far removed from the centres of Canada.

When it is national policy to try to open up the North, to make these vast regions more attractive and develop the resources, the philosophy of the bill and of the government is that this system can create the capability of transforming the character of the North over a longer period.

Mr. Stewart (Cochrane): Mr. Gotlieb, I do not think you should apologize for using the analogy of the railway. I think it is an excellent analogy. I do think, however, that when we talk about the advantages of the system that we should confine ourselves to the advantages that are going to come about from this system as envisaged and not what we are going to add later on. We are talking about a system in a certain context and with a certain number of dollars, millions of dollars, and if we talk about eight additional stations or if we talk about upgrading 18 other ground stations in the future, we are no longer talking in the same context because we are talking about an amount of money that is far in excess of what we immediately envisage and I do not think we should confuse the issue by referring to those things.

[Interpretation]

s'agit des régions qui sont au-delà du rayon normal des communications à ondes-courtes ou à micro-ondes. Cela permettrait donc au Canada d'être un ensemble cohérent, un ensemble unique. Il y aura une analogie avec les chemins de fer. Je n'aime pas les clichés, mais je crois qu'il y a là une analogie avec les chemins de fer. Je pense qu'il y avait très peu de monde au bout de la ligne lorsqu'on a

enfoncé le dernier crampon. Je crois que la création, la construction des chemins de fer a transformé l'apparence du Canada.

Personnellement, je crois que beaucoup d'experts en télécommunications, beaucoup de penseurs contemporains ont mis l'accent sur les faits déterminants des moyens de communication. Tout cela peut avoir des effets très profonds sur les gens, sur le fait qu'ils sont prêts à vivre là-bas, à s'y installer, et qu'ils se sentiront moins isolés des centres de population.

Étant donné que la politique nationale consiste à ouvrir le Nord, à développer les ressources, à rendre cette région plus intéressante, la philosophie du gouvernement contenue dans le Bill indique que ce système peut permettre de transformer le caractère du Nord au cours des années à venir.

M. Stewart (Cochrane): Monsieur, vous ne devriez pas vous excuser de faire appel à l'analogie des chemins de fer. C'est une excellente analogie.

Cependant, je pense que lorsqu'on parle des avantages du système, nous devrions nous limiter aux avantages qui découleront du système envisagé et non de ce que nous ajouterons plus tard, car nous parlons d'un système dans un certain contexte et pour un certain nombre de millions de dollars. Si nous parlons des 8 stations supplémentaires, si nous parlons de l'amélioration des 18 stations terrestres de l'avenir, nous ne sommes plus dans le même contexte, car nous parlons de sommes qui dépassent de très loin ce que nous envisageons dans l'immédiat. Je ne crois pas que nous devrions créer de la confusion en y faisant allusion. Les arguments principaux

[Texte]

One of my main arguments in this whole matter is that we should know what we are getting for how many dollars and how much it is going to cost the Canadian people. If it is going to be far in excess of what we expect, then it seems to me that it would be a little foolhardy if this should take place at a time in our history when we are trying to save money.

Mr. Emard: Mr. Chairman, who will be setting the rates for the use of these satellites?

The Chairman: I think Mr. Kierans indicated that at the present time he would like a revenue of around \$18 million, and it will be up to the satellite corporation to set rates on the six channels or transponders that are available to generate that amount of revenue.

Mr. Emard: If the use of the satellite is restricted to just a few common carriers do you not believe that it would be very difficult for the government to get these carriers to accept the rates that are set? I understand that this rate will naturally be fairly high because the cost of the satellite will be high.

But if these few common carriers got together and decided that in some way they would try to avoid accepting the rates that are set that it might present difficulties, but it might be possible to interest other carriers or other firms in paying a proper rate.

Mr. Gotlieb: I think, sir, as the Chairman pointed out, at the present stage of the legal framework by the government that Telesat will determine its rates. I think one of the important considerations is the one you men-

• 2110

tion, that if the corporation is obliged to sell to only one type of user this could give rise to difficulties along the lines you suggest.

Mr. Kierans said that the government is conducting a general comprehensive review of the regulatory framework respecting telecommunications carriers in this country and as part of that review legislation will be introduced which will be applicable to Telesat. At the present time the Radio Act is applicable to Telesat's operations, but currently under the laws of Canada the Canadian Transport Commission does not cover the activities of Telesat.

Consequently, when a regulatory body is set up, there will be a framework within

[Interprétation]

sont: il faut que nous sachions ce que nous obtenons, ce qu'il nous en coûtera, et combien ça coûtera aux Canadiens. Et si cela doit dépasser de loin la somme prévue, il me semble que dans ces débats, destiné à économiser de l'argent, cela serait un peu périlleux.

M. Émard: Monsieur, qui fixerait les frais d'utilisation des satellites?

Le président: Monsieur Kierans a dit qu'il faudrait actuellement environ 18 millions de dollars. Ce sera à la société de satellites de fixer des taux sur les 6 voies disponibles pour obtenir ces recettes.

M. Émard: Mais si l'utilisation du satellite est limitée à quelques sociétés d'exploitation publiques, ne pensez-vous pas qu'il serait très difficile pour l'État de faire accepter ces taux à ces entreprises? Ces taux seront assez élevés, car le coût d'un satellite sera élevé.

Si les entreprises d'exploitation publiques se regroupaient, s'entendaient, ils pourraient d'une façon ou d'une autre, refuser ou ne pas accepter les taux fixés. On ne compte que quelque entreprises publiques. J'ai l'impression que cela pourrait être difficile. S'il y a possibilité pour d'autres entreprises, à ce moment-là, je suis certain que d'autres entreprises ou d'autres sociétés seraient prêtes à payer des taux appropriés.

M. Gotlieb: Comme l'a fait remarquer le président, c'est au stade actuel des structures juridiques fixées par le gouvernement que Télésat déterminera ses tarifs. Une des considérations importantes, celle dont vous avez

parlée, est la suivante; si la Société est obligée de vendre à un seul type d'utilisateur, alors, cela pourrait soulever des difficultés du genre de celles dont vous avez parlé. Monsieur Kierans a dit que le gouvernement fait une étude complète du cadre des règlements en matière de télécommunications au Canada. Dans le cadre de cette étude, des mesures législatives seront introduites, et seront applicables à Télésat. La loi sur la Radio s'applique aux opérations de Télésat, mais la Commission canadienne des transports n'a pas pour l'instant, l'autorité lui permettant de réglementer Télésat.

Lorsqu'un organisme de réglementation sera créé, il y aura un cadre dans lequel un

[Text]

which this body may become involved—I say “may” because I do not know what the legislation will be—in other questions, such as return and rates.

The Chairman: Would you care to tell us who is going to head that task force, Mr. Gotlieb?

Mr. Gotlieb: I am, sir.

The Chairman: Shall we go on to Clause 8? Mr. Emard?

Mr. Emard: When the CNR authorities appeared on the Transport Committee last week they said they were very interested in the use of this satellite. Are they considered to be common carriers?

The Chairman: Yes. They are listed on Schedule A of the bill.

Mr. Emard: I am sorry if I ask questions which have been asked before. This is my first day on the Committee.

The Chairman: Yes. They are listed on Schedule A of the bill, as an approved common carrier.

Mr. Emard: Thank you, very much.

Mr. Schumacher: Mr. Chairman, before we pass on, I wonder whether or not we could give some consideration to re-drafting subclause (1) of Clause 7 in order to make it read better in English. I think that it has probably been translated from the French. It seems to read backward.

The Chairman: Mr. Gibson.

Mr. Gibson: Mr. Chairman, consideration can be given to that. I must admit that this was not translated from the French.

Mr. Schumacher: Something happened there.

The Chairman: May we proceed to clause 8? Mr. Portelance.

Mr. Portelance: In Clause 8 again, on line 26, we are using “raisonnable”—“reasonable” utilization of Canadian design. Why do we not use “possible” as we do in Clause 5?

Mr. Gibson: Mr. Chairman, I think that Clause 8 first must be read together with clause 5. One of the objects of the corporation is set out in Subclause (2) of Clause 5. The term “reasonable”, I think, must be read in

[Interpretation]

organisme qui pourra s'occuper de la question, pas conditionnelle car je ne sais pas qu'elle sera la teneur de cette mesure législative, enfin, pourra s'occuper des recettes et des tarifs.

Le président: Pourriez-vous nous dire qui s'en occupera, monsieur Gotlieb?

M. Gotlieb: Moi-même, monsieur.

Le président: Pouvons-nous passer à l'article 8?

M. Émard: Lorsque les autorités du CN ont témoigné devant le comité des Transports, la semaine dernière, elles nous ont fait savoir qu'elles s'intéressaient beaucoup à l'utilisation de ce satellite. Le CN est-il considéré comme une entreprise d'exploitation?

Le président: Oui, cette société figure à l'Annexe A du projet de loi.

M. Émard: Je m'excuse de poser des questions qui ont peut-être déjà été posées. C'est la première fois que je viens.

Le président: Oui. Cette société figure à l'annexe A du Bill. On considère le Canadien-National comme une entreprise agréée d'exploitation de télécommunications.

M. Émard: Merci beaucoup.

M. Schumacher: Monsieur le président, avant qu'on poursuive, je me demande si on envisage de modifier la rédaction du paragraphe (1) de l'article 7 pour qu'il soit plus lisible en anglais. Je pense qu'on l'a traduit du français. L'ordre de la phrase semble inversé.

Le président: Monsieur Gibson.

M. Gibson: Monsieur le président, nous devrions y voir. Je dois admettre que cela n'a pas été traduit du français.

M. Schumacher: Il y a quelque chose de bizarre qui s'est produit.

Le président: Pourrions-nous passer à l'article 8? Monsieur Portelance.

M. Portelance: A l'article 8, une fois de plus, à la ligne 26, on y lit «l'emploi raisonnable de compétences canadiennes». Pourquoi ne faisons-nous pas ce que nous faisons à l'article 5, employer le mot «possible»?

M. Gibson: Je crois que l'article 8 doit être lu en même temps que l'article 5. L'un des objectifs de la société est établi au paragraphe (2) de l'article 5. Le terme «raisonnable» doit être lu, je crois, dans ce contexte, et il se

[Texte]

the context. It may be that in respect of the design or construction of a particular facility "reasonable" might be a very high percentage, indeed.

Mr. Portelance: A very low one, too.

Mr. Gibson: That is correct. I am advised, for instance, that in terms of the construction of an earth station, "reasonable" would be a very high percentage, whereas in terms of the construction of the satellite it would be something less. The wording of this particular phrase is very flexible, and very indefinite, simply because Canadian technology is a changing thing. What is "reasonable" or what is "all possible" in one year, may be significantly short of reasonability or that which is "all possible" in the next year. In the circumstances, it was simply felt that this phrase described quite adequately the intention that we are seeking.

• 2115

The Chairman: I mentioned at an earlier meeting, that I thought that this was an unduly restrictive clause. Would it be possible for you to indicate precisely what this clause does particularly in giving the Minister of Communications the power to withhold permission for the corporation to expand its services?

Mr. Gibson: Mr. Chairman, Clause 8 is not a veto clause. It does not provide a veto power to the Minister. It is simply a delay clause, or procedure in which the Minister may review a request for proposal, under subclause (1) within a period of 30 days and make representations to the corporation if, in his opinion, the Canadian content specified in the request for a proposal is not sufficient.

The ultimate decision, nonetheless, rests with Telesat. If, after 30 days, the Minister is either satisfied or has failed to convince Telesat that it should be specifying a higher Canadian content, it is free to go ahead with whatever proposal it originally presented, or a proposal modified as agreed with the Minister.

Similarly, under subclause (2) of this Clause where a response for a proposal is received that is not in compliance with the terms of the request for a proposal, the Minister again has a 30-day period within which to attempt to influence Telesat in the manner with which it deals with that proposal. But after a 30-day period, if he has failed to make his point with the corporation, the responsibility remains with the corporation, subject to the responsibility placed upon it by subclause (2) of Clause 5, to make the decision either to accept or reject the proposal.

[Interprétation]

peut, en ce qui concerne la construction d'installations particulières, que «raisonnable» représente un très haut pourcentage.

M. Portelance: Il peut être très bas aussi.

M. Gibson: Oui, on me dit, en ce qui concerne les stations terrestres qu'une station terrestre «raisonnable» représenterait un pourcentage important, alors que pour un satellite ce serait moins. Le libellé de cette phrase est très souple, très vague, simplement parce que la technique canadienne évolue. Ce qui est «raisonnable», ce qui est «possible» une année peut être très peu de chose par rapport à ce qui est raisonnable ou possible l'année suivante. Nous avons pensé donc que ce libellé correspondait bien aux intentions que nous voulions exprimer.

Le président: J'ai dit plus tôt que je pensais que c'était un article trop restrictif. Pourriez-vous nous dire exactement quel est l'effet de cet article, en particulier en ce qui concerne ce que le ministre des Communications peut faire pour limiter la société dans le développement de ses services?

M. Gibson: Monsieur le président, l'article 8 n'est pas un article prévoyant un droit de veto pour le ministre. Il s'agit simplement d'un délai. Le ministre a trente jours pour étudier la situation en vertu de l'article 1 et manifester ses intentions à la société; si, à son avis, le contenu canadien prévu n'est pas suffisant.

Cependant, c'est Télésat qui a le dernier mot si après trente jours le ministre n'a pas réussi à convaincre la société Télésat qu'il doit y avoir un contenu canadien plus important. Télésat peut aller de l'avant avec sa proposition originale ou une proposition modifiée conformément aux désirs du ministre.

De même, en vertu du paragraphe (2) cet article, si on reçoit une réaction à une proposition qui n'est pas conforme à la demande. Le ministre, là aussi, dispose de trente jours pour essayer d'influencer Télésat dans sa façon d'agir en ce qui concerne cette proposition. Si le ministre n'a pas réussi à convaincre Télésat au bout de trente jours, c'est à Télésat de prendre une décision. La société est donc responsable, sous réserve du paragraphe (2) de l'article 5. La société peut accepter ou refuser la proposition.

[Text]

The Chairman: Can the Minister refer it to the Governor-in-Council within the 30-day period, or block the action of the Board of Directors of Telesat in other ways?

Mr. Gibson: There is no power in this particular area, Mr. Chairman, for either the Governor in Council or the Minister to block the action of the corporation. There is provision in the Bill that the government will have representatives on the Board of Directors of the corporation. The government, through these directors, or these directors in their own capacity, will make the position of the government known in this regard. There is no veto right, either in the Minister or in the Governor in Council.

The Chairman: Are there any further comments on Clause 8? On Clause 9?—Negotiations with foreign states.

Mr. Stewart (Cochrane): For purposes of clarification, Mr. Chairman, would this refer to United States companies buying-in as part of the third party in this thing, or would this...

Mr. Gibson: Mr. Chairman, I do not think this would be subject to the corporation—American or foreign—being an agent of a foreign government. There is provision in Schedule B for a certain percentage of shares to be held by people who are not Canadian citizens. In my opinion, where there was an agreement to take up shares by an American corporation that was independent, with the company agreeing to allot the shares, it would not fall under this clause.

Mr. Gotlieb: I think, sir, that this is essentially in the foreign affairs dimension of the Telesat. These are questions which really fall in the area of foreign affairs, or international affairs generally. This is why the Ministerial direction is provided for.

Mr. Portelance: Even to get a punch?

Mr. Gotlieb: That is right, exactly.

Mr. Portelance: I do not think that we can do it.

• 2120

The Chairman: Clause 10 should be read in relation to the amendment to subclause (5) which has been circulated to you.

Mr. Gibson: Mr. Chairman, this amendment would add a new subclause (5). The purpose of it is to make it clear that preferred shares

[Interpretation]

Le président: Est-ce que le ministre peut s'adresser au gouverneur en conseil pour bloquer l'action du conseil d'administration de Télésat dans ces trente jours? Peut-il accomplir cela d'autres façons?

M. Gibson: Il n'a pas de pouvoir particulier dans ce domaine, et le gouverneur en conseil ne peut pas bloquer l'action de la société, pas plus que le ministre n'a de pouvoirs de ce genre. Il y a une disposition dans le projet loi en vertu de laquelle le gouvernement aura des représentants dans le conseil d'administration de la société. Le gouvernement, par l'entremise de ces administrateurs, et même ces administrateurs en leur propre nom, feront connaître l'opinion du gouvernement à cet égard. Il n'y a pas de droit de veto, soit à la disposition du ministre, soit à la disposition du gouverneur en conseil.

Le président: Y a-t-il d'autres commentaires en ce qui concerne l'article 8 ou l'article 9, «Négociations avec des États étrangers»?

M. Stewart (Cochrane): Je désire qu'on précise une chose, monsieur le président. Est-ce qu'on parle des sociétés américaines qui pourraient acheter certaines actions et se retrouver tierce partie, ou est-ce...

M. Gibson: Je ne pense pas que cela concerne le fait qu'une société, américaine ou étrangère, est une agence d'un État étranger. Il est prévu à l'Annexe B qu'un certain nombre d'actions peuvent être détenues par des non-Canadiens. Dans le cas de reprise des actions par une société américaine indépendante, à mon avis, à condition que la compagnie soit d'accord pour distribuer ces actions, cela ne tomberait pas dans le cadre de cet article.

M. Gotlieb: Donc, cela est l'aspect affaires extérieures de Télésat. Il s'agit vraiment d'affaires internationales, d'affaires étrangères, c'est pourquoi on a prévu des directives ministérielles.

M. Portelance: Vraiment?

M. Gotlieb: Oui.

M. Portelance: Je ne pense pas que nous puissions le faire.

Le président: L'article 10 doit être lu compte tenu de l'amendement au paragraphe (5) qui vous a été distribué.

M. Gibson: Monsieur le président, cet amendement ajouterait un nouveau paragraphe (5), qui a pour objet de montrer que les

[Texte]

or securities of Telesat could be issued as convertible securities, that is, as securities which would be convertible into common shares. The purpose of this is to prevent distortion of whatever allotment, between government common carriers and the public, is agreed upon.

The Chairman: Would it not have been possible to provide in Clause 5, instead of the prohibition against preferred shares, a stipulation that if convertible bonds or convertible shares were issued that they must be issued in the same proportion and to the same groups as the original shares or allotments of common stock? Why was it necessary to make a blanket provision against a reasonably useful tool of financing?

Mr. Gibson: That could have been done, Mr. Chairman, but the difficulty with such a provision would have flowed from the requirement that subsequent transfers of preferred shares or securities after the original allotment would have to have been regulated in a manner that would have prevented, subsequent to the original issue, a distortion from developing.

The Chairman: Surely this is no more different than the regulations which you must impose with respect to the common shares. It seems to me if you take your convertible bonds and your convertible preferred and issued them in the same proportions as the common stock, the regulatory authority, to ensure there is no undue concentration, should not be more onerous than with respect to the common stock. It seems to me that this is a blanket provision which is totally unnecessary.

Mr. Gotlieb: May I say something, sir?

The Chairman: Mr. Gotlieb.

Mr. Gotlieb: This particular clause arose out of some discussions we had after the Bill was introduced. This comment should come from the Minister, but he is not here this evening. I think particularly in a matter of this sort he would certainly wish to have the advice of the Committee about whether or not this is the best solution.

The Chairman: I wonder then if I might request Mr. Gibson to prepare a draft amendment for the use of the Committee in which we would be able to treat convertible preferred and convertible bonds in the same way as we treat common stock? We already have reasonably elaborate provisions in the Bill for the treatment of common stock and I do not think it would be too difficult to include the

[Interprétation]

actions privilégiées ou les obligations de la Télésat ne pourraient pas être émises en tant que valeurs convertibles, c'est-à-dire en valeurs convertibles en actions communes. C'est pour prévenir la déformation de la répartition entre l'État, les transporteurs publics et les autres actionnaires que l'on a fixé.

Le président: Ne serait-il pas possible de prévoir à l'article 10, au lieu de l'interdiction des actions privilégiées, que les valeurs non convertibles ou des obligations non convertibles soient émises dans les mêmes proportions aux différents actionnaires que les actions d'origine? Aura-t-il été nécessaire de prévoir une disposition générale interdisant un procédé de finance assez raisonnable et utile?

M. Gibson: On aurait pu le faire, monsieur le président, mais le problème que soulève une telle disposition vient du fait que les transferts subséquents d'actions privilégiées ou d'obligations après la première émission n'auraient dû être réglementés de façon à empêcher une déformation de se produire une fois la première émission faite.

Le président: Je pense que cela ne serait pas différent des règlements que vous imposeriez aux actions ordinaires. Il me semble que si vous prenez vos obligations convertibles privilégiées et délivrées dans la même proportion que les actions ordinaires, la mesure de réglementation pour s'assurer qu'il n'y a pas de concentration injuste ne devrait pas être plus onéreuse que pour les actions ordinaires. C'est une disposition globale qui me semble tout à fait inutile.

M. Gotlieb: Puis-je ajouter quelque chose?

Le président: Monsieur Gotlieb.

M. Gotlieb: Cet article a été rédigé à la suite de discussions que nous avons eues après que le bill ait été mis en vigueur. Ce commentaire devrait venir du ministre, mais il n'est pas là ce soir. Je pense que pour une question de ce genre il serait souhaitable certainement d'avoir l'avis du Comité pour savoir si c'est vraiment la bonne solution.

Le président: Je pourrais peut-être demander à M. Gibson de rédiger une modification à l'usage du Comité, avec laquelle nous pourrions traiter des obligations convertibles avec privilèges et des obligations convertibles de la même manière que pour les actions ordinaires? Il y a déjà des dispositions assez détaillées dans le projet de loi qui traitent des actions ordinaires et je ne crois pas qu'il

[Text]

question of convertible bonds and convertible preferred also in that same section with the same safeguards.

Mr. Gibson: I can certainly endeavour to do that, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you, Mr. Gibson. Are there further questions on Clause 10 as a loan and as the suggested amendment by the Minister?

On Clause 11—Head office.

The Chairman: Could you explain to us, Mr. Gibson, what section 21 of the Canada Corporations Act does, and if this clause is as easy to read as it seems to be?

Mr. Gibson: Section 21 of the Canada Corporations Act, Mr. Chairman, provides for change of the location of the head office of a corporation by by-law. Such a by-law must be approved by two-thirds of the votes of shareholders at a special general meeting called to consider it.

The Chairman: Are there further questions on Clause 11? We will proceed to Clause 12.

On Clause 12—Board of Directors.

The Chairman: There is an amendment to Clause 12 dealing with Clause 12(4)(c) on page 10 by which the words "if any" are deleted • 2125

from lines 26 and 27. Perhaps we could take this Clause, since it is a long one, subclause by subclause. I would ask Mr. Gibson to give us an escorted tour.

Mr. Gibson: Subclause (1), Mr. Chairman, I think is fairly clear. It provides for a board of directors consisting of seven members.

Subclause (2) provides that where at any time Her Majesty in right of Canada, or corporations that are agents of the federal government, are the only shareholders, the whole of the board would be appointed by the Governor in Council to hold office during pleasure, and at least two members of the board would be appointed from the public service.

The Chairman: That means a minimum of two would be civil servants?

Mr. Gibson: That is correct; out of seven.

Subclause (3) provides that where directors, or any of them, are to be elected, they shall be elected annually, with any directors who

[Interpretation]

serait trop difficile d'insérer la question des obligations convertibles et des obligations convertibles avec privilèges et dans le même article que les mêmes garanties.

M. Gibson: Je peux essayer de le faire, monsieur le président.

Le président: Merci, monsieur Gibson. Y a-t-il d'autres questions au sujet de l'article 10 relatif au prêt et à la modification proposée par le ministre?

Sur l'article 11—Siège social.

Le président: Pourriez-vous nous expliquer, monsieur Gibson, en quoi consiste l'article 11 de la Loi sur les corporations canadiennes?

M. Gibson: L'article 11, de la Loi canadienne sur les sociétés, monsieur le président, prévoit le changement de local du siège social d'une société au moyen d'un règlement. Ce règlement doit être approuvé par les $\frac{2}{3}$ des votes des actionnaires lors d'une réunion générale spéciale à cet effet.

Le président: Y a-t-il d'autres questions au sujet de l'article 11? Pouvons-nous passer à l'article 12?

Sur l'article 12—Conseil d'administration.

Le président: Une modification de l'article 12 a trait à l'alinéa c) du paragraphe (4) de 12 à la page 10, en vertu de laquelle les mots, *le cas échéant* sont supprimés de la ligne 25. Nous pourrions peut-être étudier cet article paragraphe par paragraphe, étant donné sa longueur. M. Gibson pourrait peut-être nous servir de guide.

M. Gibson: Le paragraphe (1) est assez clair. Il prévoit un conseil d'administration composé de sept membres. Le paragraphe (2) stipule que si, à quelque moment, Sa Majesté du chef du Canada ou des corporations qui sont mandataires du gouvernement fédéral, sont les seuls actionnaires, le gouverneur en conseil nommera les membres du conseil d'administration qui exercent leur fonction à titre amovible ou jusqu'au moins deux membres du Conseil soient choisis parmi les fonctionnaires fédéraux.

Le président: Cela veut dire qu'un minimum de deux personnes seront des fonctionnaires fédéraux.

M. Gibson: C'est exact, deux des sept membres. Le paragraphe (3) prévoit que si les administrateurs ou l'un d'entre eux sont élus, ils doivent l'être chaque année, ainsi que les

[Texte]

are not to be elected under subclause (4) being appointed again by the Governor in Council.

Subclause (4) provides that prior to the issue of common shares to the common carriers or to the public, the directors of Telesat would have power to make a by-law increasing the number of directors, if it were thought fit, providing for cumulative voting for the election of directors. In any event, they would be obliged to pass a by-law fixing the number of directors to be elected by the public, fixing the number of directors to be elected by the common carriers, and fixing the number of directors to be appointed by the Governor in Council. Such a by-law would be subject to approval by the Governor in Council and could be amended, revised, or repealed, again with the consent of the Governor in Council.

The Chairman: There is no protection in that section for the rights of the public shareholders in that they must have one-third of the directors on the board?

Mr. Gibson: That is not provided, Mr. Chairman, for the reason that the one-third figure which you use is also not specified. These figures are subject to negotiation or to being fixed. Therefore, it was not thought appropriate to put any fixed figures in relation to representation in the board which might prejudice agreement on proportional allotment.

The Chairman: It is quite possible, then, to have a situation whereby a company might have 10 or 15 per cent of the shares in the company to control it, and the public might end up with no directors at all, the directors being split between the common carriers who would be well organized and the government who would be well organized.

Mr. Gibson: The government, Mr. Chairman, would have no power to elect directors to begin with.

The Chairman: They would have one-third, or whatever their proportion was, of the shares.

Mr. Gibson: Yes, but shares held by the government for purposes of election of directors are not votable. The government would in all circumstances have power to appoint a fixed number of directors but would not have a right to vote for election of directors.

[Interprétation]

autres administrateurs qui ne sont pas inclus dans le paragraphe (1).

Le paragraphe (4) stipule qu'avant l'émission d'actions ordinaires aux entreprises d'exploitation, ou au public, les directeurs de Télésat pourront au moyen d'un règlement administratif augmenter le nombre d'administrateurs s'il était fixé pour donner des votes lors de l'élection des directeurs, fixer le nombre des administrateurs qui seront élus par les entreprises d'exploitation et des administrateurs qui seront nommés par le gouverneur en conseil. Ce règlement est soumis à l'approbation du gouverneur en conseil et peut être modifié, révisé ou abrogé avec le consentement du gouverneur en conseil.

Le président: Rien dans cet article ne protège les droits des actionnaires particuliers à l'effet qu'il doivent par exemple compter le tiers des membres du conseil d'administration?

M. Gibson: Non, on n'en parle pas de cette question pour une raison très simple. Les chiffres que vous avez mentionnés vous-mêmes ne sont pas précisés. Ils restent sujets à négociation ou ils doivent être fixés. Par conséquent, on n'a pas jugé opportun de mentionner un chiffre précis au sujet de la représentation au sein du conseil, ce qui pourrait être une entente injuste sur la répartition proportionnelle des membres du Conseil.

Le président: C'est bien possible, disons, qu'une compagnie ait 10 ou 15 p. 100 des actions de la compagnie et que le public se trouve finalement sans administrateur aucun, parce que les directeurs sont répartis entre les entreprises qui seraient bien organisées et le gouvernement qui le serait aussi.

M. Gibson: Tout d'abord, monsieur le président, le gouvernement n'aurait pas le pouvoir de nommer des membres du Conseil d'administration.

Le président: Ils auraient le tiers ou une proportion des actions.

M. Gibson: Oui, mais les actions détenues par le gouvernement aux fins de l'élection des administrateurs ne font pas l'objet d'un vote. Dans toutes les circonstances, le gouvernement aurait le pouvoir de nommer un certain nombre fixe de directeurs et non de voter pour l'élection des administrateurs.

[Text]

The Chairman: How many directors may they appoint?

Mr. Gibson: In circumstances described in subclause (4), that is, where shares are held by the carriers, or by the public, or by both, the number that they would appoint would be fixed by by-law.

The Chairman: In other words, it would be fixed effectively by their provisional board of directors?

Mr. Gibson: Subject to subsequent amendment, yes.

The Chairman: And is that subject to the Governor in Council?

Mr. Gibson: Yes, it is.

Mr. Schumacher: Mr. Chairman, what about subclause (1)? It says there are going to be seven directors.

© 2130

The Chairman: That is correct. However, the government, as I understand it, will appoint the first seven directors, and then there will be a meeting of the shareholders at a later date in which the shareholders will elect the board of directors with the exception of a number which will be established, presumably by the provisional board of directors which the Governor in Council will appoint.

Mr. Gibson: Subclause (4), paragraph (a), on page 10, Mr. Chairman, provides for an increase in the size of the board in circumstances where shares are going to be held by either the carriers, or the public, or both. It was thought appropriate where there is wide representation among shareholders to provide for an increase in the size of the board.

Mr. Givens: You are using that word "public" loosely. Do you mean the public shareholders?

Mr. Gibson: Yes, sir. I am using it in the sense of equating it with persons who fulfil the statutory conditions.

Mr. Givens: Who represents the third of the investment that the Government of Canada has?

Mr. Gibson: The directors appointed by the Governor in Council, sir.

Mr. Stewart (Cochrane): Two of which are public servants?

[Interpretation]

Le président: Combien d'administrateurs peuvent-ils nommer?

M. Gibson: Dans les circonstances décrites dans le paragraphe (4), il est stipulé que si les actions sont détenues par les entreprises d'exploitation, par le public, par les deux, le nombre d'administrateurs qu'ils nommeraient serait déterminé par le règlement.

Le président: Autrement dit, cela serait fixé en effet par leur Conseil d'administration provisoire.

M. Gibson: Sous réserve de la modification subséquente, oui.

Le président: Est-ce que cela est soumis à l'approbation du gouverneur en conseil?

M. Gibson: Oui.

M. Schumacher: Qu'advient-il du paragraphe (1)? Il y est stipulé qu'il y aura sept membres du Conseil d'administration.

Le président: C'est exact. D'après ce que je comprends, le gouverneur en conseil va nommer les sept directeurs, après quoi, il y aura une réunion des actionnaires à une date ultérieure, où les actionnaire éliront les membres du Conseil d'administration à l'exception d'un nombre qui sera défini, je suppose par le Conseil d'administration provisoire, que le gouverneur en conseil nommera.

M. Gibson: L'alinéa a), du paragraphe (4) de la page 10 prévoit une augmentation du nombre des membres du conseil dans des circonstances où les actions seront détenues soit par les entreprises ou le public, ou les deux à la fois. Je trouve approprié qu'il y ait une vaste représentation des actionnaires, afin de permettre l'augmentation du nombre des membres du conseil d'administration.

M. Givens: Quand vous parlez du terme «public» de manières vague. Voulez-vous dire les actionnaires particuliers?

M. Gibson: Oui, ça veut dire les gens qui en remplissent les conditions statutaires.

M. Givens: Qui représente le tiers des investissements que le gouvernement du Canada a?

M. Gibson: Les administrateurs nommés par le gouverneur en conseil.

M. Stewart (Cochrane): Deux d'entre eux sont des fonctionnaires?

[Texte]

Mr. Gibson: That is correct.

Mr. Givens: Two of which are public servants. Those two public servants are supposed to represent the people of Canada.

Mr. Gibson: Two of which are public servants, the ...

Mr. Givens: The rest will be appointees.

Mr. Gibson: That is correct.

The Chairman: They could be cabinet ministers or people who belong to the public.

Mr. Givens: Wait a minute, can they be cabinet ministers?

Mr. Stewart (Cochrane): No, they cannot. Cabinet ministers are excluded from any ...

Mr. Givens: Can they be MPs?

Mr. Stewart (Cochrane): They could be MPs if we write it into this.

Mr. Givens: Or old political war-horses or something?

The Chairman: What are the restrictions on government appointees?

Mr. Gibson: Any restrictions on MPs certainly are not found in this Act, Mr. Chairman. I am not familiar with the Senate and House of Commons Act, but I think that is the area where it would exist if it would exist at all.

Mr. Givens: If an MP had some shares or a Cabinet Minister has some shares, would this constitute a conflict of interest? This is an unusual situation here.

Mr. Gibson: Again, sir, I am not speaking from a position of familiarity with the relevant statutes, but this is not a Crown corporation and is in most respects no different from any other commercial corporation. Certainly the holding of shares by Members of Parliament in Bell Canada, for instance, is not considered to be a conflict of interests to my knowledge.

Mr. Givens: But the holding of shares by a person being appointed to the Cabinet seems to be a conflict of interest. They always divest themselves of all holdings.

Mr. Schumacher: Directorships, I think. I do not think they sell their shares.

[Interprétation]

M. Gibson: Oui.

M. Givens: Deux d'entre eux sont des fonctionnaires. Ils sont sensés représenter la population du Canada.

M. Gibson: Deux d'entre eux sont des fonctionnaires ...

M. Givens: Les autres membres sont nommés.

M. Gibson: C'est exact.

Le président: Ils pourraient être des ministres ou des gens qui appartiennent à la vie politique.

M. Givens: Un instant. Peuvent-ils être ministres?

M. Stewart (Cochrane): Non, ils ne le peuvent pas. Les ministres sont exclus de ...

M. Givens: Peuvent-ils être députés?

M. Stewart (Cochrane): Ils pourraient l'être si nous le spécifions.

M. Givens: Ou de vieux chevaux de bataille ou autre?

Le président: Quelles sont les restrictions pour les personnes nommées par le gouvernement?

M. Gibson: On ne trouve aucune restriction visant les députés dans ce projet de loi. Je ne suis pas au courant de la Loi du Sénat et de la Chambre des communes mais c'est là qu'on pourrait trouver des restrictions s'il y en a.

M. Givens: Si un député ou un ministre possédait des actions, est-ce que cela constituerait un conflit d'intérêts? C'est une situation plutôt inhabituelle.

M. Gibson: Encore une fois, je ne suis pas au courant des lois pertinentes, mais il ne s'agit pas d'une société de la Couronne, qui n'est pas différente de toute autre entreprise commerciale. Par exemple, si un député a des actions de la *Bell Canada*, il n'y a pas de conflit d'intérêts à ce que je sache.

M. Givens: Mais le fait qu'une personne nommée au Conseil des ministres possède des actions semble être un conflit d'intérêts. Ces personnes se départissent de leurs actions.

M. Schumacher: De leurs postes de directeurs. Je ne crois pas qu'ils rendent leurs actions.

[Text]

The Chairman: Not yet.

Mr. Schumacher: I think they might in the United States but not here.

The Chairman: The procedure in the United States is to put it into a trust.

Mr. Émard: It was mentioned before that the number of directors who represent the public sector would be subject to negotiations. I would like to know: negotiations between whom?

Mr. Gibson: Mr. Chairman, they would, I presume, be tripartite negotiations. The government would be a party; the common carriers, who are being invited to buy shares, would undoubtedly be a party; and I presume that the persons who are underwriting the distribution of shares to persons who fulfil the statutory conditions would be anxious to secure a reasonable number of directorships for persons who fulfil the statutory conditions in order to make those shares saleable.

Mr. Émard: Would it be that the number of directors could be based on the proportion of the shares held by the public?

Mr. Gibson: That would certainly seem to be the most likely result. In other words, if I may use the proportion I believe the Minister has referred to, which is one-third, one-third, one-third, it would appear most reasonable that representation on the Board would be equivalent to that.

The Chairman: But there is no guarantee in the bill, Mr. Émard, as it is presently written.

Mr. Émard: No. But I would like to know if you believe that the public will be given the opportunity to buy one-third of the shares?

The Chairman: I believe that is a matter of policy and this was a commitment made by the Minister to this Committee, pending the outcome of negotiations with the common carriers and the underwriters.

Mr. Schumacher: Mr. Chairman, I would like to ask a question concerning the representation of the public service on the Board of Directors. I wonder why it was felt

• 2135

necessary that it be laid down in this bill that two members of the public service be members of the directorate, and if they are appointed, do they get extra money?

The Chairman: In other words, do they get directors' fees?

Mr. Schumacher: Yes.

[Interpretation]

Le président: Pas encore.

M. Schumacher: Je crois que cela peut se faire aux États-Unis, mais pas ici.

Le président: Aux États-Unis, on a recours aux services de fiducie.

M. Émard: On a dit il y a quelques instants que le nombre des directeurs représentant le secteur public serait sujet à négociation: négociation entre qui?

M. Gibson: Monsieur le président, je suppose que ce serait des négociations tripartites. Le gouvernement serait une des parties, les entreprises qui sont invitées à acheter des actions seraient évidemment une autre partie. Et je suppose que les gens qui assurent toute la répartition des actions à des personnes qui satisfont aux conditions statutaires tiendraient à assurer des postes de directeur pour les gens qui remplissent les conditions statutaires afin que les actions se vendent.

M. Émard: Est-ce que c'est possible que le nombre de directeurs soit basé sur la proportion des actions détenues par le public?

M. Gibson: Il me semble que c'est le résultat le plus vraisemblable. En d'autres termes, si vous me permettez de me servir de la proportion qu'a mentionnée le ministre soit un-tiers, un-tiers et un-tiers, il serait plus raisonnable que la représentation sur le conseil soit équivalente à cela.

Le président: Mais il n'y a pas de garantie dans la loi, monsieur Émard.

M. Émard: Mais je voudrais savoir ceci: est-ce que vous pensez que le public va avoir l'occasion d'acheter un tiers des actions?

Le président: C'est une question de politique et le ministre s'est engagé devant le Comité en attendant le résultat des négociations avec les assureurs ou avec les entreprises d'exploitation et de télécommunications.

M. Schumacher: Oui, monsieur le président, ma question a trait à la représentation des fonctionnaires au sein du conseil d'administration. Pourquoi est-ce qu'il a fallu préciser dans ce bill que deux fonctionnaires fassent partie du conseil d'administration? S'ils sont nommés, est-ce qu'ils reçoivent des traitements supplémentaires pour leurs services?

Le président: Vous voulez dire des honoraires de directeur ou d'administrateur?

M. Schumacher: C'est ça.

[Texte]

Mr. Gibson: Mr. Chairman, I believe firstly they are precluded from getting directors' fees. Secondly, my view is that the specification of two public servants was designed to provide for representation of knowledgeable scientific or financial interests in the government, or equivalent interests, where there is substantial expertise in the government which could be made available to this corporation.

Mr. Schumacher: The public service perhaps at this time does not trust the future Cabinet to have that confidence in it.

The Chairman: Why was there not provision for the relevant Minister to be put on this Board? It seems to me, while I have no objections to the Deputy Minister of Communications, the public interest might be better served by having the Minister of Communications on it, as well as perhaps the Minister of Finance. After all, they are the ones who will have to live with the decisions of the Telesat Board along with the common carriers.

Mr. Gibson: Mr. Chairman, I would not want to be categorical on this but I believe that Ministers would most likely fall within—oh, no, I am sorry, they would not. I was thinking that they might fall within the term "members of the public service of Canada", but I think not. I am not prepared to go further; I cannot say to you why Ministers were not specified here or why two public servants are to be designated rather than any other number. The principle was representation of knowledgeable interests within the public service. And that is about as far as I feel qualified to go.

Mr. Givens: Mr. Chairman, I think your point is very well taken, and I think that there should be two political representatives on this who are responsive and responsible to the people and I hardly think that two members of the public service are in that category. I have no amendment drafted but unless Mr. Stewart or somebody else wants to do this, I would be prepared to move an amendment.

I think that two members of this Board, whether it is at the provisional stage, or subsequent to the provisional stage, should be people who are in the House and who will have to answer and take responsibility. This is not a Crown corporation, and for the share of the tight funds that we heard Mr. Stewart talk about, I think this should be on the shoulders of two men who will answer for this in Parliament.

[Interprétation]

M. Gibson: D'abord, monsieur le président, je pense qu'il leur est interdit d'avoir des honoraires ou traitements de ce genre et deuxièmement, je considère qu'ils doivent représenter spécifiquement des intérêts scientifiques ou équivalents lorsque le gouvernement a à sa disposition des compétences de ce genre.

M. Schumacher: Est-ce que les membres du conseil des ministres ont une telle confiance dans ces fonctionnaires?

Le président: Pourquoi est-ce qu'on ne peut pas nommer le ministre compétent au conseil d'administration? Je n'ai aucune objection à la présence du sous-ministre des Communications, mais je pense que l'intérêt public serait peut-être encore mieux servi si c'était le ministre lui-même qui en faisait partie aussi bien que le ministre des Finances. Après tout, ce sont eux qui veulent faire respecter les décisions de Télésat ainsi que les entreprises d'exploitation de télécommunications.

M. Gibson: Monsieur le président, je ne veux pas trancher la question trop carrément mais je pense que les ministres devraient entrer... pardon je me trompe. Ce n'est pas le cas. Je pensais qu'ils pourraient entrer dans la catégorie des «membres de la Fonction publique» du Canada mais je me suis trompé. Je ne peux pas aller plus loin. Je ne peux pas vous dire pourquoi les ministres n'ont pas été spécifiés ici, ou pourquoi deux fonctionnaires seront désignés plutôt que n'importe quel autre nombre. Le principe, c'était qu'il fallait la représentation d'intérêts compétents au sein de la Fonction publique. Je pense bien que c'est tout ce que m'autorisent mes qualités et titres.

M. Givens: Je pense, monsieur le président, qu'il fallait qu'il y ait deux représentants politiques qui soient responsables devant la population et je ne crois pas que deux membres de la Fonction publique entrent dans cette catégorie. Je n'ai pas préparé d'amendement mais à moins que M. Stewart ou quelqu'un d'autre veuillent le faire, moi je serais prêt à proposer un amendement.

Je pense que deux membres du conseil d'administration, que ce soit à l'étape intérimaire ou non, devraient être en charge et assumer la responsabilité. Il ne s'agit pas d'une société de la Couronne. Le partage des actions dont vient de parler M. Stewart devrait être la responsabilité de deux personnes qui pourraient en répondre au Parlement.

[Text]

The Chairman: Perhaps, Mr. Givens, we could trust you to prepare the appropriate amendment and we could discuss it later.

Mr. Stewart (Cochrane): Mr. Chairman, I have an amendment that might serve as a compromise here.

The Chairman: I will recognize Mr. Portelance first and then I will come back to you.

Mr. Portelance: Let us look at Clause 13. Does that not refer to what we are talking about now?

Mr. Gibson: Mr. Chairman, that refers to qualifications of directors representing the telecommunications common carriers and directors representing the persons who fulfil the statutory conditions rather than qualifications of directors appointed by the government.

Mr. Goillieb: Can I raise two points, sir, on this question of there being federal public servants? I do not know whether this was referred to in the question just now, but there are two points I think. One is that in a number of areas, as is known, the corporation is subject to certain review by the Governor in Council or by the Minister, and from this standpoint I suppose that if you have Ministers who are directors, then they are subject to some extent to review by the Minister. There is a political responsibility in that connection, where that discussion exists.

Insofar as the day-to-day activities are concerned, and two public servants are directors, I presume that they would not serve in their personal capacity, and therefore I am not sure how the question of responsibility would arise because they are there to carry out government policy, if there is a government policy on a matter, and they are responsible to their Ministers.

Mr. Stewart (Cochrane): That strengthens my amendment.

The Chairman: What is the suggested amendment you have, Mr. Stewart?

Mr. Stewart (Cochrane): It is on page 9, Clause 12, subclause (2) line 20: "at least one member of the Board shall be appointed from among the members of the public service of Canada and at least one member of the Board shall be appointed from among the elected members of the people, the Members of Parliament."

[Interpretation]

Le président: Monsieur Givens, on peut compter sur vous pour préparer cet amendement, je suppose que nous pourrions en discuter.

M. Stewart (Cochrane): Monsieur le président, j'ai un amendement qui pourrait servir de compromis ici.

Le président: Je peux peut-être donner la parole à M. Portelance et je reviendrai à vous plus tard.

M. Portelance: Pourquoi ne pas étudier l'article 13? Est-ce que ce n'est pas exactement ce dont nous parlons maintenant?

M. Gibson: Non, monsieur le président, il s'agit ici des qualités des administrateurs représentant les entreprises agréées d'exploitation de télécommunications et ceux qui représentent aussi les gens satisfaisant cette condition statutaire plutôt qu'aux qualités des administrateurs nommés par le gouvernement.

M. Goillieb: Je voudrais poser deux questions au sujet des fonctionnaires canadiens. Je ne sais pas si on en a parlé dans la discussion qui vient d'avoir lieu. J'ai deux arguments ici. On sait que la société est soumise à certaines révisions effectuées par le gouverneur en conseil ou par le ministre. De ce point de vue-là, je suppose que si vous avez des ministres qui sont directeurs, ils sont sujets à révision par le ministre. Il y a une responsabilité politique lorsque la situation se présente.

Quant aux activités quotidiennes ou courantes, deux fonctionnaires étant administrateurs, je présume qu'ils ne gèreraient pas à titre personnel et par conséquent, je ne vois pas très bien comment la question de responsabilité serait posée parce qu'ils seraient là pour exécuter la politique du gouvernement, s'il y en avait une dans cette question. Ils sont responsables devant leurs ministres.

M. Stewart (Cochrane): Cela appuie justement mon amendement.

Le président: Quel est votre amendement?

M. Stewart (Cochrane): Vous l'avez à la page 9, article 12, b), ligne 20 et en français, ligne 21: «et dans ce cas au moins un membre du conseil devra être choisi parmi les fonctionnaires fédéraux du Canada et au moins un membre du conseil sera choisi parmi les membres élus du Canada.»

[Texte]

The Chairman: I do not think that you should say "elected members of the people" but rather "elected members of Parliament."

Mr. Stewart (Cochrane): As long as the message is there you can do what you wish with it, Mr. Chairman.

The Chairman: Could you prepare the appropriate draft and submit it to the chair as soon as possible? I will undertake to circulate it before our clause by clause voting meeting. Could we proceed then to Clause 13 which is to be read in conjunction with the third amendment which is an amendment to Clause 3? It reads as follows:

(3) A vacancy occurring among directors appointed by the Governor in Council shall be filled by appointment made by the Governor in Council; and a vacancy occurring among elected directors shall be filled, for the remainder of the term, by appointment made by directors

(a) who were elected by the holders of common shares of the company who are persons who fulfil the statutory conditions, if the vacancy is among their numbers, or

(b) who were elected by the holders of common shares of the company who are approved telecommunications common carriers, if the vacancy is among their numbers,

and a person so appointed shall be a person qualified to be elected as such a director.

Mr. Emard: Mr. Chairman, on a point of order. Are we accepting the bill clause by clause at this time?

The Chairman: Oh, no. We are examining it so that when we are ready to vote and to propose amendments, the members will have had the opportunity beforehand of discussing the various clauses with the Senior Legal Advisory Counsel.

Mr. Gottlieb: Will that be at this meeting, sir?

The Chairman: That will probably take place on Tuesday afternoon, since tomorrow morning's meeting will be cancelled, and we will have to have a previous meeting with the Minister. This is an exploratory meeting where members may become more familiar with the various clauses; therefore, if they have amendments to suggest we can form

[Interprétation]

Le président: Vous ne devriez pas dire «membres élus du peuple», mais plutôt «membres élus du Parlement» ou «députés».

M. Stewart (Cochrane): Monsieur le président, faites-en ce que vous voulez, mais le message est là, c'est ce qui compte.

Le président: Pourriez-vous préparer un projet approprié et le faire parvenir le plus tôt possible au président? Je le distribuerai avant que nous commencions à nous prononcer article par article.

Pouvons-nous maintenant passer à l'article 13 qu'il faut lire avec le troisième amendement, dont la teneur consiste à modifier l'article 3 qui se lit comme suit:

(3) Le gouverneur en conseil doit suppléer à toute vacance au sein du groupe d'administrateurs nommés par lui; les administrateurs

a) qui ont été élus par les détenteurs d'actions ordinaires de la Société qui sont des personnes qui satisfont aux conditions statutaires, si la vacance survient au sein de leur groupe, ou

b) qui ont été élus par les détenteurs d'actions ordinaires de la Société qui sont des entreprises agréées d'exploitation de télécommunications, si la vacance survient au sein de leur groupe doivent suppléer à toute vacance au sein de leur groupe en nommant, pour terminer le mandat, un administrateur intérimaire; toute personne ainsi nommée doit être une personne ayant qualité pour être ainsi élue administrateur.

M. Émard: Monsieur le président, rappel au Règlement. Est-ce que nous acceptons le projet de loi article par article maintenant?

Le président: Non, nous l'étudions, de sorte que lorsqu'il s'agira de voter et de proposer les amendements les députés auront eu la chance d'en discuter antérieurement les divers articles avec les conseillers juridiques les mieux qualifiés.

M. Gottlieb: Voterons-nous au cours de la présente séance, Monsieur?

Le président: Probablement mardi après-midi, étant donné que, demain matin, la séance va être annulée et que nous aurons une autre réunion avec le Ministre. Il s'agit ici simplement d'explorer la situation pour mieux se familiariser avec les différents articles, de sorte que si les députés ont des amendements à proposer, ils pourront les rédiger

[Text]

them properly, so that we will not be voting on jerry-built amendments as has been the case before.

Mr. Givens: That table is noticeably deplete.

The Chairman: I trust that the Minutes will be available before the next meeting; they will have the advantage of further discussion.

Mr. Givens: Mr. Schumacher will bring it to their attention.

The Chairman: Are there any comments on Clause 13 which deals with the qualifications and disqualifications of directors?

Mr. Givens: Will there not be an honorarium, Mr. Gibson?

Mr. Gibson: There will not be an honorarium for directors who are appointed by the public service, sir.

The Chairman: However, the board of directors may provide an honorarium or a director's fee for those directors appointed by way of the general public or the common carriers.

Mr. Gibson: Yes, sir. Also, it may be provided for directors appointed by the Governor in Council, if they are not public servants.

The Chairman: If you are a Cabinet Minister or a Member of Parliament, you could qualify for an honorarium.

Mr. Givens: Why should you discriminate between directors? Seriously, I find that a man who you do not pay winds up costing more than a man who you do pay. This is always the case.

The Chairman: Is there a legal prohibition against paying an honorarium to members of the public service who serve on boards of this type?

• 2145

Mr. Gibson: Mr. Chairman, a public servant in a position such as this is appointed by virtue of his position as a public servant. I cannot cite authority for this at the moment; I am satisfied, however, that he is precluded from accepting remuneration.

The Chairman: It seems to me, that on that basis, any Member of Parliament or Cabinet Minister would also be precluded from

[Interpretation]

convenablement et on n'aura pas besoin de se baser sur les amendements produits à la dernière minute comme cela s'est déjà produit.

M. Givens: Ce tableau est visiblement démuné.

Le président: Je crois que le procès-verbal sera publié avant la prochaine réunion; ils pourront le discuter davantage.

M. Givens: M. Schumacher y appellera leur attention.

Le président: Avez-vous des commentaires au sujet de l'article 13 qui traite des qualités et de la disqualification des administrateurs?

M. Givens: N'y aura-t-il pas un traitement, monsieur Gibson?

M. Gibson: On peut dire qu'il n'y aura pas de traitement pour les administrateurs qui sont nommés par la Fonction publique.

Le président: Le conseil d'administration peut cependant donner un certain traitement ou un droit de directeur aux directeurs qui sont nommés par la voie du grand public ou des entreprises d'exploitation de télécommunications.

M. Gibson: Oui, monsieur. Cela pourrait également être prévu pour ceux qui sont nommés par le gouverneur en conseil s'ils ne sont pas fonctionnaires.

Le président: Autrement dit, un membre du conseil des ministres ou un député pourrait être administrateur et avoir un traitement.

M. Givens: Pourquoi faire de la discrimination parmi les directeurs? Sérieusement, je trouve qu'un homme que vous ne payez pas règle l'établissement du prix de revient mieux qu'un homme que vous payez. C'est toujours ce qui arrive.

Le président: Y a-t-il un empêchement juridique à verser un traitement aux fonctionnaires qui exercent ce genre de fonction?

M. Gibson: Monsieur le président, les fonctionnaires remplissant de telles fonctions sont nommés en raison de leurs fonctions à titre de fonctionnaires. Dans le moment, je ne peux pas ajouter grand-chose à cela, mais je suis convaincu qu'on leur interdit d'accepter une rémunération.

Le président: Mais il me semble, en se fondant sur cela, qu'il serait aussi interdit à tout ministre ou député de toucher quelque rému-

[Texte]

receiving any remuneration for serving in that capacity as well, unless it were changed.

Mr. Gibson: That is correct.

Mr. Givens: How much is the fee likely to be? How much are we talking about?

The Chairman: We are speaking of a very problematical thing.

Mr. Givens: Would it be \$1,000 a year.

Mr. Gibson: I have no conception. It would depend on the board of directors.

The Chairman: It would probably be \$100 per day, when they sit.

Mr. Stewart (Cochrane): Mr. Chairman, I do not believe in having a board of directors where some are paid and some are not. It leads to acrimony and aggravation; there is just no point to such a situation. I am speaking of the "holier than thou" attitude; it does not make sense that the person in the public service does not get paid for extra services.

The Chairman: If I were to pay any members of the board of directors, it would be those from the general public, and not from either the common carriers or from the government.

Mr. Givens: You can be replaced, Mr. Chairman.

The Chairman: Could we proceed to Clause 14 if there is no further discussion. Clause 14 deals with the appointment of the president and his powers. Clause 14 will be found on pages 11 and 12; Clause 15 concerns the appointment of vice-presidents; Clause 16 relates to the appointment of officers; Clause 17 describes the powers and duties of directors. Mr. De Bané.

Mr. De Bané: What is the difference between the first words of Clauses 16, "All officers of the company," and those of Clause 17, "The Board of Directors".

The Chairman: I think that as a result of the bell we will adjourn this meeting. We will vote to defend the honour of the Postmaster General. We will meet again Tuesday morning at 9.30 a.m. The meeting tomorrow has been cancelled. On Tuesday we will be hearing from the Honourable Mr. Kierans; when his testimony has been completed, we will begin with Clause 17 and continue exploring the Bill. After we complete that, we will then proceed to the definitive clause by clause; we will be having our votes at that time.

Thank you very much, gentlemen.

[Interprétation]

nération pour remplir de telles fonctions, à moins que cela n'ait été changé.

M. Gibson: C'est exact.

M. Givens: Quel serait le montant de ce traitement? De quel montant discutons-nous?

Le président: Nous parlons d'un sujet très problématique.

M. Givens: Serait-ce \$1,000 par année?

M. Gibson: Je n'en ai pas la moindre idée. Cela dépendrait du conseil d'administration.

Le président: Ce serait probablement \$100 par jour lorsqu'ils siègent.

M. Stewart (Cochrane): Je vous le dis, monsieur le président, je ne crois pas qu'on puisse avoir un conseil d'administration où certains membres sont payés et d'autres ne le sont pas. C'est acrimonieux et c'est embêtant; cette situation n'a aucune raison d'être. Je parle de cette attitude de «meilleur que les autres»; cela n'a pas de bon sens qu'un fonctionnaire ne soit pas payé pour ses services supplémentaires.

Le président: Si je devais payer certains membres du conseil d'administration, ce serait ceux du grand public que je paierais et non ceux des entreprises d'exploitation des communications ou du gouvernement.

M. Givens: On peut vous remplacer, monsieur le président.

Le président: Pouvons-nous passer à l'article 14, s'il n'y a pas d'autre discussion?

L'article 14 traite de la nomination du président et de ses pouvoirs; on peut le trouver aux pages 11 et 12.

L'article 15 porte sur la nomination des vice-présidents. L'article 16, sur la nomination des membres de la direction. L'article 17, sur les pouvoirs et les fonctions des administrateurs. Monsieur De Bané.

M. De Bané: Quelle est la différence entre les premiers mots des articles 16 et 17, soit «Tous les membres de la direction» et «Le conseil d'administration»?

Le président: Nous allons ajourner la séance car la cloche nous appelle. Nous allons voter pour défendre l'honneur du ministre des Postes. Nous nous réunirons de nouveau mardi, à 9 h. 30 de la matinée. La réunion de demain a été annulée. Mardi, nous entendrons le témoignage de l'honorable M. Kierans; quand il aura terminé, nous commencerons à l'article 17 et continuerons d'examiner le projet de loi. Quand nous aurons terminé, nous en viendrons à l'étude définitive article par article; c'est à ce moment que nous voterons.

Merci beaucoup, messieurs.

APPENDIX "R"

Brief to the
House of Commons
Standing Committee on
Broadcasting, Films and Assistance
to the Arts
On the Telesat Canada Act

(Bill C-184)

An Act to Establish A Canadian
Corporation
For Telecommunication by Satellite

Presented by:
The Honourable Raymond Reiersen,
Minister of Telephones
Province of Alberta

On behalf of:
The Province of Alberta and
Alberta Government Telephones

Introduction

On March 24, 1969, the Government of Canada introduced Bill C-184, an act to establish a Canadian corporation for telecommunication by satellite. Subsequently on May 6th, 1969, the Trans-Canada Telephone System submitted a brief on Bill C-184 to the Standing Committee on Broadcasting, Films and Assistance to the Arts. This brief is fully supported by Alberta Government Telephones and the Province of Alberta.

Alberta Government Telephones is concerned over the possible misunderstanding which may have arisen as the result of the brief presented by the Trans-Canada Telephone System. Alberta Government Telephones recognizes the desirability of establishing a domestic satellite communications system for bringing live television to the far north and broadening existing communications systems in that region. Alberta Government Telephones wishes to support such action to the fullest extent.

Alberta Government Telephones

In 1906 Alberta Government Telephones was formed as a department of the Provincial Government to provide telephone service within the Province of Alberta. In 1958 Alberta Government Telephones was established as a provincial Crown Corporation empowered to raise its own capital. The growth and expansion of Alberta Government Telephones during the last decade has been phenomenal. For example, since 1960 the total telephones provided by Alberta Government Telephones has almost doubled from 223,000

APPENDICE «R»

Mémoire soumis
au Comité permanent
de la radiodiffusion, des films et de
l'assistance aux arts,
sur la loi de la Télésat Canada

Bill C-184

Loi créant une Société de
télécommunications
par satellite
pour le Canada

Soumis par:
L'honorable Raymond Reiersen
Ministre des Téléphones
Province d'Alberta

Au nom de:
La Province d'Alberta
et
L'Alberta Government Telephones

Introduction

Le 24 mars 1969, le Gouvernement canadien présentait le Bill C-184, Loi créant une Société de télécommunications par satellite pour le Canada. Par la suite, le 6 mai 1969, le Réseau Téléphonique Transcanadien soumettait un mémoire sur le Bill C-184 au Comité permanent de la radiodiffusion, des films et de l'assistance aux arts. L'Alberta Government Telephones et la Province d'Alberta appuient entièrement ce mémoire.

L'Alberta Government Telephones s'inquiète de la confusion qu'il peut y avoir par suite de la présentation du mémoire par le Réseau Téléphonique Transcanadien. L'Alberta Government Telephones reconnaît l'avantage qu'il y a d'établir un système canadien de communications par satellite pour fournir les émissions de télévision en direct au Grand Nord et pour développer les réseaux de communications actuels dans cette région. L'Alberta Government Telephones entend appuyer cette initiative dans la plus grande mesure possible.

L'Alberta Government Telephones

En 1906, l'Alberta Government Telephones a été créée comme ministère provincial pour fournir le service téléphonique dans la province d'Alberta. En 1958, l'Alberta Government Telephones fut établie comme société provinciale de la Couronne, habilitée à réunir ses propres capitaux. L'essor et le progrès de l'Alberta Government Telephones au cours de la dernière décennie ont été phénoménaux. Par exemple, de 1960 à la fin de 1968, le nombre total des téléphones fournis par l'Alberta Government Telephones a presque doublé,

to 431,000 at the end of 1968. 99.4 percent of these telephones are automatic. From 1960 to 1968 long distance messages grew from 15 million to 35 million, total revenues from \$27.4 million to \$86.7 million and total plant investment from \$148 million to \$420 million.

Alberta Government Telephones became a member of the Trans-Canada Telephone System in 1931 when the system was formed. The Alberta Government Telephones' responsibility is to provide good quality service within the territory it serves and to work together with the other members of the Trans-Canada Telephone System to provide nationwide facilities and services at a reasonable cost.

Of the eight members of the Trans-Canada Telephone System, Alberta Government Telephones is the third largest in terms of total telephones and total capital investment. Existing telephone rates were adjusted in March, 1967, and it will be some years before Alberta Government Telephones can again consider a general rate change. To emphasize the importance of our affiliation with the Trans-Canada Telephone System, 25 per cent of total Alberta Government Telephones' revenues comes from out-of-province business. In 1968 Alberta Government Telephones inter-city or long distance revenue was 62 per cent of its total operating revenue, whereas exchange rental was only 33 per cent of the total. This illustrates the high dependence Alberta Government Telephones has upon its long distance revenue to maintain financial stability.

Local exchange revenues have been growing but at a much slower rate than inter-city revenues. For example, in 1968 exchange revenue growth was 8 per cent, while the growth rate of provincial inter-city revenues was 9 per cent, and that of out-of-province inter-city revenues was 17 per cent.

It is Alberta Government Telephones' corporate aim to provide Albertans with the best possible service at the lowest possible rate, consistent with a fair rate of return.

In view of these aims and our disparate ratio of inter-city revenues to total revenues, Alberta Government Telephones views with great concern any out-of-province inter-city revenue reductions whether precipitated by government or any other organization. Alberta Government Telephones' revenue levels

ayant passé de 223,000 à 431,000; 99.4% de ces téléphones sont automatiques. De 1960 à 1968, les revenus de l'interurbain sont passés de \$15 millions à \$35 millions, les revenus totaux, de \$27.4 millions à \$86.7 millions et les immobilisations totales en outillage, de \$148 millions à \$420 millions.

L'Alberta Government Telephones est devenue membre du Réseau Téléphonique Transcanadien en 1931, dès la création du Réseau. La responsabilité de l'Alberta Government Telephones est de fournir un service de bonne qualité dans le territoire qu'elle dessert et de travailler en collaboration avec les autres membres du Réseau Téléphonique Transcanadien à fournir des installations et des services à la grandeur du pays, et ce, à des coûts raisonnables.

Sur les huit membres du Réseau Téléphonique Transcanadien, l'Alberta Government Telephones se classe au troisième rang pour ce qui est du total des téléphones et des immobilisations. Les tarifs téléphoniques actuels ont été redressés en mars 1967 et il s'écoulera encore quelques années avant que l'Alberta Government Telephones puisse de nouveau envisager une modification générale de ses tarifs. Pour souligner l'importance de notre affiliation au Réseau Téléphonique Transcanadien, il faut signaler que 25 p. 100 de tous les revenus de l'Alberta Government Telephones proviennent des communications établies avec l'extérieur de la province. En 1968, le total des revenus de l'interurbain de l'Alberta Government Telephones représentait 62 p. 100 de tous ses revenus d'exploitation, tandis que la location du service local de circonscription ne formait que 33 p. 100 du total. Cela illustre bien jusqu'à quel point l'Alberta Government Telephones dépend de ses revenus de l'interurbain pour maintenir une certaine stabilité financière.

Les revenus du service local ont augmenté, mais à un rythme plus lent que ceux de l'interurbain. Par exemple, en 1968, l'augmentation des revenus du service local a été de 8 p. 100, tandis que celle des revenus de l'interurbain à l'intérieur de la province a été de 9 p. 100, et celle des revenus de l'interurbain hors de la province, de 17 p. 100.

L'Alberta Government Telephones a pour objectif de fournir aux Albertains le meilleur service possible à des taux les plus bas possible, tout en réalisant un taux de rendement raisonnable.

En raison de ces objectifs et du rapport qui existe entre les revenus de l'interurbain et les revenus totaux, l'AGT s'inquiète grandement de ce qu'on puisse apporter une réduction des revenus de l'interurbain hors de la province, qu'elle soit effectuée par le gouvernement ou toute autre organisation. Les niveaux de reve-

and growth must be maintained if its capital programs of modernization, expansion and development are to continue.

Telecommunications Developments in Alberta

Alberta development is unique as compared to other provinces. Whereas the other provinces tend to develop in an east to west pattern, Alberta's development pattern is north to south. This has been further exemplified in the past few years with the development of oil and gas resources in the northern part of the province.

With this development of resources in the remote and often isolated regions of northern Alberta has come the immediate and urgent demand for fully modern communications systems. This has been the role of Alberta Government Telephones. Many of these areas are not unlike the far northern regions of Canada.

The demand for communications has been met by Alberta Government Telephones with the latest in telephone technology and ingenuity in order to provide service in such areas as—

Rainbow Lake

A remote and isolated area approximately 100 miles south of the Northwest Territories' boundary and some 400 miles northeast of Edmonton. With the discovery of oil in this region in the fall of 1966, there was an immediate and urgent need for communications facilities; temporary radio and exchange facilities were provided on short notice. The town of Rainbow Lake has continued to grow in both new business and residential development, and today enjoys modern dial telephone service comparable to other urban regions of Canada.

North Habay

As a result of discussions with the Canadian Association of Oil Well Drilling Contractors it was indicated that new oil drilling is taking place northwest of Rainbow Lake, known as the Zama Lake Field. A new base camp was to be established 45 miles northeast of Rainbow Lake. Again, on very short notice, dial telephone service was provided in this area to meet the requirements of the drilling contractors.

High Level

The Town of High Level, due to its strategic location on the Mackenzie Highway has been established as the major distribution and supply centre for the area.

nus et l'essor de l'AGT doivent être maintenus pour lui permettre de poursuivre ses programmes de modernisation, d'expansion et de développement.

Progrès des télécommunications en Alberta

L'essor de l'Alberta est unique, comparativement aux autres provinces. Tandis que les autres provinces tendent à se développer dans le sens est-ouest, le développement de l'Alberta s'effectue dans la direction nord-sud. Ainsi, au cours des dernières années, les ressources de pétrole et de gaz ont été mises en valeur dans le nord de la province.

Cette mise en valeur des ressources dans les régions éloignées et souvent isolées du nord de l'Alberta a créé une demande immédiate et urgente de systèmes de communications complètement modernes. L'AGT a assumé ce rôle. Plusieurs de ces endroits ne sont pas sans ressembler aux régions du Grand Nord canadien.

L'Alberta Government Telephones a répondu à la demande de communications en recourant aux techniques les plus modernes, afin de fournir le service dans des régions comme:

Rainbow Lake

Région éloignée et isolée, à environ 100 milles au sud de la frontière des Territoires du Nord-Ouest et à environ 400 milles au nord-est d'Edmonton. La découverte de pétrole dans cette région à l'automne de 1966 a créé un besoin immédiat et urgent de services de communications. Des installations temporaires de radio et de téléphone ont été fournies à bref délai. La ville de Rainbow Lake a continué à se développer, tant dans le domaine commercial que dans le domaine domiciliaire, de sorte qu'elle jouit aujourd'hui d'un service téléphonique moderne comparable à celui d'autres régions urbaines du Canada.

North Habay

Par suite d'entretiens avec l'Association canadienne des entrepreneurs de forage de puits de pétrole, il a été constaté que de nouveaux forages s'effectuaient au nord-ouest de Rainbow Lake, région connue sous le nom de Zama Lake Field. Une nouvelle base devait être établie à 45 milles au nord-est de Rainbow Lake. Encore une fois, à bref délai, le service téléphonique à cadran a été fourni dans cette région pour répondre aux besoins des entrepreneurs.

High Level

La ville de High Level, en raison de sa situation stratégique sur la route du MacKenzie, a été établie comme centre principal de distribution et d'approvisionnement pour la région.

Prior to oil being discovered in the Rainbow Lake-Zama Lake Area, High Level was a small community catering to a small farming area, a few small operations and the Mackenzie Highway traffic. To handle today's increased demand for telephone service and the rapid growth of the community, modern exchange telephone service has been provided.

Ft. McMurray

When the Alberta Oil and Gas Conservation Board gave approval in 1964 for Great Canadian Oil Sands Limited to proceed with the \$235 million Oil Sands Mining and Processing plant located some 20 miles from Ft. McMurray, it was essential that communication service be immediately provided. This called for the replacement of the existing exchange building at Ft. McMurray and the construction of a microwave system to provide long distance service to the area.

Grande Cache

Revival of the coal industry in Alberta through sales to Japan necessitated the upgrading of the existing telephone facilities. A complete new communications system was constructed.

The isolated Grande Cache region 225 miles west of Edmonton contains an untapped source of high grade coking coal. To meet the sudden demand for telephone service a new dial telephone exchange was cut into service at the beginning of 1969 together with associated long distance facilities to the Town of Edson.

Wabasca

Alberta Government Telephones has also played an important role in the development of human resources by extending telephone facilities into this remote and isolated Metis and Indian Settlement of Alberta.

Wabasca, a settlement located 175 miles northwest of Edmonton, was provided with a radio toll office in March 1962. Continued growth in the community has indicated a requirement for dial telephone service, which will be provided in the near future to meet the communication needs of this settlement.

Rural Development

Prior to Alberta Government Telephones' progressive rural buried cable program, all party line services in the rural areas of Alberta were provided by privately owned co-operative type organizations with interconnections to the telephone network being provided through our facilities. These organizations (referred to as mutual telephone compa-

Avant la découverte de pétrole dans la région de Rainbow Lake et de Zama Lake, High Level était une petite localité qui desservait une petite région agricole, quelques petits commerces et le trafic de la route MacKenzie. Pour répondre à la demande croissante de service téléphonique et à l'essor rapide de la localité, un service téléphonique moderne a été installé.

Fort McMurray

Quand l'Alberta Oil and Gas Conservation Board eut donné son approbation, en 1964, à la Great Canadian Oil Sands Limited de procéder à l'établissement d'une usine de \$235 millions située à environ 20 milles de Fort McMurray, il a fallu fournir immédiatement des services de communications. Il a donc fallu remplacer le central existant à Fort McMurray et construire un système à micro-ondes pour fournir le service interurbain à la région.

Grande Cache

Le relèvement de l'industrie du charbon en Alberta, grâce à des ventes effectuées au Japon, a entraîné la modernisation des installations téléphoniques existantes. En fait, tout un nouveau système de communications a été mis sur pied.

La région isolée de Grande Cache, à 225 milles à l'ouest d'Edmonton, renferme des richesses inutilisées de charbon de coke de grande qualité. Pour satisfaire à la demande soudaine de service téléphonique, un nouveau central téléphonique automatique a été mis en service au début de 1969, avec installations interurbaines jusqu'à la ville d'Edson.

Wabasca

L'Alberta Government Telephones a aussi joué un rôle important dans le développement des ressources humaines en étendant les installations téléphoniques à cette localité métisse et indienne de l'Alberta, qui se trouve éloignée et isolée. On a installé à Wabasca, localité située à 175 milles au nord-ouest d'Edmonton, un bureau interurbain radio en mars 1963. L'essor continu de la localité a entraîné le besoin d'un service de téléphone à cadran qui sera fourni dans un avenir rapproché pour répondre aux besoins de cette localité en matière de communications.

Expansion rurale

Avant la mise sur pied du programme d'enfouissement des câbles ruraux de l'AGT, tous les services de lignes communes dans les régions rurales de l'Alberta étaient fournis par des organisations de type coopératif à propriété privée, et reliés au réseau téléphonique par le truchement de nos installations. Ces organisations, désignées sous le nom de

nies) are owned and operated on a shareholder basis by the farmers themselves with various incentives and subsidies made available to assist them in growth and development. In 1964 the first extensive Canadian rural service program, estimated to cost over \$80 million, was initiated by Alberta Government Telephones to improve rural service conditions for everyone throughout rural areas of the province. This program which is the first of its kind in Canada, is designed to provide a high-grade four-party service to all rural areas. It involves a change in the old mutual telephone concept to a new plan through integration with our system and the complete replacement of all existing aerial telephone facilities with buried cable distribution. Since it was not possible to complete this program simultaneously in all areas at the same time, an order of priority was established. The 340 exchange areas throughout the province were subsequently scheduled accordingly over a ten year period. Progress since the program was first initiated in late 1964 has provided an average 7,000 miles of buried cable to 40 areas each year at an annual expenditure of \$8,400,000. This program is scheduled to continue at the same rate through to its completion in 1974.

General Mobile Telephone Service

General mobile telephone service has been extended to areas in Northern Alberta to fulfill the requirement for reliable portable communications in remote areas. General mobile has served as an interim means of communication until permanent telephone service can be provided and has also been installed to provide communications on remote highways in Northern Alberta. The majority of our general mobile telephones service installation has been directly related to the development of natural resources in Northern Alberta.

At present there are 27 general mobile telephone service terminals working north of Edmonton servicing these remote areas. Approximately 1,500 mobile units are served by these terminals.

Use of New Technology

Alberta Government Telephones has always been progressive in introducing and testing new developments and technical advancements in the field of communications. As a result, several "Technological Firsts" have been established with respect to Canada. It follows that interest and willingness to take part in new developments in Canada can be expected from Alberta.

compagnies mutuelles de téléphone, appartiennent aux fermiers qui les exploitent grâce à des encouragements et des subsides divers qui les aident à assurer l'expansion de leurs compagnies.

En 1964, le premier grand programme de service rural au Canada, devant coûter plus de \$80 millions, a été lancé par l'Alberta Government Telephones pour améliorer le service rural au profit de toute la population rurale de la province. Ce programme, le premier du genre au Canada, est destiné à fournir un bon service de ligne à quatre abonnés à toutes les régions rurales. Le vieux concept du téléphone mutuel sera dissipé en faveur du nouveau plan, grâce à l'intégration de notre système et au remplacement complet de toutes les installations téléphoniques aériennes actuelles par l'enfouissement des câbles. Comme il n'était pas possible de compléter ce programme simultanément dans toutes les régions, il a fallu établir un ordre de priorité. Il a fallu ensuite établir, pour les 340 circonscriptions téléphoniques de la province, un programme s'échelonnant sur dix ans. Depuis que le programme a été lancé à la fin de 1964, on a enfoui une moyenne annuelle de 7,000 milles de câbles dans 40 régions et dépensé annuellement \$8,400,000. Ce programme doit se poursuivre au même rythme jusqu'à ce qu'il soit terminé en 1974.

Service de téléphone mobile

Le service de téléphone mobile a été fourni dans des régions du nord de l'Alberta pour répondre à la demande de communications mobiles fiables dans les régions éloignées. Le téléphone mobile a servi de moyen provisoire de communication jusqu'à ce que le service téléphonique permanent puisse être fourni et pour assurer les communications sur les routes éloignées du nord de l'Alberta. La majorité de nos installations de téléphone mobile sont directement reliées à la mise en valeur des ressources naturelles du nord de l'Alberta.

À l'heure actuelle, 27 terminaux de téléphone mobile fonctionnent au nord d'Edmonton, au service de ces régions éloignées. Environ 1,500 unités mobiles sont desservies par ces terminaux.

Utilisation de nouvelles techniques

L'Alberta Government Telephones a toujours été à l'avant-garde pour introduire et prouver de nouvelles techniques dans le domaine des télécommunications. En conséquence, elle a été la première à introduire plusieurs nouvelles méthodes au Canada. Il s'ensuit qu'on peut compter sur l'intérêt et la volonté de l'Alberta pour participer à de nouvelles découvertes au Canada.

The demand for long distance transmission facilities has stimulated the rapid development of the microwave radio network in Alberta. From the introduction of microwave in 1957, the microwave network in Alberta has grown to over 3,800 route miles, providing a total of over 1,000,000 voice channel miles.

Another evidence of the use of new technology is the introduction by Alberta Government Telephones of coaxial cable systems.

The satellite system is yet another step in the progress of telecommunications. However, its successful introduction can only be accomplished if steps are taken to integrate it into the present telecommunication network. A satellite system will not necessarily prove to be economical in providing facilities for telephone and data transmission across Canada—let alone within the boundaries of Alberta. In fact, long distance facilities crossing the Province of Alberta can readily be expanded so that traffic requirements can be met for many years.

A satellite system is most ideally suited to the distribution of network television signals to the far north. However, even in this application it should be pointed out that television distribution to the most remote corners of Alberta can be accomplished through the use and extension of the present microwave network. Support of the Satellite System by Alberta Government Telephones is based primarily on its interest in advancing the technological development of communications in Canada.

Effects of Telesat Canada on Alberta

The Province of Alberta recognizes that Alberta Government Telephones' "telephone users" will be expected to contribute to the subsidization of this new technology.

Circuit costs of Telesat facilities are 3 to 4 times as high as locally arranged terrestrial circuits on existing systems. We are prepared to accept and absorb these additional costs provided that any surplus satellite facilities are not offered competitively to ordinary telecommunications users. We do not consider CBC in this category and realize direct service to CBC for remote T.V. service is one of the unique advantages of satellite communications.

The greatest benefits of the Satellite System will be realized by the residents of the remote northern areas. It is vital, however, that the

La demande de services de transmission interurbaine a stimulé l'essor rapide du réseau radio à micro-ondes en Alberta. Depuis l'introduction des micro-ondes en 1957, le réseau à micro-ondes en Alberta s'est développé au point de s'étendre sur plus de 3,800 milles, fournissant un total de plus de 1,000,000 de milles de canaux pour la voix.

Une autre preuve de l'utilisation de nouvelles techniques est l'introduction, par l'Alberta Government Telephones, de systèmes de câbles coaxiaux.

Le système de satellite est une autre étape dans l'évolution des télécommunications. Cependant, sa réussite ne peut s'accomplir que si des mesures sont prises pour l'intégrer dans le réseau actuel de télécommunications. Un système de satellite ne se révélerait pas nécessairement économique à fournir des installations pour le téléphone et la transmission des données à travers le Canada, à l'exception des services à l'intérieur des frontières de l'Alberta. En fait, les installations interurbaines traversant la province d'Alberta peuvent facilement être étendues de façon à répondre aux besoins de plusieurs années à venir.

Un système de communications par satellite convient idéalement à la distribution des signaux de télévision au Grand Nord. Cependant, même dans la présente requête, il faut signaler que la distribution des signaux de télévision aux coins les plus reculés de l'Alberta peut s'accomplir par l'utilisation et l'expansion du réseau actuel de micro-ondes. L'Alberta Government Telephones appuie l'idée d'un système de satellite en raison de l'intérêt qu'elle a de contribuer au progrès de la technique des communications au Canada.

Effets de Télésat Canada sur l'Alberta

La Province d'Alberta reconnaît que les usagers du téléphone de l'Alberta Government Telephones contribueront probablement au subventionnement de cette nouvelle technique.

Les circuits des installations de Télésat coûtent trois ou quatre fois le prix des circuits terrestres des systèmes actuels. Nous sommes disposés à accepter et à absorber ces dépenses additionnelles, pourvu qu'aucune installation de satellite de surplus ne soit offerte en concurrence aux usagers de télécommunications ordinaires. Nous ne considérons pas que la Société Radio-Canada fait partie de cette catégorie et comprenons que le service direct à la Société Radio-Canada pour la transmission de signaux de télévision est l'un des avantages uniques des communications par satellite.

Les plus grands avantages du système de satellite reviendront aux résidents des régions éloignées du nord. Il est donc essentiel que

added expense of supporting the satellite program not be so heavy as to retard the development of telephone service in Alberta especially in the rural areas and thereby jeopardize our basic objective of providing efficient low cost telecommunications services.

Regulation of Telesat Canada and its Objects

One major area of concern to Alberta Government Telephones is that Bill C-184 in its existing form does not have any reference to regulation. Alberta Government Telephones has been subject to regulation for many years by the Alberta Public Utilities Board. We feel that sound regulation of a public utility including the telecommunications industry is deemed to be in the best public interest. We support the Minister of Communications in his statement to the House of Commons that it is his intention to recommend the establishment of an appropriate regulatory authority for Telesat Canada. We further support any reasonable form of control by a regulatory body imposed on the telecommunications industry in Canada. We are concerned, however, that the federal regulation over Telesat Canada and the telecommunications industry in Canada be not performed in isolation without regard to local regulation already imposed on the telephone companies by provincial public utility boards. The traditional regulatory function has been to fix an allowable level of earnings for the telephone company. Such a method of regulation becomes meaningless if applied to a segment of the overall service. This would be the case if interprovincial business was placed under separate regulatory jurisdiction. For example, any decrease ordered by a Federal Regulatory Board on interprovincial rates could result in corresponding increases in provincial rates. Also, a cost penalty borne by Alberta Government Telephones in the leasing of satellite circuitry could result in corresponding increases in provincial rates. For this reason we do not support the unsatisfactory dual system of regulation which is experienced in the United States. Interprovincial telecommunications facilities form a part of an integrated network used jointly for local interprovincial and international service. Therefore, a more meaningful solution to sound regulation would be to retain the existing regulatory jurisdictions and establish a committee of Provincial and Federal Regulatory Commissioners to review interprovincial services jointly. This would include the regulation of Telesat Canada.

les dépenses supplémentaires destinées à appuyer le programme de satellite ne soient pas élevées au point de retarder l'expansion du service téléphonique en Alberta, tout particulièrement dans les régions rurales, et de compromettre ainsi notre objectif primordial, qui est de fournir des services de télécommunications à bas prix.

Réglementation et objets de Télésat Canada

Un point important d'inquiétude pour l'Alberta Government Telephones est qu'il n'est pas question de réglementation dans le Bill C-184, dans sa forme actuelle. L'Alberta Government Telephones est réglementée depuis plusieurs années par la Régie des services publics d'Alberta. Nous estimons qu'une saine réglementation d'un service public, y compris l'industrie des télécommunications, doit être dans le meilleur intérêt public. Nous appuyons le ministre des Communications dans sa déclaration à la Chambre des communes, selon laquelle il a l'intention de recommander l'établissement d'un organisme de réglementation compétent pour Télésat Canada. Nous appuyons en outre toute forme raisonnable de contrôle exercé par un organisme de réglementation sur l'industrie des télécommunications au Canada. Nous nous inquiétons, cependant, de ce que la réglementation fédérale de Télésat Canada et de l'industrie canadienne de télécommunications puisse s'effectuer isolément, sans égard à la réglementation locale déjà imposée sur les compagnies de téléphone par les Régies provinciales des services publics. La fonction traditionnelle de l'organisme de réglementation a été de fixer un niveau admissible des bénéfices pour la compagnie de téléphone. Une telle méthode de réglementation perd sa signification si elle est appliquée à un segment du service général. Ce serait le cas si une entreprise interprovinciale était soumise à une réglementation distincte. Par exemple, toute diminution des tarifs interprovinciaux ordonnée par un organisme fédéral de réglementation pourrait entraîner des augmentations correspondantes des tarifs provinciaux. En outre, une dépense supplémentaire supportée par l'Alberta Government Telephones dans la location de circuits de satellite pourrait entraîner des augmentations correspondantes des tarifs provinciaux. C'est pourquoi nous n'appuyons pas le double système de réglementation qui a cours aux États-Unis et qui se révèle insatisfaisant. Les installations de télécommunications interprovinciales forment une partie d'un réseau intégré utilisé conjointement pour le service local, interprovincial et international. C'est pourquoi, une meilleure solution de saine réglementation serait de retenir les juridictions actuelles de réglementation et de mettre sur pied un

Alberta Government Telephones is further concerned with the fact that the proposed legislation enables Telesat Canada to provide satellite channels to any user. This in fact creates an additional common carrier in Canada. We already have three major national common carriers in Canada—i.e., Canadian National Telecommunications, Canadian Pacific Telecommunications, and the member telephone companies who form the Trans-Canada Telephone System. The introduction of a fourth national common carrier at this stage in the development of Canada is not warranted nor can it be supported by the economy of Canada. For instance, in the United States today, there exist only two national competing common carriers—the American Telephone and Telegraph Company and the Western Union Telegraph Company. It would be contrary to sound business practice for Alberta Government Telephones to financially support the establishment of another common carrier which could become its competitor.

We thoroughly endorse the recommendation of the Trans-Canada Telephone System that the proposed corporation should be established essentially as a provider of facilities to the existing common carriers. We believe the Minister of Communications supports this view. The Minister has stated in his remarks to the House of Commons on April 14, 1969 that it is the government's intention to have Telesat Canada operate "as a complement, not as a competitor, to the Common Carriers." We feel that since this is the view of the government, it should be clearly written into Bill C-184.

Summary

In reviewing the events leading up to the introduction of Bill C-184, Alberta Government Telephones would like to restate its support for the establishment of a Domestic Satellite System for Canada. In fact, Alberta Government Telephones as part of the Trans-Canada Telephone System is willing to participate in the financing and building of such a system. This was identified in the joint proposal submitted to the Minister of Transport in May 1967 by the Canadian National/Canadian Pacific Telecommunications and

comité de commissaires provinciaux et fédéraux de réglementation pour examiner conjointement les services interprovinciaux. Ce système inclurait la réglementation de Télésat Canada.

L'Alberta Government Telephones s'inquiète aussi du fait que la législation proposée permet à Télésat Canada de fournir des canaux de satellite à n'importe quel usager. En fait, cela crée une société additionnelle de télécommunications au Canada. Nous avons déjà trois grandes sociétés nationales de télécommunications au Canada, soit les Télécommunications du Canadien National, les Télécommunications du Canadien Pacifique et les compagnies de téléphone qui forment le Réseau Téléphonique Transcanadien. L'introduction d'une quatrième société nationale de télécommunications nationale à ce stade-ci du développement du Canada n'est pas justifiée et ne peut pas être appuyée par l'économie du Canada. Par exemple, aux États-Unis aujourd'hui, il n'existe que deux sociétés nationales de télécommunications qui se font concurrence: L'American Telephone and Telegraph Company et la Western Union Telegraph Company. Ce serait contraire aux saines pratiques d'affaires si l'Alberta Government Telephones supportait financièrement l'établissement d'une autre société de télécommunications qui pourrait devenir sa concurrente.

Nous endossons complètement la recommandation du Réseau Téléphonique Transcanadien selon laquelle la Société proposée devrait être établie essentiellement comme fournisseur d'installations aux sociétés de télécommunications actuelles. Nous croyons que le ministre des Communications abonde dans ce sens. Le ministre a déclaré, dans ses remarques à la Chambre des communes le 14 avril 1969, que c'est l'intention du gouvernement que Télésat Canada soit «complémentaire et non une compétitrice» des sociétés de télécommunications. Nous estimons qu'étant donné que c'est l'opinion du gouvernement, elle devrait figurer clairement dans le Bill C-184.

Sommaire

En considérant les événements qui ont amené la présentation du Bill C-184, l'Alberta Government Telephones aimerait réitérer son appui en faveur de l'établissement d'un système national de communications par satellite pour le Canada. En fait, l'Alberta Government Telephones, à titre de membre du Réseau Téléphonique Transcanadien, est disposée à participer au financement et à la mise sur pied d'un tel système. Cette intention figurait dans la proposition conjointe soumise en mai 1967 au ministre des Transports

the Trans-Canada Telephone System. Alberta Government Telephones further endorses the additional considerations and recommendations submitted to the Prime Minister and Ministers involved, following the issuance of the Government's White Paper.

Alberta Government Telephones and the Government of Alberta supports the position taken by the Trans-Canada Telephone System in its brief to the Standing Committee on Broadcasting, Films and Assistance to the Arts in connection with Bill C-184. We feel it is imperative that satellite facilities be fully integrated into our Canadian telecommunications system. The only way that this can be successfully achieved is through the participation of all major common carriers in the ownership of Telesat Canada. This requires that Telesat Canada be established basically as a provider of facilities to the common carriers and the Canadian Broadcasting Corporation.

Alberta Government Telephones further feels that this corporation must be regulated. Such regulations must be effected through consultation with existing provincial regulatory boards. This would ensure that costs incurred and rates charged for satellite facilities are not excessive. This would further ensure that national decisions do not have adverse effects on the local telephone company or create a financial burden on the telephone user.

In making this submission, it is not the intention of Alberta Government Telephones or the Province of Alberta to impede or restrict the development of a domestic Canadian communications satellite system for Canada, but to ensure that the system will be structured in such a manner that it will not be a financial burden to the telephone user in Alberta and will serve the requirements of Canada.

In conclusion, I question the wisdom of the public sharing directly in the ownership of Telesat Canada during its initial development period. Perhaps this highly desirable situation could be delayed until the system is fully operational and a number of the unknown obstacles overcome.

The owners of any public utility are entitled to both reasonable security of their investment and a reasonable return therefrom.

The risk and high cost period could well be carried by the telecommunications industry and the Government of Canada as a justifiable research and development project. The

par les Télécommunications du Canadien National et du Canadien Pacifique et le Réseau Téléphonique Transcanadien. L'Alberta Government Telephones endosse en outre les considérations et recommandations additionnelles soumises au Premier Ministre et aux ministres intéressés, à la suite de la publication du Livre blanc du gouvernement.

L'Alberta Government Telephones et le Gouvernement de l'Alberta appuient la position prise par le Réseau Téléphonique Transcanadien dans son mémoire au Comité permanent de la radiodiffusion, des films et de l'assistance aux arts au sujet du Bill C-184. Nous estimons qu'il est impératif que les installations de satellite soient complètement intégrées à notre réseau canadien de télécommunications. La seule façon d'y réussir, c'est que toutes les grandes sociétés de télécommunications participent à la propriété de Télésat Canada. Pour cela, il faut que Télésat Canada soit établie d'abord comme fournisseur d'installations aux sociétés de télécommunications et à la Société Radio-Canada.

L'Alberta Government Telephones estime en outre que cette Société doit être réglementée. Une telle réglementation doit s'effectuer par consultation avec les Régies provinciales actuelles. L'organisme de réglementation verra à ce que les dépenses encourues et les tarifs exigés pour les installations de satellite ne soient pas excessifs, et que les décisions nationales n'aient pas de conséquences désavantageuses pour la compagnie locale de téléphone ni ne soient un fardeau financier pour les usagers du téléphone.

En présentant cette soumission, ce n'est pas l'intention de l'Alberta Gouvernement Telephones ni de la Province d'Alberta d'empêcher ou de limiter la mise sur pied d'un système national de communications par satellite pour le Canada, mais de veiller à ce que le système soit structuré de façon à ne pas être un fardeau financier pour l'utilisateur du téléphone en Alberta et à répondre aux besoins du Canada.

Pour terminer, je me demande s'il est sage que le public participe directement au capital-actions de Télésat Canada durant sa phase initiale de mise au point. Cette situation grandement désirable pourrait être retardée d'ici à ce que le système fonctionne complètement et que quelques-uns des obstacles inconnus soient éliminés.

Les propriétaires d'un service public ont droit à une sécurité et à un rendement raisonnables de leur investissement.

La période de risque et de coût élevé pourrait bien être supportée par l'industrie des télécommunications et par le gouvernement du Canada comme projet justifiable de

participation in the form of share capital to be made directly available to our citizens could well be held as undistributed share capital earmarked for this purpose.

The delay could well be a great source of comfort to the principals of Telesat; the happy event of involving our citizens in due time would contribute to the fulfillment of an assured objective in an atmosphere of greater stability.

In any event, only a small percentage of Canadians could, in fact, become shareholders and may be an impediment to the application of realistic rate levels in a subsidized situation during early development of the Satellite System.

R. Reiersen,
Minister of Telephones
Province of Alberta

May 15, 1969.

recherche et de perfectionnement. La participation, sous forme de capital-actions mis directement à la disposition de nos citoyens, pourrait bien être tenue comme capital-actions non distribué à cette fin.

Le retard pourrait bien être une grande source de réconfort pour les initiateurs de Télésat Canada; le fait d'impliquer nos citoyens au moment voulu contribuerait à réaliser un objectif assuré dans un atmosphère de plus grande stabilité.

Quoi qu'il en soit, seul un faible pourcentage de Canadiens pourraient, en fait, devenir actionnaires; cela pourrait empêcher l'application de niveaux de tarifs réalistes durant les débuts de la mise au point du système de communications par satellite.

R. Reiersen,
Ministre des Téléphones,
Province d'Alberta.

Le 15 mai 1969.

APPENDIX "S"

Regina, Saskatchewan,
May 12, 1969.

Mr. John M. Reid, M.P.,
Chairman,
Standing Committee on Broadcasting, Films
and Assistance to the Arts,
Parliament Buildings,
Ottawa, Canada.

RE: Telesat Canada

Dear Mr. Reid:

Following his return from Ottawa, I received a report from the General Manager of Saskatchewan Telecommunications on the reception by your committee of the brief on Telesat Canada presented by the Trans-Canada Telephone System. Naturally, I am somewhat dismayed by the adverse press reports resulting from the brief.

In late March, the Hon. Eric Kierans sent me a copy of Bill C-184 requesting any representations which I might wish to make. In my reply I indicated that there were two major points of concern relating to the proposed Telesat Canada which I share with the Management of Saskatchewan Telecommunications. These are:

(1) There is no specific provision in Bill C-184 that Telesat Canada is to be a carrier's carrier.

(2) Telesat Canada should be so constituted in the enabling legislation that it would be limited to providing a satellite communications service and not become a competitor of the communications common carrier.

I am taking the liberty of reiterating them to you in order that you and your committee may appreciate our very real concern that Telesat Canada be constituted so as to complement rather than compete with the existing telecommunications network.

Yours truly,

Hon. A. C. Cameron,
Minister of Telephones.

APPENDICE "S"

Le Ministre des Téléphones
SASKATCHEWAN

Régina, Saskatchewan
le 12 mai 1969

Monsieur John M. Reid, député,
Président du Comité permanent de la radio-
diffusion, des films et de l'assistance aux arts,
Édifices du Parlement
Ottawa, Canada

Objet: Télésat Canada

Cher monsieur Reid,

A son retour d'Ottawa, j'ai reçu du directeur général de la Société de télécommunications de la Saskatchewan, un rapport sur le mémoire présenté à votre comité par le Réseau téléphonique transcanadien sur Télésat Canada. Je suis naturellement un peu surpris des articles défavorables que le mémoire a suscités dans les journaux.

A la fin de mars, l'honorable Eric Kierans m'a envoyé un exemplaire du bill C-184, me demandant de lui faire part de toutes les instances que j'estimais utiles. Je lui ai répondu qu'il y avait deux points principaux relatifs à la future société Télésat Canada sur lesquels je partageais l'inquiétude de la direction de la Société des télécommunications de la Saskatchewan. Ce sont:

(1) Il n'y a aucune disposition précise dans le bill C-184 en vertu de laquelle Télésat Canada serait une société d'exploitation des communications à la disposition d'autres sociétés d'exploitation des communications.

(2) Que la Télésat Canada soit constituée de telle sorte par la loi habilitante qu'elle soit restreinte à assurer un service de communications par satellite et qu'elle n'entre pas en concurrence avec les sociétés d'exploitation des communications.

Je me permets de vous répéter ces points afin que vous, et votre Comité, soyez au courant de notre véritable inquiétude pour que la Télésat Canada soit constituée de telle sorte qu'elle complète le réseau actuel de télécommunications au lieu d'entrer en concurrence avec lui.

Veuillez agréer, monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le ministre des Téléphones,
L'honorable A. C. Cameron

HOUSE OF COMMONS
CANADA

Honourable A. C. Cameron,
Minister of Telephones,
Parliament Buildings,
Regina, Saskatchewan.

Dear Mr. Cameron,

Telesat Canada

Thank you for your letter of 12 May. I appreciate receiving the information and I have taken steps to circulate copies of your letter to all members of the Committee.

I can assure you that the two points you make will be raised with the Minister of Communications when he meets with the Committee this Friday and the following Tuesday. I hope this will be satisfactory.

Yours sincerely,

John M. Reid, M.P.
(Kenora-Rainy River)

CHAMBRE DES COMMUNES
CANADA

L'honorable A. C. Cameron
Ministre des Téléphones
Édifices du Parlement
Régina, Saskatchewan

Objet: Télésat Canada

Cher monsieur Cameron,

Je vous remercie de votre lettre du 12 mai. Je vous suis reconnaissant de m'avoir communiqué ces renseignements et j'ai fait distribuer une copie de votre lettre à chacun des membres du Comité.

Soyez assuré que les deux points que vous avez présentés seront exposés au ministre des Communications lorsqu'il comparaitra devant le Comité, vendredi de cette semaine et mardi prochain. J'espère que cette démarche vous donnera satisfaction.

Veuillez agréer, monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

John M. Reid, député
(Kenora-Rainy River)

OFFICIAL BILINGUAL ISSUE

HOUSE OF COMMONS

First Session

Twenty-eighth Parliament, 1968-69

FASCICULE BILINGUE OFFICIEL

CHAMBRE DES COMMUNES

Première session de la

vingt-huitième législature, 1968-1969

STANDING COMMITTEE
ON

BROADCASTING,
FILMS AND ASSISTANCE
TO THE ARTS

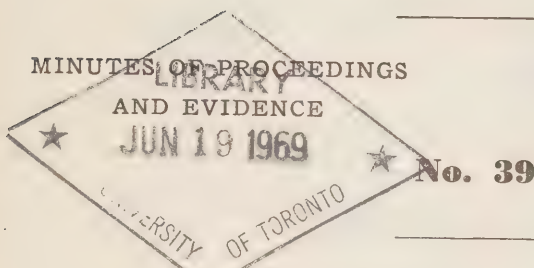
COMITÉ PERMANENT
DE LA

RADIODIFFUSION,
DES FILMS ET DE L'ASSISTANCE
AUX ARTS

Chairman

Mr. John M. Reid

Président



PROCÈS-VERBAUX ET
TÉMOIGNAGES

TUESDAY, MAY 20, 1969

LE MARDI 20 MAI 1969

Respecting

BILL C-184,

An Act to establish a Canadian corporation
for telecommunication by satellite.

Concernant le

BILL C-184,

Loi créant une Société de télécommuni-
cations par satellite pour le Canada.

Appearing:

The Honourable Eric Kierans,
Minister of Communications.

A comparu:

L'honorable Eric Kierans,
ministre des Communications.

WITNESSES—TÉMOINS

(See *Minutes of Proceedings*)

(Voir les *procès-verbaux*)

STANDING COMMITTEE ON
BROADCASTING, FILMS AND
ASSISTANCE TO THE ARTS

COMITÉ PERMANENT DE LA
RADIODIFFUSION, DES FILMS ET DE
L'ASSISTANCE AUX ARTS

Chairman
Vice-Chairman

Mr. John M. Reid
M. J.-A. Mongrain

Président
Vice-président

and Messrs.

et MM.

De Bané,
Dinsdale,
Givens,
Guilbault,
Hymmen,
La Salle,
Macquarrie,

¹ Marchand (*Kamloops-
Cariboo*),
Matte,
McCleave,
Nystrom,
Osler,
Paproski,

Perrault,
Portelance,
Schreyer,
Schumacher,
Stewart (*Cochrane*)—
(20).

Le secrétaire du Comité,
M. Slack
Clerk of the Committee.

Pursuant to S.O. 65(4)(b)

Conformément à l'article 65(4)b) du
Règlement

¹ Replaced Mr. Stanbury May 20.

¹ Remplace M. Stanbury le 20 mai.

[Text]

MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, May 20, 1969

The Standing Committee on Broadcasting, Films and Assistance to the Arts, having been duly called to meet at 9.30 a.m., the following members were present:

Messrs. De Bané, Macquarrie, Osler, Reid, Schumacher, Stewart (*Cochrane*) (6).

There being no quorum, the members present dispersed.

AFTERNOON SITTING

(44)

The Standing Committee on Broadcasting, Films and Assistance to the Arts met this day at 3.35 p.m. The Chairman, Mr. John M. Reid, presided.

Members present: Messrs. De Bané, Dinsdale, Guilbault, Macquarrie, Marchand (*Kamloops-Cariboo*), McCleave, Osler, Perrault, Paproski, Portelance, Reid, Schreyer, Schumacher, Stewart (*Cochrane*) (14).

Appearing: The Honourable Eric Kierans, Minister of Communications.

Witnesses: From the Department of Communications: Mr. A. E. Gotlieb, Deputy Minister; Dr. John H. Chapman, Assistant Deputy Minister (Research); Mr. Gilles Bergeron, Assistant Deputy Minister, (Operations); *From the Department of Justice:* Mr. F. G. Gibson, Senior Advisory Counsel.

The Committee resumed consideration of Bill C-184, An Act to establish a Canadian corporation for telecommunication by satellite.

Mr. Macquarrie raised a point of order regarding the series of meetings scheduled for Bill C-184 and requested a postponement of sittings until the printed proceed-

[Traduction]

PROCÈS-VERBAUX

Le MARDI 20 mai 1969.

Le Comité permanent de la radiodiffusion, des films et de l'assistance aux arts ayant été convoqué en bonne et due forme pour ce matin à 9 h. 30, les membres suivants sont présents:

MM. De Bané, Macquarrie, Osler, Reid, Schumacher, Stewart (*Cochrane*)—(6).

Le Comité n'ayant pas le quorum, les membres présents se dispersent.

SÉANCE DE L'APRÈS-MIDI

(44)

Le Comité permanent de la radiodiffusion, des films et de l'assistance aux arts se réunit cet après-midi à 3 h. 35, sous la présidence de M. John M. Reid, président.

Présents: MM. De Bané, Dinsdale, Guilbault, Macquarrie, Marchand (*Kamloops-Cariboo*), McCleave, Osler, Perrault, Paproski, Portelance, Reid, Schreyer, Schumacher, Stewart (*Cochrane*)—(14).

A comparu: L'honorable Eric Kierans, ministre des Communications.

Témoins: Du ministère des Communications: M. A. E. Gotlieb, sous-ministre; M. John H. Chapman, sous-ministre adjoint (Recherche); M. Gilles Bergeron, sous-ministre adjoint (Opérations). *Du ministère de la Justice:* M. F. G. Gibson, conseiller juridique senior.

Le Comité reprend l'examen du Bill C-184, Loi créant une société de télécommunications par satellite pour le Canada.

M. Macquarrie fait un rappel au Règlement relativement à la série de séances prévue pour l'étude du Bill C-184 et demande que l'on remette les séances jusqu'à

ings of previous meetings are available for members.

After discussion, the Chairman ruled that the Committee will sit mornings only until the printed proceedings up to and including May 15th are available.

Mr. Kierans made a statement dealing with the amendment proposed to the Committee by the Trans-Canada Telephone System, and also referred to the subject of regulations.

Mr. Kierans was examined on various aspects of Bill C-184, assisted by Messrs. Gotlieb, Gibson, Chapman and Bergeron.

Mr. De Bané tabled the following notice of motion:

"That the Chairman be charged with the responsibility to make representations to the Chief of the Committees and Private Legislation Branch in order to have minutes of Committee meetings prepared more quickly; a majority of the Committee be the only authority to decide on sittings; no meeting that has been scheduled and announced be cancelled, except by a majority of the Committee."

Mr. Perrault tabled the following notice of motion:

"That in view of the critical path established for the satellite project, Committee hearings continue on the previously announced schedule, despite a temporary lack of printed reports of Committee hearings."

The examination of the Minister and his officials still continuing, at 6.00 p.m., the Committee adjourned until 9.30 a.m. on Thursday, May 22.

ce que les membres du Comité disposent du compte rendu imprimé des délibérations des séances précédentes.

Après débat, le président décide que le Comité ne siégera que le matin jusqu'à ce que l'on dispose du compte rendu imprimé des délibérations de la séance du 15 mai et des séances qui l'ont précédée.

M. Kierans fait une déclaration relativement à l'amendement proposé au Comité par le Réseau téléphonique transcanadien, et il mentionne aussi la question des règlements.

M. Kierans répond, avec l'aide de MM. Gotlieb, Gibson, Chapman et Bergeron, à des questions sur divers aspects du Bill C-184.

M. De Bané dépose l'avis de motion suivant:

«Que le président soit chargé de faire des représentations au chef du Service des comités et des bills privés en vue d'obtenir que le compte rendu des délibérations des séances du Comité soit préparé plus rapidement; que seule une majorité des membres du Comité ait pouvoir de décider de la tenue des séances; que l'on n'annule aucune séance déjà prévue et annoncée, sauf à la demande d'une majorité des membres du Comité.»

M. Perrault dépose l'avis de motion suivant:

«Qu'étant donné le chemin critique du projet de satellite, les audiences du Comité continuent à avoir lieu conformément au programme déjà annoncé, malgré l'absence provisoire du compte rendu imprimé des audiences du Comité.»

L'interrogation du Ministre et de ses collaborateurs se poursuivant, à 6 h. de l'après-midi, le Comité s'ajourne jusqu'au jeudi 22 mai, à 9 h. 30 du matin.

Le secrétaire du Comité,
M. Slack,
Clerk of the Committee.

[Texte]

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

Tuesday, May 20, 1969

• 1535

The Chairman: Gentlemen, I think that we can now begin.

We have with us today the Minister of Communications, and the Postmaster General, the Honourable Eric Kierans. Mr. Kierans will make a short statement, and then the floor will be open for questions, as usual.

Mr. Macquarrie: I wonder if I might make a point of order, Mr. Chairman.

We notice that there has been a pretty strenuous series of meetings, three per day, and I think there is not one of us who would not put himself out a good deal as a courtesy to accommodate witnesses from far parts of the country. I am a little concerned, however, at the suggestion that we should be working under forced draft in this Committee on this particular piece of legislation which, according to the announcements of the government House Leader, is not one of high priority. Today in our parent body, the House, we are proceeding with a measure which the Prime Minister himself has indicated has high priority. Many of us would like to participate to hear and listen to the amendments of the Minister of Justice.

We have had a pretty strenuous set of hearings with people like Dr. MacIntosh and other men who are very well equipped to deal with a lot of pretty far-fetched, interesting and yet difficult technological information. I wonder if it might not be more prudent and lead to a better discussion of this Bill, if we should lower the tempo a bit, and allow time for the reports of the Committees to be printed, so that we may study the data which has been put before us. The latest one I have received is dated May 6.

It has been my experience in 11 years of Committee work—I am not noted primarily for obstruction—that while Committees may seek and do obtain the right to sit while the House is sitting, they mar their effectiveness if they use this too readily. I think in the face of a debate which has been underlined in importance by no less than the Prime Minister, that

[Interprétation]

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Le mardi 20 mai 1969

Le président: Messieurs, je crois que nous pouvons commencer la séance.

Nous recevons aujourd'hui le ministre des Communications et des Postes, l'honorable Eric Kierans. M. Kierans nous adressera la parole pendant quelques instants et nous passerons ensuite aux questions comme d'habitude.

M. Macquarrie: Je me demande si je peux parler d'un rappel au Règlement, monsieur le président.

Nous remarquons qu'il y a une série de réunions assez rapprochées, trois par jour, et je crois qu'il n'y a personne qui refusera de s'efforcer pour accommoder les témoins qui viennent des régions éloignées du pays. Je suis toutefois quelque peu étonné d'entendre la proposition voulant que nous travaillions d'arrache-pied pendant cette séance du Comité pour étudier cette mesure qui, d'après ce qu'a dit le Leader du gouvernement en Chambre, n'a pas la priorité. Nous étudions maintenant une mesure que le premier ministre considère lui-même comme prioritaire. Beaucoup d'entre nous aimerions entendre les amendements présentés par le ministre de la Justice.

Nous avons écouté un grand nombre de témoignages de personnalités comme M. MacIntosh et d'autres personnes très compétentes qui ont abordé des questions techniques très compliquées et intéressantes. Je me demande s'il ne vaudrait pas mieux, et si nous n'arriverions pas à de meilleurs résultats dans la discussion de ce bill si nous ralentissions un peu pour permettre aux comptes rendus des Comités d'être publiés de sorte que nous puissions étudier les renseignements qui nous ont été exposés. Le dernier compte rendu que j'ai reçu date du 6 mai.

Je participe aux réunions des comités depuis 11 ans et je n'ai pas la réputation d'être obstructionniste. Lorsque les comités obtiennent le droit de siéger en même temps que la Chambre, ils nuisent à leur efficacité s'ils se prévalent trop souvent de ce privilège. Je crois que dans le cadre d'un débat dont le premier ministre lui-même a souligné l'im-

[Text]

it might be wise—since this measure does not have the priority of housing and the Official Languages Bill—to suspend our hearings for a while so that the Minutes may be made available. Then we can tackle this important piece of legislation more effectively.

M. De Bané: Monsieur le président, comme l'impression des différents rapports de comité échappe à notre contrôle et comme, d'autre part, nous devons procéder avec une diligence raisonnable à l'audition des témoins pour faire notre rapport à la Chambre, je pense qu'une suspension indéfinie de l'audition des différents témoins est totalement déraisonnable. Par contre, je dois admettre avec M. Macquarrie que tous les membres du comité ont dû faire un effort spécial durant les deux dernières semaines. En effet, nous avions des témoins qui avaient des témoignages assez longs à rendre, et, d'autre part, nous avons eu des témoins inattendus, tel l'honorable ministre des Téléphones de l'Alberta. Mais je ne pense pas que ce devrait être une raison pour une suspension indéfinie des travaux de notre comité.

Hon. Eric William Kierans (Minister of Communications): Mr. Chairman, if I may speak with regard to Mr. Macquarrie's statement, I take issue with his conclusion that anyone in the Cabinet has said that this is not high priority. It is high priority, which is precisely why it is now before this Committee. The government is anxious and determined that this legislation be put before the House, and decided upon before adjournment. The government, as you know, is committed

• 1540

to having a satellite in the sky by the fall of 1971. A critical path, leading to the construction of the satellite itself and its launching, demands that initial contracts for the satellite be given in early May or June. Everything is held back at the moment because the legislation has not been finalized. This is rightly so. Certainly in the eyes of the Prime Minister and the Cabinet, this is priority legislation.

The Chairman: Are there further comments on this point of order?

Mr. Dinsdale: I would like to make some comments if I may, Mr. Chairman.

The Chairman: On the point of order?

Mr. Dinsdale: On the point of order, yes. I understood we ran into some difficulty this morning with quorums and speaking person-

[Interpretation]

portance il serait sage, puisque cette mesure n'a pas la priorité sur le Bill des langues officielles, de retarder les réunions pour que nous ayons les comptes rendus des séances. Nous pourrions étudier plus efficacement une mesure aussi importante.

Mr. De Bané: Mr. Chairman, as the printing of the Committee reports is not under our control and as, on the other hand, we have to move fairly rapidly in hearing the witnesses before we give our report to the House, I think that an indefinite suspension of the hearings of the various witnesses is completely unreasonable. On the other hand, I will agree with Mr. Macquarrie that all members of the Committee have had to make a special effort during the last two weeks. In fact, we had to listen to witnesses whose evidence was rather long, and moreover, there were also unexpected witnesses like the Hon. Minister in charge of Alberta Government Telephones. But I do not think that this should be a reason for an indefinite suspension of the work of the Committee.

L'hon. Eric William Kierans (ministre des Communications): Monsieur le président, pour en venir à la déclaration de M. Macquarrie, je ne suis pas d'accord pour admettre qu'un membre du Cabinet ait dit qu'il ne s'agit pas d'une question de haute priorité. Ce bill est hautement prioritaire et c'est la raison pour laquelle le comité en a été saisi. Le gouvernement veut ardemment que cette loi soit présentée à la Chambre et notée avant l'ajournement. Comme vous le savez, le gouvernement s'est engagé à lancer un satellite à l'automne 1971. La période critique qui nous conduira à la construction et au lancement de ce satellite exige que les contrats initiaux soient signés au début de mai ou en juin. Tout est retardé en ce moment parce que la loi n'a pas été adoptée. Il s'agit certainement de l'avis du premier ministre et du Cabinet d'une question prioritaire.

Le président: Y a-t-il d'autres observations à formuler au sujet de ce rappel au Règlement?

M. Dinsdale: J'aurais des observations, monsieur le président.

Le président: Au sujet de ce rappel au Règlement?

M. Dinsdale: Au sujet de ce rappel au Règlement, monsieur le président. J'ai cru comprendre que nous avons eu des difficultés

[Texte]

ally that was because of a direct conflict I had with another important committee, the Committee on Indian Affairs and Northern Development in which I have considerable interest. Mr. Macquarrie has now raised another aspect of this problem; that is, the collision with the important business taking place in the House this afternoon.

The Minister, with whom this Committee is most closely related, the Secretary of State, is piloting the Official Languages Bill through the House that involves the Committee on Broadcasting, Films and Assistance to the Arts and again I have a very close interest in the matter. Unfortunately, it is impossible to be two places at once, even though politicians sometimes suffer from schizophrenia in the psychological sense.

I would like to support Mr. Macquarrie's point of order because I do not think that at any time do I recall the House Leader saying that this matter was of great urgency and importance. We, in the Opposition, have been saying that the economic matters and these development matters are but the government House Leader, who outlines the priority of business, has never given it the same emphasis and we have had to govern ourselves accordingly. I must say that I have to get back to the House of Commons, I think a member's first service is to the House of Commons and I think that applies to all MPs whether they are in the Cabinet or not. Our first responsibility is to the House of Commons, particularly when we are engaged in a debate of the importance of the present measure before the House.

I have been here for 18 years and committees have always used very sparingly the privilege of sitting while the House is sitting, simply because it was always understood that the business in the House of Commons held top priority. I supported the point of order for these several reasons.

The Chairman: Mr. Schreyer.

Mr. Schreyer: No, I did not indicate that I wished to speak. Although since you have called on me I think I would want to support the words spoken by Mr. Dinsdale, particularly relative to his argument that the Official Languages Bill being now before the House really does require our presence there, perhaps as a matter of priority over our presence in a Committee dealing with the establishment of Telesat Canada. That is all I wish to say at this time.

M. De Bané: Monsieur le président, toutes les lois présentées à la Chambre sont impor-

[Interprétation]

à obtenir le quorum. Pour ma part ceci est attribuable à un conflit qui existait entre le Comité des Affaires indiennes et du développement du Nord Canadien, comité qui m'intéresse beaucoup. M. Macquarrie a fait valoir un autre aspect de ce problème, c'est que ceci entre en conflit également avec le débat très important qui a lieu à la Chambre cet après-midi. Le secrétaire d'État, qui a des relations étroites avec ce Comité-ci, doit parrainer le projet de loi sur les langues officielles à la Chambre des communes. Le Comité de la radiodiffusion, des films et de l'assistance aux arts s'intéresse à cela. Malheureusement, il est impossible d'être à deux endroits à la fois, même si les politiciens souffrent parfois de schizophrénie.

La raison pour laquelle je suis d'accord avec M. Macquarrie, c'est que je ne crois pas qu'à un moment ou l'autre le Leader du gouvernement à la Chambre ait déclaré que la question était urgente. Les membres de l'opposition disent que les questions d'économie et de développement sont urgentes, mais le Leader du gouvernement à la Chambre, qui détermine l'ordre de préséance, n'a jamais accordé autant d'importance que nous à ces sujets, et c'est là-dessus que nous avons dû tirer nos conclusions. Je dois retourner à la Chambre des communes: un député doit d'abord siéger à la Chambre des communes, et je crois que ceci s'applique à tous les députés, qu'ils fassent partie du Cabinet ou non. Notre premier devoir est de siéger à la Chambre des communes, en particulier lorsque nous sommes à discuter d'une question aussi importante.

Voilà dix-huit ans que je suis au Parlement, et les comités ont toujours fait usage judicieux du privilège de siéger durant les débats des Communes, parce qu'on a toujours compris que les affaires portées devant les Communes étaient prioritaires. C'est pourquoi j'appuie ce rappel au Règlement.

Le président: Monsieur Schreyer.

M. Schreyer: Je n'ai pas l'intention de prendre la parole, mais maintenant que vous m'invitez à le faire, je vais appuyer les paroles de M. Dinsdale, surtout en ce qui concerne ce qu'il a dit au sujet du Bill sur les langues officielles, soit que notre présence est requise à la Chambre pendant qu'on en discute. Cela est plus important que nos discussions au sujet de la Télésat. C'est tout ce que j'ai à dire pour l'instant.

Mr. De Bané: Mr. Chairman, all the bills brought forth in the House are important and

[Text]

tantes et si, chaque fois que la Chambre siège, on prend pour acquis que les lois sont importantes, les Comités ne pourront pas siéger en même temps.

M. Kierans: Il faut faire disparaître le système des Comités dans ce cas.

M. De Bané: Je suis d'accord avec M. Kierans qu'il s'agit d'une loi importante et si nous sommes d'accord que le lancement du satellite doit se faire au début de 1972, et s'il est vrai que la période d'été qui s'en vient est très importante pour la mise en branle de ce projet, je pense que d'accepter le point de vue de M. Macquarrie peut remettre les débuts jusqu'à la fin de l'année 1969, soit nous retarder de six mois.

Mr. McCleave: Mr. Chairman, I do not think we are going to cause any delay if we delay ourselves for a week or so until the staff has an opportunity to bring us the reports. If the House of Commons and the government feel that this Bill is important

• 1545

enough to be passed before the adjournment of this session they will see to it that it is presented to them and passed.

As Mr. Macquarrie noted, the last report we have before us is No. 34, dated Tuesday, May 6, two weeks ago. I think there were a number of important witnesses since then. One of them was the man who gave the report to the Minister and the Department, and I think it can be fairly said on whose report the Bill was founded. I cannot see why there should be an ungodly haste. We have our witnesses out of the way. I think we have made every accommodation possible to hear the witnesses.

Now can we get the reports. I do not know whether I want to found any motions or anyone else does in what Dr. MacIntosh answered to me, but I think I should be entitled at least to a chance to examine his answers to my questions and decide. I do not want to waste the time of the Committee and I think we could probably waste a great deal of time waiting until the expert testimony comes in. If we could get the results within seven days then we would be much better off. We would at least know where we are going. I think it is a reasonable request.

The Chairman: The main cause for the delay in the minutes, I am informed, is that the Printing Bureau took the long weekend off and did not work. Consequently we are further behind schedule than we had anticipated.

[Interpretation]

if, each time the House sits, we take it for granted that the bills are important, the Committees will not be able to sit at the same time.

Mr. Kierans: In that case, you must scrap the Committee system.

Mr. De Bané: I do agree with Mr. Kierans that this bill is important, and if we agree that the satellite should be launched early in 1972, and if it is true that the coming summer period is very important to set this project going, I think that to accept Mr. Macquarrie's viewpoint could cause a six month delay by putting off the start until the end of 1969.

M. McCleave: Monsieur le président, je ne crois pas que cela cause un retard si nous acceptons d'ajourner jusqu'à la semaine prochaine pour que le personnel nous prépare les comptes rendus. Si les Communes et le gouvernement estiment que ces bills sont assez importants pour être adoptés avant la fin de la session, on verra à ce que cela se fasse.

Comme l'a dit M. Macquarrie, le dernier comptes rendus que nous avons en main remonte à deux semaines; c'est le numéro 34, du mardi 6 mai. Je pense que plusieurs témoins importants sont venus comparaître depuis lors. L'un d'eux était la personne qui a préparé le rapport à l'intention du ministre et du ministère et je crois qu'on peut dire que c'est à la suite de ce rapport que le projet de loi a été présenté. Je ne crois pas qu'il faille se dépêcher à ce point. Nous avons terminé l'interrogation des témoins. Nous avons tout fait pour les entendre.

Pouvons-nous avoir les rapports? Je ne sais pas s'il y a fondement pour une motion dans ce qu'a dit M. MacIntosh, mais je crois avoir au moins droit à la chance d'étudier ses réponses aux questions que j'ai posées. Je ne veux pas faire perdre le temps du Comité et je crois que nous perdrons beaucoup de temps si nous attendions le témoignage des experts. Si nous pouvions obtenir les comptes rendus dans un délai de sept jours, nous serions en bien meilleure posture, je pense. Je crois que c'est une demande assez raisonnable.

Le président: La raison pour laquelle il y a eu retard en ce qui concerne les comptes rendus, c'est que le Bureau des impressions était en congé pendant la longue fin de semaine. Nous sommes donc plus en retard que nous le pensions.

[Texte]

Mr. McCleave: May I ask, Mr. Chairman, when you expect these minutes to be in?

The Chairman: There are two reports over there currently being printed at the present time.

Mr. McCleave: When would the last one preceding the meeting of this morning be in?

The Chairman: I anticipate that would be about a week.

Mr. McCleave: In about a week's time. Could we not then adjourn the meeting for a week and everybody would have these minutes and we could proceed full tilt then.

The Chairman: Mr. Stewart?

Mr. Stewart (Cochrane): I do not agree that we should suspend the hearings. I do think that perhaps three in a day is a little heavy at a time when we are dealing with the most important Bill that will come before us this session. However, certainly to suspend it on the grounds that we do not have the minutes before us would be insufficient reason. We were here at most of the hearings. We know what was said, we know the questions we asked and the answers we received. I do not think that we would be doing anyone a favour by suspending these hearings. Naturally the Department wants to get on with this Bill as quickly as possible and I think it is up to us to try to get through it as soon as possible.

The Chairman: Would it be agreeable to the Committee to hear Mr. Kierans this afternoon and then the steering committee could meet after this meeting for discussion and perhaps come to some decisions. If you are prepared to proceed on that basis then we would be prepared to find out exactly when the rest of the minutes would be available. We could then set a schedule based on that knowledge. Perhaps we would also have to discuss this matter with the House leaders to ensure that it would be given a proper position of priority when we make our report to the House.

Mr. Macquarrie: Your suggestion Mr. Chairman, not surprisingly, is a very reasonable one. It does not, however, deal with the problem of our not being able to participate in the debate in the House and participate in the Committee. I suggest, perhaps we might find some time for sittings in the up-coming days at times when the House is not sitting, that we could get some time in the morning

[Interprétation]

M. McCleave: Puis-je vous demander quand ces comptes rendus seront présentés, monsieur le président?

Le président: On en imprime deux en ce moment.

M. McCleave: Quand le compte rendu de la séance précédant celle de ce matin nous parviendra-t-il?

Le président: Je crois qu'il vous sera remis d'ici une semaine.

M. McCleave: Je vois, dans une semaine. Ne serait-il pas possible d'ajourner pour une semaine afin que tout le monde puisse obtenir ces renseignements? Nous pourrions faire de grands pas après cela.

Le président: Monsieur Stewart?

M. Stewart (Cochrane): Monsieur le président, je ne suis pas d'accord que nous devrions lever la séance. Je crois que trois séances par jour, c'est peut-être un peu trop, lorsque nous sommes à étudier le bill le plus important qui sera présenté au cours de cette session. Mais de suspendre les séances parce que nous ne disposons pas des comptes rendus, cela ne se justifie pas. Nous étions présents à la plupart des séances. Nous savons ce qui s'est dit, nous connaissons les questions et les réponses. Nous ne favoriserions personne en suspendant les séances. Évidemment, le ministère désire aller de l'avant le plus vite possible, mais il nous appartient de nous dépêcher.

Le président: Le Comité accepterait-il d'entendre M. Kierans? Il y aurait une réunion du comité de direction qui serait chargé d'étudier cette question et de faire une décision. Si vous êtes prêts à cela, nous pourrions déterminer ensuite à quel moment les comptes rendus des séances seront mis à votre disposition? Nous fixerons alors un horaire. Il y aurait lieu d'en discuter également avec les Leaders à la Chambre, pour nous assurer que cela aura préséance quand nous ferons le rapport à la Chambre.

M. Macquarrie: Votre proposition est très raisonnable, monsieur le président, mais ceci ne résout pas le problème que nous avons exposé, soit que nous ne pouvons pas siéger et au Comité, et à la Chambre. Je crois que nous pourrions peut-être siéger à des moments où la Chambre ne siège pas, par exemple au cours de la matinée, jusqu'à la fin de ce débat. Pour ma part, j'aime bien enten-

[Text]

until this major debate is over. In the process more and more of the Committee reports would be ready. I would be afraid that I for one, as much as I would like to hear the Minister, would not in the face of the debate today be able to stay this afternoon, but I would be on hand mornings when the House does not meet.

The Chairman: I can make a guarantee or an agreement at the present time that we can get along without the meetings on other days when the House is sitting until the conclusion of this debate. I would point out that when the committees were given their power in December of 1968, we were given control over the whole second reading debate, which is a very important part of the legislative

• 1550

process. I can sympathize with you and the urge to be in the House, but we also have our duties and our responsibilities at the same time.

Mr. Osler: Mr. Chairman, could I make an observation? It does seem to me that at least part of the reasoning is rather astounding on the part of some of these gentlemen in that it was repeated several times in the House on Friday. I think they were amazed that this language bill was being brought in at this time because there were a lot more important things to be done. Now, we are being told that the other things had to be set aside because it is so damned important. I do not know what has happened over the weekend to upgrade it so much, but I am glad to hear it is upgraded.

Mr. Macquarrie: Mr. Chairman, I do not plan to waste the afternoon in political arguments. I was quoting the honourable gentleman's leader, when I was referring to its importance. He said that it was important.

Mr. Osler: That is fine. I am glad you are quoting...

Mr. Macquarrie: If you quarrel with him, that is your problem.

The Chairman: Could there be an agreement to proceed with the hearing of the Minister with a guarantee from the Chair that until the present debate is completed we would not hold meetings while the House is sitting? This would involve cancelling the meeting for tomorrow afternoon, and probably the meeting scheduled for this evening as well. We would meet at 9.30 a.m. and 11.00 a.m. on Thursday, with probably a meeting scheduled for 9.30 a.m. on Friday morning.

[Interpretation]

dre les observations du ministre, mais je ne pourrai pas assister à la séance cet après-midi, vu le débat qui aura lieu. Le matin, je serai libre, quand la Chambre ne siège pas. En attendant, les comptes rendus seront achevés.

Le président: Je puis admettre que nous pouvons nous passer des séances les jours où la Chambre siège, jusqu'à la fin de ce débat. Je souligne que lorsque les Comités ont été investis de leurs pouvoirs en décembre 1968, on leur a donné le contrôle des débats à l'étape de la deuxième lecture, qui est importante dans le processus législatif. Je suis d'accord, tous désirent être en Chambre, mais nous avons aussi nos devoirs.

M. Osler: Monsieur le président, puis-je faire une observation? Il me semble que le raisonnement de ces messieurs est étrange, du moins en partie, vu que ces propos ont été répétés plusieurs fois en Chambre vendredi. Je crois qu'ils sont surpris de voir que le bill sur les langues officielles a été présenté à ce moment parce qu'il y avait des choses beaucoup plus importantes à régler. On nous dit qu'il faut mettre les autres choses de côté parce qu'il est plus important. Je ne sais pas ce qui s'est produit au cours de la fin de semaine, mais je suis heureux de voir qu'on accorde plus d'importance au bill sur les langues officielles.

M. Macquarrie: Monsieur le président je ne voudrais pas que nous perdions tout notre après-midi en discussions futiles, mais le chef de l'honorable député a dit lui-même que c'était important.

M. Osler: C'est très bien. Je suis heureux de voir que vous citez...

M. Macquarrie: Si vous vous querellez avec lui, c'est votre problème.

Le président: Est-ce que vous êtes prêts à entendre le Ministre avec l'assurance du président que le Comité ne siégera pas pendant les séances de la Chambre jusqu'à ce que ce débat soit terminé. Nous annulerons donc la séance de demain après-midi, et probablement celle de ce soir également. Nous pourrions nous réunir à 9 h. 30 et 11 h. jeudi, et probablement à 9 h. 30 vendredi.

[Texte]

Mr. De Bané: Do I understand correctly that you do not want our Committee to sit while the House of Commons is sitting?

The Chairman: Only until the completion of the particular debate.

Mr. De Bané: Oh no, I cannot agree with you. I prefer your first proposition, that after the meeting this afternoon the steering committee meet and reach a decision, because from my point of view, there are other bills which are also important. If we suspend our sittings every time such a situation arises, and if we take Mr. McCleave's argument, then before every sitting we will have to have the preceding report printed.

Mr. McCleave: No, I did not say that, Mr. Chairman. I do not think that the record will bear me out on that. What I said was that after we had heard all the witnesses on the highly technical subject, that it would probably be better for our deliberations, if we had that before us. In this way, we would be able to shorten the time of the meetings, rather than prolong them.

The Chairman: I must say that of all those raised, the point of the Minutes is the one which impresses me the most. This is why I agreed to the suggestion that we slow down our proceedings, but not eliminate them, until this bill is completed. This will allow them to catch up with us. In any event, we cannot make a report to the House until the Minutes are available.

Mr. Stewart (Cochrane): Mr. Chairman, are you suggesting that tomorrow afternoon's sitting be postponed until Friday morning?

The Chairman: Correct.

Mr. Stewart (Cochrane): Therefore, there would not be a cancellation of any sittings.

The Chairman: There would be cancellations of the meeting scheduled for this evening and of the two sittings scheduled for Thursday afternoon and evening. Provision would be made that the steering committee meet after this sitting to discuss other scheduling matters.

Mr. De Bané: How many sittings will we have this week?

The Chairman: We will have one today, two on Thursday, and one on Friday so there will be a total of four this week. Then there

[Interprétation]

M. De Bané: Si j'ai bien compris, le comité ne siégera pas pendant les séances de la Chambre?

Le président: Seulement jusqu'à la fin de ce débat.

M. De Bané: Non, je ne puis être d'accord avec cela. Je crois que la première proposition que vous avez formulée, à savoir que le comité de direction se réunirait après la séance de cet après-midi pour en arriver à une décision, car à mon avis, il y a d'autres projets de loi qui sont également importants. Si chaque fois qu'une situation semblable se produit il faut suspendre les séances du Comité, et si nous acceptons l'argument de M. McCleave, avant chaque séance il faudra que le rapport de la séance précédente soit imprimé.

M. McCleave: Non, ce n'est pas ce que j'ai dit. Je ne crois pas que le compte rendu m'imputera une telle déclaration. J'ai dit qu'après avoir entendu tous les témoins, s'il s'agit d'une question très technique, il vaudrait probablement mieux que nous disposions de ces rapports. Ceci permettrait de raccourcir les réunions au lieu de les prolonger.

Le président: Je dois dire que de toutes les questions soulevées, celle du compte rendu du comité m'impressionne le plus. C'est la raison pour laquelle je suis d'accord pour ralentir nos travaux, sans les arrêter complètement, jusqu'à ce que ce bill soit adopté. Cela leur permettra de nous rattraper. Nous ne pouvons pas faire rapport à la Chambre à moins que le compte rendu de nos séances soit imprimé.

M. Stewart (Cochrane): Est-ce que vous proposez que la réunion de demain après-midi soit remise à vendredi matin?

Le président: Oui.

M. Stewart (Cochrane): Il n'y aurait pas d'annulation de séance.

Le président: On annulerait la réunion de ce soir et les deux réunions de jeudi après-midi et de jeudi soir. On pourrait prévoir également que le comité de direction se réunisse après la présente séance pour discuter d'autres questions.

M. De Bané: Combien de séances aurons-nous cette semaine?

Le président: Il y aura une réunion aujourd'hui, deux jeudi et une vendredi, soit quatre séances cette semaine. Il y aura aussi

[Text]

will be two on Tuesday until either we complete our work or until the House disposes of the official languages bill.

Mr. Dinsdale: All these suggestions are very fine, Mr. Chairman, but it does not resolve my problem. I must be back in the House this afternoon because I am involved in the debate. If it were not a fact that this Committee overlaps with the Secretary of State's responsibility, it would not be such a critical conflict for me. Again I must repeat that the House Leader has never indicated the urgency of this matter or its top priority. He has outlined that the language bill, the Criminal Code and so on, were the matters of great priority.

The Chairman: I was told by the House Leader, when this bill was referred to the Committee, that he would like it to be returned by May 15. I told him that it would not be possible, and that we would need an extension of at least a week, or perhaps two

• 1555

weeks, to complete our work satisfactorily. He agreed to this, but said that we must have it in as quickly as possible. The previous schedule was eliminated with the long debate on the Criminal Code amendments.

Does the Committee agree to proceed with the hearing of Mr. Kierans, and the questioning? If necessary, perhaps Mr. Kierans could arrange to come back Thursday morning, if we could guarantee a quorum. We could complete his testimony and then, perhaps, wait over the weekend to receive the rest of the Minutes, or to bring them more or less up to date. Then we could proceed to the preliminary, and then to the final clause by clause study.

Mr. McCleave: Could we have a moment for deliberation, please? A formula is being considered.

Mr. Chairman, perhaps the difficulty has been solved. It is the general agreement among my colleagues that we proceed with the questioning of the Minister, and that instead of another sitting on Thursday or Friday, as soon as the Committee reports are printed up to today—so that any questions that might arise from them that are not immediately obvious to any questioner can be seen—then we ask that the Minister be good enough to come at that point and answer further questions. We are prepared to proceed.

[Interpretation]

deux réunions mardi jusqu'à ce que nous terminions notre travail ou jusqu'à ce que la Chambre ait adopté le bill sur les langues officielles.

M. Dinsdale: Toutes ces propositions sont très bien, monsieur le président, mais cela ne résout pas mon problème. Je dois retourner à la Chambre cet après-midi car je dois participer au débat. Si ce n'était du fait que le Comité chevauche la responsabilité du Secrétaire d'État, le conflit ne serait pas aussi grave dans mon cas. Je dois rappeler que le leader du gouvernement en Chambre n'a jamais parlé de l'urgence de cette question ni qu'on devait lui accorder la priorité. Il a simplement dit que le bill sur les langues officielles, le Code criminel, et ainsi de suite, avaient la première priorité.

Le président: Lorsque ce bill a été renvoyé au Comité, le leader du gouvernement en Chambre m'a dit qu'il voudrait avoir ce projet de loi le 15 mai. Je lui ai dit que ce ne serait pas possible de terminer notre travail dans un délai aussi court, et qu'il nous faudrait une semaine ou deux de plus. Il y a consenti, mais en ajoutant qu'il nous saurait gré de procéder le plus rapidement possible. Notre calendrier des travaux a été bouleversé par le long débat sur les amendements au Code criminel.

Est-ce que vous êtes prêts à entendre Monsieur Kierans et à lui poser des questions? Si c'est nécessaire, M. Kierans pourrait peut-être revenir jeudi matin, si nous pouvons être certains d'avoir le quorum. Nous pourrions alors terminer son témoignage, et ensuite attendre après la fin de semaine que le reste des comptes rendus soient imprimés, ou attendre que le service soit plus ou moins à jour. Nous pourrions alors passer à l'étude du bill article par article.

M. McCleave: Un moment s'il vous plaît, nous allons tenter de nous entendre.

Monsieur le président, le problème est réglé. Mes collègues acceptent que nous entendions le ministre et qu'au lieu d'avoir une autre séance jeudi, vendredi ou dès que les rapports du comité auront été publiés, de façon que ceux qui posent des questions peuvent facilement les consulter et voir quelles questions ils entraînent, nous pourrions demander au ministre de venir de nouveau au Comité et répondre à d'autres questions. Nous sommes prêts à entendre le ministre cet après-midi.

[Texte]

The Chairman: Is there an agreement accepting that in order to proceed on Thursday with the preliminary clause by clause discussion which we were engaged in last Thursday evening? This will enable us to isolate those areas which are contentious, and to pinpoint those areas to which amendments might be presented. Therefore, when we do come down to the clause by clause discussion, we would be able to focus directly onto these. Would that be agreeable?

Mr. Macquarrie: Provided that no final votes are taken.

The Chairman: In that case, the meeting this evening and Wednesday afternoon will be cancelled. We will meet Thursday morning to continue our clause by clause discussion of the Bill. I have just checked on the status of our Minutes. We are number one priority, but all committees are working in order to get their estimates completed. There has been a considerable log-jam.

Mr. McCleave: Mr. Chairman, is there agreement to my suggestion—which I understand meets with favour among my colleagues—that when the reports of the Proceedings, until but exclusive of today, come in that there will be a further opportunity to question the Minister as to anything we might have overlooked?

The Chairman: Yes, the procedure which we would follow on that suggestion is that we would begin with the final clause by clause discussion. The Minister, I think, has agreed to make himself available, and these matters could be brought up at that time.

Mr. McCleave: That is fine.

Mr. De Bané: It is the right of the honourable gentleman to present a motion. He may do so if he wishes but, I cannot agree with that proposition.

The Chairman: It is the ruling of the Chair that the position advanced, with respect to the lack of the Minutes, is a very reasonable one. It is one of the hang-ups which we have in the Committee system at the present time. I recognize the problem that all members have in trying to ask intelligent questions, when they do not necessarily have all the facts before them.

• 1600

Mr. De Bané: Do you not think that we should go back to your initial proposition that this matter be settled by the steering committee?

[Interprétation]

Le président: Est-ce que vous êtes d'accord pour reprendre l'étude préliminaire du bill article par article que nous avions commencé jeudi soir dernier? Nous pourrions ainsi isoler les sujets qui prêtent à controverse et mettre de côté également les articles qui pourraient faire l'objet d'un amendement. De cette façon, lorsque nous aborderons l'étude article par article, nous pourrions nous arrêter à ces points. Êtes-vous d'accord?

M. Macquarrie: Tant qu'il n'y aura pas un vote final.

Le président: Dans ce cas la réunion de ce soir et celle de mercredi après-midi seront annulées. Nous nous réunirons jeudi matin pour reprendre l'étude du bill article par article. J'ai vérifié auprès de la division des Comités et nous avons la première priorité, mais tous les Comités veulent terminer l'étude de leurs prévisions, de sorte qu'il y a un embâcle.

M. McCleave: Est-ce qu'on accepte la proposition que j'ai formulée, proposition qui est acceptable par mes collègues, pour que lorsque les rapports du Comité seront disponibles, sans compter le compte rendu de cette séance, il sera possible de poser au ministre des questions sur les sujets qui auront été négligés.

Le président: Oui, cette proposition signifie que nous allons entreprendre l'étude définitive du bill article par article. Le ministre a accepté de se mettre à notre disposition et nous pourrions alors souligner ces questions.

M. McCleave: Très bien.

M. De Bané: L'honorable député a le droit de présenter une motion. Il peut le faire s'il le désire, mais je ne suis pas d'accord avec cette proposition.

Le président: La décision du président est que l'objection formulée à l'égard des comptes rendus est une objection valable. C'est un des problèmes qui se pose dans notre processus. Je comprends que lorsque nous voulons poser des questions intelligentes, nous devons avoir les faits en main.

M. De Bané: Ne croyez-vous pas que nous devrions revenir à votre première proposition, à savoir que cette question soit réglée par le sous-comité de direction.

[Text]

The Chairman: I think we have had sort of a steering committee meeting in the open. I will call Mr. Kierans at this time to regale us with a statement.

Mr. De Bané: I understand that after the meeting on Thursday morning the sittings will be suspended until the printing of the last...

The Chairman: Until the meeting before—that would be Mr. Reierson's testimony.

Mr. De Bané: And you accept this proposition without any vote, even if I ask for it?

The Chairman: Because we have met for the purpose of hearing a witness, we would have to call a business meeting at a later time to have a vote on it.

Mr. De Bané: I understand that, but I understand also that you have decided unilaterally about the sittings of our Committee?

The Chairman: I am afraid so.

Mr. De Bané: Well I want to present a motion immediately to override this decision.

The Chairman: That is fine, you could present it on Thursday morning then.

We are not called for the purpose of transacting business, we are called for the purpose of hearing witnesses. One of the weaknesses of the committee system is that we have not a method of moving from one state to the other yet.

Mr. Kierans?

Mr. Kierans: Mr. Chairman, before answering any specific questions I would like to deal with one or two important points that have been raised during the hearings of the last two weeks.

The first one obviously concerns the amendment proposed to the Committee by the Trans-Canada Telephone System to have Telesat Canada designated exclusively as a "carrier's carrier". As I indicated earlier to the Committee, I am open to recommendations on several sections of the legislation and I have proposed some of my own to clarify the wording of certain clauses and certain phrases.

However, this proposed amendment, Mr. Chairman, is unacceptable. If this amendment were written into the legislation it would hobble Telesat Canada and upset the balance that must exist between the three partners: government, public and private industry. It would mean that Telesat Canada could sell, for practical purposes, only to the common

[Interpretation]

Le président: Je crois que nous avons eu une réunion publique du Comité de direction. Je demanderais à M. Kierans de nous faire le plaisir d'entendre une déclaration.

M. De Bané: Je crois qu'après la réunion de jeudi matin, les autres séances seront suspendues jusqu'à l'impression du compte rendu de la dernière réunion.

Le président: Jusqu'à la réunion précédant le témoignage de M. Reierson.

M. De Bané: Et vous acceptez cela sans vote, même si je vous en demandais un?

Le président: Nous nous sommes réunis pour entendre un témoin. Il faudrait étudier cela à une réunion subséquente pour mettre la question aux voix.

M. De Bané: Je comprends cela. Mais vous avez pris une décision unilatérale au sujet des séances du comité.

Le président: J'en ai peur.

M. De Bané: Je présente immédiatement une motion en vue de renverser cette décision.

Le président: C'est bien, vous pourrez présenter cette proposition jeudi matin.

Nous n'avons pas été convoqués à cette fin; nous sommes ici pour entendre des témoins. Nous ne pouvons pas passer d'un agenda à un autre. Monsieur Kierans?

M. Kierans: Monsieur le président, je veux maintenant, avant de répondre à des questions précises, aborder certaines questions importantes qui ont été touchées au cours des deux ou trois dernières semaines. La première question porte sur l'amendement présenté par le Réseau téléphonique trans-canadien qui voudrait que Télésat Canada soit le seul agent des sociétés d'exploitation. Comme je l'ai déjà dit, je suis prêt à accepter des recommandations au sujet des divers aspects de la Loi et, pour ma part, je suis prêt à expliquer certains articles ou certaines expressions.

Cependant, ce projet d'amendement, monsieur le président, est inacceptable; si cet amendement était inclus dans la Loi, ceci nuirait beaucoup à Télésat Canada, et renverserait l'équilibre qui doit exister entre les trois partenaires: le gouvernement, le public et l'industrie privée. Ceci voudrait dire que Télésat Canada pourrait vendre seulement

[Texte]

carriers. I realize that they make also an exception for government bodies. But it would also mean that if the common carriers should decide at any particular time not to take part in the venture, or later on to withdraw from it, Telesat Canada would quite literally be forced out of business, its only possible customers would be the governments concerned.

The Trans-Canada Telephone System, when they proposed this amendment, did not make any offer, for example, to confirm that they themselves would be customers of the Corporation. In other words, they want to bind the Corporation into a position where the Corporation could sell only to them but they were not necessarily bound to buy from the Corporation. In negotiation of the terms under which they would offer to rent or lease channels, they could quite legitimately, because this would not be a part of the law, insist on a price that would not be economic, that the Corporation could not accept, and then under threat of withdrawal they could decide not to pay the price asked for and the Corporation would have no other recourse, no other customers.

Furthermore, the purpose of adding the words "whether attained directly or indirectly" in their suggested amendment relating to the objects of Telesat Canada is unclear to me and appears to be unrelated to the common carrier's carrier concept. Do the implications of this phrase "whether attained directly or indirectly" raise the legal possibility that Telesat Canada, this Corporation that we are talking about, might eventually abdicate the

• 1605

responsibility of itself establishing satellite telecommunication systems?

It is not the government's intention to create a corporation involving public and private investments which could legally have the power to ask another entity, let us say the common carriers, to carry out the task of creating and building and operating a domestic telecommunications system, and in turn provide it or lease it back to Telesat. I have had some serious qualms about that phrase "whether attained directly or indirectly". In other words, are we creating a corporation which would enable that corporation to hive off its complete responsibilities and say to another corporation, "You go ahead and build it. So the situation that would follow upon acceptance of this amendment, I repeat, is unacceptable.

Having said that, I want to go on to add that I am under no illusions whatsoever about

[Interprétation]

aux sociétés de télécommunications existantes. Je vois que le Réseau a prévu également une exception pour les organismes gouvernementaux. Si les sociétés d'exploitation décident de ne pas se lancer dans cette entreprise, ou si elles décident plus tard de se retirer, Télésat Canada n'aurait absolument plus de marché à sa disposition; ses seuls clients seraient les gouvernements en cause.

Le Réseau, lorsqu'il a proposé cet amendement, n'a fait aucune offre, par exemple, pour confirmer le fait qu'il deviendrait le client de cette société. En d'autres mots, le Réseau transcanadien veut engager la société à ne vendre ses services qu'à lui seul, mais ils ne sont pas nécessairement obligés d'acheter ces services. Le Réseau pourrait donc insister pour obtenir un prix de location qui ne serait pas rentable, un prix qui ne pourrait pas être accepté par la société, et ils pourraient refuser de payer les frais demandés et la société n'aurait pas d'autres clients et ne pourrait pas avoir d'autres recours.

De plus, l'amendement en vue d'ajouter les mots «directement» ou «indirectement» n'est pas très clair. Ceci ne semble guère se rapporter à l'idée émise au sujet du concept des télécommunications transmises en commun. Ceci permettrait de conclure que Télésat Canada pourrait éventuellement abdiquer ses responsabilités. Elle pourrait s'en remettre à quelqu'un d'autre pour l'établissement d'un système de communication par satellite.

Le gouvernement n'a pas l'intention de créer une société qui pourrait légalement s'adresser à une autre entité, soit les sociétés d'exploitation, de prendre en charge la création et la construction d'un service de télécommunication domestique et de le louer ensuite à Télésat.

Et c'est la raison pour laquelle cette question et ces mots «directement ou indirectement» m'inquiètent. Sommes-nous en train de créer une société qui pourra distribuer toutes ses responsabilités et qui demandera à une autre société de construire les installations à sa place? Donc la situation au sujet de l'acceptation de cet amendement est inacceptable.

Ceci dit, je voudrais ajouter que je n'ai pas d'illusions en ce qui concerne la valeur de la

[Text]

the value to Telesat Canada of participation by the common carriers. I have repeated this on every possible occasion and I will repeat it here again today. Should these companies, however, decide not to participate, as they are perfectly free to do, Telesat Canada will go ahead on the basis of a dual government-public partnership. And there is perfect freedom financially and in other ways for us to do this.

However, again I repeat I am fully conscious of the expertise that the common carriers can bring to the project, of the importance of co-ordination between this new special system and the existing terrestrial system, of the self-evident value of the common carriers themselves also as customers.

As I stated in the House, Telesat Canada will operate as a complement to, not as a competitor to, the existing telecommunications companies. Canada has not enough capital available for it to bear the luxury of duplicating investments in the same area. Further I will say plainly that it would be inequitable to invite such companies to compete against themselves. The apparent difficulty can I believe be resolved, and I have already proposed this to the common carriers, namely that in signing contracts of participation the common carriers could stipulate, perhaps should stipulate, as a condition of participation that Telesat Canada should only sell to customers who require a complete television equivalent channel on a sustaining basis. I refer to page 1728 of your hearings of May 6 in which Mr. de Grandpré said he wanted to insert:

...into the legislative words what appears to me to be the clear intent of the Minister when he appeared in the House on April 14, 1969,...

Mr. de Grandpré quoted from page 7496 of Hansard, and here is the quotation from my speech at that time:

...The corporation will operate as a complement, not as a competitor, to the common carriers. Except in the instances of the C.B.C. and of certain possible purchasers of a complete, undivided television channel on a sustaining basis, the sole customers of the corporation will be the common carriers.

All right, I said that there, and I say it again. The point I am wanting to make is—and I differ here with Mr. de Grandpré and also with the Trans-Canada Telephone System—that he accepted the spirit of the statement, but their amendment does not accept the

[Interpretation]

participation des entreprises de télécommunication pour Télésat. Je l'ai répété à maintes occasions et je le répète encore aujourd'hui. Mais si ces sociétés décident de ne pas participer, elles sont d'ailleurs parfaitement libres de le faire, Télésat Canada ira de l'avant avec une participation du gouvernement et du public. Il y a là une liberté complète au point de vue financier pour nous de procéder ainsi.

Toutefois je répète que je suis tout à fait conscient des commentaires experts que les entreprises de télécommunications peuvent apporter vu leurs connaissances, de l'importance de la coordination entre ce nouveau système spatial et le réseau terrestre actuel, de l'évidence de la valeur des entreprises de télécommunications comme apport considérable en tant que clients.

Télésat Canada, comme je l'ai dit à la Chambre, sera un complément et non pas un concurrent des compagnies de télécommunications actuelles. Le Canada n'a pas les moyens de se payer le luxe d'une duplication dans un même secteur. En outre je dirais franchement qu'il ne serait pas juste d'inviter ces sociétés à se faire concurrence entre-elles; je pense qu'on peut résoudre cette difficulté. J'ai déjà proposé aux entreprises de télécommunications, qu'en signant des contrats de participation, les entreprises de télécommunications pourraient stipuler, et devraient peut-être le faire à titre de condition de participation, que Télésat Canada devrait simplement vendre ses services pour répondre aux besoins de support de canaux de télévision. Le 6 mai, monsieur De Grandpré disait, à la page 1728 des comptes rendus du Comité:

«... Nous ne faisons qu'insérer dans le terme législatif ce qui nous semblait l'intention claire du ministre lorsqu'il a parlé à la Chambre le 14 avril 1969. ...

Et M. De Grandpré citait la page 7496 du Hansard et voici la citation de ma déclaration à la Chambre à ce moment-là:

La Société leur sera complémentaire et non une concurrente. À l'exception de la Société Radio-Canada et de clients éventuels capables d'utiliser de façon soutenue un canal entier de télévision, les seuls clients de la Société seront les sociétés ordinaires de télécommunications.

Très bien. J'ai dit ceci et je le répète. Mais ce que je voudrais faire ressortir ici, et je ne suis pas d'accord avec monsieur de Grandpré et avec le Réseau trans-canadien à ce sujet, c'est que cet amendement n'est pas conforme à l'esprit de la déclaration. Il dit que l'on

[Texte]

spirit of that statement at all. It says nothing about selling an undivided television channel on a sustaining basis. The fact is that this is the type of service for which a communications satellite system is particularly suited: long-distance transmission of volume traffic. In approximate terms a satellite represents long-term transmission; a microwave network, medium-term and a cable system, the short-haul type of service.

Another important point raised was that of regulation. As I mentioned in my opening remarks, if the satellite system were in operation today it would fall within the jurisdiction of the Radio Act. But this is only a

● 1610

stop-gap measure. Some weeks ago I announced the formation of a special study mission to review all telecommunications legislation and to complete a report recommending changes and modernization by the end of 1970. This will enable us to take action before the satellite system itself becomes operational in early 1972.

I will admit that this process is somewhat untidy. I would prefer, and I am sure members of the Committee would prefer, if the necessary comprehensive telecommunications legislation existed today so that Telesat Canada could be placed in its regulatory context. As the Department of Communications is barely two months old, this is plainly impossible. However, I can give the Committee an assurance that the regulatory legislation will be in effect by the time Telesat Canada starts transmitting.

This situation highlights a broader problem of which I am certain Committee members are aware. Inescapably, in almost anything connected with communications, there is a troubling vagueness. To put the problem at its simplest, we do not know precisely what future communications technology will be and we do not know with any precision what the effects of that technology will be. One principal reason for this is the very speed of change itself. As I mentioned, how many people even 5 years ago, let alone 10 years ago, would have confidently predicted that cable-tv systems and computer-information systems would assume the importance that they hold today. To give another example but on the other side of the coin, educational television, despite many confident predictions, has not as yet arrived at the pace generally expected of it, nor met with the success that was generally anticipated.

I do not want to pretend to a precision that it is impossible to attain, nor, as I have tried

[Interprétation]

vend d'une façon permanente à un réseau de télévision. En réalité c'est le type de service pour lequel les systèmes de télécommunications par satellite convient parfaitement. Au point de vue pratique, le satellite fournit un service à longue distance, le système micro-ondes à une distance moyenne.

Ensuite il y a les règlements. J'ai mentionné dans mes remarques d'introduction que le système de micro-ondes relevait de la Loi de la radiodiffusion mais ceci n'est qu'un cran d'arrêt, j'ai annoncé qu'il y avait une mission spéciale d'étude qui devrait revoir toutes les lois régissant les télécommunications et de terminer un rapport en vue de recommander une modernisation d'ici la fin de 1970. Ceci nous permettra de prendre des mesures afin que le système de satellite devienne opérationnel au début de 1972.

Alors je reconnais que ce processus n'est peut-être pas très bien réglementé. J'aurais préféré et je suis sûr que les membres du comité préféreraient qu'une loi globale des télécommunications existe à l'heure actuelle, de telle sorte que Télésat Canada puisse relever de ces règlements globaux. Mais puisque le ministère des Communications n'existe que depuis deux mois à peine, il était tout à fait impossible de réaliser cela. Mais toutefois je donne au comité l'assurance que ces lois régulatrices seront en vigueur lorsque le réseau commencera son exploitation.

Ceci nous amène au problème plus vaste que connaissent certains membres du comité, j'en suis certain.

Invariablement, dans toute question reliée aux Télécommunications il y a une imprécision troublante. En simplifiant le problème au maximum, nous ne savons pas précisément quelle sera la technologie des communications de l'avenir et nous ne connaissons pas avec précision quelles seront les conséquences de cette technologie. Une des principales raisons de cela c'est la vitesse même du changement. Comme je le disais, combien de personnes il y a 4 à 5 ans, pour ne pas dire dix ans, auraient prédit que le télécâble et l'informatique auraient autant d'importance à l'heure actuelle. Pour donner un autre exemple, à l'envers de la médaille, la télévision éducative malgré qu'il y ait eu des prédictions optimistes, n'a pas atteint le degré de développement que généralement nous aurions espéré avec le succès qui avait été généralement prévu. Alors je ne prétends pas pouvoir en arriver à

[Text]

to make plain in several public speeches, to some kind of infallibility about the future. That is why we want flexibility in this legislation. Hence I cannot now say, as I could were this legislation concerned with a corporation to manufacture a new brand of automobiles, precisely how Telesat Canada is going to develop.

At one end of the scale it is not more than a \$60 to \$75 million project of which a maximum of one-third will be government money. This is quite small when related to current projects, whether government or private, in a whole range of fields from hydropower to railways. It is small, indeed compared with the approximately \$5 million invested already in all types of telecommunications equipment in Canada and it is small, though less so, when compared to the \$300 to \$400 million invested in microwave networks alone. Telesat Canada may orbit just a single satellite, it may serve its primary function of service to the North, and of supplementing East-West traffic, but never grow substantially beyond those limits. It will, at a relatively low cost then, have served a valuable national purpose, but no more than that.

At the other end of the scale Telesat Canada may accomplish a great deal more. I described in my opening statement to this Committee some of these possible future developments. All these possibilities, they are possibilities and no more than that, are being actively considered in the United States where there is as yet no decision but great pressure to develop a domestic communications satellite system.

At the same time a number of developing countries, among them India and Brazil, are taking a very keen interest in the possibilities of using satellite systems for educational broadcasting. This is the spectrum of possibilities. At the lower end we can be certain about the costs of the system, we know what the satellite can do and we know what the demand for its service is. At the upper end we get into buck Rogers' territory, the difficulty being that these days science fiction has an uncomfortable habit of becoming fact.

That is all I wanted to say as an opening statement, Mr. Chairman. I am quite prepared to answer all of the questions that members may wish to pose.

The Chairman: I see Mr. Macquarrie is eagerly awaiting the opportunity.

[Interpretation]

une précision qu'il est impossible d'atteindre, et je ne prétends pas, comme j'ai cherché à dire clairement dans mes déclarations publiques, à une sorte d'infaillibilité sur les questions de l'avenir. C'est pourquoi il faut évidemment rester souple dans ce domaine. Je ne puis donc pas dire, comme je pourrais le faire dans le cas d'une loi visant une société qui fabriquerait un nouveau modèle d'automobile, comment Télésat Canada se développerait.

A une extrémité de l'échelle il y a un projet ne dépassant pas \$60,000 à \$70,000, dont le tiers viendra des deniers publics. C'est assez peu si on le compare à des projets en cours, du secteur gouvernemental ou privé, dans tout un éventail de domaines, de l'énergie électromotrice aux chemins de fer. C'est peu en effet, en comparaison des 5 milliards déjà investis dans toutes sortes d'appareils de communication au Canada, et c'est peu, en comparaison des \$300 ou \$400 millions, investis uniquement dans des réseaux à micro-ondes. Télésat Canada pourrait mettre en orbite un seul satellite qui aurait pour fonction principale de desservir le Nord et d'augmenter les services est-ouest, sans jamais dépasser ces limites de façon appréciable. Alors, à un coût relativement peu élevé, il aura servi utilement une cause nationale, mais pas davantage.

A l'autre extrémité de l'échelle, Télésat pourrait faire beaucoup plus. Dans ma déclaration d'ouverture, j'ai esquissé, devant le Comité, quels progrès seraient possibles dans l'avenir. Toutes ces possibilités, je dis possibilités, rien de plus, sont étudiées activement aux États-Unis, mais on n'a pas encore pris de décision malgré de fortes pressions en vue de créer un système national de télécommunications par satellites.

En même temps, nombre de pays en voie de développement, par exemple l'Inde et le Brésil s'intéressent beaucoup au système de satellites pour les émissions éducatives. Voilà à peu près la gamme des possibilités qui s'offrent. D'autre part, à l'extrémité inférieure, on peut être certain du prix du système, nous savons ce que le satellite peut faire, nous savons quelle sera la demande pour ses services. Au sommet des possibilités nous entrons dans le monde de «Buck Rogers», la difficulté de nos jours étant que la science-fiction a la malencontreuse habitude de devenir réalité.

Eh bien, monsieur le président, je suis tout à fait disposé à répondre aux questions que les membres voudront bien me poser.

Le président: Je vois que monsieur Macquarrie a hâte de vous poser une question.

[Texte]

• 1615

[Interprétation]

Mr. Macquarrie: I love to question the Minister and he never disappoints me in his answers. He may some times faze me and amaze me but never disappoints me.

An hon. Member: He may deliver them late.

Mr. Macquarrie: I noted the Minister's reference to what he called a study mission. I wonder Mr. Kierans if you would be good enough to elaborate a bit on its personnel and its terms of reference? I presume that the concept of regulation will wait until this group submits its report. What is its scope and so on?

Mr. Kierans: That is precisely true, Mr. Macquarrie, we have developed and presented a submission to Cabinet outlining what we intend to do. A good part of this work will be done in the House, it will be an examination of the way in which communications are presently regulated, the Radio Act or parts of it under the Railway Act and the Canada Shipping Act and we intend to go beyond that because these are older acts in which the regulations were suitable to the particular environment of a particular time period in Canada's history.

We intend to have studies devising the conceptual framework, the economic framework, the economic theory of regulation of telecommunications as such. It is also my understanding that Bell is similarly interested and is developing its own studies. Then we will attempt to integrate and flesh out all existing regulation with the help of outside people as well.

Mr. Macquarrie: The study mission you mention is, I assume, a body now in existence. Is it made up of personnel drawn from the Department of Communications, from the Privy Council Office, from several government departments or does it come from government departments and other informed people beyond them? Who are the people?

Mr. Kierans: I will ask Mr. Gotlieb to list the various government institutions that are concerned with the project.

Mr. A. E. Gotlieb (Deputy Minister, Department of Communications): Mr. Chairman, the study mission is, in fact, a group in the Department of Communications which consists of myself, the Assistant Deputy Minister, Mr. Gilles Bergeron and a number of individuals with responsibilities in the Department which is organizing a group of

M. Macquarrie: J'aime poser des questions au ministre qui ne me déçoit jamais. Il peut lui arriver de me bouleverser et de m'étonner mais il ne me déçoit jamais.

Une voix: Parfois il y met du temps.

M. Macquarrie: J'ai noté que le ministre a parlé d'une mission d'étude. Monsieur le ministre, pouvez-vous donner des détails à ce sujet et nous dire un peu quel est le mandat de ce groupe. Je présume que le concept de réglementation devra attendre que ce groupe ait présenté un rapport.

M. Kierans: C'est vrai, monsieur Macquarrie, nous avons élaboré et présenté un mémoire du cabinet, pour préciser un peu le travail de ce comité; une grande partie du travail sera fait à la Chambre. On étudiera évidemment comment la radiodiffusion est réglementée actuellement, la loi de la radiodiffusion en vertu de la loi du chemin de fer et de la loi de la navigation. Nous comptons entrer plus en détail parce qu'il s'agit évidemment de règlements qui convenaient à l'époque. Maintenant, nous avons l'intention de faire des études en vue de diviser les principes des théories économiques de réglementation dans le domaine des télécommunications, et je crois aussi que la Bell Canada s'y intéresse également et élaborera ses propres études à ce sujet-là. Ensuite nous chercherons à intégrer tous ces règlements qui existent à l'heure actuelle, avec l'aide des gens de l'extérieur.

M. Macquarrie: Cette mission est donc, je pense, un organisme qui existe déjà, avec un personnel venant du ministère des Communications, du Conseil privé, ou de plusieurs ministères de l'État. Qui sont ces membres de l'équipe de cette étude?

M. Kierans: Je demanderais à monsieur Gotlieb de vous donner la liste des divers organismes de l'État qui participent à ce projet.

M. Gotlieb (Sous-ministre, ministère des Communications): Monsieur le président, l'équipe d'étude du ministère des Communications est constituée de moi-même, du sous-ministre adjoint, M. Gilles Bergeron et un nombre de personnes d'une certaine compétence qui organisent un groupe d'étude et ont fait appel aussi à d'autres ministères comme

[Text]

studies involving the co-operation of a number of other departments: the Department of Justice, the Department of Transport, the CRTC, the Department of Secretary of State, departments with different interests and different aspects of communications; which is developing a program for consultation of experts in different fields of Canadian life that will participate and help to perform specific studies for this study mission with a view to the preparation of an overall and comprehensive recommendation to the government.

Mr. Macquarrie: You are all from the Department of Communications?

Mr. Gotlieb: Yes the study mission itself, sir, is a group in the Department of Communications working with other departments. We are not creating this as a formal interdepartmental committee but as a special small group to supervise and to lay out a general program of studies in consultation with other government departments. There may be interdepartmental committees formed to deal with specific aspects of the problems involved but the overall organization and concept is being carried out in the Department of Communications. There will be ample, full co-ordination with other departments and, in particular, with those directly interested in a variety of studies and in the general breadth and scope of the study but it is not an interdepartmental committee.

Mr. Macquarrie: Would it be correct to say that this mission is an emanation from the Department of Communications? Mr. Pickersgill has none of his personnel on it for instance?

Mr. Gotlieb: We would expect assistance from all those in the government including such a person as Mr. Pickersgill could provide on a specific problem, but it is, in fact, sir, an emanation of the department as a study group, as the nucleus.

Mr. Kierans: I might add that all of this group were formerly inside the Department of Transport. They were headed by Mr. Gordon

• 1620

Nixon, who is here with us today. The group in charge of regulations was moved over to the Department of Communications by Order in Council last July 12 and since then, of course, has been formally integrated into the Department.

Mr. Macquarrie: I take it that the terms of reference are internal directives from you, as Minister, as an order in council.

[Interpretation]

celui de la Justice, des Transports, du Conseil de la Radio-Télévision canadienne et du Secrétariat d'État. Ce sont des ministères qui s'intéressent aux divers aspects des télécommunications. Ils mettent au point un programme pour la consultation des spécialistes dans divers domaines de la vie canadienne qui pourront nous aider à procéder à cette étude en vue d'établir un rapport complet et approfondi pour le gouvernement.

M. Macquarrie: Vous êtes tous du ministère des Communications.

M. Gotlieb: La mission elle-même est constituée d'un groupe du ministère des Communications qui travaille avec d'autres ministères. Nous ne créons pas officiellement un Comité interministériel, mais une équipe particulière qui surveille et qui met au point un programme général en consultation avec d'autres ministères du gouvernement. Il y aura peut-être des comités interministériels qui s'occuperont des aspects particuliers en cause, mais l'organisation d'ensemble et le concept se fait évidemment au ministère des Communications. Il y a une coordination avec tous les autres ministères et en particulier avec ceux qui sont directement intéressés à une multitude d'études et à la portée générale de l'étude, mais ce n'est pas un Comité interministériel.

M. Macquarrie: Donc, on peut dire que cette mission est une émanation du ministère des communications? M. Pickersgill n'a personne de son personnel qui y participe.

M. Gotlieb: Nous comptons sur l'aide de tout le gouvernement y compris d'une personne comme M. Pickersgill qui pourrait nous être utile au sujet d'une question particulière, mais c'est avant tout, un groupe d'étude du ministère des communications.

M. Kierans: Puis-je dire que tout ce groupe était au ministère des Transports autrefois, qui était dirigé par M. Gordon Nixon qui était ici aujourd'hui. Le groupe qui s'occupait de la réglementation a été transféré au ministère des Communications par décret du conseil le 12 juillet dernier et depuis il a été intégré au ministère des Communications.

M. Macquarrie: J'ai l'impression que le mandat comprend les directives internes de vous comme ministre plutôt que du décret du Conseil.

[Texte]

Mr. Kierans: There are no directives. We are trying to find out what should be the theory of regulation of telecommunications in this day and age.

Mr. Macquarrie: You have no directives. Do you have terms of reference which we could consult?

Mr. Kierans: I would say that the terms of reference would be to draft the best and most comprehensive system of regulation possible. That would be the directive.

Mr. Macquarrie: "Broad" is not precise.

The Chairman: Are there any further questions on the matter of regulations? Mr. Macquarrie, do you want to continue?

Mr. Macquarrie: I suppose the results of the students study mission will come before the Minister but not before the House?

Mr. Kierans: I suppose we would have to draft legislation. Legislation would have to be drafted and presented to the House resulting from the studies. Because obviously the regulations would not be the same as they are now. They would have to be more comprehensive. As a case in point, they would have to include Telesat.

Mr. Macquarrie: I imagine they would. But I was interested in the scope. I had thought from your earlier remarks, but I must have misunderstood, that we might expect something that would look not only at, Telesat, but at other aspects of the whole field of telecommunications.

Mr. Kierans: This is right; this is what it will do.

Mr. Macquarrie: And—this is so fundamental—that probably it might even have a status loftier, if not more noble, than that of an intra-departmental group.

Mr. Kierans: We intend to commission studies by outside people who are knowledgeable in this field.

Mr. Macquarrie: God forbid that I should ask that the government appoint another task force, but I might...

Mr. Kierans: We ourselves are trying to avoid this, or a royal commission.

[Interprétation]

M. Kierans: Il n'y a pas de directives. Nous cherchons à connaître quelle devrait être la théorie de réglementation en matière de télécommunications, pour aujourd'hui et pour plus tard.

M. Macquarrie: Il n'y a pas de directives. Y a-t-il un mandat officiel?

M. Kierans: Je dirais que le mandat serait d'élaborer le système de réglementation le plus complet et le plus détaillé possible. Telle serait la directive.

M. Macquarrie: Le terme «veste» n'est pas précis.

Le président: Y a-t-il d'autres questions, messieurs, au sujet de la réglementation? Monsieur Macquarrie, voulez-vous continuer?

M. Macquarrie: Je présume que les conclusions de la mission d'études des étudiants seront présentées au ministre mais pas à la Chambre?

M. Kierans: Je pense qu'il faudrait rédiger un texte de loi. La mesure législative devrait être rédigée et présentée à la Chambre des communes, à la suite de ces études. Évidemment, les règlements ne seraient pas les mêmes qu'aujourd'hui. Ils devraient être plus complets et intégrer Télésat.

M. Macquarrie: Je le crois. Ce qui m'intéresse c'est la portée. J'avais pu comprendre, d'après vos premières remarques, qu'on pouvait s'attendre à quelque chose qui pourrait intéresser non seulement Télésat mais les autres aspects du domaine des télécommunications.

M. Kierans: C'est exact. C'est ce qui sera fait.

M. Macquarrie: Cela est tellement fondamental qu'il pourrait probablement avoir un statut plus élevé, sinon plus noble que celui d'un groupe interministériel.

M. Kierans: Nous comptons évidemment faire appel aux gens de l'extérieur qui connaissent le domaine des télécommunications.

M. Macquarrie: Qu'on me pardonne de demander que le gouvernement nomme un autre groupe d'étude, mais cela pourrait être possible.

M. Kierans: Nous assayons de ne pas y avoir recours, ni à une Commission royale d'enquête.

[Text]

Mr. Macquarrie: Beyond the study in tranquility which comes rare enough these days, is there any likelihood of there being public hearings?

Mr. Kierans: Once the broad outlines of the legislation are drafted I imagine there would have to be a white paper and discussion of the regulations. Obviously you would then have hearings on them.

Mr. Macquarrie: Yes, that is good.

The Chairman: And the white paper would presumably be referred to this Committee?

Mr. Kierans: If we are still here, Mr. Chairman.

Mr. McCleave: May I ask a question supplementary to Mr. Macquarrie's, Mr. Chairman?

Mr. Kierans, has any study been made of the constitutional rectitude—I hope I have the right word—of some body being in charge of the regulatory process for something such as this, where you cut across federal or provincial telephone company ownership?

Mr. Kierans: I think we will have to have a large input from the provincial governments on this. We are all interested in the same thing, namely, to devise a system of regulation that will give Canada—all of us—the best possible telecommunications system across the country. We are all interested in this, and I certainly foresee an input from provincial governments.

Mr. McCleave: Several telephone companies have made this point. Provincial governments all have boards, commissions and public utilities and the like. Have any provincial governments made representations on this point?

Mr. Kierans: No, not yet. We are a brand new department. The public is not yet aware of what we intend to do in this area—of, indeed, what we must do in this area. We will certainly get in touch with all of the provincial boards or commissions in charge of regulation of telecommunications. Indeed, I imagine a good many of our ideas will come from what some of them do.

• 1625

For example, I have heard on several different occasions—and, even here in Ottawa—that at the moment one of the best systems of regulation is in Nova Scotia and that we have a great deal to learn from them. This is not an *argumentum ad hominem* by any means. It just seems to be a fact.

[Interpretation]

M. Macquarrie: A part l'étude tranquille qui existe très peu de nos jours, est-il probable qu'il y ait des audiences publiques?

M. Kierans: Une fois qu'on aura rédigé les grandes lignes de la mesure législative, j'imagine qu'il y aura probablement la publication d'un Livre blanc et qu'on discutera de la question de la réglementation. Évidemment, il y aurait alors des audiences.

M. Macquarrie: Oui c'est bien.

Le président: Le Livre blanc serait probablement soumis au Comité?

M. Kierans: Si nous y sommes encore.

M. McCleave: Puis-je poser une question complémentaire, monsieur le président? Monsieur Kierans, une étude a-t-elle été faite sur la droiture constitutionnelle; j'espère avoir le terme exact de quelque organisme chargé de la réglementation relative aux choses de ce genre, où vous allez à l'encontre de la propriété des sociétés de téléphone provinciales et fédérales?

M. Kierans: Je pense qu'il y aura un grand apport de la part des gouvernements provinciaux à ce sujet. Nous cherchons tous à mettre au point un système de réglementation qui permettra au Canada, à nous tous au Canada, d'avoir le meilleur réseau de télécommunications possible à travers le Canada, et je prévois qu'il y aura évidemment un apport des gouvernements provinciaux.

M. McCleave: Plusieurs compagnies de téléphone ont insisté sur ce point. Tous les gouvernements provinciaux ont des commissions, des comités et des services publics et quelque chose du genre. Est-ce qu'un gouvernement provincial a présenté des instances à ce sujet?

M. Kierans: Pas encore. Notre ministère est très nouveau. Le public ne sait pas encore ce que nous voulons faire dans ce secteur et ce que nous devons y faire. Nous entrerons sûrement en contact avec tous les comités et conseils provinciaux chargés de la réglementation en matière de télécommunications. En réalité, j'imagine qu'un grand nombre de nos idées viendront probablement de ce que certains feront. Par exemple, j'ai entendu à diverses occasions, même ici à Ottawa, qu'en ce moment, un des meilleurs systèmes de réglementation existe en Nouvelle-Écosse et que nous avons beaucoup à apprendre d'eux. Ce n'est pas un *argumentum ad nomen* du tout, cela semble être un fait.

[Texte]

Mr. McCleave: I can be very grateful for the kind reference, Mr. Kierans, but I think that some of the telephone companies have made representations to the provinces. As a matter of fact, I know that happened in the case of Nova Scotia. Apparently, however, none of the provinces has risen to the type of bait that the telephone companies have cast before them. Is that a fair assumption to make?

Mr. Kierans: I do not know. I will ask Mr. Gotlieb.

Mr. Gotlieb: A lot of work has been done on the studies, but we are just organizing the general scope of them. In the case of Telesat Canada we are dealing with a corporation whose activities will generally fall under federal jurisdiction, because this is an international system, in a sense. I mean it is in the outer space and it also involves radio communications.

But as the minister has said, it will have an impact on communications throughout Canada; it will have that impact on the provinces; and it will have an impact on matters which are part of their jurisdiction. Consequently, there will have to be full opportunity for the provinces and the governments and the companies involved in the provinces whether crown corporations or private companies—to make known their views in relation to this.

I believe that we are at an early stage relative to the formal organization of these studies, and, accordingly, we do not as yet have any formal view. We have had some informal comments in this Committee, sir.

Mr. McCleave: Yes. I will ask my final question on this point. I think you are right. We are at an early stage. But the fact is that the thing could be launched and in operation perhaps before the provinces or the regulatory bodies would see the need for some overall regulatory body and by that time it could possibly be too late.

Mr. Kierans: I am very sensitive to provincial responsibilities and jurisdiction. Beginning this summer, after the passage of the bill, and so on, we should immediately begin contacting them, telling them what we have in mind, asking them what contribution they could make, and for their help and suggestions and recommendations.

Mr. McCleave: And when you say "them" or "they" you are referring to the provinces, not to the particular boards, or public utilities?

[Interprétation]

M. McCleave: Bon, je vous remercie de cette référence, mais je crois, monsieur Kierans, que certaines compagnies de téléphone ont présenté des instances aux provinces. Ceci est arrivé en Nouvelle-Écosse. Apparemment, aucune des provinces n'a accepté le genre d'appât que les compagnies de téléphone leur ont présenté. Est-ce que ce que je dis est juste?

M. Kierans: Je ne sais pas. J'inviterais monsieur Gotlieb à répondre à cette question.

M. Gotlieb: Les études ont exigé beaucoup de travail. Nous commençons tout simplement à comprendre leur portée générale. Télésat Canada est une société qui relève généralement de la compétence fédérale, parce que c'est un réseau international, d'une certaine manière. Je veux dire qu'elle évolue dans l'espace et qu'elle s'adresse aux radiocommunications. Comme le ministre l'a dit, ceci aura une influence sur les télécommunications à travers le Canada, sur les provinces, sur des questions qui relèvent de leur compétence. Par conséquent, il faudra nécessairement avoir l'occasion pour les provinces, les gouvernements et les sociétés en cause dans les provinces, de savoir si les sociétés de la Couronne ou les entreprises particulières feront connaître leur opinion à cet égard. Je pense que nous sommes au début de l'organisation formelle de ces études et, par conséquent, nous n'avons pas encore d'opinion officielle. Nous n'avons reçu que quelques commentaires officiels au Comité.

M. McCleave: Je poserai une dernière question à ce sujet. Je pense que vous avez raison. Nous en sommes au début de l'étude. Mais, en fait, on ne pourrait pas lancer et mettre une chose en service avant que les provinces ou les organismes de réglementation voient la nécessité d'un organisme de représentation global et, pendant ce temps, il est possible qu'il soit trop tard.

M. Kierans: Je connais très bien le domaine de compétence et les fonctions des provinces. Après l'adoption du bill, nous commencerons immédiatement cet été à entrer en rapport avec les provinces, leur faire part de notre programme, demander leur contribution et leur aide, et nous donner des suggestions et des recommandations.

M. McCleave: Lorsque vous dites «leur», vous parlez des provinces et non pas des commissions spéciales ou des services publics.

[Text]

Mr. Kierans: I think I will have to deal with the minister concerned, as I have previously done. I have written to ministers in the provinces on other matters. I would entrust to them the responsibility of contacting, and discussing it with, their respective commissions.

Mr. McCleave: This is a supplementary suggested by your answer, Mr. Kierans. Is our act sufficiently wide to bring them into the field in which they feel they should be involved.

Mr. Kierans: I am not a lawyer on that.

The Chairman: Mr. Gibson?

Mr. F. E. Gibson (Senior Advisory Counsel, Department of Justice): Mr. Chairman, I am not entirely sure what Mr. McCleave means by "bringing them in". But there is no question that there is nothing in the act to prohibit the type of consultation and discussion to which the Minister is referring.

Mr. McCleave: Perhaps I should clear up any doubts there may be in Mr. Gibson's mind. My question simply relates to the establishing of a regulatory authority after the operations are under way and not before.

Mr. Gibson: Mr. Chairman, there is certainly nothing in this act to preclude the subjecting of the corporation Telesat Canada at any time to a regulatory authority established by parliament.

Mr. McCleave: But it would have to be established by parliament. Would this mean a separate act, Mr. Gibson?

Mr. Gibson: It would mean either a separate act or an amendment to an existing act.

Mr. McCleave: Thank you.

The Chairman: Mr. Schreyer, on a supplementary?

Mr. Schreyer: Yes. Could Mr. Kierans explain why any problems should arise out of the notion of federal regulation of a com-

• 1630

munications facility, in/or service, that is inter-provincial, as this will be? Why do doubt and fear arise that there will be the need for provincial regulation infringing on, or in co-operation with, federal regulation?

Mr. Kierans: I do not think there need be any doubt about it. Within each province they

[Interpretation]

M. Kierans: Je pense qu'il faudra traiter avec le ministre en question, comme je l'ai déjà fait auparavant. J'ai écrit aux ministres provinciaux à propos d'autres questions. Je leur confierais la responsabilité d'établir des rapports et d'en discuter avec leurs commissions respectives.

M. McCleave: Monsieur le ministre, voici une question complémentaire. Est-ce que votre loi est assez large pour les faire entrer dans le domaine dans lequel ils ont l'impression qu'ils devraient être impliqués.

M. Kierans: Je ne suis pas spécialiste en la matière.

Le président: Monsieur Gibson.

M. F. E. Gibson (Conseiller juridique senior, ministère de la Justice): Monsieur le président, je ne suis pas tout à fait certain de ce que veut dire Monsieur McCleave quand il parle de les faire entrer dans le domaine, mais il ne fait aucun doute qu'il n'y a rien dans la loi qui interdise ce genre de consultation et de discussion dont le ministre parle.

M. McCleave: Je pourrais peut-être effacer les doutes qui peuvent subsister dans l'esprit de monsieur Gibson. Ma question a seulement trait à la création d'un organisme de réglementation après que les opérations seront entreprises et pas avant?

M. Gibson: Rien dans cette loi n'interdirait la société Télésat Canada d'être en n'importe quel temps un organisme de réglementation créé par le parlement.

M. McCleave: Mais cela devrait être créé par le parlement? Cela voudrait-il dire qu'il faudrait une loi distincte, monsieur Gibson?

M. Gibson: Cela impliquerait une loi distincte ou une modification de la présente loi.

M. McCleave: Merci.

Le président: Monsieur Schreyer, une question complémentaire?

M. Schreyer: Oui. Monsieur Kierans pourrait peut-être nous expliquer pourquoi la notion de réglementation fédérale d'un organisme ou service interprovincial de télécommunications poserait des problèmes. Pourquoi craint-on qu'il soit nécessaire d'instituer des règlements provinciaux qui pourraient empiéter sur les règlements fédéraux ou y collaborer?

M. Kierans: Je ne crois pas que cela soit inévitable. Chaque province a ses propres

[Texte]

have their own particular regulations, or regulatory bodies. In any opinion the two have to mesh together. It would be in the interest of all Canadians if such regulations did mesh and did not work—*contrecarrer*. Perhaps Mr. Gotlieb could add something.

Mr. Gotlieb: Telesat, as a method of communication, is, I believe, under federal jurisdiction, but it can have an impact on the operation of communications even within a province. There are communication systems serving inside the province which also have a national aspect, since they form part of the total communication system of the country. It is bound to have an impact. It is an exercise in federal jurisdiction, which could have an impact on matters concerning the province, and even areas where they have provincial jurisdiction.

Mr. Schreyer: Everyone agrees that there will be a need for co-operation with the provincial communication authorities and regulatory bodies. The actual regulations themselves, will be drafted and promulgated by the federal authority. Do you think that there will be a need for enabling legislation relative to the regulation by the provincial bodies?

Mr. Gotlieb: Sir, I think that the regulations by the federal authority would be enacted but it is possible that a provincial government or authority might wish to review its legislation. There may be consequent changes in legislation there, or possibly the legislation will not be necessarily affixed. The technology changes as the systems change, so that there may be a need for adjustment and for the adjustment to take the count of cooperation. I think it is very difficult to envisage between any specific changes of this nature, but it is quite possible.

Mr. Schreyer: Let me just put it a little more specifically. For the effective regulation of Telesat Canada, do you foresee the need for any kind of enabling legislation by any provincial body?

Mr. Gotlieb: No, sir.

Mr. Schreyer: May I carry on, Mr. Chairman?

The Chairman: On to another subject?

Mr. Schreyer: No. A regulation.

The Chairman: Right.

Mr. Schreyer: One assumes that before Telesat Canada becomes operational, there will be the convening of rate-base hearings.

[Interprétation]

organismes de réglementation. Il faudrait que les deux puissent coordonner leurs efforts. Ce serait dans l'intérêt de tous les Canadiens que ces règlements aillent de pair et que leur action ne soit pas contrecarrée. Monsieur Gotlieb pourrait peut-être préciser cette question.

M. Gotlieb: Télésat est sous la juridiction du gouvernement fédéral, mais cela pourrait avoir des répercussions sur les télécommunications, même à l'intérieur d'une province. Il y a des réseaux de télécommunications à l'intérieur même de la province, qui ont un aspect national, car ils constituent une partie de tout le réseau de télécommunications du pays. Il s'agit donc d'un problème qui relève de la compétence fédérale et qui pourrait causer des répercussions sur des questions concernant la province et les territoires relevant de la juridiction provinciale.

M. Schreyer: Chacun est d'accord pour dire qu'il faudra coopérer avec les autorités provinciales en matière de télécommunications et les organismes investis d'un pouvoir de réglementation. Les règlements eux-mêmes seront préparés et promulgués par l'autorité fédérale. Une loi d'autorisation serait-elle nécessaire, en ce qui concerne la réglementation faite par les organismes provinciaux?

M. Gotlieb: Je crois que la réglementation, faite par l'autorité fédérale, sera adoptée, mais il est possible que les organismes provinciaux veuillent reviser leur législation. Il y aura peut-être des changements dans les lois, ou il est possible qu'elles ne soient pas appliquées. Il faudra aussi adopter les règlements aux changements techniques et cette adaptation devra tenir compte de la co-opération. Il est assez difficile de songer à des changements précis de cette nature, mais c'est fort possible.

M. Schreyer: Pour aller plus en détails, croyez-vous que, pour la réglementation efficace de Télésat Canada, il faille qu'un organisme provincial adopte une loi habilitante?

M. Gotlieb: Non.

M. Schreyer: Puis-je passer à une autre question?

Le président: Sur un autre sujet?

M. Schreyer: Non. Sur un règlement.

Le président: Très bien.

M. Schreyer: On suppose qu'avant que Télésat Canada entre en fonction, il y aura des audiences sur les tarifs. Qui va tenir ces

[Text]

Who will convene these hearings? Will it be the Department of Communications or the famous Transport Commission or what? I asked that because I am of the view or of the impression that any utility, before it becomes operational and starts charging a rate to its users, must have public rate-base hearings before a rate can be struck and charged.

Mr. Kierans: At the present time, there is no body which could hear that. We are now attempting to work out contracts which will assure a certain amount of revenue to the corporation. It may turn out that these contracts will yield a larger return on invested capital. Then, a regulatory body will be considered justifiable, but by that time, it would have been created. I doubt if the regulatory body would be able to say, in the initial stage, what financial arrangements should be made with the CBC, common carrier, or with a client for a full channel on a sustaining basis. After a year's operation, a regulatory body may say, "Well, at the rates that you have been charging, you have either earned too little or too much". We feel that since the system has now been operating for a year, that this is the rate base which you should charge.

Mr. Schreyer: You are of the view, then, that it will be possible to arrive at a rate between Telesat and the direct users, through a contractual arrangement.

Mr. Kierans: Yes. Based on the contract.

Mr. Schreyer: Without necessarily having any rate base hearings opened.

• 1635

Mr. Kierans: That is right. This is a new venture and a new national policy. We need to invest so many millions of dollars because the nature of the corporation will be that of a profit making one. It may turn out to be more successful or less successful, but these are only forecasts. The results of these will not be known until 1972.

The Chairman: Would it be fair to say Mr. Kierans, that with the estimated revenue requirements which you have outlined, by now you have almost set the rates yourself?

Mr. Kierans: We are setting rates to the common carriers and to the CBC. These are our two greatest customers.

Mr. Schreyer: Mr. Chairman we are finally on regulation. Undoubtedly, Mr. Kierans, you saw the reference in the brief presented by Québec-Téléphone. They refer to a concept of

[Interpretation]

audiences? Le ministère des Communications ou la Commission des Transports? Je pose la question car j'avais l'impression que tout service public, avant d'entrer en fonction et de percevoir des taux, doit tenir des audiences publiques avant qu'on puisse déterminer les taux.

M. Kierans: A l'heure actuelle, il n'y a pas d'organisme compétent. Nous tentons à l'heure actuelle d'en arriver à un contrat qui assurera la société d'un certain revenu. Il se peut toutefois que ces contrats prodiguent une meilleure rentabilité du capital investi. Un organisme de réglementation serait alors justifié. A ce moment-là, il sera déjà établi. Je doute fort qu'il puisse, dès le début, déterminer quelles sont les dispositions financières à conclure avec la Société Radio-Canada, société d'exploitation, ou avec les clients qui pourront louer tel ou tel canal. Mais après un an d'exploitation, un organisme de réglementation pourra dire que, selon les taux qui ont été fixés, la Société reçoit trop ou trop peu. Nous croyons qu'il faut désormais s'en tenir à la base établie.

M. Schreyer: Vous estimez donc qu'il serait possible d'en arriver entre Télésat et les usagers directs au taux en question au moyen de négociations privées.

M. Kierans: Oui. D'après le contrat.

M. Schreyer: Sans avoir nécessairement d'audiences sur les taux.

M. Kierans: C'est juste, car il s'agit d'un nouveau projet et nous devons investir plusieurs millions parce que la société en est une à but lucratif. Il se peut qu'elle ait plus ou moins de succès, mais nous ne connaissons pas de résultats avant 1972.

Le président: Serait-il juste de dire que d'après les normes que vous avez établies, vous avez presque fixé les taux?

M. Kierans: Nous avons fixé des taux qui s'appliqueraient aux sociétés d'exploitation et à la Société Radio-Canada qui sont les deux clients les plus importants.

M. Schreyer: M. Kierans, vous avez entendu ce qu'a dit la Québec Téléphone. On a parlé d'une réglementation totale. Quelle serait, selon vous, la distinction majeure à

[Texte]

theirs which they refer to as total regulation—"la réglementation totale". What, in your view, is the major distinction to be drawn between the Québec-Téléphone's notion of desirable regulation, and that presented by the Trans-Canada Telephone System?

Mr. Kierans: I suggest that you ask Mr. Gotlieb. Mr. Gotlieb is here and knows all the new options of the Quebec position.

Mr. Gotlieb: Sir, we can simply say that to agree with this or that suggestion about the scope of the regulatory function would really be to anticipate the general studies which are under way, and which will be presented to the government and embodied in legislation. I think that the Québec-Téléphone representatives had in mind, a fairly comprehensive scheme of legislation. This is certainly one of the approaches which will be examined. I can not say more about it because that is precisely the purpose of the studies which are now under way.

Mr. Schreyer: That is really the purpose of my question—to ask whether the suggestion put forward by Québec-Téléphone calling for total regulation was being seriously studied by...

Mr. Kierans: It would be one of the options. We would not want to anticipate, as Mr. Gotlieb has said, the findings of the study mission.

Mr. Schreyer: I have one more question, and then I will be finished Mr. Chairman. Mr. Kierans told the Committee, today, that if per chance the common carriers did not choose to enter into the ownership of Telesat Canada, then the Government of Canada would be prepared to proceed on the basis of having just two owners, the government and the public shareholders. If this were to happen, then, the Government of Canada's financial equity input would have to be increased from one-third to one-half of the total. Is that not right?

Mr. Kierans: No. I would not say that, Mr. Schreyer. It could be one-third, or two-thirds on the part of the general public. We have used the one-third, one-third, and one-third as symbolic figures. It can be something else. It could be less on the part of the government, and more on the part of the public. If it is the wish of the telephone companies, it would remain one-third on the part of them. They are not anxious to reduce their participation, but even to increase it to 100 per cent. I do not necessarily see that the government would, itself, be committed to put in more equity or more investment funds.

[Interprétation]

apporter entre la réglementation totale dont parle Québec Téléphone et le genre de réglementation que désire le réseau téléphonique trans-canadien.

M. Kierans: M. Gotlieb va vous donner des renseignements là-dessus.

M. Gotlieb: Si nous étions d'accord avec l'une ou l'autre suggestion sur l'envergure des fonctions de réglementation, nous ne ferions qu'anticiper, par rapport aux études qui sont faites à l'heure actuelle, qui seront présentées au gouvernement et codifiées en mesures législatives. Je crois que les représentants de Québec Téléphone voulaient que les règlements soient très complets et c'est une façon de procéder qui va certainement être étudiée. Mais je ne puis pas y ajouter quoi que ce soit, car c'est précisément l'objectif des études en cours.

M. Schreyer: Je voulais demander si la proposition formulée par Québec Téléphone, en vue d'obtenir une réglementation totale, était étudiée sérieusement...

Mr. Kierans: C'est une des possibilités qui s'offre à nous, mais nous ne voulons pas anticiper par rapport aux constatations des équipes de travail.

M. Schreyer: J'ai une dernière question à poser. M. Kierans a déclaré ce matin que si les sociétés d'exploitation refusaient de participer à Télésat Canada, le gouvernement canadien serait prêt à se lancer seul en collaboration avec la population. Ce qui voudrait dire que si cela devait se produire, le Gouvernement devrait accroître sa participation d'un tiers à la moitié des actions. Est-ce exact?

M. Kierans: Je n'irais pas jusqu'à dire cela. La population pourrait fournir les deux tiers. Nous nous sommes servis de la formule des trois tiers, à titre symbolique. Cela pourrait bien être autre chose. Le gouvernement pourrait fournir moins et la population pourrait fournir davantage, mais si c'est le désir des sociétés téléphoniques, les sociétés téléphoniques pourraient disposer d'un tiers. Je crois qu'elles ne veulent pas que leur participation soit réduite. Je ne crois pas que le Gouvernement voudrait nécessairement investir des sommes plus élevées.

[Text]

The Chairman: Are there further questions at this point? Mr. De Bané?

M. De Bané: Monsieur le président, je voudrais soumettre une motion, et je vais la lire; que le président soit mandaté pour demander aux greffiers des comités de faire des représentations pour hâter l'impression des rapports du Comité; deuxièmement, que notre Comité de l'agenda et des procédures ait seul l'autorité pour décider des séances du Comité et, troisièmement, qu'aucune séance du Comité, annoncée déjà, ne soit éliminée, sauf par le Comité de l'agenda et des procédures. En anglais.

• 1640

I move that:

1. The Chairman be charged with the responsibility to make representations to the Chief of the Committees and Private Legislation Branch in order to have Minutes of Committee meetings prepared more quickly.

2. A majority of the Committee be the only authority to decide on sittings.

3. No meeting that has been scheduled and announced be cancelled, except by a majority of the Committee.

The Chairman: I will have to take that under reservation to find out whether or not it is in order. The first aspect has already been dealt with. For the last three weeks we have been priority No. 1 in the Committees Branch for printing and interpretation. As to the other two points, I am not prepared to rule on them yet. I will take them under advisement and give an opinion on Thursday morning; we will send out a notice to the effect that this will be a voting meeting. In the meantime, send me a copy of that and I will undertake to circulate it to all the members.

Mr. Osler: May I ask a point for clarification? I do not want to extend this argument, however, if a parliamentary committee is duly constituted and has a quorum, is it not its own creature within the terms of reference given to it by Parliament? In other words could it not...

The Chairman: The answer is, no. When we established the rule where we were permitted to have a quorum apply for the purposes of hearing witnesses, we decided that it should not be changed midway because a quorum showed up for the purposes of carrying on further business.

[Interpretation]

Le président: Je vous remercie. Y a-t-il d'autres questions au sujet de cela? Monsieur De Bané?

Mr. De Bané: Mr. Chairman, I wish to bring forth a motion, and I will read it: That the Chairman be enabled to ask the Committee Clerks to make representations in order to speed up the publication of the Committee reports. Secondly, that our Committee on Agenda and Procedures be the sole authority to decide on Committee sittings. Thirdly, that no Committee sitting which has already been announced be cancelled, except through the Committee on Agenda and Procedures.

Je propose:

1. «Que le président soit chargé de faire des représentations au chef du Service des comités et des bills privés en vue d'obtenir que le compte rendu des délibérations des séances du Comité soit préparé plus rapidement.

2. Que seule une majorité des membres du Comité ait pouvoir de décider de la tenue des séances.

3. Que l'on n'annule aucune séance déjà prévue et annoncée, sauf à la demande d'une majorité des membres du Comité.»

Le président: Je devrai la considérer pour savoir si elle est applicable au non. Nous avons déjà traité du premier aspect. Depuis les trois dernières semaines, nous aurons eu la priorité auprès du service des Comités pour l'interprétation et l'impression des comptes rendus. Pour ce qui est des deux autres questions, je ne suis pas prêt à les aborder maintenant. Je vais en prendre note et je vous donnerai mon opinion jeudi matin; nous vous enverrons une note pour préciser s'il s'agit d'une réunion pendant laquelle on prendra le vote. Entre-temps, envoyez-moi un exemplaire de cette proposition, je m'engageai à le distribuer.

M. Osler: Puis-je demander une précision? Je ne voudrais pas poursuivre cette discussion mais, si un comité parlementaire est bel et bien constitué et qu'il jouit du quorum, n'est-ce pas là le mandat accordé par le gouvernement? Autrement dit...

Le président: La réponse est négative. Lorsque nous avons établi la règle d'après laquelle nous pourrions avoir un quorum afin d'entendre les témoins, nous nous sommes engagés à ce moment-là à ne pas modifier ce règlement parce qu'un quorum avait voulu s'occuper d'autres problèmes.

[Texte]

Mr. Osler: You are right. Thank you.

The Chairman: Could we proceed?

M. De Bané: Monsieur le ministre, qu'arriverait-il si, pour toutes sortes de raisons, cette loi n'entraînait pas en vigueur d'ici la fin de la session?

M. Kierans: Oh, ce serait une catastrophe pour le projet, c'est évident, parce qu'on ne pourrait pas alors procéder à la création du satellite, à l'émission d'obligations pour bâtir le satellite. Je ne peux pas moi-même accepter un tel délai.

That is all.

The Chairman: Are there any further questions concerning the matter of regulations which Mr. Macquarrie raised, or on the matter of financing the Telesat which Mr. Schreyer raised? Mr. Macquarrie.

Mr. Macquarrie: I have a question concerning the major catastrophe which was just raised.

The Chairman: I think the Minister dealt with that earlier.

Mr. Stewart (Cochrane): Mr. Chairman, I do not know how you are categorizing this. On this business of the regulatory body, I have a question that is relevant to that subject. Am I permitted to ask my question?

The Chairman: Certainly.

Mr. Stewart (Cochrane): Mr. Minister, I do not know if you were quoted correctly, however, the newspapers gave the impression that your principal objection to the Corporation being strictly a private enterprise bill, was that you did not think that decisions should be made in one board room regarding the...

Mr. Kierans: I was not misquoted.

Mr. Stewart (Cochrane): I brought this up at the meeting where the vice-president of Bell, Mr. de Grandpré, was before us. I asked him if my impression that a body such as Bell-Canada is regulated by the Transportation Commission was correct. I find it hard to understand why there would be an objection to a private organization running the show, if it is regulated in the same way as is Bell.

Mr. Kierans: All right. Bell and other telephone companies are regulated as to rates, including rates of return on their investment. They are not either slowed down or pushed

[Interprétation]

M. Osler: C'est bien. Merci.

Le président: Pouvons-nous poursuivre?

Mr. De Bané: Sir, would you please tell us what would happen if, for a whole number of reasons, this Act were not enforced by the end of the session?

Mr. Kierans: It would be a catastrophe for this project, because we would then not be able to proceed with the building of a satellite, and with the issuing of bonds for that purpose. I, myself, cannot agree to such a delay.

C'est tout.

Le président: C'est tout. Y a-t-il d'autres questions au sujet des règlements dont M. Macquarrie a parlé et au sujet du financement du Télésat dont M. Schreyer a parlé? Monsieur Macquarrie.

M. MacQuarrie: J'ai une question à poser au sujet de la catastrophe dont on vient de parler.

Le président: Je crois que monsieur le ministre en a parlé.

M. Stewart (Cochrane): Monsieur le président, j'ignore de quelle façon vous classez cette affaire. Au sujet de l'organisme de réglementation, j'ai une question à poser. Puis-je la poser?

Le président: Allez-y.

M. Stewart (Cochrane): Monsieur le ministre, je ne sais si on a bien rapporté nos paroles mais les journaux m'ont donné l'impression que notre principale objection residait dans le fait que la société soit une entreprise privée et que vous ne pensiez pas que les décisions devraient être prises simplement par un comité directeur.

M. Kierans: On n'a pas mal rapporté mes paroles.

M. Stewart (Cochrane): J'ai parlé de cela pendant la réunion où était présent le vice-président de la Bell, M. De Grandpré. Je lui ai demandé s'il était vrai qu'un organisme comme la compagnie de téléphone Bell était régie par la Commission sur les transports. Il m'a semblé difficile de comprendre pourquoi on refusait qu'un organisme privé dirige les opérations s'il le fait de la même manière que la compagnie Bell.

M. Kierans: C'est bien. La société de téléphone Bell, comme les autres sociétés de téléphone est réglementée en fonction des taux, y compris les taux de rendement de leurs

[Text]

with respect to the advances in technology and science.

It is part of government policy to want Canada to be in the forefront of communications, and particularly satellite communications. Technologically you can foresee a whole

• 1645

host of possibilities opening up. In a third generation of satellites, you can see direct broadcasting from satellites to homes and so on. Decisions could easily be made; there is not any regulatory authority which could prevent it, or which could have the effect in the case of shareholders, for example, of slowing down the pace of technology, the implementation of technology.

This will not be the case if this is a public corporation; if it is, the government has to bear its share of responsibilities in this area. The only regulation on the telephone companies is with respect to rates and the return on investments.

Mr. Stewart (Cochrane): Are the Northern Electric and other companies in the private field not very forward in the development of the research field of communication?

Mr. Kierans: If I were the President of Bell, I would have a division of responsibilities. I would have to be concerned with the amount of money that I have invested in microwave systems, which is in the nature of \$5 billion in Canada, for telecommunication systems. I am not anxious to speed up the rate of technological change to such an extent that I am going to hasten the rate of obsolescence and not be able to recover. There is a serious financial problem. There must be a tendency to keep pace with it. If the introduction of technological change is adjusted to the absorption rate, then the absorption rate must constitute the sums that flow from normal depreciation, from normal obsolescence. There is a conflict of interests here and quite legitimately so. You know, "conflict of interests" is not a bad term. There is a conflict of objectives here.

Mr. Stewart (Cochrane): It is my impression, though, that in order to keep abreast of what is going on in the world at large, in the United States and Europe, they must keep right up to the mark.

Mr. Kierans: I do not think it is that simple. The States are just as capable of putting up a satellite communications system as we are, but there are forces in the United States that are preventing them from progressing.

[Interpretation]

investissements. Elles ne sont pas ralenties ou accélérées selon ces progrès techniques et scientifiques. Il appartient à la politique canadienne d'être à l'avant-garde des communications et particulièrement les communications par satellite. Du point de vue technique, une foule de possibilités s'offrent à nous. Avec la troisième génération de satellites, il y aura diffusion directe par satellite de foyers en foyers. On pourrait prendre facilement des décisions; aucun organisme de réglementation ne pourrait nous empêcher de les prendre et influencer les actionnaires, par exemple, en ralentissant le rythme du développement technique, et la mise en œuvre de nouvelles techniques. Cela ne se produira pas s'il s'agit d'une société publique car alors le gouvernement devrait assumer sa part de responsabilités dans ce domaine. Le seul règlement sur les compagnies de téléphone concerne les taux et le rendement des investissements.

M. Stewart (Cochrane): La Northern Electric et les autres compagnies qui appartiennent au secteur privé ne sont-elles pas à l'avant-garde en ce qui concerne le progrès dans les recherches touchant les télécommunications?

M. Kierans: Si j'étais le président de la compagnie Bell, je partagerais les responsabilités. Je devrais m'intéresser à la somme d'argent investie dans les réseaux à hyper-fréquence qui s'élève à \$5 milliards au Canada. Je ne suis pas tellement désireux d'accélérer le rythme des progrès techniques à un point tel que ce système deviendra désuet. Il se pose de graves problèmes financiers. On doit tendre à agir au même rythme. Si l'introduction de progrès techniques est adoptée au taux d'absorption, alors, le taux d'absorption doit constituer ces sommes qui sont à la dépréciation et à la désuétude. Il y a un conflit d'intérêts assez important et, c'est tout à fait légitime. Vous savez l'expression «conflit d'intérêts» n'est pas mauvaise. Il y a un conflit d'objectifs.

M. Stewart (Cochrane): Je crois qu'afin de suivre les progrès effectués dans le monde entier, aux États-Unis et en Europe, ils doivent être à la hauteur de la situation.

M. Kierans: Ce n'est pas aussi simple que cela. Les États-Unis sont aussi capables que nous de mettre sur pied un réseau de télécommunications par satellite mais certaines forces les empêchent de progresser. Il n'est

[Texte]

There is not any question of competition between what might be a domestic system in Brazil or Europe or the United States, and what might be a domestic satellite system in Canada. Each country chooses its own pace because each country has a monopoly unto itself, within its own borders, of the manner in which technological change is going to be handled.

Mr. Stewart (Cochrane): Do you feel that in spite of the fact that there may be three Crown corporations involved in the Trans-Canada system, along with Bell-Canada and others, that they would not serve as a body working in the interests of the advancement of technology?

Mr. Kierans: Let us put it this way. The people who first visualized this and who obviously had the most to gain from it, were a group of corporations, Power Corp., Niagara and so on, completely outside of the telecommunications, the common carriers. They saw an opportunity to get into the communication's business by grasping onto what was obviously technological development. I suppose that when they initially put forward their proposal, this gave an impetus to the whole movement in Canada to hasten the speed of change and to get involved in satellite communications.

Mr. Stewart (Cochrane): That is all I wished to know on that regulation business, Mr. Chairman.

The Chairman: Any further questions on the regulatory authority? Then perhaps we could return to Mr. Macquarrie.

Mr. Macquarrie: I will leave the terrestrial realm, Mr. Chairman. In hearings recently, we have heard much about channels being leased for different purposes. It seems, however, that there is always a reference to the sixth channel being used for experimental purposes. There are times when I am inclined to think of this as a five-channel satellite with one left over. I would be interested to know who will be doing the experimenting and for what purposes; also if a good commercial bid appeared would the value of that experimental channel diminish in the face of an offer from someone who would use it?

• 1650

Mr. Kierans: If we made a contract with Bell Telephone, for example, for the leasing of the sixth channel, what they would do with it would be their own affair. I see one of my good friends here and one of his legal advisers. I doubt if that contract would be

[Interprétation]

pas question de composer un réseau interne au Brésil, en Europe et aux États-Unis et un réseau interne de satellite au Canada. Chaque pays agit à son propre rythme parce que chaque pays exerce un monopole chez lui, à l'intérieur de ses frontières, sur la façon d'orienter ses progrès techniques.

M. Stewart (Cochrane): Croyez-vous qu'en dépit du fait qu'il y ait peut-être trois sociétés de la Couronne qui participent au réseau transcanadien dont la Bell-Canada et d'autres sociétés, il ne sera pas un organisme qui favorisera les progrès techniques.

M. Kierans: Disons que ceux qui ont conçu ce projet et qui avaient beaucoup à en retirer étaient des entreprises d'exploitation comme la *Power Corp.*, la *Niagara*, etc. qui ne s'occupaient pas de télécommunications. Ils ont pensé que c'était là le moyen de s'infiltrer dans le domaine des télécommunications en tirant profit des progrès techniques. Je crois que lorsqu'ils ont formulé la première proposition, ils ont donné l'élan à tout ce mouvement au Canada qui a pour but d'accélérer les progrès de s'engager dans le service des télécommunications par satellite.

M. Stewart (Cochrane): C'est tout ce que j'avais à demander au sujet des règlements, monsieur le président.

Le président: Y a-t-il d'autres questions au sujet de l'organisme de réglementation? Nous allons revenir maintenant à M. Macquarrie.

M. Macquarrie: Je laisserai le monde terrestre, monsieur le président. Au cours des séances précédentes, on a beaucoup parlé des canaux qui seraient loués à différentes fins. Il semble, toutefois, qu'on parle toujours du sixième canal qui serait utilisé à des fins expérimentales. Dans certains cas, je crois qu'il s'agit d'un satellite de 5 canaux, avec un sixième qu'on a oublié. J'aimerais savoir qui fera les expériences et à quelles fins. Si on offre une possibilité commerciale intéressante, la valeur de ce canal expérimental diminuera-t-elle?

M. Kierans: Si nous acceptons de louer à la compagnie Bell les 6 canaux, par exemple, elle décide de ce qu'elle en fera. Un de mes bons amis assiste à cette réunion en compagnie de son conseiller juridique. Un autre client a dit que nous pouvons obtenir un

[Text]

drafted in such a way that we could come along later and say: "We have the CTV network or we have IBM, or another customer and we can get more out of renting it to them and therefore your contract is null and void". I just do not think that is going to happen, and we would not want it to happen. How Bell would use it and what their objectives in leasing that channel are, I think would be for Bell to answer.

I would ask Dr. Chapman just to outline some of the possible uses that Bell might make of it. They might want to use it for one reason or another without in any way suggesting that these are Bell's objectives. Suppose you have a situation in which the telephone company or Bell Telephone itself rent a channel. It is a hypothetical situation. Just ask yourself the question, from the point of view of science, what use they can make of it.

Dr. John H. Chapman (Assistant Deputy Minister (Research) Department of Communications: Mr. Minister, I have not discussed this with Bell Canada, so these views are my own.

One of the major problems of satellite communications is what is called the multiple access problem. Let me just compare this with the international satellites situation in which there is one ground station on each side of the ocean and those two ground stations occupy the full capacity of the satellite. In Canada we anticipate more than two ground stations—that is, a larger number having access to the satellite. This creates a technical problem. As you increase the number of users you increase the number of transmissions going into one channel in the satellite, you increase the possibility of interference between these channels—it is called cross-talk, intermodulation and matters of this nature. There is a very considerable economic benefit to be gained if we can find better ways of being able to use a larger number of ground stations with the satellite. This particularly applies in telephone communications to the north.

I would imagine that one of the kinds of experiments that Bell might very seriously intend doing would be to test out, for example, what is called pulse code modulation which in theory would give a considerable advantage in this multiple access situation and would be worth quite a lot in terms of dollars of capacity that can be used, a larger number of telephone channels being available to a larger number of points from the one transponder in the satellite. If I were directing the program at Bell Canada that is the kind of experimentation I would be doing with that channel.

[Interpretation]

meilleur prix en leur louant des canaux et que leur contrat est donc expiré. Je ne crois pas que cela se produise, nous ne le permettrons pas. Comment la compagnie Bell l'utilisera et quels sont ses buts en louant ce canal, cela est à cette compagnie de le décider.

Je vais demander à M. Chapman d'exposer les divers usages que la compagnie Bell pourrait en faire. Si par exemple la Telephone Bell loue un canal, (il s'agit d'une situation hypothétique bien entendu), quels usages en ferait-elle?

M. John R. Chapman (Sous-ministre adjoint, section recherche, ministère des Communications): Je n'ai pas parlé de cette question avec la compagnie Bell, je vais donc exprimer mon point de vue personnel. Un des problèmes majeurs de la communication par satellite, c'est la question des accès multiples. Je vais établir un parallèle avec la situation des satellites internationaux. Il y a une station terrestre de chaque côté de l'océan et les deux stations peuvent capter toutes les ondes émises par le satellite. Au Canada, nous croyons construire plus de deux stations terrestres; un plus grand nombre de stations aurait accès aux satellites. Cela va créer un problème technique, car au fur et à mesure qu'on augmente le nombre des clients, on augmente le nombre des communications qui sont acheminées par les canaux et on augmente par conséquent la possibilité d'interférence entre ces canaux: intermodulation, diaphonie et le reste. Il y aura des avantages économiques à retirer de l'utilisation d'un plus grand nombre de stations terrestres pour capter les émissions de satellites. Ceci s'applique en particulier aux conversations téléphoniques dirigées vers le Nord.

Je crois qu'une des expériences que Bell pourrait fort bien entreprendre, c'est d'utiliser, par exemple, la modulation codée par impulsions, qui est un avantage considérable dans l'accès multiple et aussi du point de vue financier, en ce que cela permettrait d'ouvrir un plus grand nombre de canaux téléphoniques qui relieraient des points plus variés, et c'est ce genre d'expérience que j'entreprendrais si j'étais à la tête du programme de la Bell Canada.

[Texte]

Mr. Macquarrie: So that if we assume that things will go as the Minister predicted some weeks ago before Trans-Canada brought in a suggested amendment, which I take it the Minister is not too keen on, that Bell will be picking up this sixth channel and leasing it at a good stiff fee for experimental purposes.

The Chairman: You are talking more and more like the president of Bell every day.

Mr. Macquarrie: No, I am probably not nearly as much at home in the board rooms of such people as the Minister is, but I am wondering if this is what we expect to be done with this—that this is their area of experimentation.

• 1655

The Chairman: Mr. Osler.

Mr. Osler: Thank you, Mr. Chairman. I would like to ask the Minister three questions and I hope I do not think of any more while we go along.

Have you the ability at this moment to give us any kind of meaningful breakdown of your proposed costs in this satellite? You know, we hear about how much it is liable to cost.

Mr. Kierans: Yes.

Mr. Osler: If you have this information and it is lengthy perhaps it would be better to table it rather than to take up people's time.

Mr. Kierans: No, we have some figures. For the space segment itself, the satellite, we have an estimate of costs of \$41,750,000 up to \$46 million. The additional \$4.25 million is for contingencies.

Mr. Osler: Does that include the second satellite 90 per cent completed?

Mr. Kierans: That is right. And it includes insurance against launch failure and all sorts of things. Now that is for the space segment itself. It includes all the research and engineering—the cost of engineering, the prototype models, an amount for provision of contingencies and development costs, a space craft flight model, even an incentive payment to the contractor, whoever he may be. It also includes telemetry and tracking and ground control equipment. Now beyond that we have the ground segment, one main station \$4 million. We have 20 to 30 TV receive-only stations \$3 million.

Mr. Osler: You mentioned \$4 million before that?

[Interprétation]

M. Macquarrie: Si nous partons du principe que tout va se passer comme l'espérait le ministre avant que le Réseau transcanadien de communications transmarines n'ait apporté ses modifications, la compagnie de téléphone Bell louera ce sixième canal à un joli prix à des fins expérimentales. Je crois que le ministre n'appuie pas cette modification.

Le président: Vous parlez comme un directeur de la compagnie Bell.

M. Macquarrie: Je ne me sens pas à l'aise dans les salles du conseil de ces sociétés comme le ministre pourrait se sentir lui-même, mais je me demande ce qui va se produire. Il s'agit d'un domaine expérimental.

Le président: Monsieur Osler.

M. Osler: Je voudrais poser trois questions au ministre, monsieur le président, et j'espère ne pas penser à d'autres questions. Je voudrais d'abord savoir si vous pouvez, à ce moment-ci, nous donner la répartition des frais que va entraîner la construction de ce satellite. Nous avons une idée du coût possible.

M. Kierans: Oui.

M. Osler: S'il s'agit d'un exposé assez long, vous pourriez peut-être le déposer au dossier, plutôt que de consommer ce temps, si vous avez ces renseignements.

M. Kierans: Nous avons certains chiffres en main. Pour le satellite même, nous estimons un coût d'environ \$41,750,000 à 46 millions de dollars. La somme supplémentaire de 4 millions et demi servira aux frais divers.

M. Osler: Cela comprend-il le second satellite presque entièrement terminé?

M. Kierans: Oui, ceci s'applique au satellite lui-même. Ceci tient compte d'un échec au lancement, de la recherche, de la mise au point, du prototype d'une maquette, des frais d'ingénierie, des frais divers et même d'une prime versée à l'entrepreneur. Ceci tient compte également de la télémétrie et du matériel de contrôle au sol. Il y a également la station terrestre, qui va coûter 4 millions. La station principale, j'entends. Il y aura également de 30 à 40 stations de réception de télévision coûtant 3 millions de dollars.

M. Osler: Vous avez parlé de 4 millions, avant cela.

[Text]

Mr. Kierans: Yes, that was for the main station, and 20 to 30 TV receive-only stations, \$3 million.

Mr. Osler: That is total.

Mr. Kierans: Yes, I will come to that.

Mr. Osler: That is \$3 million.

Mr. Kierans: We have two ARCOM-type stations, \$2.5 million total, and we have two regional-type stations, \$5 million. Now those figures for the ground segment come to a total of \$14.5 million. We again have provision here for escalation but we think that it can be done for \$14.5 million and at an outside figure of \$20.5 million. Now in addition to that we have the launch which is \$6 million.

Mr. Osler: Thank you. Then you get into a position where you have two main classes of customers, one of these being the common carriers and the other being CBC or related television-type networks. How would you propose to saw-off your rates for those two types of carriers? I have in mind the CBC telling us quite definitely, and repeating it, that this will not be more costly to them than proceeding in the normal fashion to carry out their mandate.

This being the case they must have firm projections about what it would cost to go to the present common carriers, use their services, and augment these services with their frontier packages and so on. That adds up to so much and they say it will not cost any more to use the satellite than it would to fulfil their mandate by conventional means. Somebody must have given them a pretty good idea of the rate they will be charged for using the satellite. It follows then that somebody must have given the common carriers a pretty good idea of what rate will be charged. Presumably that bears some relationship to the rate presently being charged with their facilities at the moment or it would be non-competitive. Now if that presumption is true I would like you to comment on what we hear from the common carriers—that it is going to cost considerably more in the first few years to use this system than it would otherwise. I suppose they are really doing it to take a position to windward in the oncoming technology.

• 1700

Mr. Kierans: With reference to the rates for CBC we have been working out possible rates, prices and costs for the three channels.

They have a general idea in ball park figures but I would not like to say specifically

[Interpretation]

M. Kierans: Oui, c'était pour la station principale, et pour les 20 ou 30 station de réception, 3 millions.

M. Osler: Au total?

M. Kierans: Oui, au total.

M. Osler: C'est 3 millions.

M. Kierans: Il y a deux stations du type ARCOM, au total de 2 millions et demi, et deux stations régionales, soit 5 millions. Pour l'élément terrestre donc, le total est de \$14,500,000. Nous avons prévu des augmentations, mais le chiffre ne dépassera pas \$20,500,000. Le lancement coûtera 6 millions, en outre.

M. Osler: Merci. Il y aura donc deux types de clients, les compagnies de messageries et Radio-Canada ou autres réseaux de télévision. Comment proposeriez-vous de fixer les taux pour les entreprises de télécommunication, par exemple Radio-Canada (je répète très nettement, ceci ne sera pas plus cher, selon Radio-Canada, que de procéder de la façon habituelle).

Ceci étant le cas, ils doivent avoir des prévisions sûres quant à ce que cela coûterait de s'en remettre aux entreprises actuelles pour améliorer les services vers les régions éloignées, et le reste. Cela ne coûtera pas plus cher par satellite que par les moyens ordinaires. Alors quelqu'un a dû leur donner une bonne idée des taux qu'ils auront à payer pour utiliser le satellite. Il s'ensuit donc que quelqu'un doit dire aux entreprises quels taux seront imposés. On peut supposer que cela est lié aux taux actuellement chargés. Autrement, il n'y aurait pas concurrence. Si cela est vrai, je voudrais savoir ce que vous pensez de ce que ces compagnies de messageries nous ont dit, soit que cela coûtera beaucoup plus cher au cours des premières années, en utilisant ce système, qu'autrement. Ces entreprises veulent peut-être se placer en bonne position en ce qui concerne les nouvelles techniques.

M. Kierans: En ce qui concerne les taux chargés à Radio-Canada, nous avons fixé des taux possibles, les frais pour les trois canaux.

La Société a une idée générale, en gros chiffres, mais je ne voudrais pas dire précisé-

[Texte]

exactly what the rates are because they could turn out to be half a million dollars either way. With respect to the carriers, they have been stating that the initial cost will be higher than what they can cover through their present system. This I would say is probably true. The point is of course that they are talking in terms of incremental costs to an existing system, whereas we are talking of the beginning of a brand new system, which is undoubtedly going to be the cheapest system in the long run.

They are arguing in terms of the short run, the immediate costs, but the initial capital cost for example of the Telesat thing is in the order of \$65 million to \$70 million. The initial cost of the terrestrial system—Mr. Lester or some other witness said either before the Committee or afterwards—was it before the Committee?

Some hon. Member: Yes.

Mr. Kierans: He said the initial capital cost of their microwave system was about \$250 million.

If we compare the incremental costs five or eight years from now of adding to a satellite system with the incremental costs of adding to a microwave system, the incremental costs of the Telesat or the satellite system would be less.

Mr. Osler: The percentage cost appears to be in the satellite rather than in the ground facilities, the largest percentage.

Mr. Kierans: Yes, that is right.

Mr. Osler: If you bang up a new satellite five years from now it is still going to be the same, is it not?

Mr. Kierans: If you send up another one? The cost of sending up a second one will be the cost of the launch, roughly. But if one of them flamed out and you had to build another one, the cost of it and your insurance cost and the figures I have given you of \$41.75 million—your insurance costs are in there—the costs are insured to the extent of about \$13 million. That is what we could consider to be your incremental costs on another one.

Mr. Osler: Thank you. There is a third question. I would like it very much if you would expand a little bit on your reaction to Trans-Canada Telephone System's views that there may be an unclear area between what you say and what they say the intent of the bill is, and that is the purpose of their amendment.

20303—3½

[Interprétation]

ment quels seront les taux parce que il y aurait peut-être un écart d'un demi million de dollars en plus ou en moins. En ce qui concerne les entreprises de télécommunication elles ont précisé que le coût initial serait plus élevé que ce qui pourrait exister en vertu du système actuel et c'est probablement vrai, mais en fait, ils parlent en termes d'augmentation des coûts dans le présent système alors que nous parlons de l'établissement d'un nouveau réseau, entièrement neuf, et qui je pense serait le système le moins coûteux à longue échéance.

Mais à court terme, ces représentants de ces entreprises parlent à court terme, il s'agit d'une dépense immédiate mais le coût initial pour Téléstat était, je pense, de l'ordre de 65 à 70 millions de dollars. Comme l'a dit M. Lester ou un autre témoin, le coût initial du système terrestre sera... en a-t-il parlé devant le Comité?

Des voix: Oui.

M. Kierans: Le coût initial du système terrestre sera de 250 millions de dollars, et si nous comparons les dépenses supplémentaires dans cinq ans ou huit ans pour le système par satellite avec les dépenses supplémentaires pour un réseau de micro-ondes, je pense que le réseau satellite ou Téléstat permettra de réaliser des économies.

M. Osler: Le plus fort pourcentage semble se rapporter au satellite plutôt qu'aux installations terrestres.

M. Kierans: Oui, c'est exact.

M. Osler: Si vous mettez en orbite un nouveau satellite, dans cinq ans par exemple, le même problème se posera.

M. Kierans: Si vous en envoyez un autre? Le deuxième coûtera approximativement ce que coûtera à ce moment-là le lancement du satellite mais si l'un d'eux explore et que vous deviez en construire un autre, cette dépense, l'assurance, le chiffre de \$41.75 millions dont je vous ai parlé, les dépenses sont couvertes dans une limite, de \$13 millions. c'est ce que nous pourrions considérer comme vos dépenses supplémentaires.

M. Osler: Merci monsieur. Ma troisième question. J'aimerais que vous expliquiez un peu votre réaction au sujet du réseau téléphonique trans-canadien selon laquelle il y aurait une différence entre ce qu'ils prétendent que le bill est et que vous prétendez, et que c'est là la raison de l'amendement qu'ils réclament.

[Text]

Mr. Kierans: You are going to create a corporation and this corporation is going to have its own independent board of directors. A third of those directors presumably will be from the telephone companies themselves. A third will be from the public and a third from the government. These are the people who should be taking the decisions.

Legislation can outline the broad objectives and paths that the government has in mind, and what the government has in mind clearly here is to make communications available to every part of Canada.

• 1705

What the carriers want to do—with respect to the first satellite, there is no problem as far as I can see, unless they decide not to go in. There is no program about one of those channels being rented to a competitor. There is none whatsoever. It looks to me as if it will all be fully booked in about a month or two, that channel and they will be in there. But what they want to do is to put that into legislation so that there will never be any possibility of renting to anybody else except themselves and/or governments.

At no time have I said this, and Mr. de Grandpré in his testimony before this Committee said that all that he wanted to do was to translate what I said in the House into law. I agree perfectly with Mr. de Grandpré that what I said in the House is not law. The bill itself is law, but I never agreed in the House that I was going to eliminate every other potential buyer or any other potential buyer of a full television channel on a sustaining basis. Never at any time.

The bill itself reflects that statement or that statement reflects the bill. The common carriers' amendment would have meant that I had to go back now and say that what I said in the House was really misleading the House, that what I said about possible other clients or customers being those who could handle a full television channel on a sustaining basis is no longer true, because the bill now says that you cannot do it.

The major underlying reason here is that this board of directors, without that article, is going to have a great deal more flexibility to determine its policies and freedom. If that amendment was put in, and supposing I was not in the House and an M.P. and a Minister, and if I were offered a job of being a director, I do not think I would be a bit interested in being a director of Telesat corporation. What could I decide? I could not decide anything against the one third composition of the board of directors put on there by the tele-

[Interpretation]

M. Kierans: Et bien nous allons créer une société qui aura son conseil d'administration indépendant. Le tiers de ces administrateurs seront des compagnies de téléphone elles-mêmes, le tiers, du public, et l'autre tiers, du gouvernement. Alors ce sont ces gens qui prendront les décisions.

La loi peut définir les grands objectifs du gouvernement, mais il s'agit avant tout pour le gouvernement de mettre les communications à la disposition de tous les Canadiens.

Au sujet de ce que les entreprises de télécommunications veulent faire en ce qui concerne le premier satellite, il n'y a pas de problème à moins qu'elles décident de ne pas participer. Il n'y a aucun problème, autant que je sache, en ce qui concerne la location des canaux à des concurrents. La location peut se faire dans un mois ou deux. Mais lorsqu'il s'agit de rédiger une loi il faudra que jamais il ne soit possible de louer à quiconque sauf à eux mêmes ou aux gouvernements.

Je n'ai jamais dit cela et monsieur de Grandpré a dit aussi que tout ce qu'il voulait faire c'était de transcrire dans une loi ce que j'ai déclaré à la Chambre. Et bien ce que j'ai dit à la Chambre n'est pas la loi, c'est le bill lui-même qui devient loi mais je n'ai jamais dit à la Chambre que j'allais éliminer tout autre acheteur potentiel d'un canal de télévision permanent.

Donc le bill lui-même reflète cette déclaration, et la déclaration est une bonne traduction du bill. L'amendement des entreprises d'exploitation m'obligerait à me rétracter et dire que ce que j'ai dit à la Chambre l'induisait en erreur, que ce que j'ai dit au sujet d'autres clients possibles qui pourraient exploiter un autre canal de télévision n'est plus vrai car le bill dit maintenant qu'on ne peut le faire.

Maintenant, la principale raison sous-jacente, c'est que le conseil d'administration sans cet article pourra avoir plus de souplesse pour déterminer sa politique et plus de liberté. Si on ajoute cet amendement, et que je n'étais pas député et ministre et qu'on m'offrait un poste de directeur, je ne crois pas que j'aimerais être administrateur de cette compagnie. Qu'est-ce que je peux décider? Je ne peux rien décider contre le tiers des directeurs représentant les compagnies de téléphone. Je ne pourrais rien décider, je ne peux

[Texte]

phone companies. I could not decide anything or propose anything unless they agreed with it, because they have the corporation exactly the way they want it. The corporation could not sell to anybody else then governments, and at the same time they do not have to buy from the corporation. They can work almost any kind of arrangement. They are negotiating from a position of strength that I do not think they need to have, because I have a great deal of admiration for the acumen, intelligence, imagination, energy, drive and initiative of the telephone companies, and of their ability to influence whatever board of directors they are on.

I think they want all of the cards in the deck cold. I think that there are so many changes going to take place in technology and science, that what we want is a board of directors who have a certain balance of power and authority and who can say, "This is the way technology is going. These are the latest developments. Here is a possibility of us having the first satellite direct to homes and so on. Shall we take advantage of it or not?" The people who might propose this in that board eight or nine or seven years from now may not be able to win their point. But at least they will be able to give it a very good try, whereas if you put it into the legislation, there is no point.

Mr. Osler: I can follow all that. There is an area, though, of you said this, they said that, or they understood you to say such and such, that I would like to see fully cleared up before we have to write our report.

Mr. Kierans: That is right. I do not know what else came afterwards, but certainly in your May 6 hearing, or accounting of the hearing, in the minutes of proceedings and evidence, if you look at page 1728—and you

• 1710

are involved in this, Mr. Osler—you will see there that Mr. de Grandpré, when he started off by saying:

May I interject?

Mr. de Grandpré said that we are interested in inserting into the legislation, into the bill itself, what the Minister said in the House. And then he goes on to quote what the Minister said in the House. The Minister said in the House:

...undivided television channel on a sustaining basis,...

And Mr. de Grandpré quotes him, and then he goes on to say that is the reason for the amendment. But that is not what their amendment said. Their amendment leaves

[Interprétation]

rien proposer non plus à moins d'être d'accord avec cette proposition parce qu'ils peuvent diriger la société comme ils le veulent. La société ne pourrait vendre à personne d'autre, qu'aux gouvernements qui ne sont pas obligés d'acheter d'elle et qui peuvent conclure toutes sortes d'arrangements. Donc, elles négocient à partir d'une position de force dont elles n'ont pas besoin à cause de l'intelligence, de l'imagination, de l'initiative et du dynamisme des compagnies de téléphone et elles peuvent très bien influencer tout conseil d'administration dont elles feraient partie.

Et je pense qu'elle veulent tout avoir en somme. Et je pense qu'il y a tellement de modifications, tellement de progrès dans le domaine de la technologie, de la science, que ce que nous voulons, c'est un conseil d'administration qui a un certain pouvoir, qui pourrait dire: «Voici l'orientation de la technologie, voici les nouveaux développements, voici une possibilité de se développer ou de lancer un nouveau satellite. Est-ce que nous devons en tirer profit ou non?» Les gens qui pourront proposer ça au conseil d'administration d'ici quelques années ne pourront peut-être pas faire valoir leurs vues, mais en tous cas, ils pourront essayer de faire passer leurs idées à ce sujet-là. Alors que si l'on en parle dans la loi, ce sera impossible.

M. Osler: Bon très bien. Vous dites qu'il y a un secteur, ils ont dit ça, vous avez ça et je voudrais qu'on me donne des précisions avant la rédaction du rapport.

M. Kierans: Je ne sais pas ce qui a été dit après, mais en tous cas dans vos délibérations du 6 mai, si vous regardez à la page 1728 du procès verbal je pense, vous verrez que monsieur de Grandpré a dit:

«Puis-je faire un commentaire?»

Monsieur de Grandpré a ajouté que nous cherchons à insérer dans la loi ce que le ministre a dit, puis il a cité la déclaration du ministre. Le ministre a dit:

Capables d'utiliser de façon soutenue un canal entier de télévision.

M. de Grandpré le cite et continue en disant que c'est la raison pour laquelle nous présentons cet amendement mais ce n'est pas ce que dit l'amendement. L'amendement n'en parle

[Text]

this out completely. Their amendment says to carriers only.

Mr. Osler: On the basis that at some point—I am sorry I do not have that with me. I am at a bit of a loss, but it seems to me it was on the basis that you had said this would complement and not be in competition with.

Mr. Kierans: Yes. The Chairman just pointed out to me when I said it in the House. It was right after the recess on April 14, and it appears on page 7496 of *Hansard*. This has to be complementary because we cannot duplicate investment. It is difficult enough to raise investment funds in any event, so you are not going to start duplicating and in this kind of a situation have an excess investment in the communications industry. We should not have excess investment in any industry because we are so short of capital in this country and, as you well know, there are net importers of capital. On the other hand, to also be complementary means that you do not throw the whole game away. They have to be complementary to the satellite system as well and the satellite system also has to have a fair chance of surviving.

Mr. Osler: I could not agree with you more but I felt there might be a conflict there that should be cleared up before we have to decide the matter.

Mr. Kierans: I think they understand now.

The Chairman: Mr. De Bané.

Mr. De Bané: Do I understand correctly that if we accept the amendment proposed by TCTS it will mean, by having only one client, that that client will dictate its rental fee to the corporation?

Mr. Kierans: You would too, would you not? If you were the only client for the three channels you would say, "Why should I give you \$3 million a channel? I will give you \$1 million. Anything over zero is better than the zero you are going to get, because you have no other clients. If you rent each of those three channels to me for \$1 a channel, that is \$3 more than zero."

The Chairman: Mr. McCleave.

Mr. McCleave: I will not ascend into higher mathematics, Mr. Chairman, but I asked Dr. MacIntosh some questions the other day about the powers of the Governor in Council

[Interpretation]

pas en fait, il parle uniquement des entreprises de télécommunications.

M. Osler: Bon, je m'excuse mais je n'ai pas ce compte rendu ici mais il me semble que, en se fondant sur le fait que vous avez dit que c'était en complément et non en concurrence avec les autres compagnies.

M. Kierans: Oui. Le président vient de me dire quand j'ai dit cela à la Chambre. C'était juste après la reprise de la séance du 14 avril, et cela figure à la page 7496 du *Hansard*. Cela doit être complémentaire, car on ne peut pas doubler les investissements. C'est déjà assez difficile d'obtenir des capitaux, de toute façon, qu'on ne va pas faire double emploi et, dans ce cas, avoir un excédent d'investissements dans l'industrie des communications. Il ne doit pas y avoir de surplus d'investissements dans aucune industrie, car nous manquons tellement de capitaux, dans notre pays et, comme vous le savez, il y a des importateurs de capitaux nets. D'autre part, être complémentaire signifie qu'on n'abandonne pas la partie. Ces sociétés doivent aussi être un complément au système de satellites, et celui-ci doit avoir une bonne croyance de survie.

M. Osler: Je suis tout à fait d'accord avec vous là-dessus, mais j'estime qu'il y a peut-être là un conflit qu'il faudrait régler avant de prendre une décision sur cette question.

M. Kierans: Je pense qu'ils comprennent maintenant.

Le président: Monsieur De Bané.

M. De Bané: Dois-je comprendre que, si nous acceptons l'amendement proposé par le réseau téléphonique transcanadien, cela voudra dire qu'en ayant un seul client, celui-ci pourra dicter à la société sa politique en matière de droits de location?

M. Kierans: Vous le feriez, vous aussi, n'est-ce pas? Si vous étiez le seul client de trois canaux, vous diriez: «Pourquoi devrais-je vous donner \$3,000,000, par canal? Je vais vous donner \$1,000,000. Tout ce qui dépasse zéro vaut mieux que le zéro que vous allez obtenir, car vous n'avez pas d'autres clients. Si vous me louez chacun des trois canaux pour \$1, alors ça fait \$3 de plus que zéro.»

Le président: Monsieur McCleave.

M. McCleave: Je ne compte pas m'engager dans de hautes mathématiques, monsieur le président, mais j'avais posé à M. MacIntosh, l'autre jour, certaines questions à propos des

[Texte]

and therefore I think it would be fair to ask Mr. Kierans to comment on the same subject.

The first power, Mr. Kierans, is found at the bottom of page 7 and the top of page 8 with regard to the approval by the Governor in Council of the decision of the board of directors to deal with the issuance at times, consideration and proportions among the three partners of the shares of the corporation. Do you feel it is an absolute necessity that the Governor in Council have that power?

Mr. Kierans: Yes, I think the Governor in Council should have this authority. We are dealing with a very peculiar situation here. The corporation has been set up as an answer to certain national objectives on the part of the present government and the government, in accordance with previous studies culminating in white papers, and so on, decided that they would accept the proposals that were made to them that this should be a mixed corporation in which the government, the public and the common carriers should participate, and this was also one of Dr. MacIntosh's recommendations. Therefore I think the Governor in Council should approve the final determination of the distribution of the shares.

• 1715

Mr. McCleave: My second question on the same point arises out of Clause 12(3) on page 9, which deals with the appointment and election of directors. I have no quarrel with that, but I take it this is regarded as a necessary power. As a matter of fact, by this particular clause you are simply appointing your side of the board of directors.

Mr. Kierans: Yes.

Mr. McCleave: The third power is the power to amend the by-laws, and this is found on page 10. It actually extends through the whole page. It refers to by-laws relating to the board of directors, and so on.

The Chairman: Mr. Gibson.

Mr. Gibson: Mr. Chairman, this power is in relation to a specific type of by-law, that is, a by-law which increases the number of directors, which provides for cumulative voting and which provides for the proportion of representation on the board of directors. Such a by-law is subject to the approval of the Governor in Council and I think the proportion of representation on the board of directors

[Interprétation]

pouvoirs du gouverneur en conseil, et par conséquent, je pense qu'il serait juste de demander les commentaires de M. Kierans à ce sujet.

Le premier pouvoir, M. Kierans, se trouve au bas de la page 7, et au haut de la page 8 pour ce qui est de l'approbation par le gouverneur en conseil de la décision du conseil d'administration de traiter de l'émission de permis aux trois associés détenant des actions de la Société. Croyez-vous que c'est absolument nécessaire que le gouverneur en conseil détienne ce pouvoir?

M. Kierans: Oui, je pense que le gouverneur en conseil devrait détenir ce pouvoir. Il s'agit ici d'une situation tout à fait spéciale. La société a été créée afin que le gouvernement puisse atteindre certains objectifs nationaux, et le gouvernement, pour faire suite à d'autres études qui se sont terminées par la publication de Livres blancs, etc., ont décidé d'accepter les propositions qui leur ont été faites en vue d'en faire une société mixte, composée du gouvernement, du public et des entreprises de télécommunications, et c'est aussi ce que M. MacIntosh avait recommandé. Donc je pense que le gouverneur en conseil devrait approuver la distribution finale des actions.

M. McCleave: Ma seconde question qui porte sur le même sujet découle de l'article 12, paragraphe 3, à la page 9 et qui traite de la nomination et de l'élection des administrateurs. Je ne m'y oppose pas, mais je présume que cela est considéré comme étant un pouvoir nécessaire. En fait, à l'aide de cette article, vous désignez simplement votre propre conseil d'administration.

M. Kierans: Oui.

M. McCleave: Le troisième pouvoir est celui de modifier les Règlements administratifs, et se trouve en page 10. Le texte s'étend sur toute la page et porte sur les Règlements administratifs concernant le conseil d'administration, etc.

Le président: Monsieur Gibson.

M. Gibson: Monsieur le président, ce pouvoir se rapporte à un règlement administratif d'urgence particulier, c'est-à-dire un Règlement qui prévoit l'augmentation du nombre d'administrateurs, qui prévoit le vote cumulatif et qui réglemente la proportion de la représentation au sein du conseil d'administration. Ce règlement doit être approuvé par le gouverneur en conseil et je pense que le

[Text]

is roughly equivalent to the type of reasoning that you put forward in respect to the approval of the allotment of shares.

Mr. MacCleave: May I ask Mr. Gibson a supplementary question. The number could be increased, though, without the concurrence of other members of the partnership?

Mr. Gibson: Mr. Chairman, the first version of this by-law would be enacted prior to the issuance of shares to either those persons who fulfil the statutory conditions or the common carriers. Subsequent versions, of course, would be subject to review in the board room by the directors elected by those shareholders.

Mr. Kierans: It would emanate from them.

Mr. Gibson: That is correct, it would emanate from them, and such a by-law would be subject to review by the shareholders.

Mr. McCleave: Yes, I grant you that, but suppose they objected? The fact remains that the Governor in Council could still increase the number of directors. Is this not so?

Mr. Gibson: No, sir. The original by-law or any amendment thereto would emanate from the corporation and it would be subject only to approval. There would be no power by the Governor in Council to originate any change or any original formulation.

Mr. McCleave: Thank you. My next question deals with page 11, Clause 13(3). I suppose this is simply where the Governor in Council looks after his part of the partnership.

Mr. Kierans: That is right, his own members of the board.

Mr. McCleave: Yes. At the bottom of page 11 Clause 14(1) says that the appointment of the president must be subject to the approval of the Governor in Council. Do you feel this is a necessary power, Mr. Kierans?

Mr. Kierans: The corporation will be operating on a provisional basis for some months before the shares are sold and I certainly do not think we can possibly wait until the permanent character of the board of directors is obtained. In the meantime, we must go ahead with the nomination of at least the president and some other senior officers of the corporation.

Mr. McCleave: I grant you that for the first meeting but what about the annual elections

[Interpretation]

nombre d'administrateurs équivaut, grosso modo, au genre de raisonnement que vous avancez à propos de l'approbation concernant la répartition des actions.

M. McCleave: Puis-je poser une autre question à M. Gibson? Le nombre peut-il être augmenté sans l'accord des autres sociétaires?

M. Gibson: Monsieur le président, la première version de ce règlement sera adoptée avant l'émission des actions aux personnes qui auront rempli les conditions statutaires, ou aux entreprises agréées d'exploitation de télécommunications. Des versions subséquentes seraient évidemment l'objet d'études par les administrateurs élus par les actionnaires.

M. Kierans: Cela émanerait d'eux.

M. Gibson: C'est exact, et ce règlement sera évidemment révisé par les actionnaires.

M. McCleave: Oui, je vous le concède, mais supposons qu'ils s'opposent? Il reste que le gouverneur en conseil pourrait encore accroître le nombre des administrateurs, n'est-ce pas vrai?

M. Gibson: Non monsieur. Le Règlement initial ou toute autre modification apportée à ce Règlement, émanerait de la société elle-même et serait sujet uniquement à l'approbation. Le gouverneur en conseil n'aurait pas le pouvoir de porter des changements.

M. McCleave: Merci. Mon autre question porte sur l'article 13, paragraphe 2 à la page 11. Je suppose que c'est simplement le domaine où le gouverneur en conseil s'occupe de son secteur de la société.

M. Kierans: C'est exact, ses propres membres du conseil d'administration.

M. McCleave: Oui. L'article 14, paragraphe (1) au bas de la page 11 dit que la désignation du président doit être approuvée par le gouverneur en conseil. Croyez-vous que ce pouvoir est nécessaire?

M. Kierans: La société fonctionnera sur une base temporaire pendant un certain nombre de mois avant la vente des actions et je ne pense pas que l'on puisse attendre jusqu'à ce que le Conseil d'administration soit formé. Entre-temps il faut aller de l'avant et au moins nommer un président et certains hauts fonctionnaires de la société.

M. McCleave: Oui d'accord pour la première réunion, mais que pensez-vous des

[Texte]

thereafter, Mr. Kierans? This deals with the annual elections, which was the...

Mr. Kierans: We approve it again because it states:

... thereafter the Board shall, with the approval of the Governor in Council, annually elect a president from among its members.

Mr. McCleave: Yes. This was the point of my question. Do you think this is a necessary power?

Mr. Kierans: That the Governor in Council should not have the right of approval?

• 1720

Mr. McCleave: That he should have the right of approval.

Mr. Kierans: I think he should have the right of approval.

Mr. McCleave: My next question relates to Clause 20(2)(b) on page 16, the approval of transfers between telecommunications common carriers. Frankly, I do not understand the import of this and this is why I raise the question. Suppose telephone company A wants to transfer to telephone company B, and this is satisfactory to both of them. Is there any reason the Governor in Council should have his say in this case? Is this to prevent one telephone company from swallowing up all the interests that the others would have?

Mr. Kierans: We originally approved the allotment. This does not say that we are going to demand that the Maritime Telephone and Telegraph have this or that percentage of the shares. We are simply going to approve the allotment. If there are changes in that approval I think that it follows that we want to approve that also.

Mr. McCleave: You want to approve transfers as well as the original allotment.

The next question then follows from subclause (3) on page 16, the by-laws authorizing the transfers. I suppose you would say this is a power that should be held by the Governor in Council.

Mr. Kierans: Yes, it is approval of by-laws authorizing transfers.

Mr. McCleave: My next question arises out of Clause 33 on page 22, alteration of capital, objects and powers. The first line reads:

[Interprétation]

élections annuelles par la suite, monsieur Kierans? Il s'agit des élections annuelles qui...

M. Kierans: Nous l'approuvons de nouveau parce que le Règlement dit:

Par la suite, le conseil d'administration doit, avec l'approbation du gouverneur en conseil, élire annuellement un président choisi parmi ses membres.

M. McCleave: Oui. C'est pourquoi j'ai posé cette question. Croyez-vous que ce pouvoir est nécessaire?

M. Kierans: Que le gouverneur en conseil ne devrait pas avoir le droit d'approbation?

M. McCleave: Qu'il devrait avoir le droit d'approbation.

M. Kierans: J'estime qu'il devrait avoir le droit d'approbation.

M. McCleave: Mon autre question porte sur l'article 20, (12), (1), à la page 16, concernant l'approbation des Transports entre les entreprises d'exploitation des télécommunications. Franchement, je ne vois pas l'importance et c'est pourquoi je soulève la question. Admettons que la compagnie de téléphone A désire transférer ses actions à la compagnie de téléphone B, et que les deux compagnies sont satisfaites de la transaction. Est-il vraiment nécessaire que le gouverneur en conseil ait son mot à dire là-dessus? Est-ce que c'est pour empêcher une compagnie de téléphone de s'emparer de toutes les actions des autres?

M. Kierans: A l'origine nous avons approuvé la répartition, ce qui ne veut pas dire que nous allons exiger que la *Maritime Telephone and Telegraph* ait tel pourcentage des actions. Nous approuvons simplement la répartition des actions. Si cette répartition est modifiée, je crois qu'il s'ensuit que nous l'approuvons également.

M. McCleave: Vous voulez approuver les transferts aussi bien que les répartitions initiales.

Mon autre question découle du paragraphe 3, à la page 16, les règlements administratifs autorisant les transferts. Je pense que selon vous c'est un pouvoir qui doit être laissé au gouverneur en conseil.

M. Kierans: Oui. C'est l'approbation des règlements administratifs autorisant les transferts.

M. McCleave: Ensuite, page 22, l'article 33, modification du capital-actions, des objets et des pouvoirs. On dit, à la première ligne

[Text]

"Subject to confirmation by letters patent". After reading on, I gather that the letters patent have to be approved by the Governor in Council. I think I am correct in that; Mr. Gibson can correct me if I am wrong and I will not feel hurt if he does. Is this regarded as a necessary power for the Governor in Council?

Mr. Gibson: Mr. Chairman, I do not believe this is subject to approval by Governor in Council. The letters patent referred to here are equivalent to supplementary letters patent issued to an ordinary corporation incorporated under the Canada Corporations Act and are issued by the Minister of Consumer and Corporate Affairs.

Mr. McCleave: One minister, you are right, Mr. Gibson, thank you very much. There is one minister involved here. I have been confining myself to Governor in Council and I will get back to that body in a moment. But, while we are on page 22, at the bottom it states:

...the letters patent become effective on the thirtieth sitting day after they have been laid before Parliament unless before that day either House of Parliament resolves that the letters patent shall be annulled whereupon the letters patent are annulled and of no effect.

Do we not run into the danger there that you could not get a decision from either House of Parliament within that time period; that is, with all good intention it could be presented to the House and then for some reason or another a filibuster sets in, or the like, and you could not get your decision within 30 days? Is that not a danger there, Mr. Gibson? You have seen us at work in Parliament, or not at work.

Mr. Gibson: Mr. Chairman, that is undoubtedly a possibility.

Mr. McCleave: It is a possibility. Fine.

Mr. Kierans: Of course, the person who undertook the filibuster would have to have serious reasons for it.

Mr. McCleave: Oh, there might be...

Mr. Kierans: But there never are serious reasons for it.

Mr. McCleave: ...75 or 100.

My next question arises out of the expropriation powers at the top of page 23. On this, I think I would simply ask the Minister, if he can tear aside the shroud of secrecy that at

[Interpretation]

«Sans réserve de ratification par lettres patentes». Plus loin, on dit qu'il faut que les lettres patentes soient approuvées par le gouverneur en conseil. Je crois que j'ai raison ici. M. Gibson peut me reprendre sans craindre de me blesser si j'ai tort. Est-ce que ce sont des pouvoirs que le gouverneur en conseil doit nécessairement avoir?

M. Gibson: Monsieur le président, je ne pense pas que l'approbation du gouverneur en conseil soit nécessaire. Les lettres patentes dont on parle ici sont en fait des lettres patentes supplémentaires émises aux sociétés constituées en vertu de la Loi sur les corporations canadiennes par le ministère de la Consommation et des Corporations.

M. McCleave: Par un ministre, vous avez raison, monsieur Gibson, je vous remercie. Il y a un ministre en cause ici. Je me suis intéressé uniquement à ce qui concerne le gouverneur en conseil et j'y reviendrai dans un instant. Au bas de la page 22, on dit:

...sauf si l'une ou l'autre des Chambres du Parlement décide entretemps de les annuler, ce qui les rendrait nulles et de nul effet, elles entrent en vigueur le trentième jour de séance qui suit leur dépôt.

Est-ce qu'on ne court pas le risque qu'on n'obtienne pas une décision d'une des deux chambres dans ces délais, c'est-à-dire qu'avec toutes les bonnes intentions du monde on pourrait les présenter à la Chambre, et pour une raison ou pour une autre, il y a une obstruction systématique, et on ne peut obtenir une décision dans les 30 jours? Est-ce qu'il n'y a pas un danger ici, monsieur Gibson? Vous nous avez vus à l'œuvre au Parlement, ou désœuvrés.

M. Gibson: Monsieur le président, c'est évidemment une possibilité.

M. McCleave: C'est une possibilité. Bon.

M. Kierans: Il faudrait avoir une raison sérieuse pour faire de l'obstruction systématique.

M. McCleave: Il peut y avoir...

M. Kierans: Il n'y a jamais de raisons sérieuses.

M. McCleave: ...75 ou 100.

Mon autre question porte sur les pouvoirs d'expropriation au haut de la page 23. Je demande au ministre simplement s'il peut lever le voile du secret qui plane sur la nou-

[Texte]

the moment covers the new Expropriation Act, whether this is going to fit in with what he expects to be new legislation?

Mr. Kierans: I brought that up with the Department of Justice and they said: "Yes".

• 1725

Mr. McCleave: All right, thank you, there is a big clue. Members of the press duly take note.

The next question deals with page 25, Clause 38, subclause (3), the disposal of preferred shares. Is this regarded as a very necessary power by the Governor in Council?

Mr. Kierans: Well, I think so. The Minister of Finance before divesting himself of any investment, I think, would have to explain to his colleagues the reasons for it. It may be simply that of seeking more liquidity, and that implies a request for approval by his colleagues.

Mr. McCleave: That is reasonable. May I now turn—my second last question by the way—to page 26 and the powers in Clause 41 (1), (2) and (3), authority to lend moneys to the company, the guarantees, and the signature of guarantees. I suppose these are regarded as fairly basic powers?

Mr. Kierans: That is right.

Mr. McCleave: Finally, on page 27, the powers in Clauses 43 and 44 where you deal with the amendment to the Schedule A; that is, the Schedule of the carriers, and 44(1) where you may delete. As the second one, Clause 44(1), deals with cancelling of shares of the company and the reduction of the capital stock—Telesat company, I gather, is meant by the word "company" in the second last lines—I wonder whether Mr. Gibson would say there was protection against arbitrary action against one of the telecommunications carrier partners in Telesat.

Mr. Gibson: Mr. Chairman, a motion to amend Clause 43 has been tabled before the Committee, the object of which is to minimize arbitrary action under this Clause. Its effect is to limit the power of the Governor in Council to add to the Schedule.

Mr. McCleave: Yes, I see the amendment. Subclause (b) deals with the deletion of the name of any corporation that ceases to carry on a telecommunication business substantially similar in nature, that is carried on by the others. That is the purport of the amendment, is it not?

[Interprétation]

velle *Loi sur les expropriations*. Est-ce que cet article cadre bien avec les provisions de la nouvelle loi?

M. Kierans: J'ai abordé cette question auprès du ministère de la Justice et on m'a répondu dans l'affirmative.

M. McCleave: Très bien, merci. Cela nous est très utile. Je demande aux membres de la presse d'en prendre note.

Ma prochaine question porte sur la page 25, article 38, paragraphe (3), l'aliénation d'actions privilégiées. Est-ce qu'on considère que c'est un pouvoir dont le gouverneur en conseil ne saurait se passer?

M. Kierans: Je le pense. Avant de se départir de tout placement, le ministre des finances doit expliqué à ses collègues les raisons de son geste. Il se peut qu'il cherche simplement à accroître ses liquidités, et il doit demander l'approbation de ses collègues.

M. McCleave: C'est raisonnable. Puis-je passer maintenant à l'avant dernière de mes questions, à la page 26, des paragraphes (1), (2) et (3) de l'article 41—le pouvoir de prêter de l'argent à la Société, des garanties, et de la signature des garanties. J'imagine qu'on les considère comme des pouvoirs assez fondamentaux?

M. Kierans: C'est très juste.

M. McCleave: Et, enfin à la page 27, les pouvoirs de l'article 43 et 44, lorsqu'il s'agit de modifications apportées à l'Annexe A, l'annexe qui concerne les entreprises de télécommunication et 44(1) qui permet d'annuler. Puisque 44(1) permet d'annuler les actions d'une société et de réduire le capital-actions et je crois qu'à l'avant-dernière ligne le mot «Société» représente la Télésat Canada, je me demande si selon M. Gibson on se protège ici contre les actions arbitraires des entreprises de télécommunication associées à Télésat.

M. Gibson: Monsieur le président, on a déposé une motion pour modifier l'article 43 devant le Comité dont l'objet est de minimiser les actions arbitraires aux termes de cet article. Son objet est de limiter le pouvoir du gouverneur en conseil lorsqu'il s'agit d'ajouter quelque chose à l'Annexe.

M. McCleave: Oui, je vois l'amendement. L'alinéa (b) prévoit le retranchement du nom d'une entreprise qui cesse d'assurer un service de télécommunications de nature semblable, que d'autres assurent à sa place. N'est-ce pas la substance de l'amendement?

[Text]

Mr. Gibson: That is correct. In addition paragraph (a) is limited to the addition of companies that carry on a business substantially similar.

Mr. McCleave: What about Clause 44(1), Mr. Gibson, which is really my main concern.

Mr. Kierans: We have an amendment there, too. In that amendment we are, in effect, striking out line 15 on page 28.

Mr. McCleave: Yes, the Minister after consultation . .

Mr. Kierans: Consultation with the approved common carriers.

Mr. McCleave: This decision may mean that all or most of them fall upon one lone telecommunication carrier.

Mr. Kierans: I think we can rely on the integrity of the carriers and of the Minister.

Mr. McCleave: I did ask Mr. Gibson whether there was protection for the lone wolf in the fold. I am sure I can rely on everybody's integrity but I just wondered what safeguards there were for the fellow who is going to be out.

Mr. Kierans: We have to prove that he is no longer substantially in the carrier business.

Mr. Gibson: Mr. Chairman, Clause 44 simply sets out the results that flow from action under Clause 43. As indicated earlier, a motion to amend is proposed that would tend to minimize the arbitrariness in Clause 43.

Mr. McCleave: Yes, but you could still be in a black-ball situation, could you not, Mr. Gibson? Granted all the discussion and palaver in the world, the fact is that the Minister and the majority of the carriers could make this decision.

Mr. Gibson: Only in the event that the particular person or carrier it is desired to black-ball has, in effect, ceased to carry on a business substantially similar to that carried on by the other common carriers.

The Chairman: What is your definition of substantial?

Mr. Gibson: In the event the person being dealt with felt this phrase was not being rea-

[Interpretation]

M. Gibson: C'est exact. De plus, l'alinéa (a) sur l'addition des corporations dont l'exploitation est jugée substantiellement semblable.

M. McCleave: Et l'article 44, paragraphe (1), Monsieur Gibson, c'est surtout celle-là qui m'intéresse.

M. Kierans: Il y a un amendement à cet article également, pour retrancher la ligne 15, à la page 28.

M. McCleave: Oui, le ministre, après consultation, . . .

M. Kierans: Après consultation avec les entreprises agréées d'exploitation de télécommunications.

M. McCleave: Donc cette décision peut vouloir dire que toutes les actions ou la plupart d'entre elles iront à une seule société.

M. Kierans: On ne mettra pas en cause l'intégrité des entreprises de télécommunication et du ministre.

M. McCleave: J'ai effectivement demandé à M. Gibson si le seul loup dans la bergerie jouit d'une certaine protection. Je sais qu'on peut compter sur l'intégrité de chacun, mais je me demande de quelle sauvegarde jouit celui qui ne sera pas dans le jeu.

M. Kierans: Il faudrait qu'il prouve évidemment qu'il n'est plus dans le domaine des télécommunications.

M. Gibson: Monsieur le président, l'article 44 précise simplement les dispositions de l'article 43. Comme on l'a dit plus tôt, il y a une motion en vue de modifier cet article en vue de minimiser l'aspect arbitraire de l'article 43.

M. McCleave: Oui, mais on peut encore se trouver dans une situation où une société pourrait se trouver désavantagée, n'est-ce pas, Monsieur Gibson? Malgré toutes les discussions possibles, le fait demeure que le ministre et la majorité des entreprises de télécommunication peuvent prendre une telle décision.

M. Gibson: Seulement dans le cas où une personne ou une entreprise en particulier, qu'on veut éliminer cesse d'assurer un service semblable aux autres entreprises d'exploitation.

Le président: Qu'entendez-vous au juste par «substantiel»?

M. Gibson: Si la personne en cause juge qu'on interprète mal cette expression, elle

[Texte]

sonably interpreted he would have recourse to the courts and the courts would determine what was substantially similar.

Mr. McCleave: Thank you, that is the answer I wanted.

The Chairman: Mr. Stewart on a new subject.

Mr. Stewart (Cochrane): Thank you, Mr. Chairman. I would like to go back to an old subject, to what Mr. Osler touched upon in one of his many supplementaries that were not related one to the other. It had to do with insurance against launch failure. Did I understand you to say, Mr. Kierans, that should there be a failure included in the costs before us is an insurance which will pay for how much—for the whole thing?

• 1730

Mr. Kierans: It will pay for the failure. In other words, there is one satellite which is to be sent up and there is another one 90 per cent completed. If it fails the other one which is 90 per cent completed will be finished and launched.

Mr. Stewart (Cochrane): They would pay for the whole cost of that first satellite?

Mr. Kierans: They will pay really for more than that—for more than just the cost of completing something that is already 90 per cent completed and sending it up. You would then have to build another one up to the 90 per cent stage and, in effect, the replacement cost, including the cost of the launch, is estimated at about \$13,250,000. We have not taken it out yet, but the insurance cost is in there.

Mr. Stewart (Cochrane): Suppose everything goes well and the satellite goes up. The other that is 90 per cent completed stays on the ground. In five years you must replace that original satellite. Are you able to replace it with the one that is sitting on the ground partially finished, or do you have to start over again?

Mr. Kierans: No, we can replace it with the one that is already 90 per cent completed. I have to make one modification to your statement. I doubt that we would wait the full five years. By the year 1975 the demand on this could have grown so much that we will want that second one up there.

Mr. Stewart (Cochrane): I wanted to know if you would still be able to use it or would have to have another one.

[Interprétation]

pourrait avoir recours aux tribunaux qui établirait la portée de cette expression.

M. McCleave: Merci, monsieur. C'est la réponse que j'attendais.

Le président: Monsieur Stewart, une question sur un autre sujet.

M. Stewart (Cochrane): Je veux revenir à ce qu'a abordé M. Osler un peu plus tôt dans une de ses questions supplémentaires qui n'étaient pas rattachées les unes aux autres. Il s'agissait d'assurance en cas d'échecs au lancement. Si j'ai bien compris, monsieur Kierans, s'il y avait un échec, on a prévu, dans les coûts présentés, une assurance qui rembourserait quelle proportion? Tout le coût du satellite?

M. Kierans: Le coût en cas d'échec. Autrement dit, il y a un satellite qui sera lancé, et un autre qui est terminé dans une proportion de 90 p. 100. S'il y a échec, celui qui est terminé à 90 p. 100 sera achevé et lancé.

M. Stewart (Cochrane): Ils paieraient pour le coût total de ce premier satellite?

M. Kierans: Il ne s'agira pas simplement des frais nécessaires pour terminer la construction du satellite déjà construit en grande partie. Il faudrait alors en construire un autre que l'on terminerait à 90 p. 100 et, en réalité, les frais de remplacement, y compris les frais de lancement, sont estimés à environ \$13,250,000. La police d'assurance est prévue dans cette somme.

M. Stewart (Cochrane): Supposons que tout va bien et que le satellite monte. L'autre qui est terminé à 90 p. 100 reste au sol. Dans cinq ans il vous faut remplacer ce premier satellite. Est-il possible de le remplacer au moyen du satellite qui est déjà au sol et qui est presque terminé, ou faut-il recommencer?

M. Kierans: Non, nous pouvons le remplacer par celui qui est déjà terminé à 90 p. 100. Je dois apporter une modification à ce que vous avez dit. Je doute que nous ayons à attendre cinq ans, car dès 1975 la demande pour ce genre de diffusion aura tellement augmenté qu'on voudra lancer ce deuxième satellite.

M. Stewart (Cochrane): Je voulais savoir si vous pourriez encore l'utiliser ou devriez en construire un autre. Monsieur Kierans, je

[Text]

Mr. Kierans, I would like to find out just what is included in the various costs. We have been waiting for you to come before us to find out if some of the things we discussed at previous meetings are included in the cost. We heard from one group the claim that they would have to pay subsidies of the order of four times the amount, as I recall—three times the amount, plus—instead of \$1,250,000, \$5 million. Is that your assessment?

Mr. Kierans: As I mentioned earlier, they have a good case in saying that they could do most of what they wanted to do by expanding their existing system and by comparing, therefore, the incremental cost of adding to the present terrestrial system. But they still do not cover large areas of the country that we want to cover. They could provide an additional channel by adding to their existing system and so give us what we want in the way of a full, French-language, television service from coast to coast, but the point we are making here is that we are entering into a brand new system, or way of doing things, and, over the long-run,—and the long run is not very far away—once it is up there the cost of adding capacity to that system will be less than the cost of adding capacity to the existing system.

Mr. Stewart (Cochrane): Yes, I understand that; but there is, nevertheless, a subsidy which must be carried by the private carrier. Is this not so?

Mr. Kierans: No, I do not think you could say that. When they embark on any new investment the original costs of it are not recovered in the first year. Although some manufacturing industries like to recover their full capital investment in three years, I do not suppose this is possible for a regulated industry or for a utility. I think the rates would be a lot higher than they presently are if regulations were to permit this, or the rate-making authority, the Canadian Transport Commission, were to permit this.

We want to compare this as an initial investment in satellite communications compared with the original cost of going into the microwave system. The investment here may be of the order of \$65 million; in their case it was of the order of at least \$250 million, as they said themselves. Does future expansion proceed by way of terrestrial facilities, or

[Interpretation]

voudrais savoir exactement ce qui est compris dans les frais divers. Nous avons attendu que vous vous présentiez au Comité pour savoir si certaines choses dont nous avons discuté lors de réunions précédentes sont comprises dans les frais. Un groupe estime par exemple qu'il faudrait verser des subventions environ quatre fois supérieures à la somme prévue, ou plutôt trois fois supérieures à la somme prévue, plus... Au lieu d'un million et quart, il faudrait payer environ cinq millions de dollars. Est-ce que c'est la façon dont vous envisagez la situation?

M. Kierans: Comme je l'ai dit plus tôt, ils peuvent dire qu'ils pourraient faire presque tout ce qu'ils désirent faire, en donnant une plus grande extension à leur système actuel et par conséquent, en comparant les frais supplémentaires qui s'ajouteraient à ceux du système actuel au sol. Mais il n'en reste pas moins qu'ils ne couvrent toujours pas la partie du pays que nous voulons desservir. Ils pourraient ajouter un réseau et répondre ainsi à ce que nous demandons en fournissant les services de radiodiffusion en langue française d'un océan à l'autre. Mais il n'en reste pas moins que nous lançons un système entièrement nouveau, ou façon nouvelle de procéder. A long terme, et un long terme qui n'est pas tellement éloigné, une fois que le satellite sera rendu dans l'espace, les frais nécessaires pour augmenter la capacité du système actuel seront beaucoup moins élevés.

M. Stewart (Cochrane): Oui, je comprends cela. Il n'en reste pas moins qu'une subvention doit être versée par les stations privées, n'est-ce pas?

M. Kierans: Non, je ne crois pas que vous puissiez dire cela. Lorsqu'on réalise un nouvel investissement, les frais initiaux ne sont pas récupérés la première année. Même si certaines entreprises manufacturières veulent récupérer la totalité de leurs investissements d'immobilisations au bout de trois ans, je ne crois pas que ce soit possible dans le cas d'une industrie soumise à des règlements, ou dans le cas des services d'utilité publique. Je crois que les taux seraient beaucoup plus élevés qu'actuellement si les règlements devaient permettre cela, ou si l'autorité en matière d'établissement des taux, la Commission canadienne des transports, devait le permettre.

Nous allons comparer ce versement à un investissement initial en communications par satellite, par rapport à ce qu'il en coûterait pour un système par micro-ondes. L'investissement est peut-être ici de l'ordre de 65 millions; dans leur cas, il a été d'environ 250 millions au moins. Est-ce que l'on procédera par des installations au sol ou est-ce que l'on

[Texte]

does it proceed along the path of satellite communications? This is what we are entering into now. The initial cost for the first two or three years will be higher for them for the bulk of their services, although it will also enable them to go into new areas such as the eastern Arctic, at less than the cost of building microwave systems up there.

Mr. Stewart (Cochrane): But they do claim, though, that it is going to cost more than it otherwise would have.

Mr. Kierans: In the initial period.

Mr. Stewart (Cochrane): And that money has to come from somewhere. Although it does not come directly from the government, or from the people through the government, it must come from their subscribers. This is their claim.

Mr. Kierans: I do not know if the companies are going to use this as an argument in their present hearings before the Canadian Transport Commission, because you must reflect that these additional costs will not come into being until 1972; so that what impact those costs of 1972 will have on rates in 1969, 1970 and 1971 is up to Mr. Pickersgill and the Canadian Transport Commission to determine.

Mr. Stewart (Cochrane): My next question relating to cost is on what is included in the projected figures. I understand from previous hearings that 18 of the 20 earth stations in the North will supply TV only, and that they would undoubtedly be upgraded at a later date for other types of communications. Is this envisaged in your present plan?

Mr. Kierans: Many months ago, or certainly many weeks ago, in reply, I think, to a question in the House, I said that we could build a satellite system that would cost somewhere between \$60 million and \$160 million. That statement was perfectly valid at the time, because no decisions had then been taken on what kind of system we were going to build. That statement being brought into the present context may prove to be a little confusing. All I was saying at that time was, "Look, you can go at this in a kind of Cadillac way or in a Volkswagen sort of way"—just to do the bare minimum to get your national policy on the road. Therefore, the dressing up, or the refurbishing, or the expansion, of the system, is not taken into the present cost.

[Interprétation]

aura des communications par satellite? Voilà ce que nous allons maintenant considérer. Les frais initiaux des deux ou trois premières semaines seront plus élevés dans leur cas, que pour ce qui est de la majorité de leurs services. Mais cela leur permettra tout de même de desservir l'Est de l'Arctique à un coût moins élevé que la construction de systèmes par micro-ondes.

M. Stewart (Cochrane): Ils prétendent cependant que ce la va leur coûter plus cher que ça n'aurait coûté autrement.

M. Kierans: Dans les débuts.

M. Stewart (Cochrane): Tout cet argent doit venir de quelque part. Il ne vient pas directement du gouvernement ni du public par l'entremise du gouvernement, il doit venir des abonnés. Voilà ce qu'ils disent.

M. Kierans: Je ne sais pas si les sociétés vont se servir de cet argument cette fois-ci devant la Commission canadienne des transports, parce qu'il faut se rappeler que ces frais supplémentaires ne s'ajouteront pas avant 1972. Quel sera l'effet de ces frais supplémentaires sur les taux de 1969, 1970 et 1971, c'est à M. Pickersgill et à la Commission canadienne des transports qu'il reviendra de répondre à cette question.

M. Stewart (Cochrane): La question suivante, que je vous ai posée au sujet des frais qui sont compris dans le montant prévu. Je constate, d'après ce qu'on a dit, que 18 à 20 stations terrestres des régions septentrionales fourniront uniquement des services de télédiffusion, et plus tard, on va les modifier pour qu'elles puissent offrir d'autres genres de communication. Avez-vous tenu compte de ces frais dans votre programme actuel?

M. Kierans: Il y a plusieurs mois, il y a plusieurs semaines du moins, en réponse à une question qui a été posée à la Chambre, j'ai dit que nous construirions un système de télécommunications par satellite qui coûterait entre 60 et 160 millions de dollars. Cette déclaration était tout à fait valable, car aucune décision n'avait été prise à ce moment-là, il fallait déterminer quel genre de système serait construit. Cette déclaration, dans le contexte actuel, va peut-être prêter un peu à confusion. Ce que je voulais dire à ce moment là, c'est qu'on peut entreprendre cela sur une grande échelle ou sur une échelle plus réduite. On peut simplement se contenter de faire le minimum pour lancer une politique nationale. Ainsi, on ne tient pas compte dans les frais actuels de l'entretien ou de l'expansion du système.

[Text]

Mr. Stewart (Cochrane): No; but there are long-range plans for that.

Mr. Kierans: Yes.

Mr. Stewart (Cochrane): Somebody also mentioned that incentive payments were involved in the launching of the satellite. Are these included in the proposed costs?

Mr. Kierans: That is right.

Mr. Stewart (Cochrane): There was an amount of about \$1.5 million, if I remember correctly, as an incentive to the contractor?

Mr. Kierans: Yes; an incentive to the contractor for schedule achievement and quality performance.

Mr. Stewart (Cochrane): About \$1.5 million?

Mr. Kierans: That is right.

Mr. Stewart (Cochrane): And I understand if it stays up a month he gets so much; and if it stays up three months he gets a little more?

Mr. Kierans: Mr. Bergeron has worked that out. Perhaps he would reply to that.

Mr. Gilles Bergeron (Assistant Deputy Minister (Operations)): That is what we refer to as quality achievement. The incentive is scaled along the life of the satellite.

Mr. Stewart (Cochrane): For the whole life of the satellite?

Mr. Bergeron: Generally not the full life, but the first two or two and a half years.

Mr. Stewart (Cochrane): Other costs that did not appear to be included, and about which I asked someone, are the costs of the linkage between the terrestrial facilities outside a city and the city itself. Are these included? I understand they are about \$1 million each.

Mr. Bergeron: No, these rearward connections are not included in the cost of the system. They are to be negotiated with the carriers or the users, because in some cases they could enure to CBC for the TV station receive-only, and in other cases they would be a problem for the carriers.

The costs of these rearward connections were evaluated. It all depends on the mileage between the ground station location and the existing microwave. In general, we assumed

[Interpretation]

M. Stewart (Cochrane): Non; mais il existe des programmes à long terme à cet égard.

M. Kierans: Oui.

M. Stewart (Cochrane): On a dit qu'il y avait des primes d'encouragement rattachées au lancement du satellite. Est-ce que cela est compris dans les frais envisagés?

M. Kierans: C'est exact.

M. Stewart (Cochrane): Nous avons prévu une somme d'un million et demi de dollars, si je me souviens bien, qui sera versée à l'entrepreneur?

M. Kierans: Oui; une prime d'encouragement à l'entrepreneur s'il finit son travail à temps et si le satellite fonctionne bien.

M. Stewart (Cochrane): Environ un million et demi?

M. Kierans: C'est exact.

M. Stewart (Cochrane): Et s'il reste en haut un mois il reçoit davantage; et s'il reste trois mois, encore un peu plus?

M. Kierans: C'est monsieur Bergeron qui s'est occupé de cette question. Voudrait-il bien donner la réponse?

M. R. Gilles Bergeron (Ministère des Communications, sous-ministre adjoint): C'est là où entre en ligne de compte la qualité du travail. Le montant de la prime est établi d'après la durée d'existence du satellite.

M. Stewart (Cochrane): Pour toute la durée d'existence du satellite?

M. Bergeron: En général non pas toute la durée, mais les deux ou trois premières années et demie.

M. Stewart (Cochrane): Il y a d'autres frais qui ne semblaient pas être inclus, et j'ai posé des questions à ce sujet-là. Il s'agit de ce qu'il en coûte pour relier les installations terrestres situées à l'extérieur d'une ville à la ville même. Ces frais sont-ils compris? Si je comprends bien, ils s'élèvent à environ 1 million de dollars chacun.

M. Bergeron: Le coût de ces stations de relais n'est pas compris dans les frais d'installation du système. Ils devront faire l'objet de négociations avec les entreprises d'exploitation de télécommunications ou avec les abonnés parce que dans certains cas ils devront être perçus par la Société Radio-Canada, dans d'autres cas, ce sera le fait des entreprises d'exploitation. Pour ce qui est du coût de ces relais, cela dépend du nombre de milles entre les micro-ondes et la station au sol. Nous esti-

[Texte]

a distance of 50 to 80 miles as the average of these connections. If there are four ground stations which would require these rearward connections that would mean 320 miles of connections, which, in terms of the average cost of microwave, would represent between \$500,000 and \$1 million in investment.

Mr. Stewart (Cochrane): Would this be paid by the government or by the corporation?

Mr. Bergeron: The carriers have indicated to us that they would like to take care of these investments.

Mr. Stewart (Cochrane): I see.

The Chairman: Is that \$500,000 for the whole operation?

Mr. Bergeron: No; that would be for the linkage of the four ground stations.

Mr. Stewart (Cochrane): Thank you. The fellow who was answering to this the other day said that it would be about \$1 million each; do you recall that?

Mr. Bergeron: I do not recall that he said \$1 million each. I think he said \$1 million altogether.

Mr. Stewart (Cochrane): It could be that it was for the whole thing.

The Chairman: We will have to wait until our minutes are available and then we can check up on that.

Mr. Stewart (Cochrane): One other question about costs having to do with the echo suppressors which minimize the time delay and which are a costly individual item; are they also included in the over-all costs?

Mr. Bergeron: No, the echo suppressors are not considered part of the satellite system. They are considered part of the voice circuit system, and insofar as this is part of the voice circuit system they would be the responsibility of the carrier. The cost of these echo suppressors depends on the number of voice circuits. If there is an average of 500 voice circuits, it is estimated that the operating cost of these echo suppressors would be roughly \$250,000 a year.

Mr. Stewart (Cochrane): Thank you. Mr. Minister, one of the main advantages that you spoke about when you first brought forth the proposal for the Corporation was that it would bring the north into better communication with the rest of the country. What north were you referring to? Are you referring to

[Interprétation]

mons qu'en moyenne cette distance varie de 50 à 80 milles. S'il y a quatre stations au sol qui nécessitent des relais semblables, il y aura donc des relais sur une distance de 320 milles, ce qui coûtera, suivant le coût moyen des micro-ondes, entre un demi-million et un million de dollars.

M. Stewart (Cochrane): Et cette somme sera-t-elle versée par le gouvernement ou par les sociétés?

M. Bergeron: Les entreprises d'exploitation nous ont dit qu'elles aimeraient se charger elles-mêmes de ces investissements.

M. Stewart (Cochrane): Je vois.

Le président: Et c'est un demi million pour l'opération complète.

M. Bergeron: Non; ceci s'appliquerait aux postes de relai pour les quatre stations au sol.

M. Stewart (Cochrane): Merci. La personne qui a répondu à cette question l'autre jour a dit qu'il s'agirait plutôt d'un million de dollars par station. Vous souvenez-vous de cela?

M. Bergeron: Je crois qu'il a dit un million de dollars dans l'ensemble.

M. Stewart (Cochrane): Il se peut qu'il s'agissait de l'ensemble.

Le président: Il faudra attendre que nous ayons nos comptes-rendus en main, et nous pourrons alors vérifier.

M. Stewart (Cochrane): Il y a une autre question qui m'intéresse, c'est la question des supprimeurs d'écho qui ont pour but de réduire le délai mais qui coûtent très cher. Sont-ils également compris dans les frais généraux.

M. Bergeron: Non, les supprimeurs d'écho ne font pas partie du système de communications par satellite. Ils font partie du système de circuit de conversation et en tant que tels, ils relèveraient de la Société d'exploitation des communications. Le coût de ces supprimeurs d'écho dépend du nombre de circuits de conversation. S'il y en a 500, le coût d'exploitation de ces supprimeurs d'écho s'établiront à un environ un quart de million de dollars par année.

M. Stewart (Cochrane): Merci. Monsieur le ministre, l'un des principaux avantages dont vous avez parlé lorsque vous avez d'abord présenté la proposition de création de la Société est que cela permettrait au Nord de mieux communiquer avec le reste du pays. De quelle partie du nord parliez-vous? S'a-

[Text]

the north that includes the Labrador area and around Hudson Bay, Dawson Creek and Yellowknife? Is that the north you were referring to?

Mr. Kierans: The entire north.

Mr. Stewart (Cochrane): It seems rather vague as to where these stations will be. Is a fellow up on Hudson Bay considered as part of this thing? Are we supplying to an area, for example, that has more than 500 people? Is there some rule of thumb?

Mr. Kierans: Those are decisions that will be made as to where the earth stations will be located. The possibilities as far as the space segment is concerned are limited only

• 1745

by the boundaries of Canada and then it is decided where the various earth stations are going to be built.

Mr. Stewart (Cochrane): Yes, but in your plans for 20 stations you must have some ideas where they would go.

Mr. Kierans: To tell you geographically, I do not have any ideas right now. I would say that the Board of Directors, including the carriers, will determine this. There will be an input from the Department of Indian Affairs and Northern Development obviously, and from CBC.

Mr. Stewart (Cochrane): I see. This would be determined by the Corporation, then, and I assume they would have certain basic rules to guide them. For example, you would not put one on Akimiski Island where there may be only three families or some such number.

Mr. Kierans: I would doubt that very much. Initially we are going to cover as many people as we possibly can.

If I may, since you are probing quite deeply here, I would like to give you another summary of the cost of the investment and probably clarify one or two things.

There are three major areas of cost; the space segment itself, in the summary that has been given to me, is \$42 million including the launch. In the figures I gave you before it was \$41.75 million so I suppose it has been rounded.

In the ground segment, the stations that you are presently discussing, the cost is \$15 million; in the figure I quoted before it was

[Interpretation]

git-il de la région du Labrador et de celle qui entoure la Baie d'Hudson, Yellowknife et Dawson Creek? Est-ce là la région dont vous parlez?

M. Kierans: Le Nord en entier.

M. Stewart (Cochrane): C'est assez vague quant aux endroits où seront situées ces stations. Considère-t-on qu'une personne se trouvant à la baie d'Hudson fait partie de ce réseau? Est-ce que nous allons desservir, par exemple, des régions qui ont plus de 500 personnes? Y a-t-il une méthode empirique?

M. Kierans: Ce sont des décisions qui seront prises lorsqu'il faudra établir où construire les stations terrestres, et pour autant que l'emplacement spatial est concerné, les

possibilités ne sont limitées que par les frontières du Canada. On va décider où construire les différentes stations terriennes.

M. Stewart (Cochrane): Oui, mais dans vos projets pour 20 stations, vous devez avoir une idée de l'endroit où on les établira?

M. Kierans: Du point de vue géographique, je n'en ai aucune idée pour le moment. Je dirais que le Conseil de direction, comprenant les sociétés d'exploitation des télécommunications, déterminera ces endroits. Il y aura participation du ministère des Affaires Indiennes et du Nord canadien et de la Société de Radio-Canada.

M. Stewart (Cochrane): Je vois. Cela serait déterminé par la Société, et je présume qu'elle se guidera sur certaines règles fondamentales. Il est certain, par exemple que vous ne placerez pas une station sur l'île Akimiski où il y a peut-être trois familles ou à peu près.

M. Kierans: J'en doute forte. Au début nous allons tenter de servir le plus grand nombre de personnes.

Si vous le permettez, puisque vous examinez la question de près ici, j'aimerais vous donner un autre résumé du coût de l'investissement et peut être éclaircir une ou deux questions.

Il y a trois domaines principaux qui peuvent entraîner des frais: l'emplacement spatial lui-même, d'après le sommaire qu'on m'a remis, est de 42 millions de dollars, y compris le lancement du satellite. Le chiffre que je vous ai donné plus tôt était 41.75 millions de dollars. On l'a sans doute arrondi.

Pour ce qui est des stations au sol que vous discutez actuellement, le coût en est de 15 millions de dollars; et le chiffre que j'ai cité

[Texte]

\$14.5 million, and rounding again on the high side, brings it up to \$57 million, taking the \$42 million and the \$15 million, for the space segment and the ground segment.

The administration and the program management and the procurement phase, from April, 1969 to January 1972, is \$2.5 million.

So, that is a figure of \$59.5 million, which includes insurance, an allowance for contingencies and, of course, the launch (that is in the \$42 million)—which can go up to \$69 million. Basically we have a system here where, if everything went very well, we think we can put up for \$59.5 million including all the administration and managing costs between now and the date that it gets up there. That has to be taken as investment: in a sense somebody has to put the money in.

Mr. Stewart (Cochrane): Mr. Minister, supposing everything goes well and the costs are in the order of \$60 million at a time when the Prime Minister is speaking about cutting expenses drastically—and I do not know how much truth there is in it but the papers have hinted that we would be even looking at some of our social security measures—and when we are thinking about drastic cuts all over and a hold-the-line budget, do you think that this is a completely justifiable expenditure when there are private concerns who are willing to do it through private enterprise, bearing in mind our present economic situation and what we want to do to curb inflation?

Mr. Kierans: The actual capital investment or contribution by the government could be of the order of \$10 million. The objectives at the heart of government policy in providing the hardware are to make possible a truly bilingual and bicultural country, and to see that all parts of Canada really come under an umbrella of total communication. It will not apply to your Akimiski Island for some years, but the possibilities are there. Where the people go in reasonable numbers, the satellite makes it possible for them to maintain contact.

• 1750

Therefore, I do not think that an investment of that order by the government is too great or outrageous. We can think, too, of all of the other ancillary benefits. I have only spoken to you in terms of attaining the direct

[Interprétation]

auparavant était de 14.5 millions de dollars et a encore été arrondi en l'augmentant, ce qui nous amène à 57 millions de dollars, au total, pour les deux secteurs.

L'administration, la gestion des programmes et l'étape d'approvisionnement à compter d'avril 1969 jusqu'au mois de janvier 1972, s'établissent à deux millions et demi de dollars.

Il y aura donc un chiffre de 59.5 millions de dollars, ce qui comprend l'assurance et ce qui comprend également une somme prévue pour les frais divers et ceci comprend, bien entendu, les frais de lancement (compris dans les 42 millions de dollars). Ces frais pourront augmenter jusqu'à 69 millions de dollars. Fondamentalement il s'agit d'un système où si tout va bien, nous pourrions nous en tirer pour une somme de 59.5 millions de dollars, y compris tous les frais d'administration et de gestion d'ici au jour où le satellite sera lancé. Cela doit être considéré comme un investissement, en ce sens que quelqu'un doit fournir l'argent.

M. Stewart (Cochrane): Monsieur le ministre, en supposant que tout aille bien et que les frais soient de l'ordre de 60 millions de dollars, à un moment où le premier ministre parle de couper rigoureusement les dépenses, je ne sais pas à quel point c'est vrai, les journaux ont laissé entendre qu'on repenserait même certaines mesures de sécurité sociale, donc, lorsqu'il est question de limiter les dépenses et de faire des coupures au budget, croyez-vous qu'il s'agisse d'une dépense entièrement justifiable alors que des entreprises privées sont prêtes à se lancer là-dedans compte tenu de la conjoncture économique actuelle et de ce que nous voulons faire à l'heure actuelle pour éviter l'inflation.

M. Kierans: Les investissements ou les contributions actuels de fonds consentis par le gouvernement pourraient être de l'ordre de 10 millions de dollars. Les objectifs fondamentaux de la politique gouvernementale en fournissent le matériel est de rendre possible l'existence d'un pays vraiment bilingue et biculturel et de faire en sorte que toutes les parties du Canada soient desservies par un réseau de communication total. Ce réseau n'atteindra peut-être pas l'île Akimiski au début, mais les possibilités sont là. Partout où les gens s'établiront en nombre suffisant, le satellite leur permettra de demeurer en communication.

En conséquence, je ne crois pas qu'un investissement comme celui-ci par le gouvernement soit trop considérable. Nous pouvons également songer à tous les autres avantages auxiliaires. Je ne vous ai parlé qu'en fonction

[Text]

objectives of the government, but the impulse that this will give to research and development, with the major companies, such as the carriers and RCA and Northern Electric, and our own people working in this very advanced technological field and the possible export potential, all of these things make this exactly what it is, really—a minimal investment with a high possibility of a pay-out, of a tremendous pay-out, both in terms of unity and in terms really of Canada herself being in the forefront of one of the new frontiers of science.

The Chairman: Thank you very much, Mr. Minister.

Mr. Macquarrie: I am afraid it is too late for me to ask many questions but I would like to make the observation that I have been somewhat bewildered by the number of stations—I remember what Mr. Davidson said that we were up to 46, I think—and I am amazed at having heard that you actually spent a half million dollars in your costing. Such precision is impressive but there must be something that escapes me. I do not know how you can know so precisely how much they are going to cost and how many there are going to be, and be so little clued in on where they are going to be.

Mr. Kierans: That is a matter of shutting them down, really.

Mr. Macquarrie: Have you not studied where you are going to put them?

Mr. Kierans: I think that is a matter for the Corporation. All that we are saying is that the Corporation then does some really fairly simple studies of population and demography.

Mr. Macquarrie: You have not done that before you arrived at the figures?

Mr. Kierans: I do not think that this is our particular problem. The problem is going to be for the people who use them to say where they want them and for the Corporation itself to determine where the particular earth stations are put up. It is somewhat like a large corporation that decides if it is going to go into the production of a certain product and it decides how much money it can commit to the manufacturing of that product and how much money it has and it relates its investment and it also sets aside a certain amount of money for the building of warehouses in appropriate places but it does not have all of its warehouse locations whether they are in London, Ontario, or Saskatoon instead of Regina. It does not necessarily. It knows it

[Interpretation]

des objectifs directs du gouvernement, mais la poussée que cela donnera à la recherche et au développement, non seulement dans les grandes sociétés comme les entreprises d'exploitation, RCA et Northern Electric et nos propres gens travaillent dans ce domaine technologique avancé et les possibilités d'exportation, toutes ces choses font de cette affaire ce qu'elle est vraiment, un investissement minimal dont les revenus, pourraient être considérables et les avantages pourraient être immenses en fonction de l'unité du Canada et de sa position au premier rang de l'une des nouvelles frontières de la Science.

Le président: Je vous remercie, monsieur le ministre.

M. MacQuarrie: Il est trop tard pour que je pose beaucoup de questions, mais je veux simplement formuler une observation. J'étais quelque peu surpris du nombre de stations. M. Davidson a dit qu'il y en avait 46 et je suis étonné de voir que vous pouvez établir votre prix de revient à un demi million de dollars près. Des prévisions d'une telle précision étonnent mais je crois ne pas bien comprendre. Je m'étonne de voir que vous puissiez donner des chiffres si précis, relativement au prix de revient et au nombre de stations lorsque vous ne savez même pas où ces stations seront construites.

M. Kierans: Il s'agirait tout simplement de les fermer.

M. Macquarrie: N'avez-vous fait aucune étude sur l'emplacement des stations futures?

M. Kierans: C'est une décision qui devra être prise par la société. Tout ce que nous disons et que la Société fait des études démographiques assez simples.

M. Macquarrie: N'en avez-vous pas fait avant de déterminer le prix de revient?

M. Kierans: Je ne crois pas que ce problème doive nous préoccuper. Ce sera au client de dire où ces stations devront être installées. Il appartiendra également à la société de déterminer où les stations terriennes seront établies. C'est le même cas que pour une grande industrie, qui veut produire, fabriquer un certain produit et qui affecte une certaine somme d'argent à la fabrication de ce produit. Cette industrie doit également tenir compte de la construction d'entrepôts dans certains endroits appropriés, tout en ne sachant pas exactement si ce sera à London (Ontario) ou Saskatoon au lieu de Regina. Tout ce qu'elle sait, c'est qu'elle aura besoin d'un tel nombre d'entrepôts et qu'elle choisira probablement les meilleurs emplacements du

[Texte]

needs so many warehouses and it then picks probably the best place in Saskatchewan or in Manitoba or in the Maritimes for having it.

Mr. Macquarrie: I am wondering if that best place could not have been picked now. You talk about the tremendous value that this is going to bring to people—bilingualism and so on. Mr. Davidson seems to have a pretty good idea of where his 46 will be. The people who are to be brought the benefits of this advanced and costly technology should have, I think, a rough idea where they fit into this demographic pattern. I do not know how you can cost this in so precisely without having done some of these things.

Mr. Kierans: The only variable there would be not the cost of actually manufacturing or building the earth station—that is known—but it would be the cost of the land wherever you set the station down. While we have been as conservative as usual and set aside an amount for land—land we are thinking of in the north, I do not think it is going to be an item that we can make very many mistakes about. If I were making a decision on this I think that the location of the earth stations themselves—not the major ones, the regional ones, but the location of the earth stations themselves—would probably be the last decision I would make. You know, you find oil in some part of the Mackenzie Valley in one end of it instead of the other and you have a flow of population out and a flow of population in and I would think that you follow people. Some towns or some small villages with 40 or 50 people now with an oil discovery or some other mineral resource can be 500 or 1,000 in no time flat.

Mr. Macquarrie: But meanwhile you are costing and budgeting for a certain number. You do not know where they are going to be.

Mr. Kierans: To give an initial coverage of the north we know how many we need. The actual location of them—perhaps I am wrong;

• 1755

perhaps Mr. Bergeron or somebody else has the location of them.

Mr. Bergeron: Not for the station in the north.

Mr. Kierans: I think that this is a problem that we can settle at the last—at almost any time.

Mr. Macquarrie: I still think it is a problem that you would be expected, in all respect, to

[Interprétation]

Saskatchewan, du Manitoba ou des Maritimes pour les installer.

M. Macquarrie: Je me demande s'il n'aurait pas été possible de déterminer dès maintenant les emplacements en question. Vous parlez des avantages énormes que cela apportera au public, du point de vue du bilinguisme par exemple. M. Davidson semble avoir une très bonne idée de l'emplacement futur de ces 46 stations. Ceux qui profiteront de ces nouvelles techniques si coûteuses devraient savoir à peu près où on va construire ces stations. Je ne vois vraiment pas comment vous pouvez faire des prévisions aussi précises sans savoir où ces stations seront construites.

M. Kierans: Nous connaissons le prix de revient de la construction des stations terriennes et la seule chose qui pourrait varier est le coût du terrain sur lequel la station sera construite. Nous avons été assez conservateurs, et nous avons affecté un montant pour l'achat de terrains dans les territoires du Nord et nous ne pourrions pas fort nous tromper dans nos affectations. Je crois que l'emplacement des stations terriennes serait sans doute la décision que je prendrais en dernier lieu car si l'on découvre de l'huile dans une certaine région de la vallée du MacKenzie par exemple, il y aura tout de suite un déplacement de population. Et la population de certaines villes ou de certains villages qui est actuellement de 40 ou 50 personnes peut du jour au lendemain s'accroître jusqu'à 500 ou 1,000 personnes à la suite de la découverte de pétrole ou d'autres ressources minérales.

M. Macquarrie: Actuellement vous êtes en train d'établir un budget en pensant à un certain nombre de stations et vous ne savez pas où elles seront construites.

M. Kierans: Nous savons combien de stations seront nécessaires au début pour diffuser des émissions dans le Nord. M. Bergeron

pourra peut-être vous donner une idée de l'emplacement.

M. Bergeron: Non, pas pour le Nord.

M. Kierans: Je crois que c'est une question qui pourrait être réglée à la dernière minute et même n'importe quand.

M. Macquarrie: Je crois que c'est toujours un problème qui devrait avoir été réglé avant

[Text]

have dealt with before you drew up your requirements. You yourself have mentioned the number.

Mr. Kierans: The Corporation will decide this. What we are creating here is a corporation to go into the business of providing communications by satellite and from then on the responsibilities devolve upon that corporation.

Mr. Bergeron: May I add that at present the project office, TCTS and CBC, is involved in studies precisely for the siting of these stations. The main ones are the ones we would like to site first—the stations in the vicinity of Montreal, Toronto, Ottawa, or the triangle of Montreal, Toronto, Ottawa—and studies are going along on that. With regard to costing, you mentioned at the beginning of your remarks that there was a difference of only a half million dollars. There is a lot more leeway in the cost of the ground stations precisely because we have not terminated all our studies. I think the ground stations for the TV receive—only can vary from \$3 million to \$4 million, depending on the number and depending on the location; and a \$1 million difference is a 33½ per cent escalation, which is quite a margin of possible readjustment following the studies.

Mr. Macquarrie: I was impressed by the zeroing in on a half million when there is still so much doubt as to where these will be and I should imagine that there are other factors which would make differentials between the cost of siting something here and something there. I do not know that you can have it both ways; that you can be imprecise as to the location and precise as to the costing. This puzzles me a bit.

Mr. Perrault: In effect, Mr. Minister, you are saying that the value of the satellite cannot be measured in terms of economics alone.

Mr. Kierans: That is right. I think it is going to be a very economical proposition but anyway, let us refer to it as not entirely economic.

Mr. Perrault: I do not think that you would blame the Committee, however, for being somewhat concerned about the cost. We have in mind the fact that the cultural centre here in Ottawa ballooned from \$8 million to \$40 million plus, a six- or seven-time increase, and I think that Committee members are

[Interpretation]

d'établir le prix de revient. Vous-même avez cité un chiffre.

M. Kierans: C'est la société qui va en décider. Nous sommes en train de créer une société qui devra assurer un mode de communication par satellite. Ces responsabilités reposent sur les épaules de la société en question.

M. Bergeron: J'aimerais ajouter qu'actuellement le CTS et la société Radio-Canada effectuent des études qui permettront de déterminer l'emplacement des futures stations terriennes. Il est certain que l'on devra d'abord établir les stations principales qui devront être situées dans la région de Montréal, de Toronto et d'Ottawa. Mais pour ce qui est de l'établissement du prix de revient, vous avez dit au début de votre exposé qu'il n'y avait qu'une différence d'un demi million de dollars. Il y a une beaucoup plus grande latitude en ce qui concerne les coûts des stations au sol justement parce que nous n'avons pas terminé toutes nos études. Je crois que les stations terriennes qui peuvent capter les ondes de télévision peuvent coûter de 3 à 4 millions de dollars d'après le nombre et d'après l'emplacement et une différence d'un demi million de dollars représente une escalade de 33 p. 100. Ceci permet des rajustements considérables à la fin de nos études.

M. Macquarrie: J'ai été très impressionné de voir avec quelles précisions on pouvait établir le marge de différence à un demi million de dollars quand on n'est pas encore sûr de l'emplacement. Je crois qu'il y aura d'autres facteurs qui pourront entraîner des dépenses différentes selon l'emplacement. Je ne crois pas qu'on puisse à la fois établir avec précision un prix de revient et ne même pas savoir à quel emplacement seront construites ces stations terriennes.

M. Perrault: Vous dites, monsieur le ministre que la valeur des satellites ne peut pas être évaluée en terme d'argent seulement.

M. Kierans: C'est juste. Cela commence d'abord par quelque chose d'économique mais ce n'est pas uniquement économique.

M. Perrault: Je ne crois pas que l'on doive en vouloir au Comité quand il désire des précisions concernant le prix de revient. Nous avons ici à Ottawa un centre culturel dont le coût est passé de \$18 millions à quelque \$50 millions et plus et je pense que les membres du Comité ont raison d'être très prudents

[Texte]

naturally cautious when they approach an expenditure of this magnitude and wonder if there is going to be a fivefold error involved in the satellite cost.

In that connection, what kind of critical path has been established? Is it conceivable, for example, that a month's delay, two months', three months', could mean substantially greater costs, even a natural slowdown in the passage of this legislation through the House of Commons?

Mr. Kierans: You have a lot of problems. You have a lot of scientists and people who are waiting to go to work on this. What do you do with them meanwhile? Get them started on another project, let us say a resource satellite or something completely different, do you mean, if this bill did not go through?

Mr. Perrault: I have this in mind, for example. We have a cost which you have provided the Committee and if there is a delay in a month, for example even if our Committee meetings are going to be delayed for one reason or another, could that conceivably alter the cost, or is this an insignificant factor within the next 12 months, for example?

Mr. Kierans: I think that we have to have this legislation passed within the next month. We certainly have to have it passed this session.

The Chairman: In the meantime this Committee has a critical problem too. I am told, for example, that the Committees Branch is running about 125 to 130 committee reports behind and that reports of this Committee have been given a priority ever since we began hearings on the Telesat Bill.

Mr. Perrault: In that connection, Mr. Chairman, we have a resolution before the Committee. I have here a resolution to offer about the work of the Committee that I would like to advance for consideration of the Committee.

The Chairman: If you will read it I will take it under advisement.

Mr. Perrault: I will read my resolution and perhaps somebody will be willing to second it.

• 1800

I move that in view of the critical path established for the satellite projects. Committee hearings continue on the previously announced schedule despite a temporary lack of printed reports of Committee hearings.

[Interprétation]

quand ils étudient une question budgétaire de cette importance et de se demander si dans le cas des satellites, le prix de revient sera également quintuplé.

Au sujet des satellites, quel cheminement critique a-t-on établi? Est-ce qu'il est possible par exemple que tout délai de un, deux ou trois mois ferait augmenter considérablement le prix de revient. Augmenterait-il aussi si les mesures législatives n'étaient pas adoptées aussi rapidement que prévu?

M. Kierans: Quand vous avez des spécialistes qui sont prêts à attaquer les problèmes, faut-il les faire attendre, faut-il les occuper à d'autres travaux, si le projet de loi n'était pas approuvé? Est-ce cela que vous voulez dire?

M. Perrault: Voici. Vous nous avez donné un prix de revient. S'il devait y avoir du retard pour une raison ou pour une autre dans les réunions de notre comité, cela influencerait-il sur le prix de revient? S'il s'agissait d'un retard de douze mois, par exemple?

M. Kierans: Je crois que nous devons passer ces mesures législatives au cours du prochain mois. En tous cas, nous devons les passer pendant la présente session.

Le président: Le comité connaît un autre problème d'importance. On me dit que la Direction des comités est de 125 à 130 comités en arrière alors que l'on a donné la priorité aux rapports de ce comité depuis le début des audiences sur le projet de loi Tétéat.

M. Perrault: J'ai une proposition à faire à ce sujet, M. le Président. Et j'aimerais que le comité l'étudie.

Le président: Si vous voulez lire votre proposition, j'en tiendrai compte.

M. Perrault: Je vais faire lecture de ma proposition et peut-être y aura-t-il un membre du Comité qui voudra la seconder. Je propose qu'étant donné le cheminement critique établi pour le projet des satellites, les audiences du comité continuent selon l'horaire établi précédemment en dépit du manque temporaire de rapports imprimés des audiences du Comité. Quelqu'un veut-il seconder ma motion?

[Text]

I do not know whether I have a seconder or not.

Mr. De Bané: I will gladly second the motion.

The Chairman: We do not need that. We will take that under advisement and we will discuss the matter. We will have a business meeting on Thursday next.

Mr. De Bané: But we cancelled the meetings for tonight and tomorrow.

The Chairman: That is right. I think if there is no further discussion we can adjourn. The Minister has somebody waiting for him and we will meet Thursday morning at 9:30.

Mr. De Bané: Mr. Perrault is presenting a motion.

The Chairman: We cannot vote on it because of the particular form of rules which we have adopted in this Committee. When a meeting is called for the purpose of hearing witnesses only, the quorum requirement is five. We cannot change that arbitrarily half through a meeting to suit one group here.

Mr. Perrault: How many do we have here?

The Chairman: There are not enough. For a business meeting, in order to pass motions, you require a quorum of 11, and since we did adopt this form of procedure we have to adhere to it strictly.

Mr. Kierans: Your heart is in the right place.

Mr. Perrault: My concern is this. If we had to delay all of our committee meetings in the House of Commons until we received *Hansard* printed reports of committee hearings, then we would cancel every meeting in Ottawa tonight.

The Chairman: That is correct, but you cannot present a report from a Committee to the House of Commons on legislation unless you have every piece of evidence and material that has been presented to this Committee with that report. It does not matter whether or not you want to go ahead. In the final analysis we are going to have to stretch it out anyway and wait until they are completed.

Mr. Perrault: If we are heading into a crisis situation with respect to these committee reports, not only in this committee but also in other committees, then we should remove some of the red tape and make sure that the

[Interpretation]

M. De Bané: Je la seconderais volontiers.

Le président: Cela n'est pas nécessaire. Nous tiendrons compte de votre proposition et en discuterons par la suite. Nous nous réunirons de nouveau jeudi prochain.

M. De Bané: Mais nous avons annulé les séances de ce soir et de demain.

Le président: Oui. Nous pouvons ajourner la séance s'il n'y a plus d'autres points à discuter. Le ministre est attendu, nous nous réunirons de nouveau jeudi prochain à 9 h. 30 du matin.

M. De Bané: M. Perrault a fait une motion.

Le président: Nous ne pouvons voter car nous avons adopté des règlements spéciaux. Lorsque nous entendons seulement des témoins à l'audience, le quorum doit être de cinq. Nous ne pouvons changer les règlements pour plaire à certaines personnes.

M. Perrault: A combien sommes-nous ici?

Le président: Nous ne sommes pas en nombre suffisant. Pour les réunions de travail il faut le quorum pour adopter des motions mais puisque nous avons adopté cette procédure il faut la respecter strictement.

M. Kierans: C'est exactement cela.

M. Perrault: Voici ce qui m'inquiète, si nous retardions toutes nos réunions du comité de la Chambre des communes jusqu'à ce que nous ayons les délibérations imprimées du «hansard», nous annulerons toutes les réunions ce soir à Ottawa.

Le président: C'est juste, mais vous ne pouvez pas présenter un rapport du comité à la Chambre des communes sans avoir toutes les pièces de la preuve et la documentation présentée au comité avec ce rapport. Donc peu importe que nous continuons ou non, en dernière analyse il faudra attendre de toute façon que nous ayons les délibérations imprimées.

M. Perrault: Si nous nous approchons d'une crise en ce qui concerne les compte-rendus des comités, non seulement le nôtre mais aussi les autres, il faudrait enlever certaines difficultés administratives et s'assurer que les

[Texte]

vital legislation is not going to be held up by this kind of bookkeeping.

Mr. Kierans: Even the mail is not that late.

Mr. Perrault: That is right.

The Chairman: I could not agree with you more. The meeting is adjourned.

[Interprétation]

mesures législatives les plus importantes ne soient pas retardées par des raisons administratives.

M. Kierans: Même le courrier n'a pas autant de retard.

M. Perrault: C'est juste.

Le président: Je ne suis plus d'accord avec vous. La réunion est ajournée.

OFFICIAL BILINGUAL ISSUE

FASCICULE BILINGUE OFFICIEL

HOUSE OF COMMONS

CHAMBRE DES COMMUNES

First Session

Première session de la

Twenty-eighth Parliament, 1968-69

vingt-huitième législature, 1968-1969

STANDING COMMITTEE

COMITÉ PERMANENT

ON

DE LA

BROADCASTING,
FILMS AND ASSISTANCE
TO THE ARTS

RADIODIFFUSION,
DES FILMS ET DE L'ASSISTANCE
AUX ARTS

Chairman

Mr. John M. Reid

Président

MINUTES OF PROCEEDINGS
AND EVIDENCE

LIBRARY

JUN 19 1969

PROCÈS-VERBAUX ET
TÉMOIGNAGES

No. 40

THURSDAY, MAY 22, 1969

LE JEUDI 22 MAI 1969

Respecting

Concernant le

BILL C-184,

BILL C-184,

An Act to establish a Canadian corporation
for telecommunication by satellite.

Loi créant une Société de télécommuni-
cations par satellite pour le Canada.

WITNESSES—TÉMOINS

(See Minutes of Proceedings)

(Voir le procès-verbal)

STANDING COMMITTEE ON
BROADCASTING, FILMS AND
ASSISTANCE TO THE ARTS

COMITÉ PERMANENT DE LA
RADIODIFFUSION, DES FILMS ET DE
L'ASSISTANCE AUX ARTS

Chairman
Vice-Chairman

Mr. John M. Reid
M. J.-A. Mongrain

Président
Vice-président

and Messrs.

et MM.

De Bané,
Dinsdale,
Givens,
Guilbault,
Hymmen,
La Salle,
Macquarrie,

Marchand (*Kamloops-
Cariboo*),
Matte,
McCleave,
Nystrom,
Osler,
Paproski,

Perrault,
Portelance,
Schreyer,
Schumacher,
Stewart (*Cochrane*)—
(20).

Le secrétaire du Comité,
M. Slack,
Clerk of the Committee.

[Text]

MINUTES OF PROCEEDINGS

THURSDAY, May 22, 1969.
(45)

The Standing Committee on Broadcasting, Films and Assistance to the Arts met this day at 9:40 a.m. The Chairman, Mr. John M. Reid, presided.

Members present: Messrs. Macquarrie, McCleave, Nystrom, Perrault, Portelance, Reid, Schreyer, Schumacher, Stewart (*Cochrane*) (9).

Witnesses: Mr. F. G. Gibson, Senior Advisory Counsel, Department of Justice, and Mr. A. E. Gotlieb, Deputy Minister, Department of Communications.

The Committee resumed consideration of Bill C-184, An Act to establish a Canadian corporation for telecommunication by satellite.

The Committee reviewed clauses 17 to 46 inclusive and Schedules A and B of Bill C-184 and Messrs. Gibson and Gotlieb were examined thereon; the Committee then reviewed clauses 5, 8 and 12.

The examination of the witnesses still continuing, at 11:30 a.m., the Committee adjourned until 9:30 a.m. on Tuesday, May 27, 1969 for final clause-by-clause consideration of Bill C-184.

[Traduction]

PROCÈS-VERBAL

Le JEUDI 22 mai 1969.
(45)

Le Comité permanent de la radiodiffusion, des films et de l'assistance aux arts se réunit ce matin à 9 h. 40, sous la présidence de M. John M. Reid, président.

Présents: MM. Macquarrie, McCleave, Nystrom, Perrault, Portelance, Reid, Schreyer, Schumacher, Stewart (*Cochrane*)—(9).

Témoins: M. F. G. Gibson, conseiller juridique senior, ministère de la Justice, et M. A. E. Gotlieb, sous-ministre, ministère des Communications.

Le Comité reprend l'examen du Bill C-184, Loi créant une Société de télécommunications par satellite pour le Canada.

Le Comité examine les articles 17 à 46 inclus, ainsi que les Annexes A et B, du Bill C-184, et MM. Gibson et Gotlieb répondent à des questions à ce sujet; le Comité examine ensuite les articles 5, 8 et 12.

L'interrogation des témoins se poursuivant, à 11 h. 30 du matin, le Comité s'ajourne jusqu'au mardi 27 mai 1969 à 9 h. 30 du matin, séance au cours de laquelle il terminera l'étude article par article du Bill C-184.

Le secrétaire du Comité,

M. Slack,

Clerk of the Committee.

[Texte]

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

Thursday, May 22, 1969

• 0942

The Chairman: Gentlemen, perhaps we could now proceed.

Last Thursday evening we were having a preliminary clause-by-clause discussion of the bill and I believe we broke off at Clause 16. Clause 17.

Mr. Macquarrie: I was wondering if I could ask Mr. Gibson—not to be difficult but to be informed—if it should happen, following the possibility raised by the Trans-Canada people in the Committee some time ago that by the Minister's non-acceptance of their suggested amendment they would not function as a part of this, would their withdrawal require that this bill be made to meet those new specifications along the lines of the indication by the Minister that the government would go it alone without the common carriers? Could such a changed situation be met by amending this, or would it be necessary to have absolutely new legislation? If it is the latter, we are on a possibly rather futile exercise at the moment.

Mr. F. G. Gibson (Senior Advisory Counsel, Department of Justice): I think, sir, that it could be met within the terms of the legislation as it stands without amendment. The legislation is drafted in such a manner that there is no firm commitment to a tripartite share ownership or to a dual share ownership. Although the legislation certainly anticipates that type of ownership, there is no absolute commitment to it.

Mr. Macquarrie: I would think the amendments would be pretty fundamental. Is this not so?

Mr. Gibson: I do not think, sir, any amendments would in fact be required.

Mr. Macquarrie: They would not even have to pull out Schedule A?

Mr. Gibson: No, sir. The fact that the carriers did not come in would mean that there would be authority in the Governor-in-Coun-

[Interprétation]

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Le jeudi 22 mai 1969

Le président: Messieurs, nous pourrions peut-être commencer dès maintenant.

Jeudi dernier, nous comptions étudier le bill article par article. Je pense que nous en étions à l'article 16 ou l'article 17.

M. Macquarrie: Je me demandais si je pouvais poser la question suivante à monsieur Gibson, non pas pour être malin, mais par désir de renseignement, s'il était probable, à la suite de la possibilité soulevée par les employés du Réseau téléphonique transcanadien il y a quelque temps au Comité, que si le ministre n'acceptait pas la modification qu'ils proposaient, ils n'en feraient plus partie. Leur retrait voudrait-il dire que le présent bill serait remanié pour répondre aux nouvelles exigences comme le ministre l'a indiqué à savoir que le gouvernement agirait seul sans les entreprises d'exploitation? Est-ce qu'on pourrait remédier à cette nouvelle modification en apportant une modification ou faudrait-il adopter une nouvelle mesure législative? S'il fallait opter pour cette dernière solution, ce serait un exercice assez futile pour l'instant.

M. F. G. Gibson (Conseiller juridique senior du ministère de la Justice): Je pense qu'on pourrait le faire sans modifier la mesure actuelle. Cette mesure est rédigée de telle sorte qu'il n'y a pas d'engagement définitif relatif à une propriété tripartite ou dualiste. Même si la mesure prévoit ce genre de propriété, il n'y a pas d'engagement à cet égard.

M. Macquarrie: Il serait assez important, n'est-ce pas, d'apporter des modifications.

M. Gibson: Je ne crois pas, monsieur, qu'un amendement soit nécessaire.

M. Macquarrie: Ils n'auraient même pas à enlever l'Annexe A?

M. Gibson: Non. Les entreprises d'exploitation n'ont pas été insérés cela voudrait dire que le gouverneur en conseil aurait le droit

[Text]

cil to delete their names from Schedule A if they saw fit. However, the fact that they failed to come in at the beginning would still leave an option of the bill that if at a later stage they desired to come in the framework would be there for it.

• 0945

Mr. Schreyer: If the carriers did not come in and the public were leery of buying, and if the Crown was the sole remaining party involved in ownership, would that require any amendment?

Mr. Gibson: No, sir.

Mr. Schreyer: So, we could have Crown ownership without any amendment to the legislation.

Mr. Gibson: I believe that is correct, yes.

Mr. Macquarrie: You would still leave the section in that says that this is not a Crown corporation, and so on?

Mr. Gibson: Yes. That is a matter of policy, sir. In those circumstances the government might see fit to amend the bill. On the other hand, legally speaking there would be no requirement that the bill be amended.

The Chairman: It is somewhat like the Official Languages Act, it does something by law which can be done by administrative fiat.

Mr. Gibson: I prefer not to comment on that.

Mr. Macquarrie: What is your answer that it could be handled by amendment, or did you say without amendment?

Mr. Gibson: Without amendment. There is provision for the appointment of a full board of directors by the Governor in Council in the event that shares are not issued to either the common carriers or to the persons who fulfill the statutory conditions. In those circumstances you would have a full board which could carry on the responsibilities of the board. There is provision in the bill whereby the government would have authority to invest a sufficient amount of money to meet the current cost estimates, and in those circumstances it would appear that although a good number of the provisions of the bill would be superfluous to the type of action, they would not inhibit the operations of a company.

Mr. Macquarrie: Yes. I would have thought that at least a good deal of it would be extraneous.

Mr. Gibson: That is correct.

[Interpretation]

de biffer leur nom de l'appendice A, s'il le juge nécessaire. Étant donné qu'ils ne sont pas venus au début laisserait encore une option dans le bill, si, à une étape subséquente, elles veulent y entrer nous aurons les cadres nécessaires pour les accepter.

M. Schreyer: Si les entreprises d'exploitation n'y entraient pas et si le public était soupçonné d'acheter et que la Couronne était la seule partie propriétaire qui reste, faudrait-il une modification?

M. Gibson: Non.

M. Schreyer: On peut avoir une propriété de la Couronne sans modification de la loi.

M. Gibson: Je crois que c'est exact.

M. Macquarrie: Vous laisseriez l'article où il est stipulé qu'il ne s'agit pas d'une société de la Couronne et ainsi de suite.

M. Gibson: C'est une question de principe. Le gouvernement pourrait alors juger bon de modifier le projet de loi, mais d'autre part, du point de vue strictement juridique, il n'y a pas d'exigence absolue à ce sujet.

Le président: C'est un peu comme la Loi sur les langues officielles. On fait par la loi ce qui peut être faite sur le plan administratif.

M. Gibson: Je préfère ne pas apporter de commentaires là-dessus.

M. Macquarrie: Avez-vous dit que cela pouvait se faire avec ou sans modification?

M. Gibson: Sans modification du bill. On prévoit la nomination de tout le conseil d'administration par le gouverneur en conseil, au cas où les actions n'étaient pas émises aux entreprises d'exploitation ou aux personnes qui remplissent les conditions statutaires. En pareil cas, il y aurait un conseil d'administration qui pourrait remplir parfaitement les fonctions afférentes. Dans le projet de loi, une disposition permet au gouvernement d'investir suffisamment d'argent pour répondre aux frais ordinaires de la compagnie, et dans ces cas-là, il pourrait sembler que même si un bon nombre de dispositions du projet de loi étaient superflues pour ce genre d'activité, elles n'empêcheraient pas l'activité de la compagnie.

M. Macquarrie: Oui. J'aurais cru qu'au moins un bon nombre d'entre elles n'auraient pas eu trait à la question.

M. Gibson: C'est exact.

[Texte]

Mr. Macquarrie: That is interesting but not terribly significant.

Mr. Gibson: That is right.

The Chairman: Are there any further questions on this Clause? Clause 17.

Mr. Schumacher: Mr. Chairman, I do not know if my question particularly relates to this clause, but in the bill reference is made to a provisional board of directors. Is there any requirement which would force the provisional board to become a permanent board?

Mr. Gibson: In the event that shares are issued to either the common carriers or to the persons who fulfill the statutory conditions, then the manner of constituting the board changes. At least a portion of the board would then become an elective board. In those circumstances there would be, presumably at least, a distinct change in the character of the board in that it would be elected, it would not be entirely appointed. During a period when either no shares are issued or the government holds all the shares, it will be difficult to distinguish a provisional board from a full board—if I can use that term—simply because the manner of appointment would be identical in each case.

The Chairman: Clause 17 is to be read in conjunction with the amendment. The effect of the amendment would be to strike out subclause (2) of the bill on page 13 and remove the figure (1) from the first line of the clause.

Mr. Gibson, could you explain the effect of the amendment?

Mr. Gibson: I think your summary is perfectly correct, sir. Subclause (2) was originally intended to provide flexibility in the dividend policy of the company and in the course of discussion with representatives of the carriers and others it became obvious that it was not necessary and perhaps not desirable.

• 0950

The Chairman: Clause 18.

Mr. Stewart (Cochrane): Mr. Chairman, before we leave Clause 17 (1) (d), which deals with the remuneration of directors. Mr. Gibson, is it usual that the remuneration of the directors be decided by the Board? Of course, I do not think there has ever been a case in which we have had a tripartite organization in government before.

[Interprétation]

M. Macquarrie: C'est intéressant, mais pas très révélateur.

M. Gibson: C'est vrai.

Le président: Y a-t-il d'autres questions relatives à l'article 17?

M. Schumacher: Monsieur le président, je ne sais pas si ma question a vraiment trait à cet article, mais dans le projet de loi, on fait mention d'un conseil d'administration provisoire. Y a-t-il des conditions qui forceraient le conseil provisoire de devenir permanent?

M. Gibson: Au cas où l'on émettrait des actions soit aux entreprises d'exploitation, soit aux personnes qui répondent aux exigences juridiques, la façon de constituer le conseil serait modifiée. Au moins une partie du conseil serait soumise à une élection. Dans ces circonstances, il y aurait au moins un certain changement dans ce sens qu'une partie du conseil d'administration serait élue et non pas seulement nommée. Pendant la période où le gouvernement n'émet pas d'actions, ou qu'il les retient toutes, il sera difficile de distinguer un conseil d'administration provisoire d'un conseil complet, si je puis me permettre ce terme, parce que la façon de nommer les membres serait la même dans les deux cas.

Le président: Il faut lire l'article 17 avec la modification. Cette modification vise à supprimer le paragraphe (2) du projet de loi, à la page 13, et à enlever le chiffre (1) de la première ligne de l'article.

Monsieur Gibson, pouvez-vous expliquer les conséquences de la modification?

M. Gibson: Je pense que votre résumé était tout à fait juste. Le paragraphe (2) était à l'origine destiné à donner de la souplesse à la politique des dividendes de la société, et au cours d'une discussion avec les représentants des entreprises d'exploitation et avec les autres intéressés, il est devenu évident que cela n'était ni nécessaire, ni souhaitable peut-être.

Le président: L'article 18.

M. Stewart (Cochrane): Monsieur le président, avant de laisser l'alinéa d) du paragraphe (1) de l'article 17, qui a trait à la rémunération des administrateurs, est-il normal, monsieur Gibson, que l'on rémunère les directeurs, que la rémunération des administrateurs soit décidée par le Conseil d'administration? Je ne crois pas qu'il y ait déjà eu un cas d'organisation tripartite auparavant.

[Text]

Mr. Gibson: That is correct. I was just turning to the Canada Corporations Act, sir, where I believe there is an identical provision, in respect of corporations incorporated by letters patent. You are correct; this is not equivalent to the normal Crown corporation type clause.

Mr. Stewart (Cochrane): In the various boards, such as the Pension and Coal Board I believe the remuneration of directors is by Order in Council.

The Chairman: Yes, but these are a type of administrative tribunal. The equivalent to it would be to pay the directors of Crown corporations, such as the CNR, Polymer and other organizations.

Mr. Stewart (Cochrane): In effect, the directors are stipulating their own remunerations. Is this not the case?

Mr. Gibson: Yes, sir.

Mr. Stewart (Cochrane): Is it subject to approval?

Mr. Gibson: The conduct of directors, of course, is always subject to review by shareholders. In the event that the shareholders disapprove of what the directors decide should be their own remuneration, the remedy to the situation lies in the hands of the shareholders.

Mr. Schumacher: Mr. Chairman, I believe this is a standard clause in all provincially incorporated or chartered corporations, as well as federally chartered corporations. I think it is always in the power of the board of directors to set the remuneration for its members, and I think it is more of an honorarium than a salary. I think we are probably discussing in the neighbourhood of \$1,000 a year. I think Dr. MacIntosh's evidence was, that a director would get a sum of approximately this magnitude.

The Chairman: Would this honorarium, Mr. Gibson, apply to appointees of the Crown—for example, senior civil servants—contemplated in the previous section?

Mr. Gibson: We discussed this at an earlier meeting, Mr. Chairman, and at that time I said that, in my view, a public servant would be precluded from accepting an honorarium of this nature, by virtue of his employment in the public service.

The Chairman: And if Mr. Stewart's proposed amendment were to carry, and a

[Interpretation]

M. Gibson: C'est juste. Dans la Loi sur les compagnies, il y a, je crois, une disposition identique au sujet des sociétés constituées par lettre patente. Vous avez raison, cela n'équivaut à l'article de la loi sur une société ordinaire de la Couronne.

M. Stewart (Cochrane): Dans les divers conseils, comme ceux des Pensions et du Charbon, je pense que la rémunération des administrateurs se fait par décret du Conseil.

Le président: Oui, mais ce sont des genres de tribunaux administratifs.

L'équivalent serait de payer les directeurs des sociétés de la Couronne, comme le CN, Polymer et d'autres organismes.

M. Stewart (Cochrane): En fait, les administrateurs fixent leur rémunération, n'est-ce pas?

M. Gibson: Oui, monsieur.

M. Stewart (Cochrane): Est-ce sous réserve d'approbation?

M. Gibson: La conduite des administrateurs fait toujours l'objet d'un examen des actionnaires. Si les actionnaires ne sont pas d'accord avec les décisions des administrateurs au sujet de leur rémunération par exemple, les actionnaires peuvent prendre les mesures qui s'imposent.

M. Schumacher: Je pense que c'est un article ordinaire pour toutes les sociétés provinciales à charte ou constituées, comme pour les sociétés fédérales à charte. Le Conseil d'administration a, je crois, toujours le pouvoir de fixer la rémunération de ses membres et, ce sont plus des honoraires qu'un salaire. Je pense que dans son témoignage, monsieur MacIntosh a dit qu'un administrateur recevrait à peu près une somme de cette importance.

Le président: Est-ce que la question des honoraires touchés par les personnes nommées par la Couronne, comme les hauts fonctionnaires fédéraux, était prévue par l'article précédent?

M. Gibson: Nous en avons discuté plus tôt, monsieur le président et à ce moment-là j'ai dit qu'à mon avis, le fonctionnaire ne pourrait accepter une nomination honoraire, étant donné qu'il est à l'emploi de la Fonction publique.

Le président: Si le projet de modification de monsieur Stewart était adopté et si un

[Texte]

member of Parliament was on the Board, he too would be precluded.

Mr. Gibson: I believe that is correct, by virtue of the Senate and House of Commons Act.

The Chairman: As amended by the Government Organization Act?

Mr. Gibson: I do not believe any amendments in that Act affected that principle.

Mr. Macquarrie: But we are not able to get taxi fares to the CBC—as many times as they have asked us—without going to jail.

Mr. Gibson: My recollection is that is “expenses” as opposed to—

Mr. Macquarrie: Yes, I am being facetious.

Mr. McCleave: That is not my recollection. I went to Toronto and after six months, in which they told me the money for the expenses was coming any day for the show I appeared on, they told me that I could not get any; and it is a long way from Halifax to Toronto!

Mr. Chairman: Clause 18.

Mr. Gibson: The restrictions on transfers of shares, Mr. Chairman, which appear in Clause 18 are similar to the type of restriction which is included in the Bank Act, in respect of bank shares. They are based, substantially, on provisions of the Bank Act.

The Chairman: Is this the Clause in which the limitation on the amount of shares to be held by any person or institution is included?

Mr. Gibson: No, sir, that appears in Schedule “B”.

• 0955

Mr. Chairman: Clause 19. Clause 20.

Mr. McCleave: I have two questions in this area, Mr. Chairman. Mr. Gibson, the first one concerns Clause 20(2)(b), top of page 16. Here, the Governor in Council must approve transfers between the telecommunications common carriers. Is there any necessity for this sort of thing? Is this to prevent one from taking the whole through?

Mr. Gibson: This is an extension of the principle, established in Clause 28, which provides that original allotments among the approved common carriers are subject to approval by the Governor in Council. The

[Interprétation]

député était nommé au Conseil, je pense qu'il serait aussi dans le même cas.

M. Gibson: Je crois que c'est exact, en vertu de la Loi sur le Sénat et la Chambre des communes.

Le président: Telle qu'elle a été modifiée par la Loi sur l'organisation du gouvernement?

M. Gibson: Je ne crois pas qu'une modification de cette loi avait trait à ce principe.

M. Macquarrie: Nous ne pouvons obtenir des bons de taxi vers Radio-Canada aussi souvent qu'il nous ont demandé, sans aller en prison.

M. Gibson: Si je me rappelle bien, il s'agit de «dépenses» par comparaison à...

M. Macquarrie: Oui, je deviens facétieux.

M. McCleave: Ce n'est pas ma mémoire. Je suis allé à Toronto et après six mois, on m'avertissait que l'argent des dépenses arriverait bientôt, ils m'ont dit que je ne pouvais obtenir d'argent pour ces dépenses, et vous savez, entre Toronto et Halifax, il y a une grande distance.

Le président: L'article 18.

M. Gibson: Les restrictions sur les transferts d'actions qui figurent à l'article 18 sont semblables aux restrictions imposées dans la Loi sur les banques au sujet des actions bancaires. Elles se fondent en grande partie sur les dispositions de la Loi sur les banques.

Le président: Est-ce cet article qui limite le montant des actions qui peuvent être détenues par une personne ou une institution?

M. Gibson: Non, cela figure à l'Annexe «B.»

Le président: L'article 19. L'article 20.

M. McCleave: J'ai deux questions à poser à ce sujet, monsieur le président. La première s'adresse à monsieur Gibson, au sujet de l'alinéa b) du paragraphe (2) de 20, en haut de la page 16. Le gouverneur en conseil doit approuver les transferts d'actions des sociétés d'exploitation de télécommunications. Ce genre de choses est-il nécessaire? Est-ce que cela empêche une personne ou une institution de s'emparer de l'ensemble des actions?

M. Gibson: Il s'agit d'une extension d'un principe établi à l'article 28 que stipule que les répartitions entre les entreprises agréées d'exploitation font l'objet de l'approbation du gouverneur en conseil. Cela est destiné à assu-

[Text]

object is to provide a review, in the Governor in Council, in the manner in which the common carriers allot their portion of the shares, among themselves, with the result that there would, at least, be a review of any situation where there was an undue concentration of power, in the hands of one carrier. In order to maintain, or to keep this review from being short circuited, this Clause provides that any subsequent transfer among the carriers themselves would be subject to the same review.

Mr. McCleave: I suppose this covers situations where, say, one area of the country and therefore one common carrier grows much larger, and thus has an opportunity to acquire extra shares in proportion to its new size.

Mr. Gibson: That is correct. Variations in sizes among the carriers would, I presume, normally be reflected in variations in their share ownership.

Mr. McCleave: On subclause (3) I had one question. May I ask Mr. Gibson?

The Chairman: That should be read with respect to the amendment to the clause.

Mr. McCleave: Yes, I have the amendment here. This deals with the transfer of shares by carriers to outsiders. Now, how does this affect the proportion? Is it part of the carrier's one-third, or does it become part of the other one-third?

Mr. Gibson: The effect of any transfers under subclause (3) and the proposed subclause (4) would vary the one-third, one-third—or whatever it may be—distribution. The effect would be to reduce the carriers' share, in favour of an increased share in the hands of the persons who fulfill the statutory conditions.

Mr. McCleave: In theory then, by using this subsection, there could be a change. Instead of 33-1/3 per cent, one of those parties, or partners, might obtain 40 per cent.

Mr. Gibson: That is correct.

Mr. McCleave: This is possible

Mr. Gibson: Only the public people who fulfil the statutory conditions, could increase their proportion under this clause

The Chairman: What would be the effect of the amendment, which has been suggested by the Minister, to this clause?

[Interpretation]

rer l'examen du gouverneur en conseil sur la répartition des actions entre les diverses sociétés d'exploitation de telle sorte qu'on étudierait au moins la concentration injustifiée des pouvoirs dans les mains d'une seule entreprise. Afin de maintenir ou d'empêcher d'arrêter cette revision, cet article prévoit que tous les transferts ultérieurs entre les entreprises d'exploitation seront soumis au même examen.

Mr. McCleave: Je présume que cela couvre les situations où, disons, une région du pays et par conséquent, une entreprise connaît une expansion et peut ainsi obtenir des actions supplémentaires proportionnelles à sa nouvelle envergure.

Mr. Gibson: C'est exact. Je pense que normalement le changement de dimension des entreprises d'exploitation se refléterait dans le nombre d'actions qu'elles possèdent.

Mr. McCleave: Je voudrais poser une question relative au paragraphe (3). Puis l'adresser à monsieur Gibson?

Le président: Cela devrait être lu, avec la modification de l'article.

Mr. McCleave: J'ai le texte de la modification en main. Cela a trait au transfert d'actions des entreprises d'exploitation à des personnes de l'extérieur. Est-ce que ces actions font partie du tiers des entreprises ou de l'autre tiers?

Mr. Gibson: Les transferts effectués en vertu du paragraphe (3) et du paragraphe projeté (4) feraient varier les proportions de la distribution. Cela diminuerait le nombre d'actions des entreprises d'exploitation pour augmenter celles qui sont réservées aux personnes qui satisfont aux conditions statutaires.

Mr. McCleave: En appliquant ce paragraphe, il pourrait y avoir des changements en théorie. Au lieu d'une distribution en trois parties égales, un de ces groupes ou associés pourrait avoir 40 p. 100 des actions.

Mr. Gibson: C'est exact.

Mr. McCleave: C'est possible.

Mr. Gibson: Seulement les personnes qui satisfont les conditions statutaires peuvent accroître le nombre de leurs actions au terme de cet article.

Le président: Quel serait l'effet de la modification de cet article proposée par le ministre?

[Texte]

Mr. Gibson: The effect of the amendment, Mr. Chairman, is to give the other carriers—in the event of one carrier desiring to make use of this clause—a right of first refusal on the shares that the one carrier proposes to divest himself of.

Mr. McCleave: They could still hold it all in the “telephone” family if they wanted to.

Mr. Gibson: Right.

Mr. McCleave: Thank you

The Chairman: Clause 21, Clause 22.

• 1000

Mr. Gibson: Clause 22 is again based upon provisions of the Bank Act, Mr. Chairman, with regard to registers of shareholders and transfer registers.

The Chairman: Clause 23, Clause 24.

Mr. McCleave: Mr. Chairman, may I ask Mr. Gibson about the purpose of Clause 24(c)?

Mr. Gibson: The effect of Clause 24(c) is to divest the Governor in Council of voting rights on the election of directors because the portion of the Board that the Governor in Council has a right to elect or appoint is, in fact, appointed rather than elected. It would be inappropriate where the Governor in Council has the power to appoint also to give him a right to vote on the election of directors.

The Chairman: With regard to Clause 25, how can you find out when shares are held in contravention of the charter? If you do find that these shares are held in contravention of the charter does this nullify the votes cast?

Mr. Gibson: The procedure for finding out if shares are held in contravention is largely contained in the Clauses we have just reviewed, Mr. Chairman. There is a provision whereby the Board can require a person seeking to acquire shares to provide a statutory declaration of his place of residence, about whether he is associated with any other shareholder, and about any other equivalent matters that are related to his right to hold the shares.

A review of this declaration puts the company in a position to determine on the face of it whether the proposed shareholder is entitled to hold the shares. Similarly at the time of any notice of change of address, there would be an opportunity to determine whether a resident shareholder, in fact, is becoming

[Interprétation]

M. Gibson: Il s'agit de donner aux autres entreprises d'exploitation au cas où une entreprise voudrait appliquer cet article le droit de recevoir un premier refus pour les actions qu'une entreprise voudrait vendre.

M. McCleave: Ils pourraient tout garder dans le groupe téléphonique, s'ils le désiraient.

M. Gibson: Oui.

M. McCleave: Merci.

Le président: L'article 21. L'article 22.

M. Gibson: L'article 22 se fonde encore sur les dispositions de la Loi sur les banques en ce qui concerne le registre des actionnaires et celui des transferts.

Le président: L'article 23. L'article 24.

M. McCleave: Monsieur le président, puis-je demander à M. Gibson l'objet du paragraphe (c) de l'article 24.

M. Gibson: L'article 24 (c) a pour effet d'enlever le droit de vote au Gouverneur en conseil lors de l'élection des directeurs puisque la partie du Conseil qu'il a le droit d'élire ou de désigner est en fait plutôt nommée qu'élue. Il ne conviendrait pas que le Gouverneur en conseil possède le pouvoir de nommer les membres et possède en outre le droit de vote lors de l'élection des directeurs.

Le président: Au sujet de l'article 25. Comment pouvez-vous savoir que des actions sont détenues en contravention de la charte? Est-ce que ceci annule les votes?

M. Gibson: Pour prouver si les actions sont bien détenues conformément à la loi, il faut évidemment se reporter aux articles que nous venons d'étudier. Il y a une disposition qui permet au Conseil d'administration, d'exiger d'une personne qui veut obtenir des actions de présenter une déclaration certifiée au sujet de sa résidence pour savoir si elle a bien le droit d'obtenir ces actions et de les détenir.

Et en étudiant cette déclaration, la compagnie peut donc déterminer, de prime abord, si l'actionnaire a le droit de détenir ces actions-là.

De même au reçu d'un avis de changement d'adresse, il sera possible à ce moment-là, de déterminer si les actionnaires résidents ont toujours le droit de détenir ces titres et ceci permettra de réviser les décisions.

[Text]

a non-resident. This would provide the basic type of review available.

Mr. McCleave: Mr. Gibson, is the Chairman's question not answered in Clause 26(2)?

Mr. Gibson: With regard to the second portion of the Chairman's question, that is, the effect of voting shares held in contravention, yes, the answer is Clause 26(2).

The Chairman: Clause 26; Clause 27; Clause 28.

Mr. Schreyer: Mr. Chairman, before you go any further, I am trying to find in the list of amendments that was tabled by the Minister subreference to the matter of the limitations that there shall be on any one shareholder or corporation to hold a given number of shares. I seem to recall during the Committee testimony the Minister saying that he might well bring forward some amendments on this.

Mr. Gibson: Mr. Chairman that appears in an amendment to Schedule B, Clause 3, page

• 1005

31, which was tabled by the Minister.

The Chairman: There is an amendment to Clause 28.

Mr. Schumacher: After consultation with the approved Telecommunications branch.

The Chairman: I assume that this can be attributed to mean negotiations?

Mr. Gibson: Yes, sir. I think that a reasonable interpretation would be that it was effective consultation, not merely superficial consultation.

The Chairman: Clause 29. What is "Part III of the Canada Corporations Act"?

Mr. Gibson: Mr. Chairman, Part III of the Canada Corporations Act sets out provisions that are applicable to companies incorporated by special Act of Parliament. Many of the provisions contained in Part III either conflict or overlap with provisions of this particular Act and others are not appropriate to the nature of this Company.

Mr. Stewart (Cochrane): Mr. Chairman, for the next few Clauses I would imagine that we would have to have the Canada Corporations Act before us and look at this in conjunction, because it does not refer to the wording, it only refers to the Subsections and Sections.

[Interpretation]

M. McCleave: Monsieur Gibson, l'article 26 (2) ne répond-t-il pas à la question posée par le président?

M. Gibson: Oui, pour la seconde partie de sa question sur les actions détenues en contravention la réponse se trouve à l'alinéa 2 de l'article 26.

Le président: Article 26. Article 27. Article 28.

M. Schreyer: Avant de poursuivre monsieur le président, j'ai essayé de trouver dans la liste des amendements déposés par le ministre, une référence quelconque sur la question de limitation du nombre d'actions détenues par un actionnaire ou une société. Je crois me rappeler qu'au cours des témoignages qui ont été donnés en Comité, le ministre a déclaré qu'il présenterait peut-être des amendements à ce sujet.

M. Gibson: Monsieur le président, ceci figure à une modification à l'Annexe B, article 3, page 31 et cet amendement a été déposé par le ministre.

Le président: Il y a un amendement à l'article 28.

M. Schumacher: Après consultation avec le service des communications autorisé, oui.

Le président: Je présume qu'ils veulent dire des négociations?

M. Gibson: Oui, on pourrait dire qu'il s'agit de consultations en profondeur et non pas de consultations superficielles.

Le président: Article 29. Qu'est-ce que la Partie III de la Loi sur les corporations canadiennes?

M. Gibson: Cette loi établit des dispositions qui s'appliquent aux sociétés constituées en vertu d'une loi spéciale du Parlement. Beaucoup des dispositions prévues à la Partie III sont en contradiction ou traitent des mêmes points que la loi en question et d'autres ne sont pas appropriées pour ce genre de société.

M. Stewart (Cochrane): Pour les prochains articles j'imagine qu'il faudrait que nous consultations la loi sur les sociétés canadiennes à ce sujet parce qu'il n'y a pas d'explications—il y est seulement question de numéros d'articles et de paragraphes, l'article 30

[Texte]

Clause 30, for example. So it is really quite vague reading unless you have the actual Act.

The Chairman: I think your point is a good one, Mr. Stewart. I would ask Mr. Gibson to indicate what is being omitted and what exceptions are being made, and when we meet by Tuesday you will have that idea and you will have had an opportunity to check it yourself.

Mr. Gibson: Mr. Chairman, I could briefly run through subclause (2) of Clause 30 and refer generally by subject matter to the Sections referred to therein and perhaps to the omissions as well, although that will be a little more difficult.

Paragraph (a) of that Subclause incorporates or makes applicable rules regarding shares with or without par value. The Sections of the Canada Corporations Act preceding Section 12 relate generally to interpretation, application of that Act, preliminaries to incorporation, and the documents to be filed on application for incorporation. Those of course, are not appropriate to this particular Company because the incorporation of this Company is by this Act itself.

Following Section 12 of the Canada Corporations Act there are sections dealing with mutual fund shares which are again not appropriate to this Company simply because it does not have that type of shares.

Section 14 of the Canada Corporations Act is a listing of the incidental and ancillary powers that a corporation obtains on incorporation, and those are incorporated directly in this Bill by crossreference in the Powers and Objects Clause, Clause 6 of the Bill.

Section 15 of the Canada Corporations Act

• 1010

deals with financial assistance to shareholders and that is made applicable.

Section 16 deals with commission on subscriptions for shares and that is dealt with separately in Clause 32 of the Bill before the Committee.

Section 16A deals with shares of holding companies which again is not applicable. Section 17 deals with applications to extend the powers or reduce powers of a company and again this is specifically dealt with in this Bill. Therefore those provisions are not made applicable.

Sections 18 to 21 deal with directors, contracts, and head office provisions and those provisions are made applicable.

[Interprétation]

par exemple, je crois que c'est trop vague si nous n'avons pas la loi en main.

Le président: Je crois que vous avez raison, monsieur Stewart. Je demanderais à M. Gibson d'indiquer ce qui est omis, et quelles sont les exceptions qui ont été prévues. Mardi prochain, à notre prochaine réunion vous le saurez et vous pourrez vérifier vous-même.

M. Gibson: Monsieur le président, je pourrais vous parler rapidement du sous-alinéa 2 de l'article 30 et mentionner les articles qui sont inclus et même ceux qui sont omis, quoique ce soit un peu plus difficile. À l'alinéa (a) de cet article, on prévoit les règlements qui s'appliquent aux actions qui ont ou qui n'ont pas de valeur marchande. Les articles de la Loi sur les sociétés canadiennes qui précèdent l'article 12 se rapportent en général à l'interprétation et à l'application de cette Loi avant la constitution en société et les documents qui doivent être déposés lors de la demande. Mais ceci ne s'applique pas à la société en question, car la constitution de celle-ci est l'objet de cette loi même.

À la suite de l'article 12 de la Loi sur les sociétés canadiennes, il y a des articles qui traitent des fonds mutuels et cela ne s'applique pas à la société en question car elle n'émettra pas ce genre d'actions.

L'article 14 de la Loi sur les sociétés énumère les pouvoirs éventuels dont dispose une société lorsqu'elle a été constituée. Ces pouvoirs lui sont conférés directement dans ce bill. Voir l'article 6 du Bill qui traite des pouvoirs et des objets.

L'article 15 de la Loi sur les sociétés cana-

diennes porte sur l'assistance financière aux actionnaires, cela est applicable, l'article 16 porte sur les commissions sur les souscriptions d'actions et ceci est traité séparément à l'article 32 du bill. L'article 16A traite des actions détenues par les sociétés et de nouveau ce n'est pas applicable. L'article 17 traite des demandes en vue d'accroître ou de diminuer les pouvoirs d'une société, ces dispositions ne s'appliqueront pas ici parce qu'elles sont déjà prévues dans le bill.

Les articles 18 à 31 se rapportent aux directeurs, aux contrats, et aux dispositions au sujet du siège social, ces dispositions s'appliqueront en l'occurrence.

[Text]

Section 22 of the Canada Corporations Act deals with the name of a corporation, the use of the English or French versions, the publishing of the name, the fixing of the name at the head office, and the use of the corporate name on the seal of the company. Those provisions are again made applicable. That also includes Sections 23 and 24.

Sections 25 and 26 and the following Sections deal with the use of an identical name or a name identical to or which may be confused with the name of another company. The government may require the change of a name of a corporation in certain circumstances. Those provisions are not made applicable.

Sections 28 dealing with forfeiture of charter and 29 dealing with surrender of charter, are not made applicable. There is a specific provision in this Act dealing with that subject matter.

Section 30, in addition, deals with surrender of charter.

Section 31, which is made applicable, provides that shares of a corporation are to be personal estate.

Section 32, which is not applicable, deals with allotment of shares. That is specifically provided for in this Act.

Section 33 of the Canada Corporations Act deals with share certificates. Those provisions are made applicable.

Section 34, which deals with the responsibility of a company in the execution of trusts of shares, is applicable.

Section 35 deals with the issue and effect of share warrants; that provision is not made applicable, simply because it is not anticipated that warrants will be used by this company.

Sections 36 through 40 deal with transfer and transmission of shares. Certain of those provisions are made applicable, depending upon who is holding the particular share, and depending upon whether or not it is a common or preferred share. However, they are not made universally applicable.

Section 41 deals with calls on shares; that is, where shares are issued as not fully-paid shares and the issuing company subsequently calls for payment of all or a portion of the money at a further date. It is provided that the shares of Telesat will be issued as fully-paid shares; therefore, those provisions are not applicable.

Sections 42 and 43 of the Canada Corporations Act and 44 are again dealing with calls.

[Interpretation]

L'article 22 de la Loi sur les corporations canadiennes, concerne le nom d'une corporation et son utilisation en anglais et en français, la publication de ce nom et l'utilisation du nom sur le sceau de la compagnie. Ceci se retrouve également dans les articles 23 et 24.

Les articles 25 et 26 de même que les articles suivants, portent sur l'utilisation d'un nom identique ou semblable à celui d'une autre compagnie. Le gouvernement peut exiger qu'une corporation change de nom dans certaines circonstances. Ces dispositions ne sont pas applicables.

L'article 28 qui concerne la déchéance de la charte et l'article 29 qui concerne l'abandon de la charte ne s'appliquent pas à la société en question. Il y a, dans cette loi, une disposition qui traite de ce sujet.

L'article 30 porte également sur l'abandon d'une charte.

L'article 31, qui est applicable, prévoit que les actions d'une société sont des biens personnels.

L'article 32, qui n'est pas applicable, concerne la répartition des actions.

L'article 33 porte sur les certificats d'actions. Ces dispositions sont applicables.

L'article 34, qui porte sur la responsabilité d'une compagnie dans l'exécution des fiducies, est applicable.

L'article 35 concerne l'émission et l'effet du titre au porteur. Cette disposition ne peut s'appliquer pour la simple raison que l'on ne sait pas si la compagnie utilisera des titres.

Les articles 36 à 40 portent sur la transmission et le transfert d'actions. Certaines dispositions peuvent être appliquées, mais cela dépend de celui qui détient les actions et du fait que ce soit une action privilégiée ou ordinaire. Toutefois, elles ne peuvent être appliquées universellement.

L'article 41 porte sur les appels de versements: la compagnie peut, à une date ultérieure, exiger des actionnaires la totalité ou une partie du montant impayé sur des actions souscrites par elle. Les actions de Télésat seront entièrement payées à leur émission. Ces dispositions, par conséquent, ne sont pas applicables.

Les articles 42, 43 et 44 de la Loi, portent également sur la même question.

[Texte]

Sections 45 to 47 deal with liability of shareholders. Those provisions are made applicable.

Section 48 of the Canada Corporations Act deals with alteration of share capital.

Section 49 deals with reduction of share capital.

Subsequent sections deal with the procedure for alteration or reduction of share capital. Those sections are not made applicable except to the extent provided in Clause 33 of the Telesat legislation.

• 1015

Sections 60 to 62 deal with the terms and conditions attached to preferred shares. Those sections are made applicable.

Sections 63 and 64 deal with borrowing powers; those sections are applicable.

Section 65 deals with the power to re-issue debentures in certain cases. That section is not made applicable except for a specific provision of that section dealing with debentures deposited to secure advances.

Sections 66 to 72 dealing with information as to mortgages and charges and filing and prospectuses on offers to the public, are applicable.

Sections 73 to 82 again deal with prospectuses, and those provisions are applicable.

Section 83 relates to dividends; that section is applicable.

Section 84 relates to qualifications of directors; only a portion of that section is made applicable because specific provision for qualifications of directors is made in this Act.

Section 85 deals with the first directors; again, that is specifically covered in this Act.

The subsequent provisions—Sections 86, 87, 88, 89 and 90—deal with the powers of directors, and certain procedural questions, such as the right of directors to act where there is a vacancy among their number. Generally speaking, those provisions are made applicable.

Section 91 deals with the indemnification of directors; that section is applicable.

Section 92 sets forth powers of directors and that is specifically dealt with in this bill; therefore, it is made nonapplicable.

Sections 93 to 95 deal with confirmation of by-laws, provision for an executive committee of the board, and action to be taken by a

[Interprétation]

Les articles 45 à 47, portent sur la responsabilité des actionnaires; ces dispositions peuvent s'appliquer.

L'article 48 de la Loi porte sur la modification du capital-actions.

L'article 49 porte sur la réduction du capital

Les articles suivants portent sur la procédure à suivre pour la modification et la réduction du capital. Ces articles ne peuvent être appliqués que s'ils sont prévus par l'article 33 de la loi de la Téléstat.

Les articles 60 à 62, portent sur les conditions attachées aux actions privilégiées; ces articles peuvent être appliqués.

Les articles 63 et 64 portent sur les pouvoirs d'emprunter. Ces articles peuvent être appliqués.

L'article 65 porte sur le pouvoir de réémettre des débentures dans certains cas. Cet article ne s'appliquera pas sauf pour la disposition de cet article qui porte sur les débentures déposées pour garantir des avances.

Les articles 66 à 72 qui concernent les renseignements sur les hypothèques et charges, sont applicables.

Les articles 73 à 82 portent sur les prospectus et sont applicables.

L'article 83 porte sur les dividendes et est applicable.

L'article 84 porte sur les qualités requises des administrateurs. Une partie seulement de cet article s'applique, car on prévoit déjà dans la Loi les qualités requises des administrateurs.

L'article 85 concerne les administrateurs provisoires; cet article tombe sous l'application de cette loi.

Les articles 86, 87, 88, 89 et 90 portent sur les pouvoirs des administrateurs et sur certaines questions de procédure, à savoir, par exemple, le droit des administrateurs de prendre des décisions lorsqu'il y a une vacance. Ces dispositions sont applicables.

L'article 91 porte sur l'indemnisation des administrateurs. Cet article est applicable.

L'article 92 établit les pouvoirs des administrateurs et comme la question est déjà prévue dans le projet de loi, l'article ne s'applique pas.

Les articles 93 à 95 portent sur la ratification des règlements, sur les dispositions d'un comité d'administration du Conseil, et sur les

[Text]

board where there is a serious impairment of capital. Those provisions are applicable.

Section 96 is the provision requiring a declaration of conflict of interest, where a director is directly interested or interested through another company in a contract; this section is inapplicable.

Section 97, dealing with the liability of directors for wages, is applicable.

Section 98, which is an inside or trading provision, is made applicable.

Section 99, dealing with consideration for fully-paid shares, is applicable.

• 1020

Sections 100 and 101, dealing with meetings of shareholders, are applicable.

Section 102, dealing with voting rights of shareholders, is inapplicable, simply because there is specific provision in this bill.

Sections 103 to 106, dealing with meetings of shareholders, are made applicable.

Sections 107 to 124, dealing with books of the company, inspection of the books, accounts and audits and returns, are applicable.

Sections 126 to 128 dealing with arrangements and compromises are inapplicable. Evidentiary provisions of the Act in Sections 129 to 134 are made applicable. Procedural provisions and offence provisions are applicable. Section 139, which is a procedural provision dealing with setting forth incorporation and legal proceedings is inapplicable simply because the rules applying to proving an act of Parliament would apply.

Section 140A of the Act is made inapplicable. It deals with grounds for winding up a company for a contravention of the Act. Section 141, subsection (3) dealing with fees on applications for letters patent is made applicable. That, apart from Section 142, which is the power to make forms and regulations and which is not appropriate, completes Part I of the Canada Corporations Act.

Mr. Schumacher: Mr. Chairman, I have a couple of questions arising out of Mr. Gibson's explanation. Does Section 35, or in that area of the Canada Corporations Act, relating to warrants and which is not applicable, leave the use of warrants to the discretion of directors? I know it is the policy of the government at this time not to use warrants in any

[Interpretation]

mesures à prendre lors de la découverte d'une atteinte grave portée au capital. Ces dispositions s'appliquent.

L'article 96, soit la disposition qui requiert une déclaration de conflit d'intérêt lorsqu'un membre du Conseil d'administration a des intérêts précis dans une autre société lors d'un contrat, ne s'applique pas à la loi.

L'article 97 qui porte sur la responsabilité des administrateurs quant aux salaires, s'applique.

L'article 98 prévoit des dispositions concernant les biens personnels de l'administrateur et la spéculation.

L'article 99 porte sur les actions entièrement libérées et s'applique également.

Les articles 100 et 101, au sujet des assemblées des actionnaires s'appliquent.

L'article 102, qui porte sur le droit de vote des actionnaires, ne s'applique pas, pour la simple raison qu'on prévoit, dans le projet de loi, une certaine disposition.

Les articles 103 à 106 portent également sur les assemblées des actionnaires et s'appliquent à la loi.

Les articles 107 à 124 qui portent sur les registres de la compagnie, sur leur inspection, sur les comptes, les vérifications et les rapports, sont applicables.

Les articles 126 et 128 relatifs à des dispositions et des compromis, ne s'appliquent pas. Les articles 129 à 134 portent sur la preuve et sont également applicables. Les dispositions sur la procédure et les délits s'appliquent. L'article 139, qui porte sur les procédures légales nécessaires à la constitution en société, ne s'applique pas car les règles concernant la preuve d'une loi du parlement entrent en ligne de compte.

L'article 140A ne s'applique pas. Cet article traite des raisons pour lesquelles on peut mettre un terme à une entreprise, lorsqu'elle a violé la Loi. Le paragraphe (3) de l'article 141 traite des honoraires requis pour obtenir des lettres patentes, il s'applique. A part l'article 142, qui traite du droit de faire des règlements et des formules et ne s'applique pas, ceci termine la première partie de la *Loi sur les corporations canadiennes*.

M. Schumacher: Monsieur le président, j'ai quelques questions au sujet de l'exposé de M. Gibson. C'est à peu près à l'article 35 de la Loi sur les corporations canadiennes qu'on a parlé des mandats; cet article ne s'applique pas; l'emploi du mandat est-il laissé au choix des directeurs? Je sais que le gouvernement, en ce moment, n'a pas pour politique l'emploi

[Texte]

financing but could this not be left in in case of change and the use of warrants might be more effective two, three, four, five or 10 years from now in subsequent financing and it would probably save an amendment to the Act?

Mr. Gibson: The provision which is Section 35 dealing with warrants is, generally speaking, a procedural provision where the issue of warrants is authorized by the letters patent of a company. This Act is equivalent to the letters patent of this company and does not provide for the issue of warrants. Therefore, in the circumstances, unless there was an amendment to this Act which would authorize the issue of share warrants, there is no reason for making it applicable.

• 1025

Mr. Schumacher: I see. I was wondering conflict of interest certificate.

Mr. Gibson: By its nature the board of this company will be made up to a large extent of persons who have a conflict of interest. It is anticipated, for instance, that the carriers will appoint or elect to the board people who represent their interests and who are, in fact, directors of carriers or on the management of carriers. Similarly it would appear reasonable that the government would appoint at least some people who will represent government interests on the board, and in the circumstances, since a conflict of interest will be apparent on the face of the Board, it did not appear to be necessary to require a declaration and a return from voting in certain cases where, in fact, these people are on the board specifically to represent the interests that are in conflict.

Mr. McCleave: In connection with Section 91 dealing with the indemnification of directors, did I understand Mr. Gibson to say that we have some clauses in this legislation—I think Clause 17(1) (d)—that deal with remuneration? Is this something in addition or something outside that?

Mr. Gibson: The Section of the Canada Corporations Act to which you refer, sir, is an indemnification of directors in suits respecting the execution of their office. It is for acts done in the course of their duty.

Mr. McCleave: Thank you.

The Chairman: Clause 31

20386—2

[Interprétation]

des mandats dans le financement. Ne serait-il pas possible de conserver cette disposition en cas de changements, afin qu'on puisse se servir de mandats d'une façon plus efficace, dans une dizaine d'années, par exemple, dans le financement futur? Ceci éviterait sans doute d'avoir à modifier la Loi.

M. Gibson: L'article 35, qui porte sur les mandats, est une disposition générale de procédure qui permet l'émission de mandats lorsque ceci est permis en vertu des lettres patentes d'une société.

Cette loi est l'équivalent de lettres patentes et ne prévoit pas l'émission de mandats. Donc, tant qu'il n'y aura pas de modifications à la loi afin de permettre l'émission de mandats, il n'y a aucune raison pour que cette disposition soit applicable.

M. Schumacher: Je me suis demandé également pourquoi on ne demandait pas de certificats de conflit d'intérêt.

M. Gibson: De par sa nature même le conseil d'administration de cette société se composera, dans une large mesure, de personnes qui ont déjà des conflits d'intérêts. On s'attend, par exemple, que les compagnies de messageries nommeront de leurs conseils d'administration des directeurs de compagnies de messageries ou des membres de leur patronat. Il semble probable, également, que le gouvernement nomme quelques personnes représentant les intérêts du gouvernement. Dans ces circonstances, il n'a pas semblé nécessaire de demander une déclaration officielle et la renonciation au vote dans les cas où, de fait, ces personnes sont au conseil dans le but même d'y représenter des intérêts en conflit.

M. McCleave: Monsieur le président, au sujet de cet article 91, qui porte sur les indemnités des membres du conseil d'administration, M. Gibson a-t-il bien dit que certains articles de la Loi portent sur l'indemnisation? Je crois qu'il s'agit de l'alinéa d) du paragraphe (1) de l'article 17. Est-ce une addition, ou autre chose?

M. Gibson: L'article de la *Loi sur les corporations canadiennes* dont vous parlez prévoit l'indemnisation des directeurs pour les poursuites découlant de l'exécution de leurs fonctions.

M. McCleave: Merci.

Le président: Article 31.

[Text]

Mr. McCleave: This is an unusual provision, is it not, Mr. Gibson? I suppose because we have nothing quite like it. Or is this the type of thing that we have in, say, the CBC act or the CNR act or something that sets up a Crown corporation?

Mr. Gibson: It is unusual. I think that it is unique. It is unique partially because this is not a Crown Corporation, it is not an agent of Her Majesty, and therefore these other laws would apply that would not normally apply to an agent of Her Majesty. The purpose of this clause is to provide that where Parliament sees fit to set up this Corporation, Parliament would be the body that would deal with it in the event that it was desirable or necessary to wind it up or otherwise determine its existence.

Mr. McCleave: Which would have to be done by either an amendment to this act or some new piece of legislation.

Mr. Gibson: That is correct, yes.

Mr. McCleave: Thank you.

The Chairman: Clause 32. Clause 33.

Mr. McCleave: Mr. Chairman, I have several questions arising out of this. First of all I had a chance to see the Minister for a moment this morning and I asked him whether he might not consider changing the two-thirds requirement in line 5 to 70 per cent, the purpose of my suggestion being that no two groups of the three partners could gang up on each other, and he is considering this. I did not get an answer or an off-hand comment from him but it will be raised at a later

• 1030

time. Mr. Gibson, Clause 33(1) (a) reads:

extend the objects of the company...

Does this mean, for example, that Telesat could get into the railway business—God forbid—or anything like that, something quite outside the telecommunications field?

Mr. Gibson: It does mean that Telesat could seek letters patent authorizing them to get outside the telecommunications field. In the case of your specific example of railways, I think not. I think that is specifically excluded under the Canada Corporations Act. But restaurants and hot-dog stands, yes.

The Chairman: As I recall, Mr. McCleave, when either Bell or Trans-Canada were before us one of their complaints about this

[Interpretation]

M. McCleave: Cela est une disposition assez inusitée, n'est-ce pas, monsieur Gibson? C'est la seule de son genre. S'agirait-il du type de disposition qui existe dans la loi sur Radio-Canada ou du National-Canadien, une disposition permettant de créer une société de la Couronne.

M. Gibson: C'est inusité, en effet. C'est unique parce qu'il ne s'agit pas d'une société de la Couronne. Les autres lois vont s'appliquer alors qu'elles ne s'appliqueraient pas normalement à une agence de Sa Majesté. L'article prévoit que lorsque le Parlement jugera bon de créer cette société, c'est le Parlement qui aura à assurer la liquidation de cette société si cela devient nécessaire.

M. McCleave: Ce qui serait fait par une modification ou une nouvelle loi.

M. Gibson: C'est exact.

M. McCleave: Merci.

Le président: Article 32. Article 33.

M. McCleave: Monsieur le président, j'ai plusieurs questions à poser. J'ai vu le ministre pour quelques instants ce matin et je lui ai demandé s'il ne songerait pas à modifier l'exigence de $\frac{2}{3}$ à la ligne 5 à 70 p. 100. A ce moment-là, il ne serait pas possible à deux groupes de se liguier contre le troisième groupe. Il a promis de tenir compte de cette proposition. Il ne m'a pas répondu, mais le point sera soulevé plus tard. Monsieur Gibson, à l'alinéa (a) du paragraphe (1) de l'article 33, on lit «étendre ses objets...». Est-ce que ceci veut dire, par exemple, que Télésat pourrait s'occuper de transports par chemin de fer ou d'un autre domaine qui ne relève pas des télécommunications, ce qui serait désastreux.

M. Gibson: Ceci veut dire que Télésat pourrait demander des lettres patentes lui permettant de sortir du champ des télécommunications. Dans le cas de votre exemple particulier des chemins de fer, je ne le crois pas. Je crois que c'est spécifiquement exclu en vertu de la Loi sur les corporations canadiennes. Mais dans les cas des restaurants, des stands de hot-dogs, oui.

Le président: Je me souviens, monsieur McCleave, que lorsque ou bien Bell ou le réseau Trans-Canada était ici, un de ses griefs

[Texte]

particular clause was that the government would always have a veto; that it would have one-third of the shares, plus the shares that were held by CNR Telecommunications, which, in effect, would give them a veto power—assuming, of course, that the CNR would follow the government's instructions, which is not a valid assumption.

Mr. McCleave: My other question, Mr. Chairman, if no one has further questions on subclause (1), relates to subclause (2). I am just wondering how effective it would be. It seems to me that it might fall afoul of a filibuster, if a resolution were presented by a member of the ministry, and that for anyone else to try to upset it would be impossible. Is there any danger there? I think I suggested in a question the other day that the time limit may be a little too short and that it might be better to say: "If notice is given within 30 days" and then action be taken at that session. I just suggest that for consideration. I do not feel strongly about it, but we might have another abortion debate, and the Lord knows where we would be.

Mr. Gibson: Certainly the 30-day time limit is an arbitrary figure. There is no magic to it. It is a compromise between a reasonable time delay relative to the desire of the company to proceed and the schedule of Parliament.

Mr. McCleave: Was there any particular reason for there having to be action by either House of Parliament? Do you know the basis for that being in there?

Mr. Gibson: It is simply a matter of providing greater flexibility. It does not require the joint action that is often the case.

Mr. McCleave: Yes.

The Chairman: We will now move on to Clause 34.

I have a copy of a proposed amendment which Mr. Schreyer has submitted, the effect of which would be to establish a Crown Corporation. Would he consider deleting the part of his amendment relative to Clause 34?

Mr. Schreyer: Yes; that is consequential.

The Chairman: That is a consequential amendment.

Mr. Schreyer: Take it out.

[Interprétation]

était que le gouvernement aurait toujours le droit de veto, qu'il détiendrait le tiers des actions, augmenté des actions qui étaient détenues par le service de télécommunications du CNR, ce qui, effectivement, lui donnerait un droit de veto, en presumant, bien sûr que le CNR suivrait les instructions du gouvernement, ce qui n'est pas une hypothèse valide.

M. McCleave: Y a-t-il d'autres questions? L'autre question que je voulais poser, monsieur le président, si personne n'a d'autres questions à poser sur l'alinéa (1), en ce qui a trait à l'alinéa (2), demande dans quelle mesure cela sera efficace. Il me semble qu'il pourrait faire l'objet d'une obstruction systématique si une résolution était présentée par un ministre du cabinet, il serait alors impossible pour quiconque de renverser cette résolution. Y a-t-il là un danger? Je crois que j'ai proposé, à l'occasion d'une question l'autre jour, que la limite de temps serait peut-être trop courte et qu'il serait préférable de dire: «si avis est donné avant 30 jours», et ensuite des mesures sont prises au cours de cette session. Je soumetts la chose pour qu'on l'étudie. Je n'insiste pas tellement, mais nous pourrions bien avoir un autre débat sur l'avortement et Dieu sait où nous en serions.

M. Gibson: Il est certain que la limite de temps de 30 jours est un chiffre arbitraire. Il n'y a pas de magie dans cela. C'est un compromis entre un délai raisonnable émanant du désir qu'a la compagnie de procéder et le calendrier du Parlement.

M. McCleave: Y avait-il une raison particulière motivant que des mesures soient prises par la Chambre ou par le Parlement. Savez-vous pourquoi cette question s'y trouve?

M. Gibson: Il est simplement question d'apporter plus de souplesse. Des mesures conjointes ne sont pas nécessaires, comme c'est souvent le cas.

M. McCleave: Oui.

Le président: Nous passons maintenant à l'article 34. J'ai une copie de l'amendement proposé qui, comme M. Schreyer l'a dit, donnerait lieu à l'établissement d'une société de la Couronne. Consentirait-il à supprimer la partie de son amendement ayant trait à l'article 34?

M. Schreyer: Oui, c'est consécutif, n'est-ce pas.

Le président: C'est un amendement consécutif.

M. Schreyer: Supprimez-le.

[Text]

Mr. McCleave: Mr. Chairman, on my point dealing with this two-thirds matter, when is the Minister expected to come before us to answer some of these clean-up questions before we finally proceed clause by clause through the Bill?

The Chairman: The Minister will appear on Tuesday at 9.30 a.m. At that time we will proceed to pass the clauses, and the Minister will be here to answer any points.

Mr. McCleave: He will be with us in our deliberations in case matters involving policy arise?

• 1035

The Chairman: That is correct. Mr. Gotlieb and the officials are here and they will be preparing him to meet these points.

We will now discuss Clause 35.

Mr. Schumacher: Mr. Chairman, I just do not understand how you can apply "Expropriation Act, with such modifications as circumstances require." How is it to be modified and who is going to modify it?

Mr. Gibson: Telesat Canada would originally modify it as they felt circumstances required, in the event that they were authorized by the Governor in Council to expropriate. If any person expropriated felt that they had modified it in a manner that was not required by the circumstances, or inappropriate, there would be recourse to the courts to determine whether or not there should be an adaptation of the Act to meet the circumstances of this corporation—that is, an expropriation that was not by a government department but by a corporation.

Mr. Schumacher: Why cannot we just have the Expropriation Act? I know it is a terrible law, anyhow, but it is hoped that the Minister of Justice is going to bring in something a bit more acceptable relative to the rights and liberties of the citizens. This seems to be pretty wide scope that is being given to this corporation.

Mr. Gibson: First of all, the scope given to the corporation is subject to approval by the Governor in Council; and, second, the corporation would be under an obligation only to make such adaptations, or to incorporate such adaptations, as the circumstances do, in fact, require.

[Interpretation]

M. McCleave: Monsieur le président, au sujet de cette question des deux tiers, quand le Ministre pourra-t-il venir devant nous pour répondre à quelques-unes de ces questions d'amélioration avant que nous puissions passer à l'étude du Bill, article par article?

Le président: Il sera ici mardi, à 9 heures du matin. A cette occasion nous procéderons à l'adoption des articles et le ministre sera ici pour répondre à toutes les questions qui pourront être soulevées.

M. McCleave: Il sera présent à nos délibérations au cas où des questions de principe se poseraient?

Le président: C'est exact. M. Gotlieb et les haut fonctionnaires sont ici et le mettront au fait pour qu'il puisse répondre aux questions. Nous aborderons maintenant l'article 35.

M. Schumacher: Monsieur le président, je ne puis arriver à comprendre comment on peut appliquer la «Loi sur l'expropriation avec les modifications rendues nécessaires par les circonstances». Comment sera-t-elle modifiée et qui apportera les modifications?

M. Gibson: Eh bien Télésat Canada la modifierait d'abord selon les exigences des circonstances. Advenant que la Société soit autorisée à exproprier par le Gouverneur en conseil, toute personne expropriée qui serait d'avis qu'elle a été modifiée d'une façon qui n'était pas justifiée par les circonstances ou de façon inappropriée aurait un recours devant les Tribunaux pour déterminer s'il devrait y avoir une adaptation de la Loi pour tenir compte de la situation de la Société, c'est-à-dire d'une expropriation qui n'était pas le fait d'un ministère du gouvernement, mais celui d'une société.

M. Schumacher: Pourquoi n'aurait-on pas que la Loi sur l'expropriation. Je sais que cette loi est affreuse de toute manière, mais on espère que le ministre de la Justice y apportera quelque chose d'un peu plus acceptable en ce qui a trait aux droits et aux libertés des citoyens. Il semble que l'on accorde des pouvoirs très étendus à cette société.

M. Gibson: En premier lieu les pouvoirs donnés à la société doivent être approuvés par le gouverneur en conseil, et deuxièmement, la société aura l'obligation de ne faire que des adaptations ou d'intégrer ces adaptations comme les circonstances l'exigeront.

[Texte]

Mr. Schumacher: Could you give us an example of what you are trying to meet here?

Mr. Gibson: Yes. Many things under the Expropriation Act are to be done by the appropriate minister. Quite obviously that would not be applicable to this company, because there is no appropriate minister for such a taking. In the circumstances, it would seem that an appropriate adaptation would be to substitute the president of the company for the appropriate minister, or something equivalent to that. That is, the president of the company, in effect, to have a position vis-à-vis the company equivalent to the minister vis-à-vis a department.

Mr. Schreyer: Inasmuch as we understand that in the near future there is going to be wholesale revision of the Expropriation Act, will that have any practical bearing on Clause 35?

Mr. Gibson: The existence of this clause in this Bill and of equivalent provisions in other acts is being taken into account in any revision of the Expropriation Act that will be forthcoming, and appropriate adaptations, to the extent that they are necessary, will be made.

Mr. McCleave: Mr. Chairman, may I ask Mr. Gibson a question? Should Section 9 of the present Expropriation Act become Section 8 in the new one? Would there be any reason for our having to have Section 9 there? Could it not just be for the purposes of the Expropriation Act, the plan and description? I presume there are not too many sections in the Expropriation Act that deal with it, otherwise we would have to modify this one, I suppose.

Mr. Gibson: That is correct. I think that a reference to the Act in general rather than to this specific section might be appropriate. Although I would want to take a closer look at the Expropriation Act.

However, this section is equivalent to sections in several other acts which will, themselves, require appropriate modification in the event that the Expropriation Act is revised. It would not be particularly difficult

• 1040

to deal with this one at the same time that those are being dealt with.

Mr. McCleave: That is deal with them in an omnibus schedule, as we did in the...?

Mr. Gibson: That is correct; by consequential amendments.

[Interprétation]

M. Schumacher: Vous ne pouvez pas nous donner des exemples de ce que vous tentez d'expliquer.

M. Gibson: Oui, par exemple de nombreuses questions qui relèvent de la Loi sur l'expropriation doivent être traitées par le ministre approprié. Ceci ne s'applique évidemment pas à cette société parce qu'il n'y a pas de ministre mandaté à cette fin. En pareille circonstance, il semble qu'il faudrait une adaptation; le président de la société pourrait remplacer le ministre, par exemple, ou quelque chose du genre. En d'autres termes, le président de la société occuperait la même position par rapport à la société que le ministre par rapport à son ministère.

M. Schreyer: On nous laisse entendre que dans un avenir prochain il y aura une révision complète de la Loi sur l'expropriation; ceci pourra-t-il influencer sur l'article 35?

M. Gibson: L'existence de cet article dans le présent bill et les dispositions équivalentes contenues dans d'autres lois sont prises en considération lors de toute révision de la Loi sur l'expropriation à venir, et les adaptations appropriées seront faites, pourvu qu'elles soient nécessaires.

M. McCleave: Monsieur le président, puis-je poser une question à M. Gibson? En supposant que l'article 9 de la présente Loi sur l'expropriation devienne l'article dans la nouvelle loi, y aurait-il quelque raison pour que l'article 9 y figure? Je présume qu'il n'y a pas trop d'alinéas dans la Loi sur l'expropriation qui traite de la question, sans quoi nous aurions à modifier celui-ci, je suppose.

M. Gibson: Oui, c'est juste. Je pense qu'on pourrait parler de la loi en général plutôt que de cet article en particulier. J'aimerais cependant étudier de plus près la Loi sur l'expropriation. Toutefois cet article est équivalent à d'autres articles de plusieurs autres lois qui, elles-mêmes, auront besoin de modifications appropriées, advenant que la Loi sur l'expropriation soit révisée. Il ne serait pas particulièrement difficile de nous occuper de cet article en même temps qu'on s'occupera des autres.

M. McCleave: C'est-à-dire, le faire au moyen d'un ordre du jour omnibus, comme nous l'avons fait dans...

Le président: C'est cela, par des modifications consécutives.

[Text]

Mr. McCleave: Yes. Thank you.

The Chairman: Clause 36 is next. If there are no questions, we will move along to Clause 37. Are there questions? If not we will take Clause 38.

Mr. Stewart (Cochrane): Does Clause 38 mean that in effect the Government of Canada is the only body that has the right to have a majority of shares? The Government of Canada, as I understand it, has one-third.

Mr. Gibson: That is a matter for discussion and agreement, sir. There is no right in the Government of Canada to any shares provided in this Bill.

Mr. Stewart (Cochrane): Are we speaking here about the one-third provided to the people, or are we talking about the first group?

Mr. Gibson: This clause deals with the government shares that would be acquired by the Governor in Council in the event that shares of the corporation are issued and that there is an agreement whether it will be one-third, one-third and one-third or some other proportion. This will provide the authority and the money the government needs in order to meet its commitment under any such arrangement.

The Chairman: Are there any questions on clauses 39, 40 or 41?

Mr. Stewart (Cochrane): In respect of this lending of money to the company under Clause 41, what about the initial cost? Is this one of the items considered as a loan to the corporation?

Mr. Gibson: I am not entirely sure what you mean by the initial cost.

Mr. Stewart (Cochrane): The initial cost of the building, the launching of the satellite and so on. Is all this done by the government first and then the corporation is created?

Mr. Gibson: No. There are certain expenses presently being incurred by the government that it is proposed will be dealt with under one of the amendments tabled—the amendment to Clause 46. But the vast majority of the expenditure associated with the building of the satellite and the launch will be incurred after the company is incorporated and will be paid by the company out of funds either raised through debt capital or through issue of shares, as it sees fit.

Mr. Stewart (Cochrane): That will not constitute part of this loan we are talking about?

[Interpretation]

M. McCleave: Oui, merci.

Le président: L'article 36 vient ensuite. S'il n'y a pas de questions nous passerons à l'article 37. Y a-t-il des questions? Sinon nous prendrons l'article 38.

M. Stewart (Cochrane): L'article 38 signifie-t-il que le gouvernement du Canada est le seul organisme qui peut acquérir et détenir des actions majoritaires? Le gouvernement du Canada, d'après ce que je crois savoir, a le tiers des actions.

M. Gibson: On peut en discuter, il n'y a pas de droit ici. Le gouvernement du Canada n'a pas de droit sur les actions prévues aux termes de ce bill.

M. Stewart (Cochrane): Parlons-nous ici du tiers fourni au public, ou si nous parlons du premier groupe?

M. Gibson: Cet article parle des actions du gouvernement qui seront achetées par le gouverneur en conseil si les actions de la compagnie sont émises et si on s'entend sur la répartition en trois parts égales. Cela donnera le pouvoir et l'argent au gouvernement pour respecter ses engagements aux termes d'une telle disposition.

Le président: Avez-vous des questions à poser sur les articles 39, 40 ou 41?

M. Stewart (Cochrane): Pour ce qui est de cet argent prêté à la compagnie, en vertu de l'article 41, parlez-vous des coûts initiaux. Est-ce l'un des articles qui doit être considéré comme un prêt à la Société?

M. Gibson: Je ne suis pas absolument certain de ce que vous voulez dire par les coûts initiaux.

M. Stewart (Cochrane): Les coûts initiaux de construction et de lancement du satellite, etc. C'est d'abord le gouvernement qui agit, puis on crée la société?

M. Gibson: Non. Il y a certaines dépenses qui sont faites par le gouvernement et il est proposé que ceci pourra se faire aux termes d'un des amendements à l'article 46 qui a été déposé. Mais la plupart des dépenses reliées à la construction du satellite et à son lancement sont faites par la Société une fois constituée et par la Société à partir de l'émission d'actions ou de fonds qu'elle aurait.

M. Stewart (Cochrane): Cela ne fera pas partie du prêt dont nous parlons?

[Texte]

Mr. Gibson: If the corporation saw fit to borrow a certain amount of its capital require-

• 1045

ments and the government saw fit to loan to the corporation certain of its capital requirements this would be the authority and it might conceivably be some of the money.

Mr. Stewart (Cochrane): Some of these decisions have already been made then. Maybe Mr. Gotlieb could tell us about that.

Mr. A. E. Gotlieb (Deputy Minister, Department of Communications): Mr. Stewart, I think that this is a permissive clause. It provides for different ways in which capital can be raised, not just through equity, and it does, as Mr. Gibson says, recognize the legal possibility that the government can loan to the corporation if in its wisdom wants to do that and if Telesat wanted to borrow that way. I certainly cannot say it would happen that way, but you would not have to amend the legislation if you want to do it that way. That is the only point, that the financing would be through equity and through debt and this merely gives a certain legal possibility for the government to loan subject to this limitation.

Mr. Stewart (Cochrane): In that case this is for some time in the future should the corporation want to make a loan for one reason or another?

Mr. Gotlieb: That is correct.

Mr. Stewart (Cochrane): This has nothing to do with the initial expenses of the corporation.

Mr. Macquarrie: Are you through?

Mr. Stewart (Cochrane): I was just waiting for his answer.

Mr. Gotlieb: This could conceivably be used to pay expenses or costs at any time should Telesat want to raise money that way and should the government want to do it. There would be no legal impediment to using the power at any particular time. The question of the original expenses is dealt with in an amendment to Clause 46, which would touch on that subject.

Mr. Macquarrie: In reference to numbers having been given I presume these figures are in relation to something tangible and I was just wondering why \$40 million instead of \$30 or \$50 million. What is the rationale or formulae?

20386—31

[Interprétation]

M. Gibson: Si la Société juge bon d'emprunter certaines sommes d'argent et si le gouvernement juge bon aussi de prêter à la Société, eh bien, cela peut être fait.

M. Stewart (Cochrane): On a déjà pris certaines de ces décisions. M. Gotlieb pourrait peut-être nous en parler.

M. A. E. Gotlieb (sous-ministre, ministère des Communications): Monsieur Stewart, je crois que c'est un article qui donne la permission de faire quelque chose pour obtenir de l'argent, de différentes façons. Comme M. Gibson l'a dit, cela donne le droit au gouvernement, aux termes de la loi, de prêter à la Société si la Société désire obtenir de l'argent et si Télésat veut emprunter de cette façon-là. Je ne peux pas dire avec certitude que cela va arriver de cette façon, mais il ne serait pas nécessaire de modifier la loi pour procéder à cet emprunt. Le financement se ferait par l'entremise de valeurs ou d'actions ou on pourrait tout simplement contracter une dette, ce qui donne au gouvernement simplement un certain droit d'emprunt, sous réserve de cette restriction.

M. Stewart (Cochrane): Sous certaines réserves, on peut donc faire un emprunt, faire un prêt, pour une raison ou une autre?

M. Gotlieb: En effet.

M. Stewart (Cochrane): Mais cela n'a rien à voir avec les dépenses initiales de la Société.

M. Macquarrie: Avez-vous terminé?

M. Stewart (Cochrane): J'attendais sa réponse.

M. Gotlieb: Cela pourrait permettre de payer des dépenses, de rembourser des frais en tout temps, si Télésat veut obtenir de l'argent de cette façon et si le gouvernement veut procéder ainsi. Il n'y aurait pas d'empêchements juridiques à l'utilisation de ce droit. La question des dépenses initiales est étudiée dans un amendement apporté à l'article 46, qui porte sur ce sujet.

M. Macquarrie: En ce qui concerne les numéros qu'on a donnés, je présume qu'ils ont trait à quelque chose de tangible et je me demande pourquoi on dit 40 millions au lieu de 30 ou 50. Quelle est la raison de ce chiffre?

[Text]

Mr. Gotlieb: I think any particular figure is bound to be arbitrary, sir. I think it was felt that this provided a reasonable limit on the amount of loan that Parliament would authorize the government to make. The equity is limited to \$30 million under Clause 40, the government's participation of equity, and the \$40 million, at least in theory, bears some correspondence to the capital costs of the entire system. I mean if one said, let us say, \$100 million, it would be obviously inappropriate when we are talking about the kind of capital costs for the system referred to in this Committee. If one were to reduce it below \$40 million I think Parliament would then be creating a restriction on the power of the government to loan money towards the system when it might be needed on the theoretical possibility that Telesat wants it and the government is prepared to loan it.

So I think the total figure bears some relationship to anticipated costs. It would be wrong to draw any conclusion that this is the method of financing; it merely creates legal powers so that the corporation and the government could act in a certain way.

Mr. Schumacher: Mr. Chairman, in other words if agreement could not be reached with the common carriers or the public then the government could build this on its own through this method of investing \$30 million in equity and then lending another \$40 million, making a total of \$70 million which is the anticipated total cost.

• 1050

Mr. Gotlieb: It was mentioned earlier that if any group declined to participate—it for example the common carriers were offered let us say 33 per cent and did not wish to take it up—this legislation would not be inappropriate or would not have to be amended.

I think that this is the spirit of the legislation—that since Parliament is creating a corporation to achieve a specific objective that one has to foresee that during the lifetime of that corporation certain contingencies might arise and it would be reasonable to show an appropriate degree of foresight with respect to the kind of market or other considerations—policy considerations vis-à-vis policy considerations of the carriers themselves or other consideration of this sort—which would not make the legislation into a rigid receptacle which could not apply to the changing circumstances that may appear.

[Interpretation]

M. Gotlieb: Je pense que tout chiffre sera arbitraire, forcément, et qu'on a cru devoir établir une limite raisonnable quant aux montants que le Parlement autorisera le gouvernement à prêter. Les valeurs sont limitées à 30 millions de dollars aux termes de l'article 40, en ce qui concerne la participation du gouvernement, et les 40 millions, du moins en théorie, correspondent à peu près aux immobilisations de l'ensemble de l'entreprise. Évidemment, si quelqu'un a dit, mettons, 100 millions, ce serait inopportun, lorsqu'il s'agit des immobilisations du système qu'étudie le Comité. Si on allait réduire ce chiffre à moins de 40 millions, je crois que le Parlement limiterait alors les pouvoirs du gouvernement de prêter de l'argent en vue de cette entreprise, quand ce serait nécessaire, au cas où, théoriquement, Télésat aurait besoin de cet argent, et le gouvernement voudrait bien le lui prêter.

Je pense donc qu'il faut toujours anticiper des coûts un peu plus élevés, mais je pense qu'on ne peut pas tirer de conclusion selon laquelle ce serait la méthode de financement; c'est tout simplement certains pouvoirs juridiques que nous accordons à la Société et au gouvernement.

M. Schumacher: Monsieur le président, autrement dit, si on ne peut pas s'entendre avec les entreprises d'exploitation ou le public, le gouvernement pourrait alors agir seul en investissant 30 millions, puis en prêtant 40 millions, ce qui ferait un montant total de 70 millions, soit le coût total qu'on a prévu.

M. Gotlieb: On a dit plus tôt que si tout groupe refusait de participer—si, par exemple, on offrait 33 p. 100 aux entreprises d'exploitation et qu'elles ne voudraient pas prendre leur part—cette mesure législative ne serait pas périmée pour autant, et n'aurait pas à être modifiée.

Je pense que l'esprit de la loi, c'est tout simplement que le Parlement crée une Société en vue de réaliser un objectif précis et qu'il faut prévoir qu'au cours de l'existence de cette Société, il y aura certaines choses imprévues qui pourront se présenter. Nous voulons faire preuve de clairvoyance, compte tenu des marchés, de la politique, ou des principes des entreprises d'exploitation elles-mêmes, ce qui ne rendrait pas la mesure législative trop rigide pour qu'elle puisse s'appliquer aux conditions changeantes qui pourraient survenir.

[Texte]

Mr. Macquarrie: The addition of \$40 million and \$30 million bears a striking coincidental relationship with the price of the compact.

Mr. Gotlieb: Yes, I think this is true, that one could add the two figures together and come up with a certain amount. But in drafting legislation I think one could take a higher figure, which would be suggestive of a request for unnecessary funds, or a lower figure, which might not provide the kind of flexibility, or theoretical scope, to the government and the corporation to deal with contingencies which could develop some time in the future.

The Chairman: Would it be fair to say that this could be interpreted as a stop-gap; that if the conditions that Mr. MacIntosh suggested came to pass relative to borrowing in the market, you would have this as a back-up?

Mr. Gotlieb: I do not think it was the government's intention, sir, to regard this as a back-up, but it simply does not preclude this kind of legal possibility of a loan. If the government were considering operating in this way I do not think it would have introduced legislation of this sort. The legislation would look a good deal different if it were the government's intention to go it alone. The whole spirit and conception of the Bill envisages a tripartite approach.

The Chairman: Yes. My argument was however simply that it is proposed that there be a relatively small equity base and a large debt base. Mr. MacIntosh suggested that that debt base might not be easy to come by, given today's market conditions. I was asking if those \$40 million could be utilized by Telesat as a stop-gap in case the debt money they wish to raise in the market was not available?

Mr. Gotlieb: It could only be usefully utilized by Telesat if the government were prepared to authorize such a loan.

Mr. Macquarrie: It also came to my mind, when Mr. Gibson indicated that it would not require an amendment to the Act, that if the third partner, the common carrier, should decide not to...

The Chairman: Shall we proceed to the next clause?

Mr. Schumacher: In relation to Clause 43, I cannot really understand why the government does not accept the common carrier's amendment. It seems to me that Clause 43 would enable them effectively to control the system through designating what is a common carrier.

[Interprétation]

M. Macquarrie: L'addition de 40 et de 30 millions influencera considérablement le contrat?

M. Gotlieb: Oui, je pense qu'il est vrai que l'on peut additionner les deux chiffres et en arriver à une certaine somme. Mais en rédigeant une loi, je pense qu'on aurait pu choisir un chiffre plus élevé qui semblerait exiger des fonds non nécessaires, ou un chiffre moins élevé qui ne pourrait pas donner la souplesse ou une portée théorique au gouvernement et à la société pour prévoir les imprévus qui peuvent se présenter à l'avenir.

Le président: Serait-il juste de dire qu'il s'agirait d'un bouche-trou et que si les conditions que propose M. MacIntosh au sujet des emprunts au marché étaient acceptées, s'agirait-il alors d'un capital de soutien?

M. Gotlieb: Je pense que le gouvernement n'a pas l'intention de considérer cela comme capital de soutien, mais simplement il n'empêche pas ce genre de possibilité juridique d'emprunt. Si le gouvernement voulait agir de cette façon, je ne pense pas qu'une telle mesure devrait être acceptée. Cette mesure serait de beaucoup différente si le gouvernement voulait agir seul. Nous envisageons, dans cette mesure, une organisation tripartite.

Le président: Oui. Le point était simplement que l'on proposait d'avoir un actif peu considérable et un passif plus considérable. Monsieur MacIntosh disait que le passif ne serait peut-être pas facile à accumuler, étant donné les débouchés. J'ai demandé si la Télésat pouvait utiliser les 40 millions comme bouche-trou si on ne pouvait obtenir d'argent?

M. Gotlieb: Télésat pourrait utiliser cet argent si le gouvernement était prêt à autoriser un tel prêt.

M. Macquarrie: J'ai pensé aussi que lorsque M. Gibson a dit qu'il ne serait pas nécessaire de modifier la loi que si les entreprises d'exploitation ne voulaient pas...

Le président: Pouvons-nous passer à l'article suivant?

M. Schumacher: Quant à l'article 43, je ne comprends pas pourquoi le gouvernement ne veut pas accepter la modification pour les entreprises d'exploitation. Il me semble que l'article 43 leur permettra de régir le réseau, en définissant l'entreprise d'exploitation.

[Text]

The Chairman: Are you dealing with Clause 43 as amended?

Mr. Schumacher: Oh, I am sorry. Why does the government not accept the amendment proposed by the common carriers and forget about their amendment.

• 1055

Mr. Gotlieb: I will try to answer that question, sir. This amendment deals with a group of common carrier owners of the system, but the amendment of the TCTS has a different purport, that is, that the government, or at least Telesat, would be precluded from selling directly a transponder, or channel, or capacity, not to a common carrier but to a user—a different kind of user—such as a third television network. So it is a different point, sir.

The Chairman: There is an amendment to Clause 44, as well. Clause 45? Clause 46?

Mr. McCleave: Mr. Chairman, where on earth did the Satellite Project Office referred to in capital letters, in the amendment spring from? I cannot find it defined earlier on. Perhaps I am wrong.

The Chairman: I think you are right.

Mr. Gotlieb: The Satellite Project Office, sir, was originally situated in the Privy Council Office prior to the formation of the Department of Communications. It is now part of the Department of Communications but it has incurred certain expenses for preliminary studies and planning for the creation of the satellite corporation.

Mr. McCleave: Was it ever formally set up by an Act of Parliament, Mr. Gotlieb?

Mr. Gotlieb: It was not established formally by Act of Parliament, no, sir. It was an office the administrative units of which were located in the Privy Council Office. But it has been the focal point for the development of the planning aspects of Telesat, and it has engaged people who have been working with that unit and have incurred certain expenses for things which will be of direct benefit to Telesat when it is formed.

Mr. McCleave: Arising out of the answers may I ask Mr. Gibson whether he regards it as good draftmanship, or good legislation, to refer to something that suddenly springs up...

[Interpretation]

Le président: Parlez-vous de l'article 43 modifié?

M. Schumacher: Je m'excuse. Pourquoi le gouvernement n'accepte-t-il pas l'amendement sur les entreprises d'exploitation et oublie leur amendement?

M. Gotlieb: Je vais essayer de répondre à cette question. Cet amendement traite d'un groupe de propriétaires des entreprises d'exploitation, du réseau, mais l'amendement du Réseau téléphonique transcanadien à un sens différent, c'est-à-dire que le gouvernement, du moins, ne pourrait pas vendre directement des récepteurs-émetteurs, des canaux ou ses pouvoirs à des entreprises d'exploitation mais, à un usager, un différent genre d'usager comme un troisième réseau de télévision. Donc, il y a une différence de points de vue ici.

Le président: Il y a également une modification à l'article 44, 45 et 46.

M. McCleave: Monsieur le président, d'où vient ce Bureau du projet-satellite dont on parle en lettres majuscules dans l'amendement? Je n'en ai pas entendu parler auparavant. Je fais peut-être erreur.

Le président: Je pense que vous avez raison.

M. Gotlieb: Le Bureau d'administration du projet-satellite se trouvait au bureau du Conseil Privé avant la création du ministère des Communications. Il fait maintenant partie du ministère des Communications mais il a fallu faire certaines dépenses pour les études préliminaires et la planification pour la création de cette société de satellite.

M. McCleave: A-t-elle été créée de façon tout à fait officielle par une loi, monsieur Gotlieb?

M. Gotlieb: Non, elle n'a pas été établie officiellement par une loi. C'était un bureau dont le secteur administratif se trouvait au Conseil Privé. Mais, il a été le centre de création pour la planification de la Télésat, des gens ont travaillé à ce bureau et on a fait certaines dépenses dont profitera directement la Télésat, une fois créé.

M. McCleave: D'après les réponses, puis-je demander à Monsieur Gibson s'il considère cela comme un bon projet ou une bonne mesure de parler de quelque chose qui naît tout à coup...

[Texte]

Mr. Gibson: If this were legislation that was likely to stay on the books for years, I would be inclined to say no to your question. This, effectively, is a transitional provision of short-term application. I agree very much with the implication in your statement, that it is very difficult to determine precisely what body we were referring to except in the context of the current situation. It is, in effect, a drafting shorthand, used here to specify the

• 1100

type of expenditure it is anticipated will be involved in the assumption of rights and liabilities by the Telesat Corporation.

Mr. McCleave: They handle it much better on the French language side. It is called the Bureau.

Thank you, Mr. Gibson.

The Chairman: I might also point out at this time that we have two amendments on the French language, which I did not see before—improvements. Perhaps when we complete this we can go back and have a look at that.

Mr. Gotlieb: I think the point raised is a good one. April 1, which is the date here, is the legal date from which the Department of Communications Satellite Project Office has been part of the Department. I would like to discuss with my colleague whether we can improve the drafting there. I think the point is well taken. We might be able to say, "Incurred by the Department of Communications since April 1 in connection with the satellite project," which would, I think, be a more elegant way of saying the same thing.

The Chairman: Schedule A, the amendment to insert the "Island Telephone Company Limited" and to change the name of the Saskatchewan Government Telephones to "Saskatchewan Telecommunications."

Mr. Macquarrie: Thoroughly commendable amendments.

The Chairman: No objection. Schedule B.

Mr. McCleave: My friend speaks for two Liberal Premiers when he does that, too.

The Chairman: That is a very good point to recall. There is also an amendment to Schedule B. Perhaps I might ask Mr. Gibson to take us through this very involved section point by point so that we do not get lost.

Mr. Gibson: Schedule B, Mr. Chairman, establishes the restriction on those persons

[Interprétation]

M. Gibson: S'il s'agissait d'une mesure qui devait rester dans les recueils pendant des années, je vous répondrais non. C'est, de fait, une disposition provisoire qui s'appliquera pendant un temps limité. Je suis tout à fait d'accord avec vous lorsque vous dites qu'il est très difficile de déterminer précisément à quel organisme nous faisons allusion, sauf s'il s'agit d'une situation habituelle. En fait, c'est une première rédaction qu'on utilise ici pour préciser le genre de dépenses prévues pour les droits et les obligations de la Société Télésat.

M. McCleave: On en parle beaucoup mieux dans la version française; on l'appelle «Bureau». Je vous remercie, monsieur Gibson.

Le président: Je pourrais souligner également qu'il y a deux amendements dans le texte français, amendements que je n'ai pas vus avant les modifications. Peut-être qu'après avoir terminé, nous pourrions y jeter un coup d'œil.

M. Gotlieb: Je pense que c'est là une bonne idée. Le 1^{er} avril est la date où le Bureau du projet-satellite a commencé à faire partie du ministère des Communications. J'aimerais demander à mes collègues si nous pouvons améliorer la rédaction. Là, est la question. Nous pourrions dire «les dépenses faites par le ministère des Communications depuis le 1^{er} avril pour le projet-satellite», ce qui serait, à mon avis, une solution plus élégante.

Le président: Annexe A, il y a un amendement pour insérer la «*Island Telephone Company Limited*» et pour modifier le nom de la Saskatchewan Government Telephones par la «*Saskatchewan Telecommunications*».

M. Macquarrie: Je crois que c'est un très bon amendement.

Le président: Il n'y a pas d'objections. L'Annexe B.

M. McCleave: Mon ami parle de deux premiers ministres libéraux lorsqu'il dit cela.

Le président: C'est une bonne chose à rappeler. Il y a également une modification à l'Annexe B. Je demanderais peut-être à M. Gibson de nous guider point par point dans cet article assez compliqué pour que nous ne nous y perdions pas.

M. Gibson: L'annexe B, monsieur le président, présente des restrictions quant aux per-

[Text]

who are described as persons who fulfill the statutory conditions. These are the statutory conditions. The first condition is that not more than 20 per cent of the outstanding common shares of the company held by persons other than the government and the common carriers may be held by non-residents. That is supported by a provision that a resident may not hold shares for the use or benefit of a non-resident.

The Chairman: That means 20 per cent of the shares in the hands of the public.

Mr. Gibson: That is correct. If we take as an example the one-third, one-third, one-third distribution, it is effectively 20 per cent of one-third.

The second clause at Schedule B provides that common shares may not be held or obtained by a director or officer of an approved telecommunications common carrier; a corporation associated or deemed to be associated with an approved common carrier; or the government of a foreign state or of a political subdivision or an agent of any such government.

The Chairman: What about a province of Canada which does not own its own common carrier, such as Ontario or Nova Scotia?

Mr. Gibson: There is no prohibition against ownership of shares by a provincial government or by an agent of a provincial government.

Clause 3 of the statutory conditions as amended, or as proposed to be amended in the amendments tabled, would provide that no shareholder or no group of associated shareholders could hold more than 2.5 per cent of the common shares of the company.

The Chairman: This met the point that Mr. Schreyer raised earlier.

Mr. Gibson: It is dealing with the same point, yes.

•11.05

Clause 4 of the statutory conditions is simply an interpretation clause which defines certain phrases for the purpose of these conditions, and particularly the terms "agent", "non-resident", and "association", or gives a meaning to the term "association" for the purpose of the statutory conditions.

Clause 5 simply provides certain administrative exceptions for administrative convenience to the intricacies of "association". So

[Interpretation]

sonnes qui remplissent les conditions statutaires. Les conditions statutaires sont d'abord que pas plus de 20 p. 100 des actions ordinaires en circulation de la société détenues par des personnes autres que le gouvernement ou les entreprises agréées d'exploitation de télécommunication soient détenues par des personnes qui ne sont pas résidents du Canada. Cette disposition est appuyée par une autre en vertu de laquelle un résident ne peut détenir des actions ordinaires ni pour l'usage ou au profit d'un non-résident.

Le président: Ce qui veut dire que le public détient 20 p. 100 des actions.

M. Gibson: C'est exact. Si l'on prend la répartition en trois parts égales, il s'agit de 20 p. 100 d'un tiers.

Le deuxième article de l'annexe B, prévoit que les actions ordinaires ne peuvent être souscrites, achetées ou détenues par un administrateur ou un membre de la direction d'une entreprise agréée d'exploitation de télécommunication, par une société qui est associée ou sensée être associée avec une entreprise agréée d'exploitation de télécommunication, ou par le gouvernement d'un État étranger, d'une de ses subdivisions politiques ou d'un de leurs mandataires.

Le président: Que se passe-t-il dans le cas d'une province du Canada qui ne possède pas une entreprise d'exploitation de télécommunication comme l'Ontario et la Nouvelle-Écosse?

M. Gibson: Rien n'empêche un gouvernement provincial ou son agent de détenir des actions.

L'article 3 des conditions statutaires modifié ou tel qu'il serait modifié par les amendements déposés prévoit qu'aucun actionnaire ou aucun groupe d'actionnaires associés ne pourraient détenir plus de 2.5 p. 100 des actions ordinaires de la société.

Le président: Ceci répond à la question posée par M. Schreyer.

M. Gibson: Il porte sur le même sujet, aussi.

L'article 4 des conditions statutaires n'est qu'un article d'interprétation où l'on définit certaines expressions aux fins de ces conditions, et particulièrement les expressions «mandataire», «non-résident» et donne une définition de l'expression «association» aux fins des conditions statutaires.

L'article 5 prévoit certaines exceptions administratives à des fins d'efficacité administrative aux complications qu'entraîne l'ex-

[Texte]

basically all of the restrictions of effective conditions are contained in the first three clauses of this Schedule. The subsequent clauses are interpretative and administrative in relation to those first three provisions.

The Chairman: Any further questions? I wonder if we could turn to page 24 and deal with line 33 in which there has been a change in the French text.

Mr. Gibson: This simply represents a conforming, Mr. Chairman, of the English and French versions. The equivalent of the words "at a price approved by the Governor in Council" as they appear in lines 35 and 36 of the English version are not contained in the French version at all. The effect of the draft amendment that has been tabled with the Committee would be to insert those words in the French version or the equivalent of those words.

The Chairman: On page 25, on lines 29, 30 and 31 also in the French text.

Mr. Gibson: Again this is a discrepancy between the English version and the French version where the English version simply refers to "Minister" which is defined for the purposes of this act as the Minister of Communications, whereas the French version refers to the Minister of Finance in the particular lines in question. This would revise the French version so it would refer simply to "Minister".

The Chairman: I think, Mr. Gibson, the first time we were proceeding with the clause by clause...

Mr. Macquarrie: May I, sir, with your indulgence, go back. I am no expert in company laws and that may show immediately. On page 32 subclause 4(1) (c) (iv):

a corporation that is controlled directly or indirectly by non-residents as defined in any of the subparagraphs (i) to (iii).

Is there no need of anyone giving any thought at all to any people now in the telecommunications business who have associations with parent companies in the United States under this part of the legislation?

Mr. Gibson: These statutory conditions, sir, only apply to shares held by persons in the public sector or persons who fulfill the statutory conditions. They do not apply to shares held by approved telecommunications common carriers. Therefore anything in this

[Interprétation]

pression «association». De sorte que fondamentalement toutes les restrictions ou toutes les conditions posées sont contenues dans les trois premiers articles de l'Annexe. Les deux articles suivants sont des articles d'interprétation à des fins administratives.

Le président: Y a-t-il d'autres questions? Je me demande si nous pourrions revenir à la page 24 et discuter la ligne 33.

M. Gibson: Il s'agit simplement d'adapter la version anglaise à la version française. L'équivalent des mots «à un prix approuvé par le gouverneur en conseil» de la version anglaise ne figure pas dans la version française. L'effet du projet d'amendement qui vient d'être déposé devant le Comité serait d'ajouter ces mots à la version française, ou leur équivalent.

Le président: A la page 25, aux lignes 29, 30 et 31 du texte français.

M. Gibson: Il y a également une différence de sens entre la version anglaise et la version française, alors qu'en anglais on parle du «ministre» qui aux fins de cette loi est défini comme le ministre des Communications, dans la version française on parle du ministre des finances. Cet amendement vise à modifier la version française de façon à parler simplement du «ministre».

Le président: Je crois, monsieur Gibson, qu'au cours de la première étude article par article...

M. Macquarrie: Je voudrais revenir en arrière, avec votre permission, monsieur le président. Je ne suis pas expert en matière de droit des sociétés et je crains qu'on s'en rende compte. A la page 42, l'article 4(1) (c) (iv) dit:

une corporation contrôlée directement ou indirectement par les non-résidents selon la définition qu'en donne l'un quelconque des sous-alinéas (i) à (iii),

Est-ce qu'il n'est pas nécessaire d'examiner la situation des entreprises qui participent déjà aux réseaux de télécommunication et qui sont associées à des sociétés-mères américaines aux termes de cette partie de la Loi?

M. Gibson: Ces conditions statutaires ne s'appliquent qu'aux actions détenues par des personnes du secteur public ou aux personnes qui remplissent les conditions. Elles ne s'appliquent pas aux actions détenues par des entreprises agréées d'exploitation de télécom-

[Text]

definition which might tend to make any of the approved telecommunications common carriers a non-resident, if this definition applied to them, is really irrelevant, because it does not apply to them.

Mr. Macquarrie: I should have looked at that "other than". I am sorry.

The Chairman: There were two other questions that were raised, Mr. Gibson, the last time. One of them was the possibility of allowing the Telesat Corporation to issue convertible preferred shares.

Mr. Gibson: This matter was considered, Mr. Chairman, subsequent to the meeting at which the question was raised. There are two

• 1110

difficulties associated with this proposal. The first is that there is no restriction on the transferability of preferred shares provided in the bill, with the result that the issue of preferred shares that are convertible could very quickly result in a distortion of any agreed upon pattern for the holding of the shares, such as a one-third, one-third, one-third pattern.

Even if some sort of a restriction on the transferability of preferred shares that were convertible was imposed, there would still be a distinct possibility of distortion resulting from the conversion of preferred shares to common simply for purposes of increasing voting power or for any other reason that is not really an economic motivation. Normally the motivation to convert a convertible issue is purely economic, if you desire to participate in the equity at a time when the conversion feature is economically desirable.

There is an added feature in the case of this corporation, which is that voting power will be determined as a result of agreement between the company, the government and the carriers, and it is conceivable that any party to that agreement could distort the effect of the agreement by exercising its right of conversion at a time when it might or might not be economically desirable for the other parties to the agreement to so exercise their right. It is this latter feature in particular that would make it virtually impossible to issue a convertible, preferred or security, in a manner that would not provide for distortion.

The Chairman: Then there is no possibility of having convertible preferred under that type of agreement?

[Interpretation]

munication. Par conséquent, des parties de cette définition qui feraient des entreprises agréées d'exploitation de télécommunication des non-résidents n'ont aucune portée car elles ne s'appliquent pas aux sociétés.

M. Macquarrie: J'aurais dû voir l'expression «qui n'est pas». Je m'excuse.

Le président: Il y avait deux autres questions qui ont été soulevées, monsieur Gibson. Une portait sur la possibilité de permettre à la Télésat Canada d'émettre des actions privilégiées convertibles.

M. Gibson: La question a été étudiée, monsieur le président, à la suite de la réunion où elle a été soulevée. Il y a deux problèmes qui pourraient découler de cette proposition. D'abord, aucune restriction ne s'applique aux transferts des actions privilégiées, aux termes du bill, de sorte que l'émission des actions privilégiées convertibles pourrait avoir très rapidement pour résultat une distorsion de tout accord concernant la détention des actions, telle la division en trois tiers.

Même si une restriction quelconque du droit de transfert des actions privilégiées convertibles était imposée, il y aurait toujours possibilité de distorsion si on transformait les actions préférées en actions ordinaires, pour une raison d'augmentation des droits de vote ou pour toute autre raison qui ne serait pas motivée par des facteurs financiers. La décision de convertir des actions est habituellement fondée sur des raisons entièrement financières, si vous voulez prendre une participation dans une société à l'époque où le facteur de conversion est économiquement désirable.

Il y a un cas supplémentaire dans cette société, qui veut que les droits de vote soient déterminés par un accord entre la compagnie, le gouvernement et les sociétés de télécommunications. Il est donc concevable que chacune des parties pourrait se servir de son droit de conversion pour fausser les effets de l'accord à un moment où cela ne serait pas souhaitable pour les autres parties en cause. Et c'est ce problème en particulier qui rendrait à peu près impossible l'émission d'actions convertibles, privilégiées ou garanties sans entraîner une transformation majeure.

Le président: Il n'est donc pas possible d'émettre des actions privilégiées convertibles en vertu d'un accord semblable.

[Texte]

Mr. Gibson: Not without seriously affecting the principle of tripartite ownership that is inherent in the bill.

The Chairman: And that principle also applies to the utilization of warrants, and...

Mr. Gibson: Yes, it would apply in precisely the same manner.

The Chairman: Mr. McCleave.

Mr. McCleave: My questions are on earlier sections that the Committee went over the other day, but if the Committee will indulge me I have a few brief questions. My first question is directed to either of the witnesses and it arises out of the heading of Clause 5, objects of the company, which appears on page 4 and it deals with telecommunication services between locations in Canada. Is there any reason for restricting it rather than having, for instance, an exchange between Canada and the United States?

Mr. Gottlieb: May I answer that? I think the clear intention of the government here has been to create a domestic system. If one creates authority for this corporation to locate earth stations in other countries, for example, one is really envisaging creating an international system, and an international system raises a lot of considerations which are of a different character from a domestic system. There is only one international system in the world today, which is INTELSAT. However, to modify that, the Soviet system, intersputnik, is at least an incipient international system or a big international system, but it generally relates to a whole variety of considerations about international telecommunications and specifically to the scope of the existing INTELSAT agreement, which provides for a single international system.

In other words, it relates to the question whether you can establish regional systems, for example, and there may be a lot to say, sir, for regional systems but it would introduce new legal questions which are really not related to the primary purpose of the bill, which is to create a domestic system.

Mr. McCleave: I did not visualize the building of ground stations in the United States, for example, but I thought there might be occasions when you would pump something up in Canada and it could be received in another country.

Mr. Gottlieb: I think it is conceivable at some stage in the future that if another country was interested in co-operating in some way with this system, and subject to whatever

[Interprétation]

M. Gibson: Non, sans menacer le principe même de la propriété par les trois partenaires, selon l'intention même de la Loi.

Le président: Et ce principe s'applique lui aussi à l'utilisation des droits de souscription?

M. Gibson: Oui, précisément.

Le président: Monsieur McCleave.

M. McCleave: Il s'agit d'un article qui a été étudié par le Comité l'autre jour. J'espère que le Comité me permettra d'y revenir.

Je voudrais d'abord demander si au sujet du titre de l'article 5 à la page 4, objectifs de la société, et qui traite des services de télécommunications peuvent se faire entre deux localités canadiennes.

Pourquoi limite-t-on cela à deux points au Canada et non pas à deux points entre le Canada et les États-Unis?

M. Gottlieb: Puis-je répondre? L'intention claire du gouvernement est de créer un réseau domestique. Si on veut établir des stations terriennes dans un autre pays, cela suppose donc la création d'un réseau international et un tel réseau de communications entraîne des répercussions bien différentes. Il n'a qu'un réseau international actuellement, et c'est Intelsat. Il y a également «inter-Sputnik» qui est sous certains aspects un réseau international. Mais ceci fait entrer en jeu une foule de considérations quant aux communications internationales et quant à l'envergure des accords d'Intelsat qui prévoit qu'il n'y aura qu'un seul réseau international.

On peut se demander s'il est possible d'établir des réseaux régionaux. Ceci mettrait en cause une foule de problèmes légaux qui n'ont rien à voir avec l'objectif principal du Bill, soit de créer un réseau domestique.

M. McCleave: Je n'avais pas songé à la construction de stations terriennes aux États-Unis. Mais je pensais, par exemple, que dans certains cas on pourrait diffuser certaines choses au Canada et que ces émissions pourraient être captées ailleurs.

M. Gottlieb: Il est possible que si un autre pays veut coopérer dans le futur avec la Société en tenant compte, bien entendu, des obligations internationales que nous aurons à

[Text]

er international obligations we may have at that time, that one would not be precluded from...

Mr. McCleave: Amending the Act.

Mr. Gotlieb: ... determining whether or not one could do it even within the scope of

• 1115

the Act. The object of the company is to establish telecommunication systems between locations in Canada. Your point is that if you were sending a signal directly to an earth station in another country that...

Mr. McCleave: Yes.

Mr. Gotlieb: I think the government felt it ought to be made perfectly clear that we were creating a domestic system because if, on the face of it, it appeared to be an international system it would have raised a lot of other considerations. If circumstances change I think there is a possibility of amending the Act. There is also the possibility of seeing to what extent international co-operation can be achieved without amending the Act. I would not want to say, sir, that it would be impossible to achieve certain kinds of international co-operation without amending the Act.

Mr. McCleave: Perhaps this is something that you people could give more consideration to before we deal with it on Tuesday. I do not propose any amendments myself, but I think by doing this you might save yourself some difficulties in the future.

My second question is directed to Mr. Gibson under Clause 8 relating to the time element of 30 days. Is there any specific reason for this, Mr. Gibson?

Mr. Gibson: Again, sir, there is no magic in 30 days. It is a compromise between the company getting on with its job and the Minister being given a reasonable opportunity to review and exert whatever influence he can on the company to incorporate as high a degree of Canadian content as possible

Mr. McCleave: Dealing with the timetable for the operation of this company in the future—and we do not seem to have high priority for this legislation—assuming it goes through by the end of June when we are getting into the summer period, am I correct that the 30 days will then not throw you out with regard to the timetable, Dr. Gotlieb?

Mr. Gotlieb: I am sorry, sir, but would you repeat that question? I was actually mulling over your previous question.

[Interpretation]

ce moment-là, on pourrait toujours déterminer...

M. McCleave: Modifier la Loi.

M. Gotlieb: ... s'il est possible de le faire dans le cadre actuel de la loi. La compagnie a comme objectif d'établir des systèmes de télécommunications entre diverses localités canadiennes. Vous dites que si on envoyait directement un signal à une station terrestre, dans un autre pays qui...

M. McCleave: Oui.

M. Gotlieb: Je crois que le gouvernement a voulu qu'on dise bien clairement que nous allions créer un système intérieur, car, s'il s'agissait d'un système international, cela aurait posé beaucoup d'autres problèmes. Si les conditions évoluent, je crois qu'il sera possible de modifier la loi. Il faudrait voir aussi jusqu'à quel point on peut compter sur la collaboration internationale, sans modifier la loi. Je ne voudrais pas dire par là qu'il serait impossible d'établir des communications internationales d'une certaine sorte sans modifier la Loi.

M. McCleave: C'est peut-être un sujet auquel il faudrait apporter quelque attention avant de disposer de la Loi mardi. Je ne propose pas moi-même d'amendements, mais je pense que l'on pourrait éviter ainsi des difficultés futures. Ma seconde question concerne l'article 8 et je la pose à M. Gibson. Y a-t-il une raison spéciale pour le délai de 30 jours?

M. Gibson: Encore une fois, il n'y a pas de magie vis-à-vis de ces 30 jours.

C'est un compromis entre le moment où la société se met à l'ouvrage et le temps que le ministre pourrait prendre pour revoir l'ensemble des décisions et exercer son influence sur la société afin qu'elle soit la plus canadienne possible.

M. McCleave: Pour ce qui est de l'horaire établi quant à cette Société, si ce projet de loi est adopté d'ici la fin du mois de juin, nous en venons à l'ajournement de l'été et cette période de trente jours ne saura pas bouleverser vos calculs, n'est-ce pas?

Ai-je raison, monsieur Gotlieb?

M. Gotlieb: Pourriez-vous répéter cette question, s'il vous plaît.

[Texte]

Mr. McCleave: Assuming the Act becomes law around the end of June—and this 30-day provision appears in various parts of clause 8—will this 30-day provision upset the timetable for the development of the company, the work of the company, the building that has to be carried out by the company?

Mr. Gotlieb: I do not think it will upset the timetable because in our planning we have taken this kind of legal arrangement into account should Parliament approve.

Mr. McCleave: My last question for Mr. Gibson arises out of the provisions contained in Clause 12. The note I had on this is that it seemed to me there was a danger that the legislation could be altered by Clause 12 (4) (a), which is the provision to increase the number of directors fixed by subsection (1). Does this offend you in a legal sense, Mr. Gibson?

Mr. Gibson: No, sir, it does not. Where Parliament authorizes the revision of a spe-

• 1120

cific provision, with the intention of so doing, it does not offend me that they see fit to do so.

Mr. McCleave: I wondered why Clause 12 (1) could not be amended by adding at the end, after the words “seven members”, the words “or by such greater numbers as may be fixed by the Governor in Council” so that the whole package is there in one rather than two different parts of the section.

Mr. Gibson: The reason for the separation was simply to place the responsibility for the change not in the hands of the Governor in Council but in the hands of the directors of the corporation themselves both at the time that the size of the Board is originally increased and at any time when the directors see fit to vary from whatever figure they decide on at that time.

Mr. McCleave: Thank you.

The Chairman: I wonder if I could ask a supplementary. I have been concerned that there is no provision in the Act when the preliminary board is being established for representation of shareholders, thereby fulfilling the statutory requirement. Is there any machinery to ensure that they will have their legitimate share of directors?

Mr. Gibson: At that point there will be no such shareholders, Mr. Chairman.

The Chairman: But if there is no provision for shareholders at that time then the corpo-

[Interprétation]

M. McCleave: Si la loi entre en vigueur avant la fin de juin, il y a une période de trente jours qui a été prévue par l'article 8. Et le fait que la Loi soit adoptée à la fin de juin, bouleversera-t-il l'horaire prévu quant au travail de la Société?

M. Gotlieb: Je ne crois pas que cela modifiera l'horaire car nous avons tenu compte de ces dispositions légales.

M. McCleave: En dernier lieu, je voudrais poser à M. Gibson une question au sujet des dispositions de l'article 12(4)(a).

Il me semble qu'on puisse modifier la loi au sujet du paragraphe qui est la disposition par laquelle on prévoit qu'il serait possible d'augmenter le nombre d'administrateurs fixé par ce paragraphe. Est-ce que ceci va à l'encontre de ce que vous avez prévu?

M. Gibson: Non, monsieur. Lorsque le Parlement prévoit que cette chose peut être faite, je ne m'oppose pas à ce que ce soit fait.

M. McCleave: Je me demande si l'on ne pourrait pas amender l'article 12, paragraphe 1, en ajoutant les mots «par un nombre plus grand de directeurs qui pourrait être fixé par le gouverneur en conseil,» après les mots «sept membres».

M. Gibson: La raison pour laquelle on a séparé les dispositions, c'est qu'on voulait confier la responsabilité du changement aux directeurs eux-mêmes plutôt qu'au gouverneur en conseil, au moment de l'augmentation du nombre de directeurs et lors de tout changement ultérieur.

M. McCleave: Merci.

Le président: Une question supplémentaire. Je m'inquiète de voir que la Loi ne prévoit pas de représentation pour les actionnaires, ce qui ne satisferait pas aux exigences statutaires. Y a-t-il un mécanisme prévu pour que les actionnaires aient leur part de directeurs?

M. Gibson: A ce moment-là, il n'y aurait pas d'actionnaires, monsieur le président.

Le président: S'il n'y a pas de dispositions qui s'appliquent aux actionnaires, à ce

[Text]

ration is going to be run as a closed shop and it will be very difficult indeed for other shareholders coming in later to exert their proper influence.

Mr. Gibson: I would presume, Mr. Chairman, that during the interim period there would be discussions with persons who will be responsible for underwriting and issuing shares to persons who fulfil the statutory conditions. During the course of those discussions it will become apparent that one of the conditions of a successful marketing operation will be that reasonable provision will be made for directorships for the people who will hold those shares. At that time I believe that it is inevitable reasonable arrangements will be worked out, if in fact the shares are to be marketable.

Mr. McCleave: Mr. Chairman, I earlier indicated that I was going to raise with the Minister this matter of 70 per cent instead of a two-thirds vote. The other clause, Mr. Gibson, that would be affected would be Clause 33, as I mentioned, and also Clause 10(3). This is so you can keep us on the legal line, assuming that the Minister does accept the principle. Thank you.

Mr. Macquarrie: Mr. McCleave has stimulated me to ask a question of Mr. Gotlieb who is both a legal luminary and a bright technician. As I look at the White Paper I see that a substantial portion of Alaska is under the bright beam. Have studies been made by your technical people as to the possibility—and I am back at Clause 5—of providing service to Alaskans from the Telesat bird or, on the other hand, have studies been made and discussions held as to this particular vehicle giving interference to whatever services the United States may have in mind for those people? I want to avoid more incidents across the border.

Mr. Gotlieb: I think, as you point out, sir, that the satellite will illuminate Canada and surrounding parts of Canada and could illuminate at least corners and parts of the continental United States and of Alaska. Because we have definitely planned a domestic system we have not had any formal discussions with the United States with respect

• 1125

to their interest in utilizing the system, for example, or their interest in co-operating with the system, although we have heard comments from time to time about the interest that Alaska itself has in a domestic communications satellite system. But there have not been any formal discussions with the United States on that because of our plan

[Interpretation]

moment-là, ce sera une chasse gardée? Il sera très difficile pour les autres actionnaires d'exercer leur influence, lorsqu'il y en aura.

M. Gibson: Je crois que pendant l'interim il y aura des entretiens avec les personnes chargées de garantir et d'émettre les actions afin de remplir les conditions statutaires. Au cours de ces entretiens, on verra que l'une des conditions d'une mise en marché réussie est de prendre des dispositions raisonnables quant à la nomination des directeurs qui représenteront les actionnaires. Il est inévitable que des dispositions convenables soient prises à ce moment-là si les actions doivent se vendre.

M. McCleave: Monsieur le président, j'ai déjà dit qu'il devrait y avoir une proportion de 70 p. 100 plutôt que deux tiers. L'autre article affecté, monsieur Gibson, serait l'article 33, comme je l'ai dit, et l'article 10, au paragraphe (3). C'est simplement pour que tout soit légal, au cas où le ministre n'accepte pas le principe de ces amendements. Merci.

M. Macquarrie: J'aimerais poser une question à M. Gotlieb, qui est un technicien et qui est un expert légal. En jetant un coup d'œil au Livre blanc, je constate qu'un secteur considérable de l'Alaska pourrait être desservi au moyen du satellite. Est-ce qu'on a songé à fournir un service aux habitants de l'Alaska au moyen du satellite? Y a-t-il eu des entretiens afin de déterminer si notre satellite pourrait créer de l'interférence aux services américains dans cette région? Je voudrais qu'on évite des incidents frontaliers.

M. Gotlieb: Comme vous l'avez dit, je vois que le satellite peut faire rayonner les ondes au-dessus du Canada et également une partie des États-Unis et de l'Alaska. Étant donné que nous avions l'intention de créer un système domestique, nous n'avons pas consulté les États-Unis quant à leur intérêt à participer. Nous avons entendu parler toutefois de

l'intérêt qu'a l'Alaska en ce qui concerne un système de communications domestique par satellite. Nous avions prévu que le système devrait être un système domestique et non pas un système international, et donc aucun entretien formel n'a eu lieu avec les États-Unis.

[Texte]

that this should be a domestic system and not a regional or international one.

But perhaps I should add that if the United States wish to have discussions with us which would affect the character of our system—if there was any interest in achieving any special service to any part of the United States like Alaska—as good neighbours we would discuss it.

On frequency problems there was very close consultation with the United States on all interference problems in relationship to radio systems in North America, and certainly that kind of technical co-operation is being carried out. I hope that answers your question.

Mr. Macquarrie: Mr. Schumacher points out something about this map and says that I should warn you to beware of Senator Paul Martin because he maintains that Windsor is not in the right path.

The Chairman: It just barely makes it.

Are there any further questions on the legislation *per se*? If not, I would like to thank Mr. Gibson, particularly because of his sore throat, and Dr. Gotlieb?

We will have the Minutes of Proceedings up to and including Mr. Reiersen's evidence probably by Friday or Monday. On that basis we will proceed with the voting clause by clause on Tuesday and Thursday mornings in the hope that we can get it back into the House perhaps on Friday. This will allow some time for the House leaders to juggle their schedules appropriately.

Mr. Macquarrie: This has been a very helpful and congenial meeting. However, Mr. Chairman, it would be helpful and I am referring to Mr. Gibson's reference to the non-requirement of amendment since statements have been made by the common carrier's potential people, if the Minister had their answer so that we might all the more perfectly in the spirit of the law, if not in the letter of the law, know what their response is to his indication the other day that he was not overly enthused about their suggested amendment. In other words, I hope that by Tuesday Mr. Kierans will be able to tell us whether or not the common carriers are going to be a member of the troika.

The Chairman: I would say that that would depend on the speed of consultation among Trans-Canada Telephone.

[Interprétation]

Je devrais ajouter que si les États-Unis veulent en parler avec nous, en ce qui concerne des changements à notre système, un service spécial à certaines parties de leur territoire, comme l'Alaska, nous pourrions en discuter, en tant que bons voisins.

Pour ce qui est des problèmes de fréquence, il y a eu des entretiens avec les États-Unis quant à tous les problèmes de brouillage des ondes et leur coopération technique nous est assurée. J'espère que ceci répond à votre question?

M. Macquarrie: M. Schumacher nous a fait observer que le champ de transmission n'englobait pas Windsor, selon la carte, ce qui pourrait inquiéter le sénateur Paul Martin.

Le président: La ville de Windsor est comprise, de justesse. Y a-t-il d'autres questions au sujet de la loi comme telle? Sinon, je veux remercier M. Gibson, qui est venu témoigner, même s'il avait un mal de gorge. Je veux aussi remercier M. Gotlieb.

Nous recevrons les comptes rendus des séances, jusqu'au témoignage de M. Reiersen, soit vendredi ou lundi. Nous adopterons ensuite le projet de loi, article par article, mardi matin et jeudi matin. J'espère que le Bill pourra parvenir à la Chambre vendredi pour permettre aux leaders à la Chambre d'organiser leurs horaires.

M. Macquarrie: Ce fut une réunion agréable et utile. Toutefois, monsieur le président, il serait utile—et je parle particulièrement des paroles de M. Gibson, qui a dit que l'amendement n'était pas nécessaire—vu que les déclarations ont été faites par des membres des entreprises de messageries, que le ministre obtienne leur réponse afin que nous puissions tous nous en tenir à l'esprit de la loi, sinon à la lettre de la loi, et savoir quelle est leur réaction au fait que le ministre n'a pas manifesté beaucoup d'enthousiasme au sujet de l'amendement qu'ils ont proposé. En d'autres termes, j'espère que jeudi M. Kierans pourra nous dire si les compagnies de messageries vont faire partie du système.

Le président: A mon avis, cela dépend de la rapidité des consultations au sein du Réseau téléphonique transcanadien.

[Text]

Mr. Macquarrie: Some of these exchanges have taken place within the bosom of this Committee and we want to get the signal.

The Chairman: You all will be receiving a copy of the notice to visit the Defence Research Telecommunications Establishment at Shirley Bay on Monday, May 26, from 1.30 p.m. to 4.30 p.m. You will have an opportunity to meet the people in the Project Office and find out precisely what facilities we have.

Mr. Stewart (Cochrane): Mr. Chairman, do we meet tomorrow morning?

The Chairman: No there will be no meeting tomorrow morning. We have completed the work—we now have only the final clause by clause voting.

[Interpretation]

M. Macquarrie: On a eu certains entretiens au sein du Comité, et nous attendons le signal.

Le président: Vous allez recevoir un avis au sujet de la visite du centre de télécommunications de Shirleys Bay, aménagé par le Conseil de recherches sur la défense. Ceci aura lieu de 1:30 à 4:30, le lundi 26 mai. Vous pourrez voir exactement quelles installations existent et rencontrer les agents du projet.

M. Stewart (Cochrane): Monsieur le président, y a-t-il séance demain matin?

Le président: Nous n'aurons pas de réunion demain matin. Nous avons terminé notre travail. Il ne reste plus que l'adoption, article par article.

OFFICIAL BILINGUAL ISSUE

FASCICULE BILINGUE OFFICIEL

HOUSE OF COMMONS

CHAMBRE DES COMMUNES

First Session

Première session de la

Twenty-eighth Parliament, 1968-69

vingt-huitième législature, 1968-1969

STANDING COMMITTEE
ON

LIBRARY COMITÉ PERMANENT
DE LA

JUN 19 1969

BROADCASTING,
FILMS AND ASSISTANCE
TO THE ARTS

RADIO DIFFUSION,
DES FILMS ET DE L'ASSISTANCE
AUX ARTS

Chairman

Mr. John M. Reid

Président

MINUTES OF PROCEEDINGS
AND EVIDENCE

PROCÈS-VERBAUX ET
TÉMOIGNAGES

No. 41

MONDAY, MAY 26, 1969

LE LUNDI 26 MAI 1969

(Visit to Communications Research Centre, Shirley Bay, Ont. No evidence recorded at Shirley Bay).

(Visite du Centre de recherches des communications à Shirley Bay (Ont.). Aucun témoignage recueilli à Shirley Bay).

TUESDAY, MAY 27, 1969

LE MARDI 27 MAI 1969

Respecting

Concernant le

BILL C-184,

BILL C-184,

An Act to establish a Canadian corporation for telecommunication by satellite.

Loi créant une Société de télécommunications par satellite pour le Canada.

Appearing:

A comparu:

The Honourable Eric Kierans,
Minister of Communications.

L'honorable Eric Kierans,
ministre des Communications.

WITNESSES—TÉMOINS

(See Minutes of Proceedings)

(Voir les procès-verbaux)

STANDING COMMITTEE ON
BROADCASTING, FILMS AND
ASSISTANCE TO THE ARTS

Chairman
and Messrs.

De Bané,
Dinsdale,
Givens,
Guilbault,
Hymmen,
La Salle,
Macquarrie,

Mr. John M. Reid

Marchand (Kamloops-
Cariboo),
Matte,
McCleave,
Nystrom,
Osler,
Paproski,

Le secrétaire du Comité,

M. Slack

Clerk of the Committee.

COMITÉ PERMANENT DE LA
RADIODIFFUSION, DES FILMS ET DE
L'ASSISTANCE AUX ARTS

Président
et MM.

¹ Penner,
Perrault,
Portelance,
² Saltsman,
Schumacher,
² Stanbury—(20).

Pursuant to S.O. 65(4)(b)

¹ Replaced Mr. Schreyer May 26.

² Replaced Mr. Stewart (Cochrane) May 27.

³ Replaced Mr. Mongrain May 27.

Conformément à l'article 65(4)b) du
Règlement

¹ Remplace M. Schreyer le 26 mai.

² Remplace M. Stewart (Cochrane) le 27 mai.

³ Remplace M. Mongrain le 27 mai.

[Text]

MINUTES OF PROCEEDINGS

(Visit to Communications Research Centre—Shirley Bay)

MONDAY, May 26, 1969.

The Standing Committee on Broadcasting, Films and Assistance to the Arts travelled by station wagon to the Communications Research Centre of the Department of Communications at Shirley Bay, Ontario, arriving there at 1.45 p.m.

Members present at Shirley Bay:
Messrs. Reid, Osler and Perrault.

The Committee was welcomed by Dr. Chapman, Assistant Deputy Minister, (Research) and his officials.

The Committee visited the National Space Telecommunications Laboratory and the National Communications Laboratory and were given a briefing on the following:

1. ISIS Telemetry Ground Station,
2. Satellite Communication Ground Station,
3. Controller's Office,
4. ISIS Data Processing Centre and, Computer Aided Analysis of ISIS Data,
5. H. F. Prediction (DNRPL office),
6. Computer Aided Design and ISIS Model.

Messrs. Chapman, Langille, Hewitt, Campbell, Davies, Notley, Boulding, Petrie, Paghis and Franklin explained the various operations and were examined thereon.

At 4.15 p.m., the Committee dispersed.

Le secrétaire du Comité,

M. Slack,

Clerk of the Committee.

[Traduction]

PROCÈS-VERBAL

(Visite au Centre de recherches sur les communications—Shirley Bay)

Le LUNDI 26 mai 1969.

Le Comité permanent de la radiodiffusion, des films et de l'assistance aux arts se rend en automobile commerciale au Centre de recherches sur les communications du ministère des Communications à Shirley Bay (Ontario), où il arrive à 1 h. 45 de l'après-midi.

Présents à Shirley Bay: MM. Reid, Osler et Perrault.

Le Comité est accueilli par M. Chapman, sous-ministre adjoint (Recherche) et ses collaborateurs.

Le Comité visite le Laboratoire national de télécommunications spatiales et le Laboratoire national de communications, et on lui fait un exposé sur les questions suivantes:

1. Station au sol de télémétrie par ISIS,
2. Station au sol de télécommunications par satellite,
3. Bureau du contrôleur,
4. Centre de traitement des données fournies par ISIS, et Analyse par ordinateur des données fournies par ISIS,
5. Prédiction de la transmission haute fréquence (bureau du directeur du Laboratoire national de propagation de la radiodiffusion),
6. Conception par ordinateur, et Maquette d'ISIS.

MM. Chapman, Langille, Hewitt, Campbell, Davies, Notley, Boulding, Petrie, Paghis et Franklin expliquent les diverses activités et répondent à des questions à ce sujet.

À 4 h. 15 de l'après-midi, les membres du Comité se séparent.

[Text]

MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, May 27, 1969
(46)

The Standing Committee on Broadcasting, Films and Assistance to the Arts met this day at 9.55 a.m. The Chairman, Mr. John M. Reid, presided.

Members present: Messrs. De Bané, Dinsdale, Givens, Hymmen, Macquarrie, Marchand (*Kamloops-Cariboo*), McCleave, Osler, Penner, Perrault, Portelance, Reid, Saltsman, Schumacher, Stanbury (15).

Appearing: The Honourable Eric Kierans, Minister of Communications.

Witnesses: Mr. A. E. Gotlieb, Deputy Minister, Department of Communications; and Mr. F. G. Gibson, Senior Advisory Counsel, Department of Justice.

The Committee proceeded to the final clause-by-clause consideration of Bill C-184, An Act to establish a Canadian corporation for telecommunication by satellite.

The Chairman read a letter from Mr. Z. H. Krupski, Chairman of the Trans-Canada Telephone System, dated May 26, 1969, relating to amendment presented in their brief to the Committee on May 6.

Agreed,—That above letter from Trans-Canada Telephone System be printed as an Appendix to the proceedings of this day. (*See Appendix "T"*).

The Minister and Messrs. Gotlieb and Gibson were examined on various clauses of the Bill.

Clause 2 was carried.

On Clause 3,

Mr. Saltsman moved that clause 3 be amended by deleting the words, "together with such persons as are shareholders of the company from time to time", and "with share capital", and that the word "crown" be inserted before "company"; and that clause 34 be deleted.

The amendment was negatived on division.

[Traduction]

PROCÈS-VERBAL

Le MARDI 27 mai 1969.
(46)

Le Comité permanent de la radiodiffusion, des films et de l'assistance aux arts se réunit ce matin à 9 h. 55, sous la présidence de M. John Reid, président.

Présents: MM. De Bané, Dinsdale, Givens, Hymmen, Macquarrie, Marchand (*Kamloops-Cariboo*), McCleave, Osler, Penner, Perrault, Portelance, Reid, Saltsman, Schumacher, Stanbury—(15).

A comparu: L'honorable Eric Kierans, ministre des Communications.

Témoins: M. A. E. Gotlieb, sous-ministre, ministère des Communications; et M. F. G. Gibson, conseiller juridique senior, ministère de la Justice.

Le Comité passe à l'examen final article par article du Bill C-184, Loi créant une Société de télécommunications par satellite pour le Canada.

Le président donne lecture d'une lettre de M. Z. H. Krupski, président du Réseau téléphonique transcanadien, en date du 26 mai 1969 et relative à l'amendement proposé dans le mémoire présenté au Comité le 6 mai.

Il est décidé—Que la lettre du Réseau téléphonique transcanadien mentionnée ci-dessus soit imprimée en appendice au compte rendu des délibérations de ce jour. (*Voir Appendice «T»*).

Le Ministre, ainsi que MM. Gotlieb et Gibson, répondent à des questions sur divers articles du Bill.

L'article 2 est adopté.

Sur l'article 3

M. Saltsman propose que l'article 3 du Bill soit modifié par le retranchement des termes «ainsi que les personnes qui seront, à l'occasion, actionnaires de la Société» et «par actions», ainsi que par l'insertion des termes «de la Couronne» après le mot «société»; et que l'article 34 soit retranché.

L'amendement est rejeté à la majorité des voix.

Mr. Macquarrie moved that clause 3 be amended by striking out lines 7 to 14 on page 3 and substituting therefor the following:

"3. Such persons not exceeding six as may be designated by the Governor in Council, *the Chairman of the Standing Committee on Public Accounts of the House of Commons who shall be designated by the Governor in Council*, together with such persons as are shareholders of the company from time to time are hereby incorporated as a company with share capital to be known as "Telesat Canada" in English and "Télésat Canada" in French."

and that lines 23 to 33 of clause 12(3) on page 9 be deleted and the following substituted therefor:

"(3). Where subsection (2) does not apply to authorize the Governor in Council to appoint the Board of Directors, such number of directors as are, pursuant to a by-law of the company made under subsection (4), to be elected, shall be elected annually, and the remaining directors shall be appointed by the Governor in Council, at least two of whom shall be members of the public service of Canada to hold office during pleasure and one of whom shall be appointed by virtue of his being the Chairman of the Standing Committee on Public Accounts of the House of Commons."

The amendment was negatived on division.

Clause 3 was carried on division.

Clauses 4 to 9 inclusive were carried.

On Clause 10,

Moved by Mr. Portelance,

Resolved,—That clause 10 be amended by adding the following subclause (5) after subclause (4) on page 8:

"(5) Notwithstanding any other provision of this Act or of the Can-

M. Macquarrie propose que l'article 3 du Bill soit modifié par le retranchement des lignes 20 à 27, à la page 3, et leur remplacement par ce qui suit:

«3. Les personnes, au nombre de six au plus, désignées par le gouverneur en conseil, *le président du Comité permanent des comptes publics de la Chambre des communes, désigné par le gouverneur en conseil*, ainsi que les personnes qui seront, à l'occasion, actionnaires de la Société, sont par les présentes déclarés constituer une corporation sous forme de société par actions appelée «Télésat Canada» en français et «Telesat Canada» en anglais.»

et que les lignes 25 à 36 du paragraphe (3) de l'article 12 du Bill, à la page 9, soient retranchées et remplacées par ce qui suit:

«(3) Lorsque les dispositions du paragraphe (2) n'autorisent pas le gouverneur en conseil à nommer le conseil d'administration, doivent être élus chaque année le nombre d'administrateurs dont un règlement de la Société établi en vertu du paragraphe (4) prévoit l'élection, et les autres administrateurs, dont au moins deux doivent être membres de la fonction publique du Canada, et dont l'un est nommé d'office en sa qualité de président du Comité permanent des comptes publics de la Chambre des communes, doivent être nommés, à titre amovible, par le gouverneur en conseil.»

L'amendement est rejeté à la majorité des voix.

L'article 3 est adopté à la majorité des voix.

Les articles 4 à 9 inclus sont adoptés.

Sur l'article 10

Sur la proposition de M. Portelance,

Il est convenu—Que l'article 10 du Bill soit modifié par l'adjonction du paragraphe (5) suivant après le paragraphe (4), à la page 8:

«(5) Nonobstant toute autre disposition de la présente loi ou de la

ada Corporations Act, no preferred shares or securities of the company may have attached thereto a special right, restriction, condition or limitation authorizing the conversion of such preferred shares or securities into common shares of the company."

Clause 10, as amended, was carried.

Clause 11 was carried.

On Clause 12,

Moved by Mr. Portelance,

Resolved,—That clause 12 be amended by striking out lines 26 and 27 on page 10 thereof and substituting therefor the following:

"(c) shall fix the number of directors"

Mr. Penner, after reading a letter from Mr. Ralph Stewart (*Cochrane*), moved that Clause 12(2) be amended by deleting lines 20, 21 and 22 and substituting therefor the following:

"at least one Member of the Board shall be appointed from among members of the Public Service of Canada and at least one member of the Board shall be appointed from the elected Members of Parliament".

and that Clause 12(3) be amended by deleting lines 30 and 31 and substituting therefor the following:

"least one of whom shall be a member of the Public Service of Canada and at least one member of the elected Members of Parliament, shall be appointed".

The amendment was negatived *on division*.

Mr. Schumacher moved that Clause 12(2) be amended by deleting all the words following "under subsection (3)" commencing on line 19 on page 9.

The amendment was negatived *on division*.

Loi sur les corporations canadiennes, les actions privilégiées ou les valeurs de la compagnie ne peuvent être assorties d'un droit spécial, d'une restriction, condition ou limitation autorisant la conversion de ces actions privilégiées ou valeurs en actions ordinaires de la Société.»

L'article 10 sous sa forme modifiée est adopté.

L'article 11 est adopté.

Sur l'article 12

Sur la proposition de M. Portelance,

Il est convenu—Que l'article 12 du Bill soit modifié par le retranchement des lignes 25 et 26, à la page 10, et leur remplacement par ce qui suit:

«c) doit fixer le nombre d'administrateurs».

M. Penner, après avoir donné lecture d'une lettre de M. Ralph Stewart (*Cochrane*), propose que le paragraphe (2) de l'article 12 du Bill soit modifié par le retranchement des lignes 22, 23 et 24 et leur remplacement par ce qui suit:

«cas, au moins un membre du Conseil doit être choisi parmi les fonctionnaires fédéraux du Canada, et au moins un membre du Conseil doit être choisi parmi les députés fédéraux.»

et que le paragraphe (3) de l'article 12 du Bill soit modifié par le retranchement des lignes 32, 33 et 34 et leur remplacement par ce qui suit:

«administrateurs, dont au moins un doit être membre de la fonction publique du Canada, et dont au moins un doit être un député fédéral, doivent être nommés, à».

L'amendement est rejeté *à la majorité des voix*.

M. Schumacher propose que le paragraphe (2) de l'article 12 du Bill soit modifié par le retranchement de tous les mots qui suivent l'expression «en vertu du paragraphe (3)», à partir de la ligne 21, à la page 9.

L'amendement est rejeté *à la majorité des voix*.

Clause 12, as amended, was carried.

On Clause 13,

Moved by Mr. Portelance,

Resolved,—That clause 13 be amended by striking out subclause (3) on page 11 thereof and substituting therefor the following:

“(3) A vacancy occurring among directors appointed by the Governor in Council shall be filled by appointment made by the Governor in Council; and a vacancy occurring among elected directors shall be filled, for the remainder of the term, by appointment made by directors

(a) who were elected by the holders of common shares of the company who are persons who fulfil the statutory conditions, if the vacancy is among their numbers, or

(b) who were elected by the holders of common shares of the company who are approved telecommunications common carriers, if the vacancy is among their numbers,

and a person so appointed shall be a person qualified to be elected as such a director.”

Clause 13, as amended, was carried.

On Clause 14,

Mr. McCleave moved that clause 14(1) be amended by striking out from lines 42 and 43 the following words:

“with the approval of the Governor in Council,”

The amendment was negatived *on division*.

Clause 14 was carried.

Clauses 15 and 16 were carried.

L'article 12 sous sa forme modifiée est adopté.

Sur l'article 13

Sur la proposition de M. Portelance,

Il est convenu—Que l'article 13 du Bill soit modifié par le retranchement du paragraphe (3), à la page 11, et son remplacement par ce qui suit:

«(3) Le gouverneur en conseil doit suppléer à toute vacance au sein du groupe d'administrateurs nommés par lui; les administrateurs

a) qui ont été élus par les détenteurs d'actions ordinaires de la Société qui sont des personnes qui satisfont aux conditions statutaires, si la vacance survient au sein de leur groupe, ou

b) qui ont été élus par les détenteurs d'actions ordinaires de la Société qui sont des entreprises agréées d'exploitation de télécommunications, si la vacance survient au sein de leur groupe

doivent suppléer à toute vacance au sein de leur groupe en nommant, pour terminer le mandat, un administrateur intérimaire; toute personne ainsi nommée doit être une personne ayant qualité pour être ainsi élue administrateur.»

L'article 13 sous sa forme modifiée est adopté.

Sur l'article 14

M. McCleave propose que le paragraphe (1) de l'article 14 soit modifié par le retranchement, aux lignes 42 et 43, des termes suivants:

«avec l'approbation du gouverneur en conseil,».

L'amendement est rejeté *à la majorité des voix*.

L'article 14 est adopté.

Les articles 15 et 16 sont adoptés.

On Clause 17,

Moved by Mr. Portelance,

Resolved,—That clause 17 be amended

(a) by striking out line 27 on page 12 thereof and substituting therefor the following:

“17. The Board of Directors may”;
and

(b) by striking out subclause (2) on page 13.

Clause 17, as amended, was carried.

Clauses 18 and 19 were carried.

On Clause 20,

Moved by Mr. Portelance,

Resolved,—That clause 20 be amended by striking out lines 27 to 36 on page 16 thereof and substituting therefor the following:

“and any such by-law shall provide that the approved telecommunications common carrier named in the by-law shall, prior to transferring any such shares to persons who fulfil the statutory conditions, offer a number of common shares of the company equal to the number of such shares specified in the by-law *pro rata*, or on any other basis agreed upon by the approved telecommunications common carriers and approved by the Minister, to the other approved telecommunications common carriers at a price that is not greater than what the fair market value of such shares would be were they shares of the company issued to persons who fulfilled the statutory conditions; and any sale of such shares resulting from such an offer shall be deemed to have been approved by the Governor in Council under paragraph (b) of subsection (2).

(4) If, when a reasonable time specified in a by-law referred to in subsection (3) has elapsed after the making of an offer under that subsec-

Sur l'article 17

Sur la proposition de M. Portelance,

Il est convenu—Que l'article 17 soit modifié

a) par le retranchement de la ligne 29, à la page 12, et son remplacement par ce qui suit:

«17. Le conseil d'administration peut»;
et

b) par le retranchement du paragraphe (2), à la page 13.

L'article 17 sous sa forme modifiée est adopté.

Les articles 18 et 19 sont adoptés.

Sur l'article 20

Sur la proposition de M. Portelance,

Il est convenu—Que l'article 20 du Bill soit modifié par le retranchement des lignes 29 à 39, à la page 16, et leur remplacement par ce qui suit:

«—tisfont aux conditions statutaires; et tout règlement semblable doit prévoir que l'entreprise agréée d'exploitation de télécommunications nommée dans le règlement doit, avant de transférer de telles actions aux personnes qui satisfont aux conditions statutaires, offrir un nombre d'actions ordinaires de la Société égal au nombre de ces actions spécifié dans le règlement au *pro rata*, ou sur toute autre base acceptée par les entreprises agréées d'exploitation de télécommunications et approuvée par le Ministre, des autres entreprises agréées d'exploitation de télécommunications à un prix qui n'est pas supérieur à ce que serait la juste valeur marchande de ces actions si elles étaient des actions de la Société émises pour des personnes qui satisfaisaient aux conditions statutaires; et toute vente de ces actions découlant d'une telle offre est censée avoir été approuvée par le gouverneur en conseil en vertu de l'alinéa b) du paragraphe (2).

(4) Si, lorsqu'un délai raisonnable spécifié dans un règlement mentionné au paragraphe (3) s'est écoulé après qu'une offre a été faite en vertu de ce

tion, all or any of the common shares of the company offered to approved telecommunications common carriers pursuant to that subsection have not been purchased by them, the offer in respect of the shares that have not been purchased shall be deemed to be withdrawn and a number of common shares of the company issued to the approved telecommunications common carrier named in the by-law, equal to the number of such shares that were so offered and not purchased, shall be deemed for the purposes of sections 18 and 19 and this section, to be common shares of the company that were issued to persons who fulfilled the statutory conditions."

Clause 20, as amended, was carried.

Clauses 21, 22 and 23 were carried.

On Clause 24,

Moved by Mr. Portelance,

Resolved,—That clause 24 be amended

(a) by striking out line 7 on page 18 thereof and substituting therefor the following:

"ber of directors to be elected by";
and

(b) by striking out line 15 on page 18 thereof and substituting therefor the following:

"number of directors to be elected"

Clause 24, as amended, was carried.

Clauses 25, 26 and 27 were carried.

On Clause 28,

Moved by Mr. Portelance,

Resolved,—That clause 28 be amended by striking out line 34 on page 19 thereof and substituting therefor the following:

"by the Minister after consultation with the approved telecommunications common carriers."

paragraphe, tout ou partie des actions ordinaires de la Société offertes aux entreprises agréées d'exploitation de télécommunications en conformité de ce paragraphe, n'ont pas été achetées par elles, l'offre relative aux actions qui n'ont pas été achetées est censée être retirée et un nombre d'actions ordinaires de la Société émises en faveur des entreprises agréées d'exploitation de télécommunications nommées dans le règlement, égal au nombre de ces actions qui ont été ainsi offertes et non achetées sont considérées, aux fins des articles 18 et 19 et du présent article, comme des actions ordinaires de la Société qui ont été émises pour des personnes qui satisfaisaient aux conditions statutaires.»

L'article 20 sous sa forme modifiée est adopté.

Les articles 21, 22 et 23 sont adoptés.

Sur l'article 24

Sur la proposition de M. Portelance,

Il est convenu—Que l'article 24 du Bill soit modifié

a) par le retranchement de la ligne 5, à la page 18, et son remplacement par ce qui suit:

«pour élire le nombre»; et

b) par le retranchement de la ligne 15, à la page 18, et son remplacement par ce qui suit:

«élire les administrateurs».

L'article 24 sous sa forme modifiée est adopté.

Les articles 25, 26 et 27 sont adoptés.

Sur l'article 28

Sur la proposition de M. Portelance,

Il est convenu—Que l'article 28 du Bill soit modifié par le retranchement de la ligne 30, à la page 19, et son remplacement par ce qui suit:

«proportions approuvées par le Ministre après consultation avec les entreprises susnommées.»

Clause 28, as amended, was carried.

Clauses 29 to 34 inclusive were carried.

On Clause 35,

Mr. McCleave moved that clause 35 be amended by striking out on line 22 of page 23 the following words:

“of section 9”

The amendment was negatived *on division*.

Clause 35 was carried.

By leave, Messrs. De Bané and Perrault withdrew their notices of motion tabled May 20.

The examination of the Minister and Messrs. Gotlieb and Gibson still continuing, at 12.30 p.m., the Committee adjourned until 9.30 a.m. on Thursday, May 29.

L'article 28 sous sa forme modifiée est adopté.

Les articles 29 à 34 inclus sont adoptés.

Sur l'article 35

M. McCleave propose que l'article 35 du Bill soit modifié par le retranchement, à la ligne 23 de la page 23, des termes suivants:

«de l'article 9».

L'amendement est rejeté à la majorité des voix.

L'article 35 est adopté.

Avec l'autorisation du Comité, MM. De Bané et Perrault retirent leurs avis de motion déposés le 20 mai.

L'interrogation du Ministre et de MM. Gotlieb et Gibson se poursuivant, à midi 30, le Comité s'ajourne jusqu'au jeudi 29 mai, à 9 h. 30 du matin.

Le secrétaire du Comité,

M. Slack,

Clerk of the Committee.

[Texte]

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

Tuesday, May 27, 1969

● 0951

The Chairman: Gentlemen, we may now begin. We have a voting quorum.

First of all, I would like to read a letter which I received as Chairman of the Committee. It is signed by Mr. Z. H. Krupski, Chairman of the Trans-Canada Telephone System, and it reads as follows:

Dear Mr. Reid,

Following the appearance by the Minister of Communications before your Committee on May 20th. concerning Bill C-184, the member companies of the Trans-Canada Telephone System have reviewed the comments of the Minister on the question of the objects of Telesat Canada.

In restating Telesat Canada's role as a complement, not a competitor to the common carriers, Mr. Kierans observed that it would be inequitable to invite such companies to compete against themselves, and indicated his belief that the question could be satisfactorily resolved in contractual arrangements between Telesat Canada and the common carriers.

The Trans-Canada Telephone System concurs with his proposal and agrees that a stipulation in a contract to reflect the above intent would satisfactorily resolve the matter.

In view of this, we now feel that the amendments recommended in our brief to your Committee are no longer required.

Yours truly,

Z. H. Krupski,
Chairman.

It is dated May 26, 1969.

Is there agreement to the tabling of this letter and having it printed as an appendix to today's proceedings?

Some hon. Members: Agreed.

Hon. Eric Kierans (Minister of Communications): May I make a comment on the letter? I have made two or three opening statements

[Interprétation]

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Le mardi 27 mai 1969.

Le président: Messieurs, nous pouvons commencer, nous sommes en nombre suffisant pour voter.

Je vais d'abord lire une lettre que j'ai reçue en ma qualité de président du Comité. Elle porte la signature de M. Krupski, président du réseau téléphonique transcanadien. En voici le texte:

Monsieur,

Après la comparution du ministre des Communications devant votre comité le 20 mai, au sujet du bill C-184, les compagnies membres du réseau téléphonique transcanadien ont examiné les remarques du ministre concernant les objectifs de Télésat Canada.

En définissant Télésat Canada comme un complément et non comme un concurrent des sociétés d'exploitation des télécommunications, M. Kierans a fait remarquer qu'il ne serait pas équitable de porter ces sociétés à se faire mutuellement la concurrence et qu'à son avis, la question pourrait être résolue de façon satisfaisante par des dispositions contractuelles entre la Télésat Canada et les sociétés de télécommunications.

Compte tenu de tout cela, nous estimons maintenant que les modifications que nous proposons dans notre mémoire ne sont plus nécessaires.

Veuillez agréer, monsieur, l'expression de mes meilleurs sentiments.

Le président,
(signé) Z. H. Krupski

La lettre est datée du 26 mai 1969.

Messieurs, voulez-vous que nous déposions la lettre et qu'elle soit publiée en annexe au compte rendu de nos délibérations d'aujourd'hui?

Des voix: D'accord

L'hon. Eric W. Kierans (ministre des Communications): Je me permettrai de formuler une observation au sujet de cette lettre. J'ai

[Text]

to this Committee, but I think that that was by far the best one that has yet been made.

The Chairman: We will now proceed to consideration of the final clause by clause study of Bill C-184.

Clause 2 agreed to.

On Clause 3—Telesat Canada incorporated.

The Chairman: I have an amendment which has been submitted by Mr. Schreyer. In his place it will be moved by Mr. Saltzman.

I will read the amendment:

That Clause 3 be amended by deleting the words "together with such persons as are shareholders of the company from time to time" and "with share capital" and that the word "Crown" be inserted before "company" and that Clause 34 be deleted as a consequence.

Mr. Saltzman, will you move the amendment?

Mr. Saltzman: I so move.

Mr. Chairman before I speak to the amendment I would like to indicate that I am replacing the hon. Member for Selkirk who has been called to higher places.

Mr. McCleave: Has the call come through? I mean, has the call been completed!

• 0955

Mr. Kierans: They play politics pretty rough in Manitoba, do they not?

Mr. Saltzman: I was just waiting for the support for that call to higher places, which has been forthcoming.

However, Mr. Chairman, I wish to indicate my support for this Bill. I believe there is general support amongst all political parties in Canada for this Bill. I support the vision contained in it. I do not think that what the Minister is proposing can, in dollars and cents, be considered very practical at the moment, but I do think that the Minister is correct in getting Canada into this kind of telecommunications field.

We in this country have often been accused of being over-cautious, and perhaps with some justification, so I rather admire the fact that the Minister is willing to stick out his neck and get this Bill going.

My concern about this Bill arises not from the fact that we are going into somewhat

[Interpretation]

fait deux ou trois exposés devant ce Comité. Mais je pense, sans doute, que c'est la meilleure déclaration qui ait été faite jusqu'ici.

Le président: Nous passerons maintenant à l'étude du Bill C-184 article par article.

L'article 2 est approuvé.

Article 3—Constitution d'une corporation appelée «Télésat Canada».

Le président: M. Schreyer a proposé un amendement qui sera présenté en son nom par M. Saltzman. Je vais lire le texte de l'amendement:

Que l'article 3 soit modifié par la suppression des mots «ainsi que les personnes qui seront, à l'occasion, actionnaires de la société» et les mots «par actions» et l'insertion des mots «de la Couronne» après «société» et que l'article 34 soit, par conséquent, supprimé.

Monsieur Saltzman, voulez-vous proposer l'adoption de cet amendement?

M. Saltzman: Je le propose. Monsieur le président, avant de parler de cet amendement, je voudrais dire d'abord que je m'adresse à vous au nom de l'honorable député de Selkirk qui a été appelé à de plus hautes fonctions.

M. McCleave: A-t-il déjà été appelé?

M. Kierans: Le jeu de la politique est bien dur au Manitoba, n'est-ce pas?

M. Saltzman: J'attendais seulement cet appel qui était prévu.

Je voudrais dire toutefois, monsieur le président que j'appuie le bill. Je crois qu'il est généralement appuyé par tous les partis politiques. J'approuve la prévoyance qu'il contient. Je ne crois pas que ce que propose le ministre puisse, argent parlant, être tout à fait pratique pour le moment, mais je crois que le ministre a tout à fait raison de lancer le Canada dans ce domaine des communications.

Dans ce pays, on nous a souvent accusés d'être trop prudents, avec raison dans certains cas, et j'admire le ministre qui est prêt à risquer sa peau afin de faire adopter ce bill. Mon inquiétude au sujet du bill, ne vient pas du fait que nous entrons dans un domaine inexploré, mais du fait que je ne puisse pas

[Texte]

uncharted areas but because I really cannot understand why the Minister insists on the particular form of ownership as contained in this Bill. The Minister has said that he is not particularly bound by ownership, and he pointed out in his speech before this Committee that the proposal for public ownership has some superficial attractions for him, that it would get rid of a lot of his headaches, that the drafting would be simpler, and that he would not have any worries about costs and efficiency. You seem to infer, Mr. Kierans, that you will have no problems about cost deficiencies with this particular arrangement.

As it appears to me, the public is going to pay for it anyhow; one way or the other, whether it is under public ownership or you have the particular arrangement you now have with private investors or the common carriers in there. Because many of the common carriers are government agencies you are going to be doing some bookkeeping juggling. If the corporation needs more money you are simply going to charge the public agencies more money and that will come out of the public purse anyhow, and out of the taxpayers of this country.

In the case of Bell Telephone, if they are charged more for the services provided by the satellite, because they are subject to a fixed rate of return it simply means that the rate of return will still remain the same and that somebody is going to have to pay for it probably the users of Bell Telephone. They have pointed this out themselves, so I do not really see what difference it makes in the financing whether it is publicly-owned, or some public and some private ownership is involved, because if it is not economical from dollars and cents point of view the public is going to pay for it anyway.

By having private investors in there surely you are going to have to ensue that it makes a profit, one way or another, or the private investors are not going to stay in. You are virtually going to have to ensure profitability by whatever juggling arrangements are necessary.

I wish the Minister would be somewhat more frank with us than I think he has been about his reasons for not having this a completely public corporation. In reading the Minutes of this Committee it should be fairly obvious that there is a great conflict of interest between the aims of the government, the aims of the common carriers and the aims of the individual investors. It is going to be very difficult for anyone who is in charge of this corporation to reconcile these differences. Rather than make things somewhat easier it

[Interprétation]

comprendre pourquoi le ministre insiste sur la forme particulière de propriété prévue dans ce bill. Le ministre a indiqué qu'il n'est pas particulièrement lié par ces questions de propriété. Il a souligné dans le discours qu'il a prononcé devant le Comité que le projet de propriété publique présente des attraits superficiels pour lui, qu'il se débarrasserait de plusieurs maux de tête et qu'il n'aurait pas à s'occuper des frais et de l'efficacité. Vous semblez donner à entendre monsieur Kierans que vous n'aurez pas de frais déficitaires avec ce procédé.

Il me semble que c'est la population qui va payer la note d'une façon ou d'une autre, que cela relève de la propriété publique ou des arrangements particuliers que vous avez maintenant avec des investisseurs privés ou des exploitants ordinaires. Étant donné que bon nombre des exploitants sont des organismes gouvernementaux vous ne ferez que des tours de passe-passe comptables. Si la Société a besoin de plus d'argent, vous demanderez tout simplement plus d'argent aux organismes publics et ces fonds proviendront des fonds publics de toute manière et des goussets du contribuable du pays. Dans le cas de Bell Canada, si on lui demande davantage pour les services assurés par le satellite parce qu'elle est soumise par un taux de profit fixe, cela veut simplement dire que le taux de profit demeurera le même et que quelqu'un paiera la note, probablement les abonnés de Bell Canada. Ils l'ont signalé eux mêmes et je ne vois vraiment pas quelle différence cela fait en matière de financement, qu'il s'agisse d'un service qui appartient à l'État, ou à un propriétaire privé ou public, parce que si ce n'est pas économique du point de vue financier, la population va payer la note d'une façon ou d'une autre.

En faisant entrer en jeu des investisseurs privés, il va falloir s'assurer qu'il y aura profit, d'une façon ou d'une autre, sans cela les investisseurs privés vont se désintéresser de la question. Vous allez pratiquement assurer qu'il y aura profit en prenant toutes les dispositions financières nécessaires.

J'aimerais que le ministre soit plus honnête avec nous qu'il ne l'a été et nous dévoile les raisons pour lesquelles il ne s'agit pas d'une société de la Couronne. En lisant le rapport du Comité, il semble y avoir un énorme conflit d'intérêt entre les objectifs du gouvernement, les objectifs des entreprises d'exploitation et les objectifs des actionnaires privés. Il sera difficile pour toute personne qui est à la tête de cette Société de concilier ces points de vue opposés. Au lieu de faciliter les choses, cela aura peut-être pour résultat une

[Text]

• 1000

may result in having a terribly frustrated management and no one really being happy or satisfied with the corporation as it exists.

I find it difficult to believe that the reason the Minister would not wish to have it completely public is that he does not want to accept the responsibility of this particular piece of legislation. If it were a public corporation the complete responsibility and its accountability to the public would be laid at the door of the government, as I think it should be in this particular case. I would hope that this is not the reason for the Ministers' particular position.

I was pleased to see that we received a letter from Trans-Canada today backing off from the previous position. So the Minister's power play has apparently worked. But he is going to be subject to this kind of thing continuously throughout the operation of this corporation from the various people involved, and I do not think he should put himself in that position.

For instance, one of the things I would like to know, since I do not see any real reason for not having this corporation completely public, is had the Cabinet decided not to raise the money for a corporation of this type? Is this one of the constraints placed upon you? Had they told you: Look, the money is just not going to be available and you are going to have to find it in other ways; if you want this pet protest of yours, you are going to have to finance it in some different way.

The arguments about the technological advantages of bringing in the common carriers are not really that solid. If they have technological capability, if they are in a position to assist, then certainly those services can be obtained in other ways than by bringing them directly into the Corporation.

I have raised some questions and I hope the Minister will appreciate that I am genuinely concerned about the future of Telesat and that I do want him to reply as to why this should not be a completely public corporation and to answer some of these objections that I have raised to its present method of organization.

The Chairman: I have one other speaker who would like to make some comments on this and then the Minister will speak after that.

Mr. Schumacher: Mr. Saltsman mentioned that he felt that there is support amongst all parties for this proposed corporation. I would like to preface my remarks by saying that while there may be support amongst all par-

[Interpretation]

administration passablement frustrée, et personne ne serait guère satisfait de la Société, sous sa forme actuelle.

Je crois qu'il est assez difficile d'admettre que le ministre ne veut pas les rendre tout à fait public parce qu'il ne veut pas accepter la responsabilité de cette loi. S'il s'agissait d'une société de la Couronne, le gouvernement en aurait l'entière responsabilité, comme il se doit, dans un cas semblable. J'ose espérer que ce n'est pas la raison pour laquelle le ministre a adopté cette attitude.

J'ai été heureux de constater que le Réseau téléphonique trans-canadien semble être revenu sur ses premières positions. Les pressions exercées par le ministre ont apparemment donné des résultats, mais il va être sujet à des situations semblables au cours de l'exercice de la Société à cause des gens qui sont impliqués, et je ne crois pas qu'il devrait s'exposer ainsi.

Je voudrais également savoir, car je ne vois vraiment pas pourquoi on a peur des sociétés qui relèveraient entièrement de la Couronne, si le Cabinet a décidé de ne pas ramasser les fonds pour une société de ce genre? Sont-ce des contraintes qui vous sont imposées? Est-ce qu'on vous a dit: «L'argent ne sera pas disponible, il va falloir que vous l'obteniez d'une autre façon. Si vous voulez de l'argent, vous devrez le trouver ailleurs». Les arguments sur les avantages techniques de la participation des sociétés d'exploitation ne sont pas tellement valables. Si ces sociétés ont la possibilité technique, si elles peuvent aider, il est certain qu'on peut obtenir leurs services d'une autre façon et pas nécessairement avec la participation directe à l'exploitation de l'entreprise.

J'ai posé quelques questions et j'espère que le ministre se rendra compte que l'avenir de Télésat m'inquiète et que je veux que le ministre réponde à ces questions, à savoir, pourquoi ceci ne pourrait pas être une société de la Couronne à part entière, et aux objections que j'ai soulevées au sujet de la méthode d'organisation actuelle.

Le président: Il y a un autre orateur qui aimerait faire quelques commentaires à ce sujet. Le ministre prendra ensuite la parole.

M. Schumacher: Monsieur Saltsman a indiqué qu'il croyait que tous les partis étaient d'accord avec l'établissement de cette société. Il y a peut-être appui de la part des divers partis, mais il y a certains députés qui ne

[Texte]

ties all members of every party do not support this legislation and I would like to go on record as opposing the legislation on the grounds that it is totally unnecessary at this time.

I cannot follow the Minister's argument in favour of the government becoming involved in this telecommunications venture, particularly in view of the fact that the private enterprise segment of our economy has been planning to put up such a satellite since 1962 and in 1967 made a specific proposal to the government to do it, which was not received with much favour, I gather.

The Minister in his statements supporting this program has likened it to the CPR; that the CPR put this country together and that this satellite is going to finish the job by bringing communications to the North. Quite frankly, Mr. Chairman, I cannot see any par-

• 1005

allel at all in this argument and I think it completely spurious. In the early years of this country the CPR was necessary to make it a nation but there was not any possibility of the railroad being built on its own, and the principals involved in that undertaking asked the government for support. There is no evidence at all before this Committee that I am aware of that the common carriers or the communications industry have ever asked the government for financial support in building such a system; therefore I cannot see why the government did not accede to their request to go ahead and do it from their own resources.

Mr. Saltsman says that the people of Canada are going to pay for this anyway and therefore the government should be the owner. That argument could be applied to every undertaking in this country and, of course, I am sure that is what my friend would like to see happen. But thank goodness most of the people in the country do not follow along the same line of thinking.

I just cannot see why at this time, particularly when the Prime Minister is saying that the country or the government is in terrible shape for money, when there are indications that our complete defence establishment is going to be disestablished; when there is evidence that family allowances are going to be abolished; when we have here the Minister of Communications who cries about a big deficit in his Post Office Department and says that we cannot get proper service there because there are not adequate funds, we want more money to build an installation, a facility, from the people of Canada that the private sector seems willing to do on its own.

[Interprétation]

sont pas d'accord avec la mesure législative. Pour ma part, je m'oppose à cette mesure, parce qu'elle est entièrement inutile en ce moment.

Je ne peux être d'accord avec l'argument du ministre en faveur de la participation du gouvernement à l'aventure des télécommunications, tout particulièrement en raison du fait que le segment de l'entreprise privée de notre économie a projeté de lancer un tel satellite depuis 1962 et en 1967, et qu'il a fait une proposition spéciale au gouvernement de le faire, ce qui n'a pas été reçu avec grand enthousiasme.

Et le ministre dans ses déclarations, à l'appui de ce programme, a tracé le parallèle avec le cas du Pacifique Canadien. C'est le Pacifique Canadien qui a permis d'unir notre pays et c'est le satellite qui complètera cette œuvre en permettant les communications avec le Nord du Canada. En toute franchise, monsieur le président, je ne vois vraiment pas comment on peut tracer un semblable parallèle. Au début de la confédération, le Pacifique Canadien a été utile pour créer le pays. Il était certain que le chemin de fer ne pouvait pas être construit par des intérêts privés et les entrepreneurs ont demandé au gouvernement de leur accorder une certaine aide, mais rien ne prouve que l'industrie de télécommunication a demandé au gouvernement une aide pour établir un tel système. Et ne ne vois vraiment pas pourquoi le gouvernement n'a pas accédé à leur demande d'aller de l'avant et de le faire avec leurs propres ressources.

M. Saltsman a dit que la population canadienne va payer la note de toute façon et c'est pourquoi le gouvernement canadien devrait être le propriétaire. C'est ce que pense mon collègue, heureusement, que la plupart des gens pensent différemment. Je ne peux voir pourquoi à ce moment-ci, alors que le premier ministre dit que le gouvernement a besoin d'argent, que le ministère de la Défense en est à peu près au même point, alors que les allocations familiales seront peut supprimées lorsque le ministre des Postes se lamenta au sujet d'un gros déficit dans son ministère et qu'il est impossible d'obtenir un service convenable parce qu'il n'y a pas l'argent. Nous voilà à réclamer de l'argent pour construire des installations, assurer un service aux frais des Canadiens alors que l'industrie privée serait prête à s'en charger elle-même.

[Text]

And I just cannot see why the government is wasting our time at this time over a proposal such as this. Naturally I could not think of supporting the amendment moved by the hon. member.

Mr. Kierans: I am happy to know that the hon. member would not think of supporting the present amendment which is the one before us, so I will address myself to Mr. Saltsman's statement. I would deny, of course, that there is any juggling involved in this. What this corporation, which will be a public corporation and not a Crown corporation, has to do is that it has to stand on its own feet and has to pay its own way, and I am convinced that the tripartite proposal here is in the best interests of the Canadian people.

We have already had evidence this morning that Trans-Canada Telephone System has withdrawn its amendment and will participate in it, and I want to say quite frankly that that is a most welcome development. I may also say that I do not criticize them at all for attempting—it is their responsibility, not only their right—to have the legislation amended in the manner that would be most suitable or acceptable to their own shareholders. But not only is Trans-Canada willing and anxious to participate in this, so is the public.

So I would say to Mr. Saltsman that here we have a definite indication that funds will be available from two outside groups, not only from the government. As this is a capital-short country we have to take advantage of every asset that we have here and, in looking for capital, we look for it from as many sources as possible.

Similarly, the running of this corporation is going to demand—because we want this to be a successful corporation and we want that satellite to go up and to operate as the first domestic communications satellite system—an input from all sectors of the Canadian community so that we can take advantage of the knowledge and the arts that exists not only in

• 1010

the public sector, in our own research corporation here, the former DRTE, but also all the expertise, knowledge and skill that exists in the private sector. Similarly, with management skill, it will be the responsibility of an organization to be responsible to the people of Canada and to table their reports before Parliament.

I am not quite sure in what context Mr. Saltsman quoted me, but I do not admit that

[Interpretation]

Je ne comprends pas pourquoi le gouvernement nous fait perdre notre temps à étudier une proposition comme celle-ci à un moment pareil. Il est certain que je ne suis pas d'accord avec l'amendement présenté par notre député.

M. Kierans: Je suis heureux de savoir que l'un des députés n'est pas d'accord avec l'amendement qui a été présenté. Je vais m'en tenir à la déclaration de M. Saltsman. Je nie évidemment qu'il y ait gaspillage des fonds publics, mais cette société qui sera propriété publique et non pas société de la Couronne doit défrayer le coût de son propre projet. Je suis certain que les propositions tripartites prévues sont tout à fait dans l'intérêt de la population canadienne. Nous avons déjà accepté l'amendement du Réseau téléphonique transcanadien. Celui-ci participera à l'entreprise et je crois que c'est là une excellente nouvelle. C'est leur devoir et non seulement leur droit de modifier la mesure législative de façon acceptable pour les actionnaires. Non seulement le Réseau téléphonique transcanadien est-il prêt à participer à cette entreprise, mais aussi le public.

Je dirais à monsieur Saltsman que cela indique très clairement que les fonds seront disponibles aux deux groupes de l'extérieur, non seulement du gouvernement. Étant donné que le pays manque de capitaux, il faut évidemment tirer profit de tout ce que nous avons ici et en cherchant du capital, regarder dans toutes les directions possibles.

Et, d'autre part, étant donné que nous voulons que cette société ait du succès, que le satellite soit mis en orbite et qu'il soit exploité en tant que premier réseau national de télécommunications par satellites, la gestion de cette société exigera un investissement de tous les secteurs de la société canadienne afin que nous puissions participer aux connaissances et aux arts qui existent non seulement dans le secteur public, dans notre propre société de recherches, l'établissement de recherches sur les télécommunications de la défense, mais aussi toutes les évaluations, connaissances et aptitudes dans le secteur privé. Avec la direction il relèvera d'un organisme d'être compétent auprès de la population canadienne et de permettre ses rapports au Parlement.

Je ne suis pas certain dans quel contexte monsieur Saltsman m'a cité mais je n'accepte

[Texte]

this would be more efficient as a Crown corporation. I doubt that very much because there is a tendency in a Crown corporation—not that the 'sky is the limit' because I think this is slanderous—that once a project is on its way it has to be completed at any cost and therefore people do not have the same pressures upon them to make the best use of every dollar that is at their disposal.

I will admit that by putting it through as a Crown corporation obviously a majority government plus the support of the NDP would have made this a non-contest and in that sense perhaps the Minister would have had fewer headaches, to use your own term. But that is hardly a reason for the Minister shirking his responsibility and attempting to develop the best instrument for securing for the people of Canada a domestic satellite system.

Therefore I would ask that the amendment either be withdrawn or that the Committee vote on it.

Mr. Saltsman: Mr. Chairman, I would like to reply to the Minister. I find it difficult to understand his position. I have indicated my support for his particular vision and yet the arguments he puts forth against a Crown corporation strike me as not the sort of argument I would expect from the Minister.

When the Minister said he expects this to stand on its own feet, pay its own way, how frank is he really being with this Committee? Let me ask the Minister what happens if it does not pay its own way, if it starts to lose money and the common carriers say it does not pay them any more and they are going to pull out, or if the private investors say they are not getting a big enough return and they are going to pull out? Are you going to pull the satellite out of the sky, or are you going to finance it any way and keep it going?

Mr. Kierans: In answer to the first part of your question, if the telephone companies across Canada invest in it they will not be interested in pulling out of it, they will be interested in making it more efficient so that it does pay its own way—and the public anxiety to participate in this is so great that I do not envisage them pulling out of it. In any event that has no effect on the actual operations, it continues. Some people may feel more or less disappointed that the corporation is not earning as much money as they would like it to earn and may decide that there are more investment opportunities elsewhere and therefore want to sell their shares, but since this will be listed and the shares will have a ready market others will obviously take their place.

[Interprétation]

pas que cela soit plus efficace en tant que société de la Couronne. J'en doute fort parce qu'il y a une tendance dans les sociétés de la Couronne, non pas que le ciel soit la limite, parce que je pense qu'il est diffamatoire qu'une fois un projet en cours, il faille le rendre à bon terme à tout prix. Les gens ne subissent pas les mêmes pressions pour utiliser au mieux chaque dollar qui entre dans le projet.

Je reconnais qu'en l'exécutant comme une société de la Couronne, de toute évidence, un gouvernement majoritaire et l'appui du Nouveau parti démocratique, n'en aurait pas fait un concours et dans ce sens, le ministre aurait moins de maux de tête, si j'emprunte votre expression, mais ce n'est pas une raison pour que le ministre n'assume pas ses responsabilités, ne cherche pas à obtenir pour la population canadienne le meilleur réseau de satellites national.

Je demande donc que la modification soit supprimée ou que le Comité se prononce à ce sujet.

M. Saltsman: Monsieur le président, je voudrais répondre au ministre. Je trouve qu'il est difficile de comprendre son point de vue. J'ai dit que le l'appuyais, mais l'argument qu'il présente contre une société de la Couronne me frappe, car ce n'est pas le genre d'argument que j'attendrais du ministre. Lorsque le ministre dit qu'il espère que cette société pourra être rentable, jusqu'à quel point est-il franc devant le Comité? Par exemple, si les sociétés d'exploitation n'ont pas suffisamment de recettes, qu'elles perdent de l'argent et que les entreprises d'exploitation déclarent que cela ne paie plus et qu'ils vont se retirer, ou que les investisseurs privés disent qu'ils ne retirent pas suffisamment d'argent et qu'ils vont se retirer? Allez-vous ramener les satellites sur terre, financer le projet malgré tout et le garder?

M. Kierans: Pour répondre à la première partie de votre question, si les compagnies de téléphone du Canada y investissent dans ce domaine; ils ne seront pas intéressés à s'en retirer, ils voudront en augmenter l'efficacité afin que cela soit rentable. Le public désire tellement y participer que je n'envisage pas qu'ils se retirent. De toute façon, cela n'a pas de conséquences sur l'ensemble de l'exploitation, cela continue. Certaines personnes seront plus ou moins désappointées du fait que la société ne gagne pas autant d'argent qu'elle le voudrait, et qu'elle peut décider qu'il y a plus d'occasions d'investir ailleurs et par conséquent, vendre ses actions, mais étant donné que cela sera enregistré et que les actions seront aussitôt mises sur le marché, d'autres les remplaceront.

[Text]

Mr. Saltzman: Well "others" will not take their place if the shares are not making any money.

Mr. Kierans: Yes, but you are being a Cassandra. The majority in the telephone companies, in the public and certainly we in the government are extremely optimistic about this matter.

Mr. Saltzman: No, but...

Mr. Macquarrie: On a point order, Mr. Chairman, I thought that was my role.

Mr. Kierans: There are a lot of Cassandras in the opposition, but I think that that is a natural position.

Mr. Saltzman: But the point on the financing of this or the bookkeeping of this is completely a juggling operation.

Mr. Kierans: You would have to support that statement. I do not want to interrupt, Mr. Saltzman, you have a perfect right to make your statements and state your case, but a generalization such as "there is going to be juggling here" is not acceptable. That is what we have public accounts committees for and that is what we have auditors for—to see that juggling does not take place.

Mr. Saltzman: I am not suggesting that the juggling is of the kind that the public auditor would be concerned about. I am talking about the level of the rates and how much you charge for them because, as far as the common carriers are concerned, they can take their profit at either end—they either take it in Telesat or they take it in their other operations. If, for example, Bell Telephone find they are losing money in this particular thing, if they find that their investment in this is not returning them what they expected and

• 1015

they want to have it returned they can agree to have their rates increased and if their rates are increased this means that they are allowed to raise their rates on telephone users to get the rate of return they are allowed under the transport ruling.

Mr. Kierans: That is precisely what they cannot do here. The beauty of this arrangement is that they will have, let us say for the sake of figures, a third or in that proportion of the shares and of the directors and the other two-thirds, those from the public sector, from the people as such, as well as from the government can be expected to protect the

[Interpretation]

M. Saltzman: D'autres prendront leur place si les actions ne rapportent pas.

M. Kierans: Oui, mais vous devenez un peu comme Cassandre. La majorité des gens des sociétés téléphoniques, du public et du gouvernement, sont très optimistes à ce sujet.

M. Saltzman: Non, mais...

M. Macquarrie: J'en appelle au règlement, monsieur le président. Je croyais que c'était mon rôle.

M. Kierans: Il y a plusieurs Cassandre au sein de l'opposition, mais je crois que c'est une attitude tout à fait naturelle.

M. Saltzman: Mais la question du financement ou la comptabilité de cette société, c'est une vraie jonglerie.

M. Kierans: Vous devriez supporter cette affirmation. Je ne désire pas vous interrompre, monsieur Saltzman. Vous avez parfaitement le droit de faire les déclarations que vous voulez, mais je pense qu'une généralisation telle que la question de jonglerie, c'est quelque peu exagéré. Il y a des comités sur les comptes publics, des vérificateurs pour veiller à ce qu'il n'y ait pas de jonglerie dans ce domaine.

M. Saltzman: Je ne dis pas qu'une jonglerie de ce genre intéresserait le vérificateur public. Je parle du niveau des taux et du prix que vous demandez, parce que, en ce qui concerne les entreprises d'exploitation, elles peuvent tirer leur profit des deux côtés. Elles peuvent le prendre de Télésat Canada ou de leurs autres domaines. Si, par exemple, Bell Canada estime qu'elle perd de l'argent dans ce domaine, si la société trouve que son investissement ne produit pas autant qu'elle ne l'escomptait et qu'elle désire le retrouver,

si elle veut augmenter ses tarifs, et si ses tarifs sont augmentés, cela veut dire qu'elle pourra faire payer aux abonnés du téléphone un taux qui lui donnera les recettes permises en vertu des règlements sur les transports.

M. Kierans: C'est précisément ce qu'ils ne peuvent pas faire ici. La finesse de cet arrangement, c'est qu'ils auront, disons, pour sauvegarder ces chiffres, un tiers ou environ de cette proportion des actions et des directeurs et les autres deux tiers au public. Les administrateurs du gouvernement et les administrateurs du public qui sont responsables au

[Texte]

interests of the public, the public directors and the government directors who are responsible to the government will have to protect the interests of the government in this.

Mr. Saltsman: Let us take a case where one of the common carriers comes to a Board of Directors' meeting and indicates that either they get a higher return or they are going to pull out of this Corporation, which they are free to do. The Board of Directors is then faced with the prospect of pacifying them in some particular way or saying, "Pull out", and the government will pick up the rest of the shares or somebody else will pick up the rest of the shares.

This is correct. It is going to be very difficult to resist an argument of this kind. If Bell says that they are losing money on this deal and that we have to make some arrangements to make it more profitable and more worthwhile for them, I find it very difficult to see the Board of Directors saying no to that kind of proposition. In effect, the Bell will then have the right to tax the public. I would far rather have a Crown Corporation for which, if it needs money, the government taxes the public instead of having Bell or other common carriers taxing the public in various ways through rate changes. I really cannot see your argument that it is going to stand on its own feet and it is going to pay its own way just because it has this three-way arrangement rather than being a Crown Corporation.

Let us go on to this question of capital short country. You say that because we are a capital short country we have to look at this kind of financing. Is this correct? Where is this capital for financing the Corporation going to come from; is it going to come from Canadian sources, foreign sources, private investors as well as common carriers?

Mr. Kierans: It will come from Canadian sources, but it will come from different sectors of the capital market.

Mr. Saltsman: It is the same pool of capital though, is it not?

Mr. Kierans: Yes, but it will come from different sectors of the same capital market, hopefully. It will come from the same sectors, so I do not see what your point is here. Your point is that the government should go out into the capital market and borrow all of this money. That point, as I suggested before, has been made a dozen times, that the government should do everything in this country. One of your colleagues has made the same

[Interprétation]

gouvernement devront faire respecter les intérêts du gouvernement dans cette société.

M. Saltsman: Prenons par exemple le cas du représentant d'une société de télécommunications qui se présente devant le conseil d'administration et déclare que sa société veut recevoir des revenus plus considérables, ou qu'elle se retire de la société, ce qu'elle a le droit de faire d'ailleurs. Alors le conseil d'administration devra donc essayer d'arriver à un arrangement ou régler cette question en disant: «retirez-vous et nous allons reprendre votre part des actions».

Ceci est très juste. Ce sera très difficile de résister à un argument de la sorte. Si la Compagnie Bell déclare qu'elle perd de l'argent dans cette affaire et que l'on doit faire certains arrangements pour rendre la société plus prospère, je pense qu'il sera très difficile de voir comment le conseil d'administration pourra refuser une telle proposition. Et en fait, la Bell aura donc le droit de demander des taux supplémentaires au public. Je préférerais voir le gouvernement, exploiter une société de la Couronne qu'il subventionnerait à même les fonds publics que de voir la Compagnie Bell ou d'autres sociétés semblables faire de l'argent sur le dos des contribuables en augmentant les tarifs. Je ne vois pas pourquoi selon vous cette société devrait être rentable et ferait ses frais simplement parce qu'elle découle d'une entente tripartite au lieu d'être une société de la Couronne.

Maintenant, passons à la question de la rareté des capitaux. Vous dites que parce que nous sommes dans un pays où les capitaux sont rares, nous sommes obligés de recourir à ce mode de financement. Est-ce que c'est exact? D'où viendra le capital nécessaire à la société? Viendra-t-il de sources canadiennes ou de sources étrangères, d'investisseurs privés ou de sociétés de transports?

M. Kierans: Ce capital viendra de sources canadiennes, de divers secteurs du marché des capitaux.

M. Saltsman: Cela viendra toujours du même circuit de capitaux?

M. Kierans: Oui, mais le capital viendra des différents secteurs du même marché des capitaux, du moins je l'espère. Je ne vois donc pas l'objet de votre question. Vous voulez dire que le gouvernement devrait se présenter sur le marché des capitaux et emprunter les fonds nécessaires. A ce point de vue, comme je l'ai dit plutôt, on l'a déjà invoqué plusieurs fois, que le gouvernement devrait tout entreprendre dans ce pays. Un de vos

[Text]

statement with respect to the Post Office. Why do we not provide all of these services free? I simply cannot accept that. I think there has to be legitimate charges for the services that are rendered and that probably if one can impute any blame to governments in recent years it is that they have not followed this principle because then there is no such decision-making process as the market and when goods are free such as postal services or satellite services, the demand becomes unlimited in the sense that it becomes much more than an economic demand.

Mr. Saltzman: Then the problem is not that we are a capital-short country; the problem is that capital for the public sector is not as readily available as capital for the private sector.

Mr. Kierans: No. Our differences are ideological, and I think that you are trying to put an economic aura around them or a financial aura. You feel that the government should do everything. We do not feel that the government should do everything. We feel that the government should do whatever the private sector does not do or does not do very well and that is a tremendous difference. We have a lot more confidence in the private sector than your party has, but that is the reason your party is not in power. I think this is the way the Canadian people feel.

• 1020

Mr. Saltzman: On a point of order, I was really trying to restrict this discussion to economic arguments rather than to the ideological arguments that the Minister is raising. I hope the Minister will also restrict himself to economic arguments rather than dragging some red herrings or pick herrings across the path of what we are trying to say. Again I would like to point out to the Minister that we are not a capital-short country if he can get his capital here. What he is really saying to us is that the government is not able to get this money, and therefore, he has to bring the private investor.

Mr. Kierans: What I am saying to you is that if the federal government goes into the capital market itself more than it needs to, then the provinces for example, the municipalities of this country, the school commissions of this country will not find capital from Canadian sources available to them, and they will be forced to go more and more into foreign capital market. The net effect I am talking about is that this country is a net importer of capital. The more pressure that a federal government put on our scarce capital resources in this country, the less access to those markets will be all of the other institutions.

[Interpretation]

collègues a présenté la même argumentation au sujet du ministère des Postes. Pourquoi n'offrons-nous pas tous ces services gratuitement? Je ne peux tout simplement pas accepter ceci. Je pense qu'il faut payer des frais légitimes pour les services rendus. On ne pourrait pas reprocher au gouvernement de suivre ce principe. Il n'existe pas de procédé décisionnel sur le marché, et lorsque les choses sont gratuites, par exemple, le service postal ou le service de satellite, les demandes sont sans limites et dépassent ainsi la demande économique.

M. Saltzman: Il ne s'agit pas de la rareté des capitaux. Il s'agit du capital pour le secteur public qui n'est pas aussi facilement atteignable que le capital destiné aux entreprises privées.

M. Kierans: Non. Nous avons ici des divergences idéologiques. Vous estimez que le gouvernement devrait tout entreprendre et nous estimons que le gouvernement devrait faire tout ce que le secteur privé ne fait pas ou ne fait pas bien. Voilà la différence fondamentale qui nous sépare, monsieur. Je pense que nous avons une beaucoup plus grande confiance dans le secteur privé que votre parti n'en a, voilà. C'est pourquoi votre parti n'est pas au pouvoir. Nous estimons que c'est ainsi que pense la population canadienne.

M. Saltzman: J'en appelle au Règlement. J'essayais de limiter ces arguments aux aspects économiques et maintenant on me lance dans une argumentation à propos d'idéologie. Je répète que nous ne manquons pas de capitaux ici au Canada. Ce que le ministre nous dit en réalité c'est que le gouvernement ne peut pas obtenir cet argent et qu'il doit, par conséquent, faire appel aux investisseurs privés.

M. Kierans: Ce que je dis c'est que si le gouvernement fédéral se présente au marché des capitaux plus souvent qu'il le faut, les provinces, par exemple, ou les municipalités, ou les commissions scolaires canadiennes ne trouveront pas de capitaux dans les sources qui sont à leur disposition, et seront donc obligés de s'adresser de plus en plus aux marchés étrangers. Le résultat net dont je parle est que notre pays est un importeur net de capitaux. Plus le gouvernement fédéral met des pressions sur les maigres ressources de capitaux du Canada, moins toutes les autres institutions auront accès à ces marchés.

[Texte]

If we follow the logic of your position there will be no possibility for any other institution in this country really to go to a Canadian capital market. Is this what you want?

Mr. Saltzman: Mr. Kierans, just as I have been trying to avoid attributing statements to you which you would not see as your own, I hope you will extend me the same courtesy. I said nothing of the sort. There is no real quarrel with you, because there are some things that the private sector can do best in this country and there are some things the public sector can do best. The question is which ones? What we are saying is not that the public sector should be doing everything. We have never said this.

What we are saying is that in this particular case, in the case of the satellites, we think that the argument for public ownership, that the arguments for a Crown Corporation are very compelling and as such should be accepted on their own merits rather than on any ideological basis. We are not trying to argue on any ideological basis. You may recall yourself that you have in the past, particularly with SIDBEC, shown no reluctance for engaging in the public sector.

Mr. Kierans: That is right, and the particular circumstances of that situation were that we deemed it was necessary for Quebec in order to further its economic growth to have an integrated steel complex. There were all sorts of advances made to the big steel companies to come and locate in Quebec and none of them were willing to do it. At that time then the alternative was that if private enterprise did not want to do it perhaps the Quebec Government should consider doing it in order to get it started.

Mr. Saltzman: All right, that was the reason in that case. In this particular case, I think the main reason for the satellite is based on social and political reasons, and as such I would think it would be a clear indication for a Crown Corporation. I do not think we will get any further with this. You have not convinced me, Mr. Kierans. I apparently have not convinced you. I think the Committee should have a chance...

Mr. Kierans: You have admitted one thing, Mr. Saltzman. You have admitted that there are some things that the private sector can do better.

Mr. Saltzman: Yes, there is no question about that.

[Interprétation]

Si nous suivons la logique de votre position, il n'y aura pas de possibilité pour toute autre institution canadienne de s'adresser au marché canadien des capitaux. Est-ce que c'est ce que vous voulez, monsieur?

M. Saltzman: Monsieur Kierans, j'ai évité de vous attribuer des paroles que vous n'aviez pas dites, j'espère que vous me ferez la même courtoisie. Je n'ai rien dit de la sorte. Je n'ai pas de querelle avec vous personnellement, car il y a des choses que le secteur privé fait mieux. Mais lesquelles? Nous ne disons pas que le secteur public doit tout faire. Nous n'avons jamais dit cela.

Nous disons simplement que dans ce cas précis, dans le cas des satellites, nous estimons que l'argument en faveur de la propriété publique ou d'une société de la Couronne est très solide, et qu'il devrait être accepté sur ses propres mérites plutôt que sur une base idéologique. Nous ne présentons pas d'arguments sur une base idéologique. Souvenez-vous que par le passé, au sujet de SIDBEC, vous n'avez pas hésité à vous lancer dans le secteur public.

M. Kierans: C'est très juste, car dans les circonstances particulières, nous avons estimé que c'était nécessaire pour assurer la croissance économique du Québec, de créer un complexe sidérurgique intégré. On avait fait toutes sortes de propositions aux grandes sociétés sidérurgiques pour qu'elles viennent s'installer au Québec et aucune d'entre elle n'a voulu venir, à ce moment-là, nous avons estimé que si l'entreprise privée ne voulait pas, le gouvernement du Québec devait peut-être songer à le faire pour lancer l'entreprise.

M. Saltzman: D'accord, c'était la raison dans ce cas. Mais dans ce cas précis, je pense que la principale raison qui motive la création du satellite est d'ordre social et politique, et je pense donc que la création d'une société de la Couronne va de soi. Je ne pense pas que nous irons beaucoup plus loin de cette façon. Vous ne m'avez pas convaincu, monsieur Kierans. Je ne vous ai apparemment pas convaincu non plus. Alors, je pense que le comité devrait avoir l'occasion...

M. Kierans: Monsieur Saltzman, vous avez admis qu'il y a certaines choses que le secteur privé peut faire mieux.

M. Saltzman: Oui, il n'y a pas de doute à ce sujet.

[Text]

Mr. Kierans: All right, I think our differences then come down to this: I think that this is one of the areas in which the private sector can contribute a great deal, and we have devised the bill in order to enable them to participate and to contribute.

Mr. Saltsman: Then as a parting shot perhaps history will decide which of us has been right after we are gone.

The Chairman: I hope we are all around to read that page in the history books. If there are any other discussions on this issue I will read the amendment and then call the vote. The amendment is:

That Clause 3 be amended by deleting the words "together with such persons as are shareholders of the company from time to time" and "with share capital", that the word "Crown" be inserted before "company", and that Clause 34 be deleted as a consequence.

All those in favour of the motion? All opposed? I declare the amendment lost.

Mr. MacQuarrie has a second amendment to Clause 3.

Mr. Macquarrie: I move:

That Bill C-184 be amended by striking out lines 7 to 14 on page 3 and substituting the following:

"3. Such persons not exceeding six as may be designated by the Governor in Council, the *Chairman of the Standing Committee on Public Accounts of the House of Commons who shall be designated by the Governor in Council*, together with such persons as are shareholders of the company from time to time are hereby incorporated as a company with share capital to be known as "Telesat Canada" in English and "Télésat Canada" in French".

• 1025

As a consequence for lines 23 to 33 on page 9 substitute the following:

"(3). Where subsection (2) does not apply to authorize the Governor in Council to appoint the Board of Directors, such number of directors as are, pursuant to a by-law of the company made under subsection (4), to be elected, shall be elected annually, and the remaining directors shall be appointed by the Governor in Council, at least two of whom shall be members of the public service of Canada to hold office during pleasure and one of whom shall be appointed by virtue

[Interpretation]

M. Kierans: Bon, je pense que nos différences se réduisent à ceci. Je pense que c'est un des domaines où le secteur privé peut contribuer largement, et nous avons rédigé le projet de loi de façon à leur permettre de participer et de contribuer.

M. Saltsman: Pour le coup d'envoi, peut-être que l'histoire décidera lequel d'entre nous avait raison, après que nous aurons trépassé.

Le président: J'espère que nous serons encore tous là pour lire cette page d'histoire. S'il n'y a pas d'autres questions je vais lire l'amendement et nous le mettrons ensuite aux voix: L'amendement est:

Que l'article 3 soit modifié par le retranchement des mots «ainsi que les personnes qui seront, à l'occasion, actionnaires de la Société», et «par actions», et l'adjonction des mots «de la Couronne» après le mot société, et que l'article 34 soit retranché en conséquence.

Tous ceux qui sont en faveur de la motion? Tous ceux qui s'y opposent? Je déclare que la motion est rejetée.

J'ai un deuxième amendement sur l'article 3, proposé par M. Macquarrie.

M. Macquarrie: Je propose que:

Le bill C-184 soit modifié par le retranchement des lignes 20 à 21 à la page 3 et leur remplacement par ce qui suit:

«3. Les personnes, au nombre de six au plus, désignées par le gouverneur en conseil, le *Président du Comité permanent des comptes publics de la Chambre des communes, désigné par le gouverneur en conseil*, ainsi que les personnes qui seront, à l'occasion, actionnaires de la Société, sont par les présentes déclarés constituer une corporation sous forme de société par actions appelée «Télésat Canada» en français et «Telesat Canada» en anglais.»

En conséquence, modifiez les lignes 25 à 36 de la page 9 de la façon suivante:

(3) Lorsque les dispositions du paragraphe (2) n'autorisent pas le gouverneur en conseil à nommer le conseil d'administration, doivent être élus chaque année, le nombre d'administrateurs dont un règlement de la Société établi en vertu du paragraphe (4) prévoit l'élection, et les autres administrateurs doivent être membres de la fonction publique du Canada et dont l'un est nommé d'office en sa qualité de président du Comité permanent des comptes publics de la Chambre des com-

[Texte]

of his being the Chairman of the Standing Committee on Public Accounts of the House of Commons."

The Chairman: Mr. Macquarrie will speak to this amendment.

Mr. Macquarrie: Thank you, Mr. Chairman. I consulted the very best of legal advice on this and the advice I got was so excellent that I did not understand it at all times, but I am assured that it is the ultimate in legislative procedure.

I think that there was a discussion in the Committee about the virtue and value of having a member of the House of Commons involved in this interesting public body in which the public in a different way is a sort of member of a troika. If it should be a member of the House of Commons, the logical person would be that person who is charged with specific responsibility in reference to public accounts. I notice the Minister in his argument with Mr. Saltsman talking about the Public Accounts Committee, a very important body.

The wording is pretty straightforward despite my joking reference to it and I think that this would strengthen the essential contact between the Parliamentary body and the company, if I may call it that. I am not going to make a speech of the seriousness of Mr. Saltsman's but I will end up supporting this measure largely because I think it will provide an essential inducement to our scientific and technological community for whom I have the greatest regard. I am convinced that in the realm of advancement and innovation this will be helpful to them.

I do think, and I have said this before—and Mr. Saltsman has invoked history and I will be presumptuous enough to do so also. I am still convinced there will be a serious shortfall of expectation among the people of Canada. I am convinced too that the estimates of the costs of this will be proven to have been far, far more conservative than the Minister has ever been noted for in any other regard. With those few solemn words I will throw the amendment upon you.

Mr. Stanbury: Mr. Chairman, I would just like to be sure I understand the basis for this amendment. Is the honourable member suggesting that the same principle should apply to Crown corporations and agencies generally, or does he see this corporation as being unique in requiring this kind of representation on the board?

Mr. Macquarrie: I think, Mr. Chairman, that in a general way there has been concern

[Interprétation]

munes, doivent être nommés, à titre amovible, par le gouverneur en conseil.

Le président: M. Macquarrie commentera cette modification.

M. Macquarrie: Merci, monsieur le président. J'ai consulté le meilleur conseiller juridique à ce sujet et il m'a donné de si bons conseils que je ne les ai pas tout compris mais, je suis certain que c'est la dernière procédure législative.

Je pense que le Comité a discuté l'avantage d'avoir un député de la Chambre des communes qui participe à cet organisme public où le public constitue une sorte de membre de la troïka. Si l'on choisit un membre de la Chambre des communes, il serait logique de choisir la personne qui s'occupe des comptes publics. J'ai remarqué que lors de la discussion entre le ministre et M. Saltsman, on a parlé du Comité des comptes publics comme d'un organisme très important.

Le libellé est très clair et en dépit des plaisanteries que j'ai pu faire à ce sujet. Je crois que cela resserrera les liens entre l'organisation gouvernementale et la société, si je peux ainsi la nommer. Je ne ferai pas un long discours sur le sérieux de la déclaration de M. Saltsman mais, je terminerai en appuyant cette mesure parce qu'à mon avis, elle permettra d'encourager nos scientifiques et nos techniciens pour lesquels j'ai le plus grand respect. Je suis convaincu que dans cette ère de progrès, cela leur sera très profitable.

Je le crois, je l'ai déjà dit et M. Saltsman en a tiré des exemples de l'histoire, et je serais assez audacieux pour le faire. Je suis toujours convaincu qu'il y aura un manque grave de prévisions chez les Canadiens. Je suis également convaincu que l'évolution des frais a été beaucoup plus prudente que le ministre l'a fait remarquer. C'est avec ces quelques mots que je vous présente l'amendement.

M. Stanbury: Monsieur le président, je voudrais être bien certain de comprendre la raison de cet amendement. Le député propose-t-il d'appliquer le même principe aux sociétés de la Couronne et aux organismes de l'État ou croit-il que cette société est la seule à exiger ce genre de représentation au conseil d'administration?

M. Macquarrie: Je pense, monsieur le président, que d'une façon générale, on s'est

[Text]

about the growing gulf between Parliament and many bodies, Crown corporations and others. I would have a warm attitude toward this sort of thing even in reference to Crown corporations, but more specifically I do think that obviously this is a unique body. This is not a Crown corporation. This is something else. It may be not as remote as the bird is going to be, but I think it is worthy of getting the Parliament in here in a very important way.

• 1030

Mr. Stanbury: Do I understand that this is part of a general approach that the honourable member is taking to public or Crown corporations, because in order to judge whether or not I should support the measure I would like to know whether this is a one-shot effort or whether it is part of a general principle that the honourable member feels should be applied hereafter?

Mr. Macquarrie: I am not going to be at the gatling gun on any other occasion. This is a particular point of view that I have in particular reference to this particular legislation.

I mentioned in passing that many people are concerned about the question of parliamentary control of public and quasi-public institutions, and I mentioned those only because you brought them up. My concern is with this particular legislation. I do not intend to go from committee to committee as the items come up.

Mr. Stanbury: It would seem to me to be a rather patchwork approach if we were to consider a suggestion like this for one particular corporation when the mover has no over-all concept into which he can fit this suggestion. That is my concern.

I am also concerned to know what the position of the Chairman of the Public Accounts Committee will be when he presides over a session at which this corporation appears before his Committee. It seems to me the situation would be somewhat anomalous.

Mr. Kierans: I think it would be somewhat analogous to that of a watch-dog watching over himself.

Mr. Stanbury: Or a watch-dog biting himself.

Mr. Macquarrie: I suppose we are all, in a sense, watch-dogs, and he is the one to bite if that is what you have in mind. But I do not want to take the time of the Committee, Mr. Stanbury, to give you an outpouring of my philosophy on the administration of public...

[Interpretation]

inquiété du fait qu'un fossé se creusait entre les organismes gouvernementaux, les sociétés de la Couronne et les autres organismes. J'appuierais ce genre de mesure même en ce qui concerne les sociétés de la Couronne mais plus précisément parce que c'est un organisme tout à fait particulier. Ce n'est pas une société de la Couronne. C'est quelque chose de tout à fait spécial. Ce n'est pas aussi lointain qu'on le dit et je crois qu'il faudrait amener le gouvernement à y participer.

M. Stanbury: Dois-je comprendre que ceci fait partie d'une optique générale que le député adopte maintenant à l'égard des sociétés de la Couronne ou des organismes publics parce que pour savoir si je dois appuyer la mesure je dois savoir s'il s'agit d'un effort limité ou d'une portion d'un principe général que le député voudrait adopter?

M. Macquarrie: Je n'ai pas l'intention d'être à l'avant-garde en aucune autre occasion. C'est une opinion personnelle que j'ai au sujet de la mesure à l'étude ici, mais j'ai dit qu'un bon nombre de personnes s'inquiètent de ce contrôle par le Parlement des organismes publics et semi-publics. J'ai mentionné cela uniquement parce que vous avez soulevé la question. Je m'intéresse à la mesure présentement à l'étude. Je n'ai pas l'intention de me promener d'un comité à l'autre à mesure que les questions seront soulevées.

M. Stanbury: Il semble que ce soit une façon de procéder assez maladroite, si nous devons tenir compte d'une telle suggestion pour une société en particulier alors que celui qui propose n'a aucune idée générale où sa suggestion pourrait s'adopter. Je me demande quelle sera l'attitude du président du Comité des comptes publics lorsqu'il aura à entendre le témoignage de cette société lorsqu'elle devra rendre compte au Comité. Je crois que ce serait une anomalie pour le moins.

M. Kierans: Vous auriez là un chien de garde qui se surveille.

M. Stanbury: Ou qui se mord lui-même.

M. Macquarrie: On peut toujours dire que nous sommes tous des gardiens. Mais je ne voudrais pas prendre le temps du Comité et vous exposer ma philosophie de l'administration.

[Texte]

Mr. Stanbury: I would just like to hear an argument.

Mr. McCleave: I expect there would be a special answer to that, Mr. Chairman. There is a deputy chairman of the Public Accounts Committee. If there were conflict of interest there would be no problem. The Chairman would automatically and sensibly step aside.

On the other point, why it is brought in with reference to this but not to the other this creature stands by itself. It is not a Crown corporation. Mr. Stanbury should do his homework on that. It is something absolutely new in the eyes of the law of Canada; it cannot be compared with CBC or CNR or any other Crown corporation it cannot be compared with Bell Telephone, or any telephone carrier. It is really an unique creation. So an unique creation surely can stand an unique remedy.

Mr. Schumacher: Mr. Chairman, I have a question on a point of information. Is there any provision anywhere that would require this corporation to appear before the Public Accounts Committee?

The Chairman: There is provision in the legislation for its annual report to be tabled in the House of Commons, as there is for every Crown corporation. But in no case is a reference to a standing committee implied in any legislation that I am aware of.

Mr. Stanbury: Mr. Chairman, having heard the answers to my questions I would only remind Mr. McCleave that I acknowledged at the beginning that this is an unique situation. I was asking whether the suggestion of the honourable member as contained in the amendment applied only to this unique situation or would extend to Crown corporations and agencies.

My conclusion, having heard the answers, Mr. Chairman, is that I could not support this amendment, because, first of all, it is not supported by any general principle which I have heard expounded here, and in the particular case of the Chairman of the Public Accounts Committee, as suggested, I think holding this position would tend to emasculate him so that as Mr. McCleave has indicated, he would have to step aside when such an important corporation appeared before his Committee.

Mr. Givens: Mr. Chairman, wherein does this motion compare, or contrast, with Mr. Stewart's motion of which he gave notice? Is that going to before us?

The Chairman: Yes. This motion deals with a clause prior to Mr. Stewart's. Mr. Stewart's

[Interprétation]

M. Stanbury: J'aimerais mieux entendre vos arguments.

M. McCleave: Il y aura une réponse spéciale à cet état de choses. Le Comité des comptes publics possède un président adjoint. S'il y a conflit d'intérêts, le président devra automatiquement se tenir à l'écart. C'est un organisme qui est capable de faire son propre travail, ce n'est pas une société de la Couronne, monsieur Stanbury devrait bien le savoir. C'est un organisme tout à fait nouveau. On ne peut pas le comparer à la Société Radio-Canada ou au National-Canadien. On ne peut pas le comparer également à la Compagnie de Téléphone Bell ou à une autre société d'exploitation. Il s'agit d'un organisme unique, et un organisme unique doit être traité de façon unique.

M. Schumacher: Je voudrais également demander des renseignements. Est-ce qu'il y a des dispositions qui exigent que cette société comparaisse devant le Comité des comptes publics?

Le président: On prévoit que le rapport annuel sera déposé à la Chambre des communes, comme dans le cas de toutes les sociétés de la Couronne. En aucun cas, toutefois, la loi ne prévoit que ce rapport sera renvoyé au Comité des comptes publics.

M. Stanbury: Après avoir reçu réponse à ma question, je voudrais rappeler à M. McCleave que j'ai reconnu dès le début qu'il s'agissait d'une situation unique. Je me demande simplement si la situation s'applique à ce cas particulier ou si ceci va s'appliquer également aux sociétés de la Couronne. Pour ma part, je ne puis pas appuyer cet amendement car l'amendement n'est pas appuyé par aucun principe général et dans le cas du président du Comité des comptes publics, je crois que ceci nuirait à son autorité comme l'a dit M. McCleave. Il devrait se tenir à l'écart lorsqu'une société aussi importante devrait comparaître au Comité.

M. Givens: Monsieur le président, comment cette motion se compare-t-elle avec la motion de M. Stewart?

Le président: Cette motion porte sur un article précédant celui de M. Stewart. On pré-

[Text]

motion would have the sole effect of indicating that someone from the elected Members of Parliament would be appointed to the board, without saying from what section, on what group, or what position, technically speaking.

• 1035

Mr. Givens: Does not Mr. McCleave's motion have to do with appointments to the board?

The Chairman: That is correct.

Mr. Givens: Except that Mr. Stewart says he should be an M.P. and Mr. McCleave says it should be the Chairman of the Standing Committee on Public Accounts?

The Chairman: That is correct.

Mr. Givens: That is really the only difference?

The Chairman: That is correct.

Mr. Kierans: Yes, I would like to speak to this. There is, of course, the obvious problem of conflict of interest in a watchdog watching over his own activities and responsibilities as a member of a board, and I think that this is an ambivalent position. I do not want to talk right now against the principle of an MP being a member of a public corporation. With respect to Mr. Macquarrie's particular amendment, I would remind him that there is nothing really today that precludes the government from doing this. The government by Order in Council can do it. But that it should be an obligation on the government—"shall be appointed" is the way the amendment reads, as does Mr. Stewart's, incidentally.

I would like to point out a few things. I think that this requires, as Mr. Stanbury indicated, an over-all assessment of the role of the MP, whether MPs should be directors of Crown corporation. And that is a discussion that can take place among the various parties and can be the object of a government decision and therefore of an ensuing debate. But I think this would be the last place where you would start, because it is not the appropriate agency.

It is going to be only one-third owned by the government. We have all, however, said that it must table its report. Therefore, Mr. Hales in particular can ask the directors of the board to appear before him and to defend their operations, and he has then all of the control that he would wish to have.

[Interpretation]

voit dans la motion de M. Stewart que les députés seraient nommés à la Commission sans qu'on prévoit quel sera le groupe d'où viendra ce député.

M. Givens: La motion de M. McCleave ne porte-t-elle pas sur les nominations au conseil d'administration?

Le président: C'est exact.

M. Givens: Sauf que M. Stewart dit que ce député être un député et que M. McCleave estime que ce devrait être le président du Comité des comptes publics?

Le président: C'est exact.

M. Givens: C'est réellement la seule différence?

Le président: En effet.

M. Kierans: Je voudrais parler de cette motion. Bien entendu, il y a, de toute évidence, un conflit d'intérêt, en ceci que le gardien devrait surveiller ses propres activités et responsabilités. Je crois que c'est une situation ambivalente. Je ne veux pas m'opposer au principe de la nomination de députés à une société publique. Mais rien n'empêche le gouvernement de le faire. Le gouvernement peut le faire au moyen d'un décret du conseil. Mais l'amendement de M. Stewart (Cochrane) prévoit que le gouvernement sera obligé de le faire.

Comme l'a dit M. Stanbury, ceci exigerait une nouvelle évaluation du rôle du député. Est-ce qu'un député devrait être directeur d'une société de la Couronne? Je crois que ceci pourrait faire l'objet d'une discussion qui pourrait avoir lieu entre les divers partis et d'une décision prise par le gouvernement. Il pourrait y avoir discussion là-dessus. Mais, en l'occurrence, je crois que c'est le dernier endroit où on doit commencer ou entreprendre des mesures semblables. Il ne s'agit pas de l'agence appropriée.

Car cet organisme n'appartiendra au gouvernement que dans une proportion d'un tiers. Nous avons dit que la société doit déposer son rapport et par conséquent, monsieur Hales, peut inviter les dirigeants de cette société à comparaître devant lui et justifient leurs actions. Il aura alors tout le contrôle qu'il voudra.

[Texte]

There are also very many implications involved here for MPs. Is there a conflict of interest here? To whom is an MP responsible? An MP is not responsible to the government, that is certain. He is responsible to his own electors; he is responsible to the public at large. In the running of this corporation, when the government names its own directors, it would surely want people who are responsible to the government. In this case, several candidates come to mind. For example, the Minister of Finance, who is putting money into this, may feel that the deputy minister or a senior officer of his department should be one of the government members designated. That man would be responsible to the government. The Department of Communications might feel that one of our people should be designated, let us say our assistant deputy minister in charge of research and development, our principal scientist, in order to make sure that the actual building of this satellite proceeds.

On the other hand the CBC, because they are going to use the channel, may approach the Cabinet to see that one of their members is designated. But all of these people would be responsible to the government. The MP himself is not.

There are very many points here, which is why I feel that this should be, as Mr. Stanbury has suggested, the subject for a discussion on the philosophy of the role of the MP. What is his role? This should be discussed first, and then the principles laid down.

Who would choose the MPs? In Mr. Macquarrie's case, of course, he has chosen the MP. But other members who are very much impressed with the handling of this Committee by its Chairman may say: "Well why not the Chairman of the Committee that is directly concerned with carrying through the legislation in the committee stage". There are a whole host of people one can suggest if one is going to be particular about this.

• 1040

So I think we should leave this part of it to a full discussion. I may say I am not completely out of sympathy with the idea, but I do not think it should be added as a last-minute amendment to a bill that is going through. If sometime the government decides that MP's can fulfil this role, that there is no conflict of interests, the government at the same time has to decide who is going to appoint the MP: should it be the government or should it be the Speaker of the House, let us say? We have all the Committees of the House of Commons and the Senate today:

[Interprétation]

On peut se demander toutefois s'il y a un conflit d'intérêts. A qui devrait rendre compte un député? Un député doit rendre compte à ses électeurs et non pas au gouvernement. Il doit rendre compte à la population. En ce qui concerne l'exploitation de la société, lorsque le gouvernement nommera ses directeurs, il voudra certainement qu'il s'agisse de gens qui rendent compte au gouvernement. On peut songer à plusieurs candidats. Par exemple, le Ministre des Finances qui investit l'argent pourra croire, croirait peut-être qu'un sous-ministre ou un fonctionnaire du ministère des finances devrait être désigné. Cette personne-là devra rendre compte au gouvernement. Le Ministère des Communications estimerait peut-être que le sous-ministre adjoint chargé de la recherche et du développement pourrait appartenir à une société pour s'assurer que la construction aura bel et bien lieu.

La société Radio-Canada pourrait peut-être vouloir faire ajouter un de ses membres. Toutes ces personnes doivent rendre compte au gouvernement. Le député n'est pas dans le même cas.

Je crois que ceci devrait faire l'objet d'une discussion sur la philosophie qui est à la base du rôle du député. Quel est le rôle du député? Il faudrait en discuter d'abord. Les principes pourraient être ensuite établis?

Qui choisirait le député? Dans le cas de monsieur Macquarrie, il a choisi lui-même le député. Mais d'autres députés, qui sont très impressionnés par le travail du président du comité, qui s'occupe de la question, pourraient peut-être proposer qu'un député soit nommé à la tête, pour faire partie de la commission.

Je crois que ceci pourrait faire l'objet d'une discussion très intéressante une autre fois, mais je ne crois pas qu'il faille ajouter cet amendement à un bill qui a été adopté. Si à un moment ou l'autre le gouvernement décide que les députés peuvent jouer ce rôle, et s'il n'y a pas de conflit d'intérêt, on devra décider qui va nommer le député. Est-ce que ce sera le gouvernement? Est-ce que ce sera l'Orateur de la Chambre? Nous avons aujourd'hui tous les comités de la Chambre des communes et du Sénat réunis. Le député doit-il faire partie du parti au pouvoir ou de l'opposition? Tou-

[Text]

should the MP be a member of the government or should he be a member of the opposition? All questions have to be decided.

Therefore, I would hope that the amendments will be withdrawn.

Mr. McCleave: Mr. Chairman, before the Minister leaves this part of his answer, surely he would not like to leave on record the suggestion that a tenant of this operation, the CBC, should also be on the Board of Directors because there we really would have, I think, a conflict of interest.

Mr. Kierans: Yes, but you would have a balance then. It might well be that the interests of the CBC might, on some occasions, be opposed to those of other tenants of the satellite system.

As to the role of the MP in this, as I see it, as we have already said, there is going to be a regulatory commission which will attempt to resolve all of these issues and introduce the kind of regulation that will be appropriate, not only for the satellite corporation but indeed for the whole market of services that can come under the title of telecommunications.

Mr. Saltsman: Mr. Chairman, this amendment reflects the concern that arises when dealing with the kind of corporations that is being created by this bill with such an obvious conflict of interest. This is a scrambled egg corporation with everyone wanting different things.

In fairness to the mover of this amendment, I think the Minister should have restricted himself to talking about the role of the Chairman of the Public Accounts Committee rather than that of an MP. The chairmen of the Public Accounts Committees are different from MPs. An MP is responsible to his constituents and has a certain role to play, but the Chairman of the Public Accounts Committee is responsible to the public, and the unfortunate thing about the corporation the way it is now set up is that there are people who are responsible to the government, people who are responsible to the common carriers, people responsible to the private investors, but who is going to supervise it on behalf of the public interest? What I said earlier about the ability of the Board of Directors to juggle things, to sort of give the appearance that this is a viable kind of corporation, is very real.

Because of the special nature of this corporation, I must say that I have considerable sympathy for the proposal contained in the amendment; that there is a real need to

[Interpretation]

tes ces questions doivent faire l'objet d'une décision.

Et j'espère que les amendements seront retirés.

M. McCleave: Monsieur le président, avant que le ministre ne finisse de répondre à cette question, sûrement qu'il n'aimerait pas laisser dans les dossiers la suggestion qu'un membre de ce groupe, la société Radio-Canada, devrait faire partie du Conseil des directeurs, car, à ce moment-là, il y aurait évidemment conflit d'intérêt.

M. Kierans: Oui, à ce moment-là, vous auriez un équilibre. Dans certains cas, les intérêts de la société Radio-Canada seraient peut-être opposés à ceux d'autres participants à des systèmes à satellites.

Quant au rôle des députés dans cette affaire, je le vois, comme nous l'avons déjà dit, comme celui d'un organisme de réglementation qui va tenter de résoudre tous ces problèmes. Il va présenter le genre de loi approprié non seulement pour la société de satellites mais pour l'ensemble du marché des services qui peuvent être compris sous le titre de télécommunications.

M. Saltsman: Monsieur le président, cet amendement permet de voir les problèmes qui peuvent se poser lorsqu'une société semblable, créée par cette loi, est aux prises avec un tel conflit d'intérêt. C'est une société de discorde où chacun a son idée.

En toute justice, pour celui qui a proposé l'amendement, le président aurait dû s'en tenir à la question de la nomination du président du Comité des comptes publics, plutôt que de s'en tenir à la nomination d'un député. Les Comités des comptes publics sont différents des députés. Le député doit rendre compte à ses électeurs. Le président du Comité des comptes publics doit rendre compte à la population. Si l'on tient compte de la façon dont la société est établie, on constate que certaines personnes rendent compte aux sociétés d'exploitation, d'autres aux investisseurs, d'autres au gouvernement, et qui va sauvegarder l'intérêt du public? Ce que j'ai dit, au début, concernant l'habileté du Conseil des directeurs à embrouiller les choses et à donner l'illusion que la société est solide, est très vrai.

A cause de la nature spéciale de cette société, je dois dire que j'ai une très grande sympathie pour la proposition contenue dans cet amendement. Je crois qu'il est nécessaire

[Texte]

assure that the public interest is protected and that complete scrutiny of the operation of this corporation is maintained.

I do not think it is going to be good enough to bring this before the Public Accounts Committee once a year in their statement, because statements conceal as much as they reveal and I do think it is important to have a representative such as the Chairman of the Public Accounts Committee sit on this Board.

Mr. Macquarrie was somewhat reticent, as is his usual manner in these things, about talking of Crown corporations in general. I would suggest, Mr. Chairman, that this is the sort of thing we might have to consider with other kinds of agencies as well.

The Chairman: Mr. Macquarrie.

Mr. Macquarrie: Is the Minister suggesting that this be stood until we are ready to take it up in more fundamental terms?

Mr. Kierans: Yes, both this and Mr. Stewart's amendment, and perhaps we could ask the New Democratic Party some day to propose a debate of all parties, including the government, and have a declaration of positions on the issue.

Mr. Macquarrie: Are you suggesting that this be stood?

• 1045

Mr. Kierans: No, no. I am suggesting that it be withdrawn.

Mr. Macquarrie: Oh.

Mr. Kierans: For a discussion of the entire principle of it.

Mr. Macquarrie: Because I think in all fairness, if you refute and reject my argument because it is not sufficiently general or sustained, that you should give me time to check some of my references, like Hewart's *New Despotism* and so on, so I could discuss it in general terms.

The Chairman: Mr. Givens.

Mr. Givens: Mr. Chairman, I am bothered by this motion and the one of Mr. Stewart. You will remember I had something to say about it at the last meeting of the Committee. The difference I see in the two motions is that Mr. Macquarrie's choice of a Member of Parliament is *persona designata* whereas Mr. Stewart's involves the mad scramble, "Who shall this MP be?"

The reason I spoke at the last meeting was because I have seen the operation of semi-

[Interprétation]

de s'assurer que l'intérêt du public est protégé et qu'on fait une enquête minutieuse sur l'opération de cette société. Je ne crois pas qu'il suffira de présenter cette question au Comité des comptes publics une fois par année, car les déclarations cachent autant qu'elles révèlent et je ne crois pas qu'il soit important qu'un représentant, tel que le président du Comité des comptes publics, siège au sein de ce Conseil. M. Macquarrie est assez réticent, comme d'habitude. Et j'hésite à parler des sociétés de la Couronne de façon générale. Je voudrais vous suggérer, monsieur le président, que c'est sans doute ce qu'il faudra arriver à faire avec le temps, dans le cas d'autres organismes.

Le président: M. Macquarrie.

M. Macquarrie: Je voudrais demander si le ministre a proposé que la question soit réservée jusqu'à ce que nous puissions l'étudier plus en profondeur.

M. Kierans: Oui, cette question et l'amendement de M. Stewart et nous pourrions peut-être demander au Nouveau Parti Démocratique de proposer un débat de tous les partis, y compris le gouvernement et prendre position sur la question.

M. Macquarrie: Vous croyez que l'article devrait être réservé?

M. Kierans: Non, non, je suggère plutôt qu'il soit retiré.

M. Macquarrie: Oh!

M. Kierans: Pour une question de principe.

M. Macquarrie: Je pense que si vous rejetez mon argument parce qu'il n'est pas suffisamment général ou bien soutenu vous devriez me laisser le temps de vérifier mes références, comme Hewart's *New Despotism* etc., de sorte que je puisse, discuter en des termes plus généraux.

Le président: M. Givens.

M. Givens: Monsieur le président, cette motion de même que la motion de M. Stewart m'inquiète un peu. Vous vous souvenez que j'avais quelque chose à dire à ce sujet lors de la dernière réunion du Comité. La différence que j'ai vue dans les deux motions c'est que le choix de M. Macquarrie s'est porté sur une *personata designata*, alors que M. Stewart, furieux, se demandait qui allait être le député en question. La raison pour laquelle j'ai pris la parole lors de la dernière réunion c'est que

[Text]

public or quasi-public boards and commissions which are established ostensibly with a membership of people of high repute, in many cases judges, and they are of such high repute and so nobly motivated that they seem to forget who appointed them and whose interest they are supposed to represent. They become sort of unresponsive and not responsible to the people who appointed them.

You may be well aware of the great deal of controversy that goes on, at least in the Province of Ontario, with the appointment of police commissions, of planning boards, and the like, where suddenly Frankenstein created something which turns out to be a monster and the creator begins to wonder what it was he created; whether it is really serving the purpose that he had intended.

Similarly here, in view of the fact that the government is going to have a third of the action, it struck me that there should be some representation. I realize, though, that we may be opening up a Pandora's box because the aspect of MP representation has never really been discussed, to my knowledge. I have never heard it discussed, certainly not since I have been here. I am always reluctant to interfere with the brainchild of somebody who has conceived something: if we are going to go ahead with the baby, we might as well go ahead with the bath water and everything that goes with it. I know I am mixing my metaphors, but I would be reluctant to interfere in something that I feel that the Minister is resisting, not because he happens to be the Minister but because this is unique enough an experiment without fiddling around with the apparatus when you do not really know completely what you are doing, assuming of course, that the Minister does know completely what he is doing. I imagine he and his people are taking a calculated risk as well.

Therefore, under the circumstances, having bravely stuck my neck out at the last minute, for the reasons that I have indicated because of our experiences with these groups, boards and commissions, I become a little more diffident and hesitant about ploughing forward at this time and insisting that this be done. I could vote with the opposition on this and embark on a course the end of which we cannot foresee, but in this case perhaps discretion is the better part of valour, although I do not expect you to withdraw your motion. I am worried about supporting either this or Mr. Stewart's motion at this time for the reasons indicated.

The Chairman: Mr. McCleave.

[Interpretation]

j'ai vu comment fonctionne les conseils et les commissions semi-publiques, qui font que des personnes éminentes, comme des juges, si bien motivées qu'elles semblent oublier qu'elles a nommées et qui elles représentent. Ensuite, ces personnes ne rendent guère compte aux personnes qui les ont élues.

Vous devez connaître toutes les controverses soulevées en Ontario du moins, par la nomination de commissions de la police et de commissions de planification. Frankenstein aussi a soulevé une controverse lorsqu'il a créé un monstre. Il a créé ce monstre, que ce soit l'objectif qu'il ait voulu atteindre ou non.

Ici, étant donné le fait que le gouvernement va profiter d'un tiers de l'action, je suis étonné de voir qu'il y ait quelque représentation. Il s'agit peut-être d'une boîte de Pandora car on n'a jamais tellement discuté de cette question de la représentation des députés, à ma connaissance. Je n'ai jamais eu connaissance qu'on en ait discuté depuis que je suis ici.

Toutefois, pour ma part, je me trouve à m'opposer à l'idée de ceux qui ont eu un projet nouvellement né. Un bébé exige toujours un bain et d'autres articles nécessaires pour ses soins. Je ne veux pas intervenir. Je sais que je mélange les métaphores. Je crois que le ministre résiste non pas parce qu'il est ministre mais parce que c'est une expérience assez extraordinaire, et qu'il ne faut pas jouer avec les appareils sans en connaître le fonctionnement. Il s'agit déjà de risques calculés.

J'hésite à insister pour qu'on procède de cette façon. Je pourrais voter avec l'opposition, et continuer indéfiniment. Mais je crois qu'il vaut peut-être mieux me tenir tranquille cette fois-ci. Je ne sais pas si je dois appuyer la motion de M. Stewart à ce moment-ci.

Le président: Monsieur McCleave.

[Texte]

Mr. McCleave: On a point of information, who does the audit for Telesat? Is there anything in the legislation as to the appointment of auditors for Telesat?

Mr. Kierans: They would be appointed by the Corporation.

Mr. McCleave: The Auditor General might never get near it.

Mr. Kierans: I have complete confidence in the Public Accounts Committee.

Mr. McCleave: I am not talking about the Public Accounts Committee. I am talking about the role that the Auditor General has, Mr. Minister. Does the Auditor General do the books of the CNR, for example? How does he get himself into that picture?

• 1050

Mr. Kierans: The difference is, of course, that the CNR is a Crown corporation. The private sector is putting up two-thirds of the money here, and presumably you are responsible to that Board of Directors. You are also responsible to something that you are not responsible to in the case of a Crown corporation; you are responsible to the shareholder—and shareholders are becoming increasingly vocal these days. Just to keep it in its present context, I think the Bell Telephone and other companies have found this out, in the Maritimes as your own has found out. So that my major objection to this, in addition to the general objections raised by Mr. Stanbury and discussed by Mr. Givens, is that of all of the people that should probably not be named it is the Chairman of the Public Accounts Committee because preceding governments have eventually developed a philosophy on this—that the Public Accounts Committee should be as largely independent as possible and one of the ways of ensuring this is that the Chairman of the Public Accounts Committee shall himself be a member of the Opposition.

He will have presumably all the political motivation plus his own desire to see that the interests of the people are fulfilled or looked after. He will have all of the opportunity to do this in a completely independent way.

Mr. McCleave: But what I was trying to find out was how the Auditor General gets anywhere near this picture. I noticed your colleagues were engaged in anxious consultation while you were replying.

Mr. Kierans: It is not a Crown corporation.

Mr. McCleave: I am sorry, you called it a modified Crown corporation.

[Interprétation]

M. McCleave: A titre de renseignement, qui va vérifier les livres de Télésat? Est-ce qu'on a prévu la nomination de vérificateurs dans la loi?

M. Kierans: Les vérificateurs devraient être nommés par la société.

M. McCleave: L'auditeur général ne pourra peut-être même pas approcher cette société.

M. Kierans: J'ai une très grande confiance dans le Comité des comptes publics.

M. McCleave: Je ne parle pas du Comité des comptes publics. Je parle du rôle que doit jouer l'auditeur général, monsieur le ministre. L'auditeur général vérifie-t-il les livres du C.N.R.? Comment peut-il faire ce travail?

M. Kierans: Il y a une différence maintenant que le Canadien National est une société de la Couronne. Le secteur privé offre deux tiers de l'argent et à ce moment-là, il faut rendre compte au conseil des directeurs. Il faut rendre compte aux actionnaires et ceux-ci sont de plus en plus difficiles actuellement, et à ce propos, je crois que la compagnie de téléphone Bell entre autres le sait bien et votre compagnie des Maritimes le sait aussi. La principale raison pour laquelle je m'oppose à cette motion en plus des questions discutées par M. Stanbury et M. Givens, c'est que parmi tous ceux qui ne devraient jamais être nommés, il y a d'abord le président du Comité des comptes publics; car les gouvernements ont toujours voulu que le Comité des comptes publics soit aussi indépendant que possible et la façon d'assurer cette indépendance, c'est de nommer un membre de l'Opposition à la tête de ce Comité.

Ce dernier aura alors toutes les raisons politiques de vouloir que l'on s'occupe de l'intérêt de la population et qu'on le respecte.

M. McCleave: Je veux simplement savoir quel est le rôle de l'auditeur général. J'ai remarqué que vos collègues se consultaient avec impatience.

M. Kierans: Il ne s'agit pas d'une société de la Couronne.

M. McCleave: Vous avez dit qu'il s'agissait d'une société de la Couronne modifiée.

[Text]

Mr. Kierans: No, I did not. I have never called it a modified Crown corporation. It is either a Crown corporation or it is not, and it is definitely not.

Mr. McCleave: It is something of a hybrid type, the like of which we have never seen on earth before. This is why I ask who does the auditing, how the Auditor General gets his hooks into it, if he does at all, and how does the Public Accounts Committee get at it?

Mr. Kierans: The Public Accounts Committee, which is the relevant body, gets its hooks into it because this corporation must table its report for the House and that gives him the opportunity then, if there are things that he does not like in it, to demand that they appear before him.

Mr. Macquarrie: Mr. Chairman, I appreciated the thoughtful comments and the shrewd judgments of Mr. Givens. I am impelled to remind him that perhaps had the great Dr. Frankenstein brought in a consulting physician some where along the line the end product might have been less destructive. I appreciate the comments but because of the importance of the role of some parliamentary emanation in this I am not prepared to withdraw the amendment. I agree with Mr. Saltsman that in singling out the Chairman of the Public Accounts Committee we do have a man whose responsibility to Parliament is clear and direct and you would avoid a good deal of scrambling. I think with this man involved through the year, even though he had to step aside when the accounts were before the Committee it would be conducive to a great deal of good. However, it is not my intention to prolong the argument. I believe the necessity for continuing and extending parliamentary control over all emanations of this kind is pretty well established and there will be lots of opportunity for it to be argued in the future.

Mr. Kierans: May I just add one word, Mr. Chairman. When I said that this can be referred to the Public Accounts Committee, that is correct, but the House could also decide in its wisdom that it refer it to this Committee.

The Chairman: Are we ready for the vote on the amendment. I will read the amendment: That Bill C-184 be amended by striking out lines 7 to 14 on page 3 and substituting the following:

“(3). Such persons not exceeding six as may be designated by the Governor in

[Interpretation]

M. Kierans: Non. Je ne l'ai jamais appelée société de la Couronne modifiée. Ou bien c'est une société de la Couronne ou bien ce ne l'est pas. Et dans ce cas, ce n'en n'est pas une.

M. McCleave: Il s'agit d'un hybride qui n'a jamais existé auparavant. Et c'est la raison pour laquelle je me demande qui fait la vérification des livres et comment l'auditeur général peut-il se mettre au courant de ce qui se passe, si tant est qu'il le fait et comment le Comité des comptes publics en prend connaissance?

M. Kierans: Le Comité des comptes publics, qui est l'organisme compétent peut se mettre au courant, car le rapport est déposé à la Chambre. L'auditeur général peut voir s'il y a quelque chose qui ne lui plaît pas et il peut alors exiger que la société vienne expliquer son rapport.

M. Macquarrie: Je suis très reconnaissant à M. Givens d'avoir fait part de ses observations. Mais, je voudrais lui rappeler que si Frankenstein avait consulté un physicien, le résultat de ses expériences aurait été moins désastreux. J'apprécie ces observations, mais à cause de l'ingérence du Parlement, je ne suis pas prêt à retirer mon amendement. Je dirais à M. Saltsman qu'en choisissant le président du Comité des comptes publics, nous avons quelqu'un qui est responsable directement devant le Parlement, ce qui éviterait des situations compliquées. Je crois que ce serait une très bonne chose d'avoir une telle personne qui occuperait des fonctions pendant tout l'année, même si elle n'a pas voix au chapitre quand le Comité étudie les comptes. Mais, je n'ai pas l'intention de prolonger la discussion. Il est nécessaire de conserver un contrôle parlementaire précis sur toutes les organisations de ce genre. Et, je crois qu'on pourrait certainement discuter longuement à ce sujet à l'avenir.

M. Kierans: Permettez-moi d'ajouter un mot, monsieur le président. J'ai dit que cette question pourrait être renvoyée aux comptes publics. La Chambre pourrait également décider qu'elle va la renvoyer à ce comité-ci.

Le président: Êtes-vous prêts à la mise aux voix? Je vais lire l'amendement:

Que le bill C-184 soit modifié par le retranchement des lignes 20 à 27 à la page 3 et en y substituant ce qui suit:

«(3). Les personnes, au nombre de six au plus, désignées par le gouverneur en

[Texte]

Council, the Chairman of the Standing Committee on Public Accounts of the House of Commons who shall be designated by the Governor in Council together with such persons as are shareholders of the company from time to time are hereby incorporated as a company with share capital to be known as "Telesat Canada" in English and "Télésat Canada" in French."

That lines 23 to 33 on page 9 be struck out and the following substituted:

"(3). Where subsection (2) does not apply to authorize the Governor in Council to appoint the Board of Directors, such number of directors as are, pursuant to a by-law of the company made under subsection (4), to be elected, shall be elected annually, and the remaining directors shall be appointed by the Governor in Council, at least two of whom shall be members of the Public Service of Canada to hold office during pleasure and one of whom shall be appointed by virtue of his being the Chairman of the Standing Committee on Public Accounts of the House of Commons."

Are we ready for the vote? All those in favour please raise your hands? Those opposed?

I declare the motion defeated.

Those are the motions that we had on Clause 3. May I call Clause 3 as it stands in its pristine purity.

Mr. Stanbury: Mr. Stewart's amendment does not apply to Clause 3?

The Chairman: That is correct.

Mr. Schumacher: Mr. Chairman, I would like to refer to something the Minister said in his exchange with Mr. Saltsman and ask a question arising out of that.

I understood the Minister to say that he agreed with the philosophy that the private sector of the economy of this country should do the things which it can do and that the public sector should only become involved when a private sector could not do a particular job.

The private sector, as represented by the Trans-Canada Telephone System, in its brief on page 2 had this to say:

Realizing its responsibility for the development and provision of all forms of telecommunications, the telephone industry has been studying the implications and the potential of telecommunica-

[Interprétation]

conseil, le président du Comité permanent des comptes publics de la Chambre des Communes qui sera désigné par le gouverneur en conseil, ainsi que les personnes qui seront, à l'occasion, actionnaires de la Société, sont par les présentes déclarées constituer une corporation sous forme de société par actions, appelée «Télésat Canada» en français et «Telesat Canada» en anglais.»

Et que les lignes de 25 à 36, à la page 9, soient éliminées, en y substituant ce qui suit:

(3) Lorsque les dispositions du paragraphe (2) n'autorisent pas le gouverneur en conseil à nommer le conseil d'administration, doivent être élus chaque année le nombre d'administrateurs dont un règlement de la Société établi en vertu du paragraphe (4) prévoit l'élection, et les autres administrateurs, dont au moins deux membres de la fonction publique du Canada et dont un sera le président du Comité permanent des comptes publics de la Chambre des Communes, doivent être nommés, à titre amovible, par le gouverneur en conseil.

Êtes-vous prêts à la mise aux voix? Que tous ceux qui sont en faveur de la motion veuillent bien lever la main. Que ceux qui s'opposent à la motion veuillent bien lever la main. La motion est rejetée.

Voilà les motions qui avaient été présentées au sujet de l'article 3. Je mets l'article 3 en délibération tel qu'il était rédigé initialement.

M. Stanbury: L'amendement de M. Stewart ne s'applique pas à l'article 3.

Le président: C'est exact.

M. Schumacher: Monsieur le président; je voudrais parler d'une chose qu'a mentionnée le ministre lorsqu'il parlait avec M. Saltsman et j'aimerais poser une question à ce sujet. J'ai cru comprendre que le ministre a dit qu'il estimait que le secteur privé de l'économie devait faire tout ce qu'il peut et que le secteur public ne devrait s'occuper de la chose que lorsque le secteur privé ne peut pas faire un travail particulier. Le secteur privé tel qu'il est représenté par le Réseau téléphonique transcanadien indique ce qui suit dans son mémoire à la page 2:

Consciente de la responsabilité qui lui incombe de mettre au point et de fournir des services de communications de toutes sortes, l'industrie téléphonique étudie depuis plusieurs années les divers élé-

[Text]

tions by satellite for many years. In fact, as early as 1962 the industry submitted to the Minister of Transport a comprehensive brief on space communications in Canada, followed in 1966 by briefs to the Science Council of Canada. In May 1967, the Trans-Canada Telephone System, in association with Canadian National/Canadian Pacific Telecommunications, submitted to the Minister of Transport a formal proposal to build and operate a multi-purpose domestic system, entirely financed by the common carriers and satisfying all the anticipated demands for service that had been indicated by Government, industry and the public up to that time.

Does the Minister wish to indicate that he does not agree with this proposal, that it is really not a fact and that these common carriers are not prepared to do this job? Also I would like to know whether he feels that the job to be done is different than they anticipated doing when they made reference to their offer in this brief.

Mr. Kierans: Mr. Chairman, I do not want to repeat what I said on second reading. The government has simply decided, and TCTS has accepted this this morning, that it should have a role to play. The government has a great many reasons for this. I may cite for example that the whole future development of domestic satellite systems have somehow got to be co-ordinated on an international level. Canada and Sweden have already presented, for example, a brief to the United Nations at the request of the United Nations outlining some of the problems involved here. The government also is quite concerned about some of the social and cultural impacts of satellite communications and therefore wishes to play a participating role, not a majority role, in the whole development of telecommunications policy.

Mr. Schumacher: Mr. Chairman, if I may ask, why can this not be done by regulation rather than by equity ownership?

• 1100

Mr. Kierans: We feel that it can be done both ways.

The Chairman: Shall Clause 3 carry?

Mr. Schumacher: No, I do not agree to it.

Clause 3 agreed to on division.

[Interpretation]

ments et les possibilités des télécommunications par satellite. Déjà en 1962, elle soumettait au Ministre des transports un mémoire détaillé sur les communications spatiales au Canada, suivi, en 1966, de mémoires au Conseil des sciences du Canada. En mai 1967, le Réseau Téléphonique Transcanadien, de concert avec les Télécommunications du Canadien National et du Canadien Pacifique, présentait au Ministre des transports une proposition officielle visant la construction et l'exploitation d'un système national polyvalent qui serait entièrement financé par les entreprises de communications et répondrait à toutes les demandes d'un service que les indications fournies par le gouvernement, l'industrie et le public avaient alors laissé entrevoir.

Le ministre veut-il faire comprendre qu'il n'est pas d'accord avec cette proposition, que cela ne va pas de soi et que les compagnies exploitantes ne sont pas prêtes à faire ce travail? Je voudrais également savoir s'il estime que le travail qui doit être accompli est différent de ce qu'ils pensaient lorsqu'ils ont fait cette proposition qui figure dans le texte du mémoire?

M. Kierans: Monsieur le président, je ne veux pas répéter ce que j'ai dit en deuxième lecture. Le gouvernement a tout simplement décidé et le Réseau téléphonique transcanadien l'a accepté ce matin, qu'il devrait avoir un rôle à jouer. Le gouvernement a plusieurs raisons. On a dit, par exemple, que les progrès dans le domaine des réseaux de satellites domestiques doivent être coordonnés sur le plan international.

Le Canada et la Suède ont déjà présenté un mémoire au Nations unies à la demande des Nations Unies et qui expose divers problèmes discutés ici. Le gouvernement s'intéresse également à quelques aspects sociaux et culturels des communications par satellites et il veut jouer un rôle de participant, mais non pas un rôle prédominant en matière de politique de télécommunications.

M. Schumacher: Monsieur le président, pourquoi ne pourrait-on pas procéder par règlement au lieu de posséder l'industrie.

M. Kierans: Nous croyons que les deux méthodes sont possibles.

Le président: L'article 3 est-il adopté?

M. Schumacher: Non, je ne suis pas d'accord.

L'article 3 est adopté sur division.

[Texte]

Clause 4 agreed to.

On clause 5—*Corporate objects*

The Chairman: I have an amendment.

Mr. McCleave: It was a suggestion, Mr. Chairman, I raised the other day and perhaps the Minister or somebody would like to reply. The suggestion was why restrict it to domestic operation when you might want to make some kind of a tie-in with Comsat operations from time to time, or be able to send to a receiving station on the other side of the border. This is a pretty rapidly moving field this communications, and I thought that sooner or later the change would have to be made anyway. Why not make it now, even if there was no intention to use that power in the immediate future?

Mr. Kierans: We are part of the Intelsat consortium and I do not think any of the other nations in that body would accept it very graciously if we decided unilaterally to make Telesat into an international carrier. This could cause some tremendous international problems under our existing obligations. All that we are creating here is a domestic communications system which will not conflict with them. However, if we decide to make it into an international carrier then they would have every reason to ask what our motives are.

There are a whole host of problems to be resolved here: the whole field of international law, who is going to take the occupancy of space, under what conditions, and so on. Mr. Gotlieb here could talk all day long on some of these problems.

Mr. McCleave: Mr. Chairman, I can bring it to a close. I am not going to move the amendment.

The Chairman: That is fine. Is there any further discussion on Clause 5?

Mr. Macquarrie: The Minister has mentioned the international law of space. Do I take it that no real progress has been made on internationalizing the procedures whereby parking spaces may be allotted or otherwise acquired?

Mr. Kierans: I will ask Mr. Gotlieb because he has spent four weeks in Washington at the recent Intelsat Conference.

Mr. Gotlieb: There are procedures, sir, in ITU in particular, and Intelsat has a role. The problem I believe essentially is the limited nature of the resource. Procedures do exist by

[Interprétation]

L'article 4 est adopté.

Article 5—Objet de la Société

Le président: J'ai un amendement.

M. McCleave: Monsieur le président, j'ai fait une proposition l'autre jour et peut-être que le Ministre ou quelqu'un d'autre voudrait y répondre. Pourquoi la limite-t-on à l'exploitation nationale quand vous voudriez vous grouper d'une certaine manière, avec l'exploitation Cansat, de temps en temps ou être capable d'envoyer une station réceptrice de l'autre côté de la frontière. C'est que le domaine des télécommunications évolue très vite et je pense qu'il faudrait tôt ou tard changer quelque chose de toute façon. Pourquoi ne faudrait-il pas le faire même si on n'a pas l'intention d'utiliser ce pouvoir dans un avenir immédiat.

M. Kierans: Nous faisons partie du consortium Intelsat et les autres pays de ce groupe accepteraient avec grâce que nous décidions unilatéralement de faire de Télésat une entreprise d'exploitation internationale. Cela entraînerait des problèmes internationaux incroyables en vertu de nos obligations actuelles. Tout ce que nous créons, c'est un réseau de télécommunications national qui n'entrera pas en conflit avec les autres pays. Toutefois, si nous désirons en faire une société internationale ils auraient toutes les raisons de demander quels sont nos motifs.

Il faut résoudre un grand nombre de problèmes... tout le domaine du droit international qui va occuper l'espace en vertu de ces conditions et ainsi de suite. Monsieur Gotlieb pourrait parler toute la journée de certains de ces problèmes.

M. McCleave: Monsieur le président, je ne proposerai pas la modification, je la retire.

Le président: Très bien. Y a-t-il d'autres questions au sujet de l'article 5?

M. Macquarrie: Le ministre a mentionné le droit international sur l'espace. Dois-je comprendre qu'on n'a fait aucun progrès véritable en vue d'internationaliser les procédures par lesquelles les espaces de stationnement peuvent être alloués ou acquis autrement?

M. Kierans: Je demanderai à monsieur Gotlieb de répondre parce qu'il a passé quatre semaines à Washington pour la Conférence d'Intelsat.

M. Gotlieb: Il y a des procédures à l'UTI en particulier et Télésat a un rôle à jouer. Le problème provient essentiellement de la nature limitée des ressources. Il existe des

[Text]

which this resource can be allocated, the use of the frequencies involved, and the parking space, but the resource is not unlimited. This is the problem that exists. It is not the absence of a legal regime for allocating space, but the fact that in the long-run, even in the shorter run, there can be a problem in finding adequate space for all concerned.

Mr. Macquarrie: Granted space is not unlimited. This is a nonphilosophic expression, I know that; space is limitless. I am asking as a result of discussions which have been going on if we are any further advanced and at the state of squatter's rights, if I may talk about squatting in space? I constantly hear this advanced by people who are in prominent places that Canada must move to get a parking space up there, otherwise someone might pre-empt us. I wanted to know if in the international field anything has developed which would make squatter's rights a little less than essential?

Mr. Gotlieb: I think, sir, the general principle that has been applied up until now and at present is one that makes for freedom of exploration and use of outer space and the seas and areas that do not belong to anybody. However, there is this problem and I know that there is a lot of thinking going on in various bodies. There will be meetings in the ITU next year and the year after dealing with the allocation of the frequency spectrum for satellite uses. There are studies going on in the United Nations in the field of direct broadcasting which will be getting at the same problem.

• 1105

I do not know what the solution to the problem is, Mr. Macquarrie. I do agree that it is a problem which should concern all nations, including our own. I do think that Canada along with a lot of other countries is going to be giving a lot of thought, and is already giving some thought, and will be involved in international discussions and co-operating to try to provide the most economic and fair way of exploiting this resource for the benefit of the members of the international community.

Mr. Macquarrie: There are as yet no agreements even of a preliminary nature?

Mr. Gotlieb: There is the procedure of the ITU, sir, which is an agreed procedure of registration. There have been allocations of frequencies. I think that there will be a lot of consideration in the future about whether or

[Interpretation]

procédures relatives à la répartition des ressources à l'emploi des fréquences en question et de l'espace de stationnement mais les ressources ne sont pas illimitées. C'est le problème qui prévaut. Ce n'est pas l'absence d'un régime juridique de répartition de l'espace, mais à la longue et même à court terme, il peut y avoir un problème pour trouver l'espace nécessaire pour tous les intéressés.

M. Macquarrie: L'espace réparti n'est pas limité. Ce n'est pas une expression philosophique, je le sais: l'espace est illimité. Je demande à la suite des discussions qui ont eu lieu, si nous avons fait des progrès et à l'étude des droits d'occupation, si nous pouvons nous emparer de l'espace. Des gens qui occupent des postes importants ont toujours avancé que le Canada doit foncer pour obtenir un espace de stationnement aérien, autrement, quelqu'un pourrait nous occuper. Je voulais savoir si, dans le domaine international, il y a eu des progrès qui permettraient de limiter l'importance des droits d'occupation?

M. Gotlieb: Je pense que le principe général qui a été appliqué jusqu'à maintenant et encore à l'heure actuelle, est celui qui institue la liberté d'exploration, l'emploi de l'espace aérien et des mers et les régions qui n'appartiennent à personne. Ce problème existe toutefois et je sais qu'il y a un nombre d'idées dans divers organismes. Il y aura des réunions de l'UTI l'an prochain et dans deux ans, en vue de régler la question de la répartition du spectre de fréquence de l'utilisation des satellites. Aux Nations Unies, il y a des études menées dans le domaine de la radio-diffusion directe, qui rencontreront le même problème.

Je ne sais pas quelle est la solution du problème, monsieur Macquarrie. Je reconnais que c'est véritablement un problème qui intéresse tous les pays, y compris le nôtre. Je crois que le Canada, ainsi qu'un bon nombre d'autres pays, songera sérieusement à cette question, y songe déjà, prendra part à des réunions internationales et collaborera à adopter la façon la plus efficace d'exploiter les ressources de l'espace pour le bien de l'univers.

M. Macquarrie: Il n'y a pas encore d'ententes même préliminaires?

M. Gotlieb: Il y a la procédure de l'UTI, qui est une procédure d'enregistrement. Il y a des répartitions de fréquences. Je pense qu'il faudra mûrement réfléchir à cette question pour savoir si on peut améliorer le système

[Texte]

not the system can be improved on in some way, or whether it really is adequate to meet the great increasing number of uses of space.

Clause 5 agreed to.

On Clause 6—*Powers of the Company*

Mr. Chairman: Is there any discussion on Clause 6?

Mr. Saltsman: I have a question on subclause (2), Mr. Chairman, if I might direct it to the Minister. What does it mean:

(2) In order to effect its objects, the company may accept powers outside Canada from any authority lawfully competent to confer such powers.

That is at the bottom of page 5.

Mr. Kierans: I will ask Mr. Gibson from the Department of Justice to speak to that.

Mr. F. G. Gibson (Senior Advisory Counsel, Department of Justice): Mr. Chairman, the purpose of this subclause is simply to confer upon Telesat Canada the power which normally is vested through the Canada Corporations Act on a corporation to accept powers from a foreign government, whether it be a state or national government, to carry on any activity within the physical confines of that state; in other words, outside Canada. In certain circumstances it was anticipated that minor segments of the business of Telesat might lead it to desire to establish a place of business outside Canada.

Mr. Saltsman: How does this reconcile itself with what was just said a few moments ago about Telesat not getting into international areas, of being strictly a domestic carrier?

Mr. Kierans: What we are doing here is simply saying that if other countries ask us to fulfil a certain role, then the power is to consider it. We are not saying that we are going to take on an international aspect per se.

Mr. Saltsman: So it is possible for it to have an international aspect under some circumstances?

Mr. Kierans: It could easily happen. For example, if the United States does not go ahead with a domestic satellite of their own and they feel that our own domestic communications system could help them, let us say in Alaska, with some of their problems of

[Interprétation]

d'une façon ou d'une autre, ou s'il pourra répondre à l'usage croissant de l'espace.

L'article 5 est adopté.

Article 6—Pouvoirs de la Société.

Le président: Y a-t-il des questions sur l'article 6?

M. Saltsman: J'ai une question à poser sur le paragraphe (2), monsieur le président. Puis-je m'adresser au ministre? Que veut dire:

(2) Pour la réalisation de ses objets, la Société peut accepter que des pouvoirs lui soient conférés à l'étranger par toute autre autorité légalement compétente pour les lui conférer.

Cela se trouve au bas de la page 5—

M. Kierans: Je demanderais à monsieur Gibson, du ministère de la Justice, d'y apporter ses commentaires.

M. F. G. Gibson (Conseiller juridique senior, ministère de la Justice): Monsieur le président, le but de ce paragraphe est tout simplement de conférer à Télésat Canada le pouvoir qui normalement est donné à une société aux termes de la Loi sur les corporations canadiennes en vue d'accepter des pouvoirs d'un gouvernement étranger, que ce soit un État ou un gouvernement national, afin de s'occuper d'une activité, dans le cadre de cet État, c'est-à-dire à l'extérieur du Canada. En d'autres circonstances, on envisageait que de petits segments de Télésat pourraient entraîner à désirer faire des affaires à l'extérieur du Canada.

M. Saltsman: Comment conciliez-vous ceci avec ce que vous avez dit il y a quelques instants, en affirmant que Télésat entrerait dans le domaine international d'une société d'exploitation strictement nationale?

M. Kierans: Ce que nous faisons, c'est tout simplement de dire que si d'autres pays demandent à jouer un certain rôle, nous pouvons étudier la question. Nous ne disons pas que nous allons jouer un rôle international en soi.

M. Saltsman: Il est donc possible en certains cas de jouer un rôle international?

M. Kierans: Cela pourrait arriver facilement. Par exemple, si les États-Unis ne vont pas de l'avant et ne créent pas leur propre réseau national de satellite et s'ils estiment que notre réseau national de satellite, pourrait les aider, disons en Alaska où quelques-

[Text]

communication, or of education, or whatever it may be, and if the capacity is available, it would be possible then—although such an agreement would obviously have to go to the international body—for us to undertake discussions in that way.

Mr. Saltsman: I see, and you do not feel that Clause 5 would be in conflict with any such request?

Mr. Kierans: No. The definite objects of the company are to establish satellite communications, telecommunications systems, in Canada. That is its primary object.

The Chairman: Mr. Portelance.

M. Portelance: J'ai une question supplémentaire, monsieur le président. Monsieur le ministre, si la province de Québec voulait s'unir avec la France, elle ne pourrait pas le faire sans passer par Télésat, n'est-ce pas?

• 1110

M. Kierans: Il faudrait une entente entre la France et le Canada quant à l'utilisation de nos installations, par exemple celles de Mill Village.

Et on pourrait utiliser Télésat, après une telle entente.

M. Portelance: Mais ils n'auraient pas à passer par Télésat?

M. Kierans: Ils pourraient utiliser le système Symphonie, par Mill Village, et Télésat.

M. Portelance: Merci.

Mr. Perrault: The brief of the Trans-Canada Telephone System originally proposed amendments not only to Clause 5 but, as we know, to Clause 6. Am I to understand that all of the outstanding differences have in effect been resolved by this remarkable letter this morning from the Trans-Canada Telephone System that we have received copies of, Mr. Kierans?

The Chairman: That is correct.

Mr. Perrault: Would you like to expand on this at all?

M. Kierans: All I would like to say is that we appreciate the letter very much, we certainly need them and, obviously, I would take this as an agreement to live together—and I have every confidence that it will be a happy relationship.

Mr. Schumacher: It is a proposal of marriage, is it not?

[Interpretation]

uns de leurs problèmes de télécommunications ou d'éducation, quoi que ce soit, ou s'il a la possibilité, il serait probable de conclure une entente avec un organisme international pour entreprendre des discussions dans ce domaine.

M. Saltsman: Je vois et vous ne croyez pas que l'article 5 entrerait en conflit avec cette demande?

M. Kierans: Non. Les objectifs définitifs de la société sont d'installer des télécommunications par satellites, les réseaux de télécommunications au Canada. C'est le premier objectif de la société.

Le président: Monsieur Portelance.

Mr. Portelance: Mr. Chairman, I have a supplementary question. Mr. Minister, should the province of Quebec wish to establish a link with France, it could not do so without going through Telesat, isn't that so?

Mr. Kierans: This would require an agreement between France and Canada regarding the use of our facilities, those of Mill Village, for instance. And we could use Telesat, after such an agreement.

Mr. Portelance: But they would not have to go through Telesat?

Mr. Kierans: They could use the "Symphonie" system, through Mill Village, and Telesat.

Mr. Portelance: Thank you.

M. Perrault: Le mémoire du Réseau téléphonique transcanadien propose des modifications non seulement à l'article 5 mais à l'article 6. Dois-je comprendre que toutes les différences marquantes ont, de fait, été réglées ce matin, par cette lettre remarquable du Réseau téléphonique transcanadien, dont nous avons reçu des copies, Monsieur Kierans?

Le président: C'est exact.

M. Perrault: Pourriez-vous commenter ceci?

M. Kierans: Et bien tout ce que je veux dire ici, c'est que nous sommes très heureux d'avoir reçu cette lettre. Nous en avons besoin et de toute évidence, j'estime que ceci est une entente en vue de vivre ensemble et j'ai confiance que ce sera un heureux rapport.

M. Schumacher: C'est une demande en mariage, n'est-ce pas?

[Texte]

Mr. Perrault: I think it is a happy augury of the future, if nothing else. We hope it is certainly more than that.

There is no point in any comment then on the proposed amendments to Clause 6 because there are no misunderstandings that you anticipate, Mr. Kierans?

Mr. Kierans: No.

Mr. Macquarrie: I have a small inquiry on 1 (a) and (b). I take it that (b) is there to cover the situation whereunder the launching would be done abroad. If it should eventuate that launching facilities might be found suitable in this country would the (a) section be sufficiently comprehensive to cover that? I notice the expression "telecommunication systems". If you do not require the use of (b) is (a) sufficient.

Mr. Kierans: It may or may not be. I think I would have to ask Mr. Gibson if we would need an amendment to launch it, but I do not think so. Let me put it this way: I have no intention of asking the government to devote \$800 million for the purpose of developing a launching capability. I think there are many other ways in which we can spend that money better.

Mr. Perrault: A supplementary, Mr. Chairman. Do you anticipate that this satellite will be launched from the Vandenberg base or will other tenders be called for in other parts of the world, mainly the Soviet Union?

Mr. Kierans: Well, if other people want to tender on it and if the price is better we are going to take a close look at it. The people presently interested in it and with the capability are the Americans.

Mr. Perrault: Yes.

The Chairman: Are there any further questions on Clause 6?

Clause 6 agreed to.

On Clause 7—*Ultra vires doctrine modified*

Mr. Schumacher: Mr. Chairman, when we went over this preliminarily a few days ago I suggested that perhaps subclause (1) could be redrafted. I wonder if this has been done. If not, I would suggest it be done. It is ridiculous wording as it stands now.

Mr. Kierans: I will ask Mr. Gibson to comment on it. It is basically his wording.

[Interprétation]

M. Perrault: Je pense que c'est de bon augure pour l'avenir, si ce n'est plus. Nous espérons que c'est certainement plus que cela.

Il n'y a pas de commentaires à faire sur les modifications proposées à l'article 6, parce que les malentendus prévus n'existent pas, monsieur Kierans?

M. Kierans: Non.

M. Macquarrie: J'ai quelques renseignements à demander au sujet des alinéas a) et b) du paragraphe (1). J'estime que l'alinéa b) est là pour couvrir le cas sous lequel le lancement se ferait à l'étranger, si les installations de lancement pouvaient convenir au Canada, est-ce que l'article a) serait suffisamment général pour comprendre cela? Je note l'expression «réseau de télécommunication». Si vous n'avez pas besoin de b), est-ce que a) est suffisant?

M. Kierans: Il peut l'être ou ne pas l'être. Je pense que je devrais demander à M. Gibson si nous aurons besoin d'un amendement pour le lancer, mais je ne pense pas. Voici ce que je veux dire à ce sujet: Je n'ai pas l'intention de demander au gouvernement de consacrer 800 millions de dollars à des installations de lancement des satellites. Je pense qu'on pourrait mieux se servir de cet argent.

M. Perrault: Une question supplémentaire monsieur le président. Est-ce que vous prévoyez que le satellite sera lancé de la base Vandenberg ou si on fera d'autres appels d'offres dans d'autres parties du monde, surtout en Union soviétique?

M. Kierans: Évidemment, si d'autres pays veulent présenter des soumissions en vue de ce lancement et si le prix est meilleur, nous les étudierons de près. À l'heure actuelle, les nations y sont intéressées, mais ce sont les Américains qui peuvent mieux lancer notre satellite.

M. Perrault: Oui.

Le président: Y a-t-il d'autres questions sur l'article 6?

L'article 6 est adopté.

Article 7, *Modification de la théorie de l'excès de pouvoir.*

M. Schumacher: Monsieur le président, lorsque nous avons examiné cet article de façon préliminaire, il y a quelques jours, j'ai suggéré qu'on pourrait peut-être en rédiger de nouveau le paragraphe (1). Le texte actuel en est ridicule.

M. Kierans: Je vais demander les commentaires de M. Gibson à ce sujet. C'est lui qui l'a fondamentalement rédigé.

[Text]

Mr. Gibson: Mr. Chairman, I did undertake to reconsider the wording of subclause (1) of Clause 7. I have done that, I have consulted with several of my colleagues. The wording might perhaps be considered to be awkward but we were unable to devise an alternative wording that expressed the concept that we are desirous of expressing as clearly as the wording presently does.

The Chairman: Is there any further discussion on Clause 7?

Clause 7 agreed to.

• 1115

On Clause 8—*Requests for proposals to be submitted to Minister*

Mr. Macquarrie: I find the built-in guarantee of Canadian content somewhat fragile.

Mr. Kierans: I would think we have to find out what the sources are of the components, we have to find out exactly what is available here in Canada, and I doubt if we could do it any more specifically or particularly. Let us say that the general motivation of the Department is to have as much as possible of that satellite and its component parts built in Canada not only for the sake of encouraging Canadian science, research and development capability but also for adding to our export capability in this highly technological field.

Mr. Macquarrie: I agree with the piety of it all. It is a pious and laudible declaration but hardly a ringing one.

Mr. Stanbury: Would Mr. Macquarrie have some suggestion for an amendment to strengthen this.

Mr. Macquarrie: No. Had I so intended I would have produced one, Mr. Stanbury.

Clause 8 agreed to.

Clause 9 agreed to.

On Clause 10—*Authorized capital*

Mr. McCleave: I have several questions, Mr. Chairman, one of which is a general question—and I gave the Minister notice that I would be raising it. It concerns 10(3) on page 8 and the requirement in the last four lines thereof of "two-thirds of the votes". Why should it be two-thirds instead of, say, 60 or 70 per cent? I am torn now between whether you should not allow two of three groups of partners to gang up on the third group or whether even the two-thirds is per-

[Interpretation]

M. Gibson: Monsieur le président, je me suis engagé à réétudier le texte du paragraphe (1) de l'article 7. C'est ce que j'ai fait, et j'ai consulté plusieurs de mes collègues. Le libellé peut sembler bizarre, mais nous n'avons pas pu en arriver à un autre libellé qui fasse valoir l'idée que nous voulons exprimer aussi clairement que le libellé actuel.

Le président: Autre discussion sur l'article 7?

L'article 7 est adopté.

Article 8. *Les appels d'offres doivent être approuvés.*

M. Macquarrie: La garantie intégrée des éléments canadiens me semble un peu faible peut-être.

M. Kierans: Il faudrait trouver, je pense, quelles sont les sources des éléments et exactement ce qui est disponible ici au Canada, et je doute que nous puissions le faire plus spécifiquement ou particulièrement. Disons, simplement, que la motivation générale du ministre est d'obtenir que la plus grande partie possible de ce satellite et de ces éléments soit construite au Canada, non seulement en vue de stimuler la science, la recherche et la possibilité de développement du Canada, mais aussi pour ajouter à nos possibilités d'exportation dans ce domaine hautement technologique.

M. Macquarrie: Bon, je suis tout à fait d'accord avec la piété de tout cela. C'est une déclaration pieuse et louable, mais à peine vibrante.

M. Stanbury: Est-ce que M. Macquarrie a une suggestion en vue de la modifier pour la renforcer?

M. Macquarrie: Non. Si j'en avais eu une, je l'aurais proposée, monsieur Stanbury.

L'article 8 est adopté.

L'article 9 est adopté.

Article 10—*Capital autorisé*

M. McCleave: Monsieur le président, j'ai plusieurs questions. D'abord une question générale et j'ai averti le ministre que je la soulèverais. Il s'agit du paragraphe (3) de l'article 10, à la page 8 et de l'exigence qui se trouve dans les quatre dernières lignes qui mentionne «deux tiers des voix». Pourquoi faut-il que ce soit les deux tiers au lieu de 60 ou 70 p. 100? Je me demande maintenant si vous ne devriez pas permettre à deux des trois groupes d'associés d'attaquer de concert

[Texte]

haps a little bit too much and it should be democratic in the simple sense of more than 50 per cent of the vote.

Mr. Kierans: I believe that two-thirds of the vote is standard. It appears throughout the Canada Corporations Act. I think it is all that is necessary in this instance. I am reluctant to expand it beyond two-thirds because if you expand this—we all have experience with private clubs, with corporations and so on—up to 80 per cent it means there is very little movement or thrust in such an institution and you are really going to be controlled by an ever smaller minority who might oppose all change.

Mr. McCleave: What about 70 per cent then which just simply breaks the deadlock of two of the three partners?

Mr. Kierans: I do not think there is any deadlock here. If you are thinking of a deadlock in terms of the two major contributors, each has one-third and if either wanted to oppose a certain activity of the Corporation all that one-third has to do is find somewhere another five, ten or twenty votes and it is opposed. It is strictly on the margin and the balance remains between the two major contributors, assuming of course that the other shareholders are going to be diversified, and we intend to ensure that this happens. All they have to do, either the telephone company in the one instance or the government in the other, if they wish to block something—I do not like that word and I do not think it is going to happen in that way—for good and sufficient reason is to convince a few other shareholders.

Mr. McCleave: Then why not make it 60 per cent so what it maintains its upward thrust and more?

Mr. Kierans: I would be much more in sympathy with that, Mr. McCleave, but I feel that we are following here a general formula that has been adopted under the Canada Corporations Act, and I see no necessity for it.

• 1120

We are already breaking new ground, Mr. Gibson pointed out that this will be a tricky situation, and I do not want to break any more additional ground than absolutely necessary.

Mr. McCleave: You say "under the Canada Corporations Act" and of course this is a unique Corporation. Is there a two-thirds

[Interprétation]

le troisième groupe, ou si même les deux tiers sont peut-être un peu trop. Ce serait plus démocratique tout simplement d'exiger plus de 50 p. 100 des voies.

M. Kierans: Je crois que le deux tiers des voix, c'est tout à fait normal. C'est ce qu'on trouve partout dans la Loi sur les corporations canadiennes et dans ce cas, c'est tout ce qui est nécessaire, mais j'hésite à aller au-delà de deux tiers parce que si vous le faites, et nous en avons tous l'expérience avec les cercles privés, les sociétés, etc., jusqu'à 80 p. 100, on peut dire qu'il y a très peu d'action ou de confiance au sein d'une société pareille. Il y aura vraiment un contrôle exercé par une minorité très infime qui peut s'opposer à tout changement.

M. McCleave: Et que dire alors de 70 p. 100 qui ne fait simplement que briser l'impasse entre deux des trois associés?

M. Kierans: Je ne crois pas qu'il y ait une impasse ici. Si vous pensez à une impasse en fonction des deux principaux partenaires, chacun a un tiers et si l'un quelconque voulait s'opposer à une activité de la société, tout ce que ce tiers a à faire c'est de trouver un autre 5, 10 ou 20 voix et il y a opposition. C'est rigoureusement en marge et le reste demeure entre les deux autres principaux partenaires, en supposant naturellement que les autres actionnaires seront divisés, et nous comptons nous assurer que cela se produira. Tout ce qu'ils ont à faire, soit la compagnie de téléphone dans un cas ou soit le gouvernement d'autre part, s'ils veulent bloquer, je n'aime pas bien ce mot et je ne crois pas que cela arrivera, pour une raison bonne et suffisante, et bien il s'agit de convaincre quelques autres actionnaires.

M. McCleave: Alors pourquoi ne pas dire 60 p. 100 pour garder sa haute confiance et même plus?

M. Kierans: Je serais plus sympathique à cette idée, mais j'estime que nous agissons ici conformément à la formule générale adoptée en vertu de la Loi sur les corporations canadiennes, et je n'en vois pas la nécessité. Nous

sortons déjà des sentiers battus dans certains secteurs, M. Gibson a signalé que ce sera une situation compliquée, et je ne voudrais pas innover plus qu'il ne faut dans ce secteur.

M. McCleave: Vous dites «aux termes de la Loi sur les corporations canadiennes», et ceci est naturellement une compagnie tout à fait

[Text]

suggestion in the Canada Corporations Act? Perhaps Mr. Gibson could answer this.

Mr. Gibson: Yes, sir, there is. In several circumstances where a specific type of by-law, such as the change of head office, requires approval by more than a simple majority of shareholders the figure is two-thirds.

Mr. McCleave: My other line of questioning on Clause 10, Mr. Chairman, flows from the testimony of Dr. MacIntosh to the Committee. He raised questions, and I think serious ones, with regard to the financing of Telesat. He questioned the debt which Telesat would be required to assume in order to become operational. I will quote briefly from a remark of his on page 1926 in which he said of those who would be buying securities in Telesat:

They would not, in fact, be holders of fixed income securities, but holders of equity; unsecured, subordinated debentures which are virtually equity.

Then on page 1936, again from the bottom of the page:

I would not buy a debt obligation because I would think I was buying equity, and if I am going to buy equity I want to have a real ride, or the possibility of a real ride. Why should I invest my money in an obligation where you tell me I am going to get my money back, maybe, with interest, maybe? If I am going to invest in it I want to go for the long haul and for significant rates of return eventually.

Does the Minister expect any problem in selling shares on the Telesat project?

Mr. Kierans: I expect no problem whatsoever. I do not want to refer to what happened to COMSAT as an indication of what would happen here, but I can base it on much more personal knowledge. The interest expressed both by the public and by the various underwriters in the Telesat Corporation has been almost without parallel in my experience. I would say that the public and the investment community are extremely interested in it and indeed anxious to underwrite it.

Mr. McCleave: Dr. MacIntosh is of the opinion that Telesat is in fact a venture undertaking, an exciting adventure, and that it would be wiser, in his opinion, to use the COMSAT formula or model and finance it

[Interpretation]

spéciale. Est-ce que l'on parle des deux tiers dans la Loi? Monsieur Gibson pourrait peut-être répondre à cette question.

M. Gibson: Oui. Il y a en effet plusieurs cas où il y a des règlements tout à fait particuliers. Lorsqu'on change, par exemple, le siège social, il faut plus que la majorité simple; il faut en fait les deux tiers.

M. McCleave: J'ai une autre question au sujet de l'article 10, qui découle du témoignage de M. MacIntosh au comité. Il a soulevé de graves questions au sujet du financement de Télésat. Il a mis en question la dette que Télésat devra assumer pour devenir opérationnelle et je cite brièvement les remarques de la page 1926 des délibérations. Il a dit au sujet des éventuels acheteurs des actions de Télésat:

Ils n'auraient pas des sources de revenus fixes mais des actions non garanties.

Et à la page 1936, au bas de la page,

Je n'achèterai pas d'obligations non garanties, parce que j'aurais l'impression d'acheter des actions, et si je veux acheter ces dernières, je veux aller loin, où je veux qu'il y ait possibilité de bénéfices appréciables. Pourquoi investirais-je mon argent pour acheter une obligation où l'on me dit que peut-être je récupérerai mon argent, peut-être, avec des intérêts? Si je veux investir dans de telles valeurs je veux y aller pour la peine et avoir l'assurance de recevoir à la fin des intérêts appréciables.

Est-ce que le ministre prévoit avoir de la difficulté à vendre ces actions de télésat?

M. Kierans: Je ne prévois aucun problème. Je ne me base pas sur ce qui est arrivé à COMSAT, mais en tout cas je connais beaucoup mieux la question et le public et les diverses personnes qui nous ont appuyés dans Télésat. Je pense que c'est un projet sans parallèle. Je pense que le public et les investisseurs sont très intéressés et même ont hâte d'acheter des actions.

M. McCleave: M. MacIntosh estime que Télésat est une entreprise extrêmement hasardeuse et qu'il serait plus sage d'adopter la méthode de Comsat. Êtes-vous d'accord avec cela?

[Texte]

entirely with equity issues. Do you agree with this?

Mr. Kierans: Well I have discussed this with Dr. MacIntosh on a number of occasions since last August. There is nothing in the Bill that says it cannot be all equity or indeed that it cannot be a variety of proportions. There is even in the bill a Clause which says the government can finance the whole thing by about \$30 million in equity and \$40 million in debt. Therefore you see, Mr. McCleave, there is a tremendous flexibility in this Bill and this is all, as a Minister, I am interested in.

Now my response to many of the underwriters who have come to me is: "Well, submit your proposals". My own suggestion has been to make these proposals as imaginative as possible. Now this obviously would include equity, it could include a certain proportion of debt. But if an underwriter came with a very imaginative proposal we would be quite disposed to look at it. In other words, it is not prevented by this Bill.

There is one other point I would like to make here. This is an equity situation basically, and I agree with this, but it depends on how you use the word "risky" here. In my opinion, it is not something you can call a risky venture because it is declared policy of the government—even members of the NDP

• 1125

have declared that they are anxious that this satellite go up. It is a declared policy that there shall be a domestic telecommunications system, "period". Now what bothers Dr. MacIntosh is that the first one could flame out or for some reason not go into operation. What I would like to say is that if it takes 17 there is still going to be a domestic telecommunications system. We do not expect it will take more, although there will be a second one lying alongside. But we are going to have it. In that sense that part of the risk has been eliminated.

Mr. McCleave: At page 1928 Dr. MacIntosh also pointed out that your method of financing mitigates against your reaching the goal of wide ownership. As he says, securities are usually issued in "\$1,000 denominations" to use his phrase and that would perhaps put them beyond the reach of most Canadians. What does the Minister envisage as a means of raising the non-equity capital while at the same time achieving the widespread capital participation?

Mr. Kierans: It is not necessary that they be issued in terms of the debt, and this is

[Interprétation]

M. Kierans: Eh bien, j'ai discuté de cette question avec M. MacIntosh à plusieurs reprises. Il n'y a rien dans le bill qui dit qu'on ne devrait pas vendre entièrement des actions. Il pourrait y avoir diverses proportions. Le gouvernement pourrait financer toute l'affaire au moyen de 20 millions de titres et de 30 millions de dettes. Voyez-vous, monsieur McCleave, il y a toutes sortes de possibilités dans ce bill et c'est tout ce qui m'intéresse comme ministre.

J'ai répondu à plusieurs investisseurs qui sont venus me voir: «Soumettez vos propositions toute évidence comprendre les obligations et imagination que possible.» Et ceci pourrait de toute évidence comprendre les obligations, et une certaine proportion de dettes. Mais si une personne nous arrive avec une proposition intéressante, nous sommes prêts à étudier toute idée valable. Le Bill ne nous en empêche pas.

Il y a encore autre chose. Il s'agit fondamentalement d'une question d'obligations. Tout dépend du mot «risque» et du sens que vous lui donnez. A mon avis on ne peut pas dire que c'est une entreprise risquée parce que c'est la politique du gouvernement et que même des membres du Nouveau parti ont

déclaré qu'ils avaient hâte que ce satellite soit lancé. Donc, le gouvernement veut créer un réseau de télécommunications par satellite. Ce qui inquiète M. MacIntosh c'est qu'il y ait éventuellement un échec au point de vue opérationnel. Mais je tiens à dire que s'il en faut 17, il reste que nous aurons un réseau de télécommunications par satellites. Il en aura peut-être un deuxième, mais en tout cas nous en aurons un, et dans ce sens, il y a donc pas beaucoup de risques, si vous voulez.

M. McCleave: M. MacIntosh a également dit à la page 1928, que votre méthode de financement vous empêchera d'atteindre votre objectif. Les obligations sont habituellement émises en coupures de \$1000 et ceci pourrait dépasser les moyens de la plupart des Canadiens. Comment le ministre prévoit-il recueillir ces autres capitaux tout en respectant les conditions de participation du public?

M. Kierans: Je pense qu'il n'est pas nécessaire de les émettre en rapport avec les det-

[Text]

what you are referring to there in terms of \$1,000. They can be issued at a slightly higher cost, mainly for printing and so on, in \$100 denomination, and I see no problem there. But we have not said what it is going to be. Dr. MacIntosh of course was reporting from a number of brainstorming sessions that he and I have had about this.

Mr. McCleave: Would it not be a case, Mr. Kierans, from your experience in the Montreal Stock exchange that if you issue securities in smaller denominations that there is not only a printing cost involved but perhaps a higher fee to the person who does the selling—because he has more work to do.

Mr. Kierans: Yes, he has more work to do, that is true. But, generally speaking, he has more work to do because he is already tied to certain underwriters, and there is very little competition in the underwriting business. The underwriting or financial houses with which a large corporation like Bell, to take an example, does business with are generally traditional and historical. In this case we are bound to no one. In this case we are sitting in the driver's seat saying: "You come to us and tell us what you are prepared to do, what the charges are going to be and so on." In other words, they are in a highly competitive situation.

Mr. McCleave: Therefore I take it, Mr. Kierans—and this I think is reassuring—that there would be the opportunity for issuance at \$100 rather than the minimum of say \$1,000?

Mr. Kierans: I think we will insist on this.

Mr. McCleave: This will be insisted on.

Dr. MacIntosh suggested the issuance of convertible securities and in your amendment you specifically cut yourself off from this avenue. I think Dr. MacIntosh's suggestions on this point are on pages 1931 and 1940.

Mr. Kierans: Yes.

Mr. McCleave: And the question is why?

Mr. Kierans: You referred to my experience in stock exchange matters before. I am not an advocate of A and B shares; I am not particularly enthused about preferred stock with particular rights. The sophisticated investor knows what is going on and the general public generally does not. One A share can have one vote and a B share may have 10 votes. I know of many instances of this. Therefore I want to keep this as clear and as simple as possible so that when people buy shares they know exactly what it is they are

[Interpretation]

tes. Quand vous parlez des milles dollars, on peut tout simplement diviser ces actions en coupures de \$100. Les frais seraient légèrement plus élevés, mais je ne vois pas de problèmes. Nous n'avons pas précisé la procédure. M. MacIntosh faisait rapport à la suite des nombreuses discussions que nous avons eues à ce sujet.

M. McCleave: D'après votre expérience à la Bourse de Montréal, si vous émettez des valeurs à des coupures moins importantes, non seulement les frais d'impression augmenteront, mais aussi ceux du courtier qui aura plus de travail. Est-ce exact?

M. Kierans: Évidemment il y a plus de travail à faire car, de façon générale, le courtier est déjà engagé envers un certain nombre d'investisseurs et dans ce domaine-là il y a très peu de concurrence. Les entreprises de garantie avec lesquelles les grandes compagnies comme la Bell du Canada font affaire sont bien connues. Dans notre cas, nous ne sommes liés à personne, et nous jouissons actuellement de la position de commande. Nous pouvons dire: «Eh bien venez nous voir, venez nous faire vos propositions.» Autrement dit, nous sommes dans une situation hautement concurrentielle.

M. McCleave: Dois-je comprendre, monsieur le ministre, qu'on pourra émettre des valeurs ou des actions à \$100 au lieu du minimum de \$1,000?

M. Kierans: On pourra insister sur le \$100.

M. McCleave: M. MacIntosh a ajouté ceci. Il propose qu'on émette des valeurs transformables. Dans votre amendement, vous supprimez cette solution. Pouvez-vous nous en parler. Les suggestions de M. MacIntosh figurent aux pages 1931 et 1940.

M. Kierans: Oui.

M. McCleave: Et la question est pourquoi?

M. Kierans: Eh bien, en ce qui concerne la Bourse, d'après mon expérience à la Bourse, je ne suis pas partisan des actions A et B. Je n'aime pas beaucoup les actions privilégiées. Je pense que les agents de change sont au courant de ce qui se passe, mais les petits actionnaires ne le sont pas. Une action A peut représenter un vote, et une action B, dix. Donc, je voudrais que ceci reste aussi clair et aussi simple que possible pour que, lorsque le grand public achètera des actions, il sache ce qu'il achète exactement. Donc, si à un

[Texte]

buying. Similarly, we are making it quite clear that if there should be at any time preferred shares the conditions are laid out in this by-law.

Then there is the whole problem of mixed voting rights and so on, but if we want to keep this marriage that was entered into this morning a happy one I think that both major parties had better know where they stand. It would always be a cause for doubt if preferred shares were issued with voting rights

• 1130

and no one knew where they would wind up and this disturbed the pattern.

Mr. McCleave: My last question concerns how the Minister intends to raise the capital for Telesat. Do you anticipate any trouble in selling fixed income non-convertible Telesat securities.

Mr. Kierans: You are really referring to debt here.

Mr. McCleave: Yes, page 1931; again, of Dr. MacIntosh

Mr. Kierans: Let me put it this way: I anticipate less difficulty than Dr. MacIntosh has suggested.

The Chairman: We have two amendments that Mr. Portelance will move. I believe you all have copies of them.

Mr. Portelance: I move:

That Bill C-184, An Act to establish a Canadian corporation for telecommunication by satellite, be amended by adding to clause 10 on page 8 thereof the following subclause:

Preferred shares or securities not to be convertible

(5) Notwithstanding any other provision of this Act of the *Canada Corporations Act*, no preferred shares or securities of the company may have attached thereto a special right, restriction, condition or limitation authorizing the conversion of such preferred shares or securities into common shares of the company.

Mr. Kierans: I think we have discussed, Mr. McCleave, the basic philosophy behind this. I think this protects the other investors in that the federal government must adhere strictly to its agreement with the telephone companies, for example, that they shall have one-third of the equity and not suddenly issue a lot of preferred shares that have a convertible feature.

[Interprétation]

moment donné il doit y avoir des actions privilégiées, eh bien, les conditions en sont précisées dans le Règlement.

Il y a ensuite toute la question du droit de vote mixte. Si nous voulons que l'entente conclue ce matin demeure heureuse, je pense que les deux parties doivent savoir où elles en sont. Il subsistera toujours quelque incertitude si on émet des actions privilégiées avec

droit de vote, car personne ne saura où il va. Ceci pourrait troubler les gens.

M. McCleave: Ma dernière question concerne la façon dont le ministre recueillera le capital de Télésat. Prévoyez-vous avoir de la difficulté à vendre les actions à revenu fixe non transformables de Télésat?

M. Kierans: Vous parlez de dettes ici.

M. McCleave: Oui, à la page 1931.

M. Kierans: Voici ce que je vais vous répondre, je prévois moins de difficultés que M. MacIntosh a proposées.

Le président: Nous avons deux amendements proposés par M. Portelance. Je pense que vous avez tous des exemplaires de ces amendements.

M. Portelance: Je propose:

«Que le bill C-184, Loi créant une Société de télécommunications par satellite pour le Canada, soit modifié par l'adjonction à l'article 10 du bill, page 8, du paragraphe suivant:

(5) Nonobstant toute autre disposition de la présente loi ou de la *Loi sur les corporations canadiennes*, les actions privilégiées ou les valeurs de la compagnie ne peuvent être assorties d'un droit spécial, d'une restriction, condition ou limitation autorisant la conversion de ces actions privilégiées ou valeurs en actions ordinaires de la Société».

M. Kierans: Bien, je crois que nous en avons discuté avec M. McCleave, les principes de base. Ceci protège les autres investisseurs dans ce sens que le gouvernement fédéral doit se tenir strictement aux ententes avec les sociétés téléphoniques qui possèdent $\frac{1}{3}$ du capital-actions sans émettre une quantité d'actions privilégiées qui sont convertibles.

[Text]

The Chairman: Is there any further discussion on the Clause with the proposed amendment?

Clause 10 as amended agreed to.

Clause 11 agreed to.

On Clause 12—Board of Directors.

Mr. Portelance: I move:

That Bill C-184 be amended by striking out lines 26 and 27 on page 10 thereof and substituting therefor the following:

“(c) shall fix the number, of directors”

The Chairman: The effect of this amendment would be to remove the words “if any”.

Mr. Schumacher: Mr. Chairman, can we go back to subclause (2) after that? I was just wondering about the order, Mr. Chairman. Should you have Mr. Stewart's first, as he has given prior notice, or mine?

The Chairman: I am sorry. I put this in the wrong order. Mr. Penner is going to move this for Mr. Stewart.

Mr. Penner: I move:

That Bill C-184, An Act to establish a Canadian corporation for telecommunication by satellite, page 9, Section 12, subsection (2) be amended by deleting lines 20, 21 and 22 substituting therefore the following: “at least one Member of the Board shall be appointed from among members of the Public Service of Canada and at least one member of the Board shall be appointed from the elected Members of Parliament”.

and section 12 subsection (3) delete lines 30 and 31 substituting therefore the following: “least one of whom shall be a member of the Public Service of Canada and at least one member of the elected Members of Parliament, shall be appointed”.

● 1135

The Chairman: Are there any further amendments to this Clause?

Mr. Schumacher: I have one, Mr. Chairman. I move:

That Bill C-184 be amended by deleting all the words following “under subsection (3)” commencing on line 19 on page 9 of the Bill.

The Chairman: Would there be general agreement to taking these clauses in order so that we might dispose of the first amendment

[Interpretation]

Le président: Y a-t-il d'autres observations à formuler au sujet de cet article?

L'article 10 amendé est adopté.

L'article 11 est adopté.

Article 12—Conseil d'administration.

M. Portelance: Je propose:

«Que le bill C-184 soit modifié par le retranchement des lignes 25 et 26, à la page 10, et leur remplacement par ce qui suit:—

(c) doit fixer le nombre d'administrateurs»

Le président: Cet amendement aurait pour effet d'éliminer «le cas échéant».

M. Schumacher: Est-ce que nous pouvons en revenir au sous-alinéa (2)? Je me demande dans quel ordre on a procédé, monsieur le président. Est-ce que vous appelez M. Stewart d'abord parce qu'il a averti avant, ou moi?

Le président: Excusez-moi. Nous n'avons pas procédé dans l'ordre. M. Penner a proposé ceci au nom de M. Stewart:

M. Penner: Je propose:

«Que le bill C-184, en vue de créer une société de télécommunication par satellite pour le Canada soit modifié en éliminant les lignes 20, 21 et 22 de la page 9, article 12, sous-alinéa (2) en substituant les mots suivants «au moins un membre du conseil doit être choisi parmi les fonctionnaires fédéraux du Canada, et au moins un autre parmi les députés élus.»

Et que l'article 12, alinéa (3) soit modifié en éliminant les lignes 30 et 31 et en lui substituant les mots suivants «au moins un d'entre eux doit être membre de la fonction publique du Canada, et au moins un membre parmi les députés doit être nommé.»

Le président: Y a-t-il d'autres amendements à cet article?

M. Schumacher: J'en ai un, monsieur le président. Je propose:

Que le bill C-184 soit modifié en éliminant tous les mots suivants: «en vertu du paragraphe (3)» commençant à la ligne 21, page 9, du bill.

Le président: Seriez-vous prêt à procéder dans l'ordre et à voter d'abord au sujet du premier amendement, à la page 10 en vue

[Texte]

on page 10, to delete the words "if any" at the end of the first sentence of subclause (C) and then proceed to deal with the other two amendments concerning members of Parliament? Is there any discussion concerning the first amendment?

Amendment to Clause 12 (4) (c) agreed to.

The Chairman: May we now deal with Mr. Stewart's amendment which was circulated to you? Mr. Penner.

Mr. Penner: Mr. Chairman, Mr. Stewart regrets that he is unable to be present at the Committee meeting today. He is in his constituency attending an important function where the former member of that constituency is being honoured. As a colleague of Mr. Stewart's, I agreed to be present today to present this amendment for him. At his request I would like to enter into the record a letter from Mr. Stewart written in support of this amendment:

My dear Colleague:

The amendment I have proposed to the Bill concerning the satellite corporation is one which I think is of utmost importance and I am asking all Members of the Committee to support it.

I believe that one of the main problems in our system of Government is that the power of the elected representatives over the Executive is not sufficient. The people of Canada are paying the shot and have sent us here as their representatives to oversee their interests, but we find ourselves limited because of the power control exercised by the Public Servants over our institutions, leaving the elected representatives with no say at all. This is particularly true with regard to Crown Corporations and Agencies. I believe that in the case of this Bill by reducing the number of Public Servants on the Board from two to one and placing a Member of Parliament on the Board, we will open the door to better control in the future of the Legislative over the Executive. The Member of Parliament would not by any means dominate the Board he would be only one voice. However, he would act as a watchdog in the interest of the public.

I urge all Members of all Parties to support this measure. Thank you.

Yours Sincerely,

Ralph Stewart, M.P.,
(Cochrane)

Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. Hymmen.

[Interprétation]

d'éliminer les mots «le cas échéant» à la fin de la première phrase du sous-alinéa (c) et ensuite passer aux deux autres amendements au sujet des députés? Y a-t-il des observations au sujet du premier amendement?

L'amendement à l'article 12(4)(c) est adopté.

Le président: Maintenant l'amendement de M. Stewart qui vous a été distribué. M. Penner.

M. Penner: Monsieur le président, M. Stewart regrette beaucoup de ne pas pouvoir assister à la réunion du Comité et dans sa circonscription il assiste à une réunion importante où l'ancien député de cette circonscription est honoré. En tant que collègue de M. Stewart, j'ai accepté de présenter cet amendement en son nom. A sa demande je vais déposer une lettre de M. Stewart qu'il m'a écrite à l'appui de cet amendement.

Mon cher collègue,

L'amendement qui fut présenté au bill au sujet de la société Telesat, est un amendement qui a une importance capitale et je demanderais à tous les honorables députés de l'appuyer. Je crois qu'un des problèmes de base qui existe dans notre système actuel c'est que le pouvoir des représentants élus sur les pouvoirs exécutifs n'est pas suffisant.

Les Canadiens nous ont élus pour défendre leurs intérêts, toutefois, nous voyons nos pouvoirs limités à cause du pouvoir dont jouissent les fonctionnaires. C'est particulièrement le cas dans un, pour ce qui concerne les sociétés de la Couronne. En limitant le nombre des fonctionnaires qui font partie de l'Association et en nommant un député, nous pourrions subir un meilleur contrôle du pouvoir législatif sur le pouvoir exécutif. Ce député sera le gardien de l'intérêt public.

J'inviterai les députés à appuyer cette mesure. Je vous remercie infiniment

Ralph Stewart, député
(Cochrane)

Merci, monsieur le président.

Le président: Monsieur Hymmen.

[Text]

Mr. Hymmen: Mr. Chairman, I have just a brief comment. I think you will agree we have had some discussion on this matter under Clause 3, and I personally am inclined to support Mr. Kierans' suggestion that the whole question of a role of a member of Parliament should be taken up in another way. If it is decided that not only this corporation but other Crown corporations should have representatives from Parliament on these boards, I think the situation would take care of itself in due course. So at the present time I am unable to support Mr. Stewart's motion.

The Chairman: Any further discussion?

Mr. McCleave: I wondered if the friend who has brought in Mr. Stewart's amendment could answer this: it does not provide how that person shall be appointed? It is an appointment from MPs but how this magic process is accomplished we do not know, whereas Mr. Macquarrie's amendment previously at least had that question settled. Would Mr. Stewart have any ideas on this?

• 1140

Mr. Penner: In my discussions with Mr. Stewart this problem was not raised. I did last night, however, discuss this matter with Mr. Kierans and I think he has already indicated some of the difficulties that would be presented of how such a member would be chosen; whether this would be done by the Speaker, whether this would be done by the Committee. I think this is one of the very real problems and I have no answer from Mr. Stewart in that regard.

The Chairman: Is there any further discussion? Mr. Stanbury.

Mr. Stanbury: To assist Mr. McCleave I might suggest that one would have to refer back to Clause 3 which provides that the persons are designated by the Governor in Council. By making this comment I do not mean to indicate that I support the amendment because, as I indicated previously, I think this is a matter which should be debated and deserves debate on a much broader scale than simply in this Committee. I think this particular amendment leaves the question open about whom this member of Parliament will be responsible and answerable to.

Will he be responsible to the government, to Parliament or only to himself? Will he be acting as an individual, as a member of Parliament or as a representative of the government? I think all these things must be debated and should be debated. I think Mr Stewart

[Interpretation]

M. Hymmen: Monsieur le président, juste une brève observation. Nous avons discuté de cet article à l'étape de l'article 3 et personnellement j'appuie la proposition de M. Kierans qu'il faudrait, je pense, reviser à un autre moment la question du rôle du député. Si l'on décidait que non seulement la Société mais d'autres sociétés de la Couronne devraient avoir des représentants du Parlement auprès du conseil d'administration on pourrait remédier à la situation en temps et lieu. A l'heure actuelle, cependant, je ne puis appuyer la motion de M. Stewart.

Le président: D'autres observations?

M. McCleave: Je me demande si le collègue de M. Stewart qui a présenté l'amendement en son nom pourra répondre à ma question. Il n'y pas de disposition quant à la nomination de ce député. Il s'agit d'une nomination des députés, mais nous ne savons rien de la question comment cette procédure magique se réalisera, tandis que l'amendement de M. Macquarrie comportait certaines dispositions à ce sujet. Monsieur Stewart, êtes-vous au courant?

M. Penner: M. Stewart n'a pas soulevé cette question, lors de notre entretien. J'en ai parlé hier au soir avec M. Kierans, qui a déjà exposé certains des problèmes qui pourraient se poser en ce qui concerne la méthode de choisir le député. Il s'agit de déterminer si c'est l'Orateur ou si ce sont les membres du Comité. Je pense qu'il s'agit là d'un problème important auquel M. Stewart ne saura répondre.

Le président: Y a-t-il d'autres questions? Monsieur Stanbury.

M. Stanbury: Afin d'aider M. McCleave, je crois qu'il faudrait se rapporter à l'article 3 qui prévoit que des personnes sont désignées par le gouverneur en conseil. Ceci ne veut pas dire que j'appuie l'amendement, comme je l'ai dit plus tôt, je crois qu'il s'agit d'une question qui devrait faire l'objet d'un débat, d'un débat beaucoup plus prolongé et je crois que cet amendement ne règle pas la question de savoir à qui le député devra rendre compte.

Devra-t-il rendre compte au gouvernement, au Parlement ou seulement à lui-même? Agira-t-il en qualité d'individu ou en sa qualité de membre du gouvernement ou de représentant du gouvernement. Toutes ces questions doivent faire l'objet d'un long

[Texte]

has raised a very interesting question but I suggest that we should not resolve it in this particular committee at this particular time; rather, we should try to see that it is debated fully in another place.

The Chairman: May I call the vote? Shall the amendment...

Mr. McCleave: On looking at it, Clause (3) does not answer the points. However, I am grateful to Mr. Stanbury for trying to assist on this point.

The Chairman: I will call the vote. Amendment negatived.

We will now proceed to the amendment moved by Mr. Schumacher. Would you like to explain it?

Mr. Schumacher: The purpose of this amendment, Mr. Chairman, is merely to delete the requirement that the two members of the Board who are going to be appointed by the Governor in Council must come from the public service.

Reference has been made to the fact that in the United States affairs have perhaps too frequently been subject to the wishes and desires of a military-industrial complex, but it seems to me that in Canada our affairs are perhaps too much under the domination and control of a mandarin industrial complex, and I think this legislation is going a long way to promote that type of thing. I realize that while the Minister may officially be the author of this bill he certainly is not actually the author. I think forces have been at work that are not primarily concerned with the best interests of the average member of the public.

I certainly agree with the comments and sentiments expressed by Mr. Stewart in outlining the purpose of his amendment but, after all, he is still going to leave in one member of the public service. What is the point of officially requiring in this legislation that two members or any members of the public service be appointed? The Governor in Council is responsible for appointing people that are considered to be the proper persons and I realize that my amendment will allow the Governor in Council to appoint members of the public service. No doubt this will be done, but why is it required as a matter of black letter law that members of the public service will be required to be on this Board? I do not think I received a satisfactory answer to that question when I first raised this point, and I doubt if I will receive one now because these members can be appointed. It strikes me that it would be a very dangerous

[Interprétation]

débat. Je crois que M. Stewart a posé une question très intéressante mais je ne crois pas que cette question doit être réglée à cette séance-ci du Comité. Je crois que la question devrait faire l'objet d'un long débat ailleurs.

Le président: Puis-je mettre l'amendement aux voix? Est-ce que l'amendement...

M. McCleave: L'article 3, après étude, ne répond pas à la question que j'ai posée; toutefois, je remercie M. Stanbury qui a tenté de m'aider à ce sujet.

Le président: Je vais mettre l'amendement aux voix.

Je déclare que l'amendement est rejeté. Nous allons maintenant passer à l'étude de l'amendement de M. Schumacher. Voudriez-vous avoir l'obligeance de nous l'expliquer?

M. Schumacher: Mon amendement a pour but d'éliminer les conditions sous lesquelles les membres de la Commission qui doivent être nommés par le gouverneur en conseil devraient venir de la Fonction publique.

On a parlé de ce qui s'est passé aux États-Unis, où me dit-on, ces questions étaient peut-être trop assujetties aux désirs d'un complexe militaire. Mais je crois qu'au Canada, c'est plutôt les chefs d'industrie qui sont les grands mandarins et cette loi va nous aider à promouvoir ce genre de choses. Je réalise que bien qu'officiellement le ministre soit peut-être l'auteur du bill, il n'en est pas certainement l'auteur en réalité. Je crois qu'il y a eu d'autres forces au travail et qui ne se soucient guère des meilleurs intérêts de l'homme moyen.

Je suis entièrement d'accord avec ce qu'a dit M. Stewart dans l'exposé de son amendement. Mais enfin il laissera toujours un fonctionnaire. Pourquoi alors exiger qu'il y ait officiellement la nomination de deux membres ou de tout membre de la Fonction publique? Le gouverneur en conseil a la responsabilité de nommer les personnes qui doivent être nommées et je réalise que mon amendement va permettre au gouverneur en conseil de nommer les membres de la Fonction publique. Sans doute cela se fera, mais pourquoi doit-on exiger en blanc et en noir que les membres de la Fonction publique siègent à cette Commission de direction. Je n'ai pas eu de réponse satisfaisante lorsque j'ai posé le problème la première fois et je doute fort que les réponses que je recevrai maintenant soient plus satisfaisantes car on pourrait toujours nommer ces fonctionnaires, mais je crois que c'est un précédent dangereux à établir.

[Text]

precedent to insert members of the public service into these things.

• 1145

Mr. Stanbury says that he does not know if this is the proper forum to be discussing things of this nature which are of great philosophical import. I suggest that this is a very good forum if these committees of Parliament are to be run as their proponents said in theory they were going to be run when these new rules were going to be adopted. However, I think he is too modest and he has probably succumbed to the instructions that were issued to certain members of this House, as they were revealed by the member for York East when he said that instructions had been issued as to what these committees were going to do. It appears he is not very confident they can do very much, and I say that he is just echoing the comments of the member for York East. There is nothing wrong with discussing these matters here, we hope that we might be able to accomplish something.

All I suggest, Mr. Chairman, is that it is a very bad precedent to require built-in representation by members of the public service because as far as I am concerned they have too much to say about what is going on in this country as it is.

Mr. Stanbury: Mr. Chairman, I would like to hear the Minister's answer to that, too. I simply want to say that I have received no instructions. If the member for York East has, he has either been hearing things within the reverberations of his own cranium or he has been given instructions which I have not received.

I am not making the point, Mr. Chairman, that we should not be discussing these issues here. In fact, I think this question that has just been raised is a very good one. I am suggesting that in this Committee we should not try to resolve issues which concern all of Parliament, a great many Crown corporations and the interests of members of Parliament generally.

The Chairman: Mr. Kierans.

Mr. Kierans: I am in sympathy with the problem that is outlined in the first sentence of the second paragraph of Mr. Stewart's letter, and I guess that is what we are really discussing here. I have listened to Mr. Schumacher's criticism of the mandarins and I think there are cases where this applies, but the argument is really not a general one against the mandarins in Ottawa. Rather, the argument is that if you are not satisfied with the mandarins, to change them.

[Interpretation]

M. Stanbury dit qu'il ne s'agit pas de l'en-droit où on doit discuter des questions d'une importance philosophique.

Je crois que c'est un forum tout à fait excellent si ces comités du Parlement doivent être administrés comme on l'avait dit en théorie. Cependant je crois qu'il est trop modeste et il a probablement succombé aux directives qui ont été données à certains membres de la Chambre telles qu'elles ont été révélées au député de York-East quand il a dit que certaines directives avaient été données en ce qui a trait à ce que les comités allaient faire. Il semble ne pas croire que les comités puissent faire beaucoup de travail et je dis qu'il se fait ainsi l'écho des commentaires du député de York-East. Mais rien ne s'oppose à ce qu'on discute de ces questions ici. Nous espérons pouvoir faire quelque chose à ce sujet.

Je crois, M. le président, que c'est un très mauvais précédent de d'exiger un certain nombre de représentants de la Fonction publique, car, à mon avis, les fonctionnaires ont déjà beaucoup trop à dire dans notre pays.

M. Stanbury: M. le président, j'aimerais avoir la réponse du ministre à ce sujet également. Je veux tout simplement dire que je n'ai pas reçu de directives. Si le député de York-Est a reçu des directives, il a entendu des voix dans sa tête ou bien il a reçu des directives que je n'ai pas reçues. Je veux dire également, monsieur le président, que je n'ai pas dit que nous ne devons pas discuter de ces choses ici. De fait, je crois que la question qui vient d'être soulevée est une excellente question. Je ne crois pas qu'il faudrait tenter de résoudre au Comité des questions qui intéressent tout le Parlement et beaucoup de sociétés de la Couronne et l'intérêt des députés de façon générale.

Le président: M. Kierans.

M. Kierans: Je suis entièrement d'accord avec le problème exposé dans la première phrase du deuxième paragraphe de la lettre de M. Stewart et c'est, je crois, ce dont nous discutons réellement ici. J'ai écouté M. Schumacher qui critique les mandarins et je crois que cela s'applique dans certains cas, mais je crois que la question n'est pas un tollé général contre les mandarins à Ottawa. Plutôt, la question est de savoir comment changer ces mandarins si nous ne sommes pas satisfaits d'eux.

[Texte]

An hon. Member: How can you do that?

Mr. Kierans: I have three brand new ones and I am very proud of them! If I may make the point, I certainly believe that the general public will feel a great deal of confidence in the fact that their government, which is investing money in this corporation, is going to have people who will be responsible to that government, and I would hate to see Mr. Schumacher's amendment passed because we would be saying in effect that we are going to invest money without any assurance that the government will have a say on the board of directors through the voice of those people who are presently senior members—mandarins, if you like—of the Government of Canada.

Mr. Schumacher: But, Mr. Chairman, what is the Governor in Council doing by appointing members of this board of directors if he is not going to be protecting the interests of the government? Why is there a requirement that there be two members of the public service?

Mr. Kierans: Because they have to report directly to ministers who are concerned with different aspects of this particular legislation. Actually you are quite right in the other thing you said, that even if you eliminated this we would still have the power to appoint two of them, but I think the people of Canada should know that this is fixed in their legislation.

The Chairman: Is there any further discussion on this point? Mr. Osler.

Mr. Osler: This point bothers me a little, Mr. Chairman. I think I see what the Minister is trying to head off, and I sympathize with him and approve of what he is trying to do. I think in the case of too many Crown corporations there have not been consistently high appointments by the Governor in Council and because of this these Crown corporations have not necessarily performed as well as they might.

Your thought is that a civil servant, as a representative of the government, would be more likely to do his job. To my mind this is far more legitimate in this mixed-bag company than it would be in a Crown corporation. A Crown corporation is supposed to have independence. This is just two people who are supposed to be representative of shareholders, like anybody else.

[Interprétation]

Une voix: Comment pouvons-nous faire cela?

M. Kierans: J'en ai trois tout nouveaux et j'en suis très fier! Je crois que c'est dans l'intérêt du public en général et je crois que la population va être satisfaite de voir que le gouvernement qui investit de l'argent dans cette société de la Couronne, nomme des gens qui s'intéressent à la question. Je ne voudrais pas que l'amendement de M. Schumacher soit adopté car cela veut dire que nous allons investir de l'argent sans savoir si le gouvernement aurait son mot à dire au sein de ce conseil de direction, par l'entremise de ces personnes qui sont des fonctionnaires supérieurs, des mandarins, si vous voulez, du gouvernement du Canada.

M. Schumacher: Mais qu'est-ce que fait le gouverneur en conseil en nommant des membres de ce comité de direction s'il ne protège pas les intérêts du gouvernement? Pourquoi exige-t-on qu'il y ait deux membres de la Fonction publique?

M. Kierans: Car ils doivent rendre compte aux ministres qui s'intéressent aux divers aspects de cette loi en particulier. Vous avez certainement raison de dire que même si on élimine cela, le gouverneur en conseil a toujours le pouvoir de nommer ces représentants mais je crois tout de même que la population canadienne devrait être au courant que cela a été établi dans la loi.

Le président: Y a-t-il d'autres discussions à ce sujet? M. Osler.

M. Osler: Ceci m'intrigue monsieur le président. Je crois comprendre ce que veut dire le ministre, je suis d'accord avec lui. Trop de sociétés de la Couronne n'ont pas fait l'objet de nominations de la part du gouverneur en conseil et à cause de cela, les sociétés de la Couronne n'ont peut-être pas fonctionné aussi bien qu'elles auraient dû fonctionner.

Vous croyez que le fonctionnaire, à titre de représentant du gouvernement, ferait un meilleur travail. A mon avis, c'est beaucoup plus légitime dans une société comme celle-ci que dans une société de la Couronne. Une société de la Couronne est supposée avoir une certaine indépendance. Il ne s'agit que deux personnes qui représenteront les actionnaires comme toute autre personne.

[Text]

Mr. Kierans: That is right. You would also agree, Mr. Osler, that if there were a couple of mandarins on a couple of Crown corporations that are not performing their function—the argument is not a general one against the mandarins, it is an argument against them and you should change them—and if there were a little more of that I think all of them would be more on their toes.

Mr. Osler: I think so.

The Chairman: Mr. Macquarrie.

Mr. Macquarrie: I would just like to say in passing that I think Mr. Schumacher has in fact discussed a very, very important point, that there is no shortage of emanation from the executive in this whole Bill. Someone has talked about marriage, which is a rather inappropriate term of a three-way affair—even the recent amendments do not allow that—but I do not think there is any need of this excessive administrative inbreeding.

The Chairman: May I call a vote on the amendment as moved by Mr. Schumacher that Bill C-184 be amended by deleting all the words following under subclause 3 commencing on line 19 on page 9 of the Bill. All those in favour? All those opposed? I declare the motion negatived.

May I call the vote on Clause 12 as amended.

Amendment agreed to.

Clause 12 as amended agree to.

In Clause 13—Qualifications.

Mr. McCleave: This I take it means these mandarins we have just allowed on the Board shall not be permitted to hold shares. Am I correct? Perhaps I could ask that of Mr. Gibson. Mandarins cannot hold shares, Mr. Gibson. Am I correct?

Mr. Gibson: That is correct.

The Chairman: There is an amendment to Clause 13.

Mr. Portelance: I move:

That Bill C-184 be amended by striking out subclause (3) of clause 13 on page 11 thereof and substituting therefor the following:

Filling of vacancy on board

“(3) A vacancy occurring among directors appointed by the Governor in Council shall be filled by appointment made by the Governor in Council; and a vacancy occurring among elected directors shall

[Interpretation]

M. Kierans: C'est juste. Vous admettez également, M. Osler, que s'il y a quelques mandarins dans une ou deux sociétés de la Couronne qui ne remplissent pas leur rôle, cela ne veut pas dire que tous les mandarins soient mauvais, et qu'il faille changer ces mandarins-là, mais si on agissait un peu plus dans ce sens, la plupart d'entre eux seraient un plus aux aguets.

M. Osler: Oui, je le crois.

Le président: M. Macquarrie.

M. Macquarrie: Je dirai en passant que M. Schumacher a abordé une question qui est très importante. On sent que l'exécutif a eu quelque chose à voir dans la préparation du Bill. On a parlé de mariage, ce qui est peu approprié quant il s'agit de trois partis, (même les derniers amendements ne le permettent pas), mais je ne crois pas que l'administration doive tellement se renfermer sur elle-même.

Le président: Nous allons passer à la mise aux voix de l'amendement tel que proposé par M. Schumacher à l'effet que le Bill C-184 soit modifié en supprimant tous les mots qui se trouvent à l'article 3, ligne 19 à la page 9 du Bill. Que tous ceux qui sont en faveur lèvent la main? Tous ceux qui s'opposent à l'amendement, veuillez bien lever la main. L'amendement est défait. Je vais maintenant passer à l'article 12 tel que modifié.

L'amendement est adopté.

L'article 12 tel que modifié est adopté.

Article 13—«Qualités requises»

M. McCleave: Cela veut dire que ces mandarins que nous venons de nommer au Conseil ne pourront pas détenir des actions. Est-ce juste? Je pourrais demander cela à M. Gibson. Les mandarins ne peuvent pas détenir des actions, monsieur Gibson. Ai-je raison?

M. Gibson: C'est juste.

Le président: Il y a un amendement à l'article 13.

M. Portelance: Je propose:

Que le bill C-184 soit modifié par la suppression du paragraphe (3) de l'article 13 du bill et son remplacement par ce qui suit:

«(3) Le gouverneur en conseil doit supplanter à toute vacance au sein du groupe d'administrateurs nommés par lui; les administrateurs

[Texte]

be filled, for the remainder of the term, by appointment made by directors

(a) who were elected by the holders of common shares of the company who are persons who fulfil the statutory conditions, if the vacancy is among their numbers, or

(b) who were elected by the holders of common shares of the company who are approved telecommunications common carriers, if the vacancy is among their numbers,

and a person so appointed shall be a person qualified to be elected as such a director.

Mr. Osler: May I ask for a mechanical clarification of that?

The Chairman: Before we do that Mr. Gibson would like to make a further response to Mr. McCleave's question.

Mr. Gibson: Mr. Chairman, I am sorry my answer to Mr. McCleave was incorrect. Clause 13, subclause (1) simply provides that a director elected by the approved telecommunications common carriers cannot be a member of the public service of Canada, but there is nothing in clause 13 which restricts the holding of shares as such.

Mr. McCleave: Thank you.

The Chairman: Mr. Kierans, would you like to answer Mr. Osler's point about the mechanics?

Mr. Osler: There is only point there, Mr. Kierans, and that is, the member who is elected as an interim director is elected by directors holding certain types of share qualifications. He is not elected by shareholders directly at that time. Right?

Mr. Kierans: Do you want to speak to this, Mr. Gibson?

Mr. Gibson: Mr. Chairman, the interim directors would originally be appointed by the Governor in Council. Subsequently, the shareholders who are approved telecommunications common carriers would elect their proportion of the Board; shareholders who are persons who fulfil the statutory conditions would elect their portion of the Board, and the Governor in Council would appoint its proportion of the Board.

20387—5

[Interprétation]

(a) qui ont été élus par les détenteurs d'actions ordinaires de la Société qui sont des personnes qui satisfont aux conditions statutaires, si la vacance survient au sein de leur groupe, ou

(b) qui ont été élus par les détenteurs d'actions ordinaires de la Société qui sont des entreprises agréées d'exploitation de télécommunications, si la vacance survient au sein de leur groupe

doivent suppléer à toute vacance au sein de leur groupe en nommant, pour terminer le mandat, un administrateur intérimaire; toute personne ainsi nommée doit être une personne ayant qualité pour être ainsi élue administrateur.

M. Osler: Puis-je demander l'éclaircissement de cette question?

Le président: Avant de ce faire, M. Gibson aimerait poursuivre sa réponse à la question de M. McCleave.

M. Gibson: Monsieur le président, je regrette de dire que ma réponse à M. McCleave était incorrecte. L'article 13, paragraphe (1), prévoit simplement qu'un administrateur élu par les entreprises agréées d'exploitation de télécommunications ne peut être au service de la fonction publique du Canada, mais il n'y a rien à l'article 13 qui empêche l'administrateur de détenir des actions.

M. McCleave: Merci.

Le président: Monsieur Kierans, voulez-vous répondre à la question de M. Osler au sujet des mécanismes?

M. Osler: Monsieur le ministre, le député qui est élu comme administrateur par intérim est élu par les directeurs qui détiennent certains genres d'actions. Il n'est pas élu par des actionnaires dès ce moment-là. Est-ce juste?

M. Kierans: Monsieur Gibson, voulez-vous y répondre?

M. Gibson: Monsieur le président, les administrateurs provisoires sont nommés par le gouverneur en conseil. Ensuite les actionnaires des entreprises agréées d'exploitation de télécommunications éliront leur partie de la commission. Les actionnaires qui remplissent les conditions statutaires éliront leur portion du conseil d'administration, et le gouverneur en conseil sa propre portion.

[Text]

• 1155

Mr. Osler: So when there is a vacancy that occurs in midstream it is filled by those relative directors?

Mr. Gibson: That is correct, yes.

Mr. Osler: Not by the shareholders.

The Chairman: Is there further discussion on Clause 13?

Mr. McCleave: I wonder if I could ask Mr. Kierans if it will be accepted as a matter of policy and he will see to it that there is no conflict of interest in the case of the mandarin members of the Board of Directors and they will not, in fact, be permitted to hold shares.

Mr. Kierans: The mandarins are dedicated people, dedicated to the interests of Canada...

Mr. McCleave: No, I think...

Mr. Kierans: ...but I will see to it.

Mr. McCleave: Thank you very much, Mr. Kierans.

Mr. Osler: Should a mandarin not be a shareholder?

Mr. Kierans: He will have to be a shareholder.

Mr. Osler: He will have at least to have stock.

Mr. Kierans: He will have to have a share; he can have a qualifying share in a case like that.

Mr. McCleave: But not one in which he derives a direct personal interest. This is the point I am making.

The Chairman: Shall the amendment carry? Amendment agreed to.

Clause 13, as amended, agreed to.

On Clause 14—President.

Mr. McCleave: Mr. Chairman, I have a proposed amendment here which would simply strike out the words on lines 43 and 44 "with the approval of the Governor in Council". In other words, that the Governor in Council does not have the power of vetoing the office of President. In support of that I cite my own feelings on the subject and also the testimony of Dr. MacIntosh at the bottom of page 1950 where I asked his opinion of this power. At the top of page 1951 he says:

[Interpretation]

M. Osler: De sorte que lorsqu'il y a un poste vacant au cours d'un mandat, ce poste est remplacé par les directeurs.

M. Gibson: C'est ça, oui.

M. Osler: Pas par les actionnaires.

Le président: Y a-t-il d'autres observations à formuler au sujet de l'article 13?

M. McCleave: J'aimerais demander à M. Kierans si cet aspect fera partie intégrante de la politique et s'il verra à ce qu'il n'y ait pas de conflit d'intérêts dans le cas des mandarins membres du conseil d'administration et qu'il ne leur sera pas permis de détenir des actions.

M. Kierans: Les mandarins sont des gens dévoués au service du Canada.

M. McCleave: Non, je pense...

M. Kierans: ...mais j'y veillerai.

M. McCleave: Merci beaucoup, monsieur Kierans.

M. Osler: Un mandarin ne devrait-il pas détenir des actions?

M. Kierans: Il devra être actionnaire.

M. Osler: Il devra détenir au moins une action.

M. Kierans: Il devra détenir une action; dans ce cas, il peut détenir une seule action qui lui donne les qualités requises.

M. McCleave: Mais pas une action dont il peut retirer un intérêt direct. C'est ce que je veux dire.

Le président: L'amendement est-il adopté? L'amendement est adopté.

L'article 13 tel que modifié est adopté.

Article 14—Président.

M. McCleave: Monsieur le président, il s'agit d'un amendement qui aurait pour but d'éliminer les lignes 43 et 44 «avec l'approbation du gouverneur en conseil». En d'autres termes, le gouverneur en conseil n'a pas le pouvoir de s'opposer à la nomination du président. Et pour appuyer cela, j'invoque mon propre point de vue sur le sujet et le témoignage de M. MacIntosh, au bas de la page 1950, alors que je lui ai demandé son opinion sur ce pouvoir. Au bout de la page 1951 il dit:

[Texte]

Dr. MacIntosh: ... As to whether subsequent appointments of president should be so approved, I would have some reservations.

I do not think it is a necessary power for the Governor in Council to have and perhaps Mr. Kierans would like to make a statement on it before I move the amendment.

Mr. Kierans: What we are basically concerned with in this Corporation is the achievement of national policy and national objectives. As we are going to designate the first president we feel that this is a custom which, beginning, should continue. I doubt very much if the Governor in Council and the Minister would disapprove of anyone elected by the members themselves.

Mr. McCleave: He can, that is the point.

Mr. Kierans: The government may want, at one time or another, to do so. The possibility may arise from time to time that a majority of the members of the CCTS and the public may decide that they want to change the objectives of the Corporation and feel that the best way of doing that is by changing the President. If that situation arose, I think the Governor in Council would want to have a say in it.

Mr. McCleave: Mr. Chairman, this strengthens my opinion that the power should not be there, if this is to be any kind of a partnership. As many elements as weight the partnership in one direction or control in one direction should be removed. I think that this is a very good place to start to remove that aspect of it, so I move the amendment.

The Chairman: Mr. McCleave has moved:

That clause 14 of Bill C-184 be amended by deleting the words appearing on page 11, lines 42 and 43, "with the approval of the Governor in Council"

Is there further discussion in this proposed amendment?

Mr. Macquarrie: I would just like to say that this perhaps is a good place for the Minister to illustrate the rhetorical question which he asked a while ago, that this is either a Crown Corporation or it is not. Here is a good chance to indicate that he believes it is not.

• 1200

Mr. Kierans: It is not.

[Interprétation]

Dr. MacIntosh: ... J'aurais certaines réserves quant à la question de savoir si les nominations subséquentes d'un président devraient être ainsi agréées.

Je ne pense pas que le gouverneur en conseil doive détenir ce pouvoir, et peut-être que M. Kierans voudrait dire quelque chose à ce sujet avant que je ne propose l'amendement.

M. Kierans: Ce qui nous intéresse, en ce qui concerne cette Société, c'est d'en arriver à une politique nationale et aux objectifs nationaux. Comme nous allons désigner le premier président, nous croyons que c'est une coutume qui devrait se prolonger. Je doute fort que le gouverneur en conseil ou le ministre s'opposerait à la nomination d'une personne désignée par les membres eux-mêmes.

M. McCleave: Il le peut. C'est là la question.

M. Kierans: Le gouvernement peut vouloir un changement de temps à autre. Il se peut, de temps à autre, que la majorité des membres de la Société de télécommunications par satellite ainsi que le public décident de modifier les objectifs de la Société et croient que le meilleur moyen pour atteindre ces objectifs serait de changer de président. Je pense que si le cas se présentait, le gouverneur en conseil voudrait avoir son mot à dire.

M. McCleave: Monsieur le président, c'est ce qui accentue mon opinion à savoir que ce pouvoir ne devrait pas exister s'il s'agit d'établir une sorte d'association. Je crois que ceci permettrait d'éliminer cet aspect. Par conséquent, je propose l'amendement.

Le président: Monsieur McCleave a proposé:

Que l'article 14 du Bill C-184 soit modifié en éliminant les mots qui figurent à la page 11, ligne 42 et 43, «avec l'approbation du gouverneur en conseil».

Y-a-t-il d'autres observations à formuler avant la mise aux voix?

M. Macquarrie: Je crois que le ministre devrait peut-être déterminer s'il s'agit d'une société de la couronne ou non. Il aura à ce moment-là la chance de nous prouver que ce n'est pas une société de la Couronne.

M. Kierans: Ce n'est pas une société de la Couronne.

[Text]

Mr. Macquarrie: So why, so why?

Mr. Kierans: But I am still against the principle of taking out the approval.

Mr. Macquarrie: I think that a healthy mandate to an important group of people in this kind of an arrangement to have them....

Mr. Kierans: I think that it would be obtained 99 per cent of the time. I think that a mandate from the elected members of that Board would be accepted 99 per cent or maybe 99.9 per cent of the time. But special circumstances could arise.

Mr. Macquarrie: Mr. McCleave, an amendment would make that 100 per cent.

The Chairman: Is there further discussion, Mr. Stanbury?

Mr. McCleave: Complete perfection, Mr. Minister.

Mr. Stanbury: Mr. Chairman, I have not had an opportunity to give too much deep thought to this amendment but it strikes me that it is somewhat in conflict with the previously expressed aim of establishing a direct line of responsibility or liaison between this Corporation and the elected representatives. This is a way in which this Corporation is responsible to and has a direct liaison with the elected government and, through it, to the people of Canada. This apparently was the aim of a previous amendment and I would think that this goes part way toward achieving that kind of relationship between this Corporation and the elected representatives.

Mr. Kierans: I may say, since you want to add flexibility and put the responsibility where it exists, on the Board of Directors, that if the Board of Directors at any time wanted to change the president because of obvious lack of attention to his duties or responsibilities, they have had no quarrel with me—none whatsoever.

Mr. Osler: Again could I have clarification on this? It seems to me, Mr. Chairman, that all we are talking about here is the Governor in Council having authority to do a certain thing while the Company is getting off the ground.

Mr. Schumacher: No, no—look at the last half of this section.

The Chairman: Is there further discussion on the amendment?

Mr. Macquarrie: I just want to say that Mr. Stanbury seems bent on dialectic discussion

[Interpretation]

M. Macquarrie: Je voudrais savoir pourquoi, pourquoi?

M. Kierans: Je suis toujours contre le principe de supprimer l'approbation.

M. Macquarrie: Je crois qu'un mandat qui permettrait à ce groupe...

M. Kierans: Je crois que dans 99 p. 100 des cas, on l'obtiendra. Je crois qu'un mandat qui vient de membres élus de ce Comité serait accepté 99 p. 100 ou peut-être 99.9 p. 100 du temps, mais des circonstances particulières pourraient se produire.

M. Macquarrie: Monsieur McCleave, un amendement pourrait en faire un 100 p. 100.

Le président: Avez-vous d'autres questions, monsieur Stanbury?

M. McCleave: C'est la perfection, monsieur le président.

M. Stanbury: Je n'ai pas eu l'occasion de penser trop à cet amendement, mais il me semble être en conflit avec l'objectif énoncé plus tôt, à savoir, la création d'une forme de liaison entre la Société et les représentants élus de la population. C'est un moyen par lequel cette Société se rend responsable et établit des liens directs avec le gouvernement élu et, par l'entremise du gouvernement, donc, jusqu'au peuple canadien. C'était le but de l'amendement précédent et je pense que ceci nous permet, disons, de faire un bout de chemin en vue d'atteindre ce but et d'obtenir qu'il y ait des liens entre cet organisme public, en quelque sorte, et le peuple.

M. Kierans: Je dirais qu'étant donné que vous voulez ajouter la flexibilité et placer la responsabilité où elle existe, le conseil de direction, si, en aucun temps, il voulait changer de président à cause d'un manque évident d'attention à ses fonctions ou à ses responsabilités, il n'y aurait aucune querelle avec moi, aucune.

M. Osler: De nouveau, pourrais-je avoir des éclaircissements là-dessus. Il me semble, monsieur le président, que nous parlons ici du gouverneur en conseil qui a le pouvoir de faire certaines choses alors que la Société est mise en marche.

M. Schumacher: Non, non, regardez la dernière moitié de cette section.

Le président: Y a-t-il d'autres discussions au sujet de l'amendement?

M. Macquarrie: Je veux simplement dire que M. Stanbury semble entrer dans la dia-

[Texte]

today but when I was talking a while ago I was referring to parliament, not the executive, and I think there is quite a distinction between the two.

Mr. Stanbury: I think there is too and this should be the subject of a good deal of debate. But anyone that has faith in the parliamentary democratic system must acknowledge that the government elected by the people seems to be the acknowledged source of power and expression of the public will while that government is in office.

Mr. Schumacher: Shall we just elect our dictators?

Mr. Stanbury: No. A dictator is not elected.

Mr. Schumacher: Well, in this system we elect our dictator and change it.

The Chairman: May I read the motion that was moved by Mr. McCleave: that Clause 14 of Bill C-184 be amended by deleting from lines 42 and 43:

“with the approval of the Governor in Council”

All those in favour? All opposed?

I declare the motion lost.

May we call the vote on Clause 14?

Mr. Schumacher: We have a de facto Crown Corporation, Mr. Saltsman.

Clause 14 agreed to.

On Clause 15.

Mr. Macquarrie: Is the Minister satisfied with the first section there or would he like the approval of the Governor in Council...

Mr. Kierans: No, we will wait.

Clause 15 agreed to.

On Clause 16—Officers of the company

Mr. De Bané: I would like to know the difference between the words “All officers of the company” and “The Board of Directors” in English in Clauses 16 and 17. In French it is

• 1205

“Tous les membres de la direction” and “Le conseil d’administration”.

In French, does “tous les membres de la direction” means “the Board of Directors”?

M. Kierans: Quand on dit «tous les membres de la direction», cela comprend aussi un

[Interprétation]

lectique aujourd’hui, mais lorsque je parlais tout à l’heure, je parlais du parlement et non pas de l’exécutif, et je crois qu’il y a une distinction entre les deux.

M. Stanbury: Je pense que ceci doit être une forte partie du débat. En tout cas, quiconque s’intéresse à notre système démocratique parlementaire, doit reconnaître que le gouvernement élu par le peuple semble être la source acceptée de pouvoir et donc l’expression de la volonté populaire, tandis que le gouvernement est en fonction.

M. Schumacher: Allons-nous alors élire nos dictateurs.

M. Stanbury: Non. Un dictateur n’est pas élu.

M. Schumacher: Eh bien, sous notre système nous élisons notre dictateur et nous le changeons.

Le président: Puis-je donc proposer la motion de M. McCleave: que l’article 14 du bill C-184 soit modifié en biffant des lignes 42 et 43:

«avec l’approbation du gouverneur en conseil»

Tous ceux qui sont en faveur? Tous ceux qui s’y opposent?

La motion est rejetée.

Pouvons-nous mettre aux voix l’article 14.

M. Schumacher: Monsieur Saltsman, nous avons une société «de facto» de la Couronne.

L’article 14 est adopté.

Article 15.

M. Macquarrie: Le ministre est-il satisfait de la première section ou voudrait-il l’approbation du gouverneur en conseil?

M. Kierans: Non, nous attendrons.

L’article 15 est adopté.

Article 16—Membres de la direction.

M. De Bané: Je voudrais savoir quelle est la différence entre «All officers of the company» et «The Board of Directors» en anglais, aux articles 16 et 17. En français,

nous avons «Tous les membres de la direction» et «Le conseil d’administration».

Est-ce qu’en français, «Tous les membres de la direction» signifie «The Board of Directors»?

Mr. Kierans: When you say all “the members of management”, that also includes a

[Text]

«gérant général» et certains membres de la direction, mais un administrateur, c'est un directeur.

Clause 16 agreed to.

On Clause 17.

The Chairman: There is an amendment to Clause 17.

Mr. Portelance moves that Clause 17 of Bill C-184 be amended as follows:

A. By striking out line 27 on page 12 thereof and substituting the following:

“17. The Board of Directors may”.

B. By striking out subclause (2) on page 13.

Is there any discussion?

Amendment agreed to.

Clause 17 as amended agreed to.

Clauses 18 and 19 agreed to.

On Clause 20.

The Chairman: There is an amendment to Clause 20.

It has been moved by Mr. Portelance that Bill C-184 be amended by striking out lines 27 to 36 on page 16 thereof and substituting therefor the following:

“and any such by-law shall provide that the approved telecommunications common carrier named in the by-law shall, prior to transferring any such shares to persons who fulfil the statutory conditions, offer a number of common shares of the company equal to the number of such shares specified in the by-law *pro-rata*, or on any other basis agreed upon by the approved telecommunications common carriers and approved by the Minister, to the other approved telecommunications common carriers at a price that is not greater than what the fair market value of such shares would be were they shares of the company issued to persons who fulfilled the statutory conditions; and any sale of such shares resulting from such an offer shall be deemed to have been approved by the Governor in Council under paragraph (b) of subsection (2).

Mr. Kierans: See—that's democracy!

The Chairman:

(4) If, when a reasonable time specified in a by-law referred to in subsection (3) has elapsed after the making of an offer under that subsection, all or any of the common shares of the company offered to

[Interpretation]

“general manager” and certain members of management, but an administrator is a director.

L'article 16 est adopté.

L'article 17.

Le président: Il y a une modification ici proposée par M. Portelance. Il propose que l'article 17 du bill C-184 soit modifié comme il suit:

a) par le retranchement de la ligne 29, à la page 12, et son remplacement par ce qui suit:

«17. Le conseil d'administration peut.»; et

b) par le retranchement du paragraphe (2) à la page 13.

Est-ce qu'il y a des questions à ce sujet?

L'amendement est adopté.

L'article 17 modifié est adopté.

Les articles 18 et 19 sont adoptés.

L'article 20.

Le président: Il y a un amendement à l'article 20. Il est proposé par M. Portelance, que le bill C-184 soit modifié par le retranchement des lignes 29 à 39, à la page 16, et leur remplacement par ce qui suit:

«-tisent aux conditions statutaires; et tout règlement semblable doit prévoir que l'entreprise agréée d'exploitation de télécommunications nommée dans le règlement doit, avant de transférer de telles actions aux personnes qui satisfont aux conditions statutaires, offrir un nombre d'actions ordinaires de la Société égal au nombre de ces actions spécifié dans le règlement au *pro rata*, ou sur toute autre base acceptée par les entreprises agréées d'exploitation de télécommunications et approuvée par le Ministre, des autres entreprises agréées d'exploitation de télécommunications à un prix qui n'est pas supérieur à ce que serait la juste valeur marchande de ces actions si elles étaient des actions de la Société émises pour des personnes qui satisfaisaient aux conditions statutaires; et toute vente de ces actions découlant d'une telle offre est censée avoir été approuvée par le gouverneur en conseil en vertu de l'alinéa b) du paragraphe (2).

M. Kierans: La démocratie en marche!

Le président:

(4) Si, lorsqu'un délai raisonnable spécifié dans un règlement mentionné au paragraphe (3) s'est écoulé après qu'une offre a été faite en vertu de ce paragraphe, tout ou partie des actions ordinaires

[Texte]

approved telecommunications common carriers pursuant to that subsection have not been purchased by them, the offer in respect of the shares that have not been purchased shall be deemed to be withdrawn and a number of common shares of the company issued to the approved telecommunications common carrier named in the by-law, equal to the number of such shares that were so offered and not purchased, shall be deemed for the purposes of sections 18 and 19 and this section, to be common shares of the company that were issued to persons who fulfilled the statutory conditions."

Mr. McCleave: Will Mr. Portelance assure us that he agrees with all his amendments?

The Chairman: I wonder if I might ask for a clarification. In the last three lines you have:

"shall be deemed for the purposes of sections 18 and 19 and this section"

Is that the correct wording?

Mr. Portelance: That is correct.

• 1210

Mr. Kierans: Basically what we are doing here is giving the right of first refusal.

Mr. McCleave: I have just one question to the Minister under this clause. I take it that the fair value or market value of shares is really fixed by the operations within the one-third privately-owned sector.

Mr. Kierans: Yes, that would be the benchmark, I think.

The Chairman: Shall the amendment carry?

Mr. Osler: Mr. Chairman, does this preclude the new common carrier coming in?

Mr. Kierans: I beg your pardon?

Mr. Osler: Is the new common carrier as designated on the schedule?

Mr. Kierans: Yes.

Mr. Osler: As added to the schedule. How does he buy stock. Under this amendment, the others have to be offered at pro rata, is that right?

Mr. Kierans: No, we will be coming to that in a different section. Here all that we are

[Interprétation]

de la Société offertes aux entreprises agréées d'exploitation de télécommunications en conformité de ce paragraphe, n'ont pas été achetées par elles, l'offre relative aux actions qui n'ont pas été achetées est censée être retirée et un nombre d'actions ordinaires de la Société émises en faveur des entreprises agréées d'exploitation de télécommunications nommées dans le règlement, éga^l au nombre de ces actions qui ont été ainsi offertes et non achetées sont considérées, aux fins des articles 18 et 19 et du présent article, comme des actions ordinaires de la Société qui ont été émises pour des personnes qui satisfaisaient aux conditions statutaires."

M. McCleave: Est-ce que M. Portelance peut nous assurer qu'il est d'accord avec tous ses amendements?

Le président: Je me demande si je pourrais demander un éclaircissement. Aux trois dernières lignes on dit:

«sont considérées, aux fins des articles 18 et 19 du présent article»

Est-ce bien le terme qu'il faut employer?

M. Portelance: Oui.

M. Kierans: Ce que nous faisons essentiellement, c'est d'accorder le droit du premier refus.

M. McCleave: Je n'ai qu'une autre question à poser au ministre à propos de cet article. J'estime que la valeur des actions ou leur valeur sur le marché est vraiment fixée par les exploitations du tiers du secteur privé.

M. Kierans: Oui, cela serait le point de repère, je crois.

Le président: Est-ce que la modification devrait être adoptée?

M. Osler: Est-ce que cela empêche la nouvelle entreprise d'exploitation d'entrer?

M. Kierans: Pardon?

M. Osler: La nouvelle entreprise d'exploitation correspond-elle à celle qui est désignée dans l'annexe?

M. Kierans: Oui.

M. Osler: Comme cela a été ajouté dans l'annexe, comment achète-t-elle des actions? En vertu de cette modification, les autres doivent être offertes au prorata, n'est-ce pas?

M. Kierans: Non, nous y arriverons dans un autre article. Tout ce qui nous intéresse ici,

[Text]

dealing with is the transfer, or the selling of shares among existing common carriers.

The Chairman: Shall the amendment carry?

Amendment agreed to.

Clause 20, as amended, agreed to.

Clauses 21 to 23 inclusive agreed to.

On Clause 24—Voting rights on election of directors.

Mr. Portelance: I move:

that clause 24 of Bill C-184 be amended as follows:

(a) by striking out line 7 on page 18 thereof and substituting therefor the following:

“ber of directors to be elected by”;
and

(b) by striking out line 15 on page 18 thereof and substituting therefor the following:

“number of directors to be elected”

Mr. McCleave: I am sure that we are all grateful to our colleague for presenting this amendment.

Amendment agreed to.

Clause 24, as amended, agreed to.

Mr. McCleave: Later on they deal with what happens if we agree to this.

Clauses 25 to 27 inclusive agreed to.

On Clause 28—Certain allotments to be approved.

Mr. Portelance: I move:

That Bill C-184 be amended by striking out line 34 on page 19 thereof and substituting therefor the following:

“by the Minister after consultation with the approved telecommunications common carriers.”

Mr. Macquarrie: Mr. Portelance would you make a statement?

Mr. Portelance: I think these have been discussed before.

Amendment agreed to.

Clause 28, as amended, agreed to.

Mr. Kierans: We get more and more democratic as we go through.

On Clause 29—Application of Part III of Canada Corporations Act.

[Interpretation]

c'est le transfert ou la vente des actions entre les entreprises d'exploitation déjà existantes.

Le président: Est-ce que la modification est adoptée?

L'amendement est adopté.

L'article 20 tel que modifié est adopté.

Les articles 21 à 23 inclusivement sont adoptés.

Article 24.—Droits de vote pour l'élection des administrateurs.

M. Portelance: Je propose:

Que l'article 24 du bill C-184 soit modifié comme suit:

a) par le retranchement de la ligne 5, à la page 18, et son remplacement par ce qui suit:

«pour élire le nombre»; et

b) par le retranchement de la ligne 15, à la page 18, et son remplacement par ce qui suit:

«élire les administrateurs».

M. McCleave: Je suis sûr que nous sommes tous heureux qu'un collègue ait présenté cette modification.

L'amendement est adopté.

L'article 24 modifié est adopté.

M. McCleave: Plus tard, ils traitent de ce qui se passe si nous l'acceptons.

Les articles 25 à 27 inclusivement sont adoptés.

Article 28—Certaines répartitions doivent être approuvées.

M. Portelance: Je propose:

Que le bill C-184 soit modifié par le retranchement de la ligne 30, à la page 19, et son remplacement par ce qui suit:

«proportions approuvées par le Ministre après consultation avec les entreprises susnommées.».

M. Macquarrie: Monsieur Portelance, désirez-vous faire une déclaration?

M. Portelance: Je crois que cela a été discuté auparavant.

L'amendement est adopté.

L'article 28 modifié est adopté.

M. Kierans: A mesure que nous avançons, c'est de plus en plus démocratique.

Article 29—Application de la Partie III de la Loi sur les corporations canadiennes.

[Texte]

Mr. Osler: May I ask what Part III is?

Mr. McCleave: Perhaps, Mr. Portelance, could answer.

Mr. Kierans: Mr. Gibson, what is Part III of the Canada Corporations Act, we are talking about Clause 29.

Mr. Gibson: Mr. Chairman, Part III sets out provisions applicable to companies incorporated by special act of Parliament. Several of the provisions in Part III are in conflict or overlap with provisions of this bill.

Clause 29 agreed to.

On Clause 30—Construing provisions of Canada Corporations Act.

The Chairman: The information on each section of the Canada Corporations Act will be found beginning at page 2101 of the Minutes dated 22 May, 1969.

Mr. McCleave: The only question I have is to ask if Mr. Gibson, has recovered the use of his voice? He did a very splendid job for us the other day in covering this section. I think he should be commended again and I am glad to see him in good voice this morning.

Mr. Kierans: On behalf of this particular mandarin I accept. Congratulations!

The Chairman: I might say that the Chairman of the committee sprung for some Vick's Vaporub for his throat.

Clause 30 agreed to.

On Clause 31—Winding-up.

Mr. De Bané: I would like to know what is the consequence of putting the word "solven-
cy" in Clause 31? Does that mean the company by law will be always solvent, or what does that mean?

Mr. Kierans: Basically, all it would mean, Mr. De Bané, is that the Bankruptcy Act does not apply to the operations of this Corporation.

Mr. McCleave: This raises a question that I had not thought of, or I would have asked the other day of Mr. Gibson. Can the Corporation be sued, is that correct, Mr. Gibson?

Mr. Gibson: Absolutely.

Mr. McCleave: It can be sued, so one whopping good judgment and then Parliament will have to decide what happens as a result.

[Interprétation]

M. Osler: Puis-je demander en quoi consiste la Partie III.

M. McCleave: Monsieur Portelance pourrait peut-être répondre?

M. Kierans: Monsieur Gibson, quelle est la Partie III de la Loi sur les corporations canadiennes à l'article 29?

M. Gibson: Monsieur le président, la Partie III fixe les dispositions applicables aux sociétés constituées, en vertu d'une loi spéciale du Parlement. Plusieurs dispositions de la Partie III sont en conflit ou chevauchent les dispositions de ce projet de loi.

L'article 29 est adopté.

Article 30—Interprétation des dispositions de la Loi sur les corporations canadiennes.

Le président: Les renseignements relatifs à chaque article de la Loi sur les corporations canadiennes se trouvent à la page 2,101 et autres des Procès-verbaux du 22 mai 1969.

M. McCleave: J'aimerais seulement demander si monsieur Gibson a retrouvé sa voix. Il a magnifiquement exposé cet article l'autre jour et je pense qu'il faudrait le féliciter. Je suis heureux qu'il soit en bonne forme ce matin.

M. Kierans: Au nom de cet honorable mandarin, j'accepte ces félicitations.

Le président: Je dois dire que le président du comité a trouvé du *Vick's Vaporub* pour sa gorge.

L'article 30 est adopté.

Article 31—Liquidation.

M. De Bané: J'aimerais savoir quelles sont les conséquences du mot «solvabilité» dans cet article? Est-ce que cela signifie qu'aux termes de la loi, la société sera toujours solvable, ou qu'est-ce que cela veut dire?

M. Kierans: Tout ce que cela voudrait dire, monsieur De Bané, c'est que la Loi sur la faillite ne s'applique pas aux activités de cette société.

M. McCleave: Cela soulève une question à laquelle je n'avais pas pensé ou je l'aurais posée à monsieur Gibson. Est-ce que la société peut être poursuivie en justice?

M. Gibson: Certainement.

M. McCleave: Elle peut être poursuivie. Il faudrait que le gouvernement décide ce qui se passera en pareil cas.

[Text]

Mr. Kierans: You might be on the late show every night with Mr. Macquarrie.

Mr. McCleave: Is this correct, Mr. Gibson?

Mr. Gibson: Yes.

Mr. McCleave: Thank you.

Clauses 31 and 32 agreed to.

On Clause 33—Alteration of objects powers and share capital.

Mr. McCleave: There is one reservation that Dr. MacIntosh had here, again referring to page 1951 of this testimony, arising out of this clause. I asked about:

... Clause 33 on page 22, where the Governor in Council has to confirm by letters patent changes in the objects, powers and share capital of the company.

and Dr. MacIntosh replied:

I think this is the clause where the shareholders do not have preemptive rights.

Mr. Kierans: That is right.

Mr. McCleave: Is this correct, or did he misunderstand? I think there was a confusion.

Mr. Gottlieb: There was a confusion there, sir, I believe.

Mr. McCleave: Thank you.

Clause 33 agreed to.

On Clause 34—Not Crown corporation.

Mr. Macquarrie: I presume that particular expression has never appeared before in a piece of legislation.

The Chairman: You are probably quite right.

Mr. Kierans: Which expression?

Mr. Macquarrie: The whole thing, Clause 34.

Mr. Kierans: No.

● 1220

Mr. Schumacher: What is it trying to accomplish?

The Chairman: It says that it is not a Crown corporation.

Mr. Schumacher: Yes, but what about the Financial Administration Act? What does that have to do with it?

[Interpretation]

M. Kierans: Vous devez être l'un de ceux qui participent à la période consacrée à la motion d'ajournement, en compagnie de M. Macquarrie.

M. McCleave: Est-ce bien juste, monsieur Gibson?

M. Gibson: Oui.

M. McCleave: Merci.

Les articles 31 et 32 sont adoptés.

Article 33—Modification des objets, des pouvoirs et du capital-actions.

M. McCleave: Monsieur MacIntosh a fait une réserve qui se reporte à la page 1,951 de ce témoignage qui découle de cet article. J'ai demandé au sujet de

l'article 33, à la page 22, où le gouverneur en conseil doit confirmer par lettres patentes, l'altération des objets, des pouvoirs et du capital-actions.

et monsieur MacIntosh a répliqué:

Je pense que c'est l'article où les actionnaires n'ont pas de droits préemptoires.

M. Kierans: C'est vrai.

M. McCleave: Est-ce exact ou ai-je mal compris? Je crois qu'il y avait de la confusion.

M. Gottlieb: Il y avait confusion, je pense, monsieur.

M. McCleave: Merci.

L'article 33 est adopté.

Article 34—La Société n'est pas une corporation de la Couronne.

M. Macquarrie: Je présume que cette expression n'a jamais figuré auparavant dans un texte de loi.

Le président: Vous avez probablement raison.

M. Kierans: Quelle expression.

M. Macquarrie: Tout. L'article 34.

M. Kierans: Non.

M. Schumacher: Quel en est le but?

Le président: Il dit que ce n'est pas une société de la Couronne.

M. Schumacher: Oui, mais qu'en est-il de la Loi sur l'administration financière? Qu'est-ce qu'elle vient faire ici?

[Texte]

The Chairman: That is usually an albatross carried by most Crown Corporations.

Mr. Kierans: Effectively it means that the Treasury Board is not dictating financial policy here.

Mr. Schumacher: No? Well, that is good.

Mr. Kierans: There are times when I can say "amen" to that.

Mr. Macquarrie: Suppose that this Clause 34 were not in existence. Where would we be? This negative declaration impresses me, as a non-layer, but suppose it were not there?

Mr. Gibson: Mr. Chairman, if this clause were deleted the status of the Corporation would be up in the air or unclear. From a legal point of view it is preferable to have a clear statement one way or the other of the status of the Corporation.

Mr. McCleave: That means we do not have to go to the Exchequer Court of Canada to deal with it. We can deal with it in our own back yards.

Mr. Gibson: That is correct. In effect it has been dealt with right in this clause.

Mr. Macquarrie: So you designate what it is by saying what it is not.

M. Portelance: Pourquoi ne pas dire franchement ce qu'est la Société, plutôt que d'élaborer sur ce qu'elle n'est pas?

M. Kierans: C'est une société privée.

Mr. Portelance: What is the use in saying what the Corporation is not?

Mr. Kierans: It is meant to achieve one specific objective.

Clause 34 agreed to.

On Clause 35—*Expropriation*

Mr. McCleave: I wonder, Mr. Chairman, if I could prevail upon Mr. Portelance to move an amendment which would make the thing more neat.

Mr. Kierans: Mr. Portelance and I are both, we think, effective in certain of our own domaines, or we have our own "métiers", and one of them is not drafting articles.

Mr. McCleave: No, no. This has been discussed previously and I think Mr. Gibson might almost lay the hand demanding blessing on what I am going to suggest, and that

[Interprétation]

Le président: C'est habituellement un albatros que la plupart des sociétés de la Couronne doivent subir.

M. Kierans: Cela veut dire, en fait, que le Conseil du Trésor ne définit pas la politique financière dans ce cas.

M. Schumacher: Non? C'est une bonne chose.

M. Kierans: Il y a des moments où j'acquiescerais en disant «Amen».

M. Macquarrie: Supposons que cet article n'existait pas. Que se passerait-il? Cette déclaration négative m'impressionne, en tant que non-juriste, mais en supposant qu'elle n'existait pas?

M. Gibson: Si nous retranchions cet article, je pense que le statut de la société serait assez vague. D'un point de vue juridique, il est préférable d'avoir une déclaration très précise du statut de la Société quel qu'il soit.

M. McCleave: Ce qui veut dire qu'il ne serait pas nécessaire d'aller à la Cour de l'Échiquier du Canada. Nous pouvons régler la question nous-même.

M. Gibson: C'est exact. En fait, c'est ce sur quoi porte cet article.

M. Macquarrie: Donc vous définissez la Société en disant ce qu'elle n'est pas.

Mr. Portelance: Why not say frankly what the corporation is, rather than explaining what it is not?

Mr. Kierans: It is a private corporation.

M. Portelance: A quoi bon dire ce que la Société n'est pas?

M. Kierans: Nous visons un but en particulier.

L'article 34 est adopté.

L'article 35—*Expropriation*.

M. McCleave: Est-ce que M. Portelance pourrait proposer un amendement qui mettrait un peu d'ordre dans tout ceci?

M. Kierans: M. Portelance et moi sommes tous les deux efficaces chacun dans notre domaine; nous avons chacun notre métier, mais ce n'est pas pour rédiger des articles de loi.

M. McCleave: Non, non. Nous en avons déjà présenté, et je pense que M. Gibson pourrait presque bénir cette proposition qui est que les termes de l'article 9 au paragraphe

[Text]

is simply that in subclause (2) the words of section 9 be deleted. I think it would make it neater because we have a new Expropriation Act before us. If Mr. Portelance would move it, I would gladly second it.

Mr. Portelance: We do not know what the other one will be yet.

Mr. McCleave: Does Mr. Gibson or the Minister object to it? I think the phrase "plan and description" could not be misunderstood under any circumstances with reference to the Expropriation Act and I am just suggesting that it makes it more neat.

Mr. Gibson: Mr. Chairman, the only advantage of the specific reference to section 9 is that it makes cross reference to the appropriate section of the Expropriation Act dealing with the signature of plans and descriptions easier. Apart from that matter of convenience, those words are surplus.

Mr. Stanbury: It may not be easier after we have a new act.

Mr. McCleave: I wonder if the Minister would agree to Mr. Portelance's amendment that I am moving on his behalf?

Mr. Kierans: He has not given you that permission yet. But I would like to clarify something here with Mr. Gibson. It was my impression that there is nothing here that is going to conflict with the new Expropriation Act.

Mr. Gibson: No, sir.

The Chairman: Even if you leave the specific reference in.

Mr. Schumacher: Section 9 may not be section 9 then.

Mr. Stanbury: That is right. Surely Mr. Gibson is not saying that section 9 in the present Act will be section 9 in the new act.

Mr. Gibson: Mr. Chairman, the reference to section 9 in this context is contained in several other acts of Parliament, and to the extent that there is a change in section number there will have to be appropriate consequential amendments not only to this act if it goes through in this form, but to other acts such as the Broadcasting Act, which is one that comes to mind.

[Interpretation]

(2) soient retranchés. Je crois qu'il y aura un peu plus d'ordre ainsi, car il y a une nouvelle Loi sur les expropriations que nous sommes en train d'étudier. Si M. Portelance veut bien en faire la proposition, je l'appuierais certainement.

M. Portelance: Nous ne savons pas encore ce que sera l'autre.

M. McCleave: Est-ce que Monsieur Gibson ou le ministre s'y opposent? Je pense que cette expression «le plan et la description» ne saurait être mal comprise, en aucunes circonstances, par rapport à la Loi sur les expropriations. Je propose simplement que ce serait plus clair.

M. Gibson: Monsieur le président, le seul avantage de cette référence précise à l'article 9 est qu'elle permet de renvoyer plus facilement au bon article de la Loi sur les expropriations qui traite de la signature des plans et des descriptions. Mais à part cet aspect de convenance, je pense que ces mots sont superflus.

M. Stanbury: Ce ne sera peut-être pas plus facile lorsque la nouvelle loi sera adoptée.

M. McCleave: Est-ce que vous êtes d'accord monsieur le ministre, pour adopter la motion de M. Portelance que j'ai proposée en son nom?

M. Kierans: Il ne vous a pas encore donné la permission de le faire. Je voudrais éclaircir un point avec M. Gibson. J'avais l'impression qu'il n'y avait rien dans cet article qui serait en conflit avec la nouvelle Loi sur les expropriations.

M. Gibson: C'est exact.

Le président: Même si l'on y laisse cette référence précise?

M. Schumacher: Il est possible que l'article 9 de la présente loi ne sera plus l'article 9.

M. Stanbury: C'est juste M. Gibson ne nous dit certainement pas que l'article 9, dans la loi actuelle, sera toujours l'article 9 dans la nouvelle loi.

M. Gibson: Monsieur le président, la référence à l'article 9, dans ce contexte se retrouve dans plusieurs autres lois du Parlement, s'il y a une modification apportée à la numérotation il faudra modifier en conséquence non seulement cette loi, si elle est adoptée dans sa présente forme, mais d'autres lois aussi comme par exemple la loi sur la radiodiffusion. Cette question est présente-

[Texte]

This matter is before the officials of the Department of Justice concerned with the Expropriation Act and they are conscious of it.

Mr. Stanbury: Why not accept Mr. McCleave's amendment, then, and save yourself the necessity of a consequential amendment?

• 1225

Mr. McCleave: I will move it so that we can get a vote on it quickly. I do not want to waste any time on it.

I move that Bill C-184 be amended by striking the words in line 22, "of section 9", from subclause (2) of Clause 35.

Mr. Macquarrie: I would like to support Mr. McCleave's amendment strongly.

M. De Bané: Je pense que si, pour adopter une nouvelle loi, il nous fallait toujours amender les références, ce serait un travail très fastidieux. Je pense que ce cas relèverait plutôt de la *Loi d'interprétation*. Il est évident, comme le dit monsieur Gibson, que dans le contexte de la nouvelle législation il s'agit d'un nouvel article. Il n'y aura absolument aucun problème. Le problème peut être réglé par la *Loi d'interprétation* qui traite précisément des changements de numéros des articles.

The Chairman: Shall the amendment carry? All in favour?

Mr. Stanbury: Unless the Minister has some serious objection other than what we have heard, I do not think it makes much difference.

Mr. Kierans: My objection, then, would be not to change it unless you know exactly what it is you are changing. It fits into the context of the present law and I would prefer to leave it like that, excepting what Mr. De Bané said.

The Chairman: Shall the amendment carry?

Amendment negatived.

Clause 35 agreed to.

On Clause 36—Declarations

Mr. Macquarrie: Mr. Chairman, I do not want to be a spoilsport as such a genial and productive meeting but my colleagues and I have an appointment and we have been functioning here for three hours. I do not want to spoil the quorum but mathematically the facts of life are that perhaps we will do that if we depart as we have to.

[Interprétation]

ment à l'étude par les fonctionnaires du Ministère de la Justice qui étudient la Loi sur les expropriations et ils sont au courant.

M. Stanbury: Pourquoi ne pas accepter l'amendement de M. McCleave et éviter la nécessité de modifications subséquentes.

M. McCleave: Je vais donc la proposer afin qu'elle soit mise aux voix le plus rapidement possible. Je ne veux pas perdre de temps.

Je propose que le Bill C-184 soit modifié en retranchant les mots de l'article 9 à la ligne 23, paragraphe (2) de l'article 35.

M. Macquarrie: J'appuie fortement l'amendement de M. McCleave.

Mr. De Bané: I think that if in order to pass a new Act, we were required on each occasion to amend all references, this would be very hard work. I think that this case would come under the Interpretation Act. It is evident, as Mr. Gibson says, that in the context of the new legislation we are dealing with a new clause. There will no problem whatsoever. The problem can be solved by the Interpretation Act which deals with the changes of numbers of clauses.

Le président: Est-ce que l'amendement est adopté? Tous ceux qui sont en faveur?

M. Stanbury: A moins que le ministre ne s'y oppose fortement à part les objections qu'il a exprimé, je ne vois pas qu'il y ait une telle différence.

M. Kierans: Mon objection serait qu'on ne change rien jusqu'à ce qu'on sache exactement ce que nous devons changer. L'article est établi dans le contexte de la loi actuelle et j'aimerais mieux qu'on n'en modifie pas le texte, sauf pour ce que monsieur De Bané a fait remarquer.

Le président: Est-ce que l'amendement est adopté?

L'amendement est rejeté.

L'article 35 est adopté.

L'article 36—Déclarations.

M. Macquarrie: Monsieur le président, je ne veux pas être un trouble fête, car cette réunion a été très intéressante et très sympathique, mais nous avons d'autres rendez-vous et nous avons été ici pendant trois heures déjà. Nous ne voulons pas, évidemment, rompre le quorum, mais je pense que c'est ce qui se produira, mathématiquement, si nous nous retirons comme nous devons le faire.

[Text]

The Chairman: I recognize your problem. Are there any other amendments that you have or points that you wish to raise? We could complete our work in a very brief period of time if there are no great objections.

I received notices from both Mr. Perrault and Mr. De Bané that the motions they moved last Thursday will be dropped and will not come before the Committee for formal disposal.

Mr. Osler: You are satisfied that we are moving along satisfactorily, Mr. Chairman?

The Chairman: I had hoped that we would be able to complete our discussions, but I gather we will not be able to do so. Therefore, we will meet at 9.30 a.m. sharp on Thursday morning to complete our discussions.

[Interpretation]

Le président: Je vois votre problème. Est-ce qu'il y a d'autres amendements que vous voudriez proposer ou des questions que vous voudriez soulever? Nous pourrions peut-être terminer notre travail en très peu de temps, si vous n'avez pas d'objections.

J'ai reçu un avis de M. Perrault et M. De Bané à l'effet que les propositions qu'ils ont présentées jeudi dernier seront retirées et que le Comité n'en sera pas saisi.

M. Osler: Est-ce que vous êtes d'avis que nos travaux vont bon train, monsieur le président?

Le président: J'espérais que nous pourrions terminer l'étude de cette mesure, mais je vois que c'est impossible. Nous nous réunirons donc à 9 h. 30 jeudi matin pour terminer l'étude de cette mesure législative.

[Texte]

APPENDIX "T"

TRANS-CANADA TELEPHONE SYSTEM

OTTAWA, 26 May 1969.

Mr. J. M. Reid, M.P.,
Chairman,
Standing Committee on Broadcasting,
Films and Assistance to the Arts,
House of Commons,
Ottawa, Ontario.

Dear Mr. Reid,

Following the appearance by the Minister of Communications before your Committee on May 20th. concerning Bill C-184, the member companies of the Trans-Canada Telephone System have received the comments of the Minister on the question of the objects of Telesat Canada.

In restating Telesat Canada's role as a complement, not a competitor to the common carriers, Mr. Kierans observed that it would be inequitable to invite such companies to compete against themselves, and indicated his belief that the question could be satisfactorily resolved in contractual arrangements between Telesat Canada and the common carriers.

The Trans-Canada Telephone System concurs with his proposal and agrees that a stipulation in a contract to reflect the above intent would satisfactorily resolve the matter.

In view of this, we now feel that the amendments recommended in our brief to your Committee are no longer required.

Yours truly,
Z. H. Krupski,
Chairman.

[Interprétation]

APPENDICE "T"

TRANS-CANADA TELEPHONE SYSTEM

Le 26 mai 1969

Monsieur J. M. Reid, député
Président
Comité permanent de la radiodiffusion,
des films et de l'assistance aux arts
Chambre des communes,
Ottawa, Ont.

Monsieur:

Après la comparution du ministre des Communications devant votre Comité, le 20 mai, au sujet du Bill C-184, les compagnies membres du Réseau Téléphonique Transcanadien ont examiné les remarques du ministre concernant les objets de la Télésat Canada.

Lorsqu'il a réitéré que la Télésat Canada serait complémentaire et non concurrente des sociétés de télécommunications, M. Kierans a fait observer qu'il ne serait pas juste d'inviter ces sociétés à se faire concurrence et qu'il croyait que la question pourrait être résolue de façon satisfaisante grâce à des dispositions contractuelles entre la Télésat Canada et les sociétés de télécommunications.

Le Réseau Téléphonique Transcanadien se rallie à la proposition du ministre et convient qu'une stipulation dans un contrat pour refléter l'intention ci-dessus résoudrait le problème d'une manière satisfaisante.

C'est pourquoi nous estimons que les amendements recommandés dans notre mémoire à votre Comité ne sont plus nécessaires.

Veillez agréer, Monsieur, l'expression de mes meilleurs sentiments.

Z. H. Krupski,
Président,
Conseil de direction,
Réseau Téléphonique Transcanadien

OFFICIAL BILINGUAL ISSUE

FASCICULE BILINGUE OFFICIEL

HOUSE OF COMMONS

CHAMBRE DES COMMUNES

First Session

Première session de la

Twenty-eighth Parliament, 1968-69

vingt-huitième législature, 1968-1969

STANDING COMMITTEE

COMITÉ PERMANENT

ON

DE LA

**BROADCASTING,
FILMS AND ASSISTANCE
TO THE ARTS**

**RADIODIFFUSION,
DES FILMS ET DE L'ASSISTANCE
AUX ARTS**

Chairman

Mr. John M. Reid

Président

MINUTES OF PROCEEDINGS
AND EVIDENCE

PROCÈS-VERBAUX ET
TÉMOIGNAGES

No. 42

THURSDAY, MAY 29, 1969

LE JEUDI 29 MAI 1969

Respecting

Concernant le

BILL C-184,

BILL C-184,

**An Act to establish a Canadian corporation
for telecommunication by satellite.**

**Loi créant une Société de télécommuni-
cations par satellite pour le Canada.**

INCLUDING FIFTH REPORT
TO THE HOUSE.

Y COMPRIS LE CINQUIÈME
RAPPORT À LA CHAMBRE.

Appearing:

A comparu:

The Honourable Eric Kierans,
Minister of Communications.

L'honorable Eric Kierans,
ministre des Communications.

WITNESSES—TÉMOINS

(See *Minutes of Proceedings*)

(Voir le *procès-verbal*)

STANDING COMMITTEE ON
BROADCASTING, FILMS AND
ASSISTANCE TO THE ARTS

COMITÉ PERMANENT DE LA
RADIODIFFUSION, DES FILMS ET DE
L'ASSISTANCE AUX ARTS

Chairman
and Messrs.

Mr. John M. Reid

Président
et MM.

De Bané,
Dinsdale,
Givens,
Guilbault,
Hymmen,
LaSalle,
Macquarrie,

Marchand (*Kamloops-
Cariboo*),
Matte,
McCleave,
Osler,
Paproski,
Penner,

Perrault,
Portelance,
¹Rose,
Saltsman,
Schumacher,
Stanbury—(20).

Le secrétaire du Comité,

M. Slack

Clerk of the Committee.

Pursuant to S.O. 65(4)(b)

Conformément à l'article 65(4)b) du
Règlement

¹ Replaced Mr. Nystrom May 28.

¹ Remplace M. Nystrom le 28 mai.

REPORT TO THE HOUSE

The Standing Committee on Broadcasting, Films and Assistance to the Arts has the honour to present its

FIFTH REPORT

Your Committee has considered Bill C-184, An Act to establish a Canadian corporation for telecommunication by satellite, and has agreed to report it with the following amendments:

Clause 10: Add new sub-clause (5) as follows:

“(5) Notwithstanding any other provision of this Act or of the *Canada Corporations Act*, no preferred shares or securities of the company may have attached thereto a special right, restriction, condition or limitation authorizing the conversion of such preferred shares or securities into common shares of the company.”

Clause 12: Strike out lines 26 and 27 on page 10 and substitute the following:

“(c) shall fix the number of directors”

Clause 13: Strike out sub-clause (3) on page 11 and substitute the following:

“(3) A vacancy occurring among directors appointed by the Governor in Council shall be filled by appointment made by the Governor in Council; and a vacancy occurring among elected directors shall be filled, for the remainder of the term, by appointment made by directors

(a) who were elected by the holders of common shares of the company who are persons who fulfil the statutory conditions, if the vacancy is among their numbers, or

(b) who were elected by the holders of common shares of the company who are approved telecommunications common carriers, if the vacancy is among their numbers,

RAPPORT À LA CHAMBRE

Le Comité permanent de la radiodiffusion, des films et de l'assistance aux arts a l'honneur de présenter son

CINQUIÈME RAPPORT

Le Comité a examiné le Bill C-184, Loi créant une Société de télécommunications par satellite pour le Canada, et a décidé d'en faire rapport avec les amendements suivants:

Article 10: Ajouter le nouveau paragraphe (5) suivant:

«(5) Nonobstant toute autre disposition de la présente loi ou de la *Loi sur les corporations canadiennes*, les actions privilégiées ou les valeurs de la Société ne peuvent être assorties d'un droit spécial, d'une restriction, condition ou limitation autorisant la conversion de ces actions privilégiées ou valeurs en actions ordinaires de la Société.»

Article 12: Retrancher les lignes 25 et 26, à la page 10, et les remplacer par ce qui suit:

«c) doit fixer le nombre d'administrateurs»

Article 13: Retrancher le paragraphe (3), à la page 11, et le remplacer par ce qui suit:

«(3) Le gouverneur en conseil doit suppléer à toute vacance au sein du groupe d'administrateurs nommés par lui; les administrateurs

a) qui ont été élus par les détenteurs d'actions ordinaires de la Société qui sont des personnes qui satisfont aux conditions statutaires, si la vacance survient au sein de leur groupe, ou
b) qui ont été élus par les détenteurs d'actions ordinaires de la Société qui sont des entreprises agréées d'exploitation de télécommunication, si la vacance survient au sein de leur groupe

and a person so appointed shall be a person qualified to be elected as such a director.»

Clause 17: (a) Strike out line 27 on page 12 and substitute the following:

“17. The Board of Directors may”;
and

(b) Strike out sub-clause (2) on page 13.

Clause 20: Strike out lines 27 to 36 on page 16 and substitute the following:

“and any such by-law shall provide that the approved telecommunications common carrier named in the by-law shall, prior to transferring any such shares to persons who fulfil the statutory conditions, offer a number of common shares of the company equal to the number of such shares specified in the by-law *pro rata*, or on any other basis agreed upon by the approved telecommunications common carriers and approved by the Minister, to the other approved telecommunications common carriers at a price that is not greater than what the fair market value of such shares would be were they shares of the company issued to persons who fulfilled the statutory conditions; and any sale of such shares resulting from such an offer shall be deemed to have been approved by the Governor in Council under paragraph (b) of subsection (2).

(4) If, when a reasonable time specified in a by-law referred to in subsection (3) has elapsed after the making of an offer under that subsection, all or any of the common shares of the company offered to approved telecommunications common carriers pursuant to that subsection have not been purchased by them, the offer in respect of the shares that have not been purchased shall be deemed to be withdrawn and a number of common shares

doivent suppléer à toute vacance au sein de leur groupe en nommant, pour terminer le mandat, un administrateur intérimaire; toute personne ainsi nommée doit être une personne ayant qualité pour être ainsi élue administrateur.»

Article 17: a) Retrancher la ligne 29, à la page 12, et la remplacer par ce qui suit:

«17. Le conseil d'administration peut»
et

b) Retrancher le paragraphe (2), à la page 13.

Article 20: Retrancher les lignes 29 à 39, à la page 16, et les remplacer par ce qui suit:

«-tisfont aux conditions statutaires; et tout règlement semblable doit prévoir que l'entreprise agréée d'exploitation de télécommunication nommée dans le règlement doit, avant de transférer de telles actions aux personnes qui satisfont aux conditions statutaires, offrir un nombre d'actions ordinaires de la Société égal au nombre de ces actions spécifié dans le règlement au *pro rata*, ou sur toute autre base acceptée par les entreprises agréées d'exploitation de télécommunications et approuvée par le Ministre, des autres entreprises agréées d'exploitation de télécommunication à un prix qui n'est pas supérieur à ce que serait la juste valeur marchande de ces actions si elles étaient des actions de la Société émises pour des personnes qui satisfaisaient aux conditions statutaires; et toute vente de ces actions découlant d'une telle offre est censée avoir été approuvée par le gouverneur en conseil en vertu de l'alinéa b) du paragraphe (2).

(4) Si, lorsqu'un délai raisonnable spécifié dans un règlement mentionné au paragraphe (3) s'est écoulé après qu'une offre a été faite en vertu de ce paragraphe, tout ou partie des actions ordinaires de la Société offerte aux entreprises agréées d'exploitation de télécommunications en conformité de ce paragraphe, n'ont pas été achetées par elles, l'offre relative aux actions qui n'ont pas été achetées est censée être retirée et un nombre d'actions ordinaires

of the company issued to the approved telecommunications common carrier named in the by-law, equal to the number of such shares that were so offered and not purchased, shall be deemed for the purposes of sections 18 and 19 and this section, to be common shares of the company that were issued to persons who fulfilled the statutory conditions."

Clause 24: (a) Strike out line 7 on page 18 and substitute the following:

"ber of directors to be elected by";
and

(b) Strike out line 15 on page 18 and substitute the following:

"number of directors to be elected"

Clause 28: Strike out line 34 on page 19 and substitute the following:

"by the Minister after consultation with the approved telecommunications common carriers."

Clause 38(1)(b): In the French version of the Bill strike out line 33 on page 24 and substitute the following:

«ment du Canada, à un prix approuvé par le gouverneur en conseil, des actions ordinaires»

Clause 39(1): In the French version of the Bill strike out lines 29, 30 and 31 on page 25 and substitute the following:

«compte de Sa Majesté, par le Ministre ou son fondé de pouvoir dûment autorisé.»

Clause 43: Strike out paragraphs (a) and (b) on page 27 and substitute the following:

"(a) by adding thereto the name of any corporation that carries on a telecommunication business substantially similar in nature to that carried on by each of the approved telecommunications common carriers, or

(b) by deleting therefrom the name of any corporation that ceases to carry on a telecommunication business substantially similar in nature to that carried on by each of the other

de la Société émises en faveur des entreprises agréées d'exploitation de télécommunications nommées dans le règlement, égal au nombre de ces actions qui ont été ainsi offertes et non achetées sont considérées, aux fins des articles 18 et 19 et du présent article, comme des actions ordinaires de la Société qui ont été émises pour des personnes qui satisfaisaient aux conditions statutaires.»

Article 24: a) Retrancher la ligne 5, à la page 18, et la remplacer par ce qui suit:

«pour élire le nombre»;

et

b) Retrancher la ligne 15, à la page 18, et la remplacer par ce qui suit:

«élire les administrateurs».

Article 28: Retrancher la ligne 30, à la page 19, et la remplacer par ce qui suit:

«proportions approuvées par le Ministre après consultation avec les entreprises susnommées.»

Alinéa b) du paragraphe (1) de l'article 38: Dans la version française du Bill, retrancher la ligne 33, à la page 24, et la remplacer par ce qui suit:

«ment du Canada, à un prix approuvé par le gouverneur en conseil, des actions ordinaires»

Paragraphe (1) de l'article 39: Dans la version française du Bill, retrancher les lignes 29, 30 et 31, à la page 25, et les remplacer par ce qui suit:

«compte de Sa Majesté, par le Ministre ou son fondé de pouvoir dûment autorisé.»

Article 43: Retrancher les alinéas a) et b), à la page 27, et les remplacer par ce qui suit:

«a) en y ajoutant le nom de toute corporation qui poursuit dans le domaine des télécommunications une activité d'une nature très semblable à celle que poursuit chacune des entreprises agréées d'exploitations de télécommunications, ou

b) en en retranchant le nom de toute corporation qui cesse de poursuivre dans le domaine des télécommunications une activité d'une nature très semblable à celle que poursuit

approved telecommunications common carriers."

Clause 44: (a) Strike out line 15 on page 28 and substitute the following:

"the Minister after consultation with the approved telecommunications common carriers."

and

(b) Strike out lines 28 to 30 on page 28 and substitute the following:

"riers or, failing agreement within thirty days after the issue of shares under subsection (2), at a rate per share equal to what the fair market value of each such share would have been on the day the shares were so issued were they shares of the company issued to persons who fulfilled the statutory conditions."

Clause 46: Strike out clause 46 on page 29 and substitute the following:

"46. (1) This Act shall come into force on a day to be fixed by proclamation.

(2) Upon the coming into force of this Act, the company is vested with all property and rights acquired on its behalf under the authority of the Minister after April 1, 1969; and all moneys paid out of the Consolidated Revenue Fund after that date and before the coming into force of this Act in respect of expenditures made under the authority of the Minister on behalf of the company or in connection with the operation of the satellite project office within the Department of Communications shall be deemed to constitute a debt of the company to Her Majesty in right of Canada payable forthwith out of moneys of the company; and moneys paid to Her Majesty in right of Canada by the company pursuant to this section shall be deemed to be repaid to Department of Communications Vote 1 set forth in Estimates for the fiscal year ending March 31, 1970, as laid before the House of Commons at the present session of Parliament and may be re-used pursuant to that Vote."

chacune des autres entreprises agréées d'exploitation de télécommunications.»

Article 44: a) Retrancher la ligne 16, à la page 28, et la remplacer par ce qui suit:

«les proportions approuvées par le Ministre, après consultation avec les entreprises susnommées.»

et

b) Retrancher les lignes 33 à 35, à la page 28, et les remplacer par ce qui suit:

«défaut d'accord dans un délai de trente jours après l'émission d'actions en vertu du paragraphe (2), à un taux par action égal à ce qu'aurait été la juste valeur marchande de chacune de ces actions le jour où les actions ont ainsi été émises si elles étaient des actions de la Société émises pour des personnes qui satisfaisaient aux conditions statutaires.»

Article 46: Retrancher l'article 46, à la page 29, et le remplacer par ce qui suit:

«46. (1) La présente loi entrera en vigueur à une date qui sera fixée par proclamation.

(2) Dès l'entrée en vigueur de la présente loi, tous les biens et droits acquis pour son compte sous l'autorité du Ministre après le 1^{er} avril 1969 sont dévolus à la Société; et toutes les sommes payées sur le Fonds du revenu consolidé après cette date et avant l'entrée en vigueur de la présente loi concernant des dépenses faites sous l'autorité du Ministre pour le compte de la Société ou en rapport avec l'exploitation du Bureau chargé de la mise en œuvre du projet du système national de télécommunications par satellite au ministère des Communications sont censées constituer une dette de la Société envers Sa Majesté du chef du Canada payable sans délai sur les fonds de la Société; et les sommes payées à Sa Majesté du chef du Canada par la Société en conformité du présent article sont censées être remboursées au ministère des Communications, Crédit n° 1, inscrit au Budget pour l'année financière se terminant le 31 mars 1970, tel que soumis à la Chambre des communes à la présente session du Parlement et peuvent être réutilisées en conformité de ce Crédit.»

Schedule A: (a) Add immediately after "Canadian Pacific Railway Company" the following:

"The Island Telephone Company, Limited";

and

(b) Strike out "Saskatchewan Government Telephones" and substitute therefor:

"Saskatchewan Telecommunications"

Schedule B: Strike out clause 3 on page 31 and substitute the following:

"3. The number of common shares of the company held in the name or right of or for the use or benefit of a person or Her Majesty in right of any province, together with the number of such shares held in the name or right of or for the use or benefit of

(a) each shareholder associated with that person or Her Majesty in right of that province, and

(b) each person who would be deemed under these statutory conditions to be associated with that person or Her Majesty in right of that province if each of such persons and that person or Her Majesty in right of that province were shareholders

may not exceed two and one-half per cent of the outstanding common shares of the company."

Your Committee has ordered a reprint of Bill C-184, as amended.

A copy of the Minutes of Proceedings and Evidence relating to this Bill (*Issues Nos. 29, 31 and 33 to 42 inclusive*) is tabled.

Respectfully submitted,

Le président,
JOHN M. REID,
Chairman.

Annexe A: a) Insérer, immédiatement après «La Compagnie du Chemin de fer Canadien du Pacifique», ce qui suit:

«The Island Telephone Company, Limited»;

et

b) Retrancher «Saskatchewan Government Telephones», et le remplacer par ce qui suit:

«Saskatchewan Telecommunications»

Annexe B: Retrancher l'article 3, à la page 31, et le remplacer par ce qui suit:

«3. Le nombre d'actions ordinaires de la Société détenues au nom, du chef, pour l'usage ou au profit d'une personne ou de Sa Majesté du chef d'une province, ainsi que le nombre de ces actions détenues au nom, du chef, pour l'usage ou au profit

a) de chaque actionnaire associé avec cette personne ou Sa Majesté du chef de cette province, ou

b) de chaque personne qui serait censée en vertu de ces conditions statutaires être associée avec cette personne ou Sa Majesté du chef de cette province si chacune de ces personnes et cette personne ou Sa Majesté du chef de cette province étaient actionnaires,

ne doit pas dépasser deux et demi pour cent des actions ordinaires de la Société qui sont en circulation.»

Le Comité a ordonné la réimpression du Bill C-184 sous sa forme modifiée.

Un exemplaire des procès-verbaux et témoignages relatifs à ce Bill (*fascicules nos 29, 31 et 33 à 42 inclus*) est déposé.

Respectueusement soumis,

[Text]

MINUTES OF PROCEEDINGS

THURSDAY, May 29, 1969
(47)

The Standing Committee on Broadcasting, Films and Assistance to the Arts met this day at 9.45 a.m. The Chairman, Mr. John M. Reid, presided.

Members present: Messrs. De Bané, Dinsdale, Givens, Guilbault, Macquarrie, Marchand (*Kamloops-Cariboo*), McCleave, Osler, Perrault, Portelance, Reid, Saltzman, Schumacher, Stanbury (14).

Appearing: The Honourable Eric Kierans, Minister of Communications.

Witnesses: From the Department of Communications: Messrs. A. E. Gotlieb, Deputy Minister; Dr. John H. Chapman, Assistant Deputy Minister (Research); Gilles Bergeron, Assistant Deputy Minister (Operations); From the Department of Justice: Mr. F. G. Gibson, Senior Advisory Counsel.

The Committee proceeded to the final clause-by-clause consideration of Bill C-184, An Act to establish a Canadian Corporation for telecommunication by satellite.

The Minister and Messrs. Gotlieb, Bergeron, Chapman and Gibson were examined on various clauses of the Bill.

*Agreed,—*That the brief of the Canadian Association of Broadcasters, dated May 28, 1969, commenting on Bill C-184, be printed as an appendix to the proceedings of this day. (*See Appendix "U"*)

At 9.55 a.m., the Committee recessed until 10.05 a.m.

Clauses 36 and 37 were carried.

On Clause 38(1)(b),

Moved by Mr. Perrault,

[Traduction]

PROCÈS-VERBAL

Le JEUDI 29 mai 1969.
(47)

Le Comité permanent de la radiodiffusion, des films et de l'assistance aux arts se réunit ce matin à 9 h. 45, sous la présidence de M. John M. Reid, président.

Présents: MM. De Bané, Dinsdale, Givens, Guilbault, Macquarrie, Marchand (*Kamloops-Cariboo*), McCleave, Osler, Perrault, Portelance, Reid, Saltzman, Schumacher, Stanbury—(14).

A comparu: L'honorable Eric Kierans, ministre des Communications.

Témoins: Du ministère des Communications: MM. A. E. Gotlieb, sous-ministre; John H. Chapman, sous-ministre adjoint (Recherche); Gilles Bergeron, sous-ministre adjoint (Exploitation). Du ministère de la Justice: M. F. G. Gibson, conseiller juridique senior.

Le Comité passe à l'examen final article par article du Bill C-184, Loi créant une Société de télécommunications par satellite pour le Canada.

Le Ministre, ainsi que MM. Gotlieb, Bergeron, Chapman et Gibson, répondent à des questions sur divers articles du Bill.

*Il est décidé—*Que le mémoire de l'Association canadienne des radiodiffuseurs, en date du 28 mai 1969, et relatif au Bill C-184, soit imprimé en appendice au compte rendu des délibérations de ce jour. (*Voir Appendice «U»*).

A 9 h. 55 du matin, le Comité interrompt ses délibérations, pour les reprendre à 10 h. 05.

Les articles 36 et 37 sont adoptés.

Sur l'alinéa b) du paragraphe (1) de l'article 38

Sur la proposition de M. Perrault,

Resolved,—That the French version of Bill C-184 be amended by striking out line 33 on page 24 thereof and substituting therefor the following:

«ment du Canada, à un prix approuvé par le gouverneur en conseil, des actions ordinaires».

Clause 38, as amended, was carried.

On Clause 39(1),

Moved by Mr. Perrault,

Resolved,—That the French version of Bill C-184 be amended by striking out lines 29, 30 and 31 on page 25 thereof and substituting therefor the following:

«compte de Sa Majesté, par le Ministre ou son fondé de pouvoir dûment autorisé.»

Clause 39, as amended, was carried.

Clauses 40, 41 and 42 were carried.

On Clause 43,

Moved by Mr. Perrault,

Resolved,—That Bill C-184 be amended by striking out paragraphs (a) and (b) of clause 43 thereof on page 27 and substituting therefor the following:

“(a) by adding thereto the name of any corporation that carries on a telecommunication business substantially similar in nature to that carried on by each of the approved telecommunications common carriers, or

(b) by deleting therefrom the name of any corporation that ceases to carry on a telecommunication business substantially similar in nature to that carried on by each of the other approved telecommunications common carriers.”

Clause 43, as amended, was carried.

On Clause 44,

Moved by Mr. Perrault,

Resolved,—That clause 44 of Bill C-184 be amended as follows:

(a) by striking out line 15 on page 28 thereof and substituting therefor the following:

Il est convenu—Que la version française du Bill C-184 soit modifiée par le retranchement de la ligne 33, à la page 24, et son remplacement par ce qui suit:

«ment du Canada, à un prix approuvé par le gouverneur en conseil, des actions ordinaires».

L'article 38 sous sa forme modifiée est adopté.

Sur le paragraphe (1) de l'article 39

Sur la proposition de M. Perrault,

Il est convenu—Que la version française du Bill C-184 soit modifiée par le retranchement des lignes 29, 30 et 31, à la page 25, et leur remplacement par ce qui suit:

«compte de Sa Majesté, par le Ministre ou son fondé de pouvoir dûment autorisé.»

L'article 39 sous sa forme modifiée est adopté.

Les articles 40, 41 et 42 sont adoptés.

Sur l'article 43

Sur la proposition de M. Perrault,

Il est convenu—Que le Bill C-184 soit modifié par le retranchement des alinéas a) et b) de l'article 43 du Bill et leur remplacement par ce qui suit:

“a) en y ajoutant le nom de toute corporation qui poursuit dans le domaine des télécommunications une activité d'une nature très semblable à celle que poursuit chacune des entreprises agréées d'exploitation de télécommunications, ou

b) en en retranchant le nom de toute corporation qui cesse de poursuivre dans le domaine des télécommunications une activité d'une nature très semblable à celle que poursuit chacune des autres entreprises agréées d'exploitation de télécommunications.”

L'article 43 sous sa forme modifiée est adopté.

Sur l'article 44

Sur la proposition de M. Perrault,

Il est convenu—Que l'article 44 du Bill C-184 soit modifié de la façon suivante:

a) par le retranchement de la ligne 16, à la page 28, et son remplacement par ce qui suit:

"the Minister after consultation with the approved telecommunications common carriers.";

and

(b) by striking out lines 28 to 30 on page 28 thereof and substituting therefor the following:

"riers or, failing agreement within thirty days after the issue of shares under subsection (2), at a rate per share equal to what the fair market value of each such share would have been on the day the shares were so issued were the shares of the company issued to persons who fulfilled the statutory conditions."

Clause 44, as amended, was carried.

Clause 45 was carried.

On Clause 46,

Moved by Mr. Portelance,

Resolved,—That Bill C-184 be amended by striking out clause 46 on page 29 thereof and substituting therefor the following:

"46. (1) This Act shall come into force on a day to be fixed by proclamation.

(2) Upon the coming into force of this Act, the company is vested with all property and rights acquired on its behalf under the authority of the Minister after April 1, 1969; and all moneys paid out of the Consolidated Revenue Fund after that date and before the coming into force of this Act in respect of expenditures made under the authority of the Minister on behalf of the company or in connection with the operation of the satellite project office within the Department of Communications shall be deemed to constitute a debt of the company to Her Majesty in right of Canada payable forthwith out of moneys of the company; and moneys paid to Her Majesty in right of Canada by the company pursuant to this section shall be deemed to be repaid to Department of Communications Vote 1 set forth in Estimates for the fiscal year ending March 31, 1970, as laid before the House of Commons at the present session of Parliament and may be re-used pursuant to that Vote."

"les proportions approuvées par le Ministre, après consultation avec les entreprises susnommées."

et

b) par le retranchement des lignes 33 à 35, à la page 28, et leur remplacement par ce qui suit:

"défaut d'accord dans un délai de trente jours après l'émission d'actions en vertu du paragraphe (2), à un taux par action égal à ce qu'aurait été la juste valeur marchande de chacune de ces actions le jour où les actions ont ainsi été émises si elles étaient des actions de la compagnie émises pour des personnes qui satisfaisaient aux conditions statutaires."

L'article 44 sous sa forme modifiée est adopté.

L'article 45 est adopté.

Sur l'article 46

Sur la proposition de M. Portelance,

Il est convenu—Que le Bill C-184 soit modifié par le retranchement de l'article 46 du Bill, à la page 29, et son remplacement par ce qui suit:

"46. (1) La présente loi entrera en vigueur à une date qui sera fixée par proclamation.

(2) Dès l'entrée en vigueur de la présente loi, tous les biens et droits acquis pour son compte sous l'autorité du Ministre après le 1^{er} avril 1969 sont dévolus à la Société; et toutes les sommes payées sur le Fonds du revenu consolidé après cette date et avant l'entrée en vigueur de la présente loi concernant des dépenses faites sous l'autorité du Ministre pour le compte de la Société ou en rapport avec l'exploitation du Bureau chargé de la mise en œuvre du projet du système national de télécommunications par satellite au ministère des Communications sont censées constituer une dette de la Société envers Sa Majesté du chef du Canada payable sans délai sur les fonds de la Société; et les sommes payées à Sa Majesté du chef du Canada par la Société en conformité du présent article sont censées être remboursées au ministère des Communications, Crédit n° 1, inscrit au Budget pour l'année financière se terminant le 31 mars 1970, tel que soumis à la Chambre des communes à la présente

Clause 46, as amended, was carried.

On Schedule A,

Moved by Mr. Portelance,

Resolved,—That Schedule A to Bill C-184 on page 30 be amended as follows:

(a) by adding thereto, immediately after "Canadian Pacific Railway Company", the following:

"The Island Telephone Company, Limited";

and

(b) by striking out "Saskatchewan Government Telephones" and substituting therefor:

"Saskatchewan Telecommunications".
Schedule A, as amended, was carried.

On Schedule B—Clause 3,

Moved by Mr. Perrault,

Resolved,—That Bill C-184 be amended by striking out clause 3 of Schedule B on page 31 thereof and substituting therefor the following:

"3. The number of common shares of the company held in the name or right of or for the use or benefit of a person or Her Majesty in right of any province, together with the number of such shares held in the name or right of or for the use or benefit of

(a) each shareholder associated with that person or Her Majesty in right of that province, and

(b) each person who would be deemed under these statutory conditions to be associated with that person or Her Majesty in right of that province if each of such persons and that person or Her Majesty in right of that province were shareholders

may not exceed two and one-half per cent of the outstanding common shares of the company."

Schedule B, as amended, was carried.

session du Parlement et peuvent être réutilisés en conformité de ce Crédit."

L'article 46 sous sa forme modifiée est adopté.

Sur l'Annexe A

Sur la proposition de M. Portelance,

Il est convenu—Que l'Annexe A du Bill C-184, à la page 30, soit modifiée de la façon suivante:

a) par l'insertion, immédiatement après "La Compagnie du Chemin de fer Canadien du Pacifique", de ce qui suit:

"The Island Telephone Company, Limited";

et

b) par le retranchement de «Saskatchewan Government Telephones» et son remplacement par ce qui suit:

«Saskatchewan Telecommunications».

L'Annexe A sous sa forme modifiée est adoptée.

Sur l'Annexe B—article 3

Sur la proposition de M. Perrault,

Il est convenu—Que le Bill C-184 soit modifié par le retranchement de l'article 3 de l'Annexe B du Bill, à la page 31, et son remplacement par ce qui suit:

«3. Le nombre d'actions ordinaires de la Société détenues au nom, du chef, pour l'usage ou au profit d'une personne ou de Sa Majesté du chef d'une province, ainsi que le nombre de ces actions détenues au nom, du chef, pour l'usage ou au profit

a) de chaque actionnaire associé avec cette personne ou Sa Majesté du chef de cette province, ou

b) de chaque personne qui serait censée en vertu de ces conditions statutaires être associée avec cette personne ou Sa Majesté du chef de cette province si chacune de ces personnes et cette personne ou Sa Majesté du chef de cette province étaient actionnaires,

ne doit pas dépasser deux et demi pour cent des actions ordinaires de la Société qui sont en circulation.»

L'Annexe B sous sa forme modifiée est adoptée.

Clause 1, the Title and the Bill, as amended, were carried.

Ordered,—That the Chairman report the Bill, as amended, to the House.

At 10.55 a.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

L'article 1, le titre, et le Bill sous sa forme modifiée sont adoptés.

Il est ordonné—Que le président fasse rapport du Bill, sous sa forme modifiée, à la Chambre.

A 10 h. 55 du matin, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

Le secrétaire du Comité,

M. Slack,

Clerk of the Committee.

[Texte]

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

Thursday, May 29, 1969

• 0942

The Chairman: Before we proceed clause by clause, I understand there are some questions on the bill.

I recognize Mr. McCleave.

Mr. McCleave: Mr. Chairman and members of the Committee, my questions arise as a result of the financial structure of the Telesat Corporation. Could the Minister say if the government will be giving guarantees on Telesat's debt? This seems to be assumed by Dr. MacIntosh at page 1931 of his evidence.

Hon. Eric W. Kierans (Postmaster General and Minister of Communications): Since this is a public corporation the government would not be guaranteeing any debt in the new corporation.

Mr. McCleave: Incidentally, Mr. Chairman, I may have misquoted Dr. MacIntosh. What he did say was:

...I am assuming the government is not going to guarantee the debt because that defeats the purpose of the bill.

Mr. Kierans: That is right.

Mr. McCleave: I may have given the wrong impression by the wording of my question.

Mr. Kierans: Dr. MacIntosh was dealing with a series of hypothetical situations.

Mr. McCleave: Will the common carriers be guaranteeing the debt in any way?

Mr. Kierans: That I could not say. You know, there is a wide band of possibilities in the financing and all this would be taken up by the Board of Directors of the new corporation itself.

Mr. McCleave: Dr. MacIntosh has described the corporation's debt as "unsecured, subordinated debentures which are virtually equity." In the opinion of the Minister, is this a fair description?

Mr. Kierans: You said "unsecured, subordinated debentures". You are using a lot of terms there, each of which has a particular meaning in a particular situation. I think the

[Interprétation]

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Le jeudi 29 mai 1969

Le président: Avant d'étudier le Bill article par article, je crois qu'il y a certaines questions. Monsieur McCleave vous avez la parole.

M. McCleave: Monsieur le président, messieurs les membres du comité, mes questions ont trait à la structure financière de la Société Télésat. Je demande au ministre si le gouvernement donnera des garanties au sujet de la dette de Télésat? Il semble que le docteur MacIntosh le tient pour acquis dans son témoignage.

L'hon. Eric Kierans (Ministre des Postes et des Communications): Puisqu'il s'agit d'une société publique, le gouvernement ne va pas garantir la dette de la nouvelle société.

M. McCleave: J'ai peut-être mal compris le docteur MacIntosh, il a dit plutôt:

Je crois que le gouvernement ne va pas garantir les dettes car il irait à l'encontre du Bill.

M. Kierans: C'est juste.

M. McCleave: Ma phrase n'était pas exacte.

M. Kierans: Le docteur MacIntosh parlait de situations hypothétiques.

M. McCleave: Les entreprises d'exploitation auront-elles une certaine garantie?

M. Kierans: Je ne puis le dire. Il y a tout un éventail de possibilités pour le financement, c'est au Conseil d'administration de la nouvelle société à en décider.

M. McCleave: Le docteur MacIntosh a dit que l'emprunt de la société serait contracté sous forme d'actions garanties. Le ministre est-il d'avis que cette description est exacte?

M. Kierans: Vous dites «des actions non garanties subordonnées, vous employez des qualificatifs qui ont un sens différent selon le contexte. La meilleure façon de juger d'un

[Text]

best way to describe any debt would be in terms of a straight bond issue.

Mr. McCleave: This was his description at the bottom of page 1926.

Mr. Kierans: But Dr. MacIntosh does not know, and neither do I.

• 0945

Mr. McCleave: At page 1938 Dr. MacIntosh refers to government guarantees. You have already answered the question. I take it that these will not be there.

Mr. Kierans: That is right.

Mr. McCleave: However is there not the possibility under Section 41 that the government at some time could step in with guarantees?

Mr. Kierans: It would be possible. It depends on the mood that the Minister of Finance might be in on that particular day.

The Chairman: Whether he has some margin in the bond market.

Mr. Kierans: That is right.

Mr. McCleave: Can the Minister suggest when he expects the Corporation would make its first dividend payment?

Mr. Kierans: After the satellite is up.

Mr. McCleave: Because of the immortal silence that has developed around here, would that be soon after the satellite is up?

Mr. Kierans: I would think soon after the satellite is operating profitably.

Mr. De Bané: On Clause 35(2) regarding the deletion of certain words—Section 9 of the Expropriation Act—I submitted the other day the opinion that that should be the statute of interpretations of law. I have been told that I was wrong and that that will be done in the bill of expropriation—that there would be ancillary sections to make the corrections. I may have put up the wrong argument in that connection.

If you will permit, I have just one question for the Minister.

J'ai lu dans les journaux de ce matin que le premier ministre du Québec voit d'un œil positif la Société Télésat Canada. Le ministre, a-t-il des commentaires à faire à ce sujet?

M. Kierans: J'ai été bien heureux de lire dans *Le Devoir* de ce matin que le premier ministre du Québec a dit hier que le Québec

[Interpretation]

passif c'est par l'émission d'une série de valeurs.

M. McCleave: C'est son jugement au bas de la page 1926 des Procès-verbaux.

M. Kierans: Le docteur MacIntosh n'en sait rien et moi non plus.

M. McCleave: A la page 1938, le docteur MacIntosh déclare au sujet de la garantie gouvernementale, mais vous avez déjà répondu à la question.

M. Kierans: C'est juste.

M. McCleave: Néanmoins il est possible en vertu de l'article 41, que le gouvernement à un moment ou à un autre intervienne au sujet de la garantie?

M. Kierans: C'est possible, oui. Cela dépendra de l'humeur du ministre des Finances ce jour-là.

Le président: S'il a réalisé des profits, sur le marché des valeurs.

M. Kierans: C'est exact.

M. McCleave: Le ministre pourrait-il dire quand il pense que la société versera ses premiers dividendes?

M. Kierans: Lorsque le satellite sera lancé.

M. McCleave: Est-ce que ce sera aussitôt après le lancement du satellite?

M. Kierans: Dès que l'exploitation du satellite donnera des profits.

M. De Bané: L'autre jour au sujet de l'article 35 (2) au sujet de la suppression de certains mots dans l'article 9 de la Loi sur les expropriations, j'ai exprimé l'avis qu'il s'agissait de l'interprétation de la loi, on m'a dit que j'avais tort et qu'on procéderait au moyen du bill d'expropriation. Il y aurait des articles qui permettraient d'effectuer les corrections. Je crois que mon argument n'était pas des meilleurs sous ce rapport.

Je voudrais simplement poser une question au ministre.

I read in this morning's newspaper that the Premier of Quebec sees the creation of Telesat in a favorable light. Does the hon. Minister have any comments to make on that subject?

Mr. Kierans: I was very happy to read in this morning, *Le Devoir* that the Premier of Quebec said yesterday that Quebec would

[Texte]

donnerait priorité à Télésat. En réponse à la question du député de Gouin, M. Michaud, il a répondu:

A première vue, je dirais qu'il faudrait s'aligner d'abord à l'intérieur du pays avec le Canada, et par le truchement de la délégation canadienne, étant donné que nous sommes dans un domaine où certainement il y a une juridiction, d'une part canadienne et, d'autre part québécoise.

C'est à l'intérieur de la province.

Il faudrait former un front uni pour ne pas être soumis au jeu des grandes puissances.

Et je veux souligner aussi que monsieur Michaud, le critique du parti libéral, c'est-à-dire de l'opposition dans ce domaine, a déclaré qu'il serait «stérile» de soulever une bataille constitutionnelle dans ce domaine. Monsieur Bertrand a dit qu'il était d'accord...

surtout dans un domaine où ça va coûter extrêmement cher.

Télésat ne pose donc aucun problème constitutionnel avec le Québec.

M. Portelance: Question complémentaire, monsieur le ministre. M. Bertrand ne mentionne-t-il pas aussi que déjà le Québec paie une partie des recherches en vue du lancement d'un futur satellite avec la France?

M. Kierans: Oui, mais il a dit que le Québec n'investit pas du tout dans ce projet et il a souligné qu'il n'y aura aucun conflit avec le Canada à ce sujet.

M. Portelance: Jusqu'à maintenant le Québec a-t-il demandé l'utilisation d'un canal de Télésat?

M. Kierans: Oui, mais la Compagnie de téléphone Bell du Québec aura évidemment droit à un canal, comme un membre du Réseau téléphonique transcanadien, et j' imagine qu'on peut aussi prévoir l'investissement d'une autre corporation québécoise dans Télésat Canada.

M. Portelance: Merci.

● 0950

The Chairman: I received from the Canadian Association of Broadcasters a short brief with their comments on Bill C-184. Although we have ceased to hear representations I wonder if there might be agreement from the Committee to print this brief as an appendix to today's Minutes of Proceedings.

Some hon. Members: Agreed.

[Interprétation]

give priority to Telesat. Answering a question by Mr. Michaud, he said:

At first sight, I would say that we should try to align ourselves first within the country with the rest of Canada, since we are in a field where there is division of jurisdiction between Quebec and Canada.

It is within the province.

We should present a united front in order not to be subjected to the power play of the great powers.

And I also wish to stress that Mr. Michaud, the Liberal Party critic, i.e. critic of the Opposition, has stated that it would be sterile to raise a constitutional battle in this field. And Mr. Bertrand said that he agreed,

especially in a field that will be extremely expensive.

Hence, there seems to be no constitutional problem with Quebec as far as Telesat is concerned.

Mr. Portelance: A supplementary question, Mr. Minister. Does Mr. Bertrand not also mention that Quebec already pays part of the cost of the research for the launching of a satellite with France?

Mr. Kierans: Yes, but he said that Quebec is not investing in that project, and he emphasized that as far as this project is concerned, there will be no conflict with Canada.

Mr. Portelance: Until now, has Quebec requested the use of a Telesat channel?

Mr. Kierans: Yes, but the Quebec Bell Telephone company will obviously be entitled to use one channel, as a member of the Trans Canada Telephone System, and I believe that we may also expect another Quebec corporation to invest in Telesat.

Mr. Portelance: Thank you.

Le président: J'ai reçu de la part de l'Association canadienne des radiodiffuseurs un bref mémoire qui contient leurs observations au sujet du Bill C-184. Bien que nous ayons cessé d'entendre des témoignages je me demande si les membres accepteraient que cette communication soit imprimée en annexe au procès-verbal.

Des voix: D'accord.

[Text]

The Chairman: Might we have unanimous agreement to have a short coffee break at this point?

Some hon. Members: Agreed.

[Interpretation]

Le président: Êtes-vous d'accord pour prendre une courte pause pour le café?

Des voix: Oui.

AFTER RECESS

The Chairman: We can proceed now. We were on Clause 36. Are there any comments? Is there any discussion on **Clause 36?**

Clauses 36 and 37 agreed to.

On Clause 38—*Shares may be acquired by Canada*

The Chairman: There is an amendment to Clause 38, subclause (1) (b) in the French text. It is moved by Mr. Perrault:

That the French version of Bill C-184 be amended by striking out line 33 on page 24 thereof and substituting therefor the following:

‘ment du Canada, à un prix approuvé par le gouverneur en conseil, des actions ordinaires’

Are there any comments? I understand this is to make the French text clear. Shall the amendment carry?

Amendment agreed to.

Clause 38 as amended agreed to.

On Clause 39—*How held and voted*

The Chairman: There is an amendment to Clause 39, subclause (1). It is moved by Mr. Perrault:

That the French version of Bill C-184 be amended by striking out lines 29, 30 and 31 on page 25 thereof and substituting therefor the following:

‘compte de Sa Majesté, par le Ministre ou son fondé de pouvoir dûment autorisé.’

An hon. Member: What page?

The Chairman: Page 25, lines 29, 30, 31. Mr. Gibson would you like to explain that?

Mr. Kierans: It is really a translation problem more than anything else. It is to bring the French in line with the English text.

The Chairman: Is there any further discussion on the amendment? Shall the amendment carry?

Amendment agreed to.

The Chairman: Is there any discussion on Clause 39?

REPRISE DE LA SÉANCE

Le président: Je crois que nous pouvons poursuivre. L'article 36 est à l'étude. Y a-t-il des observations à faire à ce sujet?

Les articles 36 et 37 sont adoptés.

Sur l'article 38—*Le Canada peut acquérir des actions.*

Le président: Il y a un amendement à l'alinéa b) du paragraphe (1) de l'article 38. Il est proposé par M. Perrault:

Que la version française du bill C-184 soit modifiée par le retranchement de la ligne 33, à la page 24, et son remplacement par ce qui suit:

«ment du Canada, à un prix approuvé par le gouverneur en conseil, des actions ordinaires»

Y a-t-il des observations à formuler? Je crois que cet amendement précisera la version française. L'amendement doit-il être adopté?

L'amendement est adopté.

L'article 38 tel qu'amendé est adopté.

L'article 39—*Enregistrement et vote.*

Le président: Il y a un amendement au paragraphe (1) de l'article 39. Il est proposé par M. Perrault:

Que la version française du bill C-184 soit modifiée par le retranchement des lignes 29, 30 et 31, à la page 25, et leur remplacement par ce qui suit:

«compte de Sa Majesté, par le Ministre ou son fondé de pouvoir dûment autorisé.»

Une voix: Quelle page?

Le président: Les lignes 29, 30 et 31 de la page 25. Monsieur Gibson, aimeriez-vous préciser?

M. Kierans: Il s'agit plus d'un problème de traduction qu'autre chose. Il faut que le texte français corresponde au texte anglais.

Le président: Y a-t-il d'autres commentaires à ce sujet? L'amendement devrait-il être adopté?

L'amendement est adopté.

Le président: Y a-t-il des observations à formuler au sujet de l'article 39?

[Texte]

• 1005

Clause 39 as amended agreed to.

On Clause 40—*Extent of holdings*

The Chairman: Is there any discussion on Clause 40? Mr. De Bané.

Mr. De Bané: Mr. Chairman, why do we fix the amount of money at \$30 million?

Je me demande s'il n'est pas imprudent de fixer le montant dès le départ.

M. Kierans: J'imagine que c'est pour le ministre des Finances parce qu'il lui faut connaître ses obligations possibles pour planifier son budget. Un montant sans limite pourrait amener une situation où le ministre des Finances déclarerait dans son discours du budget qu'il va emprunter, l'année prochaine, à peu près 600 millions de dollars et cette corporation exigerait peut-être un autre 50 millions de dollars.

M. De Bané: Ne pensez-vous pas, monsieur Kierans, que, dans plusieurs années, lorsque Télésat possédera plusieurs satellites et devra produire des émissions au prix courant du marché il serait préférable d'avoir prévu que le gouvernement pourra acheter 33½ p. 100 des actions plutôt que d'inscrire un chiffre comme 30 millions de dollars, dans le Bill?

Mr. Kierans: Non. Nous avons une autre possibilité. Par exemple, si les compagnies de téléphone décident de ne pas participer à la construction de ce satellite, il faudra un investissement plus grand de la part du gouvernement. Et le gouvernement ne veut accepter aucun Bill qui ne prévoit pas une limite sur les montants à dépenser.

The Chairman: Shall Clause 40 carry?

Clause 40 agreed to.

On Clause 41—*Authority to loan moneys to company*

Mr. Macquarrie: Mr. Chairman, this Clause is pretty fundamental. I asked the other day of the Deputy Minister, why the \$40 million? I admit he did not quite say that it had to be some figure, but I wonder whether the Minister would care to dilate upon the choice of that particular length of numerals?

Mr. Kierans: Again, the Minister of Finance would not accept and it is certainly not policy, that in any bill there shall be unlimited liability. There has to be some limit. Why the figure \$40 million?

[Interprétation]

L'article 39 modifié est adopté.

L'article 40—*Importance des participations.*

Le président: Y a-t-il des observations à faire au sujet de l'article 40? Monsieur De Bané?

M. De Bané: Pourquoi fixons-nous la somme d'argent à 30 millions de dollars?

I wonder whether it is not dangerous to set a definite figure from the outset.

Mr. Kierans: I imagine that this is for the purpose of the Minister of Finance because he has to know what his possible obligations are in order to plan his budget. An unlimited amount would mean that the Minister of Finance would state in his budget speech that he will have to borrow about \$600 million next year, and this Corporation would perhaps require another \$50 million.

Mr. De Bané: Do you not think, Mr. Kierans, that in several years from now, when Telesat will have several satellites and will have to produce program at the current market price, that it would be preferable to have provided that the government could buy 33½ per cent of the shares instead of specifying a figure such as \$30 million in the Bill?

Mr. Kierans: No. We had another possibility. For instance, if the telephone companies decide not to participate in the construction of this satellite, a larger investment on the part of the government will then be needed. And the government does not want to agree to any Bill which fills to make provision for a limit on the amounts to be spent.

Le président: L'article 40 doit-il être adopté?

L'article 40 est adopté.

L'article 41—*Pouvoir de prêter de l'argent à la Société.*

M. Macquarrie: Monsieur le président, il s'agit d'un article assez important. J'ai demandé l'autre jour au sous-ministre pourquoi il y avait ces 40 millions de dollars. Il a admis ne pas avoir précisé qu'il fallait nécessairement ce chiffre mais je me demande s'il serait prêt à ne pas le préciser.

M. Kierans: Je répète que le ministre des Finances n'accepterait pas et cela serait normal que dans un Bill, il y ait un montant illimité. Il faut une limite. Pourquoi ces 40 millions de dollars?

[Text]

If you add the \$40 million to the \$30 million you come to a total of \$70 million, which means that there is sufficient flexibility in the bill for the government, if that amount turned out to be necessary, to finance the whole operation.

That is an example of the governments' determination to see that there shall be a domestic communications satellite system within the nearest possible future.

Mr. Macquarrie: Very good. Mr. Gotlieb and I did pretty well the other day. We formulated that eventually.

The Chairman: Is there further discussion on Clause 41? Shall Clause 41 carry?

Mr. Macquarrie: Before it carries, I wonder whether, after all the long and interesting discussions that we have had about costs and so on, we could at this stage get some picture of the essential, consequential and technologically necessary costs which will eventuate from this bird being flown? I am wondering if the Minister has the figure of what will be required of all the other people who will be involved, such as the CBC? I think there is \$43 million. What can we tell the Canadian people this whole operation will cost?

Mr. Kierans: You are referring to the annual operating cost when it is up?

Mr. Macquarrie: No, I am not thinking of the annual operating cost; I am thinking of the total cost to make it workable and to maximize its possibilities of improved and extended service in telecommunications to the people of Canada.

Mr. Kierans: I think the last figure I quoted • 1010 of the total cost was \$59.5 million, up to about a possible \$66 million or \$67 million to put it up; \$59.5 million up to a possible \$69 million.

Mr. Macquarrie: I am aware of the money that other government agencies, if I may call them that, will be required to put up. I understand that you people have been having long discussions with the CBC.

Mr. Kierans: The CBC will not be investing directly in this Corporation at all. Its role in the Corporation will be to pay certain rentals on the channels.

Mr. Macquarrie: Yes, I will come to that later. If the Telesat is going to serve the

[Interpretation]

Si vous ajoutez 40 millions de dollars ou 30 millions, vous atteignez 70 millions de dollars, ce qui laisse une certaine souplesse au gouvernement, face au projet de loi si cette somme était nécessaire au financement de toute l'opération.

Donc le gouvernement est bien déterminé à voir à ce qu'il y ait un système de télécommunication national par satellites dans le plus proche avenir.

M. Macquarrie: Très bien. Monsieur Gotlieb et moi-même l'avons bien formulé l'autre jour.

Le président: Y a-t-il des observations à faire sur l'article 41? L'article 41 doit-il être adopté?

M. Macquarrie: Avant qu'il ne soit adopté, je me demande si, après les longs entretiens que nous avons eus au sujet des coûts et autres, s'il serait possible à ce moment-ci, d'avoir une idée des coûts essentiels qui en découlent sur le plan technologique qu'entraînera ce satellite? Le ministre a-t-il un chiffre sur ce qui sera exigé de tous les gens qui y participeront, comme les gens de Radio-Canada? Je crois qu'il s'agit de 43 millions de dollars. Qu'est-ce qu'on peut dire à la population canadienne au sujet du coût de l'opération?

M. Kierans: Vous voulez parler des frais annuels d'exploitation quand il sera en orbite?

M. Macquarrie: Non, je veux parler du coût annuel d'exploitation. Je pense au coût total nécessaire pour faire marcher cette entreprise et pour faire profiter au maximum la population canadienne, des possibilités d'un service perfectionné, élargi dans le domaine des télécommunications.

M. Kierans: Je pense que le dernier chiffre relatif au coût total était de 59.5 millions de dollars jusqu'à un chiffre possible, 66 ou 67 millions de dollars pour le lancer en orbite: de 59.5 à 69 millions de dollars.

M. Macquarrie: Je sais combien d'argent les autres organismes du gouvernement, si je me souviens bien, devront fournir. Je crois savoir que vous en avez discuté longuement avec Radio-Canada.

M. Kierans: Radio-Canada n'investira pas directement dans cette société. Il n'en est pas question. Radio-Canada paiera tout simplement certains frais de location pour les canaux.

M. Macquarrie: J'y reviendrai. Pour que Télésat serve la population canadienne, d'au-

[Texte]

Canadian people, other agencies will have to spend money as well. We have had a collection of these people here. I think this would be a good time to tie this in before this Clause goes through.

Mr. Kierans: I do not know if I could tell you the actual cost of the tying in of the broadcasting links and the connections by the telephone system. That would really be at the charge of the Corporations concerned.

Mr. Dinsdale: I have a supplementary. The CBC has indicated a cost of \$43 million and they seem to be very specific on this point; that amount would be necessary to make any system of broadcast communications that would be tied into the Telesat operations feasible. They were thinking particularly of expanding services in the north. They gave us a specific figure of \$43 million, based on the receiving stations and other hardware that would be necessary to make their system operational.

Mr. Kierans: I was not there when Dr. Davidson gave his testimony. It is my understanding that he was giving a five year projection; in the \$43 million he included not only the cost of the rentals that he expected or hoped to pay, but also the cost of the programming of special programs for the north. I will ask Mr. Bergeron who was here at the time to explain the \$43 million figure.

Mr. Gilles Bergeron (Assistant Deputy Minister (Operations), Department of Communications): If I understood Dr. Davidson correctly, the \$43 million was the total figure that CBC was expecting to spend in the five-year period in order to implement their coverage plan in the north. Whether they will do this by satellite or by a conventional way, that is, through bicycling of tapes and so on, his plan would amount to \$43 million. All he was saying was that if the satellite exists, then part of that \$43 million will be spent on satellite rentals, rather than on purchasing tape and bicycling tapes to the various outside posts.

So far as the CBC is concerned, it is a transfer of payment from one method of getting the signals to the location, or providing the signals through conventional means like taping.

Mr. Kierans: Frontier packages and so on.

Mr. Bergeron: That is right.

[Interprétation]

tres organismes de l'État devront dépenser de l'argent. Alors ces gens sont venus nous faire un témoignage ici, et je crois qu'il serait opportun d'incorporer cela à l'article, avant qu'on l'adopte.

M. Kierans: Eh bien, pour assurer les réseaux de l'interconnection avec les réseaux radiophoniques et téléphoniques, je ne sais pas, je pourrais peut-être vous donner un estimé. Ce seront les sociétés qui devront imposer ces frais-là et payer les frais courants.

M. Dinsdale: J'ai une question supplémentaire à poser. Au sujet de Radio-Canada, on a dit 43 millions de dollars, et il semble qu'on soit très explicite à ce sujet. Ils veulent bien dire que ce montant serait nécessaire pour que tout réseau de radiodiffusion soit relié à Télésat. On songe notamment à accroître le service dans le Nord. On a donné le chiffre de 43 millions fondé sur les stations réceptrices et d'autres installations qui seraient nécessaires pour rendre leur réseau opérationnel.

M. Kierans: Je n'étais pas ici quand M. Davidson a présenté son témoignage. J'ai compris qu'il faisait des projections pour cinq ans et que les 43 millions comprenaient non seulement le coût de location des installations qu'on comptait déboursier, mais en plus le coût de la programmation des diverses émissions pour le Nord. Je vais demander à M. Bergeron ce que veulent dire ces 43 millions.

M. Gilles Bergeron (Sous-ministre adjoint—Exploitation—ministère des Communications): Si j'ai bien compris M. Davidson, les 43 millions de dollars, c'était la somme totale que Radio-Canada comptait dépenser au cours d'une période de cinq ans pour mettre en œuvre son plan d'expansion des services dans le Nord, soit par satellite, soit par les moyens classiques, c'est-à-dire les divers réseaux actuels, micro-ondes, etc. Donc, ce programme devait coûter 43 millions, et tout ce qu'il a dit, c'est que si le satellite existait, une partie de ces 43 millions serait dépensée pour les services de location du satellite, au lieu de dépenser cet argent pour acheter de l'équipement classique, ordinaire en quelque sorte.

Donc, en ce qui concerne Radio-Canada, il s'agit tout simplement d'un transfert de paiement, d'une façon d'assurer les services à une autre façon, à un autre mode de diffusion. Il s'agit de diffuser des signaux par Télésat au lieu de le faire par rubans magnétoscopiques.

M. Kierans: Il s'agit d'émissions pour le Grand Nord, et ainsi de suite.

M. Bergeron: En effet.

[Text]

Mr. Macquarrie: But the bill is \$43 million.

Mr. Kierans: That is over a five year period.

Mr. Macquarrie: It will take five years to get a lot of things going, will it not? I wonder if the Minister or one of his technical experts could give an indication as to the financial involvement in the whole question of interference? I understand that it was never mentioned at the Committee; however, one does not have to be a James Bond to know that there are radar establishments in the North, and so on.

Mr. Kierans: I will ask Dr. Chapman to come to the table to talk about the costs of

• 1015

the interference problem.

Dr. John H. Chapman (Assistant Deputy Minister (Research), Department of Communications): Mr. Macquarrie, this is a complex technical question; it involves the use of the frequencies which will be used by the satellite system and the interference with the same radio frequencies which will be used on the ground for various purposes. These frequencies that are used are in the 4,000 megacycle band and the 6,000 megacycle band. The same ones are used for the terrestrial microwave system. They are in the group of frequencies which are used by the various telephone companies across Canada in their terrestrial radio relay microwave system. It is therefore necessary to separate the satellite earth stations from the terrestrial microwave system by a sufficient distance so that there will not be any mutual interference from one to the other.

Mr. Lester, in his testimony before the Committee, said that he expected that the distance of separation of the satellite station from a main centre—which is also fed by the terrestrial microwave system—would be in the order of 80 miles. He states also that it would therefore require about three microwave hops to connect the earth station to the centre of the city. It is this separation which provides sufficient isolation between the satellite earth station and the terrestrial microwave, so that the interference between the two is below the standard that has been set.

Such a situation clearly does not arise in the northern locations, because there is not a

[Interpretation]

M. Macquarrie: Mais le bill dit 43 millions de dollars.

M. Kierans: Sur une période de cinq ans.

M. Macquarrie: Il faudra donc cinq ans pour qu'un bon nombre de choses soient mises en marche, n'est-ce pas? Je me demande si le ministre, ou l'un de ses experts techniques, ne pourrait pas nous donner une idée de la participation financière en ce qui concerne l'interférence. Je crois savoir qu'on n'a jamais mentionné cette question au Comité, mais il n'est pas nécessaire d'être un inspecteur Maigret pour savoir qu'il y a évidemment des radars dans le Grand Nord, et ainsi de suite.

M. Kierans: Je vais demander à M. Chapman de venir à la table pour parler des frais qu'entraîne cette question de l'interférence.

M. J.H. Chapman: (Sous-ministre adjoint—Recherches—Ministère des Communications): Monsieur Macquarrie il s'agit d'une question technique très compliquée; il faut comprendre qu'il s'agit là des fréquences qui serviront au système de communications par satellite et des interférences avec les mêmes ondes de fréquence radio qui seront utilisées au sol à diverses fins. Les fréquences utilisées sont dans les 4,000 et 6,000 bandes mégacycle. Ces mêmes fréquences sont utilisées par le réseau terrestre micro-ondes. Elles se trouvent dans les groupes de fréquences de téléphone à travers le Canada dans leur réseau terrestre de relai micro-ondes. Il est donc nécessaire de séparer les stations terrestres de communications par satellite du réseau terrestre micro-ondes par une bonne distance de façon à ce qu'il n'y ait pas d'interférence entre les deux.

Monsieur Lester dans son témoignage devant le comité a dit qu'il s'attendait que la distance, la séparation en quelque sorte, entre les stations de communication par satellite et les centres principaux qui sont également alimentés par les réseaux terrestres micro-ondes serait de 18 milles environ. Il a déclaré également qu'il fallait environ trois stations intermédiaires micro-ondes pour relier la station terrestre au centre des villes ou des collectivités. En tous cas, c'est cette distance qui permet d'assurer un isolement suffisant entre les stations terrestres de communication par satellite et les stations terrestres micro-ondes pour que l'interférence entre les deux soit inférieure aux normes établies.

Cette situation ne se présente pas dans les régions septentrionales parce qu'il n'y a pas

[Texte]

microwave radio relay there. Therefore, in the case of the frontier packages serving small northern communities, because there is not any microwave radio relay within hundreds of miles, there is generally not a problem of interference in these northern locations. This interference problem occurs in the south.

The management of the radio frequency spectrum is primarily based on trying to separate different uses of frequencies such as radar, from the use of radio relay or satellite. In this way, the different frequencies are used for different purposes; therefore the interference between different classes of service is minimized. Does that answer your question?

Mr. Macquarrie: It is very helpful. Do I take it then that there is not a problem in reference to the radar installations of the north; I presume that there is not a problem with those of the United States at the northern part of their territorial domain, which would be south of ours.

Dr. Chapman: There are no radars operating in the 4 giga Hertz and 6 giga Hertz bands. Therefore, there is no interference problem.

Mr. Macquarrie: No problem? The Department of National Defence will not be involved in any costs of operation here? I am interested in this.

Dr. Chapman: No.

Mr. Macquarrie: Could you tell me, Dr. Chapman, in connection with what we were discussing before, regarding the existing microwave system and the interference problem, what is the cost involved there? In the evidence there seems to be some contradiction between what Mr. Bergeron said, and what Mr. Lester said. Before we send the Bill to a higher ground, I would be interested in knowing what the figure is.

Dr. Chapman: Mr. Lester's evidence was that the separation between the earth station and the main centre would be in the order of 80 miles. Because a radio relay hop is approximately 25 to 30 miles, this means that there will be three hops. He stated that it was his experience that each radio relay station costs about \$250,000. For three hops there are four stations.

Therefore, he arrived at the figure of about \$1 million as the cost for connecting a satellite earth receiving station to a main centre. Now, so far as these connections are con-

[Interprétation]

là-bas de relais de radio par micro-ondes. C'est pourquoi dans le cas de petites stations qui desservent les petites collectivités septentrionales, comme il n'y a pas une seule station de relais à des centaines de milles, il n'y a généralement pas de problème d'interférence dans ces secteurs du Nord. Ce problème d'interférence se pose dans le Sud en fait.

L'administration du spectrum de fréquence radio doit essentiellement essayer de séparer les divers usages de fréquences comme le radar, de l'usage de relais par radio ou par satellite. Ainsi, les différentes fréquences ont des usages différents; c'est pourquoi l'interférence entre les diverses catégories de service est réduite à sa plus simple expression. Cela répond-il à votre question?

M. Macquarrie: Oui, ça m'aide beaucoup à comprendre. Mais en tous cas, est-ce que je dois conclure qu'il n'y a pas de problème en ce qui concerne les installations de radars dans le Nord, ou je présume pas d'interférence des stations de radars des États-Unis, qui se trouvent près de nos frontières.

M. Chapman: Il n'y a pas de radars qui se servent des bandes 4 giga Hertz ou 6 giga Hertz. Donc il n'y a pas de problème.

M. Macquarrie: Pas de problème? Donc le ministère de la Défense nationale n'aura pas à participer aux coûts ici?

M. Chapman: Non.

M. Macquarrie: Pouvez-vous me dire, monsieur Chapman, sur ce que nous disions précédemment au sujet du réseau actuel micro-ondes et le problème de l'interférence, quel en est le coût ici. Dans le témoignage il semble y avoir certaines contradictions entre les déclarations de M. Lester et de M. Bergeron. Je voudrais savoir quels sont les chiffres avant d'adopter ce bill.

M. Chapman: Monsieur Lester a dit que la distance entre les stations terriennes et le centre principal serait d'environ 80 milles. Étant donné que la distance entre les stations de relais est environ de 25 à 30 milles, ceci veut dire qu'il devra y avoir trois étapes. Il a ajouté que d'après lui chacune des stations de radio coûte 250 mille dollars pour trois stations. Pour trois étapes il doit y avoir quatre stations.

C'est pourquoi, d'après lui cela coûterait environ un million de dollars pour relier une station terrienne de réception par satellite à un centre principal. Maintenant, dans bien

[Text]

• 1020

[Interpretation]

cerned, in most instances they will be provided by the telephone companies. They will estimate them, they will plan them and they will put them in. I expect his costs are as valid an estimate as any you could have at the present time. That is the capital cost. Of course, the annual cost can be calculated appropriately on that capital cost at roughly \$1 million per interconnection.

Mr. Kierans: Mr. Chairman, if I may interject. I am catching up on what Mr. Davidson said. I will read it:

He said the extensions could be made by using the satellite or by employing the "horse and buggy" system of flying program tapes to northern communities and pushing the French network beyond Sturgeon Falls, Ont., to Vancouver by micro-wave.

Costs for delivering these services by satellite "will not be very much different to those estimated for micro-wave and tape."

The CBC would prefer satellite, especially in the North, because it will enable 12 hours or more of live television a day against 10 hours of tape shows that are sometimes two weeks old.

The reference to that is a summary of his evidence which appeared in a Canadian press article dated Friday, May 9, in the Montreal Star.

Mr. Macquarrie: I suppose, however, to make these figures meaningful some of these microwave extensions in certain areas were not made by the CBC because of the very fact they were so costly, so to compare this as against a satellite is like Blondie expecting congratulations from Dagwood when she paid \$10 for a hat when she really could have bought a \$25 one.

Mr. Kierans: I think we will let the analogy pass.

Mr. Macquarrie: It would not hurt, perhaps, if you were to ponder on it a bit; \$43 million is still \$43 million.

Mr. Osler: Mr. Chairman, I wish we had the verbatim evidence. I was not present the last time Mr. Davidson was here, but it has been repeated many times. I think it is quite clear they were not comparing building microwave systems all over the North. They were comparing using microwave systems where it would be practical, such as up to Thompson, Manitoba, and that sort of thing,

des cas pour ce qui est des raccordements, elles les planifieront, elles les installeront aussi, et je pense que le coût qu'il a projeté est aussi bon que n'importe quel autre. Il s'agit des frais d'immobilisation, mais les coûts annuels seront établis d'une façon appropriée selon les frais d'immobilisation. Il s'agit, évidemment, d'un million de dollars pour assurer chaque interconnexion.

M. Kierans: Je comprends ce qu'a dit M. Davidson, monsieur le président.

Il a dit que les extensions du service pourraient être assurées par le satellite ou par l'ancien système, qui était d'expédier les enregistrements des émissions par avion vers le Nord et de prolonger le réseau français vers Vancouver à partir de Sturgeon Falls (Ontario) par micro-ondes. Le coût de ces services, par satellite, ne sera pas très différent du coût de ces services par micro-ondes ou bande magnétique.

Il a aussi dit que Radio-Canada préférerait le satellite, surtout dans le Nord, « parce qu'il permettra douze heures d'émissions en direct plutôt que dix heures d'émissions enregistrées qui datent déjà de deux semaines. »

On retrouvera ceci dans un article de la Presse canadienne, dans le numéro de 9 mai du *Star*, de Montréal.

M. Macquarrie: Si on veut que ces chiffres aient un sens, il faut dire que certaines extensions du système de micro-ondes n'ont pas été faites par Radio-Canada parce que cela aurait coûté trop cher.

M. Kierans: C'est vrai.

M. Macquarrie: Il faudrait quand même y penser: 43 millions, c'est beaucoup.

M. Osler: Je n'étais pas ici la dernière fois que M. Davidson était ici, mais on l'a répété souvent. Je pense qu'il est tout à fait clair qu'on ne pensait pas à la construction d'un réseau des stations de micro-ondes partout dans le Nord. On parlait de l'installation de stations de micro-ondes là où c'était possible et utile de les installer, à Thompson, par exemple. Donc, ce ne serait pas juste de com-

[Texte]

which they are doing, and using frontier packages where this would be impractical, so it would not be right to leave the impression that we are comparing satellite expenses with the mythical building of microwave systems all over the muskeg.

The Chairman: Yes. If you are interested, the reference is issue No. 35 of our proceedings and you will find the evidence at pages 1754, 1755, and on, when Mr. Macquarrie and Mr. Davidson discussed in some detail the total cost of the package. Mr. Macquarrie's final conclusion was:

We are nearly at a capital investment figure of \$5 million and an operating figure of \$4 million annually.

Dr. Davidson said:

A capital of \$4 million and an operating of \$4 million.

This is for coverage of the North. It is \$4 million annual and \$4 million capital.

Mr. Kierans: But the capital is not annual. The capital cost of building the connections would not be annual.

Mr. Macquarrie: To clarify what Dr. Chapman was telling me, and you have consulted with all these people, what is the price tag for the whole anti-interference operation, if I may put it that crudely?

Dr. Chapman: Mr. Macquarrie, the stations which will require the set-back of the satellite earth receiving station from the main centres are those stations in the southern part

• 1025

of the country, the main station in the Toronto-Montreal area, a station probably in Vancouver, and one additional regional receiving station, so at this time we are talking about three stations. These stations have not been sited, so one can only make ball park estimates of costs. It is conceivable that sites will be found which may be more favourable so far as costs are concerned. I doubt we will find they will be less favourable; in other words, that it would be more costly.

So, on that basis we could estimate, perhaps, a maximum of \$3 million capital investment in order to provide these connections. Of course, these connections will carry both telephones and television material to the earth station from the different users who are connected to the general microwave system across the country.

[Interprétation]

parer les dépenses de satellites avec la construction hypothétique d'un réseau de micro-onde partout dans le Nord.

Le président: Vous trouverez cela à la page 1745 et aux pages suivantes du fascicule 35 des comptes rendus. M. Macquarrie et M. Davidson ont abordé cette question en ce qui concerne le coût global de cette installation. M. Macquarrie a conclu en disant que:

«Nous avons des immobilisations de 5 millions et des frais d'exploitation de 4 millions par année.»

M. Davidson a dit que:

«c'est un investissement capital de 4 millions et des frais d'exploitation aussi de 4 millions.»

Cela est pour assurer les services dans le Nord. Quatre millions d'immobilisations, 4 millions de frais annuels.

M. Kierans: Les immobilisations ne sont pas annuelles. Le coût des connexions ne serait pas annuel.

M. Macquarrie: Donc, pour bien préciser ce que M. Chapman disait, et vous avez parlé à tous ces gens, quel est le prix de toute l'installation qui permettrait d'éviter l'interférence, si je puis dire?

M. Chapman: M. Macquarrie, les stations terrestres qui devront être éloignées des grands centres seront celles qui seront installées dans le sud du Canada, région de

Toronto et Montréal, et peut-être aussi Vancouver. Il y en aura une autre aussi, une station régionale de réception. Nous parlons donc en ce moment de trois stations. Ces trois stations ne sont pas encore situées. Il faut faire une estimation approximative. On pourra peut-être choisir des endroits plus favorables que d'autres, en ce qui concerne le coût, par exemple.

En nous fondant là-dessus nous pouvons estimer un maximum de 3 millions d'immobilisations pour acheter ces services d'interconnexion. Ces connexions assureront les services téléphoniques et de télévision, les achemineront à la station terrestre à partir des différents abonnés qui sont reliés aux différents réseaux de micro-ondes au Canada.

[Text]

Mr. Macquarrie: That is \$3 million. I believe I heard the amount of half a million mentioned at a previous gathering. Dr. Chapman, you mentioned three stations at this time. What is the implication of the expression "at this time", that there will be others later?

Dr. Chapman: The whole point about the Telesat system is that it has growth potential. It will grow to meet the needs of Canada in the future. At this time we cannot say just in what way this growth will take place, but it is conceivable that other regional stations may be established to serve needs as they develop and as it becomes evident that the growth of communication across Canada requires additional facilities and therefore additional telephone channels or additional television channels will be required.

The cheapest way of providing that is by putting in another earth station at, for example, Winnipeg or Regina, or some other location. The station will then have to be sited, the interference problem will have to be assessed and it will have to be determined whether the separation of the earth station from that particular location will be in one hop, two hops or three hops, or it is conceivable that in some cases cable might be used and the cost would be significantly less. But there is growth potential and therefore one would anticipate that 10 years from now there will be more than three main stations, but one cannot specify at this time just how Canada will grow.

Mr. Macquarrie: Do I take it that the extension of these stations from three to a larger number will be to provide service via satellite to people who are not receiving service, to people who are living in less thickly settled areas?

Dr. Chapman: Not necessarily. The satellite system will grow wherever the need for communication services demands growth. The over-all need for communication and the requirement for communication in Canada is growing at the rate of something between 15 and 20 per cent per year. The number of broad band channels which are required across the country will quadruple in the next 15 years. Some of those channels will be provided by satellite and some will be provided on the ground. It is difficult to be precise so far in advance as to just exactly where all of these are going to take place, but in the final analysis the decision will be based on economic judgment; whether the cheapest and the best way of providing this service is by satellite or by some other means.

[Interpretation]

M. Macquarrie: Vous avez dit trois millions, mais j'ai déjà entendu un demi-million. Vous avez parlé de trois stations, monsieur Chapman. Que voulez-vous dire quand vous dites «en ce moment»? Y en aura-t-il d'autres plus tard?

M. Chapman: En ce qui concerne le réseau de Télésat, l'important c'est qu'il y a possibilité d'expansion pour satisfaire aux exigences à travers le Canada à l'avenir. Nous ne pouvons pas, en ce moment, dire précisément quelle sera cette expansion, mais on peut concevoir que d'autres stations seront établies, afin d'assurer les services téléphoniques et de télévision additionnels selon le besoin. Quelle sera la meilleure façon d'assurer ces services?

Ce sera moins cher d'établir d'autres stations terrestres, par exemple à Winnipeg, Regina, ou d'autres villes. Il faudra donc choisir l'emplacement des stations, il faudra en établir le coût, il faudra déterminer s'il doit y avoir une, ou deux, ou trois stations d'interconnexion. Le câble coûterait parfois moins. Il y a évidemment une possibilité d'expansion et il y a lieu de croire qu'il y aura plus de trois stations principales d'ici dix ans, mais on ne peut pas prévoir exactement dès maintenant comment le Canada se développera.

M. Macquarrie: Est-ce que je dois comprendre que si l'on passe de trois à plus de trois, c'est en vue de fournir des services aux gens qui ne les reçoivent pas, et qui vivent dans des régions éloignées et isolées, moins peuplées?

M. Chapman: Pas nécessairement. Le service de satellite s'accroîtra lorsque les besoins se feront sentir d'obtenir des services de communications. Le besoin global dans ce domaine au Canada s'accroît à un taux de 15 à 20 p. cent par année, et le nombre de bandes larges doit quadrupler dans les quinze prochaines années. Certains canaux seront transmis par satellite, d'autres par terre. Il est difficile de faire des prévisions dans ce domaine si longtemps d'avance. Nous ne savons pas très bien où ces développements se produiront, mais en dernière analyse la décision sera fondée sur des facteurs économiques et il faudra décider si la meilleure façon de fournir des services est par satellite ou par d'autres moyens.

[Texte]

Mr. Macquarrie: But surely—to use your expression, needs for communication services—population would be chief among these.

Dr. Chapman: Yes, I agree with you com-
• 1030

pletely; not only population growth but growth of industry, and particularly in the more remote areas where the satellite system will provide the only economic means of augmenting communications. I would expect that the growth would be greatest in the more remote areas of Canada.

Mr. Macquarrie: With the three stations we were talking of a few minutes ago having been built and functioning, I take it that service will still be unavailable to people in a large area of the country.

Mr. Chapman: The potential for service becomes available as soon as we have a satellite in orbit and the ground system that goes with it. The potential for service over all of Canada will exist, and at a cost which, in most cases, for the remote areas, significantly less than by any other means.

Mr. Macquarrie: But to look at the actual rather than the potential, even with the three stations built, will not substantial areas of the country still not be receiving service over the satellite?

Mr. Chapman: There is no promise that all of these problems will be solved immediately by Telesat Canada, but the potential for solving them will be produced, and the potential for serving the needs of Canadians wherever they may be will be produced.

You must make a first step to provide the initial investment. After that, incremental investment to provide service is generally, from economic points of view, very much more favorable.

Mr. Macquarrie: I grant that on the potential, but I think it would have to be conceded that even with terrestrial systems there is a potential for a great expansion if it were thought economically feasible.

Mr. Chapman: I have to agree with you. All Canadians are not being served well by the present system. That is the point of improving it, and...

Mr. Macquarrie: Many will still not be served when the three stations are functioning?

[Interprétation]

M. Macquarrie: La population est certainement le premier critère, n'est-ce pas?

M. Chapman: Oui, d'accord. Non seulement la population s'accroît, mais il y a également l'industrie qui connaît une expansion, notamment dans les régions isolées où le service par satellite fournira le seul moyen économique d'assurer les télécommunications, et je compte que cette expansion sera plus grande dans les régions isolées du Canada.

M. Macquarrie: Comme les 3 stations dont nous parlions, il y a un instant ont été construites, et sont entrées en service, est-ce que ce ne sera toujours pas offert à la population d'une bonne partie de notre territoire canadien.

M. Chapman: Le potentiel de service sera réel dès que nous aurons un satellite en orbite avec le réseau de stations terrestres nécessaire. Nous aurons un potentiel de service pour l'ensemble du Canada à un coût qui, pour les régions isolées, sera beaucoup moins que par tout autre moyen de communication.

M. Macquarrie: Mais pour parler de la situation réelle et non du potentiel, même après la mise en service de ces trois stations est-ce qu'il n'y aura pas de grands secteurs du Canada, où il n'y aura toujours pas de service par satellite?

M. Chapman: Il n'y a pas de promesse que tous ces problèmes seront résolus immédiatement par Télésat Canada, mais nous aurons les moyens de résoudre ces problèmes et de répondre aux besoins des Canadiens dans toutes les parties du pays.

Il faut toutefois faire le premier pas et assurer le premier investissement. Les investissements additionnels pour continuer le service sont beaucoup plus faciles à obtenir du point de vue économique.

M. Macquarrie: D'accord pour le potentiel, mais il faut concéder que même dans le cas des installations au sol, il est possible qu'il y ait une expansion considérable si on considère qu'elle est rentable.

M. Chapman: Je suis d'accord avec vous. Les Canadiens ne sont pas tous très bien servis par le système actuel. C'est la raison pour laquelle nous voulons l'améliorer, et...

M. Macquarrie: Un bon nombre d'entre eux ne sera pas encore desservi malgré les 3 stations?

[Text]

Mr. Chapman: Yes.

Mr. Macquarrie: This is what I had in mind.

The Chairman: Is there further discussion on clause 41?

Mr. McCleave: I take it that all the shareholders would have to approve the loans, too; that is, the Minister of Finance could not bestow one-sided largesse upon the corporation?

Mr. Kierans: That certainly is a hypothetical question. I cannot see the Minister of Finance bestowing largesse on anyone. The procedure is usually quite the opposite.

Mr. McCleave: No; but I am serious about this. It is lending money to a company on terms and conditions approved by the Governor in council, but this does not remove from the shareholders the ultimate decision on whether or not they are seeking such a loan?

Mr. Kierans: I would think that the directors themselves would first have to ask for such a loan.

Mr. McCleave: Incidentally, as we are reprinting the bill, would it not be possible to put this little side note in English and say, "Authority to lend moneys" instead of "authority to loan?"

The Chairman: Your point is well taken. The Clerk will note it. That will be changed in the reprinted bill.

Clauses 41 and 42 agreed to.

The Chairman: On Clause 43 there is an amendment moved by Mr. Perrault: That Bill C-184 be amended by striking out paragraphs (a) and (b) of clause 43 thereof and substituting therefor the following:

• 1035

"(a) by adding thereto the name of any corporation that carries on a telecommunication business substantially similar in nature to that carried on by each of the approved telecommunications common carriers, or

(b) by deleting therefrom the name of any corporation that ceases to carry on a telecommunication business substantially similar in nature to that carried on by each of the other approved telecommunications common carriers."

Amendment agreed to.

Clause 43 as amended agreed to.

[Interpretation]

M. Chapman: C'est juste.

M. Macquarrie: C'est ce à quoi je songeais.

Le président: Est-ce que vous voulez discuter l'article 41 davantage?

M. McCleave: Je crois comprendre que les actionnaires devront approuver les prêts, c'est-à-dire que le ministre des Finances ne pourra pas distribuer unilatéralement des largesses à la société?

M. Kierans: Voilà certainement une question hypothétique. Je ne vois vraiment pas que le ministre des Finances distribuerait des largesses à qui que ce soit. C'est habituellement le contraire.

M. McCleave: Je suis sérieux. C'est la question de prêter de l'argent à une société aux conditions fixées par le gouverneur en conseil, mais cela n'enlève pas aux actionnaires la décision finale à l'égard de ce prêt.

M. Kierans: Je crois que les directeurs devraient d'abord demander la permission d'obtenir ce prêt.

M. McCleave: Comme nous sommes à réimprimer le bill, pourquoi ne pas modifier la petite note marginale dans le texte anglais.

Le président: Le greffier va en tenir compte et nous apporterons la modification dans la nouvelle impression.

Les articles 41 et 42 sont adoptés.

Le président: L'article 43. Monsieur Perrault propose un amendement à l'effet que le bill C-184 soit modifié par le retranchement des alinéas a) et b) de l'article 43 du bill et leur remplacement par ce qui suit:

«a) en y ajoutant le nom de toute corporation qui poursuit dans le domaine des télécommunications une activité d'une nature très semblable à celle que poursuit chacune des entreprises agréées d'exploitation de télécommunications, ou

b) en retranchant le nom de toute corporation qui cesse de poursuivre dans le domaine des télécommunications une activité d'une nature très semblable à celle que poursuit chacune des autres entreprises agréées d'exploitation de télécommunications.»

L'amendement est adopté.

L'article 43 modifié est adopté.

[Texte]

The Chairman: On Clause 44 there is an amendment moved by Mr. Perrault: That clause 44 of Bill C-184 be amended as follows:

(a) by striking out line 15 on page 28 thereof and substituting therefor the following:

"the Minister after consultation with the approved telecommunications common carriers." ; and

(b) by striking out lines 28 to 30 on page 28 thereof and substituting therefor the following:

"riers or, failing agreement within thirty days after the issued of shares under subsection (2), at a rate per share equal to what the fair market value of each such share would have been on the day the shares were so issued were they shares of the company issued to persons who fulfilled the statutory conditions."

The Chairman: Perhaps we might have an explanation of that amendment from Mr. Gibson?

I made a mistake. I omitted the word "comma".

Mr. Gibson: Mr. Chairman, paragraph (a) of the amendment simply provides that the Minister will exercise his authority under subclause 3 after consultation with the approved telecommunications common carriers.

Paragraph (b) of the proposed amendment provides for a determination of value of shares transferred under the system provided in Clause 44, which value would be the value of equivalent shares traded on the market at the time the transfer takes place rather than at a value fixed by the Governor in council.

The Chairman: Is there discussion on the amendment?

Amendment agreed to.

Clause 44 as amended agreed to.

Clause 45 agreed to.

The Chairman: On Clause 46 we were originally given an amendment by the Minister. That amendment has been revamped, and we now have two amendments to Clause 46 by Mr. Portelance: That Bill C-184 be amended by striking out clause 46 on page 29 thereof and substituting therefor the following:

"46. (1) This Act shall come into force on a day to be fixed by proclamation.

[Interprétation]

Le président: L'article 44. Il y a un amendement proposé par M. Perreault: Que l'article 44 du bill C-184 soit modifié:

a) par le retranchement de la ligne 16, à la page 28, et son remplacement par ce qui suit:

«les proportions approuvées par le Ministre, après consultation avec les entreprises susnommées.»;

et

b) par le retranchement des lignes 33 à 35, à la page 28, et les remplacer par ce qui suit:

«défaut d'accord dans un délai de trente jours après l'émission d'actions en vertu du paragraphe (2), à un taux par action égal à ce qu'aurait été la juste valeur marchande de chacune de ces actions le jour où les actions ont ainsi été émises si elles étaient des actions de la compagnie émises pour des personnes qui satisfaisaient aux conditions statutaires.»

Le président: M. Gibson pourrait peut-être nous expliquer la teneur de cet amendement.

J'ai commis une erreur, j'ai oublié le mot «virgule».

M. Gibson: Monsieur le président, l'alinéa a) de l'amendement prévoit seulement que le ministre pourra exercer les pouvoirs dont il dispose en vertu du paragraphe (3), après consultation seulement les entreprises agréées d'exploitation des télécommunications.

L'alinéa (6) porte sur la façon de déterminer la valeur des actions transférées selon le système établi à l'article 44, valeur qui serait celle des actions équivalentes négociées sur le marché au moment du transfert et non pas la valeur déterminée par le gouverneur en conseil.

Le président: Est-ce qu'on veut poser des questions sur l'amendement?

L'amendement est adopté.

L'article 44 modifié est adopté.

L'article 45 est adopté.

Le président: L'article 46. Le ministre a déjà présenté un amendement qui a été modifié et il y a maintenant deux amendements à l'article 46. Il est proposé par M. Portelance: que le bill C-184 soit modifié par le retranchement de l'article 46 du bill, à la page 29, et son remplacement par ce qui suit:

«46. (1) La présente loi entrera en vigueur à une date qui sera fixée par proclamation.

[Text]

(2) Upon the coming into force of this Act, the company is vested with all property and rights acquired on its behalf under the authority of the Minister after April 1, 1969; and all moneys paid out of the Consolidated Revenue Fund after that date and before the coming into force of this Act in respect of expenditures made under the authority of the Minister on behalf of the company or in connection with the operation of the Satellite Project Office shall be deemed to constitute a debt of the company to Her Majesty in right of Canada payable forthwith out of moneys of the company; and moneys paid to Her Majesty in right of Canada by the

[Interpretation]

(2) Dès l'entrée en vigueur de la présente loi, tous les biens et droits acquis pour son compte sous l'autorité du Ministre après le 1^{er} avril 1969 sont dévolus à la Société; et toutes les sommes payées sur le Fonds du revenu consolidé après cette date et avant l'entrée en vigueur de la présente loi concernant des dépenses faites sous l'autorité du Ministre pour le compte de la Société ou en rapport avec l'exploitation du Bureau chargé de la mise en œuvre du projet du système national de télécommunications par satellite sont censées constituer une dette de la Société envers Sa Majesté du chef du Canada payable sans délai sur les fonds de la Société; et les sommes payées à Sa Majesté du chef du Canada par la Société en conformité du présent article sont censées être remboursées au ministère des Communications, Crédit n° 1, inscrit au Budget pour l'année financière se terminant le 31 mars 1970, tel que soumis à la Chambre des communes à la présente session du Parlement et peuvent être réutilisées en conformité de ce Crédit.»

● 1040

company pursuant to this section shall be deemed to be repaid to Department of Communications Vote 1 set forth in Estimates for the fiscal year ending March 31, 1970, as laid before the House of Commons at the present session of Parliament and may be re-used pursuant to that Vote."

The Chairman: Is there discussion on the amendment?

Perhaps Mr. Gibson might tell us what it does.

Mr. Kierans: I can tell you, basically. The Department of Finance wants to be paid back!

Mr. De Bané: It is just a question of transferring to the new corporation responsibility for the expenses that it will incur...

Mr. Kierans: Between now and the formally coming into being of the Corporation, all expenses incurred by the Department of Communications shall be a first charge on the Corporation.

Mr. De Bané: This is the whole purpose of the amendment.

The Chairman: Is there further discussion on the amendment?

Mr. Macquarrie: Speaking to the first part of the amendment, does the Minister have any indication of House priority on this measure? I never heard the House Leader reporting that the Telesat Bill is to be considered at any given time. There are many other items coming up. Where does this fit in?

Mr. Kierans: It is my understanding that the House Leader hopes this will be presented to the House for third reading at the end

Le président: Avez-vous des observations à formuler au sujet de l'amendement?

M. Gibson pourrait peut-être nous dire quel est le but de cet amendement.

M. Kierans: Je peux vous dire que au fond, le ministère des Finances veut simplement se faire rembourser.

M. De Bané: C'est uniquement une question de transférer à la nouvelle société la responsabilité des dépenses qui seront...

M. Kierans: De maintenant jusqu'à ce que la Société soit officiellement constituée, toutes les dépenses effectuées par le ministère des Télécommunications seront remboursées par la Société.

M. De Bané: C'est là tout l'objet de l'amendement.

Le président: Y a-t-il d'autres observations formulées au sujet de l'amendement?

M. Macquarrie: Au sujet de la première partie de l'amendement, le ministre sait-il s'il y a priorité accordée à cette mesure par la Chambre? Je n'ai jamais entendu que le Bill sur Télésat devrait être étudié à un certain moment. Il y a bien d'autres sujets en chantier. Où s'insère-t-il?

M. Kierans: Je crois comprendre que le leader du gouvernement à la Chambre espère que ce projet de loi sera présenté en troi-

[Texte]

of next week. It has a very high priority with the government.

Mr. Macquarrie: He has never told the House this yet.

Mr. Kierans: He has been waiting for it to get out of the Committee and then I suppose he can establish the order. He has not wanted to put pressure on members of the Committee.

Mr. Macquarrie: No, no.

Mr. McCleave: Could I ask the Minister will there be an audit of these amounts charged up to the Company, so that, perhaps, the shareholder and the other elements of the partnership can be satisfied?

Mr. Kierans: I certainly believe that the Corporation would be self-sufficient and independent to question any doubtful charges that would be made against it.

The Chairman: Shall the amendment carry? Amendment agreed to.

Clause 46, as amended, agreed to.

On Schedule A

Mr. Marchand (Kamloops-Cariboo): Mr. Chairman I would like to comment. I apologize to the Committee for perhaps holding things up a little because I have not been a member of the Committee and I have just been filling in. So excuse me, if some of these questions have been asked before.

Could the Minister define what is meant by, or give us a broad definition of, telecommunications common carriers? What are all of the attributes of telecommunications common carriers?

Mr. Kierans: I will ask Mr. Gotlieb to answer.

Mr. Gotlieb: There is no actual definition on the law books of a telecommunications common carrier, but this is one of the reasons why they are listed. It is those companies that offer services to the public in a telecommunications field and who are accordingly regulated by a federal or provincial body in respect of those services. It is precisely in order to have it very specific and clear that they have been listed in this appendix and there is a power in the Minister in the case of the formation of any new company which carries on the same kind of business. If there is any doubt about that, then ultimately you could have a legal decision on it to add them to this list.

[Interprétation]

sième lecture à la fin de la semaine prochaine. Le Bill a une grande priorité auprès du gouvernement.

M. Macquarrie: Il ne l'a jamais dit à la Chambre.

M. Kierans: Il attend que l'étude en Comité soit terminée avant de le mettre à l'ordre du jour. Il n'a pas voulu exercer des pressions sur les membres du Comité.

M. Macquarrie: Non, non.

M. McCleave: Puis-je demander au ministre si ces sommes qui seront exigées de la société seront vérifiées afin que les actionnaires soient satisfaits?

M. Kierans: Je crois que la Société aura assez d'assurance pour mettre en doute tous les frais douteux qui lui seraient chargés.

Le président: L'amendement est-il adopté? L'amendement est adopté.

L'article 46 modifié est adopté.

Annexe A.

M. Marchand (Kamloops-Cariboo): Je ne veux pas ralentir les choses, je n'ai pas fait partie du Comité, je n'ai fait que remplacer quelqu'un d'autre. Le ministre pourrait-il définir ce qu'on entend par les sociétés de télécommunications publiques? Et quelles sont leurs attributions?

M. Kierans: Je demanderais à M. Gotlieb de répondre.

M. Gotlieb: Il n'y a pas de définitions légales des Sociétés de télécommunications publiques mais c'est la raison pour laquelle on en a fait la liste. Il s'agit de sociétés qui offrent des services à la population dans le domaine des télécommunications. Ces sociétés font l'objet de réglementation de la part d'un organisme fédéral ou provincial. C'est précisément pour spécifier très clairement cet aspect qu'elles ont été mentionnées dans l'annexe. Et il est du ressort du ministre, lors de la formation d'une nouvelle société de l'ajouter à cette liste.

[Text]

Mr. Marchand (Kamloops-Cariboo): How then was this list drawn up?

Mr. Kierans: The list is of existing carriers presently in the business that are subject to either federal or provincial regulation.

Mr. Marchand (Kamloops-Cariboo): I asked the question because there is quite a large company in British Columbia the Okanagan Telephone Company and I wondered why they did not qualify as a telecommunications common carrier?

Mr. Kierans: They are fully owned by B.C. Telephone, who are part of this.

Mr. Givens: I have a supplementary. I am glad Mr. Marchand brought up that question. We fall into the usage of a term and sometimes we do not understand it. Am I right in assuming that a common carrier means that you take on all commerce? You cannot refuse anybody wanting to use the services. In my opinion, that is what a common carrier

• 1045

means. A hotel cannot refuse anybody or a railway cannot refuse anybody using the service provided he is prepared to pay the fare. Would this term apply to this company?

Mr. Gotlieb. It is essentially correct that they cannot practice any discriminatory procedures in respect of who they serve.

Mr. Givens: Right.

The Chairman: There is an amendment to Schedule A which perhaps, I may read first. It is moved by Mr. Portelance:

That Schedule A to Bill C-184 be amended as follows:

(a) by adding thereto, immediately after "Canadian Pacific Railway Company", the following:

"Island Telephone Company Limited" and

(b) by striking out "Saskatchewan Government Telephones" and substituting therefor

"Saskatchewan Telecommunications"

Mr. Macquarrie: I have a question. On May 9, the spokesman for Quebec Telephone was asked this question:

Do I understand that if there is no regulatory body provided for in the legislation, Quebec Telephone will not be entering?

[Interpretation]

M. Marchand (Kamloops-Cariboo): Comment a-t-on rédigé cette liste?

M. Kierans: La liste comporte des sociétés qui travaillent déjà dans le domaine des télécommunications, et qui sont soumises à des réglementations fédérales ou provinciales.

M. Marchand (Kamloops-Cariboo): La raison pour laquelle j'ai posé cette question c'est qu'il y a une société très importante en Colombie-Britannique, la *Okanagan Telephone Company* et qu'elle ne s'y trouve pas? Comment se fait-il que cette société ne s'y trouve pas?

M. Kierans: Cette société appartient entièrement à la *British Columbia Telephone Company* qui est représentée ici.

M. Givens: J'ai une question supplémentaire. On se sert parfois de termes que nous ne comprenons pas. Une société publique veut dire qu'on ne peut pas refuser à qui que ce soit le service dont il a besoin. Un hôtel ne peut fermer ses portes à qui que ce soit et par exemple, aucune compagnie de chemins de fer ne peut refuser de transporter toute personne prête à payer son écot. Cela s'applique-t-il à cette compagnie?

M. Gotlieb: Ils ne peuvent pas faire preuve de discrimination, envers qui que ce soit.

M. Givens: C'est vrai.

Le président: J'ai un amendement à l'annexe «A» du Bill C-184 que je devrais lire. Il est proposé par M. Portelance et se lit ainsi:

Que l'Annexe A du bill C-184 soit modifiée comme suit:

a) par l'insertion, immédiatement après «La Compagnie du Chemin de fer Canadien du Pacifique», de ce qui suit:

«The Island Telephone Company, Limited»; et

b) par le retranchement de «Saskatchewan Government Telephones» et son remplacement par ce qui suit:

«Saskatchewan Telecommunications»

M. Macquarrie: J'ai une question. Le 9 mai, le représentant de la Compagnie Québec Téléphone se trouvait devant cette question:

Est-ce vrai que s'il n'y a aucun organisme de réglementation prévu par la Loi, Québec Téléphone ne sera pas admis.

[Texte]

He replied:

Absolutely, if there is no regulatory body provided for in this or other legislation.

Later, he went on to say:

We think that would have been a good place to put it.

That is the regulatory legislation.

However, if there is no regulatory body provided in some legislation with the authority and total jurisdiction, total regulation over Telesat, then we will not join.

On Tuesday we had a love letter from Trans-Canada. Has there been a letter of recantation from Quebec Telephone that they now will join?

Mr. Kierans: He was stating a strong position. We have every indication from Quebec-Telephone that they are, indeed, anxious to be a fully accredited member of the Trans-Canada Telephone System and also of any new ventures in satellite communication.

Mr. Macquarrie: With or without regulatory...

Mr. Kierans: At the same time. I think everybody is aware, including Mr. Beneteau, that we are proceeding forthwith with a study, which we hope to have completed, of more embracing regulation of telecommunications. We hope to have this ready to present to the House by the fall of 1970, which will be one year before the satellite goes up.

Mr. Macquarrie: Therefore, you are in a position to assure the Committee today that the reservations, indeed, that negative declaration of Mr. Beneteau, no longer holds?

Mr. Kierans: We are quite aware of, and concerned with, the gaps in telecommunications regulations, as indeed, are the telephone companies who are members of the Trans-Canada System, and that these gaps have to be filled in with more comprehensive regulator regulations.

Mr. Macquarrie: Since May 9, you have had word from Quebec-Telephone that they will go in?

Mr. Kierans: We have had a general expression of their complete interest in this.

[Interprétation]

Il a répondu:

Absolument, s'il n'y a pas d'organisme de réglementation prévu par cette Loi ou par une loi subséquente.

Il déclarait ensuite:

Nous pensons que c'eût été une bonne occasion de l'insérer dans cette Loi.

Il parle là de la loi sur la réglementation.

Toutefois, s'il n'y a pas d'organismes de réglementation qui sont prévus par une loi ou une autre dont la compétence soit définie sur Télésat, à ce moment-là nous ne sommes pas intéressés à devenir membres de Télésat.

Mardi, nous recevions une charmante lettre du Réseau de téléphone transcanadien. Est-ce que vous avez reçu une lettre semblable de Québec Téléphone disant qu'elle veut maintenant faire partie de l'organisme?

M. Kierans: Le représentant faisait valoir un point de vue bien établi. Nous avons toutes les indications que Québec Téléphone désire devenir un membre de plein droit du Réseau téléphonique transcanadien et de toute nouvelle réalisation dans le domaine des communications par satellite.

M. Macquarrie: Avec ou sans règlement...

M. Kierans: Au même moment. Je pense que tout le monde sait, y compris M. Beneteau que nous allons entreprendre une étude. Une étude qui devrait être terminée bientôt quant à l'adoption de règlements plus sévères bientôt en ce qui concerne les télécommunications. Nous espérons pouvoir présenter cela à la Chambre à l'automne de 1970, c'est-à-dire un an avant la mise en orbite du satellite.

M. Macquarrie: Vous pouvez donc dire au Comité aujourd'hui que la déclaration négative de M. Beneteau ne tient plus?

M. Kierans: Nous nous intéressons beaucoup à cette question des lacunes dans la réglementation des télécommunications, comme le sont du reste les sociétés membres du Réseau et ces lacunes devraient être comblées par des règlements efficaces.

M. Macquarrie: Depuis le mois de mai, avez-vous reçu l'assentiment de Québec Téléphone comme quoi ils allaient participer?

M. Kierans: Ils nous ont assuré de leur intérêt.

[Text]

Mr. Macquarrie: They probably used the telephone.

Mr. Dinsdale: They used the telephone.

The Chairman: Shall Schedule A carry as amended?

Mr. De Bané: Mr. Minister as every group will elect its own director, do you know how Quebec-Telephone, which is the only company listed on Schedule A that is not a member of TCTS, might sit on the Board of Directors?

Mr. Kierans: I think, Mr. De Bané that would have to be considered later on when we know the amount invested by the various companies and so on. Let us say right now there is no assurance for any of the companies listed here that a particular representative of their company will be on that Board either. For example, obviously there is not going to be a director for every one of the common carriers presently listed. There may be only three or four. It could conceivably happen that perhaps Bell will not have a member on it.

Mr. De Bané: Yes, but as it is stated that a seat on the Board would be proportionate to the investment that means that the carriers group which would invest a third of the investment would have one third of the seats?

Mr. Kierans: That is right.

Mr. De Bané: As all the companies are members of TCTS, except one of the companies, I wonder how that company might some day be elected by the other group to sit on the Board. I do not know if there is a solution.

Mr. Kierans: There is no way in which we could ensure it, or indeed, ensure who will be

• 1050
the choice for that one-third of the Board. There is no way, and there is no way in which we would want to ensure it. However, I imagine that the toughness of Quebec-Telephone may eventually bring them into the TCTS and the problem of internal bargaining may eventually bring them on to the Board.

The Chairman: May I re-read Mr. Portelance's amendment? I understand I read it incorrectly. There has been a change in the name of "The Island Telephone Company". It

[Interpretation]

M. Macquarrie: Certainement par téléphone...

M. Dinsdale: Ils ont utilisé le téléphone!

Le président: L'annexe «A» est-elle adoptée telle que modifiée?

M. De Bané: Chaque groupe va élire son propre directeur. Comme Québec-Téléphone est la seule société énumérée à l'annexe «A», comment la société pourra-t-elle être représentée au sein du conseil d'administration?

M. Kierans: Monsieur De Bané, ceci devra être étudié plus tard lorsque nous saurons quelles seront les sommes investies par les diverses sociétés. A l'heure actuelle, disons qu'actuellement aucune des sociétés mentionnées n'est assurée d'avoir un représentant au conseil d'administration. Il n'y aura certainement pas un représentant de chaque société exploitante actuellement listée. Il n'y en aura que trois ou quatre. Peut-être même que la Bell Canada ne sera pas représentée.

M. De Bané: On a dit que le nombre des représentants serait proportionné aux investissements. Alors, cela veut-il dire que les sociétés exploitantes qui investiront un tiers du montant total auront un tiers des sièges?

M. Kierans: C'est ça.

M. De Bané: Et comme toutes les sociétés appartiennent au réseau, sauf une, je me demande comment cette société va réussir à se faire élire par les autres groupes. Je ne sais pas si on peut résoudre le problème.

M. Kierans: Il n'est pas possible de donner des assurances. Nous ne pouvons pas donner des assurances quant au choix de ce tiers des sièges au conseil. Je pense que l'attitude rigide de Québec Téléphone lui fera probablement participer au réseau et à la cuisine interne.

Le président: Je relis l'amendement proposé par M. Portelance. Je crois que je ne l'ai pas bien lu. Il y a eu un changement du nom de *The Island Telephone Company*

[Texte]

should read: That Schedule A to Bill C-184 be amended as follows:

(a) by adding thereto, immediately after "Canadian Pacific Railway Company", the following:

"The Island Telephone Company, Limited"; and

(b) by striking out "Saskatchewan Government Telephones" and substituting therefor "Saskatchewan Telecommunications".

Mr. Dinsdale: I presume that "The Island" refers to Prince Edward Island.

The Chairman: I am not prepared to say.

Amendment agreed to.

Schedule A as amended agreed to.

The Chairman: On Schedule B Mr. Perrault has an amendment to Clause 3: That Bill C-184 be amended by striking out clause 3 of Schedule B on page 31 thereof and substituting therefore the following.

"3. The number of common shares of the company held in the name or right of or for the use or benefit of a person or Her Majesty in right of any province, together with the number of such shares held in the name or right of or for the use or benefit of

(a) each shareholder associated with that person or Her Majesty in right of that province, and

(b) each person who would be deemed under these statutory conditions to be associated with that person or Her Majesty in right of that province if each of such persons and that person or Her Majesty in right of that province were shareholders.

may not exceed two and one-half per cent of the outstanding common shares of the company."

The Chairman: Is there discussion on the amendment?

Mr. De Bané: I assume the purpose of this is to prevent anybody from controlling the company?

Mr. Kierans: Prior to this it was not more than five per cent. It is to reduce that, because if the five per cent remained than six public companies could virtually secure the whole 33½ per cent. We intend to go much further than that in the instructions to the underwriter, to ensure distribution of the stock in public ventures.

[Interprétation]

Limited. Il faudrait lire: Que l'Annexe A du Bill C-184 soit modifiée comme suit:

a) par l'insertion, immédiatement après «La Compagnie du Chemin de fer Canadien du Pacifique», de ce qui suit:

«The Island Telephone Company Limited»; et

b) par le retranchement de «Saskatchewan Government Telephones» et son remplacement par ce qui suit: «Saskatchewan Telecommunications».

M. Dinsdale: Je présume que *The Island* s'applique à l'Île-du-Prince-Édouard?

Le président: Je ne saurais dire.

L'amendement est adopté.

L'Annexe A pour sa forme modifiée est adoptée.

Le président: Annexe B. M. Perrault propose un amendement à l'article 3. Que le Bill C-184 soit modifié par le retranchement de l'article 3 de l'Annexe B du Bill, à la page 31, et son remplacement par ce qui suit:

«3. Le nombre d'actions ordinaires de la Société détenues au nom, du chef, pour l'usage ou au profit d'une personne ou de Sa Majesté du chef d'une province, ainsi que le nombre de ces actions détenues au nom, du chef, pour l'usage ou au profit

a) de chaque actionnaire associé avec cette personne ou Sa Majesté du chef de cette province, ou

b) de chaque personne qui serait censée en vertu de ces conditions statutaires être associée avec cette personne ou Sa Majesté du chef de cette province si chacune de ces personnes et cette personne ou Sa Majesté du chef de cette province étaient actionnaires.

ne doit pas dépasser deux et demi pour cent des actions ordinaires de la Société qui sont en circulation»

Le président: Y a-t-il des observations à formuler au sujet de cet amendement?

M. De Bané: Je présume que cet amendement vise à empêcher quiconque de contrôler la Société?

M. Kierans: Auparavant, on avait fixé un chiffre d'au plus 5 p. 100. Si le chiffre est réduit, parce que le 5 p. 100 est resté, six sociétés pourraient éventuellement détenir le contrôle de 33½ p. 100 des actions. Nous espérons aller plus loin dans nos directives au soumissionnaire afin de garantir la distribution des actions de spéculation du public.

[Text]

Mr. Givens: Is that not really your only insurance, when it comes down to it?

Mr. Kierans: Only what?

Mr. Givens: Is that not really your only kind of insurance when it comes down to it—a very wide distribution of . .

Mr. Kierans: That is right, and the instructions to underwrite it would be that there may be fifty shares, or there may be 100 shares...

Mr. Givens: But this is not foolproof, is it?

Mr. Kierans: No; but this would limit it later on in the case of, let us say, pension funds buying it up on the exchange.

Mr. De Bané: And it would be unlawful for somebody to be buying indirectly, in the name of other people?

Mr. Kierans: That is right.

The Chairman: Is there further discussion on Schedule B?

Amendment agreed to

Schedule B as amended agreed to.

Clause 1 agreed to.

Title agreed to.

The Chairman: Shall I report the Bill?

Some hon. Members: Agreed.

Some hon. Members: On division.

The Chairman: Shall I report the Bill as amended?

Some hon. Members: Agreed.

The Chairman: It is moved by Mr. Marchand that Bill C-184 be reprinted as amended. Shall the motion carry?

Some hon. Members: Agreed.

Mr. Kierans: Thank you very much, gentlemen. I now know a little bit more about what committees mean.

[Interpretation]

M. Givens: C'est votre seule garantie n'est-ce pas?

M. Kierans: Seule quoi?

M. Givens: Seule garantie quand il y a une très grande distribution de...

M. Kierans: C'est juste. Les directives indiqueraient qu'il pourrait y avoir cinquante actions ou cent...

M. Givens: Mais cela n'est pas garanti, n'est-ce pas?

M. Kierans: Non, mais cela la limiterait plus tard au cas où, disons, des caisses de pension serviraient à leur achat à la bourse.

M. De Bané: Et il serait illégal que quelqu'un en achète indirectement ou non d'autres personnes?

M. Kierans: C'est cela.

Le président: Y a-t-il d'autres observations à formuler au sujet de l'Annexe B.

L'amendement est adopté.

L'Annexe B sous sa forme modifiée est adoptée.

L'article 1 est adopté?

Le titre est adopté.

Le président: Dois-je faire rapport du bill à la Chambre?

Des voix: D'accord.

D'autres voix: Sur division.

Le président: Dois-je faire rapport du Bill et des amendements?

Des voix: D'accord?

Le président: Monsieur Marchand propose que le Bill C-184 soit imprimé de nouveau sous sa forme modifiée? La proposition est-elle adoptée?

Des voix: D'accord.

M. Kierans: Je vous remercie messieurs. Je connais un peu plus ce que sont les comités à présent.

APPENDIX "U"

COMMENT BY THE
CANADIAN ASSOCIATION OF
BROADCASTERS
TO THE HOUSE OF COMMONS
COMMITTEE ON BROADCASTING,
FILMS AND ASSISTANCE
TO THE ARTS

RE: BILL NO. C-184.

The Canadian Association of Broadcasters welcomes the Government of Canada's proposals to establish a Canadian Corporation for telecommunication by satellite.

In our view, Canada is one of those countries that can derive major benefits from satellite communication distribution, because of the geographical size of the country and the scattered nature of its population.

We feel, too, that the Government's indication of intent to enter the field now indicates it is firmly seized of the importance of Canada's staking out a claim for satellite positions in the most practical possible terms.

Our membership indicates satisfaction with the general outline of the proposal placed before this Committee for its consideration by the Government. At the same time, it expresses the hope that (a) future telecommunications satellites will provide an increased number of channels and (b) that the Government will proceed with an appropriate regulatory authority as forecast by statement to the House of Commons on April 14 by the Minister of Communications.

Our understanding of the Statute now under consideration is that it will provide a communications satellite, which is essentially a "common carrier"; the facilities of which would be available to any lessee.

We believe that this is a proper, probably even essential method of operation. It would be extremely unfortunate, in our view, if the facilities of the telecommunications satellite were to be restricted to its shareholders or a limited number of these.

Were use of the facilities limited to a selected few of the shareholders, we think it would place the Government of Canada, a

APPENDICE "U"

COMMENTAIRES DE
L'ASSOCIATION CANADIENNE
DES RADIODIFFUSEURS
AU COMITÉ PERMANENT DE LA
RADIODIFFUSION, DES FILMS ET
DE L'ASSISTANCE AUX ARTS

SUJET: BILL C-184

L'Association canadienne des radiodiffuseurs est heureuse d'apprendre que le gouvernement du Canada se propose d'établir une société canadienne de communication par satellite.

A notre avis, le Canada est un des pays qui reçoit des bénéfices importants en regard de leur communication par satellite, tant au point de vue géographique du pays qu'à la nature de la population qui est dispersée.

Nous croyons aussi que l'intention du gouvernement de s'engager dans cette entreprise émane du fait qu'il est conscient de l'importance d'établir une première position dans ce domaine, le plus avantageusement possible.

Les membres de l'Association ont aussi exprimé leur satisfaction vis-à-vis l'exposé des propositions qui sont à l'étude devant le Comité et qui sont envisagées par le gouvernement. Du même coup, il espère que (a) les communications à venir pas satellite augmenteront le nombre des canaux et (b) que le gouvernement procédera à établir un organisme régulateur, ainsi qu'il est envisagé dans les déclarations du Ministre des Communications le 14 avril dernier, à la Chambre des communes.

Si nous comprenons bien la portée du Bill présentement à l'étude, ce Bill pourvoira à l'établissement de communications par satellite, ce qui est essentiellement une entreprise agréée d'exploitation dont les facilités seront disponibles à n'importe quel locataire.

Nous croyons de plus que c'est là une méthode convenable, voire même, probablement essentielle. Il serait des plus malheureux, à nos yeux, si les facilités des communications par satellite devenaient restrictives à ses actionnaires ou à un nombre limité d'entre eux.

S'il arrive que l'usage de ces facilités devienne limité à un groupe choisi des actionnaires, nous croyons que ceci placerait le gou-

major shareholder in the Corporation, in an uncomfortable, if not untenable position. Nor would such an arrangement be equitable from the viewpoint of other shareholders, or that of the general public. Such limitation would, we feel, also tend to discourage investment in the Telecommunications Satellite Corporation, and tend to limit its profit potential.

vernement, le plus grand actionnaire, dans une position malheureuse, voire même, intenable. En effet, un tel arrangement ne serait pas équitable du point de vue des actionnaires, ou du point de vue du public en général. Nous pensons qu'une telle limitation aurait pour effet de décourager tout investissement dans la société des communications par satellite, voire même, une limite dans la possibilité de réaliser des profits.

The Canadian Association of
Broadcasters

L'Association canadienne des
radiodiffuseurs

May 28, 1969.

le 28 mai 1969.

The Queen's Printer, Ottawa, 1969
L'Imprimeur de la Reine, Ottawa, 1969

BINDING - JAN 26 1970

